

John Adams
Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

* ADAMS

* 41.6

v. 4. pt. 2





Digitized by the Internet Archive
in 2010

CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES

TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
*de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions, Paëtes,
Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le
Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;*

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales & Souveraines dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits; de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout, des Actes de RYMER; & enfin les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;

P A R

MR. J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,

ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTE
IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME VII. PARTIE II.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET J. WETSTEIN, ET G. SMITH,
HENRI WAESBERGE, ET Z. CHATELAIN.

A L A H A Y E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXXI.

CORPS UNIVERSIT
DITOMAS

DROIT DES GENS

R B C E

ADAMS

11/6

7/12/2

T R A L E X

CHAMBER OF COMMERCE

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

M. J. DU MONT, BUREAU DE LA



THE NATIONAL ASSOCIATION OF

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

THE NATIONAL ASSOCIATION OF

T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la II. Partie du VII. Tome.

ANNO 1680. 1. Mai.	A dditions au Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES & la Ville d'ALGER, fait au Mois d'Avril 1679. lesdites Additions conclues le 1. Mai 1680. 1	Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogata inter Sacram Cesaream Regiamque Majestatem LEOPOLDUM & MEHEMETUM IV. Han, Turcarum Sultanum. Actum Constantinopoli Anno 1681. 12	ANNO 1681.
8. Mai.	Traité entre la SUEDE & le DAN-NEMARC sur le Passage du Zund & du Belt. Fait par l'Entremise du Roi de FRANCE, à Copenbague le huitième Mai 1680. 2	Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France LOUIS XIV. par le Comte de LINANGE, pour les Terres & Seigneuries de Stadeck & de Landsberg, faisant partie de la Comté de Veldenz, relevant de l'Eglise de Verdun. Du 28. Avril 1681. 28. Avril.	
10. Juin.	Fœdus defensivum inter CAROLUM II. Regem Hispaniarum, & CAROLUM II. Regem Magnæ Britannæ, cujus pro fundamento Fœdera 30. Augusti 1673. inter præfatum Regem Hispaniarum & Ordines Generales UNITI BELGII, nec non 31. Martii 1678. inter eosdem Ordines & Regem Britannicam inita, ponuntur, omniaque ad nuperrime restitutam Pacem Generalem factam testam servandam constituuntur. Actum in Arce Regia Windesoriensi die 10. Junii 1680. 2	Capitulazioni à reciproche Conventioni che si stabiliscono frà la Maestà del RE CHRISTIANISSIMO & l'Altezza Serenissima del Signor Duca di MANTOUA, da osservarsi inviolabilmente con buona fede e ciò inherendo a i Trattati già maneggiati nella Corte di Mantoua, che si stringono per finale stabilimento nel presente Concerto. 13	20. Août. 16. Sept.
Sept.	Capitulation ou Traité de bonne Intelligence, de Navigation & de Commerce, entre MAHOMET IV. Sultan & Empereur des Turcs & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, contenant les Privileges, accordés à tous leurs Sujets Habitans, pour leurs Personnes, Vaisseaux & Marchandises, également comme aux François & Anglois. Donné à Constantinople, au commencement du Mois de Ramadan 1091. 4	Articles proposez par les Preteurs, Consuls & Magistrats de la Ville de STRASBOURG, & accordez pour la reduction de ladite Ville à l'obeissance du Roi de France LOUIS XIV. le 30. Septembre 1681. 15	30. Sept.
21. Oct.	Recès conclu sub spe Ratificationis entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains & ceux de MAXIMILIEN EMANUEL Eleûteur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de JEAN FRANCOIS, Comte de Pysing comme interessé dans l'affaire, par lequel tous les Differents survenus au sujet d's Droits, Jurisdictions & des Limites des Seigneuries de Kuffstein & d'Aschau sont accordés & terminés. A Kuffstein le 21. Octobre 1680. 9	Fœdus inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ & Ordines Generales FOEDERATI BELGII, pro firma conservatione & Guarantia Pacis Neomagensis, immo & Monasteriensis, contra quoscunque Violatores eorum. Actum Hagæ-Comitis die 30. Septembris 10. Octobris 1681. 15	30. Sept. 10. Octob.
3. Dec.	Protestation de JEAN GEORGE III. Eleûteur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Hereditaire conclu par l'Eleûteur JEAN GEORGE II. son Pere, avec ses Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Païs, & de divers autres Droits qui appartiennent à la Supériorité Territoriale, dévolue aux Deputez Provinciaux assemblés à Meissen. Faite au Château de Ortenbourg à Budissin le 3. Decembre 1680. 11	Constitution de CHARLES XI. Roi de Suede pour la Reduction de tous les Biens alienez de la Couronne 1682. 17	1682.
		Articles & Conditions de Paix traitez par l'Ordre exprès de très-haut, très-puissant, très-excellent & très-invincible Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, avec les Ambassadeurs de très-haut, très-excellent, très-puissant & très-invincible Prince MULEY ISMAEL, Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à St. Germain en Laye, le 29. Janvier 1682. Avec les Formulaire du Passeport dont les Vaisseaux François devront être munis, & du Certificat du Consul de la Nation François à Salé. 18	29. Janv.
		Declaratio DD. Ordinum FOEDERATI BELGII Generalium qua Accessionem LEOPOLDI Cesaris ad Tractatum Guarantie die 30. Septembris 10. Octobris inter ipsos & Regem Sueciæ initum acceptant, se obligantes ad omnia sue Cesaræ Majestati præstandum, que in prædicto Tracta-	28. Fevr.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1682.		ANNO 1683.
10. Avril.	<i>Traſtatu continentur. Actum Hage-Comitis die 28. Februarii 1682.</i> 19 <i>Articles de Paix & de Commerce entre le Sereniffime & très-puiſſant Prince CHARLES II. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Deſenſeur de la Foi Chrétienne, & les très-Illuſtres Seigneurs, les Baſſa, Dey, Aga & Gouverneurs de la fameuſe Ville d'ALGER en Barbarie, conſlus par Arthur Herbert, Ecuyer, Admiral de la Flotte de Sa Maieſté ſur la Méditerranée, le 10. jour d'Avril vieux ſtyle 1682. & le 11. de la Lune d'Avril de l'an de l'Hégire 1094. Avec un double Formulaire des Paſſeports dont les Navires devront être munis. Et un Article ſeparé touchant ce même Formulaire, fait le 5. Mars de l'an de Notre Seigneur J. C. 1682. & le 17. jour de la Lune Moelout de l'année de l'Hégire 1094.</i> 20	<i>tous les Ordres du Royaume, dans la Diète Generale de Stokholme, commencée en 1682. & finie le 3. Janvier 1683. Par laquelle la COURONNE DE SUEDE eſt déclarée Hereditaire en faveur des Mâles, & à leur deſaut en faveur des Femelles. On y approuve ſans-exception la Forme de Gouvernement propoſée & ſignée par le Roi le 29. Novemb. 1682. on y declare mauvais & infidelles Sujets ceux qui ſe ſont oppoſez au Teſtament de CHARLES GUSTAVE & qui ont voulu le reſtrindre. On y accorde au Roi la Puiſſance de faire les Loix, de conſtituer aux Reines leurs Dotes, de donner les Fiefs de la Couronne & de reprendre les choſes données. On y approuve la Grande Commiſſion, & la Commiſſion des Liquidations, & on y fait des Reglements pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la Declaration deſdits Conſeillers & Etats ſur l'Affaire du Teſtament dudit Roi CHARLES GUSTAVE du 19. Decembre 1683. Leur Aſſurance & Declaration touchant la Dote de la Reine du 29. Novembre. Et enſin leur Declaration touchant les Droits du Roi à l'égard des Loix Provinciales du 22. Nov. 1682.</i> 40
2. Mai.	<i>Acte par lequel l'ESPAGNE entre dans le Traité de Garantie, conclu le 30. Sept. 10. Octob. 1681. entre la Couronne de SUEDE & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. A la Haye le 2. Mai 1682.</i> 22	<i>Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. Eleſteur de Saxe & ALBERT ANTOINE, CHRISTIAN GUILLAUME & ANTOINE GUNTHER, Comtes de Schwartzbourg, par laquelle l'Eleſteur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers & Paſſages de Troupes, & de toutes Exactions Militaires, comme auſſi de fournir pour eux les quotes ou contingents qui pourroient ſurvenir à leur charge tant en Hommes qu'en argent, moyennant la Somme de 22. mille Ecus par an qu'ils promettent de lui payer. A Leipſch le 10. Janvier 1683.</i> 50
10. Juin.	<i>Traité de Luxembourg, entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part & les Cercles Confederez de FRANCONIE & du HAUT RHYN citerieur, avec quelques autres Etats de l'Empire d'autre part, pour la deſenſe de l'Empire contre toutes ſortes d'Hoſtilités, de violence & d'irruptions, pour le maintien des deux Paix de Munſter & de Nimègue, & pour s'oppoſer efficacement à toutes ſortes de Contraventions & Invaſions faites ou à faire, comme auſſi aux injuſtes demandes & Pretenſions qui ont été formées contre l'Empire & contre ſes Membres, du 10. Juin 1682. Avec la Declaration de l'Eleſteur de BRANDEBOURG ſur ce ſujet.</i> 25	<i>Traité conclu entre Sa Maieſté Imperiale LEOPOLD & le Sereniffime Prince ERNEST AUGUSTE Evêque d'Osnabrug Duc de Brunſwic-Lunebourg, en conformité & en execution des Reſolutions Salutaires de l'Empereur & de l'Empire, pour la deſenſe de la Patrie & pour y conſerver par ce moyen la Paix & la ſeureté, ſelon la teneur des Traitez de Weſtphalie & de Nimègue. A Hanover le 14. Janvier 1683. Avec la Ratification du Prince Evêque d'Osnabrug. A Hanover le 20. Janvier 1683.</i> 51
12. Sept.	<i>Recès conclu entre JEAN GEORGE III. Eleſteur de Saxe & ADOLPHE Duc de Saxe-Weſtſaels ſur l'Accord Hereditaire du 22. Avril 1677. par lequel d'un Conſentement mutuel ledit Accord eſt éclairci en divers Points, & les Doutes ſurvenus à cette occaſion, expliqués & reſolus, à Dresde le 12. Septembre 1682.</i> 26	<i>Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & MAXIMILIEN EMANUEL Eleſteur de Baviere pour la deſenſe de l'Empire & pour celle de leurs Royaumes, Etats & Seigneuries qui y ſont ſituez. Fait le 26. Janvier 1683.</i> 54
14. Sept.	<i>Confederatio inter Regiam Maieſtatem DANIE, Sereniffimum Eleſtorem BRANDENBURGICUM & Episcopum MONASTERIENSEM ad promovendam Pacem, advertendam novum Belli calamitatem inter IMPERATOREM, IMPERIUM & Regem GALLIÆ, Deſenſioneque mutuam. Datum die 14. Sept. 1682.</i> 36	<i>Convention particuliere conclue entre LEOPOLD Empereur, CHARLES II. Roi d'Eſpagne, CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, le 6. Fevrier 1683.</i> 55
12. Octob.	<i>Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & CHARLES XI. Roi de Suede. Fait à Stokholme le 12. Octobre 1682.</i> 37	<i>Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. Hispaniæ, & CAROLUM XI. Sueciæ Reges, atque Dominos Ordines Gene-</i>
1683.	<i>Points ſtipulez par la Ville Imperiale de FRANCFORT; pour ſa plus grande ſureté dans ſon Acceſſion à l'Alliance des Cercles du RHYN & de FRANCONIE.</i> 39	
	<i>Traité entre MAHOMET IV. Empereur des Turcs & le Comte EMERIC TEKELI. Fait en 1683.</i> 40	
3. Janv.	<i>Conclusion unanimement priſe & paſſée en Loi par les Conſeillers du Roi de Suede & par</i>	<i>18. Mars.</i>

ANNO
1683.

Generales UNITI BELGII de mediis necessariis ad conservationem Federis primo inter. Coronam Suevicam & dictos Ordines Generales Hagæ-Comitum 18. Decembris 1681. initi, & post Accessione Sacræ Cæsareæ Majestatis & Coronæ Hispanicæ corroborati. Hagæ-Comitum 18. Martii 1683. Cum Ratificatione Cæsareæ hujus Conventionis. Viennæ 17. Maji 1683. Quam sequuntur Articuli secreti inter eosdem de auxiliis sibi invicem mittendis. Hagæ-Comitum die . . . Februarii 1683.

25. Mars.

Reversales Serenissimi Regis Poloniæ JOHANNIS III. quod Althus Homagii in Investitura Ducatus Curlandiæ à Duce FRIDERICO CASIMIRO per Legatos accepta; receptæ alias consuetudini & solemnitati Infœdationis præjudicare haud debeat. Data Varjavie die 25. Martii Anno 1683.

28. Mars.

Traité d'Alliance entre MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Bavière & le louable CERCLE DE BAVIERE d'une part, & le louable CERCLE DE WESTPHALIE d'autre part, pour le maintien de la Paix de Westphalie & de Nimègue, & pour la défense de leurs Terres, Pays & Sujets. Fait le 28. Mars 1683.

31. Mars.

Fœdus perpetuum offensivum & defensivum inter Serenissimos LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum Hungariæ & Bohemiæ Regem & JOHANNEM III. Regem & Regnum Poloniæ, Magnæque Ducatum Lithuanie initum Varjavie 31. Martii 1683. Cum Ratificatione Sæ Cæsareæ Majestatis. Datum in Arce Laxiburgi die 2. Maji 1683.

26. Mai.

Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc d'une part & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, avec Son Altesse le Prince d'ORANGE d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de leurs Hautes Puissances le 26. Mai 1683. & par l'Empereur de Maroc le 10. du Ramadan 1095.

30. Juin.

Declaration & Rovers de CHARLES Land-Grave de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet à ERNEST Land-Grave de Hesse-Rheinfels, de défendre sa Forteresse de Rheinfels contre toute violence ennemie; de le maintenir dans les Droits qui lui appartiennent en vertu des Traitez sur le Bas Comté de Catzenelbogen, & lui fournir à cet effet un certain nombre des Troupes à ses propres dépens. A Cassel le 30. Juin 1683.

19. Octob.

Convention faite entre le Marquis de Feuquieres & le Marquis de Los Balbaces, pour la liberté de la Pêche & de la Navigation dans la Rivière de Bidasoa, en faveur des Sujets de LOUIS XIV. Roi de France & de CHARLES II. Roi d'Espagne avec toutes sortes de Faveurs sans distinction. A Madrid le 19. Octobre 1683.

1684.

5. Mars.

Fœdus Offensivum & Defensivum inter Cæsaream Majestatem LEOPOLDUM, Regem Poloniæ JOHANNEM SOBIESKI, & Republicam VENE-

TAM contra TURCAM ejusque Adherentes. Initum in Arce Licenti die 5. Martii 1684.

Contrat de Mariage de VICTOR AMEDÉE Duc de Savoie, avec la Princesse ANNE, Fille du Prince PHILIPPE, Duc d'Orléans Frere unique de LOUIS XIV. Roi de France. Fait & passé à Versailles le 9. Avril 1684.

Traité fait du consentement du très-Puissant Empereur de FRANCE, entre nous les très-Illustres Bacha, Divan & Milice d'ALGER & le Sieur DENIS DUSAULT, auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bassin de France en Barbarie. Du 23. Avril 1684.

Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France LOUIS XIV. au Bacha, Dey, Divan & Milice d'ALGER, Signez le 25. Avril 1684. Avec le Formulaire des Passeports dont les Vaisseaux François seront porteurs & du Certificat du Consul de la Nation Française à Alger.

Traité de Paix, de Navigation & de Commerce entre MULEY ISMAEL, Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas d'autre part. Traduit premièrement de l'Arabe en Espagnol, & ensuite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le 5. Mai 1684.

Declaration de Guerre du Roi de France LOUIS XIV. contre les GENOIS du 15. Mai 1684.

JOANNIS III. Regis Poloniæ Reversales erga FRIDERICUM CASIMIRUM Ducem Curlandiæ, quod Copiæ auxiliares contra Turcas per eum extra Pacta & debitum, voluntarie hoc anno suppeditandæ, nullatenus in consequentiam trahi debeant. Dat. Javoravie in Russia die 20. Junii 1684.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, pour procurer la Trêve entre la France & l'Espagne. Fait à la Haye le 29. Juin 1684.

Traité de Trêve pour vingt ans entre LEOPOLD Empereur, & LOUIS XIV. Roi de France, fait à Ratisbonne le 15. Août 1684.

Traclatus Induciarum vicennalium, inter CAROLUM Hispaniarum Regem Catholicum ab una, & LUDOVICUM Christianissimum Gallie Regem ab altera parte. Ratisbone 15. Augusti 1684. Cum Ratificatione Regis Catholici, nec non Articulo separato.

Acte de Garantie du Traité de Trêve, entre la FRANCE & l'EMPIRE, donné par Monsieur l'Electeur de BRANDEBOURG, du 4. Novembre 1684.

Traité ou Contrat entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à

ANNO
1684.

9. Avril.

23. Avril.

25. Avril.

5. Mai.

15. Mai.

20. Juin.

29. Juin.

15. Août.

15. Août.

4. Nov.

29. Dec.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1684.	ce Prince le Village de Belleben, situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Feodale, & de haute & basse Justice & toutes ses Dependances, pour le prix & Somme de 14400. Richsdalers, renonçant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successeurs au Domaine direct sur ledit Village, & à toute petition de Fief, Services Feodaux, Hommages & autres Droits & charges, à la reserve d'une Somme de 250. Richsdalers que les Sujets dudit lieu de Belleben seront obligés d'aporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le 29. Decembre 1684.	85	très-Puissant, très-Excellent & très-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, aux très-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de TRIPOLI en Barbarie. Du 29. Juin 1685.	ANNO 1685.
1685. 9. Janv.	Declaration de LOUIS XIV. Roi de France donnée à Versailles le 9. Janvier 1685. en faveur des Hollandois Sujets des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour habiter & commercer en France, sans être repetez Aubains, conformément à l'Article X. du Traité de Nimègue du 10. Août 1678. Registrée en Parlement le 13. dudit Mois de Janvier 1685.	87	Declaration de JAKUES Duc de MONTMOUTH & des Nobles Seigneurs & autres presentement armés, pour la Defence & la conservation de la Religion Protestante & celle des Loix, Droits & Privilèges d'Angleterre, contre l'infraction qui en a été faite, & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpétrée dans ce Royaume par JAKUES Duc d'YORCK. Donnée au Mois de Juin ou de Juillet de 1685.	107 Juin ou Juillet.
12. Fevr.	Articles accordez par le Roi de France LOUIS XIV. à la Republique de GENES le 12. Fevrier 1685. ibid.	89	Traité de Renouvellement d'Alliance entre JAKUES II. Roi de la Grande Bretagne & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas. Fait à Windsor, le 17. Août 1685.	108 17. Août.
18. Fevr.	Harangue du Doge de Genes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai 1685.	89	Traité d'Accommodement entre FREDERIC GUILLAUME, Eleveur de Brandebourg & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas touchant des restans des Subsidies dits à S. A. E. en vertu des Traitez des années 1672. & 1674. comme aussi à l'égard des Dommages soufferts par son Pais de Clèves pendant la dernière Guerre contre la France & contre la Suede & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de 440. mille Rixdalders, payables par Termes. Fait à la Haye le 23. Août 1685.	110 23. Août.
	Concordat entre JEAN GEORGE III. Eleveur de Saxe d'une part, & ANNE Abbesse de Quedlinbourg & avec l'Abbaie même d'autre part; par lequel on convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Eleveur par les Sujets de l'Abbaie à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits prétendus par Son Altesse Electorale, comme Seigneur Feodal, sur les Chasses annuelles, Pêches, Coupes de Bois & Dîmes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglemens Ecclesiastiques, Levées & Logemens de Troupes étrangères, que ladite Dame Abbesse ne pourra accorder sans son consentement: de la repartition des Tributs, des Jugemens Forenses, & de plusieurs autres Interêts, en sorte que la Transaction du 17. Août 1574. demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinbourg le 18. Fevrier, jour & Fête de Ste. Concorde 1685.	91	Traité de cent ans, fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix & confirmation d'icelle, accordez & arrêtez par nous Maréchal d'Estrées, & Commandant l'Armée Navale en Levant de très-Excellent, très-Puissant & très-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maître aux Très-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de TUNIS le 30. Août 1685.	111 30. Août.
11. Mai.	Union & Paix Hereditaire fait & conclu entre CHARLES Eleveur Palatin & PHILIPPE GUILLAUME Duc de Neubourg, portant entre autres choses, que si l'Eleveur vient à mourir sans Enfants mâles, ce sera ledit Duc PHILIPPE GUILLAUME qui devra lui succéder dans l'Elektorat Palatin du Rhin, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le 11. Mai 1685.	98	Edit de LOUIS XIV. Roi de France, qui revoke l'Edit de Nantes, & tout ce qui s'est fait en consequence & defend l'Exercice public de la RELIGION nommée pretendue REFORMEE dans son Royaume. Donnée à Fontainebleau au Mois d'Octobre 1685.	114 Octob.
23. Mai.	Recès conclu entre FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Brandebourg, & GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg pour le retablissement du Commerce sur l'Elbe, à Lentsen le 23. Mai 1685.	101	Traité d'Accord entre les huit louables CANTONS HELVETIQUES, Possesseurs du Comté de Baden d'une part, & l'Evêque & Prince de CONSTANCE d'autre part, touchant les Droits & Jurisdctions des Bailliages de Klingnau & Zurzach. A Bade en Ergouw le 6. Octobre 1685.	118 6. Octob.
29. Juin.	Articles & conditions de Paix accordez par nous Comte d'Estrées, Maréchal de France & Vice-Admiral es Mers du Ponant, & Commandant de l'Armée Navale de		Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & le Roi de SIAM, fait entre Monsieur le Chevalier de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne & Monsieur Constance Phaulkon, député avec ample Pouvoir de Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Royal nom des Privilèges aux Missionnaires	10. Dec.

ANNO 1685. *naïres Apostoliques dans tous ses Royaumes en la maniere suivante. Fait à Louvo le 10. Decembre 1685.* 120

27. Dec. *Recès du louable Cercle de FRANCONIE touchant les Troupes à envoyer au secours de Sa Majesté Imperiale contre les Turcs, à Nuremberg le 27. Decembre 1685.* 120

1686. *Convention ou Aîte de Renouvellement des Traitez faits entre CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, du 4. Janvier 1686.* 122

20. Fev. *Traclatus novi Foederis defensivi inter CAROLUM XI. Suecie Regem, & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum per eorum Plenipotentiarios, pro conservatione & tutela utriusque Ditionum ad 10. annos & ultra initus. Actum Berolini die 10. Februarii anno 1686. Accedunt Articuli Secreti in puncto afflicte Religionis Evangelice Pacisque in Polonia conservandæ, nec non Ratificationis commutandæ, inter eosdem ut supra conclusi.* 123

14. Avril. *Articles par extrait du Traité d'Alliance offensive conclu entre JEAN & PIERRE Czars de Moscovie d'une part, & JEAN Roi de Pologne d'autre part, contre les Turcs, le 14. d'Avril 1686.* 125

17. Avril. *Articles de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très-puissant Prince JACQUES II. par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrétienne &c. & les Très-Illustres Seigneurs le Douletli Bassa, Aga & Gouverneur de la fameuse Ville & Royaume d'ALGER en Barbarie: Ratifié & confirmé par le Chevalier Guillaume Soame Baronnet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur le 5. Avril 1686. vieux Style.* 126

7. Mai. *Foedus defensivum inter Sacram Cesaream Majestatem LEOPOLDUM I. & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum, in conservationem Imperii, Paciscentiumque Ditionum, nec non in defensionem Successionis Palatine Electoralis, contra putativas Pretensiones Ducis Aurelianensis. Colonia ad Spream die 7. Maii 1686.* 127

26. Juin. *Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance conclu auparavant entre les Illustres Cercles de BAVIERE & de FRANCONIE pour leur commune defense & seureté. A Augsbourg le 26. Juin 1686.* 129

28. Juin. *Traclatus inter LEOPOLDUM Cesarem Augustissimum & Hungarie Regem, & MICHAHELEM APAFFI Principem, Statusque & Ordines Transylvaniae, de Defensione, Presidio atque Statu civili & politico Principatus. Datum Vienne die 28. Junii 1686.* 130

28. Juin. *Ligue d'Augsbourg, conclue pour trois ans & au delà entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE, comme Duc de Bourgogne, la Couronne de SUEDE pour les Provinces qu'elle possède dans l'Empire, l'Electeur de BAVIERE, les Cercles de BAVIERE, de FRANCONIE & de SUABE, les Ducs de SAXE & autres Princes de l'Empire par delà le Rhin, pour la maintien de la*

Treue conclue à Ratisbonne entre l'EMPIRE & la FRANCE, pour la conservation de la Paix & de la Tranquillité dans tout l'Empire, & pour la defense reciproque des Droits, Interêts & Regales desdites Parties. A Augsbourg le 29. Juin, 9. Juillet 1686. 131. 133.

Protestation du Comte Palatin de VELDENZ contre la Succession de PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhindans les Etats Electoraux, donnée au Directoire de Mayence le 14. Juillet 1686. 139

Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime & très Puissant Prince JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi &c. & les très-Excellens Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de TUNIS, Hadje Bectash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de la Ville & Royaume, par lesquels anciens Traitez de l'an 1662. & de l'an 1674. sont confirmez & renouvellez par Thomas Godwin Ecuyer, Agent & Consul de Sa Majesté le 2. Octobre 1686. 140.

Declaration du Roi de Dannemarc en faveur de la Ville de HAMBOURG, portant qu'il lui rend ses bonnes graces, avec promesse de lui restituer ses Navires & Marchandises, & de la rétablir dans toute la liberté du Commerce tant par Terre que par Eau, & dans tous les avantages contenus dans le Recès de Pinnenberg, à condition qu'elle l'observera de son côté, qu'elle évacuera les Domaines Royaux & en fera sortir les auxiliaires. Donné à Gottorp le 18. Octobre 1686. 141

Traité de Neutralité conclu à Londres le 16. Novembre 1686. entre LOUIS XIV. Roi de France & JACQUES II. Roi d'Angleterre, touchant les Pais des deux Rois en Amerique. 141

Transaction entre les Princes Curateurs du Prince d'OETTINGEN d'une part, & le College Imperial des COMTES DE SUABE, sur la translation de la Maison de OETTINGEN dans le College des Princes, & l'exemption des contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le 14. Decembre 1686. 143

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Espagne, sur les Poteaux plantés à la vûe du Château de Namur. Signé à Philippeville le 4. Janvier 1687. 144

Traité entre le Serenissime & très-Puissant Prince JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi &c. Et les Très-illustres Seigneurs ISMAEL Bascha, BRAHEM Dey, JOSEPH Bey, HASAN CALLIGEE Admiral, Aga du Divan de la Ville & Royaume de TRIPOLI, pour le renouvellement & confirmation de la Paix conclue le 1. de Mai 1676. Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté par le Consul Daniel Ledington le 7. Fevrier 1688. 144

Recès conclu entre les Deputez du Cercle de SUABE d'une part, & ceux de la HAUTE & BASSE Autriche d'autre part, pour le Transport des Troupes

ANNO 1686.

14. Juillet.

2. Octob.

11. Octob.

16. Nov.

14. Dec.

1687.
4. Janv.

7. Fevr.

25. Mai.
4. Juin.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1687.	auxiliaires qui doivent être envoyées à Sa Majesté Impériale. A Ulme le 25. Mai 4. Juin 1687. 145	Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars 1678. est renouvelé, avec l'Article separé de la même Date. Fait à Cologne sur la Sprée le 30. Juin 1688. 156	ANNO 1688.
22. Juill.	Accord entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & JEAN ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale renonce au Domaine direct pretendu par elle sur les trois Seigneuries de Querfurth, Juterboch & Dahme, & spécialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix faite à Prague en 1635. & du Recès particulier de la même année, comme aussi du Recès de Tradition de l'an 1638. reconnoissant lesdites Seigneuries pour véritables Fiefs immediats de l'Empire, appartenants avec leurs Territoires incontestablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe-Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Electeur le Baillage & Ville de Burg. Fait à Cologne sur la Sprée le 22. Juillet 1687. Avec la Confirmation de l'Empereur LEOPOLD sur ce Traité. A Vienne le 10. Mars 1688. 146	Traité Preliminaire entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, portant que pour terminer par un heureux & final Accommodement les differens qui durent depuis long-tems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interêts de Navigation & de Commerce, Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances enverront leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Electeur de Brandebourg, & que cependant le Commerce continuera provisionnellement entre leurs Sujets & Habitans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. avec les Plein-Pouvoirs de part & d'autre. 157	30. Juin.
11. Sept.	Transactio inter PHILIPPUM WILHELMUM Electorem Palatinum & Ducissam AURELIANENSEM, in puncto Hereditatis Allodialis. Actum Heidelbergæ 11. die Septembris 1687. Cum Ratificatione Ducis & Ducissæ Aurelianensis. Data 31. Januarii 1688. 148	Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. pour la confirmation & l'Extension des anciens Privileges de la NOBLESSE de Franconie, touchant l'Exemption, l'Execution, le Droit de Collecte, l'Immunité des Impositions, & le Droit de Retrait, à Vienne le 21. Juillet 1688. 162	21. Juill.
27. Octob.	Trañtatus inter CAROLUM DUCem Lotharingie, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Locumtenentem Generalem, & Principem MICHAËLEM APAFFY Statusque Transylvaniae de hybernandis & sustentandis Militibus Cæsareis penes Balasfalva positis, die 27. Octobris 1687. 149	Diplome de l'Empereur LEOPOLD pour la Confirmation des Privileges accordés à la NOBLESSE IMMEDIATE de FRANCONIE, par l'Empereur RUDOLPHE II. en 1609. par l'Empereur FERDINAND II. en 1626. & par l'Empereur FERDINAND III. en 1652. touchant le Droit de Retrait, avec extension du Terme à trois ans. A Vienne le 21. Juillet 1688. 164	21. Juill.
4. Nov.	Lettre écrite par Monsr. FAGEL, Pensionnaire de Hollande, à Monsr. JACQUES STEWART, Avocat, pour l'informer des Sentimens de leurs Altesces Royales, Monsieur le Prince & Madame la Princesse d'ORANGE, sur l'abolition du Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre 1687. 151	Lettre de LOUIS XIV. Roi de France à Monsieur le Cardinal d'ESTRES, au sujet de la Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Élection du Prince CLEMENT DE BAVIERE, pour Electeur de Cologne, laquelle peut être considérée comme un Manifeste contre le PAPE & contre l'EMPEREUR. Ecrite à Versailles le 6. Septembre 1688. 167	6. Sept.
20. Dec.	Arrest du Conseil d'Etat du Roi de France LOUIS XIV. qui ordonne conformément à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les CANTONS SUISSES, que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Royaume l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du 20. Decembre 1687. 154	Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ & Præpotentes Ordines Generales UNITI-BELGII, de & pro sex Legionibus Militum à Sua Majestate præfatis Ordinibus mittendis. Holmiæ die 12. Septembris 1688. 169	12. Sept.
1688.	Manifeste du Comte de TEKELI, Chef des Mecontents de Hongrie, publié au commencement de l'année 1688. 154	Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roi de France LOUIS XIV. à reprendre les Armes, & qui doivent persuader toute la Chrétienté des sinceres Intentions de Sa Majesté pour l'affermissment de la tranquillité publique, à Versailles le 24. Septembre 1688. 170	24. Sept.
9. Mai.	Declaratio Principis ac trium Nationum TRANSYLVANIÆ, de recessu eorum à Protectione Turcica, & felici reversione ad Regem Hungariæ, à quo factorum invidia & ambitiosus nonnullorum ausibus segregati fuerant, cum amplexione paternæ Protectionis Augustissimi LEOPOLDI, Romanorum Imperatoris & Hungariæ Regis hereditarii, nec non ejusdem Successoris Regis JOSEPHI, pro ipsis & omni Posteritate Regni Transylvaniae. Actum in Civitate Cibinensi die 9. Maii 1688. 155	Actes contenant les Protestations solennelles publiées au sujet des prétendues Nullités insoutenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Élection du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT Duc	13. Octob.

ANNO
1688.

Duc de Baviere &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre 1688. 173

18. Octob.

Reponse de LEOPOLD Empereur aux Raisons publiées par LOUIS XIV. Roi de France pour lesquelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le 18. Octobre. 1688. 175

Octobre.

Memoire des PROTESTANS AN-GLOIS presenté à leurs Altesse Monseigneur le Prince & Madame la Princesse d'ORANGE. Publié au Mois d'Octobre 1688. 179

10. Octob.

Declaration de GUILLAUME HENRI Prince d'ORANGE & depuis Roi de la GRANDE BRETAGNE III. du nom, pour justifier sa Descente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'est pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le rétablissement des Loix & des Libertés de l'Angleterre, de l'Ecosse & de l'Irlande. Donnée à la Haye le 10. Octobre 1688. Avec des Lettres adhortatoires aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloise & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre sur le même sujet, & le Formulaire d'une Priere pour l'heureux succès de cette Expedition. 198

La même Declaration plus étendue & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, causes & raisons. Du même jour 10. Octobre 1688. avec une Addition, par laquelle le Prince proteste de nouveau que son Dessein ne tend qu'à rétablir & rassembler les Loix & Libertés de la Nation Angloise & nullement à conquerir le Royaume. Donnée à la Haye le 24. Octobre 1688. 201

Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant les Raisons qui les ont obligées de secourir de Vaisseaux & de Troupes GUILLAUME HENRI Prince d'Orange passant en Angleterre en personne du 28. Octobre 1688. 205

17. Octob.

Articles & Conditions auxquelles ANSELME FRANCOIS Eleveur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de Mayence au Marquis de Boufflers General de l'Armée du Roi Très-Christien. Fait au Camp devant Mayence le 17. d'Octobre 1688. Avec la Ratification de Sa Majesté donnée à Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688. 207

24. Octob.

Testament de CHRISTIAN Duc de Saxe-Mersebourg, par lequel entr'autres dispositions, le Droit d'aînesse est introduit entre ses quatre Fils. Fait à Mersebourg le 24. Octobre 1688. Avec la Confirmation de l'Empereur LEOPOLD sur ce Testament. A Vienne le 7. Janvier 1689. 208

16. Nov.

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France contre les HOLLANDOIS du 16. Novembre 1688. 212

11. Dec.

Declaration des SEIGNEURS SPIRITUELS & TEMPORELS des Villes de Londres & Westminster & Lieux circonvoisins, assemblez à Guildhal le 11. Decembre 1688. ibid.

1689.

9. Mars.

Declaration de Guerre & Placard de leurs Hautes Puissances des PROVINCES-UNIES, contenant une defense à tous

les Habitans de ces Pais, & concernant la Navigation & le Commerce des Puissances Neutres aux Ports de France, aussi bien que les Marchandises de Contrebande, les Assurances des Vaisseaux & des Denrées, appartenantes aux Sujets du Roi de France. 213

Traité entre l'Eleveur de BRANDEBOURG & le Marquis de CASTANAGA, Gouverneur General du Pais-Bas Espagnol, pour quelques Troupes. Avec la Ratification du Marquis de CASTANAGA. Du 20. Mars 1689. 220

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de France contre les ESPAGNOLS du 15. Avril 1689. 221

Traité entre GUILLAUME III. & MARIE ROI & Reine d'Angleterre, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant l'Armement par Mer du 29. Avril 1689. 222

Contrat de Mariage entre ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, & ELISABETH SUSANNE née Comtesse de Kempinsky son Epouse d'autre part; par lequel entr'autres choses il lui assigne pour Douaire le Bailliage de Neustadt, avec le Bailliage incorporé du Monastere de Monchroda & la Jurisdiction de Sonneberg avec toutes leurs appartenances, Droits de Patronage &c. A Cobourg le 1. de Mai 1689. Avec le Consentement des Serenissimes Princes ses Freres, du 5. Juillet 1690. 223

Declaration de Guerre, faite par DON FRANCISCO ANTONIO DE ACURTO, Marquis de CASTANAGA, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Pais-Bas & pour le Roi d'ESPAGNE, contre la FRANCE. A Bruxelles le 3. Mai 1689. 226

Alliance defensive entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & sa Serenité Electorale MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, par laquelle l'Eleveur s'oblige sous certaines Conditions à fournir 8000. Hommes à sadite Majesté Imperiale. A Vienne le 4. Mai 1689. Avec les Ratifications de l'une & de l'autre part. A Vienne le 5. Mai 1689. 227

Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi très-Christien de France d'une part, & le Louable Corps HELVETIQUE d'autre part, contenant, que de la part de la France il ne sera pris aucun Passage par la Suisse, & que les Louables Cantons ne l'accorderont aussi à nulle autre Puissance étrangere. Fait à Bade en Argow le 7. Mai 1689. 228

Fœdus defensivum & offensivum (Magnum Fœdus posita dictum) inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines FOEDERATARUM BELGII PROVINCiarum Generales initum; quo perpendentes periculi communis, per novissimam Invasionem Gallicam Reipublice Christiane impendentis magnitudinem ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, de efficacioribus mediis simul tam reducende quam conservande Pacis conveniunt; seseque invicem obstringunt ad Bellum Terra Marique

b 2

contra

ANNO
1689.

20. Mars.

15. Avril.

29. Avril.

1. Mai.

3. Mai.

4. Mai.

7. Mai.

12. Mai.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1689.	contra Regem Gallie conjunctis viribus gerendum, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicata sit. Actum Viennæ die 12. Maii 1689. Cum Articulo Separato de Successione Hispanica in Augustissimam Domum Austriacam contre Gallos unitis armis si opus fuerit vindicanda. Actum eodem loco & die 12. Maii 1689. 229	Traité & Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour l'Union & le Concert de leurs armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des PROVINCES-UNIES, mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes ou Etats. A Wittehall le 11. d'Août 1689. 238	ANNO 1689. 11. Août.
17. Mai.	Declaration de Guerre de GUILLAUME III. & de MARIE, Roi & Reine de la Grande Bretagne contre le Roi des FRANCOIS du 17. Mai 1689. 230	Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV. Empereur de France, Roi de Navarre & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'ALGER. Fait à Alger le 24. Septembre 1689. 239	24. Sept.
20. Juin.	Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de DANNE-MARCK & Son Altesse Serenissime le Duc de HOLSTEIN-SLESWIG sur leurs anciens differens, par lequel Sa dite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Serenissime la Terre de Gottesgabe, & degage de toute Hypothèque le Bailliage de Trittau, comme aussi ceux de Steinhorst, Tremes-Buttel & l'Isle de Fehmeren, réservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Serenissime Prince GEORGE son Frere. A Altena le 20. Juin 1689. 237	Accessio GUIELMI III. Regis Magnæ Britannæ ad Fœdus Magnum inter LEOPOLDUM Cæsarem & Dominos Ordines FOEDERATI BELGII Generales 12. Maii 1689. initum. Datum in Palatio Regio de Hamptoncourt 20. Decembris 1689. 241	20. Dec.
	Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE & de BRANDEBOUG au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP, portant que les Bailliages engagés de Fehmeren, Tremesbuttel & Steinhorst doivent être pleinement restitués. Altena le 13. Juin 1689. 233	Traité entre GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, pour la continuation du service des Troupes de Son Altesse Serenissime en Hollande jusqu'au dernier jour d'Avril 1691. Fait à Zell le 13. Janvier 1690. 242	17. Janv.
	Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN GOTTORP, par le Ministre de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, portant que les Bailliages de Fehmeren, Tremesbuttel & Steinhorst doivent être entièrement restitués au Serenissime Duc de Holstein Gottorp. Altena le 13. Juin 1689. ibid.	Raisons qui ont obligé le Roi de France LOUIS XIV. à envoyer une armée en SAVOYE, publiées en 1690. 244	
	Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE de DANNEMARCK cede & transporte au Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORP l'Isle de Fehmeren & les Bailliages de Tremesbuttel & Steinhorst. Faite à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689. ibid.	Recès de Leipsh, conclu entre les Serenissimes Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG & toute la Serenissime Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG, touchant l'amélioration de la Monnoye. A Leipsh le 16. Janvier 1690. 245	16. Janv.
	Garantie de l'Empereur LEOPOLD sur le Traité d'Altena. Donnée à Augsbourg le 26. Octobre 1689. 234	Capitulation Imperiale de JOSEPH Roi des Romains, contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire. A Augsbourg le 24. Janvier 1690. 247	24. Janv.
5. Juillet.	Alliance renouvelée entre LEOPOLD I. Empereur des Romains & le Louable CERCLE DE FRANCONIE, par laquelle Sa Majesté Imperiale reçoit ledit Cercle en sa Protection & speciale Garantie, promettant de le defendre contre toute injuste violence; en échange de quoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain subside en argent. A Vienne le 5. Juillet 1689. ibid.	Traité conclu entre CHARLES II. Roi d'Espagne & VICTOR AMEDEE Duc de Savoye. Fait à Milan le 3. Juin 1690. 265	3. Juin.
1. Août.	Traité d'amitié & d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, du Mois d'Août 1689. 236	Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoye, fait à Turin 1610. 266	4. Juin.
15. Août.	Traité d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & CHRETIEN V. Roi de Dannemarc, du 15. Août 1689. 237	Accessio CAROLI II. Hispaniarum Regis ad FOEDUS MAGNUM, LEOPOLDO Cæsare pacifcente. Viennæ die 6. Junii 1690. cum Ratificatione præfati LEOPOLDI Augustissimi. Dat. Viennæ 17. Junii 1690. 267	6. Juin.
		Traité entre FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg, & le Marquis de CASTANAGA comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Treves avec la France, que de concert avec les Hauts-Alliez & de maintenir son Armée aux Pais-Bas, en deça du Rhyn & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouira d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignez auparavant. Fait au Camp de Lunig le 6. Septembre 1690. 269	6. Sept.

- ANNO 1690. 19. Octob. *Trattato di Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti e che si faranno dalle Truppe di S. M. CHRISTIANISSIMA, & da quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di SAVOIA e de Suoi Alleati tanto di quà che di là da Montei. Fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.* 270
20. Octob. *Traité entre Sa Majesté le Roi de la GRANDE BRETAGNE, Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, S. A. R. le Duc de SAVOYE d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance, Fait à la Haye le 20. Octobre 1690. Avec la Ratification de S. A. R. à Turin le 20. Novembre 1690.* 272
26. Nov. *Recès conclu entre les Commissaires IMPERIAUX de Guerre & les Deputez du CERCLE de FRANCONIE pour le Reglement des Quartiers d'Hiver qui doivent être donnés aux Troupes & des Rations de leur Subsistance. A Nuremberg le 26. Nov. 1690.* 275
29. Dec. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre du 29. Decembre 1690.* 277
1691. *Paſſa Totalitia inter Serenissimum Principem JACOBUM, JOANNIS III. Poloniae Regis Filium natu majorem & Dominam HEDWIGAM ELISABETHAM, PHILIPPI GUILIELMI Electoris Palatini Rheni Filiam, quo Serenissimus Elector in Dotem suae Filiae centum millia Florenorum Rhenensium praefato Regi & ejus Filio se soluturum promittit : Et de contra hic Serenissima suae Sponsae in contra-Dojem tantundem, atque alia centum millia titulo Doni nuptialis constituit. Actum Anno 1691.* 282
4. Mai. *Accessio ANSELMI FRANCISCI Electoris Moguntini ad Foedus Magnum inter LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum & Ordines FOEDERATI BELGII Generales, contra Regem GALLIAE die 12. Maii 1689. initum. Die 4. Maii 1691.* 284
14. Mai. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES d'une part, & RODOLPHE AUGUSTE & ANTOINE ULRIC Ducs de Brunswick-Lunebourg Wolfembüttel, avec stipulation du nombre de Troupes que lesdits Princes seront obligés de tenir au service de L. H. P. à la Solde de la Republique. Fait à la Haye le 14. Mai 1691. Avec un Article Separé du même jour, concernant une augmentation de six Compagnies desdites Troupes que le Roi de la Grande Bretagne prend à sa charge.* ibid.
15. Mai. *Declaration de Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la Continuation du subside promis à Son Altesse Royale de SAVOYE le 10. Mai 1691. à la Haye.* 288
29. Mai. *Recès d'Affociation entre les deux Cercles de FRANCONIE & de SUABE, par lequel ils se promettent une reciproque & fidelle Assistance en tout cas de nécessité contre les injustes Aggressions de ceux qui* TOM. VII. PART. II.
- pourroient les attaquer. A Nuremberg le 29. Mai 1691.* 289
- Traité entre Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & S. E. le Marquis de GASTANAGA, Gouverneur du Pais-Bas Espagnol pour les Contributions. Fait à Bruxelles le 26. Juin 1691.* 291
- Traité Provisionnel entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, CHRISTIAN V. Roi de Danemarck, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, touchant la Navigation & le Commerce de leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait à Copenhague le 3. Juin 1691. Avec six Articles d'Amplification & d'explication sur une Declaration ou Ordonnance du Roi de Danemarck touchant la Navigation & le Commerce de ses Sujets en France. A Copenhague le 3. Decembre 1691. s'ensuit l'Ordonnance même du 19. Mai 1691. Comme aussi la Formule des Serments que devront faire les Proprietaires des Vaisseaux & des Marchandises, & les Maîtres de Navires, la Formule des Passeports & la Specification des Marchandises de contrebande.* 292
- Recès de Partage entre GUILLAUME ERNEST & JEAN ERNEST Ducs de Saxe-Weimar d'une part, & JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de JENA qui leur est échue, à la reserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Château de Wilhelmsbourg le 12. Juillet 1691.* 297
- Traité entre Sa Majesté BRITANNIQUE, GUILLAUME III. & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, au sujet des Vaisseaux pris & repris. Fait à Witthall le 22. d'Octobre 1691.* 301
- Recès entre JEAN GEORGE IV. Electeur de Saxe & le Louable Cercle de SUABE, portant que Son Altesse Electorale fournira la moitié de son Armée au Cercle de Franconie, & les deux tiers de l'autre moitié audit Cercle de Suabe, pour la defense de l'un & de l'autre contre les insultes des Ennemis pendant l'Hiver; en échange de quoi les Princes & Etats dudit Cercle payeront 150. mille florins en argent auxdites Troupes, & leur fourniront huit livres de foin & sept livres d'avoine pour chaque Cheval par jour. Fait à Ulme le 17. Novembre 1691.* 302
- Traité entre le Roi de France, LOUIS XIV. & la Ville & Republique de BERNE. Fait par Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse, à Soleure le 3. Janvier 1692.* 304
- Recès de Vienne, entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & les Ducs de Brunswick-Lunebourg GEORGE GUILLAUME & ERNEST AUGUSTE d'autre part, par lequel Sa Majesté Imperiale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc ERNEST AUGUSTE & pour ses Descendants mâles; en consideration de quoi ce Prince* c s'en-
- ANNO 1691. 26. Juin. 31. Juin. 12. Juill. 22. Octob. 17. Nov. 3. Janv. 22. Mars.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO			ANNO
1692.	s'engage d'entretenir 6000. hommes à ses dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux ans, & de lui fournir outre cela un subside de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le 22. de Mars 1692. 306	de SAXE-GOTHA, ALTENBOURG, & COBOURG; le Marquis de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWIC-WOLFFEMBUTTEL, le Roi de DANNEMARC comme Duc de HOLSTEIN, toute la Maison de HESSE & LOUIS GUILLAUME Marc-Grave de Bade, pour le Renouvellement & affermissement de l'Union des Princes de l'an 1662. On s'y promet un concours unanime & une assistance reciproque pour le maintien du Droit de suffrage qui appartient aux Princes dans les affaires de l'Empire par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix, & qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le Recès de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour l'Abolition & redressement des choses qui ont été insérées dans la Capitulation Leopoldine au prejudice de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Alliance, de faire des Loix, & de proscrire les Etats desobéissants chacun en son propre Territoire. Ils s'y obligent en particulier 4 ne jamais admettre le neuvieme Electeur de Hanover & à s'y opposer en commun de toutes leurs forces. A Ratisbonne le 17. Fevrier 1693. 323	1693.
	Paix d'Union perpétuelle entre la Maison Archi-Ducale d'AUTRICHE, & la Maison Electorale de BRUNSWIC-LUNEBOURG, par laquelle, outre le secours reciproquement promis dans tous les cas de nécessité, la Maison Electorale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'Elle pourra à la Couronne de Bohême l'entiere Réstitution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, & à donner toujours sa Voix au Prince aîné de la Maison Archi-Ducale d'Autriche pour l'Élection d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne le 22. Mars 1692. Avec un Article Separé par lequel l'Electeur ERNEST AUGUSTE promet d'accorder aux Catholiques de Hammoer & de Cell la liberté d'y bâtir des Eglises & des Ecoles. A Vienne le 22. Mars 1692. 308	Traité entre CHARLES XI. Roi de Suede & CHRETIEN V. Roi de Danne marc. Fait à Stockholm le 17. Mars 1693. 325	
2. Mai.	Cartel ou Traité pour l'Echange & la Ranson des Prisonniers de Guerre, fait & conclu entre les Plenipotentiaires de LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & ceux de LOUIS XIV. Roi de France d'autre part, y compris aussi les Cercles de FRANCONIE & de SUABE, & le Duc de WIRTEMBERG. On y convient spécifiquement de la somme que chaque Officier & Soldat prisonnier devra payer pour sa rançon. A Basle le 2. Mai 1692. 310	Declaration de FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin à FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg, portant que lors que les Etats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feront l'hommage qui lui est dû, il aura soin de les avertir de l'hommage de Succession éventuelle qui fut fait en 1442. par les Etats Provinciaux de Meklenbourg, ils devront reconnoître l'Electeur & Marcgrave de Brandebourg alors regnant pour leur vrai & legitime Seigneur Hereditaire; Son Altesse Serenissime renouvelle en outre de sa part les Reverfaux passés l'an 1442. entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg, avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au prejudice de la Succession éventuelle de Brandebourg, se reservant au reste à lui & à ses Successeurs Ducs de Mecklenbourg la libre disposition de ses autres Droits, aux Duchesses Douairieres leur Subsistance, & aux Filles leur Alimentation & Dotation. A Swerin le 12. Juillet 1693. 327	17. Mars.
30. juin.	Articles & Conditions auxquelles GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas prennent à leur service un Corps de sept mille neuf cents & quarante neuf hommes de Son Altesse Serenissime le Duc de BRUNSWIC-LUNEBOURG HANNOVER. Fait à l'Armée près de Melle le 30. Juin 1692. Avec un Article secret & considerable touchant l'Evêché d'Osnabrug, du même jour. 316	Declaration reciproque de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, à FREDERIC GUILLAUME Duc de Meklenbourg-Swerin, portant, que Son Altesse Electorale est contente de celle qu'il lui a faite & qu'elle n'entend pas que son Droit de succeder aux Duchez, Territoires & Droits de Meklenbourg, puisse ou doive leur porter quelque prejudice; S. A. E. y promet de plus d'accomplir toutes les Conditions, stipulées par le Serenissime Duc; Elle renouvelle de sa part les Reverfaux passés l'an 1442. entre la Maison de Brandebourg & celle	12. Juill.
18. juillet.	Traité de Paix entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, par lequel le Traité de l'an 1684. est tenu pour confirmé & de nouveau ratifié. Fait à la Haye le 18. Juillet 1692. 319		
31. Octob.	Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour la jonction de leurs Flottes dans la Méditerranée. A la Haye le 31. Octobre 1692. Avec les Articles Separés du même jour, mois & an. 320		
1693.	Traité entre l'Empercur LEOPOLD I. & JEAN GEORGE IV. Electeur de Saxe, traduit de l'Allemand. Fait à Dresde le 2. Fevrier 1693. Avec l'Article Separé du Roi d'Angleterre, & des Etats Généraux, en Latin Original. Fait à Dresde, le 2. Mars 1693. 321		
2. Fevr.	Union de Ratisbonne, faite & conclue entre les Evêques de MUNSTER, de BAMBERG & d'AICHSTADT, les Ducs		
17. Fev.			

ANNO
1693.

Et celle de Meklenbourg, Et les étend aux Principautés de Swerin Et de Ratzebourg: Enfin elle promet toute l'assistance possible au Serenissime Duc Et aux Siens, pour la conservation Et la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trouveront fondées sur le Droit Provincial. A Potsdam le 12. Juillet 1693. 328

26. Juill.

Traité par lequel les Etats de TOURNAY Et du TOURNAYSIS se soumettent aux Contributions exigées par le Roi CATHOLIQUE Et par L. H. P. les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. Fait au Camp d'Erquelmer le 26. Juillet 1693. 329

9. Octob.

Traité entre CHRETIEN V. Roi de Danemarck Et la Maison de BRUNSWIC-LUNEBOURG pour la demolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre 1693. 330

9. Nov.

Traité entre le Duc de LONGUEVILLE en qualité de Comte de NEUFCHATEL Et de VALLENGIN, Et le Canton de LUCERNE, par lequel ledit Canton le reçoit en sa Combourgeoisie, avec les Villes, Châteaux Et Hommes du Comté, promettant de le secourir Et défendre contre toute violence. Fait le Lundi le 9. de Novembre 1693. 330

11. Nov.

Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciæ Et prepotentes Ordines Generales UNITI BELGII, super Navibus Mercatoriis Suecicis per Narves dictorum Ordinum Belgicas abductis, damnisque iidem illatis, facta Holmiæ die 11. Novembris 1663. 332

1694.

Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLEMENTIS, quod pecunie subsidariæ sibi presenti Bello ab ORDINIBUS suppeditatæ nullatenus quoad futurum in consequentiam trahi debeant. Datum Bonæ 1694. 332

8. Mars.

Acte de la Mise en possession Et Investiture de la Souveraineté de NEUFCHATEL Et de VALENGIN, adjugée à Son Altesse Serenissime MARIE D'ORLEANS, Duchesse de Nemours, par les Etats de Neuchatel le 8. Mars 1694. 333

1. Juin.

Traité entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, Et les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, Et RUDOLPHE AUGUSTE Et ANTOINE ULRIC, Ducs de Brunswick-Wolfenbuttel d'autre part, portant Accession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite le 14. Mai 1691. entre L. H. P. Et lesdits Princes, comme aussi de nouveaux engagements d'amitié Et même de Garantie de part Et d'autre. Sa Majesté Et L. H. P. acceptent aussi de leurs Altesse deux mille Hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient déjà. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. Avec un Article séparé, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses obligations à Breda le 1. Juin 1694. 337

23. Mai.

Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, Et FREDERIC AUGUSTE, alors Electeur de Saxe, Et maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Février 1693. entre Sa Majesté Imperiale

Et le défunt Electeur de Saxe JEAN GEORGE IV. est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'accéder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, Et de mettre en liberté le Maréchal de Camp Schoening. A Dresde le 23. Mai 2. Juin 1694. Avec un Article séparé, par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'appuyer par son suffrage Et par ses Offices la readmission de la Couronne de Bobeme dans le College Electoral, de la même Date. 339

ANNO
1694.

Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST Et GUILLAUME ERNEST, Freres pour le redressement des Griets du plus jeune des deux dans la communauté de leur Regence, A quelle fin on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi un Consihoire, Et qu'il exercera seul la Jurisdiction haute Et basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoique jusqu'à présent elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsbourg à Weimar le 16. Août 1694. 341

Traité de Commerce Et de bonne Correspondance entre la Frontiere de BAYONNE Et Pais de LABOURT, Et la Province de GUIPUSCOA d'Espagne. Fait dans l'Isle des Faisans sur la Riviere de Bidassoa le 24. du mois d'Août 1694. Avec la Ratification du Roi T. C. Donné à Versailles le 8. jour de Septembre 1694. 342

24. Août.

Traité entre CHRISTIAN V. Roi de Danemarck, Et CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serenissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre defense, que pour celle de leurs Duchez communs de Sleswich Et Holstein. A Copenhague le 7. Septembre 1694. 345

19. Nov.

Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLEMENTIS, quod pecunie Subsidariæ presenti Bello ab ORDINIBUS sibi suppeditatæ, nullatenus in consequentiam contra Libertates Et Privilegia eorum trahi debeant. Data Bonæ Anno 1694. Die 19. Novembris. 347

Traité fait entre LEOPOLD Empereur, GUILLAUME III. Roi d'Angleterre Et les PROVINCES-UNIES d'une part, Et l'Evêque de MUNSTER d'autre, à la Haye le 18. Mars 1695. 347

18. Mars.

Union de Francfort entre l'Evêque de MUNSTER, les Ducs de SAXE-COBOURG Et GOTHA, le Margrave de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSWIC-WOLFENBUTTEL, les Margraves de BADE-DOURLACH Et BADE, le Roi de DANNEMARC, le Duc de HOLSTEIN Et le Duc de WIRTEMBERG, par laquelle ils se promettent d'agir conjunctis animis Et consiliis pour la conservation de leurs Dignités Et honneurs de Princes de l'Empire, Et d'insister auprès de l'Empereur pour empêcher ou retarder l'Introduction du neuvieme Electoral. c 2

14. Mars.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1695.	torat. A Francfort sur le Meyn le 14. Mars 1695. 351	Florins de Misnie lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg; ou- tre certaines Reserves Camerales & Pro- vinciales & certains Steures ou Accises qui lui sont cedés. A Saalfeld le 18. Octobre 1695. 361	ANNO 1695.
8 Août.	Renouvellement de la part des PROVIN- CES-UNIES de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur & lesdites PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à la Haye le 8. Août 1695. Avec la Ratification des Etats Ge- neraux, donnée le 6. Octobre 1695. 353	Testament de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la Haye le 18. d'Octobre 1695. & ouvert au même lieu le 8. de Mai 1702. 363	18. Octob.
16. Août.	Renouvellement de la part de FREDERIC CHRETIEN, Evêque de Munster, de l'Alliance faite en 1689. entre LEO- POLD Empereur & les PROVIN- CES-UNIES & leurs Alliez. Fait à Munster le 16. Août 1695. ibid.	Renouvellement de la part de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne de l'Alliance conclue en 1689. entre LEO- POLD Empereur & les PROVIN- CES-UNIES des Pais-Bas, & leurs Alliez. Fait à Burford, le 7. Novembre 1695. ibid.	7. Nov.
11. Août.	Renouvellement de la part d'ERNEST AUGUSTE Duc de Brunswic & de Lunebourg, Electeur, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à Limbourg le 18. Août 1695. 354	Traité d'assistance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE Electeur de Brunswic- Lunebourg, d'une part, & FRIDERIC Duc de Holstein-Gottorp pour lui & pour le Roi de Suede d'autre part, par lequel S. A. E. promettant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la conser- vation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le secourir même en cas de besoin d'un certain nombre des Troupes, S. A. S. s'en- gage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'il- le vint à être attaquée dans ses Etats, & d'appuyer ses Interêts dans l'affaire de l'E- lectorat & de la Succession de Saxe-Laven- bourg. Fait au Mois de Fevrier 1696. 364	1696. Fevr.
22. Août.	Renouvellement de la part de MAXIMI- LIEN EMANUEL, Electeur, Duc de Baviere, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait au Camp de Namur le 22. Août 1695. 355	Declaratio LEOPOLDI Romanorum Imperatoris super admisione Principum & Statuum incliti Circuli Franconici in Fœ- dus inter dictum Imperatorem & Ordines Generales UNITI BELGII Vienne anno 1689. initum atque Hagæ Comitibus die 8. Augusti 1695. renovatum. Datum Vien- næ 30. Martii 1696. 365	30. Mars.
17. Août.	Renouvellement de la part de FREDE- RIC III. Electeur de Brandebourg, de l'Alliance faite en 1689. entre LEO- POLD Empereur & les PROVIN- CES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Sprée le 27. Août 1695. 356	Renouvellement de la part du Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, Electeur de Cologne, de l'Alliance conclue en 1689. en- tre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES. Fait le 30. Mars 1696. 366	30. Mars.
1. Sept.	Renouvellement de la part de CHAR- LES II. Roi d'Espagne, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Em- pereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le 1. de Septembre 1695. 357	Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les PRO- VINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, & le Duc de SLESWIG- HOLSTEIN-GOTTORP de l'autre. Fait à la Haye le 14. Mai 1696. ibid.	14. Mai.
12. Sept.	Akte par lequel LEOPOLD Empereur renouvelle son Alliance conclue en 1689. avec les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebersdorff le 12. Septembre 1695. ibid.	Akte par lequel le Cercle de FRANCONIE donne Plein-pouvoir à Son Envoyé, d'en- trer dans l'Alliance conclue en 1689. & renouvelée depuis entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait le 23. Mai 1696. 367	11. Mai.
13. Sept.	Renouvellement de la part d'ELEANOR, Reine Douairiere de Pologne & Duchesse Douairiere de Lorraine, de l'Alliance fai- te en 1689. entre LEOPOLD Em- pereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à In- spruck, le 13. Septembre 1695. 358	Accessio Circuli SUEVICI ad Magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM & Generales UNITI BELGII Ordines, Anno 1689. sanc- tum, & Anno 1695. die 8. Augusti reno- vatum. Datum 1/2. Julii 1696. ibid.	16. Juill.
21. Sept.	Renouvellement de la part de VICTOR AME II. Duc de Savoye, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Em- pereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Turin, le 21. Septembre 1695. 359	Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoye, par lequel Son Altesse Royale se departant de tous les Engagemens qu'elle avoit avec les Hauts Alliez contre la	29. Août.
11. Sept.	Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswic- Lunebourg-Zell, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le 22. Septembre 1695. 360		
18. Octob.	Accord moyenné par ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, entre JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld & FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha, pour un Supplement de Partage Hereditaire en faveur du pre- mier; A quelle fin, une somme de 5642.		

ANNO
1696.

la France, Sa Majesté lui promet la Restitution non seulement de tout ce qu'elle avoit pris & occupé sur elle pendant la Guerre, mais aussi de la Ville de Pignerol & de son Terroir, après qu'on en aura détruit toutes les Fortifications. On y convient aussi du Mariage de LOUIS, Duc de Bourgogne, Petit-fils de Sa Majesté avec MARIE ADELAIDE Princesse de Savoie &c. A Turin le 29 d'Août 1696. Avec les Ratifications du Roi Très-Christien & de S. A. R. la première données à Versailles le 7. Septembre 1696 & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696. 368

Acte de la Restitution des Païs & Etats de Savoie faite par LOUIS XIV. Roi de France à VICTOR AME II. Duc de Savoie en vertu de leur Traité de Paix. Du 28. Septembre 1696. 371

15. Sept.

Contrat de Mariage entre LOUIS Duc de Bourgogne, Fils aîné de Monseigneur le DAUPHIN de France & MARIE ADELAIDE Princesse de Savoie, Fille aînée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoie fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les Ratifications du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. ibid.

Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & Sa Majesté Catholique CHARLES II. d'une part, & S. A. R. VICTOR AME II. Duc de Savoie d'autre part, pour une suspension d'armes en Italie entre leursdites Majestés & la Couronne de France. A Vigevano le 7. Octobre 1696. Avec l'Article Separé & les Ratifications de toutes les Parties. 375

7. Octob.

Traité d'Accommodement entre AUGUSTE Roi de Pologne & Electeur de Saxe, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel les Bailliages de Lauenbourg, Sevenbergue & Gersdorf, comme aussi l'Avocatie Hereditaire dedans & dehors la Ville de Quedlinbourg sont cédés par Sa Majesté audit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Imperiale, en Equivalent de la Partie de Pomeranie cédée à la Couronne de Suede. En échange de quoi néanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une somme de 300000. Dalers. Fait l'an 1697. 376

11. Janv.

Recès d'Association conclu entre les six Cercles de l'Empire, ELECTORAL DU RHIN, de FRANCONIE, de BAVIERE, de SUABE, du HAUT-RHIN & de WESTPHALIE, pour un Armement perpetuel destiné en tems de Guerre à la Defense de l'Empire, & particulièrement des six Cercles contre toute Invasion ennemie & en tems de Paix au maintien de la Tranquillité publique contre tous ceux qui la voudroient troubler. A Francfort le 13. Janvier 1697. 377

20. Sept.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Païs-Bas. Fait à Ryswyk le 20. Septembre 1697. Avec l'Article Separé, touchant le terme accordé à l'Empereur & à l'Empire, pour accepter les Conditions de

TOM. VII. PART. II.

Paix stipulées pour eux. Du même jour 20. Septembre 1697. Et les Plein-pouvoirs & Ratifications de part & d'autre. 381

ANNO
1697.

Traité de Commerce, de Navigation & de Marine entre LOUIS XIV. Roi de France & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES. Fait à Ryswyk le 20. Septembre 1697. Avec l'Article Separé touchant l'exemption du Droit des cinquante sous par Tonneau qui se leve en France sur tous les Navires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre 1697. Comme aussi les Plein-pouvoirs & les Ratifications de part & d'autre. 386

20. Sept.

Acte ou Article separé touchant la liberté reciproque de la Pêche du Harang & de tous autres Poissons, entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de Leurs Hautes Puissance. Au Château de Ryswyk le 9. Octobre 1697. 394

Ordonnance des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la publication de leur Paix avec le Roi de France, marquant les Lieux & les Tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697. 395

Protestation faite au nom du Comte d'EGMONT pour la conservation de ses Droits sur le Duché de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comtés d'Egmont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes & autres Terres & Païs possédés par le ROI CATHOLIQUE, par les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES & par l'Evêque & Prince de LIEGE. A Ryswyk le 7. Octobre 1697. 396

Protestatio Principis FRISIAE ORIENTALIS adversus Inclusionem Civitatis EMBODENSIS in Tractatu Pacis inter REGEM GALLIAE & Ordines Generales FOEDERATI BELGII, inite Dat. Hagae Comitibus 4. Mensis Novembris 1697. 397

Resolution des Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant, qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du PAPE comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualité de Prince Seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698. 398

Protestation faite au nom des Seigneurs Etats de GUELDERE & de ZUTPHEN contre celle du Comte d'EGMONT, au sujet de ses Pretensions. A la Haye le 30. Janvier 1698. 399

Tractatus Pacis inter LUDOVICUM XIV. Regem Galliae & GUILIELMUM III. Regem Magnae Britanniae, quod omnes Regionēs, Arces, Insulae & Terrae durante hoc Bello hinc inde avulsae restituantur: Principatus vero Araftionensis, juxta tenorem Articuli separati Pacis Noviomagensis, Regi Britannico revertitur; ac reliquae praetensiones tam circa Loca in Sinu Hudsonis sita, quàm ratione Capitulationis ab Anglis Anno 1694. factae, uti & limitum Terrarum, Judicio Commissariorum utriusque Partis nominandorum remittuntur. Rex porro Christianissimus promittit suum bonorem oppugnando, quod nec directe nec indirecte alicui aut aliquibus ex Inimicis praedicti Regis

20. Sept.

d

Ma

ANNO
1697.

Magna Britannia auxilium dabit nec administrabit, nec quomodo Conspirationibus aut Machinationibus contra prædictum Regem ubivis locorum excitatis vel excitandis favebit. Actum in Edibus Ryswicensibus die 20 Septembris 1697. Cum Articulo Separato, de Terminis ad Pacem accipiendam Sacrae Caesaris Majestati Imperioque concessio, eodem die & anno 1697.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 3. d'Octobre 1697.

Extrait du Protocole de la Mediation, tenu au Château de Ryswyck le 12. Septembre 1697. touchant une Pension de 50. mille Livres Sterling, promise par GUILLAUME Roi de la Grande Bretagne pour la Reine MARIE D'ESTE.

Promesse de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne au sujet de la Paix faite par le Roi T. C. avec le Roi CATHOLIQUE & avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant, qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne pouvoit pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura néanmoins son plein & entier effet. Fait à Loo le 21. Septembre n. st. 1697.

Derogation à l'Article X. du Traité de Paix entre la FRANCE & l'ANGLETERRE touchant la Cessation des Hostilités par Mer, laquelle sera censée avoir commencé ou dû commencer du jour de la Signature. Fait en double à Ryswyck le 31. Octobre 1697.

Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France pour la Publication & Observation de la Paix conclue entre lui & GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 21. Octobre 1697.

Inclusio in Tractatu Pacis per Regem MAGNAE BRITANNIAE facta pro REGE HISPANICO, FOEDERATO BELGIO & tredecim CANTONIBUS HELVETICIS Dat. Hagae Comitibus 18. Novembris. st. n. 1697.

Autre Inclusion du Roi de FRANCE dans sa Paix avec le Roi de la GRANDE BRETAGNE, où le nom du Pape est omis, & dont M. Williamfon Ambassadeur de Sa Majesté Britannique fut enfin content. Donné à Versailles le 17 Mars 1698.

Acte de la Protestation faite au tems de la Paix de Ryswyck par le Sieur Bouret, au nom de MARIE D'ORLEANS Duchesse de Nemours, pour la conservation de ses Droits sur la Principauté d'Orange, sur le Marquisat de Rothelin, & sur plusieurs autres Terres & Seigneurs. Fait à la Haye le 7. & 8. Novembre 1697.

20. Sept. Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Espagne, par lequel toutes les Conquêtes, occupations & Reunions faites par Sa Majesté T. C. sur Sa Majesté Catholique, tant en Espagne qu'aux Pais-Bas depuis

la Paix de Nimegue sont restitués à la réserve de 82. Villes, Bourgs & Lieux spécifiés dans une Liste Separée. Le Roi T. C. y promet aussi, de remettre la Ville de Dinant à l'Evêque, & à sa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Isle de Ponza au Duc de Parme. Fait à Ryswyck le 20. Septembre 1697. Avec les Plein-Pouvoirs & les Ratifications des deux Rois. Comme aussi l'Article séparé pour le Terme laissé à l'Empereur & à l'Empire, avec les Ratifications: Item la Liste & Declaration des Reunions ou occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques du Pais-Bas, depuis la Paix de Nimegue. Et la Liste d'exception des Lieux réservés par la France.

Protestatio nomine CAROLI Ducis de la Tremouille pro conservatione sui Juris præteriti ad Regnum Neapolitanum. Actum in Palatio Ryswyck dicto, die 28. Septembris 1697.

Protestation faite au tems de la Paix de Ryswyck de la part de FREDERIC Duc de Luxembourg pour la conservation de ses Pretentions sur le Duché de Luxembourg. A Ryswyck le 7. Octobre 1697.

Promesse de MAXIMILIEN Eleveur de Baviere comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, pour le payement d'une somme de 472 mille Patacons, & d'une autre de 200 mille Patacons dûs à FREDERIC III. Eleveur de Brandebourg. Faite à Loo le 20. Octobre 1697. avec la Garantie de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne du 20. Octobre 1697. & celle des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour le même effet.

Cessatio armorum inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & LUDOVICUM XIV. Galliae Regem in Arce Ryswicensi die 21. Septembris 1697. cum Consensu Legatorum Imperii Electorum, Principum & Statuum, Hagae Comitum in eorum Confessu die 23. Septembris 1697.

Tractatus Pacis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & LUDOVICUM XIV. Regem Galliae ab altera partibus: quod Pace Westphalica & Neomagensi pro basi & fundamento positus, Caesari, Imperio, Augustissimae Domui Austriacae & omnibus Statibus Imperii quævis tam durante Bello, quam Unionum seu Reunionum nomine Loca & Jura occupata restitui debent. Urbs vero Argentinenfis & quicquid ad eam in sinistra Rheni parte pertinet, Regi Christianissimo ceditur. Munimenta in Regione Hunningae in dextera Ripa & in Insula Rheni exstructa nec non Munimenta Fort-Louis, Trarbach, Montroyal, Kayburg & Eberenburg destructioni & demolitioni mandantur. Conventum est insuper Articulo XXVIII. de Restitutione Ducis Lotharingiae in liberam & plenariam Possessionem eorum Statuum, Locorum & Bonorum, quae Patruus ejus Dux Carolus anno 1670. possidebat, exceptis mutationibus Articulis sequentibus explanatis. Actum in Palatio Rys-

ANNO
1697.

23. Sept.

30. Octob.

ANNO
1697.

Ryswicensis die 30. *Octobris* 1697. Cum Articulo Separato, *pretensionem inter Electorem Palatinum & Ducissam Aurelianensem controversam* concernente, eodem dato 30. *Octobris* 1697. *Sequuntur Ratificationes utriusque Partis.* 421

Extrait du Protocole de la Mediation, portant, que les Ambassadeurs de FRANCE en signant la Paix avec ceux de l'EMPEREUR & de l'EMPIRE ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils seront obligés de se déclarer. *A Ryswyck le 25. Octobre 1697.* 432

Autre Extrait du Protocole de la Mediation, concernant le Terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE, aux Ministres des Princes PROTESTANS de l'Empire pour accepter la Paix prête à signer. Le 30. *Octobre* 1697. 432

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, de subscriptione Pacis, nec non de spatio sex septimanarum concessio, cujus Beneficium acceptant sibi que reservant. Datum Hagæ-Comitis 30. *Octobris* 1697. 432

Declaratio J. C. NORFF Deputati Plenipotentarii Serenissimi Electoris Coloniensis & Principis Leodiensis, quod licet Pacem Cæsaream & Imperii cum Rege Christianissimo subscripserit, ipse tamen non intendit eam approbare in puncto Derelictionis Jurium ad Ecclesiam LEODIENSEM, in Ducatum BULLIONENSEM pertinentium. Actum Ryswici 30. *Octobris* 1697. 433

Declaratio Causarum, ob quas Legati & Plenipotentarii Serenissimorum Electorum & Principum Imperii PROTESTANTIUM noluerunt subscribere Pacem Imperialem cum Gallia factam. Datum Hagæ Comitum 25. *Octobris* 4. *Novembris* 1697. 434

Protestatio Legatorum Suevicorum, quod exitus Pacis Ryswicensis illi Osnabrugensi minime respondens, Regi suo non debeat imputari, præsertim in rebus Ecclesiasticis, Majestatem suam ut Sponsorem tangentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die 30. *Octobris* 1697. 435

Protestatio Comitum BALLIANI Nuntii extraordinarii Ducis MANTUÆ contra Pacem Ryswicensem, quod videlicet quidquid in ea conclusum vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Ducis contrariari possent, nullius præjudicii fuisse & esse deberet ipsi Domino Duci. Acta & Dominis Legatis Mediatoribus consignata die 4. *Novembris* 1697. Cum Certificatione ejusdem Legationis Secretarii Baronis à FRIESENDORFF 4. *Novembris* 1697. 436

Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNEBURGICI ex Linea GUELPHERBYTANA contra Pacem Ryswicensem, pro conservatione Juris sui in duas Præbendas Ecclesiæ Argentoratensis, juxta tenorem Instrumenti Pacis Westphaliæ. Actum Hagæ Comitum 4. *Novembris* 1697. 436

Arrêt du Conseil Souverain d'Alsace étant à Brisac, rendu par défaut en faveur du Chaptire de Strasbourg contre les Prin-

ces de la Maison Ducale de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, & contre le Prince CHARLES GUSTAVE de Bade-Dourlach, par lequel les dits Princes sont dépossédés de la moitié du Village de Lampertsheim & de la Maison communément nommée Broudershof, avec tous les Droits y appartenants. Donné à la Ville neuve de Brisac le 11. *Juillet* 1687. 436

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum SCAMNI WETTERAVICI, de modo & sensu, quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum sub speratiferi. Datum Hagæ Comitum 25. *Octobris*, 4. *Novembris* 1697. 437

Inclusio Cæsarea in favorem Regis CATHOLICI, Regis MAGNÆ BRITANNIÆ & Ordinum FOEDERATI BELGII, in Pace cum Rege Christianissimo sancita. Datum in Palatio Ryswicensi 9. *Novembris* 1697. 437

Ultior Inclusio Cæsarea in favorem summi PONTIFICIS, cæterorum Principum ITALIÆ & Regis LUSITANIÆ. Exhibita Hagæ Comitum die 14. *Decembris* 1697. 438

Reservatio per Legatos & Plenipotentarios nonnullorum Electorum & Principum Imperii apud Legationem Mediatoriam consignata, pro Conservatione Jurium ad ipsos in Tractatibus Pacificatoris juxta Stylum Imperii pertinentium. Datum Hagæ Comitum die 4. *Novembris* 1697. 438

Inclusion du Roi de FRANCE dans le Traité de Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de ses Amis & Alliez, à Versailles le 15. *Novembre* 1697. 438

Autre semblable Inclusion du Roi de FRANCE dans Sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. *A Versailles le 15 Novembre* 1697. 439

Extrait du Protocole de la Mediation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE de l'EMPIRE, qui n'a pas été expressément nommée dans le Traité de Paix. *A la Haye le 6. Decembre* 1697. 439

Protestation Generale des Ambassadeurs de FRANCE contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites avant ou après la Conclusion de la Paix. *A Ryswyck le 13. Decembre* 1697. 439

Renovatio & Confirmatio Fæderum inter SUECIÆ Coronam & Rempubliam BATAVAM, ad mutuam defensionem & communis Securitatis Conservationem initiorum. Holmiæ 12. *Febr.* 1698. 439

Conventio inter Reges ANGLIÆ & SUECIÆ & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales FOEDERATI BELGII, de ineundo Fædere defensivo triplici & renovandis Fæderibus inter altememoratos Reges antea initis, Hagæ Comitum die 12. *Majj* 1698. 440

Traité d'une Ligue defensiva entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suede. Fait à Stockholm le 9. *Juillet* 1698. 441

Premier Traité de Partage pour la succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME

ANNO
1697.

13. Dec.

1698.
12. Fevr.

12. Mai.

9. Juill.

11. Octob.

ANNO
1698.

ME III. Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Etats de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipulcoa sont destinés à LOUIS Dauphin de France, la Couronne d'Espagne, avec les Indes & les Pais-Bas au Prince JOSEPH FERDINAND, Fils aîné de l'Electeur de Baviere, & le Duc de Milan au Prince CHARLES, Archiduc d'Autriche. A la Haye le 11. d'Octobre 1698. Avec les Articles Secrets, portant entr'autres, que l'Electeur de Baviere pourra succeder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye ledit jour 11. d'Octobre 1698. & avec les Pleinpouvoirs du Dauphin, l'Autorisation & la Ratification du Roi T. C. 442

25. Dec.

Instrumentum Turcicum Armistitii ad duos annos inter MUSTAPHA HAN, Turcarum Sultanum, & PETRUM ALEXIOVICIUM, Magnum Czarem atque totius Russiæ Autocratorem initii. Anno Hegiræ 1110. 446

Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos annos inter PETRUM ALEXIOVICIUM Magnum Czarem, totius Russiæ Autocratorem & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum initii, per Mediationem WILHELMII III. Regis Magnæ Britannicæ & Ordinum Generalium FOEDERATI BELGII, sub spe, quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam, sive per Inducias coalescat & renovetur. Actum in Congressu Carlowitzii die 25. Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. 447

1699.

26. Janv.

Instrumentum Cæsareum Pacis ad viginti quinque annos inter LEOPOLDUM Imperatorem Augustissimum, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum initia, GUILIELMO III. Rege Britannicæ & Ordinibus FOEDERATI BELGII Generalibus mediantibus; in Congressu Carlowitzii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Cæsarea Plenipotencia. Datum Viennæ 23. Junii 1698. 448

26. Janv.

Instrumentum Pacis inter AUGUSTUM II. Regem & Remplicam Poloniæ ab una, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum ab altera parte initia, per Mediationem WILHELMII III. Magnæ Britannicæ Regis & Dominorum Ordinum FOEDERATI BELGII, Generalium. In Congressu Carlowitzii in Sirmio sub Tentorio celebrato die 26. Januarii 1699. Cum Plenipotencia Regis Poloniæ. Datum die 5. Septembris 1698. 451

Instrumentum Turcicum Pacis inter MUSTAPHA HAN, Turcarum Sultanum & Serenissimam Remplicam VENETAM initia, non quidem Legato Veneto agente & pacificante, sed Legatis Cæsareis & Polonis Negotium sibi assumptibus, sub spe præfate Reipublicæ Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & præfigitur. Actum in Congressu Carlowitzii die 24. Mensis Reciep, Anno Hegiræ 1110. 453

Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pa-

cis inter MUSTAPHA HAN, Turcarum Sultanum & Serenissimam Remplicam VENETAM stabiliente & servande; quò ob defectum Legati Veneti, se excusantis, Legati Cæsarei & Poloni Rerum Venetorum satagunt, ac nomine Serenissimæ Reipublicæ Conditiones Pacis incunt, relictio eidem certo temporis spatio, ad eas acceptandum vel rejiciendum. Actum in Congressu Carlowitzii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Approbatione & Subscriptionem Mediatorum. Sequitur Acceptatio & Ratificatio Reipublicæ Venetæ, Data in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. 458

Paix de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs de Saxe, ALBERT de Cobourg, BERNARD de Meinungen HENRI de Romhild, CHRISTIAN d'Eisenberg, ERNEST de Hildburghausen, JEAN ERNEST de Saalfeld, & FREDERIC de Gotha, par lequel le Duc de Gotha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Cobourg il cederà au Duc de Meinungen la Portion qui lui en devoit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Romhild, d'Eisenberg, de Hildburghausen & de Saalfeld; en consideration de quoi aussi le Duc de Gotha stipule, que si les Domaines de Romhild & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cedées, moyennant une semblable compensation en argent ou en revenus. 460

Fait à Cobourg le 6. Avril 1699. Declaration & Assurance donnée au nom de FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha à CHRISTIAN Duc de Saxe-Eisenberg, portant qu'il n'empêche point qu'en cas d'extinction de la Ligne de Gotha, le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfeld puissent avoir la Principauté d'Altenbourg & que l'Ordre ou Rang personnel soit accordé audit CHRISTIAN Duc d'Eisenberg, après lui Duc de Gotha &c; Faite à Eisenberg le 21 Juin 1699. Avec la Ratification de FRIDERIC Duc de Gotha, faite à Friedenstein le 27. Juin 1699. 461

Tarif arrêté entre les Commissaires du Roi de FRANCE & le Commissaire des Seigneurs Etats-Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, en execution de l'article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryswyck le 20 Septembre 1697. Contenant les Droits qui seront payez tant aux Entrées du Royaume, sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique des Sujets des Etats Generaux, qu'aux Entrées des Provinces Unies sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France. A Paris le 29. Mai 1699. Avec les Ratifications de part & d'autre, & l'Acte pour l'execution du Tarif. 462

Transaction Principale entre JEAN ADOLPHE Comte de Bentheim-Tecklenbourg, & GUILLAUME MAURICE Comte de Solms-Tecklenbourg touchant le Comté de Tecklenbourg & la Seigneurie de Rheda. Fait à Lengerich le 31. Juillet 1699. Avec un Recès particulier fait

ANNO
1689.

6. Avril.

29. Mai.

27. Juill.

ANNO
1699.

fait au même lieu & le même jour : Comme aussi une Transaction finale faite à Braunfels le 14. Sept. 1699. Un Recès d'élucidation fait au même lieu le 1. Decembre 1699. Et la RATIFICATION de la Chambre Imperiale de Justice du 4. Decembre 1699. 465

18. Août.

Convention entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains, & de MUSTAPHA II. Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites conformément à la Paix de Carlowitz. Au Camp de Brod le 18. d'Août 1699. 469

10. Nov.

Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meinungen, ERNEST Duc de Saxe-Hildburghausen, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Salfeld, sur la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le premier y reconnoît les deux autres pour légitimes & indubitables Composeurs; & ils s'y réservent le Droit, d'en revenir à une ultérieure Convention, selon l'exigence de leurs affaires & notamment à un partage de ladite Succession. Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699. 470

3. Dec.

Traité entre LOUIS XIV. Roi T. C. de France, & CHARLES II. Roi Catholique des Espagnes, pour le reglement des Limites, & l'échange de quelques Lieux, en execution du Traité de Ryswick. A l'Ille le 3. Decembre 1699. ibid.

Dec.

Acte de Réservation de Droit, touchant le Harang, donné par Mr. NIEUPOORT, Commissaire de L. H. P. au Marquis de TORCI, Ministre & Secrétaire d'Etat du Roi T. C. dans le tems de l'échange des Ratifications. 473

12. Dec.

Translatio inter AUGUSTUM II. Regem Poloniae nomine suo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuaniae ab una, & FREDERICUM III. Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingae, & solutione per dictam Coronam Serenissimo Electori 300. millium Thalerorum in vim relictionis Hypothecae Elbingensis, sub certis conditionibus ibidem stipulatis. Varsoviae die 12. Mensis Decembris 1699. Cum Regis AUGUSTI Ratificatione, data Dresdae die 9. Januarii 1700. 474

1700.

13—23.
Janv.

Fœdus inter GUILLIELMUM III. Magne Britanniae Regem, CAROLUM XII. Sueciae Regem & Ordines Generales UNITI BELGII cum Articulis separatis secretis. Hagae-Comitum die 13—23. Januarii Ann. 1700. 475

13. Mars.

Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Côte de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final & la Province de Guipuscoa, sont destinés à LOUIS Dauphin de France, avec les Duchez de Lorraine & de Bar; le Duché de Milan à LEOPOLD JOSEPH CHARLES Duc de Lorraine, en échange de ses Etats; & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Pais-Bas au Sere-

TOM. VII. PART. II.

nissime Archi-Duc CHARLES, second Fils de l'Empereur LEOPOLD. A Londres le 13. Mars N. S. & à la Haye le 25. du même Mois 1700. 477

Articles Preliminaires, conclus à Oldesloob le 18. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE & Son Altesse Serenissime de HOLSTEIN-GOTTORP. 479

Traité de Paix entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC 18. Août.

Duc de Holstein-Gottorp, par la Mediation de Sa Majesté Imperiale & des Serenissimes Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Les anciennes inimitiés y sont déposées. Et l'on y convient de tout ce qui regarde la commune Regence & défense de l'Exercice du droit des Armes & des Fortresses; l'Evêché de Lubeck, la compensation des dommages, les Impositions &c. A Travendahl le 18. d'Août 1700. 480

Six Articles Separés du precedent Traité; le premier touchant la seureté du Duc de HOLSTEIN-PLOEN; le second pour la sortie des Troupes Suedoises hors du Dannemarc; le troisieme pour l'Hypothèque des 260. mille Rixdalers, promis par le IX. Art. du Traité; le quatrième en faveur de la Ville de LUBECK, & de sa Superiorité sur certains Lieux; le cinquieme touchant une Pretension du Roi de Dannemarc de 120. mille Ecus, sur l'Evesche' de LUBECK; & le sixieme touchant la demolition demandée du Fort de l'Elbe, nommé Hittler-Schanz. 482

Acte pour la Garantie du XIII. Article du Traité de Travendahl. A Segeberg le 13. d'Août 1700. 483

Lettres d'Hypothèque, données par FREDERIC IV. Roi de Dannemarc au Serenissime Duc de HOLSTEIN-GOTTORP sur la Terre de Brettstett, autrement Norgensharde, pour seureté des 260. mille Ecus promis par la Paix de Travendahl. Données à Coldingen le 26. Août 1700. 484

Recès particulier conclu entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, & FREDERIC Duc de HOLSTEIN-GOTTORP, touchant le payement des 260. mille Ecus promis par la Paix de Travendahl, sur quoi Sa Majesté Danoise fait quelques stipulations. Hambourg le 12. Juillet 1700. ibid.

Testamento cerrado de D. CARLOS II. Rey Catolico de España, por el quel declara FELIPE Duque de Anjou en su Successor universal de todos los Estados de la Corona de España assi en España misma como en Italia, en los Payes Baxos en las Indias, y en todos los Derechos que de ellos dependen; dexando à la Casa de Austria por satisfucion de sus Derechos & razones, la esperança de poder casar una de sus Archi-Duquessas con el dicho Duque de Anjou. Hace despues quantidad de Legados pios, y establece una Junta provisional, que gobierne asta la llegada del Successor, y ordena en favor de la Reyna su Esposa che non solo sele paghe su dote entera, pero que a mas gozera durante su vida de los alimentos de quatro cientos mil Ducados al año, y que todas las joyas que no se hallan

ANNO
1700.

18. Juill.

18. Août.

2. & 5.
Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO
1700.

van vinculadas le feron entregadas y le apartiendran en propriad. Fecho en Madrid a dos de Octubre 1700. Con un Codicilo que contiene entre otras cosas que si la Reyna lo quisiesso, podra passar al Gobierno de uno de los Reynos de Italia, o de Flander. En Madrid a 5. de Octubre 1700.

23. Nov.

Recès d'Association entre les Cercles de FRANCONIE & de SUABE pour leur commune seureté & conservation. A Heydenheim le 23. Novembre

1700.

Lettres Patentes de LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, pour conserver à PHILIPPE Duc d'Anjou son Petit-Fils & tous ses Descendans Mâles, les Droits entiers de leur naissance & particulierement celui de pouvoir succeder à leur tour à la Couronne de France, nonobstant leur elevation à celle d'Espagne & leur residence actuelle hors du Royaume. Données à Versailles au Mois de Decembre 1700.

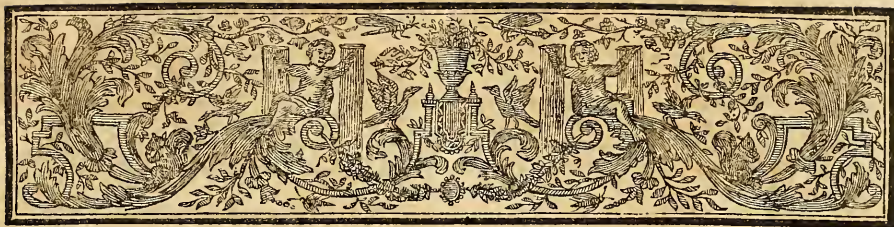
493

ANNO
1700.
Decemb.

494

FIN DE LA TABLE DE LA II. PARTIE DU VII. TOME.





CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO
1680.

1. Mai.
DES PRO-
VINCES-
UNIES ET
ALGER.

I.

Addio au Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES & la Ville d'ALGER, fait au mois d'Avril, 1679. lesdites Additions conclues le 1. Mai, 1680. [Recueil des Traitez faits entre les PROVINCES-UNIES & divers Etats]



Eu que le premier & le vingtième Articles de ce Traité, après avoir été ratifié & signé, n'ont point été obliervés en tous leurs points, il est depuis convenu, que la Paix susmentionnée commencera du jour que le Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats avec le présent a donné fonds à la Rade d'Alger, à scavoir des le vingt-deuxième jour d'Avril selon le Stile nouveau de l'Année présente mil-six cents quatre-vingt; Et en suite tout ce qui sera pris depuis ledit jour inclusivement, sera restitué de bonne foi.

Pour l'éclaircissement de l'Article douzième touchant le Point de la diminution des Droits deus à la Maison Royale d'Alger, comme aussi d'autres frais, qui se payent à l'occasion du rachat des Esclaves, il est convenu, que les Esclaves étants Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, après leur affranchissement, payeront à ladite Maison en tout la Somme de trente-neut & trois quarts Piece de huit, sans plus rien, ni sans être tenu à payer d'autres Droits de quelque

nom qu'ils puissent être: En outre si quelque Esclave ou Esclaves de toutes sortes de Nations étant rachetés par le Consul ou autres Ministres desdits Seigneurs Etats, eussent à s'embarquer pour leur Transport sur un Vaisseau François, Anglois, ou d'autres Nations, ils ne seront nullement tenus de passer un Acte d'obligation devant les Ministres desdites Nations, de quelque autorité qu'ils fussent, ains leur ayant payé les Patentes de Santé, ils partiront librement sans aucun empeschement.

Il est encore convenu que tout l'Argent que lesdits Seigneurs Etats, ou leurs Sujets enverront à Alger, pour être employé au rachat de leurs Esclaves, ne payera point de Droits à ladite Maison Royale, ains il en sera exempt tout à fait.

Nuls Patrons d'Alger ne pourront leurs Esclaves, étants Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, vendre à d'autres Nations, ni les transporter ailleurs pour y être vendus.

Ainsi confirmé, signé, & scellé en présence de Dieu, le premier jour de May l'An de grace mil six cents quatre-vingt, étant sur la fin de la Lune Rabia Eloul, en l'Année mil nonante & un de Hegira.

Etoit signé,

(L.S.) THOMAS HEES.

(L.S.) JACOB DE PAZ.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

ANNO
1680.

ANNO
1680.

28. Mai.

SUEDE
ET DAN-
NEMARC.

II.

Traité entre la SUEDE & le DANNEMARC, sur le Passage du Zund & du Belt. Fait par l'entremise du Roi de FRANCE, à Coppenhague le huitième Mai, 1680. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

Pour ce qui regarde les différends nez à l'occasion du Passage du Zund & du Belt, le très-haut & très-puissant Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, meü d'un loiable dessein d'augmenter la bonne intelligence, auroit en conséquence du septième Article du Traité de Fontainebleau, nommé son Conseiller & Commissaire député le Sieur de la Piquetiere, pour assister en son nom aux Conférences, qui se tiendroient sur ce sujet, & terminer à l'amiable toutes les difficultez, qui s'y pourroient rencontrer, lequel y aiant employé son entremise avec toute la diligence possible, nous sommes convenus de ce qui suit.

Premierement. Il a été accordé, que les noms des participans doivent être exprimez dans tous les Passeports Suedois, qui seront montrez au Bureau de la Douane du Roi de Danne marc, au Zund & au Belt, pour être exemptés desdites Douanes.

II. Les participans, qui seront préens lors que les Passeports s'expedieront, affirmeront par serment convenable devant le Magistrat des Lieux, la part qu'ils auront dans un Vaisseau, & les absens envoieront leur serment par écrit, ou le feront faire par leurs Procureurs aians pouvoir d'eux.

III. Il est aussi convenu, que les Personnes de Qualité, qui ne sont point Marchands, & qui se trouvent intéressées dans un Vaisseau, seront exemptes de prêter ledit serment, mais que néanmoins elles donneront leur declaration & leur revers par écrit, au lieu dudit serment.

IV. On n'accordera point de Passeport à aucun étranger, sous quelque nom que ce puisse être, mais seulement aux véritables Sujets du Roi de Suede, qui demeurent & sont habitez en Suede, ou dans les Provinces, qui en dépendent, entre lesquels seront compris les Ministres Suedois qui se trouveront dans les Pais étrangers pour les affaires publiques, & non ceux qui y vivent en Bourgeois, & y trafiquent.

V. Si quelqu'un, sous quelque pretexte que ce soit, entreprend d'y contrevenir, & en peut être convaincu, en cas qu'il soit pris dans les Royaumes & Pais de leurs Majestez, il sera puni selon les Loix de chaque Royaume, & son Vaisseau & effets, ou la part qu'il se trouvera y avoir, sujets à confiscation.

VI. Si quelqu'un desdits participans dans an & jour, qui est le tems que chaque Passeport doit être renouvelé, veut ceder ou vendre la part qu'il a dans un Vaisseau à quelqu'un, qui n'a pas la franchise Suedoise, il doit aussi-tôt le faire savoir au Magistrat, qui a expédié le Passeport; faute dequoi il sera sujet à la peine ci-dessus mentionnée, pour la part qui le touche.

VII. Et pour plus grande seureté, quand on renouvellera les Passeports, les nouveaux participans seulement, & non les anciens, prêteront le serment en la maniere ci-dessus dite.

VIII. Les Certifications touchant les Biens des Suedois, & Marchandises qui entrent dans le Royaume & Provinces qui en dépendent, ou qui en sortiront, ne seront point expédiées en blanc par le Magistrat, ou celui qui commande dans le lieu de la place du Roi de Suede, & ne seront accordées à aucun autre qu'aux véritables Sujets Suedois, & habitez dans le Royaume, favoir après le serment ou revers susmentionné dûment fait, que les Biens & Marchandises, qui sont exprimées dans les Certifications, sont pour leur propre compte, & leur appartiennent à eux seuls; & le tout doit être écrit d'une seule main, sur les lieux, où les Certifications s'expedient, excepté le nom du Vaisseau & du Maître de Navire, ou Schipre, & soussigné du Secrétaire, ou de celui, qui sera en sa place, sur peine de confiscation, si quelque chose se passe autrement: comme aussi les Secrétares seront déposés de leurs charges, s'ils sont au contraire de ce qui est dit ci-dessus.

IX. Et afin que les Certifications ne puissent être

expédiées en blanc, on y exprimera seulement combien de tonneaux, quaiques, ou ballots, sans spécifier les Marchandises, qui seront dedans: & si au passage du Zund & du Belt, on trouve plus de ballots, tonneaux, ou quaiques, qu'il n'en aura été marqué dans la Certification, alors on en devra payer la Douane; mais s'il s'en trouve moins, cela ne prejudiciera point au Marchand.

X. Les Maîtres des Navires Suedois, & des autres Nations, seront obligés dans vingt-quatre heures après leur arrivée au Zund ou Belt, de se rendre à la chambre de la Douane desdits lieux, & d'y montrer leurs Passeports, à moins qu'ils n'en fussent empêchés, par le mauvais tems, ou tempête, en sorte que personne ne pût aller audit Vaisseau, ni en venir; ce qui s'entend aussi des Vaisseaux étrangers portans des Marchandises qui appartiennent aux Suedois.

XI. Et quand quelque Vaisseau aura été long-tems dans son voiage, & qu'on pourra voir à son Passeport qu'il est Suedois, & qu'il a passé le Zund la même année, en ce cas son Passeport vaudra, & il ne lui sera point nécessaire d'en avoir d'autre. Ce qui ne s'entendra pourtant pas des Vaisseaux, qui seront partis directement du Duché de Breme, de Halland, Gotenbourg, ou Mastrand pour un voiage de long cours, & ensuite passeront le Zund & le Belt.

XII. Quand les Passeports & Certifications auront été dressés selon le formulaire des Traitez, les Officiers des Douanes du Zund & du Belt, expédieront les Vaisseaux Suedois incessamment, & sans aucun retardement, sous quelque pretexte que ce soit.

XIII. Les Vaisseaux Suedois qui viennent de la Mer du Levant, seront expédiés en la maniere accoutumée au Zund & au Belt, pendant trois mois après la Ratification du présent Traité; & ceux qui viennent de la Mer d'Occident jusqu'à la fin de la présente année; après quoi de part & d'autre on se reglera sur le présent Traité.

XIV. En cas qu'à l'avenir une des deux Parties eût à se plaindre de quelque contravention audit Traité, on s'ajustera à l'amiable & de bonne foi, en sorte que les Sujets de leurs Majestez soient satisfaits sur les prétentions qu'ils pourroient avoir avec justice.

XV. Le présent Traité sera ratifié dans trois semaines, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Coppenhague le huitième Mai 1680.

Signé par

M. JEAN GULLENSTIERN, Sénateur de Suede;
Et Messieurs ALLEFELD, Chancelier de Danuemark,
Et le Comte ANTOINE D'OLDEMBOURG,
Et le Baron JULL, Conseillers privés.

III.

Fœdus defensivum inter CAROLUM II. Regem 10. Juin.

Hispaniarum & CAROLUM II. Regem Magnæ Britannie, cujus pro fundamento, Fœdera 30. Augusti 1673. inter præsentem Regem Hispaniarum & Ordines Generales UNITI BELGII, nec non 31. Martii 1678. inter eosdem Ordines & Regem Britannicæ inita, ponuntur, omniacque ad inperime restitutam Pacem Generalem sariam telam servandam constituentur. Actum in Arce Regia Windsoriensi die 10. Junii 1680. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

Quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps, Magnæ Britannicæ Rex, universæ Europæ testatum dedit, quanto zelo, quanto affectu, dum Mediatoris munere, in Congressu Neomagi habito,ungebatur ad reducendam Orbis Christiano Pacem, operam navavit, quæ Deo favente ad felicem exitum perducta est, quumque Majestati Sux semper in animo fuerit, pari studio tranquillitatis publicæ conservationi prospicere, cui nihil magis conducere potest, quam ut arcta Defensionis Fœdera cum iis omnibus Principibus, Statibusque quorum interest, ut restituta Pax Generalis facta tecta servetur, inancur, præcipue verò cum Serenissimis & Potentissimis Principe

ANNO
1680.

ANNO 1680. cipe Hispaniarum Rege Catholico, cui cum Majestate Sua constans intercessit amicitia, quam & Majestas Sua, prout sese obtulerit occasio, indies augere cupit, quumque Rex Catholicus pariter declaraverit, nihil ipsi magis cordi esse, quam media, rationesque amplecti quæ ad tam justum tamque laudabile consilium conducere possint, Serenissimique duo Reges animo perpendentes Fœdera Defensiva, scilicet illud quod 13. Mensis Augusti 1673. initum inter Hispaniarum Regem & Dominos Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum & illud quod 31. Mensis Martii 1678. inter Magnæ Britannicæ Regem & præfatos Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum conclusum est, tanquam solida fundamenta ad Pacem Generalem conservandam, & Ditiones hinc inde suas defendendas, consilium & visum est præfatis Serenissimis Regibus par Defensionis & Unionis Fœdus invicem inire, eò præcipue consilio, ut tanti momenti Confœderatio, Europæ Pacem securiorem reddat. In quem finem Magnæ Britannicæ Rex Commisarios & Plenipotentiarios suos nominavit & constituit, Robertum Comitem de Sunderland Primarium Status Secretariorum unum, Laurentium Hyde Armigerum, Thesaurarii sui Commisarium, Leolinum Jenkins Equitem auratum primarium Status Secretariorum alterum, & Sydneum Godolphin Armigerum, à Sanctiori & Indimiori suo Consilio omnes, uti & Rex Hispaniarum Dominum Petrum de Ronquillo Legatum suum in Aula Britannicæ, qui quidem Commisarii sufficientibus ad id instructi Mandatis conveniunt in Articulis sequentes.

I. Pax sit perpetua inter Regem Magnæ Britannicæ ex una, & Hispaniarum Regem Catholicum ex altera parte, ut & inter ipsorum Successores & Regna, Ditiones & Terras ad alterutrum spectantes, eorumque hinc inde Subditos, nec non sincera, firma & perpetua Amicitia & bona Correspondentia tam Mari quam Terra, & ubivis Locorum tam extra quam intra Europam.

II. Erit præterea inter prædictos Serenissimos Reges, eorumque Successores, Regna, Ditiones, & Terras ad ipsos spectantes, archus Defensionis, & Unionis Fœdus, ad se invicem tuendos & conservandos in possessione earum omnium Ditionum, Urbium, Locorum, & Regionum ad ipsos spectantium, nec non in fruitione eorum omnium Jurium, Immunitatum & Libertatum, Navigationis, Commercii & aliorum quorumcumque, cujusunque demum generis sint, tam Mari quam Terræ, quibus jam gaudent, vel de jure communi gaudere debent, & quibus jam possident, aut imposterum poterunt, ex vi quorumcumque Tractatum, Pacis, Amicitiae, aut Neutralitatis, olim initorum (& eorum omnium Jurium quæ Tractu Neomagi nuper inito comprehensa existunt) aut dehinc in eundem conjunctim & de communi consilio, cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Civitatibus, illud verò omne intra Europæ duntaxat limites.

III. Atque ita pollicentur mutuoque sese obstringunt prædicti Serenissimi Reges, manutentione sua præstare, & vindicare non solum eos omnes Tractatus, quos vel jam inierunt cum aliis Regibus, Rebuspublicis, Principibus & Statibus (qui ante extraditionem Ratificationum invicem communicabuntur) verum eos etiam omnes, quos conjunctim, & de communi consilio imposterum inire poterunt, nec non se mutuo tueri, auxiliari & conservare in possessione Ditionum, Terrarum, Urbium, & Locorum, quæ jam spectant, aut imposterum spectabunt, tam ad Serenissimæ Magnæ Britannicæ Regem, ejusque Successores Reges, quam ad Serenissimum Hispaniarum Regem, ejusque Successores Reges juxta præfatos Tractatus, aut alio quocunque modo, quacunque demum Europæ parte dicte Ditiones, Terræ, Urbes & Loca sita sint, adeo ut, si contingerit dictos Serenissimos Reges vel eorum Successores Reges, aut alterutrum eorum invadi, aut quocunque demum modo turbari in possessione aut fruitione Ditionum, Locorum, Regionum, Urbiumque, Jurium, Immunitatum, & Libertatum, Navigationis, Commercii, aut aliorum quorumcumque, cujusunque demum generis sint, tam Mari, quam Terra, quæ jam possident, aut quibus fruuntur, vel de jure communi, aut juxta Tractatum jam initos, aut imposterum modo supradicto in eundem, gaudere & frui debent, prædicti Reges ea de re rogati, & alter ab altero requisiti omnem operam conjunctim adhibebunt, ut Hostilitas, aut turbatio cesset,

TOM. VII. PART. II.

& ut Damna & Injuriæ, quæ alterutri Confœderatorum illata fuerint, relasciantur.

IV. Sin verò illa Aggressio aut Turbatio in apertum Bellum proruperit, Confœderatorum ille, qui aggressus non fuerit, intra tres Menses à prima Requisitionis die, Confœderati illius, qui jam Bello implicatus fuerit, numerandos, in aperti Belli Societatem se jungere tenebitur, quo tempore labente per Legatos suos aliosve Ministros omnem operam adhibebit, ut inter Aggressorem sive Invasorem, & Partem læsam seu invasam, Pax æquis conditionibus reintegretur; Interea verò temporis Confœderato læso auxilium subministrabit octo mille Peditum, probè armatorum, qui in tales Legiones & Centurias rediguntur, nec non iis Tribunis, aliisque Præfectis, quibus visum fuerit, subjunctum, dictumque auxilium subministrabit, & propriis sumptibus in usum læsi seu invasi Confœderati sustentabit, per totum illud tempus, quo juxta hunc Tractatum in aperti Belli Societatem venire non tenebitur; liberumque erit Confœderato læso seu invaso, prædictum auxilium vel totum Militibus, vel totum Pecuniâ, Navibus, Armis, apparatu bellico aut aliis rebus in Belli usum necessariis recipere, singulis mille Peditibus pretio decem mille Florenorum (quorum unus viginti Snyveris monetæ Brabanticæ confabit) pro quolibet Mense æstimandis, juxta cursum Cambii Londini vel Antwerpæ, duodecim Mensibus quovis anno numerandis, initio autem cujusvis Mensis solutio æqualibus portionibus præstabitur Londini vel Antwerpæ respectivè; sin autem dictum auxilium vel totum vel ex parte apparatu bellico, Navibus aut aliis rebus in Belli usum necessariis subministraretur; Is Confœderatorum, cui auxilium submittetur, petere & accipere illud tenebitur, in illius Ditionibus, qui auxilium præstare debet, ea habita ratione, si Confœderato, cui suppetiæ sunt mittendæ, placuerit subveniri, ex parte Equitibus aut Dimachis (vulgò *Dragones*) ad adimplendum numerum dictorum octo mille Peditum, vel talem eorundem partem, quam Pars læsa, seu invasa requirere fortè poterit, unusquisque Eques sive Dimachus tribus Peditibus æqualis censetur, cum verò totum auxilium Militibus subministrabitur, dicti Milites ejus voluntatem respicere, & Mandatis obtemperare tenebuntur ad quem missi sunt, quo scilicet, prout consultius visum fuerit, adhibeantur; in Exercitu servituri, aut in Obsidionibus, & Custodiis Civitatum, & ubique aliter, prout rerum necessitas & utilitas postulat, ea tamen Lege, ut licitum non sit, Centurias singulas prorsus à se invicem distrahare & segregare, sed ut ad minimum ducenti aut trecenti Milites ex unaquaque Legione militent vel iisdem Insignibus; cum verò constiterit, rebus sic urgentibus, necesse esse datarum & promissarum Copiarum numerum augeri, Serenissimi Reges ea de re inter se convenient, elapsis vero dictis tribus Mensibus, optio erit penes Confœderatum, qui invasus seu læsus fuerit, iisdem auxiliis diutius frui, si temporis & rerum suarum habita ratione, id ex se sua magis esse judicaverit, quam Confœderatum suum in aperti Belli Societatem trahere.

V. Stabilità hunc in modum & promissâ mutuâ Federatione, cum alterutrum Confœderatorum invadi aut turbati contigerit, & idem Bellum inire cogatur, alter Confœderatorum Bellum adversus Aggressorem sive Invasorem suscipere pariter tenebitur, & omnes vires, Copiasque suas, tam Mari quam Terra adhibere, eademque læsi seu turbati Confœderati Copias adjungere ad communem Hostem in Pacis honeste, secure & æquæ Conditiones cum ambobus Confœderatis, impellendum.

VI. Hoc verò casu emergente, Serenissimorum Regum Copiæ Bellum gerent conjunctim aut seorsim, prout magis particularis hæc de re fieri inter ipsos tum temporis Conventio, consilia insuper inibunt, & eadem sibi invicem communicabunt, quibus potissimum modis communis ipsorum Hostis Bello urgeri aut premi possit, idque vel per viam diversionis (ut vulgo dicunt) vel alio quocunque modo, eum nempe in finem, ut sicut prædictum est, Pacem quantocius amplecti cogatur.

VII. Et quamvis hujusce Tractatus obligatio proit sub finem Articuli secundi statutum est, inter Europæ limites circumscriptur, id tamen ita intelligendum est, uti, si Serenissimum Magnæ Britannicæ Regem, aut Serenissimum Hispaniarum Regem dehinc invadi, aut quocunque demum modo turbati contigerit, in possessione aut fruitione Ditionum, Locorum, Regionum,

A 2

num,

ANNO
1680.

ANNO num, Urbiumque, Jurium, Libertatum, & Immunitatum, Navigationis, Commercii, aut aliorum quorumcumque, cujuscumque demum generis sint, tam Mari quam Terrâ, quibus jam gaudent & fruuntur, aut frui & gaudere debent, etiam extra Europam, & in quacunque Mundi Regione, de Jure communi, aut juxta Tractatus jam initos, aut imposterum, modo supradicto inuendos, Serenissimi Reges ea de re rogati & invicem requisiti, omnem omnino operam & studium adhibebunt, quod ejusmodi hostilitas, aut molestia cesset, & ut Damna, & Injuriae, quae alterutri Confoederatorum illata fuerint, refarciantur; Quod si verò viâ amicabili id intra quatuor Menses effectum dare nequeant, atque ille Confoederatorum, qui sic invasus aut turbatus fuerit extra Europam, quacunque Mundi Regione sit, Arma sua adversus Turbatorem sivè Invasorem intra Europam adhibere cogitur, ut ad aequam Pacem amplectendam redigatur, ille Confoederatorum, qui invasus aut turbatus non fuerit, praedictum auxilium alteri, qui invasus aut turbatus est, subministrare tenebitur, posteaque in aperti Belli Societatem adversus Turbatorem seu Invasorem erumpere, eodem planè modo ac si invasio seu molestia intra Europæ Limites contigisset.

VIII. Erupto semel inter Confoederatos juxta hunc Tractatum Bello in facultate alterutrius Confoederatorum non erit, suspensionem quampiam Armorum inire se inter Hostemque, nisi conjunctim & de communi consensu.

IX. Casu quo verò eveniente, ut de Pace aut Treugâ sivè Induciis quorundam annorum Tractatus proponatur, eum incipere non poterit alteruter Confoederatorum sine alterutrius participatione, & nisi Pars, quae pacificendi animum habet, alteri Parti eodem quo sibi tempore procurat facultatem, & Salvos conductus necessarios solitosque, quibus freta Ministros ad locum Tractatui destinatum tuto mittere possit, & nisi successivè, & de tempore in tempus communicet ea omnia, de quibus in dicto de Treugâ Paceque Tractatu agatur: neuter verò Confoederatorum in conclusionem praedictæ Pacis aut Treugæ consentire poterit, nisi Confoederato simul comprehenso, eodemque, si ita voluerit, restituito in possessione Ditionum, Terrarum, & Locorum, quin etiam omnium Jurium & Immunitatum, quibus ante Bellum utebatur, & gaudebat, tum etiam nisi obtentis & concessis suo Confoederato à communi Hoste iis Juribus, Immunitatibus, Exemptionibus, & Prærogativis, quos sibi ipsi pacificetur, nisi aliter inter ipsos convenerit.

X. Quò verò omni meliori modo prospiciatur, ne sincerum illud Serenissimorum Regum studium, ad stabilendam præsentem Tractatum inter ipsos, eorumque hinc inde Ditiones & Subditos, arctiorem Amicitiam & Unionem, cuicunque demum mutationi sit obnoxium, non solum conventum est haud licere tam Serenissimo Magnæ Britanniae Regi, quam Serenissimo Regi Hispaniarum, ullam omnino Conventionem huic contrariam deinceps inire, verum etiam nullum quidem Tractatum, nisi altero Confoederatorum, si ita voluerit, eodem comprehenso, & omnibus satis in tempore communicatis, ut de dictâ comprehensione consilium suum declarat.

XI. Cumque præcipuus hujusce Foederis scopus sit, ut publica tranquillitas & restaurata Orbi Christiano Pax illaesa & inviolata maneat, rogabitur Serenissimus Romanorum Imperator, ut & alii Reges, Principes, & Status rogabuntur, eas cum ambobus Foederatis rationes & consilia inire, quæ ad tam salutarem finem conducere maximè possunt, præsertim verò omnis opera hinc inde dabitur, ut Tractatus Neomagi nuper initus (quibus Orbi Christiano quies reddita est) in pleno vigore maneant & conserventur.

XII. Tractatus Pacis & Amicitiae Anno 1667. inter Serenissimos Reges Madriti initus, itidemque alter Tractatus pro stabilienda inter Magnæ Britanniae & Hispaniarum Regna, Pace &c. in America, Madriti pariter Anno 1670. initus, ut & alii omnes Tractatus & Pacta inter Serenissimos Reges conventa, in singulis eorum Articulis sincerè observabuntur, & tam Serenissimi Reges, quam eorum hinc inde subditi, omnibus rebus, quæ in eisdem contentæ sunt, quæ publicas, quæ privatas res spectant, liberè & cum effectu gaudebunt & fruuntur.

XIII. Foedus hoc usque ad $\frac{10}{10}$ diem Mensis Augusti Anno 1693. durabit, & vigebit, & ante illius temporis decursum convenienter inter se dicti Serenissimi Reges de

ANNO ulteriori ejusdem in publicum commodum prorogatio-
ne, & intra duos Menses, à die subscriptionis nume-
randos hinc inde rati habebitur. 1680.

Actum in Arce Regiâ Windeforienfi decimo die Mensis Junii, Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO
DE RONQUILLO.

(L.S.) L. HYDE.

(L.S.) L. JENKINS.

(L.S. S. GODOLPHIN.

Articulus separatus.

Conventum & conclusum est præsentis Articuli separato, quod si DD. Ordinibus Generalibus Foederatarum Belgii Provinciarum consultum visumque fuerit, Copiarum numerum Articulis 4. & 7. Tractatus inter Regem Hispaniarum & Ipsos 30^{mo} die Mensis Augusti Anno 1673. initus, memoratarum, classe seu viribus maritimis adaugere, Serenissimus Magnæ Britanniae Rex pollicetur, se quoque parem Navium Bellicarum numerum Serenissimo Hispaniarum Regi in auxilium missurum præter Copias illas, de quibus 4. & 7. Articulis hujusce Tractatus mutuo conventum est.

Actum in Arce Regia Windeforienfi 10. die Mensis Junii Anno Domini 1680.

(L.S.) SUNDERLAND. (L.S.) DON PEDRO
DE RONQUILLO.

(L.S.) L. HYDE.

(L.S.) L. JENKINS.

(L.S.) GODOLPHIN.

IV.

Verbond of Tractaet van Vriendschap, Navigatie Sept. en Commerce, tusschen Sultan MAHOMET de IV. Turkische Keiser en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN, gesloten tot Constantinopelen in September 1680. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.

C'est-à-dire,

Capitulation ou Traité de bonne intelligence, de Navigation, & de Commerce, entre MAHOMET IV. Sultan & Empereur des Turcs & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, contenant les Privilèges accordés à tous leurs Sujets & Habitans, pour leurs Personnes, Vaisseaux, & Marchandises également comme aux François & Anglois. Donné à Constantinople, au commencement du Mois de Ramazan 1091.

Inden Name van den Hogen ende Alderverhevensten God, want het is recht ende behorelyk eerst synen Name aan te roepen.

NAdemael den tegenwoordigen aldergoedertieren ende hoogsten Heere Koninck, mildadigsten, ende alderheyligsten gever, sonder eenige gelykenisse, suiver in magt, ende van onrechtvaerdigheyd, wiens kragt van alle Eeuwigheyd bestaet, ende goetheyd tot alle Eeuwigheden sal duren, by ons blyft, ende den alderheldersten Son der Prophetie, ende van de geisterste het alder klaerste reykten der Heerlykheyd van den Sodiacq, den Voorganger van het Heyr der Propheten, d'eerste der Heyligen, die op den rechten wegh gaen, beminde van God, Middelaer der Sondaren in den dag des Oordeels, Muhamed Muistapha (op wien zy de rust

ANNO en Vreede van den hohen God) naer syne menich-
1680. vuldige Miraculeuse fegeningen, vrient van de uiter-
korene syne oprichte naevolgers (het welbehagen
der hohen God zy over haer allen, en alle Vrienden
Gods, die by den rechten wegh blyven, ende heylige
alle de Secreten van die geenen, die de reynigheyd,
en geluckzaligheyd besitten, tot den dach des Oor-
deels toe, met de heylige Zielen van hare mede-
mackers) met ons is.

*Hier naer volgt de Teykeninge van den Keyser, ver-
quat in een gouden Strick behelsende dese Woorden;*

Sultaan Muhamed Ghan, Soon van Sultaen Ibra-
him Ghan altyd Vermeerder.

Ben ik een Coning van de Magtigste Coningen,
een van alle die heerschappen voeren, een schenker
der Croonen van de grootste Coningen die de hoogste
Tronen besitten; Een verdelger van de ongelovige
Keyserlyke luthoven, ende een verbreker van dersel-
ver aldermagtigste huysen; schrickelyk te Water, ende
te Lande, een Schaduwe Gods op de vaste Aert-
ryken, ende op de heylige plaetsen, mitsgaders een
waerachtige volmaght van God op der Aerden, Die-
naer van de heerlykste en gelukkigste Landen, en
Steeden der gebenedyde twee Tempelen, Beschermer
ende Rechter van 't gebenedyde Jerusalem, ende van
't hoogste Coninklyke Hoff, ende de heerlyke Stad
Constantinopelen, (bemint by alle Princen, ende be-
vyrt zy van alle quat) ende van het welbewaerde
Adrianopelen, ende van het beschermd Brussa, van
Grieken-landt, ende Temiswar, ende van de Landen
van Boffina, van Buda, van Segitwar, van Egri, van
Kanisce, van Semendra, van Belgraed, ende van
Lantschappen in Anatolia, van Caramanie, ende van
geheel Arabien, van de suyvere Siplaeft Damasco
huyse des Vreedes, ende van de onvergelykelyke ende
voornaemste Stad Cairo, van 't geluckige Yemen, van
Etioipien, van Adem, ende desselfs Landtschappen, van
Babilonien, van Basra, van Lachfa, van Suwackien,
van Senan, van Aleppo, van Sulkadrie, van de Stad
Soul, van Adena, van Tarsus, van Adalia, van Scio,
van Diarbeckir, van Celder, ende van de Amadishe
Stellen, van 't geheele Kiurdisthan, van Kars, ende
Arsoam, ende van Jurziustan, van Caffa, van Inlle-
we, ende van de Quartieren der Tartarische Valeyen,
van de Westeryke Landen, ende huysen des Oor-
loghs, Tunis, Tripoli, ende Algiers, mitsgaders der-
selver Landen, van Transilvanien, Moldavien, Wal-
lachien, ende meer andere groote ende kleyne Stee-
den, uyt de vyantlyke huysen door de schrickelyke
Magt ende kragt van onse Keyserlyke ende Conink-
lyke Majesteit, met de hulpe van God, den Conink
der overwinninge, omvat, overwonnen, ende tot ons
getrokken, Keyser van alle daan een gebondene Ryken,
Provincien, Zeeen, ende Landen; Croondraeger van
Verhevene vaste Siplaeft, ende een Rechtaerdigh
Keyser van de Witte ende Swarte Zeeen, ende van
soo veel Ryken, Eylanden, ende passagien, en van
soo meenichmael honderd duysend Soldaten, mitsga-
ders een schuyt-plaeft van Doorluchtige gellagten,
een mede hulpende, ende handreikende Keyser, be-
gunstigt met continuele Gratien van den waerachtige
Muhamettaanfche gelove, Sultaan Muhamed Ghan
Soon van Sultaan Ibrahim Ghan, Soon van Sultaan
Achmed Ghan, Soon van Sultaan Muhamed Ghan,
Soon van Sultaan Murad Ghan, Soon van Sultaan
Selim Ghan, Soon van Sultaan Soliman Ghan, Soon
van Sultaan Baiafid Ghan, Soon van Sultaan Muha-
med Ghanum, God den aldergoedertierensten Con-
inck zy haer genadich, Heere ende Patroon van
het geluckige Paert der Monarchyen, aan onse om-
grypende Cracht ende Macht bevestigt, sijn alle
de vier bewoonde gedeelten, ende seven Climaten
des Werelts aan desselfs hooft stek alleen verknocht,
en door den rechtaerdigen, grooten onvergelykel-
ken, ende indubitablen Heere, vol ontbare gena-
den, een Wyck ende troelvich van Doorluchtige Co-
nigen, bestierder van de hooge geluckige Trone, en-
de vaste Drumpel van voorspoet, ende eeuwige verbyff
plaets van groote, geleerde, ende goede personagien
voor defen, ten tyde dat het geluck was by onsen
groot Vader Sultaan Achmed Ghan, Saliger, Berm-
hartiger, ende glorieuser Memorie, die in het bin-
nenste van het Paradyt syn woonplaets heeft, is van

wegen de voornaemste Grooten onder de Princen der
Christelyke Religie, Bemiddelaers onder de Mach-
tigste van den Gelove van Jesus, Beslichters van de ne-
gotien van alle de Nazareenfche Natien, Patroonen van
Onderdanen, eere, ende voorsigtigheyd, Heeren van
Macht ende beleefheyd, de Generale Staten, ende
Rechters van hare onderdanige Provincien, als Gel-
derlandt, Hollandt, Zeelandt, Utrecht, Vrielandt,
Overyssel, Groningen, ende Groningerlandt, en van
soo veel onderwerpene Coninkryken in de Oost-Indi-
sche Landen (: wiens eynde geluckyg zy :) eenen brief
versegelt met sinteritoyt door den hoog Ed: van de
Wetten des Messias Cornelio Haga, haeren geloof-
waardigen Ambassadeur (: welckers minneligheyd al-
tijd vermeerde:) aan sijne Majesteit gekomen, ende
deselve brief gelezen, ende geexamineert wesende, be-
helsde verfoek van oprechte Vrindschap ende genegent-
heyt met alle bedenckelyke gedachten uyt het diepste
des harten te houden, ende daer beneffens, dat syn
Schepen van Vyandlijke Natien Turcx Slaven hebben-
de gevonden, deselve met alle civilityt naer haere
Landen hadden gesonden, dienvolgende, dat hare
Schepen, en Volckeren, ook in eniger tijden in onse
beschermd Coninkrijken komende geenige moeijte
ofte quellinge mochten werden aangedaen, ende gelyc-
kerwijs onse hooge Troone met Vrankrijk ende En-
gelandt vereenigt is, dat de Cooplyden, Personen en-
de Draglyden van de plaetsen haer onderwurpen, in
onse beschermd Rijken in rust ende vrede met haer
goederen komende, gaende, en handelende in con-
formite van de aan haer verleende Vriendelike ende
Excellenten Verbont-brief van sijne Majesteit, ende
desselfs heylige gehoorfaemde bevelen, hebben de
hooggedagten vriendelijc verloft het selve aan haren
kant meede mogte werden vergunt, ende alle het gee-
ne verders geschreven ende begeert was, by monde
aan het hooge rustbedde vol geluk overgelevert ende
bekent gemaakt sijnde, is derselver begeerten ofte ver-
foek aangenomen, ende heeft haren Ambassadeur
taangesicht gevrenen aan den Keyserlijken Stegel reep,
op dat den opgemelten Cornelio Haga, gelijk de ande-
re Ambassadeurs aan onse geluckige Trone den dienst
van 't Ambassadechap soude exerceeren, en geboden
omme in de havens van onse beschermd Rycken Con-
suls te stellen, en terfelver tijde met de hooggedagte
Heeren de Nederlandische Generale Staten, diergelijke
geluckigen Verbont-brief, en Accoort, gepassiert we-
sende, heeft den meergemelten Ambassadeur (: wiens
eynde voorspoedig zy :) deselve in onsen rechtvaerdi-
gen Divan gebracht, ende daer benevens verloft, dat
ten respecte van de oprechte ende sincere Vrindschap
by haer ende mijnen grooten Oom Sultaan Murad
Ghan, die in den Heere rust, onderhouden, uit de-
selve Verbont-brief eenige Articulen mogten werden
gerooft, ende de plaetsen met andere Pointen inge-
vult, soo heeft sijne Hoge Voorspoedige Majesteit die
minnelijke begeerte buyten desselfs schade, leet gaeren
ingewilligt, tot welken eynde in voegen voorz. alsdoen
eene nieuwe Keyserlijken Verbont-brief is vergunt; de-
welke tegenwoordig by den uitteek ende onder de
Grooten van den Gelove des Messias Justinus Colyer
Ordinaris aanwesende Ambassadeur van hooggedagten
Heeren Staten Generael, aan mijn geluckige Trone
gepresenteert wesende, met verfoek, dat in de plaetsen
van deselve, achtervolgens d'oprechte Vrindschap en-
de suyvere genegentheid met ons gehouden, eene nieu-
we Keyserlijke Verbont-brief mogte werden vergunt,
is desselfs verfoek volgens het oude Verbont, by onse
voorspoedige Majesteit in diervoegen seer gaeren aan-
genomen ende geaprobeert, tot welken eynde wy
nu by defen Keyserlijken verbontbrief sodanig heb-
ben geordonneert.

I. Dat men van de Daelders ende het Gout waer-
mede de voorz: Nederlandische Cooplyden komende
gaen handelen, en in onse beschermd Rijken sullen
brengen, geen Toll sal mogen afnemen, ende dat de
Beilerbeys, Rechter, Thefauuriers, Munt-Meesters,
nogte de opfinders, haer dien angaende eenige quel-
linge sullen hebben aantodoen, ofte haer eenige
moeyelykheden veroorsaken met te seggen: wy willen
van uw Daelders Afpers slaen.

II. Ende soo eenige Nederlandische Cooplyden haer
in vyantlike Schepen komen r'inarbueren, haere
eygen affaires doende, genomen werden, sullen de-
selve geen Slaven gemaect, nogte haer goed niet prys
verklaert werden, met het seggen dat sy op een
A 3

ANNO
1680.

ANNO
1680.

vyandlyk Schip gevonden zijn, nademaal sy haere faken doende met de vuyligheyd der Rooffchepen niet bemoeven, ende daerom fal haer goed niet genomen, nog sy tot geen Slaven gemaakt mogen werden.

III. Ende innegevalle een Christen Schip met Vitchalie geladen uit mijne befchermd Ryk varende, genomen werd, foo fullen evenwel de Nederlanders die daer in fouden worden gevonden, met d'andere tot geen Slaven gemaakt werden.

IV. Ende gelijk de Franfe Keyfers van outs met onfe geluckige Trone in Vrientschap bennen geweest, ende daer tegens nooyt iets hebben ondernomen, is ten tijde van mijn Groot-Vader Sultaan Selim Ghan Saliger verlost, omme verboden goederen als Cattoenen, Cattoenen Garen, ende Corduunen te mogen kopen, ende daer toe uitgegeven weseñde eene heylige ordre, is ten tijde van mijn Grootvader Sultaan Muhamed Ghan Saliger tot onderhoudinge van de oprechte Vrindschap mede toegeftaen aen haer voor haere gelden. Was, ende Huyden te geven, sonder dat haer het selve mogte werden belet, is het selve in den Keyferlyken verbond-brief geinfereet geworden, heeft hoogst gedagten Sultaan Achmed Ghan, die in het licht rust, het selve mede geconfermeert ende het genee voorz. is van wegens de Nederlanders aan onse geluckige Trone onder oprechte ende fuyvere Vrindschap mede verlost sijnde, is het gemelte ook in sijne geluckige tijden aan desselfs verheven rust-bedde te kennen gegeven, ende daer op alle hare Vriendelyke begeerten voor goet geproprobeert werdende, is haer toegeftaen omme voor haer geld, gelijk van de Franchien, Cattoenen, Cattoenen Garen, Corduunen, Was ende Huyden werden gegeven, ende niemant het selve mogende beletten, nog sig daer mede bemoeven, is tot achtervolgens eene Keyferlyke Licentie uitgegeven, ende het voorfchrevene in haeren verbontbrief verklaert staende, het bovenstaende in voegen als hier voren, nogmaels geconfermeert.

V. Ende foo sy door contrarie weder niet naer haer Land, ofte dese quartieren konnende gaen, ofte komen, fullen sy in de havens van mijne befchermd Ryken mogen in lopen, kopende, ende verkopende, in haere particuliere affaires niet mogen werden gemolesteert.

VI. Ende foo tusschen de Nederlanders questie ontfonten, dat daer door vershillen van Doodslagen, ende Moorden wierden veroorfaekt, foo fullen die faken door hare Ambassadeurs, ende de Consuls (:agtervolgens haere Wetten, ende Costuymen:) gesien en gedeceideert werden; sonder dat de Rechterts ofte Gouverneurs haer eniger maten daer mede fullen mogen bemoeven.

VII. Ende foo ymant ietwes heeft te pretenderen van de Consuls, die gestelt sijn wegens de affaires der Cooplyuden, fullen deselve Consuls daer over niet mogen gevangen, nogte hare huysen versegelt werden, maer die Rechts-pleginge tegens de Consuls ende Draglyuden fullen voor mijne geluckige Trone gehooft werden.

VIII. Ende foo tegens de Articulen in desen gemelt van te voren, ofte hier naer Commandementen quamen te verschynen, fal men aan deselve altoos geen gehoor geven, maer deselvige Articulen volgens den inhoud van den Verbont-brief stand doen grypē.

IX. Ende foo een ondersaet van de Nederlanden quame te sterven, fullen sijne goederen ende effecten tegens den teneur van mynen Verbont-brief by de Fiscals, met het seggen, dat het goederen sonder eygenaers sijn, ofte onder andere prextenen, niet mogen werden gemolesteert, nogte haer daer mede hebben te bemoeven.

X. Ende alle heylige bevelen die aan de Nederlandische Natie werden gegeven, fullen ten profyte, ende voordeel van de voorz. Natie in kragtige termen werden ingestelt, op dat de Curateurs, ofte die van den Gerechte, van haer Recht der Curateelen niet mogen afeyfchen.

XI. De Ambassadeurs ende Consuls fullen volgens het oud gebruyk haer laten bedienē van foodanige perfoonen tot Tolken, ende Janitsars, als haer believen ende wel gevallen fal, sonder dat niemant van de Janitsars, ofte andere die sy in haren dienst niet begereen, met haeren dienst fullen bemoeven.

XII. Ende in de huysen van hare Woonitēden,

voor haer, ende haer Volck genoegsaemlyk moft perfende, ende daer van Wyn makende fal niemant haer het selve mogen beletten, waer over de Slavische Janitsaren, ofte andere hy sy wie hy wil, ofte soude mogen sijn, van haer niets fullen mogen pretenderen, ofte met geweld daer over enig ongelyk aandoen.

XIII. Ende van de goederen die de Cooplyuden met permiffie van de hooggedagten uit haere Landen voeren, ende weder daer nae toebrenghen, foo wel in Aleppo, Alexandrien, ende andere plaetsen, fal drie van het honderd voor Tol werden betaeld, ende geen meer; ende fullen haere Coopmanfchappen niet boven de waerde mogen werden geeffimeert.

XIV. Ende alderhande foorte van Cooplyuden t'sy Nederlanders, ofte van wat andere Natien deselve fouden mogen sijn, fullen gehouden sijn van alle foodanige goederen als deselve op Nederlandische Schepen laden, ende daer mede bekomen ende verfinden, van waer het selve soude mogen sijn (daer Tol volgens gebruyk van genomen werd) het Ambaffaet ende de Consulaet-Recht, dat by de Staten Generael van de Nederlanden, daer toe door Ufanse verordonneert is, aan haer Ambassadeur, ende Consuls hebben te betalen; waer tegens niemant sig fal mogen opposeren.

XV. Ende van de goederen die sy uit haere Schepen lossen, fullen sy alleenlyk den Toll hebben te betalen, maer van de effecten die daer in blyven, omme tot Constantinopolen ofte eenige andere Havens te brengen, fal men geen Tol mogen af vorderen. Ende het brengen van deselve naer een andere plaets, fal haer niet belet werden; Ende de nieuwe Impofitie van Caffabie, Reft, Baz, ende Jafackulli, fal by haer niet werden betaeld.

XVI. Ende als hare Schepen vertrecken, fal men daer van geen meer als drie honderd Alpers voor Salemetlyk ofte Ancoraggie-Gelt mogen af eyschen.

XVII. De Rovers van Algiers in de Nederlandische Havens lopende, fal haer Cortofie werden aangedaen, ook Cruyt, Loot, Seylen, ende andere Oorlogs behoeften, (van noden hebbende) werden gegeven; Dog innegevalle die Rovers Nederlandische Cooplyuden komen te ontmoeten, fullen sy de selve tot geen Slaven maken, nogte hare goederen niet mogen confiscueren, ofte verfpreden, want die fackte tegens myne fouveraine wille is; ende foo eenige van de Nederlandische Onderfaten in diervoegen tot Slaven wierden gemaakt, fullen sy verlost, ende desselfs effecten aan haer wedergegeven werden.

XVIII. Ende by aldien deselve Corfsairen eenige quade feyten bedryven, fullen de hooggemelde het selve by Miffive ons te kennen geven, ende die Gouverneur in welkers tyd het fal gefchieden, fal daer over afgefet, ende de geconfisqueerde goederen en effecten by hem vergoet ende de Slaven die sy gemaakt fullen hebben, bevryt werden, ende foo sy mijne heylige bevelen niet komen te obedieren, foo fullen deselvige Rovers naer de Nederlanden gaende, binnen haere Casteelen mede niet werden ontfangen, ende waer 't fchoon, dat sy haer qualyk tracteerden, foo fal daer door aan dit Verbont geen inbreuk gegeven werden; fullende de klagten, ende lamentatien in desen by ons voor aangenaem aangenomen werden.

XIX. Ende aan alle de Princen der Princen, Rechterts, Princen, ende Tollenaren van de Havens in myne befchermd Coninckryken, fullen de bevelen van myne heerelykheyd werden toegefonden, omme te weten, dat dit ons Hoogmaghtig gebod in deser manieren is uitgegeven, dat foo lange van wegen de hooggemelten, dese Capitulen van Verbont in fuyvere oprechte Vrindfchap, gelyk het behoort, werden onderhouden, foo fal van desen kant ook aan hare effecten ende goederen, nochte Coopmanfchappen, met desselfs Gallionen, ofte andere Schepen, ook mede derfelfer inhebbent Volck, mitsgaders goederende koopmanfchappen te Water, ofte te Lande met haere lastbeesten komende, geene de minfte molefte werden aangedaen; ende men fal haer, in hare affaires ende winften laten bewerden.

XX. Ende alle de Slaven die tot nu toe in onse befchermd Coninckryken werden gevonden, fullen vrygelaten werden, ende haeren Prys fal men niet van de Nederlanders, maer van die geenen, die deselve genomen hebben, afeyfchen

ANNO
1680.

ANNO 1680. XXI. Ende foo de Inwoonders van Nederlant met licentie, van de Turcxse Schepen Victualie kopen ende daer mede naer haere Landen gaende, ende niet naer die van de Vyanden (naer den ontfang) Turcxse Schepen incontreeren, fullen hare Schepen niet genomen, nogte haere inhettende Volckeren tot geen Slaven gemaect mogen werden, ende diergelyke Slaven van de Nederlandse vindende, fullen met de restitutie van haer goet wederomme in Vryheyd werden gestelt.

XXII. Ende foo de kooplyden van Vyandlyke Natiën in de Nederlandse Schepen Coopmanschapen komen te laden, fullen deselve onder pretext, dat het Vyandlyk goederen sijn, de minste molestie niet werden aangedaen, ende foo sy nae onse beschermde Rycken, ofte andere plaetjen in haren Coophandel komen, ofte van daer gaen, by occasie van ongelucky in Slaveryn quamen te vervallen, diergelyke fullen verlost werden.

XXIII. Welke voorfz. Schepen in onse beschermde Rycken, onder Vreede ende sekerheit komende, ende gaende, op Zee door Storm benauwt wordende, sal het Volk van onse particuliere Schepen, foo wel als andere, in cas van nootfakelykheyt, haer alle nodige hulp verreyken, ende haer voor deselfs geld met eenig Victualie willende voorfien, sal niemant het selve mogen beleten, nogte haer daer over eenige molestie aan doen.

XXIV. De Nederlandse Kooplyden, Drageluyden, ende andere Personen, die te Water ofte te Lande in onse beschermde Rycken komen handelen, ende negotieren, naer dat sy volgens gewoonte ende gebruik d'importen hebben betaeld, fullen in 't komen ende gaen, van de Zeevarende Schippers, ende Capiteynen der Schepen ofte Galeyen, ofte andere, nogte van 't Crygs-Volk niet gemolesteert werden, nogte de Rechters fullen haer genige overlast ofte veranderinge mogen aan doen; ende sy, haer Volk, goet, ofte last-beeten fullen geene het minste leet onderwerpen sijn.

XXV. Ende innegevalle haere Schepen van een overharde Wind, door de Zee aan 't Land wierden gesmeeten, fullen de Princen, Rechters ende andere, haer alle mogelyke hulpe doen, ende alle de geberghde effecten, ende Coopmanschapen aan haer wederom configneren, sonder dat de Fiscals haer daer mede fullen mogen bemoeien.

XXVI. Ende foo ymant van de Nederlanders verschult waere, sal den schult van den schuldenaer geeft, en genomen werden, maer ymant anders daer voor geen borg gebleven zynde, sal daer over niet aangestaft, ofte den schult van hem geeft werden.

XXVII. Ende ingevalle ymant quame te sterven, fullen alle syne goederen ende effecten aan die geenen, die hy by Testament tot erfgenaem sal hebben verklaert, werden gegeven; ende sonder uytterfse wille komende t'overlyden, fullen deselve goederen ende effecten, met goedvinden van den Ambassadeur ofte de Consuls, aan sijn Compagnon werden geconfigneert, waer inne niemant anders sijn sal hebben te steeken.

XXVIII. Ende foo de onderworpen ingefetenen Nederlandse Cooplyden, Consuls en Drageluyden in onse beschermde Rycken, wegens Handel, Coopmanschap, borghtocht, ofte andere rechtsoverdringe voorvallende, voor den Rechter gaende, omme deselve te doen registreren, ofte daer van Hogiet nemen, ende daer naer dien aangaende questie ontsaende, sal men het Hogiet, ende het Register nae sien, ende ingevalle van deselver inhouden sententieren; Edog van dese twee geene vindende, ende dat sy evenwel door ymant voor 't Gerecht geroepen wierden, omme iets van haer te bekomen, fullen sodanige recht-pleginge niet mogen werden aangehoort, ten respecte dat van geen Rechters Hogiet werd vertoont, nochte in het Register niet aangeceekent en werd bevonden, want tegens de heyligen Rechten sal niemant ongelucky werden aangedaen.

XXIX. Ende foo ymant van deselve verschult was, ende door quade actien sijn quame te abfenteren, foo sal niemant die voor hem geen borch gebleven is daer voor werden aangestaft.

XXX. Ende foo eenige Personen met valsheyt ofte bedroch mochte leggen, sijn hebt ons geeloeft ofte gelaftert, omme haer daer mede eenigh geld af te persen, fullen hare klagen niet mogen werden gehooft, nogte onder dat pretext, tegens het heylige

Recht haer eenige molestien mogen aandoen, maer men sal diergelyke faken vernietigen.

XXXI. Ende foo na desen d'Onderdanen van Nederlandt in Slaveryn vervielen, ende by deselver Ambassadeur ofte Consuls geeuytch werden, ende bewiesen werd, van haer Land te sijn, sal men deselve na sijn nemen ende aan de Nederlanders geven.

XXXII. Van de Onderdanen der selver die in onse beschermde Rycken wonen, hy zy getrouwt ofte ongetrouwt, Negotie dryvende, sal geen Garaz gevordert werden; gelyk mede de Consuls ende Drageluyden, die in dienst van de Ambassadeurs sijn, van Garaz, Caffabie, ende andere Keyferlyke beswaernissen, volgens oud gebruik, vry ende except fullen sijn.

XXXIII. Ende foo sy in Cairo, Alexandrien, Aleppo, Tripoli di Soria, in de Scalen van Saida, Cipro, ende in 't Westeryke Algiers, Tunis, Tripoli, ook in Morea, Smirna, Scio, ende andere Havens van myne beschermde Rycken, haere Consuls doen veranderen, ende in deselver plaetse, tot dien dienst andere bequame personen verordonneren, ende derwaerts sende, sal niemant haer het selve mogen beleten.

XXXIV. Ende tegens het begeeren der Kooplyden sal niemant haer eenige waeren op willende dringen, dieswegen genige force mogen aandoen.

XXXV. Ende foo ymant met een Nederlander verschil is hebbende, voor den Rechter gaet, ende den Nederlandtchen Drageman daer by niet present wesende, sal den Rechter sijne pretentie niet mogen aanhoren, dog by aldien de sake van nootdringende gewigte is, foo sal men hem ophouden, tot dat den Drageman komt, mits dat ook de Nederlanders, met het seggen, onsen Drageman is niet present, geene uitvlugten fullen hebben te soeken, dat de sake daer door opgehouden werd.

XXXVI. Ende foo de Roof-Schepen ofte Roeybarcken ymant van de Nederlanders tot Slaven gemaect, ende naer Grieken-Landt ofte Afsen gevoert hadden, ende hem aldaer komen te verkopen, foo sal daer nae sterke onderfoekinghe geschieden, ende diergelyke in wiens handen deselve werden gevonden, fullen vry sijn; ende foo den voort. Slaef Turcx geworden waere, sal sijn Patroon te kennen moeten geven, van wie hy hem heeft gekregen, ende sal sijn Geld by den Verkoper werden gereftitueert, ende die geenen daer by hy gevonden sal sijn, sal hem vry moeten maken, ende los laten henen gaen.

XXXVII. De Schepen, Galeyen ofte Armaden uit myne beschermde Rycken in Zee stekende, aldaer Nederlandse Schepen ontmoeten, fullen malkanderen Vrindschap bewyfen, sonder den anderen geenige schaede ofte verlies aan te doen; ende foo sy in Zee ofte in de Havens geene presenten met haere vrye wille begeeren te geven, foo sal men haer nogtans geen Scheeps Gereetschap, ofte goet, nogte jongens, ofte eenige andere saken met geweld ofte force mogen afnemen, ofte haer daarom eenige overlast nogte quellinge aan doen.

XXXVIII. Ende alle het geene in de vergunde Keyferlyke Verbont-Brieven van Vrankryk, ende Engelandt is toegeftaen, beneffens alle faken foo wel ten reguarde van goederen als anders, wert nogmaels op het Recht van de Nederlanders geconfirmeert; ende invoegen als het selve by die Keyferlyke Verbintenissen is verleent, sal het selve foo wel in 't reguarde van Coopmanschapen als andere affaires even gelyk sijn effect hebben, ende dese myne hoge Keyferlyken Verbont-brief, ende heylige Wet sal niemant tegenftaen, ofte haer daer over eenige moeyten mogen aandoen.

XXXIX. Haere Gallioenen ende Schepen greeft leggende om te vertrekken, eens in Constantinopolen, ende andermael voor de Casteelen van de Dardenellen befocht wesende, fullen mogen weggaan, ende tegens myne Keyferlyken Verbont-brief in Galipoli niet gevisiteert werden, veel min sal men haer om die oorsake eenig Geld afnemen, nogte in eeniger wyse leet aandoen.

XL. Haere Gallioenen ende Schepen die in de Havens van onse beschermde Rycken Coopmanschapen laden, ende daer van den vollen Tol betaelt hebbende, sal niemant, omme van haer Geld af te persen, mogen visiteren, ofte onder dat pretext moeyelykheden aandoen.

XLI. Ende in Aleppo ofte andere onser beschermde

ANNO 1680.

ANNO de Rycken Syd, ofte andere waeren kopende, naer
1680. dat sy den Toll daer van fullen hebben betaelt, met
haere Schepen tot Ciprus, ofte in andere Havens ko-
mende, aldaer eenige Koopmanfchappen uit loffen,
niet om te verkopen, maer omme delfelve door noot-
fackelykheid in een ander Schip te laden, ofte wel om
voor eenige dagen in een Magazyn te leggen, fal nie-
mant, om dat sy haere goederen geloft hebben, haer
eenige moeyelykheden aandoen, nogte onder dat pre-
text eenig Geld afnemen, ende tegens desen mynen
Verbont-brief fullen de Rechters, nogte Justiciers, of-
te andere Keyferlyke Officiieren geene de minste over-
laft aandoen.

XLII. De Gallioenen ende Schepen van de Ne-
derlandfche Onderdanen fullen in Cipro ofte andere
Havens van onse befchermd Ryken, voor haer Geld
foo veel fout als het haer belieft, mogen kopen, tot
foodanigen Prys, als de Turken dat volgens den taxt
felvs aannemen; ende het felve ladende, fal niemant
haer daer over eenig moeyelykheden mogen aan-
doen, noch meer als den ordinariffen Prys van haer
mogen afnemen.

XLIII. Ende gelyk de Schepen in het Eyland Ci-
prus tot ballaft fout innemen, overmits het felve fout
niet en is van fulken waardigheyd als ander, ende
voor yder Karre daer van maer komen te betalen
een en 't feventig Alpers; foo fullen de Nederland-
fche Gallioenen, ende Schepen daer komende, ende
van dat fout kopende, ende het felve in haere Schepen
in plaets van ballaft ladende, ook volgens 't out ge-
bruik voor een en 't feventigh Alpers, ende geen
meer, yder Karre kunnen kopen, om dese fake ful-
len de Rechters, nogte de Tollenaers, ofte andere Key-
ferlyke Officiieren haer geene de minste moleftie mo-
gen aandoen.

XLIV. Ende in onse befchermd Ryken, Loot,
Tin, Yfer, Stael, ende andere Crameryen brengende,
fal niemant haer daer over eenige moleftie aandoen,
ende gelyk in mynen Keyferlyken Verbont-brief ge-
fchreven is, fal daer van maer drie ten honderd voor
Tol werden genomen, sonder meer te mogen preten-
deren, ofte dat onder dat pretext van Tol haer eenige
vordere ongelegenheyd fal werden aangedaen.

XLV. Ende foo in de Gallioenen ende Schepen van
de Nederlanders tot Damiat, Alexandria, ofte andere
Havens, by de Turcken, met haere vrye wille Coop-
manfchappen, ofte goederen werden geladen, omme
na Constantinopolen ofte andere onse befchermd Ry-
ken te brengen, fal niemant mogen beletten; ende
om dat delfelve in Nederlandfche Schepen geladen
fijn, fal men daer van geen meer als andere Turc-
ken gewoon fijn voor Toll te betalen, mogen afne-
men.

XLVI. Haere Gallioenen ende Schepen in wat Ha-
vens dat delfelve fouden mogen wesen, haeren vollen
Toll, ingevolge van den Keyferlyken Verbont-brief
betalende, fullen genige dienften mogen werden opge-
drongen.

XLVII. Ende foo ymant van haere Cooplyuden met
Coopmanfchappen komende, Turcx wierde, fullen de
goederen, ende Contanten, die hy van de Cooplyu-
den van fijn Land heeft gekregen, met kennisfe van
den Ambaffadeur, ofte de Confuls hem afgenomen,
ende aan fijne Repräsentanten gegeven werden, omme
delfelve haere eygenaers toe te fenden, sonder dat
ymants Recht op hem blyve, waer tegen de Justiciers,
Rechters, ofte yemant anders haer niet fullen mogen
oppofteren.

XLVIII. Ende foo yemant tegens de Heylige Rech-
ten, aan een Nederlander feyde, ghy zyt Turcx gewor-
den, om hem daer meede eenig Geld af te perfen, ofte
moeyelykheden aan te doen, dat fal niet valideren, maer
foo hy voor een Draegman, met fijne vrye wille komt
te seggen, ik ben Turcx geworden, dat is feer wel,
dog tot de komfte van den Draegman toe, fal nie-
mant hem mogen molefteren, ende fy fullen haeren
Draegman sonder yttfel daer by doen komen.

XLIX. De inkomende goederen van de Gallioenen
ofte Schepen der Nederlandfche Onderfaten by de Efti-
mateurs die in den Toll fijn (omme te ftrappazze-
ren) boven de waerde geftimeert werdende, foo fal
den Tol foo veel de felve komt te importceeren, goe-
deren moeten aannemen, ende geen Gelt mogen vor-
deren.

L. Ende foo haere Gallioenen ofte Schepen uitlo-
pende omme te vechten, met die geenen die geen

Vreede met onse geluckige Trone en hebben, ende ANNO
flaende, de Schepen van haere Vyanden komen te ne- 1680.
men, in wat Plaetfe, en Havens, ofte Porten van on-
se befchermd Ryken fy daer mede (met haere vrye
wille) fullen in lopen, ofte door Storm inkomen,
fal niemant haer eenige moeyte mogen aandoen, en-
de aldaer alle nootfakelyke provisie voor haer Gelt
mogen kopen, sonder dat ymant dat fal beletten.

LI. Ende foo de Onderdanen van de Nederlandfche
Plaetfen in ruft ende vrede Jerufalem willen befigi-
gen, fullen in 't gaen, ende komen geen moleftie
aangedaen werden, ende de Priesters van de Kerke,
(Kamame genaemt) ofte andere, fullen onder pretext
van te seggen, gy zyt van de Luteriaenfche Religie,
haer geene moeyte ofte ongelijk mogen aandoen; maer
ter contrarie de nootfakelyke plaetfen laeten befigi-
gen.

LII. Haere Gallioenen ofte Schepen in onse be-
fchermd Ryken komende, fullende bewaert, ende be-
fchermt werden, ende in ruft en vrede wederomme
mogen weg gaen.

LIII. Ende innegevalle haere goederen, ofte Koop-
manfchappen mogen verftrooyt ofte gefloten wesen,
fal men om haer verloren goet ofte Volk weder te
vinden, ende voor den dag te brengen, alle mogelyke
devoiren, en naerftigheden aanwenden, ende fal den
handadiger van dat werk, hy fy wie hy wil, naer fy-
ne verdienfte werden geftraft.

LIV. Ende van delfelver Ambaffadeurs, Confuls
Draglyvends, ofte haer Volckx kleederen, Eet-ende
Drink-waeren, die fy met haere penningen doen ko-
men, fal men altoos geen Toll, Batz, Rest nogte Caf-
fabie-Gelt mogen eyfchen, fullende de Gouverneurs,
Commandeurs, Admiralen, myne Slaven, Rechters,
Opfnders, Tollenaers, Lant-ende Zee-Capiteynen,
ook Vrywillige, mitsgaders alle het Volck van myne
befchermd Ryken, dese oprechte ende fincere Ver-
bont-brief met fijne intentie doen achtervolgen, son-
der ietwes daer tegens in te willigen, fodaenig, dat die
geene, die tegens ons hoog magtig gebod fig fal op-
pofteren, voor fchelmfche, ende ongehoorame benden
fullen werden gehouden, ende sonder tyd ofte yttfel
aan haer te geven, naer merite, andere ten exempel
werden geftraft.

LV. De Nederlandfche Cooplyuden, ofte ander
Volck, met haere gekogte goederen negotierende, en
nae Trapafonda, Caffa ofte andere Plaetfen in de Swarte
Zee, ofte Havens van onse befchermd Ryken brengende,
ofte van daer over Land door den Revier Ten,
na Hafack, Mofcovien, ende de Ruffifche Landen
willende gaen, ende van die Quartieren wederom in
onse befchermd Ryken Koopmanfchappen brengen,
omme te handelen, fal die Negocie haer niet mogen
worden verboden, ende van haere goederen geen meer
(in gevolge ende conform dese Verbont-brief) als
drie ten honderd voor Toll mogen werden genomen.

LVI. Ende foo haere Schepen door contrarie
Wind per Constantinopolen komende in Caffa, ofte
de Plaetfen daer ontront quamen te vervallen, ofte
met haere vrye wille daer nae toe gingen; ende vol-
gens haere Intentie haere Waren niet konden verko-
pen, fal niemant delfelve Goederen met geweld mo-
gen loffen, ofte nae fig nemen, nogte de Gallioenen,
ofte Schepen, die in die Quartieren komen, geenige
moleftie mogen aandoen, ende in de vreesagtige ofte
periculouse Plaetfen fullen de Regenten haere Sche-
pen, ende delfelver inhebbende Volckeren, en Koop-
manfchappen befchermen, ende fodaenig doen bewa-
ren, dat haer geene Schade nogte Verlies over en kome,
en haere nootfakelyke Provifie van de Plaetfen daer
delfelve gevonden werd, met betuiginge van Vrind-
fchap, voor haer Gelt doen hebben; Ende foo fy tot
de Ladinge van hare Goederen, Karre ofte Turcx
Vaertuig begeerden te huuren (foo delfelve van te vo-
ren niet genomen fyn) fal niemant dat mogen belet-
ten; ende van de Goederen die fy van die Quartieren
naar Constantinopolen brengen; foo fy delfelve om te
verkopen onderwegen niet en loffen, fal, tot datfe
in Constantinopolen komen, geen Toll werden geno-
men, maer alhier gearriveert fynde, fal van haere ge-
lofte effecten Tol genomen werden, ende haer in
ruft en vrede laten negotieren, maer van de onge-
lofte Waren fal geen Tol genomen werden; Edog
in Constantinopolen fal van delfelve Coopmanfchappen
geea meer als drie ten honderd werden gevordert, in

con-

ANNO 1680. conformité van dit Verbond. Ende soo lange sy met opregte suyperheyd des gemoets haer Woord stant doen houden, soo neme ik ook hare Vrindschap aan, belovende, ende sweerende by den Alderhoogsten Goedertieren God, die Hemel ende Aerde geschapen heeft, vol van oneyndelike Genade, ende buyten de welke geen anderen en is, en by de heylige Zielen van myne souveraine alder-Doorlugtigste Grootvaders, die den hogen God in syne ewige Glorie wil verlichten, dat van onsen kant tegens dit Verbond, ende Verdrag, ofte tegens dese Verleninge niets sal werden gedaen; tot welken eynde dese myne geluckige Keyserlyke Verbontbrief, mit syne heylige Inhouden sal werden onderhouden, dat een yder 100 voor waeragtig moet weten, ende aan dit heylige teeken Geloof geven; Gelchreven in den beginne van de heylige Maent Ramasan Anno 1091. In onse beschermde verbylf-Plaetse Constantinopolen.

V.

21. Oct. Reces zwischen Ihrer Kaiserlichen Majestät Leopold und Ihr Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Maximilian Emanuel / durch die darzu benannte Commissarios mit und neben des Herrn Grafens von Preysing Johann Franzens / als mit-interessirten / Gewalthabers / bis auf aller- und gnädigste Ratification geschlossen / wo durch die zwischen der Herrschaft Ruffstein und der Herrschaft Aichau wegen der Pidmarchen und Confinien / Hohen und Nidern Obrigkeiten und andern Recht- und Gerechtigkeiten entstandene Späim und Irrungen geschlichtet und beygelegt werden. Ruffstein den 21. Octobr. 1680. [Tiré de la Registature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Impériale.]

C'est-à-dire;

Recès conclu, sub Spe Ratificationis, entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains & ceux de MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, avec l'intervention d'un Mandataire de JEAN FRANÇOIS Comte de Prying comme intéressé dans l'Affaire, par lequel toutes les Differents survenus au sujet des Droits, Jurisdictions & Limites des Seigneuries de Ruffstein & d'Aichau sont accordés & terminés. A Ruffstein le 21. d'Octobre 1680.

It wissen / als sich nach deme in Anno 1670. zwischen dem Allerdurchleuchtigsten Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopold des Nahmens den Ersten / erwehnten Römischen Kayser / zu Hungarn und Böhmen König / Erzhertogen zu Oesterreich / Herzogen zu Burgund / GEFÜRSTEN Grafen zu Tyrol und Görz an einem / dann dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ferdinand Maria in Obern und Nidern-Bayern / auch der Obern-Pfalz Herzogen / Pfalz-Graffen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbkurfürsten / und Churfürsten / Landgraffen zu Leuchtenberg / Hochseligsten Angebendens / am andern Theil wegen der Granißen beider dero Fürstenthumben Tyrol und Bayern aufgerichteten Haupt-Vertrag / auch würdliche Späim und Irrungen zwischen der Herrschaft Kneiffstein und der Herrschaft Aichau / so wohl der Land Pidmarchen und Confinien / auch der Hohen und Nidern Obrigkeiten / als der bederseitlich darinn gesessenen unterthanen habender Wahn und Waide: Plumb = beschud / holschlags / und anderer Recht- und Gerechtigkeiten halber eraignet und zugeragen / indeme die

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1680. derentwegen noch in Anno 1541. und 1555. aufgerichtete Vertrag ein und andern Theils in ungleichen Verstand auffgenommen und interpretirt werden wollen / und nun ob-allerhöchsts-gedachte Keyserliche Majestät / wie auch der Durchleuchtigste Fürst und Herr Herr Maximilian Emanuel in Obern- und Nidern-Bayern auch der Obern-Pfalz Herzog / Pfalz-Grav bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbkurfürst und Churfürst / Land-Grav zu Leuchtenberg ic. auf insändig und unterthänigstes Anhalten und Bitten Seiner Churfürstlichen Durchleucht Landgraffen / des Hochwohlgebohrenen Herrn / Herrn Maximilian Johann Franz / des Heiligen Römischen Reichs Grafen von Preysing / Frey-Herrn auff alten Preysing / in Ober- und Nidern-Bayern / dan des Fürstlichen Hochstifts Freising Erbschencen / Herrn der Herrschaft Aichau / Gramwinckel / Sälthuben / Jormach und Stollenberg / der Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Cammer-Rath und Obristen Hofmarschallens / dan Gemeiner Hochlöblichen Landtschafft in Bayern mit-Verordneten Oberlandes / für gut angesehen und sich gnädigst entschlossen / sothane Differentien in der Güte beylegen zulassen / zu solchem Ende auch dero bederseitliche Räte und Commissarii an die Spennigz-Orth abzuordnen und dahin zubewaltigen / nicht allein den erforderlichen Augenschein hieüber einzunemen / die etwa abkommene Verhandlungen an die alte verglichene Orth zu setzen / die schadhafte repariren / zunahlen / wo Noth / auch noch andere neue Unternehmungen an gelegenen Orthen auffrichten / oder legen zu lassen / und so wohl die sich darbey ereignete Difficultäten / als zwischen bederseitlichen Unterthanen erhobene Differentien / auff aller und gnädigste: auch Graff-Preysingische Ratification zu vergleichen. Allermassen von seiten Ihrer Römischen Kaiserlichen Majestät dero Rath und D. D. Reichs Vice-Cansler auch D. D. Hoff-Cammer-Rath / Herr Johann Peter Pader von Paderstirch zu Streitenegg / des Heiligen Römischen Reichs Rater / und Herr Johann Paris von Wolfschurn / Pfandts-Inhabere der Herrschaft Rottenburg am Inn / ex parte Seiner Churfürstlichen Durchleucht aber dero respective Hoff- und Visitation, und Hoffcammer Speyerische Räte / Herr Wolfgang Reichmeyer / und Herr Johann Paul Willaver / hierzu pro Commissarii angesehen worden / welche dann mit Zuziehung gewisser bederseitlichen Beamten und nachgesetzten Obrigkeiten / absonderlich obgemelten Grafen von Preysing / umb dessen darbey verirend Herrschafftlichen Interesse wegen hierzu abgeordneten Gewalthabers Johann Stephan Ziegler J. V. Licentiaten, der Churfürstlichen Durchleucht in Bayern Rath und Verwaltern der Herrschaft Aichau / auch verschiednen Unterthanen / sich ad loca controversa zu mehrmalen begeben / die Beschaffenheit der streitigen Gemarkten fleißig consideriert / nach dem Buchstabilichen Inhalt der obangezogenen beeden Verträgen gehalten und erwogen / auch darüber anderer dienlicher Orthen die behüeffte Information eingenomen / darauf hin theils abkommene Marckstein geschet / theils deren repariren / theils neue auffrichten lassen / nit weniger gewisser noch zu setzen habender Untermarkten halber sich vereinparet / zunahlen und gehaltenen unterschiedlichen Conferenzen die Eingangs angeregte Spennigkeiten und Differentien auf dero aller- und gnädigsten Herrn Principalen und Committenten aller- und gnädigste Ratification, nachfolgender massen verglichen.

Nemblichen und dieweilen nach Aufweis des Vertrags de anno 1555. der also genante Berg Prantenstein für ein Haupt-Graniß-marck verglichen und berufft / auch darauf hin damahls ein drepeggete Land-Graniß-Marck-Saulen / so die drey Herrschaften und Gerichte Kneiffstein / Marckwardstein und Aichau von einander gescheldet / aufgericht / die aber dermalen schodhaft befunden worden / als hat man in Pessin der herzu auch beschriebenen Chur-Beyrischen Beamten der Herrschaften und Pfleg-Gerichts Marquardstein und Aichau ein drepeggete neue Land-Graniß-Saulen an die alte Stell folgender Gestalten aufgericht / daß das Tyrolische darn eingebaute Wapen auß dem Mittelpunct solcher Marck-Saulen zwischen der Nidelfpurg und daran ligen den Alben wäre / wie auch der Alben loimh / hingegen den Zepfing Keyser genant auf 12^{er} Uhr Mittag / das Chur-Bayerische hinab auß das Dorff Ettenhausen auß 4^{er} Uhr morgens / und das Grafflich Preysingische gegen der Alben Ober-Kayser / auß 9. Uhr gegen mitter-Nacht sambt ewig gehaueter Jahr-Zahl 1679. zeigen thut / und ist zu weiterer Nachricht ober dem Tyrolischen Wapen der Buchstab K. die Herrschaft Kneiffstein / auß dem Chur-Bayerischen der Buchstab M. das Pfleg-Gericht Marquardstein

ANNO
1680.

sein und auf dem Gräflisch-Preissingsischen der Buchstab A. die Herrschaft und das Gericht Aichaw bedeutend eingehaut worden.

Von dannen gehet/nach besag obgemelten allegirten Vertrag de anno 1555. das weitere land-Gränich-Marek jchm und schmr gerad auf 52. Uhr gegen Abent herab über den Wosspreg und durch den Mecker-Wald auf die Alben Kettenpach zu / dem angeheng derselben stehenden andern land-Gränich-Marekstein / welcher auf eine von rothen Marbel aufgeschanten dreyecketer Säulen und darin die Jahrzahl 1555. eingehaut ist / und zeigt das Tyrolische Wappen dem Berg Compals nach / auf 22. Uhr gegen Abent / das Chur-Bayerische auf 6. Uhr morgen / und das alte Freybergische auf 10. Uhr gegen Mitternacht und dem lauben-Wach zu / zumahlen aber die land-Gränich-Marek-Säulen in etwas schabhaftig / als hat man sich allerseits dahin verglichen / dasz mit Gelegenheit / der zwischen dem Präntensien und diesem also genannten Kettenstein veranlaßter scheidung einiger Unternarckung / auch dieselbige reparirt werden sollen.

Von diesem andern Marekstein ist das weitere Marek durch die Alben Kettenpach der jechigen Lichten nach / hin auf bis auf die mitte des Gengstains / allwo zwischen denselben höchsten zweyen Stein-Köpfen / an statt des verschlagenen / ein neuer Marekstein mit eingehauten beeden kaiserlichen Tyrolischen und Beyerische / dann das Gräflisch-Preissingsischen Wappen sambt der Jahrzahl 1679. solcher Gestalten zu sehn vereinbart worden / dasz das Tyrolische gegen der Alben Kettenpach / das Bayerische gegen Aichaw / und das Gräflische gegen den Sagerann zu zeigen thuen sollen.

Und obwar nach Inhalt mehr angeregten Vertrags de anno 1541. von diesem das nechste Marek der Schöffstein beruffen wird / zumahlen aber in demselben denkliden nichts exprimit / ob die gerade Lini von diesem zu jenem gezogen / oder nit viel mehr von einem zu dem andern das Marek / der Regel nach / genohmen werden solle. Als ist die erleuter-und respective Vergleichung dahin und der Gestalt beschehen / dasz von erst beeden Geng bis auf den Schöffstein die rechten / allernachsten sich selbe anieket befinden / den Geng und gehilt geschwerts nach herab bis an des Kollstait Gatterles unter Säulen / und von dar die gerade Lini bisz hinauf die höchste Höhe des Schöffsteins das rechte land-Gränich- und Gericht-Marekstein / auch zu mehrerer richtigstellung einige unter-oder mittel-marchen an bequembissen Orthien mit Einhawung der Buchstaben K. und A. die Herrschaft und land-Gericht Kuffstein / auch die Herrschaft und land-Gericht Aichaw angehende / sambt der Jahrzahl 1679. gesetzet werden sollen / doch denen dabey mit Wahn und Waid / Plumb-besuch / und holzschlag beiderseitlichen Unterthanen an Jren biß-Orthig habenden Recht-und Gerechtigkeitz / nach Aufweis der hier unten einkommnen General-Reservatori-Clausel / unnachtheltig.

Ingleichen soll auf den höchsten Kopf des erst-abgedachten Schöffsteins ein vierecketer Marekstein mit beeder landfürstlichen / und dem Gräflisch-Preissingsischen Wappen / bern das kaiserliche Tyrolische gegen Kuffstein / das Chur-Beyerische gegen der Herrschaft und Gericht Aichaw / und das Gräflisch-Preissingsische gegen den negst darunter auffser des Schöffers Eck-Zaum stehenden Marekstein mit der Jahrzahl 1679. zeigen thut / gesetzet werden.

Von diesem gleicher Gestalt der geraden Lini nach auf 7. Uhr gegen Mitternacht / zu negst auffser des Schöffers Eck-Zaums hat man sich abermahls eines neuen Mareksteins verglichen / und ist derselbige der gestalten gesetzet worden / dasz das Tyrolische Wappen gegen des Schöffers Gut und Pawere / das Beyerische gegen den Sagerann / und das Gräflisch-Preissingsische auf 7½. Uhr gegen Mitternacht / zu den hernachfolgenden Marekstein beym Pächl zu Hueb / zeigen thut.

Von dannen widerumb der geraden Lini nach auf 7½. Uhr gegen Mitternacht / himiber zu der landstrassen / und benckten Pächl zu Hueb / allwo hin gleicher gestalt / ein neuer dreyecketer schwarz Marbelsteinerer Haupt-Gränich-Stein zwischen verglichen / und also würtelich gesetzet worden / dasz das Tyrolische Wappen auf 7½. Uhr Abends / das Chur-Beyerische gegen Schwabern und dem Pöken stein auf 10. Uhr gegen Mitternacht / das Gräflisch-Preissingsische aber gegen den Schöffstein auf 7. Uhr gegen Mittag zu zeigen thut.

Und wann dann ferners dieß angeregter Vertrag de anno 1541. abermahlen an sich deutlich nicht begreiffet / wie von dem Pächl zu Hueb oder auch gen Keigenaw / ein Marek zu den anderen aintweder der geraden Li-

ni nach / oder auf andere Weis / genohmen werden solle.

So hat man sich weiters um künftiger besserer Richtigkeit willen dahin verglichen / dasz von erstgedachter dreyecketer newgesetzten schwarzen Marbelsteinen landmarck-Säulen gleichfals der geraden Lini nach etwas geschwerts hinauf auf 11. Uhr gegen Mitternacht bis auf des Tyrolischen Schmittelpregers unterm Hausseg gegen Sagerann / ein neuer Marekstein sambt der Jahrzahl 1679. auf solche Weis gesetzet werden solle / dasz das Tyrolische gegen Kuffstein / das Chur-Beyerische gegen Sagerann und Aichaw / und das Gräflisch-Preissingsische Wappen gegen den Keigenawer Gut zu zeigen thäte. Allernachsten / weilten dernalhen kein solcher landmarckstein bey der Stell wäre ein Psal alda geschlagen / und das nechst daran stehende Kerschpömbel mit einem eingehauten Creutz gemerckt worden.

Von dar widerumb hinauf zu des Oberen Keigenawer Obern Hausseg / auch der geraden Lini nach auf neun Uhr gegen Mitternacht / allwo ebenernachsten ein neuer Marekstein mit oft-bedachter Jahrzahl und Wappen auf solchem Form gesetzet worden / dasz das kaiserlich-Tyrolische gegen den Gut zu Loegruhen / das Chur-Bayerische gegen den Sagerann / und das Gräflisch-Preissingsische gegen den Obersteiner-Haus / der geraden Lini nach / auf 10½. Uhr gegen Mitternacht zu zeigen und sich befinden thuen.

Und obwar / volgens nach laute oft angeregten Vertrags de anno 1541. das ferner Marek da mit oben ehegemelten Steiners Herstatt zugehören hetze / so ist doch auß gewissen vorkommnen Ursachen / die weitere Abreut und Vergleichung dahin beschehen / dasz von erst jetzt beeden new gesetzten Marekstein zu Keigenaw der geraden Lini nach auf 10½. Uhr gegen Mitternacht / nechst auffser sein des Steiners Haus in des unteren Wald / gleich an den Zaun / widerumben ein dreyecketer Marekstein gesetzet werden / an welchem das kaiserliche Tyrolische Wappen gegen der Graffen Schwend / das Chur-Bayerische gegen den grauen Wald / und das Gräflisch-Preissingsische gegen der Keigenaw zu zeigen thuen.

Nach deme aber bey so gegengenen graden Lini einige in die Deserereichische Schmittelberger Egg und Steiner Gitter / gehörige Grund und Boden in das Chur-Beyerische Territorium und respective in das Aichawer Gericht / und es aber eine gleichmäßige Verwandnus mit dem Gerichte Ober-Keigenaw und so genannten Gränich-Hübel Bort als so und der gestalten hat / dasz auch gewisse in selbige gehörige Grund in das Tyrolische Territorium eingemarckt würden / so ist ferner beicht / und verglichen / dasz die Verabhandlung der in ein und andern Behausung sich begehender der Hoch und Niedern Jurisdictionen / seyen Inventuren / Einfaß / Vertrag / Übergaben / Kuff / Drisch / Wer / oder wie sich auf ein und andern Fahl die Handlung begeben und zutragen möchte / keines Fahls aufgenohmen / jedes Orths Obrigkeiten gebühren und zuständig / auch nechst specificirte Verabhandlung sich auf die / als rechte Permentien darzu gehörige Ban-und Feld-Grund / auch seken und Haimhoflehen verstanden sein sollen / als viel aber die auf solchen in das ein oder andere Territorium durch die Vermarkung gekommenen Grundten sich in das künftigt zutragender Frevol / se seye selbe gleich der Hohen oder Niederen Jurisdiction anheim / anbelangend / solle es hiemit der gestalt gehalten werden / dasz dieselbe durch jene Obrigkeit / in deren Territorio oder Gericht / zwang selbige sich ereignet / abgehandelt / gebüßt und gerechtfertigt werden / und also in allen übrigen Fällen durch die anjeko vergleichende land-Gränich-Vermarkung alle Hoch-und Niedere Obrigkeiten gegen einander geschreiben / und verglichen seyn sollen / jedoch nach Andeutung der hierunten annotirten General-Reservatori Clausul.

Von diesem jezt lezt gemelten newer verglichenen Marekstein solle auch der geraden Lini nach das weitere Marek gehen auf die höchste Höhe des frügen Steins / allwo an gelegenen Orthien ainiges Creutz sambt denen Buchstaben T. B. K. und A. auch der Jahrzahl 1679. einzuhaben / und von selbigen den gerad und auch aller Höhe nach / hin biß zu Ende der Alben Leiten / und zu Anfang der Alben Feichten / allwo widerumb ein neuer Marekstein gesetzet / oder alba selbsen ein Gränichmarck-Stein an gelegenen Orth / mit Exprimierung beeder landes-fürstlichen Tyrolischen und Beyerischen / dann des Gräflisch-Preissingsischen Wappen / sambt der Jahrzahl 1679. eingehaut werden solle.

Von dannen durch und aber jezt gemelte Alben Feichten auf 2. Uhr gegen morgen / sehn und schmr gerad zu den Marekstein auf der Zinnen gen Clausen / allwo sich

ANNO
1680.

ANNO
1680.

war ein viereckiger Markstein / so aber allein mit den Desferreischen und Freybergischen Wappen sammt der Jahrzahl 1554. bezeichnet / das Chur-Beyersche aber gar nicht eingehauet befinden thut / dahero die belibige Veranlassung dahin beschien / dasz erslich an statt des Desferreischen / das gewöhnliche Tyrolische auf 5. Uhr gegen Abend geigen thut / dan das Chur-Beyersche gegen hernach gemelten Landmark Märb / so auf 11. Uhr gegen Mitternacht zugeigt / und an statt des Freybergischen das Gräflich-Preysingische auf 5. Uhr gegen Morgen eingehauet werden sollen.

Folgens von diesem jetzt besagten Markstein auf 11. Uhr gegen Mitternacht abermahlen schin und schnur gerad hinab durch die Alben Clausen zu vorgedachten Landmark auf dem Märb / welches etwas sichtbar und erlanthichers einzurichten / und das Tyrolische an statt des dormalen sich alda befindenden unsichtbaren Desferreischen Wappens einzuhauen / auch das Chur-Beyersche alda ebenermassen mehrmahls befindlich gewesen. Desgleichen das Gräflich-Preysingische an statt des Freybergischen einzuhauen seyn wird.

So dann von diesem also neu einzurichten habenden Landmark widerumben schin und schnur gerad / jedoch etwas schrägs durch die abseiten jetzt beschriebene Alben-Clausen hinab zu der Kotten laien / allmo bisz dato war drey Landmark-Saulen gestanden / unter denen hievorigen Verträgen also benandt / ansehe aber auch allseits belibche erheblichen Ursachen / sammentlich aufgehoben / und in den Märlpunkten zwischen derselben / ein neue drey-eggete Landmark-Säulen mit der Jahrzahl 1679. solcher Gestalt gesetzt worden / dasz das Tyrolische Wappen von Märlpunkten solcher Säulen gegen der Alben Vorderwiesen und den Truckenpach auf 2. Uhr gegen Abend / das Chur-Beyersche gegen der Hohen Rifen / auf 10. Uhr gegen Mitternacht / und das Gräflich-Preysingische gegen der Alben Aberg / auf 6. Uhr Morgens / begleichen ein Egg von diesem Markstein schin und schnur gerad / auch etwas schrägs auf 11. Uhr gegen Mittag und erstgemelten Landmark Märb zugeigen thuen.

Wormit dann die sammentliche Land- und Gräniz auch respective Gericht-Markungen der Käyserlichen Tyrolischen Herrschaft und Land-Gerichts Kneiffen gegen der in Chur-Beyerschen Territorio gelegenen Herrschaft / und Gericht Aysaw vereinpart / aufgezeigt und verglichen / auch respective beide Eingangs allegirte Gräniz-Verträge de anno 1541. und 1555. declarirt und erlautert.

Im übrigen aber es bey denenselben und in allen andern darin enthaltenen und nicht immutirten Punctis sein gänzlich und ungenedertes Verbleiben haben / die Defnungen auch beiderseits darnach eingericht / und respective verendert / zumahlen die solcher Gestalt neu gesetzte / so wohl Haupt-Gräniz und Gerichts-Markungen / als die noch zu vergleichen bevorstehende Mittelmark (desrentwegen man sich auf künftiges frühe Jahr einer gewissen Zusammenkunft zu vereinbaren und derentwegen mit einander zu correspondiren hat) dahin gleichfalls zu versehen seyn sollen.

Je doch solle gegenwertige Erleuterung des Vertrags de anno 1541. und die respective verglichene neue Gräniz- und Gerichts-Vermachung / weder beiden länds-Fürstlichen Herrschaften in ander Weg an Ihren zuständigen und hergebrachten länds-Fürstlichen Obrigkeiten und Regalien / Eränen / Zinsen und dergleichen / zu Jure Territorii dependirenden Gerechtigkeiten / noch auch beiden Land- und Herrschafts-Gerichten Kneiffen und Aysaw an ihren hergebrachten Jagdbarkeit / Fischerey und andere dergleichen oben ungemelten Juribus / wie auch sonst an jedweden hinein specificet mit benanten / seine Rechte- und Gerechtigkeiten an Buhn- und Weid / Plun- / besich oder holzschlag / auch andern dergleichen Gerechtsamen per expresseum vorbehalten seyn und verbleiben.

Und damit sollen alle und jede dieser Land-Gränizen halter zwischen beeder ob aller- und hochschiedachten länds-Fürstlichen Herrschaften / auch der Inhaber der Herrschaft und Gerichts Aysaw entsandene und abgeschwebte Ewem- und Zrungen aufgegeben / auch hingeleget seyn und verbleiben / zumahlen die alte Defnungen nach dem Inhalt gegenwertiger neuer Vergleichung eingericht / dasz die alte hie entgegen in solch anders verglichenen neu erlauterten Puncten cassirt / mit hin die also abgedrehte länds-Gräniz- und Gerichts-Markungen jedesmahls zum fünften Jahr durch die beederseits nachgeschickten Reambten und Obrigkeiten / oder wer sonst von ein oder andern Theil hierzu angehen / und benandt werden möcht / in dero Octav Egidii übergeben und bes-

TOM. VII. PART. II.

sichtigt / die befindliche geringe Mengel auf leichtem Kosten reparirt / verbessert / die grössere aber / sonderbeylich an denen Haupt-Gräniz-märgen an seine allerseitliche gehörte berichtet / wie mit weniger über den Erfund und Verrichtung der Erken und gleicher Gestalt / wo hin es sich gebührt / alle Beschaffenheit berichtlich hinterbracht werden.

Zu Urkund und mehrer Bestätigung dessen alles haben Eingangs benannte Commisarii mit und neben dem Gräflich-Preysingischen Gewalthaber und Verwalter zu Aysaw / bis auf einlangende allersund gnädigste Ratification / gegenwertigen Recels eygenhendig unterschrieben / und mit den angeborenen Adlichen und gewöhnlichen Pestschaften gefertigt / So beschien zu Kneiffen den ein und zwanzigsten Tag Monats Octobris im ein tausend sex hundert und achtzigsten Jahr.

(L.S.)

(L.S.)

VI.

Protestation Churfürst Johann Georgs. Dec. des III. zu Sachsen / wieder einige / in dem / zwischen dero Herrn Vattern seeligen / und seinen Herren Brüdern Anno 1657. aufgerichteten Haupt-Vergleich / begreifene Puncta, und vornemlich / wegen der Appellation, Juris Belli & Pacis, Publication der Landes-Ordnungen / und anderer vom Jure sublimis Territorii dependirenden Gerechtsamen / übergeben der versammelten Landschaffts-Deputirten zu Meissen. Gegeben auffm Schloß Ortenburg zu Budissin den 3. Decembris 1680. [LÜ-NIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz II. pag. 630.]

C'est-à-dire,

Protestation de JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe contre certains Chefs compris dans l'Accord General Hereditaire conclu par l'Electeur JEAN GEORGE II. son Pere, avec ses Freres l'an 1657. au sujet des Appels, du Droit de la Guerre & de la Paix, de la Publication des Loix du Pais, &c. de divers autres Droits qui appartiennent à la Superiorité Territoriale, dévolue aux Deputés Provinciaux assembles à Meissen. Faite au Chateau de Ortenbourg à Budissin le 3. Decembre 1680.

On Gottes Gnaden Wir Johann George der Dritte / Kurfürst zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erzh-Marschall und Chur-Fürst / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Laufitz / Burggraf zu Magdeburg / Graf zu der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensstein / ic. Urkunden und bekennen hiemit: Demnach Wir unlängst / nach Vorberufens unsers in GdH ruhenden Herrn Vaters / des Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Andern / Kurfürsten zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des H. Röm. Reichs Erzh-Marschallens und Churfürstens / Landgrafens in Thüringen / Marggrafens zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Laufitz / Burggrafens zu Magdeburg / Grafens zu der Mark und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / ic. die Landes-Regierung mit GdH angetreten / und darbey fast befehmlich wahrgenommen / welcher gestalt unsers in GdH ruhenden Groß-Herrn Vaters Guad. im Jahr 1652. aufgerichtetes Testament / ungleich den der von unsers auch Höchsteitigsten Herrn Vaters Gnaden / mit Dero Herren Brüdern Ed. Id. d. Anno 1657. aufgerichtete Haupt-Vergleich / in vielen Stücken der hieby geführtten Intention, auch in unserm Chur-

B 2

ANNO
1680.

Hause hergebrachten Juri Primogenituræ, und Provision Majorum, ja öfters unserm Chur-Fürstl. hohen Respect ganz zu wieder erkläret/ die von höchstgedacht unsern Herrn Vaters Gnaden/ und dessen Posterität bezugene so genannte Reservata entweder gänzlich in Zweifel gezogen/ oder doch dergestalt eingeschränkt und limitirt werden wollen/ daß selbige hierdurch ganz unnütz und unbrauchbar gemacht/ und einiger feindschaftlicher Effect davon fünfftig weiter nicht zu verspüren seyn würde; Gestalt denn nicht unbekant/ was in puncto Appellationis, beyrn Jure Belli & Pacis, mit Publication der abgesetzten Ordnungen in Policey- und Kirchen-Sachen/ und andern vom Jure sublimi Territorii & Superioritatis, auch der Landes-Fürstl. hohen Bothmässigkeit dependirende hohen Gerechtsamen vorgegangen.

Unermassen wir nun zwar noch zur Zeit von besagtem Groß-Väterlichen Testament/ und freundschaftlichen Haupt-Vergleich gänzlich abzuweichen/ oder beydes aufzuheben nicht gemeinet; Also sind wir auch/ ehe und bevor man sich unter einander nochbühlig vernommen/ und eines gewissen vereinigt/ und dadurch denen bisshergigen/ wiewohl meistens ohne Noth gemachten dubiis gründlich abgeholfen/ solche zuagnosciren nicht gesonnen; Immassen wir dieses dannhero unsern Herrn Vettern Ed. Ed. Vermittelt freund-vetterlicher in copia bezeugt; an dieselbe abgesetzter Schreiben/ zu erkennen zu geben/ und uns disfalls mit gnußamer Protestation zu verwahren/ gemüßiget worden/ haben auch ferner der Nothdurft zu seyn erachtet/ dieses alles unserer getreuen Landschaft von Ritterchaft und Städten/ wissend zu machen/ auch unsere hierunter tragende gnädigste Intention und Gemüths-Meynung in Gnaden zu erkennen zu geben/ und die allbereit ergangene Protestation auch gegen die anwesende Deputirten von Ritterchaft und Städten/ als welche vorhero das ganze Corpus einer getreuen Landschaft repräsentiren/ widersprechen zu lassen.

Und lassen diesem nach gegen Sie/ Krafft dieses/ hiermit ausdrücklich protestiren/ daß/ wenn gleich ein oder das andere/ woraus quocunque modo eine Agnitio oder Approbatio mehr berührten Groß-Väterlichen Testaments/ und freundschaftlichen Haupt-Vergleichs/ erzwungen und geschlossen werden könnte/ entweder an unserer/ oder unsern Herrn Vettern Ed. Ed. Ed. Seiten/ oder auch bey der getreuen Landschaft mit unserer Einwilligung vorgehen möchte/ solches jedemoch nicht dahin angesehen/ verstanden oder gedeutet seyn soll. Unmittelst aber wollen wir vor uns das Jus sublimi Territorii & Superioritatis und die Landes-Fürstliche hohe Bothmässigkeit ausdrücklich in Krafft dieses bezeugen/ eine gesammte getreue Landschaft/ und insonderheit die unter unsern Herrn Vettern Ed. Ed. Ed. bisshero angefallene Unterthanen/ ihrer disfalls obliegenden schweren Pflicht gegen uns/ alles Ernstes erinnert und anermahnet haben/ daß sie sich derselben allenthalben genäß erzeigen/ auch darwider in keine Wege handeln sollten; Wie wir dann ferner unsern Herrn Vettern/ Herzog Johann Wolszys Ed. Unterthanen nachdrücklich warnen/ daß/ ehe und bevor wegen der verhabenden Erbhuldigung ein gewisses abgehandelt und geschlossen/ sie selbige/ bey Vermüdung unserer Ungnade/ nicht leisten sollen.

Wobey wir auch die etwa ergangene Veräußerung und Ubergabe der Schriftsässigen Ritterchaft in denen Bezirken der Nembler Weissenfels/ Freyburg/ Dölsch/ Ritterfeld und Börbig/ und was sonst dergleichen/ oder in andern Dingen vorgegangen/ durchaus nicht und keine Wege billigen/ und vor geschm halten können; So wird einer getreuen Landschaft auch solches hiermit kund gethan/ absonderlich denen Weissenfelschen und Freyburgischen Schrift-Sassen/ sich in sonderer Pflicht nicht einzulassen/ nachdrücklich untersaget.

Wie wir nun unser Besüßnisses halber uns disfalls zu verwahren vor nöthig erachtet; Also haben wir diese Protestation vor die Hand genommen/ mit Unterschrift und Siegel vollzogen/ durch unsern geheimen Rath und Canzler/ Heinrich Eckhardt von Wiltz/ zu Burekersdorf/ zu den wir hierzu absonderlich bevollmächtigt/ vor denen zu Weissenfels verordneten Landschafts-Deputirten übergeben/ und daß durch einen darzu erfordernden Notarium ein Instrument zu etwa nöthig habender Bescheinigung aufgesetzt worden möge/ Verfügung gethan; So geschehen auf unserm Schloß Orenburg zu Wudislin/ den 20/ 30. Decembris, 1680.

(L.S.) Johann George/ Chur-Fürst.

VII.

ANNO
1681.

Instrumentum Pacis ad viginti annos prorogata inter Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem LEOPOLDUM, & MEHEMET IV. Han Tharcum Sultanum. Actum Constantinopoli Anno 1681. [Tirée de la Chancellerie Imperiale Aulique de Guerre.]

Posteaquam Serenissimus, Potentissimus atque Invictissimus Princeps ac Dominus, Dominus Dominus LEOPOLDUS Dei gratia Electus Romanorum semper Augustus, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia & Slavoniæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Siliæ, Marchio Moraviæ, utriusque Lusatiæ, Landgravius Alsatie, Comes Tyrolis & Gorizæ, Dominus meus Clementissimus, ad Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum Sultan Mehemet Han, Tharcum Asiæ & Græciæ Imperatorem, me Residentem suum Georgium Christophorum de Kuniz, mutue Amicitie & Vicinitatis ergo & simul prolongandæ Pacis, Autoritate & Plenipotencia instruktum Residentem benignissime ablegavit, atque ex termino prioris Ratificationis non nisi tres anni supersint, ideo alii viginti anni adjuncti sunt, ut à dato præsentium Pacis hujus ab utraque Parte stabiliti sint anni viginti tres. Cum Excellentissimus Dominus supremus Vezirius ex sua absoluta Plenipotencia, Sigillo solito & Subscriptions munim Instrumentum horum Tractatum juxta consuetudinem in Lingua Turcica mihi Cæsareo Residenti tradiderit; Ego vicissim pro more veteri Latino Idiomate Instrumentum horum Tractatum juxta Articulos sequentes Sigillo & Subscriptions meo roboratum, ad Ratificationem tamen Augustissimi Imperatoris Domini mei Clementissimi, prædicto Excellentissimo Domino Vezirio exhibui.

I. Quandoquidem contra Pacem Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo quarto in Castris Turcicis ad Pagum Vafuar locatis conclusam injuriâ temporum multæ res contigerunt, quæ Republicam turbare potuissent, necessarium est, ut dicta Pax de novo roboretur, & ad rectam viam reducat. Itaque hæc sancta Pax ad Vafuar conclusa & stabilita salva permaneat, æque terminata aliis viginti annis duret & observetur.

II. Pagi qui contra Pacificationem impediti sunt à solutione Tributorum, legitimis Dominis suis juxta censum antiquum solvant absque impedimento; qui verò clam ex metu aut vi & coacte dedititi sunt facti, eliberentur, & non amplius molestentur.

III. Quia per totam Hungariam à Subditis Tributum Turcis pendentibus contra illorum Superiores, quibus Tributumolvere coguntur, multæ lamentationes inferuntur, quod nimirum ad præstanda Tributa insolita ipsos compellant, idcirco conclusum est, ut posterum ab auctione Tributi abstineant, census Pagorum non augeant, & si auxerint, rursus diminuant, antiqua solutione, ante Bellum Turcicum consuetâ, contenti maneant, & injuriæ atque calamitates tollant.

IV. Ut Arces invadere & occupare, nec clam, nec palam, nec aliqua præctica sit licitum, neque tentando illas sub quovis prætextu occupare, nec ab ulla parte homines in Captivitatem ducere, nec receptaculum aut fomentum dare malis hominibus, maxime Rebellibus aut Inimicis utriusque Cæsaris.

V. Ut Arces in suis antiquis locis liceat cuilibet Parti reparare & fortificare, de novo autem Castra & Castella ædificare, haud liceat.

VI. Ut duo Comitatus Sacræ Cæsareæ Majestatis Zathmar & Zabolch. prouti etiam cæteri Comitatus Regni & Provinciæ Sux Majestatis cum suis Statibus, Subditis, Civitatibus, Arcibus, Palankis & Pagis, cæterisque omnibus Appartinentiis in specie, liberis Haydonibus ad Suam Majestatem Cæsaream ab antiquo spectantibus, cum illorum Oppidis & Castellis nullo modo, & sub nullo penitus prætextu molestentur à Turcis, vel ipsismet Transilvanis, five ab illorum Principe, aut à quovis alio, Tributis aut Contributionibus, sublata omni tali Præensione, quæ hactenus fuit, & imposterum nil amplius petatur, tollaturque omnis huc-

ANNO usque contra hunc Articulum facta subjugatio, & im-
1681. posterum strictè observetur.

VII. Omnia in Transylvania in antiquo tranquillo statu permanent, & quando Principatum vacare contigerit, ut Status Transylvaniæ, secundum illorum antiquas Imperiales Capitulationes libere Principem inter se eligere possint, & fruatur omnimode antiqua Libertate, Prærogativis & Jurisdictionibus.

VIII. Tandem cum Experientia docuerit, quod Principes Transylvaniæ per hostiles & sinistras actiones mutam amboam Potentissimorum Imperatorum concordiam sæpius interrumpere attentaverint, quin contra ipsos Potentissimos Imperatores excursionis & injusta Arma movere præsumerint, uterque Serenissimus Imperator seriò curabit, ut ad Pacis vinculum ed firmius nectendum, omnis futuræ disceptationis occasio præcindatur, dicti Principes postpositis quibuscunque insolentis, in quiete vivant, & Loca alia, præsertim verò Cassioviæ & Comitatus Hungariæ Superioris, signanter supra nominatus Zathmar & Zabolch imperturbatos, & ab omni gravamine liberos relinquant.

IX. Religiosi, Jesuitæ, Monachi & Sacerdotes Religionis Catholicæ Romanæ, qui in Locis Turcicis habitant, non affligentur neque vexabuntur injustè, sed conservabuntur, juxta Capitulationes & Decreta Portæ obtenta, neque permittetur ut sint molestati.

X. Omnes & singulæ ad sanctam Pacem spectantes Conclusiones, earundemque Articuli, videlicet Situatores, Viennenses, Comaronenses, Giarmathienenses, Strönienenses, Constantinopolitani & Vassarienses, qui antehac facti & conclusi sunt, jamque aliter additi & renovati non sunt, in omnibus partibus, clausulis & punctis permanent, sancteque & inviolabiliter utrinque observentur.

XI. Conclusum est, ut hæc alma Pax in solatium Subditorum & publicum gaudium per solemnes Legationes & Diplomata confirmetur, & afferent utriusque Potentissimi Imperatoris Legati in signum Amicitiae reciproca spontanea & æquivalentia munera, statque permutatio Legatorum juxta morem hæcenus observatum in loco & modo consueto.

Super his undecim Articulis duo ejusdem Instrumenti Pacis Idiomate Latino & Turcico confecta, atque à dictis Plenipotentiariis interim subscripta, Sigillis corroborata, & secundum consuetudinem permutata sunt, ita ut Latinum in manibus dicti Illustrissimi & Excellentissimi supremi Vezirii manserit, Turcicum vero dicto Domino Residenti traditum, & ad Aulam Cæsaream transmissum est.

VIII.

28. Avril. *Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France*
FRANCE LOUIS XIV. par le Comte de LINANGE
ET LI pour les Terres & Seigneuries de Stadeck & de
NANGE. Landsberg, faisant partie de la Comté de Veldens,
relevant de l'Eglise de Verdun. Du vingt-huitième
Avril 1681. [FREDER. LEONARD. Tom.
VI.]

*Extrait des Registres de la Chambre Royale
établie à Metz.*

C E jour Emich Comte de Linange, tant pour lui que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Comte d'Islembourg & de Budingue, & Charlotte Amelie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse: Se sont presentez à la Chambre, en execution de la Declaration du Roi du dix-septième Octobre dernier, & publication d'icelle, par Thierry Cajot fondé de Procuration speciale, lequel entré en ladite Chambre sans baudrier, ceinture, épée ni eperons, précédé du Greffier & du premier Huissier, se seroit approché de Monsieur Bazin, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel, Intendant de la Justice, Police & Finance en la Generalité de Metz, l'un des Commisaires de ladite Chambre, & y Présidant; étant à genoux sur un carreau, les mains jointes, lecture faite du Memoire par lui donné; contenant à quel Titre ils possèdent leurs Fiefs, a fait pour eux leurs foy & hommage dûs à Sa Ma-

jesté à raison des Terres & Seigneuries de Stadeck & de Lansberg, faisant partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun: Sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames sont assignez, a promis foy, loyauté & service à Sadite Majesté envers & contre tous, & se comporter comme bons & fidels Vassaux, lesquels sont tenus faire envers leur Souverain Seigneur; ausquels foy, hommage & serment de fidelité, ils ont esté receus sous le droit du Roi & l'autrui, à la charge de donner en la Chambre leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance, de payer les Droits & Devoirs à Sa Majesté, si aucuns sont dûs, dont a esté octroyé Acte. Fait à Metz en la Chambre Royale, le 28. Avril 1681.

Collationné, & signé;

TAGNIER.

L OUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Au Juge Royal de Sierck ou son Lieutenant, Substitut de nostre Procureur General, Receveurs des Domaines, ou leurs Commis, Salut. Scavoir faisons, à la relation de nos amez & feaux les Commisaires de la Chambre Royale, par Nous établie en nostre Ville de Metz, que nostre bon amé Emich Comte de Linange, tant pour luy que pour Elizabeth Chrétienne Princesse Palatine de Deux-Ponts son Epouse; Jean Philippe Comte d'Islembourg & de Budingue, & Charlotte Amelie aussi Princesse de Deux-Ponts son Epouse, ont cejourd'hui fait en nostredite Chambre, en execution de nostre Declaration du dix-septième Octobre dernier; par Thierry Cajot, fondé de Procuration speciale, les foy & hommage qu'ils estoient tenus nous rendre; à raison des Terres & Seigneuries de Stadeck & de Lansberg, faisant partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun, sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames sont assignez, icelles mouvans de Nous; ausquels foy, hommage & serment de fidelité, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Islembourg, & les Dames leurs Epouses ont esté receus, comme il paroît par l'Acte cy-attaché sous le contrescel de nostre Chancellerie, aux charges ordinaires, & de donner leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance. Si mandons & ordonnons à chacun de vous en droit foy, comme à luy appartiendra, que si pour cause desdits foy & hommage non faits, ou autres empêchemens, lesdites Terres & Seigneuries sont ou estoient mises en nostre main, ou autrement empêchées, vous mettiez ou fassiez mettre incontinent & sans délai par provision, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Islembourg, & les Dames leurs Epouses, en pleine & entiere jouissance, & des honneurs, Droits, Fruits, Profits, & Revenus d'icelles, comme ils en ont joui ou deu jouir cy-devant, pourveu que dans les quarante jours portez par l'Ordonnance, ils baillent en nostredite Chambre leur aveu & dénombrement en bonne & dûë forme, fassent & payent les autres devoirs & droits, si aucuns sont dûs, & qu'il n'y ait aucune chose contre nos Droits & Domaines, ou autres causes raisonnables d'empêchemens; desquelles en ce cas vous donnerez avis à notre Procureur General. Donné à Metz en nostredite Chambre le vingt-huitième jour d'Avril l'an de grace 1681. & de notre Regne le trente-huitième. Par la Chambre.

Signé,

BREVOT.

IX.

Capitulationi d' reciproche Conventioni che si stabiliscono fra la Maestà del RE CHRISTIANISSIMO & l'Altezza Serenissima del Signor Duca di MANTOVA da osservarsi inviolabilmente con buona fede, e ciò inherendo a i Trattati già maneggiati nella Corte di Mantova, che si stringono per finale stabilimento nel presente Concerto. [Simple Copie manuscrite.] 20. Août. 16. Sept.

ANNO
1681.

HAvendo il Serenissimo Duca di Mantoua per manifestare al mondo la stima, che ha sempre fatto della gratia di Sua Maestà Cattolica & Augustissima Cesare d'Austria, procurato di fare penetrare per mezzo di suoi Ministri inviati alla Maestà Cesare e Cattolica, l'effettuamento della per avanti maneggiata Permuta della Provincia del Monferrato, e Ragioni sopra di essa, con il Cremonese, mà volendosi detta Maestà ritenere la Fortezza di Pizzighione, stimata chiave del Cremonese, & a cui non assentendo la Serenissima Altezza Sua, si è risolta nelli ultimi maneggi di rilasciare alla Maestà Cattolica oltre il Monferrato li grossissimi crediti, che tiene con essa Maestà, non per altro fine, che per essere il Monferrato diviso dal rimanente de suoi Stati, e che non poteva essere difeso da S. A. dall' armi straniere, come ricercava il bisogno, alla quale Offerta ne meno assentendo la Maestà Sua, causò il discioglimento totale di detti Trattati, senza conclusione alcuna; La onde nelli seguenti tempi essendo stimolato dalla Francia con minacce di passare hostilmente all' acquisto del Monferrato, & havendo ricercato da Sua Maestà Cattolica la soddisfazione de' sudetti grossissimi crediti, e foccorsi all' Imperatore, & a tutti li Principi d'Italia, per metterli a valida difesa per la causa comune, dalli quali non havendo potuto ottenere cosa veruna, & essendo vicina a suoi Stati l'Armata di Sua Maestà Christianissima, alla quale non, havendo forze da opporsi, & per isfuggire le rovine che la medema minacciava a suoi Stati, è stato sforzato per minor male di passar in colleganza con la sudetta Maestà, & per le Trattazioni maneggiate dalli Ministri di Sua Maestà Christianissima nella Corte di Mantoua di conchiudere con Sua Maestà una

* Il manque
icy quelque
chose.

I. Che mancando S. A. senza legittimi heredi, dopo la sua morte, lascia, & aliena in ogni più valida forma la Provincia di Monferrato e Ragioni sopra di esso alla Maestà Christianissima in perpetuo.

II. Che l'Altezza Sua cede alla Maestà Christianissima tutte & ciaschedun sue Ragioni sopra la Città di Novara, Mortara e Valenza, e suoi Territorii, Villaggi, Castelli, Giurisdizioni, & ogn'altra cosa da quelle dipendenti, senza ritenere parte alcuna di quelle.

III. Che ricercando Sua Maestà per ostaggio, e pegno delle cose che nelli presenti Capitoli si stabiliscono, la Cittadella di Casale, concedendosi L'A. S. a dargliela, con condizione però che si estrarra tutto il Cannone, Moschetti, Spade & altre armi, e munizioni di qualsivoglia forte dell'Arsenale di detta Piazza, come pure l'Artiglieria che si ritrova al presente sopra le mura di essa, le quali tutte cose con il Prenditore, che si ritrova, dovrà essere condotto dal Governatore dove li farà da Sua Altezza ordinato.

IV. Che in Permuta di detto Monferrato Sua Maestà Christianissima darà a Sua Altezza il Principato di Retel, con li Ducati di Umena e Carlevilla nella Francia in ogni più valida forma, e che possi liberamente disporre a sua voglia, & anco venendo il caso, investire in detti Principati che a lui piacerà come di cosa propria.

V. Che Sua Maestà Christianissima in ogni miglior modo, & in riguardo delle infrascritte cose che farà Sua Altezza in Servizio di Sua Maestà, gli consegnerà la Patente di Generalissimo delle sue Armate in Italia con tutte le preminenze, Honori, Grazie, e Privileggi, che si sogliono dare alli Generalissimi di Sua Maestà Christianissima & farà somministrare alla persona di Sua Altezza le convenienti Mesate, cioè a ragione di quello si è stabilito con altri Principi in simil caso, & conforme l'intelligenza stabilita a parte, & ciò s'osserva per il tempo, che s'impiegherà Sua Altezza in servizio di Sua Maestà.

VI. Che per l'ostaggio, che concederà a Sua Maestà della Cittadella di Casale si darà a Sua Altezza 50000. d'opie, e per la rinuntia di tutte le sue Ragioni sopra la Città di Mortara, Novara, e Valenza 200000. d'opie, che li saranno contate nella forma seguente, cioè 50000. avanti, & 200000. dopo la consegna della Cittadella di Casale.

VII. Che saranno dati per l'auvenire a Sua Altezza tutti quelli honori, immunità, & privilegi, che sogliano darli alli Principi di Sangue, & Duchi e Pari di Francia.

VIII. Che acquistandosi con l'armi di Sua Maestà da Sua Altezza lo Stato di Milano, la Città di Cremona,

Giarada, e suo Territorio, Castelli, Villaggi e Patronanze, & ogn'altra Giurisdizione da quelle dipendenti, debbino restare a Sua Altezza e Successori, & il rimanente di detto Stato resti a Sua Maestà per le sue ragioni, che intende havere sopra di esso.

IX. Che dopo cambiato il presente Trattato Sua Maestà non possa ingerirsi punto nella Città di Casale ne meno nelle altre Città, Terre, Luoghi del Monferrato, sue rendite, Sudetti, Giudicature, Abbazie, Castellanie, Villaggi, e giurisdizioni di qualsivoglia forte, niuna eccettuata, le quali cose tutte restare debbano a libera disposizione di Sua Altezza, di modo che resti contenta Sua Maestà della Cittadella sola, mentre che rimanesse Sua Altezza senza heredi, *ut supra*.

X. Che in detta Cittadella non possa esservi posto da Sua Maestà di presidio più di 4000. persone, cioè 1000. Cavalli, e 3000. Fanti.

XI. Che Sua Altezza non possa mantenere in piedi stante la detta Unione meno di 4000. Fanti e 2000. Cavalli.

XII. Che le Truppe le quali saranno mantenute da Sua Maestà in Italia a Guerra guerreggiata non possino esser meno di 30000. trà Fanteria, e Cavalleria, acciò che aggiunte alle sudette Truppe di Sua Altezza siano habili a qualsivoglia Impresa, e in beneficio di Sua Maestà e di Sua Altezza contro quei Principi, che contro il Rè di Francia e il Duca di Mantoua si faranno dichiarati, & che per l'auvenire si dichiaranno.

XIII. Che Sua Maestà e suoi, o altri Principi del Sangue non possino contravenire alli sopradetti Capitoli, e contravenendo in uno, o vero in parte de medesimi, s'intenda essere libera Sua Altezza dalli Trattati con Sua Maestà come se fatti non fossero, e in conseguenza possi appigliarsi a qualsivoglia altro partito che più li farà vantaggio.

XIV. Che debba Sua Maestà reintegrare Sua Altezza di quanto potesse perdere in Italia in qualunque caso, e sotto qualsivoglia pretesto de suoi Stati, come di rendite, e giurisdizioni dopo la presente dichiarazione, e questa reintegrazione debba seguire con altrettanti Stati nella Francia quando non sene acquistasse per ragione di Guerra, o altri titoli.

XV. Che a Contemplatione di tutto ciò sia tenuta Sua Altezza, come fin adesso in parola di Principe si obbliga, & promette a Sua Maestà, che dopo sotto scritta questa Capitulatione venendo occasione di dichiararsi, si dichiarerà con atti positivi, e palesi in Liga offensiva, e defensiva con le armi di Sua Maestà, insieme con quelle di Sua Altezza, la sudetta Piazza de Armi & sudetti contro quelli, alli quali sarà dichiarata la Guerra; a quelli, che verranno opposti all'armi loro. Di più impiegherà tutte le forze che le saranno consegnate e le sue proprie in quelle operationi, che saranno stimate necessarie per opprimere li tentativi di quelli, che procureranno opporsi alle giustissime ragioni sopra quelli Stati, che si procurerà acquistare tanto la Sua Maestà quanto da Sua Altezza per le loro giustissime ragioni che hanno sopra di essi, obbligandosi specificamente e subito dopo esservi firmato il presente Trattato, a non permettere, che da suoi Stati, Piazze, e Sudetti sotto qualsivoglia pretesto si contribuisca cosa, benchè minima, toccante a viveri, munizioni, o qualsi sia altra somministrazione alli Nemici, non permettendo loro, ne meno comodità di passaggio per il Po, Carri, Barche, o Cavalcatore, di maniera che nessuno d'essi Nemici goda la minima aggievolezza, al qual effetto sarà Sua Altezza le opportune gride e farà procedere con tutto rigore contro li contravenienti.

XVI. All' incontro Sua Maestà promette in parola di Rè, & in corrispondenza delle obligationi, che fa Sua Altezza, di farlo sodisfare pienamente di tutti li crediti, che ha con la Spagna, di difendere con le sue armi Reali li suoi Stati da qualunque Principe il quale pensasse invaderli, & occuparli, anzi d'impegnarsi nella ricupera di quelli che nel pregiudicio di Sua Altezza hora vengono da altri Principi usurpati.

XVII. Che il presente Trattato poi dovrà durare fin ad una Pace generale, o particolare d'Italia, promettendo Sua Maestà di non conchiudere mai cos' alcuna senza l'inclusione particolare di Sua Altezza, dovendo il presente Trattato essere registrato nelle Corti di Parigi, & nella Camera del Senato di Mantova. Tutto ciò tanto Sua Maestà quanto Sua Altezza promettono d'osservare realmente & da eseguirsi immediate doppo le sottoscrizioni del Rè di Francia e Duca di Mantova.

ANNO
1681.

ANNO e perciò ambedue hanno firmato i presentì Capitoli,
1681. e fatti sigillare con loro Sigilli.

LOUIS.
(L.S.)

Data in S. Germano in Laya
16. Sept. 1681.

Ferdinando Carlo Duca.
(L.S.)

Data in Mantoua
20. Agosto 1681.

X.

30. Sept. *Articles proposés par les Pretres, Consuls & Ma-*
FRANCE *gistrat de la Ville de STRASBOURG, & accordez*
ET *pour la reduction de ladite Ville à l'obeissance du*
STRAS- *Roi de France LOUIS XIV. le 30. Septembre*
BOURG. *1681. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.*
d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi
dans le Theatrum Europæum Tom. XII. pag.
276. en Allemand, & dans le Theatrum Pacis,
Tom. II. pag. 997. en Latin & en Allemand.]

NOUS François Michel le Tellier, Marquis de Louvois, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté, & Joseph de Ponts, Baron de Montclar, Lieutenant General des Armées du Roi, Commandant pour Sa Majesté en Alsace, avons en vertu du Pouvoir à vous accordé par Sa Majesté, pour recevoir la Ville de Strasbourg à son obeissance, mis les Apostilles cy-dessus, dont nous promettons fournir la Ratification de Sa Majesté, & la remettre au Magistrat de Strasbourg, entre cy & dix-jours.

LA Ville de Strasbourg, à l'exemple de Monsieur l'Evesque de Strasbourg, le Comte de Hanau, Seigneur de Flekenstein, & de la Noblesse de la Basse Alsace, reconnoît Sa Majesté Tres-Christienne pour son Souverain Seigneur & Protecteur.

Le Roy reçoit la Ville & toutes ses Dépendances en Sa Royale protection.

II. Sa Majesté confirmera tous les anciens Privileges, Droits, Statuts, & Coutumes de la Ville de Strasbourg, tant Ecclesiastiques que Politiques, conformément au Traité de Paix de Westphalie confirmé par celui de Nimègue.

Accordé.

III. Sa Majesté laissera le libre exercice de la Religion comme il a été depuis l'année 1624. jusques à présent, avec toutes les Eglises & Ecoles, & ne permettra, à qui que ce soit, d'y faire des prétentions, ni aux Biens Ecclesiastiques, Fondations & Convents; à sçavoir l'Abbaye Saint Etienne, le Chapitre de Saint Thomas, Saint Marc, Saint Guillaume, aux Tous-Saints, & tous les autres compris & non-compris; mais les conservera à perpetuité à la Ville & ses Habitans.

Accordé, pour jouir de tout ce qui regarde les biens Ecclesiastiques, suivant qu'il est prescrit par le Traité de Munster, à la réserve du Corps de l'Eglise de Nostre-Dame, appellée autrement le Dome, qui sera rendu aux Catholiques; Sa Majesté trouvant bon néanmoins qu'ils puissent se servir des cloches de ladite Eglise, pour tous les usages cy-devant pratiqués, hors pour sonner leurs prières.

IV. Sa Majesté veut laisser le Magistrat dans le présent état avec tous ses Droits, & libre élection de leur College, nommément celui de Treize, Quinze, Vingt & un, Grand & Petit Senat, des Eschevins, des Officiers de la Ville & Chancellerie, des Convents Ecclesiastiques, l'Université avec tous leurs Docteurs, Professeurs, & Estudians en quelque qualité qu'ils soient, le College, les Tribus & Maistrises, tous comme ils se trouvent à présent, avec la Jurisdiction Civile & Criminelle.

Accordé, à la réserve que pour les causes qui excéderont mille livres de France en capital, on en pourra appeller au Conseil de Brisac, sans néanmoins que l'Appel suspende l'exécution du Jugement, qui aura été rendu par le Magistrat, s'il n'est pas question de plus de deux mille livres de France.

V. Sa Majesté accorde aussi à la Ville que tous les Revenus, Droits, Peages, Pontenages, & Commerce, avec la Douane soient conservés en toute liberté & jouissances, comme elle les a eus jusques à présent, avec la libre disposition de la Pfenninghurn, & la monnoye, des Magasins de Canons, Munitions, Armes, tant de ceux qui se trouvent dans l'Arsenal, qu'aux remparts & maisons de la Bourgeoisie, des Magasins de Bleds, Vins, Bois, Charbons, Suif, & tous les autres, les cloches; comme aussi les Archives, Documents, & papiers de quelque nature qu'ils soient.

Accordé, à la réserve des Canons, Munitions de Guerre & Armes des Magasins publics, qui seront au pouvoir des Officiers de Sa Majesté, & à l'égard des Armes appartenantes aux particuliers, elles seront remises dans l'Hôtel de Ville en une salle, dont le Magistrat aura la Clef.

VI. Toute la Bourgeoisie demeurera exempte de toutes Contributions & autres Payemens. Sa Majesté laissant à la Ville tous les Impôts ordinaires & extraordinaires pour sa conservation.

Accordé.

VII. Sa Majesté laissera à la Ville & Citoyens de Strasbourg, la libre jouissance du Pont du Rhin, de toutes leurs Villes, Bourgs, Villages, Maisons champêtres, & Terres qui leur appartiennent, & fera la grace à la Ville de luy octroyer des Lettres de Répit contre ses Creanciers, tant dans l'Empire que dehors.

Accordé.

VIII. Sa Majesté accorde aussi Amnistie de tout le passé, tant au public, qu'à tous les particuliers, sans aucune exception; & y fera comprendre le Prince Palatin de Veldentz, le Comte de Nassau, le Refident de Sa Majesté Imperiale, tous les Hostels, le Bruderhoff avec ses Officiers, Maisons & Appartenances.

Accordé.

IX. Il sera permis à la Ville de faire bastir des Cazernes, pour y loger les Troupes qui y seront en garnison.

Accordé.

X. Les Troupes du Roi entreront aujourd'hui 30. Septembre 1681. dans la Ville à quatre heures après midy. Fait à Illkirch ce 30. Septembre 1681.

Signé,

DE LOUVOIS.

JOSEPH DE PONTS BARON DE MONTCLAR.

JEAN GEORGE DE ZETLITZ ESCUYER ET
PRETEUR.

DOMINIQUE DIETRICH,

JOAN LEONARD FRORISEN,

JOHANN PHILIPPE SCHMIDT,

DANIEL RICHSHOFFER,

JONAS STORR,

J. JOACHIM FRANTZ,

CHRISTOFFLE GUNZER.

XI.

Fœdus inter CAROLUM XI. Regem Suecie & 30. Sept.
Ordines Generales FOEDERATI BELGII 10. OCT.
pro firma conservatione & Guarantia Pacis Neomagenensis, immo & Monasteriensis, contra quoscunque Violatores eorum. Actum Hagæ Comitibus die 30. Septembris 10. Octobris 1681. [Simple Copie, mais plus sûre, & plus entière que celle qui se voit dans la première Edition de ce Grand Recueil. Tom. IV. pag. 751.]

Quan-

ANNO
1681.

Quandoquidem divinâ favente gratiâ, nuperâ Pacis Conventione longè desideratissima quies Orbis est reddita Christiano, atque nihil æquè cuius Regi aut Principi Statuive Christiano cordi esse aut possit aut debeat, quam ut funestissimæ istæ devastationes, sanguinisque effusiones, quas Belli flamma perpetuò secum trahit, id quod vel maxime Bello proximo compertum habebatur, omnibus piis & efficacibus consiliis & mediis avertantur.

Proinde Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus Undecimus, Dei gratiâ, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scanizæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubici, & Vandalici, Princeps Rugiæ, Dominus Ingrici & Wismarici, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavarici, Juliaci, Clivici & Montium Dux &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum Generales id ipsum reputantes, animoque expendentes tot Terras ac Regiones ex recentibus miseris, Bellique calamitatibus adhuc anhelantes, tum quanto labore & difficultate Pax isthæc non absque singulari divini Numinis auspicio Orbis conciliata fuit, amicitiam voverentes, ut eadem Pax facta tecta maneat, ac per incrementa mutui consensui & sinceræ Amicitie inter omnes & singulos Principes & Status, qui eandem iniverunt, magis magisque stabilatur & confirmetur, etiam atque etiam officii sui esse existimant, quantum quidem in ipsis fuerit, eò conferre id omne, quod ad consequendum finem adè salutarem & Christianum conducere possit, atque de eodem non secus ac de propria utriusque securitate pacifici & convenire, &c. ea propter per ritè constitutos utrinque Plenipotentiarios, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis per Alegantium ejusdem Extraordinarium, Dominum Nicolaum Guldenstolpo, Hæreditarium de Jacoila & Segerstad, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominos Walraven de Heckereux, Dominum de Nettelhorst, Comitatus Zutphanici Satrapam, Danielem de Wyngaarden, Liberum Baronem de Wyngaarden, Rubweck, Benthuysen, Dominum de Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Zuytland & Norville, Gasparum Fagel, Consiliarium Pensionarium & Custodem magni Sigilli, Dominorum Ordinum Hollandiæ & West-Frisiæ, Agerumque Rhelandiæ, Chomarcham, Johannem de Mauregnault, Jacobum de Dinter, Civitatis Ultrajectensis Exconsulem, Lubbertum Lylkama à Nyeholt, Grietmannum de Stellingwerf Osteynde, Henricum Krue, Civitatis Swollenis Consulem, & Johannem van Boreck, in Lappensum & Wurdum Nobilem Toparchum, ad Consensum nostrum nomine Dominorum Ordinum Gelriæ, Hollandiæ & West-Frisiæ, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transfluvianiæ & Civitatis Groningæ & Omlandorum respectivè Deputatos, hocce Instrumento in modum sequentem conventum est.

ART. I. Sincerè & solenniter sese invicem alt. memorat. Sacra Regia Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales adstringunt, non solummodo ad quamvis efficacissimam operam pro mutua tranquillitate & securitate juxta Pacta Conventa antehac inita, sed & quod ad communem Orbis Christiani quietem in Pace nupera Neomagensi de Anno 1678. & 1679. fundatum, quæ ipsa etiam ex Pace Onabrugensi & Monasteriensis de Anno 1648. cujus quidem Sacra Regia Majestas Sueciæ ex primis & principalibus Guarantiis est, sua tenet fundamenta, sibi utrinque pollicentur, & promittunt sese fideliter, sedulo, omnique industria rationem Consiliorum suorum eò directuros, mutuanque curam & operam conjunctim adhibuituros, ut dicti Tractatus Pacis Onabrugensis in pleno vigore secundum eorum genuinum sensum maneat & ritè observentur, omnesque ejus infractiones seu violationes præveniantur & evitentur, Controversiæ verò omnes quæ circa sensum genuinum eorundem oriri poterint, amicè dirimantur.

II. Si verò, quod DEUS clementer avertat, acciderit, ut violatione dictorum Pacis Tractatum novum Belli incendium inter Principes & Status, qui eos iniverunt, aut aliquot ex iis, exoritur, eo casu alte memorata Regia Sua Majestas Sueciæ & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales omnem operam, omnemque industriam, ubiuncumque hoc ex re communi creditum fuerit, adhibebunt, ut, ut amicis officiis Partes dissentientes sibi invicem concilien-

tur, ignisque ille infaustus in ipso ortu suffocetur.

III. Nihilominus etiam altè memorata Regia Sua Majestas & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales sine morâ inter sese sollicitè collaturi & deliberaturi sunt de eo, quod si amica officia successu caruerint, à se vel seorsim vel conjuncta opera communium Amicorum & Fœderatarum aliorumque Pacis amantium Principum & Statuum agi possit efficacius, ad eum, apud quem benigniora remedia nihil efficere poterunt, fortioribus efficacioribusque rationibus ad id, quod æquum & justum est, inducendum. Inque hunc finem quam promptissimè collaturi & conventuri sunt de adhibenda Terrâ marique tali Militum manu, qualem periculi magnitudo exigit, qualisque pro ratione temporis, Regionum & Locorum maximo cum fructu adhibere poterit.

IV. Et quoniam Christianum adè propositum, sine omni partium studio communem tranquillitatem inter Christianos Principes, Tractatusque ad eam stabilendam servandi, ab omnibus Christianis & Pacem amantibus approbatum iri præsumitur, idque pollicere & exigere videtur, ut & apud alios Christianos, Pacemque amantes Principes & Status animò æque sincerò piòque zelò hoc propositum excipitur, suscipiaturque ad firmam solidamque tranquillitatem in Orbe Christiano eò plenius perfectiusque procurandam tuendamque, omnibus ideoque Principibus & Statibus Christianis, & maxime iis, inter quos dicti Tractatus Monasteriensis, Onabrugensis & Neomagensis initi sunt, liberum esto, ut in eandem hanc Conventionem & Pacta transiant.

V. Quod si autem præter omnem opinionem contigerit, ut aliquis, quicunque etiam ille sit, hoc amicum & ab omni partium studio alienum piumque propositum circa conservationem communis tranquillitatis contra veram intentionem altè memorat. Regiæ Sæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium, in sinistram & iniquam partem acceperit, adè, ut hoc nomine utrosque vel alterutrum eorundem vi aut Bello aggrediatur aut prosequatur, tenebuntur altè memoratæ Partes utraque mutuum promptumque invicem ad primam requisitionem auxilium Terrâ vel Mari, & quibuscumque modis ac mediis conducibilibus & efficacibus fideliter ad vim omnem propulandam præstare, Regnaque Provincias, Terras, Jura, & Privilegia Terrâ, Marique utrinque omnibus viribus mutuo tueri, neque ab isto auxilio alterutri prius licebit desistere, quam Parti læsæ, aut Bello impetite restituta fuerit (si id desideraverit) Possessio Terrarum, Urbium & Locorum, nec non Jurium, Privilegiorum, & Immunitatum, quibus gaudebat, antequam dicta vis aut Bellum illi illatum esset, tenebuntur præterea unaqueque Pars Contrahentium eadem Jura, Privilegia, Immunitates, Exemptiones & Prærogativas alteri stipulari, quas sibi stipulatura est, nisi altè memoratis Contrahentibus aliter visum fuerit.

VI. Pacta hæc Conventa non tantum non derogabunt Pactis & Conventionibus istis, quas Contrahentes jam antè inter se iniverunt, in quantum hisce repugnare non reperiuntur, sed & eas magis magisque corroborabunt & confirmabunt in communem Christiani Orbis & utriusque Regnorum, Terrarum & Ditionum utilitatem & commodum.

VII. Durabit hoc Fœdus inter Sacram Regiam Majestatem & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales per subseqentes viginti annos à tempore Ratificationum computandos, quibus ad finem vergentibus maturè per se nata ulterius de prolongatione conveniatur; Liberum autem esto iis Regibus, Principibus & Statibus, qui huic Fœderi accedere voluerint, ut eum annorum numerum pro se quisque præfigat, prout rebus suis conveniens esse duxerit.

Ratificationes etiam utrinque intra sex Septimanarum spatium à signatura Instrumenti hujus mutuo Holmiæ extradentur; & omnia & singula hisce Pactis Conventis contenta, sincerâ ac religiosâ fide ab utraque Parte integrè observabuntur. In quorum majorem fidem & robur utriusque Partis Plenipotentiarii manibus ac Sigillis propriis Instrumentum hocce firmarunt & muniverunt, Hage Comitatus ^{Sept.} 16. Anno 1681.

ANNO
1682.

XII.

Constitution Ihre Königl. Majestät
in Schweden CAROLI XI. über und
wegen der Reduction der veralienirten
Königl. Cron-Güter. 1682. [LON-
DORPII *Acta Publica* Part. XI. Cap.
223. pag. 436. d'où l'on a tiré cette
Pièce, qui se trouve aussi dans *Rela-
tionis Historiar.* Francofurt. Contin.
Autumnal. pag. 67.]

C'est-à-dire.

*Constitution de CHARLES XI. Roi de Suede, pour
la Reduction de tous les Biens aliénés de la Cou-
ronne. 1682.*

Ellen alle die von denen vorigen Königen / in auff-
steigender Linie / ohne verschenckte Güter / so gleich
durch die von Seiner Majestät darzu Verordnete
und Bevollmächtigte exacte aufgezeychnet werden / und soll
ein jeder Donatarius innerhalb eines gewissen ihm vorge-
schriebenen terminis, seine exceptiones, oder was er son-
sten einzuwenden hat / schriftlich bezubringen schuldig seyn.
Diesen nach verordnen wir für uns und unsere nachkom-
mende Schwedische Könige / daß keine Güter allodialiter,
oder auff ewige Zeiten sollen und mögen weggeschencket
werden / da aber der ein oder der ander König solches
thut / so hat der ihm in der Cron folgende Successor
Macht / solches aufzuheben / und zu annulliren, damit
ein jeder König seine ausschütze und getreue Unterthanen /
gleich andern seinen Vorfahren / benehmen könne / die
Unterthanen auch selbst / sowohl unter des einen als des
andern Königs Regierung der Obrigkeitlichen Gnade ge-
nießen / sich deren meritorer machen / und nach Ehr und
Tugend streben mögen.

2. Wann jemand etwas der Cron-Güter / welche ihm
allodialiter geschencket worden seynd / einem oder dem an-
dern verkauft hat / so soll der Verkäufer dasjenige /
was er redlicher weise von ihm erkauft hat / zu leisten
schuldig seyn / so daß der Käufer sein von einem andern
erkauftes Gut ohngeschindert / und ewig in Ruh besitzen
und behalten möge / der Verkäufer aber soll den König
und die Cron in allweg schadlos halten.

3. Lebet Seine Königl. Majestät der Zuversicht / es
werde ein jeder / so da präetendiret, bey dero Vorfahren
Zeiten einige Güter von der Cron durch Kauff / Dona-
tion oder Tausch bekommen zu haben / seine Brieffe und
Documenta in dem Königl. Reductions-Collegio einge-
geben haben. Sollte aber diesem nicht nachgelebet seyn /
so wird ihm hiemit ein gewisser termin, worinnen man
examiniren möge / mit was Recht er solche Güter besitze
und ihnen habe / gesetzt. Sollte jemand durch Fäulnis-
Noth / Krieg oder andern unvernünftlichen Fall / seine Do-
cumenta und Brieffe vermisst und verlohren haben / so
wollen Ihre Königl. Majestät gnädigst gestatten / daß
er auß dem Königl. Archiv oder der Cancley unver-
fälschte Copias, da sie darinnen gefunden werden / abhol-
len / oder durch andere recht-mässige Beweiß seine Gerech-
tigkeit defendiren möge.

4. Nachdem auch Seine Königl. Majest. so wohl als
dero Vorfahren / der Schweden Könige / bestanden / daß
gewisse Land-Güter / so wol zu der Cron eigener Bequem-
lichkeit / als auch der Miliz, der Admiralität / der Berg-
werke / und anderer notwendiger Unterhaltung verbot-
ten / und inalienable geschäset seyn / als meinen und erklä-
ren Ihre Königl. Majestät nicht allein selbige für sol-
che / welche von dero Vorfahren von dieser Natur seynd
geschäset / sondern auch die / welche ihrer eignen Beschaf-
fenheit halber / allezeit von der Cron inalienable gehalten
werden. Und seynd dieselbe 1. Königl. Schloßer / sie
seyn entweder bey Königl. Resident-Gränk- und Haupt-
Befestigungen gelegen / oder sonst in vorigen Zeiten von Kö-
nigen gebraucht und aufgerichtet. 2. Diejenige Wiesen /
welche an bequemen Orten liegen / und können bewiesen
werden / daß sie unter des Königs Stall und Fourage
von alters her gehörig gewesen / und gebraucht worden /
nachmals aber unter gewissen pretext davon abalieniret
seynd. 3. Der Cron uralte Haupt-Fischerey in den
Tom. VII. Part. II.

grossen Strömen. 4. Der Cron alte eygenthümliche
Schäge / mit denen darzu gehörigen und davon
unzerrennlichen Gelegenheiten / als auch die Kohlen / Er-
de und Eigenthumb / samt der Heydreyter und Holz-
Förster Wohnungen dienlich. 5. Die Güter und Gele-
genheit / so da zu der Städte Academien, Gymnasien,
Hospitallen / Schulen und Kirchen / Priester und Küster
Unterhalt seynd fundirt und gestiftet / und hernachmals
von Privat-Personen dem / wozu sie anfangs gewid-
met gewesen / entzogen worden. 6. Alle Güter oder Er-
be / so den Ambtleuten / oder sonstigen einigen Justiz-Be-
dienten / eigentlich von Alters her gewidmet seyn. 7.
Erbe / so zur Factorey und Schloß-Bauung / und der-
gleichen allgemeinen. und dem Reich höchnützlichlichen Wer-
cken seynd verordnet worden. 8. Post-Bauen / Krüge
und Gast-Höf / welche von den allgemeinen / und der
Cron Unkosten / bey deren Her-Strassen die Verrichtung
und Gast-Geberey deso besser zu unterhalten seynd / ge-
bauet worden / sollen auch der Cron wieder anheim fallen.
9. Die zu der Admiralität und deren Unterhaltung vor-
hin nötig erkandte Orter. 10. Gleicher weise die zur
Admiralität nochwendig befindnen / oder noch ins künfftig
befindende Steuer-Manns-Höf. 11. Bergwerke seynd
vor allen Dingen unter der Cron nochwendigste Güter zu
rechnen / wie weit sich aber selbige erstrecken sollen / ist
theils von uralter Observanz, theils auß den Berg-
werken ihren selbst-ständigen Wesen gungam befand. 12.
Absonderlich seynd die große Messinge / Salpeter- und
Pulver- auch andere allgemeine Bergwerke / sampt denen /
so zu Beförderung gewisser Handwerke / auff der Cron
Kosten / und mit sonderlichen Privilegien aufgerichtet
seynd / der Cron nicht zu entziehen / vielweniger können
deren Gerechtigkeiten einigen Particular- und Privat-Per-
sonen / zu ihrem Nutz und Einkunfft gelassen werden.
13. Die Königl. Geträhete und andere eygenthümliche
Mühlen / welche in des Reichs Städten / oder deren
Schloßer und Befestigungen / so nahe gelegen / daß die ent-
weder innerhalb der Freyheits-Wälden liegen / oder sonst
ihrer Gelegenheit halber / nicht zu entbehren seynd /
sollen denen Königl. Meyerhöfen / welche dergleichen
Mühlen unter andern ihren Gerechtigkeiten vor alters ge-
habt / wiederum heimfallen. 14. Weilen das Schloß
und Land Schwachsöb / sampt denen darzu gehörenden
Eylanden / wegen deren sonderbarhen bequemen Gegend /
zu des Königs Hoff-haltung und Lust allezeit frey erkandt /
so schenket auch / daß die Dörther und Gelegenheiten / wel-
che in selbigen seyn von der Cron an Privat-Personen
verschencket werden / billich / wie andere Güter / der Cron
wieder anheim fallen müssen. 15. Reale und gelegene
Gränk- und andere Befestigungen / welche zu des Reichs
Sicherheit und defension von vorigen Königen auffge-
bauet worden seynd. 16. Alle Hammer-Schlagung /
Strom-Gerechtigkeit / große und kleine Dölle / und an-
dere Gerechtigkeiten / welche von denen Reichs Städten /
so da immediate unter der Cron / auffgebaut / und von
alters her dazzu gehört haben / auch expresse zu des
Königs und Reichs sonderlichen Einkünften verordnet
seynd / sollen dieselbe noch weiter dabey bleiben / und im
Fall einige davon verschencket worden / solche der Cron
wieder eingeräumt werden.

5. Welche von diesen obgemelten Dörthern / bloß auß
Königl. Milde und Güte seynd verschencket worden / es
sey dann / daß das Gut mit grossen Unkosten und baarem
Geld mercklich verbessert worden / so soll forthane Verbes-
serung durch theils Abteile / theils andere christliche Wän-
ner restituiret. und denen Eygenthümern des falls satis-
faction gegeben werden.

6. Wann jemand von einem Bauern von denen Gü-
tern / welche er in vorbenannten Örthen geschencket be-
kommen / etwas erkauffet hat / so soll er bewiesen / was
er darfür aufzulegen / solches soll ihm restituiret. und
guth gethan werden.

7. Behalten Ihre Königl. Maj. die seepe Wahl der-
jenigen Güter / so von der Cron seithero Anno 1632. an
obbenannten verbotenen Dörthern seynd erkauffet worden /
wieder einzulösen / doch soll der Käufer und von dem es
getauffet worden / wieder bezahlen / oder mit gebrühender
Wieder-vergeltung versehen werden / che und bevor er die
Güter abtritt.

8. Auch eygenen Ihre Kön. Majest. gewissen Städten
und Dörthern Freyheits-Wälden zu : als Upsal / Nyköping /
Alvestra / Amberg / Nyköping / Colmar / Nyköping /
und andern / eine Weyle / Aber Also und Wädnung zu
Wäslen / und erklären selbige von eben der Eygenthafft /
als die übrigen unentbärlichen Dörther.

9. Die verbotene Provinzen / oder darinnen gelegene /
alt

ANNO
1682.

ANNO und schon zu unterschiedlichen Zeiten public declarirte Gü-
1682. ter / gehören gleicher Weise ewiglich zu des Reiches noth-
wendigen Schuff unvernunft zu bleiben / über die andern
aber wollen Ihre Majestät nach einer jeden Provinz Ey-
genenschaft und Natur zu disponiren und zu verordnen in
alle Weg ihr vorbehalten haben.

10. Wollen Ihre Königl. Majestät gnädigste Vor-
sorge tragen / daß hierüber gewisse Land- & Bücher aufge-
richtet werden / welche nun / und zu ewigen Zeiten unver-
ändert bleiben / und zu dem Nutzen / wozu sie destini-
ret, und aufzuersehen seynd / unverrückt beygehalten wer-
den sollen.

11. Was die Güter betrifft / welche ausserhalb deren
unentbärlichen und verbotenen Dörthen gelegen seynd /
und auch Donations-Weise unter dem Adel benützen /
wollen Ihre Königl. Maj. hierüber eine richtige Specifi-
cation verfassen lassen / damit sie darauf erschen möge /
wie weit ihr / und ihres Reiches Zustand stehen könne /
daß sie unter deren Donatarien Händen bleiben / und
deslo besser von einer jeden Donation Natur und Eysen-
schafft Wissenschaft haben mögen. Drittens / wie weit
einer oder der ander / vermittelst dessen getreuen Dienst-
liebe und unterthänigen Eysers von Sr. Majestät mögte
beneficirt werden / da sie dann eines jeden Beschaffen-
heit / und der Sachen umständen nach / darüber dispo-
niren wollen.

XIII.

29. Janv. (2) *Articles & Conditions de Paix traitéz par l'or-*
France dre exprés de tres-haut, tres-puissant, tres-excel-
et Ma- lent & tres-invincible Prince LOUIS XIV.
ROC. par la Grace de Dieu Empereur de France & Roi
de Navarre, avec les Ambassadeurs de tres-haut,
tres-excellent, tres-puissant & tres-invincible Prin-
ce MULEY ISMAEL, Empereur de Maroc,
Roi de Fez & de Sus. Fait à Saint Germain en
Laye le vingt-neuvième Janvier 1682. Avec
les FORMULAIRES du PASSEPORT dont
les Vaisseaux François devront être munis; Et du
CERTIFICAT du Consul de la Nation Fran-
çoise à Salé. [FREDER. LEONARD. Tom.
V.]

I. T Ous Actes d'Hostilité cesseront à l'avenir
entre les Armées de Terre & de Mer, &
les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de
France, & ceux de l'Empereur de Maroc
Roi de Fez & de Sus.

II. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de
France & ses Sujets, & l'Empereur de Maroc, Roi
de Fez & de Sus, & les siens: & pourront ledits
Sujets reciproquement faire leur commerce dans les
deux Empires, Royaumes & Pays, & naviguer en
toute liberté sans en pouvoir estre empêchez pour
quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

III. Les Vaisseaux armez en guerre dans les Ports
de l'Empereur de Maroc, rencontrans en Mer les Vais-
seaux & Bâtimens navigans sous l'Etendard de France,
& les Passeports de l'Admiral de France, conformes à
la copie qui sera transcrite en fin du présent Traité, les
laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans
les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur
donneront tout le secours & assistance dont ils pour-
ront avoir besoin: & reciproquement les Vaisseaux
François en useront de même à l'égard des Vaisseaux
des Sujets de l'Empereur de Maroc, qui seront por-
teurs des Certificats du Consul François qui sera établi
à Salé, desquels Certificats la copie sera pareillement
transcrite en fin du présent Traité.

IV. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands des deux
Nations, seront receus reciproquement dans les Ports
& Rades, tant de la domination de l'Empereur de Fran-
ce, que de celle de l'Empereur de Maroc, & il leur
sera donné toute sorte de secours pour les Navires, &
pour les Equipages & Passagers en cas de besoin.
Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, &
generalement toutes autres choses necessaires, en les

payant aux prix ordinaires & accoustuméz, dans les lieux
où ils auront relâché.

V. S'il arrivoit que quelque Vaisseau marchand Fran-
çois étant dans l'un des Ports ou Rades de la domina-
tion de l'Empereur de Maroc, fust ataqué par des
Vaisseaux de guerre Ennemis, mêmes par ceux d'Al-
ger & de Tunis, & des autres Ports de la Coste d'Afri-
que, ils seront deffendus & protegez par le Canon des
Châteaux & Forteresses, & il leur sera donné un temps
suffisant pour sortir & s'eloigner dedit Ports & Rades,
pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Enne-
mis, sans qu'il leur soit permis de les pourluyvre: Et
la même chose s'excutera de la part de l'Empereur de
France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez
en Guerre par l'Empereur de Maroc ou ses Sujets, ne
pourront faire des prises dans l'étendue de six lieues des
Costes de France.

VI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Em-
pereur de France, qui seront conduits dans tous les
Ports & les Terres de la domination de l'Empereur
de Maroc, seront mis aussi-tost en liberté sans pou-
voir estre retenus Esclaves, même en cas que les
Vaisseaux d'Alger, Tunis, Tripoly, & autres qui sont
ou pourront estre en Guerre avec l'Empereur de Fran-
ce, missent à terre des Esclaves François, ledit Em-
pereur de Maroc donnera dès à présent ordre à tous ses
Gouverneurs de retenir ledits Esclaves & de travailler
à les faire racheter par le Consul François au meilleur
prix qui se pourra; & pareille chose se pratiquera en
France à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc.

VII. Tous les Esclaves François qui sont à présent
dans l'étendue des Terres de la domination dudit Em-
pereur de Maroc, pourront estre rachetez moyen-
nant trois cens livres piece, sans que ceux qui s'en ser-
vent à présent puissent en demander un plus grand prix;
ce qui sera pareillement observé à l'égard des Esclaves
Sujets dudit Empereur de Maroc qui pourroient estre
en France. Et comme par le projet de Trêve fait en-
tre le Sieur de la Barre & l'Alcayde Omar, ledit Al-
cayde est convenu par le Billet signé de sa main, remis
és mains dudit Sieur de la Barre, qu'il seroit restitué
le même nombre de François Esclaves qu'il y avoit
de Maures sur le Vaisseau du nommé Aly Baudy, les-
dits Ambassadeurs assurent qu'aussi-tost que ledit Em-
pereur de Maroc aura Maîtres sa connoissance de la
vérité du Billet donné par ledit Alcayde, il sera res-
tituer le nombre de soixante-cinq François, pour avec
vingt que ledit Alcayde a fait restituer, faire le nom-
bre de quatre-vingt cinq, pour l'équivalent du même
nombre de Maures qui ont esté restitués par ledit
Sieur de la Barre.

VIII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vais-
seaux François, ni pareillement les François pris sur les
Vaisseaux Etrangers, ne pourront estre faits Esclaves
sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même
le Vaisseau sur lequel ils auroient esté pris se seroit
deffendu. Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des
Etrangers trouvez sur les Vaisseaux de Maroc, & des
Sujets dudit Empereur de Maroc sur des Vaisseaux E-
trangers.

IX. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les
Costes de la dépendance de l'Empereur de Maroc,
soit qu'il fust pourluyvi par les Ennemis, ou forcé par
le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il
aura besoin pour estre remis en Mer, ou pour re-
couvrir les Marchandises de son chargement, en pa-
yant le travail des journées de ceux qui auront esté em-
ployez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tri-
but pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à
moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports de la
domination dudit Empereur.

X. Tous Marchands François qui aborderont aux
Ports ou Costes de Maroc ou Fez, pourront mettre
en Terre leurs Marchandises, vendre & acheter libre-
ment sans payer autre chose que ce qu'ont accoustumé
de payer les Sujets dudit Empereur de Maroc, & il
en sera usé de la même maniere dans les Ports de la
Domination de l'Empereur de France, & en cas que
ledits Marchands ne missent leurs Marchandises à ter-
re que par entrees, ils pourront les rembarquer sans
payer aucuns Droits.

XI. Il ne sera donné aucun secours ni protection
contre les François aux Vaisseaux de Tripoly, Alger,
Tunis, ni ceux qui auront armé sous leur commission:
Et sera led. Empereur de Maroc deffenses expressees à
tous

(2) L'Original de le Traité contient le même Titre de mot à mot
qui se voit ici [D U M.]

ANNO 1682. tous les Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêchera que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans ses Ports pour courre sur ses Sujets.

XII. Pourra ledit Empereur de France mettre un Consul à Salé, Tetouan, ou en tel autre lieu qu'il trouvera bon, pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Sujets dudit Empereur de Maroc qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion: & aura ledit Consul tout pouvoir & juridiction dans les differens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges dudit Empereur de Maroc en puissent prendre aucune connoissance.

XIII. S'il arrivoit quelque different avec un François & un Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil dudit Empereur de Maroc, ou du Commandant pour lui dans les Ports où ledits differens arriveront.

XIV. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront. Et la mesme chose sera observée à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc qui voudroient s'établir en France.

XV. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & Marchandises nécessaires à sa Maison.

XVI. Tout François qui aura frappé un Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause du François; & en cas que ledit François se fauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XVII. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de justice.

XVIII. Si quelque Corsaire de France, ou du Royaume de Maroc, fait tort aux Vaisseaux François, ou Maures qu'il trouvera en Mer, il en sera puni & les Armateurs responsables.

XIX. Si le présent Traité de Paix conclu entre l'Empereur de France & celui de Maroc, venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France & celui de Maroc, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de six ans; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront leus, publiez & affichez par tout où besoin sera. Fait & arresté à Saint Germain en Laye, ce vingt-neuvième jour de Janvier, 1682.

Signé,

COLBERT DE SEIGNELAY:

COLBERT DE CROISSY.

Passport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

Louis, Comte de Vermandois, Admiral de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passport à Maître de nommé du Port de ou environ, estant de présent au Port & Havre de des'en aller à chargé de & armé de après que visitation d' aura esté bien & deuëment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1682.

Signé,

LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur, LE FOUIN.

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Française à Salé.

NOUS Consul de la Nation Française à Salé, Certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de présent au Port & Havre appartient aux Sujets de l'Empereur de Maroc, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Salé le jour d mil six cens quatre-vingt.

XIV.

Accessio Romanorum Imperatoris LEOPOLDI ad 28. Fev. Fœdus inter CAROLUM XI. Suecia Regem, & Ordines FOEDERATI BELGII Generales Anno 1681. initum. Datum 28. Februarii 1682.

* Voyez-la ci-devant sous le 30. Septembre. 10. Octobre 1681. pag. 15.

XV.

Declaratio DD. Ordinum FOEDERATI BEL-28. Fev.

GII Generalium, quâ Accessionem LEOPOLDI Caesaris ad Tractatum Guarantie die 30. Septembris 10. Octobris 1681. inter ipsos & Regem SUECIE initum acceptant, se obligantes ad omnia sue Cæsareæ Majestati præstandum, que in prædicto Tractatu continentur. Actum Hagæ Comitum die 28. Februarii 1682. [Copie Manuscripte & sûre.]

ORDINES Generales Foederatarum Belgii Provinciarum notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodo libet interesse poterit, quod cum Majestati suæ Cæsareæ placuerit Conventionem inter Regiam suam Majestatem Sueciæ & Nos ^{30 Sept.} _{10 Oct.} anno 1681. initam pro se approbare, accessione sua roborare, & per Ministerium suum nomine suo Cæsareo subscribere & Majestatem suam ad omnia obligare que in dicta Conventione posita, ac si hic de verbo ad verbum inserta essent, cum expressa tamen declaratione, uti sua Majestas Cæsareæ se obstringit in omnibus supradictis erga Coronam Sueciæ & Rempubliam Nostram, ita eadem Corona & Rempubliam Nostram conjunctim & unâ per se obligentur vicissim ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia que in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, proptereaque Declarationem in validissima forma circa tempus Ratificationis à sua Majestate Cæsareæ securatur extradent. Nos itaque exhibita nobis prædictâ suæ Majestatis Cæsareæ Ratificatione, hisce expressè declaramus, & nos obligamus ad præstandum suæ Majestati Cæsareæ omnia que in prædicta Conventione continentur, ac si cum illa ab initio pacta & conventa fuissent, & uti sua Majestas Cæsareæ se obstringit in omnibus supradictis erga Rempubliam nostram. In cujus rei fidem hæc Sigillo nostro muni-ri, & per Consiliis nostri Præsidentem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus.

C 2

mus

ANNO mus. Actum Hagæ Comitibus die vigesimo octavo
1682. Februarii anno 1682.

DE WEEDE. Vt.

Ad mandatum altè memor. Dominorum Ordinum Generalium.

H. FAGEL.

XVI.

10. Avril.
L'AN-
GLETER-
RE ET
ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce, entre le Serenissime & très-puissant Prince CHARLES II. par la Grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne &c. Et les très-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga, & Gouverneurs de la Famuse Ville & Royaume d'ALGER en Barbarie, conclus par Arthur Herber, Eschequer, Admiral de la Flotte de Sa Majesté, sur la Méditerranée, le 10. jour d'Avril vieux style 1682. & le 11. de la Lune d'Avril de l'an de l'Hégire (1) 1094. Avec un double Formulaire des PASSEPORTS dont les Navires devront être munis. Et un Article séparé touchant ce même Formulaire, fait le 5. Mars de l'an de Notre Seigneur J. C. 1682. & le 17. Jour de la Lune Moellout de l'Année de l'Hégire 1094. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Europæum, Tom. XII. pag. 463. en Allemand.]

I. EN premier lieu, il a été accordé & conclu que d'aujourd'hui en avant, il y aura une vraie, ferme, & inviolable Paix, entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne &c. & les très-Illustres Seigneurs le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre tous les Etats & Sujets de part & d'autre, & que les Navires, ni autres Vaisseaux, les Sujets, ni les Peuples de part & d'autre, ne feront dorénavant aucun mal, tort, ou injure, les uns aux autres, ni de fait ni de parole; mais se traiteront l'un l'autre avec tout le respect & toute l'amitié possible.

II. Que tous Navires ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets pourront en toute sécurité entrer dans le Port d'Alger, ou en quelque autre Port que ce soit de ce Royaume, pour y acheter, & vendre en payant les Douanes accoutumées de dix pour cent, ainsi que par le passé, pour les Marchandises qu'ils vendront; & à l'égard de celles qu'ils ne vendront pas, ils pourront les remporter à bord de leurs Navires, sans payer aucuns Droits, & qu'ils en pourront partir librement, quand il leur plaira, sans aucun retardement, ni empêchement quelconque, & à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme de la Poudre à Canon, du Soufre, du fer, des planches, & de toute sorte de Bois de Charpente propre pour bâtir des Navires, des Cordages, de la Poix, du Godron, des Fusils, & autres Equipages de Guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour iceux, à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, soit qu'ils appartiennent audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, ou qu'ils appartiennent au Royaume & aux Peuples d'Alger, pourront passer librement les Mers & traffiquer, sans aucune visitation, empêchement, ni molestation de part & d'autre, & que toutes personnes, ou Passagers, de quelque Pais qu'ils soient, & tout l'argent monnoyé, Denrées, Marchandises & meubles, à quelque Nation, ou Peuples, qu'ils

puissent appartenir, étant à bord d'édits Navires ou Vaisseaux, seront entièrement libres, & ne pourront être arrestez, pris, ni pillés, ni recevoir aucun dommage ni molestation quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre ni les autres Vaisseaux d'Alger rencontrant des Navires marchands ou autres Vaisseaux des Sujets de sadite Majesté, qui ne seront pas sur les Mers appartenantes aux Domaines de Sa Majesté, pourront envoyer à bord une simple Chaloupe avec deux hommes, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & il n'y aura que ces deux hommes qui entreront dans les Navires marchands ou autres Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant du Vaisseau, & qu'après qu'on leur aura fait apparoir du Passeport, signé & scellé du Seigneur Grand-Admiral d'Angleterre & d'Irlande, ou de celui du Seigneur Grand-Admiral d'Ecosse, pour ledits Roiaumes respectivement, ou qui seront sous les sceaux & Sceaux des Commissaires deputez pour exercer la charge de Seigneur Grand-Admiral d'aucun d'édits Roiaumes; ladite Chaloupe sera tenue de s'en retourner incontinent, & le Navire ou Vaisseau marchand, pourfuivra librement son Voyage: & au cas que durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, ledit Commandant du Navire, ou Vaisseau marchand ne produisit pas un tel Passeport, néanmoins, si la plus grande partie des Matelots dudit Navire, ou Vaisseau se trouve être composée des Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne, ladite Chaloupe ne laissera pas de s'en retourner, & ledit Navire ou Vaisseau marchand pourra de même poursuivre librement son voyage, mais après ledits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux marchands appartenans aux Sujets de sadite Majesté seront obligez de représenter de tels Passeports ainsi que dit est, & si quelques Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de sadite Majesté rencontrent des Navires, ou Vaisseaux d'Alger; au cas que les Commandans de ces Navires, ou Vaisseaux d'Alger, représentent des Passeports expediez par les Gouverneurs en chef d'Alger, avec un Certificat du Consul Anglois qui y sera établi, ou s'ils n'ont pas de tels Passeports, ou Certificats, néanmoins si durant l'espace de quinze mois, à compter du jour de la conclusion du présent Traité, la plus grande partie de l'Equipage des Navires d'Alger, se trouve composée de Turcs; de Mores ou d'Esclaves d'Alger, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger, pourra continuer librement sa route, mais après ledits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux d'Alger, seront tenus de représenter de tels Passeports & Certificats, ainsi que dit est.

V. Que les Commandans, ni autres personnes d'aucun Navire, ou Vaisseau d'Alger, ne pourront enlever de dessus aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté, quelques personnes que ce soit, pour les porter en quelque lieu que ce soit, pour y être examinées, ni pour quelque autre pretexte que ce soit, & ne pourront user de torture, ni d'aucune violence envers aucune personne, de quelque Nation, ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque pretexte que ce soit.

VI. Arrivant que des Navires appartenant audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucun des Sujets de Sa Majesté fassent naufrage, en aucun endroit des Costes du Domaine d'Alger, ils ne pourront être reputez, ni declarer de bonne prise, & ce qui sera sauvé, ne pourra être saisi, ni les hommes qui y seront, ne pourront être faits Esclaves: mais tous les Sujets d'Alger seront tenus de faire leurs efforts pour en sauver les hommes & les biens qui seront dessus.

VII. Qu'aucun Navire, ni autre Vaisseau d'Alger, ne pourra avoir permission d'être employé pour aller à Salé, ni en aucune autre Place ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, pour y servir de Corsaires, ou d'Esclumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ni autres plus petits Vaisseaux d'Alger, ne pourront croiser près, ni à la venue de Tanger, ni des autres Rades, Havres, Ports, Villes, ni Places de Sa Majesté, ni en quelque manière que ce soit, en troubler la Paix & le Commerce.

IX. Que si quelque Navire ou Vaisseau de Tunis, Tri-

(1) La Date de ce Traité & celle de l'Article séparé qui le suit sont corrompues & incompatibles. L'an de l'Hégire 1094. ne répond pas non plus à l'an de Notre Seigneur 1682. Mais bien à l'an 1683. La Copie Allemande du Theatrum Europæum corrige cette double erreur, en datant le Traité principal de l'an de Notre Seigneur 1682. & de l'Hégire 1093. L'Article séparé y manque, mais du moment que la première Date est trouvée, l'autre suit de lui-même. elle doit être de l'an de Notre Seigneur 1683. & de l'Hégire 1094. [DUB.]

ANNO
1682. Tripoli, ou de quelqu'autre Place, amène aucuns Navires, Vaiffeaux, Hommes, ou Biens appartenans à aucuns des Sujets de Sadite Majesté, dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre Havre, ou Place, de ce Royaume-là, les Gouverneurs qui y seront, ne pourront pas permettre qu'ils soient vendus dans l'étendue du Domaine d'Alger.

X. Que si quelques uns des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne arrivent en Alger, ou en quelqu'autre Port, ou Place de ce Royaume-là, avec quelque prise, ils la pourront vendre librement; ou en disposer autrement, comme il leur plaira, sans y être troublé par qui que ce soit: & que lesdits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront point tenus de payer aucuns droits de Doiane, en quelque maniere que ce soit, & que s'ils ont besoin de provisions, de vivres, ou de quelqu'autre chose, ils les pourront acheter librement aux prix courans du Marché.

XI. Lors que quelques uns des Navires de Guerre de Sa Majesté paroîtront devant Alger, on fera aussitôt faire un cry public sur l'avis qu'en sera donné par le Consul Anglois, ou par les Commandans de ces Navires, aux Gouverneurs en Chef d'Alger, pour reserver les Captifs Chrétiens: & si après cela, quelques Chrétiens que ce soit trouvent moien de se sauver à bord de quelqu'un de ces Navires de Guerre, on ne pourra pas les redemander, ni ledit Consul, ni le Capitaine du Vaiffeau, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté, ne seront pas obligés de payer aucune chose pour lesdits Chrétiens.

XII. Que du moment que la Ratification du présent Traité par le Roi de la Grande Bretagne sera délivrée aux Gouverneurs en Chef d'Alger, aucuns Sujets de sadite Majesté ne pourront être achetés, ni vendus, ni faits Esclaves, en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque pretexte que ce soit. Et ledit Roi de la Grande Bretagne ne sera point tenu en vertu du présent Traité de Paix de racheter aucuns de ses Sujets qui sont présentement en Esclavage, ou qui pourroient être faits Esclaves avant ladite Ratification. Mais il dependra absolument de Sa Majesté, ou des Parens, & amis des personnes qui seront en Esclavage, de racheter de tems en tems, sans aucune limitation, ni restriction, ceux qu'ils jugeront à propos, & en tel nombre qu'il leur plaira, après être demeure d'accord avec leurs Patrons ou Maîtres du prix de leur rachat, au plus raisonnable marché, que faire se pourra, sans obliger lesdits Patrons, ou Maîtres d'en mettre aucun en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves sur le Beylique, ou sur les Galeres, ou qu'ils appartiennent au Basia, Dey, Gouverneur, Aga, ou à quelques autres personnes que ce soit. Et tous les Esclaves qui se trouveront être Sujets de Sa Majesté jouiront après qu'ils auront été rachetés, de l'avantage & du bénéfice des diminutions de Droits deus à la Maison Royale, & des autres frais, en payant des sommes aussi raisonnables qu'aucuns Esclaves des autres Nations payent ordinairement quand ils sont rachetés.

XIII. Arrivant que quelques Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne viennent à deceder en Alger, ou en aucun endroit de son Territoire, les Gouverneurs, Juges, ni autres Officiers à Alger, ne pourront pas faire saisir ses biens ni son argent monnoyé, & il ne leur sera pas permis d'en faire perquisition, mais lesdits biens & argent seront mis entre les mains & en la possession des personnes que le deffunct aura instituez ses Heritiers par son Testament, au cas qu'ils se trouvent sur le lieu, où le Testateur sera decédé: mais au cas que les Heritiers n'y soient pas, les Executeurs dudit Testament, deüement établis par le deffunct, après avoir fait Inventaire de tous les Biens & de tout l'argent par lui laissé au jour de son decès, les prendront en leur garde sans aucun empêchement, & prendront le soin de les faire remettre par quelque voye seure, entre les mains des vrayes & legitimes Heritiers du deffunct, & au cas que quelques Sujets de sadite Majesté viennent à deceder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Biens & de son argent, après en avoir fait l'Inventaire pour être conservez aux Heritiers & Parens du deffunct.

XIV. Que les Sujets de Sa Majesté qui sont Marchands, demeurans & traffiquans en la Ville & Royaume d'Alger, ne seront tenus d'acheter aucunes Marchandises contre leur gré, mais qu'il leur sera libre

d'acheter telles Marchandises que bon leur semblera, & que les Capitaines ou Commandans des Navires ou Vaiffeaux appartenans aux Sujets de sadite Majesté ne pourront être obligés à embarquer contre leur gré, aucunes Marchandises, pour les porter, ou pour faire Voyage en aucune Place où ils n'auroient pas envie d'aller. Et le Consul Anglois ni aucun autre Sujet dudit Roi, ne seront tenus de payer les debtes d'aucun autre Sujet de Sa Majesté, à moins qu'ils n'en fussent devenus cautions par un Acte public.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté, demeurans en Alger, ou dans ses Territoires, ne seront point sujets à aucune autre jurisdiction, en matiere de differens qu'à celle du Dey, ou du Divan, à moins que ces differens n'arrivent entr'eux memes, auquel cas ils seront tenus de s'en rapporter au Consul seul, pour les décider.

XVI. Arrivant que quelque Sujet de sadite Majesté estant en quelque endroit que ce soit du Royaume d'Alger, vienne à frapper, bleffer, ou tuer un Turc, ou un More, au cas qu'il soit pris, il sera puni de la même maniere, mais non pas plus severement qu'un Turc, qui aura commis pareil crime, le devra être, mais s'il arrive qu'il se sauve, le Consul Anglois ni aucun autre des Sujets de sadite Majesté n'en pourront estre en aucune façon troublés ni recherchés.

XVII. Que le Consul Anglois qui est à présent, ou sera en quelque temps que ce soit ci-après, demeurant en Alger, y sera en tout temps en pleine & entiere liberté, & seureté de sa Personne & Biens, & il lui sera permis de choisir son Dragoman ou Courtier & d'aller librement à bord de quelque Navire que ce soit, qui sera à la Rade, aussi souvent & en tel temps qu'il lui plaira, & jouira de la liberté d'aller à la Campagne, & qu'on lui accordera un lieu, dans lequel il pourra faire ses prieres, sans que personne lui puisse faire aucune injure ni de paroles ni de fait.

XVIII. Que non seulement pendant la durée de la presente Paix & Amitié; mais encore, au cas qu'il arrivast quelque Rupture ou Guerre ci-après, entre ledit Roi de la Grande Bretagne & le Royaume d'Alger, le seldit Consul Anglois, & tous les autres Sujets de sadite Majesté, demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours & en tout temps, tant en Paix qu'en Guerre, pleine & entiere liberté d'en sortir, & d'aller en leur propre Pays, ou tel autre qu'il leur plaira, sur tel Navire ou Vaiffeau de la Nation qu'ils adviseront bon estre, & de transporter avec eux, tous leurs Biens, Marchandises, Familles & serviteurs, quoi que ne, dans le Pays, sans aucun obstacle, ni empêchement.

XIX. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté, estant Passager pour aller en quelque Port que ce soit, ou en sortir avec son bagage, ne pourra en aucune façon estre molesté ni inquiété, quoi qu'il fût à bord de quelque Navire, ou Vaiffeau d'une Nation ennemie d'Alger: de la même maniere qu'aucun Passager d'Alger, estant à bord de quelque Navire ou Vaiffeau d'une Nation ennemie du Roi de la Grande Bretagne, ne pourra être en aucune façon molesté soit en sa personne ou en ses Biens, qu'il pourroit avoir embarqué sur ledit Navire ou Vaiffeau.

XX. Que toutefois & quantes que quelque Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au haut du grand Mast, paroistra devant Alger, & viendra mouiller l'ancre à la Rade, immédiatement après que le Consul, ou quelque Officier du Navire en aura donné avis au Dey, & au Gouvernement d'Alger, pour marque de l'honneur & respect qu'ils portent à Sa Majesté ils feront faire une salve de vingt-une volées de canon, des Châteaux & Forts de la Ville, & le Navire rendra un salut de pareil nombre.

XXI. Qu'immédiatement après que les presens Articles auront été signez & scellez par le Basia, Dey, Aga, & les Gouverneurs d'Alger, toutes injures & dommages soufferts de part & d'autre seront entierelement oubliés, sans s'en ressentir, & la presente Paix demeurera & durera en sa pleine & entiere force & vertu pour jamais. Et à l'égard de toutes les depredations & dommages qui seront faits, ou commis de part ou d'autre ensuite, avant qu'on puisse donner avis de la presente Paix, on en fera incontinent pleine & entiere satisfaction, & tout ce qui se trouvera encore en nature, ou espece, sera rendu & restitué sur le champ.

XXII. Arrivant cy-après que quelque chose soit faite

ANNO 1682. faite, ou commise, contre, & au préjudice du présent Traité, par les Sujets de l'une ou l'autre Partie, ledit Traité ne laissera pas de subsister en sa pleine force & vertu : & de telles Contraventions ne causeront pas la Rupture de la présente Paix, Amitié, & bonne correspondance ; mais la Partie à qui on aura fait tort, demandera amiablement satisfaction prompte, pour lesdites Contraventions, avant qu'il soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par quelques Sujets particuliers de l'une ou l'autre Partie, il n'y aura qu'eux qui seront punis comme infractions de la Paix, & perturbateurs du repos public, & notre foi sera notre foi, & notre parole sera notre parole.

Confirmé & scellé en la présence de Dieu tout-puissant le dixième jour d'Avril de l'an de notre Seigneur Jésus-Christ 1682. & le onzième jour de la Lune

* Lisez 1093. d'Avril de l'an de l'Hégire * 1094.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Comme le dixième jour d'Avril 1682. il y a eu un Traité de Paix conclu entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foy Chrétienne, &c. Et les tres-Illustres Seigneurs le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, auquel Traité, on a annexé un Formulaire de Passeports, pour les Navires appartenans aux Sujets dudit Roi de la Grande-Bretagne, il a été conclu & expressément déclaré par ces présentes, que ledit Formulaire, annexé audit Traité, ne faisant pas partie d'icelui, les Seigneurs Grands Admiraux, ou Commissaires de l'Admirauté des Etats de sadite Majesté sont en pleine & entière liberté en donnant ledits Passeports, de se servir du Formulaire de paroles annexé à ces présentes, qui seront bonnes, & suffisantes à toutes intentions & dispositions.

Confirmé & scellé en la présence de Dieu tout-puissant le cinquième jour de Mars l'an de notre Seigneur Jésus-Christ * 1682. qui est le dix-septième jour de la Lune Moolout, de l'année de l'Hégire 1094.

* Lisez 1683.

(L.S.) (L.S.) (L.S.)

Formulaire du Passeport.

Laissez le Navire - - - - - passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises, sans aucun obstacle, empêchement, fausse, ou molestation, ledit Navire m'apparaissant (ou à nous) par bon témoignage appartenir aux Sujets du Roi notre Souverain Seigneur, & non pas à des Etrangers : donné sous mon seing (ou nos seings) & le Sceau de mon (ou notre) Bureau de l'Admiral a . . . le . . . jour de . . . de l'an de notre Seigneur mil six cent quatre-vingt

A toutes personnes que ces présentes peuvent concerner.

Par le Commandement de

Remarques.

Que la dernière Commission de l'Admirauté d'Angleterre étant finie, & l'Administration des affaires d'icelle, (& particulièrement celle de signer les Passeports) ayant passé dans les propres mains Royales de Sa Majesté, le Formulaire du Passeport cy-dessus mentionné, a reçu les changemens suivans, sçavoir.

Jacques second, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Défenseur de la foy, &c. A toutes personnes qu'il appartiendra, salut ; laissez le Navire

(place du Sceau)

passer avec sa Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises sans aucun obstacle, empêchement, fausse ou molestation, ledit Navire nous apparaissant par bon témoignage, appartenir à nos Sujets & non pas à un étranger. Donné sous notre Seing manuel, & sous le Sceau

de notre Admirauté, en notre Admirauté, en notre ANNO Cour de . . . ce . . . jour de . . . de l'an de notre 1682. Seigneur mil six cent quatre-vingt

JACQUES R.

Par Commandement de Sa Majesté

S. PEPYS.

XVII.

Acte par lequel l'ESPAGNE entre dans le Traité 2. Mai, de Garantie conclu le 30. Sept. 10. Octobre 1681. entre la Couronne de SUEDE, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES. A la Haye le 2. Mai 1682. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

TOUT le monde est pleinement persuadé du penchant que Sa Majesté Catholique a tous-jours eu pour le repos de la Chrétienté, & des démarches qu'elle a faites à son désavantage pour conserver la tranquillité publique qui sembloit devoir être rétablie par la dernière Paix conclue à Nimégue, bien qu'elle ait été si contraire aux Intérêts de Sa Majesté, & quoi qu'il ne soit pas besoin d'autres preuves de la sincère intention avec laquelle Sa Majesté tâchera de solliciter un bien aussi nécessaire que celui de la Paix, qu'elle a jusqu'à présent observée avec autant d'exactitude que de préjudice. Néanmoins pour une plus grande Confirmation dudit Traité Don Balthazar de Fuen Mayor, Chevalier de l'Ordre de St. Jacques, Gentilhomme de la bouche du Roi, de son Conseil, & son Envoité Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, se trouvant autorisé dûment & en bonne forme pour conclure tous les Traitez qui aboutiront à la fin louable que Sa Majesté s'est proposée de procurer une tranquillité commune & générale, veut bien prendre part à un ouvrage si saint & faire connoître qu'il n'a eu que la même vue que celle du Traité de Garantie de la Paix de Nimégue, de Munster & d'Osnabrug. conclu depuis peu à la Haye le 30. Sept. 10. Oct. de l'an 1681. entre le Roi de Suede & les Etats Généraux des Provinces-Unies, lequel a été depuis pleinement ratifié par les deux hautes Parties mentionnées, & pareillement signé & ratifié par Sa Majesté Impériale : Et ainsi Don Balthazar de Fuen Mayor, en vertu du Plein-pouvoir ci-joint, s'oblige au nom de Sa Majesté à tout ce qui est contenu dans ledit Traité de Garantie, tout de même que s'il y avoit été inséré mot à mot, mais avec cette expresse déclaration que de la même manière que Sa Majesté Catholique s'oblige à tout ce que contient ledit Traité de Garantie à l'égard de Sa Majesté Impériale, de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux des Provinces-Unies, ainsi Sa Majesté Impériale, Sa Majesté Suedoise & les Etats Généraux, tous ensemble & chacun en particulier, s'obligeront respectivement envers Sa Majesté Catholique pour tout ce qui est compris dans ledit Traité de Garantie, comme s'il avoit été arrêté & contracté dès le commencement avec elle ; & que lorsque la Ratification de cet Acte sera délivrée de la part de Sa Majesté, on donnera au soussigné une semblable Ratification de la part de Sa Majesté Impériale, & de Sa Majesté Suedoise & des Etats Généraux. C'est pourquoi Don Balthazar de Fuen Mayor, signe cet Acte & y fait apposer le Cachet de ses armes, réservant seulement à Sa Majesté Catholique la faculté de ratifier cet Acte dans l'espace de huit Semaines, & de limiter le tems que cette Convention devra durer. Fait à la Haye le 2. Mai 1682.

XVIII.

Barenburgische Allianz zwischen Ihro 10. Juni, Kaiserliche Majestät Leopoldo an einem / und des Heiligen Römischen Reichs hierzu verallürten getreuen /
Frankf.

ANNO
1682.

Fränk- und Ober-Rheinischen Creyßen
differts Rhein / samt einigen anderen
Ständen am andern Theil geschlossen/
zur Defension des Reichs gegen allen
feindlichen gewaltthätigen Vor- und
Einbruch / Abstellung aller Contraven-
tionen wider den Münster- und Nime-
gischen Frieden / Abwendung aller Ge-
waltthätigen Invasionen / Turbationen /
und widerrechtlichen Zumnuthungen
vom Reich und dessen Ständen etc.
Geben den 10. Junii 1682. Nebst der
Chur-Brandenburgischen Declaration
darüber gethan. [LUNIG Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I.
Abtheil. I. pag. 475. d'où l'on a tiré
cette Pièce, qui se trouve aussi dans
LONDORPII Acta Publica, Tom.
XI. pag. 430.]

C'est-à-dire;

*Traité de Luxembourg entre LEOPOLD Empe-
reur des Romains d'une part, & les Cercles con-
federés de FRANCONIE & du HAUT
RHYN citerieur, avec quelques autres Etats de
l'Empire d'autre part, pour la défense de l'Empire
contre toutes sortes d'Hostilités, de Violences, &
d'Irruptions, pour le maintien des deux Paix de
Münster & de Nimegue, & pour s'opposer effica-
cement à toutes sortes de Contraventions, & Irva-
sions faites ou à faire, comme aussi aux injustes De-
mandes & Pretentions qui ont été formées contre
l'Empire & contre ses Membres. Du 10. Juin
1682. Avec la DECLARATION de l'Elec-
teur de BRANDEBOURG sur ce sujet.*

Rund und zu wissen sey hiermit jedermänniglich,
Nachdem bey jetzmahligen geschwinden und ge-
fährlichen Conjunctionen beobachtet worden / wie
die zur Conservation des gemeinen Reichs-
Kuhstehs und Friedens / auf der noch wörenden allge-
meinen Reichs-Versammlung zu Regensburg intendiren-
de theils noch abhandelnde heilsame Reichs-Versammlunge
mehr Zeit / um dieselbe zur Execution und Würcklichkeit
einzurichten / erfordere / als die andringende Gefahr und
dero euerlichen Gegenwehr gestatten wollen; daß dannen-
hero zu solcher unverschiedlichen Defension und bis er-
melte allgemeine Reichs-Versammlunge zu ihrer vollkom-
menen Nichtigkeit und Würcklichkeit gebracht werde / im
Nahmen Ihrer Käyserl. Majestät als des Heil. Reichs
Oberhaupt durch dero darzu gnädigste deputirte geheimb-
de Räthe an einem / und dann dero und des Heiligen
Reichs hierzu veralliierten getreuen Fränk- und Ober-Rhei-
nischen Creyßen differt Rheins / samt einiger andern / zu
denenselben stossenden Reichs-Ständen / durch Ihre an
Käyserl. Hoff abgeordnete Accreditierte und Bevollmäch-
tigte anders Theils / nachfolgendes schlichtlich verabredet/
beliebet und recessirt worden.

1. Daß zwischen allerhöchstgedachter Ihrer Käyserlichen
Majestät und ermelten beyden Fränk- und Ober-Rhein.
Creyßen differt Rheins und denen mitunterten Reichs-
Ständen / hiermit eine Particular-Zusammensetzung der-
gestalt geschlossen seyn solle / daß / wann das Haupt-
Werk vorerwelter Reichs-Versammlung zum Stand kom-
men würde / alsdann dieses darauf / denen ausfallenden
Reichs-Conclusis nach / eingerichtet werde / wann dassel-
be aber ins stecken gerathen solte / gleichwohl diese Par-
ticular-Zusammensetzung einen als den andern Weg ihren
vollen Effect haben und gewinnen solle.

2. Welche 2do derraum noch anders kein Ziel und
Absehen habe / als die Defension des Reichs gegen allen
feindlichen gewaltthätigen Vor- und Einbruch / so jedoch
in ihrer Nachsehung und auf den Fall / da zu keinem
sichern und reputirlichen Frieden anders zu gelangen stün-

de / hiernächst auch dahin ausgehen sönte / daß mittelst
derselben der Friede im Reich nach Innhalt der Münster-
und Nimegischen Tractaten aufrecht erhalten / die Con-
traventiones abgestellt / und die beschene gewaltsame
Invasionen, Turbationen, und widerrechtliche Zumnuth-
ungen von dem Reich und dessen Ständen mit Nach-
druck abgewendet / und wohl auch über den beschenen
Attentaten zulängliche Reparation erlasset werde.

3. Daß solche Defensions-Versaffung und Particular-
Zusammensetzung Ihrer Käyserlichen Majestät mit denen sich
hierzu einfindenden Reichs-Ständen / in drey verschiedene
Arméen oder Feldlager am Ober-Rhein herab bis nach
Philippsburg am Mittelren / ferner herab bis nach
Coblenz / und am Unteren Rhein vollends hinab bis zu
denen Reichs-Gränzen dergestalt abzutheilen seyn / daß
doch allenfalls nach ersehender Noth oder des Lauffs
der Kriegs-Operationen / eine der andern / unter Ihrer
Käyserlichen Majestät Haupt-Direction und Ober-Com-
mando, und nach dem von denen Ständen zu bestellenden
Kriegs-Rath mit gutbefunden allgemeinen Concere
die hülfliche Hand zu bieten / zu succurriren / und des-
sens beizustehen / noch sich besten an oder ander Theil ei-
niges Weges zu entschlüssen habe.

4. Daß die Formirung der Ober-von itzgedachten
dreyen Arméen Ihrer Käyserliche Majestät übernehmen /
und Ihre Curfl. Durchl. zu Bayern dahin werden be-
handeln lassen / daß auch sie darzu so wohl mit ihren
eigenen als des Bayerischen Creyßes Verfassungs-Völkern
fern concurriren / und also gegen den Ober-Rhein / ob-
ne die zu denen Befestigungen erfordernde Mannschafft
ein Corpo wenigstens von 30000. Mann in Bereitschafft
gestellt werde.

5. Massen dan / Ihrer Käyserliche Majestät 500. zu
solchem Ende 100 schon zu ihren vorhin in dero Ober- und
Bor der-Oesterreichischen Landen stehenden Mannschafft
von eilftausend und etliche hundert zu Ross und Fuß /
noch fluss tausend zu Fuß anmarchiren lassen / denen
gleich darauff auch andere acht tausend und so viel hundert
zu Ross und Fuß folgen / und also allein am Käys. Volck
über die Garnison bis in zwanzig tausend Mann gegen
den Ober-Rhein ins Feld ziehen werden.

6. Zu dem sechsten / daß auch Ihre noch ferner ob-
handene Werb- und Recrutirung zum Vollstand der re-
solvirten Armatur von 63000. Mann continuiren.

7. Auch 7mo. den gehörigen Anstalt machen lassen /
damit nicht allein die Verpflegungs-Mittel und nöthiges
Proviant vorhanden seyn / sondern auch die bereits dar-
ausen stehende Käyserliche Artillerie mit zugehörigen
Zeug und Ammunition zum Gebrauch beweglich gemacht
werde.

8. Welchem nach Sie auch 8vo. um so mehr alles
Ernstes darob seyn werden / daß gegen solche richtige Be-
zahl- und Verpflegung die militairische Disciplin auf ge-
nau- und schärfste observiret / auch zu leichter Fort- und
Auskommung aller übriger Troß und Bagage von ihren
Völkern geschafft und abgehalten bleibe / zumahlen aber
auch denen Officieren vom Obersten bis zum Untersien
nicht nach ihrem Herkommen / sondern nach der Bedie-
nungs-Stelle / die Anzahl von mitnehmenden Leuten und
Rossen passiret werde.

9. So werden auch 9. Ihrer Käyserliche Majestät so
wohl zu Besäckerung dieser Particular-Zusammensetzung /
als auch zu sorderfamier Formirung der dritten zum
Unter-Rhein destinierten Armée mit des Herrn Chur-Für-
sten zu Sachsen und Herrn Herzogen zu Hannover Durchl.
Durchl. nach dem Fuß gegenwärtiger Haupte-Abredung
die obhandene Tractaten fortsetzen und möglich zum
Schluss befördern lassen / damit Ihre Chursl. Durchl.
mit Ihrer zu Feld stehenden Mannschafft auff fernere
Ihre Käyserliche Majestät Anweisung zum Angang und
Operation in Bereitschafft stehn / gedachten Herrn Her-
zogs Durchl. aber auch in Ihrer Käyserliche Majestät
Nahmen noch einige andere Reichs-Stände zu sich behan-
dele / mit denenselben ein Corpo von 20000. oder mehr
Tausend zusammen bringe / und gedachte untere Station
hoff zu beziehen / auch bey erforderender Noth der Obren
und Mittelren Armée reciprocirlich beizustehen und zu
succurriren fertig halte.

10. So viel aber 10. die Formirung der Mittelren
Armée belanget / welche die Reichs-Defension von Phi-
lippsburg hinab bis nach Coblenz zu beobacht hat /
gleichwie obgedachte beide Fränk. und Ober-Rhein.
Creyße / samt denen Mittelren und unierten Ständen
und Reichs-Nitterchafften / übernehmen / ein Corpo von
17. bis 18000. Mann / so zu Ross als zu Fuß aufzu-
bringen / und zu der abziehenden Reichs-Defension samt
des

ANNO
1682.

ANNO
1682.

der dazu gehörigen und proportionirten Feld-Artillerie in Bereitschaft zu halten. Als erklären sich auch Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst, daß zu Verstärkung und mehrerer Anmerkung desselben/ Sie von ihren auf den böhmischen Gränzen haltenden Völkern 3000. Mann zu Noth völig an Curasiren/ oder dreyen Theils an Dragonern/ nach Ihrer Kaiserlichen Majestät dinstelle allernächstigen Bedurfn/ oder dazumahligen Drängen (die Sie so fort benennen werden) dergestalt beordnen wollen/ daß/ so bald bey erforderlicher Noth der Zusammenziehung/ sie auf Verfassung des bey ernelter miltären Armee commandirenden Generals (als wozu Ihre Kaiserliche Majestät den zu Regensburg vorgeschlagenen Herrn Grafen Georg Friedrich von Waldeck vor ihren General Feld-Marschall gütigst ernennen und sich gefallen lassen) allseits und ohne weitrer Zurücksehen in die Graiffe anmarschiren/ sich unter iegedachten Herrn Feld-Marschalln Commando stellen und darunter beschuldig verhalten und operiren sollen/ es sey dann Eade/ daß auf vorgeschendes Concert zwischen Ihrer Kaiserliche Majestät und denen uniren Ständen befunden würde/ daß gedachte 3000. Reuter bey solchen miltären Corpora nicht/ wohl aber zu Ihrer Kaiserlichen Majestät an demnächstigen Defension hochnützlich wären.

11. Und wie dann 11. Ihre Kaiserliche Majestät vorernelte 3000. Mann/ auch wieweiler Zeit/ da dieselbe mit ernelter miltären Armee conjungirt seyn wird/ aus ihren eigenen Mitteln versorgen/ mit Proviant und selchem zulänglichsten Sold versehen zu lassen/ überzunehmen/ daß sie so wol in Marchen als Stände-Quartieren (so in diesem Rath und Rath zu seyn haben) und lagers/ gleichwie die unire Miltz/ neben dem Brodt auch das glatz- und rauche Futter/ mit barem Pfenning bezahlen können/ also und da ernelte 3000. zu Noth mit und neben der uniren Stände Völkern auch deren Landen seyn und operiren solten/ wird es auch ernelter Verfassung halber billig mit ihnen/ als mit diesen zu halten seyn.

12. Gleich nun auch Ihre Kaiserliche Majestät zu gnädigstem Gefallen gerüch/ daß mehrerntheils allirte Creysse und Stände die völlige Verpflegung und unterhaltung dieser miltären Armee von 17000. bis 18000. Mann/ und deren Zuzug auf den Fuß der durchgehends zu rüchen habender 120. Mönat-Monate gestillet haben/ Also/ und da alle Nothdurfft genugsamlich damit kan bestirnen werden/ befinden Ihre Kaiserliche Majestät nicht allein billig zu seyn/ daß sie von Reichs wegen zu seinem fernern Beystand zur Kriegs-Cassa anders gezogen werden/ es wäre dann Eade/ daß das gesamte Reich neben allgemeiner Einwilligung ernelter 120. Mönat-Monate noch ein mehrers zu denen neben-Reichs-Nothdurften beystragen resolvirt/ sondern sie versthören auch und abscuriren hiemit/ daß Sie bey Ewicht und Prekierung alles obigen/ mehrerntheils Frantz- und Ober-Rheinische Creysse dieser Rheins samt denen dazu concurrirenden beyder Creysse Quartirassen/ wie auch die unter selbiger Allianz bezugsne Westrwaldische Stände/ als das Fürstliche Haus Nassau und Graf. Häuser Sayn und Wiedr/ item die dazu stossende Sachsen-Weymarische Häuser mit einigen fernern Einquartierungen und andern lassen nicht belegen noch besetzen werden/ Jedoch aber mit dem ausdrücklichen Vorbehalt/ daß ohne Kaiserl. Bewissen und Einwilligung kein Reichs-Stand zu ernelter Allianz mehr angenommen werde/ damit der ohnverhülts Quartierstand dadurch nicht aufgehoben/ und mithin diese Bestreyung impossibilisirt werde.

13. Wie dann auch/ wann bey dieser Defension oder auch künftig etwa ausbrechender Kriegs-Ruptur die March und Remarche obgedachter unire Stände länden bedürfen solten/ der marchirende Soldat die geniesende Victualien und Ziltener soldateschalt in allwege wird zu bezahlen haben/ wie es zwischen ihnen allüren selbst eventualiter abgetret/ und belist worden/ nemlich die Mund-Portion für 2. Pfund Brodt täglich zwey Creutzer/ für ein Maß Getränd 2. Creutzer/ für 1. Pfund Fleisch 2. Creutzer/ auf ein Pferd für 6. Pfund Hafer 3. Creutzer/ und für Hru und Erch auch das Galt dafür 2. Creutzer gerechnet.

14. So befinden auch Ihre Kaiserliche Majestät denen Operationen dieser miltären Armee zum anständigsten zu seyn/ daß wie das ganze Defensions-Werck unter ihrer Ober-Direction und Commando dergestalt zu seyn hat/ daß die Haupt-Concertierung für den ganken Feld-

(L.S.) J. A. F. zu Schwarzenburg.

(L.S.) Hermann W. zu Baden.

(L.S.) J. Hoher.

zug/ vor dessen antretung an Ihrem Kaiserlichen Hof/ oder wo sie es für gut befinden/ mit der Generalität und uniren Ständen/ der Incidentien aber und Particular-Operationen auch zwischen ernelter Generalität dem Kaiserl. zu der Armee verordneten Kriegs-Rath und der Stände verglichenen Kriegs-Räthen geschhe/ Also im übrigen auch die Disposition mit dieser Armee denen uniren Ständen (als von welchen sie dependirt) heimgesetlet bleibe/ und sollen zwar bey obgedachten bestellendem Kriegs-Rath in den den allgemeine Operationes und Anliegen der gesamten Armee betreffenden Vorfällenheiten dem Kaiserl. Hof neben seinem letzten Voto/ die Conclusa secundum majora zulassen/ die andere Particular-Angelegenheiten aber/ so die unire Stände und deren Armee allsing betreffen/ deren Kriegs-Räthe auch separatim zu beordnen/ fug haben.

15. Wie dann auch 15. wann ein oder ander hiunter begriffener Creys und anderer stand denen Allianz-Punkten und Prækationen kein genügen thun solte/ daß solcher vom Creys oder gesamter Union/ wegen/ durch execution dazzu angehalten werde.

16. Und ferners auch 16. wann diese Armee nach es folgender Noth oder sonst nach Etschickung des Krieges- lauffs/ denen andern Ober- und Unter-Armee den Hand zu bieten/ oder bezugsne hätte/ denen Uniren bevorzuble/ in dem Posto viel Völcks zur Lands-Etschickung zuhalten/ daß es einem Corpo volanti oder Einfall der nachsten feindlichen Guarnison begegnen und widersischen könne.

17. Wie Ihre Kaiserliche Majestät oberernte massen an Ihre nichts werden erwinden lassen/ damit auch die drize Armee am Unten Rhein zum Stände gerichtet werde/ also und damit bis dahin das gesamte Reich und in particulari diese unire Creysse und Stände der feindlichen Invasion ohne Widerstand nicht offen seyn bleiben/ solle diese Miltäre Armee bey anbrechender Noth (wann auch erneltes drize Corpus wieder Verhoffen noch nicht im Stände seyn solte) die Defension in ihrem Posto so gut als möglich anzutreten/ oder auch sich der obren Armee/ wie obenelmt/ mit allererstingm Gutschinden/ zu conjungiren und zu operiren (welches reciproc zu versehen ist) nicht unterlassen.

18. Erbietten sich Ihre Kaiserl. Majestät so wol wegen der Ober-Armee/ als diejenigen Stände/ so ihre Oblat unter diese miltäre Armee und deren Commando stellen/ dieselbe weder im Sommer noch Winter zurück zu fordern/ sondern dieselbe allezeit in denen Stände-Quartieren zu-recrutiren und zu bezahlen/ damit die nöthige Kriegs-Operationes und des Reichs Dienst nicht gehindert/ noch interrumpirt werde.

19. Wann Haupt-Verlagerungen solten vorgenommen werden/ sollen Ihre Kaiserl. Maj. die benachbarte Stände zu Beschaffung des schneren Geschlusses zu vermögen/ an ihren Kaiserlichen Officio nichts erwinden lassen.

20. Wann der Friede erfolgen oder sonstigen Tractaten vor dem Krieg gemacht werden solten/ wird reciproc dahin zu tradiren seyn/ daß dasjenige dabey restituirt werde/ was etwa ein oder dem andern Theil bey währenden neuem Krieg oder auch dieser Armatur halber/ möchte seyn abgenommen werden.

21. Gleichwie die Obligation dieser Urrede und Zusammenfassung reciproc zu versehen/ als werden Ihre Kaiserliche Majestät darob seyn/ daß bey der unire Armee auch alles auf den Fuß und Consonanz gegenwärtiger Verabredung gestellet werde/ Und weil mehr hochgedachte Ihre Kaiserliche Majestät diese Zusammenfassung ihres Orts bis zu Erlangung eines beständigen Ruhestandes zu continuiren gemeynet seyn/ derentwegen aber anfangs ernelte Herren Gesvöllmächtige und Accreditierte beständig vergeben/ daß der unire Stände Verabredung distals allein auf drey Jahr gestellt seyn. Als haben auch 1682. ernelte Herren Gesvöllmächtige und Accreditierte vernommen/ ernelte Kaiserliche Intention denen uniren Ständen bey ihrer Zurückkunft vorzubringen/ und deren schriftliche Erklärung darüber unverlängte einzuschicken.

Zu dessen mehrern Urkund und bis darüber von denen allchodhigsten hohen Herren Principales selbsen die Ratificationes (wozu dann zwey Monate von heut dazob belibet worden) erfolgt und ausgewerfelt werden/ sind dieses Recces zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt/ von anfangs ernelten Herren Deputirten und Gesvöllmächtigen unterschrieben und bezeugnet worden.

Geben zu Laxenburg den roten Juni Anno 1682.

(L.S.) Leopold Wilhelm/ Graf zu Königsreg.

(L.S.) Georg Friz/ Graf zu Waldeck.

(L.S.) Wolf Philipp von Schrotenberg.

Chur

ANNO
1682.

ANNO
1682.Chur-Brandenburgische Declaration über diese Larenburgi-
sche Allianz.ANNO
1682.

Ihro Churfürstlichen Durchl. zu Brandenburg seyn jüngsthin beygefügte Abschrift einer gewissen bey Anwesenheit des Herrn Grafen von Waldeck zu Wien/ zwischen Ihrer Kaiserlichen Majestät und einigen Reichs-Gräfen und Ständen den 10. Junii geschlossene Bündniß communicirt/ welches hochgedachte Ihre Churfürstl. Durchl. so wohl ratione modi als loci, überaus bedenklich/ und dergestalt beschaffen finden/ daß sie darzu still zu schweigen/ ganz nicht rathsam/ sondern vielmehr von äußerster Nothwendigkeit erachten/ so wohl das gemeine Reichs-Interesse/ als Ihre auch einiger mit Ihro in vertraulicher Correspondenz begriffenen Churfürsten/ Fürsten und Ständen Eiderheit und Volfart dabey auff's sorgfältigste zu beobachten/ Die ganze Bündniß seye nirgends anders hingERICHTET/ als die Ruptur mit der benachbarten Cron Frankreich/ auch ohne Erwarnung einigen Reichs-Schlusses/ zu befördern.

Es sey zwar an dem/ und hätten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg es zum öftern contestirt/ daß sie die von gedachter Cron bißhero vorgenommene/ so genannte Reuniones, Incorporaciones verschiedner zum Reich gehöriger Oerter/ und insonderheit die Occupation der Stadt Straßburg ungern gesehen/ auch inmalen davor gehalten/ daß solche mit denen Friedens-Schlüssen zu Münster und Nimwegen conciliirt werden könnten. Nachdem allen es aber am Tage/ was gesah wegen rechter und eigentlicher Explication des Münsterischen Friedens bereits für vielen Jahren zwischen dem Reich/ und der Cron Frankreich/ Zerungen und Mißverständ erwachsen/ zu deren gütlichen Abhandlung ein gewisses Arbitrium beiderseits beliebt worden/ welches aber nachgehends durch den eingefallenen Krieg unterbrochen/ u. ohne Kraft geblieben/ so wäre zu wünschens/ daß die Kaiserliche Gesandtschaft zu Nimwegen bey den Tractaten auff's neue wiederum reitabillt und reintegrit/ oder die sitzgeordnete Dubia und streitige Sache dergestalt/ und mit solchen klaren Worten abgethan und verhandelt hätte/ daß man sich hernachmahls dieser neuen Unruhe und Strickigkeiten nicht zu besorgen gehabt/ Es wäre aber solches gutes Tempo/ und eine so nöthige Sache/ leyher/ mit unvielerbringlichen Schaden des lieben Vaterlands/ und zu dessen fast unauflöschlichen Schimpff/ verfallumet/ und hätte gemeldte Gesandtschaft lieber einen ungewissen/ zweifelhaften und schädlichen Frieden/ ohn einige Nothwendigkeit/ ja wider Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und andern wohl intentionirten Rath und Einmen/ und wider die so wohl auff dem Reichs-Tage gemachte Schlüsse/ als auffgerichtete klare Verbindnisse eingehen/ als die gerechte Reichs-Waffen/ welche der Allerschönste fast aller Orten und Enden mit gewündschten Successen segnete/ zu Erlangung eines erhellten und sichern Friedens continuiren wollen. Was für Unglück Chur-Fürstl. Durchlauchtigkeit zu Brandenburg und andern getreuen Ständen daraus zugewachsen/ solches sey am Tage/ an Seiten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg öfters vorgestellt/ und nicht nöthig zu wiederholen.

Daß man aber durch dergleichen neue Bündnissen das gute/ und wegen vorigen Drangsalen noch seufftende Vaterland/ wieder so vieler getreuen Churfürsten/ Fürsten und Ständen wohlthunendes Einrathen/ und aller ihrer gethanen Remonstrationen ungeachtet/ aufs neue in einen so gefährlichen Krieg impliciren wollen/ solches könnten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg so wenig gut heißen/ als Sie dafür hielten/ daß dero Mit-Stände/ und insonderheit die Nieder-Rheinische/ der Gefahr am nächsten gestohle Herrn Churfürsten/ damit einig seyn würden/ als in dero landen die Armeen so fort zu Anhang gesetzt/ darinn sedes belli und die Einverleibung stabilirt werden solle. Im ganzen foedere sey von keinen gültlichen Mireln/ oder zum Frieden zielenden Wegen/ das geringste Wort zu finden/ sondern alles auf Krieg und Extremitäten gerichtet/ und welches das allernützlichste/ würde der ganze Rhein-Ström in drey Theil abgetheilt/ und denen Kaiserl. und Alliirten Exercitus und Soldatesque, wider alle Rechte/ Reichs-Constitutiones, Instrumenta Pacis und Vincula, damit ein Stand dem andern verwandt/ und gegen die Treu/ die man einander als membra unius Corporis aus Reipublice schuldig/ assignirt/ ohne/ daß man Ihr. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und hochbegnadeten dero Herren Mit-Churfürsten/ wie auch andern bey die-

TOM. VII. PART. II.

ser Sache zum höchsten interessirten Ständen einmahl ein Wort darvon geymet/ und viel anderer nachdenklicher und präjudiciallicher in gedachter Bündniß enthaltener Händel zu geschweigen/ so wäre unerhört/ und ein solches Actenratur, daran wohl vor dem noch niemand gedacht/ daß ein Graf und einer von Adel/ im Namen anderthalb Creyses/ ihne die dem gesambten Reich und allen Ständen conjunctim zusehende Jura und Potestät arrogiren/ sich an dessen Stelle erheben und setzen/ es vertreten/ dessen Defension übernehmen/ es zum Reichs-Krieg veranlassen/ Frieden machen/ und unterthet/ daß zu Regensburg auf dem Reichs-Tage die materia securitatis & defensionis publicae in förmliche Consultation kommen/ und darinn unterschiedliche Gutachten der Kaiserl. Majestät zugestellet worden/ dennoch ein Graf und einer von Adel sich so vergessen/ und wie der Art. 2. und 3. redet/ die Defension des Reichs gegen aller Feinden schädlichem gewaltthätigen Vor- und Einbruch zu packiren/ und auff sich zu transferiren/ daß mittelst solcher Defensions- und Particular-Zusammenkunft der Friede im Reich/ nach dem Münster- und Nimwegischen Tractaten erhalten/ die Contraventiones abgestellt/ die geschene gewaltthätige Invasiones, Turbationes, von dem Reich und dessen Ständen abgewendet/ und wohl auch über den beschene Actenratur zulängliche Reparation erstattet werde. Es wären dieses Sachen und Jura, so vor das gesambte Reich gehörten/ und steh in dem Instrumento Pacis austrücklich/ daß si bellum decernendum, tributa indicenda, pax aut foedera facienda, & alia ejusmodi publica negotia peragenda fuerint, solches auff keine andere Weiß/ nisi de comitali liberoque omnium Imperii Statuum Suffragio & Consensu geschien könne. Man habe auch diese gewisse Nachricht/ daß ein fremder König ersucht/ und mit demselben tractirt werde/ daß er mit einer Arme ins Reich komme/ dem unter andern Conditionen gute Quartier darin offerirt sind/ und mangelt es dem Verlaut nach/ gleichsam an nichts mehr/ so die Überkunft dieser fremdden Völker bißher removirt/ als an den zu dero Transportirung nöthigen Geldern/ um deren Bezahlung man sich an einem und andern Ort bemühet.

Wey diesen sich ereygnenden über die massen weit aussehenden Dingen/ daraus des Römischen Reichs gängliche Zerrüttung oder gängliche Verwüstung und Ruin nicht ohn Ursach zu besorgen/ hätten Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg dero gehorsamsten Gesandtschaft zu Regensburg gnädigen Befehl ertheilt/ mit derjenigen Herren Churfürsten und Fürsten Gesandten/ welche die Friedliebende Concilia dergleichen gefährlichen/ und zur Ruptur oder neuem blutigen verderblichen Krieg abzuleiden/ oder solche gar mit sich führenden Desseinen/ vorziehen/ vertraulichst aus dieser Sache zu communiciren/ und dero vernünftige Gedanken/ und ihnen befallende zureichende Expedientia zu vernehmen/ auch den Umständen nach/ wider solches hochschädliche/ den Instrumento Pacis, auch Juribus, Libertati & Securitati Statuum & Imperii ungemässes Regimen in publico zu protestiren/ die gefährliche Consequenzen solchaner Bündnissen und Vorhaben zu remonstriren/ und dabey zu bedingen/ daß man in specie dem darinn indigitirten eygenwohlthun Quartier-Wesen keine stat zu geben/ sondern solches als rem injustam & in Instrumento Pacis & Sanctionibus Imperii, nec non Capitulatione Cæsaræ expressè prohibitam, mit aller Macht und Hülffe/ wie es dann die Reichs-/ Natürliche/ und Völker-Rechte von selbst mit sich bringen/ ja gebieten/ unmöglich abzuwehren/ auch zugleich das Arbitrium Pacis & belli dem ganzen Reich zu vindiciren/ nicht aber einigen wenigen Ständen zu abandonniren/ Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg zweifeln keines Weges/ es würden andere wohl intentionirte Stände dero hiesige Gesandtschaft hierinnen nachdrücklich secundiren/ und bey einer so hoch importanter Occasion und Frangente so wohl des Reichs gemeine Ruhe/ Sicherheit und Consistenz, als mithin ihre eygene Wohlfarth und Interesse gebührend beobachten. Wobey dann auch der von dem Fürsten antretenden würdlich ausgebrochenen Gefahr nicht zu vergeßen/ welche das Reich zu Stabilirung der innerlichen Vertraulichkeit und Ruhe/ nicht aber zu dergleichen Trennung und Extremitäten billich bewegen sollte.

Schließlich ominiren die sich von dem Reich und denen Comitibus universalibus separirte, Alliirte/ von ihrem

D

inter-

ANNO intendirten neuen Krieg wenig Gewinn / und Eroberung
1682. land und Leute / indem sie Art. XX. allein disponiren /
und ihre Verwahrung darauff einrichten / wie dahin zu
trachten sey / daß dasjenige restituirt werde / was etwa
einem oder dem andern / theils bey währenddem neuen
Krieg / oder auch dieser Armatur halben / möchte seyn ab-
genommen worden. Wann sie den Frieden cultiviren /
behalten sie integrè, was sie jezo besitzen / welches nützlich-
licher und gewisser scheint / als etwas davon verlieren /
und zu sorgen / wie dessen Restitution wieder zu er-
langen.

XIX.

12. Sept. Elucidations-Recess zwischen Churfürst
Johann Georg dem Dritten / und
Adolph Herzog zu Sachsen-Weissen-
fels / über den de dato 22. Aprilis
1657ten Jahrs aufgerichteten Erb-
Vertrag beschehen. Wodurch dersel-
be in ein und andern Punktis weiters
erleutert / die darüber erwachsene Du-
bia, und widrige Interpretationes er-
kläret werden. Geschehen zu Dres-
den den 12ten Septembris Anno 1682.
[LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv.
Part. Spec. Continuat. II. Absatz II.
pag. 646.]

C'est-à-dire,

*Recess entre JEAN GEORGE III. Electeur de
Saxe, & ADOLPHE Duc de Saxe-Weissenfels,
sur l'Accord Héreditaire du 22. Avril 1657. par
lequel d'un consentement mutuel, ledit Accord est
éclairci en divers Points, & les Doutes survenus
à cette occasion expliqués, & résolus. A Dresde
le 12. Septembre 1682.*

Die Mahnen der Heiligen Dreyfaltigkeit / sey
hiernit kund und zu wissen: Demnach der
Weyland Durchleuchtige Churfürst und Herr /
Herr Johann Georg der Erste / Herzog zu
Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen
Reichs Erzh-Marschall und Churfürst / Landgraf
in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober-und
Nieder-Laufß / Burggraf zu Magdeburg / Graf zu der
Mark und Ravensberg / Herr zum Ravensstein / bey sei-
nem tödtlichen Hintritt / ein untern dato den 20. Juli des
1652. Jahrs aufgerichtes Testament hinterlassen / und
darinnen Dero damahligen Chur-Prinzen und Erstge-
borenen Herrn Sohn / den auch Durchleuchtigen Fürsten
und Herrn / Herrn Johann Georgen den Andern / Her-
zogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen
Römischen Reichs Erzh-Marschall und Churfürst-
sen / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen /
auch Ober-und Nieder-Laufß / Burggrafen zu Magde-
burg / gefürsteten Grafen zu Henneberg / Grafen zu der
Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein /
in dem ganzen Churfürstenthum und allen darzu ge-
brachten landen und Marggraffthümern / auch Graf-
und Herrschaften / so wohl allen landen und Leuten /
auch andern / so Seine Churfürstliche Durchleucht da-
mahls gehabt / oder künftig durch Gottes Segen noch-
mahls erlangen und überkommen möchten / zu ihren rech-
ten wahren Universal-Erben eingest / darneben aber
auch / wie Seiner Churfürstlichen Durchleucht jüngere
drey Herren Söhne / die Hochwürdigsten / Hochwürdig /
Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herr Augustus,
Herr Christian / und Herr Moritz / etc. mit gewissen De-
putaten / titulo institutionis honorabili / und nach des Ju-
ris Primogenituræ, und anderer specificirten Häuser Ge-
wönheit / und darinnen specificirten Landes-Portionen /
abgetheilt werden / solten / Verordnung gethan / und
aber an einem Theil Seine Churfürstliche Durchleucht
Herzog Johann Georg der Andern / davor gehalten / daß
durch diese des Herrn Vatters Disposition Ihr ein meh-
rers / als Sie / vermöge des Juris Primogenituræ, auch
nach Anleitung der Provisionis Majorum, und dieses

Churfürstlichen Hauses Herkommen gemäß / denen 3. jün-
geren Herren Brüdern schuldig gewesen / aufserlegt wer-
den wollen / andern Theils höchstgedachter Herren Brü-
dere Fürstliche Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durch-
leucht Durchleucht einige Punkte darinnen anders / als
Churfürstliche Durchleucht / auslegen wollen / auch hieraus
so wohl sonst allerbald Mißverständnisse zu besorgen
gewesen; So haben Churfürstliche Durchleucht bey vor-
berührten väterlichen Testamenten also schlechter Dinge es
beenden zu lassen / angesehen / und darauf allerseits
Churfürstliche und Fürstliche Fürstliche Fürstliche Durch-
leucht Durchleucht vermöge eines untern dato den 22.
April. 1657. aufgerichteten Vertrags / so der Freund-
Brüderliche Haupt-Vergleich genennet wird / wie es al-
lenhalben zu halten / sich Freund-brüderlich zu verglei-
chen / vor gut befinden / bey welchem Vergleich aber nach-
gehends wahrgenommen worden / daß er hin und wieder
ziemlich dunkel / wie denn auch darneben mit der Zeit
aus denselben unterschiedliche ungleiche / und der an bee-
den Theilen geführten Intention, auch denen Fundamen-
tis Domus zuwiderlaufende Interpretationen erwachsen
wollen / also / daß nicht alleine noch bey lebzeiten der
jüngsthin verstorbenen Churfürstlichen Durchleucht Her-
zog Johann Georg des Andern / lobwürdigsten Anden-
kens / hierüber vielfältige Differentien sich hervor ge-
than / sondern auch der Durchleuchtige Fürst und Herr /
Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen /
Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs
Erzh-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen /
Marggraf zu Meissen / auch Ober-und Nieder-Laufß /
Burggraf zu Magdeburg / Gefürsteter Graf zu Henne-
berg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby /
Herr zum Ravensstein / als izeo regierender Chur-Fürst
und Landes-Herr / bald beym Antritt Seiner Churfürst-
lichen Durchleucht tödtlichen Regierung / solchen Vergleich
bloßhin / oder ehe und bevor derselbe gungsam eluci-
dirt / und von widrigen Interpretationibus gänzlich be-
freyt / zu agnosciren Bedenken gehabt / vielmehr am
7. Jan. des abgewichenen 1681. Jahrs mit einer zu
Meissen von der damahls darselbst angestellten Landtags-
Deputation dinstalls eingewandten Protestation sich noch-
dittirg darüber vermahret / dieses auch Dero Fürst-
lichen Herren Vettern zu Weissenfels / Merseburg und
Zeitz / und zwar jedem besonders / darneben aber zugleich
ihre rühmliche Inclination zu zülicher Hmlegung aller
dannenhero besorgenden Streitigkeit / in Schristen
Freund-vertetlich zu erkennen gegeben. Alldieweil nun
hierauf der Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Jo-
hann Adolph / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und
Berg / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen /
auch Ober-und Nieder-Laufß / Gefürsteter Graf zu Hen-
neberg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby /
Herr zum Ravensstein / als des Herrn Administratoris
des Primat-und Erzh-Stifts Magdeburg / Herzhogs Au-
gusti Fürstliche Durchleucht Primogenitus, und Erstge-
borener Herr Sohn und Successor, solch Erbreichen
mit Freund-vertetlichen Dank acceptiret / auch zu Be-
zeugung Dero gleichmäßigen Intention gegen Ihre Chur-
Fürstliche Durchleucht sich Freund-vertetlich heraus ge-
lassen / was massen Sie sich dinstalls in einige Wei-
terung zu sehen nicht gemeynet / sondern vielmehr mit Iu-
ro Churfürstliche Durchleucht sich hierüber allenthalben
zu vernehmen / und daß denen gemachten Dubis und
daraus erwachsenden oder ferner besorgenden Frungen
auf einmahl abgeholfen werden möchte / höchlich Ver-
langen trügen; So haben mehr höchstverehrte Seine
Churfürstliche Durchleucht Ihr solches wohl gefallen las-
sen / und hinwiederumb Seine Fürstliche Durchleucht
aller Freund-vertetlichen liebe / Zuneigung und Affection,
auch wie Sie ihres Orts etwas / so der Billigkeit und
denen Rechten zuwider / hierunter nicht intendiren / noch
Seiner Fürstlichen Durchleucht das geringste / so Dersel-
ben gehörig / zu entziehen gesonnen / versichert. Worauf
Ihre Chur-und Fürstliche Durchleucht Durchleucht durch
Ihre absonderliche zu solchem Ende niedergelegte Ge-
heimbde-und andere Käthe / dieses Werck / seiner Wich-
tigkeit nach / mit allen Fleiß genau untersuchen lassen
und sich nach gepflogenen reifen Rath / vor sich / Ihre
Erben und Nachkommen / folgender Gestalt verglichen:

1. Und zwar anfänglich hat sich besunden / daß / ver-
möge angezogenen untern dato den 22. April. Anno 1657.
aufgerichteten Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs /
Seiner Fürstlichen Durchleucht nummehro in Gdt rü-
henden Herrn Vatters / Herzhogs Augusti, postulirten
Administratoris des Primat und Erzh-Stifts Magde-
burg Fürstliche Durchleucht Christmüßigen Andenkens / die

ANNO
1682.

ANNO
1682.

die Schloßer / Städte und Aemter Sachsenburg / Eckersberge / Bibra / Freyburg / Sangerhausen / Langensalka / Weissenfels / Sittichenbach / Heldrungen / Wendstein und Weissenfels / benebenst der Amtsfürstlichen Ritterschaft / und denen in dem Ante Sachsenburg besitzenden Schriftfassen / ingleichen das Amt und Stadt Thomasthurm / Köbblingen / Landa / Buchach und Kindebrück / wie nicht weniger die in Thüringen befindlichen Klöster und Stifte /ir Beutzh / Langensdorf / Weissenfels / Rensdorf / Bernroda / Colba / Kloster und Stifte Salk / Kaltenborn / Nohrbach / Ringitz und St. Ulrich / so viel Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Herzog Johann Georgen dem Ersten / Christmildeken Andenckens / daran zuständig gewesen / dann ferner die vier Magdeburgischen eximierten respective Herrschaften / Aemter und Städte / Querfurt / Güterbock / Dahma und Burg / erlöchen zukommen.

2. Dieses alles nun verbleibet Einer Fürstlichen Durchleucht und zwar / wie es Derofelben in GdA ruhender Herr Vater / inhalts des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / überkommen / und in nachfolgenden erläutert / mit der angefügten fernern Erklärung / daß nach demselben Ihrer Fürstlichen Durchleucht die zu dem Chur-Haus Sachsen gehörige Lehen-Briefe / Schriften / Acta und Documenta, so weit Sie daran interessiret / zu Dero Bedürfnis jedesmal aus dem Churfürstlichen Archiv communiciret / und auf Begreben Copien in beglaubter Form davon ertheilt werden sollen. Insonderheit und nachdem die höchstselige Churfürstliche Durchleucht Herzog Johann Georg der Andere / das gehabte Jus Superioritatis und Reservata über die so genannte vier Magdeburgischen eximierten respective Herrschaften / Aemter und Städte / Querfurt / Güterbock / Dahma und Burg / wie ingleichen über die drey Herrschaften und Aemter / Heldrungen / Wendstein und Sittichenbach / vermöge eines untern dato Leipzig den 17. Febr. 1663. aufgerichteten Vertrags / resigniret / solche Orte hierauff in formam &c. statum eines absonderlichen Fürstenthums gesetzt worden / So hat es darbey / wie auch bey dem disfalls zu Torgau untern dato den 12. Maji 1681. aufgerichteten Vergleich / nochmalts sein Verwenden. Und wiewohl Ihre Churfürstliche Durchleucht unter dero Bildhahn / so Ihre Fürstliche Durchleucht zuständig / bloß die Jagten in denen Aemtern / und nicht auf denen Schriftfässigen Gütern / verstanden / so ist es doch auf gewisse Handlung dahin verglichen worden / daß auch auf solchen Ihrer Fürstlichen Durchleucht dieselben erblich und dergestalt verbleiben sollen / daß keine neue Gehege gemacht / denen Schriftfässigen / welchen die Hohen-Mittel-oder Niedere-Jagten zugehören / hierdurch kein Eintrag geschehen / auch da hieüber einige Streitigkeiten entständen / dieselben vor Churfürstliche Durchleucht ausgetragen werden sollen.

3. Ebenfalls sollen Ihre Fürstliche Durchleucht an allen von Römischen Kaysern / Königen und sonst verschiedenen Lehen-und anderen Anwartsungen / ingleichen an denen Gold-Bergwerken / so sich deren in diesem Churfürstenthum / Stiftern und Länden durch Gottes Gnade ereignen möchten / so wohl an denen Zülischder / Preussischen / Pommerischen und Franckischen Sachen / vermöge mehrerwähnten Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / ihren Antheil und Recht haben und behalten.

4. Gleichwie aber im Thüringischen Ihrer Fürstlichen Durchleucht ein mehrers / als in vorhergehenden N. 1. specificiret / nicht zusetzet / Also verbleiben Ihre Churfürstlichen Durchleucht alle darinnen befindliche Ballwey / Compagnen / sambt deren Permenten / alle und jede Grafen / Herren / auch Graf-und Herrschaften / so wohl Schriftfässige Ritterschaft / ingleichen alle Schriftfässige Orte / wie nicht weniger die so genannten neuen Schriftfässigen in denen Aemtern Weissenfels und Freyburg / welche / bey Churfürst Johann Georgen des Ersten / Christmildeken Andenckens / Absterben / die Schriftfässigkeit allbereit gehabt / benebenst denen ihnen vererbten Dörffern / so entweder auf Schriftfässigkeit ausdrücklich gesetzt / oder solche sonst zu Recht befindlich herbracht / sambt deren Zugehörungen / (welcher allseits haben es sonderlich bey angezogenen zu Torgau am 12. Maji 1681. aufgerichteten Vertrag nochmalts bewendet /) wie auch das Amt und Voigtz Freyfurt / Schul-Porta / sambt denen dazzu gehörigen Dorfschaften / die Stadt Tennstädt / ingleichen die Erblich-Gerechtigkeit bey den Städten Erfurt / Mühl-und Nordhausen / die peinliche Gerichts-Voigtz in istgebadter Stadt Nordhausen / die Gleits-Gerechtigkeit vor S. Johann und Andreas Thore bey der Stadt Erfurt / und die Catholische Geistlichkeit in Erfurt / so weit solche in dem Thüringischen

TOM. VII. PART. II.

Greysse begriffen / beneben denjenigen / was Ihr in Anno der Graffschaft Mansfeld und in Thüringen / inhalts der zwischen Churfürst Augusto und dem Stifte Halberstadt Montags nach Severi den 26. Octobr. 1573. aufgerichteten Vergleichsbedingungen / und mit dem Erzbischoff und dem Capitul zu Magdeburg ergangenen Permutation-Abschids / de dato den 1. Jan. 1579. und sonst in gedachter Graffschaft Mansfeld gebühret / So viel aber die Dörffer Auerstädt / Nieder-Loppschütz / den Comptur-Hof zu Weissenfels / den Moringischen Rittersch / oder das Haus zu Sangerhausen / Valentin Melchior von Hausen Rittersch / oder Wohnhaus zu Schönstädt / das hiebervorn Barnmannsche / icko Heinrich Christophs von Hopfgarten Gut zu Grossen-Getern / das Gut und Dorf Ober-Neussen / die Wüstungen Nicht und Ründhausen / wie auch Schönwerda betriefft / (dessen letztern halber es doch bey denen disfalls ergangenen Urtheilen / wie auch wegen Nieders-Loppschütz bey der hiebervorn beliebten und angeordneten Commission verbleibet /) wird solches alles auf weiters Vernehmen aufgeschiet / und immittelst biß zur Erörterung in vorigen Stande / auch der Steuer wegen / auf Wais und Weise / wie unten bey N. 1. mehreres enthalten / gelassen.

5. Jedoch sollen bey denen Dorfschaften / so hiebervorn zu denen Ihre Fürstlichen Durchleucht zuständigen Aemtern gehörig gewesen / und davon veräußert worden / alle bey vorgegangener Alienation und Vererbung ermeldeten Aemtern vorgehaltene Jura , worunter aber das Jus Superioritatis in keinerlei wege zu verstehen / nochmalts verbleiben / Auch da in Thüringen an dero Schriftfässigen Ritterschaft ein oder ander Lehen-Gut über kurz oder lang / durch Absterben des letzten Besizers ohne eheliche Leibes-Lebens-Erben / oder Mit-Belehnten / apert. und Ihre Churfürstlichen Durchleucht heimfällig würde / wollen Dieselbe / inhalts des obberührten Freund-brüderlichen Vergleichs / Ihre Fürstlichen Durchleucht und Ihren Leibes-Lebens-Erben solche verlebte Lehen-Güter in dem Stande / wie sie sich alsdenn befinden / eigne und leihen / doch daß Sie sich keines Lebens anmassen / es sey denn / auf erregnete wachstliche Apertur / Ihr die Pollen gegeben / oder das Gut in Lehen gereicht / oder auch / da die Apertur zweifelschaffig / und sich ein Contradictor angebe / darüber denen Lebens-Rechten gemäß ordentlich erkennet. Es sollen aber Churfürstlicher Durchleucht ante aperturam die Hände nicht gebunden seyn / Consensu zu erhalten / in die Alienationes der Lehen-Güter / und bey Erhandlung derselben / in Benennung neuer Mit-Belehnten zu verwilligen / außer wenn ein Lehen auf den letzten Possessore bestünde / da Ihre Churfürstliche Durchleucht Ihr doch gleichwohl in die Leibesbedinge und Ehe-Stiftungen / wie auch zu Besserung des Lebens aufgenommene Schulden zu contentiren / allerdings vorzubehalten / wie Ihr denn auch alle andere Rechte / so dero selben Vorfahren gehabt / ohne Eintrag sich zu gebrauchen / in alle Wege frey und offen verbleiben / und soll hiernit keine Abuliva / vielmehr simultanea Investitura gemeinet / dieses auch bloß auf der Schriftfässigen Ritterschaft Güter / nicht aber auf Graf-und Herrschaften / Ballwey und Compagnen verstanden / noch hierdurch der Ritterschaft an ihren habenden Privilegiis und Gerechtigkeiten / insonderheit / wo bey einer Familie gewisse Pacta gentilitia verhanden / oder von Herzog Johann Georgen des Ersten / Churfürstliche Durchleucht / und dero Vorfahren / einem ganzen Geschlecht oder absonderlichen Personen gnädigste Concessionen super Facultate testandi de Feudis , vel de iisdem inter vivos disponendi , oder eine Expectanz auf ein Schriftfässiges Rittersch-Gut ertheilt worden / daran kein Eintrag geschehen / sondern dieselben allerdings und allenthalben in ihrem Vigore , Kräften und Würden verbleiben / Da auch ein Lehen-Fall an Ihre Fürstliche Durchleucht oder derofelben Succesores käme / sollen Dieselben von dem angefallsenen Lehen die schuldliche Rittersch-Dienste zu lassen / die Lehen auf gehörige Fülle zu suchen / und alles andere / was vorige Besizer davon zu thun schuldig gewesen / unweigerlich zu prästiren / insonderheit die verconcentirte Schulden / stillschweigende Unterpfand / Anstaltung der Töchter / Leih-Bedinge / und andere Onera Feudali zu agnosceiren / und hieran niemanden gefahren zu lassen / verbunden seyn.

6. Hiernächst soll diese Freund-Brüderliche Vergleichung Ihre Fürstlichen Durchleucht Aemtern / Städten und übrigen Orten / wie auch der darunter begriffenen Amts- und Schriftfässigen Ritterschaft nicht weniger / als den neuen Churfürstlichen Vassallen und Unterthanen / an ihren

D 2

44

ANNO 1682. erlangten Privilegis, Immunitäten / Reverſalien / Leben / geſamter Hand / Anwartsung / Rechten und Gerechtigkeiten / auch rößlichen Gewohnheiten unſchädlichen ſeyn / und ein Jeder darſelben darbey gernig laſſen werden / auch ein Jeder gegen den andern ſich ſeiner Befreyung / Gerade / Herr-Geräthe / Abzugs-Gelder / des Brauens / Matkens / Schenkens / Handels / Handwerker / Zölle / ungelder / Jagten / Hütungen / Triſten in Holzern / Feiden und Auen / wie ſie ſolches zu Zeiten Herzog Johann Georg des Erſten Churfürſtliche Durchleucht Abſterben / oder auch nach der Zeit rechtmäßig und beſtändig hergebracht / nochmahls unhinderlich gebrauchen. Und gleichwie vornehmlich wider die wahre / in Gottes Wort gegründete Religion / welche in dieſen Landen / durch ſonderbare Göttliche Güte und Gnade / biß dato rein und lauter erhalten worden / Vermöge des Oſnabrückiſchen Friedens-Schlusses / ohne dem einige Aenderung nicht vorzunehmen / ſondern vielmehr die Unterthanen von Seiner Churfürſtlichen Durchleucht und Dero Poſterität darbey zu ſchützen / Als erläſſen auch Ihre Churfürſtliche Durchleucht und Fürſtliche Durchleucht von Ihre Perſonen und Nachkommen ſich ſerner hermit / daß Sie ebenmäßig ihres Theils bey ſolcher wahren Chriſtlichen Religion / wie ſelbe in Gottes Wort / denen Prophetiſchen / Apoſtoliſchen Schrifften / gegründet / auch in der unangeſandten Augſpurgischen Confession / Apologia / Schmalkaldiſchen Articulen / groſſen und kleinen Catechiſmo Lutheri und Formula Concordiae verfaßt / biß an Derſelben Lebens-Schluss / ſich beharren / weniger einiges / auch nur Privat-Exercitii einer widrigen Religion ſich anmaſſen wollen.

7. Ferner behalten Ihre Churfürſtliche Durchleucht Ihr die Ritterdienſte / der Unterthanen Folge / vermittelſt eines Mediat-Aufgebots / und was deſwegen / wie auch in dem Punet der Land-Züge / Bewilligungen / bey dem Jure Belli & Pacis / und ſonſt mit mehreren in nachfolgenden verglichen worden / bevor / wie denn gleichfalls Ihre Fürſtlichen Durchleucht Aemter / Städte und übrige Unterthanen alle andere Praeſtationes / wormit Seiner Churfürſtlichen Durchleucht wie auch dem Lande und inſonderheit denen piis cauſis ſie beſtändig verhaſſet / nochmahls unabweiglich zu leiſten haben. Und ſollen dieſem nach auch die Beſoldungen der Profeſſorum auff denen Univerſitäten / Leypzig und Wittenberg / Stipendia / Legata und andere Stiftungen vor die Communitäten / Land-Schulen / Pfarr-Wirthen oder ſonſten ad pias cauſas / und was mehr von einem und dem andern Ort von langen Zeiten her abzuſtafen geweſen / bey dem Herkommen bleiben / die Inſtanden darzu auch den Aemtern / Klöſtern / und anderen Gütern / worauf ſie haſſen / ſamt denen aufgeschwollenen Reſten / richtig abgeführt werden / in ſpecie ſollen die in das Amt langen-Salka gehörige Dorſſchaften Glarckheim und Groſſen-Getzteren / nebeſt denen Voigteyen / das Churfürſtliche Sächſiſche Amta in Hainnitz / die Landwehre genannt / und das Grenz-Hauß / wieder in guten tüchtigen Stand zu ſetzen / und ſelbige hiñſühro darinnen zu erhalten / die benöthigten Dienſte / woru ſie von Alters her verbunden / leiſten. Es wollen auch Ihre Fürſtliche Durchleucht die Reichs- und Creyß-Anlagen / Römer-Züge / und was zur Cammer-Gerichts-Unterhaltung nöthig / daſern hierzu von der Landſchaft die Nothdurft nicht abſonderlich bewilliget wird / pro rata tragen / wegen der Landſchafts-Spelen aber verbleibe es bey dem / was Anno 1663. den 17. Febr. zu Leypzig verglichen worden / Gleichfalls wollen Seine Fürſtliche Durchleucht die unbezahnten Kauffgelder / und andere Capitalia / ſo aus einem oder dem andern Amte / Kloſter / Stifte und Güthe / inſonderheit auff denen Aemtern / Hebrungen / Eintrichenbach und Wendelſtein / annoch unabgeführt ſeyn / ohne Zuthuung Ihrer Churfürſtlichen Durchleucht / abtragen / die darüber angeſtellte Churfürſtliche Brieffe und Siegel einlöſen / und in die Churfürſtliche Rentz-Cammer einlieſen / vornehmlich auch die Wendelſteinſche Commiſſion mit denen Biſchöflichen und Heſſerſchen Erben nach Möglichkeit förderlich zu Ende bringen / und die Inreſſenten / ſo weit ſolches nicht bereits geſchehen / befriedigen / ſo wohl denen Beſchwerungen / wegen der Schule Koſtſen / abhelfen. Nachdem auch erinnert worden / daß von dem Amte Hebrungen die Steuern zur Graffſchaft Manſfeldt Churfürſtliche Sächſiſcher Hoyheit zu entrichten / und dißfalls an Reichs- und Creyß-Steueren / Cammer-Gerichts-Zielen / Contributionen / March- und Emquartierung-Koſen / ein groſſer Rückſtand aufgelaufen / Ferner das Genußſache Holz / welches Ihre Fürſtliche Durchleucht vorſich in Beſitz und Ge-

ANNO 1682. brauch haben / Seiner Churfürſtlichen Durchleucht zuſtändig / an Seiten Ihre Fürſtliche Durchleucht aber / daß es an nothdürftiger Information mangle / vorgeſchüet worden / So wollen Ihre Chur- und Fürſtliche Durchleucht Durchleucht ſo wohl deſwegen / als derer Ihre Churfürſtlichen Durchleucht höchſtſeligen Herrn Vaters Churfürſtliche Durchleucht in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich vorbehaltenen alten Reſta halber / ſo wohl und was die Churfürſtliche Rentz-Cammer an Ihre Fürſtliche Durchleucht und dero Aemter / ingleiſchen an Dero Beamte und Einnehmer / derer biß zur Tradition der von Monat Majo 1657. reservirten Rechnungen und Reſta halber / ſo wohl in denen Städten wegen der biß Anno 1650. bewilligten Soldaten-Contribution. auch anderer Orten präſentiret / auf das förderlichſte ge-wiſſe Deputirte niederſehen / welche es genau unterſuchen / nach Deſſenden Berechnungen vornehmen / und in Richtigkeit bringen ſollen.

8. Behalten Ihre Churfürſtliche Durchleucht nochmahls in denen obdemelten No. 1. verzeichneten Aemtern / Städten und übrigen Orten / (ausgenommen das Fürſtenthum Querfürth / und darzu geſchlagene Herrſchaften und Aemter Hebrungen / Wendelſtein und Eintrichenbach / welches / wie albereit erwähnt / in ſeinem Zuſtand geſaſſen wird) das Jus ſublime Territorii & Superioritatis / ſamt allen davon dependirenden Beſignificis / Rechten und Gerechtigkeiten / ſo wohl in Eccleſiaſticis / als Secularibus. Jedoch verbleiben Ihre Fürſtlichen Durchleucht die derſelben / vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / zukommende Landes-Fürſtliche Jura / ſo in denſelben und folgenden klärllich enthalten / ſpecificiret / auch weiter erläſſet und erlencet / worunter aber das Jus moratoria & veniam ætatis concedendi / welches halber biß anhero abſonderlich gezeuſet werden wollen / nicht mit begriffen. Geſalt dann in deſſen Be-trachtung / und damit Ihre Churfürſtliche Durchleucht dieſer Reservaten und Jurium halber gnußam verſichert ſeyn mögen / zugleich abgehandelt und beſchloſſen worden / daß nicht allein vorſige Ihre Churfürſtliche Durchleucht und künſtſtig Dero Nachkommen in der Regierung / ſo oft ein Fall und Veränderung / welches doch Gott auff viel lange Jahr verhüten wollet / ſich begiebet / Seiner Fürſtlichen Durchleucht ernehnte ſämtliche Vaſallen und Unterthanen / nach der zu Ende dieſes Vergleichs ſub lit. A. beſchriebenen Maſſ und Weiſe / auch beygefügten Cydes-Notal / die Erbſchuldung abſonderlich leiſten / ſondern auch hiñſühro / bey Anſchnehmung neuer Vaſallen und Unterthanen in denen Aemtern / Städten und ſonſten / dieſelben nach der Notal ſub lit. B. in Pflicht genommen werden ſollen / jedoch iſt im übrigen dieſe Nudigung und Pflichtleiſtung Ihre Fürſt. Durchleucht hohen Reſpect / auch der unterthänigſten Treue und Gehorſam / wormit derſelben die Unterthanen verbunden / ganz unmaͤchtlich.

9. Was dieſem nach die Jura Superioritatis in Eccleſiaſticis anlangt / behalten Seine Churfürſtliche Durchleucht in oberſtehen Aemtern / Städten und übrigen Orten / jedoch unbeſchadet derer Ihrer Fürſtlichen Durchleucht nach vorhergehenden 5. und aus dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich dißfalls gehöriger und in folgenden ſpecificirter und erlenceter Jurium / das Jus Episcopale. Und wie in Ihrer Fürſtlichen Durchleucht Landes-Portion in Schul- und Kirchen-Sachen / auch in Adiaſiſch nichts zu verändern / Als ſollen Ihre Churfürſtliche Durchleucht und Dero Nachkommen an der Chur / zu Erhaltung derer dißfalls und ſonſten / als Capiti Familiae / gebührenden Reſpects / bey allen darinnen beſtändigen Kirchen / nach der verglichenen ſub lit. C. beygefügten Notal / mit ausgedruckten Nahmen / in das gemeine Kirchen-Gebeth eingefloſſen / auch wenn ein Churfürſt / nach Gottes heiligen Willen / dieſe Zeitigkeit geſegnet / und dannhero ein allgemeines Land-Trauen anzuordnen nöthig / ſolches in iſt berührter Ihre Fürſtlichen Durchleucht Landes-Portion / nach beſchehener Notification / auff derſelben oder Dero Nachkommen Verſügungen / die ganze Zeit über / da es von denen Churfürſtlichen Unterthanen gehalten wird / ebenfalls gehalten werden.

10. Krafft dieſes Juris Episcopalis ſicht auch Ihre Churfürſtlichen Durchleucht alleine zu Synodos und Viſitationes generales anzuſchreiben / Zuſatz-Wuß- und Beth- auch Feſt-Züge / Veränderungen der Kirchen-Gebeth / durch das ganze Land anzuordnen / wie auch das Jus diſpenſandi in gradibus prohibitis / die Confernung derer in die leypziſche und Wittenbergiſche Stipendiaten-Caſſa gehörigen Stipendien / dann die Inſpection und Di-

ANNO
1682.

Direction über solche Casen; Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht was aus Ihren Aemtern dahin zu errichten / oberhöher müssen / zu rechter Zeit behörig abgeben / so wohl die bisz anhero aufgelaufene Reita abtragen lassen. Und damit bey diesen Juribus, wie es hiemit zu halten / hinführo keine Beschränkung sich ereignen möge / hat man sich hierüber / wie hernach beschreiben / vereinigt.

11. Wenn diesem nach vor gut befunden wird / eine General-Visitation anzuordnen / soll mit Ihro Fürstlichen Durchleucht daraus zeitig communiciret / solches auff einem allgemeinen Landtag vorgetragen / darbey die Instructiones, und wie die hierzu erforderlichen Kosten aufzubringen / verglichen / so dann das Ausschreiben / in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / aus dem Churfürstlichen Kirchen-Rathe ausgefertigt / die Expedition selbst von Seiner Churfürstlichen Durchleucht hierzu Deputirten vorgenommen / und nachdem es der Zustand erachtet / eingerichtet / die darbey benötigten Verordnungen in Ihro Churfürstlichen Durchleucht und Fürstlichen Durchleucht Nahmen abgefasset / auch so dann die gehaltenen Protocolle und Acta, worvon durch Seine Fürstliche Durchleucht / so oft Sie deren benötiget / die Communication nicht zu versagen / bey erwähnten Churfürstlichen Kirchen-Rathe eingeschicket und verwahrt / sich bezeuget / von daraus das General-Visitation-Decret, wenn man ebenfalls auff einem allgemeinen Landtage sich hierüber vereinigt / in Ihro Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / auf Maß und Weise wie unten No. 35. von Publication derer übrigen Landes-Ordnungen verglichen / publiciret werden; Jedoch sollen Ihre Fürstliche Durchleucht Räte oder Deputirte zu diesen Visitationen in dero Landes-Portion jedesmal dergestalt gezogen werden / daß Sie denselben mit bewohnen / auch da in einem und dem andern Gebrechen vorfielen / solche anzeigen / hierdurch deren Abstellung befördern / so wohl sonst nöthige und Ihro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen ersprießliche Erinnerungen thun mögen.

12. Wann Fast-Wuch- und Beth-Tage / in welchen Fast- und andere Feste / auch Veränderungen der Kirchen-Gebete / durch das ganze Land anzuordnen / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht Seiner Fürstlichen Durchleucht zeitig hiervon Nachricht ertheilen / und das Ausschreiben communiciren / welche ferner vermittelt des leypziger Consistorii an dero Superintendenten bey den übrigen die Gebühr / nach der Notul sub lit. D. versagen wollen / und soll es jedesmal bey dem von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht gesetzten Tage allerdings verbleiben / und an dessen statt kein anderer substituirt werden.

13. Betreffende das Jus dispensandi, soll es also damit gehalten werden / daß / wenn Ihro Fürstlichen Durchleucht unterthanen Dispensation in gradibus prohibitis zu suchen gemeinet / dieselben bey dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dresden sich deswegen gebührend anmelden / und da dieser / nach reisser der Sachen Ueberlegung / die Dispensation verwilliget / soll Er solches Ihro Fürstlichen Durchleucht nach der bezeugigten Notul sub lit. E. gebührend eröffnen / welche denn deshalber entweder immediat oder durch das Consistorium zu leipzig an den Superintendenten / unter dessen Inspection die Personen / so die Dispensation erhalten / gesteuert / fernere Verordnungen zu ertheilen haben. Trüge sich aber zu / daß ohne des Churfürstlichen Kirchen-Raths und Ober-Consistorii Bewußten / Heyrathen der in verbotenen Grad einander verwandten Personen vollzogen werden wolten / soll das Consistorium zu leipzig solches bey dem Pfarrer oder Superintendenten / dessen Inspection ermeldete Personen untergeben / in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht Nahmen inhibiren / und da dessen ungeachtet / oder unerwartet der Inhibition, mit der Copulation verfahren würde / derselben Superintendenten oder Pfarrer mit der Remotion oder sonst gebührend bestraffen; Extra casum derer Heyrathen in verbotenen Grad, mögen Ihre Fürstliche Durchleucht des Jus dispensandi sich selbst gebührend / doch daß Sie solches anders nicht / als mittelst des Consistorii zu leipzig exerciren.

14. Die übrigen Actus Juris Episcopalis, von denen im Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich und diesen Rezeß etwas Gewisses ausdrücklich nicht verfahren / und welche das Consistorium zu leipzig bisz anhero nicht in Übung gehabt / verbleiben dem Churfürstlichen Kirchen-Rath alleine / welcher denn deswegen in Seiner Churfürstlichen Durchleucht Nahmen an das Consistorium zu leipzig Verfügung zu thun / dieses aber in Ihre Churfürstlichen

fürstlich- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Nahmen ferner zu verordnen hätte. Sonsten aber behalten Ihre Fürstliche Durchleucht das Jus Patronatus, wo Sie solches hergebracht / so hat auch dieselbe das Jus vocandi Doctores Ecclesiasticos und Superintendentes, eosdem sustentandi & visitandi; so wohl Local-Synodos, der Kirchen-Ordnung gemäß / durch berührte dero Superintendenten anzustellen. Dann ferner ist Sie wegen Erhaltung der Gottes-Häuser und Hospitien / richtiger Auszahlung der Stipendiorum, welche von dero Aemtern und Städten abzufallen / und nicht in dero Universitäten Stipendiaten-Cassen gehörig / wie auch der Provision der Pfarr-Witwen halber / durch dero zur Regirung verordnete Räte / mit Zuziehung Geistlicher Personen / Verordnungen zu thun berechtiget / doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht an besagter Regirung ein mehrers / als ist benennet / nicht vor sich zu ziehen / Verfügung thun / dem leypziger Consistorio aber selber hincinnen / wegen der Kirchen Einkommen / und dessen Beschaffenheit nachzufragen / und Anordnung zu machen / frey / und sollen alle Superintendenten und Pastores, auch andere Kirchen- und Schul-Diener so wohl / als die übrigen Priester / zuvörderst bey gedachtem Consistorio examiniret und confirmiret / auch auf die Churfürstliche Geistliche reservirten Jura und diesen Vergleich / nach denen Notul sub lit. F. & G. mit verpflichtet werden / ehe und bevor sie dergleichen Confirmationen erhalten / seyn sie ihr Amt anzutreten nicht befähigt.

15. Alle und jede Cause Ecclesiastica, so sich zwischen Ihro Fürstlichen Durchleucht Unterthanen enthalten / oder in dero Aemtern und Städten und anderen Orten vorzukommen / sollen nützens als vor dem Consistorio zu leipzig tractiret / und dergestalt durch solches die Jurisdiction Ecclesiastica alleine exerciret / demselben auch der starcke Lauff gelassen werden / und weder durch Recepta, noch fassen / einiger Einhalt geschehen; Gestalt dann Ihre Fürstliche Durchleucht Regirung / wenn etwas / so cognitionis Ecclesiasticae ist / an sie gebracht würde / selbige alsbald an emmeltes Consistorium zu verweisen hat.

16. Dieses leypziger Consistorium soll / vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / in der Gemeinschaft bleiben / jedesmal zum wenigsten mit vier gewissenhaften / gelehrten und geschickten Männern / als zweyen Theologis und zwey Doctoribus Juris, worzu bey jeder begehenden Vacanz das Collegium drey tüchtige und gungsam-qualificirte Subjecta zu denominiren hat / befehlet / dieselben mit dem Juramento Religionis belegen / Ihro Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht wie auch bedenktes Nachkommen / pflichtbar gemacht / und dahin addringiret werden / daß sie ihres Amtes jederzeit getreulich warten / auch da deswegen von Ihro Fürstlichen Durchleucht in denen dero Unterthanen angehenden / vor ihnen anhängigen / oder sonst von Sie gehörigen Sachen Befehl ergienge / solchen gebührend in acht nehmen / Ihre Urtheil / Abscheide und Anordnungen in göttlichen und weltlichen Rechten / insonderheit auch denen Landes- und Kirchen-Ordnungen / so wohl ziemlichen Gewohnheiten / gründen / die ihnen vorkommende Sachen schleunig expediren / und mündlich unparteyische Justiz wiederfahren lassen; In übrigen verbleibet es / so viel Ihre Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht betrifft / bey der Verfassung solchen Consistorii, wie Sie in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich bebrach / nochmalis allenthalben / es soll auch darbey / so bald Ihre Churfürstliche Durchleucht mit dero Herren Vettern zu Dresden und Zeit Fürstliche Fürstliche Durchleucht Durchleucht sich eines Gewissen verglichen / eine Visitation mit Zuziehung Ihrer Fürstlichen Durchleucht Deputirten angestellet / und denselben eine nach istigen Zustand eingerichtete Instruction von Ihro Churfürstlichen Durchleucht auch Fürstlichen Durchleucht ausgefertigt und ertheilt werden / und sollen die Verordnungen an Ihro Fürstlichen Durchleucht Superintendenten und Pfarrer / auch Aemter / Städte und übrige Orthe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Nahmen alleine ergehen. Gleichgestalt verbleibet es wegen der Universität zu leipzig / mit Vorbehalt der Protestation gegen die übrigen Fürstlichen Herren Vettern / bey dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich und gegenwärtigen Zustand / jedoch behalten Ihre Churfürstliche Durchleucht die Regalien und Jurisdiction darüber / ingleichen über den Status Academicum, wie auch quoad disciplinam die Disposition und Direction alleine; wenn aber neue Leges und Statuta, so die Verfassung an sich selbst angehen / nöthig wären / wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht zuvörderst mit Ihro Fürstlichen Durchleucht hiervon communiciren / auch wenn man sich hierüber

ANNO
1682.

ANNO eines Gewissen vereinigt / solche Leges zugleich in Ihrer
1682. Fürstlichen Durchleucht Nahmen mit publiciren lassen.

17. Die Nothmässigkeit über die in Ihre Fürstlichen Durchleucht Ämtern und Städten / oder anderen Orten / befindliche Geistliche Personen / soll durch das leipzigische Consistorium alleine ausgeliefert werden / Sie auch in personibus nirgend anders / als daselbst zu stehen / oder Recht zu leiden / schuldig seyn / da Sie aber ein Verbrechen / so die Inquisition nach sich zieht / begangen hätten / soll ermeldtes Consistorium solche Inquisition wider sie anordnen / und durch einen Beamten / oder andern Gerichts-Herrn Ihre Fürstlichen Durchleucht verfahren lassen. Wann nun rechtliche Erkändnis eingeholet / und etwas Peinliches erkannt würde / soll Ihre Fürstlichen Durchleucht das Consistorium es so fort befehlen / und so dann von Derselben / wie im Process ferner zu verfahren / verordnet werden.

18. Derer Superintendenden / Pastoren / Pfarrern / Schulbedienten und anderer Geistlichen Personen Remotiones, Suspensiones, und geringere Straffen / hat das Consistorium zu Leipzig alleine zu vollstrecken.

19. Wenn Geistliche Personen jemand von Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen anbelangen wollen / sollen sie ihre Klage / nach Gelegenheit der Sachen und der Beklagten / vor derer Angehörigen / Räthen in Städten und übrigen Gerichts-Herrn in der Fürstlichen Regierung oder in dem gesammten Ober-Hof-Gerichte zu Leipzig anstellen / wie sie denn auch in actionibus realis vor der Obrigkeit / worunter das Stück guth / weiswegen geklaget wird / gelegen / zu stehen schuldig seyn.

20. Da in denen Sachen / so vor dem leipzigischen Consistorio anhängig / die Parteyen durch dessen Urtheil und Abschiede oder Verordnungen graviret würden / soll dem beschwerten Theil / davon an Seine Churfürstliche Durchleucht zu appelliren / nachgelassen / auch dem Churfürstlichen Kirchen-Rath zu Dresden / ob gleich an denselben die Appellationes nicht ergehen / und also extra casum Appellationis nach Befindung Bericht zu erfordern / und im Nahmen Seiner Churfürstlichen Durchleucht Anordnung zu machen / unbenommen seyn / jedoch / daß wenn dergleichen Anordnungen das ganze Land und dergestalt auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen betreffen / mit Derselben zusehender hietaus communiciret werden.

21. Wenn bey dem leipzigischen Consistorio eine gewisse Schuld ausgelagert / und von denselben Executores an Ihrer Fürstlichen Durchleucht Ämter / Räte und Städte / oder andere Gerichts-Herren ertheilet werden / sollen dieselben / bey Straffe der säumigen Execution / die Execution zu verrichten schuldig seyn / die Hülfss-Vollstreckung auch weder durch Rescripta / noch in andere Wege gekennet werden.

22. Wiewohl auch in dem oft angezogenen Freundsbrüderlichen Haupt-Vergleich unter anderen enthalten / daß wenn die damahls pacificirenden Churfürstliche Herren Gebrüder befinden möchten / daß durch die Gemeinshaft des leipzigischen Consistorii / der fürgesetzte Christliche Zweck nicht zu erreichen seyn wolte / denselben das auß dem Väterlichen Testament erlangte und sonst habende Recht ausdrücklich reservirt / und vorbehalten seyn solte / und man nach Überlegung der Umständen ermesse / daß hierdurch die geführte Intention zu erhalten / So erklären Ihre Fürstliche Durchleucht sich hiermit / daß Sie einige Trennung von viel besagten Consistorio, oder ein absonderlich Geistlich Gerichte zu formiren / weiter nicht begehren / sondern es allenthalben in dem Stande / wie es in vorübergehenden abgedret / lassen wollen / gesalt Ihre Churfürstliche Durchleucht auch ein anders weder des Heiligen Römischen Reichs Herkommen / Religion und Propheten-Frieden / weder denen Landes-Verfassungen gemäß erachten / und daher nicht einräumen noch gestatten können / hingegen Ihre Fürstliche Durchleucht und dero Nachkommen bey dem / was ditzfalls abgehandelt und verglichen / unverändert und unbeeinträchtigt iderzeit billig zu lassen.

25. So viel die Secularia betrifft / haben zusehender Ihre Churfürstliche Durchleucht alleine die sämtliche Lande / worunter auch die Ihre Fürstlichen Durchleucht unterthänige Ämter / Städte und übrige Orte in Thüringen begriffen / bey dem Reiche zu vertreten / Das Jus mittendi Legatos, Reichs-Creysß-Probation und Deputation-Läge / so wohl alle andere dergleichen Convente zu besuchen und zu beschicken / darüber verbleibet derselben das Jus Belli & Pacis, wie durch das ganze Land / also auch in ihr bemelter Seiner Fürstlichen Durchleucht zu-

ständig Portion, nebenst denen dazzu gehörigen Bündnissen / Werbungen / Sammel- und Musterplätzen / Einquartierung / Desseungen / Collecten / Contributionen / Zuwerbung / Unterhaltung / Abbanckung der Soldatesca, je doch alles nach Proportion und Billigkeit / Ingleichen das Aufsehbath an Ritter- und Mannschaften / zu Muscungen / Feld-Zügen / oder in Bereitschaft zu seyn / alleine nur daß dieses Aufsehbath mediate vermittelt / die Einquartierung zu rechter Zeit notificiret / die überwehnte Proportion möglichst inacht genommen / und zu Beförderung billigmässiger und richtiger Einlogierung des Seiner Fürstlichen Durchleucht Landes-Portion in Thüringen zukommenden Contingents, nebenst denen daselbst befindlichen von Churfürstlicher Durchleucht verordneten Landes- und anderen Commissarien / mit Vorbehalt der Direction und Disposition, auch die Fürstliche Commissarii und Beamte admittiret / und die ausgelassenen Ordonanzen / so wohl der Disciplin, als sonst / jedesmal beobachtet werden. Wenn Seine Churfürstliche Durchleucht auff ergangene Reichs- und Creysß-Schlüsse / sich in Kriegs-Verfassungen stellen wollen / bleibet solches in dero Disposition, nach denen Reichs-Satzungen / Erb-Verbrüderungen / und Erb-Vereinigung / doch daß es einer getreuen Landtschaft auff einem allgemeinen Landes- und Ausschuß-Zuge proponiret / und über dem Modo, die hierzu bedürffende Mittel aufzubringen / deliberiret / auch damit / wie sonst bey Landträgen abgedret / gehalten werden; Dazero aber Seine Churfürstliche Durchleucht sich vor sich selbst in eine Verfassung zu stellen genöthiget werden / soll zuvor mit Ihre Fürstlichen Durchleucht communiciret / auff einem allgemeinen Land- oder Ausschuß-Zug die Ursachen proponiret / und wie ebenmäßig zu dem Bedürfnis zu gelangen / berathschlaget / auch im übrigen dem Brüderlichen Haupt-Vergleich / so weit es nur practicirlich / nachgelebet werden; In unvernünftigen und geschwinden Überfällen aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht der ihr zukommenden Mannschaft und Folge sich gebrauchen / jedoch daß dieses alsbald Ihre Churfürstlichen Durchleucht berichtet / und dero habenden Juri Belli nicht zu nahe getreten werde. Da auch eine Aufforderung geschieht / wollen Ihre Fürstliche Durchleucht von denen Ihre zugehörigen Güttern / dazuff Ritterdienste haften / die Ritterpferde ungesäumte Ihre Churfürstlichen Durchleucht zuschicken.

24. Wenn in Kriegs- und Friedens-Zeiten zu des Landes Wohlthat ein Landtag auszuschreiben / oder ein Ausschuß zu versameln nöthig befinden wird / wollen Churfürstliche Durchleucht solches Ihre Fürstlichen Durchleucht nebenst denen Urthaden zu erkennen geben / auch zugleich Zeit und Ort benennen / und sollen so dann Ihre Fürstliche Durchleucht Dero Unterthanen auferlegen / auf bestimmte Zeit und Ort / den üblichen Herkommen nach / bey dem angesehen Land- und Ausschuß-Zuge zu erscheinen / und nebenst Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen die Landes-Nothdürfte bedenken / und beschließen zu helfen; was nun auf solchen Land- und Ausschuß-Zuge bewilligt / und ditzfalls beschloffen / das soll nach Anleitung des Steuer-Vergleichs und Instruction an einem Orte / wie am andern / aus der Obereinnahme angeschrieben werden / Es wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht Dero Räte zu denen Land- oder Ausschuß-Zügen schicken / und sich denselben die Proposition ehe und bevor Sie an die Landtschaft geschieht / communiciren werden / darbey dann / wie auch dem übrigen Vorbringen / da Ihre Fürstliche Durchleucht Unterthanen interessiren / Sie ihre Erinnerung bey Churfürstlicher Durchleucht oder dero Geheimten Rath / nicht aber bey der Landtschaft thun können / und ob zwar Ihre Fürstliche Durchleucht in ihrer und ihrer Unterthanen eigenen Angelegenheiten dieselben nach Befindung zu convociren unbenommen; So sollen doch solche Convocationes denen von Churfürstlicher Durchleucht angestellten Land- und Ausschuß-Zügen nicht hinderlich seyn / auch wenn beede auf eine Zeit angeket werden / die von Churfürstlicher Durchleucht angestellten Landes-Verfassungen vor Ihre Fürstlichen Durchleucht Convocationen in alle Wege den Vortzug behalten.

25. Was auf allgemeinen Land- oder Ausschußtagen eine gereine Landtschaft an Land- und Trant-Steuern / dann vor die Miliz und Unterhaltung der Garnisonen zu denen Festungs-Gebäuden / Bezahlung Churfürstlicher bis auf den 6. Octobr. 1677. angewachsenen Cammer-Schulden / zu Gehandtschaften und dergleichen / verwilliget / hierzu soll von Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen / der ihnen zukommende Antheil unweigerlich beygetragen / auch in die Obersteuer-Einnahme / oder wohin

ANNO
1682.

ANNO
1682.

sonst die Abstattung / vermöge der landtags-Handlung / jedesmal gehörig / ohne Abzug geliefert werden / wenn eine getrene landtschafft zu Tilgung der besagten Churfürstlichen Cammer-Schulden ein Gewisses verwilligt / so verbleibet solches / Innhalt des Freund-Brüderlichen Haupt-Vergleichs / Seiner Churfürstlichen Durchleucht alleine / da aber zur Cammer-Hülffe und Eksts-Unterhaltung etwas verwilligt würde / haben Ihre Fürstliche Durchleucht dero landes-Portion-Contingent zu erheben und vor sich zu behalten / daferne die Rittertschafft von denen Ritterpferden / etwas als ein Präsent. Donativ. oder unter einem andern Nahmen zu des landes Bedürfnis / und demselben zum besten / oder zur Miliz beynutzen sich ansehnlich gemacht / wird solches einzig und alleine dazu / worzu es angesehen / billig verwendet /; Sonst aber / und wenn das Präsent oder Donativ Churfürstlicher Durchleucht offeriert wird / ist der Unterscheid zu halten / ob die Verwilligung zur unterthänigen Bezeugung gegen einen zu erst in die Regierung tretenden Churfürsten / oder ausdrücklich an statt der Ritterdienste / und damit die Vafallen auf gewisse Zeit mit der Anforderung verschonet bleiben / auch sonst auf gewisse maffe die Ritter-Dienste zu redimiren / oder zu einer Cammer-Hülffe gesehen / und zwar haben auf den ersten und andern Fall / Seine Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen an der Regierung / solchen Präsentes oder Donativs sich allein anzuamassen / auf letztern Fall aber mögen Ihre Fürstliche Durchleucht dasjenige / so dero Vafallen hierzu contribuiren / vor sich einbehalten / und behalten / doch daß es bey der jedesmal beliebigen Einnahme durch richtige Belege zugerechnet werde / Jedoch wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht aus Freund-verweilender Affection vor dighmal ohne Consequens gesehen lassen / daß Seine Fürstliche Durchleucht das Contingent / so erwähnte dero Vafallen zu dem bey jüngst gehaltenen allgemeinen landtage verwilligten Präsent entrichten / an sich nehmen / und solches berührter maffen bey ißo verordneter Einnahme gehörig eingerechnet werde / In übrigen sollen die besagten Verwilligungen obgesetzter maffen an Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen / nach der Art und Weise / wie es in dem Anno 1661. aufgerichteten Steuer-Vergleich und Instruction abgehandelt / aus der Ober-Steuer-Einnahme / und nicht von Ihre Fürstlichen Durchleucht / ausgeführt werden / wie es dann auch sonst wegen des ganzen Steuerwesens zwischen Ihre Churfürstlichen und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht bey ist angelegenen Steuer-Vergleich und Instruction nochmalen sein Verwenden hat;

26. Daferne bey Ihre Fürstlichen Durchleucht Unterthanen eine ganze Stadt / oder ein ganzes Dorf / wegen mercklicher Abnahme der Nahrung oder erlittenen Mißwachs / Brand-und-Wetter-Schaden / das völlige ihnen zukommende Quantum / so Sie zu denen Quaremben und Penningen / oder was sonst in Zukunft vor ein Modus collectandi beliebt werden möchte / zu entrichten haben / abzuführen nicht vermögen / wiewohl / und dannenhero solches moderiert werden müße / soll die Moderation oder Erlassung nicht bey Fürstl. Durchl. Cammer / sondern einzig und allein / inmassen mit denen Churfürstlichen Unterthanen es eben also gehalten wird / bey der Ober-Steuer-Einnahme gesehen / oder widrigen Falls das volle Quantum / in Entschung gültlicher Abstattungen / durch militärische Execution eingetrieben werden / und wollen Ihre Fürstl. Durchl. dero Unterthanen / außer was dieselben an Amts-und Erblichen Gefällen zu entrichten haben / oder auf denen land-und Anschuß-Tagen verwilligt sein mehrers nicht abfordern / auch die Verfigung thun / daß die Einnahme der Verwilligung und ermeldte Amts-und Erblichen Gefälle nicht confundirt werden mögen.

27. Nachdem auch nicht alleine Ihre. Churf. Durchl. allerseits Raths-Collegia / dem ganzen lande und dergestalt zugleich Ihre Fürstl. Durchl. Unterthanen zum besten / und vor deren Conservation viel beschwerliche Mühe und Arbeit übernehmen müssen / sondern auch höchstgedachte Ihre Fürstl. Durchl. an dem Ober-Hofgerichte zu Leipzig und dem Consistorio daselbst / auf verglichene Weise / in Gemeinschafft stehen / und in die beeden solchen Collegis befindlichen Assessores ihre Befolgung aus der Fleisch-Steuer-Cassa erhalten /; So erklären Ihre Fürstl. Durchl. sich hiernit / daß von dem in ihrer landes-Portion gefälligen Fleisch-Penning / so lange solcher von der landtschafft verwilligt wird / Sie hinführo jährlich 800. Fl. in die Fleisch-Steuer-Cassa entrichten lassen wollen / jedoch lassen Ihre Churf. Durchl. gewisser und bewegender Ursachen halber gesehen / daß diese Ver-

willigung über Fürstl. Durchl. auf jedes Jahr nur 400. ANNO Fl. beytragen / und dennoch dero Assessores bey gedachtem Ober-Hofgerichte und Consistorio aus berührter Fleisch-Steuer-Cassa besoldet werden mögen.

28. Wenn wegen derer landes-Grenzen / an welchen Ihre Fürstl. Durchl. Aemter / Städte und übrige Orte gelegen / mit denen benachbarten sich Streitigkeiten über Grund und Boden / und so weit dabey Ihre Fürstl. Durchl. interessirt / ereignen / sollen solche von Churf. und Fürstl. Durchl. nach vorher gegangener Freund-vererlichen Communication / zugleich ausgetragen werden.

29. Wenn seine Churf. Durchl. Personen / so zu oder von derselben reisen / und Ihre Fürstl. Durchl. landes-Portion berühren / begleiten lassen wollen / soll solches auf dero Kosten / und die Auslösung / wo möglich / in Wirtshäusern geschehen / wenn sie aber auf Ihre Fürstl. Durchl. Häusern logiren wollen / soll dieselbe zuvor darumb ersucht werden / In fall einer durch diese lande reise / so zu Ihrer Churf. Durchl. nicht will / noch von derselben kommt / sondern bey Sr. Fürstl. Durchl. sich anbietet / den sollen dieselben auf ihre Kosten begleiten zu lassen / wohl befugt seyn / wer nun die Begleitung verweigert / dem wird auch die Annehmung verstatet / Jedoch beiderseits Gränz-Gerechtigkeit unfehllich. In übrigen stehen die öffentlichen Her-und landes-Strassen / so durch Ihre Fürstl. Durchl. Aemter / Städte und übrigen Orte gehen / nebenst den / was nach Anleitung derer Reichs-Sakungen und anderer Rechte jedesmal dabey zu verordnen / Churf. Durchl. alleine zu / Nachdem aber Ihre Fürstl. Durchl. die Zoll-und Gleits-Gelder / so in dero Städten und Aemtern entrichtet worden / erheben / so soll dieselbe die reisenden Kauf-und Handels-Leute auf dero Kosten begleiten / nicht alleine berührte Strassen / so weit ihre Bodmässigkeit sich erstreckt / zu iederzeit in gutem Zustande unterhalten / ingleichen daran seyn / daß sie von Strassen-Räubern und andern losen Gefinde besetzt bleiben / sondern auch ermeldte Zölle und Gleits / wider das bey Churfürsten Johann Georgen des Ersten Absterben übliche Herkommen / nicht erhöhen / wo Sie hiebevorn nicht gewesen / dergleichen nicht anrichten / die gewöhnlichen Fußstapfen nicht verändern / sondern vielmehr die Fuhrleute / solche genau zu halten / anweisen / auch die Ausländischen Kauf-und Krahm-Baaren / den Wein / Salz / Victualien / Consumtionen und alles anders / wie es Nahmen hat / es mögen die Fuhrleute Frachtbrieße haben oder nicht / wenn Sie in Ihre Fürstl. Durchl. zuständigen Orten nicht wirklich niedergeleget / und abgelaufen werden / mit keinen Accien oder andern dergleichen Abgaben belegen / sondern liberall frey durchgehen lassen / was aber in Ihre Fürstl. Durchl. landes-Portion zu jedes Orths Nothdurft abgeladen / oder nieder gelegt wird / und nicht ein bloßer Durchgang ist / davon haben Sie diese Accien / so lange solche stehen / billig zu erheben / doch daß Sie hierbey sich einiger Stachel nicht anmassen / wiewohl auch Sr. Churf. Durchl. sich gnugsam fundirt erachten / daß alle Begleitliche / so in dero Vafallen und Unterthanen Gerichten zu befinden / Ihre alleine zugehörig: So verwilligen Sie doch hiernit / daß Sr. Fürstl. Durchleucht. von ist besagten Begleitlichen diejenige / welche sie und dero in Gdt ruhender Herr Vater seither Anno 1677. biß dato in stetem Nuß und Gebrauch gehabt / erblich behalten / bey denselben aber nur eine Tassil / worauf bloß die Worte: Begleitliche des Amts N. und kein Wappen zu befinden / auch anders nicht / als mit Vorwissen und mit Zuziehung des jedesmal verordneten Amtmanns zu Tennstädt / an die Gleits-Häuser aufschlagen lassen / so wohl sich dannenhero einiger Jurisdiction. in keine Wege anmassen / auch die Strassen an solchen Orten / so weit es Herkommens / bessern und unterhalten sollen / betreffende aber das so genannte Sachsenburgische Begleitliche zu Kirchheiligen / Dieweil man an Churf. Durchl. Seiten davor gehalten / daß solches nützlich und dem Amte Tennstädt zu mercklichem Nachtheil eingerichtet / auch alsofort zu gnüglicher Information nicht zu gelangen / so soll dieser Punkt vor-ist ausgeföhrt / und durch die bey No. 7. beliebte Depuration untersucht / auch wie es in Zukunft damit zu halten / erörtert werden / Es mögen auch Ihre Fürstliche Durchleucht keinem fremden Kriegs-Volk / es sey viel oder wenig / Gleits geben / und Durchzug verstaten / sondern da jemand dergleichen begehren wird / wollen Sie solches alsofort an Ihre Churf. Durchleucht Freund-vererlich bringen / und auf dero ersuchte Verordnung / wenn es dieselbe vergönnen / soll so wohl in diesem Fall / als wenn Seiner Churf. Durchl. eigene Völker marschiren / die

ANNO

1682.

ANNO 1682. die Durchföhrung von denen Ihrigen verrichtet / Jedoch dabey Ihr. Fürstl. Durchl. Commissarii admittiret werden / gleichwohl die Disposition sambt dem Directorio denen Churf. alleine bleiben.

30. Wenn entweder durch Ihr. Churf. Durchl. oder auch dero Fürstl. Durchl. und beiderseits Unterthanen Gerichte / Gefangene zu führen seyn / soll hiermit / nach Anleitung des §. 44. der Erledigung der landes-Gebrechen de Anno 1661. tit. von Justitien-Sachen / es gehalten werden / und hierdurch Ihr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. auch dero Vasallen und Unterthanen an ihrer Jurisdiction nichts nachtheiliges geschehen;

31. Wenn einem Delinquenten unter Seiner Churf. Durchl. oder dero Vasallen und Unterthanen Jurisdiction, die landes-Verweisung mit oder ohne Staupenschlag zuerkannt worden / soll derselbe die ganzen Lande / und also auch Ihr. Fürstl. Durchl. landes-Portion zu räumen schuldig seyn / wie denn ebennämig im Gegentheil / wenn einer in Er. Fürstl. Durchl. oder dero Vasallen und Unterthanen Gerichten verbrochen hätte / und mit der landes-Verweisung belegt würde / derselbe gleichergestalt in dem ganzen Lande / und also auch nicht in denen Churf. Gerichten geduldet werden solle;

32. Das Jus aggratiandi / wie auch alle Bona caduca, so in Fürstl. Durchl. landes-Portion sich iso oder künftigt finden möchten / verbleiben derselben nebst der hohen Wildpfahn und Jagten / in dero Kämblern / da sie nicht einem andern zusehen / alleine;

33. Es mögen ferner Ihr. Fürstl. Durchl. dero Unterthanen gewisse Privilegia / so weit es nicht in Prajudicium tertii gerichtet / auch ohne Abbruch der allgemeinen Gesetze des Landes und dessen Verfassungen / so wohl ohne Eintrag Ihr. Churfürstliche Durchleucht hohen Jurium geschehen kan / ingleichen Zunft und Zimmungen aufrichten und confirmiren / doch daß solches ohne Nachtheil der freyen Commerciorum geschehe / auch Seiner Churfürstlichen Durchleucht Unterthanen und dem Lande nicht schädlich sey / wie es dan Ihre Churfürstliche Durchleucht reciproce gegen Ihre Fürstliche Durchleucht Unterthanen auch also halten wollen.

34. Wenn Churfürstliche Durchleucht allgemeine landes-Gesetze und Ordnungen / in Geist- und Weltlichen Sachen zu publiciren / nötig oder nützlich befinden / wollen sie solches mit Ihr. Fürstlichen Durchleucht communiciren / dero Erinnerung und Bedenken darüber vernemen / und bey einem Landtage proponiren / was nun so dann abgehandelt und beschlossen wird / das soll in Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Nahmen abgefaßt verbleiben / jedoch aber in Ihre Fürstl. Durchleucht landes-Portion von derselben publicirt / und zu Werde gerichtet werden / Dazene auch gewisse das ganze Land angehende Fälle vorkömen / da Ihre Churfürstliche Durchleucht sonderliche Mandata in Ecclesiasticis oder Secularibus, in Militaribus oder Civilibus, in Münz-Sachen oder dergleichen / dem Herkommen nach / ausnähmiger genöthiger würden / soll die Publication solcher Mandatorum in Ihre Fürstlichen Durchleucht landes-Portion in Ihre Churfürstlichen Durchleucht Nahmen / jedoch mediate und von Ihre Fürstlichen Durchleucht auff diese Masse geschehen / daß zwar Ihre Fürstliche Durchleucht zu solchem Behuff / ein gewisses Patent, nach der Notul sub lit. H. fertigen / denselben aber das Mandat ingrossiren lassen möge.

35. Bey der / Vermöge des Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs von Seiner Fürstlichen Durchleucht in GDR ruhenden Herrn Vaters Fürstlichen Durchleucht auferichteten Regierung lassen es Seine Churfürstliche Durchleucht nachmahls bewenden; Es soll aber diese Regierung weiter als ad passum Jurisdictionis, und auff die Ihre Fürstlichen Durchleucht in dem Freund-brüderlichen Haupt- und diesen Vergleich zukommende Rechte und Actus, sich nicht erstrecken / noch verstanden werden / selbige auch mit dem Ober-Hofgerichte zu Leipzig concurrentem Jurisdictionem haben / und dem Kläger frey stehen / seine Sache vor der Fürstlichen Regierung / oder dem Ober-Hofgerichte anhängig zu machen / da auch jemand durch die bey besagter Regierung publicirte Urtheil und Abschiede / oder gebane Verordnung und ertheilte Resolutionen gravirt würde / Soll denselben an Seine Churfürstliche Durchleucht hiervon zu appelliren frey stehen / Sie die Regierung aber hierauff beförig Apolotos zu ertheilen / und solche in die Churfürstliche landes-Regierung jedesmal und ohne Unterscheid / benebst denen ergangenen völligen Actis in originali einzuschicken / pendente Appellatione mit fernerem Verfahren in Ruhe zu stehen / und der an Sie in Ap-

pellations-Sachen ergangenen Inhibition oder anderen Verordnungen allerdings sich gemäß zu bezeigen schuldig / keinesweges aber die Appellationes vor sich abzuschlagen / oder in Feutering oder Ober-Feuteringen zu verhandeln / noch durch Straff-Geboth oder in andere Wege die Partheyen davon abzuhalten / besigt seyn / do hingegen Ihre Churfürstliche Durchleucht die Verordnungen thun wollen / daß die Cravamina derer eingewandten Appellationen genau untersuche / und da sie unerheblich / oder die Causa nicht appellabilis, selbige nicht angenommen / die Resolutiones auch aufs möglichste befördert werden sollen / da auch jemand in Jagd-Cammer- und dergleichen Sachen / so nicht bey der Regierung / sondern in anderen Expeditionibus tractirt werden / und dennoch den Passum Juris & Justitiae betreffen / durch die disfalls ergangenen Bescheide / Verordnungen / oder Resolutiones, ob sie gleich in Ihre Fürstlichen Durchleucht Nahmen ausgefertigt / gravirt würde / soll denselben auch hiervon zu appelliren frey und nachgelassen seyn.

36. So viel die Ober-Hofgerichte betrifft / soll es bey dessen Verfassung / wie dieselbe in dem Freund-brüderlichen Haupt-Vergleich abgebet / was Ihre Fürstliche Durchleucht anlangt / nachmahls sein Bewenden haben.

37. Dieses Ober-Hofgerichts starker lauff aber soll / Innhalt der Ober-Hofgerichts-Ordnung / in keine wege gehemmt werden / wie denn ebennämig auf seine ertheilte Executoriales die Hülfte ohne alle Hinderung zu vollstrecken.

38. Das Appellation-Gerichte bleibe wie vorhin / also gleichfalls hinführo Ihre Churfürstlichen Durchleucht alleine / gleichwohl wollen Sie die Verfügung thun / daß / wenn mit dem Appellation-Rath / welcher hiervor auf des Herrn Administratoris des Erz-Stifts Magdeburg Fürstliche Durchleucht seligen Andenkens Recommendation ins Collegium genommen / einige Veränderung vorgehen möchte / zu Ersetzung dieser Vacanz drey tüchtige Subiecta aus Seiner Fürstlichen Durchleucht Räthen und Vasallen denominirt / ins künftige aber und bey ereigneten ferneren Fällen / bey denen Denominatibus zu dieser Stelle Wechselfeise auf Seiner Churfürstlichen Durchleucht Vasallen und Räthe das Absehen genommen werden soll / doch seynd diejenigen / welche hierzu eligirt und besätigt / Ihre Churfürstlichen Durchleucht alleine und zum Judicio pflichtbar zu machen.

39. Nachdem auch Ihre Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht Unterthanen und Vasallen in Zehringen ziemlich unter einander gemezet / und hierüber gewisse Präkationen reciproce zu leisten schuldig / so sollen selbige von jedem Theil darzu gebührend angewiesen / und insonderheit / zu Verhütung allerhand Unordnung / es folgender Gestalt gehalten werden / 1. die Schriftfassen / als welche unter Churfürstlichen Durchleucht allein verbleiben / sollen derselben und dem Ober-Hofgerichte zu Leipzig ratione Jurisdictionis alleine unterworfen seyn / die leben bey Churfürstlicher Durchleucht suchen / die Steuer und andere Präkationen derselben bestallen Creyß-Steuer-Einnahmen abtragen / und mit denen Ritter-Diensten / Aufgeboth und Folge Ihr. Churfürstl. Durchl. unmittelbar verwandt verbleiben / jedoch / da sich Schriftfassen finden möchten / welche von Anno 1657. bis 1660. mit ihren und ihrer Unterthanen Steuer bey denen Kämblern unvernickt blieben / und nicht zur Creyß-Einnahme kommen / solche bey der im Organisichen Reces de Anno 1681. beliebten Commission / (dahin auch dasjenige / was wegen der von denen an die Schriftfassen vererbten Dorfschafften vorbehaltenen Steuern an noch zu erörtern / aufgesetzt wird) ein anders verglichen / mit denen Steuern bey denen Kämblern gelassen werden / Hingegen sollen 2. die Ambtsassen / welche Ihre Fürstlichen Durchleucht zukommen / derselben Jurisdiction unterworfen seyn / in den Kämblern stehen / von denen wie auch die Unterthanen in Städten / so wohl andere von denen Räthen des Orths / an gedachtes Ober-Hofgerichte / oder Ihre Fürstliche Durchleucht Regierung / und von solcher weiter an Churfürstlichen Durchleucht zu appelliren besigt seyn / die leben in angeregter Fürstlichen Regierung suchen / die Steuern und andere Präkationen in die Kämblern / von denen sie sambt der Kämblern Unterthanen Steuern / ferner an gehörige Orte zu liefern / entrichten / die Auffwartung nebst der Ambts-Folge Ihre Fürstlichen Durchleucht die Ritterdienste aber so wohl zu Kriegezeiten als Winterarmen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht leisten. Hätte 3. ein Schriftfasse zugleich ein Fohrwerck / Dross oder andere Stücke / so ambtsässig / so sollen von dergleichen Stücken die leben / da sie nicht anders

ANNO 1682.

ANNO
1682.ANNO
1682.

andere wohin gehörig / bey. Jhr. Fürstlichen Durchleucht geschüdet / die Steuern davon in die Aemter entrichtet / der Besizer auch in actionibus realibus / welche solcher ambtsfähigen Stütze halber angestellt werden / weiter aber nicht / bey dem Amte zwischen schuldig seyn. 4. Hätte auch ein Schriftfasser in seinem Schriftfähigen Guthe oder Dorffe mit die Erb-Gerichte / das Amte aber darüber die Ober-Gerichte / so soll der Schriftfasser die Fälle / so in die Erbgerichte / vermöge der Landes-Ordnung / und jedes Orts beständig hergebrachter Gewohnheit gehören / richten / das Amte aber in denen Fällen / welche in die Ober-Gerichte zu ziehen / Richter verbleiben. Wenn 5. die Schriftfassen entweder vor sich / oder wegen Jhrer Unterthanen / an Zinsen / Pächten / oder dergleichen Gefällen / in die Aemter etwas zu entrichten schuldig / darbey soll es / und wo die Execution denen Aemtern reservirt worden / nochmahls bittlich be- wenden / iedoch daraus keine Ambtsfähigkeit erzwungen werden / wie denn auch hingegen / wenn die Schriftfähige Kitterschafft und Städte / so Pächte / Zinsen und Freyhnen unter den Aemtern haben / bey solchen ihren Juribus bittig ruhig verbleiben / und ist ein Richter dem andern zu Eintragung solcher Gefälle hülfliche Hand zu leisten schuldig. Wofene 6. ein Amtfasser zugleich die gesamte Hand an einem Schriftfähigen Gut hat / soll er selbiger bey Churfürstliche Durchleucht Folge zu leisten verbunden seyn / in actionibus realibus vor dem Amte / darunter Er mit seinem Guthe gehört / in actionibus personalibus aber / dem Kläger frey gelassen seyn / ob Er ihn vor ernelten Amte / oder dem Ober-Hofge-richte zu leizig / oder bey Hr. Churfürstlichen Durchleucht belangen wolle / es wäre denn / das die Sache die Schriftfähige Mitbelehnschafft / und was von derselben herrühret / betreffe / und in Curia feudali zu tractiren wäre / da Sie anderswo / als vor Churfürstliche Durchleucht nicht anhängig gemacht werden möchte. Da 7. ein Schriftfasser Mitbelehnschafft an einem Ambtsfähigen Guthe hätte / soll Er zwar der gesamten Hand bey Jhr. Fürstlichen Durchleucht Folge leisten / deswegen aber vor keinen Amtfassen / ehe der Fall an ihn kom- met / gehalten werden / sondern in personalibus & realibus alleine vor Churfürstlicher Durchleucht oder in dem Ober-Hofgerichte zu leizig belangen werden / es wäre denn / das es die gesamte Hand dem Ambtsfähigen Guthe / und was von denselben herrühret / concernirte / auf diesen Fall / muß Er vor Jhro Fürstlichen Durchleucht von welcher Er die gesamt Hand empfangen hat / bittlich antworten.

Wenn sich 8. zwischen Jhr. Chur-und Fürstl. Durchl. Unterthanen / Freuren in Gränk-Sachen zu- trügen / oder es wolte einer nicht geschehen / dasz Er ein Amtfasser wäre / oder es würde ihm auch gleich von Fürstl. Seite selbst die Schriftfähigkeit kintig gemacht /

(S. L.) Johann George Churfürst.

sollen von beiderseits Chur-und Fürstlichen Durchleucht Durchl. gewisse Commissarii verordnet / diese Sache in summarische Verhör gezogen / der Augenschein nach Ge- legenheit eingenommen / und alsobald ein Decretum dar- über ertheilet / oder im Fall sich die Commissarii / der Beistellung halber / nicht vergleichen könten / die Acta in die Dicasteria dieser Lande nach rechtlichem Erkenntniß verschicket / dem beschwerten Theil eine Appellation an Churfürstliche Durchleucht / wie auch eine Exentung so wohl in prima / als appellations instantia vorbehalten / der Schrift- oder Amtfasser in dem Standt / darinnen Er befunden wird / unterdessen gelassen / und die Suchung der Lehen so lange salvo ipsius Jure suspendirt wer- den.

40. Da zwischen Jhr. Churf. und Fürstliche Durchleucht. Durchleucht oder dero Nachkommen sich in Zin- künfte / welches doch Gdt bey langem Leben freisen wolle / einige Differentien ereignen würden / sollen beiderseits Räte zusammen geschicket / diese Mißverstände beredet / und durch gültliche Vergleichung beigelegt / oder nach dem zwischen Churfürst Morizen und dessen Herrn Brüdern Churfürst Augusto / Christ-loblichen Gedächtniß / am 8. Augusti 1547. begeben und veranlasseten modo er- örtert werden.

41. Trüge sich auch zu / dasz Jhre Fürstliche Durchleucht / welche doch Gdt bey langem Leben freisen wolle / oder einer dero Nachkommen / diese Zittigkeit gesegnet / und unmündige Söhne hinterliesse / so soll Jhr. Churf. Durchl. oder dero Successoribus an der Chur die admi- nistration in Er. Fürstlichen Durchleucht oder dero Suc- cessoris nachgelassenen Landes-Portion alleine / im übrigen aber das Jus agnationis bey seinen Kräften verblei- ben / und ist ausser dem Jhr. Fürstl. Durchleucht durch Testament oder andere Verordnng zu disponiren un- benommen / und weil durch gegenwärtigen Reces der oft angezogene Freund-brüderliche Haupt-Vergleich noch- dürfftig und dergestalt erleutert und erkläret / dasz hier- durch allem fernem bezoglichen Zweifel und Zwistigkeiten verhoffentlich gänzlich abgeholfen / Als wollen Jhre Chur- fürstliche Durchleucht die Eingangs erwähnte Protecta- tion / so weit dieselbe Jhre Fürstl. Durchl. angehet / kraft dieses gänzlich calliret und aufgehoben / auch dasz durch diesen Vergleich dem Juri Primogenitur nichts derogirt seyn / sondern dasselbe in seinem vigore gelassen werden solle / bedungen haben.

Zu ihrtund haben Er. Chur-und Fürstl. Durchleucht diesen Vergleich eigenhändig unterschrieben / und mit dero Churfürstlichen und Fürstlichen Siegeln be- kräftiget. So geschehen zu Dresden den 12. Septembr. nach Christi unsers HEHM und Seeligmachers Ge- burt / ein tausend sechs hundert und zwey und acht- zigsten Jahre.

(S. L.) Johann Adolph Herzog zu Sachsen.

A.

Auff was Maß und Weise bey der allgemeinen Huldigung / so Seiner Chur- fürstlichen Durchleucht auf dero hohen Reservata und Jura von Jhro Fürstlichen Durchleucht sammtl. Vafallen und Unterthanen zu leisten / zu verfahren:

Einmach in vorherstehenden Vergleich unter andern / und zwar bey dem 8ten No. abgehandelt worden / dasz Jhro Churfürstliche Durchleucht und dero Nachkommen in dero Regierung auff dero hohen Reservata und Jura von Er. Fürstlichen Durchleucht sammtlichen Vafallen und Un- terthanen die Huldigung absonderlich geleistet / auch wie hierbey zu verfahren / verglichen werden solte / So hat man sich nach unterschiedenen hierüber gepflogenen Con- ferencen ditzfalls dahin vereinigt / dasz Seiner Fürstliche Durchleucht wenn mit Churfürstlicher Durchleucht dieselbe des Tages halber sich zuworhero Freund- veretlich vernommen / auff das forderlichste die Huldigung an dero Vafallen und sammtliche Unterthanen / so wohl wegen Jhr. Churf. Durchl. als vor sich / nach der un- ten sub n. 1. begebenen Notul austheilen soll / da denn Jhro Churf. Durchl. einen gewissen / iedoch fine cha- ractere Legati deputirten gewollmächtigten Commissa- rium an den Ort / wo die Huldigung eingenommen wird / absicken wollen / welcher bey Er. Fürstl. Durchl. vermittelst eines Freund-veretlichen Creditivs sich zu le- gitimiren hat / auff den Tag der Huldigung selbst nun / soll zuferdest / auch ehe und bevor Jhr. Fürstl. Durchl.

Tom. VII. PART. II.

vor sich die Huldigung einnehmen / von denselben die Kitterschafft oder andere Besizer der Adlichen Güter desjenigen Bezirks / woselbsten die Huldigung geschieht / und dann die darinnen befindlichen Räte der Städte an einen gewissen Ort beschieden / darauf an dieselben vom berührten Churf. Commissario / vor welchen ein abson- derlich erhabener Platz zu bereiten / auch ein Stuhl mit Lehnen zu setzen / der Vortrag sub n. 2. gethan / und fer- ner hierauf die Huldigung nach der Notul sub n. 3. so durch einen Secretarium abgulesen / und zwar von denen von der Kitterschafft / vermittelst eines Handgelübniß / von denen Räten in Städten aber / auch deren Angehö- rigen / durch wirkliche Pflicht geleistet / und wenn dieser actus gänzlich vollbracht / in übrigen von allerseits Bür- gern in Städten / auch Ambts-Unterthanen / zwar ohne beseyn mehr ernelten Churf. Commissarii / iedoch nach der formul sub n. 4. der Huldigungs-Eyd abgelegt / und von Seiten Jhro Fürstlichen Durchleucht bey dem Vortra- ge besagte Bürger und Unterthanen der hohen Churf. Reservaten deutlich erinnert werden. Gleichwie aber die vorher beschriebene Maß und Weise bloß vortro / und bey gegenwärtigem Fall / da nach des Allerhöchsten Gds

E

168

ANNO
1682.

tes unerforschlichem Rath und Willen / so wohl Er. Churfürstlichen Durchleucht Herzog Johann Georg des Andern / lobwürdigen Andenkens / als Er. Fürstlichen in GOTT ruhenden Herrn Vaters Fürstlichen Durchleucht fast zu einer Zeit diese Welt gesegnet / practicirlich und belibet: also bedingen Ihr. Churfürstliche Durchleucht dero Successoren hiermit / daß dieselben / wenn sie auff künftige begehende Fälle in die Regierung treten / die Huldigung von Er. Fürstlichen Durchleucht Vasallen und Unterthanen / ungeachtet bey Ihr. Fürstlichen Durchleucht Nachkommen dergleichen nicht eingenommen wird / abgesondertlich vor sich zu fordern besugt / ermelte Vasallen und Unterthanen auch solche also dann auf Ihrer Fürstlichen Durchleucht oder dero Nachkommen Ausschreiben zu leisten schuldig und verbunden seyn sollen; daferne aber an Seiten Ihr Fürstlichen Durchleucht oder dero Nachkommen ein Todes-Fall sich begeh / hingegen dem zu der Zeit regierenden Churfürsten allbereits einmahl gehuldigt / haben so dann Ihr Fürstlichen Durchleucht Nachkommen die Huldigung vor sich / jedoch unbeschadet / auch mit Erinnerung derer Churf. hohen Reservaten / alleine einzunehmen.

No. I.

Johann Adolph.

Demnach wir zu Einnehmung der gewöhnlichen Landes-Huldigung / mit Göttlicher Verleihung / den N. anberaunet / darbey denn auch zugleich des Herrn Churfürsten zu Sachsen / unseres freundlichen Geliebten und Hochgeehrten Herrn Vaters und Gewalters / uns die gewöhnliche Pflicht auf dero hohe Reservata geleistet werden soll; Als befehlen wir die hierdurch gnädig / du wollest den N. vorher zu N. einkommen und dich gefast halten / des folgenden voranberaunten Tages solche Huldigung / dem Herkommen nach / gehorsamlich abzustatten / auch dich davon nichts / als Leibes Unpässigkeit abhalten lassen / daran geschickt re. Darum &c.

No. II.

Demnach / als nach tödtlichem Hintritt des wehländ Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen des Ersten / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erzmarschall und Churfürsten / Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kauff / Burggraffen zu Magdeburg / Graffen zu der Mark und Ravensberg / Herrn zum Ravensstein re. Vermöge des zwischen Er. Churfürstlichen Durchleucht hinterlassenen Herren Söhnen / dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Andern / des Heil. Röm. Reichs Erzmarschall und Churfürsten / tot. tit. dann denen Nachwürdigsten Durchl. Fürsten und Herren / Herrn Augusto / Herrn Christlan und Herrn Morizen / allseits Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / postulirten Administratoren deren Primat- und Erz-Stiffter Magdeburg / Merseburg / und Naumburg re. Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kauff / geistlichen Graffen zu Henneberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herren zum Ravensstein / uetern dato den 22. April. Anno 1657. aufergerichteten Freund- und brüderlichen Haupt-Vergleichs / höchstgedachten Herzog Augusti Fürstliche Durchleucht eine gewisse Landes-Portion. und mit derselben auch gegenwärtige Stadt / Amt re. zukommen / und zwar von Er. Churfürstlichen Durchleucht Herrn Johann Georgen dem Andern / die Unterthanen der Pflicht auf gewisse Weise erlassen / darneben aber die derselben zugestandene besondere hohe Reservata und Jura vorbehalten worden / auch ihr und eure Vorfahren damahls in höchstermelter Er. Churfürstlichen Durchleucht Pflicht dinstalls verblieben / so wohl die Erbhuldigung deroelben zugleich mit dorauff geleistet / und nunmehr nach des großen Gottes unerforschlichem Rath und heiligem Willen es sich begeben / daß in abgewichenem 1680. Jahre nicht allein mehr höchst-befagte Herzog Johann Georg des Andern Churfürstliche Durchleucht / sondern auch des Herrn. Administratoris des Primat- und Erz-Stifts Magdeburg re. Fürstliche Durchleucht diese Zeitlichkeit gesegnet / und dannhero die Nothdurft erheischet / daß beiderseits Ihr Chur- und Fürstlichen Durchleucht Durchleucht hohen Herren Successoren / nemlich / denen Durchleuchtigsten Fürsten und Herren / Herrn Johann Georgen dem Dritten / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Marschallen und Chur-Fürsten re. auch Burggraffen zu

Magdeburg re. und dann Herrn Johann Adolphs / ANNO
beiden Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / 1682.
Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kauff / geistlichen Graffen zu Henneberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herren zum Ravensstein / re. und zwar eines jedes Ihrer Churf. und Fürstliche Durchleucht Durchl. zu dero Nach-
ten / vermöge eines untern dato den 12. Septembr. des 1682ten Jahres getrossenen Vertrags ihr insgesamt anderweit pflichtbar gemacht werden sollen: Als ist diesemnach von höchstermelter Herrn Herzog Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht heutiger Tag zu der Pflichtenleistung / so Er. Churfürstlichen Durchleucht zugleich geschehen soll / anberaunet worden / und wie Ihr Churfürstliche Durchleucht in Gnaden vermercken / daß dem an Euch ergangenen Fürstl. Ausschreiben zu schuldiger Folge / hier an gegenwärtigem Orte ihr euch gehorsamst eingefunden; also werdet ihr hiermit sammt und sonderlich ernstlich vernahmet / daß oft höchstgeachteter Er. Churfürstlichen Durchleucht / auf oben angezeigte hohe Reservata und Jura ihr jedes-mahl / berührtem Freund-vererbliden Vergleich gemäß / euch unterthänigst / getren / holdt und gehorsam erweist / und alles dasjenige thut und verrichtet / worzu euch der Eydt / welcher euch anieho vorgehalten werden wird / verbindet / jedoch begehentlich und also / daß solches in übrigen unbeschadet der euch obliegenden Pflicht / wormit euer gnädigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht ihr vermand / geschehe / die S. Churfürstliche Durchleucht geleistete Huldigung auch der unterthänigsten Treue / devotion und Gehorsam / womit S. Fürstlichen Durchleucht ihr verhaftet / ganz unmaßthellig sey.

No. III.

Huldigungs-Eydt.

Ihr sollet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erz-Marschall und Churfürsten / Landgraffen in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-kauff / Burggraffen zu Magdeburg / geistlichen Graffen zu Henneberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Ravensstein / re. wie auch S. Churf. Durchl. Nachkommen in der Regierung / wegen der euch angezeigten hohen Reservaten und Gerechtame / Inhalts des zwischen S. Churfürstlichen Durchleucht und des auch Durchleucht. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolphs Fürstlichen Durchleucht untern dato den 12. Septembr. des 1682. Jahres aufergerichteten Elucidations-Vergleichs / ihr jederzeit wollet tren / holdt und gehorsam / auch nicht in dem Rath / vielweniger bey der That seyn / da wider S. Churfürstliche Durchleucht gehandelt und gerathschlagt wird / deroelben / wie auch dero Nachkommen / Frommen / Ehr und Ruhen fördern / Schaden warnen und meiden / nach euerem besten Vermögen / insonderheit da ihr erführet / daß etwas Ihr Churf. Durchl. An Leib / Ehre / Willen und Stande zugehen / und Nachtheil / oder ihre Chur- und Fürstenthümer / Herrschaften / Länden und Leuther zu Abbruch / von jemanden wolte vorgenommen werden / solches offenbahren / und diß durch euch oder die eueren treulich verhüten / auch von Person wissentlich nichts vornehmen / das Ihr Churf. Durchl. zu Schaden / oder Nachtheil kommen möchte / und Ihr Churf. Durchl. mehr berührtem Vergleich gemäß / schuldige Dienste / Pflicht und Gehorsam / auch allen darinnen begriffenen Punkten unverbrüchliche Folge leisten / und sonst alles andere zu thun / halten und lassen / was euch hiermit von Gottes / auch Gewohnheit und Rechtswegen zu thun und zu lassen gebühret / ganz treulich und ohne Gefährde.

Eydt

Mit aufgehobenen Fingern.

Alles was mir ieho deutlich vorgelesen ist / welches ich denn auch wohl vernommen / das will ich stet / fest / und unverbrüchlich / auch getreulich und ohne Gefährde halten; So wahr mir GOTT helffe / durch Jesum Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

No. IV.

Notul.

Nach welcher S. Churfürstlichen Durchleucht auff dero hohen

ANNO 1682. hohen Reservata und Jura von Jhr. Fürstl. Durchl. sämtlichen Bürgen und Städten / auch Amts- und andern Unterthanen / die allgemeine Huldigungs-Pflicht zu leisten.

Hier ist der ganze Huldigungs-Eydt / welcher Jhro Fürstlichen Durchl. geschworen wird / zu prämitiren / und bey Ende desselben folgendes zu annectiren:

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erbk-Marschalln und Churfürsten / Landgraffen in in Thüringen / Marggraffen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Laußig / Burggraffen zu Magdeburg / gesfürsteten Graffen zu Heineberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum Rauenstein u. in Sr. Fürstl. Durchl. Landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura zusehen; Als sollet Jhr gleichfalls geloben und schwören / daß S. Churfürstl. Durchl. ihr deswegen / Innhalt des unterm dato den 12. Septembr. des 1682 Jahres zwischen Jhr. Chur- und Fürstlichen Durchl. aufgerichteten Vertrags / jedesmal gehorsam / treu und gewärtig seyn / auch alle dasjenige / was euch hierunter oblieget / treulich und unnachlässig thun und lassen wollet.

Eydt

Mit aufgehobenen Fingern.

Alles was mir ico dentlich vorgesaget / und vorgelesen worden ist / welches ich denn auch wohl vernommen / das will ich stet / fest und unverbrüchlich / auch getreulich und ohne Gefährde halten; So wahr mir GOTT helffe / durch Jesum Christum / seinen Sohn / unsern Herrn.

B.

Notul

Der Particular-Huldigung / nach welcher die neuen Vasallen und Unterthanen in S. Fürstl. Durchl. Ambtern und Städten künftigher jedesmal in Pflicht zu nehmen: Anfanglich ist der vollständige Eydt / wie selbiger an jedem Orte gewöhnlich / zu prämitiren / und denn demselben beym Schluß nachfolgendes beyzufügen:

Nachdem auch absonderlich dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbk-Marschalln und Churfürsten tot. tit. meinem auch gnädigsten Herrn / in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion besondere hohe Reservata und Jura zusehen; Als gelobe und schwöre hiermit gleichfalls / daß S. Churf. Durchl. und dero Nachkommen / ich deswegen / Innhalt des unterm dato den 12. Sept. des 1682sten Jahres zwischen Jhr. Chur- und Fürstlichen Durchl. aufgerichteten Vertrags / jedesmal gehorsam / treu und gewärtig seyn / auch alle dasjenige / was mir hierunter oblieget / treulich und unnachlässig thun und leisten wollet / So wahr mir GOTT helffe u. c.

C.

Notul

Des allgemeinen Kirchen-Gebeths.

Wollest auch der weltlichen Obrigkeit / dem Römischen Kayser / allen Chrißl. Königen / Fürsten und Herren / vornehmlich dem Haupte des Chur- und Fürstl. Hauses Sachsen / Jhr. Churf. Durchl. zu Sachsen u. Herzog Johann Georgen dem Dritten / unserm gnädigsten Churfürsten und Herrn / insonderheit aber u. c.

D.

Notul.

Nach welcher die wegen angeordneter Fast- und Buß-Tage ergangene Churfürstl. Ausschreiben in S. Fürstl. Durchl. Landes-portion zu publiciren:

Von Gottes Gnaden Adolph / tot. tit. thun hiermit männiglich künde und zu wissen / demnach der Durchl. Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte / tot. tit. in Betrachtung der gegenwärtigen gefährlichen und weit ausschendenden Zeiten einen / 2. oder 3. allgemeine Buß-Fast- und Buß-Tage in diesem Ieselauffen-

TOM. VII. PART. II.

den Jahre / und zwar auff den (ponatur dies) ausgeschreiben / und halten zu lassen / mit GOTT entschlossen / auch darbey / daß 1) den Tag vorher / mit dem Einläuten / dann an dem Fast-Tage selbst und mit Anzahl der Predigten / wie an einem der höchsten Fest-Tage / es gehalten / 2) aller Handel und Gewerbe / auch Wochen-Arbeit / alle ippiche Lust / wie die Mahnen haben mag / diesen ganzen Tag allerdings unterlassen werden / auch zu desio mehrerer Andachts-Beförderung und Bezeugung eines recht demüthigen Geistes gegen GOTT männiglich (ausgenommen Schwache / Schwangere / Wöchnerin / Kinder und Krancken /) sich gütwillig alles Essens und Trinkens / bis nach geendigtem Gottesdienst / und dement es möglich / bis gegen Abend / nach Artz der alten Kirche / damit der Leib auch hierbey seine Casteyung empfinde / und der Geist desio freyer mit GOTT dem Herrn in Bethen und Singen handeln möge / enthalten / 3) dann mit dem Nieder-Knieen beym Vater Unser / mit der Kistung und denen Buß-Gefängen ebenmäßig bey voriger instruction es verbleiben / ferner bey solchen Buß-Tagen folgende (ponatur die in Churf. Ausschreiben verzeichnete Texte) gebraucht werden sollen / Verordnung gethan / auch dieses alles uns Freunds-Betrüch zu erkennen gegeben / und diesem nach es hierunter allenthalben in unserer Landes-Portion ebenmäßig also zu halten / Als befehlen wir hiermit gnädig / daß die unfreien dieser Verordnung in allen und icken gehorsamlich nachkommen / und darwider in keinerley Wege handeln sollen u. c. Datum &c.

Der Titul dergleichen Anordnungen kan seyn: des Durchl. Herrn Johann Adolfs / tot. tit. Anordnung / daß die von S. Churfürstlichen Durchl. zu S. Herzog Johann Georg dem Dritten auff dieses Jahr ausgeschriebene Fast- und Buß-Tage / auch in S. Fürstlichen Durchl. Landes-Portion gehalten werden sollen u. c.

E.

Formular.

Nach welchem der Churf. Kirchen-Rath bey vorgehenden Dispensationibus / in casibus prohibitis / S. Fürstl. Durchl. zu schreiben hat / nebst einer Notul des Dispensation-Scheins / so denen Persohnen / so die Dispensation erhalten / von ictsbefagtem Kirchen-Rathe zu ertheilen.

P. P.

Gnädigster Fürst und Herr /

Hey des Durchl. unsers gnädigsten Chur-Fürsten und Herrn Kirchen-Rathe haben N. N. zu N. N. welche einander N. N. mit Bluth-Freundschaft (Schwägerschaft) (in grad.) verwandt / und gnädigste Dispensation und Verstattung einander zu ehlichen / unterthänigst und demüthigst angeflehet; Es ist auch daselbst solch Suchen geblühend überleget / und nachdem befunden / daß dergleichen Ehe zwar wohl in der Ehe-Ordnung dieser Lande / nicht aber den Götlichen Rechten verhorhen / aus diesen und andern bewegendenden Ursachen Supplicanten die Heyrath / vermiretst vorübergehenden Aufgebots und Priestlichen Einsegnung / zu vollziehen gegen seideliche Dispensation gebührend bewilliget / und ein besonderer Schein unter des Kirchen-Raths- und Ober-Consistorii Inseigel ausgestellt worden / damit nun obgemelte in S. Fürstl. Durchl. Ambte N. (Stadt N.) wohnhafte Persohnen dessen / was ihnen der Ehe halber versattet / und so viel desio würdlicher fähig werden mögen; So haben S. Fürstl. Durchl. / nach Anleitung des Chur- und Fürstl. am 12. Septembr. des 1682. Jahres getroffenen Freunds-Betrüchlichen Erleuterungs-Recess / was solches / und was auf der Supplicanten Ansuchen alhier verordnet / gehorsamst hinterbringen sollen / nicht zweifelnde / S. Fürstl. Durchl. in Gnaden ihr gefallen lassen werden / zu verfügen / daß die proclamation und copulation eben besagter Persohnen / der Kirchen-Ordnung gemäß / ergenhen möge / und S. Fürstl. Durchl. sind wir zu andächtigen Gebeth und gehorsamen unterthänigsten Diensten ickerzeit willigst und geschiffen / Datum Dresden u. c.

E. Fürstl. Durchl. u. c. u. c.

Verordnete Präsident und Räthe des Churf. S. Kirchen-Raths und Ober-Consistorii als hier.

Der Durchl. Churfürst zu S. und Burggraf zu Magdeburg u. c. hat vermiretst des Kirchen-Raths auff N. N.

ANNO zu N. unterthänigstes Suppliciren gnädigst versien / und
1682. dispensiren lassen / daß besagter N. N. mit N. N. wel-
che in grad. der Bluthreundschafft (Schwägerchafft)
verwandt / in Ehegelnüß sich eingelassen / auch nach
erhaltener Verordnung an den Superintendenten zu N.
deswegen bey S. Fürstl. Durchl. zu Wissenfeldt Er sich
gebührend anzumelden / der Kirchen-Ordnung gemäß / öf-
fentlich proclamiret / und hernach copuliret werden möge/
worrüber unter S. Churfürstlichen Durchleucht Kirchen-
Raths- und Ober-Consistorii Insignel ihm dieser Schein
ausgefasset worden; So geschehen zu Dresden am N.
des Jahres.

F.

Eydes=Notul.

Nach welcher die Superintendenten zu
vereyden.

Ihr sollet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl.
Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolph / Herzogen
zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in
Thüringen / Margraffen zu Meissen / auch Ober- und
Nieder-Lausitz / gefürsteten Grafen zu Henneberg / Graf-
sen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zu
Ravensstein / unserm gnädigsten Herrn / vermöge eurer
Vocation und Amts / insonderheit auch S. Churfürst-
lichen Durchleucht. zu Sachsen / Herzog Johann Georg
dem Dritten / unserm gnädigsten Herrn / auf die dero-
selben in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zusehenden
hohen Reservaten und Gerechtigkeiten / Inhalts des zwi-
schen Ihr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl. unterm
dato Dresden den 12 Septembr. des 1682sten Jahres
aufgerichteten Vertrags / getreu / hold und gewärtig seyn
wolltet / bey der reinen Lehr und Christl. Bekändniß die-
ser Lande / wie dieselbe in der ersten ungeänderten Aug-
spurgischen Confession begriffen / und im Christl. Con-
cordien=Buche repetiret und erkläret / und wider alle
Verfälschung verwahrt ist / beständig und ohne einig falsch
verbleiben und verharren / darwider nichts heimlich und
öffentlich practiciren / auch da ihr vermerket / daß sol-
ches andere thun wollen / dasselbe nicht verhalten / son-
dern höchstgedachter Ihr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl.
Durchl. ohne Schein alsobald offenbahnen / da auch GOTT
verhängen möchte / das Er doch gnädig abwenden wolle /
daß ihr euch selbst durch Menschen=Wiß und Bahn von
solcher reinen Lehr und Erkändniß Gottes / entweder zu
den Papisten / Calvinisten / und andern oft bemelter rei-
nen Confession widrigen Secten abwenden würdet / sol-
ches wolltet Ihr. Churf. Durchl. und Fürstl. Durchl.
Durchl. vermöge eures geleisteten Eydes / ungescheuet
anmelden / und dero fernern Verordnung und Resolution
erwarten / ingleichen / daß ihr wolltet alle zur Superinten-
dentur gehörige und alle fürfallende Sachen getreulich und
fleißig nach euren besten Verstande und Vermögen bedene-
ten und verrichten / eines mehrern als euch zukommet /
sonderlich aber einigen Eingriß in berührte Churf. hohe
Geistliche reservirte Jura / euch nicht anmassen / auch da
dergleichen von andern geschehen / oder euch ein widriges
zugemuthet werden wolle / solches ungescheuet / wie auch
die in eurer Inspection vorkommende geistliche Sachen /
vermöge des angezogenen Vertrags / in das Consisto-
rium zu Leipzig gebührend berichten / und dessen Verord-
nung darauff erwarten / auch dahin sehen / damit in der
euch und eurer Inspection anvertrauten Kirchen / keine
Neuerung in Glaubens=Sachen / so unserer reinen E-
vangelischen Lehr zuwider lauffet / auf die Bahn gebracht
werde / und daß ihr überdies wolltet befördern / was dem
seligmachenden Wort unserer Christlichen einhelligen Be-
kändniß und Erbarkeit gemäß ist / auch zu Heiligung und
Ausbreitung der hohen Göttlichen Majestät / Nahmen
und Wortes / und dem zu Fortpflanzung und Erhaltung
Gottesfurcht / eiserlichen Zucht / Friede / Ruhe und Ei-
nigkeit in der Kirchen und ganzen Gemeine gereichen /
fruchtbar=nütz=und dienlich seyn mag / und solches auch
keinen eigenen Nutz / Ehrgeiz / oder eigenen Willen / thun
oder lassen / sondern alles dasjenige in acht nehmen wol-
let / was einem gewissenhaften und treuen Superinten-
denten und Pastoren wohl anstehet und gebühret / auch
Ihr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl. zusehende Ge-
rechtsame erforschen / und solches alles getreulich und ohne
Beschränke.

Eydt /

Alles / was ich N. N. geredet und gelobet habe / wie
mir das mit unterschiedlichen Worten und Puncten vorge-

lesen und vorgefaget ist / das will ich stet / fest und un-
verbrüchlich / auch getreulich halten / als mir GOTT helf-
fe / durch JESUM Christum seinen Sohn / unsern Herrn. ANNO 1682.

G.

Eydes=Notul.

Nach welcher die Pfarrer / so nicht Superintendenten
sind / zu vereyden.

Ihr sollet geloben und schwören / daß ihr dem Durchl.
Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolph / Herzogen
zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgrafen in
Thüringen / Margraffen zu Meissen / auch Ober- und
Nieder-Lausitz / gefürsteten Grafen zu Henneberg / Graf-
sen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zum
Ravensstein / unserm gnädigsten Herrn / vermöge eurer
Vocation und Amts / insonderheit auch S. Churf.
Durchl. zu Sachsen / Herzog Johann Georg dem Drit-
ten / unserm gnädigsten Herrn / auf die dero-
selben in S. Fürstl. Durchl. Landes-Portion zusehenden hohen
Reservaten und Gerechtigkeiten / Inhalts des zwischen S.
Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. unterm dato den 12.
Septemb. des 1682sten Jahres aufgerichteten Vertrags /
getreu und gewärtig seyn wolltet / bey der reinen Lehr und
Christlichen Bekändniß dieser Lande / wie dieselbe in der
ersten ungeänderten Augspurgischen Confession begriffen /
und im Christlichen Concordien=Buche repetiret und er-
kläret / und wider alle Verfälschung verwahrt ist / be-
ständig ohne einig falsch verbleiben / und verharren / dar-
wider nichts heimlich oder öffentlich practiciren / auch wo
ih. vermerket / daß solches andere thun wollen / dasselbe
nicht verhalten / sondern ohne Schein alsobald offenbahnen /
da auch GOTT verhängen möchte / das Er doch gnädig ab-
wenden wolle / daß ihr euch selbst durch Menschen=Wiß
und Bahn / von solcher reinen Lehr und Erkändniß Got-
tes / entweder zu den Papisten / Calvinisten / oder andern
obbenelcter reinen Confession widrigen Secten abwenden
würdet / solches Ihr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl.
alsobald / vermöge eines geleisteten Eydes / ungescheuet an-
melden / und Ihr. Churf. und Fürstl. Durchl. Durchl.
fernern Verordnung und Resolution erwarten wolltet / und
solches alles treulich und ohne Beschränke.

Eydt /

Alles was Ich N. N. geredet und gelobet habe / wie
mir das mit unterschiedlichen Worten und Puncten vorge-
lesen und vorgefaget ist / das will ich stet / fest / und un-
verbrüchlich auch getreulich halten / als mir GOTT helf-
fe / durch JESUM Christum seinen Sohn / unsern Herrn.

H.

Notul

Des Publication=Patents, welchem die Churfürstliche
Mandata zu ingrossiren.

Von Gottes Gnaden / Wir Johann Adolph tot. tit.
thun hiermit kund und zu wissen / demnach der Durch-
lauchtigste Fürst und Herz / Herr Johann Georg der Dritte
tot. tit. wegen (inleratur generaliter causa vel occasio
mandati.) vermittelst eines öffentlichen Mandats, wel-
ches nachfolgenden wörtlichen Inhalts ist / (inleratur
mandatum integrum) Verordnung zu thun / der Noth-
durfft erachtet / uns auch solches Freund=Vetterlich zu
erkennen gegeben / und damenhero dasselbe in unser Landes-
Portion ebenmäßig zu publiciren / und zu Werck zu rich-
ten; Als befehlen wir hiermit unsern ic. Daß sie sich
angeregtem Mandat allenthalben sich gemäß bezeugen sol-
len ic.

XX.

* *Confederatio inter Regiam Majestatem DANICÆ, 14. Sept.
Serenissimum Electorem BRANDENBURGI-
CUM & Episcopum MONASTERIENSEM,
ad promovendam Pacem, avertendam novam Belli
ca-*

* Ce Traité est le même qu'on avoit publié en François dans la
première Edition de ce Recueil, Tom. IV. pag. 478. sous le mois
de Mars 1682. Mais cette Date est fautive, & celle qu'on donne
ici est la véritable.

ANNO
1682.

calamitatem inter IMPERATOREM, IMPERIUM, & Regem GALLIÆ, Defensionemque mutuum. Datum die 14. Septemb. 1682. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]

I. **S**it Amicitia vera & intima inter Dominos Confederatos, interque illorum Ministros, in Comitibus Imperialibus & Circularibus, aliisque omnibus Conventibus, tam Ordinariis quam Extraordinariis, omnia sincerè & integrè agantur & communicato consilio fiant.

II. Nemini Interestentium Confederatorum licebit posthac aliud Fœdus inire, quod in aliorum præjudicium vel detrimentum directè vel indirectè vergere possit, & si cuidam Confederatorum novum aliquod Fœdus ab uno ac altero offeratur, tenebitur ille Confederatos reliquos hujus certiores reddere, eosque si voluerint pangendo novo Fœderi includere.

III. Confederati promittunt, se communi operâ consilium Pacis ita promovere, eoque unanimi studio laboraturos, ut pro avertenda nova Belli calamitate inter Imperatorem, Imperium & Regem Gallie secundum oblatas per Legatos Gallie conditiones, aliasve quibus res controversa amicabiliter transigi potest, stabiliantur, si unus Confederatorum in suo Territorio, suisque Juribus turbetur, invadatur, hospitacionibus militariis, aliisque exactacionibus contra Instrumenta Pacis, Imperique Constitutiones opprimatur, vel in alio evidenti periculo versetur, reliqui Confederati tenebuntur ipsi quantocius fieri potest, determinato auxilio succurrere.

IV. Militis illius subsidiarii numerus ita est definitus, ut à Rege Danie 1400. ab Electore Brandenburgico 2400. & à Domino Episcopo Monasteriensis 1200. pro mutuis suppetiis mitti debeant, cujus quarta pars in Equitatu semper consistet, ingravescente malo, vel periculo Confederati copias has duplo, triplo & quaduplo necessitatis tempore adaugebunt.

V. Si Bellum absque Imperii solemnitate, & universali consensu ab uno vel altero contra Regem Francie moveatur, Confederati suppetias illas, ad quas pro rationum suarum, Imperio alias tenerentur, non præstabunt, ne inde rumpenti vires accrescant, si verò ejusmodi Bellum unanimi Imperii conclusio solemniter decernatur, Confederati Declarationibus & oblati suis super hoc casu alibi jam in eventum factis constanter inhærebunt.

VI. Fœderationi huic quoad Regem Danie Ducatus Holsatiæ, & Comitatus Oldenburg, quoad Electorem, & Episcopum vero, omnis illorum Dicio sive Alibi cum Episcopatu Hildesheimiensi includatur.

VII. Miles auxiliarius à mittentibus aletur, nec inde recedit, nisi requirenti Pax & Securitas restituitur, acceptæque Injurie reparatio facta sit.

VIII. Fœdus hoc tres annos durabit, & integrum erit omnibus, eodem bonæ Pacis studio flagrantibus, quoadcunque voluerint, accedere.

IX. Ratificationum commutatio intra 6. septimanas fiat. Separato & secreto Article in favorem Episcopi cautum est, si Regi Danie, vel Electori Brandenburgico ob præstationem auxilii, ad quod uni, vel alteri Principi vigore Fœderum initorum tenentur, periculum imminet, vel Arma à quoquam inferantur, aut etiam illi ipsi Bello quandam impetere, è re sua putent, quod Dominus Episcopus in utroque casu & quamdiu inter Confederatos alia Conventio facta non fuerit, à mittendo quidem auxilio immunis, ad neutralitatem tamen observandam obstrictus esse, & id curare debet, ne per illum, illiusve Subditos Confederatis, eorumque rebus directè, vel per indirectum noxa, vel detrimentum inferatur, aut eorum Hostibus suppetiæ ferantur. Datum 14. Septemb. 1682.

XXI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur, & CHARLES XI. Roi de Suède. Fait à Stockholm le 12. Octobre, 1682. [Traduction Française du Mercure Hollandois de 1682. pag. 244. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 429. en Allemand; dans *LUNIG Tensches*

Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 480. ANNO en, François & dans LONDORP II. Alta publica Tom. XI. pag. 442. en Allemand par Extrait.] 1682.

Comme ainsi soit que les discordes & desunions s'augmentent dans l'Empire d'Allemagne & aux Royaumes voisins, le Tres-illustre & Tres-Puissant Seigneur, le Sieur LEOPOLD élu Empereur Romain toujours Auguste, Roi de l'Allemagne, de Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie, Esclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, Stirie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la Silésie, Supérieure & Inférieure, Wirtemberg & de Teckle, Prince du Pays de Suabe, Comte de Habsburg, Tirol, Ferret, Kyburgh, & Goritz, Land-Grave de l'Alsace, Marquis du St. Empire Romain, Bourgrave, & de la Lulace Supérieure & Inférieure, Seigneur du Marquisat d'Esclavonie, Portas, Nudis, & des Salines; & le Tres-illustre & Tres-Puissant Prince & Seigneur, le Sieur CHARLES Roi de Suède, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlandie, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Brema, Verden, Steutin, Pomeranie, Cassubie, & de Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Wismar, Comte Palatin du Rhin & de Bavière, Duc de Juliers, Cleves, & Bergue; ont trouvé bon tant pour conserver le Repos Public & pour leur propre sûreté, que pour nouer entre eux une plus ferme Amitié, de faire une Alliance défensive. C'est pourquoy après que les Ministres Impériaux, & le Sieur Comte Gabriel Oxenstern Ambassadeur & Plenipotentiaire Roial de Suède, assemblés à Vienne, ont eu porté bien avant quelques Articles & Conditions, l'on a eu soin de faire entreprendre cet Ouvrage par celui que Sa Majesté Impériale a trouvé bon (pour y mettre la dernière main) d'envoyer à Sa Majesté Roiale en qualité de Plenipotentiaire; à sçavoir l'illustre Seigneur Michel Wenceslaus François, Comte du St. Empire en Athen, Baron de Goldsburg & Murtette, Seigneur de Grulick, Mittelwald, Schoonfeld, Wolfersdorf, Durn, Krut, & Theyhowits, Chancelier de la Comté Roiale auprès de Sa Majesté Impériale, & Premier Capitaine de la Forteresse de Glarens, Et afin que cette Negociation que l'on avoit commencée, peut être conduite à la fin que l'on se proposoit, par des soins reciproques, Sa Majesté Roiale a établi Commissaires & Plenipotentiaires, l'illustre, l'Excellent, & Generex Seigneur, le Sieur Benoit Oxenstern, Comte de Norshem, & Vasa, Baron de Mochroy & Lindholm, Seigneur de Kispurcen & Kattila, Conseiller de Sa Majesté Roiale de Suède, Chancelier des Academies d'Aboen, & Premier Legislatteur d'Ingriso & Ketholmi; le Sieur Eduard Ehrensteen, Hereditaire de Forsbygan & Barkertorp, President du haut Tribunal Roial de Wismar, & le Sieur François Joël Ornstedt, Hereditaire & Seigneur de Schottorp, Kreusenhoff & Haggaed, Chancelier de la Cour de Sa Majesté Roiale; lesquels ayant resumé les affaires qui avoient esté entamées à Vienne, avec les Sieurs Ambassadeurs Impériaux mentionnez cy-dessus, après que les Lettres de Pouvoir ou de Pleinpouvoir ont esté approuvées de part & d'autre, & après avoir conféré ensemble, sont convenus des Articles suivans & ont stipulé au nom de leurs Illustres Seigneurs & Principaux, qu'ils seroient observés inviolablement.

I. Qu'il y aura une Paix ferme, & un lien inviolable d'Amitié entre Sa Majesté Impériale & la Maison d'Autriche d'une part, & Sa Majesté Royale & le Royaume de Suède de l'autre, que l'on emploiera de coûté & d'autre tout ce qui pourra tourner au bien & profit des deux Parties & que l'on prevendra soigneusement tous les perils & dommages dont les Roiaumes, Provinces, & Seigneuries de l'un & de l'autre pourroient être menacés, par une communication amiable & faire à tems, ou par quelque autre moyen convenable.

II. Que le but de cette Alliance défensive sera de conserver le Repos Public & la sûreté mutuelle, & ce sur le pied qu'elle a esté établie par la Paix de Westphalie l'An 1648. & les Traitez de Nimégue des années 1678. & 1679.

III. Que tantant les Alliez s'obligent reciproquement d'employer tout ce que leurs forces & leur de-

12. Oct.
L'EMPEREUR,
ET LA
SUEDE.

ANNO voir pourront permettre, & d'adresser les Résolutions
1682. de leur Conseil à ce que les Traitez de Westphalie
& de Nimègue susdits puissent être tellement main-
tenus en leur pleine & entiere vigueur, que leur vray
sens en puisse être pleinement satisfait en tous & cha-
cun de leurs points.

IV. Mais s'il arrivoit, qu'il se levast quelque diffé-
rent à cause de l'ambigüité du sens des Traitez sus-
dits, ou que l'on vinst à entreprendre quelque chose
au contraire, ou tout autrement que ne porte leur
contenu, les Alliez s'obligent en ce cas d'user de tou-
tes sortes de devoirs, & d'employer tous les moyens
possibles pour assoupir le mal; d'abord qu'il commen-
cera à naître; mais si cela n'est pas assez fort pour
produire l'effet que l'on se propose, les Alliez susdits
seront tenus d'agir contre les Agresseurs de la Con-
fédération, par Conseils & avec Forces, selon l'exi-
gence de la chose, & la grandeur du peril.

V. Sous Conditions reciproques de defence & de
secours, les Alliez seront tenus de secourir & defendre
les Provinces, Pays & Seigneuries les uns des autres,
qui sont specifiez ci-dessus, avec tous leurs Droits &
Prerogatives, en cas qu'ils soient attaquez par les Ar-
mes ennemies; à sçavoir du costé de l'Empereur les
Provinces & Seigneuries que Sa Majesté Imperiale
possede paisiblement dans l'Empire depuis les Traitez
de Munster & de Nimègue, le Royaume de Bohé-
me, avec les Provinces qui lui ont esté incorporées;
& par même raison du costé du Roi de Suède; les
Provinces & Seigneuries qui lui ont esté assujetties
en vertu des mêmes Instrumens de Paix, jusques à la
Province de Scanie inclusivement.

VI. Auquel effet il faudra que pour la defence mu-
tuelle des Seigneuries susdites, en cas qu'elles soient
troublées en quelque maniere que ce soit, l'on tienne
prest dans les Provinces des Alliez, un Camp de 1000.
Hommes armez, dont le tiers fera de Cavallerie & le
reste de Gens de pied.

VII. Il faudra que Sa Majesté Imperiale & le Roi
de Suède contribuent 3000. Hommes au nombre
suffisant de Gens de Guerre, lesquels seront menez sur
les Lieux où la Partie qui en aura besoin les jugera ne-
cessaires, selon la conjuncture du tems & la grandeur
du peril.

VIII. Mais si la nécessité & le peril requeroient
une plus grande quantité de Monde, il faudra en trai-
ter & convenir expressement entre lesdits hauts Al-
liez.

IX. Mais en cas qu'il parust que quelqu'un menaçast
de la Guerre l'un des Alliez, ou que quelque infrac-
tion ouverte fist naître du peril; l'autre exhortera la
Partie offensante, par ses Ministres & Ambassadeurs,
à se deporter de toute Violence & Voye de fait, &
offrira les pierres d'achoppement qui pourroient em-
pêcher l'Accommodement de la Querelle. Toutesfois
si l'on ne pouvant rien effectuer par là, ou que l'Ag-
resseur ne voulast pas escouter cette exhortation
amiable, il faudra proceder contre lui par Armes &
Conseils communs, & le poursuivre de telle sorte, qu'il
soit reduit à la reparation des dommages, & à offrir
d'honnêtes Conditions de Paix; au contentement &
satisfaction de l'offensé.

X. Mais afin que chacun des Alliez puisse avoir du
tems à suffisance pour assembler le nombre suffisant de
Gens de Guerre sur le Lieu assigné, celui qui en fera
requis livrera ses Troupes où le Requerant voudra les
avoir, dans trois Mois après la requisiion, en cas qu'il
ne puisse le faire plutôt, à la charge toutesfois que
suivant le Contenu de l'Instrument de Paix, Sa Ma-
jesté Imperiale pourvoira au libre Passage des Soldats
Suedois, par les Terres des autres Estats de l'Empire,
en vertu des Constitutions Imperiales.

XI. Pour ce qui concerne les moindres Instrumens
de Guerre, & autres Equipages militaires, chacun des
Alliez aura soin de les fournir à ses Troupes, mais
pour ce qui est des Machines de plus grand volume,
ce sera à la Partie requerante de les contribuer.

XII. Les Troupes de tous les deux Alliez, lesquel-
les en vertu de la Confederation, l'on aura envoyées
pour secourir, combattront au profit du Requerant,
tant qu'elles demeureront dans ses Terres, ou qu'elles
seront employées ailleurs à ses affaires, mais en cas
qu'elles prestant leur secours dans les Villes ou Forteres-
ses de l'un des Alliez, il faudra qu'elles fassent aussi le
Serment Militaire au même Requerant, & tous les au-
tres obeiront tant que l'Expedition durera, au General

ANNO que le Requerant susdit aura constitué sur la Milice
1682. avec Pouvoir absolu; de sorte pourtant que tous les
deux Generaux tant du Requis que du Requerant au-
ront la même dignité & Caractere, & que le General
des Troupes Auxiliaires assistera toujours au Conseil
de Guerre, & fera participant d'une maniere speciale
des expeditions que l'on entreprendra.

XIII. En cas qu'il arrive que dans le temps que l'on
demande les Troupes Auxiliaires à un des Alliez, il
soit attaque par Guerre dans son propre Pays, il ne se-
ra pas obligé de satisfaire à ce present Accord, ni à
fournir les Troupes Auxiliaires au nombre mentionné
ci-dessus; laquelle invasion il faudra entendre ne se
pouvoir appliquer à un léger & premier effort d'une in-
festation ennemie, mais seulement à une invasion qui
apporte comme une impossibilité morale d'envoyer les
Troupes ailleurs, pour en avoir besoin dans son pro-
pre Pays. Au reste le Requis fournira à ses Troupes
Auxiliaires les Frais, la Solde, & les Equipages ne-
cessaires de Guerre, tant que l'Expedition durera;
mais les Logemens & Services comme on veut les ap-
peler, leur seront fournis par la Partie requerante, en
la même maniere qu'elle les donne à ses propres Sol-
dats.

XIV. Si l'un des Alliez gaigne quelques Places sur
les Pays Ennemis par l'heureux succès de ses Armes,
& qu'il la tienne en son pouvoir durant l'Expedition,
il ne pourra la rendre aux Ennemis sans le consente-
ment de l'autre Allié, mais l'estat de la Religion & des
Eglises y demeurera en son entier, sans y rien changer
sous quelque pretexte & en quelque tems que ce puisse
être. On laissera aussi le libre exercice de la Religion
aux Troupes Militaires de l'Armée, sans leur donner
aucun empêchement; & pour ce qui est des Butins
que l'on fera sur l'Ennemi, & de ce que l'on prendra
pour la subsistance des Soldats, cela leur sera distribué
à proportion du nombre, entre les Limites des Pays
des deux Alliez; Mais on gardera les principaux Pri-
sonniers, pour en faire des échanges, ou quelque autre
profit de Guerre.

XV. La Partie requerante fera en sorte que les choses
nécessaires pour l'entretien des Soldats ne viennent pas à
manquer, tant qu'ils se trouveront dans les Places; mais
qu'ils puissent les avoir à juste prix dans les Villes voisi-
nes, craignant que faute des choses nécessaires ils ne
soient contrainsts de deserter, & de se jeter dans les
Troupes Ennemies.

XVI. L'on tiendra les Soldats en une bonne Dis-
cipline, & on en fera une Justice rigoureuse, tant de-
dans que hors des Pays des Alliez, de peur que ne
punissant pas leurs dissolutions, elles ne tournent à la
ruine des Sujets, & ne causent le défaut des choses ne-
cessaires pour la subsistance de la Milice.

XVII. Sa Majesté Imperiale pourvoira autant qu'il
fera en elle, que Sa Majesté Royale de Suede ait la
liberté de conduire ses Soldats par tout dans l'Empi-
re, & d'y acheter toutes sortes d'Armes & de Che-
vaux, suivant les Constitutions de l'Empire, mais
ce pouvoir sera dénié aux Ennemis des deux Al-
liez.

XVIII. Les deux Alliez promettent aussi que tant
que cette Alliance durera, ils ne feront avec personne,
sans le consentement mutuel de l'un & de l'autre, au-
cune Paix, ni Cessation d'Armes, ni Traité, qui soit
contraire à la presente Convention, ou qui la destrui-
se en aucune maniere; & comme la presente Allian-
ce a esté contractée par amour de la Paix & du re-
pos public, & pour la seureté des deux Parties, les
autres Roys & Princes par la conjunction desquels
la tranquillité de l'Empire se puisse assurer, & qui
desireront d'être compris spécialement dans cette Al-
liance, y seront admis du consentement des deux Al-
liez.

XIX. Cependant l'on reçoit dans la presente Allian-
ce & la Garantie qui en émane, le Duc de Holstein-
Gottorp le Sieur Chrétien Albert, avec ses Domaines
de Sleeswyck & Holsteyn, & leurs Majestez Imperi-
ale, & Royale de Suede stipulent de le vouloir pro-
teger & defendre dans ses Droits & Prerogatives,
suivant les Traitez de Westphalie & de Nimègue,
affermis par cet Instrument d'Alliance, & les Con-
ventions de Rothschild & Hafsen, en la maniere que
le Sieur Duc susdit les a possedez devant les Troubles de
la dernière Guerre. Sa Majesté Imperiale procurera
par la presente que ledit Sieur Duc jouisse de cela mê-
me, suivant les Conclusions du Cercle de la Saxe In-
fe.

ANNO 1682. ferieure, prises depuis peu à son avantage, & que reciproquement le Sieur Duc accomplira avec exactitude tout ce qu'il promet alors au Cercle de Saxe pour la conservation, le bien, & tranquillité de l'Empire Romain, & qu'aux occasions il aidera les Alliez de toute sa puissance.

XX. Cette Alliance durera & sera observée estreitement par les Alliez en toute & chaque chose à part, l'espace de dix Ans, lesquels escoulez l'on traitera de sa Prolongation du consentement des deux Parties, ce qui sera conclu dans deux mois, ou d'autant plutôt qu'il se pourra. Pour assurance de quoy & afin de donner plus de vigueur à la verité & la bonne foy, Nous les Deputez & Plenipotentiaires susdits avons signé cet Instrument & en avons echangé reciproquement deux Exemplaires de même contenu, signez de nos Seings. Fait à Stockholm le 12. du Mois d'Octobre de l'Année Mil six cents quatre-vingts deux.

(L.S.) BENOIT OXENSTIER- (L.S.) FRANÇOIS JOEL
NA. ORNSTED.

(L.S.) EDUARD EHRENS-
TEIN.

XXII.

22. Nov. Erklärung der Stände und Räte des Königreichs Schweden/ belangend des Königs Gerechtsame in den Provinzial-Gesegen. Geben den 22. Novemb. 1682.

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant les Droits du ROI, à l'égard des Loix Provinciales. Du 22. Novembre 1682.

* Voyez-la cy-après sous le 3. Janvier 1683.

XXIII.

29. Nov. Versicherung der Räte und Stände des Königreichs Schweden/ angehend der Königin Leibgeding. Geben den 29. Novemb. 1682.

C'est-à-dire,

Assurance & Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suede, touchant la Dot de la REINE. Du 29. Novemb. 1682.

* Voyez-la ci-après sous le 3. Janvier 1683.

XXIV.

1683. Puncta, welche des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Frankfurth bey der zu Erhaltung dero mehrerer Sicherheit beschienenen Zutretzung zu der Rhein- und Fränkischen Creys-Allianz sich bedingen. [LONDORPII Acta Publica Tom. XI. pag. 537.]

C'est-à-dire,

Points stipulés par la Ville Imperiale de FRANCFORT pour sa plus grande seureté, dans son Ac-

cession à l'Alliance des Cercles du RHYN & de FRANCONIE. ANNO 1683.

Willich wolten Burgermeister und Rath die schon in ihrer Stadt habende Guarnison, von eygen geworbener Mannschafft/ und noch ferner etliche hundert Mann zu ihrer und gemeiner Stadt mehrer Sicherheit werben/ und dieselbe auß ihren Mitteln erhalten/ solche ihre bey Händen habende/ und noch weiter anwachsende Mannschafft auch sampt und sonders/ zu der Stadt Defension beständig/ und dergestalt darinnen behalten/ daß sie einige auß derselben folgen zu lassen/ nicht verbunden seyn solten.

Solte aber Zwietrens/ auff eine Ruptur, oder anscheinende Gefahr/ über die selbst zu wegen gebrachte Mannschafft/ von den unüirten Völkern wenig oder viel/ zu ihrer Stadt Defension einzunehmen/ von ihnen selbst für nöthig erachtet werden/ so solte dieselbe auß der nächstgelegenen Willis genommen/ und ungeachtet abgesehrt werden/ und auff ihr Begehren und ernstes Ansuchen/ die in der Nachbarschafft stehende Völker/ von Compagnien zu Compagnien in die Stadt zu marchiren gehalten seyn/ sothane Mannschafft aber/ sampt hohen und nidrigen Officieren/ niemand aufgenommen/ Burgermeister und Rath vor allen Dingen mit Handgelobnus/ an statt wirklichen Eydesleistung versprechen/ darauffhin ihrem zeitlichen Commandanten also und dergestalt untergeben werden/ daß sie/ gleich ihrer eygenen geworbenen Mannschafft/ auff ihre und der ihrigen Befehls/ haben jeweilige Verordnung assenshalten/ wo es der Stadt Defension erfordert/ sich willig gebrauchen lassen/ und in keinem widersprechen/ auch außer derer nöthigen Defension, keinem einhigen/ hohen oder niedrigen Standes/ viel weniger Benachbarten/ einige Hostilitäten oder Feindseligkeiten bezeugen solten noch wolten. Wann auch sie über kurz oder lang solcher Auxiliar-Mannschafft fernier nicht bedürffen würden/ und dieselben abmarchiren lassen wolten/ solten sie gehalten seyn/ unverzüglich/ mit guter Ordre, ohne Hinterlassung einiger Schulden/ demen nachzukommen/ inmindest aber in Zeit ihrer Abwesenheit in schärpffer Disciplin zu leben/ und der Stadt alle Infolentien/ Verbrechen und Ubertretungen/ Kriegs-Gebrauch nach zu bestraffen/ mithin in Civilibus & Criminalibus zu cognosciren und exequiren verhalten seyn.

Damit aber sothane gute Ordre und Kriegs-Disciplin gehalten werden möge/ so solte derer Sold auß der Unions-Cassa (ohne einhig der Stadt Zuthun/Kosten oder Beschwärdn/) ordentlich gereicht/ von Monat zu Monaten bezahlet/ und von derselben (der die Logirung einig und ohne Eintrag verbleiben solte/) oder den Bürgeren und Einwohnern ein mehrers nicht als das Obdach/ und der Gebrauch Feuer und Lichts gefordert und angemusset werden.

Wann auch Drittens die Nothdurfft erfordern/ und die Stadt in Gefahr gerathen würde/ solte von dem ganz unüirten Corpore derselben unverzüglich succurrirt/ und nach erfordernden Nothdurfft/ auff der Union Kosten gereicht werden/ dergleichen auch an diese Stadt eine besondere Anforderung nicht geschehen.

Obwohl aber Viertens/ Burgermeister und Rath gehoffet hätten/ in Ansehung obiger/ und vieler anderer extraordinar-Spensen und Aufgaben/ für Munition, Proviant, Anordnung der jungen Mannschafft/ wie auch der sehr kostbaren Fortification, und des hohen Matricular-Anschlags/ bevorab an der 130. Römer-Monat beschienenen Multiplication, mit fernerm Geld-beytragen verschonet zu bleiben/ damit der Stadt noch übriger Nervus, Kräfte und Vermögen zu der Defension desto besser und nachtheillicher angewendet werden möchte/ So hätten sie jedanoch/ zu Bezeugung ihres getreuen Patriotischen Gemüths/ und daß sie sich auß das äusserste angreifen/ und nichts/ was zu Schuff des gemeinen Bestens dienet/ unterlassen wolten/ und endlich auff Käyserlicher Gesandtschaft bewegliches Zusprechen/ dahin sich ferner erklärt/ daß sie noch über dieses alles/ so wohl wegen der gemeinen Reichs-Verfassung/ als dieser Particular-Zusammensetzung/ Monatlich für alles ein tausend Gulden ad Cassam, von dato diese Beypretzung leisten/ zu weiteren aber gar nicht/ weder pro præterito, oder sonst vor/ noch nach einiger Ruptur gehalten seyn wolten.

So viel aber zum Finstern den Terminum ad quem dieser Particular-Beypretzung betriff/ obwohlen Burgermeister und Rath winschen mögen/ gleich wie in anderen Fällen

ANNO 1683. Füllen / also auch hierinnen der höchstböchlichen Käyserlichen Gesandtschaft inständigen Ansichten zu weichen ; hätte man jedoch / in Erwägung vieler miteinlaufender particular-Umständen / sich weiter nicht / als auf ein Jahr / von daro dieser Erklärung / oder da die Bestätigung des lieben Friedens indessen erfolgen sollte / verbinden können / mit Contestation und Versicherung / wann indessen der liebe Frieden / oder Feststellung der allgemeinen Securität auff dem Reichs-Convent zu Regensburg nicht erfolgen sollte / sie sich ferner ditzfalls erklären wolten / wie es die Treue gegen Ihre Käyserliche Majestät / und das allgemeine Interesse , wie auch ihrer Stadt Conservation von ihnen ferner erfordern würde.

XXV.

TURC ET *Traité entre MAHOMET IV. Empereur des TEKELL. Turcs, & le Comte EMERIC TEKELI. Fait en 1683. [Traduction Française du Mercure Hollandois, de 1683. pag. 157.]*

I. **Q**ue le Comte Emmeric Tekely de Ritzmark, de illustre Maison du Prince Gabriel Bethleem sera installé Roi de Hongrie, & qu'au cas qu'il vienne à mourir, le Grand Seigneur prendra la Reine son Epouse en sa protection tant pour sa Personne que pour ses Biens.

II. Qu'après le mort du Comte Tekely & de ses Enfants les Hongrois choisiront tel Roi qu'il leur plaira, pourveu qu'ils en donnent connoissance à la Porte Ottomane.

III. Que le présent que les Hongrois ont promis de donner à la Porte Ottomane ne pourra jamais être relevé en quelque maniere que ce soit.

IV. Qu'ils pourront jouir entierement de leurs Privileges, Libertez, Immunitéz & Franchises, sans que jamais on les leur diminue.

V. Que par les Turcs ils seront protegez contre tous leurs Ennemis, quels qu'ils puissent être.

VI. Que les Turcs observeront religieusement & inviolablement les Conditions de Paix faites à St. Gothard avec les Allemands, autant qu'elles concernent la Hongrie.

VII. Que les Jesuites comme perturbateurs du Repos public seront chassés de la Hongrie & n'y seront jamais plus receus, & que l'on procedera avec rigueur contre ceux qui oseront parler à la Porte de leur établissement, ou les favoriser.

VIII. Que les Tributs des Places qui seront rendues ne seront jamais augmentez, mais ce qu'ils ont contribué aux Turcs & aux Hongrois jusques à ce tems ci demeurera perpetuellement au même estat.

IX. Que les Thresoriers de la Hongrie auront le passage libre par toutes les Terres de la Domination Ottomane.

X. Et que quand ils apporteront à la Porte le present d'honneur qui lui a été promis, ou y viendront pour quelque autre affaire, ils y seront receus magnifiquement.

XI. Et que finalement comme il a été dit ci-dessus le present de 40000. Escus annuels ne pourra jamais être augmenté.

XXVI.

3. Janv. Der Königlischen Majestät und des Königreichs Schweden Rätthe und der sambtlichen Stände Schluß / so einhelliglich von denselben gemacht / bewilligt / und verabschiedet worden auf den allgemeinen Reichs-Tag in Stockholm / welcher auff das Jahr 1682. anfangen / und den 3. Janv. 1683. geschlossen worden / wodurch das Königreich Schweden nicht nur vor ein Männlich / sondern Weiblich Erb-Königreich erklärt / die vom König ent-

worfene und Anno 1682. den 29. ANNO Novemb. unterschriebene und besiegelte 1683. Regierungs-Form gänzlich approbirt / die so Königs Caroli Gustavi Testament beyseit gesetzt und perstringirt / vor ungerreue Unterthanen erklärt / dem König freye Macht gelassen / der Königin ein Leibgeding nach seinem Belieben zu machen / Lehen-Güter zu verschenken / die Verschenecke zu reduciren / die grosse Commission und Liquidations-Commission approbirt / dem König freygestellt Geseze zu machen / und die Erhaltung der Armeen regulirt wird. Nebst der Rätthe und Stände Erklärungen über Königs Caroli Gustavi Testament den 19. Decemb. 1683. Derselben Versicherung wegen der Königin Leibgeding. Sub 29. Nov. 1682. Und fernerer derselben Erklärung belangend des Königs Gerechtsame in Provincial-Gesezen. De 22. Novemb. 1682. [DIARIUM Europ. Contin. XLIII. Append. pag. 124. d'où cette Pièce est tirée, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 124. mais seulement en abrégé.]

C'est-à-dire.

Conclusion unanimement prise & passée en Loi par les Conseillers du Roi de Suède, & par tous les Ordres du Royaume, dans la Diète Generale de Stockholm commencée en 1682. & finie le 3. Janvier 1683. Par laquelle la COURONNE DE SUÈDE est déclarée Héritaire en faveur des Mâles, & à leur défaut en faveur des Femelles. On y approuve sans exception la Forme de Gouvernement proposée & signée par le Roi le 29. Novemb. 1682. On y declare mauvais & infidèles Sujets ceux qui se sont opposés au Testament de CHARLES GUSTAVE, & qui ont voulu le restreindre. On y accorde au Roi la Puissance de faire les Loix, de constituer aux Reines leurs Dotes, de donner les Fiefs de la Couronne, & de reprendre les Choses données. On y approuve la Grande Commission, & la Commission des Liquidations; & on y fait des Reglements, pour le maintien & l'entretien des Troupes. Avec la DECLARATION desdits Conseillers & Estats sur l'Affaire du Testament dudit Roi CHARLES GUSTAVE du 19. Decembre 1683. Leur ASSURANCE & DECLARATION touchant la Dote de la Reine, du 29. Novembr. Et enfin leur DECLARATION touchant les Droits du Roi, à l'égard des Loix Provinciales; du 22. Novembre 1682.

Wir unterschriebene Dero Königlischen Majestät Rätthe und sämtliche Stände / Grafen / Freyherrn / Bischöffe / Ritterschaft / und Kriegs-Befehlshabere / der gemeine Mann / so auff diesem bestimten und gehaltenen Reichs-Tage seynd besessen / und versamlet gewesen / so wohl für uns selbst als Gewoltmächtige von unserm dabein gehaltenen Mit-Brüder / thun kund / daß nachdem der Großmächtige Hochgebohrne Fürst und Herr / Herr Carl / der Schweden / Gothen und Wendens König / Groß-Fürst zu Finnland / Herzog in Schonen / Esthland / Liefland / Carelen / Weichsen / Behren / Steatin / Pommern / Cassuben und Wenden / Fürst zu Rügen / Herr über Ingermanland und Wismar / wie auch Pfalzgraff am Rhein /

ANNO in Bayern / zu Jülich / Cleve und Bergen Herzog ze.
 1683. Unser Allergnädigster König und Herr / aus sonderlicher
 und großer Königlich Vorbesorge und zu des Reichs / als
 unsers lieben Vaterlandes / wie auch zu derer Einwohn-
 er und Unterthanen Wohlfahrt und Sicherheit / abson-
 derlich bey gegenwertigen gefährlichen und weit aufse-
 henden Zeiten für gut und rathsam befinden / uns im
 Nahmen und von wegen sämtlicher Reichs-Stände bey
 ein ander zu berufen und dabey insonderheit uns berich-
 ten lassen / in was vor einen Zustand unser liebes Vat-
 erland also sehe / so wohl in-als außerhalb Reichs / und
 was sicher des letzteren Reichs-Tages zu des Reichs
 Sicherheit und Beybehaltung des lieben Friedens gethan
 und verrichtet worden sey / da dann auch Ihre Majes-
 tät bey solcher Gelegenheit allergnädigst uns ausführliche
 Nachricht ertheilen zu lassen haben gerufen wollen /
 auf welchem Fuß die Sachen mit den Ausländischen
 Potentaten auf Ihr. Majest. Seithen stehen / und dabes-
 neben unserm unterthänigen Bedenken und Gutachten
 gnädigst anheim gestellt / wie das Werk fernher in
 fließenden Stände erhalten / und der Ruhe und
 Sicherheit des Vaterlandes geholfen und gerathen wer-
 den möge / als haben Wir hochgedachter Ihrer Königl-
 chen Majestät ergangenen gnädigen Aufsehn und Be-
 ruff zu Folge / uns so gerne und willig in aller unter-
 thänigkeits einstellen wollen / als unser vornehmste und
 größte Vergnügung darinnen beruhet / daß wir in unse-
 ren unterthänigen Gehorsam und Devotion Ihrer Kö-
 niglichen Majestät allemahl mannichfaltig bezeugen mö-
 gen / da wir uns dann förmlich und insonderheit
 höchlich erfreuet haben über die große Gnade und den
 mildereichen Segen / womit der Allmächtige Ihrer Kö-
 niglichen Majestät höchstselbstliche Vorbesorge / wie auch
 der heilsame Rathschlage solcher Gestalt begünstigen
 wollen / daß man innerhalb des Reichs-Grenzen sowohl /
 als in denen darunter liegenden Provinzen / sicher daß
 die letztere große Kriegs-Gluth gedämpft und aufge-
 löset worden / und noch bis auf diesen Tag Friede
 und Ruhe habe genießen können / wofür wir dem gütigen
 und barmherzigen GOTT für eine so große Wohlthat
 innig und herzlich Dank sagen / wie dann auch dane-
 ben mit unterthäniger Devotion und schuldigen
 Ruhm erkennen / die große unverdrossene Sorgfältigkeit /
 womit Ihre Königliche Majestät dero Reichs / unsers
 lieben Vaterlandes und aller Dero getreuen Unterthanen
 allgemeine Wohlfahrt sich zu Herzen gehen / und an-
 gelegen seyn lassen / in dem daß sie nicht allein vermit-
 telt Gottes gnädigen Beschlusses durch Dero höchstpreis-
 würdige Tapferkeit / auch mit in Gefahrsetzung Dero
 eignen hohen Königlichen Person / einen reputirlichen
 Frieden erworben und zu wege gebracht haben / sondern
 auch der Zeit / die von denen sämtlichen Ständen bey
 nachstvorhergehenden Reichs-Tage Ihr. Kön. Majestät
 und Dero gnädigsten Gutachten anheim gestellte fernere
 Vorbesorge für dasjenige / was Ihr. Königliche Majestät
 wurden erkennen und gutschinden können / daß es zu
 des Reichs Wohlfahrt gereichen möchte / derrauss hochst-
 räthlich seyen und hervor leuchten lassen / daß bey die-
 sem verwirren und unruhigen Aufsehen / wornach sich die
 Sachen an allen Orten eine Zeitlöhre angelassen haben /
 dennoch unserm lieben Vaterlande bis auf diesen Tag
 nichts widrig-nach anschlößliches widerfahren ist. Witten
 und ersuchen daher Ihr Königliche Majestät allerm-
 thechnigst / Sie wolle geruhen / in Dero unverdrossen-
 ner Vorbesorge noch fernere hin fortzuführen / und Ihre
 das Werk nicht zu beschwerlich und mühsam fallen las-
 sen / von Herzen wünschend / daß der Allerhöchste Ihre
 Königliche Majestät löbliche Maxime und auf Friede
 und Ruhe zielende Intention und Meynung durch seine kräf-
 tige Leitung und Regierung zu einem erwünschten Fort-
 gang und Ende befördern / Ihre Königliche Rath- und
 Aufschläge auch zu des lieben Vaterlandes Ruhe und Si-
 cherheit und zu Ihr. Königl. Majestät eigenem unsch-
 lichen Ruhm dirigiren und stärken wolle. Wobey wir
 dann auch wahrnehmen / daß unsere unterthänige Pflicht
 und Treue erhasche und fordere / mit allermunterthänig-
 ster Bereitwilligkeit dem gnädigen zweydschlichen Ver-
 trauen / so Ihr. Königliche Majestät zu uns tragen /
 wiederum zu begegnen / und nach unserm höchsten Ver-
 mögen die schwere Last und Bürde / womit Ihr. Kö-
 nigliche Majestät zu Schutz und Bestimmung des Reichs /
 wie auch unser aller Sicherheit beschwert und beladen
 seynd / unterstützen zu helfen. Dannachher wir auch das /
 was von Ihr Königlichen Majestät uns ist vorgestellt
 worden / und was wir sonst zu Ihr. Königlichen Majes-
 tät und des Reichs Wohlfahrt zu gereichen crachtet /

TOM. VII. PART. II.

auffs allerseiffigste bey uns wohlmeinend überlegt / und
 mit einander endlichen einseitigen darinnen verabschei-
 det und beschloffen / auf Rath und Weise / wie folget:
 1. Gleich wie die vergangene Zeiten darthun und aufse-
 weisen / was beydes für Ungelegenheit und Unruhe die
 streitige und unanige Wahl eines Königs verursacht /
 und zuwege gebracht hat / dabeneben auch in was Ruh
 und Sicherheit hinwiderum das Reich durch die Erbfol-
 ge / die in unserm lieben Vaterlande beständig / und durch
 unterschiedliche Erb-Vereinigungen verneuert und bekräf-
 tigt worden / versetzt ist: Also und gleicher Gestalt /
 nachdem der Allerhöchste / neben derer Schwedischen
 Königin grossen Tugenden und Tapferkeit / auch die
 Schwedische Cron und Scepter auf Ihre Königliche
 Majestät unsern also regierenden allergnädigsten König
 stammten und erblich fallen lassen: Zudem auch Ihr.
 Königliche Majestät nicht allein mit einem mit allen
 Tugenden begabten Königlichen Gemahl also unsrer
 gnädigsten Königin / sondern auch Dero Königliche Ehe
 (davor dem Allerhöchsten sey gedankt) mit laubes-Er-
 ben / zur Bevestigung Ihr. Königlichen Majestät Throns /
 uns sämlich und dem ganzen Reiche zu einem inaus-
 sprechlichen Trost und Wohne segnet: Wir auch an-
 bey betrachten / wie zwar / was Ihr. Königl. Majestät
 Männliche eheliche Nachkommen und laubes-Erben an-
 langet / vermindert dero vormahls bekräftigter Verord-
 nungen / Vereinigungen und Echlüsse so klärlchen aufse-
 gedruet / und kräftiglich bevestigt ist / daß keiner /
 wessen Er nicht für einen abgesehen Feind des Königl-
 chen Hauses will angesehen seyn / sich wird unterseyn
 können / und erheben dürfen / das geringste von die-
 ser Gewisheit in Zweifel zu ziehen: wegen der Erb-Ge-
 rechtigkeit aber für das Fräuliche Geschlecht von Ihr.
 Königlichen Majestät Familie bey Dero seligen Herrn
 Vatters / Glorwürdigsten Andenkens / Wahl und An-
 tretung zum Regiment nicht so klärlch verordnet wor-
 den ist / und wir von wegen der unterthänigen Devotion
 und Liebe / die wir gegen Ihre Königlichen Majestät tra-
 gen / wie auch in Erregung / daß Dero hochgedachter
 und höchstselbiger Herr Vater des Vaterlandes-Gren-
 zen nicht allein kräftiglich bekräftigt und dieselbe merck-
 lich erweitert / sondern auch Ihr. Königl. Majestät selbst-
 lich / durch Hülffe des Allerhöchsten / das Reich aus
 den Händen so vieler und heftiger Feinde gerissen / und
 selbiges ererbt / gleichfalls auch die Gloire / Ehre und
 Ruhm des Schwedischen Namens bekräftigt haben /
 wie auch nebst Erregung der Ruh und Sicherheit des
 Reichs befinden / daß Ihr. Königliche Majestät Erben
 die Privilegia und Freyheiten gebühren / die in der Anno
 1604. abgefaßten Erbvereinigung enthalten / und seitdem
 in Anno 1627. gehaltenen Reichs-Tage / anlangend die
 Königliche Töchter / näher und eigentlicher erkläret und
 ferner bekräftigt seynd: Haben wir daher nebst dem /
 daß wir uns verpflichtet haben / wie wir uns auch hie-
 mit von neuem verpflichten / Ihr. Königliche Majestät
 Männliche Ehe-Erben / und keine andere Erben noch nach-
 Erben / für des Reichs Schweden rechtmäßige Erb-Könige
 und Fürsten / und diesen zu Folge Ihr. Königliche Ho-
 heit Prinz Carl / für des Reichs thigen rechten und
 nächsten Erben zu erkennen: so haben wir auch auf den
 Fall / daß wann es dem Allerhöchsten also gefallen solte /
 hochgedachte Ihre Königliche Hoheit von ihnen zu for-
 deren (den der Allerhöchste noch lange Zeit fristen und
 erhalten wollen) ehe Er zu der Regierung gelanget / oder
 aber einige Männliche Erben nachläßt / und Ihr. Kö-
 nigliche Majestät wider Zeit kein ander Männlicher Er-
 be bescheret wird / und solcher Gestalt alle Königliche
 laubes-Erben abgienge / welches Gott in Gnaden ab-
 wenden wolle / gelobet und versprochen / wie dann auch
 solches hiemit aufs kräftigste geschieht / für uns und
 unsere Nachkommen / daß wir Ihr. Königliche Majestät
 und keines andern Fräuliche laubes-Erben für redte Er-
 ben des Reichs annehmen und erkennen wollen und sol-
 len / so daß niemand soll noch mag in Ermangelung
 der Männlichen / Ihr. Königliche Majestät Fräulichen
 Erben die Successions-Gerechtigkeit zum Reiche nach die-
 sem streitig oder zweifelhafft machen / sondern wir wol-
 len und sollen mit unsern Nachkommen selbige Königl-
 che Fräuliche Erben bey allen Königlichen Gerechtsamen
 handhaben / vermöge obgedachter Vorkräftigter Erb-
 Vereinigung und Verpflichtung / als welche gar nicht wi-
 derstrebet noch entgegen ist: zumahlen auch weil uns we-
 gen der Devotion / die wir zu Ihr. Königliche Majes-
 tät und deroeselben Königlichen Kindern und Nachkom-
 men tragen / nichts angenehmers und sichers seyn kan / als
 daß sie bey des Reichs Gewaltthum und Würde fest und

F

sicher

ANNO
1683.

ANNO sicher seyn und verbleiben mögen / so lange als jemand davon am Leben seyn wird.

1683.

II. Weilen auch Ihr. Königliche Majestät als ein Christlich- und Gottfürchtiger König und Herr / bey Erwehung Ihrer Sterblichkeit / mit sonderbarer Königlichen Vorforge und Gnade die unterthänigste Erinnerung / so die Reichs-Stände bey dem jüngsten Reichs-Tag Anno 1680. zu thun sich erlähnet und unterstanden / auf und angenommen haben / und nun ferner sich höchlich angelegen seyn lassen / daß die Regierung und Administration des Reichs nach Dero tödtlichen Hintritt / da solcher bey Ihrer Königlichen Hoheit / Ihr. Königl. Majestät Herrn Sohns / Prinz Carls / jungen und unmündigen Jahren eintreffen sollte / nicht in einige Confusion und Unrichtigkeit gerathen möchte : und also auff einen solchen Fall und Begebenheit Dero für das Reich Schweden unser liebes Vaterland wohlgemeine Bedanken verworfen / und daher die von Ihrer wohlverfaßte gnädigste Disposition und Regierungs-Form uns gnädigt vorstellen lassen / wie selbige den 29. Novembr. jüngst verstorbenen Jahres ist unterschrieben und besiegelt worden / und also für ein Gesetz und Regierungs-Constitution unverbrüchlich gehalten und in acht genommen werden soll und muß / dastene etwas unvernünftliches und menschliches von Gott dem Allmächtigen warum wir dannoch den Allerhöchsten ansehn / daß Er noch lange damit versehen wolle) Ihr. Königliche Majestät wiederfahren und zuhelfen sollte ; als sagen wir derselben unterthänigst-bemühtigsten Danck wegen einer so gnädigen und hohen Sorgfalt für das Königliche Haus / des Reichs Ruhe und Sicherheit / wie auch für derer aller Ihr. Majestät von Gott anvertrauten Unterfaßen beständige Wohlfarth / welches alles dann Ihr. Königliche Majestät nicht anders / als zu Dero ewigwährenden Ruhm gereichen fan / indem daß sie nicht allein bey Dero Lebens-Zeiten mit einem so unaussprechlichen Fleiß und Wachsamkeit das Reich und dero Land und Leute regieren / sondern auch über das mit einer so wohlbedachten Vorsichtigkeit allem Unwesen und Confusion ins künftige vorzukommen suchen ; wie wir dann auch alle insgesammt und ein jeder unter uns obbesagte Regierung-Form uns für eine gewisse Regel und Richtschnur vorstellen / und auf vor erregtem Fall für eine unveränderliche rechtmäßige Constitution annehmen / auch derselben gehorsamlich nachleben und folgen / und nimmermehr davon / als etwa vor dem geschehen seyn möchte / abweichen wollen und sollen. Und dastene jemand / hoch oder niedrig von den Ständen in Schweden / oder jemand / so da im Reiche Schweden oder dessen einverleibten Provinzen wohnet / und gesessen ist / oder sonst mit Pflicht und Gehorsam verbunden ist / sich etwa erlähnen sollte / oben gedachter Disposition auf einigerley Weise sich zu widersetzen / und dargegen ißtes heimlich oder öffentlich zu handeln und vorzunehmen / derselbe soll von uns / allen unsern Mitbrüdern und Nachkommen / für einen Feind der allgemeinen Ruhe und Sicherheit und als der seine Pflicht gegen die Obrigkeit vergessen hat / geachtet und gehalten / wie auch als ein Verräther und von dem Vaterland abgesondertes Glied angesehen / und da er einer solchen Turbation / Muthwillen oder Ubertretung beschuldiget und überwiesen wird / ohne alle Gnade als einer / der dem König ungetreu ist / abgestraft werden.

III. Gleich wie auch Ihr. Königliche Majestät wegen Dero angebohrner Liebe zu Dero Höchsteiligen Herrn Vater / Glorwürdigsten Andenkens / und auch wegen der Devotion / damit Ihr. Königliche Majestät desselben geruhsame uns Preisswürdige Actiones beherrigen und betrachten / und als sämtliche Ständen zu unsern unterthänigen Bedenken anheim zu stellen geruhen wollen / was etwa Anno 1660. so wohl in Götenburg / als hier in Stockholm auff dem damalich gehaltenen Reichs-Tage vorgelauffen ist / belangen mehr Höchstgedachten sel. Königliche Majestät zu des Reichs Wohlfarth und Ehreheit wohlgemeintes und rechtmäßig gemachtes Testament / und die wieder höchstbemelte Ihr. Königl. Majestät geführte schwäre und unbeachtliche Neben und Caummien : also haben wir / vermittelst einer sonderbaren Acte von 19. Decembr. verwichenen 1682. Jahres darüber unsere unterthänige Erklärung verfaßt / und selbige Ihre Königlichen Majestät in aller Unterthänigkeit zugesellet / wie wir dann auch für uns und unsere Nachkommen diese unsere Erklärung zu ewigen Zeiten hiermit und vermittelst dieses allgemeinen Reichs-Tags-Beschlusses / gleich als dieselbige von Wort zu Wort hier eingeführt / besiegelt und bekräftigten ; Und zufolge den oder die / so da nach Inhalt erwählter unser Acte und Er-

klärung schuldig befunden würden / beydes ihme zu ANNO ewiger Schimpf und Spott / wie auch andern zu einer 1683. Warnung / für ungetreue Unterthanen erklären. Wir annulliren und vernichten auch hiemit die in Anno 1660. gehaltene Protocolla zusambt allen selbige Sachen angehenden Acten / und erklären solche für ungültig.

IV. Alldieweil wir uns auch von Herzen darüber erfreuen / daß Gott der Allmächtige Ihr. Königliche Majestät mit einem so hochbegabten und mit so selten und ungemeinen Königlichen Qualitäten wohlgezeigten Gemahl und Königin gnädiglichen gesegnet hat / indem daß nicht allein Ihre Königliche Majestät Herkommen und Geschlechte von Hohen und in der Welt wohlbekannten Königlichen Blut entsprossen / sondern auch Ihr. Königl. Majestät selbst eigene hohe und rühmliche Meriten sich im Reiche so weit ausgebreitet / und kunbbar worden / daß sie aller getreuer Unterthanen Herzen mit sonderbarem Wohlgefallen eingenommen / und gegen Ihr. Königliche Majestät selbige zu aller unterthäniger Devotion und Ehrerbietung verbunden haben ; und weilen daher nun auch Seine Königliche Majestät der König Ihr. Königliche Majestät dero Gemahlinn mit sothanen liebs-zeiten begegnen wollen / daß sie auf Dero Sterbens-Fall (den der glütige Gott noch lange in Gnaden abwenden wolle) dero selbst ein dero hohem Stande und Königlichem Würde gemäsigtes Leibgedinge und Unterhalt noch anderen Einkommen bezulegen und zu verschreiben belieben wollen : So sieht solches alles in Ihr. Königl. Majestät freyen Macht und Disposition / wie wir uns dann auch höchlich darüber erfreuen / und ein innerliches Wohlgefallen darob haben / und verbleiben also allerdings bey der Versicherung und Verpfichtung / die wir für uns und unsere Mitbrüder und Nachkommen den 6. Nov. jüngst hingeletzten Jahres darüber aufgesetzt und unterschrieben haben ; welche unsere unterzeichnete Verpfichtung wir auch gleichfalls hienit noch weiters bekräftigen und besiegeln / anbey wünschende / daß der Allerhöchste / der Beyde Ihr. Königl. Königl. Majestät Majestät auff seiner sonderbarsten Götlichen Providenz und Versicherung zusammen geführt hat / Ihr. Majestät Majestät lange und wohl beyeinander leben lassen / und sie mit allen Königlichen Glückseligkeiten bekronen wolle.

V. Demnach auch Ihre Königliche Majestät derer sämtlichen Stände unterthänigen Überlegung heimgesendet in Gnaden geruhen wollen / wie das vierte Capitul in dem Titul von Königlichen Rechten / in dem Provincial-Gesetze solle verstanden werden / und wie weit Krafft besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtiget seyn / die Lehn zu geben / auch wie weit nach dem 5. S. selbigen Capituls / bey großem Mangel und unvernünftlichen nöthigen Ausgaben Ihr. Königl. Majestät entweder mit oder ohne der Stände ins gemein / eines Standes besonders / oder eines jeden Donatarii / Consens und Bewilligung / selbige Lehen mit Rechte wieder zu nehmen / und damit zu des Vaterlands Nutz und Besten zu disponiren / Macht und Gewalt haben ; Als seynd wir einhellig bey der Erklärung verblieben / daß Ihr. Königl. Majestät als unser vollmündiger König Macht und Gewalt habe / die Lehen zu geben / und der Cron-Güter unter einem oder anderen Nahmen und Titel von grössern oder kleinerem Quanto. Donations-Weise an Dero getreue Unterthanen über zu lassen ; wie dan auch / daß gleichwie das Lehn-geben in Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt steht / ebenfalls auch Ihr. Königl. Majestät Gewalt haben / es mögen allodialiter / oder auf andere Conditiones und Bedinge verlehnte Güter seyn / dieselbige zu widerrufen / und zu des Vaterlands Nutz und Besten darüber zu disponiren / allerdings wie diese unsere Erklärung von uns sämtlichen ausführlichen in jüngst-ergangenen 22. Novembr. in einer sonderbaren Acte. verfaßt / unterschrieben / und Ihrer Königlichen Majestät in Unterthänigkeit überreicht ist. Confirmiren also hie mit nicht allein noch ferner bemelte unsere unterthänige Erklärung / vermittelst welcher alle auf diesen Reichstag voraus wegen der Reduction der Güter / sowohl in denen Provinzen / als sonst / und von dem primo acquirente vorgehabte Deliberationes und projectirte Bewilligungen / unter Ihr. Königl. Majestät eigener Hohen Macht und Disposition eintant und declarirt seyn / sondern weil auch Ihr. Königliche Majestät darüber einen gewissen Schluß einem jeden zur Nachricht / und dann auch belangend die Güter und dero Widerruffung unter die Cron ein neues Reductions-Placet vom 9. Decembr. jüngst-erlebten Jahres haben ausgehen / und dero Ständen communiciren lassen ; Als bleibt es ebenfalls auch fest und unverrückt dabey und gehöret uns die Sorgfalt / die Ihr.

Kö-

ANNO 1683. Königl. Majestät für die Wohlthat seines Reichs hierinnen haben verschäffen lassen / mit unterthänigster Dankeschuldigkeit stets zu erkennen / und derselben eingedenk zu seyn. Es lebte dardoch auch die Ritterchaft und der Adel / zusamt denen Kriegs-Officieren in der unterthänigen zuversichtlichen Hoffnung / Ihr. Königl. Majestät werden diejenigen insonderheit mit Gnaden und Königlichem Huld und Milde ansehen / und ihrer eingedenk seyn / die Ihr. Königl. Majestät befinden / und erachten können / daß sie sowohl durch deren Vorfahren / als ihre eigene merckliche Dienste / wie auch Capacität / Treue und Liebe zu Ihr. Königl. Majestät auch Dero Königl. Familie / Ihr. Königl. Majestät sich entweder albereit würdig gemacht haben / oder inkünftige noch sich derselben würdig machen können.

VI. Nachdem wir auch unterrichtet worden seynd / welcher Gestalt die Commission / die bey jüngsten Reichs-Tage von denen sämtlichen Ständen verordnet / und darauff von Ihr. Königl. Majestät authorisirt ward / die Administration und Verwaltung der Mittel / während Zeit Ihr. Königl. Majestät Minorennität / zu untersuchen / mit allen besorgten Fleiß und Billigkeit ist fortgesetzt und vollbracht worden / so können wir nicht anders dann consecreten und bezeugen / wie lieb und angenehm es uns sey / daß ein so schweres und mühsames Werk / als diese Commission gewesen / zu einem rechtmäßigen Ende und Aufgang gebrach / zu weswegen wir uns ebenmäßig gegen Ihr. Königl. Majestät für Dero hohe Sorgfalt zum unterthänigsten bedanken / daß sie dieses hohe Werk zu einem endlichen Schluß zu verweisen / Ihr gnädigst haben angetan seyn lassen. Und wie derer Stände Deputirte große Mühe / Arbeit und Ungemach darimter gehabt und aufgefunden haben / so verdienen sie auch dessfalls billich und mit allem Recht / nicht allein bey denen Ständen Dank und Ruhm / sondern werden auch von uns für sich und Ihre Nachkommen darüber vergewisset und versichert / daß was vorerwehnte derer sämtlichen Stände bevollmächtigte Commissarii gethan / verrichtet und gewerthet haben / Wir und unsere Nachkommen für solches alles als ein Mann stehen sollen / so daß sie / Ihre Kinder und Nachkommen / weder jetzt noch ins künftige bey wasserley Veränderung der Zeiten es seyn möge / einigen Saß / Verfolgung und Verweiss von denen Ständen sämtlichen / oder von einem Stand insonderheit / oder von einem Glied in einem Stande zu befürchten haben sollen : Welches wir ebenmäßig auf gleiche Kraft / Art und Weise von der Commission wollen verstanden haben / so Anno 1675. auf dem Reichs-Tag zu Upsal verordnet ward / beruffen uns auch / anlangend die Execution von obgedachten ausgesprochenen Sentenzen / auf unsren / auf Ihr. Königl. Majestät gehehnen Auftrag und Proposition gegebene unterthänige Antwort / welche wir hiermit durch gegenwärtigen Reichs-Schluß bekräftigen und bestatigen.

VII. Gegen die Respectivde Herren / so auf den letzt vorgehenden Reichs-Tage verordnet worden / das neue Reductions-Werk zu verrichten / befinden wir uns zu gleichmäßigen Dank verbunden / wegen der grossen vielfältigen Beschwehrung und langwierigen und mühsamen Arbeit / die sie gehabt und verrichtet haben : Dagegen seynd wir Ihnen verpflichtet / daß wir für Ihre gehabte Mühe / Beschwehr und Ungemach / sie selbst und alle Ihre Nachkommen / jetzt und ins künftige / der Ihnen bey vorigen Reichs-Tage ertheilten Versicherung gemäß / von aller Ansprache freysprechen und erkennen.

VIII. Gleichfalls können wir auch nicht vergessen noch unterlassen / Ihr. Königl. Majestät allen unterthänigen Dank zu offnen für die zu des Reichs Mühen und Besen eingerichtete Liquidations-Commission / durch deren Arbeit und genaue Untersuchung dem Reiche mercklicher Nutzen entstanden / und die Schuld der Eron vermindert worden ist / daher wir verursacht seynd / ferner in unterthänigkeit angubalten und Ihr. Königl. Majestät anzuschreiben / daß was amoch von vorgedachter Liquidations-Commission unverricht und unliquidirt seyn möchte / darmit auf solche Art und Weise / und nach denselben Regeln / wie bisher liquidirt ist / möge fortgeführt werden.

IX. Nachdemmalen auch Ihr. Königl. Majestät ist veranlaßt worden / derer Stände unterthäniges Bedenken hierüber zu nehmen / wie weit nemlich Hoffschadter Ihr. Königl. Majestät zuständig sey / zu Dero Reichs-Regierung und Administration gewisse Constitutiones / Reglemente / Placate und Verordnungen zu machen / und wie weit einer könne besaget seyn / zu be-

gehen / daß nachmalts solle überlegt werden / was vorhin von Ihr. Königl. Majestät gemacht und beliebt worden ist ; Dahero weil wir uns hierfür solcher Gestalt aufgelaßen haben / wie unsere Erklärung vom 16. Novembr. jüngst veröffenteten 1682. Jahrs aufweist : Als bekräftigen und confirmiren wir dasselbige hiernit / und wollen / daß solches allen und jeden zu einem vollkommlichen und unwidersprechlichen Nachrich dienen solle / allermassen niemand unter uns ist / der nicht mit schuldiger Devotion sich zu entsinnen und zu erinnern weiß / daß eine solche Macht und Gewalt Ihr. Königl. Majestät als einem regierenden Könige / vermög der Schwedischen beschriebenen Gekke / eigne und gebühre / und daß / wie Ihr. Königl. Majestät gerechtfame vermög zu gebieten / also auch den Unterthanen obliege zu gehorsamen.

X. Gleichwie nun dasjenige / was wir auf oberwähnte Art und Weise declarirt / bewilligt / beliebt und beschlossen / und uns deßhalb vereinigt haben / von uns aus einem freyen Willen und wohlbedachten Rath / wie auch nach reiflichem Überlegen zu Ihr. Königl. Majestät und des Reichs Sicherheit / wie auch uns allen sammt unsren lieben Vaterlande zu Nutz und Gute gethan und abgehandelt worden : Also soll all solches jetzt und inskünftig vest und beständig bleiben ; Und sollen dahero wir / unsere Mitbrüder und Nachkommen verpflichtet und verbunden seyn / dasselbe zu bewerkstelligen / zu vollführen / zu verantworten / zu vertreten / und zu handhaben / gestalt dann auch derjenige / der hiernit einige Einreden thun sollte / oder darwider sich verbrechen / und heimlich oder öffentlich etwas darwider vornehmen wolte / für einen Meyneidigen und als einer / der Ihre obliegenden Gehorsams / Pflicht und Schuldigkeit gegen Gott / dem König und dem Vaterlande vergessen / gehalten / und deßwegen ernstlich abgestraffet werden soll.

XI. Was sonst dasjenige / so zu des Vaterlandes Schutz und Schirm / wie auch zu unermesslicher Unterstützung des Reichs-Nothdurft erfordert wird / anlangt / so haben Wir von der Ritterchaft und Adel / nebenst den Kriegs-Befehlhabern den grossen Geldmangel / worinnen sich das Reich befindet / in unterthänige schuldige Beherzigung genommen / und bezeugen auf einige erklärlliche Weise denselben nach Möglichkeit zu stopfen getrachtet. Wiewohl der Ritterschaft und des Adels jetziger Zustand und Gelegenheit in ein und andere Weise sehr verchwächet ist / so setzen wir dennoch solche unsere Ungelegenheit gerne beyseits / und suchen nach euffersten Vermögen und Möglichkeit das allgemeine Beste zu unterstützen / und dahero haben wir auf ein ganzes Jahr bey friedlichem Zustande dargu gewilligt / daß von allen Chargen / Diensten und Characteren im ganzen Reich der lebende Pfennig ausgegeben werde / welches solcher Gestalt soll verstanden werden / daß ein jeder / sowohl militair als civil Persohnen / die eine Charge / Character oder Titel von einem Dienst / Er bekleide selbigen wirklich oder nicht / Er sey auf dem Stat geführt oder nicht / er sey jemahls vorhin auf einem Stat aufgeführt gewesen oder nicht / derselbe soll in Proportion wegen seines Characters / Dienstes und Charge an Ihr. Königl. Majestät und die Eron den lebenden Pfennig erlegen / von dem Lohn / der einem solchen Dienst und Character auff dem Stat zuerkannt und bezeuget worden. Audiemeilen auch die allgemeine Wolsarth / Fried und Ruh dem Eringen sowohl als dem Vornehmen im Reiche zu Frommen und Sicherheit gereiche / als ist es billich / daß ein jeder seinen Antheil zu dessen Verbehaltung gebe und darreiche / welcher Ursache halber Wir dann auch hierzu bewilligt haben / daß alle der Ritterschaft und des Adels / wie auch der Kriegsbefehlhabern bediente / Dienstbothen / Knechte und Gefinde / beydes auf dem Lande und in den Städten / keiner ausgenommen / ohne der unter 15. und über 60. Jahr / sollen bey dieser Bewilligung solcher Gestalt angesehen werden / daß ein Bedienter der 60. Thaler Kupfer-Münz / und darüber zu Lohn hat / giebt von seinem Lohn jeden 10. Pfennig ; gleicher Gestalt die Weibes-Persohnen / die da 30. Thaler Kupfer-Geld haben / geben in gleichen den 10. Pfennig davon. Ein Knecht aber / der wenig oder gar keinen Lohn hat / gibt 2. Thaler Silber-Münz / und eine Magd 1. Thaler Silber-Münz / und weil der Herr und Hauswirth für seine Bedienten / Knechte oder Gefinde diese Einwilligung bezahlet / so soll der Herr und Hauswirth Macht haben / selbiges zu seiner Bezahlung von deren Lohn hinwider zu führen. Diejenigen Persohnen / so da unter einem gewissen Stand nicht eigentlich gehören / als da seyn Arrendatores, Inspectores und dergleichen mehr / sollen ebenmäßig

ANNO
1683.

mässig nach selbiger Proportion so für sich / als für ihre Bediente geschätzt werden. Ingleichen erachten wir von der Ritterschaft / und von Adel / sammt den Kriegs-Befehlhabern nöthig zu seyn / daß ein jeder richtige Verzeichnisse von allen seinem Volck auffsehe / an welchen Ort sie sich aufhalten / und gestessen seyn möchten / dieselbige unterschreibe / und an die Gouverneurs übergebe / darinnen der Bedienten im Gesinde Nahmen / und was sie zu Lohn haben / richtig angegeben werden muß; sollte sich jemand so unrichtig erzeigen / daß Er eine Versohn / von welcher Contribution muß gegeben werden / verhehlen wolte / selbiger soll deswegen zweyfach bezahlen. Diese Specifications und Verzeichnisse / sollen in Schweden den nächstkünftigen 1. Martii, in Finnland aber bis den 1. Mai endlich und unaufschieblich eingeliefert werden. Unter dieser Bewilligung wird ingleichen der Adlichen Bauren-Gesinde verstanden / als die in diesem Fall gleich denen Frey- und Kron-Bauren angesehen werden. Was die Frey- und Kron-Bauren auf diesem Reichs-Tag an Ihre Königliche Majestät zu geben / auf sich genommen haben / davon bewilligen wir / daß unsere Bauren die Hälfte geben sollen / und soll sowohl dieses / als was von Ihrem Gesinde erlegt wird / auf unserem Theil der Contribution berechnet werden. Über dieses nunt die Ritterschaft und der Adel / nebst denen Kriegs-Befehlhabern auf sich / allermassen bereits oben vermeldet ist / auf seines Jahres-Frist bey friedlich und ruhigen Zustande / daß ein jeder ganzer Bauer-Hof 7. Thaler Silber-Münz aufzumachen solle / auf gleiche Art und Weise / wie es im Anno 1680. gehaltenen Reichs-Tages-Beschluß aufgedruckt steht / so daß 2. halbe / oder 4. Vierteltheile für einen ganzen Hof / und in Finnland ein so genanntes Gardesmanthal gegen einen ganzen Hof in Schweden berechnet wird. Und im Fall jemand sollte gefunden werden / der bis auf den vorgesehten Termin diese 5. Thaler Silber-Münz nicht richtig aufzählet / so soll Er dieselbe zur Straff zweyfach bezahlen / so daß Er an stat 5. 10. Thaler Silber-Münz erlegen muß: Und soll in des Gouverneurs-Gewalt stehen / so viel von den Knechten oder Intraden des Gutes für Ihr. Königl. Majestät und die Cron zu sequestriren / als zur Bezahlung der Bewilligung selber / und der Straffe vordienlich ist. Diese Bewilligung solle so wohl von Witiben / als Pupillen und unminnlichen Kindern erlegt werden. Hat auch jemand sein Gut an einem anderen verpfändet / so leget der / der die Hypothec befehlet / die 5. Thaler Silber-Münz so lange aus / hat aber hinwider seinen Regress an den Eigenthümer. Von dieser Contribution der 5. Thaler Silber-Münz befreyen wir unsere rechte Adliche Eise und Dornwerke / nebst denen / so nach dem Placat von Anno 1638. oder der neulichst verfertigten Verordnung innerhalb deren Bezirk / Grenzen und Gebiete zu liegen befunden werden / Item / die wüste Höffe / Leihgedings-Höffe / die in perpetuum / und auf ewig vermiethet und zur Freyheit auf und angenommen seyn. Diese Bewilligung soll in Schweden / Finnland / Holland / Blesing / Wolscheln allerdings gleich so wohl von Allodial-als Feudal-Güthern aufgelegt werden. Von denen Cron-Knechten / die an Privat-Leuten verpfändet seyn / soll der vierte Pfennig gegeben werden. Von fruchtbaaren Capitalien / Schiff-Parten und Compagnien für iso behaltener gewissen Interesten und Gemeinen / soll ingleichen der vierte Pfennig gegeben werden: von denen Zinsen der fruchtbaaren Capitalien / die bey Ihrer Königliche Majestät und der Cron stehen / soll der vierte Pfennig abgeschrieben werden / so fern nun jemand sein Capital verschweigt und verheulet / und dasjenige nicht richtig erlegt / was von solchem für jeso befindlichen Gewinn und behaltener Interesten soll abgegeben werden / derselbe soll zur Straffe des ganzen Jahres Interesse verlustig seyn / dafert er schuldig befunden und dessen überwiegen wird. Und sollen alle oben erwähnte Bewilligungen so in Schweden als in Finnland / Ost- und West-Gothen / gegen die Zeit und den Tag aufgefertigt werden / als wie in unserer überlieferen unterthänigsten Antwort / auf Ihre Königl. Majestät gnädigste Proposition angesetzt und angeführt ist. So nehmen wir alle diese vorübergehende Bewilligungen / wie bereits gesagt / in friedlichen Zustande nur allein für einmahl an / welche in diesem 1683. Jahre auf vorgesezte Termine sollen erlegt werden; Sollte aber Gott das Land mit Krieg straffen / so wollen wir alle diese von uns gemachte Bewilligungen gedoppelt oder zweyfach / aber nur allein für einmahl aufgeben / und dieses lechtwährend 1683. auff die vorgesezte Termine aufzählen. Wobey wir in der gewissen unterthänigen

Zurversicht leben / daß / was wir solcher Gestalt nach unserem geringen Vermögen thun / Ihr. Königl. Majestät in Gnaden auf- und annehmen. Vermuthen auch daneben / daß diese unsere Bewilligung nimmer zu einiger Nachfolge und Exempel gezogen / oder uns in unseren Privilegien zu einigen Prajudiz und Nachtheil gereichen werde.

XII. Und gleichwie aller Ihr. Königl. Majestät getreuer Unterthanen unterthänigste Pflicht und Schuldigkeit ist / Ihr. Königl. Majestät und des gemeinen bestes Wohlthat zu befördern / in welcher Consideration und Betrachtung wir von der Ritterschaft und dem Adel / sammt denen Kriegs-Befehlhabern / diese schwere Contribution in unterthänigkeit auf uns genommen haben: Also kan man auch nicht weniger von dem Bergwercks-Gebiethe / und denen / so Bergwerke haben / vermuthen / als daß sie als getreue und willige Unterthanen diese schwere Zeiten beherzigen / so daß so wohl daß Bergwercks-Gebiethe insgemein / als ein jedes Werk insbesondere / Ihre Liebe zu Ihr. Königl. Majestät und den lieben Vaterland sehen und daher sich willig finden lassen werden / wann Ihr. Königl. Majestät durch dero dazu verordnete Commissarien mit Ihnen hierüber werden handeln lassen: Was aber Ihre Bediente / Gesinde / Bewercks- und Arbeits- wie auch Tagewercks-Leute anlangt / so können selbige nicht mehr frey seyn und verschonet werden / zumahlen auch / im Fall das Bergwercks-Gebiethe / und die Werke sich dessen entziehen solten / solcher Gestalt ein groffes dar durch wurde entzogen werden.

XIII. Gleicher Gestalt ist auch dieses beliebt worden / daß der Edelman / der in seiner eigener Grube Erzk brechen / und selber Eisen davon verfertigen laßt / besage des 25. Punktes von der Ritterschaft und Adels-Privilegien / nur allein den 30. Theil an Ihr. Königl. Majestät und die Cron von solcher Verfertigung / derjenige aber / der das Erz von anderen an sich kauft und erhandelt / ein jedes lebendes Schiffsfund von seinem verfertigten Eisen geben solle / selbiger sey einer von Adel oder nicht; nachdem auch anerwogen / daß alle Gruben vor ein Regale gehalten werden / und daher nach Inhalt der Privilegien / der Edelman von dem / was Er selber verfertigen läßt / den zolten Theil zur Recognition zu geben gehalten ist / als muß auch derjenige / der einen hohen Ofen hat bauen lassen / und selber keine Gruben hat / sich unter selbiger Condition nicht schüßen können. Und wiewohl der Edel-Leute Eiserne Hüten und Schmiede / vermöge der Privilegien / bis anhero keine Abgibt an Ihr. Königl. Majestät gegeben haben / so hat dennoch die Ritterschaft und der Adel aniso darzu bewilligt / daß nach diesem zu allen Zeiten der Edel-Leute Schmiede-Hüten / von denen verfertigten Eisen die Hälfte geben sollen gegen dem / was etwa die anderen so nicht von Ihr. Königl. Majestät zu geben gehalten seyn. Gleichermassen ist beliebt worden und beschlossen / daß eben sowohl nach diesem zu allen Zeiten von den Land-Gütern / so in den Schären liegen / die Hant-Kente / die an Fischen aufgegeben wird / für eine Küstungs-Persel seyn solle / worvon eine jede Tonne zu 3. Thaler Silber-Münz nach der Aufkufsungs-Ordinance berechnet wird.

XIV. Alldieweil auch Ihre Königliche Majestät von wegen der berüthnlichen Sorgfältigkeit / die Sie für des Reichs Schutz und Schirm tragen / darauf bedacht gewesen / wie die Reichs-Milice beydes zu Ross und zu Fuß solcher Gestalt eingerichtet werden möge / daß dieselbe in Stande seyn könne / und dem feindlichen Anfall mit Nachdruck entgegen zu geben; Als ist demzufolge Ihr. Königl. Majestät hohe Vorforge / daß gleich wie die Regimenter zu Ross / beydes in Ansehung der Disziplin / und derer die die Küftung halten / vermittelst des Wiederruffs oder der Revocation der Milice-Höffe in den Stand gesetzt seyn / daß vermuthlich nichts weiter daran wird zu verbessern stehen; Also auch gleichermassen die Regimenter zu Fuß auf eine gewisse Anzahl eingerichtet werden möchten / nachdem der Abgang in dem letzten Krieg completiret und ersetzt worden ist; Daher nun auch / nachdem es Ihr. Königl. Majestät gnädigst gefallen hat / zu unserer unterthänigen Überlegung zu stellen die groffe Beschwerclichkeiten / so vor diesem nahe auff einander gefolgte Aufschreibungen allemahl mit sich geführt / und der Ursachen halber zugelassen und vorgedant / andere Mittel und Wege zu erdenken / wodurch die Milice zu Fuß zu einer Anzahl gebracht / und bey einigem Abgang bey ihrer vollen Zahl erhalten werden könne; Als haben wir von der Ritterschaft und dem Adel nebst den Kriegs-Befehlhabern / dieses in so viel manners bedenken genommen / als diese Ihr. Königliche Majestät

ANNO
1683.

ANNO 1683. gnädige Vorſorge zu unſerer eignen Ruhe und Sicherheit gerichtet / und daher unterthänigſt darinn bewilliget / daß nach dieſem ein jedes Regiment / nach dem Aufſatz und der Anzahl / als in unſerer unterthänigſten Antwort auf Ihr Königl. Majestät Proposition vermeldet iſt / über Schweden und Finnland eingerichet werden möge / und um ſich erſte den Abgang zu erſehen / der durch den jüngſten Krieg iſt verurſacht worden / ſo bewilligen wir in eine ſolche Ausſchreibung / wie necht vergangnes Jahr nach den Köpfen iſt gehalten worden / von welcher Ausſchreibung wir aber beſtehen / nach Inhalt der Privilegien / unſere rechte Adelige Eſte / Berwercke / und Meyers-Höfe / zugleich mit denen Höfen / die Vermöge des Anno 1638. publicirten Placats und der jüngſt gemachten Verordnung / ſo innerhalb deſſelben Gränz-Steinen liegen / wie auch die wüſten Höfe / die noch nicht mit Kente belegte Katener oder Hauſlinge / ſamt den Dienern / ſo auff alle halbe Jahr genommen werden / necht allen nothwendigen Handwerks- und Schuß-Leuten / wie auch die zur Freiheit angenommene Höfe / die über 60. und unter 15. Jahren ebenmäßig von der Decimation oder Ausſchreibung frey erkant. Und wiewohl unſerer Bedienten Höfe / die ihnen wegen geſchener Dienſten auff Lebzien verlichen und gegeben ſeynd / biſher / Krafft der Privilegien / für der Decimation und Kottierung frey geweſen / ſo wollen wir von der Ritterschafft und Adel / ſamt den Kriegs-Befehlhabern damoch nach dieſem ſolche unſerer Bedienten Höfe nicht hiervon entziehen / ſondern ſollen dieſelbige allemahl mit in die Decimation oder Kottierung kommen. Doch ſolcher Geſtalt und mit dem Vorbehalt / daß wenn die Ausſchreibung nach den Köpfen geſchiehet / bleibet der Bediente für ſeine Perſohn zwar frey / aber alle ſeine Leute männliches Geſchlechtes werden decimirt oder rottirt. Geſchiehet aber die Ausſchreibung nach Anzahl der Höfe / ſo ſiehet auch der Hof mit in der Kotte / zu Erleg- und Bezahlung des Soldaten Geldes / doch alſo / daß kein Land-Knecht von demſelben Hofe genommen werden möge. Mit der bedienten Witwen ſoll es ebener Geſtalt gehalten werden. Es wird auch hierbey unterthänigſt erinnert / wegen des Mißbrauchs / der ſo wohl von den Ständen / als andern unadeltlichen Perſohnen / mit Verletzung und Entziehung des Volcks verübet wird / wie auch wegen der Dorſchſchaffen / ſo da wider ihre rechte Eigenthafft unter des Bergwercks-Gebirge und Bochs-Leute Haltungen gezogen werden / ſo daß ſolches alles / necht deme / was ſonſten in den vorigen Reichs-Schlüſſen vermeldet ſiehet / genau unterſuchet und redreſſirt werden möge / wie denn auch hiermit Anſuchung gethan wird / daß die Ewng-Böge nicht mehr als 2. Knechte für die Kottierung und Decimation frey erkennen mögen / und daß alle unadeltliche beydes mit Kente belegte Katner und Hauſlinge rottirt werden mögen / der Bergwercke Factorien / des Jäger-ſtatts / der Jälmarschlüſſe und der Salpeter-Sieder-ſtellen ebenſalls auch Ihr. Königl. Majestät ſolcher Geſtalt eingedenk ſeyn / daß ihnen wegen des Mißbrauchs / ſo darbey verübet wird / eine gewiſſe Anzahl von Leuten verordnet werden / die ſie beſehen mögen. Und weil wir befinden / daß des Reichs Wohlthath und Nutzen ſo wohl als unſere eigene Sicherheit erheiſche / daß eine gewiſſe und beſtändige Milice eingerichet werde / ſolcher Geſtalt / daß ein jedes Regiment zu der gewiſſen Anzahl gebracht / gleich wie es oben bereits vermeldet iſt / als es in unſerer unterthänigſten Antwort ſpecificirt ſey / und daß ſelbige Zahl auch immer beſtändig bey Macht erhalten werden möge. Und es ſich gleichwohl begeben könnte / daß die vorgeſetzte Summe durch einigerley Zuſatz abgehen kan / wir auch dabey gungſam erwegen / mit was Beſchwehr Reichs-Tage gehalten werden / und daß die Stände nicht allemahl in ſolcher Eyl / als es die Nothwendigkeit etwa erfordern möchte / zuſammen kommen können. Als ſie ſen wir unterthänigſt in Ihr. Königl. Majestät eigenen gnädigen Gefallen und Willen / ſobald einiger Abgang beſchiebet / minder oder mehr / alsdann Ausſchreibung zu Erſetzung und Ergänzung der Regimenter zu halten / ohne daß die Stände deſſalls zu einem Reichs-Tage beruffen werden müſſen / worbey wir damoch vermuthen / und auch unterthänigſt bitten / daß / wann der Abgang weniger iſt / alsdann auch die Ausſchreibung nicht öfter geſehen möge / als es die Nothwendigkeit erfordert / und daß die Ausſchreibung bey friedlichen Zeiten nach Anzahl der Höfe 15. Adeltliche gegen 10. Frey-Bauern-Höfe gehalten werden. Iſt aber der Abgang mercklich groß / entweder durch Krieg oder ſonſten anders todes-fälle / ſo halten wir von der Ritterschafft und Adel ſamt den Kriegs-Befehlhabern dafür / daß die Ergänzung und Erfüllung

in ſolchem Fall am ſüchtigſten nach dem Anno 1632. ANNO 1683. gemachten Reichs-Tags-Befchluß verrichtet werden könne / welches damoch zu Ihr Königl. Majestät gnädigen Gefallen nur bloß / als ein Project und Entwurf hier erwehnet wird. So auch einige Province oder auch einzelne Perſohnen eine gewiſſe und beſtändige Anzahl Soldaten zu halten willens ſeyn ſolten / ſo wird hiermit in Unterthänigkeit Anſuchung gethan / daß Ihr. Königl. Majestät ſolches / doch unter leidliche Conditiones / zu laſſen und admittiren wollen.

XV. Nachdem es auch nicht minder zu der Ritterschafft und des Adels / wie auch derer Kriegs-Befehlhabere und des gemeinen beſten Nutzen gerichtet / daß der Land-Knecht conſervirt und wohl erhalten werde. Als wollen wir von der Ritterschafft / dem Adel und den Kriegs-Befehlhabern ſolcher Geſtalt verordnen / und unter uns geſetzt haben / daß 4. Adeltliche gegen 2. Frey-Bauern-Höfe ſich vergleichen / für den Land-Knecht eine Stube mit einem Vorhauſe und einen Stall zu bauen / dabenebenſt auch demſelben einen Kohl-Garten zu ordnen / und jährlich ein Fuder Heu und ein Etieg Stroh zu geben. Der ihm aber kein Stroh noch Heu geben will / ſelbiger muß ihm ſo viel ungebantenes Land zu theilen / davon Er durch deſſen Bau und Bearbeitung etwa ein Fuder Heu und ein Etieg Stroh haben mag / doch ſoll es in des Eigenthumers von dem Adeltlichen Bauer-Hofe eignen willkürlichen Gefallen ſeyn / welches Er von dieſen beyden verordnen wolle. Des Sommers bedient der Land-Knecht ſich des Dorfs Viehweide für eine und zwei Kühe und etliche Schaafe / ſo weit als die Beſchaffenheit des Landes-Orths es leyden und zu laſſen will. Wollen die Häuſer nicht zureichen / ſo die 4. Adeltliche und 2. Frey-Bauern-Höfe aufbauen / ſo vermuthen wir von der Ritterschafft / dem Adel / und den Kriegs-Befehlhabern in aller Unterthänigkeit / daß Ihr. Königl. Majestät das / was noch fehlt / werden erſehen / und entweder auff die Communen oder gemeinen Dörther / da es ſich will thun laſſen / und ohne des Königes und des Adels Schaden und Nachtheil geſehen kan / für ſie Wohn-Plätze ausſehen laſſen / die das Amt in ſolchem Fall aufbauen müſſen / oder auch auff die reducirt und heimgefallene Adeltliche / oder andere Ihr. Königl. Majestät Höfe ihnen etwas zum Wohn-Platz zuhalten laſſen / iſt alſo zu vermuthen / daß wann der Land-Knecht erwünſchet maſſen ſein Hauſs und gewiſſe Wohn-Stelle hat / und auch den Antheil / den Ihr. Königl. Majestät ihm etwa anſchlagen werden / darzu bekommt / er alsdann wohl werde können zurecht kommen / als der mit arbeiten den übrigen Unterhalt leichtlich verdienen kan. Wird der Land-Knecht zu Feld commandirt / entweder in Lande oder außſerhalb des Reichs-Gränzen / ſo ſoll deſelbige bey ſeiner Heimkunft nicht berechtigt ſeyn für die Zeit / welche Er weg geweſen iſt / den geringſten Entgeld wegen der Häuſer / des Heu oder Strohes zu fordern / noch die geringſte Forderung deſſalls zu thun: wie es dann auch dem Land-Knecht nicht verſtattet und zugelaffen wird / daß Er einen andern Anwohner an ſeine Stelle ſetze / ſelbige Wohn-Stelle zu gebrauchen / nutzen und beſitzen; hat er aber Weib und Kinder / ſo mag ſie es in ihrem Nutzen gebrauchen / wann ſie in Hauſe ſitzen bleibet / und ſo lange der Mann lebet. Sterbet der Land-Knecht / ſo ſoll die Witwe oder die Kinder zu der Wohn-Stelle kein Recht nach einige Bezahlung und Entgeldes wegen angewandter Unkoſten und Verbeſſerung oder Melioration zu gewarten haben / geſehen / daß dieſelbe Wohn-Stelle ſo fort einem andern in des abgegangnen Stelle angeſchlagen werden muß / und damit der Land-Knecht das Haus nicht möge verderben / und durch Unachſamkeit und Verwahrloſung verrotten laſſen / ſo ſoll dem Eigenthumner ſeyn ſieben / ſelber auſſehen und acht darauff zu haben. Begehret der Land-Knecht einige Eigenthätigkeiten / führet ein böſes und unordentliches Leben / mit Schlägereyen und andern ungebührlichen Dingen / pochet dem Bauern Vieh und Brandwein ab ic. ſo erſuchen wir von der Ritterschafft / dem Adel / und den Kriegs-Befehlhabern / daß Ihr. Königl. Majestät geruhen wollen / zu beſehlen / zu verordnen / und zuzulaſſen / daß Gouverneure ſolches alſoſort anſehen / und auff geſührende Art und Weiſe richten und abſtraffen mögen / maſſen es beydes lange Zeit und Unkoſten erfordern würde / die Saden fürs ordentliche Gericht zu ziehen. Es wird inſtändig dem Land-Knecht allerdings verboten / Ban- und Breim-Holz zu hauen / Land abzubreechen / Fiſcherey zu gebrauchen / Vögel und Wild zu ſchießen / Döyner zu ſtellen / Kohlen zu brennen / Wald zu fällen und abzubrennen / oder dergleichen zu thun. Brand-

ANNO Holz geneußt Er / da Wald ist von Windfall / zur
1683. Nothdurfft / ohne Nachtheil des Eigenthums / da aber
kein Brand-Holz ist / so muß Er sich nach Nothdurfft
mit selbiger Gelegenheit / wie die andere Bauren an sel-
bigen Orte vergütigen und zu frieden geben. Nachdem
nun auch von der Ritterschafft / dem Adel und den
Kriegs-Befehlhabern / aus unterthänigster Devotion /
wie auch unsre Begierde und Eysr zu beweisen
Ihr. Königl. Majestät gnädigstes Gefallen gehorsambst zu
vollbringen / und auch zum Dienst des Vaterlandes / die-
ses auff uns genommen haben / wie beschwerlich es uns
gleich fällt: So verhalten wir uns darbey / daß man
dieses nicht ins künftige durch einigerley Veränderung
der Zeiten zum Nachtheil / und Eintrag in unser rechtmä-
sig erhaltenes Eigenthum / Privilegien und Freyheiten ge-
reicht / viel weniger / daß obgedachte Häuser und Wohn-
plätze der Lands-Knechte jemahlen nach dem Nahmen /
Platz oder Beschreibung in der Cron Land-Bücher auff-
geführt werden sollen / oder unter einigerley Titel / Prä-
text und Vorwand jemahlen von dem Adlichen Bau-
ren-Hoff selbstn abgefordert werden; sondern solches soll
allezeit in des Edelmanns freyen Willen und Disposition
nach zwischen ihnen genommener Abrede / und als es ih-
nen bequemt und gelegen fällt / diese Wohn-Häuser der
Lands-Knechte auff die eine oder andere Stelle setzen zu
haben.

XVI. Wir von der Reichs-Clerisy seynd ingleichen
als getreue Unterthanen darauß bedacht gewesen / welcher
Schlast nothwendige Mittel zur Hand geschafft werden
könnten / damit nicht das Regiment wegen aus Mangel
dessen stürken und Schaden leiden möcht / worbey wir
nicht eben warnehmen / was ein jeder unter uns von
dem Seingien zu sehen muß / nur allein / daß das gemei-
ne Beste dadurch geholfen und erhalten werden möge.
Wie gerne wir aber uns bestreiffen / gute und bequeme
Hülff und Anstöße zur würcklichen Beförderung uns-
ers ergeben und schuldigen Willens zu erfinden / so
fühlen wir dennoch die Unvermögenheit bey unserm
Stande / uns im Wege zu liegen / daß wir das Reich
nicht so kräftig und nachdrücklich / als dessen Noth-
durfft erfordert / und unser unterthänigster Wille wün-
schet und verlangt / zu unterstützen nicht vermögen.
Nichts desto weniger / weil wir gungsam kennen und wiss-
en / daß zu nothwendiger Unterstützung und Erhaltung des
Reichs / wie auch zu zeitigen Widerstand aller hereinbre-
chenden Gefahr / bereitwillige Hülff und Mittel erfordert
werden: als haben wir uns bereitwillig wollen erfinden
lassen nach unsrem Vermögen etwas darzu herbey zu
schaffen / als die wir von unserm Eigenthum nichts so
lieb haben / das nicht mit freudigem Gemüthe solte an-
gewendet werden / um den lieben Frieden zu beschaffen
und beizubehalten / und das Vaterland bey langwieriger
Eiderheit und Wohlstande zu erhalten / und haben
wir daher aus unterthänigster Pflicht und schuldigen
Gehorsam nachfolgende Bewilligungen gemacht und ein-
gegangen (1) daß Bischöffe / Superintendenden und Pas-
tores in den Städten zu des Reichs jetziger allgemeiner
Nothdurfft den fünfften Pfennig von ihrem Unterhalt
hergeben / den sie von Ihr. Königl. Majestät und der
Cron genießen / selbiger beziehe in Geträbe oder Geld /
da alsdann das Geträbe an Gelde nach der Cron-
Bewerung 9. Mark Silber-Münze für die Tonne be-
rechnet wird / welches solcher Gestalt soll verstanden
werden / daß sie bey einfallender Kriegs-Noth / die der
Allmächtige in Gnaden abwenden wolle / auff ein Jahr
die ganze Bewilligung hergeben / doch auf 2. Termine /
wie die eingeleistete Verzeichnisse bezeugt; solte aber der
liebe Gott das Land mit solcher Straf gnädig verscho-
nen / ausfertigen sie alsdann nur die Hälfte als den 10.
Pfennig / allerdings wie der Reichs-Adel / und die Bür-
gerschafft / welchen 10. Pfennig sie dan auff die in ob-
gedachter Verzeichnisse angeführte Termine erlegen wollen:
die Pastores in Stockholm und denen andern Städten /
die Unterhalts-Geträbe oder Geld genießen / geben glei-
cher Gestalt zu Kriegs-Zeiten jeden 5. Pfennig oder
Tonne davon ab: sonsten aber den Zehenden / wie die
Bischöffe und Superintendenden. Und über dieses con-
tribuire die Pastores / so wohl die / so da von der Cro-
ne kein Lohn zugeordnet ist / nach dem Aufsat / als in
einen absonderlichen Verzeichnisse zu finden ist / welche
Bewilligung ehner massen auff zwei Zeiten erlegt wer-
den soll; Wie auch die Pastores in dem Bergwerks-
Gebiethe / die da vor diesem sechser Contribution nicht
unterworfen gewesen seynd. 2. Die Pastores auff dem
Land geloben und versprechen von 64. wolgebauden und
besserten ganzen Höfen (zweu halbe und 4. viertheile

für einen ganzen Hof gemacht) 12. und einen halben ANNO
Thaler Silber-Münze in Friedens-Zeiten aufzugeben / welches bey einfallender Kriegs-Noth einmahl wiederholt
1683. wird. Und wiewohl die Bewilligung größer ist / als sie
vor dem gewesen; so vermerken wir dennoch wohl / daß
dieselbe gegen dem uns vor Augen gestellten Mangel bey
weitem nicht zulangt; so dammenthero seynd wir ver-
ursacht worden / obberregte Bewilligung ebenfalls auff
diejenige zu extendiren und aufzuheben / die aus un-
serem Stande sonsten pflegen ex empto und frey zu seyn /
als da seyn Professores auf Academien / samst denen
darunter so wohl auch unter die Thum-Kirchen und
Consistoria fortwende Bedienten; Lectores auff Gym-
nasien / Rectores und Correctores an den Schulen /
welche von ihrem Lohn jeden zehenden Pfennig geben
sollen. Die Capellane oder Diaconi und Küster beides
in den Städten und auf dem Lande / contribuire nach
einer absonderlichen überlieferten Verzeichnisse; damit auch
diese zu des Reichs Besten bewilligte Zubusse desto er-
flechtlicher werden möge / so soll gleichfalls von dem Lohn /
den unser Geinde von uns zu empfangen hat / etwas
zu des Reichs Schutz und Defension hergegeben werden;
Nemlich für einen Dienst-Knecht 2. Thaler Silber-
Münze / und für eine Wagd 1. Thaler Silber-Münze /
welche Gelder um die Zeit / als wie in oft erwün-
schter eingeleisteter Verzeichnisse vermeldet ist / benebst einer
richtigen und unterschriebnen Specification der Dienst-
Bothen / aufgelistet / und hernach von ihrem Lohn ab-
gezogen werden sollen: worbey dann wir auch / das Alter
der Dienstbothen belangend / es solcher Gestalt wollen ver-
standen haben / als wie es die Ritterschafft und der Adel
wegen Ihrer Bediente beliebt. Und wosern ein Krieg
entstehen solte / so wollen wir diese auf die Dienstbothen
gelegte Bewilligung wiederholen / und zwar um die Zeit /
als vorgebacht Verzeichnisse enthält / auszahlen; Auch
sollen alle diejenige / so auß unserm Stande fruchtbare
Capitalien haben / jeden vierten Pfennig von der Zins
und dem Gewinn hergeben / welches in Kriegs-Zeiten
reiterirt und wiederholt werden soll. Weil nun dieses
ein Eventual Kriegs-Beysen ist / so machet Ihr. Kö-
nigliche Majestät Gnade uns gungsam versichert / daß
wann der liebe Gott Krieg und Unruh in Gnaden ab-
wendet / wir alsdan mit dieser bewilligten Beysen auff
den Affer-oder andere Termin verschonet bleiben. So
wird ebenfalls auch anbey demüthigste Ansuchung gethan /
daß die Dacter / so durch die jungflührende Kriegs-
Flamme seynd verheret und aufgeplündert / durch schwa-
re Durchzüge / und sonsten allerhand Unfälle verarmet /
oder durch Mißwachs und Brand entmütht seyn / wel-
che alle auff ein besonders Register nebenst ihrem Zustan-
de angezeichnet gefunden werden / mit obbemelter Be-
willigung verschonet werden mögen. Ingleichen auch / da
einer oder der andere seyn möcht / so man nun nicht eben
zu nennen weiß / den es unmöglich fallen möcht / dieses
alles zu leisten / und solches mit gungsamem Beweis bey
dem Gouverneur oder Landes-Hauptman und denen Bi-
schöffen darthun und bezeugen kan / daß selbiger alsdan
auch in gleichmäßige Consideration kommen möge. Wie
me Wäben und Wäysen aber vermuthen wir unterthä-
nigst / daß solcher vermöge Kön. Milb und Gnade gänzt-
lich excipirt werden. Hierbey leben wir auch sonsten in
der unterthänigsten Zuversicht / daß gleichwie obberregte
Bewilligung groß ist / und sich weit über die vorige er-
streckt: Als auch Ihr. Königl. Majestät nicht allein uns-
ere unterthänige Bereitwilligkeit / die wir hierunter ge-
horsams beweisen / mit Königl. Gnade auf und anneh-
men: sondern auch diese unsere Bewilligung nimmer wei-
ter zu einiger Nachfolge werde gegeben werden / oder uns
an unsere Freyheit und Gerechtigkeiten zu einigen Präju-
diz / Schaden und Nachtheil gereichen.

XVII. Wir von der Bürgerschafft haben ebenfalls auch
in Betrachtung dessen alles / was zu des Vaterlandes
Schutz und Schirm / auch unumgänglicher Erskund
Ergänzung anderer Reichs-Nothdurfft erfordert wird / aus
unterthänigster Devotion nicht allein uns zu der ge-
wohnlichen einfachen Haltung der Boths-Leute / willig
erkläret / sondern / wosern (welches Gott in Gnaden ab-
wenden wolle) das Reich in einige Gefahr des Kriegs
und Unruhe gerathen solte / bewilligen auch die gewöhnli-
che Verdoppelung einmahl des Jahres zu untergehen und
anzunehmen / doch solcher Gestalt / daß die Completir-
und Ergänzung der abgegangnen Mannschafft nicht eher
dann das hernach folgende Jahr geschähe möge / und
mit dem unterthänigsten Vorbehalt / daß so bald der liebe
Friede wieder verlichen würde / wir alsdan für solche
Verdoppelung verschonet und besreyet seyn mögen / und
daß

ANNO 1683. daß diejenige welche um Geld an statt der Botshen-
the in Unterthänigkeit accordirt haben / nicht auff andere
Weise / dann als ihre erhaltene Contracte es mitgeben /
concluidirt werden mögen.

XVIII. Und wievohl wir / wann wir die Schwürig-
keit erweigen / die wir von dem jüngst hingelagten Krieg und
seit dem darauf erfolgten Beschwehr noch empfinden / Ur-
sache haben Fonten in Unterthänigkeit zu Jhr. Königl.
Majestät um Verdonnung einiger Auflage und Aufgab
zu sehen / gleichwohl aber / umb noch weiter unsere unter-
thänige und getreue Ergebenheit zu bezeugen / wollen wir
zu des Vaterlandes Wohlfarth / auch Schutz und
Schirm unser geringes Vermögen ungepahrlet lassen / ha-
ben also dem zu folge / nach Art und gewöhnlicher Pro-
portion einer jeden Stadt / in Unterthänigkeit eine solche
Bevolligung gemacht / als in von uns unterthänig über-
gebener Repartitions-Verzeichniss verfaßt ist: Welche
Bevolligung wir auch ebenfals auff die Zeiten / wie in
unserer unterthänigen Antwort auff Jhr. Königl. Ma-
jestät gnädigste Proposition zu sehen / dieses Jahr erlegen
und bezahlen wollen: ferner wollen wir uns auch / im
Fall dem Reich (welches der grümgütige Gott gnädig-
lich abwehren wolle) einige Ungelegenheit von Krieg und
Intride zuzufolien wolte / der Verdoppelung der icht ge-
machten Bevolligung nicht mehr / als die andere Städte/
entziehen / sondern alles thun / was uns möglich ist / und
zu Jhr. Königl. Majestät und des Reichs-Diensten unser
außersich aufsetzen: worbey dann unser unterthänigste
Betheilgen und Erfinden ist / daß der Magistrat in denen
Städten mit dem Ober-Stadthalter in Stockholm / und
denen Gouverneuren und Land-Haupt-Leuten an ande-
ren Orten authorisirt und bevollmächtigt werden mögen/
daß sie nebenst einigen von derer Bürgerchaft / die hiezu
am tüchtigsten und dienstlichsten befinden wurden: einem
jeden / der da in der Stadt handelt und wandelt / oder
etwas eigenthümliches dabeihien hat / wie sie auch vor-
hin immer mögen verschonet gewesen seyn / und unter ih-
rer Jurisdiction foriren (solcher Gestalt / daß dieselbige
nicht unter der Ritterschaft und dem Adel oder Clerus
gehören / und unter den Privilegien und Freyheiten be-
griffen seyn) / und keine Bürgeliche Nahrung gebrau-
chen / ihnen aufzuerlegen / so viel als man ermeßten kön-
te / daß ein jeder zu ertragen vermöchte / und daß derer
Dienstbothen in gleicher Consideration mit den anderen
von der Bürgerchaft kommen mögen / welches man in
Unterthänigkeit begehret / daß es in gleichen auch von den
seemündigen Expediteurs / so da continülich in den Städ-
ten sich aufhalten / und dafelbst ihren Handel treiben/
verstanden werde / wie auch diejenige / die sich einiger Ur-
sachen halber Frey-Briefe ausgewirckt haben / oder ins-
tünfftige anzuwirken können / hiervon nicht eximirt seyn /
sondern zugleich mit denen anderen des Reichs Noth-
durfft zu Hülffe kommen mögen.

XIX. Ferner auch / umb so viel mehr unsere unter-
thänige Genogenheit zu bezeugen / Jhr. Königl. Majestät
nach außsern Vermögen unter die Arme zu greiffen /
und das gemeine Beste befördern zu helfen: so haben
wir inagachtet aller Ungelegenheit / in Unterthänigkeit
versprochen und verwilligt / für ein Jahr den 4ten
Pfenning aller behaltenden Zinsen und Gewinnen von al-
ten fruchtbarhen Capitalen / Schiffarthten und Com-
pagnien zu geben / so da in Kriegs-Zeiten reitert / und
wiederhollet werden solt / worunter auch auff erwöhnte
Art und Weise die Capitalien verstanden werden / die wir
bey Jhr. Königl. Majestät und Trone von gleicher Be-
schaffenheit sehen haben / so daß von den für solche Zeit
behöriger Interessen der vierte Pfenning deductirt und
abgeschrieben werden möge.

XX. Über diese vorhergehende Bewilligung haben
auch wir Bürgermeister und Räte in den Städten /
und noch ferner unsere unterthänigste Begierde zu wei-
sen / Jhr. Königl. Majestät und dem Reich nach unserm
wenigen Vermögen zur Sublevation und Hülffe zu kom-
men / gleichwie die Ritterschaft und Adel / den lebenden
Pfenning von eines jeden Lohn / der uns von Jhr. Kö-
niglichen Majestät in Gnaden danksend wird / herzuge-
ben: und wollen auch eben massen von dem Lohn / den
unsere Dienstbothen von uns zu heben haben / des Reichs
Nothdurfft zur Beysure für einen Knecht / der 60. Tha-
ler bekomt / und eine Wadg / die 30. Thaler hat / den
20. Pfenning davon geben: für einen Knecht aber / der
weniger oder gar keinen Lohn hat / 2. Thaler / auch für
eine Wadg 1. Thaler Silber-Münz / doch werden hie-
bey diejenige ausgenommen / die unter 15. und über
60. Jahre seynd: und ist der Hauswirth / der diese Be-
willigung für sein Gesinde ansiehet / berechtiget / solches

von ihren Lohn zu seiner Wieder-Beschaffung abzuklehen.
Die Kaufmans-Gesellen und andere Bediente / die über
60. Thaler zu gewinnen haben / geben auch den 10. Pfen-
ning dem Vaterland zum Dienst von dem / was ihnen
versprochen und zugesagt ist: Ebenfals müssen auch die
Handwerks-Gesellen / die in den Städten zu finden seynd/
von ihrem Verdienst ein jeder für sich 2. Thaler Silber-
Münze geben. Welches alles mit Keiteration und Wie-
derholung in Kriegs-Zeiten soll verstanden werden.

XXI. Wir von der Gemeine erweigen eben massen /
wie nothwendig es bey diesen weit-aussehenden Conjun-
cturen und an aller Orten nachdenklichen grossen Kriegs-
Verfassungen / daß die Kriegs-Macht des Reichs versär-
cket werde / damit / nicht kräftigen Beystand des Auz-
höchsten / vermittelst Jhr. Königl. Majestät Tapferkeit/
die Defension des Reichs und die Sicherheit unser aller
durch dieses Mittel wohl versehen werden / und wir desio
gewisser / lange und unverrückt den lieben Frieden zu
Gute genießen mögen / dahero haben wir nicht allein be-
funden / daß mehrere Ausbreitungen zu Ergänzung der
Regimenter vornehmten seyen / sondern auch danebenst wohl
und genau miteinander überlegt / wie man bey Zeiten
darauff bedacht und bereit seyn möge / wirklich und mit
einem kräftigen Nachdruck zeitlich alle schädliche Machi-
nationes und entschendes Inthail zu hindern und zu
dämpfen: zu welchem Ende wir dann vor allen Dingen
hoch nöthig achten / eine starke Mannschaft immer in
Bereitschaft zu haben / und damit also mehr und fast
kräftiger / als jemals vorherhin gewesen ist / Jhr. Königl.
Majestät und des Reichs Sicherheit zu unterstützen / wel-
ches wir von der Gemeine in Uppland / Ost-Gotland /
Södermannland / Westmanland und Nerke / als die
bisher der Aufschreibung unterworfen gewesen seynd /
nach unserer unterthänigen Pflicht / wie auch nach Anlei-
tung Jhr. Königl. Majestät gnädigster Proposition / bey
uns wohl bedacht / überlegt und endlich dabey befehen
blieben / daß wir die Herbeschaffung und Haltung einer
gewissen Anzahl Lande-Knechte über uns zu nehmen ge-
willet seyn / eben wie andere Provinzen im Reich / nemlich
Ost- und West-Dahlehen / Wärmeland / Helssingland /
Medelpad / Gefrickland / West-Norland und Wyz-
burgs-Lehen im Groß-Fürstenthum Finnland / allbereit
vor uns gethan haben / welches wir dann auch umb
Jhr. Königl. Majestät Regimenten zu Fuß in denen
Provinzen bey Macht / und also ein jedes Regiment bey
der Anzahl behändig zu erhalten / als wir in unserer
an Jhr. Königl. Majestät in Unterthänigkeit eingeliefer-
ten Antwort aufgedruckt haben / anjeho nun nach An-
zahl der Hoffte entgegen nehmen wollen / und zwar solcher
Gestalt / daß zwey ganze Hoffte beydes von den Frey-
und Kron-Bauern ohne Unterschied einen Lande-Knecht
verschaffen / unterhalten / und auff alle unvermuthliche
Fälle in fester Bereitschaft haben sollen / allerdings sol-
gends des von denen hierzu verordneten Jhr. Königl.
Majestät hochbetrachten Rächen neulich mit uns geschlos-
senen Contracts / dargen / so lange dieses von uns ver-
sprochene verantwortlicher massen praktirt und gehalten
wird / wir / unsere Kinder und Gesinde / so zu des Hofes
Bau und Erhaltung / wie auch Ergänzung des Abgangs
von der Mannschaft nothwendig etwa vornehmten seyn
könte / für die Aufschreibung und alle daran hangende
Beschwehr / was Mahnen selbige immer haben mögen /
als auch Verdoppelung und gewaltsame Werbungen jetzt
und in zukünftigen Zeiten gänglich frant und frey seyn
sollen. Und damit zu dieser allgemeinen Defension des
Reichs die Last für jeden auff allen widrigen Fall und
Unglück / absonderlich bey Kriegs-Zeiten / erraglicher /
und Jhr. Königl. Majestät Regimenten allezeit bey ihrer
gewissen Anzahl unterhalten werden mögen / so bitten
wir unterthänigst / daß die Annobnet auff alle reducirt
und donirte Güter / die bisher der unterfchreibung
unterworfen gewesen / vermöge Jhr. Königl. Majestät
gnädigsten Versprechen / bey Einrichtung der Theilung
uns hierinnen zur Sublevation und Erleichterung ver-
ordnet / und daß alle Stands-Versohnen / außersich dem
Adel / so da bestehet die Aufschreibung theils untergan-
gen / theils zu weilen sich derer entzogen / jeso aber zu Un-
terhaltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knechte / in An-
sehung ihrer Hoffte billich angehalten werden können / ohn-
ne Einwendung einiges Privilegii in diesem Stücke der
Gemeine gleich gemacht werden mögen / welches zur Sub-
levation und Linderung der Gemeine / in Haltung der
Kriegs-Knechte / gereichen würde.

XXII. Wir von der Gemeine / so der Aufschreibung
amnoch unterworfen seynd / nemlich West-Gotland /
Schymaland / Ostbotten und das Groß-Fürstenthum
Finn-

ANNO 1683.

ANNO
1683.

Finland (Wiburgs-Lehen aufgenommen / so neulicher Zeit die Haltung einer gewissen Anzahl Kriegs-Knecht gleichfalls angenommen hat) befinden gleicher Gestalt / wie nothwendig es seye zur Sicherheit und Beschirmung des Reichs eine starke Mannschafft auff solche Weise herbey zu schaffen. Dannhero wir auch die Ausschreibung die bey jüngstem Reichs-Tage Anno 1680. mit der Condition ist bewilligt worden / das dieselbe nach jedem zehenden Hoff dieses jehige 1683. Jahr solte verrichtet werden / in so weit zu verändern / das selbige nach den Zehenden von der Mannschafft geschehen möge / bey denen allein / welche der Ausschreibung noch unterworfen / nicht aber bey denenjenigen / so da der Haltung der Reuter / Booths-Leuthe / oder einer gewissen Anzahl der Kriegs-Knechte icko untergeben seynd; und das die Adelige mit den Cron- und Frey-Bauern in Kriegs-Läuften gleich rothiert werden: worbey alle diejenige / so über 60. und unter 15. Jahre nebst den Hauss-Armen oder Almosenenern und gedechlichen mit der Nothung versehenet werden; Dagegen müssen alle Mißbräuche / so bey denen Ritter-Sitten / mit unbefugter Beschligung unterschiedlicher Leuthe unter dem Vornam / das selbige unter dem Edelman innerhalb den Grenzen seines Ritterlichen Sitzes gehören und geschehen seynd / wie auch von den Städten und anderen Unadelichen Personen / mit Verpelung und Annehmung des Volcks verübt werden / sambt dem / das einige Kirchspiele und Dorfschafften gegen ihre Natur und Eigenschaft unter die Bootmanshaltung und das Bergwercks Gebiete gezogen werden / und dergleichen Unfuge mehr genau und eigentlich untersucht und redressirt werden. Und im Fall Ihr. Königl. Majestät Regimente auch solcher Gestalt noch nicht zu ihrer gewissen Anzahl completirt werden / so bewilligen wir eine dergleichen Ausschreibung von einem jeden zehenden Mann für das 1684te und dan so ferner / wie es die Beschaffenheit der Zeiten und des Reichs Nothdurfft / entweder nach Anzahl der Mannschafft oder Höfe erfordern mögen / und Ihr. Königl. Majestät nach eigenem gnädigen Gefallen / vermittelst dero offene Brieffe an die gehörigen Oerter gebietzen und kund thun lassen / besonders wann die Kriegs-Noth am härtesten ist / und die Zeit / in Ansehung dieser Provinzen alleine das West-Gottland und Schweland / und dan wegen Entlegenheit des Groß-Fürstenthumb Finlands und Ostbothes / bloß umb die Ausschreibung zu bewilligen / keine allgemeine Zusammenkunft der Stände leyden kan; welche aber / so oft sie beschietet / wir uns vollkömmlig vorbehalten haben / inskünftige / wie allemahl vorhin / derselben Reichs / gleich wie die andere Stände mit bejzuwohnen / und dafelbsen unsere freye Stimme ebenmäßig zu haben. Was aber die Ausschreibungen für sich belanget / so bleibet es fest darbey / als oben gemeldet / wie auch der ausgeschriebenen Kriegs-Knechte Wohnungen und Unterhalt von ihrer Rote / hat es sein Verbleibens bey der Hochbliblichen Reichs-Ritterschafft Erklärung / so das die Ausschreibungen nach dieser Zeit über alle diejenige / die denselben noch unterworfen seynd / wie auch die Cron- und Frey-Bauern in der Provinz West-Gottland / Schweland / Ostboten / und dem Groß-Fürstenthumb Finland (aufgenommen Wiburgs Lehen / so bereits sich verbunden hat / eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte stets zu halten) allezeit ins künfftige als ein Regale oder ein Jahr. Königl. Majestät alleine zugehöriges verbleiben / und das sie also nach dero eigenen gnädigen Willen / als die Ausschreibung etwa mit der Zeit unumgänglich vornöthen seyn und erfordert werden könnten / dieselbe allen unterlassen an bemeldten Oerteren von Frey-Cron- und Adelichen Bauern mit gleichen Rechten stets auffkündigen und auflegen mögen / und auff den Reichs-Tage oder allgemeinen Versammlungen der Stände nicht absonderlich befalls handeln und tractiren lassen dürfen; doch aber wir auß dem Groß-Fürstenthumb Finland uns hiermit unterthänigst vorbehalten haben / ferner hin / da es unsere zu Hauss sich befindende Witt-Brüder sonst gut befinden würden / umb die gnädige Pardonierung und Vergnügung anzuhalten / das wir auff selbige Art und Weise / als Wiburgs-Lehen schon gethan hat / eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten annehmen mögen: Warum auch West-Gottland / Schweland und Ostbote ebenmäßig in Unterthänigkeit suppliciren / wofen es sich mit der Zeit würde thun lassen / und sie es lieber als die Ausschreibung bezahlen und verlangen würden; Es sollen aber die kleine Wobn-Stellen / die zu der Kriegs-Knechte Unterhalt entweder denen die eine gewisse und beständige Anzahl Kriegs-Knechte zu halten auff sich genom-

men / oder von denen / die der Ausschreibung noch unterworfen seynd / angeordnet werden / von den Bauer-Höfen nicht abgesondert / oder unter keinem Titel durch die Land-Bücher für Milice-Höfe mit der Zeit gerechnet werden / sondern nach Inhalt Ihr. Königl. Majestät vor dem publicirten Placate. angehend die Theilung eines Frey-Bauern Gutes oder Hofes / zu allen Zeiten bey ihren rechten Höfen unabgesondert verbleiben.

XXIII. Und damit Ihr. Königl. Majestät bey aller widrigen und feindlichen Begebenheit desto besser mögen unterstützt werden / so haben wir einhelliglich beschloffen und bewilligt / wie wir dann die sämtliche Gemine in Schweden und darunter wegende Provinzen / wie auch im Groß-Fürstenthumb Finland hiermit beschließen und bewilligen in einer Kriegs-Beysteuern (ohne die annoch bey uns stehende Crönungs-Steuer / welche wir in sehr bevorstehende Kistenesse erlegen sollen) nemlich das wir für einen jeden Knecht / der über 15. Jahr alt ist / 1. Thaler / dergleichen auch für eine Wadg / die über 15. Jahr alt ist und bey uns dienet / einen halben Thaler Silber-Münz auff den in unser unterthänigen übergeliefferten Schrift angezeigten Termin auflegen wollen. Ferner bewilligen wir auch zu einer Kriegs-Steuer 2. Thaler Silber-Münz von jedem ganzen Hofe / (zwey halben und 4. viereliche Höfe gegen einen ganzen gerechnet) welches wir umb die in obgedachter unser Schrift ebenfalls ernannte Zeit Ihr. Königl. Majestät bezahlen wollen. Hierbey aber werden unsere eigene Söhn und Töchter / so bey uns zu Hauss seyn / unter dieser Dienst-Bothen-Steuer nicht mit verstanden und gemeinet / als welche in Ansehung / das wir für sie das gewöhnliche Kopfgeld aufgeben müssen / davon gänzlich mögen befreiet werden. Und im Fall Krieg / (welches doch Gott in Gnaden abwenden wolle) entsichu doch versprechen wir diese oberwehnte Kriegs-Steuer noch einmahl zu verneuen / doch solcher Gestalt / das wir nicht mehr als die Hälfte von dem Dienstbothen Gelde / welches wir umb die in obenwehnter unser Schrift specificirte Zeit versprochen haben / aufgeben / nemlich 6. Mark Kupfer-Geld für einen Knecht / und 3. Mark Kupfer-Geld für eine Wadg; die 2. Thaler aber für einen jeden Hof / müssen umb den in unserer mehr erwöhten Schrift specificirten Termin dess 1683. Jahres alsdann ohne Abgang bezahlt werden. Und bitten hienebenst unterthänigst / das die Hänglinge / so dazu arbeiten vermögen / und ander dergleichen lediges Gesinde ebenfalls befreiet werden und nicht frey bleiben mögen / damit sie nicht Gelegenheit und Ursache haben mögen / sich aus dem Dienst zu ziehen / indem das sie solcher Gestalt es besser als die Dienstbothen haben würden. Wofen uns aber nichts feindliches solte zugemuthet werden; so leben wir der unterthänigsten Zuversicht / vermöge Ihr. Königl. Majestät gnädigen Versprechens / das wir mit dieser letzteren und verneuten Aufgabe versöhnet / und gänzlich davon befreiet verbleiben werden; wie auch das die Bewilligung weder auf die Dienstbothen oder andere Weise zu einer Fols und Exempel gezogen werde. Welches zum kräftigsten und unterthänigsten hiemit zu unser und unser Nachkommen Sicherheit wollen bedungen haben. Ihr. Königl. Majestät bitten wir unterthänigst / das sie diese Bewilligung / die Verstärkung der Regimente zu Fuß / vermittelst starker Ausschreibungen an vorerwöhten Oertern / wie auch in denen anderen Provinzen nach Inhalt unserer Contracte / mit dero beständigen Unterhaltung bey ihrer gewissen Zahl betreffend / und dann auch die richtige Erlegung der Kriegs-Steuer auf verabredete und verscriebene Termine auff- und anzunehmen in Gnaden geruhen wollen / als die wir so willig und ergeben / als schuldig und pflichtig seynd / leib und leben / samt allem / was in unserem Vermögen sehet / zu Ihr. Königl. Majestät und des Vaterlandes Schutz und Schirm gerne zu wagen und daran zu seken. Das wir nun dieses alles / als vor ermeldt sehet / insgesamt und sonders für uns / und im Nahmen unser so wohl ab-als anwesenden Mitbrüder auff diesem in jüngst verfloßnem 1682ten Jahre angefangenen / und in diesen insbesunden Jahr gedigneten Reichs-Tage einhelliglich gut befinden / beschloffen / und uns darüber vollkömmlig vereinigt haben / und als getreue und rechtsinnige Unterthanen denselben getreu und festiglich nachkommen wollen und sollen: So haben wir hierunter geschriebene Dero Königl. Majestät Räthe und Stände dieses mit unsren eigenen Händen unterschrieben / und unsere eigene / wie auch unser Städte und Kempter Insignel wohlpflichtlich hierunter setzen lassen.

So gegeben und geschrieben in Stockholm den 3. Tag des Monats Januarii im Jahr nach Christi Geburt / ein tausend sechs hundert und drey und achzig. Dero

ANNO
1683.

ANNO Dero Königlischen Majestät Rätthe / und derer sämmtlichen Stände Erklärung/ be- ANNO
1683. treffend höchstseligster Königl. Majestät Caroli Gustavi Testament. 1683.

Wir unterschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände / Grafen / Frey-Herren / Bischöffe / Ritterschafft und Adel / Priesterchafft / Krieges-Weßlichhabere / Bürgerchafft und ganze Gemeinde / so auff jetztwährenden Reichs-Tage beruffen und versamlet seynd / thun hiemit kund und zuwissen / daß nachdem Ihr Königl. Majestät in Gnaden beliebet / uns allen vorzulesen / welcher Gestalt in denen Anno 1660. verlesenen Protocollen sich befinden sollte / daß einige mit schwären Expressionen und Calumnien Ihr. Königliche Majestät hochseligen Herrn Vater / Glorwürdigsten Andenkens / wegen zu des Reichs-Bohlsart und Sicherheit wohlgemeinten und den Geseßen gemäß gemachten Testaments / unverantwortlicher Weise angegriffen haben / nemlich daß Hochgelobte hochselige Königliche Majestät darinnen gegen dero Eydt / wider die Geseße und Dero eigene Versicherung gehandelt: weßwegen Ihr. Königl. Majestät verurtheilt / uns sämmtlich in Gnaden anzuheßeln / daß wir uns erklären / und mit unsren unterthänigsten Bedencken einkommen möchten / ob dieselbe als ehrliche Patrioten geredet haben. Gleichwie wir nun höchst beklagen / daß durch eines oder anderen Proposition und calumniose Reden / gegen einen so Hochwürdigsten König / nach dessen seligen Absterben / und bey dessen Ruhe im Grab / solches so allerdings unverantwortlich vorgelauffen seyn sollte / daß Ihr. Königl. Majestät seynd verurtheilt worden / nicht allein darnach inquiriren zu lassen / sondern auch die befundene schwere Calumnien und Verwürffe / der Stände unterthänigsten Bedencken anheim zu stellen; wir auch darneben gnugsam vermeyden können / die angeborene Liebe / so Ihr. Königl. Majestät zu Dero Herrn Vater / und desselben glorieusen Actionen tragen / und auch beherzigen / daß unsrer unterthänigen Devotion und Pflicht von uns erfordere / nicht allein unsren unterthänigen Schorsam gegen Ihr. Königl. Majestät als unsren jetzt regierenden König und Herrn / zu bezeugen / sondern auch jets unsren zu höchstseligen Königl. Majestät tragenden Respect und Ehrens-Gedächtnis zu beweisen / als die wir nicht allein in Dero Leben herzlich geliebet und geehret / sondern auch nach

Dero tödtlichen Hinterrit höchst gerühmet und beklaget; so gebühret und geziemet uns dahero nicht auff andere Weise hierüber zu erklären / als daß diejenige Persohnen / wes Stands / Conditions und Würden sie auch seyn mögen / die solche hatte und unverantwortliche Reden und Calumnien gegen Höchstseligste Königliche Majestät geführt und aufgeschossen haben / und solcher Gestalt Authores und Rädelins-Führer zu solchen ungebührlichen Expressionibus gewesen / nicht anders angesehen werden können / als für solche die Gottes Wort / Eydt und den unterthänigsten Respect (so sie einem so großen und ruhmwürdigen König schuldig gewesen) verzeßen / und daß sie deßwegen nicht als ehrliche und redliche Patrioten geredet haben / woran wir übrige Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände ins gemein und insonderheit keinen Part oder Theil nehmen / sondern solches zu ihrer Verantwortung lassen / die auf obgemelte Weise schuldig befunden werden können; und sollen dieselben ihnen selbst zum ewigen Spott und Hohn / anderen aber zu Warnung und Exempel / vor ungerechte declarirt werden. Nicht diesen erklären wir auch / daß nicht allein gemelte Protocollen / zugleich mit allen Acten / so diese Sache angehen / allerdings annullirt werden / gleich wie sie auch hiemit gänzlich annullirt und ungültig gemacht werden / sondern auch derjenige / wer sich hernachmahls unterschreiben sollte / hierauf eine Ansprach zu machen / oder auch so vernessen seyn / und sich erheben / gegen unsren allergnädigsten König und dessen Actiones oder Dispositiones etwas zu reden / derselbe gehalten werden sollte / als der da gegen seinen Eydt / Treu und Pflicht gehandelt hat. Zu mehrer Bestätigung / daß wir uns solcher Gestalt vor uns und unsere zu Hauff stehende Mitbrüder und Nachkommen erklärt haben; als haben wir nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände unserer und der anderen wegen / dieses unterschrieben / und wohlwissentlich unsere und unserer Städte und Aemter Insiegel darunter drucken lassen. Geschehen auff dem Königlischen Schloß zu Stockholm den 19. Decembr. 1683.

Dero Königlischen Majestät Rätthe und derer Stände Versicherung /

Angehend Ihr. Majestät der Königin Leibgeding und Unterhalt:

Wir nachgeschriebene Dero Königl. Majestät Rätthe und Stände / Grafen / Frey-Herren / Bischöffe / Ritterschafft und Adel / Priesterchafft / Krieges-Weßlichhabere / Bürgerchafft und sämtliche Gemeine / die zu diesem in Stockholm nunmehr wohl überhandenen Reichs-Tage seynd beruffen und versamlet gewesen / beydes für uns selbst / und auch als Bevollmächtigte von unsren an ihren Orthe zu Hauff sich befindenden Mitbrüdern; thun kund / daß nachdem der Großmächtige T. pl. Carl der XI. der Schwedens / Gothen und Wenden König etc. unser allergnädigster König und Herr / in Erwägung der zeitlichen Dinge vergänglichheit / auff allen tödtlichen Fall (den wir von Herzen wünschen / daß der allgewaltige Gott und Herr noch lange für Seine Königl. Majestät damit verziehen wolte) Ihr. Königl. Majestät Dero Herlichsten Gemahls / die Großmächtigste Fürstin und Frau / Frau Ulrica Eleonora / der Schweden / Gothen und Wenden Königin etc. Erb-Princessin zu Dänemark / Norwegen / der Gothen und Wenden etc. unsrer allergnädigste Königin / auff ihren Unterhalt / und die Einkünfte und Gelegenheiten / die Seine Königliche Majestät beider und gesaten hat / auß herzlichster Liebe und Affection Ihr. Königl. Majestät bezuzulegen und zu verschreiben / von den sämmtlichen Ständen haben wollen versichern lassen / und zu dem Ende gnädigst von uns begehret / daß wir eine solche Versicherung für uns und unsere Nachkommen geben und hinterlassen wollen: Dannachhero / weil höchstseligster Ihr. Königl. Majestät Gnade zu uns allen /

TOM VII. PART. II.

wie auch dero groffe Verdienste gegen das Reich / so wohl als unsrer schuldigster Respect und Dankbarkeit erfordert / beydes in diesem und allen anderen Dingen unsrer unterthänigste Willigkeit und Schorsam darzu thun und beweisen / wie dann auch uns dem nachzukommen / worzu Wir Ihr. Königl. Majestät unsrer allergnädigsten Königin ihrer eignen hohen Persohn wegen verpflichtet und verbunden seynd / als verobligten und verpflichten wir uns / unsere Mitbrüder und Nachkommen / bey ehrlischer treuer Treue und Glauben / hiemit außs besse und kräftigste / als geschehen kan / daß diejenige Disposition / die Ihr. Königl. Majestät unsrer allergnädigsten Königin zu Ihr. Königl. Majestät Unterhalt / noch anderen Einkünften und Gelegenheiten zu machen / und schriftlichen verfaßten zu lassen / für gut befunden haben / von uns und ermelzten Mitbrüdern und Nachkommen unverbrüchlich gehalten / in acht genommen und vollbracht / auch in keinerlei Weiß und Wege / weder jetzt noch ins künftige übertreten werden solle. Zu mehrer Vergewisserung haben wir nachgeschriebene Ihre Königlischen Majestät Rätthe und Stände unsrer und der anderen wegen dieses eingehändig unterschrieben / und wohlwissentlich unsere und auch unserer Städte und Aemter Insiegel darunter drucken lassen. So geschehen auff dem Schloß zu Stockholm den 17. Novembr. 1682.

ANNO Dero Königlichem Majestät Rätthe und der Stände Erklärung: betreffend das 4. ANNO
1683. Capitül in dem Titulo oder Rubrica von des Königs Gerechtsame in den Provincial-Gesetzen. 1683.

Wir unterschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätthe und sämtliche Stände / die auff beym allen gemeinen Reichs-Tag hier in Stockholm seynd versamlet gewesen / thun kund / dasz / nachdem Ihr. Königl. Majestät durch die Jhro so wohl von der Ritterschafft und dem Adel / als Prießerschafft / Bürgerschafft und Gemeine überlieferte Schrifften / seynd veranlaßt worden / Dero Stände unterthänigste Meynung gnädigst einzuholen / wie und welcher Gestalt das 4te Capitül von des Königs Gerechtsame in denen Provincial-Gesetzen von ihnen verstanden werde ; Und dan ferner / wie weit Krafft besagten Capituls Ihr. Königl. Majestät berechtiget seyn / das Lehen zu geben / auch wie weit nach dem 5. §. selbigen Capituls bey des Reichs grossen Drangsalen und unvermeidlicher Nothdurfft Ihr. Königl. Majestät Macht und Gewalt haben / solches entweder mit oder ohne der Stände insonderheit / vielweniger eines jeden Donatarii Consens und Bewilligung mit Rechte wider zu nehmen / und damit zu des Vaterlandes Nutz und Besen zu disponiren ? Als haben wir unsrer unterthänigst obliegenden Schuldigkeit Zufolge solches ganz genau und eigentlich überleget / und solcher Gestalt unsere unterthänige Gedanken und Meynung hierüber eröffnen solten / dasz wir es für ganz ungerathet halten / von anderer Meynung und Gedanken zu seyn / als dasz Ihr. Königl. Majestät als unser vollmächtiger König Macht und Gewalt haben / das Lehen zu geben / und die Cron-Güter unter einem oder anderen Nahmen / Titul und Condition / Donations-weis an dero getreue Untersassen überzulassen. Gleich wie nun das Lehen-geben in Ihr. Königl. Majestät Macht und

Gewalt siehet / also halten wir auch ebenmäßig dasz / dasz sie gleichfalls Gewalt haben / es mögen allodialiter oder auff andere Conditiones und Bedingen verlehnte Güter seyn / dieselbige mit allem Rechte zu widererissen / und bey des Reichs grossen Drangsalen und unvermeidlicher Nothdurfft darüber zu des Vaterlandes Nutzen und Besen zu disponiren / und dasz weder die Stände ins gemein / oder einiger Stand insonderheit / vielweniger einiger Donatarius / hierinnen zu reden / zu widersprechen / oder einzuwilligen haben / sondern dasz solches alleine von Ihr. Königl. Majestät als unsers allergnädigsten Königs und Herrn gnädigsten Belieben und Gesallen dependiret ; Und können jemandes Privilegien oder Privat-Nutzen daselbe in geringsten nicht hindern / zumahlen solches nicht mehr gelten kan und muß / als des Königs Gerechtsame und des Reichs allgemeine Wohlfarth ; Es ist aber hierbey unser unterthänigstes Beghehen und Gesuchen / dasz die Cronen-Güter und unbewegliches Eigenthumb allodialiter und zu ewigen Zeiten nicht verschonet werden mögen / welches wir dennoch Ihr. Königl. Majestät Gutbunden unterthänig anheimbisseln. Zu mehrer Beweßigung / dasz wir uns solcher Gestalt / als oben vermeldet ist / und von uns / auch unsren anheimisch seynenden Mitbrüdern und Nachkommen unverbrüchlich soll in acht genommen werden / erkläret haben ; So haben wir Nachgeschriebene Ihr. Königl. Majestät Rätthe und Stände / unsren und der anderen wegen / dieses eigenhändig unterschrieben und wohlwissentlich unsere / wie auch unsrer Städte und Aemter Insignel darunter seßen lassen. Geschehen auffn Königlichem Schloß in Stockholm den 22. Nov. 1682.

XXVII.

10. Janv. Vergleich im Nahmen Johann Georgs des Dritten Churfürsts zu Sachsen / und denen Graffen zu Schwarzburg / Albrecht Anton / Christian Wilhelm / und Anton Günther / wegen praktirung einiges von denen Graffen Reichs-Contingents / auff 3. Jahr getroffen. Worinn Jhro Churfürstliche Durchleucht versprechen / die benante Graffen währenden gefährlichen Laufften von allen Einquartirungen / Durchzügen / und Exactionen zu garantiren / auch / wann eine Bewilligung an Volk oder Geld auff Reichs-oder Creysß-Völcker beschehere / solche / statt ihrer zu stellen und zuzahlen. Dahingegen aber obbesagte Herren Graffen Jhro Durchleucht jährlich zwey und zwanzig tausend Thaler zu erlegen sich verpflichten. Geschehen zu Leipzig den 10ten Janu. 1683. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz II. pag. 659.]

C'est-à-dire.

Convention pour trois ans, entre JEAN GEORGE III. Eleveur de Saxe, & ALBERT ANTHOINE, CHRISTIAN GUILLAUME, & ANTHOINE GUNTHER Comtes de Schwarzbourg; par laquelle l'Eleveur promet de les garantir en cas de Guerre de tous Quartiers, & Passages de Troupes, & de toutes exac-

tions Militaires, comme aussi de fournir pour eux les Quotes ou Contingents qui pourroient survenir à leur charge tant en hommes qu'en argent, moyennant la somme de 22. mille écus par an qu'ils promettent de lui payer. A Leipzig le 10. Janvier 1683.

Zu wissen / Nachdem dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Georgen dem Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erß-Marschalln und Churfürsten / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggrafen zu Magdeburg / gefürsteten Graffen zu Hanneberg / Graffen zu der Mark / Ravensberg und Harby / Herrn zu Ravensstein etc. die sämtlichen Herren Graffen zu Schwarzburg / als Herr Albrecht Anton / Herr Christian Wilhelm / und Herr Anton Günther / Gevettre und Gebrüdere / der Vier-Graffen des Reichs etc. unterthänigst zu erkennen gegeben / was-massen sie die gegenwärtige gefährliche Conjunctionen / da alle Stände des Reichs in Verfassung siehen / angesehen / auch wie bey so bewandten Laufften sie mit Beytrag oder wirklicher Bequartierung nicht wohl verschonet bleiben dörfsten / räisslich erwogen / und darneben zu Verhütung dessen mit Sr. Churfürstl. Durchl. zu Sachsen wegen eines Beytrags sich zu vergleichen gemeinet wären / eröffnet / auch zugleich ein und andere Veranlassung zu solchem Ende gethan ; Als haben mehr höchstermeste S. Churf. Durchl. zu Bezeugung dero dem Gräfl. Hauff Schwarzburg zutragenden Churfürstl. Gnade / das Suchen und Vertrauen desto eher gnädigst angenommen / eine Zusammenschickung nach Leipzig beliebet / und ihrer Seiten dero Ober-Post-Marschallen / wirklichen geheimen Rätthe etc. ingleichen dero Cammer-Directoren / Herrn Friedrich Wolffen von Hagenswisch zu Spremberg etc. und Herrn Christoff Dietrich Bosen zu Frankleben und Mölbitz / etc. die Herren Graffen aber ihres Theils / den Cansler zu Sondershausen / Herrn Gustav Christian Happen / Com. Palat. Cæsar. dahin abgefertiget / welche denn nach producirter Legimation zur Conferenz geschriben / und nach angewandter fleißiger Unterredung / folgendes behandelt und verglichen :

1. Versprechen Jhro Churfürstl. Durchl. zu Sachsen etc. die Herren Graffen zu Schwarzburg / und deroer Graf-

ANNO und Herrschaften / so lange diese Tractaten stehen / von
1683. aller Einquartierung / Durchzügen / Sammel-Plätzen und
Exactionen zu garantiren / da es nöthig / zu ihrer und
der Graffschaft Bedeckung einige Troupes in selbige ein-
rücken zu lassen / jedoch / daß von ihnen / außer dem bloß-
sen Obdach / nichts gefordert / sondern der Officier und
Soldat vor sein Geld zu leben gehalten werden / dahero
auch derer Herren Grafen Erinnerungen von dem com-
mandirenden Officier jedesmahl gerne angenommen / und
der Befehlsverde / da sich einige ereignete / abgeholfen wer-
den soll.

2. Würde während Vergleichs einige Verwilligung
am Volk und Gelde auf Reichs- oder Creysß-Völcker ge-
schehen / wollen Churfürst. Durchl. zu Sachsen zc. das be-
nen Herren Grafen nach der Matricul. oder sonstigen ge-
machte repartition zunkommende Contingent der Mann-
schaft / auf ihr unterthänigstes Erinnern / jedesmahl
vor sie stellen / und ohne derselben Zutun bezahlen. Sol-
te auch / welches GOTT gnädiglich verhüte /

3. Die Contagion in solcher Zeit bey der Graffschaft
der gestalt überhand nehmen / daß ganze Städte oder
der größte Theil eines Amtes zur Abgabe ganz untüchtig
gemacht würde / und auch die Herren Grafen vor sich dar-
aus nichts erheben könnten / auf den Fall wollen ihre
Churfürstl. Durchl. solches in Consideration ziehen und
sich mit der moderation deroessen begeben / daß dero
gnädigste Zuneigung und Mitleiden / in billigmäßigiger mo-
deration zu spühren seyn solle / und wieweil

4. Die Aemter Heringen und Kelbra jederzeit mit
Thüringen nach proportion die Einquartierung tragen
müssen / so hat es dabey nochmahl sein Bewenden.
Jedoch wollen Ihre Churfürstl. Durchl. an dero Creysß-
Haupt- und Amtmann jedesmahl die billigmäßige Gleich-
heit hietinnen zu beobachten / Befehl ertheilen / und der
geklagten Ungleichheit abhelfen.

5. Hingegen versprechen die Herren Grafen zu Schwarz-
burg & Churfürstl. Durchl. / so lange dieser Tractat sie-
het / jährlich zwey und zwanzig tausend Thaler zu beza-
len / den 1sten Febr. nächst künftig zum Anfang zu sehn /
zu Ende desselben Monats die Zahlung an 1833. Tha-
ler 8. Gr. zu liefern / auch also Monatlich damit zu
continuirem / worzu denn Ihre Churfürstl. Durchlaucht.
denen Herren Grafen / wenn dero Unterthanen und Va-
sallen säumig wären / durch militairische Execution an die
Hand zu gehen / gnädigst erbötig.

6. Soll dieser Vergleich von gedachtem 1. Febr. nächst
künftig anzurechnen seyn / und drey Jahr / nehmlich bis
zum 1. Febr. 1686. continuirem / es wäre denn / daß
durch des Allerhöchsten Gnade binnen dieser Zeit mit der
Eron Frankreich der Friede erfolgte / und der Friede ge-
schlossen würde / auff welchen Fall diese Abgangung und
reciprocirliche præstation, so dann zugleich ipso facto
cessiret. Alles gereneulich und sonder Geschehe.

Zu Urkund haben die Churfürstl. Sächs. auch Gräfl.
Schwarzburgische anwesende Abgeordnete / bisz auff ihrer
resp. Durchlauchtigsten gnädigst / und gnädigen Herren
Principalen Ratification, diesen Vergleich unterschrieben /
und mit ihren Adlichen angehörenden auch gewöhnlichen
Persohnen bekräftiget. Und ist jedem Theil ein Ex-
emplar ausgestellt worden. Geschehen zu Leipzig den 10.
Jan. 1683.

(L.S.) Friedrich Adolph von Haugwitz.

(L.S.) Christogh Dietrich Wose.

(L.S.) Gustav Christian Nappe.

XXVIII.

14. Janv. Recels zwischen Ihre Kaiserliche Ma-
jestät Leopold, und Seiner Fürstlichen
Durchlaucht Ernest August Bischoff
zu Osnabrück / und Herzog zu
Braunschweig-Lüneburg aufgerichtet /
damit die Intendirte heylsame Reichs-
Verfassung zur wirklichkeit gebracht /
mittelfst dessen der Friede im Reich
nach Inhalt der Münsterischen und
Nimwegischen Tractaten aufrecht er-
halten / und alle Glieder zc. Hanover
den 14. Januarii 1683. Nebst des Her-
TOM. VII. PART. II.

zogss Ratification vom 20. Jenner ANNO
1683. [Tiré de la Registrature d'Etat 1683.
de la Chancellerie de la Cour de Sa
Majesté Imperiale.]

C'est-à-dire,

Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale LEO-
POLD & le Serenissime Prince ERNEST AU-
GUSTE Evêque d'Osnabrück Duc de Brunsvic-
Lunebourg, en conformité & en execution des
Résolutions salutaires de l'Empereur & de l'Em-
pire, pour la défense de la Patrie, & pour y con-
server par ce moyen la Paix & la liberté selon
la Teneur des Traités de Westphalie & de Nime-
gue. A Hanover le 14. Janvier 1683. Avec
la RATIFICATION du Prince, Evêque
d'Osnabrück. A Hanover le 20. Janvier 1683.

En Gottes Gnaden Wir Ernst August / Bi-
schoff zu Osnabrück / Herzog zu Braunschweig
und Lüneburg zc. Urkunden hienit und be-
kennen; Demnach zwischen dem Allerdurchleuch-
tigsten / Großmächtigsten / und unüberwindlichsten Fürsten
und Herrn Herrn Leopold / Erleuchten Römischen Kaiser /
zu allen Zeiten Meistern des Reichs / in Germanien / zu
Hungarn / Böhheim / Dalmatien / Croatien und Slavon-
ien König / Erz-Herzogen zu Oesterreich / Herzogen zu
Burgund / Brabant / Steyer / Cärnthen / Crain / Lükem-
burg / Württemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Frie-
slen zu Schwaben / Marggraffen des Heiligen Römischen
Reichs / zu Burgun / Nürbern / Ober- und Nieder-Lausniz /
Gefürsteten Grafen zu Habsburg / Tyrol / Fürt / Ky-
burg / und Görz / Landgrafen in Elßaz / Herrn auff der
Windischen Mark / zu Portenau und Salins zc. und
Uns / zu des allgemeinen Reichs Seidlichkeit / Wohlfahrt
und Defension, insonderheit zu auffrecht-Erhaltung des
Westphalischen / und darauf gegründeten Nimmegischen Frie-
dens / durch beyderseits darzu bevollmächtigte Ministros
abgeredet und geschlossen worden / allermaßen der darüber
errichtete Recels von Wort zu Wort lauter / wie fol-
get.

Zuwissen seye hienit / nachdem die Römische Kaiser-
auch zu Hungarn / und Böhheim Königliche Majestät in
sorgfältiger allergnädigster Ermengung des gefährlichen Ge-
meinen Zustands / zu auffrecht-Erhaltung des Westphäli-
schen / und darauf gegründeten Nimmegischen Tractaten
Friedens / auß Reichs-Väterlicher Liebe und Vorseh-
gut zu seyn erachtet / sich gegen alle androhbende Gefahr
und Vorbruch / sutenahlen die zu Regensburg bewilligte
allgemeine Reichs-Verfassung zu gehöriger Wirklichkeit
noch nicht gelangen ist / mit einigen Ständen im Reich /
welche zur gemeinen Defension vor anderen alßson ge-
fäßt / und in Bereitschaft sehn (doch ohne hiedurch
denen künftigen allgemeinen Reichs-Conclusis zu dero-
giren) zusammen zusehn; und dan / nach gegessener
Communication befunden haben / daß der Hochwürdig-
ste / Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Ernst Au-
gustus Bischoff zu Osnabrück / Herzog zu Braunschweig
und Lüneburg zc. in trenn-eisiger Patriotischer Höf-
fshinlicher Wohlmeinung zu solcher Kaiserlicher gnädig-
sten Intention zu concurriren allerdings geneigt / bereit
und erbietig seye; daß demnach zwischen Allerhöchste-
dachter Römischer Kaiserlicher Majestät und höchst-
nauter Ihrer Durchlaucht von beyderseits darzu Be-
vollmächtigten Gesandten solche Zusammenfügung abge-
handelt und verglichen seye / wie folget:

1. Sollte der Zweck dieser Zusammenfügung seyn / damit
die von der Kaiserlichen Majestät und dem Reich vor-
längst intendirte heylsame Reichs-Verfassung bey gegen-
wärtigen gefährlichen und geschwinden Läuften / auff
Eingangs besagte Maß / endlich zur Execution und
Wirklichkeit gebracht / und mittelst dessen der Friede im
Reich / nach Inhalt des Münsterischen / und darauf fun-
dirten Nimmegischen Tractats / aufrecht erhalten / die
Contraventiones abgeseßet / und alle thätliche Stö-
rungen / Evacuationes, Invasiones, Turbationes, Ge-
walt / und widerrechtliche Zumuthungen von dem Reich /
dessen Ständen und Gliedern mit Nachdruck abgewen-
det / dieselbe hingegen bey der wohlhergebrachten Teutschen
Libertät / Rechten und Gerechtigkeiten / in Fried / Ruh /
und Sicherheit manutreniet werden können und mögen.
G 2 II.

ANNO 1683. II. Zu welchem Zwecke an Ihre Durchleucht inclusive Ihres zu einer Reichs-Armée von sechzig tausend Mann zufließen habenden Contingents / ein Corpo von zehn tausend Mann / als sieben tausend zu Fuß / und drey tausend zu Pferd / die Dragoner darunter begreifen / oder aber sechs tausend zu Fuß / drey tausend zu Pferd / und fünfzig hundert Dragoner / alles Geworbenen / guten und wohlgezüchteten Volcks / inclusive der prima Plana, ohnverzüglich der gestalt zufließen annehmen / wie in dem hernach folgenden vierzehenden Articuli determinirt.

III. Und damit dieses Corpo so viel und so bald möglich verstärkt / und eine zünftige Armée, wo möglich / wenigstens von zwanzig tausend Mann daraus formirt werden könne / wollen zwar Ihre Durchleucht sich aufrüß bemühen / ohne sich doch zu dem Effect zu obligiren / nicht allein die übrige Glieder Dero Durchleuchtigsten Hauses / daß Sie Ihre und anderer Reichs-Stände / etwa übernehmendes Contingent in der Reichs-Verfassung mit Ihrer Käyserlichen Majestät gnädigster Bewilligung diesem Corpo an Mannschafft ohnverweilt beysügen mögen / sondern auch noch einige andere Mit-Stände / daß Sie gleichfalls Ihr Contingent zu solchem Corpo stoßen lassen / zu disponiren. Es wollen aber Ihre Käyserliche Majestät zu solchem Ende / und zu mehrer dessen Facilitirung / damit es förmlich unter dero allerhöchsten Autorität und Maßnahmen gebrührend beschehe / an die Stände so darzu in Vorschlag kommen / allergnädigste Requisitionales ertheilen / und Ihres Allerhöchsten Orts es dahin / damit auch andere Stände mehr zu dergleichen sich versehen mögen / dirigiren.

IV. Zu diesem ganzen Corpore wollen Ihre Durchleucht den General-Staats und in Ihrem absonderlichen Corpore der zehn tausend Mann / auch die Regimenter alles mit guten erfahrenen / Ihrer Käyserlichen Majestät und dem Reich sowohl / als Ihrer Durchleucht getreue Officiers fourniren / auch die zu gebührem Ihrem Corpo der zehn tausend Mann benötigte Geld-Artillerie mit allem Zubehör hergeben / massen auch die associirte Stände ihren conjungirten Truppen die proportionirte Artillerie, und deren Zubehör beysügen zu des Reichs Diensten sich nicht entziehen werden.

V. Mit diesem Corpo verbinden sich Ihre Durchleucht zu dem in dem ersten Articuli ausgedrucktem Ende / und also an solchen Orten zu agiren / alldro / und wie die Kriegs-Operationes zuzuführen / von denen sämlichen commandirenden Häubtern zu Anfang der Campagne concertirt / und darauff notwendig allzeit von Ihrer Käyserlichen Majestät approbit / und gut befunden werden solle; massen das ganze Werk unter Ihrer Käyserlichen Majestät Direction stehe; doch daß Ihre Durchleucht Corpo, wan es die Kriegs-Raision nicht anders erfordert / am unteren Rhein-oder Mosel-Strohm gelassen werden solle / sie auch Ihre unterhabende Mannschafft einiger ausländischen Cron oder Potenz zu Hülf zuführen / oder zuziehen so wenig obligirt / als befrugt und bemächtigt seyn sollen; Es seye dan das letztere mit Vorwissen oder Gut-befunden Ihrer Käyserlichen Majestät / oder daß des Gemeinen Raths Besche einm in der nahe stehenden Allürten / bey einer vorhabenden Importanten impresa, oder andringenden Gefährlichkeit zu succurriren erfordert / und die Zeit nicht erliehe / Ihrer Käyserlichen Majestät Approbation darüber einzuholen.

VI. Wollen Ihre Durchleucht zu keiner Zeit obligirt seyn / Ihre eigene Völker eines anderen Commando zu untergeben oder zu theilen; Sondern es sollen sowohl die Truppen / welche Ihre Käyserliche Majestät aus den Ihrigen darzu zuflößen / allergnädigst gut finden möchten / als diejenige / welche ein oder andere Stände / zufolge des dritten Articuls hinzufügen werden / unter Ihrer Durchleucht Commando stehen.

VII. Ihrer Käyserlichen Majestät siche bevor / dieselbe Völker / wan sie sich auß Ihrer Durchleucht landen / wie auch alle Jahr bey angenehmen Weidung aus den Quartiren moviren / mustern zulassen / dabey einen Ministern zuzulassen / welcher mit dem Kriegs-Rath gezogen werden / und über die vornehmende Operationes, nach Dero Käyserlichen Intention mit consiliren / doch Ihrer Durchleucht da / und so lang Sie mit diesem Corpo absonderlich agiren / das Votum decisivum (in so weit dasselbe auff den Effect des gemachten Haupt-Contractis collimirt) allein vorbehalten seyn solle. Wan aber sich eine schleunige Occasion zu Beschuff der gemeinen Sach etwas Gutes auszurichten / zeigen würde / und die Zeit nicht erleyden wolte / mit den übrigen Commandirenden Häubtern daraus zu communiciren / solchen falls hat es nicht die Meynung / daß Ihrer Durchleucht alsdan

ANNO 1683. die Hände dergestalt gebunden seyn sollen / daß Sie solche Gelegenheit / in so weit dieselbe auff das Ziel des gemachten Haupt-Contractis abstehe / aus Händen sollen gelassen lassen müssen.

VIII. Dasein aber Ihrer Durchleucht unterhabendes Corpo zu der Käyserlichen oder anderer Reichs-Armeen stoßen solle / bleibe Ihrer Durchleucht zwar das Commando darüber einen Weg als den anderen / es wäre dan / daß Käyserliche Völker mit darunter begreifen / welche im Fall der Conjunction, so lang dieselbe währet / zur Käyserlichen Haupt-Armée billich gehören / es müssen aber unter denen sämlichen commandirenden Häubtern mit gutem Vertrauen und Harmonie in ordentlichen Kriegs-Rath / die Kriegs-Actiones concertirt / und folglich geführt werden.

IX. Ihre Käyserliche Majestät wollen bey denen Ständen / so nach Ertrag Ihres Reichs-Contingents Ihre Völker auff deroelben gut finden / und Requisition unter Ihrer Durchleucht Corpo und Commando stellen / daran seyn / daß Sie Ihre Officiers und Gemeine / damit scharffe Ordre und Discipin gehalten werden könne / richtig bezahlen / auch Ihre Truppen / weder im Sommer noch Winter zurück fordern / sondern dieselbe allzeit unter Ihrer Durchleucht Commando, an denen Hertheren auch recroutiren und zahlen lassen / wo die Kriegs-Raision es erheischt / und des Vaterlands Dienst und Bestes erfordert / auff daß die Kriegs-Operationes nicht geheimet werden mögen.

X. Wan Haubtelagerungen sollen vorgenommen werden / wollen Ihre Käyserliche Majestät die Benachbahrte Stände zu Verschaffung und Darreichung des schwärzen Geschützes / wie auch das gesamte Reich / daß die Verlagerungs-Kosten / mieths einer absonderlichen Anlage / beysgebracht werden mögen / allergnädigst requiriren / zumahlen von Ihrer Durchleucht Dero Beschuff ein mehrers / als dero Reichs-Quota nicht erwartet werden kan / noch solle.

XI. Dahingegen sollen die mit diesem Corpo recuperirende Herther dem oder denenjenigen Ständen unter Ihrer Käyserlichen Majestät und des Reichs Oberbottmäßigkeit restituirt werden / welchen dieselben vorhin zugehört / und entzogen seynd / jedoch mit diesem Verstand / daß unter Käyserlicher Majestät allergnädigster Genehmigung die Restitutio nicht ehe zu geschehen / bis die Ratio Belli es zulassen könne.

XII. Wan dieses Corpo von einem Orth im Reich zum anderen marchiren solle / ist der Durchleucht nach dem Reichs-Constitutionibus, und der Kriegs-Raision einzurichten / auch ausser dem Obdach / und Rauchs-Futter das geringste / wie es Maßnahmen haben möge / nicht zu präzendirten / weniger zu exigiren / gleichwohl aber auch derselbe / unter Ihrer Käyserlichen Majestät allerhöchsten Autorität / allenthalben frey / offen / und ungehindert / doch ohnmaßtheilig zu verlasten.

XIII. Herentgegen haben Ihre Käyserliche Majestät und Ihre Durchleucht in Dero guten Intention zu statuiren / so wohl zu einiger Erhaltung der verschoffenen Werk- und zeithero angewandter Unterhaltungs-Kosten / als künftig zu Sublevation der Monatlichen Verpflegung des Corpo der zehn tausend Mann mit aller Zugehör desselben allergnädigst zugesagt und versprochen / daß Sie Ihre Jährlichen und alle Jahr / so lang dieser Tractat währet bey denjenigen Ständen / welche Ihre Mannschafft selbst nicht gestellet / eine ergebige Summe assigniren / Dero Käyserliche Anweisungs- und Requisitions-Schreiben aber nicht ausantworten lassen wollen / bis die Kriegs-Actiones, es seye defensiv oder offensiv wirklich anfangen werden.

XIV. Damit aber solche Zeit abzuwarten / und in zwischen die Last des Unterhalts allein zuragen / Ihrer Durchleucht nicht zu schwer fallen möge / versprechen Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst hiemit / daß Sie deroelben für erst zum Subsidio solcher Zuwartung auff drey Monath von der Ratification dieses Tractats anzurechnen fünfzig tausend Reichsthaler ex proprio reichen / und zwar die Helffte so fort bey der Ratification dieses Tractats / die andere Helffte aber sechs Wochen hernach auszahlen lassen wollen. Dagegen Ihre Durchleucht sich obligiren so fort von Zeit der Ratification anzu-

* Assigniren wollen 700000. Reichsthaler / und zwar der gestalt / daß Sie davon idem Monath 58333. Reichsthaler 30. Kreuzer zu erheben haben sollen / massen die von Ihrer Käyserlichen Majestät zu dem Ende benannte Stände dienenden in einer absonderlichen mit unterschriebenen Designation lit. A. specificirt.

ANNO
1683.ANNO
1683.

anzurechnen / für erst sieben tausend Mann / nemlich fünf tausend zu Fuß / und zwey tausend zu Pferd / zu Marche parat zu halten / und das Supplementum zu den obbesagten zehn tausend Mann / gleich nach Ablauf sechs Wochen / nach solcher Marche gleichfalls insellen / dafern nun in der Zeit der drey Monath die Sachen noch nicht in solchen Zustand kommen / daß die Marche Ihrer Durchleucht Völker mit Ablauf der drey Monath zu Werk richten / wollen Ihre Kaiserliche Majestät Ihre Durchleucht zeitig vor deren Endigung / der Zuwartung halber mit weiterer Satisfaction / nach Proportion vorgemelter fünfzig tausend Reichsthaler versehen / Ihre Durchleucht hingegen mit Parat-Haltung der sieben tausend Mann für erst / und in der Obligation das Supplementum zu zehn tausend Mann / gleich nach Ablauf der sechs Wochen nach der Marche insellen / continüiren. Sobald es aber zur wirklicher Movierung kommen sollte / * nant der Effect der in vorgedehnten Artikel bedeyter Kaiserlichen Anweisung und Requisition-Schreiben seinen wirklichen Anfang.

XV. Und übernehmen Ihre Kaiserliche Majestät zu solcher Abstattung nicht allein die assignierende Stände gnädigst zu vermögen / sondern übergeben auch Ihrer Durchleucht die freye Execution auff das gesamte assignierende Quantum / und so lang sich / Vermögen dieses Tractats / ein Nachstand ersinden wird. Ihre Kaiserliche Majestät wollen sich zwar nicht versehen / daß einiger Abgang an dem assignirten Beytrag sich finden werde / gestalt Sie um Ihre Durchleucht dessen wirklich habhaft zu machen / Dero Autorität nachdrücklich zu interponiren / und alles zutun erzieht und bereit seynd / was Ihr Höchstes Kaiserliches Mpts dinstals mit sich bringet / dafern jedoch solcher Gestalt das intendirte Quantum nicht zureichend seyn / sondern ein Abgang sich zeigen würde / den Ihre Kaiserliche Majestät durch Dero Autorität nicht remediren können / wollen sie dafür nicht einsehen / noch zur Indemnification oder Satisfaction verbunden seyn / dagegen auch solchen falls Ihre Durchleucht das volle Quantum der zehn tausend Mann zu unterhalten nicht obligirt seyn / sondern Ihre bevorzehen solle / selbige nach Proportion des abgehenden Beytrags zu reduciren.

XVI. So reserviren auch Ihre Kaiserliche Majestät dabey per expressum / daß in der assignierenden Stände / landen / die Residenten / Besungen / Schloßer / Stätte / und dergleichen bewehrte Dörffer / doch daß Sie sich zu dem assignirten Beytrag gutwillig bequemen / von Einquartirungen frey / und zu völliger Disposition der possedirenden Ständen und Herrschaften / und ein jeder deren bey dem gebührendem Respekt / absonderlich aber auch die Religion / und deren Exercitium / Geistliche Güter / und sonst alles nach denen Friedens-Instrumenten in salvo erhalten / und in statu quo ohnperturnirt gelassen werden.

XVII. Dahingegen versprechen Ihre Durchleucht / daß Sie Dero Truppen / ohne jemandes Beschwerde selbst bezahlen / Winter und Sommer unterhalten / auch auf Dero eigene Kosten (ebeninsal) recruiern / auch so wohl im Feld / als auff Marchen / auch in Stätten / und Dörffern / wo sie / der Kriegs-Ration nach / verlegt werden möchten / für Ihr bahres Golt zehren / außer dem blossen Obdach und rauch Futter (worunter das Fouragiren / wan die Truppen im Feld stehen / der Unmöglichkeit nach / mit begriffen) von niemanden ohne Bezahlung etwas pretendiren / jedweder Landesherr aber willig seyn solle /

* Nehmen die Assignationes auff die jährliche 700000. Reichsthaler oder 58333. Reichsthaler 30. Creutzer monatlich ihren Anfang / und damit Ihr Durchleucht wegen des vorgedehnten Vorschlusses auch einiger Ersättigung sich zu erfreuen haben mögen / so sollen / nach des Reichs-Beruhigung oder Frieden / die obgemelter massen ertheilende Assignationes auff so viel Stände / als monatlich 21000. Reichsthaler austragen / noch 6. Monat währen / und zu solchem Besueß uebt denen Assignationen die Anweisungs- und Requisitions-Schreiben an so viel Stände / nach Inhalt der auch mit unterschriebenen Designation lit. B. von welchen monatlich 16000. Reichsthaler erfolgen können / überantworten lassen / und sollen selbige bis zu erfolgender wirklicher Movierung der Völker aus Ihrer Durchleucht landen / lassen und bezahlt werden. Falls aber Ihre Kaiserliche Majestät noch nicht gut befinden / diese Interims-Assignment nach Ablauf der vorgemelten 3. Monathen in Effect setzen / wollen Sie Ihre Durchleucht zu 16000. Reichsthaler so viel aus der gewisser als zu Compilung derührter Summe nöthig / zugehau werden.

auff Requisition / die Lebens-Nothdurft für Menschen und Pferd um billigen Kauff / und wo möglich um einen durchgehends im Reich anordnenden gleichen Preis und Taxa anschaffen zulassen.

XVIII. Zum wenigsten aber wollen Ihre Durchleucht für diese zehn tausend Mann / noch unter einigem Prätext von Ihrer Kaiserlichen Majestät oder den Reichs-Ständen und Gliedern einige weitere Anlagen / Quartier / oder sonst etwas / wie es Mahmen haben möchte / fordern.

XIX. So wollen Ihre Durchleucht auch der Ihre assignierende Stände mit diesem Corpo / so viel möglich / und so gut als Ihre eigene Lande / gegen Gewalt zu defendiren / verbunden seyn.

XX. Wan einige Contributiones ex hostico mit diesem Corpo solten behauptet werden / seynd Ihre Kaiserliche Majestät zufriden / daß dieselbe Ihrer Durchleucht ohne Ringierung Ihrer Assignationen / und denen so Ihre Truppen mit Ihr conjungiren lassen / nach Proportion verbleiben.

XXI. Dafern Ihre Durchleucht mit Spanien / England / oder Holland / oder sonst jemanden ein diesem nicht zuwider laufendes Foedus / zu des Gemeinen und mithin des Reichs Besten Beförderung treffen / und zu dessen Vollziehung noch ein ander Corpo formiren würde / solle Ihr solches frey seyn / und von Kaiserlicher Majestät darin keine Hinderung gethan werden : Wofen aber höchstgedachte Ihr Durchleucht das in diesen Foedere versprochenes Corpo von zehn tausend Mann ganz / oder halb denen Reichs-Allirten außer Teutschland zuführen wolten ; soll darüber in alle Beeg vorher Ihr Kaiserlichen Majestät Consens / und Einwilligung erfordert werden. Und falls Ihre Kaiserliche Majestät denselben ertheilen würden / cessiren die von Ihrer Kaiserlichen Majestät Ihrer Durchleucht ertheilten Assignationes / nach Proportion der ansiehenden Truppen ; Es seye dann / daß es anders verglichen werde. *

XXII. Dahingegen bleiben auch Ihre Durchleucht verbunden / wan es Ihre Kaiserliche Majestät oder des Vaterlands Noth oder Dienst erforderen / das Corpo wiederumb auff dem Teutschen Boden zuführen.

XXIII. Ihre Durchleucht seynd ganz willig / und erbietig / so wohl auff diesen Deputations-als Reichs-Creis / und anderer Conventen / mit Ihrer Kaiserlichen Majestät zum Besten des Reichs ansehenden heylsamen Intentionen über alle Occurrentien vertrauliche Communication pflegen / und mit denselben die Vora und Meynungen concertiren zulassen.

XXIV. Wan es zur wirklichen Kriegs-Action und Ruptur wird kommen seyn / solle kein Theil ohne des anderen Bewilligung / auch Restitution dessen / das ein oder anderer / da Gott vor seye / an Land und Leuten bey dem Krieg verlihren möchte / Fried oder Stillstand machen / noch ohne des anderen Participation sich darüber in Tractaten einlassen / und damit Ihrer Durchleucht durch Ihre Ministros zu concurriren auf keinerlei Weis schwer gemacht werden möge ; So wollen Ihre Kaiserliche Majestät die allergnädigste Verordnung ihren Ambassadeurs mitgeben / daß Sie bey Ihnen / oder sonst keinen solchen Unterschied vorgehen lassen sollen / so Ihre Durchleucht Dignität nachtheilig seyn solle könne.

XXV. Wofen auch Ihre Durchleucht / aus was Ursachen / und unter was Prätext es geschehen möchte / in dero eigenen Landen angegriffen werden / oder auch die Creiß / worin dieselbe gelegen / oder die von Ihrer Kaiserlichen Majestät Ihrer Durchleucht assignirte Stände in Gefährlichkeit gerathen solten / erklären Ihre Kaiserliche Majestät sich dahin / daß Ihre Durchleucht solchen falls nicht allein einen Theil Ihrer Truppen / oder auch das ganze Corpo der zehn tausend Mann / zu deren Defension dahin abführen mögen / sondern wollen auch denselben nach aller Möglichkeit / so wohl selbst assistiren / als möglichst beistehen / daß es durch andere / so direct als durch Diverfion geschehe ; Dahingegen Ihre Durchleucht auch Ihrer Kaiserlichen Majestät in fall sie atquirirt werden möchten / gleichfalls mit Ihrem Corpo der zehn tausend Mann nach Proportion der Gefahr / so lang Ihre Durchleucht obgedachter Assignationen gemessen /

G 3

* Was aber Ihrer Durchl. in Recuperirung des Vorschusses auff 6. Monath nach dem Frieden Art. 14. accordirt / solches solle derselben einen Weg als den anderen allerdings zustatten kommen / und bevorzehen / und zu exequiren erlaubt seyn.

ANNO 1683. müssen/ getrenntlich und unverkürzlich zur Hand stehen/ und unter die Arm greiffen wollen.

XXVI. Dieser Tractat solle dauern/ und beyderseits verbindlich seyn/ bis der ietz dem Reich gleichsam androhende Krieg geendiget/ oder dardurch/ oder sonst der Teutsche Fried/ nach Inhalt und wahren Verstand des Westphälischen/ und darauf gegründeten Rimmwegischen Tractats auff Maßz und Weisz/ wie es von von Ihrer Kaiserlichen Majestät und dem Reich wird verglichen werden/ versichert/ und also die in Articulo primo exprimirte Zweck dieser Zusammensehung durch Gottes Gnad würcklich erreicht seyn wird. Gestalt dan Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst verwilliget/ daß bis dahin auch die Verbindlichkeit dieses Tractats sich auf Ihrer Durchleucht Posterität und Succession an der Regierung erstrecken solle.

XXVII. Die Ratificationes dieses Tractats sollen zu Wienn innerhalb vier Wochen gegen einander ausgewechselt werden.

Dessen zu Urkund seynd zwey gleichlautende Exemplaria darüber verfertigt/ von denen hierzu Deputirten so wohl Kaiserlichen Herrn Commissarien/ als mehr höchstbesagter Ihrer Durchleucht Gewollmächtigtem unterschrieben und bezeuget worden. Actum Wienn den vierzehenden Januarii Anno sechszehenhundert drey und achzig.

(L.S.) J. P. Focher Frey-Herr.

(L.S.) Leopold Wilhelm Graff zu Königsegg.

(L.S.) Frey-Herr von Falkenhann.

Daß wir demnach veralerirten Recess in allen seinen Punkten und Clausulen/ und dessen gangen Begriff bestättigt/ genehm halten und ratificirt haben; Thun das selbe auch hiemit dergestalt/ und also/ daß wir demjenigen/ was wir/ Krafft desselben zu præstiren/ und zu thun übernehmen/ allerdings gelehen und nachkommen wollen/ alles getrenlich und ohne Gesefrde. Urkundlich haben wir diese Ratification mit unserm Handzeichen und neben gedruckten Inssigel besetzt. So geschehen in unser Residenz-Stadt Hannover den zwanzigsten Tag Januarii Anno sechszehen hundert drey und achzig.


(L.S.) Ernst August.

XXIX.

26. Janv. Defensiv-Alliansz zwischen Ihro Römischen Kaiserliche Majestät Leopold, und Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bayern Maximilian Emanuel, zu des Heiligen Römischen Reichs/ und darinnen stuurter eigener respective Königreiche/ Länden und Herrschaften nützlichster Beschüzung geschlossen den 26. Jenner 1683. [LONDORP II Acta Publica, Tom. XI. Libr. XII. pag. 536.]

C'est-à-dire.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur des Romains, & MAXIMILIEN EMANUEL Electeur de Baviere, pour la defense de l'Empire, & pour celle de leurs Royaumes, Etats, & Seigneuries qui y sont situés. Fait le 26. Janvier 1683.

 Einmach beand/ in was gefährlichen Stand das R. Röm. Reich/ und respective die ganze Christenheit/ wegen der anreingenden Türcken- und andern Gefahr verliere/ und daher die höchste Noth erfordere/ daß sich Haupt und Glieder zu gemeinsamen Conferenzen auff das getreueste miteinander wahrnehmen/ und alle Kräfte zusammen setzen;

So haben Jh. Kayserl. Majest. und Churf. Durchl.

ANNO 1683. folgendes Foedus Defensivum zu keines Menschen Offension, sondern einig und allein zu des Römischen Reichs/ und darinnen stuurter eygener respective Königreichen/ Länden und Herrschaften nützlichster Defension geschlossen/ also daß

I. Diese Verbindung kein anders Ziel und Ende haben solle/ als daß man beyderseits des Römischen Reichs Ruhe und Wohlstand/ neben dem Westphälischen und Rimmwegischen Frieden erhalten/ dann die allgemeine Reichs-Verfassung nach Inhalt der ergangenen/ oder noch ergehenden Reichs-Schlüsse/ auff alle Weise besorden/ und indessen/ bisz ermelder Reichs-Verfassung in seinen Stand und Perfection kompt/ mit und sampt andern jetzigen und künftigen Allirten fremdben Gewalt und Einbruch möglichst verhindern helfen.

II. Zu dem Ende forderst dahin zu sehen/ auch aller Fleiß und Eyser anzuwenden ist/ daß die Friedens-Tractaten mit der Kron Frankreich zu Regensburg continuirt/ und dabey solche Conditiones erhalten werden/ welche billich/ und obgemeltem Westphäl. und Rimmwegischen Frieden gemäß seyn.

III. Im Fall aber die in nächst-vorhergehenden Punkten erwähnte Conditiones wider alles Verhoffen nicht zu erhalten wären/ sondern von der Kron Frankreich die so genannte Reuniones, præjudicirliche Attention und Usurpationes im Röm. Reich vorgenommen werden wolten/ haben Jhro Kayf. Maj. und Churfürstl. Durchl. sampt andern Allirten conjunctis viribus möglichst darob zu seyn/ daß bemeldter Gewalt abgetrieben/ und ein jeder bey seiner Gerechtsame und Possession gelassen werde; Deswegen

IV. Ihre Kayserl. Majestät in Dero Ober- und Nieder-Oesterreichischen Länden/ über die in Böhmen stehende Völker dermahln/ und bisz die Türcken-Gefahr vergeht/ auch 15000. Mann/ als zwey drittel zu Fuß/ und ein drittel zu Pferd/ mit allen und eben nothwendigen Kriegs-Requiriten dergestalt beständig unterhalten wolte/ daßz hiervon 5000. Mann in die Besatzungen gelegt werden/ die übrigen 10000. Mann aber im Feld verbleiben/ welche sämptlich mit und neben Jhro Churfürstl. Durchleucht eygenen und andern Allirten Völkern das liebe Vaterland Teutscher Nation, und darinnen gelegene eygene Lande/ Graf- und Herrschaften/ wider alle Invasiones und Violentien möglichst bedecken/ schützen und sichern sollen.

V. So seyn aber Gott die Türcken-Gefahr abwenden/ und immittelst der Reichs-Frieden wider alles bessers Verhoffen nicht stabilirt seyn würde/ obligirten sich Jh. Kayserliche Majestät/ über oberwachte 15000. Mann noch ein anders considerables Corpus zu verstandenem Ende der gemeinsamen Defension ins Reich zu schicken/ und bisz zu dessen nicht stabilirten Frieden zu unterhalten.

VI. Dabey absonderlich bedungen worden/ daß Jh. Kayserliche Majestät St. Churfürstl. Durchl. Lande/ Graf- und Herrschaften nicht allein mit feinen Quartieren, oder andern Exactionen, wie es Namen haben möge/ jemahls beschwären/ noch andere beschwären lassen/ sondern noch dazu mit denen Durchzügen/ so viel es immer möglich/ zu verschöneren.

Da aber erigemelte Durchzüge unvermeidlich/ und nicht zu evitiren wären/ dieselbige solcher Gestalt wahrnehmen lassen wollen/ daß der kürzeste Weg durch die Chur-Bayerische Lande und Herrschaften genommen/ alles fleißig bezahlt/ und scharffe Disziplin gehalten/ auch in allem denen Reichs-Constitutionibus hierinnen nachgelebet werde.

Im übrigen Jh. Kayserl. Maj. St. Churfürstl. Durchl. alle ermeßliche Excessen und Schaden/ welche nicht etwa auß Noth und Unumbgänglichkeit der marchirenden Völker geschehen/ zu rekandiren/ dargegen auch Jh. Churfürstl. Durchl. Jhre Kayserl. Majestät ein gleichmäßiges durchgehends versprechen.

VII. Obligiren sich Jh. Churfürstl. Durchleucht mit 8000. Mann/ als 5000. zu Fuß/ und 3000. zu Pferd/ mit Einschluß der Dragoner/ außser die Kreysz-Völker/ sampt allen dazu gehörigen Requiriten parat zu stehen/ damit sie sich auff dem oben im dritten Article gestekten und ereygneten Fall/ mit denen Kayserlichen und andern Allirten Völkern defenitive würcklich conjungiren können.

VIII. Jedoch solle Jh. Churfürstl. Durchl. das Commando über dero Völker allezeit verbleiben/ also zwar/ daß wann schon die Conjuratur würcklich erfolgt seyn wird/ die Kayserlichen Generals und Officiers dannoch über die Chur-Bayer. Völker keine Gewalt oder Commando haben/ sondern mit und neben denen conjungirten

ANNO 1683. Allirten gesambter Hand deliberiren / und was nach Gestalt der Conjunctionen zu thun oder zu lassen / zu ratheylagen / deswegen auch eine gemeinsame Abrede geschehen solle. Indessen ist

IX. Beschieden beliebt worden / dasz allezeit derjenige / in dessen Landen die Kriegs-Operation geschicht / das Directorium cum Voto Decisivo, wann die Vota paria seyn / haben solle.

X. Auch dasz Sr. Churfürst. Durchl. befügt seyn solle / dero Völker von dem Corpo zu eigener Defension zu deputiren / wann sich der Feind vertheile / und theils Völker in die Chur-Bayerische / theils aber in andere Lande abmarchiren lassen würde; dabey die Kayf. jedesmahl nach aller Möglichkeit getreulich assistiren / und den Feind auß denen Churf. Landen und Herrschaften abtreiben helfen / welches Detachement und Assistenz reciprocum zum Schutze der Oesterreichischen Lande geschehen solle.

XI. Damit aber dieser Succurs und Assistenz den Beträngten nicht beschwerlich falle / soll von dem Succurrenten alles / außer des Obdachs und der rauchen Unterstützung / umb billigen Werth treulich bezahlt / in übrigen aller erweisliche Kosten und Schäden / innaffen im 6. Article gemeldet / refundirt werden. Wie dann auch

XII. Auff alle Weise zu präcaviren / dasz andere Reichs-Stände mit Durchzügen / Einquartierung und andern Pressuren, wider die Reichs-Constitutionen und Executions-Ordnung nicht gravirt, sondern denselben fleissig nachgelebt werde.

XIII. Soll von keinem Theil wider dieses Foedus idt, was präjudicialisch gehandelt / noch einiger Friede / Stillstand der Waffen / oder Krieg / ohne des andern Wissen und Willen tractirt, viel weniger geschlossen werden / sondern allein communi consensu, wie es unter sociis belli & Pacis gebräuchlich / geschehen / und sich ein jeder anlegen seyn lassen / des andern Nutzen zu befördern / und den Schaden zu wenden; nicht weniger über alle Vorfallenheiten verrenlich und zeitlich zu communiciren / damit die notwendigen Consilia conjunctim tempestivè geschöpft und exequirt werden mögen; Und obwol

XIV. Dieses Foedus allein auff Ihre Kayserlichen Majestät und Churfürst. Durchl. eingerichtet ist / und daher anderer Allirten Consens nicht vordorffen hat; nachdemahln aber dasselbe sich zugleich auff andere Ch. Kayserl. Maj. Allirte Status im Röm. Reich beruht / und die hohe Noth erfordert / dasz diese Allirte insgesampt in eine rechte Harmonie gebracht / auch mit Gemüth und Waffen wol vereinbart / und concatenirt werden / damit sie auff den im 3. Article gesehenen Fall / eines feindlichen Einbruchs / getreu und patriotisch einander succurriren.

So erbeten sich Ch. Kayserl. Maj. Dero höchste Auctorität dahin zu interponiren / dasz hiernächstens zwischen allen untrien Reichs-Ständen ein gemeines Concerto, wann und welcher Gestalt zu operiren / geschlossen / und die reciprocirliche Assistenz recht stabilirt werde / worzu auch Ch. Churf. Durchl. nach Möglichkeit concurriren wollen.

Alles getreulich und ohne Gefährde. Dessen zu wahrer Urkund ist dieses Foedus Defensivum von Ch. Kayf. Maj. und Churf. Durchl. auff nächstfolgendes Jahr von dato an geschlossen / eygenhändig unterzeichnet / und mit dem Kayf. und Churf. Signet corroborirt worden / den 26. Januarii, 1682.

XXX.

6. Fevr. Convention particulière conclue entre LEOPOLD Empereur, CHARLES II. Roi d'Espagne, CHARLES XI. Roi de Suede & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pays-Bas le 6. Février 1683. [Manuscrit.]

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LA SUEDE, ET LES PROVINCES-UNIES. A Près que la Convention faite sous les auspices de Dieu, entre le Roi de Suede, & les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas le 30. Sept. 1681. pour leur seureté mutuelle, la Convention de la Paix de Westphalie & de celle de Nimègue, s'est trouvée augmentée & fortifiée par l'accession de S. M. I. & du Roi d'Espagne à ladite Convention, qui concourant unanimement au pieux & salutaire des-

ANNO 1683. sein unique but de ladite Convention, qui est de faire en sorte que la Paix soit ferme & durable, en empêchant autant qu'il sera possible que la tranquillité dont la Chrétienté jouit présentement ne soit jamais troublée, & que les fondemens sur lesquels lesdits Traitez ont été faits ne puissent pas être ébranlez; & comme dans l'Article troisième de la même Convention, il a été convenu entre les Parties contractantes des moyens pour faire réussir avec plus de succès le dessein de conserver la Paix à la Chrétienté, & de détourner les insultes qui pourroient troubler leur seureté & donner atteinte à leurs droits contre le contenu desdits Traitez, estimant encore qu'il étoit nécessaire suivant les regles d'une raisonnable & juste prevoyance de regler de bonne heure quelque chose de certain pour assurer leur Alliance, & les secours nécessaires pour ce sujet, crainte que le mal ne prevint le remède & que les projets formez pour la conservation de la Paix, & pour l'union reciproque des Parties ne vinssent trop tard, & sans fruit, ou ne fussent rendus plus difficiles, pour ces causes Sa Majesté Imperiale, les susdits Rois & lesdits Etats Generaux se sont obligez, & engagé pour cette même fin par le moyen de leurs Plenipotentiaires à ce deputez ainsi qu'il est expliqué par les Articles suivans.

I. Les Parties contractantes se fourniront les uns aux autres à la premiere requisition qui leur en sera faite, & sans aucun délai, un secours reciproque de 6000. hommes de pied munis des armes nécessaires, commandez par leurs propres Officiers, & 12. Vaisseaux de Guerre equippez & fournis de toutes les choses nécessaires tant pour les Matelots, que pour les Soldats, & generallyment tout ce qui concerne un armement naval, en sorte que celui qui sera requis de fournir les susdits secours sera obligé de les donner à celui qui les lui demandera.

II. Les Vaisseaux de Guerre qui seront fournis seront, savoir 2. du premier Rang, 4. du second, 4. du 3. & 2. du 4. en sorte que ceux du premier rang soient de plus de 80. pieces de Canon, ceux du second au-dessous jusques à 70. ceux du 3. depuis 70. au-dessous jusques à 60. & enfin ceux du 4. depuis 60. jusqu'à 38.

III. Ceux qui en seront requis enverront ces secours à leurs depens & les entretiendront de même, tant que celui qui les aura demandés le fouhaitera ou en pourra avoir besoin pour parvenir au but que l'on s'est proposé, c'est-à-dire que toutes choses soient remises dans leur premier état suivant la teneur des susdits Traitez.

IV. Celui qui aura requis ces secours fera trouver dans les lieux où ils seront quelque séjour tout ce qui est nécessaire pour la conservation des Soldats, en prendra le même soin que si c'étoient les siens propres, & leur fera fournir pour de l'argent toutes les choses dont ils auront besoin.

V. Il sera libre à celui qui requerra ce secours de le prendre en son entier en Infanterie ou la 3. partie & moins encore, mais non pas de demander un plus grand nombre de Cavaliers & Dragons, & en ce cas on comptera pour un Cavalier ou Dragon 3. Fantassins.

VI. Celui qui demandera ce secours s'en servira comme bon lui semblera, ou pour la defense de ses Etats, ou pour attaquer l'Ennemi, suivant que la nécessité l'exigera conformément à l'esprit du présent Traité.

VII. Que si le feu de la Guerre s'augmentoît, ce qu'à Dieu ne plaise, & que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser la force par la force, & rétablir la Paix, on doublera pour lors & même on triplera, le nombre des Troupes de Terre, suivant que les Conféderez le jugeront plus, ou moins nécessaire, & l'on observera ce qui est porté par l'Article 5. de la susdite Convention.

VIII. Que si celui qui seroit requis de fournir ce secours étoit lui même engagé dans la Guerre, ou que deux ou même un plus grand nombre des Parties contractantes se trouvaient attaquées en même temps; alors il faudra agir suivant la pluralité des avis des Conféderez, & faire ce qui sera par eux jugé plus convenable pour le bien de la cause commune, ou même en ce cas l'Article precedent aura lieu; la même chose s'observera, si l'un des Conféderez, ayant fourni le secours à un autre, apres en avoir été requis, venoit lui-même à être menacé d'hostilité ou d'invasion. IX;

ANNO
1683.

IX. Mais celui qui en haine de la présente Convention, osera attaquer soit directement ou indirectement quelqu'un des Conféderez ou l'inquieter en façon quelconque, sera réputé pour Ennemi commun, ainsi qu'il est porté par l'Article 5. de la susdite Convention, & sera poursuivi comme tel par toutes sortes de voyes, jusques à ce qu'il se soit déshonoré de son injuste entreprise, & qu'il ait donné des assurances bonnes & valables pour l'avenir.

X. On ne prétend point par le présent Accord ôter aux Conféderez le pouvoir de se servir des voyes portées par le 1. & 2. Article de ladite Convention pour terminer à l'amiable les différends au sujet de la Paix de Westphalie & de celle de Nimègue, & quoi qu'il soit convenu entr'eux que lesdits secours seront fournis à la première Instance de celui qui les demandera & sans délai, néanmoins il sera libre à ceux qui en seront requis de satisfaire à cet engagement de la manière qu'ils croiront la meilleure.

XI. Que si tous les Conféderez ou même quelques-uns d'eux en particulier veulent faire entre Eux quelque nouvelle Convention concernant celle-cy, ils se la communiqueront réciproquement.

XII. Et comme par ledit Article 4. de la Convention il est permis en general à tous les Princes & Etats Chrétiens, & à ceux en particulier qui ont d'abord été compris dans les Traitez de Westphalie & de Nimègue, d'entrer dans ladite Convention qui n'a pour but que la conservation de la Paix, de même aussi les susdites Parties contractantes pour faire d'autant plus connoître que le présent Accord ne tend qu'à perpétuer la Paix & non pas à faire préjudice à qui que ce soit, ce qui seroit contraire au contenu desdits Traitez de Paix, ont voulu repeter ici la même chose & déclarer, que ceux qui par amour pour la Paix voudront entrer dans la présente Convention, ils y trouveront pour Eux la même sûreté & les mêmes secours. Ainsi s'il arrive que quelque Electeur, Prince ou Etat de l'Empire desire d'entrer dans la présente Alliance dans la vue d'affermir cette sûreté réciproque, il lui sera libre de donner tel nombre de Troupes qu'il lui plaira, & que ses forces lui pourront permettre, & les susdits Conféderez s'engagent de lui fournir le double du secours qu'il leur aura donné, pourvu que ce double n'excede point le nombre de 6000. hommes de pied, & ledit Electeur, Prince, ou Etat qui se joindra à la présente Union jouira de tout ce que lesdits Conféderez ont stipulé pour leur sûreté dans la précédente & dans la présente Convention, les autres Princes & Etats Chrétiens, quels qu'ils soient, jouiront aussi de cette sûreté mutuelle, pourvu qu'ils entrent incessamment dans la présente Union & qu'ils conviennent avec les Parties contractantes des moyens & des conditions auxquelles ils y pourront être admis; on ne recevra aucun Prince, ou Etat dans la présente Convention, que du sceu & du consentement unanime de tous les Conféderez, de même qu'un chacun des Princes ou Etats qui seront reçus, seront censés engager également avec un chacun desdits Conféderez en particulier.

XIII. La présente Union durera entre les susdits Conféderez ainsi que la première & generale Convention, l'espace de 20. années vers la fin desquelles ils pourront la renouveler s'ils le trouvent à propos; de même il sera libre à ceux qui y entreront dans la suite de fixer le temps de la durée de leur engagement à tel nombre d'années qu'ils jugeront à propos, les Ratifications de la présente Convention délivrées de part & d'autre ici à la Haye dans l'espace de six semaines du jour de la signature, En foi dequoy les susdits Plenipotentiaires ont signé chacun en particulier le présent Traité & y ont fait apposer le cachet de leurs armes, & chaque Partie en fera trois copies pour en donner une à chacun des Conféderez. Fait à la Haye le 6. Février 1683.

Articles separez de la Convention ici dessus.

I. Comme par la Convention particulière conclue ce jourd'huy 6. Février entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, il est porté que le secours réciproque que les Conféderez se donneront les uns aux autres sera de six mille hommes de pied & de douze Vaisseaux de Guerre, les susdits Conféderez ont jugé à propos d'y apporter par la présente Declaration les res-

trictions suivantes, savoir, que comme les Etats & Pays de la domination de Sa Majesté Imperiale sont fort éloignés des Ports de Mer & que pour cette raison Elle n'entretiendrait point d'Armée navale, S. M. I. ne fera pas obligée de fournir ledit secours de douze Vaisseaux & ne pourra pas aussi le demander, ladite obligation de fournir des Vaisseaux & des Troupes suivant la teneur des 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de ladite Transaction n'aura lieu qu'entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux, mais celle de fournir des Troupes suivant le 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Articles de la même Transaction restera seulement entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux dans toute sa force & vigueur.

II. Et comme entre chacun des susdits Rois en particulier & les Etats Generaux il y a des Traitez d'Alliance défensive qui portent pareillement obligation de fournir de certains secours, il est expressément marqué par le présent Article qu'il sera libre aux susdits Rois d'Espagne & de Suede d'exiger ces secours, soit en vertu de la susdite Convention particulière ou en vertu desdits anciens Traitez qui sont entr'eux, selon qu'ils trouveront plus à propos, en sorte cependant que si en vertu desdits precedents Traitez on a exigé des secours plus considerables que ceux qui sont portez dans ladite Convention, & que ces secours aient été accordés à la requisition de celui qui les aura demandé, il ne sera plus permis à ce dernier d'exiger ceux qui sont portez par ladite Convention, & celui qui en sera requis, sera censé avoir entièrement satisfait à tous les engagements, en donnant en vertu des anciens Traitez un nombre plus considerable de Troupes que celui qui est stipulé dans ladite Convention particulière. Mais si les secours convenus par lesdits anciens Traitez sont moindres que ceux qui sont portez par ladite Convention, il sera libre d'exiger le nombre de Troupes porté par ladite Convention, en sorte cependant que celui qui aura fourni ce secours ne sera point tenu de fournir celui qui se trouvera marqué dans les anciens Traitez, de manière que les Parties contractantes qui demanderont le secours le plus considerable, soit en vertu des anciens Traitez ou en vertu de ladite Transaction, ne pourront plus en exiger d'autre, & ceux qui en auront été requis seront en donnant le plus grand nombre libres & exempts de fournir le plus petit, soit qu'il soit spécifié dans les precedents Traitez ou dans la Convention, & le plus petit nombre sera toujours censé enfermé & compris dans le plus grand.

Laquelle regle sera appliquée à tous les Articles des Traitez particuliers faits cy-devant entre S. M. I. & le Roi de Suede, & aussi à ceux de la présente Transaction.

III. Il a aussi été convenu entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux que lors qu'il s'agira de demander & de fournir entr'eux le nombre de Vaisseaux de guerre porté par ladite Transaction le Roi de Suede & les Etats Generaux exigeront & fourniront s'ils en sont requis, ledit nombre de Vaisseaux en espee, ainsi qu'il est porté par la Convention, & lesdits Vaisseaux équippez & armez comme il faut & en état d'agir & de combattre; mais si S. M. Catholique venoit à être obligée de fournir le même nombre de Vaisseaux, il sera au choix du Roi de Suede & des Etats Generaux d'exiger lesdits Vaisseaux en espee, c'est-à-dire des Vaisseaux effectifs équippez, armez & en état d'agir, & de combattre, ou de demander de l'argent comptant à la place, en sorte que la solde des Capitaines, des Soldats & des Matelots & tous les autres frais à faire pour l'armement & pour la réparation des Vaisseaux & les dommages qu'il y a à souffrir lorsqu'ils viennent à se perdre seront comptez & estimez sur le pied de la Convention de l'année 1677. faite entre Dom Emanuel François de Lyra Envoyé Extraordinaire de S. M. Catholique & les Deputés des Colleges des Amirautes des Provinces Unies, & ainsi pour chacun des Capitaines, Soldats & Matelots qui sont nécessaires pour equiper & armer un Vaisseau S. M. Catholique payera ou fera payer en son nom sans aucun délai cinquante quatre florins monnoye de Hollande par mois, savoir à Hambourg pour le Roi de Suede & à Amsterdam pour Messieurs les Etats Generaux, & fera payer entièrement tout le dommage que les Vaisseaux auront souffert soit dans un Combat, soit par tempeste ou qui seront peris par quelque autre accident; pour cet effet afin de regler quel-

ANNO
1683.

ANNO 1683. quelque chose de certain sur ce sujet, lesdits Vaisseaux seroient vûitez avant leur sortie des Ports, & on fera un Inventaire des choses qui dependent desdits Vaisseaux, afin que l'estimation s'en puisse faire en suite suivant cet Inventaire par des gens du métier, & en presence du Ministre de S. M. Catholique requis pour cet effet, ou de telle autre personne qu'elle aura commis pour cela.

IV. Enfin parce que les Accords faits entre S. M. Catholique & les Etats Generaux le 30. Août de l'année 1673. & les Resolutions prises & données en consequence desdits Accords subsistent encore, S. M. C. & Messieurs les Etats Generaux ont voulu reciproquement se declarer au sujet de cette nouvelle & particuliere Convention, que bien que par cette même Convention particuliere les secours mutuels que les Confederez doivent se donner les uns aux autres soient exprimez en general & ne soient point limitez; néanmoins pour ce qui regarde S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux en particulier, leur intention n'est point que ladite Convention particuliere adjointe, diminue, ou change rien à ce qui a été réglé par lesdits anciens Accords qui sont entreux, mais qu'elle les engage seulement à fournir les douze Vaisseaux de Guerre suivant la maniere prescrite, & qu'elle règle aussi la maniere dont lesdits secours qui seront stipulez soit en vertu desdits anciens Accords ou de la susdite Convention particuliere, doivent être fournis, quant au reste, les susdits anciens Traitez demeureront dans toute leur force & vigueur & serviront en cas de besoin de règle pour les secours que S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux auront à se donner reciproquement.

V. Mais comme certaines choses qui avoient été exprimées dans la susdite Convention particuliere ont été par ces Articles separez, changées, restraints ou déduites avec plus de circonstances, dans le dessein seulement d'enoncer plus clairement la maniere dont elles doivent être executées par les susdits Confederez pendant le temps que durera cette Convention, aussi n'a-t-on pretendu par ces mêmes Articles separez deroguer en façon quelconque à ceux des Articles de ladite Convention auxquels on n'a point apporté d'éclaircissement, & beaucoup moins encore deroguer à ladite Convention. Mais toutes & chacune des choses y spécifiées seront observées de bonne foi & executées reciproquement entre les susdits Confederez & on fera en sorte d'avoir la Ratification de ces Articles separez ensemble avec celle de ladite Convention particuliere, de laquelle les presents Articles separez seront censez être des Parties essentielles. Fait à la Haye le 6. Février, 1683.

W. Baron de HECKEREN:

D. van WYNGAERDEN:

GASP. FAGEL.

JOAN BECKER.

E. de WEDE.

E. A. Baro de PALLANDT:

XXXI.

18. Mars. *Specialis Conventio inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, CAROLUM II. Hispanie, & CAROLUM XI. Suecie Reges, atque Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, de mediis necessariis ad Conservationem Federis primo inter Coronam Sueciam, & distos Ordines Generales Hagæ Comitum 10. Decembris 1681. initi, & post accessione Sacrae Cæsareæ Majestatis & Coronæ Hispanica corroborati. Hagæ Comitum 18. Martii 1683. Cum RATIFICATIONE Cæsareæ hujus Conventionis. Vienna 17. Maji 1683. Quam sequuntur ARTICULI SECRETI inter eosdem de auxiliis sibi invicem mittendis. Hagæ Comitum die Februarii 1683. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale.]*

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1683. **N**Os Leopoldus, Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ, Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comes Tyrolis & Goritiæ, Notum restatūque facinus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit. Quod cum ad majorem nuper inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem &c. Fratrem, Consanguineum, & Amicum Nostrium Charissimum; atque charissimos nostros Amicos Generales Federati Belgii Status, pro mutua Securitate ac Pacis Westphalicæ & Neomagenis conservatione Hagæ Comitum 30. Sept. 10. Oct. Anni 1681. initæ, ac postmodum Nos-

træ, & Serenissimi ac Potentissimi Hispaniarum, Indiarumque Regis Catholici, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ &c. Domini Nepotis, Affinis, & Fratris nostri charissimi Accessione roboratæ Conventionis efficaciam & effectum, necessarium visum fuerit, ut de mediis ad eum finem obtinendum quæ maxime conducibilibus transigeretur, eaque, quæ hinc inde præstanda sunt, speciatim determinarentur; atque inter Nostrium Consiliarium Hagæ Comitum Residentem, Ordinis Sancti Mauriti Equitem, & Fidelem nostrum Dilectum Joannem Crampich de Cronsfeld; nec non supra memoratorum Charissimorum nostrorum Amicorum Generalium Federati Belgii Statuum ad id Deputatos Ministros ac Plenipotentiarios conveniret tenore sequenti.

Postquam Conventio inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Celsitudinem DD. Ordinum Generalium Federati Belgii die 30. Sept. 10. Oct. Anni 1681.

pro mutua securitate ac Pacis Westphalicæ & Neomagenis Conservatione sub auspicio Divini Numinis inita, ea ulterius acceperit incrementa, ut Sacra Cæsareæ Majestas atque insuper Sacra Regia Majestas Hispaniæ eandem accessione sua roborarint, concurrentes unanimiter in pio isto & salutari proposito, quod dictæ Conventioni unice pro scopo est, ut Pax facta recta maneat, & quies Orbi Christiano parta denuo quantum possibile fuerit, diutissime non profiigetur, nec ejusdem Fundamenta dictis Pacis Tractatibus contenta temere convellantur; Proinde cum in Art. III. memoratæ Conventionis inter altè memoratos Contrahentes transactum sit, ut pro obtinendo majore cum successu Christiano illo & pacifico instituto, avertendisque Insultibus, quibus Jura, securitas altè memoratorum Pacificentium in prenomatis Pacis fundata infestari, aut quovis modo turbari possint, de mediis ad hunc finem obtinendum maxime efficacibus, altè memorati Pacificentes quantocius cogitent, ac ipsa quoque sana, providaque ratio exigat, ut certum quid in tempore statuatur, quo mutua fides & opus sit innixa, ne remedium à malo præveniatur, seraque & infructuosa aut magis difficilia præstandæ mutuo fidei Pacisque conservandæ consilia reddantur; Hinc est, quod Sacra Cæsareæ Majestas, atque altè memorati Reges, & DD. Ordines Generales hoc Pacto sese invicem pro laudato scopo obtinendo & conservando per Plenipotentiarios ad id rite constitutos devinxerunt, prout in Articulis sequentibus exstat expressum.

I. Sit auxilium mutuum Partibus contrahentibus invicem ad primam requisitionem statim & immediate præstandum sex mille Peditum sub suis Officialibus in Turmas distributorum, armisque necessariis instructorum, & duodecim Navium bellicarum pariter necessariis omnibus, quæ Nautas & Milites, alioque navali apparatu instructarum, ita videlicet, ut singuli requisiti præfixum hunc numerum requitenti præstare teneantur.

II. Navium bellicarum hæc series erit, ut duæ sint primi Ordinis, quatuor secundi, quatuor item tertii, & duæ denique quarti, videlicet ut Naves primi Ordinis sint Tormentorum ultra octoginta, secundi autem infra, usque ad septuaginta, tertii verò inde ad sexaginta, & quarti demum inde ad sex & triginta formata.

III. Requisiti suis impensis dicta auxilia mittent, eaque sustinebunt usque quamdiu requirens iis pro præfato scopo restituta, secundum tenorem nuncupatorum Pactorum, causæ, si ita omnino declaraverit, opus habuerit.

ANNO 1683. IV. Requirens autem curam horum auxiliorum in Hospitationibus, aliisque, quæ ad conservandum Militem pertinent, non secus ac de proprio Milite habere tenebitur, & omnino efficere, ut necessaria iis pro pecunia suppetant.

V. Liberum requirenti esto, vel totum hunc numerum Militiæ pedestris postulare, vel partem tertiam, aut minus, si libuerit, non verò ultra in EQUITATU aut DIMACHIS, quos DRAGONES vocant, atque tunc tres Pedites pro uno Equite vel Dimacho numerandi sunt.

VI. Requirens pro suo libitu, prouti res secundum hæc Pacta postulaverit, dictis auxiliis in sui, Ditionumque suarum defensionem aut Hostis persecutionem utatur.

VII. Si verò, quod Deus clementer avertat, Belli Flamma invaluerit, & vires præfentes ad vim propulsandam, Pacemque vindicandam non succerint, tum duplicandus erit numerus Militiæ terrestri, aut triplicandus, prouti necessitas Confederatoris visa fuerit requirere, sed & observabitur pariter id, quod Articulo quinto prænominate Conventionis dispositum est.

VIII. Quod si verò requisitus ipse Bello impetitus fuerit, aut unus pluresve simul ex pacificentibus Partibus hostiles patiantur Invasiones, tum ibi agendum, ubi ex dictamine, & pluralitate Confederatorum magis è re communi necessarium videbitur, vel etiam tali casu Articulus præcedens locum habebit; Par ratio ejus esto, qui jam auxilia alteri Confederatorum ad requisitionem miserit, si ipsum aliquis invasione minatus fuerit.

IX. At ille qui aliquem Confederatorum occasione horum Pactorum per directum aut indirectum aggredi, aut quovis modo turbare vel impedire ausus fuerit, pro communi Hoste, vi Articuli quinti prænominate Conventionis, censendus erit, atque pro tali donec is ab iniquo suo instituto plane abstinat, debitamque ejus pro futuro fidem & securitatem præstet, modis omnibus persequendus.

X. Hisce autem non præcindatur Confederatis via Articuli primi & secundi Conventionis sæpe nuncupatæ expressa, amicabilebus mediis dissidia circa Pacem Westphalicam & Neomagensem exorta componendi, quam nihilominus (et si prædicta auxilia ad primam requirentis instantiam, quod omnino inter Federatos conventum est, præstari teneantur) quovis meliori modo Requisitis experiri liberum esto.

XI. Quod si alia aliqua Conventa inter sese Confederati simul aut aliqui eorum inire voluerint, hæc Pacta concernentia, fiet id cum communicatione mutua.

XII. Veluti etiam in Articulo quarto sæpèdictæ Conventionis liberum quibuscumque Principibus ac Statibus Christianis relictum est, huic pro Pacis conservatione inite Conventioni accedere, & iis quidem sigillatim, qui Pace Westphalicæ ac Neomagensis primario comprehenduntur, ita pro testificando ulterius pacifico hoc, inque nullius præjudicium contra prædicta Pacta fundamentalia vergente instituto, altè memorati Pacificentes & Confederati idem adhuc repetere voluere, idque adeo, ut insimul eorum, qui ex eodem Pacis studio huic Transactioni accedere voluerint, securitati mutuaque opi hoc modo prospectum sit, ut si ex Statibus Germaniæ Elector aliquis aut Princeps, Statusve huic mutæ securitatis profectioni adjungi voluerint, liberum ipsis erit, eum numerum Militum, quem eis placuerit, & facultas permiserit, exhibere, obstringuntque sese altè memorati Pacificentes duplum eisdem pro numero, quem illi posuerint, præstare; modo summam sex millium Peditum id duplum non excedat, gaudebitque præterea accedens Elector, Princeps & Status omnibus iis, quæ priore & præfenti Conventioni Confederati invicem pro mutua securitate stipulati sunt; Alii quoque Principes & Status Christiani quicunque eandem mutui auxilii fidem experientur, dummodo quamprimum sese hisce Pactis adjunxerint, atque de modo & ratione cum Partibus pacificentibus conveniant; omnis verò cujuslibet accessio fiet scitu & consensu communi altè memoratorum Pacificentium & Federatorum, quemadmodum etiam quivis accedens uni & alteri Confederatorum æqualiter omnino tenebitur.

XIII. Tempus durationis hujus specialis Conventionis esto inter altè memoratos Pacificentes ad normam sæpèdictæ Conventionis primariæ & generalis 20. annorum, renoveturque circa eorundem elapsum, si ita visum fuerit, aliis verò, qui accesserint, pari modo relictum esto,

ANNO 1683. quem quisque pro se voluerit annorum numerum præfigere; Ratificationes hujus Conventionis specialis ex una & altera parte intra spatium sex septimanarum à die Subscriptionis hic Hagæ Comitibus extrahentur. In quorum robur & fidem supradicti Plenipotentarii Subscriptionibus & Sigillis suis, quisque pro sua parte hæcè muniverunt, & singulæ Partes tria Exemplaria hujus Conventionis expediri curabunt, unum pro quolibet Confederatorum. Quod actum Hagæ Comitibus die 18. Martii Anni 1683.

(L.S.) JOANNES CRAMPICH DE CRONENFELD
&c. Sacræ Cæsareæ Majestatis Plenipotentia-
rius.

Idcirco cum hæc omnia & singula per Consiliarium nostrum supradictum gesta, peracta, & conventa sint, nos eadem omnia & singula approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratique & firma esse, virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperatorio promittimus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos firmiter & constanter servaturos, nec ut iisdem ulla ratione contraveniatur permittimus; In cujus rei fidem hæc manu nostra subscriptas Sigilli nostri Cæsareæ appressionem muniri iussimus. Dabuntur in Civitate nostra Viennæ die 17. Maii Anno 1683. Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici vigesimo octavo, Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis
proprum.

JOAN GEORGIUS KOCH.

(1) Articuli separati

Hujus Conventionis specialis inter Sacram Cæsaream Majestatem Suasque Regias Majestates Hispaniæ & Sueciæ & Celsitudines Ordinum Generalium inite. Hagæ Comitibus 1683. Mensis Februarii.

I. Quoniam in speciali Conventione inter Suam Cæsaream Majestatem, suasque Regias Majestates atque Ordines Generales Federati Belgii hac die videlicet 6. Februarii transactum est, ut mutua auxilia sex millibus Peditum & duodecim Navibus Bellicis content, id ipsum hac subsequente Declaratione mutuo alte memoratorum Pacificentium consensu ita limitatum est, ut cum Sacræ Cæsareæ Majestatis Ditiones à Portibus Maris longius distat sint, proptereaque illa Classes Navales non sustentent, proinde Navium præstatio in auxiliis ratione Suæ Cæsareæ Majestatis petendis dandisque plane cessabit, manebitque tantum ista præstandarum Navium & Militum obligatio secundum tenorem 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alte nuncupatos Reges & Dominos Ordines Generales in pleno vigore; at vero illa præstandorum Militum tantum obligatio secundum Art. 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ Transactionis inter alte memoratas Cæsareas Regiasque Majestates & Dominos Ordines Generales esto itidem in pleno robore & vigore.

II. Cum etiam inter utrosque Reges separatim atque Ordines Federati Belgii Pacta-conventa antehac in mutuum defensionem inita existant, quibus certa pariter auxilia expressa continentur; proinde hoc Articulo cavetur, ut alte memoratis Regibus & Ordinibus Generalibus liberum sit, ea auxilia sive vi dictorum Pactorum priorum, sive vi hujus dictæ Transactionis exigere, quemadmodum eis visum fuerit, ita tamen, ut si ex dictis Pactis-conventis prioribus major auxiliorum numerus petitus, & ad requisitionem petentis concessus fuerit, quam qui præfata hac concessione continetur, petenti integrum non erit etiam exigere numerum hac Transactione præfixum, sed requisitus præstando dictorum Pactorum priorum majorem numerum, quam hac dicta Transactione promissum est, omnino liberabitur, mittendo dictum majorem numerum,

(1) Ces Articles séparés ne s'étant point trouvés dans le Manuscrit de la Régistrature d'État, on les ajoute icy, tels qu'on les voit dans la première Edition de ce Grand Recueil Tome IV. pag. 755. [D v. 21.]

ANNO 1683. rum, si verò dictis Pactis prioribus minor auxiliorum numerus præfinitus sit, quam hac Transfatione, liberum pacificentibus vi hujus Transfationis erit, petere numerum hac Transfatione præfinitum, sic tamen, ut is qui numerum hac Transfatione præfinitum præfiterit, non teneatur præstare numerum prioribus Pactis præfinitum, ita ut Partes pacificentes petentes majorem auxiliorum numerum, sive vi priorum Pactorum, sive vi hujus dictæ Transfationis minorem numerum, insuper petere non possint, & requisiti numerum majorem præstando semper liberi & immunes erunt à præstatione minoris numeri sive dictis Pactis sive dicta Transfatione præfiniti, atque minor numerus semper majori inclusus & comprehensus censetur, quod hoc Article inter alte-memoratos compacificentes conventum est: idem intelligatur in omnibus cautum ratione Pactorum inter Suam Majestatem Cæsaream & Suam Regiam Majestatem Sueciæ antehac separatim & præfenti Transfatione initorum.

III. Cautum præterea erit inter Suas Regias Majestates & Dominos Ordines Generales, ut quando Navium bellicarum numerus præfinitus dicta Transfatione petendus præstandusque venerit, Rex quidem Sueciæ & Ordines Generales easdem Naves, si quando dictæ Naves ab ipsis petentur, præstabunt in specie id, est, quemadmodum dicta Transfatione expressum est; in Navibus ipsis, prout decet, ad agendum & pugnandum instructis & armatis, præstare teneantur; at verò si quando Sua Regia Majestas Catholica ex sua parte easdem Naves præstare tenebitur, Suæ Regiæ Majestati Sueciæ & Dominis Ordinibus Generalibus liberum erit, eas exigere, vel in specie, id est in Navibus ipsis, prout decet ad agendum & pugnandum instructis & armatis, vel eorundem loco pecuniam paratam, ita ut stipendia in Duces, Milites & Nautas aliaque omnia ad armandas & reparandas Naves expensa & damnum amittendum Navium computetur & restituentur, quemadmodum in Conventionione Anno 1677. inter Dominum Manuelem Francicum de Lyra S. R. M. C. Ablegatum Extraordinarium & Deputatos Collegiorum rebus maritimis in Unito Belgio præfectorum factum fuit, adeoque pro singulis Ducibus, Militibus & Nautis, quibus una quæque earundem Navium ad agendum pugnandumque armata & instructa esse debet, 54. Floreni Monetæ gravioris Hollandicæ Hamburgi, respectu Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ, vel Amstelodami, respectu Ordinum Generalium, singulis Mensibus à Sua Regia Majestate Catholica aut ejus nomine in solidum absque omni mora integerrime persolvantur, & etiam in solidum refarciantur omne damnum earum Navium, quæ in pugna navali aut actu ipso, aut alioquin quæ vi tempestatis aut simili casu fortuito perire poterunt, in quam rem ut certi quid definiti possit, dictæ Naves ante egressum earum inspiciantur & Inventarium earum rerum quæ ad easdem Naves spectant, conficietur, ut earundem æstimatorum secundum illud Inventarium à peritis in arte fieri queat, ad id requisito Suæ Regiæ Majestatis Catholicæ præfente Ministro, vel eo cui id à Regia Majestate Catholica mandatum erit.

IV. Hinc denique quoniam inter Suam Regiam Majestatem Catholicam Hispaniæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacta-conventa Anno 1673. die 30. Augusti, inita, dateque in consequens istorum Pactorum Resolutiones existunt; proinde Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales hoc Article ita sese ad invicem ratione hujus novæ & specialis Conventionis declarare voluerunt, quod etiam si in hac speciali Conventione mutua auxilia absque limitatione inter Confœderatos posita sint, nihil tamen quantum ad Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales inter sese tantummodo vel addet, vel minuet, aut innovabit hæc specialis Conventio ex iis, quæ prædictis Pactis & Anteaactis mutuo transacta sunt, nisi quod ad duodecim Navium bellicarum numerum sibi invicem præstandum sese modo præscripto obstringant & declarent, quemadmodum auxilia vi dictæ specialis Conventionis, & dictæ Transfationis petenda veniant præstanda; quoad cætera verò sint, maneatque prædicta Pacta & Anteaacta in pleno & immutato vigore, & casu existente pro norma auxiliorum inter Suam Regiam Majestatem & Dominos Ordines Generales, plane & omnimode, ut antehac, inserviant.

V. Quemadmodum verò Articulis hisce separatim aliqua in præfata Transfatione & Conventione speciali expresse immutata & restricta, aut pluribus circum-

TOM. VII. PART II.

stantiis declarata sunt, eo tantummodo sine, ut de modo & ratione executionis inter alte memoratos Pacificentes tantò clarius & expeditius omni & toto tempore durationis ejusdem consistet; Ita hisce nihil planè reliquis Articulis sæpe dictæ Conventionis, qui explicati aut declarati non sunt, multò minùs vi & robori ipsius Conventionis quicquam ullo Pacto derogatum existimabitur, sed omnia & singula integra optimaque fide observabuntur, & mutuo inter alte memoratos Pacificentes & Confœderatos exequuntur, atque procurabitur horum Articulorum separatorum Ratificatio una cum Ratificatione ipsius Conventionis specialis, censenturque hi Articuli tanquam partes essentielles istius vel ejusdem Conventionis. Actum Hagæ Comitum die Februar. 1683.

(L.S.) W. BARO DE HECKEREN.

(L.S.) D. VAN WYNGARDEN.

(L.S.) CASPAR FAGEL.

(L.S.) JOHAN BECKER.

(L.S.) E. DE WEEDE.

(L.S.) E. A. BARO VAN PALLANT.

XXXII.

Reverfales Serenissimi Regis Polonia JOHANNIS 25. Marsi

III. quod Actus Homagii in Investitura Ducatus Curlandia à Duce FRIDERICO CASTMIRO per Legatos accepta, receptæ alias consuetudini & solemnitati Infundationis præjudicare hand debeat. Data Varfaviæ die 25. Martii Anno 1683. [CHWALKOWSKI Jus Publicum Regni Polonia. Pag. 389.]

JOannes Tertius Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanicæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviciæ, Samogitiæ, Kyoviciæ, Volhyniciæ, Podoliciæ, Podlachiciæ, Livoniciæ, Smolensciæ, Severiciæ, Carniochovicæque. Significamus præfentibus Literis nostris, quorum interest universis & singulis: Mississe ad Nos pro Termino recipiendæ investituræ assignato Illustrissimi Principem Dominum Fridericum Casimirum in Livonia, Curlandiciæ & Semi-Galliæ Ducem, Legatos suos Generosos Christophorum Henricum, Liberum Baronem de Puttkammer, supremum Ducatus Sui Præfectum, & Dietericum ab Altenbokum, Supremum suum Marchalcum, Supremosque Consiliarios Ducatus sui Curlandiciæ, & quoniam Nos in hoc actu Homagii, more veterum Investiturarum Regalia indutos, Coronaque homagiali redimitos esse, certæ non permiserunt Legalitates, declarandum censuimus, declaramusque hisce Literis nostris, quod Actus hic nihil receptæ consuetudini & solemnitati Infundationis ex pacto & providentia præjudicare, nec pro exemplo aut præjudicato in futuris, DEO dante, Homagii reputari poterit. In cujus rei fidem præfentes manu Nostra subscriptas, Sigillis Regni & M. D. Lithuanicæ communiri iussimus. Datum Varfaviæ die 25. Mensis Martii Anno Domini M. DCLXXXIII. Regni Nostrum IX. Anno.

(L.S.)

(L.S.)

Majoris Regni.

Minoris M. D. Litt.

CHRISTOPHORUS TARANOWSKI, Craovienf. Varfaviens. Canonicus, Sacræ Regiæ Majestatis Secretarius.

HOLOWNIA, Sacræ Regiæ Majestatis Secretarius.

XXXIII.

Defensiv-Allians zwischen Ihro Chur- fürstliche Durchleucht von Bayern Maximilian Emanuel, und dem Köblichen Bayerischen Tranz an einem; dann dem Köblichen Tränkischen Tranz

H 2

am

ANNO
1683.

am andern Theil / zu Beybehaltung
des Westphälischen und Nimwegischen
Friedens / und Beschüzung allerseits
Land und Leuthe geschlossen den 28.
Martii 1683. [LONDORPII Acta
Publica Parte XI. Libr. XII. Cap. 163.
pag. 545.]

C'est-à-dire.

*Traité d'Alliance entre MAXIMILIEN ENA-
NUEL Electeur de Baviere, & le Ionable Cer-
cle de Baviere d'une part, & le Ionable Cerce de
Westphalie d'autre part, pour le maintien de la
Paix de Westphalie & de Nimegue, & pour la
defense de leurs Terres, Pais & Sujets. Fait le
28. Mars 1683.*

Rund und zu wissen; Nachdem die nunmehr
über diss Jahr miteinander in Verbündnuß ge-
standene löbl. Fränk.-Sächssch.-Ober-Rhein-und
Beförwalbige Crayß-Fürsten und Stände / die
dem gemeinen Vaterland je länger je mehr antroehende
Gefährlichkeiten sorgfältig ermogen / und zu fester stabili-
rung so wol ihrer eygenen Land und Leut / als desß ge-
samten H. Reichs / und zumahlen der benachbarten Crayß-
Sicherheit / für gut und nöthig erachtet / verschiedene in
Waffen stehende hohe Reichs-Stände / und vor andern
auch den Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn
Maximilian Emanuel / re. (tot. Tit.) zum Beistrit und
mehrerer Verstärkung ihrer unter sich fest gestellten Con-
junction, in Krafft der iteratis vicibus also ergangener
Reichs-Schlüsse / und darauff würdlich erlassener Erßch-
Schreiben zu invitiren. Als haben Se. Churfürstl. Durchl.
ders dem lieben Vaterland in mehr Wege actualiter con-
testirt / und höchst-rühmlich erwiesenen Patriotischen Ey-
fer / Sorg und Vigilanz nach / die vor Augen stehende
Gefahr nicht minder zu Gemüth / und so fort den heyl-
samen Schluß gefasset / die sonst im Müñch-Besen von
alters her correspondirende löbl. Fränk. Bayer. und
Schwab. Crayß. in engere Verständnuß / und eine mu-
tuelle Defensions-Union zu setzen. Und dieses zwar
gleich der von Eingangs gedachten Allirten genommenen
Abred / zu niemands Offension, Beschwür- oder Veleidi-
gung / sondern allein zu Handhabung der beeden Müñster-
und Nimwegischen Friedens-Schlüsse / und darauff re-
sultirenden gemeiner Reichs-Ruhe und Sicherheit / auch
Abwendung aller irregulirten Marchen, Winter-Quar-
tier / und was dergleichen Beschwänussen mehr seyn. Al-
lermassen hierauff ferner erfolgt / daß höchst-ernannte
Se. Churfürstl. Durchl. zu Forßes- und Benerestell-
gung dieser nicht minder hochsprößlich / als Reichs-und
gemeinnütziger intention, die beede Fränk. und Schwäbi-
sche Crayß gegen den 28. Martii 7. April auff andern
in desß H. Reichs Stadt Augsburg zu dem End einzuladen
belehrt / daß eine Defensiv-Allianz allerseits abgeredt und
fest gestellt werden möge.

Zu Einsolg dessen nun / und zumahliger Contestation
ihres vor hochsgebadter H. Churfürstl. Durchl. zutra-
genden hohen respects, haben desß Fränkischen Crayß
eben damahls / als das Churf. invitation-Schreiben
eingelangt / in desß Heiligen Reichs Stadt Nürnberg /
bey einem allgemeinen Convent versamlet gewesene
Fürsten und Stände den Schluß per unanimita genom-
men / den solcher massen veranlassen Augspurger Corres-
pondenz-Tag / vermittelt einer Gesandtschaft / auff der
ordinari Collegial-Deputation besuch / und diese Con-
junctions-Tractaten unter desß Allerhöchsten Väterlicher
Handleitung und Beystand antretten zu lassen.

Es obwohlen man gänzlich verhofft / es würde von
Seiten desß löbl. Schwab. Crayßes die resolution dahin
gleichfalls conformiter angehen / so haben sich jedoch die
vom hochfürstlichen Aufschreib-Amt / und einig ande-
rer Fürsten und Stände wegen erschiene Rath und Ab-
gesandte / auff die Enge desß obgemelthen Termins, und
den vorher anzustellen habenden allgemeinen Crayß Con-
vent, worin wegen weitschichtiger der Fürsten und Stän-
de Entessenheit / Zeit und Raum vornöthen / bezogen /
und ist einsolich von ihnen auffser der aller Möglichkeit
nach zu befördern versprochener allgemeinen Crayß-Ver-

famblung / für dissmahl zu keinem Abschluß zu gelangen
gewesen / dahingegen zwischen mehr = hochsterwähnter H. Churfürstl. Durchl. und dem löbl. Bayerischen an einem
dann dem löbl. Fränkischen Crayß am andern Theil /
und zwar / so viel diesen an und vor sich selbst betrifft /
positive, im Namen und vor wegen dessen mit-Allirten
aber sub indubia spe rati, praviis utrinque Legitima-
tionibus, nachgesetzte Abrede genommen / und beiderseits
fest gestellt worden.

3. Sollte diese Defensions-Allianz / bisz auff erfolgen-
de allgemeine stabiler- und Einrichtung desß Puncti publ.
securitatis Imperii, zu keines Menschen Veleidigung / in-
oder ausserhalb Reichs / noch zu Erregung einiger mo-
tum, sondern zu allein oberstandener Beybehaltung
desß Westphäl. und Nimwegischen Friedens / und Be-
schüzung allerseits Land und Leut / wider alle / den obigen
Friedens-Instrumenten und Reichs-Satzungen zugegen
lauffende Vergewaltigungen / teutsch / redlich unterhalten /
und bisz zu festgesetzter allgemeiner Reichs-Sicherheit bea-
ständig continuirt und fortgesetzt werden. Zu welchem
Ende man

2. über alle bedenckliche / und in das Objectum dieser
Verbündnuß einlauffende Vorfällenheiten miteinander
vertreulich zu correspondiren / einer desß andern Nutzen /
und die gemeine Sicherheit auffrichtig zu befördern / bey
Reichs-und Crayß-Verfamblungen / und sonst in alle an-
dere Wege / dem Publico zum besten / einmüthige Consti-
lia zu führen / und die Conservatio desß erwünschten
Ruhe-und Friedens-Stands im Heil. Reich nach Möglich-
keit zu suchen habe.

3. Wann gegen Verhoffen ein oder anderer Theil von
denen Allirten. auff was Weiß oder Praetext es seyn
und geschehen möchte / wider die öfters berührte beede
Friedens-Instrumenta betraget / oder von dergleichen be-
vorschebner und zulässiger Betrangnuß sichere Rumbstände
erhalten würde / solle der Betrangte oder Gefahr-leidende
die übrige Allirte Theil zu Hülf rufen / und diese schül-
dig seyn / jenem mit rechtsschaffen / nach Gestalt der
Noth / viel oder wenig geworbener Mannschafft / an Ort
und Enden / wo es die Noth erfordert / ohne Aufschübe /
unmöglicher und eysfertigt bezupspringen / auch von sol-
cher Hülfleistung nicht abgusehen / bisz der beleidigte Theil
die behörige Ret-und Vergnügung würdlich erhalten / mit
dem fernern Beding / daß

4. Der zu Hülf kommende Theil seine Auxiliar-Böl-
cker mit der Monatlichen Gage zu versehen / und von dem
Hülf-brauchenden Theil für dieselbe Brod und glau Fut-
ter gegen paare Bezahlung / in leidentlichem und zwar
solchen Preiß zu verschaffen / wie es dieser für seine ey-
gene Soldaten zahlt / dahingegen das benötigte ranhe
Futter und Graß ohne Entgelt zu folgen schuldig seyn
solle.

5. Die schwäre Artillerie, und dazzu gehörige Muni-
tion furnirt der ruffende Theil auff seine Kosten / die
Munition aber für die Mannschafft und Regiments-
Stücke / solle denen Auxiliar-Bölckern von dem heysse-
genden Theil mit aufgegeben werden. Nicht weniger
ist

6. Der march von beeden Theilen zeitlich abzueben /
und nach dem absonderlich darüber zu verfertig habenden
March-Reglement ohne unnöthige Umfchwweif / und mit
bester Ordre also vorzunehmen und zu verrichten / daß
der marchirende Soldat in guter Disciplin erhalten / mit
der lebens-Nothdurfft aber gegen erschwingliche Zahlung
von dem Territorial-Herren / durch dessen Land man ihn
führt / verpflegt werde.

7. Bey erfolgender Conjunction der Truppen bleibe
die Justiz und das particular-Commando jedem com-
mandirenden Officier über die seinige / die General-Di-
rection aber im Feld kommet denjenigen Allirten zu /
welchem die Hülf geschicket wird / der doch mit der Au-
xiliar-Bölcker Generalen und commandirenden hohen
Officiern / so wol auch denen bestellten Kriegs-Räthen
Kriegs-Rath zu halten / und auffser deme nichts Haupt-
sächlichstes vorzunehmen / respective schuldig und befugt seyn
solle.

8. Im Fall der zu Hülf geruffene auch feindlich an-
gegriffen und überzogen würde / kan und mag er seine
Truppen zur eygenen Defension behalten / und die
bereits abmarchirte wider zurück fordern / ingleichen
solle

9. Jedem Theil bevorstehen / über fernere Acces-
sion zu dieser Defensions-Allianz mit mehr andern zu
handeln / von dessen Erfolg aber denen übrigen Allirten
förderliche Communication und Nachricht zu erteilen
sünde / allermassen nun der Fränkische Crayß mit und
neben

ANNO
1683.

ANNO 1683. neben seinen im Eingang specificirten Alliirten, ohne dasjenige, was Ihre Hochfürstl. Durchl. zu Braunfchweig-Lüneburg = Hannover / in Kraft deß bereits geschlossen / und nur auff der beiderseitigen Expedition und Wohlziehung beruhenden Fœderis, besonders stellet / gegen 20000. Mann auff den Weinen / und kampf den wirklich formirten General = Staab die Artillerie - Compagnie = und Proviant = Wägen / so wol auch alle übrige darzu gehörige Nothdurften fertig / und zum march parat hat / so / daß die allerhöchste Regimenter und Truppen bey folgender Conjunction in formam justi exercitus coalesciren können / Also übernehmen

10. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern auch ein dergleichen besonders / oder dero gnädigsten Belieben nach stärkeres Corpus mit allen Requisitis belli, nebenst denen Alliirten auß dem löblichen Bayerischen / und dem auch löbl. Schwäbischen Crayss / oder so dieser letztgemeldete nicht universalliter zu gewinnen / mit denen übrigen wolgestellten Fürsten und Ständen / (worunter mit denselben fernere Handlung zu pflegen / Sr. Churfürstl. Del. überlassen worden /) zu dienst der Allianz und Erhaltung gemeiner Sicherheit zu stellen / und zu unterhalten / und damit die Ort gegen den Oberrhein zu beobachten / mit dem beiderseits verbindlich genommenen Verlaß / daß diese Corpora an Ort und Enden / wo es der feindliche Vor- und Einbruch erfordern / und ratio belli an Hand geben wird / divisiu / und zwar jedes unter seiner Generalität besonders agiren / in casum indigenitæ aber / und so die feindliche Macht zu groß / oder darsen ein Corpus Schaden und Abfall genommen hätte / die Conjunction alsdann nach dem Concert, dessen man sich einmüthig zu vergleichen / beschließen / und also conjunctim agiret werden solle /

Wie und wann aber die beiderseitige Armeen in casum hostilis & actualis rupturæ zusammen gesihret / und so fort der Operation im Feld der wirkliche Anfang gegeben werden solle / dahin hat man sich auff Waas und Weise verglichen / wie in dem letzten Fränkischen zu Mühlberg beschlossenen Reuels Puncto 8. weitläufigt und umständlich versehen / Gestalten derselbe deswegen bisher per expressum wiederholtet wird / von Worten zu Worten also lautet: Der 8. unter den Deliberandis hauptsächlichste Punct ist zu genau = und sorgfältiger Überlegung gezogen / und befunden worden / daß / nachdem bey mehrerem Wüthung, Correspondenz-Convent Art. 10. 11. & 12. der Schluß dahin angeleitet / daß die Conjunction der Alliirten Völker auß dem Fall eines feindlichen Überzugs ehender nicht beschließen solle / es seye dann wenigstens die mit Jh. Kayserl. Majestät recessirte Oberer Armee Ihres allerhöchsten Orts zu stellen habende 3000. Curassire und Dragoner bey der Hand / alsdann erst die disjuncte Alliirte Völker gegen die Gefahr an- und zur wirklichen Operation ins Feld gesihret werden sollen / ein solches andere besorglichen dahin ausnehmen und versehen möchten / ob hätten sich auff so recessirte Weise werden die hohe Alliirte unter sich selbst der mutuellen Assistenz / noch weniger aber andere deß J. Reichs getreue Mitglieder in casum invasionis hostilis, von denselben der Reichs-Ordnung massigen Hülfleistung zu getrossen / wann sich zuwahlen der Fall so ergeben möchte / daß Jh. Kayserl. Maj. wegen etwan bevorstehenden schwäbischen Türcken-Kriegs / die Obere Armee nicht formiren könnten / sondern bemüthiget würden / Ihre ganze Macht in Ungarn zu ziehen / da sich dann immittelst ferner ereygnen dürfte / daß von einer benachbarten Potenz ein oder mehr getreue Reichs-Mit-Stände gewalttham angegriffen / und damit die gemeine Reichs = Ruhe zerstört würde / Aüermassen nun Jh. Kayserl. Maj. bey solchen Jhro ungleich vorkommenden Verstand / von denen hohen Alliirten durch Dero Kayserl. Gesandten / Herrn Grafen von Hohenlohe Excell. allergnädigst desideriren zu lassen bewegen worden / daß dieser Passus, nach der Compaciscenzen, bey Zustimmung deß Allianz = Wercks gesührter eigentlicher intention und Meynung erläutert werden möge / Also hat man sich von allgemeinen Convents und der Sächsisch-Ober-Rhein- und Westermäldischen Mit-Alliirten wegen andernwärts verglichen / und den Casum Conjunctionis folgender massen fest gesetzt: und zwar solle es nach wie vor bey dem allerdings verbleiben / daß / gleich wie diese Allianz zu Weybehaltung deß allgemeinen Ruhestands / und Handhabung der beeden Münster- und Nimwegischen Frieden = Schlüsse / dann Abwendung von der Alliirten landen aller Quartier, irregulärer march, und anderer dergleichen Kriegs-Belästigungen / so Jhnen insgesampt / oder einen besonders zufließen / oder zugefügt werden können / mithin zu seiner alleinigen Defension, und zu fei-

nes Menschen offension oder invasion das Abscheu anfangs gehabt / und amnoch ganz unverändert hat / als so man wie vormahls selbiglich darbey zu beschließen / sich und seine Alliirte wider unbilligen Gewalt / und hingen bey der Teutischen Freyheit / denen Reichs-Constitutionen und Juribus Statuum zu schützen / niemand aber zur Collision oder Ruptur die geringste Anlaß zu geben / sondern vielmehr zu den bevorstehenden Friedens-Tractaten, so wol bey denen Reichs = Comitibus zu Regensburg / als sonst auff alle andere thunliche Weise und Wege / das seinige zu contribuiren / auch alle zu gütlicher Hinklegung bisheriger Differentien und Zwistigkeiten / mit herentzoger Weybehaltung guter Wolverständnus dienfame und ausreichliche Mittel / obernannten Instrumentis Pacis gemäß / zu ereygnen vorzuziehen / gesollich ehender nicht / als da man durch feindliche Aggression darzu veranlaßt und getrungen / benebenst auch versichert seyn würde / daß nicht minder andere in armis stehende mächtige Stände / welche sich mit disjuncten hohen Alliirten / einer mutuellen Assistenz allbereits verglichen / oder noch vergleichen möchten / zur Hülfleistung / und mit-Operation resolvirt / und dahin allschon in Bereitschaft / und zum anemarch fertig und willig seyen / mit denen Bundes-Völkern auß der Alliirten landen ins Feld zu rücken / per unanimam geschlossen / unter dem weiten Verlaß / daß / wann die hohe Alliirte ins gesammt / oder einer auß Jhnen / wider die in denen Bündniß. Reccessen bedingte Assistenz = fälle / im Reich mit Kriegs = Macht urpöblich angegriffen / oder solcher Gestalt angegriffen zu werden verwiesen würde / es geschehe nun unter dem Prætext, oder mit militärischer Hand exequirenden Reunionen, oder auff andere Weg / inglichem / da vor Augen stünde / daß ein benachbarter mächtiger Staat eine grosse Kriegs = Macht zusammen ziehe / sich damit ins Reich zu gehen anlasse / folglich die Gefahr zum feindlichen Überfall obhanden seye / alsdann die postirung dieses Crayss Völker / nach deß Hochfürstl. Crayss-Obersten-Majors / mit Zugiehung einiger auß den Mitteln der Kriegs-Räthe an Hand gegebenen Assignato, unverzüglich und solcher massen veranlaßt werden solle / daß selbe in Zeit von zweymahl 24. Stunden innerhalbs deß Craysses zusammen geführt / und so fort die Vivres gesampter Allianz conjungirt / demnach dieselbe an Ort und End / wo sie am sichersten und füglichsten von denselben abzuwenden / auff Verordnung der Alliirten gesampten Hochfürstl. Directorien, und respective Aufschreibs-Kempter / (von denen gleichwol denen Herren Mit-Ständen hernacher Creyß = herkömmliche Nachricht zu geben) dann der hohen Generalität (dero die Völker auß so thanen Rath zusammen zu ziehen / von gesampten Crayss wegen nothdürfftige und zutunliche Autorität / unter dem zu ihrer hohen Prudenz und gehöriger incumbenz gestellten guten Vertrauen hienit gegeben wird /) so wol auch mit Vorwissen und Zutun der Kriegs = Räthe / in solcher Eyl / als man es allerseits nöthig zu seyn erkennen wird / gestellt / auch andere die mit disjuncten hohen Alliirten in ebenmäßiger Defensiv = Bündniß stehen / zu einen gleichförmigen anerinnert / und vermocht / also mit gesampter Hand / nach deme am Kay. Hof so wolsten auch im Feld der Operation halber künftiz zu vergleichen stehenden Concerto agit, und die compactirte Assistenz und Garantien unitis Consiliis & viribus einander mutuò præstirt werden solle.

Als man nun hierbey auff die Frage gekommen / wie weit diese Friedens = Garantie ihre Wirkung haben / und mit was extension selbige geloset werden sollte? Hat man sich

11. Dahin vereinbahret / daß alle frembde / außser den zweyen Friedens-Instrumenten waltende / und extravagante Casus aufgeschlossen / was hingegen aber durch erst-gemeldte Friedens-Schlüsse ehedessen sein Maas und Ordnung erlangt / und de præsent oder in futurum durch Gewaltthame Hand angesprochen wird / in solcher Garantie lediglich und allein begriffen seyn solle. Und nachdeme die ad exemplum Cæs. Maj. an Seiten der Fränk. Sächs. Ober-Rhein- und Westermäldischen Alliirten beschlossene Accession, zur Span. Schwed. und Staatlichen Association vorgekommen / hat man Churfürstl. Bayerischen Theils / unter hierzu versührter guter inclination, sich hierinnen also zu erklären und zu bezeugen vernehmen lassen / daß die gesampte Alliirte Ihrer Churfürstl. Durchl. sonderbare Begierde zu deß gemeinen Wessens Befen / hierinnen auch im Werck vornehmen haben würden.

Wegen der von Fränkisch = und Mit-Alliirten Seiten ehedessen verglichenen Truppen / hat man sich

12. Auch dahin verstanden / daß eben dergleichen Reglement Cur-Bayer. und Schwäbischen Theils mit

ANNO mitet observirt / namentlich aber auff eine portion täg-
1683. lich 2. Pfund Brod à 2. Kr. 1. Maßß Getreanck à 2.
Kr. 1. Pfund Fleisch à 2. Kr. und auff ein Pferd 6.
Pfund Haben à 3. Kr. gefolget / und zwar dieses sowoh-
len bey den marchen als denen Stand - Quartieren sol-
cher massen gehalten werden solle;

Ratione Termini ad quem, und wie lang diese Al-
lianß dauern solle / ist der Vergleich

13. Daraufß herkommen / daß dieselbe auff 3. Jahr
gestellet / und gleichwol denen Compaciscenten die Hand
offen bleiben solle / sothanen Terminum bey unmittelß er-
folgenden sichern Frieden / oder anhaltender Gefahr zu en-
gern / oder nach allersitzigen auff beederley Fällen gefes-
ten Gutbefinden / weiters zu extendiren / Inzwischen a-
ber und biß dahin solle dieses vinculum mutuum fest
stehen / und von niemand in particulari auffgelöst / auch
keine Tractaten mit dem einmahl declarirten Feind sin-
gulariter & divisim, sondern mit und von gesamelter
Hand unter allen Allirten Theilen miteinander aufge-
nommen; also diese Defensions - Verbindung in allem
sanctè & inviolabiliter gehalten werden.

XXXIV.

31. Mars. *Fœdus perpetuum offensivum & defensivum inter Se-
renissimos LEOPOLDUM Imperatorem Romano-
rum Hungaria & Bohemia Regem, & JOAN-
NEM III. Regem & Regnum Polonia magnum-
que Ducatum Lithuania; initum Warsavia 31.
Martii 1683. Cum RATIFICATIONE Suae
Caesarea Majestatis. Datum in Arce Laxiburgi
die 2. Maji 1683. [Tiré de la Registrature
d'Estat de la Chancellerie de la Cour de Sa
Majesté Imperiale.]*

NOs Leopoldus divina favente Clementiâ elec-
tus Romanorum Imperator semper Augustus,
ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dal-
matiae, Croatiae, Slavonicae Rex, Archi-Dux
Austriæ, Dux Burgundiae, Brabantiae, Styriae, Carin-
thiae, Carniolæ, &c. Marchio Moraviae, Dux Lu-
cemburgiae, ac Superioris & Inferioris Silesiae, Wir-
tembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviae, Comes Habs-
burgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiae, Land-
gravius Alsatiae, Marchio Sacri Romani Imperii Bur-
goviae, ac Superioris & Inferioris Lusatiae, Dominus
Marchiae Slavonicae, Portus Naonis & Salinarum.

Notum testatumque facimus tenore præsentium,
Quod cum quotidiana experientiâ compertum habeat-
ur, Potentiam Otomannicam vel ideò Christianitati
gravem, atque indies proficere, quod in commune
minimè consultum, nec ullis ad propulandum commu-
ne periculum, Armorum Societatibus & Foederibus
provisum sit: in præsens quoque ea per universas in
Europa Turcicas Ditiones, ipsamque Asiam Belli fiant
præparamenta, quæ non nisi Populis Christianis, po-
tissimum autem nostro Hungariæ, vicinoque Poloniae
Regnis possunt esse nociva, unde nec aliter plena eor-
um securitas consequenda videatur, quam si ad invici-
em ab immanissimi Hostis aggressionē prospiciatur,
ablataque totis viribus recuperentur, stimulante præ-
sertim ad id Paterna Universalis Pastoris Innocentii
XI. sollicitudine, quâ tam aliquot ab Annis pro Sa-
cro sanctæ Fidei & Religionis Zelo, pro tot Populo-
rum Salute & Christiani Nominis Gloria Sacrum Fœ-
dus ineundum efficacissimis institit adhortationibus,
Quapropter pendentes simul ipsam Turcarum per-
fidiam, quæ necdum elapso Induciarum decursu, sus-
cepta Subditorum nostrorum tumultuantium Protec-
tione, Regno nostro inhiat, Polonia quoque Pacis pau-
lò antè conclusæ infractionem sentiat, & denique suc-
cessivè omnibus universale discrimen imminet, ordi-
navimus & constituimus Plenipotentiarios nostros, Il-
lustres & Magnificos nostros Sacrique Imperii fideles
dilectos Carolum Ferdinandum Comitē à Waldstein
Baronem in Zuiga, Munchengraz, Leutschin, &
majore Augē, nostrum Consiliarium, Arcanum Came-
rarium, & Augustissimæ Imperatricis Viduæ Eleonoræ
Dominae Matris nostræ amantissimæ supremum Aulæ
Præfectum, Aurei Velleris Equitē, Legatum, &
Joannem Christophorum Zierwsky Liberum Baronem
de Zierwa in Hennerdorff, Geltendorff & minore
Schatkau Consiliarium & Abligatum nostrum, pridem in

Polonia versantem, quibus vigore Literarum nostrarum ANNO
Plenipotentialium secunda Mensis Januarii præsentis
millefimi sexcentissimi octagesimi tertii Anni datarum,
1683. plenam & integram Facultatem ac Potestatem concessi-
mus, dedimus & tribuimus, ut nostro & Successorum
nostrorum Regum Hungariæ & Bohemiæ, ac Archi-
Ducum Austriæ nomine, cum Serenissimo & Potenti-
ssimo Principe Domino Joanne Tertio Rege Poloniæ,
magno Duce Lithuanie, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ,
Samogitiæ, Kioviæ, Volhyniæ, Livoniæ, Podoliæ,
Podlachiae, Smolensciæ, Severiæ Zerniechque, Ordini-
busque Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuanie,
Fœdus offensivum & defensivum simultance, vel si al-
teruter eorum impeditus, absens, vel non valens fuisset,
seorsivè tractare, perficere & concludere possint ac
valeant. Et illi quidem per frequentiores cum Sere-
nissimi, & Potentissimi Poloniæ Regis, Ordinumque
Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuanie deputatis
ad id Commissariis Varsoviæ in loco Comitiorum
Regni Generalium habitas Conferentias, post invocatum
divini nominis auxilium, præviâque matura delib-
eratione, in mutuas Fœderum Leges convenerunt,
eò quò sequitur modò, videlicet.

Notum sit universis & singulis quorum interest, &
quomodolibet interesse poterit: Quod cum inter Se-
renissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum,
Dominum Leopoldum electum Romanorum Impera-
torem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bo-
hemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavonicae Regem, At-
chi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiae, Brabantiae,
Styriae, Carinthiae & Carniolæ, Marchionem Moraviae,
Ducem Lucemburgiae, ac Superioris & Inferioris Si-
lesiae, Wirtembergæ, & Teckæ, Principem Sueviae,
Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi &
Goritiae, Landgravius Alsatiae, Marchionem Sacri
Romani Imperii Burgoviae, ac Superioris & Infe-
rioris Lusatiae, Dominum Marchiae Slavonicae, Portus
Naonis & Salinarum ex una; & Serenissimum ac Po-
tentissimum Principem & Dominum Dominum Joan-
nem Tertium Poloniæ Regem, Magnum Ducem
Lithuanie, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ,
Volhyniæ, Livoniæ, Kioviæ, Podoliæ, Podlachiae,
Smolensco, Severiæ, Zerniechovique, Regnum ac
Rempubliam Polonam Magnumque Ducatum Li-
thuaniam ex altera parte de ardore Amicitiae, Cortes-
pondentia & Fœdere inter se pro mutua Regnorum,
Provinciarum & Ditionum suarum Defensione ac
Securitate ineundo, ab aliquot retrò annis actum; nunc
verò metuendum sit, ne vicina in Hungaria mala
longius serpent, & cumprimis altissimè memoratarum
Suarum Majestatum Regna & Ditiones corripiant;
Idcirco utrinque placuit, inceptum tam salutare opus
per certos ad id concludendum specialiter deputatos
Ministros reordiri, maturare ac perficere. Congressi
itaque utrinque legitime constituti Plenipotentiarii,
nempe ex parte Sacrae Caesareæ Majestatis Illustrissimus
& Excellentissimus Dominus Dominus Carolus Ferdi-
nandus Comes à Waldstein Baro in Zuiga, Mun-
chengraz, Leutschin, & majore Augē, Sacrae Caesareæ
Majestatis Consiliarius, Arcanus Camerarius, & Au-
gustissimæ Imperatricis Viduæ Eleonoræ supremus Au-
læ Præfectus, Aurei Velleris Eques, Legatus, & Do-
minus Joannes Christophorus Zierwsky Liber Baro de
Zierwa in Hennerdorff, Geltendorff, & minore Schat-
kau, Sacrae Caesareæ Majestatis Consiliarius & Abligatus;
Ex parte verò Sacrae Regiæ Majestatis Poloniæ & Magni
Ducis Lithuanie, Regni ac Reipublicae Poloniæ, Mag-
nique Ducatus Lithuanie Deputati, Reverendissimi,
Excellentissimi & Illustrissimi, Illustres magnifici &
generosi Domini, Domini Joannes Matachouski Epis-
copus Cracoviensis, Nicolaus Stephanus Pac, Episcopus
Vilnensis, Michael Radiecoucky Episcopus Princeps
Varmen, & Saml. Sacri Romani Imperii Princeps,
Stanislaus Wituricky, Episcopus Lucconienfis & Pres-
entis, Casimirus Opalinsky Episcopus Culmensis, &
Pomeraniæ, Stanislaus Woiensky Episcopus Camen-
ensis, Andreas Potocky Castellanus Cracoviensis,
Felicianus Potocky Palatinus Cracoviensis, Christophorus
Gzymutousky Palatinus Pofnan, Casimirus Sapie-
ha Palatinus Vilnensis supremus, Exercituum Magni
Ducatus Lithuanie Dux, Michael Dux Zartortsky
Palatinus Sandomiriensis, Martinus de Kojetsko
Oginsky Palatinus Trocensis, Stanislaus Joannes Jab-
lonousky Palatinus & Generalis Terrarum Russiæ;
Exercituum Regni Poloniæ supremus Dux, Nicolaus
à Granou Sienscausky Palatinus Volhyniae, Campidux
Exer-

ANNO
1683.

Exercituum Regni, Martinus in Zamosca Zamoyski Palatinus Lublinensis, Joannes de Kozielsko Oginsky Palatinus Potocensis Campidux Magni-Dux Lithuanie, Joannes Antonius Chrapovicki Palatinus Vitepulis, Franciscus Pielski Palatinus Marieburgensis, Uladislaus Donhoff Palatinus Pomeranie, Martinus Kysky Castellanus Leopoliensis, Generalis Artillerie Regni Prefectus, Stanislaus Carolus Luzesky Castellanus Podlachie, Otto Felcerianb Castellanus Livonie, Stanislaus Lubomirski Supremus Regni Marchallus, Joannes Wielopotoski Supremus Regni Cancellarius, Joannes Grimsky Procancellarius Regni, Dominicus Nicolaus Dux Razivilly Procancellarius Magni Duc. Lithuanie, Benedictus Sapieha Thesaurarius Supremus Magni Duc. Lithuanie, Lubomirsky Eques Melitenensis Marchallus Curie Regni, Andreas Zaluski Magnus Regni Secretarius nominatus Episcopus Kyovienis Sux Regie Majestatis Cancellarius, Christophorus Grinsky Regni Referendarius Abbas Wygrouceenf. Raphael Comes in Leszno Vexillifer Regni Comitiorum Regni Generalium Marchallus, Franciscus in Zakliczin Jordan Pincerna Regni, Capitaneus Dobeinenf. ex Provincia minoris Polonie Deputatus, Joannes Krasinsky in Krasne, Referendarius Regni Capitaneus Varaviensis ex Provincia Majoris Polonie Deputatus, Franciscus Sapieha supremus Prefectus Stabuli Magni Duc. Lithuanie ex Magno Duc. Lithuanie Deputatus, Josephus Stuska Vexillifer Magni Duc. Lithuanie Deputatus; ex Equestri Ordine Andreas Joannes a Zydw. Zydzosky Vice-Capitaneus & Juxta Castren. Cracoviens. Martinus Olszousky Capitaneus Wicdunenf. Martinus Zaphig de Szpanou Succamerarius Vicoviens. Deputatus de Minori Polonia, Casimirus Sapieha Capitaneus Prestensis, Stephanus Zafarouski Capitaneus Wlodimiriensis Deputatus de Minori Polonia, Alexander Pregiemysky Vexillifer Callisiensis, Hieronimus Kuropatricki Juxta Terrestris Leopoliensis Deputatus ex Majori Polonia, Melchior Gurousky Poellarius Pofnanensis, Hyacinthus Kostworowsky Vexillifer Livenfis, Jacobus Wilkotaszy Juxta Surrogatus Castrenfis Wicthovenfis, Scraphinus Strembocky Venator Junigladislaensis, Eustachius Grothus Capitaneus Raygrodensis. Post Plenipotentiarum Tabulas utrinque rite commutatas in mutuas Federis arctioris offensivi & defensivi Conditiones, Leges & Articulos ut sequitur convenit.

In nomine Sanctissime & Individue Trinitatis.

Sit inter Serenissimos & Potentissimos Principes Dominum Leopoldum divina favente Clementia Imperatorem semper Augustum, ejusque Regnorum Hungarie ac Bohemie, nec non Archiducatus Austrie & ceterarum Sux Majestatis Provinciarum Hereditarium Successores ab una; & Dominum Joannem tertium Dei gratia Polonie Regem, Magnum Ducem Lithuanie, Regnum Polonie, Magnumque Ducatum Lithuanie a parte altera, illa animorum & Armorum Societas, quæ utriusque Majestatis Regna & Provincias ut vicinitate mutua, ita communione periculorum Belli Othomannici conjunctas, & in eis Sacrosanctæ Fidei cultum toto periculorum salutem, non solum ab ulteriori immanissimi Hostis aggressionem, in tuto conservare, verum etiam recuperatas ab utrinque ablatas firma & stabili Pace valeat beare.

Et hæc verò erant motiva, quæ Sacram Regiam Polonie Majestatem & Rempublicam ad Federis hujus necessitatem inducere, utpote eam, quæ vicina ut propria considerans pericula, conclusam antè aliquot Annos cum Turcis Pacem multis infractionibus læsam, nec diu duratam bene præviderat, maximè verò dum Paterna universalis Pastoris Innocentii undecimi sollicitudo, aliquot ab Annis Regiæ Majestatis magnanimitatem Statuumque Regni Pietatem, ad Sacrum hocce Bellum ferventissimis, ardentissimis, & creberrimis Adhortationibus ac Favoribus Subsidiorum promissis sollicitare non desisterit.

Sit ergò inter altèmemoratas Majestates earumque in Throno Successores, Regna & Provincias offensivi & defensivi Belli Societas. Prima ad gloriosam & stabilem cum Hoste communi utriusque Partis Pacificationem duratura. Altera ad ejusdem Pacis perennem Conservationem perpetuum permanfura.

Quò autem majori robore & indissociabili vinculo solidetur tam sacrum piumque opus, utraque Pars

communem Patrem Pontificem Maximum Sacræ hujus Societatis Protectorem, Mantentorem, ac in virtute Guarantie Evidentem, suis cum Successoribus maximis Pontificibus venerabunda assumit, minime dubia, Sanctitatem suam id faciuram, ut neutram Partem præniteat Paternis ardentissimisque Sux Sanctitatis adhortationibus pronas dedisse aures, & filialem submisisse promptitudinem.

Obligant se identidem tam Sacra Cæsarea Majestas, quam Sacra Regia Majestas Polonie, unà cum Regni & Magni Ducatus Lithuanie Ordinibus sub onere Juramenti propriarum manuum præsentis Tractatus Subscriptione, omnique alio vinculo, quod firma & indissolubilia Principum & Populorum solet reddere Fœdera, initam hanc præsentem Belli Societatem sacrosanctè inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis, per se & Successores suos conservaturos.

Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem, ipsum Juramenti Sacramentum Eminentissimi Cardinales, nominatim Eminentissimus Pio, & Eminentissimus Barberini, uti earumdem Gentium Protectores & Representantes, intrà decursum binorum mensium, in manibus Sux Sanctitatis in eam Juramenti formam, quæ seorsim Articulo pacta est, & in hoc Tractatu ab utrinque subscripta habetur, nomine Suarum Majestatum tanquam Principalium suorum corporaliter præstabunt. Idem Sua Majestas Cæsarea Præsentiones ex Tractatu tempore Belli Suecici, occasione Subsidiorum factæ, resistentes annihilat; de hisque Sacram Regiam Majestatem & Rempublicam totaliter quietat, nominatim verò Diploma ex Senatû Consilio emanatum de Electione nullum declarat; Eidem renuntiat, Regnoque Polonie & ejus liberis suffragiis restituit, & Hypothecam si quæ est, Inscriptiones & Præsentiones ad falsis fodinas Viciennes integrè remittit in perpetuum, & annihilat. Vicissim Sacra Regia Majestas & Respublica Polonie ex supradicto Tractatu resistentes Obligationes omnes vel Præsentiones in perpetuum solvit & annihilat: ut his ab utrinque sublati in perpetuum Præsentionibus, omnes præsens Conjunctio excludat Scrupulos & Confidentie obices. In Societate itaque Belli offensivi permanentes Partes nullo modo ex prætextu seorsivè, etiam si optima, votiva, & maxime favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabunt Pacem, nisi simul & semel in eandem utraque Pars consenserit, eandemque acceptaverit.

Hæc Belli Societas erit inter Serenissimum & Potentissimum Imperatorem, quæ est Hungariæ & Bohemiarum Rex, Archidux Austrie, tum aliarum Provinciarum Dominus ac Hæres. Ità ut Sux Majestatis in Hæreditaria Regna & Provincias Successores teneantur ad hoc Fœdus, & iisdem Punctis, Clausulis, ligamentis obligentur: Ad quod Sacra Regia Majestas Polonie ejusque in Throno Successores, Regnum Polonie, magnusque Ducatus Lithuanie viceverfà obligantur.

Eadem Belli Societas limitatur folius Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo profus colore & prætextu extendi unquam poterit.

Declarat itaque Sacra Cæsarea Majestas vigore præsentis Societatis sexaginta millia Hominum ad Bellum in Hungaria gerendum, quo numero comprehenduntur viginti millia Subsidiorum Cæsareæ Majestatis Amicorum Principum, & Legiones in Præfidiis fortaliorum in Italia permanentes.

Declarat vicissim Sacra Regia Majestas, Regnum Polonie, & Magnus Ducatus Lithuanie Bello gerendo competentes quadraginta millium Exercitus Vires durante eodem Bello alituras.

Casu verò, quò Viennensi vel Cracoviensi Urbi obfidio imminet, eo tempore utraque Cæsarea & Regia Majestas actualem Armorum suorum Conjunctionem, mutuò & ad invicem sibi adpromissionem, Exercitibusque integris Pars Partem pro liberanda illa Urbe, quæ Caput & Metropolis est, juvabit, & propulandam obfidionem curabit. Idem utraque Pars factura, quoties bellico auxilio assistendi sibi mutuò integris viribus vel earum parte necessitas postulerit. Quo fine intimiorisque Communicationis ergo Residentes ab utrinque Officiales Belli gnari, specialiter ad id selecti circa Partes ad invicem manebunt.

Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Cæsarea Majestas Regno Hungariæ Fortalitiisque ejus vindicandis, Sacra verò Regia Majestas Polonie, Cameneco, & Podolie ac Ukraine vindicandis incumbunt. Bello acquisita sive rehabita ex ablati pro Jure, quibus antea pertinebant, Partibus cedent.

Quo-

ANNO
1683.

Quoniam verò Bellum præ foribus jam adest, Executio autem Comitiorum in Contributionibus præstandis tam citò haberi nequit. Tum Sacra Cæsarea Majestas duodecim centenis millibus Florenorum Polonicarum currentis in Regno Monetæ Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lithuaniz succurrit pro primis & præsentaneis Belli expensis, idque in continenti post Subscriptionem præsentis Tractatus: Cujus summæ refusionem nunquam à Republica præterdet. A sanctissimum nihilominus Pontificis ejusdem omnimodam sibi fieri compensationem curare liberum erit.

Promittit insuper Sacra Cæsarea Majestas præsentis Tractatus vigore, quam efficacissimam apud Regem Catholicum sine mora interponenda officia pro extradendis decimis per Ditiones Suae Majestatis Italicas, videlicet tam in Regno Neapolitano, quam in Statu Mediolanensi, quam primum eas Sanctitas Sua imposuerit. Quarum decimarum Subsidium usque ad honestam Pacem duraturum soli Regno Poloniæ applicabitur, nullatenus Sacra Cæsarea Majestas pro suis impensis eadem dividi prætendente vel impediende.

Cum autem ad hanc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultrò se offerentes admittendi; Idè utraque Pars se obligat pro posse invitaturam ad eam Amicos & Fœderatos Principes; Ità tamen ut utriusque Partis Consonus accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit; nominatim utraque Pars Serenissimos Moschorum Zaros omni cura ad hanc Societatem invitabunt, flectentque. In quantum verò utriusque Partis consensu contingeret, alterutram Majestatem in Castris fore præferentem, eo casu generalis Gubernatio penes præsentem foret.

Quod quidem Fœdus antiquis inter eosdem Serenissimos Principes, Regnaque ac Dominia eorum compactis, & limitaneis Granitium Commissionibus nullum præjudicium adferre debet; imò perpetuum illis robur addit & præstat.

Juramenti verò supramemorati ab utraque Parte in manibus summi Pontificis per Eminentissimos Cardinales, Protectores & Repræsentantes præstandi talis debet esse tenor.

Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Leopoldi I. Imperatoris semper Augusti, quæ est Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ, aliarumque Provinciarum Hæres, uti Principalis mei speciali Mandato ad id instructus, ejusque Majestatis in Regna & Provincias Hæreditarias Successorum nomine sanctè juro.

Vel Ego N. N. Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Joannis Tertii Regis Poloniæ, & Magni Ducis Lithuaniz, Principalis mei, ejusque in Throno Successorum, Regum Poloniæ & Magnorum Ducum Lithuaniz, Universæque Reipublicæ Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniz, quorum specialibus Mandatis ad id instructus sum, nomine sanctè juro.

Quia Fœdus offensivum & defensivum contra immanissimum Christiani nominis Hostem, inter altermemoratas Majestates initum & Varisviæ die trigesima prima Mensis Martii Anno currenti millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, per earundem Majestatum Plenipotentiarios conclusum, & manuum Subscriptionem munitum, & ab iisdem altermemoratis Majestatibus ratum, gratum, acceptatum, ac propriarum manuum Subscriptionem firmatum, in omnibus ejus Punctis, Pac-

tis, Clausulis, Articulis ac Ligamentis bona fide juxta tenorem verborum, & genuinam eorum significationem Serenissimus & Potentissimus Princeps Leopoldus primus, Imperator semper Augustus, ut Hungariæ & Bohemiæ Rex & Archidux Austriæ observabit, tenebit & adimplebit. Ejusque Majestatis Successores Hungariæ & Bohemiæ Reges, Archiduces Austriæ observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Vel Serenissimus & Potentissimus Princeps Joannes III. Poloniæ Rex, Magnus Dux Lithuaniz ejusque Majestatis in Throno Successores Reges Poloniæ & Magni Ducis Lithuaniz, ac Universi Regni, & Magni Ducatus Lithuaniz Status ac Ordines, observabunt, tenebunt & adimplebunt.

Neque de hoc Absolutionem petent, nec oblatam suscipient, sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

In quorum fidem, nomine Serenissimorum suorum Principalium, eorumdem Literis Plenipotentiariis mediantibus, Nos Legatus & Ablegatus Augustissimæ Cæsareæ Majestatis Extraordinarii ac Sacræ Regiæ Majestatis Regni & Magni Ducatus Lithuaniz ex Senatorio & Equestri Ordine Deputati Commissarii manibus propriis subscribimus & Sigillis munimus. Quod & Sacræ & Serenissimæ altermemorata Majestates, Domini nostri Clementissimi, uti Principales in spatio unius Mensis præstabant. Actum Warisviæ sub celebratione Generalium Comitiorum Regni, die trigesima prima Mensis Martii Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio.

CAROLUS Comes de Waldstein;

JOANNES CHRISTOPHORUS Liber Bard
de Zierova Zierouski.

Quem quidem Tractatum nobis relectum cum omnibus suis Articulis, Punctis & Clausulis confirmavimus, ratihabimus & approbavimus: Quemadmodum illum per præsentem confirmavimus, ratihabemus & approbamus. Promittentes in verbo Imperiali, Regio, & Archiducali, ac pro nobis Hæredibus & Successoribus nostris, Regibus Hungariæ & Bohemiæ, ac Archiducibus Austriæ firmiter spondentes, omnia & singula juxta Conventionem præsentem per Plenipotentiarios nostros tractata & conclusa, integrè, strictè, & inviolabiliter observanda. Harum Fidei & Testimonio Literarum, Subscriptionem manûs nostræ ac Sigilli nostri Cæsarei appendicem expediturum. Quæ dabantur in Arce nostra Laxiburgi die secunda mensis Maji Anno Domini millesimo sexcentesimo octuagesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani vigesimo quinto, Hungarici 28. Bohemici verò vigesimo septimo.

LEOPOLDUS.

(Locus Sigilli in pixide argentea deaurata filo aureo appensa contenti, cerâ verò rubrâ expressi.)

LEOPOLDUS GUILHELMUS Comes in
Königscegg.Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Ma-
jestatis proprium.

JOANNES PROBST.

XXXV.

26. Mai. *Traaet van Vrede en Koophandel gesloten tusschen*
LES PROVINCES-UNIES ET MAROC. MULEY ISMAEL, *Keiser van Marocco, en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN, nesses syne Hoogheit den Heere Prince van ORANGE in den Hage* 26. May 1683. *en geratificeert door den Keiser van Marocco in Augusti* 1684. [Recueil de divers Traitez faits entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Etats.]

De

XXXV.

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce; 26. Mai. entre MULEY ISMAEL, Empereur de Ma- LES PROVINCES-UNIES ET MAROC. roc d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-UNIES, Bas, avec son Altesse le Prince d'ORANGE ET d'autre part. Ratifié à la Haye de la part de Leurs Hautes Puissances le 26. Mai 1683. & par l'Empereur de Maroc le 10. du Ramadan 1095.

Les

ANNO
1683.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden: Allen den genen die delen sullen sien ofse hooren lesen, Salut. *Doen te weten:* Dat tusſchen sijne Majesteit Muley Ismaël, Keyſer van Marocco, Koningh van Fez, Taflet, Garbe, ende Africa ter eenre; ende Ons ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; is geslooten ende, opgerecht het Traſtaet van Vrede ende van Commerce, volgende hier naer van woorte te woorte geinfereert.

I. **I**s vast geſtelt ende beſloten, datter in het toekomende tusſchen sijne Majesteit Muley Ismaël, Keyſer van Marocco, Koningh van Fez, Taflet, Garbe ende Africa ter eenre, ende de Hoogh Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; ſal zyn eene goede, vaste ende onverbreckelijke Vrede, de welcke haer aenvangh ſal nemen van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordige Traſtaet van wegen de hooghgemelte Heeren Staten Generael, in handen van sijne Majesteit Muley Ismaël ſal zyn gekomen en overgelevert, ſulende alle Acten van hoſtiliteit van die tydt af van wederzyden ceſſeren ende ophouden, werdende het tegenwoordige Traſtaet door hooght-gedachte ſyne Majesteit Muley Ismaël, van nu af aen in alle en jegelicke ſijne deelen ende Articulen behoortlyck geapprobeert, geratificeert, ende geconſirmeert.

II. De Schepen of andere Vaertuygen van de hooghgemelte Heeren Staten Generael, of die van hare Onderdanen ende Inwoonders ſoo Chriſtenen als Joden, ſullen altoos hebben een vrye intrede binnen de Reeden ende Havens van hooght-gemelte ſyne Majesteit, ofte in andere Plaetsen van des ſelfs Koninkrycken, ſoo om aldaer op Anckers, ſoo langh als 't haer belieft, te blyven, als om in alle vryheyt te negotieren, koopen ende verkoopen, midts betalende Tollen voor de Koopmanſchappen die verkocht ſullen werden ſonder meer, onder wat Naem, Titul, ofte pretext het ſoude mogen weſen; doch de gene die niet verkocht ſullen werden, ſullen in alle vryheyt werden te rugge gebracht ende herſcheept, ſonder eenige Rechten ofte Impoſitionen daer van te betalen, en ſullen mogen vertrecken als 't haer belieft, ſonder eenige ophoudinge ofte veranderinge; ende aengaende de Waren van Contrebande, als Bus poeder, Sulpher, Deelen, ende allerhande Scheeps-Timmerhout, Touwerck, Pick, Teer, Roers, ende andere ſaacken tot den Oorlogh dienende, ſullen de Inwoonders van de gemelte Vereenighde Nederlanden niet gehouden zyn eenigh recht aen hooght-gedachte ſyne Majesteit te betalen.

III. De Schepen ofte Vaertuygen, ſoo die van hooght-gemelte ſyne Majesteit ofte van des ſelfs Onderdanen, als die van Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ofte van yemānd van hare Onderdanen, ſullen de Zee mogen bevaren ende negotieren, ſonder de een door de ander te werden geſeſteert, opgehouden ofte gemoleſteert, oock ſullen alle Perſonen en Paſſagiers, van wat Landſchap ofte Natie de ſelve mogen zyn, met alle haer Geldt, Goederen, Koopmanſchappen ende Meublen, in eenige van de boven-gemelte Schepen bevonden werdende, t'eene-mael vry zyn, ende van geen van beyde zyden mogen werden gearreſteert, aengehouden, berooft, ofte eenigſints beſchadicht.

IV. De Oorlogh-Schepen van hooght-gedachte ſyne Majesteit, ofte andere Vaertuygen ontmoetende in de volle Zee, en buyten de Plaetsen dependende van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ſullen aen hoort van de gemelte Schepen der Vereenighde Nederlanden mogen ſenden hare Sloop, alleen met twee Mannen, de welcke in de gemelte Sloop ſullen treden behalven de Roeyers, en ſal vervolgens geen meerder getal van Volek, als die twee Mannen in eenig Koopvaerdye-ofte ander Schip, ſonder permiſſie van den Capiteyn ofte Schipper mogen overgaen, de welcke haer een behoortlyck Paſport getoont hebbende, ſal de voorſz. Sloop gehouden zyn aenſonts te verrecken, en ſal het gemelte Koopvaerdy-Schip ſyne reyse, ſonder eenigen hinder ofte belet vervolgen, en-

TOM. VII. PART. II.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies, à ANNO
1683.
tous ceux qui ces présentes verront ou en-tendront lire, Salut. *Sçavoir faisons,* Qu'entre Sa Majesté Muley Ismael Empereur de Maroc, Roi de Fez, Taflet & Garbe & Afrique d'une part, & Nous & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, a été conclu & dressé le Traité de Paix & de Commerce inséré ci-après mot pour mot.

I. **E**st arrêté & conclu, qu'à l'avenir, il y aura entre Sa Majesté Muley Ismael, Empereur de Maroc, Roi de Fez, Taflet, Garbe & Afrique d'une part & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, une bonne ferme & inviolable Paix, qui aura son commencement du jour que la Ratification du présent Traité faite de la part des susdits Seigneurs Etats Généraux, sera livrée entre les mains de Sa Majesté Muley Ismael; Et des ce jour ceſſeront tous Actes d'hoſtilité de part & d'autre, ledit présent Traité étant dès à présent comme pour lors approuvé, ratifié & confirmé dans tous & un chacun ſes Points & Articles.

II. Les Vaisseaux & autres Bâtimens des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou ceux de leurs Sujets & Habitans tant Chrétiens que Juifs auront toujours une libre entrée dans les Rades & Ports de ſadite Majesté, ou dans les autres Places de ſes Royaumes, pour y demeurer à l'ancre auſſi long-tems qu'il leur plaira, comme pour y negocier, vendre & acheter en toute liberté, en payant les Droits pour les Marchandiſes qui ſeront vendues, ſans plus, ſous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puiſſe être; mais celles qui ne ſeront pas vendues, pourront être rembarquées & emmenées en toute liberté, ſans en payer aucun droit ou impoſition, & pourront partir quand bon leur ſemblera, ſans aucun retardement ni empêchement; Et à l'égard des Marchandiſes de contrebande, comme Poudre à canon, Salpêtre, Planches, & toutes ſortes de bois à conſtruire des Vaiſſeaux, Cordage, Goudron, Poix, Fuſils & autres choſes ſervant à la Guerre, les Habitans des ſuſdits Provinces-Unies ne ſeront tenus d'en payer aucun droit à ſa ſuſdite Majesté.

III. Les Bâtimens, & Vaiſſeaux marchands, tant ceux de ſadite Majesté ou de ſes Sujets, que ceux des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux ou de quelqu'un de leurs Sujets, pourront tenir la Mer & negocier, ſans être viſitez de l'un l'autre, ni retenus ni moleſtez, auſſi toutes perſonnes & paſſagers de quelques Provinces ou Nation qu'ils puiſſent être, en quelqu'un desdits Vaiſſeaux qu'ils puiſſent ſe trouver, ſeront entierement libres avec leur argent, denrées, Marchandiſes & meubles, & ne pourront être arrêtez de part, ni d'autre, ni retenus, pilliez, ni endommagés en aucune maniere.

IV. Les Vaiſſeaux de guerre de ſadite Majesté, ou autres Bâtimens marchands, rencontrans en pleine Mer & hors des lieux dependans des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux quelque Vaiſſeau marchand ou autres des Sujets des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux, pourront envoyer leur Chaloupe, à bord desdits Vaiſſeaux des Provinces-Unies, ſeulement avec deux hommes qui entreront dans ladite Chaloupe excepté les Ramiers, & il ne pourra paſſer dans aucun Vaiſſeau marchand ou autre Bâtiment, plus grand nombre que leſdits deux hommes, ſans permiſſion du Capitaine, ou Maitre du Bâtiment, lequel leur n'ayant montré un Paſſeport convenable, ladite Chaloupe ſera obligée de ſe retirer auſſi-toſt; & ledit Vaiſſeau marchand continuera ſon voyage, ſans aucun empêchement, ou obſtacle; Et reciproquement au cas que quel-

ANNO
1683.

ende reciproquelyck in ghevalle eenigh Schip ofte Schepen van hoogst-gedachte syne Majesteit, ende den Capiteyn van een van de voorsz. Schepen hebbende verthoont 'een behoorlyck Paspoort door ordre van hoogst-gemelte syne Majesteit onderteckent, nevens een Certificatie van de Consul van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, die als dan tot Salé ofte anders sal resideren, soo sal het gemelte Schip ofte Vaertuygh syne reyse vryelyck mogen vervolgen.

V. Geen Capiteyn ofte ander Persoon van eenigh Schip ofte Vaertuygh van hoogst-gedachte syne Majesteit sal vermogen te lichten ytt eenigh Schip, de Onderdanen van hoog-gemelte Heeren Staten Generael, toebehoorende eenigh Persoon ofte Personen, wie het oock soude mogen wesen, om elders heen te vervoeren ofte doen vervoeren, en om aldaer te werden ge-examineert, ofte onder hoedanigh pretext het soude mogen wesen, veel min sal het haer geoorloft zyn de torture ofte eenigh ander geweld te exerceren tegens eenige Personen, van wat Natie ofte conditie de selve soude mogen zyn, de welke in eenige Schepen, de Onderdanen van haer Ho. Mo. toebehoorende ge'cheept sullen wesen, onder wat pretext of voorwendingen het oock soude mogen wesen.

VI. Ingevalle eenige Schepen ofte Vaertuygen van hoog-gemelte Heeren Staten Generael, of van yemant van hare Onderdanen en Inwoonders op de Kusten van hoogst-gedachte syne Majesteit komen te stranden, sullen voorsz. Schepen met hare Gereetschappen en toebehooren, Goederen en Ladinge niet werden gheconfisqueert, noch 't Volck tot Slaven gemaect; maer sullen ter contrarie alle de Onderdanen van hoogst-gedachte syne Majesteit gehouden wesen alle mogelycke devoirs aan te wenden, om het Volck ende de Goederen te bergen.

VII. Geen Ingefetenen van syne Majesteit, ofte van hoog-gedachte Heeren Staten Generael sullen mogen Commissie nemen van eenige andere Potentaten of Princen, om met Schepen haer toebehoorende, ofte oock met Schepen van andere te infesteren, ofte eenige moyelyckheydt toe te brengen aan de Ingefetenen van deselve syne Majesteit, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael respectie.

VIII. Geen Schepen van hoogst-gedachte syne Majesteit, het zy groot ofte klein, sullen mogen kruysen, ofte op beuyt varen ontrent de Reeden, Havenen, Steden en Plaetsen, staende onder het Gebiedt van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

IX. De Vyanden van syne Majesteit, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in de Havenen van syne Majesteit, ofte van de Heeren Staten Generael respectie, niet mogen opbrengen eenige Prysen, op de voorsz. Ingefetenen gemaect, ofte hare Schepen, Goederen, ofte Personen aldaer verhandelen ofte verkoopen.

X. In gevalle eenige Oorlogh-Schepen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, in de Havenen van hoog-gedachte syne Majesteit met eenige Princen quamen in te vallen, sullen sy de voorsz. Princen in alle vryheydt aldaer mogen verkopen, ofte daer van na haer goetduncken disponeren, sonder door yemant te werden gemoesteert, wie het oock soude mogen zyn; daer en boven sullen de Oorlogh-Schepen van de hoog-gemelte Heeren Staten niet gehouden zyn, eenighe Rechten ofte Gabellen te betalen, maer ter contrarie in gevalle haer eenige Vires mochten ontbrecken, sullen sy alle het gene sy van nooden sullen hebben, vryelyck voor couranten prys mogen kopen.

XI. Soo haest als eenigh Oorlogh-Schip van hoog-gemelte Heeren Staten Generael, in eenige van de Havenen van hoog-gedachte syne Majesteit sal arriveren; ende dat den Consul der Vereenigde Nederlanden, ofte den Capiteyn van 't gemelte Schip, aen de Gouverneurs van de voorsz. plaetsen daer van kennis sal hebben gegeven, sal het selve werden gepubliceert, op dat een yder syne Slaven beware; doch in gevalle des niet regestaende eenige Slave quam te eichappen, ofte daer vermoeden was dat yemant ge-eichappeert mochte wesen, sullen de voorsz. Gouverneurs niet toelaten dat ter diert oorsaecke eenige insolentie tegens den voormelden Consul ofte enig ander Onderdaen van de Vereenigde Nederlanden

ANNO
1683. *quelque Vaisseau, ou autre Bâtiment marchand des susdits Seigneurs Etats Generaux, viennent à rencontrer quelque Vaisseau ou Vaisseaux de sa susdite Majesté, & un Capitaine d'un d'iceux Vaisseaux ayant montré Passeport convenable signé par ordre de sadite Majesté, ensemble un Certificat du Consul des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui residera pour lors à Salé ou autrement, alors le susdit Bâtiment ou Vaisseau marchand pourra poursuivre librement son voyage.*

V. Aucun Capitaine ou autre personne de quelque Vaisseau ou Bâtiment marchand de sa susdite Majesté, ne pourra enlever d'aucun Vaisseau, aucune personne ou personnes appartenants aux Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, quelles qu'elles soient, pour les amener ou faire amener ailleurs, & pour y être examinés, ou sous quelque pretexte que ce puisse être; bien moins sera-t-il permis d'exercer la torture ou question, ou autre violence contre aucune personne de quelque Nation ou condition que ce puisse être, qui seront sur les bords de quelques Vaisseaux appartenans aux Sujets de leurs Hautes Puissances, sous quelque pretexte ou allegation que ce puisse être.

VI. Au cas que quelques Bâtiments ou Vaisseaux marchands des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs Sujets ou Habitans viennent à echouer sur les côtes de sadite Majesté, lesdits Vaisseaux, ni leurs dependances, Marchandises & charges ne seront confisquées, ni l'Equipage fait esclave, mais seront au contraire tous Sujets de sadite Majesté tenus d'employer tous les devoirs possibles pour sauver l'Equipage & les Marchandises.

VII. Aucun Sujet de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront prendre de Commission de quelque autre Potentat ou Prince pour infester ou molester avec leurs Vaisseaux à ceux appartenans ou autres les Sujets de sa susdite Majesté ou des susdits Seigneurs Etats Generaux respectivement.

VIII. Aucuns Vaisseaux de sa susdite Majesté, soit grands ou petits, ne pourront croiser ou pirater és environs des Côtes, Havres, Villes & Places de la Domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. Les Ennemis de Sa Majesté, ou des susdits Seigneurs ne pourront amener dans les Havres de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux aucune prise faite sur lesdits Sujets ou y vendre & trafiquer leurs Vaisseaux, Marchandises & Personnes.

X. Au cas que quelque Vaisseau de guerre des susdits Seigneurs Etats Generaux vienne à tomber dans les Ports de sa susdite Majesté avec quelque prise, ils les y pourront vendre en toute liberté, ou en disposer selon qu'il bon leur semblera sans être molesté de personne, qui que ce puisse être; & de plus les Vaisseaux de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point tenus de payer quelque Droit ou Gabelle, mais au contraire, s'il leur manquoit quelques vires, ils pourront acheter librement ce dont ils auront besoin, au prix courant.

XI. Aussitôt que quelque Vaisseau de Guerre des susdits Seigneurs Etats Generaux sera arrivé dans quelqu'un des Havres de sadite Majesté; Et que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine du susdit Vaisseau en aura donné connoissance au Gouverneur de la susdite Place, cela sera publié, afin que chacun garde ses Esclaves; mais s'il arrivoit que nonobstant cela quelque Esclave vint à s'échapper, ou qu'on soupçonnât qu'il en seroit échappé quelqu'un, le susdit Gouverneur ne souffrira pas que pour ce sujet il soit commis aucune insolence contre le susdit Consul ou contre d'autres Sujets des Provinces-Unies; mais

ANNO
1683.

den werde gepleecht; maer sullen aen de Meesters van foodanighen Slave ofte Slaven belasten dat sy de selve met alle discretie van den Capiteyn ofte Commandeur, by wien sy haer fouden mogen heben gesalveert, afvorderen; en in gevalle dien Officier sulcks instavastelyck ontkennde, of dat men daer geen volkomen kennisse van hadde, sal den Meester of Meesters gehouden zyn, volkomen geloof aen de woorden van den voornoemde Officier te geven, sonder daer over den Consul ofte de voornoemde Onderdanen in eenigerhande manieren te mogen molesteren, niet te min indien het seker was, dat foodanigh Officier de waarheid van de sake quam te verbergen, sullen de voornoemde Gouverneurs van weghen hooghst-gedachte syne Majesteit als dan den voornoemde Consul versoeken daer over aen de Staten Generael te schryven, op dat satisfactie sonder uytstel aen de Meesters van foodanighe ge-escapeerde Slaven gegeven werde.

XII. Van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordig Traetaet van wegen die Heeren Staten Generael aen meer hoogst-gedachte syne Majesteit sal zyn over gegeven en ge-extradeert, sullen geene Onderdanen of Inwoonders der Vereenighde Nederlanden, soo Joden als Christenen, binnen alle de Koningrycken van hoogst-gedachte syne Majesteit tot Slaven gemaect mogen werden, onder wat pretext het soude mogen wesen; daer en boven sullen de hoogh-gedachte Heeren Staten Generael, nytkrachten van dit Traetaet, geenints gehouden zyn, eenige van hare Onderdanen ofte Inwoonders, zynde tegenwoordigh in Slavernye, of die voor het uytwyselen van gemelte Ratificatie daer toe fouden mogen komen te vervallen, vry te kopen, maer sal het absolut van hare vrye wille dependen sonder enige limitatie ofte restrictie van tyd, hare mededogenetheit in 't werck te stellen, ende foodanige, ende soo veel 't allen tyden als het haer goet duncken sal, te verlossen, midts conditie van over den prys van haer rantsoen met hare Meesters of te redelyckste manier te accorderen, sonder dat men haer sal mogen contringeren eenige tegens haer danck te lossen, het zy van de Slaven van de Galeyn, Gouverneur, Alcaydes, ofte wie het oock soude mogen zyn, toebehooren, niet goet vindende om veele reedenen te stipuleren, dat de Meesters gehouden sullen zyn hare Slaven, zynde haer eygen Goetd, voor den prys van haren eersten inkoop te moeten afstaen, nochte dat oock de hoogh-gemelte Heeren Staten gehouden sullen zyn, foodanige aen te nemen, als men haer met geweldt soude willen doen lossen; belovende meer hoogst-gedachte syne Majesteit sijn Authoriteit in dese sake te sullen employeren, om beyde de Parthyen te vreden te stellen; ende is vervolgens geaccordeert, dat alle de Slaven, zynde Onderdanen en Inwoonders van die hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ter occasie van hare lossinghe, sullen genieten het Profitte ende de Emolumenten van den aflaghe oft verminderinghe der Rechten die syne Majesteit toekomen, ghelyck oock van de andere Onkosten, midts voor de selve betalende soo redelycken Prijs als eenige Slaven van andere Natien, ten opsigte van hare lossinghe, het zy naer den gheslooten Vrede, ofte by wegen van Aelmoessen zyn ghe woon te betalen; wel-verstaende, dat foodanige Slaven, Inwoonders der Vereenigde Nederlanden, die dit Emolument sullen willen genieten, door de Commissarissen of andere Ministers van den Staet der Vereenighde Nederlanden, die naer desen biennen de Rijken van hoogst-gedachte syne Majesteit souden mogen komen, sullen moeten werden gelost, sullende andere Slaven, Inwoonders van de hoogh-gemelte Provincien, die dat Voordeel der gemelte Rechten niet sullen willen genieten, haer Vryheyt door andere Persoonen, soo sy te rade sullen werden, mogen procureren; de voornoemde Commissarissen ofte andere publicke Ministers, die naer desen van wegen de hoogh-gemelte Vereenighde Nederlanden, in de Rycken van hoogst-gedachte syne Majesteit souden mogen werden aengestelt, sullen de Vryheyt ende Macht hebben van voor haer, ofte hare Secretarissen, Contracten, ende Accorden te doen passeren opene Brieven ende andere Depeches in haer Naem te verleenen, ende anders te doen alle 't gunt de lossinghe en het vertrek der geloste Slaven van nooden sal zyn, sonder dat yemand, wie het oock soude mogen wesen, sich daer tegen sal mogen stellen, of de geloste Slaven molesteren; wyders sullen de voorz. Ministers met al-

TOM. VII. PART. II. 100

mais il sera enjoint aux Maîtres d'un tel Esclave ou Esclaves, qu'ils les redemandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandant auprès de qui ils pourroient s'être sauvez; Et au cas que l'Officier le denie constamment, & que l'on n'en ait point de connoissance certaine, le Maître ou les Maîtres seront tenus d'ajouter une foi entiere à la parolle du susdit Officier, sans pour cette occasion pouvoir molester le Consul ou les susdits Sujets en aucune maniere; Neanmoins s'il étoit certain, que tel Officier vint à cacher la verité, lesdits Gouverneurs de la part de Sa Majesté demanderont au Consul qu'il en écrive aux Etats Generaux, afin qu'il soit donné sans délai satisfaction aux Maîtres de tels Esclaves qui se seroient échapez.

ANNO
1683.

XII. Du jour où la Ratification du présent Traité aura été fournie à sadite Majesté de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, aucun Sujet ou Habitant des Provinces-Unies, tant Juifs que Chrétiens, ne pourront être faits Esclaves dans tous les Roiaumes de sadite Majesté, sous quelque pretexte que ce puisse être. De plus les susdits Seigneurs Etats Generaux, en vertu de ce Traité ne seront nullement tenus de racheter aucuns Sujets ou Habitans qui sont presentement Esclaves ou qui pourroient l'être faits avant l'Echange des susdites Ratifications; mais il s'en suivra absolument de leur franche volonté, sans aucune limitation ni restriction de tems, de mettre leur compassion en effect & ainsi de les racheter dans le tems qu'ils le jugeront à propos. A condition de convenir avec leur Maître d'un prix raisonnable pour leur rançon, sans qu'on les puisse contraindre d'en delivrer aucun malgré eux, soit des Esclaves des Galees, Gouverneur, Alcayde, ou à qui qu'ils puissent appartenir; ne trouvant pas à propos pour plusieurs raisons de stipuler, que les Maîtres soient obligez de se défaire de leurs Esclaves, étant leur propre bien, pour le prix de leur premier achat; ni que les susdits Seigneurs Etats seront obligez de les prendre, si on les leur veut faire racheter de force. Promettant sa Susdite Majesté d'employer son Autorité en cette affaire, pour que les deux Parties soient satisfaites: & est ensuite accordé que tous les Esclaves, étant Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats Generaux, à l'occasion de leur rachat, jouiront du Profit & des Emolumens du rachat & diminution des Droits qui appartiennent à Sa Majesté, comme aussi des autres frais, en payant pour iceux un prix aussi raisonnable qu'aucun Esclave d'autres Nations à l'égard de leur rachat, comme on a coutume de les payer, soit après la Paix conclue, soit par maniere d'Aumône. Bien entendu que tels Esclaves, Habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouir de cet Avantage, devront être rachetez par les Commissaires ou autres Ministres de l'Etat des Provinces-Unies, qui ci-après viendront dans les Etats de Sa susdite Majesté. Et les autres Esclaves, Habitans des susdites Provinces qui ne voudront pas jouir de l'avantage des susdits Droits, pourront procurer leur Liberté par d'autres Personnes, s'ils le jugent à propos. Les susdits Commissaires, ou autres Ministres publics, qui seront ci-après établis de la part desdites Provinces-Unies, dans les Roiaumes de Sa susdite Majesté auront la Liberté & le Pouvoir de faire par devant eux ou par devant leurs Secretaires passer tous Contrats, Accords, Lettres Patentes, & autres Depêches en leur nom, & faire en outre tout ce qui est nécessaire pour le rachat & retour des Esclaves qui seront delivrez, sans que personne, qui que ce puisse être, puisse s'y opposer, ou molester les Esclaves rachetez. En outre les susdits Ministres pourront faire & passer par devant eux toute sorte d'Instrumens & Contrats au profit d'au-

I 2 101

ANNO 1683. foo veel Authoriteyt, als eenige Ministers van andere Prinzen of Porentaren vermogen te maken, en voor haer te doen passeren allerhande Instrumenten en Contracten ten behoeve van andere Christen Natien, oock mogen verleenen Paspoorten sonder contradictie van yemandt.

XIII. Indien het gebeurde dat eenige Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael binnen eenige van de Plaetsen ofte Steden van hoogst-gedachte syne Majesteit quam te overlyden, sullen des selfs Goederen of Penningen door de Gouverneurs, Rechters, ofte andere Officieren van wegen hoogst-gedachte syne Majesteit niet mogen werden aengestellen; selfs en sal niemant van de gemelte Gouverneurs ofte andere Officieren daer van kennisse mogen nemen, ofte daer omtrent eenige de minste recherche werden gedaen, maer sullen sodanige Goederen en Penningen werden aengevaert by die genee, die den Overleden tot sijn Erigenem ofte Erfgenaemen by Testament sal hebben geconstitueert, in gevalle de selve ter plaetse van den Overleden mochten wesen; ende indien de Erfgenamen aldaer niet present soudon mogen zijn, sal den Exccuteur van 't selve Testament door den Overleden beoorloofte geconstitueert, naer dat hy een perfecten Inventaris van alle de nagelatene Goederen en Penningen ter goeder trouwen sal hebben gemaect, de selve sonder eenigh belet in sijn bewaringe nemen; ende sal besorgen dat alles in handen van de ware ende wettige Erfgenamen door vegelyke wegen gestelt werde; maer indien yemant van de voornoemde Onderdanen, sonder Testament quam te overlyden, sal den Consul der hoog-gemelte Vereenigde Nederlanden sodanige Goederen en Penningen onder een behoorlijke Inventaris aenvaerden, om de selve aen de naeste Vrunden en Erfgenamen der Overleden ter handt te stellen.

XIV. De Koopluyden foo Christen als Joden van hoog-gemelte Vereenigde Nederlanden, de welke haer binnen eenige van de Sreden van hoogst-gedachte syne Majesteit bevinden, sullen geenints gehouden zijn Goederen tegen haer dank te kopen, maer sal altijd tot haer keute staen sodanige te kopen, als sy oordeelen sullen haer dienstigh te zijn; van gelijken sal geen Capiteyn ofte Schipper van de hoog-gemelte Provincien gehouden zijn eenige Goederen tegens sijn dank in te laden, om de selve te vervoeren, ofte om een Reyse te doen naer eenige Plaetsen daer hy niet soude willen varen; oock sal den Consul van hoog-gemelte Provincien niet gehouden zyn eenige Schulden van een ander Onderdaen van de selve Provincien te betalen, ten ware dat ten dien oorseeke eenige Borgtocht, ofte Cautie by publicque Acten gestelt ware.

XV. De Onderdanen, foo Christenen als Joden; van hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in cas van Pleydoyen of Proceffen in de Rijken van hoogst-gedachte syne Majesteit niet gehouden zijn sich te submitteren onder eenige Jurisdicte van de Landen, maer indien'er waren eenige questien, foo Civile als Criminele, tusschen die van de Natie van de Vereenigde Provincien alleen, in welken gevallen sy niet gehouden sullen wesen te compareren voor een andere Rechter als voor haren Consul, dewelcke sal hebben volkomen Authoriteit om te termineren alle differenten, foo in 't Civil als in 't Crimineel, als Dootslagen, Quetzuren, en andere Delicten, en te procederen volgens de Instructie en Ordre van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

XVI. In gevalle eenigh Onderdaen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sich bevindende in de Rijken van hoogst-gedachte syne Majesteit een Moor quam te beledigen, te quetsen, of neder te leggen, sal hy op de selve wyse en niet strenger als een Moor werden gestraft, indien hy diergelijcke Misdaden begaen hadde; doch by foo verre hy quam te escapperen, sal den Consul noch eenige andere Onderdanen van de gemelte Heeren Staten daarom niet mogen werden geinquireert noch gemolesteert.

XVII. Den voorn. Consul van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael in de Rijken van hoogst-gedachte syne Majesteit sal aldaer woonen in alle vryheyt en veyligheydt, foo ten aensien van sijn Persoon, als van sijn Goederen; en sal hy vermogen sijn Tolck en Makciaer te verkiesen, oock te gaen aen boort van alle Schepen, in de Havenen en op de Reeden ten

An.

ANNO 1683. tres Nations Chrétiennes, comme les autres Ministres des autres Princes & Potentats & même accorder des Passports sans contradiction de personne.

XIII. S'il arrive que quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux vienne à mourir dans quelque une des Places ou Villes de Sadite Majesté, ses Effets & Deniers ne seront point saisis par les Gouverneurs, Juges ou autres Officiers de la part de Sadite Majesté, même nul desdits Gouverneurs ou autres Officiers n'en pourront prendre connoissance ou en faire aucune recherche, mais tels Effets & Deniers seront mis és mains de ceux que le defunt aura institué à cet effet par son Testament, au cas qu'ils soient dans les Lieux où ledit defunt sera decedé, & si les Heritiers ne sont pas presens au lieu, l'Executeur testamentaire que le defunt aura institué, après qu'il aura fait un Inventaire fidele desdits Marchandises & Deniers les prendra en sa garde; & aura soin qu'ils puissent par voyes sures étre mis és mains de l'Heritier legitime. Mais si quelqu'un desdits Heritiers vient à deceder ab intestat, le Consul des susdites Provinces-Unies, prendra lesdites Marchandises & Deniers en la garde, sous un Inventaire convenable, pour étre restitués aux plus proches Parens & Heritiers du defunt.

XIV. Les Marchands tant Chrétiens que Juifs desdites Provinces-Unies, qui se trouvent dans quelque une des Villes de Sadite Majesté, ne seront point obligés à acheter des Marchandises contre leur gré; mais il sera toujours à leurs choix d'en acheter de telles qu'ils trouveront leur étre utiles, semblablement, aucun Capitaine ou Maitre de Vaisseau des susdites Provinces, ne sera obligé de charger aucune Marchandise malgré soi pour la transporter, ou de faire un Voyage, en quelque Place où il ne voudroit pas aller. Aucun Consul desdites Provinces ne sera pas non plus tenu de payer les dettes d'un autre sujet desdites Provinces, à moins que dans cette occasion il ne se fut rendu Caution ou Repondant par quelque Acte public.

XV. Les Sujets, tant Chrétiens que Juifs, des susdits Seigneurs Etats Generaux, ne seront pas tenus, en cas de Plaidoirie ou de Procez, dans les Etats de Sa susdite Majesté, de se soumettre à la Jurisdiction de ces Pais; mais s'il arrive quelque différent, soit Civil ou Criminel, entre ceux de ladite Nation des Provinces-Unies seuls, en ce cas ils ne seront pas obligés de comparoir par devant un autre Juge que leur Consul, qui aura entiere Autorité, de terminer tous les differens tant au Civil qu'au Criminel, comme Meurtre, Blessures & autres Delicts, & de proceder suivant l'Instruction & Ordre des susdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. Au cas que quelques Sujets des susdits Etats Generaux se trouvant dans les Etats de Sadite Majesté, vinsent à faire tort à un More, le blesser, ou le tuer, il sera puni de la même maniere, & non plus rigoureusement qu'un More qui auroit commis la même Faute ou Delict; Mais s'il venoit à s'échapper, le Consul ni aucun autre Sujet des susdits Seigneurs Etats Generaux n'en pourront pas à cette occasion étre inquietez ni molestez.

XVII. Le susdit Consul desdits Seigneurs Etats Generaux étant dans les Etats de Sa susdite Majesté, y pourra vivre en toute liberté & sûreté, tant à l'égard de sa Personne que de ses effets, & il pourra choisir son Truchement & son Courrier, & aller à bord de tous Vaisseaux, qui seront dans les Havres &

ANNO 1683. Ancker leggende, soo menighmael als 't hem believen sal, als oock door het Landt te reysen, daer en boven sal het hem vry staen, en gepermitteert zijn publycqueijk in sijn Huys te doen oeffenen en exerceren de Christelike Gereformeerde Religie, sonder eenige vexatie of molestatie, het zy met woorden of met werken, van wie het oock soude mogen zijn.

XVIII. Is mede geaccordeert en convenienciert, dat niet alleen geduyrende de continuatie van Vrede en Vrundtschap, maer oock in cas van eenige interruptie of rupture van de selve, tusschen hoogst-gedachte sijne Majesteit en hoog gemelte Heeren Staten Generael den Consul en andere Onderdanen van meer hoog gemelte Heeren Staten Generael, in de Rijken van hoogst-gemelte Syne Majesteit woonende, te weten soo wel in tijdt van Oorlogh als van Vrede, sulden hebben volkomen vryheyt, om sich na haer eygen of andere Landen te begeven, met foodanige Schepen, van wat Natie het zy, als 't haer goetduncken sal, ende hare Goederen, Familien, en Dienaers met haer te nemen, sonder dat haer daer omtrent eenige hindernisse magh werden toegebracht.

XIX. Geen Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, 't zy Jood, of Christen, zijnde Passagier, gaende of komende met sijn Bagagie van ofte na eenige Havenen, sal mogen werden gemolesteert, schoon foodanigen Passagier in een Vyandlijk Schip van die van hoogst-gemelte Syne Majesteit was; van gelijcken sal geen Passagier van hoogst-gedachte Syne Majesteit, zijnde in een Vyandlijk Schip van de hoog-gemelte Heeren Staten in sijn Persoon of Goederen, die hy in 't gemelte Schip geladen sal hebben, mogen werden gemolesteert.

XX. Soo haelt als de Ratificatie van 't gemelte Tractaet van wegen hoog-gemelte Heeren Staten Generael, aen handen van hoogst-gedachte Syne Majesteit sal sijn overgegeven, sulden alle Injurien ende Schaden ten wederzyden geleden, in een eenwige vergetenheyt gestelt en gehouden werden, en sulden allerhande Hostiliteyten en violentien ten wederzyden cesser, en al dese Vrede in haer volkomen kracht en vigeur blyven, en voor altijd continueren; en in Gevalle na den dag, dar de voorst Ratificatie in handen van hoogst-gedachte Syne Majesteit gestelt sal sijn, eenige Prinfen ofte Schaden ten wederzyden quamen voor te vallen, voor dat de Vrede aen yder der Onderdanen bekend was, sal daer van een prompte satisfactie gegeven werden.

XXI. In gevalle dat by inadvertoent, of andersints eenige Contravention in het tegenwoordige Tractaet van wegen hoogst-gedachte Syne Majesteit, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael voorvielen; soo sal echter de voorst. Vrede in volle vigeur blyven, sonder dat men daerom tot Rupture van de voorst. Vrede, Vrundtschap, ende goede Correspondentie sal komen; maer sal die beleidighde Parthey een prompte Reparatie van foodanige Contravention in der minne vorderen, alvorens tot de Wapenen te komen; ende in gevalle sulcks by eenige particuliere Onderdanen mocht by-komen, sulden sy als Infracteurs van Vrede, en Verstoorders van de gemene Rust, sonder eenige conniventie, daer over werden gestraft.

Soo ist, Dat wy het voorst. Tractaet ende yeder Articul van dien hebben geaggreert, geapprobeert ende geratificeert, gelijk Wy het selve aggreeren, approberen, ende ratificeren mits desen, belovende ter goeder trouwe ende oprechtelijken, het selve onverbrekelijken te onderhouden ende naer te komen, ende te doen onderhouden ende naer te komen, ende niet te gedogen dat het selve by yemanden, directelijken ofte indirectelijken, gekrenckt ofte verbroken werde, onder wat pretext het oock soude mogen wesen: Ten oirconde hebben Wy desen met Ons Groot-Zegel doen bekrachtigen, ende door den Presiderende in Onse Vergaderinge laten parapheren, ende door Onsen Griffier doen teekenen. Aldus gedaen in Onse Vergaderinge, in den Hage den ses en twintighsten Mey seftien hondert drie en tachtigh.

De Ratificatie over dit Tractaet, ten aense van syne Keyserlike Majesteit van Marocco, is geteekent op den zehenden Ramadan, in 't Jaer 1095, het welke naer Onse reekeninge is den . . . Augusti 1684. volgens ende in confor-

ANNO 1683. & à la Rade, & ce aussi souvent qu'il lui plaira, comme aussi de voyager par le Pais. Ouvre cela il lui sera loisible & permis de faire publiquement dans sa Maison l'Exercice de la Religion Reformée sans aucune vexation ou moleste, soit de parolles ou de fait, de qui que ce puisse être.

XVIII. Est aussi accordé & convenu que non seulement, pendant la continuation de Paix & Amitié, mais même en cas de quelque interruption & rupture d'icelles, entre Sa susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Consul, & autres Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui sont demeurans dans les Etats de Sadite Majesté, savoir tant en tems de Guerre qu'en tems de Paix, auront entiere liberté de se transporter dans leur propre Pais ou dans d'autres avec des Vaisseaux de quelque Nation, que ce soit, quand bon leur semblera & d'emmener avec eux leurs effets, Familles & Serviteurs, sans qu'on leur puisse à cet égard apporter aucun empêchement.

XIX. Aucuns Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, soit Juifs ou Chrétiens, étant Passagers, allant ou venant dans ou de quelques Havres, ne pourront être molestez, encore que ces Passagers fussent dans quelque Vaisseau ennemi de Sadite Majesté; semblablement aucun Passager de Sa susdite Majesté, étant dans un Vaisseau ennemi desdits Seigneurs Etats Generaux ne pourra être moleste dans sa Personne ou effets qu'il aura sur ledit Vaisseau.

XX. Aussitôt que la Ratification du susdit Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux aura été delivree à Sa susdite Majesté, toutes les Injures, & les Dommages soufferts de part & d'autre seront mis en un perpetuel oubli, & cesseront d'un & d'autre côté toute sorte d'Hostilité & violences, & demeurera cette Paix en sa parfaite force & vigeur, & continuera à toujours. Et au cas qu'après le jour que ladite Ratification aura été mise es mains de Sadite Majesté, il se fit quelque prise, ou que quelque Dommage vint à être souffert de part ou d'autre, avant que la Paix vienne à la Connoissance d'un chacun des Sujets, il en sera fait une prompte satisfaction.

XXI. Au cas que par inadvertoence ou autrement il se fit quelque Contravention au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou de celle des susdits Seigneurs Etats Generaux, ladite Paix demeurera néanmoins en son entiere vigeur, sans que pour ce on en vienne à la Rupture de ladite Paix, Amitié & bonne Correspondance; mais la Partie lésée demandera une prompte Reparation à l'amiable, avant que d'en venir aux Armes; Et au cas que ce soit quelque Sujet particulier qui l'ait fait; il sera puni sans aucune connivence, comme Infracteur de Paix & Perturbateur du Repos public.

C'est pourquoi, Nous avons ledit Traité & chaque Article d'icelui agréé, approuvé, & ratifié, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant en bonne foi & sincerement de l'entretenir & observer, le faire entretenir & observer inviolablement, & ne permettrons qu'il y soit donné atteinte & qu'il soit enfreint par qui que ce soit directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons consigné ces presentes de notre grand Sceau, & fait icelles parapher par le President de notre Assemblée, & fait signer par notre Greffier. Ainsi fait en notre Assemblée à la Haye le vingt sixième May mil six cent quatre-vingt & trois.

La Ratification de ce Traité à l'égard de Sa Majesté Imperiale de Maroc, a été signée le 10. de Ramadan l'an 1095, qui suivant notre computation est . . . d'Août 1684. suivant & en

ANNO 1683. *formité van de Missive van hoogst-gedachte syne Keyserlijke Majesteit, nevens het voorsz. Tractate aen haer Hooghe Mog overgezonden, ende in de secrete Notulen van den vijftienden December 1684. vermeld.*

ANNO 1683. *conformité de la Lettre Missive de Sa susdite Majesté Imperiale, & qui a été envoyée avec ledit Traité à leurs Hautes Puissances, & mentionnée dans les Notules Secretes du 15. Decemb. 1684.*

XXXVI.

30. Juin. Declaration und Revers Carl Land-Gravss zu Hessen-Cassel / an dero Herrn Vettern Ernst zu Hessen-Rheinfels wegen der Bestung Rheinfels aufgestellt; Worinn sich derselbe zu Beschüzung so wohl dero an besagter Bestung / und der Niedern Grafschaft Eagenelenbogen / sich reservirten Jurium, als auch zu Handhabung derer hieran Herzog Ernsten / besagten zwischen Ihnen errichteten Verträgen / zustehenden Gerechtsamen / anbietet / Jenem einen gewissen Capitain mit einer Compagnie von hundert Köpfen zu zuschicken. Geschehen Cassel den 30. Junii. 1683. [LUNIG, Teutsches Reichs=Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz VIII. pag. 927. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht*, Tom. VI. pag. 975. en François.]

C'est-à-dire,

Declaration & Revers de CHARLES Land-Grave de Hesse-Cassel, par lequel il s'engage & promet à ERNEST Land-Grave de Hesse-Rhynfelds de défendre sa Forteresse de Rhynfelds contre toute Violence Ennemie; de le maintenir dans les Droits qui lui appartiennent en vertu des Traitez sur le Bas-Comté de Catzenelbogen, & lui fournir à cet effect un certain nombre de Troupes a ses propres dépens. A Cassel le 30. Juin 1683.

Und und zu wissen sey / nachdeme einige zeithero der Zustand im Römischen Reich / sonderlich am Rheinbrohm / und angrenzenden Landen / sich solcher Gestalt veranlaßt / daß nicht ohnzeitig ein und ander ohngemach / sonderlich aber zu besorgen steht / daß die Bestung Rheinfels in der Nieder-Grafschaft Eagen-Ellobogen / hierunter Gefahr leiden möchte, und aber wir / als der regierende Fürst zu Hessen / die billige Vorsorge tragen / damit nicht allein unsere in besagter Nieder-Grafschaft reservirte Jura ohngekränkt gelassen / sondern auch unsers Frl. vielgeliebten Vetteren und Gewateren / Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen liebden / bey deme durch die Verträge Jhro zustehende Gerechtsam / desto daß geschützt und gehandhabt werden mögen; Daß wir demnach zu solchen Ende zu nöthiger Sicherheit / uns aller möglichen Assistentz / in specie auch dahin erbothen haben / daß wir Seiner liebden mit einer unter einem gewissen ihr anständigen Capitain und Officier stehender Compagnie von ein hundert Köpfen zu Fuß / auch einigen Constablen / Feuerwerken und Mörseren / und zwar auf unsren selbstigen Kosten / auf den Bedürfnis-Fall / umb sich damit nebst seiner liebden eigenen Besatzung / gegen alle besorgende feindliche Gewalt desto besser haben zu defendiren / assistiren und zu statten kommen wollen; damit aber Seiner unsers Frl. geliebten Vetteren und Gewateren liebden / dessfalls außer allen ihnen etwas vorgebildeten Nachdenken und Verdacht gesetzt und verhindert werden mögen; So versprechen

wir hienit bey Fürstlicher Parole / ganz festiglich / falls hochgedachten unsers Frl. vielgeliebten Herrn Vetteren und Gewateren / Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen liebden bey gegenwärtig gefährlichen Conjunctionen / von ihnen selbst vor nöthig achten werden einige Assistentz-Völker von uns / zu desto besserer und nöthwendiger Verthätigung zu begeben / und diese unsere beschälder in die Nieder-Grafschaft schickende Völker auf dero Residenz-Schloß und Bestung Rheinfels an sich zu ziehen / daß solches in keinerlei Weise und Wege derselben / gegen den klaren Inhalt des jenigen / was sonst in dem von 22. Januarii 1654. zu Regensburg getroffenen / und von Kaiserlicher Majestät / und dem der Zeit dafelbst ergangenen Reichs-Schluß / confirmirten Vertrag enthalten ist / im geringsten weder per directum noch per indirectum zu präjudiciren / angesehen seyn könne noch solle / sondern auch über das / daß wir dasjenige / was in berührtem Vertrag / der Bestung halber / gemeldet / und dem regierenden Hause reservirt sich befindet / Seiner liebden zu Nachtheil im geringsten nicht ohngleich deuten / noch zu wider Seiner Herrn Landgraf Ernsten liebden oder auch Dero selbst eigenen haltenden Garnisonen / versehen und ausgeben wollen; über das versprechen und versichern wir ebenfalls aufs beste und bündigste / als geschehen soll und kan; Gleichwie bey mehr hochgedachten unsers Frl. vielgeliebten Vetteren und Gewateren Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen liebden selbst eigenen Willen und Wohlgefallen / ernessen und gut befinden / es iedertzeit bloß und alleine stehen soll / diese unsere Jhro einig und allein zur Assistentz geschickte Völker einzunehmen / und dero selbst eigener Commodität und Gefallen nach zu logiren / und auf die Posten und Wachen zu stellen / daß also auch gleichfalls bey Jhro iedertzeit alleine und lediglich stehen sollen / solche / wann es Jhro gefallen wird / anderswo in der Stadt / oder allda auf Land zu verlegen / und gleich uns die Ursachen dessen zu verständigen; mitler Zeit aber / und so lange solche unsere zur Assistentz geschickte Officier und Mannschafft in der Nieder-Grafschaft Eagenelenbogen in oder außer der Bestung sich befinden / so sollen solche unter unsers Vetteren und Gewateren / Herrn Landgraf Ernsten zu Hessen liebden / Jhrem und denen zeitigen Commandanten absoluten Commando und Jurisdiction stehen / auch eben deswegen vorher / und vor der Einnahme auf Rheinfels / die Officier so wohl / als die gemeine Knechte / was es vor eine Gelegenheit damit habe / durch Jemand von uns darzu expresse Deputirten verständiget werden / und an Eyds statt dem Hessen-Rheinfelschen Commandanten Handgelöbniß dessfalls jedesmahl leisten / auch bey Heller und Pfennig alles dasjenige was erseichender Nothdurft nach / aus dem Magazin / oder sonst zu ihrem nöthigen Unterhalt wird gerichtet worden seyn / bezahlen / auch im Fall einer Belagerung / pro exercitio Religionis mit demjenigen Orte oder Zimmer auf dem Schloß Rheinfels betriediget seyn sollen / welcher Ihnen darzu bequämlich von oft hochbesagten unsers Vetteren und Gewateren liebden / oder dero Commandanten dessfalls wird angewiesen werden; Gestalten sie auch im übrigen und so lange sie zu solcher Assistentz dafelbst liegen / sein Herrn Landgraf Ernst zu Hessen liebden / dero Con-mendanten / oder sonst darzu Deputirte Ordre und Befehllich / gleich ihre selbst eigene Officier und Soldaten thun müssen / sich gehalten sollen; alles treulich und ohne Gefährde / müssen wir dann zu mehrer Versicherung dessen allen / diese Declaration und Revers mit unsren selbstigen Händen freywillig und wohlbedachtlich unterschreiben / und mit Heydrückung unsers Fürstlichen Inseigns bekräftigen; So geschehen Cassel den 30. Junii 1683.

Carl.

(L.S.)

ANNO

XXXVII.

1683.

19. OCT.
FRANCE
ET
ESPAGNE.

Convention faite entre le Marquis de Feuquieres, & le Marquis de Los Balbazes, pour la liberté de la Pêche, & de la Navigation dans la Rivière de Bidassoa, en faveur des Sujets de LOUIS XIV. Roi de France & de CHARLES II. Roi d'Espagne, avec toutes sortes de Vaisseaux, sans distinction. A Madrid le 19. Octobre 1683.
[FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Tres-Christien, & le Roi Catholique, ayant un desir sincere d'observer religieusement de part & d'autre la Trêve, qui a esté conclüe l'année passée entre les deux Couronnes, & d'éloigner de bonne foi tout ce qui pourroit en interrompre la durée; Sa Majesté Tres-Christienne declare provisionnellement que son intention est, que pendant le temps de la presente Trêve les Sujets du Roi Catholique, tant de Fontarabie que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher, avec toutes sortes de Batimens à quille ou sans quille dans la Riviere de Bidassoa, son Emboucheure & Rade du Figuer, & en tous autres lieux de la Mer éloignés, ou proche d'Andaye: avec defences cependant de passer avec gens armez qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur d'Andaye, ainsi qu'il se pratique à l'égard de routes les Places de Guerre, sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou pour quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Christienne, puisse visiter ou faire visiter les Batimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets du Roi Catholique, ni pareillement, que le Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet du Roi Catholique, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Batimens François ou d'aucune autre construction appartenant aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne. Et afin que le present Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Tres-Christienne donnera ordre au Commandant d'Andaye, aux Officiers & Soldats qui seront en garnison dans le Fort, & generally à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Batimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Catholique dans ladite pêche & navigation, sous peine de desobéissance: Et en cas de contravention, elle sera proceder rigoureusement contre les coupables comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir. Et pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, ladite Majesté Tres-Christienne enjoindra à tous ses Commandans du Fort d'Andaye, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer, & d'executer ponctuellement le contenu ci-dessus, & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque Acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Catholique, & contre la teneur de cet acte reciproque; Lequel demeurera ferme & établi en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourd'hui jour de la date d'icelui sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes.

Et Sa Majesté Catholique de sa part, declare aussi provisionnellement, que son intention est que pendant le tems de la presente Trêve, les Sujets du Roi Tres-Christien, tant d'Andaye que des autres lieux; puissent librement naviger & pêcher avec toutes sortes de Batimens à quille, & sans quille, dans la Riviere de Bidassoa, son Emboucheure & Rade du Figuer, & en tous autres lieux de la Mer, éloignés ou proches de Fontarabie, avec defences cependant de passer avec gens armez, qui puissent donner du soupçon à ladite Place, sans une permission expresse du Gouverneur de Fontarabie, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre; sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou sous quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Catholique, puisse visiter ou faire visiter les

Batimens François, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, ni pareillement que le Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de Sa Majesté Tres-Christienne, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Batimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de Sa Majesté Catholique. Et afin que le present Acte puisse avoir son plein & entier effet, Sa Majesté Catholique donnera ordre au Commandant de Fontarabie, aux Officiers & Soldats qui seront en Garnison dans le Fort du Figuer, & generally à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu, & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Batimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, dans ladite pêche & navigation sous peine de desobéissance; Et en cas de contravention elle fera proceder rigoureusement contre les coupables, comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir: & pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, ladite Majesté Catholique enjoindra à tous ses Commandans de Fontarabie, du Fort du Figuer, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer ponctuellement le contenu ci-dessus: & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Christienne, & contre la teneur de cet Acte reciproque, lequel demeurera ferme & établi, en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourd'hui jour de la date d'icelui, sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes. Fait à Madrid le dix-neuvième Octobre mil six cens quatre vingts-trois. Signé pour le Roi mon Maître, ISAAC DE PAS, Marquis de FEUQUIERES, Ambassadeur Extraordinaire du Roi Tres-Christien.

ANNO

1683.

XXXVIII.

des Königreichs Schweden Rätthe und Stände Erklärung über Königs Caroli Gustavi Testament. geben zu Stockholm den 19. Decemb. 1683.

C'est-à-dire,

Declaration des Conseillers & Etats du Royaume de Suède sur l'Affaire du Testament du Roi CHARLES GUSTAVE. A Stockholm le 19. Decembre 1683.

* Voyez-la cy-devant sous le 3. Janvier de la même Année 1683. pag. 49.

XXXIX.

Fœdus Offensivum & Defensivum Inter Cesaræam 1684. Majestatem LEOPOLDUM, Regem Poloniæ 5. Mars. JOANNEM SOBIESKI & Rempubliam VENETAM contra TURCAM Ejusque Adherentes. Initum in Arce Licenti die 5. Martii 1684. [Copie Manuscrite & sûre.]

In Nomine Sanctissime Trinitatis.

SIT inter Serenissimos Principes Dominum Leopoldum Divina favente clementia Imperatorem semper Augustum, & Dominum Joannem tertium Dei gratia Poloniæ Regem horumque in throno Successores, Regna & Provincias, & Serenissimam Rempubliam Venetam ejusque Successores, Status, & Provincias Offensivi, & Defensivi Belli Societas, prima ad gloriosam, & stabilem cum hoste communi oranium trium Partium pacificationem duratura; altera ad ejusdem Pacis perennem conservationem in perpetuum permanfura.

II. Quo

ANNO
1684

II. Quo autem majore robore & indissociabili vinculo solidetur tam sacrum piumpque Opus, Confederatæ Partes communem Patrem Pontificem Maximum Sacræ hujus Societatis Protectorem, Mantentorem, ac in virtute Guarantiæ Evictorem, suis cum Successoribus Maximis Pontificibus venerabunda assumunt, minime dubia Sanctitatem suam id facturam, ut nullam earum poeniteat paternis ardentissimisque Sux Sanctitatis adhortationibus promas dedisse aures & filialem submississe promptitudinem.

III. Obligant se identidem tam Sacra Cæsarea Majestas, quam Sacra Regia Majestas Poloniæ unâ cum Regni & Magni Ducatus Lithuanicæ Ordinibus, & Serenissima Respublica Veneta, sub onere Juramenti inferius inferendi, omnique alio vinculo, quod firma, & indissolubilia Principum, & Populorum solet reddere Foedera, ad initam præsentem belli Societatem sacrosanctè, inviolabiliter in omnibus Punctis, Clausulis, Articulis per se, & Successores suos conservandam.

IV. Quod ut majorem habeat vigorem ac Religionem, ipsum Juramenti Sacramentum, Eminentissimi Domini Cardinales, nominatim Eminentiss. Pio, & Eminentiss. Barbarini, & Eminentiss. Ottoboni, duo primi Germanicæ & Polonicæ Gentium Protectores, Tertius vero Venetorum Cardinalium Senior quæ Repræsentantes intra decursum binorum mensium in manibus Sux Sanctitatis in eam Juramenti formam, quæ feorivo Articulo pacta est, nomine suarum Majestatum & Serenissimæ Reipublicæ Venetæ tanquam Principium suorum corporaliter præstabant.

V. In Societate itaque Belli offensivi permanentes, Partes nullo modo & prætextu feorivè, etiam si optima votiva, & maxime favorabilis alterutri illarum esset oblata, acceptabant Pacem nisi simul & semel in eandem omnes tres consenserint eandemque acceptaverint.

VI. Hæc Belli Societas erit inter Serenissimum, & Potentissimum Imperatorem, quæ est Hungariæ & Bohemiæ Rex Archidux Austriæ, tum aliarum Provinciarum Dominus, ac Heres, ita ut Sux Majestatis in hereditaria Regna, & Provincias, Successores teneantur ad hoc Fœdus, & iidem Punctis, Clausulis, Ligamentis obligentur, ad quod Sacra Regia Majestas Poloniæ, ejusque in throno Successores Regnum Poloniæ, Magnusque Ducatus Lithuanicæ, uti & Serenissima Respublica Veneta, ejusque Successores, Status, & Provincie vice versâ obligantur.

VII. Eadem Belli Societas limitatur solius Belli Turcici necessitate, nec ad aliud quodvis Bellum ullo prois colore & prætextu extendi unquam poterit.

VIII. Declarant itaque Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Poloniæ una cum Ordinibus Regni, & Magni Ducatus Lithuanicæ, se validissimis Exercitibus omni apparatu bellico instructis, & Serenissima Respublica Veneta potentissima maritima classe, & terrestribus in Dalmatia Copiis, adeoque omnes tres Partes majoribus quibus possunt viribus, hoc bellum usque ad ejus, juvante Deo, gloriosum finem, & communem pacem bona fide gesturos.

IX. Casu verò, quo unius, aut alterius Partis Confederatæ Status ita periclitarentur, & ab hoste premerentur, ut omnino ad eorum liberationem submissione auxilium Confederatorum, suarum Copiarum opus esset; promittunt sibi Domini Confederati actualem pro possibilitate armorum suorum conjunctionem.

X. Idem semper facturi, quoties ex bellico Consilio assistendi sibi mutuò integris viribus, vel earum parte necessitas postulaverit; Quo sine intimiorique communicationis ergo, Residentes à Dominis Confederatis Officiales Belli gnari, specialiter ad id selecti circa Partes ad invicem manebant, & ad Consilium bellicum admittentur.

XI. Alias per diversionem Bellum geri debet, videlicet Sacra Cæsarea Majestas Regno Hungariæ, Fortalitibus ejus vindicandis; Sacra vero Regia Majestas Poloniæ Cameneco & Podoliz, ac Ukrainæ vindicandis incumbant, idem faciet Serenissima Respublica ad vindicanda & recuperanda ab Hoste ea quæ perdidit. Bello acquisita, sive rehabita ex ablatis, pro jure quibus antea pertinebant Partibus cedent.

XII. Ut autem expeditiones militares semper ad communem rei bene gerendæ scopum tantò melius infiruantur, deliberabitur de illis statim post ratificatum hoc Fœdus & quotannis maturè inter Dominos Confederatos, illaque, quantum possibile erit, & rerum

circumstantiæ permittent, ita instituentur, uti inter ANNO
Confederatos è re communi conventum fuerit. 1684.

XIII. Cum autem ad hanc Societatem non solum invitandi sunt Christiani Principes, sed & ultro se offerentes admittendi, ideo Domini Confederati se obligant pro posside invitandos ad eam Amicos & Federatos Principes, ita tamen, ut omnium consonus accedat assensus, quoties aliquis Principum admittendus erit, nominatim Serenissimos Moschorum Czaros omni cura ad hanc Societatem invitantur flectentque.

XIV. Quod quidem Fœdus antiquis inter eodem Serenis. Principes Regnaque, ac Dominia eorum, & Serenissimam Rempublicam Venetam, ejusque Status & Dominia compactis, & limitatis Commissionibus nullum præjudicium adferre debet, imò perpetuum illis robur addit & præstat.

XV. Hoc Fœdus triplex in nullo deroget illi, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem & Regiam Majestatem, Regnumque Poloniæ, & Magnum Ducatum Lithuanicæ feorim præcedente anno ictum est, sed unum, non minus quam alterum respectivè in omnibus Articulis, Punctis, & Clausulis in suo robore sanctum & inviolabile maneat.

XVI. Diplomata Ratificationum hujus Confederationis Domini Commissarii & Legati Plenipotentiarii mutuò in Aula Cæsarea intra Mensis spatium, vel citius commutabunt.

In quorum fidem nomine Aug. Sux Majestatis Cæsareæ, & Serenissimæ Regiæ Majestatis Poloniæ, Magni Ducis Lithuanicæ, uti etiam Serenissimæ Reipublicæ Venetæ Litteris Plenipotentiarii mediantibus: Nos Commissarii Cæsarei Plenipotentiarii, & nos Legati Plenipotentiarii, Regius & Venetus, manibus propriis hæc subscripsimus, & Sigillis munivimus.

Actum in Arce Licenti die 5. Mensis Martii Domini millesimo sexcentesimo octogesimo quarto.

XL.

Contrat de Mariage, de VICTOR AMEDÉE, 9. Avril. Duc de Savoie, avec la Princesse ANNE, Fille du Prince PHILIPPES, Duc d'Orleans, Frere Unique de LOUIS XIV. Roi de France. Fait & Savoye. passé à Versailles le 9. Avril 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

AU nom de Dieu le Createur. Soit notoire à tous, que tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, conserve toujours un sincere desir de donner en toutes occasions à tres-haut & tres-puissant Prince Victor Amedée, Duc de Savoie, les témoignages d'estime que Sa Majesté fait de sa personne, de l'affection & tendresse qu'elle a pour lui, & de la singuliere consideration qu'elle fait de sa Maison, non seulement par tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs siecles, entre la Maison de France & celle de Savoie; mais aussi à cause du constant attachement que tres-haute & tres-puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoie, Mere dudit Seigneur Duc, a fait paroître pendant le temps de sa Regence aux interets de Sa Majesté, & qu'elle a si bien inspiré audit Seigneur son Fils, que Sa Majesté ne peut douter qu'il ne continué dans les memes sentimens. C'est aussi pour estreindre de plus en plus cette union & parfaite liaison, & pour la perpetuer à la gloire de Dieu, à l'avantage du nom Chretien, & au commun bien des Peuples & Estats qui sont soumis à l'obeissance de Sa Majesté & dudit Seigneur Duc, que Sa Majesté a eu bien agreable la demande que ledit Seigneur Duc lui a fait faire par son Ambassadeur, de tres-haute & tres-puissant Princesse Anne, Niece de Sa Majesté, & Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orleans; & de deffunte tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans; Et comme Sa Majesté a pour cette Princesse toute la tendresse & l'affection que meritent les grandes & aimables qualitez qu'elle possede, Sa Majesté a cru ne pouvoir mieux procurer l'avantage & le contentement reciproque de deux personnes qui ont l'honneur de le-

ANNO 1684. toucher d'une parenté si proche, qu'en les unissant par le Mariage.

C'est dans cette vue qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui dudit Seigneur Duc de Savoie, convenir des Articles & conditions nécessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, suivant le consentement qu'en a donné nostre Mere sainte Eglise, en levant l'empêchement que les degrez de parenté dont madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc s'attachent, y pouvoient apporter. Lesquels Articles & conditions auroient esté signez & arrestez, suivant les Pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Duc de Savoie.

C'est par ces mêmes motifs qu'en présence, & du consentement & vouloir de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique de Sa Majesté, Duc d'Orléans; de tres-haut & tres-puissante Princesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orléans; & en présence aussi de tres-haut & tres-excellent Prince Louis Dauphin de France; de tres-haute & tres-excellente Princesse Marie Anne Chrétienne de Baviere, Epouse & Compagne de mondit Seigneur le Dauphin; de tres-haut & puissant Prince Philippes d'Orléans, Duc de Chartres; de tres-haute & puissante Princesse Elisabeth Charlotte d'Orléans; de tres-haute & puissante Princesse Anne Marie Louise d'Orléans, Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes; de tres-haute & puissante Princesse Marguerite Louise d'Orléans, Grande Duchesse de Toscane; de tres-haute & puissante Princesse Isabelle d'Orléans, Duchesse de Guise; de tres-haut & puissant Prince Henri Jules de Bourbon, Duc d'Anguien, Grand Maître de la Maison du Roi; de tres-haute & puissante Princesse Anne Palatine de Baviere, Duchesse d'Anguien; de tres-haut & puissant Prince Louis Armand de Bourbon, Prince de Conti; de tres-haute & puissante Princesse Marie Anne de Bourbon, Legitimée de France, Princesse de Conti; de tres-haut & puissant Prince François Louis de Bourbon, Prince de la Roche fur-Yon; de tres-haute & puissante Princesse Marie Therese de Bourbon; de tres-haut & puissant Prince Louis Auguste de Bourbon, Duc du Maine, Legitimé de France, Colonel General des Suisses; de tres-haute & puissante Princesse Louise Françoise de Bourbon, Legitimée de France; de tres-haute & puissante Princesse Charlotte Seguier, Veuve de tres-haut & puissant Prince Henri de Bourbon, Legitimé de France, Duc de Verneuil, d'une part. Et de tres-haut & puissant Seigneur Messire Thomas Felix Ferrero, Marquis della Marmora, Comte de Chiavio, Seigneur de Buriane, Bertin & Pralorme, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Gouverneur & Lieutenant General du Duché d'Aouste, Ville & Province d'Ivrée, Ministre du Conseil d'Etat & Ambassadeur de tres-haut & tres-puissant Victor Amedée, Duc de Savoie, muni de son Plein-pouvoir, d'autre part. Les Conventions & Traité de Mariage entre madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc de Savoie, ont esté accordez & arrestez ainsi qu'il ensuit.

I. C'est à sçavoir, que Sa Majesté promet de donner en nom & loi de Mariage, madite Damoiselle Anne d'Orléans sa Niece, à ce presente & consentante, sous l'autorité & consentement de mondit Seigneur le Duc d'Orléans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, à mondit Seigneur Victor Amedée, Duc de Savoie, suivant les Constitutions de l'Eglise Catholique Apostolique & Romaine. Comme aussi ledit Sieur Ambassadeur promet au nom dudit Seigneur Duc, de prendre madite Damoiselle Anne d'Orléans, à Femme & Epouse, pour être ledit Mariage solennisé en face de sainte Eglise, le plutôt que faire le pourra, par paroles de present en la Cour de Sa Majesté, par celui qui sera chargé de la procuration dudit Seigneur Duc de Savoie.

II. En faveur duquel Mariage Sa Majesté a donné & constitué à madite Damoiselle d'Orléans sa Niece, la somme de neuf cens mil livres, laquelle somme sera composée de celle de dix-neuf mil deux cens quatre-vingt cinq Jacobus & trois quarts monnoye d'Angleterre, faisant monnoye de France deux cens soixante dix mil livres, & interets d'icelle, qui est encore due

par le Roi de la Grande Bretagne, pour la moitié qui appartient à madite Damoiselle; pour être ledits interets exigés du jour seulement du deces de ladite Dame Duchesse d'Orléans. Et comme ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres avec les susdits interets, ne pourra faire celle de neuf cens mille livres tournois, Sa Majesté promet de faire paier de ses propres deniers la somme entiere de neuf cens mil livres; Sçavoir trois cens mil livres contant, trois cens mil livres dans le dernier de Juin, & les autres trois cens mil livres dans le dernier Septembre prochain: desquelles sommes & paiemens le Roi demeurera garant; & dont moiennant ladite garantie, & les paiemens aux termes susdits, ledit Sieur Ambassadeur se tiendra pour content, & en quittera Sa Majesté & tous autres.

III. Et moiennant ladite constitution dotale faite par Sa Majesté, madite Damoiselle future Epouse, sous l'autorité de mondit Seigneur le Duc d'Orléans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, & d'abondant autorisée en tant que besoin seroit dudit Seigneur futur Epoux, a renoncé & renonce par ces presentes, à ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres, & audits interets deus par le Roi de la Grande Bretagne, au profit de Sa Majesté, & à tous autres Droits successifs à elle échus par le deces de feuë Madame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere.

IV. Et de plus mondit Seigneur le Duc d'Orléans donne à madite Damoiselle sa Fille, la somme de trois cens mil livres; Sçavoir, soixante mil livres en bagues & joiaux, & deux cens quarante mil livres à prendre sur les interets qui lui appartiennent de la Dot de feuë madite Dame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere, deus par le Roi de la Grande Bretagne.

V. Moiennant quoi madite Damoiselle future Epouse, du consentement & agrément de Sa Majesté, & autorisée comme dessus, a renoncé & renonce à tous Droits successifs paternels, & autres qui lui pourroient échoir.

VI. Lesdites sommes de neuf cens mil livres d'une part & de trois cens mil livres d'autre, demeureront propres à madite Damoiselle; & aux siens de son costé & ligne: & sera ladite constitution dotale assurée & assignée, comme dés-à-present ledit Sieur Ambassadeur en vertu de la procuration dudit Seigneur futur Epoux, l'assure & assigne sur tous & un chacun les Biens & Etats dudit Seigneur Duc, & specialement sur la Ville & Province de Bielle, dont madite Damoiselle future Epouse & ses Enfants, pourront entrer & se mettre en possession dès l'instant de la dissolution dudit Mariage, & prendre à leur profit les fruits & revenus de ladite Ville & Province, jusqu'à la restitution entiere & parfaite de ladite somme de neuf cens mil livres d'une part, & trois cens mil livres d'autre, & sans diminution d'icelles.

VII. Ledit Seigneur futur Epoux donnera à madite Damoiselle future Epouse des bagues & joiaux jusques à la valeur de six vingt mil livres, lesquels avec ceux qui seront portez par madite Damoiselle future Epouse, lui demeureront aussi propres, & aux siens de son costé & ligne.

VIII. Donnera ledit Seigneur futur Epoux à madite Damoiselle future Epouse, entretenement pour son état & maison, tel qu'à sa qualité & condition pour appartenir, & icelui assignera sur rentes & revenus assurés au contentement de madite Damoiselle future Epouse, jusqu'à la somme de cent mil livres par an.

IX. Ledit Seigneur futur Epoux a doüé & doüë madite Damoiselle future Epouse pour Douaire preix de la somme de quarante mil livres par chacun an, à icelui avoir & prendre sur la Ville de Saintia & son Mandement, avec Pouvoir de nommer aux Offices, Benefices, & autres Droits & Prerogatives appartenans ausdites Terres, qui n'entreront dans l'évaluation de ladite somme de quarante mil livres: & si les revenus de ladite Terre ne montent à ladite somme, ce qui s'en deffaudra sera fourni & remplacé sur d'autres Terres & Seigneuries de proche en proche; duquel Doüaire madite Damoiselle future Epouse demeurera saisie du jour du deces dudit Seigneur futur Epoux, sans qu'elle soit tenuë d'en faire demande en Justice.

X. Et en outre a été accordé que madite Damoiselle future Epouse aura pour habitation une Maison meublé

ANNO 1684. bleé convenablement à sa qualité & dignité, le tout sans diminution dudit Dotiaire.

XI. Arrivant la dissolution dudit Mariage par le predecédé dudit Seigneur futur Epoux, sera loisible à madite Damoiselle future Epouse de demeurer dans les Etats de Savoie, ou de retourner en France: & en l'un & en l'autre cas elle reprendra ladite constitution dotale, & ses bagues & joiaux, ensemble tout ce qui lui sera échue pendant ledit futur Mariage par succession, donation ou autrement, & jouira desdits Dotiaire, habitation & de l'ameublement d'icelle, le tout franchement & quittement, sans être tenuë d'aucunes dettes encore qu'elle se fust obligée, dont les Heritiers & Successeurs dudit Seigneur futur Epoux seront tenus de l'acquiescer & indemniser, & faire en sorte qu'elle ne soit point recherchée ni inquiétée pour ce regard.

XII. Et en cas de predecédé de ladite future Epouse, ses Enfants reprendront pareillement, & pourront faire porter en France ladite constitution dotale, bagues & joiaux, & tout ce qui lui sera échue pendant ledit Mariage, & aussi franc & quitte de toutes dettes.

XIII. Et avenant le predecédé de madite Damoiselle future Epouse sans Enfants, ses Heritiers & aians cause, & ceux au profit desquels elle aura disposé de ses Biens, pourront faire repasser en France les bagues & joiaux de madite Damoiselle future Epouse, ensemble tout ce qui lui sera venu & échue pendant & constant ledit Mariage, par succession, donation ou autrement, même les deux tiers tant de ladite somme de neuf cens mil livres, que de ce qui sera reçu de celle de trois cens mil livres, constituée aussi en Dot par mondit Seigneur le Duc d'Orléans.

XIV. Sera madite Damoiselle future Epouse conduite aux frais de Sa Majesté comme il convient à une personne de sa qualité, jusques aux frontieres du Pais dudit Seigneur futur Epoux au tems qu'il sera avisé, où madite Damoiselle future Epouse sera pareillement accueillie & receuë de la part dudit Seigneur futur Epoux comme il appartient.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se font les Parties obligées & obligent avec tous & chacuns leurs Biens meubles & immeubles, présents & à venir, sans jamais y contrevenir; promettant ledit Sieur Marquis Ferrero, Ambassadeur dudit Seigneur Duc de Savoie audit nom & en vertu de ses Pouvoirs & Procurations, de faire les présentes ratifier & approuver par ledit Seigneur Duc, & en fournir les Lettres de Ratification en bonne & due forme dans le tems de deux mois, à compter du jour & date des présentes, renonçant reciproquement lesdites Parties à toutes Ordonnances, Loix, Coutumes & choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'Original est demeuré pardevant Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expéditions nécessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Versailles le 9. jour du mois d'Avril 1684. pardevant Nous Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté.

Signé,

COLBERT, & COLBERT.

XLI.

23. Avril *Traité fait du consentement du Tres-puissant Empereur de FRANCE; entre Nous les tres-illustres Bacha, Divan & Milice d'ALGER, & le Sieur DENIS DUSAUT, auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du vingt-troisième Avril 1684. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]*

I. **N**ous declérons ledit Dufault Propriétaire incommutable des Places du Bastion de France, la Calle, Cap de Rose, Bonne, Staros, le Collo, Bougie, Gigery, & autres en dépendantes; excluant dès à présent & à tous jours toute autre personne d'y pretendre, ni de faire aucun Commerce sans son aveu & permission expresse.

II. Il est defendu à tous Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres & autres Bâtimens de donner aucun

ANNO 1684. empêchement, ni faire aucunes visites à tous ceux qui iroient audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Bateaux qui seront employez à la Pêche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, seront lesdits Bâtimens & Gens, Argent & Marchandises relâchées, à la requisi-tion de l'Agent dudit Dufault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion, la Calle & Cap de Rose sont fort délabrez & abandonnez, il luy est permis de les reparer & remettre en leur premier état, & de prendre sur les lieux tout ce qui lui sera nécessaire pour cela: Et d'autant qu'un Moulin à vent ne suffit pas pour faire les farines nécessaires à la subsistance des Places, parce que le vent de la terre manque souvent, Nous permettons audit Dufault de faire bâtir un Moulin sur chacun des Montets dudit Bastion & de la Calle, lesquels il fera enceindre d'une muraille pour empêcher les insultes que les Mores du Pays y pourroient faire.

IV. Arrivant quelque Different ou Guerre entre les Mores, qui empêchent ledit Dufault d'avoir du bled pour nourrir les gens qui seront dans lesdites Places, il luy sera permis d'en prendre à Bonne ou autres lieux de ce Pays, en payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des femmes & enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cayd de Bonne trois mille Patraques par an, en six payemens égaux, & le premier commencera en même tems que celui d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du tems du Sieur Sanfon, cessant toutes les introductions faites depuis, & ne pourra ledit Cayd ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Il ne payera audit Bonne aucun Droit d'entrée ni de sortie. Défendons à tous les Habitans de vendre à autre qu'audit Dufault, cires, cuirs, laines, suif, ni autres Marchandises, non plus que les cuirs des Agas des Ouants, qu'il payera comme du tems de Sanfon, ni les cuirs qui refteront après la provision de ladite Ville, à peine de confiscation au profit de nostre Douane. Ses Bateaux pourront charger des Courcoufons, & autres provisions pour les Habitans des Places. Pourra y tenir un Prestre pour y dire la sainte Messe, ainsi qu'audit Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & généralement faire toutes les choses comme du tems de Sanfon.

VII. Est permis audit Dufault de faire pêcher le Corail au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on luy puisse donner aucun empêchement; mais luy sera donné ayde & assistance, & fourni les vivres & autres choses dont il aura besoin, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cayd du Collo prendra pour tous droits dix pour cent, pour l'argent que ledit Dufault enverra audit lieu, pour acheter les cuirs & les cires dépendantes du Bey de Constantine, moyennant quoy est expressement defendu audit Cayd de prendre aucun autre Droit, & à tous les Marchands qui apporteront à vendre des cires de les falsifier ni les vendre, non plus que les cuirs & autres Marchandises à aucuns Mores ni Chrestiens, mais seulement audit Dufault, d'autant que cela est contre la bonne foy & nostre parole: & y contrevenant seront les Marchandises confiscuées au profit de nostre Douane. Ordonnant par exprès audit Cayd & à l'Agas dudit Collo, de tenir la main à l'exécution du present Article, à peine d'en répondre en cas de plainte du contraire de la part dudit Dufault.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lyfmes & Tributs, ne seront sujets à aucuns Droits, non plus que ce qui sera envoyé en cette Ville pour la subsistance de son Agent, lequel il sera permis audit Dufault de changer quand il le trouvera à propos. Et est defendu à tous les Agens & Commis d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causât rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dufault ne sera point inquieté ni recherché dans son établissement, n'entendant

ANNO 1684. dant point meller une cause particulière avec la generale, ni les affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi, mais fera ledit Dufault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & jouissance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qui en revient à la Paye des Soldats, & à tous les Habitans de ce Royaume.

XI. Promet ledit Dufault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, & autres lieux de la Cofte, sans qu'on le puisse contraindre à prendre des cuirs, ni des cires des fondées ni autres Marchandises contre sa volonté.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la defunion & mes-intelligence des Associez qui ont precedé le present Traité a causé plusieurs desordres, & que les Lyfmes & Tributs n'ont pas été payées à nostre Douanne, ni au Cayd de Bonne, aux termes portez par nostre Ottoman, Nous defendons audit Dufault d'admettre personne dans sa Société, sans nostre consentement exprès: & pour cet effet defendons aussi à toutes personnes d'aller dans ledites Places que du consentement dudit Dufault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dufault & aux siens, le defendons à tous autres sans son consentement; à la charge de payer à nostre Divan trente-quatre mille doubles d'or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux mois en deux mois, au moyen de quoy nous promettons de maintenir ledit Dufault & les siens, en paisible possession & jouissance dudit Bastion, & Places en dependantes.

XIV. Et voulant aucunement reconnoître les peines & soins, voyages & dépenses que ledit Sieur Dufault a faits pour parvenir à la Paix que nous avons conclue ce jourd'hui par sa Mediation avec l'Empereur de France, & dont il reste encore chargé de l'exécution d'icelle, Nous lui accordons par ces Presentes deux années de franchise, sans payer aucune Lyfme à nostre Divan & Bey de Constantine, ni au Cayd du Collo, mentionné au present Traité, lesquelles commenceront au premier Aoust prochain, dont nous le déchargeons dès-à-present, & promettons l'en faire décharger par ledit Bey de Constantine & ledit Cayd du Collo; & ledites deux années passées ledit Dufault payera ledites Lyfmes à l'ordinaire à nostre Divan, Bey & Cayd, aux termes portez par le present Traité. Fait double, & publié en la Maison du Roy, le Divan assemblée, où étoient les tres-illustres Ismaël Bacha; Agy, Hufon, Dey Gouverneur, le Musti, le Cady des Turcs & celui des Mores, l'Aga de la Milice, & les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le vingt-troisième jour d'Avril 1684. & de l'Egire le huitième de la Lune de Giunazelevel 1095. Nostre foy est foy, nostre parole est parole, avec les Seings & Tapis du Bacha & du Dey.

Signé,

DUSAULT.

XLII.

25. Avril. *Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France Louis XIV. au Bacha, Dey, Divan, & Milice d'ALGER. Signez le vingt-cinquieme Avril, 1684. Avec le Formulaire des PASSEPORTS dont les Vaisseaux François seront porteurs, & du CERTIFICAT du Consul de la Nation Française à Alger.* [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand-Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte, pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1684. II. Toutes courées & actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre, cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France, & les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Roiaumes, & naviguer en toute seureté, sans en pouvoir être empêché pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a été convenu de part & d'autre, de la restitution de tous les François detenus Esclaves dans le Roiaume & domination d'Alger, & de ceux du Corps de la Milice dudit Royaume qui sont sur les Galeres de France, suivant les Rolles qui en seront fournis; le Sieur Dufault, Gouverneur du Bastion de France, se chargeant en son nom d'amener ledits Esclaves du Corps de ladite Milice, par des Bastimens exprès; & le Divan & Puissances d'Alger, de rendre tous les Esclaves François dans le moment dudit échange; & dès à present toutes les Prises qui seront faites depuis le jour de la conclusion du present Traité, seront rendues reciproquement de part & d'autre, sans qu'on puisse, sous quelque pretexte que ce soit, retenir aucuns Bâtiments, argent, Marchandises, ou robes, ni les Gens trouvez sur ledites Prises.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, ou dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtiments navigant sous l'Estendard de France, & les Passeports de Monseigneur l'Admiral, conformes à la Copie qui sera transcrite en fin du Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrester, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots nécessaires pour la conduite, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que ledites deux Personnes dans ledits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant: Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui est établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe en fin du present Traité.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & marchands, tant de France que d'Alger, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages, en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses nécessaires, en les payant au prix ordinaire & accoutumé, dans les lieux où ils auront relâché.

VII. S'il arrivoit que quelques Marchands François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Roiaume, fussent ataqués par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Fortereses, ils seront défendus & protegez par ledits Châteaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner dedit Ports & Rades, pendant lequel seront retenus ledits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre: & la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutesfois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Alger, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussi-tôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis, & autres qui pourront être en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François.

IX. Ledits Bacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger, donneront dès à present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François, au meilleur prix qu'il se pourra: Et pareille chose se praquera en France à l'égard des Habitans dudit Royaume d'Alger.

K 2

X. Tous

ANNO 1684. X. Tous les Esclaves François, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à présent dans l'étendue dudit Royaume d'Alger, qui ont été pris, non seulement depuis le 18. Octobre 1681. mais même depuis le Traité fait entre l'Empereur de France, & le Bacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger, au mois de Février 1670. seront mis dans une pleine & entière liberté, sans aucune rançon; & pour cet effet il sera permis au Commissaire qui ledit Chevalier de Tourville choisira, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagnes, & autres lieux où sont retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté: & en cas que par négligence ou autrement il en fut oublié quelques-uns, ils seront restitués aussi-tôt qu'ils seront demandés, encore que ce fut long-temps après le présent Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription sur cet Article.

XI. Et à l'égard des François qui ont été pris avant ledit Traité de 1670. a été convenu qu'ils seront tous rachetés, en payant trois cens livres pour la rançon de chacun, quelque somme qu'ils aient été payez par leurs Patrons.

XII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux étrangers, ne pourront être faits Esclaves sous quelque prétexte que ce puisse être, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auroient été pris se feroient déffendus; Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume d'Alger, & des Sujets dudit Royaume, sur des Vaisseaux étrangers.

XIII. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Costes de la dépendance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui y auront été employés, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XIV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement, sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit Royaume: Et il en sera usé de la même manière dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France; & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises que par entrepôts, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits.

XV. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François, aux Corsaires de Barbarie qui seront en guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: Et seront lesdits Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, déffense à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courre sur ses Sujets.

XVI. Les François ne pourront être contraints pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger, pour assister les Marchands François dans tous les besoins; & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion. Et aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les Différends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger, en puissent prendre aucune connoissance.

XVIII. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & d'aller librement à bord

des Vaisseaux qui seront en Rade, toutefois & quantes qu'il lui plaira.

XIX. S'il arrive quelque Différend entre un François & un Turc ou More, ils ne pourront être jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil dedit Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, ou par le Commandant dans les Ports où les Différends arriveront.

XX. Ne fera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis es mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs, dudit Royaume d'Alger, qui voudront s'établir en France.

XXI. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les provisions, vivres & marchandises nécessaires à sa maison.

XXII. Tout François qui aura frappé un Turc ou More, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour déffendre la cause dudit François; & en cas que le François se sauve, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXIII. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'hostilité, qu'après un déni formel de Justice.

XXIV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger enverront quand ils l'estimeront à propos une personne de qualité d'entre eux résider à Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au présent Traité, auquel sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXV. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny, & les Armateurs responsables.

XXVI. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont présentement en Mer avoient pris quelques Bâtimens François, ils seront rendus aussi-tôt qu'ils seront arrivés en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & robes des équipages, & il en sera usé de même, si les Bâtimens François avoient pris quelque Bâtiment de ladite Ville d'Alger.

XXVII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger, aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué, à proportion de la marque de commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup; bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre dedit Vaisseau de Guerre à la Mer.

XXVIII. Si le présent Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Chevalier de Tourville pour l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestez pendant le tems de trois mois.

XXIX. Les Articles cy-dessus seront ratifiés & confirmés par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, pour être observés par leurs Sujets pendant le tems de cent ans; & afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, seront publiés & affichés par tout où besoin sera.

Passports dont les Vaisseaux François seront porteurs.

Louis Alexandre, Comte de Toulouze, Admiral de France; A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & passeport à Maître du Vaisseau nommé _____ du port de _____ de s'en aller à _____ chargé de _____ & armé de _____ après que vilitation de _____ aura été bien & dûement faite. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de

ANNO 1684.

ANNO de nos Armes à ces présentes, & icelles fait contresigner par le Secrétaire de la Marine. A Paris, le
1684. jour de mil six cens quatre-vingt

Signé,

LOUIS ALEXANDRE, Comte de Toulouze
Admiral de France.

Et plus bas:

Par Monseigneur,

LEFOUIN

Et scellé.

*Certificats du Sieur Consul de la Nation François
se à Alger.*

NOUS Consul de la Nation François à Alger, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le Vaisseau nommé commandé par du port de ou environ, étant de présent au Port & Havre de appartient aux Sujets du Royaume d'Alger, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Alger, le jour de mil six cens quatre-vingt

Signé,

Fait & publié en la Maison du Roy à Alger, le Divan assemblée, où estoient tres-illustres & magnifiques Seigneurs Ismaël Pacha, Hagdi Hussein, Dey Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Mufy, les deux Cadis, les Gens de Loy & de Justice, & toute la Victorieuse Milice: En présence des Sieurs Hayet, Conseiller du Roy en ses Conseils, Commissaire General des Armées Navales de Sa Majesté, en lieu & place de Monsieur le Chevalier de Tourville; Dufault Propriétaire du Bastion, & de la Croix, Secrétaire Interpreter de Sa Majesté es Langues Orientales. qui a lu le présent Traité audit Divan le jour de la publication de la Paix, huitième de la Lune Giumazelevel, l'an de l'Egire 1095. qui est le ving- cinquième Avril 1684. Notre foy est foy, & nostre parole est parole, avec le Seing & Sceau du Bacha.

Signé,

LE CHEVALIER DE TOURVILLE.

Et plus bas:

Par Monseigneur, SICARD.

XLIII.

5. Mai. *Traictat van Vreede, Navigatie, ende Commerce, tusschen MULEY ISMAEL, Monarch beroemt, Koning van Arabia en Tranquia, Keiser van Marocco ter eenre, ende de Hoog: Mog. Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN ter andere zyde gemaackt. Getranslateert eerst uit d'Arabische taal in 't Spaansche, en dan uit het Spaansche in 't Nederduytsch. Exhibitum * den 5. Mai 1684. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]*

C'est-à-dire,

Traité de Paix, de Navigation, & de Commerce, entre MULEY ISMAEL, Monarque renommé, Roi d'Arabie & de Tranquie, Empereur de Maroc d'une part, & les Hauts & Puis-

* Quatre différentes Dates se trouvent en ce Traité, & la principale, celle de la Signature en Hollande y manque.

La Première Date du 13. du Mois Doulja 1093. est une Date de l'Hégire, suivant le Rite des Arabes, qui se rapporte au Mois de Novembre 1682.

La Seconde Date du 28. du Mois Jyar de l'an de la Création 5444. appartient à la Période Judaïque, & se rapporte au Mois d'Avril ou de Mai 1684.

La Troisième du 4. Mai 1684. est celle de la Traduction faite de la Langue Espagnole en Langue Hollandaise.

Et la Quatrième du 5. Mai 1684. est celle du jour que le Traité fut présenté & lu en l'Assemblée de L. H. P. [D u m.]

sants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES du Pais-Bas d'autre part. Traduit premierement de l'Arabe en Espagnol, & en suite de l'Espagnol en Hollandois. Exhibé le 5. Mai 1684.

Traactat met den Keyser van Marocco, uit het Spaansch vertaalt, getranslateert uit de Arabische Taal,

Inden naeme van de Almogenden ende Genadigen Godt,

(Zegel)

Godt sy geloofi.

NOTIE van de Accorden van de Vreede, waer door de Vreede ende die gerustheyt sal volgen tusschen den Monarch beroemt, met den Swardé van de æstimate in glory gewapent, den glorieusen Koning van Arabia en Tranquia, onsen Meester, Heer van de getrouwe verweerder van de Moorsdom, Oorloger over de taken van den Heer der Werelden, verheven in geestimeerden Edeldom, acquirerende redemptie Mulay Ismael, aen wien den souverainen Godt helpe en conserveer sijn possessie (Croon) continuerende daer inne sijn succeffie, tot den dagh van den finalen Oordeel. Ende tusschen de Mogende (kragtigen) Duytliche Staten, ende den Prince van Oragene.

I. Eerste Accord, van den dagh af dat het adjustement sal sijn geëffectueert, ende dat voor den Coning onsen Heere, die God helpe, securiteyt sal sijn rakende de pointen van de Vreede, sal tusschen hem ende U sijn (wesen) perfecte geheele Vreede, ampele getrouwigheyt ende stercke (vaste) verleeckeringe van wederzijden tot gerustheyt van de Kooplyden, ende tot genoegen van de vreesende.

II. Alle de Schepen van de Staten ende hun Vassallen, het sy Christenen of Jooden vermogen in te komen, wanneer sy sullen begeeren (gelieven) in de Havens, die onder het Gebiet staan van den Coning onsen Heer, die Godt helpe, en vermogen daer in te blyven soo veel tyds, als sy sullen willen (gelieven) en daer uyt vertrecken als sy sullen willen (gelieven) ende kopen en verkopen, in het gantsch (geheel) Gebiedt (Dominium) van onsen Coningh, voor haar reeckeninge en carge (risico) mits betalende de ordinaris gerechtighdyt, als van oudts, de tiende van in en uytgaen, ende van haer niet anders sal werden gecyacht, ende de koopmanschap die van het Schip niet sal werden geloft, 't sy om dat sy hun reeckeninge niet en vinden, ofte om andere reden en begeerte van den eygenaer, ende dat hy die in sijn Land wil brengen, sal hy dat mogen doen, sonder dat het selve hem iets sal kosten, ende indien in Moorenland eenige van de Vassallen van de Staten mochten wesen met sijn familie, die wilde vertrecken ende naar sijn Land gaen, sal het selve mogen doen, met sijn gantsche familie, ende kinderen ende met het geene hy sal begeeren, weynig of veel, sonder dat sig ymant daer tegens sal opposeren nog quada doen. En de goederen van Contrabanden, als Plancken, Zeyldoeck, Touwen, Balcken, ende ter Zee dienende dingen, ende vervolgens Oorlogs gereetschap, als Buscruyt, Salpeter, vuur Roers en Degens, alles is vry van de gerechtigheden, ende alle de Hollandische Kooplyden sijn vry (en liber) in alle Havens van onsen Coningh, die God helpe, en sijn land augmentere.

III. Soo de Schepen van onsen Coningh, die God helpe, ofte Schepen van sijn Vassallen in 't Gebiet, ende van alle die geene, die onder sijn door God verheven Vlagge staan, in Zee recontreren met Schepen van de Staten ofte van haer Vassallen, en Gebiet, ofte van de Kooplyden, Christenen, ofte Jooden, niet sullen werden gemoesteert met de minste molestie, nooge ongenogen, nog de goederen te visiteren nog eenig dilay in 't bevorderen van hunne reyse te veroorlooken; En indien in enig Schip enig Passagier mogte zyn van de een ofte andere Natie, is gecomprenheert in de Accorden van de Vreede soo als icels de eygeners van de Schepen, en de securiteyt van sijn persoon en goet sonder eenige oppositie.

ANNO 1683. IV. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer, die God helpe, ofte van syn Vassallen, eenig Schip van de Staten of haer Vassallen reſcontereerde, ende willende de malkanderen preyen, ſal een Man in een Boot met Matrooſen gaen, ende vernemen, ende den Capiteyn (Schipper) ſijn Paſſeport toonende, ſal daer tegens geen replicq ſijn, ende willende de Man van de Boot op het Schip gaen, ſal hy dat alleen moeten doen, ende ingelyx toonende den Araiz (Capitain) aen 't Hollandſche Schip geſchriſte by den Conſul geteykent, die ſynent wegen certificeert, ſal daer over oock geen replicque ſyn, en yder een ſal ſyn voyage vervolgen, waer naer toe hy ſal begeren.

V. Soo een Schip vande Koningh, onsen Heer, die God helpe, reſcontereert met Schepen van de Staten, of haer Vassallen, ende dat daer in een perſoon ſal werden gevonden van haer of andere Natie, dat hy uyt ſyn Schip niet ſal behoeven te vertrecken, en op een ander te gaen.

VI. Of het gebeurde dat eenig Schip van de Staten ofte haere Vassallen en Kooplyden, op een droogte quam te geraken, in een Haven van den Coningh onsen Heer, ſal in ſodanigen vrydom (ſecuriteyt) ſyn, als hy in Zee is (of was) hebbende, ende is den Gouverneur van die Haven gehouden met die van het vaſt geraakte Schip de Goederen te bergen, ende alles te bekomen wat daer ſal ſyn, ſonder hem te verlaten, op dat het niet verloren ſal gaen, oock ſal het van die van de Haven niet werden gemoleſteert.

VII. Soo eenig Schip van den Coningh onsen Heer, ofte van ſyn Vassallen uyt een Haven quam die van ſyn Gebiet niet en is, reſconterende met eenig Schip van de Staten, ofte van haer Vassallen, ende hiende dat het in battaille met ſyn Vyand is, ſal hem defenderen.

VIII. Dat geen Schip te kaap varende van den Koningh onsen Heer, ofte van ſyn Dominium (Gebiede) ſal vermogen te naderen de Landen ofte Havens van de Staten en haer Gebiet (Dominium.)

IX. Soo een Kaper, die niet en is onder het Gebiedt van den Coningh onsen Heer die God helpe, een Duytſch Schip van de Staten of van haer Vassallen ſal hebben genomen, ende in een van de Havens van den Coninck onsen Heer ſal komen, den Gouverneur van de Haven ſal niet toelſtaen dat het daer werde verkoſt, ende ſelfs niet in die Haven yets van de prys te loſſen.

X. Soo een Kaper vande Staten, ofte van haer Gebiet, een prys van andere Chriſtenen, waer mede ſy Oorlogh hebben, ende daer mede quam in een Haven vande Coningh onsen Heer, ofte van ſyn Gebiede, ſal deſelve Kaper vermogen ſodanige prys verkopen, ſoo als hy ſal begeren, ſonder datter oppoſitie ſal werden gedaen, en ſal in de Haven ſoo langh mogen blyven als hy ſal willen, ſonder te betalen Ancker-geldt, noch andere Regten die Koopvaerdy-Schepen gewoon ſyn te betalen, ende indien ſy Virtualie van doen hadde, ſal men die aen hem geven à pris courant.

XI. Soo eenige Kaper van de Staten buyten de Haven op de Rhee arriveert, is den Capiteyn of Conſul verobligert den Gouverneur van die Haven te adverteren, op dat die gene die een Chriſten Slaaf is hebbende, deſelve beware, ende indien hy daer naer quam te vlugten, ſal hy van de Conſul, ofte van andere Duytſche Kooplyden die in onſe Landen reſideren niets hebben te pretenderen, ten ware datter apparente ſuſpitie mogte weſen, dat den Capiteyn deelachtigh aen het delict was, in ſulcken geval ſal den tegenwoordigen Conſul aen de Staten ſchryven, en haer van de ſaecten Notificatie geven, op dat ſy te weeg mogen brengen, dat den eygenaer van de Slaaf, niet komt te verlieſen.

XII. Van dien dagh af dat de Vreede ſal ſyn geſeſſeert, ſal geen Chriſten of Jood vande Vassallen van de Duytſche Staten Slaaf konnen werden gemaakt, in het gantſch (geheel) Gebiedt van den Coningh onsen Heer, die God conſerveere, ende vervolgens ſyn de Staten niet gehoude te loſſen de Duytſche Slaven, die voor date van de Vreede tot Slaven ſyn gemaect, ſchoon het een Slaaf vande Coningh ofte ſyn bende mogte weſen, ten waere ſy goedwillig een expreſſe perſoon wilden ſenden, omme die te loſſen, ende die gene die door ſyn middel ſullen werden geloſt, ſal het regt van uytgaen en koſten werden gemodereert, maer die gene die door middel van particuliere ſullen werden geloſt, ſullen de gewoonlycke Regten in 't geheel betalen, ende alle de Gedeputeerden en perſonen, die met ſaken van de Staten ſullen komen, ſullen werden ontfangen

geſtimeert ende geſeſſeert, ende ſal met haer werden gehandelt, ſoo als wy gewoon ſyn te doen met andere, met dewelcke wy in Vreede ſyn.

XIII. Soo eenig Duytſch of Joods Koopman in het Gebiedt van de Koning onsen Heer die God helpe, komt te ſterven, naer latende eenig goet of geldt, indien den overleden Erfgenaemen heeft, ſal alles voor hen weſen, ende ſoo hy Teſtament gemaekt heeft, ſal het (ſelve) werden geoorſerveert, ſoo als hy ſal ordonneren, ende ſoo hy geen Teſtament heeft gemaect, ſoo ſal dan alles blyven ter bewind van de Conſul ende een ander Duytſch Koopman, van die gene die ter Plaatſe reſideren; Ende ſy ſullen Notitie nemen van 't gene hy heeft naergelaten, ende het ſal onder haer blyven gedepoſiteert, tot dat die geen ſal komen, die het naer Regten ſal compereren, ende den Gouverneur van de Plaats ſal ſigh hier mede niet hebben te bemoeien, nog geen ander perſoon meer, als die hier boven ſyn genoemt.

XIV. De Duytſche of Joodſche Kooplyden, Vassallen van de Staat, ſullen niet werden geconſtringeert, koopmanſchappen aen te nemen, tot meerder prys als de ſelve waerdig ſullen ſyn, veel min ſullen ſy werden gedwongen koopmanſchappen te ontfangen, die haer niet ſullen dienen, tot minder prys, en vervolgens ſal men haer niet dwingen op Schepen te varen, die haer niet dienſtig ſullen weſen, oock ſal den Conſul noch eenig Duytſch Koopman gehouden ſyn voor een ander te betalen, ten waere ſy Cautionariſſen geregte-lyck waren gebleven.

XV. Wanneer queſtie ſal ontfaan tuſſchen Duytſche, Chriſtenen of Jooden, en andere, ſullen ſy voor het Gericht gaen dat by den Coningh onsen Heer, die God conſerveere, aengeſtelt is, ende ſoo de Queſtie tuſſchen hun luyden ſelfs ſal weſen, ſal de Conſul dat jureren, naer ſtyle onder haer gebruyckelyck.

XVI. Soo een Chriſten of Jood van de Vassallen van de Staten een Moor quam te injurieren met woorden of met ſlaan, ſal hy werden gegueert als of hy een Moor was, en inſgelycks ſoo den Moor de Duytſche injurieert.

XVII. Den Conſul die by de Staaten ſal weſen geſtelt, reſiderende in de Landen van 't Gebiedt van den Koninck onsen Heere, die God beware, ſyn huys ſal werden geſeſſeert, ende daer ſal niemant mogen inkomen, als die gene die hy ſal begeren ende volkomen liberteit hebben, om ſyn Religie te obſerveren, ende wanneer hy in 't veld ſal willen gaen wandelen, ſal hy dat mogen doen, als hy ſal begeeren, ende met wie hy ſal willen, ſonder dat ſigh ymant tegens hem ſal oppoſeren, ende inſgelyx ſal hy vermogen buyten de haven te gaen, om met eenig Duytſch Schip te ſpreken, ſonder dat hem dat ſal werden verbooden.

XVIII. Soo een ſaecke quam te gebeuren, dat daer door de Vreede wierde gebroocken, de Duytſche kooplyden, en den Conſul ſullen blyven in ſodanigen Securiteit en Vreede, als van te voeren, en ſoo ſy naar hun Landen wilden vertrecken met haer Goederen en Kinderen, ſullen ſy dat mogen doen, ſonder dat yemant tegens haer ſal oppoſeren.

XIX. Soo eenig Duytſchman, Vasaal van de Staten op een Schip varende van andere Volckeren, die met den Konig onsen Heer, in geen Vreede ſyn, den ſelven Duytſcher blyft onder de Accorden van de Vreede, ende ſal die genietken, ende vervolgens oock wanneer een Moor, Vasaal van onsen Coningh in een Schip van de Vyanden van de Staten ſal werden gevonden.

XX. Wanneer de Vreede ſal ſyn geadjuſteert in voegen als deſe vooren ſtaende Accorden, ende dat de Coning onsen Heer, die God beware, deſelve ſal voltrocken ende geratificeert hebben, van die uyre af, ſullen ophouden de violentien en vyandſchappen, die tuſſchen beyde Parteyen ſyn geweſt, ende ſullen voorgelaten ſyn de droefheden ende onluſten, ende daer ſal een perfecte Vreede ſyn, ende een permanent ende continuuel Verdragh tuſſchen beyden ſyden, ende by aldien naer deſe Ratificatie eenig Schip mogte werden genomen, door gebreck van kennis, van wederzyden, ſal het ſelve gheelyck werden gereſtitueert, in handen van den eygenaer.

XXI. Soo een Vasaal van wederſyden eenigh Delict quam te doen, ſal wel geſtraft werden, ende de Vreede ſal in haer vigueur blyven, ſonder enige alteratie.

Alle deſe Accorden hier boven vermeldt, die de Vreede binden, ende de geruſtigheyt perfectionneren, ſtaan wy toe (conſentieren) ende het verbant werd gedaen

ANNO 1683.

ANNO daen met onse ordre en wetenschap ende met kennis
1684. van onse Vassallen tusschen ons, ende met ons genoe-
gen, behagen, en verstant, ende wy hebben geëgelt
met onsen bekenden zegel.

De bovengeseyde Accorden sullen geen aenvang ne-
men, voor dat het Present, daer over wy met den Con-
sul en Kooplyden hebben getracteert, aengekomen
sal syn, ende alles aengekomen synde, sal het
Verdragh ende Vreede werden voltrocken (naer-
gekomen) geschreven den 13. van Duljaja 1093.
jaren. (lager stont) Ick Jacob Saportas Rabinor van
de Joodische, Portugeesche ende Spaansche Natie, heb-
be wel ende getrouwelyck gedaen de Translatie van de
bovenstaende Articulen van de Vreede, gemaect
tusschen den Keyser en Koningh, ende de Hoog
Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Ne-
derlanden, in Amsterdam den 28. der maand Jary
5444. jaren, naer de scheppinge der Werelt, en was
geteykent, JACOB SAPORTA.

Ick David Torres verklaere de bovenstaende Translatie
uyt de Spaansche Tale getrouwelyck vertaelt te hebben,
in 's Hage den 4. May 1684. (was geteekent.)

DAVID TORRES.

XLIV.

15. Mai. *Declaration de Guerre du Roi de France LOUIS*
FRANCE XIV. *contre les GENOIS, du 15. May 1684.*
ET [FREDER. LEONARD. Tom. VI.]
GENES.

De par le Roi.

SA Majesté voulant empêcher la Continuation du
Commerce que les Genoïs font, tant dans la
Mer Méditerranée que dans l'Océan, & que
tous les effets qui se trouveront à eux appartenans
soient saisis & arrestez. Sa Majesté enjoint aux Offi-
ciers Commandans ses Vaisseaux de Guerre, & à tous
ses Sujets de leur courre sur par tout où ils les pourront
rencontrer, & d'arrestez & prendre tous les Bastimens
Genoïs qu'ils trouveront en Mer, & de les amener
dans les Ports du Roiaume, pour y estre confisquez:
Voulant Sa Majesté que les Equipages qui se trouve-
ront dessus, soient remis dans les Prisons les plus pro-
chaines des lieux où ils auront esté arrestez. Veut en
outre Sadite Majesté, que les Officiers de l'Admirauté
fassent saisir & arrester tous les Vaisseaux appartenans
ausdits Genoïs qui se trouveront dans lesdits Ports,
ensemble les Marchandises & effets dont ils seront
chargez, pour estre pareillement confisquez. Mande
& ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Tou-
louze, Admiral de France, aux Vice-Admiraux, Lieu-
tenans Generaux, Intendants, Chefs, d'Escadres, Com-
missaires Generaux, & Capitaines de Marine, de tenir
la main à l'exécution de la presente Ordonnance, &
ausdits Officiers de l'Admirauté de la faire lire, publier
& enregistrer, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au
Camp de Tulin le 15. jour de May 1684.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

COLBERT.

XLV.

10. Juin. JOANNIS III. *Regis Poloniae Reversales erga FRI-*
DERICUM CASIMIRUM *Ducem Curlan-*
die, quod Copia auxiliares contra Turcas, per eum
extra Pacta & debitum, voluntarie hoc anno suppe-
ditanda, nullatenus in consequentiam trahi debeant.
dat. Javorovie in Russia die 20. Junii 1684.
[CHWALKOWSKI *Jus publicum Regni Polo-*
niae pag. 586.]

ANNO Joannes Tertius Dei Gratia Rex Poloniae, Magnus ANNO
1684. Dux Lithuaniae, Ruthiae, Pruthiae, Masoviae, Samogitiae,
Livoniae, Volhyniae, Kyoviae, Podoliae, Podlachiae,
Smolensciae, Severiae, Gerniechoviaeque. Signifi-
catus praesentibus Litteris nostris, quorum interest univer-
sis & singulis. Qua ratione pertinax Orientis potentia,
quae sanctam Hungariae cladem, totique Christianitati
ruinam & interitum minabatur, nos invitaverit cum
Regni Ordinibus ea consilia inire, quae avertendi hujus
interitus prodesse possent. Cum vero se opponendi tam in-
genti potentiae aegre sufficeret una manus, communeque
periculum commune auxilium requireret, requisivimus
ab Illustrissimo Principe Domino Friderico Casimiro
in Livonia, Curlandiae & Semigalliae Duce, ut cum No-
bilitate sua certa nobis auxilia ferret: non defuit ad propo-
sitiones generosi Gielgud Notarii Magni Ducatus Lithuaniae
Aulici nostri ore & in scriptis factas, clementissimis postu-
latis nostris Illustritis sua cum tota sua Nobilitate Cur-
landica, Semigallica & Piltensia, dum certum numerum
Militum optime munitorum cum sustentatione unius an-
ni computandi à mense Septembris praeterlapsi anni ad Cas-
tra nostra mittere Litteris suis promisit. Nos hanc decla-
tionem non solummodo benevolae affectu amplectimur,
verum etiam pro nobis & Serenissimis Successoribus
nostris, totaque Republica ex Senatus consilio, verbo
nostro Regio cavemus, quod promptitudo ista, quam
Illustritis sua & Ordo equestris extra Pacta, quibus ad
Vasallagium & servitium intra fines Ducatus solummodo
praestanda obligatur, in mirando Milite declaravit,
& juxta declarationem praestabit, Pactis conventis ni-
hil derogare, nec quocumque tempore pro imponendo
vel exigendo aliquo Pactis & Affecurationibus minus
conformi onere à quoquam in sequelem & praedictum
trahi debeat, quin potius omnia sua Privilegia, Pacta,
Immunitates, ac Libertates factas testisque conservamus,
Illustritatemque suam cum universo Ordine equestri, seu
Nobilitate Ducatus & Districtus Piltensis, ab hocce ex
propensa voluntate in praesenti Republicae periculo
promptissimo, ac omni Pactis minus conformi onere
post hac liberos & immunes esse, nec quidquam extra
Pactorum tenorem exigi, aut imponi debere Verbo
nostro Regio pro nobis & Serenissimis Successoribus
nostris promittimus & cavemus. In cujus rei fidem
praesentes manu nostra subscriptas Sigillo Regni & M.
D. Lithuaniae communiri jussimus. Datum Javoroviae
in Russia die 20. mensis Junii Anno 1684. Regni Nostri
XI.

JOANNES Rex.

(L. S.)

(L. S.)

Minoris Regni

Majoris M. D. Litt.

STANISLAUS SZETNKA, ALEXANDER JANOWSKI.
Pocillator Visuens, Regens *Thesaurarius Staro-*
Regni Cancellaria. *duboviens. Regia*
Majest. Secret.

XLVI.

Traité entre LOUIS XIV. Roi de France & les 29. Juin.
Etats Generaux des PROVINCES-UNIES LA
des Pais-bas pour procurer la Trêve entre la Fran-
ce & l'Espagne. Fait à la Haye le 29. Juin
1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1006. FRANCE
ET LES PROVINCES-UNIES.
en Latin, en Allemand, & en Hollandois, & NIES.
en François, que l'on a suivi ici. Cette Pièce
se trouve aussi dans le Recueil de FREDER.
LEONARD. Tom. V. dans LONDORPPI
Acta publica, Tom. XII. pag. 57 en Allemand
& en abrégé, dans *Anhang zur Europäischen*
Herolds vier Haupt handlungen pag. 1641. & dans
le *Theatrum Europa* Tom. XII. pag. 723 en
Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France &
de Navarre; A tous ceux qui ces présentes Let-
tres verront, Salut: Comme notre bien-Aimé
& Féal, Conseiller en notre Conseil d'Etat, le Sieur
de Mesmes, Chevalier, Comte d'Avaux, notre Am-
bassadeur extraordinaire en Hollande, en vertu du
Pouvoir que Nous lui avons donné, auroit conclu,
arresté,

ANNO 1684. arresté, & signé à la Haye le 29. de Juin dernier, avec les Sieurs Daniel de Wyngaarden, Baron de Wyngaarden, Rubroock, Benthuyfen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Quidland, & Noortwelle Deputé de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande, & de Westfrise, Haut-Bailly & Dykgrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & Président dans leur Assemblée, Dykgrave de la Riviere de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman de Wymbritseradeel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée des Sieurs Etats Généraux, de la part des Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overysfel & Groningue, pareillement munis de Plein-pouvoirs, le Traité dont la teneur s'en suit.

A U nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire. Que comme tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi tres-Chretien de France & de Navarre, n'a rien eu de plus à cœur que de faire cesser tous les Differends qui alloient troubler le repos de l'Europe & de donner par ce moyen une seconde fois la Paix à la Chrétienté; Sa Majesté n'a rien obtenu de tout ce qui pouvoit en faciliter le rétablissement, même depuis la Declaration de Guerre qui lui a été faite par le Roi Catholique; Et comme Sa Majesté Tres-Chrétienne a été informée, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies témoignent un tres-grand desir de contribuer de tout leur pouvoir à un œuvre si salutaire, Elle leur a ouvert les expédiens qu'Elle a jugé de plus propres pour éteindre le feu de la Guerre qui commençoit à s'allumer dans leur Voisinage, & qui mettoit non seulement toute leur Frontiere dans un danger inevitable, mais qui étoit encore sur le point d'embraser tout le reste de l'Europe; Et afin que ces differends, dont les suites alloient être si funestes à la Chrétienté, pussent être plus promptement terminez, Sa Majesté a donné plein Pouvoir au Sieur de Mesmes, Chevalier, Comte d'Avaux, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur Extraordinaire à la Haye, pour arrêter, conclure, & signer avec les Seigneurs Etats Généraux ou avec leurs Deputez, pareillement munis de Pleins-pouvoirs, les Articles qui seront jugez necessaires pour parvenir à un prompt Accommodement avec l'Espagne; & lesdits Seigneurs Etats Généraux recevant avec une extrême satisfaction les témoignages que sa Majesté Tres-Chrétienne leur a si souvent donné de son affection, & répondant de leur part avec une entiere confiance au desir sincere que Sa Majesté a de rétablir la Paix dans toute l'Europe, & d'asseurer particulièrement le repos de leur Frontiere, ont examiné avec application les Offres que Sa Majesté a bien voulu faire pour arriver à une fin si heureuse. Et après en avoir murement deliberé, ils ont jugé qu'on ne pouvoit prendre d'expédiens plus prompts, plus faciles, ni plus convenables pour arrêter incessamment le cours de la Guerre, que celui que Sa Majesté Tres-Chrétienne a offert d'une Trêve de vingt années, laquelle pouvant faire cesser dès à cette heure les suites fâcheuses des differends qui sont survenus entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sa Majesté Catholique, donnera lieu dans la suite de les terminer entierement par une bonne & solide Paix. C'est pourquoi ils ont nommé les Sieurs Daniel de Wyngaarden, Baron de Wyngaarden, Rubroock, Benthuyfen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse, Quidland & Noortwelle, Deputez de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande & de Westfrise, Haut-Bailly & Dykgrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & Président dans leur Assemblée, Dykgrave de la Riviere de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman, de Wymbritseradeel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée desdits Sieurs Etats Généraux de la part des

Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, ANNO Overysfel, & de Groningue, pour arrêter, conclure, 1684. & signer les Articles dont on conviendrait avec ledit Sieur Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Tres-Chrétienne, pour parvenir à un bon & prompt Accommodement; & le dit Sieur Ambassadeur du Roi Tres-Chrétien, & ledits Sieurs Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies, après une reciproque communication de leurs pleins Pouvoirs respectifs, ont accordé, conclu & arrêté les Articles qui suivent.

I. EN consequence des Offres, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien a faites pour le rétablissement de la Paix, lesdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies s'obligent envers Sa Majesté Tres-Chrétienne, d'employer toutes sortes de bons offices, pour faire accepter audit Seigneur Roi Catholique ladite Trêve de vingt-années, à compter du jour de la signature de la presente Convention, pendant laquelle Trêve cesseront de part & d'autre tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & ledit Seigneur Roi Catholique, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces & Seigneuries. Et toutes choses seront rétablies de part & d'autre, au même état où elles ont été mises par le Traité de Nimègue; à la reserve de ce qui sera autrement réglé dans les Articles suivans, touchant la possession, en laquelle lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique demeureront reciproquement pendant ladite Trêve de vingt-années.

II. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien demeurera satisfait, & jouira effectivement pendant ladite Trêve, sans pouvoir être inquieté ni troublé sous quelque raison ou pretexte que ce puisse être, de la Ville de Luxembourg & de sa Prévoté, ou des quatorze à quinze Villages ou Hameaux qui sont de sa dépendance, de Beaumont, & des trois ou quatre Villages qui restent de sa dépendance, de Bouvines qui n'en a aucun, & de Chimay avec les douze ou quinze Villages qui en dépendent.

III. Si dans six semaines, à compter du jour de la signature de la presente Convention, le Roi Catholique fait délivrer un Acte de Ratification en bonne & due forme, par lequel Sa Majesté Catholique agré & ratifie les Articles contenus dans la presente Convention, & consent à la Trêve de vingt-années, aux conditions qui y sont énoncées, Sa Majesté Tres-Chrétienne, aussitôt que lesdites Ratifications auront été échangées, restituera au Roi Catholique les Villes de Courtray & de Dixmude, après qu'Elle en aura fait abatre les murailles & fortifications, & rendra pareillement les dépendances desdites deux Villes.

IV. Sa Majesté Tres-Chrétienne restituera aussi à Sa Majesté Catholique, après l'échange desdites Ratifications, tous les lieux que ses Armes peuvent avoir occupé, & generalement tout ce dont elle s'est mise en possession, depuis le vingtième d'Aoust mil six cents quatre-vingt trois, à l'exception des Villes de Luxembourg, Beaumont, Bouvines, & Chimay, qu'elle retiendra avec leurs dépendances, en la maniere qu'il a été stipulé par le second Article de la presente Convention. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & sa Majesté Catholique demeureront au surplus dans le même état de possession, auquel elles étoient, lors de la levée du blocus de Luxembourg, sans toutefois qu'en vertu de ladite possession, ou de celle des autres Villes & Places qui demeureront pendant cette Trêve, soit à la France, soit à l'Espagne, il puisse être me aucune prétention, ni fait aucune réunion de part ni d'autre, ni contre lesdits Seigneurs Etats Généraux, sous pretexte de dépendance ou autres Droits, quelques noms qu'ils puissent avoir.

V. Sa Majesté Tres-Chrétienne sera pareillement obligée, après l'échange desdites Ratifications d'Espagne, de retirer entierement ses Troupes de dessus les Etats de la domination du Roi Catholique, en quelque endroit qu'ils soient situés. Comme aussi le Roi Catholique ne commettra plus aucun acte d'hostilité; & sera tenu d'observer de son côté pour le rétablissement du repos & de la bonne correspondance entre les Sujets desdits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, les mêmes choses auxquelles Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage par la presente Convention.

VI. Que si sur ce fondement que lesdits Seigneurs Rois

ANNO 1684. Rois demeureront pendant ladite Trêve, en la possession où leurs Majestés Tres-Chrétienne & Catholique étoient lors de la levée du blocus de Luxembourg ; (à la réserve des Places sûrementonnées, qui demeureront à Sa Majesté Tres-Chrétienne,) il se trouvoit quelques lieux, dont le tems de la possession, ou l'entendu fut contestée, la décision en sera remise au Roi de la Grande-Bretagne, à la charge néanmoins que ledits Seigneurs Rois ne seront plus recueus à former aucune plainte sur ce sujet, trois mois après l'échange des Ratifications d'Espagne de la présente Convention.

VII. La levée des contributions sera continuée de part & d'autre pour tout ce qui restera à échoier jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne de la présente Convention, & les Arrearages qui resteront deus, lors du sùdit échange desdites Ratifications, seront payez dans l'espace de trois mois après le terme sùdit, & aucune exécution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Communautés redevables, pourveu qu'elles aient donné bonne & valable Caution resseante dans une Ville de la domination ou possession de celui desdits Seigneurs Rois, à qui ledites Contributions seront dûes, & en cas que quelques différends vinssent à naître à l'égard desdites Contributions, on ne s'en pourra procurer aucune satisfaction par voye de fait, mais cette contestation sera terminée à l'amiable, & si cela ne se peut, on s'en remettra à l'Arbitrage du Roi de la Grande Bretagne.

VIII. Sa Majesté Tres-Chrétienne s'engage de faire cesser dès à présent tous actes d'hostilité dans les Pais-bas, contre les Villes & les lieux appartenans à la Couronne d'Espagne, même dans le plat Pais, si les Espagnols s'en abstiennent ; & lesdits Seigneurs Etats Généraux s'engagent de ne rien entreprendre contre les Places appartenantes à Sa Majesté Tres-Chrétienne, ni contre ses Troupes.

IX. Et si ledit Seigneur Roi Catholique n'accepte pas la sùdite Trêve aux conditions stipulées, & que dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature de la présente Convention, Sa Majesté Catholique n'en fournisse pas un Acte de Ratification en bonne & deue forme, ledits Seigneurs Etats Généraux s'obligent en ce cas de retirer immédiatement après ledit tems de six semaines, toutes leurs Troupes des Pais-bas Espagnols, & de ne donner, tant que la présente Guerre durera, aucune assistance à la Couronne d'Espagne, directement ni indirectement, & tant que les différends qui existent présentement ne seront pas terminés, & ils s'engagent aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Pais, & Sujets de Sa Majesté, ni contre ses Alliez ; Et Sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige réciproquement de n'attaquer ni de s'emparer d'aucune autre Place des Pais-bas, même de n'y pouvoir faire la Guerre dans le plat Pais, si les Espagnols s'en abstiennent, Sa Majesté se réservant la liberté de porter ses Armes dans les Etats du Roi Catholique, par tout ailleurs que dans ledits Pais-bas, jusqu'à ce que la Paix soit rétablie entre ledits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique.

X. Et en cas que la Guerre venant à se continuer entre ledits Seigneurs Rois Tres-Chrétien & Catholique, Sa Majesté Tres-Chrétienne fît des Conquêtes sur la Couronne d'Espagne, Sadite Majesté promet que quelque succès que ses Armes pussent avoir ailleurs, Elle n'acceptera point d'équivalent dans les Pais-bas Espagnols des Conquêtes qu'elle fera pendant la présente Guerre, & qu'Elle ne s'emparera point non plus pendant ledit tems d'aucune desdites Places desdits Pais-bas, soit par revolte, échange, cession volontaire, ou par quelque autre voye que ce soit.

XI. Sa Majesté s'oblige pareillement de donner encore un mois à la Diette de Ratisbonne, à compter du jour que la présente Convention sera signée, pour convenir d'une Trêve avec la France, & Sadite Majesté s'engage de ne pouvoir pendant ledit mois augmenter les conditions, qu'Elle a fait proposer, & qu'Elle y a fait réitérer depuis quelques mois.

XII. Sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies consentent, que le Roi de la Grande-Bretagne, & généralement tous les Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté Tres-Chrétienne & ausdits Seigneurs Etats Généraux leurs promesses &

TOM. VII. PART. II.

obligations de Garantie de l'exécution de ce qui est contenu dans la présente Convention. Comme aussi Sadite Majesté Tres-Chrétienne, & les Etats Généraux consentent que pareils Actes de Garantie soient donnez à Sa Majesté Catholique, si elle accepte ladite Trêve.

XIII. On est convenu, & il a été déclaré, qu'on ne pretend rien innover aux Traitez faits à Nimègue, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & ledits Seigneurs Etats Généraux, & que ledits Traitez demeureront dans leur entiere force & vigueur.

XIV. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & par ledits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification de l'un & de l'autre, seront délivrées en bonne & deue forme dans trois semaines, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoi, Nous Ambassadeur sùdité de Sa Majesté & Deputez sùdits des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces presentes de nos seins ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le vingt-neuvième jour de Juin mil six cent quatre-vingt quatre. Signé, DE MESMES Comte d'AVAUX, avec le cachet de ses armes. D. VAN WYNGAARDEN, Hop, de Weede, Burmania, Gisb. Cuper, AGERLACIUS, aussi avec les cachets de leurs armes.

XLVII.

Traité de Trêve pour vingt ans entre LEOPOLD 15. Août. Empereur, & LOUIS XIV. Roi de France ; L'EMPEREUR ET LA FRANCE. fait à Ratisbonne, le 15 Août, 1684. [Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1039. & en François, d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans FREDER. LEONARD. Tom. V. dans LUNIG Teutsches Reich. Archiv. Part. Gen. pag. 1863 en Latin & en Allemand ; dans JAC. BERN. MUEZZ, Representatio Majestatis Imperatorie Part. II. Cap. VIII. pag. 378. en Latin ; dans Anhang an des Europ. Herolds vier Haupt-handlungen, pag. 184 en Latin, dans le Theatrum Europ. Tom. XII. pag. 630 en Allemand ; dans Relationis Hist. Francofurt. Contin. vernal pag. 93. en Allemand & dans HERM. FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN Corpus Constitutionum Imp. Tom. I. in Append. pag. 104 en Latin & en Allemand.]

IN nomine & ad honorem Sacro-Sanctæ Trinitatis Dei Patris, Filii, & Spiritus Sancti. Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, cum pro complandis differentiis, que circa executionem Pacis Noviomagi Geldrorum V. Februarii Anno MDCLXXIX. inter Serenissimum atque Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM I. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Stiræ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ ; Superioris ac inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitum Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatæ, Dominum Marchiæ Slavoniæ, &c. Sacrumque Romanum Imperium, ex unâ, & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ &c. Regem Christianissimum, ex altera parte conclusæ, interceperunt, stabiliendæque tam dictâ Noviomageni, quam anteriore Westphaliæ Pace, amicitabilis ulterior Tractatus Francofurti ad Mœnum institutus quidem fuerit, sed ad exitum perducti non potuerit ; E re autem communi esse visum sit, eundem nunc Ratisbonæ resumere, quo tranquillitati & securitati non tantum Sacri Romani Imperii, sed etiam totius Christianitatis, maxime nunc periclitantis, vel per Pacem vel Armistitium consulatur ; Quod ad hunc tam salutarem finem obtinendum, altè-memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Imperii Comitia Commissarii, veluti Plenipotentarii constituti & electi fuerint, ut

L

Juxta

ANNO juxta Conclufum Comitiale XIII. Menfis Januarii, anni proxime præterlapfi, Sacra Cæfareâ Majestati approbante, factum, & Sacra Cæfareâ Majestatis, ac Sacri Romani Imperii nomine tractant, concludantque: Ex parte verò altè memoratæ Sacræ Christianiffimæ Suae Regiæ Majestatis ad hoc Negotium tractandum & terminandum, deputatus fit infra nominatus Plenipotentiarius Regius. Hi ergo utrinque constituti Plenipotentiarii, convento tempore & loco comparentes, in mutuas Armistitii five Induciarum Leges conferunt, & convaluerunt, tenore fequente.

I. Sacra Cæfareâ Majestas & Imperium consentiunt in Armistitium viginti Annorum à die Ratihabitionis computandorum, idque amplectuntur iis ipsis Induciarum Conditionibus ex parte Sacræ Christianiffimæ Majestatis per ejusdem Plenipotentiarium apud Imperii Comitiam existentem, hoc in Loco antehac oblati eo modo, quo in subfequentibus Articulis plenius declarantur.

II. Cùm hujus Armistitii Bafis & Fundamentum fint Pacis Westphalicæ & Neomagenfis Instrumenta, eadem in suo vigore remaneant, eum in modum, ac fi hisce Tabulis verbotenus inserta effent.

III. Juxta hoc ita receptum Armistitium fit vera sinceræ Amicitia, mutua bonaque Correspondentia inter Sacram Cæfaream Majestatem & totum Imperium ex una; & Sacram Christianiffimam Majestatem ex alterâ, partibus, adeò ut nulla ex nunc specie Juris, aut via facti, nullis Hostilitatibus, Reunionibus, Vindicationibusque, nullo etiam recuperandorum Jurium prætextu; nulliusve alterius rei causâ, directè vel indirectè turbari queat.

IV. Ideò durante hoc viginti Annorum Armistitio, Sacra Christianiffima Majestas permaneat in libera quietaque possessione Civitatis Argentinensis, cum Fortalitio Kehl, aliisque Munimentis inter Urbem dictumque Fortalitium litis & constitutis, Rhenoque adjacentibus, ut & omnium quarumcunque Ditionum & Locorum, quæ usque ad primum Augusti MDCLXXXI. vigore Sententiarum Tribunalium Metensis, Brisacensis, ut & Vefontini in Imperio occupata sunt.

V. Exerceat quoque Sacra Christianiffima Majestas in iis Locis ita retentis, liberè & absque ullius Contradictione Jura Superioritatis, supremæ Domini, neque licitum fit cuiquam, altè dictam Sacram Christianiffimam Majestatem, in ipso Jurium suorum exercitio ullo modo turbare.

VI. Restituet verò Sacra Christianiffima Majestas Imperio omnia illa Loca, quorum possessionem post primam Augusti MDCLXXXI. sibi vindicaverit, idque absque ulla reservatione, adeò ut nihil quicquam in iis Locis ita restitutis, durantibus Induciis, five retinere, five ullâ ratione prætereundè possit, aut debeat; Exceptis tamen semper Urbe Argentinensi & omnibus Fortalitiis ad istam spectantibus, de quibus Articulo IV. præcedenti conventum est. Si quid verò sine Autoritate dictorum Tribunalium Metensis & Brisacensis ut & Vefontini, quod aliunde ad Regem Christianissimum non pertineret, ante primum Augusti MDCLXXXI. tantum nudâ & simplici viâ facti occupatum esset, id quoque Sacra Christianiffima Majestas restituet.

VII. Si quid etiam in unius vel alterius Partis Territorio ad alteram Partem vel ejusdem Subditos pertinens, per modum Repressaliorum arrestatum fuerit, utrinque relaxabitur.

VIII. Rex Christianissimus relinquit Dominos Proprietarios eorumque legitimos Hæredes, Successores, ac quoslibet, qui eidem Juramentum fidelitatis five per se, five per alium, nempe Procuratorem, præstiterunt, in suo Statu & plenaria perceptione Fructuum ad Loca reunita propriè & non ad Superioritatem spectantium, ut & exercitio in Ecclesiasticis & Politicis, prout Instrumentis Pacis Monasteriensis & Noviomagenfis dispositum est. Restituet non minùs supra dicto modo eos, qui adhuc Juramentum Fidelitatis præstabant, five in contumacia antehac fuerint, five non, & si quæ hactenus in contrarium facta fuere, in pristinum statum non minùs reponantur; ac ipsis & quibuscunque Locorum reunitorum Incolis, ubicunque morantibus, liberum fit, sua Bona pro libitu, vel per se, vel per alios administrare aut alienare.

IX. Concedit quoque Sacra Christianiffima Majestas omnium Locorum reunitorum, five vindicatorum Incolis, tam Catholicam Fidem professentibus, quàm Confessioni Augustanæ, aut Reformatæ (uti vocantur) Religioni addictis, liberum Religionis Exercitium, li-

beritiamque fruitionem atque dispositionem omnium Bonorum, Decimarum, reddituumque omnis generis, tam eorum, qui ad sustentandos Ecclesiarum Rectores, Pastores, Præceptores, ac Administros, quàm ad ipsa eorum Tempia, Scholas, ædesque pertinent, cunctorumque aliorum, quocunque nomine veniant, nullis exceptis.

X. Et quo Induciæ istæ eò magis servari possint neque ullis casibus obnoxie sint, statim post hunc Tractatum ratihabitu utrinque nominabuntur, instanturque Commissarii ad limites Imperium inter & Galliam juxta supra denotatam possessionem, designandos, ponendosque, ubi necesse fuerit, finium Terminos, ita ut extinde nulla oriri queat Controversia in detrimentum Armistitii hoc Tractatu conclusi: Qui Commissarii inter se in id quoque allaborabunt, ut si quid ex alterutra parte defuit, vel promissæ Restitutioni, vel alias executioni præsentis Conventionis, id plenum effectum fortiantur.

XI. Pacis Tractatus (quibus finitis hoc Armistitium cum omnibus suis hic positis Conditionibus cessat) confectum inchoentur, & tempus atque locus hic determinetur.

XII. Sacra Christianiffima Regia Majestas renunciat ad tempus harum induciarum omnibus & quibuscunque Prætenfionibus in Imperium ejusque Status, Membra & Appertinentes, ac in specie cunctis Appertinentiis, Dependentiis, Connexis, Protectionibus, ita dictis Reunionibus, & qui prætextus quocunque modo excogitari poterunt. Renuntiat vicissim ad idem tempus Induciarum Imperator & Imperium supremo Dominio, omnique Juri Superioritatis & Protectionis, vel alteri cuicunque quæ ipsis in Regiones, Urbes aliaque Loca reunita alias competeant, aut competere poterant.

XIII. Durante hoc Armistitio libera sint Commercium inter utriusque Partis Subditos, ita ut Mercatorum aliorumque alterutrius Nationis peregrinantium, tam Personis, quàm rebus apud alteram reciproce plena securitas, & ubi opus fuerit, favor & auxilium concedatur, neque unquam Justitia & Protectio denegetur.

XIV. Quod Disceptationes Civiles, five Processus judicarios attinet, si inter Subditos ejusdem supremi Domini orta sit, aut imposterum oritur, coram Tribunalibus ab eodem Domino, aut constitutis, aut approbatis, se invicem convenient; si verò inter Subditos diversorum supremorum Dominorum contentio nascitur, aut jam existit, Jus commune observetur, ut Actor sequatur forum rei.

XV. In hoc Armistitii Tractatu præter Partes hic transigentes, Imperatorem & Imperium ab una, & Regem Christianissimum ab altera Parte, adeoque Sacra Cæfareâ Majestatis Regna & Provincias Hæreditarias omnes, quas possidet, ut & omnes Imperii Electoratus, Archi-Episcopatus, Episcopatus, Abbatis, Præposituras, Ducatus, Principatus, Marchionatus, Landgraviatus, Ballivias, Commendas, Comitatus, Baronatus, Dynastias, Civitates liberas, Nobilitatem immediatam, Vassallos & Appertinentes, in quacunque Regione in & extra Germaniam sitæ sint, nullo excepto, omnes Circulos, omnes & singulos Imperii Status, Regiones, Provincias, Territoria, Dominia, ubicunque sita sint, comprehendantur Pacis Westphalicæ Confortes, & etiam Rex Catholicus, cum omnibus suis Regnis & Ditionibus.

XVI. Super executione & observatione hujus Armistitii contra quamcunque Turbationem five directam five indirectam, omnis & qualiscunque generalis Guarantia inter Partes transigentes reciproce & mutuò præstabitur, & jam promittitur, ad eamque alia quoque extera Christianæ Potentiæ omnes generaliter & recipiuntur & invitari poterunt.

XVII. Præstabit similiter hanc reciprocam & communem Guarantiam Sacra Cæfareâ Majestas & Imperium super illo Armistitio, quod juxta Conditiones inter Gallie Hispanique Coronas, à Sacra Majestate Christianissima propositas, & à Sacra Cæfareâ Majestate nomine Regis Catholici acceptatas conclusum, simul atque dicti Armistitii Tractatus Ratificationes permutatæ fuerint, & in eum finem majoremque efficaciam censetur dictus Tractatus cum Catholico Rege tanquam in hunc Imperii Tractatum de verbo ad verbum insertus esse.

XVIII. Reservat sibi utraque Pars intra tres ab hujus Tractatus Ratificatione subfequentes menses, suos ulterris includendos ex communi consensu nominare.

ANNO XIX. Denique Dubia & Disceptationes super hoc Armistitii Recessu, aut alias deinceps forsitan oriundæ, non viâ facti, aut armorum, directè vel indirectè, nec per se, nec per alios, sed amicablem secundum Instrumenti Pacis Westphalicæ tenorem, componantur & tollantur.

XX. Inducias hæc modo factas promittit utraque Pars in forma debita solitæ ratihabitum, solemnique desuper Ratihabitum Instrumenta, intra spatium unius mensis, à die Subscriptionis computandum, recipere ritèque commutatum iri.

In quorum fidem roborque præsentem manu nostrâ subscripsimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonæ die XV. Mensis Augusti, Anno MDCLXXXIV.

(L.S.) MARQUARDUS
Episcopus & Princeps
Eystettenfis.

(L.S.) LUDOVICUS
VERJUS Comes de
CRECY.

(L.S.) FRANCISCUS
MATTHIAS MAY.

Ratificatio Casarea data Vienna die 18. Augusti Anno 1684. [JACOBI BERNHARDI MÜLTZ Representatio Majestatis Imperatoriae. Part. II. Cap. VIII. pag. 378.]

NOS Leopoldus Divinâ favente Clementia Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Luxemburgi ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis, lecturis vel legi audituris, aut quomodocumque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam salubre visum est, semper, & ob flagrans hoc tempore atrox cum immanibus Turcis Bellum, maximè necessarium, sancta communi concordia, quietem & tranquillitatem in Christiano Orbe factam testamque servari: Ratisbonæ in Sacri Imperii universali Comitii instituto Tractatu, Divinâ favente Clementia factum esse, ut per nostras ad dicta Comitii Commissarios & Plenipotentiarios, Induciæ mutue ad viginti annorum spatium inirentur, interea vero de stabilenda universali solida Pace ageretur: Adeoque vicennales hæc Induciæ conclusæ demum & ad Ratificationem nostram perfectæ sunt, forma, modo & tenore sequenti.

Fiat Inferio.

CUM igitur hæc omnia & singula per nostros Plenipotentiarios supra nominatos, nostro præseu, Justu & Mandato, hunc ad modum, prout hic inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint: Nos eadem omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse ac fore virtute præsentium declaramus, simulque Verbo Imperiali promittimus, pro Nobis, Nostrique Successoribus & Imperio Romano (cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati, vigore Conclusi Comitialis, decima tertia mensis Januarii, Anni proximè per lapsi, Nobis approbantibus & ratihabitibus facti hoc Vicennale Armistitium pariter acceptant & ratificant) nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quicquid rota hac Induciarum Conventione continetur, firmiter, constanter ac inviolabiliter servaturos, atque executioni mandatu, nullaque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore contraveniunt, aut ut per alios contraveniunt passuros, quomodocumque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnia Testimonium & Fidem Sigillum nostrum Casareum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ, die 28. mensis Augusti Anno

TOM. VII. PART. II.

Domini 1684. Regnorum Nostorum Romani 27mo. ANNO Hungarici 30mo. Bohemici vero 28vo. 1684.

LEOPOLDUS.

Ratificatio Regis Christianissimi [JAC. BERNH. MÜLTZ loco citato.]

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut! Comme nostre cher & bien aimé Comte de Crecy, Plenipotentiaire à la Diète de l'Empire, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en aurions donné, auroit conclu & arrêté, & signé le quinziesme du present mois d'Aoust, en la Ville de Ratisbonne, avec les Commissaires de nostre tres cher & tres aimé Frere l'Empereur à la dite Diète establis Plenipotentiaires, pour traiter & conclure, au nom de nostre dit Frere, & dudit Empire, en vertu de la Conclusion de ladite Diète du 13. Janvier de l'année dernière, approuvée par nostre dit Frere, le Traité de Treve, dont la Teneur s'ensuit.

Fiat Inferio.

NOUS ayant agreable le susdit Traité en tous, & un chacun des Points & Articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux acceptez, approuvez, ratifiez, & confirmez; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ny venir au contraire, directement ou indirectement. En temoing dequoy nous avons signé ces présentes de nostre main & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Versailles, le 28. jour d'Aoust, l'an de Grace 1684. & de nostre Regne le quarante deuxiesme.

LOUIS.

XLVIII.

Tractatus Induciarum vicennalium, inter CAROL. 15. Aoust. IUM Hispaniarum Regem Catholicum ab una, & LUDOVICUM Christianissimum Gallie Regem ab altera parte. Ratisbona 15. Augusti 1684. Cum RATIFICATIONE Regis Catholici. Nec non (1) Articulo separato. [Sur l'imprimé à Bruxelles apud Joann. Theodorum Aub. Velpium Typographum Regis 1684. in 4. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le Theatrum Pacis Tom. II. pag. 1051. en Latin & en Allemand, & dans le Recueil de Leonard Tom. IV. en François; dans FRANC. FRID. Baronis ab ANDLERN Corpus Constit. Imp. Tom. I. in Append. pag. 109. en Latin; dans Anhang zu des Europäischen Herolds &c. pag. 1337. en Latin. & dans LONDORPII Acta publica Tom. XII. pag. 130. en Latin.]

DON CARLOS, por la Gracia de Dios, Rey de las Españas &c. Por quanto se hallava antecedentemente el Serenissimo Señor Emperador mi Tio con poder y amplia facultad, para tratar, aceptar, y concluir en mi nombre qualquiera Tratados de Paz, ó Tregua con el Rey Christianissimo que hallase convenir, ó bien visto le fuese, y haviendole sustituido, en virtud de la Clausula que tenia para ello, en sus Ministros residentes en el Congreso de Ratisbona, se ha estipulado y ajustado entre ellos, y el del Rey Christianissimo, que assi mismo se hallava autorizado, y con Plenipotencia para este fin, el Tratado de Tregua por veinte años, cuya copia en Lengua Latina es del tenor siguiente.

In nomine, & ad honorem Sanctissimæ Trinitatis
L 2 Dei

(1) C'est du Theatrum Pacis, & de Londorpij que l'on tire l'Article séparé. Il ne se trouve point dans l'imprimé de Bruxelles, [DUM.]

ANNO Dei Patris, Filii, & Spiritus sancti. Notum sit universis & singulis quorum interest, aut quomolibet interesse potest. Cum Serenissimus ac Potentissimus Princeps, & Dominus, Dominus Carolus Secundus Hispaniarum & Indiarum &c. Rex Catholicus &c. malis & periculis Christianitatis commotus, quæ ipsi iterato & vehementer, tam ipsius Summi Pontificis, quam Imperatoris nomine representata sunt, ut & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Dominus Ludovicus Decimus-quartus Rex Franciæ, & Christianissimus, ex constanti conservandæ inter Christianos Pacis desiderio, & etiam crebris, & instantibus Summi Pontificis adhortationibus permotus, decreverint illud Bellum, quod inter ipsos jam ardebat, sollicitè pro communi Subditorum, totiusque Christianitatis, jam aliundè nimis afflictæ bono, quam primum vel per Pacem, vel per Inducias extinguere, ideò cum jam dudum Sacra Majestas Christianissima sua Mandata Ministris suis, tum variis locis, cum hic etiam Ratisbonæ ad negotium tractandum dederit, cum iis, qui ad id conficiendum, à Rege Catholico sufficienti Mandato muniti essent; è re sua quoque iudicavit Sacra Majestas Catholica, cum videret se à locis Tractatum nimium remotam, Sacram Cæsaream Majestatem requisivisse, ut in eò peragendo partes suas suscipere, & ex ejus Ministris aliquos seligere vellet, quibus rem totam committeret. Quare sæpius altè memorata Sacra Sua Cæsarea Majestas, tam proficuo, & utili negotio, in bonum universæ Christianitatis celerem manum applicaturæ, suos ad Comitæ Ratisbonensis Deputatos, Cæsareos Commissarios delegavit & substituit, ad Armistitii Tractatum loco, & vice suâ pro Rege Catholico, cum Regis Franciæ Christianissimi infra nominato Ministro Plenipotentiario ineundum, qui etiam Armistitium mutuo concluderent & subsignaverunt juxta Conditiones sequentes.

I. Juxta Conditiones à Rege Christianissimo oblatas pro Pacis restauratione, Rex Catholicus amplectitur vicinales Inducias à die Subscriptionis hujus Tractatus computandas, quibus durantibus cessent utrimque tam Terra, quam Mari, aliisque Aquis omnes Hostilitates in omnibus Regnis & Dominis, in & extrâ Europam, tam cis, quam trans Lineam, omniaque restituantur hinc inde in eum statum, in quem Pace Neomagenfis fuere constituta, exceptis tamen illis, de quibus sequentibus Articulis ratione possessionis fuerit conventum, quâ Reges Catholicus, & Christianissimus durantibus Induciis vicinialibus reciproce gaudebunt.

II. Rex Christianissimus retinebit & fruetur, durantibus hisce Induciis, quiete, & sine molestia, quacunque de causâ, aut pretextu fieri possit, Civitate Luxemburgo, ejusque Præfecturâ aut quatuordecim, vel quindecim Pagis, vel Villis ab ea dependentibus, sicut etiam Beaumont & tribus, aut quatuor Pagis qui de ejusdem Dependentiâ supersunt, item Bovines sine Dependentiis, Chimay cum duodecim vel quindecim Pagis dependentibus.

III. Quam primum post editum Instrumentum Ratihabitionis in debita forma, qua Regia Catholica Majestas acceptabit, ac ratihabitura est ea quæ hujus Conventionis Articulis continentur, Regia Christianissima Majestas, Regiæ Catholicæ Majestati restituet Oppida Cortracum, & Dixmudam cum utrimque Dependentiis posteaquam illorum muri dejecti, & Munimenta solo fuerint æquata.

IV. Restituet etiam Regia Christianissima Majestas post factam Ratihabitionis permutationem, omnia Loca quæ Armis illius fuere occupata, & generaliter omne illud, cujus possessionem post vigesimam Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo, octogesimo tertio apprehendit, exceptis Civitatibus Luxemburgo, Beaumont, Bovines, & Chimay, quas cum suis Dependentiis, eò modo retinebit, quò superius Articulo secundo hujus Conventionis stipulatum fuit. Manebunt de cætero Regia Catholica Majestas, & Regia Christianissima Majestas in eadem possessione ac statu, quo tempore solutæ primæ Blocadæ, sive *Blocus* (ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuere constitutæ, ita tamen ut ratione talis possessionis, vel aliarum Civitatum aut Locorum, quæ durantibus hisce Induciis in unius vel alterius Partium potestate remanebunt, nullatenus liceat quidquam hinc inde pretendere, ullasvè facere Reuniones.

V. Tenebitur etiam Regia Christianissima Majestas post editam ex parte Hispaniæ Ratihabitionem Copias suas ex Dominis Regiæ Catholicæ Majestatis revocare, ubicunque Locorum sita sint, vicissim etiam Rex

Catholicus ab omni Actû Hostilitatis abstinebit, etiamque ex parte sua pro Restauratione tranquillitatis publicæ & mutuz Amicitiz inter Subditos utriusque Regis Catholici, & Christianissimi eadem servabit, ad quæ Regia Christianissima Majestas se se præsentî hac Conventionem obstringit.

VI. Et si ex hoc Fundamento, quod uterque Rex durantibus hisce Induciis, in ea possessione manere debeat, in qua utraque Majestas Catholica & Christianissima, tempore primæ solutæ Blocadæ, sive *Blocus* (ut vocant) Oppidi Luxemburgensis fuere constitutæ, exceptis tamen Locis quæ in Regiæ Christianissimæ Majestatis potestate remanebunt, aliqua Loca extarent, de quorum extensione, sive de tempore possessionis lis foret, illius decisio Regi Magnæ Britanniz deferenda, ita tamen, ut supra memorati Reges super hoc nihil ulterius queri possint post trium mensium spatium à die ratihabiti Tractatus elapsum.

VII. Continuabuntur insuper ex utraque Parte exactiões Contributionum quæ solvendæ restabunt, ad diem usque commutatarum Ratificationum, eæque hoc modo tempore Commutationis adhuc debebunt, exsolventur intra spatium trium mensium à supradicto termino computandorum, nullaque propterea fieri poterit executio intra id tempus contra Communitates debitoras, dummodo sufficientem præstiterint cautionem in Urbe, intra illius altè memoratorum Regum, ad quem dictæ Contributiones pertinebunt, Dominium sita; Si verò aliquæ orientur Controversiæ, sive Difficultates, intuitu istarum Contributionum, nulli Partium licitum sit sibi viâ facti satisfacere, sed contentiones istæ terminentur amicabiliter, & si istud fieri nequit, ad Arbitrium Regis Magnæ Britanniz remittentur.

VIII. Rex Christianissimus promittit ab omnibus Hostilitatibus ex nunc in Belgio contra Civitates, & Loca ad Coronam Hispaniz pertinentia, etiam agris, sive *Plat Pays*, cessatum iri, sicut etiam ex parte Hispaniz vicissim abstinendum erit.

IX. Nihil hinc inde quoad Tractatus Noviomagenfis inter Reges Catholicum & Christianissimum innovetur, verum ita per omnia in suo vigore salvi maneant, nisi tamen quatenus Articulo primo superius reservatum fuit.

X. Sacra Cæsarea Majestas tam pro se, quam nomine Regis Catholici, ut & Sacra Christianissima Majestas consentiunt, ut universum Imperium, Rex Magnæ Britanniz, Confederatarum Provinciarum Ordines, & denique omnes Reges, Principes, Republicæ, ac Status, qui hanc Obligationem in se suscipere volent, utrimque promittant se pro restauranda & assecuranda bona Fide, ac universi Orbis Christiani Tranquillitate horum Factorum Garantiam in se susceperunt.

XI. Inducias hasce hoc modo factas promittit Sacra Cæsarea Majestas à Rege Catholico, sicut & vicissim Christianissima Sua Majestas, in debita forma solitaque ratihabitum, solemnique desuper Ratihabitionum Instrumenta intra spatium sex septimanarum: vel citius si fieri poterit, à die Subscriptionis computandum, vel hic, vel in Aula Christianissimi Regis reciprocè, riteque commutatum iri.

In fidem, roburque horum omnium quæ superius descripta, ac nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis pro Rege Catholico ex una, & nomine Sacræ Christianissimæ Majestatis ex altera partibus tractata & conclusa fuerunt, nos Infra scripti præsentis propria manu subscripsimus ac sigillavimus. Actum Ratisbonæ die decimâ quintâ Mensis Augusti, Anno millesimo, sexcentesimo octogesimo quarto.

(L.S.) AMADEUS Comes de
WINDISGRATZ

(L.S.) LUDOVICUS
VERJUS Comes
de CRECY

(L.S.) FRANCISCUS MATHIAS MAY.

Y Haviendose visto, y examinado este Tratado; herefuendo aprobarle, y ratificarle, como en virtud de la presente le apruebo, y ratifico en la mejor, y mas amplia forma que puedo, prometiendo en fee y palabra Real de cumplirle enteramente, como en el se contiene; Para lo qual mandé despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi Sello secreto, y refrendada de mi Infrascripto Secretario de Estado; Dada en Madrid à diez, y siete de Septiembre de mil seiscientos y ochenta y quatro. YO EL REY DON CRISPIN GONZALES BOTELLO.

(L.S.)

Arti-

ANNO
1684.*Articulus separatus.*

Conventum insuper est per hunc Articulum separatum, ut, quod illa toti Orbi Christiano adeo necessaria atque exoptata Tranquillitas, securior atque firmior existat, quod etiam omnes Principes & Respublicæ Italice, Tractatus hodie, inter Catholicam Majestatem, & Christianissimam Majestatem conclusio, includantur, quod etiam pro Genuensibus locum habebit, ita tamen ut etiam Christianissima Majestas tantummodo promittat, nec Urbem Genuam, neque ullum aliud Locum munitum (Gallicè, *Place*) ad illam pertinentem, aut circumvallare, aut obsidione capere, aut alio modo sibi acquirere, nihilominus aliquin facultatem sibi reservet, desideratam Satisfactionem de Genuensibus persequendi. Cujus Articuli Ratihabitio, una cum Ratificatione ipsius Tractatus exhibenda erit. Si autem Catholica Majestas Articuli hujus separati Ratihibitionem eodem tempore non suppeditaverit, totus Articulus pro omisso & nullo habebitur.

In fidem roborque ejus, quod Articulo hoc separato descriptum, ac nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis pro Rege Catholico ex una & nomine Sacræ Christianissimæ Majestatis ex altera, partibus, tractatum & conclusum fuit; nos infra scripti propria manu subscripsimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonæ die 15. Augusti 1684.

XLIX.

Acte de Garantie du Traité de Trêve entre la FRANCE & l'EMPIRE donné par Monsieur l'Electeur de BRANDEBOURG, du 4. Novembre 1684.
[FREDER. LEONARD. Tom. V.]

NOUS FREDERIC GUILLAUME, par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du S. Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Castubes, Wandalès & en Silesie, de Croisie & Carnovie, Burgrave de Norimberg, Prince de Halberstadt, Minde & Cammin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lauenbourg & Butau. Faisons sçavoir à tous ceux à qui il appartiendra; comme en conséquence de l'Article 16. du Traité conclu entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roi Tres-Chrétien de l'autre, dont les Ratifications auroient été échangées de toutes parts, le quinziesme Septembre, Sa Majesté Tres-Chrétienne nous auroit requis de lui donner un Acte de Garantie, nous nous y sommes portez d'autant plus volontiers, que nous avons toujours contribué par nos soins. & par tout ce qui a pu dependre de Nous, à l'Accommodement d'une affaire de si grande importance; & que d'ailleurs nous nous y trouvons obligez generalement par le susdit Article, avec toutes les autres Parties contractantes. C'est pour ce que nous avons promis & promettons par ce présent Acte à Sa Majesté Tres-Chrétienne, notre Garantie pour l'exécution & l'observation de ce Traité, contre toutes sortes de Troubles qu'on pourroit apporter au contraire, directement ou indirectement, ainsi que Sa Majesté nous a promis reciproquement de son costé la même Garantie par un Acte special & autentique, & de vouloir observer ledit Traité inviolablement sans y contrevenir en aucune façon; les Traitez d'Alliance & d'Amitié entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Nous, demeurans dans leur vigueur, & devant être exercez de bonne foi avec une entiere exactitude de part & d'autre. En foi de quoi Nous avons signé la presente Declaration de notre main, & à icelle fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Cologne sur la Sprée, le 4. Novembre 1484.

Signé,

FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

L.

29. Dec. **Kauff-Brieff zwischen Churfürst Friedrich Wilhelm zu Brandenburg/ und**

Fürst Johann Georg zu Anhalt/ über ANNO
das Dorff Belleben auffgerichtet; 1684.
Borinn Jener diesem das Dorff mit
allen Zugehörungen/ Lehens-Gerech-
tigkeiten/ Ober-und Unteren-Gerich-
ten vor vierzehn tausend vier hün-
dert Thaler verkauffet/ und anbey
sich des Leben-Rechts und directi Do-
minii begiebet/ wie nicht weniger dessen
Succeßores von Suchung des Lehens/
Abstattung des Leben-Diensts/ Erb-
Huldigung/ und allen anderen Lan-
des-Beschwerungen befreiet/ Jedoch
daß die Unterthanen zu den Lands-
Anlegenheiten in die Magdeburgische
Cassam jährlich 250. Thaler liefern
sollen. Geschehen in Potsdam den
29ten Decembris 1684. [LUNIG,
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Continuat. II. Absatz III. pag. 177.]

C'est-à-dire,

Traité, ou Contrat entre FREDERIC Electeur de Brandebourg, & JEAN GEORGE Prince d'Anhalt, par lequel l'Electeur vend à ce Prince le Village de Belleben, situé dans le Territoire de Magdebourg, avec sa Jurisdiction Feodale, & de haute & basse Justice, & toutes ses Dependances, pour le prix & somme de 14. mille 400. Richsdalers, renonçant même en faveur dudit Prince & de tous ses Successeurs au Domaine direct sur ledit Village, & à toute petition de Fief, Services feodaux, Hommages, & autres Droits & charges, à la reserve d'une somme de 250. Richsdalers que les Sujets dudit lieu de Belleben seront obligés d'apporter tous les ans à la Caisse de Magdebourg pour leur Quote des Collectes Provinciales. Fait à Potsdam le 29. Decembre 1684.

Wissen sey hiemit ieder männiglich; daß zwischen dem Durchlauchtigsten/ Groß-mächtigen Fürsten und Herrn/ Herrn Friederich Wilhelm/ Margrafen zu Brandenburg/ des Heiligen Römischen Reichs Erß-Cammerer und Churfürsten/ in Preussen/ zu Magdeburg/ Jülich/ Cleve/ Berge/ Stetin/ Pommern/ der Castuben und Wenden/ auch in Schlesien zu Grotzen und Jägerndorff/ Herfogem/ Burggrafen zu Nürnberg/ Fürsten zu Halberstadt/ Minden und Cammin/ Grafen zu der Mark und Ravensberg/ Herrn zu Ravenstein/ und der Lande Lauenburg und Bütow/ re. an einem: und dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Johann Georgen/ Fürsten zu Anhalt/ Grafen zu Ascanien/ Herrn zu Zerbst und Bernburg/ Seiner Churfürstl. Durchl. verordneten Stadthaltern der Chur und Mark Brandenburg/ auch General-Feld-Marschalln/ am andern Theile/ ein zu Recht beständiger und unwiderrufflicher Erb-Kauff abgetretet und geschlossen worden; Es verkauffen nemlich hochseligmelte Se. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg/ re. das durch den Todes-Fall Jhres gewissen Vassallen/ Ludwig Berners von Jochan/ zu Jech/ an Sie erbedigte/ und im Herkogthum Magdeburg gelegene Dorff Belleben/ mit allen dargu gehörenden Unterthanen/ Landereyen/ Lehns-Gerechtigkeit/ Spann-und Handt-Diensten/ Ober-und Unter-Gerichten/ in dem Dorff und auff dem Felde/ dem Jure Patronatus oder Kirchen-lehen/ Jagden/ Holzungen/ Gärten/ Büschen/ Wiesen/ Teichen/ Wassern/ Mühlen/ Zehenden/ Erb-Zinsen/ Schencke/ Wäckerop/ Tauschhünern/ Gänfen und allen übrigen Permentien/ Rechte und Gerechtigkeiten/ wie es die von Jochan/ und hievor die von Krosigk gehabt/ besessen/ genüßet und gebraucht/ oder nützen und gebrauchen können und sollen/ Seiner Fürstl. Durchl. zu Anhalt/ umb und vor vierzehntausend vierhundert Thaler behandelte Kauff-Sum-

L 3

ma.

ANNO ma, dergestalt und also / daß so fort bey Übergabung des
1684. Dorffes Welleben / fünf tausend Thaler / und noch fünf
tausend Thaler auf Oßern 1685. gegen Quittung bahe an
die Magdeburgische Cammer zu Wieder-Einlösung des
Ambros Stasfurth bezahlt / die übrige vier tausend vier
hundert Thaler aber / und zwar davon zwey tausend
Thaler / als ein Legatum, von dem in Preussen vorstori-
benen Herzog zu Croÿ / und die übrige zweytausend vier
hundert Thaler neben dem Interesse, welche Se. Fürstl.
Durchl. zu Anhalt aus der Churfürstl. Africanischen Compagnie
zu fordern haben / compenlando vergütiget
werden sollen.

Wie nun Se. Fürstl. Durchl. zu Anhalt / 2c. als
Käufer / die Summa der fünf tausend Thaler bey tra-
dirung des Dorffes Welleben / und hiernach auf Oßern
1685. noch fünf tausend Thaler gegen Quittung bahe zu
bezahlen / und wegen der übrigen vier tausend vierhundert
Thaler Legatorum, und aus der Africanischen Compagnie
ihro competirenden Gelder / die in Händen habende
Documenta und respective Cession anzustellen ver-
sprochen / Also haben Seine Churfürstl. Durchl. Dero
Magdeburgischen Regierung und Cammer gnädigst be-
fohlen / die Übergabe sothanen Dorffes cum pertinentiis
gegen dem Empfang der Gelder / wie obsebet / sofort
geühret ins Werck zu richten / und Seine Fürstl.
Durchl. zu Anhalt in eine gerühige Possession zu se-
zen / und über diesen Kauff-Contract steiff und fest zu
halten. Nachdem auch des Fürsten zu Anhalt Fürstl.
Durchl. nicht wenig bedencklich gefallen / wegen dieses ein-
zigen Dorffes (so sie doch titulo oneroso erlangt) zu
lehens-oder Erbhuldigungs-Schuldigkeit sich zu verbind-
den / lehens-oder andere Servitia zu prästiren / auf des-
sen Magdeburgischen Landtagen gleich andern Vassallis o-
der Unterthanen zu erscheinen / dem Herzogthumb Mag-
deburg sich subject zu machen / und vor dessen Regie-
rung zu stehen / So haben Se. Churfürstl. Durchl. in
Consideration / daß 1.) kein Ritterseßel auf diesen Dorff-
se mehr haßet / auch daß 2.) das Kauff-Preitium des-
selben gestigert worden / und 3.) die Pferde und Handt-
dienste der Unterthanen dieses Dorffes (welche doch den
meisten Nutzen bringen solten / und in dem Anschlag ziem-
lich hoch anlauffen) zu keinem dero andern Nemter /
wegen der Entlegenheit stiglich gebraucht werden kön-
nen / dero an dem Dorffe Welleben habenden lehns-Rechts
und directi Dominii sich Kraft dieses wolbedachtlich be-
geben / und daneben sich beständig dahin erkläret / daß
des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. dero Fürstliche
Erben und andere singulares Successores (wann dieselbe
Fürstnässigen Standes sind) nicht allein von Einlösung
und wirtlichen Empfang des lehns / Abstattung der leh-
ens-Pflicht / auch davon dependirenden Ritter-oder leh-
ens-Diensten / sondern auch von Erb-Huldigung / Per-
sonal-Subjection, Kopf-Gelde / Accise und allen andern
landes-Beschwerungen / sie haben Mahnen / wie sie wol-
len / von nun an gänzlich befreyet / auch auf denen Mag-
deburgischen Landtagen zu erscheinen oder vor der Mag-
deburgischen Regierung zu stehen / keines weges schuldig
und gehalten seyn solten / die Unterthanen des Dorffes
Welleben aber / bleiben noch ferner und zu allen Zeiten
in denen Pflichten / womit Se. Churfürstl. Durchl. sie
durch die Erb-Huldigung schon vermandet seint / oder gegen
die künfftigen Herzoge zu Magdeburg sich verbinden wer-
den / und soll derselben der Eydt der Treue und des
Gehorsams / welchen Sie hiernächst des Fürsten von An-
halt Fürstl. Durchl. und dero Mitbeschriebenen / alß
Gerichts- und lehns-Herrn zu leisten haben / jezo oder in
künfftigen Zeiten nicht abdrückig oder nachtheilig seyn.
Was das Jus Collectandi anbelangt / haben Se. Chur-
fürstliche Durchl. (nachdem Sie gründliche Nachricht
eingezozen / daß die Unterthanen des Dorffes Welleben /
wann dieselbe in dem hohen Ansehe / worinn Sie jezo
sich befinden / ferner also stehen bleiben solten / mit der
Zeit vollents / wie ein guter Theil schon gethan / ent-
weichen / und ihre Dienst-Güter zum größten Scha-
den des lehns-und Gerichts-Herrn liegen lassen wür-
den) in t des Fürsten von Anhalt Fürstlichen Durchl.
sich v. rathen / daß von Entlösung dieses Kauffes an /
und in künfftigen Zeiten / anmelde Unterthanen zu den
landes-Engel-geldheiten in die Magdeburgische landtast-
Cassa, oder wohin es sonst verlangt würde / in termino
Weynachten / auf einmal und in einer Summa Jährlich
zweyhundert fünfzig Thaler liefern / und dagegen von
allen Anlagen / Kopf-Gelden / Accisen / Contribution,
Hufen-Gelde / Einquartierung / Servis-Geldern / oder
was außer diesen genemnt werden mag / allerding ex-
empt seyn / und der modus solche 250. Thaler zu exi-

giren / des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und de-
ro Mitbeschriebenen freygelassen / auch darwider keine
provocation an Seine Churfürstl. Durchl. oder dero
Magdeburg. Regierung und landtschaft / oder wo es sonst
von nöthen / von Er. Churfürstl. Durchl. erstlicher
Beschl. sofort ertheilet werden soll. Solten nun unvor-
sehbliche Durch-Marche sich ereignen / und diese die Un-
terthanen zu Welleben mit betreffen / so solten sie dabey
nicht mehr / als andere umliegende Magdeburgische
Dörffer beschweret / noch durch Still-lager / oder andere
militarische Executiones zum Abtrag der Ordinar-Gesäl-
len untüchtig gemacht werden / Würden aber diese Unter-
thanen durch Krieg oder andere ungewöhnliche Unglücks-
Fälle (welche der höchste Gott in Gnaden abwenden
wolle) dergestalt in Abnehmen geraten / daß das vor-
her verglichene quantum der 250. Thaler ohn total-Ruin
von ihnen gar nicht erhoben werden könnte / So wollen
Se. Churfürstl. Durchl. und nachkommende Herzoge zu
Magdeburg auf diesem quanto so genau nicht bestehen /
sondern bis zu erfolgendem bessern Zeiten mit einem bil-
ligmäßigen und erträglichem quanto sich jährlich vergnü-
gen lassen / Weil auch bey denen Gerichten es sich öfter-
mahls zumutragen pfieget / daß jährlüchliche Leibe oder
deren Advocati ihre Sache in Weitläufigkeit zu ziehen /
und ihr Gegenheil dadurch / so viel länger aufzuhalten /
des sonst heilsamen beneficii Appellationis sich miß-
brauchen / So haben Seine Churfürstliche Durchl. aus
wohlbedachtem Rath / vor sich und deren nachkommende
Herzoge zu Magdeburg / hiemit und Kraft dieses ver-
williget / daß denen Unterthanen zu Welleben weder in
Criminalibus noch Civilibus (da in diesem die Haupt-
Summe zweyhundert Thaler nicht erreicht) von denen
Gerichten daselbst zu appelliren / oder per viam nullita-
tis zu provociren gestattet werden solle / Es wäre dann
jemanden / so viel die Criminalia belanget / die Todes-
Straffe zuerkannt / auf welchem Fall Er. Churfürstl.
Durchl. oder dero nachkommenden Herzogen zu Magde-
burg / als Landes-Herrn / das Jus aggregandi billig ver-
bleibet / da aber die Summa appellabilis wäre / und die
Sache per appellationem oder querelam nullitatis an
die Magdeburgische Regierung gehörend devolviret wür-
de / So wollen Seine Churfürstliche Durchl. die even-
tual-Verordnung an dero Magdeburgische Regierung so
fort nach vollzogenen diesen Kauff / ergehen lassen / daß
die Inhibitoriales oder Compulsorales oder andere Res-
cripta nichtimmediat an des Fürsten von Anhalt Fürstl.
Durchl. oder dero Mitbeschriebene / sondern an den Beamb-
ten oder Gerichts-Verwalter / welcher den Process diri-
girt hat / gericht / und denselben zu Welleben oder Zeiß
inquirirt werden / Welches dann auch auff dem Fall /
wann des Fürsten von Anhalt Fürstl. Durchl. und de-
ro Mitbeschriebene von jemand über kurz oder lang ac-
tione reali oder hypothecaria wegen des in Magdeburgi-
scher Hoheit gelegenen Hauses Zeiß / und dessen pertinencien
belanget werden möchten / zu extendiren / daß nemlich
die Magdeburgische Regierung die darauf ergehende
Citationes, Rescripta, Monitoria und dergleichen Ge-
richtliche Verordnungen / an obgedachte Beambte oder
Gerichts-Verwalter richte / auch in derselben Person die
Sentenz abesse / jedoch die enbliche Execution (damit die
Sententia nicht inanes seyn) auf benötigten Fall und
nach Gelegenheit der Sache entweder in die fructus oder
substantiam des Hauses Zeiß / vollstrecken lassen / Sol-
te aber der Anspruch wegen des Dorffes Welleben und
dessen pertinencien herrschen / So wollen Se. Churfürstl.
Durchl. und dero nachfolgende Herzoge zu Magdeburg
intuitu der zu leistenden schuldigen Gewehr / so fort selbst
durch dero Magdeburgische Cammer in das Mittel treten /
und ohn einige des Klag-Libells Communication an
des Fürsten zu Anhalt Fürstl. Durchl. und dero mitbe-
schriebene Beambten / entweder den Kläger in Güte Klag-
los stellen / oder den Process mit denselben antreten / und
was erkannt wird / prästiren / auch weil schon jezo die
hinterlassene lothausche Geschwister die alimentacion und
dotation aus Welleben prästendiren haben / solche Anstalt
machen / daß dieselben abgefunden werden / und sie allen
fernern Anspruch noch vor Auszahlung des gänzligen
Kauff-Geldes zu Recht beständiger massen renunciren /
Würde dann ferner der in dem Dorffe Welleben wohnen-
de von Kane mit richtigen Documentis nicht erwiesen
können / daß sein inhabendes Gut mit austrücklichen
lehns-Herrlichen Consensu von den Spann-Diensten / Be-
henden und andern præstendis befreyet / sonder nur durch
dero von lothan Privat-Concession und Handlung von
einem und dem andern onere reali entbunden worden / So
wollen Se. Churfürstl. Durchl. dieselben keinen Process
ge=

ANNO 1684. gestatten / sondern geleistet lassen / daß dieses Guth wie-
derum ad corpus serviens so fort gezogen / und folglich
die Dienste und Zehenden in vorigen Stand wiederum
gesetzt werden; Als auch des Fürsten von Anhalt Fürstl.
Durchl. den schlechten Zustand der jetzigen Einwohner in
Belleben und dabey fürgestellt / daß denselben wegen
des erlittenen Mißwachses in drit Abstattung anderer præ-
sessorum, die nach Absterben des zuletzt verstorbenen von
sohan schuldische Lehn-Gelder / und was ihnen wegen der
in diesem Jahre nicht wirklich geleisteten Dienste ange-
nommen werden möchte / zu bezahlen unmöglich fallen wür-
de / So haben Se. Churfürstl. Durchl. diese Lehn- und
Dienst-Gelder / und was sie sonst etwa amnoch schuldisch
seyn / gnädigst fallen lassen / also / daß sie die Bellebischen
Unterthanen vor dero Magdeburgischen Cammer nicht wei-
ter darinn angezehret oder besprochen werden sollen. So
viel das Jus Patronatus und davon dependierende Besiz-
niß betrefft / so wird dasselbe / wie bald im Eingang dies-
es Kauf-Briffes schon erwähnt ist / des Fürsten zu
Anhalt Fürstl. Durchl. zugleich mit verkauft / und ver-
sprechen Seiner Churfürstliche Durchl. vor sich und dero
nachkommende Herzöge zu Magdeburg / so wohl dasselbe
als andere in diesem Kauf mit begriffene pertinentien /
und was daneben in einem und andern Stücke absonder-
lich bewilliget und zugestanden worden / kräftigst zu ge-
währen / und weder dero Magdeburgische Regierung und
Cammer / noch auch dero Landtschaft einige Contraven-
tiones dawider zu gestatten. Alles bei Churfürstl. Wor-
ten / Treue und guten Glauben / dessen zu mehrer Be-
kräftigung haben beyderseits hohe Herren Contrahenten
beiden exceptionibus doli mali, listiger Überredungen /
Verleumdung über die Helfte / und aller anderen / welche
zur Vernichtung dieses Kaufes erforschen / oder hervor ge-
suchet werden möchten / sich beständigst begeben / und die-
sen in duplo gefertigten Kauf-Briff eigenhändig unter-
schrieben / auch mit dero Cammer-Secreten bedrückt /
Wobey dann schließlich Se. Churfürstl. Durchl. vor
sich und dero nachkommende Herzöge zu Magdeburg sich
noch absonderlich dahin erklärt / daß / wann Fürst Jo-
hann Georgens zu Anhalt Fürstl. Durchl. dieses er-
kaufte Guth Belleben / samt seinen erlangten Befestigun-
gen / und das in Handlung habende Haus Zeiß und des-
sen pertinentien an einen dero Herren Vetter / Fürsten
zu Anhalt / weiter zu versetzen / zu übergeben oder zu ver-
kauffen sich entschließen sollten / Sie darinn consentiren /
und die künftige Besizer bey gerühmten Possess aller
in dem Kauf-Briff beschriebenen Gerechtigkeiten und
Befestigungen lassen / manutenern und schützen wollen;
So geschehen in Potsdam den Neun und Zwanzigsten
Decembris des Eintausend Sechshundert Vier und acht-
zigsten Jahres.

(L.S.) Friedrich Chur-Princk.

(L.S.) Johann George F. z. Anhalt.

LI.

1685. 9. Janv. FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES. Déclaration de LOUIS XIV. Roi de France don-
née à Versailles, le 9. Janvier 1685. en faveur
des Hollandois Sujets des Etats Generaux des
PROVINCES-UNIES pour habiter & com-
mercer en France, sans être reputés Aubains, con-
formément à l'Article X. du Traité de Nimègue,
du 10. Août 1678. Registrée en Parlement le 13.
dudit mois de Janvier 1685. [FREDER.
LEONARD. Tom. V.]

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de
Navarre; A nos amez & feaux les Gens tenants
nostre Cour de Parlement à Paris; Salut. Sur
les avis qui Nous ont esté donnez de divers
Procez intentez en différentes Jurisdiccions, sur ce
qu'on n'y est pas informé de ce qui est porté par le
X. Article du Traité de Commerce fait à Nimègue
le dixième Aoust mil six cens soixante-dix-huit, par
nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, avec ceux des
Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, &
par Nous approuvé & ratifié le 18. dudit mois, du-
quel Article la teneur ensuit. Les Sujets desdits Sei-
gneurs Etats Generaux ne seront point reputés Au-
bains en France, & ainsi seront exempts de la Loy
d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Tes-

tament, Donation ou autrement, & leurs Heritiers Su-
jets desdits Estats demeurans tant en France qu'ailleurs,
recueillir leurs successions même *ab intestato*, encore
qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité,
sans que l'effet de certe Concession leur puisse être con-
testé ou empêché sous pretexte de quelque Droit ou
Prerogatives des Provinces, Villes ou Personnes pri-
vées; pourront pareillement sans ledites Lettres de
Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits
Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume,
pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant
y pouvoir acquerir aucuns Droits de Bourgeoisie, si
ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de
Sa Majesté en bonne forme, & seront generalement
traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout,
autant favorablement que les Sujets propres & naturels
de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront estre
compris aux Taxes qui pourront estre faites sur les E-
trangers, & sera tout ce contenu au present Article
observé au regard des Sujets du Roi dans les Pais de
l'obeissance desdits Seigneurs Etats; Et voulant faire
cesser ledites contentions en rendant ledit Article pub-
lic. A ces causes Nous vous mandons & ordonnons
par ces Presentes signées de notre main, que ledit
Article X. ci-dessus dudit Traité, vous ayez à faire li-
re, publier & enregistrer, & le contenu en icelui en-
treenir & faire entretenir, garder & observer, sans y
contrevvenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quel-
que sorte & maniere que ce soit; Car tel est nostre
plaisir. Donnée à Versailles le neuvième jour de Janvier,
l'an de grace 1685. & de notre Regne le quarante deu-
xième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi, COLBERT.

Et scellé du grand Seau de cire jaune.

Registrées, où & ce requerant le Procureur General
du Roi, pour être executées, selon leur forme & teneur,
& Copies collationnées envoyées dans les Baillages, Se-
nechaussées & Sieges du Ressort, pour y être pareillement
publiées & enregistrées: Enjoint d'y tenir la main, &
d'en certifier la Cour dans trois mois, suivant l'Arrest de
ce jour. A Paris en Parlement, le treizième jour de Jan-
vier mil six cens quatre-vingt-cinq.

Signé,

DONGOIS.

LII.

Articles accordez par le Roi de France LOUIS 12. Fevr.
XIV. à la République de GENES, le 12. Fe-
vrier, 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V. FRANCE
ET GENES.
V. d'où l'on à tiré cette Pièce qui se trouve
aussi dans le Theatrum Pacis, Tom. II. pag.
1060. en Latin, François & Allemand;
dans LONDORPII Acta publica. Tom. XII.
pag. 160. en Allemand; dans Anhang zu des
Europäischen Herolds 4. Handthandlungen, pag.
1661; & dans Relationis Historic. Francofurt.
Continuat. Vernal. pag. 51. en Allemand.]

Louis par la grace de Dieu Roi de France &
de Navarre; A tous ceux qui ces presentes
Lettres verront, Salut. Comme notre amé &
féal Conseiller en tous nos Conseils, Président
à Mortier en nostre Cour de Parlement de Paris, Se-
cretaire d'Etat & de nos Commandemens & Finan-
ces, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy,
en vertu du Plein-pouvoir que nous lui en avions
donné, auroit conclu, arrêté & signé le 12. Fevrier
dernier, avec le Sieur Marquis de Marini Envoyé Ex-
traordinaire de la République de Genes, pareillement
muni de Plein-pouvoir de ladite République, les Ar-
cles

ANNO
1685.

ticles par Nous accordez à ladite République, dont la teneur ensuit.

LE Roi ayant rétabli le repos de toute l'Europe par les Traitez de Trêve signez à Ratisbonne le 15. Aoust dernier; & Sa Majesté se voyant dans une pleine & entière liberté de prendre contre la République de Genes telles résolutions, qu'Elle auroit estimé être les plus convenables à Sa Gloire & à sa Justice. Elle a néanmoins bien voulu, en considération de Sa Sainteté, dont les soins infatigables pour la conservation de la tranquillité publique ne peuvent être assez estimés, préférer les voyes de douceur à celles de la force de ses armes; & sur les assurances qui ont été données à Sa Majesté par le Sieur Archevêque Ranuzzi, Evêque de Fano, Nonce Extraordinaire de Sa Sainteté, de l'entière résignation desdits Genoïs aux conditions qu'Elle leur a demandé, & du Pouvoir qu'ils ont envoyé au Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes auprès de Sa Majesté, pour les accepter en leur nom, & en convenir avec celui qu'il plairoit à Sa Majesté commettre pour en dresser & signer les Articles; Elle auroit autorisé à cet effet le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté; lequel, en vertu du Pouvoir qui sera ci-après inféré, auroit avec le Sieur de Marini autorisé par la République de Genes, en vertu de la Lettre des Duc, Gouverneurs & Procureurs de ladite République, signée Girolamo de Mari, & C. Mascardi, & datée du 29. Janvier 1685. qui sera ci-après transcrite, arrêté, conclu, & signé, les Articles suivans.

I. Que le Doge à présent en charge, & quatre Senateurs aussi en charge, se rendront dans la fin du mois de Mars prochain, ou au plus tard dans le dixième d'Avril, en la Ville de Marfille, ou autre Ville du Roiaume; d'où ils s'achemineroient au lieu où Sa Majesté fera; & lors qu'ils seront admis à son audience, revêtus de leurs habits de ceremonie, ledit Doge portant la parole, témoignera au nom de la République de Genes l'extreme regret qu'elle a d'avoir déplu à Sa Majesté, & se servira dans son discours des expressions les plus soumises, les plus respectueuses, & qui marquent le mieux le desir sincere qu'elle a de meriter à l'avenir la bienveillance de Sa Majesté, & de se la conserver soigneusement.

II. Le Doge & les quatre Senateurs rentreront, à leur retour à Genes, dans l'exercice de leurs charges & dignitez, sans qu'il en puisse être mis d'autres à leurs places pendant leur absence. Ni lors qu'ils seront retournez, sinon après que le tems ordinaire de leur gouvernement sera expiré.

III. La République de Genes congédiera dans le tems d'un mois toutes les Troupes Espagnoles qu'elle a introduites dans les Villes, Places & Pays dépendans dudit Etat, & renonce dès-à-présent en vertu de ce Traité, à toutes Lignes & Affociations qu'elle pourroit avoir faites depuis le premier Janvier 1683.

IV. Lesdits Genoïs reduiront aussi dans le même tems leurs Galeres au même nombre qu'ils avoient il y a trois ans, & pour cet effet desarmeront celles qu'ils ont fait équiper depuis.

V. Sa Majesté ayant demandé que la République de Genes dédommageât tous les François, non seulement de ce qui leur a été pris & enlevé, tant dans la Ville de Genes, que dans les Pais qui en dépendent; mais aussi de toutes les Prieis qui ont été faites sur eux par les Vaisseaux & autres Bâtimens armez ou autorizés par lesdits Genoïs, suivant l'Etat qui en seroit dressé & fourny dans trois mois; & ladite République ayant offert de rendre aux Sujets de Sa Majesté tout ce qu'elle a pû retirer des effets qui leur appartiennent, Sa Majesté acceptant ledit Offre, & suivant les mouvemens de sa pitié, a bien voulu se contenter, qu'au lieu des autres dédommagemens cy-dessus dits, ladite République s'obligeât, comme elle fait par cet Article, de contribuer à la reparation des Eglises & lieux sacrez, qui ont été ruinez ou endommagés par les Bombes, que le refus de donner à Sa Majesté une juste satisfaction, a attiré indistinctement sur ladite Ville, toute la somme d'argent que nôtre Saint Pere le Pape estimera convenable, Sa Majesté remettant aussi à sa Sainteté de regler le tems dans lequel lesdites reparations devront être faites.

VI. Le Comte de Fiesque ayant imploré la pro-

tection de Sa Majesté sur les anciennes pretentions de sa Maison contre ladite République, Sa Majesté a désiré qu'il fût payé présentement audit Comte de Fiesque la somme de cent mille écus, monnoye de France; & comme ladite République a voulu encore témoigner en cela sa deference pour Sa Majesté, & meriter d'autant plus l'honneur de ses bonnes grâces, elle s'est obligée par ce seul motif, & non autrement, de payer dans deux mois audit Comte de Fiesque ladite somme de cent mille écus sans prejudice des raisons qu'elle pretend avoir contre ledit Comte de Fiesque & sa Maison, qui ne pourront recevoir aucune atteinte par ledit payement; & en considération de la promptitude avec laquelle ladite République satisfait en cela à la volonté du Roi, Sa Majesté promet qu'elle n'appuiera point de la force de ses armes, ni d'aucune voye de fait, les pretentions dudit Comte & de la Maison de Fiesque, Sa Majesté voulant qu'elles ne puissent être pourlues que par les voyes de Droit; & comme l'intention de Sa Majesté est que le payement cy-dessus dit ne soit fait que par provision & sans prejudice des raisons des Parties, aussi elle declare que ledit Comte de Fiesque, ses Hoirs & ayans cause, pourluisans leurs Droits & Actions en Justice, comme il a été dit, ladite République puisse compenser sur ce qui pourroit leur être ajugé, ladite somme de cent mille écus, que ledit Comte de Fiesque aura reçu en vertu dudit Traité.

VII. Sa Majesté étant contente des satisfactions cy-dessus dites, & voulant bien rendre l'honneur de ses bonnes grâces à la République de Genes, Elle sera bien aise aussi de faire au Doge, & aux Senateurs, tout le favorable accueil qui leur puisse marquer sa bonté & le retour de sa bienveillance Royale; & après qu'ils se seront acquitez des fonctions pour lesquelles ils se doivent rendre auprès de Sa Majesté, ils pourront s'en retourner à Genes, pour y exercer leurs charges, ainsi qu'il est convenu par l'Article deuxième dudit Traité: Sa Majesté declarant qu'il ne leur sera fait de sa part aucune autre demande, ni imposé d'autres conditions, que celles qui sont exprimées & établies par le présent Traité.

VIII. Tous Actes d'hostilité cesseront, & savoir par Terre dès le jour de la signature du Traité, & par Mer dans un mois, à commencer dudit jour: Et s'il y a quelques Sujets du Roi detenus dans les prisons, Galeres ou Vaisseaux de Genes & autres lieux, ils seront incessamment élargis; Sa Majesté voulant bien aussi faire mettre en liberté tous les Genoïs qui pourroient être retenus, soit dans ses prisons ou dans ses Galeres, Vaisseaux & autres lieux.

IX. Le présent Traité sera ratifié incessamment par ladite République de Genes, & les Ratifications échangées avec celles de Sa Majesté, au plus tard dans trois semaines. En foi dequoy nous avons signé les susdits Articles, & à ceux fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Versailles le douzième jour de Fevrier mil six cent quatre-vingt-cinq.

Signé,

A. RANUZZI, Archevêque, Evêque de Fano, Nonce Apostolique. COLBERT DE MARINI. CROISSY.

Pouvoir du Roi.

LE Roi ayant été informé par le Sieur Evêque de Fano Nonce Extraordinaire de sa Sainteté, que non seulement la République de Genes avoit pris la résolution d'accepter les conditions qui lui ont été imposées par Sa Majesté, pour tâcher par cette soumission à rentrer dans ses bonnes grâces; Mais mesmes qu'elle avoit envoyé un Pleinpouvoir au Sieur de Marini, pour en signer en son nom les Articles avec telles personnes qu'il plairoit à Sa Majesté commettre: Sa Majesté a pour cet effet autorisé de sa part, comme elle auroit par ces présentes, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, Président à Mortier en la Cour de Parlement à Paris, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté & de ses Commandemens & Finances, auquel Elle a donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'accepter, conclure, & signer en son nom avec ledit Sieur de Marini les Articles dont ils seront convenus; Promettant sadite Majesté en foy & parole de Roi,

ANNO
1685.

ANNO 1685. Roi, d'accomplir & d'exécuter ponctuellement, & avoir agreable, & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit Sieur de Croissy aura promis & signé en vertu du présent Pouvoir; Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage de quoy Nous avons signé ces Presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Scel secret. A Versailles, le neuvième jour de Fevrier 1685.

Signé,

LOUIS,

Et plus-bas,

PHÉLYPEAUX.

Pouvoir de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Repubblica di Genova.

Molt' illustre nostro Gentiluomo. Dalle vostre Lettere, e dalle Relationi havute di quanto ha rappresentato al Pontefice Monsignor Nuncio Ranucci, si raccoglie, che le domandate soddisfattioni della Maestà Christianissima alla Republica consistono in una Missione d'ossequio del Serenissimo Doge, e quattro Togati; che si disarmino le quattro Galee nuovamente armate; che la Republica si riduca al stato di Neutralità, che professava per il passato verso le due Corone di Francia, e di Spagna; che si paghino cento mila scudi bianchi al Conte da Fiesco, per saldo d'ogni pretesione di quella Casa, e che si restituiscano alli Francesi, che dimoravano in Genova il mese di Maggio passato, i Beni à loro tosti: il che si suppone ristretto à quella parte che è riuscito alla Republica di recuperare. Et si come Sua Maestà Christianissima, per mezzo del Signore di Croissy, si era compiaciuta di far significare à Monsignor Nuncio, che sarebbe contenta di dette condizioni, e che non domanderebbe cosa alcuna di vantaggio, così si spera che mediante l'uffici del Pontefice, e della Maestà Britannica, sia per radolcire dette Domande, con dare al mondo un nuovo contrasegno della sua impareggiabile generosità verso di una Republica, che non ambisce cosa maggiore, che il restabilimento nella sua Regia Gratia. Ma niente di meno desiderosi di far spiccare gli atti della nostra somma veneratione, vi damo facoltà di poter trattare e concludere sopra l'evocata Domanda, & à questo fine doverete nuovamente procurare l'uffici del Pontefice, e della Maestà Britannica, si per conservare il rispetto dovuto à detti due Principi, che con singolare benignità si sono interposti in detto Affare, come per il grado di stima, e per gradimento in che sono appresso di Sua Maestà Christianissima, doverete significare questi riverentissimi sentimenti à Monsignor Nuncio, affinche si compiacia di rappresentarli al Signor de Croissy, e di accompagnarli con espressioni proprie della sua efficacia & atte à renderli maggiormente graditi da Sua Maestà Christianissima; E riuscendovi di concludere l'Aggiustamento, sarà vostra incombenza, che resti posto in iscritto ciò che doura fare la Republica con parole chiare & incapaci di equivoco; e con tale spiegazione, che con detto Aggiustamento resti posto fine à tutte le pretesioni di Sua

Maestà Christianissima, Nostro Signore vi guardi. Genova ANNO il dì 29. Gennaro 1685. 1685.

Et ont signé.

GIROLAMO DE MARI.

CARLO MASCARDI.

Ratification du Roi.

NOUS ayant agreables les susdits Articles, en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de notre main, & le tout promettons, en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit: En témoin dequoy Nous avons fait mettre notre Scel à cédites presentes. Donné à Versailles le troisième jour de Mars, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt cinq, & de notre Regne le quarante-deux.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

COLBERT.

Ratification de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Repubblica di Genova.

Essendosi compiaciuto il Ré Christianissimo di restituirci alla sua Regia Grazia, mediante i Capitoli sottoscritti à Versaglia li 12. del corrente mese di Febraro da Monsignor Arcivescovo Ranucci, Vescovo di Fano, e Nuncio straordinario Apostolico, e dal Signor Marchese Colbert di Croissy Secretario di Stato di detta Maestà, & a nome della medesima; e per Noi dal Gentiluomo Paolo de Marini nostro Inviato straordinario appresso di detta Maestà, del tenore come segue.

Havendo il Rè ristabilito, &c.

Noi non havendo maggior premura, che di godere il favore della Regia benevolenza di detta Maestà, valendoci dell' autorità conferata dal nostro minor Consiglio, sotto il dì venti tre del corrente mese di Febraro, accettiamo, ratifichiamo, e comproviamo gli Articoli sopra detti, e promettiamo l'osservanza de medesimi. In testimonio del che sarà la presente sottoscritta da uno de i nostri Colleghi, e dall'infrafritto nostro Secretario, & firmata col nostro solito Sigillo; Date in Genova nel Real Palazzo, il dì 25. Febraro 1685.

Signé,

GIROLAMO de MARI, Senatore Deputato.

CARLO MASCARDI.

(a) Discorso fatto à Sua Maestà Christianissima dal Doge di Genova nella prima Udienza. [LONDORP II Acta Publica, Tom. XII. pag. 182. en Allemand.]

SIRE;

La mia Republica ha sempre hauuto frà le Massime più radicate del suo Governo, quella principalmente di segnalarsi nella somma veneratione a questa gran Corona

TOM. VII. PART. II.

(a) Cette Pièce étant une des conditions de la Paix on a crû ne devoir pas l'omettre.

Harangue du Doge de Genes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai, 1685.

SIRE;

La principale Maxime d'Etat, de la Republique de Genes a toujours été de se signaler par une profonde veneration pour cette grande Couronne, que Vostre

M

Ma-

ANNO 1685. na, ch'è trameffa alla Maestà Vostra da fuoi Augufti Progenitori hà Ella elevata ad un sì alto grado di potenza e di gloria, con impreffe tanto prodigiofe & inudite, che la fama, folita in ogni altro soggetto d'ingrandire, non farà baltevole, ancora con diminuire, à renderle credibili alla pofterità.

Prerogative così fublimi, che obligando qualunque Stato à rimirarle & ammirarle con profondiffimo ossequio, hanno particolarmente indotto la mia Repubblica à diftinguerfi fopra d'ogni altro nel proffellarle, in modo ch'èl Mondo tutto doueffe reftarne evidentemente perfuaso; nè vi è accidente, che li fia mai occorfo di apprendere nè più funefto nè più fatale di quello che veramente poteffe offendere la Maestà Vostra. Non poffo dunque adeguatamente fpiagare liffetto cordoglio cagionato alla medefima di haver hauuto la minima cola, che hà difpiaciuto alla Maestà Vostra. Benche fi lusinghi efferè ciò arrivato per pura fua difgratia, vorrebbe nondimeno, che tutto quello che può efferè fucceduto di poca foddifattione della Maestà Vostra, foife à qual fi voglia prezzo fcan- cellato, non folo dalla fua memoria, mà da quella di tutti gli huomini. Non è Ella capace di follevarfi da così immenfa afflittione, fin che non fi veda reintegrata nella preggiatiffima Gratia di Vostra Maestà, che per efferè fatta degna di confeguirla averta Vostra Maestà che li sforzi delle fue più intente applicationi, s'impieggeranno non folo per procurarne una perpetua confervazione, mà per habilitarfi à meritarne ogni maggior accrefcimento.

In ordine à che non fatisfacendofi di qual fi fia espressione più propria, e più ossequiofa, ha voluto valerfi di inusitate e fingulariffime forme, inviandole il Doge con quefti quattro Senatori, fperando, che da tante fpéciali dimoftrationi debba la Maestà Vostra rimancie pienamente appagata della altiffima ftima che fa la mia Republica della fua Regia benevolenza.

Quanto à me, Sire, riconofco per mia grandiffima fortuna l'honore di efporre quefti viviffimi e divotiffimi fentimenti, & à maggiore fegno mi preggio di comparire alla prefenza d'un sì gran Monarca, che invittiffimo per il fuo valore, & riveritiffimo per la fua impareggiabile magnanimità e grandezza, come hà formontati tutti gli altri de' paffati fecoli, così afficura la medefima forte alla fua Regia Proſapia. Con sì felice augurio è formata fiducia, che la Maestà Vostra, per far fempre più comprendere all'univerfo la fingularità dell' animo fuo generoſiffimo, fi compiacerà di riguardare queſte dimoftrationi tanto divote e douute, come parti non meno della fincerità del mio cuore, che de' gli animi di queſti Signori Senatori e Cittadini della mia Republica, che attendono con impatienza i contraſegni, che la Maestà Vostra fi degnerà volerle dare del fuo benigno gradimento.

LIII.

18. Fevr. Concordien-Recefs zwischen der Frauen Anna Dorothea Abbtiffin und dem Stifft Quedlinburg eines / und Johamm Georg dem III. Churfürst zu Sachsen anderen Theils / wodurch sie sich wegen der Formul der von den neuen Quedlinburgischen Unterthanen beym Jährlichen Rath-wechſel an Chur-Sachsen zuſeiffenden Erbſchildigung / wegen der Chur-Sächſiſcher Stits prætendirter Lehen-Stück an Wild-Bahn / Holzung / Fiſcherey und Zehenden / item wegen der hohen Lehen-Verschreibung / Stiffts-Rechnungen / Poſſien-Kirchen-Ordnungen / der ohne Chur-Sächſiſchen Consens im Stifft

Majesté tient de ses Augustes Ancêtres, & qu'Elle a portée au ſuprême degré de la gloire & de la puissance, par des exploits si prodigieux, que la Renommée, qui a coutume d'exagerer en tout autre ſujet, ne pourra pas même, en les diminuant, les rendre croiables à la poſterité.

Tandis que tous les Etats ſont occupez à regarder avec admiration des prerogatives si ſublimes, les Genoïs ont voulu ſe diſtinguer de tous les autres Potentats, en la maniere de témoigner leur reſpect à Vôte Majesté, afin que tout le monde en fut évidemment perfuadé, ne leur étant jamais rien arrivé de plus funeste, que le malheur d'avoir pu lui déplaire en la moindre chose. Et bien qu'ils n'en attribuent la cause qu'à leur infortune, ils voudroient néanmoins que tout ce qui a pu donner ſujet à Vôte Majesté, d'être peu contenté d'Eux, fut à quelque prix que ce fût eſacé, non ſeulement de ſa memoire, mais auſſi de celle de tous les hommes: Et rien n'eſt capable de les conſoler dans une si grande afflittion, que l'eſperance de ſe voir parfaitement rétablis dans l'honneur des bonnes graces de Vôte Majesté, dont ils s'eſforcent, avec toute l'application de leur eſprit, de mériter non ſeulement la conſervation à jamais, mais encore l'augmentation de plus en plus.

C'eſt dans cette vüe, Sire, que ma Republicque ne ſe contentant pas d'employer les expreſſions les plus reſpectueuſes, s'eſt fait un plaisir d'envoier ſon Duc avec ces quatre Senateurs à Vôte Majesté, pour lui montrer, par cette ſoumiſſion extraordinaire & ſans exemple, l'eſtime infinie, qu'elle fait de ſa bienveillance Royale.

Quant à ma perſonne, Sire, je compte pour un bonheur extrême l'honneur que j'ai de paroître en la preſence d'un si grand Roi, d'un Roi, dis-je, qui aiant ſurpaſſé tous ceux des ſiècles paffez en valeur, en generoſité, & en puissance, aſſure encore le même ſort à ſes Deſcendants. Un si heureux augure me fait eſperer, que Vôte Majesté, pour rendre tout l'Univerſs témoin de cette grandeur d'ame, qui lui eſt si particulière, voudra bien regarder les tres-humbles proteſtations que je lui fais, comme les plus viſi, & les plus ſinceres ſentimens de mon cœur, & de celui de ces quatre Senateurs, mes Concitoyens, qui attendent, comme moi, avec impatience les marques, que Vôte Majesté daignera nous donner de ſon agrément.

nicht zuzulaſſenden frembden Werb- und Einquartirungen/Repartition der Anlagen / des Stiffts-Hauptmanns / Gerichts-Sachen / Heer-Geräthe und vielen anderen Dingen vergleichen / und zwar ſo wird es in den wichtigſten Stücken bey dem Vertrag de anno 1574. ſub 17. Auguſti gelaffen. Geben Quedlinburg den 18. Febr. am S. Concordia Tag 1685. [Deductio, daß ein Abbtiffin zu Quedlinburg von Anfang der Fundation biß hieher ein immediater Reichs-Stand geweſen / in Denlagen ſub Num. 51. apud LUNIG in Grundveſte Europäiſcher Potenzen Gerechtfamen Part. I. Cap. IV. Abſatz II. pag. 805. ubi remittit ad ſuum Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheilung V. pag. 894.] C'eſt

ANNO
1685.

C'est-à-dire,

Concordat entre JEAN GEORGE III. Electeur de Saxe d'une part, & ANNE Abbessé de Quedlinburg avec l'Abbaye même d'autre part; par lequel on convient de la maniere dont se doit rendre l'hommage à l'Electeur par les Sujets de l'Abbaye à chaque changement de Magistrat, & des autres Droits pretendus par son Altesse Electorale comme Seigneur Feodal, sur les Chasses annuelles, Peches, Coupes de bois, & Dîmes; comme aussi de la Collation des Hauts Fiefs, Police, Reglements Ecclesiastiques, Levées & Logements de Troupes Etrangères, que ladite Dame Abbessé ne pourra accorder sans son Consentement; de la Repartition des Tributs, des Jugements Forenses, & de plusieurs autres Interests, en sorte que la Transaction du 17. Août 1574. demeure en sa force & vigueur. Fait à Quedlinbourg le 18. Fevrier jour & Feste de Ste Concorde 1685.

Einnach sich zwischen dem Churfürstlichen und Fürstlichen Hause Sachsen an einem / und denen jeweiligen Abbatissinnen und Capitul-Gemeine zu Quedlinburg am anderen Theil / von langen Jahren her viel Spän und Zerrungen enthalten / welche zwar durch die sub dato Quedlinburg Dominicae nach Laurentii Anno 1539. und 17. Aug. 1574. auch andere getroffene Verträge / etlicher massen beygelegt / aber nicht so gänzlich hinweg geräumt / noch verbanet werden können / daß sich nicht von Zeit zu Zeiten allerhand neue Gebrechen herfür gethan / und nach und nach gehäuffet. Dahero der Weyland Durchlauchtige Fürst und Herz / Herr Johann Georg der Andere / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbs-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-lausß / Burggraf zu Magdeburg / Gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herr zu Ravensstein re. Christmildester Gedächtnis / Anlaß ergrieffen / solche durch Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Einnehmung der Huldigung des Orts gebähe Gesandte und sonst nochdürftig untersuchen / mit denen auf Seiten des Stiffts dazu verordneten Räten überlegen / und zum Theil bereits in Annis 1659. 1670. 1671. und 1672. zu einiger Abrede bringen lassen. Welche Handlung der auch Durchlauchtigste Fürst und Herz / Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heiligen Römischen Reichs Erbs-Marschall und Churfürst / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / auch Ober- und Nieder-lausß / Burggraf zu Magdeburg / Gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herr zu Ravensstein re. nicht allein mit der Hochwürdigsten und Durchlauchtigen Fürstin und Frauen Anna Sophia / Land-Gräfin zu Hessen / Fürstin zu Hirschfeld und des Kayserlichen freyen Weltlichen Stiffts Quedlinburg Abbatissin / Gräfin zu Cakenellenbogen / Dieß / Ziegenhein / Nidda / Schanenburg / Pfennburg und Bidingen re. Christmilden Andenkens / mittels einer zu Desseln im Monat Decemb. des verwichenen 1682sten Jahres veranstalteten Conferenz / sondern auch nach sehgedachter Frau Abbatissin seither erfolgten Hochseiligen Ableben / und mehr anderweit allhier mit der auch Hochwürdigsten und Durchlauchtigsten Fürstin und Frauen / Frauen Anna Dorothea / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Landgräfin in Thüringen / Markgräfin zu Meissen / des Kayserlichen freyen weltlichen Stiffts Quedlinburg Abbatissin / Gefürsteten Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Mark und Ravensberg / Frau zu Ravensstein re. und dem Capitul durch Endes benannte zu hochgedachter Frau Abbatissin Introduction und Einnehmung der gesamt Huldigung anhero verordnete Gesandte reallumiren lassen.

Als ist es hierdurch mit göttlicher Gnade so weit gebracht / daß endlich alles / was bis dahin in Zerrunge geschwebet / nachfolgender Gestalt in Guten verglichen / und erörtert worden.

I. Huldigung.

Nemlich so viel Erstlich die Erb-Huldigung anbetrifft /
TOM. VII. PART. II.

nachdem ein Churfürst zu Sachsen nicht nur für sich als AnNO
lein bey Antretung des Churfürstlichen Regiments / nach der Notul Lit. A. sondern auch Inhabes des obangezogen Vertrags de Anno 1574. nebst und mit einer neu erwählten Abbatissin / bey deren Introduction die Huldigung von sämtlichen Stiffts-Untertanen nach der Notul Lit. B. einzunehmen hat / solche gesamt Huldigung auch beyrn jährlichen Katho-Wechsel von denen neuen Untertanen abzuliegen ist. Über welchen letzteren sich der Formul halber einiger Mißverstand bisher erzeigen wolten / so hat man sich verglichen / daß die Notul Lit. B. (welche nebst der sub lit. A. und künftiger mehrer Richtigkeit willen diesem Recels am Ende mit beygefügt) auch bey obbedeuteten Fall / da die neuen Untertanen zu vereyden / behalten / und es also bey angezogenen beyden Formulen unverändert gelassen werden solle.

ANNO
1685.

2. Ermangelnde Lehnstücke an Wildbahn / Holzung / Fischerey und Zehenden.

Wiewohl sich auch hiernächst zum anderen befinden / daß Ihr Churf. Durchleucht nicht nur die in Erb-Boigteyl. Ihr und Dero Chur- und Fürstliche Vorfahren vom Stifft ertheilten Lehn-Briefen ausdrücklich mit begriffene Wildbahn / Holzung und Fischereyen / sondern auch die meisten darinnen benannten Zehenden ermangeln / und dahero deren Verschaff- und Gewährung beyrn Stifft begheert worden; So haben Ihre Churfürstliche Durchleucht sich dennoch / zu Bezeugung dero geneigten Willens / Freund-Bitterlich erkläret / wegen besagter Wildbahn / Holzung / und Fischerey weder in der Abbatissin Fürstliche Durchleucht noch in das Stifft ferner zu schen / seynd auch zu frieden / das hochgedachte Abbatissin wie bishero in Jagd-Sachen / und was zu deren Conservation und Abschaffung fürgehender Jagd-Eingriffe nöthig und dienlich / zu verordnen / und deswegen pfänden lassen / auch mit Einlieferung solcher Pfände in die Erb-Boigtey verschonet werden mögen / jedoch das was extranei von dergleichen Stücken usurpiren / hierunter nicht verstanden / sondern Ihrer Churfürstliche Durchleucht und dem Hause Sachsen die deshalb zukommende Befugniß vorbehalten / auch das Stifft hierinnen / nach allen Kräften mit demselben umzutreten / verbunden bleibe / imgleichen die gedachte massen nachgelassene Einlieferung der Pfände in die Boigtey nicht weiter noch auf andere Pignorationes in Fischerey-Feld- und dergleichen Sachen / weniger aber auff einige dabey etwa fürgehende Gerichtsfälle oder Violation der Gränken und Jurisdiction extendiret / und zur Consequenz wieder Ihre Churfürstliche Durchleucht Erb-Boigtey und deroelben zum Nachtheil allegiret werde / wie dann Ihre Churfürstliche Durchleucht auch der verlienen Zehnten halber durch dero Stiffts-Hauptmann / oder sonst Erkundigung einziehen / und die Nothdurfft weiter beobachten lassen wolten.

3. Hohe Lehn-Verschreibung.

So hat es auch drittens wegen Verschreibunge hoher Lehn-Angefälle / daß dergleichen anders nicht / dann mit Ihr. Churfürstliche Durchleucht und Dero Nachkommen Vorwissen geschehen solte / beyrn fünfsten Punet des Vertrages de Anno 1574. sein nochmaliges Verbleiben / und soll einem Churfürsten zu Sachsen re. aus denen Stifftischen Lehn-Büchern und Registraturen auf Begehren die disfalls benötigte Nachricht ertheilt werden.

4. Stiffts-Rechnung.

Utermassen auch viertens Ihre Churfürstliche Durchleucht in Kraft dero hohen Erbvoigteylichen Amtes befügt / zu sehen und darfür zu seyn / daß das Stifft nicht in Abnehmen gerathe / dahero Sie nach Inhalt des sechsten Punets des Vertrages de Anno 1574. berechtigt / denen jährlichen Rechnungen / so einer Abbatissin von der darzu befallten Person in Beyseyn des Capituls abgelegt wird / jemand der Zügigen / jedoch solcher Gestalt zu zuordnen / daß derselben an dero Regiment kein Eintrag oder Verhinderung zugefigt werde. Also soll hinfort der Stiffts-Hauptmann nicht allein zu gedachten Rechnungen Kraft dieses / und ohne ferner special Vollmacht jederzeit gezogen / sondern Ihn auch nach Befundung dem Stifft zum Besten wieder den Rechnungs-
M 2 Zührer

ANNO 1685. Führer gehörige Anmerkungen zu machen / und nöthdürftige Erinnerungen dabey zu thun / frey verbleiben.

5. Policy und andere Ordnung.

Und weil fünftens wegen Communication der Policy-Tagt-Schieß-Fischerer- und andere einer Abtissin zu machen zukommenden Ordnungen / gleichfalls Irzungen entstanden; So sollen dieselben revidiret / und was die Churfürstliche Jura, zumahlen wegen der Ruffen / und daß denselben kein Eintrag geschehe / betrifft / dabey gehörig beobachtet / und hernachmahls ohne Noth und gleichmäßige Communication nicht geändert werden.

6. Kirchen-Ordnung.

Gestalt denn sechsten bey der Kirchen-Ordnung dasjenige / so disfalls im 2ten Punct des Vertrags 1574. versehen und ausgekehrt / in acht genommen / und daher die bisherige mit christen gleichfalls revidiret / nach Gelegenheit / und wo darinnen Discrepanz von dero Churfürstlichen Kirchen-Ordnungen anzutreffen / Veränderung fürgenommen / und so dann mit der Publication in der Frau Abtissin Nahmen gebührender massen verfahren werden solle.

7. Raths-Wechsel und Ausführung.

Nachdem auch siebendes Herkommens / daß jährlich am Sonntage Quasimodogeniti ein neuer Rath aufgeführt werde / so soll es auch inskünftige regulariter und ordinarie dabey verbleiben / und allenthalben nach bisher gebräuchlicher Art und Form gehalten; Wann aber solche Ausführung wegen etwa vorkommender erhebliche Hindernisse zu verschieben / so doch in Zukunft zu Vermeidung vieler Inconvenientien und Unordnungen außer sonderbarer Noth möglichster massen zu verhüten / so soll der Abtissin Fürstliche Durchleucht hierzu einen anderen Tag ansetzen / und sich mit dem Stiffts-Hauptmann darüber vernehmen; Jedoch zu Zeiten / wann die Impedimenta sich etwas lange verzügen möchten / die sonst gebräuchliche minus solenne Ausführ- und Bestätigung stat finden.

8. Fremde Werb- und Einquartirungen.

Achtens / weil Ihre Churfürstliche Durchleucht das Jus Armorum & Praedii, samt was dem allenthalben nach Recht und Gewohnheit anhängig / im Stifft zustehet / so soll darinne ohne deren Consens und Verordnung keinerlei Werb- oder Einquartirung / außer was des Stiffts Creutz-Contingent betrifft / welches doch ohne öffentlichen Trommelschlag zu richten / verstatet noch geduldet / sondern auf gegliedene Communication mit der Abtissin Fürstliche Durchleucht vom Stiffts-Hauptmann unverlangt abgekehrt und aufgehoben werden.

9. Wachten und Anstalten in den Thoren.

Wiewohl auch neundtens / die ordentliche Thorwache zu Ansbürg bey Friedens-Zeiten dem Rath daselbst noch ferner nebst denen Schlüssel / welche von der Abtissin Fürstliche Durchleucht Ihnen zu dem Ende zugestellet werden / zu lassen / so soll doch bey ereignender Contagion-Gefahr dieselbe sich keiner Anstalt in den Thoren / ohne oder wider des anwesenden Hauptmanns-Instruktion und Ordre, unterfangen / dieser aber mit der Abtissin Fürstliche Durchleucht sich jederzeit darans vernehmen / derselben auch die Thorjettel richtig einliefern lassen / wie denn nicht weniger der Pässe halber gute Correspondenz zu pflegen / und dem Rath nicht nachzusehen / daß er dergleichen jemand anders / als denen Biregieren / wo kein Verdacht obhanden / ertheile. In Kriegs-läufften aber und bey Sedis Vacantien verbleibet alle zu Beschütz-Verwahr- und Vertheidigung des ganzen Stiffts dienliche Disposition Ihr. Churf. Durchleucht lediglich anheim gestellet.

10. Repartition der Wacht-Gelder und anderer extraordinar Anlagen. ANNO 1685.

Und wie zehndtens in gemein aller Steuern und Anlagen halber im vierden Punct des Vertrages de Anno 1547. die Verschönerung gemacht / daß solche / außer der Reichs- und Creys-Contributiven (in welchen dann Ihre Churfürstliche Durchleucht der Frau Abtissin Fürstliche Durchleucht weder in deren Proposition noch Anlegungen und Perzequation einigen Eintrag zu thun begehren) durch einen Churfürsten und Abtissin zugleich denen Stiffts-Unterthanen zu proponiren / zu handeln und anzulegen / welches denn nicht unbillich auch von daru gehörigen modo collectandi, Revision und Perzequation der Catastrorum zuversetzen / also soll dergleichen auch bey vorkommender Aufbringung der Wacht-Gelder / wo es deren bedürftig / observiret / die Einnehmer conjunctim darzu befohlen / verpflichtet / und von Ihnen die Rechnung abgenommen werden.

11. Exemption der also genannten Freyen betreffend.

Und weil zum Elften etliche Persohnen im Wessendorf hiebefore von einigen Abtissinnen unter anderen auch von denen Wachten befreiet seyn wollen / worüber einige Beschwerde entstanden / und inskünftige weiter besorget worden. So hat man sich verglichen / daß zwar diejenigen / so dergleichen Freyheit bisher erhalten / und verificiren können / dabey / was die Bewachung des Stiffts-Hauses anbetrifft / den Herkommen nach / bey wählenden Sedis Vacantien / wie auch bey Pest-Zeiten noch ferner gelassen / aber in Kriegs-läufften / wie auch bey der Ordinar-Stadt-Wacht / so Rerhe umb von Haus zu Haus gehet / wegen darin habender bürgerlichen Häuser sich keiner Exemption anzuweisen haben sollen. Und wollen auch der Abtissin Fürstliche Durchleucht durch dergleichen Befreyungen der übrigen Gemeine zu keiner Beschwerde Anlas geben.

12. Grenz-Sachen.

Allemassen auch zum Zwölfften das Jus finium und dero Landes-Grenken / samt deren Zeich- und Erörterung mit denen Benachbarten und anhängiger Seß- und Zeichnung der Grenz-Steine / mit denen Churfürstlichen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zuständig ist. Also wollen Sie hierunter mit Zugiehung der Abtissin Fürstliche Durchleucht verfahren / und dieselbe bey dergleichen vorkommenden Dingen mit dero habenden Erinnerungen gebührend in acht nehmen lassen.

13. Neue Dehlmühle belangend.

Was zum Dreyzehnden die vor etlichen Jahren außerhalb der Stadt neue erbauete Dehlmühle anbetrifft / ist zu Abkomung fernerer Weitläufigkeit verglichen / daß der darauf geschlagene Erbzin von Zeit der Ratification dieses Vergleichs an zwischen Ihr. Churf. Durchleucht und der Abtissin Fürstliche Durchleucht getheilet werden / und also dieselbe ohne weiteren Widerspruch in ihrem Stande und Gange verbleiben solle.

14. Wenden-Zins.

Gestalt auch zum vierzehnden schon vorlängst dergleichen Theilung des Zinses von den gesteckten Wenden belicher / und hiermit nochmalts widerholt wird / also soll diese Theilung auch retro von alten disfalls bis dato uneingebrachten Reken verstanden werden.

15. Concessionen der Schenken und Häuser vor den Thoren.

Und weil zum 15. so wohl an Seiten der Abtissin Fürstliche Durchleucht als des Rathes / die bisher ertheilten Concessionen neuer Schenk- und anderer Häuser vor den Thoren aufzubauen oder anzurichten / der Stadt nicht

ANNO 1685. zuträglich / auch zu allerhand Unterscheiff und Unfug ge-
reichend / erachtet werden will ; So sollen dieselben mit
chiesem zu beyden Theilen untersuchet / und nach Befinden
die Richtigkeit befördert / auch der Erbzigig der verblei-
benden neuen Schenkten unter die Erbzigig und Ahten
Schösser getheilet werden.

16. Vom Stifts-Hauptmann und dessen Leuten.

Gleichwie es auch sechzehndens mit Besellunge des
Hauptmannes beyn Herkommen / und dasz Ihre Chur-
fürstliche Durchleucht allein das Subjectum hiezu nach
dero Besellunge zu verordnen / und anzunehmen haben /
denselben aber darauf nebst der gewöhnlichen Notification
zum Handgeldbriß an jedesmalige Abtzen weisen / sein
Bewenden hat ; Also ist derselbe nebst den Seinen von
Stiftischer Vornachlässigkeit billig eximiret ; und hat sein
Forum für Churfürstlicher Durchleucht Regierung oder
Hoff-Gericht / die Bedienten aber so in seinem Lohn sie-
hen / sollen nach vorher gegangener gebührender Anzeige
und Requisition , in Criminal-Fällen und Civil-Klagen
für die Churfürstliche Voigtey gestellt / in Fall es aber
abgesessene Personen betreffe / soll die Sache / wohin sie
nach Unterscheid der Voigtey-oder Civil-Fälle gehörig /
verwiesen / die Coercitio auch in gemeinen Unfug und
Disciplin-Sachen von dem Hauptmanne selbst gebührend
beobachtet werden.

17. Hauptmannen-Wohnunge.

Und weil derselbe zum 17den im Stifts-Hause seine
ordentliche Bohnunge hat / solche aber für jeso sehr ziem-
lich eingezogen / und fast unbrauchbar / auch Alters hal-
ber ohne gänzliche Niederreißung und Erhebung eines neuen
Gebäudes nicht wohl wieder anquiriten ; Als seyhet mit
der Zeit dahin zu denken / und auf fernere Erweg- und
gesamter Entschliessung / ob sich hierzu / in Fall sonst
kein Mittel dazu zu finden / bey denen Stifts-Unterthanen
einer gutwilligen Beyssteuer und Anlage zu erholen /
und soll unterdessen des Hauptmanns anderweiter Aufsent-
halt zu seiner Consequenz gezogen werden.

18. Halberstädtische Land-Gutsche.

Was zum 18. die vor etlichen Jahren im Stift ge-
gen Halberstadt angelegte Land-Gutsche anberuht / so
mag zwar dieselbe ferner in ihrem Gange bleiben / doch
daß der Churfürstlich-Sächsischen des Orts durchgehenden
Post hienit keine Hinderniß zugezogen werde.

19. Juden-und Hausierer Schutz.

So sollen auch Neunzehndens förderhin im Stift keine
Juden und Hausierer zu Vermeidung der daher besorg-
ten Querelen recipiret noch geduldet werden.

20. Von der für caduc eingezogenen halben Hufe vor Dirsurt.

Nicht weniger und zum 20sten hat es wegen der von
der Hauptmannen für etlichen Jahren für caduc und
heimb gestorben eingezogenen halben Hufe vor Dirsurt /
weil sich befinden / daß selbige für dergleichen nicht zu
achten / sey bereits beschäner Restitution sein Bewen-
den / und sollen die Emolumenta Juris Filci in- und auf-
serhalb der Stadt / so wohl in Civil-als Criminal-Fällen/
wo die Confiscatio Bonorum stat hat / gleich getheilet
werden.

21. Ableitung des Buden-Strohins.

Auch soll zum 21sten wegen der von Stiftischer Sei-
ten beschäner Ableitung des Buden-Strohins vom
Hauptmann ehiesem mit Zuziehung allerseits Interessen-
ten der Augenschein eingenommen / die Bewandniß / wo
die Durchgrabunge eigentlich gesehen / ob und wer dar-

über beständig zu klagen / oder die Restitution in vorigen
Stand begehre / und wie groß der Schade oder daraus
beforgende Gefahr sey / gründlich untersuchet / das Werk
in gedachter Interessenten Gegenwart in richtigen Urtheil
gebracht / und so dann ferner die Gebühr verseyt / oder
da nöthig / an Churfürstliche Durchleucht unterhäng-
ter Berichter erstattet werden.

ANNO
1685.

22. Gerichts-Sachen.

Was hiernächst ferner und zum 22sten die Strungen
über den Gerichts-Sachen anberuht / so ist zwar in denen
Verträgen die Verschunge gethan / auch sonst unsfretig /
daß einem Churfürsten zu Sachen die Ober-Gerichte im
Stift Quedlinburg zusehen / nachdem aber in der Voig-
tey-Beschlunge / so viel solche Churfürstliche Ober-Ger-
ichte belanger / unterschiedliche Clöster und Güter / nem-
lich das Closter St. Wiperti / das Closter aufm Witten-
kenberge / zwey besetzte Reide über Dirsurt und bey
Gersdorf / das Vorwerk im Besendorf / und der Probst-
in und Sammlungs-Vorwerk auch im Besendorf / vier
Höfe in der Alten Stadt Quedlinburg / auch der Probst-
in Hoff alda / dergestalt ausgenommen / daß solche frey /
und in die Voigtey nicht gezogen werden / sondern wo
sie in den gemelten Clöstern / Vorwerken oder Höfen
etwa begehre / daß durch die Ober-Gerichte strafwürdig
wären / ein Churfürst zu Sachsen und dessen Voigtey
Verwesere sich darinnen / als sich das gegen freye Güter
und Höfe gebühret / und von Ahters Herkommen / halten
und beweisen sollte / welches dann von Stiftischer Seite
nicht allein auf alle und jegliche der Ahten anhörige Per-
sonen und Bediente / und denselben eigenthümlich zusa-
ndige Deter an Häusern und Gütern / in- und außser-
halb der Stadt und Dörffern erstreckt / sondern die
Beschunge auch dahin / als ob einer Abtzen hieby durch
eine Cognition über denen bey denselben sich zutragenden
Ober-Gerichtsfällen bis auf Vollstreckung der Execution
mit zugelegt wäre / gezogen / hingegen aber Churfürstlichen
theils solche Exemption allein auf die in ernster Besch-
unge ausdrücklich benannte und specificirte Deter / auch
sonst weiter nicht / als vom Einsall und Apprehension
derer Delinquenten / und daß sich disfalls nach dem
Herkommen und Gebrauch dergleichen freyen Deter zu
beziehen / verstanden worden. So hat man sich hienier
endlich solcher gefalt vereinigt / und Churfürstliche
Durchleucht zu Bezeugung dero geneigten Willens ge-
schehen lassen / daß zwar unter obiger massen excipiren
Clöstern / Vorwerken und Höfen / förderhin auch das
Stifts-Haus (jedoch ausgeschlosssen die Hauptmannen-
Wohnunge dafelbst / wann der Stifts-Hauptmann solche
wirklich bewohnt / oder auch außer diesen Fall / des Orts/
den er zu seinen Expeditionen dafelbst gebrandet) mit
gerechnet / sonst aber die angezogene Exemptionen weder
auf einige ander im Lehnbriefe nicht ausdrücklich specifi-
cirte und benannte Deter / und zumahl auf keinerlei
Feldgüter / noch auf einige Stifts-oder Ahtel. Bediente
Diet-tenne / sie haben Nahmen wie sie wollen / gezogen /
so wohl blosser Dinge von unmittelbaren Einsall / und
nur dahin verstanden und angedeutet werden solle / daß
dem Stift die dafelbst betretene oder befindliche Delin-
quenten (jedesmahl unweigerlich und unverzüglich) in
Haft und Versicherung bringen zu lassen / und über
dieses sich so wenig einiger / ob gleich nur summarischen
Cognition anzunehmen / versattet sey / darauf auch daselb-
be sich zur Auslieferung an die Churfürstliche Erbvoigtey
alsofort / und ohne einigen Uffenthalt / Kosten oder an-
dere Weitläufigkeit bequeme / hingegen wollen Ihre
Churfürstliche Durchleucht nicht allein durch der Haupt-
mann in gemein gute Obacht halten lassen / damit aller
besorgten Passion langsam fürgehanet / mit der Captur zur
Ungebühr und ohne zugussame Indicia nicht verfab-
ren / und kein Exceß bey Vermeynung unaußschießlicher
Straffe dabey verübet werde / sondern auch / wann der
Casus / wie zwar nicht zu vermuthen / Welsche Mannes-
oder Weibes in wirklichen Diensten begriffene Personen
und Räte betreffen möchte / alsdann gedachten Haupt-
mann Kraft dieses Vertrages die Sade in der Haupt-
mannen / jedoch mit Zuziehung der Erbvoigtey Gerichte
fürnehmen / Inquisition verfabren und dirigiren / mit Ein-
holung rechtlichen Erkenntniß verfabren / wie nicht we-
niger / daß eine Person von Stiftischer Seite adjungi-
ret werde / darbey mit sie / und ihre Erinnerungen thun /
gesehen / sie damit nothdürftig und genüglich hören /
und beobachten / auch wo es verlangt wird / solche ihre
Erinnerungen und Nothdurfft ad Acta bringen / mit ver-
schiden /

ANNO
1685.

schießen / und bevorab mit der Captur wider dergleichen außserhalb obgedachter Befugnisse wohnenden Personen / mit besonderer Behutsamkeit / und anders nicht / als auf vorübergehenden unterthänigen Bericht an Churfürstl. Durchleucht und erfolgter Resolution, es wäre dann scheinbares Periculum in mora, und ein atrox delictum vorhanden / verfahren lassen / gestalt auch die Captur in der Hauptmanns-Wohnung aufm Stiffts-Hause auf dem Fall / da ein Hauptmann / so hieselbst wohnt / oder auch außser dem / in den von Ihm ausgezogenen Druthe / nicht durch den Voigtey-Knecht gesehen / sondern vom Hauptmann angeordnet / und derselbe hierzu Kraft dieses Vertrages den Stiffts-Vogt jedesmahl gebrauchten soll / nicht weniger wird im übrigen denen Wessendbrüsch / Neuwegischen und Ditsfurtischen Gerichten die Angreif- und Einziehung der Delinquenten / jedoch daß die Erbvoigtey / wo Periculum in mora die Concurrent habe / und die Prevention stat finde / auch daß die Auslieferung ebenmäßig in loco conlueto und unverzüglich / wie oben bedungen / erfolge / gegönnet.

Von Aufheb- und Besichtigung der Todten.

Sonst will und soll sich auch ins gemein das Stifft nichts anmassen / was denen Rechten und Herkommen nach zu den Erbvoigteylichen Ober-Gerichten gehörig / als da seynd Aufheb- und Besichtigung der Todten (jedoch daß hierunter nicht also fort für einen Eingriff und strafmäßig geachtet werde / wann etwa einige in Lebens-Gefahr gerathene Person annoch gerettet werden will) / ingleichen Verleistung der iustificirten Uebeltäter zur Sepultur (doch unbenommen / was in solchem Fall circa locum & ritus aus dem Stiffts Consistorio verordnet werden mag) ferner die Cognition und Bestrafung grober und abscheulicher Sündeslästerunge und dergleichen Fluchens (und zwar hinwiderum unbeschadet der Kirchen-Censur / so ebenmäßig ermeldten Stiffts-Consistorio in dergleichen und anderen Fällen / zu verfahren anheim verbleibet) / wie auch des Hausfriedens Bruchs / so zu Rechte dafür befohlen / und daß in Fällen / wo daran gezweifelt wird / über der competentia fori, auf der Stiffts-Regierung Einmenden und Beyfügungen ihrer Nothdurft zu denen Actis, rechtlich Erkenntnis von der Erb-Voigtey eingeholet / und demselben nachgegangen werde.

Von Exemption der Geistlichkeit und Schulen

Eben so wenig seynd die Geistlichkeit und Schulen für exempt von denen Erbvoigteylichen Ober-Gerichten / in Sachen / so dahin gehörig / zu halten / doch wollen Ihre Churfürstliche Durchleucht durch den Hauptmann / daß / wie ins gemein die Obergerichte und Inquisitionen nicht mißzubrauchend / also zumal gegen Geistliche und Schul-Verwandte mit gebührender Circumspection und Eilmüß verfahren werde / die Voigtey sich auch keinerlei Verfolgungen oder Cognition in Sachen dero Predigten und Amts-Berichtungen betreffend / anmassen / genaue Obacht führen lassen.

So wollen auch Ihre Churfürstliche Durchleucht zu Bezeugung dero Freund-Väterlich geneigten Willens gegen der Abbatissa Fürstliche Durchleucht und dem Geistlichen Stande zu Ehren / Verordnungen thun / daß / wenn hinführo dergleichen Personen in Voigtey-Sachen Zeugnis abzugeben haben / dem Superintendenten solches jedesmahl zu vernemen gegeben / die Jüngen durch Ihn erfordert / und die Abhörung in dessen Beiseyn auf der Superintendent durch den Syndicum und der Voigtey Actuarium verrichtet werden soll / jedoch / daß die Sache hierdurch nicht aufgehalten / sondern / wosern dabey vorzüglich Verzugung fürchten wolte / mit Aufschununge des Zeugnisses bey der Erbvoigtey / gleichwie in delictis und zum Obergerichten gehörigen Fällen / an sich selbst einen Weg als den anderen jederzeit unmittelbar verfahren / und obgedachter massen keine Exemption verstatet werden solle.

Vom Heer-Geräthe.

Und ob wohl sonst den Sächsischen Rechten nach das

ANNO
1685.

Heergeräthe den Ober-Gerichten gehörig / so hat man sich dennoch wegen zweifelshaft erfunder Oberverant hierunter verglichen / daß solches zu Wessendorf / Ditsfurt / in denen Hospitalen und auf dem Müngenberges dem Stifft abgefordert werden / aber in denen beyden Städten / wie auch auf dem Neuenwege und sonst den Churfürstlichen Voigtey zukommen solle.

So mögen zwar auch die darüber in der Stadt fürgehende Donaciones und Contractus, sowohl die Leg- und Taxirung desselben / (so gleichwol in Fällen / da es der Voigtey zuständig / in Beiseyn des Stadtvoigtes / und nach der Voigteylichen Oberverant / wo selbige nicht lieber durchgehend vorgezuschlagener und beliebter massen zu behaupten / gesehen muß) bey dem Stifft verbleiben / man verziehe sich aber / es werde dasselbe nicht nachsehen / daß solch der Voigtey gehöriges Heergeräthe durch unzeitige Persuasiones und Unternehmungen derselben schwer gemacht / und per indirectum entzogen werde. Gleichwie es auch im übrigen wegen der Bußen / so von Braun / Blau und anderen Fällen zu den Erbgerichten in der Stadt gehörig / so denn der Hülfen halber / so der Abtey-Richter und Schulde und Gülte zu Häusern und stehenden Gütern in der Stadt zu thun / und sonst allenthalben bey dem dritten und folgenden Punkten des Vertrages de 1539. sowohl auch bey dem 7den Punkt des Vergleiches de 1574. und Inhalt der Voigteylichen Belohnunge sein Verwenden hat. Also haben Ihre Churfürstliche Durchleucht der Abbatissa Fürstliche Durchleuchtigkeit Verlangen so weit gesetzt / daß ob wohl sonst nach Churfürstlich Sächsischen Rechten die Fornication oder gemeine Hurerey-Fälle / worauf keine Verzeihung folget / für die Ober-Gerichte gehörig / dennoch auch solche in Ansehung der angezogenen Oberverant / hinführo bey den Stifftlichen Gerichten gelassen / und daselbst bestraft werden mögen.

Jurisdiction über die Mülser.

Es bleibet zwar auch die Cognition und Bestrafung derer in denen unter des Stiffts-Erbgerichten belegenen Mülsern fürgehende Ober-Gerichts-Fälle / und zu dieser gehörigen über 4. ggr. sich belaufenden Deuben nicht unbillig nach wie vor der Erbvoigtey / welche auch daselbst mit Citation und Apprehension der Delinquenten unmittelbar verfahren mag. Was aber die Aufschununge und Publication der Mülser-Ordnunge anbelanget / so soll das Stifft zwar dabey gelassen / dieselbe aber dieses revidiret / auch das Churfürstliche Interesse und sonderlich daß den Bußen kein Eintrag geschehe dabey gebührend in acht genommen werden.

Von der Steinbrücker Mühle.

Inmassen dem Ihre Churfürstliche Durchleucht der Abbatissa Fürstliche Durchleucht auch über die in der Stadt liegende Steinbrücker-Mühle die Erbgerichte / so weit dergleichen dem Stifft / Inhafts der Verträge und dem Herkommen nach / sonst gefunden werden / aus Freund-Väterlich-geneigten Willen / doch dergestalt überlassen / daß das Jus exigendi der Jährtlichen auf Michaelis von dem darauf hastenden ableglichen Capital fälligen 60. Thaler Zinses der Voigtey unverändert verbleiben solle.

Es ist aber hierbey wegen Abschlagung des Wassers abgeredet worden / daß bey allen Mühlen / wenn etwas daran zu bauen / Gleichheit gehalten / gedachte Abschlagung bey Zeiten üblicher massen notificiret / die Gräben zu rechter Zeit geräumt / geklagte unzulässige Ableitung des Wassers aus der Ruden in gemachte Gräben / nicht denen mit Ruin des Strohm neuereich angemachten Fischereyen / nach beschener Erkundigung / nicht weiter zugelassen / auch die Voigtey an ihren Gerichten / welche derselben bey dergleichen zuständig oder hergebracht / deswegen in loco mehrer Erkundigung einzuziehen / nicht gehindert werden soll.

Von Connexität der Sachen.

Wenn Sachen fürfallen / so zwar ihrer Natur nach für die Stifftische Gerichte gehören / aber von Hauptsachen / so vor der Voigtey anhängig oder erdort / dependiren / oder mit demselben verknüpft / und nicht davon

ANNO
1685.

zu separiren seynd / so werden dieselben den Rechten nach nicht unbillig auch für ernelter Voigtey angenommen und erlediget. Wo aber Zweifel fürhele / ob auch dergleichen Connexität / so das Forum der Voigtey fundire / verhanden / so soll dafelbst bey einem Dicalterio rechtlich Erkenntnis / mit Beobachtung der Stifftischen Nothdurft / wie oben / eingeholet / und demselben nachgegangen werden.

Von Stifftischen Anordnungen in Voigtey-Sachen.

Nest dem / und weil im übrigen die Erbvoigtey-Verwaltung ihre dependenz, Direction und Appellation Instanz allein von Churf. Durchl. zu Sachsen / und dero verordneten Hauptmanney hat. So ist es dabey allerdings zu lassen / und selbige hierinnen nicht zu turbiren / noch die Citation der Bürger und Unterthanen in Voigteyl. Fällen einiger Massen zu verhindern / sondern wofen einige ungebührliche Bezeugung / oder übles Verfahren wider dieselbe anzugeben seyn möchte / es bey der Hauptmanney anzubringen / oder auch allenfalls Jhro Churfürstl. Durchl. selbst um remediierung anzulangen / jedoch hat der Stadtvoigt auf Befragen von ein oder andern zweiffelhaften Fälle bescheidentliche Nachricht zu ertheilen / auch der Abbatissin Fürstl. Durchl. den Betrag und Herkommen nach die Pflicht abzulegen.

Und ob gleich der Abtey unbenommen / in anhängigen Sachen für der Voigtey dero mit einkaufendes Interesse nach Gelegenheit interveniendo beobachten zu lassen / wosie sie auch denen Rechten nach jedesmahl zu hören / so soll doch der Process dadurch nicht aufgehalten / noch der Voigtey verwehret seyn / bey verführten Verschleiff in contumaciam zu verfahren / und die Sachen durch rechtlich Erkenntnis / wosien sie der Wichtigkeit / oder sonst den Rechten gemäß / zu erörtern.

Von Consensen über Feld-Gütern.

Wiewohl auch abangezogener Massen / nach Inhalt der Verträge / die Erbgerichte ausserhalb der Stadt / und in allen Feldern / nestt allein / was von ernelten Erbgerichten dependiret / der Erbvoigtey allein zulässig seyn und bleiben / dahero auch nicht nur dieselbe weder an denen alda fürfallenden Besichtig- und Ausmessungen durch die Feldschöppen / mit unzulässigen und wider sie solcher ihrer Amtsverrichtungen halber keines weges anzunehmen stehenden Belangungen ex L. diffamari, nach Aufsehung der Wahlstimm / und sonst zu hindern und zu einträchtigen / sondern nicht unbillig auch die Ertheilung der Consense über Verpfändung derer Feld- und anderer Güther ausserhalb der Stadt / ob schon dieselbe dem Stifte zu lehn rühren / den Sächsischen Rechten nach für gedachter Voigtey gehörig / So haben Jhro Churfürstl. Durchl. doch um des abgezogenen Hertommens willen und zu Stiftung guten Vernehmens bewilliget / das Consente über Feldgüther / benebst der Erbvoigtey auch von der Stiffts Regierung / (jedoch keines weges durch das Amt und Untergerichte) mögen ertheilet / und von gleichen Kräften mit denen Voigteylichen nach Unterscheid der Zeit und Alters geachtet werden / jedoch dasz dieses der Voigtey ohn alle präjudiz und keines weges dahin gedeutet werde / ob würde dem Stifte einerley Jurisdiction in den Feldern hierdurch eingeräumt und gestanden. Damit auch die Güther hierdurch nicht also hoch beschweret / und die Glaubiger gefährdet werden; So sollen beyde Judicia bey vorgehender Anmeldung sich vernemen / und ein ander mit Nachricht / wie hoch ein jedes bereits consentiret habe / an die Hand gehen / auch ausser dergleichen Notification, weswegen doch die Imperanten mit keiner besondern Schuld zu beschweren / kein Consens gültig gehalten / hergegen aber auch nach minnlicher verglichenen Minnlicher über bißheriger / sowohl von der Stiffts Regierung / als Stadt- oder Amtes- Gerichten / ertheilt / noch künftiger von besagter Stiffts Regierung zu ertheilen stehender Consente Gültigkeit für erwachsenden Concurribus, und sonst einig disputat verlanet werden. Wann auch Acker verkauft und für der Erb- Voigtey angezeigt / von den Contrahenten aber auf Befragen nicht angegeben würde / wenn sie zu Erben- Zins giengen; So soll sich gedachte Erb- Voigtey keinen Zins eigenschafft darauff zuschreiben / sondern zuvor mit der Abtey Schöffrey communiciren / und derselben und andern Stiffts

Przelaturen / wann sie das Jhryge suchen / auff Anmelden hülffliche Handbietung lassen. ANNO
1685.

Von Actionen, so von Feld-Gütern herrühren.

Was hiernechst die Actiones anbetriefft / welche wegen einiger Feld-Händel und Güther wider Bürger und Unterthanen / die für Ihre Person in Civilibus unter das Stifte gehören / angesiet werden / so soll beydes die Actiones mere Reales, als von den Mixtis das Judicium finium regundorum, so wohl auch Actio ex tractu Legalis, benebst denen Actionibus ex delictis, so ausserhalb der Stadt verübet / samt deren Bestrafung / der Erb- Voigtey allein verbleiben.

Wegen der Personal- und übrigen vermengten Ansprache aber / so von Feld- Güthern herrühren / in Aufsehung / dasz beyde Theile hierunter ein Herkommen für sich gehabt / die Concurrenz und prävention statt finden / und jetzt gedachte prävention von der Zeit insinuirten scheinlich- oder beschworenen mündlichen Citation gerechnet.

Auch wenn solche Actiones für den Stiffts- Gerichten fürkommen / der Chur- Sächsischen Process und Rechte / nestt denen in der Hauptmanney und Erb- Voigtey hergebrachten Feld- Gebräuchen in acht genommen / und nach Gelegenheit der Sachen Wichtigkeit mit Verschickung des Acten in Chur- Sächsische Collegia verfahren werden.

Wie es dann auch in casu connexitatis & continetiae, auf Masse und Weise wie oben erwehnet zu halten / und soll in übrigen von der Erb- Voigtey den Stifftischen Gerichten mit hülfflicher Hand und Execution der Judicatorum in Sachsen / so vor dieselbe von Rechtswegen gehören / auf ziemende Requision und gegen Ablegung der von Parthey schuldigen Gebühr / nicht entstanden werden.

23. Grenz-Mahle der Abteylichen Stadt-Gerichten.

Weil auch zum 23ten / sowohl voriger als jetziger Abbatissin Fürstl. Durchl. über unterschiedliche zu Grenz- Mahlen der Gerichte / umb und an die Stadt gesetzte oder erneuerte Seulen / und dasz hierdurch die Stifftische Gerichte innerhalb der Stadmanern und Thore wolten beschloffen / auch der Abtey eigenthümliche Felder und Acker ausserhalb der Stadt mit unter der Voigteyl. Civil Jurisdiction gezogen werden / sich beschwert; So haben Jhro Churfürstl. Durchl. damit Sie umb so viel mehr erweisen möchten / dasz Sie die Stiffts Gerichte keines weges zu schmälern / sondern vielmehr zu schärfen und zuvermehrern geneigt / sich gegen der Frau Abbatissin Fürstl. Durchl. hierunter dergestalt heraus gelassen / wie in beygefügter Beschreibung Lit. C. ausführlich enthalten / welches auch auf Seiten des Stiffts acceptiret / und dagegen hiermit die Erklärung gethan worden / dasz auf den Jhnen dergestalt verbleibenden Briel und anderen Plätzen am Müllkenberge und sonst / gleichwie Jhro Churfürstl. Durchl. ausserhalb der Stadt- Gerichte zu thun nicht gemeinet / keine neue Wohn- Häuser erbauet / weniger neue Steden und dergleichen concediret / oder wohl gar neue Vorstädte angelegt werden sollen.

24. Ditsfurter Feld-Gebreden und Hals- Eisen.

Was zum 24ten die Beschwerunge wider den Richter zu Ditsfurt anbetriefft / so ist man darinnen einig / und hat sich das Stifte erklärt / und eingeräumt / dasz demselben nicht zukomme / einige Feld- Händel und Gebreden in cognition zu ziehen / und der Voigtey darinnen Eintrag zu thun / auch dasz der Pranger oder Hals- Eisen vor der Schenke alda nicht zu solchen Schuf / sondern allein / wann in Confortorial- und vor das Stifte gehörigen Civil- Sachen darauf erkannt wird / zu gebrauchen. Man will aber Chur- Fürstl. Seite geschehen lassen / dasz selbe geringe Fälle / so Ruht- Trift und Weide betreffen / jedoch höher nicht / als bis 5. Mgl. oder 3. Meissische gl. 4. Pf. bestraffen möge / und dasz daraus keine Gerichtsbarkeit gemacht / noch der Voigtey gerechret werde /

ANNO de/ in Sachen/ so ein mehrers importiren/ Verfügung
1685. zu thun/ an dieselbige auch sich diejenigen wenden mögen/ welche sich durch des Richters Straffe etwa graviret befinden möchten/ wie denn auch diejenigen Gärten/ so innerhalb Dorf-Zäune und Gräben gelegen/ mit zum Dorfe zu rechnen. Ferner soll derselbe die zukommende Gerichts-Fälle/ so unstreitig für die Voigtey gehören/ also fort dahin/ und nicht erst dem Stifte/ was aber seinem Bedenken nach etwa zweifelschaft/ darnebst und zugleich auch dem Stifte/ damit sich darüber freundlich untereinander vernommen werden könne/ anzeigen. Wie dann der Voigtey auch unbenommen/ neben ihm des Rathes Forstern/ so lange sie den Pacht/ oder Verwaltungen haben/ oder bey erfolgter Aenderunge/ einem andern aus dem Dorffe die Mit-obacht und Anseize gedachter Voigtey-Fälle nebst denen Pfändungen aufzutragen.

25. Neuwegger Voigtey-Gerichte.

Zum 25ten wegen des Churfürstl. Voigtey-Gerichts/ so jährlich auf dem Neuenwege gehalten wird/ hat es dabey sein Verbleiben/ daß solches/ wie hergebracht/ allein in Churfürstl. Durchl. hohen Nahmen/ und ohne sonderliche Noth und erhebliche Hinderniß nicht anders/ als unter bloßem Himmel gehört werde. In obberührtem Fall aber will man auf Seiten des Stifts/ dem solches ohne präjudiz/ und consequenz seyn soll/ geschehen lassen/ daß es auf gehöriges Anmelden in Gülderhause/ wenn es wiederum erbauet seyn wird/ gehalten werde/ und ob wohl für solchen nicht nur Voigteyl/ sondern auch allerhand andere zukommende Fälle erörtert werden mögen/ so bleibt es dennoch wegen der Straffen bey dem Herkommen/ und will das Stifte hierinnen sich nichts anmassen/ auch die ehemahls abgenommene Voigtey-Register/ wann solche noch vorhanden/ restituiren lassen/ und weil die also genannte 6. Mann oder Geschworne/ welche von der Voigtey verordnet und bekräftiget werden/ allerdings zu solchen Gerichte in specie verpflichtet seyn müssen/ Als soll die Voigtey dasselbe nach der verglichenen Norul Lit. D. bewerkstelligen/ und daran vom Stifte nicht gehindert werden.

26. Fluhr-Buch.

Daß zum 26ten ein neu Feld- und Fluhr-Buch aufgetragen und verfertiget werde/ hat man Stifftlicher Seiten selbst vor nützlich und nöthig erachtet/ und sich daher erkläret/ der Voigtey daran nicht allein nicht hinderlich zu seyn/ sondern vielmehr alle Beförderung ditsfalls beyzutragen.

27. Scheiben-Schießen.

Wenn zum 27ten ein Scheiben-Schießen auf der Tiers-Wiese zu halten/ sollen die Schützen ditsfalls bey der Frau Abbatissin Fürstl. Durchl. sich geziemend anmelden/ jedoch das Schießen ander gestalt nicht/ als mit Vorberuf und Begrüßung des Stifts-Hauptmannes/ wie Herkommens/ anstellen und vornehmen.

28. Vieh-Markt.

Und verbleibet es zum 28ten bey dem von Anno 1614. bisher gehaltenen Viehemarkt nicht unbillig.

29. Raths-Gebrechen.

Als auch zum 29. etliche Gebrechen zwischen der Abbatissin Fürstl. Durchl. und dem Rathe sich erugnet/ deren gültliche Erörterung Ihre Churfürstl. Durchl. als des Stifts Schutz-Fürst sich nicht unbillig mit angelegen seyn lassen. Als sind dieselbe nicht minder für die Hand genommen/ und folgender Gestalt erlediget worden/ Nämlich es haben sich J. Fürstl. Durchl. erkläret/ den Rath wider dasjenige/ so im Decreto de ao. 1584. bewilliget und verordnet/ nicht zu beschweren/ und demnach gemeine und geringfügige Sachen per signaturam noch ferner an sie zu verweisen.

Von Execution in liquiden Sachen. ANNO 1685.

Wie nicht weniger/ daß sie in klaren und liquiden Schulden/ so der Beklagte pure und ohne exception gestehet/ durch bürgerlichen Geshorsam verfahren möchten/ zugesessen/ sie auch in Handhab- und Beobachtung der ihnen anvertrauten Policey-Ordnung nicht zu hindern sondern vielmehr nachdrücklich zu schützen/ auch wider ein kommende Beschwerden jedesmahl mit ihrem unterthänigsten Bericht nothdürftig zu hören/ und nicht also fort in Process mit denen Verbrechern zu impliciren/ noch der Geislichkeit und andern exemption daran zu gestatten/ so wohl über der vorhandenen Cankley-Sportul-Taxa unausgesetzt halten zu lassen/ jedoch daß der Rath obiges alles nicht mißbrauche/ die Partheyen zu Geständnissen und Vergleich nicht zwingen/ auch in angeregten Policey-Sachen Legaliter und ohne Partheylichkeit verfare/ und ditsfalls in allewege der Stifts-Regierung Direction und Erläutnisse unterworfen bleibe/ dessen sich derselbe auch gebührend beschreiben/ und in unterthänigkeit erkläret.

Von Consens über Häuser und Güther in der Stadt.

Diemeil aber im übrigen der Rath auch einer Jurisdictionis contentiose und Consens-Ertheilung über die Häuser und Güther in der Stadt berechtigt seyn wollen/ und sich ditsfalls auf eine neue præscription und litispensdenz für den Käysrl. Cammer-Gericht in Speyer bezogen/ woran aber das Stifte demselben nichts eingeräumt/ so bleibt dieser Punct bis zu künftiger Vergleich- oder Ausführung ausgefesselt.

Anschlagung fremder Patente.

Hiernebst/ und weil der Rath Patenta/ so ihnen von benachbarten Orten zugeschicket werden/ bisher angeschlagen/ so wird er zwar dabey/ jedoch mit Unterschied/ daß er sich in bedenklichen Sachen gehörigen Orts zuvor Bescheides erholte/ nicht unbillig/ so wohl als bey gezeimender Convocation der Bürger zu nothdürftiger und zulässiger Unterredung/ (nicht aber zu Musterung und Folge/ welches Ihre Churfürstl. Durchl. alleine zuständig/ noch sonst zu unnützen Sachen) gelassen. Nicht weniger bleibet es auch bey denjenigen/ so wegen des Wetzendörffer Gersten-Bier-Verkauffs im Vertrage de anno 1539. J. pen. daß nehmlich gedachte Einwohner Gersten-Bier zu brauen/ auch Kammeweise/ nicht aber bey großen und kleinen Gassen/ zu verkaufen Macht haben sollen/ klärl. disponiret/ jedoch wenn in der Stadt Mangel oder Gebrechen deswegen vorkiele/ und es ohne dem außer dem Stifte geholet werden müste/ daß so dann sie des Biers im Wetzendörffe auch in großen Gefäßen zu hohlen/ es soll aber zugleich nöthige Vorforge getragen werden/ daß in der Stadt das Brauen zu rechter Zeit gerrieben/ und das Brau-Werk in gutem Stande erhalten werde.

Raths-Rechnungen.

Und weil der Rath im übrigen den bisherigen Verzug mit Einfindung der Rechnunge entschuldiget/ hergegen/ daß solche künftig richtig/ und obangezogenen Decret de 1584. gemäß/ gethan werden soll/ dann auch sich erkläret/ über der gehörigen Länge der Scheite im Kamberger Holze/ und daß solche nicht verkürzet/ noch mit Schließ- und Eröffnungen solches Geholkes Ungleichheit fütze/ sondern die gewöhnliche Zeit durchgehends beobachtet werde/ nachdrücklich zu halten/ auch dasselbe ihnen selbst/ und gemeiner Stadt/ wie nicht weniger dem ganzen Stifte zum besten/ anders nicht/ als pfleglich zu nutzen und zu gebrauchen/ und zu dem Ende das also genannte Poreten oder Abschalen der Rinde von den Etchen hinfort abzustellen. So hat es auch ditsfalls sein Bewenden und Richtigkeit/ und wird/ wie demselben allenthalben nachgelebet werde/ nebst der Abbatissin Fürstl. Durchl. vom Stifts-Hauptmann bilig mit Inspection geführt/ und da nöthig von diesem unterthäniger Bericht erstattet. Ungleiches sollen die Holz-Förster conjunctim in Pflicht

ANNO genommen/ und eine richtige Holz-Ordnung aufgerichtet
1685. und publiciret werden.

Salz, Factoren.

Ferner und nachdem der vorigen Abtiffin Fürstl. Durchl. bey letzter Contagion einige provisional-Anstalt und Factoren wegen des Salzes gemacht/ worüber der Rath Beschlüsse fähren wollen/ nunmehr aber solche nach G.Dt. lob cesirender Pest-Gefahr wieder aufgehoben/ und hinweg gefallen/ als hat es dabey sein Bewenden/ und soll gemeine Stadt bey der freyen Zufuhr des Salzes gelassen werden.

Wie nun hiermit allerseits bißhero bewusste Irrungen und Gebrechen/ entweder gänzlich und zu Grunde abgethan/ oder doch auf solchen Fuß gesetzt/ daß an deren endlicher und völliger Erörterung nicht zu zweifeln/ auch hierauf nunmehr der Abtiffin Fürstl. Durchl. und das Capitul sich erklären/ dem wegen der neuen Dehlmühle und aller andern freireichen Puncten fürn Kaiserlichen Cammer-Gerichte zu Speyer/ und dem Kayserl. Reichs-Hoff-Rath hievordr angestellten Process zu renunciren/ und wie solches geschehen/ Ihr Ehrfürstl. Durchl. binnen dreien Monaten dato beglaubte Urkunde einzusenden/ gestalt es im übrigen bey denen alten Verträgen/ von Einganges angelegenen dais des 1539. und 1574ten Jahrs/ auff Masse und Weise/ wie solche gegenwärtig in ein und andern erläutert und deutlicher erkläret/ auch sonst allenthalben in ihren Puncten und Clausulen fern nochmahliges Bewenden hat/ Also sind dessen zu Urkund dieser Verträge zweye gleiche Lautes aufgerichtet/ und durch hochgedachter Ihr. Ehrf. Durchl. zu Sachsen hiezu accreditirte Gesandte und Rätthe/ Carl Augustus von Neitschitz auf Dorthen und Mannichwald/ Hoff-und Justicien-Rath/ und Lic. Salomon Zapfen auf Trautschken/ auch Hoff-und Justicien/ so wohl zu den Grenz-und Cammer-Gerichts Sachen bestallten Rath/ re. neben hochgedachter Frau Abtiffin und Capituls alhier zu Dvedlinburg/ in vim Consensus Capitularis, sitr sich und dero Capituls-Gemeine/ auch gesammbte Nachkommen am Stifft/ mit dero respective angebohrnen und gewöhnlichen Insigeln auch Stiffts Abteyl. und Capituls-Secret bedrucket/ und mit eigenen Händen unterschrieben. So geschehen zu Dvedlinburg am 18. Februar. als am Tage Concordiae nach Christi unsers Erlösers und Seligmachers Geburt/ im Tausend Sechshundert und Fünff und Achtzigsten Jahre.

(L. S.)

Carl Augustus von Neitschitz. mpr.

(L. S.)

Salomon Zapfe. mpr.

(Abtey-Siegel.)

Von Gottes Gnaden Anna Dorothea/ Herzogin zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Landgräfin in Thüringen/ Marggräfin zu Meissen/ des Kayserl. freyen weltlichen Stiffts Dvedlinburg Abtiffin/ re.

t. t. Anna Dorothea/ H. zu S.
Abtiffin.

(Capituls Siegel.)

Eleonora Sophia/ G. J. S. II. H. Dec.
Maria Magdalena/ G. J. S. II. H. Can.

A.

Ich schwere/ daß ich dem Durchl. Fürsten und Herrn/ Herrn N. N. Herzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Römischen Reichs Erß-Marschalln und Churfürsten/ tot. tit. Meinem gnädigsten Fürsten und Herrn/ und deroelben allerseits männlichen leibes-lehns-Erben/ als landes-Fürsten/ und Erbvoigten zu Dvedlinb. getreu/ hold/ gewärtig und gehorsam seyn/ Ihr Ehrf. Durchl. Ehre und Ruh/ nach meinem besten Vermögen fördern/ Schaden warnen und vorkommen helfen. Wann sich auch also nach Gottes Willen zutrigt/ daß Ihr Ehrfürstliche Durchl. und deroelben männliche leibes-lehns-Erben nicht mehr am leben/ (das doch G.Dt. gnädiglich lange friste) daß ich mich alsdenn

TOM. VII. PART II.

mit solchen Pflichten an denjenigen/ auf welchen in den Häusern Sachsen und Hessen/ vermöge J. Chur- und Fürstl. Durchl. allerseits Verbrüderung sammtl. Belehnung und aufgerichteter Verträge/ die Succession und Folge kommen und fallen wird/ halten will/ ganz getreulich und sonder Gefehde/ als mir G.Dt. helfe/ und sein heilig Wort!

B.

Wir geloben und schwören/ daß wir sollen und wollen der Hochwürdigsten Fürstin und Frauen/ Frauen N. N. geböhrnen N. N. des Kayserl. freyen weltl. Stiffts Dvedlinburg Abtiffin/ tot. tit. so wohl dem Capitul sede vacante/ und ordentlichen Nachfolgerinnen/ getreu/ hold/ gewärtig und gehorsam seyn/ Ihr. Fürstl. Durchl. und des Stiffts Dvedlinburg Ehre/ Ruh/ und Bestes werben/ Schaden warnen/ und nach unserm besten Vermögen verhüten. Wir schwören auch/ daß wir dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn N. N. Herzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Römischen Reichs Erß-Marschalln und Churfürsten/ tot. tit. unsern gnädigsten Herrn/ Ihrer Ehrfürstl. Durchl. männlichen leibes- und lehns-Erben als Erbvoigten zu Dvedlinburg/ getreu/ hold/ gewärtig und gehorsam seyn/ Ihr Ehrfürstl. Durchl. Ehre und Ruh/ nach unserm besten Vermögen/ fördern/ und Schaden warnen und vorkommen helfen. Wann sich auch nach dem Willen Gottes also zutrigt/ daß Ihr Ehrfürstl. Durchl. und dero männliche leibes-lehns-Erben nicht mehr am leben (das G.Dt. lange friste) daß wir uns alsdenn mit solchen Pflichten an denjenigen/ auf welchen in den Häusern Sachsen und Hessen/ vermöge Ihr Ehrfürstl. Durchl. allerseits Erb-Verbrüderung sammtl. Belehnung und aufgerichteter Verträge/ die succession kommen und fallen wird/ halten wollen.

Wir sollen und wollen auch der Ebtiffin Ihr Fürstl. Durchl. Nachkommen und dem Capitul sede vac. hochgedachten Chur- und Fürsten/ auch Ihrer Chur- und Fürstl. Durchl. Erben und Mitbelehnten Sachsen und Hessen/ auf die Fälle/ wie oben/ alles thun/ wie getreue Unterthanen gegen Ihren landes-Fürsten/ Erb-Frauen/ Erbvoigten und Obrigkeit von Gottes/ Genossenschaft und Rechtes wegen zu thun schuldig/ alles treulich und ohne Gefehde. So wahr als uns G.Dt. helfe/ und sein heiliges Wort!

C.

Die Gränzmahl der Abteyl. Stadt-Gerichte zu Dvedlinburg sind dato nachfolgender gestalt verglichen worden/ daß solche vorm Viechthore stehenden Pfahl No. 1. ihren Anfang nehmen/ dann zwischen dem Wessendorff und Mükenberge in Fahrwege herunter nach dem alten Topfe zu auf den daselbst stehenden Pfahl No. 2. hernach gerade hinter den Gärten des alten Topfes hin nach der Stadtmauer zu auf den Pfahl N. 3. Förder an der Graben Mauer herab/ (mit Ausschließung der daran liegenden Wecker) bis zu der Fräulein Decanissin Garten an den Pfahl No. 4. Folgendes im solchen Garten und dem auswärtigen Gröperchor/ also wo der Pfahl No. 5. Von dannen um die Gröpermühle neben den Mühlrädern hin (mit Ausschließung des Mühlens-Gartens) auf dem Mühlens-Damm hinauf über die Schleusen nach der Elers-Zugbrücke zum Pfahl N. 6. Folgens auf dem Mühlens-Damm hinauf über die Schleusen nach der Elers-Zugbrücke zum Pfahl N. 7. und also am Neustädter Graben fort zum Pfahl bey den Grindzapfen N. 8. bis ans Ochringertor zum Pfahl No. 9. Von demselben am Wassergraben hinauf bis an den Pfahl gegen der Pulverhütte No. 10. Weiter am Stadtgraben fort zu dem vorm Pöckenthor stehenden Pfahl No. 11. (daß die Gärten zur linken Hand angeschlossen bleiben) von daselbst durch die Pfaffen Gasse nach dem Pfahl No. 12. neben Cammerer Schullen Garten/ forder über den Seiler-Platz nach dem Pfahl No. 13. und weiter durch das Seiler gäßlein zu dem hirn Neumwegertor stehenden Pfahl No. 14. Von hier an den Pfahl No. 15. auf die Neumweg-Brücke/ von welcher die inwendig des wilden Widensstohns nach einander gestekte Pfähle No. 16. 17. 18. 19. 20. bis zu den düssits des grossen Wehrs gegen über der Sandgruben unter der Altemburg stehenden Pfähle No. 21. Dann jenfeit des Mühlgrabens wieder herunter hinter den Capellengarten hin/ gegen die Zügelhütte zum Pfahl No. 22. Von dar hinter der Zügelhütte und Wiperti Kirche zum Pfahl No. 23. Folgendes an dem Sechsdamme im Wege herunter zum Pfahl ausserhalb der

N

Münchs

ANNO Münchs-Mühle No. 24. und wiederum zum Pfahl No. 1. gehen sollen.

1685. Was ferner von den Erbvoigteylichen Erb-Gerichten im Felde eximierten Münchenberg betrifft / so soll solche exemption hiemit nachfolgender Gestalt vermahlet seyn / daß der Anfang von dem unter gedachten Münchenberge neben dem Fahrwege der Münchsmühle gegen über stehenden Pfahl No. 1. am Berge herunter in Bege an der Vorwercks Bohrt herunter hin nach dem Pfahle vor dem Altentopff No. 2. Weiter den Weg hin um das Vorwerck herum (mit Ausschließung der über den Weg darüber liegenden Vorwercks-Keefer) zum Pfahl Lit. A. und unter dem Zwarg- und Bleichberge zum Pfahl Lit. B. (mit Ausschließung des Ackers.) Folgendes zum Pfahl vor dem Stroththal Lit. C. und durch gedachtes Stroththal hin auf dem Vorwerge heran zwischen dem Stroth- und Münchenberge zur Linken und der Closter-Breite zur Rechten auf den Pfahl Lit. D. wiederum zum Pfahl No. 1. wie oben / zugeht.

Signatum Duedlinburg am Tage Concordiae den 18. Febr. des 1685. Jahres.

D.

Ich N. N. schwere zu Gdt / daß ich dem mir anvertrauten Amte eines Geschwornen auf dem Neuenwege getreulich und redlich vorstehen / bey dem gegelten Gerichte und sonst / Niemand zur Ungeduld beschweren / einen jeden / wes Standes oder Vermögens der sey / nothdürftig hören / ihm gleich durchgehends Recht widerfahren lassen / und von diesen allen mich weder Liebe / Neid / Gabe / Geschenke / Freundschaft / noch ichtwas anders abhalten lassen / auch die Straffen treulich benehmen will. So wahr mir Gdt helffe.

Carl Augustus von Neitsch. mppr.
Salomon Jaffe. mppr.

Anna Dorathea H. J. S. Abbtissin.
Eleonora Sophia G. J. S. II. H. Dec.
Maria Magdalena G. J. S. II. H. Can.

LIV.

1685. Mai. Erb-Vereinigung und Vergleich zwischen Ihro Churfürstliche Durchleucht von der Pfalz / Carl eines / und Ihro Hochfürstliche Durchleucht Philipp Wilhelm / Herzogen zu Neuburg andern Theils / wegen der nach todtlichen Abgang ohne Hinterlassung Männlicher Ehelicher Leibes-Erben Ihro Churfürstliche Durchleucht auf Ihro Hochfürstliche Durchleucht fallender Succession in dem Churfürstenthum der Pfalzgraffschaft am Rhein und denen darzu gehörigen Fürstenthümen und Landen. Schwäbischen-Hall den 22. May 1685. [LONDORPII Acta Publica Parte XII. Libr. XIII. Cap. 85. pag. 218. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THÜCELIVS in Actis publicis S. Rom. Imp. Part. II. pag. 116. dans Relationis Histor. Francof. Contin. Vernal. Anno 1685. pag. 40. & dans JOANNIS GEORGH KULPIS in Severino Monzambano Commentationes Cap. II. §. V. pag. 257.]

C'est-à-dire,

Union & Pacte Héritaire fait & conclu entre CHARLES Electeur Palatin & PHILIPPE GUILLAUME Duc de Neubourg, portant entre autres choses que si l'Electeur vient à mourir

ANNO sans enfans mâles, ce sera ledit Duc PHILIPPE GUILLAUME qui devra lui succéder dans l'Electorat Palatin du Rhyn, & dans toutes les Terres, Domaines & Seigneuries qui en dependent. A Hall en Suabe le 22. Mai 1685.

ANNO 1685.

Nachdem zwischen denen Durchläuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Carl / Pfalzgrafen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbschatzmeistern und Churfürsten / Herzogen in Bayern / in Pfalzgrafen / zu Gütlich / Cleve und Berge Herzogen / Grafen zu Veldeck / Sponheim / der Mark / Ravensberg und Mörs / Herren zu Ravensstein / &c. Zu des gesamten Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Hauses Pfalz beständigen Wohlfahrt und Aufnehmen eine Zeit her gewisse Tractaten durch Schriftwechselung gepflogen / und so weit gebracht worden / daß man in dem Hauptwerk miteinander einig / auch ein Reces darüber projectirt worden; Und es solchem nach darauf beruhet hat / daß die dabey hin und wieder nach-befehlene Erinnerungen / mittelst Zusammenschiebung beyderseits vollmächtiger Ministerrum und Räten / vollends mit einander verglichen / und der Reces selbst / bis auf unserer gnädigsten Herrn Principalen Ratification und Vollziehung / gezeichnet werde : Und dann darauf Wir unterschriebene Churfürstliche Pfälzische / wie auch Hochfürstliche Pfalz-Neuburgische Ministri und Räte / von unseren beyderseits gnädigsten Herrn anhero geschickt worden / um dieses hochwichtige Werk / vorgedachter maffen zu vollziehen / zu welchem Ende Wir unsere gehörige Vollmachten gegeneinander ausgewechselt / darauf dem / in unserer beyder hoher gnädigster Herren / Herren Principalen Rathen projectirten Reces selbst von Punct zu Punct durchgegangen / und nach reiffer der Sachen Überlegung / solchen von Wort zu Wort dergestalt verglichen / wie hernach folgt:

Wir Carl von Gottes Gnaden / Pfalzgraf bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbschatzmeister und Churfürst / Herzog in Bayern / &c. und Wir Philip Wilhelm / von Gottes Gnaden / Pfalzgraf bey Rhein / in Bayern / zu Gütlich / Cleve und Berge Herzog / Graf zu Veldeck / Sponheim / der Mark / Ravensberg und Mörs / Herr zu Ravensstein / &c. Thum und besessen hiermit / Nachdem Wir uns wohl bedächtig erinnert der güldenen Bull / Römischer Kayserlichen und Königliden Decreten und Satzungen / auch derer von unsrer löblichen Vorfahren Pfalzgrafen / und respective Churfürsten / Christlichen Schatzkammern / vor etlichen hundert Jahren / und hernach aufgerichteten Pactorum Gentiliorum, und darinnen enthaltener statlicher Fürsorgen / damit sie nicht allein die / von Gdt ihnen anvertraute Churfürstenthum und Fürstenthümer / Lande / Leuthe und deren Zugehör / bey ihren Ehren / Würden / und ausnehmender Wohlfahrt erhalten / sondern auch solches alles fürter also bestammen und ungetrennet / und auf ihre nachgebühretete Erben und Nachkommen devolviren und kommen lassen möchten : Dem zu Folge solche Churfürstenthum und Fürstenthümer der Pfalzgraffschaft am Rhein / samt deren Zugehör / nach todtlichen Hinterrit Weyland Otto Heinrichs / Pfalzgrafen und Churfürstens / ohne Hinterlassung ehelicher Leibes-Erben / auf Weyland Friedrichen den Dritten / Pfalzgrafen und Churfürsten / und dann fürter in absteigender Linie auf uns / Pfalzgrafen Carl / Churfürsten / außer demjenigen / so unserm Churhause / laut Westphälischen Friedens / auff gewisse Weise und Reservation abgangen / gesammelt seynd: Und dann Wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / uns gleichermassen schuldig erkennen obgedachte Römische Kayserliche und Königliden Ordnungen / wie auch von unsrer löblichen Vorfahren aufgerichteten Erb- und Altväterlichen Betragen und anderen dero heilsamen Fürsorgungen / zu mehreren Aufnehmen und Wohlfahrt unsers Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Hauses der Pfalzgrafen bey Rhein getreuen Fleisses nachzuleben ; Altemassen dann Wir ein solches seit unserer geführten Regierung nach aller Möglichkeit gethan / und hinfür mit Gütlichen Weyland zu thun genemnet seynd: Auch Wir Pfalzgraf Carl / Chur-Fürst / solchem nach ferner bey uns erwoogen / daß obsond Wir / durch Gottes Gnade / bey gesunden Leibes-Kräften uns amoch befinden / gleichwohl bißhero mit Ehelichen Leibes-Erben von Gdt dem Allmächtigen nicht gekennet seynd / mithin nach Gottes

Heils

ANNO 1685. heiligen Willen es sich begeben möchte / daß Wir / als der einige noch lebende Pfalzgraff vor der igeigen Churfürst / ohne ehliche männliche Leibes-Erben mit Tode abgingen. Als haben auff solchen in Gottes Handen stehenden Fall / Wir Pfalzgraff Carl Churfürst / und Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / zu Eter- und Beschaltung obangegogener güldenen Bulle / Römisch-Kayserlichen und Königlich Decreten und Satzungen / auch unserer löblichen Vorfahren Disposition und Ordnungen / um dieses Churfürstliche Hauß der Pfalz / samt dessen länden / leuten und Angehörigen / bey seiner Reputation / Ehren / Hoheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / auff künftige Zeiten und unsere Nachkommen zu erhalten / und allen bey dergleichen Veränderungs-Fällen sich oft erregenden höchstschädlichen Mißverständnissen und Uneinigkeiten / so viel an uns ist / vorzukommen / dahingegen es ferner dahin zu richten / damit von dem Churhauff Pfalz / dem Heiligen Römischen Reich / zu gemeiner Wohlfahrt unser geliebten Vaterlandes / so viel statthafter gedienet werden möge / uns mit gutem Vorbedacht / und gungfamer Hin und wieder geschehener Überlegung / auch mittels zusammengeßelter beyderseits gewollmächtigter Ministerrath und Råthen gepflogener Verträge / in folgenden Punkten Freundverträglich vereinigt / und darüber verglichen.

I. Daß auff unsers / Pfalzgrafen Carl Churfürstens / in Gottes heiligen Willen stehenden tödlichen Abgang ohne Verlassung Eheleiblicher Mannes-Erben / oder da Wir dergleichen hinterließen / selbige / oder dero Eheleibliche Männliche Descendenten / ohne ferner legitime Succession an Eheleiblichen Mannes-Erben / mit Tode abgehen solten / solchenfalls Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / oder aber / da Wir alsdann nach Stillschließung nicht mehr bey Leben seyn würden / unser Pfalzgraff Philip Wilhelms ältester Sohn / der ein Lay ist / und dessen Eheleibliche Mannes-Erben / oder da dieser ebenfalls keine dergleichen hinterließ / ein anderer aus unserer Söhnen / so Ihme in der Regierung und Layen-Stande nachgefolget / (massen in allen solchen Successio Ordinis secundum Pacta Familia in unseren Titulen observirt werden solle) vermög der güldenen Bulle / auch Römischen Kayserlichen und Königlich Satzungen / Decreten und Ordnungen / wie auch unserer löblichen Vorfahren Pfalzgrafen und respective Churfürsten Erb-Vereinigungen / deren im Westphälischen Friedens-Schluss geschehener Confirmation und erfolgter Kayserlicher Mit-Beschlüssen / das Churfürstenthum der Pfalzgraffschaft am Rhein / und dazzu zugehörige Fürstenthümer / lände / leute und Angehörige / wie die zur selbstigen Zeit gefunden / oder von uns Pfalzgraff Carl Churfürsten verlassen worden / samt ihren Dignitäten / Würden / Hoheiten / und Erb-Schatzmeister-Amte / auch allen ihren Ein- und Zugehörigen / wie das alles von unseren Vor-Eltern / Pfalzgrafen / Churfürsten / bis auf den dreysigjährigen Krieg eingehabt und besessen / auch durch gemeldten Anno 1684. zu Münster und Osnabrück aufgerichteten Friedens-Schluss Weyland unsers Herrn Vatern Gnaden Pfalzgrafen Carl Ludwigen Churfürsten / Christlichen Gedächtnus / restituirt worden / und auf uns kommen ist / nichts / ausser deme / worinne in gegenwärtigen Reces ausdrücklich disponirt ist / ausgenommen / als zu selbiger Zeit ankommender regierender Churfürst / und wahrer / rechter / ungewisselter Erb und Pfalzgraff / Carl Churfürst hiemit die Versicherung thun / daß / gleich wie Wir während unserer Regierung bekanntlich unsere Land und leute in besseren Stand und Aufnehmen zu bringen / mit grosser Sorgfalt / Mühe / und Kosten uns nicht wenig angelegen seyn lassen / also auch solches noch ferner thun / und mit unserem Willen einige Dismembration oder Alienation der zur Chur gewidmelter Güter nicht verhängen noch gestatten / viel weniger selbst vornehmen werden.

II. Demnach in dem Westphälischen Friedens-Schluss ausdrücklich versehen / wie es insgemein zwischen denen Evangelisch-Reformirten / auch Evangelisch-Lutherischen / und denen Catholischen in dem Punct der Religion / absonderlich aber in der Churfürstlichen Pfalz zu halten; Als versprechen Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / daß auff obgemeldten Fall Wir die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische Religion in dem Stande / wie obgedachter Westphälischer Friedens-Schluss durchgehends / absonderlich Art. IV. specialiter mit sich bringet / und in der Chur-Pfalz und dazzu gehörigen Fürstenthumben / länden und Vorkämfigkeiten / gänglich lassen die Bedienten / Unterthanen und Angehörige bey solcher Religion und ihrer Gewissens-

Freiheit schützen / alle Evangelisch-Reformirte / und Evangelisch-Lutherische Pfarrer und Schul-Diener / in Städten und auf dem Lande die Zeit ihres Lebens bey ihren Bedienungen ruhig lassen / und der abgehenden Stellen mit tüchtigen Subjects von gedachter Religion jedesmahl ersuchen wollen; So viel auch den zu Handhabung der Evangelisch-Reformirten und Evangelisch-Lutherischen Kirchen und Schulen / angeordneten Kirchen-Rath / dergleichen die zu Unterhaltung der Pfarrer und Schuldiener / wie auch verfügender Reparation der Kirchen / Pfarrer- und Schul-Häuser / und übriger Administration derrer zu obigen Gebrauch gewidmeter Geistlichen Råthen-Güter und Gefälle / auch Stiftungen / angeordnete Verwaltung / und daß selbige also / wie diese beyde Corpora mit respective Geist- und Weltlichen Kirchen-Råthen / Verwaltern und Ingeordneten auf sich begebenden obgemeldten Successions-Fall / befestet seyn werden / ungeändert und ruhig zu lassen / auch die erledigte Stellen mit Evangelisch-Reformirter Religion zugehörigen Personen / der Chur-Pfälzigen igeigen Kirchen- und Kirchen-Raths-Ordnungen und Verwaltungs-Instruction gemäß zu ersuchen. Ferner auch die Inspectores und Pfarrer über Kirchen und Schulen / wie vorhin / befehligen die zur Verwaltung gehörige Geistliche Råthen-Güter und Gefälle / auch Stiftungen / und deren Administration / sammt darauf bestellten Bedienten / sammt und sonders / wie imgleichen die jenigen Geistlichen Gefälle / so bey der Chur-Pfälzigen Rent-Cammer absonderlich verwaltet / oder was selbige aus ihren Gefällen denen Geistlichen / zu deren Unterhalt zu reichen schuldig / und auch bishero dazzu angewiesen worden / belanget / versprechen Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm gleichfalls es dergestalt dazbey verbleiben zu lassen / und zu handhaben / wie es obvermeldter massen der Inhalt des Instrumenti Pacis erfordert / und mit sich bringt.

III. Ferner so geloben und versprechen Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / vor uns und unsere Erben / daß Wir auf obgemeldten Fall alle hochgedachten Herrn Churfürsten Carls liebden angeordnete Cansley-Collegia / als der Geheimde / wie auch Regierungs- und Hoffgerichts- imgleichen bey dero Leben- und Rent-Cammer bestellte Råthe und Secretarien / auch andere zu gedachten Raths-Collegis gehörige Bediente und Cansley-Derwanden / wie nicht weniger die Ober- und Unter-Beamten und Bedienten in Städten und auf dem Lande / so auff erstehenden obgemeldten Fall sich wirklich in Denselben befinden werden / bey ihren Bedienungen und Besetzungen ungewändert lassen wollen / dafere jedoch nicht etwa einige derselben durch Unruhen und Unbehaltens zu unumgänglicher Veränderung besugte Ursache geben werden; Welche Beschuldigungen Wir vorher wohl untersuchen lassen / die Beklagte gungfam hören / und gegen die Justiz nichts verhängen wollen.

Wann auch auf gemeldten Fall / gedachten Råthen und Bedienten / wie auch sonst durchgehends allen anderen hochgedachten des Herrn Churfürstens id. Dieneren einiger Rathsstand an ihren Besoldungen gebühren solte / denselben wollen Wir fürderlich abtragen lassen.

Was anlangt die Erskünung der Vacantien / so in igeigenen Bedienungen / auf sich begebenden Successions-Fall / hiernächst erscheinen möchten / da hat es insonderst mit dem Kirchen-Rath und Verwaltung / sammt dazzu gehörigen / bey Kirchen und Schulen bedienten Personen / als in einer Geistlichen Sache / bey dem verbergehenden zweyten Punct sein ungeändertes Bewenden; Betreffend aber die / obgemeldten falls / bey weltlicher Administration und Landes-Regierung / wie auch in denen Kammern erfolgende Vacantien und deren Erskünung / haben Wir Pfalzgraff Carl Churfürst / und Wir Pfalzgraff Philip Wilhelm / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / uns dahin verglichen / daß die Geheimde-Regierungs-Hoffgerichts- und Rent-Cammer-Raths-Collegia / wie auch dazugehörige hohe Ministri / Råthe / Cansley-Derwanden / und andere Bediente nach Nothdurfft der weltlichen Landes-Regierung jederzeit sollen befestet seyn und bleiben / und daß bey erfolgenden Vacantien (dann wegen derrer / so sich begebenden Fall in Officiis befindend / hat es / wie obgemeldet / sein Bewenden) es dergestalt gehalten werden / daß kein Theil derrer in dem Instrumento Pacis zugelassenen Religionen darvon excludirt seyn / noch sich deswegen wider den Friedens-Schluss beschweret befinden / sondern selbiger ebenfalls mit dazzu gezogen werden solle. Ebener massen soll es bey Wiedererkrünung derrer auch dem Lande abgehenden Ober-Beamten observirt werden: Auch sollen die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische / so wohl zu denen Ober-Unterraths

ANNO als zu Land-Schreiber-Bedienungen / auf obgenelbte
1685. Weise mit gezogen werden; Was anbelangt die Unter-
Beamteten und andere geringere Land-Bedienungen / sollen
ebenfalls die Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lu-
therische tüchtige Personen zu Wiederstellung in derglei-
chen Dienste / auf obige Weise mitgenommen werden:
übrigens wollen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / und
unsere Erben und Nachkommen / die unsrer Catholische
Religions-Verwandten dergestalten / vermögens ihrer Be-
stellungen / einschränken und verbinden lassen / daß die
Evangelisch-Reformirte und Evangelisch-Lutherische Be-
dienten und Unterthanen sich der Religion halber von
ihnen das geringste Widrige nicht zu besorgen haben /
sondern bey demjenigen / was in diesem Vergleich ent-
halten / beständig und ungeändert gelassen werden sollen.

IV. Demnach auch Unser Carl Pfalzgraf Chur-
fürstens löbliche in GÖTTZ ruhende Vorfahren / Pfalz-
grafen Churfürsten / aus Christlichen Eyer in ihren Lan-
den die Schulen / insonderheit aber das General Studium
und Universität / in Ihrer Residenz-Stadt Heydelberg /
zu Gottes Ehre / und Ansuchen der studierenden Ju-
gend / loblich fundiret / dieser Universität gewisse Statuta
und Ordnungen vorgeschrieben / auch mit staatlichen Pri-
vilgien / Freyheiten / und zu ihrem Unterhalt nöthigen
Einkommen sie begabet / und hernach aus erheblichen Ur-
sachen solches geestert und gemeßert haben; Und dann
von Unsers Pfalzgrafen Carl Churfürstens Herrn Bat-
tern Gnaden nach der Chur-Pfalzischen / vermöge West-
phälischen Friedens-Schluss / erfolgten Restitution / gedachte
Universität mit ihren Statutis / Privilegiis und Einkommen
wieder aufgerichtet / und mit gelehrten und qualificirten
Professoribus in allen Facultäten besetzt / auch von Uns
seit während Unserer Churfürstlichen Regierung in sol-
chem guten Stande erhalten worden / und wir solches
ferner zu thun ganehmet seynd; Als geloben und verspre-
chen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere
Erben und Nachkommen / hienit ferner / auf mehrge-
dachten Successions-Fall besagte Universität / und dero-
selben sitzgesetzte Personen in allen Facultäten / samt
allen ihren Gliedern und Collegiis / als dan Concu-
bernio / Domo Dionysiana / Collegio Principis & Sa-
pientiae / und was sonst zur Universität gehörig / bey
ihren obgenelbten Statuten / Privilegiis / Freyheiten /
Einkommen / Rechten und Gerechtigkeiten / wie nicht we-
niger die in Städten und auf dem Lande angeordnete
Gymnasien und Schulen / samt denen dazü verordneten
und incorporirten Häusern / Gütern / Gefällen und Ein-
kommen / wie auch allen Zugehörigen / Rechten und Ge-
rechtigkeiten / wie solche alle Nahmen haben mögen / ge-
bührender Weise zu schützen / und zu handhaben / auch die
Professores / Rectores und Praeceptores / wie in beyden
vorhergehenden Articulis gemeldet worden / auf darin ge-
meldeten Fall / gleichfalls bey ihren Bedienungen unge-
hindert zu lassen.

Was die Wiedereröffnung der abgehenden Stellen bey
der Universität anlangt / so hat es zwar mit der Theo-
logischen Facultät / als welche von dem obigen zweyten
Punct dieses Vergleichs mit dependiret / und darmit
begriffen / dergestalten sein Werden / daß nemlich die
bey dieser Facultät abgehende Stellen / jederzeit allein mit
Evangelisch-Reformirter Religion zugehörigen tüchtigen
Subjectis / denen Statuten der Universität gemäß / zu er-
setzen; Zungleich hat es wegen Wiedereröffnung der Re-
ctoren und Praeceptorum bey denen Gymnasien und
Schulen / bey der Disposition des vorhergehenden zwey-
ten Articulis sein ungeändertes Werden.

Was aber die andere Facultäten bey der Universität
betrifft / als die Juristische / Medicinische und Philosophi-
sche / solle in selbigen / auf den Fall erledigter Stellen /
jederzeit alternative / als einmahl durch ein Evangelisch-
Reformirt-oder Evangelisch-Lutherisches / und das andere
mahl durch ein Catholisches tüchtiges Subjectum / und
so fort alternando / nach vorhergehender / denen Statuten
der Universität gemäßen Praesentation / die Erst- und
Wiederbestellung geschehen.

Wegen der Adelichen und Ritterlichen Exercitien-Mei-
ster hat es die Meinung / daß beyderselts / so wohl
Evangelische als Catholische nach ihrer in denen Exerci-
tius erlangten Perfectione zuzulassen / und keiner von
offenmeldden beyden Religionen auszuschließen.

V. Und demnach wissen Wir Land- und Unser Carl Chur-
fürsten Pfalz-Graven Herrn Batern Christliche Ge-
dächtnis / und Unser hochgeehrten Frau Mutter Gnaden /
und dann ferner zwischen uns und unsrer verkügeliebten
Gemahlin Idd in denen aufgerichteten Ehepacten / gewisse
Wittums-Vorsorge / nach dem Herkommen bey diesem und

anderen Churfürstlichen und Fürstlichen Häusern seynd ANNO
verglichen / selbige auch hernach von uns / aus bewegenden
wohlbestehenden Ursachen vermehret und geestert / wie in-
gleichem mit der verewitibten Frau Herzogin zu Simmern
Idd. wegen dero eine Zeitlang freitig gemessenen Wittums-
ben Unterhalts / unlängst ein gewisser Vergleich getroffen;
So dann denen von unsers Herrn Baters Gn. hinter-
lassen sämtlichen Kangerischen Kindern ein gewisses
Deputat zu ihrem Unterhalt / laut darüber aufgerichteten
Receß / von uns verordnet worden; Als geloben und
versprechen wir Pfalz-Grav Philipp Wilhelm vor uns /
unsere Erben und Nachkommen / daß wir denen deswe-
gen aufgerichteten respective Churfürstliche Wittums-
Verschreib- und Veremehrungen / auch Simmerischen Wit-
thums-Vergleich und Kangerischen Alimentations-Receß /
wie selbige unsren Gvolmächtigen / bey dem Schluss
dieses Vergleichs in Originali seynd vorgewiesen / und in
beglaubter Abschrift zugesendet worden / alles ihres Un-
terhalts vestiglich wollen nachkommen / und darmit in
keine Wege handeln / noch daß solches durch andere ge-
schehe / gestatten noch verheßen.

Zungleich versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wil-
helm / vor uns und unsere Erben / daß auff offgedachten
Successions-Fall / da des Herrn Churfürsten Carls Idd.
ohne Eheleibliche Mannes-Erben mit Tode abgehen sol-
ten / wir alle bey dero Churhause sich befindende Allodia-
lia / so weit solches dem Herkommen und Pactis Gentili-
tatis / auch Kayserlichen Wirtheilungen gemäß / deroelben
Allodial Erben / oder weldem des Herrn Chur-Fürsten
Idd. etwas darvon durch ein Testament oder sonst ver-
schaffen möchte / ohne Verweigerung und Aussenhalt wol-
len abfolgen und überliefern lassen.

Und nach dem uns Pfalzgraf Carl Chur-Fürsten / und
unserem Churhause / aus dem Westphälischen Friedens-
Schluss und nach dessen Disposition verschiedene ansehn-
liche restituenda Ecclesiastica und Politica / samt andern
hohen Rechten und Gerechtigkeiten annoch fundatlich
gebühren / welche zwar unsers Christlichen Herrn Baters
Gnaden so wohl bey dem Kayserlichen Hofe / als bey
vorigen und noch währenden Reichstage gesucht haben /
uns aber bishero de facto immer vorenthalten worden:
Als versprechen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / daß
wir / als in einer / unsers Fürstlichen Hauses Interesse
mit angehenden so wichtigen und rechtmässigen Sache / so
wohl am Kayserlichen Hofe und bey der Reichs-Versamm-
lung / als sonst dienlicher Orten alle mögliche Officia
mit anwenden wollen / damit gedachte restituenda forder-
samst wieder zur Chur-Pfalz gebracht / und darbey erhal-
ten werden mögen.

VI. Demnach auch ferner unser Pfalzgrafen Carls
Churfürsten Vorfahren / Pfalzgrafen Churfürsten / wie
auch wir selbst unterschiedliche Privilegia und Conces-
siones / Begnadigungen und Freyheiten / denen in der
Chur-Pfalz gelegenen Städten und Communen / abson-
derlich in Religions-Sachen / Bestellungen der Kirchen und
Schulen / in Vocation ihrer Pfarrer und Schuldiener /
und sonst / wie auch einigen Privatis / insonderheit wohl-
meritirten Käthen und Dienern / aus bewegenden erheb-
lichen Ursachen und dergestalten ertheilet / daß dadurch
denen Reichs-Fundamental-Gesetz und Pactis Familiae
nicht zu nahe getreten werden: Als geloben und verspre-
chen Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / vor uns / unsere
Erben und Nachkommen / daß wir alle forthane denen
Städten / Communen und Privatis ertheilte Privilegia /
Concessiones / Begnadigungen / Freyheiten und Dona-
tionen / wie auch diejenige / so Wir Pfalzgraf Carl
Chur-Fürst noch ins künftige / aus bewegenden erheb-
lichen Ursachen mit ersterhandener Restriction auf die
Reichs-Fundamental-Gesetz und Pacta Familiae / auch
unsere bey dem ersten Punct gezeigte Versicherung / und
also / daß ein Successor aus der Chur sich darüber zu
beschweren keine Befugnis haben wird / ertheilen möch-
ten / nach dem tenor / dero darüber aufgeferrigter In-
firmmenten allerdings vor genehm halten wollen.

Wir Pfalzgraf Philip Wilhelm versprechen auch
ferner für uns und unsere Erben / daß wir die von des
Herrn Churfürsten Carls Idd. Zeit dera führenden Re-
gierung bey der Cansley und in ganzen Lande beständige
Alten- und selbstgemachte Neue- oder ins künftige fer-
ner machende Verordnungen und Regierungs-Anstalten /
in so weit selbige ebenfalls / wie wir Churfürst und
Pfalzgraf Carl hienit versichern / der glüklichen Will /
dem Westphälischen Friedens-Schluss / denen Pactis Fami-
liae / auf Plass und Weise / wie selbige in ihrgedachtem
Westphälischen Friedensschluss beständig / auch des Hauses
Herkommen / und dessen beständigen Wohlfahrt / nicht
juwider

ANNO
1685.

ANNO 1685. zuwider seynd / vielweniger fürtershin zuwider seyn sollen / alles ihres Inhalts vor gehen halten / beobachten und bestätigen / insbesondere auch die Unterthanen und Angehörige im ganzen Churfürstenthum und angehörig landen / in denen gemeinen Anlagen / oder sonst / gegen das Herkommen und über Vermögen nicht beschweren wollen.

Wobey wir Pfalzgraf Carl Churfürst uns jedoch ausdrücklich bedingen / daß diese Vereinigung und Vergleich eintig und allein / wie obgemeldet / dahin zu verstellen / und vor gültig zu erkennen seyn solle / wann wir / so in Gottes heiligen Händen stehet / ohne Eheleibliche Manns-Erben verfallen / oder deren legitime Descendenten ohne Eheleibliche Manns-Erben mit Tode abgehen sollen.

Eheleiblichen / so haben wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen / auch deren / so sie minderjährig seyn sollen / Administratoren und Vormünder / bey unseren Churfürstlichen und Fürstlichen Würden / Ehren und Treuen / an eines rechten leiblichen Erbes Statt / je einer dem anderen wohlbedächtig zugesaget und versprochen / versprechen auch einander hiermit und in Krafft dieses Vergleichs / daß wir alles dasjenige / so in dieser Erbvereinigung und Vergleich enthalten / in allen Articulen und Claulen steht / vest und unverbrüchlich wollen halten / und treulich vollziehen / darwider nimmermehr in einige Weise handeln / noch daß es von anderen geschehe / verheugen oder gestatten wollen.

Wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm vor uns / unsere Erben und Nachkommen versetzen und begeben uns auch alles und jedes / das hierwider von jemand / wer der seye / jemals gehandelt / tractirt und sürgenommen wäre / oder noch werden möchte / darzu aller Einreden / Geiß- und Weltlicher / gegenwärtiger und zukünftiger Wehlfest und Exceptionen in- und außserhalb Reichens / auch aller Absolution / Dispensation / Restitution in integrum / und dergleichen Mittel / wie die immer Schein und Mahnen haben / oder von wem die her gelangen / und der Kayserlichen gülden Buß / denen Reichs-Constitutionen / Decreten / Ordnungen und Fürsichungen unserer Vorfahren / auch insbesondere dieser unserer Vereinigung und Vergleich zum Abbruch oder zuwider seynd / oder verstanden werden möchten / uns derselben selbst / noch unsere Erben und Nachkommen nimmermehr anzunehmen / zu erlangen / sürgewenden / noch zu gebrauchen in keine Wege.

Ferner haben wir uns freunlich dahin verglichen / daß wir zu desto mehrer Beschaltung dieses Vergleichs bey dem Aller-Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Leopoldo / Römischen Kayser / zu allen Zeiten Mehreren des Reichs / zc. zc. Unserem allernachbarlichsten Kayser und Herrn / bittlich ansuchen wollen / diesen Vergleich durch Dero Kayserliche Confirmation zu bestätigen / in tröstlicher Zuversicht / solches bey allerhöchstdachter Ihrer Kayserlichen Majestät unweigerlich zu erhalten.

Und ob wohl wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm gegeneinander das Freundschaftliche vesse Vertrauen haben / daß wir diesem angestrichenen Vergleich und Erbvereinigung beyderseits unverbrüchlich nachkommen / und dargegen in keine Wege handeln werden / Auch wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / auf begehenden Fall zu unseren Erben und Nachkommen uns eines gleichmäßigen versetzen und selbige dahin treulich anempfehlen wollen / Darneben auch wir beyderseits der unterthänigsten Zuversicht seynd / daß die kaiserliche Confirmation über dero Confirmation dieses Vergleichs kräftig halten werde / Damit jedoch solcher Vergleich bey erfolgenden offgemelten Fall / als eine beständige / auf den Grund der Reichs-Satzung und Pactorum Familie geschehene immerwährende Erbvereinigung des Churfürstenthums Pfalz / nicht nur in unseren / Pfalzgraf Philip Wilhelm lebzeiten / sondern auch bey unseren Erben und Nachkommen desto beständiger / und unverbrüchlicher gehalten werde / So haben wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm uns voralien / diese Verbindung denen sämtlichen Garanten u. z. Beschäftigten Frieden-Schlusses / gleich hiermit geschieht zu unterwerfen.

Zu wahrer Urkund dessen haben wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und wir Pfalzgraf Philip Wilhelm / zwey gleichlautende Exemplaria verfertigen lassen / deren eines wir Pfalzgraf Carl Churfürst / und das andere wir Pfalzgraf Philip Wilhelm neben unserem ältesten Sohne Pfalzgraf Johann Wilhelm eigenhändig unterschrie-

ben / mit unseren Chur-Fürstlichen und Fürstlichen Insigeln bekräftiget / und jeder Theil solches sein gefertigtes Exemplar aufbewahren und extrahiren lassen. Datum Heydelberg / den 5. (15.) Junii 1685.

Als bekennen Wir unterschriebene Churfürstliche Präsesche / wie auch Hoch-Fürstliche Pfalz-Neuburgische Ministri und Räte / daß dieser Reces in allen seinen Punkten von Wort zu Wort dergestalt / wie selbiger allhie inferirt ist / von uns also verglichen / und darbey versprochen worden / daß selbiger von unseren gnädigsten Herren Principalen cheft möglichst / und längst innerhalb vier Wochen Zeit / werde aufgefertiget und vollzogen / auch die Original Exemplarien durch beyderseits abschickende Secretarios in hiesiger Reichs-Stadt / darüber man sich des eigentlichen Tages halber durch Correspondenz-Briefe noch vorher geistlich zu vergleichen / gegeneinander / Zug um Zug aufgewechselt werden. Zu Urkund dessen ist dieses in Duplo gefertiget / von uns Churfürstlichen und Hoch-Fürstlichen Pfalz-Neuburgischen Ministri eigenhändig unterzeichnet / unsere angeborne und gewöhnliche Pfirsche hervor gedruckt / und von jedem Theil ein Exemplar zu Händen genommen worden. So geschehen Schwäbischen Hall / den 12. (22.) May. 1685.

(L.S.)

Wolf Dietrich von / Graf Frank Enst / Graf Fugger / Castell.

(L.S.)

(L.S.)

Johann Ludwig Langhans. J. F. Drsch auf Wäsen.

(L.S.)

LV.

Reces zwischen Churfürst Fridrich Wilhelm 23. Mai. helm zu Brandenburg / und Georg Wilhelm Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg durch beyderseits Räte / wegen reetablirung des auff dem Elb-Strohm in grossen Abgang gerathenen Commercii auffgerichtet zu Lenzgen den 23. May Anno 1685. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz IV. pag. 345.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg, pour le retablissement du Commerce sur l'Elbe à Lenzgen le 23. Mai 1685.

Es wissen. Als die tägliche Erfahrung nun geraume Jahre hero mehr als zu viel zu offnen Tage gezeigt / was gestalten das Commercium auf dem Elb-Strohm / so wohl wegen der hin und wieder eingestrichenen Mißbräuche / als auch bey theils Zoll-Statuten vorgegangenen Verordnungen nicht allein in grossen Abgang und Verminderung gerathen / sondern auch zu besorgen gewesen / daß wenn nicht in Zeiten amnoch Hand angelegt / und nachdrückliche Remedirung geschaffen werden solte / dasselbe denen sämtlichen hohen Interessenten auch dem Publico selbst zum höchsten Schaden und Nachtheil endlich gar zerfallen / und sich von dem Elb-Strohm gänzlich abziehen auch die noch wenig übrige commercierende / wie mit vielen anderen geschähen / demselben ferner nicht nachkommen / sondern dasselbe gar niederzulegen genöthiget werden dörfsten. Und denn die Durchlauchtigsten Fürsten und Herren / Herr Friedrich Wilhelm Margraf zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erzg-Cammerer und Churfürst zc. zc. und Herr Georg Wilhelm / Herzog zu Braunschweig und Lüneburg zc. solches alles nicht allein reißlich bey sich überlegt / sondern auch daneben in Erwägung gezogen / daß ob zwar unter denen sämtlichen hohen Herren Interessenten zu Restaurirung dieses gemeinnützigen Wercks von Jahren zu Jahren verschiedene mühsame

ANNO 1685. Taggefahren und Conferentien angestellt und gehalten / auch noch in Anno 1672. vermittelst damals aufgerichteten Recesses ein und andere dienliche Abrede genommen / und wie dem Commercio hinwieder aufzuhelfen und die Mißbräuche gänzlich abzustellen man allseits schlußig worden. Solches alles dennoch bishero ineffectuirt gelassen / und in vorgedachter Bedrückung continuirt worden / dabey denn ferner zu befahren / daß weilen die Execution jetzt gedachten Recesses de Anno 72. bey vielen beruht / solche durchgehends um so viel weniger von selbstem erfolgen möchte / wenn nicht mit mehrerem Ernst und Nachdruck zu einem so heilsamen und gemeinnützigen Werke geschritten / demselben selbstem nachgegangen / und bey andern dasselbe zu gleichmäßigen Zweck befördert werden sollte; daß demnach höchstermeste Jhr. Churfürstliche und Fürstliche Durchleucht Durchleucht Ihre forgsälige Gedanken darauß zu richten und dero beyderseits Rätthe und Ministros zu solchem Ende mit gehörigen Befehl und Instruction zusammen zu schicken / und wie nicht allein mehrer berührter Recells dernalhen zum wirklichen Effect gebracht / sondern auch was sonst zu Aufnahm des Commerci gut und nöthig befunden werden möchte / befördert / in fleißige Deliberation ziehen / und darüber einen Schluß ergreifen zu lassen bevoogen worden. Worauff denn bey der alhier zu Lenken auff den 24. April angestellten Conferenz die Sache zur Hand genommen / und durch Verleihung Gütlicher Gnade so weit vor ihs verfahren worden / daß man nach Anleitung vorgedachten Recesses gewisse Puncten abgederet / und sich darüber / jedoch bis zur Ratification beyderseits hohen Chur- und Fürstlichen Herren Principalen / verglichen / wie folgt:

Erstlichen ist dasjenige / was in mehrgedachten Recesse de Anno 72. zum Fundament geleget / nemlich daß die ein und andern Orts eigenmächtig erhöhte Rollen auff den alten Fuß / wie Sie vor dem Kriegs-Befen gewesen / reducirt und eingericht / dieselbe durch den Druck publicirt / und bey jeder Zollstete angehängt werden sollen / billig auch alhier zum Principio und Grund des ganzen Wercks gesetzt / und dabero verabredet worden / daß man beyderseits denselben nicht allein der Gebühr nachkommen / sondern daß auch von denen übrigen bey dem Elbs-Commercio interessirten Ständen ein gleichmäßiges jetzt angelegenen Recesse gemäß geschehen / und also dernalhen gänßliche Remedirung geschafft werden möge / man sich möglichster massen anlegen seyn lassen wolle. Und damit man hiezu um so viel besser gelangen / und das ganze Werk so wohl denen Zoll-Bedienten als auch Kauff- und Handels-Leuten und Schiffen zu einer beständigen Nachricht auff einen richtigen Fuß setzen möchte / hat man zuvörderst der Nothdurft befunden / daß weilen aus der Ungleichheit und Veränderung der Gebinde an Fässern / Ballen / Pacen / Kisten und dergleichen / als welche nicht in einem Stande bleiben / sondern der Kauffmann dieselbe eine Zeithero größer als für Alters zu machen geöhuet / an mehrn theils Zöllen Anlaß genommen worden / das alte Zoll-Geld zu erhöhen / darunter ein gewisses durchgehendes Reglement, wornach sich so wohl die Zoll-Bedienten als auch Kauffmann und Schiffer zuverlässig möchten achten / und allen Unterschleiff / auch ferner eigenmächtigen Steiger- und Erhöhungen vorgebogen werden könne / getroffen werden möge / Allermassen dann auch dasselbe nach fleißiger Untersuchung und mit Zuhiß und Vernehmung beiderseits Zoll-Bedienten / auch vorgangener Vernehmung der Kauffleute und Schiffer / nach Anweisung der Beilage sub A. ausgeworffen / und das Project der künftigen Zoll-Rolle sich dessen hinkünftig bey allen Erb-Zöllen als eines gewissen unstreitigen Models zu bedienen / durchgehends darnach eingerichtet werden. Wobey man sich denn auch eines gewissen Maas-Stabs / und wart nach Hamburgischen Fuß / dessen sich alle Zoll-Bedienten bey der Visitation zu gebrauchen / und nach selbigem die Gebinde jedesmal zu mensuriren und zu examiniren haben / so fort verglichen / jedoch daß bey denen Visitationen auf etliche wenige Zoll / dem Commercio zum besten so genau nicht gesehen werde / wie die zugleich verglichene Visitations-Ordnung mit mehreren besagen wird. Wegen des Gewichtes aber ist in Vorschlag kommen / daß bey denjenigen Gütern / wobey keine Taxa befindlich / nach Inhalt beiderseits Zoll-Rollen 280. Pfund zu einem Schiff-Pfund gerechnet / bey denen Gütern aber wo Taxa befindlich / 300. Pfund zum Schiff-Pfund passirt werden könnten.

2. Was zum 2.) den Punct der Reduction und Einrichtung einer jeglichen Zoll-Rollen auf den alten

ANNO 1685. Fuß / wie sie nemlich für dem Kriegs-Befen gewesen / betrifft / seynd von denen Chur-Brandenburgischen Herren Abgeordneten die kensische / gleichwie hingegen von denen Fürstlichen Künburgischen die Hskaterische / Schnadenburgische und Blesche alte Rollen producirt / und einander fürgelegt / auch darauß aus selbstem allseits das Quantum von allen und jeden darinn befindlichen Zollbahnen Wahren extrahirt / und der künftige publicirenden Zoll-Rollen eingetragen / dasjenige was über solch Quantum nach und nach für Zufüsse geschehen seyn mögen / weggethan / und also vorgedachte Rollen auff solchen Fuß wie sie fürm Kriegeswesen gewesen / nach Ausweis der Beilage B. allerdings gesetzt / und also dem Recesse de Anno 1672. desfalls gehöriges Gemüßen geleistet worden / massen denn dieselbe gleichfalls nach Inhalt besagten Recesses, wenn es auch bey andern Interessenten zu solchem Stande gebracht seyn wird / hiernächst durch den Druck publicirt / an jeglicher Zoll-Stete affigirt / und der Zoll darnach genommen / von den Zoll-Bedienten aber weiter nicht gegangen / sondern sich allerdings darnach gerichtet / dem Schiffer auch jedesmal nach dem Fundament der Zoll-Rollen und deren Ertrag in allen und jeglichen Wahren und wart in seiner Gegenwart die Ausrechnung klar und deutlich gemacht / und für Augen geleget / diejenige Zoll-Bedienten aber so dazogen handeln / mit scharfer Bestrafung angesehen werden sollen. Ob nun wart so viel die übrige Jhr. Chur-Fürstlichen Durchleucht wie auch in specie die Magdeburgische und Adelsche Elbs-Zölle betrifft / zu wünschen gewesen / daß dieselbe vorjeh gleichmäßig eingerichtet werden können. Nach dem jedoch diese Rollen so fort nicht bey der Hand gewesen / so ist solches angestellt / und haben die Chur-Brandenburgischen Herren Abgeordneten sich erklärt / daß gleich wie mehr höchstgedachte Jhr. Chur-Fürstliche Durchleucht dem zerfallenen Commercio aufzuhelfen / auch Jhres hohen Orts dasjenige / was zu Erreichung eines so heilsamen gemeinnützigen Zwecks erspriesslich / zu befördern ganz geneigt und intentionirt / es also auch daran nicht ermangeln solle / sondern mehr höchstgedachte Jhr. Churfürstliche Durchleucht alles Erstes die gnädigste Verfügung thun werden / daß all solcher Zölle halben die künftige publicirende Rollen nach dem Fuß der alten gleichfalls mit dem ehelien eingerichtet / bey künftige etwa weiter erfolgenden Zusammenkunft solche nebst denen alten producirt / und auch hierinnfalls mehrerwehnten Recesse ein satzfahmes Gemüßen geleistet werde.

3. Ob denn wart so viel die Maas des Getreydes betrifft / in dem Anno 72. getroffenen Recesse verfahren / daß hinkünftig nach Berenburger Maas verzolet genommen werden solle / Nachdem man jedoch nach fleißiger Untersuchung und überlegung des Wercks befunden / daß solche Veränderung allhand Confusion und Beschwerlichkeit causirt / und an statt besserer Richtigkeit mehrere Difficultäten dabey zu gewarten seyn möchten / umahlen da von Kauffleuten und Schiffen bishero nicht anders als Magdeburgisch Maas geladen und verführt / dieselbe auch denen alten Zoll-Rollen nicht ungemäß / So hat man davor gehalten / daß der leichteste und sicherste Weg seyn würde / wenn die Magdeburger Maasse allerngeen beibehalten / und der geblühende alte Zoll darnach genommen / jedoch damit dem fast darnieder liegenden Commercio einiger massen wieder aufgeholfen / einige Remission durchgehends verwilliget werden möge / wie nun zu solchem Ende in Vorschlag kommen / ob man den 20sten oder 15den Wispel jedesmal an allhand Getreyde frey geben wolle / auch dem Calculo nach befunden / daß wenn der 15de Wispel nachgegeben werden sollte / es auf allen Zöllen von 1000. Wispel Roggen Magdeburger Maasse 28. Rthr. 3. gr. hingegen bey Freygebung des 20sten 21. Rthr. 2. gr. 3. pf. Weizen der 15de Wispel 36. Rthr. 1. gr. der 20ste Wispel 27. Rthr. 9. pf. Gersten / dem Roggen gleich / dem Schiffer Vortheil bringen / und also unter andern auch durch dieses Mittel das Commerceum eine Erleichterung zu gewarten haben würde / So ist dieser Punct zu beiderseits Herren Principalen gnädigster Erklärung und Resolution verfleßt worden. Was aber die so genannte Korn-Verneuerung / Schiff-Zoll / Schiff-Geldste und Floß-Zoll betrifft / so ist wart solches alles so wohl bey dem Chur-Fürst-kensischen / als den Fürstlichen Künburgischen Zöllen der Chur- und Fürstlichen Cammer berechnet / auch befunden worden / daß solches nach Inhalt des Protocolli de Anno 1672. der Schiffer eigenem Geständniß nach / von langen Jahren hergebracht / gleichwie aber solches an einigen anderen Zöllen mißbraucht / auch so wohl

auf

ANNO auf der Nieder-als Aufahrt Schiff-Zoll unbefreyt genommen seyn soll / und daher dergleichen ungebührliche
1685. Aufschlag um so viel weniger zu gedulden / so wird nicht allein dahin zu sehen seyn / daß ein und anderen Orts hinter keine ungebührliche Exactionen vorgehen / und dadurch das commercium beschweret werden möge / sondern ist auch zu desto mehrer Sublevirung des commercii zu beiderseits Chur- und Fürstlichen Durchleuten Durchleuten eigenen Entschliessung verstellte worden / ob sie bey leichtbägigen Zöllen in solchen Stücken zum wenigsten einige Moderation gnädigst belieben und de-terminiren wollen.

4. Was den 4ten Punet des Recesse de Anno 1672. nemlich daß die Einnahme der Zölle ephelnden und gewissenhaften Leuten anvertraut / und wie nach demselben von ihnen weiter verfahren werden soll / betrifft / so hat es dabey billig sein Bewenden / und ist von jeglicher Zoll-Herrschaft dahin mit allem Fleiß zu sehen / da sich aber bey ein oder anderen Zoll ein anders zu tage legen / und aus beguteten Ursachen gegen ein oder anderen Zoll-Be-dienten Klage geführt werden sollte / soll darüber so fort gehöriges und ernstliches Einsehen getragen und Remedierung geschafft werden ; So kan auch dem Schiffer nun besserer Richtigkeit willen / wenn er nach dem Fuß der Zoll-Rollen der Gebühr verpölet / eine General-Quittung der beschienen richtigen Verpölung halber gegeben werden.

5. Dieweil es auch bey dem im Reich gegenwärtig-lich obschwebenden verderblichen Zustand des Münzwesens beschwerlich / ja fast unersöhnlich gefallen / zu Be-hruff der Zoll-Gelder banco oder Species Rthlr. auszu-bringen und dadurch auch das commercium nicht we-nig beschweret zu seyn befunden / auch darüber von vielen Jahren her geklaget worden ; So haben sich höchstgedach-te Ihre Churfürstliche und Fürstliche Durchleuten Durchleuten denen commercirenden zum besten gnädigst dahin erklärt und entschlossen / daß hinsichtlich und so fort dieses vorhabende Werk zum Stande bey denen übrigen Interessenten würde gesetzt seyn / jedesmal ein Drittel an gangbarer Münze / die übrigen 2. aber an Species bey denen Zollstädten soll genommen / der Schiffer oder Kaufmann aber darüber nicht beschweret werden / wie-wohl die Chur-Brandenburgischen Herren Abgesandten hieunter und in favorem commercii noch etwas wei-ter zu gehen instruiert gewesen.

6. Was wegen der denen Schiffen und Schiff-Reuten zusehenden geringen Sachen und was dieselben insonderheit an benötigten Unterhalt mit sich führen / in auch erwähnitem Recesse de Anno 1672. disponirt / sol-chem wird billig nachzugehen / jedoch aber dieses dabey zu beobachten seyn / daß nun besserer Richtigkeit Willen / und zu Verhütung aller Unterschied / die Angabe nicht mündlich / sondern mit denen übrigen zollbaren Vahren schriftlichen geschehe / wie die projectirte Visitations-Ordnung mit mehrern besagen wird.

7. So behält es auch bey dem in gedachtem Recesse folgenden 5. und was wegen unbilliger Aufhalt und Be-schwerung der Schiffe darin mit mehrern verordnet / billig sein Bewenden / weils aber die Ertheilung der Stunden-Zettel verschiedener Ursachen halber / absonder-lich aber weil öftters Wind und Wetter auch andere un-abwendliche Zufälle / Hinderung und Aufschalt wieder Willen und Vermuthen causiren / nicht practicabel noch zulänglich befunden worden ; So ist beliebt / daß dieselben dem Schiffer / wenn er sie begehret / jedoch ohne Ent-geld zwar ertheilet / und die Ursachen des etwa vorge-gangenen Aufenthaltes darin exprimirt werden können ; Es soll aber allen und jeglichen Zoll-Be-dienten ernstlich injungirt werden / keinen besessigen und verzögerlichen Aufenthalt / bey Vermüdung unausbleiblicher Bestrafung / fergehen zu lassen / sondern den Schiffe so fort und schnellig als es möglich abzufertigen / auch unter verschie-denen zu gleicher Zeit etwa anlandenden Schiffen den Un-terseid zu halten / daß derjenige / welcher zu erst anle-get / auch zu erst und für andern ohne reflexion der Verpohn expedirt werde. Es wäre denn daß zugleich beladene Schiffe so aufwärts gehen / und niederwärts fahrende concurrirten / welchen falls die aufgehende in Ansehung des alsdenn etwa habenden guten Windes für den andern befördert werden können.

8. Ob denn zwar so viel der Zoll-Be-dienten Acciden-tien betrifft / dasselbe an vorbenannten Chur-Branden-burgischen und Fürstlichen lüneburgischen Zöllen regulirt / Nachdem man jedoch in weiterer Untersuchung / und auf eingereichte Specification befunden / daß folgende Stücke dem bisherigen Herkommen nach / wie vorgegeben worden /

erhoben werden / und zwar / daß erstlich wegen des Nah-mens Verneuerung / dem Zöllner 4. dem Gegenschreiber a-ber 2. Rthlr. 2.) wegen der Schiff-Verneuerung eben so viel / denn und 3.) für die Sperrung dem Zöllner ein Rthlr. und 4.) für Schreibgebühr dem Schreiber nach advancat einige Groschen gegeben werden ; So soll zwar so viel die-se beide letztere Posten betrifft / es dabey sein Verbleiben haben / nemlich daß der Rthlr. auch für Schreib-Gebühr doch nicht über 4. gr. gegeben werden möge / es soll aber kein Zwang oder ungebührlicher Aufschalt da-bey vorgehen. Was aber die beiden erstere Posten betrifft / weils solche einiger Orten / dem Vorgeben nach / von Al-ters hergebracht ; So ist zu Chur- und Fürstlichen Durchl. eigenen Resolution verstellte / ob sie denen Zoll-Be-dienten solch Accidens ferner gönnen / oder aber an dessen Statt zu desto mehrerer Sublevirung der Commer-cien und Verhütung unterschiedlicher und ungebührlicher Bedrückung ihnen einige Zulage thun wollen / allenfalls aber / wo an ein oder andern Zoll mehr als ein Zöllner und ein Zoll-Gegenschreiber wäre / sollen sie doch ein meh-res zu nehmen nicht befugt seyn / als wenn nur einer da wäre.

9. Was ferner in dem Recesse de Anno 1672. wegen gänzlichlicher Abschaffung dessen / was unter dem Titel Commandanten Geld ein-oder andern Ort etwa erhoben seyn mag / wie nicht weniger auch.

10. Wegen Verpachtung der Zölle disponirt und ver-ordnet / solches lassen höchstgedachte Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. Ihres hohen Orts sich nun so viel mehr gefallen / als das erste der Billigkeit zuwider / das andere aber nicht anders als zu Bedrückung der tra-quirenden und Nachtheil des commercii zu gereichen erachtet werden kan / nicht zweifelnd / wie in allen übr-igen / also auch hierinn andere Stände dem Commercio zum besten sich allerdings conform beigen werden.

11. Was das zu Dornitz geraume Jahre her gehobene / und von denen Schiffsfahrenden expresse so genandte Damm-Geld betrifft ; so will man zwar nicht vernunfthen / daß dergleichen ungebührliche Exactionen bis noch fergehen sollen / dieweil aber denen Schiffen nicht allerwegen richtige Rechnung dessen / was Sie von denen fahrenden Vahren zu verpöllen haben / wie doch billig seyn sollte / fergelegt wird / dieselbe auch wie die bisherige Klage ge-geben / oftmahls nicht wissen können / wofür ein und anders erfordert und gegeben werden muß / indem an eh-lichen Zöllen alles überhandt / und ein mehes als die Waaren austragen können / gefordert wird / oft höchst-ernandte Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. auch nicht gancinet / ihre Unterthanen mit dergleichen Aufsch-lagen ferner beschweren / noch das commercium bedrücken zu lassen ; So sollen beyderseits traquirende Untertha-nen dessen bedeuert / auf dem widrigen unverschöffen Fall aber / ihnen zu Wiedererlangung dergleichen un-gesühlicher Aufschlagen / Rechts-hülffliche Hand und Nach-druck gebohten / auch conjunctim dahin gesehen werden / daß es gänzlich abgesetzt / und die commercirende über die Gebühr nicht beschweret werden.

12. Wozu denn auch 12.) gehörig / was in oft alle-girten Recesse de Anno 1672. wegen harten Traclamens / Arrestirung Schiff und Güter / und abgezungenen Re-verfen mit mehrern enthalten / massen denn / wie eine jegliche Zoll-Herrschaft dahin von selbst bedacht seyn wird / daß dergleichen hartes Verfahren / dem Commer-cio zu Nachtheil und Hinderung nicht möge getrieben wer-den ; also ist hingegen zu Beförderung des commercii und Schiffahrt für billig befunden worden / daß wenn ja aus erheblichen Ursachen jecwelch ein Schiff angehalten werden müste / dasselbe wenn der Schiffer entweder tüch-tige Caution stellen / oder so viel an Waaren / als die an ihn habende Praetension möchte seyn können / bey der Zollstadt niedergelegt würde / der Schiffahrt zum besten das Schiff fortgelassen werden könne.

13. Was dann den in mehr erwähnten Recesse fol-genden Punet der also genannten Licenten zu senen be-trifft / gleich wie mehr höchsternandte Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. sich gnädigst erinnert / daß bey verschie-denen des Elb-Commercii halber gehaltenen Tagesfahrten derselben Erwehnung geschehen / und so wol von denen am Zollwesen interessirten Ständen / als auch denen commercirenden deshalb insständige Ansuchung gethan worden ; also haben dieselbe dero in Restaurirung besag-ten nun fast gänzlich darnieder liegenden commercii tra-gande Bezirke / auch in diesen Puneten zu erkennen ge-ben wollen / und sich dahin gnädigst erklärt / daß Sie zu desto besserer Erreichung des vorgesehnen heilsamen Zwecks / die Hülffie derselben durchgehends fallen lassen wol-

ANNO
1685.

ANNO
1685.

wolten / der gänzlichlichen Zuversicht / daß so wol in Ansehung des von Ihro Churfürstl. Durchl. dem gesambten Commercio zum besten geführten kostbaren Graubens / und beständiger Unterhaltung so vieler darauf besündlichen Schließzen / als auch daß ein großer Theil der Waaren aus der Churfürstenthum und Ländern darauf geführt / föhlich allen und jeden Interessenten zum besten auf die Elbe gebracht / und der Zoll-Intraden dadurch nicht wenig vermehrt würden / denn auch daß dieselbe zu desto mehrer Erleichterung der Commereien das zehnte Stück in allen und jeglichen Waaren / dero eigenen / das zwanzigste aber andern fremdden Unterthanen von Zoll und Licenten bis jetzt gänzlich frey und unverzollt passieren lassen / und also hierinn schon ein großes thäten / oft höchstgedachter Ihr Churfürstl. Durchl. an mehrers nicht zugemühet werden konte / sondern aus angeführten und andern Ursachen und Gründen / wodurch Sr. Churfürstl. Durchl. die Erhebung dieser also genannten Licenten zur Genuge zu behaupten gedanken / auch gerne gönnen würden. Nachdem aber von denen Fürstl. Braunschweig-Lüneburgischen Herrn Abgeordneten dagegen angeführt worden / daß ob zwar der Gnädigen Herren Durchl. Ihr Churfürstl. Durchl. gerne alle Satisfaction gönneten / auch Ihres Orts was dazu reichen konte / zu beförden geneigt / diemöhl jedoch aus dem allerhöchsten gesessenen und fest gestellten Principio / daß man es allerwegen auf die alten Zoll-Kollen / und also auf den Fuß / wie es vor dem Kriege gewesen / allerdings sehen und reduciren wolte / keinen andern Schluß machen können / als daß höchsternannte Ihr Churfürstl. Durchl. besagte Licenzen gänzlich fallen zu lassen entschlossen / und zwar um so viel mehr / weils durch Beförderung mehrern Vertriebs / sonderlich daß aus der Menge der überschiffenden Waaren die Ersehung solchen Abgangs überflüssig zu halten / und dero Unterthanen Wesen mercklich würde befördert werden / dann auch weils man die Intention führete / bey andern Ständen es in gleichmäßige Wege / nemlich der Reduction der Zoll-Kollen auf den alten Fuß / wie sie fürn Kriegeswesen gewesen / zu richten / den fürgeßten Zweck aber / wenn ihnen solche Einwendung bevorbleiben solte / nicht würde erreichen / oder höchst gedachte Ihre Durchl. für sich darunter etwas reserviren können / daher man auch zu Ihro Churfürstl. Durchl. Weltbekandten Generosität die Hoffnung getragen / Sie aus solchen und andern Ursachen dem Publico zum besten eine solche Resolution fassen würden / wodurch man die gute Intention zu erreichen Gelegenheit haben könnte / zumal das ganze Werk davon dependiret / und man denn beyderseits zu einem mehrern sich vorho nicht instruiert befinden / so ist davon weiter zu reserviren übernommen / und dieser Punkt bis etwa zu weiterer desfalls veranlassender Zusammenkunft oder Communication ausgesetzt worden.

14. Betreffend ferner in Recessu wegen der Stadt Magdeburg enthaltenen Punkts / weils nach Anleitung des 2. Articuls Ihr Churfürstl. Durchl. nebst andern dero Zöden auch desfalls die Nothdurft zu verfügen / und das Werk in gehörigen Stand einrichten / und föhlich davon Communication thun zu lassen gnädigst gewillt / so behält es damit bis dahin sein Verbleiben.

Man auch in dießbesagten Recces de Anno 1672. einige Gravamina wieder die Stadt Hamburg berührt / derer auch bey dieser Konferenz noch mehrere vorgebracht / sonderlich aber von denen Braunschweig-Lüneburgischen Herren Abgeordneten verschiedene / und unter andern in specie angeführt worden / welcher gestalt das commercium daselbst in viele Wege gedrückt / und nebst andern / insonderheit denen Lüneburgischen Unterthanen allerley Hinderung gemacht / und dadurch das freye commercium nicht wenig gehemmet würde / in dem unter andern zu tage liege / daß / da man fremdden mit fremdden zu handeln nicht zulassen wolte / und daher durch besitzenes langes Aufhalten und kostbares hie-ligen der Schiffer den Waaren gleichsam nach eigenen Belieben ein Premium gesetzt / und dadurch das freye commercium nicht wenig bedrückt würde / und da endlich durch dergleichen Verfahren der Schiffer sein etwa habendes Getreide andernorts zu schiffen / und wol gar wieder weg zu fahren genöthiget würde / man auch dieses ihm nicht frey gestatten wolte / sondern ihn zuvörderst nöthigen / solch Getreide nach erlegtem so genannten Baum-Zoll zuvörderst aufzuladen / und mit schweren Kosten und Verlust ufm Boden tragen zu lassen / denn wieder da ab / und zu Schiff zu bringen. Und wann er endlich nach solchen kostbaren Umfahrungen wieder abfahren dürfte / zuvörderst

einen schweren Zoll und zwar für den Bissel bis zu 1. Rthr. erlegen müße. Wie nun ein fremdder commercirender durch dergleichen langes stützigen / kostbare Unterhaltung des Schiff-Volcks / Verschwendung der Zeit / durch Verschleppung der Fracht / auch dergleichen läger-Maas Zoll-und andere Ungelben nicht anders als weit zurück geworffen / oder gar ruinirt würde / und also dergleichen billig abgesetzt werden müße / also werde auch darinn gegen die Lüneburgischen insonderheit mit ungebührlicher Bedrückung verfahren / daß ihnen wenn Sie ja etwas an Getreide verkauft oder losgeschlagen / oder auch dergleichen von oben hohlen wolten / Stück-Güter anfuers zu befragen nicht gestattet werden wolte / wodurch denn die Freyheit des commercii abermal nicht wenig bedrückt würde / denn auch / daß diejenige / so sich der freyen Schifffahrt nach der See bedienen / unter dem Praetext eines so genannten Tonnen-und Baaken-Geldes mit ungebührlichen Zoll / auch Anhaltung / oder auch wol gar Verhörung belegt würden / dergleichen auch andere mehr Gravamina aber / wenn sie nicht abgethan werden solten / leicht zur Weilanfängigkeit ausschlagen / und das commercium / weils Ihre Durchl. dero Unterthanen also wider alle Rechte und Billigkeit ferner graviren zu lassen nicht gemeinet / auch zu anderer Herrschaffen Nachtheil und Schaden leicht einige Hemm-und Hinderung erleiden könnte / wie man nun davor gehalten / daß die Intention geführt würde / auch der Billigkeit und Rechten gemäß sey / daß bey allen am Elb-Strohm interessirten Ständen die ungebührliche und wieder die alten Kollen laufende Aufträge / Beschwerden und Exactiones abgethan / und wieder Recht und Billigkeit niemand beschwert werden solte / die Chur-Brandenburgische Herren Abgeordneten zwar dieserwegen in specie nichts in instruction gehabt / diese Gravamina auch ihnen so eigentlich nicht bekannt seyn / So halten sie dennoch vor billig / daß darauff hinfänglich Reflexion mit zu nehmen und dahin zu sehen / daß was denen alten Kollen / rechtmässigen Privilegiis und denen Rechten / auch der Freyheit der Commereien nicht gemäß / nachdrücklich abgesetzt / und auch dadurch die von Ihro Chur-und Fürstl. Durchl. Durchl. bey dem ganzen gemeinnützigen Werke führende löbliche Intention erreicht werden möge / wie denn auch dahin gesehen werden möge / daß was wegen des auf den Niederbann zu Hamburg gesetzten Zoll-Schreibers in offterbührten Recces §. 18. enthalten / beobachtet / und auch dadurch das commercium nicht gedrückt / insonderheit aber / weil gegen die Brauckmeister zu Hamburg wegen Ausweisung des so genannten Brauck-Guts groffe Beschwerde geführt wird / daß auch darüber gehöriges Ziel und Maas gesetzt werden möge.

16. Was übrigs die im Recces de Anno 1672. §. 19. enthaltene Punkte der Visitation-Confiscation-und Certification-Zettel betrifft / so läßt man es zwar allerdings dabey bewenden / diemöhl aber denen Certification-Zeteln / ob zwar Reflexion darauf genommen werden kan / allein nicht vollständig zu trauen / und es daher auf die schriftliche Angabe der Schiffer und Visitation der Zoll-Bedienten ankömmt / so wird es auch dabey billig gelassen / jedoch aber auch dahin zu sehen / daß bey der Visitation die Zoll-Bediente keine unnötige Cerempel machen / jedoch aber auch / was dem Zoll-Recht gemäß / beobachten mögen / damit sie aber sich um so viel mehr in ihren Schranken zu halten / auch der Kauf-und Schifffmann / wornach Sie sich zu achten / wissen mögen / ist gut befunden worden / eine Visitation-Ordnung / wie die Beilage sub C. ausweist / zu projectiren / und solche hiernächst nach erfolgender Approbation der hohen Herren Principalen und beschickten Communication mit anderen Interessenten einzuführen / allermassen denn auch

17. Nach Inhalt derselben und mehrgemeldten Recces die Neben-Zettel und mündliches Ansagen / zu Verhütung unterthänig / weiter nicht zugelassen / denen Schiffen aber an Deck- und Lauff-Diensten / wie gedachte Ordnung gleichfalls mit mehrern ergeben / jedesmal ein gewisses Zoll-frey passirt werden soll.

18. Diemöhl auch einige Waaren fast gänzlich von dem Elb-Strohm abkommen / und daher nach Anleitung des Recces Ihr Chur-und Fürstl. Durchl. benogen werden / in Anno 1672. bereits in Vorschlag zu bringen / ob nicht von deren einigen / als Zuck / so niedermärs kömpt / Kupffer / Wolle und Wachs auf etliche Jahre an dem Ordinair-Zoll eine erkleckliche Remission beliebet werden möchte / So hat man zu Wiederanschaffung des commercii sich dahin entschlossen / daß man

ANNO
1685.

ANNO 1685. von besagten vier Speciebus auf drey Jahr lang die Helfste des Zolls nur nehmen lassen wolle. Und weil auch noch andere Species, so theils gänglich von der Elbe abkommen / oder doch davon abkommen dürfften / als Amendum, Wied / Wey / Eysen / Holz / Limonen / Del / Donsche / Teer / Trahn und Wein; So hat man die Resolution darüber zu der hohen Herren Principalen Erklärhung verfertigt.

19. Ob zwar wegen der Frey-Passe von den Braunschweig-Zellischen Herren Abgeordneten vorgeschlagen worden / ob man sich dem Commercio zum besten derselben nach dem in Anno 1672. bereits geschehenen Vorschlage auf einige Zeit begeben wolle / nachdem jedoch die Chur-Fürstl. Herren Abgeordneten zu vernehmen gegeben / daß Ihre Chur-Fürstl. Durchl. Intention dahin nicht gerichtet sey / von denen Reichs-Constitutionibus abzuweichen / es alles bey dem Herkommen in diesem Passu gelassen / jedoch daß alle dabey fürfallende Abusus abgestellt werden mögen.

20. Gleichwie auch über die jetzt-mentionirte in offt allegirten Recels de Anno 72. enthaltene und solcher gestalt abgeredete / zu Abhelfung des Commercii angesehene Puncten / man darinn einig / wie noch ferner das Commercio befördert / und im besten Flor mit der Zeit gebracht werden möge / also will man auch beyderseits Unterthanen in freyen Handel und Wandel in beyderseits Herrschaften landen alle gute Beförderung erweisen / und Sie daran nicht hindern lassen / sonderlich aber wollen es Ihre Chur-Fürstl. Durchl. bey Magdeburg und sonst dahin richten / daß denen Einneburgischen Unterthanen zu Magdeburg Getreide zu kaufen und abzuholen / und sonst beyderseits freyen Handel und Wandel zu treiben nicht verwehret werden möge / wie solches in dem Anno 1672. zu Hamburg aufgerichtem Recels enthalten.

21. So ist auch ferner in Vorschlag kommen / daß weiln die nechst des Ufers des Elb-Strohmns stehende Bäume / durch die Gewalt des Wassers jeweil pflügen ausgerissen / und in dasselbe versenkt zu werden / dadurch die Schifffahrt gefährlich / und die Schifffahrende mit ihren Schifffen leicht in Schaden gebracht werden können / ob nicht jegliche Herrschafft solche am Ufer stehende Bäume auf eine gewisse Distanz abhauen zu lassen / und man dadurch dergleichen Gefahr und Kosten die Bäume wieder heraus zu bringen / zu verhüten hätte.

22. Wie nicht weniger auch / ob bey jeglichem Geleite untersucht werden möchte / was für schädliche Dörter sich hin und wieder befinden / damit sich die Schifffahrende um so viel mehr davor hüten / und in acht nehmen könnten.

23. Denn auch / ob an statt der bey jeglichem Schiffe die Elbe abwärts gebrauchende kostbare Vorposten / nicht bey jeglicher Zoll-Stete gewisse Leute zu verordnen / welche um ein billiges von einer Zoll-Stete zur andern bey jedemahl ankommenden Schiffe und Floß diese Vorposten und Bezeichnung der schädlichen Dörter verrichten / wodurch zugleich dem Schiffe ein ziemliches erspartet werden könnte / indem ein Vorposten von Magdeburg auf Hamburg in die 30. Meilen / und hin und her kommen soll / die an jeglicher Zollstete wohnende Leute auch des Strohmns kündig seyn / so ist solches alles ad referendum / und sich hiernächst bey fernerer Einrichtung des ganzen Wercks auch darüber vernemen zu lassen / auch mit andern darob zu communiciren / übernommen worden.

24. Gleichwie nun alles so hierinn verabredet / und von beyderseits gnädigsten Herrschaften noch weiter in denen noch zu entscheiden stehenden Puncten wird resolviret werden / auf die Condition gestellet wird / daß von allen und jeglichen bey dem Elb-Commercio interessirenden Herrschaften diesen in offt geregtem Recels de Anno 1672. und hiernieder gestafften Principis auch ihres Theils nachgegangen / und ein Genügen geschehen möge / allermassen denn Ihre Chur- und Fürstl. Durchl. nicht verachtet werden können / daß sie Ihre von GOTT Ihnen anvertraute Unterthanen und das Commercio von den bisherigen Bedrückungen zu befreien bedacht seyn / also wollen Sie sich auch solches bey andern interessirten Ständen allen Gleichen anlegen seyn lassen / müssen denn

25. Ratione modi agendi dreyerley in Vorschlag kommen: 1.) Ob man von deme was von Ihr. Chur- und Fürstl. Durchl. Durchl. hiernunter wird geschlossen und festgesetzt werden / allen übrigen interessirten Ständen conjunctim per literas part zu geben / und Ihre Erklärhung darüber zu desideriren / oder aber solches 2) durch eine Abschiedung an Sie zu bewerkstelligen / oder aber 3.)

TOM. VII. PART. II.

eine Conferenz / mit ihnen sämlich zu veranlassen hätte / weil nun das ganze Werck respective auf Ratification und weitere Resolution beyderseits Gnädigsten Chur- und Fürstl. Herrschaften beruhet / Also ist auch / was sie allenfalls ratione modi agendi für nöthig befinden werden / zu dero fernern gnädigsten Erklärhung und desfalls nöthig findenden Communication / gestalteten Sachen nach / verfertigt worden. Uffentlich ist dieser Punctations-Recess von beyderseits Chur- und Fürstl. Ministris unterschrieben und besiegelt / und zwey gleichlautende Exemplaria ausgefertigt worden. So geschehen Längen den 23. May Anno 1685.

(L. S.)

(L. S.)

Conrad Barthold
Stille.

Gottf. Weise.

(S. L.)

(S. L.)

C. W. Fabricius.

Chr. Schenck von
Winterfeldt.

Nota. Den in diesem Recels öffters allegirten Hamburgischen Recels de Anno 1672. siehe oben in dem I. Theil dieses Tom. unter besagtem Jahr.

LVI.

Articles & conditions de Paix accordez par nous 29. Juins Comte d'Estrées, Maréchal de France, & Vice-Admiral es Mers du Ponant, & Commandant de l'Armée Navalle de Tres-Puissant, Tres-Excellent & Tres-Invincible Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Empereur de France, & Roi de Navarre, aux Tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de Tripoly en Barbarie. Du 29. Juin 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. *Alta publica* Tom. XII. pag. 227. en Allemand; & dans le *Theatrum Europæum*, Tom. XII. pag. 963. en Allemand.]

I. U'en suite & en consequence du repentir que ledits Dey, Bey, Divan & Milice dudit Royaume de Tripoly ont témoigné & témoignent, de ce que quelques-uns de leurs Capitaines de Vaisseaux & Sujets aient rompu la Paix faite le vingt-septième Novembre 1681. & du pardon qu'ils en demandent audit Empereur de France, les conditions suivantes ont été réglées.

II. Que les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France envoyé exprès à la Porte seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ni indirectement.

III. Toutes courtes & actes d'Hostilité, tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume de Tripoly.

IV. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, & leurs Sujets; & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviger en toute seureté sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

V. Tous les Vaisseaux Marchands, & effets appartenans aux Sujets de l'Empereur de France, qui ont esté pris & depredéz par les Corsaires de ladite Ville & Royaume de Tripoly, depuis le vingt-septième Novembre 1681. jusqu'à présent, ne se trouvant plus en nature, ains tout ayant esté partagé & dissipé par ledits Corsaires, a été convenu avec ledits Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume de Tripoly, qu'ils en payeront la valeur, suivant l'estimation

ANNO qui en a été faite par le Sieur Robert, Commissaire
1685. de Marine, député à cet effet par ledit Sr. Maréchal
d'Estrées en sa présence, avec l'Officier choisi par le
Gouvernement de ladite Ville, à la somme de cinq
cent mil livres, qui font 166666. piaftres, gourdès
Sivilianes à soixante Sols, & 200000. Piaftres moins
une de celles de Tripoly, à cinquante Sols Piece, pour
estre ladite Somme payée incessamment par ledit Gouver-
nement; Sçavoir, trois cens soixante quinze mil
liv. en argent comptant, & les cent vingt-cinq mil
livres restant en Bled & autres Marchandises cy-des-
sous expliquées, & dans le temps de six mois d'hy
prochains, & finissant le dernier Decembre de la pre-
sente Année 1685. desquels 125000. Livres de Fran-
ce, étant évalué à 60000. Piaftres de Tripoly, il sera
payé dans ledits six mois 20000. Piaftres en Bled, à
raison de sept Piaftres le Cafs, 10000. Piaftres en
Orge, à trois Piaftres & demy le Cafs, 6000. Piaftres
en Cuirs de Maroquins de Levant, & 2000. Piaftres
en Sené, suivant le prix courant du marché, & les
22000. Piaftres restans en toutes sortes de Marchandi-
ses qui se vendront dans la Ville, au choix du Con-
sul: & en cas que ledit Consul ne s'accommodast pas
des Cuirs, Sené, & autres Marchandises qui luy seront
présentées, soit à cause du prix, soit à cause de la qua-
lité, les 30000. Piaftres luy seront payées en argent
comptant. Comme aussi le Divan ne pouvant fournir
en nature le Bled & l'Orge cy-dessus, il en fera quitte
en donnant en argent comptant les 30000. Piaftres
qu'ils doivent fournir en Bled & en Orge, sans toute-
fois aucun délai ni retardement.

VI. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly &
dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en
Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Esten-
dard de France, & les Passeports de l'Admiral de
France, conformes à la copie qui sera transcrite en fin
du présent Traité, les laisseront en toute liberté con-
tinuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun
empêchement, ains leur donneront tout le secours &
assistance, dont ils pourront avoir besoin, observant
d'envoyer seulement deux Personnes sans armes dans
la Chaloupe, outre le nombre de Matelots nécessaire
pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre au-
cune autre que ledites deux Personnes dans ledit Vais-
seau sans la permission expresse du Commandant. Et
reciproquement les Vaisseaux François en usant de
même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Arma-
teurs de ladite Ville & Royaume de Tripoly, qui seront
Porteurs des Certificats du Consul François qui sera éta-
bli en ladite Ville; desquels Certificats la Copie sera
pareillement transcrite en fin du présent Traité: & en cas
que ledits Vaisseaux Tripolins trouvaissent un Vaisseau
Marchand avec Pavillon de France sans Passeports,
pourceu que la moitié de l'Equipage fust François, &
même chargé pour le compte des Etrangers, ledits
Tripolins seront obligés de luy laisser faire sa route sans
le troubler en rien.

VII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands, tant
de France que de Tripoly, seront régis reciproque-
ment dans les Ports & Rades des deux Royaumes, &
il leur sera donné toute sorte de secours pour les Na-
vires & pour les Equipages en cas de besoin. Comme
aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & gene-
ralement toutes autres choses nécessaires en les payant
aux prix ordinaires & accoutumés dans les lieux où
ils auront relâché.

VIII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand
François eût à la Rade de Tripoly, ou à quelqu'un
des autres Ports de ce Royaume, fust attaqué par des
Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des For-
teresses, ils seront défendus & protégés par les Châ-
teaux, & le Commandant obligera ledits Vaisseaux
Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir &
s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel temps
seront retenus ledits Vaisseaux ennemis sans qu'il
leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose
s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à
condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre
à Tripoly & dans les autres Ports dudit Royaume,
ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues
des Costes de France.

IX. Tous les François pris par les Ennemis de
l'Empereur de France, qui seront conduits à Tripoly
& autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en
liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en
cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, & autres qui

pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, ANNO
missent à Terre des Esclaves François. 1685.

X. Ledits Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville
& Royaume de Tripoly, donneront dès à présent ordre
à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves,
& de travailler à les faire racheter par le Consul
François au meilleur prix qu'il se pourra; & pareille
chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans
dudit Royaume de Tripoly.

XI. Tous les Esclaves François & Etrangers pris
sous le Pavillon de France, de quelque qualité &
condition qu'ils soient, qui sont à présent dans l'éten-
due du Royaume de Tripoly, & qui ont été pris non
seulement depuis le vingt-septième Novembre 1681.
mais même auparavant, seront mis incessamment
dans une pleine & entiere liberté, & envoyés à bord
du Pavillon. Et pour cet effet il sera permis au Sieur
Robert, Commissaire de la Marine, que ledit Sieur
Maréchal d'Estrées a nommé, de se transporter avec
un Officier commis par le Gouvernement de ladite
Ville, dans tous les Baignes & autres lieux où sont
retenus ledits François, pour prendre une Liste exacte
de leurs noms, sur laquelle ils seront remis, comme
dit est, en liberté: & en cas que par megarde ou au-
trement il en fust oublié quelques-uns, ils seront res-
tituez aussitôt qu'ils seront demandez, encore que ce
fust long-temps après le présent Traité, attendu qu'il
n'y aura point de prescription pour cet Article, & le
Vaisseau du Parron Jean Carte de Marseille qui se
trouve présentement dans leur Port, sera incessamment
rendu avec ses Mafts, Agrez & Canons.

XII. Attendu que le plus grand nombre desdits Es-
claves François & Etrangers pris sous le Pavillon de
France, se trouvent embarquez sur les Vaisseaux dudit
Royaume de Tripoly, qui sont au service du Grand
Seigneur, & ne peuvent par conséquent estre actuel-
lement rendus & remis aux Vaisseaux comme les au-
tres, ledits Dey, Bey, Divan & Milice promettent de
les rendre incessamment: & pour cet effet en fera fait
une Liste exacte qui sera signée desdits Dey, Bey & Di-
van, & pour seureté de ladite Restitution demeureront
en même temps de la signature du présent Traité, en
ostage dix des principaux d'entr'eux dont on sera con-
venu conjointement, & dont les noms, furnoms &
qualitez seront connus, pour estre conduits dans les
Vaisseaux de l'Escadre à Toulon, où ils seront bien
traitez, & demeureront jufques à l'entiere restitution
desdits Esclaves, suivant ladite Liste.

XIII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vais-
seaux François, ni pareillement les François pris sur les
Vaisseaux Etrangers ne pourront estre faits Esclaves
sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même
le Vaisseau sur lequel ils auront été pris se feroit desfen-
du: ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etran-
gers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville
& Royaume de Tripoly, & des Sujets dudit Royaume
sur des Vaisseaux Etrangers.

XIV. Si quelque Vaisseau se perdoit sur les Costes
de la Dépendance dudit Royaume de Tripoly, soit qu'il
fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mau-
vais temps, il sera secouru de ce dont il aura besoin
pour estre remis en Mer & pour recouvrer les Mar-
chandises de son chargement, en payant le travail des
journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il
puisse estre exigé aucun Droit ni Tribut pour les Mar-
chandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne
soient vendues dans les Ports dudit Royaume. Comme
aussi tous Vaisseaux Marchands François qui y aborde-
ront chargés de Vin & autres Marchandises, en cas
qu'ils n'en trouvent pas un bon débit, pourront se
retirer avec leurs Vins & autres Marchandises pour les
aller vendre où bon leur semblera, sans pouvoir estre
obligez pourquoy que ce puisse estre de les décharger.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont
aux Ports ou Costes du Royaume de Tripoly, ne se-
ront obligés de porter à Terre, ni leurs Voiles ni leur
Gouvernail, & pourront y mettre leurs Marchandises,
vendre & acheter librement sans payer autre chose
que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit
Royaume, à condition qu'il n'excede point trois pour
cent. Et il en sera usé de même dans les Ports de
la Domination de l'Empereur de France: & en cas
que ledits Marchands ne missent leurs Marchandises
à Terre que par entrepoft, ils pourront les rembarquer
sans aucuns Droits.

XVI. Il ne sera donné aucun Secours ni Protection
con-

ANNO 1685. contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission : & seront ledits Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de Tripoly, déffensés à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêcheront que tous ceux contre qui l'Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans leurs Ports, pour courre sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront estre contrainsts pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse estre, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XXVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tripoly, pour assister tous les Marchands François dans tous les besoins : & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tripoly qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion : & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les différends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tripoly en puissent prendre aucune connoissance : & pourra ledit Consul arborer le Pavillon de France sur sa Maison, & l'arborer sur sa Chaloupe tant qu'il luy plaira quand il ira à la Mer, la même chose se doit entendre pour *Derne*.

XIX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & de les changer l'un & l'autre lorsqu'il le jugera à propos, & pourra aller à bord des Vaisseaux qui seront en Rades toutesfoi & quand il luy plaira : & les Marchands François pourront venir en ce Port prendre du Séné & autres Marchandises pour les porter en France.

XX. S'il arrive un différend entre un François & un Turc ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires ; mais bien par le Consul dedit Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, en présence du Consul ou par le Commandant dans les Ports où ledits différends arriveront.

XXI. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom par écrit. Et seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront : & la même chose sera observée à l'égard des Turcs qui viendront s'établir en France.

XXII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises nécessaires à sa Maison.

XXIII. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable. Et si un François se vouloit faire Turc, il ne pourroit estre reçu qu'au préalable, il n'eust persisté trois fois 24. heures dans son mauvais dessein : & cependant seroit remis comme en dépôt entre les mains dudit Consul.

XXIV. S'il arrive quelque contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'Hostilité, qu'après un deny formel de Justice.

XXV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce & le rendre ferme & stable, les Tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de Tripoly, enverront quand ils l'estimeront à propos, une Personne de qualité d'entr'eux résider à Marseille, pour entendre sur les Lieux les Plaintes qui pourroient être faites sur les contraventions au présent Traité, auquel sera fait toute sorte de bons traitemens.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tripoly, fait tort aux Vaisseaux François, ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny : & pour punition sa teste sera remise entre les mains du Consul, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si les Vaisseaux de Tripoly qui sont présentement en Mer, avoient pris quelques Bâtimens François, depuis la prise du Vaisseau du Capitaine Neigre de Marseille, ils seront rendus s'ils seront arrivés en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, Et-

fets, Argent comptant & Robbes des Equipages, sans que cela puisse estre imputé sur les cinq cens mil Livres, dont il est parlé dans l'Article cinquième du présent Traité, pour la Restitution des Effets pris sur les Marchands François. Il en sera usé de même si les Bâtimens François avoient pris quelque Bâtimement de ladite Ville de Tripoly.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller dans la Rade de Tripoly, aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre dedit Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Si le présent Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour ledit Empereur de France ; & les Tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, ledit Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait, arresté & conclu entre ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour l'Empereur de France, & ledits Tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume de Tripoly, le 29. Juin 1685.

Passéport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

Louis, Comte de Vermandois, Admiral de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passéport à Maître de nommé du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de après que vifitation d' aura esté bien & deuïement faite. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Seing & le Scel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt.

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus-bas ;

Par Monseigneur, LE FOVIN.

Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Française à Tripoly.

Nous Consul de la Nation Française à Tripoly. Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, & est armé de En témoin dequoy Nous avons signé le present Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tripoly le jour d mil six cens quatre-vingt

ANNO

1685.

Juin.

ou

Juillet.

MON-

MOUTH

ET LE

ROI

D'AN-

GLETER-

RE.

LVII.

Declaration de JACQUES DUC de MONMOUTH, & des Nobles, Seigneurs & autres, présentement armés, pour la Defence & la conservation de la Religion Protestante, & celle des Loix, Droits & Privilèges d'Angleterre, contre l'infraction qui en a été faite; & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpétrée dans ce Roiaume par JACQUES DUC D'YORCK. Donnée au mois de Juin ou de Juillet de 1685. [Feuille volante imprimée.]

QUand Dieu commença à fonder les Etats & les Empires du Monde, & que les hommes choisirent certaines Loix pour y obéir & s'y soumettre, ce fut dans le dessein de conserver parmi les Peuples, la Paix, le bonheur & la tranquillité, & non pas en vû d'un intérêt particulier & personnel, comme pour élever ceux-ci, ou ceux-là au faite de grandeur, & à une Souveraineté qui les rendit arbitraires du sort de leurs Peuples; mais plutôt les Princes furent uniquement établis pour gouverner équitablement les Hommes, & maintenir les Loix des Etats qui leur étoient commis. Aussi voit-on que de tous les Gouvernemens, ceux-là ont été toujours estimés les meilleurs, où le Souverain Magistrat est revêtu de tout le Pouvoir, & de toutes les prerogatives, qui le peuvent rendre capable, non seulement de garantir le peuple de la violence & de l'oppression, mais aussi d'augmenter son bonheur; les Constitutions & les Loix de cette première institution, ne leur donnant aucun Droit d'opprimer, ni de violenter les Peuples.

C'est une Prerogative glorieuse de l'Angleterre par dessus la plupart des Nations, qu'ayant confié à son Prince tout ce qui lui étoit nécessaire pour travailler à l'augmentation du bonheur des Peuples, & tout autant d'autorité qu'il en avoit besoin pour le protéger & le défendre, elle avoit néanmoins tellement borné cette autorité, qu'elle étoit indissolublement attachée aux Constitutions & aux Loix fondamentales de l'Etat, en sorte que le Prince ne pouvoit sans violer son serment, aussi-bien que les Loix, & les Règles du Gouvernement, donner aucune atteinte à ce qui avoit été premièrement établi, & il ne pouvoit pas même exercer aucun Acte d'autorité que par le Ministère des personnes ordonnées pour veiller au Gouvernement, qui devenoient criminelles & punissables, dès qu'elles manquoient à leur Devoir. De sorte que selon cette première institution de Gouvernement, les Prerogatives du Roi, & les Privilèges des Sujets s'étoient si étroitement unis ensemble, qu'ils ne pouvoient être séparés, puisque le Droit que les Peuples s'étoient réservé, ne tendoit qu'à soutenir la grandeur & la gloire de la Couronne, & que les Prerogatives conférées au Roi, avoient uniquement pour but la protection & le repos des Sujets.

Mais comme toutes les choses du monde sont sujettes au changement, & que les Etats les mieux policés, peuvent tomber en décadence, l'Angleterre a eu le malheur d'éprouver cette vicissitude, ayant passé plusieurs fois d'un état à un autre, & vû ébranler les fondemens de ses Loix & de ses premières Constitutions. Mais nous voyons par tout aujourd'hui les Colonnes de ce Gouvernement renversées, les bornes, & les limites franchies, les Loix méprisées; bref il n'y a rien qu'on n'ait osé entreprendre pour changer nôtre *Monarchie limitée* en une *Tyrannie absolue*. Et bien que nos *Législateurs* eussent pourvû, autant que la sagesse humaine le peut faire, à la sûreté de la Religion Protestante contre les efforts du Papisme, & à celles des Privilèges du Peuple, contre la Puissance despotique, on n'a pas laissé d'administrer les affaires de ce Roiaume d'une manière si contraire aux Loix, que d'un côté nôtre Religion a reçu de vives atteintes par le complot des Papistes, & de l'autre nos Privilèges nous ont été arrachés par fraude & violence, par les conseils au présent *Usurpateur*, dont la vie n'a été qu'une suite continuelle de Conspirations contre la Religion Reformée, & contre les Privilèges de la Nation.

On ne doutera point de cette vérité si l'on réfléchit sur l'invention dont il se servit autrefois, pour réduire

en cendre la Ville de Londres; comment par ses sollicitations il nous fit entrer en Alliance avec la France, & en Guerre avec la Hollande; de quelle manière il forma la Conspiration des Papistes, & quel soin il prit d'encourager les assassins du S. Edmondbury Godfrey à commettre cet horrible meurtre, afin d'étouffer par cette mort la découverte de cette Conspiration dont ce défunt avoit une parfaite connoissance: les trahisons qu'il a inventées contre les Protestans, subornant des témoins, qui par leurs parjures, ont fait perdre la vie à plusieurs innocens, nos Compatriotes & nos Freres de Religion; Comment il a loué d'exécrables canailles pour massacrer le dernier Comte d'Essex: en aiant fait écarter plusieurs dans l'espérance de tenir cachée cette noire Action; Et enfin le soin qu'il a pris pour faire proroger les Parlemens & pour les dissoudre quand ils étoient assemblés, afin d'empêcher la recherche de l'enormité de ses crimes, & s'échaper par ce moyen à la justice de la Nation. Après avoir considéré toutes ces Actions, on peut dire qu'il n'y a point de maux, qu'on ne doive attendre pour la Religion & pour le Roiaume, si on laisse regner celui qui a envahi le Trône & usurpé le titre de Roi. Les Tyrannies qu'il a déjà exercées depuis qu'il a arraché la Couronne de dessus la tête du feu Roi son frère, ne permettent plus de se flatter d'être maintenu dans la possession de ses Biens, ni de sa vie, ni de la liberté de conscience qui nous est plus chère que la vie.

Car nonobstant toutes les Loix & les Statuts établis pour la sûreté de la Religion Reformée, il n'a pas seulement commencé son Usurpation, & son Règne prétendu, en se déclarant ouvertement Papiste, mais il a même fait venir grand nombre de Prêtres & de Jésuites, qui selon les Loix, sont criminels de lèze Majesté dès qu'ils entrent dans le Royaume, & il leur a permis d'exercer leur Idolatrie, lui-même assistant tous les jours à la Messe, & accompagnant en public leurs plus extravagantes superstitions. De plus il a foulé aux piés les Loix concernant nos possessions, aiant violé leur autorité, & donné atteinte à nos Biens par 2. Proclamations, dont l'une exige la Collection des Coûtumes, & l'autre, la continuation de cette partie des impôts qu'on avoit accordé au feu Roi, & qui en sa mort devoit être éteinte.

Son Usurpation & sa Tyrannie ne paroissent pas moins, en ce que pour s'y maintenir, il s'appuie d'un *extrajudicial* Jugement de 7. ou 8. Juges parjures qu'il a subornés; ce qui est une preuve certaine qu'il conspire puissamment contre nos Droits. Ainsi il n'y a point d'autres moïens de nous délivrer de cette cruelle oppression, que la force, & les armes; car aiant rempli les Tribunaux de ces Juges iniques (qui font la honte & le scandale du Barreau) & les aiant constitués pour être les Interprètes des Loix, ces gens que les Parlemens ont déclarés infames, & corrompueurs des Loix, par là nous sommes privés de toute espérance de trouver aucun remède à nos maux dans la Sale de Westminster, particulièrement aujourd'hui que l'Usurpateur a entassé Cables sur Cables, produit de nouvelles Chartres illégitimes & contraires aux Loix, & employé plusieurs moyens pour corrompre des gens qu'il a fait assembler, & à qui il donne le nom de Parlement. Qui ne voit que par cette conduite nous ne pouvons plus trouver du secours dans ces Assemblées qui étoient le refuge de nos Ancêtres? Qui ne voit, dis-je, que ceux-là même qui devroient être les Protecteurs des Peuples & les défenseurs de leurs Privilèges contre la violence & la tyrannie, vont devenir les Ministres de la subversion de tous nos Statuts, aussi-bien que l'établissement de la puissance arbitraire, & de nôtre esclavage?

De sorte que si nous voulons éviter la ruine totale de nôtre Religion, & la destruction de ceux qui la professent: l'établissement de la superstition, & de l'Idolatrie Papiste: Si nous ne voulons pas souffrir le renversement des Loix du Pais, l'abolition des Privilèges, & des Droits de la Nation Angloise: Si nous ne pouvons souffrir que tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, soit violé, & qu'un Usurpateur tyrannise sur le Trône: Si nous haïssons l'esclavage, & que nous nous ressouvenions des généreux efforts que nos Ancêtres ont faits pour acquérir nos Libertés, n'ayant épargné pour cela ni leurs Biens, ni leurs vies: Si nous nous remettons en mémoire ce que nous devons à Dieu, à notre Patrie, & à la posterité; si nous ne voulons pas être sourds aux cris & aux gémissemens de nos Amis opprimés, nous voir, & eux & nous non seule-

ANNO

1685.

ANNO
1685.

ment prisonniers, depouillés & meurtris, mais même l'intérêt de la Religion Protestante trahi par tout le monde, & enfin nous voir livrés à la France & à Rome. Si, dis-je, nous sommes touchés de tous ces malheurs, & que nous ayons envie de les prévenir, nous sommes obligés comme Chrétiens de prendre les armes, tant pour témoigner notre Devoir envers Dieu & la Patrie, que pour faire à l'attente des Nations Protestantes qui font autour de nous. Cependant nous prenons le Ciel & la Terre à témoins que nous ne serions jamais venus à cette extrémité; si la malice de nos ennemis ne nous eût ôté tous les autres moyens de remédier à ces désordres, & si les misères que nous sentons déjà, & les afflictions dont l'Eglise & l'Etat sont menacés, n'étoient plus funestes que la Guerre.

Nous déclarons donc que ce n'est pour aucun intérêt particulier, ou par quelque esprit de vengeance pour les maux faits en nos personnes, que nous nous sommes engagés en cette Guerre, mais uniquement pour maintenir & défendre notre Religion, nos Loix, & les Libertés de la Nation, & pour empêcher qu'elle ne tombe, & nous & nos Familles dans l'esclavage de l'Idolâtrie Papiste. Sur ce principe donc nous protestons devant Dieu, les Anges & les hommes que nous sommes innocents de tous les maux qui accompagnent inévitablement une Guerre civile & intestine, & nous rejétons sur nos ennemis qui en sont la véritable cause, tous les meurtres, & les démolitions qui en pourront résulter.

Pour toutes les raisons alléguées ci-dessus, nous déclarons solennellement & devant Dieu la guerre à *Jacques Duc d'York*, comme étant *Meurtrier & Assassin des innocents*, un *Papiste Usurpateur de la Couronne*, un *Traître à la Nation*, & un *Tyrann du Peuple*, & nous ajoutons que ceux qui paroîtront sous les Etendards ne doivent point s'attendre d'être épargnés, ni que nous leur fassions aucune grâce; car nous avons fortement résolu de le poursuivre à outrance avec les adhérens, jusqu'à ce que nous l'ayons réduit à fuir ce que les Loix, les Constitutions & les Statuts du Royaume, aussi bien que les Loix de la nature, de l'Ecriture Sainte, & des Nations, ordonnent contre ceux qui sont ennemis de Dieu, de leur Patrie, de tous les hommes en general, & enfin de tout ce qui est vertueux, honnête & bon, promettant de ne jamais faire aucun Accommodement avec cet Ennemi.

Et quoi que nous ne puissions pas dissimuler, ni passer sous silence, que plusieurs personnes par lâcheté, avarice ou par ambition, ont donné les mains pour renverser la Religion, & aider à réduire leur Patrie sous le joug d'un dur esclavage, nous ne souhaitons pourtant pas que ceux-là persistent dans leurs crimes, & continuent de travailler à la ruine de l'Etat, sous prétexte que nous avons déclaré ne vouloir faire aucun quartier, car nous déclarons que ceux qui rentreront dans leur Devoir, & qui se joindront à nous pour rétablir ce qu'ils avoient aidé à perdre, jouiront du fruit de leur repentance, dont nous n'excluons personne, notre dessein n'étant que de nous venger de ceux qui persévéreront dans leur faute, & qui dans la présente conjoncture, auront donné du secours à *Jacq. Duc d'York*, & afin que nous puissions poursuivre le glorieux dessein dans lequel nous nous sommes engagés d'une manière qui fait connoître la sincérité de nos intentions, & pour encourager les gens de bien à nous aider dans une si juste, & si nécessaire entreprise, nous protestons encore en la présence du Seigneur qui connoît les secrets de tous les cœurs, & qui est le vengeur de la fraude & de la tromperie, que nous exposons l'unique but où nous tendons, & que pour y parvenir, nous avons résolu de sacrifier nos vies, que nous perdrons avec joie pour une si juste Cause. De plus nous déclarons que nous ne nous sommes pas mis en Campagne pour introduire aucune Monarchie, ni pour donner atteinte à aucune partie essentielle de l'ancien Gouvernement d'Angleterre, mais que nous prétendons seulement remettre les affaires en tel état, que ceux qui gouverneront, ne pourront plus à l'avenir usurper, ni enfreindre les Libertés du Peuple.

Comme notre Religion, qui est le plus sacré dépôt, & la plus précieuse bénédiction que nous ayons reçu du Ciel, se trouve ébranlée par des Loix injustes, par des Conspirations des Papistes, & qu'elle court grand risque d'être entièrement bouleversée par un Usurpateur Tyranique & Idolâtre, nous sommes fortement réso-

lus de verser tout notre sang, pour conserver ce saint Dépôt, à nous & à notre Postérité, & de ne poser point les armes qu'après avoir vu la Religion affermie, & en état de n'être plus attaquée. Que toutes les Loix penales contre les Protestans qui sont en quelques dissentimens, seront révoquées; qu'ils ne seront plus inquiétés en leurs exercices, & qu'ils jouiront tous, des mêmes privilèges de la Nation.

Pour faire encore mieux connoître à tout le monde la pureté de nos intentions, & la juste modération de nos desseins, nous déclarons que nous n'entreprendons point cette Guerre, pour désoler & ruiner personne pour la Religion toute fautive & erronée qu'elle puisse être, de sorte que les Papistes même, pourveu qu'ils ne s'engagent pas dans les intérêts de nos ennemis, pour conspirer notre ruine, n'auroient rien à craindre de nous, n'ayant pas dessein de leur faire aucun tort, mais seulement de les empêcher de changer ou d'altérer nos Loix, & de mettre nos personnes en quelque danger pour la profession de notre foi, & l'exercice de notre culte religieux & Chrétien.

Nous sommes aussi résolus de maintenir & défendre tous les justes Droits, & les Privilèges des Parlemens, souhaitant qu'on l'assemble tous les ans, sans qu'il puisse être prorogé, ni dissous jusqu'à ce que toutes les Requêtes soient réponduës, & qu'on ait remédié à tous les griefs particuliers.

Et d'autant que nous remarquons que la plupart de nos misères viennent de ce qu'on a ôté des Charges de Judicature, les personnes dont l'intégrité ne permettoit pas qu'on fit un mauvais usage des Loix pour favoriser le Papisme & l'autorité arbitraire, & que ces places ont été remplies de gens corrompus & mercenaires, qui étendent les Loix au-delà de la raison, & de leur véritable institution, faisant passer pour Loi ce qui sert à leur dessein. Nous avoions sincèrement que nous n'aurons point de repos que nous n'ayons réformé de tels abus, & mis de si bons ordres, qu'il ne s'en fasse plus de semblables.

Car par le ministère de ces hommes pervers qui sont assis sur les Tribunaux, & qui ne possèdent leurs Charges que, *durante beneplacito*, quantité de personnes ont été condamnées à des amendes exorbitantes, sans être coupables d'aucuns crimes, ou pour de très légères fautes, plusieurs Statuts faits pour la sûreté des Sujets, & sur tout l'Acte *Habeas Corpus* ont été éludés & éternés à l'oppression des innocents, & fidèles Anglois. Les Lords Papistes qui furent accusés en Parlement d'une diabolique Conspiration tendant à abolir les Droits de la Chambre des Communes, & à fouler aux pieds la Jurisdiction de celles des Seigneurs, ont été déchargés, & mis en liberté, & l'on a justifié l'introduction d'un Maire & des Sherifs méchans & dangereux, qui avoient été élevés à ces Dignités par fraude & violence, & ceux qui par une intégrité de conscience s'y étoient opposés, ont été injustement persécutés & punis arbitrairement. Londres, & d'autres Villes & Corporations ont été depouillées de leurs Chartres & Privilèges par des jugemens injustes, & sur des crimes supposés. Le Chevalier Armistrong a été exécuté sans permettre d'examiner son affaire. Le Colonel Sidney condamné à la mort sur la déposition d'un seul témoin chargé d'infamie & de crimes scandaleux. Et enfin ce fidèle & excellent homme, dernier Lord Guillaume Russell exécuté à mort pour des crimes supposés, qui, quand ils auroient été véritables, il n'auroit pas mérité la mort selon les Loix. Sur toutes ces considérations, nous déclarons donc que notre résolution est d'exclure à l'avenir de l'administration de la Justice, ces infâmes ignorans, scandaleux, & mercenaires, & que les juges établis à leur place exerceront leurs Charges selon l'ancienne Coutume de *quandiu se bene gesserint*, laissant à la sagesse d'un Parlement d'établir des moindres feurs pour faire de bonnes & légitimes Elections.

Et pour ce qui regarde l'atteinte qu'on a donnée aux Droits des Villes, Villages & Communautés, en leur enlevant leurs Chartres sous prétexte de crimes, la procédure ayant été tout à fait arbitraire, illégitime & contraire aux Loix. Nous déclarons semblablement, que nous ferons tous nos efforts pour les rétablir en la forme & les mêmes Droits qu'elles possédoient avant la dernière usurpation, & que nous tenons pour nuls tous les Jugemens donnés contre elles, n'ayant aucun fondement en la Loi, non plus que la rédition de ces Chartres; qui a été faite par un Parti corrompu

ANNO
1685.

ANNO 1685. & parjure qui s'est trouvé entre ces Communautés. Au contraire nous tenons & déclarons leurs anciennes Chartres bonnes & valables, & en conséquence de cela, nous exhortons & encourageons tous honnêtes Bourgeois & hommes libres, de redemander les Droits & Privilèges qui appartiennent à leur Ville, & Communautés, & nous les avertissons de secouer le joug de ces flatteurs de Cour, & instrumens de tyrannie.

Afin donc de mieux rétablir le Royaume en son premier état de liberté & de seureté nous voulons que l'Acte nommé *Corporation & Militia* soit révoqué & annullé. Que toutes Sentences, & Proscriptions données contre qui que ce soit sous le specieux prétexte de Conspiration, dont en dernier lieu on a chargé les Protestans, soient révoquées. Pareillement toutes les Proscriptions, Arrêts, Sentences, bannissemens, emprisonnemens, & toute autre sorte de procédures faites contre les Protestans Nonconformistes. Nous voulons aussi ériger de nouvelles Loix pour remettre l'Election des Sheriffs entre les mains des Bourgeois & les hommes libres de chaque Communauté, d'autres pour commettre la Milice aux Sheriffs & qu'il n'y en ait sur pié que celle qui sera levée & entretenue du contentement & par l'autorité du Parlement.

Et parce que beaucoup de nos Freres tant Gentils-hommes qu'autres se trouvent présentement dans les prisons de ce Royaume, pour avoir été zélés à prendre le parti Protestant; Nous déclarons toutes ces procédures injustes, & illégitimes, & qu'en cas qu'on exerce sur ces prisonniers la moindre violence, nous la vengerons rigoureusement contre ceux de nos ennemis qui tomberont entre nos mains.

Comme le Duc d'York pour empêcher la recherche du meurtre commis en la personne de Darthure Comte d'Essex & pour exécuter son sanguinaire dessein avec les Papistes, pour satisfaire son ambition sans bornes, & pour usurper la Couronne, a empoisonné le Roi, il a marqué par ce crime énorme tant son ingratitude, que sa cruauté envers un Frère, qui s'est ruiné pour le protéger, & le garantir du supplice que ces crimes lui ont mérité.

Nous déclarons que pour cet abominable & dénaturé Parricide, & autres crimes mentionnés ci-dessus, & en conséquence de la résolution des Chambres du Parlement qui ont arrêté de venger la mort du Roi, quand elle lui a été arrachée par violence; nous voulons poursuivre à toute outrance Jacques Duc d'York jusqu'à ce que nous l'aions réduit à subir la punition que les Loix ordonnent pour une si abominable action.

Jacques Duc de Monmouth étant comme il le doit être, extrêmement sensible à ce cruel & barbare crime perpétré en la personne du feu Roi son Père, a formé le dessein & la résolution constante de poursuivre sans remission Jacques Duc d'York comme un ennemi mortel & sanguinaire, & qu'il ne désirât pas de son entreprise qu'il n'en soit venu à bout, tant par lui même, que par l'aide de ses amis.

Et encore que Jacques Duc de Monmouth maintenant Capitaine General des forces Protestantes de ce Royaume, qui sont assemblées en corps pour exécuter le dessein dont nous venons de faire le détail, ait un Droit légitime à la Couronne d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande avec leurs dependances & Domaines, ce qu'il prétend prouver aux yeux du monde, nonobstant les moyens employés par le feu Roi son Père, par des motifs purement Papistes, & à la sollicitation importune du Duc d'York, pour affaiblir & obscurcir les Droits: Si est-ce néanmoins que ledit Duc de Monmouth, par générosité, de son propre mouvement, & par l'affection qu'il a pour la Nation Angloise, dont le rétablissement, le bonheur & la prospérité, lui sont infiniment plus à cœur, que tout ce qui le pourroit concerner. Il n'insiste point aujourd'hui sur son Droit & sur son Titre, remettant ses intérêts entre les mains d'un Parlement légitimement assemblé qui en ordonnera selon sa sagesse. Cependant il proteste par ce qu'il y a de plus sacré, d'employer tous les dons que Dieu lui a donnés, aidé des forces de ses Amis, pour travailler à la restauration de la Religion Réformée, & de garantir les Peuples de l'esclavage Papistique. Pour cet effet il promet de passer en loi tout ce que nous avons dit ci-dessus, afin qu'il ne soit plus au pouvoir du Prince, de priver de leurs Droits les Sujets, ni de renverser les Loix fondamentales du Gouvernement.

ANNO 1685. Comme les Nobles & les Peuples d'Ecosse sont en armes pour agir de concert avec nous, sur le même principe, nous approuvons leur zèle, & leur courage, & nous nous donnerons mutuellement du secours, pour avancer & mener à la perfection cet excellent ouvrage dans lequel la Providence nous a engagés. Pour n'être pas trop ennuyés, nous passons maintenant sous silence le récit de toutes les autres infractions faites aux Loix du Royaume, & toutes les dânnables pratiques dont on s'est servi pour y établir le Papisme, & la Tyrannie, remettant à une autre fois à informer les Peuples de toutes Nations, des persécutions, des cruautés & des tyrannies qui ont été exercées depuis quelques tems sur nous, & nous produirons aussi un fidèle récit des actions criantes de l'Usurpateur à qui nous avons déclaré la Guerre.

Cependant nous protestons devant Dieu & devant tous les Rois, Princes & Etats Protestans, de la justice de notre cause, & de la nécessité qui nous a contraint à prendre les armes: ensuite dequoi nous exhortons & conjurons tous nos Freres Anglois de nous aider contre les ennemis de notre S. Religion, & de notre liberté, espérant qu'ils nous assisteront de leurs prières, de leurs biens & de leurs personnes pour jeter bas du Trône le Tyran & l'Usurpateur Papiste. Et nous ne doutons pas aussi que nous ne soyons secourus par les Rois, les Princes & les Republiques de la Religion Réformée, qui ont du zèle pour l'Evangile de Jesus-Christ, & pour leur intérêt particulier. Mais sur tout nous mettons notre confiance & notre esperance sur l'Eternel des armées, au nom duquel nous allons commencer, lui recommandant notre affaire, & remettant entre ses mains l'événement des demêlés entre nous & nos ennemis pour le jour de la bataille. *Venez donc, & soyez vaillans pour notre Peuple & les Villes de notre Dieu: & le Seigneur fasse de nous, selon que bon lui semble.*

LVIII.

- (1) *Traité de Renouvellement d'Alliance entre JA-17. Août. 1685. QUES II. Roi de la Grand' Bretagne, & les L'AN-PROVINCES-UNIES des Pays-bas. Fait à GLETER-Windfor, le 17. Août 1685. [Manuscrit, d'où RE ET LES PROVINCES-UNIES. l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Anhang zu des Europ. Herald. IV. Hauthandlungen pag. 1671. sous date du 11. Augusti; dans le Theatrum Europæum, Tom. XII. pag. 875. sous date 11. Augusti; & dans LONDORPIT Acta publica Tom. XII. pag. 227. sous date du 11. Août en Allemand, & pag. 308. en Latin.]*

Quum Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Federati Belgii significaverint, se magnopere in votis habere, ut omnes Tractatus, qui inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum secundum nuper Magnæ Britannię Regem gloriôsæ memoriæ, & ipsos Dominos Ordines Generales diversis temporibus & locis (inferius sigillatim memorandis) conclusi fuerint, & etiamnum subsistunt tam ad pacem & bonam intelligentiam inter Coronam Britannicam & Statum Federati Belgii quàm ad libertatem, frequentiam & securitatem Commærcii, inter Subditos utriusque Status spectantes, continuentur, & de novo confirmentur, & in eum finem Legatos suos Extraordinarios huc miserint, Jacobum Baronem de Wassenar & de Duyvenvoorde, Dominum de Duyvenvoorde, Voor-schooten, Veur, &c. Arnoldum de Citters nuper Consiliarium in suprema Curia Hollandiæ, Zelandiæ & Westfriiæ, & dictorum Dominorum Ordinum Generalium apud Serenissimum Regem Magnæ Britannię Legatum ordinarium & Everardum de Weede Dominum de Dyckvelt, Rateles &c. eisdemque Commissarios & Deputatos suos in hac parte fecerint plenamque autoritatem & potestatem muniverint.

Serenissimus & Potentissimus Princeps Dominus Jacobus II. Dei Gratia Magnæ Britannię, Franciæ &c. Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. eodem desiderio affectus ad amicitiam antiquam inter prædictas duas

(1) Ce Traité est en Flamand dans le Mercure Hollandois de 1685, pag. 191. Mais ce n'est pas l'Original, & ceci a été tiré d'une Copie manuscrite.

ANNO 1685. Nationes continuandam, observandam atque etiam quibuscumque Pactis & conditionibus utrinque proficuis augendam Commissarios de parte sua nominavit & constituit pari autoritate & potestate munitis prædictos & perquam fideles Confanguineos & Consiliarios suos Laurentium Comitem de Rochester summum Angliæ Thesaurarium, Georgium Marchionem de Halifax sanctioris Concilii Regis Præsidem; Robertum Comitem de Sunderland, Primarium Status Secretariorum unum & Carolum Comitem de Midleton Primarium Status Secretariorum alterum, dicti autem Commissarii & Deputati tam ex parte Serenissimi Principis Domini Jacobi Magnæ Britannie Regis, quam ex parte Dominorum Ordinum Generalium aliquoties congressi, sermonibusque de præmissis utrinque habitis, juxta autoritates & potestates sibi ab utraque parte concessas (quarum apographa in fine præsentium inferuntur) convenerunt & concluderunt.

Quod omnes & singuli Tractatus hic recensiti & nominati, videlicet:

I. Tractatus Pacis & Confederationis conclusus 17. Julii die Anni 1667.

II. Tractatus Navigationis & Commericii ibidem eodemque die initus.

III. Tractatus Pacis & Amicitie apud Westmonasterium 17. die Februarii Anni 1673. conclusus.

IV. Tractatus Marinus Londini conclusus 1. Decembris 1674. una cum Declaratione quâ quidam Articuli dicti Tractatus, ut & Tractatus Marini 17. Februarii & die 1667. initi plenius explicantur, conclusa, Hagæ Comitum 22. Decembris a. d. 1675.

V. Articulus ad controversias inter Communitates Anglicanam & Belgicam que in Indiis Orientalibus commercia faciunt, anteverendas vel amicabiliter componendas conclusus Londini 18. die Martii, Anni 1674.

VI. Fœdus defensivum Londini conclusum 3. die Martii, A. 1673.

Omnesque & singuli Articuli in iisdem Tractatibus & eorum quibuslibet contentis deinceps in perpetuum continentur, confirmantur, stabilescque maneat, eodem sensu ac fine, quo primitus concepti & conclusi fuerunt, eundemque vigorem & vim in posterum habeant & obtineant quem antea habere debebant, vel habere putabantur, idque tam amplius modo & forma, prout initio concepti & conclusi fuerunt, ac si in præsentibus singuli Tractatus & Tractatum Articuli de verbo in verbum iterati & inserti essent.

Quod altemoratus Serenissimus Dominus Rex Magnæ Britannie & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula Capita in omnibus & singulis Tractatibus priori Articulo recensitis & nominatis conventa & stabilita, sincerè & bona fide observabunt perque suos Subditos & Incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient, aut à Subditis suis vel Incolis contraveniri permittent, quodque omnium & singulorum prædictorum Tractatum confirmationem per Commissarios & Deputatos utriusque Paris jam conventam & conclusam per Literas patentes manibus suis subscriptas magnique Sigillis utrobique sigillatas ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, eademque reciproce inter quatuor hebdomadas, post datam præsentium (vel citius, si fieri possit) tradent seu tradi facient bonâ fide realiter & cum effectu. Actum in Arce Regia Windesoriensi 17. die Augusti Anni Domini 1685.

(L.S.) ROCHESTER.

(L.S.) BARON DE WASSENAER.

(L.S.) HALIFAX.

DUYVENVOORDE.

(L.S.) SUNDERLAND.

(L.S.) ARNAUT VAN CITTERS.

(L.S.) MIDLETON.

(L.S.) DE WEDE.

LIX.

LIX.

23. Août. *Traictat van Overeenkomst tusschen den Heere FREDERICK WILHELM Marckgraeff en Keurvorst van Brandenburg, en de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN wegens Afschafften. Gesloten in den Hage den 23. Augusti 1685.* [Mercure Hollandois de l'an 1685. pag. 131.]

Traité d'Accommodement entre FREDERICK 23. Août, GUILLAUME Electeur de Brandebourg, & LES PROVINCES-UNIES des Pais-bas, touchant des résolutions de Subsidies dus à S. A. E. en vertu des Traitez des Années 1672. & 1674. comme aussi à l'égard des Dommages soufferts par son Pais de Cleves pendant la dernière Guerre contre la France & contre la Suede, & autres Chefs de Pretention, sur quoi on s'accorde à la Somme de 440. mille Rixdaelders, payables par Termes. Fait à la Haye le 23. Août 1685.

Alfo tusschen de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter eenre; ende den Doorluchtighen Furst ende Heere Fredrick Wilhelm Marckgraeff tot Brandenburg, des heyligen Roomischen Rijck Aerts Camerheer ende Ceurfurst in Pruyten, tot Maegdenburgh, Gulick Cleve, Berg, Stettin, Pomeran, Hertogh ter andere syde, eenige differenten waeren ontsaen, ende wel particulierlyck ter saecke van pretensien by hooggedachte syne Ceurforstelycke Doorluchtigheyt, gemaect over en uyt de Tractaten tusschen hoogst-gemelte haer Hoog Mog. en sijn Ceurforstelycke Doorluchtigheyt aengegaen inde Jare 1672. en 1674. ende dat die selve differenten nae ettelijcke Jaeren gedurt hebbende tot noch toe door besendingen wederseits gedaen niet hadden konnen werden geassopieert en uyt de wegh geleyt, ende dat echter beyde de Hooghgedachte Parthyen niet soo gelieff saegen dan dat de selve daer over mer den anderen tot Richtigheyt soude mogen komen, dat syne Ceurforstelycke Doorluchtigheyt ten dien fine specialijck herrewaerts hadden afgesonden synen Werckels geheymen Staats-Raet ende Extraordinaris Envoÿe den Heer Paul van Fuchs met genoeghaeme Volmaght, ende dat haer Hoogh Mog.

Comme, entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Cleves, Stettin, Pomeranie, d'autre part, il eust survenu quelques differentes, & particulièrement au sujet des Pretentions de Sadite Serenité Electorale, en consequence des Traitez faits entre leurs Hautes Puissances & Sadite Serenité Electorale les années 1672. & 1674., & qu'après que lesdits differens ont duré quelques années, ils n'avoient pu, jusques à present, être terminés par les Deputations qui se sont faites de part & d'autre. Et que cependant lesdites deux Parties ne verroient rien de si agreable que d'en venir de part & d'autre à un Accommodement raisonnable; Que Sadite Serenité Electorale avoit envoye de deça pour cet effect le Sieur Paul de Fuchs son Conseiller d'Etat & Privé & Envoÿe Extraordinaire avec Pleinpouvoir suffisant. Et que leurs Hautes Puissances

ANNO 1685. Heer geerne aen haer syde wilden toe brengen alles wat soude mogen dienen om de voorz. differenten uyt de wegh te roymen, en daer om hadde gecommiteert de Heeren François Verboldt, Burgemeester der Stadt Nimmegen, Daniel van Wyngaerden, Roubroeck, Benthuyfen Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse Suydant en Noortwelle, Gedeputeerde wegens de Ridderfchap ter Vergaderinge van de Heeren Staten van Holland ende West-Vrieslant, Hooch Baillien en Dyckgraef van de Stadt ende Landen van Woerden, Heemraet van Delftilant, Curateur van de Universiteyt tot Leyden, Casper Fagel Raet-Pensionaris Bewaerder van het groot Zegel, Stadhouder van de Leenen van Holland, ende West-Vrieslant en Hooghheemraet van Rynlant, Willem de Nassau, Heere van Oudijk, Cortgene, eerste ende reprenterende den Adel inde Staten, ende Raet van het Graefschap van Zeelant; Jan Borre van Amerongen out Burgemeester der Stadt Utrecht, Daniel de Block van Scheltinga, Grietman Overfchottelen, Gerrit Stoor Heer tot Lingraven en Camrevelt, en Schako Cockinga respectievelijk Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Hoog. Moog. Heeren Staten Generael wegens de Provincien van Gelderland, Holland ende Westvrieslant, Zeelant, Utrecht, Vrieslant, Overijssel ende Stadt-Groeninge en Ommelanden, ende aende selve gegeven Pleinpouvoir en Volmaght om met den gemelten Heer van Fuchs daer over te tracteren, handelen, ende convenieren, soo is dat de gemelte Heeren haer Hoog Mog. Gedeputeerde in de naeme ende van wegen de selve Hoog Mogende ter eenre, ende den gemelten Heer Extraordinaris Envoÿe in de Naeme en van wegen sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt ter andere zyde naer wederseits geproduceerde en uytgewisselde Volmachten, verdragen, geconvenieert ende geacordeert sijn, gelyck de selve verdragen, convenieren en accorderen.

In den eersten, alsoo sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt voorscheenen ende noch tot den aenvangh van de tegenwoordige onderhandelinge toe hadden gestuineert dat haer Hoog Mogende schuldig ende gehouden waren aen deselve de Subsidien beloofd by het Tractaet van de Jaere 1674. te betaalen tot een Maent nae dat hooghgedachte sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt de Vrede met sijn Conincklycke Majesteit van Vranckrijk hadden gemaect, ende dat haer Hoog Mogende verfonten daarinne niet gehouden te sijn, ende dat deselve de Voldoeninge van dien om onwederseggelijke redenen genootlaecht waeren geweest in het laeste van den Jaere 1676. ende het begin van den Jaere 1677. soo wel aende Heeren Ministers van sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt als van andere Hooghgedachte Geallieerden op te seggen, voor soo veel de obgemelte Subsidien ende Voldoeninge van dien verder soude gaen dan met ende tot den Jaere 1676. incluyt, ende dat het haer Hoogh Mogende het hielden voor haer te sijn vande utterste nootlaeckelijckheyt, dat sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt sich over de voorz. opsegginge der voorz. Subsidien favorabelijken verklaarden voor ende al eer met deselve te treden tot het affhandelen van de andere pretentien by deselve sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt daar buyten oft boven gevordert, ende daerom hooghtgemelte sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt van de voorz. redene wederom hadden doen informeren, soo ist dat sijn Ceurvorstelijke Doorluchtigheyt de voorz. redenen nader geexamineert, overwogen en in achtinge genomen hebbende de voorz. opsegginge der voorz. Subsidien wel expresselijck heeft geaggreert en voor nootlaeckelijck gekent soo als sijn Ceurvorst. Doorl. die agreert ende voor nootlaeckelijck kent by deesen, belovende voor sich selven sijn Erve ende Nachcominge ofte Actie van hem verkrygende nae off in het toekomende deswegen geene Actie, pretentie off vordering te sullen doen, maeken ofte laeten geschieden directelijck ofte indirectelijck in einiger manieren, onder wat Naem, Titul of Pretext het ook souden mogen wesen.

Ende wat belangt de andere pretensien tot laste van haer Hoog-Mogende gemaect, speciaelyck over de schade die sijn Ceurvorst. Doorl. in haer Clevische en andere Westfaelie Landen sijn overgekomen soo geduyrende den jongsten Oorlogh met sijn Konincklijke Majesteit van Vranckrijk als oock naer dat haer Hoog

tes vonloient bien de leur côté y apporter du leur tout ce qui pouvoit servir à assoupir lesdits differens, & pour cet effect avoient commis & député le Sienr François Verboldt, Bourguemaitre de la Ville de Nimmèque; Daniel de Wyngaerden, Roubroeck Benthuyfen Seigneur de Werckendam, Soetermeer, Moermont, de Renesse, Suydant, & Noortwelle, Deputez, de la part des Nobles en l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, Grand Bailly & Dijk-grave des Villes & Pais de Woerden, Heemraet de Delftilant, Curateur de l'Université de Leyden, Caspar Fagel Conseiller Pensionaire, Garde du grand Sceau, Stadhouder des Fiefs de Hollande & Westfrise, & grand Heemraet de Rynlant, Guillaume de Nassau Seigneur d'Oudijk, Cortgene, Premier Noble & reprentant la Noblesse du Comté de Zelande, Jean Borre d'Amerong ancien Bourguemaitre de la Ville d'Utrecht, Daniel de Block de Scheltinga de Schootel, Gerrit Sloop Seigneur de Lingraven & Camrevelt & Schako Cockinga Deputez respectifs en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldres, Hollande, & West-Frise, Zeelande, Utrecht, Frise, Overijssel, & la Ville de Groningue & les Ommelandes & donné à iceux Pleinpouvoir, pour traiter la-dessus avec le susdit Sienr Fuchs, negocier & convenir. C'est pourquoi les susdits Sienrs Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & le susdit Sienr Envoÿe Extraordinaire, au nom & de la part de Sadite Serenité Electorale d'autre part, apres l'echange reciproque des Pleinpouvoirs, ont traité, convenu & accordé, comme ils traitent, conviennent & accordent.

Premierement. Comme Sa Serenité Electorale a soutenu ci-devant, & même jusques au commencement de la presente Negociation que leurs Hautes Puissances étoient obligées & tenues de lui payer les Subsidies promis par le Traité de l'an 1674. jusques à un mois apres que Sadite Serenité Electorale avoit fait la Paix avec Sa Majesté Tres-Chrétienne le Roi de France, & que leurs Hautes Puissances n'entendoient pas d'y être obligez, & qu'ils avoient été obligez pour les raisons repetées de declarer sur la fin de l'année 1676. & au commencement de l'année 1677. tant aux Ministres de Sa Serenité Electorale qu'à ceux des autres Alliez qu'ils ne prétendoient plus payer lesdits Subsidies que jusques à l'année 1676. inclusivement; Et que leurs Hautes Puissances pensoient qu'il étoit pour eux d'une nécessité absolue que Sa Serenité Electorale se déclarât favorablement sur ce renoncement touchant lesdits Subsidies, avant que d'entrer en Negociation, pour accommoder les autres Pretentions que Sadite Serenité Electorale demande outre celle-là, & qu'ils avoient fait informer Sadite Serenité Electorale desdites raisons, c'est pourquoi Sadite Serenité Electorale ayant encore plus mouvement examiné, pesé & considéré les susdites raisons, elle a expressement agréé & reconnu pour nécessaire ledit renoncement touchant lesdits Subsidies, comme de fait Sadite Serenité Electorale l'approuve & le reconnoit pour nécessaire par ces presentes; promettant pour soy, ses Heritiers, Successeurs & ayant causé, de ne point à l'avenir intenter d'action, pretention ou demande à cet égard, ni de n'en point faire intenter directement ou indirectement en quelque maniere, ou sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être.

Et pour ce qui regarde les autres Pretentions, qui sont à la charge de L. H. P. spécialement à l'égard du Domage que Sa Serenité Electorale a souffert dans son Pais de Cleves & autres Pais de Westphalie, tant durant la dernière Guerre avec Sa Majesté le Roi de France, que depuis que leurs Hautes

ANNO
1685.

Puis-

ANNO 1685. Hoogh-Mogende dien voorz. Oorlogh door een Tractaet van Vreeden hadden geterminceert, ende geeyndicht, mitsgaders over de reparatie ende dedommagemen van veele andere ongemacken, schaden ende ongelegenheden toegebracht ende veroorfaecht door de rupture en Oorlogh by sijne Conincklijke Majesteit van Sweeden tegens sijn Ceurvorstl. Doorl. aengevangen, als mede over pretenfien gemaect ter faecke van het niet-betalen van Voerage-gelt aen de Troupen van sijn Ceurvorstl. Doorl. ontrent Maerckx en elders geemplyeert, en noch 4000. Rijcxdaelders en 58078. guldens, die sijn Ceurvorstl. Doorl. uyt het Tractaet van de Jaere 1672. noch was vorderende, geelyck mede voor Recruty-gelden vande Milicie die sijn Ceurvorstl. Doorl. uyt kraghte van het voorz. Tractaet van den Jaere 1674. op de been heeft moeten houden. En laetfel. over het Schip het Wapen van Brandenb. door de geotroyerde West-Indische Compagnie deser Landen, op de Cufften van Africa aengehaelt, en geconfsiqueert, hebben haer Hoogh-Mogende tot extinctie, ende te niet-doeninge der voorz. mitsgaders van alle andere rechtmatige Actien ofte Pretentien, die sijn Ceurvorstl. Doorl. fouden mogen hebben fustineren, of maecten ten laefte van haer Hoogh-Mogende, van wat natyure of conditie die oock fouden wesen, bedaghten onbedaght, gene te werelt uytgefondert, (sonder dat die Particuliere expresse der voorz. Pretensien derogere, of eenighints vermindere door de voorz. generale Morificatie en Extinctie, of dat de generale Morificatie en Extinctie vereyfe een voorgaende nader expresse van de voorz. speciale pretenfien) beloofte ende haer verbonden te betalen mits desen de fomme van 400000. Rijcxdaelders, te weten, 150000. Rijcxdaelders contant, binnen den tijt van een maent naer de Ratificatie desen, alhier in den Hage of binnen de Stadt Amsterdam, in hart groff Silver-gelt ende Specien van Silveren Ducatons, Rijcxdaelders of ander groff Silver-gelt van dry of twee Gulden, sonder onder t voorz. groff Silver-gelt te mogen reekenen ftecken van 28. fteuyers ende daer beneden, aen sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt, of die geene die defelve daer toe volmachtingen fal, ende de refterende 250000. Rijcxdaelders met gelyck groff Silver-gelt in thien achter-een volgende jaeren of Termynen, het eerste jaer of Termijn, te reekenen een jaer naer den dagh dat de voorz. fomme van 150000. Rijcxdaelders contant heeft moeten werden betaelt, en foo van jaer tot jaer fuccelfive, inwoegen dat den eerften Termijn contant fullende moeten werden betaelt op ofte omtrent den 23. October desen jaers 1685. den eerften vande voorz. 10. jaerige Termynen ter fomme van 29000. Rijcxdaelders fal moeten werden voldaan een jaer daar nae, te weten op, ofte omtrent den 23. October desen jaers 1686. en foo van jaer tot jaer refpectivelyck tot de finale en eyndelycke voldoeninge toe.

Ende heeft sijne Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt daar mede voor sich, defelfs Erigenaem, Erven ende Naekomlinge, of Actie van hem verkrygende, nu altoos en ten ewigen dagen gerenuntieert, foo als defelve renuntieert mits desen van alle de voorz. hier vooren genoemde, mitsgaders oock van alle andere Rechten, Actien en Pretentien, die sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt in eeniger maniere, hoe, en uyt wat hoofde, titul of pretext het oock foudde mogen sijn, tot nu toe, ten lafte van haer Ho. Mog. foudde mogen hebben, eyfchen, vorderen of prerenderen, niets ter werelt uytgefondert, van wat natyure of conditie die oock foudde mogen wesen, sonder dat de voorz. particuliere expresse derogere of vermindere aende voorz. generale Renunciatie, of dat de voorz. generale Renunciatie vereyfte een meer particuliere expresse, en dat mits desen ter faecke van dien alle foo wel in t'generael als in het particulier, ende in het particulier als in het generael by sijn Ceurvorstelycke Doorluchtigheyt, defelfs Succelfeuren, Erven ende Nakomelingen ten lafte van haer Ho. Mog. geene Actie ofte Pretentie fal worden gemaect, gevordert of gepretendeert, onder wat Naem, Titul of Pretext het felve oock foudde mogen wesen, niets ter werelt uytgefondert, directelyck of indirectelyck, in eeniger manieren.

En alfoo hier mede tuffchen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorstl. Doorl. een volkomen richtich-en effenheyt van alle differenten is goet gevonden en gemaect.

TOM. VII. PART. II.

Puiffances ont terminé la susdite Guerre par un Traité de Paix ensemble, à l'égard des Reparations & Dedommagemens de plusieurs autres incommodez & Dommages caufés & produitz par la Rupture & Guerre de Sa Majesté le Roi de Suède contre Sa Serenité Electorale, comme aussi pour les Pretentions au fujet du deffaut de payement de l'argent du Forage aux Troupes de Sa Serenité Electorale employées és environs de Mafiek & ailleurs, & encore 4000. Risdales & 58078. livres que Sa Serenité Electorale demandoit en vertu du Traité de l'année 1672. comme aussi pour l'argent des recrues des Troupes qu'il a fallu que Sa Serenité Electorale ait tenu sur pied en vertu du Traité susdit de l'an 1674. Et enfin à l'égard du Vaisseau les Armes de Brandebourg pris & confisqué par la Compagnie Occidentale de ces Pais, sur les côtes d'Afrique, leurs Hautes Puiffances, pour l'extinction & amortiffement des susdites Actions, ensemble de toutes autres justes Pretentions que Sa Serenité Electorale pourroit soutenir contre L. H. P. de quelque nature ou condition qu'elles puissent être, imaginées ou non imaginées, nulles du Monde exceptées (sans que cette particuliere expression, déroge, ou en quelque maniere diminue le susdit general amortiffement & extinction, ou que l'amortiffement & extinction demande une préalable expresse des susdites Pretentions speciales) promettent & s'obligent par ces presentes, de payer à S. S. E. ou à celui qui sera autorisé par elle, la Somme de quatre cens quarante mille Risdales; fçavoir 150000. Risdales contant, dans le tems d'un mois après la Ratification des presentes, & ce ici à la Haye ou dans la Ville d'Amsterdam, en gros argent & especes de Ducatons, Risdales, Pieces de trois francs, ou de deux, sans compter parmi le susdit gros argent les pieces de vingthuit fous, & au deffous, & les 290000. Risdales restans en pareilles grosses pieces d'Argent en dix années ou termes consecutifs; à compter la premiere année ou terme un an après le jour que la susdite fomme de 150000. Risdales contant, doit être payée, & ainsi fuccelfivement d'année en année; en sorte que le premier terme devra être payé comptant environ le 23. Octobre de cette année 1685; le premier terme des susdites dix années de la fomme de 29000. Risdales devra être payé un an après, à fçavoir environ le 23. Octobre de l'an 1686. & ainsi d'année en année refpectivement, jufques à l'entiere & finale fatisfaction.

Et à sa Serenité Electorale par le moyen de ce, pour elle, ses Heritiers, Succelfeurs ou ayant caufe, dès à present & pour toujours, renoncé, comme elle renonce par ces presentes, à toutes les Pretentions & Actions mentionnées ci-deffus ensemble à toutes autres qu'en quelque maniere & de quelque chef, titre ou pretexte que ce puiſſe être, sa Serenité Electorale pourroit avoir, demander, exiger ou pretendre contre leurs Hautes Puiffances, nulles exceptées, de quelque nature ou condition qu'elles puissent être; sans que la susdite expression particuliere déroge ou diminue rien de la susdite generale Renonciation ni demande une plus particuliere expresse. Et qu'en vertu des presentes, à l'occasion de ce que dessus, tant en general qu'en particulier, & tant en particulier qu'en general sa Serenité Electorale ni ses Heritiers & Succelfeurs ne pourront intenter aucune Action ou Pretention contre leurs Hautes Puiffances fous quelque titre ou pretexte que ce puiſſe être, rien du monde excepté, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce foit.

Et comme par ces presentes, il a été fait une Accommodement entier de tous les differens d'entre L. H. P. & sa Serenité Electorale & qu'ainsi toutes leurs

ANNN 1685. maectt, en dat daer meede alle Questien en Geschillen sijn gedoot, gemortificeert ende geestingeert; soo is tusschen hooghgedachte haer Ho. Mog. en sijn Ceurvorf. Doorl. wyders verdragen ende overeen gekomen, gelyck verdragen ende overeen gekomen wert mits desen, dat het Tractaet tusschen haer Hoogh-Mogende en sijn Ceurvorfelycke Doorluchtigheyt in den jaere 1678. wederseits gemaectt in sijne Pointen en Articulen, niet alleen sal werden vernieut ende geconfirmeert, soo als het vernieut ende confirmeert wert mits desen, maer dat het voorzf. Tractaet van de voorzf. jaere 1678. voor den tijt van noch 12. jaeren beginnende van de Expiratie vande eersten Termijn van 't voorfchreve Tractaet, ende sulcx ande 8. Martij 1688. tot den 8. Maert 1700. sal werden gecontinueert ende geprolongiert, gelyck het gecontinueert ende geprolongiert wert mits desen, ende dat mits dien het voorzf. Tractaet sal werden gehouden soo wel voor de noch loopende jaeren als den voorzf. geprolongierten Termijn, van deselve kragt, waarde en efficacie als off her selve Tractaet hierinne van woort tot woort geinfereert was, sullende de Hooge Geallierden een jaer eer den voorzf. geprolongierten tyt komt te expireren, haer Gevolmachtichden by den anderen doen komen, om als dan over de verdere Prolongatie en Extensie van dien te handelen.

Ende naedemaet het niet doendelick is, alle Gevallen in een Tractaet te begrypen, dat hooghgedachte Parthyen in krachte van 't selve Tractaet gehouden ende geobligiert synde een des anderen beste te procureren ende bevorderen, ende dat deselve beyde daar by hooghlyc syn geintereffiert, dat de tegenwoordige ruste in de Christenheyt magh werden geconserveert, en alle trouwen van Oorloge en Onruste voorgekomen, soo is meede goetgevonden ende geconveniëert, gelyck geconveniëert wert mits desen, dat ingevallē, 't geene Godt genadelyck verhoede, wederom nieuwe trouwen of onlusten soudē mogen komen te ontstaen ofte gevreeft werden, de beyde hooghgedachte Parthyen daar over tydelick en in vertrouwen d'een met den anderen sullen communiceren, ook aen den anderen daer over besendingen doen, om te overleggen wat tot voorkominge van dien, en tot elkanders gemeene beste, welstant ende conservatie soude konnen of behooren gedaen te werden.

Ende ten eynde ter occasie van de Scheepvaart op de Kusten van Africa ende Guinea tusschen haer Hoogh-Moogh. en sijn Ceurvorf. Doorl. geene questien of differenten meer soude mogen ontstaen, soo is mede met den anderen geconveniëert, gelyck geconveniëert wert mits desen, dat hooghgedachte sijne Ceurvorfelycke Doorluchtigheyt ten spoedigsten deselfs Minister alhier in den Hage sal instrueren en volmaghtighen, om met eenige Heeren Gedeputeerden en Gevolmaghtichte van haer Hoogh-Mooghende te arresteren ende te beraemen een Reglement, waar door beyde de selve Compagnie by haere Rechten en Possessien mogen werden gemainteneert, en alle differenten en oneenigheden voor het toekomende gepevenieert.

De tegenwoordige Conventie sal by hooghgedachte Parthyen respectivelyclyc werden geratificeert, ende de Ratificatie van dien alhier in den Hage uytgewisselt binnen den tyt van een maent naer dato deses. Aldus gedaen, overeengekomen, en geacordeert, en in oirconde geteekent in 's Gravenhage den 23. Aug. 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN
(L.S.) D. VAN WEINGAERDEN. FUCHS.
(L.S.) GASPAS FAGEL.
(L.S.) WILLEM VAN NASSAU.
(L.S.) J. B. VAN AMERONGEN.
(L.S.) D. B. VAN SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

leurs questions, & débats se trouvent amontés & éteints; **ANNO 1685.** Il a été en ouvre convenu & accordé entre leursdites Hautes Puissances & sadite Serenité Electorale, comme il est convenu & accordé par ces présentes, que le Traité d'entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale fait en l'année 1678. ne sera pas seulement renouvelé & confirmé de part & d'autre en tous ses Points & Articles, comme il est renouvelé & confirmé par ces présentes; mais que le susdit Traité de la susdite année 1678. sera continué & prolongé, comme il est continué & prolongé par ces présentes, pour le tems de douze autres années, à commencer de l'expiration du premier terme du susdit Traité, & ainsi du 8. Mars 1688. jusques au 8. Mars 1700. Et qu'en vertu de ce que dessus le susdit Traité tant pour les années courantes, que pour ledit tems de prolongation, sera tenu & réputé de la même force & vertu, que s'il étoit inséré ici de mot à mot. Et lesdits Hautes Alliez feront un an avant l'expiration dudit tems prolongé, assembler leurs Plenipotentiaires pour traiter encore & convenir ensemble d'une autre prolongation & continuation.

Et comme il n'est pas possible de comprendre tous les cas & accidens dans un Traité, & que les susdites Parties, en vertu de ce Traité étant tennés & obligés, de procurer & avancer le Bien l'un de l'autre, & qu'elles ont toutes les deux grand intérêt que le présent repos soit conservé dans la Chrétienté, & que l'on previenne tous les troubles de la Guerre; Il a été jugé à propos & convenu, comme il est convenu par ces présentes, qu'au cas que, (ce qu'à Dieu ne plaise par sa grace) il arrivât quelques nouveaux troubles, ou que l'on en craignit quelques uns; les susdites Parties en communiqueront ensemble à tems & en confiance, & s'envoyeront des Deputez pour cet effet; afin de deliberer ce qu'il seroit expedient de faire pour les prevenir, & pour se procurer & conserver l'avantage l'un de l'autre.

Et afin qu'à l'occasion de la Navigation sur les Côtes d'Afrique & de Guinée il n'arrive plus aucune question ni différent entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale; il a été aussi convenu; comme il est convenu par ces présentes, que sadite Ser. Elect. donnera au plutôt les Instructions nécessaires à son Ministre qui est ici à la Haye, & Pleinpouvoir pour arreter & deliberer avec quelques Deputez & Plenipotentiaires de Leurs Hautes Puissances un Reglement par le moyen duquel les deux Compagnies soient maintenues dans leur Droit & Possession, & tous différends & desunion prevenus pour l'avenir.

La presente Convention sera ratifiée par lesdites hautes Parties, & les Ratifications d'icelle échangées dans le tems d'un mois du jour de la date de ces présentes; Ainsi fait, convenu & accordé; En témoin de quoy signé à la Haye le 23. Août 1685.

(L.S.) FRANÇOIS VERBOLT. (L.S.) PAUL VAN
(L.S.) D. DE WYNGAERDEN. FUCHS.
(L.S.) GASPAS FAGEL.
(L.S.) GUILLAUME DE NASSAU.
(L.S.) J. B. D'AMERONGEN.
(L.S.) D. B. DE SCHELTINGA.
(L.S.) G. SLOOT.
(L.S.) S. GOCKINGA.

LX.

30. Août, 1685. Traité de cent ans. Fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix, & confirmation

d'icelle, accordez & arreztez par Nous Maréchal d'Eltrées, & Commandant l'Armée Navale en Levant de Tres-Excellent, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. par la grace

ANNO
1685.

grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maître, aux Tres-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de TUNIS, le trentième Août 1685. [FREDER. LEONARD. Tom. V.]

I. **Q**ue les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France, & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs; ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincèrement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes les prises induciement faites sur les Sujets de l'Empereur de France, ou les Sommes exigées sur eux en argent, ont été réglées & liquidées à soixante mille écus Monnoye de France, dont la restitution, savoir de cinquante deux mille écus, se fera en même tems de la signature du Traité par le Dey & Divan du Royaume de Tunis, en argent & promesses de Marchands François en bonnes formes, & payables dans les termes dont on conviendra avec eux: & comme ledit Dey & Divan représentent que ledit Royaume de Tunis est partagé par les Guerres Civiles, & qu'il ne seroit pas juste que les huit mille écus exigés par Mehmet Bey sur les Sujets de l'Empereur de France, fussent payez par eux, étant leur Ennemi & en Guerre ouverte, on est demeuré d'accord que lesdits huit mille écus, intérêts, dommages & frais en conséquence, seront demandez audit Mehmet Bey & Aly Bey son frere, & que la restitution en sera faite par les Villes qui tiennent leur party.

III. Et parce que le Dey & Divan, suivant l'alternative de restituer en argent ou promesses, ont choisi celle d'emprunter cinquante-deux mille écus du Sieur Gautier & Associez, par le Sieur Revolot son Procureur, & lui ont cédé la jouissance & propriété du Cap Negre pour assurance de cette avance, pour le tems & aux conditions portées par un Traité fait de notre consentement & participation, entre lesdits Dey, Divan, Gautier & ses Associez, ledit Traité aura même force & vertu que celui-ci, en tous les points & Articles, comme s'ils estoient inserez ici mot à mot.

IV. Et pour empêcher à l'avenir les contraventions à la Paix, & toutes courses & pirateries, lesdits Dey & Divan seront punir exemplairement le nommé Parafoly, pour avoir pris avec beaucoup de violence & d'injustice deux Vaisseaux de Dunkerque, nommez l'un la Ville de Blois, & l'autre le Pic des Canaries, le vingt-septième Septembre 1682. commandant alors le Dragon d'Or.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tunis, & dans les autres Ports du Roiaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bastimens navigans sous le Pavillon de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la Copie qui sera transcrite en fin de ce Memoire, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tous les secours & assistances dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes sans armes dans les Chaloupes, outre le nombre des Matelots nécessaires pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Roiaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François établi en ladite Ville, desquels Certificats la Copie sera pareillement jointe à la fin dudit Memoire.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que de Tunis, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des Vivres, Agrez, & generalement toutes autres choses nécessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoutumez, dans les lieux où ils auront

relâché, sans qu'ils soient obligez de payer pour raison de ce aucun Droit ni Ancreage.

VII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade de Tunis, ou en quelq'un des autres Ports du Roiaume, fût attaqué par les Vaisseaux de Guerre Ennemis d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres, sous le Canon des Fortereses, ils seront défendus & protegez par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un tems suffisant pour sortir, qui sera du moins de deux jours, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis ou autres Bastimens de Guerre, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux, & autres bâtimens armez en Guerre, à Tunis & dans les autres Ports dudit Roiaume pourront faire des Prises dans l'étendue de dix lieues des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports dudit Roiaume, seront mis aussitôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoly, Alger, & autres qui pourront être en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François en quelque endroit que ce puisse être de leur Roiaume, ils seront mis en liberté.

IX. Tous les Esclaves François de quelque qualité & condition qu'ils soient, même ceux pris sur des Pavillons Etrangers & Ennemis de Tunis qui sont à présent dans l'étendue dudit Roiaume, seront mis dans une pleine & entiere liberté sans aucune rançon, & seront incessamment renvoyez à bord des Vaisseaux, & aussi tous Etrangers qui ont été pris sous Pavillon de France, & en cas qu'ils soient hors du Roiaume, on les fera incessamment revenir pour les remettre entre les mains du Consul, & pour cet effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire à la suite de l'Armée, que nous avons nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagues, & autres lieux où seront retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté.

X. Et moiennant la restitution actuelle generalement de tout le contenu aux susdits Articles & desdits Esclaves François, les vingt-cinq de Tunis, contenus dans la Liste ci-jointe, qui ont été pris sous leur Pavillon, seront pareillement mis en liberté.

XI. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux efrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même le Vaisseau sur lequel ils auroient été pris, se seroit defendu, ni moins leurs effets & marchandises retenus.

XII. Si quelque Vaisseau & autres Bastimens François se perdoit sur les Côtes de la dépendance du Roiaume de Tunis, soit qu'il fut poursuivi par les Vaisseaux Ennemis ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il puisse être exigé aucun Droit ni Tribut pour les marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports du Roiaume.

XIII. Les Vaisseaux Marchands François, Polacres, Barques & Tartannes portant Pavillon de France, arrivant aux Rades de Tunis & aux autres endroits du Roiaume, pour charger & décharger des Marchandises, ne payeront au plus que vingt cinq Piastrs de chaque Bastiment, de Droit d'ancreage, d'entrée & sortie, & cinq Piastrs pour les Chiaoux & Janissaires, pourveu qu'ils servent actuellement, & pour toutes choses generalement, quelconque de cette nature.

XIV. Il sera defendu aux Officiers des Forts & des Châteaux dépendans du Roiaume de Tunis, d'exiger aucune chose des Officiers des Vaisseaux Marchands François, & même lorsque des Bastimens toucheront à la Goulette, ou autres Ports dudit Roiaume pour y prendre des rafraichissemens, ils ne payeront aucun Droit d'ancreage.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont

ANNO
1685.

ANNO aux Costes ou Ports dudit Royaume de Tunis, pour-
1685. ront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement toutes choses, sans payer que trois pour cent tant d'entrée audit Royaume que de sortie, même pour le Vin & Eaux de Vie, qui seront sur ce même pied que les autres Marchandises, qui est le même Droit que la Nation François paye à Constantinople, Smirne, Candie, & autres lieux de la dépendance du Grand Seigneur; & ne pouvant ledits Marchands François, Capitaines & Patrons, portant le Pavillon de France, vendre & debiter leurs Marchandises audit Royaume de Tunis, ils les pourront charger sur quel Bâtiment ils jugeront à propos pour les transporter hors du Roiaume, sans qu'ils puissent être obligés d'en payer les Droits d'icelles. Il en sera usé de la même manière dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que ledits Marchands ne fissent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns Droits, & ne pourront être obligés de mettre ni leurs voiles ni leur gouvernail à terre.

XVI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: & seront ledits Bacha, Dey & Divan, défenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France: Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est ou sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront être contraints par quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse être, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tunis, pour assister les Marchands François dans tous les besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tunis qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les différends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tunis en puissent prendre aucune connoissance. Comme aussi en cas qu'un François se voulut faire Turc, il ne pourra être receu qu'il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans son dessein, & sera pendant ce tems remis comme en dépôt entre les mains du Consul François.

XIX. Les Peres Capucins, & autres Religieux Missionnaires à Tunis, de quelque Nation qu'ils puissent être, seront désormais traités & tenus comme propres Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront être inquiétés ni en leurs personnes ni en leurs Biens, ni en leur Chapelle, mais maintenus par le Consul François comme propres & véritables Sujets de l'Empereur de France.

XX. Il sera permis audit Sieur Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & le changer toutesfois & quantes qu'il voudra, sans être obligé à l'avenir d'en recevoir un du Dey & Divan de ladite Ville & Royaume. Comme aussi pourra faire arborer le Pavillon blanc sur sa Maison, & le porter à sa Chaloupe: la Mer allant aux Vaisseaux qui seront en Rade, où il pourra aller toutesfois & quantes qu'il lui plaira.

XXI. S'il arrive quelque différent entre un François, un Turc ou Maure, ils ne pourront être jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Dey & Divan, & en présence dudit Consul.

XXII. Ne sera tenu ledit Consul de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom & par écrit; & seront les effets des François qui mourront audit Pais, remis es mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François ou autres, auxquels ils appartiendront: & la même chose s'observera à l'égard des Turcs dudit Royaume de Tunis qui voudront s'établir en France.

ANNO XXXIII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits, pour les provisions, vivres & marchandises nécessaires à sa Maison. **1685.**

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure, ne pourra être puni qu'après avoir fait appeler le Consul pour défendre la cause dudit François; & en cas que ledit François se sauve, aussi bien que d'autres Chrétiens Esclaves, sur des Bâtiments portant Pavillon de France ou autres, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXV. S'il arrive quelques contraventions au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'après un déni formel de Justice.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tunis, fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni très-severement, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si le présent Traité conclu entre le Mareschal d'Effrès pour l'Empereur de France, & le Bacha, Dey & Divan, & autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, venoit à être rompu (ce qu'à Dieu ne plaise) le Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Roiaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestez pendant le tems de six mois.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade de Tunis, aussitôt que le Consul aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Et afin qu'il ne puisse arriver de surprise dans l'explication dudit Traité, il en sera affiché une Copie François dans la Doüanne de Tunis, certifié dudit Consul & des Puissances dudit Royaume.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiés & confirmés par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, pour être observés par leurs Sujets pendant le tems de cent ans. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, seront publiées & affichées par tout où besoin sera. Fait & arresté entre ledit Maréchal d'Effrès pour ledit Empereur de France d'une part; & ledit Bacha, Dey, Divan, Milice de ladite Ville & Royaume de Tunis, le trentième Aoust 1685.

Passéport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

L OUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut, Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passéport à Maître de nommé du port de ou environ, estant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de après que visitation d' aura esté bien & dûement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre seing & le Scel de nos Armes à ces Présentes, & icelles fait contresigner par le Secrétaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt

Signé,

LOUIS Comte de Vermandois, Admiral de France.

Et plus-bas,

Par Monseigneur, LE FOUIN.

Et scellé.

ANNO 1685. Certificat du Sieur Consul de la Nation Française à Tunis.

Nous Consul de la Nation Française à Tunis, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou envion, étant de présent au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le présent Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tunis le jour d mil six cens quatre-vingt

LXI.

Octob. Edit de Louis XIV. Roi de France, qui revoke l'Edit de Nantes & tout ce qui s'est fait en conséquence, & défend l'Exercice public de la Religion nommée PRETENDUE REFORMEE dans son Royaume. Donné à Fontainebleau, au mois d'Octobre, 1685. [BENOIST, Histoire de l'Edit de Nantes. Tom. III. Partie III. dans les Preuves. pag. 184. d'où cette Pièce a été tirée. Elle se trouve aussi dans LONDON-PHIL Acta Publica, Tom. XII. pag. 240. col. 1. en Allemand.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous présents & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand nôtre Ayeul de glorieuse mémoire, voulant empêcher que la Paix qu'il avoit procurée à ses Sujets, après les grandes pertes, qu'ils avoient souffertes par la durée des Guerres civiles & étrangères, ne fût troublée à l'occasion de la Rel. P. R. comme il étoit arrivé sous les Regnes des Rois ses Predecesseurs, auroit par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. réglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, & établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la Justice, & enfin pourvû même par des Articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé nécessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'averfion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler, comme il avoit résolu de faire, pour réunir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignés. Et comme l'intention du Roi nôtre dit Ayeul ne put être effectuée à cause de sa mort précipitée, & que l'exécution dudit Edit fut même interrompue pendant la Minorité du feu Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Pere de glorieuse mémoire, par de nouvelles entreprises desdits de la Rel. P. R. elles donnerent occasion à les priver de divers avantages qui leur avoient été accordés par ledit Edit: néanmoins le Roi nôredit feu Seigneur & Pere usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes, au mois de Juillet 1629. au moyen duquel la tranquillité ayant de nouveau été retable, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zèle pour la Religion que le Roi nôredit Ayeul, avoit résolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à exécution: mais les Guerres avec les étrangers étant survenues peu d'années après, en sorte que depuis 1635. jusques à la Treve conclue en l'année 1684. avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de tems sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Rel. P. R. par l'interdiction de ceux qui se font trouvez établis au prejudice de la disposition des Edits & par la suppression des Chambres mixtes, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu ayant enfin permis que nos Peuples jouissant d'un parfait repos, & que nous-mêmes n'étant pas occupés des soins de les protéger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve que nous avons facilitée à l'effet de donner nôtre entière application à rechercher les moyens de parvenir au succès du dessein des Rois nosdits Ayeul & Pere, dans lequel nous sommes entrez dès nôtre avènement à la Couronne. Nous voyons pre-

sentement avec la juste reconnaissance que nous devons à Dieu, que nos soins ont eu la fin que nous nous sommes proposée, puis que la meilleure & la plus grande partie de nos Sujets de ladite Religion prétendue Reformée ont embrassé la Catholique; & d'autant qu'au moyen de ce l'exécution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion prétendue Reformée demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux, pour effacer entièrement la mémoire des troubles, de la confusion & des maux que le progrès de cette fausse Religion a causés dans nôtre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Declarations qui l'ont précédé, ou ont été faits en conséquence, que de révoquer entièrement ledit Edit de Nantes, & les Articles particuliers qui ont été accordés en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

I. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce présent Edit perpétuel & irrevocable, supprimé & révoqué, supprimons & révoquons l'Edit du Roi nôredit Ayeul, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en toute son étendue, ensemble les Articles particuliers arrêchez le 2. Mai ensuivant, & les Lettres patentes expédiées sur iceux, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. les déclarons nuls & comme non-avenus; ensemble toutes les Concessions faites tant par iceux, que par d'autres Edits, Declarations & Arrêts, aux gens de ladite R. P. Ref. de quelque nature qu'elles puissent être, lesquelles demeureront pareillement comme non-avenues: & en conséquence voulons & nous plaît, que tous les Temples de ceux de ladite R. P. R. situés dans nôtre Royaume, Pais, Terres, & Seigneuries de nôtre obéissance, soient incessamment démolis.

II. Défendons à nosdits Sujets de la Rel. P. R. de plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion, en aucun lieu ou maison particulière, sous quelque prétexte que ce puisse être, même d'exercices réels ou de Bailliages; quand bien ledits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de nôtre Conseil.

III. Défendons pareillement à tous Seigneurs de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & Fiefs, de quelque qualité que soient ledits Fiefs, le tout à peine contre nous nosdits Sujets qui seroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

IV. Enjoignons à tous Ministres de ladite Rel. P. R. qui ne voudront pas se convertir & embrasser la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de sortir de nôtre Royaume & Terres de nôtre obéissance, 15. jours après la publication de nôtre présent Edit, sans y pouvoir séjourner au delà, ni pendant ledit tems de quinzaine faire aucun Prêche, exhortation, ni autre fonction, à peine des Galères.

V. Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuent à jouir leur vie durant, & leurs veuves après leur décès, tandis qu'elles seront en viduité, des mêmes exemptions de Tailles & logement de gens de Guerre, dont ils ont joui pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres, & en outre nous ferons payer audit Ministres aussi leur vie durant, une Pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle Pension leurs femmes jouiront aussi après leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

VI. Que si aucuns desdits Ministres desirant se faire Avocats, ou prendre les degres de Docteurs des Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensés des trois années d'étude prescrites par nos Declarations; & qu'après avoir subi les examens ordinaires, & par iceux être jugés capables, ils soient reçus Docteurs, en payant seulement la moitié des Droits que l'on a accoutumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

VII. Défendons les Ecoles particulières pour l'instruction des enfans de la Rel. P. R. & toutes les choses généralement quelconques, qui peuvent marquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII. A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Rel. P. R. voulons qu'ils soient dorenavant baptisés par les Curez des Paroisses. Enjoignons aux Peres

ANNO 1685. & Meres de les envoyer aux Eglises à cet effet-là, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande s'il y échert; & seront ensuite les enfans éleveés en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à quoi nous enjoignons bien expressement aux Juges des lieux de tenir la main.

IX. Et pour user de nôtre clemence envers ceux de nos Sujets de ladite Relig. P. R. qui se seront retirez de nôtre Royaume, Pais & Terres de nôtre obeissance, avant la publication de nôtre present Edit, nous voulons & entendons, qu'en cas qu'ils y reviennent dans le tems de quatre mois du jour de lad. publication ils puissent & leur soit loisible de rentrer dans la possession de leurs Biens, & en jouir tout ainsi, & comme ils auroient pû faire s'ils y étoient toujours demeurés; au contraire, que les Biens de ceux qui dans ce tems-là de quatre mois ne reviendront pas dans nôtre Royaume, ou Pays & Terres de nôtre obeissance, qu'ils auroient abandonnez, demeurent & soient confisqueés en conséquence de nôtre Declaration du 20. d'Août dernier.

X. Faisons tres-expresses & iteratives defences à tous nos Sujets de ladite R. P. R. de sortir, eux, leurs femmes & enfans de nôtre dit Royaume, Pais & Terres de nôtre obeissance, ni d'en transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes des Galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

XI. Voulons & entendons, que les Declarations rendues contre les Relaps soient executées selon leur forme & teneur.

Pourront au surplus lesdits de ladite R. P. R. en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les Villes & lieux de nôtre Royaume, Pays & Terres de nôtre obeissance, & y continuer leur Commerce, & jouir de leurs biens, sans pouvoir être troublez ni empêchez, sous pretexte de ladite R. P. R. à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous pretexte de prières ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines ci-dessus, de corps & de biens.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, Baillifs, Senechaux, Prevôts, & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenants, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, même en vacations, nôtre present Edit, en leurs Cours & Jurisdiccions, & icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites presentes, Donnée à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli visé.

LE TELLIER.

Et à côté: Par le Roi, COLBERT.

Et scellées du grand Seau de cire verte, sur lacs de foye rouge & verte.

LXII.

6. Oâ. (1) Vergleichs-Reces zwischen der Graffschafft Baden regierenden acht alten Orthen der löblichen Endgenossenschaft/ und Ihro Fürstliche Gnaden den Bischoff von Costanz/ wegen habender Gerechtsamen in der Vogten

(1) Il faut remarquer que ce Traité n'ayant point été ratifié, est compté pour rien de la part de Constance, & aussi ne l'avoit-on produit de la part des Cantons que pour Information. [D. M.]

und Ambt Klingnau und Zurzach. ANNO 1685. Geschehen zu Baden in Ergau den 6. Octobris 1685. [Tiré d'une Information de Droit présentée à l'Empereur en 1616. de la part de l'Evêque & Prince de Constance sous le Titre de: gründliche Information über des Hochstifts Costanz Jurisdiction bey dessen in der Schweiz gelegenen Landschafft. aux preuves. Chap. VII. num. 3.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accord entre les Huit louables CANTONS HELVETIQUES Possesseurs du Comté de Baden d'une part, & l'Evêque & Prince de CONSTANCE d'autre part, touchant les Droits & Jurisdiccions des Baillages de Klingnau & Zurzach. A Bade en Ergow le 6. Octobre 1685.

Zu wissen sey hiemit/ nachdeme bey vorgenommener Erneuerung der Graffschafft Baden alten Schloß Urbarii eine Nothwendigkeit zu seyn erachtet worden / sonderlich des Fürstlichen Costanzischen in der Graffschafft Baden gelegenen Vogten und Amt Klingnau und zur Sach habenden Reichsämtern/ eine gebührende Erläuterung und Verbesserung zu verschaffen; seynd deswegen von den löblichen acht alten der Graffschafft Baden regierenden Orthen/ Ihr. Fürstliche Gn. zu Costanz schriftlich ersucht worden / jemand der Ihrigen zu dem End/ für die ob-wohlgedachten löblichen acht alten Orthen dergestalt bey einer extraordinari Tagessatzung zu Baden versammelte Herren Abgesandte zu verordnen/ um sich mit einander der vorkommenden Sachen halber zu ersprechen/ und nach Befinden der Dingen/ eine/ zu vordere/ zu Absehung der eine Zeithero obgeschwebter/ als auch und sonderheitlich zur Praecavirung aller weiters etwan zu besorgen stehender Differenzen und Unstimmigkeiten / denen beedseitigen Beamteten dienende wegweltliche Erläuterung und Unterrichtung zu geben und zu theilen/ Allermassen dann erfolgt/ daß man beyderseits zusamment gesessenen/ die vorkommende Sachen ihrer erforderlichen Nothdurft nach genugsam erörtert/ und schließlichen, diese hernach stehende Verkommnis mit einanderem gemacht hat.

Als namlichen und besondere/ soll es ansehnlich bey denen in annis 1451. 1520. und 1679. aufgerichteten und zusammen habenden Verträgen/ dergleichen bey allen von denen Römischen Kaysern und Königen/ von dem Bischoffen zu Costanz/ wie auch von denen löblichen acht alten der Graffschafft Baden regierenden Orthen/ ertheilten Brief und Siglen/ mit Nahmen auch der acht alten regierenden Orthen Bewilligung-Brief/ über unterschiedliche Sachen / und also die Mannschafft in dem Amt Klingnau und Zurzach den regierenden Orthen zuständig seyn/ sein beständiges und ungeändertes Verbleiben haben / jedoch mit dieser nachfolgenden Erläuterung.

Erslich/ daß alle und jede sträfliche/ malefische Handlungen und Thaten / welche sowohl einem Landvogt der Graffschafft Baaden/ als auch einem Obervogt zu Klingnau vorkommen/ und wissend werdent/ für das gewöhnliche Gericht gezogen / und daselbst nach Inhalt der Verträgen berechtigt werden sollen; Mit dieser Maass und form / wann es allein Civil-Sachen betrifft / daß ein Ober-Vogt zu Klingnau/ sowohl in prima als in secunda Instantia vor Gericht/ als auch vor Vogt und Rath/ ysgender Appellation der Urtheil/ durchaus beysitzen möge / hingegen aber bey solchen vor Gericht ventilirenden Civil-Sachen anwesender gegenwärtiger Land-Vogtscher Gewalthaber/ wann es an die Urtheil gehet/ abtreten sollte; Bey den Gräflichen Sachen mögen beidseitige Beamtete bey Klag und Antwort und den Rundschaften sitzen / und wann es aber zu Verfassung der Urtheil kommt/ sollen beiderseits Beamtete oder dero Anwalt abtreten/ jedoch soll diß Urths die alte Formalität mit Beeidigung der Zeugen/ und protocolliren weiters obervirt werden; In Malefisch-Sachen aber/ darmit ein Mensch sein Ehr / Leib und Leben verwehren möge,

ANNO
1685.

möchte/ solle nach Inhalt Badenburgischen Vertrags verfahren/ und alles in Beywehen beyderseits Beamten oder dero Anwaltten/ so wohl bey Vernehmung der Kundschafft als auch Tortur/ und übrigen bey dem Gericht bisher geübten Formalitäten/ gehalten/ vorgenommen/ und obervirt werden. In Scheltungs-Sachen (respectu deren es bey obangezeigten Verträgen durchaus zu verbleiben hat) wann einer über die dahin ergangene Urtheil/ daß Er den Kläger entweder einschlagen/ oder aber die Zulag probiren soll/ weder das ein noch das andere thun will/ soll Er der Hohen Obrigkeit zuerkennet werden;

Anderens/ ist zu eigentlicher Nachricht/ wie sich der Richter in Hoch- und Nieder-Gerichtlichen Sachen und der Erkenntnis zu verhalten habe/ gemeinlich beliebt/ hernach folgenden Extract/ so aus dem zwischen den löblichen sieben regierenden Örthen des Thurgow/ und den löblichen drey Städten/ Bern/ Freiburg und Solothurn in anno 1555. aufgerichteten Vertrag genommen worden/ diesem Vergleich als eine Regel und Richtschnur inseriren und einverleiben zu lassen/ mit diesem Anhang/ daß wann über obiges dem Richter je einiger Zweifel vorfiel/ ob die Sach vor Hoch-Oberkeitlich/ oder für Nieder-Gerichtlich zu halten/ daß Er solche den beydenseitigen Beamten zu sündlicher Besprach- und Vergleichung heimfassen solle;

Folgen hiervor angelegene Verzeichnissen der Hoch-Oberkeitlichen und Malefiz-Sachen; Und ersuchen was von Hoher Oberkeit und des Malefiz wegen/ sich in dem Thurgau von dem Herrn Landvogt zu straffen gebühret/ laut des Vertrags der sieben Örten/ und der löblichen drey Städten de anno 1555. in welchem seynd specificirt folgende Fähl.

Alle die so den Land-Richter/ voran seine Herren und Obren und das Land-Gericht mit Worten und Werken schmähen;

Todtschlag.

Große Schwüre und Gottslasterungen.

Wann eine Person sich selbst entleide; gefäht ihre Gut der Oberkeit.

Diebstahl.

Morderey.

Kezerey.

Hererey.

Zaußerey.

Welcher einen falschen Eyd schweret/ oder sonst Eidbrüchig erfunden wird; desgleichen einer der an des Gerichtes-Stub lobt an Eidsstatt/ sein Fürgeben wahr seyn/ und sich ein anders befind.

Frieden mit Weren brechen.

Item/ da einer auff den anderen auf offner freyer Reichs-Straffen wartet/ im Zorn und Träffel und ihn verumbet.

Item/ da einer den anderen über Frieden aus seinem Haus forbert/ und sich verschiltet/ mit Wunden oder dergleichen.

Item/ welcher Frieden bricht/ mit gar oder halb anzuchten Degen/ Stein aufheben/ er werffe oder nit.

Item/ wenn Leuch oder Güter in den freyen Land-Straffen niedergeleide/ oder daß einer solch Land-Straffen ihm selbst eignete/ die veränderte oder überfenge/ daß alles samt allen Sachen/ so darinn bezangen würden/ und dem Malefiz-oder Hohen Gerichten zustehenden/ ob auch einer offne Märthen oder Lehen wissentlich änderte.

Item/ so der Land-Richter/ von Todtschlägen und anderen Sachen wegen/ die an das Land-Gericht dienen/ Glatz gebe/ und das Glatz brechen wurd; doch den sieben Örthen an ihrem Glatz das sie geben unschädlich.

Item/ wann einer von böser That oder Leumdens wegen landrännig wird/ gefallt der Hohen Oberkeit sein Gut.

Gleichermassen gefallt ihr auch das Gut dessen der ein Todtschlag thut/ und des Entleidenen Grundten sein Leib.

Item/ so einer vom Leben zum Todt hingericht wird/ ist der Hohen Oberkeit die fahrend Haab.

Item/ die Fähl und Erbfaß von lebigen Kindern/ doch männiglich seinen rechten Verweisen und Siglen/ so Er vor erlangt und darzu hat/ unabbrüchig; und in ganzer Summa dienet in das Malefiz/ und dem Land-Richter an statt Hohen Oberkeit zu straffen/ alle bö-

se Sachen und Thaten/ damit ein Mensch sein Ehr/ Leib und Leben verwürken möchte/ doch in solchen den sieben Örthen vorbehalten und ausbedinge die Straff deren/ die über Verboch im Krieg lauffen/ reiten oder gehen/ da ihnen die zukünftig sein soll/ ob sie je gleichwohl damit verwürket hehen.

Witens die Ehehaften betreffend/ wann ins künftige in einem oder anderen Schiffsreichen Strohm einige Mülle erbawet werden wollte/ soll die Bewilligung dessen allein der Hohen Oberkeit/ als lands-Fürsten/ zuständig seyn; andere Ehehaften aber sollen/ gleich wie bisher also auch instinkstlig/ einem jeweiligen Herrn Bischoff zu Costanz zu verwilligen/ und zu vergeben gebühren; den Unterthanen aber welcher solche Ehehaften erlangt hat/ solle von dem Ober-Vogt anbefohlen werden/ solche auch von einem jeweiligen regierenden Herrn Land-Vogt/ in Rahmen der Hohen lands-Oberkeit confirmiren und bestätigen lassen/ so Herr Land-Vogt auch zu ertheilen schuldig seyn soll.

Witens/ hat es auch der Abzigen halben/ in dem Amte Klingnau/ bey deme zu verbleiben/ daß von dem Gut/ so aus der Stadt Klingnau fällt/ solche von denen zu Klingnau selbst/ nach Inhalt deren Thnen ertheilten Fürstlichen Bischoflichen auch von denen löblichen acht Örthen der Graffschaft Baden confirmirten Begnadigungen/ zu bejehen/ zu Dettigen und Coblens aber/ gedachte Abzug zu des Amtes Klingnau Händlen (ausser was Ihre Fürstliche Durchlaucht denen von Dettigen zu ihrem gemeinen Nutzen zu verwenden/ aus sonderbahnen Gnaden überlassen/ füraus eingenommen werden sollen; Hingegen aber solle der Abzug zu Zurzach/ auch zu allen Zeiten/ allein den löblichen regierenden Örthen zuständig seyn und verbleiben.

Fünftens/ mit Ertheilung der Mann-Rechten und Geburtss-Briefen/ ist es der gestalten zu halten/ daß deren Expedition in einem Brief in beyder Oberkeiten Rahmen/ bey der Causley der Graffschaft Baden/ nach einem mit einander zu vergleichen habenden Formular/ zu machen/ solcher Brief aber alsdann/ sowohl von einem Herrn Land-Vogt als dem Ober-Vogt zu Klingnau besiglet werden.

Sechstens/ wann jemand aus denen Bischoflichen Aemtern in ein andere Jurisdiction/ um ein dafelsitz bezogene Mißhandlung/ sich zu stellen und zu verantworten begehrt wird/ solle die Stellung/ wann es um einen niedrigergerichtlichen Träffel zu thun/ von einem Ober-Vogt/ wann es aber malefizische Sachen berührt von einem Land-Vogt/ mit beyderseits freundschaftlicher Communication geschehen;

Siebendens/ der Mandaten halben/ last man es bey dem Vertrag de anno 1679. verbleiben/ mit dieser begünstigten Erläuterung/ daß gegen die Übertreter nach Inhalt Badenbergschen Vertrags-Gerichten zu verfahren/ und wann in solchen aus sonderem Befehl der Hohen lands-Oberkeit ergehenden Mandaten/ etwann vorfallender lands-Gelegenheit nach Sachen eingeseht würden/ welche sonst an sich selbst allein Niedergerichtlich/ daß nichts desto weniger solchen Falls die Straaf mit einem Land-Vogt/ sonder dem Gerichtes-Herrn zubieten soll.

Achtens/ wegen Befreyung des Zurzacher-Markts/ bleibt es bey alter Übung und Herkommen/ und wann etwann solchem Markt zu gutem für nöchig befindende/ oder andere heylsame Ordnungen gemacht/ solle es mit Zuziehung des Herrn Ober-Vogtes beschehen;

Neuntens/ wann ein Aemtmann mit einem/ er seye/ wer er wolle/ etwas zu rechten oder zu handeln hat/ so sein Amt berührt und antreffe/ und dann derselbe den Aemtmann ohne rechtliche Ursach siehe/haute/ schlege/ oder denselben sonst schmächtlich zurede/ der soll nach Inhalt landenbergschen Vertrags Art. 5. gebüß/ und die Straaf unter beyden Oberkeiten gleich getheilt werden.

Zehendens/ ist des Wildbahns halben aus Freundschaft gegen einem Herrn und Bischoff zu Costanz/ in seinen in der Graffschaft Baden gelegenen Vogtshöfen und Aemtern/ damit nach Anweisung des Thurgauischen Vertrags/ de anno 1509. und den Baslischen Abscheid de anno 1679. zu halten/ jedoch/ daß einem jeweiligen Land-Vogt zu Baden/ gleichwie einem Bischoflichen Ober-Vogt unbenommen seye/ nicht allein für sich selbst/ sonder auch durch die jenzgen/ die Er hierzu stellen würde/ weidmännisch zu jagen: Keintwederen Oberkeit aber solches jagen jemand anderen/ wer der auch seye/ Bestands-oder in ander Weis zu überlassen besiglet seyn solle;

Wama

ANNO
1685.

ANNO Wann nun bevorstehende Vergleichs-Puncten allerseits
1685. also beliebt u. seynd sie mit eigenhändigen Subscriptionen und fursigsten Pinstafften corroborirt u. Geben und beschehen zu Baden in Ergau den 6ten Octobr. 1685.

(L.S.) Johann Caspar
Nirzel Bürgermeister.

(L.S.) Johann Caspar
von Mohr.

(L.S.) Abraham Tisser/
Sackelmeister.

(L.S.) Johann Heinrich
Kohler / Ober-Bogt.

(L.S.) Johann Martin
Schweizer zu Wilnas.

(L.S.) Johann Joseph
Heinrich Frey-Herr
Zweyer von Ebnach.

Auch im Nahmen übriger Herren Ehren-Gesandten.

LXIII.

10. Dec. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & le*
FRANCE *Roi de SIAM, fait entre Monsieur le Chevalier*
ET *de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de*
SIAM. *Sa Majesté Tres-Chrestienne, & Monsieur Con-*
stantine Phaulkon, Deputé avec ample Pouvoir de
Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial
nom des Privilèges aux Missionnaires Apostoliques
dans tous ses Roiaumes en la maniere suivante. Fait
à Louvo le 10. Decembre 1685. [FREDER.
LEONARD. Tom. V.]

I. **C**OMME ledit Sieur Ambassadeur de France, dans son Memorial supplie tres-humblement Sa Majesté de Siam, de faire publier dans toutes les Villes de son Roiaume, de la premiere, deux, trois, quatre, cinquieme, & sixieme Classe, que les Missionnaires Apostoliques pourront prescher la Loi Chrestienne, & aux Peuples de les entendre sans que les Gouverneurs y puissent mettre aucun empeschement.

Sa Majesté de Siam fera publier dans toutes les Villes de son Royaume, de la premiere, deux, trois, quatre, cinq, & sixieme classe, que les Missionnaires Apostoliques peuvent prescher la Loi Chrestienne, dans routes ledites Villes; & les Peuples les entendre, chacun suivant son inclination, sans que ledits Gouverneurs ou autres Officiers, de quelque qualité qu'ils soient, puissent les molester, en quelque maniere que ce soit, directement ou indirectement, à condition que ledits Missionnaires prêcheront la Loy de Dieu, sans innuier aucune nouveauté dans le cœur du Peuple, contre le Gouvernement & les Loix du Pais sous quelque pretexte que ce soit, & en cas que ledits Missionnaires le fissent, le present Privilege sera & demeurera nul, & le Missionnaire coupable, arresté & renvoyé en France, sans que jamais sous peine de la vie, il puisse remettre le pied dans le Roiaume de Siam.

II. Le Sieur Ambassadeur de France, demande que les Missionnaires puissent enseigner les naturels du Pais, & les rendre capables de bien servir Sa Majesté de Siam, tant dans les affaires du Gouvernement, que dans celles de la bonne conscience, & que pour cela ils aient Pouvoir de les recevoir dans leurs Convens, & lieux de leurs habitations avec les memes Privileges des autres Convens, sans que personne puisse les inquieter la dessus. Sa Majesté voulant que toutes les requestes qu'on pourra presenter contre eux sur ce sujet, soient renvoyées à un Mandarin particulier qui sera nommé à cet effet.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que les Missionnaires Apostoliques puissent enseigner les naturels de son Roiaume, à leur volonté en quelque science que ce soit, & qu'ils puissent les recevoir dans leurs Convens, Ecoles & habitations avec les memes Privileges des autres Convents de Siam, sans que personne puisse les en empescher, & que ledits Missionnaires puissent leur enseigner les Sciences, Loix, & autres études qui ne sont point contraires au Gouvernement, & aux Loix du Roiaume, & en cas qu'on decouvre ar la voix contraire de deux témoins qu'ils y aient

contrevenu, le present Privilege sera & demeurera nul, le Maître d'Ecole & Disciple seront traitez de la mesme maniere, ainsi qu'il est marqué dans le premier Article, mais au cas que ledits Missionnaires Apostoliques se convertent dans leurs Privileges, toutes les affaires qu'ils auront seront jugées par un Mandarin que Monsieur l'Evêque presentera, & que le Roi nommera, pourvu qu'il soit capable de cet emploi.

III. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa Majesté, que tous les Sujets qui se feront Chrétiens, soient exemptés les Dimanches, & jours de Festes marquez par l'Eglise de tous les services qu'ils doivent à leurs Mandarins, si ce n'est dans une necessité pressante.

Sa Majesté de Siam accorde que tous ses Sujets, qui de leur bonne volonté se feront Chrétiens, jouissent du Privilege des Chrétiens en la maniere demandée par le Sieur Ambassadeur; & comme il faudra juger de la necessité pressante pour éviter tous differends sur ce sujet, Sa Majesté nommera un Mandarin de son costé, & Monsieur l'Evêque nommera du sien une personne d'autorité, & ce qu'ils regleront ensemble, sera reçu & ponctuellement executé par les Parties.

IV. Le Sieur Ambassadeur de France demande à Sa Majesté le Roi de Siam, que si quelqu'un de ses Sujets Chrétiens, par vieillesse ou infirmité soit incapable de servir, il puisse être délégué du service en se présentant à un Mandarin que Sa Majesté nommera à cet effet.

S. M. de Siam accorde que si quelques-uns de ses Sujets Chrétiens par vieillesse ou infirmité sont évidemment incapables de servir, en se présentant à un Mandarin, que Sa Majesté nommera à cet effet, ils pourront être dispensés du service jusques à leur guérison.

V. Le Sieur Ambassadeur de France, demande encore que pour éviter les injustices, & les persecutions qu'on pourroit faire aux nouveaux Chrétiens, Sa Majesté ait la bonté de nommer quelque Mandarin, Siamois, qualifié homme de bien, & de justice, pour entendre & juger tous ledits procez, sans que ledit Mandarin puisse rien prendre pour le jugement des procez; ensorte que les amendes soient partagées à la fin de chaque année, partie au Mandarin & à ses Officiers, & partie aux pauvres, ce qui empêchera que ledit Mandarin ne vende la Justice.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que le Mandarin dont il est parlé au deuxième Article, soit Juge desdits procez, suivant que le demande l'Ambassadeur de France, & pour éviter toute dispute, requeste, & longueur de procez, Sa Majesté ordonne que le Mandarin après s'être instruit de l'affaire demandera l'avis de l'un des Juges du Roy, avant que de passer Sentence, afin qu'on n'en puisse point appeller.

Et Sa Majesté de Siam ordonnera que tous les Articles cy dessus soient publiez par tous ses Roiaumes, ensorte que tous ses Peuples connoissent que sa Roiale volonté est, que les Missionnaires Apostoliques jouissent desdits Privileges. Fait à Louvo le dix Decembre, 1685.

Signé,

Le Ch. de CHAUMONT,
& par l'ordre susdit PHAULKON.

LXIV.

Recess Eines Obblischen Fränkischen 27. Dec:
Cranhes über die Jhro Käyferliche
Majestät wider die Türcken zuleistende
Hülff / wie auch über die Verbesse-
rung des Münzwesens. Nürnberg
den 27. Decemb. 1685. [LONDORPII
Acta Publica Parte XII. Libr. XIII.
Cap. 118. pag. 258.]

C'est-à-dire,

Recès du Ionable Cercle de FRANCONIE, touchant
les

ANNO 1685. les Troupes à envoyer au Secours de Sa Majesté Imperiale contre les Turcs. A Nuremberg le 27. Decembre 1685.

Rundt und zu wissen: Demnach die Römische Kaiserliche Majestät aus Väterlicher Vorsehung so sie gegen das Heilige Römische Reich / und die gesamte werthe Christenheit tragen / an dieses löblichen Creyses Hochfürstliche Aufsehbare Muth / die allergnädigste Erinnerung thun lassen / daß Fürsten und Stände / zu weiterem glücklichen Progress wider den Türcken / Erbfeind Christlichen Nahmens / ihre bisshero höchstnützlich geleistete Hülff / ferner continuiren / einfolglich die in Ihrem Erb-Lande subministrirte Creys-*Trouppen* förderlich recroutirt / und mit richtiger Monathlichen Verpflegung versorgen möchten.

Als haben beide anscheubende Fürsten n. Herr Marquard Sebastian und Herr Christian Ernst zc. tot. tit. nicht unterlassen sollen / zu Einrichtung dieses heilsam und sehr wichtigen Werckes / einen gemeinen Creys-Tag anhero in des Heiligen Reichs-Stadt Nuremberg / auf den 2. Dec. 22. Nov. aufzuschreiben / um zu deliberiren / und zu sehen / wie hierinn nach Römischer Kaiserlicher Majestät allergnädigster Intention / die verlangte weitere Hülff und Zusammennehmung möchte zu stabiliren seyn: Unermassen der gesamten Fürsten und Stände / Nähe und Abgesandte / auf das abgelassene Aufschreiben sich willig und parat / mit ihren Gehörigen / und dem Bambergischen Directorio überreichen Gewalten / eingedrungen / das Werck / und was davon dependirt / reichlich überlegt / dann nach unterschiedlich gehaltenen Sessionen geschlossen wie folgt:

1. Erstlich / hat man zur gemeinen Reichs-Defension und Securität / nach dem in Vorschlag gebracht quantio der 60000. Mann (wovon diesem Creys 4321. zusafallen wollen / sich dergestalt parat und gefast zu halten bewilliget / daß 2. Regimenter zu Fuß / dann ein Regiment zu Pferd gestellt werden solte / also / wo hienechst bey denen Reichs-Comitien zu Regensburg das völlige Quantum der 60000. Mann zu Ross und Fuß / beliebet / und von anderen löblichen Creysen das gehörige Contingent auch aufgestellt wird / man derseits sich nicht weniger damit parat halten wolle: Immittist ist jedem Hoch- und Wohlloblichem Stande sein Antheil / und beseder Hoch-Stifter Bamberg und Würzburg Concurrrenz / ausgeworffen / die hohe und niedere Officiere der 3. Regiments-Stäbe und Premier Planen / zu welchem letzteren die concurrirnde Stände / a dato dieses Recessus / den gemeinschaftlichen Unterhalt bezutragen schuldig seyn sollen) benennet / der Terminus zur wärdlichen Stellung und Instruirung der Bolder a 1. May. des nechst Gott hoffenden 1686. Jahres präscript / und dabey per expresse bedingt worden / daß diese freywillige dem Heiligen Römischen Reich und der Christenheit zum besten beliebende Verfassung fürs künftige keinem Stand / an Seiner habenden matricular-Moderation nachtheilig / noch zu einiger Consequenz oder perpetueller Obligation gezogen werden solte.

2. Fürs zweyter / ist sich vereinbaret und geschlossen worden / walen das Creys-Corpo dermalhen respectu voriger Armatur etwas geringer / auch ohne diß denen außs eusschreit enervirten Unterthanen / nicht wohl möglich fallen wil / die bisshero getragene überschwarte Bürde der Kriegs-Spesen / also länger zu continuiren / daß denen hohen Generals-Personen / wie auch denen Creys-Kriegs-Räthen / für ihre bisshero gehabte sonderbare gute Vigilanz und vortreffliche Commando / schuldigster Dank verstatet / und selbe dabenebenst gehörend ersucht werden sollen / mit der Verpflegung bis zu Endigung dieses Jahres st. nov. für sich und Willen zu nehmen / dahingegen solte bey nicht vorsehender Zusammenstellung / mit anderen löblichen Allirten Creysen conferirt / und dahin angetragen werden / wie dieselbe bey anderweit vorgehender Conjunction / aus gemeinem Betrage verpflegt werden mögen: So solte auch zu mehrer Bezeugung schuldigster Dankbarkeit / nicht unterlassen werden / von gesamten Creys weß hochsig. Herrn Generals / so wohl bey Römischer Kaiserlicher Majestät als dem gesamten Reich / um ihrer hohen Experienz und Kriegs-Meriten willen / zu Erlangung der zu bestellen sendener Generalität-Chargen / bey denen künftigen Reichs- oder Allianz-Corpo zu recommendiren / wofür diese bey dem so allem begabenden Nothfall / ihre gute Propension / gegen dem löblichen Creys ferner erscheinen / und insonderheit Herrn Marggrafens zu Bayreuth Durchleucht

TOM. VII. PART. II.

die im löblichen Creys verbliebene Troupen / nach des Heiligen Reichs Constitutionen / auch Executions-Ordnung und eheworigen Creys-Eschlüssen / sich zu jeder begabenden Occation / de meliori lassen im Commando. und anderen recommendirt seyn / auch sonst alles dasjenige / wie bisshero zu beobachten / was ihre / als Creys-Obristen zukommt. Im übrigen hat man alle und jeden an Seiten der Creys-Cassa für sich zutragende Kosten / projectirt / und den Calculum. was und wie viel nemlich / an Röm.-Monaten dahin abzusaßen seyn möchte / gezogen / also daß ins künftige bemeldter Cassa ein mehrers nicht / dann was bloß und allein zum Staats-Unterhalt / und anderen umgänglichen gemeinen extraordin. Ausgaben vomögen / so dermalen auf 6. Röm.-Monat / jedoch daß solche ad cassam quartaliter richtig abgetragen werden / auf ein Jahr ausgeschlagen worden / aufgerechnet / hingegen der Soldatesca Tractament. mit samt allen anderen einlaufenden militairischen Kosten / an Montirung / Recroutirung / Ross / Wagen / Standarten / Fahnen und dergleichen / von jedem Hoch- und Wohlloblichen Stand in particulari oder respect. in concurrrenz getragen werden sollen.

3. So hat man auch dreitens per unanimia bewilliget / daß die in Kaiserlichen Erbländen stehende Fußvölker / nicht allein zeitlich recroutirt / sondern auch mit der Monathlichen Gage versehen / und hierzu von sämtlichen Ständen die gewisse Veranlassung gemacht werden solte. Allen weilen bereits Nachricht eingelaufen / ob / wann das ganze Regiment / so dermalen in Schlesien steht / darum große Noth leiden thäte / indene der Quartiers-Mann der Soldatesca gar wenig zu wissen / und die geringste Beyhülff nicht leistet / die Consumtions-Mittel für Mann und Ross dabeist auch in solcher Theuerung seyn sollen / daß in die Länge / ohne mercklichen Ruin des Regiments nicht zu bestehen seyn würde / als ist für nöthig geachtet worden / an die Römische Kaiserliche Majestät ein allerunterthänigstes Schreiben abgehen zu lassen / und darinnen beweglich zu bitten / daß denen armen Leuten / die so treulich mit Aufsehung Leib und Lebens / das ihrige gegen den grausamen Türcken gethan / und noch zu thun bereit und willig seynd / entweder eine Beyhülff geben / oder wenigst die Lebens-Mittel um leidliche Bezahlung subministrirt werden möchten.

4. Dann ist viertens der repartire Calculus (was nemlich / um die aufgenommene Credita wiederum zu bezahlen / und des löblichen Creyses Reputation zu erhalten / wie auch ins künftige die Stabs-Verpflegung / und andere umgängliche Aufslagen zu thun / sich gebühren wil) für recht und gut befunden / mithin auch beliebet worden / daß alle Restanten / von dato dieses Recessus an / innerhalb 4. Wochen / zur Cassa eingestrichet / oder im Verleibungs-Fall / aufs genaueste / ohne Respect der Personen / eingetrieben / wie ingleichem dem Stück-Hauptmann Befehl ertheilet werden soll / die Artillerie und Munition-Wagen / Pferd und Geschirr / quand plurimi zu verkaufen / und das Geld der Creys-Cassa einzuliefern / dann daß zu mehrer Ersparung der Kosten / fürs künftige nur ein Proviant-Meister mit einem Adjuncten bestellet / auch andere Bediente / deren man süßlich entbehren kan / licentirt / wie nicht weniger alle andere Spezen und Aufslagen / so viel timmer möglich / einzugehen und erspart werden sollen.

5. Und obwohlen künftens alle Hoch- und Wohllobliche Stände / durch Ihre Räte und Abgesandte die gewisse Eissen ihrer noch wirklich im Quartier habender Mannschaft zu Ross und Fuß / wie dieselbe montirt / zu diesem Creys-Convent haben einschicken sollen / damit wegen der recroutir- und dermalhen neuen Verfassung / man darnach desto sicherer verfahren könne; So hat es doch daran meistens emangelt / und dermalen darauf keine gewisse Reflexion gemacht werden können / dannhero die gemeine Veranlassung geschähen / daß jeder Hoch- und Wohllobliche Stand sich mit seinem Contingent / zu Ross und Fuß / dergestalt gefast halten solte / auf daß bey vorgehendem Rendezvous kein Mangel erscheinen möge. Belangend die in Kaiserlichen Erbländen stehende Dragoner / sollen selbe Ihrer Majestät in dem Stand / wie sie sich dermalhen befinden / presentirt und überlassen werden; Also daß Sie mit diesem zu End lauffenden Jahr / aus der löblichen Creys-Verpflegung in die Kaiserliche treten sollen. Wobey Ihre Majestät allerunterthänigst zu ersuchen wäre / über diese gewilligte Hülff zur künftigen Campagne. dem löblichen Creys mit einem mehreren nit anzusehen / sondern wegen seiner / nun lange Jahr hero getragenen schweren Kriegs-Bürde zu verschonen / wie auch bemeldten Dragoner-Staabs / und

Q

Dra

ANNO 1685.

ANNO
1685.

Dragoner-Regiments Premier-Planen Officier, nach Jeho Kayserliche Majestät allergnädigsten Gutbefinden / beyzuhalten / oder zu dero andernweilen Kayserlichen Kriegsdiensten zu employen / jedoch wo ein oder der andere / zumahlen diejenige / so verheyrathet / und im Land gesessen / sich abfordern / und nach Haus kehren wolten / nicht aufgehalten werden möchten. Gestalten aber höchstgedachte Ihre Kayserliche Majestät solche gehörter massen zu haben / und sich deren zu gebrauchen / nicht verlangen / wären selbige förderlich zu revociren / und jedem Hoch- und Wohl-loblichem Stand die Seinige heim zu weisen.

6. Demnach 6. die Experiencz mit sich gebracht / daß ausm Fall hervorbrechenden auswärtigen Gewalts oder feindlicher Invasion in das Reich / nicht bald ein Creyß allein / sondern zu widerstehen sufficient, sondern allwegs einer mehreren Defension und Zusammenfassung will vorhanden seyn. Als haben Fürsten und Stände dieses löblichen Creyßes für gut und notwendig befunden / dahin zu sehen / wie / nach Anleitung des Heiligen Reichs-Constitutionen und der Executions-Ordnung / mit Jeho Kayserlichen Majestät / dann Jeho Churfürstlichen Durchleuchtigkeit in Bayern / und denen benachbarten löblichen Bayerischen / Schwäbischen und Ober-Rheinischen Creyß / wie auch denen Pfälzerwaldischen Ständen / dann denen Hochfürstlichen Sächsischen Häusern / und vornehmlich von denen zu allen Reichs- und Creyß-præfantis ordinarië concurrirenden Potentaten und Ständen conjungiret gewesen / auch wer sich sonst hierzu mit einlassen wolte / die Fortsetzung solcher Conjunction zu continuiren / und alle dergleichen besorglichen Gewalt zeitlich vorzubiegen / mithin Fried und Sicherheit im ganzen Römischen Reich zu erhalten seyn möchte / zu welchem End dann sich eines gewissen Tages und Orts zu vergleichen / und zusammen zu kommen wäre / um dieses heilsam und sehr notwendige Werk / unter Römischer Kayserlicher Majestät allergnädigster Direction zu incaminiren und zu bewerkstelligen / und zwar mit dieser Precaution, daß kein Mit-Allirter Creyß-Fürst und Stand außer seiner zusehenden habender Mannschafft / und deren Verpflegung von anderen hohen Mit-Allirten / wozu auch die Caus operationis sich leucken mögen / mit Quartieren / Durchgängen / Noth-Läger / ohne Reichs-Constitutionen-mäßige Bezahlung / noch in einig andere Wege / beschwehret werden / sondern dieses wohlmeinende Associationen-Werk jeden und allen zu Trost und Hülff gezeihen solle; Allermassen auf die / des Kayserlichen Herrn Gefandrens Excellenz, dann dero hochansehnlichen Churfürstlichen Bayerischen Gesandtschafft zum Convent überreichte Memorialia, die disieits darüber erlassene Declarationen dahin bereits collimirt.

7. Fürs siebende / weilen vor Ausgang des Commissarii Lembeck's-Inquisition und abgehörter Rechnung / mit künftigen Proviants-Verpflegung und dessen Veranlassung / dato noch tüchtig nicht ist fortzukommen: Als sollte bemeldete Inquisition und Rechnungs-Verhör befördert / die befindliche Mängel-Puncten hiernächst in pleno referirer / und dahin gesehen werden / ob und welcher gestalten der / vom Herrn General Bachmeister von Thun-gen recommendirte Kauffmann zu Wien / zu künftiger Verschaffung des Proviants / gegen Genießung der Monathlichen Abzugs-Gelder / behandelt und employet werden möge.

8. Nachdeme auch achtens daß / ein Räthero in großer Zerrüttung gerathenes Müntz-Wesen mit in die De-liberation kommen / und diesem je länger je mehr einreis-senden Ubel / von einem Creyß allein zu steuern / nicht möglich; Als ist davor gehalten worden / Seine Hoch-fürstliche Gnaden zu Bamberg / der dreyen im Müntz-Wesen correspondirender Creyßes Director, hätten förderlichst nach Regensburg / jedoch ohne Prajudiz der gewöhnlichen Alternations-Ordnung / einen ordinari-Probations-Tag auszusprechen / allwo nicht allein mit Brath-und Antrag der drey löblichen correspondirenden Franck-isch-Bayerisch-und Schwäbischen Creyßes / sondern auch des ganzen Reichs / forderst aber mit Jeho Kayserlichen Majestät allergnädigster Vermittelung / solche Media sich ergeben werden / womit dergleichen eingerissenen Defecten und Mißbräuchen radicaliter abzuhelfen / und das heyl-same Müntz-Wesen in vorigen Stand zu richten seyn mögte. Inmittlest aber und bis dahin / ist für gut an-gesehen und geschlossen worden / daß 1. keiner von denen Hoch- und Wohl-loblichen Ständen dieses Creyßes / in Hoffnung / daß auch andere / außer denselben gefessene Benachbarte / auf ergangene Inquisition dergleichen mit belieben werden / das geringste mehr von dergleichen ring-

haltigen aufzuringen. 2. Alle Privat-und Hecken-Müntz-Städte eingestellt / und allein bey denen ordinari Müntz-Städten unter denen verpflichteten Warden und Müntz-Meistern aufgetragen. 3. Das Aufzuringen niemand mehr auf einigley Weiß oder Weg verpachtet werden solle; Item / daß 4. alsbald die Verkündigung gesch-ehen / und dergleichen geringhaltige ausländische Sorten / bey Verlust und Confiscation derselben / nicht mehr in Creyß zu bringen; und daß 5. sämtliche Fürsten und Stände / bey dero Mauth und Zollstätten / darauf die fleißige Inspection versetzen / und gegen die Verbrechere würcklich exequiren sollen.

Damit aber inzwischen / bis zu allgemeiner Reichs-Re-mediation und Dörkung / die besorgliche Confusion ver-hütet / auch Handel und Wandel erhalten werden möge / sollen die im Creyß vorhandene dormalige Drey-und Sechstrecker / außer den Neuffen-Plausfäden und Hals-feldischen / wie solche bishero an Orten und Enden gang und gel gewesen / ferner passirt, diejenige aber / die in einem besondern Abdruck specificirt / wie solche die Reichsstadt Nürnberg bereits den 23. Julii nechsthin proclamiren lassen / verrufen bleiben / jedoch daß zu de-ren gänglichen Verschleiß und Hinbringung / dem armen Land-und Handelsmann zum besten / von Zeit dieses Re-cesses, noch sechs Wochen verstatet / und zugelassen / da-benebens auch allen Fürsten und Ständen / wo sie in ihren Landen und Gebieten ein und anderen mehrers dien-sam-und zulanglichen Mittels in Abkomm-der schlechten / und Verbringung der guten Sorten / sich gebrauchen wol-len / Ihnen solches allwegs frey verbleiben / und indenom-men seyn solle.

9. Wie nun neuntens von geraumer Zeit her / bey die-sem löblichen Creyß zwischen dem Herrn Grafen von Dornbach / und Freyherrn von Schönburg / der Præce-denz haben / sich einige Differenzen erhoben / worauf beyde Theil in jämlichen Schrift-Wechsel gerathen / und Räthero wegen der Sachen Erörterung öftters gebetten; Als hat man / nach reisser Überlegung aller hinc inde militirender rationum, per majora erkannt und geschlos-sen / daß der Voring im Eisen und voriren / bemeldtem Herrn von Schönburg zum Reichelsberg hinführo gebüh-ren / und sich künftigh dessen zu bedienen haben werde.

Ferner und letzens ist vor gut angesehen / ja für hoch-nöthig befunden worden / an Jeho Hochfürstliche Gnaden zu Würzburg nachmahlen zu schreiben / und selbe beweg-licht zu ersuchen / ob sie sich belieben lassen möchten / dera-mahlen / zu des Creyßes schweren Auslagen / den so oft sollicitirten Rest zur Cassa zu liefern / damit dero höchst-geehrten Herrn Vorsahrens factum præstiren zu lassen / widrigen und unverhofften falls / hätten sie dem löblichen Creyß nicht zu verdienet / wann man die Sache an Ihre Kayserliche Majestät würde gelangen lassen / und auf alle mögliche Mittel bedacht seyn / wie man zur Sub-levation der hochbeschwehnten Mit-Stände / welche den laß bishero gutwillig übertragen / desselben fähig werden mögte.

Schließlich ist dieser Reces zu Stand gebracht re, den 27. Decembr. 1685.

LXV.

Convention ou Acte de Renouvellement des Traités
fait entre CHARLES XI. Roi de Suède & les
Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des 1^{er} Janv.
Pais-Bas, du 1^{er} Janvier, 1686. Manuscrit.

1686.

1^{er} Janv.

LA

SUEDE

ET

LES PRO-

VINCES-

UNIES.

In Nomine Sacrosanctæ & Individuæ Trini-tatis, &c.

S Acra Regia Majestas Suecie atque Celsi ac Præ-potentes Domini Ordines Generales uniti Belgii ritè perpendentes quantum utilitatis & commo-dorum Parti utrique accesserit, ex Foederibus Pactivis Conventis, quibuscum invicem ad mutuam Amicitiam atque communis securitatis tuitionem jam à multis retrò annis obstricti fuerunt, consultum igitur omnino & perneccissarium duxere, ut solum tam salutaris vin-culi omni meliori modo continetur, adeoque id ipsum serio effectui dare stantes, Plenipotentarios utrimque constituerunt, videlicet ex parte Suae Regie Majestatis Abligatum ejusdem extraordinarium Domi-num Nicolaum Guldenstolpe Hæreditarium in Jackoila

ANNO 1686. & Segerstad, & ex parte D. D. Ordinum Generalium Dominos Alexandrum Schimmelpenninck ab Oye, Dominum de Engelenburgh, Danielum de Wyngaerden, Liberum Baronem de Wyngaerden, Zubroock, Benthuyfen, Dominum de Werkendam, Soetermeer, Moermont in Renesse, Zyldant, Nordwelle, ex Equestri Ordine in Consessu Dominorum Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum, Civitatis & Territorii Woerdenfis Præfectum & Prætorum summum, supremi Senatus Præfecturæ Delflandiæ Assessorem & Lycæi in Lugduno Batavo Curatorem, Gasparum Fagel Dominorum Hollandiæ & Westfrisiæ Ordinum Consiliarium, magni Sigilli & Archivorum Custodem, feudorum Præsidentem & moderatorem & supremi Senatus Præfecturæ Rhénolandæ Assessorem, Wilhelmum de Nassau, Dominum d'Odyck, Kortgene, &c. primum Nobilem, Nobiliumque Ordinum eorumque Deputatum in Dominorum Ordinum Zeelandiæ Consessu representantem; Everhardum de Weede, Dominum de Dyckvelt, Rateles, & Fundi Civitatis d'Oudewater Dominum Capituli sanctæ Mariæ Ultrajecti ad Rhenum Decanum, Consiliarium primum & Præsidentem, Consessum ejusdem Provinciæ & aggerum Fluminis Leckræ Præfectum, & Prætorum summum, Johannem de Haerfolte Dominum de Cranenburg, Gysbertum Cuper Civitatis Daventriensis Consulem & Antonium Gerlacium Toparcham in Westerdeel, Langewoldt; Ordinum Gueldriæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiæ, Transylvaniæ, Groningæ & Omlandorum, in Consessu nostro respectivè Deputatis, qui Sermonibus de præmissis utrinque habitis juxta Authoritates & Potestates sibi ab utraque Parte concessas, convenerunt & concluderunt: quod Tractatus inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, tam quoad Confirmationem Amicitiae, & mutuam Defensionem quam quoad Commercio, conclusi Holmiæ, primo Septembris anni millesimi, sexcentissimi quadragiesimi, decimo quinto Augusti anni millesimi sexcentissimi quadragiesimi quinti. Elbingæ, 7. Septemb. Anni millesimi sexcentissimi quinquagesimi sexti, Hagæ Comitum, vigesimo octavo Julii anni millesimi sexcentissimi sexagesimi septimi, & Neomagi 7. Octobris anni millesimi sexcentissimi septuagesimi noni renovabuntur & confirmabuntur, quemadmodum vigore præsentium renovantur, & confirmantur eodem plane modo, ac si verbotenus hic repetiti & inserti essent, promittunt porro spondentque Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Belgii Fœderati se eosdem Tractatus sincerè & optimâ fide observaturos neque passuros quicquam, contra tenorem eorundem Tractatum innovari aut attentari, si verò contra eorundem tenorem aliquid minus ritè servatum aut attentatum vel in contrarium fuerit, curaturos se ut id reparetur, & ad normam & tenorem eorundem Tractatum redigatur restituaturque.

Durabit hæc Renovatio & Confirmatio ad tempus vigintri annorum, qui initium accipient à die conclusionis hujus Tractatus.

Ratihabitio hujus Tractatus ab utraque Parte expedietur & commutatio earundem Ratihabitionum fiet Holmiæ intra spatium trium mensium à die conclusionis hujus Tractatus numerandorum aut citius, si fieri poterit.

Actum Hagæ Comitum 7. Januarii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi sexti.

Cum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Fœderati Belgii Ordines Generales variorum quæ pepererunt Fœderum occasione, testati sint, propensam scilicet voluntatem habere, ad auxilia quæ sibi invicem præstare debent augenda, numerumque eorum faciendum non modo majorem quam antea erat diversis in Pactionibus conventum, verum etiam ad Naves Bellicas bene instructas sibi invicem adjumento mittendas, cumque Domino de Guldenstolpe Majestatis suæ Alegato Extraordinario & D. D. Ordinum Deputatis renovatio facta sit, receperunt illi ista de re similiter relatuos & rogatuos ut Sacra Regia Majestas Sueciæ ac Celsi & Præpotentes D. D. Ordines Generales circumspicere ac considerare velint, num numerus quatuor millium Peditum, quem alter alteri ex Legibus Fœderis anni millesimi sexcentissimi quadragiesimi percussit subsidio mittere tenetur, possit augeri, ita ut Regia Majestas Sua & Celsi Præpotentes D. D. Ordines Generales promitterent sponderent.

2. TOM. VII. PART. II.

que sese sibi missuros invicem in auxilium sex Peditum millia & duodecim Naves Bellicas, tres primi, quatuor secundi, & quinque tertii ordinis vel magnitudinis, atque eum in finem admittere Articulum sequentem eundemque simul cum ipso Fœdere vel pactione ratum habere velint, quem eum in finem subscripimus.

ANNO 1686.

Articulus Separatus.

Cum in altero Instrumento Fœderis & Pactorum, prænominatorum Holmensium, prima Septembris anni millesimi sexcentissimi quadragiesimi de auxiliis præstandis, ita conventum sit, ut eadem quatuor millibus Peditum constarent, id hac Conventione in tantum mutuo consensu ampliatum est, ut auxilia invicem præstanda sex millibus Peditum & duodecim Navibus Bellicis, tribus videlicet primi ordinis, quatuor secundi, & quinque tertii, necessariis omnibus bene instructis constent, & si quid ad præstationem hanc facilitandam ulterius conveniri poterit, id recto exigente, id bona fide utrinque agatur, intelligenda etiam hæc præstatio eum in modum, ut si ex pactis aliis inter Sacram Regiam Majestatem, & D. D. Ordines Generales intercedentibus, auxilia numerum hic præscriptum exaquantia præstita fuerint, aut alius communis Fœderatus eundem numerum vi mutuo Pactorum jam obtinuerit, tum nova auxilia ex hisce Pactis requiri & postulari ab alteruto Fœderatorum non poterunt, nisi pro negotiorum & rerum exigentia atque vi horum quæ de auxiliis augendis stipulata sunt, aliter conventum fuerit. Pleno autem numero hic præscripto, non præstito, residuum peti & requiri poterit, atque omnino integra fide præstari debet. Actum Hagæ Comitum 7. Januarii, anni millesimi sexcentissimi octuagesimi sexti.

LXVI.

Tractatus novi Fœderis defensionis inter CAROLUM 10. Fevr.

XI. Suecia Regem, & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum per eorum Plenipotentiarios, pro conservatione & tutela utriusque Ditionum ad 10. annos & ultra initus. Actum Berolini die 10. Februarii anno 1686. Accedunt ARTICULI SECRETI in puncto afflicta Religionis Evangelicæ, Pacisque in Polonia conservandæ, nec non Ratificationis commutandæ inter eosdem ut supra conclusi. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv, Part. Spec. Continuât. II. Absatz III. pag. 189.]

Cum sancita olim inter Sueciæ Regem, ac Electorem Fœdera, ac conciliata iisdem archior Amicitia exortis novissimis Bellis aliquantum fuerit interrupta, neque hæctenus temporum ratio fiverit, Pace quidem redintegrata, per novi Fœderis nexum intimioris confidentiæ cultum denuò stabiliri, summe memorata verò Sua Regia Majestas, ac Serenitas Sua Electoralis pro ea qua pollent prudentia reputarint secum, atque perpenderit, quam penè nusquam non Terrarum turbulentis gliscant motus, adeoque atrocita quævis minentur, ut vix aliud quàm graves rerum vicissitudines, ac penè universalis Status publici convulsio metuenda sit; prætereaque faciliè intelligi possit, diffidentie semina, quæ ab aliis hæctenus magna cum industria impediendæ confidentiori Amicitia inter Suam Regiam Majestatem, ac Serenitatem Electoralem evalitura jacta, sparsaque sunt, bono publico, atque utriusque Ditionibus summum allatura esse præjudicium, atque detrimentum; proindeque non publicæ tantum rei profuturum, sed & utriusque Status securitati, atque emolumento magnopere consilium iri, si pristina tantos inter vicinos intimioris benevolentia, ac strictioris Amicitiae cultura novi Fœderis vinculo firmata resforescat. Quocirca pro assequendo tam præclaro, tamque salutari scopo visum utrique fuit, Consiliariis suis, atque Ministris id negotium perficiendum committere; ita quidem, ut Sua Regia Majestas Sueciæ Alegato suo Eberhardo à Graenthal plenius ad Mandatis instructo, Serenitas autem Sua Electoralis Consiliario Status sui intimo Paulo à Fuchs, iidem

Q 2

plena

ANNO
1686.

plena Potestate ad id munito, id muneris injunxerunt. Illi igitur institutis Congressibus & commutatis invicem Plenipotentiis ad calcem Tractatus hujus adjectis, sequentes Fœderis defensori Leges, atque Articulos concinnarunt, concluderunt & sanxerunt.

I. Sit inter Suam Regiam Majestatem Sueciæ, ejusque Successores ab una, & Serenitatem Suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque Successores ab altera parte sincera, firmæque Amicitia, ac fida vicinitas vi hujus defensori Fœderis constituta ac stabilita, ab utraque parte sancte ac intemerate colenda, adeo ut Confoederatorum alter alterius commoda, atque emolumenta procuret, damna verò, atque præjudicia omni modo amoliat, atque avertat; eoque si Parti uni contemptum quidquam fuerit, quod tendat in alterius præjudicium, atque noxam, id ei bona fide communicare ne intermittat.

II. Neutri Confoederatorum fas sit Pacta inire, aut Fœdera cum aliis Statibus, quæ alteri Parti quocunque modo sive directe sive indirecte præjudicii quidquam, aut damni afferant, aut dissensionem alicui inter ipsos, diffidentiaque materiam, anfangue præbere queant, aut denique iis, quæ hoc Fœdere promissa, ac sancta sunt, impedimento esse possint; prout utraque Pars hoc ipso prohibetur, ac declarat, nulla sibi esse Fœdera, quæ præsentī Conventioni adversentur, ac si forte una vel altera pars Fœdus aliquod pangere ē re sua duxerit, id ante conclusionem alteri Parti sincere communicare tenebitur.

III. Quemadmodum hoc Fœdus defensivum in nullius offensionem, seu læsionem tendit, sed potius pro bono publico & imprimis ad conservationem, ac tutelam utriusque respectivè Regni, atque Electoratus, nec non utriusque Ditionum, Provinciarum, ac Subditorum initum est; ita eidem pro fundamento erit conservatio Pacis Westphalicæ, nec non Pacificationis postmodum anno 1679. ad S. Germanum conclusæ, atque ab utraque Pacificationis parte ratihabite, dabiturque à Confoederatis opera, ut dicti Tractatus absque contraventione secundum genuinum eorumdem sensum serventur inviolabiliter. Quoad Armistitium Ratisbonæ novissimè inter Suam Cæsaream Majestatem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & Coronam Gallie altera à parte conclusum, Confoederati junctis cum Cæsare, & Imperio consiliis prospicient, quibus modis illi suis vigor constare possit.

IV. Quandoquidem etiam Confoederati utriusque summopere interest, Imperium Romano-Germanicum factum tectum, illæsumque permanere, nec quidquam ab ejus compage, atque corpore imminui, decerpi, aut avelli; itaque se mutuo hoc Fœdere obstringunt, si Imperium Romano-Germanicum, vel etiam unus alterve ex ejusdem Status ab aliqua externa Potestate vi aliqua, aut Bello impetatur, aut infestetur, illos illico de eo inter se confidenter acturos & deliberaturos, quemadmodum efficaciter, ac per media adæquata vis illa externa arceri, atque averti, Romanum Imperium suos intra limites, ac fines inconcussum manere, juraque illius illibata retineri, ac unusquisque Imperii Status fidelis Juribus, Immunitatibus, ac Præeminentiis suis absque perturbatione fuis possit.

V. Pari ratione cum pars magna Ditionum utriusque Fœderati sita sit in duobus Circulis Saxonis, Superiori ac Inferiori, promittunt itidem utrinque eo curam suam conferre velle, ut Pax atque Tranquillitas utroque in Circulo Saxonico ut & in Circulo Westphalico conservetur, removeaturque omne id, quod interturbare eandem, aut destrueret valeat. Quem in finem utrique animus est, Ducalem Domum Brunovico-Luneburgicam, utpote ad cujus rationes res eadem magnopere pertinet, quæque eundem habet sibi præfixum scopum, in Confoederationis hujus Societatem invitare, & adscicere.

VI. Porro quemadmodum dissidia inter Regem Danicæ & Ducem Slesvici atque Holsatiæ Lineæ Gottorpensis, nunc quàm maximè ferventia, ejus sint indolis, ut turbæ inde, bellique aliquod incendium in Circulo Inferioris Saxonie, ejusque vicinia facile oriri possit; pollicetur atque spondet Serenitas Sua Electoralis officia sua, studiaque, ubicunque Locorum id fieri utiliter poterit, serio, omnique conatu impensurum, atque eò collaturum, ut dissidia illa quantocius sopiri, amicabiliterque componi possint.

VII. Imprimis verò se mutuo obstringunt Confoederati vi hujus Fœderis, si alterutri ab alio quocunque in eorum respectivè Regno & Electoratu, nec non

eorundem Ditionibus ac Terris, vel denique quoad ANNO
1686.
Jura sua vis, vel injuria, vel turbatio fiat, ac inferatur, aut Ditiones eorumdem ac Terræ Hospitationibus, Transitu, Stativis, Militum Collectionibus, & Conquisitionibus, Contributionibus, Exactionibus commeatuum, aliarumque rerum ad apparatus Bellicum pertinentium, vel aliis oneribus, atque postulatis divexatæ, atque afflicta fuerint, aut talia adversus eosdem parari certò confisteri, in eum casum alteri incumbet Turbatorem feriis admonitionibus, & ab ejusmodi molitionibus dehortari, & si irritum id fuerit, gravato opem ferre, atque suppetias hoc Fœdere sanctas atque promissas, & quidem intra duos menses à die requisitionis factæ, ita ut ad id tempus illæ res ipsæ ac in effectu præstentur.

VIII. Quò verò enatae inter Confoederatos, nec dum complantæ controversiæ circa limites, & alia quædam negotia hujus Fœderis destinato scopo nihil obicis atque remora ponant, conventum est, ut de iisdem porrò amicabiliter agatur, ac utraque ex parte expediendis iis quæcunque fieri potest facilitas afferatur, quo per amicabilem compositionem vel inter ipsosmet, aut per Arbitros ad id denominatos dirimantur, nihil vero interit cuiquam via facti durante hoc Fœdere sub quocunque prætextu tractare liceat.

IX. Includuntur & comprehenduntur hoc Fœdere Confoederatorum respectivè Regnum & Electoratus, nec non utriusque Ditiones & Provincie ubicunque Locorum sitæ, ita ut quocunque in Loco aggressio, aut turbatio facta fuerit, ad mutuam sibi opem ferendam teneantur. Cæterum quoad modum auxiliorum, ita placitum conventumque est, ut quamvis alterutrius Confoederatorum Ditiones extra Romanum Imperium jacentes hostili turbatione & invasione infestari contigerit, auxilia tamen à Confoederato altero mittenda atque præstanda ad Operationes Bellicas non extra Imperii limites trahantur, aut transferantur, sed ab utraque parte ad earum saltem Ditionum securitatem atque defensionem adhibeantur, quæ intra complexum Imperii Romano-Germanici continentur, & quæ inde Hosti maxima clades inferri possit.

X. Jam quod ipsas attinet Copias, inter Confoederatos conventum est, ut Sua Regia Majestas Serenitati Sux Electorali 5000. Pedum, 1000. Equibus & 1000. Dimachis, vulgò Dragones; vicissim Sua Serenitas Electoralis Sux Regiæ Majestati 4000. Pedum, 1500. Equibus, & 500. Dimachis, vulgò Dragones, auxiliari vel subvenire velint.

XI. Quò si tamen expressæ superiori Articulo suppetiæ ad propulanda pericula læsæ Parti illata atque intentata haut sufficere censeantur, eum in casum Confoederati de augmento Copiarum ad dimidium vel duplum usque inter se paciscuntur, auxiliumque ad proportionem periculi determinabunt ac metientur, erique penes requirentem optio, utrum promissum auxilium sive totum sive ex parte velit exigere.

XII. Uterque Confoederatorum tenebitur stipulas suppetias duos intra menses à die requisitionis factæ in requiritis Terras vel Ditiones, quæ in Locum id desiderabitur, salva tamen distinctione nono Articulo circa utriusque Provincias extra Imperium sitas, commemorata, effective & nulla absque exceptione, contradictione, aut cunctatione, sub quocunque prætextu id fieri possit, submittere atque exhibere, citrà tamen necessitatem cum invasore rumpendi, nisi forte in posterum aliter de hoc statutum atque conventum fuerit. Tenebitur tamen requisitus efficacia quævis interponere officia ad obtinendam Parti læsæ æquam satisfactionem. Et sive officia illa futura sint frugifera, sive irrita, nihilominus requisitus adstrictus erit ad auxilia ex Pactorum formula submittenda, & ad eadem eoque continuanda, donec Pars læsa priori statui, in quo ante turbationem vel invasionem fuerat, plenariè restituatur, damnumque sarcitum, atque injuria illata debite reparata sit. Si verò requisitus, vel auxiliator ipse invasione, vel violentia aliqua obruatur, adeoque auxiliariis Copiis ad propriam suam defensionem, atque incolumitatem tuendam sive in totum, sive ad partem egerit, ad mittendas suppetias haut obligabitur.

XIII. Quæ durante hoc Fœdere observanda erunt circa Imperium militare, Jurisdictionem, rem tormentariam, & apparatus Bellicum, Alimentationem, atque commeatum & similia, de iis per speciales mox Articulos mutua inibitur Conventio, quamprimum hoc Fœdus ad Conclusionem & Subscriptionem fuerit perductum,

ANNO 1686. ductum, & quidem Conditionibus, quibus communitur Federati hisce de rebus convenire solent.

XIV. Durabit hoc Fœdus primum decem annis, atque intra eorum decursum, si id è re visum fuerit, ulterius agetur, & tractabitur. Sin autem evenierit, ut elabente, & ad finem propeperante dicto temporis spatio, præsertim periculo, aut Bellicis Operationibus Confederati jam sint impliciti, continuabuntur ea, quæ ex Fœderis hujus Legibus præstanda sunt, nec omittentur, donec periculum, aut Operatio Bellica cessaverit.

XV. Instrumentum Ratificationis super hoc Tractatu tam nomine Sux Regiæ Majestatis quàm Serenitatis Sux Electoralis manu subscriptum, & solenni forma utrinque expeditum intra spatium sex hebdomadum, aut citius si fieri poterit, à Subscriptione hujus Tractatus utrinque ritè commutabitur. In quorum fidem & securitatem majorem duo Tractatus hujus Exemplaria pari tenore confecta, nomenclatorumque nostrorum Subscriptione & Sigillorum impressione firmavimus. Actum Berolini die X. Februarii Anno 1686.

Articuli Secreti.

I. Cum majorem in modum dolendum, & ad altiorum animi sensum haut injuria revocandum sit, quod non ita pridem nonnulli Locorum inopinatis proflus, atque atrocibus casibus res Evangelicæ vehementissimè affligi, atque alterari coeperit, ingravescente indes malo, & ad ulteriora velut torrente quodam sese diffundente, quo circa Sua Regia Majestas Succie, atque Serenitas Sua Electoralis Brandenburgica apud se reputantes, quantis calamitatibus, ac turbis fores pandi facile possent, si malum latius serpat, ipsūque tandem Imperium Romano-Germanicum quacunque ratione involvat, communi opera, atque studio illud prævenire, atque omnino avertere summopere exoptant. Proindeque vigore hujus Articuli statuant, atque promittunt, velle se cum Sua Cæsarea Majestate, Imperique Statibus, ex quibus etiam Religioni Romano-Catholicæ addictos à tam funestis coeptis, atque ausis proflus abhorreere minimè ambigunt, eas inire rationes, per quas ejusmodi perniciosas atque periculosas machinationibus, atque attentatis maturè obex ponatur; imprimis verò Imperii Romano-Germanici Statibus, atque Membris singulis, atque universis ea Religionis, atque Conscientiarum servetur atque præstetur Libertas, profanæque æque, ac Religiosæ Pacis Securitas, quæ illis ex Pacis Westphalicæ luculenta Dispositione, aliisque Imperii pragmaticis Sanctionibus competeret & deberetur.

II. Et quoniam amborum quoque Confederatorum plurimum interest in vicinia, præsertim verò in Polonia Tranquillitatem Pacemque manere inconcussam, eidem conservandæ atque tuendæ communem, sedulamque operam impendant, prospecturi, quæ fieri poterit, ut Regno, Reique publicæ Poloniæ, quocunque eveniente casu Jura, atque Privilegia relinquuntur integra, atque ilibata.

III. Quod in Fœderis Articulo nono statutum, conventumque est, nimirum auxilia ab alterutra parte præstanda, extra Romani Imperii limites non trahenda, aut transferenda esse, id etiam de Livonia atque Borussia in specie intelligi debet, scilicet si alteruter Federatorum in iisdem Provinciis hostilem aliquam Turbationem atque Invasionem patiatur, & de auxiliis mittendis Confederatum requisiverit, illa Auxilia in Provincia in Imperio sita, quam requirere indicaverit, sisti, ac mitti debeant, nisi tunc temporis cum casus existeret, aliter inter Confederatos conveniat.

IV. Non tantum Articuli hi secreti, sed etiam Fœdus ipsum adhuc dum secreto habebitur, nec nisi utraque Parte consentiente communicabitur.

V. Instrumentum Ratificationis super his secretis Articulis intra tempus in Fœdere expressum, & conventum utrinque commutabitur.

LXVII.

14. Avril. Articles (1) par extrait du Traité d'Alliance offen-

se conclue entre JEAN & PIERRE Czars de Moscovie d'une part, & JEAN Roi de Pologne d'autre part, contre les Turcs, le 14. d'Avril 1686. [Histoire des Troubles de Hongrie. Tom. III. Liv. XVIII. pag. 222.]

I. Que la Paix & l'ancienne Amitié seroient retables entre les deux Couronnes.

II. Que les Titres des Czars & du Roy de Pologne seroient reglez pour éviter toute contestation sur ce sujet.

III. Que les Polonois cederont aux Moscovites les Palatinats de Kiovie & de Smolensko & quelques autres Places spécifiées par cet Article.

IV. Que les Cosaques des Pays cedeux seroient reciproquement dechargez du serment de fidelité envers l'une ou l'autre Couronne.

V. Que les Rebelles & les Deserteurs ne recevoient aucune protection de part ni d'autre.

VI. Que les Czars payeroient quinze cens mille florins, monnoye de Pologne, en deux payemens égaux, le premier après la signature du Traité, & le deuxième à la prochaine Diete.

VII. Que les Places du long du Boristene depuis Kiovie jusqu'à la Riviere de Tazmin, qui passe près de Czecherin, demeureroient en l'estat qu'elles se trouvoient sans estre repeuplées ny rebasties, jusqu'au reglement des Limites, pour lequel les Ambassadeurs n'avoient point de Pouvoir.

VIII. Ces Places sont spécifiées dans le present Article.

IX. Que les Catholiques, nonobstant l'opposition du Patriarche de Moscovie, auroient l'exercice libre de leur Religion dans les Fauxbourgs de Kiovie & de Smolensko.

X. Que les Czars promettoient de déclarer la guerre aux Turcs, & que dès la presente année ils attaqueroient les Tartares de Krimée, qu'ils assiègeroient les Places que les Turcs ont vers le Parowis ou Isles du Boristene, qu'ils seroient avancer par cette Riviere & par terre les Cosaques Zaporoges, & ceux du Don par le Volga contre les Tartares, qu'ils seroient aussi attaquer du costé de Casan & d'Astrachan.

XI. Que si les Turcs attaquoient Kiovie ou quelque autre Place des Moscovites, en ce cas les Polonois en voyeroient une Armée à leur secours, comme seroient aussi les Moscovites si Leopold ou quelque autre Place des Polonois estoit attaquée par les Turcs.

XII. Que les Czars donneroient avis aux Turcs de cette Alliance, & leur déclareroient aussi tost la guerre, & si la Porte offroit de satisfaire les Polonois en leur restituant les Places usurpées sur la Pologne, la Paix ne pourroit estre conclue sans le consentement de tous les Alliez.

XIII. Que les Czars s'obligeoient reciproquement à ne point faire de Paix particuliere avec les Infidèles.

XIV. Que les Czars envoyeroient des Ambassadeurs en France, en Angleterre, en Dannemarck & en Hollande, pour exhorter ces Puissances à joindre leurs forces contre les Ottomans.

XV. Que si la Paix estoit conclue d'un commun consentement avec les Turcs, & que quelqu'un des Alliez recommençast la Guerre, les autres ne seroient pas obligés à la déclarer.

XVI. Que le Reglement des Limites seroit remis à la décision des Commissaires.

XVII. Qu'on nommeroit une Commission speciale pour regler les Limites & les dépendances de Kiovie.

XVIII. Que le Commerce seroit rétabli de part & d'autre.

XIX. & XX. Qu'on se seroit reciproquement Justice sur les dettes des particuliers, & sur tout ce qu'ils pourroient commettre au prejudice du Traité.

XXI. Que les différens qui ne pourroient estre terminés par les Commissaires, seroient remis à la décision des Souverains.

XXII. Que la Paix & bonne correspondance seroit entretenue sur la Frontiere entre les Sujets des deux Etats.

XXIII. Que les moindres différends qui pourroient survenir, seroient reglez par les Palatins, & les autres par des Commissaires.

XXIV. Qu'on ne donneroit aucune assistance secreete aux ennemis les uns des autres, & que les Moscovites ne recevroient pas dans leurs Troupes des Polonois, ny les Polonois des Moscovites.

(1) Ces mêmes Articles ou à peu près, se trouvent au nombre de XXXI. dans la premiere Edition de Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 520. traduits du Flamand, sur la Copie du *Mémoire Hollandais* Anno 1686. pag. 244. mais ils font icy plus étendus, & plus expliqués. La date de la Copie du *Mémoire Hollandais*, est du 25. Avril. Ils sont aussi en Allemand dans LONDORPUS, *Adæ publicæ* Tom. XII. pag. 515. [D U M.]

ANNO XXV. Que les Czars juroient l'observation de ce
1686. Traité en présence des Ambassadeurs de Pologne, & que le Roy de Pologne feroit le même serment en présence des Ambassadeurs Moscovites qui seroient envoyez à la prochaine Diette.

XXVI. Que le Traité seroit échangé en la forme ordinaire.

XXVII. Que ceux de la suite des Ambassadeurs pourroient commercer de part & d'autre, mais que les Polonois ne pourroient au préjudice des défenses anciennes, porter de l'eau de vie ny du Tabac en Moscovie.

XXVIII. Qu'on donneroit de part & d'autre passage libre aux Ambassadeurs.

XXIX. Que pour faciliter la communication des Nouvelles, il y auroit une Poste établie que les Polonois entretiendroient jusqu'à Cadzin sur les frontières de Smolensko, & les Moscovites jusqu'au même lieu, & que les Lettres du Roy & des Czars seroient franches.

XXX. Qu'ils donneroient part de ce Traité à leurs Conféderez.

XXXI. Qu'il subsisteroit quand même un des Princes contractans viendrait à mourir avant la Ratification à laquelle son Successeur seroit obligé.

XXXII. Que ce Traité subsisteroit quand même l'Acte Original seroit perdu.

XXXIII. Et qu'enfin il durerait à perpétuité, mesme après la mort des Princes qui l'avoient conclu.

LXVIII.

vi. Avril.

L'AN-
GLETER-
RE ET
ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce entre le Sérénissime & très-puissant Prince JACQUES SECONDE, par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs, le Douletli Bassa, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Ville, & Royaume d'ALGER en Barbarie; Ratifié, & confirmé par le Chevalier Guillaume Soame Baromet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur, le 5. Avril 1686. Vieux Style [Manuscrit.]

I. **E**N premier lieu, il a été accordé, & conclu, que du jour du présent Traité, & d'oresnavant pour jamais, le Traité de Paix fait par Arthur Herbert Ecuyer, Admiral de la Flote de Sa Majesté sur la Méditerranée, sera confirmé, & inviolablement observé entre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Défenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs le Douletli, Bassa, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre leurs Etats, & Sujets de part & d'autre. & que les Navires & autres Vaisseaux, les Sujets & Peuples de part & d'autre ne feront aucun dommage, offense, ni injure, de fait ni de parole, mais traiteront l'un l'autre avec tout le respect & amitié possible, & que toutes demandes, & prétentions quelconques jusqu'à ce jour d'entre les deux Parties, cesseront, & demeureront nulles.

II. Que tous les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, pourront entrer dans le Port d'Alger, ou en tout autre Port, ou autres Lieux de ce Royaume-là pour y acheter & vendre, en payant les Douanes accoutumées de dix pour cent, ainsi qu'auparavant, pour les Marchandises qu'ils y vendront: & à l'égard des Marchandises qu'ils ne vendront pas, ils pourront les reporter à bord des Navires, ou autres Vaisseaux, sans payer aucuns Droits pour icelles: & qu'ils pourront en partir toutefois & quantes qu'il leur plaira, sans aucun obstacle ou empêchement quelconque; à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches de toutes sortes de bois de Charpente, propres à bâtir des Navires, Cordes, Poix, Gaudron, Fusils, & autres équipages de Guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour iceux à ceux d'Alger.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, tant ceux qui appartiendront au Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, que ceux

qui appartiendront au Royaume, ou aux Peuples d'Alger, passeront librement les Mers, & trafiqueront sans aucune visite, empêchement, ou molestation de l'un & l'autre, & que toutes personnes, ou passagers de quelque Pais que ce soit, & tout l'argent monnoyé, Marchandises, & Meubles appartenans à quelque Peuple ou Nation que ce soit, étant à bord d'aucuns d'icelles Navires ou Vaisseaux; seront entièrement libres, ne seront point arrêtés, pris ou pillés, & ne recevront aucun tort ou dommage quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre d'Alger, ou autres Vaisseaux rencontrans aucuns Navires Marchands, ou autres Vaisseaux de Sujets de sadite Majesté, n'étant pas sur aucunes des Mers dépendantes des Domaines de Sa Majesté, pourront envoyer une simple Chaloupe, avec deux hommes seulement, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & qu'il n'y en aura pas plus qui entreront dans de tels Navires, ou Vaisseaux Marchands, sans la permission expresse du Capitaine, mais seulement les deux hommes, & qu'en produisant un Passeport signé, & scellé de Sa Majesté, ou de quelque personne que ce soit, qui sera établi pour être Seigneur Grand Admiral, ou pour exercer la Charge de Seigneur Grand Admiral pour l'Angleterre, & l'Irlande, ou de Seigneur Grand Admiral d'Ecosse, pour ledits Royaumes respectivement, ladite Chaloupe s'en retournera incontinent, & le Navire, ou Vaisseau Marchand, navigera en même tems, & poursuivra librement son Voyage, & les Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de sadite Majesté rencontrans aucuns Navires, ou autres Vaisseaux d'Alger, si le Capitaine du Navire, ou Vaisseau d'Alger, represente un Passeport expédié par les Gouverneurs en Chef d'Alger, & un Certificat du Consul Anglois, qui y sera demeurant, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger poursuivra librement sa route.

V. Qu'aucun Capitaine, ou autre Personne d'aucun Navire ou Vaisseau d'Alger n'enlèvera d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté aucune Personne ou Personnes que ce soit, pour les porter quelque part que ce soit pour être examinés, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, & n'usent d'aucune torture, ou violence envers aucune personne de quelque Nation ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de Sa Majesté, sous quelque prétexte que ce soit.

VI. Que les Effets d'aucun Naufrage appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de Sa Majesté, qui arrivera sur aucune partie des Côtes appartenantes à Alger ne pourront être déclarés ni faits de bonne prise, & que les Marchandises d'icelui ne pourront être saisies, ni les hommes faits Esclaves: mais au contraire, que tous les Sujets d'Alger feront tous leurs efforts pour sauver ledits hommes, & leurs Biens.

VII. Qu'aucun Navire, ni aucun autre Vaisseau d'Alger n'aura permission d'être mis entre les mains de ceux de Salé, ou d'y aller, ni en aucune autre Place ennemie audit Roi de la Grande Bretagne, pour servir de Corsaires, ou d'Ecumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ou autres plus petits Vaisseaux d'Alger ne demeureront croisés près, ou à la vûe d'aucunes des Rades, Havres, ou Ports, Villes, & Places de Sa Majesté: & ne troubleront la Paix, & le Commerce d'icelles en quelque manière que ce soit.

IX. Que si aucun Navire, ou Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou de Salé, ou de quelque autre Lieu qui en dépendra, amène aucuns Navires, Vaisseaux, hommes, ou Marchandises appartenantes à aucuns des Sujets de sadite Majesté, en Alger, ou en aucun Port ou Place de ce Royaume-là, les Gouverneurs d'icelui ne permettront point qu'ils soient vendus dans l'étendue des Territoires d'Alger.

X. Que si aucun des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne entre en Alger, ou en quelque autre Port, ou Place de ce Royaume-là avec quelque Prise, il la pourra vendre librement, ou en disposer autrement comme bon leur semblera, sans être molesté par qui que ce soit, & que ledits Navires de Guerre de Sa Majesté ne seront tenus de payer la Douane en aucune manière que ce soit, & que s'ils manquent de provisions de bouche, vivres, ou d'aucune autre chose, ils pourront les acheter librement au prix courant.

XI. Que

ANNO
1686.

ANNO 1686. XI. Que lors qu'aucun des Navires de Guerre de sadite Majesté paroîtra devant Alger, sur l'avis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par le Capitaine dudit Navire aux Gouverneurs en Chef d'Alger, on fera incontinent un cri public, pour mettre en sûreté les Captifs Chrétiens, & si après cela il arrive que quelques Chrétiens que ce soit, se fassent à bord d'édits Navires de Guerre, on ne les pourra redemander, & ledit Consul, ni le Capitaine, ni aucun autre des Sujets de Sa Majesté ne seront tenus de payer aucune chose pour ledits Chrétiens.

XII. Qu'aucuns Sujets de Sa Majesté de la Grande Bretagne, &c. ne pourront d'oresnavant être achetez, ou vendus, ou être faits Esclaves en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque prétexte que ce soit, & Sa Majesté ne sera point tenue, en vertu du présent Traité de Paix, de racheter aucuns de ses Sujets, qui sont présentement en Esclavage, & il dépendra absolument de Sa Majesté, ou des Parens, & Amis desdites Personnes qui seront en Esclavage, d'en racheter tels, & autant qu'ils jugeront à propos de temps en temps, sans aucune limitation ou restriction de temps, en convenant pour leur rachat avec leurs Patrons, ou Maîtres, d'un prix aussi raisonnable que faire se pourra, sans obliger ledits Patrons, ou Maîtres, d'en mettre aucuns en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves du Beylique, ou des Galeres, ou qu'ils soient de ceux qui appartiennent au Bassa, au Dey, au Gouverneur, ou à quelques autres personnes que ce soit, & tous Esclaves qui seront Sujets de Sa Majesté, jouiront de l'avantage, & du Bénéfice des diminutions des Droits dûs au Palais Royal, & des autres frais, après qu'ils auront été rachetez, en payant des sommes autant raisonnables, qu'aucuns Esclaves des autres Nations ont accoutumé de payer quand on les rachète.

XIII. Que s'il arrive qu'aucun Sujet dudit Roi de la Grande Bretagne vienne à décéder en Alger, ou en aucun endroit des Territoires qui en dépendent, ses Effets, ni son argent monnoyé ne pourront être saisis par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers, qui ne pourront non plus en faire aucune recherche, & lesdits Effets, ou argent monnoyé, seront possédés ou reçus, par telle personne, ou personnes que le Défunt aura institué son Héritier, ou ses Héritiers, au cas qu'elles soient sur le Lieu où le Testateur sera décédé. Et au cas que les Héritiers ne soient pas là, alors les Exécuteurs dudit Testament, dûment institués par le Défunt, après avoir fait Inventaire de tous les Effets, & argent par lui délaissés, s'en chargeront, & les garderont sans aucun empêchement, & prendront soin de les faire tenir par quelque vove sûre aux véritables & légitimes Héritiers du Décédé, & le cas arrivant qu'aucun des Sujets de sadite Majesté vint à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Effets, & de son argent monnoyé, après en avoir fait Inventaire, pour les usages des Parens, & Héritiers du Défunt.

XIV. Que les Marchands demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, étans Sujets de Sa Majesté ne seront point obligés à acheter aucunes Marchandises contre leur gré, & ils auront toute liberté d'acheter telles Marchandises qu'ils jugeront à propos, & aucun Capitaine ni Commandant d'aucun Navire, ou Vaisseau, appartenant aux Sujets de sadite Majesté ne sera tenu contre son gré, de charger aucunes Marchandises pour les porter, ou faire Voyage en aucune Place où il n'aura pas envie d'aller. Et le Consul Anglois, ni aucun autre Sujet dudit Roi ne seront obligés à payer les dettes d'aucun autre des Sujets de Sa Majesté, à moins que lui ou eux ne fussent devenus Cautions pour lui par un Acte public, & autentique.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté étans en la Ville d'Alger, ou dans ses Territoires, en matière de différens, ne seront point sujets à d'autre Jurisdiction que celle du Dey, ou Divan, si ce n'est qu'il arrive qu'ils aient des Différens entr'eux-mêmes; auquel cas ils ne seront sujets qu'à la Décision du Consul seulement.

XVI. Que le Consul, qui est à présent, ou demeurera en quelque temps que ce soit en Alger, y sera en tout temps en parfaite & entière liberté, & sûreté de sa personne, & Biens; & il lui sera permis de choisir son Truchement ou Courtier: & d'aller librement à bord des Navires qui seront à la Rade, aussi

souvent, & en tel temps qu'il lui plaira, & aura la liberté de la Campagne: Et qu'on lui accordera un Lieu pour y faire ses Prières: & que personne ne lui fera aucune injure de fait, ni de parole.

XVII. Que non seulement pendant la continuation du présent Traité de Paix & d'Amitié, mais pareillement s'il arrive quelque rupture à l'avenir par Guerre entre ledit Roi de la Grande Bretagne, & le Royaume d'Alger, ledit Consul Anglois, & tous autres Sujets de sadite Majesté demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours, & en tout temps, soit de Paix, soit de Guerre, une pleine & entière liberté d'en sortir, & de se retirer en leur País, ou en quelque autre País que ce soit, sur tel Navire ou Vaisseau de telle Nation qu'ils jugeront à propos, & d'emmener avec eux tous leurs Biens, Meubles, Familles, & Serviteurs, sans aucun trouble, ni empêchement.

XVIII. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté étant passager, arrivant ou s'en allant avec son Bagage de quelque Port que ce soit, ne pourra être molesté ni empêché, quoi qu'il fût sur un Navire ou Vaisseau ennemi du Royaume d'Alger. Comme pareillement aucun Sujet d'Alger, qui sera passager étant à bord d'un Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, ne sera en aucune manière molesté en sa personne, ni en ses Biens qu'il pourra avoir chargés sur ledit Navire ou Vaisseau.

XIX. Que toutefois & quantes qu'aucun Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de Sa Majesté au bout du grand Mast paroîtra devant la Ville d'Alger, & viendra mouiller à la Rade, incontinent après que l'avis en aura été donné par le Consul de sadite Majesté, ou par un Officier du Navire, au Dey, & au Gouvernement d'Alger, ils seront tenus par honneur envers Sa Majesté, de faire une salve de vingt-un coups de Canon tirez des Châteaux & Forts de la Ville, & ledit Navire rendra le Salut par le même nombre de volées de Canon.

XX. Qu'incontinent après la signature, & le sceau desdits Articles par le Bassa, le Dey, l'Agâ, & les Gouverneurs d'Alger, tous torts & dommages soufferts de part & d'autre seront effacés de la Memoire & mis en oubli, & le présent Traité de Paix sera en sa pleine force & vertu, & continuera pour jamais; & à l'égard de toutes les depredations & Dommages qui pourront être cy-après faits ou commis de part & d'autre, avant qu'on puisse donner avis du présent Traité, on en fera incontinent réparation, & tout ce qui se trouvera encore en nature sera incessamment rendu.

XXI. Que le cas arrivant qu'il se fût fait ou commis quelque contravention au présent Traité par les Sujets de l'une ou l'autre des Parties, cette Paix ne laissera pas de subsister en toute sa force, & cette inobservation ne causera point la rupture du présent Traité d'Amitié & bonne correspondance, mais la Partie qui se sentira molestée demandera qu'on luy donne incontinent satisfaction pour lesdites contraventions, par une vove amiable, avant qu'il lui soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par des Sujets particuliers de l'une ou l'autre des Parties, il n'y aura qu'eux qui seront punis, comme infraçteurs de la Paix, & perturbateurs du repos public. Et notre Foi sera notre Foi, & notre parole sera notre parole.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout puissant le cinquième jour d'Avril, l'an de notre Seigneur Jesus-Christ mil six cens quatre vingt six & en l'année des l'Egire mil quatre-vingt dix-sept & le vingt troisième jour de la Lune Gemasfayel.

(L.S.)

(L.S.)

LXIX.

Fœdus defensuum inter Sacram Cæsaream Majestatem Leopoldum, & FRIDERICUM WILHELMUM Electorem Brandenburgicum, in Conservationem Imperii, Pacificumque Ditionum, nec non in Defensionem Successionis Palatinæ Electoralis, contra putativas Præfessiones Ducis Avelanensis. Colonia ad Spream die 7. Maji 1686. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chan-

ANNO 1686.

ANNO 1686. Chancellerie de la Cour, de Sa Majesté Impériale.]

Cum Serenissimus ac potentissimus Princeps, ac D. D. Leopoldus Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, & Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Wirtenbergæ & Silesiæ, Marchio Moraviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis & Goritiæ: Serenissimus itidem Princeps ac D. D. Fridericus Guilielmus Marchio Brandeburgicus Sacri Romani Imperii Archicamerarius & Princeps Elector (tot. titulus) matura deliberatione præsentium temporum conditionem ob oculos posuerint, quæ & quanta nimirum damna, diminutiones ac discrimina Sacro Imperio Germanico partim ex intestinis Dissidiis, Divisionibus, & sinistris intelligentiis, præcipuè verò exterorum Hostium fraudulentis insidiis periculosè conatibus ab aliquo tempore imminerint, atque deinceps potissimum Successionis Electoralis Palatinæ causâ sint pertimescenda, è quibus gravissimæ in publicis convulsiones, nisi decentibus, ac idoneis mediis tempestivè præveniatur, exsurgent: altissimè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati, nec non altè memorato Serenissimo Principi Electori vires, & copias Divinâ Clementiâ indultas archiori Fœderis nexu aded conjungere, & unire necessarium omnino visum fuit, quò tam Sacri Imperii, omniumque ejusdem fidelium Statuum, & Membrorum, quàm utriusque Pacificentis Regnorum, Principatum, Archiducatum, aliarumque Eorundem Provinciarum Defensionem, Auxilio, Libertati, & Quietem contra omnem imminuentem internam, & exteraneam hostilem Potentiam, & quascunque Machinationes, Deo opitulante, plenius consulatur.

ART. I. Inprimis sit inter Sacram Cæsaream Majestatem, Ejusvè Successores & posteros Archiduces Austriæ ab una, atque Serenissimum Principem Electorem Brandeburgicum, Ejusque Successores & posteros Marchiones Brandeburgicos ab altera parte, tenore præsentium, & virtute hujus Fœderis defensivi, sincera, firma, vicina Amicitia, Fœdus & concordia à Pacificentibus sincerè, & sine fūco conservanda, ita, ut alter alterius commodum & utilitatem promoveat, ac quæcunque alterius Personæ, Regnis, Ditionibus, & Subditis in damnum, aut præjudicium cedere possent, avertere, & impedire studeat, statimque, ubi quid simile in notitiam venerit, sincerè adaperiat. Singulariter utriusque Partis Legatis & Ministris tam Ratisbonæ, quàm alibi in aut extra Sacrum Imperium in Legatione degentibus demandaretur, ut hi tam pro Ejusdem Imperii, quàm utriusque Serenissimæ Domus emolumento, in votis & negotiis sint concordēs, eaque ad conformandum inter se conferant, in casu verò, ubi præmissâ Consiliorum communicatione in unam mentem convenire non poterint, nihilominus absque strepitu omnia agantur.

II. Præfens defensivum Fœdus, cum tantum pro bono publico Conservationem & Propagationem Sacri Imperii, Pacificentium Regnorum, Electoratus, Archiducatum, aliarumque Provinciarum & Subditorum intendat, pro fundamento habeat Pacem Westphalicam, nec non ultimum Ratisbonæ inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Imperium ex una: & Coronam Galliæ ex altera parte initum Armistitium: Si quidem ambo Pacificentes ed collimare se obligant, ne dictis Tractatibus contraveniatur, sed hi inviolabiliter ferventur.

III. Si itaque Sacrum Imperium, ejusvè unum aut plura Membra violentiâ aliquâ, Armorum invasione, quæcunque demùm illa foret, aut sub titulo Reunionis, Dependentiæ, similibusvè pretextibus in suis Provinciis & Juribus turbati contingeret, Sacra Cæsareæ Majestas & Serenissimus Princeps Elector agent inter se, & fideliter cum effectu adlaborabunt, ut per congrua Remedia omni hujusmodi violentiâ & hostilitate remotâ, Imperii finibus & Juribus nihil ultra dematur, sed cuius ejusdem Status salva sint & integra Jura sua, ac Jurisdictiones ante omnia, si quid detrimenti parerentur, debitè atque integrè restituantur.

IV. Putativæ Præerensionis Ducis Aurelii nomine Conjugis suæ contra Serenissimum Principem Electorem Palatinum & Provincias ad hunc indubio Successionis Jure devolutas, quoad certas magnæ considerationis Appertinentias motæ aut movendæ, cum ejus

finis naturæ, ut in publica Belli flammam erumpere possint, promittit Serenissimus Princeps Elector Brandeburgicus, ubi eundem Serenissimum Electorem Palatinum sivè in Palatinatu & pertinentibus ad Palatinatum Provinciis à proximè defuncto & moderno Principe Electore possedis, sivè in Ducatu Juliacensi, sivè aliis eidem attinentibus Ditionibus & Territoriis, Bello imperi, aut in suo Jure & legitima Possessione sub quocunque colore & titulo, vel maximè Reunionum Dependentiæ, & neglecto Juris Ordine per vim infestari contingeret, hæc omnia & singula attentata pro casu præsentis Confœderationis habenda, accipienda, Copiis auxiliaribus infra conventis succurrendum, atque effectum in casu invasionis ab altissimè & altè-memoratis Pacificentibus Articulo sexto sibi invicem stipulatum opitulando procurandum esse, eâ tamen lege, ut Sacra Cæsareæ Majestas præfatas Copias neque duplicatas, neque alibi Locorum desideret: E contra reciprocam Serenissimus Elector Brandeburgicus, si invaderetur, pro possibilitate & viribus Serenissimi Electoris Palatini sibi effectivam confidit opem & assistentiam.

V. Præcipuè autem vi hujus Fœderatorum Ligæ conventum est, si alteruter Pacificentium ab aliquo, quiscunque tandem ille futurus esset, in suis Regnis, Electoratu, Archiducatu, Territoriis & Provinciis, aut in Jure & Jurisdictione sibi competente invaderetur, infestaretur, turbareturque, aut si in-vel ex illis Tributa, Quartaria, Subarrhationes Militum, Transitus, Armilustria, Annonæ, Apparatus Bellici, aliavè Gravamina, qualitercunque nominanda, exigeret, aut exigenda comminaretur, ut alter turbatorem emphaticè, & severè dehoretur, & si nihilominus in Gravamine continuaverit, Copias infra conventas spatio duorum mensium à die interpositæ requisitionis sistendo opem ferat, donec sublatâ turbatione, molestiis, & gravamine, omnia in eum statum, in quo ante Invasionem extiterunt, præter Reparationem damnorum omnium restituantur, nullâ contra talem opem & assistentiâ valiturâ exceptione, nisi fortè requisitus in propriis suis Ditionibus invasus ad eorum Defensionem promissio auxiliari Militè indigeret, quo casu illum sistere non tenebitur.

VI. Comprehenduntur in hoc Fœdere tam universa præsentia, quàm futura Regna, Electoratus, Archiducatus, Provincie & Territoria, quæ Fœderati nunc possident, aut Deo dante futuri temporibus eis, earumque Hæreditibus & Liberis Jure Successionis, vel alio quocunque legitimo titulo accrescent, ubicunque Locorum itaque in præmissis Ditionibus fieret invasio, ibi pateret casus Fœderis, sibi que invicem Pacificentes Conventionem præstare tenerentur, cum hac tamen item cautela, ut devolutâ per Altissimi Providentiâ aliquando ad Sacram Cæsaream Majestatem Successione Hispanica, indeque orituro generali totius Europæ motu, Serenissimus Princeps Elector Brandeburgicus Copias suas in remotas Hispanias, Italiæ, Indiæ oras, Belgium aut Regna & Provincias Altissimæ Majestati Cæsareæ Hæreditarias ducere non sit adstrictus, sed de modo & ratione ulteriori agendi de novo singulariter agatur.

VII. Numerum Copiarum auxiliarium quod attinet, eam utrique Pacificentium proportionem amplecti libuit, ut Sacra Cæsareæ Majestas Serenissimo Principi Electori duodecim virorum millibus: nempe ter mille Equitibus, mille Desultoriis & octo mille Peditibus: Serenissimus Princeps Elector verò Sux Sacræ Cæsareæ Majestati octo virorum millibus: nimirum mille ducentis Equitibus, octingentis desultoriis, & sex mille Peditibus, ex utraque Parte propriis, iisque certis alendorum mediis & sumptibus, assit, & auxilietur.

VIII. Quod si dictæ in priori Articulo Copiæ & vires invasioni, & periculo non fuissent, agatur inter Pacificentes de augendo quoad dimidietatem, aut etiam duplicando Militè.

IX. Circa Directionem & Præfecturas mittendarum Copiarum auxiliarium, Jurisdictionem, apparatus Bellici, sivè impediendorum, annonæ, solutionum, servabuntur inter Confœderatos alias usitata, certaque subscripto hoc Fœdere defensivo norma statuetur.

X. Præfens ita inter Pacificentes ictum Fœdus per viginti annos durabit, & hoc termino ad finem vergente de prorogatione convenietur. Quod si unâ cum his annis susceptæ Expeditiones non finientur, in ope ferenda, donec pericula cessaverint, continuandum erit.

ANNO
1686.

XI. Ut quoque hoc Foedus tamdiu firmius quavis sinistra suspitione careat, nullus Contrahentium ulla Foedera, aut Ligas, quibus alterutri directè vel indirectè noceri, ulla turbatio, aut sinistra intelligentia vel etiam hoc causari possit, quò minus hæc Conventa ad effectum deducantur, cum aliis Principibus inveniendi facultatem habeat. Verùm, si quæ ineunda forent, ante conclusionem sibi invicem sincerè communicent: Pacta verò & Foedera, quæ Partes pacificentes inter se jam tum sancita habent, his non adversari declarantur, aut si contraria forent, veluti non sunt, eatenus illis in genere & specie plenè derogatur.

XII. Quòd si ad Bellum & casum præsentis Conventionis deveniendum esset, nulli Pacificentium sine alterius consilio & communi assensu Pacem, aut Armistitia ferre licebit.

XIII. Experientia quotidiana comprobante per propriam Quartiriorum apprehensionem magnas in Imperio excitari molestias & confusiones, visum fuit utrique Pacificentium sibi invicem ita manum præbere, ut Assignatio, & Distributio eorum pro circumstantia Bellicarum Expeditionum, ac temporis, cum præscitu & consensu Sux Majestatis suscipiatur, & Serenissimi Principis Electoris, veluti tam archè Foederati Copiæ Cæsareanis quoad hæc æquales habeantur.

XIV. Hujus Tractatus Ratificatio spatio quatuor Septimanarum, à die signaturæ hujus roborabitur, & invicem permutabitur. In quorum fidem duò Exemplaria ab utroque Partis Deputatis, & Plenipotentiaris respectivè Alegantis & Ministris subscripta, eorumque Sigillorum appensione roborata sunt. Colonizæ ad Spream die 7. Maji Anno 1686.

Frank Heinrich von Freidach Gödens.
(L.S.)

Jochim Ernst von
Grunschaw.
(L.S.)

Frank von Wein-
ders.
(L.S.)

Paul von Fuchs.
(L.S.)

Johann Friederich
von Ksh.
(L.S.)

LXX.

26. Juin. Prorogation der Allianz zwischen denen
Löblichen Bayrischen und Fränkischen
Creysen auf 2. Jahr / zu besserer Be-
schuß- und Sicherheit beschehen. Aug-
sburg den 26. Junii 1686. [LON-
DORP II Acta Publica Parte XII.
pag. 527. d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui se trouve aussi dans LUNIG
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Abtheil. II. pag. 343. sous date du 25.
Juin 5. juillet & dans Anhang zu des
Europäischen Heroldts vier Haupt-
Handlungen pag. 1374.]

C'est-à-dire,

Prolongation pour deux ans, du Traité d'Alliance
conclu auparavant entre les Illustres Cercles de
BAVIÈRE, & de FRANCONIE pour leur
commune défense & seureté. A Augsbourg le
26. Juin 1686.

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1686.

Zu wissen. Als die Königlich Kaiserliche Majestät unser allergnädigster Herr / zu manutention des wehrten Vaterlandes Freyheit / auch Beschuß und Sicherheit dessen getreuer Creysß und Stände / sich allergnädigst gefallen lassen / die in näherer Inhelagenz von einigen Jahren her gestandene Creysß und hohe Stände / Kraft deren / vom 29. Aprilis letzthin allergnädigst erlassenen Receptis, zu Erneuer- und Festhaltung solcher geschlossenen guten Verhältnus und Correspondenz / auf hieher in des Heiligen Römischen Reichs Stadt Augsburg zu invitiren / und nebst anderen Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht in Bayern / auch die Fränk- und Schwäbische Gesandtschaft / diß Orts eingelaufen / daß man darauf derjenigen / zwischen hochgedachter Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht und selbigen / dann dem Fränk- und Schwäbischen Creysß aufgerichteter engerer / zu facilitierung der Executions-Ordnung / abzulegender Verständnus / sich zeitlich und zugleich dessen erinnert / daß der darüber genommene Termin vergangenen Monat May / ersichtlichmahls ausgelassen / und nun an demselben / dieselbe unter ihnen / als nächsten Benachbarten / und von Alters her / auch sonst correspondirenden Ständen und Creysen / bey ohne dem noch immer obshwebenden / so sehr beschwerlichen Zeiten und Umständen / vor allen Dingen wiederum zu erneuern / und auf weitere Jahr und Zeit / vertraulich zu extendiren und fortzusetzen ; Inmassen sich dann zu solcher Extension und Prorogation auch alle Theile / und zwar die anwesende Chur-Bayerische Gesandtschaft / wegen des löblichen Bayerischen Creyses / sub spe rati dahin verstanden / daß am 28. 29. May (7. 8. Junii) 1684. einander gethan / und schriftlich aufgestellte Declarationes und Gegen-Declarationes, ihren umständlichen Inhalt und Begriff nach / hiehero wirklich wiederholt / und eine recht vertraute Correspondenz und Zusammenkunft / wider allen Friedensstörischen Gewalt / irregulire Marche und Remarche, eigens angemachte Winter- und andere Quartier / auch anderen gegen Recht und Billigkeit streitende Zumuthungen / von dato wiederum auf 2. Jahr in Kraft dieses stabiliret und festgestellt seyn solle / also und dergestalt / daß / wie man nach der hievorigen Verabredung in casum hostilis invasionis, oder Überziehung / sie geschehe gleich von wem / aus was Ursachen / oder unter was Schein selbige wollen / beschleichen zu Anwendung anderer Reichs-Satzungen ohngemassen Zumuthung / beeinträchtlich- oder gewaltsamen Zumuthung / mit 1000. Mann zu Pferd / und 4000. zu Fuß einander zu assistiren / allerseits zugesaget / als nunmehr von Seiten Ihrer Chur-Fürstlichen Durchleucht in Bayern / und des löblichen Bayerischen Creyses / nach der hiernächst zu communicirenden Repartition mit 1000. zu Pferd / und 4000. zu Fuß / ex parte des löblichen Fränkischen Creyses hingegen mit 1000. zu Ross / und 3200. zu Fuß bestehend beyde in 3. Regimenten / als einem zu Pferd / und 2. zu Fuß / von löblichen Schwäbischen Creysß aber mit 1000. zu Pferd / und 3000. zu Fuß / so ditzmahl in 4. Regimenten bestehen / pro exigentia rerum & Casuum, die Hülffe wirklich geleistet werden solle ; Altermassen dann gesamte Höchsthoh- und löblichen Stände dieser dreyen correspondirenden Creysen / durch Ihre hier anwesende Gesandtschaften zu Continuation solch ihres vormahligen Reichs-Executions-mässigen Vinculi, sich / obpactirter massen / also de novo mit einander verstanden / auch allerseits Ratificationes über diese nähere Verständnus / von dato inner 9. Wochen / zu denen Fürstlichen Creysß-Aus, freib-Reuteren einzuschicken / und gegeneinander auszuwechseln zugesaget / wie sie dann von solchem allem / der hierstehenden Kaiserlichen Gesandtschaft / mit Contestirung gegen der allerhöchstdenckter Kaiserlichen Majestät allerseits tragenden allergütigsten Devotion, auch geziemende Nachricht gegeben ; Und ob man zwar von denen nicht weniger / als der anwesenden Chur-Bayerischen- und löblichen Fränkischen Gesandtschaft gen gesehen hätte / daß an Seiten des löblichen Schwäbischen Creyses / zu dem unter Händen stehenden grösseren Conjunctions-Berath / nach dem Grund des Heiligen Reichs-Satz- und Executions-Ordnung / der Beytritt gleich ditzmahl mit geschehen wäre / immassen / und daß der / zwischen den höchsten und hohen Bundes-Berwandten prorogirte Receß, eine ganz innocent Intention führe / in mehreren zu erkennen gegeben worden ; Nachdem jedoch Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Creyses vor ditzmahl hauptsächlich auf die vorige Correspondenz gesehen / und ihrer Gesandtschaft keinen weiteren Befehl ertheilet / dabeyden aber so viel contestiren und versichern lassen / daß es ob schon zu keiner

R

For-

ANNO 1686. Formal-Verständnis / nach dem mit übrig höchst- und hohen Allirten bevorstehenden Concert für jeko ankommnen / sie dennoch mit selbigen Herren Potenzen und Creysen jederzeit gerne sehen / auch auf dem Nothfall sich mit denen bisz daher correspondirenden hochlöblichen Creysen und Ständen / über das / so die Wohlfarth des gemeinen Vaterlandes erfordert / allemahl zeitlich und Patriorisch vernehmen wolten / zunahlen eben diese nähere Intelligenz / zwischen hochlöblichen gedachten 3. Reichs- Creysen und Ständen insonderheit dahin angesehen / daß ein Theil wie der andere sich das Publicum jederzeit besiens angelegen seyn lassen / auch die Manutenez der / in- und mit dem Reich aufgerichteter Instrumentorum Pacis & Armistitii zu Bestätigung der hierunter interessirten Chur- Fürsten und Stände Freyheit in Ecclesiasticis & Politicis mitbefördern heissen solle und wolle / so hat man es bey solcher Contestation allersits bewenden lassen / und ist / was unter übrigen hohen Allirten Theilen weiter zum Reces kommen / an Fürsten und Stände des löblichen Creyses gebührend und umständlich zu referiren / von selbiger Gesellschaft übernommen worden. Dessn zu Urkund u.

Datum Ausgung den 26. Junii 1686.

LXXI.

28. Jun. *Tractatus inter LEOPOLDUM Cæsarem Augustissimum ac Hungaria Regem, & MICHAHEM APAFFI Principem, Statusque & Ordines Transylvaniae, de Defensione, Presidio, atque Status civilis & politico Principatus. Datum Vienna die 28. Junii 1686. [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiæ; inter Diplomata pag. 12.]*

Notum sit quorum interest Universis. Quod postquam Sacra Cæsarea Regiaque Hungariæ & Bohemiæ Majestas, à Turcarum Sultano, Armis foedifragè lacerata, ad Societatem Sacri Belli, inter alios, etiam Dominum Principem, Statusque & Ordines Transylvaniae, ac Partium Hungariæ, eidem annexarum, pro Defensione communi adhortata esset, & Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvaniae, devotum suum erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & Rempubicam Christianam affectum animumque per expressam Legationem testati essent propositis nonnullis desideris, de quibus conveniretur, in sequentes Articulos ium est.

I. Sacra Cæsarea Regiaque Majestas suscipit Defensionem Transylvaniae, Partiumque Hungariæ eidem annexarum, & postulante occasione, pro ejus Defensione contra Hostem, ad requisitionem Domini Principis, & Statuum tempestivè Copias Auxiliaries, mitret, quandocunque opus erit, quæ quidem, sub Jurisdictione & Imperio Militari Cæsareæ Generalitatis manent, quamdiu autem, intra Terminos Transylvaniae commorabuntur, Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, Directionem Armorum Domino Principi, & ejus Successoribus committet, penes quos etiam stabit, quamdiu illis opus habeant, iis verò Copiis Sua Majestas stipendia persolvit, de comineatu & annona Transylvani providebunt.

II. Quid Territorii Turcici aut Locorum Hosti eripietur, Jure Belli, sit occupantis, quicquid autem ad Transylvanos spectare dignoscetur, in ejusdem Jurisdictione manutenebitur.

III. Transylvaniam cum Partibus Hungariæ Transylvanie annexis, intra veros suos Terminos, Dominus Princeps & Status, eò, quò hæcenus Jure gaudent, conservent, declaratque Sacra Cæsarea Majestas, se in iis, contra Jura, Domino Principi competentia nec Telonia, nec Tricesimas, nec Præsidia, aut Fortalitia, invito Principe erigi curaturam, idem intelligatur de Debrecinio.

IV. Sacra Cæsarea Majestas, circa Bona Transylvanis Subditis restituenda, habitis necessariis Informationibus, Justitiæ & Officiorum Domini Principis, & Statuum sicut & Privilegiorum, condignam rationem habebit.

V. Neque Comitem Ladislaum Cskahi, utpote Dominum Principi suspectum, Copiis suis in Confiniis Transylvaniae, præficiet, aut adjunget, nec permittet

Sua Majestas ut ab ipso Statibus Transylvaniae damnum aliquod inferatur.

ANNO 1686.

VI. Neque quatuor Religiones in Transylvania, paribusque Hungariæ Transylvaniae annexis receptas ullo ibidem modo, tempore, & prætextu, turbare curabit, nec laborabit in Templorum, Scholarum, Parochiarum, proventuumque & bonorum eorum occupatione, juxta Leges eorum approbatas.

VII. Libera pariter sint Jura Fœderum Domino Principi Transylvaniae, ejusque in Principatu legitimis Successoribus, ita tamen, ut huic perpetuo Tractatui non repugnet, sed contra communes Hostes, pro utilitate Christianitatis, & inprimis Sacræ Cæsareæ Majestatis, ejusque Domus, Regnorumque & Provinciarum icianur.

VIII. Legitimus Transylvaniae Princeps, Dominus Michael Apaffi, nullatenus turbabitur, nec minus ejusdem Domini Filii Michaelis similiter Apaffi electionem jam factam, gratam ratamque habebit Majestas, post eorum verò sora (ut sperandum est) fata, libera maneat penes Transylvaniae Status, juxta eorum Jura, Electio.

IX. Maneant etiam Titulus & Insignia Principum, more hæcenus usitato, nec ea sibi Cæsarea Majestas attribuet.

X. Sacræ Cæsareæ Majestatis Subditis in Transylvaniam, & hujus vicissim Incolis, in Suez Majestatis Regnis & Provinciis, libera Quæstus & Commerciorum sint Jura.

XI. Nunquam laborabit Sua Majestas in Transylvania erigere Jus Patronatus, aut Sacerdotale, nec demandabit, eam materiam Statibus proponi.

XII. Transfugæ & Proditores Sacræ Cæsareæ Regiaque Majestatis non recipiuntur in Ditione Transylvanica, nec hujus vicissim in Regnis & Provinciis Suez Majestatis, idem intelligatur de Jobbagionibus aut Hominiibus propriis glebæ adscriptis.

XIII. Subditi Sacræ Cæsareæ Regiaque Majestatis in Transylvania & vicissim hi, in Regnis Provinciisque Suez Majestatis, causas suas in Judicio agere & prosequi libere poterunt, Procuratorumque Constitutiones & alie literæ Causales, in Locis & coram Personis solitis & authenticis, in ejus Territorio legitime factæ, ubique pro firmis & validis habeantur.

XIV. Tamen pro defensione & amplificatione Rei Christianæ, statim notis viribus, libenter palam concurrerent Dominus Princeps & Status Transylvaniae, ne tamen intemptiva ostentatione Armorum, Turcicis & Tartaricis direptionibus exponantur, consentit Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, ut non ante expugnationem Varadini & Temesvarini, se palam Cæsareis Armis conjungant, sed interim Armis, comineatu & vecturis tolerabilibus, usque ad limites Transylvanice Ditionis, si Arma Cæsarea ad illa Fortalitia expugnanda, quæ in Partibus Hungariæ Transylvaniae annexis à Turcis possidentur, admovebuntur, juvent, ad quod Dominus Princeps & Ordines se obligant.

XV. Neque Transylvaniam & Partes Hungariæ eidem annexas, Turcis hæcenus non obligatas, Sua Cæsarea Majestas gravabit Hybernus, nisi ipsius Transylvaniae, & contra Hostem excubandi necessitas exegerit.

XVI. Cum ad Aulam Cæsareæ Majestatis Legati Transylvanici expeditur, pro more honeste habeantur & recipiuntur.

XVII. Cum Loca Turcis eripiuntur, Bona, quæ in iis ad Transylvanos spectare dignoscuntur, iisdem restituentur, salvo Sacræ Cæsareæ Majestatis in iisdem Jure Superioritatis & Feudi.

XVIII. Infecuturis cum Turca Induciarum aut Pacis Tractatibus, ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis, juxta Capita, eo tempore exhibenda, & huic Tractatui correspondentia, includetur Transylvania, Moldavia, & Valachia, ubi etiam modis omnibus efficere conabitur Sua Majestas ut Transylvani, à Tributo ulterius Turcis pendendo liberentur.

XIX. Vicissim se obligant Dominus Princeps, Status & Ordines Transylvaniae, quod non tantum honorem & commoda Sacræ Cæsareæ Regiaque Majestatis, ejusque Domus, Regnorum & Provinciarum, ubique Locorum bona & Christiana fide, consiliis & opera promovebunt, verum etiam, quòd, pro superius stipulata Regia Defensione & Protectione, annuam recognitionem viginti quinque millium Aureorum Ducatorum, vel quinquaginta millium Thalerorum Imperialium, in speciebus, perpetuis temporibus pendent, casu

ANNO casu etiam urgentissimæ necessitatis, possibili annonæ,
1686. commeatu, vecturarum & virum subministratioe as-
sistent, & pro majori, tam hujus Tractatus, quam
ipius Transylvaniæ securitati, pendente hoc Bello &
periculo, Sacræ Cæsareæ Majestati, sequentia duo Loca,
nempe: Claudiopolim, & Fortalicium Deva eum in
modum consignabunt, ut Cæsareo Præsidio, pro dua-
bus tertiis, Transylvanico vero, pro una tertia, mu-
niantur, cui Præsidio Cæsareæ stipendia Sua Majestas
persolveret, panem autem & servitia Transylvani submi-
nistrabunt, quàmprimùm verò præsens Bellum cessave-
rit, ambo Loca iterum evacuantur & restituentur.

XX. Tractatus hic in secreto quidem ferebatur, ob-
ligabit verò sub Christiana Fide tam Sacram Cæsaream
Majestatem, quam Dominum Principem & Status
Transylvaniæ & utriusque Partis Hæreses & Successo-
res in perpetuum, nec unquam Turcis etiam post fac-
tam Pacem revelabitur.

XXI. Diplomata, ratificata intra mensem, aut quò
citius, si fieri potest, in bona & consuetà forma ex-
pedita commutabuntur; in quorum omnium fidem,
præsens Tractatus, tam à Dominis Commissariis
Cæsareis, hac in re deputatis quàm à Dominis Legatis
Transylvanis, subscriptis quorumque Sigillis consuetis
corroboratus est Viennæ 28. Junii Anno 1686.

FERDINANDUS Princeps
à Dietrichstein, Mp.

(L. S.)

JOHANNES HALLER, Mp.

(L. S.)

MATTHIAS MILES, Mp.

(L. S.)

HERMANNUS M. Ba-
denfis, Mp.

(L. S.)

(L. S.)

STA Hr. Comes
STRAATMAN.

SIGISMUNDUS PER-
NYESI, M. p.
(L. S.)

MICHAËL INCZE-
DI, Mp.
(L. S.)

LXXII.

28. Juin. Augsburgische Allianz / so zwischen der
9. Juill. Römischen Kayserlichen Majestät / der
Eron Spanien wegen Burgund / der
Eron Schweden wegen dero im Heili-
gen Römischen Reich gelegenen Lan-
den / Chur-Bayern / denen Bayrisch-
Fränkisch-Schwäbischen Erbsen / dem
Hochfürstlichen Hauß Sachsen / und
denen disseitßs Ober-Rheins gelegenen
Fürsten und Ständen / zu Handha-
bung des Armistitii Germano-Gallici,
dann zu Erhaltung Ruhe und Friede-
Standes im Heiligen Römischen Reich/
wie auch zur mutuellen Defension
wieder alle Feindliche Beeinträchtigung-
en auff drey Jahr ausgerichtet wor-
den den (1) 29. Junii 9. Julii 1686. [LU-
NIG, Teursches Reichs-Archiv. Part.
Special. Abtheil. II. pag. 337. d'où Pon
a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans LONDORPII Acta Publica
Tom. XII. pag. 522. dans Anhang zu
des Europäischen Herolds IV. Haupt-
Handlungen pag. 1367.]

(1) On suit ici la Copie de Monfr. Lunig & sa Date, qui est du
29. Juin. 9. Juilliet, en quoi il s'accorde avec l'Europäische Herold.
Celle du Continuateur de Londorpii est du 19. Juin, & celle de la
première Edition du Grand Recueil de Hollande du 19. 29. Juilliet.
[D. M.]

C'est-à-dire,

ANNO
1686.

Ligue d'Ausbourg conclüe pour trois ans & au de-
là, entre l'EMPEREUR, le Roi d'ESPAGNE
comme Duc de Bourgogne, la Couronne de SUE-
DE pour les Provinces qu'elle possède dans l'Empi-
re, l'Electeur de BAVIERE, les Cercles de
BAVIERE, de FRANCONIE, & de SVA-
BE, les Ducs de SAXE, & autres Princes de
l'Empire par delà le Rhyn, pour le maintien de la
Treve conclüe à Ratisbonne entre l'EMPIRE, &
la FRANCE, pour la conservation de la Paix &
de la Tranquillité dans tout l'Empire & pour la
defensé reciproque des Droits, Interêts & Regales
desdites Parties. A Ausbourg le 29. Juin. 9.
Juillet 1686.

Und und zu wissen / nachdem die Röm. Käyser-
liche Majestät / unser allernädigster Käyser und
Herr / aus preiszwürdigst-und Reichs-väterlicher
Vorsorge für das gemeine Heil und Aufnehmen des ge-
liebten Vaterlandes denen bißhero in engerer Correspon-
denz gestandenen Creysen / auch Churfürsten / Fürsten
und Ständen / sowohl als andern / Ihro Käyserl. Ma-
jestät / und dem heiligen Reich / durch unmittelbare
Reichs-Lande und Confederation zugethanen Potentien /
vermöge ihres interm daro den 24. April. nedstihm an
sie erlassenen Käyserlichen Rescripts, mit mehrern zu er-
kennen gegeben / wie hoch-nothwendig es sey / nebenst
Fortsetzung des noch immerhin offenkündigen blutig-und
gefährlichen Türcken-Krieges / auf des innerlichen Ru-
hestandes Befestigung bestmüßlichst zu reflectiren / da
vorab der unter den mit der Eron Frankreich ohnängst
gestifteten Armistitio veranlasset-und bedungene punctus
securitatis publicæ annoch in feiner Consistenz, und zu
besorgen / es dörfte die enöliche Vollziehung desselben noch
viel Zeit gebranden / inzwischen aber bey gegenwärtig ver-
wirren Zeiten dem heil. Reich / und dessen getrennen Stän-
den viel Widerwärtiges zusossen / um so mehr dann die
ohnungängliche hohe Nothdurfft erfordern wolte / daß vor
höchste-hoch-und wohlgedachte Creyse und Stände aus
Devotion, liebe und Eifer gegen allerhöchstenannte Ihre
Käyserl. Majestät und das gemeine Vaterland / auch zu
Behauptung ihrer selbstigen Eicherheit / und deren Ver-
theidigung gegen allen feindlichen Gewalt / die eine zete-
re unter sich gepflogene gute Einverständniß fortsetzen / und
zu deren wieder Erneuer-auch Feststellung (die bevorab ein-
zig und allein zu Maintenirung des lieben Vaterlandes
Freiheit / Ehre und Wohlfahrt / auch Eicherheit und Be-
schützung dieser getrennen Stände / keinesweges aber zu je-
mandes Offenoon, Beleidigung oder Nachtheil abziehen
solte) einen gemeinen Correspondenz-Rag verabreden
möchten / gestaltsam mehr allerhöchstgedachte Ihre Käyser-
liche Majestät denselben auch ihres höchsten Orts / vermit-
telst dero Käyserlichen Gesandtschaft / zu beschließen sich als
lernädigst anerkläret / pro loco & termino Tractatum
aber diese des heil. Reichs Stadt Augsburg / nebenst den
Anfang des Monats Junii benennet / auch die höch-und
hohe Herren Interessenten daselbst hin invitiret; die sich
dann zu Erweisung ihres zu des heil. Reichs Wohlfahrt /
auch der Röm. Käyserl. Majestät allerunterthänigst zutra-
genden Respects, vermittelst abgesandter Legationen (je-
doch ausser der Ober-Rheinischen / disseitßs Rheins gelege-
ner / dann der concurrirender Besserväldischen Fürsten
und Ständen / welche verhoffentlich noch vor Endigung
dieses Convents einlangen / oder in Verbleibung dessen /
den Zutritt ausser allen Zweifel nehmen werden) aufge-
funden / ordentlich legitimiret / und so fort die Haupt-
Sache unter göttlicher Gnaden-Verstand wirketlich ange-
treten / darauf hin / nach reisser der Sachen Deliberation
und Berathschlagung / folgendes zu gemeinem Schluß
herkommen lassen / und zwar:

I. Solle eine aufrichtige Zusammenkunft / und ver-
trauliche Correspondenz zwischen Ihro Käyserl. Ma-
jestät / und dero ganzen hochlöblichen Erb-Hauß / absonder-
lich auch Ihro Königl. Majestät zu Hispanien / wegen
ihres Burgundischen Reichs-Creyßes / so dann Ihro Kö-
nigl. Majestät in Schweden / wegen ihrer in verschiednen
Creysen gelegenen Reichs-Landen / wie auch Ihre Chur-
fürstl. Durchl. zu Bayern / für sich / und wegen des
Bayrischen Creyses / weniger nicht den Fränkischen Creys /
dem völligen hochfürstl. Hauß Sachsen / dann denen O-
ber-Rhein: disseitßs Rheins gelegenen / auch hierzu con-

ANNO curtirenden Besterwädtschen Fürsten und Ständen seyn
1686. und verbleiben.

II. Sollte diese Defension und Zusammensetzung obangegogener Ihre Kayserl. Majestät hierbey führender Intention genugsam / bis auf erfolgende allgemeine Stabilir- und Einrichtung des puncti publicae securitatis Imperii / stehen / und zu niemandes Verletzung / inner- oder außerhalb des Reichs / noch zu Erregung einiger Motuum / sondern zu allseitiger Beybehaltung Teuffcher Freyheit / Ruhe und Frieden = Standes / Beschützung und Sicherheit des heil. Reichs / dessen Churfürsten / Fürsten und Ständen insonderheit (gestalt dann in denen nachfolgenden Articulis weilers erläutert wird) insonderheit aber der zu gegenwärtigen Conjunction wirklich eingetretenen Bunds-Genossen / oder die ins künftige den Beytritt zu nehmen sich noch resolviren werden / mithin zur allgemeinen Garantierung der Westphäl-Niemag- und anderer dazü gehöriger oder darinnen gegründeter Frieden-Schlüsse / wie auch des ohnlängst zu Regensburg mit der Cron Frankreich aufgerichteten 20. jährigen Stillstandes / alles ihres Inhalts / in Ecclesiasticis & Politicis angesehen / und auf die Reichs-Executionen-Ordnung sowohl / als andere Constitutiones Imperii / und die zu gedachtem Regensburg circa punctum securitatis & generalis Garantiz / wegen Zeit- und Beschützung verschiedener Reichs-Churfürsten und Stände / in so weit solche von Ihre Kayserl. Majestät / dem Reichs-iblichen Aylo genugsam / bereits allergnädigst approbirt / oder ins künftige approbirt werden möchten / ausgefallene Reichs-Conclusa gegründet seyn.

III. Allermaßen nun vermöge derselben je ein Reichs-Standt und Creyß dem andern so feindlich angegriffen / oder gegen oballegirte heilsamen Reichs-Satzungen / Frieden-Schlüsse und Stillstand beeinträchtigt / oder verzwaltigt / oder mit irregulären Marchen / eigens angemachten Winter- oder andern Quartiren / oder sonst gegen Recht und Billigkeit streitenden Zumuthungen beschweret würde / bezuzustehen verbunden ist / also übernehmen Ihre Kayserliche Majestät Kraft ihrer als des heiligen Reichs allerhöchsten Ober-Hauptes tragender Obiegenheit / alle und jede / absonderlich diejenigen getrene Reichs-Creyß- und Stände / die sich vor ico / oder ins künftige zu gegenwärtiger Schutz-Verfassung einverleiben / bey den übrigen kräftig zu maintainiren / vorgedachte Frieden-Schlüsse / Stillstand und Rachs-Conclusa zu handhaben / Gewalt und Unrecht aber nach aller Möglichkeit zu verhüten und abzuscheyden. Wann sich auch einige Gefahr von ein- oder anderseitigen Angriff gegen diese oder jene Bunds-Verwante offenbaren / und herfür thun / wirklich angebrohet / oder sonst mit scheinbarem Grund befördert würde / so balden Ihre Kayserl. Majestät dessen berichtet oder gewahr würden / den zur Vermeidung sich aufstehenden Theil ernstlich abzumahnem / und zugleich die sämtlichen Associirte zu ermahnen / sich dergestalt gefast zu halten / daß bey weiterer Annäherung der Gefahr / und che dieselbe zur wirklichen Verwundung herkomme / den bedroheten und Gefahr-leidenden Bunds-Verwandten auf dessen Begehren die nachdrucksame Hülffe geleistet werden möge / Wie dann auch in solchem Fall / noch mehrers aber / da die feindliche Invasion bereits geschehen / oder damit der Anfang gemacht wäre / aus was Ursachen / und unter was Schein oder Nahmen solches auch seyn möge / sämtliche Associations-Verwandte / insonderheit aber die nachgegriffene und die ihre Völker zum leicht- und geschwindesten durchbringen können / Kraft dieser also genommenen Verbrede / schuldig seyn sollen / ohne einzige faumfellige Zumuthung oder Entschuldigung / wie auch diese seyn / oder geschehen könnte / oder möchte / auf des angegriffenen Bunds-Genossen geziemendes Begehren / die verlangte Hülffe / nach der in folgenden Articulis mehrers ausgedruckten Maaß eiligt zuzuschicken / und denselben vor weitem Gewalt retten zu helfen. Gleichwie nun

IV. Im Fall eines erfolgenden Angriffes / oder gewaltthätiger Beeinträchtigung / nebenst der / dem Verletzten zuzuschickenden Hülffe / bevorzusehen solle / wofern man es rathsam befinden möchte / von gesamter Alliance wegen / oder von wegen einiger Allirten ins besondere dem feindlichen Theil durch Schreiben oder eigene Schickung von seinen Atentatis abzumahnem / und sich dahin zu bearbeiten / daß nicht nur fernere Gewalt eingestellt / sondern auch für bereits beschene Abnahme und erlittenen Schaden / gebührende Wieder-Erstattung / denen offtangelegenen Friedens-Schlüssen und Stillstand gemäß geleistet werden möge / Also sollen auch in obermelten Fällen die gefasste Allirte an einer wohlgelegen Wahlstatt ehestens zusammen kommen / oder zusammen schicken / und dasselben unter Ihre Kayserlichen Majestät allerhöchsten

ANNO Direction, auch mit Zugiehung derer Allirten Generalität berathschlagen und schließen / wie den bedrängten Bundes-Genossen / im Fall zumahlen der belädigende Theil denselben keine Restitution oder billige Satisfaction, wie oben gedacht / leisten wolte / oder auch die gegenwärtig abgeschickte Hülffe zu Reprimierung weitem Geswärt / nicht zulänglich wäre / durch stärkere Zusammensetzung weilers ohnverlängte zu helfen / zu dem Ende dann die sämtliche Associirte alle ihre Kräfte / nachdem es die Nothdurfft erfordern / und zu dem abgezielten Zweck erspriesslich seyn wird / anwenden / und bis zu dessen Erlangung getreulich bey einander stehen / sich auch um einige Ursachen willen von einander nicht trennen lassen / da bey aber auch dasjenige / so im Feindt. Creyß-Abtritte dato des 8. April. (29. Martii) zu besserer Verhütung der Motuum im Reich vorgesehen worden / in so weit es nach geänderten Conjunctionen kein neuer Umstand alterirt / möglichst beobachtet / und die gegen solchen groffen Gewalt zu verfahren habende Veranlassungen / darnach so wohl / als denen Reichs-Satzungen insonderheit angeordnet werden sollen.

V. Wie nöthig auch sey / die Grenz-Bestungen mit gungamer Mannschafft / Munition, und andern zeitlich zu versehen und zu versorgen / als wodurch der geschwinde Ueberfall merklich ab- und anzuhalten / solches haben die vornahmliche höchstschädliche Experientien / wann dieselbe auf ein oder andere Weise sind versummt worden / vielfältig erwiesen / um so mehr dann die Nothdurfft / in Kraft also beliebigen Schlusses / erfordern will / daß ein jeder höchst- und hoher Allirter seine haltbare Plätze mit aller Nothdurfft in Zeiten wohl versehen / und daran keinen Mangel erscheinen lasse / von daraus fließige Rundschaft einziehe / und alle androhende Gefahr / an die nächstgelegene Allirte und Generalität berichte / die dann / bis zu endlicher der völligen Macht Zusammenstellung / obliegt seyn sollen / die Periclitirende zu secundiren / und so gleich die übrige hohe Bunds-Verwandte / absonderlich aber aussehrende Fürsten / Creyß- auch andere unter denen beytretenden Bundes-Genossen angereichte / oder noch aufzurichten habende Directoria und Creyß-Obriisten-Platzir / ohnverwartet einer gemeinsamen Zusammenschickung / (die doch / wie §. 4. vermeldet / inzwischen veranlaßt / zu dem Ende auch / und zu weiter allergnädigster Anordnung Ihr. Kayserl. Maj. alles schleunigst hinterbracht werden sollte) unmittelbar denen Generalen Beschiedlich geben können / alle Truppen zusammen zu ziehen / und wo es so wohl der nothleidende Theil / als die Kriegs-Raison an sich selbst erfordern würde / sie zur nöthigen operation zu politiren. Sollten aber ein- oder andere Associati de presentia / oder die sich für künftige zum Beytritt noch erklären werden / sonderbar aber diejenige / deren Lande der feindlichen Ueberziehung zum meisten unterworfen / und da aus selbigen Besungen dem angreifenden Theil gute Gelegenheit zuwachsen könnte / denen übrigen Allirten / oder auch dem gesamten Reich groffen Ueberlast und Gefahr zuzufügen / diese ihre Plätze aus eigener Kräften zu versorgen / und zu bewahren nicht vermögen / auf solchen Fall hätten die sämtliche Bunds-Genossen die gemeine Sorge zu tragen / daß dergleichen Besungen von gesamter Bunds-Verfassung wegen / oder welche Allirte es der näheren Situation oder andern billigen Ursachen wegen übernehmen solten / besetzt und mit aller Nothdurfft versehen werden mögen / doch daß die zu vergleichen stehende Conditiones hiebey leidlich und erträglich / und hingegen die stückende Hülffe solle so lange continuirt werden / als es der Hülffsuchende Theil verlanget / und die Nothdurfft erfordern wird / es wäre dann / daß der oder diejenige / so selbiges Volk dargeliehet / dessen zu eigener Sicherheit hiernächst selbst bedürftig wären / welches jedoch denen sämtlichen Allirten und deren hohen Generalität zeitig kund gethan werden solle. Zumassen darunter §. 16. weilers vorgesehen ist.

VI. Insonderheit ist zwischen höchst- und hochbegagten Associations-Verwandten auch dieses vereinbaret worden / daß man über alle bedenkliche und in das subiectum dieser Bündniß einlaufende Vorfällenheiten miteinander vertraulich correspondiren / einer des andern Nutzen / und die gemeine Sicherheit aufrichtig befördern / bey Reichs- und Creyß-Versammlungen / und sonst in alle andere Wege / absonderlich aber circa materiam securitatis publicae & Garantiz generalis, ut & Executionem Armistitii Germano-Gallici, insonderheit / auch derer dazugehörigen Regensburg fürkommenden contraventionum in Ecclesiasticis & Politicis ins besonder / einmüthige Consilia führen / und die Conservation des erwünschten Ruhe- und Friede-Standes im heil. Reich / Nichtigung forsch-

ANNO
1686.

sothanen puncti securitatis & Guarantie generalis, Execution gedachten Stillschans / und Abstellung angeregter Contraventionum, nach aller Möglichkeit suchen sollen. Auf die Frage aber / wie stark die Bunde-Armada aufgestellt / und was für höchst- und hohe Allirte / als Bunde-Verwandte angenommen und erkannt werden sollen? da hat man sich mit einander dahin verstanden / daß

1. Ihre Kayserl. Majestät nach dem Fuß der in Comitibus zu einer Reichs-Armatur eventualer repartirten 60000. Mann / 16000.

2. der Burgundische Creysß 6000. (jedoch derfallt / daß nach Inhalt des 17. Articuli des Augspurgischen Vertrags de Anno 1548. in ihrer Königl. Majestät in Hispanien Willführ stehen solle / dieses quantum in Volut oder Geld / oder theils in Volut / theils in Geld bezuzutragen.)

3. Wegen der Cron Schweden im Reich habenden Landen und Provinzien hat zwar diemahlen um unterschiedlicher darbey vorgekommener triffiger Ursachen willen kein eigentliches quantum ausgeworfen werden können. Nachdenmalen aber der Schwedische Gesandte Versicherung gethan / daß Ihre Königl. Majestät zu diesem federe, ersgedachter Landen halber / mit einem so proportionirten und sufficienten quanto concurrirt / daß darauf derselben gute Zuneigung zu des heiligen Reichs Wohlstand und Erfüllung höchstgedachter Bunde-Verwandten heilsamer Intention in effectu zu verspuhlen sey werde: Als solle bey-oder noch vor der Ratification das eigentliche quantum von gedachten Gesandten denen übrigen Concedirten kund gemacht / und von nun an diesem Recesß für würcklich beygerückt gehalten werden.

4. Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern für sich 8000. dann wegen des Bapstlichen Creysßes sub spe rati 2000. Mann.

5. Der Fräncische Creysß 4000. Mann.

6. Die sämmtliche Hochfürstl. Sächß. Häuser (doch exclusive Schlesiengen qua Schlesiengen / und so viel davon Sachsen-Weimarburg oder Zeitz zukommet / welches sein Contingent zur Fräncischen Miliz stellet) ein Regiment zu Fuß von 1000. Mann / mit dem Anhang / daß wenn die höchstsehnliche Kayserl. Commission dieses falls auf noch 1000. Mann Infanz gemacht / der diemahl noch allein anwesende Sächßen-Gothaische Gesandte aber sich nicht dazu bevollmächtigt befunden / Er es ad referendum angenommen / und versprochen / daß darüber mit nehesten / und noch vor der Ratification dieses Allianz-Recesses / derer hohen Herren Fürstl. Principalen Erklärung einlangen solle / alles jedoch mit der ausdrücklichen Bedingung / daß hierunter nebst denen Fräncischen / auch ihre zum Ober-Sächßischen Creysß gehörige Lande / und die dannhero rührende Contingenten begreifen seyn / und deshalb Ihre Kayserl. Majestät allergnädigst daran zu seyn geruhen / damit das Hochfürstl. Haus / so lange die Bindnuß / und dabeto entspringende Obliegenheiten währen / mit dergleichen praestationen (jedoch mit Vorbehalt der zur Fräncischen Cassa / wegen der selbigen Creysß affectirten Landen / absonders / und in particulari schuldiger Nöthen-monat. Zahlung) anderwärts von Reichs-Thu. Creysß wegen verschonet bleiben möge. Endlichen

VII. Die distants Rheins gelegene Ober-Rheinische und concurrirnde Besserväldische Fürsten und Stände sub eadem spe rati 4000. Mann / würcklich und mit allen Requisitionen an Regiments-Stetten / Compagnie und Proviant-Wagen stellen sollen.

VIII. Damit nun die Ausschreib- & Creysß-Oberisten-Aemter und Directoria, nebst der gemeinschaftlichen Generalität desso mehrers versichert seyn mögen / daß diese Bunde-Völker / der Würde gemäß / würcklich ausgesellet / auch in tüchtigen Leuten / und guter Montierung beschien: So ist ferner zu gemeinen Schluß kommen / dieselbe in beständigen Kriegs-Exercicio unterhalten / und jährlich auf 4. oder 6. Wochen lang / erheischender Nothdurfft nach / campiren zu lassen / jedoch denjenigen Stand ohnbestandt / dessen Lande solches Campement betreffen wird / hierbey aber und so viel überrege Campementen anlangt / hat es keine andere / dann diese Meinung / daß dieselbe von Seiten eines jeden Creysß / oder gemeinschaftlichen Contingents, intrinsecq bescheyn / keinesweges aber von einem in den andern Creysß zu denen Illustrationen und Exercitiis verwiesen und gezogen werden sollen. Nachdeme auch

IX. Ein solches Corpus ohne hohe und subalterne Generalität / bey dessen künftiger Zusammenführung / so wenig als ohne die dazzu gehörige Artillerie beschien

ken: So hat man von Seiten gesamter höchst- und hoher Bunde-Verwandten dafür gehalten / daß fürderst auf Ihre Churfürstl. Durchl. zu Bayern / so wohl wegen verschiedener anderer hohen Considerationen / als hiernächst wegen dero in so vielen Gelegenheiten dem Nöm. Reich und gemeiner Christenheit zum besten bereits erwiesenen / und noch gegenwärtig erwaisenden Helden-Muths / zu reflectiren / annehmen aber Ihre Hochfürstl. Gn. zu Waldeck zum General-Feldmarschall / Jb. Hochf. Dröhl. zu Brandenburg-Bayreuth zum General von der Cavallerie, und zum General-Bachmeister zu Fuß / den General-Bachmeister Hannß Carl von Büdingen / (als welche insgesamt Ihre liebe zum Vaterland / Tapferkeit und Kriegs-Erfahrenheit gegen den Erbfeind Christlichen Nahmens / und in andern Begebenheiten ebenmäßig vielfältig bezeigt / von nun an benennet / nicht zuwerfende / dieselbe sich mit solchen Chargen / dem publico und gemeinem Vaterland zum besten / gutwillig und gern beladen lassen werden / deren und der übrigen noch zu benennen habender General- und Artillerie-Stabs-Verwandten Tractament hingegen / aus gemeiner Cassa gesolcet werden solle.

X. So viel aber die Artillerie betrifft / da ist die Verabredung dahin ergangen / daß / wenn dem zu Hilfruffenden Theil die Artillerie zu stellen / allein zu schwer fallen würde / von denen 12. Pfündigen Stücken an / bis auf die unterste Classe, die Repartition unter denen Herren Allirten zu machen / und so viel die Regiments-Stück betrifft / solche mit denen Regimenten zu stellen / die halbe Carthausen aber von demjenigen Creysß und Landen / wo die operationes geschehen / cum caeteris necessariis herzuilehen / was aber davon auf-und zu Grund gehet / der gemeinen Cassa aufzurechnen / und von darans zu ersenken sepe.

XI. Damit nun alle diese Kosten ihren richtigen Lauff guter Ordnung / und ohnmüßiglicher Nothdurfft nach / fortgeführt werden mögen / so ist von gesamter Bunde-Vereinigung wegen für gut befunden und würcklich abgeschlossen worden / in des heil. Reichs-Stadt Frankfurt eine gemeinsame Cassam aufzurichten / welche einem wohl-angesehenen zu dem Ende allen Theilen generaliter verpflichteten Wechsel-Herrn allortern (wozu Peter Neustülte in Vorschlag kommen) gegen einem / mit ihm zu tractiren stehenden salario, anzuvertrauen / und derselbe wegen der zu thun habender Ausgaben / so aus der Cassa zu nehmen / auf den deshalb für ihn aufstehenden Bestallungs-Briefs dergestalten zu verweisen sey / daß ihm selbigen / um keinerlei Ursachen willen zu überschreiten erlaubt seyn solle. Den modum contriбуendi aber belangend / da ist ferner verabredet worden / daß die Unterhaltungskosten des General-Stabs / die Artillerie und andere aus der Cassa zu bestreiten stehende Speken für icko ausgeworffen / und die zuldngliche Mittel hierzu / gemeinschaftlich / in specie aber auf jedes 1000. Mann / ein effectliches angesetzt / und ad Cassam monatlich oder quartaliter contriбуirt / auch dieses Werk noch vor Ratification zu Regensburg durch der Allirten dafelbst subsistierende Gesandte vollständig ausgemacht / und fest gestellt werden solle; Dabey jedoch die Kayserl. Commission bedungen / daß von diesem Beytrag Ihre Kayserl. Majestät / weilen sie solchen Falls / neben den stehenden 16000. Mann auch die zugehörige Generalität, Artillerie, Munition und anders / aus eigenen Kosten zu unterhalten / müßn auch die Speken derjenigen Legationen / so Ihre / wie obgedacht / als des Reichs allerhöchsten Oberhaupt obliegen / allein zu tragen / gänzlich und allerdings exempt seyn und bleiben mögen. Von denen übrigen Gesandten aber ist es bloß ad referendum genommen / und ferner insgemein präsupponirt und dafür gehalten worden / daß andere Reichs-Crätz und Stände / so in diese Bindnuß gegenwärtig noch nicht begreifen / sondern erst ins künftige beytreten / zu besserer Haltung gebührender Gleichheit / ihnen nicht missfallen lassen werden / obgedachter Proportion nach bey ihrer Eintretung / so viel bey-oder nachzutragen / als die schon in der Bindnuß stehende Crätz und Stände in die Cassam erlegt haben / und darinnen zu selbiger Zeit noch vorhanden seyn wird / es wäre dann / daß einiges großes Bedenken halber / man von gesamter Allianz wegen / mit einem oder andern sich alsdann hierunter anders vergleichen wolle. Gleich Meinung hat es

XII. Mit Anordnung des bey allen Kriegs-Eklat ohnenthblichen Magazins, da dann hierbey fernereit veranlaßt worden / daß ein jeder Crätz und hoher Allirter sich selbst ein Magazin-Dre erwählen wolle / stracks den nechsten Monat nach erfolgter Ratification eine Nothdurfft

ANNO
1686.

durft auff 6. Monat vor die Seinige dahin verschaffen / und alle Jahr / so lange diese Bündnis währet / verneuen lassen / wann es aber gegen Verhoffen miterzeit zur raptur kommen würde / zwischen denen allerseits interessirten Theilen / de Concerto geschlossen werden / wohin das General - Magazin , nach gestalt der künftigen Kriegs - Station , und wo sich der feindliche Vorbruch erstens ereignen möchte / weiter zu transferiren / gestalten diejenige Reichsstände / die solches Magazin an füglichst ausführen können / zu dem Ende hiernächst gemeind ersucht werden sollen / unter der weiters genommenen Abrede / dass Franz Adam Radon zum Ober - Commissario bestellet werden solle. Betreffend

XIII. Die Operationes an und vor sich selbst / so sollen dieselbe unter Jhro Käyfl. Maj. allerhöchsten direction , nach desjenigen hohen Alliirten / in dessen Landen sie geschehen / nad der zu Hülff erfordert hat / an Handgebung vorgenommen / gleichwohl aber mit der Hülffschickenden Theilen Commandanten / und ansonderst mit der gemeinschaftlichen Generalität darinnen de concerto gegangen / und nicht einseitig / und ohne Vorwissen und Einwilligung derselben operiret werden / dahingegen der Hülffbedürftige Theil neben dem Obdach / das rauhe Futter und Graß / ohnentsgeltlich / der Hülffschickende Theil aber denen Seinigen den ordinari - Sold geben / und die übrige Lebens - Mittel vor Mann und Pferd auff den Anschlag zahlen und gut machen solle / wie es bißmaliger Vergleich dahin mit sich gebracht / dass neml. für tägliche 2. Pf. Brodt 2. Er. für ein Maß Geträndt 2. Kreuzer / für 6. Pfund Hafer täglich bey Grentzer / und für das rauhe Futter 2. Kreuzer bezahlet werden solle ; Es wäre dann / dass wegen einfaltender unvorhoffter Zehrung oder anderer erheblichen Ursachen man billich befinden würde / sich bey ereignendem Fall darüber anderwärts zu vergleichen : Es versteht sich aber diese des rauhen Futters Zahlung nur auf die Marchen / und wann man noch außer der Hülffsuchenden Theilen Landen ist / befundet man sich aber wirklich darinnen / so soll das rauhe Futter / wie oben bereits gemeldet / denen Hülffschickenden ohnentsgeltlich gefolget werden.

XIV. Da es nun zum wirklichen Ab- und An-March herkommet / sollen die Alliirte Theile die Marchroute zeitlich abreden / und nach dem verglichenen Reglement die Marchen / ohne unnöthige Umfchweif / und mit solcher Ordre vornehmen / dass der marchirende Soldat in guter disciplin erhalten / mit der Lebens - Nothdurft aber gegen veraccordirte Zahlung von dem Territorial - Herrn durch dessen Lande die Route gehet / versorget werde.

XV. Bey erfolgender Conjunction der Troupen bleibet die Justiz und das particular - Commando jedem commandirenden Officier über die Seinige / so / dass keinem Theil hierunter einiger Eintrag bescheyn / vielmehr aber ein jeder von der hohen Generalität dabey manuteniret werden solle. Wegen der zusammenstoßenden Officier aber unter sich solle es zu Verhütung schädlicher Competenzen dem bißherigen üblichen Kriegs - Gebrauch nach gehalten werden.

XVI. Im Fall der zu Hülff geruffene vor- oder nach Abschickung seiner Völcker auch feindlich angegriffen und überzogen würde / kan und mag derselbe seine Troupen zur eigenen Defension behalten / und die bereits abmarchirte wider zurück fordern / davon gleichwohl denen sämtlichen Alliirten / wie auch der hohen Generalität also gleich Nachricht gegeben / und von ihnen insgesamdt dahin gesehen werden solle / damit dieser Abgang / nachdem es die Nothdurft erfordert / so bald und gut es immer möglich / anderwärts ersetzt / und beeden nothleidenden Bundegegenossen auff Besse geholfen werden möge.

XVII. Was nun über obig - specifizierte höchst - und hohe Alliirte / für weitere Churfürsten / Fürsten und Stände / oder ganze Creyse / dieser Conjunction beytreten / und sich nach Proportion oberhöchsten Reichs - Allignati , auch ihrer Kräften und Landen / mit einem quanto auf obige Conditiones über kurz oder lang einlassen wollen / dieselbe werden nicht allein von sämtlichen Bunds - Vereinigten ganz gern eingenommen / sondern auch für wirklich recipirt gehalten : Nur / dass bey Jhro Käyfl. Majestät sie sich vorhero darumb allerunterthänigst anzumelden belieben ; allermassen man auch deroelben die Admision der auswärtigen Potenzen / und die keine Status Imperii seynd / auch mit dem Reich weder ordinari noch extraordinarie heben und legen / Kraft dieses allerunterthänigst überlassen / und anheim gegeben haben will / welche alsdann allen übrigen Alliirten so balden davon allergnädigste communication wiederfahren zu lassen /

geruhen werden ; Quoad terminum aber / und wein ANNO
1686.

XVIII. Allen Theilen daran gelegen / dass sie versichert / wie lang man sich dieser Zusammensetzung und mutualen Defension zu erfreuen habe ; So ist von sämtlichen höchst - und hohen Alliirten beliebt und beschlossen worden / dass solchane Allianz (jedoch ohne Abbruch theils Alliirter unter sich bereits habender anderweiter Bündnissen) als denen hierunter in nichts derogiret wird die nachfolgende drey Jahr nach einander in ihrem vigore bleiben solle. Würde nun unter solcher Zeit der punctus securitatis publicae und Art. 16. Tractatus Armistitii versprechender generalis Guarantie zu seiner Consistenz geden ; So cessire alsdann diese in defectum jener / noch unrichtigen demahlen surrogirte Verfassung : In sequo rem eventum aber / und da intra praefatum terminum triennalem öfters ermanter punctus securitatis dennoch nicht ausgemacht werden sollte / so wird die Extension auf mehr Jahr und Zeit / Kraft dieses referiret und vorbehalten. Dass nun

XIX. Unter denen Herren Alliirten eine desomehr aufrichtig - und beständige Freundschaft erhalten werde ; So ist neben obigen auch in specie veranlasset / dass / wann einige Forderungen / Ansprüche oder Differentien zwischen ihnen selbst / gegen Verhoffen / entsünden / selbige nicht unter dieses foedus gezogen / sondern entweder durch gültige Weg und Interpolation der hohen Allianz - Verwandten gehoben / oder / da dieses nicht statt finden wolte / per viam juris ordinariam decidirt und entschieden / immittelst aber alle Thätigkeiten und Vergewaltigungen (wie ohne das Rechts) gänzlich eingestellet werden / und bleiben sollen.

XX. Zu so kräftiger Beybehaltung dieses Vinculi ist ferner zu Schluss kommen / dass kein Theil sich mit dem declarirten Feind / unter währender Allianz in Particular - Tractaten einlassen / sondern wo ihme solcherley Friedens - Neutralität = Stillstandes / oder auch andere dieser Allianz in einige Wege zuwider laufende Handlungen zugemuthet würden / mit denen übrigen hohen Alliirten daraus communiciren / in effectu aber hierunter nichts vornehmen und schließen solle / es geschehe dan mit aller Ininteressirten und Alliirten mutuo Consensu und allgemeiner Verwilligung.

XXI. Nachdem auch ohne Feststellung eines gemeinsamen Articul - Briefs bey der Kriegs - Disciplin nicht wohl fortforkommen / und darinnen billich eine durchgehende Gleichheit zu halten ; Als ist zu ebenmäßigen Schluss geziehen / dass sich hierunter weiter vernommen / ein Project entworfen / und hohen Theilen nachrichtlich communiciret werden solle.

XXII. Schließlichen / weilen aus obstehenden Articulis erhellet / wie hoch einem jeden / welcher in diesem Bündniß begriffen ist / oder ins künfftig sich in selbige begeben wird / daran gelegen / dass solchae kräftiglich unterhalten und exequirt werde ; So wird und soll ein jeder Bunds - Verwandter seines Orts dasselbe sich dergestalt anlegen seyn lassen / damit er so wohl seinem Bunds - Genossen auf erfordernden Nothfall abgeredeter Massen bey springen / als hinwiederum ihrer Hülffe / wann er deren bedürftig ist / erthenlich zu genießen haben / nicht aber wegen eigener Versäumniß derselben unfähig werden möge.

Zu uñstund dessen seynd dieses Reccelles sieben gleichlautende Exemplaria von denen allerseits - gewollmächtigten Gesandten / Räten und Deputirten biß auf der höchst - und hohen Herren Compaciscenten Ratification / welche inner den nechsten acht Wochen von dato dieses Reccelles anzurechnen / oder auch ehender / wann es möglich / folgen / und zu Regenspur ausgetauscht werden solle / unterschrieben und gesiegelt / auch jedem interessirten Theil derselben eines ausgeliefert worden. So geben und geschehen in Augsburg den 29. Jun. (9. Jul.) 1686.

Im Nahmen Jhro Käyfl. Majestät Ludwig Gustav
Graf von Hohenlohe.
(L.S.)

Johann Friedlieb Fh. von Seilern.
(L.S.)

Im Nahmen Jhro Königl. Majestät zu Hispanien wegen des Burgundischen Creyses.

Lud. de la Neufforge.
(L.S.)

Zur

ANNO Im Nahmen und von wegen Ihrer Königlischen Majestät
1686. zu Schweden im heil. Römischen Reich gelegener
Landen und Provinzen /

Georg Friedrich von Sniolsky. (L.S.)

Im Nahmen Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Bayern für
sich / und in demnachiger Vertretung des
Bayr. Creyses.

Joan Rud. Wämpel. (L.S.)

Im Nahmen des Fränkischen Creyses /
Friedrich Erdmünd von Sickingen. (L.S.)

Carl Franz Puckler / Herr zu Groditz. (L.S.)

H. P. Etang. (L.S.)

Johann Conrad von Scherff / genannt Jieritz. (L.S.)

Im Nahmen des hochlöbl. sämbl. Hauses Sachsen
beder Sinnen.

Zeit Ludwig Göckel. (L.S.)

L'Empire, l'Electeur de Baviere de la part & au nom du ANNO
Cercle de Baviere, le Cercle de Franconie, l'entiere 1686.
Maison des Princes de Saxe, & les Princes & Etats
du haut Rhin situéz en dega & du Westerwald de
l'autre.

II. Cette union & mutuelle defence conformement
à l'intention de Sa Majesté Imperiale subsistera jusqu'à
l'entier établissement du point de la sûreté publique de
l'Empire, son but ne sera point d'offenser qui que ce
soit au-dedans ou dehors de l'Empire, ou de causer des
troubles, mais uniquement celui de conserver la Liber-
té Germanique, le repos, la Paix, la defence, & la
seureté de l'Empire, & des Electeurs, Princes, & E-
tats en general, comme il sera dit plus amplement ci-
après; & principalement, la seureté & la defence de
ceux qui sont entrez ou qui entreront encore dans cette
Union en particulier & de garantir generalement les
Traitez de Westphalie & de Nimègue aussi bien que
la Trêve conclué à Ratisbonne pour vint ans avec
la France tant à l'égard du temporel qu'à l'égard du
spirituel, & aura pour fondement l'Ordonnance d'ex-
ecution & toutes les autres Constitutions de l'Empire &
enfin toutes les Conclusions generales faites à Ratis-
bonne touchant le point de la seureté publique, & de
la Garantie generale, pour la defence & le soulage-
ment de plusieurs Electeurs, Princes & Etats, entant
que ces Conclusions auront esté ou seront encore
aprouvées par Sa Majesté Imperiale conformement au
stile usité dans l'Empire.

III. Pour cette fin comme en vertu de ces mesmes
Constitutions & Conclusions de l'Empire, chacun des
Cercles & Etats de l'Empire est de lui même obligé
de secourir celui d'entr'eux, qui se trouvera hostillement
attaqué, offensé, ou violenté contre la teneur des Con-
stitutions & Traitez de Paix & de Trêve ci-dessus alle-
guez, chargé de Marches irregulieres & de Quartiers
d'hiver ou inquiet par d'autres recherches ou proposi-
tions injustes ou illegitimes, Sa Majesté Imperiale en
qualité de Chef suprême de l'Empire, se charge de
maintenir fortement tous les Cercles & Etats de l'Em-
pire en general & en particulier, & sur tout ceux qui
sont entrez, ou qui entreront encore dans la suite du
tems dans cette Union & Defence commune, de tenir
la main à l'observation des Traitez de Paix & de Trêve
& des Resultats de l'Empire, & d'éloigner & détourner
autant qu'il lui sera possible toute violence, tort & in-
justice, Sa Majesté Imperiale se charge aussi en cas que
quelqu'un des Membres de cette Ligue se trouvât en
danger apparent d'être attaqué d'un côté ou d'autre,
qu'il en fût menacé tout de bon, ou qu'il y eût seule-
ment quelque fondement plausible pour le craindre,
aussi-tôt qu'elle en auroit été avertie ou qu'elle s'en se-
roit apperçue elle-même, d'exhorter serieusement ce-
lui qu'elle verroit se preparer ainsi à offenser quelqu'un
des Alliez, d'en quitter le dessein & d'avertir en même
tems tous les Affociez de se tenir prêts, de maniere
qu'à l'approche du danger, & avant qu'on en ressentit les
effets, on puisse donner secours à celui des Alliez,
qui en sera menacé, comme pareillement, & au mé-
me cas & encore plus si l'invasion étoit déjà arrivée ou
au moins commencée pour quelque raison ou pre-
texte qu'elle le fût, tous les Affociez & principale-
ment ceux qui étant dans le voisinage pourroient plus
aisément & plus promptement faire passer leurs Trou-
pes, seront obligez en vertu de ce Traité d'envoyer
sans aucun délai ou retardement pour quelque raison,
que ce fût, à la requisiion de celui des Alliez qui
sera attaqué, le secours conformement aux Articles sui-
vans, & d'aider à le garantir d'une plus grande violence.

IV. Et comme en cas d'attaque ou de violence on
se reserve la liberté conjointement avec le secours
qu'on donnera à l'offencé, d'exhorter si on le juge à
propos par écrit ou par envoi de la part de toute l'Al-
liance en general ou seulement au nom de quelques-
uns des Alliés en particulier, l'Ennemi de delivrer de
ses attentats, & de tâcher, que non seulement toute
violence cesse, mais que le dommage ou le tort déjà
fait & souffert soit réparé conformement aux Traitez
de Paix & de Trêve; ainsi tous les Alliés dans le susdit
cas s'assembleront incessamment en personne ou par
Députez dans un lieu propre & commode pour cela,
où sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale
& en y appellant la Generalité de l'Alliance, ils delibe-
reront & concluront, comment, en cas que celui qui
aura offensé l'un de leurs Alliez, refuse de le restituer,

(1) Le même Traité tel qu'il a paru en François dans
la premiere Edition de ce Grand Recueil. (2) Tom.
IV. pag. 521. [Manuscrit.]

A Tous présens & à venir soit notoire, que Sa
Majesté Imperiale nôtre tres-gracieux Empe-
reur & Seigneur par une provoyance toute
louable & paternelle pour le salut & l'avantage commun
de la chere Patrie, ayant représenté tant aux Cercles
unis jusqu'ici ensemble, par une étroite correspondan-
ce, qu'aux Electeurs, Princes & Etats & aux autres
Puissances attachées à Sa Majesté Imperiale & à l'Em-
pire ou par des Etats immediats qu'ils possèdent ou par
Alliance en vertu d'une Lettre datée du 24. d'Avril der-
nier, combien il étoit necessaire en continuant la san-
glante & dangereuse Guerre avec le Turc qui dure tou-
jours, de réfléchir aussi en même tems du mieux qu'il
seroit possible sur l'établissement du repos interieur, sur
tout le point de la sûreté publique, qui a esté stipulé
en concluant la Trêve avec la France, n'ayant encore
nulle consistance, & étant à craindre que pour y me-
tre la dernière main, il ne faille encore bien du tems,
& que cependant dans les présentes conjonctures fort
embrouillées, il n'arrive bien des adversités à l'Empire
& à ses fidèles Etats, d'autant plus qu'il est de la ne-
cessité indispensable que ledits Cercles & Etats par
amour & zele pour Sa Majesté Imperiale & la com-
mune Patrie, pour le maintien de leur propre seureté &
pour leur propre defence contre toute hostilité conti-
nuent la bonne intelligence cultivée depuis quelque
tems entr'eux, & que pour renouveler & affermir cette
bonne intelligence qui doit tendre uniquement à la
manutention de la liberté de la chere Patrie, & à la
gloire, au salut, & à la sûreté & defence de ses fi-
deles Etats, & nullement à l'offense ou au prejudice
de personne, ils aient à convenir d'un abouchement
pour cette correspondance commune; & Sa Majesté
Imperiale ayant daigné declarer qu'elle y seroit trou-
ver ses Ambassadeurs & que pour le tems & le lieu de
ces Traitez elle a invité tous les Intercitez à se rendre à
Ausbourg vers le commencement du mois de Juin, les-
quels pour témoigner leur soin touchant le salut de
l'Empire & leur profond respect envers Sa Majesté Im-
periale y étoient comparus par leurs Deputez envoiés
& munis de Pouvoirs necessaires pour ce sujet (à l'ex-
ception toutefois des Princes & Etats du haut Rhin si-
tuéz en dega & du Westerwald qui viendront sans doute
encore avant la fin du Congrès, ou qui ne laisseront
pas de consentir à ce qui y sera conclu & arrêté quand
même ils n'y viendront pas, & les Affaires mêmes ayant
esté entamées après y avoir imploré l'assistance divine,
& toutes choses ayant esté bien meurement examinées
& considérées, il y a esté arrêté & conclu ce qui
suit.

I. Il y aura une bonne Union & fidèle Correspondance
entre Sa Majesté Imperiale, toute la Maison d'Au-
triche & principalement le Roi d'Espagne, touchant
le Cercle de Bourgogne d'une part, & le Roi de Suede
touchant les Etats qu'il a dans plusieurs Cercles de

(1) C'est ici le Traité qui a tant fait de bruit, & dont la France,
après la Conclusion, voulut, mais inutilement, qu'on lui en remit
l'Original.

(2) Ce n'est qu'une Traduction du Latin. On en a imprimé di-
vers fragmens mais tous imparfaits. Celui ci a été tiré de bonne
part, & est le plus parfait qu'on ait pu avoir.

ANNO
1686.

ou de lui donner satisfaction, ou que le secours qu'ils auroient donné ne fût pas suffisant pour reprimer une plus grande violence, ils formeront incessamment une plus vigoureuse Assistance, pour lequel effet tous lesdits Associez emploieront toutes leurs forces conformément au besoin, & au but proposé & demeureront inviolablement unis ensemble sans se separer les uns des autres jusqu'à ce qu'ils l'aient obtenu, en quoi on observera aussi ce qui a été preveu & ordonné dans le Reces de Franconie du ^{8 Avril} 1683, pour empêcher les troubles dans l'Empire autant que cela ne se trouve point alteré par les conjonctures qui ont changé depuis, & on reglera là dessus & sur les Constitutions de l'Empire les mesures qu'il faudra prendre contre une plus grande violence.

V. Et comme l'experience des tems passés a fait voir combien il est nécessaire de garnir de bonne heure les Places frontieres d'hommes & de munitions, moyennant quoi les invasions impreuves peuvent être arrestées, c'est pourquoi la nécessité en vertu de ce Traité veut qu'un chacun des Alliez ait soin qu'il ne manque rien dans ses Places qui sont en état de defense de tout ce qui y est nécessaire, qu'il envoie de là soigneusement aux avis & y fasse la Guerre de l'œil, & qu'il donne avis du danger qu'il decouvrira à la Generalité & aux Alliez plus voisins, lesquels en attendant l'union de toutes les forces de l'Alliance seront obligés de secourir ceux qui seront en danger & d'en donner aussi-tôt part aux autres Alliez & sur tout aux Directeurs des Cercles & aux autres Directeurs établis pour cela par les Associez; afin que ces Directeurs sans attendre une Assemblée generale (qu'on ne laissera pas de convoquer selon le quatrième Article en donnant pour cela promptement avis de tout à Sa Majesté Imperiale) puissent en attendant donner les ordres nécessaires aux Generaux, assembler des Troupes, & les poster où il le faudra par raison de Guerre, & pour le service de celui des Alliez qu'on assistera, & si quelques-uns des Alliez compris dès-à-présent dans cette Alliance ou qui y entreront dans la suite du tems, & sur tout ceux dont les Etats sont plus exposés aux invasions & dont les Places entre les mains de l'Ennemi seroient capables de faire bien du mal à l'Empire & aux autres Associez n'étoient point en état de pouvoir eux-mêmes lesdites Places des choses nécessaires ou de les conserver, en ce cas-là tous les Associez en commun auront soin que ces Places soient munies & garnies de tout au nom de toute l'Association en general ou par quelques-uns d'entr'eux en particulier, qui pour le voisinage ou pour d'autres raisons legitimes voudront bien s'en charger, de maniere toutefois que les conditions dont on conviendra soient tolerables, comme le secours doit être suffisant & proportionné aux lieux & Pais, & ce secours fera continué tant qu'il plaira à celui à qui on le donnera, & qu'il en sera besoin; à moins que ceux qui fourniront ce secours n'ayent besoin eux-mêmes, de quoi il faudra toutefois donner de bonne heure avis aux Alliez & à la Generalité, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans l'Article sixième.

VI. De plus il a été arrêté entre les Associez qu'il y aura entr'eux une étroite Correspondence, sur tout ce qui peut avoir rapport à cette Alliance, qu'un chacun procurera l'avantage de l'autre en particulier & la seureté commune de tous en general; qu'il y aura entr'eux une unanimité de Conseils tant dans les Assemblées de l'Empire, & des Cercles que par tout ailleurs, & principalement, touchant le point de la seureté publique & de la Garantie generale & touchant l'exécution de la Trêve faite avec la France en general, & les Contraventions produites à Ratisbonne à l'égard du temporel & du spirituel en particulier, & qu'ils feront tout ce qu'ils pourront pour conserver le repos & la Paix si desirables dans l'Empire pour faire mettre la dernière main à la seureté publique, à la Garantie generale & à l'exécution de la Trêve, & pour faire remédier auxdites Contraventions.

VII. Sur la question, quelles seront les forces de l'Alliance & qui seront les Alliés, qui seront reconnus pour tels & reçus dans la Ligue, on est convenu qu'il sera fourni premierement par Sa Majesté Imperiale 16000. hommes sur le pied de la repartition des 60000. hommes fait à la Diète de l'Empire. 2. par le Cercle de Bourgogne 6000. de façon néanmoins, que suivant le dix-septième Article de la Transaction d'Ausbourg, faite en 1548. il sera libre à Sa Majesté Catholique de

fournir fa quote part en hommes ou en argent ou une partie en hommes & l'autre en argent. 3. par la Suede touchant les Provinces qu'elle a dans l'Empire.... Comme pour d'importantes raisons la quote part de cette Couronne n'a pu être déterminée, & que néanmoins le Ministre de Suede assure que le Roi son Maître ne manquera pas de concourir à raison de ses Etats en Allemagne d'une maniere qu'on ne pourra douter de son inclination pour le salut de l'Empire, & pour le succès de l'intention salutaire de tous les Associez, la quote part de la Suede sera spécifiée aux Alliez par ledit Ministre avant ou dans le tems même de la Ratification & sera censée d'être dès à présent interée dans le present Reces. 4. par son Altesse Electorale de Baviere pour elle 8000. & pour le Cercle de Baviere si celui-ci l'approuve comme on espere 2000. hommes. 5. par le Cercle de Franconie 4000. 6. par les Maisons des Princes de Saxe à l'exclusion de Schleisingen & ce qui en appartient à Saxe Naumbourg ou Zeitz qui fournit son contingent à la milice de Franconie, un Regiment d'Infanterie de mille hommes avec cette addition, que la Commission Imperiale ayant insisté que ces Maisons voulussent encore fournir un autre Regiment de même nombre, & le Ministre de Saxe-Gorha, qui seul étoit encore ici n'ayant point de Pouvoir de l'accorder, ce Ministre s'est chargé d'en rendre compte, & a promis que ses Maîtres se declareroient là-dessus au plutôt, & encore avant la Ratification de ce Traité d'Alliance, néanmoins entant & avec cette condition expresse que les quotes parts que ces Maisons doivent dans le Cercle de Franconie & dans celui de la haute Saxe y doivent être comprises, & que Sa Majesté Imperiale daignera faire en sorte que la Serenissime Maison de Saxe soit dispensée de toutes ses autres obligations envers l'Empire & les Cercles, à l'exception des Mois Romains qu'elle paye à la Caisse de Franconie, tant que durera cette Ligue & les charges qui y sont annexées. 7. par les Princes & Etats du Haut Rhin & du Westerwaldt 4000. sauf leur approbation & Ratification, & qu'on y joindra les Pieces d'Artillerie, les chariots & les caissons nécessaires.

VIII. Et afin que les Directeurs & la Generalité de la Ligue soient d'autant plus assurés, que ces Troupes de la Ligue se trouvent effectivement sur pied, & qu'elles sont composées d'hommes de service & en bon état, il a aussi été conclu qu'il faut les tenir en bonne discipline & les faire camper tous les ans pendant un mois ou six semaines, néanmoins sans dommage de celui sur les Terres de qui se feront ces Campemens, bien entendu que ces Campemens se feront dans chaque Cercle audedans, & que les Troupes n'en feront point tirées pour entrer dans un autre sous pretexte d'en faire reveue aux exercices.

IX. Et comme un Corps d'Armée ne peut être sans Generaux non plus que sans Artillerie, on a jugé de la part de tous les Membres de la Ligue qu'il faut principalement reflechir sur la personne de S. A. E. de Baviere tant pour plusieurs considerations que principalement pour sa valeur heroïque dont elle a déjà donné & donne encore tous les jours des preuves en toute occasion, à l'Empire & à la Chrétienté, mais on a en même tems, & dès à-présent nommé pour General Feld-Marechal de la Ligue, le Prince de Waldeck; pour General de la Cavalerie, le Marquis de Bareith; & pour General Major d'Infanterie Jean Charles de Tungen, comme ayant tous donné des preuves de leur affection pour la Patrie, & de leur valeur & experience, contre le Turc, & dans d'autres occasions, ne doutant pas qu'ils ne veuillent bien pour l'amour de la Patrie recevoir ces Charges, & on est tombé d'accord que les Appointemens comme ceux des autres Generaux qu'il faudra encore nommer & des Officiers d'Artillerie seront payés par la Caisse commune.

X. Et pour ce qui est d'Artillerie, il a été arrêté que comme il seroit trop penible à celui qui demandera le secours de fournir seul toute l'Artillerie, la repartition, depuis les Pieces de douze livres jusqu'à celle du plus bas calibre en doit être faite parmi les Associez & pour ce qui est des Pieces des Regimens qu'elles seront fournies avec eux; mais pour les demi-basiliques les Cercles plus voisins, du côté où on agira, les fourniront avec tout ce qu'il faut pour cela, & ce qui en sera usé, ou ruiné, sera retabli sur le compte de la Caisse commune.

ANNO
1686.

ANNO
1686.

XI. Et afin que tous ces frais & dépenses puissent être faites avec ordre & selon les besoins inévitables, il a été trouvé bon & arrêté par toute la Ligue d'établir dans la Ville de Francfort une Caiffe commune & de la confier à une personne bien domiciliée & engagée par serment à la Ligue (à laquelle Charge Pierre Neufville a été proposé moyennant des appointemens dont on conviendra avec lui) lequel sera obligé dans les payemens qu'il aura à faire de suivre exactement l'Etat qui lui en sera donné, sans qu'il lui soit permis d'en sortir pour quelque raison que ce soit: mais pour ce qui est de la maniere de contribuer à cette Caiffe, on est convenu, qu'il sera fait un Etat de la dépense pour la Generalité, pour l'Artillerie & pour des autres frais qui doivent être payez par la Caiffe commune, que la somme totale qu'il faudra pour cela soit divisée en commun, parmi les Alliés à raison d'une quote part suffisante pour chaque mille hommes, que ces quotes parts soient payées à la Caiffe tous les mois ou par Quartiers, & que tout cela soit réglé, & entièrement arrêté à Ratisbonne par les Ministres de ceux des Alliez qui y subsistent encore avant la Ratification, sur quoy néanmoins il a été réservé par la Commission Imperiale, que Sa Majesté Imperiale qui en fournit un Corps de 16000. hommes en fournit aussi les Generaux, l'Artillerie & les munitions nécessaires pour cela, & dont le devoir est d'ailleurs, de porter seule tous les frais des Envoyez dont il est parlé ci-dessus, comme Chef de l'Empire, soit entièrement exécutée & dispensée de contribuer à cette Caiffe, mais cela n'a été reçu par les autres Ministres que pour en rendre compte à leurs Maistres, & on a de plus presupposé & jugé que les autres Cercles & Etats de l'Empire qui ne sont point encore compris dans cette Ligue, & y entreroient à l'avenir, voudront bien pour observer une parfaite égalité, payer en y entrant conformément à l'Etat dont il est parlé ci-dessus autant qu'il se trouvera, que les autres Cercles & Etats compris dans la Ligue auront déjà fourni à la Caiffe, à moins que de la part de toute la Ligue on n'en vouldoit convenir autrement avec quelques-uns pour de bonnes raisons.

XII. Il en est de même des Magazins absolument nécessaires dans tous les Etats de Guerre, surquoi il a été conclu, que chaque Cercle & Allié se choisira lui-même un lieu pour les Magazins, que dans le premier mois après la Ratification de ce Traité il y fera porter ce qu'il faut pour faire subsister ses Troupes, pendant six Mois, & qu'il le fera renouveler tous les ans, tant que durera cette Ligue, mais si contre toute attente on en venoit à une rupture, on conviendra de concert avec tous les interessez où on établira le Magazin general selon les Stations qu'on occupera, & selon l'endroit où l'Hostilité commencera, pour lequel effet les Etats de l'Empire qui pourroient se charger de ce Magazin avec plus de commodité en seront dans quelque tems d'ici deurement requis, cependant on est tombé d'accord de donner à François Adam Baden la Charge de premier Commissaire.

XIII. Quant aux operations de Guerre, elles doivent se faire sous la suprême direction de Sa Majesté Imperiale, suivant l'avis de celui des Alliez, chez qui elles se feront & qui aura demandé le secours, de façon néanmoins que tout se fasse de concert avec les Commandans des Troupes auxiliaires, & sur tout avec la Generalité de la Ligue & qu'il ne s'entreprenne rien à leur insçu, & sans leur consentement, auquel cas celui qui reçoit le secours sera obligé de fournir gratuitement outre le couvert encore le fourrage & l'herbe comme celui qui envoie le secours sera obligé de donner à ses Soldats la solde ordinaire, & de payer les autres vivres & denrées tant pour les hommes que pour les chevaux sur le pied de l'Accord fait à cet égard, savoir qu'il payera pour deux livres de pain un sol quatre deniers, autant pour un pot de Vin, ou de Biere, la même chose pour une livre de Viande, & pour six livres d'Avoine, par jour, & un sol quatre deniers pour le gros fourrage, à moins qu'à cause d'une cherté de vivres ou pour d'autres raisons importantes on ne juge à propos d'en convenir autrement, & pour ce qui se dit du payement du gros fourrage, cela ne s'entend que pour les marches, & tant qu'on est hors des Etats de celui qu'il s'agit de secourir, car aussi-tôt qu'on sera arrivé dans les Etats, le gros fourrage y sera fourni gratuitement comme il a été dit ci-dessus.

XIV. Quand on verra qu'il faudra tout de bon faire marcher & avancer les Troupes, les Alliez tombe-

TOM. VII. PART. II.

ront de bonne heure d'accord d'une route & la feront observer sans souffrir que le Soldat prenne des detours. On lui fera aussi observer la discipline, mais les vivres seront fournis au prix ci-dessus marqué par les Seigneurs des lieux qui se trouveront marqués dans la route.

XV. Les Troupes étant jointes chacun fera commander les siennes par ses Officiers, & y fera exercer la Justice, sans y être troublé, au contraire la Generalité sera tenue de les y maintenir, & pour ce qui regarde les Officiers entr'eux, on suivra l'usage de guerre pour éviter toute competence.

XVI. S'il arrivoit que celui qui aura été appelé au secours fût lui-même attaqué hostilement, avant ou après que ses Troupes seroient parties, il lui sera permis de garder ses Troupes ou de les rappeler pour sa propre défense, il en donnera néanmoins aussi-tôt avis aux Alliez & à la Generalité, qui songeront aux moyens d'y remédier du mieux qu'il se pourra & d'assister l'un & l'autre des Alliez.

XVII. Outre les Alliez ci-dessus specifiez s'il y a d'autres Electeurs, Princes, & Etats ou des Cercles entiers, qui venissent se joindre à cette Union & y entrer tôt ou tard en y fournissant leurs quote parts à proportion de l'Armement de l'Empire, & des forces de leurs Etats & suivant les conditions ci-dessus alleguées, non seulement ils y seront tres-volontiers reçus de la part de tous les Membres de la Ligue, mais ils seront même dès-à-présent censez d'y être reçus pourveu qu'ils veuillent s'adresser pour cela auparavant à Sa Majesté Imperiale, à laquelle on remet aussi l'admission des Puissances étrangères & de ceux qui n'étant points Etats de l'Empire ne poussent point ordinairement ni même extraordinairement avec lui les mêmes interêts, laquelle voudra bien en donner aussi-tôt communication aux autres Alliez.

XVIII. Et comme il importe à un chacun de favoriser & d'être assuré du tems pendant lequel on pourra jouir de cette Union & défense mutuelle il a été trouvé bon par tous les Alliez & conclu que cette Alliance durera inviolablement pendant l'espace de trois ans consecutifs (sans prejudice toutefois des autres liaisons que quelques-uns des Alliez pourroient avoir d'ailleurs entr'eux, auxquelles on ne pretend déroger en rien par ceci) pendant lequel tems le point de la feureté publique & de la Garantie generale promise par le 16. Art. de la Trêve venant à avoir de la consistance, cet Armement fait au défaut de celui dont il est encore incertain s'il se fera, cessera aussi-tôt, mais si au contraire dans l'espace de trois ans le même point de la feureté publique n'étoit point réglé ni achevé, les Alliez se reservent en vertu de ce Recés le pouvoir d'étendre cette Ligue au de là de trois ans.

XIX. Et afin que l'Amitié parmi les Alliez soit plus solidement établie, il a encore été arrêté outre tout ce qui est marqué ci-dessus, que quand il y auroit entr'eux quelque Dispute, différend ou pretention, ces différends n'auroient rien de commun & ne seront point mêlés avec cette Alliance, mais qu'ils seront vuidez par des voyes amiables & par l'interposition des Hauts Alliez, ou décidez par la voye ordinaire de la Justice & que cependant on s'abstiendra comme de raison, de toute voye de fait.

XX. Pour rendre l'Union de cette Alliance plus forte il a été de plus resolu qu'aucun des Alliez ne pourra pendant que durera cette Alliance entrer en Traité séparé avec l'Ennemi déclaré; mais que s'il venoit à être recherché pour une Negotiation soit de Paix, de Neutralité, de Trêve, ou de quelque autre contraire à cette Alliance, il en communiquera avec les autres Alliez, & ne fera ni n'entreprendra & ne conclura rien, si ce n'est du consentement unanime des Alliez & de tous les Interessez.

XXI. Et comme au reste il seroit difficile de faire observer la discipline parmi les Soldats, sans en faire un Règlement qui soit observé generalement de tous, il a été conclu, qu'on s'en expliqueroit davantage, qu'il en seroit fait un Projet, & qu'on le communiquerait à tous les Alliez.

XXII. Finalement comme par tous les Articles précédens on peut juger, combien il importe à un chacun de ceux qui sont compris dans cette Ligue, ou qui y voudront entrer à l'avenir qu'elle soit observée & exécutée ponctuellement, chaque Membre de cette Ligue en particulier aura soin non seulement qu'il assiste lui-même ses Alliez, en cas de besoin, comme il est porté ci-dessus, mais qu'il puisse aussi en

S

échange

ANNO
1686.

ANNO échange être assisté & secouru lors qu'il le voudra & qu'il ne s'en prive point lui-même à cause de sa propre negligence envers les autres.

1686.

En foi de tout ce que dessus, il a été fait sept Exemplaires semblables de ce Recès, en attendant les Ratifications des Maîtres qui seront échangées à Ratisbonne dans huit semaines à compter du jour de la date de ce Recès, ou même plutôt si cela se peut, lesquels Exemplaires ont été signez, scellés, & distribués parmi tous les interessez. Fait & passé à Augsbourg le 29 Juillet 1686.

LOUIS GUSTAVE Com- JEAN FRIDERICH Baron
te de Hohenlo. (L.S.) de Seiler. (L.S.)

Au nom du Roi d'Espagne pour le Cercle
de Bourgogne.

LOUIS DE LA NEUVEGEORGE. (L.S.)

Au nom & de la part du Roi de Suede pour les
Provinces qu'il a dans l'Empire.

GEORGE FRIDERIC SNOILSKY. (L.S.)

Pour l'Electeur de Baviere, & pour le Cercle
de Baviere.

JEAN RUDOLPHE WAMPE. (L.S.)

Pour le Cercle de Franconie.

FRIDERIC SIGISMUND (L.S.) CHARLES FRANÇOIS
DE SIKING. PUCKLER Baron de
Graditz. (L.S.)

JEAN PAUL STANG. JEAN CONRAD ALIERD
(L.S.) DE ZITWITZ. (L.S.)

Pour la Serenissime Maison de Saxe.

LOUIS GOKEL pour Saxe Gotha. (L.S.)

Declaration der Ober-Rhein-und Westerwäldischen Fürsten und Stände / wodurch sie die obstehende zu Augsburg aufgerichtete Bündnis acceptiren. Geschehen Augsburg den 17. Julii 1686. [LONDORPII Acta Publica Tom. XII. pag. 533. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 533. & dans Anhang zu des Europäischen Heroldts IV. Haupt-Handlungen pag. 1375.]

C'est-à-dire:

Declaration des Princes & Etats du HAUT-RHYN & du WESTER-WALDT, contenant leur Accession à la Ligue d'Augsbourg. A Augsbourg le 17. Juillet 1686.

Auss die von dem höchst-ansehnlichen Kayserlichen Gesandten und Commissario Herrn Johann Friederich / Freyherrn von Eyler / geschehene Communication des am 29. Jun. 9. Jul. nächst- hin in des Heiligen Reichs-Freyen Stadt Augsburg / zwischen Ihro Kayserliche Majestät und anderen hohen Creysen und Ständen aufgerichteten Recesses, erklären sich derer Ober-Rheinisch-diffents Rheins gelegener Alliir-

ten und deren concurrirrenden Westler-Wäldischen Fürsten und Ständen anhero Abgeschickte / aber gegen Verhoffen etwas zu spath eingelange Deputirte / nicht Erstatung gebührenden schuldigen Dancks vor angeregte Communication, in Kraft dieses dahin; daß / gleich wie sie sothanen Recess in dem Hauptwerck ihrer gnädigsten und hohen Herrn Principalen Intention, und obhabender Instruction conform eingerichtet befunden / sie denselben auch hiermit in ihren Nahmen dergestalt mit annehmen / und approbiren / als ob sie solchen gleich von Anfang würdlich mit vollzogen hätten / gleichwohl so viel die in solchem Recess §. 7. Ihren gnädigsten hohen Herrn Principalen sub spe rati zugeschriebene Bundes-Hülffe der 4000. Mann betrifft / mit der ausdrücklichen Verwahrung / daß sie sich zu sothanem Quantum, wegen der dabey am Tag liegenden disproportion, gegen einigen anderen Creysen und Ständen / nicht verbinden können / sondern erbitthen sich obgedacht dero gnädigste und hohe Herrn Principalen / an stat dessen / mit einem proportionirten Quantum, und zwar 2500. Mann bey dieser Allianz zu concurriren / solches Quantum auch fürs künftige nach der Proportion zu erhöhen / wann und wie hoch besagte Creysen und Stände ihr übernommenes Quantum vermehren würden; Im übrigen wegen weiterer Bestellung der Generalität / wie auch der gemeinen Cassa, so viel davon in obangezogenem Recess zu anderweiter Handlung angestellet worden / dabey sich alle fernere Nothdurfft / mit der angeheuckten Versicherung; daß ihrer gnädigsten und hohen Herrn Principalen Ratification in dem im Recess darzu allerseits bestellten Termino von acht Wochen oder auch eher erfolgen solte. Dessen zu Ickund haben mehrgemelte Deputirte diese Declaration eigenhändig unterschrieben und gesiegelt. So geschehen Augsburg den 17. Jul. 1686.

(L.S.) Wilhelm von Hoff.

(L.S.) Joh. Ludwig Johannis Cankler.

(L.S.) Nicolaus Wilhelm Geddaeus.

Accessions-Declaration Ihro Hochfürstlichen Durchleucht von Holslein-Gottorff zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 7. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica Tom. XII. pag. 541.]

C'est-à-dire:

Declaration du Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORP contenant son Accession à la Ligue d'Ausbourg à Nuremberg le 7. Sept. 1686.

Aldeme die zu Schleswig-Holstein-Gottorff regierende Hoch-Fürstliche Durchleucht mein gnädigster Fürst und Herr auf geziemendes Ansuchen von der höchst-ansehnlichen Kayserlichen Commission, und der übrigen höchst-und hohen Herrn Allirten Gesandtschaften bey der jüngst in Augsburg gehaltenen Versammlung / nach Inhalt des §. 17. Augspurgischen Recessus, pro recepto erklärt / und in sothane Allianz aufgenommen / nummehr aber vermög der dafelbst ertheilten Resolution bey der jechigen Versammlung zu Nürnberg / ratione Quantii, zu ein tausend Fuß-Knechte / und wegen der übrigen prestantorum auch zureichend und vergnügt / hiermit nochmahls erklärt / und also ihrer Eits / was zu völliger Admission erfordert worden / erfüllt haben; So gehe: ferner von wegen Ihrer Hoch-Fürstlichen Durchleucht meines gnädigsten Herrn / die Erklärung dahin / daß weil erwehrte Allianz zu aller und jeder Allirten Eiderheit und Schutz wider auswärtige Gewalt aufgeschen / ich dieselbe auch in dero hohen Nahmen dergestalt mit annehme und approbire / als ob ich selbige gleich von Anfang mit entworfen hätte / unter dem sichern Vertrauen / es werde meinem gnädigsten Herrn und Principalen gleich allen anderen höchst und hohen Allirten solche Bündnis zum Schutz und Garantie dero Herrgogthümer und Lenden würdlich ge- deyen / und aller daraus entspringende Nutzen und Effecten und Befähnisse würdlich zu staten kommen / mit angehängter dieser Versicherung; daß Ihre Hoch-Fürstliche Durchleucht meines gnädigsten Herrn Ratification

ANNO

1686.

ANNO 1686. bey nächst-angestelltem Convent allhier gewiß erfolgen solle / dagegen die höchst-ansehnliche Kayserliche Commission demüthigst ersucht wird / sie von wegen der höchst- und hohen Herrn Allürten eine Gegen-Acte, daß Ihre Durchleucht nunmehr in die Allianz völlig aufgenommen / und aller derselben Effecten würcklich fähig seyn sollen / mit mitzutheilen geruhen wollen.
Nürnberg den 7. Sept. 1686.

(L.S.)

SAMUEL RACCHELIUS.

Ihro Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz Accessions-Declaration zu dem Augspurgischen Allianz-Tractat. Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica. Tom. XII. pag. 541.]

Cest-à-dire.

Declaration du Serenissime Prince Electeur PALATIN, contenant son Accession à la Ligue d'Ausbourg à Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdem Seine Chur-Fürstliche Durchleucht zu Pfalz in Zeit des unlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyse nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesene ansehnliche Kayserliche Gesandtschaft / sondern zuvorderst auch von Ihro Kayserlichen Majestät selbst zum Beytritt des alldorthin sub dato 8. Julii jüngsthin aufgerichteten Associations-Feederis invitirt worden. Als wird im Nahmen höchstgedachter Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz hiemit declarirt / daß sie erst-versandener Associations-Bündnis nicht allein mit und wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen der anderen inhabenden Chur-Fürstenthümer und Länden / auf Art und Weise / wie der Inhalt sothanen Feederis / und dessen Articuli es nach sich führen / beytreten ; Zu welchem Ende Chur-Pfalsche Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offeriren / in der Zuversicht / man werde auch sie reciproc deffen / was sothaner Associations-Punct in sich hält / effective und in der That vollkommenlich genießen lassen ; Im übrigen werden Seine Chur-Fürstliche Durchleucht zu Pfalz bey Abhandlung derer in dieses Betref einschlagender und nicht ausgemachter noch vergeschlossener Materien sich ebenmäßig vernemen zu lassen / nicht erlangen.

Nürnberg den 2. Sept. 1686.

(L.S.)

Johann Friderich von Kreith.

Der Kayserlichen Gesandtschaft gegen- Erklärung auff die Chur-Pfalsche Accession zur Augspurgischen Allianz. Geschehen Nürnberg den 2. Sept. 1686. [LONDORPII Acta publica Tom. XII. pag. 541.]

Cest-à-dire.

Declaration de l'Ambassade Imperiale contenant l'acceptation de l'Accession de S. A. E. Palatine à la Ligue d'Ausbourg. Nuremberg le 2. Sept. 1686.

Nachdem Seine Chur-Fürstliche Durchleucht zu Pfalz in Zeit des ohnlängst in des Heiligen Römischen Reichs-Stadt Augspurg gehaltenen Convent der correspondirenden löblichen Creyse / nicht nur durch die dabey gegenwärtig gewesene

TOM. VII. PART II.

Kayserliche hochansehnliche Gesandtschaft / sondern zuvorderst auch von Ihro Kayserliche Majestät selbst zum Beytritt des alldorthen sub dato 8. Julii jüngsthin aufgerichteten Associations-Feederis invitirt worden; Als haben Ihre Churfürstliche Durchleucht durch dero Bevollmächtigten Abgesandten und Ministern, Herrn Johann Friderich von Kreith auf Guteneck etc. bey der Kayserlichen und anderen höchst- und hohen Herren Allürten Gesandtschaften allhier / eine schriftliche Declaration gethan / daß sie erst-versandener Associations-Bündnis nicht allein mit und wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen der anderen inhabenden Chur-Fürstenthümer und Länden / auf Art und Weise / wie der Inhalt sothanen Feederis / und dessen Articuli es nach sich führen / beytreten ; zu welchem Ende Chur-Pfalsche Durchleucht ihres Quanti halber 1000. Mann zu Fuß / und 400. Dragoner offeriren / solchennach declarirt hiemit die Kayserliche Gesandtschaft Nahmens Kayserlicher Majestät und von sämtlichen höchst- und hohen Herren Allürten wegen / daß Seiner Chur-Fürstlichen Durchleucht zu Pfalz Beytritt zu dieser löblichen Associations-Bündnis nicht allein Kayserlicher Majestät / sämtlich höchst- und hohen Herren Allürten sondern sieb und angenehm seyn / sondern sie dieselbe auf Krafft dieser von der Kayserlichen Commission im Nahmen allerseits Associirten hiemit von sich gebenden Gegen-Versicherung / in das zu Augspurg gemachte Foedus würcklich mit eingenommen haben / nicht allein wegen dero Herzogthum Neuburg / sondern auch wegen anderer Chur-Fürstenthümer und Länden / auf Art und Weise / wie der Inhalt sothanen Feederis mit sich führet / und werden Seiner Chur-Fürstlichen Durchleucht alles dessen / was sothane Associations-Bündnis in sich hält / effective und in der That vollkommenlich genießen lassen / massen gleich wie man ehstens Ihre Chur-Fürstliche Durchleucht eingehändigte Ratification über die von dero Gesandten ausgestellte Declaration erwartet / die Kayserliche Gesandtschaft auch nicht erlangen wird / die allergnädigste Ratification über diese Gegen-Versicherung ehens zu verschaffen. So geschehen in Nürnberg den 2. Sept. Anno 1686.

(L.S.)

Ludwig Gustaph Graf von Hohenlohe.

LXXIII.

Copia der Protestations-Schrift Pfalz-Graffen Veldenz / wieder die Succession Philipp Wilhelms Pfalz-Graffen am Rhein in denen Chur-Pfalschen Länden / so dem Reichs-Convent übergeben worden / den 11. Julii 1686. [JOANNIS GEORGII KÜLPIS in Severino de Monzambano Commentationes Cap. II. §. V. pag. 295.]

Cest-à-dire.

protestation du Comte Palatin de Veldentz, contre la Succession de PHILIPPE GUILLAUME Comte Palatin du Rhyn dans les Etats Electoraux, donnée au Directoire de Mayence le 11. Juillet 1686.

Nachdem auff tödliches Ableiben des Durchleuchtigsten Herrn Carls / Pfalzgraffen bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbschaffmeisters und Chur-Fürstens selbige Chur- und angehörige Länden / dem auch Durchleuchtigen Fürsten / Herrn Leopold Ludwig / Pfalzgraffen bey Rhein ceu proximiori gradu Jure Sanguinis zu- und angefallen / hingegen der auch Durchleuchtige Fürst / Herr Philipp Wilhelm Pfalzgraff sich hierzu ob prioritatem Linere berechtigt zu seyn erachtet / und also diese zwischen Pfalz-Neuburg / und Pfalz-Veldenz streitige Successions-Sach ihrer hohen Bewandnis nach / an die Römische Kayserliche Majestät erwachsen / haben dieselbe auff den Pfalz-

S 2

Wels

ANNO Weltdenkische unterthänigste Aufsuchen / allergnädigst re-
 1686. teribirt / daß sie hierin nach des Reichs-Fundamental-
 Gesetzen Recht sprechen wolten / und zugleich nichts thät-
 liches fürzunehmen / noch den Proceß anderswo / als
 vor Ihro Majestät aufzuweihen / anbefohlen. Wann aber
 die Fürnehm- und Entscheidung dieser Sach / sich je länger
 je weiter verzögern will / und unterdessen daß Pfälz-
 Neuburg / die wider den Inhalt der Pfälzischen Abscheid
 ergriffene Possession der gesamten Ländten thätlich forts-
 setzet / und die Chur-Sach selbst unerbittert hanget / Wel-
 denß an Prosequirung so wohl der von Churf. Ott Hei-
 richs Verlassenschaft herrührenden Erbforderung / als
 auch durch erzbischofliche Herrn Carlß Churfürstens
 Abbleiben / abermahl eröffneten Succession in den übrigen
 der Chur nicht einverleibten Fürstenthum und Län-
 den / gehindert und aufgehalten werden. Als befinden
 sich Pfälz Weltdenk Fürstliche Gn. genöthiget / wegen sothan-
 nen Aufschub und Verzögerung dero respective habende
 Jura Successionis und Auforderungen / con- & protestando
 gegemender massen / wie bieweil geschieht / zu verwahren /
 ein Hochlöblich Reichs-Convent insändig ersuchend / die-
 ses nicht allein ad Protocolum zu nehmen / und des-
 wegen ein Arrestatum zu ertheilen / sondern auch bey der
 Königl. Kayserlichen Majestät unserm allergnädigsten
 Herrn dahin zu intercediren / damit diese rechtshängige
 Chur-Sach nach Anleitung der Gültlehen und Pfälzischen
 Special-Wahl / auch der in discurrirter Deduction angezo-
 gener Pfälzischen Verträge und herkommener Obervanz
 fürderlich entscheiden / und folgendes alle übrige Anligen-
 heiten gehörender erhoben / und unbeliebige Weiterung
 verhindert werden möge. Massn dieses auff empfangenen
 Special-Befehl / gegen einem Hochlöblichen Reichs-Convent
 ich unterthänigst gehörenden Gleisses abgelegt / gebeten
 und verrieth haben will. Ewer Excellenz Hochwürden /
 und meine Hochgeehrte Herren dabeneben mich gehorsam
 und dienstlich empfehlend.

Ewer Excellenz Hochw. und meiner Hochgeehrten
 Herren

Dienstbestiessener
 Fürstlich Pfälz-Weltdenkischer Gewaltthaber.

LXXIV.

2. Octob. *Traité de Paix & de Commerce entre le Serenissime
 & tres Puissant Prince JACQUES II. Roi de
 la Grande Bretagne, France & Irlande, Defen-
 seur de la Foi, &c. & les tres Excellens Sei-
 gneurs les Gouverneurs de la noble Ville &
 Royaume de TUNIS, Hadge Beclash, Hogia Dey,
 Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Mi-
 lice de la Ville & Royaume, par lequel les anciens
 Traités de l'an 1662. & de l'an 1677. sont con-
 firmés & renouvelles, par Thomas Goodwin Ecu-
 yer, Agent & Consul de Sa Majesté, le deuxieme
 jour d'Octobre 1686. [Sur une Copie manu-
 scripte.]*

Comme il y a eu durant plusieurs années une
 ferme Paix & Amitié entre le Serenissime &
 tres-Puissant Prince Charles Second par la grace
 de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande,
 Defenseur de la Foi Chrétienne, & les tres-Illustres
 Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville &
 Royaume de Tunis, ainsi qu'il est notoire par les
 Articles de Paix & de Commerce faits & conclus au
 mois d'Octobre 1662. par les tres-Excellens Seigneurs
 Mahomet Bassa, Mustapha Dey, Moratt Bey, & le
 Divan de ladite Ville de Tunis d'une part, & le Che-
 valier Jean Lawton d'autre part, & renouvellez &
 confirmez en l'an de notre Seigneur Jesus-Christ 1677.
 qui est l'an 1085. de l'Hegire par Mustapha, Bassa,
 Hadge Mamme Dey, Morat Bey, Mahomet Hoffe
 Bey, & le Divan de ladite Ville & Royaume de
 Tunis d'une part, & par le Sieur Jean Narborough
 Chevalier, Admiral du feu Roi sur la Mer Mediterra-
 née d'autre part, & comme il a plu à Dieu tout-
 Puissant de tirer hors de ce Monde Sadite Majesté
 Charles Second, d'où il est arrivé que les Royaumes
 d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande sont julte-
 ment venus par Ligne de descende conformément aux

Loix à la Personne Royale de son Frere le Serenissime, ANNO
 & tres-Puissant Prince Jacques Second par la grace 1686.
 de Dieu Roi d'Angleterre, France & Irlande, Defen-
 seur de la Foi Chrétienne, qui regne à présent; &
 comme les Terres de nostre obéissance, après avoir
 été extrêmement affligées & broüillées par des Guerres
 Civiles sont à present (graces à Dieu tout-Puissant)
 retablies en tranquillité, & dans un Gouvernement
 stable & ferme.

Nous les tres-Excellens Seigneurs Gouverneurs d'à
 present de la noble Ville & Royaume de Tunis,
 Hadge Beclash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim
 Aga du Divan & Milice de nostredite Ville &
 Royaume, avons vû, examiné, approuvé les susdits
 Articles de Paix, & par ces presentes, nous agréons,
 approuvons, ratifions & confirmons, tant pour nous,
 que pour tout le Corps de notre Milice, tous &
 chacuns les susdits Articles de Paix, & de Commerce,
 en la même forme & teneur qu'ils sont inferez &
 declarez dans & par ledits Articles de Paix, promet-
 tant fermement & en bonne foi, d'observer & entre-
 tenir sincerement & inviolablement ladite Paix en tous
 ses Points & Articles avec Sadite Majesté Jacques
 Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande,
 & avec tous ses Sujets & de faire ponctuellement
 garder & observer tous & chacuns les Articles d'icelles,
 dorénavant pour jamais, par tous nos Sujets de quel-
 que qualité & condition qu'ils soient, & si aucuns de
 nos Sujets violent & enfreignent aucune partie desdits
 Articles, ils seront punis avec la dernière severité à
 leur retour dans nos Domaines de Tunis.

Et à l'égard de l'argent qui est deu par le Divan,
 & plusieurs autres Personnes dépendantes de nos Do-
 maines, à la Nation Angloise, suivant un compte que
 nous avons reçu de Thomas Goodwin, Ecuyer,
 Agent & Consul pour Sadite Majesté Jacques Second,
 Roi de la Grande Bretagne, &c. en nostredite Ville
 & Royaume de Tunis, nous promettons sincerement,
 par ces presentes, de tenir la main à ce qu'il leur soit
 donné entiere satisfaction dans le temps & espace de
 douze mois au plus tard, à commencer de la date
 d'icelles. Et comme nous avons depuis peu fait une
 diminution de sept pour cent à la Nation Francoise sur
 les Doüanes de toutes les Marchandises qu'ils feront
 venir & entrer dans nos Domaines ou les en feront
 sortir, ayant réduit ledits Doüanes de dix à trois pour
 cent, nous promettons sincerement aussi, en la maniere
 susdite, qu'à l'expiration de six mois au plus tard,
 d'accorder la même diminution aux Marchands An-
 glois, qui trafiquent ici, & de ne prendre d'eux de là
 en avant que trois pour cent de Douane sur toutes les
 Marchandises quelconques qu'ils apporteront & feront
 entrer dans l'étendue de nos Domaines ou qu'ils en
 feront sortir, ou bien à l'expiration des susdits six mois,
 sans attendre plus long-temps, nous ferons payer à la
 Nation Francoise leurs anciens Droits de Douane de
 dix pour cent, comme auparavant, & à l'exécution
 de tout ce qui est contenu en ces presentes nous nous
 obligeons formellement, promettants en nostre foi de
 les observer inviolablement, & chaque Point d'icelles,
 & pour cette cause nous les avons scellées en la pre-
 sence de Dieu tout-Puissant, en notre Hostel, dans
 la noble Ville de Tunis le deuxieme jour d'Octobre
 1686.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXV.

Königliche Dänische Declaration gegen
 die Stadt Hamburg; Wodurch der-
 selben von Ihro Majestät gefasste Un-
 gnade nachgelassen / die angehabene
 Schiffe und Waaren restituiret / wie
 auch das freye commercium zu Was-
 ser und Land / sambt allem / was im
 Wimmerbergischen Recess abgeredet
 worden / zu gedenen gelassen wird; Je-
 doch / daß die Stadt Ihro Majestät
 Land und Güter in vorigen Stand se-

ANNO
1686.

ge/ wie auch dem Pimnbergischen
Recess nachlebe. Geben aufn Schloß
Gottorff den 28. Octob. 1686. [JOAN-
NIS GEORGII KULPIS in Seve-
rino de Monzambano Commentationes
Cap. II. §. XIII. pag. 587.]

C'est-à-dire,

Declaration du Roi de DANNEMARCK en fa-
veur de la Ville de HAMBOURG, portant qu'il lui
rend ses bonnes graces, avec promesse de lui resti-
tuer ses Navires & Marchandises, & de la retai-
nir dans toute la Liberté du Commerce tant par
Terre que par Eau, & dans tous les Avantages
contenus dans le Recès de Pimnberg, à condition
qu'elle observera de son côté, qu'elle évacuera les
Domaines Royaux, & en fera sortir les Trou-
pes auxiliaires. Donné à Gottorp le 21. Octobre
1686.

Die Königlische Majestät zu Demmermark / Norz-
wegen / haben sich allerunterthänigst referiren
lassen / was in denen bißher zwischen dero
committirten Ministris, und denen Chur-Brand-
enburgischen Fürstlichen-Hinburgischen und Hessen-Cass-
elschen Ministris gehaltenen Conferenzen des Hamburgi-
schen Wesens halber vorgefallen; und welcher Gestalt sie
im Nahmen ihrer Herren Principalen / annoch fernere be-
wegliche Instanz thun / daß Ihre Königlische Majestät
auf Königlischer Clemence und Gültigkeit dero Resen-
timent gegen die Stadt gänzlich fahren / und die ihren
Bürgern / Einwohnern und angehörigen inländische von
ihrer Königlischen Majestät angehaltene Schiffe / Wab-
ren / Güter und Effecten allernächst relaxiren / und
das freye commercium der Stadt aller Orten wieder
öffnen / auch im übrigen es bey dem Pimnbergischen
Recess ferner in Königlischen Gnaden bendenden lassen
wollen. Wen nun die Stadt in einem an Ihre Königlische
Majestät den 16. dieses abgelaßenen Schreiben ebenfalls
darum unterthänigste Ansuchung gethan / so erklären sich
allerhöchstdenckliche Ihre Königlische Majestät, daß zu mehr-
erer Bezeugung ihrer Inclination gegenwärtige Irungen
zur Enschafft zu bringen / und wie gern sie der Stadt
Wahrung / Wohlstand und commercium mithin auch
den Ruhestand dieser Quartier befördert sehen / dero gegen
die Stadt gefasste Ungnade und Indignation hiermit
gänzlich fallen / dero selbst die angehaltene Schiffe / Wab-
ren / Güter und Effecten wiederum losgeben und resti-
tuiren / und die von der Stadt geforderte Satisfaction
zu der bevorstehenden Handlung / wegen des Homagial-
Puncts und übriger Streitigkeit und Gravaminum
ausgesetzt / auch der Stadt nebst einer gänzlischen Am-
nestie das freye commercium zu Wasser und Land
aller Orten / nach wie vor / allerdings ohngefrenct ge-
nießen / so dann alles dasjenige was in dem Pimn-
bergischen Recess dero selbst zu gut und sonst verabre-
det und stipuliret worden / Ihre Gedenken lassen wollen.
Nedoch daß hingegen auch die Stadt in regard Ihre Kö-
niglische Majestät / dero Landen und unterthanen / auch dero
Güter und Effecten / so dann Handel und Wandel
alles wieder in vorigen Stand setze / auch die Auxiliar-
Völker auf derselben dimittire / und mittelst eines nach-
maligen unterthänigsten Schreibens / weil Ihre König-
liche Majestät die resolvirte Deputation nicht abwarten
wollen / zu vorsehendem sich verbindlich mache / und da-
neben von neuem festiglich zusage und verspreche / daß sie
auch ihres Orts dem Pimnbergischen Recess und wor-
zu sich dieselbe darianen verbunden / in unterthänigster
Devotion, ohnaufgesetzte nachleben wollen. Urkundlich
unter allerhöchstdencklicher ihrer Königlischen Majestät
Handzeichen und vorgedrucktem Insignel. Geben auf dero
Schloß Gottorff den 21. Octobris 1686.

Christian.

(L.S.)

S. M.

LXXVI.

ANNO
1686.

Traité de Neutralité conclu à Londres le seizième
Novembre 1686. entre LOUIS XIV. Roi de
France, & JACQUES II. Roi d'Angleterre, ton-
chant les Pays des deux Rois en Amérique. [FRE-
DER. LEONARD. Tom. V. d'où l'on a ti-
ré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le
Theatrum Europæum, Tom. XII. pag. 1051.
en Allemand, & en abrégé; & dans LONDOR-
PII Acta publica Tom. XII. pag. 568. en Al-
lemand par extrait.]

LE Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Louis
XIV. Roi Tres-Chrétien de France & de
Navarre, & Tres-Haut & Tres-Puissant Prince
Jacques II. Roi de la Grande Bretagne,
n'ayant rien plus à cœur que d'établir tous les jours de
plus en plus une Amitié mutuelle entre eux, & une
sincere concorde & correspondance entre les Ro-
yaumes, Etats & Sujets de leurs Majestez; & à cet
effet ayant jugé à propos de faire un Traité de Paix,
bonne Correspondance & Neutralité en Amérique,
pour prevenir, autant qu'il seroit possible, toutes les
contestations & les differends qui pourroient naître
entre les Sujets de l'une & de l'autre Couronne dans
ces Pays éloignez: Leurdites Majestez ont resolu
d'envoyer de part & d'autre leurs Plenipotenciaires,
pour en traiter, & en convenir: Scavoir: Sa Majesté
Tres-Chrétienne, le Sieur Paul Barillon d'Amoncourt,
Marquis de Branges, Conseiller ordinaire en son Con-
seil d'Etat, & son Ambassadeur extraordinaire: De Sa-
dite Majesté Britannique, les Sieurs Georges, Baron de
Jeffreys de Wem, Grand Chancelier d'Angleterre;
Laurent Comte de Rochester, Grand Tresorier d'An-
gleterre; Robert Comte de Sunderland, President du
Conseil Privé, & Secrétaire d'Etat, Charles de Mid-
dleton aussi Secrétaire d'Etat; & Sidney, Sieur de Go-
dolphin, tous du Conseil Privé de Sa Majesté: pour
convenir, après l'échange des Lettres de Pleinpouvoir
des Articles qui suivent.

I. Il a esté conclu & accordé, que du jour du
présent Traité il y aura entre la Nation Françoisse &
la Nation Angloise, une ferme Paix, Union, Concor-
de, & bonne Correspondance, tant sur Mer, que sur
Terre, dans l'Amérique Septentrionale & Meridionale,
& dans les Isles, Colonies, Ports & Villes, sans au-
cune distinction de lieux, scies dans les Etats de Sa
Majesté Tres-Chrétienne, & de Sa Majesté Britanni-
que, & gouvernées par les Commandans de leurdites
Majestez respectivement.

II. Qu'aucuns Vaisseaux, ou Bastimens, grands ou
petits, appartenans aux Sujets de Sa Majesté Tres-
Chrétienne, ne seront équipés, ni employez dans les-
dites Isles, Colonies, Fortereses, Villes & Gouver-
nemens des Etats de Sadite Majesté, pour attaquer
les Sujets de Sa Majesté Britannique, dans les Isles,
Colonies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sa-
dite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dom-
mage. Et pareillement qu'aucuns Vaisseaux ou Basti-
mens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de Sa
Majesté Britannique, ne seront équipés ou employez
dans les Isles, Colonies, Fortereses, Villes, & Gou-
vernemens de Sadite Majesté, pour attaquer les Sujets
de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans les Isles, Colo-
nies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sadite
Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage.

III. Qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou
autres Personnes quelconques, qui habitent & deme-
urent dans lesdites Isles, Colonies, Fortereses, Villes,
& Gouvernemens de Sa Majesté Tres-Chrétienne, ou
qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerceront
aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou
dommage, directement ou indirectement, aux Sujets
de Sa Majesté Britannique dans lesdites Isles, Colo-
nies, Fortereses, Villes, & Gouvernemens de Sadite
Majesté; & ne prestent ni donneront aucune aide,
ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages
contre qui Sa Majesté Britannique aura la Guerre.
Et pareillement qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre,
ou autres Personnes quelconques, qui habitent &
demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Fortereses,
Villes, & Gouvernemens de Sa Majesté Britannique,
ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerce-
ront

ANNO
1686.

ront aucun acte d'Hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de Sadite Majesté; & ne prêteront ni donneront aucune aide, ou Secours d'hommes ou de Vivres, aux Sauvages avec qui Sa Majesté Tres-Chrétienne aura Guerre.

IV. Il a esté convenu que chacun desdits Rois aura & tiendra les Domaines, Droits & Prééminences dans les Mers, Détroits, & autres Eaux de l'Amerique, & avec la même étendue qui leur appartient de Droit, & en la même maniere qu'ils en jouissent à présent.

V. Et que pour cet effet les Sujets & Habitans, Marchands, Capitaines de Vaisseaux, Pilotes & Matelots des Royaumes, Provinces & Terres de chacun desdits Rois respectivement, ne feront aucun Commerce ni Pêche dans tous les Lieux dont l'un est ou l'on sera en possession de part & d'autre dans l'Amerique. C'est à sçavoir, que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne ne se mèleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pêcheront point dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades, Costes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Britannique en Amerique: Et reciproquement les Sujets de Sa Majesté Britannique ne se mèleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pêcheront point dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades, Costes, ou autres Lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Tres-Chrétienne en Amerique. Et au cas qu'aucun Vaisseau, ou Barque, soit surpris faisant Trafic, ou pêchant, contre ce qui est porté par le présent Traité, ledit Vaisseau, ou Barque, avec sa charge, sera confisqué, après que la preuve de la contravention aura esté légitimement faite. Il sera néanmoins permis à la Partie qui se sentira grevée par la Sentence de confiscation, de se pourvoir au Conseil d'Etat du Roi, dont les Gouverneurs ou Juges auront rendu ladite Sentence de confiscation, & d'y porter la plainte, sans que pour cela l'exécution de la Sentence soit empêchée: Bien entendu néanmoins que la liberté de la Navigation ne doit estre nullement empêchée, pourveu qu'il ne commette rien contre le veritable sens du present Traité.

VI. De plus, il a esté accordé que si les Sujets & Habitans de l'un ou de l'autre desdits Roys, & leurs Vaisseaux, soit de Guerre & publics, soit Marchands & particuliers, sont emportez par les tempestes, ou estant poursuivis par les Pirates ou par les ennemis, ou pressés par quelque autre necessité, sont contrainsts pour se mettre en seureté de se retirer dans les Ports, Rivières, Bayes, embouchures de Rivières, Rades & Costes quelconques appartenantes à l'autre Roi dans l'Amerique, ils y seront bien & amiablement reçus, protegez & favorablement traitez: qu'ils pourront, sans qu'on les empêche en quelque maniere que ce soit, s'y rafraichir, & même acheter au prix ordinaire & raisonnable, des vivres, & toutes sortes de Provisions necessaires, ou pour la vie, ou pour radoubler les Vaisseaux, & pour continuer leur route: qu'on ne les empêchera non plus en aucune maniere de sortir des Ports & Rades, mais qu'il leur sera permis de partir, & s'en aller en toute liberté quand & où il leur plaira, sans être molestés ou empêchés: qu'on ne les obligera point à se defaire de leur charge, ou à décharger & exposer en vente leurs Marchandises ou Balots: qu'aussi de leur part ils ne recevront dans leurs Vaisseaux aucunes Marchandises, & ne feront point de Pêche sous peine de confiscation desdits Vaisseaux & Marchandises, conformément à ce qui a esté convenu dans l'Article precedent. De plus a esté accordé que toutes & quantesfois que les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Rois seront contrainsts, comme il a esté dit ci-dessus, d'entrer avec leurs Vaisseaux dans les Ports de l'autre Roi, ils seront obligés, en entrant, d'arborer la Bannière ou marque de leur Nation, & d'avertir de leur arrivée par trois coups de Mousquet: à faute de quoi faire, & d'envoyer une Chaloupe à Terre, ils pourront être confisqués.

VII. Pareillement si les Vaisseaux de l'un ou de l'autre desdits Rois, & de leurs Sujets & Habitans viennent à échouer, jeter en Mer leurs Marchandises, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, faire naufrage, ou qu'il leur arrive quelque autre malheur que ce soit, on don-

nera aide & secours avec bonté & charité à ceux qui seront en danger, ou auront fait naufrage: il leur sera delivré des Sausseconduits, ou Passeports pour pouvoir se retirer dans leur Pais en seureté, & sans être molestés.

VIII. Que si les Vaisseaux de l'un ou l'autre Roi qui seront contrainsts par quelque aventure ou cause que ce soit, comme il a esté dit, de se retirer dans les Ports de l'autre Roi, se trouvent au nombre de trois ou de quatre, & peuvent donner quelque juste cause de soupçon, ils seront aussitôt connoître au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu, la cause de leur arrivée; & ne demeureront qu'autant de tems qu'ils en auront permission dudit Gouverneur ou Commandant, & ce qu'il leur sera juste & raisonnable, pour se pourvoir de vivres, & pour radoubier & équiper leurs Vaisseaux.

IX. De plus on est convenu qu'il sera permis aux Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui demeurent dans l'Isle de Saint Christophle, d'entrer dans les Rivières de la grande Baye pour faire de l'Eau, & s'en fournir; qu'il leur sera aussi permis aux Sujets de Sa Majesté Britannique de prendre du Sel aux Salines dudit lieu, & de l'enlever, tant par Mer, que par Terre, sans estre inquietez, ni empêchez; pourveu néanmoins que lesdits Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne puissent de l'Eau pendant le jour seulement, & qu'aussi lesdits Sujets de Sa Majesté Britannique ne chargent du Sel dans leurs Vaisseaux ou Barques pendant le jour: & que les Vaisseaux ou Barques de l'une & de l'autre Nation respectivement, qui viendront se fournir d'Eau ou de Sel, seront sçavoir leur arrivée en arborant la Bannière ou marque de leur Nation, & en avertiront par trois coups de Canon, ou s'ils n'ont point de Canon, par trois coups de Mousquet. Que si aucun Vaisseau de l'une ou l'autre Nation, sous pretexte de venir prendre de l'Eau ou du Sel, entreprend de trafiquer, il sera confisqué.

X. Qu'aucuns Sujets de l'une ni de l'autre Nation ne retireront les Sauvages Habitans du lieu, ou leurs Esclaves, ou les Biens que lesdits Habitans emporteront, appartenans aux Sujets de l'autre Nation; & qu'ils ne leur donneront aucune aide ni protection dans lesdits enlevemens ou pillages.

XI. Que les Commandans, Officiers & Sujets de l'un des deux Rois ne troubleront ni molesteront les Sujets de l'autre Roi dans l'établissement de leurs Colonies respectivement, ou dans leur Commerce & Navigation.

XII. Et afin de pourvoir plus pleinement à la seureté des Sujets, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à ce que les Vaisseaux de Guerre, ou autres Vaisseaux armez en Guerre par des Particuliers, ne leur fassent aucun tort ni dommage, il sera défendu à tous les Capitaines de Vaisseaux, tant de Sa Majesté Tres-Chrétienne, que de Sa Majesté Britannique, & à tous leurs Sujets qui équiperont des Vaisseaux à leurs dépens; comme aussi aux Privilegiés & aux Compagnies, de faire aucun tort ou dommage à ceux de l'autre Nation, sous peine d'être punis en cas de contravention, & de plus d'être tenus à tous dommages & intérêts, à quoi ils pourront être contrainsts, tant par saisie de leurs Biens, que par emprisonnement de leurs Personnes.

XIII. Et pour cette cause tous Capitaines des Vaisseaux armez en Guerre aux dépens des Particuliers, seront dorenavant tenus, avant qu'on leur delivre des Patentes ou Commissions speciales, de donner pardevant un Juge competent, bonne & suffisante caution de Gens solvables, & qui n'auront aucune part ni interest dans ledit Vaisseau, pour la Somme de mille livres Sterlins, ou treize mille Livres; & lors qu'il y aura plus de cent cinquante Hommes, pour la Somme de deux mille livres Sterlins, ou de vingt six mille Livres: S'obligeant de satisfaire entierement à tous torts & dommages quelconques, qu'eux ou leurs Officiers, ou autres Gens estant à leur service causeront, pendant le cours de leur Navigation contre le present Traité, ou autre Traité quelconque fait entre Sa Majesté Tres-Chrétienne, & Sa Majesté Britannique; sous peine aussi de revocation, & cassation de leurs Commissions & Lettres speciales, dans lesquelles il sera toujours fait mention qu'ils auront, comme dit est, donné caution. Et de plus, il est convenu que le Vaisseau même sera tenu de satisfaire aux torts & dommages qu'il aura causés.

XIV.

ANNO
1686.

ANNO XIV. Et d'autant que les Pirates qui courent les
1686. Mers de l'Amerique, tant Septentrionale que Meridionale, font beaucoup de tort au Commerce, & causent de grands dommages aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne, qui trafiquent, & font Commerce dans ces Pays; il a été accordé qu'il sera expressément enjoint aux Gouverneurs & Officiers de l'un & de l'autre dedits Rois, de ne donner en quelque maniere que ce soit aux Pirates, de quelque Nation qu'ils soient aucun Secours, aide, ni retraite dans les Ports & Rades scies dans leurs Estats respectivement; & qu'il sera expressément ordonné audit Gouverneurs & Officiers, de punir comme Pirates, tous ceux qui se trouveront avoir armé un ou plusieurs Vaisseaux en cours, sans Commission & autorité legitime.

XV. Qu'aucun Sujet de l'un ou de l'autre des deux Rois, ne demandera ou prendra d'aucun Prince ou Estat que ce soit, avec qui l'autre aura Guerre, aucun Pouvoir ou Commission d'armer, & équiper en cours un ou plusieurs Navires dans l'Amerique Septentrionale ou Meridionale; & que si quelqu'un prend un tel Pouvoir ou Commission, il soit puni comme Pirate.

XVI. Que les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne auront pleine & entiere liberté de pêcher des Tortues dans les Isles de Cayman.

XVII. Que s'il survient des contestations ou différends entre les Sujets de leursdites Majestés dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont sous leur Domination; la Paix faite par le présent Traité, ne sera pour cela ni interrompue ni enfreinte; mais ceux qui commanderont dans les Lieux où les contestations seront arrivées, ou qui seront par eux deputés, connoîtront dedites contestations survenues entre les Sujets de leursdites Majestés, & les regleront & decideront. Et au cas que ledits Commandans ne puissent vider & terminer ledites contestations dans un an, ledits Commandans les enverront au plutôt à l'un ou à l'autre dedits Rois, pour être fait droit en la maniere qu'il sera convenu entre leursdites Majestés.

XVIII. De plus, il a été conclu & accordé, que si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, il arrive quelque rupture en Europe entre ledits Couronnes, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Tres-Chrétienne, étant dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la Domination de Sadite Majesté dans l'Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Britannique qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Et reciproquement, audit cas de rupture en Europe, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de Sa Majesté Britannique, étant dans les Isles, Colonies, Ports, Villes, & Gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la Domination de Sa Majesté Britannique en Amerique, n'exerceront aucun acte d'Hostilité, ni par Mer ni par Terre, contre les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Mais il y aura toujours une véritable & ferme Paix & Neutralité entre ledits Peuples de France & de la Grande Bretagne, tout de même que si ladite Rupture n'étoit point arrivée en Europe.

XIX. Il a été réglé & accordé que le présent Traité ne dérogera en aucune maniere au Traité conclu entre leursdites Majestés à Breda le 11^e jour du mois de Juillet 1667. mais que tous & chacuns les Articles & Clauses dudit Traité demeureront dans leur force & vigueur, & seront observés.

XX. Et que tous les Traitez & Articles conclus & arrêtés cy-devant, en quelque tems que ce soit en Amerique, ou ailleurs, entre ledites deux Nations, touchant l'Isle de Saint Christophle, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observés de part & d'autre, comme ils l'ont été ci-devant, si ce n'est en ce qui s'y trouvera de contraire au présent Traité.

XXI. Enfin il a été convenu & accordé, que le présent Traité, & toutes & chacunes choses contenues en icelui, seront ratifiées & confirmées de part & d'autre le plutôt qu'il sera possible; & que les Ratifications seront reciproquement échangées en bonne forme de part & d'autre dans un mois, à compter de la date du présent Traité: & que dans huit mois,

ou plutôt s'il est possible, le present Traité sera publié dans tous les Royaumes, Domaines & Colonies de l'un & l'autre dedits Rois, tant en Amerique qu'ailleurs.

En foy de toutes & chacunes lesquelles choses, Nous sultits Plenipotentiaires avons soussigné de nos propres mains le present Traité, & nous y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait dans le Palais Royal de Withal, le 1^{er} jour de Novembre mil six cents quatre vingtsix.

Ainsi signé,

BARILLON D'AMONCOURT.

JEFFREYS.

C. ROCHESTER.

SUNDERLAND.

P. MIDLETON.

GODOLPHIN.

Avec les Sceaux.

LXXVII.

Vertrag zwischen der Hochfürstlichen Dettingischen Vormundschaft / und dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / wegen der Fürstlichen Dettingischen Translocation und Exemption. Geschehen den 14. Decemb. 1686. [LONDORP II *Acta publica* Part. XIII. pag. 27. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Cont. II. *Abtheilung* IV. *Abssatz* XXVII. pag. 650.]

C'est-à-dire,

Transaction entre les Princes Curateurs du Prince d'OTTINGEN d'une part, & le College Imperial des COMTES DE SUABE, sur la translocation de la Maison d'OTTINGEN dans le COLLEGE des Princes, & l'exemption des Contributions qu'elle devoit au College des Comtes. Faite le 14. Decembre 1686.

SU wissen: Als die Römische Kaiserliche Majestät unser allergnädigster Herr/ weyland Herrn Albrecht Ernstten Grafen von Dettingen zu Dettingen / Christlichsteitigen Andenkens die Kayserliche Gnad gethan / und dieselbe samt Dero Potentat in der Reichs-Fürsten-Stand erhoben / und aber von dem Reichs-Gräflichen Collegio in Schwaben / darinnen Ihrer Fürstlichen Durchleucht Land und Leuth / wie andere der Grafen und Herren Güther in Schwaben incorporiret gewesen / die Collegial-Beitrag de preterito sowohl als in futurum von Seiner Durchleucht wie vorhero pretendiret / von dieser aber aus verschiedenen vorgestellten Ursachen / sie dero entlediget zu seyn / gänzlich dahier gehalten worden / dass auff Intervention der Hochfürstlichen Dettingischen Vormundschaft die Sache mit einem löblichen Reichs-Gräflichen Collegio auff ein End dahin verglichen worden / dass hochgedachte Hochfürstliche Vormundschaft in die Gräfliche Collegial-Cassa jezo gleich baar solle und wolle auszahlen lassen 350. fl. und dann auff wiederumb Nativitatis Mariæ Anno 1687. 350. fl. also in Summa 700. fl. und gegen dieser Erlangung / spricht das Reichs-Gräfliche Collegium in Schwaben / das Hochfürstliche Haus Dettingen zu Dettingen auff jezo und ewig alles Beitrags und Collegial-Forderung / die hätten Nahmen wie sie wollen / quit und ledig / wie auch dass die Introduction in den Reichs-Fürsten-Rath nicht länger suspendiret werde / Dero Deths alle vermögliche Begetragen / jedoch dass dem Hoch-Gräflichen Haus Dettingen-Wallerstein seiner Particular-Anspruch wegen / durch obige löszlegung und Introduction von seinen Theil präjudiciret / es auch in übrigen dem Reichs-Gräflichen Schwäbischen Collegio circa Präjudicium seyn solle / dessen zu Urkunde seyn dieses Vergleichs wegen

ANNO gen 2. Originalia verfertigt / und mit hienach gesetzten
1686. Vormundschafftlichen Secret-Jussel Seiner Hoch-Fürstlichen Durchleucht Durchleucht zu Brandenburg-Bayreuth / und des Herrn Administratoris und Herzogen zu Würtemberg / so dan beyder des Reichs-Gräfflichen Collegii Directoren / Gultz und Eiser-Tornenteigen bewahret worden. So geschehen den 14. Decembris 1686.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.)

LXXVIII.

1687. *Traité entre LOUIS XIV. Roi de France, & CHARLES II. Roi d'Espagne, sur les Potteaux plantez à la venue du Château de Namur. Signé à Philippeville le quatrième Janvier, 1687.*
4. Janv.
FRANCE
ET
ESPAGNE. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

LE Roi Catholique s'estant plaint au Roi Tres-Chrétien, que les Potteaux que le Sieur Faultrier son Intendant dans le Haynault avoit fait planter le vingt-quatrième Septembre dernier, sur la Montagne depuis l'Hermitage de Saint George, & plus bas vers la Riviere de Sambre, à la veüe de la Ville & Château de Namur, renfermoient l'espace de Terrain qui est entre ledits Potteaux, & fendoit appelé la Roche du Vieux Mur, dont ledit Seigneur Roi Catholique estoient avoit eu la possession immémoriale, & l'avoir continué jusqu'au jour vingt-quatrième Septembre, dont il pretendoit par conséquent que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien n'avoit pas pris possession; Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit répondu qu'on n'avoit jamais douté qu'Elle ne fut en possession dès le quatrième Juillet 1681. du lieu où ledits Potteaux avoient esté plantez, pour former une lisière entre les deux Estats; Mais qu'Elle n'avoit pas intention de troubler la bonne Intelligence qui estoit entre les deux Couronnes, ni l'exécution paisible & sincere du Traité de Trêve; qu'Elle nommeroit un Commissaire pour examiner la question, avec celui ou ceux que ledit Seigneur Roi Catholique nommeroit aussi de sa part, qu'ils s'assembleroient pour cela à Philippeville, & qu'Elle luy donneroit Pouvoir, non seulement de ceder cet espace de Terrain contentieux, s'il en avoit pris possession devant le vingt-unième Mars mil six cens quatre-vingt deux, mais mesme un plus grand dans l'étendue non contestée, pour éloigner davantage sa Frontiere dudit Château de Namur, en luy laissant par ledit Seigneur Roi Catholique un équivalent. En effet dès le vingt-huitième Novembre mil six cens quatre-vingt fix, Elle a envoyé un plein-Pouvoir audit Sieur Faultrier, lequel s'est rendu audit Philippeville le quatrième du mois de Decembre suivant; & ledit Seigneur Roi Catholique a pareillement donné sa Commission au Sieur Tirimont, Conseiller en son Conseil d'Etat, & une autre au Sieur Martin, son Procureur General au Conseil Provincial de Namur, qui s'y sont rendus le septième du même mois, lesquels Sieurs Commissaires ayans travaillé depuis le huitième suivant, qu'ils commencerent leurs Conférences à examiner la question de la Possession dudit Lieu contentieux, & n'ayans pû convenir, ils ont suivant l'intention & consentement d'icelle Seigneurs Rois, pour faire cesser toute contestation, & pour maintenir l'exécution dudit Traité de Trêve, en réglant la difficulté, & prevenant celles qui pourroient alerger ladite Intelligence, à l'occasion de ladite contestation, fait le Traité qui ensuit.

PREMIEREMENT. Que ledit Seigneur Roi Catholique possédât tout ainsi qu'il a prétendu avoir possédé, l'espace qui est entre ledits Potteaux jusques à celui du Vieux Mur, & qu'il possédât aussi tout ce qu'il y a de Terrain depuis ledit Vieux Mur dans toute son étendue, entre la Riviere de Meuse & la Sambre, tout ainsi qu'il le possédoit au temps du Traité de Paix conclu à Nimègue, jusqu'à la distance de trente toises approchant de ce qui est planté en bois de haute Futaye de la Forest de Marlagne, suivant que le tout est plus expressément marqué & designé dans la Carte figurée qui a esté levée dudit Terrain, & dont ledits Commissaires ont chacun un double par eux paraphé, pour servir dans la suite pour

l'exécution du present Traité, sans de tout ledit Terrain renfermé depuis ladite distance de trente toises au devant de ladite Futaye, jusques à la ligne que forment ledits Potteaux, & depuis ladite Riviere de Meuse d'une part, le Bois de Liege & la Riviere de Sambre d'autre, aucune chose reserver, retenir & garder, & en conséquence, ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien jouira pendant la durée de la Trêve de la Ville de Walcourt & du Village de Bioulx, leurs dépendances, circonstances & annexes (sous les restrictions néanmoins cy-après expliquées) tout ainsi que ledit Seigneur Roi Catholique les possède & en jouit actuellement, & ainsi que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien jouit des autres Terres & Lieux, dans la jouissance desquels il a esté dit qu'il demeureroit par ledit Traité de Trêve, & comme si ledits Lieux de Walcourt & de Bioulx avoient fait partie de ceux dont il a pris possession devant la levée du Blocus de Luxembourg, & par conséquent sous les mêmes conditions dudit Traité, & encore sous celles qui suivent; c'est à sçavoir que les dépendances, circonstances & annexes d'icelle Lieux de Walcourt & Bioulx, ne comprennent que ce qui est limitativement contenu dans leurs Paroisses & Territoires, & tels qu'ils se trouvent actuellement enclavés dans les autres Terres, dont ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien jouit, & qui sont par conséquent separez de celles de l'obéissance de Sa Majesté Catholique, en sorte que si ledits Walcourt & Bioulx avoient & donnoient à Sa Majesté Tres-Chrétienne quelque Droit, comme de Fiefs, Vassaux & Mouvances, ou autres, sur les Hommes, Terres, ou Dépendances situées dans les Estats de Sadite Majesté Catholique, elles luy demeureront, pour en jouir comme Elle a fait jusques au jour du present Traité, sans que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien puisse étendre la jouissance d'icelle Walcourt & Bioulx au delà des bornes de leurdit Territoire, ni comprendre à l'égard dudit Walcourt dans ladite jouissance celle du Domaine, attendu qu'il a esté vendu par ledit Seigneur Roi Catholique à l'Abbé, Religieux, & Monastere du Jardinnet dans le Territoire dudit Walcourt. Et d'autant que le present Accord n'est fait qu'à l'occasion de la contestation qui a esté meüe incidemment dans l'exécution dudit Traité de Trêve, il est expressément convenu que celui-cy en fait une dépendance, tout comme s'il en avoit fait une partie dans le temps auquel ledit Traité a esté signé; & par conséquent sujet aux mêmes Conditions, sans y rien changer ny innover en quelque maniere que ce puisse estre. Ce qui a esté convenu, accordé & accepté par ledits Sieurs Faultrier & Tirimont, respectivement pour ledits Seigneurs Rois en vertu de leurs Pouvoirs, dont ils se font aussi respectivement donné copie; lesquels dits Seigneurs Rois seront tenus, suivant la Promesse par eux faite dans ledites Commissions & Pouvoirs par eux donnez audit Commissaires, de ratifier l'exécution du present Traité, & de ladite Ratification en fournir & échanger respectivement l'acte valable dans deux mois. Fait double à Philippeville, le quatrième de Janvier mil six cens quatre-vingt sept. Et ont ledits Commissaires paraphé chacune marge au bas d'icelle, & signé à la fin, & apposé leurs Cachets.

FAULTRIER.

TIRIMONT.

LXXIX.

Traité entre le Serenissime & tres-Puissant Prince 7. Fevr.
JACQUES II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & les Tres-Illustres Seigneurs ISMAEL Bascha, BRAHEM Dey, JOSEPH Bey, HASSAN CALLIGÉE Admiral Aga du Divan, de la Ville & Royaume de TRIPOLI, pour le renouvellement & confirmation de la Paix conclue le 1. de Mai 1676. Fait à Tripoli au nom de Sa Majesté par le Consul Daniel Ledington le 7. Fevrier 1687. [Sur une Copie manuscrite.]

ANNO
1687.

Comme il a plu à Sa Majesté sacrée Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, &c. de faire sçavoir par les Lettres aux Gouverneurs de cette Ville & Royaume de Tripoli, que Sadite Majesté a donné Plein-Pouvoir à Nathaniel Ledington Résident ici de confirmer les Articles de Paix qui furent accordez le premier jour de Mai 1676. qui estoit le 26. jour de la Lune Zaphire, de l'an 1087. de l'Hegire, par Halli Bassa, Mustapha Dey, & Aga du Divan d'une part, & le Chevalier Jean Narborough d'autre part, au nom de feu Sa Majesté Charles Second de Glorieuse Mémoire, avec lequel nous avions une sincere Paix.

Pour la continuation de laquelle Amitié avec Sa Majesté Sacrée Jacques Second, qui régné à présent, Nous Ismael Bassa, Brahem Dey, Joseph Bey, Hassan Calligée Admiral, Aga du Divan, ayant revu lesdits Articles, nous les confirmons tous par ces présentes & avec ledit Consul Nathaniel Ledington. en la même manière qu'ils sont écrits: Promettans en nôtre foy par ces présentes, tant nous que tous nos Sujets d'entretenir ponctuellement pour jamais ladite Paix à présent ratifiée. Confirmé & scellé en la présence de Dieu Tout-Puissant en nôtre Château de la Ville de Tripoli, le 7. jour de Février 1687. Vieux Style, qui est le second jour de la Lune Herby en l'année 1098. de l'Hegire.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

LXXX.

25. Mai. Abschied zwischen dem Pöblichen Schwäbischen Creyse / dann der Oesterreichischen Landtschafft ob-und unter der Enß aufgerichtet; Worinn dieselbe wegen Transportirung der Jhro Majestät zusehender Hülfß-Völkern / sich untereinander verabreden. Actum Ulm den 25. Maji. 4. Junii. 1687. [LUNIG Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 366.]

C'est-à-dire;

Recès conclu entre les Deputez du Cercle de SUABE d'une part, & ceux de la HAUTE & BASSE AUTRICHE d'autre part, pour le Transport des Troupes Auxilliaires qui doivent être envoyées à Sa Majesté Imperiale. A Ulme le 25. Mai 4. Juin 1687.

On wissen: Als die Kömische Kayserliche Majestät / unser Allergnädigster Herr / gegen Fürsten und Ständen des löblichen Schwäbischen Creyses / wegen der weiteren Völk-Hülf / so auf die heurige Campagne Seiner Majestät von diesem getrennen Reichs-Creyse abermahlen zugeschiedt wird / unter anderen sich dahin allergnädigst declarirt / daß / wann die Cavallerie und übrige zu erwähnten Hülfß-Völkern gehörige Pferde allhier in Ulm auf Schiff-und Flößen gebracht / und bisz nacher Wilsbosen transportirt werden könten / dieselbe alsdenn zu gedachten Wilsbosen von Dero treu-gehorfamsten Landtschafft des Erz-Herzogthums Oesterreich ob-und unter der Enß auf ihren Kosten daselbst angenommen / und firters bisz nacher Pressburg transportirt werden solten / Fürsten und Stände dieses Creyses auch / wie schwer es gleich gefallen / nach Möglichkeit das Jhrige hierunter zu prestiren / mit allem unterthänigsten Respekt übernommen / von löblich gedachter Oesterreichischer Landtschafft ob-und unter der Enß aber durch eigene Schickung an diesen Convent die zeitliche Remonstration geschehen / daß / weiln die Chm-Bayrische und Fräncische Creysß-Völkern allererst neulich der Orten auch embarquirt und transportirt worden / man unmöglich umb diese Zeit mit dem Fahrzeugh aufzukommen vermöchte / mit dem angehengten Erbieten / wann man die Schiff und Flöße von daraus vollends auf

TOM. VII. PART. II.

Pressburg bringen würde / dem Hochlöblichen Schwäbischen Creysß der Erfas wegen des Transports / was solcher von Wilsbosen aus weiter solten möchte / mit darein Gelde gut zu thun.

Und man nun / auf vorgangene umgekehrte Berechnung / Examination und Untersuchung der Saden / beiderseits für convenabel befunden / sich hierunter eines Gewissen mit einander zu vergleichen / zumahl der Tractat mit den Flößern / Creyses wegen / auf 85. Gilden von hier bisz auf Wien / doch daß die Flöße denen Flößlernten selbst verbleiben solten / vorhin schon geschlossen / und in entstehender Wauch-Handlung allein noch zu determiniren gewesen wäre / was dann ein-oder andern Theil an solchem Quanto zu übernehmen gebühre / über welches sich auch Fürsten und Stände weiter nicht einlassen wollen und könten; Daß man darauf für besagten Transport von Wilsbosen bisz nacher Wien per Wauch und überhaupt 6500. Gilden sich dergestalten mit einander verglichen / daß solche Summ von mehr löblich gedachter Oesterreichischen Landtschafft ob-und unter der Enß an Fürsten und Stände dieses Creyses durch einen richtigen Wechsel in Wien bezahlt / und solcher Wechsel-Zeul zu Wshau oder hing dem Commissario Damian Wichardte extradirt werden solle; Dahingegen übernehmen Fürsten und Stände dieses Creyses / den völligen Transport von hier bisz auf Wien an die gebigste Schiff-und Flößleute aus ihrer Cassa selbst zu bezahlen / haben auch im übrigen die Anstalt gemacht / und den Flößlern zugesprochen / daß sie / wann ihnen von jedem Floß von Wien bisz nacher Pressburg über die vom Creysß empfangende 85. Gilden noch weiter 24. Gilden aus der Oesterreichischen Landtschafft-Cassa durch Händen des Schwäbischen Proviant-Commissarii zu Wien / Matthiae Ignatii Teynezky, wirklich bezahlt werden / die Völkern vollends bisz nacher Pressburg zu liefern / und das Floß selbst den Oesterreichischen Herren Ständen zu überlassen; Welches Erbieten der anwesende Oesterreichische Herr Deputirte auch in Krafft dieses acceptirt / und daß über obige Summ der 6500. Gilden noch weiter an besagten Teynezky für die Flößer auf jeden Floß 24. Gilden ohne einigen Abbruch bezahlt werden solten / in Krafft habender Vollmacht wirklich zugesagt und versprochen / mit dem weiteren Erbieten / auch denjenigen Flößern / welche sich entschuldigen / daß sie den Strohm von Wien bisz nach Pressburg noch nie gebraucht / und daher die Transportirung in Gefahr zu setzen nicht übernehmen könten / von Wien aus ohne ihren Kosten solche Adjunction zu thun / damit auch hierunter kein Anstand oder Gefahr entstehe.

Zu Urkundt solcher Verhandlung seynd über gegenwärtige Abrede zwey gleichlautende Exemplaria gefertigt / und das eine von wegen Fürsten und Stände dieses Creyses / das andere aber wegen einer löblichen Landtschafft zu Oesterreich / durch dero Bevollmächtigten Herrn Deputirten unterschrieben und gesiegelt worden. So geschehen in Ulm den 25. Maji, 4. Junii 1687.

LXXXI.

Vergleich zwischen Jhro Churfürstliche 22. Julii Durchleucht Fridrich Wilhelm von Brandenburg eines / und Jhro Hochfürstliche Durchleucht Johann Adolph / Herzogen zu Sachsen-Weissenfels anderen Theils / wodurch Jhro Churfürstliche Durchleucht auf die drey Herrschafften Quersfurth / Zütersbock und Dahme / in specie aber dem auß dem Prager-Frieden / und dessen Neben-Recess de Anno 1635. samt dem Calbschen Tradition-Recess de Anno 1638. prätendirten Dominio directo renunciren / und solche hergegen als unstreitige Sächsisch / dem Fürstlichen Haus Weissenfels / und der Succession nach / dem gesamten Churfürstlichen Haus Sachsen zukündige Territorial-Stücke und immediate Reichs-Lehen

T

et

ANNO
1687.

erkennen; dagegen Ihre Hochfürstliche Durchleucht von Weissenfels jenem das Amt und Stadt Burg abtreten. Edln an der Spree den 22. Julii 1687. Mit der darüber von Ihrer Kaiserlichen Majestät Leopold I. ertheilten Confirmation. Wien den 10. Martii 1688. [LONDORP II *Acta publica*, Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIV. pag. 653.]

C'est-à-dire.

Accord entre FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg & JEAN ADOLHE Duc de Saxe Weissenfels, par lequel son Altesse Electorale renonce au Domaine direct pretendu par elle sur les trois Seigneuries, de Querfurth, Jüterboch, & Dahme, & spécialement aux Droits qu'elle pouvoit tirer à cet égard de la Paix, faite à Prague en 1635. & du Recès particulier de la même année, comme aussi du Recès de Tradition de l'an 1638. reconnoissant lesdites Seigneuries pour veritables Fiefs immediats de l'Empire, appartenants avec leurs Territoires incontestablement à la Serenissime Maison Ducale de Saxe Weissenfels; en échange de quoi le Duc cede & transporte au Serenissime Electeur le Baillage & Ville de Burg. Fait à Cologne sur la Spree le 22. Juillet 1687. Avec LA CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD sur ce Traité. A Vienne le 10. Mars 1688.

WIR LEOPOLD von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / &c. Bestimmen öffentlich mit diesem Brief / und thum fund allemännlich / daß Uns der (Tit.) Johann Adolph / Herzog zu Sachsen-Weissenfels / in Unterthänigkeit zu vernehmen geben / wie daß Er. Lieb. Vater Herzog August / das Fürstenthum Sachsen-Querfurth / allernachst derselbe vermög eines mit Weyl. Johann Georgen dem Andern / Chur-Fürsten zu Sachsen / am 27. Febr. 1663. zu Leipzig aufgerichteten Vergleichs / solches innegehabt / auf Sie erblich gefallen / sich mit des Chur-Fürstens zu Brandenburg / Marggrafen Friedrich Wilhelms Liebden / über dem / an den dazu gehörigen vier Orten / Querfurth / Jüterboch / Dahm und Burg / in dem Prager-Frieden de Anno 1635. reservirten Dominio directo gütlich verglichen / und letzt-erannten Chur-Fürsten zu Brandenburg Liebden / an eben ersten drey Orten / Querfurth / Jüterboch und Dahm / gegen Cession der Stadt Burg / allen Rechten / An- und Zusprüchen kräftiglich renunciret hätten / wie solches alles der / deroentwegen von ihnen dazu bevollmächtigten Räten zu Edln an der Spree den 14. Jun. 1687. aufgerichtete / auch durch ermeldeten Chur-Fürstens zu Brandenburg Liebden / den 22. Julii darauf ratificirte / und Uns in beglaubter Form vorgebrachte Vergleich mit mehrerem enthätet / auch hernach geschrieben steht / und von Wort zu Wort also lautet:

Wir Friedrich Wilhelm / von Gottes Gnaden / Marggraf zu Brandenburg / des Heil. Römischen Reichs Erbkämmerer und Chur-Fürst / in Preussen / zu Magdeburg / Jülich / Cleve und Berg / Steetin / Pommern / der Cassinen und Wenden / auch in Schlesien / zu Crossen und Schwibins Herzog / Burggraf zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin / Graf zu Hohen-Jollern / der Mark und Ravensberg / Herr zu Ravensstein / und der Lande Lauenburg und Biltow. Thun fund bestemen hiermit für Uns / unsere Erben und Nachkommen / Chur-Fürsten zu Brandenburg / und Herzoge zu Magdeburg / auch sonst je ermänniglich / demnach zwischen dem Durchleuchtigen / Hochgebohrnen Fürsten / unsern freundlichen lieben Beutern und Gewätern / Herrn Johann Adolph / Herzogen zu Sachsen / Landgrafen in Thüringen / Marggrafen zu Weissen / auch Ober- und Nieder-lausitz / Gefürsteten Grafen zu Henneberg / und Grafen zu Barby / an-einem / und Uns ander Seits / wegen des / Krafft des Prager Friedens / und dessen Re-

ben-Recess de Anno 1635. über die vier eximirte respective Herrschaften / Rement und Städte / Querfurth / Jüterboch / Dahm und Burg / dem damaligen Erbk-Stift / und nunmehrigen Herzogthum Magdeburg / reservirten Dominio directi / durch beiderseits dazu bevollmächtigte Räte und Ministros ein gewisser Vergleich sub dato Edln an der Spree den 14. Junii jüngsthin getroffen / schriftlich abgefaßt / auch unterschrieben und versiegelt worden / welcher von Wort zu Wort also lautet:

Zu wissen / nachdem aufhochseliges Absterben des Beyland Hochwürdigsten / Durchleuchtigen Fürsten und Herrn / Herrn Augusti. postulirten Administratoris des Primat und Erbk-Stifts Magdeburg / Herzogs zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Marggrafen zu Weissen / auch Ober- und Nieder-lausitz / und Grafens zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zu Ravensstein / zu Folge des Dynastischen Friedens-Schlusses / ermeldtes Erbk-Stift in Qualität eines Herzogthums an den Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / Marggrafen zu Brandenburg / des Heil. Röm. Reichs Erbkämmerer und Chur-Fürsten / in Preussen / zu Magdeburg / Jülich / Cleve und Berg / Steetin / Pommern / der Cassinen und Wenden / auch in Schlesien / zu Crossen und Schwibins Herzogen / Burggrafen zu Nürnberg / Fürsten zu Halberstadt / Minden und Camin / Grafen zu Hohenjollern / der Mark und Ravensberg / Herrn zu Ravensstein / und der Lande Lauenburg und Biltow / erblich gefallen / und aber wegen der / durch den Prager-Frieden / und dessen Neben-Recess de Anno 1635. davon eximirten respective Herrschaft / Rement und Städte / Querfurth / Jüterboch / Dahma und Burg / zwischen höchst-meldter Er. Chur-Fürstl. Durchl. und dem auch Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Johann Adolph / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / Land-Grafen in Thüringen / Marggrafen zu Weissen / auch Ober- und Nieder-lausitz / Grafen zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herrn zu Ravensstein / re. über den / darauf in besagtem Prager-Frieden reservirten Dominio directo Streitigkeit entstanden / deswegen auch vielerley Weigerung zu befahren gewesen / darauf der Durchleuchtigste Fürst und Herr / Herr Johann George der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / des Heil. Röm. Reichs Erbk-Marggraf und Chur-Fürst / Land-Gräf in Thüringen / Marggraf zu Weissen / Gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark / Ravensberg / und Barby / Herr zu Ravensstein / Dero freundschaftliche Officia durch Schickung und sonst unterschiedlich interponirt / und benötigte Remonstration gethan / die Sache aber zur Nichtigkeit nicht gebracht werden können / daß endlich durch Gottes Gnade / und auf allergnädigstes Ansehen und Einrathen des Allerdurchleuchtigsten / Großmächtigsten und Unüberwindlichsten Fürsten und Herrn / Herrn LEOPOLDI. erwählten Römischen Käisers / zu allen Zeiten Mehrern des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Bohem / Dalmatien / Croatien und Slavonien Königes / Erbk-Herzogens zu Oesterreich / Herzogens zu Burgund / Steyer / Kärnten / Crayn / und Württemberg / in Ober- und Nieder-Schlesien / Marggrafen zu Nahren / Ober- und Nieder-lausitz / Gefürsteten Grafens zu Habsburg und Tyrol / re. Diese Streitigkeit zwischen beiderseits Chur-Fürsten / auch Verhütung oberwehner Weigerung / auf nachfolgende Conditiones durch die dazu beiderseits deputirte und gewollmächtigte Räte und Ministros verglichen worden.

1. Seine Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg renunciren vor sich und Dero Nachkommen an der Negierung des Herzogthums Magdeburg / an den drey Herrschaften / Rementen und Städten Querfurth / Jüterboch und Dahme / deren Ein- und Zugehörungen / wie sie Herzog Johann Adolph / Fürstl. Durchl. zuständig / auch dieselbe solde in Besiz und Gebrauch haben / oder im Gebrauch und Besiz haben können und solten / samt der einbezogenen Ritterchaft und Unterthanen / allen und jeden Rechten und Ansprüchen / sie rühren her / wo / und mögen Namen haben / wie sie wollen / in specie aber dem bißher / aus obbsagtem Prager-Frieden / und dessen Neben-Recess de Anno 1635. so wohl dem. Calvischen Tradition-Recess de Anno 1638. präerendirten Dominio directo / allen darans fließenden oder inferirten Effectibus / oder die / quocunque modo darans inferire werden können / sie seynd voriesig gesandt oder ungesucht / bekannt oder unbekannt / ohn einigen Auszug und Vorbehalt / samt dem / was ratione pretentie exemptionis plene facta und sonst des Herzogthums Magdeburg we-

ANNO
1687.

ANNO
1687.

wegen/ einigerley Weise daran präetendiret werden könnte/ eximiren selbige drey Ort de novo völlig/ und cum omni jure, causa, &c. praestatione aus bemeldtem Herzogthum/ und dessen Territorio, erklären und erkennen sie hingegen vor unstreitige Sächsisch/ dem Fürstl. Haus Sachsen-Weissenfels/ und der Succession nach/ dem gesamten Chur-Hause Sachsen/ ohne Recognition von dem Herzogthum Magdeburg/ und ohne einige/ auch rationale praetextu dahin zu thun habende Praestation an Reichs-und Creysß-Cammern/ Cammer-Zielern und andern/ sie mögen genannt werden/ wie sie wollen/ zuständige Territorial-Erbscheide/ und immediat-Reichs-Erben/ castiren/ alle dagegen stehende/ und so wohl vor als bey und nach gemeldtem Osnabrückischen Frieden=Schluss geschehene Reservaciones, Protestaciones, und was Sr. Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und Dero Successoren an der Regierung des Herzogthums Magdeburg/ dawider zu staten kommen kan/ wollen alle/ diese drey Orte concernirende/ in ihren Archivis befindliche Urkunden/ Acta und Documenta des Herzogs zu Sachsen-Weissenfels Fürstl. Durchl. extrahiren und auszantworten lassen/ auch dieselben an der Kaiserl. unmittelbaren und absonderlichen Investitur über Dero Fürstenthum Sachsen-Querfurth nicht hindern/ sondern solche vielmehr durch solenne Declaration bey dem Kaiserl. Reichs-Hof-Rath/ und wo es sonst nöthig/ daß sie an den besagten/ als weder zu ihrem Magdeburgischen/ eritorio gehörigen/ noch sonst mit einigen Vinculo Thro verwandten Landen/ nichts zu sprechen haben/ Sr. Herzog Johann Adolphs/ Fürstl. Durchl. die schon darüber geschiedene massen zu ertheilen/ in ihre vollkommene Nichtigkeit und Freyheit/ so viel an ihr/ sehen.

2. Wollen Sr. Chur-Fürstl. Durchl. bey der Röm. Kaiserl. Majestät und dem Reich/ es dahin/ durch alle mögliche Officia, und so viel an ihr/ vermitteln und bringen/ daß die Introduction des Sachsen-Querfurthischen Voti, gegen einen moderirten Aufschlag an 76. fl. in dem Reichs-Fürsten-Rath ohne Separation von denen Fürstlichen Sächs. Häusern auch=mit der im Ober-Sächs. Creysß hergebrachten Alternation, wie es am besten zu bewerkstelligen/ wirklich vollstreckt/ darneben auch ein proportionirtes Quantum an Cammer-Zielern constituirer und angenommen werden möge/ jedoch daß durch diesen Abgang das übrige matricular Quantum des Herzogthums nicht verhöhet/ noch denselben etwas mehrers zugescriben werde/ außer dem Quanto des Amtes und Stadt Burg/ als welches vermittelt dieses Tractats, dem Herzogthum wieder incorporirt wird/ und dawider auch billig dessen matricular-Quotaz zuwächset.

3. Weil auch die drey Dörter Querfurth/ Güterbock und Dame/ von dem Nieder-Sächsischen Creysß noch nicht abgeschieden/ und gleichwohl bey dem Ober-Sächsischen mit denen Reichs-Praestationen wirklich vertreten werden/ so wollen Seine Chur-Fürstliche Durchl. zu Brandenburg die Abscheidung bemeldter Orten von dem Nieder-Sächsischen Creysß nicht weniger vermitteln und befördern helfen/ immittelst aber/ und so lang solche nicht geschehen/ den Herzog zu Sachsen-Weissenfels/ und Sr. Durchlaucht Nachkommen bey der Exemption aus dem Nieder-Sächsischen Creysß/ so viel an ihr/ conserviren.

4. Hingegen wollen des Herzogen zu Sachsen Weissenfels Durchl. Sr. Chur-Fürstlichen Durchl. zu Brandenburg vier Monat/ nach Aufwechslung der über diesen Vergleich ausgefertigten Ratificationen so wohl der Kaiserlichen Majestät und des Reichs/ auch beider hohen Herren Transigenten Herren Agnaten und mitschlechten erlangter Genehmhaltung und wirklichen Benennung der Verseburgischen auf dem Amt und Geleit zu Weissenfels veredlichten Schuldforderung/ jeso an Capital und Zinsen zusammen vier und dreyßig tausend und vier hundert zwep und fünfßig Reichsthlr. drey und zwanzig Gr. 6. Pf. und was bis zur Tradition der Stadt Burg/ an Zinsen/ noch anlauffen wird/ so wohl gegen Verschreib-und Eigenthum der zwey erst-varienden Major-Præbende in dem hohen Stifft zu Magdeburg und Halberstadt/ das Geleit und Richter-Amt/ drey und die Stadt Burg/ sammt allen dazü gehörigen pertinenten und Zubehörungen/ wie auch mit allen dazü gehörigen brieflichen Urkunden und Documenten/ cum onere &c. commodo, salvo statu Religionis, und unbeschadet der Einwohner Verfassung/ Privilegien/ Immunitäten/ Rechten und Gerechtigkeiten/ auch mit Vorbehalt der angeschwollenen Reuten an Vermittlungen und Fixis, und wie sie sonst Namen haben mögen/ jedoch anders nicht/ als daß vorher Seine Chur-Fürstliche Durchlaucht in obgemeldten vier Monaten/

Tom. VII. Part. II.

ANNO
1687.

durch alle mögliche und dienliche Officien die Introduction des Sächsischen-Querfurthischen Voti vermitteln und bewerkstelligen helfen/ Erb- und eigenthümlich einräumen und abtreten.

5. Es wollen auch Thro Fürstliche Durchl. und Dero Chur-Fürstliches Haus die Expectanz an denen drey Ämptern/Querfurth/ Jüterbock und Dahme gerne gönnen/ auch selbige Thres Orts nicht hindern.

6. Auch ferner so wohl die Kaiserliche Confirmation über diesen Vergleich/ als den Chur-Fürstlichen Sächsischen der Mitbelehrung halber/ dazu nöthigen Consens nach Möglichkeit befördern.

7. Zu Urkund ist dieser Vergleich von beiderseits hoher Principalen unten benahnten Räten und Ministri vollzogen/ und zum längsten innerhalb sechs Wochen/ oder eher/ wann es möglich/ auß zurecht verprochen worden. So geschehen und geben zu Eöln an der Spree den 24. Jul. des 1687ten Jahrs.

(L. S.) Franz von Meinders.
(L. S.) Paul von Juchz.

Daß wir ob=inscribten Vergleich und Transaction in allen Punkten/ Clauseln und Articulu approbiret/ ratificiret/ und genehm gehalten haben/ thun auch solches/ ratificiren/ approbiren/ und bestätigen denselben hienit und Krafft dieses besser und beständiger massen/ versprechen auch bey unserm Chur-Fürstl. Wort und Glauben/ alles dasjenige/ was gedachter Vergleich in sich begreiffet/ fest-und unverzüglich zu halten/ zu erfüllen/ und zu vollstrecken/ keines weges aber denselben/ weder selbst oder durch einige andere/ auf was Art und Weise solches auch geschehen möchte/ zu widerhandeln/ getrenntlich und ohne Gefährde. Des zu Urkund/ haben wir diese Ratification eigenhändig unterschrieben/ und mit unserm Chur-Fürstlichem Inseignl bedrucken lassen. Gegeben zu Eöln an der Spree/ den 22. Julii/ 1687.

Friedrich Wilhelm Churfürst.

Und uns darauf obbesagten Johann Adolphs/ Herzogen zu Sachsen liebden gehorsamlich angeruffen und gebeten/ daß wir sothanen inscribten Vergleich/ alles seines Inhaltes zu confirmiren und zu bestätigen/ Gnädigst geruhen wolten/ und wir nun angehen und betrachtet solch Sr. liebden demüthige Bitte/ auch die annehme/ ansehnliche Treu/ Muth- und wohlspriechliche Dienste/ so wepland Dero Vor=Eltern/ Chur-Fürsten und Herzoge zu Sachsen/ unsern löbl. Vorfahren am Reich Römischen Käysern und Königen/ und dem Heil. Reiche mit Darstreckung Threr Leib und Glied in manigfaltige weise/ unverdroßentlich erzeigt und erwiesen haben/ dergleichen Sr. liebden bishero auch geleistet/ noch täglich thun/ auch uns künfftige wohl thun kan/ mag und soll/ und haben darum mit wohlbedachtem Muth/ gutem zeitigen Rath/ und rechten Wissen/ auch nach Vernehmung beyderseitigen Interessenten Agnatorum und zu Beybehaltung und Feststellung eines guten nachbarlichen Vernehmens/ und Verhütung aller sonst/ zwischen beyderseits Chur-und Fürstl. Häusern Sachsen und Brandenburg besorgender Weiterung/ auch aus andern nicht unser Kaiserlich Gemäch bewegenden Ursachen/ erwachten obinscribten Vergleich in allen seinen Punkten/ Articulu/ Clausulu/ und Einhaltungen gnädiglich confirmiret und bestätigt/ thun das/ confirmiren und bestätigen denselben/ auch hiermit von Römischer Kaiserlicher Macht Vollkommenheit wissentlich in Krafft dieses Briefs/ und meynen/ sehen und wollen/ daß obderührter Vergleich in allen und jeden Worten/ Punkten/ Articulu/ Clausulu/ Inhalt/ Meyn-und Begreifungen/ kräftig und mächtig seyn/ stet/ vest/ und unverbrüchlich gehalten und vollzogen werden/ und des bemeldten Johann Adolphs/ Herzogens zu Sachsen liebden/ Dero Erben/ Successores und Nachkommen sich desselben erfreuen/ gebrauchen und genießen sollen und mögen/ von allemänniglich unverhindert/ doch uns und dem Heil. Reich/ an unser Obigkeit/ Gerechtigkeit/ und Ober=Lehnherrschafft/ auch sonst männiglich an seinen Rechten unversehrt und unschädlich/ und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten ernstlich und verpflichlich diesen Brief und wollen/ daß sie mehr gedachten Johann Adolphs/ Herzogen zu Sachsen liebden/ Dero Erben/ Successores und Nachkommen/ an obinscribten Vergleich/ und dieser Unserer darüber ertheilten Kaiserlichen Confirmation und

ANNO 1687. Bestätigung/ nicht یرen noch hindern/ sondern sie dabey von Unsretwegen vestiglich handhaben/ schützen/ schirmen/ und allerseits desselben gerühlich gebrauchen und genießen/ und gänglich dabey bleiben lassen/ darwider nichts thun/ handeln oder fürnehmen/ weniger Seine Sieben/ Dero Erben/ Succesores und Nachkommen/ darwider beschwehren/ belästigen oder betriben/ noch dergleichen jemand andern zu thun bewilligen oder verlasten/ in keine weisz noch weg/ als lieb einem jeden ist/ Unser und des Reichs schwehre Ungnad und Straffe/ und darzu die Pön von 50. Mark lörgen Goldes/ die ein jeder/ so oft er freventlich hierwider thäte/ Uns halb in unsere Käyserliche Cammer/ und den andern halben Theil offtegedachten Johann Adolphs/ Herzogens zu Sachsen Sieben/ Dero Erben/ Succesores und Nachkommen unanachlässig zu bezahlen/ verfallen seyn solle/ zu vermerken; Mit urkund/ Wien den 10. Martii Anno 1688.

LXXXII.

11. Sept. *Transactio inter PHILIPPUM WILHELMUM Electorem Palatinum, & Ducissam AURELIANENSEM, in puncto Hereditatis Allodialis. Actum Heidelbergæ 11. die Septembris 1687. Cum RATIFICATIONE Ducis & Ducissæ Aurelianensis. Data 31. Januarii 1688. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 741. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LONDORP II. Acta publica Tom. XIII. pag. 170. dans THUCELII Actorum Publicorum Tom. III. pag. 209. & dans la Continuation des Actes & Memoires de la Paix de Ryswick pag. 151. en François.]*

PHILIPPE Fils de France, Frere unique du Roy, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours, Duc de Simmeren, Comte de Sponheim; Et ELISABETH CHARLOTTE Duchesse d'Orleans de luy autorisée à l'effet des présentes, ayant veu & examiné en Nostre Conseil le Traité fait entre le Sieur President de Morovas chargé de nos Pouvoirs, & les Sieurs Stincalfeld & Sikengen, chargés des Pouvoirs de Monsieur l'Electeur Palatin, le onzième Septembre 1687. par lequel toutes Sommes deduites & payées aux termes portés par ledit Traité, Monsieur l'Electeur Palatin a donné son Obligation de la Somme de vingt-sept mille deux cents quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creizer, lequel Traité est ici décrit.

Postquam à morte Serenissimi Domini Electoris Palatini Caroli piè defuncti, Serenissimorum Principum, Ducis & Ducissæ Aurelianensium Regiarum Celsitudinum Dominus Plenipotentarius ad Aulam Electoralem Palatinam missus, per aliquod temporis intervalum, rerum ad Allodialem Hereditatem spectantium mobilium & fungibilium, per Serenitatis Suxæ Electoralis Aulam & Cameram hucusque partim consumptarum, partim verò emptarum æstimationem & solutionem, tum per Memorialia tum oratenus postularavit, & tandem habitis aliquoties Conferentiis & facto in iis diligenti examine ac discussione tam prætensionis Allodialis quàm debitorum per Cameram Electoralem solutorum & erogatorum, ad id perventum, ut hæc res in subsequentiis Articulis sigillatim designatis existens amicablem diremta & composita fuerit.

Præsentio Allodialis.

	Florini	Cruc.
In parata pecunia juxta Tabellam ex Camera traditam Inventario intertam tempore mortis Domini Electoris Caroli nimirum 22. Menis Maji 1685. adfuit.	26579.	57.
In vino 497. cadi 3. ohmæ 6. quadr. Inventario fuerunt inserti: de hisce deductis 6. cadis per Dominam Electricem senioriem viduam consumptis, & ad vendendum accepta quantitate, nec non in repletionem doliorum hucusque impensis, & in		

	Florini	Cruc.	ANNO 1687.
salarium promeritum datis superfuerunt 227. cadi 9. ohmæ 4. quadr. 2. mensuræ, quæ Summa juxta Taxationem ab Allodio factam insert.	12132.	58.	
Vina Boxbergensia viliora 125. cadis. 8. Ohms existentia faciunt secundum æstimationem in loco peractam	2178.		
Siliginis quantitas reperta fuit ad 1142½ moderato Salario 459½ mod. residuum in Taxationem venit	1611.	10.	
In tritico adfuerunt 79½ mod.	198.	45.	
Pisus 11½ mod.	22.	15.	
Frumento Saracenicis 159½ mod.	213.	10.	
Hordeo 130½	260.	30.	
In farre five Zea 206½ mod.	2753.	20.	
Avena comprehendebat 2692½ mod. detractis detrahendis in solutionem venerunt 1705½ mod.	1421.	6.	
In ligno Heidelbergæ, Franckenthalis & Fridericoburgi computatis summis 1409. currus.	1060.	6.	
in Bobus 192.	628.		
Vervicibus 1452.	4296.		
Agnis 211½	242.	54.	
In aromaribus & victualibus	3450.		
In Confectionibus five rebus conditiis	1000.		
Equi ex stabulo Electorali empti fecerunt in computo 285½ fl. 30. cr. & cælum ex rubro holoferico 1500. fl. In horum pretii defalcationem antea soluti fuere 3333 fl. Restat igitur ex dictis equis	1018.	30.	
Equi ex Architecturæ domibus 90.	1444.	30.	
Mobilia Heidelbergensia & Fridericoburgensia	6036.	44.	
Tapetes, 10. de Tobia 5. de Mose & Aaron communes	1000.		
In Panno Damasceno viridis coloris	49.	30.	
In stanno 978½ libræ	326.		
In cupro trito 46. libræ	11.	30.	
Libra aulica cum ponderibus	34.		
Pro rivis ad capiendum pisces trutas & fundulos, assignandis	60.		
Pro ligno Dotalitii	188.	24.	
Pro Lucis & Ciprenis	83.	30.	
Pro Cervis & apris	89.	53.	
Pro Rhedis & vectoriis rebus solummodo taxatis	594.		
Mobilia Franckenthalensia	110.		
Summa Prætensionis allod.	75003.	42.	
Contraria Præsentio Electoralis ex parte Allodii agnita.			
Pro victu & Consumptis per Dominam Electricem viduam	5000.		
In feno pro Dominæ Electricis viduæ stabulo plus erogatum, quam adfuit.	67.	30.	
In feno adhuc vivente Domino Electore empto	194.		
In stramine	44.	27.	
Dimissis pueris Nobilibus aulicis datum	949.	30.	
Expensæ Culinariæ	4841.	27.	
Pro victu Nobilium & aliorum usque ad 23. Maii 1685. debito	350.	36.	
Concionatori Achenbach, Secretario Eilero & Kniermio pro victu & Salario	258.		
Cellario Aulico pro vini Allodialis expensis factis.	107.		
Summa	11813.	17.	
Ratione sumtuum lugubrium permittuntur usque dum hæc res composita sit, in retentione permanere	11512.	24.	
Pro cera alba	331.	46.	
Pro facibus paratis	20.	16.	
Pro Vassallorum conscriptorum ad generationis actum expensis	210.		

Pro

ANNO 1687. Pro plauftro 8. ohmis, 5. quadr. vini in excubiis & humationis actu consumpti — 92. 12.
In avena — 14. 50.
In feno 3½ vehicula — 10. 30.

Summa 12192. 2.

Summa utriusque Debiti passivi conjuncta facit — 24005. 19.

Hac quantitate ex præcedenti summa alodialis prætenfionis deducta remanet Alodio restituendum sive solvendum — 50998. 23.

Sequentes Articuli hucusque fuerunt controversi.

Prætendebatur ex Camera Electorali pro Domine Electricis viduæ victu ulterius — 750. —

Pro plauftro 2. ohmis, 9. quadr. 3. mensuris Baccaracensis & Mosellani nec non 7. cadis 3. ohmis 1. quadr. 3. mensuris Rhenani vini, quæ quantitas juxta Cellarii Aulici assertionem etiam consumpta esse debuit, & quidem pro cado prioris speciei 120. fl. de altera vero cadus æstimatus 50. fl. — 519. 28.

Pro reliquorum alodialium Ministrorum Salario & victu — 1156. 55.

Pro vino 1. cad. 3. quadr. — 41. —

Pro siligine 20. modii 4. mensuræ — 47. 50.

Avena 52½ mod. — 43. 36.

Feno 5. vehiculis — 15. —

Pro 66. equis ex architecturis, quoniam ex dimachis venerint. — 1056. —

Pro detractioe facta in debito culinario — 150. 40.

Pro detractioe à taxatione minorum per Alodium facta — —

Pro vestimentis lugubribus quibusdam officariis noviter attributis — 226. 15.

In deductione pecuniæ pro vestimentis ordinatæ. — 466. 48-4.

Summa debiti controversi 5699. 39.

Hac deducta à quantitate Alodialis prætenfionis remanet alodio — 45298. 34.

Cum de summa controversa Dominus Plenipotentiarius finiendi negotii causa in se receperit prætenfionem Alodiali defalcanda 3699. fl. 39. Cr.

Et Serenissimus Dominus Elector per suos Ministros declaraverit residuum 2000. fl. in se recepturum Alodio præstandum, quod supra dictæ Alodii prætenfionis summæ iterum adjectum, facit simul — 47298. 34.

Reservato ab utraque Parte circa plus vel minus calculo in Rationum Revisione & Examine impostum apparente.

Igitur Serenitatis Sux Electoralis Domini Deputati non solum præcedentem pro Alodio deductis erogationibus & Prætenfione Electorali, ut & retenta pro vestibus lugubribus designata Quantitate usque dum hæc Quæstio diremta erit, resultantem Summam 47298. Fl. 34. Cr. agnoverunt, sed etiam Jussu & Mandato altè-memorati Serenissimi Domini Electoris promiserunt, quàm primùm hæc Conventio Subscriptionibus perfecta, in Defalcationem dictæ Summæ ac debitam Apocham 20000. Fl. numerare, residuum 27298. Fl. 34. Cr. verò intra illud tempus, de quo facta à Domino Plenipotentiario Relatione ad Serenissimos Suos Principales & desuper obtento Mandato amicabiliter convenietur, sine ulla mora in bonis Florenis, Dimidiis, Quadrantibus & Denariis sive Grossis, Francofurti valentibusolvere, eamque Solutionem in dicto tempore sub nullo Juris vel facti prætextu vel

ANNO 1687. exceptione retardare, aut ejusdam Cessione, quæque sit, nisi Regiæ Sux Celsitudines in id consenserint, utrum in finem pollicentur, à Sua Serenitate Electorali Domino Plenipotentiario in sui certiorationem subscriptam Confessionem se extradituros. Vicissim spondit Dominus Plenipotentiarius super hac Conventionione ab altè memoratis Regiis Celsitudinibus specialem Rathabitionem quamprimum se obtenturum, & Serenitati Sux Electorali exhibiturum. In quorum fidem infra nominati Domini Ministri hæc Conventionem propriis manibus subfignarunt & Sigillis suis corroborarunt. Actum Heidelbergæ die undecima mensis Septembr. 1687.

STEIN CALLENFELS.

(L.S.)

FRANTZ Freyherr von Eisingen.

(L.S.)

Nous avons ratifié ledit Traité & ratifions par ces présentes signées de nostre main. Voulons quant à nous qu'il sorte son plein & entier effet, à condition neanmoins que Monsieur l'Electeur Palatin fera payer la dite Somme de vingt-sept mille deux cent quatre-vingt dix-huit Florins trente-quatre Creizer audit Sr. President de Morovas dans le quinze de Mars prochain & sans prejudice de nos Droits, Pretentions & Actions pour raison de la Succession de Monsieur l'Electeur Charles nostre Beaufere, & Frere. En foy de quoy nous avons signé ces présentes, y fait apposer le Cachet de nos Armes & fait contresigner par nostre Conseiller & Secrétaire de nos Commandemens, Maison & Finances. Donné en nostre Palais de St. Cloud le dernier jour de Janvier mil-six cent-quatre vingt-huit.

PHILIPPE.

Elisabeth Charlotte.

(L.S.) Terrat. (L.S.)

Der Herzogin von Orleans Deputirten / Herrn Präsident von Morovas Quistung über dasjenige / was Er vermögge vorsehenden Vergleichs empfangen / de Anno 1688.

Quod à Camera Aulica Electorali Palatina residuum pretii, pro emtis Mobilibus & Consumptilibus in calculum deductis, vigore Conventionis specialis, undecima Septembris 1687. desuper utrinque initæ, Serenissimi Ducis Aurelianensis Regiæ Celsitudini debiti viginti septem millia, ducentos nonaginta octo Florenorum, triginta quatuor Cruc. in summa adhuc complectens, mihi infra nominato ejusdem Regiæ Celsitudinis Plenipotentiario, prævia Serenissimi Domini Electoris Palatini mihi supra hanc summam restantem tradite Confessionis redditione & à Regia Sua Celsitudine super præfata Conventione subsecutæ Rathabitionis originalis exhibitione, hodierno die actualiter persolutum sicque modo dictæ Conventioni ex parte Electorali Palatina plenariè satisfactum fuerit, Id meæ manus subscriptione & Sigilli appositione fateor & attestor. Heidelbergæ prima Julii 1688.

27298. Fl. 34. Cruc.

(L.S.)

Fremyn de Morovas.

LXXXIII.

Traclatus inter CAROLUM Ducem Lotharingie, Sacra Cesarea Regiæque Majestatis Locum-tenentem Generalem, & Principem MICHAELI APPAFY Statusque Transylvanie de hybernandis & sustentandis Militibus Cesaris. Actum in Castris Cesaris penes Balasfalva postis die 27. Octobris 1687. [Brevissimum Compendium Principatus Transylvanici Historiæ, inter Diplomata pag. 15. lit. B.

T 3

Postea

ANNO
1687.

Posteaquam divina Bonitas, inscrutabili Providentia consilio, confederata Christianitatis Arma, in præsentem adversus Turcas & Infideles Bello, tantis, tamque felicibus hucusque Successibus, eum in modum cumulare dignata sit, ut non tantum de obtentis tam insignibus hætenus Victoriis gratulari sibi debeat Christianus Orbis, sed & firma fiducia appropinquare possit, venisse tandem, & offerri desideratam diu à Superis occasionem, à Barbaro Ottomannæ Tyrannidis iugo, sub quo tor annis ingemuit, Christianitatem vindicandi; noluit Sacra Romanorum Imperatoria Regiæ Majestatis tanto Christianitatis bono ulla necesse, sed intentis eum in finem Operationibus, benignissime resolvit, præsentibus utendo, futuros quoque prosperiores à Divini Numinis assistentia progressus provocare. Hinc ut salutaris ista intentio facilis & melius ad optatum finem redigi posset, consideratis & attentis gravioribus quibusvis utrimque rationibus, tandem inter Serenissimum Lotharingæ Ducem, Sux Cæsareæ Regiæque Majestatis Armorum Locumtenentem Generalem, ex summe dictæ Sux Majestatis nomine, ex una; & Celsissimum Principem, nec non Inclytos Status, ac Ordines Transylvaniæ, ex altera parte, cum Dominis eorundem Ablegatis, in frequentem conventum est Conditiones, nimirum:

Capite primo.

I. Contestando magis erga Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem & communem Christianitatis causam, fidele Devotionis suæ studium, suscipit Celsissimus Transylvaniæ Princeps partem exercitus Cæsarei, per Hyemem præsentem, in Transylvania Quartiriis, ex quo mox dicitur modo alendam & intendentam. Quæ tam tutandæ adversus quosvis Hostes Provincie, quam præcavendis tantò magis excursionibus, pro meliori securitate, per Stationes distribuetur, & cum Observatione bonæ militaris Disciplinæ, in Civitates & Arces, Cibinium, Claudiopolim, Bisztricium, Albam Juliam, Szaz Sebes, Szasz Varos, Vasarhely, Deva, Szamos-Vjvar, Somlyo, Motrostor, & Govis, proportionabiliter collocabitur.

II. Suppeditabunt pro hoc modo in stativis distributi Cæsarei Militis subsistentia, Celsissimus Princeps, & Ordines, in natura, per totum Hybernium, Triticum, aut farinæ Cubulos Transylvanicos, quemvis Cubulum pro quatuor metretis Transylvanicis sumendo sexaginta fex millia. 66000.

In Carne triginta novem mille sexcentos Centenarios, pro Centum libris sumptos. 39600.

Dolia Vini septem millia, quodvis quadraginta urnis Transylvanicis constants. 7000.

Avenæ Cubulos Centum viginti millia. 120000.

Fœni dietim Centenarios octies centenos, menstruatim vigefies & quatuor mille centenarios, per sex vero menses centum & quadraginta quatuor mille Centenarios. 144000.

Straminis manipulos. 480000.

III. Quæ victualia quovis mense, provisionaliter ad Stationes hybernantis Militis, juxta faciendam eatenus Generalis Commissariatibus Bellici Repartitionem administrabuntur, & quidem statim à die Introitus Militiæ, pro ejus sustentatione, à loco aut vicino ubi Stationes habeat necessariis victualibus, anticipatim in Rationem summæ post modum defalcandis, provideatur. Quod vero Lignum, Salem & Lumen attinet, quivis Miles cum suo Hospite ubi habitat eorum usum communem habeat.

IV. Obligant se præterea sua Celsitudo & Inclyti Status, præter hanc naturalem Victualium prestationem, ad Subsidium pecuniarium pro toto Hybernio septies centena Florenorum millia, pro subsequenti terminis exsolvendum, & quidem ut Militi statim aliquid provideatur, deponent ante decimam quintam Novembris idque pro primo solutionis termino Florenorum Rhenensium Summam quinquagesies mille Imperialium, sive septuaginta quinque millia Fl. Rhen. 75000.

Pro secundo Terminò, ad primam Januarii, sexcentesimo octuagesimo octavo Anno, præstabitur centum quinquaginta millia. 150000.

Pro tertio Terminò ad primam Februar. 125000.

Pro quarto Terminò, ad primam Martii. 100000.

Pro quinto Terminò, ad primam Aprilis. 100000. ANNO

Pro sexto Terminò, ad primam Maii. 100000. 1687.

Pro septimo Terminò, ad primam Junii. 50000.

V. E contra exprimitur hisce claris Terminis quæcunque tam in pecuniaria, quam in Victualium naturali administrationis Summa, pro hoc Hybernio, præfenti Tractatu conventa sunt, ad solam Transylvaniam, non vero Partes Hungariæ eidem annexas extendantur, upote quæ pro hoc Hybernio Transylvaniæ nihil contribuent in Summam, nec vicissim Transylvania illis Partibus, sed separatam Hybernii habebunt dispositionem, hac tamen expressa Conditione reservata, ne hæc Quartiorum separatio ullam Ditionis aut Jurisdictionis cujusvis separationem inducere, aut Juribus Transylvaniæ præjudicare possit.

VI. Quibus omnibus conventis quemadmodum ex parte suæ Serenitatis nequitiam dubitatur Celsissimum Principem & Status Transylvaniæ omnimodo satisfacturos, ita vicissim ad eorum Instantias in firmamentum Cæsareæ Regiæque Protectionis, à præfato Serenissimo Lotharingæ Duce, Sux Cæsareæ Regiæque Majestatis nomine iisdem assecurate, sequentes illis Conditiones & Puncta ab iis propofita, quali de verbo ad verbum, vigore præfenti Tractatus, conceduntur, & sancte observanda promittuntur.

Capite secundo.

I. Celsissimus Princeps Transylvaniæ, Celsissima Principissa, Dominus Junior Princeps, omnes denique qui in Urbe Cibinienfi sunt, Domini Consilarii, Deputati, Magnates, Proceres, Nobiles, Milites nunc constituti, cum tota Familia, & Bonis eorum propter evitandam confusionem Præsidii Sux Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis affuturi, Cibinio egredi poterunt, & de itineris securitate sufficienter sub bona Fide Christiana assecurabuntur, ac antequam Sux Celsitudines Cibinio egrederentur, Antiquariæ, seu præmissæ Copiæ revocabuntur. Si qui ex Regnicolis suas Celsitudines non comitabuntur, sed aliorum tendent, illis quoque securus passus concedetur.

II. In Hospitia suarum Celsitudinum, utriusque Celsitudinis, scilicet Principis, & Principissæ, Dominorum Consiliorum, Deputatorum, Procerum, Magnatum, & Nobilium Domus, etiam Officialium Cibinienfium ac Senatorum Urbis, sicut & forum publicum, Hospites & Milites non ordinabuntur, ita tamen ut etiam Generali Cæsareo Commendantum, cum cæteris Præfidiis, de honestis & sufficientibus Hospitiis provideatur, quorum Distributio Magistratus dispositioni relinquetur.

III. Quatuor receptæ Religiones in tota Transylvania, ut & Ministri Scholæ, Ecclesiæ, Parochiæ, in suis liberis Exercitiis, Cultibus, proventibus nullo modo turbabuntur, sed juxta susceptam & usitatum illorum Legem, & consuetudinem, & morem usitatum libero Cultu utentur & fruuntur, neque injuriabuntur & damnificabuntur, Domus Parochiales & Professionales Scholæ ut nullibi Locorum, ita nec Cibinii Hospitium dare tenebuntur.

IV. Moderni Principis Transylvaniæ Appassi Senioris, ita & Junioris similiter Michaelis Appassi, principalis Autoritas, juxta Leges Transylvaniæ Patrias conservabitur, eorumque Regimini & Jurisdictioni ac Autoritati se non immiscebunt, ita & in Comitatu Regnicolarum in Proventus suarum Celsitudinum, Arcium, Civitatum, Tricesimarum, Portuum, Salis & Auri, ac Argenti fodinarum, Teloniorum proventus, nullam penitus facient Ingestionem ac Perceptionem.

V. Celsissimi Domini Principis Consilarii, Tabulæ Assessores, Supremi & Vice-Comites, Judices Nobilium, Capitanei, Judices Regii, Civitatum ac Urbium Consules, alique Officiales Saxonicæ, ac Siculicæ in suis functionibus & autoritatibus conservabuntur, Arces, Urbes in suis Legibus, Privilegiis ac Directionibus, in quæ sub nullo pretextu se immiscebunt, verum Regnicolæ hætenus usitatis suis Legibus, & Libertate, Privilegiis & Canonibus illæse frui poterunt.

VI. Antiquorum, ita & modernis, & futurorum Principum Transylvaniæ Donationes, Collationes, Privilegia, Consensus, sanctè, inviolatè conservabuntur, quin deinceps manebit Autoritas etiam penes Principes Transylvaniæ conferendi, si quas penes Literas Donation-

ANNO 1686. tionales & Collationales, & Consensuales Principum in Transylvania, Partibus Hungariæ eidem annexis Statutiones, sive Immissiones agere volunt, in iis non impedientur.

VII. Conventus Capitulares intacte in eorum libertate & securitate relinquuntur.

VIII. In Proventus Regnicolarum, Dominorum scilicet Consiliariorum, Magnatum & Nobilium, aliorumque Regnicolarum, sicut & Arcium, Civitatum, Oppidorum & Pagorum & Officialium non se immiscébunt vel sibi appropriabunt.

IX. Nullius Bona, tam Mobilia, quam Immobilia, ut & Frumenta & Vina aliæque Suppellectilia, Cibinii, Claudiopoli, aliisque Locis, ubi præsidia sunt, vel erunt locata, non occupabuntur, liberam concedent in suis cuicumque Dispositionem, Venditionem, vel si volerint, ex illis Locis Exportationem, nulloque modo impediunt. Loca præsidia, vel præsidia, ab Jurisdictione Transylvanica per Hæreditatem non existunt, sicut & iis adjacentes Provincie, Civitates, Oppida, Pagi tam in Transylvania quam in Partibus Hungariæ eidem annexis, aliquin promissa pecunia, annona & reliqua non poterunt administrari.

X. Suis Celsitudinibus Principalibus supra memoratis, cum tota Aula sicut & cujusunque Ordinis Regnicolis, Magnatibus & Militaribus Hominibus, Civitatensibus, Oppidanis, libera & secuta, in suis Bonis & Domibus permittitur Habitatio, neque liber eorum situs vel reditus per totum Regnum impediuntur.

XI. Celsissimi Principes, & Principissa, Magnates, Nobiles & Militares Homines, si in loca præsidia, vel præsidia, Arces, Civitates pro sui defensione ingredi voluerint, immittuntur, & honeste tractabuntur nec damnificabuntur, nec injuriabuntur, de Hospitiis commodam habebunt Provisionem, præcipue in metu Turcarum & Tartarorum, si hoc facere debent, præsidia quoque in casu, si vis hostilis ingruat, Transylvaniam ejusque Status, mutua Fide jurejurando utrinque obligata cum Transylvanicis defendere, & conservare tenebuntur.

XII. Vani Delatores Sui Celsitudinis, Dominorum, Magnatum & Urbium, si qui forent, non admittuntur, neque Fides talibus adhibebitur, sed Sui Celsitudini, & Dominis Consiliariis ad notitiam dabantur, neminum ex Regnicolis prosequenter vel attestabant, neque uni contra alterum patrocinabuntur.

XIII. Nullius Bona, multo magis suarum Celsitudinum, aggredduntur, neque Frumenta, Vina, Jumenta, Pecora, Fœnum, Stramen, nullius denique generis Suppellectilia auferri curabunt, neque Subditos cogent ad sua Servitia.

XIV. Currus, Boves, occasione Vecturarum non accipient, nec detinebunt.

XV. Indifferentem omnibus, cujusunque Status & Conditionis, ac Præeminentiæ sint, iis perpetua & generalis Amnistia dabitur cum bona Assesuratione, ad eorum tamen Insinuationem.

XVI. Nec in Cibinium, nec in alia Loca, supra necessitatem Præsidia imponentur.

XVII. Liber Quæstus in Transylvania, & Partibus Hungariæ eidem annexis non turbabitur, neque eorum Tricesimis, Teloniis, Juribus & Legibus se immiscebunt, neque Græci, Armenii aliique Negotiatores, in hoc Regno turbabuntur.

XVIII. In quibus Locis præsidatis vel præsidandis, suæ Celsitudines, vel Domini Consilarii, Magnates Nobiles, vel Militares Homines propria habentes Hospitia, & Jurisdictiones, si qui in iis manere & subsistere voluerint, non injuriabuntur, neque ubi ipsem erunt, neque ubi Bona sua & Familias suas reservaverint, Hospitiis aggravabuntur, nec Proventus ii frustrabuntur.

XIX. Futuro Vere ex omnibus locis præsidatis, & præsidandis, Præsidia ex Quartiriis, sine omni læsione Regnicolarum educuntur, neque iisdem imposterum onerabuntur; Si tamen id prægnans ratio Belli non permitteret, de hoc Sacratissima Majestas, ulterius cum Celsissimo Principe amicebilitate tractabit.

XX. Munitionibus quovis vocabulo vocitatis tam Civitatum quam Arcium & Castellorum, manus suas non admovebunt; nisi in casu urgentissimæ necessitatis.

XXI. Præsidatis Magnates, Nobiles, Milites Homines & Civitates non inquietabuntur, & damnificabuntur, neque ad ullam gratuitam Hospitalitatem cogentur, neque femineo sexui vis inferetur.

XXII. Civitates à Provisoribus Portarum, Turcium, Propugnaculorum non excluduntur, & custodia Clavium ad Locorum Portas, erit secundum Saxonomicum Privilegia, penes Consulem Loci præsidati, vel præsidandi, sed quotiescunque Commendans Officialis Cæsareus desiderabit, sine ulla mora aut difficultate Portæ claudantur & aperiantur.

XXIII. Nulli à Fidelitatibus suarum Celsitudinum Principum Transylvaniæ fasciabuntur, vel avelli intenduntur, neve fides finitæ alicui informationi de sua Celsitudine, ac de Regnicolis adhibebitur, sed à Sua Celsitudine Informatio de iis accipietur.

XXIV. Et si qui ex parte Sui Majestatis, aut Celsissimi Principis transfigerint invicem, nullo modo recepti aut detenti restituuntur, ad Turcas transmittendi licentiam pro sua exculpatione habebunt.

In Szasz, Varos, Szaiz, Szebes, Bistritz, Kolosvar, Monostor, Albam Juliam, Cibinium, Devam, Vasarbelly, Tovis, Quartiria imponentur, & alia Loca si non jam præsidata forent, ab onere Militum libera manebant, nisi per subsecuturos Contractus aliud placeret.

Si quando inter Suam Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem, & Turcam Pax fieret, res penes Declarationem à Sua Sacratissima Majestate, Viennæ Domino Gyulai factam maneat.

Si quando Comitibus Statibus Regni per Celsissimum Principem indicentur, non impediuntur.

Sicuti in Fortalitiis, & Civitatibus Annona sit disposita, à nullo impediuntur, sed expectabitur Annona in rationem Militiæ, ex dispositione Celsissimi Principis.

Hinc itaque omnia & singula supra recensita Puncta eodem modo placita & convenia intelliguntur, ut Celsissimus Princeps & Ordines sui ex parte quoque omnia & singula accurate observent, & adimpleant, nec quicquam directè vel indirectè, aperte vel occulte, contra Fidelitatem, aut Servitium Sui Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis, agant, vel agi aut machinari patiantur.

In quorum mutuum, bonam Christianam, ac sinceram Fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta & nomine Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis, suprascripti Serenissimi Lotharingæ Ducis manu propria, ac majori Sigillo, nomine verò Celsissimi Transylvaniæ Principis, Statuuntque Dominorum huc ad Tractatum Ablegatorum Subscriptionem, ac Sigillis munita roborataque, & utrinque extradita fuerunt. Actum in Castris Cæsareis penes Balasfalva positis die 27. Octobr. Anno 1687.

LXXXIV.

(1) Lettre écrite par Monsr. FAGEL Pensionnaire 4. Nov. de Hollande, à Monsieur JACQUES STEWART, ANGLE, Avocat; Pour l'informer des Sentimens de leurs TERRE Alteses Royales, Monsieur le Prince, & Madame la Princesse d'ORANGE; sur l'Abolition du Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre 1687. [Histoire Abrégée de l'Europe. Tom. IV. pag. 103.]

MONSIEUR.

JE suis fort fâché, que ma mauvaise santé m'ait si long-tems empêché de répondre à vos Lettres, par lesquelles vous témoigniez souhaiter passionnément de sçavoir de moi, quels étoient les Sentimens de leurs Alteses à l'égard de l'Abolition des Loix Penales, & plus particulièrement celle du Test. Je vous prie d'être persuadé, que je veux vous parler à cœur ouvert & sans réserve, sur cette affaire, d'autant plus que vous dites, que vos Lettres ont été écrites de la connoissance & de l'aveu du Roy. Je vous assurerai donc prémièrement très-positivement, que leurs Alteses ont souvent déclaré, comme ils firent très-particulièrement au Marquis d'Albeville, Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté aux Etats, qu'ils sont de sentiment, que l'on ne doit faire violence à aucun Chrétien.

tién

(1) Quoi que ce ne soit pas ici un Traité, cette Lettre à une si grande influence sur les Affaires générales qu'on est persuadé que la plupart des Lecteurs seront bien aises de la trouver ici.

ANNO
1687.

rien en sa conscience, & que l'on ne doit maltraiter personne, à cause qu'il diffère de la Religion établie & dominante. C'est pourquoi ils peuvent bien consentir, que les Papistes en Angleterre, Ecosse & Irlande soient soufferts, avec la même Liberté de Religion qui leur est accordée par les Etats dans ces Provinces; dans lesquelles on ne peut pas nier qu'ils ne jouissent d'une pleine Liberté de Conscience. Mais pour ce qui est des Non-conformistes, Leurs Alteſſes ne consentent pas seulement, mais approuvent de tout leur cœur qu'ils aient une entière Liberté pour l'Exercice de leur Religion, sans aucun Trouble ni empêchement; en sorte que personne ne puisse les inquiéter le moins du monde sur ce sujet.

Et Leurs Alteſſes seront toujours prêtes, quand il plaira à Sa Majesté, de leur témoigner sa volonté sur ce sujet, de déclarer l'inclination qu'Elles ont à concourir à l'établissement & à la confirmation de cette Liberté, & à la maintenir & défendre, autant qu'il sera en leur pouvoir de le faire, & selon le Stile des Traités, Elles la confirmeront en donnant de leur part la Garantie, dont vous me parlez dans les vôtres.

Et si Sa Majesté juge à propos outre cela, de souhaiter qu'Elles joignent aussi leurs efforts aux Siens pour l'Abolition des Loix Penales, Elles sont prêtes de le faire: Pourvu que l'on conserve en leur pleine vigueur, ces Loix par lesquelles les Catholiques Romains sont exclus des deux Chambres du Parlement, & de tous Emplois publics, tant Ecclesiastiques que Civils & Militaires: Comme aussi toutes ces autres Loix, qui confirment & assurent la Religion Protestante contre tous les attentats des Catholiques Romains.

Mais Leurs Alteſſes ne peuvent point consentir à l'Abolition du Test, ou de ces autres Loix Penales ci-dessus, qui tendent à assurer la Religion Protestante; vu que les Catholiques Romains n'en reçoivent aucun autre préjudice, sinon qu'ils sont exclus par elles des Parlements, & des Emplois publics. Et que par leur moyen la Religion Protestante est à couvert des Deseins que les Papistes pourroient former contre'elle, ou contre la sûreté publique; on ne peut point dire aussi, que le Test ni ces autres Loix établissent aucune rigueur contre les Papistes, à l'égard de leurs Consciences. Ce sont seulement des Précautions & des Conditions qui qualifient & rendent les Personnes capables d'être Membres du Parlement, ou de remplir quelque Office; par lesquelles il faut aussi qu'ils déclarent devant Dieu & devant les Hommes, qu'ils sont de la Religion Protestante. De sorte qu'effectivement le Desein de leur établissement n'est autre que de garantir la Religion Protestante du préjudice qu'elle pourroit recevoir de la part des Catholiques Romains.

Leurs Alteſſes ont cru & croient toujours, que l'on ne doit pas demander ou attendre d'Elles davantage: puis que par ce moyen les Catholiques Romains, & leur Postérité seront mis à couvert pour toujours de toute peine tant en leurs Personnes & Biens, que dans l'Exercice de leur Religion; & Elles jugent que les Catholiques Romains se doivent contenter de cela, & ne pas inquiéter le Royaume, sous prétexte qu'ils ne peuvent pas être reçus dans le Parlement, ou être admis aux Charges; ou que l'on ne casse pas les Loix, dans lesquelles consiste principalement la sûreté de la Religion Protestante; car si on faisoit ce qu'ils souhaitent, cela les mettroit en estat de la renverser facilement.

Leurs Alteſſes croient aussi, que les Nonconformistes seront très contents, quand ils se verront pour toujours à couvert du péril d'être inquiétés ou maltraités pour l'Exercice libre de leur Religion, sous quelque sorte de prétexte que ce soit.

Leurs Alteſſes s'étant déclarées si positivement sur ces sujets, je voi manifestement, qu'Elles sont bien éloignées de vouloir empêcher que l'on affranchisse les Nonconformistes de la sévérité des Loix Penales, puis qu'Elles sont prêtes d'employer tout leur crédit & de faire tous leurs efforts pour les établir en cette Franchise: Elles n'insistent point du tout aussi, à ce que l'on refuse aux Catholiques Romains l'Exercice de leur Religion, pourvu qu'ils en usent avec modestie & sans pompe ni ostentation. Pour moi, j'ai toujours été & suis encore fort contre tous ceux, qui veulent qu'on persécute les autres Chrétiens, parce qu'ils diffèrent de la Religion publique établie: Et j'espère avec l'aide de Dieu, que je serai toujours de ce Sentiment-là; Car

ANNO
1687.

comme la Lumière dont la Religion éclaire nos Esprits est, selon mon sentiment, un pur effet de la Miséricorde de Dieu envers nous, il me semble que nous en devons remercier Dieu de toutes les Puissances de nos Ames: Et avoir pitié de ceux qui sont encore plongés dans l'Erreur, comme Dieu a eu pitié de nous, & que nous devons prier Dieu ardemment, à ce qu'il lui plaise d'amener dans le chemin de la Vérité ceux qui s'en écartent, & nous servir des moyens les plus doux & les plus agréables pour les attirer.

Mais j'avoue, que je n'ai jamais pu comprendre, comment des Gens qui sont professeurs d'être Chrétiens, & qui peuvent jouir sans peine ni fâcherie de l'Exercice de leur Religion, peuvent croire qu'il leur soit permis de troubler le repos d'un Royaume ou d'un Etat, & de renverser les Loix du Gouvernement, pour pouvoir entrer par ce moyen dans les Charges, sans faire difficulté de sapper & de détruire les Loix qui sont la sûreté & le repos de la Religion établie.

Il est certain, que la Religion Réformée est par la Grace de Dieu & par les Loix du Pays faites par le Parlement, la Religion établie & publique des Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande; Et que l'on a pourvu par ces Loix-là, qu'aucun ne puisse être admis soit à être Membre du Parlement, soit à quelque autre Emploi public, excepté ceux qui déclarent ouvertement qu'ils sont de la Religion Protestante, & qu'ils ne sont pas Catholiques Romains: Et on a aussi pourvu par ces Loix, que la Religion Protestante fût à l'avenir en sûreté contre toutes les entreprises que les Catholiques Romains pourroient former contre'elle: Or en toutes ces choses, je ne voi pas que ces Loix contiennent aucune rigueur contre les Personnes ou contre les Biens de ceux qui ne peuvent pas prendre ces Tests, qui ne s'accordent pas avec la Religion Catholique Romaine: Tout l'inconvénient qui leur en peut arriver, est qu'ils ne peuvent avoir de part au Gouvernement, ni aux Offices d'importance, pendant que leurs Consciences ne leur permettent pas de prendre ces Tests: Et que l'on ne souffre pas qu'ils fassent aucune chose qui soit au préjudice de la Religion Réformée. Du reste leurs Personnes & leurs Biens sont en sûreté, & l'Exercice même de leur Religion leur est assuré.

Puis que, comme j'ai déjà dit, Leurs Alteſſes sont prêtes de se joindre à Sa Majesté pour l'Abolition de ces Loix Penales par lesquelles les Hommes sont exposés aux Amendes & autres rigueurs; Je ne voi pas qu'il reste d'autre difficulté touchant l'Abolition des Loix Penales, excepté celle-ci, que quelques Gens voudroient que les Catholiques Romains fussent rendus habiles à entrer dans toutes les Charges & Emplois publics, & que par conséquent les Loix qui mettent à couvert la Religion Protestante contre les Deseins des Catholiques Romains, fussent abolies. Au lieu qu'au même tems les autres ne souhaitent pas avec une moindre ardeur que ces Loix demeurent en leur pleine & entière vertu; & croient, que la principale sûreté de la Religion établie consiste, à les conserver comme une chose sacrée & inviolable.

Il est certain, qu'il n'y a point de Royaume ni de Republique, ni aucun autre Corps ou Société d'hommes, quelle qu'elle puisse être, qui n'ait établi des Loix pour sa sûreté; par lesquelles ils pourvoient à toutes les entreprises qui se peuvent faire contre leur Repos, & qui prescrivent & marquent les Qualités qu'ils jugent nécessaires à tous ceux qui peuvent avoir de l'Employ dans ce Royaume, Etat ou Société; & aucun ne peut prétendre, qu'on lui fasse tort, en ne l'admettant pas aux Charges, lors qu'il ne remplit pas les Conditions & Qualités qui sont requises pour cela.

On ne peut pas aussi nier, que l'on ne remarque une grande différence entre la conduite de ceux de la Religion Réformée, & celle de ceux de la Religion Romaine les uns envers les autres: Les Catholiques Romains, ne se contentant pas d'exclure les Reformés de toutes les Charges lucratives ou d'Autorité, suppriment outre cela absolument l'Exercice de cette Religion; & persécutent cruellement tous ceux qui la professent; Et ne manquent point de faire cela, par tout où ils peuvent exercer ces rigueurs sans danger. Et j'ai beaucoup de douleur que nous ayons à présent devant nos yeux tant de déplorables Exemples de cette cruauté, qui est exercée en tant de Lieux différens à la fois.

C'est pourquoi je voudrais de bon cœur voir une seule raison qui puisse porter un Protestant qui aura

ANNO la crainte de Dieu, & qui aimera sa Religion, à con-
1687. sentir à l'Abolition de ces Loix, qui ont été établies
par l'Autorité du Roi & du Parlement, qui ne tendent
à autre chose qu'à affermer la Religion Réformée, & à
empêcher que les Papistes ne soient en état de la ren-
verser. Ces Loix n'infligent ni amendes ni châtimens,
& ne font qu'exclure les Catholiques Romains des
Charges du Gouvernement; lesquels, s'ils y étoient ad-
mis, ne penseroient à autre chose qu'à augmenter leur
Parti, & à acquiescer plus de Crédit & de Pouvoir; qui,
selon ce que nous voyons arriver tous les jours, ne
pourroit manquer d'être extrêmement dangereux à la
Religion Réformée, & tourneroit à son grand désavan-
tage: Puis qu'en tous Lieux, ceux qui sont dans les
Emplois publics, favorisent naturellement la Religion
de laquelle ils sont, peu ou beaucoup. Et comment
me voudroit-on persuader, ou à quelqu'autre, de faire
nos efforts pour porter Leurs Altesces, lesquelles Dieu a
tant honorées que de les faire les Protecteurs de son
Eglise, à approuver ou donner leur consentement à
des choses si préjudiciables, tant à la Religion Réfor-
mée, qu'à la sûreté publique. Et je ne puis, Monsieur,
avec votre permission vous accorder ce que vous di-
tes, que la Religion Réformée n'en recevra aucun
préjudice.

Je sçai que l'on dit communément que le nombre
des Catholiques Romains dans l'Angleterre & dans
l'Ecosse, n'est pas considérable; & qu'ils ne possèdent
qu'un petit nombre de Charges importantes; quoi qu'on
ne puisse nier, qu'il en va tout autrement en Irlande:
Mais il faut nécessairement que vous m'accordiez ce-
cy, que s'ils sont en petit nombre, il ne seroit pas rai-
sonnable que la Tranquillité publique fût troublée pour
l'amour d'un petit nombre de Personnes, principale-
ment lors qu'on peut leur offrir une aussi grande Gra-
ce, comme est la Liberté de l'Exercice de leur Reli-
gion: Et si leur nombre est plus grand, on en a d'au-
tant plus de raison de les craindre.

Je croi véritablement que les Catholiques Romains,
en l'état où sont les choses à présent, ne souhaiteront
point extrêmement d'être dans les Charges & Emplois
publics, & qu'ils ne feront point d'entreprises sur la
Religion Réformée, tant à cause que cela est contraire
aux Loix, qu'à cause des grands inconvéniens que cela
pourroit attirer dans un autre tems, sur leurs Personnes,
ou sur leurs Biens: Cependant si les Barrières des Loix
étoient une fois rompues, vous les verriez entrer dans
le Gouvernement, & les principaux Offices & Emplois
seroient mis entre leurs mains; & il ne seroit pas fa-
cile à Sa Majesté de s'opposer à eux en cela, quelque
ferme qu'Elle puisse être; car ils le presseroient assu-
rément beaucoup là-dessus, & lui représenteroient la
chose comme une affaire où la Conscience seroit inter-
essée; & quand ils seroient en possession des Em-
plois publics, que faudroit-il que fissent les Protestans,
qui ne tiroient plus aucune Protection des Loix, & qui
ne devroient gueres attendre de bons traitemens
de tels Magistrats? & au contraire, les Avantages que
les Catholiques Romains tiroient de leur Affranchis-
sement des Tests & des Loix Penales, sont si évi-
dens, que ce seroit perdre son tems, de vouloir s'a-
muser à les prouver. Je ne puis ni ne veux douter
de la sincérité des Intentions de Sa Majesté & qu'il
n'a point d'autre vuë dans cette affaire, sinon que
ses Sujets puissent jouir en toutes choses des mêmes
Droits & Libertés.

Mais le Sens commun, aussi bien que l'Experience
de tous les Siècles, du présent aussi bien que des pas-
sez, nous montrent, qu'il sera impossible aux Catho-
liques Romains & aux Protestans, lors qu'ils seront
mêlés ensemble dans les Charges publiques & dans les
Emplois de vivre paisiblement ensemble, & en bonne
intelligence, ils seront tres assurément jaloux les uns
des autres; car les Principes & les Maximes des deux
Religions sont si contraires l'une à l'autre, qu'à mon
sens il seroit impossible à quelque Prince ou Roi que
ce soit, d'étouffer tous les soupçons & animosités qui
pourront s'élever & éclater à tous momens.

Pour ce qui est de ce que vous appréhendés, que les
Nonconformistes ne soient point affranchis des Loix
Penales, qui sont faites contre eux, si l'on n'abolit pas
le Test au même tems: ce sera à la vérité un grand
malheur pour eux; mais les Catholiques Romains en
seront seuls à blâmer, puis qu'ils aiment mieux qu'eux
& leur Postérité gemissent toujours sous le poids des
Loix Penales, & soient exposés à la haine de toute la

TOM. VII. PART. II.

Nation, que de demeurer toujours dans l'incapacité
d'attenter contre la Paix, & contre la sûreté de la
Religion Protestante; & d'être privés de ce petit Avan-
tage (si l'on doit l'appeller de ce nom) d'avoir part
au Gouvernement & aux Emplois publics; vu qu'en
tous les Lieux du Monde c'est toujours été le Privi-
lege de la Religion établie par les Loix; & en vérité
ces attentats des Catholiques Romains, n'en doivent
être que plus suspects aux Protestans qui en doivent
être d'autant plus sur leurs gardes, qu'ils voyent que
les Catholiques Romains, au même tems qu'ils sont
soumis à la rigueur des Loix Penales, ne se contien-
tent pas de n'en souffrir point d'incommodité à pré-
sent, mais tâchent encore de persuader à Sa Majesté,
de faire que les Protestans bon gré mal gré, détrui-
sent cette sûreté qu'ils ont pour leur Religion; &
ouvrent le chemin pour introduire les Catholiques
Romains dans le Gouvernement & dans les Emplois
publics: Auquel cas il n'y auroit plus de Protection
à espérer pour eux que celle que l'on peut attendre
d'un Gouvernement Catholique Romain.

Une chose semblable ne peut donc paroître que
fort injuste à leurs Altesces, qui les blâmeroit pour
tous les inconvéniens qui en pourroient procéder; puis
qu'Elles se sont déclarées si ouvertement sur ce su-
jet, & cela d'une manière si avantageuse aux Catho-
liques Romains mêmes; & puis qu'il ne tient qu'à ce
seul Point que les Affaires ne soient ajustées; Leurs Al-
tesces ne peuvent donner leur consentement à des cho-
ses si contraires aux Loix déjà établies, & si préju-
diciales à la Religion Protestante, telles que seroient
l'Admission des Catholiques Romains aux Charges du
Gouvernement, & aux Emplois importants, & l'Abo-
lition de ces Loix, qui ne peuvent produire d'autre ef-
fet que d'affaiblir la Religion Protestante contre les en-
treprises des Catholiques Romains.

Vous me dites: *Que les Catholiques Romains en ces
Provinces ne sont pas exclus des Emplois & des Charges
importantes.* Mais vous vous trompés beaucoup en
cela. Car nos Loix sont précisées là-dessus, les excluant
en termes exprès de toute part dans le Gouvernement,
& de tous les Emplois de la Police & de la Justice. Il
est vrai, que je ne connois point de Loi expresse qui
les exclue des Emplois Militaires; cela auroit été vé-
ritablement trop dur, vu que dans la première Fonda-
tion de notre Etat, ils se joignirent à nous pour la dé-
fence de la Liberté publique, & nous rendirent de
grands services pendant les Guerres; à cause de cela ils
ne furent point exclus des Emplois Militaires; car la
sûreté publique n'étoit exposée par là à aucun danger,
tant à cause que le nombre de ceux de cette Religion
qui servoient en nos Troupes n'étoit pas grand, que
parce que les Etats auroient pu facilement prévenir les
inconvéniens que cela auroit pu produire: Ce qui n'au-
roit pas pu se faire si aisément, si les Catholiques Ro-
mains avoient eu part dans le Gouvernement, & dans
la Police, & dans la Justice de notre Etat.

Je suis tres-certain de cecy, & j'en pourrais donner
de fort bonnes preuves, qu'il n'y a rien que leurs Al-
tesces desirer tant, sinon que Sa Majesté puisse regner
heureusement, & dans une parfaite Intelligence avec
ses Sujets; & que ses Sujets, étant persuadés de l'af-
fection paternelle de Sa Majesté envers eux, soient prêts
de répondre de leur côté à sa Bonté, & de lui rendre
tout le devoir & l'obéissance possible; Mais leurs Al-
tesces sont convaincus en leur Conscience, que la Re-
ligion Protestante & la sûreté de la Nation, seroient
exposées à des dangers certains, si le Test, ou ces au-
tres Loix Penales, desquelles j'ai déjà fait souvent men-
tion, étoient abolies; C'est pourquoy Elles n'y peu-
vent pas consentir, ni se joindre à Sa Majesté pour cela,
car Elles croient qu'Elles auroient un grand compte à
rendre à Dieu, si la considération de quelques Avan-
tages présents les portoit à consentir, & à concourir à
l'exécution des choses, qu'ils croient estre fort dange-
reuses & préjudiciables à la Religion Protestante.

Leurs Altesces ont toujours eu pour Sa Majesté une
soumission profonde, & sont résolus de l'avoir tou-
jours; car Elles s'y croient obligées tant par les Loix
de Dieu que par celles de la Nature; mais comme le
sujet dont il est présentement question, ne regarde point
de nouvelles Loix que l'on veuille faire, mais l'abo-
lition totale des Loix déjà établies par le Roi & par le
Parlement, Elles ne voyent pas comment on peut at-
tendre d'Elles un consentement à une telle abolition,
pour laquelle Elles ont une si juste aversion, comme

V

estant

ANNO
1687.

ANNO 1687. estant uné chose contraire aux Loix & aux Coûtumes de tous les Etats Chrétiens, tant Protestans que Papistes, qui ne reçoivent personne dans le Gouvernement, ou dans les Emplois publics, que ceux qui professent la Religion publique & établie, & qui mettent peine de l'assurer contre toutes les entreprises, que l'on peut faire contre'elle.

Je ne croi pas qu'il soit nécessaire de vous montrer combien leurs Altesse font dévouées à Sa Majesté; c'est une chose dont ils ont donné des preuves si réelles, que comme l'on n'en peut pas douter, il seroit inutile d'y insister: Et Elles sont résolues de continuer toujours dans la même soumission, respect, & affection; ou plutôt de l'augmenter, s'il est possible. Je suis, MONSIEUR, Vôtre, &c.

Nov. 4. 1687.

LXXXV.

20. Dec. *Arrest du Conseil d'Etat du Roi de France* LOUIS XIV. qui ordonne conformément à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons SUISSES, que les Marchands dedit Cantons pourront transporter hors du Roiaume l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du vingtième Decembre 1687. [FREDER. LEONARD. Tom. IV.]

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roi aiant par Arrest de son Conseil du 18. Novembre dernier, renouvelé les defences faites par les anciennes Ordonnances, Arrests Reglemens, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient de transporter ni faire sortir hors du Roiaume, Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance de Sa Majesté, tant par Mer que par Terre, aucunes especes d'Or & d'Argent monnoyé, Barres & Lingots, sur les peines portées par icelui: Et Sa Majesté voulant qu'il ne soit rien innové à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons des Ligues Suisses en l'Année 1658. & qu'ils puissent continuer leur commerce & le transport de l'Or & de l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçu pour le prix de leurs Marchandises, en faisant leurs declarations & prenant des Passeports, suivant & ainsi qu'il est porté par ledit Article: Ouy le rapport du Sieur le Pelletier Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur General des Finances; Sa Majesté estant en son Conseil, a ordonné & ordonne conformément à l'Article vingtième du Traité d'Alliance fait avec les Cantons Suisses, & aux Lettres Patentes expedées sur icelui le dix-neuvième Juillet 1658. que les Marchands dedit Cantons pourront transporter hors du Roiaume, l'Or & l'Argent monnoyé qu'ils auront reçu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apporté; qu'à cet effet il leur sera délivré des Passeports par les Sieurs Intendants & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez du Roiaume, sur la representation qui sera par eux faite des acquits de payement des Droits deus pour lesdites Marchandises, des acquits à caution par eux pris ou de l'Extrait des Registres des Bureaux, par lesquels ils auront fait entrer lesdites Marchandises, contenant la declaration de la quantité & qualité d'icelles, au bas desquels Extraits qui leur seront délivrés gratis ils déclareront le prix qu'ils auront vendu lesdites Marchandises, & la somme qu'ils prétendent emporter en espee hors du Roiaume. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 20. jour de Decembre, 1687.

Signé,

COLBERT.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Diois, Comte de Provence. Forcalquier,

& Terres Adjacentes: Au premier des Huissiers de nos Confeils; ou autre nôtre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nôtre main, que l'Arrest dont l'extrait est ci-attaché sous le Contre-scel de nôtre Chancellerie, ce jourd'hui donné en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifies à tous qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & faits pour son entiere execution tous Actes & Exploits nécessaires sans autre permission: Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des Presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Confeillers & Secretaires, foi soit ajoutée comme aux Originaux. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le vingtième jour de Decembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt-sept, & de nôtre regne le quarante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas,

par le Roi Dauphin, Comte de Provence.

Signé,

COLBERT.

Et scellé.

LXXXVI.

Manifeste du Comte de TEKELI, Chef des Mé- 1688.
contents de Hongrie, publié au commencement de TEKELI
l'année 1688. [Mercure Historique & Poli- ET
tique, mois d'Avril, 1688. pag. 402.] HON-
GRIE.

Peuples Hongrois, il y a long-temps que vos Ennemis & les miens font courir le bruit de ma mort, & néanmoins je respire encore, grâces à Dieu, pour défendre votre Liberté opprimée. Je sçais bien que c'est à regret que vous vous êtes rangés sous l'étendard de la Maison d'Autriche: il y a trop long-temps que vous la connoissez pour vous y fier, & ce qui vient encore de se passer tout nouvellement à la prétendue élection d'un Roi de Hongrie, vous fait assez voir combien votre vie & votre fortune seroient en danger, si vous étiez obligés de lui obéir? Vous êtes contraints de dissimuler, parce que la conjoncture le demande. Mais enfin je connois vos cœurs comme je connois le mien. Je sçais que vous avez horreur de tout ce que vous faites: je sçais encore que vous haïssez ceux qui vous preparent des fers, dont la charge cependant les devoit obliger de les briser. Quelle honte au Comte Esterhazy d'avoir brigué la qualité de Prince de l'Empire, comme si celle de Palatin de Hongrie n'étoit pas incomparablement plus belle? Est-ce là le prix de toutes les infames trahisons qu'il vous a faites, & faut-il qu'un homme que j'ai honoré de mon Alliance, me deshonoré moi, & toute la Nation? J'aime bien mieux voir mes Biens entre les mains de mes ennemis, que d'en jouir à ce prix-là. Quelles offres ne m'a-t-on point fait pour vous abandonner? Ne m'en fait-on pas encore tous les jours, si j'étois d'humeur à le faire? Mais si Dieu a déterminé que je sois malheureux, il n'est pas cependant possible que je sois coupable. Plûtôt que de vous trahir, je me trahirai moi-même: j'ai tiré l'épée pour vous dès le moment que j'ai eu la force de la soutenir: j'ai affronté mille périls pour vous garder fidélité: j'ai méprisé le fer & le poison: je suis encore exposé tous les jours à la fureur & à l'auteur par ma persévérance. Mais enfin je préfère une mort glorieuse à une vie infame, assure que quelque malheureux que je puisse être, vous avouerez que j'étois digne d'un sort plus heureux. Mais il n'est pas encore temps de se désespérer. Vous sçavez qu'un puissant Empire me protege, & qu'il est encore tout prêt de vous recevoir en sa protection. S'il a eu quelques revers de fortune, il n'est pas prêt d'être détruit pour cela. Quand il auroit perdu tout ce qu'il possède en Europe, dont il est encore fort éloigné, il lui reste deux autres parties du Monde où

ANNO 1688. où il commande. Il n'avoit pas plus de forces quand il a renversé l'Empire d'Orient: celui d'Occident n'ap-
proche pas de sa puissance; ainsi qui ne voit qu'il n'est pas encore temps de dire comme on fait tous les jours, qu'il ne lui faut plus guerres de chose pour être abattu? Vos ennemis & les miens le savent bien dans le fonds de leur ame. C'est pour cela qu'ils se retiennent dans leurs passions, qui les portent naturellement à verser jusques à la dernière goutte de notre sang. Ne vous souvient-il pas de celui qu'ils ont répandu de sang froid en tant de rencontres, & comment ils ont armé la main des bourreaux, quand la leur a été lassée de nous égorger? qui est celui d'entre vous qui se puisse vanter de n'avoir pas perdu un frere, un neveu, un parent, ou un ami dans cette grande effusion de sang qui se vient de faire par le General Caraffa? Qu'ont produit toutes les plaintes que vous en avez faites, quoi que vous aiez fait voir clair comme le jour que tout ce qu'il en faisoit n'étoit que pour dépouiller la veuve & l'Orphelin? On a fait semblant de vous donner des ordres pour que la formalité de Justice fût observée: mais avez vous vu qu'ils aient été exécutés? Depuis qu'il les a reçus nous pouvons conter vous & moi plus de deux cens personnes qu'il a condamnés de sa seule autorité, & quand ils ont demandé à se justifier, il a répondu insolemment qu'on feroit leur Procès quand ils auroient été exécutés. Souffrez-vous encore long-temps, Vaillans Hongrois, qu'on triomphe de votre Innocence, & si vous êtes destinés à périr, ne vaut-il pas mieux que ce soit les armes à la main, que sous le fer de vos infames bourreaux? Faites un effort pour sortir de la honteuse captivité où vous êtes: il ne vous manque que la volonté. Le pouvoir de nos ennemis n'est pas si grand que vous vous l'imaginez. Combien y a-t-il de temps que je le méprise, & si vous m'aviez assisté de toutes vos forces, en quel état nous trouverions-nous vous & moi? N'attendez pas que vous soiez encore plus bas que vous n'êtes: ils ne demandent qu'à vous abîmer, afin que dans votre impuissance vous ployiez le cou sous le joug tyrannique qu'ils vous preparent depuis tant de temps? Soliman le nouvel Empereur des Turcs vous tend la main pour vous retirer d'oppression. Un Prince de son nom a été autrefois la terreur de ceux que vous appréhendez aujourd'hui; & bien que nous ne devions pas ajouter foi aux prophéties qui viennent de ce côté-là, je ne puis m'empêcher de vous dire néanmoins, que les Turcs remplent qu'ils en ont une selon laquelle leur Empire presque abattu doit devenir plus florissant que jamais sous un Prince de ce nom-là. Concourez avec moi à la faire trouver véritable, puis que votre salut & le mien dependent dorénavant de notre union avec ces peuples. Ils nous ont soutenus depuis plusieurs années, comme nous les avons soutenus nous-mêmes: nous avons toujours agi de concert ensemble, pourquoi vous départir d'une maxime dont vous vous êtes si-bien trouvés? Qu'esperez-vous de la promesse de nos ennemis? Jettez les yeux sur le malheureux Prince de Transilvanie, vous verrez comment ils se sont moqués de sa crédulité? Que sert qu'il ait fait un Traité avec eux, s'ils n'en observent pas un seul Article? Mais qu'est-il nécessaire que vous empruntiez un exemple étranger? Combien de fois vous-a-t-on manqué de parole, ou pour mieux dire, y a-t-il quelqu'un de vous qui se souviennent qu'on la lui ait tenue, après la lui avoir donnée? On n'a cherché qu'à vous embarquer dans des Traités pour vous tromper plus facilement. Votre bonne foi n'a été récompensée que de la plus noire infidélité. C'est sous le nom de Paix, & d'Amnistie qu'on a cherché à vous attirer pour vous faire tomber dans le precipice. Je ne demande autre chose que de vous y faire faire reflexion, après cela je m'assure que vous en deviendrez plus sages.

Que si tout ce que je vous remontre ici n'est pas capable de vous toucher, considérez au moins qu'il n'y a point d'autre intérêt que le vôtre qui m'oblige à vous en parler ainsi. Je puis, quand je le voudrai, faire ma Paix à des conditions qui sembleroient assez avantageuses à un homme qui auroit oublié le soin de sa Patrie. Mais puis que grâces à Dieu, je n'en ai jamais perdu le souvenir depuis que j'ai l'âge de connoissance; je m'en souviendrai encore mieux presentement que j'ai tant de bons Compatriotes à venger. Vous devriez aussi-bien que moi entendre leur Voix, qui nous crie que nous ne devons pas souffrir

TOM. VII. PART. II.

que leur sang ait été versé si injustement. Croiez-moi, ne différez pas une chose si nécessaire pour votre sûreté, puis que l'impunité augmentera l'audace de vos ennemis, au lieu que leur punition les rendra plus réservés à entreprendre quelque chose contre vous.

ANNO 1688.

LXXXVII.

Ihro Kayserlichen Majestät Leopoldi I. 10. Mars.
Confirmation desz Anno 1687. den 22. July, Zwischen Friderich Wilhelm Chur-
Fürsten zu Brandenburg / und Jo-
hann Philipp Herzogen zu Sachsen-
Weissenfels / getroffenen Vergleichs.
Geben Wien den 10. Martii. 1688.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD I. sur
l'Accord fait Pan 1687. le 22. Juillet entre
FREDERIC GUILLAUME Eleveur de Bran-
debourg, & JEAN PHILIPPE Duc de
Saxe Weissenfels. Donnée à Vienne le 10. Mars
1688.

* Voyez la ci-devant avec l'Accord sous le 22. Juil-
let 1687.

LXXXVIII.

Declaratio Principis ac trium Nationum TRAN- 9. Maii
SYLVANIAE de recessu eorum a Protectione
Turcica, & felici reversione ad Regem Hunga-
riae a quo fatorum invidia & ambitionis nomal-
lorum ausibus segregati fuerant, cum amplexione
paterna Protectionis Augustissimi LEOPOLDI
Romanorum Imperatoris, & Hungariae Regis ha-
reditarii, nec non ejusdem Successoris Regis JO-
SEPHI, pro ipsis & omni Posteritate Regni Tran-
sylvaniae. Actum in Civitate Cibiniensi die 9. Maii
1688. [Compend. Principatus Transylvanicae
Historiae, inter Diplomata. pag. 21. Lit. B. B.
B. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans le Mercure Hollandois de l'an 1688. &
dans la premiere Edition de ce Grand Recueil
de Hollande Tom. IV. pag. 533. en François
sur une Traduction Hollandoise.]

NOs Michaël Teleki de Szek Generalis, Gré-
gorius & Alexius de Bethlen, Ladislaus Sze-
kelly, de Boros Jence, Valentinus Franz Ju-
dex Regius, Christianus Szabo Consul Cibiniensis,
Celsissimi Principis Transylvanicae Consilarii, Nico-
laus de Bethlen, Stephanus Apor de Alfo Torja, Pe-
trus Alvinezi, & Johannes Saroli Magistri Prothonota-
rum, Michaël Hiltich Judex Coronensis dicti Celsissi-
mi Principis & Statuum Regni Transylvanicae ablegati
Plenipotentiarii.

Damus ad notitiam & pro memoria:
Orbis universis jure meritoque obitupeicet invidi
marcescunt ad magnitudinem divinae Clementiae, quae
post tot cladum & innocentem effusi sanguinis imman-
tatem Christianorum miserta, tot Provincias & Regna
à Barbarica & intoleranda servitute ad sempiternam
Memoriam, & bonorum omnium consolationem vindicavit.

Non potuit amplius justum in caelis Numen nisi
dolentibus intueri oculis, rabiem & fastuositatem
hostis atrocissimi & jurati totius Christianitatis, qui
jam eo progressus erat potentiae, ut formidabilis esset
Orbi, vicinis extiosus, omnium contemptior. Exsur-
xit tandem in virtute dexterae suae Dominus exer-
cituum, causamque & justissima arma Sacratissimi

V 2

Ro-

ANNO
1688.

Romanorum Imperatoris Dom. Dom. nostri Clementissimi, tam felicibus & gloriosis coronavit successibus, ut fractas & proritas vires, humilium & superfluum ipse Barbarus recognoscat & confiteatur spiritum.

Tanta sunt opera Divinitatis & admirandæ providentiæ, ut furias ipso jam successu securas ultio subito excipiat, ne vel unquam ad Christianorum extirpationem tyrannice grassantibus timor, vel spes deesset pressæ & vacillanti fortunæ.

Ingemuit à seculo, & quod excedit, sub oppressione Turcica infelix Transylvania, fuoque orbatæ legitimo Rege atque Domino inter tot bella, clades, incendia, & intestinas, cum quibus conflictabatur, discordias, vix non ad extremum præcipitata est exitum; Manebit in æternitate temporum, Historiarum monumentis inserta fatalis Tragoedia, quam hoc regnum fuit Protectione Turcica, & inter discordantes Principes sustinuit.

Redit jam ad Regem Hungariæ, à quo fatorum invidia & ambitionis nonnullorum ausibus segregatum erat, & amplectitur paternam & validissimam protectionem Augustissimi Leopoldi I. Romanorum Imperatoris, & Hungariæ Regis Hæreditarii, magni, felicitis, justitiae, invicti, ejusdemque Successoris, moderni Serenissimi Regis Josephi (cujus vitam & thronum Deus sospitet) ex universalis Statuum consensu votisque unanimibus, quæ à multo tempore ad consequendam hanc felicitatem in sinum divinæ misericordiæ effudit.

Quod igitur hæctenus ab omnibus expetitur, Deo Optimo Maximo gratiosum, à præsentis momento ad successiva atque perpetua tempora felix, faustum, fortunatum, omnibusque & singulis nunc viventibus & nascituris notum & contestatum sit; Renunciamus virtute Plenipotentialium, & pro majori cautela in vigore confirmationum Actorum & Concluserum Celsissimi Principis & Statuum Regni, communi voluntate, motu spontaneo, & ex Christiano zelo Protectioni Ottomanicæ, omnibusque in futurum Correspondentis, donorum & tributi pensionibus, & quicquid vim aut speciem alicujus communicationis cum dicta Porta, ejusdemque Clientibus, asseclis, infidelibus,

aliisque Hostibus, cujusunque generis, Sacratissimi Romanorum Imperatoris Domini Domini Nostri Clementissimi & ejusdem Successorum legitimorum & hereditariorum, Hungariæ Regnum ostentare possit, sub poena nota criminis Læse Majestatis, comperta rei veritate juxta Leges Regni Transylvaniæ insignenda.

Acceptantes & contra sincere atque bona fide altæ dictæ Suae Majestatis Augustissimæ (sicuti jam declaratum) paternam protectionem pro nobis & omni posteritate Inclyti Regni Transylvaniæ, & ut hujus nostræ submissionis & accommodationis aliquid de facto exhibeamus Documentum, recipimus ex virtute supra memoratarum Plenipotentialium & confirmatoriarum Actorum & Concluserum Celsissimi Principis & Statuum Regni, Præsidia Augustissimi Romanorum Imperatoris in Fortalitia Kœvar, Huszt, Gorgenii & Coronense (extra illa, in quibus de facto Præsidia Suae Majestatis sunt collocata) & parati sumus arma fumere contra communem Christianitatis hostem Turcam & quoscunque, quando Sua Sacratissima Majestas nobis mandaverit, submissionis supplicantes, ut Invictissimus Imperator Dominus noster Clementissimus, ex innata Sua Clementia, Libertates & Privilegia nostra, in specie vero liberum exercitium Religionis hæctenus receptæ benignissime confirmare, nosque & posteritates nostras in eisdem protegere & confirmare dignetur, neque dubitamus quin Excellentissimus Dominus Generalis Comes à Karaffa demissas instantias memorati Celsissimi Principis & totius Regni apud Suam Sacratissimam Majestatem Dominum Dominum nostrum Clementissimum efficaciter sit recommendaturus, quod sicuti fiducialiter à favore Suae Excellentiæ & hucusque contestata propensione petimus & speramus, ita prædictus Excellentissimus Dominus Generalis in Libertatibus & Privilegiis nostris nullo modo nos turbabit, interim manet in suo vigore Tractatus cum Serenissimo Duce Lotharingæ.

In cujus rei majorem fidem atque firmitatem & ut notitia istius assecurationis nostræ Recessus à Protectione Turcica ad omnem posteritatem transeat, ideo eandem usualibus Sigillis trium Nationum Regni Transylvaniæ corroboravimus. Actum in Civitate Cibiniensi die 9. Maji A. 1688.

ANNO
1688.

LXXXIX.

LXXXIX.

30. Juin. *Traictat van Alliantie tusschen de Heeren Staaten*
LES PROVINCES-UNIES, ET
BRANDEBOURG.
Generaal der VEREENIGDE NEDERLANDEN en FREDERIK DE III. Keurvorst van Brandenburg gesloten tot Coln aan de Sprée den 30. Juny 1688. [Manuscrit.]

DE Hoogmoogende Heeren Staeten Generaal der Vereenighden Nederlanden ende de Doorlughtigsten Vorst en Heere Frederic de Derde Marggrave tot Brandenburg, des Heilige Roomschen Rychs Ertz-Cammerer en Churfürsten, in Pruyßen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Berg, Stettin, Pommeren der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Croffen in Schwiebuhs, Hertogh, Burggrave tot Nurembergh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graff tot Hohenzollern, der Marck, ende Ravensbergh, Heere tot Ravensfeyn, ende van de Landen, Lauenburgh ende Buttauw: overwooghen hebbende de besondere groote nuttigheyt ende avantages die haere wederseylts Landen en Onderdanen toegebracht syn door de Tractaten, ende Alliantien tusschen Hoogstged. Hoogmoogende Heeren Staeten Generaal der Vereenigde Nederlanden, ende wylen den Doorlughtigsten Vorst en Heere Heere Frederick Wilhelm, Marggrave tot Brandenburg, des Heyligen Roomschen Rychs Ertz-Cammerer ende Churfurst, in Pruyßen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Bergh, Stettin, Pommeren, der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Croffen, ende Schwiebuhs, Hertogh, Burggrave tot Nuren-

30. Juin. *Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Gene-*
raux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, LES PROVINCES-UNIES
& FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel celui du 26. Fevrier 8. Mars 1678. est renouvelé, avec l'Article séparé de la même date. Fait à Cologne sur la Sprée le 30 Juin 1688.

Les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & le Serenissime Prince & Seigneur Frederic troizieme Marggrave de Brandebourg, Electeur & Archichambellan du S. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pommeranie, Cassubie, Vandalie, Silesie, Crosse, & Schwiebuhs, Duc, Burggrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Ravensstein, & des Pais de Lauenbourg, & Buttauw, ayant consideré la grande utilité & les avantages dont leurs Pais & Sujets respectifs ont joüi par les Traitez & Alliances, cy-devant faits entre leursdites Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas & le sen Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume Marggrave de Brandebourg, Archichambellan, Electeur du S. Empire Romain, Duc en Prusse, de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pommeranie, Cassubie, & Vandalie, & aussi en Silesie, de Crosse, & Schwiebuhs, Duc,

Bur-

ANNO
1688.

renburgh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graeff tot Hohenzollern, der Marck en Ravensbergh, Heere tot Ravensceyn, ende van de Landen Lauwenburgh en Buttauw, syner Churfurstelycke Doorluchtigheyt Heere Vaeder glorieufer Gedagtenisse, soo wel tot Bevestingh van een goet onderlingh verstant en nabuytlich vertrouwen als tot bevorderingh van de gemeene Securiteyt ende Bescherminge opgerecht, ende hoe de voorz. nuttigheyt ende avantages door de continuatie van een eengselinge Verbintenisse niet alleen gconserveert, maer oock voor 't toekomende vermeerderet soude konnen werden, hebben derhalven dienstigh ende noodigh geaght de voorschreeve Tractaten en Alliantien te continueren ende te vernieuwen ende ten dien eynde tot haere Gevolmachtigde geconstitueert te weeten haer Hoogh-moogende den Heere Jacob Hop, Raet en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in haere Vergaderinge, van wegens de Provincie van Holland ende Westvriesland, tegenwoordigh haeren Extraordinaris Envoÿé aen het Hof van meer-hoogstgemelte sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt, ende deze syne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt desselfs werckelick geheyne Raets en Krygsraeden, oock respectie Leens-Directeuren, de Welgeboorne Heeren Frans van Meinders, Paul van Fuchs, ende Eberhard van Dankelman, de welken sich daar op te saemen gevoeght hebbende naer wederzijds geproduceerde en uitgewisselde Volmagthen, waar van de Coppen achter aen her eynde deses syn gevoeght, verdragen, geconventieert, en geacordeert syn in de volgende manieren.

Dat namentlyck de Tractaten en Alliantien, welke tusschen haer Hoogh-Mogende ter eenre, ende syne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt glorieufer gedagtenisse ter andere zyde, op den 26. Febr. ouden ofte den aghten Maert 1678. nieuwen Styl, met het separaet Articul van dien van den selven date tot Coln aen de Sprée ende op den 23. Augusti in den Haegh zyn opgerecht, sullen werden vernieuwt en geconfirmert, gelyck deselve vernieuwt ende geconfirmert werden by desen, even en invoegen als of de voorschreeve Tractaten ende Alliantien alhier van woort tot woorde, waeren verhaelt en geinfereert.

Belooven oock verders haer Hoogh Mogende ende sijne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt de boven geroerde Tractaten en Alliantien oprechtelyck ende ter goeder trouwe te sullen onderhouden, ende te doen onderhouden, ende niet te sullen toelaeten dat ietwes tegens den inhoud van dien werde ondernomen ofte gepleegt, directelyck ofte indirectelyck, op wat wyse het oock soude mogen wesen, ende indien nochtans sulcks buyten vermoeden souden mogen gebeuren, te sullen besorgen, dat het selve ten spoedigsten gerepareert ende naer uytwyfen vande voorz. Tractaten gericht werde.

De jegenwoordige Conventie sal by haer Hoogh-Mogende ende syne Ceurfurstelycke Doorluchtigheyt geratificeert, ende de Actens van Ratificatie van dien sullen ten wederzijden werden uitgewisselt binnen den tydt van twee maanden, of wel eerder indien 't selve kan geschieden, te reekenen van den dagh van de signature: gedaen tot Coln aen de Sprée den dertigsten Juny 1683.

Was geteckent.

(L.S.) J. HOP.	(L.S.) FRANTZ VAN MEINDERS.
	(L.S.) PAUL VAN FUCHS.
	(L.S.) EBERHARD DANKELMAN.

Burggrave de Nuremberg; Prince de Halberstadt ANNO
Minden & Camin, Comte de Hohenzollern, de la 1688.
Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravensstein, & des Pais de Lauwenbourg & Buttauw, Seigneur & Pere de Sa Serenité Electorale d'heureuse memoire; ils ont trouvé utile & necessaire non seulement de continuer & renouveler les susdits Traitez & Alliances, tant pour la confirmation d'une bonne & particuliere intelligence, voisinage & confiance, que pour l'avancement & augmentation de la sureté & protection commune; c'est pourquoy ils ont constitué pour leurs Plenipotentiaires, savoir leurs Hautes Puissances, le Sieur Jacob Hop, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé dans leur Assemblée de la part de la Province de Hollande & West-Frise, presentement Envoyé Extraordinaire à la Cour de la susdite Serenité Electorale; & sadite Serenité Electorale ses Conseillers privés & de Guerre & Directeur des Fiefs, les Sieurs François de Meinders, Paul de Fuchs, & Everhard de Dankelman, lesquels ayant conféré par ensemble, & s'étant entre-communié leurs Pleins-Pouvoirs dont la Copie est inserée à la fin des presentes, ont traité, convenu & accordé en la maniere suivante.

C'est à sçavoir que les Traitez & Alliances qui ont été faites entre leurs Hautes Puissances d'une part, & Sa Serenité Electorale de glorieuse memoire d'autre part le 26. Fevrier vieux style ou dix-huit Mars, stile nouveau 1678. avec l'Article separé de la même date à Cologne sur la Sprée, & à la Haye le vingt-troisième Août seront renouvelles & confirmées, comme elles sont renouvelles & confirmées par ces presentes de même & de la même maniere que si lesdits Traitez & Alliances étoient icy inserées & repetées mot pour mot.

Promettent aussi de plus leurs Hautes Puissances & Sa Serenité Electorale d'entretenir & d'observer lesdits Traitez & Alliances de bonne foy; & de ne point permettre qu'il soit rien entrepris ni fait contre le contenu en icelles directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, & si néanmoins cela arrivoit, contre toute attente, de faire en sorte qu'il soit au plutôt réparé conformément à la teneur desdits Traitez.

La presente Convention sera ratifiée par leurs Hautes Puissances & par Sa Serenité Electorale, & les Actes de Ratification d'icelle échangés dans le tems de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature: fait à Cologne sur la Sprée le trentième Juin, 1683.

Etoit signé,

(L.S.) J. HOP.	(L.S.) FRANÇOIS DE MEINDERS.
	(L.S.) PAUL DE FUCHS.
	(L.S.) EBERHARD DANKELMAN.

XC.

XC.

6. Juillet.
DANE-MARC
ET LES
PROVINCES-UNIES.

Preliminair Tractaet tusschen syn Koninklyke Majesteit van Denemarken CHRISTIAN de V. en de Heeren Staaten der VEREENIGDE PROVINTIEN Gesloten tot Berlyn den 6. July 1688. [Re-

Traité Preliminaire entre les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-bas, & CHRISTIAN V. Roi de Dannemarc, portant que pour terminer par un heureux & satisfaisant

6. Juillet.
DANE-MARC
ET LES
PROVINCES-UNIES.

V 3

ANNO
1688.

[Recueil des Traitez faits entre les Estats Generaux des Provinces-Unies, & les autres Princes & Estats.]

NAdemael tusschen syne Koninghlyjke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde, zedert een genymen tydt herwaerts verscheide differenten ende oneffenheden gherefen zyn, over ende ter saecke van de Commerce ende Navigatie van de Inghezeten der Vereenigde Nederlanden, op sijn Koninghly. Majesteits Rycken en Landen, midsgaders in en door de Sund op de Oost-Zee; ende dat alhoewel de voorz. differenten en oneffenheden tot noch toe niet alleen niet geadjusteert hebben konnen werden, maer ter contrarie meer en meer uytgeborsten zyn, echter sijne Koninghlycke Majesteyt en haer Hoogh Mogende altoos hebben gheconserveert een oprechte genegentheyt omme de selve ten spoedighsten door een minnelijck verdrag getermineert te sien, oock om praeliminaerlyck te adjusteren 't geen de bevorderingh van soo een goetdende heylsaem ooghemerck eener maten soude konnen retarderen, en in dit alles krachtlijck zyn ghefcondeert door de interpositie en de goede officien die wylen sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburgh gl. ged., ende by continuatie sijn tegenwoordigh regerende Churfurstel. Doorl. van Brandenburgh, als successive Mediateuren in desen belieft hebben te employeren; *Soo isst.* Dat, om daer toe te ghereacken, sijne Koninghlycke Majesteyt tot desselfs Gevolmachtighde gelijck heeft te nomineren den Heere *Johan Hugo van Lenten*, tot Sarlhufen, sijne Koninghly. Majesteits Estats en Landt-Raedt, Vice-Cantzeler in het Hertoghdome Schleswigh, ende desselfs Extraordinaris Envoÿe aen het Hof van sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburgh, ende de Heeren Staten Generael den Heere *Jacob Hop*, Raedt en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde ter Vergaderinge van haer Hoogh Mog. wegens de Provincie van Holland ende West-Vrieland, ende haren Extraordinaris Envoÿe aen 't Hof van sijn Churfurstel. Doorl., dewelcke sich te samen bevonden hebbende in de Stadt Berlyn, aldaer naer reciproque communicatie van hunne respectieve Volmachten, waer van Copien aen het eynde deses van woorde te woorde zyn gevoeght, praeliminaerlyck zyn geaccordeert ende verdragen in volgende maniere.

I. De plaetse van de afhandelinge van de bovengheroerde differenten in het algemeen, sal zyn de Stadt Hamburg of Altena, ten welcken eynde beyde de hooge Parthyen haer Gevolmachtighden behoortlyck geïnstrueert aldaer sullen laten vinden, omme ten dage van de uytwisselinge van de Ratificatie van het tegenwoordigh praeliminaer Tractaet aenstonds de voorz. Negotiatie onder de Mediatie van sijn Churfurstel. Doorl. by der handt te nemen en sonder uytstel te vervolgen.

II. En op dat inmiddels de Navigatie ende Commerce haer voortgangh mogen hebben, is verdragen ende gheconditioneert, dat by provisie ende voor den tydt van twee eerst-komende jaren, te reekenen van den dagh van de uytwisselinge van de Ratificatie van het tegenwoordigh Tractaet, en soo veel langer als voor de expiratie van dien tydt met gemene bewillinge sal werden vastgesteld, de Onderdanen van sijn Koninghly. Majesteyt in de Vereenigde Nederlanden, ende de Inghezeten der Vereenigde Nederlanden in de Oost-Zee, Denemarcken ende Noorwegen varende en handelende; sullen werden getraceert, op den voet

ANNO 1688.
nal Accommodement les differents qui durent depuis long-tems entr'eux, & qui s'augmentent de jour en jour, au sujet de leurs Interests de Navigation & de Commerce, Sa Majesté, & leurs Hautes-Puissances enverront leurs Ministres à Hambourg, pour y travailler ensemble audit Accommodement final, sous la Mediation de l'Electeur de Brandebourg, & que cependant le Commerce continuera provisionnellement entre leurs Sujets & Habitans, sur le pied des Traitez des années 1645. 1647. 1666. & 1669. pendant deux ans, &c. Fait à Berlin le 6. Juillet 1688. Avec les PLEIN-POUVOIRS de part & d'autre.

Comme depuis assez longtems il est arrivé plusieurs differens & mes-intelligences entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, Norvegue, &c. d'une part, & les Hautes & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre part au sujet & à l'occasion du Commerce & Navigation des Habitans des Provinces-Unies des Pays-bas dans les Roïaumes & Pays de sadite Majesté ensemble dans le Sund sur la Mer Baltique & qu'encore que lesdits differens n'ayent non seulement pu être ajustez jusques à present, mais se joient au contraire augmentez de plus en plus, cependant Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont toujours conservé une sincere inclination de les terminer au plutôt par un Accommodement à l'amiable & même d'ajuster par des Preliminaires ce qui pourroit en quelque maniere retarder un dessein si bon & si salutaire, en quy ils ont été fortement secondez par l'interposition & les bons offices de feu Sa Serenité Electorale de Brandebourg d'heureux memoire, & par la continuation de ceux de Sa Serenité Electorale à present regnante qu'elle a bien voulu employer, en qualité de Mediateur Successeur. C'est pourquoy, & afin de parvenir à ce but, il a plu à Sa Majesté de nommer pour son Plenipotentiaire le Sieur *Jean Hugo de Lente* de Sarlhufen Conseiller d'Etat de sadite Majesté & son Envoÿe Extraordinaire à la Cour de Sa Serenité Electorale; & les Seigneurs Etats Generaux le Sieur *Jacob Hop*, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part de la Province de Hollande & West-Feise, & leur Envoÿe Extraordinaire à ladite Cour de Sa Serenité Electorale, lesquels s'étant rencontrés ensemble en la Ville de Berlin, après s'être communiqué reciproquement leurs Plein-pouvoirs respectifs, dont Copie sera inserée mot pour mot à la fin des presentes, ils ont convenu & accordé préliminairement, en la maniere suivante.

I. Le Lieu de la Negociation sur les differents cy-dessus mentionnez en general, sera la Ville de Hambourg ou Altena, auxquelles fins, lesdites deux Hautes Parties, y feront trouver leurs Plenipotentiaires dûment instruits pour au jour de l'échange des Ratifications du present Traité Preliminaire, entamer & continuer aussitôt & sans delay ladite Negociation, sous la Mediation de sadite Serenité Electorale.

II. Et afin que cependant la Navigation & le Commerce puissent avoir leur cours, est accordé & stipulé, que par provision & pour le tems des deux prochaines années à compter du jour de l'échange des Ratifications du present Traité, & pour tel tems plus long, qu'il sera arrêté d'un commun consentement avant l'expiration du tems susdit, les Sujets de Sa Majesté naviguant & trafiquant dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, & les Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas dans la Mer Baltique, Danemarck & Norvegue, seront traitez sur le pied & conformement

ANNO 1688. ende conform de letter van de Tractatenen Conventi-
on tusschen sijn Majesteit en haer Hoogh Mog. in de
jaren 1645. 1647. 1666. ende 1669. respectivelyck ge-
maect, welcke Tractaten en Conventien van alscul-
ken kracht zullen zijn en werden gehouden, als of de
selve van woerde te woerde waren gheinsereert, en is
voorts wel expresselyck verdragen en geaccordeert, dat
in gevalle het Tractaet ten principalen niet en soude
mogen wesen geslooten, voor de expiratie van de voorz.
rwee jaren, of van dien tydt welcke (aleer de selve
twee jaren sullen wesen verlopen) met ghemene be-
willighing sal verden vast-gheselt, in sulcken ghevalle
wederzyts Onderdanen en Ingezetenen sullen hebben
ten tydt van drie maenden, te rekenen van den dagh
af dat dit praëliminair Tractaet sal wesen geexpireert,
om binnen deselve drie maenden haer Effecten, Sche-
pen of Goederen te mogen revocceeren, 't huys ont-
bieden of elders verzenden, sonder in het minste daer
in (geduyrende de voorz. drie maenden) verhindert,
beswaert, belast of geincommodeert te worden, even
als of dit praëliminair Tractaet (geduyrende den voorz.
tyd van drie manden) noch effectivelyck plaets hadde,
substiteerde ende gheobserveert moest werden.

III. Dienvolgende sal het visiteren der Schepen en
Goederen den Ingezetenen der Geuineerde Provincien
toebehorende, en door de Zundt passerende, con-
form het 3. Articul van het Tractaet de Anno 1645.
geen plaetse hebben, en omtrent de visitatiën van de
voorz. Schepen die in Noorwegen, 't zy met Hout
alleen, 't zy met Hout en andere Waren, of wel an-
dere Waren alleen souden mogen worden beladen,
sal preciselyck achtervolgt werden het 14. en 15. Ar-
ticul van het Tractaet van den jare 1647, ende het
10. Articul van dat van den jare 1666. respective.

IV. Gelyck oock de metinge van de Schepen op
Noorwegen varende, gereguleert sal blijven naer het
geene deweghen in den jare 1669. is geconveniëert; en-
de de Tollen van de Hout-lasten en andere Waren en
Koopmanschappen, welke uyt Noorwegen souden
mogen werden uitgevoert, betaelt sullen werden naer
het 8. en 10. Art. van het Tractaet van den jare 1666.
ten ware de Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteit,
of wel andere Natien, albereyts verkregen souden mo-
gen hebben, of noch geduyrende de voorz. tyd soun-
den mogen verkrygen eenige verminderingh in voorz.
Tollen, in welcken ghevalle oock de Ingezetenen der
Vereenigde Nederlanden dat voordeel, volgens het
9. Art. van het voorz. Tractaet de Anno 1666. sul-
len genieten.

V. Inghelijck sullen oock, conform het voorz. 9.
Articul, de Schepen, in de Vereenigde Nederlanden
't huys hoorende, eenige Waren of Koopmanschap-
pen in de Rijken van sijn Koninghl. Majesteit bre-
ngende, 't zy dat de selve Waren en Koopmanschap-
pen gebracht worden directelyck uyt de eerste handt,
of van de Plaets daerle zijn gevallen, dan niet, geen
hooger of meerder Tholl betalen als de eygen In-
woonders of Onderdanen van sijn Koninghl. Majes-
teit; ende sal dienvolgende oock cesseren de vierdub-
belde Tholl, geleght op Waren en Koopmanschappen
die niet uyt de eerste handt, of van de Plaetsen daerle
zijn gevallen, met Nederlandtse Schepen in sijn Ma-
jesteits Rijken werden gebracht; gelyck mede ophu-
den sal het Verbod voor de Nederlandtse Schepen,
om Waren of Koopmanschappen tusschen de Rijken
van sijn Majesteit, of tusschen Provincien of Stiften
in Denemarcken of Noorwegen te vervoeren; daer
en boven sullen oock op het verseeck ende ter re-
quisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Mediateur,
ophouden de Voorrechten, Immuniteten en Exemptien
aen de soo genaemde Defensions, Exemptions en dier-
gelijcke Schepen, soo ten respecte van de Thollen
die op het inkomen en uitgaen werden betaelt, als ten
oplichte van den Orizondtlichen Tholl, door sijn Ko-
ninghijckle Majesteit geaccordeert.

VI. Dat volgens het 13. Articul van het Tractaet
van den jare 1645, de Passagie en Navigatie door de
Zundt, als oock de Traffique in sijn Koninghl. Majes-
teits Rijken en Landen, vry ende onverhindert sal
blijven, en dat derhalven oock op het verseeck ende
ter requisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Media-
teur

ANNO 1688. *ment aux Traitez & Conventions d'entre Sa Majesté & L. H. P. és années 1645, 1647, 1666, & 1669. respectivement, lesquels Traitez & Conventions seront de même force & valeur que s'ils étoient icy inferez mot à mot: & est outre ce expressément accordé & convenu, que si le Traité ne pouvoit pas être conclu au principal avant l'expiration des susdites deux années; & du tems, qui (avant que lesdites deux années soient expirées) sera arrêté, en tel cas les Sujets & Habitans de part & d'autre auront le tems de trois mois, à compter du jour que ce Traité préliminaire aura expiré; pour pendant lesdits trois mois pouvoir réclamer leurs effets, Vaisseaux ou Marchandises, les faire revenir chez eux ou les envoyer ailleurs, sans (pendant lesdits trois mois) pouvoir en ce être empêchez. troublés, lésés, ou incommodés, comme si durant ledit tems de trois mois ce présent Traité Préliminaire devoit avoir encore effectivement lieu, subsister & être observé.*

III. *En consequence dequoy la visite des Vaisseaux & Marchandises des Habitans des Provinces-Unies, & qui passeront par le Sond, n'aura point de lieu conformément à l'Article 3. du Traité de l'an 1645. Et à l'égard de la visite des susdits Vaisseaux qui sont chargés en Norwege, soit avec du Bois seulement, soit avec du Bois & autres Marchandises, ou avec d'autres Marchandises seulement, seront précisément suivis les 14. & 15. Articles du Traité de l'an 1647. & le 10. Article de celui de l'an 1666. respectivement.*

IV. *Comme aussi la mesure des Vaisseaux qui vont en Norwege sera réglée suivant ce qui a été convenu à cet égard en l'an 1649. & les Tols des bois chargés & autres Marchandises, lesquelles pourroient être transportées de Norwege, seront payés suivant les 8. & 10. Articles du Traité de l'an 1666. à moins que les Sujets de Sa Majesté, ou d'autres Nations n'eussent déjà obtenu ou n'obtiennent pendant le susdit tems quelque diminution desdits Peages, auquel cas les Habitans des Provinces-Unies jouiront aussi de cet avantage, conformément à l'Art. 9. du susdit Traité.*

V. *Semblablement les Vaisseaux conformément audit neuvième Article, qui apartiendront aux Provinces-Unies, & qui apporteront quelques Marchandises ou denrées dans les Royaumes de Sa Majesté, soit que les mêmes Marchandises ou Denrées soient amenées directement de la première main, soit du Lieu où elles sont échues ou non, ne payeront pas de plus grands Droits que les propres Habitans & Sujets de Sa Majesté, & en consequence cesseront aussi les Tols quatre fois doubles, mis & imposés sur les Marchandises & Denrées qui viennent avec des Vaisseaux des Pais-Bas dans les Royaumes de Sa Majesté non de la première main ou des Lieux où elles sont échues, comme aussi cessera la defence faite à l'égard des Vaisseaux des Pais-Bas, de transporter entre les Royaumes de Sa Majesté, ou entre les Provinces de Danemarck ou Norwege. Outre ce cesseront à la requisition de Sa S. E. les Prerogatives, Immunités, & Exemptions accordées par Sa Majesté aux Vaisseaux nommez de Defence, Exemptions, & semblables, tant à l'égard des Tols, qu'on paye à l'entrée & à la sortie, qu'à l'égard du Tol de l'Orizond.*

VI. *Que suivant l'Art. 13. du Traité de l'an 1645. le Passage & Navigation par le Sond, comme aussi le Trafic dans les Royaumes & Pais de Sa Majesté, sera libre & sans empêchement, c'est pourquoi aussi, sur la demande & requisition de Sa Serenité Electorale comme Mediateur cessera la defence de*

ANNO
1688.

teur sal cefferen het Verbod tegen den invoer van verscheide Waaren, Manufacturen en Koopmanfchapen ge-emaneert: En is wyders verdragen dat het different 't geen hier over , en over de Defensions, Exemptions en diergelijke Schepen is ontstaan geweest, ende de redenen welke dien-aengaende by of van wegen fijn Koninglijke Majesteit zijn geallegeert, fullen werden gervoyeert tot de Negotatie ten Principalen (nochtans effect forterende 't geen aengaende de voorfz. Schepen, en het voorfz. verbod by 't vijtde en het tegenwoordige Articul is geconvenieert) om als dan te sien hoe verre die fackte tot wederzijds genoegeen fal konnen werden inghefchickt.

VII. Sullen vorders, volgens het 2. Articul van het Tractaet d'Anno 1645. het 13. Articul van dat van den jare 1647. ende het 8. Articul van het Tractaet d'Anno 1666. alle by-Thollen en andere diergelijke, laften, wat naem die oock fouden mogen hebben, die 'tzedert de voorfz. Tractaten , en in prejuditie van de felve, foo in de Zundt als in Noorwegen zijn ingevordert, gantschelijk cefferen, en fal vervolgens afgeschafft moeten worden alle 't geen buyten de letter van de boven-geroerde Tractaten de Onderdanen van fijn Majesteit in de Vereenighde Nederlanden, ende den Ingeleeten der Vereenighde Nederlanden, 't zy van hare Schepen, 't zy van hare ingelade Goederen, foudes mogen wesen afgevordert; maer fal alles preciefelijk werden gereguleert naer de felve Tractaten, als Art. 2. hier boven is gefeicht, sonder dat aen de generale expreffien aldaer gebruyck, 't eenige prejudice werdt verfaen te werden gegeven, door het geen speciaelijk by de volgende Articulen van dit Tractaet is verdragen ende gheconvenieert.

VIII. Tot beter naerkominge van alle 't geen voorfz. is, is verfaen, dat mede fal cefferen en ophouden de nieuwe Deenfche Tholl-Rolle, by fijn Koningh. Majesteit op den 27. Mey 1686. gearresteert, ende voorts alle andere Ordonnantien , Verboden, Vryheden ende Exemptionen , welke tegens de voorschreive Tractaten fouden mogen zijn ge-emaneert ofte aen yemandt gheconcedeert.

IX. Daer en is van de zyde van Syne Koninghlijke Majesteit bedongen, ende by hare Hoogh Mogende beloofft, dat de felve mede gheduyrende de voorfz. tijdt van twee jaeren fullen doen cefferen het Verbodt van de Navigatie ende Commerce op het Rijk Noorwegen, mitfaders van den invoer van de Houtwaren die in het felve Rijk zijn gevallen, ende van daer of van elders in de Vereenighde Nederlanden fouden mogen werden gebracht: Gelyck mede de belastingh van twintigh guldens op het inkomen van yeder Laft van de voorfz. Houtwaren, voor date van het voorfz. Verbodt tegens den invoer van dien gevordert, alles refpectivelijk conform haer Hoogh Mog. fuccessive Placaten ende Waarfchouwingen van den 27. Maert, 1687. ende 17. Mart 1688.

X. Gelyck mede in voegen als vooren fal ophouden de meerder belastingh, by hare Hoogh Mogende Resolutie van den 27. Maert 1687. gefieldt op de Deenfche Schepen, die in de Vereenighde Nederlanden willen laden of onthalen; fultende de voordere Befwaerniffen welke van de fyde van fyne Koninghlijke Majesteit gefustineert fouden mogen werden op de Deenfche Commerce ende Navigatie in de Vereenighde Nederlanden te wesen geleght, gervoyeert werden tot de boven-gheroerde Negotatie ten principalen , om als dan op den voet ende naer uytwyfen van de vooren genoemde Tractaten geadjustteert en ingefchickt te werden.

XI. Het tegenwoordigh Tractaet fal by Syne Koninghlijke Majesteit ende by hare Hoogh Mogende werden geratificeert, ende de Aftens van Ratificatie van dien fullen ten wederzyden in goede en behoorlijke forme werden uytgewisselt binnen den tijdt van twee maenden, of wel eerder, indien het felve kan gefchieden, te reekenen van den dagh van de fignature, om aenftonds naer de felve gedaene uytwisselinghe, dit Tractaet preciefelijk te executeren.

Tot bevestingh van 't welck, hebben Wy in den Hooftde van dit Preliminair-Tractaet genoemde Bevoelmachtighden van Syne Koninghlijke Majesteit, ende van de Heeren Staten Generael, uyt krachte van de voorschreive Onfe Pouvoirs, in haren Name het tegenwoordigh Tractaet eygenhandigh onderteyckent, ende

de faire entrer diverses Marchandises, Manufactures & Denrées. Et est en outre accordé que les differens mis à ce sujet & sur les Defences, exemptions & differens Vaisseaux, & les raisons qui à cet égard ont été alleguées par Sa Majesté ou de sa part, seront renvoyées à la Negociation au principal, (sortant néanmoins son effect, ce qui a été convenu à l'égard des susdits Vaisseaux, & de ladite defence par l'Article cinquième & par le present) pour voir alors comment cette affaire pourra être réglée de part & d'autre à la satisfaction reciproque.

VII. Cesseront en outre entièrement suivant l'Art. 2. du Traité de l'an 1645. le 13. Art. de celui de l'an 1647. & le 8. Art. du Traité de l'an 1666. tous les by-Tols & autres Charges semblables de quelque nom, qu'ils puissent être appelés, introduits au préjudice d'iceux, tant au Sund qu'en Norvegue, & sera conséquemment aboli tout ce qui, outre le contenu des Traitez susmentionnez, pourroit avoir été demandé aux Sujets de Sa Majesté dans les Provinces-Unies des Pais-Bas & aux Habitans des Provinces-Unies, soit de leurs Vaisseaux, soit des Marchandises y chargées; mais le tout sera réglé précisément suivant les mêmes Traitez, comme il est dit icy par l'Article 2. sans qu'à l'expression generale qui y est employée soit entendu être donné aucun prejudice, par ce qui est spécialement accordé & convenu par l'Article suivant de ce Traité.

VIII. Pour meilleure observation de tout ce qui est dit cy-dessus, est jugé à propos, que le nouveau Toll-Rolle arrêté par Sa Majesté le 27. May 1686. cesse & soit surfs; Et en outre toutes autres Ordonnances, Defences, Libertez & Exemptions qui pourroient être emanées contre les susdits Traitez ou concedées à quelqu'un.

IX. D'ailleurs est stipulé de la part de Sa Majesté & promis par leurs Hautes Puissances qu'ils feront aussi cesser durant le susdit tems de deux Ans la Defence de la Navigation & Commerce dans le Royaume de Norvegue, ensemble, du Transport des Marchandises de bois qui sont arrivées dans ledit Royaume, & qui delà ou d'ailleurs pouvoient être amenez dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, comme aussi l'Imposition de vingt Livres sur l'entrée de chaque Laft des susdites Marchandises de bois exigez contre le Transport, avant la date de ladite Defence, le tout respectivement conformément aux Placards successifs & Avertissemens de leurs Hautes Puissances des 27. Mars 1687. & 17. Mars 1688.

X. Comme aussi cesseront comme dessus toutes les autres Impositions, mises par la Resolution de leurs Hautes Puissances du 27. Mart 1687. sur les Vaisseaux Danois, qui veulent charger & decharger dans les Provinces-Unies des Pais-Bas; & les autres Impositions que Sa Majesté pourroit soutenir avoir été mises sur le Commerce de Danemarch & Navigation dans les Provinces-Unies, seront renvoyées à la susdite Negociation au principal, pour en après être ajustez & réglés, sur le pied & suivant le contenu des susdits Traitez.

XI. Le present Traité sera ratifié par Sa Majesté & par leurs Hautes Puissances & les Ratifications d'icelui en bonne & due forme seront échangées de part & d'autre dans le tems de deux mois, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, pour ensuite de l'échange faite, être ledit present Traité executé précisément de part & d'autre.

Pour confirmation de quoy Nous Plenipotentiaires de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs susdits, avons en leur nom signé le present Traité de nos propres mains & confirmé

ANNO
1688.

ANNO ende met onse Zegelen bekrachtigt. Gedaaen tot Ber-
lin den seften July 1688. nieuwen Stijl.

Was geteekent,

(L.S.) JOHAN HUGO VAN
LENTEN.

(L.S.) J. HOP.

Folget die Copie von der Vollmacht von Seiner Königlichen Majestät von Den- mark / Norwegen &c.

Wir Christian der Fünfte / von Gottes Gnaden
König zu Denmark / Norwegen / der Wendten
und Gothen / Herzog zu Schleswig / Holstein / Stor-
marn / und der Dithmarschen / Graff zu Oldenburg und
Delmenhorst / &c. Ihnen kund hiemit / nachdeme zwischen
Uns und dem Staat der Vereinigten Nederlanden wegen
der Böden und Commerzien / hinc inde einige Trun-
gen entstanden / und dan zu Hienlegung derselben gültliche
Tractaten zu pflegen / vorhero aber einige Preliminar-
Puncten abzurden / beiderseits für gut befunden und
beliebet worden / das Wir zu solcher Preliminar-Hand-
lung / unsers Orths / den Wohl-Ebelen unsern Eltats- und
Land-Rath / Vice-Canslern im Herzogthum Schleswig /
jetzigen Envoyé Extraordinaire am Chur-Brandenburgi-
schen Hoff und lieben Getreuen / Johan Hugo von Len-
ten / auff Carlheusen Erbgessen / commitiret und be-
vollmächtigt / Thun dasselbe auch hiemit dergestalt und
also / das Er sich unter Interposition und Vermittelung
des jeso Negierenden Churfürsten zu Brandenburg Durch-
leucht und Edd. mit der Staten General ebenmäßig Be-
vollmächtigtem Ministro in Handlung einlassen / und
wegen angeregter Preliminar-Puncten etwas gewisser
verabreden / schließen und unterzeichnen möge : Bey Kö-
niglichen Worten versprechende / das Wir dasjenige / was
er solcher Gestalt handeln / thun und schließen wird / al-
ledings geynig halten und ratificiren wollen. Ihrkünd-
lich / unter unserm Königlichen Handzeichen und fürge-
drucktem Inseigel. Geben auff unser Reichthum zu Kopp-
enhagen den 26. Maji, 1688.

CHRISTIAN.
(L.S.)

T. B. von JESSEN.

*Folget de Copie van de Volmaght van haer Hoogh-
Aldende.*

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden.
Allen den geenien die desen gegenwoordigen sullen
sien ofte hooren lesen, Salut. *Doen te weten*, Dat
nademaal het Syne Churfurstelijcke Doorluchtigheyt
van Brandenburg, tegenwoordigh regerende, gelieft
heeft te continueren in de Mediatie tot bylegginge en-
de affopiering van de differenten tusschen Syne Ko-
ninghlijcke Majesteit van Denemarcken ende desen
Staet geseien; ende Wy gerne souden sien, dat de
voorschreive differenten onder de voorschreive Mediatie
van hoogh-ghemelte Syne Churfurstelijcke Doorluch-
tigheyt, hoe eerder soo beter, door een minnelijck
Accommodement mochten werden gbeaccommodeert
ende bygheleydt, Wy ten dien eynde goet-gevon-
den hebben daer toe behoorlijck te qualificeren den
Edelen, Ehrenseften, Hoogh-geleerden, Wyfen, Voor-
sichtighen Heer Jacob Hop, Raedt ende Pensionaris der
Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in Onse Vergaderinge-
van wegen de Provincie van Hollandt ende West-Vri-
slande, ende Onsen Extraordinaris Envoyé aen het Hoff
van meer-hoogh-ghemelte Syne Churfurstelijcke Door-
luchtigheyt: Ende wetende dat de selve daer toe van
noode heeft Onse speciale Procuratie, volkomen
Macht, Authoriteit en Bevel, om alle Scrupulen die
dien aengaende gemoveert soude moghen werden, wegh
te nemen. *Soo ist*, dat Wy hem gegeven hebben,
gelijck Wy hem geven in kracht deses, volkomen
Macht, Authoriteit ende speciaal Bevel, om met de
Gevolmachtighde Heeren Ministers of Minister van
hooght-gedachte Syne Majesteit, onder de Mediatie
van hooght-gedachte Syne Churfurstelijcke Doorluch-
tig-

TOM. VII. PART. II.

firmé de nos Sceaux. Fait à Berlin le sixième Juil- ANNO
let, 1688. Stile nouveau. 1688.

Etoit signé,

(L.S.) JEAN HUGO
DE LENTE.

(L.S.) J. HOP.

Suit la Copie du Plein-pouvoir de Sa Majesté le
Roi de Danemarck & Norwegue, &c.

Nous Chrétien cinquième par la grace de Dieu
Roi de Danemarck, Norwegue, des Vandales
& des Gots, Duc de Sleswick, Holstein, Stormarn,
& Dithmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst,
&c. sçavoir faisons par ces presentes, que comme il est
arrivé depuis quelque tems quelques differens entre
Nous & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas
au sujet de la Navigation & qu'il a été jugé à propos
de les terminer par de bons Traitez & d'en regler
de part & d'autre quelques Points preliminaires,
c'est pourquoy nous avons à cet effect nommé notre
fidele & amé Jean Hugue de Lente, presentement
notre Envoyé à la Cour Electorale de Brandebourg, &
notre Conseiller d'Etat, & Vice-Chancelier du Du-
ché de Sleswick, & l'avons autorisé & commis,
pour, sous l'Interposition & Mediation du Serenissime
Electeur de Brandebourg, aujourd'huy regnant, entrer
en Negociation avec le Ministre Plenipotentiaire des
Etats Generaux, & travailler, conclure & signer en-
tre eux lesdits Points preliminaires. Promettant en
parole de Roi d'avoir pour agreable & de ratifier tout
ce qui par lui aura été negocié, fait & conclu. En
témoïn dequoy nous avons signé ces presentes de notre
main, & y icelles apose nostre Sceau. Donné en notre
Residence à Copenhague le 26. May 1688.

CHRISTIAN.
(L.S.)

T. B. von JESSEN.

Suit la Copie du Pleinpouvoir de leurs Hautes-
Puissances.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des
Pais-Bas à tous ceux qui ces presentes Lettres
verront ou orront salut, sçavoir faisons, que
comme il a plu à Sa Serenité Electorale de Brande-
bourg presentement regnant, de continuer dans sa Me-
diation pour assoupir & terminer les differens meus
entre Sa Majesté le Roi de Danemarck & cet Estat,
& que nous verrions volontiers que par la susdite
Mediation de Sadite Serenité Electorale les susdits
differens fussent au ptytôt terminez & finis, par un
Accommodement amiable, Nous avons jugé à pro-
pos de nommer à cet effect le noble, savant, discret,
sage & prudent Seigneur Jacob Hop, Conseiller &
Personnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé en
notre Assemblée de la part de la Province de Hol-
lande & de West-Frise, & notre Envoyé Extraordi-
naire à la Cour de Sadite Serenité Electorale; &
sçachant que pour cet effect il a besoin de notre pro-
curation speciale & de notre Autorité, Plein-pouvoir
& Mandement pour ôter tous les scrupules qui pour-
voient naître à cet égard; c'est pourquoy nous lui avons
donné, comme nous lui donnons à cet égard en vertu
des presentes, Plein-pouvoir, Autorité & Mandement
special, pour, sous la Mediation de Sa Serenité
Electorale, traiter & accorder avec le Seigneur
Plenipotentiaire & Ministre de Sa susdite Majesté
sur

ANNO
1688.

tigheydt, over de voorſ. Differenten ende Geſchillen te tracteren ende te accorderen, de ſelve te adjuſteren ende te nederlegghen ſoo als ſy onderlinge ſullen oordeelen ende bevinden ten wederzyden te behooren: Belovende ſincerlijcken, oprechtelijcken ende ter goeder trouwen te ſullen houden voor aengenaem, vaſt, bondigh ende van waerden, alle 'tgeene by ghemelten Onſen Extraordinaris Envoÿé in de ſelve Qualiteyt ſal zyn gedaen, beloofte, geconſenteert ende geaccordeert, 't ſelve onverbrecklijcken naer te komen, te onderhouden ende te obſerveren, ſonder daer tegens nimmermeer yets te doen of te laten geſchieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock ſoude mogen weſen; ende alles te ratificeren ende approberen, ende (des noots zijnde) daer van te verleenen ende te paſſeren Brieven ende Inſtrumenten in de beſte forme, tot volkomen contentement ende vergenoegen van den hooght-gemelten Koning. Gegeven in den Hage onder Onſen grooten Zegele, Paraphure van den Heere Präſiderende in Onſe Vergaderinge, ende de Signature van Onſen Griffier, den thien den Juny Anno 1688. Was geparapheert, JACOB VAN COE-VERDEN, ^{vr.} Op de Pijlque ſtondt, *ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.* Ende was geteyckent, F. FAGEL. Zijnde op 't ſpatium gedruckt het Cachet van hoogh-gemelte haer Hoogh-Mogende op een rooden Ouwel, overdeckt met een Papieren ruyte.

sur les differens susdits, & de les ajuster & terminer, comme ils jugeront & trouveront de part & d'autre convenir. Promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, stable & valable, tout ce qui par nostre susdit Envoÿé Extraordinaire aura été en ladite Qualité fait, promis, consenti & accordé, & de l'observer & entretenir inviolablement, sans jamais faire ou laisser rien faire alencontre directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, & de ratifier & approuver le tout, & (si besoin est) en paſſer Lettres & Inſtruments en bonne forme, au parfait contentement & satisfaction du susdit Roi. Donné à la Haye sous nostre grand Sceau, Paraphe du Seigneur President en nostre Assemblée & Signature de nostre Greffier le 10. Juin de l'an 1688. Et paraphe JACOB DE COUVERDEN, ^{vr.} Et sur le replis étoit, par Ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux; Et étoit signé F. FAGEL, & étoit imprimé dans l'espace le Cachet de leursdites Hautes Puissances en ouble rouge convertie d'un quarré de Papier.

ANNO
1688.

XCI.

21. Juill. **Zbro Káysersliche Majestát LEOPOLDI**
I. Extension und Declaration derer
Fránckischen Ritterschaft Privilegien in
Puncto Exemptionis, Executionis, Juris
collectandi, der Zoll-Befreyung/ des
Einstands-Recht ic. Der Ritterschaft
und Adel der Sechs-Ort im Land
zu Francken ertheilet. Wien den 21.
Julii 1688. [LONDORPII Acta
publica Parte XIV. Libr. XV. sub Cap.
XVII. Num. I. pag. 431.]

C'est-à-dire,

Declaration de l'Empereur LEOPOLD I. pour la
Confirmation & l'Extension des anciens Privileges
de la NOBLESSE de Franconie, touchant
l'Exemption, l'Execution, le Droit de Collecte;
l'Immunité des Impositions, & le Droit de Re-
trait. A Vienne le 21. Juillier 1688.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter
Römischer Káysr / zu allen Zeiten Mehrer des
Reichs / in Germanien / zu Hungarn und Bö-
heim / Dalmatien / Croatien und Slavonien /
ic. König / Erb-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Bur-
gund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain /
zu Fúrsenbúrg / zu Württemberg / Ober- und Nieder-Schle-
sien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heiligen Rö-
mischen Reichs / zu Burgau / zu Wáhrén / Ober- und Nie-
der-Oberbayern / Gúrfürst zu Habsburg / zu Tyrol /
zu Pfíerd / zu Kyburg und zu Gúrs / Landgraf im El-
sass / Herr auf der Windischen March / zu Portenau und
Salins / ic.

Werkennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund
allermánniglich / daß uns die Wohlgebohrne und Eble /
unsere und des Reichs liebe Getreue / M. Gemeine Riter-
schaft und Adel der sechs Ort im Land zu Francken / al-
termunterthánigst vorgetragen / wie daß bero habendes Col-
lectations- und Executions-Recht / item / Zoll-Befreyung
und darüber erlangte Káysersliche Privilegia, wie wohlge-
gründet / heit und klar die auch seyn / jedamach von etli-
chen Höheren / auch anderen Ständen und Personen / un-

ter mancherley Prætext und Exceptionen angefochten und
eludirt werden wolten / wodurch ihrem Corpori, und ei-
nem jeden in Particulari, immer mehr und mehr Güter
aus der Steuer entgingen / und dasselbe mithin in solches
Abnehmen verſalle / daß bald die gánzliche Dissolution zu
besorgen / wann nicht durch ernstes Káysersliches Einschicken
denen schádlichen Exemptionibus und Executions-Ver-
hinderungen contra morosos gesteuert wúrdte; Uns
daher um unsere allernádigste Káysersliche Confirmation
und Declaration gebeten / wodurch vorgemeldtes Riter-
schaftlich Steuer- und Executions-Recht und Privilegia
in vollen Kráfften erhalten / und sie die Ritterschaft dar-
wider ferner nicht gravirt werden kónte noch solte.

Gleichwie wir nun jetzt-gemelter Reichs-Ritterschaft
sowohl um uns / als unsere Glorwúrdigste Vorfáhrer am
Reich und das gemeine Wesen erworbene státtliche Merita,
und mit freywilliger Darſchung Gúts und Blúts / abson-
derlich bey noch wáhrendem Türcken-Krieg erwiesene treue
Dienste / in gnádigste Achtung ziehen / und daher dieselbe
als unsere treue Eble Ráthe bey ihrem hergebrachten
wohlverdienten Stand und Vermógen móglich conservi-
ren / auch ihnen sonsten in thúnlichen Dingen zu wúnschen
allernádigst genúgt seyn; Also haben wir uns dahin in
Káyserslichen Gnaden erkláret / thun das auch hiemit auf
vorgeſagten reiffen Rath / mit rechtem vollkommenen
Wissen / daß wir nicht allein über mehrgebadter Reichs-
Ritterschaft vorhin von uns und unseren Vorfáhrern am
Reich erhaltene Decreta, Mandata & Privilegia, als ohne
das Remuneratoria, und vim contractus habentia, in
specie das Mandatum sine clausula, im Jahr sechshen-
hundert acht und siebenzig / festiglich halten lassen / sondern
auch dieselbe ferner mit der Declaration in bestándigst- und
verbündlichster Form versehen haben wolten / daß wie
ersigbadte Privilegia in puncto Exemptionis & Exec-
utionis von Anfangs her den Bestand gehabt / daß alle
in der Ritterschafts-Matricul von altert her begriffene
Güter zusammen ein Corpus constituiren / und deme
keines wegs / unter was Prætext es gesúcht werden mög-
te / entzogen und eximirt / sondern von deren Possesso-
ren mit der Steuer zur Ritterschaft / dem alten Herkom-
men gemáß / bestándig vertreten werden solten; Also auch
von uns selbst und unseren Nachkommen am Rómischen
Reich / Rómischen Káysern und Königen / niemand / wes
Standes / Wúrdens und Wesen der auch seye / weder jetzt
noch künftig / auch so gar ex plenitudine Cæsareæ
Potestatis in einigerley Weise oder Gestalt / durch Standes-
Erhöhung / Exemption oder Erection, solcher dem Riter-
Corpori einmahl afficirt gewesener Güter / in Reichs-
Graff- und Herzschaften / münzadtes des Erbteüms / einen
solchen Abgang bey künftigen Riter-Hülffen in Consi-
deration oder Abzug zu nehmen / oder was Ursachen und

Be.

ANNO
1688.ANNO
1688.

Bewegungs auch solches immer seyn möchte (derer aller und jeden wir uns und unsre Nachfolger am Reich und unserm Erzh-Haus hiemit aufs verbindlichste verzeihen und begaben) von denen hergebrachten Ritter-Anlagen eximiret/ oder besparet seyn oder werden solle/ noch könne/ Gestalten wir dergleichen dieser unser Allergnädigsten Declaration zu widerlauffende Exemptiones, jetzt alsdan/ und dan als jetzt/ ex certa Scientia und eigener allergnädigsten Bewegungs/ caßirt und aufgehoben haben wollen.

Dan wollen der Chur-Fürsten und Ständen Prærogative, Jura & Privilegia, nach Aufweis unsrer Königlichsten Capitulation, des Westphälischen Friedens Schlußes/ und anderer Reichs-Abshieden/ in perpetuum irrevocabiler stabilirt und bestätiget/ die Ritter-schaftliche Privilegia von der Käyserlichen Suprematie/ als dem ersten einigen Brunnquell aller Jurisdictionalen und Regalien/ mit Darlegung Leibs und Bluts erworben/ und der Ursachen von Chur-Fürsten und Ständen des Reichs selbst dem Instrumento Pacis und unsrer Käyserlichen Wahl-Capitulation zu beständiger Obervanz mit einverleibet worden/ Als ist auch billig und recht/ daß nach gleicher Anweis obiger Fundamental-Reichs-Geschen allerwärts unser Käyserliche Hoheit und Concession, solcher ewig und unwiderstehlicher Privilegien/ so dan auch unser und des Reichs Interesse, ratione der freywilligen Ritter-Hülffn/ ungeschmälert/ custodirt verbleibe/ und uns oder unsrer Reichs-Ritterschaft/ von dem Quanto collectabili so wenig was entzogen werde/ als wenig wir einigen Stand des Reichs/ von demjenigen/ so derselbe tempore confectionis Matriculæ, & ab Imperatoria Majestate ipsi concessio collectionis, unter seinem Steuer-Belag gehabt/ was abzulieffen gemeint/ Also sollen jetzt und künftig ihre der Reichs-Ritterschaft solche Privilegia und Jura regalia, ohne Eintrag männiglich/ hohen und niedrigen Stands/ zu ewigen Zeiten aufrecht erhalten/ geschützt und gehandhabt werden.

Und wollen uns so auch ferner unser und des Reichs getreue Reichs-Ritterschaft in Franken/ allerseits Orten/ zu erkennen geben/ daß sie in dem obgemeldeten Jure Collectarum/ sonderlich auch in dessen Execution gegen die saumselige Contribuenten/ wobei doch manchnahl unser und des Reichs Interesse selbstn verliert/ und dan wegen der Immediatät/ in Causis tam civilibus, quam criminalibus, wie nicht weniger wegen der Zoll-Befreyung und des Einstands-Rechts unklendlich beeinträchtigt werden/ da doch alle solche Jura durch die Reichs-Friedens-Schluß und unsre Käyserliche Wahl-Capitulation in eine dem Juribus Statuum gleichmäßige Verbindlichkeit gesetzt worden/ und uns daher um unsre Käyserliche allergnädigste weitere Confirmation, Schutz/ Schirm und Manutencenz allerunterthänigst angerufen/ Und wir nun solches alles den Rechten/ der Willigkeit/ und denen von uns und unsern Vorfahren mit Gut und Blut so theuer erworbenen Privilegien und Rechten genugs erkennen/ So verordnen/ erklären und befehlen wir hiermit/ daß erstgedachte Privilegia, Jura, Recht und Gerechtigkeiten unser und des Heiligen Reichs Ritterschaft und Adel/ aller sechs Orten in Franken/ hinführo zu ewigen Zeiten/ unter keinerley Prætext oder Vorwand/ Jurisdictionis territorialis, feudalis, privilegiate, centenze, loci delicti, oder anderen Einwendens keines wegs geschwächt/ noch in ihrem ruhigen Besitz turbirt/ weniger an ihrem wohlverdienten unmittelbaren Stand/ Prærogativen/ Würden und Vermögen beeinträchtigt/ sonderlich in dem Einstand-Recht/ in Verkauf-oder Taufsch-Fällen/ weder von dem Verkäufer noch Käufer/ wie auch in vornehmender Steuer-Execution, gegen saumselige Mitglieder/ unter dem wichtigen Prætext des lehen-Herrlichen Interesses, oder als ob durch solchen transitum, licet innoxius, die Territoria violirt würden/ zur Folge unsrer Käyserlichen/ den 24. Novembris, Anno tausend sechs hundert und acht und siebenzig/ ausgesetzten Mandats sine Clausula nicht gehindert/ gesichert und beschwicket werden/ noch vielweniger ersagbathem unserm Mandato zuwider die gravierende Stände/ sich der Vasallen in dergleichen Steuer-Sachen wider die Ritterschaft annehmen/ oder wan derentwegen zwischen Herrschaften und Unterthanen Streit entsteht/ die Unterthanen wirklich wider ihre Herrschaften schützen/ und die Cognition vor sich und dero Lehen-Höfe ziehen können/ veltweilr bedürftenden Falls/ auff gebührendes Ansuchen/ mit nöthigster Mannschafft und sonst an Hand geben sollen. Gestalten wir alle unsre und unsrer löblichen Vorfahren am Reich/ darüber und andere oberlehrte Punkten erstheiste Privilegia, uporte Regalia, in gratitudinem me-

ritorum Castrensiu collata, in vim Contractus, ac pacti perpetui, alles ihres Inhaltes/ cum clausula derogatoria, auf ewig und unwiderstehlich hiemit nachmahls wollen befestiget und confirmirt haben/ dergestalt/ daß sie/ die Ritterschaft/ solche ihre Privilegia und Jura, ohne Eintrag männiglich/ hohen oder niedrigen Stands/ ruhiglich genießen/ auch darbey durch ertheilte entlich nachdrückliche Relcripta dehortatoria, ohne Ansehen der gravirten Ständen/ aufrecht erhalten/ geschützt und geschützt werden solle/ und dafem von einigen hohen oder niedrigen Ständen/ Ihre der Reichs-Ritterschaft hierinnen durch Verkauf und Exemption der Ritterschaftlichen Güter/ Hemmung der Execution oder sonstigen Gewalt/ Hinderung oder Eingriff und Vorenthalte geschähen thäte/ ihnen bey unserm Käyserlichen Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Gericht zu Speyer auf ihr Klagen (darin recht und wohl a præcepto angefangen) forderliche Process und erspriessliche Hülff Rechtens erkannt/ worinnen super Possessorio, sola facti veritate inspecta, executive verfahren/ forderbare Urtheilen gesprochen/ die Ritterschaftliche in die gehabte Possessio paratæ executione restituirt/ und dabey kräftigst conservirt/ alle übrige ex Exceptionen und Einwurff aber/ als Feudi ante Reformationem Matriculæ Anno 1521. collati, vel Steuræ in casum aperturæ aut caducitatis reservatæ, oder anderen/ wie die Nahmen haben möchten/ salva interim manente Possessione, der Ritterschaft/ ad Petitorium & ejusdem Definitionem verwiesen/ deshalb den Pöden-Fall biß auf zwey hundert Mark löthiges Goldes erhöht/ und halb in unsre Cammer/ den andern halben Theil aber auf gemeinthe Ritterschaft in Franken unmaßlich zu bezahlen/ und zu dessen würtelichen Einbringung unser und des Reichs Käyserl. Hof- oder Cammer-Gerichts-Fiscal jederzeit excicirt werden solle.

Gebieten hierauf aus Käyserlicher Majestät reiffem Rath und wohlverwogenen Wissen/ allen inden unsern und des Heiligen Reichs Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist-und Weltlichen/ Prelaten/ Grafen/ Freyherrn/ Herren/ Ritters/ Knechten/ Landbögen/ Hauptleuten/ Dißdommen/ Bögen/ Pflegern/ Verwesern/ Ansplicern/ Land-Richtern/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Räten/ Bürgern/ Gemeinden und sonst allen anderen unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seyn/ eintlich und veltiglich/ nach dieser unsrer reifflich überlegten gemessenen Verordnung sich gesorrsamlich zu halten/ dagegen nicht zu thun noch thun zu lassen/ als lieb einem jeden seye/ unsere und des Reichs schwere Ingnad/ und dargu eine Pöden von zwey hundert Mark löthiges Goldes/ wie obseyet/ zu vermeiden.

Ingleichen befehlen wir auch unserm Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht zu Speyer/ daß dieselbe nicht als lein die bereits anhängige Exemptiones- und Executions-Process ganz forderlich vornehmen/ und zu Entscheidung bringen/ sondern auch hinführo unsere und des Reichs Ritterschaft in Franken/ in causis turbatæ Possessionis vel quasi juris collectandi & ejus executionis, wie auch Einstand und anderen Juribus, in denen bey der Ritterschaft bleibenden/ oder an höhere und niedere Stände kommenden/ so sehen-als eigenthümlichen/ Adelichen/ oder anderen dem Corpori affectirten Gütern/ die seyen fallen als apert heim/ oder werden verwurct/ oder in andere Weg das Dominium directum cum utili consolidirt/ jederzeit in solchen und anderen obgemeldeten Fällen/ schleunigste Rechtes-Hülff dergestalt fürderlich widerfahren und angezeyhen lassen/ daß darin a præcepto angefangen/ und die Ritterschaft/ mediante Summarissimo processu, sola facti veritate inspecta, ohne weitläufige Schrifts-Beschwelling/ intuitu utilitatis & necessitatis publice, paratissima Executione plenarie cum omni causa in den gehabten Besitz restituirt/ und bey forthaner Possession so lang geschützt werde/ biß von dem Statibus gravantibus in petitorio ein anders mit Recht erhalten seyn wird. Wir und unsre Nachkommen am Reich/ und unsre Erzh-Häuser Österreich sollen und wollen auch hinführo zu ewigen Zeiten/ bey diesen unsern hierbey beschriebenen Gnaden und Freyheiten/ Privilegien und Gerechtigkeiten/ auch allen anderen Rechten/ stat-und veltiglich/ unsere Ritterschaft handhaben/ schützen und schirmen/ auch darwider weder wenig noch viel thun/ handeln noch ausgehen lassen/ also daß auch von uns und unsern Nachkommen am Reich/ und unserm Erzh-Haus Österreich der oberlehrten Gnaden und Freyheiten und Gaben/ sonnit deren Extension und Declarationen/ gar keine widerurfen/ suspendirt/ caßirt/ noch vernichtet werden mag noch soll. Und ob diesen zugegen von uns und unsern Nach-

ANNO 1688. kommen ins künftige aus Vergessenheit und ohne Wissenheit / als auch in andere Weg etwas vorgenommen werden / so sollte doch solches keine Kraft noch Macht haben / sondern dasjenige / so wieder diese unsere wohlbedachte Concession in einige Weg verstanden werden kan / aus Römischer Kaiserlicher Macht und in Kraft dieses Briefs / jetzt als dan / und dan als jetzt aufgehoben / cassirt und vernichtet / und demselben hiemit gänzlich derogirt seyn und bleiben.

Mit Irkum dieses Briefs / besiegelt mit unserm Kaiserlichen anhangenden Inseigel / der geben ist in unser Stadt Wien / den ein und zwanzigsten Tag Monats Julii / nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Gnadenreichen Geburt / ein tausend sechs hundert und acht und achtzig / unserer Reiche des Römischen im ein und dreyßigsten / des Hungarischen im vier und dreyßigsten und des Böhmischen / im zwey und dreyßigsten Jahren.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff zu Königsberg.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis proprium.

Caspar Florens Consruck.

21. Juillet **Ihro Kaiserliche Majestät LEOPOLDI I. Renovation und Extension des vom Kaiser RUDOLPHO II. im Jahr 1609. der freyen Reichs Ritterschaft in Francken ertheilten / und vom Kaiser FERDINANDO II. Anno 1626. ungleichen vom Kaiser FERDINAND III. im Jahr 1652. confirmirten Privilegii in Puncto Juris Retractus, in welcher unter andern der Terminus retrahendi auf 3. Jahr lang extendiret worden. Benedictor Ritterschaft ertheilt Wien den 21. Juli 1688. [LONDORP II Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. XVII. num. II. pag. 433.]**

C'est à-dire,

Diplome de l'Empereur LEOPOLD pour la Confirmation des Privileges accordés à la NOBLESSE IMMEDIATE de FRANCONIE par l'Empereur RODOLPHE II. en 1609. par l'Empereur FERDINAND II. en 1626. & par l'Empereur FERDINAND III. en 1652. touchant le Droit de Retrait, avec extension du Terme à trois ans. A Vienne le 21. Juillet. 1688.

WIR **LEOPOLD** von Gottes Gnaden / erwelter Römischer Kaiser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croaticn und Slavonien / zc. König / Erzhertog zu Oesterreich / Hertog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Kainburg / zu Württemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgun / zu Mähren / Ober- und Nieder-Sachsen / Geshürfter Graf zu Habsburg / zu Tyrol / zu Pfird / zu Gork / Landgraf im Elsaß / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und zu Salins / &c. &c.

Bekennen und irkunden mit diesen offenen Brief / daß uns die Wohlgebohrne und Edle / unsere und des Reichs liebe Getreue N. N. gemeine Ritterschaft und Adel der Sechs Orten im Land zu Francken / in Unterhängigkeit zu erkennen geben / welcher gestalten sie von unserm Herrn Groß-Vater und Glorwürdigsten Vorfahr am Reich / Kaiser Ferdinando II. mildseligen Andenkens / den 17. Martii Anno 1626. in Puncto des Einstands- und Auslösungs-Rechts / mit einem statlichen Begnadigungs-Brief

und Kaiserlichem Privilegio versehen worden / von Wort ANNO zu Wort also lautend: 1688.

Wir Ferdinand der Andere von Gottes Gnaden / erwelter Römischer Kaiser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / zu Böhmen / Dalmatien / Croaticn und Slavonien / zc. König / Erzhertog zu Oesterreich / Hertog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Kainburg / zu Württemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgun / zu Mähren / Ober- und Nieder-Sachsen / Geshürfter Graf zu Habsburg / zu Tyrol / zu Pfird / zu Gork / Land- / Graf im Elsaß / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und Salins / &c. &c. Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allermänniglich / daß uns unsere und des Reichs liebe Getreue N. verordnete Director, Hauptleut / Räte und Ausschuss unsere und des Reichs besetzten Ritterschaft und Adel der Sechs Ort im Land zu Francken / in glaubwürdigen Schein unterhängig fürbringen lassen / einen Renovation- und Declaration-Brief / über ein Privilegium und Rescript der Gesezten Fränckischen Ritterschaft / die aus ihrer Gemeinschaft und Mittel veränderte Adelige Güter belangend / welches von Beyland unsern geliebten Herrn Vatern und Vternen Kaiser Rudolph den Andern / höchstlöbl. Gedächtnis sub dato Prag den elfften Maji / Jahres sechzehn hundert neun / ebenannter Ritterschaft auf ihre allernunterhängigste Ansuchung gnädigst ertheilt worden / so von Worten zu Worten hernach geschrieben steht / und also lautet:

Wir Rudolph der Andere von Gottes Gnaden / erwelter des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhmen / Dalmatien / Croaticn und Slavonien / zc. zc. König / Erzhertog zu Oesterreich / Hertog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Kainburg / zu Württemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heil. Römischen Reichs / zu Burgun / zu Mähren / Ober- und Nieder-Sachsen / Geshürfter Graf zu Habsburg / zu Tyrol / zu Pfird / zu Gork / Landgraf im Elsaß / Herr auf der Windischen Mark / zu Portenau und zu Salins / zc.

Bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund allermänniglich / daß uns unsere und des Reichs liebe Getreuen / verordnete Director, Hauptleut / Räte und Ausschuss von der Reichs-besetzten Ritterschaft und Adel der Sechs Ort im Land zu Francken / so seinen Anfang zu Frankfurt am Mayn / hinüber auf den Vogels-Berg nach dem Knoll / zu dem Stützens-Bald / an die Werra / dann bisfirts solches Fluß an den Thüringer- und Böhmer-Wald herum / hinter dem Nordgau her / bis an das Herfeld / und hernwarts des Köbers / die Jar hinab / dem Neckar zu gegen Wimpfen / von dannen nach Aschaffenburg / und also den Mayn hinunter / bis wieder in Frankfurt / von Alters her hat unterhängig vorgebracht / was massen ihr gemein Ritterliches Wesen vornemlich unter andern dahero geschwächt / und fast ganz zum Untergang gerichtet / indeme durch vieler Geshlechter entscheidenden Verkauf / Verpfändungen / Cession / und Verwirrungen / insonderheit aber der Lehn-Herren und Mächtigen vitzungeshinweide Occupation, indeme sie denen von der Ritterschaft unter dem Schein des Beweisses jedes Guts Eigenschaft / wie auch der Lehn-Zeit und Agnaten-Aukunft / item / der in Keiser oder Kriegen etwas über die Zeit ausbleibenden Mit-Gliedern Lehen / samt andern dergleichen zum Eingriff gerichten Ursachen ein Adelig Gut nach dem andern ohn einig vorgehende rechtliche Erkänhnis / gewaltsamlich einziehen / und unterdessen sie in kostbare misserliche Process verleiten thäten / zudem solche Güter / wie vor Alters herkommen / nicht allein nicht wieder verhehen / sondern noch dazu die darauf hassende Ritterliche Anlagen ihnen vorerhalten würden / dadurch die Last so in Mangel der entzogenen Güter gedoppelt / fuders ihnen unermäßig / uns und dem Heil. Reich die Ritter-Dienst und Contributiones abgerricht / und der alte Fränckische Adel auch allgemach in wenigen Jahren ganz und gar ausgeerott / darauf uns mehr genannte Hauptleut / Räte und Ausschuss unterhängig angerufen und gebeten / daß wir sie und derselben gekypte Adelige Mit-Glieder zu Vorkommung jetzt angehörter und anderer mehr ihr zusehender

ANNO
1688.

beschwerden/ mit unserm Kaiserlichen Privilegio und Freyheiten zu versehen gnädiglich gerubeten; das haben Wir angesehen/ solch ihr der Ritterschaft und Adels in Francken unterthänig jämliche Bitte/ auch die angenehmen/ gereuten/ willigen und erspesslichen Dienste/ so nicht allein ihre Vorfordern unserm Hochgeehrten Vorfahren am Reich/ Römischen Käyfern und Königen/ lobseligster Gedächtnis/ sondern auch sie und ihre Adelige Mit-Glieder/ uns/ dem Heil. Reich/ und unserm löbl. Erb-Haus Oesterreich/ zumal bey gegenwärtigen wider gemeiner Christenheit Erb-Feind/ den Türcken/ so viel Jahr gewährten offenen Krieg/ insonderheit mit Führung der Kenn-Zahlen/ unverdrossen erzeigte und bewiesen haben/ dasselbe noch täglich thum/ und hinführo nicht weniger zu thun unterthänig erbietig seyn/ auch wohl thun können/ mögen und sollen; Und darum mit wohlbedachtem Rath/ gutem zeitigen Rath und rechtem Wissen/ vor obernannter unserer geeyerten Reichs-Ritterschaft und Adel in Francken gemeinlich/ auch einem jeden derselben Adelligen Mit-Glieder insonderheit/ und derselben Erben und Nachkommen/ diese sondere Gnade gethan/ und Freyheit gegeben. Thum auch solches uns Römischer Kaiserlicher Macht und Vollkommenheit wissenschaftlich/ in Kraft diß Briefs/ also und dergestalt/ daß alle und jede unsere und des Heil. Reichs Hohe und Niedere/ Geistliche und Weltliche Stände/ von denjenigen Gütern/ so von Alters hero mit der Contribution zu der gemeinen freyen Ritterschaft in Francken vertreten worden/ und sie die Stände allbereit inhaben/ und noch künftig bekommen möchten/ die gewöhnliche Steuer und andere zu des Ritterlichen Wesens Unterhalt/ per Majora unter ihnen bewilligten Anlagen/ jedesmal auf ihr der Ritterschaft Ausschreiben/ ihren verordneten Truppen-Meistern/ ohne einige Ausfluß und Widerred/ lieffen lassen/ und davon weder sehn oder eigen/ noch auch Geilich oder Weltliche/ so wohl ansehnliche als gemeine Güter und Herrn-Stand-oder Ritters-Personen/ so entweder durch andere Stände erkaufft/ oder sonst überkommen/ auch die sehn/ so entweder als apert heimfallen/ oder aber vererbt/ oder in andere Wege alienirt werden/ gar nicht unterschieden oder ausgeschloffen seyn sollen. Über diß/ so sehn und wollen Wir auch/ wann hinführo über kurz oder lang/ von einem Adelligen Mit-Glied in Francken ein Adellig Gut einem hohen oder niedern Stand verkauft werden solte/ daß alsdann des Verkäuffers nächste Verwandten und Agnaten/ oder zum fall dieselben solches nicht zu thun begehrten/ solchends einem andern Mit-Glied aus ihr der Ritterschaft/ den Abtritt und Einstand zu thun/ ohne allermännliches Eintrag und Verbindung frey und bevorzuehen solte/ desgleichen vielberührter uns und dem Reich Zugestander ihrer der Ritterschaft Güter Possession vel quasi in inselbenden obgemelten fruntigen Fällen/ auf die sich angeden nächste Erben oder Agnaten/ bis ein anders mit ordentlichem Rechten ausgeführt/ sich erstrecken/ und ihnen ruhig gelassen werden. Da auch schon einer oder der ander was Würden/ Standes oder Wesens der immer seye/ zuwider dieser von uns ertheilten Freyheit/ etwa ein andern Hebrungen und Exemption/ oder auch einige Freyheiten/ Gerechtigkeiten/ Genossenschaft/ Statut oder Ordnung hiewenden/ und sich dardurch von der obgemelten Beskwerung zu gemeiner Ritterschaft von einem oder dem andern Gut/ wie auch des erst angezeigten Abtritt/ Einstands und Besiz halben entschütten wolte/ so wollen Wir doch/ daß alles/ wie dasselbe Namen haben möchte/ dieser unsern Käpf. Freyheit im wenigsten nichts derogiren oder benehmen/ noch auch die benannte Ritterschaft in Francken/ oder derselben Adel. Mit-Gliedern/ wie auch derselben Erben und Nachkommen/ in einige Weg präjudiciallich seyn solte.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritters/ Knechten/ Land-Vögten/ Hauptleuten/ Viskommen/ Vögten/ Pflegern/ Verwesern/ Amtleuten/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Räten/ Bürgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden/ Stand oder Wesen die seyn/ ernstlich und versichtlich mit diesem Brief/ und wollen/ daß sie vielgedachte geeyerte Adelige Ritterschaft in Francken/ in gemein/ auch ein jedes derselben Adelligen Mit-Glied insonderheit/ deren Erben und Nachkommen/ diese unser ihnen mitgetheilten Freyheit und Begnadigung/ alles ihres Innhalt freuen/ geruchlich gebrauchen/ genießen/ und gänglich darbey bleiben lassen/ sie daran nicht ansetzen/ irren oder verhindern/ in Keinerley Weiß noch Weg/ als lieb einem jeden seye/ unsere und des Reichs schwere Ungnad

und Straff/ und darzu eine Pön/ nemlich sechzig Marc löthiges Goldes/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er freventlich dardrüber thät/ uns halb in unser und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil vielgedachter Ritterschaft sämtlich/ oder einem jeden Mit-Glied insonderheit/ auch allen ihren Erben und Nachkommen unnachlässlich zu bezahlen/ verfallen seyn solte/ mit Irthum diß Briefs/ besiegelt mit unserm Kaiserlichen anhangenden Insignel. Erben auf unserm Königl. Schloß zu Prag den elfften Maji. Anno sechzehn hundert neun.

ANNO
1688.

Rudolph.

Vt. Leopold von Strahlendorff.

Ad Mandatum &c.

Gottfried Hertel.

Und da uns darauf obbesagte Ritterschaft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken unterthänig angewissen und gebeten/ daß wir ihnen obgedachtes Kayfers Rudolphs Renovation und Declaration in allen und jeden ihren Innhaltungen/ Meynungen/ und Begreifungen/ zu erneuern/ zu confirmiren und zu bestätigen/ gnädiglich gerubeten/ inmassen jüngst hievor unsre auch geliebter Herr Vater und Väter Käyser Matthias/ Christlichen Andenkens gleicher gestalt gethan hader/ des haben wir angesehen solch ihre unterthänig jämliche Bitte/ auch die angenehmen gereuten/ müßlichen und erspesslichen Dienste/ so Ihre Vor-Ettern und sie/ weyland unsern Vorfahren/ dem Heil. Reich/ und unsern löblichen Hauß Oesterreich etlich Jahr unrer sitzgegangenen offenen Krieg/ wider gemeiner Christenheit Erb-Feind den Türcken/ durch würckliche Ritter- und Reutens-Dienst/ und sonst in mehr Weg freywillig und unverdrossentlich oftmals erzeigte und bewiesen haben/ noch täglich thum/ und hinführo nicht weniger zu thun/ sich gehorsamst anerbieten/ auch wohl thun können/ mögen/ und sollen.

Und darum mit wohlbedachtem Rath/ gutem Rath/ rechtem Wissen/ ermelbter Ritterschaft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken obbestimmte Käyfers Rudolphs des Andern Renovation und Declaration/ wir vorleset/ in allen und jeglichen ihren Puncten/ Innhaltungen/ Meynungen und Begreifungen gnädiglich confirmirt und bestätigt/ verneuen/ confirmiren und bestätigen das alles hienit von Römischer Kaiserlicher Macht wissenschaftlich in Kraft diß Briefs/ was wir von Reichs-und Willigkeit wegen ihnen daran zu verneuen/ zu confirmiren und zu bestätigen haben.

Und meynen/ sehn und wollen/ daß ob-einverleibte Renovation und Declaration/ wie obgemeldet/ in allen ihren Puncten/ Clauseln und Articulen/ Innhaltungen und Meynungen ganz kräftig und mächtig seyn/ und vorberührte beskrepte Reichs-Ritterschaft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken/ sammt und sonders/ auch derselben Erben und Nachkommen/ gänglich und geruchlich darbey bleiben/ und sich des alles würcklich gebrauchen und genießen sollen und mögen/ von allermännlich unverbündert.

Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten/ Fürsten/ Geist- und Weltlichen Prelaten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritters/ Knechten/ Landvögten/ Hauptleuten/ Viskommen/ Vögten/ Pflegern/ Verwesern/ Amtleuten/ Schultheissen/ Bürgermeistern/ Richtern/ Räten/ Bürgern/ Gemeinden/ und sonst allen andern unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen/ in was Würden Stand oder Wesen die seynd/ ernstlich und versichtlich mit diesem Brief/ und wollen/ daß sie ernannte Ritterschaft und Adel der sechs Ort ländes zu Francken bey obbestimmten Gnad-und Freyheiten/ auch dieser unserer Kaiserlichen Confirmation und Bestätigung geruchlich bleiben/ deren gebrauchen und genießen lassen/ daran nicht irren oder hindern/ noch dardrüber irigen oder beschwehren/ noch des jemanden andern zu thun gestattet/ in keine Weiß/ als lieb einem jeden seye/ unsere und Reichs schwere Ungnade und Straff/ und darzu die Pön in obbestimmtem Privilegio bestimmt/ zu vermeiden/ die ein jeder/ so oft er freventlich hiewider thäte/ uns halb in unsere und des Reichs Cammer/ und den andern halben Theil mehr ernannter Ritterschaft sämtlich/ oder einem jeden Willig insonderheit/ so hiewider beklagt würde/ auch ihren Erben und Nachkommen unnachlässig zu bezahlen verfallen seyn solte. Mit Irthum dieses Briefs

ANNO besiegelt mit unserm Kayszerlichen anhangenden Insezel/
1688. datirt Wien den siebenzehenden Martii, Anno sechshen
hundert und sechs und zwanzig.

Ferdinand / 2c.

Vt. Peter Heinrich von Stralendorff.

Ad Mandatum, &c.

Johann Söldner.

Welcher Begnadigungs-Brieff hernach auch durch Un-
sern glorwürdigsten Vorfahren am Reich und Bats-
tern / Kayszer Ferdinandum III. den 25. Maji, Anno
sechshen hundert zwey und fünfzig folgender Gestalt al-
tergnädigst declarirt und extendiret worden:

Wir Ferdinand der Dritte / von Gottes Gnaden /
erwählter Königlich Kayszer / zu allen Zeiten Mehr-
rer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhheim /
Dalmatien, Croatien und Slavonien &c. König / Erz-
herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant /
zu Steyer / zu Kärnten / zu Craun / zu Lützenburg / zu
Wirtemberg / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu
Schwaben / Marggraf des Heiligen Römischen Reichs /
zu Burgau / zu Währten / Ober- und Nieder-Lautrhain /
Gefürsteter Graff zu Habsburg / zu Tirol / zu Pfiern /
zu Kyburg und zu Gork / Landgraf im Elsaß / Herr
auf der Windischen Mark / zu Portenau und Salins
2c. 2c.

Weshen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kund
allermänniglich / daß uns Unsere und des Reichs liebe Ge-
treue N. verordnete Director, Hauptleut / Råth und
Aufschuß Unser und des Reichs bestreuten Ritterschafft und
Adels / der sechs Ort im Land zu Francken / in glaubwür-
digem Schein unterthänigst fürbringen lassen / einen Re-
novation- und Declaration-Brieff über ein Privilegium
und Recript der gesezten Fräntzischen Ritterschafft / die
aus ihrer Gemeinschafft und Mittel veränderte Adeliche
Güter belangend / welcher von weyland unserm geliebten
Herrn Vetterm Kayszer Rudolph den andern / hochlöb-
lichsten Gedächtnis / sub dato, Prag den eilften May /
Jahrs sechshen hundert neun / obgenannter Ritterschafft auf
ihre allerunterthänigste Zusuchung gnädigst ertheilt worden /
so von Worten zu Worten hernach geschrieben siehet / und
also lautet:

Wir Rudolph der Andere / von Gottes Gnaden er-
wählter Königlich Kayszer / zu allen Zeiten Mehr-
rer des Reichs / in Germanien / zu Hungarn / Böhheim /
Dalmatien / Croatien und Slavonien 2c. König / Erz-
herzog zu Oesterreich / 2c. 2c.

Weshen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kund
allermänniglich / daß uns Unsere und des Reichs liebe
Getreue verordnete Director, Hauptleut / Råthe und
Aufschuß von der Reichs-bestreuten Ritterschafft und Adels
der sechs Ort im Land zu Francken / 2c. 2c.

Mit Urkund dieses Brieffs / besiegelt mit unserm Kays-
zerlichen anhangenden Insezel / gegeben auf unserm Königs-
lichen Schloß zu Prag / den eilften Tag des Monats
May / nach Christi unsers lieben HERREN und Ec-
kligmachers Geburt / sechshen hundert und im neunten /
unserer Reiche / des Römischen im vier und dreyßigsten /
des Hungarischen im sieben und dreyßigsten / und des
Böhmischen auch im vier und dreyßigsten.

Rudolph / 2c.

Vt. Von Stralendorff.

Ad Mandatum &c.

Gottfried Hertel.

Und uns darauf obbesagte Ritterschafft und Adel der
sechs Ort Landes zu Francken unterthänigst angenssen
und gebetten / daß wir ihnen obgedachtes Rudolphs Re-
novation und Declaration in allen und jeden ihren In-
halt / Meynungen und Begreifungen / immaffen jüngst
hiervor Unser geliebter Herr Vater / Kayszer Ferdinand der

ander / Christlichen Andenkens / gleicher gestalt gethan ANNO
hätte / zu erneuern / zu confirmiren und zu bestätigen / 1688.
wie auch dasselbe noch ferner / wie hernach folgt / zu ex-
tendiren / gnädiglich geruhen.

Das haben Wir angesehen solch ihr der Ritterschafft und
Adels in Francken unterthänig ziemliche Bitt / auch die
angenehmen / getreuen / nützlichen und erspriesslichen Dien-
ste / so ihre Vor-Eitern und sie weyland unsern Vorfah-
ren / dem Heiligen Reich / und unsern löblichen Häuß
Oesterreich etliche Jahr und unter fürzugenenden offenen
Kriegen wider gemeiner Christenheit Erb-Feind den Türk-
en / durch wirkliche Ritterschafft und Reutere = Dienst /
und sonst in mehr Weg freywillig und unverdrossentlich
offenmahls erzeigt und bewiesen haben / noch täglich thun /
und hinfüro nicht weniger zu thun sich gehorffamst anbie-
ten / auch wohlthun können / mögen und wollen.

Und darum mit wohlbedachten Muth / gutem Rath
und Rechten wissen ermelde Ritterschafft und Adel der
sechs Ort Landes zu Francken obbestimmte Kayszer Ru-
dolphs des Andern Renovation und Declaration, wiz
vorsiehet / in allen und jeden ihren Punkten / Innhaltun-
gen / Meynungen und Begreifungen gnädiglich confir-
mirt und bestätiget / auch dieselbe benebens extendire
und vermehrt / thun das / verneuen / confirmiren / be-
stätigen und extendiren / was wir zu extendiren haben /
und meinen / sehen / und wollen benebens / daß wann
hinfüro über kurz oder lang von einem Adelichen Mit-
Glieb in Francken ein adelich Gut einem / hohen oder nie-
dern Stand / verkauft wird / daß der / wie auch alle an-
dere Kauff eines jeden Orts Ritter = Hauptmannschafft /
darunter die Güter gelegen / vorher angezeigt und denunciert
werden / oder da solches nicht geschehe / solcher Kauff und
Verkauff null und nichtig seyn / auch / da dato der Denon-
ciation die Jahres-Zeit / darinn die Abterlösung geschehen
solle / angehen und gerechnet werden solle / hätte sich aber
einer oder ander wegen Enge der Zeit zu beschweren / ste-
het ihm solches gehöriger Orten zu suchen bevor / in allem
wie obgedacht / von allermänniglich ungehindert.

Und gebiethen darauf allen und jeden Chur-Fürsten /
Fürsten / Geist- und Weltlichen / Prälaten / Grafen /
Freyen / Herrn / Ritters / Knechten / Hauptleuten / Land-
vögten / Pflegern / Verwesern / Schultheissen / Bürger-
meistern / Richtern / Råthen / Jörlern und Mautneern /
Bürgern und Gemeinden / und sonst allen unsern und des
Reichs Rittersbanen und Getreuen / was Wirben / Stands
oder Befens die seynd / ernstlich und vestiglich mit diesem
Brieff / und wollen / daß sie ernannte Ritterschafft und
Adel der sechs Ort Landes in Francken / bey obgegriffe-
ner Gnad und Freyheit / auch dieser unserer Kayszerlichen
Confirmation, Bestätigung und Extension geruhiglich
bleiben / deren gebrauchten und gemessen lassen / daran
nicht iren oder hindern / noch darwider dringen oder be-
schwären / noch das jemand andern zu thun gestatten /
in keine Weis / als lieb einem jeden seye Unsere und des
Reichs Schwere Hingnad und Geraff / und darzu auch die
Pön / in obgegriffenem Privilegio bestimmet / zu vermei-
den / die ein jeder / so oft er freuentlich hierwider thäte /
uns halb in unser und des Reichs Cammer / und den an-
dern halben Theil mehr ernannte Ritterschafft sämtlich /
oder einem jeden Mit-Glieb insonderheit / so hier wider
beleidiget würde / auch ihren Erben und Nachkommen un-
nachlässlich zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit urkund
dies Brieffs / besiegelt mit unserm Kayszerlichen anhangen-
dem Insezel / der geben ist / Wien den zwölfften Junii,
Anno sechshen hundert zwey und fünfzig / 2c.

Ferdinand.

Ad Mandatum, &c.

Johann Söldner.

Welche beede / bey angetrakter unserer Kayszerlichen
Regierung / aus Kayszerlicher Macht und vorgepflogener
Rath / von uns allergnädigst confirmirt und bestätiget
worden seynd. Ob wohlten sie Ritterschafft nur der sichern
Hoffnung gelebet / sie werden dieser höchsten Kayszerlichen
Befreyung freyständigen beständigen Genuß empfinden /
zeige sich doch bey der Nachfolg / daß bey mehr abneh-
menden Mitteln / so wohl den Mit-Gliebern als dem
Corpori unerschwung- und unmögliche Fälle / in dem allein
auf Jahr und Tag sich erstreckenden Termino retractan-
di, die bare Kauf-Schilling aufzubringen / oder die be-
dingene Verkaufs-Conditiones zu adimpliren. Vor
eins.

Zum

ANNO 1688. Zum Andern / werde von / denen Mit-Gliedern nicht nur allein das Steuer-Recht dem Corpori nicht per expresseum vorbehalten / sondern wohl gar in der Güter Aufschlag mit gestift / simulati Contractus mit Verhelsing des veri emptoris aut pretii gemacht / allerhand Gratialitäten / als Kinder-Erziehung / Hof-Land-oder Kriegs-Charges mit Eindingung / auch pro parte Tausch-Stück mit eingeworfen / einfolglich durch mächtigere Käufer / die Possess Nitterschaftlichen Steuer-Rechts an sich gerissen / die Gratialitäten einem wellenden Retrahenten zu hoher Geld-Summe angeschlagen / und wegen der zugeworfenen Tausch-Stücken das Jus Retrahendi gar denegirt und nicht eingelassen / der Ursachen sie uns allerunterthänigst gebetten / Terminum Retrahendi auf drey Jahr zu prolongiren / allen und jeden ihren Mit-Gliedern / bey Confiscation des Kauf-Schillings zu auferlegen / daß sie nicht allein das Nitterschaftliche Steuer-Recht in den Verkauf-Anschlag nicht setzen / sondern solches auch samt andern der Nitterschaftlichen Commun darauf gebührenden Recht oder Gerechtigkeit / wie billig / dem Corpori ausdrücklich vorbehalten und aufseheuen / so dann den Verum Emptorem / und das wahrhaftig bedungene Pretium bey Aelichen Ehren an Eynes statt gleich bey Denuntiation des Verkaufs demjenigen Directorio / worunter das feilgeschlagene Gut gelegen / eröffnen / und das geringste nicht hinterhalten sollen: Die bedungene Gratialien und die mit-Einwerffung groß oder kleiner Tausch-Stücken / wie dahin Käyserl. interpretiren und ausdeuten möchten / daß solche einem retrahirenden Nitter-Glied nicht um eines Hellers werth von dem Verkäufer angeschlagen / weniger von dem Retrahenten bezahlt werden / die Tausch-Einwerffung aber das Einstands-Recht nicht hemmen / weniger des Einständers Conditionem duriorum machen solle / mit dem anhangenden Befehl / daß nicht der Retrahent / sondern der Verkäufer / als dessen Gewalt oder Gewehrsame die Tausch-Stück tradirt worden / solche weder in natura oder in einem sich mit dem Käufer zu vergleichen habenden Werth / herbey zu schaffen / oder gut zu thun schuldig und verbunden seyn solle.

Wenn wir dann diese ihre allerunterthänigste Bitt vorbillig erachtet / und sonst das Jhro der Nitterschafft zum besten gemeinte Privilegium ganz krafftlos zu seyn erkunden / Als haben Wir aus Käyserl. hoher Macht / mit rechten Wissen und seinen sonderlich hierzu bewegenden Ursachen / Kraft disz unsers Majestät Briefs / Jhro unsrer Reichs-Nitterschafft in Franken / erslich den Terminum retrahendi / à die Denuntiationis Directorio factæ computando / auf drey Jahr lang dergestalt allergnädigst extendirt / daß bisz zu vollkommener Veranschlagung der drey Jahren / die Nitterschafft / oder deren jedes Mit-Glied / hiermit vollen Gewalt und erlangtes Recht haben solle / mit Auszahlung oder Deponirung des baaren Kauf-Schillings die Auslösung zu thun / und sich dieser Käyserl. Wagnadigung zu gebrauchen / gegen welch erlegt-oder (auf den vom Käufer bestehenden nicht-Annehmungs-Fall) deponirten Kauf-Schilling / der Käufer so gleich schuldig seyn solle / das erkaufte Gut / dem einsprechenden Mit-Glied oder Corpori ohne fernern Nitterschafft oder Pretex (der ihme noch nicht wider gut gemachten Austausch-Stücken / der inzwischen beschenehen Meliorationen / dieser oder jener ablangenden Ein-oder Zugelörungen) unverweigelt abzutreten / und einzuhändigen / mit denen eingeworfenen Tausch-Stücken sich an dem Verkäufer / derselbe aber auf eine geschwundene inaparcheyische Estimation sich halten / wie ingleichen nach abgetretenem solch wiederlösllichem Gut die inzwischen beschenehe nöthige Expensen oder Melioration-Kosten via Juris & non retentionis boni retrahendi suchen und behaupten solle / vors Erste.

Zum Zweyten thun Wir mit nochmaliger Wohlbedachtlicher Confirmation verboten und oblinerirten Käyserlicher Einstands-Vergünstigung / dieselbe dahin allergnädigst extendiren und declariren / daß nemlich jedes Nitter-Mit-Glied bey beschendem Verkauf einiges dem Nitter-Corpori quomodocunque affectirtes Gut oder Gefäß / es seye wenig oder viel / bey Confiscation des Kauf-Schillings / verbunden seyn solle / solchen Verkauf / den verum Emptorem / oder das klare pretium / bey Aelichen Ehren / an Eynes statt / dem Directorio / worunter das Gut oder feilgeschlagene Gefäß sturirt / in Zeiten auszugeben / und nicht nur allein das Steuer-Recht / noch andere dem Corpori insändliche Recht und Gerechtigkeiten / wie die Namen haben in den Verkaufs-Anschlag keines wegs zu bringen / sondern solche dem genannten Nitter-Weßen / per expresseum vorbehalten / und dann interpretiren / erläutern und erklären Wir aus obangezogener Käyserl. Macht / die ander-

ANNO 1688. dungene Gratialien / wie die Namen haben oder bekommen mögen / samt der Tausch-Stücks Einwerffung ein vor allemal dieser Unverbindlichkeit / daß nemlich sie oder jedes insonderheit weder dem Retrahenten um einen Hellers werth Ersetzung zuziehen / noch das Einstands-oder Auslösungs-Recht schwerer machen / weniger solches gar aufheben und hintertreiben sollen / mögen / noch können / sondern sie sollen alle und jede / da nach dieser unser Käyserl. Vergünstigung der Einpruch oder Auslösung interponirt wird / intuitu Retrahentis / pro non adjectis deputirt und gehalten werden / alles und jedes unter dieser unsrer neuen / und denen vorgehenden Privilegiis beygerichteter Pön und Straf / welche jeder übertretender halb in unsrer und des Reichs Cammer / und halb dem Directorio / worunter der null und unbindliche Contract / samt der übertretung dieses unsers Käyserl. erslichsten Gebots beschehen / unmaßhällich zu bezahlen verfallen seyn solle.

Mit Irthum dieses Briefs / besiegelt mit unserm Käyserl. anhangenden Inseigel / der geben ist in unsrer Stadt Wien / den ein und zwanzigsten Tag Monats Julii / nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers Gnadenreichen Geburt / Anno Sechzehnen hundert acht und achtzig / unsrer Reichs des Römischen im ein und dreyßigsten / des Hungarischen im vier und dreyßigsten / und des Böhmischen im zwey und dreyßigsten.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf zu Rönigsegg.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Caspar Florenz Consuebruck.

XCII.

Lettre de LOUIS XIV. Roi de France à Mon-⁶. Sept. sieur le Cardinal d'ESTREES, au sujet de la ROME. Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election LA du Prince CLEMENT de BAVIERE pour Elekteur FRANCE de Cologne, laquelle peut être considérée comme un L'EMPER. Manifeste contre le Pape & contre L'EMPEREUR. Ecrite à Versailles le 6. Septembre, 1688. [Feuille volante imprimée.]

Mon Cousin. Quoy que j'aye toujours cru que les preventions du Pape contre ma Couronne estoient plutôt les effets des suggestions de mes Ennemis, que de son inclination & de son penchant naturel pour la Maison d'Autriche, néanmoins il vient de me donner des preuves si evidentes de sa partialité pour elle, & de son grand esloignement à rétablir avec moy une bonne Intelligence, qu'il ne me reste plus aucune esperance de le porter à reprendre les Sentimens de Pere commun, & à concourir avec moy à ce qui peut & doit affermir le repos de l'Europe. Il y a mesme bien de l'apparence, que la conduite que Sa Sainteté tient à present, produira bien-tost une Guerre generale dans toute la Chrestienté. Et comme la prudence ne me permet plus d'attendre de Justice de luy dans tous les differends qui peuvent avoir rapport à mes interets, je suis bien aisé, pour n'avoir rien à me reprocher, que vous luy fassiez connoître encore une fois les justes sujets qu'il me donne de ne le pas considérer / que comme un Prince engagé avec mes Ennemis; & puisque mon Ambassadeur ne peut avoir aucun accès auprès de luy, & que la dignité de Cardinal vous oblige à garder des mesures qui ne conviennent pas avec la force des verités, dont il est nécessaire qu'il soit informé; vous luy ferez la lecture de cette Depesche, & vous luy en laisserez mesme l'original, qui le doit faire souvenir, que depuis son elevation à la Chaire de Saint Pierre, je n'ay rien obmis de tout ce qui le pouvoit persuader de mon respect filial pour luy, & du désir sincere que j'avois de contribuer à la gloire de son Pontificat, par toutes les mesures qu'une parfaite Intelligence entre Nous pouvoit établir pour l'augmentation de nostre Religion.

Que tous les Ordres dont j'ay chargé le feu Duc d'Es-

ANNO d'Étrées vostre Frere, ne tendoient uniquement qu'à une fin si salutaire au Bien general de la Chrestienté.

1688.

Qu'elle a fait aussi le seul sujet de votre envoy & de votre séjour auprès de Sa Sainteté.

Que c'est dans cette vuë que je vous avois permis de consentir à des temperamens sur la Regale, infiniment plus avantageux aux Eglises de mon Royaume, que ne pouvoient estre les Pretentions mal fondées de quelques Eveques, quand mesme j'y aurois acquiescé.

Que quelque satisfaction que m'ayent donné les Infuinations & les Remonstrances respectueuses que vous avez faites à Sa Sainteté, & toute la sagesse de votre conduite & de vos Negotiations, néanmoins les preventions du Pape contre ma Couronne ont toujours rendu inutile toute la force de vos raisons.

Que je n'ay pas laissé néanmoins, pour reduire cette affaire aux termes qui pouvoient plaire à Sa Sainteté, d'accorder aux tres-humbles prières du Clergé de mon Royaume, par ma dernière Declaration du 24. Janvier 1682, tous les avantages dont je voulois qu'ils fussent redevables à Sa Sainteté même par le moyen du rétablissement d'une bonne Intelligence entre Elle & moy.

Que j'avois raison de croire que cet éclaircissement de mes Intentions devoit contenter Sa Sainteté, & la disposer au moins à avoir pour moi les Sentimens que la Qualité de Pere commun luy devoit inspirer.

Que cependant bien loin de trouver en Elle cette affection paternelle, qui me devoit faciliter les moyens de ramener au giron de l'Eglise tous ceux de mes Sujets qui avoient eu le malheur d'estre élevez & nourris dans l'erreur, Elle s'est opiniâtrée par une dureté inflexible à refuser les Bulles à ceux que j'ay nommez aux Evêchez vacans de mon Royaume, & que j'ay reconnus les plus capables de travailler avec succès à l'Instruction & à la conversion des Heretiques. Qu'Elle a fondé son refus sur des moyens qui n'ont jamais empêché aucun Pape de pourvoir ceux que les Roys mes Predecesseurs, & moy, avons nommez en vertu du Concordat. Mais comme vous luy avez assez fait voir, & à ses Ministres, tous les inconveniens de ce refus, & que les Evêques de mon Royaume, qui ont acquis le plus de reputation dans toute la Chrétienté, ont suivi les mêmes Maximes, qui sont aujourd'huy le pretexte d'une prétendue incapacité dans ceux que la Cour où vous êtes, qualifie n'être pas d'une saine doctrine; il est inutile de rebatre toutes les raisons qui ont été si souvent dites sur ce sujet, & que vous avez si bien expliqué, qu'elles ne peuvent laisser aucun lieu aux foibles excuses & aux prétendus scrupules de Conscience, dont Sa Sainteté, & ses Ministres se font toujours servi pour colorer l'Injustice du retardement qu'elle apporte depuis plusieurs années à l'expedition de ses Bulles, pour des Prelats d'un Merite distingué.

Que les Catholiques anciens & nouveaux sont scandalisez de voir, que pendant que j'employe mes soins, mon autorité, & mes finances à la destruction & à l'entiere extirpation de l'heresie, non seulement je ne puis obtenir de Sa Sainteté les graces qui peuvent contribuer à l'affermissement de ce grand ouvrage, mais qu'au contraire elle se fait un point d'honneur d'oster à mon Ambassadeur les Franchises, dont ses Predecesseurs ont toujours joui paisiblement, & qu'ils leur ont été confirmées par le Traité de Pise.

Qu'au lieu de se servir pour cet effet des voyes de douceur, de Negotiation & d'Accommodement pratiquées en pareils cas entre Princes amis, & qui veulent observer les regles de la bienveillance, il a commencé par le refus de toute Audience au Marquis de Lavardin mon Ambassadeur, dont les instructions ne tendoient qu'à rétablir un bon concert entre Sa Sainteté & moi; & dans une affaire purement temporelle, il s'est servi des armes spirituelles, pour le declarer notoirement excommunié, contre l'avis mesme de ceux qui font les plus devoués à ses sentimens, & les plus emportez contre mes interets.

Que tous les soins que vous & le Marquis de Lavardin avez pris pour luy faire connoître, qu'on pourroit trouver des temperamens capables de concilier la satisfaction avec la miennce, ont été inutiles: Qu'il en a rejeté toutes les Propositions avec hauteur, faisant mesme entendre par tout, que vostre entremise, ni celle du Marquis de Lavardin, ne pouvoient jamais luy estre agreables.

Que c'est ce qui m'a enfin obligé, pour lever tous les obstacles qui pouvoient l'embarasser, de luy depes-

cher secrettement un Homme de confiance, auquel j'avois donné une Lettre de ma main en creance pour Sa Sainteté.

ANNO

1688.

Qu'il s'est d'abord adressé à Cafoni, & ensuite au Cardinal Cibo, auquel il a fait voir ma Lettre, en sorte que le Pape n'a pu ignorer, que je l'avois choisi pour l'informer de mes plus secretes intentions, sans vous en rien communiquer, ni à mon Ambassadeur. Que cependant toutes les diligences qu'il a pu faire n'ont servi qu'à luy faire donner une exclusion formelle, avec plus d'indignité, que s'il eust été envoyé par le moindre Prince de la Chrestienté. Que le des-plaisir de s'en revenir sans avoir executé mes Ordres l'avoit enfin obligé de se decouvrir à vous & au Marquis de Lavardin; mais que toutes vos Remonstrances par escrit & de vive voix à Sa Sainteté, sur le blâme qu'elle s'attireroit dans toute la Chrestienté, du refus si injurieux d'une Personne de confiance autorisée d'une Lettre de ma propre main, avec Ordre de ne s'expliquer qu'à Sa Sainteté mesme, sans l'interposition d'aucun Ministre, n'avoient pu rien obtenir, qu'une espece de menace de se porter bientôt à de plus grandes extremitez.

Que cependant, non seulement je n'ay jamais refusé d'entendre le Nonce de Sa Sainteté, lors qu'il a eu quelque chose à me représenter de sa part, mais mesme que pour marquer encore davantage mon zele & ma veneration pour le Saint Siege, je vouls bien donner plusieurs Audiences secretes dans mon Cabinet, au nommé Carlo Caveri Prestre Napolitain, du moment qu'il m'eust fait entendre qu'il avoit une Mission secreete de Sa Sainteté, & qu'elle l'avoit chargé de faire des propositions tres importantes, qui pouvoient rétablir une parfaite Intelligence entre nous, quoy qu'il n'eut en effet aucune autre marque de la confiance du Pape, que quelques Lettres de Dom Livio son Neveu, & que je luy eusse assez fait connoître, que s'il me faisoit voir un mot de Sa Sainteté qui l'autorisât, je l'écouterois toutes les fois qu'il le desireroit. Je laisse au Pape à faire la comparaison de ce traitement, à celui qu'il a fait à mon Envoyé, reconnu par ses Ministres, & par Sa Sainteté mesme, sur les assurances que le Cardinal Cibo luy en a du donner, & que vous luy avez confirmées.

Je suis bien persuadé, qu'il n'y auroit point d'ennemy déclaré de ma Couronne, qui refusât d'écouter celui qui luy porteroit une Lettre de ma main; & je m'assure aussi qu'il n'y a point eu de Pape, & qu'il n'y en aura jamais qui se porte à une extremité si peu convenable à la qualité de Pere commun.

Mais on peut dire, que Sa Sainteté a fait paroître sa haine personnelle contre ma Couronne, & sa partialité pour la Maison d'Autriche, encore plus ouvertement, dans tout ce qui s'est passé touchant la Postulation du Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, & ensuite à l'Electorat de Cologne.

On n'auroit pas pu croire, qu'un Doien du Chapitre, qui en a si long-tems administré les plus importantes affaires avec toute la Sagesse & la bonne Conduite qui luy ont acquis l'estime de ses Confreres, qui a été postulé à la Coadjutorerie, du consentement, tant du feu Electeur, que de tous les Chanoines, & qui est de plus honoré de la Dignité de Cardinal, n'ait pu obtenir si Confirmation du mesme Pape qui l'en a revêtu.

Sa Sainteté assuroit par ce moien le repos de toute l'Europe, & ne donnoit aucun juste sujet de plainte à ceux qui font les plus opposés à l'élevation dudit Cardinal, elle n'auroit pas mesme eu besoin de se servir des graces, dont la divine Providence l'ay rendu le Dispensateur; il suffisoit seulement de luy accorder la permission de se démettre de l'Evêché de Strasbourg, & il n'auroit eu besoin ni de Bref d'Eligibilité, ni de Faveur, ni de Recommandation. Cependant Sa Sainteté ne s'est pas contentée de luy refuser cette Justice; mais on peut dire qu'entrant aveuglément dans tous les Interests de la Maison d'Autriche, Elle s'est dépouillée tout d'un coup de cette rigidité qui luy avoit donné jusqu'alors un si grand éloignement pour toutes les Graces, & Elle en a fait une profusion si extraordinaire, en faveur d'un jeune Prince, âgé seulement de dix-sept ans, qu'il ne faut que lire le Bref qu'elle luy a accordé, pour voir qu'il ne peut avoir été dicté que par ceux qui ne reconnoissent aucune règle que celle qui convient à leurs passions & à leurs Interests, & non pas par un Pape qui s'est toujours fait

ANNO 1688. fait un scrupule de Conscience d'accorder la moindre Grace à mes prières.

C'est cependant ce Bref qui a donné la force & le mouvement à toutes les intrigues, Cabales, Corruptions & Injures, dont le Comte de Kaunitz s'est servi pour gagner trois ou quatre voix, & troubler l'Union du Chapitre qui avoit paru dans la Postulation dudit Cardinal à la Coadjutorerie; ce qui n'a pas empêché néanmoins, que la plus grande & la plus considérable partie ne se soit déclarée en faveur dudit Cardinal, & ne l'ait proclamé.

C'est enfin cette conduite du Pape, & tout ce que je viens de vous écrire, qui porte les affaires de l'Europe à une Guerre générale, qui donne au Prince d'Orange la hardiesse de faire tout ce qui peut marquer un dessein formé d'aller attaquer le Roy d'Angleterre dans son propre Royaume, de prendre pour prétexte d'une entreprise si hardie le maintien de la Religion Protestante, ou plutôt l'extirpation de la Catholique, & le renversement entier de la Monarchie: Qui donne à ses Emissaires & aux Escrivains de Hollande l'insolence de traiter de supposition la Naissance du Prince de Galles, d'exclure les Sujets du Roy de la Grande Bretagne à la revolte & se prevaloir de la nécessité où me mettent la partialité du Pape & les violences de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstemberg, & la plus saine partie du Chapitre de Cologne, à faire avancer mes Troupes pour leur donner tout le Secours & la Protection dont ils peuvent avoir besoin pour se maintenir dans leurs Droits & dans leurs Libertés.

Sa Sainteté peut bien croire aussi, que quelque attachement que j'aye, & que j'auray toujours pour le saint Siege, je ne puis plus m'empêcher de séparer la Qualité de Chef de l'Eglise, de celle d'un Prince temporel, qui épouse ouvertement les Intérêts des Ennemis de ma Couronne: Que l'obligation qu'elle m'impose, ne me permet plus d'attendre de sa part aucune Justice sur les différends qui me regardent: Que je ne puis plus le reconnoître pour Mediateur des contestations qu'a fait naître la Succession Palatine entre ma Belle-sœur & la Maison de Neubourg: Que je sçauray bien faire rendre à cette Princesse la Justice qui lui est due, par les moyens que Dieu m'a mis en main contre les violentes usurpations de l'Electeur Palatin: Que d'ailleurs je ne pretens pas laisser plus longtemps le Duc de Parme mon Allié, dépouillé de ses Etats de Castro & de Ronciglione, dans lesquels il doit estre resté, en execution de l'Article premier du Traité de Pise, dont je suis Garant. Ainsi je veux, que pour ne laisser à Sa Sainteté aucun lieu de douter de la résolution qu'elle m'a obligé de prendre, vous luy demandiez en mon nom, qu'elle fasse incessamment remettre ledit Duc de Parme en possession de ses Etats de Castro & de Ronciglione, comme il est stipulé par ledit premier Article, luy déclarant qu'au moindre retardement qu'elle y apportera, je feray entrer mes Troupes en Italie, pour y demeurer, jusqu'à ce que ce Prince mon Allié soit rentré dans la jouissance de sesdits Etats; & que je me mettray dans le même temps en possession de la Ville d'Avignon, soit pour la rendre à Sa Sainteté, après Penultième execution du Traité de Pise, ou pour la retenir, & donner audit Duc de Parme le prix pour lequel elle a esté engagée, en deduction des Intérêts & des Dommages qu'il pourroit souffrir d'une plus longue privation de sesdits Etats.

Que je continueray cependant à donner au Cardinal de Furstemberg & au Chapitre de Cologne, toute la protection dont ils pourront avoir besoin pour la manutention de leurs Droits, sans refuser à ma Belle-sœur le Secours qui luy sera nécessaire pour le recouvrement de ce qui luy appartient de la Succession des Electeurs Palatins ses Pere & Frere.

Je m'assure que tous les Princes & Etats de la Chrestienté, qui considereront sans passion la conduite que le Pape a tenue envers moy depuis son élévation au Pontificat, & qui connoîtront d'ailleurs les soins & les empressements que j'ay toujours eus à rechercher son Amitié, tout ce que j'ay fait pour le bien & l'avantage de nostre Religion, mon attachement sincere & ma veneration pour le saint Siege, mon application à maintenir le repos de l'Europe, sans me prevaloir des conjonctures favorables & de la Puissance que Dieu m'a mise en main, s'étonneront plutôt que j'aye souffert tant d'Injures & de mauvais traitemens de la Cour

TOM. VII. PART. II.

de Rome, & que j'aye laissé en même temps agrandir l'Empereur contre toutes les regles d'une bonne Politique, que de la juste protection que je suis résolu de donner à des Princes & à un Chapitre, que le Pape & l'Empereur veulent dépouiller de leurs possessions & de leurs Droits, contre toute Justice, & seulement à cause qu'ils les croient reconnoissans des marques qu'ils ont toujours regues de mon estime & de mon affection. Je suis même persuadé que si le Pape fait de sérieuses réflexions sur ce que je vous écris, il tombera d'accord en lui-même, que ma Patience ne pouvoit aller plus loin sans blesser ma réputation, & qu'il ne doit imputer qu'à sa partialité, & aux conseils que lui ont donné les Ennemis de ma Couronne, tous les malheurs que peut causer la nécessité où il me met de faire passer des Troupes en Italie, & de maintenir les Droits & les Libertés du Chapitre de Cologne.

Mais parce que je n'ay pas lieu d'espérer que ce que je vous écris fasse changer de sentiment au Pape, je vous ordonne de voir après vostre Audience chacun des Cardinaux, & de leur laisser copie de ma Lettre, afin qu'ils fassent aussi leurs réflexions sur les Suites d'une Affaire si importante, & à laquelle le sacré College a un si notable intérêt. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa sainte & digne garde. Ecrit à Versailles le 6. Septembre 1688.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

XCIII.

Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciae, 12. Sept. & Praepotentes Ordines Generales UNITI-BELGII, de & pro sex Legionibus Militum à Sua Majestate praefatis Ordinibus mittendis. Holmia die 12. Septembris 1688. [Copie manuscrite communiquée par un des Colonels Suedois. Elle étoit aussi dans la premiere Edition du Grand Recueil de Hollande Tom. IV. pag. 759. mais moins exactement.]

SACRAE REGIAE MAJESTATIS SUECIAE NOS INFRASCRIPTI Senatores Aulæque Cancellarius; Celsorum quoque Praepotentium Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii, Ego infra scriptus Minister, in Aula Regiae Majestatis Sueciae Resident, declaramus testatumque facimus, nos vigore acceptorum Mandatorum, de certo numero Militum à parte SACRAE REGIAE MAJESTATIS SUPRADICTIS DOMINIS ORDINIBUS Generalibus concedendo ita egisse & convenisse, prout sequentibus Conditionum Articulis cautum & expressum est.

I. SACRA REGIA MAJESTAS SUECIAE promittit & recipit, se praebiturum Celsitudini Dom. Ordinum Generalium Foederati Belgii sex Legiones pedestris Militiae, quarum singulae duodecim Centuriis (vulgò *Compagnies*) unaquæque autem Centuria octoginta quatuor Capitibus, connumeratis Gregariis & Officialibus, constabunt. Ita ut dictæ sex Legiones, comprehensis Ordinariis Officialibus tam qui ad Legiones quam qui ad Centurias pertinent, à Regia Majestate constitutis, numerum sexies mille quadraginta octo hominum impleant. Ex hoc numero SACRA REGIA MAJESTAS sibi curabit Gothoburgi in Suecia mille infra quindecim dies à requisitione, post peractum hujus Conventionis Rathabitionem facra. Deinceps Stadæ vel ad optionem Dominorum Ordinum Generalium Caroloburgi in Ducatu Bremensi bis mille quinquaginta intra menis spatium, reliquos autem intra sex Septimanas in Pomerania, ut sic locis & temporibus praefinitis à parte Dominorum Ordinum Generalium recipi queant.

II. Vicissim spondent & recipiunt Domini Ordines Generales, sese hac Conventionem rathabita, confectam Hamburgi soluturos cui Regia Majestas hoc Negotium commiserit, summam centies & octies mille octingentorum sexaginta quatuor Thalerorum uncialium sive Imperialium in specie seu banco, computante

ANNO in singula Capita tam Officialium quam Gregariorum
1688. octodecim Imperiales.

III. Ab eo tempore dieque quo dicta Militia exit
servitio Regiæ Majestatis, transibit & recipitur eadem
in servitium, Sacramentum & Stipendia Dominorum
Ordinum Generalium, quæ Stipendia ab eodem Men-
sis die numerabuntur.

IV. Fiet etiam Impositio in Naves & Transvectio
in Belgium cura & impensis Dominorum Ordinum
Generalium, qui huic Militiæ Hospitationibus, Susten-
tationibus & Stipendiis adeoque omnibus necessariis,
solisque ea promptitudine providebunt, eoque loco
eam habebunt tractabuntque domi militiæque, prout
reliquæ fux Militiæ, tali præsertim cujus conservatio
imprimis ei cordi est, providere solent, sub quibus
emolumentis liberum quoque Religionis exercitium
comprehenditur.

V. Convenit præterea est, ut quando Domini
Ordines Generales hoc Militie amplius opus non ha-
bent, eum Sacræ Regiæ Majestati vicissim offerre & si
Sacræ Regiæ Majestas eum recipere vellet, ita habitum
& munitionem restituerent teneantur, qualem acceptant.

VI. Quod si in casu restitutionis numerus deficiat,
supplebunt Domini Ordines Generales defectum octo-
decim Thaleris Imperialibus in specie sive banco in
singula Capita numeratis.

VII. Si verò Regiæ Majestas declaraverit, se hoc
Militie opus non habere, tum Domini Ordines Ge-
nerales honesta dimissione salvoque conductu eidem
prosperant, neminem autem ex hisce, sive Officialibus
sive Gregariis vel renitent vel exactorabunt, nisi sti-
pendiis plene solutis, tenebuntque tres menses ante-
quam ad exactorales & dimissiones procedunt, cer-
tiorum de ea re Sacram Majestatem facere, quo tempus
habeat animum suum declarandi: post dictos autem
menses si responsum nullum allatum, vel si repetitioni
renunciatum à parte Sacræ Majestatis fuerit, liberum
erit dictam Militiam Sacramento abolvere & dimit-
tere.

VIII. Gaudebunt hujus Militiæ Officiales tam infe-
rioris quam superioris Ordinis quodcumque in Pa-
triam reduces fuerint, in omnibus Locis Sacræ Regiæ
Majestatis subiectis, omnibus Gradibus Munerum &
Titulorum prærogativis, quas vel nunc possident vel
deinde in hac expeditione acquirere poterunt.

IX. Ratihabebitur hæc Conventio intra mensis spa-
tium, statimque à Ratificatione significabit Sacræ Re-
giæ Majestati Domini Ordines Generales, quo tempore
Commissarios & Naves ad supra nominata Loca trans-
mittere velint, eum in finem, ut quæ Articulo primo
promissa sunt, in tempore expediri possint.

In quorum fidem hujus Conventionis bina Instru-
menta confecimus, quæ nominum nostrorum Subscrip-
tione Sigillorumque appositione firmavimus. Actum
Holmiæ die 12. Septembris 1688.

BENEDICTUS ERICUS LIND-
OXENSTIERNA. SCHOLD.

(L.S.)

(L.S.)

NICOLAUS
GYLDEN-
STOLPE.
(L.S.)

C.C. Rumpf.

Ratihabuit ab Ordinibus
Generalibus Dⁿⁱ Octob.
1688.

Signatum

DE WEEDE.

F. FAGEL.

XCIV.

LA
FRANCE
ET
L'EMPI-
RE.

(1) *Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roy de
France Louis XIV. à reprendre les Armes
& qui doivent persuader toute la Chrétienté des
sincères Intentions de Sa Majesté, pour l'asser-
missement de la tranquillité publique, à Versailles le
24. Septembre 1688. [Feuille volante imprimee,
& FREDER. LEONARD. Tom. VI.]*

(1) C'est le titre qui fut donné à ce Manifeste à la reserve des
mots de, de France Louis XIV. qu'on y a ajoutez afin qu'on sût qui
parloit.

ANNO
1688. C'Est qui examineront sans passion & sans aucun
autre Intereit que celui du bien public, la
conduite que Sa Majesté a tenue depuis le
commencement de la Guerre de Hongrie jusqu'à pré-
sent, auront une juste raison de s'estonner, qu'ayant
tousjours esté bien avertie du dessein que l'Empereur
a formé depuis long-tems d'attaquer la France, aussi-
tôt qu'il aura fait la Paix avec les Turcs; Elle ait
différé jusqu'à cette heure à la prévenir, & que bien
loin de se servir des pretextes que les regles d'une
bonne Politique luy pouvoient suggerer, pour em-
pêcher l'aggrandissement de ce Prince, elle ait mesme
voulu sacrifier au bien de la Paix les justes sujets
qu'on luy a si souvent donnez d'employer les forces
que Dieu luy a mises en main, tant pour ostér à la
Cour de Vienne les moyens de luy nuire, que pour
arrester le cours des injustes & des violentes usur-
pations de l'Electeur Palatin: Faire rendre à Madame,
Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui luy doit appartenir
de la Succession de ses Pere & Frere, & dissiper de
bonne heure toutes les Lignes & les preparatifs de
Guerre, qui l'ont enfin forcé de porter ses Armes
sur les bords du Rhin, & d'attaquer les Places qui
pouvoient donner le plus de facilité à l'Empereur de
recommencer & de s'oustenir la Guerre contre la
France.

Tout le monde convient aujourd'huy, que le trop
sincere desir que Sa Majesté avoit d'empêcher qu'il
n'arrivât rien qui fust capable de troubler le repos de
la Chrétienté, & les preuves convaincantes qu'elle
a donné de ses bonnes Intentions ont beaucoup contri-
bué à tous les sujets de mecontentemens qui ont
enfin lassé sa patience.

On a vu que dans le temps qu'elle pouvoit se pre-
valoir de l'embaras que donnoit à l'Empereur la Guerre
d'Hongrie, pour obliger la Cour de Vienne & l'Empire
à luy céder par un Traité définitif, tous les Lieux
qui avoient esté réunis à sa Couronne, en consequence
des Traitez de Munster & de Nimègue, & faire
césser par ce moyen tous sujets de mes-intelligence
entre Elle & l'Empire, elle avoit mieux aimé acquies-
cer à un Traité de Treve ou de Suspension, que
détourner par ses Armes les Princes & Etats de l'Em-
pire de donner à l'Empereur les Secours dont il avoit
besoin, pour repousser toutes les Forces de l'Empire
Ottoman; & que Sa Majesté suivant les mouvemens
de sa Piété & sa Generosité, avoit préféré l'Intereit ge-
neral de la Chrétienté, au Bien de sa Couronne, se
contentant d'obtenir provisionnellement ce que la Pru-
dence vouloit qu'elle demandât pour tousjours.

On avoit assez remarqué, qu'à peine ce Traité de
Treve fut ratifié de part & d'autre, que Sa Majesté
voulut bien encore donner de nouvelles marques de
sa moderation; & quoy qu'elle eut appris, que les
Ministres Imperiaux employoient tous leurs soins &
tous leurs efforts dans la plupart des Cours d'Alle-
magne, pour porter les Princes & Etats de l'Empire
à entrer dans de nouvelles Lignes contre la France:
Que par le Traité fait à Ausbourg, ils avoient engagé
un nombre considerable de Princes & d'Estats à
souscrire cette Association; Que dans l'Assemblée de
Nurenberg on s'estoit servi de toutes sortes d'Artifices
& de Suppositions, pour faire entrer dans cette mesme
Ligue ceux qui estoient retenus par la consideration
des malheurs que pourroit causer une nouvelle Guerre,
& par l'avantage que tout l'Empire trouvoit dans le
maintien d'une bonne Intelligence avec Sa Majesté;
& qu'enfin les Ministres de la Maison d'Autriche
s'estoient clairement expliquez en plusieurs endroits,
que la Guerre de Hongrie ne seroit pas plustost finie,
que l'Empereur tourneroit ses Armes vers le Rhin,
& que le Traité de Trêve ne seroit pas capable d'ar-
rester ses desseins; Néanmoins tous ces pressans mo-
tifs, qui devoient obliger dès lors Sa Majesté de porter
plustost la Guerre dans les Pays & les Etats de
ce Prince, & que de l'attendre dans son Royaume,
avoient encore cédé au desir empressé qu'elle a tous-
jours eu de faire tout ce qui pouvoit dependre d'Elle
pour le maintien de la Paix; & Elle n'avoit point
pris d'autres precautions pour garantir ses Etats de
tout le mal qu'on se preparoit à leur faire, que de
bien fortifier les Lieux de ses Frontieres qui pouvoient
arrester les entreprizes de ses Ennemis.

Tant de preuves de la sincerité de ses Intentions
avoient fait oublier à la Cour de Vienne, que toutes
les fois qu'on a contraint Sa Majesté de prendre les
Armes,

ANNO Armes, il a plû à Dieu de faire voir la Justice de
1688. sa cause, par les bons succès qu'elles ont eu. On s'est
 imaginé qu'elle préféreroit d'oresnavant la douceur du
 repos aux soins indispensables qu'elle est obligée de
 prendre pour la conservation de ses Etats; & l'espe-
 rance de trouver de grands avantages dans un re-
 nouvellement de Guerre, a porté la Cour de Vienne
 à rejeter avec hauteur les insinuations, même des
 Ministres du Pape, qui croyoient, avec raison, qu'il
 n'y avoit pas de moyen plus prompt, plus facile &
 plus nécessaire pour établir une bonne Union & Con-
 corde entre tous les Princes & Etats Chrétiens, que
 de faire un Traité de Paix sur le même pied que
 celui de Treve, sans rentrer dans des difficultés si
 souvent débattues, & qui ne peuvent plus estre sou-
 tenues que pour exciter de nouvelles aigreurs & de
 nouveaux Troubles.

Mais quand même toutes ces démarches n'auroient
 pas été suffisantes, pour faire voir clairement à Sa
 Majesté la résolution que la Cour de Vienne a prise
 de recommencer la Guerre contre la France, en
 pourroit-on douter, après toutes les preuves qu'elle
 en a donné, tant au sujet de la Succession Palatine,
 qu'à l'occasion de la Postulation qui a été faite du
 Cardinal de Furstemberg, premièrement à la Coadju-
 torerie, & depuis à l'Electorat de Cologne?

Personne n'ignore le Droit incontestable qui appar-
 tient à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, sur la
 Succession de l'Electeur Palatin Charles son Frere; on
 sçait que tous les Meubles, Biens allodiaux, & Fiefs
 Hereditaires luy sont acquis, comme à l'unique Heri-
 tiere de ses Pere & Frere; & quoique Sa Majesté fut
 assez portée par l'affection qu'elle a pour cette Prince-
 cesse, à luy donner toute la protection dont elle avoit
 besoin, pour se mettre en possession des Biens meub-
 les & immeubles de cette Succession, neantmoins
 les mêmes considerations qui avoient empêché Sa
 Majesté de faire aucun mouvement qui pût retarder
 la prosperité des Armes Imperiales en Hongrie, l'a-
 voient encore obligé de préférer l'Arbitrage du Pape,
 quoique déjà déclaré partial contre la France, aux
 moyens plus seurs & plus prompts qu'elle avoit en
 main, de faire rendre à Madame, sa Belle-sœur, la
 Justice qui luy est due, & bien que cet Arbitrage ne
 dût estre suspect qu'à Monsieur, Frere unique de Sa
 Majesté, neantmoins il a bien voulu y donner les
 mains; en forte qu'il n'a tenu qu'à l'Electeur Palatin
 de terminer tous ces différends par la decision du Pa-
 pe; mais quoy qu'il y ait une infinité d'exemples de
 semblables contestations entre les Princes & Etats de
 l'Empire, remises au jugement des Puissances qui
 n'en dependent point, cet Electeur qui a toujours
 travaillé à fomentier la Guerre entre la France & l'Em-
 pire, ne se contentant pas de vouloir envahir pour
 sa Maison les Electorats & les Dignités Ecclesiastiques,
 qu'il s'efforce d'obtenir en toutes occasions par
 les voyes les plus violentes & les plus contraires aux
 Regles de l'Eglise & aux Loix & Constitutions de
 l'Empire, a rejeté l'Arbitrage du Pape sur cette affai-
 re, & s'est non seulement emparé des Terres insépa-
 rablement attachées à la Dignité Electorale; mais même
 il s'est encore saisi sans aucune forme de Justice
 de tous les engagements, Biens allodiaux, Fiefs Heredi-
 taires, & généralement de tout ce qui appartient lé-
 gitimement à Madame, Belle-sœur de Sa Majesté, à
 la réserve de quelques Meubles, qu'il a bien voulu
 abandonner, pour colorer son Injustice manifeste, &
 flatter la bonne foy de Monsieur, son Frere unique, de
 Sa Majesté, de l'esperance d'une plus grande Restitution.

Mais comme il a bien reconnu, qu'il ne pourroit
 pas soutenir long-temps son injuste usurpation contre
 la protection que Sa Majesté le sent obligée de don-
 ner au bon Droit de Monsieur, son Frere unique, &
 de Madame, sa Belle-sœur, il n'a rien omis de ce
 qu'il a crû capable d'exciter entre la France & l'Em-
 pire, une Guerre qu'il a considérée comme un moyen
 de retenir impuement dans la confusion & le desordre
 qu'elle porte avec elle, des Biens qui ne luy peuvent
 jamais appartenir légitimement, tant que Madame, ou
 ses Descendants subsisteront. C'est dans cette vue, que
 pendant que Sa Majesté apportoit le plus de soin à
 ôter tous pretextes à la Cour de Vienne de finir la
 Guerre de Hongrie, & que la Décadence de l'Empire
 Ottoman faisoit encore espérer à l'Empereur de plus
 grands prosperitez, cet Electeur a redoublé ses efforts
 pour obliger la Cour de Vienne à faire la Paix avec

les Turcs, & porter la Guerre vers le Rhin. Sa
 Majesté n'a pas ignoré tous les mouvemens qu'il s'est
 donné pour cet effet, les Lignes qu'il a formées; &
 enfin la Resolution qu'il a fait prendre de conclure au
 plustost un Accommodement avec l'Ennemy de la
 Chrétienté, pour attaquer la France, & surprendre la
 Vigilance de Sa Majesté.

Il est vray que l'Archevêché de Cologne demeurant
 au pouvoir d'un Prince aussi bien intentionné que
 l'estoit le feu Electeur, pour le maintien de la Tran-
 quillité publique, il falloit ôter un si grand obstacle
 à de nouveaux Troubles: le seul expedient estoit de luy
 donner de gré ou de force un Coadjuteur entièrement
 dévoué aux Interests de la Maison d'Austriche, & il
 n'en pouvoit trouver aucun, dont il fut plus assuré
 pour l'exécution de ce dessein & l'agrandissement de
 sa Maison, qu'un des Princes ses enfans. On peut
 dire aussi, qu'il n'y a rien qu'il n'ait mis en pratique
 pour y réussir. Mais comme ses offres & ses Pro-
 messes, appuyées de la presence du Duc de Juliers,
 n'ont pas eu l'effet qu'il en attendoit; les menaces dont
 il s'est servi contre les Chanoines, & contre l'Elec-
 teur même, ont été si violentes & si outrées, qu'elles
 luy ont attiré l'indignation des uns & des autres; &
 de vingt-quatre voix dont le Chapitre est composé,
 elles en ont déterminé dix-neuf à postuler le Cardinal
 de Furstemberg à la Coadjutorerie de l'Archevêché
 de Cologne, le jugeant avec raison d'autant plus capa-
 ble de le bien gouverner, qu'outre l'experience qu'il y
 a acquise pendant la longue Administration que le feu
 Electeur luy en avoit confiée; sa Dignité de Doyen,
 son age, & ses bonnes Qualités personnelles, le font
 estimer & aimer de tous ceux du Chapitre qui ne
 sont point obligés de sacrifier leurs inclinations à d'au-
 tres Interests qu'à celui de leur Eglise.

Cependant cette Postulation si canonique n'a pas
 été capable de renverser les Projets de l'Electeur Pa-
 latin. La partialité du Pape, trop déclarée pour la
 Maison d'Austriche, luy a donné de nouvelles espe-
 rances; & l'impossibilité de réussir pour un de ses fils,
 luy a fait concevoir un dessein beaucoup plus avan-
 tageux pour sa Maison. Il a crû qu'il ne falloit pas
 attendre, que le Cardinal de Furstemberg parvenu à
 cet Archevêché, & suivant les mouvemens de son
 affection pour la Maison de Baviere, pût faire agréer
 au Chapitre le Prince Clement pour son Coadjuteur,
 lorsqu'il auroit l'age indispensablement requis par les
 Canons. Rien n'estoit plus contraire aux Interests de
 cet Electeur, & il n'avoit garde de souffrir, que l'E-
 lecteur de Baviere fut redevenu à la Recommandation
 de Sa Majesté & à l'Inclination dudit Cardinal,
 du retour de cet Electorat dans sa Maison. Mais
 pour rompre toutes ces mesures & assurer pour ses
 Enfans, ou l'Electorat de Cologne, ou celui de Ba-
 viere, il a estimé qu'il n'y avoit pas de meilleur mo-
 yen, que de profiter de la mauvaise disposition du Pa-
 pe envers Sa Majesté, & de son attachement à la
 Maison d'Austriche: premièrement, pour empêcher
 que la Postulation dudit Cardinal de Furstemberg à
 la Coadjutorerie, qui n'auroit pas reçu la moindre
 difficulté sous un Pontificat moins passionné contre
 la France, ne fut confirmée: & en second lieu, luy
 donner pour Concurrent ce même Prince, que ledit
 Cardinal avoit dessein d'obliger si sensiblement.

Il est vray qu'il n'y a aucune Personne raisonnable,
 instruite des Principes de la Religion Catholique,
 Apostolique & Romaine, qui eût pu s'imaginer, que
 malgré tout ce que les Conciles Oecumeniques, & en
 dernier lieu le Concile de Trente, ont statué touchant
 l'age, la Science, & les Qualitez requises & nécessai-
 res à un Evêque, le Pape qui avoit rénoyé par le
 passé tant d'obscurement pour toutes les grâces, pût
 se porter à déclarer capable d'être élu à l'Archevêché
 de Cologne, un jeune Prince de dix-sept ans, & qui
 n'en est pas même Chanoine. Mais il faut avouer
 que ce renversement de la Discipline Ecclesiastique
 est bien moins avantageux à la Maison de Baviere,
 qu'à celle d'Austriche, & à l'Electeur Palatin; car si
 ce Projet réussissoit en faveur du Prince Clement, ou
 il ne seroit qu'un simple Dépositaire de l'Electorat de Co-
 logne, pour le faire passer à un Prince de Neubourg,
 ou s'il le vouloit retenir pour luy même, avant qu'il
 ait plû à Dieu de donner des Enfans à l'Electeur son
 Frere, & dans le temps qu'il expoie si souvent sa vie
 pour le service de l'Empereur, il assureroit à l'Electeur
 Palatin la Succession aux Etats de Baviere: & à la

ANNO
1688.

ANNO
1688.

Cour de Vienne l'extinction d'une Maison qui lui a toujours donné une forte jalousie, & que le Merite de l'Electeur qui regne à present ne diminuera pas.

Voilà le veritable motif de ce Bref concerté entre le Pape, les Ministres de la Maison d'Autriche, & ceux de l'Electeur Palatin; & comme ils ont bien jugé, que Sa Majesté ne souffrirait pas que le Cardinal de Furstemberg, postulé canoniquement à l'Archevêché de Cologne, en fut depouillé: en haine de l'application qu'il a toujours donnée au maintien d'une bonne Intelligence entre Sa Majesté & l'Empire, ny que la plus considerable partie du Chapitre qui luy a donné ses suffrages fut privée de ses Droits par la force & la violence; ils se sont enfin determinez à faire la Paix avec le Turc, pour la rompre en mesme temps avec la France.

Mais si Sa Majesté a beaucoup de sujet de se plaindre d'un procedé si contraire à la bonne foy avec laquelle Elle a toujours agi, pendant les plus grandes prosperitez des Armées Imperiales en Hongrie, & aux soins qu'Elle a pris d'empêcher, qu'il n'arrivât rien dans toute l'Europe qui en put arrêter le cours. Il n'y a personne, quelque passionnée qu'elle puisse être contre la France, qui ne doive avouer, que tout ce qui s'est fait depuis l'obtention de ce Bref d'Eligibilité, tant par les Ministres Imperiaux, que par ceux de l'Electeur Palatin, a dû achever de laisser la patience du Roy, & luy oter tout sujet de douter de la ferme resolution que l'Empereur a prise de luy declarer la Guerre incessamment.

C'est dans ce dessein que la Cour de Vienne a crû n'être plus obligée à garder aucunes mesures, & qu'encores que le Concordat Germanique, les Constitutions de l'Empire, & le Traité de Munster doivent rendre inviolable la liberté des Elections dans les Chapitres d'Allemagne; & que l'Article 23. du Traité de Nimègue ait dû faire cesser les Injures & les Invectives des Ministres de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstemberg; neantmoins le Comte de Kaunitz, voyant bien que ny les promesses ny les menaces n'étoient pas capables d'ébranler une assez considerable partie du Chapitre de Cologne, pour faire quelle opposition à l'élevation du Cardinal de Furstemberg, & qu'il n'y avoit que ceux qui par leurs Charges & leurs Emplois étoient indispensablement obligés à suivre les mouvemens de la Cour de Vienne, qui ne vouussent pas concourir à sa Postulation, tous les autres étant pleinement persuadés, qu'ils ne pouvoient faire un plus digne choix, que de la Personne dudit Cardinal, non seulement pour le bien & l'avantage de l'Archevêché, mais aussi pour l'affermissement du repos de l'Empire, il n'y a point eu d'Injures, d'Invectives, & de calomnies, dont ce Ministre n'ait chargé ledit Cardinal, jusqu'à luy donner une exclusion formelle de la part de l'Empereur, & menacer le Chapitre de luy ôter ses Privileges; enfin on peut dire, que le mepris & l'infraction manifeste des Traitez de Paix ont paru aussi clairement dans le Discours adressé au Chapitre de Cologne par ledit Comte de Kaunitz, que la moderation dudit Cardinal & son zele pour le maintien de la Tranquillité publique dans la réponse qu'il y a faite.

Mais comme toutes ces violences des Ministres de la Maison d'Autriche n'ont pas été capables d'empêcher, que la plus grande & la plus considerable partie du Chapitre de Cologne ne soit demeurée inseparablement unie avec le Cardinal de Furstemberg, pour maintenir conjointement avec luy les Droits & les Libertez de leur Eglise, la Cour de Vienne fait ses diligences pour assembler les Troupes de la plupart des Princes Protestans aux environs de cet Archevêché, afin de les employer à faire executer conjointement les Brefs qu'elle se flatte d'obtenir de la Cour de Rome contre la disposition des Canons, des Traitez & des Constitutions de l'Empire, & elle ne se soucie pas que l'Archevêché de Cologne soit entierement desolé, & la Religion Catholique opprimée dans tous les Lieux qui en dependent; pourveu qu'elle y trouve des moyens & des facilités d'attaquer la France, de soutenir la Guerre contre Sa Majesté aux despens des Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, de contraindre les premiers à deferer au Roy de Hongrie la Couronne de Roy des Romains, avant l'age indispensablement requis par ces mesmes Loix & Constitutions, & enfin d'assujettir toute l'Allemagne à l'Autorité despotique de la Maison d'Autriche, en éloignant de l'Alliance & de l'Amitié du Roy ceux

qui pourroient estre les fermes Defenseurs des Droits & des Libertez de leur Patrie.

ANNO
1688.

Ces veritez sont parfaitement connus de Sa Majesté, & il n'y aura personne de bon sens, & bien informée de ce qui se passe dans l'Europe, qui puisse revoquer en doute la moindre circonstance de ce qui est avancé dans ce Memoire. Il seroit mesme assez inutile de rendre publiques toutes les autres preuves que Sa Majesté a eues de la resolution prise par la Maison d'Autriche, de luy faire incessamment la Guerre. Elle est bien persuadée, qu'après toutes celles qu'elle a données du trop grand desir qu'elle a toujours eu d'affermir la Tranquillité publique, tout le Monde avoiera, qu'il eust été à souhaiter pour le bien general de la Chrestienté, que ceux qui croient trouver leurs avantages à exciter de nouveaux Troubles, n'eussent pas eu si bonne opinion de la sincerité des Intentions de Sa Majesté, & que ce ne feroit que sur eux qu'on rejettera le blâme de la necessité où ils l'ont mise, de faire marcher ses Troupes, tant pour assieger Philipsbourg, comme la Place la plus capable de faciliter à ses Ennemis l'entrée dans ses Estats, que pour se mettre en possession de Kaiserflout, jusques à ce que l'Electeur Palatin ait restitué à Madame, Belle-Sœur de Sa Majesté, ce qui luy doit appartenir de la Succession des Electeurs ses Pere & Frere.

Mais quelque succès qu'il plaise à Dieu de donner aux Armes de Sa Majesté, elle a toujours le même desir de faire de sa part tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement de la Tranquillité publique: & pour cet effet elle declare, qu'il ne tiendra qu'à l'Empereur & à ses Adherans, de la rendre d'une perpetuelle durée: Sa Majesté voulant bien, que pour ôter à l'avenir tout sujet de mal-intelligence entre elle & l'Empire, & ne plus laisser aucune semence de division & de renouvellement de Guerre, il soit fait un Traité de Paix definitif, aux mesmes conditions que celui de Treve, conclu & signé à Ratisbonne le 15. Aoust 1684. bien entendu que Sa Majesté ne pourra estre troublée ny inquiétée en quelque maniere que ce soit, touchant les nouvelles Fortifications qu'elle a esté obligée de faire pour la seureté de ses Etats, tant à Huningue, qu'au Fort Louis du Rhin.

Et comme elle n'a pas entrepris le Siege de Philipsbourg pour s'ouvrir des moyens d'attaquer l'Empire, mais seulement pour fermer l'entrée de ses Etats à ceux qui voudroient exciter de nouveaux Troubles. Elle offre pour faciliter davantage le Traité de Paix, de faire demolir les Fortifications de ladite Ville de Philipsbourg, lors qu'Elle l'aura reduite à son obeissance, & la faire rendre à l'Evêque de Spire, pour en jouir de la mesme maniere que ses Predecesseurs ont fait avant que la Place fut fortifiée, sans en pouvoir rétablir les Fortifications.

Sa Majesté veut bien encore ajouter à ces offres une preuve plus considerable & plus convainquante du desir qu'elle a de retablir une bonne Correspondance avec l'Empereur & l'Empire, & de la rendre d'une longue durée; & quoy que les depenses extraordinaires qu'elle a faites pour rendre la Place de Fribourg imprenable comme elle est à present, la doivent obliger à ne la detacher jamais de sa Couronne, néanmoins pour procurer une longue Paix à toute la Chrestienté, & pour faire voir qu'elle n'a pensé qu'à fermer son Royaume & non pas à se conserver des moyens de l'agrandir, Elle veut bien aussi faire demolir les Fortifications de cette importante Place, & la rendre à l'Empereur avec ses Dependances, à condition qu'elle ne pourra jamais estre fortifiée.

Quant à l'Electorat de Cologne, Sa Majesté offre d'en retirer ses Troupes, aussitôt que le Pape, soit de son pur mouvement, ou à la priere de l'Empereur, aura confirmé la postulation du Cardinal de Furstemberg; & Elle s'employera volontiers, lors que ledit Cardinal fera dans la paisible possession & jouissance dudit Electorat, à le faire entrer avec le Chapitre dans les temperemens qui pourront estre proposés pour la satisfaction du Prince Clement & de l'Electeur de Baviere, en forte que le repos de cet Archevêché ne puisse être troublé ni à present ni à l'avenir.

Sa Majesté veut bien aussi, pour ne laisser aucun reste ni occasion de troubles, terminer incessamment les differens qui regardent la Succession Palatine, & Elle offre pour Monsieur, son Frere unique & pour Madame sa Belle-Sœur, un desistement de toutes les Places, Terres & Pais, même des Meybles, des

Ca.

ANNO 1688. Canons, & de toutes les autres choses qui leur doivent encore être restituées, moyennant un Dédommagement en argent, suivant l'estimation qui en sera faite, au plus tard dans un an, par les Commissaires qui seront nommez à cet effet: & au cas qu'ils n'en puissent convenir dans ledit temps, Sa Majesté consent, que ce qui restera de différens soit terminé par l'Arbitrage du Roi d'Angleterre & de la République de Venise, sans qu'on en puisse venir de part ni d'autre à aucune voye de fait.

C'est à ces conditions, beaucoup plus avantageuses à l'Empereur & à l'Empire, qu'à Sa Majesté & à sa Couronne, que la Tranquillité publique peut être rétablie & assurée pour toujours pourvu qu'elles soient acceptées dans le mois de Janvier prochain: A l'effet dequoy Sa Majesté est prête d'envoyer incessamment ses Plenipotentiaires à Ratisbonne. Mais après ce tems, Sa Majesté étant obligée de continuer des dépenses immenses, Elle ne prétend plus être tenue à ses offres; & en cas d'un plus long retardement, ou d'un refus de les accepter, elle proteste dès à présent de tous les malheurs que la Guerre pourra causer à la Chrestienté contre ceux qui l'ont forcée à reprendre les Armes, pour prévenir leurs mauvais desseins, & qui ne voudront pas profiter des expédiens qu'elle propose, pour assurer incessamment une Paix durable. Fait à Versailles le 24. jour de Septembre 1688.

XCV.

13. OCT. Actes contenant les Protestations solennelles publiées au sujet des prétendus Nullités insoutenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Election du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT Duc de Bavière, &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne. Fait à Bonn au Palais Electoral le 13. d'Octobre 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. IV.]

AU Nom de Dieu, Amen. A tous ceux qui verront, liront, ou entendront lire cet Acte, soit manifestement connu & notoire: Que l'année depuis la Naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ 1688. & la treizième du Pontificat de nostre tres-Saint Pere en Christ Innocent par la Divine Providence, Pape onzième de ce Nom; Indiction onzième, le troisième des Ides d'Octobre, ou le treizième du même mois, entre onze heures & midi: Sont personnellement comparus pardevant moy Notaire Apostolique & les Témoins après nommez: l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Landgrave de Furstemberg, postulé Archevêque & Prince Electeur de Cologne, &c. Et les autres Reverendissimes & Illustrius Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, au nombre de huit, lesquels tant en leur nom que des autres Seigneurs absents dont ils avoient procuration; ont fait une iterative Protestation qui a été auparavant lue publiquement en ma présence, & en celle des Témoins, réitérant leur Opposition de nullité, déclaration, & reservation des remèdes, suivant la force, exigence & teneur: Repetans une précédente Protestation qu'ils avoient déjà faite pardevant moy, ils y ont derechef adhéré, protestant de nouveau & accusant de nullité, déclarant, se réservant les remèdes convenables, & faisant les autres choses qui sont contenues en cet Acte dans les termes suivans.

Monsieur le Notaire. Vous estes bien informé que l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg qui a été depuis peu canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, faisant la plus grande & la plus saine partie du Chapitre & qui ont postulé son Eminence, ont protesté de la nullité insoutenable de toutes les choses en general & en particulier, qui sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus, pourroient être à l'avenir ou auroient déjà été dits, ordonnées, résolues, ou expédiées dans la Cour de Rome par nostre Saint Pere le Pape, ou par la Sa-

ANNO 1688. crée Congregation Consistoriale, ou par d'autres Tribunaux, au sujet de l'Election prétendue & qui n'a jamais été faite, du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Bavière: Ainsi qu'il est plus amplement déduit dans l'Acte ou Instrument qui en a été expédié, lequel a été par Vous Notaire dûment signifié à l'Illustrissime Seigneur Nonce du Pape résident à Cologne, qui l'a retenu, & lequel a été envoyé à la Cour de Rome pour y être encore infinué; dont la teneur s'ensuit; Sçavoir:

Au Nom de la Tres-Sainte & individuelle Trinité. Qu'il soit notoire à tous ceux qui liront ou verront ce présent Acte public, que l'année de l'Incarnation du Verbe 1688. la treizième année nouvellement commencée de nostre Tres-Saint Pere & Seigneur en Jesus-Christ, Innocent, par la Divine Providence Pape XI. de ce nom, Indiction onzième, le neuvième des Calendes d'Octobre, qui est le 23. jour de Septembre stile nouveau, entre 11. heures & midi: en la présence de moy Notaire & des Témoins après nommez qui ont été appellez, exprès: Furent présents en leur personne, l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. Doyen & postulé Archevêque & Electeur de Cologne; l'Illustrissime Seigneur Philippe Evrard, Prince du Marbac, Comte de Louvenstein, Sous-Doyen, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Herman Frederic Comte de Hohen-Zollern absent pour les affaires de l'Eglise, & dont il a Procuration; l'Illustrissime Seigneur François Gobert, Comte d'Apremont & de Reckem, Evêque de Chœur, l'Illustrissime Seigneur François Adolphe Comte d'Oostfrise & de Rittberg Ecolatre, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Alexandre Comte de Salm, le plus jeune Diacre absent, & dont il a procuration; l'Illustrissime Seigneur Ferdinand Rodolphe Comte de Furstemberg Meskirchen, le plus ancien Diacre; le Tres-Haut Seigneur François Bernard Prince de Nassau, Prevost en qualité de Trésorier; l'Illustrissime Seigneur Charles Gobert Comte d'Apremont & de Reckem; l'Illustrissime Seigneur Ernest Dominique Comte de Manderfcheit & de Falckenstein; l'Illustrissime Seigneur Maximilien-Philippe Comte de Manderfcheit & de Falckenstein; le Reverendissime Seigneur Henry Mering le plus ancien Prêtre, le Reverendissime Seigneur Thomas de Quentell Official; le Reverendissime Seigneur Jean-Pierre de Quentell, grand Portefeuille ou Chancelier. Lesquels ainsi présents & assembles, firent premierement lire à haute voix une certaine Protestation solennelle, conçue dans les termes suivans. Monsieur le Notaire, l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. qui a été depuis peu solennellement & canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, qui composent la plus grande & la plus saine partie du Chapitre, & qui ont fait ladite Postulation; ont appris avec beaucoup d'étonnement, par des Lettres écrites de la Cour de Rome & d'ailleurs; que Nostre Saint Pere avoit renvoyé à la Congregation Consistoriale l'affaire qui concerne ladite Postulation, & la prétendue Election du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Bavière, &c. Qu'on publie avoir été faite par quelques Capitulaires; que dans cette Congregation il avoit déjà fait traiter par les Eminentissimes Seigneurs Cardinaux & par les Prelats, de la validité de cette prétendue Election; & qu'on assuroit de plus, que de l'avis de la même Congregation il vouloit procéder à ladite Confirmation, sans que l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires aient été jusques icy, cités, entendus, ni défendus; & sans vouloir à l'avenir les citer, les entendre, ou les admettre à déduire & défendre leurs Droits, tant contre la prétendue Election, qu'en faveur de la Postulation. Mais comme on n'a jamais accoutumé, & que de Droit on ne doit confirmer de semblables prétendues Elections faites en discord, ni rejeter des Postulations Canoniques: qu'après que les Parties intéressées ont été suffisamment entendues, & que leurs Droits & leurs raisons ont été meurement & contradictoirement discutez & examinez en pleine Congregation, observant les formalitez convenables aux Congregations des Cardinaux, sur tout en des affaires d'une si grande importance, & prenant l'avis du saint Tribunal de la Rote, selon qu'il a toujours été & est encore inviolablement observé par les Papes & par la Cour de Rome; comme l'E-

ANNO 1688. minentissime Cardinal de Luca le témoigne dans sa Relation des Congregations & des Tribunaux de la Cour de Rome, Discours cinquième du Consistoire, nombre vingt-cinquième. Ainsi quoique l'Eminentissime Seigneur poitulé & les Seigneurs Prelats & Capitulaires Postulans, à qui le Droit de faire une nouvelle Election Canonique appartient avec justice, au cas que la Postulation ne fut point admise, ne puissent pas le persuader, que sa Sainteté veuille avec tant de précipitation & de nullité confirmer l'Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, qu'on soutient n'avoir jamais été faite, & rejeter la Postulation; ni qu'Elle ait intention, au cas que la Postulation ne fut point admise, leur ôter, sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus, le Droit de proceder à une nouvelle Election qui leur appartient suivant les Preuves rapportées sous la Lettre A. Toutefois afin qu'on ne puisse pas dire que l'Eminentissime Seigneur Postulé, & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires aient expressément ou tacitement renoncé au Droit de dire leurs raisons ou de défendre leur interet, ou à celui de faire une Election qui leur appartient de nouveau pour cette fois, au cas que la Postulation ne fut point admise, ou qu'ils aient approuvé le Procès fait ou à faire, sans qu'ils aient été cités, entendus ni défendus, ou enfin qu'ils se soient fait quelque préjudice en quelque maniere que ce soit: Pour n'obmettre aucune précaution, même surabondante, & sans déroger au respect qu'ils doivent à Notre Saint Pere le Pape & au saint Siègé Apostolique, ils protestent solennellement, & font de même leur declaration de nullité, & protesteront & persisteront toujours dans leur dite declaration, au nom d'eux douze presens & des autres absens, dont ils ont Procuration, devant vous Notaire, & devant les Témoins, de toutes les choses qui dans la Sacrée Congregation consistoriale ou ailleurs, ont jusques icy peut-être été faites, résolues, decretées ou expedies; ou qui à l'avenir contre leur esperance & sans qu'ils aient été cités, entendus ni défendus, pourroient être faites, résolues, decretées ou expedies, par une nullité insoutenable. Protestans en même tems, qu'ils ne prétendent par aucun Acte que ce soit qui pourroit être fait ci-après, se desister en aucune maniere, tacitement ni expressément, de cette protestation & declaration de Nullité, mais qu'ils veulent y adherer toujours fermement, & qu'ils tiennent toutes ces choses faites ou à faire, résolues ou à refoudre, decretées ou à decreter, expedies ou à expedier, pour non-valables, nulles & non-avenues. Demandans que cette Protestation & declaration de nullité soit fidellement mise en note; qu'il en soit fait & communiqué, en payant, un ou plusieurs Actes, ou Instrumens Publics, dans la forme necessaire & convenable, afin qu'on y ajoute par tout une entiere foy, & qu'elles soient deüment significées à l'illustrissime Seigneur Nonce Apostolique résident à Cologne, comme aussi au Procureur ou Agent du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, demeurant à Rome ou ailleurs, & dans tous les autres lieux où il sera jugé necessaire.

Cette Protestation ainsi redigée en écrit & leuë de la maniere susdite, fut interposée pardevant moy Notaire, & exhibée pour être mise dans mon Protocolle, par les susdits Seigneurs Prelats & Capitulaires, tant en leur nom, qu'en celui des deux absens, dont on assuroit qu'ils avoient la procuration; & en vertu d'icelle, ils protestoient tous ensemble, solennellement, faisoient leur declaration de Nullité & les autres choses plus amplement exprimées & inferées dans ledit Acte de protestation, de toutes & chacune les choses faites ou à faire en quelque maniere que ce soit, sans qu'ils aient été cités, entendus, ni défendus: Me requerant moy Notaire, de prendre note de tout ce qui avoit été ainsi fait devant moy, & les Témoins, d'en dresser un ou plusieurs Actes & de les communiquer & signifier.

Cela a été ainsi fait à Bonn au Palais Electoral dans l'Antichambre du premier étage, l'année, sous le Pontificat, le mois, le jour & l'heure ci-devant dits, en presence de tres-Reverends & tres-honorables, Messieurs Henri Contzen & Berchtold Lapp, respectivement Docteurs en Droit Civil, & Canon, Ecolatre & Official & Chanoines Capitulaires des Eglises Collegiales des Saints Cassien & Florent de Bonn & de saint Clement en Schwartzzen-Reindorff, Témoins dignes de foy & expressément appelez & priez pour cela. Et

ANNO 1688. parce que moy Jean Silmen de Paterborn Notaire Apostolique & Imperial, admis au College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, immatriculé à Bonn dans la Chancellerie Electorale de Cologne, & Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn, ay esté present avec les Témoins ci-devant nommez, ausdites publiques lecture, interposition, protestation, Declaration de Nullité, & à toutes & chacune les autres choses, pendant qu'on les faisoit, que je les ay vû & entendu faire de cette sorte, & que j'en ay pris note: Pour ces raisons j'ay signé le present Acte que j'en ay dressé, & qui a esté mis en grosse par un autre, à cause que j'estois legitimentement occupé ailleurs, & j'y ay ajouté pour le confirmer la marque de mon Notariat (L. P.) Jean Silmen le même Notaire que cy-dessus.

Addition sous la Lettre A. Question qui peut arriver. On demande si, au cas que la Postulation ne fut point admise, l'illustrissime Chapitre a Droit de faire une nouvelle Election. Comme dans l'exposition du fait il a esté prouvé tres-évidemment, qu'il n'y avoit aucune Election qui pût être confirmée par le Pape, mais seulement une Postulation solennelle & Canonique, qui doit être absolument admise pour l'évidente utilité de l'Eglise, & que les Sacrez Canons semblent considerer cette admission plutôt comme une grace que comme un Acte de Justice & d'obligation; au lieu qu'une Election donne à l'Élu Droit à la chose, & doit par conséquent de droit être confirmée par le Pape, ainsi que Barbosa le remarque *Cap. publicato 58. N. 13. de Elect.* C'est pour cela qu'on demande: Sçavoir, si au cas que le Pape refusât d'admettre la Postulation, il seroit tenu d'accorder à l'illustrissime Chapitre le Pouvoir de faire une nouvelle Election dans trois autres mois à compter du jour que la Postulation auroit été rejetée. Pour refoudre cette question on répond, que comme l'Election, prétendue faite par la moindre partie est nulle de Droit, tant par le défaut de la matiere que par celui de la forme essentielle, & que par conséquent elle ne doit point être confirmée, par les raisons rapportées dans l'exposition du fait, & par d'autres qu'on pourra réduire en temps & lieu, s'il en est besoin; & que d'ailleurs il y a une Postulation faite d'une personne tres-digne: Il est certain, que si par un exemple nouveau jusques icy, le Pape refusoit d'admettre une pareille Postulation, il faudroit accorder à l'illustrissime Chapitre trois autres mois pour faire une nouvelle Election à compter du jour que la Postulation auroit été rejetée. Mandat qu'il prouve en termes exprès de *Elect. part. 1. Cap. 2. Voyez les Paroles.* Comme le temps duquel il est traité ci-dessus, ne court point pour ceux qui ont des empêchemens legitimes, il faut examiner quels sont ces empêchemens. Car ce sont des empêchemens legitimes, si par exemple les Chanoines ont reçu de leur Superieur défenses d'élire sans sa permission, pourveu qu'ils n'ayent pas été negligens à la demander. Si tous sont excommuniés, suspens ou même interdits & qu'ils n'ayent point trop différé à demander la grace d'en être absous & délivrez. De même, *Si aiant postulé ou élu quelqu'un le Superieur ne veut pas leur accorder celui qu'ils ont postulé*, ou si celui qu'ils ont élu ne veut pas accepter l'Election, ou après y avoir consenti, renonce à son Droit, ou si l'Election est nulle à cause de quelque défaut caché de la personne élue, ceux qui ont postulé, ou élu, pourront de nouveau postuler ou élire, & le temps qui aura esté employé ou qui aura couru, ne sera point compris dans les trois ou dans les six mois, au contraire ils courront tout de nouveau: Il faut dire la même chose à l'égard de tout autre empêchement legitime, & que de Droit, tant qu'il durera, lesdits temps ne courront point. Mais s'ils étoient sciemment un sujet indigne, ou s'ils postuloient quelque personne criminelle; alors ils ne pourront plus postuler ni élire pour cette fois-là, quand même celui qu'on auroit élu ne consentiroit pas à l'Election, ou renonceroit à son Droit; à cause que par la disposition des Canons ils sont privez du Pouvoir d'élire. La raison de cela est, que les Chapitres des Eglises Cathedrales & Metropolitaines ne doivent jamais être privez du Pouvoir d'élire que dans les cas exprimez dans le Droit, zu nombre desquels n'est pas celui de la Postulation d'une personne digne & capable, dont la Postulation n'a pas esté admise. Ainsi en ce cas on doit permettre une nouvelle Election ou Postulation, com-

ANNO 1688. comme l'enseigne le texte dans le Chapitre *gratum. 2. de Postulatione, & Vivianus in ration. & Barbosa* : & il y a un autre texte sur le sujet de l'Élection, dans le Chapitre *Si Electio 26. de elect. in 6.* dans lesquels deux textes cette matière est traitée, & quoy que le Droit d'élire soit dévolu au Pape, quand le Chapitre a été ou postulé un sujet indigne, ou quand il a manqué à observer la forme prescrite par le Concile : Ce n'est pas la même chose, quand seulement une partie a manqué, comme il est arrivé dans le cas dont il s'agit, à la moindre partie du Chapitre, qui par conséquent doit pour cette fois être privée de la faculté d'élire, laquelle doit être entièrement réunie dans la plus grande partie, &c. Ainsi qu'il a été plus amplement prouvé dans l'exposition du Droit.

Au nom du Seigneur, Amen. L'année, sous le Pontificat, l'Indiction & le mois rapportez ci-dessus & exprimez dans l'Acte de la Protestation interposée, & le troisième jour d'Octobre : A la requête faite conjointement ainsi qu'il a été dit par les susdits Eminents & Reverendissimes Seigneurs : Moy Notaire soussigné, voulant signifier ladite Protestation cy-dessus insérée, avec l'addition sous la Lettre A. & l'Acte que j'en ay dressé, expédié & signé en Original, à la personne de l'Illustrissime & Reverendissime Seigneur Sebastien Antoine Tanari, Archevêque de Damas, Nonce Apostolique, avec puissance de Legat au quartier du Rhin; & au Pais de la basse Allemagne, &c. demeurant à Cologne; Je suis entré à deux heures après midy, dans la demeure située dans la place du Pont vulgairement appelée Auff der Brucken, accompagné des deux Témoins cy-après nommez, & par moy priez à cet effet; lesquels étant ainsi pensés avec moy, & ayant respectueusement demandé, & ensuite obtenu la permission d'aller trouver ledit Illustrissime & Reverendissime Seigneur Nonce Apostolique; Lequel ayant comparu en habit Ecclesiastique, & étant personnellement établi en ma présence & en celle des Témoins, dans la grande Chambre d'en haut dont la porte regarde le Septentrion, j'ay premierement lui devant luy, & publié à voix haute & intelligible, le duplicata de cet Acte, comme aussi la Copie de la Protestation interjetée & interposée, insérée & comprise dans le même Acte, avec l'addition sous la Lettre A. & après avoir lu ce duplicata, je l'ay mis en lieu de Copie sur la table, pour marque d'une véritable, réelle & effective signification, & je l'y ay laissé; & ainsi en la meilleure forme & manière que j'ay pu & dû, je l'ay notifié, intimé & fait connoître. Ce duplicata original en lieu de Copie, ayant été laissé & retenu; ledit Illustrissime & Reverendissime Nonce Apostolique, répondit en ces propres termes : *Je n'admetts point la Protestation dont vous parlez, mais je la remets à qui il appartient.* Cela a été ainsi fait au temps & au lieu rapportez cy-dessus, presens Jean Henry Merman, & Herman Iler, Témoins dignes de foy, à ce requis. Et comme moy Notaire cy-devant & cy-après signé, ay assisté à toutes & chacune les susdites choses, & que je les ay faites & vû & entendu faire : A ces causes j'ai de nouveau écrit & signé le présent Acte que j'ai rédigé en cette forme, j'y ay mis en étant prié la marque ordinaire de mon Notariat. (L.S.N.) Jean Silmen, Notaire Apostolique & Imperial & immatriculé.

Après que ladite Protestation a été faite, l'Eminentissime Seigneur Postulé & ledits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires ont appris aujourd'hui par un bruit public, que Nostre Saint Pere, de l'avis de la sacrée Congregation Consistoriale, ayant rejeté la Postulation de son Eminence, &c. avoit confirmé la prétendue Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT de Bavière, &c. quoique cette Election n'existe pas, & par conséquent, sans que ledits Seigneurs Prelats & Capitulaires aient été citez, entendus, ni défendus, sa Sainteté leur avoit ôté de fait, & par une nullité manifeste, le Droit de faire tout de nouveau une autre Election qui leur appartient, au cas que la Postulation ne fût pas admise; que deplus en conséquence de cette prétendue Confirmation, ledit Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, &c. avoit fait hier prendre possession par Procureur avec une pareille Nullité. Or comme l'Eminentissime Seigneur Postulé & ledits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires, ne veulent pas approuver cette prétendue Confirmation, ni consentir

ANNO 1688. à être privé du Droit de faire une nouvelle Election qui leur appartient incontestablement, au cas que la Postulation ne fût point admise, ny renoncer tacitement ou expressément à leur Droit, & beaucoup moins approuver ladite prétendue prise de possession. Pour ces raisons, ils ont jugé à propos pour n'obmettre aucune sorte de précaution, de repeter devant vous Notaire & les Témoins, tant en leur nom qu'au nom des Seigneurs absens, en vertu des Procurations qu'ils en ont la susdite Declaration de Nullité : Protestant de nouveau, sauf en toutes choses, la dévotion filiale & le profond respect dûs à Nostre Saint Pere le Pape, & au saint Siege Apostolique par devant vous Notaire & les Témoins, de la Nullité, tant de la prétendue Confirmation, que de tout ce qui a été jusques icy geré, dit, fait, decreté, resolu ou expédié, sans qu'ils aient été entendus ni défendus; ou de ce qui pourroit à l'avenir être geré, dit, fait, decreté, resolu, ou expédié, sans qu'ils soient citez, entendus, ni défendus, comme aussi de la prétendue prise de possession, faite pareillement avec une nullité insoutenable; faisant une Protestation solennelle, & Déclaration formelle de nullité, non seulement en la manière susdite, mais en toute autre meilleure forme; déclarans qu'ils estiment, tiennent & repurent toutes ces choses pour nulles & comme non faites, & qu'ils les estimeront, tiendront & repureront pour telles : Se réservant en outre, tous autres remèdes légitimes, de Droit, pour obtenir la réparation de ces nullitez insoutenables, & qui pourroient servir en quelque manière que ce soit à la défense & à la conservation de leur Droit, pour les employer à propos, quand ils le jugeront nécessaire & convenable : Vous requérant vous Notaire de prendre, note de nouveau de cette Protestation confirmative, de cette assurance de nullité reiterée, Declaration & Réservation de Remèdes, d'en dresser un ou plusieurs Actes publics, à qui en tous Lieux on ajoute une entière foy, de les expédier, & de les signifier dûement à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique, résidant à Cologne; au Procureur du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, & aux Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs Capitulaires qui sont à Cologne : Et enfin qu'en les affichant aux Portes de l'Eglise Metropolitaine & des autres Eglises, tant à Cologne qu'à Bonn & par tout dans l'Archevêché, vous en donniez une connoissance publique à tout le Clergé, à tout le Peuple, & à tous les Sujets du même Archevêché, & de dresser pareillement un ou plusieurs Exploits de ces significations, & d'en communiquer des copies en payant : Se réservant toujours la faculté de déduire à l'avenir la nullité ou les nullitez insoutenables qui ont été commises, ou qui pourroient, peut-être, être encore commises. Toutes lesquelles choses ayant été faites de la manière cy-devant expliquée, ledits Seigneurs comparans en leur nom & en celui des absens, m'ont requis moy Notaire, ainsi qu'il est pareillement contenu dans l'Acte cy-dessus inséré. Fait ainsi à Bonn, au temps marqué cy-dessus, dans le Palais Electoral, dans l'Antichambre du premier étage, en présence de JEAN SEVERIN, & de JEAN ADAM WESTEN. Témoins dignes de foy; appelez exprez pour cela.

Et comme moy Jean Silmen de Paterborn, Notaire public Apostolique & Imperial, créé, ordonné, & approuvé dans le College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, & immatriculé à Bonn dans la Chancellerie électorale de Cologne, comme aussi Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn; ay été présent en personne à toutes & chacune les choses cy-devant dites & insérées, que je les ay toutes vû & entendu faire ainsi, & que j'en ay pris note; par ces raisons j'en ay rédigé en cette forme ce présent Acte public, ensuite je l'ay dressé & l'ayant rédigé & fait, je l'ay signé & l'ay confirmé avec la marque ordinaire de mon Notariat en ayant été requis (L.S.) JEAN SILMEN le même Notaire que cy-dessus.

XCVI.

Réponse de LEOPOLD Empereur aux Raisons publiées par LOUIS XIV. Roi de France pour les- lesquelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le 18. Octobre, 1688. [Feuille volante imprimée.]

Notum

ANNO
1688.

Notum est universo Christiano Orbi, quod, cum Pax Neomagenſis paulo poſt ejuſdem concluſionem à Corona Gallie multariam labefactaretur, ampliffimæque Provincie & Regiones, contra ejuſdem Pacis expreſſum tenorem, ſub inauditis Reunionum, & Dependiarum, aliſque prætextibus, inſtituta per ludibrium Metis & Briſaci figura quadam Judiciorum, in quibus Miniſtri Gallici Actorem ſimul, Teſtium, & Judicum partes agerent, ab Imperio Romano avellerentur; conventum tandem ſit Anno milleſimo ſextcentefimo octuageſimo quarto; die decima quinta Auguſti, inter S. Cæſ. Maj. & Imperium ex una, & Sereniſſimum Galliarum Regem ex altera partibus, de mutua ceſſatione ab actibus, motibusque hoſtilibus quibuſcunque, ſancite inter ipſos ſervanda per annos omnino videnti, idque ad obſequium Dei, & laborantis Chriſtianitatis ſecuritatē, nec ſine maximo Gallicæ Rei emolumento, cui pacifica interim, & imperturbabilis ſextæ fere partis Provinciarum, quæ poſt Pacem Neomagenſis Imperio Romano-Germanico ſupererant, uſurpatione & poſſeſſio permittebatur.

Notum item, qua interea temporis religione, confidentia in verbum Regis, & interpretatione benigna ſuſpicionum ac injuriarum, quas tum patiebatur ipſam, tum pati ſe cauſabantur, (& ſæpe quidem) à Corona Gallie Principes, ac Status Imperii, ejuſdem Armiffitii conſervationem ſectata fuerit, ſteretique fiducia Paſtorum, immota ad omnia S. Cæſaræ Majeſtas, adeo ut & vehementer mirari Subditos, Exteroſque contingeret, nihil eandem vereri, quod fidei Gallicæ ſua ubique paterent, latiffimis finibus ſuis vix una alterave Legione inſtruſtis, Federatis ipſis in Hungaricas curas advocatis, & contentinis munitionibus ſuis, Philippiburg, Conſtantia, & aliis neglectis pene ſpretisque; nimirum, ut Chriſti Dei cultum tueretur in diſitis longe Regionibus, quantumvis cerneret à Gallia augeri quotidie Copiarum nervum enormem, nova ſtrui & minime neceſſaria Præſidia, pro ripa Rhæni non ſua; denique agitari paſſim aſtu manuque timenda.

Nihil fuit certè ad hanc diem, quod jure argueret Cæſarem Rex, ſeu arguere poſſet, vel tentatarum leviffimè Armiffitii Paſtionem, ne temeratarum infracturamve quis dixerit; imò & ipſas, quas amaverat Gallia fingere ſibi nonnunquam ſuſpiciunculas, quod videlicet Cæſar in cogitatu vel voto ipſo arcaniore à recto deſederet, diſcuſſit illico S. Cæſaræ Majeſtas, aut ad unguem purgavit, temperantia mira, quod aut parceret licitis, aut opportuna in manuſto diſcrimine generoſè omitteret, ne videretur ultatenus ſi non ſodiſſe, ne pupugiſſe quidem ſuperſticioſæ Gallicanæ Politicæ plus nimio facilem ignem.

Et ecce tamen nunc denuo flammam illam, quam nolens volens aliquandiu tlexerat Aula Gallicana, ex inopinato erumpentem; Occupat Gallia Archi-Dioceſim Colonienſem, Palatinatum invadit, obſidet Philippiburgum, nullaque lege ſervata ſive conditi Armiffitii, ſive antiquiſſimi moris, quo Reges ad Bella procedunt, Imperatorem & Imperium Romanum quali ex diuturnis inſidiis iniquiſſimè premit, tandemque Sacræ Cæſaræ Majeſtati & Imperio non Belli indicti, ſed Belli illati jam conſciis, ſcediffimis in furo verborum; Literas porrigi jubet, quibus non excuſat, ſed prædicat audaciam illam, & injuſtitiam armorum, ac ſi ea provocantibus, non incogitantibus inferat.

Fabulatur in iſtis Literis, quas earundem compiler cauſas appellat, quibus inductus Rex ſit Chriſtianiffimus ad arma adverſus Cæſarem & Imperium ruſus induenda, & quibus de ejuſdem ſincero, ut ait, ſtabiliendæ tranquillitatis publicæ ſtudio Chriſtianus Orbis convinci debeat, quod Sac. Cæſaræ Majeſtas jam animum induxerit Bellum cum Turca in Pacem commutare, ut illud Galliarum Regi inferat.

Hoc liquere vult primo ex eo, quod ſtatim ab Armiffitio concluſo, nova Fœdera ſibi conciliare, & contrahere ſategit, quemadmodum id Auguſtæ Vindelicorum, & Norimbergæ variis artiſciis, & aſtibus contra Gallos omnino actum ſit.

Secundò, quod, tamen ſuaſum fuerit Cæſari, etiam à Miniſtris Pontificiis, ut vicennale Armiffitium in perpetuam Pacem converti ſinceret, hoc tantum Gallie conſeſſo, ut, quorum modo per Armiffitii diſpoſitionem potuit ad tempus, potiatur jure per-

petuo per beneficium Pacis, Cæſar tamen conſentire noluerit.

ANNO
1688.

Tertiò, quod Sereniſſimus Elector Palatinus varia bona mobilia, & immobilia, quæ Aurelianenſi Ducis ſæ ex hereditate deſunctorum Dominorum, Patris ſui & Fratri debeantur, violenter inſaverit, uſurpaverit & huculſque, cluſa diu Regis, ejuſdemque Fratri patientia; contumaciter detinuerit, nixus protectione Cæſaris, quem propterea ad inuendam cum Turcis pacem, & transferenda ad Rhenum arma permoverit, varieque cum in finem Fœdera pepigerit.

Quod denique quarto, Cardinalis de Furſtberg, nomine Cæſareo, abolitorum reatum memoria, à Legato Cæſaris pro Capitulari Conſeſſu in medium revocata, contra SS. Canones, libertatem Capituli, & Inſtrumenta Pacis ab Electorali Dignitate, diſerſe ac palam excluſus, & in eandem turpiſſimis artibus, ſeducto ipſo Pontifice, Brevique, ut vocant, Eligibilitatis obtento, cum Gentium ſcandalo, & exitis in Colonienſis Electoratus fines, variorum Proteſtantium copiis, Sereniſſimus Princeps Joſephus Clemens ex Ducibus Bavarie intruſus ſit, ea maligniſſima mente, ut evitato illo per Sacerdotium, ſi (quod faciliſſimum videretur futurum, ruente quotidie Sereniſſimo Electore Bavarie, in pericula Martis Cæſare) decederet hic, ut eſt improbiſ hacenus, tum & periret Familia Domui Auſtriacæ ſuſpecta.

Ex quibus omnibus eluceſcat ſole meridiano clarius, Cæſarem, inſuper habita Archidiceſſis Colonienſis deſolatione, & Religionis Catholicæ oppreſſione eo tendere, ut ſumptibus ac diſcriminibus Electorum, Principum, ac Statuum Imperii, arma in Galliam ferantur, Diadema Romanum in caput Hungarici Regis, nempe pueri adhuc, per rapinam volvatur, totaque quanta eſt Allemannia, ab amico Rege avulſa, ad pedes Auſtriacæ tyrannidis in miſerabilem fere calamitatem deprimitur; prout ea in ſupra allegato ſcripto odioſius latiusque deduſta ſunt.

Libellum hunc verè infantem, ſed auctori ſuo ſuiſque, ut legit S. Cæſaræ Majeſtas atque in eo nec umbram rationis, ſed impudentiſſimam potius ſarragenem convitiorem in ſacraſſimas tam ſuam, quam S. Pontificis perſonas, nec non in Sereniſſimum Electorem Palatinum improbè conſictorem vidit, illum equidem à Sux Majeſtatis Chriſtianiffimæ Regis ſenſibus plane abſonum, multo minùs ab eadem lectum, & approbatum, ſed ab impotente ſui Miniſtro quodam Gallico compilatum eſſe, facile ſibi perſuadet, utpote quæ contra ſcientiam & conſcientiam ſuam, more inter imperantes planè inſolito, Majeſtatem Cæſaris tam indigne, tamque nefandiſ criminationibus proſcindit, aut rationes ſuas qualeſcunque tam effronſi ſtylo exarari, tantoque veneno maligniſſimarum interpretationum aſpergi permiſſura non fuiſſet; ac proinde S. Cæſaræ Majeſtas diu dubitavit, an illum reſponſo dignaretur, an contemptu ſilentioque tranſmitteret? Veruntamen cum non erubecit Aula Gallicana eundem per Miniſtros ſuos tam in Aula ipſamet Cæſaræ, quam Ratiſbonæ in Comitibus Imperii, irreverenter evulgare, & methodum illam vix non proditoriam, qua Imperatori & Imperio, non ſolum omiſſa, quæ de Gentium jure, & mutuo ſæpe conventis, requirebatur, prævia denuntiatione, aut injuriæ, ſi quam ſibi fieri putabat, expoſitione, ſed etiam deceptis omnibus per recentiffimas duraturæ conſtanter amicitie conteſtationes, & inſanationes fucatas, bellum tam atrox inferit, ſcitiſ hujusmodi rationibus & contumeliis juſtificare ſatagat; S. Cæſaræ Majeſtas earum vanitatem, & immeritarum plane imputationum ſutilitatem Orbi demonſtrandam cenſuit.

Ut igitur à fundamento, cui tota ratiocinatio Gallica innititur, ſtat initium, ſtatuiſſe videlicet Cæſarem, Pacem inire cum Turca, ut Bello Galliam petat; id ſane eidem nunc haud majore veritate, quam Anno præterito Romæ in propoſitione à Cardinali Eſtreſio facta, imputari poſſet; & quemadmodum apud incorruptos ſidem non invenit, religioſiſſimum Cæſarem, coeleſti ſuſcultum auxilio, optatiſque utentem ſuccęſſibus, neque ulla neceſſitate coactum, de inuenda, clam etiam Sociis, Pace cum Turca, vel cogitaſſe quidem, & conſcientiam ſuam violati temere contra Ottomanos Fœderis crimine contaminare, ſimulque tam S. Pontificis quam Sereniſſimi Regis, Senatufque Polonici, & Reipublicæ Venetiæ juſtiſſimas expre-

brae

ANNO
1688.

brationes in se concitare voluisset; Ita quam inane sit alterum, quod Suez S. Cæs. Majestati decretum sit, bello Galliam aggredi, cum nec copias, nec apparatus præsto sint, immo omnes Arces, Urbes & Provinciæ, nimia, ut eventus docet, in verbum Regis fiducia, milite fere toto, commeatu, aliusque vel ad defensionem necessariis exutæ, viresque omnes in hostem Christiani nominis procul amandatæ; nemo non faciliè perspicit, qui quam vana, stultique sint argumenta, quibus id asserere conatur Gallia, vel obiter perpendit.

Illà certè vix exiguae conjecturæ vim habent, & remotissimæ quidem apud infcios rerum; apud scientes pura commenta sunt, quæ neque si vera essent, quidquam probarent. Quis enim ex eo, quod Cæsar studeat innoxius, pro defensione sui, suorumque Federibus; quod recusit vicennales Inducias, non auditis interessatis, sine discussione ulla converti in talem Pacem; quod consilio suo, & suis officiis focerum Electorem sustentet, ne causam decidat Gallia; quod denique fatalem patriæ suæ Furstenbergium removeat, promoveatque Coloniam in Antistitem summæ expectationis Principem ex Ducibus Bavaræ, de patria, & illa ipsa Archi-Episcopali Sede quam optime meritis, consequentiam vel probabilem trahat, Cæsarem quam primum Gallix bellum movere velle?

Porro vana omnino & stultia esse argumenta superadducta, & imprimis quidem illud, quod à Fœdere Augustæ Vindelicorum sanctio desumitur, ipsamet haud dubiè agnosceret Gallia, si meminisset, quæ in hanc rem à S. Cæsarea Majestate tam S. Pontifici per Literas, quam Regi Christianissimo per Ablegatum Cæsarem Comitem à Lobkoviz Anno proximi præterito, verbis scriptisq; remonstrata sunt; nihil enim hoc studium Fœderis moliebatur novi, sed antiqua tantum Pacta Cæsarem inter, ac quosdam Circulos, Principes, ac Status Imperii, rechiebat ad opus præsentium temporum; nullius læsionem spectabat, sed innocentissimam duntaxat, omnique jure permissam defensionem reciprocam; prætereque modicissimum numerum Copiarum, & virium stringebat, de quo, quod potentissima Corona Gallix metueret, non habebat.

Miranda fane est Compilatoris oblivio, dum recordari non vult, suum ipsam Regem, quod Cæsari & Imperio nunquam jure merito succensere debuisset ante pactas Inducias, spondidisse etiam, non refragaturum se, ut post earum consecutionem quovis meliori modo Imperii securitati tandem consulere; Imò & ipsis Induciarum Pactis disertè hoc cautum fuisse, ut qualicunque Guarantia, ut ajunt, etiam exterorum Principum firmarentur. Miranda magis ejusdemmet ignorantia, quod nihil antiquius receptum in Imperio Germanico & consensu Legibus ejus, quam ut Membra cum Capite pro conservatione totius Corporis arctissime semper cohaerent. Miranda denique maxime arrogantia, si soliditas? quod dum licere præsumit Regi suo, apparatus bellicos immanes in proprio Regno adornare, imò & prætextu Fœderis cum Capitularibus quibusdam Colonienfibus injustè initi, Copias in Archidiccesin Colonienfem immittere, Imperatorem Romanum in Imperio ita nullum existimet, ut cum Imperii Principibus, & Statibus pro asserenda communis Patriæ tranquillitate convenire non possit, sine injuria Gallix, armis vindicanda? Et tamen, quod magis est, hoc ipsum antiquum, innocens, medicum, necessarium, legitimum, & irreprehensibile Fœdus perire etiam suo in ovo permissum est, pro bono mutux constantiorique concordia, ne umbram faceret Gallix, si excluderetur in totum.

Ejusdem planè valoris & efficacie est argumentum secundum, quod videlicet renuerit Cæsar in Pacem perpetuam verti Armistitium. Si renuisset omnino sub aliis, etiam non ita Cæsare indignis, totique noxiis Imperio conditionibus, quam quas ab Aula Gallicana tum non tam proponi, quam præscribi contigit, quid illi crimini dandum? Standum erat Armistitio vicennali promisso, & eo durante tractandum de Pace, quam nunquam renuit Augustissimus, modo Pacem decoram, maturam, justam placeret Regi componere, institueretur Congressus, audirentur Partes, & quæ occurrunt maximi momenti controversiæ Jurium super attentatis à Gallia, non ante tantum, sed etiam post Armistitium, in examen revocarentur; tum vero Pacem inirent, suis cuique relicti, applausu omnium dignam & perennaturam felicitatē.

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1688.

Recordari poterat Rex Christianissimus, prætendente ipso & urgente, protractum fuisse Armistitium in annos omnino viginti, tum ut tempus ad discutendas, uti par erat, discernendisque controversias suppleret: tum ut Electores, Principes & Status Imperii tanto securius arma sua adversus Christiani nominis hostes expedirent; adeoque absque læsione Pacti, verbique Regii fieri non potuisset, ut totius vicennii spatium vix elapso abrupter biennio, & durante adhuc Bello Turcico eo usque mentem suam mutaret, ut nihil amplius discutiendum, aut discernendum, sed sexta fere Provinciarum Imperii pars uno quasi ictu, pleno & irrevocabili jure transmittenda esset; hoc etiam Cæsar neque poterat licite, si voluisset, præstare, neque legitime præstitisset, repugnante quippe Justitiæ, & Armistitii tenore, & refragaturis haud dubie, qui se læsos putarent.

Excusavit proinde Augustissimus Cæsar, & nequid suspiciunculæ superesset, declaravit, non tantum iterato in suis ad S. Pontificem Literis, scriptoque a Comite de Lobkovitz, apud Aulam Gallicanam tum temporis commoante, Regi exhibito, servandas a se tam finito, quam durante Bello Turcico inviolate vicennales Inducias, sed etiam, si idem & Regi placeret, id iurjurando ad manus S. Pontificis deponendo, corroborare parata fuit; Cui cum tunc acquieverit Rex, simulque obtinuerit, ut ne saltem in causam infringendi Armistitii vocari posset immanis illa, quam contra ejusdem Armistitii, uti & Pacis Westphalicæ & Neomagensis leges inceperat, ac optabat perficere, munitionum extructio, promissa iterum iterumque sincere amicitia constantia, toto vicennali Armistitii tempore duratura; facile quis colligit, quam frivole nunc idem prætextus obtendatur infractioni Gallicæ, & quæ demum speranda sit pacis perpetuitas, si tam stultes caute, fallendæ fidei, evitendique Pactionibus sufficiunt, & vix quadriennio inconcussum stare potest vicennale Armistitium.

Quod ad tertium ex successione Palatina desumptum argumentum attinet, hanc Serenissimi Electoris Palatini causam non ita suam facit Augustissimus Cæsar, ut eandem, lite nondum in judicio instructa aut decisa, tueri velit. Id tamen palam est, non invasisse Principem toto orbe nobilitate sanguinis, probate morum, prudentia ac sapientia clarissimum, Palatinatus Ditiones, sed intrasæ placide, servatis omnibus ex præscripto Legum servandis; quæ præter dubium ad Aurelianensem Ducifam spectabant hereditario jure, volens ac lubens sua ipse sponte remisit; quæ disputationi obnoxia, non coecè prodigis sui, retinenda putavit, donec per competentem Judicem de statu jurium liquesceret.

Sulcepit Aurelianensis causam Rex Gallix, indiciumque Palatino, ut decederet. Hic provocavit ad Forum; sed Forum Palatini Cæsarem; refugit vero Rex. Quid, si susciperet Cæsar hereditatis Lotharingicæ causam nuperam pro Nepote clarissimo, refugeretque a foro Regis Galliarum, dum panderetur? Num plus juris in Imperio Galliarum Regi, quam in Gallia Imperatori? Inducto postea sermone de re avocanda ad arbitrium S. Pontificis, Palatinus discrete Mediatorem admittit, quem Judicem non poterat citra offensionem fori sui, & Agnatorum suorum assensum; ablegavit Romanum Ministrum instructum & informatum plenissime, legavit vero neminem Aurelianensis; Monuit hunc Pontifex, sed frustra semper. Unde post moram integri fere anni dimissus tandem ab illius Pontifice, quem Palatinus legaverat. Et tamen nuperime residens hic Viennæ Ablegatus Regius, Comes de Lusignan certissimum Cæsarem fecit, fixum suo Regi, a Mediatione S. Pontificis non recedere, licet quam nimium averfi, & adversi. Sic luditur, illudtur videlicet, dum Rex via facti in Palatinatum irruit. Hæc vera series rerum.

Quod additur de sollicitato Cæsare ab Electore Palatino ad Arma Gallix inferenda, pactisque cum in finem Fœderibus, commentum est. Neque tam imprudens Serenissimus Elector, ut ex bello lucrum caperet, quod utcumque eventus cadat, Ditionibus suis functissimum, & perniciolosissimum futurum esset.

Superest postremum argumentum de negotio Colonienfi pro extrudendo Furstenbergio & intrudendo Bavarico, tot infimibus factum calumniis, ut vel exinde appareat, quam omni ratione, aut rationis um-

Z

brz.

ANNO
1688.

bra, ad tegendam infraſionis ſuæ injuſtitiam deſtituta ſit Gallia.

Quod egit Colonizæ Cæſar, jure egit, & ſacris Canonibus, juſtitie legibus, Imperatorioque ſuo, & annexæ eidem ſupremæ Eccleſiarum Advocatiæ muneri conformiter: Hortatus eſt Capitulum, ut meliorem & Eccleſiæ utiliorem eligeret, additis rationibus, cur ea qualitas in Cardinalem Fuſtenbergium non caderet; reatus ejusdem allegavit veteres, non aliter, quam quatenus novis cumulat, & reiterati ſunt, quorum tamen memoriam dudum depoſuiſſet Cæſar, ſi & Fuſtenbergius veterem animum exuiſſet, nec prioribus ſemper machinari pejora deprehenſus eſſet. Cæterum libertatem omnem, tam in, quam poſt electionem Capitularibus ſingulis reliquit integram; promiſſis aut pollicitationibus fidem eligentium non corrupit, minus vim ullam intentavit, aut adhibuit; ceteras Copias haud magis in Archidieceſis fines excitavit, quam immiſit proprias; ſed controverſia tota ad Sacram Sedem Apoſtolicam, velut unicè competentem in hac materia Judicem remiſſa, ejusdem deciſionem quietiſſimè expectavit. Et hoc Imperator in Imperio. An idem Gallia? ſed plus illi juris non tantum in Regno ſuo, ſed in Imperio Germanico. Nihil illi ſacros Canones, nihil Inſtrumenta Pacis, nihil libertatem ſuffragiorum temerabat, dum Cardinalem Fuſtenbergium, in-conſulto & reluſtante Pontifice, ſecretiſſimis primum artibus, mox & grandi pecunia Coadjutorem jubebat poſtulari per conjuratos in verbum ſuum ſuffragatores plures: dum Luxemburgi Fœdus illicitum inibat, ſeptendecim jam abhinc menſibus, ſpondebatque ſe ſuis ſumptibus non immiſſuram modo, ſed alituram etiam in terris Archi-Dieceſeos validiſſimas copias, quibus præſente poſtulat Coadjutor, non confirmatus, reprobarique à Vicario Dei, & Deo invito ſuſtineretur: dum denique horribiles minas maximis Principibus intentabat, ſi accederent ipſi, ſi contrahiſcerent, ſuos illa exercitus admovente unicè invigilatorios peccata iſta in Apoſtolicam Sedem, iſtaque agendi temeritas; non odium ullum in Galliam, non officia Principum; non conſpiratio ſomniata, zelum Sux Sanctitatis conſtantiſſimæ adverſum Fuſtenbergio fecerant, permoverantque, ut Bavarium Principem, decorum jam Inſulis Friſingenſi & Ratiſponenſi, adoleſcentem quidem, ſed candidiſſimi pectoris ſpeique almæ, & cujus Sereniſſima Domus de Eccleſia inprimis merita eſſet, ipſi ante habendum conferret. An hoc cum gentium ſcandalo? Populus Romanus dicat, qui ad fores conſiſtorialis Concilii effuſiſſime applauſit, cum ex unanimi totius Concilii Sententia Archi-Epiſcopum Coloniënſem futurum intellexit Joſephum Clementem, innocentiffimum Principem: Dicat Italia: dicat Germania: dicat etiam Anglia & Hollandia, ubi & homines ipſi nomini Papæ inſenſi, Papam hinc Innocentium non prius didicerunt laudare, quam docuerunt.

Lubens equidem farebitur S. Sacra Cæſarea Majeſtas, gaviſam ſe, veniente in urnam electionis Coloniënſis, tanto Principe, ſequè libentiſſime ejusdem & Sereniſſimi Electoris Bavarie votis obſecundatæ. Factum autem quod fuerit ex improbiſſima & ſceleſtiſſima mente, ut facilius periret tota familia Bavarica, Domui Auſtriacæ ſuſpecta, id, quemadmodum cogitare nefanda malitia eſt, ita carniſicum flammis merito expianda eſſet hujus Compilitoris audacia, imprudentia, & temeritas, qui hæc ſcribere, vulgare, obſcure audeat Imperatoriæ Majeſtati, non cogitat ejusmodi ſcælera, nec parat Aula Cæſarea. An Gallicana? ipſa ſciverit. Nemo id alibi fieri crederet. Credent autem omnes quod res eſt, voluiſſe impudentiſſimum Scriptorem Gallum Domum Auſtriacam ſuſpectam facere Bavaricæ, uti moris eſt Pſeudopoliticæ Gallicanæ, per Emiſſarios ſuos venerare Aulas omnes, ſeminibus diſſidentiarum inſperſis, quo demum diviſo eorum corde, omnes intereant.

Eo certiſſime reſpicit, quod, ex ingenio Galliz, per digreſſionem exorbitantem conatur inſultare Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, ſtudium hoc Cæſari eſſe, ipſorum ſumptibus Bella querere, per ruinam Archidieceſis Coloniënſis & oppreſſionem Religionis, Coronam Romanorum Filio adhuc puero vindicare, & Germaniam totam, Gallicæ amicitie ſubductam, in ſervitutem redigere indecoram & mileram. Suspendere animos geſſit, ne conveniant & coeant aliquando ad verum decus, communemque ſecuritatem, fracturo faciè ſingulos Rege, qui præter

ANNO
1688.

ullum laborem propulſaretur ab omnibus; idque ſummopere nititur, ut ab Auſtriacæ potentiz clientela & auſpiciis Germaniam, quantum maximè valeat, avertat dolo & ſubtrahat. Sed non ita ſimplex eſt Domus Bavarica, vel rudis Natio Germanica, ut malas hujusmodi artes, difficiles tegendo, non capiat; & quemadmodum grata mente agnoſcit Sereniſſimus Elector Bavariz officia à requiſito Cæſare Domui ſuæ in Electione Coloniënſi commodata, ita ridebit plane pro prudentia ſua, & perſpicacitate ejusmodi ſuſpicionum ſcintillas, quas jam dudum riſit, expertus garrulos diſcordiarum procos, ſcietque, nihil à Gallis ſperandum, qui ſua denique quærant. Germanus autem, quotuiſque is eſt, immuniſ adhuc à jugo ferreo Galli, ex oppreſſis ipſa in Germania Populis, imo & Subditis ipſis, Nobilibus & Optimatibus Galliz facile diſpicere poterit, an ſit viciniis Tyrannidi Auſtriacum Regimen, an Dominatus Gallicus; gaudebitque proſecto Romanam Coronam non eo cadere, quo eam ſæpius, & tum inprimis offendiſt deſtinatam à ſpiritu ſuo Aula Gallicana, dum, priorum temporum morem ſecuta, nulla honeſti, paſtorum, famæ & conſcientiz ratione habita non tantum rebelles in Hungaria Subditos, Turcarum aſſeclas, ducibus, internuntius, armis, pecunia, promiſſis fovit; fed etiam, ut ſit adhuc hodie dum, ipſosmet Chriſtiani nominis hoſtes, ad Bellum contra ſuam S. Cæſ. Majeſtatem excitulavit: Prout id ex variis emiſſariorum Gallicorum & Rebelligum, aliorumque authenticis Literis, quæ in promptu ſunt, maniſeſte probari poteſt.

Et hæc ſunt, quæ, quantum fieri potuit, breviſſimè ad contumeliolum Libellum ſeu Maniſteſtum Gallicum reponere juſſit S. Cæſarea Majeſtas, non ut ipſius Chriſtianiffimi Regis exiſtimationem ſigillet, utpote quem, maliſiſſis ſalſique eorum, quibus ejusmodi turbæ in lucro ſunt, ſuggeſtionibus, ad iniquam hanc infraſionem inducunt, neque convicia, in Sacraſſimam ejusdem perſonam irreverenter non minus ac improbe congeſta, approbaturum credit; ſed ut infamiam ſibi, Domuique ſuæ Auſtriacæ ab impudenti Scriptore aſſictam, perque Miniſtros Gallicos nomine Regis paſſim diſſeminatam diluat, ſuamque tueatur innocentiam.

Et vero ut hanc ipſam toti Chriſtiano Orbi magis magique teſtatur reddat, declarat publicè, reſtemque invocat omniſcium Deum, nihil cogitatum à ſe de infraſione Armiffitii, fed fixum animo fuiſſe ſemper, & eſſe verum ſeriumque propoſitum illius ſanctè ſervandi, ſi Sereniſſimo Regi conqueſcere tandem Induciarum Pactis & declarationibus anno præterito Pariſiſ hinc inde reiteratis, nec novi quicquam moliri, per præpotentiz ſactique vias placuerit. Quod vero ad tranſitum de Armiffitio ad firmam ac perpetuam Pacem; in eo ſeſe perſiſtere, ut exhibitam ſæpius promptitudinem omnem, facilitatem, & operam candidiſſime, ac libentiſſime conferat, quatenus inſtituta Commiſſione de ſinibus dividendis, diſcutiendisque variorum juriſbus controverſis eo modo & ordine progrediatur, qui publice imperantium Majeſtati & Legibus ſuper hoc compactis Imperium inter & Galliam conformis ſit. Quam ob rem, ſi quæ apud Sereniſſimum Galliz Regem, uti ſperatur, juſti ratio eſt: conſidit merito S. Cæſarea Majeſtas, fore, ut ſua ſponte turpiſſimi Scripti Gallici calumnias, & venena caſtiget, retrahat Arma injuſta, ſumantia damna reſartiat, reducat omnia in ſtatum priſtinum, Sereniſſimum Principem Clementem, à Sua Sanctitate jamdum rite confirmatum, Electoratu & Archi-Epiſcopatu Coloniënſi quiete gaudere ſinat, cauſamque Palatinam ad forum competens, in quo abſque omni partium ſtudio juſtitiam ſanctæ & integre adminiſtratum iri ſpondet S. Cæſarea Majeſtas, remittat; denique Pacem, quam ait ſe optare, tempore, modo & ordine in Tractatu Armiffitii delineatis & præſcriptis, procurari permittat. Sin minus; nullus ſane aliam reſuſcitati hujus à Gallia Belli cauſam interpretari poteſt, quam quod ei minus grata in hanc diem acciderit Divinz providentiz erga Domum Auſtriacam ſingularis benevolentia, & prodigioſa tutela; vel quod Auguſtus ejusdem Domus enormis aliquod præconcepſta opinione incrementum, & amplitudinem veſteatur, ex relatis victoriis, prolatoque jam ſeliciffime ultra Albam Grecam Imperio, vel quod reſpreſſos jam, & depreſſos Ottomanos per diversiones, ut nunciat, jam promiſſas, erigere cupiat, ac juvare; vel denique, quod præ nimia cupiditate aſſerendi non tantum

ANNO tantum sibi Jure perpetuo illud quod per mutua Armi-
1688. filitii placita ad tempus concessum est, sed etiam uni-
versum Romanum Imperium sibi subjugandi, nullis se
Pactum & Conventionum vinculis obstrictum esse,
eaque sibi quovis tempore pro lubitu dissolvere licere
arbitraretur. Quidquid sit, turpissimum violatæ fidei no-
tam non evitabit gloriosissimum Gallorum Rex, & pro-
inde protestatur Sua Sacra Cæsarea Majestas coram
Deo & universo Christiano Orbe, liberum esse Regi
manus suas extendere ad ignem aut ad aquam, & vel
abuti felicitate presentis potentie suæ, vel provocatas
adversitates ab ira omnipotentis Dei formidare in tem-
pore : Se autem utpote adactam ad necessariam tam
suarum Provinciarum, quam Sacri Romani Imperii
Electorum, Principum, ac Statuum Defensionem,
immunem & puram fore ab omni culpa, tam secu-
larium ex hoc Bello calamitatum, & effusionis Chri-
stiani sanguinis, quam restauratæ & servatæ in Europa
Superstitionis Mahometicæ, nec non perditionis tot
Animarum Christianarum sub Jugo Turcico misere-
mentium. Jactat quidem & gloriatur Scripti exhibiti
Author, probata divinitus iusta Serenissimi Regis Ar-
ma, quotiescunque illa movit ; qua fide, ipse ostende-
rit. Sacra Cæsarea Majestas induxit animum suum, ex
sua dubia Conscientia id omnino præstare, ut si placue-
rit Deo etiam nunc Arma Gallica prosperis cumulare
successibus, adoret, collaudetque arcana Dei Consilia,
quippe qui & per suos Attilas flagellavit subinde ad
correctionem dilectos. Sed juxta illam, in ipsis quoque
humanis multo meliora sperare. Infractorem Pactorum
Turcam, licet jamjam expirantium, compescuit ac
prospavit Altissimus ; compescit item, prospicitque
aliquando Pactorum infractorem Gallum, duratiorum
adhuc annos sexdecim. Viennæ 18. Octobris 1688.

XCVII.

Octob. (a) *Memoire des PROTESTANS ANGLAIS*
ANGLE- présentée à leurs Altesse Monseigneur le Prince &
TERRE, Madame la Princesse D'ORANGE. Publiée au
ET mois d'Octobre, 1688.
ORANGE.

VOS Altesse ne peuvent pas ignorer, que les
Protestans d'Angleterre, qui sont fidèlement at-
tachés aux Principes & aux Doctrines de leur
Religion, & au Gouvernement juste & legal du Ro-
yaume, sont en plusieurs manières horriblement vexez
& opprimés par les machinations & pratiques des Pa-
pistes, sous le nom & sous le prétexte de l'Autorité
Royale.

Que tous les jours on exige d'eux des choses qui
sont (b) contre les Loix & contre la Justice, en leurs
diverses Vocations & Emplois, & lesquelles ils favent
en leurs Consciences ne se pouvoir justifier ni devant
Dieu ni devant les hommes, & avec cela on les y

(a) On n'a rien changé à ce titre, & il est bon d'avertir, que
cette Pièce fut imprimée avec les Notes tout telles qu'on la donne
ici.

(b) Les exemples en sont en trop grand nombre pour être icy
rapportez, mais en voici quelques uns.

1. La plupart des Protestans sont pressés de se déclarer pour l'abolition
de toutes les Loix faites pour la Reformation & pour l'établisse-
ment de notre Religion.

2. Tous les Sujets sont forcés de se soumettre à obéir à des Juges,
Sherifs, Justices de Paix, Maires, Lieutenants de Roy & autres Offi-
ciers, qui ne sont pas légitimes, & tous ceux qui osent tant soit peu
revoker en doute l'autorité de ces gens-là sont menacés, vexés &
poursuivis, comme le Lord Lovelace l'est à présent.

3. On ordonne à tous les Sujets de fournir que toutes leurs actions
& les plus petites fautes de leurs vies soient examinées & que les le-
crets de leurs courtes soient pénétrés. Et que leurs plus considérables
& plus inviolables secrets soient commis à la discrétion d'un petit
nombre de Créatures du Roi, que l'on appelle ses Commisaires pour
les affaires Ecclesiastiques, desquels la Commission est de procéder con-
tre les Regles de nos Loix, jusqu'à ôser dire même qu'ils ordonnent
ainsi nonobstant toutes les autres Loix, & tout le Monde est forcé de
donner la main à ce pouvoir arbitraire sous peine de leurs correc-
tions, qui s'étendent jusqu'à condamner les Gens à une prison per-
petuelle.

4. On exige de tous nos Ministres sous de terribles menaces d'être
les Crieurs publics du Roi, pour prêter dans les Eglises le Pouv-
oir du Roi à détruire tout d'un coup toute la force & l'usage de toutes

force, sans avoir aucun égard à leurs Consciences, par ANNO
la crainte qu'ils ont de perdre leurs Offices & Emplois, 1688.
& par plusieurs autres menaces qu'on leur fait.

Que plusieurs de leurs Libertés fondées sur l'Équité,
leurs Bénéfices, & Moyens de Subsistance dans leurs
Eglises & Colleges, leur ont été ôtés sans aucun sujet,
que le bon plaisir du Roi. Et que l'on fait faire des
(c) procès & des poursuites par des Commissaires éta-
blis contre les Loix, qui en (d) poursuivent un tres-
grand nombre sans qu'ils soient le moins du monde
coupables, ou qu'ils aient peché contre les Loix du
Royaume.

Qu'ils sont exclus & dépourvus de la libre (e) Elec-
tion de leurs Magistrats & Officiers dans leurs Villes
& que l'on établit sur eux de prétendus Officiers &
Magistrats qui y sont fourrés ou en sont chassés selon
la volonté absolue du Roi, & selon qu'on les trouve
prompts à s'accommoder aux Desseins du Papisme &
à les favoriser soit par ignorance soit par corrup-
tion.

Que plusieurs des Corps Politiques de leurs Villes
sont déclarés être dissous quand il plaira au Roi (pour
donner de la terreur aux autres & les soumettre aux
volontés du Roi) & que les Citoyens & Bourgeois
sont par là exclus de la Franchise (f) & dépourvus
de tous leurs Privilèges & Libertés, s'ils ne peuvent
en conscience se soumettre à des Commandemens
illégaux, non autorisés par les Loix, & s'ils ne veu-
lent

les Loix pénales faites depuis 400. Ans pour assurer les Droits de la
Couronne, les Libertés & les Propriétés du Royaume, & la Profession
de la Religion Protestante.

5. Tous les Protestans sont contrains à peine d'encourir l'indigna-
tion du Roi, de fournir que les Droits de la Couronne, & la Li-
berté du Royaume attaquée par l'Autorité prétendue & par les Loix
des Étrangers, tels que sont la Cour de Rome, soient publiquement
niées & contestées, & que les Loix de ces Étrangers qui y sont con-
traires soient maintenues dans leur pleine force : Le Roi leur enjoint
de violer leurs devoirs envers Dieu, envers la Couronne & le
Royaume, & l'obligation où ils sont de poursuivre en Justice ces
crimes qu'ils voyent se commettre tous les jours, pour lesquels on
ne peut alléguer aucune excuse valable que l'on puisse fonder sur la
Liberté de Conscience.

6. Les Connétables & autres Officiers par tout le Royaume sont
forcés de loger les Soldats Irlandais, Écossais, & autres mercenaires
dans les maisons de leurs Voisins malgré eux, sans avoir égard aux
anciennes Loix, & aux termes exprès des derniers réglemens qui
le défendent.

7. Tous les Gentilshommes & Gens Privilegiés sont forcés de re-
noncer à la Liberté naturelle qui leur étoit acquise par les Loix, de
pouvoir élire les Membres du Parlement.

8. Les Bourgeois francs des Villes sont obligés de remettre au
Roi les Droits & la Possession de la Magistrature, & tous leurs an-
ciens Usages & Privilèges.

9. Tous la Nation est forcée par la crainte des supplices, de souf-
frir qu'on déclare, pour Héritier présumptif de la Couronne un en-
fant, qui selon les Loix du Royaume ne devoit point être reconnu,
jusqu'à ce que des témoins fideles & légitimes de sa naissance
eusent été dûment déclarés au Royaume, qui eussent attesté que
la Reine auroit véritablement accouché de cet Enfant comme il
étoit absolument nécessaire en cette occasion, ou tout au moins
qu'il étoit un Enfant supposé. Nonobstant cela le Peuple est
contraint avec confusion & douleur, de faire semblant dans les Pri-
ères publiques de le recommander à Dieu comme leur Prince &
n'osé demander qui sont les Témoins de sa naissance.

10. Plusieurs de leurs Jurés sont forcés de rechercher les crimes
de leurs Voisins, quoi qu'en leurs Consciences ils les jugent inno-
cens, comme il a paru en plusieurs exemples, dans l'affaire de ceux
qui expriment d'une manière si innocente la joye qu'ils avoient
de la Justice qui avoit été rendue aux 7. Evêques, par des feux de
joye : Et plusieurs sont contrains de se soumettre à être tirés en
Justice pour avoir perdu leurs biens, & sont condamnés pour cela
à des Amendes, & quelquefois à perdre la vie, par des Jures
corrompus, & par des Nominations de Juges qui sont contraires
aux Réglemens de nos Loix, en se servant de témoins & de Juges
qui ne sont pas capables ou qui sont parjurs, ou qui ne peuvent
avoir de connaissance des Faits en question, employant des Scribes
qui n'ont point prêté le serment comme les Loix le veulent, par
où le cours de la Justice du Royaume est renversé, & le Gouver-
nement entièrement bouleversé.

Tous ces exemples font trop connus pour pouvoir être niés par nos Adver-
saires.

(c) Comme par exemple, l'Evêque de Londres qui a été suspen-
du, Le Docteur Pechell Vice-Chancelier de Cambridge, & Maître de
Pembroke-Hall, Le Docteur Hough, & 26. Docteurs du College de
la Magdeleine d'Oxford, sans parler des Doyens qui ont été dépouil-
lés de leurs Privilèges & de leurs Revenus, & déclarés incapables
d'avoir aucun emploi, sans avoir commis d'autre crime que de
s'être toujours attachés au Droit & aux Statuts de leur College &
à leurs fermens. La suspension de près de 200. Ministres dans le
Comté de Durham, pour avoir refusé de lire à leur Peuple la Décla-
ration du Roi qui tendoit à dépouiller comme les Loix, &c.

(d) Les assignations des Commisaires Ecclesiastiques signifiaient aux
Chanceliers, Commisaires & Archidiacres du Diocèse, & à la plu-
part des Evêques, pour les obliger à donner les Noms de tous les
Ministres qui n'ont pas lu la Déclaration du Roi, en quoi ils
n'ont violé aucune Loi ni Ecclesiastique ni Civile.
(e) La Ville de Londres & toutes les autres Villes qui sont des
Corporations, comme en les appelle, en font un titre excellent, le
Roi y établissant qui il lui plaît, pour y prendre le Nom & exercer
le Pouv-oir de leurs Magistrats qu'ils élisent autrefois.

(f) Le Roi en a usé de cette manière à l'égard des Anciennes
Villes d'Oxford, Winchester, & le Bourg de Torneji, & menace de faire

ANNO 1688. lent lâchement & perfidement abandonner leurs justes Droits & Privileges au bon plaisir du Roi.

Que les furetés legales que les Rois & le Royaume assemblés en Parlement avoient établies contre les dangers qui menaçoient leur Religion & leurs Libertés, sont détruites par les Commandemens absolus du Roi, & rendus (*g*) inutiles, en vertu de son prétendu Pouvoir de dispenser de ces Loix penales, nonobstant l'intérêt & le Droit que ses Sujets ont à ces Loix, parce qu'elles sont le rempart & la seureté de leur Religion, de leurs Libertés & de leurs Vies; Et par cette conduite du Roi, le fondement sur lequel tous les Droits & Propriétés des Sujets sont établis, est ébranlé & lappé. Et on fait paroître une nouvelle Prétention laquelle on soutient, qui est, que les Sujets n'ont point de Droit, de Propriété ni de seureté lors que le Roi ne le veut pas.

Que sous couleur de ce prétendu Pouvoir à dispenser des Loix, toute la seureté & la défense que le Royaume peut espérer des Forces militaires, est entre les mains de (*h*) Gens qui en sont rendus incapables par plusieurs Loix expressees faites par les Rois & par le Royaume assemblés en Parlement, ce qui donne juste sujet de craindre beaucoup, voyant qu'on est ainsi à la mercy de Gens qui professent d'être dans la Communion de l'Eglise Romaine, laquelle fait profession ouverte d'être Ennemie mortelle des Protestans, & qui sont obligés sous peine de Damnation de chercher leur destruction, s'ils demeurent constamment attachés à la Religion Protestante.

Que contre les Loix expressees du (*i*) Royaume répétées n'agueres dans le Parlement on entretient une Armée de Papistes & de Mercenaires qui est répandue par tout le Royaume en pleine Paix, ce qui cause une grande inquiétude & terreur aux Protestans, qui sont en diverses manieres contrainsts de recevoir ces Soldats dans leurs Maisons, qui y demeurent malgré eux, par où ils sont privés de leur repos & de toute seureté dans leurs Familles, & de la conservation de leurs voisins & amis, & des petits profits qu'ils pourroient faire chacun en leur Vocation.

Que le Roi a arrêté & défendu l'exécution des Anciennes Loix du Royaume, contre plusieurs fortes de Crimes d'Etat & autres Crimes horribles : Et que tous Statuts que l'on fait avoir été faits de tems en tems depuis 500. ans, par rapport au Pape & à ses Prêtres & à leur (*k*) prétendue Autorité & à leurs Pratiques, sont suspendus; Quoi que l'Experience des Papistes mêmes en tous ces Siècles montrât que ces Doctrines & Pratiques étoient si méchantes & si dangereuses, qu'ils se plaignoient souvent dans le Parlement qu'ils craignoient qu'elles causassent la destruction (*l*) du Royaume.

Sa Majesté traite aussi de telle maniere les Cours de Justice dans ce qui regarde l'Administration de la Justice, que les Juges, quoi qu'ils aient beaucoup servi aux Deseins Papistiques, sont privés de leurs Charges, Honneurs & Pensions, s'ils osent seulement permettre que les Loix absolvent ceux que le Roi vouloit voir condamner, comme on l'a vû entr'autres depuis peu, lorsqu'il a déposé le Juge *Holloway* & le Juge *Powel*, parce qu'ils avoient absous justement les sept Evêques.

Il est inutile de donner icy d'autres exemples de

la même chose à *Normich*, ou quelque chose de semblable, par où il marque qu'il veut disposer du bien de ses Sujets, comme s'il étoit à lui.

(*g*) Les derniers Statuts de 25. & 30. de *Car.* 2. avoient été faits expressement pour la sûreté des *Protestans*, aussi bien que ceux de 5. *Ed.* 1. 13. *Ed.* 2. 23. *Ed.* 1. 27. *Ed.* 2. 1. *Jac.* 5. *Jac.* 7. & les Stat. 25. *H.* 8. 19. 20. 21. & plusieurs Anciens Statuts d'*Ed.* 1. *Ed.* 2. *Ed.* 3. *Rich.* 2. & de plusieurs autres Rois, avoient été faits pour assurer le Peuple contre les apprehensions qu'il avoit de la *Cour de Rome*, & le Roi a déclaré qu'aucun de ces Statuts ne sera désormais mis en execution.

(*h*) On fait que tous les *Papistes* sont par les Stat. d'*El.* de *Jac.* 1 de *Char.* 2. déclarés incapables de posséder aucune charge importante dans le Royaume, & qu'ils les possèdent presque toutes à présent.

(*i*) Voyez le *Pei.* de *Droit.* 3. *Car.* & les derniers Statuts de *Ch.* 2. qui déclarent que de repandre des Soldats dans les Provinces, & de les loger chez les Sujets, est une chose contraire aux Loix & aux Coutumes du Royaume, & on voit qu'il y eut des Requêtees presentées pour cela, & l'affaire passa au Parlement qui reconnut que c'étoit un Droit du Peuple, qu'ils ne doivent jamais être chargés de Soldats.

(*k*) Voyez la Declaration du Roi pour la *Liberté de Conscience*, elle suspend l'exécution de toutes les Loix penales dans les choses Ecclesiastiques, & celles qui soutiennent que c'est crime d'Etat de prendre l'Autorité & les Canons du Pape pour au-dessus de nos Loix, ou de prendre des Dispenses de lui & de lui obéir.

(*l*) Voyez les Stat. 35. d'*Ed.* 1. 25. *Ed.* 3. 27. *Ed.* 3. 16. *Rich.* 2. 5.

ANNO 1688. notre oppression, puis qu'il est évident qu'on remue Ciel & Terre par le secours de l'Autorité Royale, pour renverser le premier Fondement même du Gouvernement civil de ce Royaume, en ôtant au Peuple la Liberté d'élire selon les Methodes ordinaires, ceux qui le doivent représenter dans le Parlement, soit pour faire de nouvelles Loix, soit pour abolir celles qui sont déjà faites, si on le juge à propos pour le bien de la Patrie.

Cette illustre Monarchie a été fondée sur une Liberté egale, & le Gouvernement d'Angleterre a été en effet toujours libre (*m*) parce que les Anglois n'ont jamais reconnu d'autres Loix que celles qui ont été faites par le Consentement libre du Peuple, & du Roi, (*n*) & on suppose en Angleterre que le consentement du Parlement pour faire abolir une Loi est comme l'Acte propre de chaque particulier.

C'est pour cela que les anciens Statuts pour assurer les Coutumes d'Angleterre ont déclaré que les Elections devoient être libres (*o*) & que ni le Pape, ni le Roi n'en doivent pas interrompre le cours ordinaire, & même que le Roi s'est obligé de ne rien faire qui puisse ôter aux Electeurs la liberté de choisir ceux qu'ils jugeront les plus propres pour être Membres du Parlement.

Et ni le Roi, ni le Pape ne doivent pas se servir d'aucun Commandement, Promesses, Menaces, Prières ou Sollicitations de quelque nature qu'elles puissent être, pour ôter aux Electeurs cette liberté qui leur est si nécessaire, pour pouvoir choisir ceux qui défendront dans un Parlement libre le Droit du Peuple: Les Membres du Parlement, disent les Loix, doivent être choisis librement, & les Electeurs ne doivent pas craindre de déplaire au Roi en faisant leur devoir; il ne faut pas même qu'ils aient aucun egard à la récompense qu'on pourroit leur promettre au cas qu'ils ne se soumettent à la volonté du Prince; Il faut qu'ils soient libres & quant au tems, & quant au lieu de l'Election, ils ne doivent pas même obéir à ceux qui voudroient leur prescrire ou l'un, ou l'autre, autrement l'Election seroit nulle, & comme non faite.

Mais il n'est pas possible de vous dire ici toutes les methodes dont on se peut aviser, & qu'on a en effet employées pour renverser ce fondement de notre Gouvernement.

Que n'a-t-on pas fait ouvertement même & sans en faire mystère, pour détruire toutes les Coutumes, Privileges, & toutes les Chartres de nos Villes & de nos Bourgs, qui selon l'ancienne Coutume d'Angleterre doivent choisir la plus grande partie des Membres de la Chambre Basse: Quelle sorte d'artifice n'a-t-on pas employé pour rendre par tout nos Magistrats esclaves de la volonté du Roi pour être des Instrumens propres pour avancer la Tyrannie, & le Papisme, & avec quelle severité n'a-t-on pas traité ceux qui refusoient de contribuer au dessein du Roi. La plus grande grace qu'on leur faisoit, c'étoit de donner leurs Emplois à des Papistes, ou à d'autres encore plus ignorans, & plus corrompus; on fait assez qu'on a donné des detours aux Loix du monde les plus claires, pour détruire notre Gouvernement; on menaçoit les Magistrats de la part du Roi s'ils faisoient semblant seulement de vouloir défendre leur Droit contre le Roi: On leur disoit qu'ils se ruineroient en frais, & qu'ils seroient mieux de demeurer en repos. On passoit même plus avant, & on leur faisoit connoître sans façon qu'ils ne pourroient jamais soutenir leurs Privileges, leurs Droits, & leurs Chartres contre le Roi, puis qu'il étoit résolu de les avoir à quelque prix que ce fut, pour en user comme il le jugeroit le plus à propos; & pour les faire donner dans le piège avec plus de facilité, on leur promit de nouvelles Chartres, au cas qu'ils voulussent remettre entre les mains du Roi les vieilles, & on ne manquoit pas de leur dire au même tems, qu'on enverroient à l'Avocat du Roi les noms de tous ceux qui ne se soumettroient

(*m*) Voyez 24. *H.* 8. 12. 25. *H.* 21. On y declare que le Royaume est libre, que les Sujets ne peuvent être obligés par aucune Loi qui ait été faite sans leur consentement, que le Roi & le Parlement représentant tout le Peuple ont le Pouvoir de dispenser des Loix, quand ils le jugeront à propos.

(*n*) Voyez les Statuts 1. *Jac.* 1. 1.

(*o*) Voyez les Stat. de *Wilm.* 1. 3. *Ed.* 7. On declare là le Droit commun & que le Roi s'oblige de ne point troubler les Electeurs dans leurs Elections qui doivent être toutes libres. *Car.* 2. *Parl.* 7. *H.* 4. 15. 6. *H.* 4. 6. v.

ANNO troient pas aveuglément à tout ce qu'on leur deman-
1688. doit de la part de la Cour.

Nous favons aussi qu'on suborna par tout des Juges pour condamner tous ceux qui voudroient défendre leurs Droits, & s'opposer aux *Quarantanos*, comme les Magistrats de Londres furent refusés de faire, leur Conseil ne voulant pas rendre la Charte de la Ville, nonobstant tous les efforts qu'on fit pour l'avoir, parce que ces Messieurs savoient fort bien qu'ils ne pouvoient pas trahir la Ville, & que le Roi ne pouvoit pas non plus depouiller ses Sujets des Privileges qui leur avoient été accordés par leur grande Charte. Mais on cassa tous les Juges qui ne voulurent pas dissoudre le Grand Corps Politique, qui avoit possédé ses Privileges l'espace de mille Ans & plus. On déclara les Bourgeois, & tous leurs Heritiers decheus de tous leurs Droits & Privileges: c'est par ces methodes que le Roy d'aujourd'hui prenoit ses mesures sous le Regne de son Frere pour executer le dessein qui éclate si fort maintenant: on en voit maintenant les tristes effets, puisque les Villes & les Bourgs n'ont plus de Magistrats, ou n'en ont plus que dependamment de la volonté du Roy.

Mais ne voit-on pas que nostre Liberté est déjà détruite, puisque ceux qui sont maintenant nos Magistrats n'osent plus proceder selon les Methodes ordinaires pour choisir les Membres du Parlement.

Le Roy luy-même, tant par ses faveurs secretes que par les menaces, a déjà engagé la plupart de nos Magistrats à se soumettre à tout ce qu'il voudra, & comme il avoit coutume de parler dans son Cabinet en particulier à tous les Membres du Parlement, il fait de même maintenant à l'égard des (p) *Electeurs* & ainsi il les oblige de renoncer à la liberté de leur suffrage en Parlement, à moins de perdre les Charges qu'il leur a données.

Tout le Monde fait les trois Questions que les Officiers de Sa Majesté proposent aux Juges de Paix, & à tous les autres Magistrats.

Les Lieutenants des Provinces firent comparoître devant eux au nom du Roi tous ceux qui y faisoient plus de figure pour les obliger par menace, ou par flatterie à ne choisir pour Membres du Parlement que ceux qui seroient tout ce que le Roi voudroit: & on faisoit passer tous ceux qui tenoient bon pour les Droits du Peuple, pour des Gens mal affectionnés au Gouvernement.

Il n'y a gueres qu'on envoya une Commission la plus étrange du Monde dans toutes les Provinces pour obliger ceux qui ont droit de choisir les Membres du Parlement, à ne faire choix que de ceux qui consentiroient à l'abolition des Loix penales, & du Test, qui font comme les digues qui empêchent le Papisme d'inonder l'Angleterre, & qui sont les Fondemens les plus surs des Droits de la Couronne, & de la Liberté du Peuple.

Après cela peut-on douter du dessein du Roi, qui est de détruire nos Loix, & nostre Gouvernement pour ouvrir la Porte au Papisme? Mais pour convaincre tout le Monde de la vérité de ce que j'ay dit, on n'a qu'à lire la seconde Declaration du Roi pour la Liberté de (q) Conscience, où il dit nettement que personne ne doit esperer de posséder aucune Charge sous lui s'il ne veut contribuer à tous ses desseins & à finir ce qu'il a commencé: Et il declare de plus que tous ceux qui ne contribueroient pas à faire casser les Loix penales, & le Test, doivent estre considérés comme de fort mechans Chrétiens, & comme des Gens qui n'aiment pas le repos, & le bonheur de leur Pais; il ajoute que de sa volonté absolue il a osté à plusieurs Officiers Civils & Militaires, leurs Emplois pour s'estre montrés peu favorables à son grand dessein.

D'où il est clair que le Roi croit qu'il ne doit pas souffrir une Election libre des Membres du Parlement, pendant qu'il y a tant de bons Protestans pour y avoir part, qui ne peuvent en conscience contribuer à achever ce qu'il a commencé: c'est à dire qui ne veulent pas permettre que le Roi, sous le pretexte d'une Liberté imaginaire de Conscience, fasse un Present au Pape des Droits de Sa Couronne, de la Liberté, & de Privileges du Royaume, pour nous faire acroire enfin que nous sommes obligez de devenir les Esclaves

de l'Eglise Romaine, & de soumettre au bon plaisir des Prestres Romains nos Contrats, nos Mariages, nos Biens, nos Dettes, nos Decimes, nostre Reputation, & nos Corps même, sous pretexte qu'on les doit mortifier par la Penitence. Voila l'ouvrage que le Roi a commencé qui rend extremement méprisable la Couronne Imperiale d'Angleterre, au même temps qu'il ne tend qu'à détruire la Liberté Naturelle, comme aussi tous les Privileges, & tous les Droits Civils de la Nation Angloise.

Nos Loix penales ne sont faites que pour prevenir tous ces pretextes pieux de nous priver de ce qui nous appartient par les Loix fondamentales de l'Etat & par la Nature même.

Nos Loix penales n'ont esté faites que pour punir les offences commises contre le Gouvernement Civil, & contre la Société Humaine, & ainsi les Anglois ne peuvent pas s'en exempter à raison de leur Conscience, non plus que de celles qui defendent le larcin, ou le meurtre, au cas qu'on s'avisât de dire qu'on a pillé, ou tué selon la Conscience.

De tout cecy il est evident que le Roi fait tous ses efforts pour empêcher que les Prestres Romains & les Papistes ne soient un jour punis comme ils le meritent, pour avoir fait tout ce qu'ils ont pu pour nous oster nostre Liberté. Il pretend que les nouveaux Colleges qu'il a erigez, les Convents des Moines, les quatre Evêques Provinciaux, & tous ses Prestres pourront désormais se soutenir par la seule Autorité sans le secours des Loix; que les Canons de l'Eglise de Rome sont d'une plus grande Autorité que les Loix du Royaume, que les Protestans n'ont aucun Droit de commander, que tous leurs Biens sont confisqués aux Papistes par cela même qu'ils sont Protestans, qu'il leur est permis d'accepter des Dispenes de Rome, de n'obéir pas aux Loix du Royaume que le Pape n'approuve pas; il espere enfin que ses Prêtres soutenus de son Autorité pourront faire acroire aux Anglois qu'ils peuvent entretenir Commerce avec l'Eglise Romaine, avec le Roi de France, & avec tous les Papistes Etrangers, qui sont tout ce qu'ils peuvent pour accabler & ruiner les Protestans de ce Royaume.

Sa Majesté a tellement avancé cet ouvrage, qu'elle a arrêté & empêché l'Execution des Loix penales contre tous ces grands Crimes, qui étoient estimés des Crimes Capitaux par les anciens Papistes de ce Roiaume; Et il declare que tous les Protestans qui ne voudront pas lui aider à achever cet ouvrage, ne peuvent esperer aucuns Emplois dans le Royaume, encore moins d'estre Membres du Parlement. Et par là Sa Majesté entreprend de faire rouler l'Election des Membres du Parlement sur un si petit nombre de Sujets, qu'il n'y en aura pas parmi ceux que nos Loix jugent capables d'être élus, de quarante un, qui soit jugé propre pour être Membre du Parlement, de sorte que le nombre de ceux qui seront à son gré sera si petit, si l'on en excepte les Papistes; qu'il n'y aura proprement plus de Election, au cas que le Royaume subsiste cette volonté arbitraire du Roi, comme il a déclaré qu'il le vouloit.

Cela doit convaincre Vos Altesse, que notre condition est déplorable; Car il semble que nos Ennemis ne se contentent pas de vouloir abolir toutes nos Anciennes Loix Penales qui ne sont pas favorables aux nouvelles Doctrines & aux pratiques pernicieuses de l'Eglise de Rome d'aujourd'hui, lesquelles étoient autrefois en horreur même parmi nos anciens (r) Papistes Anglois, comme on le voit dans nos *Ordonnances des Loix Penales*: Mais le dessein est outre cela de détruire la forme du Gouvernement libre du Royaume, de laquelle sont procedées toutes ces Loix Penales contre l'orgueilleuse & tyrannique Domination de leur Eglise, & contre l'usurpation qu'elle faisoit des Droits de la Couronne & de tout le Royaume.

Elles savent par nos Histoires & Memoires que le Parlement qui étoit libre en ce tems-là a toujours porté des plaintes contre leurs pernicieuses & insolentes pretensions, d'avoir de l'Autorité sur nos Rois, sur nos Loix, sur nos Cours de Justice & sur leurs Decisions, & contre leurs Exactions, Impositions, Fraudes & Tromperies qu'ils exerçoient envers les Peuples par leurs folles Superstitions, par lesquelles ils se rendirent maîtres du (s) tiers des revenus d'Angleterre; & attiri-

Z 3

(p) Remarqués cela.

(q) Avril 27. 1688.

(r) Voyez les *Plaintes des Communes* dans le 25. Ed. 3. 4. provins, & 6. Rich. 2. 5. 27. Ed. 3.

(s) Voyez le *Rolle du Parlement*. H. 4. & H. 5.

ANNO
1688.

ANNO
1688.

rerent une si prodigieuse quantité d'argent à Rome, qu'ils appauvrissent & ruinèrent presque entièrement le Royaume.

Vos Altesse n'ignorent pas aussi qu'ils ont rendu Esclaves du Pape & de ses Prêtres plusieurs des plus grands Rois d'Angleterre, qu'ils ont eu le credit d'obtenir du Roi des *Licences* & des *Pardons* pour transgresser impunément les Loix que le Parlement avoit fait pour défendre les Droits & les Biens des Sujets, & qu'en suite le Parlement fut obligé de faire de nouvelles Loix pour déclarer que telles (*t*) *Licences*, *Dispenses* & *Pardons* accordés par le Roi étoient nuls & de nulle valeur.

Elles savent qu'ils ont persuadé à plusieurs des nos Rois que le Pape pouvoit les absoudre de l'Obligation des Loix & des Traités, Promesses, & sermens qu'ils avoient fait à leur Royaume, (*n*) de maintenir leurs grandes *Chartres* & toutes leurs Loix & Libertés: Et qu'ils porteroient l'un d'eux à renigner entièrement le (*x*) Royaume entre les mains du Pape, en le tenant de luy moyennant un Tribut annuel: Et elles savent que le Peuple dans un Parlement libre declara que telles *Dispenses* & *Resignations* étoient nulles & de nulle valeur, & exigea avec beaucoup de justice que ces Rois renouvellaient leurs sermens au Royaume par lesquels ils s'obligeoient de maintenir leurs Libertés; & méprisa & rejetta avec indignation les prétentions du Pape (*y*) pour son prétendu Tribut sur le Royaume, declarant que leurs Rois n'avoient point de tel Droit patrimonial sur le Royaume qu'ils pussent l'assujettir à aucune puissance qui fût sur la Terre.

Les Papistes ne peuvent pas espérer d'imposer jusqu'à ce point à un Parlement libre, que de lui persuader qu'il faille pour une entière Liberté de Conscience, reconnoître les Loix & les Canons Romains d'une même Autorité que les Loix d'Angleterre, ou de souffrir que les Sujets de l'Angleterre puissent faire Profession publique de croire que leurs Personnes, leurs Mariages, & leurs Biens soient sujets à une Jurisdiction étrangère, & qu'ils dependent d'Elle dans leurs Charges, Emplois, & dans l'Exercice d'iceux, s'ils veulent être sauves, ce qui seroit effectivement renoncer à leur sujétion à l'Angleterre, ou de leur permettre d'avoir une Union & des Liaisons étroites avec des étrangers, qui sont profession ouverte d'être les Ennemis mortels de presque toutes les Nations & de se croire obligés en conscience d'en procurer la destruction & extirpation.

Ils ne peuvent pas espérer qu'un Parlement libre puisse ignorer que Jésus-Christ n'a jamais rien enseigné qui tendit à détruire ou à altérer les Droits Naturels & Civils des Hommes ni des Nations, ou qu'il ait approuvé que les Sujets d'un Royaume libre pussent entretenir correspondance ou dépendre de ceux qui en sont les plus grands Ennemis: C'est pourquoi ils ont résolu de renverser tous les fondemens de notre Gouvernement, d'ôter au Peuple l'Élection libre de ses Députés dans le Parlement, afin qu'il ne puisse plus y avoir de Parlement libre dans le Royaume, ce qui certes est une Conspiration beaucoup pire que leur Conspiration des Poudres.

Il semble qu'ils croient qu'il faut encore pour le présent observer quelque ombre & apparence d'Élection pour l'Assemblée qu'ils veulent faire, en formant des Corps Politiques dans les Villes & dans les Bourgs pour nommer ou renvoyer les Gens selon qu'il plaira au Roi, & sous le pretexte specieux d'une Liberté de Conscience, par Promesses & par Menaces obliger les autres qui ont le Droit d'élire à recevoir pour leurs Députés au Parlement ceux que le Roy leur présentera; Mais si l'on souffre cet attentat qui est contre le premier & le plus essentiel fondement de tout notre Gouvernement, le Roy pourra cy-après avec autant de justice, de droit & de raison, appeler qui bon luy semblera de tous les Endroits du Royaume pour deliberer avec luy, & sous le pretexte des Conseils que ces Gens luy auront donné, changer nos Loix & nos Coutumes, imposer des Taxes & changer à son plaisir le Cours de la (*z*) *Succession de la Couronne*.

(1) Voyez le Stat. 3. H. 5. Stat. 4. 7. H. 4. 8.

(*) Anné le Pape déchargea H. 3 & Ed. 1. du serment qu'ils avoient fait d'obéir à la Grande Chartre.

(x) Ce fut le Roi Jean.

(y) Voyez le Rol. part. 40. Ed. 3. num. 8. Rot. Claus. 3. Ed. 1. La Chartre du Roi Jean, & son don au Pape qui estoit une Chartre très-injuste & sans force, qui fut brûlée depuis.

(z) Vous remarquerez que *Cromwell* s'attribua l'Autorité de faire

Nous sommes obligés avec beaucoup de déplaisir de montrer à Vos Altesse, qu'ils ont déjà poussé si loin leur dessein contre notre Gouvernement, qu'ils ont fait qu'il est impossible d'avoir un Parlement libre qui soit élu dans les formes en l'état présent où se trouvent les Villes & les Bourgs, les Sherifs & les Officiers, & en la situation où sont ceux qui doivent faire les Elections; parce que la plupart d'entr'eux ne sont plus dans cette Liberté & Indépendance dans laquelle nos Loix veulent que de telles Gens soient; ils n'y sont plus, dis-je, par les menaces que le Roy leur a faites de leur ôter leur Charges & Emplois & autres Bienfaits, s'ils n'acceptent pas pour leurs Députés ceux qui se font engagés indignement à donner leurs Voix pour l'abolition de nos Loix, comme le Roy le souhaite, sans écouter les Raisons que la Nation allégué pour leur manutention, & conservation, & comme je croi, sans savoir le dessein & le but des Loix qu'ils promettent d'abolir.

Il n'est plus possible à présent d'avoir le consentement libre du Royaume pour faire ou pour abolir quelques Loix, sans lequel pourtant elles ne peuvent être obligatoires, jusqu'à ce que l'on rétablisse les Privilèges & Libertés des Villes & des Bourgs, qui ont été ou abandonnés lâchement & perfidement, ou extorquées & ravies par force injustement, & que l'on ait fait choix de Magistrats légitimement élus pour dresser comme il faut les Ordres pour les Elections, & jusqu'à ce que la terrible Declaration du Roy soit retractée; qui declare incapables d'être Membres du Parlement, & exclut de tous Emplois ceux qui ne voudront pas contribuer au dessein qu'il a formé & qui est déjà fort avancé, d'abolir toutes nos Loix Penales, dont le but est de prévenir & d'empêcher le succès des pratiques & attentats des Papistes contre les Droits de la Couronne, & contre le Royaume; Et jusqu'à ce que l'on ait absolument renoncé à toutes les Promesses, Engagemens & Signatures, que les Ministres de Sa Majesté ont tiré par ses Ordres de ceux qui doivent élire les Membres du Parlement, par lesquels ils ont les mains liées. C'est ainsi que l'artifice & la malice des Papistes nous a ôté tous les moyens de remédier aux maux du Royaume par les Conseils libres & communs du Royaume, pendant qu'ils sont incessamment tous leurs efforts pour réduire nos corps & nos ames en esclavage.

Il n'est point nécessaire de faire ressouvenir vos Altesse, que ces Attentats contre notre Religion & notre Gouvernement, sont une partie de ce grand & general dessein qui fut formé & arrêté il y a plusieurs années dans les plus secrets Conseils des Princes Papistes, & conduit particulièrement par les Jésuites pour extirper entièrement la Religion Protestante & les Libertés des Peuples.

Nous ne ferons point mention de l'Execution qui s'est faite de ces Desseins Papistiques en plusieurs Royaumes & (*a*) Etats, ni la perdition de ces Princes dans leurs Traités, Conventions & sermens, ni les Oppressions, Meurtres, & autres especes d'Injustice qui ont été pratiquées par eux en Execution de leur grand & general dessein.

L'Exemple seul du Roy de France suffit pour tous les autres, parce qu'il a avoué & déclaré à tout le Monde la part qu'il avoit en ce dessein; Et en comparant les Violences, Bannissements & Meurtres commis au même temps contre les Protestans par les autres Princes Papistes, selon leur Pouvoir, avec ce qu'il a publié du dessein qu'il en avoit formé depuis longtemps, en comparant, dis-je, tout cela ensemble, nous pouvons juger justement de toute l'affaire.

Le Roy de France par son Edit (*b*) de 1685. a déclaré qu'il étoit entré dans ce dessein aussi tost qu'il fut parvenu à la Couronne. Et il paroît par l'Edit (*c*) qui fut dressé en ce tems-là, & approuvé par son Conseil de Conscience, que tous les Edits qu'il avoit donnés

ANNO
1688.

assembler par Lettres diverses Personnes sans Élection, & leur donna le nom de Parlement & fit divers Actes, & avoit dessein de changer la Succession de la Couronne & de la faire tomber dans la Famille, si ces Personnes qui étoient ses Créatures avoient pu convenir avec luy.

(a) C'est à dire en France, en Savoye, en Pologne & autres Païs.

(b) Cet Edit de 1685. mérite d'être lu de tout veritable Protestant.

(c) Il faut voir par cet Edit qui a été publié, l'opinion qu'ils ont des Protestans, ils y sont jugés incapables d'avoir aucun Droit de prétendre aux bénéfices des Traités, des Promesses & des sermens des Papistes.

ANNO 1688. & renouvelles en faveur des Protestans, & la reconnaissance qu'il fait dans les Registres du Parlement, des grands Services qu'ils luy ont rendus, & l'avancement de plusieurs d'entr'eux aux Emplois les plus considerables du Royaume tant Militaires que Civils, n'estoient que pour les flatter, afin de les mieux tromper, & il appelle Dieu à témoin des desseins & des résolutions qu'il avoit prises en ce tems-là d'abolir leur Religion peu à peu, & qu'il n'attendoit qu'une occasion favorable pour ce grand Ouvrage, comme il est appelé par nôtre Roi & par cet Edit.

Pendant ce tems qu'il faisoit si bonne mine aux Protestans & les assuroit solennellement de sa Bienveillance & qu'il le témoignoit même à quelques Princes Protestans, en les loiant de ce qu'ils lui étoient très fideles & promettant d'observer toujours inviolablement l'Edit de Nantes, qui étoit comme la grande Charte des Protestans de France; En ce même tems, dis-je, il faisoit secrètement & foudrement mille pratiques pour disposer les choses au grand œuvre, principalement en Angleterre, qui étoit regardée depuis long-tems comme le Chef de la Religion Reformée, & la Terreur du Roi de France & du Monde Papistique; il témoigna la crainte qu'il avoit de la Nation Angloise lors qu'il chassa d'une maniere barbare Sa Majesté d'aujourd'hui & le dernier Roi avec disgrâce, plutôt que de déplaire à Cromwel; C'est cette peur qui l'obligea à s'appliquer entièrement à diviser & à affoiblir les Protestans d'Angleterre, & à assister secrètement de ses Conseils & de son argent le dernier Roi pour augmenter & fortifier le Parti Papiste: Pour cela son cher Confesseur le Jesuite la Chaize, eut ordre d'entretenir Correspondence avec Coleman, qui étoit en ce tems la Secrétaire du Roi d'aujourd'hui, & les (d) Lettres qu'il a avouées en présence de mille Personnes, montrent que le dessein auquel ils travailloient, étoit d'exterminer la Religion Protestante sous le nom d'Herésie du Nord, & on auroit appris dix fois davantage des particularités de ce maudit dessein si toutes les dernières Lettres de Coleman écrites depuis deux Ans & demi qui furent portées à Whitehal n'avoient pas été supprimées & dérobées à la vue du Parlement; Cependant Coleman lorsqu'il fut examiné & jugé avoua devant tout le Monde le dessein qu'on avoit formé de renverser la Religion Protestante: Et qu'il n'étoit pas le principal Agent en cette affaire, mais un Ministre subalterne.

Il paroît par ces Lettres que l'argent du Roi de France devoit faire cet ouvrage, & les Lettres produites au Parlement par le Lord Montague d'aujourd'hui, & que le dernier Roy avoua avoir été écrites par son Ordre, prouvent que le dernier Roi vouloit bien être le Pensionnaire du Roi de France moyennant cinq-cent mille Livres Sterling par An pour ne point faire assembler de Parlement; ce fut alors qu'on découvrit les progrès & l'accroissement de la Papauté, & le danger où étoit la Religion Protestante, & sur cela on forma le Test, & on se préparoit à faire d'autres Loix pour nous assurer contre les desseins du Papisme.

On sçait aussi fort bien, que dans le même tems les Conseils des Jesuites mirent en pratique toutes sortes de machinations & pratiques pour corrompre la foy & la Religion des Provinces-Unies, & pour les faire tomber sous la Domination du Roi de France, ou du moins sous sa Dépendance.

Personne n'ignore aussi, que le Roy de France & le dernier Roi d'Angleterre avoient fait un Traité ensemble pour conquérir ces Provinces & les partager entr'eux afin qu'elles ne pussent plus être en secours ni servir de refuge aux Protestans. Que Votre Altesse nous pardonne la hardiesse que nous prenons de lui demander, s'il n'est pas vray que sa pieté & sa fermeté en la Religion Protestante, & sa Fidéité inviolable aux Libertés de sa Patrie, furent attaquées & mises à l'épreuve par ces deux Rois, ou du moins par l'un d'eux, & s'il n'est pas vray encore que la générosité, le mépris & l'indignation avec laquelle elle recut leurs Propositions indignes, ont donné à ces Rois une averfion & haine implacable contre votre Altesse, dont elle a toujours depuis ressentie les effets.

(d) Voyez les Lettres de Coleman imprimées & publiées par l'Ordre du Parlement.

ANNO 1688. Le Monde a aussi vu les effets de l'attachement qu'a eu le Roi de France à poursuivre ce même dessein en corrompant par ses Pensions, les Personnes les plus considerables du Royaume de Suede, & ceux qu'il pouvoit aussi gagner à la Cour de Brandebourg & en celles des autres Princes Protestans, pour les empêcher d'appuyer l'Intérest Protestant.

Mais la plus considerable dépense étoit employée envers le feu Roi d'Angleterre & ses Ministres & Conseillers qui avoient part à toutes les pratiques & menées secretes qui se faisoient pour affoiblir la Puissance des Protestans, & pour porter à son comble la Grandeur, la Gloire, & la terreur du Roi de France; Mais cependant il n'osa pas se joindre ouvertement avec lui dans ce grand ouvrage contre la Religion Protestante, par la crainte qu'il avoit de ses Sujets, lesquels il abusoit depuis long-tems par grand nombre de Proteftations solennelles qu'il faisoit, de vouloir toujours être fidele à leur Religion, & de la protéger aussi bien que leur Liberté.

Le Roi de France trouva par experience, que les Parlemens avoient eu le credit auprès du Roi, de rompre toutes les mesures qu'ils avoient prises ensemble pour la destruction des Provinces Unies, en le forçant à faire la Paix avec ces Provinces en particulier, ce qui lui fit rabaisser ses ailes, & l'obligea à rechercher adroitement une Trêve; C'est pourquoi il n'osa pendant la vie du Roi mettre en execution son grand Ouvrage, duquel il déclare avoir conservé le dessein si long-tems en son cœur, qui étoit de se servir des Tourmens, des Meurtres & de toutes sortes de cruautés les plus barbares pour exterminer la Religion Reformée & ceux qui la prêchent, & d'en effacer entièrement la memoire, comme ses Edicts & ses pratiques d'aujourd'hui nous marquent que c'étoit son Intention.

Le Roi de France n'osoit lever le masque, & se montrer tel qu'il étoit, c'est à dire un Loup dévorant contre ses propres Sujets, jusqu'à ce que nôtre Roi d'aujourd'hui eût épousé publiquement le Dessein Papistique, lequel il avoit pour suivi long-tems avec lui en cachette, & jusqu'à ce qu'il eût commencé à violer les Libertés & la sûreté des Protestans, & eût mis les Forces Militaires entre les mains des Papistes, & eût demandé le Consentement du Parlement pour faire une Loi qui l'autorisât à établir les Papistes pour Gardiens de la Religion & des Vies des Protestans, ce que le Parlement lui refusa.

Le Roi de France vit bien alors que la Nation Angloise n'étoit point en état de s'employer à secourir ses Sujets Protestans quand il voudroit les détruire, & comme parle son Edit, étant par le moyen de la Trêve hors de crainte, d'être troublé dans cet ouvrage, il s'appliqua entièrement au grand Dessein, & envoya ses Dragons pour ruiner les Biens des pauvres Protestans, & pour les tourmenter en leurs Personnes avec plus de cruauté & de barbarie que l'on n'en avoit jamais exercé depuis la Creation du Monde; il se resolut pour sa gloire, comme son Clergé en parle, de montrer qu'il étoit le premier & le plus illustre Fils de l'Eglise, & le plus grand Destructeur de l'Herésie Protestante, ce qui étoit, comme ils lui disoient, un nom plus glorieux & plus immortel qu'aucun de ceux qu'il avoit acquis par tous ses Triomphes.

Il proposa alors ce grand Ouvrage d'Extirpation aux Nations étrangères, à la maniere de Saul enflammé de menaces & de tuerie; il envoya au Duc de Savoye, & comme on se plaint à cette Cour, il fit peur à ce Prince & lui persuada de prendre cette resolution sanguinaire Antichrétienne, de forcer les Anciens Protestans des Vallées de Piémont de se faire incessamment Papistes, lesquels étant fideles à Dieu & à leur Religion, virent fondre sur eux les Troupes de ce Duc appuyées des Dragons de France, & furent tourmentés & massacrés par eux d'une maniere plus impitoyable que n'eussent été des (e) Serpens ou des Tigres, jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement détruits & leur Pays donné aux Papistes. Cette Cour de Savoye semble avoir encore (f) honte de cette horrible méchanceté & allègue pour son Excuse, que le Roi de France

avoit

(e) Voyez la Relation qui en est imprimée.

(f) Voyez les Lettres du Dr. Burnet qui fait cela pour s'en être informé à Turin.

ANNO 1688. avoit déclaré qu'il vouloit les exterminer par ses propres forces, & s'emparer du Pais, si le Duc n'y vouloit pas contribuer.

La ruine des Protestans d'Angleterre a toujours été regardée comme le premier Article du dessein de l'Ex-
tirpation de la Religion Protestante, c'est pourquoi tous les Conscils Papistiques, leurs ruses & leurs Ar-
tifices, leurs Conspirations, empoisonnemens & mas-
sacres, y ont été employés il y a longtems, & ils ont
entièrement gagné le Roi d'Angleterre pour le faire
servir à ce dessein : Ils ont trouvé moyen de le
joindre avec le Roi de France, afin que leurs Con-
seils, leurs Tresors & leurs forces étant jointes ils pus-
sent venir à bout du complot de fomenter l'Angleterre
à l'obéissance de leur Eglise. Il paroît en plusieurs ma-
nieres que les deux Rois suivent une même conduite
& que notre Roi suit les mêmes Methodes, qui ont si
bien réussi au Roi de France pour détruire les Protes-
tans de son Royaume. Son premier attentat est de ren-
verser notre Gouvernement & nos Loix, & la Liberté
& la nature de nos Parlemens, de même que le Roy
de France a commencé en s'emparant & usurpant la
souveraine & legale Autorité de France, qui residoit
en l'Assemblée des Etats, de laquelle seule il tient sa
Couronne. Notre Roi à l'imitation de son Frere de
France, s'efforce de faire que toutes les Charges & la
Magistrature du Royaume, qui selon les Loix de la
Nation doivent dépendre du choix du Peuple, dépen-
dent uniquement & immédiatement de son bon plaisir
& de sa Volonté absolue, soit que ces Emplois & Ma-
gistratures tirent leur source de notre Droit Commun
ou qu'elles aient été établies par des Statuts & des Char-
tres. Il s'efforce par divers artifices d'attirer à luy la
disposition de tous les Droits & des Biens de la Na-
tion, & de leurs Libertés & de leurs vies & de les
faire dépendre de sa pure volonté en renversant l'Ordre
établi de nos Jurés, & par des Juges & par un Chan-
celier, qui sont tous propres pour ce dessein, & qui
dépendant entièrement de lui, travaillent à faire que
ses Proclamations & Declarations l'emportent autant sur
nos Loix en autorité, que les Edits du Roi de
France l'emportent sur les Loix de Dieu, & sur cel-
les de la Nature. Et à son exemple il entretient une
armée mercenaire pour assujettir la Nation à sa vo-
lonté.

S'il peut parvenir à ses fins en cela, non seulement
la forme du Gouvernement sera renversée, & la Li-
berté de la Religion Protestante selon toutes ses formes
en Angleterre, & la Liberté de Conscience qu'il fait
semblant de vouloir établir, seront renversées, ou tout
au plus on n'en pourra jouir que par une faveur spé-
ciale, & il la pourra ôter aussi facilement que le Roi
de France a aboli les Edits irrevocables, les Traités &
les Loix de son Etat confirmées par son serment, &
qui doivent être une aussi grande sûreté à ces Protes-
tans qu'aucune Grande Charte que notre Roi nous
puisse donner ou qu'aucun Acte d'Assemblée à la-
quelle il pourra donner le Nom de Parlement comme
il en envie, & il lui fera assez aisé dans l'Etat dé-
plorable où il a réduit le Royaume, de faire une telle
Assemblée.

Notre Roi suit encore l'Exemple de France, en
assurant par écrit les Protestans de sa faveur & de sa
bienveillance en leur promettant une Liberté de Con-
science pareille à celle qu'auront ses Papistes, en ele-
vant aux Offices & aux Emplois ceux qu'il est re-
solu de ruiner & de détruire, arrêtant l'Execution des
Loix contre eux & leur accordant Liberté de Con-
science à quelques égards, & d'avoir leurs diverses
formes extérieures de Service Divin, pourvu qu'ils
n'aient aucun égard à la Conscience & qu'ils ne
s'attachent point à la substance de la Religion Chré-
tienne qui n'inspire que Justice & droiture, &
qu'ils ne fassent aucun scrupule de lui complaire, &
de l'assister dans les Crimes les plus horribles qu'il
commettra contre Jesus-Christ, en usurpant & vio-
lant tous les Droits & Libertés du Royaume, & en
s'attribuant une autorité tyrannique pour opprimer
qui il lui plaît, ce qui est un renversement absolu des
premiers fondemens & Regles de la Justice & de la So-
ciété humaine & par conséquent de la Religion de Je-
sus-Christ.

Ces choses de fait se prouvent d'elles mêmes, &
montrent clairement que les horribles oppressions que
fait notre Roi, sont les effets des Conscils du Parti
Papiste, dont le Roi de France est le Chef. Que la

Conjuration qui se découvre à présent en Angleterre
contre la veritable Religion & contre la Liberté,
comprend tous les Princes & Etats Proteftans de l'E-
urope; l'Angleterre est seulement attaquée la premi-
ere comme le principal rempart du Nom Proteftant;
Si les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Ir-
lande peuvent être réduits sur le pied de la France
dans la forme du Gouvernement & de la Religion,
& que leurs forces soient unies contre tel Etat ou
Prince Proteftant qu'ils jugeront à propos d'attaquer
separément, en tenant les autres divisés entr'eux par
leurs artifices, ce qui ne leur sera pas difficile, on
doit demeurer d'accord, qu'il y aura peu d'esperan-
ce que cet Etat ou ce Prince puissent long-tems sub-
sister.

Le Roi de France semble n'être pas fâché que l'on
sache que leur Dessein Papistique regarde generalement
tous ceux qui sont profession de la Religion Prote-
stante, quoi que plus particulièrement l'Angleterre, car
il a approuvé que la Harangue qu'un Evêque lui fit à
Versailles en 1685. ait été publiée, par la bouche du-
quel tout le Clergé de ce Royaume parloit, puis qu'il
l'avoit choisi pour cela; il loue le Roi de ce qu'il dé-
truit les Protestans de son Royaume, & demande
quelle chose ils n'en peuvent point encore attendre;
L'Angleterre, lui dit-il, offre présentement à votre
Majesté une des plus glorieuses occasions qu'elle puisse
desirer; Le Roi d'Angleterre par le besoin qu'il aura
de votre secours & de l'appuy de vos Armes pour le
maintenir dans la Foi Catholique, vous fera bien tôt
rencontrer l'occasion de lui donner une protection en-
tiere. Nous favons tres bien qu'avant que le Clergé
de France eût fait cette Declaration par la bouche de
cet Evêque, que la même tête qui avoit causé la per-
version & la destruction de tant de millions de Protes-
tans en ce Royaume, avoit en vuë la ruine de la Reli-
gion & de la Liberté d'Angleterre: Mais ce qui nous
surprit, ce fut de voir cette Harangue publiée par l'Au-
thorité du Roy de France; & que notre Roi souffrit
que la Traduction en fut debitée si publiquement en
Angleterre & parmi le Monde. Nous trouvons qu'il
estoit au dessous de la Majesté d'un Roi d'Angleterre
d'être bien aisé que l'on déclarât à ses Sujets, qu'il s'é-
toit mis sous la protection d'un Roi de France, sur
les Ancêtres duquel & sur son Royaume, les Rois
d'Angleterre avoient remporté tant de Triomphes,
mais il semble que tout ce qui peut servir au Dessein
general d'extirper la Religion Protestante, doit être
estimé glorieux.

Il n'est point necessaire de représenter à Vos Al-
tesses que la même Harangue reconnoît que les Con-
seils Papistiques, & la Conspiration contre l'Angle-
terre tendent aussi à la ruine de la Religion & de la
Liberté des Provinces-Unies. Cet Evêque dit au
Roi, qu'il avoit entrepris la Conquête de nouveaux
Etats, pour y rétablir la Prelature, le Culte Religieux,
& les Autels, que la Hollande & l'Allemagne n'ont
été le theatre de ses Victoires, que pour y faire triom-
pher Jesus-Christ, & afin que les Papistes puissent fou-
ler aux piés les Protestans & leur Religion, & il dit
cela, comme il l'assure, selon le veritable Esprit de
l'Eglise, & donne à entendre que les esperances qu'ils
ont du succès de leur dessein contre les pauvres Pro-
testans, sont sans bornes; car, dit-il, que ne pouvons
nous point en attendre?

Nous devons avouer ingenuement que nous n'avons
pas été assez prompts à croire cette dénaturée Con-
spiration Papistique contre tous les Protestans, & qu'à
notre égard en particulier nous avons été abusés par
les promesses que notre Roi nous faisoit de protéger
& maintenir notre Religion, nos Loix & notre Gou-
vernement, jusqu'à ce que nous les avons vus sapées
& minées, & la fusée prête à s'allumer par un Con-
venticule de gens corrompus & gagnés pour servir aux
desseins pernicieux du Roi, que le Roi peut faire as-
sembler, qui s'attribueront le nom de Parlement: Nous
nous apercevons bien du danger où nous étions à l'é-
gard de la Liberté & de notre Religion, & du Gou-
vernement, lors que nous vîmes que Sa Majesté d'au-
jourd'hui déclara que le feu Roi estoit Papiste; mais
nous voyons qu'avec tous leurs secrets Conscils reunis,
ils n'avoient pas été capables d'empêcher que nous ne
fissions quelques Loix pour la sûreté des Protestans en
excluant les Papistes de nos Parlemens & de tous les
Emplois, & nous esperons que la vie de notre Roi
ne seroit pas assez longue pour renverser par degrez
com-

ANNO
1688.

ANNO 1688. comme ils avoient commencé, les fondemens de nostre Gouvernement Civil, ni étendre la belle lumiere des veritez Chrétiennes, dont nous faisons profession, & nous étions assurés que Vos Alteffes étoient parfaitement éclairés dans les Doctrines de la Religion Protestante, & dans toutes les Veritez Royales & Chrétiennes & dignes d'occuper le Throne du Monde le plus élevé.

C'est pourquoi nous nous exhortions les uns les autres à souffrir avec patience tous les attentats de Sa Majesté contre nos Loix & Libertés, esperans que Vos Alteffes nous en delivreroient heureusement dans peu de tems à la confusion éternelle des desseins Papistiques formés contre nostre Gouvernement & nostre Religion, & pour delivrer tant de glorieux Martyrs, & Confesseurs qui gémissoient dans tous les Etats de l'Europe.

Mais comme Vos Alteffes étoient les plus grands objets de nos esperances temporelles; aussi la pensée qu'avoient les Papistes de la succession de Son Alteffé Royale à la Couronne jointe aux vertus de Votre Alteffé & à sa prouesse & vaillance dans la guerre, étoient un sujet de terreur & de crainte à tous les Conseils Papistiques de l'Europe, c'est pourquoi ils ont eu recours à diverses deliberations; ils ont quelquefois proposé en vertu de l'Autorité du Roi avec celle du Parlement de lier Vos Alteffes sous les noms trompeurs de Liberté de Conscience & de grande Charte, quand elles viendroient à la Couronne, de les lier, dis-je, par des conditions pareilles à celles qui furent obtenues dans le Parlement dans les affaires de la Reyne Marie & Elizabeth, qu'ils esperoient encore de renforcer en mettant les Papistes en possession des forces & de l'Autorité du Royaume, qui seroient joints à toute la puissance du Roi de France, en sorte que Vos Alteffes ne peussent être admises paisiblement au trône, à moins que vous ne vous soumissiez aux Papistes & dépendissiez d'eux, & des Conditions qu'ils voudroient vous imposer; Mais ils trouverent beaucoup plus de difficulté qu'ils ne s'étoient imaginés au commencement, à obtenir un Parlement qui voulût se joindre à Sa Majesté dans un semblable Projet contre Vos Alteffes, c'est ce qui fut cause que quelques-uns des Papistes les plus circonspects qui avoient des biens considerables, ne purent supporter la proposition d'employer la force d'une Armée mercenaire & la puissance de France pour faire violence à l'Heritiere de la Couronne, & ils proposerent que Sa Majesté devoit plutôt se servir de la force du Pouvoir paternel envers Madame la Princeesse, & employer tous les argumens tirés de son propre interet, pour la porter ou à changer de sentimens pour la Religion, ou au moins à avoir des sentimens moderés à cet égard, & à la faire incliner à consentir à ce qu'ils eussent une entiere Liberté. Que si ces moyens étoient inutiles, qu'enfin Vos Alteffes se laisseroient aller à donner leur consentement à la Declaration de Sa Majesté pour la Liberté de Conscience, & qu'Elles concourroient à demander avec lui au Parlement la Revocation des Loix penales, & du Test. On s'imaginait, que l'on pourroit persuader à Vos Alteffes, que les Loix dont Sa Majesté vouloit dispenser, n'étoient que deux ou trois Loix faites contre ces Protestans Nonconformistes qui s'assembloient dans leurs Conventuels, & quelques Loix faites depuis la Reformation, pour obliger seulement les Papistes par de grandes severités à aller à l'Eglise, & pour éloigner les Prêtres du Roiaume, & on esperoit que la tendresse generale de Vos Alteffes envers tous les Chrétiens, & le grand penchant qu'Elles ont pour la Liberté des Consciences, les auroit portés sans un plus grand Examen à descendre à la Requête de Sa Majesté.

On croyoit que Vos Alteffes ne s'informeront jamais des Loix Penales qui avoient été établies par les anciens Papistes, il y a plusieurs centaines d'années, contre les usurpations horribles de l'Eglise Romaine sur les Droits de la Couronne & du Roiaume, par lesquelles ils avoient appauvri, reduit en esclavage, & presque ruiné le Roiaume: On croyoit aussi que Vos Alteffes ne s'apercevraient point que le Roi avoit ouvert la porte pour faire revenir toutes ces méchantes pratiques de l'Eglise Romaine, & que la Revocation de ces Loix les retablirait.

On supposoit que Vos Alteffes ne favoient pas que les Loix penales contiennoient quantité de Declarations des plus autentiques que l'on puisse trouver dans

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1688. tous les Memoires, touchant les Droits de la Couronne d'Angleterre, la forme & Constitution de nostre Gouvernement, & les Droits & Libertés des Sujets: Les pretensions de la Cour de Rome, son usurpation & ses abus & oppressions insupportables ayant forcé les Rois & les Parlemens à faire ces Declarations qui sont des Témoignages anciens des Droits Hereditaires des Princes & des Peuples & qui sont d'un prix inestimable.

On s'imaginait, que Vos Alteffes ne penetraient point dans les conséquences d'une Revocation generale des Loix penales, laquelle en confirmant la Declaration de Sa Majesté, comme il le proposoit, auroit été l'établissement le plus parfait & le plus absolu du Papisme que l'Eglise Romaine puisse souhaiter. Tous les Canons & les Loix de l'Eglise Romaine auroient eu alors la même force, qu'elles avoient il y a cinq cens ans, & son Autorité & Jurisdiction sur nos personnes & sur nos biens, seroient établies & approuvées par les Parlemens, tout de même qu'elles l'étoient par cy-devant. Cette partie de la *Magna Charta* même sera abolie, qui établit des peines contre ceux qui se laisseront seduire par les Prêtres pour donner leurs Terres aux Maisons Religieuses.

On s'assuroit tellement de pouvoir tromper Vos Alteffes, & d'obtenir leur consentement pour l'Abolition des Loix penales, que les Prêtres faisoient courir le bruit que vous y aviez consenti, & que vous vous entendiez bien avec Sa Majesté sur cela; un méchant Jésuite avoit l'impudence d'en parler tout bas comme d'un Secret, & de dire que leur dessein general ne pouvoit manquer, puisqu'ils étoient assurés secrettement que le Prince d'Orange y concourroit quand il seroit tems de se declarer.

Nous étions bien assurés de la fausseté de ces bruits, parce que quelques-uns de nous avoient les vains efforts que l'on faisoit pour cela auprès de vous par l'ordre de Sa Majesté. Et nous fîmes fort surpris quand un de nos Amis à Whitehal dit à l'un de nous vers la fin du mois d'Aoust dernier, que les bruits que l'on avoit répandus, que Vos Alteffes convenoient sur ce fait avec Sa Majesté, s'étoient tout d'un coup évanouïs, & qu'il avoit ouï un murmure de gens qui disoient avec beaucoup de depot, que Vos Alteffes étoient obstinées en leurs erreurs, qu'Elles vouloient gagner l'affection de l'Eglise Anglicane, & qu'ils ne vouloient plus penser à Vous, mais que Vous vous en repentiez.

Un petit nombre d'entre nous qui seroient souvenant ensemble, conclurent que le Roi avoit changé de mesures. Mais ils ne pouvoient s'imaginer ce que l'on pourroit proposer à un Parlement au lieu du consentement d'un Successeur Protestant, pour l'obliger à révoquer les Loix Penales, selon le desir de Sa Majesté. Peu de tems après nous entendîmes dire tout bas que la Reine étoit grosse, & les Papistes commencèrent à en triompher. & les Prêtres à dire impudemment, que cela éloigneroit Son Alteffé Royale de la Succession, quand même ce seroit une Fille, & affirmoient avec autant d'ignorance que d'impudence que si la Reine avoit une Fille qui fût née après l'avènement du Roi à la Couronne, elle devoit succéder devant une Fille née pendant qu'il n'étoit que Duc; mais il n'y avoit que les Papistes qui ajoutassent foi aux bruits de sa grossesse, & la Fable de la Requête de la Duchesse de Modene au Ciel ou dans le Purgatoire, & de Notre Dame de Lorette qui lui aidait à concevoir un Fils pour l'occasion presente, portoit tous ceux qui n'étoient pas Papistes à croire que c'étoit une pure invention des Prêtres, quelque chose qui en pût arriver.

Les contes qu'on en faisoit marquoient que cette histoire étoit forgée au même coin que les Legendes, & c'étoit un sujet de risée parmi le Peuple, & propre pour les Lardons des Poëtes, & pour leurs Satyres, qui étoient si communes qu'elles paroissent à Whitehal même; & il ne faut pas douter qu'elles ne parvinssent aux oreilles de Sa Majesté & de la plupart de la Cour. Les Protestans les plus judicieux comprirent d'abord qu'on avoit dessein de supposer un Fils pour rabaisser la grande reputation & la puissance de Vos Alteffes, tous les Protections de l'Europe jetans avec raison leurs yeux sur Son Alteffé Royale, comme étant presomptive Heritiere de la Couronne d'Angleterre, & Votre Alteffé devant être à tous égards un Chef tres-propre pour le Parti Protestant contre le dessein general des Papistes.

AA

BB

ANNO
1688.

Ils jugeoient que cette pratique étoit nécessaire pour maintenir la gloire & la terreur du Roi de France, contre la grande réputation de Vos Altesse & la grande idée qu'on en avoit, qui s'augmentoit par l'Expectation de la Couronne d'Angleterre. Tout le monde fait, qu'il craint que Vous ne redemandiez & recouvriez vos Droits, & ne les arrachiez des mains de son injustice & de sa violence, & que vous ne soiez le Protecteur du Parti Protestant dans toute l'Europe contre ses desseins sanguinaires & tyranniques.

Il fait que si Son Altesse Royale succède à la Couronne d'Angleterre, il sera incontinent hors d'état de poursuivre ses cruels desseins contre les Protestans des autres Pais, & qu'à peine pourra-t-il même se soutenir & continuer son triomphe sur ses misérables Sujets.

La seule Expectation où l'on a été pendant huit ou neuf mois que la Reine pourroit accoucher d'un Fils, étoit fort avantageuse aux Papistes, quand même le tour leur auroit manqué à la fin par quelque accident fâcheux; car il suspendoit pour un temps toutes les esperances que tous les Protestans avoient conceues de Vos Altesse. Cela relevoit les esperances de tous les Papistes, & les faisoit déjà triompher, fortifioit les mains & les courages des Papistes Anglois pour leur faire poursuivre leur dessein avec vigueur; cela attiroit les Protestans mercenaires & servant au tems, à embrasser leur parti, & portoit plusieurs des foibles Nonconformistes à croire qu'il y auroit une Succession de Princes Papistes, & qu'ils ne devoient attendre que d'eux la Liberté de Conscience, & concluoient qu'ainsi ils devoient servir à leurs desseins.

Quand nous voyions les railleries que tout le monde faisoit sur le gros ventre de la Reine, & les tristes pensées qu'avoient sur cela les plus judicieux, qui craignoient avec raison que pour appuyer le dessein des Papistes, on n'imposât au Royaume un Fils supposé, nous résolûmes d'observer les commencemens, le progrès, & la fin de l'imposture, autant que nous pouvions en être informez, & nous reconnûmes d'abord que leurs Prêtres étoient les premiers qui répandoient cela par tout, & qui assuroient sans balancer que c'étoit une vérité incontestable, & ne faisoient pas difficulté de dire que la Reine étoit grosse d'un Fils, qui ne manqueroit pas d'achever l'établissement de leur Eglise en Angleterre, aussi assurément comme s'ils avoient vu le *Fœtus* parfaitement formé dans son ventre, ou plutôt comme s'ils avoient été complices du dessein de la supposition d'un enfant, & qu'ils eussent eu leur part en cette conduite.

Leurs manieres de parler & de se vanter augmentèrent le soupçon que nous en avions. Nous savions que cette engeance de Prêtres est capable des plus grandes méchancetés pour le service de leur Eglise, & qu'ils se font toujours rendus fameux en toutes sortes d'impostures & de fourberies. Ils ont une fois fabriqué un *Evangelie Eternel*, comme ils l'appelloient, pour avancer les Ordres des Moines mendiants; & si nous en croyons quelques uns d'entre eux, ils ont dans les riches Convents un *Pere Titrier*, pour faire des Titres, afin d'avoir les champs de leur voisin qui touchent aux leurs, lors qu'ils en ont envie. Ces mêmes Prêtres en pareille occasion supposèrent que la Reine Marie étoit grosse, afin de produire un Heritier postiche qui auroit avancé leurs interests, & on en triomphoit autant à Rome, & on y faisoit autant de prières solennelles pour cet Enfant, aussi bien que dans les autres Pais Papistes, comme l'on en a fait en cette dernière occasion; mais leur dessein échoua malheureusement lors que l'on attendoit la délivrance, & leurs joyes & leurs Oraisons s'évanouirent en fumée.

Quelques uns de ces Prêtres furent les Agents de l'usurpation cruelle & dénaturée du Roi Richard troisième. Un Prêtre prêcha à la Croix de Saint Paul, que le Roi Edouard IV. son Frere aîné, duquel le Roi Richard avoit massacré le Fils, étoit un bâtard, & non le Fils légitime de Richard Duc d'York, & que Richard étoit le véritable Fils légitime, & avoit été pendant un long-temps privé injustement de la Couronne qui lui appartenoit.

C'estoit par l'invention & par la pratique d'un Prêtre que *Lambert Simnel* Fils d'un Boulanger, s'éleva contre le Roi Henri VII. supposant qu'il étoit Comte de Warwick, & fut proclamé Roi en Irlande, & mar-

cha en Angleterre avec une bonne Armée pour maintenir ses prétentions. Et ce fut aussi par le conseil du même qu'une autre personne supposée, nommé *Perkin Warbeck*, fut proposée contre le même Henri VII. par Marguerite Duchesse de Bourgogne, qui supposoit que c'étoit Richard le Fils puîné d'Edouard IV. & forma un si considérable parti en Irlande, & fut bien reçu & assisté en Ecosse, qu'il pensa emporter la Couronne. Et nous ne pouvions pas oublier l'imposture que les Jésuites ont pratiquée ces derniers temps pour procurer un Heritier à une Couronne qui est devenue leur principal appui dans l'Europe.

Le souvenir de ces fraudes & de plusieurs autres des Prêtres Papistes, pour changer les Successions des Couronnes, afin de servir leur Eglise, joint à l'Application qu'ils faisoient paroître de préoccuper les Esprits du Peuple de l'opinion de la grosseffe de la Reine, & que c'étoit d'un Fils, dans un temps qu'il étoit naturellement impossible de connoître si elle étoit grosse en effet, tout cela, dis-je, mis ensemble, confirmoit le soupçon que nous avions qu'ils jouoient leur rollet, & qu'on avoit résolu de nous donner pour Prince de Galles un Enfant supposé, comme les bruits publics l'assuroient hautement.

Les Recueils & Remarques que nous avons faites depuis sur les choses qui sont arrivées pendant la grosseffe supposée de la Reine, & sur son prétendu accouchement d'un Fils, nous ont rendu la chose si claire, que ce ne sont plus des soupçons que nous en avons, mais nous concluons & croyons fermement que ce prétendu Prince de Galles n'est qu'un Enfant supposé, & nous croyons qu'il est de notre devoir envers Vos Altesse, envers notre Patrie, & envers tous les Protestans, puis que cet Enfant leur est contraire à tous, de vous représenter les remarques que nous avons faites sur toute l'affaire, plusieurs d'entre nous ayant été sur la fin fort près de la Cour pendant que cette Comedie s'est jouée.

Nous demandons tres-humblement permission à Vos Altesse de leur représenter, qu'avant que nous puissions avancer d'une maniere convainquante les faits particuliers, & les circonstances que nous avons observées sur ce sujet, il est nécessaire que nous prouvions la vérité de quelques Conclusions generales tirées des preuves & temoignages qui nous peuvent faire faire un droit jugement de ce Prince supposé, & si Vos Altesse font pleinement convaincus de la vérité de ces Conclusions; desquelles nous ne pouvons douter, elles pourront ensuite d'Elles-mêmes voir tres-clairement, sans autre enquête, qu'on ne peut pas croire, selon aucunes regles de Justice ni de Droit, que ce Prince de Galles soit né de la Reine.

La premiere Conclusion certaine qu'il faut avoir devant les yeux est celle-ci: c'est que par les regles universelles de la Justice & de l'Équité, l'Enfant de notre Reine, qui devoit être Heritier de la Couronne des trois Royaumes, & exclure l'Heritiere presomptive & les autres Princes & Princesses du Sang qui y pouvoient prétendre; cet Enfant, dis-je, devoit naître d'une maniere à ne laisser aucun doute qu'il ne fût véritablement de la Reine, en présence d'un grand nombre de témoins non suspects, d'une Reputation sans tache, & dont on ne pût soupçonner la bonne foy, & tels que les demandoit une occasion d'une si grande importance, afin que les Preuves de cette Naissance ne pussent être raisonnablement contestées ou revuées en doute ny en Angleterre ny dans aucun autre Etat.

Un Fils de la Reine entre au moment de sa Naissance dans les Droits de Son Altesse Royale Madame la Princesse; Elle perd par là, le Droit immédiat qu'Elle a à la Couronne, & il n'y a point de Regles dans la Justice, ny dans les Droits du Gouvernement Civil qui permette à qui que ce soit d'entrer en possession d'un Droit, ou qui exclue un autre des Droits que la Loi lui donne, sans de suffisantes preuves qu'il a un Droit plus grand que l'autre.

Nos Loix d'Angleterre, & les Statuts particuliers du Royaume faits sur ce sujet, ne veulent pas qu'on entre dans le Droit légal d'un autre, & ne le font pas descendre de la volonté du Roi ou d'aucun Sujet. Ce procédé détruit absolument la Propriété, diffout tout le Gouvernement Civil, & renverse le Droit naturel. Et lors qu'une personne entre dans le Droit d'un autre sans donner une pleine & claire justification qu'elle a de plus grands & de meilleurs Droits, c'est directement

ANNO
1688.

ANNO contre les Loix éternelles de la justice que Dieu a éta-
1688. blie parmi les hommes.

Sur ces fondemens infallibles nous établissons nôtre Conclusion, & disons qu'il faut que ceux qui prétendent que le prétendu Prince de Galles est né de la Reine, le justifient d'une manière si claire & si évidente qu'elle soit au dessus de toute contradiction, qu'ils y sont obligés par les Loix d'Angleterre, par celles de la Justice Civile, & du Gouvernement, & par les Loix de Dieu; & qu'avant que ses Patrons le puissent faire entrer en possession des Droits de Son Altesse Royale qui est par les Loix reconnu l'Heritiere la plus proche de la Couronne, ils doivent justifier à l'Angleterre & à toute l'Europe qu'il est véritablement le Fils de la Reine.

C'est une Coutume établie dans tous les Royaumes du monde qui sont Hereditaires, que quand les Princes viennent au monde, les Princes du Sang y sont présents; les principaux du Clergé & de l'Etat, les Ambassadeurs & les Ministres des Princes Etrangers s'y trouvent aussi, afin que tout le monde sache qu'ils sont Heritiers, & qu'on ne puisse contester leur Droit. Et quand on prétend à un Droit de quelque sorte qu'il soit, purement en vertu de la Naissance, ceux qui le prétendent sont obligés de prouver leur Naissance des personnes dont ils se disent Heritiers, sans quoy ils sont évincés de leurs demandes. Pour les personnes du commun il n'est pas à la vérité nécessaire de témoignages si expres & si clairs, & la justice ne le requiert pas. Les choses varient selon les circonstances, & ce qui pourroit suffire pour justifier la Naissance d'un particulier peut avec justice être regardé comme insuffisant pour justifier la Naissance d'un autre. Mais la naissance du prétendu Prince de Galles demandoit nécessairement à cause des circonstances d'être pleinement justifiée, & par un si grand nombre de Témoins qu'on n'en pût avoir le moindre doute. Car toutes les circonstances de cette Naissance prétendue étoient tout à fait extraordinaires.

On étoit généralement persuadé que la Reine, à cause de ses maladies & de ses infirmités, étoit hors d'état d'avoir des enfans, qui peussent vivre. Le fameux Docteur Willis étoit de ce sentiment, & s'en étoit expliqué à l'occasion d'un Enfant que la Reine eut dans un tems qu'elle étoit encore beaucoup plus forte qu'elle n'est à présent, car il disoit qu'il y avoit *mala stemmata vita*, cela a été confirmé par l'expérience de plusieurs années.

Il est notoire que dans tout le Royaume, quoy que le Roi & la Reine aient pu dire pour persuader cette Grossesse, & qu'on ait ordonné des prières pour cela, il n'y a pas eu de deux cens personnes, une qui l'ait crû.

Elle n'a pas été plus crûe dans les autres Pays Protestans qu'en Angleterre, & il a couru par tout des Ecrits qui ont publié que tout ce qu'on debitoit de la Reine n'étoit qu'un artifice des Jésuites, qui pour encourager les Catholiques, & faire des prosélites, les vouloient flater de l'espérance d'un Successeur Papiste.

Il étoit de notoriété publique que dans la plupart du Royaume, on soupçonnoit fort le Party Papiste, d'avoir dessein de supposer un Prince de Galles.

Il y avoit encore des circonstances sur la naissance de ce Prince supposé, qui étoient d'une autre sorte, & qui n'étoient pas moins importantes. On tenoit généralement que la fureur ou le danger de la Religion Protestante, non seulement en Angleterre, mais dans tous les Royaumes & les Etats de l'Europe, dépendoient de-là.

La Naissance de ce Prince étoit à plusieurs Princes & Princesses l'apparence qu'ils pouvoient avoir part à la Couronne, & exposoit l'Angleterre au danger d'avoir un Roi enfant, & de se voir effectivement assujettie sous la domination de Rome.

Toutes ces circonstances qui se trouvoient en la naissance du supposé Prince de Galles, étant en si grand nombre & si importantes qu'ils ne s'en eût peut-être jamais rencontré de semblables en la Naissance d'aucun Prince. Il est clair que dans cette occasion, le Droit Naturel, commun à toutes les Nations, & les Loix, & les Coutumes d'Angleterre vouloient qu'on eût des Preuves incontestables que ce Prince étoit véritablement le fruit de la Reine, & que cette Naissance se fût faite d'une manière si publique & si notoire qu'elle ne put pas laisser le moindre lieu à la défiance, &

TOM. VII. PART. II.

aux soupçons, & qu'elle eût assoupi & éteint tous les ANNO
bruits qui s'étoient repandus près & loin à son préjudice, & fait évanouir tous les fâcheux préjugés qu'on en ANNO
avoit eû. 1688.

La Justice, les Loix, & la Prudence demandoient nécessairement des Preuves telles que nous les avons représentées dans nôtre precedente Conclusion.

Il falloit le témoignage de personnes qui en eussent une certaine connoissance. Il falloit qu'il y eût des femmes présentes qui pussent attester avoir vu sortir cet enfant du ventre, qui l'eussent mis aussi-tôt entre les mains des hommes, & qui le leur eussent fait voir avec toutes les marques ordinaires d'un enfant naissant, & qui fort immédiatement du ventre de sa Mere; qu'en un mot on pût fait voir tout nud, & en l'état que se trouve un enfant au moment de sa naissance, & avec toutes les marques visibles & inseparables d'un enfant nouveau né. Circonstances qu'on observe toujours en France en la naissance des Princes du Sang, quoy qu'éloignés de la Couronne.

Que les Témoins soient propres à témoigner de faits si importants, & dans la qualité qui répond à la grandeur des personnes & des choses dont il est question, & des conséquences qui en peuvent suivre. La lumière de la Nature nous découvre l'équité des Loix Romaines qui veulent que le mariage & la naissance des enfans soient attestés par des témoins irréprochables & dignes de foy. La plupart de ceux qui ont écrit sur les Loix se servent de ces termes, *Matrimonium & filiationem qui asserunt, debent probare per testes idoneos omni exceptione majores*, c'est-à-dire, que ceux qui assurent qu'un Mariage s'est fait, ou qu'un enfant en est né, le doivent faire voir par de bons témoins, & sans reproche. Il en falloit de tels en cette occasion icy, & contre qui ni les Anglois ni les Etrangers n'eussent rien à dire.

Que les témoins de l'un & l'autre Sexe aient l'âge competent, que les femmes soient des personnes graves & modestes, dignes de foy, & propres à se concilier le respect des personnes de qualité, à qui elles sont obligées inévitablement d'exposer les ouvrages de la nature nuement & sans détour.

Il est aussi nécessaire qu'elles aient une connoissance suffisante de la grosseffe des femmes, qu'elles sachent par expérience & de quelle manière les femmes se trouvent dans le moment de leur travail, & après quels sont aussi les symptômes & les accidens, où tout sujettes les femmes pendant le tems de leur grosseffe, jusques à ce que les neuf mois soient expirés, & que le terme de leur accouchement soit venu; qu'elles sachent aussi connoître si un enfant est à terme ou non. Il faut nécessairement que les témoins aient une connoissance exacte de tout cela, ou qu'ils en aient été pleinement instruits & informés par des personnes fides & d'expérience, que le Royaume aient assuré qu'on ne leur peut avoir imposé, & fait illusion, en leur faisant croire que le Prince prétendu est né de la Reine, quoy qu'il ne le fut pas en effet.

Les regles generales de nôtre Droit Canon portent que les Témoins doivent être des personnes connues dans le Royaume, que leurs personnes, leur nom, leur profession, leurs emplois soient connus. Nos Loix fondamentales ont ordonné que les matieres de fait soient décidées par les Jurés du Voisinage où les faits sont arrivés; que les Témoins soient connus aux Jurés, & quand on produit des témoins inconnus au Voisinage, la chose demeure suspecte, & est sujette à de grands soupçons, à moins qu'ils ne fassent clairement connoître aux Jurés, qu'ils ont plus de connoissance de la chose que ceux qui sont sur les lieux.

Les Raisons de nôtre Loy sont en cela d'une force invincible dans le cas du Prince supposé: Il est évident que les Témoins de sa naissance doivent être des personnes connues de tout le monde, sur la connoissance, la fidélité, & la bonne foi de qui tout le Royaume, & toute la Chrétienté puisse se reposer dans un sujet de cette importance. Il ne faut pas s'imaginer que dans cette affaire des personnes obscures & inconnues, & dont on n'avoit jamais ouï parler en ce Royaume ni ailleurs, & particulièrement des Etrangers sans nom, comme des François, Italiens ou autres, puissent être des Témoins competents. Et si on considère les Circonstances, il est évident que le témoignage prétendu doit être rejeté; & si on s'en sert, c'est un préjugé de l'injustice de leurs prétentions, veu que l'on avoit un Royaume entier, outre plusieurs personnes éminentes,

ANNO
1688.

les Ministres des Princes & des Etats étrangers, desquels on pouvoit choisir facilement des Témoins non suspects, & dont le témoignage n'auroit pu être révoqué en doute, & c'étoit une nécessité de le faire d'autant plus indispensablement que le Roi & toute la Cour favoient fort bien, que la grossesse de la Reine étoit généralement révoquée en doute, tant en Angleterre que dans les Païs étrangers.

Les Témoins de la Naissance du prétendu Prince de Galles devoient être ou des personnes considérables dans l'ordre Ecclesiastique, comme sont les Archevêques & les Evêques, ou parmi la Noblesse, comme sont les Seigneurs de la premiere Qualité en Angleterre, ou enfin il falloit qu'ils fussent des gens d'un mérite extraordinaire, & qui eussent possédé les plus grandes Charges du Royaume.

Nos Loix nous ordonnent d'examiner les Témoins en chaque cas particulier d'une manière du monde la plus déinteressée, & sans avoir égard à personne, & veulent que nous péfions avec attention toutes les circonstances du fait, & du témoin, comme la capacité & tout ce qu'il avance pour prouver ce qu'il dépose. Mais quoique nos Loix ne supposent pas que la sincérité soit indispensablement attachée à la qualité des personnes, néanmoins elles ne laissent pas d'avoir des égards encore beaucoup plus particuliers pour des personnes illustres en naissance, & considérables dans le Royaume, par la grande quantité des biens qu'elles y possèdent; & en effet on doit préférer leurs témoignages aux dépositions des gens d'une éducation basse, & à qui d'ailleurs la pauvreté impose comme une nécessité absolue de suivre aveuglément la volonté d'autrui.

Mais puis qu'on peut connoître avec la même facilité les circonstances, & les qualités des témoins, soit qu'ils soient d'un ordre relevé, soit qu'ils ne le soient pas; c'est avec raison que nos Loix ajoutent plus de foi à ceux qui sont distingués par leur Noblesse, & par les grandes Charges qu'on leur a confiées: c'est aussi pour cette raison qu'elles ne veulent point d'autres Témoins pour prouver un fait aussi important que l'est la naissance d'un Prince: car à moins d'en être assuré, on pourroit toujours douter du vray Successeur de la Couronne; on pourroit exclure le vray Heritier, & lui substituer un autre qui ne fut qu'un Heritier supposé.

Et puisque nos Loix supposent que les gens de haute Qualité ont plus d'égard que les autres à leur réputation, & plus de tendresse même pour les matieres de conscience, il ne faut pas s'étonner si on se contente d'une Protestation faite par une personne de qualité sur son honneur, au lieu qu'on exige des autres un serment positif: d'icy vient que les simples déclarations des personnes de qualité de la naissance d'un Prince ont toujours passé en Angleterre pour des preuves certaines du fait.

On peut encore adjouter d'autres raisons pour lesquelles nos Loix nous obligent de donner plus de crédit aux témoignages des personnes de qualité; c'est que les gens de qualité versent plus souvent avec le Roi & la Reine que les gens d'une qualité inférieure.

Ces Dames du premier ordre ne gardent pas toutes les mesures que les autres garderont; elles s'approchent hardiment de la Reine en ses couches, pour être les Témoins oculaires de la naissance d'un Prince, qu'elles peuvent considérer de si prez qu'il est impossible qu'on les trompe par un enfant supposé. Et on ne doit pas s'imaginer, qu'on les puisse corrompre par argent ou autrement, pour trahir leurs propres intérêts, & ceux de leur Patrie en se déclarant pour un Prince supposé.

On peut juger par tout ce que je viens de dire que si les témoins de la Naissance d'un Prince Anglois doivent être d'une qualité relevée, on y devoit avoir un égard tout particulier dans la presente conjoncture des affaires, je veux dire dans le cas present d'un Prince supposé. Depuis le premier établissement de cette Monarchie on ne se vit jamais dans une nécessité si pressante qu'à présent, de fermer la bouche à tout le monde pour faire voir à tous les Sujets du Roi, qui ont tant de raison d'être jaloux de ce qui s'est passé à la naissance du prétendu Prince, qu'on avoit choisi des témoins, propres pour déterminer, & pour nous persuader qu'en effet le Prince d'aujourd'hui est né de la Reine. Il falloit de plus qu'il y eut eu un tel nombre de Témoins qualifiés, de la manière que

nous venons d'insinuer, qu'il eust été impossible à qui que ce soit d'entretenir la moindre pensée d'une imposture. ANNO 1688.

Si cette exactitude a été toujours jugée nécessaire à la Naissance des Princes, on a raison de s'étonner qu'on l'a négligée en cette conjoncture, ou plutôt on a tout sujet de croire qu'on l'a négligée à dessein, & pour une fin peu honnête, puis qu'on avoit assez les appréhensions qu'on avoit par tout d'une imposture, pour exclure par là la véritable Heritiere de la Couronne.

La Cour avoit assez les qualitez des Témoins nécessaires dans une affaire de cette nature, & il ne tenoit qu'à elle d'y appeler un tel nombre qu'on n'auroit pu douter du fait, puisqu'elle ne pouvoit pas ignorer les conséquences d'une conduite toute contraire.

Les anciennes Loix Romaines pour prévenir l'exclusion du véritable Heritier, quand un enfant devoit naître apres la mort de son Pere, donnoient trente jours à l'Heritier, & à tous ceux qui y prétendoient quelque intérêt, pour envoyer des femmes qui seroient des Témoins oculaires de la Naissance de l'Enfant, qui devoit être l'Heritier. Les interessez selon la Loi ne pouvoient envoyer que cinq femmes libres; & la femme qui devoit accoucher avoit droit d'en choisir autant: de sorte que le nombre des Témoins ne passoit pas celui de dix, outre deux Sages-Femmes, & autant de Servantes qui n'avoient pas cette qualité.

On regardoit cette Loi dans l'Empire comme une Loi fondée sur la Nature même, & quoique les Loix d'Angleterre ne nous ordonnent pas d'avoir un certain nombre d'amis present à la naissance d'un enfant qui doit être Heritier, la Coutume néanmoins nous l'ordonne, puisqu'on ne manque pas d'inviter les Interessez, & un bon nombre d'amis à la naissance d'un Heritier.

Cette pratique n'est pas une simple faveur, mais un Droit: puisque tout homme qui à quelque Droit à ce qu'un autre possède, le doit faire voir, & doit prouver le fait par un tel nombre de Témoins que la Cour de Justice n'en puisse plus douter. Mais ce nombre de Témoins doit être plus grand ou plus petit, selon la jalousie qu'on a de la vérité du fait.

Ainsi toutes nos Loix, & les Raisons sur lesquelles elles sont fondées, regardent évidemment le cas present d'un Prince supposé, puis qu'on avoit raison de soupçonner qu'on avoit dessein de nous supposer un Heritier à la Couronne, d'autant plus que le bruit en estoit repandu par tout, & qu'on n'en donna aucun avis à la Princesse intéressée en cette affaire. Selon nos Coutumes dans un pareil cas on ne doit pas croire un petit nombre de Témoins, parce que le Roi qui prétend que l'Enfant estoit né de la Reine devoit appeler tant de Témoins qu'on ne pût plus douter de la chose; je veux dire de la naissance du prétendu Prince.

Il est certain que par nostre Loy commune il faut plus de Témoins de la Naissance d'un Prince Heritier d'un Royaume, que d'un Sujet Heritier des biens d'un particulier. Mais pour nous faire accroire que ce prétendu Prince de Galles est véritablement né de la Reine, il nous falloit produire un plus grand nombre des Témoins que jamais; il falloit produire des Témoins interessez, & de la premiere qualité, afin qu'on put voir clairement qu'il estoit impossible que tant d'eux se trompassent en prenant pour enfant de la Reine celui qui ne l'estoit pas.

Je dis plus, on devoit appeler des Témoins connus des Peuples, & de différentes Provinces du Royaume, sans oublier même les Ministres étrangers, selon la Coutume, pour ôter toute sorte de soupçon au Peuple qui ne s'imaginerait pas que tant de gens de Qualité voudroient, ou pourroient même se tromper dans une matiere de fait de cette nature; disons donc sans crainte de nous tromper, puis qu'on ne peut s'imaginer pour quelle raison le Roy n'a pas appelé à la naissance du prétendu Prince de Galles un nombre suffisant de Témoins qualifiés, pour mettre la chose hors de doute, Luy qui avoit assez que le bruit estoit par tout répandu que la conception de la Reine estoit fautive, disons, dis-je, qu'on ne peut avec justice obliger ni Vostre Altesse, ni les Anglois, ni les Etrangers, à croire que le prétendu Prince de Galles soit né de la Reine.

ANNO
1688.

Comme la *Lai Commune* d'Angleterre nous marque les qualités des Témoins qu'on doit croire en toutes les différentes matieres de fait, elle nous decouvre aussi quels Témoins on doit rejeter : si donc ceux qu'on dit avoir esté presens à la naissance de ce prétendu Prince, ne sont pas des témoins qualifiés, & qu'on doit croire dans aucune Cour de Justice, votre Altesse ne doit faire aucun fond sur ce qu'ils diront du fait dont il s'agit : Et pour vous donner toute la satisfaction que vous pouvez souhaiter en cette matiere, je vous feray voir par les regles de nostre *Lai Commune* qu'on ne doit pas escouter les Témoins de la naissance du prétendu Prince de Galles.

Premierement nos Loix ne veulent pas qu'on admette dans le cas dont il est question pour témoins ceux qui ont reçu de l'argent ou aucune recompense de quelque nature qu'elle puisse estre pour aucun service rendu directement ou indirectement à la naissance de l'enfant, & si celui qui donne son témoignage n'ose jurer qu'il n'a reçu aucune recompense pour l'obliger à parler, il est aussi-tôt considéré comme un homme gagné, & qu'on ne doit pas escouter.

Nos Loix ne veulent pas qu'on reçoive pour témoins de la naissance du prétendu Prince de Galles ceux qui esperent d'estre avancés sous lui, ou à qui on a promis des emplois au cas qu'il soit reçu, & reconnu pour *Prince de Galles* : ceux qui ne peuvent nous assurer par serment, qu'on ne les a pas gagnés par promesse d'Emploi, ou d'autre recompense, ne sont jamais reçus pour témoins dans aucune Cour de Justice, & on ne peut agir autrement à cet égard sans renverser à même temps le premier fondement de toute Justice, & Gouvernement civil : Il nous est aussi defendu par nos Loix de recevoir, en faveur du prétendu Prince le témoignage de ceux qui seront en danger de souffrir aucune perte en decouvrant la verité du fait ; La raison de la Loy est que ces Gens là ne sont pas *sui Juris*, c'est-à-dire ne sont pas libres, mais doivent se soumettre aveuglément à la volonté de ceux de qui leur fortune depend : on a donc sujet de croire qu'ils sont gagnés, & qu'ils n'agissent que par la crainte de quelque recompense.

D'où il est evident que tous ceux qui possèdent des charges lucratives *durante Beneficio*, aussi longtemps seulement que le Roi le jugera à propos, ne peuvent être reçus pour témoins de la naissance du prétendu Prince de Galles, parce qu'on suppose qu'ils sont retenus par la crainte ou par l'esperance, & qu'ils n'osent pas dire franchement ce qu'ils en pensent.

On ne doit pas non plus selon nos Loix recevoir pour témoins ceux qui sont les ennemis jurez de la Princesse d'Orange, & de la *Religion Protestante*, parce qu'ils sont obligés par les Principes du Papiisme d'exterminer ce qu'ils appellent Heresie, & parce que l'Eglise Romaine a déjà déclaré que l'Heresie ôte à la Princesse d'Orange, & aux Protestans tout Droit de gouverner, qu'elle suppose estre devolu aux Papistes par ce crime prétendu.

On ne peut nier que tous les Papistes ne croient que la Princesse d'Orange est une Heretique excommuniée, & par une suite nécessaire selon leurs Principes qu'elle n'a aucun Droit à la Couronne d'Angleterre ; adjoutez à cela qu'ils se croient obligés en Conscience de faire tous leurs efforts pour empêcher qu'elle ne soit quelque jour Reine d'Angleterre. Je ne diray rien en cet endroit des Papistes Anglois qui ont tous des liaisons étroites avec le Pape, comme on peut juger par le séjour de son Nonce à Londres, & néanmoins près de deux cens ans devant Henry huitiesme par les anciens Statuts du Royaume il fut déclaré l'ennemi public de l'Angleterre.

On fait assez que les Papistes Anglois sont ennemis jurez de la Princesse d'Orange, & par conséquent qu'ils s'opposeront tant qu'ils pourront à son Droit pour favoriser le prétendu Prince de Galles : on ne doit donc pas se servir de leur témoignage dans le fait dont il s'agit maintenant pour tromper le Peuple.

Adjoutez à cela que la *Lai Civile* s'accorde si parfaitement avec nostre *Lai Commune* pour rejeter le témoignage d'un ennemi dans la cause de l'ennemy même, qu'on ne le reçoit pas à l'Article de la mort, & après qu'on a reçu l'Eucharistie : c'est la decision de tous les Docteurs de la *Lai Civile* : *inimicus etiam si in articulo mortis constitutus, & accepisset Eucharistiam repellitur à Testimonio causæ sui Inimici*. Je fais mention de cecy pour faire voir que non seulement les Loix

d'Angleterre rejettent les Papistes, & ordonnent qu'on ne les reçoive pas comme témoins de la naissance du prétendu Prince contre le Droit de la Princesse d'Orange, mais que ce procédé est même approuvé par leurs propres Docteurs, & par des anciennes regles de la *Lai Civile*. Mais, Monseigneur, je ne fais mention icy que des Loix d'Angleterre, qui vous donnent tout Droit de prevenir les Conspirations des Papistes contre votre Personne. Je ne parle point en cet endroit de la sincerité des Seigneurs Catholiques en des matieres qu'il ne s'agit pas de la cause de leur Eglise à laquelle ils sont indispensablement obligés de s'attacher : Mais parce que dans le cas present il faut de nécessité par leurs Principes qu'ils s'opposent au Droit de la Princesse d'Orange, nos Loix ne permettant pas qu'on les escoute : ils ne peuvent pretendre d'estre des témoins suffisans de la naissance de ce prétendu Prince, sans renoncer à même temps au point d'honneur & à toutes les Maximes d'une bonne Conscience.

Je dis plus, que selon nos Loix la Declaration du Roi & de la Reine même en faveur du prétendu Prince de Galles, comme étant né de la Reine, ne doit pas être acceptée quoi que nous justifions assez ce que nous disons icy par nos Loix mêmes qui ne souffrent pas que nos Rois soient témoins en aucun cas Civil, ou Criminel, neanmoins pour d'autres raisons importantes on ne doit pas se reposer sur l'*Affirmation* du Roi touchant la naissance de ce Prince : supposez il y est trop intéressé, & depuis l'establisement du Gouvernement Civil, nul, ni Roi, ni Sujet ne doit estre Témoin dans la propre cause : car si les Princes pouvoient être Témoins, ils pourroient aussi estre Juges dans leur propre cause, ce qui renverseroit le premier fondement de tout *Gouvernement Civil*.

En quoi je ne dis rien qui doive offenser Sa Majesté, je ne fais que simplement rapporter les Loix & les Coutumes d'Angleterre : Qui déclarent que l'*Affirmation* de Sa Majesté sur la naissance du prétendu Prince n'a aucune force : & le Roi est obligé par son Office, & par son serment de ne point contraindre les Sujets de se fier à sa parole en ce cas, non plus que sur celle de la Reine qui est renfermée dans la sienne : Et il ne peut prier le Peuple de changer leurs anciennes Coutumes, & de substituer la *Parole*, ou l'*Affirmation* de leur Prince aux Témoins jurez selon les Loix dans les matieres de la dernière importance pour le Gouvernement.

Si la simple *Affirmation* du Roi peut faire un Prince de Galles sans le concours des Témoins qualifiés selon les Loix, toute la Monarchie Angloise seroit renversée, on deviendroit esclave, & on ne seroit plus maître de son bien : Les Loix d'Angleterre s'accordent en ce point avec celles des autres Etats : quoi que la Loy Civile ait esté faite pour établir un Gouvernement absolu, & qu'une de ces Maximes même étoit qu'il falloit regarder la Parole du Prince comme Loy, *Principis verbum pro Lege habendum est*, neanmoins elle ne se fit jamais sur la Parole du Prince en matieres de fait qui avoient de la liaison avec les Droits du Peuple, c'est au contraire une regle generale parmi les Docteurs de la Loy Civile, en de pareils cas, *Principi indistincte non creditur*, on ne doit pas adjouter foi au Prince sans restriction dans les matieres de fait qui ont du rapport aux Interests des Sujets, établis par les Loix.

Mais ce qui est encore plus considerable, les savans dans cette Loy ont déterminé que l'*Affirmation* du Roy qu'un tel est un traître n'en est pas une preuve, *Regi fides non adhibetur si attestatur talem fuisse proditorem*. De plus s'il declare qu'il dépouille un de ses Sujets de son bien pour de bonnes raisons, on ne le doit pas croire sans preuve, il faut qu'on l'escoute dans la propre defense.

Les Docteurs de la Loy Civile déclarent tous, que si le Roi dit quelque chose au préjudice d'un autre, on ne le doit pas croire, particulièrement s'il parle pour son Interest : *Quando ex Affertione Principis ipse principaliter sentietur commodum, & Subditi incommodum, tum ipsi Principi non creditur*.

Henry sixieme, Empereur de la Germanie étoit bien persuadé de cette Doctrinne, & de la Justice de cette Loy il y a 500. ans. Le bruit avoit couru que l'Imperatrice Constantia n'estoit plus en estat d'avoir des enfans, & qu'elle faisoit tout ce qu'elle pouvoit pour contrefaire la femme grosse. L'Empereur ne se contenta pas de déclarer la verité du fait, il ne voulut pas qu'on

ANNO
1688.

ANNO
1688.

qu'on le crut sur sa Parole, ni même l'Impératrice *Constantia*, puisqu'il voulut qu'elle accouchât publiquement, & presque à la vûe de toutes les Dames de la Ville: L'Enfant qu'elle mit au monde fut après choisi Empereur Frederic second du nom.

S'il étoit nécessaire, je serois voir à vostre Altesse que dans l'établissement de cette Monarchie on a pourvu que les Rois ne pussent changer la Succession, ce qu'ils pourroient aisément faire, s'il falloit se tenir à la Parole des Princes sur la naissance de leurs Enfants: si donc c'est assez pour nous faire croire que ce prétendu Prince est né de la Reine que le Roy l'a dit, la Succession seroit déjà interrompue: comme si la Succession dependoit de la volonté du Roi, & non pas des regles prescrites par les Loix.

Quand donc le Roi auroit Pouvoir de forcer le Peuple à croire sur son Témoignage la Naissance de ce Prince supposé, il est clair que selon la Justice Naturelle & les Loix d'Angleterre cela ne pourroit préjudicier à son Altesse Royale dans son Droit d'Héritiere Presomptive de la Couronne.

Nous sommes persuadés que les Jesuites & autres Fauteurs de ce Prince supposé ne manqueront pas de contester contre ces Loix, dont la force découvre & renverse leurs Impostures, & qu'ils prétendront qu'il n'est pas raisonnable de demander de Témoignage de sa Naissance, rendu par de tels témoins & de la manière, dont ils sont icy représentés, sans qu'il y ait des Catholiques Romains, mais il n'y a rien que l'on puisse opposer à la raison & à la sagesse de ces Loix, & c'est une grande preuve de leur crime, qu'ils sont si contraires aux Loix qui previennent les fraudes & les impostures, & qui demandent des preuves des Faits aussi clairs que le Soleil.

Les Gens de bien ne se plaignent jamais des Loix qui favorisent la Verité & l'équité; Ces Jesuites savent bien en leur Conscience, qu'il leur eût été plus aisé de se procurer des témoins tels que nos Loix les demandent pour la Naissance d'un Prince, si la Reine en devoit véritablement accoucher, que d'en produire de pareils à ceux qu'ils avoient apposés, qui supposeroient y avoir été présents, mais d'être contents de cela sans voir le Fait, dont cependant ils devoient avoir été les témoins oculaires.

Il est incontestable que l'on pouvoit aussi aisément y faire trouver dix Personnes de Qualité Protestantes des deux Sexes avec quelques Ministres de Princes étrangers, comme d'y en faire trouver une Papiste, si l'on avoit voulu proceder droitement & fidelement avec la Nation, d'autant plus qu'on savoit bien que tous les Protestans de l'Europe, & point du tout les Papistes souhaitoient qu'on leur donnât satisfaction sur le gros ventre de la Reine & sur ses couches, ayant un fort soupçon que ce seroit un Prince supposé; ils favoient bien que les Amis & les Parens de son Altesse Royale auroient été aussi prompts à s'y trouver qu'aucuns Catholiques, & ils n'ignoroient pas non plus que la Coutume, le Droit & la Justice Naturelle demandoient, qu'on donnât avis à son Altesse Royale plutôt qu'à aucun autre, du temps auquel on esperoit que la Reine accoucheroit, afin qu'elle eût envoyé quelques Nobles Matrones, selon qu'elle l'auroit jugé à propos, qui auroient toujours été auprès de Sa Majesté, & auroient été les témoins non suspects & au dessus de toute Exception, de la naissance du Prince: ils favoient la coutume qui étoit d'appeler les Ambassadeurs pour être présents aux couches de la Reine, ce qui étoit d'autant plus nécessaire que le bruit étoit grand dans les Pays Etrangers Protestans que l'on preparoit cette Imposture. & qu'il y avoit des Envoyez & des Ministres publics de quelques-uns d'eux, & entr'autres que les Hollandois avoient un Ambassadeur là, qui s'attendoit d'y être appelé: Ils savent que ces precautions qui auroient été une preuve indubitable de la Naissance que l'on prétendoit, n'auroient pas empêché que Sa Majesté n'eût eu auprès d'elle autant de Papistes des deux Sexes qu'elle auroit souhaité, & elle auroit pu se laisser gouverner aussi entierement par eux seuls, si elle l'avoit ainsi souhaité, comme si ces Témoins legitimes n'y avoient pas été présents.

Les Conseillers Papistes de Sa Majesté l'abusent, s'ils lui font accroire qu'en aléguant une inadvertance, ou oubli, ou ignorance, ils puissent contenter le Royaume, au lieu des preuves que la Coutume & les Loix d'Angleterre exigent en ce cas: c'est une Regle dans notre Droit, que personne ne peut tirer avantage de

son imprudence, c'est à dire de l'omission de ce qu'il devoit avoir fait; jamais on ne reçoit dans les Cours de notre Justice de pareilles raisons, de dire que la Partie a été ignorante, ou negligente, lors qu'elle devoit connoître son devoir.

Nous nous assurons que Vos Altesse en lisant ceci seront convaincus de la verité de nos conclusions preliminaires, laquelle on doit toujours avoir devant les yeux pour bien juger de ce Prince de Galles supposé, & pour aviser aux mesures que Vos Altesse doivent prendre, au sujet de Leurs pretensions; Nous ne doutons point que Vos Altesse ne voyent parfaitement bien ce qu'elles peuvent demander avec justice à Sa Majesté sur ce sujet, sans manquer au respect filial.

Nous pouvons de plus représenter à Vos Altesse, que de la manière dont les choses sont, Sa Majesté ne peut pas justement exiger d'Elles, qu'elles reconnoissent ce prétendu Prince de Galles. Il seroit contraire à la Justice & à nos Loix que son Altesse Royale abandonnât son Droit d'Héritiere presomptive de la Couronne, pour le remettre à un Enfant, que l'on n'a point encore prouvé legitimentement être issu de la Reine. C'est pourquoi nous allons représenter à Vos Altesse une seconde Conclusion, qui est d'une certitude absolue, & sur laquelle on doit insister; c'est celle-cy.

Que ni les Loix de l'Angleterre, ni aucune Justice Naturelle ou Civile n'exigent de Vos Altesse aucune sorte de témoignages ou de preuves, pour montrer que le Prince de Galles est un Enfant supposé, ou qu'il n'est point issu de la Reine.

Quand quelqu'un prétend être l'Enfant d'une Famille, il est lui seul chargé de le prouver par les Loix & par les Coutumes de tous les Gouvernemens Civils, & par la Lumiere evidente de la Nature; Ces deux Regles du Droit Civil sont recetées en tous Pais dans les Cours de la Justice, *qualem quis se facit, pro fundamento Intentionis suæ, talem se debet probare; & Filius qui petit hæreditatem tanquam Filius, debet probare filiationem*; c'est à dire, si quelqu'un fonde quelque demande sur la qualité de Fils, ou sur quelque autre qualité ou Relation, il doit toujours prouver ce fondement & ce titre de sa demande; si celui qui prétend avoir Droit à un Heritage en vertu de sa Naissance, ne produit pas des témoignages suffisans selon les Loix du Pays, pour prouver le degré de proximité qui est requis pour cela, ceux qui contestent son origine n'ont point besoin de témoignage, ni de preuves pour l'exclure. Le Cours du Droit & de la Justice d'Angleterre à l'égard de toutes les prétensions qui se font en vertu de la Naissance, est connu de tous les Anglois; Le Demandeur est toujours obligé de prouver en la Declaration qu'il fait, tout ce qu'il avance de sa Naissance & Origine, & la moindre defectuosité dans ces preuves lui est fatale; & si le Défendeur aperçoit que sa Partie ne puisse prouver par des témoignages valables sa Descende, jamais il ne se met en peine de chercher des preuves contre lui, c'est assez pour lui qu'il nie la Descende prétendue, de montrer l'insuffisance des Témoins & du témoignage produits pour la prouver.

Vos Altesse ne sont point obligées ni par nos Loix ni par l'Equité naturelle, d'avoir des Témoins pour prouver que le Prince de Galles est une Imposture. Son Altesse Royale ayant esté reconnu pour l'Héritiere presomptive de la Couronne, à moins qu'on ne produisît des témoins irréprochables, dont la Nation soit contente, qui attestent qu'il est né de la Reine: ni Vos Altesse ni aucuns Princes & Etats ne peuvent en Justice le reconnoître; Et son Altesse Royale doit être réputée de la Nation, & de tous les Princes & Etats comme l'Héritiere presomptive de la Couronne, au moins jusqu'à ce qu'il naisse un Prince qui soit connu & déclaré; & c'est un outrage & un tort que l'on fait à Vos Altesse, au Royaume & à tout le Parti Protestant, de souffrir sans se plaindre publiquement, que ce Prince supposé prenne le Nom de Prince & d'Héritier presomptif de la Couronne.

Lors que la Ligue Papiste s'efforça pour exclure Henry IV. Ancêtre de Vos Altesse, de la Couronne de France, & qu'elle proclama pour Roi le Cardinal de Bourbon, il envoya des Agents au Pape, quoi qu'il fût encore Protestant, & à tous les Princes & Etats de la Chrétienté, pour leur faire reconnoître qu'il étoit le véritable & legitime Heritier de cette Couronne, & la Republique de Venize, à sa grande Gloire, contesta

ANNO
1688.

ANNO
1688.

testa sur cela avec le Nonce du Pape , disant qu'il étoit de leur devoir de le reconnoître, parce qu'il paroîtroit qu'il étoit le véritable Héritier.

A la vérité son Droit étoit d'être Roi actuellement en possession, mais fon Altesse Royale a la même raison & la même Justice pour maintenir son Droit à la Couronne en *Reversion*, comme parlent les Jurisconsultes, puis qu'on ne produit un autre, que l'on ne déclare par tout le Monde, devoir être le légitime & immédiat Héritier, après S. M. d'aujourd'hui.

Il est sans doute juste & raisonnable qu'elle soit reçue à demander que l'on fasse apparoir de la Naissance de ce prétendu Héritier, si suspecté par tant de raisons, & que l'on produise à la Nation des Témoins de cela au dessus de toute exception, selon les Loix & Coutumes d'Angleterre & selon l'Équité Naturelle.

Il peut être d'une dangereuse conséquence, de souffrir qu'une fautive opinion de supposé gagne & prenne pied dans le Monde avec le tems & par une négligence: mais pourtant ni le Droit ni l'Équité n'obligent. Vos Altesse sont seulement obligées de déclarer le tort qu'on leur fait & au Royaume par ce prétendu Prince, & de prendre garde qu'aucun Témoignage illegal, imparfait & frauduleux ne soit inventé & mis en avant contre vous & contre le Royaume pour appuyer ses Prétentions. Le Droit de son Altesse Royale qui est d'être le plus proche Héritier de la Couronne après Sa Majesté à présent, doit demeurer inviolable selon le Jugement de nos Loix & de tout le Royaume.

Nous ne pouvons pas douter, que tout le Monde ne voye bien par ce que nous avons établi, que le refus public que Vos Altesse feront de reconnoître ce prétendu Prince de Galles sera fondé sur de si bonnes raisons & si conformes au Droit & à la Justice, qu'on ne sauroit rien alléguer de plausible à l'encontre; c'est pourquoi nous ne voulons point rompre davantage la teste de Vos Altesse, en leur rapportant toutes les circonstances que nous avons déjà remarquées, qui nous font voir non seulement qu'il n'est pas vrai semblable, mais même qu'il est incroyable qu'il soit né de la Reine. Puisqu'il ne nous pas est possible d'envoyer à Vos Altesse des Témoins pour leur prouver en Personne toutes les circonstances que nous avons remarquées, & qu'il ne seroit pas juste aussi que Vos Altesse les receussent sans être autorisées de Personnes connus, & que nous ne pouvons pas sans manquer à la prudence mettre nos Noms à ce Mémoire, ni même les Noms de nos Témoins pour les Faits, & qu'aussi la preuve des circonstances ne peut jamais prouver tellement une chose qu'on ne puisse la revoker en doute, mais peut servir seulement à rendre la fausseté & l'imposture des Jésuites infame & plus odieuse; & que c'est l'Intérêt de Vos Altesse de ne se départir jamais des Principes manifestes du Droit & de la Justice, qui chargent uniquement les Fauteurs du Prince supposé de prouver qu'il est tel qu'ils prétendent & de le prouver avec toute l'évidence que l'on peut tirer d'un fait par des Témoins, en sorte que le Royaume en soit satisfait.

D'ailleurs tout le monde fait qu'entre les Papistes les Jésuites, qui en cette affaire contesteront avec le plus de chaleur contre Vos Altesse, ont la plus prodigieuse impudence de tous, pour nier les choses de fait quelque bien prouvées & avérées qu'elles soient, & qu'ils seroient ravis de pouvoir trouver quelque lieu ou prétexte de disputer sur ce sujet, & de rendre les Faits tant soit peu douteux, afin d'obscurcir la Vérité, & de pouvoir faire illusion au Peuple avec leurs Affirmations équivoques & leurs Sophismes impénétrables sur les Témoins de Vos Altesse, si elles en produisoient.

Ces Considérations nous empêcheront de rapporter plusieurs circonstances de grand poids que nous avons rassemblées, qui étant prises conjointement dans leur ordre & dans leur liaison naturelle, forceroient tous les Juges délicatés à conclure que la Reine ne peut pas être la Mere de ce prétendu Prince de Galles. Nous pourrions donner à Vos Altesse de grandes Preuves & fort circonstanciées pour les convaincre qu'il n'y a jamais eu ni par aucun signe naturel & raisonnable pour faire croire que Sa Majesté avoit conçu un Enfant. Elle n'a jamais eu le premier, le plus naturel, le plus connu & commun signe de Conception; ses mois, ou ordinaires ont toujours eu leur cours ordinaire & mal réglé comme auparavant,

ANNO
1688.

pendant tout le tems de sa prétendue grossesse, elle ne cela pas qu'elle étoit dans cet état dans le Voyage qu'elle fit à Bath, & que cela lui dura quelques jours après que le Roi l'eut laissée en ce Lieu là; & tout l'Artifice dont on se pût servir après pour les cacher dans leur saison, ne servit de rien; parce que cela vint à la connoissance d'autres Personnes qui n'avoient point de part au secret & au dessein de l'imposture.

Sa Majesté n'ayant point ce signe naturel de la suppression de ses mois, par lesquels les Femmes concluent d'ordinaire qu'elles ont conçu, & sur lequel elle pût se régler pour faire bien son conte, il semble par le Discours du Roi dans le Conseil, que leurs Majestés avoient tous deux jugé à propos de publier que sa Conception s'étoit faite au tems du Don fait à l'Image de Notre Dame de Lorete, lors que le Roi retourna trouver la Reine à Bath.

Il étoit encore trop tôt pour eux pour avoir fait provision d'un Enfant supposé, & ainsi ils pouvoient assigner quel tems il leur plairoit à sa Conception, & puis chercher un Enfant qui s'y pût accommoder, & il leur sembla que ce seroit une œuvre pie de faire de cette Conception un des Miracles de l'Image de cette Notre Dame, quoi qu'il arriva malheureusement après, qu'ils ne purent ajuster les tems de sa Conception & de sa Délivrance supposée, avec le cours le plus ordinaire & le plus constant de la Nature, qui est neuf mois.

Les Confidens, Donneurs d'avis & Fauteurs de cette Imposture entendant la voix de la Renommée; sur ce que le Roi avoit dit qu'il avoit un Fils qui étoit un Prince robuste & vigoureux, après qu'on eut commencé à montrer cet Enfant supposé, ces Gens, dis-je, voyans que toutes les femmes disoient en se moquant, qu'un Enfant de cette sorte venu environ à huit mois, étoit un aussi grand Miracle que la Conception de la Reine qu'on avoit décriée, & craignant que cela rendit la fiction moins croiable & n'aidât à découvrir la fraude, persuadèrent à Sa Majesté de dire qu'elle s'étoit méconnée au tems de la Conception de l'Enfant, & qu'elle savoit fort bien qu'elle étoit grosse avant que de prendre les bains; par ce nouveau calcul ils crurent qu'ils pourroient affirmer, que l'Enfant étoit né à son terme, & pouvoit être fort & vigoureux, comme Sa Majesté avoit dit, & ils crurent qu'ils se tiroient aisément d'affaire en disant que les femmes se trompent souvent en leur calcul.

Mais par malheur ils avoient oublié que Sa Majesté avoit continué dans son premier calcul & l'avoit affirmé expressément plusieurs semaines après ses prétendues couches; ils avoient oublié que tout le monde avoit vu que Sa Majesté avoit ses mois en son voyage de Bath, & quatre jours ue le Roi en fut parti, ce qui étoit une preuve évidente qu'il n'y avoit point alors de Conception; ils ne considérèrent pas que s'il est vrai que la Reine fût qu'elle avoit conçu, comme elle l'a dit depuis, en ce cas il ne peut y avoir de mécompte, & le moindre des Medecins, qu'elle avoit à Bath lui auroit pu dire, que si elle croyoit avoir conçu comme elle le dit présentement, que les Bains auroient probablement fait perir l'Embrion.

On avoit oublié que le Roi avoit publié, tout haut de concert avec la Reine, le Miracle du tems de sa Conception, qui étoit du tout contraire au conte qu'elle fait à présent. & on ne pensoit point non plus dans le Conseil d'aujourd'hui, comment on pourroit sauver l'honneur de la Reine dans les contes si contraires qu'elle faisoit du tems de sa Conception, même depuis son accouchement supposé; mais qu'est-il besoin de rapporter cela, puisque tout le monde fait assez le peu d'égard que les Confesseurs Jésuites ont pour la Vérité.

La Reine ne fit paroître aucunes de ces marques naturelles de grossesse qui paroissent dans les progrès que la nature fait dans les grossesses, aucun de ces signes qui se suivent pendant quatre mois en toutes les femmes, qui portent des enfans; aucun de ces signes ne paroissoit en Sa Majesté, il n'y avoit point d'enflure ni d'augmentation dans la proportion ordinaire de ses tetons & on n'y vit jamais de lait, quoi qu'une Dame eut une fois l'impudence de l'affirmer; leur proportion étoit visiblement la même qu'auparavant, aux yeux de toutes celles qui en peuvent être de légitimes témoins & qui étoient d'ordinaire auprès d'elle, & pas une de ces Dames d'honneur qui étoient propres à servir de témoins ne pût jamais avoir la satisfaction de voir sortir une goutte de lait de son sein, quoi qu'il y allât
de

ANNO
1688.

de l'honneur & de l'intérêt de Sa Majesté de le leur montrer, & qu'elle eût dû y prendre plaisir, si elle avoit été véritablement grosse.

Nous inferâmes cette circonstance dans notre Mémoire, non sans nous en divertir en notre Assemblée, parce qu'un de la Compagnie dit qu'il étoit à cette heure bien assuré que ni les Medecins de Sa Majesté ni les Jésuites n'étoient de bons Naturalistes, car disoit-il, ils auroient pu sans beaucoup de peine faire venir du lait dans les mammelles de la Reyne en si grande abondance, qu'elle auroit pu facilement en faire sortir quantité de lait en présence de la Princesse de Danemark & des autres Dames Protestantes de la Cour; c'est une chose qui se peut faire, dit-il, en tous les animaux, & il nous en donna des exemples avérés où l'on en avoit vu l'expérience & où l'Enfant avoit tété, & pour nous divertir il offrit de nous le faire voir dans un animal, l'ayant déjà éprouvé d'autre fois, & ayant tiré du lait des tetines d'une jeune bête qui n'avoit jamais eu de petits; un autre de la Compagnie dit fort plaisamment, que puis que cet artifice étoit aussi aisé à pratiquer, qu'il s'étonnoit que les Prêtres Papistes ne l'avoient point appris, puisque tout le monde favoit, qu'ils ont trouvé l'art de garder le lait de la Vierge Marie plus de 1600. ans & de le multiplier pour le dispenser parmi le Peuple credule.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Alteffes, si nous sommes ici moins sérieux, qu'un si important sujet ne le requiert; nous ne disions rien qui ne soit vrai, mais les Comedies des Prêtres Papistes qui se terminent souvent en Tragedie, nous obligent de les représenter comme ils le méritent.

Il y a un autre signe & témoignage infallible de la grosseffe d'une femme, c'est le remuement sensible de l'Enfant dans le ventre: On s'attendoit que Sa Majesté l'auroit montré aux Dames avec joye; principalement aux Dames Protestantes de la Chambre qui doutoient aussi bien que le Docteur Protestant qui étoit son Medecin alors, qu'elle fût grosse, & le témoignojent assez lors qu'elles osoient, comme elles firent quand on pretendoit que l'Enfant se remuoit dans son ventre & qu'on le publioit par tout le Royaume; ç'auroit dû être un grand plaisir à la Reyne, s'il n'y avoit point eu de tromperie, de faire voir le mouvement de l'Enfant aux Dames de sa Chambre; qui à tous égards auroient pu être témoins legitimes de cette verité envers le Royaume qui étoit justement soupçonneux sur ce sujet; elles auroient pu toucher son ventre, & par leur propre experience être des Juges competents des veritables mouvemens d'un Enfant dans le ventre, & quelques unes des Parentes de l'Heritiere présumptive pouvoient être admises à cette faveur comme notre Droit d'Angleterre & la prudence le vouloit, afin d'ôter tout sujet de soupçon; mais quelqu'adresse que l'on employât pour répondre au dehors que l'Enfant se bougeoit, jamais pourtant on ne daigna faire sentir son remuement à aucune de celles qui auroient pu être des Témoins competens de la grosseffe.

L'autre signe le plus naturel après ceux que nous avons allégués du progrès d'une grosseffe, est la distension de toutes les parties du Corps, qui environnent le sein de la Mere; car le lieu & la maniere de ce lieu que la nature a destiné pour loger l'Enfant croissant dans le ventre, sont de telle nature, qu'à proportion de l'accroissement de l'Enfant & du progrès qu'il fait, & de la quantité des liqueurs, qui sont ramassées naturellement & necessairement en ce lieu-là, à proportion, dis-je, de ces choses, toutes les autres parties qui l'environnent s'étendent par degrés & s'élargissent pour faire place; il n'y a jamais eu ni ne peut y avoir naturellement une extension qui ne soit seulement que dans le Peritoine & dans cette Elevation du ventre, pour faire place à l'Enfant; tous les Naturalistes & Anatomistes savent, que si cela étoit, aucun Enfant ne pourroit se tenir en son assiete naturelle, ni naître en vie.

Tous les Hommes & les Femmes qui ont quelquefois observé des Femmes grosses, savent que toutes les parties qui enferment la cavité s'ensistent jusqu'au tems que le terme de l'accouchement approche, mais ce signe naturel & necessaire de grosseffe manqua si absolument à Sa Majesté, que les habiles Spectateurs des deux Sexes qui observoient cela, s'étonnoient qu'on n'employât point de meilleurs moyens pour faire paroître ce signe visible de l'accroissement de

ANNO
1688.

l'Enfant dans le ventre; Nous fumes informez par d'habiles Matrones de grande experience, qui s'attachoient avec beaucoup d'application à observer exactement Sa Majesté, que toutes les parties exterieures de son corps qui environnent le sein où est l'Enfant étoient de la même proportion qu'elles étoient en d'autres tems, excepté seulement son ventre qui étoit excessivement élevé & haut, qui la faisoit paroître comme une femme fort grosse à ceux qui la regardoient par devant; mais, disent-ils, quand nous voyions Sa Majesté se promenant, & que nous la regardions par derriere & des deux côtes, nous n'apercevions pas en elle la moindre apparence d'une Femme grosse, nous donnâmes soigneusement ordre de faire observer par d'habiles femmes la façon du Corps de Sa Majesté, en divers tems pendant la grosseffe supposée & une fois entr'autres peu de tems avant ses pretendus couches, & on nous en fit toujours le même rapport, que nous venons de faire fidelement à Vos Alteffes.

Nous avons comparé cette circonstance avec une autre que nous avons remarqué dont nous avons eu des assurances de tems en tems pendant le tems des quatre derniers mois de la grosseffe supposée de la Reine, qui sont les mois où d'ordinaire toutes les parties qui environnent le ventre ensistent le plus; nous fumes tres bien informez que pendant tout ce tems Sa Majesté contre sa coutume ordinaire, se retiroit toujours de sa Chambre en son Cabinet ou en quelque autre lieu particulier avec deux ou trois Italiens, lors qu'elle changeoit de linge, & ne vouloit jamais permettre qu'aucune des Dames de sa Chambre la vit changer de linge, comme elle avoit toujours fait.

Ces deux circonstances s'expliquoient l'une l'autre, & monstroient manifestement que la forme naturelle, nuë & veritable du Corps de Sa Majesté telle qu'elle étoit alors, ne devoit pas être vue par ceux qui n'entroient point dans le dessein de l'imposture. Les seules Personnes qui auroient été capables d'être de legitimes Témoins pour la Reine contre la renommée & l'opinion de tout le Monde, étoient toutes exclues des moyens de pouvoir voir si son ventre étoit véritablement & naturellement gros, & quelque peu d'Etrangeres sans qualité devoient favoir le secret de ce que Sa Majesté vouloit faire de ce gros ventre artificiel.

Il n'y a rien de plus clair par ces circonstances prises comme elles le doivent être toutes ensemble, qu'il n'a rien paru de cette simplicité qui accompagne toujours la verité, dans toute la conduite de Sa Majesté, depuis le tems de sa pretenduë conception, jusques au tems de ses couches pretendues; tout ce qui a été fait en cette affaire, a marqué ouvertement qu'il y avoit de la fraude & un dessein de cacher & supprimer les œuvres de la Nature, qui auroient dû être les plus exposées à la vue de tout le Monde; s'il y avoit eu dans ce qu'ils avancoient quelque verité qui eût pu supporter la Lumiere, nous pouvions assurer Vos Alteffes en toute verité, que dans tous les huit mois & quatre jours selon le premier calcul de la grosseffe de la Reine, ou depuis le tems de son voyage de Bath selon le nouveau conte; il n'y a jamais eu dans Sa Majesté aucun de ces signes naturels & constans qui peuvent donner à un Homme ou à une Femme entenduë dans ces choses, la moindre raison de croire qu'elle avoit conçu d'un Enfant.

La continuation de cette imposture jusqu'à la fin a été proportionnée aux commencemens, dans les préparatifs faits pour les couches supposées de Sa Majesté, on n'a eu aucuns égards aux regles de l'équité naturelle ou du Droit, ou de la prudence, & on n'a gardé aucune des apparences de cette franchise & de ce procédé ouvert qui devroit avoir fait paroître qu'ils ne craignoient point que la Nation, ou le Monde sçussent la verité de tout ce qui se passeroit dans cette affaire, dans laquelle tout le Royaume & une si grande partie du Monde étoient si interessez; Si l'on avoit consulté les Courumes & les Loix d'Angleterre, ou l'Equité naturelle dans les Circonstances des préparatifs necessaires pour l'accouchement de la Reine, le premier Conseil qu'ils auroient dû prendre auroit été d'avertir de bonne heure Vos Alteffes & les autres que la Succession de la Couronne peut regarder un jour, du tems qu'Elle esperoit d'accoucher d'un Prince & du Lieu où elle feroit ses couches en ce tems là, afin que les Matrones de qualité & les autres Dames propres pour cela se fussent préparées, pour s'y trouver, & pour lui

rendre

ANNO rendre leurs services, & obvier à tous les soupçons de Fraude & d'Imposture.

1688.

Mais on ne peut pas nier, que non seulement on a manqué à en donner avis à Son Altesse Royale & à tous ses Parens, & qu'on n'en a pas averti une seule des nobles Matrones d'Angleterre, mais qu'on s'est servi de tous les artifices imaginables pour cacher le temps & le lieu où elle devoit faire ses couches prétendues; car le Roi & la Reine publioient le tems de la Conception supposée, d'une manière, que ni son Altesse Royale ni aucune personne de Qualité ne pouvoit prévoir le tems naturel auquel la Comédie qui s'est jouée, devoit commencer.

Le Lieu où on vouloit que Sa Majesté accouchât étoit tenu dans une si grande incertitude, & souvent publié si diversement, tantôt que ce seroit à Richmond, quelquefois à Windsor, tantôt à Hampton-court, qu'aucune Personne de Qualité de leur Sexe, qui étoient ou Amies ou Parentes de l'Heritiere presomptive, ni aucun des Nobles Protestans, ne pouvoient savoir comment ni quand ils se devoient préparer à se trouver près de Sa Majesté, comme leur devoir envers leurs Majestés, envers Son Altesse Royale & envers le Royaume les y obligeoit.

De même l'on changeoit souvent le nom du Lieu, comme s'ils avoient appréhendé que la Place ne fut surprise; aussi à la fin elle prit un jour ou deux avant ses prétendues couches & en apparence une si précipitée résolution de les faire à St. James, quoique personne ne crût que le terme fût encore près de plus de trois semaines; que l'on donna ordre de préparer les Chambres avec une telle promptitude, que quand Sa Majesté dit le Vendredi qu'elle accoucherait le Samedi, & qu'il lui fut répondu qu'il n'étoit pas possible que les Chambres fussent prêtes, elle dit qu'elle accoucherait donc dans la Place.

Tous les Protestans esperoient que la Princesse de Danemark y auroit l'œil de fort près pour son propre intérêt, quand le tems des prétendues couches seroit venu; Et on croyoit qu'il leur seroit impossible d'éviter qu'elle ne fût présente pour voir ce qui en viendrait. Mais on avoit donné ordre que les Medecins lui ordonnassent lors qu'elle avoit besoin de remèdes astringens, d'aller aux eaux de Bath qui lâchent, afin de la tenir à quatre-vingt milles de Londres jusqu'à ce que le prétendu Prince fût né.

Quand nous apprîmes que Sa Majesté avoit déclaré qu'elle vouloit aller coucher au Palais de Saint James le Samedi au soir, on ne s'imagina pas que c'étoit pour mettre au jour un Prince prétendu le Dimanche. On n'en avoit pas dit le moindre mot, & on ne s'aperçut pas même d'aucuns de ces signes qui précèdent d'ordinaire le tems de l'accouchement: Sa Majesté joua bien avant dans la nuit aux cartes sans qu'on remarquât alors aucune indisposition: mais nous jugeâmes bien par l'événement, Dimanche au matin, que Sa Majesté avoit résolu d'aller coucher au Palais de Saint James le Samedi au soir, pour mettre au monde un Prince le Dimanche.

On jugea que le tems le plus propre pour executer ce dessein seroit entre les neuf & dix heures du matin quand toutes les Dames Protestantes, ou du moins la plupart sont à l'Eglise; & on résolut à même temps que toute l'affaire seroit faite devant leur retour afin que la Sage-femme Mademoiselle Labany & Mademoiselle Tourain son amie intime, qui avoient ordre de mettre au monde ce Prince supposé, pussent mieux prendre leurs mesures.

On choisit une Chambre assez propre pour nous jouer ce tour, mais non pas pour prévenir les soupçons d'un dessein formé de supposer un Prince de Galles; il y avoit une porte secrète, au dedans de la ruelle du lit par laquelle on pouvoit glisser un Enfant dans le lit de la Reine, sans que pas un de ceux qui étoient auprès de la Reine, & pas même au pied de son lit, (personne n'entrant dans la ruelle) pût s'en appercevoir. Et par cette porte la Sage-Femme Mademoiselle Labany & Mademoiselle Touraine glissèrent dans le lit de la Reine tout ce qu'elles voulaient sans qu'on le pût voir.

Si on n'eût pas eu besoin de cette porte pour faire reussir le dessein, on auroit dû la fermer d'une manière à ne pas donner un nouveau sujet de soupçon au Peuple, qui ne manqueroit pas de s'imaginer que la chose auroit été faite par une conspiration secrète, dès aussi-tôt qu'il sauroit qu'il y avoit une telle porte

TOM. VII. PART. II.

dans la Chambre; mais il parut par l'événement que cette porte étoit nécessaire pour faire reussir le dessein qu'on avoit de nous tromper, comme le savent assez les Seigneurs du Conseil qui furent appelés, non pas pour voir ce qui s'étoit passé, mais pour être vus dans la Chambre de la Reine avec le Roi, afin que le Peuple crût qu'ils avoient été les Témoins oculaires de la naissance du prétendu Prince. La Loi civile a ordonné que lors qu'une Femme doit mettre au monde un Enfant *posthume*, qui pourroit exclure l'Heritier presomptif, la Chambre dans laquelle elle doit accoucher n'auroit qu'une porte, & que s'il y en a plusieurs, on les tiendrait bien fermées après y avoir mis les Seaux des deux partis: & elle ordonne qu'on mette des Gardes à la porte qui est ouverte, & qu'on ne laisse entrer aucune Femme sans être fouillée, de peur qu'elle n'apporte un Enfant à la Femme qui est en couche. Et quoi que nous n'ayons aucuns Statuts exprès qui nous prescrivent ce qu'il y a à faire dans un cas de cette nature, néanmoins notre *Loi commune* témoigne une horreur extrême pour toute sorte de fraude en matière d'Heritage, & veut que douze des plus habiles d'entre les voisins prennent connoissance de l'imposture, & en jugent même sur des presomptions, pour rejeter l'Heritier prétendu quand ils trouvent quelque fondement pour cela: de plus chacun selon la Loi doit se donner de garde de faire soupçonner le monde qu'il a formé le dessein de le tromper par un Heritier supposé.

Nous avons fait voir à Vos Altesces avec beaucoup de fidélité de quelle manière Sa Majesté s'étoit préparée pour le terme prétendu de son accouchement: par tout ce procédé on voit assez qu'on avoit envie d'imposer à la Princesse Royale, & à tout le Royaume, puis qu'on ne put apprendre par aucune préparation, ou par aucun signe naturel que Sa Majesté appréhendât le danger, & les douleurs ordinaires aux Femmes en couche.

Nous n'apprenons pas même qu'on eût préparé les instrumens ordinaires des Sages Femmes sur lesquels on place les Personnes de Qualité au tems de leurs douleurs pour leur rendre de certains services, qu'on ne peut leur rendre lorsqu'elles sont à genoux, qui est la posture ordinaire des Femmes de basse condition, & beaucoup moins encore si elles sont au lit, dont on ne se sert qu'à l'extrémité, & lorsque les forces manquent à la Femme qui est en couche, à qui la posture du corps contribue beaucoup à faciliter l'enfantement.

Pour ôter tout soupçon au Peuple il eût été à propos d'avertir les Medecins d'être prêts en cas de besoin, pour assister la Reine, mais elle ne prit pas cette précaution, comme n'ayant nulle apprehension d'aucun danger, outre que le Prince supposé parut si robuste qu'on crut pouvoir se passer de l'avis des Medecins.

On jugea par toutes ces procédures que la grossesse n'étoit qu'une feinte, & on en fut entièrement convaincu par la suite; Sa Majesté étant couchée, les rideaux tirés de tous côtés, & tout ce qu'il falloit pour mettre au jour un Prince supposé étant préparé dans l'autre Chambre, elle commença à contrefaire une Femme en travail d'Enfant: aussi-tôt les Sages-femmes, Mademoiselle Labany, & Mademoiselle Tourain apportèrent, par la porte qu'on avoit ouverte dans la muraille près du lit de la Reine, l'enfant & tout ce qui étoit nécessaire dans une conjoncture de cette nature, ce fut alors que la Sage-Femme, & les confidentes firent leur devoir, avec grand empressement en apparence, alentour de la Reine dans l'obscurité, de sorte que personne ne pût voir ce qu'elles faisoient, elles disposèrent l'enfant le mieux qu'elles purent à dormir pour empêcher qu'il ne criât devant qu'on l'eût glissé dans le lit, & de crainte qu'il ne fut étouffé dans un lit qui étoit si bien fermé de tous côtés, on mit au jour sans delay le prétendu Prince plutôt qu'on n'auroit pu l'espérer par le secours de notre Dame de Lorette, ou d'aucun autre Saint.

La Reine n'avoit aucune marque d'une femme en travail d'enfant, elle ne sentit aucune des douleurs qui ont coutume d'augmenter peu à peu selon que les ligamens qui retiennent l'enfant se brisent plutôt, ou plus tard elle ne sentit aucune eruption violente, comme il arrive d'ordinaire après une grossesse de huit mois, & quatre jours, au rapport de Sa Majesté même.

Tout ce qu'on devoit contrefaire sur le champ fut

Bb

expe-

ANNO
1688.

ANNO
1688.

expédié dans un moment: la Sage-femme ayant donné l'enfant enveloppé dans des langes à Mademoiselle Labany, elles passèrent ensemble par la porte secrète de la ruelle du lit en grande hâte à la Chambre voisine: ce qui est une marque évidente de la feinte, autrement elles n'auraient jamais laissé Sa Majesté dans un moment si dangereux, & lorsqu'elle avoit le plus de besoin de leur secours.

Au lieu de faire voir à tout le monde que la Reine étoit en effet accouchée d'un fils, on fit toutes choses dans l'obscurité, les rideaux tirez, & sous la couverture du lit les confidentes seules, & nul autre soit homme, soit femme, furent les témoins oculaires de ce qu'on emporta du lit de la Reine par la Porte secrète de la ruelle.

Tout le monde s'attendoit que l'enfant par ses larmes donneroit des marques, comme il arrive d'ordinaire, qu'il étoit en vie, mais plusieurs Seigneurs du Conseil qui se trouverent dans la Chambre m'ont assuré qu'on n'y entendit aucun bruit, quoique la Sage-femme ne voulut pas d'abord déclarer que ce fût un Prince.

Nous n'avons rapporté ici aucune circonstance à vos Alteffes qui ne soit d'une notoriété publique, & qui ne puisse être prouvée dans toutes les Cours de Justice, où on veut agir sans partialité. Il n'est pas nécessaire de vous dire, en cet endroit nos conjectures, quoique nous les ayons de fort bonnes mains, touchant ce qui se passa alentour de ce prétendu Prince dans la Chambre d'où on le porta, & en laquelle on le rapporta devant qu'on voulut le montrer aux Seigneurs du Conseil, ou qu'on eût dit que la Reine fût accouchée d'un Prince, mais nous savons certainement par les dépositions de ceux qui y étoient présents que durant tout le tems de ce prétendu travail d'Enfant le Roi voulut que les Seigneurs du Conseil fussent toujours au pied du lit de la Reine, sans néanmoins qu'ils pussent ni entendre ni voir quelque chose que ce soit qui leur pût faire croire la Naissance du prétendu Prince, d'où il faut conclure qu'on ne les peut regarder comme des Témoins légitimes & qui soient selon les Loix d'Angleterre: néanmoins les Acteurs de cette farce eurent bien l'impudence de publier immédiatement & par ordre du Roi que plusieurs Seigneurs & Dames de Qualité avoient assisté à l'accouchement de la Reine, insinuant par là par une équivoque Jesuitique que ces Seigneurs & ces Dames avoient été en effet les Témoins oculaires de la manière que nos Loix l'ordonnent, de la Naissance d'un Prince. Et cependant on fait assurément que les seules Personnes qui étoient intéressées dans l'heureux succès de cette imposture faisoient ce qui se passoit dans la ruelle du lit, & que les autres qui attendoient dans la Chambre en étoient aussi peu instruits que ceux qui étoient à dix milles de là. Le Roi enfin les quitta, & se retira dans l'Anti-Chambre, où il trouva Mademoiselle Labany & ses confidentes avec l'Enfant supposé: & peu de temps après on fit dire aux Seigneurs, qu'un Prince étant né ils pouvoient s'en aller, à quoi plusieurs d'eux obéirent. Il est inutile de dire à Vos Alteffes ce qui se passa ensuite, quand on fit voir l'Enfant à ceux qui restèrent: néanmoins nous nous appliquâmes avec toute la diligence imaginable à savoir toutes les particularités du fait touchant l'accouchement de la Reine, on s'enquit avec grand soin s'il y eut en effet quelques signes auxquels on se pût fier, que la Reine eut mis un Enfant au monde, qui eût forcé le passage d'une manière violente venant avant le tems ordinaire de la Nature, comme on nous l'avoit dit; quelques-uns de nous s'avent ayez les suites ordinaires d'une telle violence: nous attendions donc qu'on nous informeroit de l'extrême faiblesse de la Reine après une telle fatigue, & qu'elle pourroit même être en danger de sa vie à cause de la fièvre qui est ordinaire en ces occasions: nous fumes aussi curieux d'apprendre ce qu'étoit devenu cette grande abondance de lait, dont quelques-uns nous avoient parlé long-tems même devant qu'elle en eut, nous employâmes des Gens pour savoir quelle Femme avoit eu l'honneur de succer les mammelles de la Reine; si l'on n'y avoit rien appliqué pour faire fuir son lait: nous passâmes plus avant jusques à nous informer du progrès de ses purifications naturelles qui suivent l'enfantement, & de quelle manière Sa Majesté supportoit tous les accidens de l'accouchement qui accablent quelquefois les Femmes les plus robustes: mais

personne ne nous pût dire qu'on eût découvert en la Reine aucuns de ces effets qui sont toujours ou les avant-coureurs ou les suites naturelles d'un accouchement.

ANNO
1688.

Nous avons à présent donné à Vos Alteffes un abrégé de plusieurs des circonstances que nous avons ramassées, & nous pouvons assurer devant Dieu, que nous n'y avons pu remarquer depuis le commencement jusqu'à la fin aucun caractère de bonne foi, ni de simplicité, & que tout ce qui a été fait en cette affaire depuis la prétendue Conception de la Reine jusqu'au prétendu accouchement, a marqué un dessein profond de cacher la vérité de ces opérations de la nature, qu'ils étoient obligés par les Loix d'Angleterre, & pour leur propre honneur & intérêt de prouver au Royaume par des Témoins dignes de foi, si leurs prétentions avoient été véritables.

Ils ont fait paroître un si grand mépris pour toutes les Regles de Droit & de Justice qui s'observent en matière de Témoins de la Naissance d'un Prince & Héritier de la Couronne, quoi qu'ils fussent que tout le Royaume soupçonnoit le dessein d'une supposition, qu'on peut dire qu'ils ont aussi marqué un grand mépris pour Votre Alteffe & pour toute la Nation, comme s'ils ne devoient point donner de satisfaction à Votre Alteffe Royale, & qu'elle doive recevoir un Héritier de la Couronne qui sera préféré à elle; ni au Royaume non plus en lui faisant reconnoître un Prince pour le plus prochain Successeur de la Couronne.

Le plus modéré jugement que nous en puissions faire, est de penser que le zèle aveugle d'avoir un Successeur Papiste, les a fait passer par dessus toutes les Regles de l'équité, & a étouffé & éteint toutes les affections naturelles d'un Père envers son Enfant, pour rendre à leur Eglise un service qui est méritoire, selon leurs Principes.

Vos Alteffes pourront mieux juger de toutes les circonstances cy-dessus, si elles veulent se souvenir de l'occasion & du tems auquel ils formèrent d'abord ce dessein de supposer un Prince pour exclure Son Alteffe Royale de la Succession immédiate de la Couronne.

Souvenez vous s'il vous plaît de ce que nous avons remarqué cy-dessus, que le voyage de Bath, & la visite rendue à la Fontaine de St. Vinifred, & le Don fait à Notre Dame de Lorette étoient les préparatifs pour le bruit qu'on vouloit répandre de la grossesse de la Reine, & avoient été arrêtés & résolus pour cet effet, vers la fin d'Aoust & le commencement de Septembre 1687. car en ce tems-là ils désespéroient de pouvoir vous attirer à favoriser leur conspiration Papistique.

L'Abgégé des Lettres de Monsieur Steward à Monsieur Bagel, qui vient d'être imprimé, confirme tous nos Mémoires sur ce sujet.

Le Roi lui pardonna & le choisit pour tâcher de persuader à Vos Alteffes de consentir à la revocation des Loix Penales & du Test, ce qui auroit été un parfait établissement du Papisme; En ses deux premières Lettres de Juillet il essaya de persuader à Vos Alteffes que le Roi étoit résolu de vous conserver votre Droit de Succession à la Couronne, & qu'il fouhaitoit passionnement que Vos Alteffes consentissent à la chose, & étoit très fâché de voir que vous y eussiez tant d'averfion: Dans ses autres Lettres de Juillet il insinuoit à ce que Vos Alteffes voulussent bien écouter une Personne habile que le Roi enverroit pour vous informer, de tout, & tâcher de vous attirer dans ses Sentimens, & il pressoit extrêmement pour avoir une prompt réponse; il semble que leurs Conseils pour la Supposition d'un Prince avoient déjà commencé.

Cette Lettre semble menacer de ce que nous voyons présentement, si Vos Alteffes refusent; il redouble ses assurances à celui qui devoit solliciter Vos Alteffes, que si vous étiez obstinées, comme il parle, cela seroit fatal aux Nonconformistes; & sa Lettre du 5. Aoust, semble ne vous donner plus de tems pour délibérer si vous voulez voir l'établissement de la Papauté, ou demeurer fideles à la Religion Protestante.

Il dit que si Vos Alteffes faisoient ce que le Roi fouhaitoit, que vous rendriez un grand service aux Proteftans, & que vous obligeriez sensiblement Sa Majesté, & avanceriez vos Interefts propres, plus que vous

ANNO vous ne pouviez penser; mais que si vous ne le fa-
1688. siez pas, vous verriez arriver tout le contraire.

Cela ne pouvoit avoir d'autre sens que celui-cy, si Vos Altesse refusoient, le contraire arriveroit, & que les Papistes ne feroient aucun quartier aux Protestans; que Sa Majesté en auroit tant de ressentiment qu'il deviendroît votre Ennemi; & que ce seroit la perte du plus grand Intérêt de Vos Altesse, ce qui assurément ne pouvoit signifier autre chose que l'espérance juste qu'elles ont sur les trois Royaumes.

Commé ces Lettres vous menaçoient que le Roi vous feroit perdre le plus grand des Intérêts de Vos Altesse, si vous le refusez, aussi travaillèrent-ils à cela bien tôt après.

On fait à présent que les Résolutions furent prises au mois de Septembre & d'Octobre, de publier que la Reine étoit grosse, mais auparavant qu'on le déclarât publiquement, c'est à dire au 8. d'Octobre, Monsieur Steward dit, qu'il n'en parleroit plus à Vos Altesse, mais il deplore que Vos Altesse perdent le tems de la complaisance: Helas, dit-il, quel malheur! que l'on n'entende point les Maximes de la prudence.

Puis après en Novembre il parle plus ouvertement, & dit, *qu'on avoit perdu toute esperance que Vos Altesse voulsent favoriser le dessein du Roi, & que les hommes étoient devenus aussi froids à cet égard en ce lieu-là, comme Vos Altesse étoient affirmatives ici*: Et après sa nouvelle Conférence avec le Roi, il montre non seulement le chagrin que le Roi en avoit dans la Lettre, mais il dit expressément, que la réponse de Vos Altesse avoit été trop différée, & que le Roi ne pensoit plus à cette affaire, on ne peut donner d'autre sens raisonnable à cela, sinon que le Roi avoit pris la résolution de poursuivre son dessein par une autre voye, & le tems nous a présentement appris que le moyen qu'ils avoient arrêté pour cela étoit de supposer un Prince pour en faire un Successeur Papiste.

Ces Lettres nous ont développé avec l'aide du tems le dessein, lorsqu'il n'étoit encore qu'en Embryon, & servent à former un Jugement de toutes les autres Circonstances que nous avons rapportées; & il ne faut pas douter que si l'on produisoit toutes ces Circonstances dans leur ordre & dans leur liaison, à des Juges desintéressés, ils jugeroient que ce seroit une Présomption aussi forte & aussi bien fondée qu'on en ait jamais vu; & dans les Procédures de notre Droit contre des Criminels, on a prononcé Sentence de mort contre plusieurs, sur des preuves beaucoup moins fortes, celle-ci étant aussi grande que le sujet le peut permettre.

Mais quoi que cette sorte de preuve tirée des Circonstances soit suffisante pour convaincre toutes les Personnes desintéressées, & pour prouver que ce Prince supposé n'est qu'une imposture, & que peut-être Vos Altesse savent encore plusieurs autres Circonstances de cette nature; cependant nous supplions très-humblement Vos Altesse de n'insister pas sur cela aussi fortement, comme si vous ne pouviez avoir d'autres preuves à l'égard de cet Enfant supposé.

Ce n'est point l'affaire de Vos Altesse ni de la Nation, de prouver la fausseté de la Naissance prétendue, ni aucune Circonstance de sa Naissance, & ce seroit une chose fort préjudiciable à Vos Altesse, d'entreprendre de produire des Témoins & des preuves, & de recevoir les Ennemis de Vos Altesse à contester leur force & leur suffisance, puisqu'il n'appartient uniquement qu'à eux de produire des Témoins légitimes en tel nombre que Vos Altesse & la Nation soient convaincues de la vérité de ce qu'ils avancent: Et ce seroit un outrage étrange qu'ils feroient à Vos Altesse & au Royaume de ne l'avoir pas encore fait depuis le tems, si la Reine avoit véritablement accouché d'un Prince.

Puisque c'est le grand Intérêt du Royaume aussi bien que celui de Vos Altesse, nous prenons d'autant plus librement la hardiesse de proposer que l'affaire soit jugée par les Loix & Usages d'Angleterre; c'est à dire que l'on présente une Requête publique au nom de Son Altesse Royale comme Héritière Présomptive de la Couronne, & au nom de toute la Nation, à ce qu'ils déclarent & publient incessamment à toute la Nation un nombre de Témoins suffisants dans un tel cas, qui soient dignes de foy, des deux Sexes, tels que les Loix d'Angleterre, & l'Équité naturelle l'exigent en pareil cas, lesquels attestent, que selon la coutume ordinaire des deux Sexes, lorsqu'ils assistent

TOM. VII. PART. II.

à la Naissance des Princes, Héritiers des Couronnes, ANNO ils ont été Témoins oculaires que cet Enfant qu'on appelle le Prince de Galles, est issu naturellement du 1688. Corps de la Reine.

Il n'y a rien que de juste, de regulier, & de modeste dans cette Requête, & Vos Altesse peuvent encore demander que cela soit incessamment, sans délai; & ce n'est que le Droit de Vos Altesse & de la Nation, qu'aucuns de ceux qui entendent les Loix de la Justice naturelle & du Royaume d'Angleterre, ne peuvent nier. Nos Loix exigent que l'on présente Requête contre tous ceux qui se fourrent dans les Droits & Héritages qui ne leur appartiennent pas. Il est d'une dangereuse conséquence à un Héritier légitime de souffrir qu'un Héritier illégitime passe pendant un long-tems pour le légitime Héritier; c'est une Maxime reçue aussi en notre Droit d'Angleterre comme dans le Droit Civil, *Tacens longo tempore præsumentur consentire*; Celui qui demeure long-tems sans répondre aux prétentions injustes d'un Usurpateur, semble les approuver & y acquiescer.

Nous demandons très-humblement pardon si nous disons librement à Vos Altesse, que nous nous sommes fort étonnés du long silence de Vos Altesse, & de ce que vous avez souffert si long-tems que le Chapelain de Son Altesse Royale fit des Prières publiques pour ce Prince de Galles supposé. Vos Altesse ne peuvent pas souhaiter que le Dieu de la Justice & de la Vérité benisse une Usurpation de vos Droits, & de ceux du Royaume, ni qu'il favorise une entreprise qui n'a été formée, quoi que l'Enfant soit innocent, que pour être un Instrument en la main des autres pour détruire la Religion Protestante, & les Prétenions de Vos Altesse à un grand Héritage; & pour renverser le meilleur de tous les Gouvernemens Civils qui soient au monde. Nous sommes persuadés que Vos Altesse sont de vrais Chrétiens, qui craignent la Majesté Eternelle, & ainsi nous espérons qu'une telle Comédie, si nous osons dire, ne sera point jouée plus long-tems devant ce grand Dieu qui fonde les cœurs des Princes & des Sujets.

Si Vos Altesse font cette demande cy-dessus, & que les Fauteurs du Prince supposé n'y satisfassent pas sans délai, en ce cas l'Équité naturelle & nos Loix ordonnent, que Vos Altesse exigent une retraction de tous les Ministres Publics du Roi dans tous les Royaumes & Etats Chrétiens, des fausses Nouvelles qu'ils ont publiées de la Naissance d'un Prince de Galles, & qu'ils reconnoissent le Droit immédiat de Son Altesse Royale à la Succession de la Couronne.

Quand un injuste Demandeur d'un Héritage ne peut prouver son Droit ni fa véritable origine, le Tribunal où il pourroit fa prétention, non seulement rejette & condamne ses fausses prétentions, mais déclare publiquement tous les tours & toutes les mauvaises pratiques qu'on a mis en œuvre pour appuyer la fausse prétention, & nos Loix permettent à l'Héritier qui a été inquieté, de demander satisfaction & réparation contre l'injuste Demandeur, pour l'outrage qu'il lui a fait par son faux titre; & nos Loix exigent de plus qu'il poursuive en Justice tous ceux qui ont eu part au dessein de l'outrage & de la fraude, pour les divers crimes qu'ils y ont commis.

Nous n'ignorons pas que la plupart des Princes Papistes forment un préjugé contre nous, à l'égard des Droits que nous défendons entant que Protestans Anglois, parce qu'ils ne connoissent ni nos Loix ni nos Libertés, & c'est pourquoi nous avons proposé ces deux demandes qui doivent être premièrement faites par Vos Altesse pour l'Intérêt de Son Altesse Royale & des Royaumes, afin que nous puissions les convaincre que nous avons raison selon leurs Loix & leurs Maximes de demander la Protection de Vos Altesse contre les injustes pratiques du Roi, qui nous force à nous humilier devant un Prince supposé, & qui veut renverser la Succession de la Couronne & le Gouvernement entier. Vos Altesse ayant en cela un Intérêt commun avec nous, la Nature même, & nos Loix vous appellent à défendre votre propre Droit & celui du Royaume, & à maintenir la Succession de la Couronne comme elle est établie par les Loix, lesquelles le Roi n'a aucun Pouvoir de changer.

Mais nous sommes aussi obligés de recourir à Vos Altesse pour leur demander leur protection contre l'horrible destruction faite par le Roi de toutes nos Loix établies pour notre Reformation de Religion, &

Bb 2

pour

ANNO
1688.

pour nôtre fureté contre les ennemis mortels de nôtre Religion, le Roi ayant déclaré, qu'il entend que ces Loix ne seront plus mises en execution ; & afin que nous ne nous en puissions jamais relever, & que nous en perdions toute l'espérance, il a obligé ses Juges de le justifier en ce qu'il a fait.

Nous demandons aussi le secours de Vos Altessees contre l'usurpation qu'il a fait de tous nos Droits Civils, & de nos Libertés Fondamentales, & contre l'entière abolition du libre Gouvernement d'Angleterre réglé par ses anciens Usages & Loix.

Vos Altessees savent fort bien que nous ne nous sommes point plaints de nos oppressions, jusqu'à ce qu'elles font devenues intolérables, ni n'avons cherché aucun secours hormis de Dieu seul, jusqu'à ce que nous avons vu que la Succession de Vôte Altesse à la Couronne, & nôtre Gouvernement Civil font en un extrême danger.

Nous sommes & avons toujours été véritablement fideles au Roi, & n'avons jamais refusé d'obéir à des Ordres justes, en tout ce qui pouvoit s'accommoder avec nôtre Devoir envers Dieu & envers nôtre Patrie. Nous avons souffert patiemment les injures personnelles qu'on nous faisoit en particulier; nous attribuons cela à la corruption generale des Hommes, & pensions que dans tous les Gouvernemens il se commet des abus & des injustices particulieres, que l'on doit supporter patiemment, lors que les fondemens essentiels du Gouvernement Civil & de la Justice demeurent sâces & inviolables. La Charité Chrétienne nous enseigne qu'il vaut mieux qu'un petit nombre souffre des injustices, que d'exposer un Etat pour leur delivrance quoi que juste, à de plus grands maux, qui ne pourroient être recompensés par la justice qu'obtiendroient ce petit nombre de particuliers. Nous savions que les Jésuites auroient pû par leurs ruses obscurcir la justice que l'on auroit pû pretendre en des cas particuliers, c'est pourquoi nous sommes demeurés dans le silence jusqu'à ce que l'Equité de nos demandes a éclaté aux yeux de tous ceux qui ne font pas volontairement aveugles, & qui ne se font pas laissé bander les yeux aux Jésuites & Prêtres Papistes.

Nous voyions bien que le Roi se servoit du Nom, de l'Autorité & des Prerogatives Royales pour appuyer tout ce qu'il faisoit contre les Loix, & nous n'osions demander le secours de Vos Altessees contre ces Violences, ni les prendre pour Juges, sur ce qu'il faisoit & fait tous les jours pour se justifier en alléguant la Puissance & l'Autorité des Rois d'Angleterre.

Il est tres certain, que la Noble Monarchie & le Gouvernement Anglois avoit un fondement legal, & qu'il étoit & est établi sur des Usages, Franchises & Loix particulieres à la Nation Angloise. Il a été toujours independant de toutes les autres Puissances du monde; les Rois & les Peuples font, & ont de Droit toujours été libres de faire des Loix qui les liassent les uns aux autres respectivement, d'un commun accord & non autrement: ils ne pouvoient jamais recevoir de Loix que d'eux mêmes, & du grand Dieu tout-puissant.

Un Roi d'Angleterre cesseroit d'agir selon l'Autorité du Roi d'Angleterre, ou bien comme Roi d'Angleterre, lors qu'il se laisseroit lier lui ou ses Sujets par d'autres Loix, Canons ou Jurisdiccions, que celles qui étoient faites & volontairement recelées par le commun consentement du Roi & du Parlement qui représente le Peuple.

Il est déclaré dans le St. 16. R. 2. 5. Que la Couronne d'Angleterre a été en tout tems si libre, qu'elle n'a été assujettie à aucun Royaume, & qu'elle ne devoit en aucune maniere ni en aucune chose qui regarde le temporel être soumise à l'Evêque de Rome, & que les Loix & Statuts du Royaume ne pouvoient point être annulés, ou affoiblis par lui, parce que ce seroit la ruine de la Souveraineté & de la Couronne du Roi, & de tout le Royaume. Les Communes prièrent en ce tems le Roi de faire un examen par voye de Justice pour savoir de tous les Etats du Royaume, s'ils ne seroient pas tout leur possible pour maintenir les Droits de la Couronne & du Royaume contre le Pape, & sur cela il fut ordonné, que tous ceux qui seroient venir ou apporteroient quelques Bulles de Rome contre l'Autorité du Roi ou contre son Royaume, seroient déclarés exclus de la Protection du Roi & encourroient un *Præmunire*, ce qui en ce

tems-là n'étoit pas moins qu'une Permission à tout le monde de les tuer.

Les Statuts de 24. H. 8. 12. & 25. H. 8. 21. disent aussi, que le Royaume a toujours été & est franc de toute sujettion aux Loix des Hommes, hormis à celles qui ont été faites dans le Royaume pour son avantage, ou bien qui ont été reçues de leur franche volonté par un commun consentement.

Le Roi & le Parlement depuis quatre-cens ans en ça étoient si résolu de défendre les Droits & les Franchises de la Couronne & du Royaume contre les Canons des Papes & contre la Jurisdicción & l'Autorité qu'il pretendoit exercer, que quoi qu'ils fussent Papistes, ils ne laissèrent pas de déclarer par le *Stat. de 18. Ed. 3. St. 1. Rot. Parliament. num. 38.* que le Pape étoit l'Ennemi commun du Roi & du Royaume, & cette Déclaration n'a point été révoquée depuis, & le *Role du Parlement 17. Ed. 3. num. 59.* marque aussi la même chose, quoi que ces Statuts n'aient pas été imprimés, ils n'en ont pas moins de force pour faire regarder comme Ennemis du Royaume ceux qui ont Correspondance avec le Pape ou avec son Nonce.

Il n'a jamais été au Pouvoir d'aucun Roi d'Angleterre de céder ou transporter à qui que ce fut les Droits de la Couronne & du Royaume, ni de faire dépendre d'aucun fies Loix & ses Jurisdiccions en quelque maniere que ce soit, contre la volonté du Royaume assemblée en Parlement; cela fut reconnu il y a cinq cens ans par le R. H. en la Lettre au Pape Paschal, *Notum habet Sanctitas vestra quod me vivente (auxiliante Deo) dignitates & usus Regni nostri Anglie non imminuentur, & si ego (quod absit) in tanta me deplione ponerem, Magnates mei & totus Populus Anglie non paterentur. Que vôtre Sainteté sçache, dit-il, que pendant que je vivrai, avec l'aide de Dieu, les Dignitez & Usages du Royaume d'Angleterre ne seront jamais diminués, & que quand je serois assez lâche pour y consentir, ce qu'à Dieu ne plaise, les Grands de mon Royaume & tous les Peuples d'Angleterre ne le souffriroient en aucune maniere.*

Le Roi Jean à la verité céda indignement la Couronne & tous ses Droits au Pape Innocent III. & à ses Successeurs, & le Prêtre qui en dressa l'Acte y inséra faussement que du consentement de ses Barons assemblée en un Conseil, il se soumettoit à tenir le Royaume du Pape, & encore, que c'étoit à condition d'un Tribut annuel, mais quand le Pape Gregoire II. envoya la troisième année du Regne d'Ed. I. pour avoir ce prétendu Tribut, ce grand Prince (a) répondit generousement & avec justice, qu'il étoit obligé par le serment de son Couronnement, de maintenir les Coutumes du Royaume inviolablement, & qu'il ne pouvoit rien faire en ce qui regardoit la Couronne sans l'avis de son Peuple assemblée en Parlement, qu'il appelle en cet endroit, (b) *Proceers*. Dans le 40. *Edward trois*, le Pape demanda le même Tribut, & le Roi proposa la chose au Parlement, mais ils déclarèrent, que ni le Roi Jean ni aucun autre Roi n'avoit le Pouvoir de se soumettre, Lui ou le Royaume, ou le Peuple au Pape sans leur consentement dans un Parlement, & que si le Roi Jean l'avoit fait, il l'avoit fait contre son serment du Couronnement, & que si le Pape entreprenoit quelque chose sur cela contre le Roi & ses Sujets, ils lui résisteroient de tout leur pouvoir.

Le même Roi Edoïard III. avoit souffert seulement avec trop de negligence que l'Autorité du Pape eût été trop exercée dans le Royaume, contre le Statut de *Carlike 35. Ed. 1.* comme il paroît par le *Parlement Roll. 17. Ed. 3. num. 59.* & les Communes du Royaume assemblées en Parlement se plaignirent que les Tresors du Royaume étoient transportés à Rome, & que les secrets du Royaume étoient découverts par des Prêtres étrangers qu'ils envoyoit ici, & elles représenterent au Roi, qu'elles ne pouvoient ni ne vouloient plus supporter ces grandes oppressions, & demanderont qu'il leur aidât à exterminer du Royaume par la force l'Autorité du Pape, & sur cela on fit plusieurs Loix Penales sévères contre plusieurs Pouvoirs que le Pape s'attribuoit dans ce Royaume, comme celle du 25. *Ed. 3. 27. Ed. 3. 1. 38. Ed. 3. Stat. 2. ch. 1.*

(a) Voyez Rol. Clar. 2. Ed. num. 9. Shed.

(b) Voyez Cooks Inst. fol. 13.

ANNO
1688.

ANNO 1. lesquelles Loix nôtre Roi a déclaré , qu'elles ne
1688. seroient jamais plus mises à execution.

Ce Prince victorieux Edouard III. quoiqu'il fut Pape, ne prétendoit point avoir une Prerogative Royale pour casser les Loix faites par les Rois & par le Parlement contre le Pape; il confesse que ce Statut, du 35. Ed. 1. fait contre l'Autorité du Pape, conservoit sa force n'étant annullé par le Parlement, & qu'à cause de cela il étoit obligé par son serment de le faire observer comme une Loi du Royaume, quoi que par sa negligence on eût tenté d'en empêcher l'exécution.

Si l'on considéroit bien les effets de l'Autorité Papale en ce Royaume, selon qu'ils sont rapportez en ce 38. Ed. 3. 1. on verroit clairement que le Roi qui veut réduire le Royaume en cét état, trahit le devoir & la dignité de Roi; ce Statut dit, que par l'autorité que le Pape & la Cour de Rome exercent, les bonnes & anciennes Loix, Coutumes & Franchises du Royaume étoient horriblement ternies, souillées, & renversées, la Couronne mise à bas, les trésors & les richesses du Royaume transportées ailleurs, les Habitans & Sujets du Royaume appauvris, & que la Noblesse & le Peuple souffroient beaucoup en leurs Corps & en leurs Biens; Certes on ne peut point s'imaginer que le Roi puisse avoir une Prerogative Royale pour arrêter l'exécution des Loix Penales qui empêchent que le Royaume ne retombe dans un état si désespéré; ou pour donner le Pouvoir à ses Prêtres & à ses autres Emissaires Papiſtes d'exercer toutes leurs pratiques & méchancetez sous pretexte de liberté de Conscience, & de faire tout le mal dont ils sont capables contre ceux qui voudroient délivrer le Royaume de ses vexations.

Vos Altesſes peuvent bien être assurées, que le Roi n'agit point en Roi, en autorisant des Crimes d'Etat qui sont tous les jours commis contre le Royaume, par exemple, par le Stat. 31. Eliz. 2. Ceux qui donnent ou reçoivent quelque abolition, ou qui le réunissent à Rome, par l'autorité du Pape ou de quelqu'un de ses Prêtres (ce que le Roi permet & autorise tous les jours) ceux là font déclarez traîtres au Roi & au Royaume, & sans doute que des crimes d'Etat déclarez tels par un Statut, sont des Crimes capitaux & de la dernière conséquence; c'est le devoir du Roi de les empêcher & de les punir, & il est directement contraire à l'office de Roi de s'attribuer le Pouvoir d'autoriser ou de permettre ces Crimes.

Il est incontestable que jamais Roi d'Angleterre n'a eu le Pouvoir de donner des Charges à des gens rendus incapables de les posséder, par plusieurs Actes positifs du Parlement faits exprés, & qui sont déclarez être faits pour la sûreté du Peuple; nonobstant cela le Roi a mis la plupart des Charges du Royaume entre les mains de telles gens.

Il est aussi certain qu'il n'a jamais été dans le Pouvoir de nos Rois de déposséder selon leur plaisir, aucuns de leurs Sujets des Biens & des Benefices qu'ils possédoient pour toute leur vie; ni de donner Commiſſion à personne pour juger en dernier ressort ses Sujets en matieres Criminelles ou Civiles à discretion, sans avoir aucun égard aux Loix, Coutumes & Privilèges du Royaume.

Tous ces Pouvoirs que le Roi s'attribue & qu'il exerce & plusieurs autres que nous pourrions nommer à vos Altesſes, ne sont point des Actes d'un véritable Roi d'Angleterre, mais sont des effets d'un Pouvoir Despotique que l'on usurpe sur les Personnes, Libertez, & Biens des Sujets, comme si lui seul étoit le Seigneur propriétaire de leurs personnes & de tous leurs intérêts, ou comme si le Peuple d'Angleterre tenoit tout de la pure volonté, & qu'ils n'eussent aucune part aux benefices des Loix, Usages, & Franchises, & qu'ils ne dussent plus espérer aucune Justice.

Mais il n'y a rien en quoi le Roi marque plus le peu d'égard qu'il a à son devoir & à l'obligation où est un Roi d'Angleterre, comme fait ce Pouvoir qu'il s'attribue & qu'il exerce actuellement d'ôter aux Citez & aux Bourgs entierement tous leurs Usages, Privilèges & l'Electiion libre de leurs Magistrats, Droits qui leur ont été confirmez expressément par la grande Charte, par plusieurs autres Loix, & qu'il prive tout le reste du Peuple de la liberté qu'ils ont de choisir selon les Statuts les Membres du Parlement; comme il a déclaré qu'il le veut & entend, & qu'il le pratique tous les jours. Car ainsi faisant l'ancien & le libre Gouvernement d'Angleterre est manifestement & absolu-

ment dissous, & les Anglois n'auront plus de Droit légal en leurs Biens, Femmes & Enfants, ni dans leurs Vies.

C'est fait de la Monarchie legale d'Angleterre, à laquelle les Loix avoient donné des Prerogatives Royales pour l'avantage commun du Roi & des Sujets qui se reconnoissoient mutuellement engagez par Serment à maintenir les Usages, les Loix & Franchises du Roiaume; & à prendre un soin continuel que les Loix fussent executées sans partialité. De la maniere dont le Roi en use, tout le monde aura un Droit égal & perpetuel à toutes choses, selon que la Volonté absolue du Roi & les forces Papiſtiques en voudront disposer, & autant de tems seulement qu'il continuera dans cette même volonté avec les mêmes forces.

C'est avec des larmes de sang que dans cette oppression extrême sous laquelle nous gemissons, nous nous trouvons obligez de demander le secours de vos Altesſes pour defendre les Droits de la Couronne & du Royaume.

On ne peut point revoquer en doute le Droit que Vos Altesſes ont de defendre nôtre Monarchie Legale & nôtre Gouvernement établi sur nos anciens Usages, Loix & Franchises, de maintenir les anciennes Loix Penales faites contre les Usurpations des Papes, & nos dernières Loix établies pour nôtre Reformation, & de conserver les Coutumes municipales & les Privilèges des Villes & des Bourgs; aussi bien que les Usages du Roiaume; Nos Usages & nos Loix ont revêtu vôtre Altesſe Royale du Droit d'Heritiere presumptive de la Couronne d'Angleterre, s'il ne naît point de Prince, *Rege etiam genente*, quoi que le Roi fasse tout son possible pour l'empêcher.

Si vous souffrez que toutes ces choses soient renversées, ou qu'elles n'aient de force qu'autant qu'il plaira au Roi & à ses Juges, & à tous ceux qu'il établira en Autorité dans le Royaume, la Prétenſion & les Droits de Vôtre Altesſe seront pareillement renversées; & tous ces Magistrats corrompus & son Armée Papiſte seront engagez d'intéresser & par le Principe de leurs Consciences Idolatres à s'opposer aux prétentions de Vôtre Altesſe selon les Loix & les Coutumes d'Angleterre: il ne se trouvera en effet dans l'état auquel le Roi a réduit le Royaume, ni Magistrature ni Gouvernement auquel Vôtre Altesſe Royale puisse succéder immédiatement selon les Coutumes & les Loix d'Angleterre; le Royaume ne fera qu'une multitude de gens confuse, & les plus forts pourront se rendre les maîtres des autres à leur volonté.

Comme Vos Altesſes ont le Droit de maintenir le Gouvernement par le grand intérêt qu'elles y ont, toute la Nation a aussi un Droit incontestable de demander pour eux le secours de Vos Altesſes, & c'est un des principaux Devoirs que la Religion Chrétienne exige d'eux, & ce sera une des plus grandes marques de leur amour envers Dieu d'assister vos Altesſes en ce juste dessein de defendre leur Gouvernement Civil, qui a été institué de Dieu pour le maintien de la Justice dans la Société humaine.

Les gens qui aiment leurs prochains, & leur Patrie, comme la Religion Chrétienne l'ordonne, ne doivent point souffrir par negligence ou irreligion que leur Gouvernement civil, leurs Loix, & tous leurs Droits & Intérêts tant pour eux que pour leur posterité soient détruits par la Fantaisie ou par la Superstition & Ambition d'aucun Homme.

Un Magistrat Souverain qui meritoit d'être obéi lorsqu'il suivoit les Loix, quoi qu'il fît quelques injustices à des Particuliers, le dépouille lui-même de cet office & de l'obéissance qu'on doit à un Magistrat légitime, lorsqu'il exerce une Autorité qui renverse toutes les Loix.

Les Anciens Rois d'Angleterre reconnoissoient le Droit que le Peuple avoit à maintenir leur *Libre Gouvernement*, en cas que quelqu'un des Rois mêmes eût voulu honteusement abandonner les Droits de la Couronne & du Royaume: Nous avons vu la Lettre de Henri I. au Pape; & ce Grand Edouard I. dans une pareille occasion où le Pape prétendoit avoir un certain Pouvoir, non seulement écrivit au Pape sur le même sujet que Henri I. fit, mais de son consentement des Lettres furent écrites au Pape de la part des Seigneurs & de la Chambre des Communes assemblées en Parlement, dans lesquelles ils disoient au Pape, qu'ils étoient obligez par serment à defendre leur Liberté, leurs Coutumes & Loix anciennes, &

ANNO
1688.

ANNO
1688.

qu'ils les maintiendroient de tout leur Pouvoir, & qu'ils ne souffriroient jamais que le Roi fit quand il le voudroit, ou essayât de faire ce que le Pape foudroieroit qui étoit contraire à leurs Usages, parce que cela renverseroit les Droits de la Couronne d'Angleterre & la Dignité Royale, & tous les Statuts du Royaume, & détruiroit leurs anciennes Libertez & leurs Loix.

Puis donc que Vos Alteſſes ont un Droit incontestable de s'interposer entre le Roi & nous, pour votre intérêt & pour celui du Royaume, & de maintenir notre ancien Gouvernement legal, & particulièrement les Loix faites pour notre Reformation, nous les supplions tres-humblement, qu'outre les premières demandes à l'égard du Prince supposé, Vos Alteſſes demandent & insistent sur ces Points icy.

Que l'ancien Gouvernement libre d'Angleterre suivant ses Usages & Loix faites & approuvées dans le Parlement soit incessamment rétabli en toutes ses parties par tout le Royaume; c'est-à-dire, que les Droits de la Couronne & la Liberté du Royaume soient immédiatement affranchis de toutes soumissions rendues publiquement au Pape par le Roi présent, à la honte & au mépris de la Couronne d'Angleterre & du Royaume, & de toutes prétentions faites par l'Eglise Romaine, & de tous Pouvoirs ou Jurisdiction généralement quelconques prétendus sur les Chrétiens ou sur l'Eglise d'Angleterre.

Que toutes les Loix qui subsistent encore à présent contre la réception des Canons, & la Jurisdiction de Rome, & qui sont contraires à nos Usages & Loix, & contre ceux qui maintiennent ces abus, soient mises à exécution, & que toutes les suspensions ou dispensations données contre ces Loix sans l'Autorité du Parlement, soient déclarées nulles & de nulle valeur.

Que les anciens Usages, Libertez & Privilèges de la Ville de Londres, & la forme & manière ordinaire de son Gouvernement, soient incessamment rétablis, ses Usages faisant partie du *Droit commun* d'Angleterre, & ses Libertez étant établies par la *grande Charte* & par plusieurs Actes du Parlement; que les Usages, la libre Election des Magistrats & tous les Privilèges de toutes les Villes & Cours d'Angleterre confirmés par la plus grande *Charte*, & autres Loix, soient dûement rétablis.

Qu'on établisse des Officiers legaux tant Civils que Militaires dans tous les Emplois de Magistrature & dans toutes les autres Charges par tout le Royaume.

Que toutes Commissions de quelque nature qu'elles puissent être, soient incessamment révoquées & déclarées nulles, par lesquelles on donne Pouvoir de traiter à discrétion les Personnes & les Biens des Sujets, & qui sont contraires aux Loix & Usages d'Angleterre, & en particulier la Commission pour les affaires Ecclesiastiques, avec son monstrueux *Novobstant* toutes nos autres Loix.

Que la Liberté des Elections, qui est le fondement du Gouvernement, soit rétablie en son entier, & que tous les engagements indignes pour élire & donner sa voix, comme le Roi le souhaite, soient révoqués & qu'on y renonce incessamment.

Que le Royaume soit remis aussi-tôt qu'il sera possible en état d'assembler un Parlement legal, dans la forme & en la manière que les Loix l'ordonnent, par l'aide duquel le Gouvernement civil puisse être rétabli, & que la force & l'autorité arbitraire y soit entièrement abolie.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Alteſſes, si nous leur représentons encore, que le tems & les accidents ont toujours apporté des changements dans l'usage des Loix, & qu'il en est aussi arrivé à l'égard de nos Loix Penales établies pour amener tout le monde à une Uniformité de Grace & de Culte extérieur dans la Religion; quatre de nos Parlements consecutifs ont aperçu l'abus de ces Loix, & le mal qu'elles faisoient à plusieurs bons Chrétiens, & ont déclaré l'intention qu'ils avoient de les ôter si le Roi avoit voulu le leur permettre, & ils tâchèrent d'en arrêter l'exécution, & demandèrent que l'on établit une liberté de Conscience comme elle est due à des Chrétiens.

A ces égards & à cause du renversement entier qui s'est fait depuis dans le Gouvernement, la nécessité &

la charité peuvent tenir lieu de Loi pour appuyer l'exécution de quelques-unes de ces Loix jusqu'à ce que ces affaires soient réglées dans un Parlement.

ANNO
1688.

C'est pourquoi nous supplions tres-humblement Vos Alteſſes de faire une chose qui est de nécessité absolue, c'est que personne ne soit troublé en ce qui regarde sa Religion, jusqu'à ce qu'un Parlement legitime ait réglé cette affaire, qui regarde leur profession de foy: tout ce qu'ils croient & pratiquent, se termine uniquement à Dieu, & ne fait tort à aucun homme sur la terre ni en son Corps, ni en ses Biens, ni en sa reputation, & ainsi ils ne font tort qu'à eux-mêmes s'ils se trompent.

Il ne nous reste plus qu'à nous soumettre entièrement & tout ce qui est contenu en cet Ecrit à la Sagesse, & Charité de Vos Alteſſes, & à prier le Grand Dieu qu'il remplisse vos ames de toutes les vertus éclatantes qui peuvent orner les Thrones les plus élevés & les plus sublimes.

Monsieur, la grande idée que nous avons de votre mérite, nous fait espérer que vous serez fidèle à rendre promptement l'incluse à Son Alteſſe Monsieur le Prince d'Orange, ou en son absence, à son Alteſſe Royale, Madame la Princesse; nous n'avons pas pu la consacrer à la poste, c'est pourquoi nous l'avons envoyée par un Exprés, qui sera peut-être long-tems en chemin; l'Exprés a ordre de la délivrer seulement à un de vos Domestiques; nous nous reposons entièrement sur vous, & sommes,

MONSIEUR.

Vos tres-humbles Serveurs.

Que vous pourrés connoître cy-après.

XCVIII.

Declaration de GUILLAUME HENRI Prince 10. Oct.

D'ORANGE & depuis Roi de la GRANDE BRETAGNE III. du nom, pour justifier sa Descente à main armée dans le Royaume. Il y publie que c'est pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le rétablissement des Loix & des Libertez de l'Angleterre de l'Ecosse & de l'Irlande. Donné à la Haye le 10. Octobre 1688. Avec des LETTRES adhortatoires aux Officiers & Gens de Mer de la Flotte Angloise, & aux Officiers & Soldats de l'Armée de Terre sur le même sujet. Et Le FORMULAIRE d'une Priere pour l'heureux succès de cette Expedition.

C'est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat, ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertez & les Coutumes, qui y sont établies par une Puissance legitime, sont ouvertement violées & anéanties: Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela étant, ceux qui sont immédiatement les plus intéressez en cette affaire, sont indispensablement obligés de prendre garde que les Loix, les Libertez & les Coutumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservés. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Pais ou Royaumes, ne soient pas dépouillés de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, que la grandeur & la seureté des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, dépend d'une manière toute particulière, de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce Principe, nous n'avons pu différer plus long-tems à déclarer que nous voyons à notre grand regret, que les Conseillers, qui ont à présent le principal crédit auprès du Roy, se sont rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes,

ANNO mes, & ont assujéti tout ce qui regarde la Conscience, les Libertez & les Proprietez, à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Les déplorables suites du Pouvoir Arbitraire, & des pernicieux conseils sont si connus dans l'état déplorable du Royaume d'Ecosse, que notre Raison & notre Conscience nous engagent à en avoir horreur. Quand nous considérons donc la misère où cette Nation est réduite, qui cependant a toujours été si attachée à la Famille Royale, & qui a été gouvernée depuis plusieurs siècles par les Loix faites par l'autorité de leurs Rois & les Etats de leur Parlement, & leurs Coutumes ordinaires, est réduite aujourd'hui, par les pratiques que l'on a employées pour changer la constitution légitime de la Monarchie, en un Pouvoir Despotique & Arbitraire, on voit clairement que cela s'est fait par la conduite de ces Conseillers qui exercent l'autorité, par des Declarations préméditées & formelles qu'ils publient, portant que le Roy est un Monarque absolu qui doit être obéi en toute chose & sans réserve. Afin d'introduire par ce moyen telle Religion qu'il leur plaira, sans se mettre en peine de reconnoître la nécessité du consentement de la Nation représentée par les Etats assemblés en Parlement. Ne pouvant donc nous empêcher d'être sensiblement touchés de ces misères nous avons pensé à un remède convenable pour satisfaire à l'attente des gens de bien, & à tous vrais Protestans. C'est la grande affaire que nous nous proposons dans cette expédition, dont l'équité paroîtra à tout le monde, quand ce qui a été fait par ces mauvais Conseillers sera examiné de près & sans prévention.

C'est donc une chose connue que les Loix, les Privileges & les Droits du Royaume ont été enfreints au grand préjudice du Roy & du Peuple, puisque par là on a sapé les fondemens de l'Union & de la confiance. Les Procédures Arbitraires d'un Conseil privé injuste, & entreprenant contre les Loix, ne sont pas moins connus. Car quoi qu'il soit expressément défendu par les Loix faites par l'autorité du Roy & du Parlement que la Religion Papiste ne sera point exercée dans le Royaume: Que les Prestres Missionnaires n'y seront point tolerez, & que les Enfans de pas un Seigneur ou Gentilhomme ne sera envoyé hors du Royaume pour être élevé dans des Colleges Papistes. Néanmoins ces Conseillers ont ordonné ou permis que quelques jeunes Seigneurs aient été enlevés à leurs parents, & envoyez hors du Pais pour être instruits dans des Colleges de Jésuites. Ils ont aussi fait qu'il y a des Ecoles établies, gouvernées par des Prestres Papistes, & même dans la Ville capitale du Royaume.

De plus par un mépris manifeste des Loix receués dans le Royaume, les Papistes sont introduits aux plus grandes Charges tant Civiles que Militaires, & toutes les Fortereses & les Magasins leur sont confiez. Les Droits & les Privileges des Villes Royales, qui font le tiers Etat du Parlement, & qui ont autant de Deputez que les Provinces du Royaume, sont retranchés. Il est même traversé dans la libre élection de ses Magistrats & de ses Conseils de Ville, & cela manifestement contre leurs Chartes fondées sur les Loix, & sur une possession d'un temps immémorial. Tout cela s'est fait par un pur Pouvoir Arbitraire sans donner la moindre assignation, sans aucune Procédure juridique ni Sentence.

Quoi qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une droite & entière Justice, puisque la vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens des hommes en dépendent, néanmoins ces Conseillers ont assujéti tout cela à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Ils ont déposé des Juges qui suivant les Loix devoient être continués dans leurs Charges toute leur vie, s'y gouvernant en gens de bien, à cause qu'ils n'ont pas voulu se conformer à leurs desseins, ils en ont établi d'autres en leurs places, sans avoir aucun égard à leur capacité, mais seulement parce qu'ils les croyoient plus souples. Ce qui fait bien voir que ces Conseillers tâchent de se rendre entièrement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets sans s'arrêter à aucune Règle ni Loy.

Par la direction de ces-mêmes Conseillers, on s'est servi d'un Pouvoir exorbitant qui impose des sujétions & requiert des sermens des Provinces entières,

sans être fondé sur aucune Loy, ni sur aucun Acte de Parlement, comme de loger des Soldats à discrétion, quoi qu'ils aient une paye suffisante pour s'entretenir, ainsi le Royaume est doublement chargé sans qu'on lui en fasse raison: En mettant des Gentilshommes en prison sans en dire les causes, mais au contraire les contraignant de s'accuser & de témoigner contre eux-mêmes. En proposant des amandes selon leur bon plaisir. Faisant trembler & deslater diverses contrées en vertu des *Intercommuning* & *Justiciaries*, qui confiscquent la Vie & le Bien. Pour la moins coupable & la plus innocente conversation qu'on puisse avoir avec ses parents, on est déchu du bénéfice des Loix, & par ainsi ils ont rempli de consternation la plus grande partie du Royaume, ne se servant contre quantité de personnes que des *Outlawries* & *Intercommuning*, ainsi sur des pretextes mal fondez, ils ont si généralement enveloppé tout le monde dans ce danger, que les Conseillers mêmes ne peuvent s'en garantir, qu'en recourant au pardon ou en le faisant excepter, pendant que le commun Peuple est abandonné à leur discrétion. Ils donnoient Pouvoir aux Officiers & simples Soldats, d'exercer contre tous les Sujets qui vivoient dans une pleine Paix & tranquillité, les plus grandes barbaries du monde, comme de les détruire en les pendans, les tuant ou les noyant sans aucune forme de Procès, & sans aucune considération d'âge ni de sexe, ne voulant pas même donner le temps à quelques-uns de prier Dieu, & cela, sans aucun autre sujet, sinon qu'ils ne vouloient pas sousscrire ni répondre à des demandes qu'on leur faisoit sans aucune légitime Autorité, & contre le Droit commun des hommes, qui laisse à chacun la liberté de ne point révéler le secret de sa pensée, sans parler d'une grande quantité d'autres violences & oppressions, à quoi cette pauvre Nation est exposée sans aucune assurance d'en voir la fin, & d'en être délivrez.

Ces Conseillers pour soutenir & justifier leurs Procédures Arbitraires & Illegitimes, ont fait fabriquer une Declaration qui renverse les fondemens du Gouvernement, qui viole toutes les Loix, même les plus sacrées, rendant le Parlement tout à fait superflu, privant la Religion de toutes ses défences, & ôtant les Libertez & les Proprietez par un Pouvoir absolu qu'ils se font attribuez, auquel on veut que l'on obéisse sans réserve, & cette forte d'obéissance de cœur d'un vray Chrétien n'appartient qu'à Dieu seul, de qui les commandemens sont toujours justes & bons.

De plus ces Conseillers ont fait leurs derniers efforts pour abolir les Loix Penales, qui excluent de toutes Charges publiques ceux qui ne sont pas de la Religion Protestante, parce qu'elles font trop opposées à leurs desseins pour y parvenir. Ils ont donné la liberté à divers Protestans, mais une liberté qu'ils ne peuvent conserver qu'en tant qu'ils travailleront à l'abolition des Loix Penales qui sont les seules défenses de leur Religion. Outre cela les divers Protestans ont un juste sujet de se désier, lorsqu'ils se souviennent que l'on a chassé de leurs Eglises leurs Ministres par centaines, sans les avoir assignez ni accusés, & que l'on a rempli leurs places de personnes ignorantes, d'une vie scandaleuse, & qui avoient beaucoup contribué à toutes les misères sous lesquelles ce Pais soupire depuis longtemps, les divers Protestans ont donc peu de sujet de faire fond sur leur tranquillité présente, puis qu'elle n'est fondée que sur une Proclamation qui peut être révoquée à toute heure, & qui ne leur a pas été avantagée à la première ni à la seconde Publication. Sur tout s'ils considerent que quelques mois auparavant on a exercé contre eux les grandes cruautés dont nous avons parlé.

Il y a de grandes & fortes présomptions qui nous font croire que ces Conseillers pour avancer leurs pernicieux desseins, & afin de prendre leur temps de l'exercuter à propos pour encourager leurs complices, & pour intimider tous les bons Sujets, ils ont publié que la Reine avoit enfanté un *Fils*, bien que durant la prétendue grossesse de la Reine, & dans la manière dont on a pratiqué cette naissance, il a paru tant de justes & de visibles fondemens de soupçon, que non seulement Nous, mais aussi tous les bons Sujets de ces trois Royaumes soupçonnent fortement que le prétendu *Prince de Galles* n'a jamais été mis au monde par la Reine, & c'est une chose sçeu de tout le monde, que beaucoup de personnes ont autant douté de la grossesse de la Reine que de la naissance de l'En-

ANNO 1688.

ANNO
1688.

L'Enfant, & cependant on n'a pas fais la moindre chose pour lever ces soupçons, & pour mettre fin à ces doutes.

Et comme la Princeesse nôtre chere & bien-aimée Epouse, & Nous pareillement sommes tout à fait interezez en cette affaire, ayant comme tout le monde fait tel Droit à la Succession de ces Royaumes, lequel ces personnes là ont tâché d'interrompre, & de prevenir les legitimes Successeurs de la Couronne elevez par une singuliere providence de Dieu dans la vraye Religion Protestante, d'aporter quelque soulagement à ces miseres. Dans une affaire donc d'une si grande importance, nous n'avons pû nous empêcher, d'embrasser les veritables Interests de cette Nation, & de contribuer de tout nôtre pouvoir pour la defence de ses Loix & de ses Libertez, pour le maintien de la Religion Protestante dans le Royaume, comme aussi pour luy assurer la jouissance de tous ses Droits legitimes.

Mais afin que nôtre dessein soit si evident que personne n'en puisse douter, ni en pretendre cause d'ignorance, pour s'exemter de concourir avec nous dans un si juste dessein, entrepris pour le bien general de la Nation, Nous declaronz que nôtre intention est de garantir ce Royaume de tout danger du Papisme, du Pouvoir Arbitraire à l'avenir, & pour la delivrance des miseres à quoy il est presentement expose, de travailler à l'affermissement de cette Garantie, & de cette delivrance par l'entremise d'un Parlement, & cela sur de tres-solides fondemens à l'égard de leur Religion; & pour leurs interests temporels, de redresser le tout par des moyens convenables, & d'une maniere si efficace, qu'on ne retombera plus dans tous les malheurs susmentionnez. Voilà les vrayz motifs de nôtre entreprise pour ce qui concerne cette Nation.

Les efforts donc que nous voulons faire pour la delivrance d'un Royaume oppresse, nous persuadent, qu'ils ne seront pas seulement pris en bonne part, mais qu'ils seront accompagnez d'une joye & d'une approbation universelle, & même du secours de toute la Nation. Que ceux qui ont été les instrumens pour introduire l'Eslavage dans ce Royaume seront connoître le repentir qu'ils ont de ce qu'ils ont fait, par la grande diligence qu'ils apporteront à leur delivrance, & que ceux, qui ne nous assisteront pas de la maniere qu'ils y sont obligez à l'égard de Dieu & de l'amour de la Patrie, porteront avec justice la peine de tous les maux qu'ils pourront s'ensuivre pour ne s'être pas acquitez de leur devoir.

Et comme nous mettons toute nôtre confiance en Dieu seul pour le succès de nos Armes, nous esperons que tous les gens de bien demanderont ardemment au Seigneur qu'il repandea benediction sur nos desseins, afin qu'ils puissent réussir à la gloire de son grand Nom; pour l'affermissement de l'Eglise Reformée, & pour le repos & le bien commun de ce Royaume. Donné sous nôtre Sein & sous le Seu de nos Armes à la Cour, à la Haye le 10. Octobre, 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE,

Plus-bas,

Par exprés commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

A tous les Officiers & Gens de Mer de la Flote Angloise.

Messieurs, mes Amis.

Comme nous avons donné à nôtre Fidele & bien aimé Amiral Herbert un Plein-pouvoir, nous esperons que vous prendrez une entiere crânce à tout ce qu'il vous dira de nôtre part. Nous avons fait une Declaration qui comprend les raisons que nous avons d'entreprendre cette Expedition, où vous verrez que nous n'avons point d'autre vuë que la conservation de la Religion Protestante, & le retablissement des Loix & des Libertés du Royaume d'Angleterre, puis

qu'il est certain que les Papistes ont resolu la ruine entiere de nôtre Religion, dans la Grand-Bretagne, comme elle l'est en France: elle le sera de même infailliblement chez vous, si les Papistes se rendent les maîtres. Nous sommes persuadez que vous avez déjà aperçu, que l'on ne le sert de vous, que comme d'instrument pour soumettre vous & vôtre Patrie sous le joug du Papisme, & dans l'esclavage, par le moyen des Irlandois & des Estrangers qui se preparent à mettre la dernière main à vôtre destruction. C'est pourquoy nous esperons que Dieu vous inspirera des pensées salutaires pour faciliter vôtre delivrance; & pour vous tirer de toutes ces miseres, vous, vôtre Patrie & vôtre Religion.

Cela ne se pouvant selon l'apparence qu'en vous joignant à nous, pour nous assister, puis que nous travaillons à vôtre delivrance, & nous vous assureons que nous n'oublierons jamais les services que vous nous rendrez en cette occasion, & nous promettons de donner des marques particulieres de nôtre faveur à tous ceux qui veulent bien la meriter de nous & de la Nation. Nous sommes sincerement Vôtre Ami bien affectionné.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par ordre exprés de Son Altesse.

C. HUYGENS.

De nostre Cour de Dieren,
le 29. Septemb. 1688.

Aux Officiers & Soldats de l'Armée Angloise.

Messieurs, mes Amis,

Nous avons fait connoître avec tant de sincerité & de bonne foy dans nôtre Declaration quelle est nôtre intention touchant cette Expedition presente, que nous n'avons rien à y ajouter, aussi sommes nous assurez qu'en cela vous ne pouvez rien souhaiter davantage de nous. Nous venons donc pour conserver vôtre Religion, pour rétablir & pour affermir vos Libertez & vos Proprietez: mais comme nous ne pouvons pas seuls executer ces choses, nous n'avons jamais douté que tous les Protestans & les bons Anglois, ne viennent & ne concourent avec nous dans le dessein de mettre ces Nations à couvert du Papisme & hors de l'Eslavage. Vous devez être tous convaincus que vous estes les instrumens dont on se sert pour reduire la Nation à la Servitude & pour ruiner la Religion Protestante. Jugez ce que vous avez à attendre quand cela sera executé, par la cassation que l'on a faite en Irlande de tous les Protestans Anglois, tant Officiers que Soldats; & par le transport que l'on a fait en Angleterre des Soldats Irlandois pour remplir vos places, il y en a des exemples si recens qu'il n'est pas besoin de vous les remettre en memoire. Vous savez aussi comment on en a usé à l'égard de quelques Officiers, vos Compagnons, pour s'être montrez fermes dans la Religion Protestante & pour les Loix d'Angleterre. Vous ne pouvez donc pas vous flater d'être mieux traités, si vous ne contribuez à les tirer de l'extremité où ils sont reduits; car vous savez qu'ils ne tiennent point leur parole. Cela étant, nous esperons que vous ne vous laissez pas seduire par un faux éclat de gloire, mais que vous considererez avant toutes choses, ce que vous devez à Dieu vôtre souverain Seigneur, à vôtre Patrie, à vous-mêmes, à vôtre Posterité, qui sont autant de motifs, que des gens d'honneur comme vous doivent preferer à toute autre consideration & engagement quel qu'il puisse être. Nous croyons donc que vous prefererez à cela l'honneur que l'on vous offre presentement de contribuer à la conservation des Libertez de vôtre Pais & à l'affermissement de vôtre Religion. On se souviendra toujours des services que vous rendrez en cette occasion, & nous promettons de repandre des marques singulieres de nôtre faveur sur chacun en particulier, qui seront proportionnées au merite de la conduite que vous tiendrez: car nous ferons une grande distinction entre ceux qui viendront assez-tôt pour joindre leurs Armes aux nôtres, & ils nous

ANNO
1688.

ANNO nous trouveront pour eux bien affectionné & assuré
1688. Ami,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par l'express commandement de Son Altesse.

C. HUYGENS.

Prière faite pour cette Expedition.

Dieu Tout-puissant, Seigneur des Armées, Payde & le refuge de tous ceux qui se confient en toy : Nous te supplions tres-humblement de benir & de donner un heureux succez à cette entreprise, pour la gloire de ton Nom, & pour l'avantage de ton Peuple. Que nos péchez n'allument point ta colere au point de refuser au Prince ton Scrivteur, ta sainte benediction, mais couvre le de ta grace comme d'un bouclier. Dirige le dans tous ses Conseils, accompagne le toujours & l'assiste dans toutes ses Actions, afin qu'il réussisse dans ce grand dessein. Qu'il emploie tout le Pouvoir que tu lui as confié à l'honneur de ton grand Nom, à l'affermissement, à l'avancement de ta vraie Religion, & pour la Paix & la félicité de ces Peuples. Benis cette Flotte, donne d'heureux succez à cette Armée. Fay nous la grace, ô Dieu Pere de Misericorde, que chacun de nous en particulier te convertisse à toy de tout son cœur. Qu'il se repente avec sincérité de toutes ses fautes passées, & s'engage solennellement envers toy, comme nous faisons maintenant tous ensemble de mieux vivre à l'avenir, de faire tous nos efforts, pour rendre notre conduite conforme au nom de Chrétien Reformé, & que notre zele réponde à notre sainte Religion, & que les principes soient la regle de notre vie. Exauce nous, ô Saint des Saints, fay camper tes Anges à l'entour de nous, car nous mettons toute notre confiance en ta protection & en ton secours, que nous te supplions bien humblement de nous accorder pour l'amour de Jesus-Christ, notre unique Sauveur & Redempteur, Amen.

La même Declaration plus étendue, & fortifiée d'un plus grand nombre de motifs, causes & raisons. Du même jour 10. Octobre 1688. Avec Une ADDITION par laquelle le Prince proteste de nouveau, que son dessein ne tend qu'à rétablir & raffermir les Loix & Libertez de la Nation Angloise, & nullement à conquérir le Royaume. Donnée à la Haye le 24. Octobre 1688.

C'est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le bonheur d'un Etat ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertés & les Coutumes, qui y sont établies par une Puissance legitime, sont ouvertement violées & anéanties : Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela étant, ceux qui sont immédiatement les plus interressez en cette affaire, sont indispensablement obligez de prendre garde que les Loix, les Libertés & les Coutumes, & sur tout la Religion & le Culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservez. Ils doivent aussi prendre un soin effectif que les Sujets de ces Pais ou Roiaumes, ne soient pas depouillez de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette precaution est d'autant plus necessaire, que la grandeur & la sureté des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en Autorité, aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs Sujets, depend d'une maniere toute particuliere de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce principe, nous n'avons pu différer plus longtemps à déclarer que nous voyons à notre grand regret, que les Conscillers, qui ont à présent le principal credit auprès du Roy, se font rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes, & ont assujetti tout ce qui regarde la Conscience,

TOM. VII. PART. II.

les Libertez & les proprietiez à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Ces mauvais Conscillers pour avancer cette affaire, & la colorer d'abord de quelques pretextes plausibles; ont inventé & attribué au Roy un *Pouvoir Dispensatif*, en vertu duquel ils pretendent qu'il a Droit de *suspendre les Loix & d'en dispenser*, quoi que faites par l'autorité d'un Roy & d'un Parlement pour la sûreté & le bonheur des Sujets. Par ce moyen ils ont rendu ces Loix sans effet & sans force, quoi qu'il n'y ait rien de plus certain, que comme ces Loix ne peuvent être faites que du consentement mutuel du Roy & du Parlement, parce que les Loix faites de la sorte, & sur tout celles qui établissent le repos public, le bien de la Nation, & la vie & la liberté de chaque Sujet en particulier, ne peuvent être revoquées ni suspendues que par la même autorité d'un Roy & d'un Parlement joints ensemble.

Encore qu'un Roy puisse faire grace à un particulier du châtiment qu'il a mérité, & à quoi il a été condamné, & même dans le cas de *Haute Trahison* ou d'une autre crime; on ne peut pourtant avec aucune apparence de raison, conclure de-là, que le Roy a le Pouvoir de suspendre absolument l'exécution des Loix faites contre la *Haute Trahison* & les autres crimes; Si ce n'est qu'on veuille soutenir qu'il est revêtu d'un *Pouvoir Despotique & Arbitraire*, & que la vie, les libertez, l'honneur & les biens de ses Sujets dependent entièrement de sa bonne volonté & de son bon plaisir, & qu'ils lui sont tout à fait assujettis, ce qui s'ensuit nécessairement si le Roy a le Pouvoir de suspendre l'exécution des Loix, ou d'en dispenser.

Ces dangereux Conscillers pour donner quelque couleur à cette étrange & execrable Maxime, ont si tellement conduit cette affaire qu'ils ont enfin porté des Juges à déclarer que ce *Pouvoir Dispensatif est un Droit de la Couronne*; comme s'il étoit au Pouvoir de douze Juges de sacrifier au Roy les Loix, les Droits & les Libertez de toute une Nation, pour en disposer à sa fantaisie, selon son bon plaisir, & cela directement contre les Loix faites pour la sûreté des Sujets. Pour obtenir cette Declaration, ces pernicieux Conscillers avoient pressenti auparavant les opinions des Juges, faisant en sorte que ceux d'entre eux qui ne pouvoient en bonne conscience, concourir à une si injuste declaration, ont été déposés & d'autres établis en leurs places. Par ces sortes de changemens faits dans les Cours de Justice, ils ont enfin obtenu cette Declaration : Mais ils ont introduit pour cela à des Charges de si grande importance ceux qui sont profession publique de la Religion Papiste, quoi qu'ils soient absolument exclus de toutes ces sortes de Charges par les Loix.

Il est aussi constant & manifeste que lors que *Sa Majesté* vint à la Couronne qu'elle fut reçue & reconnue de tous les Sujets d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, pour leur Roy, sans faire la moindre opposition, quoi qu'il fit en ce temps-là profession publique de la Religion Papiste. De son côté il promit & jura solennellement à son Couronnement; qu'il maintiendrait ses Sujets en la pleine jouissance de leurs Loix & de leurs Libertez; & particulièrement qu'il conserveroit l'Eglise Anglicane telle qu'elle est établie par les Loix. Il est certain qu'en divers & differents temps, plusieurs Loix ont été faites, pour la conservation des Droits & des Libertez de la Religion Protestante; Et entre autre sûreté il fut arrêté là, que generalement tous ceux qui seroient élevez à quelque Dignité Ecclesiastique, ou qui seroient faits Membres d'une Université; même ceux qui seroient établis en quelque Charge Civile ou Militaire, seroient chacun obligés de déclarer qu'il n'est point Papiste, mais qu'il est de la Religion Protestante, confirmant cet aveu par les Sermons d'Allegiance, & de Supremacie & du Test. Malgré ces precautions, ces pernicieux Conscillers ont effectivement aboli & annulé toutes les Loix qui ont relation aux Charges Ecclesiastiques & Civiles.

Pour ce qui concerne les Dignitez & les Charges Ecclesiastiques, ils ont non seulement sans la moindre apparence de Droit, mais encore contre les Loix les plus expressees, erigé un Tribunal composé d'un certain nombre de personnes, à qui ils ont confié la connoissance & la direction des affaires Ecclesiastiques, & ils ont compris dans ce nombre un des Ministres d'E-

Cc

146

ANNO
1688.

tat de Sa Majesté, qui faisoit dès lors profession de la Religion Papiste, & qui avoit déclaré en la professant, qu'il la tenoit depuis long-temps pour la seule véritable Religion.

Par tout cela on peut voir le déplorable état où la Religion Protestante est réduite, puisque les affaires de l'Eglise Anglicane sont à présent entre les mains des personnes, qui ont accepté une Commission qui est directement contre la Loy, puis qu'un de leurs principaux Membres a abjuré la Religion Protestante, & a déclaré qu'il étoit Papiste, & par conséquent qu'il est devenu incapable d'exercer aucune Charge publique. Ces Commissaires ont jusqu'ici donné de telles Preuves de leur fourniture aux instructions qui leur sont données, qu'il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne continuent à avancer tous les desseins qui conviendront le mieux à leur parti.

Ces pernicieux Conseillers ont soin que l'on n'élève à la Dignité Ecclesiastique, que des personnes peu zelées pour la Religion Protestante, & qui cachent cette indifférence sous le pretexte specieux de *moderation*. Les mêmes Commissaires ont suspendu l'Evêque de Londres, simplement parce qu'il refusoit d'obéir à un ordre de suspendre un digne Ministre sans l'avoir cité devant lui pour défendre sa cause, voulant qu'il fut condamné sans aucune formalité de justice.

Ils ont déposé un Président du College de la Madeleine, qui avoit été élu par les Membres de ce College, & ont ensuite déposé tous les Membres sans les attirer dans aucune Court, qui eut pu prendre une juste connoissance du fait, & même sans avoir obtenu aucune Sentence de Juge competent contre eux. Toute la raison qu'on donna de leur demission, fut, qu'ils avoient refusé d'être pour Président, une personne qui leur étoit recommandée par les pratiques de ces pernicieux Conseillers, sans considérer que ces Membres sont en Droit, sans contredit, d'être en toute liberté. Ils les ont cependant dépouillés de leurs possessions contre l'ordre des Loix & contre les prevoynances expressees de *Magna Charta*, qui porte que *personne ne perdra sa vie ni ses biens qu'en vertu des Loix du Pais*. Voila comme ces dangereux Conseillers ont mis à présent entièrement ce College entre les mains des Papistes quoy que déclarés incapables de remplir aucune de ces Places, tant par les Loix du Pais, que par les Statuts du College, comme on l'a déjà dit.

Ces Commissaires ont aussi cité devant eux tous les Chanceliers & les Archidiacres d'Angleterre, & ont exigé d'eux les noms des Ecclesiastiques qui ont publié la Declaration du Roi touchant la Liberté de conscience. Ils leur ont aussi demandé les noms de ceux qui n'ont pas lu cette Declaration, sans considérer que cette lecture n'étoit pas ordonnée au Clergé par leurs Evêques qui est leur forme ordinaire.

L'invalidité de ce Tribunal & l'incompétence de ces Commissaires Ecclesiastiques sont évidentes, & il paroit si clairement qu'ils ne tendent qu'à la ruine de la Religion Protestante, que l'honorable Pere en Dieu Guillaume Archevêque de Cantorbéry, Primat & Métropolitain de toute l'Angleterre, considérant que cette Assemblée n'avoit été faite qu'à dessein d'opprimer les personnes qui excelloient en vertu, en Doctrine & en piété, refusa d'y prendre séance & d'agir de concert avec eux.

Quoy qu'il y ait plusieurs Loix tres-expresses faites contre toutes sortes d'Eglises & de Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste, aussi bien que contre toutes sortes de Cloîtres & de Convents, & de tres-particulières contre l'Ordre des *Jesuites*. Ces mechants Conseillers ont néanmoins fait obtenir le Pouvoir de bâtir diverses Eglises & Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste. Ils ont aussi fait en sorte que l'on a édifié plusieurs Cloîtres & Monastères, qui sont tous erigés au mépris des Loix. Ils ne se font pas contents d'avoir fait en divers endroits plusieurs Colleges de Jesuites pour corrompre la jeunesse. Ils ont même élevé une personne de cette Société à la Dignité de Conseiller du Conseil privé & de Ministre d'Etat. Ce qui fait voir bien clairement, qu'ils ne sont retenus par aucune sorte de regles ni de Loix & qu'ils n'ont pour but que d'assujettir l'honneur & les biens des Sujets, & la Religion établie, à un Pouvoir Despotique, & à un Gouvernement Arbitraire. En quoy ils sont bien servis & secourus par les Commissaires Ecclesiastiques.

Ils ont aussi employé la même methode à l'égard des

affaires Civiles, car ils ont tant fait qu'on a ordonné de faire présenter tous les *Lords-Lieutenants*, les *Deputes-Lieutenants*, les *Sheriffs*, les *Juges de Paix*, & généralement tous ceux qui exercent quelque Charge publique, pour sçavoir, s'ils voudroient concourir avec le Roi à l'abolition du *Test* & des *Loix Penales*. Tous ceux dont la conscience repugnoit de s'accommoder à ce dessein ont été déposés, & on en a mis d'autres en leur place que l'on a crû de meilleure volonté & plus penchans à leur but, qui tend à l'abolition des Loix qui sont faites avec tant de prevoynance & de prudence pour la sûreté de la Religion Protestante. Ils ont même introduit des Papistes de profession dans plusieurs de ces Charges, encore que les Loix les en aient déclaré incapables, & dispensé les Sujets de déférer à leurs Ordonnances.

Ils ont de plus saisi les Privileges & Chartres de la plupart des Villes qui ont droit d'élire des Membres pour le Parlement, & ont tant fait que ces Titres leur ont été apportés par les Magistrats, qui en les livrant, ont abandonné tous leurs Droits & leurs Privileges à la discrétion & au bon plaisir de ces pernicieux Conseillers, qui ont fait de nouveaux Magistrats dans ces Villes, en qui ils pussent prendre une entière confiance; établissant des Magistrats Papistes en plusieurs endroits, quoy que les Loix les en déclarent incapables.

Encore qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une bonne Justice & de sénéteresse, puisque la Vie, la Liberté, l'Honneur, & les Biens des hommes en dependent: Ces pernicieux Conseillers néanmoins ont tout assujéti à un Pouvoir Arbitraire & Despotique. Dans les affaires de la plus grande importance, ils ont commencé par découvrir les sentimens des Juges, & par déposer ceux qui ne s'accordoient pas à leurs intentions, en mettant d'autres en leur place, dont ils étoient plus assurés, sans avoir aucun égard à leur capacité, ils n'ont pas même craint d'introduire des Papistes manifestes dans les Tribunaux, quoy qu'ils en fussent exclus par les Loix, & que personne n'est obligé de déférer à une Sentence rendue par de tels Juges. Ils ont porté cela si loin, qu'ils ont démis les Juges qui faisoient voir dans l'administration de la Justice, qu'ils étoient dirigés par leur conscience & non par les instructions d'autrui. En quoy il paroît qu'ils font tous leurs efforts pour se rendre entièrement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets de quelque état ou condition qu'il puisse être: Et cela, sans avoir aucun égard à l'équité des causes ni à la conscience des Juges, voulant qu'ils soient assujétis en toutes choses à leur volonté & à leur bon plaisir. Ils pretendent par là intimider le reste des Juges qui sont en Charge, & ceux qu'ils trouveront à propos de mettre à la place de ceux qu'ils déposent, & leur faire voir ce qu'ils ont à attendre, lorsqu'ils feront la moindre chose contre leur bon plaisir, & que les fautes de cette nature ne sont jamais pardonnées à qui que ce soit.

Il y a eu beaucoup de sang répandu en divers endroits de ce Royaume, par des Juges gouvernez par ces pernicieux Conseillers, & cela contre toutes les regles & les formalitez des Loix, & sans vouloir permettre aux accusés de se défendre.

Ils ont aussi réduit toutes les causes de la Justice Civile dans un état fort chancelant, remettant l'administration de la Justice entre les mains des Papistes, car quelque juste que puisse être leur Sentence, de ce fait, que les Loix du Pais excluent les Papistes de tous les Tribunaux, & qu'ils les en ont déclaré incapables; personne n'est tenu d'acquiescer à leur decision. Toutes les Sentences qu'ils rendent sont d'elles mêmes nulles & sans force, de sorte que toutes les personnes tirées en cause devant ces juges Papistes, ne doivent regarder leur prétendu Sentence, que comme un Jugement rendu par un simple particulier sans caractère ni autorité. Les Sujets sont donc fort à plaindre, qui sont obligés de répondre devant de tels Juges, qui en toute affaire ne suivent point d'autre regle que celle qui leur est prescrite par ces pernicieux Conseillers. Comme ils leur ont fait avoir ces Charges & qu'ils les en peuvent ôter quand l'envie leur en prend, ils ne peuvent jamais être tenus pour Juges légitimes. Toutes leurs Sentences par la disposition du Droit, ne font d'aucune force ni efficace.

Ils en ont usé de même à l'égard de toutes les Charges

ANNO
1688.

ANNO ges Militaires. Car les Loix ne se contentent pas
1688. d'exclure les Papistes de ces sortes de Charges, elles
stipulent particulièrement, qu'ils seront déarmez. Ce-
pendant au mépris des Loix, ils ne sont pas seulement
armez, mais on les a encore élevez aux plus grands
Emplois de la Guerre, tant de Terre que de Mer:
les Etrangers aussi-bien que les Naturels du Pais, &
les Irlandois comme les Anglois. Par ces voyes ils
se sont rendus maîtres des affaires de l'Eglise, du Gouver-
nement de la Nation, & de l'Administration de la
Justice; ils les ont assujettis à un Pouvoir Despo-
tique & Arbitraire, afin d'être en état de se maintenir
& d'exécuter leurs damnables desseins avec le secours
de l'Armée, & de mettre enfin la Nation à l'esclavage.

Les funestes effets du bouleversement de la Religion,
des Loix & des Libertez établies en Angleterre paroî-
troient encore plus clairement si nous considérons ce
qui s'est fait en Irlande. Car là, tout le Gouverne-
ment est entre les mains des Papistes, & les Sujets de
la Religion y vivent dans une crainte continuelle de ce
que l'on doit attendre de la Justice du *Pouvoir Arbitraire*
qui y est introduit. C'est ce qui oblige une
grande partie à abandonner leurs Biens, & à sortir de
ce Royaume, se fendant du cruel massacre qui se fit
en cette Isle, en 1641.

Ces mauvais Conseillers ont aussi porté le Roy à de-
clarer en Ecosse qu'il est revêtu du *Pouvoir Absolu*, &
que les Sujets sont tenus de lui obéir sans réserve en
toute chose. Sur cela il s'est effectivement attribué
un *Pouvoir Arbitraire*, sur la Religion aussi bien que
sur les Loix de ce Royaume-là, d'où l'on peut con-
jecturer ce que l'on doit attendre en Angleterre du mo-
ment qu'ils auront fait tous leurs préparatifs.

Cette longue & insupportable oppression, & le mé-
pris manifeste des Loix, joint aux funestes suites qu'elle
aura infailliblement, ont donné une forte & juste
apprehension à tous les Sujets, & leur ont fait penser,
pour les éviter, à de légitimes moyens, tels qu'ils sont
permis à toutes Nations. Mais tout cela a été sans
effet, & ces pernicieux Conseillers ont tâché de faire
craindre à tout le monde de perdre la Vie, les Libertez,
les Honneurs & les Biens, si on pretendoit s'op-
poser à ces oppressions par des Requetes, des Remon-
trances ou autres moyens permis par les Loix. C'est
de la sorte qu'ils ont traité l'Archevêque de
Cantorberi, & d'autres Evêques, pour avoir présenté
au Roi une Requete fort soumise & tres-respectueuse.
Car cet Archevêque & les Evêques n'excedoient pas
le nombre permis par les Loix, & ils exposoient en
peu de mots les raisons qui les empêchoient d'obéir à
l'Ordre qui leur avoit été envoyé, & qui avoit été sug-
géré par ces pernicieux Conseillers. Par cet Ordre il
leur étoit commandé d'ordonner à leurs Pasteurs, de
lire dans leurs Eglises la Declaration pour la *Liberté de
Conscience*, ils ont cependant été mis en prison, &
ensuite tirés en Justice, comme s'ils étoient coupables
d'un crime énorme. Ils n'ont pas seulement été obli-
gés de répondre à cette procédure, mais encore de
comparoître devant des Papistes de profession, qui
n'avoient point fait le Serment du *Test*, & qui par
consequent avoient intérêt à les condamner; & pour
les Juges qui avoient opiné en faveur des Evêques, ils
furent deposez.

De quelque façon que l'on colore la chose, & quel-
que étendu que soit le Pouvoir d'un Roy, & qui exerce
le plus absolument le Pouvoir Despotique & Arbitraire,
il n'a jamais imputé à crime à ses Sujets d'être
venus avec toute sorte de soumission & de respect, &
en petit nombre, lui remonter qu'il leur est impossi-
ble d'obéir à ses commandemens.

Ces mêmes Conseillers ont aussi traité en criminel
un Pair du Royaume, pour avoir seulement dit, que
les Sujets ne sont pas obligés d'obéir aux Ordres d'un
Juge de Paix Papiste, quoi qu'ils sachent bien que les
Papistes étant exclus par les Loix de toutes sortes de
Charges, personne n'est obligé de déférer à leurs juge-
mens. Puisque ce sont ces Loix qui assurent au Peuple
la Vie, la Liberté, l'Honneur & les Biens, en les
empêchant d'être soumis à la Jurisdiction Arbitraire
des Papistes, qui sont entrez contre les Loix dans les
Charges Militaires & de Judicature.

Sur cela Nous & la Princesse notre chere & bien-
aimée Epouse, avons tâché avec bien du respect de
faire voir au Roy, la juste & profonde douleur que ces
procédures nous causent, & même pour satisfaire au
desir que Sa Majesté a fait connoître, nous avons de-

TOM. VII. PART. II.

claré tant de bouche, que par écrit à son Envoyé, **ANNO**
quelle étoit notre pensée, à l'égard de l'abolition du **1688.**
Test & des *Loix Penales*; & cela d'une manière qu'il
y avoit lieu d'espérer que par le temperament que
nous avions proposé, la Paix de ces Royaumes, &
une heureuse Union entre les Sujets de toutes fortes
d'opinions pourroit être affermie. Mais ces pernicieux
Conseillers ont donné une interpretation si contraire
à notre bonne intention, qu'ils se sont efforcez d'é-
loigner le Roi de plus en plus de nous, comme si
nous avions en vûe de troubler la Tranquillité & le
bonheur du Royaume.

L'unique remede & le plus efficace à tous ces maux,
seroit la *Convocation d'un Parlement*, pour défendre la
Nation des méchantes pratiques de ces pernicieux
Conseillers; mais la convocation d'un tel Parlement
ne se doit point attendre, car ils auroient un juste
sujet de craindre qu'on ne leur fit rendre compte des
infractions manifestes des Loix, des conspirations &
des conjurations contre la Religion Protestante, &
contre la Vie & les Libertez des Sujets. C'est pour-
quoi ils ont tâché sous le specieux pretexte de *Liberté
de Conscience*, de semer premierement la division parmi
ceux de la Religion, c'est-à-dire, entre l'Eglise An-
glicane & tous les divers Protestans, dont le véritable
& commun interest est de se préserver de la tyrannie
des Papistes, afin que s'ils se trouvoient par cet arti-
fice engagez dans des disputes reciproques, ils pussent
cependant prendre leur temps pour exécuter leurs
Projets, tant pour ce qui regarde l'élection des Mem-
bres du Parlement, que pour agir ensuite dans le Par-
lement même. Car ils voyent bien que si tous les
Protestans viennent à être en bonne Intelligence les
uns avec les autres, & qu'ils agissent de concert à
maintenir leur Religion, qu'il ne sera pas possible à ces
pernicieux Conseillers, d'exécuter leurs mauvais des-
seins.

Ils ont aussi requis dans toutes les Provinces d'An-
gleterre, & de tous ceux qui sont en quelque Charge
ou Consideration, de déclarer par avance qu'ils con-
sentiront à l'Abolition du *Test* & des *Loix Penales*, &
qu'ils ne donneront leurs suffrages dans l'élection des
Membres du Parlement, qu'à ceux qui seront dans ces
mêmes sentimens. Ceux qui ne voulurent point se
déclarer par avance, furent demis de leurs Charges,
& on en mit d'autres en leur place, dont une partie
étoit Papiste, qui promirent tout ce que l'on vouloit,
contre les Chartres & les Privileges des Bourgs &
des Villes, qui ont Droit d'élire des Membres pour
le Parlement. Ils ont obtenu pour cela tous les Re-
glemens qu'ils ont jugé être propres & nécessaires,
pour s'assurer des Membres qui doivent être élus par
ces *Corporations* ou *Societez*. Par ce moyen ils ont
crû pouvoir éviter le châtiment qu'ils méritent, quoi
qu'il soit évident que tous Actes faits par des Magis-
trats Papistes, ne sont de nulle valeur. Si un Parle-
ment n'est donc pas legitime, dont les Elections &
les Certificats d'Élection sont faits par des Sheriffs &
des Maires de Ville Papistes, il n'est pas possible d'a-
voir un Parlement legitime, tant que l'Autorité & le
Gouvernement seront en de telles mains. Suivant
donc les Constitutions du Gouvernement d'Angleterre
& toutes les vieilles Coutumes, toute election du
Parlement se doit faire dans une pleine liberté, sans
aucune contrainte & sans qu'il soit permis de requé-
rir ceux qui ont Droit d'élire, pour les porter à dire
ceux qu'on leur recommande, ceux mêmes qui sont
librement élus, doivent opiner en toute liberté sur
toutes les matieres qui leur sont proposées; ayant tou-
jours devant les yeux le bien commun de la Nation.
& suivant en toutes affaires les mouvemens de leur
Conscience.

Dans l'état present des choses le Peuple d'Angleterre
ne doit pas s'attendre au remede d'un Parlement
libre, ni legitimement convoqué ni élu, mais il peut
voir convoquer un Parlement, où les fraudes & les
violences feront les Elections, & qui ne sera composé
que de Personnes dont ces pernicieux Conseillers se-
ront assurez, & où toutes choses seront traitées sui-
vant leurs Ordres & leurs Interêts, sans avoir aucun
égard au bien & au bonheur de la Nation. Cela se
confirme, par ce que ces mêmes Personnes ont tâché
de gagner les Membres du dernier Parlement, pour
les faire consentir à la Revocation du *Test* & des *Loix
Penales*, & ont tant fait que le Parlement fut cassé,
voyant que par promesses ni par menaces, ils ne pou-
voient

ANNO 1688. voient porter les Membres à exécuter leurs mauvais desseins.

Mais pour couronner leur conduite, il y a de grandes & fortes presomptions qui nous portent à croire que ces mauvais Conseillers, pour avancer leurs pernicieux desseins, & pour avoir le temps de les exécuter, tant pour encourager leurs complices, que pour décourager tous les bons Sujets, ont publié que la Reine étoit accouchée d'un Fils. Et comme durant cette prétendue grossesse de la Reine, aussi-bien que dans les Circonstances de cette Naissance, & dans les manières dont cela a été conduit, il paroît tant de justes & visibles fondemens de soupçon, que non seulement nous, mais tous les bons Sujets de ces Royaumes, soupçonnons que le prétendu *Prince de Galles* n'a pas été mis au monde par la Reine. Et il y en avoit beaucoup qui doutoient hautement de la grossesse de la Reine aussi-bien que de la Naissance de l'Enfant; & cependant l'on n'a fait aucune chose pour les contenter & pour mettre fin à leurs doutes.

Or comme la Princesse notre chère & bien-aimée Epouse & nous pareillement, avons un tres-grand intérêt en cette affaire, & le Droit, à ce que chacun fait, à la Succession de la Couronne, & de plus que les Anglois en l'année 1672. lors que les Etats Generaux des *Provinces-Unies* furent attaqués par une tres-injuste Guerre, firent tous leurs efforts pour la finir, s'opposant à ceux qui avoient alors le credit à leur Cour, se mettant au hazard de perdre la faveur du Prince & leurs Charges, & qu'outre cela la Nation Angloise a toujours témoigné une singulière affection tant pour la Princesse, notre bien-aimée Epouse, que pour Nous même, Nous n'avons donc pu nous empêcher dans une affaire si importante de prendre leurs intérêts, & de contribuer de tout notre pouvoir, à maintenir tant la Religion Protestante, que les Loix & les Libertez de ces Royaumes, & pour assurer à leurs Sujets la jouissance de leurs legitimes Droits. Pour exécuter cela, Nous avons été fort instamment priés par un grand nombre de Seigneurs tant Ecclesiastiques que Seculiers, & par beaucoup de Nobles & autres Sujets de toutes conditions.

Sur cela nous avons trouvé bon de passer en Angleterre, & de prendre avec la Benediction de Dieu des forces suffisantes, pour nous defendre de la violence de ces pernicieux Conseillers; & desirant que notre Intention soit bien entendue, nous avons à cette fin, fait dresser cette *Declaration*, où de la même maniere que nous avons rendu un compte veritable des raisons qui nous portent à cette entreprise, nous avons jugé à propos de faire connoître, que cette Expedition n'est à aucune fin, que pour avoir le plutôt que faire se pourra un libre & legitime Parlement assemblé. Que toutes les nouvelles Chartres par lesquelles les Elections des Membres du Parlement sont bornées contre l'ancienne Coutume, soient tenues pour nulles & d'aucune valeur. Que tous les Magistrats depozent injustement & contre les Loix rentreront dans leurs Charges. Que tous les Bourgs d'Angleterre se mettront en possession de leurs anciennes Prescriptions & Chartres. Que l'ancienne Chartre de la tres-grande & tres-celebre Ville de Londres demeurera dans toute sa force. Que les Lettres Circulaires pour l'Election des Membres du Parlement seront adressées aux Officiers, à qui il appartient de les recevoir selon les Loix & Coutumes. Qu'il ne sera permis à personne d'élire ou d'être élu pour un Membre du Parlement, qu'il n'ait les qualitez requises par les Loix. Que les Membres du Parlement étant ainsi legitiment élus, s'assembleront & prendront leur Seance en toute liberté. Que les deux Chambres pourront ensemble travailler à la preparation des Loix qu'elles jugeront utiles & necessaires. Qu'après une pleine & libre agitation, tant pour l'établissement que pour l'exécution, touchant le *Test* & telles autres Loix, qui sont necessaires pour le maintien & la sureté de la Religion Protestante, ils pourront faire toutes les Loix capables de faire une bonne Union, tant entre l'Eglise Anglicane & les divers Protestans, que pour la defence & le repos de tous ceux, qui veulent vivre paisiblement en bons Sujets sous le Gouvernement, sans souffrir la moindre persecution au sujet de leur creance, les Papistes même n'en étant pas exceptez. Que les deux Chambres pourront aussi pourvoir à toutes les autres affaires qu'elles jugeront à propos pour la Paix, l'Honneur & le salut de la Na-

tion, afin qu'elle ne puisse plus être jamais en danger à l'avenir de retomber sous un *Gouvernement Arbitraire*. ANNO 1688.

Nous voulons aussi rapporter à ce Parlement la recherche de la Naissance du prétendu *Prince de Galles*, & tout ce qui a relation à cela, & au Droit de la Succession. Pour ce qui est de nous en particulier, Nous voulons en toutes choses aider à avancer la Paix & le Bien commun de la Nation, par les moyens qu'un libre & legitime Parlement aura déterminé, puisque toute notre entreprise ne tend qu'à la conservation de la Religion Protestante: à mettre toutes fortes de personnes à couvert de la persecution au sujet de leur Conscience, & à affermir toute la Nation dans la libre jouissance de tous ses Droits & Libertez sous un juste & legitime Gouvernement.

Voilà la fin que nous nous sommes proposée, en prenant les Armes en cette occasion: pour y parvenir nous tiendrons les Forces qui sont sous notre commandement, dans la Discipline Militaire la plus severe. Nous aurons un soin particulier que les Peuples des Provinces par où il nous faudra marcher, ne souffrent aucune incommodité de leur part; & aussi-tôt que l'état de la Nation le permettra, Nous promettons de renvoyer toutes ces Troupes Etrangères que nous avons amenées avec nous. Nous esperons donc que tout le monde jugera favorablement de nous, & que l'on approuvera notre procédé; mais pour le succès de cette entreprise, nous nous en reposons sur la Benediction de Dieu, en qui nous mettons notre entière & unique confiance.

Enfin nous invitons & requérons toutes Personnes quelle qu'elle puisse être, les Pairs du Roiaume, tant Ecclesiastiques que Seculiers, tous Lords-Lieutenants, Deputés-Lieutenants, tous Nobles, Bourgeois, & Personnes des Communes, de toutes Conditions, de nous venir aider dans l'exécution de nos Desseins, contre tous ceux qui voudront s'y opposer, afin que nous puissions par ce moyen prévenir tous les malheurs qui arriveront infailliblement, si la Nation demeure sous le Pouvoir Arbitraire & dans l'Esclavage; mais afin que toute la violence & tous les desordres qui ont bouleversé toute la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, puissent être restablies dans un Parlement libre & legitime; nous sommes d'avis qu'aussi-tôt que l'Angleterre sera mise en repos, que l'on ait à convoquer un Parlement en *Ecosse*, pour l'établissement des anciennes Constitutions de ce Royaume-là, & pour les Affaires de la Religion, en telle sorte que le Peuple y puisse vivre heureux & en repos, après avoir mis fin à toutes les injustes violences que l'on y exerce depuis une longue suite d'années. Nous tâcherons aussi de mettre le Royaume d'Irlande en tel état que la Loy touchant la possession des Biens nommée *Settlement*, y sera religieusement observée, & que les Interêts des Protestans & de tous les Sujets de la grande Bretagne soient mis en sureté. Nous tâcherons enfin par tous les moyens possibles de pourvoir à de tels Reglemens dans les trois Royaumes que tous les Sujets puissent vivre ensemble en une heureuse Union & bonne Correspondance: & que la Religion Protestante, la Paix, l'Honneur & la felicité de ces Nations, soient solidement établis sur des Fondemens éternels. Donnée sous notre Seing & sous le Seau de nos armes, à la Cour à la Haye le 10. Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI PRINCE D'ORANGE,

Plus-bas,

Par expès commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

Addition de Son Altesse à la précédente Declaration.

Après avoir fait dresser & imprimer notre Declaration, nous avons entendu que les Exirpateurs de la Religion & les Infraçteurs des Loix de ces Royaumes, sur ce qu'ils ont ouï dire de nos preparatifs,

ANNO
1688.

raité, pour secourir le Peuple contre eux, ont commencé de retracter une partie de leur Pouvoir Arbitraire & Despotique qu'ils s'étoient attribué, & qu'ils ont revoqué quelques-uns de leurs injustes Arrêts & Declarations. Que le Sentiment de leur crime & le peu d'assurance qu'ils prennent en leurs forces, les ont porté à présenter à la Ville de Londres une apparence de soulagement, par la suspension de leurs oppressions violentes, esperant par là mettre le Peuple en repos, & le détourner de la demande d'un retablissement assuré de leur Religion & de leurs Loix, par le secours de nos Armes. Qu'ils ont aussi fait courir le bruit, que nous nous proposons d'envahir cet Etat, & de réduire la Nation à la Servitude, sur quoi nous avons jugé à propos d'ajouter ce peu de mots à notre précédente Declaration.

Nous sommes persuadés que personne ne peut avoir des pensées assez défavorables de nous pour s'imaginer que nous ayons aucune autre vue dans cette entreprise, que d'affirmer la Religion, les Libertés & les Propriétés des Sujets, sur des fondemens si solides & si inébranlables, que la Nation ne puisse jamais plus à l'avenir être en danger de retomber dans les mêmes malheurs où elle est. Et comme les forces que nous avons amenées avec nous sont entièrement disproportionnées aux noirs Desseins qu'on nous impute de vouloir conquérir la Nation, si nous étions capables d'une telle pensée, il feroit de répondre, pour nous purger de cette calomnie, que le grand nombre de Personnes de la Principale Noblesse, qui sont tous de Qualité & de Condition éminente ne le souffriroient pas, car leur intégrité & leur zèle pour la Religion & pour le Gouvernement d'Angleterre, sont fort connus, aussi-bien que la fidélité inébranlable de leur part, pour la Couronne, & dont une Partie nous accompagne dans cette Expedition, & l'autre nous a sollicité de l'entreprendre. Car il n'est pas vraisemblable que ceux qui nous ont sollicité, ni que ceux qui sont venus pour nous aider, voulsent entrer dans une si criminelle entreprise, & remporter pour fruit de leur conquête, la perte de leurs propres & légitimes ti-

tres, qui concernent leurs Honneurs, leurs Biens & ANNO
leurs Intérêts. 1688.

Nous sommes aussi fort assurez que tout le monde voit le peu de fondement que l'on doit faire sur les Promesses & les engagements que l'on donne à présent, si on considère qu'avant cela, on a eu fort peu d'égard aux Promesses les plus solennelles. Aussi le prétendu redressement que l'on offre aujourd'hui prouve manifestement toutes les infractions du Gouvernement que nous avons touchées, & découvre les défauts qui s'y rencontrent. Car ils n'accordent rien qu'ils ne puissent révoquer quand il leur plaira, puis qu'ils se réservent leurs prétextes & leurs prétentions, pour les faire revivre en leur entier par le moyen du Pouvoir Arbitraire & Despotique, sans en faire jusqu'alors le moindre semblant. Ce qui a été la source de toutes leurs oppressions, & du renversement entier du Gouvernement. Il est aussi très-certain qu'aucun expédient, ni satisfaction ne peut être offert que dans un Parlement, par une Declaration authentique, touchant les Droits des Sujets qui ont été violés, & non par de prétendus Actes de Grâce, à quoi ils se réduisent dans l'extrême nécessité de leurs affaires. Nous avons donc crû qu'il étoit nécessaire de déclarer, que nous voulons nous rapporter de toutes choses à une Assemblée libre de la Nation, dans un Parlement légitime. Donné sous notre Seing, & sous le Seau de nos Armes, à la Cour, à la Haye le 24. d'Octobre 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRY PRINCE D'ORANGÉ.

Et plus-bas,

Par l'express commandement de Son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

LES PROVINCES-UNIES ET ORANGE. *Resolutie van de Staten Generael der VERENIG-DE NEDERLANDEN, bevelende de Reden, dewelke Haer genoodzaak hebben, om den Prinz van Oranien WILLEM HENDRYK met Schepen en Krygsvolk in zyn Passagie na Engelandt t'assisteren. Den 28. Oktober 1688.*

IS naer voorgaende Deliberatie goedgevonden ende verstaan, dat aen alle de Ministers van den Staet buyten 's Lands kennisse sal werden gegeven van de Redenen, die haer Hoog Mogende hebben bewoogen, om Syne Hoogheydt, in Persoon naer Engelandt over gaende, met Schepen ende Militie te assisteren, met last ende ordre, om haer aen de Hoven daer de selve resideren, daer van te bedienen sulcks ende daer 't behoort; ende dat vervolgens de voorz. Ministers sal werden aengefchreven, dat het al de wereldt kennelijck is, dat de Engelsche Natie, zedert een geruymen tijdt heeft gemurmureert ende geklaght, dat den Koningh, ongetwijffelt door den quaden raedt ende inductie van syne Ministers, empierrede op haer Fondamentele Wetten, ende arbeyde, om door het verbreecken van de selve, ende door het invoeren van de Roomfche Catholijcke Religie, hare Vryheydt te onderdrukken, ende de Protestantfche Religie te ruïneren, ende alles te brengen onder ene arbitraire Regeringe; Dat als die verkeerde ende onrechtmatige conduite meer ende meer wiert aengefel, ende het gevaer van die gevreesde Onheylen grooter wierdt, ende daer door sondanige dissidentie ende averfje tegen den Koningh was verweckt, dat niet anders als een generale desordre ende confusie in dat Rijk was te wachten; Syne Hoogheydt den Heere Prince van Orange, op de menigvuldige representatien, ende het gereiteereert ende ernstigh aenfoeck, het welck aen Syne Hoogheydt door verscheyden Lords, ende andere Personen

Resolucion des Etats Généraux des PROVINCES-LES PROVINCES-UNIES, portant les Raisons, qui les ont obligées de secourir de Vaisseaux & de Troupes UNIES GUILLAUME HENRI Prince d'Orange, ET passant en Angleterre en Personne. Du 28. ORANGE: Octobre, 1688. [Feuille Volante imprimée.]

Après une préalable Deliberation a été trouvé bon & jugé à propos, qu'il sera notifié à tous les Ministres de l'Etat qui sont hors du Pais les Raisons qui ont porté L. H. P. d'assister Son Altesse de Vaisseaux & de Troupes, dans le dessein qu'elle a de passer en Angleterre, avec Ordre & Mandement de se servir desdites raisons dans les Cours où ils résident, ainsi qu'il appartient; Et qu'en conséquence on écrira auxdits Ministres, qu'il est notoire à tout le monde que la Nation Angloise s'est plainte depuis long-tems, que le Roy, poussé sans doute par le mauvais Conseil & par l'induction de ses Ministres, empioit sur leurs Loix fondamentales, & travailloit par l'infraction d'icelles & l'introduction de la Religion Catholique de supprimer leurs Libertés, ruiner la Religion Protestante, & de réduire toutes choses sous un Gouvernement Arbitraire: Que si cette inique conduite venoit à être poussée plus avant, & le danger des malheurs qui en sont à craindre à s'augmenter, cela inspireroit une telle défiance & averfion contre le Roy, qu'on auroit à en attendre un desordre & une confusion générale dans le Royaume. C'est pourquoy sur la representation souventfois faite, & les prières réitérées & pressantes adressées à Son Altesse, par divers Lords & autres Personnes de gran-

ANNO
1688.

soonen van veel consideratie in dat Koninkrijk, is gedaen, ende mede uyt inlicht, dat haer Koninkghijck Hoogheydt ende syne Hoogheydt sels in den Welftant van dat Rijk, soo hoogh zijn geïnteresseert, ende niet wel konden aensien, dat door twisten ende oneenigheden, die pericul liepen, van hoe het mochte gaen, van de Kroon te werden geëcluseert, derhalven was verplicht, om voor des sels Welftant te vogelen, ende forge te dragen, ende gedachten hadden opgenomen, van aen de Natie, met soo veel recht, ende op soo goede gronden, over de Regeringe haer bewarende, de behulpzame handt te bieden, ende in alle 't geene Syne Hoogheydt mogelijk soude zijn, haer te assisteren, om dat Syne Hoogheydt was gepersuaदेert, dat het welvaren van den Staet, over de welke aen de selve de forge oock is toevertrouwt, ten hooghsten daer aen was gelegen, dat het welgemelte Koninkrijk mocht blijven in ruste, ende het misfrouwen tusfchen den Konink ende Natie werden wegh-genomen: Dat Syne Hoogheydt werende, dat om in soo een importanten ende loffelijcken faken te roufferen, ende door de qualijckgeïntentioneerden daer inne niet te werden belet of verhindert, noodigh was in Persoon in dat Rijk over te gaen, met het gevolg van eenig Krijgs-macht, aen haer Hoog Mogende kennisse van syne genegentheyt heeft gegeven, ende haer Hoog Mogende assistentie verfocht: Dat haer Hoog Mogende naer alles rypeelijck te hebben overwooghen, ende geconsidereert dat de Koningen van Vrankrijk ende van Groot-Britannien met malkander stonden in een seer goede intelligentie ende vrundfchap, soo als meermalen aen haer Hoog Mogende is verseeckert, en in een nauwe en particuliere Alliantie, ende dat haer Hoog Mog. geïnterformeert en gewaerfchouwt zijnde, dat by hare Majesteyten de concert wierdt toegeleght ende gearbeydt, om den Staet te ontfetten van hare Geallieerden, en dat den Koning van Vrankrijk in veele voorvallen oock heeft getoont, aen desen Staet feer ongenegen te zijn, ende derhalven te vreesen stonde, dat indien den Konink van Groot Britannien in sijn Rijk mochte komen te bereycken syn oogmerck, ende te verkrygen de absolute macht over sijn Volck, beyde die Koningen te famen uyt interesse van Staet, ende uyt haet, ende yver tegens de Protestantfche Religie, desen Staet fouden trachten over hoop te werpen, en waer het mogelijk, uyt te delgen; hebben geresolveert, Syne Hoogheydt over het ondernemen van die voorgeroerde desfeynen te prysen, ende aen deselve, tot sijn assistentie eenige Schepen ende Militie, als Auxiliair, toe te staen; dat dienvolgende Syne Hoogheydt aen haer Hoog Mogende heeft verklaert geresolveert te zijn, om onder Godes genade en gunfte naer Engelandt over te gaen, niet met eenigh het minste inlicht ofte intentie om dat Rijk te invaderen ofte 't onder te brengen, of om den Konink van den Throon te ftooten, veel min om sijn daer van Meester te maken, of de wettige successie te inveteren ofte te benadeelen, oock niet om de Roomsche Catholijcquen te verjagen, ofte die te vervolgen, maer eeniglijck ende alleen om de Natie te hulpe te komen, tot het herstellen van de verbroockene Werten en Privilegien, als oock tot behoudenisfse van hare Religie ende Vryheydt; ende tot dien eynde te bevorderen ende te weegh te brengen, dat een vry ende wettigh Parlement magh werden beroepen, op de maniere ende van Persoonen, by, ende naer de Wette en forme van die Regeringe gereguleert ende gequalificeert; ende dat by het selve over alles magh werden gedelibereert en vastgeftelt, het geene fal werden geoordeelt noodigh te wesen, om aen de Lords, aen de Clergé, aen den Adel, ende aen het Volck te doen hebben verseeckeringe, dat hare Rechten, Weten, ende Privilegien niet meer sullen werden geviolceert noch verbroocken: Dat haer Hoog Mogende hopen ende vertrouwen, dat onder Godes-zegen, de rust ende eenigheydt in dat Rijk fal werden gereftabliſceert, ende het selve daer door gebracht in ftate, om oock krachtigh te konnen concurreren tot het gemeene wel-wesen van de Christenheydt, ende tot de herftellinge en handthavinge van de Vrede, ende Tranquilliteyt in Europa: Ende fal Extract van dese haer Ho. Mogende Resolutie door den Agent Rosenboom werden gesteld in handen van de alhier aanwesende uytheemsche Minifters, tot der selver naerichtinge, ende haer daer

de Consideration de ce Royaume, en égard à l'intérêt ANNO
que Son Altesse Royale & luy ont à la prospérité 1688.
d'icelui Royaume, & qu'ils ne pouvoient permettre que par ces differens & desunions, ils courussent risque d'être exclus de la Couronne, ledit Seigneur Prince d'Orange étant obligé de veiller au maintien d'icelle, il avoit résolu avec raison de secourir la Nation, à l'égard de ce Gouvernement qui lui est si onereux, & de l'assister en tout ce qui lui seroit possible, d'autant plus que Son Altesse étoit persuadée que la prospérité de cet Etat qui luy est aussi confiée avoit un grand Intérêt que le susdit Royaume demeurât sans Troubles, & que la méfiance d'entre le Roy & la Nation vînt à cesser. Que Son Altesse ſeſachant que pour réuſſir dans une ſi importante & loſable affaire, & pour n'y point trouver d'obſtacle de la part des mal-intentionnez il étoit neceſſaire qu'il paſſât dans ce Royaume, accompagné de quelques forces, il avoit fait connoître ſon affection à L. H. P. en avoit demandé leur Aſſiſtance; Que L. H. P. après avoir meurement délibéré là-deſſus, & conſidéré, que les Rois de France & de la Grande Bretagne, étoient l'un & l'autre en très bonne Intelligence & Amitié, comme on en a aſſuré pluſieurs fois L. H. P. & qu'il y avoit entr'eux une Alliance très étroite & particulière, qu'aſſi L. H. P. étoient informées & averties que L. M. travailloient de concert à priver cet Etat de ſes Alliez, & même que le Roy de France lui avoit temoigné en pluſieurs rencontres ſon peu d'affection, & qu'ainſi il étoit à craindre que ſi le Roy de la Grande Bretagne venoit à parvenir à ſon but, & à obtenir un Pouvoir abſolu ſur ſon Peuple, les deux Rois unis enſemble, par Intérêt d'Etat, & en haine de la Religion Proteſtante ne tâchaſſent de bouleverſer cet Etat, & de le détruire ſ'il étoit poſſible; Ils ont réſolu de ſouſer Son Altesſe de ſon deſſein & de lui accorder pour aſſiſtance quelques Vaiſſeaux & Troupes, en qualité d'Auxiliaires; Qu'en conſequence Son Altesſe déclara à L. H. P. qu'elle eſt réſolue, ſous la grâce & faveur de Dieu de paſſer en Angleterre, non dans la moindre venie ou intention d'envahir ce Royaume, ou de le déſoler, ou de détrôner le Roy, ni bien moins de ſ'en rendre le maître, ou de faire préjudice à la Succeſſion légitime, non plus de chaſſer les Catholiques Romains, ou de les perſecuter; mais ſeulement & uniquement de ſecourir la Nation, de rétablir les Loix & Privileges qui ont été enſeſfrains, enſemble de conſerver leur Religion & Liberté; Et à cette fin de tâcher & faire en ſorte, qu'un Parlement libre & légitime ſoit convoqué, de la manière & de Perſonnes réglées & qualifiées, ſelon les Loix & forme du Gouvernement, & qu'il y ſoit délibéré & arrêté ce qui ſera jugé neceſſaire pour la ſureté des Lords, du Clergé, de la Nobleſſe & du Peuple, & afin que leurs Droits, Loix & Privileges ne ſoient plus violez ni enſeſfrains. Que L. H. P. eſperent & aſſurent que ſous la Bénédiction de Dieu, le Repos & l'Union ſeront rétablis dans ce Royaume, & qu'il ſera remis par là en état de concourir efficacement au Bien général de la Chrétienté, & au rétablifſement & maintien de la Paix & Tranquillité de l'Europe; Et ſera un extrait de cette Réſolution de L. H. P. mis par l'Agent Roſenboom és mains des Miniftres Etrangers, réſidens icy, pour leur Inſtruction,

ANNO daer van te bedienen daer ende soo het behoort. Was
1688. geparapheert,

J. V. HAERSOLTE.

Onder stont,

Accordeert met het voorz. Register.

Geteekent,

H. FAGEL.

tion, & pour s'en servir comme il appartient. Etoit
paraphé, ANNO 1688.

J. V. HAERSOLTE,

Et plus-bas étoit écrit,

S'accorde avec le susdit Register,

Signé,

H. FAGEL.

XCIX.

17. O^r. *Articles & Conditions auxquelles ANSELME FRANÇOIS Eleveur & Archevêque de Mayence remet la Ville & Citadelle de Mayence au Marquis de Boufflers General de l'Armée du Roi Tres-Chrétien. Fait au Camp devant Mayence le 17. d'Octobre 1688. Avec la RATIFICATION de Sa Majesté donnée à Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688. [Feuille volante imprimée en Hollande en 1688. in 4. en François & en Hollandois.]*

I. Premièrement. Que la Garnison du Roy, & celui qui commandera dans la Ville & la Citadelle de Mayence, recevra l'Ordre & le mot de Sadite A. E. & en son absence de son Statthalter, qui sera toujours du Grand Chapitre au dit Mayence, & lui rendra le même respect que ses Troupes propres, sans toutefois que la Garnison, ny celui qui la commandera, lui prestera le serment de fidélité.

II. Secondement. Que les Gens de Guerre de Son A. E. de Mayence en sortiront avec toute Liberté, Armes, Bagage, & Honneur, & seront escortés là, ou il plaira à Sadite A. E. mais au delà du Rhin.

III. Troisièmement. Que les Commissaires du Roy entreront dans l'Arсенал à Mayence, & s'en mettront en possession par Inventaire de toute l'Artillerie & Munition, & lors que la Garnison de Sa Majesté quittera ladite Place, ils rendront toute l'Artillerie, & payeront ce qui se trouvera être consumé de ladite munition.

IV. Quatrièmement. Que les Troupes du Roy, qui entreront dans la Ville & la Citadelle auront la subsistance & entretenement du Roy, tant qu'ils y seront, sans que les Bourgeois, Juifs, & autres Sujets de S. A. E. seront tenus d'y fournir quoy que ce soit, qu'en leur payant, y compris les Réfugiés en la Ville, & leurs effets.

V. Cinquièmement. Que le Commerce sera libre par Terre & par Eau, passage & repassage des Bateaux & Bateliers, Cours des Postes, & les Correspondances nécessaires à l'entretienement & continuation dudit Commerce à tous les Habitans de sa Ville & autres Sujets, avec liberté de pouvoir sortir & entrer avec tout ce qui leur appartient sans aucun empêchement, & qu'ils seront pourvus des Passéports nécessaires.

VI. Sixièmement. Que les Contributions, Tailles, & Gabelles, Peages, Impôts, & toutes les autres Rentes & Revenus de l'Archevêché, & de son Clergé, tant du premier, que du secondaire, & Religieux & Religieuses, comme aussi de toute la Noblesse, Ministres, Officiers, & tous autres Sujets de Son A. E. leur demeureront comme du passé.

VII. Septièmement. Que Son A. E. demeurera en pleine & libre fonction de sa Regence, tant pour ce qui est de l'Ecclesiastique, que Politique, comme cy-devant.

VIII. Huitièmement. Que Son A. E. aura pleine Liberté de s'en aller & revenir, quand il lui plaira.

IX. Neuvièmement. Le Grand Chapitre de Mayence sera laissé dans les Honneurs, Fonctions, Prerogatives & Privileges, qui lui appartiennent, comme aussi le

Clergé secondaire, & toute la Noblesse & Ministres, & Officiers, & autres Serveurs de Son A. E. avec Liberté de pouvoir avec Femmes & Enfants, & tout leur Famille, comme aussi avec leurs effets, & tout ce qui leur appartient, aller & revenir, quand il leur plaira, & même, que Son A. E. & le Grand Chapitre puisse donner à leurs Officiers, Serveurs, Sujets, & autres, qui leur appartiendront des Passéports, qu'ils auront à faire, qui seront respectés & valables à l'égard de la Generalité.

X. Dixièmement. Que les Troupes du Roy conserveront les Etats & Biens de l'Archevêché, & ceux du Grand Chapitre, & de la Noblesse, aussi bien en particulier qu'en general, du Clergé secondaire, & des Religieux & Religieuses, tant en deça qu'au delà du Rhin, & généralement tous, & qu'ils en tireront leurs Revenus & Rentes sans aucune diminution ou Imposition, comme du passé.

XI. Onzièmement. Que les Maisons de tout le Clergé, Religieux & Religieuses, de toute la Noblesse, Ministres, & autres Officiers de Son A. E. & du Grand Chapitre, comme aussi celles de l'Université seront exemptes de tous les Logemens, qui se feront dans la Ville & Citadelle des Troupes du Roy, & que la Bourgeoisie & sera épargnée autant qu'il sera possible; Et que la Repartition & Distribution des Billes & Logemens se fera conjointement avec les Officiers de la Ville à ce députés.

XII. Douzièmement. Qu'en cas que Son A. E. voudra faire quelque voyage hors de la Ville, sa Residence sera & demeurera libre de tout logement, & son Statthalter & autres Officiers, qui pendant son absence y logeront, seront favorisés & traités honorablement pour sa conservation.

Moyennant les Articles cy-dessus mentionnés & arrestés les Clefs & Portes de la Ville & Citadelle seront mises entre les mains de Sa Majesté Tres-Chrétienne, de laquelle son Excell. Mr. le Marquis de Boufflers procurera la Ratification dans un mois de temps, ayant pour cet effet engagé sa Parole, lequel accorde les mêmes Conditions & Articles cy-dessus au Grand Chapitre, au regard de la Ville & Chateau de Bingen, pour y mettre de la Garnison Française, excepté, que le Commandant d'icelle ne fera pas obligé de demander le Mot du Bailiff, qui y sera de la part du Grand Chapitre, lequel d'ailleurs recevra les mêmes Honneurs & traitemens mentionnés es Articles susdits, desquels on a fait expedier le double signé de part & d'autre. Fait à Mayence le dix-septieme du Mois d'Octobre mille six cents quatrevingt & huit.

Souscrite

Par Son Altesse Electorale & son grand Chapitre de Mayence.

(L.S.) ANSELMUS FRANCISCUS.

(L.S.)
Capituli.

(L.S.) BOUFFLERS.

Ratifi-

ANNO
1688.

Ratification du Roi Très-Chrétien.

LE Roy ayant veu & leu exactement les Articles de l'Accord arresté en son nom par le Sr. Marquis de Boufflers l'un de ses Lieutenants Generaux en ses Armées, Commandant ses Troupes devant Mayence, & Monsieur l'Archevêque de Mayence, & Electeur du S. Empire le 17. du présent Mois d'Octobre, desquels Articles Copie est cy-dessus transcrite, & ayant tous les Points contenus en iceux agréables, Sa Majesté les a approuvés, ratifiés, & confirmés, approuve, ratifie, & confirme par la presente, & promet en foy & Parole de Roy de les entretenir & garder, & faire entretenir & garder, sans y contrevenir, ny permettre, que de sa part il y soit contrevenu directement, ny indirectement en aucune maniere, sous quelque pretexte, & pour quelque cause & occasion, que ce puisse être. En témoin de quoy Sa Majesté a signé la presente de sa main, à icelle fait apposer le Seal de son secret, & contre-signé par l'un de ses Conseillers d'Etat, & de ses commandements. A Fontainebleau le 21. d'Octobre 1688.

LOUIS

(L.S.)

TELLIER.

C.

24. AO. Testament Ihro Hoch-Fürstlichen Durchleucht Herzogs Christiani zu Sachsen-Merseburg/ in welchem unter andern Hoch-Fürstlichen Verordnungen das Primogenitur Recht unter dessen hinterlassenen vier Herrn Herrn Söhnen eingeführet wird. Merseburg den 24. October 1688. Mit Ihro Kaiserlichen Majestät LEOPOLDI I. Confirmation besagten Testaments. Wien den 7. Januar. 1689. [LONDORPII Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. Cap. XXIII. num. IX. pag. 665.]

C'est-à-dire,

Testament de CHRISTIAN Duc de Saxe-Merseburg, par lequel entr'autres Dispositions, le Droit d'Aînesse est introduit entre ses quatre Fils. Fait à Merseburg le 24. Octobre 1688. Avec La CONFIRMATION de l'Empereur LEOPOLD sur ce Testament. A Vienne le 7. Janvier 1689.

Ermach von Gottes Gnaden/ Wir Christian/ Herzog zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ Postulirter Administrator des Stiffts Merseburg u. Uns eines Theils die vielen herrlichen Wohlthaten Gottes/ des Er uns nicht nur in Gsüßlichen/ sondern auch in seßlichen Dingen/ an allerhand Gemüths-leibes- und zeitlichen Glücks-Gaben/ müssig und reichlich verlichen/ und denn andern Theils der Nüchternheit und Frömmigkeit menschlichen Lebens/ so wohl Veränderung aller weltlichen Dinge erinnert/ und dabeneben durch Göttliche Gnaden Regier- und Verleyhung dahin gerathet/ wie wir nächst sorgfältiger Versorgung unserer durch Christi Blut und Todt erlöseten und so theuer erworbenen Seelen/ und wegen unser hinterbleibender herrlichsten Gemahlin und Kinder/ wie nicht weniger unser Lande und Leuten/ und was uns die grundlose Gültigkeit Gottes mehr gegeben hat/ eine solche Verordnung und Disposition hinterlassen möchten/ wodurch denselben/ so viel durch menschliche Vorsehung geschehen kan/ aufs beste prospiciet/ alles in guter Ordnung

erhalten/ und was daran etwa hinderlich seyn könnte/ in Zeiten noch vor unserm eßdlichen Hintert/ welcher leßdlich in der Hand Gottes sehet/ aus dem Wege geräumt werden möchte/ So ist uns zwar unzufallen/ daß Wir albereit im Jahr 1672. nach damaligen Zustande ein Testament und letzten Willen aufgerichtet/ Diemal aber nach der Zeit mancherley Veränderungen nach Gottes Willen sich zugetragen/ Als haben wir bey damaliger Disposition nicht allerdings beharren können/ sondern seynd aus erheblichen Ursachen bewogen worden/ angeregtes Testament durch würckliche Absorder- und Abthung des Originals und Concepts. krafft dieses zu cassiren/ unsern letzten Willen bey vollkommenem gutem Verstande/ nach reisser Überlegung dieses wichtigen Bedarfs/ und Erwägung des gegenwärtigen status publici & privati hiernit auffrichten und zu beschließen/ und zwar

Erstens/ Und vor allen Dingen befehlen Wir unsere Seele in die getreue Hand Gottes/ fassen und glauben vestiglich/ daß durch das theure Erlöse-Gelb Jesu Christi Gott dem himmlischen Vater eine völlige Bezahlung aller Schuld vor dieselbe geschehen/ und sie durch das Blut unsers allerliebsten Heylandes von allen Sünden gereinigt/ und mit dessen vollkommenener Gerechtigkeit begabet und geschmückt/ also dieselbe dabey bis an ein selig Ende/ unverrückt möge und werde erhalten/ und nach derselben in der himmlischen Glori/Freud und Herrlichkeit/ bis zur allgemeinen Auferstehung der Todten/ in dem Schooß Abrahä aufgehoben werden/ auch so dann nach erfolgter Wiedervereinigung mit dem verkärten Leibe der unaussprechlichen Seelig- und Herrlichkeiten/ die Gott seinen Auserwählten bereitet hat/ in alle Ewigkeit/ mit allen Engeln und Heiligen Gottes gemessen. Den abgeselkten Leib aber befehlen wir der Erden/ davon er genommen ist/ und wollen/ daß er mit gewöhnlichen Fürstlichen Ceremonien und Leichen-Conduct. jedoch ohne übermäßige Geprång/ zu seiner Ruhestatt alhier/ bey unserer Schloß-Kirche/ in das daselbst angerichtete Begräbnis gebracht werde.

Zweitens. Und zweiffeln wir hiernächst vor andere nicht/ es werden unsere geliebten Söhne und Töchter alserseits/ die Zeit ihres Lebens/ ihren lieben Gott treulich vor Augen haben/ und denselben bis an ihr seliges Ende ehren/ lieben/ und furchten/ also/ daß sie nicht allein bey der wahren Christlichen auf Gottes Wort allein gegründeten Lehre der ungetrübten Augspurgischen Confession/ und derer darauf fundirten Librorum symbolicorum beständig verharren/ sondern auch ihr wahres Christenthum durch Gottseligkeit/ und einen Christ-Fürstlichen tugendhaften Wandel/ in herrlicher Andacht gegen Gott/ stilliger Betracht- und Anbörung seines allein seligmachenden Wortes/ öfttern würdigen Gebrauch des Hochheiligen Abendmahls/ gehorsamer kindlicher Bezeugung gegen ihre hoch- und hergeliebte Frau Mutter/ schuldiger Verehrung des Chur-Fürsten zu Sachsen/ als Capitais familiaris. wie auch sämmtlicher hoher Anverwandten/ guten Intelligenz mit denen Herren Erb- Verbrüderten/ und insonderheit unsers fremdlich geliebten Veters/ Herrn Herzog Moritz Wilhelms zu Sachsen-Mainburg/ herrlicher unmaßliger Liebe/ und ungesärbten Brüder- und Schwesterlichen Treue gegeneinander selbsen/ und dann in vernünftiger wohlbedachtamen Bescheidenheit alles ihr Thum und Lassen dergestalt an Tag legen/ damit alles und jedes zuorderst dem höchsten Gott im Himmel zu Lob und Preiß/ auch männiglich zu gutem Exempel/ und ihnen selbst zu einem unsrerbliden Nachruhm ausschlagen und gedeihen möge. Allermaßen wir sie sammt und sonderers väterlich und ernstlich hiezu ermahnet/ und nicht allein Gottes Gnad und Beystand herzlich angewünschet/ sondern auch in vester Zuversicht/ daß sie dieser unserer väterlichen Vernahtung wohl und behorlich nachkommen werden/ allen väterlichen Segen mitgetheilt haben wollen.

Nachdem nun die Einfügung der Erben das Hauptstück und die Grund-Säule eines jeden Testaments ist/ so erinnern Wir Uns hierbei zuorderst/ wie durch des Durchleuchtigsten Fürsten/ Herrn Johann Georgen des Ersten/ Herzogs zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg/ des Heil. Röm. Reichs Erb-Marschalln und Chur-Fürsten/ Land-Grafen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ auch Ober- und Nieder-Anspach/ Burggrafen zu Magdeburg/ Grafen zu der Mark und Ravensberg/ Herrn zu Ravensstein/ u. Unsers in Gott ruhenden hochgebornen Herrn Vatters Gnaden/ aufgerichteten letzten Willen/ und darauf erfolgte freund-brüderl. Haupt- und Erbtheilung/ Wir zum Eigenthum und Besiß/ auch respective Administration unserer Erblände/ und des Stiffts Merseburg

ge

ANNO
1688.

ANNO gekommen / und was deshalb in unterschiedenen Puncten
1688. vorordnet / pacificirer und verglichen worden / inson-
derheit auch / welcher gestalt weidere Theilung der Lande in
vorbestagter väterlicher Disposition ausdrücklich ver-
boten / und untersaget / gestalt es dann klar und aus-
Zage ist / welcher massen unsere Ländr dergestalt nicht zu-
reichen / dasz ein jedweder unserer freunds. geliebten vier
Söhne / eine eigene Regierung / oder auch nur einen Fürst-
lichen Staat / an Dienern / Beampten und anderer Noth-
wenigkeith führen / weniger unser Fürstl. Hauses Digni-
tät / Respect / Hoheit und Splendor / zumal da hinkün-
ftig / wie zu vernunthen / allerseits mehr Fürstl. Erben er-
zeuget würden / in ihrem Besen und Integrität vorbeis-
ten / oder es mit denselben bey solchen vielfältigen Zer-
reiß und Zergliederungen unserer Lande / und Vieltheit der
in Land und Leute succedirenden Herren / als wodurch /
gleich einer Abklärung größter Schiffreißer / Flüsse in klei-
ne verächtliche Bäche / nicht allzu vornehmte alle Häuser /
an ihrem Namen / Reputation und Kräften augenschein-
lich geschwächt / und herunter kommen / sondern auch
Land und Leute / so wohl zu solcher Fürstl. Häuser selbst /
als auch des allgemeinen Bewens Schaden und Nachtheil
zertrüht und getrennet / durch die verderbliche Affortirung
Fürstl. Ansehens gänzlich erschöpffet / und ins Ver-
derben geführt werden / in die Länge unmöglich würde
Bestand haben können / anderer ungeschähren handgreif-
lichen Ungelangenheiten / die solcher Zerstückung eines hohen
Hauses gemächtig zu folgen pflegt / zu geschweigen / um
welcher willen nicht allein heut zu Tage fast im ganzen
Christlichen Reich Centischer Nation das Recht der Erst-
Geburt eingeführt / sondern auch selbiges in denen vori-
gen undenklichen Zeiten / von denen müssen nhr alten
Teutschen eben so wohl beobachtet / und noch immer in
außwärtigen Christl. Königräichen und Länden im Brauch
gehaltn / und vor eine / dem natürlichen Recht nicht zu
wider laufende / sondern vielmehr den wüthlichen Bey-
fall der vernünftigen Völcker / ja eine unumkehr durchge-
hende Regl der Obervanz in denen Fürstenthümern vor
sich habende / ganz billige / rechtmäßige und höchstnüt-
zliche Anstalt erkennet / und darbey dieses gar nicht ange-
sehen wird / dasz bey denselben / gleichwie bey allen zeitlichen
Dingen / bevorab denen Länds-Regierungen / sie seyen be-
schaffen / wie sie immer wollen / sich hier und dar ein-und
andere unvollkommenheiten und Gebrechen / jergewillen
finden lassen / denen jedoch / so viel möglich / vorgebaut /
oder dieselbe zum wenigsten gemindert werden können / Als
seynd aus solchen sühnringenden rassen Ursachen Wir
nicht unbillig bewogen worden / das Recht der Erst-Ge-
burt / wie solches unser in GtD ruhenden Herrn Vaters /
Chur-Fürst Johann Georgens des Erstens Gnade /
vermütht Dero von der Röm. Käiserl. Majestät
unserm allergnädigsten Herrn / confirmirten legten Willens
in Gradu Nepotum wohlbedachtig eingeführt / und
dane zu Folge / bey denen Fürstl. Häusern Sachsen-
Weissenfels und Naumburg zutroß beobachtet worden /
in unserm Fürstl. Hause gleichfalls zu propagiren und vest
zu stellen / in welchem Vorhaben dem Wir uns zu unsern
nachgebohrnen freunds. geliebten Söhnen / gewis und
gütlich versehen / es werden dieselbe zu Beförderung des
Wohlstandes und Splendors unsers Fürstlichen Hauses /
in diese unsere Disposition sich willig ergeben / und dersel-
ben in allen Puncten und Claulun dergestalt unver-
rückt mit Söhnlichen Gehorsam nachzuleben wissen /
damit es dem Allerhöchsten gefällig / unsrer Herr-ge-
liebten Gemahlin ersehtlich / Ihnen selbst rühmlich / auch
Land und Leute zum Trost und Aufnehmen gedeylich seyn
möge.

Wir hoffen auch zu GtD dem Allmächtigen / er werde
zu diesem Zweck / zumalen es nicht zu wüthlicher Pomp
und Pracht / sondern zu desso mehr beständigen Erhal-
tung unsrer von seiner Allmacht uns und denen unsern
verliebten Lande / und der darinnen befindlichen rei-
nen wahren Religion in Kirchen und Schulen / so wohl
auch Handhabung der lieben Justiz / und geschneligen Re-
giments angehen ist / seine göttliche Gnade und Segen
verleihen / und dasselbe durch Kraft seines starken Arms /
je mehr und mehr befördern / fortsetzen und beständigen
sehn demnach im Namen des Allerhöchsten / zu unserm
einigen / wahren und Universal Erben und Nachfolger
am Regiment / so wohl in denen Erb-Länden / als zur
Capacität der Administration des Christl. Reichs / in
Krafft E. C. Dom-Capituls also schon eventualiter er-
folgter perpetuirlchen Postulation hiermit ein unsern ge-
liebten ältesten Sohn / Herzog Christian / Herbogen zu
Sachsen / ic. und dessen Fürstl. Mäinnliche Descendenten
und Leibes-Lehn-Erben / ausm Abgange-Fall aber dessen
Tom. VII. PART. II.

und derselben / unsern zweyten geliebten Sohn / Herrn
August / Herbogen zu Sachsen / ic. und dessen ablam-
mende Fürstl. Mäinnl. Posterität / nach dessen und der-
selben Abgang aber unsern dritten geliebten Sohn / Herrn
Philipp / Herbogen zu Sachsen / ic. und nach dessen /
wie auch seiner Fürstl. Mäinnl. Descendenten Abgang /
unsrer geliebten würden / Herrn Heinrich / Her-
bogen zu Sachsen / ic. samt seinen Mäinnlichen Descen-
denten / dergestalt und also / dasz unser geliebter ältester
Sohn / oder wie derselbe nach Art der Erst-Geburt von
unsrer Posterität in der Succession folgen wird / der
einig regierende Länds-Fürst seyn seyn / und daher alle
unsere Lande / samt dem / so vormals darzu gehörig / und
von neuem darzu gebracht / und acquirirt worden ist / an
Land und Leuten / die Wir jetzt haben und besizen / oder
künfftig durch GtDes Segen erlangen / und überkom-
men möchten / mit allen uns zusehenden Länds-Fürstl.
Herrlichkeiten und Regalien / wie die Namen haben / auch
Lebens- und anderen / in solchen unsern Länden an Witz-
hum und sonst sich gebenden An- und Nut- und Hei-
nfall / Wiederkauff-Pfandschaften / und insgesamt allen
und jeden Intraden / Gütern und Nutzbarkeiten / beweg-
und unbeweglichen Lehn und Erbe / nichts davon ausge-
schlossen / inzulassen verbleibet ihm auch unsrer Residenz /
samt allen dazselb / und auf andern unsern Häusern /
Schlössern und Vorwerden beständlicher Vorrath an Mo-
bilien und Moventien / insonderheit auch die Baarthschaft /
Geschmiede und Perleia / Gold- und Silber- Geschüt-
Kleider-Zierath / Witz- und Jagdgut / Restanten / auf-
stehende Schulden / allerhand An- und Zusprüche / samt
denen Anwartsungen und Erb-Fällen / welche entweder
von unserm Chur- und Fürstl. Hause / oder von der Zü-
lichischen Succession über kurz oder lang kommen / und
wüthlich erlangt werden möchten. Dahingegen trägt
auch der Erstgebohrne als einziger regierender Herr / alle
Onera der Land und Cammer / wie die Nahmen haben
mögen / gestalt Wir ihm dann hieby insonderbar und
väterlich aufzuleger / und eingebunden haben wollen / alle
unsrer Handlungen / ertheilte Privilegia / Expectantien
und Begnadigungen / und was Wir sonst verordnen
und verbriefet / redlich und Fürstlich zu erfüllen / zu
halten / und dawider nichts fürzunehmen.

4. Viertens / damit aber gleichwohl unsern übrigen
nachgebohrnen Söhnen / benanntlich Herzog August / Her-
zog Philipp / und Herzog Heinrichs Edd. Edd. Edd. und
Dero allerseits Fürstl. Nachkommen einiger / nach Pro-
portion unsrer Lande und Fürstl. Einkünften einrich-
teter Fürstl. Unterhalt und Deputat gereicht werden mö-
ge / wollen Wir jedweden Derselben / zu einem jährlichen
Appannagio / per titulum honorabilis Institutionis /
sechs tausend Gulden vermachet und beschien / und unsre
bereitestes Vermögen zu einer funfftigen Hypothec hier-
mit verpfanden und constituir haben / welche Summa
ihre jedem / und dessen nachfolgenden Mäinnlichen Er-
ben / in abzulgender Linie. in die Stämme / von unserm
ältesten Sohne / als regierenden Herrn / unweigerlich en-
richter werden soll. Wir wollen auch / wie und auf was
Masse solch Deputat abzulassen / und was ihnen vor eine
B Wohnung einzuräumen / in einem Codicill absonderliche
Vorschung thun.

Fünftens / sollen mit diesem loco Legitimae / hono-
rabil Institutionis titulo geordneten Deputat unsre geliebte
jüngere Söhne sich jeder Dinges begnügen lassen / und
dabey bedencken / dasz in Ansehung oberwachten väterli-
chen Testaments / auch Chur- und Fürstl. Haupt-Ver-
galt / und anderer angeführten triffigen Ursachen / es
sich anders nicht füge / und dem ältesten Herrn eine große
Last / die Regierung zu führen / und darzu gehörige Di-
ner und Hoffstat zu erhalten / samt andern schwere-
n Verlage aufm Halse liege / weshalb sie ihm dem wei-
ter nichts zuwunthen / sondern sich vielmehr einer guten Me-
nage befleißigen / und die Ausgabe nach dieser Titulatur
reguliren sollen.

Zum Sechsen / wie um vorbenannte unsre geliebte
jüngere Söhne / und Dero allerseits Fürstliche Nachkom-
men sich / wie schon erwehnet / zuversichtlich mit ihrem
jährlichen Deputat werden begnügen lassen / und ihnen
ältesten Herrn Bruder / und dessen Nachkommen / als
regierenden Länds-Fürsten / alle schuldige Liebe / Ehre
und Respect erweisen / also versehen Wir uns auch zu
unsers ältesten Sohnes / Herkog Christiani Heiden /
und dessen Nachkommen verliglich / Sie werden ihrer
Herrn Bruder / und Dero Nachkommen Verlig / daz-
falls und sonst / nach dem bey unsen Fürstl. Häusern
wohlhergebrachten Freund- und brüderlichen Vertrauen und
Wohlwollen / möglichst beobachtet / wollen Sie daz-
D d

ANNO
1688.

ANNO
1688.

zu hiermit nochmals trennlich und väterlich ermahnet werden.

Zum Siebenden / sollte sich aber durch göttliche Verhängnis zutragen / daß von unsern dreien lezt benannten jüngern Herren Söhnen / einer ohne Männliche Leibes-Erben abginge / fällt dessen Deputat zwar Jure Successionis einzig und allein dem regierenden Herrn anheim / er soll aber nichts desto weniger verbunden seyn / denen beyden übrigen / oder ihren Männlichen Descendenten / sedundum litem, jedem zwey tausend Gulden zu Verbesse- rung obbestimmten Unterhalts jährlich zu reichen. Da auch mit noch einem Deroselben dergleichen Veränderung durch göttl. Schickung ergehen sollte / ist des noch übrigen / oder seiner Männlichen Descendenten Appannagium abermal mit zwey tausend Gulden zu erhöhen. Überdies soll jedem jüngern Herrn / zu Anschaffung nöthiger Mobilien / als Betten / Teppichen / Leinen = hölzern = Küchen = Geräthe / und andern zwey tausend Gulden aus der Verlassenschaft gegeben / und da / welches Gott in Gnaden verhüten wolle / die Jhnen zur Residenz oder Wohnung / jedoch ohne enige Nothmässigkeit / bloß zur Habitation und Gebrauch / eingeräumte Häuser oder Schlösser / durch Krieg oder Brand ruinirt wurden / sollen solche von dem regierenden Herrn wieder erbauet / oder ihnen andere angewiesen / sonst aber von jedem / auf seine eigene Kosten / in baulichem Wesen erhalten werden.

Nächst diesem / und diavell Adrens unsers vordrens und jüngsten Sohnes Herzog Heinrichs Ibb. noch zur Zeit sich nicht vermählt / so sollen Jhne auf den Fall / da solche Vermählung mit Gutbefinden des regierenden Herrn erfolget / aus der Fürstlichen Kenth-Cammer drey tausend Gulden dazü gerichtet werden.

Neunten / wurde Gott nach seinem unerforschlichen und väterlichen / allein weisen guten Rath und Willen / unsern ältesten Sohn / Herzog Christian / ohne Männliche Leibes-Erben von dieser Welt abfordern / so soll die ganze Verordnungs / welche oben auf denselben / als primogenitum gerichtet / auff den andern Herzog Augustum, und auf mit diesem sich begebenden gleichmässigen Fall / Herzog Philippen / und endlich Herzog Heinrichen / wie oben berührt / hiermit wiederholt seyn / und zwar mit der Herausgabe der zwey tausend Gulden / an die andern Herren Brüder oder Dero Nachkommen / auf die maße / wie im vorhergehenden stehenden Punkt verfahren ist.

Zum zehenden / Nachdem wir auch sorgfältig bedacht seyn / wie unsere hezuegeliebteste Gemahlin / die Durchleuchtigste Fürstin / Frau Christiana / Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / geborne Herzogin zu Schleswig-Holstein / Landgräfin in Thüringen / Marggräfin zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Befürstete Gräfin zu Henneberg / Gräfin zu der Mark und Ravensberg / Frau zu Ravensstein / ic. dergestalt auf den Fall unsers tödtlichen Hintritts / versorget werden möge / daß gleichwie hochgedachte Jhre liebden uns in unserm Fürstlichen Ehestande alle ungetrübte liebe und Treue zu unserm höchsten Vergnügen jederzeit und unverrückt erwiesen / also dieselbe auch unsere wohlgeymne Gegen-Affection und liebe / nicht allein bey unserm Leben genossen / sondern auch nach angeregtem tödtlichen Hintritt fernere zu empfinden und zu genießen / auch dadurch Jhre Fürstlich Ankommen und Unterhalt ohne Mangel und Beschränkung haben mögen ; So haben wir Jhre liebden / nicht allein in einer absonderlichen Beschreibung / ein Bisthum / dessen sie sich nach unserm tödtlichen Hintritt zu gebrauchen / verschafft / sondern verordnen auch hienit / daß der älteste regierende Herr / derselben noch hierüber jährlich aus der Kenth-Cammer dasjenige / was im Codicill enthalten / folgen lassen solle ; und sollen wir Jhren liebden lieblich anheim / ob sie dasselbe beizien / oder in der Residenz bey dem regierenden Herrn verbleiben wollen.

Eilftens / unsere Frau Tochter / Frau Sibyllen Marien / vermählte Herzogin zu Württemberg / auch in Schlesien / zur Vels-Verstadt betreffende / nachdem dieselbe bereits mit Fürstlicher Ausstattung von uns versehen / so tragen wir zu derselben das väterliche Vertrauen / sie werde sich daran begnügen lassen / und vermöge ihrer / ohne den geleisteten Verzicht und Renuntiation weiter nichts von dem regierenden Herrn pretendiren / jedoch wollen wir Jhren liebden nächst Anweisung Göttlichen Segens und Gedeihens / zum freundschaftlichen Andenken / hienit fünf tausend Gulden / aus freund-väterlicher Affection legirt und bestehenden haben / welche unser Successor / so bald es möglich / nach unserm sel. Absterben / absetzen und erlegen soll.

Zum Zwölfften / und nachdem wir uns erinnern / daß nicht allein bey unsern Aemtern hin und wieder sich schon vor längsten incorporate nomina, sondern auch andere meliorationes an beweglichen und unbeweglichen Gütern / sammt denen Inventarien / so wohl Mobilien / wie auch bey unserer Kenth-Cammer / und sonst / nach Abtilgung aller und jeder Passiv-Schulden / einiger / zuvorderst durch Gottes Gnade und Segen / und dann vermittelst ordentlicher Haushaltung erlangter Vorrath / an Baarschaft / Silberwerk / Gerathig / und anders / so wol an neuen constituirten Obligationen befinden ; so haben wir auch dissfalls zu Verhütung aller Zerung und Mißverständ / sorgfältige Verschaffung thun wollen ; und sollen demnach nicht allein die hiebefore denen Aemptern incorporate Ampts-Capitalia, immassen sie bereits in denen Rechnungen / und consequenter denen Ansätzen begriffen / wie auch die zu jedweden Amt und Forwercken gehörige Inventarien / so wohl zu jedweden Hause destimirte Mobilien / dabey und insonderheit das gesammte Silber / Kupfer / Bewerck und dergleichen / zu Führung der Hofhaltung nöthige Dinge / sondern auch die neuen constituirten nomina, sammt der Baarschaft und vorhandenen gesammten Vorrath an Gettraybig / Wein und dergleichen / auch Jagdzeug bey unserer Residenz und zu Dobriluget / sammt der Stuterey / und also dem regierenden Herrn / zu Führung seines Fürstlichen Staats / und der Regierung / also und künftig / wie bereits in vorhergehendem wohlbedacht verordnet / allein verbleiben.

Dreyzehndens / und gleichwie wir ohne vergeblichen Anhm / durch die Gnade Gottes uns in unserm Leben jederzeit besitzen / der grossen Güte und Gnade des Höchsten / unter andern herrlichen und viel Wohlthaten / auch vor den bescheerten reichen Segen / unser ertüchtliches Gemüthe / durch Erheb- und Verbesserung Kirchen und Schulen / in herlicher Submission vor der hohen unbegreiflichen Majestät darzustellen ; Also wollen wir solche auch bey unserm Tode nicht gänzlich unterlassen / und verordnen diesemnach hienit dem Gottes-Gasten alhier zu Merseburg / welcher wegen so vielen caducitäten um ein grosses an seinen Capitalien und dabeyverhrenden Einkünften / bey vorigem Kriegs-Wesen und Verwüstung der Städte / auch unterschiedlichen / so wohl bißhero / als bey damahligem Stande vorgegangenen verderblichen Brände / gekommen / also daß die jetzigen Einnahmen / die ordentlichen Ausgaben nicht erreichen / zwey tausend Thaler zu einem Capital, welches an gewisse Orte auszuliehn / und von denen jährlichen Pensionen zu suppliren.

Zum vierzehenden / begäbe sich auch / daß die Regierung unsrer hinterlassenen Lande an unsers ältesten Sohns Sohn / der nicht mündig wäre / gelangt ; so soll unser nachfolgender ander am Leben verhandener ältester Sohn / oder des unmündigen ältester Bruder / nebst des unmündigen Frau Mutter die Vormundschafft-Vermaltung über sich nehmen / und die landes-Regierung durante tutela führen / des Unmündigen bestes beobachten / und ihm und dem Lande rühmlich und wohl fürstehen / welches gleichfalls bey unsrer andern jüngern Söhne Descendenten also zu observiren / wie es solchen falls die Rechte / und das Jus agnationis mit sich bringen / wobey wir zugleich verordnet haben wollen / daß unsere Nachkommen mit dem Rathen sich wohl fürsehen / und ohne des Regierenden Herrn Rath / sich nicht vermählen noch überreyn / insonderheit auf rechtschaffene Gottesfürchtige / und eine solche Persohn / die keiner fremdden Religion zugethan / sehn / auch / so viel inner möglich / bey dem Fürstlichen Stande verbleiben / oder doch sich weiter nicht / als in den Gräflichen Stand / vereinnigen.

Zum fünfzehenden / wollen wir auch / aus herlicher Wohlmeinung / diese Erinner- und Vernehmung noch hinzu thun / daß jederzeit / immassen wir uns / nächst Gott darob durch bis dato wohl befinden / die Collegia in ihrem Vigore möglichst und allen Fleißes erhalten / mit qualificirten Subjectis, wobey nicht alleine auf die Erudition und Erfahrung / sondern auch zuguckt / und vornehmlich auf das Christenthum und Gemüth / daß es gottsfürchtig / redlich / gemeinnützig / demüthig / friedlich / und ins gemein Ehr- und Angedenk sey / zu sehn / besetzt / und dargegen untüchtige / zumahl aber der Religion wegen verdächtige / üppige / trübsche / eizennütige / hochmüthige und zankfüchtige Leute / davon gelassen / auch angeregte Collegia in ihren pflichtmässigen Verrichtungen nicht beinträchtigt noch verhindert / sondern vielmehr wohl gehört / geschüet und gehandhabt / und vornehmlich dieses genant beobachtet werde / daß jedes bey seinen Ver-

ANNO
1688.

ANNO 1688. Berrichtungen præcise verleihe / keines dem anderen / noch viel weniger einkel Personen / denerselben Eingriff thun / keine emulation zwischen / oder bey ihnen entstehe / sondern sie so wohl unter sich selbst in aufrichtigem Vertrauen und Berechnen / als gegeneinander in guter Correspondenz beständig und unverrückt verbleiben / und eines dem anderen in seinen Actionibus die Hand aufrichtig und redlich leihe / worzu dann sonderlich vornehmlich / daß weder Adulatoribus noch Calumniarum freyer Zutritt verstatte / oder ein gefährlicher Schein eines Wohlgefallens daran gegeben / sondern allenhalben höchstes Mißfallen und inniglicher Haß wider dergleichen Leute und Bezeugungen erwiesen / insonderheit aber kein Rath oder anderer Diener mit Ungnade angesehen / vielweniger bestraft und abgeschafft werde / er sey dan vorher mit seiner Nothdurft behöret / und demnach schuldig und strafwürdig befunden worden ;

Und dieses ist nun also unser letzter Wille / den wir nach unserm Götze gebe ! Seligen Eintritt aus dieser Welt in allen seinen Tugenden und Clausulen sträglich beobachtet wissen wollen / worzu wir die unsere Fürstliche Kinder samt und sonder / nochmahls durch das von Götze uns gegebene väterliche Rechte / und ihnen anbefohlenen kindlichen Gehorsam / auch durch den Segen und Fluch / welchen das vierde Gebot geborhamen Kindern verheißet / und denen Ungehorsamen androhet / auf das allerseufste verbinden und beschließen / und da auch diese unsere Verordnung nicht als ein zierlich Testament bestehen sollte / so wollen wir / daß es als ein Codicill und Dispositio inter vivos gelte / und seinen Effect so völlig als ein Testament haben und behalten möge. Wir ersuchen darneben die Römische Kaiserliche Majestät / unsern allergnädigsten Herrn / hiernit allerunterthänigst / sie wolten / in Erwegung / daß wir bey Aufsehrung dieses unsers letzten Willens nach dem Fundament des Chur-Fürstlichen väterlichen Testaments / und des Chur- und Fürstlichen Freund-brüderlichen Haupt-Vergleichs / so Ihre Kaiserliche Majestät allergnädigst confirmirt / und uns darauf nun zum zweytenmal belichen / auch unsern ältesten Sohn / und fernere Successores befehlen werden / verharren / um so viel desto mehr / die Allerhöchste und mächtigste Execution dieses unsers letzten Willens / man und wie es nöthig / auf sich zu nehmen / und zu dessen Vollstreckung nachdrücklich- und zulängliche Verordnung zu thun / sich allergnädigst gefallen lassen / ingleichen ersuchen wir auch den Durchleuchtigsten Chur-Fürsten zu Sachsen / Herrn Johann Georgen den Dritten / und Seiner liebden Nachfolger an der Chur / ebenermassen / und in gleichem Wesen / daß wir nichts anders / als was wir nach angezogenen Gründen / und nach unserer väterlichen Chur-Fürstlichen Wohlmeinung thümlich erachtet / und zu unsers Hauses Respect und Aufschwümen / auch der Lande Wohlthat dienet / verordnet / nach Dero hohen Vermögen über diesem Testament / auf unserer geliebten Ehre gegenwärtige Instanz / durchgehends und allenthalben zu immerwährenden Zeiten zu halten / und nicht zu gestatten / daß demselben über kurz oder lang / durch einigerley Wege zuwider gelebet werde.

Dessen zu wahrer Urkund / auch steter unverbrüchlicher Haltung / haben wir dieses alles / wie vorsehet / also gesetzt und verordnet / und mit unserer eigenhändigen Unterschrift und anhangendem Fürstlichen kleinen Insignel bekräftiget / und selches / wie die / deshalb gezeichnete / und ausgefertigte Registratur bezeuget / gerichtlich insinuirt und hinterlegt. So geschehen zu Merseburg / den vier und zwanzigsten Tag des Monats Octobris / im ein tausend sechs hundert acht und achtzigsten Jahre.

Christian D. Z. Sachsen.

Kaiserlich = allergnädigste Confirmation vorstehenden Testaments.

WIR CAROLUS von GÖTTES Gnaden / erwählter Römischer Kaiser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / zu Ungarn / Böheim / Dalmanien / Croatien und Slavonien / etc. König / Erzhertzog in Oesterreich / Herzog zu Burgund / zu Brabant / zu Steyer / zu Kärnten / zu Crain / zu Tyrol / zu Böhmen / Ober- und Nieder-Schlesien / Fürst zu Schwaben / Marggraf des Heiligen Römischen Reichs / zu Bursganz / zu Wälahren / Ober- und Nieder-Lauß / Gefürsteter Graf zu Habsburg / zu Tyrol / etc. Bekennen öffentlich mit diesem Briefe / und thun kund allerhöchstermöglichen / daß uns der hochgeborne Christian / Herzog zu Sachsen /

TOM. VII. PART II.

ANNO 1688. Jülich / Cleve und Berg / postulirter Administrator des Stifts Merseburg / Land-Grav in Thüringen / Marg-Grav zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lauß / unser lieber Oheim und Fürst / mittelst eines Schreibens / unterthan dato den 5. Nov. nächst abgelegten sechsen hundert acht und achtzigsten Jahres in Unterthänigkeit zu vernehmen geben / was gehalten Seine liebe nach nunmehr zuerletzt gelegtem drey und siebenzigsten Jahre Jahres Alters / zu Vermeidung aller etwa nach tödlichen Ableben unter Dero sämtlichen Kindern / Erben und Successoren beabsichtigen Mißverständnissen eine väterliche Disposition / wie es mit Dero hinterlassenen Ländten / Leuten / und Vermögen gehalten werden sollte / nach Seiner liebden bestem Wissen und Willen / insonderheit aber der Verfassung wehlend Johann Georgen des Ersten / Chur-Fürstens zu Sachsen / Dero Vaters liebe ausgerichteten Testaments / darauf getroffenen Haupt- Vergleichs / und der von uns erhaltenen Confirmation / auch erfolgten Bezeugungen gemäß / vom 24. Octobr. 1688. Jahres aufgesetzt / versiegelt / und gerichtlich begelaget habe. Allermassen selbige nach der uns in beglaubter Form bezeugten Copia / von Wort zu Wort / wie hernach geschrieben steht / und also lautet :

Im Nahmen der heiligen Hochgelobten Dreyeinigkeit / etc. etc. wie vorsehet.

Und uns darauf Eingangs gemelte Sr. Edd. gehörig anerkennen und gebieten / über folgende Dero väterliche Disposition unsrer Kaiserlichen Consens / und Confirmation mitzutheilen / auch so dan / wann sie eröffnet / und es die Nothdurft erfordern wird / in höchsten Kaiserlichen Gnaden darüber zu halten / und die Execution zu übernehmen.

Wie wir nun nicht ermangeln haben / das Bock zu fordern einer Billigkeit nach / durch Niederlegung einiger unsrer hierzu absonderlich deputirten Gehämen / und Reichs-Raths / in reiffe Erwegung und Deliberation ziehen zu lassen / und demnach so wohl an deren erheblichen / uns bezeugten / als auch anderen unsrer Kaiserlich Gemelte darzu bewegenden Ursachen und Motiven / auch in Ansehung der / von Seiner Edd. Vorsehren / und Ihro selbst / uns / und dem Reich / und unsern löblichen Erb-Hauste Österreich / in viele Wege geleiteten trennen und erspriesslichen Diensten / worinnen Sie zu continuiren des unterthänigsten Erbtenns ist / auch wohl thun kan / mag und soll / in vorgemelter Seiner liebden demüthige Bitt / mit wohlbedachtem Muth / geistlichem Rath und rechttem Wissen / gnädiglich gewilliget / und nicht allein in ebenverleibte Dero väterliche Disposition / unsern höchsten Kaiserlichen Consens ertheilet / und dieselbe confirmirt / sondern auch darüber die Verhaltung der Execution über uns genommen haben. Confirmiren / ratificiren und bestätigen dieselbe also hiernit aus Römischer Kaiserlicher Macht Vollkommenheit / wissentlich in Kraft dieses Briefes / was wir daran von Rechts- und Billigkeit wegen zu confirmiren und zu bestätigen haben / sollen und mögen / und neyhen / setzen und wollen / daß obgeschriebene Sr. Edd. väterliche Disposition / in allen ihren Worten / Clausulen / Articulen / Meyn-Innhalt und Begreifungen / stat / vest / und unverbrüchlich vollzogen werde. Allermassen wir auch zu dem Ende / wann solche Disposition eröffnet wird / von tragenden allerhöchsten Kaiserlichen Amtes wegen daran seyn / und darob festiglich halten wollen / auf daß dieselbe alles ihres Innhalt exequirt und vollstreckt werden solle / jedoch uns / dem Heiligen Reich / und sonst mämlich an seinen Rechten und Gerechtigkeiten ohne Schaden und Nachtheil / und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten / Fürsten / Grafen und Weltlichen / Prelaten / Grafen / Freyen / Herren / Ritters / Knechten / Land-Boigren / Hauptleuten / Vöghthumen / Boigren / Pflegern / Verwesern / Ampleuten / Land-Richtern / Schlichteisen / Bürgermeistern / Richtern / Räten / Bürgern / Gemeinden und sonst allen anderen / unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / was Willen / Standes oder Wesens die seyn / erst- und vösiglich mit diesem Brief / und wollen / daß Sie obinerte väterliche Disposition / und die unsere darüber ertheilte Kaiserliche Confirmation bey Willen und Kräften bleiben / die darbey Interessirte / derer Erben und Nachkommen / daran nicht antworten / hindern oder betriiben / sondern Sie dererselben gerühlich imperturbirt / nutzen und genießen lassen / darwider nicht thun / handeln / erkennen oder fürnehmen / noch das jemand anderen zu thun gestatten / als lieb einem ist unsr mit des Reichs schwache Ungnade und Straffe / und darzu eine Pön von ein hundert Mark löbigen Goldes zu vermay-

Dd 2

den /

ANNO 1688. den / die ein jeder / so oft er eventlich hierwieder thut / uns halb in unsere Kaysersche Cammer / und den anderen halben Theil / mehrgedachter Sr. Mds. deren Erben und Nachkommen / oder denjenigen / so hiernieder beleydiget würde / unumschlänglich zu bezahlen / versallen seyn sollen. Mit Urkund dieses Briefes / besiegelt mit unserem Kayserslichen anhangenden Inseigel / der geben ist in unser Stadt Wien / den 7. Tag Monats Jan. nach Christi unsers lieben Herrn und Seligmachers gnadenreicher Geburt im 1689. unserer Reiche / des Römischen im 31. des Hungarischen im 34. und des Böhmischen im 33. Jahre.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff
zu Rönigsegg.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ
Majestatis proprium.

Caspar Florenz Consbruck.

CI.

16. Nov. Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. Roy de France contre les HOLLANDOIS, du 16. Novembre 1688. [FREDERIC LEONARD. Tom. VI.]

LA
FRANCE
ET LES
PROVIN-
CES-U-
NIES.

Près tout ce que Sa Majesté a fait pour donner la Paix à l'Europe, les Places importantes qu'Elle a restituées pour parvenir au Traité conclu à Nimègue en l'année 1678. & les soins que depuis Elle a apportez, non-seulement pour l'établissement de la Trêve, mais aussi pour la faire convertir en une Paix perpétuelle; Sa Majesté avoit lieu d'espérer que les États Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, qui avoient témoigné tant d'empressement pour la conclusion de cette Trêve, n'en auroient pas moins pour la maintenir. Cependant Sa Majesté a eu plusieurs avis depuis quelques mois, que lesdits États se laissent emporter aux desirs de ceux qui n'ont d'autre intention, que de voir recommencer la Guerre dans l'Europe, faisoient des levées & armemens extraordinaires, & prenoient des engagements avec des Princes de l'Empire, pour traverser par toutes voyes, l'établissement du Cardinal de Furstemberg, dans l'Electorat de Cologne; Et Sa Majesté se trouvant obligée de soutenir les intérêts de ce Cardinal, à l'élection duquel on déclaroit positivement que l'on ne s'opposoit contre toutes sortes de formes, que parce qu'on le croyoit attaché aux intérêts de Sa Majesté, Elle fit exhorter lesdits États Généraux par le Comte d'Avaux son Ambassadeur, de ne point employer les forces extraordinaires qu'ils mettoient sur pied, à rien qui pût troubler le repos de l'Europe, & leur fit déclarer en termes exprès, qu'Elle regarderoit ce qu'ils entreprendroient contre le Cardinal de Furstemberg, comme si c'estoit contre ses propres États. Sa Majesté a été depuis informée qu'ils n'ont pas laissé de commencer à exécuter leur Projet, & ont fait assembler une Armée sous le Commandement du Prince de Waldeck, laquelle est actuellement jointe aux forces des Princes qui se sont ligués contre les intérêts du Cardinal de Furstemberg, ce que ne voulant pas dissimuler plus long-tems, Sa Majesté a résolu de déclarer la Guerre, comme Elle fait par la présente, ausdits États Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, tant par Mer que par Terre; Ordonne & enjoint pour cet effet Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serveurs, de courre sus aux Hollandois & leur a défendu & défend très-expressement, d'avoir cy-après avec eux aucune communication, commerce ny intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin Sa Majesté a dès à présent révoqué toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Sausconduits qui pourroient avoir été accordés par Elle ou par ses Lieutenans Généraux, & autres ses Officiers, contraires à la présente, & les a déclaré & déclare nuls & de nul effet & valeur; défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Ma-

ANNO 1688. jesté à Monsieur l'Admiral, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Généraux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camps, Colonels; Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente, ils fassent exécuter chacun à son égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdiction; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes, qu'autres, & en tous Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le vingt sixième Novembre mil six cens quatre-vingt-huit.

LOUIS;

Et plus bas,

LE TELLIER.

CII.

Déclaration des SEIGNEURS SPIRITUELS II. Dec. & TEMPORELS des Villes de Londres & Westminster & Lieux Circonvoisins, assemblez à Guildhal; le 11. Decembre 1688. [Feuille volante imprimée.]

ANGLE-
TERRE.

Nous ne doutons pas que tout le Monde ne croie, que dans les grandes & dangereuses Conjonctures présentes, Nous ne nous intéressions de tout notre cœur & avec zèle, pour la Religion Protestante, les Loix du Pays, & les Libertés & Propriétés des Sujets. Et nous espérons avec Justice, que le Roy ayant fait expédier sa Proclamation & les Lettres Circulaires, pour un Parlement Libre; Nous aurions pu demeurer en assurance dans l'attente de cette Assemblée: Mais Sa Majesté s'étant absentée (comme nous appréhendons,) dans le dessein de sortir du Royaume, par les Conseils pernecieux de Personnes mal-intentionnées pour notre Nation & Religion, nous ne pouvons, sans manquer à notre devoir, demeurer dans le silence, sous ces calamités, où le Conseil Papistique, qui a prévalu depuis si long-tems, a plongé ces Royaumes. C'est-pourquoy, Nous délibérons unanimement de Nous joindre à son Altesse le Prince d'Orange, lequel par une si grande affection qu'il a pour ces Royaumes, une dépense si grande, & tant de périls où il a exposé sa propre Personne, a entrepris par ses soins de procurer un Parlement libre, & de nous délivrer des dangers éminents de la Papauté & de l'Esclavage, avec le moins d'effusion du sang Chrétien qu'il a été possible.

Et nous déclarons par ces Présentes, que Nous assisterons de tout notre pouvoir son Altesse, pour obtenir en toute diligence un tel Parlement, par lequel nos Loix, nos Libertés & Propriétés, seront assurées, en particulier l'Eglise Anglaise, avec une liberté convenable aux Non-conformistes Protestans, & en général la Religion Protestante & ses intérêts maintenus & avancés, à la gloire de Dieu, au bonheur du Gouvernement établi dans ces Royaumes, & à l'avantage des Princes & États de la Chrétienté qui y ont intérêt.

Cependant, Nous tâcherons autant qu'il Nous sera possible, de conserver la Paix, & la Tranquillité de ces deux grandes & populeuses Villes de Londres & Westminster, & Lieux adjacents, en prenant soin de désarmer tous les Papistes, & de s'assurer de tous les Jésuites & Prestres Romains, qui s'y trouveront.

Et s'il se trouve encore quelque autre chose à faire, pour l'avancement des généreuses intentions de son Altesse pour le bien public, Nous serons prêts de le faire, suivant les occasions qui s'en présenteront.

W. CANT.

DORSET.

CARLISLE.

BURLINGTON.

THO. EBOR.

MULGRAVE.

CRAVEN.

SUSSEX.

PEMBROKE.

THANET.

AIRESBURY.

BERKELEY.

Ro-

ANNO ROCHESTER. NEWPORT. WEYMOUTH.
1688. P. WINCHESTER. W. ASAPH. FRAN. ELY.
THO. ROFFEN. THO. PETRIBURG. P. WHARTON.
NORTH AND GREY. CHANDOS. MONTAGUE.
T. JERMYN. VAUGGAN CARBERY. CULPEPER.
CREWE. OSOLSTON.

THO EBOR. HALIFAX.
CARLISLE. AILESFURY.
NOTTINGHAM. P. WINCHESTER.
NORTH AND GREY. CHANDOS
OSOLSTON. ANGLESEY.
KENT. BERKELEY.
SUSSEX. TH. ROFFEN.
TH. PETRIBURG. CREWE.
T. JERMIN.

ANNO
1688.

Sur ce que Sa Majesté s'est absentée secrètement ce matin, Nous les Seigneurs Spirituels & Temporels, dont les Noms sont soussignés, assemblez à Guildhal à Londres, étant convenus & ayant signé une Déclaration, intitulée, *Déclaration des Seigneurs Spirituels & Temporels, des Villes de Londres & Westminster & lieux Circonvoisins, assemblez à Guildhal. Le 11. Decemb. 1688.* Requerons le Très-Honorable le Comte de Pembroke, le Tres-Honorable le Seigneur Vicomte de Weymouth, le Tres-Révérend Père en Dieu, le Seigneur Evêque d'Ely, & le Très-Honorable le Seigneur Culpeper, de se rendre incessamment près de son Altesse le Prince d'Orange, avec ladite Déclaration, & en même temps, faire connoître à son Altesse, ce que Nous avons fait d'abondant à cette Assemblée. Daté à Guildhal le 11. Decemb. 1688.

Nous les Pairs de ce Royaume, estans assemblez avec quelques Seigneurs du Conseil Privé, vous ordonnons & requerons par ces Présentes, d'imprimer & publier incessamment la Déclaration qu'on vous envoie cy-jointe. A la Chambre du Conseil à Whitehal le 12. de Decembre 1688.

To. EDWARD JONES Printer
at the SAVOY.

CIII.

Confirmation Kayfers LEOPOLDI über 1689.
das Anno 1688. den 24. Octobre von 7. Janv.
Herzogen Christian zu Sachsen-
Merseburg gemachte Testament. Ge-
ben Wien den 7. Januarii 1689.

C'est-à-dire,

Confirmation de l'Empereur LEOPOLD sur le
Testament fait en 1688. le 24. d'Octobre, par
CHRISTIAN Duc de Saxo-Mersebourg. Don-
née à Vienne le 7. Janvier 1689.

* Voyez.-la cy-devant sous le 24. Octobre 1688.

CIV.

1689. Declaratie van Oorlogh, mitgaders Placaet van de
9. Mars. Hoogh Mogende Heeren Staten Generaal der
VEREENIGHDE NEDERLANDEN, houdende Verbodt tegens de Ingezetenen der selver Landen, en raekende de Navigatie en Commerce van Neutralen op de Havenen van Vranckryck. Als mede de Waaren van Contrabande en Assen- rantien van Schepen en Goederen de Subjecten van den Coningh van Vranckryck toebehoorende. [Feuille Volanté imprimée.]

DE Staten General des Vereenighde Nederlanden. Allen den geenien die desen sullen sien ofte hooren lesen, Saluyt; *Doen te weten:* Dat Wy in den jare seftighen honderdt twee en seven- tigh, sittende in een volkomen Ruste en Vreede, met zoodanigen sinceren vertrouwen op de Tractaten van Vreede, Vrundschap ende Alliantie, die tusschen den Koningh van Vranckryck ende desen Staet intercedeerden, dat wy ons selven vonden gedestituert van alle het geene tot onse defensie konde dienen, om zoo een machtigh Koningh te kunnen resisteren, indien deselve ons met een Oorlogh soude willen aen- rasten, dewyle wy niet hebben konnen vermoeden dat den Koningh van Vranckryck de voorz. Tractaten sonder eenige rechtverdigende reden daer toe te hebben, soude hebben willen verbreeken, echter tegen alle ver- wachtinge door den Koningh van Vranckryck met een seer hevigen Oorlog onvoorziens sijn aengetaet ghewor- den, zoo verre, dat door des sels Macht, afkomen- de op een weerlosen Staet, in weynigh tydt onsen Staet by na het onderste boven wierde gesmeten, ende wel licht t'eenemaal onder- gebracht soude zyn geweest, ten ware wy onse oogen slande op de redenen die den Koningh van Vranckryck voorgaf, hem tot den voorz. Oorlogh te hebben bewogen; namentlyck, alleen de vermeenderinge van des sels eere ende glorie, ons had- den laten voorstaan, dat Godt de Heere, om zoo on- rechtvaerdige redenen, onse ondergangh niet en soude gedogen, dat wy daer door waren aangemoedigt om in een desperaten toestand van faecken, onder het hoog- wys bestier van sijne Hoogheyt den Heere Prince van Oranien, de moet niet verlooren te geven, ende alle

ex-

CIV.

Declaration de Guerre & Placard de leurs Hautes 9. Mars.
Puissances des PROVINCES-UNIES, con- LES
tenant une Défense à tous les Habitans de ces PRO-
Païs, & concernant la Navigation & le COM- VINCES-
merce des Puissances Neutres aux Ports de Fran- UNIES
ce, aussi bien que les Marchandises de Contre- ET LA
bande, les Assurances des Vaisseaux & des Dentrées FRANCE.
appartenantes aux Sujets du Roi de France.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des
Païs-Bas, A tous ceux qui ces presentes ver-
ront ou entendront lire, salut, Sçavoir fai-
sons; Qu'en l'année mil six cens soixante & douze,
étant en pleine Paix & dans une entiere tranquillité,
& que nous reposans sur les Traités de Paix, ami-
tié & Alliance, qui étoient entre la France & cet
Etat, nous nous trouvions destituez de tout ce qui
pourroit servir à nôtre deffence & à resister à un si
puissant Roi, s'il venoit à nous attaquer par une Guer-
re, d'autant plus qu'il ne pouvoit pas nous entrer dans
l'esprit que le Roy de France eût voulu enfreindre les-
dits Traités, nonobstant toute attente nous fumes atta-
quez inopinément par ledit Roy de France par une
Guerre si violente; que ses grandes forces reduisirent
cet Etat à deux doigts de sa ruine, & l'auroient a-
vec facilité entierement soumis, si ouvrant les yeux
sur les raisons que le Roy de France disoit l'avoir porté
à la susdite Guerre, sçavoir pour la seule augmentation
de son honneur & sa gloire, nous ne nous fussions
persuadez que le Seigneur Dieu ne permettroit pas nô-
tre ruine pour des motifs si injustes, Que nous étant
par là excitez dans l'état desesperé de nos affaires à
reprendre courage, sous la grande & sage conduite de
son Altesse le Seigneur Prince d'Orange & à nous ex-

D d 3

pc-

ANNO
1689.

extremiteyten uyt te staen, om de ware Gereformeerde Religie, de Vryheyd, ende het lieve Vaderlandt, reghens soo onrechtvaardigh geweldt te beschermen; dat God de Heer syne genade over de Staet uytstortende, eyndelijck nae veel onnosel Bloedt was vergoten, ende onse Ingezetenen veele wrede en ongehoorde Actien van de Franschen hadden uytgefaen, geliefst heeft desen Staet weder aen den anderen te verheelen, ende den voorz. Oorlogh door een Tractaet van Vrede, Commercie, Navigatie ende Marine, in den Jare 1678. met de Koningh van Vranckryck tot Nymegen opgerecht, te doen eyndigen. Dat wy van onse zyde de voorz. Tractaten niet alleen exactelijck en religieuselyck, gelyck het oock alfoo betaeuende, hebben willen naekomen, ende sulcks aenstondts hebben afgeseldt alle foodanige belastingen op de Franche Waren, Manufacturen ende Gewassen, ende meer andere bewaringen als den Koningh van Vranckryck konde pretenderen, door ons by forme van retorsie opgestelt te zyn, tegens de exorbitante belastinge die den Koningh van Vranckryck op de Navigatie en Commerce van desen Staet eerst hadde gelieven te heffen, om de selve teeneemale te bedervende ende te ruineren; dat wy oock alle occasien hebben vermydt ende veele verongelykinge gedissimuleert, ende om niet wederom in onmin met den Koningh van Vranckryck te vervallen, alle onse actien foodanigh hebben gereguleert, dat aen den Koningh van Vranckryck eegen rechtvaardige redenen van minoenen gegeven mochten worden, daer ter contrarie aen de andere zyde den Koningh van Vranckryck by publycq Edict mede wel heeft gerevoceert de exorbitante belastinge op de Navigatie ende Commercie van desen Staet geleyt, ende het selvige Edict wel in eenige pointen ende op eenige plaetsen heeft laten executeren, maer 't selve op andere Plaetsen buyten executie is gebleven; dat den Koningh van Vranckryck daer en boven van tyd tot tyd onse Navigatie ende Commerce soo binnen als buyten Europa, in alle manieren heeft ghetracht te troubleren; het nemen van Schepen en Goederen gefavoriseert, ende voor soo veel in hem is geweest, direct ende indirectelyck de voorz. Navigatie ende Commerce teeneemaal ghesocht te bedervende, sels onse Schepen van Oorlog niet latende ongemoelteert, maer de selve met geweld heeft gedwongen haer te laten visiteren, ende oock vyandelyck in volle Vrede heeft aengetaet ende bevochten; gelyck oock den Koning van Vranckryck eyndelyck aen de Ingezetenen van desen Staet, door nieuwe belastingen en vexation het debit van hare Manufacturen ende het provenu van hare Visscheryen in Vranckryck wederom heeft belet, ende aen de selve foodanige ongehoorde en ongeoorloofde belemmeringe, op frivole pretexten toegebracht, dat het niet mogelyck was daer mede eenige Negocie op Vranckryck te dryven, ende voorts veele en verscheide Contraventien tegens de voorz. Tractaten bedreven, die den Staet omgevoeghs willen heeft gedissimuleert, dat hoe menighmael daer tegens redres versocht is geweest, die instantien t'elkens met groot mepris zyn afgewesen, ende door het verweygeren van de eere, die altyds de Ministers van desen Staet in Vranckryck hadden genoten, het respect van den Staet in kleynachtige heeft soecken te brengen; dat den Koningh van Vranckryck de schrickelyke persecucie, tegens die van de Gereformeerde Religie, in syne Rycke hebbende ondernomen, de Ingezetenen van desen Staet, die haer alleen in sijn Ryck tot het doen van de Commerce ter neder hadden gheseldt, onder deselve persecucie mede heeft begrepen, de Vrouwen van de Mannen ghescheyden, de Kinders van haer Ouders, jae niet ontfien de Consuls van desen Staet op een ongehoorde ende wreede maniere te handelen, ende aen alle deselve, tegens aller Volckeren Recht, ende den expresse Text van de Tractaten, haer vertreck te weygeren, ende met alle rigeur van gevangenisse ende anders effectivelyck te beletten: Dat Wy al kort naer het maecten van de Vrede vermerckende de ongenegentheyt van den Koning van Vranckryck tegens desen Staet, door de bewegingen by den selven Koning ontrent onse Frontieren ondernomen, genootsackt zyn geweest een seer kostelycke Militie aen te houden, ende sware Equipagien ter Zee te doen, uyt vreesse van op nieuws te sullen overvallen

wor-

ANNO
1689.

poser à toute extrémité, pour défendre la véritable Religion Reformée, la Liberté & chere Patrie contre une violence si injuste; Dieu rependant sa benediction sur l'Etat, apres beaucoup d'effusion de sang innocent, & que nos habitans eurent essayé beaucoup d'actions inouies & cruelles de la part des François, il lui a plu de retablir entierement cet Etat & de faire cesser la susdite Guerre, par un Traité de Paix, de Commerce, de Navigation & de Marine, fait à Nimegue avec la France en l'année 1678. Que de nôtre côté nous avons non seulement voulu executer exactement & religieusement, & comme il convient, lesdits Traitez, en sorte qu'aussiôt nous ôtames toutes & telles impositions sur les Marchandises, Manufactures & autres du cru de France, & autres charges que le Roy de France pouvoit pretendre avoir été mises par nous par forme de retorsion à cause des impositions exorbitantes qu'il avoit plu au Roy de France de mettre lui même le premier sur la Navigation & Commerce de cet Etat pour les perdre & ruiner entierement. Que nous avons dissimulé sur beaucoup de torts qui nous ont été faits & que pour éviter toutes les occasions de tomber dans l'inimitié du Roy de France, nous avons tellement compassé toutes nos actions qu'il ne fut donné au Roy de France aucun juste sujet de mécontentement; Au lieu qu'au contraire le Roy de France de son côté a bien revoque par Edit public les impositions exorbitantes par lui mises sur la Navigation & le Commerce de cet Etat & l'a bien fait executer en quelques endroits & en quelques points, mais en d'autres lieux l'a laissé sans execution; Que de plus le Roy de France a de tems en tems tâché en toute maniere de troubler nôtre Navigation & Commerce tant dedans que dehors de l'Europe, favorisé l'enlevement des Vaisseaux & Marchandises, & s'est efforcé tant qu'il a pu directement & indirectement de ruiner entierement lesdites Navigation & Commerce, bien loin même de permettre que nos Vaisseaux de Guerre demeurassent sans être molestés, les a contrainsts par violence de se laisser visiter & les a, qui plus est, attaqué & combattu hostilement en pleine Paix. Comme semblablement le Roy de France a enfin empêché aux habitans de cet Etat, par de nouvelles charges & vexations, le debit en France de leurs Manufactures & du provenu de leur pêche, & leur a aporé tant d'obstacles non permis & inouis, sur des pretextes frivoles qu'il ne leur étoit plus possible de continuer d'avantage leur Negoce en France, & a en outre commis plusieurs autres Contraventions contre lesdits Traitez, que l'Etat a bien voulu dissimuler par bienfiance; Que le redressement en ayant été demandé plusieurs fois on a rejeté avec mépris à chaque fois les instances qui ont été faites la dessus, & par le refus de l'honneur dont les Ministres de cet Etat ont toujours joni en France, on a tâché de rendre cet Etat méprisable. Que le Roy de France ayant entrepris une horrible persecution dans son Royaume contre ceux de la Religion Reformée, il a envelopé dans laditte persecution les habitants de cet Etat qui ne s'étoient établis dans son Royaume que pour y exercer le Commerce, ayant séparé les femmes de leurs maris, les enfans de leurs Peres & Meres, jusques là qu'on a eu si peu d'égard que de traiter les Consuls de cet Etat d'une maniere cruelle & inouye, leur refusant à tous, contre le Droit des Gens & les termes expres des Traitez, de pouvoir se retirer, les en empêchant par les rigueurs de l'emprisonnement & autres traitemens; Que peu après même que la Paix fut faite, remarquant la mauvaise intention du Roy de France contre cet Etat, par les mouvements qu'il faisoit faire à ses Troupes sur nos frontieres, nous fumes necessitez d'y en tenir qui nous coûtoient beaucoup, & d'équiper une Flotte qui nous étoit fort à charge, dans la crainte d'être attaqués de nouveau, par le moyen dequoy le

Roy

ANNO
1689.

worden, daer door den Koning van Vranckryck oogenfchynlyk getracht heeft de Financie van den Staet foodanig te verfwacken, dat de felve in hare Commerce, Navigatie, Manufacturen, Vifchereyen ende Financie zynde gheuniceert, foo veel lichter overmeestert foude konnen werden: Dat den Koningh van Vranckryck fomtyts wel met foete woorden ende folemnelle verfeckeringen, oock door aanbiedinghe van Alliantien, Ons heeft foecken in flaep te wiegen, ende te diverteren, om onfe gerufftheit ende fecuriteyt van andere kanten te bevorderen, maer foo heeft ende foo menighmael als Wy in alle eenvoudighedyt hebben willen vigileren, om doot defensive Alliantien, tot niemands offenfie ftreckende, de Nimmeeghiche Vrede te verfeckeren, den Koningh van Vranckryck fich daer tegens heeft geoppoſeert, niet tegenftaende fulcks te mogen doen by het twintigfte Articul van het Tractaet van Vrede wel expreffelyck was bedongen, ende felfs den Staet daer over met eenen nieuwen Oorlogh heeft gedreyght: Dat eyndelyck den Koningh van Vranckryck, contrarie de Articulen van de voorfz. Tractaten, tot mutuele fecuriteyt van wederzyds Ingezetenen ter neder gefieldt, in volle Vrede heeft gedaen faiferen, ende in arrest nemen de Perſoonen, Goederen ende Effecten van onfe goede Ingezetenen, welke op de folemnelle publycke trouwe van de Tractaten, haer onder deffels gebied tot dryvinge harer Commerce hebben bevonden, en voorts mede alomme in volkome Vrede heeft doot aantasten, veroveren ende opbrengen de Schepen ende Goederen van de Onderdanen deſer Landen, ende de Relaxatie van alle de felve niet alleen heeft afgeweeſen, maer de Schippers ende Matrooſe mishandelt, gedreyght, geperft om haer Gelooſ te verfaecken, in de Gevankeniſſe gefmeten, ende de felve als noch daer is houdende, voorts de Schepen verkocht, alles niet tegenftaende by het vyftiende Articul van het Tractaet van Vrede, ende het acht ende dertigfte van Navigatie, Commerce ende Marine geacordeert is; dat felfs by opkomende Oorlogh, ſes ende negen maanden reſpective, aen wederzyds Onderdanen gelaten foude werden, om hare Perſoonen, Goederen ende Effecten te transporteren, oock aldaer te verkopen, ſonder daer in verhindert te worden, nochte dat men binnen de voorchrevene tydt der ſelver Perſoonen ofte Goederen met eenighe Arresten foude mogen belemmeren: Dat ten laetſten daer op ghevolgt is, dat den Koning van Vranckryck heeft konnen goedvinden, door des felfs Troupes verſcheyde Dorpen onder het Gebied van den Staet te doen uytplunderen ende verbranden, voor dat de publicatie van Declaratie van Oorlogh was gefchiedt, ofte ten ſchoonſten op den ſelveren dagh als die tot Parys was gepubliceert, ende hier in t'minſte niet en was bekend, dat deſen Staet in Oorlogh met Vranckryck was vervallen, ende voorts den Oorlogh te verklaren tegens deſen Staet, by ſijn Declaratie gegeven tot Verſailles den ſes en twintigſten November voorleden, ſonder eenige andere reden voor te wenden, als dat Wy eenighe extraordinaris Wervingen ende toeruſtingen fouden hebben gedaen, het welck Wy uyt ontwyffelbaer ende weſentlyck Recht van alle Souveraine Staten zyn vermogens te doen, ende waer van Wy aen niemant ſchuldigh zyn eenighe reeckſchap te geven, ende waer toe Wy tot deſen alleen gekomen zyn, niet om den Koningh van Vranckryck eenighſints te beledigen, maer uyt een nootfaeckelycke voorſichtigheyt, om dat Wy al te wel van de deſſeinen van den Koningh van Vranckryck tegens deſen Staet waren gheinformeert: Dat Wy ons weder buyten alle deſenſie fouden bevinden, als de deſſeinen van den Koningh van Vranckryck tegens deſen Staet foude uytbarſten, gelyck die door de voorchreve Declaratie van Oorlogh openbaer zyn geworden, hebbende Wy oock den Koning van Vranckryck op des felfs argwaan ende dreygementen verſekert, dat deſen Staet haer met de Electie van een Churfuſt ende Biſchop van Keulen niet foude bemoeijen; gelyck oock in der daed noyt ſal konnen aengewefen worden, fulcks geſchiedt te zyn, al ſchoon Wy daer over geen reden of reeckſchap aen den Koning van Vranckryck hadden te geven: Maer hebben Wy willen toonen, hoe verre Wy alle occaſien ſochten te vermyde, die de publycke rulle foude konnen verſtooren. SÖO IST, dat Wy allen ende een yegelyken, voornamentlyk onfe goede Onderdanen ende Ingeſetenen wel hebben willen onderrechten van de voorfz. quade deſſeynen ende machination door den Koningh van Vranck-

Roy de France a apparemment tellement voulu affoiblir les Finances de cet Etat, que ſes Commerce, Navigation, Manufactures, Pêche & Financie étant ruinées il pût d'autant plus facilement s'en rendre maître; Que le Roy de France a tâché quelquefois, par des paroles douces & des assurances ſolemnelles, & même par des offres d'Alliance de nous endormir & nous amuser, afin d'augmenter d'ailleurs notre tranquillité, & notre ſecurité. Car auſſi-tôt & toutes les fois qu'en toute ſimplicité nous avons voulu veiller, par Alliances deſſeſſives, ne tendantes à offencer perſonne, à aſſurer la Paix de Nimègue, le Roy de France s'y eſt oppoſé, quoy que par l'Article vingtième dudit Traité de Paix il étoit expreſſément ſtipulé qu'on le pourroit faire, & même, il a ſur cela menacé l'Etat d'une nouvelle Guerre; Qu'enſin le Roy de France, a contre les Articles des ſuſdits Traitez inſeréz pour la ſureté mutuelle des habitants de l'un & de l'autre Païs fait ſaiſir & arrêter en pleine Paix des Vaiſſeaux, Perſonnes, & Marchandises de nos bons Sujets, qui ſur la foy publique & ſolemnelle des Traitez ſe ſont trouvés dans les Etats de ſon obeïſſance pour y poſſer leur Commerce, & de plus a partout fait attaquer prendre & emmener les Vaiſſeaux & Marchandises de ces Païs & n'a pas ſeulement reſuſé qu'ils fuſſent relâchéz, mais en a mal-traité les Bateliers & Matelots, & les a menacé & ſollicité à renoncer à leur foy, les ayant fait mettre en priſon, où ils ſont encore detenus, & de plus fait vendre les Vaiſſeaux, le tout contre l'Article quinziesme du Traité de Paix, & Article trente huitième du Traité de Commerce, Navigation & Marine, par lequel il eſt ſtipulé que Guerre arrivant il ſeroit accordé ſix & neuf mois reſpectivement aux Sujets de part & d'autre, pour le transport de leurs perſonnes, biens & effets, même pour les y vendre ſans en être empêchéz, ſans qu'on pût dans ledit tems faire arrêt de leur perſonnes ou Marchandises; Qu'enſin il s'eſt enſuivi que le Roy de France, a, de ſon bon plaisir, fait piller & bruler par ſes troupes pluſieurs villages ſituéz ſous l'obeïſſance de l'Etat, avant la Publication & Declaration de la Guerre, ou du moins le même jour qu'elle fut publiée à Paris, & lors qu'on n'avoit encore icy la moindre connoiſſance que cet Etat fut en rupture avec la France, & a en outre fait déclarer la Guerre contre cet Etat par ſa Declaration donnée à Verſailles le vingt ſixième Novembre dernier, ſans en donner d'autre raiſon ſinon que nous avions fait quelques levées & équipement extraordinaires, ce que par le Droit incontestable & eſſenciel de tous les Souverains, nous ſommes en Pouvoir de faire, & dont nous ne ſommes obligés de rendre compte en aucune maniere à perſonne; à quoy nous en ſommes venus non pour faire tort à la France, mais ſeulement par une precaution neceſſaire, parce que nous n'étions que trop bien informés des deſſeins de la France, & que nous aurions été hors de tout état de deſſence lors que ſes deſſeins ſeroient venus à éclatter, comme en eſſect ils éclatterent par diverſes Declarations publiques de Guerre; ayant même aſſuré le Roy de France ſur ſes ſouſpçons & menaces, que cet Etat ne vouloit en nulle maniere ſe mêler de l'Election d'un Eleſteur & Evêque de Cologne, comme auſſi en eſſect il ne ſe ſauroit être prouvé qu'il ſ'en ſoit jamais mêlé, quoy que nous ne fuſſions nullement tenus de rendre à cet égard aucun compte au Roy de France; ne l'ayant auſſi fait que pour montrer comment nous évitions toutes les occaſions qui pouvoient troubler le repos public. C'eſt pourquoy nous avons bien voulu inſtruire un chacun & ſur tout nos bons Sujets & Habitans des ſuſdits mauvais deſſeins & machinations que ledit Roy de France a de tems en tems effectuées.

ANNO
1689.

ANNO
1689.

Vranckryck tegens desen Staet van tydt tot tydt in het werck gesteldt, voorts de selve oock vermanen, aendachtelyck te overdencken het Tractement dat de selve soo in het stuck van haer Religie, Libertyt als in haer Persoonen ende goederen te verwachten souden hebben, datse, voor soo veel de ware Gereformeerde Religie aengaet, willen gedencken aen de wreede persecucien in het stuck van Religie tegens sijn eyghen Onderdanen ondernomen; datse hare oogen willen slaen op de ontrouwe waer mede de Steden ende Plaetien, die haer meynden op goede ende favorable conditie overgeven te hebben, werden gehandelt, en op de verwoestinge van heele Landtschappen, die de selve weder werden genootsaect te verlaten; die van de Roomsche Religie haere Mede-Geloofs-genooten alsoo weynigh als de andere sporende, of eenig favorabelder tractement als aen andere latende toekomen, ende sulcks dat de selve op het vertrouwen van onse rechtveerdige saecke, ende in verwachtinge van den zeghen van Godt Almachtigh, daer over met een volkomen liefde ende eendrachtigheyt ende met alle hare macht ende middelen het verlies van hare Religie ende Vryheydt; ende het verderf van hare Persoonen ende Goederen willen helpen afweeren, gelyck Wy tot bescherminge van dit alles, ende tot de reparatie van de verongelyckingen ende schaden door onse Onderdanen soo onrechtveerdigh geleden, ghenootsaect werden de Wapenen mede op te vatten, ende den Oorlogh teghen den Koningh van Vranckryck te declareren, soo als Wy doen by desen: Lastende en bevelende alle onse Onderdanen, Bevel-hebberen, Officiere ende Soldaten, ende wie het verderf soude aengaen, de Landen, Luyden, Ingezetenen, Onderdanen van den Koning van Vranckryck, alomme soo te Water als te Lande, vyandtyck te vervolgen ende aen te tasten: Ende nademaal Wy ten voorz. eynde, ende wel voornamentlyck, om soo veel in Ons is, alle verdere afbreuck van die syde voor te komen, verobligeert ende gehouden zyn, naer ons vermogen, ende soo verre het buyten verongelyckinge van onse Geallieerden, Vrunden ende Neutralen, naer het Volckeren Recht geschieden kan, hoogst-gemelte Koningh te benemen ende te verhinderen de commoditeyten en behoeften, daer mede de selve den Staet deser Landen, ende de goede Ingezetenen van dien verder afbreuck soude kunnen doen. SOO IST, dat Wy goed gevonden ende noodigh geacht hebben alle de geenen die onse gehoorzaamheyt zyn onder staende, te ordonneren, ende wel scherpelyck te verbieden, oock in het vrundelyck te advertieren ende te waerschuwen alle andere Natien, met desen Staet in Verbondt, Vrundtschap ofte Neutraliteyt staende, gelyck Wy ordonneren, verbieden ende waerschuwen respectie by desen.

I. Eerstelyck: Dat van nu voortaan niemant van de Ingezetenen deser Landen, hem sal hebben te vervorderen uyt dese Landen, of oock uyt eenige andere Landen, Koningrycken, Plaetien ofte Steden, directelyck ofte indirectelyck te vervoeren na eenige Havenen, Eylanden of Plaetien van Vranckryck, of andere onder de gehoorzaamheyt van den meer-hoogh-gedachten Koning van Vranckryck, eenige Munitie van Oorloge, Vivres, ofte eenige Materialen, dienende tot uytrustinge van Schepen, hoe die genaemt, van wat sorte, qualiteyt, conditie of nature die oock soude mogen zyn, geene van de selve uytgefondert, of eenige andere Waren by Placate van den Lande verboden, of eenige Correspondentie ende gemeenschap houden met de Inwoonderen van Vranckryck voornoemt, of haer Onderhoorige, door Brieven of andersints, streckende tot nadeel van desen Staet, in eeniger manieren: Dat oock niemant ter werelt, alhoe-wel een Vreemdelingh, ende geen Ingezeten deser Landen zynde, hem 't geene voorz. is uyt dese Landen sal hebben te onderwinden, op poene van daer over als Vyanden van den Staet sonder eenige conniventie gestraeft te worden.

II. Ende nademaal wy na de plicht van alle wettige Overigheden, als schuldigh zynde hare goede Ingezetenen ende Onderdanen met alle mogelycke middelen voor geweldt ende overlast te behoeden, ende te beschermen, niet en kunnen, oock volgens het gemeyne Recht ende practyque van alle Volckeren, niet gehoude zyn te gedogen, dat den hoogstgedachten Koning of syne Subjecten van yemant ter werelt werden gesluppeditert eenige Waren van Contraban-

dez, contre cet Etat, & les avertir en même tems de bien considérer attentivement le traitement qu'ils auroient à en attendre, tant à l'égard de leur Religion & Liberté que de leurs personnes & biens; Que pour ce qui regarde la vraye Religion reformée, ils pensent à la perfection cruelle qu'il a entrepris contre ses propres Sujets; Qu'ils jettem les yeux sur l'insidélité avec laquelle sont traitées les Villes & Places qui croyoient s'être rendus sous de bonnes & favorables conditions, & au ravage des Provinces entières qu'ils ont été obligé eux mêmes d'abandonner, n'épargnant pas plus ceux qui dans la Religion Romaine professent avec eux une même foy que les autres, & s'ils ont à en attendre un plus favorable traitement. Et qu'en se confiant sur la justice de notre cause, & dans l'attente de la benédiction de Dieu, ils aient de toutes leurs forces & par tout moyen à aider à prévenir la perte de leur Religion & Liberté, & la ruine de leurs personnes & de leurs biens; ainsi que de notre part pour la deffence de tout ce que dessus & pour la réparation des torts & dommages que nos Sujets ont si injustement souffert nous sommes obligés de prendre les armes, & de déclarer la Guerre au Roy de France, commandant à tous nos Sujets, Commandans, Officiers, & Soldats & à tous & un chacun à qui il peut appartenir de poursuivre & attaquer par tout hostilement les Pais, Peuples, Habitans & Sujets du Roy de France, tant par Terre que par Mer. Et comme à cette susdite fin & pour autant qu'en nous est prevenir principalement tout autre dommage, sommes obligés, & tenus selon notre pouvoir & autant qu'il se pourra sans faire tort à nos Alliez, Amis & Neutres, & selon le Droit des Gens, d'ôter & empêcher à la France les commoditez & choses nécessaires par le moyen desquelles elle pourroit continuer à apporter du dommage à l'Etat de ces Pais & aux bons Habitans d'iceux; Nous avons trouvé bon & expédient d'ordonner à tous ceux qui sont sous notre obéissance & de leur deffendre expressément, comme aussi d'avertir toutes les autres Nations, qui sont en Alliance, Amitié & Neutralité avec cet Etat, comme nous ordonnons, deffendons & avertissons respectivement par ces presentes.

I. Premièrement; Que des maintenant & cy-après aucun des Habitans de ces Pais n'ait à entreprendre de transporter hors de ces Pais, ou même hors de quelques autre Pais, Royaumes, Places ou Villes directement ou indirectement aucune munition de guerre, vivres ou quelque chose servant à l'équipement des Vaisseaux, de quelque nom, sorte, qualité, condition ou nature que ce puisse être, rien excepté, ou quelques autres Marchandises deffendues par les Placards du Pais, pour les mener dans quelques Havres, Iles, Villes ou Places de France ou autres de l'obéissance du susdit Roy de France, ou d'entretenir aucune Correspondance ni communication avec les Habitans dudit Royaume de France, ou dépendance, par Lettres ou autrement, tendant au prejudice de cet Etat, en quelque maniere que ce soit; Qu'aussi personne du monde, quoy qu'étranger & non habitant de ces Pais n'ait à s'ingérer de faire ce que dit est cy-dessus, sur peine d'être puni sans aucune dissimulation comme ennemi de cet Etat.

II. Et comme selon le devoir de bons Souverains legitimes, qui sont tous obligés de garantir & deffendre par tous les moyens possibles leurs bons Habitans & Sujets de violence & d'oppression, Nous ne pourrions & même selon le Droit commun & la pratique de tous les Peuples, ne sommes obligés de souffrir que personne du monde fournisse audit Roy de France ou à ses Sujets aucune Marchandise de contrebande, Nous

ANNO
1689.

avons

ANNO
1689.

de: Soo willen wy by desen allen onse Geallieerde, Vrunden ende Neutralen, ende generallyck alle Volckeren en Natien geadvertent, ende wel ernstigh versoecht ende vermaendt hebben, haer niet te willen vervorderen, geduyrende den jegenwoordighen Oorlogh tusschen desen Staet en den hooghgedachten Koning van Vranckryck opgeresen, te voeren of te transporteren uyt eenige Landen, Koninghrycken, Plaetien ofte Steden directelyck noch indirectelyck na eenige Havenen, Steden of Plaetien van Vranckryck of anderen onder 't Gebiedt van den meer-hooghgemelten Koning staende, eenige Waren van Contrabande, alsoo Wy gement zyn voor goeden Prinse, ende verbeurt te houden de voorzf. Waaren van Contrabande die contrarie dese Onse Advertentie ende Ordonnantie bevonden sullen werden geladen te zyn, om derwaerts gevoert te worden; wel verstaende dat ten aensien van Vrunden en Neutralen, alleen voor Waaren van Contrabande sullen werden gerekent alle Vuyrwercken, ende 't geene daer toe behoort; als allerhande Canon, foo groot als kleyn, Musqueten, Pistolen, ende der selver Loopen, Buffen, Mortieren, Petaerden, Bomben, Granaden, Sauzylen, Peck-kranssen, Affuyten, Forquetten, Bandeliers, Kruyt, Lont, Salpêtre, Kogels, soo wel Yzere als Loodse, Degens, Lancen, Piecken, Hellebaerden, gewapende Dorsviegels, Stormhoeden, Casquetten, Curasfen, Schilden, Paerden, Zalen, Holsters, Pistool-loopen, Rapier-henghels, ende alle andere Toerustinghen ten gebruycke van den Oorlogh gesatsteneert en gemaect.

III. Ende omme 't gunt voorzf. is des te beter met sekerhey te belletten, ende insonderthey te voorsien dat sulcx uyt dese Provincien onder valschie prentexten niet en kome te geschieden, en sal niemant voortaan hier te Lande mogen laden of doen scheppen eenige van de voorzf. Waren, omme na eenige Landen, Steden of Plaetien van de Geallieerden, Vrunden of Neutralen van desen Staet getransporteert of vervoert te worden, sonder daer toe alvoreen te hebben bekomen speciaal consent vande Raden ter Admiraltyt in welckers District foodanige ladinge of inscheppinge geschieden sal: Ende boven betaling van 's Landts-gerechtheden, te sullen hebben gestelt suffisante cautie voor tweemaal de waarde van de uyt te voeren Goederen, dat die op geen andere als op der voorzf. Vrunden Rycken, Havenen, Steden en Plaetien, ende geensints directelyck of indirectelyck op eenige Plaetien van Vranckryck of anderen, onder het Gebiedt van den hooghgemelten Koningh zynde, sullen werden gevoert, ende geloft, ende dat binnen seeckeren tydt in her daer toe te verlenen Paspoort na de gelegenthey ende distantie van de Plaetien te expresseren, behoorlyck ende den Rechten ghenoech zynde, by over te leveren Certificatien of andere genoeghame bewyfen sullen doen blycken, dat alle de voorzf. Waren in 't geheel ter plaetse daer op die verklaert en aengegeven zyn, vervoert te sullen worden, geloft ende aen Land opgelagen sullen wesen, ofte dat by ghebrecke van dien, ende den voorzf. geexpressieerden tydt overstreecken zynde, de Cautionaris vóór de voorzf. dubbele waarde van de onuytgegevene Waaren, sulcks als die ten tyde van de te stellen cautie getaxeert ende ghewaerdeert sullen zyn, aensonds ge-executeert te worden.

IV. Ordonneren voorts allen onsen Ingefeeten en Onderdanen, adverterende en vermanen allen onsen Geallieerden, Vrunden of Neutralen, ende generallyck alle Volckeren en Natien, willende varen naer eenige Rijkken, Landen, Steden of Plaetien van desen Staet, Oost, West of Nordwaerts gelegen, of die van daer herwaerts aen souden willen komen, te kiesen, en te houden de ruyme Zee, alsoo Wy verstaen ende verklaren by desen, dat alle Schepen die op de Kusten van Vranckryck of andere Landen, Bylanden en Plaetien onder 't Gebiedt van de hooghgemelten Koning van Vranckryck zynde, ende voornamentlyck binnen de Baecken en ondiepten langs de selve gelegen, gevonden sullen worden, en die alsoo niet buyten suspitie sullen zyn van tegens dese onse Ordonnantie en Advertentie yet voor te hebben, soo wanneer die in 't geheel of ten deele met eenige van de voorzf. Waaren van Contrabande geladen sullen zyn, by de Capiteynen en andere Officieren van Oorlogh, oock Commissie-vaarders deser Landen aengehact en

TOM. VII. PART. II.

op-

avons bien voulu donner avis à tous nos Alliez, Amis & Neutres & generallyment à tous Peuples & Nations, & les prier instamment de ne point entreprendre, pendant tout le tems de la presente Guerre d'entre cet Etat & ledit Roy de France, de transporter d'aucuns Pais, Royaumes, Places, ou Villes aucune Marchandise de contrebande pour les conduire dans aucuns des Havres, Villes & Places de France, où autres étant de l'obeissance dudit Roi, étant dans l'intention de repeter pour bonne prise & confisquées les susdites Marchandises de contrebande, qui contre nostre Avertissement & Ordonnance se trouveront chargées pour y être conduites, Bien entendu qu'à l'égard des Amis & Neutres seront seulement compris dans les Marchandises de contrebande, tous fens d'artifice & ce qui en depend, comme toute sorte de Canon, tant grands que petits, Mousquets, Pistols & leur assortiment, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucies, Affets, Fourchettes, Bandoulières; Poudre, Mèche, Salpêtre, Boulets, Balles de fer ou de plomb, Epées, Lances, Piques, Hallebardes, Morions, Casques, Cuirasses, Bouchers, Chevaux; Selles, Haussseous, Carabines, Port-épées & tout autre équipage & instruments façonnés & faits pour l'usage de la Guerre.

III. Et pour tant mieux & avec d'autant plus de sureté empêcher ce que dessus, & particulièrement pourvoir à ce que ce transport hors de ces Provinces ne se fasse sous de faux pretextes, personne ne pourra dorénavant charger & embarquer dans ces Pais aucune des susdites Marchandises pour être transportées & conduites en quelque Pais, Villes, ou Places des Alliez, Amis ou Etats Neutres avec cet Etat, sans au préalable en avoir obtenu un consentement special des Conseils de l'Amirauté dans le district de laquelle tel embarquement se fera. Et qu'outre le payement des Droits du Pais, on n'ait donné suffisante caution pour deux fois la valeur des Marchandises à transporter, qu'elles ne seront conduites ni déchargées en aucuns autres Royaumes, Havres, Villes & Places qu'en celles des susdits Amis, & en aucune manière, directement ou indirectement en nules Places de France ou autres de l'obeissance du susdit Roi; Et que l'on fera paroître par les Certificats qui seront fournis ou autres preuves suffisantes que toutes lesdites Marchandises auront été déchargées au Pais, auquel on aura déclaré qu'on les vouloit conduire, & ce dans certain tems qui sera exprimé dans les Passports qui seront accordez à cet effet selon la situation & distance des Places; Et que faute de ce & ledit tems passé la caution pour le double de la valeur de la Marchandise déclarée, sera exécutée pour ce à quoy elle aura été taxée & estimée, au tems de ladite prestation de caution.

IV. Ordonnons en outre à tous nos Habitans & Sujets, avertissant aussi & exhortant tous nos Alliez, Amis & Neutres & generallyment tous Peuples & Nations qui voudront aller en quelques Royaumes; Pais, Villes, & Places de cet Etat, situées à l'Est, l'Ouest ou Nord, ou ceux qui de là voudroient venir icy, de tenir la pleine Mer, entendant & déclarant par ces presentes que tous les Vaisseaux qui seront trouvés sur les Côtes de France ou autres Pais, Iles & Places étant sous la Domination du susdit Roi de France, & principalement dans les Bayes & Golpes le long dudit Royaume, & qui ne seront point hors de soupçon d'avoir quelque dessein contraire à cette nostre Ordonnance & Avertissement, mais seront chargés en tout ou en partie desdites Marchandises de contrebande, seront emmenés par les Capitaines ou autres Officiers de Guerre, ou Armateurs de cet

E c Pais

ANNO
1689.

ANNO
1689.

opgefonden fullen worden, om daer over by de Raden ter Admiraliteyt te worden ghesententieert, in maniere als in het tweede Articul hier vooren staet ge-expresteert, ten ware nochtans de selve Schepen aldaer gedreven en geraeckt mogen zijn door storm of andere iwaren nootd, en dat het selve by d'opghemelte Raden ter Admiraliteyt uyt de circumstantien in dier voegen opgenomen ende geoordeelt sal kunnen worden.

V. Ende om wyders te beter alle bedrogh, het welck teghens dese Ordonnantie ende Advertentie voorgenomen soude mogen worden, voor te komen en te verhoeden: Belasten ende bevelen wy mits desen alle Schippers ende Kooplyuden, Ingezetenen deser Landen zynde, ofte hunne Schepen en Goederen uyt dese Landen uytvoerende: Advertenten ende vermanen voorts alle anderen, van wat Natie die oock zyn, of van waer die komen fullen, eegen Goederen, Waaren, ofte Koopmanschappen in hare Schepen te laden of te doen laden, deselve te vervoeren, of doen vervoeren, anders dan met eenderhande Zee-Brieven, behoorlijke Pasporten, volkomen Certe-partyen, Cognoscementen, Vracht, Advijs ende Convooy-Brieven, ofte diergelijke andere Bescheyden, als na de Wetten en Placaen van de Plaecten daer de Goederen, Waren, ende Koopmanschappen ingeladen fullen zyn, tot derselver inladinghe ende vervoeringe werden gerequireert, alsoo wy voor verbeurt fullen houden, ende van nu af aen voor goeden prinsfe verklaren alle de Schepen, mitgaders de ingeladen Goederen, Waren en Koopmanschappen, daer van dat meer als een Zee-Brief, Certe-parthye, dubbelde Vracht-Brieven, Cognoscementen, ofte andere Bescheyden gevonden fullen worden, mitgaders oock alle de Schepen en Goederen, die met de voorverhaelde gerequireerde Bescheyden niet na behoren versien fullen wesen.

VI. Ten-eynde oock alle de Officieren ende Bevelhebbers van Schepen van Oorloge, soo van den Staet, als van Particulieren op onse bestellinge uytgerust, verseceert mogen zyn, dat de Schepen die sy in Zee fullen komen te recontreren, op geene der voorsz. Havenen, Steden, ende Plaecten van Vranckrijck, ofte anderen onder het Gebiedt, van den hooght-ghemelten Koning van Vranckrijck staende, met eenige van de voorsz. Waren van Contrabande mogen hebben ghemunt, soo fullen de voornoemde Capiteynen in Zee alle Schepen, daer op eenige suspicie sal vallen, mogen aendoen, ende de selve afvorderen hare Zee-Brieven, Passeporten, Certe-Parthyen en Cognoscementen, tot blijk waer het Schip soude mogen t'huys behooren, waer, ende op wat plaetse de ladinge zy geschiet, waer in des sels ladinghe bestaet, ende op wat plaetse de ontladinghe sal hebben te geschieden, welke aen haer vertoont zynde, ende bevonden wese dat de voorsz. Schepen met geene van de voorsz. Waren van Contrabande na eenige Havenen ofte Plaecten, onder het Gebiedt van den hooght-ghemelten Koning van Vranckrijck zynde, hebben gemunt, fullen sy de selve vry en onverhindert laten passeren; maer soo het contrarie van dien by de selve Bescheyden, ofte andersints mochte werden bevonden, soo fullen by de foodanige Schepen, met haer ingeladene Goederen, in goede verseceeringhe hebben op te brengen, ende onder haer bewaringe te aenvaerden alle de Bescheyden, die in deselve Schepen bevonden, ende aen haer vertoont fullen zyn; oock het geene den Schipper ende het vorder Scheepsvolck, soo ten reguarde van haer voorhebbende Reyse, als oock aengande de gelegenthyt van het Schip en Ladinghe, te dier tijdt fullen hebben verklaert, in de beste forme by geschifte doen stellen, ende by den Schipper doen onderteekenen, omme nevens de voorschreeve gevonden Bescheyden met het Schip ende des sels Ladinghe, aen de Raden ter Admiraliteyt, daer den Veroveraer uytgevaeren sal zyn, opgefondten en overgelevert te werden.

VII. Vorders is mede ons meyninge, dat oock alle de peynen hier vooren gestatueert, effect forten ende ghe-executeert worden fullen tegens onse Ingefetenen, Overtreders, het zy Kooplyuden, Schippers ofte andere, wie de selve oock souden mogen wesen, met confiscatie van de Schepen ende van de ingeladen

ANNO
1689.
Pais, & seront envoyez pour être jugez & sententiez par les Conseils de l'Amirauté, en la maniere qu'il est exprimé par le deuxième Article cy-dessus, à moins que lesdits Vaisseaux n'y eussent été poussés par la tempête ou autre danger éminent, ce qui sera considéré & jugé par ledit Conseil de l'Amirauté selon les Circonstances.

V. Et pour d'autant mieux prévenir & se garantir de toutes tromperies qu'on pourroit entreprendre contre cette Ordonnance & Avertissement; Nous chargeons & ordonnons à tous Batteliers & Marchands étant Habitans de ces Pais, ou qui partiront de ces Pais avec leurs Vaisseaux & Marchandises; Avertissons & exhortons en oistre tous autres de quelque Nation qu'ils soient, ou de quelque Endroit qu'ils viennent, de ne charger ou faire charger dans leurs Vaisseaux aucuns Effects, Denrées ou Marchandises, de les transporter ou faire transporter qu'avec des Lettres de Mer uniformes, Passeports convenables, Certificats, Lettres de Connoissements, Voiture, Avis & Convooy & autres Titres semblables, qui conformément aux Loix & Placards des Lieux, où lesdites Effects, Denrées & Marchandises auront été chargées, sont requis pour l'embarquement & Transport d'icelles, autrement nous tiendrons pour confisqués & déclarons dès-à-présent comme pour lors de bonne prise, tous les Vaisseaux avec les Effects, Denrées & Marchandises y chargées qui seront trouvez avoir plus d'une Lettre de Mer, doubles Lettres de Voiture, Certificats, Connoissements ou autres Titres, ensemble tous les Vaisseaux & Marchandises qui ne seront pas convenablement pourvus des Titres requis & cy-dessus mentionnez.

VI. Et afin que tous les Officiers & Commandans des Vaisseaux de Guerre tant de l'Estat que des particuliers équipés par notre Ordre, puissent être certains si les Vaisseaux qu'ils rencontreront en Mer pourroient avoir dessein d'aller en quelques-uns desdits Havres, Villes & Places de France ou autres de la Domination du susdit Roy, lesdits Capitaines pourront arrêter en Mer tous les Vaisseaux sur lesquels il y aura quelque soupçon, & leur demander leurs Lettres de Mers, Passeports, & autres Actes provingans de quel Pais seroient lesdits Vaisseaux où & en quel Lieu la charge se fait, en quoy elle consiste; ce qui lui ayant été montré, & ayant trouvé que les susdits Vaisseaux n'étoient point destinez avec aucunes Marchandises de Contrabande pour aucun Havre ou Place de la Domination dudit Roy de France, ils les laisseront passer sans aucun empêchement; Mais si le contraire de ce se trouve par les Pièces ou autrement, ils pourront emmener tels Vaisseaux en sûreté avec les Marchandises y chargées, & tenir sous leur garde toutes les Pièces, ou Titres, qu'ils auront trouvé dans le Vaisseau & qui leur auront été montrés; & seront mettre par écrit en la meilleure forme, ce que le Patron & autres Gens de l'Equipage auront déclaré dans ce tems-là tant à l'égard du dessein de leur voyage que des circonstances du Vaisseau & de la Cargaison, & le seront signer par le Maître du Vaisseau, pour conjointement avec lesdits Documents & le Vaisseau & les choses y chargées être envoyez & mis en la puissance du Conseil de l'Amirauté, d'où celui qui aura fait la prise sera parti.

VII. En outre notre sentiment est, que toutes les peines ordonnées cy-dessus sortiront leur effect & seront executées contre nos Habitans, Infrauteurs, soit Marchands, Batteliers, ou autres, quels qu'ils puissent être, par Confiscation des Vaisseaux & des Marchandises

ANNO
1689.

Goederen, ofte een gedeelte van dien, in voegen hier vooren verhaelt, ofte andersints, soo de selve niet voorhanden sullen zyn, met pecuniele boeten, ter concurrentie van de waarde van dien, elcks in hun reguard in gevalle t'haerder aenkomste in dese Landen, of oock andersints de gelegenheyt daer toe geboren zynde, sal vernomen en bewezen werden, dat sy dese onse Advertentie ende Ordonnantie in eenige Poincten hebben gecontravenieert, even ghelyck of sy op 't feyt bevonden, ende by de voorz. Schepen van Oorloge daer over uytter Zee opgebracht, ofte andersints hier te Lande by andere 's Lands-Officieren achterhaelt ende betrapt waren geworden.

VIII. Ende ten eynde door de executie van dese onse Ordonnantie ende Advertentie, geene rechteverdi reden van klachten mogen werden gegeven aen eenige Koningen, Republijqnen, Princen, Potentaten ofte Steden, met desen Staet in Alliantie ofte Verbondt staende, soo belasten ende bevelen wy wel expresselyck by desen alle onse Hoofden ende andere Officieren ter Zee, soo over Schepen van Oorloge van den Staet, als over Schepen by Particulieren op onse bestellinghe ten Oorloge uytgerust, gesteldt, haer punctuelijck te reguleren naer de Verbodden ende Tractaten by ons desen-aengaende met andere Koningen, Republijqnen, Princen, Potentaten, ende Steden albereyds gemaectt ofte noch te maecten; ordonneren ten selven eynde onse Raden ter Admiraltyt alle Capiteynen van Oorloge, uyt hare respectieve Districten uytvarende, daer van particulierlijck te adverteren ende te instrueren als naer behooren.

IX. Ende sal de Judicature over de transgressie deser onser Ordonnantie toekomen de Raden ter Admiraltyt in welckers Districte de contraventionen sullen werden ondeckt, of wel de Capiteynen die de achterhalinge in Zee sullen komen te doen, uytgevaren sullen zyn.

X. Doch by soo verre de voornoemde Transgresseurs niet op het feyt bevonden, maer namaels daer over gheaccuſteert mochten werden, sal alsdan de kennis daer af toekomen de Raden van de Admiraltyt, ofte ordinaris Rechters voor den welcken de selve eerst in Recht betrocken sullen werden: Ende ten eynde alle de Officieren, midsgaders allen anderen die den welstand van desen Staet ter herten souden mogen gaen, ende Vyanden van de foodanige contraventionen zyn, des te vlytiger souden moghen letten, dat dese Ordonnantie oock alomme ende by een yeder punctuelijck werde geobserveert, ende de Contraventioneurs nae den innehouden deser, andere ten exempel gestraft: Soo sullen alle de penningen die by confiscatie als andersints, uyt dese onse Ordonnantie komen te resulteren, geappteert werden, soo als gewoonlijck alle peynen, multen, ende confiscatie by Placaten van de respectieve Provincien deser Vereenighde Nederlanden geappteert ende verdeylt worden; te weten een derde-part ten profijte van den Aenhaelder ofte Aenbrenger, het zy de selve in Eedt ende Bedieninghe van het Landt soude mogen zyn of niet, een derde-part ten profijte van den Officier die de calange en executie sal hebben ghedaen, ende het resterende derde-part ten profijte van de gemeene sake.

XI. Maer belangende de Schepen en Goederen die by eenige Schepen van Oorloge van desen Staet, of van eenige particuliere Commissie ofte Retorie Vaerders in Zee achterhaelt, ende van daer ter saecke van contravention tegens dese onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, opgebracht, ende vervolgens door de gemelte Raden ter Admiraltyt verbeurt, ende van goeden prinſe verklaert sullen werden, daer van sal de verdeylinge geschieden, volgens die Inſtructie, Placaten ende Ordonnantien daer van hier bevoorens ghemaectt ofte noch te maken.

XII. Ten eynde oock alle Schepen ende Goederen die ter oorſaecke van de contravention tegens dese onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, sullen werden achterhaelt, aengehouden, ende hier te Lande opgebracht, aen handen van de ghemelde Raden behoortlijck overgelevert mogen werden; soo lasten Wy by desen wel expresselyck, dat de Aenhaelders van de selve sich precue sullen hebben te reguleren, oock alle

dises qui y seront chargées, on une partie d'icelles, ANNO en la maniere mentionnée cy-dessus ou autrement à la concurrence de la valeur d'icelles, chacun à son égard, 1689. au cas qu'à leur arrivée dans ces Païs, ou autrement selon l'occasion qui en naîtra, il soit prouvé qu'ils aient contrevenu en quelque Point à ce présent Avertissement & Ordonnance. & ce tout de même que s'ils avoient été trouvés sur le fait & qu'ils eussent été emmenés de la Mer par lesdits Vaisseaux de Guerre, ou autrement surpris & saisis icy au Païs par d'autres Officiers.

VIII. Et afin que par l'exécution de notre présente Ordonnance & Avertissement, il ne soit donné aucun juste sujet de plainte à aucuns Rois, Républiques, Princes, Potentats ou Villes étant en Alliance avec cet Etat, nous mandons & ordonnons bien expressement par ces présentes à tous Commandans & Officiers de Marine établis tant sur les Vaisseaux de Guerre de cet Etat que sur des Vaisseaux équipés par des particuliers par notre Ordre, de se conformer ponctuellement aux Alliances & Traitez déjà faits & à faire sur ce sujet avec d'autres Rois, Républiques, Princes, Potentats & Villes, ordonnans aux mêmes fins à nos Conseils de l'Amirauté d'en avertir & instruire particulièrement, & comme il appartient, tous les Capitaines des Vaisseaux de Guerre qui sont voile de leurs Districts respectifs.

IX. Et ce sera au Conseil de l'Amirauté dans le District auquel la Contravention aura été découverte, ou auquel les Capitaines qui les auront atteints en Mer seront partis, que le jugement de l'infraction de cette Ordonnance appartiendra.

X. Mais en cas que lesdits contrevenans ne soient pas trouvez sur le fait, mais qu'ils soient accusés dans la suite, alors la connoissance en appartiendra au Conseil de l'Amirauté ou aux Juges ordinaires pardevant lesquels ils seront d'abord tirez en cause. Et afin que tous les Officiers, ensemble tous autres qui peuvent avoir à cœur la prospérité de cet Etat, & qui sont ennemis de telles contraventions, puissent apporter d'autant plus de soin que cette Ordonnance soit tant plus ponctuellement observée partout & par un chacun; & que les contrevenans, suivant le contenu des présentes soient punis pour servir d'exemple aux autres; tous les deniers qui par confiscation ou autrement resulteront de cette notre Ordonnance seront appliquez comme les peines, amandes & confiscations sont appliquées & partagées suivant les Placards des Provinces-Unies respectives des Pais-Bas; savoir un tiers au profit de celui qui les aura saisis & emmenés, soit qu'il soit sous serment, & au service du Païs ou non; un tiers au profit de l'Officier qui aura fait l'exécution, & l'autre tiers restant au profit de la République.

XI. Mais à l'égard des Vaisseaux & Marchandises qui par quelques Vaisseaux de Guerre de cet Etat ou par quelques Armateurs particuliers auront été attrapez en Mer & en auront été emmenés pour raison de contravention à cette notre Ordonnance & Avertissement & auront en conséquence été confisquez & declarez de bonne prise par les susdits Conseils de l'Amirauté, le partage en sera fait suivant l'Instruction, les Placards & Ordonnances déjà faites ou à faire.

XII. Afin que tous les Vaisseaux & Marchandises qui pour raison de cette Contravention à cette notre Ordonnance & Avertissement auront été attrapez, saisis & menés en ce Païs, soient comme il appartient livrez & mis des susdits Conseils, nous enjoignons bien expressement par ces présentes, que ceux qui les auront arrêtés aient à se régler, & fassent ensorte que tous ceux qu'il appartiendra se

ANNO die het selve aengaen mochte, doen reguleren, naar
1689. onsen Placate op den eersten December iesthien-hou-
dert veertig tegens 't onordentelijk plonderen ende
veroveren van foodanige Schepen geëmanect, met
waersichouwinge, dat de poenen by het voorschre-
ve Placat gheslatueert, seuerlijck sulden werden ghe-
executeert tegens alle die contrarie het voorsz. jets ghe-
teentert sulden hebben.

XIII. Ende ten eynde aen de eene zyde mach wer-
den voorghekomen, dat de schade die by confiscatie
van de voorschre Schepen en Goederen op de Con-
traventeurs van dese onse Ordonnantie moet vallen,
niet door middel van Assurantie en kome te redun-
deren, tot schade van eenige andere Ingezetenen deser
Provincien, en dat aen de andere zyde de faculteyt
van de Fransche Navigatie ende Commerce, soo
veel doenlijck, werde besnoeyt, SOO IST, dat Wy
wel expresselijck ordonneren by desen, niet alleen dat
sigh niemant van de Ingezetenen voornoemt en sal
hebben te bevorderen eenighe Goederen onse Schepen,
de Subjecten van den hoghist-ghemelten Koningh van
Vranckrijck toebehoorende, nochte oock eenige Schep-
pen ende Goederen, gaende ofte bevracht naar eenighe
Havenen, Steden ofte Plaetsen van Vranckrijck, ofte
anderen onder 't gebied van den hoghistgemelten Ko-
ningh staende, ofte oock van de selve Havenen, Ste-
den ofte Plaetsen komende, te verassureeren, directe-
lijck ofte indirectelijck, selver, ofte door yemant an-
ders hier te Lande, of daer buyten, op wat maniere
het selve oock soude mogen geschieden, nemaer oock
het geven ende ontfangen van Renversalen, om daer
door desen onsen Placate illusoir te maeken, 't zy
mede directelijck ofte indirectelijck, onder wat pretext
sulcks oock soude mogen geschieden, op poene dat
verbeurt sal zijn ende werden foodanige Somme, als
by de Assureadeurs sal wesen versiekerd, ende dat het
selve soo wel ten reguarde van 't doen van de Assu-
rantie als van het geven van Renversalen plaetse heb-
ben ende effect forteren sal; 't appliceren ende te ex-
cuseren als vooren. Ende sulden de Officiere die
daerinne bevonden sulden worden nalatigh gheweest
te zijn, daer over arbitralijck werden ghecorrigeert,
oock met private van haere Bedieningen, ofte an-
ders, soo als nae gheleghentheydt bevonden sal werden
te behooren.

Ende ten eynde niemant hier van eenige ignoran-
tie naemaels kome te pretenderen, Ontbieden ende
verfoecken Wy de Heeren Staten, Gecommitteerde
Raden, ende Gedeputeerde Staten vande respectie
Provincien, ende allen anderen Justiciere ende Of-
ficiere van de selve, dat sy dese onse Ordonnantie
van stonden aen alomme doen verkondigen, publice-
ren ende affigeren in alle Plaetsen daer sulcx noodigh
wesen sal, ende men gewoon is foodanige publicatie en-
de affixie te doen. Laeten ende bevelen voorts de Raden
ter Admiralteyt, de Advocaten-Fiscaels, midtghaders
Admiraels, Vice-Admiraels, Capiteynen, Officiere
en Bevelhebberen, als mede de Commissarissen ende
Commissen ter Recherche, soo in de Zee-gaten als
elders, dese onse Ordonnantie te achtervolgen ende
doen achtervolgen, procederende, ende doende pro-
cederen tegens de Contraventeurs van dien, sonder
ooghluynkinge, faveur, dissimulatione ofte verdragh, want
Wy sulcx alsoo ten dienste van den Lande hebben
bevonden noodigh te zijn. Aldus gedaen ende gear-
releert ter Vergaderinge van de Hoogh-gemelte Heeren
Staten Generael, in den Hage op den negenden Maert
1689. Was gearapheert, *Johan Becker*, vt. Onder-
stontd, Ter Ordonnantie van de selve.

Geteekent,

H. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet derselver
Heeren Staten in rooden Walfche.

ANNO réglent conformément à nos Placards emanés le pre- ANNO
mier Decembre mil six cens quarante contre le Pil- 1689.
lage desordonné de tels Vaisseaux, avec Avertisse-
ment que les peines statuées par le susdit Placard,
seront severement executées contre tous ceux qui au-
ront attenté quelque chose contre la susdite des fence.

XIII. Et afin que d'un côté on puisse prevenir,
que le dommage qui par la Confiscation des susdits
Vaisseaux & Marchandises doit tomber sur les con-
trevenants à cette nôtre Ordonnance ne vienne pas à
retomber au dommage de quelque autre Habitant
de ces Provinces, & que d'un autre côté la Liberté
de la Navigation & du Commerce de France, soit
autant troublée qu'il est possible; Nous ordonnons
bien expressement par ces presentes, non seulement
qu'aucun des Habitans susdits n'entreprene d'assurer
aucunes Marchandises ou Vaisseaux appartenans à des
Sujets du susdit Roy de France, ni non plus aucuns
Vaisseaux ou Marchandises allant ou fretez pour
quelques Havres, Villes ou Places de France, ou
autres de la Domination du susdit Roy, ou même
qui viendront des susdits Havres, Villes ou Places
directement ou indirectement par eux-mêmes ou par
d'autres Personnes, de ce Pais ou de dehors, de
quelque maniere que ce puisse être, ni même donner
ou recevoir des Reversales pour rendre nôtre present
Placard illusoire, aussi directement ou indirectement
de quelque maniere que ce puisse être, sur peine de
Confiscation de la Somme pour laquelle l'Assurance
aura été faite, & que le même effect sortira, tant
à l'égard de l'Assurance qui sera faite que de la Re-
versale à donner, applicable & à executer comme
dessus. Et les Officiers, qui en ce Point auront été
trouvés faillir en seront corrigez arbitrairement, mê-
me par Demission de leurs Charges, ou autrement se-
lon que les Circonstances l'exigeront.

Et afin que cy-après personne n'en pretende cause
d'ignorance, mandons & requerrons les Seigneurs Etats,
Conseillers Deputez & les Etats Deputez de chaque
Province & tous Officiers de Justice, & autres, qu'ils
fassent aussitost publier & afficher cette nôtre Ordon-
nance, dans tous les Lieux où besoin sera, & où on a
coustume de faire telle publication & attache. Man-
dons & chargeons en outre, aux Conseils de l'Ami-
rauté, Avocats Fiscaux, ensemble, les Amiraux,
Vice-Amiraux, Capitaines, Officiers & Commandans,
ensemble aux Commissaires & Commis des recherches
tant dans les Ports de Mers, qu'ailleurs d'observer
& faire observer cette nôtre Ordonnance, procedant
& faisant proceder contre les contrevenants à icelles
sans connivence, faveur, ni dissimulation ou supports,
car nous l'avons ainsi jugé être du service du Pais.
Ainsy fait & arrêté en l'Assemblée des susdits Seigneurs
Etats Generaux à la Haye le neuvième Mars 1689.
Etoit paraphé Jean Becker vt, & plus bas étoit écrit
par Ordonnance d'iceux.

Signé,

H. FAGEL.

Et étoit imprimé sur l'espace le Cachet desdits
Seigneurs Etats en cire rouge.

CV.

20. Mars. Traité entre l'Electeur de BRANDEBOURG, &
le Marquis de CASTANAGA Gouverneur Gé-

néral du Pais-Bas Espagnol pour quelques Troupes;
Avec la RATIFICATION du Marquis de
CASTANAGA. Du 20. Mars 1689. [Tiré
des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye.]
DON

ANNO
1689.

DON Fran. Antonio de Aguirre, Marques de Castanaga, Govv. Cap. General de los Payfes Baxos de S. Magestad, &c. Por quanto entre Don Manuel Coloma, Cavallero de la Orden de Santiago, de los Confejos Real de Castilla, y Ordenes de S. Mag. y su Embiada Ex. a los Estados Generales de las Provincias Unidas, y Monsieur de Diest del Consejo privado del Sermo. S. Elektor de Brandeburg y su Embiada Ex. ad hos Estados Generales, se ha combenido sobre la Infanteria y Dragones conque el Dho. S. Elektor quiere reforzar la Guarnizion de la Villa de Gueltdres el ajuste del tenor que se sigue en la misma lengua Francesa enque se ha Seebo.

Comme on a jugé nécessaire pour les Interêts communs dans les Conjonctures presentes, & spécialement en cette vûe, que les Troupes de Messieurs les Etats Généraux qui sont du côté de Santen, & Cleves, puissent être employées pour grossir le Corps de l'Armée deditz Etats en Brabant, que le Sant quartier de Gueltdres, & spécialement la Ville de ce nom soit bien pourvue de Troupes, tant pour couvrir ces Places, que pour empêcher les courses que les Ennemis pourroient faire (comme ils ont fait déjà) par ce Pais aux Terres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & de Messieurs les Etats Généraux, & que son Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga, ne se trouve pas en état d'y envoyer de ses Troupes, pour n'en dégarir les Places qui sont les plus exposées du côté de la France; Sa Serenité Electorale s'adite a consenti, & consent de mettre de ses Troupes dans ladite Ville de Gueltdres sous les Conditions suivantes, dont on est convenu entre Monsieur Don Emanuel Coloma Chevalier de l'Ordre de S. Jacques des Confaux de Castille, & Ordres Militaires de Sa Majesté Catholique & son Envoyé Extraordinaire aux Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de Sa Majesté Catholique, & Monsieur de Diest du Conseil Privé, & Envoyé Extraordinaire auxdits Etats de la part de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, sous l'Approbation de leurs Maitres, & spécialement de Sadite Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga à cause du tems qui se perdroit en attendant les Ratifications d'Espagne.

I. Sa Majesté Catholique, & de sa part Monsieur le Marquis de Castanaga, fera recevoir dans la Ville de Gueltdres cinq cens Fantassins & trois cens Dragons, avec leurs Officiers sous le Commandement de Monsieur le Baron de Loo de Wissen Colonel de Sadite Serenité Electorale.

II. Toutes ces Troupes n'auront rien à prétendre pour leur subsistance, ni de la Ville, ni du Pais de Gueltdres, que seulement le Logement, c'est à dire le toit, & les Services ou utensiles, qu'on leur fournira.

III. Leditz Troupes seront payées, & entretenues, comme ci-devant de Sa Serenité Electorale.

IV. Sa Serenité Electorale pourra augmenter ces Troupes selon la Raïson de Guerre, mais toujours sur le même pied, sans charger les Habitants de Sa Majesté Catholique, ainsi comme il est dit dans le deuxième Article ci-dessus.

V. Mais comme Sa Majesté Catholique n'est pas encore en Guerre déclarée contre la France, il est convenu que pendant ce tems les Troupes de Sa Serenité Electorale qui se trouveront dans Gueltdres, ne feront aucune course sur les François, ni sur leurs Possessions, tandis qu'ils n'entrent pas eux dans les Terres de la Domination de Sa Majesté Catholique, car alors on en usera contre eux, comme contre des Ennemis de Sadite Majesté Catholique, & de son ordre même.

VI. Et si la Raïson de Guerre requeroit que Sa Serenité Electorale, ou son Général en voudroit tirer quelques Troupes pour couvrir le Pais de Cleves, en ce cas de besoin on y renverra d'autres Troupes, qui n'auront eu aucun démêlé avec les François.

VII. Mais quand la Guerre sera déclarée entre les susdites Couronnes, son Excellence Monsieur le Marquis de Castanaga se pourra servir de ces Troupes dans le Sant Pais de Gueltdres, comme les Généraux de part & d'autre le trouveront à propos.

VIII. Leditz Troupes en sortiront dès que la Guerre sera finie, ou quand Sa Majesté Catholique voudra degarnir elle-même des Troupes, & en donnera préalablement avis convenable. Ainsi arrêté sous l'Approbation ci-dessus. Fait à la Haye le 20. du mois de Mars de 1689.

D. MAN. COLOMA. JUD. GUIL. DE DIEST.

En cuya conformidad apruebo, y ratifico en el Real ANNO
nombre de S. Magestad, y por mi parte el inferio ajuste, 1689.
y ofresco que le observare, y cumplire sincera, y inviolablemente, segun su forma, y tenor, como si yo propia le huviesse tratado, ajustado, y concludo, sin Sacer sin ni consentir en ninguna manera que se haga cosa en contrario directa, ni indirectamente a que obligo toda la autoridad que tengo de S. Magestad. En fue delo qual firmé la presente de mi mano, sellada con mi Sello, y rescrevada del Infraescrito Secretario de Estado, y guerra de S. Magestad en estos Estados. Bruselas, a 20. de Marco 1689. Estava firmado EL MARQUES DE CASTANAGA; y mas abaxo: D. FERNAND PEREZ DE OLMEDO: con el sello en obleta roxa.

CVI.

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. Roi de 15. Avril.
France contre les ESPAGNOLS du 15. Avril
1689. [FREDER. LEONARD. Tom. VI.] LA FRANCE
ET L'ESPAGNE.

LE desir sincere que le Roi a eu de maintenir la Trêve conclue en l'année 1684. a porté Sa Majesté à dissimuler la conduite qu'ont tenué les Ministres d'Espagne dans toutes les Cours des Princes de l'Europe, où ils ne se font appliquez qu'à les exciter à prendre les Armes contre la France; Et Sa Majesté n'a pas ignoré la part qu'ils ont eue dans la Negotiation de la Ligue d'Ausbourg; Elle a aussi esté informée de celle qu'a eu le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols, dans l'entrepris que le Prince d'Orange a faite contre l'Angleterre; mais ne pouvant croire que la conduite qu'il a tenué à cet égard, lui eût été prescrite par le Roi son Maître, qui par tant de raisons de Religion, de Sang, & de féurité pour tous les Rois, estoit obligé de s'opposer à une pareille usurpation, Sa Majesté auroit espéré de pouvoir porter Sa Majesté Catholique à s'unir avec Elle pour le rétablissement du Roi legitime en Angleterre, & la conservation de la Religion Catholique contre l'Union des Princes Protestans, & au moins à garder une Neutralité exacte, si l'état des affaires d'Espagne ne permettoit pas au Roi Catholique de prendre de pareils engagements, Sa Majesté lui a fait faire pour cet effet différentes Propositions depuis le mois de Novembre dernier, lesquelles ont été bien reçues, tandis que le succés de l'entrepris du Prince d'Orange a paru douteux; mais ces favorables Dispositions ont disparu dès que l'on a sçeu à Madrid le Roy d'Angleterre sorti de son Royaume, & l'on n'y a plus parlé que de Guerre contre la France. Sa Majesté a appris en même temps que l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre voyoit journellement le Prince d'Orange, & le sollicitoit de faire que les Anglois declarassent la Guerre à la France, que le Gouverneur des Pais-Bas Espagnols levait des Troupes avec empressement; qu'il promettoit aux Etats Generaux de les joindre aux leurs au commencement de la Campagne, & les sollicitoit aussi bien que le Prince d'Orange, à faire passer des Troupes en Flandres pour le mettre en état de faire la Guerre à la France. Tous ces avis ayant fait juger à Sa Majesté qu'il estoit de sa prudence de sçavoir à quoi s'en tenir, Elle a donné ordre au Marquis de Rebenac, Ambassadeur à Madrid, de demander une réponse positive aux Ministres du Roi Catholique, lui offrant la continuation de la Trêve; pourvu qu'il voullût s'obliger en gardant une Neutralité exacte, de ne secourir directement ni indirectement les Ennemis de Sa Majesté; mais les mauvais Conseils ayant prévalu, Sa Majesté a esté informée que la resolution avoit esté prise de favoriser l'Usurpateur d'Angleterre, & de se joindre aux Princes Protestans. Sa Majesté a appris aussi, presque en même temps, que les Agents du Prince d'Orange ont touché des Sommes considerables à Cadix, & à Madrid, que les Troupes de Hollande & de Brandebourg sont entrées dans les principales Places des Espagnols en Flandres, & que le Gouverneur des Pais-Bas pour le Roi Catholique faisoit solliciter les Etats Generaux de faire avancer leur Armée sous Bruxelles. Tous ces avis joints à la réponse que le Marquis de Rebenac a reçue à Madrid, ne laissant à Sa Majesté aucun lieu de douter que l'intention du Roi Catholique ne soit de se joindre à ses Ennemis; Sa Majesté a crû ne devoir

ANNO
1689.

pas perdre de temps à prévenir ses mauvais desseins, & a résolu de lui déclarer la Guerre, tant par Mer que par Terre, comme Elle fait par la présente. Ordonne & enjoint pour cet effet, Sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courre sus aux Espagnols, & leur a défendu & défend tres-expressement, d'avoir cy-après avec eux aucune Communication, Commerce, ni Intelligence, à peine de la vie; & à cette fin, Sa Majesté a dès-à-présent révoqué & révoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufoinduits, qui pourroient avoir esté accordés par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers contraires à la présente, & les a déclaré & declare nuls, & de nul effet & valeur; défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Messires de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente, ils fassent exécuter chacun à son égard dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Juridictions; Car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend, que la présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres; & en tous ses Ports, Havres & autres Lieux de son Royaume, & Terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le quinzième Avril mil six cents quatre-vingt-neuf.

Signé,

LOUIS;

Plus-bas,

LE TELLIER.

CVII.

29. Avril. *Traité entre GUILLAUME III. & MARIE Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas touchant l'Armement par Mer, du 29. Avril, 1689.*
[Manuscrit.]

L'AN-

GLETER-

RE ET

LES PRO-

VINCES-

UNIES.

LE Roi & la Reine de la Grande Bretagne ayant été requis depuis plus de deux mois par Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'exécuter incessamment le Traité du 3. Mars 1671, fait entre le feu Roi Charles second & les Seigneurs Etats Generaux, parce que le cas est arrivé, que le Roi Tres-Christien leur a déclaré la Guerre, leursdites Majestez voulant témoigner publiquement leur sincerité & l'affection qu'elles ont toujours eu, & auront toujours pour leursdits Seigneurs Etats Generaux, ont non seulement trouvé juste d'exécuter ledit Traité suivant sa teneur, mais aussi pour leur donner de plus grandes marques de leur cordiale Amitié, & pour parvenir d'autant plutôt à une bonne Paix, elles ont jugé à propos d'augmenter d'un plus grand nombre de Vaisseaux, le secours stipulé par ledit Traité, pour cet effet & pour mieux convenir de quelle maniere on doit agir sur Mer, leursdites Majestez & leursdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé des Commissaires, sçavoir, de la part de leurs Majestez Daniel Comte de Nottingham, l'un des premiers Secretaires d'Etat, & des Commandemens de leurs Majestez, & de leur Conseil privé, Jean Comte de Carbery en Irlande, & Baron Vaghan en Angleterre, un des Commissaires de l'Amirauté, Arthur Herbert Ecuier, premier Commissaire de l'Amirauté, & du Conseil privé de leurs Maj. & Eduard Russel, Ecuier Thresorier des Flottes de leurs Majestés, & de leur Conseil privé: Et de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, Messieurs Nicolas Witsen, Bourguemaistre, Conseiller & Thresorier de la Ville d'Amsterdam, Guillaume de Nassau, Baron de Corngene, Seigneur d'Odyck, Seyft, Drybergen & Blickenburgh premier & representant la Noblesse au Conseil & l'Assem-

blée des Etats de Zeelande; & Everhard de Weede, ANNO
Seigneur de Weede, Dyckvelt, Ratcles, Seigneur 1698.
fondateur d'Oudewater, President de l'Assemblée des Etats de la Province d'Utrecht, & Deputez à l'Assemblée des Etats Generaux; lesquels Commissaires & Deputez après plusieurs Conferences ont arrêté, promis & accordé au nom de leurs Maj. & desdits Seigneurs Etats Generaux respectivement les Articles suivants.

I. Que leurs Majestez mettront en Mer cinquante gros Vaisseaux de Guerre, à sçavoir un du second rang, dix-sept du troisième & trente-deux du quatrième rang, avec quinze Fregates, & huit Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregates & Brulots auront ensemble pour Equipage dix-sept mille cent cinquante-cinq Hommes effectifs.

II. Que les Seigneurs Etats Generaux mettront en Mer de leur côté trente gros Vaisseaux de Guerre, à sçavoir huit qui seront montés de septante à quatre-vingt Canons, sept qui seront montés de soixante à septante, & quinze de cinquante à soixante Canons; outre lesquels ledits Seigneurs Etats Generaux fourniront aussi neuf Fregates & quatre Brulots, lesquels Vaisseaux, Fregates & Brulots, auront ensemble pour équipage dix mille cinq cents septante & deux Hommes effectifs.

III. Que la Flotte de leurs Majestez & celle desdits Seigneurs Etats Generaux se mettront à la Mer, & se joindront ensemble en tel Lieu qui sera nommé par le Roi de la Grand Bretagne, le plutôt que faire se pourra.

IV. Que les deux Flottes de leurs Majestez & desdits Seigneurs Etats Generaux se diviseront en trois Escadres, dont la premiere sera composée de cinquante gros Vaisseaux, six Fregates & huit Brulots, & sera employée dans la Mer Méditerranée; la seconde sera composée de trente gros Vaisseaux, huit Fregates & quatre Brulots, & sera employée dans la Mer d'Irlande, & dans la Manche, à moins qu'il ne soit autrement réglé par le consentement des deux Parties; & la troisième de dix Fregates lesquelles seront employées depuis le pas de Calais & Douvres, jusques à Yarmout sur la Côte d'Angleterre, & l'île de Walchere sur la Côte de Zelande & les deux dernieres Escadres se donneront mutuellement de l'assistance toutes les fois que l'occasion le pourra requérir.

V. Chacune desdites Escadres sera composée en partie des Vaisseaux de leurs Majestez, & en partie de ceux desdits Seigneurs Etats Generaux, en telle proportion qui puisse répondre au nombre des Vaisseaux en chaque Flotte.

VI. La premiere Escadre sera fournie en abondance de toute sorte de Provisions tant de vivres que de Guerre & navales pour un an entier; & le reste de ce que chaque Navire ne sera pas capable de porter, sera mis dans Porto Mahon en l'île de Minorca, ou dans Porto Perrara en celle d'Elbe, ou en tel autre lieu que l'Admiral avec le Conseil de Guerre trouvera le plus à propos: & le Roi d'Espagne & le Grand Duc de Toscane, & la Republique de Genes, seront requis de la part de leurs Majestez, & de celles des Etats Generaux de vouloir recevoir favorablement dans leurs Ports les Vaisseaux de ladite Escadre, & leur faire toute sorte de bon accueil. Et les deux autres Escadres seront aussi pourvues de vivres & autres necessitez pour un an entier ou le temps qu'on jugera convenable pour en tirer le plus de service.

VII. Il a été accordé que chacune desdites Escadres, sera commandée pendant cette Guerre par l'Amiral ou par l'Officier commandant en chef l'Escadre de leurs Majestez, & qui s'observera aussi par les Detachemens de chaque Escadre.

VIII. Les Conseils de Guerre seront composés de tous les Officiers, qui porteront le pavillon de part & d'autre, & en nombre égal, mais toutes les fois que les suffrages seront partagez également, on y joindra tous les Capitaines des Vaisseaux, de l'une & de l'autre Flotte ou Escadre; dans tous lesquels Conseils de Guerre, l'Amiral ou le Commandant en chef de la Flotte ou de l'Escadre Angloise, sera President; & sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines de leurs Majestez chacun selon son rang à la droite de la Table.

Et l'Amiral ou le Commandant en Chef de la Flotte ou de l'Escadre des Etats Generaux, sera assis avec les Hauts Officiers & Capitaines desdits Etats Generaux de

ANNO
1689.

de l'autre côté de la table vis à vis de ceux de leurs Majestez, & toutes les affaires de quelque nature qu'elles soient, dont il sera question dans les susdits Conscils de Guerre, ou qui y seront proposées seront déterminées à la pluralité des suffrages & tout ce qui sera ainsi ordonné ou résolu sera exécuté ponctuellement, & sans aucun delay en la manière qui sera prescrite.

IX. Lorsqu'il y aura une affaire ou proces qui ne regardera que les Officiers, Soldats, Matelots, & autres gens qui seront au service de leurs Majestez, ladite affaire ou proces sera toujours vuide ou déterminé dans un Conseil de Guerre, qui sera composé seulement des Officiers de leurs Majestez, & pareillement lorsqu'il y aura une affaire ou proces qui ne regardera que les Officiers, Soldats ou Matelots, ou autres gens qui seront au service dedits Seigneurs Etats Generaux, ladite affaire ou proces sera toujours vuide ou déterminé dans un Conseil de Guerre qui sera composé des Officiers dedits Seigneurs Etats Generaux.

X. Mais si l'affaire ou Proces regarde les Officiers, Soldats, Matelots ou autres Gens, de quelque qualité ou rang qu'ils soient, qui seront au service de leurs Majestez & dedits Seigneurs Etats Generaux, ou qui seront aucunement interessez l'un contre l'autre, dans ce cas-là, un Conseil de Guerre composé des Officiers des deux Flottes en la forme prescrite dans l'Art. 8. prendra connoissance de toute l'affaire, afin seulement de juger & déterminer quelle partie, ou quelle personne aura été coupable, ou devra être punie ou châtiée, lequel jugement aiant été donné, le Conseil de Guerre composé des Officiers de leurs Majestez si le criminel se trouve à leur service, le fera châtier ou punir selon les Loix, Costumes & Instructions, établies ou observées en de semblables cas dans celle dedites deux Flottes, à qui le criminel appartiendra.

XI. Toutes les prises seront partagées, entre leurs Majestez & dedits Seigneurs Etats Generaux à proportion du nombre des Vaisseaux dans chaque Flotte; c'est-à-dire que de huit parties égales leurs Majestez en auront cinq, & dedits Seigneurs Etats Generaux en auront trois parties, ce qui s'observera toujours quand même lesdites prises auront été faites par les Vaisseaux de leurs Majestez sans l'assistance de ceux deditis Seigneurs Etats Generaux, ou par les Vaisseaux deditis Seigneurs Etats Generaux sans l'assistance de ceux de leurs Majestez.

XII. En cas des prises faites par des Vaisseaux de Guerre, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté à laquelle sera sujet le Vaisseau qui aura fait la prise, soit Anglois ou Hollandois, & le provenu sera partagé suivant le contenu du precedent Article, sans que la portion qui sera delivrée à l'Amirauté qui n'en fera point le jugement soit chargée des Droits veritables pour les Officiers de part & d'autre, mais seulement des depenses necessaires.

XIII. Et si les prises se font par des Vaisseaux, de part & d'autre, joints ensemble, elles seront jugées par la Cour de l'Amirauté de laquelle dependront les Vaisseaux les plus forts en nombre de Canon qui ont fait la prise.

XIV. Que leurs Majestez ordonneront que dans toutes les Instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux de Guerre destinez, ou qui seront destinez pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inferé un Article, leur enjoignant tres-expressément de proteger contre les insultes ou attaques de qui ce soit les Vaisseaux Marchands appartenans aux Sujets deditis Etats Generaux, qui suivront la même route que lesdits Vaisseaux de Guerre, & desireront de se mettre sous leur protection.

Et qu'il y sera inferé un autre Article enjoignant aussi tres-expressément ausdits Capitaines, en cas que les Plantations, Colonies ou autres Etats quelconques, que lesdits Seigneurs Etats Generaux possèdent à present, ou qu'ils possederont à l'avenir dans les Indes Occidentales, ayant besoin de secours pour se defendre contre les attaques ou insultes de leurs Ennemis, qu'aussi tost qu'ils en seront requis, ils donneront toute aide & assistance pour la defense dedites Plantations, Colonies ou autres Etats contre toutes les attaques ou insultes susdites, autant que l'estat des Plantations, Colonies ou autres Etats de leurs Majestez le pourra permettre, & lesdits Seigneurs Etats Generaux ordonneront aussi que dans toutes les Instructions aux Capitai-

nes de leurs Vaisseaux destinez, ou qui seront destinez pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inferé de semblables Articles, & tres-expressément à l'égard de la protection que lesdits Capitaines donneront aux Vaisseaux Marchands appartenans à des Sujets de leurs Majestez, qu'à l'égard de l'aide & assistance, qu'ils donneront pour la defense des Plantations, Colonies ou autres Etats, que leurs Majestez possèdent à present, ou qu'elles possederont à l'avenir dans les Indes Occidentales, le tout dans la manière & forme cy-dessus prescrite.

XV. Le present Traité sera ratifié par leurs Majestez, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Ratifications seront échangées dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & defensive entre leurs Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas ce present Traité y sera compris & confirmé; cependant lesdits Commissaires & Deputez sont convenus qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun des Articles de ce Traité ponctuellement & de bonne foi de même que si les Ratifications étoient déjà échangées. Fait à Whitcha ce vingt-neuvième jour d'Avril, 1689.

A été signé,

NOTTINGHAM,

CARBERY,

RUSSEL,

N. WITSEN.

W. DE NASSAU;

DE WEEDE.

CVIII.

Heuraths-Pacta, Zwischen Ihro Hoch-1. Mai.
Fürstlichen Durchl. Herzog Albrecht
zu Sachsen-Coburg einer / und dessen
Gemahlin / Fürstin Susannen Elisa-
bethen / geböhrender Gräfin Kempinsky/
andern theils / worinnen unter andern
hochbetagter Fürstin das Amt Neustadt
samt dem incorporirten Closter-
Amt Mönchroden und dem Gerichte
Sonneberg mit allen deren Pertinentien
nebst dem Jure Patronatus daselbst zum
Witthumb Sitz assigniret worden. Co-
burg den 1. Mai 1689. Mit ermeld-
ter Hochfürstlichen Durchl. Herren
Herrn Gebrüthern darüber ertheilten
Consens. den 5. Juli 1693. [LOND-
DORP II Acta publica, Part. XIV.
Libr. XV. pag. 661.]

C'est-à-dire,

Contrat de Mariage entre ALBERT Duc de Saxe-
Cobourg, & ELISABETH SUSANNE née
Comtesse de Kempinsky son Epouse d'autre part;
par lequel entre autres choses, il lui assigne pour
Donaire le Bailliage de Neustadt, avec le Bailliage
incorporé du Monastere de Monchreden, & la
Jurisdiction de Sonneberg, avec toutes leurs Ap-
partenances, Droits de Patronage &c. A Cobourg
le 1. de Mai 1689. Avec Le CONSENTE-
MENT des Serenissime Princes ses Freres. Du
5. Juillet. 1693.

Im Namen der Heiligen / Hochgedchten und un-
zertheilten Dreysaltigkeit / Gottes des Vaters /
Sohns und Heiligen Geistes. Von Gned-
en Gnaden / Wir Albrecht / Herzog zu Sachsen /
Jülich /

ANNO
1689.

Jülich / Cleve und Berg / (tot. cit.) vor Uns und Unsere Erben und Nachkommen / und Wir Susanna Elisabetha / vermählte Herzogin zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / zc. gebohrne Gräfin Kempinsky von Schwifisch und Altenhofen / bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brief / daß nach vorhergeschicktem / andächtigen und inbrünstigem Gebete zu Gdt. / auch reichlich gesegener Intercession / zwischen Uns eine Christliche Eheliche Vermählung und Heuraths-Abrede dergestalt verglichen und beschlossen worden / daß Wir / Herzog Albrecht zu Sachsen / an einen / und Wir Susanna Elisabetha / gebohrne Gräfin Kempinsky von Schwifisch und Altenhofen / zc. an andern Theil / einander zu heiligen Ehe und ehelichen Gemahl nach Christlicher Ordnung haben / nehmen und halten / und beyderseits einander die Zeit unsers Lebens / alle ehliche Treue / Liebe und Gütes / wie Gottesfürbrigen / Christlichen und Fürstlichen Ehgatten wol ansiehet / erzeigen und erweisen sollen und wollen / und gleich wie Wir das Beylager bereits den 24. May Anno 1683. nach vorgegangener Priesterlichen Copulation / und gewöhnlichen Ceremonien / Christlich vollzogen / Also wollen Wir es wegen des Heuraths-Gutes / Gegenlage / Wittthums / Morgen-Gabe / und andern menschlichen Fälle halben abgeredet / und beschlossener folgenden Masse gehalten haben.

1. Sollen und wollen Wir / Susanna Elisabetha / gebohrne Gräfin Kempinsky / von Schwifisch und Altenhofen / unsers herz- und hochgeliebten Herrn Gemahls / Herzog Albrechts zu Sachsen Jülich / Cleve und Berg liebbden / zwanzig tausend Reichsthaler / jeden zu vier und zwanzig guten Meissnischen Groschen gerechnet / an guter gangbarer grober Währke / zum Heuraths-Gute einbringen / vermögen und bezaalen / und Derorellen zu freyem Gebrauch übergeben / Ingleichen Uns mit solchem Geschmuck / Kleibern / Klemodien / Silbergeschirr / und dergleichen versehen / daß Wir damit Fürstlichem Stande gemäß / und zu Er. Idd. Gefallen und Ehren wohl bestehen mögen. Hingegen haben

2. Wir Herzog Albrecht zu Sachsen zc. den ersten Tag nach vollbrachten ehelichen Beylager / unserer freundlich geliebten Gemahlin / Frauen Susannen Elisabethen / vermählten Herzogin zu Sachsen zc. Gebohrner Gräfin Kempinsky zc. liebbden abgeredet / und versprochen massen eine sonderbare Verschreibung / deren datum siehet den 25. May 1683. auf zwey tausend Reichsthaler Haupt-Geld / zur Morgen-Gabe / neben einem Fürstlichen ansehnlichen Kleino oder Praetor überreichen lassen / welche Summa / auf unsern in Gdtes Händen stehenden tödtlichen Abgang / jährlich mit hundert Reichsthaler / jeden zu 24. guten Meissnischen Groschen gerechnet / über das Wittthum vermisset werden soll / und mögen Ihre liebbden mit der Morgen-Gabe / und den davon fallenden Zinsen / als Ihrem eigenen Guts theil und lassen / wie Morgengabes-Recht und Gewohnheit ist / Nach Ihrem selbigen Hinfirt aber / der in dem Willen des Allmächtigen siehet / wofern sie mit uns Herzog Albrechten zu Sachsen / keine Leibes-Erben / noch der Morgengabe halber einige besondere Verordnung / Testament und Disposition / so in Ihrem freyen Willen besteht / hinterlassen würde / sollen gedachte 2000. Rthlr. auf Uns oder unsere Erben kommen und fallen / hätte aber Ihre liebbden solche Morgengabe jemanden verschafft / so soll unsern Herzogs Albrechts Erben und Nachkommen / dieselbige 2000. Thaler obiger Währung abzulösen / zu unserm oder Ihrem guten Gefallen vorbehalten seyn / Dabey dann ferner / und zum

3. Abgeredet und versprochen worden / daß Wir Herzog Albrecht Ihrer liebbden bey unserm Lebzeiten zum jährlichen Hand-Gelbe / unsere gegen dieselbe tragende Liebe und geneigten Willen desto mehr zu erweisen / jährlich vier hundert Reichsthaler / und also jedes Quartal 100. Thaler / und zwar / daß wenn nach dem Beylager ein Quartal verfließen / der Anfang damit zu machen / reichen lassen wollen / mit welchen Hand-Geldern Ihre liebbden sich und zu ihrem selbst eigenen Gebrauch schalten und walten mögen / wie Ihre gefallen wird / doch soll solch Hand-Geld auf dem Fall / da Ihre liebbden derer Wittthums-Einkünften zu genießen und zugebrachten anfangen werden / allerdings fallen und aufhören / und hingegen die Morgengabes-Vermissetung anfallen / Wir Herzog Albrecht zu Sachsen sollen und wollen hierüber noch zum

4. unserer vertrauten Gemahlin / Frauen Susannen Elisabethen / H. zu S. Wden ihres Uns zugebrachten Heuraths Guts der 20000. Thlr. halber / gleicher gestalt und ebenmäßig mit 20000. Thlr. also verlein-

gen / daß solches Heuraths-Gut und Wiederlage / nemlich Anno in einer Summa vierzig tausend Thlr. auf das Haus / Amt und Stadt Neustadt an der Heiden / samt incorporirtem Closter-Amt Wöndröben / und Gerichte Sonnenberg geschlagen / verwiesen und versichert / und Ihre Idden dieselbigen mit deren Pertinentien und Zugehörungen / als das Herrschaffliche Haus / Stadt und Amt Neustadt / wie nicht weniger das incorporate Gerichte und Stadt Sonnenberg / und Closter-Amt Wöndröben mit den Dörfern / Renthen und Gefällen / auch Leuten / Höfen / Mühlen / Aeckern / Wiesen / Feldern / Gärten / Nieder-Jagden / Wassern / Teichen / Fischereyen / Gütern / Renthen / Zehenden / Zinsen / Gütern / Schäfereyen / Nutzungen und Gefällen / Aeckern / Höfen / Diensten / auch mit Gericht / Recht / und allen Herrlich- und Gerechtigkeiten / in Bürgerlichen und Feudlichen Sachen / Gebot / Verbot / Buß / Brücken / und andern / was nutzen mag / in Wassern / Weiden / Bächen / Feldern / Bergen / Thälern / wie das genennet werden mag / alles nach Innhalt einer besondern Specification / zu ihrem Wittthum assignirt und verordnet seyn sollen / dergestalt / daß Ihre liebbden / wenn sie / nach dem willigen Gdtes zum Wittthums-Stande gerathen würde / aus solchen Renthern und deren Pertinentien jährlich vier tausend Reichsthlr. Wittthums-oder Morgen-Gabe / Abnutzung und Einkommen / oder deductis deducendis / an noch befindlichen wahren Überschüsse / nach einem billigmäßigen Anschlage / soll haben / heben und genießen können / da aber über alles Vermuthen solches / oder so viel jährliche Einkommen oder Abnutzungen aus benachtemen Amte nicht erhoben werden können / so soll solcher Mangel in andere Wege / und aus andern Renthern / insonderheit aber zuvörderst aus dem Amt und Closter Sonnenfeld ersattet werden. Wie Wir dann Ihre liebbden hiermit und Krafft dieses darauf versichern / Was aber

5. Die landes-Fürstliche Hohe Obrigkeit / und derselben anhangende hohe Regalien / als Jus Episcopale / Kirchen- und landes-Ordnungen / Appellation / Adel / Lehnshaffen und Angefälle / landassungen / Folge / Ritter-Dienste / Reichs-Creys- und Land Steuern / Geleit / Münz-Gerechtigkeit / auch Erb-Nutzbung und Oeffnung / und was zur landes-Fürstl. Superiorität / von Rechts- und Gewohnheit wegen mehr gehörig / anlanget / solches alles soll in diesem Wittthum nicht begriffen / sondern eximiret / und unsern Fürstl. Erben und Nachkommen reservirt und vorbehalten seyn.

6. Die Bestallung der Kirchen- und Schul-Diener in denen zu dem Wittthum gehörigen Orten anlangend / so wohl das Jus Patronatus / so fern Fürstl. Herrschaft solches zusiehet / (jedoch den Superintendenten ausgenommen / welcher von dem regierenden Fürsten selbst bestellet wird) soll Ihre liebbden künftig auch zusiehen / und verönnen seyn / doch / daß Sie tüchtige / und der wahren angeänderten Augspurgischen Confession angethane Personen presentire. Im übrigen soll alles dasjenige / was unsers Fürstlichen Hauses Consistorial-Kirchen- und landes-Ordnung vermag / auch vermöge vorbehaltener Episcopalfischen Rechte und Ober-Vormäßigkeit / diffals wird verordnet werden / darbey beobachtet / und konnen bey Verordnungen der Investitur / des Wittthums-Reaupten mit darzu gezogen werden / Ingleichen sollen zum

7. Ihrer Idden alle jeizige und künftige Beampten / Forst- und andere Bediente in bemeldtem Amte und Stadt Neustadt / Stadt und Gerichte Sonnenberg / Closter-Verwaltung Wöndröben / auch alle unterthanen geloben und schwören / daß sie Ihrer liebbden nach unserm tödtlichen Hinfirt / so dann / als ihrer nächsten Herrschaft / in Zeit währenden Wittthums / mit solchen Amt und Stadt Neustadt / und darzu gehörigen Dörfern / Forwerckern / Höfen / Gerichten / Aecken / Diensten / Gütern / und allen andern Gerechtigkeiten und Nutzungen / wie vorgedacht / jedoch außershalb obspecificirter landes-Obrigkeit und Regalien / gewärtig / auch tren / holt und / geschonam seyn sollen / alles mehreren Innhalt hierüber aufgerichteten Wittthums-Anschlags-Verschreibung und Schiffs-Briefes / wie dann hinwiderum auch Ihre liebbden die unterthanen bey ihren allen wohlverbrachten Aecken / Frey- und Gewohnheiten lassen / und sie darüber nicht beschwören sollen: unsere Herzog Albrechts zu Sachsen / zc. Erben und Nachkommen sollen zum

8. Auch mehr hochgedachte unsere fremdliche Ehe-gemahlin / wann Ihre liebbden zum Wittthums-Stand und Besitz ihres Wittthums gerathen sollte / bey solchem ihrem Wittthum und desselben Zugehörungen / gegen männiglich für alle Zu- und Ansprich inn- und außer Rechts ver-treten / und wie andere Land und Leute / als es die Vil-ligkeit /

ANNO
1689.

ANNO
1689.ANNO
1689.

liefert erfordert / wider männlichen beschirmen und vertheidigen; da auch zum

9. Etliche Zinsen und Nutzungen / oder andere Stücke / so zu dem Witthum gehörig / (wie Wir jedoch nicht vermuthen noch vermeynen / versetzt / oder sonst mit Penzionen und andern Würden beschwert wären / sollen erworbene Witthums-Güter / solcher und aller anderer darauf habender Würden / von uns Herzog Albrechten / und von unsern Erben und Nachkommen / entsezt / oder was ditzfalls abget / aus andern / und dem in Substitutum versetzenden Amte Sonnenfeld ersetzt werden / daß es obgedachte Summ der jährlichen 4000. Thlr. Ehe-Geld / und vorgedachten 100. Thlr. Morgen-Gab-Zinsen erreicht solle; Es soll auch zum

10. Hochermeldter unserer Herzog-ge liebten Gemahlin liebden / wann Sie oberführte unsre Witthums-Güter nach unserm tödtlichen Abgang beizien wird / so viel von allerhand Nothdurfft / auch an Früchten / Fütterung und dergleichen / als die Nutzungen eines ganzen Jahres austragen / in dem Amt gelassen werden / oder da so viel / als auf ein ganz Jahr zu Ihrer Eiden Hoff und Unterhaltung genugsam wäre / nicht vorhanden / solches alsfort nach beirhtem Todes-Fall / und vor Ihrer liebden Einzige aus andern Aemtern ohnfehlbar ersetzt werden / auf daß Ihrer Edd. Dero Witthums-Hoffhaltung damit nicht alleine wol anfangen / sondern auch ihr Auskommen auf ein Jahr bey Handen haben mögen / allen andern übrigen Vorrath aber an aufgeschütteten Getreyde / und sonst / soll unsern Successoren / für sich abführen zu lassen / vorbehalten seyn; Dazu soll auch

11. Das Haus zu mehrbesagtem Neustadt / weil es an Gebäuden und Gemächern / dergestalt / daß eine Fürstin bey ihrem Witib-Stande darauf wol wohnen / und einen Fürstlichen Witthums Ektat führen könne / nicht beschaffen / also von uns Herzog Albrechten / und unsern Erben und Nachkommen genug bequeme Gebäude erhalten / und hienächst mit nothdürftigem Haus-Nach auch also bestellet werden / daß Ihre Edd. daran ihrem Stande und Hoff-Stat nach Eiden Mangel haben / doch soll / vermöge eines Inventarii / solcher Haus-Nach erhalten / und dormal einse wieder also gelassen werden / als er im Einzige besunden und geschaffet worden; Zum

12. Das Bau-Wesen belangend / soll alleine das geringe Blickwerk in Eingebänden von der Fürstlichen Frau Witib erhalten / die Haupt- und Grund-Gebäude aber / da sie einmal / ohne Derselben oder der Ihrigen Verwalhrung eingehen / sollen unsere Succesores wieder zu repariren pflichtig seyn / alles nach mehrerem Innhalt der absonderlich auszufüllen habenden Witthums-Verscheibung; Es soll auch zum

13. Ihrer Edd. bey Besizung ihres Witthums so viel Holzung / als Sie vor ihre Hoffhaltung zum Branen / Brennen / Backen / Waschen / Bauen / auch zu Fassen / Geschüren / und anderer Hauses-Nothdurfft bedarff / willig und ohne Entgeld / an bequemen Orten gereicht und gegeben werden / doch / daß Eies / wann es in dem Witthum angewiesen wird / durch ihre Frohnbare Unterthanen zu ihrem Witthums-Eis verschaffen laße; Geschähe aber im Fall unvermeidlicher Nothdurfft die Anweisung weiter / so soll es durch unsere Herzog Albrechts Succesores an die Witthums-Gränke geliefert / und von dannen durch Dero Witthums-Frohnbare Unterthanen abgeholt werden; Ferner sollen zum

14. Ihrer liebden an stat der hohen Jagd / (weilen sie sich des niedrigen Weydwercks durch die Ihrigen selbst bedienen mag) in Dero Fürstliche Rüche / jährlich zwölff Hirsche oder Entel Wild / vier und zwanzig Rehe / oder in Ermanglung derselben / für zwey Rehe ein Thier / dann zwölff Bächen oder Schweine / ein jegliches / wann es zu seiner Zeit am besten ist / und zu welcher es verlangt wird / ohne Jäger-Nacht und Kosten / in der Haut / durch unsere Jäger-Bedienten geschaffet werden / und sol es der Lieferung und Zufuhr halber also gehalten werden / wie vorher wegen des Holzes disponirt ist; über dieses zum

15. Wollen und sollen Wir / oder unsere Erben und Nachkommen / die Verordnung thun / daß es Ihrer liebden an Auffwartung des in dem Amtes-Bezirck wohnenden oder benachbarten Schriftstättigen Adels / da sie Zeit Ihres Witthums dessen bedürffig / nicht ermangeln soll; Zum

16. Von solchem Ihrem Witthum / es sey vor-oder nach Besizung desselben / sollen Ihre liebden nichts an andere veräußern / verpfänden oder verwenden / noch auch andern öffnen / oder in Schirm / Gewalt und Einung geben / ohne Wissen / Willen und Erlaubung unser und un-

serer Erben und Succesoren / sondern alles besammeln in guter Pflege halten; Damit nun noch zum

17. Der künftigen Fülle aber gewisse Verordnung seyn möge / so ist ferner abgedet und verglichen / da Wir Herzog Albrecht unserer freündlich geliebten Gemahlin / Prinzessin Eufannens Elisabethen tödtlichen Abgang / welches in dem Willen Gottes steht / erleben würden / und keine von uns beiderseits erzeugte Erben vorhanden wären; so sollen alsdann die zwanzig tausend Thaler Heuraths-Guth / sammt Kleiden / Kleinodien / Silbers-Geschirr / und was Ihre liebden mehr eingebracht / auch was sie erkaufft / vererbt oder angeforben wäre / was das seyn möchte / doch auf ein richtiges Inventarium / und zwar die Tage unsers Lebens zu nutzen und zu gebrauchen / innen gelassen bleiben / auf unsern tödtlichen Hintzick aber auf unserer herzog-ge liebten Gemahlin liebden Erben / wie die auch vel ex Testamento / vel ab Intestato seyn / pro rata zurückfallen. Im Fall aber zum

18. Wir Herzog Albrecht / nach dem Willen Gottes / vor ehegemelter unserer Ehe-Gemahlin mit Todt abgingen / und lebdes-Erben mit-einander hätten und verließen / die noch unter Ihren mündigen Jahren oder minderjährig wären / so sollen dieselbe / wie im Fürstlichen Hause Sachsen herbracht / oder sonst durch eine väterliche Disposition beständig verordnet werden möchte / bevor-mündet / und ohne Abgang des Witthums unterhalten und erzogen werden / unsere Ehe-Gemahlin aber / als Wittib / sich ihres Witthums gebrauchten / denselben beizien / und ihren Fürstlichen Stand und Unterhalt / so lang sie ihren Witib-Stand nicht verändert oder verrückt davon haben / und verleben und folgen aller nothdürftiger Aufzucht / wie oben allereit berichet / darzu Ihre Kleider / Kleinodien und Geschmuck / zu ihrem leide gehörig / auch Ihr Geld und Silber / auch alle beweg- und unbewegliche Güter / die sie erzeugt / für sich gebracht / ihr gegeben / geschenkt / oder auch ihr angeforben wären / was dessen ist / nichts ausbeziehen; Im Fall sie aber zum

19. Ihrem Witib-Stand verändern / und sich wiederum anderweit verheirathen würde / alsdenn soll das Witthum / und was beschalden verordnet / aufhören und verlöschen / und sollen unsere Erben und Nachkommen / mehrgedachte unsere Ehe-Gemahlin mit den 20000. Thalern Heurath-Guth / und 20000. Thalern Wieder-lagen ablegen. Da aber unsere Erben die 20000. Thaler Wiederlage nicht baar erlegen / sondern lieber verpentioniren wolten / soll denselben solches mit tausend Thaler jährlich / so lange Ihre liebden im leben sind / zu thun frey stehen / und Sie deren ohne ihren Schaden und Kosten / auf bewelbtem Ampte / oder gewissen Gütern / oder in andere Wege / damit sie begnügt seye / versichert und versorget werden / dergestalt daß sie die Niessung solcher tausend Thaler ihr lebenlang haben / und dieselbe / nach ihrem tödtlichen Abfall / an mehrberühete unsere lebdes-Erben / mit vielgenannter unserer Gemahlin erzeugter / oder auch / nach Deroselben Absterben / forders an unsere Erben und Succesores kommen und fallen. Teilige sich aber zum

20. Zu / daß Ihre liebden mit Ihrem andern Ehe-Gemahl / auch eheliche Kinder gewönne / die nach ihrem Todte am leben wären / so soll das angeregte Heuraths-Guth der 20000. Thaler und was sie sonst mehr verliesse / auf ihre Kinder erster und anderer Ehe zugleich fallen. Da sie aber zum

21. Mit uns Herzog Albrechten keine Kinder erzeugter / sich auch anderweit nicht verheirathete / oder auch bey dem Witthum ihr lebenlang bleiben würde / so solle nach ihrem tödtlichen Hintzick / unsern Succesoren / Herzogen zu Sachsen zc. angeregte Witthum sammt dessen Zugehör- und Nutzungen wiederum zurück geben / hingegen das zugebrachte Heurath-Guth / und was sie an Kleiden / Kleinodien / und Silber-Geschirr hätte / oder ihr sonst angefallen wäre / und sie unverkafft verliesse / Ihren Erben zusehen und bleiben / wie bereits §. 17. ermel-det.

Und damit Wir Eufanna Elisabetha / vermählte Herzogin zu Sachsen zc. geborne Gräfin Empinsky von Schwiss und Altenhofen zc. sammt unsern Erben bey verhörrter Begabung des Rüksfalls der berührten Ehe-Gelder / um so vielmehr versichert seyn / so haben Wir Herzog Albrecht / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / krafft dieses zugesaget und verwiltiget / daß Ihre liebden oder Dero Erben / offerehmes Witthums-Lamb / Städt / Gerichet / und Kloster = Verwaltung / so viel davon nöthig / so lange innen gelassen bleiben solle / bis dieselbe wegen forhaner Ehe-Gelder an Capital und Zinsen /

ANNO
1689.

sen / ihre gänzlich Befriedigung erlangt haben / massen
solches auch der Beanten Verpfändung mit einverleibet
werden soll; Hierüber und da zum

22. Wir Herzog Albrecht Schulden machen oder ver-
lassen würden / die sollen von unsern nächsten Erben / ohne
unser Gemahlin zuthun / abgepfändt / wie auch hinwieder-
um diejenigen Schulden / so Ihre Liebden in währendem
ihren Witthum / und nach Bezeigung desselben machten /
und nach sich unbezahlt lieffen / von ihren Erben und
Erbenchmen abgetragen und bezahlt werden.

Dessen zu wahrer ikrkund und mehr Gewissheit seynd
dieser Heuraths-Abrede / zwey Exemplar gleiches Inhalts
verfertigt / und nicht allein von uns / Herzog Albrechten
zu Sachsen zc. und uns Eussamen Elisabethen / gebor-
ner Gräfin Kämpinseck / von Schwiss und Altenhofen
eigenhändig unterschrieben / und mit unsern Insignien
bekräftiget / sondern auch von unser Herzog Albrechts
Seiten / unsere freundlich geliebte Herren Gebrüdere /
Herzoge zu Sachsen zc. tot tie zur Unterschrift oder an-
derweitiger genügsamer Genehmhaltung; von unser Eu-
ssamen Elisabeth geborner Gräfin Kämpinseck / von Schwis-
s und Altenhofen zc. Seiten aber / unser hochgeehrter
Herr Vater und Vater / Herr Sigismund Christoff /
Bischoff zu Saybach / des Heiligen Römischen Reichs Fürst
und Graf von Herberstein / dahin ersucht worden / daß
sie diese Heuraths-Pacta eigenhändig unterzeichnet / und
Ihre Fürstliche Insignien hierunter vordrucken lassen / so
geschähen und geben / Coburg zur Ehrenburg den ersten
Monats-Tag May Anno 1689.

(L.S.) Albrecht / H. Z. S.

(L.S.) Eussamen Elisabetha / H. Z. S.

(L.S.) Sigismund Christoff / Bischoff zu Saybach /

Consens derer sämtlichen Fürstl. Herren Gebrüdere vor sich und im Namen derer unimündigen Vettern / Herzogen zu Sachsen / über vorsehende Ehebe- redung / Witthums- und Morgen- gabs-Verschreibung.

Einmact der Durchleuchtigste Fürst / unser freundlich
geliebter Bruder und Vetter / Herr Albrecht
Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch En-
gen und Westphalen zc. uns sämtliche Gebrüdere
ebenfalls Herzoge zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg /
auch Engen und Westphalen zc. freundlich ersucht / über
voranstehende Ehe-Veredung / unsern freundlich-brüderlich-
den Consens / so wohl für uns / als theils im Ober-
vormundschaftlichen Namen unserer unimündigen Vet-
tern und Pfleg-Söhne zu Gottha / zu ertheilen / und wie
dem St. Lieb. darinnen zu willfahren / kein Bedenken
gesunden; Als geben und ertheilen Wir trafft dieses
wessentlich und wohlbedachtlich unser Consens und Ein-
willigung über berührte Eheveredung / Witthums- und
Morgengabs-Verschreibung / in so weit die in solcher Ver-
schreibung enthaltene Fälle / oder sonst das Recht uns und
unsere Successores verbindet / haben uns auch zu ikrkund
und Bekräftigung dessen eigenhändig unterschrieben / und
unsere Fürstliche Insignien aufgedruckt lassen; So geschähen
den 5ten Juli Anno 1693.

(L.S.)

Daß Wir uns mit obigem conformiren /
haben Wir solches mit eigener Hand
und Siegel richtig unterschrieben.

(L.S.) Bernhard / H. Z. S.

(L.S.) Christian / H. Z. S.

(L.S.) Johann Ernst / H. Z. S.

(L.S.) Ernst / H. Z. S.

CIX.

3. Mai. Declaration de Guerre, faite par Don FRANCIS-
ESPAGNE CO ANTONIO DE AGURTO, Marquis de
ET LA GASTANAGA, Chevalier de l'Ordre d'Alcanta-
FRANCE. ra, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général

des Pays-Bas, &c. pour le Roi d'ESPAGNE, ANNO
contre la FRANCE. A Bruxelles le 3. Mai 1689.
1689. [Feuille volante imprimée.]

A Pres toutes les Paix, Traitez & Trêves si re-
ligieusement observées de la part du Roi nô-
tre Sire, & si légèrement enfreintes, si vo-
lontairement rompus, & si temerairement violées par
la France par une infinité d'Actes, qu'il seroit superflu
de rapporter, étans surabondamment connus à toute
l'Europe, & que dans son ambition elle la devore tou-
te entiere; Sa Majesté après tant de moderation, en
veuë de la conservation de la tranquillité universelle, se
trouve, pour comble de tant d'attentats, accueillie
d'une injuste Declaration de Guerre par Sa Majesté
Tres-Christienne du 15. d'Avril, dénuée de toutes for-
tes de pretextes, destituée de toutes raisons & soutiens
de Justice, & même injurieuse à la pieté de Sa Majesté,
s'efforçant de faire passer pour un scandale les Allian-
ces qu'elle pourroit avoir avec les Princes & Etats ses
Voisins, qui ne pourroient tendre qu'à la glorieuse fin
& la seureté du repos de la Chrétienté, & à la grandeur
reciproque de ses Estats, pendant que les Armes de
France desolent inhumainement & avec des cruautés &
des barbaries inouïes tous les Estats de l'Empire, sans
aucun égard aux Loix de Religion, de la Guerre, &
au Droit Sacré des Capitulations, & que ses Ministres
emploient toutes les ruses de la Negotiation & tous au-
tres moyens pour troubler l'Harmonie de la Chrétienté,
& attirer toutes les forces Ottomanes à la destruction
de la Hongrie, & traverser au même temps la con-
clusion de la Paix entre Sa Majesté Imperiale, ses Hauts
Alliez, & la Porte Ottomane; Et comme Sa Majesté
se trouve attaquée si injustement, Voulans nous servir
& employer utilement tous les moyens que nous avons,
pour sa gloire, & pour la grandeur de ses Etats, & par
le principe naturel d'une juste defence, que nous espé-
rons que Dieu benira par sa justice, & secondera les
bonnes & saintes intentions de Sa Majesté, comme
c'est lui qui connoit celles de tous les Rois, ainsi nous or-
donnons & commandons à tous Generaux, Gouver-
neurs, Commandans, Chefs & autres Officiers Militai-
res & Soldats, tant de pied que de cheval, de quelque
Nation qu'ils soient, & à tous autres Officiers, & Su-
jets de Sa Majesté, de s'opposer de toutes leurs forces
& pouvoirs aux Sujets de France, leur courre sus, &
faire contre eux tous actes d'Hostilité, tant par Mer
que par Terre, comme contre Ennemis, Agresseurs,
& Infrauteurs des Traitez: Ordonnons à tous Vassaux
& Sujets de Sa Majesté, qui se trouvent en quelque
lieu de la Domination de la France, de s'en retirer
dans quinze jours de la Publication de cete Ordon-
nance, & de ne tenir aucune correspondance, com-
munication, ou commerce avec les Sujets de la Fran-
ce sans nostre permission expresse; à peine de la vie, se-
lon les dispositions des Loix, & Placarts.

Declarons en outre tous les Biens, Meubles & Im-
meubles, Rentes, Revenus, Droits, Actions, Credits,
& Effets appartenans aux Sujets de la France en ce
Pais, confisque au profit de Sa Majesté; Et ordon-
nons à tous François Naturels, & Sujets indifferem-
ment de la France, qui sont en ces Pays, d'en sortir
avec leurs Femmes, Enfans, & Familles dans huit
jours de la Publication de la presente Ordonnance, à
peine d'estre faits Prisonniers de Guerre, & tenus de
bonne prise; & s'il arrivoit que quelques Vassaux de Sa
Majesté vinssent à retirer, ou cacher chez eux ou ail-
leurs quelques Sujets de la France, ils forseront l'A-
mende de mille Patacons pour la premiere fois, de deux
mille pour la seconde, & pour la troisième fois la con-
fiscation de leurs Biens, & autre peine arbitraire selon
l'exigence du cas: lesdites Amendes applicables pour la
moitié au profit du Denonciateur, & pour l'autre à ce-
lui de l'Officier exploiteur. Et afin que la presente Or-
donnance soit connuë d'un chacun, Nous, ordonnons
qu'elle soit publiée & affichée au plustost en la forme
& maniere, & es lieux ordinaires, & accoutumez.
Fait à Bruxelles le 3. May mil six cent quatre vingt-
neuf.

Etoit paraphé

B L O N. vt.

Signé

ANNO
1689.

Signé,

EL MARQUIS DE GASTANAGA.

Plus bas estoit écrit,

Par Ordonnance de Son Excellence.

Signé,

L. A. DE CLARIS.

Et estoit cachetté du Cachet secret de Sa Majesté,
en Hostie vermeille sur une Estaille de papier.

CX.

4. Mai. Allianz zwischen Ihro Kayserslichen Majestät LEOPOLD I. eines/ und Ihro Churfürstliche Durchleucht zu Bayern MAXIMILIAN EMANUEL anderen Theils/ in puncto der unter gewissen Conditionibus Ihro Kayserslichen Majestät von Chur-Bayernern furnirenden 8000. Mann / Wien den 4. Mai 1689. Mit beyderseitiger Ratification, sub dato Wien den 5. Mai 1689. [Tiré de la Registrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale, Fasc. 23.]

C'est-à-dire,

Alliance defensiva entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD & Sa Serenité Electorale MAXIMILIEN EMANUEL Duc de Baviere, par laquelle l'Electeur s'oblige sous certaines Conditions a fournir 8000. Hommes à Sadite Majesté Imperiale. A Vienne le 4. Mai 1689. Avec les RATIFICATIONS de l'une & de l'autre part. A Vienne le 5. Mai 1689.

Wir Leopold von Gottes Gnaden Erbhöcher Römischer Kaysers / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Germanien / in Ungaren / Pohlemb / Dalmatien / Croatien und Sclawonien etc. König / Erz-Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / Steyr / Kärnten / Crain und Württemberg / Graff zu Tyrol und Görz / und wir Maximilian Emanuel von desselben Gnaden / in Ober-und Nieder-Bayern / auch der Oberrhein Pfalz Herzog / Pfalzgraff bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erbknecht und Churfürst / Landgraff zu Leuchtenberg etc. erkunden und bekennen in Krafft dieses vor uns und unsrer Erben. Demnach Wir Kaysers Leopold / und Wir Maximilian Emanuel / Churfürst / in Behergung des Heiligen Römischen Reichs / und dessen getreuen Ständen schwören Nothstandes / eine unverbrüchliche Bündnis durch unsrer beyderseits hierzu deputirte bevollmächtigte Ministros aufrichten / und schließen lassen / folgenden Inhalts.

Im Nahmen der unzertheilten Dreysaltigkeit / Amen.

Zu wissen / daß auf heut dato zwischen Ihrer Kayserslichen Majestät einer / und Eurer Churfürstlichen Durchleucht zu Bayern anderen theils über verschiedene durch beiderseits hierzu deputirte Herren Ministros gehaltene Conferenzen eine unverbrüchliche Bündnis und Foedus gestiftet / und aufgerichtet seye / auf folgende Conditiones, ersuchen lassen man es unveränderlich in allen und jeden bey denen zwischen Ihrer Kayserslichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Occasionen der zwischen Ihro / und Dero Franken Gemahlinn Erzhergogin Marie Antonie Durchleucht gestifteter Heyrath aufgerichtete Ehe-Verzeiht- und Allianz-Pacten vom 12. April 1685. ein vor allemahl bewenden.

TOM. VII. PART. II.

II. Sollen beiderseits Gesandte und Ministri aller Dr-
then sowohl auff dem amnoch währenden Reichs-Tag zu
Regensburg / als anderswo / in-und ausser Reichs / zu
1689.

dessen / und beyden hohen Häusern dessen / sowohl in vor-
ren / als negotiiren sich untereinander wohl versehen / mit
einander vertraulich communiciren / die Vota, so viel
immer möglich / zu conformiren.

III. Und damit diese Bündnis desto kräftiger seye /
versprechen beyde allerhöchste- und höchste Theile / daß keiner
von beyden einige Bündnis / Allianz oder Tractat mit
einer / oder mehr anderen Potentien / diesem Tractat zuwies-
der / zu machen / solle befige seyn / so dem anderen Theil
einiger massen directe oder indirecte nachtheilich und
schädlich / oder einige Mißverständnis zwischen beyden
nach sich ziehen / oder an Erfüllung desselben / so in de-
nen Ehe- und Verzeiht-Pacten / oder auch in diesem Foed-
dere versprochen / hinderlich seyn könnte / wie sie sich dan auch
wan ein Foedus künftig zu machen / darauf zu vor-
derist vor dem Schluß mit einander vertraulich com-
municiren wollen. Die bereits habende Foedera anbelan-
gend / erklären sich beyde Theile hienit / daß darunter
keines vorhanden / so diesem zuwider lieffe / und da eines
vorhanden wäre / solches so weit es diesem directe oder
indirecte zuwider interpretiret werden könnte / hienit
aufgehoben / und demselben in genere & specie auf-
drücklich renunciiret seyn solle.

IV. Erbiethen Ihre Churfürstliche Durchleucht so lang
gegenwärtiger Krieg allein gegen Frankreich / und dessen
Adhaerenten währet / acht tausent Mann zu Ross und
Fuß / nemlich zwey Theil zu Fuß / und ein Theil zu
Ross eigener geworbener wohlgeübter Mannschaft alle
Jahr complet ins Feld zu stellen / dieselbe mit denen
Kriegs-Stücken / auch nöthigen Proviant / Munition. und
aller Nothdurfft zu versehen / und damit zu des gemeinen
Feinds Abbruch / und des lieben Vaterlands besten zu
operiren / wo / und wie es Ihre Kaysersliche Majestät und
die Kriegs-Raïson erfordern werden.

Zu diesem Corpo der 8000 Mann / wollen Ihre Kays-
ersliche Majestät einen vierten Theil dessen / so sie von ihrer
Mannschaft ins Reich zum Feldt destiniret / samt des
Bayerischen Craysses Quanto an Mannschaft slossen las-
sen / auch aus eigenen / oder anderen Völkern so viel noch
dabey fügen / daß es jedesmahl bey Anfang der Cam-
pagne 20000. Mann zu Ross und Fuß constituiren solle /
und wollen Ihre Kaysersliche Majestät dero Mannschaft
mit Proviant / Munition. und anderer Nothdurfft / auch
Regiments-Stücken versehen lassen.

VI. Über dieses Corpo. sollen Ihre Churfürstliche
Durchleucht unter Ihrer Kayserslichen Majestät Ober-
Direction, allein das Commando führen / und mit
der Kayserslichen Haubt-Armada, welche Ihro Durch-
leucht der Herzog von Lothringen commandiren wird /
nicht conjungirt werden / sondern wan diese / oder jenes
bey ereignendem Nothfall umwänglichlich verstarckt wer-
den mußte / solches durch Detachementen jedesmahl ge-
schehen / und dieselbe alsdan dem Commando dessen / zu
welchem sie slossen / so lange auch mit untergeben seyn
sollen / als lang sie dabey stehen bleiben.

VII. Wan einige Belagerung zu führen / wollen Ihre
Kaysersliche Majestät die daran nachgelegene Städte
vermögen / darzu das nöthige gebühre Geschütz herzulohren.

VIII. Was durch Gottes Segen von dem Feind er-
obert wird / so jemahlen zu denen Jehen Reichs-Creyssen
gehört hat / solle demjenigen restituirt werden / dem es
vorhin gehörig gewesen / wan aber etwas durch dieses
Ihrer Churfürstlichen Durchleucht untergebene Corpo
von dem Feind occupirt solte werden / so nicht zu denen
Jehen Reichs-Creyssen gehörig gewesen / solches solle zwi-
schen Ihrer Kayserslichen Majestät und Ihrer Churfürst-
lichen Durchleucht ex aequo zur Helfte vertheilt / bis
solches bey erfolgenden Frieden entweder aufgetauscht /
oder behauptet wird.

IX. Versprechen Ihre Kaysersliche Majestät loco Sub-
sidiorum auff fünf Jahr lang / es erfolge unmittelbar
Fried / oder nicht / Jährlich 400000. und zwar von halb
zu halben Jahren jedesmahl 200000. fl. Abkündich an
Ihre Churfürstliche Durchleucht baar und richtig zahlen
zu lassen / und solle der Termin solutious à quo
vom ersten April dieses Jahrs laufen / da aber der /
Articulo quarto bemelte Krieg über 5. Jahren währen
thäte / wollen sie / nach deren Vertheilung allein auff
200000. fl. Jährlich verbunden seyn.

X. Hingegen versprechen Ihre Churfürstliche Durch-
leucht keine Winter- oder Requirirungs-Quartier / oder
andere Contributiones, sie haben Nahmen / wie sie wol-
len / im Reich zu fordern / noch anzunehmen / sonderen

Ff 2

rae

ANNO 1689. was sie also directè, oder indirectè ins künftige genießen möchten / Ihre von obgedachten Subsidien desalciren zu lassen / Sollten aber Ihre Käyserliche Majestät nöthig erachten / neben Dero und des Creyß-Völkern einige Mannschafft in Schwaben zu verlegen / solchen Falls wollen Ihre Käyserliche Majestät vor anderen Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Mannschafft dazu gebrauchen / und tali casu zugeben / und cooperiren / daß zu Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Militz Subsidien einiges aggiuro gegeben werde / welches folgendes von obbemeldten Subsidien nicht zu desalciren.

XI. Sollten aber Quartier in Hostico von der Ihrer Churfürstlichen Durchleucht Commando untergebenen Mannschafft genohmen und behauptet werden / haben sie dieselbe pro rata ihrer eigener Mannschafft unter Ihrer Käyserlichen Majestät Ober-Direction zu genießen.

Schließlichen / das Hosticum / so viel die Quartier anlangt / solle verstanden werden juxta factum oder statum Possessionis conclusæ Pacis Neomagenensis. Zu Urkund dessen seynd hienber zwey gleichlautende Exemplaria aufgesetzt / und von denen hierzu deputirten Käyserlichen und Churfürstlichen Herren gnädigste Råthen mit Handschrift und Pestschaff gefertigt / denens die allergnädigste und gnädigste Ratification alsobalden bezubringen versprochen worden. So geschehen Wien den 4. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Ferdinand Fürst von Dietrichs- stein.	Leopold Wilhelm Graf zu Kö- nigsberg.	Wolff And. Graf von Ursin und Kosenberg.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

T. A. Hrn. Graf von Strattmann.	D. A. Graf von Kaunig.
(L.S.)	(L.S.)

Joh. Bapt. Freyherr von Eybels.	Marx von Mayr.
(L.S.)	(L.S.)

Als haben Wir Käyser Leopold / und Wir Maximilian Emanuel Churfürst obliegenden Vergleich und Bündnis in allen ihren Punkten / Clausulen und ganzen Begriff vollkommentlich approbit und ratificirt / versprechen auch hienit bey unserm Käyserlichen und Churfürstlichen Wort / daß Wir denselben allerdings geleben und nachkommen wollen. Zu dessen mehrer Bestätigung haben Wir diese Ratification eygenhändig unterschrieben / und unser Käyserlich auch Churfürstlich Secret-Inselgel aufgedruckt lassen. Actum in unserer Käyserlichen Residenz-Stadt Wienn den 5. Monats Tag May im 1689. Jahr.

Leopold.
(L.S.)

Maximilian Churfürst.
(L.S.)

CXI.

7. Mai. Neutralitäts-TRACTAT zwischen dem Allchristlichsten König in Frankreich LOUIS XIV. eines / und einer Ebllichen Eydenosschafft anderen Theils / wodurch sich beyde Theil obligiren / als nemlich Frankreich über die Eydenosschafft Lande keines weges zu passieren; die Eydenossen aber / keine fremde Kriegs-Völcker in Ihre Lande kommen zu lassen. Baaden im Ergau den 7. May. 1689. [LONDON-II Acta publica Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. XI. Num. VI. pag. 336. d'où Pon a tiré cette Pièce, qui se trouve

aussi dans Européische Staats-Cam-ANNO
heley Tom. I. pag. 695.] 1689.

C'est-à-dire,

Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. Roi Très-Christien de France d'une part, & le Louable Corps HELVETIQUE d'autre part; contenant que de la part de la France il ne sera pris aucun Passage par la Suisse; & que les Louables Cantons ne l'accorderont aussi à nulle autre Puissance étrangère. Fait à Bade en Argau le 7. Mai 1689.

Wiedeme in gehaltenen Tag-Satzung zu Baaden den 24. Martii und 6. April leßten zwischen Ihrer Käyserliche Majestät und Königlische Majestät durch dero Herren Ministros an einem / und der Ebl. 13. und zugewandten Orthen durch derselben Herren Ehren-Gesandte an dem anderen Theil gewisse Tractaten und Artikel beschlossen; von Seiten der Käyserlichen Majestät aber die ohnfehlbarlich erwartete Ratification ausgeblieben / haben bey solcher der Sachen Bewandnuß Ihre Excellenz Michael Amelot, Marquis de Guornay Ihre Königlischen Majestät Rath in ihren Råthen / Maître des Requêtes ordinaires dero Königlischen Hauses / und ordentlicher Ambassadeur in Ebl. Eydenosschafft / an einem; so dan der Ebl. 13. und zugewandten Orthen Herren Ehren-Gesandten / an dem anderen Theil sich nachfolgender massen miteinander (gleichwol auff der Königl. Majestät zu Frankreich / und wohlbesagten Ebl. Orthen und zugewandte gnädigste und gnädige Ratification) bedingt und verglichen / wie folgt:

I. Wosern die Käyserliche Majestät in diesem Schweiden den Monath Mayo und darauff folgendem Junio den durch ihren Ministrum unterschriebenen Tractat ratificiren möchte / daß es so dann bey demselben Tractat seinen völligen Bestand und Verbleiben / buchstäblichem Inhalt nach haben soll.

II. Falls aber solche Ratification inner bemeldter Zeit nicht erfolgen würde / bemeldter Tractat kraftlos werden / gefallen und aufgehoben seyn soll.

III. Es versichern / versprechen und verspflichten die Königlische Allchristlichste Majestät / zu Bezeugung ihrer wahren Begier zu dem Eydenosschafften Rußland / mit ihren Armeen und Kriegs-Völkern über die Eydenosschafft Land keines weges zu passieren / vielmehr sich zu postiren / auch keine Völcker in das Friedthal also die ganze Landschaft zwischen dem Rhein und den Eydenosschafften Landen gelegen / einziehen zu lassen / ingleichen die Städte Rheinfelden und Lauffenburg diesen Krieg hindurch nicht zu besetzen oder einzunehmen.

Hingegen haben aber die Herren Ehren-Gesandte in guten Treuen und aller Aufrichtigkeit zugesagt und versprochen / daß Ihre Herren und Obren auch diesen Krieg hindurch keine Kriegs-Völcker / wenn die immer zständig seyn möchten / in ihre Land und Botmäßigkeit kommen / sich darinnen postiren / oder darüber passieren lassen / sondern allen den jenigen / welche sich dessen über alle glücklich und vergeblich angewendete Mittel unterfangen würden / mit allem Gewalt widersehen / solche als Feinde ab- und zurück treiben sollten.

5. Demnach auch bereits etliche Monath her eine Anzahl Eydenosschafft Mannschafft zu Augst und dort herum oberhalb Basel gelegen / um die Päß alda zu verwahren / und hochgeehrte Ihre Excellenz der Herr Königlische Ambassadeur von denen Ebllichen und zugewandten Orthen verlangt / daß zu beider Mannschafft noch 750. Mann zu gleichem End an das Ort verlegt werden / so bereits wilsahet und vollzogen / ist von den Ebllichen Orthen weiters nothwendig erachtet worden / daß solche Mannschafft / so sich dinstmahl alldorten in 1500. Mann stark befindet / mit anderer einer Anzahl von 1500. Mann alsobald nach ausgemerkelten beiderseitigen Ratificationen von den Ebllichen Orthen verstärkt werden sollen / mit gleichem Befehl die Päß alda / wie oben vermeldt ist / wider mündlich / wer der auch seyn möchte / zu beschirmen und gesperret zu halten. In dem ausdrücklichen Verstand / daß obgedachte 750. Mann / und dan auch die jeztgemelte 1500. Mann / die dahin kommen sollen / von Ihrer Königlischen Majestät auff den Fuß von 5. Rthlr. in specie monatlich sampt denen gewohnten Gratificationen / nemlich / daß allweg 9. Mann

ANNO
1689.

9. Man sít 10. passirt und bezahlt werden / auch dero Sold / wan sie vom Hauss ausziehen / seinen Anfang nehmen / und ein halber Monath-Sold vorgehoffen werden soll / und zu bemeldter 750. Man Proviantirung in die Stadt Basel über die 700. Sack / welche ohne das aus den Französischen Länden dahin kommen / wenigstens noch 200. Sack frucht aus dem Elsass gegen gebührender Bezahlung gefolgt ; und da die andern 1500. Mann auch dahin verlegt seyn werden / dass solche Völkern darvor ihr notwendig Brod und Nahrung haben mögen auff gleiche gebührende Bezahlung.

6. Ihro Königliche Majestät wird für den Estat-Major der 750. Man / so dato in ihrem Sold seyn / 200. Franken monatlich bezahlen lassen / da aber selbige bisz auff die 3000. Man versäckt wird seyn worden / sie sich nach Gestalt und Vernehmung der Anzahl der Gebühr gemäß solchen Estats halber sich finden lassen.

7. Es sollen auch die Eydgössische Völkern / sie seyen wenig oder viel an der Anzahl / von niemand als ihren eigenen Officieren Commando dependiren / und von diesen ehrtlich und in Treu gemustert werden.

8. Und im Fall die Gefahr sich also vermehret / dass diese Mannschafft den Pass zu beschirmen nicht zugsam wäre / werden die Herren Eydgössische solche Vorsehung thun / wie sie schon hievor resolvirt haben.

9. Ihro Königliche Majestät thut sich erklären / dass bey allen Stillständen und Friedens-Schlüssen / die selbige ins künftige eingehen und machen möchten / die löbliche Ort und obgedachte zugewandte in solche zu schließen und mit zu begreifen / laut und Inhalt des klaren Buchstabs der mit Seiner Majestät habenden Bündniss.

10. Seynd Ihro Excellenz und die Herren Ehren-Gesandten eing worden / dass die Königliche Ratification dieses Tractats / ingleichem der löblichen Orthen und zugewandten Ratificationen bisz auff den 20. dito zu Solothurn gegeneinander ausgewechselt werden soll.

Zu Urkund dessen haben gedachte Ihre Excellenz Herr Michael Amelot Ambassadeur von Frankreich diesen Tractat durch Herrn Piler Secretaire seiner Ambassade gemacht unterschreiben / und gleicher gestalt haben die Herren Ehren-Gesandten / auffser denen vom löblichen Ort von Zürich / die es ledig ad referendum genommen / durch Hauptmann Johann Carl Schindlern Secretaire der allgemeinen Tag-Satzung / und der Graffschafft Baden / solchen auch unterschreiben lassen. Bescheyen in der Stadt Baden im Ergau den 7. May 1689.

CXII.

12. Mai. L'EMPE-
REUR ET
LES PRO-
VINCES
UNIES.

Fœdus defensivum & offensivum, (Magnum Fœdus postea dictum) inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Dominos Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum Generales, initum; quo perpendentes periculi communis, per novissimam Invasionem Gallicam Reipublica Christiana impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, de efficacioribus mediis simul tam reducenda quam conservanda Pacis conveniunt; seseque invicem obstringunt, ad Bellum Terra Marique contra Regem Gallia conjunctis viribus gerendum, donec Pax Westphalica & Pyrenæa vindicata sit. Actum Vienna die 12. Maji 1689. Cum ARTICULO SEPARATO de Successione Hispanica, in Augustissimam Domum Austriacam contra Gallos unitis Armis, si opus fuerit, vindicanda. Actum eodem Loco & die 12. Maji 1689. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]

Notum testatumque sit, quod tamen Fœdus illud quod paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Hagæ-Comitum, in muram Defensionem sanctum est, in suo adhuc vigore permanet; nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas quam dicti Domini Ordines Generales, perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublicæ Chris-

ANNO
1689.

tianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Fœderis Leges veteremque conjunctionem artioribus firmitatibusque vinculis corroborare, & de efficacioribus simul tam reducenda quam conservanda Pacis & Securitatibus publicæ mediis rationes inire, eaque propter per utrinque ad id constitutos Plenipotentiarios à parte quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Gulielmum Comitem in Königseck, Sacri Romani Imperii Procancelarium, aurei Velleris Equitem; & Dominum Theodorum Alhetum Henricum, Comitem à Straatman, Cancellarium Aulicum: & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum nec non in Confessu eorundem Dominorum Ordinum Generalium, nomine Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum, commutatis hinc inde Plenipotentiariarum Tabulis, conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneat semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda secundo promoveret, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Galliarum tam Sacram Cæsaream Majestatem quam Dominos Ordines Generales Unitæ Belgii absque ulla legitima causa seu prætextu, gravissimo juxta ac iniquissimo Bello supereminet adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cujus ambe omnibus viribus contra prædictum Galliarum Regem Terra Marique ejusdemque Fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas se se ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, de Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilis instituenda Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adhærentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocumque demum prætextu seorsim instituere, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica, Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus, juvante Deo, vindicetur, & omnia juxta earundem tenorem, in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Instituti autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bonâ fide ea quæ aguntur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præfens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii contra sæpius memoratam Coronam Galliarum, & ejusdem Adhærentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuèque duret.

VII. Quod si verò contingeret, ut Corona Galliarum iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocumque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem quo nunc modo, Terra Marique, omnibus viribus fideliter assistere, & quocumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eo desistere donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsarea Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacræ Cæsareæ Majestatis contra Coronam Galliarum & ejusdem Adhærentes omni tempore, omnibusque Mediis & Viribus tueantur & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundem limitaneorum Bonorum controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni vi facti penitus exclusâ, amicabiliter discutiantur componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præfentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, &

ANNO à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Co-
1689. rona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes
utriusque Partis Fœderati, quibus eidem accedere vi-
sum fuerit: includitur etiam huic Fœderi Serenissimus
Lotharingæ Dux, conferentque Confœderati omnem
operam, consilia & vires, ut & ipse in suos avitos
Ducatus, Ditiones, Status, & Jura plenarie restituat.

XI. Rati-habebitur hoc Fœdus ab utraque Parte in-
tra spatium quatuor Septimanarum, vel citius si fieri
poteit.

In quorum omnium Certitudinem ac majus Fidei
& Sinceritatis robor bina ejusdem tenoris Instrumenta
desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotenti-
ariis subscripta, signataque reciprocè commutata sunt.
Actum Viennæ 12. Maji 1689.

(L.S.) LEOPOLDUS GUILLELMUS Comes in
Konigseg.

(L.S.) T. A. HENR. Comes de STRAAT-
MAN.

(L.S.) J. HOP.

Articulus Separatus.

Postquam ex parte Gallie in variis Locis & Au-
lis palam divulgatum est, quod non obstant
Renuntiatione solemnissima, Successionem in Monar-
chiam Hispanicam, casu quo Rex Catholicus sine prole
legitima è vivis decederet, pro Delphino indefinenter
præterdant Vi & Armis asserendam, nec obscure etiam
collimer, ut prædictus Delphinus in Regem Romano-
rum evehatur: Domini Status Generales Fœderati Bel-
gii maturè considerantes quantum Status publici colli-
sionem & quantum præjudicium publicæ rei & Tran-
quillitati tam una quam altera Prætension assere possit,
promittunt hisce separatim Articulis, non minus ac si
Fœderi principali verbo tenus inserti essent, valituris;
Primo, casu quo modernus Hispaniarum Rex è vita
decederet, non relictiis legitimis descendentibus, (quem
casum Deus clementer avertere velit) se Cæsaream
Majestatem ejusve Hæredes ad Successionem ejusdem
Domini legitimè competentem in Monarchiam His-
panicam, & ejus Regna, Provincias, Ditiones, & Jura
earundem adipiscendam & asserendam, quin etiam pos-
sessionem contra Gallos ejusque Adhærentes qui se huic
Successioni directè vel indirectè opponere vellent, om-
nibus viribus adiuturos, & in contrarium attentan-
tium vim vi repulsuros.

Deinde etiam apud Dominos Principes Electores
Imperii, Fœderatos suos omnia studia & officia colla-
turos, ut quanto citius Serenissimus Hungariæ Rex Jo-
sephus, Sacræ Regiæ Majestatis Primogenitus in Re-
gem Romanorum eligatur, & si ex parte Gallie hæc
Electio minis aut armis impediretur, se pro eadem
tueda & avertenda omnibus pariter viribus Sacræ Cæ-
saræ Majestati opem laturos.

Invitabitur ad horum etiam Articulorum Societatem
Corona Angliæ. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

T. A. HENRICUS Comes DE
STRAATMAN.

J. HOP.

CXIII.

17. Mai. *Declaration de Guerre, de GUILLAUME III.
& de MARIE, Roi & Reine de la Grand'
Angle- Bretagne, contre le Roi des FRANÇOIS, du 17.
terre, Mai, 1689. [MERCURE HISTORIC.
ET LA France. Tom. IV. pag. 519.]*

GUILLAUME ROI.

Comme il a plu à Dieu de se servir de nous
pour être les heureux instrumens de la déli-
vrance de ces Nations des grands & émi-
nents dangers auxquels elles étoient exposées; & de
nous placer sur le Trône de ces Royaumes, nous
nous croyons obligés de faire notre possible, pour
procurer le bien de nos Peuples, qui ne sauroient

ANNO jamais être en sureté, qu'en prévenant les malheurs
dont ils sont menacés par les Ennemis de dehors. 1689.

Lorsque nous considérons le grand nombre d'in-
justes moies dont le Roi des François s'est servi
depuis quelques années, pour satisfaire son ambition;
qu'il n'a pas seulement envahi les Etats de l'Empe-
reur & de l'Empire à présent en Amitié avec nous,
désolant des Provinces entières, & ruinant leurs Ha-
bitans par ses Armées; mais qu'il a déclaré la Guerre
à nos Alliez sans y être provoqué, violant manifeste-
ment par là, les Traitez confirmés par la Garantie de
la Couronne d'Angleterre; nous ne saurions moins
faire que de nous joindre à nos Alliez, pour nous
opposer aux desseins du Roi des François, que nous
regardons comme le Perturbateur de la Paix & l'en-
nemi commun de la Chrétienté.

Mais outre les engagements dans lesquels nous som-
mes entrez par les Traitez faits avec nos Alliez, qui
justifient suffisamment notre prise d'Armes en ce tems-
ci, puisqu'ils nous ont requis de le faire; les Injustices
qui nous ont été faites & à nos Sujets par le Roi
des François, sans aucune Reparation, sont telles &
en si grand nombre, que bien que depuis quelques
années, on n'en ait pris aucune connoissance, pour
des raisons connues de tout le Monde, nous ne vou-
lons pas pourant les laisser passer, sans faire publi-
quement connoître le juste ressentiment que nous avons
de ces outrages.

Il n'y a pas fort long-temps que les François pré-
noient des Permissions du Gouverneur Anglois de
Terre-neuve, pour pêcher dans les Mers de cette cô-
te, & qu'ils paioient un Tribut pour cette Permission,
comme une Reconnoissance du Droit que la seule
Couronne d'Angleterre a sur cette Ile. Et néanmoins,
les François ont depuis peu si fort empiété sur notre
dite Ile, & sur le Commerce & la pêche de nos Su-
jets, que leurs actions ont ressemblé plutôt à une in-
vasion d'Ennemis, qu'à des Procédures d'Amis, qui
ne jouissent de l'avantage de ce Négoce que par Per-
mission.

Mais que le Roi des François ait envahi nos Iles
Caribes, qu'il se soit emparé par force de nos Terres
dans la Province du Nouvel York & de la Baye de
Hudson, qu'il se soit rendu Maître de nos Ports,
qu'il ait brûlé les Maisons de nos Sujets, & enrichi
son Peuple du Pillage de leurs Biens & de leurs
Marchandises, qu'il ait retenu quelques-uns de nos Su-
jets dans des cachots, qu'il en ait fait massacrer d'au-
tres, & exposer le reste en Mer sur un petit Vaisseau,
sans nourrir & sans les autres choses nécessaires à
la vie; ce sont des actions indignes d'Ennemis qui n'ont
pas renoncé à l'Humanité. Néanmoins il étoit si
éloigné de le déclarer tel, qu'en même temps, il fai-
soit négotier ici en Angleterre par ses Ministres, un
Traité de Neutralité & de bonne Correspondance en
Amérique.

Le procédé de ce Roi contre nos Sujets en Eu-
rope, est si notoire, qu'il n'est point nécessaire de
nous étendre là-dessus. Les Commissions qu'il a don-
nées aux Armateurs François pour se saisir des Navi-
res des Anglois, la défense qu'il a faite d'apporter,
dans son Royaume, la plupart des Manufactures &
des Denrées d'Angleterre, & les Droits exorbitans
qu'il a imposés sur les autres, nonobstant le grand
avantage que lui & la Nation Française tirent de
leur Négoce avec cette Ile, sont des marques éviden-
tes du dessein qu'il avoit de ruiner le Commerce, &
par conséquent la Navigation des Anglois, d'où dé-
pendent en grande partie le bien & la sûreté de cette
Nation.

Le Droit du Pavillon attaché à la Couronne d'An-
gleterre, a été disputé par ses Ordres; ce qui viole la
Souveraineté que nous avons sur les Mers Britanniques,
que nos Predecesseurs ont de tout temps maintenue,
& que nous avons aussi résolu de maintenir pour
l'Honneur de notre Couronne, & de la Nation An-
gloise.

Mais ce qui nous touche plus sensiblement, c'est
la manière si indigne d'un Chrétien dont il a persécuté
plusieurs de nos Sujets Protestans en France, pour le
fait de la Religion, contre le Droit des Gens & les
Traitez exprès; les contraignant par des cruautés aussi
étranges qu'extraordinaires, à abjurer leur Religion,
emprisonnant des Mâtres & des Matelots de nos
Vaisseaux Marchands, en faisant condamner d'autres
aux Galères, sous prétexte qu'il y avoit dans leurs Na-
vires

ANNO 1689. vires quelques-uns de ses malheureux Sujets Protestans, ou de leurs Effets. Enfin chacun sait que pour comble d'outrages, il s'est efforcé, depuis quelques années, de renverser le Gouvernement d'Angleterre: que présentement, il fait tout son possible pour ruiner nos bons & fideles Sujets de nôtre Royaume d'Irlande, par des voyes ouvertes de violence, & par l'invasion actuelle de ce Royaume.

Étant donc obligé de prendre les Armes, & esperant que Dieu favorisera nos justes entreprises, nous avons trouvé à propos de déclarer, & déclarons par la présente, la Guerre au Roi des François, & que nous la lui ferons vigoureusement par Mer & par Terre, conjointement avec nos Alliez, puisqu'il l'a si injustement commencée; étant assuré que nos Sujets concourront de bon cœur avec nous, & nous aideront de même à soutenir une si bonne cause. Mandons & ordonnons par la présente Déclaration, au Général de nos Armées, à nos Commissaires pour executer la Charge de Grand Amiral, aux Gouverneurs de nos

ANNO 1689. Provinces, de nos Forts & Garnisons, & à tous autres nos Officiers & Soldats tant par Mer que par Terre, de commencer & d'exercer tous Actes d'Hostilité contre le Roi des François, ses Vaux & ses Sujets, & de s'opposer à leurs entreprises. Vouions encore que tous nos Sujets prennent connoissance de la présente Déclaration, & leur défendons expressément d'avoir ou d'entretenir ci-après aucune Correspondence ou Communication avec le Roi des François ou avec ses Sujets. Et comme il y a dans nos Royaumes plusieurs Sujets du Roi des François, Nous déclarons & donnons nôtre Parole Royale, que tous ceux de la Nation François qui se comporteront, comme ils doivent, envers nous, & qui n'auront aucune Correspondence avec nos Ennemis, seront en sûreté pour leurs Personnes & pour leurs Biens, & exempts de toute molestation & de tout trouble, de quelque sorte qu'il soit. Donné en nôtre Cour à Hampton-Court, le 17. Mai 1689. & de nôtre Regne le premier.

CXIV.

20. Juin. *Beilegung und Vergleich zwischen Ihro Königlischen Majestät von Dänemark/ und Ihro Hochfürstlichen Durchleucht von Holslein-Schleswig über die zwischen Ihnen lang geschwebten Differenzen / wodurch Höchstgedachte Königlische Majestät an den Durchleuchtigen Herzogen restituirt und cedirt das Gut Gottes-Gabe / ingleichen / nebst Begebung der Hypothek und Anspruchs auff das Amt Trittau / Ihro Hochfürstlichen Durchleucht solches wieder einraunt / wie nicht weniger die Insul Fehmern und Nembter Tremsbüttel und Steinhors / mit der Hohen Mediation Versprechen / Ihro Königlischen Hoheit Prinz Georgens / Ihro Majestät Herrn Bruders / Consens wegen dieser letzteren zu verschaffen. Altona den 20. Junii 1689. [Manuscrit, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz II. 10. pag. 223. aussi en Allemand & en François: & dans Relationis Histor. Francofurt. Continuat. vernalis anni 1689. pag. 68.]*

Rund und zu wissen sey hiemit jedermännlichen / was massen die zwischen Ihro Königlische Majestät zu Dänemark Norwegen / ic. und des Herrn Herzogens zu Schleswig-Holstein Fürstliche Durchleucht eine zeithero sich enthaltene schwere Differenzen / durch sorgfältige Vermittelung Ihro Kaiserlichen Majestät / auch der Herrn Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Durchleucht Durchleucht auff folgende Art befändig verglichen und beygelegt worden.

I. Soll eine generale Amnestie und ewige Vergessenheit alles dessenigen seyn und bleiben / so bishero von beyden Theilen / auch deren Ministris, Unterthanen und Angehörigen vorgenommen oder geschehen seyn mag / und dahero niemand derselben / beyderseits / mit einiger Verantwortung / entgelt oder Schaden deshalb betraden werden; da hingegen eine ewige unzerrennliche Freundschaft und Vereinigung zwischen Ihro Königlische Majestät zu Dänemark Norwegen / ic. Dero Erben und Successoren

CXIV.

Traité d'Accommodement & de Transaction entre Sa Majesté le Roi de DANEMARCK & son Altesse Serenissime le Duc de HOLSTEIN-SLESWIG sur leurs anciens Differents, par lequel Sadite Majesté restitue & cede à Sadite Altesse Ser. la Terre de Gottes-Gabe, & degage de toute Hypothèque le Bailliage de Trittau comme aussi ceux de Steinhors, Tremes-Büttel, & l'Isle de Fehmern, réservé seulement la Satisfaction & le Consentement du Serenissime Prince GEORGE son Frere. A Altena le 20. Juin 1689.

ATous soit notoire comme quoi les Differens difficiles survenus depuis quelque tems entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwege, &c. & Son Altesse Serénissime le Duc de Sleswick-Holstein, ont été pleinement accommodés, & ôtés, moyennant l'intervention de Sa Majesté Impériale, & de leurs Altesse Electorales de Saxe & de Brandebourg, de la maniere qui suit.

I. Il y aura Amnistie generale & oubli perpetuel de tout ce qui s'est passé de part & d'autre, & entre leurs Ministres, Sujets & Dépendans, de sorte que personne n'en sera plus responsable ni inquiet en aucune maniere: & qu'au contraire une Amitié reciproque & Union parfaite soit retablie & affermie entre Sadite Majesté Royale & Sadite Altesse Serénissime,

ANNO
1689.

foren in der Regierung / und Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein / und Dero Nachfolgeren / hiemit wiederum ernennet und fest gestellet seyn.

II. Restituiren Ihre Königliche Majestät zu Dänemark / Norwegen / u. des Herrn Herzogen Durchleucht in alle dero Ländt und Güter / in specie das Gut Gottes-Gabe / ihre Souverainität / Regalien / Jura Collegiarum, Feodorum, Befestungen zu bauen und zu besessen / und sonst / in summa, in alle die Jura, Hochheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / wie sie dieselbe vor und nach dem Westphälischen und Nordischen Frieden / bis zu Anno 1675. gehabt und besessen / auch was Ihre Fürstliche Durchleucht nach dem Fontaineblauschen Frieden zukommen kan / welche Friedens-Schlüsse dan hiemit nochmalen confirmiret werden. Ingleichen Dero Mediente und Angehörige in ihre Güter und Capitalia.

III. Als auch Ihr Hochfürstliche Durchleucht in dero Postulatis unter anderen desideriret / daß Ihre Königliche Majestät die Insul Fehmarn / sampt den Aemptern Steinhors / Tremesbuttel und Trittau / von der darauff-haftenden Hypothec und Schuld-Forderung liberiren / und Ihre Fürstlichen Durchleucht abque ullo onere restituiren möchten. So wollen Ihre Königliche Majestät zu mehrer Bezeugung dero aufrichtigen Freundschaftigen Affecten und Gewogenheit gegen des Herrn Herzogen Durchleucht sich der Hypothec und Anspruchs / so sie auff das Amt Trittau haben / begeben / und solches Ihr Fürstliche Durchleucht zugleich mit dero anderen Länden wieder einräumen. Was aber die respective Insul und Aempter / Fehmarn / Tremesbuttel und Steinhors anbelangen / weil selbige nicht in Ihre Königliche Majestät / sondern in dero Herrn Brüdern / Prinz Georgen zu Dänemark / Königliche Hochheit Handen seynd / hat die höchste und hohe Mediation / zu desto besserer Feststellung und bey-Wahaltung des Ruhestandes in Norden / und diesem Nieder-Sächsischen Erayß / woran dem Publico so viel gelegen / auff sich genommen / die Mittel zu verschaffen und bey zu bringen / Seine Königliche Hochheit / wegen der darauf habenden Pfand-Summe / ohne Ihre Königlichen Majestät zuthun und Nachtheil / zu contentiren und zu befriedigen / auch hoch-befagter Ihre Königlichen Hochheit Consens zu verschaffen / damit gemelte Insul und Aempter sothaner Gestalt an Seine Fürstliche Durchleucht ebenfalls frey und ohne entgelt / auch Schuld- und Pfand-frey restituiret werden mögen.

IV. Dahingegen renunciren Ihre Hochfürstliche Durchleucht allen An- und Ansprüchen / so sie nicht allein auff Ihre Königliche Majestät (umb willen dieselbe dero Ländt einige zeitlang ihnen gehabt / beessen und genossen) machen könnten oder möchten / sondern lassen auch beschwergen diejenige Processen / so Sie am Kaiserlichen Reichs-Hoff-Rath wieder das Fürstliche Haus Ploñ erhoben / schwinden und fallen.

V. So viel die Unionen / Pacta Familie, und andere bis zu Anno 1675. aufgerichtete Verträge / wie auch die Communion angehet / bleibet es bey dem biß dahin üblichen Verkommen / und dem buchstablichen Inhalt des Westphälischen / Nordischen und Fontaineblauschen Friedens. Auch bleiben alle ruckständigen Commer-Interden und Contributionen Königlicher Seiten allerdings unexigiret.

VI. Die übrige Gravamina werden ad amicabilem compositionem, in Entschung der Güte / ad Viam Juris verwiesen / und soll kein Theil wieder obiges alles via facti etwas unternehmen.

VII. Die Ratificationes über diesen Vergleich / sollen innerhalb 14. Tagen à dato der Unterschrift alhier in Altona aufgeschickt / auch alsobald darauf / und längstens innerhalb 8. Tagen darnach / die Restitution ohnschuldbar wirklich bewerkstelliget werden.

Zu wahrer Ithrumd dessen / seynd zwey gleichlautende Exemplaria angefertigt / unterschrieben und besiegelt / auch beyden Theilen behändiget worden. Geschehen zu Altona / den 20. Junii 1689.

sume, & entre leurs Héritiers & Successeurs à perpetuité. ANNO
1689.

II. Sa Majesté le Roi de Danemarck Norwege, &c. restitue au Sérénissime Duc de Sleswick-Holstein tous les Pays & Biens, & spécialement la Terre de Gottes-Gabe, avec la Souveraineté, les Regales, & les Droits de faire des Collectes & des Alliances, de bâtir & de posséder des Forteresses, & généralement tous les autres Droits, Prééminences, & Prerogatives autant & de la manière, que Sadite Altesse Sérénissime en étoit en possession devant & après les Traitez de Westphalie & au Nord, jusqu'à l'an 1675. avec tout ce qui pourroit encore appartenir à Son Altesse en vertu du Traité de Fontainebleau, & à cette fin on confirme de nouveau tous ces Traitez. Sa Majesté restitue pareillement aux Ministres & Sujets de Son Altesse tous leurs Biens & tous leurs Capitiaux.

III. Comme le Sérénissime Duc insiste aussi par ses demandes à ce qu'il plaist à Sa Majesté Royale de décharger l'Isle de Fehmarn & les Bailliages de Steinhors, Tremesbuttel & Trittau de l'Hypothèque & Prétension / y attachées, & de lui rendre ainsi sans aucune charge, Sa Majesté, pour montrer son affection sincere & une Amitié de Beau-frere envers le Sérénissime Duc, veut bien quitter l'Hypothèque & les Prétensions qu'Elle a sur le Bailliage de Trittau, & rendre ce Bien conjointement avec les autres Pays à Sadite Altesse: Mais pour ce qui est de l'Isle de Fehmarn & des Bailliages de Tremesbuttel & Steinhors, comme ces Biens ne sont pas dans les mains du Roi, mais dans celles de son Frere Son Altesse Royale le Prince George de Danemarck, les Sérénissimes Médiateurs voulant affermir d'autant plus le Repos du Nord & de ce Cercle de la Basse-Saxe, où le Public a tant d'intérêt, se sont chargés de procurer ou fournir les moyens, sans que cela coûtât rien à Sa Majesté Danoise, pour contenter Son Altesse Royale ledit Prince de Danemarck, comme aussi d'obtenir le consentement de ce dernier Prince, afin que ladite Isle & lesdits Bailliages puissent pareillement être restitués au Sérénissime Duc de Sleswick-Holstein en propriété, & comme déchargés de toute Prétension & Hypothèque.

IV. En échange de quoi Son Altesse Sérénissime renonce non seulement à toute Prétension & Demande, qu'Elle pourroit former contre Sa Majesté Danoise, sur ce que celle-ci étoit depuis quelque tems en possession & jouissance des Pays de Son Altesse: mais Elle desiste aussi des poursuites du Procès qu'Elle avoit intenté devant le Conseil Imperial Autique contre la Sérénissime Maison de Holstein-Ploñ.

V. Touchant les Unions, Pactes de Famille, & autres Conventions faites jusqu'à l'an 1675. comme aussi touchant la Communauté, on se tiendra à la coutume y pratiquée, & à la lettre des Traitez de Westphalie, du Nord, & de Fontainebleau: & de la part de Sa Majesté Danoise on n'exigera jamais les Rentes de la Chambre de Finances & les Contributions, dont on lui puisse être en arriere dans lesdits Pays.

VI. Quant aux autres Grieffs, on en traitera à l'amiable, ou par voye de Justice ordinaire, en cas qu'on n'en pût convenir par composition, & on s'abstiendra de part & d'autre de toute Contravention de ceci, & de la voye de fait.

VII. On échangera les Ratifications de ce Traité ici à Altona en 14. jours à compter de la date de la signature, & immédiatement après, ou en huit jours au plus tard, on fera effectivement & immuablement la susdite Restitution.

En foi de quoi ont été dressés deux Exemplaires de la même teneur de ce Traité, qui ont été signés, munis des Sceaux, & dormez aux deux Parties. Fait à Altona le 20. de Juin 1689.

ANNO 1689. Revers und Versicherung von den Churfürstl. Sächsischen und Brandenburgischen Abgesandten an des Herzog von Holstein Gottorff Durchl. bey Schließung des Altonaischen Friedens ausgefertigt / des Inhalts / daß die Pfand-Insul und Nemder Fehmeren / Trembsbüttel und Steinhorst Ihro Durchl. totaliter restituirt werden. Altona den 20. Junii 1689. [LUNIG Teutsches Reichs- Archiv. Part. Spec. Continuat. II. vierter Abtheil. Abfaz. X. num. CI. pag. 225.]

C'est à dire,

Revers donné par les Ministres Electoraux de SAXE & de BRANDEBOURG, au Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORP, portant que les Baillies engagés de Fehmeren, Trembsbüttel, & Steinhorst, lui doivent estre pleinement restitués. Altona le 20. Juin 1689.

Zu wissen / demnach bey vorgedachtem Schluß hiesiger langwieriger Tractaten zwischen Dero zu Dänemark und Norwegen Königl. Majestät und des Herrn Herzogs zu Holstein-Gottorff Fürstl. Durchl. es wegen gesuchter wider-Einräumung der hievor verschriebenen Pfand-Insul und Nemder Fehmeren / Trembsbüttel und Steinhorst / an Seiten der Königl. Dänischen Ministerium solche Difficultäten gegeben / daß sie aus Mangel bedürftiger Instruction den Tractat zu signiren angestanden / die Fürstliche Holsteinische Gottorffische Ministri aber von der total Restitution nicht absehen / noch den projectirten Reces anders unterzeichnen wollen / als daß ihres gnädigsten Herrn Durchleucht auch wegen obgedachter Insul und Nemter völlig versichert / daß zu facilitirung dieses hoch-importanten Werkes / Namens unserer gnädigsten Herren / der Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Churfürstliche Durchleucht Durchleucht nebenst übrigen zu diesen Tractaten bevollmächtigten Ministri über uns genommen und versprochen / in solche Wege es zu richten und zu verschaffen / daß Ihre Fürstlichen Durchleucht dem Herren Herzogen zu Holstein-Gottorff / obgedachte Insul und Nemter Fehmeren / Trembsbüttel und Steinhorst / nach dem Verlauf der Executions-Zeit mit und neben dero andern Länden zugleich ohne einige Beschränkung und Entgelt / Schuld- und Pfandfrey / totaliter restituirt und eingeräumt werden sollen / massen hochgedachte Ihre Churfürstl. Durchl. Durchl. nebst Ihre Kaiserl. Majestät auch dero zu Groß-Britannien Königl. Majestät und die Hochmögenden Herren General Staaten der Vereinigten Niederlanden dabey zu hochgedachter Ihre Fürstl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurriren / und zulängliche Mittel / selbige wirklich und dergestalt / daß des Herren Herzogen Durchl. zum völlig-ruhigen Besiz u. Genuss der besagten Insul und Pfand-Nemder / wann auch gleich des Prinzens Consens intra terminum nicht erfolgen sollte / gelangen / und selbige ebenfalls propria autoritate alsdann ergreifen mögen / zur Hand nehmen / auch davon nicht ehender / bis solches wirklich beschaffet / und dafers solches intra terminum nicht zu Werk gerichtet werden könnte / des Herren Herzogen Durchleucht wegen sothanen Verzugs indeminiert worden / defistiren noch ablassen werden / wie dann Ihre Churfürstl. Durchl. Durchl. mit obgenannten Poissances endlich vor diese Forderung stehen / und des Prinzen Georgen Hoheit zuvergnügen über sich nehmen / damit solchergestalt die von des Herren Herzogen Durchl. an Ihre Königl. Majestät und des Prinzen Georgens / Hoheit gegebene Obligationes nach der Zahlung extradit und gänzlich cassirt und aufgehoben seyn und bleiben mögen. Signat. Altona den 20. [10] Junii 1689.

Revers So der Hochmögenden General Staaten Minister bey den Zwischen der Cron-Dännemark / und dem Fürstl. TOM. VII. PART. II.

ANNO 1689. Haus-Holstein Gottorff sub eodem dato & loco geschlossenen Tractaten an die Fürstliche Gottorffische Ministros herausgegeben / desz lauts / daß die Pfand-Insul und Nemder Fehmeren / Trembsbüttel und Steinhorst Ihro Durchl. dem Herzog zu Holstein-Gottorff totaliter restituirt werden sollen Altona den 20. Junii 1689. [Copie communicuée par un Ministre de Dannemark.]

C'est à dire,

Revers donné aux Ministres de HOLSTEIN GOTTORP, par le Ministre de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES UNIES des Pais-Bas, portant que les Baillies de Fehmeren, Trembsbüttel, & Steinhorst doivent estre entierement restitués au Serenissime Duc de Holstein Gottorp. Altona le 20. Juin 1689.

Zu Wissen. Demnach bey vorgedachtem Schluß hiesiger langwierigen Tractaten zwischen Dero zu Dänemark-Norwegen etc. Königl. Majestät und des H. Herzogen von Holstein-Gottorff Fürstlichen Durchleucht es wegen gesuchter wieder-Einräumung der hievor verschriebenen Pfand-Insul und Nemder / Fehmeren / Trembsbüttel und Steinhorst / an Seiten der Königl. Dänischen Ministerium. solche Difficultät gegeben / daß sie aus Mangel bedürftiger Instruction den Tractat zu signiren angestanden / die Fürstl. Holstein-Gottorffische Ministri aber von der totalen Restitution nicht absehen / noch den projectirten Reces anders unterzeichnen wollen / als daß Ihres Gnädigsten Herren Durchl. auch obgedachter Insul und Nemter völlig versichert / daß zu facilitirung dieses hoch importanten Werkes / namens Ihrer Königl. Majestät zu Groß-Britannien und Hochmögenden der HH. General-Staaten der Vereinigten Niederlanden / nebenst übrigen zu diesen Tractaten bevollmächtigten Ministris. über mich genommen und versprochen / in solche Wege es zu richten und zu verschaffen / daß Ihr Fürstl. Durchleucht dem Herzogen zu Holstein-Gottorff obgedachte Insul und Nemter / Fehmeren / Trembsbüttel und Steinhorst / nach dem Verlauf der Executions-Zeit / mit und neben dero andern Länden / zugleich / ohne einige dero Beschränkung und Entgelt / Schuld- und Pfand-frey / totaliter restituirt und eingeräumt werden sollen / massen Hochged. Ihr. Königl. Majestät und auch ermelte Herrn General-Staaten / nebst Ihre Kaiserl. Majestät und beide Herren Commmediatores Churf. Churf. Durchl. Durchl. dabey zu Hochgedachter Ihr. Fürstl. Durchl. völligen Restitution nachdrücklich concurriren und zulängliche Mittel / selbige wirklich und dergestalt / daß des H. Herzogen Durchl. zu völligen ruhigen Besiz und Genuss der besagten Insul und Pfand-Nemder / wann auch gleich des Prinzen Georgen zu Dänemark Hocheiten Consens intra terminum nicht erfolgen sollte / gelangen / und selbige ebenfalls propria autoritate alsdann ergreifen mögen / zur Hand nehmen / auch davon nicht ehender / bis solches wirklich beschaffet / und dafers solches intra terminum nicht zu Werk gerichtet werden könnte / des Herrn Herzogen Durchl. wegen sothanen verzug indeminiert worden / dehitiren noch ablassen werden: Wie dan Ihr. Königl. Majestät und Ihre Hochm. nebst obgenannten Poissancen endlich vor diese Forderung stehen / und des Prinzen Georgen Hoheit zu vergnügen über sich nehmen / damit solchergestalt / die von des H. Herzogen Durchl. an Ihre Majestät und des Prinzen Georgen Hoheit gegebene Obligationes nach der Zahlung extradit und gänzlich cassirt und aufgehoben seyn und bleiben mögen. Altona den 20. Junii 1689.

O. V. HEEMSKERCK.

Acte par lequel Son Altesse Royale le Prince GEORGE DE DANNEMARCK, cede & transporte au Serenissime Duc de HOLSTEIN GOTTORP

ANNO
1689.

TORP, l'Isle de Fehmern, & les Bailliages de Tremsbuttel & Steinhorst. Faite à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689. [Copie Manuscrite, communiquée par un Ministre de Dannemarck.]

SON Altesse Royale Monseigneur le Prince George de Dannemarc a eu communication du contenu du III. Article du Traité d'Altena, par lequel la Mediation se charge de fournir les moyens pour contenter Son Altesse Royale de la somme capitale pour laquelle l'Isle de Fehmern & les deux Bailliages de Tremsbuttel & Steinhorst ont été mises en hypothèque, au remboursement de laquelle somme Sa Majesté le Roi de Dannemarc ne doit pas être obligé de contribuer aucune chose, la Mediation promettant de procurer le consentement de Son Altesse Royale, afin que ladite Isle avec lesdits deux Bailliages soient restitués de ladite maniere à Son Altesse Mr. le Duc de Holstein Gottorp, dégagés de toute prétention, dette ou Hypothèque, que Son Altesse Royale y pourroit avoir.

Son Altesse Royale fortement persuadée qu'il est de la dernière importance au public dans la présente Conjoncture, que par l'entiere Execution du Traité d'Altena la Paix soit affermie dans le Nord, approuve tout ce qui a été stipulé dans ledit troisième Article, pour ce qui la regarde, & quoi qu'elle avoit eu raison de ne se desfaire pas de ses Hypothèques, avant que la Mediation lui ait fait avoir la satisfaction promise, si est-ce que pour faciliter une affaire de si grande conséquence, elle le repose entierement sur la parole de la Mediation, & à la requisition de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, elle a consenti, comme en vertu de ces presentes elle consent que Monsieur le Duc de Holstein Gottorp rentre d'abord dans la possession de l'Isle de Fehmern & des deux Bailliages de Tremsbuttel & de Steinhorst, qu'elle lui rend libre de toute sorte d'engagement de dette, ou d'hypothèque, l'acquittant des trois-cens mille écus pour lesquels lesdites Terres sont engagées. En foi de quoi Son Altesse Royale a bien voulu signer ceci de sa main & de son Sceau. Fait à Hamptoncourt le 9. Juillet 1689.

GEORGE.
(L.S.)

Ihre Kayserlichen Majestät LEOPOLDI
Guarantie über den vorübergehenden
Altonaischen Tractat. Augsburg den
24. October 1689. [LUNIG Teut-
sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont.
II. Vierter Abtheilung X. Absatz pag.
226. num. CIV.]

C'est-à-dire,

Garantie de l'Empereur LEOPOLD sur le Traité d'Altena. Donnée à Ausbourg le 26. Octobre 1689.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kaiser / zu allen Zeiten Mehrerer des Reichs &c. &c. bekennen mit diesem Brief und thun fund allermänniglich; Demnach wir / so wohl aus eigener Kayserl. Sorgfalt / als auf gebührendes Ansuchen Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs uns von Anfang her / mit unermüdetem Fleiß angelegen seyn lassen / damit die vor einigen Jahren zwischen dem (Tit.) König in Dannemarc / und dem (Tit.) Herzog zu Holstein-Gottorff entstandene schwere Mißverständnisse in der Güte verglichen und beigelegt werden möchten / zu dem Ende auch uns / auf beliebigen hochgedachten Königs in Dannemarc / und des Herzogen zu Holstein-Gottorff Edd. Edd. mit Zuziehung der beyden Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg Edd. Edd. der Mediation unterzogen / und es endlich durch göttliche Gnade und Beystand / auch kräftige Mithülffung / nicht allein ichegedachter beyder Churfürsten Edd. Edd. sondern auch anderer des allgemeinen Ruhestandes liebenden Köni-

gen / Fürsten und Potentien / dahin gebracht / daß zwischen beyder Theilen gewollmächtigten Ministris, unterm 20. (30) Jun. nachsthin zu Altona, ein gewisser Tractat verglichen / geschloffen / unterschrieben / und nachgehends von beyderseits Principalen ratificirt worden. Und wir nun umb übernehmung der Garantie. zu mehrerer Befestigung sothanen Vergleichs / und der darob dependirenden innerlichen Ruhe und Sicherheit / belanget worden / auch uns erinnern / welchergestalt wir uns vor Schließung der Tractaten gegen beyde Theile ausdrücklich gemacht / daß wir demnach die Prästirung sothaner Garantie über festgemeldten Tractat übernommen / übernehmen auch dieselbe hiemit also und dergestalt / daß wir oberbührten Vergleich / in allen seinen Punkten / Clausuln / Inhalt / Mein- und Begreifungen / kräftiglich garantiren / und handhaben / und darwider nichts geschehen lassen / sondern da von einem oder andern / wider Vermuthen / dargegen / oder gegen diejenige / welche denselben befördern geholfen / deswegen über kurz oder lang / etwas vorgenommen werden wolte / wir alsdamm dem Parti leide, gegen dem übertreter / und Turbatorem nachdrücklich und mit Macht assistiren und beybringen / auch sonst nichts unterlassen wollen / was zu beständiger Beybehaltung sothanen Vergleichs / und des dadurch in Norden stabilirten Ruhestands / gedeyhen kan / der ungewissensten Inversicht / daß auch die übrige / so bey diesen Tractaten / durch ihre Vermittelung und Officia concurrirt / und dabey interessirt seyn / auf solchen unverhoffenden Fall ein gleichmäßiges præstiren / und uns darmit die hüßliche Hand bieten werden. Ist und dessen / von uns eigenhändig unterschriebenen / u. mit unserm Kayserl. Secretz-Inselgel betruckten Briefs; So gescheyen zu Augsburg / den 26. Octobere 1689.

LEOPOLD.

Vt. Sebastian Wunibaldt Erbs-Truchses,
Gruff zu Zeil.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris
Majestatis.

C. F. Consbruck.

CXV.

Erneuerte Allianz zwischen Ihre Kayserlichen Majestät Leopold I. und dem Eddlichen Fränkischen Cräyß / wodurch Ihre Kayserlichen Majestät bemeldten Cräyß in Ihre Protection und Special Garantie nehmen und wider allen unbilligen Gewalt zu schützen versprechen / der Cräyß hingegen eine gewisse Anzahl Trouppen und Geld zu fourniren sich obligiret. Wien den 5. Junii. 1689. [LONDORPII Acta Publica Part. XIV. Libr. XV. sub Cap. VII. num. V. pag. 312. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæ*. Tom. XIII. pag. 670.]

C'est-à-dire,

Alliance renouvelée entre LEOPOLD I. Empereur des Romains, & le Louable CERCLE DE FRANCONIE, par laquelle Sa Majesté Impériale reçoit ledit Cercle en sa Protection & speciale Garantie, promettant de le défendre contre toute injuste violence. En échange dequoi le Cercle s'oblige à lui fournir un certain nombre de Troupes Auxiliaires, avec un certain Subside en argent. A Vienne le 5. Juillet 1689.

Nach

ANNO
1689.

Nachdem der löbl. Fräncsch. Cräyß/ bey gegenwärtigem Hochstand und Frankos. theils friedbrüchiger Weise abgebrannten allgemeinen Reichs-Krieg/ bey Ihro Käyßerlichen Majestät allerunterthänigst angesuchet/ die ebenen mit derselben zu Larenburg und Augsburg aufgerichtete Bündnisse auf gewisse mass/ auch auff die jetzige gefährlichen Conjunctionen zu extendiren/ mit dem allerunterthänigsten Erbischen/ in eine ansehnliche Armatur sich zu setzen/ und selbige auff eigenen Wirteln zu unterhalten/ wann man da gegen von allen Winter-Quartieren/ Belegung und weitem Prästationen/ befreiet seyn würde/ die Campagne unter der Käyßerl. Generalität Ober-Commando und Anführung wider den declarirten Feind operiren zu lassen. Vorauß zwar Ihre Käyßerliche Majestät so schriftl. als mündlich/ auch durch dero geheimde Ministros. mit mehreren allergnädigst bezeugen haben/ daß solche Allianz-Zerrennung und auff gegenwärtige geschwinde Zeiten und künfftige eintrichende Bündnisse Ihro allerding annehm seye; Ein groß Bedencken aber allein in dem/ daß durch den langwüßrigen bestirnten schweren Türcken-Krieg/ die Geld-Mittel erschöpffet/ und nun zu Schutz und Rettung des Heiligen Römischen Reichs abermalen unerschwingliche große Kosten erfordert würden/ auch in Ansehung des Cräyßes gegen den Rhein nahe gelegener Situation und der Ungewißheit des Krieges-Laußs/ eine ganz verschiedne Befreyung (so geniegt erbitzt man auch seyn) so ohne die äußerste Noth keines weges geschehen solle/ von Käyßerl. Winter-Quartieren zu versprechen; Darnahero Ihre Käyßerliche Majestät allergnädigst verlangeten/ daß Fürsten und Stände des Fräncsch. Cräyßes ihre auf den Weinen allerbereit habende Zahl Regimenter/ angebotener massen unterhalten/ und zur Käyßerl. Armee flossen/ über diß aber auch jedes Jahr mit einer ergeblichen baaren Geld-Summa/ ihnen selbst und dem gesanten Vaterland zum besten/ sich angereiffen/ und selbe auf gewisse Ziehl in die Käyßerl. General-Kriegs-Commissariat-Cassen einschicken/ oder allen unvortheilichen Falls/ bey erfolgender Einlogirung Käyßerlicher Völker und deren Natural-Verpflegung/ die Abrechnung stellen möchten; Als ist endlich den Schluß zwischen denen hiezu Deputirten Käyßerl. Geheimen Räthen an einem/ und dem löbl. Fräncschischen Cräyß an dem Käyßerl. Hoff accordirten Uesegandten andern Theils/ auff nachfolgende Weise verabredet und beliebt worden:

1. Nehmen Ihro Käyßerliche Majestät den Fräncschischen Cräyß samt und sonders mit allen incorporirten Fürsten und Ständen/ landen und Leuten/ bey diesem gefährlichen Reichs-Stände sonnt wider äußerlich/ als innerlichen Gewalt/ überzug und Beranzugß/ auch alle widerrechtliche Zumuthung/ wie die Mahnen haben mögen/ in Dero Käyßerliche Macht-Schutz/ Protection und Particular Garantie/ und wollen keines weges gebulken noch nachsehen/ daß jemand es seye Freund oder Feind/ van Käyßerl. oder andern Truppen/ unter was Schein und Vorwand es auch seyn möcht/ erwuchtem Cräyße das allergnädigste wieder Gebühre abfordere/ oder mit Winter-Quartieren/ Still-Lägern/ Stand-Quartieren/ unnöthigen irregulirten Durch-Zügen/ Streiffereyen/ unzulässigen Vergewaltigungen/ so der Willigkeit/ denen Reichs-Constitutionen und diesem Tractat zu wieder lauffen thäre/ Beschwerlichkeit und Belästigung verursache/ und wollen Ihre Käyßerliche Majestät die allergnädigste Verordnung ergehen lassen/ daß dieser Tractat und garantirter Allianz-Schluß unverlängte an die übrige Reichs-Cräyße und gesante armirte Fürst- und Fürsten zur Nachridt fund gemacht werde.

2. Versichern Ihre Käyßerliche Majestät an Dero nachgesetztes General Kriegs-Commissariat die gemessene Ordre ergehen zu lassen/ diesen Reces in allen seinen Articulen und Clausulen zu halten/ und den löbl. Cräyß hierwider nicht zu beschweren/ noch zu belästigen.

3. Lassen Ihre Käyßerliche Majestät sich and pro conditione speciali gefallen/ wann Fürsten und Stände von ausländischen Feinden oder einheimischen Statibus hostiliter angefochten werden wolten/ ihnen gleichfalls/ neben den drey Cräyß-Regimentern/ und soviel Käyßerlichen Völker/ als hier zu nöthig/ mit besonderlicher Zuziehung der beeden Würzburgischen Regimentern/ allen niedrigen Gewalt damit abhalten zu helfen/ neben der General- und Special-Protection zum nachdrucksamem Beystand zu erscheinen.

4. Da aber unumgänglich eine widerliche Kriegs-Beschaffenheit allein bösen Ansehen zu ergehen erfordert solte/ den Rhein zurück und herüber zu passiren/ so ist alsdenns verabredet worden/ daß auff solchen Fall von des

Tom. VII. Part II.

nen Käyßerlichen Regimentern/ theils zu Fuß und theils zu Pferd/ doch nicht mehr in den Fräncschischen Cräyß verlegt werden sollen als 6. Regimente/ doch solche mehr zu verstärken um dißelst Rhein überwintern zu lassen/ wird sich der Fräncschische Cräyß nicht entgegen seyn lassen/ noch einem andern Regiment das Dach und Fach/ ohne Abzug des verwilligten Quanti herzugeben.

5. Gleichwie hingegen Fürsten und Stände des Fräncschischen Cräyßes die allergnädigste Käyßerliche Bewilligung der Allianz-Erneuerung und deren Extension/ auch für das ganze Reich tragende hohe Vorsorge und Schutz mit allerunterthänigstem Dank erkennen; Also versprechen sie hiernit förderlichst/ alle Dero 3. Regimente in dem bißherigen Completen Stand noch ferner zu erhalten/ und in allen Feld-Zügen unter Ihre Käyßerlichen Majestät Armee mit agiren zu lassen/ auch dieselbe/ nebst der obhabenden Cräyß-Pflicht/ mit Abschöpfung des Juraments an Ihre Käyßerliche Majestät und Dero Generalität Dispensation anweisen und untergeben/ doch daß sie auch in allen denen Käyßerlichen Völkern zugehenden Vortheilen und Emolumenten gleich considerirt werden/ auch dem Cräyß allezeit eigenthümlich verbleiben/ und denen Obristen die Jurisdiction über die Völker gebühren soll.

6. Hingegen verbindet sich der Cräyß/ weilen Ihre Käyßerliche Majestät verwilliget/ für die 3. Regimente alle Feld-Züge das Commis-Brod auff Dero Provinz-Ambt und Magazin verfabolgen zu lagen/ in redtmäßig zulänglicher Quantität an Korn oder Wehl zeitlich zu erscken/ auch auff erfordernden Fall jedesmahl ergebige Quantität dessen zu anticipiren.

7. Hat man bedungen/ daß die 3. Regimente jedesmal über Winter/ dasere sie nicht mit einigen Vortheil in hostico verbleiben können/ zurück in den Cräyß zu ihren Ständen und angehörigen andern Orten verlegt und einlogirt werden sollen.

8. Weilen aber auch bekannt/ mit was schweren und zweyfachen Kriegs-Kosten Ihro Käyßerliche Majestät der Zeit beladen/ so erkläret sich der Cräyß/ Ihro Käyßerlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Weßen zu Diensten/ mit einem Vorßchuß auff 3. Jahr nach ein ander mit 507060. fl. jährlich an Händen zu geben/ und baar entweder an die Käyßerlichen Kriegs-Cassa abzuplaten/ oder/ da es die unumgänglich Noth je nicht anders leiden wolte/ gegen andere Natural-Auszahlung und Kosten abzurechnen.

9. Jedoch aber anders nicht/ als in gewissen Zahl-Fristen zu erlegen; dahero sie erbitzig seynd/ damit den Anfang zu machen/ bey Eingang künfftigen Monats Novembris. mit 100000. fl. zu Ende künfftigen Janners mit 200000. fl. wiederum zu Ende Martii mit 100000. und endlich mit dem Rest der Bewilligung bey dem Aufbruch der Wiltz auff denen Quartieren beyhalten/ wovey auch ausdrücklich zum Schluß kommen ist/

10. Daß die künfftige verabschiedete Ordnungen mit allen Clausulen und Articulen auff das genaueste beobachtet/ und deren Inhalt/ soviel als von Wort zu Worten/ krafft gegenwärtigen Tractats/ als eine unverbrüchliche abgetrde Condition diesem Reces eingetragen seyn solle. Und soll

11. Sein unveränderliches Verbleiben haben/ daß der Cräyß über diese 507060. fl. nicht im geringsten angegriffen noch beschweret werden solle; Auch von Käyßerlichen Quartieren in Ansehung der angebotenen Geldgaben/ ganz und gar befreiet seyn: Auff dem Fall aber einer nothwendigen Einquartirung etlicher Käyßerlichen Völker/ ist abgehandelt worden/ daß dieselbe

12. Zwar im Cräyß repartirt/ doch aber solcher Gestalt auß einander verlegt werden sollen/ daß auffser des bloßen Obdach/ Lagerstat/ Holz und Licht/ so gut es der Quartiers-Mann vor sich selbst hat/ und der Musquetier monatlich vor dieses 20. Kreuzer/ der Reuter 30. Kreuzer zuzahlen häte/ das übrige aber von dem gemeinen Soldaten/ nach seinem Belieben und baaren Pfennig erkauffet werden solle.

13. Oder da man verlangen würde/ daß neben dem Obdach von dem Quartiers-Mann dem Soldaten/ es seye zu Ross oder Fuß/ auch täglich 2. Pfund Brod folsen gereicht werden/ so wären davon monatlich 45. Kreuzer/ als vor das mit Holz/ Licht und Lagerstat begleitete Obdach und Brod vor einen Fußgänger 1. fl. 5. Kreuzer/ vor den Reuter 1. fl. 15. Kreuzer abzugeben.

14. Dafern aber einige Regimente in dem Cräyß auff dem Land gar aufeinander verlegt und repartirt/ so hat

Gg 2

ANNO
1689.

ANNO 1689. te man wie in denen Käyserl. Erblanden gebräuchlich vor ihre Mund-Portionen 3. fl. vor die Pferd-Portion auch 3. fl. monatlich abzurechnen.

15. Es wird aber anbey bedungen/ wann etwas durch Mißwachs/ oder andere Unfälle/ die Victualien/ das Getrâyde und glatte Futter/ auff hohen Werth steigen thäte/ dasselbige nach dem landläufigen Preiß auff dem Markt angeschlagen werden soll.

16. Damit aber in ein- und andern ein richtiges Reglement wegen der Anzahl der Mund-und Pferd-Portionen/ der Ober-und Nieder-Officier Verpflegung bey denen Regiments-Stäben und Prima planen gescheh/ und aller

17. Mißbrauch verhütet bleibe/ so sollen sowohl die Hohen-als Niedere-Officier weder vor sich noch ihre Knechte noch auch Bagages-Pferd von den Quartiers-Mann im geringsten nichts/ als das bloße Obdach pretendiren/ sondern sollen allein von ihrem auff der Käyserlichen Kriegs-Cassa zu empfangen habenden Tractament und Portionen zu leben schuldig seyn; wann aber über solche Ordinnung etwas erpreßet werden solte/ so ist Abzug an dem angeschührten Geld-Verwilligung zuzunehmen.

18. Hat das General Commissariat für die Proviant- und Artillerie auch Munition-Bediente/ Knecht und deren Mund-und Pferd-Portionen und Unterhalt/ die Nothdurfft zu verschaffen.

19. Ist vor gut angesehen worden/ zu männigliches Nachricht die rechtmäßige Regiments-Stäbe und Prima Planen/ Pferd-Portionen in eine Tabell einzuverleiben/ ausser welcher Specification bey denen Reparierungen gar nichts an Kost und Fütterung ohne baare Bezahlung gefolget noch gefanden werden solle.

20. Da aber der leidige Fall einer unvermeidlichen Einquartierung sich ereignen würde/ wollen Ihre Käyserliche Majestät allergnädigst verordnen/ daß von der Generalität ein solches zeitlich angekündiget/ und vor dem wirklichen Einzug von dem General Commissariat mit des Cräyß Deputierten/ wegen Einlogir-und Reparierung/ die unumstößliche Abrede genommen/ und alles auff das genaueste bey denen Zahl-Fristen abgezogen werden solle.

21. Darbey es denn sein Verbleiben haben/ und weder Fürsten noch Stände oder dero Beamten und Unterthanen in einige particular Tractaten/ Accord und Vergleich einlassen/ nicht verstatet werden solte.

22. Soll in allem gute Disciplin gehalten/ und alle Excesßen/ Unordnungen/ auch Vergewaltigungen der Unterthanen/ nach dem schärfsten Kriegs-Recht abgekrasset werden.

23. Soll ein jeder sowohl Hoch-als Niedere Kriegs-Officier und sämtliche Soldateica zu Kost und Fuß/ die treue Disposition/ in Repartir-Eintheil und Verwechslung der Quartieren denen Fürsten und Ständen/ denen die Städte/ Markt-Flecken und Dörffer zugehören/ überlassen/ und ihnen darinnen keines weges vorgreifen/ sondern die Quartiere/ wie solde der Stand anweist/ beziehen/ sich mit dem/ was verglichener massen assignirt wird/ vergnügen/ und keine weitere Exactionen vornehmen/ widrigen Falls denjenigen/ so sich betreten lassen/ an seiner Gage es abgezogen werden solle.

24. Wird allen Officieren unterzaget/ daß zu denen Recruten und Werbungen keine wirkliche Haussgesessene und Unterthanen gezogen/ und da ein-oder anderer hintergangen und vergewaltigt worden/ solle Er/ auff Begehren/ so bald ohne Entgelt gefolget werden.

25. Bedingen sich Fürsten und Stände wegen der in den Cräyß geschobenen Marsch-und Remarschen/ so sie ohne rechtmäßige Bezahlung unmöglich länger ertragen können/ daß gleichwie Ihre Käyserliche Majestät in Dero Erb-Königreichen und landen dergleichen Durchzugs-Kosten an denen Verwilligungen abzugeben gestatten/ also auch hierteyn von primo künftigen Novembris an/ die im Cräyß darauff gehende sehr nahmhafte Consumptionen solcher gestatten gleichfalls zu decouriren/ wie in denen böhmischen und andern Tractaten herkommen ist/ zu mehrer Uthkund n. z. Wien den 5. Julii 1689.

CES-UNIES, du mois d'Août, 1689. ANNO 1689. [Manuscrit.]

IL y aura à l'avenir entre le Roi de la Grande Bretagne & ses Successeurs Rois de la Grande Bretagne & leurs Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre, & leurs Etats, Terres, & Sujets reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle Amitié, & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dehors que dedans l'Europe.

Et pour mieux assurer cette Amitié & bonne correspondance & ôter toutes les difficultés, qui pourroient naître entre les deux Parties, sous quelque pretexte que ce soit, il est arrêté & convenu entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, que tous les Traitez de Paix, d'Amitié, d'Alliance, Confédération, Commerce, & de Marine, ci-dessous nommez & mentionnés seront approuvés & confirmés de part & d'autre, à sçavoir le Traité de Paix & de Confédération, conclu à Breda le 31^{er} Juillet 1667.

Le Traité de Navigation & de Commerce conclu en même tems & lieu.

Le Traité de Paix & d'Amitié conclu à West-Munster le 2⁴ Février 1672.

Le Traité de Marine conclu à Londres le 10. d'Octobre 1679. avec une Declaration expliquant plusieurs Articles dudit Traité de Marine du 17. Février 1667 conclu à la Haye le 22^{de} Decembre 1675.

Article pour prevenir ou composer les Disputes qui pourroient arriver entre les Compagnies des Indes Orientales d'Angleterre & de Hollande, conclu à Londres le 12^{de} Mars 1677.

La Ligue défensive conclue à Londres le 3. jour de Mars 1677.

Le Traité de Concert pour les Flottes d'Angleterre & d'Hollande conclu le 29. d'Avril 1689.

Le Traité pour défendre le Commerce avec la France conclu le 22^{de} d'Aoust 1689.

Comme ledits Traitez, & tous & chacuns les Articles d'iceux font effectivement approuvés & confirmés par ce présent Traité & demeureront en leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inserez de mot à mot, entant qu'ils ne contredissent ni derogent les uns aux autres, ou au present Traité; de telle maniere que les points & matieres stipulées par un Traité plus nouveau seront accomplies dans le tems dont il sera convenu, sans avoir égard à un Traité plus ancien. De plus il y aura entre Sa Majesté & ses Successeurs, & les Seigneurs Etats Generaux, leurs Sujets & Inhabitans reciproquement, une Alliance étroite & fidèle Confédération, pour se maintenir & conserver mutuellement l'un & l'autre, en la tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, & en la possession de tous les Droits, Franchises, & Libertez, dont ils jouissent, ou ont Droit de jouir, ou qu'ils leur seront aquis, ou qu'ils s'acquerront par des Traitez de Paix, d'Amitié, & de Neutralité, qui ont été faits ci-devant, ou qui seront faits ci-après conjointement & de concert avec d'autres Rois, Republiques, & Villes, le tout pourtant dans l'étendue de l'Europe seulement, & ainsi, ils promettent & s'obligent de garantir reciproquement non seulement tous les Traitez que Sa Majesté ou ses Prédecesseurs & ledits Seigneurs Etats Generaux, ont déjà fait avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, lesquels seront exhibez de part & d'autre avant l'échange de Ratification, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire ci-après de consentement & de commun concert, & de se défendre, s'assister, & conserver mutuellement dans la possession des Terres, Villes, & Places, qui appartiennent présentement & appartiendront ci-après tant à Sa Majesté & ses Successeurs les Rois de la Grande Bretagne qu'ausdits Seigneurs Etats Generaux, ledits Traitez, en quelque endroit que les Terres, Villes & Places soient situées, qu'en cas que en tout ce que dessus Sa Majesté & lesdits Etats Generaux, viennent à être troublez ou attaquez par quelque hostilité ou Guerre ouverte, par qui ou sous quelque pretexte que ce puisse être, auquel cas on se gouvernera de part & d'autre selon ce qui est ci-dessus stipulé dans les Traitez susdits conclus le 3. Mars 1677.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats sont présentement en Guerre

Août.

CXVI.

L'ANGLETERRE
ET LES
PROVINCES
UNIES.
Traité d'Amitié, & d'Alliance entre
GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne &
Messieurs les Etats Generaux des PROVINCES

ANNO
1689.

Guerre contre le Roi T. C. & que ledits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Généraux, se trouvent dans une obligation reciproque de s'entraider & défendre, de maintenir & de conserver réciproquement leurs Pais & Sujets dans leurs possessions, immunitez & Libertez, de Navigation & de Commerce, & autres Droits quelconques, tant par Mer que par Terre, envers & contre tous Rois, Princes & Etats, & particulièrement contre ledit Roi, & afin de pouvoir mieux parvenir à une Paix juste & raisonnable, qui pourroit établir le repos & la tranquillité de l'Europe, il est convenu entre ledits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & ledits Seigneurs Etats, qu'il ne pourra être fait par aucun d'eux Alliez aucune suspension d'Armes, Trêve, ou Paix avec ledit Roi T. C. ni avec un autre Roi, Prince, & Etat, par lequel l'un ou l'autre d'eux Alliez seroit troublé ou attaqué, que conjointement ou d'un commun consentement.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats Généraux sont déjà entrez dans un Traité de concert, pour faire agir leurs forces pendant cette année, contre ledit Roi T. C. il est arrêté & accordé, qu'ils conviendront au plutôt d'autres Articles & stipulations, pour le dénombrement, & l'emploi de leurs Troupes & Vaisseaux de guerre de telle maniere qu'il sera trouvé le plus à propos pour agir, avec d'autant plus de succès, contre l'Ennemi commun.

De plus il est convenu entre ledit Seigneur Roi & ledits Etats, que si après que la Paix aura été faite avec le Roi T. C. conjointement & d'un commun consentement, comme il est stipulé ci-dessus, & que par après l'une ou l'autre Partie vienne à être attaquée de rechef par le Roi T. C. le cas échéant, le Traité d'Alliance & de Garantie, conclu à Westmunster le 3. de Mars de l'an 1671 entre l'Angleterre & ledits Seigneurs Etats, qui est aussi approuvé & confirmé par le présent Traité, subsistera alors en toute son étendue & sera exécuté dans tous ses Points & Articles; comme si même on sembloit Traité avoir été fait de nouveau ou depuis la conclusion de la Paix, avec ledit Roi T. C. avec cette variation seulement, que la Guerre arrivant au cas mentionné dans l'Article de ce Traité, aucun d'eux Alliez, ne pourra faire aucune suspension d'armes avec ledit Roi T. C. ni autre attaquant, que conjointement ou d'un commun consentement. En ce présent Traité seront compris tous les Rois, Princes & Etats, qui voudront y entrer avant l'échange de Ratification, ou six mois après du consentement commun d'eux Rois & Etats.

Le présent Traité sera approuvé & sera ratifié par ledit Seigneur Roi & ledits Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un & l'autre côté en bonne & délie forme, dans le terme de six semaines ou plutôt, s'il se peut. En foi de quoi nous Ambassadeurs, &c. en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé les présentes & apposé le cachet de nos Armes, à Withal au mois d'Aoust 1689.

CXVII.

15. Aoust. *Traité d'Alliance entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & CHRETIEN V. Roi de Danemarck. du 15. Aoust 1689. (Manuscrit.)*

L'AN-
GLETER-
ET DA-
NEMARC. (I) **I**L sera notoire à un chacun que le Roi de Danemarck & le Roi de la Grand-Bretagne Guillaume III. sont convenus & ont accordé par l'intervention de leurs Ministres de faire une Alliance ferme & stable pour leur sûreté mutuelle, & pour cet effet en ont passé préalablement les Articles suivans.

I. Le Roi de Danemarck & de Norvègue promet au Roi de la Grand-Bretagne de lui donner 7000. hommes de ses vieilles Troupes aguerries, armes & bagages pourvus de toutes choses nécessaires pour combattre, savoir 6000. hommes de pied & 1000. Chevaux, y compris leurs Généraux & Officiers & de les faire conduire en Angleterre, en Ecoffe ou Irlande à la volonté du Roi d'Angleterre, après la Ratification du Traité, sous l'escorte de six Vaisseaux de Guerre

montez les quatre premiers de 300. hommes chacun & 40. pièces de Canon, les deux autres de 250. hommes & de 30. pièces de Canon, étans pourvus de vivres & de munitions nécessaires, tant pour faire le trajet, que pour combattre.

II. Ledites Troupes avec leurs Généraux & Officiers seront obligées, de prêter le serment de fidélité au Roi de la Grand-Bretagne pendant tout le tems, qu'elles combattront sous son Etendart, & elles seront obligées d'être sous ses enseignes tout autant de tems qu'il sera enveloppé dans la présente Guerre, bien entendu cependant, que si le Roi de Danemarck avoit la Guerre chez lui, ou que quelque Prince ou Etat la lui déclarât, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de lui renvoyer ledites Troupes à sa réquisition, le plus promptement qu'il se pourra, & ce dans le terme de trois mois tout au plus, à ses propres dépens, & de le secourir lui-même tant par Mer que par Terre.

III. Qu'il sera permis au Roi de la Grand-Bretagne de se servir de ces Troupes, comme des siennes propres, tant que la Guerre le requerra, & qu'il ne les séparera pas, sans une nécessité évidente.

IV. En suite il a été convenu, que ledites Troupes oberoient au Commandement du Duc de Schomberg, ou à tel autre Général, que le Roi de la Grand-Bretagne leur ordonnera d'obéir, auquel ledites Troupes se joindront, & que les Généraux & Officiers de Danemarck assisteront au Conseil de Guerre, toutes les fois que quelque expédition le requerra, & donneront leurs Avis comme les Officiers propres du Roi de la Grand-Bretagne.

V. L'administration de la Justice se fera parmi les Troupes du Roi de Danemarck de même qu'elle se fait dans son Pais, selon les Articles de Guerre & les Droits de Danemarck, sous le Commandement pourtant du Duc de Schomberg, ou tel autre qu'il plaira au Roi de la Grand-Bretagne de donner au Conseil Général.

VI. Toutesfois, comme le transport de ces Troupes ne se pourra faire sans beaucoup de frais & de dépens, le Roi de la Grand-Bretagne promet au Roi de Danemarck la somme de 240. mille ecus, si elles sont obligées de passer en Angleterre ou en Ecoffe, mais si le Roi de la Grand-Bretagne veut absolument que ce transport se fasse en quelque Port d'Irlande il donnera 350. mille ecus, savoir la moitié de cette somme, après la Ratification du présent Traité, l'autre moitié, lors que ledites Troupes seront arrivées au Port destiné & que l'argent sera compté à Hambourg en bonne & valable monnoye; pour l'effet de quoi on baillera de bons & valables Répondants.

VII. Ensuite le Roi de la Grand-Bretagne promet aux Généraux, Officiers, & Soldats, qui seront envoyez par le Roi de Danemarck, pareils gages & payes, qu'il donne à ses Généraux, Officiers, & Soldats, tout autant de tems qu'ils seront dans son service & qu'ils seront en tout égaux aux Anglois, lors qu'ils combattront dans son Royaume, & en cas qu'ils soient obligés de combattre ailleurs, ils se contenteront de la paye d'Allemagne ou de Hollande, leur paye commencera le jour que ledites Troupes arriveront au Port destiné, duquel tems le Roi de Danemarck ne fera point tenu de tout le dommage & de toute la diminution, qui arrivera auxdites Troupes après leur arrivée audit Port, & tous les frais tomberont sur le Roi de la Grand-Bretagne de quelque nature qu'ils puissent être, pour cet effet on prendra des Commissaires de part & d'autre, comme on est accoutumé en Angleterre, qui les compteront devant & après, sans aucune diminution.

VIII. La Guerre étant finie, le Roi de Danemarck voulant ravoir ses Troupes, le Roi de la Grand-Bretagne sera tenu de les lui rendre dans trois mois tout au plus, après en avoir reçu la signification, & il sera tenu de les lui renvoyer en pareil nombre qu'il les aura prises, & s'il n'y a pas lieu de les renvoyer effectivement, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de paier au Roi de Danemarck pour chaque Soldat 18. ecus, & pour chaque Cavalier 60. ecus; Pour ce qui regarde le retour des Troupes en Danemarck les deux Rois conviendront de cela entr'eux, lors qu'ils passeront le Traité d'une ferme Alliance.

IX. Enfin ledits Rois, sont convenus & accordent entr'eux de commencer leur étroite Alliance, aussi-tôt à la Ratification dudit Traité, qui doit être

(*) Ce n'est ici apparemment qu'une Traduction.

ANNO 1689. faite dans un mois ou plutôt, & ils tâcheront par toutes sortes de moyens, & travailleront incessamment & sans interruption, de parvenir à leur but, & à leur fin.

Ausquelles choses ci-dessus mentionnées les Parties ont donné créance par leur seings & leurs Seaux, & ainsi l'ont juré & promis. Fait le 15. d'Août 1689.

CXVIII.

22. Août. *Traité & Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, pour l'Union & le Concert de leurs Armes contre la France, & principalement pour interdire toute sorte de Commerce ou Trafic avec les Sujets du Roi T. C. non seulement de la part de l'Angleterre & des PROVINCES-UNIES, mais aussi de la part des Sujets des autres Rois, Princes, ou Etats. A Wittehall le 22. d'Août 1689. [Tiré de la Regiftrature d'Etat de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. Fasc. 23.]*

D'Autant que le Roi Tres-Christien a déclaré la Guerre aux Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, & autres Alliez du Roi de la Grande Bretagne, & que le Roi de la Grande Bretagne l'ayant déclarée au Roi T. C. il importe audit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & auxdits Seigneurs Etats Generaux, de faire le plus de dommage qu'il sera possible, à l'Ennemi commun, pour le reduire à une Paix juste & raisonnable, & à des conditions qui pourront retablir le repos & la tranquillité de la Chretienité, & comme pour cela, il est nécessaire qu'on employe toutes ses forces & particulièrement qu'on fasse en sorte, que tout Commerce & Traffiq avec les Sujets dudit Roi T. C. soit effectivement rompu & interdit, pour ôter audit Roi & à ses Sujets, les moyens de fournir à une Guerre, qui pourra autrement par sa durée estre tres nuisible, & causer une grande effusion de sang Chretien, & Sadite Majesté de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats Generaux ayant pour mieux y parvenir ordonné à leurs Flottes de faire voile vers les Costes de France, & de bloquer tous les Ports, Havres & Rades dudit Roi T. C.

I. Il est conclu & arresté entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & ledits Seigneurs Etats Generaux, qu'il ne sera pas permis aux Sujets dudit Roi, ni desdits Etats avec leurs propres Vaisseaux, ni avec les Vaisseaux d'aucun autre Royaume, Pais ou Estat, de trafiquer, ni de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. en maniere quelconque, ni ne pourront emmener dans les Ports au Pais dudit Seigneur Roi, ou desdits Seigneurs Etats, ni dans aucun autre Pais, les Marchandises & Denrées des Pais & Terres de l'obeissance du Roi T. C. ni amener auxdits Pais & Terres aucunes Marchandises ou Denrées quelconques sur peine de Confiscation desdites Marchandises & Denrées, & des Vaisseaux qui y seront employés.

II. Et comme plusieurs Rois, Princes & Etats de la Chretienité sont desja en Guerre contre le Roi T. C. & qu'ils ont desja defendu, ou defendront dans peu, tout Commerce avec la France, il est convenu entre Sadite Majesté de la Grande Bretagne, & ledits Seigneurs Etats Generaux, que si pendant cette Guerre, les Sujets d'aucun autre Roi, Prince ou Estat, entreprendront de trafiquer, ou de faire aucun Commerce avec les Sujets du Roi T. C. ou si leurs Vaisseaux & Batiments seront rencontrés, faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades, de l'obeissance dudit Roi T. C. sous un foupçon apparent de vouloir trafiquer avec les Sujets dudit Roi, comme cy-dessus, & si les Vaisseaux appartenants aux Sujets d'aucun autre Roi, Prince, ou Estat, seront trouvés en quelque Endroit que ce soit, chargés des Marchandises ou Denrées pour la France, ou pour les Sujets du Roi Tres-Christien, ils seront pris & saisis par les Capitaines

ANNO 1689. des Vaisseaux de Guerre, Armateurs, ou autres Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats, & seront reputés de bonne prise par les Juges competans.

III. Il est conclu & arresté que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ledits Seigneurs Etats notifieront au plustôt ce Traité & Accord à tous les Rois, Princes & Etats de l'Europe, qui ne sont pas en Guerre contre la France, & que ledits Rois, Princes & Etats soient en même tems informés, que si leurs Vaisseaux, ou Batiments de leurs Sujets, sortis en Mer avant cette Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obeissance du Roi T. C. ils seront obligés par les Vaisseaux dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & desdits Seigneurs Etats de rebrousser chemin incessamment, & que si les Vaisseaux ou Batiments desdits Rois, Princes ou Etats, ou de leurs Sujets seront rencontrés, faisant voile desdits Ports, chargés des Marchandises ou Denrées de France, ledits Vaisseaux & Batiments seront obligés de s'en retourner auxdits Ports, & d'y laisser ledites Marchandises & Denrées, à peine de Confiscation, & qu'en cas que les Vaisseaux ou Batiments desdits Rois, Princes, & Etats, ou de leurs Sujets, sortis en Mer après ladite Notification, seront trouvés faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obeissance du Roi T. C. ou des Ports dudit Roi, ils seront saisis & confisqués avec leurs Marchandises & Denrées comme de bonne prise, & quant aux Princes & Alliez, qui sont desja en Guerre contre la France, il est aussi arresté & convenu que Notification leur sera donnée au plustôt de ce que dessus, & qu'ils soyent en même tems priés de vouloir concourir à des moyens si nécessaires à l'Interet commun & de donner & faire executer des Ordres qui tendent à la même fin.

Ce présent Traité sera ratifié par Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Ratifications seront échangées, dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traité d'une Alliance offensive & defensive entre Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Generaux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas, ce présent Traité y sera compris & confirmé. Cependant il est arresté, & convenu qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun les Articles de ce Traité, ponctuellement & de bonne foi, de même que si les Ratifications étoient desja échangées. Fait à Wittehall le 22. jour d'Août 1689.

Exit signé.

(L.S.) CARMARTHEN P.	(L.S.) A SCHIMMELPEN- NING van der OYE.
(L.S.) HALIFAX C. P. S.	
(L.S.) SHREWSBURY.	(L.S.) N. WITZEN.
(L.S.) NOTTINGHAM.	(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) T. WARTON.	(L.S.) ARNAUT VAN CITTERS.
	(L.S.) E. DE WEEDE.

(1) *Article séparé.*

IL a été convenu de part & d'autre que Notification sera donnée au plustôt de ce qui est contenu dans ce Traité, non seulement aux Ministres des Roys, Princes, & Etats intéressés qui se trouveront auprès de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, mais aussi à ceux qui sont aux Cours Etrangères auprès des Roys, Princes, & Etats respectivement; & de plus, il a été arrêté qu'en cas que l'une ou l'autre Partie vint à être incommodée ou troublée à cause de l'Execution du présent Traité ou d'aucun Article d'icelui, Sa Majesté Britannique, & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats promettent & s'obligent de se garantir l'une l'autre à cet égard.

(1) Cet Article ne se trouve pas dans la Copie qu'on tient de la Chancellerie de la Cour de Sa Majesté Imperiale. [DUM.]

ANNO

CXIX.

1689.

24. Sept.

FRANCE

ET

ALGER.

Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV. Empereur de France, Roi de Navarre, & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'ALGER. Fait à Alger le 24. Septembre 1689. [FREDERIC LEONARD. Tom. V.]

L'An mil six cens quatre-vingt-neuf, & le dix-neuvième jour du mois de Septembre; du Regne de Tres-Chrétien, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. du nom par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre. Le Sieur Guillaume Marcel Commissaire des Armées Navales envoyé par Monseigneur le Marquis de Seignelay Secrétaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majesté Impériale, en conséquence des Lettres écrites par le Tres-Illustre & Tres-Magnifique Seigneur, Hussein Pacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger à M. Girardin de Vauvry, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant General de la Marine de Levant, par lesquelles ils auroient témoigné qu'il leur seroit plaisir de s'entremettre pour le rétablissement de l'ancienne Amitié, & bonne Correspondance qui étoit autrefois entre les Sujets de Sa Majesté Impériale & le Gouvernement de ladite Ville & Royaume d'Alger, se seroit présenté dans ladite Ville, où après avoir rendu sa Lettre de créance, & avoir conféré plusieurs fois avec le susd. Pacha Dey, il auroit esté résolu de part & d'autre de rétablir, & même de conserver & maintenir à l'avenir une bonne Paix, & pour cet effet seroient convenus des Articles qui suivent.

Premièrement; Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyée exprès à la Porte pour la Paix & Repos de leurs Etats, seront exactement & sincèrement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

II. Toutes courtes & actes d'Hostilité tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & les Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les Tres-Illustres Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront réciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviger en toute sûreté, sans en pouvoir estre empêchés pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu d'un libre rachat de part & d'autre pour tous les Esclaves sans distinction au prix qui sera réglé par le Pacha, & le Consul de l'Empereur de France, exceptant néanmoins ledit Pacha, les deux équipages de Mamet Oia, & Amet Seguiere dont il pourra retirer la Milice; sçavoir les Turcs à cent cinquante écus pour chacun, & les Maures cent, ayant promis ledit Pacha de donner un pareil nombre d'Esclaves François au même prix.

V. Ledit Pacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger feront crier publiquement trois jours après la publication du présent Traité, que tous les Patrons qui auront des Esclaves François dans la Ville ou à la Campagne, les laissent venir librement & en toute diligence en la Maison du Consul pour prendre leurs noms seulement.

VI. Les Bâtimens François arrestés dans le Port d'Alger contre la bonne foi, seront rendus avec tous leurs Agrez, Canons, Armes, Munitions, Marchandises, Effets & Equipages ou la juste valeur, suivant la Liquidation qui en sera faite par le Sieur Mercadier, Consul de la Nation Française, moyennant quoi l'Empereur de France consentira à la Restitution du Vaisseau le Soleil, & des deux Caravelles, le Perouquet & le Dragon prises par les Vaisseaux de Sa Majesté avec leurs Agrez, Canons, Effets & Equipages.

VII. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Eten-dard de France, & Passeports de l'Amiral, conformes

à la copie qui sera transcrite à la fin du présent Article, les laisseront en toute liberté continuer leur Voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots nécessaire pour la conduire, & de donner Ordre qu'il n'en entre aucun autre, que lesdits deux Personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la Permission expresse du Commandant, & réciproquement les Vaisseaux François en usent à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger qui seront Porteurs de Certificats du Consul François établi dans ladite Ville, desquels Certificats suit ci-après la Copie.

Passeport dont les Vaisseaux François seront Porteurs.

Louis Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouse, Amiral de France. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront. Salut; sçavoir faisons que nous avons donné Congé & Passeport à Me de nommé du port de de s'en aller à & armé de après que Visitation de & aura esté bien & deüment faite, en témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Sein & le Scel de nos armes à ces présentes, & icelles fait contresigner par le Secrétaire General de la Marine, à Paris le mil six cent quatre-vingt-

Signé,

L. AL. DE BOURBON Comte de TOULOUSE
Amiral de France;

Et plus-bas,

Par Monseigneur
Et scellé.
DE VALINCOURT.

Certificat du Sr. Consul de la Nation Française à Alger.

NOUS Consul de la Nation Française à Alger, certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, étant à présent au Port & Havre de est armé de appartenant aux Sujets du Royaume d'Alger: En témoin de quoi nous avons signé le présent Certificat & apposé le Scel de nos armes. Fait à Alger le jour de mil six cent quatre-vingt. Signé Consul.

VIII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que d'Alger seront receus réciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & les Equipages en cas de besoin, comme aussi il leur sera fourni des Vivres & Agrez, & généralement toutes autres choses nécessaires en les payant aux prix ordinaires & accoutumés dans les Lieux où ils auront relâché.

IX. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fut attaqué par des Vaisseaux de Guerre ennemis sous le Canon des Fortereses, il sera défendu & protégé par lesdits Vaisseaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre, & la même chose s'exécutera de la part de l'Empereur de France, à condition toutes fois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieues des côtes de France.

X. Il a esté consenti de la part de l'Empereur de France qu'en cas que dans le nombre des Turcs qui seront achetez dans la suite pour servir sur les Galeres, il s'en trouve quelqu'un du corps de la Milice d'Alger: Il leur sera libre après en avoir justifié par-devant le Consul de France, dont ils rapporteront le Certificat, de se racheter au prix dont ils convien-dront

ANNO

1689.

ANNO
1689.

dront avec l'Intendant dedités Galeres, & les Ordres necessaires pour leur Liberté seront donnez aussi-tôt que le paiement en aura esté fait entre les mains du Tresorier General dedités Galeres.

XI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France qui seront conduits à Alger & autres Ports dudit Royaume seront mis aussi-tôt en Liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à Terre des Esclaves François, ledits Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, donneront dès-à-present Ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir ledits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra, & pareille chose se pratiquera en France, à l'égard des Habitans dudit Roiaume d'Alger.

XII. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant & depuis ledit Traité de 1681. jusques à la Rupture, a esté convenu qu'ils seront tous rachetez, en payant trois cent livres pour la rançon d'un chacun, quelques Sommes qui aient esté payées par leurs Patrons.

XIII. Les Estrangers Passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur des Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves ni retenus sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auront esté pris se feroient défendus, à moins qu'ils ne se trouvent actuellement engagez en qualité de Matelots ou de Soldats sur des Vaisseaux ennemis, & qu'ils soient pris les Armes à la main.

XIV. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les côtes de la dependance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement en payant les journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'on puisse exiger aucun Droit ni Tribut pour les Marchandises qui seront mises à Terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Côtes du Roiaume d'Alger, pourront mettre à Terre toutes leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les Habitans dudit Royaume, & il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de France, & en cas que ledits Marchands ne missent leurs Marchandises à Terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer sans paier aucuns Droits.

XVI. Les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, ne permettront sous quelque pretexte que ce soit à aucuns Corsaires de Barbarie, avec lesquels l'Empereur de France pourra estre en Guerre, d'armer dans les Ports de la Domination d'Alger, ny d'y amener, ni vendre les prises qu'ils auroient faites sur ledits François, comme aussi ils seront défenses à tous leurs Sujets, d'armer sous commission d'aucun Prince ennemi de la Couronne de France.

XVII. Les François ne pourront estre contrainsts pour quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun Voiage, où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins, & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrétienne, tant pour lui que pour tous les Chrétiens qui y voudront assister, comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Roiaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout Pouvoir & Jurisdiction dans les différens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger en puissent prendre aucune connoissance.

XIX. Si un François vouloit se faire Turc, il n'y pourra estre reçu qu'au préalable il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans cette resolution, pendant lequel temps il sera mis en dépôt entre les mains du Consul.

XX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman, & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en Rade toutes fois &

quantés qu'il lui plaira, & aussi de choisir une maison où il jugera à propos en paient, & d'avoir deux Jannisaires à sa porte qu'il pourra changer quand il voudra.

ANNO
1689.

XXI. S'il arrive quelque différend entre un François & un Turc, ou Maure, ils ne pourront estre jugés par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil dedités Pacha, Dey, Divan, ou par le Commandant dans les Ports où les différends arriveront.

XXII. Ne sera ledit Consul tenu de paier aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit, & seront les effets des François qui mourront audit Pais, remis es mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres auxquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs dudit Roiaume d'Alger, qui viendront s'établir en France.

XXIII. Jouira ledit Consul de l'exemption de tous Droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises nécessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'après avoir fait appeler ledit Consul pour défendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXV. Le Pere de la Mission qui fait la fonction de Vicaire Apostolique à Alger, pourra avec son Confre assiter les Esclaves qui sont dans ledit Roiaume, même dans les Baignes des Pacha & Dey, & seront les Missionnaires de quelque Nation qu'ils puissent estre regardez, comme Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront en aucune maniere estre inquietez, mais maintenus & secourus par le Consul comme François.

XXVI. S'il arrive quelque Contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun acte d'Hosilité qu'après un deni formel de Justice, & pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les Tres-Ilustres, Pacha, Dey, Divan & Milice d'Alger envoieront quand ils l'estimeront à propos une Personne de Qualité d'entr'eux résider à Marseille pour entendre sur les Lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les Contraventions au présent Traité, auquel il sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXVII. Si quelque Corsaire de France ou dudit Roiaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François, ou des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni, & tous les Armateurs responsables.

XXVIII. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont présentement en Mer avoient pris quelques Bâtimens François passé le 14. jour du mois d'Octobre prochain, ils seront rendus aussi-tôt qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, effets, argent comptant, & rôles des équipages, & il en sera usé de même si les Bâtimens François avoient pris quelques Bâtimens de ladite Ville d'Alger.

XXIX. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Gouverneur fera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera par les Châteaux & Forts de la Ville; & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre dedités Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXX. Si le présent Traité de Paix conclu entre le Sieur Marcel pour l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'Alger venoit à estre rompu, (ce qu'à Dieu ne plaise) tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Roiaume pourront se retirer avec tous leurs effets, par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrêtez pendant le temps de trois mois.

XXXI. Les Articles ci-dessus seront ratifiez & confirmés par l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'Alger pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait & arresté avec ledit Sieur Marcel pour ledit Empereur de France d'une part; & ledits Pacha, Dey,

ANNO Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger
1689. de l'autre, le 24. jour du mois de Septembre 1689.

CXX.

20. Dec. *Accessio GUILLIELMI III. Regis Magnæ Britannia ad Fœdus magnum inter LEOPOLDUM Cæsarem, & Dominos Ordines FOEDERATI BELGII Generales 12. Maji 1689. initum. Datum in Palatio Regio de Hamptoncourt (1) 20. Decembris 1689. [Copie manuscrite.]*

GUILLIELMUS Tertius Dei gratia Magnæ Britannia, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, omnibus & singulis ad quos præsentis Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Tractatus quidam Amicitia & archioris Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum, & Invictissimum Principem & Dominum D. Leopoldum, Divinâ Clementia favente Electum Romanorum Imperatorem propter Augustum, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ &c. Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comitem Tyrolis; Et Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum initus & conclusus sit Viennæ 12. Maji proxime præteriti per Leopoldum Guilielmum Comitem in Königsegg Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris Equitem, & Theod. Altherum Henricum Comitem à Straatman, Cancellarium Alicum, Suae Cæsareæ Majestatis Plenipotentiarios, & Consiliarios Status intimos à parte Suae Cæsareæ Majestatis, & per Jacobum Hop Civitatis Amstelodamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Consequi Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum à parte Dominorum Ordinum Generalium, cujus Tractatus tenor sequitur.

Fiat insertio.

Quumque Domini Ordines Generales per Legatos suos Extraordinarios virtute Art. X. Nos in prædicti Fœderis Societatem invitaverunt; Nos quibus nihil magis cordi est quam eas omnes Rationes amplecti quæ necessariæ, maximeque utiles sint, tam reducendæ quam conservandæ Paci, & Securitati publicæ, eò etiam lubentius eidem accedimus, quò Testimonium hoc præbeamus sinceri nostri affectus & Amicitia erga Suae Cæsaream Majestatem dictosque Ordines Generales: Sciat, quod nos perfectò maturèque considerato prædicto Tractu eundem laudavimus, approbavimus, gratum, acceptum, ratumque habuimus. Sicut per Præsentes pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus una cum omnibus & singulis ejusdem Articulis, spondentes & in verbo Regis promittentes, Nos prædictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem in ullo Articulo contraveniuros, aut quantum in nobis erit contraveniri passuros, proviso semper quòd Suae Cæsareæ Majestas & Ordines Generales præd. Nos in eundem Tractatum admittant, & Instrumenta necessaria optimâ formâ respectivè confecta nobis exhibeant tradantque. In cujus rei majorem fidem & Testimonium hasce Literas manu nostra signatas Magno Anglicæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Hamptoncourt, Die 20. Decemb. 1689.

Dominorum Ordinum UNITI BELGII Generalium Litera, quibus Accessionem Regis Magnæ Britannia gratam & ratam habent. Actum in eorum Consequi, die 20. Decembris 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

(1) Cette Date est assurément compoëe. On ne peut la concilier avec celle de l'acceptation de leurs Hautes-Puissances, qui fut, ni avec celle de sa Majesté Impériale. A cela près la Copie est bonne. Je ne saurois dire précisément d'où elle m'est venue, mais si je ne me trompe c'est des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye. [D u n.]

ORDINES Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, Salutem. Notum testatamque facimus. Quandoquidem inter Sacram Suam Cæsaream Majestatem & Nos, Viennæ die 12. mensis Maji hujus anni, Tractatus archioris Amicitia & Fœderis per Plenipotentiarios & Deputatos ab utraque Parte ritè confectus, initus, conclusus & signatus sit, modo & tenore sequentibus.

Fiat insertio.

Cumque Serenissimo & Potentissimo Principi ac Domino Domino Guilielmo tertio Dei gratia Magnæ Britannia, Franciæ, & Hybernæ Regi, Fidei Defensori &c. per Legatos nostros Extraordinarios virtute Art. X. in Societatem dicti Tractatus invitato, visum fuerit, eidem Tractatui accedere, eundemque accessione sua corroborare, atque se & Hæredes, & Successores suos ad observantiam dicti Tractatus & singulorum ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte Regiæ Suae Majestatis Instrumentum debita forma confectum sit, ea conditione, quòd tam Sacra Suae Cæsareæ Majestatis quam nos altè memorati Regiam Suam Majestatem in dictum Tractatum admittant, atque itidem Instrumenta ad eam rem necessaria conficiant, & extradant. Nos itaque declarare volumus, sicut declaramus per Præsentes, Nos accessionem altè memorati Regiæ Suae Majestatis in Societatem dicti Tractatus archioris Amicitia & Fœderis, gratam, acceptam & ratam habere, spondentes, & promittentes, nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos, nec iisdem Articulis eorumve cuiquam contraveniuros aut contraveniri passuros, atque ad omnia & singula quæ in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt, religiose præstanda hisce nos altè memorati Regiæ Suae Majestati omni meliori modo obligamus, & obstringimus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori nostro Sigillo muniri & per Consequi nostri Præsidentem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consequi nostro die 20. Decemb. 1689.

LEOPOLDI Romanorum Imperatoris Litera, quibus Accessionem Regis Magnæ Britannia laudat & admittit. Datum Augustæ Vindelicorum Die 23. Decembris 1689. [Copie manuscrite & sûre.]

LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Luxemb. ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tirolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatia, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgovia, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis, & Salinarum.

Notum testatamque facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit: Quod cum Charissimi Amici & Federati nostri Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, vi Art. X. archioris Fœderis nos inter, & illos in Urbe nostra Viennæ die 12. Maji nuperi per Deputatos ad id utrinque Ministros Plenipotentiarios conclusi, & postmodum ab utraque parte ratihabiti Serenissimum Principem Dominum Wilhelmum tertium Magnæ Britannia, Franciæ & Hybernæ Regem, ad ejus Fœderis Societatem invitavit, & prædictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum, & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observationem obligari velle declaravit, confecto, & exhibito desuper Instrumento quod est sequentis tenoris.

Fiat insertio Fœderis.

Nos præmemoratum invitationem Serenissimi Regis Angliæ, Franciæ & Hybernæ à Fœderatis Ordinibus Generalibus factam approbavimus, & Promissionem.

ANNO nem, quā nobis se præfata sua Serenitas ad præstati-
1689. onem omnium in eo Fœdere contentorum obligat,
acceptaverimus, eandemque reciprocè ad ejus Fœderis
Societatem admiserimus, quemadmodum hisce appro-
bamus, acceptamus, & admittimus, & sæpe mem-
suam Seren. hujus Fœderis participem facimus. Ad-
stringentes nos reciprocè verbo nostro Imperiali, Re-
gio, & Archiducali erga eandem ad præstanda ea om-
nia quæ in dicto Fœderis Tractatu contenta sunt, ac
si cum eadem sua Serenitate ab initio tractata fuissent.
In cujus rei fidem & majus robur hoc Instrumen-
tum manu nostra subscriptum Sigilli nostri Cæsarei
appensione muniti fuissimus. Quod dabatur in nostra
& Sacri Imperii Civitate Augustæ Vindelicorum die
23. Decemb. 1689. Reg. nostrorum. Rom. 32. Hun-
garie 35. Bohemici 34.

Signatum erat.

LEOPOLDUS.

Vt LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes in KÖNIGSEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ
Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTIUS
CONSRUGH.

ANNO
1689.

CXXI.

1690.

17 Janv.

LES PRO-
VINCES-
UNIES

ET
BRUNS-
WIC.

Tractat zwischen GEORG WILHELM Hartog
van Brunswick-Luneburg en de Heeren Staten
Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN.
Gesloten tot Zell den 15. Jan. 1690. [Manu-
scrit.]

Alsoo Zijne Furstelijcke Doorlugtigheyd
Heer Georg Wilhelm, Hertogh tot Broun-
swijk en Lunebourg door den Vryheer van
Heeckeren Extraordinaris Envoÿe van de Hoog-Moo-
gende Heeren Staeten General der Vereenighde Nee-
derlanden is aengesoght worden, om deselfs Troupen
die in gevolg de Conventie van den 17. Augusti 1688.
in dienst van den Staat gestaan hebben, daer in te
laten continueeren, soo heeft Syne Hoog-Furstelijcke
Doorlugtigheyd geneegen zijnde Haer Hoog-Moo-
gende hier in te believen, gereisveert, deselve Trou-
pes tot den laesten dagh van de Maent van April
1691. in dienst van den Staat te laten verblyven,
ten waere der generale Vreede eerder moghte worden
getroffen, in welke gevalle het Haere Hoog-Moo-
gende sal vry staen, de selve Troupes oock eerder weder-
om te rugge te konnen senden, mits dat sijne Furstel-
ijcke Doorlugtigheyd twee Maenden van te vooren
daer van worden gewaenschoot om de noodige Or-
dres te stellen, tor weder aenneeminge van deselve,
foo hem sulcks moghte gelieven.

II. Dese voormelde Troupes bestaan uyt een Re-
giment Paerden van 4. Compagnien, die elck met
tien Ruyters door Zijne Vorstelijcke Doorlugtigheyd
sijn versterckt geworden, om teegens de Ruyterie
van den Staadt egaelen dienst te konnen doen, wel-
cke by Haer Hoog-Moogende als d'andere Troupes
sullen betaelt werden, het Regiment Dragoners van
4. Compagnien blyft als van den beginne geweest is,
de vier Bataillons te voet elck van vyf Compagnien
zijn te swack om teegens de Regimenten van den
Staat dienst te doen.

Waeromme Zijne Vorstelijcke Doorlugtigheyd sich
reserveert de Vryheyd in plaetse van dese vier Ba-
taillons van vyf Compagnien drye te geveven, elck van
seven Compagnien, onder die Conditien noghtans, dat
men sal behouden, ten naeste by het selve antal van
Manfchap soo die tegenwoordigh is, en dat het *tan-
tum* in de soldie oock niet, ofte weynigh sal differeen
en hooger loopen als het nu betaald word, en
dat onderuiffchen de Bataillons soo lang zy op den
teegenwoordigen voet sijn, nae proportie van hare
force en sterkte, soo int regard van de Officieren
als Manfchap dienst sullen doen tegens de Regimenten
van den Staat.

III. En dewyle daer over de betaelinghe van eenige
Hoofden ende andere Officieren dispueten zyn geweest,
foo neemen Haere Hoog-Moogende aen, de selve hoo-
ge

CXXI.

Traité entre GEORGE GUILLAUME Duc 1690.
de Brunswick-Lunebourg & les Seigneurs Etats
Generaux des PROVINCES-UNIES des 17 Janv.
Pais-bas, pour la Continuation du service des Les PRO-
Troupes de son Altesse Serenissime en Hollan- VINCES-
de, jusqu'au dernier jour d'Avril 1691. Fait UNIES
à Zell le 17. Janvier 1690. ET
BRUNS-
WIC.

Comme le Prince Serenissime le Seigneur George
Guillaume Duc de Brunswick & de Lune-
bourg a été requis par le Baron de Heeckeren
Envoÿe Extraordinaire de Leurs Hautes Puissances les
Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des
Pais-bas, pour laisser continuer au service de l'Etat
les Troupes qui y ont été en conséquence de la Con-
vention du 17. Aoust 1688, ledit Prince Serenissime
ayant du penchant à complaire en ce à Leurs Hautes
Puissances a résolu de laisser demeurer lesdites Troupes
au service de l'Etat jusques au dernier jour du mois
d'Avril 1691. à moins que la Paix generale ne vint
à se conclure plutôt, auquel cas, il sera libre à L.
H. P. de pouvoir renvoyer lesdites Troupes & même
plûtôt, pourvu que ledit Prince Serenissime en soit aver-
ti deux mois auparavant, pour mettre les Ordres ne-
cessaires à les reprendre si cela lui agréé.

II. Les Troupes susmentionnées consistent en un Re-
giment de Cavalerie de quatre Compagnies, qui ont
été renforcées chacune de dix Cavaliers par ledit Prince
Serenissime, pour pouvoir faire le même service que
la Cavalerie de l'Etat, lesquelles seront payées par
leurs Hautes Puissances comme les autres Troupes, le
Regiment de Dragons de quatre Compagnies demeure
comme il a été du commencement; les quatre Batail-
lons d'Infanterie chacun de cinq Compagnies sont trop
faibles pour faire le service avec les Regimens de l'E-
tat.

C'est pourquoy ledit Prince Serenissime se reserve la
liberté, au lieu de ces quatre Bataillons de cinq
Compagnies, d'en donner trois chacun de sept Com-
pagnies; sous cette condition neanmoins, qu'on les entre-
tiendra tout au moins au même nombre d'hommes
qu'ils sont à présent, & que le total de la soldie ne
diffèrera point on pen & ne montera guere plus
haut que ce qu'on paye présentement, & que cependant
les Bataillons tant qu'ils seront sur le pied d'à pré-
sent feront le service avec les Regimens de l'Etat à
proportion de leurs forces, tant au regard des Offi-
ciers que des Hommes.

III. Et comme il y a en dispute sur le payement
de quelques principaux Officiers & autres, leurs Hau-
tes Puissances se chargent de payer lesdits grands Regi-
mens

ANNO ge Regiments en over-Officieren tot Vendrigh en Corneth toe te betaalen, ingevalle daer oock foodanige Officieren worden gevonden en by den Staat onder de Militie, en by eenige van de Regimenten, die in den voorleeden Jaere by Haere Hoog-Mogende van eenige andere Prinzen zyn overgenoomen, ten waere het haere Hoog-Mogende moghte aengenamer zyn, om het *tantum*, dat tegenwoordigh maendelyck voor de mindere Officieren word gegeven, met vyf a ses hondert Rixdaelders te verhoogen, waer toe sijn Vorstelycke Doorluchtigheydt Commissaris sal geauthorisereert zyn, om sulcks in den Haegh af te doen.

IV. Voorts sullen deese Troupes van sijne Vorstelycke Doorluchtigheydt soo Officieren als Gemeinen Soldaten sulcken Ordinaris als Extraordinaris Tractament genieten en betaelt worden als de eygene Militie van den Staat, blyvende gerepartieert op de Comptoirren van de Provincie van Holland daer deselve tot noch toe opgesaen hebben.

V. En sullen deese Troupes in 't Velt zynde niet in verscheyde Leegers ofte Campementen worden gesepareert, maer soo veel doenlyck te samen gehouden ende sonder permisse van sijne Vorstelycke Doorluchtigheydt onder geen vremden Commande gegeven en altyd deselve ordres en discipline onderworpen wesen, als die eygene Militie van den Staat in de Garnisonen, sulende deselve aen de naburige Plaetzen, en soo nae by den anderen worden geleght, soo veel eenighints s'Lants dienst sal kunnen leyden.

VI. Ingevallen het soude komen voor te vallen in eenne occasie ofte rencontre van Oorlogh de voorz. Troupes een merkelyck verlies quamen te doen, soo sullen aen de selve Recruty-gelden worden gegeven op die selve maniere als aen andere Troupes van den Staat sal geschieden, en sullen de selve Troupes in 't lossen van gevangens getraecteert worden, als de Militie van den Staat.

VII. En sullen alle Deserteurs waer de selve onder 't Gebied en Jurisdiction van de Verenighde-Neederlanden, ofte by der selver Armées oock worden aengetroffen aen de Officieren van de Regimenten van sijne Vorstelycke Doorluchtigheydt wederom worden uitgelevert en ter handt gestelt buyten kosten en als sulcks tusschen der Geallieerden Troupes in 't gebruyck is.

VIII. Indien het moghte koomen te gebeuren, dat tegens het Doorluchtighe Huys Brunfwick-Lunebourg ytwes feytelycks wierde ondernomen ofte dat daer in de Neder-Saxischen Creyts eenige Oorlogs-beweginge mochten voorvallen, waer door deses Doorluchtighen Huses Landen met een evident peryckel mochten worden gedreygt, soo sal het sijne Vorstelycke Doorluchtigheydt vry staen, de gemelde Troupes wederom te herroepen, en sulcks sels oock voor den boven-gedaghten tydt van den laesten April 1691.

IX. Doch ingevalle haere Hoogh Mogende mochten verlangen om dese syne Vorstelycke Doorluchtigheys Troupen langer als den voorschreven Termin van April 1691. in haeren Dienst te laten continueren, soo verklaert syne Vorstelycke Doorluchtigheydt, niet ongenegen te wesen, buyten eenige nieuwen besweeren, om den Staat daer in gevallygh te sijn, en op de voet van dese Conventie: als daerom tydelyck sal worden aengelofht, en als sulcks eenighints de convenientie van syne Officieren en van den tydt sal toelaten.

X. Wanneer de gemelte Troupes wederom te rugge naer Huys marcheren, en uyt den Dienst van den Staat sullen worden geremitteert, soo sal men de selve voorheen af betaalen van alle haer Befoldingen, Ordinaris en Extraordinaris Tractementen, Waagen-Gelderen, en voorts al 't geen men moghte aen haar schuldigh zyn, tot dat sy des Staats Frontieren quitteeren, en daar en boven aen de selve by haeren Afmarfch noch geven een maende Soldye, om daer mede in de Landen van syne Vorstelycke Doorluchtigheydt te kunnen retourneren.

XI. En sal dit Tractaet sijn effect forteren van die tydt an, dat het voorgaende van den 7. Augusti ge-expireert is, en de Ratificatie van dese Conventie, foo

mens & Officiers de surplus, jusques aux Cornettes & Enseignes, au cas qu'il s'y trouve de tels Officiers & entre la Milice de l'Etat & parmi quelques uns des Regiments que L. H. P. reçurent l'année dernière de quelques autres Princes. A moins que L. H. P. ne trouvaissent plus à propos d'augmenter le tantum donné presentement par mois pour les moindres Officiers, de cinq à six cens Rixdales, sur quoy le Prince Serenissime autorisera son Commissaire, pour regler cela à la Haye.

IV. En outre ces Troupes dudit Prince Serenissime tant Officiers que simples Soldats jouiront des Gages tant ordinaires qu'extraordinaires, & seront payez comme les propres Troupes de l'Etat demeurant repartis sur les Comptoirs de la Province de Hollande, comme elles l'ont été jusques à present.

V. Et lesdites Troupes étant en Campagne, ne seront pas separées en diverses Armées ou Campements, mais seront autant qu'il sera possible tenus en un corps, & ne passeront point sous le commandement étranger sans la permission dudit Prince Serenissime, & seront toujours soumises au même ordre & discipline que les propres Troupes de l'Etat, & seront mises en Garnison dans les Places les plus voisines & aussi près les unes des autres que le service de l'Etat pourra le permettre.

VI. Au cas qu'il arrivât que dans quelque occasion on rencontre de Guerre, lesdites Troupes vinsent à faire une perte considerable, il sera donné aux recrues le même argent, & de la même maniere que cela se fera à l'égard des Troupes de l'Etat, & lesdites Troupes quant au relachement des Prisonniers, seront traitées comme celles de l'Etat.

VII. Et les Deserteurs, quand même ils seroient pris dans les Pais de l'obeissance & Jurisdiction des Provinces-Unies des Pais-Bas, ou dans leurs Armées, seront rendus aux Officiers des Regimens dudit Serenissime Prince, & remis entre leurs mains sans frais, & de la même maniere qu'il en est usé à cet égard parmi les Troupes des Alliez.

VIII. S'il arrivoit qu'il fut entrepris & attenté quelque chose par voye de fait contre la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, ou qu'il survint quelque mouvement de Guerre dans le Cercle de la Basse Saxe, par où les Pais de la dite Serenissime Maison seroient menacé d'un peril évident, il sera en la liberté dudit Prince Serenissime de rapeller lesdites Troupes, & même avant le tems cy-dessus du dernier Avril 1691.

IX. Mais en cas que leurs Hautes Puissances desirassent de retenir lesdites Troupes dudit Prince Serenissime plus long-tems à leur service que jusques au terme susdit d'Avril 1691. ledit Prince Serenissime declare qu'il est disposé à complaire à l'Etat en cela, à moins qu'il n'arrivât quelque chose de nouveau, & ce sur le pied de cette Convention & en étant requis à tems, & que la chose soit convenable au tems & à ses Officiers.

X. Quand lesdites Troupes retourneront en elles, & seront congédiées du service de l'Etat, ses leur payera auparavant toute la solde, Gages ordinaires & extraordinaires, argent de Chariots, & enfin tout ce qui pourra leur être encore dû jusques au moment qu'elles quitteront les frontieres de l'Etat, & leur sera encore donné outre ce un mois au tems de leur depart, pour pouvoir par ce moyen retourner dans les Pais dudit Prince Serenissime.

XI. Et sortira ce Traité son effect du tems que le precedent du 18. Août 1688. est expiré. Et seront les Ratifications de cette Convention echangées icy à

ANNO 1690. ras doenlyck hier tot Cell ofte in den Haagb worden uytgewijstelt, en is voorts de selve Conventie en dit naerder Accord door wederseijts daer toe Gevolmachtighe ondergeschreven ende besegelt. Actum Zelle 11 Januarii 1690.

ANNO 1690. Zell ou à la Haye, le plutôt qu'il se pourra, & la dite Convention & plus expres Accord a été signé & scellé par les Plenipotentaires respectifs. Fait à Zell le 15. Janvier 1690.

CXXII.

FRANCE *Raisons qui ont obligé le Roy de France* LOUIS
ET XIV. *à envoyer une Armée en SAVOYE,*
SAVOYE. blées en 1690. [FREDERIC LEONARD.
Tom. IV.]

L n'y a personne à présent qui puisse douter des mauvais desseins que Monsieur le Duc de Savoye a formez depuis quelque temps avec les Ennemis de la France, tant pour exciter des troubles dans le Dauphiné, que pour ôter au Roy les moyens de secourir les Places que Sa Majesté possède en Italie, & qui sont seules capables d'empêcher que la Maison d'Autriche ne s'empare de toute cette grande partie de l'Europe, qui a toujours fait le principal objet de son ambition.

Cependant comme il a paru quelques Ecrits, même sous le nom du Duc de Savoye, qui tendent à faire croire qu'il n'a pris la résolution d'embrasser le parti des Ennemis de la France, que parce qu'il y a été forcé par l'entrée dans ses Etats des Troupes de Sa Majesté, commandées par le Sieur de Catinat; il est bon de faire connoître à ceux qui s'intéressent le plus à la conservation du repos de l'Italie, le peu de solidité du prétexte que ce Prince a pris pour le troubler, & le peu de sincérité qu'il y a eu dans toute la conduite qu'il a tenue avec Sa Majesté. Mais pour ne pas repasser sur tous les sujets de mécontentemens qu'il lui a donnés depuis long-temps, & qu'Elle a bien voulu diffimuler, dans l'espérance qu'Elle a toujours eue qu'il feroit de plus sérieuses réflexions sur toutes les raisons qui le devoient obliger à préférer l'amitié de Sa Majesté aux vaines esperances dont les Ennemis de sa Couronne le pouvoient flatter, il suffira de rapporter ici les dernières preuves que ce Prince a données de ses mauvaises intentions depuis les mois de Septembre & Octobre dernier jusqu'à présent.

C'est en effet au commencement desdits mois, que Sa Majesté fut avertie que le Prince d'Orange recevoit souvent des Lettres du Duc de Savoie, & qu'il se traitoit quelque chose entre ces Princes contre les intérêts de la France. On vit aussi dans le même temps des effets de cette bonne intelligence; Car Sa Majesté ayant fait marcher des Troupes à Pignerol, pour faire attaquer les Seditieux qui s'étoient établis dans la Vallée de S. Martin, les Officiers du Roy commencerent à s'appercevoir que ceux de Monsieur de Savoie ménageoient les Rebelles, vulgairement appelez Barbetz, & trouvoient des difficultez à tout ce qu'on leur proposoit pour les attaquer.

Sa Majesté fut quelque temps après, que le Duc de Savoye avoit promis au Comte de Fuenfalida d'empêcher que ces Barbetz ne fussent détruits: Et vers le commencement du mois de Janvier, Elle fut informée qu'en Angleterre & en Hollande, on projettoit de faire vers le mois d'Aoust prochain, une Division considerable du côté de la Bresse & du Dauphiné: Que l'on comptoit pour cela que les Troupes du Milanois, celles du Duc de Savoye, tout ce que l'on pourroit ramasser de Barbetz du côté de Wirtemberg, & de François sortis de France pour la Religion, entreroient en Dauphiné: & que l'on essaieroit de faire sollevier les Nouveaux Convertis, par le moyen des Ministres que l'on enverroient en France.

Les notions confuses que le Roi avoit de ce Projet, ont été éclaircies & confirmées depuis par les dépositions de plusieurs Ministres & Predicans qui ont été pris en Languedoc: & Sa Majesté a appris ensuite que le Marquis de Parelle faisoit passer aux Barbetz des Gens qui les venoient trouver du côté du Lac de Geneve, & qu'après qu'ils avoient parlé au Duc de Savoye, on les faisoit retourner d'où ils étoient

venus avec de grandes précautions. Enfin Sa Majesté recut des avis certains du Traité que le Duc de Savoye faisoit par le moyen de l'Abbé Grimani, avec l'Empereur, qui pour mettre en execution ce qu'il avoit projeté pour l'attaque du Dauphiné, lui promettoit en faveur de ses Ambassadeurs le même traitement que ceux des Testes Couronnées reçoivent à la Cour de l'Empereur, moyennant une somme considerable, que Sa Majesté Imperiale devoit employer à fortifier de Troupes Allemandes celles qui devoient attaquer le Dauphiné, & toutes ensemble avec celles d'Espagne & de Savoye, devoient après la conquête du Dauphiné assurée, être employées à remettre Geneve sous l'obéissance du Duc de Savoye.

Tous ces Projets & Traitez estans parfaitement connus à Sa Majesté, Elle a estimé de sa prudence de prévenir les maux que la mauvaise foi du Duc de Savoye vouloit causer à son Royaume. C'est dans cette vue, qu'Elle a fait entrer une Armée en Piedmont, sous le commandement du Sieur de Catinat, lequel a eu ordre de faire savoir au Duc de Savoye, que Sa Majesté qui estoit informée des engagements qu'il avoit pris avec ses Ennemis, ne pouvoit s'empêcher de s'en ressentir s'il ne lui envoyoit toutes ses Troupes, & ne lui remettait des Places qui pussent assurer Sa Majesté qu'il n'entreprendroit plus rien contre ses intérêts en faveur de ses Ennemis; & pour cela ledit Sieur de Catinat demanda Verruë & la Citadelle de Turin, dans lesquelles le Roi tiendrait Garnison François, qui ne seroit point à charge au Duc de Savoye, & qui demeureroit jusqu'à la Paix generale.

Après cette Declaration de la part de Sa Majesté, Monsieur le Duc de Savoye écrivit au Roi une Lettre le vingtième du mois de Mai, par laquelle essayant de justifier à Sa Majesté ses bonnes intentions, il promettait positivement au Roy de remettre la Citadelle de Turin & Verruë; mais il supplie Sa Majesté que ce soit par un Traité, & en même temps il lui demandait en grace de se contenter d'une autre Place que la Citadelle de Turin, à cause qu'il faisoit sa résidence dans la Ville.

Sa Majesté ayant trouvé bon d'envoyer un Pouvoir audit Sieur de Catinat de recevoir ces Places, & d'en promettre la restitution à la Paix generale, & que le Pape & la Republique de Venise fussent Garands de la parole de Sa Majesté; le Duc de Savoye a jugé à propos de manquer à la sienne, & de préférer l'execution de ses premiers Projets, au repos que celle de sa parole auroit procuré à ses Etats.

Enfin ce Prince ayant témoigné d'autant plus d'éloignement à satisfaire aux justes demandes de Sa Majesté, qu'il étoit déjà si fortement lié avec ses Ennemis, qu'il ne se croyoit plus en pouvoir de s'en détacher, Elle est persuadée que tous les Princes & Etats qui n'ont point encore pris de parti, approuveront la résolution qu'Elle a prise de fortifier considerablement l'Armée qu'Elle a présentement en Piedmont, pour ôter à ce Prince les moyens d'exécuter ses desseins. Et néanmoins pour faire voir qu'elle a toujours désiré & qu'Elle desire encore sincerement le maintien du repos de l'Italie, Elle declare qu'Elle fera revenir son Armée commandée par ledit Sieur de Catinat, soit que le Duc de Savoye remette à Sa Majesté la garde de la Citadelle de Turin & de la Place de Verruë, soit que ce Prince ayant trop de repugnance à faire entrer des Troupes Françaises dans la Citadelle de Turin, aime mieux donner à Sa Majesté pour assurance de sa bonne foy Verruë, Carmagnolle & Suze dans le Piémont, avec Montmelian dans la Savoye, pour lui être rendus après la Paix, & sur la Garantie du Pape & de la Republique de Venise. Mais ce qui ne doit laisser aux Princes & Etats d'Italie, aucun lieu de douter de la sincérité des intentions de Sa Majesté pour le maintien de leur repos, & leur faire voir qu'Elle ne veut faire autre

Armes

ANNO
1690.

Armes en Piémont, que pour empêcher que le Duc de Savoye ne facilite aux Ennemis de la France les moyens d'attaquer ses Provinces, Elle veut bien encore déclarer que si le Duc de Savoye aime mieux confier à la Republique de Venise pendant le cours de cette Guerre, la Citadelle de Turin & la Place de Verruë, Sa Majesté prend une si grande confiance aux bonnes intentions de la Republique, & à la Sagesse & Prudence avec laquelle elle s'est toujours employée pour détourner tout ce qui pouvoit exciter quelques troubles en Italie; que si elle veut bien, à la requisition de Monsieur le Duc de Savoye, mettre dans le dites Places des Garnisons suffisantes pour en pouvoir estre bien assurée, Elle retirera pareillement ses Troupes, sous deux conditions, dont la premiere est, que si ce Prince, au préjudice de la parole qu'il fera obligé de donner, venoit à joindre ses Troupes à celles des Ennemis de la France, ou à leur donner passage dans ses Pais & Etats, la Republique fera tenuë de remettre en ce cas au Pouvoir du Roi, le dites Places de Verruë & Citadelle de Turin, pour estre gardées par les Troupes de Sa Majesté jusqu'à la conclusion de la Paix. Et la seconde, que l'Empereur & le Roi Catholique s'obligeront de ne rien entreprendre en Italie, ni contre les Places qui sont au Pouvoir de Sa Majesté, ni contre aucun Prince ou Etat qui voudra conserver la Neutralité: & que le Pape, la Republique de Venise & le Grand Duc, se rendront Garands de cette Convention.

Sa Majesté s'assure que si ces offres ne sont point acceptées, au moins Elle aura fait voir à tous les Princes d'Italie, qui desirer le maintien de leur repos, qu'il n'a pas tenu à Elle qu'ils n'ayent détourné de leur voisinage les malheurs de la Guerre, & qu'ils n'en doivent imputer le blâme qu'au dessein qu'ont les Espagnols d'y engager tous les Etats de l'Europe.

CXXIII.

16. Janv. Leipziger Reces zwischen Ihro Churfürstl. Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg / wie auch dem gesambten Hoch = Fürstlichen Hauße Braunschweig = Lüneburg in puncto der Münz = Verbesserung aufgericht. Leipzig den 16. Januar. 1690. [LUNIG Teutsches Reichs = Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Absaz. II. pag. 235. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIII. pag. 1189.]

C'est-à-dire,

Recès de Leipzich conclu entre les Serenissimes Electeurs de SAXE & de BRANDEBOURG & toute la Serenissime Maison de BRUNSWIC-LUNEBURG, touchant l'amélioration de la Monnoye. A Leipzich le 16. Janvier 1690.

Su wissen / Ob wohl bey dem im heiligen Römischen Reiche fast so gänzlich verfallenen / und je länger je mehr zu völliger Kipperrey auslaufenden Münz = Wesen / man nun geraume Jahr her / und von Zeiten zu Zeiten / so wohl auf dem noch währenden Reichs = Tag / als auch hin und wieder gehaltenen Reichs = und Münz = Probations = Tagen / auch andern particular = Conventen / dahin ein sorgfältiges Absehen getragen / wie diesem schädlichen Unwesen dermahleins mit Nachdruck gesteuert / der allgemeine über Land und Leut gehende unzufällige Schade abgewendet / und hinwieder gutes Geld im Reich eingeführt werden möge / Daß den noch zu solchen heilsamen und gemeinnützigen Zweck / aller Reichs = und Reichs = Schlüsse ungenachtet / bißhero nicht zu gelangen gewesen / sondern vielmehr das hochschädliche Ubel sich von Tag zu Tag dergestalt vergrößert / daß / da nach Verordnung der Reichs = Constitutionen / die Markt sein zu 9. Thaler 2. Groschen und noch dem von einigen

Chur = Fürsten und Fürsten vor geraumen Jahren angenommenen so genannten Zinnischen Fuß zu 10. Thaler 12. Groschen ausgemünzt werden sollen / nun einige Jahr hero von ein andern Ständen / aus schädlichem Betrug Gewinnsüchtiger Leute / die Markt zu 17. 14. 15. 20. und mehr Thaler ausgemünzt / und solche Sorten / ob sie gleich 20. 30. bis 40. Thaler pro Cento im Gehalt geringer / gleichwohl von verschiedenen hohen Ständen des Reichs im Handel und Wandel geduldet / und aus deren Länden in den Ober = und Nieder = Sächsischen Creyß häufig hin und her gedrungen / dahero dem nicht ohne Ursache zu besorgen / daß / wann nicht in Zeiten annoch Hand angelegt / und mit allem Ertz und Nachdruck zu Sade gethan werde / man endlich gar in die Kipperrey gerathen / und hernach das Werck zu redressiren / um so viel schwerer fallen dürfte / solches heilsames Werck aber auf den Schluß deren bey dem Reichs = Convent annoch vorgehenden Deliberationen desto länger zu differriren bedenklich gewesen / und dann solches Orts alles an Seiten Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Sachsen und Brandenburg / auch dem gesambten Hochfürstlichen Hauße Braunschweig = Lüneburg zum sorgfältigsten zu Gemüth gezogen / eine abermalige Zusammenkunft in der Stadt Leipzich beliebet / und allerseits Räte und Ministri auf den 10. letztlaufenden Monats Januarii zusammen gesiehet worden / so ist darauf die Sade in dem Nahmen des Höchsten / nach hinc inde ausgewechseltten Vollmachten / in ständige Deliberation gezogen / und folgende Abrede und Schluß / jedoch biß zur Ratification allerseits hoher Herren Principalen / getroffen worden.

Nun hätte man wohl allerseits nichts lieber sehen und wünschten mögen / als alsfort in einer Ausmünkung nach der alten Reichs = Ordnung / oder doch wenigstens nach dem Zinnischen Fuß / zu schreiten / und solchen als eine durchgehende Interims = Reichs = Münz aller schlagenden Sorten einzuführen / und zum Effect zu bringen ; Weil aber vor der Hand solches allerdings nicht practicabel / indem das gute Geld in hin und wieder vertriehenen Herten eingewechselt und verschmolzen / das Silber durch die gar zu geringhaltige Sorten in höhern Werth bezahlt / und dadurch dasselbe Zeithero aufsteigen / und noch täglich ansetzt / auch keine Verringerung zu hoffen / so lange aus solche verbotene Weise continuiret / und verbreihete schlechte Sorten überall in Cours nicht nach dem Valore intrinseco / sondern nach dem externo judiciret / und a 2. pro Cento gegen gute Gelder / so jedoch in Effectu 20. bis 30. pro Cento besser / consideriret / und dadurch die Hertenmünzen nur fomentiret werden / und dann bey so gestalten Sachen unmöglich gefallen / von einem extremo so fort zum andern zu kommen ; So hat man zu evitirung größtens Theils / und nichtkünstlicher Verbesserung und rechtificirung des Münzwesens den Weg einiger massen zu bahnen / wie wohl ohne allen Abbruch und präjudiz derer bisfalls ergangenen Reichs = und Creyß = Schlüsse / das nächste und beste Mittel zu seyn erachtet / sich einest gewissen interims = remedii zu bedienen ; Solchemnach ist.

1. Allerseits beliebt und fest gestellet worden / daß eine jede Markt z. i. und z. Stücken auf 12. Thlr. ausgemünzt / und aus vielen erheblichen Ursachen biß nichtkünstigen Michaelis damit continuiret / immittelst aber von keinen derer hohen Herren Correspondirenden weiter herunter gegangen werden soll / da man denn um selbige Zeit wieder zusammen zu kommen / und einen verhoffenden nähern und bessern Münz = Fuß fest zu stellen / die Abrede genommen.

2. Was die in aller Herren Compaciscenten Länden passirende Münz = Sorten betrifft / so ist abgeredet worden / daß nebst denen Chur = Sächsischen und Brandenburgischen / auch Fürstl. Braunschweig = Lüneburgischen alten / die zum wenigsten auch nach ermeltem Fuß ausgeprägten neuen Sorten / so wohl in gemeiner Verrechnung / als auch absonderlich in allen Wechsel = und andern Zahlungen / es sey in = oder außershalb dierz. Zeiten / im gleichen Preiß reciproce angenommen und angenommen / hingegen alle andere / außershalb denen ordentlichen Ober = und Nieder = Sächsischen Creyß = Münzen / auf denen Neben = oder Herten = Münzen ausgeschlagene alte und neue Sorten von niemanden weiter angenommen noch ausgegeben werden sollen ; Welchen aber

3. Ehe und bevor ein sufficientes surrogatum von denen hohen Herren Compaciscenten angeschafft / solches Verbot anjeho nicht gleich practicabel / indem verschiedene derenfalls respective devaluations, auch Verbot = Edicte eben darum von keinem Effect gewesen / daß kein

Hh 3

ju

ANNO
1690.

zulängliches surrogatum vorhero angeschaffet / dannenhero die geringhaltige zu fournirung des Handels auch der Wechsel-Zahlung immer in Cours prävaliret / und hergegen die wenige gute Sorten denen Heckenmünzen nur pro pabulo genietet; So werden allerseits hohe Herren Compaciscen en mit der beliebten Ausmünzung nicht säumig seyn / und das surrogatum anschaffen / auch darbey alsofort ihren derensfalls ergangenen Verbot-Edictis mit Ernst nachsehen / Es wollen auch

4. Allerseits hohe Herren Compaciscen in ihren Landen das zu ihrem Schuff passirende Silber mit keinem Zoll / Accise und dergleichen Impositionen / sie haben Namen / wie sie wollen / belegen / sondern auf alle Weise die Wohlfeilheit des Silbers helfen facilitiren / und befördern / Damit nun

5. Dieser der hohen correspondirenden Churfürstlichen und Fürstl. Häuser bey gegenwärtigen gerüttelten Münz-Zustand führende aufrichtige Intention / auch bey denen anderen Ständen dieser beyder Ober- und Nieder-Sächsischen Creysse / eine gute Nachfolge haben möge; So ist nöthig befunden worden / weil die Cron Schweden bisher in dieser materia pro publico gute Intention geführt / dieselbe zu invitiren / daß sie diesen löbl. Vorhaben beytreten / auf Ihre Stettinische Creys-Münz-Städte gleichmäßige Ordre stellen / auch darüber / dero im Nieder-Sächsischen Creysz mißverbreiten Creysz-ausschreib-Amt nach / mit Hand anhalten / und ferner alle Beförderung darzu erweisen mögen / massen dann auch mit Sachsen-Gotha darüber zu gleichem Ende förderliche Communication geflogen werden solle.

6. Daß auch diejenigen Stände im Ober- und Nieder-Sächsischen Creys / so bisshero wider die Reichs- und Creysz-Schlüsse außer denen Creysz-Münz-Städten gemünzt / abstiniren mögen; So ist zu solchem Ende geschlossen worden / insonderst an alle und jegliche Stände beyder Creysse gewisse Schreiben abgehen zu lassen / und ihnen nicht allein diesen unter mehrschickgedachten correspondirenden Churfürstl. und Fürstl. Häuser getrossenen Schluß / sondern auch die genomme unveränderliche Resolution zu intimiren / daß sie nicht allein a dato von allen und jeden Ausmünzungen auf ihren Hecken-Münz-Städten absehen / und da ein oder der andere mit dem Münz-Regal berechtigter Stand zu Schuff seiner Land und sente einige quantität Gelder ausmünzen lassen wolte / derselbe das darzu benöthigte Silber auf eine der ordentlichen Creysz-Münz-Städte schicken / und daselbst gegen Erlegung des Münzer-Lohns die Ausmünzung verlangen / sondern auch zu solchem Ende die bey solchen Hecken-Münzen verhandene Stroh und Eisen / zusamt denen Klüngen selbst / destruiren und aufheben / oder dieselben zu der Creysz-Münz-Stadt einsenden soll / mit der ausgehengten ausdrücklichen Commination / daß auf verpöndenden Fall / da den Reichs- und Creysz-Schlüssen / und dieser dikkals getroffenen Abrede zu wieder gehandelt werden solle / so fort ohne alles Nachsehen mit der Execution verfahren werden solle; Als dann Krafft dieses alle hohe Herren Compaciscen sich verbinden / daß sie stracks ohne weiteres Nachsehen solche Execution auf verpöndende Reintenz / und zwar jeder in seinem Territorio allein / ausser dem Territorio von denen ausbreitenden Fürsten / auf erheischende Nothdurfft aber gesamter Hand vollstrecken lassen wollen / welche Execution dann auch wider die Gesanten / deren Anhang / auch Münz-Meister und Arbeiter an dergleichen Neben-Münze / extendiret / und die Verbrecher nach Befinden an Leib / Gut und Leben bestraft werden sollen / wie dann auch / wann ein oder andere dero hohen Herren Compaciscen dergleichen Casus / darüber eine solche Execution zu verhängen / fund werden solle / sie darüber zu obbesagten Ende und schleuniger Vollstreckung sothaner Execution / fleißige und vertrauliche Communication jederzeit pflegen wollen.

7. Damit auch Münz-Meister und Wardeins ihr Officium der Schutze verrichten / und von denemjenigen / was dem Reichs-Creysz- und gegenwärtigen Schluß gemäß ist / nicht absehen mögen; So bat man dienlich befunden / daß alle und jede Münz-Meister und Wardeins von allerseits hoher Herren Compaciscen hierzu deputirten Commissarien specialiter bereydet werden sollen / dergestalt / da einer oder der ander sich untersehen würde / diesem allen zu wider zu leben / derselbe ipso facto vor infam gehalten / und über das mit unanlässlicher ernstlicher Bestrafung angesehen werden solle / massen auch die hohe Herren correspondirende Churfürsten und Fürstl. Häuser / auch ihres Theils denselben nicht allein nachzukommen / und keinen Münz-Meister noch Wardein / der nicht solcher gestalt auch in specie auf diesen festigen

Schluß in würckliche Pflicht genommen / zu der geringsten Arbeit zu lassen / sondern auch / daß solches bey anderen Ständen / so mit Creysz-Münz-Städten versehen / gleichfalls geschehe / darüber nachdrücklich zu halten / sich verpflichten.

8. Denen General-Wardeins soll ihre gebührende Autorität und Macht gelassen / und sie / wenn dem entgegen gehandelt werden solle / dabey gehandhabet / hingegen dieselbe auch zu Beobachtung ihres Officii ernstlich an gehalten / und damit sie auch über diesen Schluß gebührende Obacht haben mögen / thnen so fort davon Communication gethan / und da sie im Creysse etwa / so diesem Schluß zuwider / etwas vernehmen / und in Erfahrung bringen möchten / so sollen sie dasselbe / es sey auch von wem es wolle / an die Creysz-ausbreitende Fürsten / auch jedes Dries hoher Obrigkeit anzeigen gehalten seyn.

9. Ob auch wohl in denen Reichs- und Creysz-Schlüssen zu aller Gnüge versehen / wie nach mit denen Goldschmieden / Trach-Ziechern / Silber-Arbeitern und dergleichen / welche gute Reichs- Sorten in den Riegel werfen und verschmölgen / wie nicht weniger mit denenjenigen / so verbotenen Bücher mit Einwechseln und Ausführung guter und richtiger und hingegen mit Einführung und Verwechselung schlimmer und geringhaltiger / auch wohl gar verriessener Sorten treiben / und dadurch zur Confusion und Unwesen grossen Anlaß geben / zuweilen; So wird zwar eine jegliche Obrigkeit in ihrem Lande auch diesem Gebrechen zu steuern / und mit allem Ernst- und Schärffe darüber zu halten ohnedem bedacht seyn; Es haben aber die sämtliche hohe Herren Compaciscen auch dikkals befohlen / solches nicht allein dem dieferbalben auszulassenden Edict ausdrücklich zu inferiren / sondern auch darüber mit allem Ernst / und zwar nach Befindens des Verbrechens / mit der Confiscation / auch Leib- und Lebens-Straf zu halten / und dahin zu sehen / daß / wann anderwärts dergleichen verbotener Unterschleiff geschehen solle / daß auch derselbe zu gehöriger Anziehung gezogen werden möge / welchem alles dasjenige / was eine hohe Obrigkeit der andern wider advectiren / zu gemeinsamer Nutzen gebeden / auch dem angezeigten Privato quarta gelassen / und sein Namme verschwiegen werden solle.

10. Weill auch hin und wieder im schändlichen Wucher und Gewinn von einigen Münz-Meistern die Jahre-Zahlen verunct / auch wohl gar falsche Silber auf die Münze geprägt / und dadurch nicht allein jedermanniglich durch ein hochstrafbares Fallum hintergangen / sondern auch die Zerrüttung und Confusion des Münz-Wesens dadurch nicht befördert wird; So ist abgeredet worden / daß / wenn dergleichen einer (welcher es entweder vorhero gethan / oder auch noch thun möchte) betreten werden solle / derselbe mit Confiscation seiner Haab und Güter / auch wohl am Leben / andern zum Abschrecken und Exempel / ohne alles Nachsehen und Gnade abgestraft / zugleich demjenigen Privato / welcher einen solchen Fallarium fund machen würde / von denen confiscirenden Gütern quarta pars obsequialer zugewendet / und sein Namme auf Beghären gleichfalls verschwiegen werden / auch dieses / damit es nicht unbekant seyn möge / denen künftigen auszulassenden Edicten einverlebet werden soll.

11. Damit auch die Kauf-Leute und andere von Silber- und Gold-Lieferung auf die Neben- und Hecken-Münzen desto mehr abgeschreckt werden mögen; So wollen allerseits hohe Herren Compaciscen hinfüßig die Contraventores nicht allein mit öffentlicher infamie belegen / sondern auch des Landes verweisen / an nebst das atrapirte Silber confisciren / und solches denen abzufassenden Edictis inferiren lassen.

12. Wegen der Scheide-Münze hat man sich auch insgesamst verbunden / daß ein jeglicher der Compaciscirenden hohen Herren solch Ziel und Maass hinfüßig halten / und gehörige Verordnung in der That stellen solle / damit die benachbarte Lande damit nicht beschwehret werden mögen.

13. Ubrigens ist von diesem Schluß nicht allein dem Reichs-Convent zu Regensburg durch eine jegliche Gesandtschaft part zu thun / daß sie unter sich so wohl eine vertraute Correspondenz in dieser Materie führen / als auch durch allerseits dienliche Officia das Werk bey andern Gesandten alda zu Ergreifung einer dormalen ernstlichen Resolution zu befördern / sondern auch an Ihre Kaiserliche Majestät selbst von den hohen Herren Principalen allerunterthänigste Communication zu thun / und dieselbe der Gebühr ersehen / daß hochstgedachte Ihre Kaiserliche Majestät dahin zu bringen / damit sie de-

ANNO
1690.

ANNO
1690.

ro Dren doch solcher diffalls führenden guten intention allergnädigst beytreten / und es endlich auch bey anderen in die Wege demahlen richten mögen / damit vor erst der vorausgeschwebenden Sipperrey möglichst gesienet / land und leut aus dem verberblischen Unwesen gerissen / gutes Geld hinwider bezugbracht / und das Reich aus der üblen Nachrede und blame , darinnen es bey denen Exteris alzeit stehet / demahlen gebracht / und endlich der unsägliche Schade mit Nachdruck abgewendet werden möge.

14. So hat man auch an ein und andere wohl intentionirte vermögende Stände anderer Creyse / auch denen vornehmsten Handels = Städten durch particulier = Communication Nachricht zu geben / um bey ihnen noch desto mehr einen Beytritt und Conformitatz zu veranlassen / auch was in ein und andern für Antworten erfolget / und sonsten in dieser materie passiret / und zu weiterer Beförderung des Wercks nöthig seyn möchte / jederzeit fleißige Communication zu pflegen.

15. Wassen dem auch ferner die Abrede dahin genommen / mit der angefangenen und zu solchem heilsamen Zweck angesehenen Communication / und Zusammenziehung obnaußgesetzt zu conquiren / und das ganze Werk endlich auf rechten Reichsmäßigen Fuß hinwider zu bringen / und damit obiges alles mit desto mehrern promptitudine und Verständniß dirigiret und beobachtet werden möge ; So wollen allerseits hohe Herren Compaciscenten einigen dero Ministorum gemessenen Befehl und Instruction ertheilen / über denen Vorfällen sonnen / modo & mediis unter einander fleißig und vertraulich zu correspondiren / und mit gemeinen Concert die Nothdurfft ungesäumt aller Ends zu versorgen. Dessen alles zu wahrer Uthrfund und gehöriger Festhaltung ist dieser Recels abgefaßt / von allerseits zusammen geschickten Räthen und Ministri , jedoch zu Ratification dero allerseits hohen Herren Principalen / als welche hinnen denen nehesten dreyen Wochen hinc inde per literas fund gethan werden soll / unterschrieben und vollzogen / und jeglichem Theil ein Exemplar zugesellet worden. Geschehen Leipzig den 15. Jan. 1690.

Welm die Hochst. Braunschweig = Lüneburgl. Herren Ministri obbeschriebenen Recels darinn zu unterschreiben difficultiren / weiln sie von ihrer gnädigsten Herrschafft ratione des beliebten Interims Mühs = Fußes zu 12. Thlr. noch zur Zeit nicht gnugsam instruiret / übrighens aber in allen Punkten mit Ehr = Sachen und Ehr = Brandenburg einig seyn ; Als haben obgedachte Hochst. Herren Ministri diesen Recels auf vorbedungene Ratification unterschrieben. So geschehen Leipzig den 16. Jan. 1690.

Ludwig Gebhard
Freyherr von
Hoymb. (L.S.)

Dodo Freyherr von
Kniphausen.
(L.S.)

CXXIV.


24. Janv. Wahl = Capitulation Ihro Römisch = Königlischen Majestät Josephi , Worinn die Articulen enthalten / wornach dieselbe das Römische Reich zu verwalten versprochen. Augsburg den 24. Januarii 1690. [Christoph. ZIEGLERN *Wahl Capitulationes* pag. 306. d'où l'on a tiré cette Pièce , qui se trouve aussi dans LONDORPII *Acta Publica* Tom. XVII. pag. 1. dans VITRIARI *Institut. juris Publici* in Append. pag. 1. dans FRAN. FRID. Baron AB ANDLERN *Corpus Constitut. Imperial.* Tom. I. pag. 15. inter Wahl Capitulationes, dans le *Theatrum Europae.* Tom. XIII. pag. 1140. dans *Leges Fundamentales Sac. Rom. Imperii* pag. 659. dans HEISS *Histoire de l'Empire* Tom. V. pag. 375. en François, & dans LUNIG *Teutsches*

Reichs = Archiv. Part. General. pag. ANNO 810.] 1690.

C'est-à-dire,

Capitulation Imperiale de JOSEPH Roi des Romains , contenant les Articles, selon lesquels il promet de gouverner l'Empire. A Ausbourg le 24. Janvier 1690.

Eingang

 Ir Joseph, von Gottes Gnaden / erwählter Röm. König / zu allen Zeiten Mehrer dess Reichs / in Germanien / zu Ungarn / Dalmatien / Croatien und Slavonien König / Erz = Herzog zu Oesterreich / Herzog zu Burgund / Steyer / Carnten / Craun und Württemberg / Graff zu Habsburg / Tyrol und Vorarlben , bekennen öffentlich mit diesen Brief / und ihm find männiglich / als Wir ans Schickung Gottes des Allmächtigen / durch die / aus bewegenden triftigen Motiven und Ursachen / vorgenommene ordentliche Wahl / der Hochwürbigen und Durchleuchtigen / Anselm Francken / zu Maynz / Johann Hugo / zu Trier / Joseph Clemens / zu Köln : Erz = Bischöffen : Maximilian Emanuel / in Ober = und Nieder = Bayern / auch der Ober = Pfalz Herzogen / Pfalzgraffen bey Rhein / ic. Philipp Wilhelm / Pfalzgraffen bey Rhein / Herzogen in Bayern ; Wie nicht weniger an stat und von wegen des Aüerdurchleuchtigen Röm. Kaysers Leopoldi I. als Königs in Böhmen / unsers gnädigen Herren Vatters Majestät : dann der auch Durchleuchtigen Johann Georgen / des Dritten / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve / und Berg / Burggraffen zu Magdeburg ic. und Friederichen des Dritten / Marggraffen zu Brandenburg / und Burggraffen zu Nürnberg / ic. respective aller des Heil. Röm. Reichs durch Germanien / Gallien und Italien / Erz = Chancern / und Erz = Schencken / Erz = Truchtsessen / Erz = Marschallen / Erz = Cämmereern und Erz = Schatzmeistern / unsers gnädigen Herren Vatters / lieben Neven / Oheimben und Churfürsten / respective Ihrer Majestät und Ed. d. bevollmächtigten Botschafften / Frank Ulrich / Grafen Kinsky von Kunik und Zetaw / Herren uff Chinnah ob der Zeitina : Nicoln / Eölen Panmer und Freyherrn von Gersdorff / zu Baruth / Hennenbörff / Bretting / Hauswald / Jorckel / Buchwald / Kreckwitz und Beutelsdorff ; und Chvieslern Jacob / von Danckelmann / zu Ehr und Würben des Römischen Königlischen Nahmens und Gewalts erhoben / erhöht und geset seynd / deren Wir uns auch Gott zu lob / dem Heiligen Römischen Reich zu Ehren / und um der Christenheit und Teutscher Nation , auch gemeinen Menszens willen beladen. Daß Wir uns demnach aus freyem / und hierzu gegebenen Väterlichen / auch gnädigen Willen / mit Denselben unsren respective gnädigen Herrn Vattern / und lieben Neven / Oheimben und Churfürsten / vor sich und sämtliche Fürsten und Stände des Heil. Röm. Reichs / Gebirg = und Paets = Reich / dieser nachfolgenden Articulen vereiniget / verglichen / angenommen und zugesagt haben : Alles wissentlich und in Krafft dieses Briefs.

Diese Wahl = Capitulation ist in XLIX. Articulen verabfaßt.

Der I. Artikel.

Der König (1) will die Römische Kirch und Päbstliche Heiligkeit / als derselben Advocat , schützen / (2) im Römischen Reich die Einigkeit pflanzen / und ohne Ansehung der Personen die Gerechtigkeiteit handhaben ; jedoch daß (3) die Protektirende Churfürsten / so viel diesen und XVIII. Artikel gegenwärtiger Obligation betrifft / den König nicht damit verbinden / noch selbstn darein willigen / und (4) die gedachte Advocatie dem Religion = und Prophan = Frie =

ANNO
1690.Frieden zu Präjudiz, nicht allegiret
werde.

I. Zum Ersten / daß Wir in Zeit solcher unserer Königlichsten Wirken / Amte und Regierung / die Christenheit und den Stuhl zu Rom. auch Päpstliche Heiligkeit / und Christliche Kirchen / als derselben Advocat, in guten treulichen Schutz und Schirm halten / dazu insonderheit in dem Heiligen Reich Frieden / Recht und Einigkeit pflegen / aufzurichten und versehen sollen und wollen / damit sie ihren gebührenden Gang / den Armen wie den Reichen / ohne Unterscheid der Personen / Stand / Würden und Religion / auch in Sachen Unser und Unseres Hauses eigenes Interesse betreffend / gewinnen / und haben / auch behalten / und derselben Ordnungen / Freyheiten und alten löblichen Herkommen nach / verrichtet werden sollte: Gleichwol so viel diesen / wie auch den nachfolgenden 18ten Artikel gegenwärtige Obligation, auch sollen und wollen Wir bey Unserm Heil. Vater rc. belanget / haben vorgemeldet unsere liebe Obheim die zwey Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg / sich ausdrücklich gegen Uns erklärt / was da von dem Stuhl zu Rom / und Päpstlicher Heiligkeit vor Meldung geschieht / daß Jhro Edd. Edd. vor sich und Ihre Religions-Vermandte / darin nicht willigen / noch Uns damit verbunden haben; noch erst gedachte Advocacia, dem Religion- und Prophan-auch zu Münster- und Osnabrück aufgerichteten Frieden zu Präjudiz angezogen und gebraucht / sondern denselbigen gleicher Schutz gehalten und geleistet werden sollte: Wie Wir Ihnen den zweyen Churfürsten dann auch solches Krafft dieses / versprechen / und Uns damit dazzu verbinden.

Der II. Artikel.

Der König (1) soll alle des Reichs Ordnungen / und besonders den zu Münster und Osnabrück (doch den / der Cron Frankreich darinnen enthaltenen Vortheil / wegen deß im Heil. Reich verübten Frieden-Bruchs / aufgenommen) aufgerichteten allgemeinen Reichs-Friedensschluß / und darinnen bestätigten Religions-Frieden / als ein immerwährendes Band zwischen Haupt und Gliedern / handhaben / (2) daß an Orten / davon das Instrumentum Pacis disponiret / in Ecclesiasticis & Politicis, sub quocunque pretextu, oder ungleicher Auslegung desselben / noch wider die / dem Reichs-Abschied An. 1555. einverleibte Executions-Ordnung / directè noch indirectè, gehandelt werde / nicht gestatten: Die Ordnungen (3) und Gesetze so viel solche dem in erstgedachtem zu Augspurg 1555. aufgerichteten Reichs-Abchied und Friedensschluß nicht zuwider / erneuern und confirmiren / (4) solche mit der Reichs-Stände Hülffe / in begehenden Fall verbessern: (5) wider diesen Friedensschluß in öffentlichen Druck nichts kommen lassen / sondern sowohl wider die Authores als Complices ernstlich verfahren: (6) alle dargegen eingewandte protestationes und contradictiones verworffen / und (7) nicht verhängen / daß in Erkennung der Processen / censur- und confiscirung der Bücher / der Bücher-Commissarius zu Frankfurt / dem einen Theil mehr / als dem andern favorisire.

II. Wir sollen und wollen auch die Guldene Bull / mit der in dem zu Münster und Osnabrück aufgerichteten allgemeinen Reichs-Friedensschluß (der gleichwol / als viel zu Vortheil der Cron Frankreich darinnen enthalten / wegen des von jetzt besagter Cron / wider das Heil. Röm. Reich verübten Friedenbruchs / nunmehr zerfallen / und ferner nicht mehr verbindlich ist) auff den achten Electoratum enthaltener Extension, nach Inhalt aßberührten Friedensschlusses / den Frieden in Religion- und Prophan-sachen / den Land-Frieden / samt der Handhabung desselben / wie auff dem zu Augspurg im Jahr 1555. gehaltenen Reichstag aufgerichtet / angenommen / verabschiedet und verbessert / auch in denen darauff erfolgten Reichs-Abchieden wiederholt und confirmirt worden / sonderlich aber obgemeldten Münster- und Osnabrückischen Friedensschluß und Münsterbergischen Executions-Recess, wie auch insonderheit alles dasjenige / was bey vorigem Reichstag zu Augspurg verabschiedet und geschlossen worden / und bey noch währendem und künftigen Reichstagen ferner für gut befinden und geschlossen werden möchte / gleich wäre es dieser Capitation von Worten zu Worten einverleibt / stät / fest / und unverbrüchlich halten / handhaben / und darwider niemand beschweren / auch nicht gestatten / daß an einigen Orten / von welchen das Instrumentum pacis disponirt / in Ecclesiasticis & Politicis, sub quocunque pretextu, oder ungleicher Auslegung desselben / dargegen / oder wider die im Reichs-Abchied An. 1555. einverleibte Executions-Ordnung / directè, vel indirectè gehandelt werde / dergleichen sollen und wollen Wir auch andere des H. Röm. Reichs Ordnungen und Gesetze / so viel die in dem obgenelbten angenommenen im 1555. Jahr zu Augspurg aufgerichtet / und mehr erworhten Friedensschluß nicht zuwider seynd / confirmiren / erneuern / und dieselbe mit Rath und Consens Unser / und des Heil. Reichs Churfürsten / Fürsten und anderer Ständen / wie das des Reichs Gelegenheit zu jederzeit erfordert wird / bessern / zumalen auch diejenige / so sich gegen jetzt vermeldten Friedensschluß / und darinn bestätigten Religions-Frieden / als ein immerwährendes Band zwischen Haupt und Gliedern / unter sich selbst zu schreiben / oder etwas in öffentlichen Druck heraus zu geben / (als dadurch unrechtmäßige / Zwiethracht / Mißtrauen / und Zanck im Reich angerichtet wird) unternehmen würden oder solten / gebührend abstraffen / die Schriften und Abdruck cassiren / und gegen die Authores sowol / als Complices, wie erst gemeld / mit Ernst verfahren / auch alle wider den Friedensschluß eingewandte protestationes & contradictiones, sie haben Mähnen wie sie wollen / und rühren woher sie wollen / nach besag erstgenannten Friedensschlusses / verworffen und vernichten: auch wider Unserm Reichs-Hof-Rath / noch dem Bücher-Commissario zu Frankfurt am Mayn / verstaten / daß jener uff des Fideles oder eines andern Angaben / in Erkennung der Processen / und dieser in censur- und confiscirung der Bücher / einem Theil mehr / als dem andern favorisire.

Der III. Artikel.

Will der König (1) alle Stände im Heil. Römischen Reich / bey ihren Hohen / Gerechtigkeiten rc. fürnemlich auch die Weltliche Churfürsten / bey ihrem primogenitur-Recht bleiben lassen / (2) keinen der Sessionem & Votum hat / davon suspendiren / (3) denenelben ihre Regalia, Privilegia &c. bestätigen / (4) Die vor oder im dreißig-jährigen Krieg ertheilte / hernach aber im Friedensschluß nicht gut-geheissene / annulliren: (5) keinem seine Unterthanen von der Fortnässigkeit / Steuern rc. befreien: (6) Denen Land-Ständen / mit Ausschließung des Landes-Herren / die Disposition über die Steuer / noch daß sie Convenzen anstellen / und sich des Beitrags entschlagen / nicht gestatten / (7) auch im Fall dieselbe oder die Unterthanen bey dem Reichs-Hof-Rath oder Cammer-Gericht

ANNO
1690.

ANNO
1690.

nicht derwegen etwas zu suchen/ sich
würden gelüsten lassen/ solche so leicht
nicht anhören/ sondern à limine judi-
cii zur schuldigen partition an ihre Lan-
des-Herren amweisen/ und (8) alle
sub & obreptiue disfalls erhaltene Pri-
vilegia &c. auch beym Reichs-Hof-
Rath oder Cammer-Bericht ertheilte
Processus, Mandata &c. vor null und
nichtig erklären.

III. Und zum dritten sollen und wollen Wir in alle
Wege die Teutsche Nation/ das Heil. Röm. Reich/ und
die Churfürsten/ als dessen förderliche Glieder/ und des
Heil. Röm. Reichs Grund-Säulen/ insonderheit auch die
weltliche Chur-Häuser/ bey ihrem Primogenitur-Recht/
und ohne dasselbe wider die Gebühr restringiren zu lassen/
nach Inhalt der Güldenen Bull/ sonderlich des 13. Ar-
ticul/ wie auch andere Fürsten/ Prölaten/ Grafen/
Herren/ und Stände/ sambt der ohnmittelbaren freyen
Reichs-Ritterschafft/ bey ihren Höflichen/ geist- und welt-
lichen Würden/ Gerechtigkeiten/ Macht und Gewalt/
auch forsken jeden nach seinem Stand und Wesen/ ver-
bleiben lassen/ ohne Unsern und maimögliches Eintrag
und Verhinderung/ und ohne der Churfürsten/ Fürsten/
und Ständen vorübergehende Einrath- und Bewilligung/
keinen Reichs-Stand/ der Dilectionem & Votum in den
Reichs-Collegiis hergebracht hat/ davon suspendiren/ oder
ausschließen/ dazzu den Ständen sambt ersgedachter
Reichs-Ritterschafft ihre Regalia, und Obrigkeiten/ Frey-
heiten/ Privilegien/ Pfandschafften und Gerechtigkeiten/
auch Gebräuch und gute Gewohnheiten/ so sie bishero
gehabt haben/ oder in Übung gewesen seynd/ zu Was-
ser und zu Lande/ auff gebührendes Ansuchen/ ohne ei-
nige Weigerung/ und Anfechtung/ in guter beständiger
Form/ confirmiren und bestätigen/ sie auch darbey/ als
erwähelter Römischer König handhaben/ schützen und schir-
men/ und niemanden einig Privilegium darwider erthei-
len/ und da einige vor-oder bey vorgewesenen dreyßig-
jährigen Krieg darwider ertheilt worden wären/ so im
Friedensschluß nicht gut gezeihen/ oder approbirt wor-
den/ dieselbe gänzlich cassiren und annulliren/ auch hie-
mit cassirt und annullirt haben/ und keinen Churfürsten
und Stand/ die ohnmittelbare Reichs-Ritterschafft mit
begreifen/ seine Landfassen/ ihme mit-oder ohnmittelbar
unterworfenen Unterthanen/ und mit lands-Fürstlichen
auch andern Pflichten zugehane Eingekessene/ und zum
Land gehörige/ von deren Bornässigkeit/ und Jurisdic-
tion/ wie auch wegen lands-Fürstlicher hoher Obrigkeit/
und sonst rechtmässig hergebrachten respectiv Sten-
ren/ Zehenden/ und andern gemeinen Wärden und Schul-
digkeiten/ weder unter dem pretext der Lehen-Herrschaft/
noch einigen andern Schein eximiren und befreien/ noch
andern solches gestatten/ auch nicht gutzeihen/ noch zu-
geben/ daß die Land-Stände die Disposition über die
lands-Steuern/ deren Empfang/ Ausgab und Redungs-
Recessirung/ mit Ausschließung des land-Herren/ priva-
tive vor-und an sich ziehen/ oder in dergleichen und an-
dern Sachen/ ohne der lands-Fürsten Vorwissen und
Bewilligung/ Conventen anstellen und halten/ oder wi-
der des jüngsten Reichs-Abschieds ausdrückliche Verord-
nung/ sich des Beytrags/ womit jedes Churfürsten/
Fürsten/ und Stands Landfassen/ und Unterthanen/ zu
Besch- und Erhaltung deren einm und andern Reichs-
stand zugehöriger nöthiger Wustungen/ Pläzen/ und Gar-
nisonen/ wie auch zu Unsern und des H. Reichs Cam-
mer- Gerichts Unterhalte/ an Hand zu gehen schuldig
seynd/ zur Ungebühr entschlagen. Auf den Fall auch je-
mand von den land-Ständen oder Unterthanen wider die-
ses oder andere obberührte Sachen bey Uns oder Unserm
Reichs-Hof-Rath/ oder erschiedenen Cammer-Gericht
etwas anzubringen/ oder zu suchen/ sich schliessen lassen
würde/ wollen Wir daran seyn/ und darauß halten/
daß ein solcher nicht leichtlich gehört/ sondern à limine
judicii ab-und zu schuldiger partition an seinen lands-
Fürsten und Herren gewiesen werde/ Gestalten Wir dann
auch alle und jede dagegen/ und sonst contra jus ter-
tii/ und ehe derselbige darüber vernommen/ hiebvor sub-
& obreptiue erhaltene Privilegia, & Exemptiones/
samt allen derselben Clausulen/ Declarationen/ und
Bestätigungen/ wie auch alle darauß und denen Reichs-
Satzungen zuwider an Unserm Käyserl. Reichs-Hof-Rath/
oder Cammer-Gericht/ wider die land-Fürsten und D-

TOM. VII. PART. II.

brigkeiten/ ohne deroelben vorhero schriftlich begehrten
und vernommenen Bericht/ ertheilte Processus, Mandata
& Decreta previa sumaria causae cognitione, vor
null und nichtig erklären/ und dieselbe cassiren und auf-
heben sollen und wollen.

ANNO
1690.

Der IV. Artikel.

Der König (1) soll dem Herzog von Savoyen/ so fern er sich denen Reichs-Constitution und Lehen-Rechten gemäß bezeigen und verhalten wird/ die Belohnung des Montferrats ertheilen/ (2) ingleichen beym König in Spanien/ daß dem Herzogen auch die Stadt Trino ohne Entgeld restituirt/ (3) der Herzog von Mantua/ daß er sich hinfuro alles exercitii jurisdictionis &c. im Montferratischen enhalte/ würcklich angehalten/ und (4) mehrgetachter Herzog von Savoyen/ in denen in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeiten beschiziget werde/ verschaffen/ welches (5) jedech alles auff die Condition/ falls er sich denen publicirten Inhibitoriis und Avocatoriis gemäß bezeigen wird/ gestellet ist.

IV. Insonderheit aber sollen und wollen Wir dem Herzogen zu Savoya/ durch die Person seines rechtmässigen Gwalthabern/ die/ in dem zu Minier und Hysnabrick aufgerichteten Instrumento Pacis §. Cæsar. Maj. Sec. frey und unbedinge/ neben andern versprochene Belohnung des Montferrats/ auff die Form und Wais/ wie sie von weylaud Röm. Käy. Majestät Ferdinando II. Victori Amadeo/ ertheilt worden/ so bald Wir nach angetretener Unserer Käy. Regierung/ hierum gebührend ersucht und angelangt werden/ denen Reichs-Constitutionen und Lehen-Rechten gemäß/ zumahl ohne Anfang einiger ungebührlicher general-oder special-relevatori salvatori-oder dergleichen Clausul/ samt übrigen allen/ was in gedachtem Instrumento Pacis/ und deme darum confirmirten Tractatu Cherafensis/ dem Hauss Savoya mehrers zu guten verordnet und zugesagt worden/ erfolgen lassen/ und ihme dazzu durch Unser Käy. Amt executive verhilffen/ auch deren seines unter einigem Schein/ Ursach oder Färrwand/ sonderlich auch die Belohnung des Montferrats wegen der von dem König in Frankreich dem Herzogen zu Mantua schuldiger und noch nicht bezahlter 494000. Eronen/ worvon der §. ut autem omnium &c. disponirt/ und das Hauss Savoya allerdings davon befreyt/ im geringsten verstorben oder aufhalten/ benebens Unserer Käy.liche Auctorität bey dem König in Hispanien kräftiglich anwenden/ daß derselbe dem Herzogen von Savoya die Stadt Trino unverzüglich/ gänzlich und ohne Entgeld restituiren ihme/ dem Herzogen von Mantua aber von Käy. Macht und Gewalts wegen/ alsbald ersichtlich befehlen/ auch Ihne durch gehörige Mittel würcklich dahin anhalten/ in einm vorgelegten färrhen peremptorischen termin/ sich alles Exercitii jurisdictionis daselbst und an andern in dem Montferrat gelegenen/ und dem Hauss Savoya durch die Reichs- und vorhergegangene Friedens-Handlungen zuerkannten Orthen/ zu entschlagen/ damit der Herzog von Savoya seiner ihme in denselbigen zuständiger jurisdiction gebührend und rüthlich gemessen möge/ wie Wir dann nicht weniger darob seyn/ und durch Ausfertigung einlicher Poenal-Mandaten versigen wollen/ daß weder Er der Herzog von Mantua/ und seine Nachkommen/ noch auch jemand anderer für sich/ oder von Ihrentwegen fürrechin denjenigen/ was wegen des Montferrats/ für das Hauss Savoya/ in dem öfters angezogenen Friedensschluß/ und dieser Unserer Capulation begriffen/ auff eingerley Weis und Weg/ im geringsten etwas zu contraveniren/ und zu wider zu handlen/ sich unterziehen/ So ihm Wir auch dasjenige/ was das Churfl. Collegium unter daro dem 4. Jun. in längst verwichnem 1678. Jahr an Ihne/ wegen annullir- und Aufhebung dess dem Hauss Savoya zu Nachtheil/ unterfangenen Käy. und Reichs-Vicariats und Generals in Italien/ geschrieben/ hieomit allerdings einwilligen und bestätigen/ dergestalt/ daß Wir ob desselben Begriff

li

selbige

ANNO 1690. festlich halten / und die Herzogen von Savoya bey Ihrer in Italien habenden Vicariats-Gerechtigkeit und Privilegien gehörend sitzen und handhaben wollen / welches alles jedoch auf die Condition gestellet wird / wann sich der Herzog von Savoya denen von Ihrer Käyserl. Majestät / von Reichs wegen publicirten Inhibitoris und Avocatoriis gemäß bezeigen und verhalten wird.

Der V. Artikel.

Der König (1) soll die prätendirte Præcedenz ausländischer Potentzen Gesandten / für den Churfürstlichen Gesandten / ins künftige nicht gestatten: jedoch (2) wann ausländisch-gekrönter Könige u. Vortschafften vorhanden / diese jenen vorgehen / diese aber vor allen anderen aufwärtigen Republicken und Fürsten in Person / jenen folgen mögen: (3) auch nicht zugeben / daß Ihre Vortschafften bey publicis Conventibus mit bewehrter Guard / zu Pferd oder zu Fuß aufziehen / noch gestatten / daß Sie sich heimlich oder öffentlich in die Reichs-Sachen mengen: (4) daß denen Churfürsten Ihre Prærogativa erhalten / und (5) bey allen Reichs-Solemnitäten / daß denen Grafen und Herren / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor allen anderen / und zwar / gleich nach dem Fürsten-Stand / die Præcedenz gelassen werde / die Verschung thun.

V. Nachdemmalen sich auch eine Zeitlang zugetragen / daß ausländischer Potentzen / Fürsten / Republicken Gesandte / und zwar diese unter dem Nahmen und Borwand / als wären die Republiken vor gekrönte Häupter / und also den Wirten gleich zu achten / an denen Käyserlichen und Königl. Höfen und Capellen / die Præcedenz vor den Churfürstlichen Gesandten prätendiren wollen: So sollen und wollen Wir ins künftige solches weiter nicht gestatten: wäre es aber Sach / daß neben den Churfürstlichen Gesandten / der recht titulirte und gekrönter regierende ausländischer Könige / Königl.ichen Fürsten / oder Püpfen (denen die Regierung / so bald Sie Ihr gehörendes Alter erreicht / zu führen zusetzt / und unmittelbar in der Tutel oder Curatel begriffen seynd) Vortschaffter zugleich vorhanden wären / so mögen und sollen zwar Dieselbe den Churfürstlichen Gesandten / Diese aber allen anderen aufwärtigen Republicken Gesandten / und auch denen Fürsten in Person ohne Unterschied vorgehen: was auch darwider hievor per Decreta / und absonderlich 1636. oder sonst vorgenommen / oder verordnet / forderst abgestellet und kassellirt seyn solle: Wie Wir dann auch in Verhütung allerhand Simulationen / und der darauß entstehender gefährlicher Weirungen / nicht gestatten wollen / daß ausländischer Könige und Republicken Vortschafften / weder an Unserem Hoff noch bey Reichs-Deputations-Collegial oder anderen publicis Conventibus / mit bewehrter Guard zu Pferd oder zu Fuß / auff der Gassen und Straßen aufziehen und erscheinen mögen / vielweniger zulassen / daß sich einige fremde Vortschafften heimlich oder öffentlich / in die Reichs-Sachen / so ihre Principales nicht angehen / sondern vor Churfürsten und Stände allein gehörig / einmischen. Auch sollen und wollen Wir im übrigen die Verschung thun / daß denen Churfürsten selbst / Ihre von Alters hergebrachte / und sonst gehörende Würde und Prærogativen erhalten / und darwider von fremder Regenten / und Republicken Gesandten / oder anderen an Unserem Käyserlichen und Königl.ichen Hoff / oder wo es sich sonst begeben könnte / nichts nachtheiliges / oder unerliches vorgenommen oder gestatet werde. So sollen auch bey Käyserlichen oder Königl.ichen Erönnungen / und anderen Reichs-Solemnitäten / den immediat-Reichs-Grafen und Herrn / die im Reich Sessionem & Votum haben / vor anderen

auff- und inländischen Grafen und Herren / wie auch Käyserlichen Cammer-Herren und Räthen / und zwar gleich nach dem Fürsten-Stand / in dessen Reichs-Rath Sie ersigedachtes Votum & Sessionem hergebracht / deswegen ihnen auch billig / wie bey den Consultationibus / oneribus / und Beschwerclichkeiten / also auch solchen Activis solemnibus / nächst denen Fürsten die Stelle gebühret / die Præcedenz gelassen / und demnach / außer solcher Reichs-Festlichkeiten / am Käyserlichen Hoff mit denjenigen / so nicht in wircklichen Käyserlichen Diensten begriffen / obsevirat werden.

ANNO 1690.

Der VI. Artikel.

Will (1) der König geschehen lassen / daß die Churfürsten in Ihren Angelegenheiten / je zu Zeiten mögen zusammen kommen / (2) dergleichen Congress nicht verhindern / sondern gnädig aufnehmen: (3) der Churfürsten gemein- und Rheinische Vereinigung confirmiren: (4) allen anderen Reichs- und Cräyß-Ständen die Collegiale Zusammenkunft gleichfalls nicht verwehren / und (5) Ihre vor diesem unter Ihnen gemachte Uniones und aufgerichtete Erb-Verbrüderungen approbiren.

VI. Wir lassen auch zu / daß die sieben Churfürsten je zu Zeiten / vermög der Gülden Bull und Obervanz / nach Gelegenheit und Zustand des Heiligen Reichs / zu Ihrer Nothdurft / auch so sie beschwerliches Obliegen haben / zusammen kommen mögen / dasselbe zu bedenken und zu berathschlagen / das Wir auch nicht verhindern / noch irren / und derohalben keine Ingenad / oder Widerwillen gegen Ihnen sämmtlich / oder sonderlich schöpfen und empfangen / sondern uns in deme und anderen der Gülden Bull gemäß / gnädig und unverweisslich halten sollen und wollen. Gestalt Wir dann auch der Churfürsten gemein- und sonderbare Rheinische Verein / als welche beide ohne das mit Genehmhaltung und Approbation der vorigen Käyser rühmlich / aufgerichtet / so wohl in diesem / als anderen darinnen begriffenen Punkten / und was darüber noch weiters die Herren Churfürsten allerseits untereinander gut befinden und verglichen möchten / auch Unser Theils / approbiren und confirmiren thun: soll auch denen anderen Reichs- und Cräyß-Ständen unverwehrt seyn / so es die Noth und Ihr Interesse erfordert / circulariter und collegialiter / ohngehindert männlichliches / zusammen zu kommen / und dero Angelegenheiten zu beobachten: Wie Wir dann auch die vor diesem unter Ihnen / denen Reichs-Constitutionibus gemäß gemachte Uniones / gleicher gestalt / zu förderst aber die unter den Churfürsten / Fürsten und Ständen aufgerichtete Erb-Verbrüderungen hiemit confirmiren und approbiren.

Der VII. Artikel.

Soll (1) der König alle geschäffige Bündnisse und Empörungen / der Unteren wider die Oberen abschaffen / (2) denen Ständen / daß Sie Ihre Landesfürstliche Jura wider die Unterthanen manuteniren / und mit der benachbarten Stände Assistenz / solche zum Gehorsam bringen zulassen: und übriges (3) daß die vor Gericht schwebende Streitigkeiten schleunigst entschieden werden mögen / verschaffen.

VII. Wir sollen und wollen auch alle unziemliche hässige Bündnisse / Verstickungen / und Zusammenbum der Landassen / Unterthanen / gemeinen Volks / und anderer /

ANNO
1690.

derer / was Stands oder Würden die seyn / ingleichen die Empörung und Aufrühr / und ungebührliche Gewalt / so gegen den Churfürsten / Fürsten und andern / (die unmittelbare Reichs-Ritterschafft mitbegriffen) vorgenommen / und die hinführo geschehen möchten / aufheben / abschaffen / und mit Ihrer der Churfürsten / Fürsten und anderer Stände Rath und Hülff daran seyn / dasz solches / wie es sich gebühret und billig ist / in künfftige Zeit verboten und verkommen / keines wegs aber darzu durch Ertheilung unzeitiger Processen / Commissionen / Rescripten / Mandaten und übercilung / Anlaß gegeben werde: Wäßen dann auch Churfürsten / Fürsten und Ständen zugelassen und erlaube seyn soll / sich nach Verordnung der Reichs-Constitutionen bey Ihren hergebracht und habenden Fürstlichen Juribus / und mit Assistentz der benachbarten Stände wider Ihre Unterthanen zu manuteniren / und sie zum Gehorsam zu bringen / da aber die Streitigkeiten vor dem Richter mit Recht besangen wären / sollen solche außs schleunigst außgeführt und entschieden werden.

Der VIII. Artikel.

Soll (1) der König die Protectiones aufwärtiger Potentaten über mediastadt und Landtschafften abschaffen / oder wenigstens in die Schranken ihrer erriren Concessionen reduciren / damit (2) des Römischen Reichs sämtliche Stände bey gleicher Administration der Justiz in Religion-und Prophan-Sachen / und des Reichs alleinigen Schut / nach allen Reichs-Ordinungen erhalten / die (3) darwider eine Zeit hero verübte Mißbräuche und auß der angemassen Brabandischen Guldnen Bull / hergerührte Evocations-Processse aufgehoben / (4) der zehen im Elßaz vereinigten Reichs-Städte immediat / dem Reich einverleibet bleiben / und (5) die mediastadt Fürstenthümer und Lande von aufwärtigen Völkern / mit Einquartierungen und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / nicht ferner beschweret werden mögen.

VIII. Als auch in Veranlassung deren von Weiland denen vorgewesenen Römischen Königen und Käyfern / etlichen aufwärtigen / von des Heiligen Reichs Jurisdiction eximirten Fürsten und Potentaten über immediat-und mediastadt-und Stände vor Alters gegebenen / oder von Ihnen selbst erworbenen und angenommenen / oder sonst usurpirten Schut-und Schirm-Brief / in dem sie sich deren jeweiligen auch wieder ihre eigene landts-Obrigkeit in Civil-und Justiz-Sachen / des Heiligen Reichs-Sakungen zuwider / bebiene / nicht geringe Weirunge und Zerstörungen gemeinen landts-Friedens entstanden / dardurch dann des Heiligen Reichs Jurisdiction / Autorität und Hoheit mercklich geschwächt / dieselbe auch mit Entziehung ansehnlicher Glieder / gar intervertirt worden / Als sollen und wollen Wir zu Verwundung oberhandener gefährlicher und gemeiner Tranquillität des Heiligen Römischen Reichs schädlicher Zergliederung und Mißstand / dergleichen Protection und Schirm-Brief über mittelbare Städte und Landtschafften / den Gewaltigen und Potentaten / so unserm und des Heiligen Reichs Zwang und Jurisdiction wie gemein / nicht unterwerffen / nicht allein nicht ertheilen / noch solche zu suchen / und annehmen gestatten / noch auch die so von vorigen Römischen Käyfern in etwan anderwertender Sachen und Zeiten / Stand und Consideration / ertheilet / und von mediastadt-Ständen aufgenommen worden / durch Rescripta / oder andere Weisß confirmiren / sondern vielmehr dardob und daran seyn / damit vermittels unsrer Interposition / oder durch andere erlaubte Mittel

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1690.

und Weg / oberwehnte von vorigen Käyfern oblaufs gegebene oder angenommene Protection / aufgefunden und abgethan / oder wenigst in die Schranken ihrer ersten Käyserlichen oder Königlichern Concessionen / wo die vorhanden / ohne einige fernere deren Extension und Außdehnung reducirt / also mähliglich forcht in unserm / und des Heiligen Reichs alleinigen Schut und Vertheidigung gelassen / und Churfürsten / Fürsten und Ständen / des Heiligen Reichs / sambt der ohnmittelbaren Reichs-Ritterschafft / und allerseits angehörigen Unterthanen / ohne Imploration in- und aufwärtigen Anhangs und Assistentz / bey gleichem Schut und Administration der Justiz in Religion-und Prophan-Sachen / den Reichs-Sach-und Cammer-Gerichts-Ordinungen / Münster-und Ohnabrückischen Friedensschluß / und darauf gegründeten Executions-Edictis / archiori modo exequendi / und Rheinbergischen Executions-Recess / wie aldt nichtst vorigen Reichs-Abchied gemäß / erhalten / die hierwider eine Zeit hero verübte Mißbräuch / da zum öfteren die Rechtsfertigung von ihren erbenlichen Richtern des Reichs ab- und nach Holland / Brabant und andere ausländische Potentaten gezogen werden / und die unter denselben auß der angemassen Brabandischen Guldnen Bull / zu unterschiedlicher Churfürsten / Fürsten und Ständen / mercklichen Nachtheil herührte Evocations-Processen gänzlich aufhebt / wie auch das Anno 1594. bey damahligen Reichstag verhängenes Gutachten vollzogen / und denen durch gedachte Brabandische Bull gravirten Ständen / auff erfordernden Nothfall / durch das Jus rectoris / kräftige Hülff geleistet werde / so dann die zehen vereinte Reichs-Städte im Elßaz / Kraft Instrumenti Pacis unter dem Heiligen Römischen Reich / gleich wie andere immediat-Stände einverleibt bleiben. Und nachdemmahlen auch verschiedne immediat-Fürstenthümer / Stifft-Gräff-und Herzschafften / ohne einiges Recht und Besigauß / durch aufwärtige Völker / noch immerhin mit Einquartierungen / und anderen Kriegs-Ungelegenheiten / höchst beschweret werden / und dardero des so theuer erworbenen Friedensschlusses / in nichts genießen mögen / vielmehr dem Reich entzogen und gleichsam zu mediastadt-Ständen gemacht werden wollen: Als versprechen Wir nicht allein durch eiserne Interposition die Abstellung zu befördern / sondern auch vermög der Reichs-Constitutionen bey denen nicht angehörenden Gräff-Ständen die Vorsehung zu thun / dasz ermeldten ohnmittelbaren Stifft-Gräff-und Herzschafften kräftiglich assistir / und sie bey ihrer zusehender Immediatät per omnia gelassen werden / bey welchem allen Wir Churfürsten / Fürsten und Stände / ingleichen die freye Reichs-Ritterschafft sambt deren allerseits land / Leut und Unterthanen / nach Vermögen schiffen / manuteniren und handhaben / und darwider in keinerley Weisß beschwehen lassen wollen.

Der IX. Artikel.

Der König (1) soll mit aufwärtigen Potentaten und Republiken / einige Confederation / Protection / Mediation / und Garantie / sub quocunque pretextu vel colore / denen mediastadt-Unterthanen aufzurichten nicht verstatten / und (2) das darwider vorgenommene / mit der im vorhergehenden 8. Artikel-ermeldter Restriktion abstellen / auch wieder die beharliche Contraventores / ernstlich verfahren.

IX. Und weisen auch in der That verspürt worden / dasz die ansehnliche Gewalt sich in Reichs-Sachen / und sonderlich die / so zwischen Reichs-Ständen und ihren Unterthanen obschweben / unter dem Pretext der Spankes Bündnissen und anderen dergleichen Vorwand / zusammen / zusammen zu kommen / und dero Angelegenheiten zu beobachten / zumalen die vor diesem unter ihnen aufgerichtete Uniones / gleicher gestalt zu confirmiren und zu approbiren / sich unterziehen / das Instrumentum Pacis aber allein Churfürsten und Ständen Confederationes und Verbündnisse / worunter insonderheit die begriffen / welche zu des Reichs besten und gemeiner landts-Defension / auch mehr bequemer Verriichtung der Gräff-Verfassungen aufgerichtet werden / einzugehen ers

ANNO
1690.

laube / und denen Unterthanen dergleichen nicht zugibt / sondern deroelben hierüber erhaltene Privilegia und Indulta cassirt und aufhebt. Als wollen Wir nicht allein durch Abmahnungs-Schreiben solchen weit aussehendem Vornehmen begegnen / und nicht gestatten / daß der Guldnen Bull dem Friedensschluß und denen Reichs-Constitutionen zuwider / einige Mediat-Unterthanen mit auswärtigen Potentaten und Republiken / oder anderwärtigen Reichs-Ständen / oder dero Land-Ständen und Unterthanen einige Confoederation, Protection, Mediation, und Garantie sub quocunque pretexto vel colore, eingehen oder aufrichten mögen / und was darwider vorgenommen / ohnverzüglich / jedoch mit der im vorgehenden 8. Artikel vermeldeter Restriction, abstellen / sondern auch gegen die besarliche Contraventores, insonderheit aber diejenige / welche sich wieder ihre Länds-Obrigkeit an fremde Gewalt heften / und deroelben Hülff / indigenat und Söldn wirklich begehren / annehmen / gebrauchen / darbey zu beschien sich unterfangen / und solchen unziemlichen Handlungen auff vorgehende Erinnerung nicht renunciren / vermög der Rechte und Reichs-Constitutionen ernstlich verfahren / und auff den Nothdurfft-fall die erzeigende Thätlichkeiten und Invasiones, durch gehörige Gegenmittel / den Reichs-Constitutionibus genäß / abtkehren.

Der X. Artikel.

Der König (1) soll ohne der Churfürsten und Stände Bewilligung / und zwar auß einer Collegial-Zusammenkunft / mit frembden Nationen keine Bündniß in des Reichs Händeln machen; doch daß (2) ihme wegen seiner selbst eignen Lande / nach Inhalt des Instrumenti Pacis, und unbeschädigt des Reichs / dergleichen zu schließen / nicht weniger (3) auch anderen Ständen / so wohl unter sich / als mit auswärtigen / auff erst beschriebene Weise / zu ihrer Defension und Sicherheit aufzurichten / unbenommen bleibt.

X. Wir sollen und wollen auch für uns selbst / als erwählter Römischer König / in des Reichs-Händeln keine Verbündniß oder Einigung mit frembden Nationen noch sonst im Reich machen / Wir haben dann zuvorhero der Churfürsten / Fürsten und Stände Bewilligung hierzu erlangt: Da aber publica salus & utilitas eine mehrere Beschleunigung erforderte / da sollen und wollen Wir dann der sieben Churfürsten sämtliche Einwilligung zu gelegener Zeit und Mahlzeit / und zwar auß einer Collegial-Zusammenkunft / und nicht durch abgesonderte Erklärungen / bis man zu einer gemeinen Reichs-Versammlung kommen kan / wie sonst in allen anderen des Reichs Sicherheit concernirenden Sachen / also auch in dieser erlangen. Wann Wir auch ins künftige unserer eigenen Länden halber / Bündniß machen würden / so solle solches anderer gestalt nicht geschehen / als unbeschädigt des Reichs / und nach Inhalt des Instrumenti Pacis: So viel aber die Stände des Reichs ingemein belangt / soll denerselben allen und jeden das Recht der Bündniß unter sich / und mit auswärtigen zu ihrer Defension, Conseruation, Sicherheit und Wohlfahrt zu machen / dergestalt frey bleiben / daß solche Bündniß nicht wider den regierenden Römischen Kaysler / noch wider den allgemeinen Landfrieden und Fürstlichen Friedensschluß seye / und daß dieses alles nach laut desselben / und ohnverlegt des Eyds beschehen / womit ein jeder Stand dem Römischen Kaysler und dem Heiligen Reich / verwandt ist / daß auch die von frembden Potentaten begehrende Hülff / also und nicht anders begehrt werde / noch gerhan seye / dann daß dadurch dem Reich kein Gefahr zuwachsen möge.

Der XI. Artikel.

ANNO
1690.

(1) Soll der König jedwederem Reichs-Stand zu dem jenigen / was ihme ohne Recht mit Gewalt abgedrungen worden / auch (2) was demselben nach dem Münster- und Osnabrückischen Frieden z. annoch vorenthalten wird / ohne Unterscheid der Religion / verheiffen / und (3) ohne einige Verhinderung dabey handhaben und schützen.

XI. Was auch die Zeit hero einem Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Herren und anderen / oder dero Voreltern und Vorfahren / Geistlich- oder Weltlichen Stands / ohne Recht gewaltiglich genommen oder abgedrungen / oder Inhalt des beschlossenen Münster- und Osnabrückischen Friedens / Executions-Recht actoris modi exequendi, und Fürstbergischen Executions-Rechts zu restituiren / rückständig ist / und annoch vorenthalten wird / sollen und wollen Wir der Billigkeit nach / iedermäßiglich zu dem Seinigen ohne Unterscheid der Religion verheiffen; auch dasjenig / so Wir selbst vermög jetzt gedachten Friedensschlusses und darauf zu Münsterberg und sonstigen aufrichteter Edictorum, und actoris modi exequendi zu restituiren schuldig / einem jedweden / so bald und ohne einige Verweigerung vollkommenlich restituiren; bey solchem auch / so viel er Recht hat / schützen und schirmen / ohne alle Verhinderung / Aufhalt oder Veräumung.

Der XII. Artikel.

Soll (1) der König ohne Wissen sämtlicher Churfürsten vom Reich nichts veräußern / (2) mit der Stände Rath das davon gekommene wieder herzu bringen / und die Erzgängung der Reichs-Crayse befördern: (3) wegen der dem Reich zuständig- und in Italia veräußerten Lehen / Erfundigung einziehen: (4) alles mit Hülff und Beystand der Reichs-Stände vor- und an die Hand nehmen: (5) dem Ritterlichen Johannis-Oeden zu denen inn- und außershalb des Reichs entzogenen Gütern wieder verheiffen / und wo er (6) selbst dem Reich etwas zuständiges innen hätte / will er es auß der Churfürsten Verlangen ohne Verzug wieder zustellen.

XII. Zudem und insonderheit sollen und wollen Wir vom Heiligen Römischen Reich und dessen Zugehörigen nicht allein ohne Wissen / Willen und Zulassen bemeldter Churfürsten / sämtlich nichts hingeben / verschreiben / verpfänden / versetzen / noch in andere Weg veräußern oder beschwören / sondern uns aufs höchste bearbeiten / und allen möglichsten Fleiß und Ems fürwenden / dasjenige / so darvon kommen / als verfallene Fürstenthum / Herrschaften und andere / auch confiscirte und ohnconfiscirte merckliche Güter / die zum Theil in anderer frembden Nationen Händen ungebührlicher Weis gewachsen / zum förderlichsten wiederum dargu zu bringen / zuzuziehen / und darbey bleiben zu lassen / nicht weniger die Ergänzung und Rectification der gesamten sieben Reichs-Craysen und Marccul zu befördern; Vornehmlich auch / diemaligen vorkommen / daß etliche anschnliche dem Reich angehörige Herrschaften und Lehen in Italien und sonst veräußert worden seyn sollen / eigentliche Nachforschung derauweg anzustellen / wie es mit solchen Alienationen bewandt / und die eingeholte Bericht zur Churfürstlichen Maynischen Cansley / und solches zu der übrigen Churfürsten Wissenschaft zu bringen / inner Jahresfrist / nach Unserer angeregten Königlich Regierung anzurechnen / ohnfehlbarlich einzuschicken / auch in diesem und obigen allen mit Rath / Hülff und Beystand der sieben Churfürsten allein / oder nach Gelegenheit der Sachen / auch anders

ANNO
1690.

derer Fürsten und Ständen / jederzeit an die Hand zu nehmen / was durch uns und Sie vor rathsam / nützlich und gut angesehen und verglichen seyn wird. Weiln auch dem Ritterslichen Johanner-Orden in- und außershalb des Reichs / insonderheit bey den hievorigen achtzig-jährigen Niederländischen Kriegen / ganz ohnverschuld ansehnliche Güter entzogen und biggern vorenthalten worden / so wollen Wir solche Restitution durch gültliche Mittel zu befördern uns anlegen seyn lassen; Und ob Wir selbst oder die unsre etwas / so dem Heiligen Römischen Reich zupändig / und nicht verlichen / noch mit einem rechtmässigen Titel bekommen wäre oder würde / einhaken / das sollen und wollen Wir bey unsren schuldigen und gethanen Pflichten / demselben Reich ohn Verzug / auff Ihr der Churfürsten gesinnen / wieder zu handlen wenden.

Der XIII. Artikel.

Der König (1) will mit denen benachbarten Gewälden friedlich leben / und ohne der Reichs-Stände Bewilligung keinen Krieg ansetzen / noch einig Kriegsvolk ins Reich führen lassen: (2) wan ein fremdbes Reichsvolk in oder durchs Reich / es gehöre weme es wolle / gleich schon wolte geführt werden / solches mit Ernst abschaffen / und Gewalt mit Gewalt vertreiben: jedoch daß (3) man er von des Reichs wegen / oder das Reich bekrieger würde / er sich dagegen aller Hülfen / wiewohl ohne Anlegung neuer / noch Renovirung zerfallener Besungen / bedienen möge; und (4) ohne Einwilligung sämtlicher Reichs-Stände keinen Frieden schließen / insonderheit aber bey dessen Erfolg daran seyn / daß zu Consolation der bedruckten Stände / alles vom Feind occupirte oder geänderte / nach des Reichs Fundamental-Gesetzen wiederum in den alten Stand restituiert werde.

XIII. Wir sollen und wollen auch uns darzu in Zeit bemeldter Unserer Regierung gegen den benachbarten und anstossenden Christlichen Gewälden friedlich halten / kein Gezänd / Wehde / noch Krieg / in- und außershalb des Reichs / von desselben wegen / unter keinerley Vorwand / wie der auch seye / ohne der Churfürsten / Fürsten und Ständen / oder zum wenigsten der sämtlichen Churfürsten Vorwissen / Rath und Einwilligung / anfangen oder vornehmen / noch ohne jetzt gedachten Consens / einig Kriegsvolk ins Reich führen oder führen lassen. Dauch von einem oder mehr Ständen des Reichs / oder auch fremdben Regenten dergleichen vorgenommen / und ein frembdes Kriegsvolk in oder durch das Reich / weme sie auch gehören / unter was Schein und Vorwand es immer seyn möchte / geführt würde / dasselbe wollen Wir mit Ernst abschaffen / Gewalt mit Gewalt hintertreiben / und den beleidigten Ständen unsere Kaysersche Hülf / Handbieten und Rettungsmittel kräftiglich widerfahren / und nach Inhalt der Reichs-Satz- und Executions-Ordnung gedepfen lassen: Wo Wir aber von des Reichs wegen / oder das Heilige Reich angegriffen und bekriegt würden / alsdenn mögen Wir uns aller Hülf gebrauchen: jedoch sollen und wollen Wir weder in währendem solchen Krieg / noch auch sonst in der Churfürsten / Fürsten und Ständen Landen und Gebiet / keine Besungen von neuem anlegen oder bauen / noch auch zerfallene oder alte wiederum ernewern / viel weniger anderen solches gestatten oder zulassen / auch keinen Stand mit Einquartierung wider die Reichs-Constitutionen / belegen; Wir sollen und wollen auch keinen Frieden / ohne Churfürsten / Fürsten und Ständen Zuthunung und Einwilligung schließen / und insonderheit bey dessen Erfolg / ernstlich daran seyn / damit das vom Feind im Reich occupirte / oder in Ecclesiasticis & Politicis geänderte / zu der betrubten Ständen und deren Unterthanen Consolation / in den alten / denen Reichs-Fundamental-Gesetzen und Friedensschlüssen gemässen Stand / restituiert werde.

Der XIV. Artikel.

ANNO
1690.

Der König (1) will die Reichs-Stände nicht selbstn vergewaltigen / noch solches andern zu thun verhängen: sondern (2) im Fall einer fürzunehmenden Forderung / zu Verhütung aller Reichs-Umruhe / die Sach zu gebührlicher Reche kommen / und (3) wan die Stände dessen erbösig seyn / ihnen keine Gewalt anthun lassen.

XIV. Wir sollen und wollen auch die Churfürsten / Fürsten und Prälaten / Grafen / Herren und andere Stände des Reichs / ingleichen die unmittelbare Reichs-Ritterschaft / nicht selbstn vergewaltigen / solches auch nicht schaffen / noch andern zu thun verhängen; sondern wo Wir oder jemand anders / zu ihnen allen / oder einem insonderheit zu sprechen oder einige Forderung vorzunehmen hätten / dieselbe sollen Wir sambt und sonders / Anfrucht / Zwietracht und andere Unthat im Heiligen Reich zu verhüten / oder Fried und Einigkeit zu halten / vor die ordentliche Gerichte / nach Aufweisung der Reichs-Abchied / Cammer-Gerichts-Executions-Ordnung / und zu Ministern und Ochnabriten aufgerichteten Frieden-Schlus / auch zu Nienberg darauff erfolgten Erieten / zu Verhe- und gebührlichen Rechten stellen / und kommen lassen / und mit nichten gestatten / daß Sie in denen oder anderen Sachen / in was Ehen und unter was Rahme es geschehen möchte / darinn sie ordentlich recht leyden mögen und dessen uhrbösig seyn / mit Raub / Raub / Brand / Pfandungen / Wehden / Kriegen / neuerlichen Exactionen und Anlagen / oder anderer Gestalt beschädigt / angegriffen / überfallen oder beschwehrt werden.

Der XV. Artikel.

Der König (1) soll ohne der Stände Bewilligung des Reichs Volcker nicht ausser dem Reich führen: (2) wegen überhäuffter frembder Werbungen / damit sich das Reich nicht gar an Mannschafft entblöße / auff dem Reichstag gute Vorsehung thun / (3) daß in erlaubten Fällen die Reichs-Stände mit Musterplätzen / Durchfuhr / Einquartierung u. nicht beschweret werden / verfügen lassen; nicht minder (4) daß jemand im Reich vor andere / als solches selbstn und dessen Bundsgenossen / werbe / oder sich werben lasse / verbiethen: (5) wider diejenige / so bey einem in Comitibus Imperii declarirten oder wissentlichen Reichs-Feinde und dessen Helffers-Helffern / Kriegsdienste annehmen / mit aller Schärffe verfahren: jedoch (6) denen Reichs-Ingeessenen / die sich sonst bey Aufständigen / wen es nicht wider das Reich oder dessen Stände angesehen / in Kriegsdienste zu begeben gewillet / unverbotten.

XV. Wir gedenken und versprechen auch / wann ins künftige auff vorgedachten Reich mit den sieben Churfürsten / und deren darauff gefolgter Bewilligung und Consens / die Nothdurfft erfordern würde / daß Wir zu des Reichs-Defension / einige Kriegsvolcker werben solten / dieselbe ohne Churfürsten / Fürsten und Stände Vorwissen und Bewilligung / außershalb des Reichs nicht führen / sondern zu desselben Defention und Rettung der beträngten Ständen gebrauchen und anwenden zu lassen; damit dann auch das Römische Reich / als welches bey vorigen Kriegen an Mannschafft merctlich abgenommen / nicht noch weiters durch die frembde Werbungen entblöße und ob gemacht werde / solle darwider auff dem ReichsTag alle gute Vorsehung geschähen / und wollen Wir uns die Vollziehung solcher anfallenden allgemeinen

ANNO
1690.

Reichsschlüsse mit Ernst angelegen seyn lassen. Da auch von uns / oder anderen einiges Volk im Reich / oder in unserm eigenen Land / zu außländischer / uns und dem Reich wohlungerhanter / zumahlen mit uns alliirten Potentaten Diensten geworben / wollen Wir die Verfügung thun / daß die Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs samt allen dessen Angehörigen / bey obbemeldter Werbung / mit Verammung / Durchfuhr / Einquartierungen / Muster-Plätzen oder sonst in einige andere Weg wider die Reichs-Contingentes, Instrumentum Pacis, und absonderlich den Reichs-Abschied des Anno 1570. nicht beschweret / oder darwider von uns oder anderen verfahren werden zc. Wir wollen hingegen auch auff begehende Fäll / alles Ernsts verbieten / und in keine Weiß gestatten / daß im Heiligen Römischen Reich jemand vor ein anderen / wer der auch seye / als das Bacterland und dessen jederzeitliche Bundes-Genossen werbe / oder sich werben lasse; und da einer oder anderer hierin mißhandeln / und bey einem in Comitibus Imperii declariren / oder sonst wissentlichen Reichs-Feind / oder dessen Bundes-Genossen / und Helfers-Helfern / Kriegs-Dienst annehmen würde / wollen Wir wider denselben als des Reichs-Feind mit Confiscierung aller seiner Haab und Güter / auch sonst nach Anleitung der Executions- und anderer Reichs-Ordnung / auch gemeiner Rechten mit aller Schärffe verfahren / dergestalt / daß selbiger auch an seinen Erb- und Lehnsgassen / Anwartungen und Rechten / auch Haab und Gütern / Aemptern und Dignitäten / oder auch / da man ihn erdappet / an Leib und Leben / die abwesende Ungeschorsame aber in ihrer Bildniß abgestrafft / ihnen und ihren Descendenten ihre Stämme / und sonst erhaltene Wappen ferner zu führen / nicht gestatten / noch weniger sie vor Stiß- und Wüthmässig jemahls mehr gehalten / sondern ingemein aller Ehren unfähig erklärt werden sollen. Es soll jedoch auch keinem Reichs-Stand oder Eingekessenen verboten seyn / sich bey Aufwärtigen in Kriegs-Diensten inzugeben und einzulassen / da es nicht wider das Reich / oder einen Stand desselben / angesehen.

Der XVI. Artikel.

Der König (1) soll des Reichs-Stände mit Reichs-Tagen / Auflagen / Steuern zc. nicht beschweren: (2) die Steuern zc. in zugelassenen Fällen / nach Aufweisung des Münsterschen Friedensschlusses und andern nicht / ansehen: ohne der Churfürsten Consens / keinen Reichs-Tag außer dem Reich aufschreiben: (4) die verwilligte Steuern zu keinem anderen End / als worzu sie gewilliget / anwenden: (5) Niemanden seinen Antheil daran verringern / oder nachlassen: (6) daß ein Reichs-Stand von Aufwärtigen davon eximiret werde / verstaten.

XVI. Dergleichen sollen und wollen Wir die Churfürsten / und andere des Heiligen Römischen Reichs-Stände / mit den Reichstagen / Cansley-Geld / Nachreisen / Auflagen und Steuern / unnothdürftiglich nicht beladen / noch beschweren / auch in zugelassenen nothdürftigen unverzüglichen Fällen die Steuer-Auflagen andern nicht / als nach Aufweisung berührten Friedensschlusses ansehen noch aufschreiben; und sonderlich keinen Reichs-Tag außerhalb des Reichs Deutscher Nation / auch ehe und bevor Wir darzu umh der sieben Churfürsten Consens und Einwilligung / durch sonderbare Schickung / ansgalten / und uns mit denselben sowohl der Zeit als Maßfrist vergleichen / oder Sie von selbst / des Reichs Anliegenheit halber uns darinn unterhängig angelanget und erinnert / vornehmen oder aufschreiben: auch die von dem Reich und desselben Ständen eingewilligte Steuer und Zülffen zu keinem anderen End / als darzu sie gewilliget worden / und anderen Reichs-Lassen anwenden / noch jemand seinen gebührenden Antheil an den bewilligten Reichs-Zülffen / anderen zum Nachtheil / nachlassen oder verringern / weniger gestatten / daß ein Reichs-Stand von Aufwärtigen eximiret werde.

Der XVII. Artikel.

ANNO
1690.

Soll (1) der König die Stände und Ihrer allerseits Unterthanen / zu rechtlich-oder gültlichen Tagleistungen außershalb des Reichs nicht erschern: (2) dieselbe und einen jeden besonders bey seiner Immediat / Freyheit / dem Jure Aufregarum &c. bleiben lassen: (3) alle bisher dargegen beschehene Contraventiones &c. aufheben: (4) Die Weißbräuche des Reichswälsch-Weingartisch-und anderer Land-Gerichte in Schwaben abstellen; die Stände dargegen (5) bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien schützen und schirmen: daß (6) in denen / die Landes-Fürstliche Obrigkeit betreffenden Sachen / ad nudam Instantiam Subditorum, Mandata cum & sine clausula, künfftig in mehr / zuver die interessirten Stände vernommen / ertheilet werden / nicht verstaten; und (7) im widrigen Fall die Landes-Fürstliche Obrigkeit dergleichen Mandatis parition zu leisten ihres Weges schuldig seyn sollen.

XVII. Auch sollen und wollen Wir die Churfürsten / Fürsten / Prälaten / Grafen / Herren und andere Stände des Reichs / ingleichem die ohnmittelbare Reichs-Ritterschaft und deren allerseits Unterthanen im Reich mit rechtlichen oder gültlichen Tagleistungen / außershalb Teutscher Nation / und von ihren ordentlichen Richtern nicht bringen / erfordern und vorbeschiden / sondern sie alle und jede vornemlich im Reich / laut der Gültigen Bull / wie auch des Heiligen Reichs und Cammer-Gerichts-Ordnung / und andere Geseß vermögen / bevorab auch jeden bey seiner Immediat / Privilegiis de non appellando & evocando, Electionis fori, dem Jure Aufregarum, bey der ersten Instanz und deren ordentlichen ohnmittelbaren Richtern / mit Aufheb- und Vernichtung aller deren bisshero dargegen / unter was Schein und Vorwand es seyn möge / beschehener Contraventionen / ergangenen Rescripten / Inhibitorien und Bescheiden / bleiben / und keinen mit Commissionen / Mandaten und anderen Verordnungen darwider beschweren / noch auch durch den Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / oder sonst auff keinerley Weiß eingreifen / in specie aber bey Erkennung der Commissionen / die Verordnungen des Instrumenti Pacis Articulo 5. §. in Conventibus Depuratorum 51. genau beobachten lassen. Als auch von Churfürsten / Fürsten und Ständen schon von langem her / sowohl wider das Käyserliche Hof-Gericht zu Rothevil / als das Weingartische und andere Land-Gericht in Schwaben allerhand groffe Beschwerden vorkommen / auf unterschiedlichen hievorigen Reichs-Conventen angebracht und geklagt / dahero auch im Friedensschluß deren Abolition halber allbereit Veranlassung geschehen; So wollen Wir inmittelst / biß solchen der Stände Beschwerden würcklich aus dem Grund abgeholfen / und von der Abolition erstberührter Hof-und Land-Gerichten auff dem gegenwärtigen Reichs-Tag ein gewisses statuiret werde / ohnfehlbarlich daran seyn / daß die eine Zeit her wieder die alte Hof-und Land-Gerichts-Ordnung extendirte Ehegattungs-Fäll abgethan / und die darbey sich befindliche Excessus und Abusus / zu welcher Erkundigung Wir ohninteressirte Reichs-Stand chist deponiren / und solches an die Chur-Maynische Cansley / und daß von dannen denen übrigen des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / Fürsten und Ständen davon Nachricht gegeben werden möge / notificiren wollen / forderlich aufschreibet; sonderlich aber Churfürsten / Fürsten und Stände bey ihren darwider erlangten Exemptions-Privilegien / ohnachtet solche casirt zu seyn vorgewendet werden möchte / handgehabt werden / und nebst deme jedem gravirten freystellen soll / von mehrerwehnten Hof-und Land-Gerichten / entweder ad Aulam Caesaream, oder an das Käyserliche und des Reichs Cammer-Gericht / ohne einige unsere Widerred / oder Hinderung zu appelliren. In alle Weg aber wollen Wir der Churfürsten

ANNO
1690.

fürsten mit ihrer Unterthanen / auch anderer von Alters hergebrachte Exemption von vorüberdrieten Nothwendigkeiten und anderen Gerichten / bey ihren Kräften erhalten / und sie darwider nicht turbiren noch beschweren lassen: Und dieweilen auch vorkommen / daß in Sachen hoher länds-Geistlicher Obrigkeit und Regalien / als in specie Juris Conciliarum, Sequelae, und dergleichen / zu verschiedenen malen ad nudam Instantiam Subditorum, ehe und bevor Churfürsten / Fürsten und Stände darüber geschickend gehört / Mandata cum & sine clausula ertheilt worden. Als wollen Wir verfügen / daß in solchen Fällen dem letzteren Reichs-Abchied gemäß die interessirte Churfürsten / Fürsten und Stände / vorhin vernommen werden / bey dessen Hinterbleibung oder ihnen verstatet und zugelassen seyn solle / solchen Mandatis keine Parition zu leisten.

Der XVIII. Artikel.

Soll (1) der König beym Pabst kein bestes Vermögen anwenden / damit von demselben wider die Concordata Principum nicht ferners gehandelt: (2) eines jeden Erz-und Bischoffen oder Dohm-Capitels besondere Privilegia, Statuta und Gewohnheiten gehalten / und darwider nichts vorgenommen: (3) die Erz-und Bischöffe im Reich / auff die von ihren Unterthanen erhobene Klagen / unverhörter Sache mit Monitoriis, Interdictis, Comminationibus oder Declarationibus Censurarum, nicht libereylet noch beschweret: (4) Die ad Nuntios Apostolicos oder gar ad Curiam Romanam ziehen wollende Causæ Civiles, daß solches nicht geschehe / ernstlich verboten: (5) die Causæ sæculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt / und die darunter vorkommende zweifelhafte Fälle / durch gültliche Handlungen erlediget werden mögen / jedoch (6) alles was in diesem Articel begriffen / denen Augspurgischen Confessions-Verwandten / die Reformirten mit eingeschlossen / ohne Nachtheil und Schaden.

XVIII. Auch sollen und wollen Wir bey Unserem Heiligen Vater dem Pabst und Stuhl zu Rom / unser bestes Vermögen anwenden / daß von demselben wider die Concordata Principum, und die zwischen der Kirchen / Päpstliche Heiligkeit oder dem Stuhl zu Rom / und der Teutschen Nation aufgerichtete Verträge / wie auch eines jeden Erz-und Bischoffen / oder der Dohm-Capitulen absonderliche Privilegia und rechtmäßig hergebrachte Statuta und Gewohnheiten / durch ohnformliche Gratien / Rescripten / Provisionen / Annaten / der Stiffts Mannigfaltigung / und Erhöhung der Officien im Römischen Hoff / auch Reservationen / Dispensationen / und absonderlich Resignationen / dann darauff unterschreibende Collation, all solcher Präbenden / Prælaturen / Dignitäten und Officien (welche sonst per obitum ad curiam Romanam nicht devolvirt werden / sondern jederzeit / ohnerachtet in welchem Monat sie auch ledig und vacirend werden / denen Erz-und Bischoffen / auch Capitulen und anderen Collatoren heimfälen) wie weniger nicht per Coadjutorias Prælaturarum Electivarum & Præbendarum, Judicatur super statu nobilitatis, oder in andere Weg / zu Abbruch der Stiffts-Geistlichkeit und anders wieder gegebene Freyheit und erlangte Rechten / darzu zu Nachtheil des Juris Patronatus, und der Lehen-Perren in keine Weis nicht gehandelt; noch auch die Erz-und Bischöffe im Reich / wan wieder dieselbe von denen ihnen untergebenen Geist-oder Weltlichen etwan geklagt werden solte / ohne vorherige gunstame Information über der Sachen Verlauff und Beschaffenheit /

(welche damit keine sub- & obreptio contra acti veritatem Platz finden mögen / in partibus einzuholen) auch ohnangehörter Verantwortung des Beklagten / wan zumahlen derselbe Authoritate pastoralis zu Verbessehung und Vermehrung des Gottesdiensts / auch zu Conervation und mehrerem Aufnehmen der Kirchen / wider die ungeschoname und üble Hantzhalter verfahren hätte / mit Monitoriis, Interdictis, und Comminationibus oder Declarationibus censurarum libereylet / oder beschwört werden möchten / sondern wollen solches alles mit der Churfürsten / Fürsten / und anderen Ständen Rath kräftigst abwenden und vorkommen / auch darob und daran seyn / daß die vorgemeldte Concordata Principum, und aufgerichtete Verträge / auch Privilegia, Statuta und Freyheiten gehalten / gehandhabet / und demselben vestiglich gelehret und nachgekommen; jedoch was vor Beschwernungen darinn gefunden / daß dieselbe / vermög deshalben gehabter Handlung zu Augspurg in dem 1530. Jahr / bey gehaltenem Reichs-Tag abgeschafft / und hinfürter dergleichen / ohne Bewilligung der Churfürsten nicht zugelassen werde: Gleiches gestalt wollen Wir / wann es sich erwan begeben / daß die Causæ civiles von ihrem ordentlichen Gericht im Heiligen Reich ab- und auffser dasselbe ad Nuncios Apostolicos, und wohl gar ad Curiam Romanam gezogen würden / solches abschaffen / vernichten / und ernstlich verbieten / auch Unseren Käyserlichen Fiscalen / so wohl bey Unseren Käyserlichen Reichs-Hoff-Rath als Cammer-Gericht anschreiben / wider diejenige / so wohl Partheyen / als Advocaten / Procuratoren und Notarien / die sich hinfürro dergleichen anmassen / und darinn einiger gestalt gebrauchen lassen würden / mit bekräftigter Anklag / von Ampts wegen zu verfahren / damit die übertreter / demnachst geühret angesehen und bestraft werden mögen: Und weilen vorberührter Civil-Sachen willen / zwischen unsrer und des Reichs höchsten Gerichten / so dan denen Apostolischen Nuntiauren mehrmahlige Streit und Irrungen entstanden / indene so ein als anderen Orts / die ab der Officialen Urtheil beschene Appellationes angenommen / Processus erkant / selbige auch durch alterhand scharffe Mandata, zu grosser Irr- und Beschwerung der Partheyen zu behaupten gesucht worden / damit dan dieselbe vorkommen und aller Jurisdiction-Conflikt möchte verhütet werden / so wollen Wir daran seyn / daß die Causæ Sæculares ab Ecclesiasticis rechtlich distinguirt / und die darunter vorkommende zweifelhafte Fälle / durch gültliche mit dem Päpstlichen Stuhl vornehmende Handlung und Vergleich erledigt / fort der Geist-und Weltlichen Obrigkeit / einer jeden ihr Recht und Judicatur ohngeheuert gelassen werden möge: Doch so viel diesen Artikel betrifft / Unsern lieben Oheimen und Churfürsten zu Sachsen und Brandenburg / auch Ihren Religions-Verwandten / Fürsten und Ständen / ungleich der ohnmittelbaren Reichs-Nitterschaft / und deren allerseits Unterthanen / und denen Augspurgischen Confessions-Verwandten / die Reformirten mit eingeschlossen / welche unter Catholischen / Geist-oder Weltlichen Obrigkeit wohnen / oder landfassen seynd / dem Religion-und Prophan-Frieden / auch dem zu Münster und Schnabridt aufgerichteten Friedensschluß / und was deme anhängig / wie obgemelt / ohnabdrücklich und ohne Consequenz, Nachtheil und Schaden.

Der XIX. Artikel.

Soll (1) der König die Volkens-Ordnungen halten und die Commercias befördern: (2) mit der Reichs-Stände Rath / der Rauff-Gewerbs-Leuth grosse Gesellschaften / die des Reichs Einwohnern / mit ihren Waaren / viel Schaden zugefügt / gar abschaffen: niemanden (3) einig Privilegium uff Monopolia ertheilen: und wann (4) des Reichs Manufacturen / in anderwärtsigen Landen verboten würden / sich dessen Abstellung angelegen seyn lassen / oder auch desselben Landes Manufacturen ins Reich zu führen / verbieten.

XIX.

ANNO
1690.

ANNO
1690.

XIX. Wir sollen und wollen auch über die Policey-Ordnungen / wie die seyn / und ferners auff den Reichs-Rägen geschlossen werden / halten / und die Commercia des Reichs nach Möglichkeit befördern: Dergleichen auch die große Geschäftigkeit und Kauffzweckseilichkeit und andere / so bißhero mit ihrem Geld regiert / ihres Willens gehandelt / und mit Wucherung und unzulässigem Verkauf und Monopolen viel Ungeschehlichkeiten dem Reich / und dessen Inwohnern und Unterthanen mercklichen Schaden / Nachtheil und Beschwehrung zugefügt / und noch täglich einführen und gebären thun / mit der Churfürsten / Fürsten / und anderer Ständen Rath / inmassen wie dem zu begehren / hievor auch bedacht und vorgenommen / aber nicht vollstreckt worden / gar abthun / keines wegs jemanden einige Privilegia auff Monopolia ertheilen / sondern da auch dergleichen erhalten / dieselbe vielmehr / als den Reichs-Satz und Ordnungen zuwider / wiederum abthun und aufheben; Wan auch gesehen solte / daß in einiger benachbarten Landen / die im Reich machende Manufacturen guter aufrichtiger Waaren / durch oder einführen / verboten würde / weiln solches der Freyheit der Commercien zuwider / so wollen Wir uns dessen Abstellung zu befürdern / angelegen seyn lassen / im widrigen aber die Förschung thun / daß auch derselben Landen Manufacturen und Waaren ins Reich zu bringen / gleicher gestalt nicht zugelassen seyn solte.

Der XX. Artikel.

Soll (1) der König keinen Zoll von neuem geben / noch einigen alten / weder erhöhen noch prorogiren / ohne einhellige Einwilligung der Churfürsten und Vernehmung der benachbarten Stände: (2) diejenige / so dergleichen verlangen / biß auff eine Collegial-Versammlung zur Ruhe weisen: (3) alle die / so unterm Prätext der Niederlag oder Staffel-Gerechtigkeit sich solcher anmassen / null und nichtig erkennen / denen (4) hiedurch beschwerten Churfürsten / sich sothaner Beschwehrungen / als gut Sie können / selbst zu entheben / frey gelassen / jedoch (5) daß denen alten Zoll-Gerechtigkeiten der Stände dieses alles ohnnachtheilig seye / und (6) alle die sothane Zölle nichtiger Weise / nach eigenem Gefallen anzustellen oder zu erhöhen sich unterfangen / durch Mandata sine clausula, oder andere rechtliche Mittel zu deren Abschaffung angehalten werden.

XX. Wir sollen und wollen auch insonderheit / diweil die Teutsche Nation / und das Heilige Römische Reich zu Wasser und zu Land zum höchsten mit Zöllen beschwert / nun und hinfuro (jedoch) ohnbeschädigt deren vor diesem von dem mehreren Theil des Churfürstlichen Collegii bewilliget / und von Unseren Vorfahren Römischen Käysern / absonderlich denen Churfürsten des Reichs ertheilter Zoll-Concessionen / Prorogationen und Perpetuationen / keinen Zoll von neuem geben / noch einige alte erhöhen / oder prorogiren lassen / auch vor uns selbst keinen aufsetzen / erhöhen oder prorogiren / es seyen dan die benachbarte und interessirte Ständ und dero erforderetes auch in gebührende Consideration stehendes Gutachten / vorhero darüber vernommen / und hernachher aller und jeder sieben Churfürsten Wissen / Willen / Zulassen / und Collegial-Rath mit einhelligen Schluß / also und dergestalt / in diesem Stuck vorgangen / daß keines Churfürsten Widerworts oder Dissens dargegen / sondern alle und jede Dero Collegial-Stimmen einmützig seyen / massen Wir hißfalls die Majora nicht attendiren / auch ohne vorgehende unanimia / zu keinem Stand bringen / und den Supplicirenden mit seinem Begehren gänzlich hinweg und

abweisen; Wie auch alle diejenige / so umb neue Zöll / es seye gleich zu Wasser oder Land / oder der alten Erhöhung / oder auch solcher Erhöhung Prorogation anhalten werden / einer Collegial-Versammlung zu erwarten / erinnern / und neben dem Churfürstlichen Collegio jedesmal dahin sehen sollen und wollen / damit durch die ertheilende neue Zoll und Concessionen andere Churfürsten / Fürsten und Stände in ihren vorgin habenden Zoll-Einkünften keine Vergeringerung / Nachtheil oder Schaden zu leyden haben. Diweil sich aber zuträgt / daß zwar der Nahm des Zolls bißweilen nicht gebraucht / sondern unter dem Mißbrauch und Prätext einer Niederlag und Staffel-Gerechtigkeit / oder sonst von den auff- und abfahrenden Schiffen und Waaren eben so viel / als wann es ein rechter Zoll wäre / erhoben / auch der Handlung und Schifffahrt durch ohngebüßliche und abgenöthigte Aus- und Einladen / Ausschiffen und Anschiffen des Getraids und anderer Güter / merckliche große Beschwer- und Verhinderung verursacht und zugefügt wird; so sollen alle und jede dergleichen / sowohl unter währendem Krieg / als vor demselben / auff allen Erb- und schiffbaren Wässern des Reichs ohne Unterscheid neuerlich ammassende / und ohne ordentliche Bewilligung des Churfürstlichen Collegii / also ausgebrachte Concessionen / oder sonst ein oder anderen Ders vor sich unternehmende Usurpationen / unter was Schein und Nahmen auch dieselbe erhalten worden / oder eigenes Gewalts und Willens durchzuführen gesucht werden möchten / null und nichtig seyn / dergleichen auch von uns niemanden / von was Würden oder Stand auch der / oder dieselbe seyn / ohne oblaufs des Churfürstlichen Collegii Consens und Einwilligung / ertheilt werden; auch einem jedwederen des Heiligen Reichs Churfürsten / welcher sich damit beschwert befindet / frey und bevor sich / sich solcher Beschwerung so gut er kan / selbst zu entheben: Doch soll denjenigen Privilegien / welche Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / samt der gefreyten Reichs-Ritterschafft / von weiland denen vorgewesenen Römischen Königen oder Käysern zur Zeit / da der Churfürsten Consens per Pacta & Capitulationes noch nicht also eingeführt / oder nöthig gewesen / rechtmäßig erlangt / oder sonsten rechtmäßig hergebracht / hierdurch nichts prejudicirt oder benommen / sondern von uns auff gebührendes Ansuchen / vermögd und Kraft des obgesetzten 3. Art. confirmirt / und die Stände darbey ohne Eintrag männlichliches lassen; Alle unrechtmäßige Zoll / Staffel und Niederlag aber / oder derselben Mißbrauch / da einige wären / gleich bey Intretung unserer Käyserlichen Regierung cassirt und abgethan / und ins künftige derselben keine mehr ertheilt werden / es beschehe dann ersibagter massen mit einmützigem Collegial-Rath und Bewilligung der sieben Churfürsten; Auff den Fall auch einer oder mehr / was Stands oder Befens der oder die wären / einigen neuen Zoll / oder eines alten Erzeigerung / oder Prorogation in ihren Chur- und Fürstenthümern / Graf- und Herrschaften und Gebieten zu Wasser und zu Land / im Auf- und Abfahren vor sich selbst / ausserhalb unserer Vorfahren am Römischen Reich / und des Churfürstlichen Collegii Bewilligung / angestellet und aufgesetzt hätte / oder künftiglich ohne unserer mit obgedachten einmütigen aller und jeder sieben Churfürsten Collegial-Consens ertheilte Vergnädigung / also anstellen oder aufsetzen würden / den oder dieselbe / so bald Wir dessen vor uns selbst in Erfahrung kommen / oder andere Anzeig davon empfangen / sollen und wollen Wir durch Mandata sine clausula, und andere behörige nothdürfftige Rechts-Mittel / auch sonst in all andere mögliche Weg davon abhalten / und was also vorgenommen worden / gänzlich abthun und cassiren / auch nicht gestaten / daß hinfuro jemand de facto eigenes Vornehmens neue Zölle anstellen / für sich dieselbe erhöhen / oder sich deren gebrauchen und annehmen möge.

Der XXI. Artikel.

Der König (1) soll denen sowol ohnmittelbaren als mediat-Städten über dasjenige / so sie bißher unrechtmäßig hergebracht / auff auß-ein- und durchgehende frembde Waaren einen neuen Zoll / unter dem Nahmen von Accis, Umgeld / Niederlag / und andere dergleichen

ANNO
1690.

ANNO
1690.

den Imposten zulegen / nicht gestatten:
(2) Dero Fiscal gegen dieselbe zu ver-
fahren anbefehlen / darneben (3) de-
nen Reichs-Ständen sich solcher Be-
schwerden / so gut sie können / selbst
zu erledigen / die Freyheit lassen / je-
doch (4) daß den ohnmittelbaren Reichs-
Städten / auff die Consumptiones ihrer
Bürgerchaften / ohne der Fremden
Schaden / nichts zu schlagen / umbe-
nommen seye.

XXI. Als auch vielfältig geklagt wird / daß unter-
schiedliche ohnmittelbare Reichs- sowohl / als andere me-
diat Städte sich eine gewissermāß noch nützlich unternehmen-
und noch de facto, auch durch Kreyßen und andere im
Heiligen Römischen Reich verbottene eigen-gewaltige
Zwangsmittel unterstehen / unter ihren Thoren / oder
sonsten anderer Orten in und vor den Städten die ein-
aus- und durchgehende Waaren / Geräth / Wein / Salz /
Diche / und anders mit gewissen Aufschlägen / unter
dem Nahmen Accis, Umgeld / Niederlag / Stand- und
Marktrecht / Pforten-Brücken- und Weg-Kauf-Haus-
Rechten-Pfaffen- und Cento Geldern / und anderen der-
gleichen Imposten zu beschweren. Solches alles aber in
dem Effect und Nachfolge für nichts anders als einen
neuen Zoll / ja oftmals weit höher zu halten / und denen
benachbarten Churfürsten / Fürsten und Ständen / deren
Länden / Leuten und Unterthanen / auch dem gemeinen
Kauf- und Handelsman zu nicht geringem Schaden und
Ungelegenheit gerichtlich / auch der Freyheit der Commer-
ciorum, des Handels und Wandels zu Wasser und
Land / gerade und schnurstracks zuwider: So wollen Wir
so bald bey Ansetzung Unserer Kayserslichen Regierung
hierüber gewisse Information einziehen lassen / auch wor-
innen solche unzulässige Beschwerden und Mißbräuch
besuchen / von denen benachbarten Churfürsten / Fürsten
und Ständen Nachricht erschaffen / und da dieselbe ohne
Verzug aller Orten abstellen und aufheben / auch
gegen die Ubertreter gebührenden Ernsts einschreiten thun:
Ingleichen Unserm Kayserslichen Fiscal gegen dieselbe
auff vorgemeldte von Uns eingezogene Information, oder
auff eines oder anderen hierunter beschickte Denuncia-
tion mit oder ohne des Denuncianten Zuthun / schlei-
nigst zu verfahren / anbefehlen; und solle darneben einem
jeden Churfürsten / Fürsten und Stand / ingleichen der
freyen Reichs-Ritterschafft erlaubt seyn / sich und die Sei-
nigen solcher Beschwerden / wie bey dem 20. Artikel
allsehn vermeldet / selbst so gut er kan / zu erledigen und
zu besorgen; doch den ohnmittelbaren Reichs-Städten /
auff ihre angehörige Bürgerchaften wegen der Con-
sumptionen / etwas / ohne Verührung / Schaden oder
Nachtheil der Fremden / zu schlagen / obbenommen / auch
ohne Prajudiz dessen / so sie vor den Kriegs-Jahren in
rechtmässiger Übung und Hebringen gewesen.

Der XXII. Artikel.

Soll (1) der König die Churfürsten /
Dero Räte / Gesandte / Bedienten
und Unterthanen zc. bey denen Stän-
den / welchen auff vorige Weise neue
Zöll gegeben / oder die alten erhöht
worden / bey Ihrer hergebrachten
Zollbefreyung schützen: (2) daß sich
diese Stände gegen die Churfürsten /
durch einen verglichenen Revers, der-
halben verbinden mögen / anhalten:
(3) bey jedem Craiß-ausschreibenden
Fürsten wegen der Zölle / wie weit
jeder Pretendent darzu berechtigt /
Erfundigung einziehen / und wegen
deren Abschaffung und Reduction,
mit dem Churfürstlichen Collegio,
nochmahls communiciren: (4) keinem

TOM. VII. PART. II.

Ann 1690.
und neue Zoll-Begnädigung supplici-
rendem / Promotoriales an die Chur-
fürsten ertheilen / (5) keine ungewöhn-
liche Exactiones an einigen schiffbah-
rem Strohm verstaten / und (6)
wenn ein in den Rhein gehender Fusz
weilers Schiffreich gemacht werden
könnte und wolte / daß solches durch
eines oder des anderen angelegenen
Standes darauf vorgenommenen
verhinderlichen Bau verwehret wer-
de / nicht geschehen lassen.

XXII. Desgleichen wollen Wir auch diejenige Stän-
de / denen von Unsern Römischen Kaysern /
mit Verwilligung des Reichs Churfürsten mit dieser
Maach und Vorbehaltung / entweder neue Zöll gegeben /
oder die alte erhöht oder prorogirt worden / daß sie
mehrgedachte Churfürsten / deren Gesandte und Räte /
und deren Witwe und Erben bey ihrem Ein- und Abzug /
wie auch ihre Unterthanen / Diener / Zugewandte und
andere gefreyte Persohnen / auch derselben Haab und Sil-
ter / mit solchen von neuen gegebenen / erhöhten oder pro-
rogirten Zöllen nicht zu beschweren / sondern an allen
und jeden Orten Ihrer Fürstenthümer und Länden mit
ihren Waaren und Gütern Zollfrey durch-passiren / ver-
fahren und treiben lassen / sich auch sonst der Zoll-
Erhöhungen halber / gewisser vorgeschriebener massen ver-
halten / und darüber vermittelst eines sonderbaren ver-
gleichenen Revers gegen die Churfürsten kräftiglich ver-
binden sollen; die aber solche Revers noch nicht von sich
gegeben / mit allem Ernst / auch bey Verlust des conce-
dirten Privilegii / dahin erinnern und anhalten / sich hierin
der Schuldigkeit zu bequemen / und angeregten Revers
ohne längeren Verzug heraus zu geben / und den Chur-
fürsten einhändigen: Denen aber / so künftigher obbe-
schriebener massen neue Zöll / oder der alten Erleichterung
oder Prorogation erhalten werden / wollen Wir vor Her-
ausgebung solcher Revers unser Kaysersliche Concelio-
nes keines wegs ausfertigen noch ertheilen lassen: Da-
mit man auch über die hin und wieder im Reich zu
Wasser und zu Land eingeführte neue Zölle / oder der al-
ten Erhöhung / neben anderen Imposten und Auflagen /
ob / und wie jeder Pretendent darzu berechtigt / deslo
mehr beständige Information und Nachricht haben möge /
so wollen Wir uns dessen bey jedes Crayses ausschrei-
benden Fürsten erkundigen / darüber auch eine Specifica-
tion geben lassen / und darauf der Abschaffung und Re-
duction halber / mit dem Churfürstlichen Collegio com-
municiren / und da jemand bey Uns um neue Zoll-be-
gnädig- oder Erhöhung der alten und vorerlangten Zölle /
suppliciren und anlangen würde: so sollen und wollen
Wir ihne einige Bertröstung oder Promotorial-Schrei-
ben an die Churfürsten nicht geben noch ausschicken lassen;
auch weder am Rhein / noch sonst einem schiffbahrem
Strohm im Heiligen Römischen Reich keine armbire
Schiff / Aufschläger / Licenten / noch andere ungewöhnliche
Exactionen / oder was sonst zu Sperr- und Verhinde-
rung der Commercen / vornehmlich aber den Römischen
und anderen Churfürsten des Heiligen Römischen Reichs /
zu Schaden und Schmälerung ihrer hohen Regalien
gerichtlich / verstaten oder zulassen: Derentwegen Wir dan
auch nicht zugeben wollen / daß wo ein in den Rhein
gehender Fusz weilers Schiffreich gemacht werden könnte
und wolte / solches durch eines oder anderen angelegenen
Standes / darauf eigenmächtig vorgenommenen verhin-
derlichen Bau verwehret werde / sondern es sollen solche Ge-
bäude zu Beförderung des gemeinen Befens / wenigst als
eingedröckert werden / daß die Schiffe ohngedröckert auf-
und abkommen können / und also der von Gott verliche-
nen statlichen Gelegenheit und Beneficierung der Natur
selbst / ein Stand weniger nicht als der andere / nach
Recht und Billigkeit sich gebrauchen möge.

Der XXIII. Artikel.

Soll (1) der König nicht gestatten / daß
die Churfürsten / wann Sie wegen
neuer Zölle zu rechtlichen Ansprüchen

Kk

G

ANNO
1690.

gerichten/ mit ordinarijs Actionibus, an des Reichs-Cammer oder anderen Gerichten/ angestrengt/ sondern daß (2) solche Streit-Entscheidungen vor Ihme allein erledigt/ und wo (3) dergleichen Process an gedachten Gerichten bereits anhängig gemacht/ von dar wieder avocirt werden mögen/ verschaffen.

XXIII. Und wäre es Sach/ daß in solchen Fällen neuer Zölle und Aufßatz halber/ dar durch der Churfürsten Zoll geringert und geschmälert werden möchten/ die Churfürsten zu rechtlichen Ansprüchen activè oder passivè gerichten; demnach dan solche Zoll-Regal und Privilegia allein von Römischen Käysern und Königen mit Bewilligung der sieben Churfürsten nach Aufweisung des 20. Art. im Reich erteilt und gegeben werden/ und also der darüber einfallende Streit-Entscheidung vor niemand anders/ als uns gehörig/ sollen solche rechtliche Ansprüche vor uns aufgeführt und erledigt werden/ und kein Churfürst schuldig seyn/ sich deraushalten weder an unserm und des Heiligen Reichs Cammer-Gericht oder anderen Gerichten mit ordinarijs Actionibus anstrengen zu lassen; gestalt Wir dan hierüber bey gedachtem Cammer-Gericht gebührende Erinnerung und Verfügung zu thun/ nicht unterlassen wollen/ auch alle diejenige Process, welche an ermeldtem Käyserlichen Cammer-Gericht zwischen den vier Churfürsten am Rhein sampt oder sonderlich/ und anderen des Heiligen Reichs-Ständen oder Städten zu vorigen Zeiten bereits passivè oder activè anhängig gemacht/ darvon wiederum ab-und an unsern Käyserlichen Reichs-Postschav avociren und ziehen.

Der XXIV. Artikel.

Der König (1) will/ daß die Churfürsten mit grossen Zoll-Freyungen/ durch Förderungs-Brieff und in andere Weg über das Herkommen/ ferners beschweret werden sollen/ nicht mehr geschehen lassen/ und die zu Präjudiz (2) der Churfürsten erteilte Exemptions-Privilegia wiederum cassiren/ und dergleichen keine mehr erteilen.

XXIV. Und nachdem etliche Zeit hero die Churfürsten anhero an schiffbaren Strömen habenden Zöllen mit vielen und grossen Zoll-Freyungen/ über ihre Freyheit und Herkommen/ oftmals durch Beförderungs-Brieff/ auch Exemptions-Befehl/ und zu Präjudiz der Churfürsten Zoll-Gerechtigkeiten erteilte Privilegia, und in andere Weg ersucht und beschwert worden/ das sollen und wollen Wir als unentzählich abstellen/ fürkommen/ und zumalen nicht verhängen/ noch zulassen/ fürters mehr zu üben/ noch zu geschehen; auch keine Exemptions-Privilegia mehr erteilen/ und die so darwider unter wahren dem Krieg ohne des Churfürstlichen Collegii Bewilligung erteilt worden/ cassirt/ todt und ab seyn.

Der XXV. Artikel.

Will (1) der König/ die von des Reichs-Ständen und der Ritterschafft/ wegen ihnen entzogenen Freyheiten/ Regalien zc. anstellende Rechtfertigungen mit ihren Widerwärtigen/ nicht verbieten/ noch die Execution (2) der am Käyserlichen Cammer-Gericht deswegen erkanten Urtheil/ verhindern.

XXV. Ob auch einiger Churfürst/ Fürst/ oder anderer Stand/ die freye Reichs ohnmittelbare Ritterschafft mit eingeschlossen/ seiner Regalien/ Immedietät/ Freyheiten

und Privilegien/ Recht und Gerechtigkeiten halber/ daß Anno sie ihme geschwächt/ geschmälert/ genommen/ entzogen/ bestimmt/ oder betribet worden/ mit seinem Gehentheil und Widerwärtigen zu gebührenden Rechten zu kommen/ und ihn fürfordern wolle/ dasselbe/ wie auch alle andere ordentliche schwebende Rechtfertigungen/ oder darüber am Käyserlichen Cammer-Gericht erkante Urtheil und derselben Executions sollen und wollen Wir nicht verhindern/ abfordern/ oder verbieten/ sondern der Justiz ihren freyen strecken Lauff lassen.

ANNO
1690.

Der XXVI. Artikel.

Der König (1) soll die Reichs-Stände/ wann ihre Vasallen die Lehen ex crimine laesæ Majestatis oder sonsten ex delicto verurtheilt/ diffalsch nach ihrem Willen schalten/ die Lehen zum Käyserlichen Fisco nicht einziehen/ und (2) sie gleichmässig also mit denen Allodial-Gütern/ ohne einige Hinderung/ also gebahren lassen.

XXVI. Wir geden und versprechen auch/ daß Wir die Churfürsten und Stände des Reichs/ ingleichen die gefreyte Reichs-Ritterschafft mit ihren angehörigen Lehen/ die seyn gelegen wo sie wollen/ wan derselben Vasallen oder Unterthanen/ ex crimine laesæ Majestatis, oder sonsten ex delicto dieselbe verurtheilt hätten/ oder noch verurtheilen möchten/ nach ihrem Willen schalten und walten lassen/ keines wegs aber zum Käyserlichen Fisco einziehen/ noch ihnen vorige oder andere Vasallen aufdringen; die Allodial-Güter/ welche ex crimine laesæ Majestatis, oder sonsten ex alio delicto vorgestrichen massen verurtheilt seyn/ oder werden möchten/ denen mit den Juribus Fiscii belehnten/ oder dieselbe sonst durch beständiges Verbringen habenden Churfürsten/ Fürsten und Ständen/ unter welcher Obrigkeitlicher Botmäßigkeit sie gelegen/ nicht entziehen/ sondern die länds-Obrigkeiten/ oder Dominos Territorii/ mit deren Consecrirung gewahren lassen wollen.

Der XXVII. Artikel.

Der König (1) will keinen Reichs-Stand und anderen hinsüro/ ohne Verwilligung der Reichs-Churfürsten/ die des Wercks nicht theilhaftig/ auch unverhört und ohne Ursach in die Acht oder Ober-Acht erklären lassen/ sondern (2) hierinnen nach Aufweisung des Reichs-Satzungen/ gegenwärtig-und zukünftiger Constitutionen zc. verfahren; auch (3) ob die That schon ganz offenbar wäre/ dennoch ohne Zuziehung der ohninteressirten Churfürsten/ zu der würcklichen Achts-Erklärung nicht schreiten.

XXVII. Wir sollen und wollen auch fürkommen/ und keines wegs gestatten/ daß hinsüro jemand/ hohen und niedern Stands/ Churfürst/ Fürst/ Stand/ oder anderer/ ohne rechtmässige zuglame Ursach/ auch ungehört/ und ohne Vorwissen/ Rath und Bewilligung des Heiligen Reichs Churfürsten/ welche sich des Wercks nicht theilhaftig gemacht/ in die Acht und Ober-Acht gerhan/ gebracht oder erklärt; sondern in solchem ordentlicher Process gehalten und vollzogen werde/ wie es sich nach Aufweisung des Heiligen Reichs vor aufgesetzter Satzungen/ und der im Jahr 1555. reformirten Cammer-Gerichts-Ordnung/ auch darauß erfolgter Reichs-Abschieden gebühret/ und was deshalben bey dem künftigen Reichstag/ wie reservirt worden/ von Churfürsten/ Fürsten und Ständen de modo & ordine weiter verglichen werden möchte. Wäre es aber Sach/ daß die That an

Der XXVIII. Artikel.

Der XXIX. Artikel.

Der XXX. Artikel.

TOM. VII. PART. II.

Der XXXI. Artikel.

XXXI. Auf den Fall aber in künftiger Zeit/ Fürstenthümen/ Graffschaften/ Herrschaften/ Ämtern und Lehenfchaften/ Pfandfchaften und andere Güter dem Heiligen Reich mit Dienstbarkeiten/ Reichs-Anlagen/ Steuern/ und sonsten verpflichtet/ dessen Jurisdiction unterwerfzig und zugehan/ nach Absterben ders Inhaber/ uns durch Erbschaften/ oder in andere Weg hanffallen oder auffwaichen/ und Wir die zu unsren Händen behalten/ oder mit Bewillissen und Bewilligung der Erbschaften/ andern zukommen lassen würden/ oder da Wir dergleichen allbereit in unsren Händen hätten/ davon solte dem Heiligen Reich seine Recht und Gerechtigkeiten/ Anlagen/ Steuern/ und andere schuldige Pflicht/ wie darauß hergebracht/ in dem Erbsch/ dene ich zuvor gehört haben/ hindangestaget aller pretendirenden Exemption/ gelöstet/ abgerichtet und erstattet/ auch solche Land und Güter/ by ihren Privilegien/ Recht und Gerechtigkeiten/ in Geist-oder Weltlichen Sachen/ dem Instrumento Pacis gemäß/ gelassen/ geschenkt und geschnirmer werden/ und demnach sich aus unterschiedliche Stände des Reichs nechst diesem vielfältig belagen/ das/ obgedacht doren in denen Reichs-Constitutionen enthaltenen Vorserhungen/ Es theils in Exemption-Steuern-und Anlag-Sachen/ theils in Jurisdiction und andern/ gegen das Haus Österreich habenden Freirungen/ bißhero in keinem rechtlichen Anstrag können/ Als wollen Wir gleich by Vnterrichtung unsrer Käyserlichen Regierung/ hertinnen die unverlängte wirtschliche Vorserhung thun/ damit sowohl in Exemption und erndlichem Steuern/ dene im Jahr 1548. by damals gehaltenem Reichstag mit Consens und Bewilligung des Erß Hauses Österreich verglichenem rechtlichen Anstrag/ unsrer Käyserlichen Cammer-Gerichts/ als auch in andern Sachen der Cammer-Gerichts-Ordnung/ wegen der Anstrag in gemein/ wirtschlich nachgelebet/ von denselben brede Theil gegen-

K k 2

ander

K k 2

ANNO ander in Ihren habenden Rechten und Præsentationen
1690. vernommen / darauff auch einem jeden schleunig und ohn-
parteyische Justiz administrirt werde.

Der XXXII. Artikel.

Der König (1) solle denen im Münz-Wesen obschwebenden Beschwörungen / umb das Werk in ein beständiges Wesen zu stellen / mit der Reichs-Stände Rath keinen Fleiß sparen / zu dem Ende (2) die in Anno 1570. und 1603. und folgenden Reichs-Tagen beliebte Conformität in gute Obacht nehmen / (3) durch die Craß-Directores die Hecken-Münzen abschaffen / und die Contravenienten bestraffen / und / (4) was noch ferner zuträgliches auff noch währendem Reichstag / zu Abwendung solcher lang gewährten Unrichtigkeit für gut befinden werden möchte / sich nicht mißfallen lassen.

XXXII. Und nach dem im Reich viel Beschwörung und Mängel der Münz halber bishero gewesen / und noch seynd / wollen Wir dieselbe zum förderlichsten mit Rath der Churfürsten / Fürsten und Ständen des Reichs / zuvor kommen / und in beständige Ordnung und Wesen zu stellen allen möglichsten Fleiß furwenden / auch zu dem Ende diejenige Mittel / so im Reichs-Abschied des Anno 1570. wegen der in jedem Craß anzulegenden drey à vier Craß-Münz-Städten : Item wegen der in Anno 1603. und auff vorigen / auch nachfolgenden Reichs-Tagen beliebten Conformität / sowohl im ganzen Königschen Reich / als auch mit denen Benachbarten / ins besonde- der dabey denen Craß-Directoris aufgetragenen Abstraffung der Contravenienten / und daraus resultirenden höchstnötigen Abschaffung der Hecken-Münzen durch Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs ingemein bedacht / in gute Obacht nehmen und befördern helfen / auch zumahlen nicht unterlassen / was ferner zuträgliches / zu Abwendung solcher langgewährten Unrichtigkeit / auff noch währendem Reichstag vor gut befinden werden möchte.

Der XXXIII. Artikel.

Soll (1) der König ohne Consens der sieben Churfürsten mit Münz-Freyheiten niemand bequaden: wider diejenigen (2) so solches Regal denen verbesserten Reichs-Constitutionen zugegen mißgebraucht / oder mißbrauchen lassen / und sich ihrer Münz-Gerechtigkeit also ohne fernere Erkennung verlustig gemacht / (3) ingleichen die / so es mit Bewilligung nicht erhalten / oder sonstem rechtmäßig hergebracht / gebührend verfahren: (4) dergleichen Regalia bey denen mediat-Ständen und Städten gänzlich cassiren / und ihnen nicht mehr ertheilen: auch (5) den mittelbaren Ständen mit diesem oder anderem hohen Privilegio, ohne Einwilligung der Churfürsten / nicht willfahren lassen.

XXXIII. Wir sollen und wollen auch hinfür ohne Vorwissen und absonderliche Einwilligung und Consens der sieben Churfürsten / niemands / weß Standes oder Wesens der seye / mit Münz-Freyheiten und Münzplätzen begaben und begnadigen / auch wo Wir beständig befinden / daß diejenige Stände / denen solches Regal und Privilegium verliehen / dasselbe dem Münz-Edict und andern zu desselben Verbesserung erfolgen Reichs-Constitutionen zugegen mißgebraucht / oder durch andere miß-

brauchen lassen / und sich also ihrer Münz-Gerechtigkeit / ohne fernere Erkennung verlustig gemacht / ihnen / wie auch denjenigen / so solches Regal mit unserer Vorfah- rer Königscher Käysern und der Churfürsten Bewilligung nicht erhalten / oder sonstem rechtmäßig und beständig her- gebracht / dasselbe nicht allein verbieten / und durch die Craß oder sonstem wieder sie gebührend verfahren lassen / sondern auch einen solchen privaten Stand / ohne Vor- wissen und Bewilligung der Churfürsten / nicht restitu- ren: Bosen sich aber dergleichen bey mediat-Städten und andern / so dem Reich immediate nicht / sondern Churfürsten / Fürsten / und andern Reichs-Ständen un- terworfen / begeben / alsdann soll durch derselben lands- fürsten und Herren wider sie / wie sich gebühret / verfahren / und solche Münz-Gerechtigkeit ihnen gänzlich gelege- cassirt / und ferner nicht ertheilt werden; wassen Wir dan auch den mittelbaren Ständen mit dergleichen oder andern hohen Privilegien / ohne mit-Einwilligung der Churfürsten / vielweniger zu derselben / oder der Ständen Privilegien Beförderung oder Abbruch / nicht willfahren wollen.

Der XXXIV. Artikel.

Der König (1) soll nicht gestatten / daß an- dere als Reichs-Untertanen bey denen Kaiserlichen Post-Aemtern / wo dergleichen in ihren Landen vorhanden / gesetzt / oder von dem Beytrag gemeiner Real-Be- schwerden / ausserhalb der Personal-Be- freyung / eximirt werden: (2) Den Ge- neral-Erb-Reichs-Postmeister die Posten mit aller Nothdurfft zu versehen / und die Briefe gegen billiges / und in offener Druck angeschlagenes Postgeld richtig zu bestellen / anhalten: (3) Daß das Gene- ral-Ober-Reichs-Post-Amt in seinem Esse erhalten werde / versagen: (4) Dem Ge- neral-Reichs-Postmeister vom Kaiserlichen Post-Amt kein fernerer Eingriff geschehe / verhüten: jedoch / daß (5) das Kaiserliche Hoff-Post-Amt bey seiner Anno 1624. erlangten Investitur in denen Erblanden / ganz unbeeinträchtigt gelassen werde.

XXXIV. Und demnach wider die im Heiligen Römi- schen Reich verordnete Post nicht geringe Beschwerden ge- sühret / selbe auch nach Anweisung Instrumenti Pacis, auff den Reichstag aufgestellt worden: so wollen Wir mit Beobachtung dessen keines wegs gestatten / daß Chur- fürsten / Fürsten und Ständen in ihren Landen und Ge- bieten / wo dergleichen Kaiserliche Post-Aempter vorhan- den und hergebracht / solche Personen / welche keine Reichs-Untertanen seynd / und deren Tren man nicht versichert ist / angesetzt / oder dieselbe ausserhalb der Personal-Be- freyung von dem Beytrag gemeiner Real-Beschwerden eximirt und befreyt werden: Nicht weniger wollen Wir den General-Erb-Reichs-Postmeister dahin halten / daß er seine Posten mit aller Nothdurfft wohl versehe / die getrene und richtige Brief-Bestellung gegen billiges Post- geld / so in allen Posthäusern zu jedermans guter Nach- richt in offener Druck beständig angeschlagen seyn solle / ohnverweiglich befördern / und also zu keiner ferneren Klag und Einsehen Ursach geben. Wir sollen und wol- len aber zu gänzlich Aufhebung deren zwischen unsrer Post-Aemtern habenden Differenzien / in Erwägung des vom Churfürstlichen Collegio in Anno 1641. auff dem Reichstag zu Regensburg / wegen des Reichs-Post- Amtes eingegebenen Gutachten / und der in selbigem Reichs-Abschied bescheneher Verordnung die beständige Verfügung thun / daß unsre General-Ober-Reichs-Post- Amt in seinem Esse erhalten / und zu dessen Schmä- lering nichts vorgenommen / verwiltigt oder nachgesehen / insonderheit aber der damit belchnte General-Reichs- Postmeister wieder alle von unsrem Kaiserlichen Hof- Post-Amt / jenem bisß dabero im Reich bestehene / oder noch ferner anmassende Eingriff / und Verschleßung ab- sonderlicher Antrags-Paquete gehandhabt / und solol in Befehl unsrer Kaiserlichen Person und Hofstatt als Abwesen / derselbige bey ruhiger Einmüß-Bestell- und Auf-

ANNO
1690.

Auftheilung aller und jeder / vermittelst der Reichs-Posten ankommender und abgehender Briefe und Paqueter / gegen erhebendes billiges Postgeld gelassen / und was dem und gemeldet Reichs-Abchied zuwider / auff einigley Weiß und Weg ergangen und verlichen worden / hiezumit allerdings aufgehoben seyn: Ingegen Unser Kaysertlich Erbland-Hof-Post-Ampt bey seiner in Anno 1624. erlangter Investitur, und des General-Reichs-Postmeisters auf dieselbe ertheilte Revers in den Erblanden gangk unbeeinträchtigt verbleiben / und dabey geschützt werden soll.

Der XXXV. Artikel.

Der König (1) soll sich keiner Succession oder Erbschafft des Römischen Reichs anmassen; die Churfürsten (2) bey der freyen Wahl eines Römischen Königs / auch bey Lebzeiten eines Römischen Kaysers / mit oder ohne dessen Consens, vorzunehmen / lassen: Die Vicarios (3) bey ihrem gesonderten Rath / Freyheit- und Gerichtsigkeiten / so es zu Fällen kommt / manutenuiren / (4) nicht zugeben / daß Ihre Jura von jemand bestritten werden / und (5) alles / was diffalls wider Sie gethan oder gesucht werden dörfte / vor Null und nichtig erkennen.

XXXV. und insonderheit sollen und wollen Wir uns keiner Succession oder Erbschafft des Römischen Reichs anmassen / unterwinden / noch unterziehen / oder darnach trachten / dieselbe auf Uns selbst / unsere Erben und Nachkommen / oder auf jemand anders zu wenden; sondern die Churfürsten / Ihre Nachkommen und Erben zu jeglicher Zeit bey ihrer freyen Wahl eines Römischen Königs / nach Inhalt der Goldenen Bull / und dieselbe jedesmal / und auf allen Fall / wann Sie es vor nöthig / und zu Erhaltung der Grund-Gesetze / und dieser Capitulation, oder sonst dem Heiligen Reich notwendig und nützlich befinden / auch bey Lebzeiten eines Römischen Kaysers / mit oder ohne dessen Consens vorzunehmen; auch die Vicarios, wie von Alters her auf sie kommen / und dem Instrumento Pacis gemäß ist / die Goldene Bull / alte Rechten und andere Gesetze / oder Freyheiten verordnen / so es zu Fällen kommen / die Nothdurfft und Gelegenheit erfordern wird / bey ihrem gesonderten Rath in Sachen / das Heilige Reich belangend / geruhiglich bleiben / und gangk unbeeinträchtigt lassen; auch nicht nachgeben / daß die Vicarios / und deren Jura, sambt was denselben anhängig / von jemand disputiret oder bestritten werde; wo aber darwider von jemand etwas gesucht / gethan / oder die Churfürsten in dem gedungen wideren / das doch keines wegs seyn soll / das alles soll nichtig seyn.

Der XXXVI. Artikel.

Will (1) der König die Römisch-Königliche Cron förderlichst empfangen: (2) Den zwischen Euar-Maynz und Eölln Anno 1657. der Erönung halber errichteten Vergleich confirmiren: (3) Den Erönungs-Actum diesesmal in der Stadt Augspurg celebriren lassen; und (4) seine Königliche Residens und Hoffhaltung / es erforderet dan der Zustand ein anders / beständig in Teuschland haben und halten.

XXXVI. Wir sollen und wollen auch die Römische Königliche Cron förderlichst empfangen / und bey allem denselben das thun / so sich deshalb gebühret; auch was zwischen beyden Churfürsten zu Maynz und Eölln / wegen der unter ihnen der Erönung halber entspanener Irrungen bey letzterem Wahltag Anno 1657. gültlich bezeugt und verglichen worden / ebenfalls confirmirt und

bestätiget haben; Vor diesemal aber den Erönungs-Actum in der Stadt Augspurg / zumahlen die Stadt Nachen wegen jetziger Kriegzeiten darzu der Zeit ebnhequem ist / celebriren und verrichten lassen; auch unsere Königliche und Kaysertliche Residens / Anweisung und Hoffhaltung im Heiligen Römischen Reich Teuschler Nation / es fordere dann der Zustand zu Zeiten ein anders / allen Gliedern / Ständen und Unterthanen desselben zu Nutzen / Ehr und gutem / beständig haben und halten.

ANNO
1690.

Der XXXVII. Artikel.

Der König (1) soll allen denen bereits aufgerichteten / oder mit Rath der Reichs-Stände noch aufzurichtenden Reichs-Satz- und Ordnungen nichts zuwider aufgehen; (2) Wider solche Gesetze / selbst von niemanden nichts erlangen / weniger dessen / auf eigener Bewegnuß gegebenen / sich bedienen; (3) alles / dem zuwider aufgehende / tod und ab seyn; und (4) im Fall der Noth der beschweherten Parthey / deshalb einen brieflichen Schein ertheilen lassen.

XXXVII. Wir wollen und sollen auch in dieser unser Zusage der Wahl-Capitulation der Goldenen Bull / der Reichs-Ordnung / oder wie dieselbe ins künftige geändert und verbessert werden möchte / dem obangeregten Frieden in Religion- und Prophan-Sachen / auch dem Land-Frieden sambt der Handhabung desselben / wie auch der in Anno 1555. aufgerichteten Cammer-Gerichts-neben des Reichs-Executions-Ordnung / auch mehr ermitteltem Münster- und Osnabrückischen Frieden-Schluss / und dem zu Münder Anno 1650. aufgerichteten Executions-Recess, auch anderen Gesetz und Ordnungen so jeso gemacht / oder künftiglich durch Uns / mit der Churfürsten / Fürsten / auch anderen Ständen des Reichs / Rath und Zuthuung möchten aufgerichtet werden / zuwider / kein Rescript / Mandat oder Commission aufgehen lassen / oder zu geschehen gestatten / in einige Weiß oder Weg / dergleichen auch für Uns selbst wider solche Goldene Bull und des Reichs Freyheit / den Frieden in Religion- und Prophan-Sachen / auch Münster- und Osnabrückischen Friedensschluss und Land-Frieden / sambt Handhabung desselben von niemand nichts erlangen / noch auch / ob Uns etwas dergleichen auf eigener Bewegnuß gegeben wäre oder würde / nicht gebrauchen / in keine Weiß; Ob aber diesen und anderen vorgemelten Articulen und Punkten einiges zuwider erlangt / oder aufgehen würde / das alles soll Kraftlos / tod und ab seyn / inmassen Wir es jetzt auch als dann / und dann als jett hinein cairen / tödten und abthun; und wo Noth / den beschweherten Partheyen deshalb nothdürfftige Urtheil und brieflichen Schein zu geben / und widerfahren zu lassen sündig seyn sollen / Arglist und Gesehrde hierinnen aufgeschoben.

Der XXXVIII. Artikel.

Der König (1) solle denen Reichs-Ständen und Ihren Gesandten schleunige Audienz und Expedition ertheilen; (2) Ihnen Ihre Privilegia und Lehen-Briefe / nach vorigem tenor unweigerlich confirmiren: (3) dieselbe über die edition der alten Pactorum familiae, mit exhibition neuer / nicht beschwehren; und (4) in wichtigen / das Reich concernirenden Sachen / ohne der Churfürsten / als seiner inneren Räthen / auch nach Gelegenheit / der Fürsten und Ständen Rath / nichts vornehmen.

XXXVIII. Wir wollen und sollen auch allen des H. Reichs Churfürsten / und Ständen / sowohl Ihren Vorträgen und Gesandten / die von der gereynten Reichs-Ritterschafft mit begriffen / jederzeit schleunige Audienz

ANNO
1690.

und Expedition ertheilen; denselben / und dem Reichs-Adel / ihre Confirmationes Privilegiorum, auch Lehen und Lehenbrieff / nach dem vorigen Tenor, unweigerlich und aller contradiction (als welche zum rechtlichen Austrag zu verweisen) ohngehindert / wiederfahren / dabey auch dieselbe über Edition der alten Pactorum familie, mit exhibition neuer / ein oder ander Hauff concernirender / und von dem Lehen thum keine dependenz habender / nicht beschweren / viel weniger die Reichs-Belehnungen / wegen ersigedachter Edition der Pactorum familie, die seyn neu oder alt / aufhalten lassen: Wir sollen und wollen auch in wichtigen Sachen / so das Reich betreffen / und von hohem präjudiz, und weitem Aussehen seynd / bald Ansfangs der Churfürsten / als Unserer unersien Räte Gedanken vernehmen / auch nach Gelegenheit der Sachen / Fürsten und Ständen Rath-Begehrens uns gebrauchen / und ohne dieselbe hierinn nichts vornehmen.

Der XXXIX. Artikel.

Der König (1) soll seinen Geheimen Rath / wie auch Reichs-Hof- und Kriegs-Rath / mit hohen Standes- und anderen ehelichen Personen Teutscher Nation / die in Reichs-Satzungen wohl erfahren / und keinem ausländischen Potentaten und Stand des Reichs / ausser Ihn mit Dienstpflichten verwandt / bestellen: nicht weniger (2) die Käyserlichen und Reichs-Hof-Aempter / oder sonst andere außer Teutschland / mit eben dergleichen Personen besetzen: (3) diese Aempter bey ihren Würden / Rechte u. bleiben und ihnen nichts entziehen lassen: (4) Daß zwischen denen vom Ritterstand / und denen Grafen und Herren / in denen Reichs-Collegiis, kein anderer Unterschied / als das Alter der angerechneten Rathsdiensste gehalten werde / verfügen: (5) In Bestelung des Reichs-Vice-Canzlers / und anderer Reichs-Hof-Canzler-Personen = dem Churfürsten von Maynz keinen Eingriff thun: (6) Alles darwider geschene ohne consequenz, und das zukünftige vor ungültig halten; und (7) entlichen keine andere als ohnmittelbar oder mittelbar angeessene Teutsche Fürsten / Grafen und Herren / bey dem Reichs-Hof-Rath zu Präsidenten oder Vice-Präsidenten annehmen.

XXXIX. Wir wollen auch künftigt / bey Ausrückung unser Käyserlichen Regierung / unsern Geheimden Rath / wie auch unsern Reichs-Hof- und Kriegs-Rath / wann nemlich Wir des Heil. Reichs wegen in Krieg begriffen / mit Fürsten / Grafen / Herren / vom Adel und anderen ehelichen Leuten / vermög Instrumenti Pacis, und nicht allein aus unsern Unterthanen / Unterthanen und Vasallen / sondern mehrtheils aus denen / so im Reich Teutscher Nation anderer Orten gebohren und erzogen / darinn nach Standes-Gebühr angeessen und begütert / der Reichs-Satzungen wohl erfahren / gutes Namens und Herkommens / und niemanden dann uns / und sonst keinem Churfürsten / Fürsten oder Stand des Reichs / noch ausländischen Potentaten mit absonderlichen Dienstpflichten verwandt seynd: Zugleich unsere Käyser. und des Reichs Aempter am Hof / und die Wir sonst in-oder außerhalb Teutschlands zu begeben und zu besetzen haben / als da seynd Protectio Germaniae, und dergleichen / mit keiner andern Nation / dann gebohren Teutschen / die nicht niedern Standes noch Wens / sondern namhafte Personen / und mehrtheils von Reichs-Fürsten / Grafen / Herren / und von Adel / oder sonstigen guten rappersen Herkommens / besetzen / und versehen: auch obgemelte Aempter bey ihren Ehren / Würden / Gefällen / Rechte und Gerechtigkeiten bleiben / und denselben nichts entziehen oder entziehen lassen; soann verfügen / daß in unserm

Reichs-Hof-Kriegs- und andern Räten auff den Ritter-Bänken / zwischen denen vom Ritterstand / welche zu Schild und Helm / Ritter- und Stiftmäßig gebohren / und denen Grafen und Herren / so in denen Reichs-Collegiis kein Session oder Stimul haben / oder von solchen Häusern entsprossen und gebohren seyn / in der Raths-Session, dem alten Herkommen gemäß / kein Unterschied gehalten / sondern ein jeder nach Ordnung der angerechneten Rathsdiensste / ohne einigen von Standes wegen unter denselben suchenden Vorzug / verbleibe: Wollen auch in Besatz- und Ansehung unsern Reichs-Hof-Canzler so wol mit des Reichs Vice-Canzlers / als der Secretarien / Protocollisten / und allen anderen zu der Reichs-Hof-Canzler gehöriger Personen / unsern lieben Neuen dem Churfürsten zu Maynz / als Erh-Canzlern durch Germanien / in der Thyme allein disfalls zustehenden Disposition, unter was Vorwand es seye / keine Eingriff oder Verhinderung thun / oder darian einige Ziel oder Maß geben. Es soll auch / was hievord darwider vorgegangen seyn mag / zu keiner Consequenz gezogen / und wann uns künftigt etwas darwider gethan oder verordnet werden möchte / vor ungültig gehalten werden; und damit hinfür an unsern Königl. oder Käyserl. Hof / des Reichs Ständen / und anderen zum Reich gehörenden / unpartheyisch und schleunig Recht desomherers wiederfahren und administriert werden möge / so wollen Wir bey benannten Reichs-Hof-Rath keinen zum Präsidenten oder Vice-Präsidenten bestellen oder verordnen / es seye dann derselbe ein Teutscher Reichs-Fürst / Graf oder Herr / in denselben ohnmittelbar oder mittelbar geseßen und begütert.

Der XL. Artikel.

Soll (1) der König die neu-aufgesetzte Reichs-Hof-Raths-Ordnung vest halten: (2) über den von Chur-Maynz verordneten Reichs-Vice-Canzler und Vice-Präsidenten / mit Teutschen Standes- und der Reichs-Satzungen wohl erfahrenen Personen bestellen: (3) was hierin falls im Instrumento Pacis der Religion halber verfahren / in Obacht nehmen: (4) ihm seine Reichs-Hof-Raths-Besoldung richtig reichen: (5) bey seiner Præcedenz und Respect erhalten: (6) von Zöllen / Steuern / und anderen beschwerden befreien: nicht weniger (7) denselben sowol / als der Stände Agenten / von der Landes- und anderer Gerichten Jurisdiction und Personal-Oneribus eximiren / und (8) auch diejenigen / welche sich anders-wohin begeben wollen / frey / sicher / und ohne Entgelt / abziehen lassen.

XL. Wir wollen auch die neu aufgesetzte und unsern Vorfahren gloriwürdigsten Auldendens approbirte Reichs-Hof-Raths-Ordnung (es seye dann / daß bey dem Reichstag ein anders verordnet werde) fest halten lassen / unterdessen aber neben vorgedachten Präsidenten / wie auch von Chur-Maynz ansehemden Reichs-Vice Canzler / und Vice-Präsidenten / unserm Reichs-Hof-Rath / nach besag vermeldet Reichs-Hof-Raths-Ordnung und Friedensschluß / von Fürsten / Grafen / Herren / vom Adel / und anderen der Reichs-Satzungen wechselfahrend geschickten Leuten / obbedeuten maghen nicht allein aus unsern Unterthanen / sondern grösthen theils aus denen / so im Reich Teutscher Nation gebohren / darinnen nach Standes-Gebühr angeessen und begütert / ansehen: Was auch hierin falls der Religion halber in Instrumento Pacis Artic. 5. §. ac proinde 54. verfahren / in Obacht nehmen: Zugleich die ohnverlangte gewisse Verordnung thun / damit sowol aus unser Hof-Cammer / als denen bey dem Reich eingehenden Mitteln / vor allen anderen Ausgaben / den wirklichen bestellten Präsidenten / Reichs-Vice-Canzlern / als zugleich

ANNO
1690.

ANNO
1690.

würklichen Reichs-Hof-Raths-Vice-Präsidenten / und anderen Reichs-Hof-Räthen / ihre Reichs-Hof-Raths-Befehle richtig und ohne Abgang bezahlt; Auch wegen der Reichs-Hof-Raths-Stelle Præcedenz und Respect denen nachgeleitet werde / was in jüngster Reichs-Hof-Raths-Ordnung deshalben versehen / und deroelben Stand gemäss ist; wie sie dann auch wegen der Zoll / Steuer / und anderer Beschwerden Befreyung / unsern und des Reichs Cammer-Gerichts Allection gleich gehalten werden sollen: Und sie sowohl als der Ständen Agenten von der Land- und andern Gerichten und Beamten Jurisdiction, auch so viel die Obsequation, Sperrung / Inventurung / Edition der Testamente / Verpflegung der Kinder / und dergleichen betrifft / weniger nicht von allen Personal-Oneribus, als ledig besreyet seyn; auch diejenige / so sich anderswohin begeben wollen / keines wegs aufgehalten / sondern frey / sicher / und ohngeschindert / auch ohne Abzug und anderen Entgelt / oder Verdacht ihrer Güter / fort gelassen / und ihnen zu dem Endt auff Begehren gehörige Paßbriefe ertheilt werden sollen.

Der XLI. Artikel.

Der König (1) soll nicht dargegen seyn / daß durch den Churfürsten von Maynz der Reichs-Hof-Rath visitirt / (2) nicht gestatten / daß vom Käyserlichen Geheimbden Rath Collegio denselben eingegriffen: (3) daß das / was einmahl in contradictorio judicio cum debita causæ cognitione, ordentlich im Reichs-Hof-Rath geschlossen worden / von neuem / ausser bester Revision, nicht mehr in cognition gezogen / (4) am Käyserl. Cammer-Gerichte anhängig / an den Reichs-Hof-Rath nicht avocirt: (5) Chur-Maynz / um der Reichs-Stände Sachen / in den Churfürstlichen oder gesamen Reichs-Rath zu bringen / kein Einhalt gethan / noch (6) Dessen Erz-Cancellariat und Reichs-Directorio, Ziel und Maass gegeben: weniger (7) ein und anderer Reichs-Stand / auf dem Geheimbden Rath / absque prævia causæ cognitione, mit Decretis beschweret werde.

XL. Auch sollen und wollen Wir keines wegs dargegen seyn / daß der Reichs-Hof-Rath durch den Churfürsten zu Maynz / nach besag des Friedensschluß visitirt werde; auch nicht gestatten / verhängen / oder zugeben / daß unser geheimbdes Raths Collegium sambtlich oder sonderlich / der Reichs-Sachen / welche vor den Reichs-Hof-Rath gehören / sich anmasse / darinn sich einmische / oder auff einigerley Was dem Reichs-Hof-Rath eingreiffe / vielmehr mit Befehlen oder Decreten / wodurch die im Reichs-Hof-Rath geschlossene Sachen aufgeschoben / oder irritirt werden / beschwere / oder wie; was auch einmahl in ersgmadtem unserm Reichs-Hof-Rath / in judicio contradictorio cum debita causæ cognitione ordentlicher Weise abgehandelt und geschlossen ist / darbey soll es stündtlich allerdings verbleiben / und nirgends anders / es seye dann durch den ordentlichen Weg der in off-ermeldten Frieden-Schluß / beliebter Revision (welche jederzeit quoad processum nach besag ersggedachten Frieden-Schluß / durch unpartheyische Reichs-Hof-Räthe / so nicht bey Verfassung der vorigen Urtheil / vielmehr Referenten / oder Correferenten gewesen / aufgefertiget werden soll) von neuem in cognition gezogen / noch dessen Execution gehindert; die am Käyserlichen Cammer-Gericht aber anhängig gemachte / und noch in ohnerörterten Rechten schwebende Sachen / von dar ab- und an unserm Reichs-Hof-Rath nicht abgefordert / noch von uns aufgegeben / und dagegen inhibirt / oder sonst auf andere Weis referirt; auch was dagegen vorgenommen / als null und unkräftig / vom Cammer-Gericht gehalten; auch obgemeldtem unserm lieben Neven dem Churfürsten zu Maynz / eine und andere Sachen der klagenden Ständen /

(wam schon dieselbe unsere Geheim- und Reichs-Hof-Räthe betreffen) in den Churfürstlichen oder die gesambte Reichs-Räthe / ihrer Art und Eigenschaft nach zu bringen / zu proponiren und zur deliberation zu stellen / kein Einhalt gethan / noch sonst in Dero Erz-Cancellariat, oder Reichs-Directorio, Ziel und Maass gegeben / auch kein Stand des Reichs in Sachen / so prævia causæ cognitionem erfordern / mit Käyserl. Decretis, aus dem geheimen Rath beschwert / noch dieselbe in judicio angezogen werden sollen.

ANNO
1690.

Der XLII. Artikel.

Der König (1) soll in des Reichs Schrifften und Handlungen die Teusch und Lateinische Sprach gebrauchen / ausser (2) denselben / wo eine andere in Übung / mag Er sich auch einer andern bedienen / jedoch (3) dem Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gerichte / der Teusch und Lateinischen unabbrüchig.

XLII. Wir wollen auch in Schrifften und Handlungen des Reichs / keine andere Zungen oder Sprach gebrauchen lassen / dann die Teusche oder Lateinische Zungen / es wäre dann an Orten / außershalb des Reichs / da gemeinlich ein andere Sprach in Übung wäre / und im Gebrauch stünde / jedoch in alle weg an unserm Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / der Teuschen und Lateinischen Sprach ohnabbrüchig.

Der XLIII. Artikel.

Der König (1) soll die Expeditiones in Gnaden- und anderen Sachen / auch die ertheilende Diplomata, über die Ständes Erhöhungen / allein in der Reichs-Cansley ausfertigen: (2) die unsern Käyserlichen Nahmen und Titel anderwärts aufgefertigte / null und nichtig erkennen: (3) denen Impetranten vor gebührender Tar Erlegung / das prædicat im Reich nicht geben: (4) denenjenigen aber / vor die aus der Reichs-Cansley solches anderen Cansleyen intimirt wird / ohne fernere Abforderung der Jurium, den verwilligten Titel / bey der in denen Diplomatus gesetzter Paen, conferiren: jedoch daß (5) alles / was nomine Archiducali auff dergleichen Weise expedirt wird / gleicher gestalt also angenommen / und (6) diese zwischen der Reichs- und Oesterreichischen Hoff-Cansley bißhero obgeschwebte Irung mit dem Churfürsten von Maynz abgehan werde: (7) dergleichen Dignitäten und prædicata maintainen / als denen wosmeritiressen / und die den affectirenden Stand / pro dignitate ausführen können / mittheilen: (8) keinen von denen neuerhöheren / dem Fürstlich- und Erbsächlichen Collegio, ad Votum & Sessionem, bevor Er sich nicht mit Stand-anlässigen Reichs-Bücherey qualificirt / und zu einer Ständes-anlässigen Senec / an einen gewissen Cansly erklärt / auffern: (9) dessen Dignität / zu præjudiz eines höhern Standes oder Allen Hauses / mit höhern Titel oder Wapen-Briefen / nicht begnadigen; und endlich (10) in Ergebung deroer unser Chur-Fürsten und

Städ.

ANNO
1690.

Ständen des Reichs/ begütert-geessenen/
dem juri territoriali nichts nachtheiliges
geschehen/ noch ihre Güther von der Lands-
Fürstlichen jurisdiction befreyen lassen.

XLIII. Wir sollen und wollen auch in fleißige Obacht
nehmen/ und verschaffen/ daß alle die Expeditionen, so
in Gnaden und andern Sachen/ insonderheit aber Di-
plomata, über den Fürsten-Gräßen-und Herren-Stand/
auch Nobilitationes, Palatinaten und Käyserl. Rathes-
Titul/ samt andern Reichs-Freyheiten/ und Privilegien/
welche Wir unter dem Titul und Nahmen eines Röm.
Königs oder Käyfers/ ertheilen werden/ bey keiner an-
dern/ als der Reichs-Cansley/ wie solches von Alters
herkommen/ auch Unserer und des Heil. Röm. Reichs
Hoheit gemäß ist/ geschehen/ wie dann Krafft dieses alle
diejenige Diplomata, so bey einer andern/ als der Reichs-
Cansley unter Unserm Käyserl. Titul und Nahmen/ Zeit
während Unserer Käyserl. Regierung/ expedirt werden/
hiermit null und nichtig seyn/ und die Imperanten/ ehe
und bevor sie auß der Reichs-Cansley/ gegen gebührende
Tax-Erzlegung confirmirt und legitimirt/ dafür im Reich
nicht geachtet/ noch Jhnen das Prædicat oder Titul/ ge-
geben werden solte/ Was aber für Gnaden-Brieffe/ Stands-
Erhöhungen/ und andere Privilegien in Unserer Reichs-
Cansley aufgesetzt/ und von darauf andern Cans-
leyen/ und sonst wohin intimirt werden/ dieselben sollen
hiermit schuldig und gehalten seyn/ gedachte intimaciones
nicht allein ohne allen Entgelt/ und ohne Anfordrung einiger
neuer Tax-oder Cansley-jurium, wie die Nahmen haben
mögen/ anzunehmen/ sondern auch denen Imperanten
dem erhaltenen Stand und privilegio gemäß/ das ver-
willigte prædicat und Titul in denen Expeditionibus da-
selbst/ ohnweigerlich zu geben/ und bey Straff darin
gesetzten Pcen, nicht zu entziehen/ Dahingegen auch
diejenige Diplomata, welche Wir als Erzh-Verzog zu
Oesterreich/ Krafft deren bey Unserm Erzh-Haus her-
gebrachten Privilegien/ wegen Stands-Erhöhung und
sonsten/ ertheilen werden/ (die Wir doch nicht nomine
Cæsareo, sondern Archiducali ausfertigen lassen wollen)
in Unserer Reichs-Cansley/ auch sonst altenthalben im
Reich/ uff deren vorgangene gebührende intimation, oh-
ne einigen Entgelt/ angenommen/ und erkannt werden
sollen. Und wollen Wir/ wie diese und übrige bißheri-
ge Irrungen/ zwischen beeden Unseren Reichs- und Oe-
sterreichischen Hoff-Cansleyen/ abgethan und eingerichtet
werden sollen/ uns mit Unserm lieben Neven des Churfürsten
zu Maynz Id. noch weiters versehen und vergleichen.
Deshalblichen wollen Wir bey Unserer Königl. und Käyserl.
Regierung/ bey Collation Fürstl. und Gräfflichen/ auch
anderer Dignitäten und Prædicaten/ vornemlich dahin
sehen/ damit auff allen Fall/ dieselbe allein denen
von uns ertheilt werden/ die es vor andern wohlmeri-
tirt/ im Reich geessen/ und die Mittel haben/ den affec-
tiren Stand pro dignitate anzuführen/ niemand
aber von da nen erhöhenen Fürsten/ Gräffen und Her-
ren/ dem Fürstlichen Collegio, es seye gleich auff selb-
iger/ oder der Gräffen Bäncken/ ad Sessionem & Vo-
tum, wider Deroselben Willen/ aufzuziehen/ Sie haben
sich dann dazzu mit Fürst-mässigen und Gräfflichen
Reichs-Güthern vorhero genngsam qualificirt/ und zu
einer Stands-würdigen Steuer/ in einen gewissen Crayß
eingelassen/ und verbunden/ und über solches alles neben
dem Churfürstlichen/ auch dasjenige Collegium oder
Banck/ darin sie aufgenommen werden sollen/ vorhero
gnugsam gehört worden. Wollen auch zu præjudiz oder
Schmälerung eines höheren Stands/ alten Hauses o-
der Geschlechts/ desselben Dignität, Stands und übli-
chen Tituls/ keinen/ wer der auch seye/ mit neuen præ-
dicaten/ höhern oder gleichen Titul-oder Wappen-Brief-
fen begaben/ damit nicht hierinnen die geringern Stände
mit den höhern paricirt werden. Soll auch durch eines
oder andern unter Churfürsten und Ständen des Reichs
geessen und begütert/ zu höher Stands-Erhebung/
dem juri Territoriali nicht nachtheilig seyn/ und die Jhm
zugehörige/ und in solchen landen gelegene Güther/ einen
als den andern Weg/ unter voriger landesfürstlicher
Jurisdiction verbleiben.

Der XLIV. Artikel.

Soll (1) der König an denen üblichen Reichs-
Cansley-Juribus und Taxen/ die zu der
Cansley-Bedienten Unterhalt gewidmet/

nichts moderiren/ weniger nachlassen: (2) ANNO
die Käyserliche Begnadigungs-Diploma-1690.
ta, wann sie bey der Reichs-Cansley bin-
nen drey Monatsfrist nicht ausgelöst wer-
den/ wieder cassiren: und (3) wider die se-
nigen/ welche ohne Käyserliche Bewillig-
ung sich einiger Stands-Erhöhung/
Nobilitationen/ Rathes-Titul u. anrüh-
men/ fiscaliter verfahren/ und sie zu ge-
bührender Straff ziehen lassen.

XLIV. Weilen auch der Reichs-Cansley Tax-Ampt/
und deren Bedienten notwendiger Unterhalt/ durch die
Nachlaß und Moderation der Tax-Gefälle/ so dann/
daß über die Käyserl. Concessionen der Privilegien/
Stands-Erhöhung/ und anderer Gnaden/ die gewöhn-
liche Diplomata der Gebühr nicht ausgelöst werden/ in
große Schmälerung und Abgang/ und dahero in tieffe
Schuldenlaß gerathen/ als wollen Wir/ zu dessen weiterer
Verhinderung/ neben des Herren Churfürsten zu Maynz
Id. die allein als Erzh-Cansler ditzfalls nachlassen/ und
Moderation zu thun berechtigt seyn/ an den üblichen
Reichs-Cansley Juribus und Taxen nichts mehr nachge-
lassen und moderirt werde. Wir ergehen auch/ daß de-
nen/ so von uns dergleichen Käyserl. Begnadigungen ins
künftig erlangen/ und innerhalb drey Monat Zeit her-
nach darüber ihre Diplomata bey der Reichs-Cansley
nicht redimiren und erheben/ sich der verwilligten Gna-
den und Concessionen zu rühmen/ oder deren sich wider-
lich zu gebrauchen/ von uns keines wegs ausgehen oder
verfaßt werde/ sondern unsrer Käyserl. Begnadigun-
gen solchensfalls nach erwehntem Termin ipso facto hin-
wider gefallen/ cassirt/ und aufgehoben/ und unsrer
Käyserl. Reichs-Fiscal wider alle/ welche ohne unsere
Käyserl. Bewilligung/ oder unserer verordneten Palati-
nen/ einiger Stands-Erhöhung/ Nobilitationen/
Rathes-Titulu oder Prædicaten/ und Denominationen/
sich anrühmen/ oder selbst einige Wappen/ mit offnen
oder zugehanen Helmen/ formiren/ der Gebühr zu ver-
fahren/ und dieselbe nach gestalt des Verbrechens und
der Personen zu gehöriger Straff zu ziehen/ schuldig und
gehalten seyn solle.

Der XLV. Artikel.

Soll (1) der König der Churfürsten Amptes-
Verweser und Erb-Amptier/ auff Reichs-
Wahl-und anderen Tagen/ von den Käy-
serl. Hof-Amptiern nicht eingreifen/ und
ob (2) gleich wegen jener Abwesenheit ihre
Stellen diese ersetzen müssen/ nicht desto
minder die von solchen Verrichtungen fal-
lende Ausbarkeiten jenen nicht anzuziehen/
noch (3) dem Hof-Marschall-Ampt in
seinem vom Erzh-Marschall-Ampt dependi-
renden Amptes-Verrichtungen/ durch die
Landes-Regierung oder andere/ Hinderung
machen lassen.

XLV. Dieweilen uns auch sonderlich gebühet/ des
Heil. Reichs Churfürsten/ als Unsere innerste Glieder
und Haupt-Säulen des Reichs/ vor mämlich in
sonderbarer hoher Consideration zu halten/ so wollen Wir
die Verfügung thun/ wann Deroselben Amptes-Verwe-
ser und Erb-Amptier bey Unserm Käyserl. Hof begrif-
fen/ daß dieselbe jederzeit/ und insonderheit/ wann/ und
so oft Wir auff Reichs-Wahl-und andern dergleichen
Tagen/ unsern Käyserl. Hof beggen/ oder Sachen vor-
sollen/ dazzu die Erb-Amptier zu gebrauchten seynd/ in
gebührendem Respect halten/ und ihnen von Unsern
Hof-Amptiern keines wegs vor-oder eingreifen/ oder da-
je wegen Abwesenheit ihre Stellen mit berührten Unsern
Hof-Amptiern jenen ersetzt werden solten/ wollen Wir
doch/ daß ihnen den Churfürstlichen Amtes-Verwesern
und Erb-Amptiern/ einen Weg als den andern/ die
von solchen Verrichtungen fallende Ausbarkeiten weniger
nicht/ als ob sie dieselbe selbstn verrichtet und bedient/
ohnverweigerlich gefolget und gelassen/ und nicht wie biß-
hero

ANNO 1690. hero geschehen / von denen Hof-Klempnern entzogen; auch unserm Hof-Marschall in seinen zukommenden und von dem Hof-Marschall-Kampt. dependirenden Kampts-Berichtungen / durch unsere lands-Regierung oder andere / kein Eintrag oder Hinderung gemacht werde.

Der XLVI. Artikel.

Der König (1) solle sowohl seinem Geheimden / als Reichs-Hof-Rath und Cammer-Gericht / daß sie sich nach dieser Capitulation in allen Rathschlägen richten / nicht allein vorhalten / sondern (2) solche auch ihren Dienst-Eyden / mit ausdrücklichen Worten / einverleiben lassen.

XLVI. Damit auch unsere Geheime sowohl als Reichs-Hof-Räthe / wie auch unser Käyserl. Cammer-Gericht / dieser Capitulation gebührende Wissenschaft haben / und in ihren Rathschlägen / Expeditionen / und sonst sich darnach richten / wollen Wir ihnen dieselbe nicht allein vorhalten / sondern auch bey Leistung ihres Amts- und Dienst-Pflicht / ernstlich einbinden / dieselbe / so viel einem jeden gebührt / jederzeit vor Augen zu haben / und darüber weder zu thun / noch zu rathen / solches auch ihren Dienst-Eyden mit ausdrücklichen Worten einverleiben lassen.

Der XLVII. Artikel.

Soll (1) der König / als lang der Käyser lebet / oder nach dessen Tode / bevor er das achtzehende Jahr angetreten / zu präjudiz der Reichs-Vicarien / sich keiner Regierung im Röm. Reich annahmen; und (2) zu Besthaltung dieser Capitulation durch einen Revers, nochmals gegen die Churfürsten verbinden.

XLVII. Wir sollen und wollen uns auch zu keiner Regierung oder Administration im Heil. Röm. Reich / so lang Ihre Käyserl. Majestät im Leben / oder nach Dero Tod (welchen Gott noch lang verhüten wolle) zu präjudiz der Reichs-Vicarien / welches mittelst die Reichs-Administration führen / die Expedition aber in unserm Namen versigen sollen / unterziehen / biß Wir das achtzehende Jahr unsers Alters erreicht und angefangen haben; alsdenn Wir uns durch einen Revers gegen die Churfürsten / nach Inhalt unsers nach der Wahl gehaltenen Eyd / anders nicht als wann Wir denselben von neuem wiederum abgeschworen hätten / zu Besthaltung dieser Capitulation, nochmals verbinden / und die Regierung beider angetreten / nicht befugt seyn sollen noch wollen.

Der XLVIII. Artikel.

Verspricht der König (1) denen Churfürsten / alles obstehende gerechtlich zu halten / mit einem leiblichen Eyd / und daß (2) weder Dispensation, Absolution, weder geist- noch weltlich Recht / wie es Namen haben mag / zu statten kommen solle.

XLVIII. Solches alles und jedes / wie obsteht / haben Wir obgedachter Röm. König den gedachten Churfürsten vor sich und im Namen des H. Röm. Reichs geredt / versprochen / und bey unsrer Königlichem Ehren / Blüten und Worten / im Namen der Wahrheit zugesagt / thun dasselbe auch hiemit / und in Crafft dieses Reichs-annahmen Wir dann das mit einem leiblichen Eyd zu Gott und dem H. Evangelio geschworen / dasselbe stät / fest / und unverbroschen / zu halten / keine freilich nachzukommen / darwider nicht zu seyn / zu thun / noch zu

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1690. schaffen gethan werde / in einige Weis / oder Weg / wie die möchten erdacht werden; Uns auch darwider einiger Wehrt / oder Ausnahm / Dispensationes, Absolutiones, geist- oder weltliche Rechten / wie das Namen haben mag / nicht zu statten kommen sollen.

Der XLIX. Artikel.

Ist der Beschluß König und Käysers Josephi Wahl-Capitulation.

XLIX. Dessen zu wahrer Erkund / auch wegen unsers geringen Alters / zu mehrer Bestätigung / haben Ihre Käyserlichen Majestät uns unser und gesamter Churfürsten gehorsames Ersuchen / so dann Wir / diesen Brief eigenhändig unterschrieben / und unsere groß Insezel anhängen / auch deren sieben gleichförmige Exemplaria machen und fertigen lassen. Geben in unserer und des Heil. Röm. Reichs Stadt Augsburg / den 24. Monatstag Januarii, nach Christi unsers lieben Herren und Seligmachers Geburt / im Sechshundert und neunzigsten / unserer Reihe des Römischen im ersten / und des Hun-garischen im dritten Jahr.

Leopold.
Joseph.

S. Leopold Wilhelm / Craff
zu Königscegg.

Caspar Florentz Consbruck.

CXXX.

Traité conclu entre CHARLES II. Roi d'Es-3. Juin.
pagne & VICTOR AMEDEE Duc de Savoie. ESPAGNE
Fait à Milan le 3. Juin 1690. [Mercur. ET
Historiq. de septembre, 1690. d'où l'on a tiré SAVOYE.
cette Pièce qui se trouve aussi dans le Theatre
Europæum. Tom. XIII. pag. 1067. en Alle-
mand & en Abregé.]

Comme il est venu une Armée Françoisé en Italie, à dessein d'agir ouvertement contre l'Etat de Milan, & qu'elle s'est tenuë dans les Etats de son Altesse Royale de Savoie, en haine de l'affection qu'elle porte à Sa Majesté Imperiale, & pour contraindre ledit Duc à remettre entre les mains du Roi de France deux de ses principales Places, & une partie de ses Troupes, afin de pouvoir envahir l'Etat de Milan avec plus de facilité, * Son Eminence le Comte de Fuenfaldia qui en est Gouverneur, a trouvé à propos, pour le service de Sa Majesté Catholique le Roi son Maître, d'offrir à sadite Altesse Royale un secours d'armes de la part de Sa Majesté, comme il a fait. De quoi son Altesse Royale ayant eu connoissance; elle a témoigné être fort sensible à l'affection d'un si Grand Roi, de l'illustre sang duquel il tire son origine, & a envoyé pour cet effet le Comte de Brandisio à Milan, avec plein Pouvoir de traiter avec son Eminence le Comte de Fuenfaldia, sur ce qu'on jugera à propos pour la défense commune des deux Etats, savoir de celui de Milan, & de ceux de son Altesse Royale, tant par deça que par delà les Monts & Vallées, sans en excepter aucun. En conséquence de ce, son Eminence, le Comte de Fuenfaldia, au nom du Roi son Maître, & le Comte de Brandisio au nom du Duc de Savoie, & en qualité de son Plénipotentiaire ont convenu, & conclu, arrêté, & promis reciproquement ce qui suit.

I. Qu'entre Sa Majesté Catholique Charles II. Roi d'Espagne &c. d'une part, & son Altesse Royale Victor Amédée Duc de Savoie, Prince de Piémont, & Roi de Chypre d'autre, il y aura une véritable & étroite Alliance défensive, qui sera inviolable, jusqu'à ce que les deux Parties viennent à faire la Paix d'un

L1

com-

* Eminence, on soupçonne que ceci est une faute de Copie, & par tout où il y a icy Eminence il faut lire Excellence. [DUM.]

ANNO
1690.

commun consentement, sans qu'une des Parties puisse faire aucun Traité de Paix ni de Trêve ni d'aucune autre Alliance avec la France, sans le consentement de l'autre Partie. Et Sa Majesté Catholique fera comprendre son Altesse Royale de Savoye, & en tant que cela la concerne, Elle la comprend déjà dans l'Alliance qu'Elle a faite avec Sa Majesté Imperiale, avec Sa Majesté Britannique le Roi Guillaume, avec leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Pays-Bas, & avec les autres Alliez, sans en excepter aucun.

II. Qu'on ne fera ni Paix, ni Trêve, à moins que ce qui pourroit être usurpé ou conquis par les armes de l'Ennemi, dans l'Etat de Milan ou dans ceux du Duc de Savoye, tant deçà que par delà les Monts, soit à force ouverte, ou autrement, ne soit effectivement restitué & remis en son premier état, entre les mains de ceux à qui il aura été enlevé.

III. Les deux Parties s'obligent de s'assister mutuellement l'un l'autre des forces qu'elles ont déjà ou qu'elles pourroient avoir, pour la défense des Etats de son Altesse Royale comme si chacun défendoit le sien propre.

IV. Pour l'exécution de ce que dessus le Comte de Fuenfalida fera marcher incessamment son Armée, & l'entreiendra sur le pié de 3000. Cavaliers, & de 8. à 9000. Fantassins, durant la présente Guerre: laquelle Armée entrera dans le Piémont, du côté de Vercell, sous le commandement du Comte de Louvignies & d'autres Capitaines sous lui.

V. Que ladite Armée aura douze pièces de Canon, avec les munitions de Guerre nécessaires, tout aux dépens de Sa Majesté Catholique.

VI. Qu'aussi-tôt que l'Armée sera campée sous le Canon de Vercell, son Altesse Royale y joindra quatre Regiments d'Infanterie, & deux de Dragons.

VII. Quand les Troupes seront jointes, elles marcheront vers Turin, partie par le chemin d'Ivrée, & le reste par où l'on jugera le plus à propos. Deux autres Regiments d'Infanterie & 400. Cavaliers des Troupes de son Altesse Royale joindront ladite Armée, à moins que ladite Ville ne fut assiégée, prise, ou bloquée, & étant ainsi unies on poursuivra la route, selon que les affaires le requerront & que son Altesse Royale le trouvera à propos.

VIII. En cas que Turin, ou une autre Place de son Altesse Royale fut assiégée, prise ou bloquée, l'Armée de Sa Majesté sera obligée de la secourir vigoureusement avec les Troupes de son Altesse Royale.

IX. En cas que l'Ennemi allât à la rencontre de notre Armée, son Altesse Royale fera marcher les Troupes qu'Elle pourroit avoir, pour se joindre avec ladite Armée, s'il est possible, ou pour attaquer l'Arrieregarde de l'Ennemi.

X. Si l'Armée Ennemie marchoit vers l'Etat de Milan, son Altesse Royale fera incontinent partir ses Troupes, pour se joindre à l'Armée Alliée pour attaquer conjointement l'Ennemi, pour la défense de l'Etat de Milan, lesdites Troupes se devant tenir unies pour la défense commune dans toutes les rencontres, lors que le besoin le requerra: à moins que l'on ne convint de les partager, soit que les Troupes de l'Ennemi se partagent, soit qu'on voulut attaquer quelques autres Troupes Françoises ou défendre quelques Places.

XI. Son Excellence aura soin de pourvoir de pain son Armée, quand elle ira en Piémont, & aussi long temps qu'elle y séjournera: mais quand l'Armée marchera plus loin qu'à Vercell, & qu'il sera nécessaire de plus de chariots qu'on n'en a ordonné pour les munitions de bouche & pour les voitures, son Altesse Royale en fera fournir en payant comptant, à un prix raisonnable: & la même chose sera pratiquée dans l'Etat de Milan envers les Troupes de Savoye, s'il est besoin d'avoir plus de chariots, que ceux qui auront été ordonnez.

XII. Et afin qu'on puisse plus aisément livrer du pain à l'Armée de Sa Majesté Catholique en Piémont, S. Eminence fera porter de la farine & du blé à Vercell: & si par l'empêchement de l'Ennemi, ou par quelque accident, le blé ne pouvoit être amené au lieu où se trouvera l'Armée de Sa Majesté Catholique, son Altesse Royale le fournira, & Elle en fera dédommager, ce qui aura lieu au regard des Troupes de son Altesse Royale, en cas que venant dans l'Etat

de Milan, on ne put les pourvoir de blé, comme ANNO
dit est.

1690.

XIII. Ce que dessus sera entretenu de part & d'autre, au regard des munitions de Guerre, pour le service des Troupes, pendant que l'Artillerie sera à la charge de Sa Majesté Catholique.

XIV. Le fourrage, ou l'usage du foin & de l'herbe en campagne, sera pris indifféremment de l'un & de l'autre côté, au lieu où les Troupes de Sa Majesté Catholique & de son Altesse Royale se trouveront: les unes & les autres se devant soumettre à la discipline militaire & ne commettre aucun désordre, & chacun donnera ordre de son côté aux Vivandiers d'aller à l'Armée, & d'y vendre leurs Marchandises au plus juste prix.

XV. Et parce que la présente Alliance n'est que défensive, on declare que quand l'Armée de France commencera à commettre des hostilités dans le Milanois, ou dans les Etats de son Altesse Royale, elle se convertira alors en Alliance offensive: & en cas qu'on pût prendre Pignerol & Casal sur les François, la première de ces deux Villes sera remise à son Altesse Royale, & l'autre apartiendra à Sa Majesté Catholique par droit de Conquête; à la charge néanmoins que cela ne préjudiciera nullement au Droit & à la possession que son Altesse Royale a pris dans le Montferrat en vertu du Traité de Chierasco.

Et en cas qu'on vint à conquérir quelque chose sur l'Ennemi au lieu où son Altesse Royale auroit quelque Droit particulier, elle pourra être partagée par moitié, à cause que son Altesse Royale souffre grand dommage de l'Armée de France, qui se tient dans son Pays; ayant différé la marche qu'elle avoit entreprise pour faire une irruption dans le Milanois, auquel les Terres de son Altesse Royale servoient de Rempart, étant cependant opprimée par une charge inexorable de l'Armée de l'Ennemi. Et comme le Comte de Fuenfalida prend soin de l'Armée de Sa Majesté Catholique qui est entretenu pour la délivrance & pour la défense de l'Etat de Milan; il s'oblige aussi de donner aux Troupes de son Altesse Royale des quartiers d'Hiver dans le Milanois, & de les rendre en tel état qu'elles puissent resservir commodement la Campagne prochaine, la manière & la forme devant être concertée entre son Altesse Royale & son Eminence en personne, ou entre leurs Ministres, de même que la quantité des Troupes réglées; sadite Excellence ayant cependant le Pouvoir d'accorder, moyennant de l'Argent, pour les quartiers d'hiver, à l'exception des fourrages.

S. Eminence le Comte de Fuenfalida, au nom de Sa Majesté Catholique, & le Comte de Brandisso au nom de son Altesse Royale, ont promis & promettent d'exécuter inviolablement tout ce que dessus, & de rapporter la Ratification du présent Traité de la part de leurs Souverains, savoir, le Comte de Fuenfalida dans deux mois, & le Comte de Brandisso dans six semaines, ayant ce dernier remis au premier, l'original de son plein Pouvoir: Et il a été signé réciproquement deux originaux du présent Traité, lequel sera observé & entretenu aussi punctuellement par les deux Parties, que si la Ratification en étoit déjà arrivée. Fait à Milan le 3. Juin 1690.

Signé,

Le Comte de FUENSALIDA.

Le Comte CHARLES EMANUEL de
Brandisso.

CXXVI.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD Empereur & 4. Juin.
VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoye, fait L'EMPE-
à Turin, le 4. Juin; 1690. [Manuscrit. d'où REUR,
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans ET LA
LUNIGS Teufches Reichs-Archiv. Part. Spec. SAVOYE.
Contin. I. Fortsetz. I. pag. 509. dans le Thea-
trum Europæum Tom. XIII. pag. 1066. en Al-
lemand; & dans Relationis Hist. Francofurti.
Contin. Vernal. pag. 36.]

Post-

ANNO
1690.

Postquam Sacra Cæsarea Majest. Augustissimus Imperator Leopoldus, magna benignæ animi compassione intellexit quàm graviter Rex Galliarum Serenissimo Duci Sabaudie propter fidelissimum ejusdem erga Sacram Cæsaream Majestatem suam obsequium minatus sit, quodque ea ex causâ exercitum suum in ejusdem Ditiones immiserat ad compellendum eum, ut duo sua principaliora Fortalitia cum duobus millibus peditum & duobus desultorium Equitum Legionibus dedat, præfateque Exercitui contra Statum Mediolanensem jungat, excitatus est magnus ejusdem Cæsareæ Majestatis suæ animus ad impertiendam, tam conspicuo & egregiæ constantiâ suâ de eadem tam præclarè merito, Sacri Romani Imperii Principi Cæsaream protectionem suam, eumque in finem, Dominum Abbatem Vincentium Grimani necessarii Mandatis, unâ cum facultate agendi, tractandi & conveniendi cum Celitudine sua Regia de fœdere, quo tum Sacræ Cæsareæ Majestatis rationes, tum Serenissimi Domini Ducis securitas stabiliantur, instruere dignata est, cujus proinde intuitu prædictus Serenissimus Dominus Victorius Amadeus secundus Sabaudie Dux & nominatus Dominus Abbas Grimani nomine, & in conformitate accepti à Sacra Cæsarea Majestate mandati convenerunt de Articulis sequentibus.

I. Declarat Serenissimus Dux, nullum se habere Fœdus, nec Tractatum qualemcumque cum Rege Galliarum & pro bono Sacræ & Cæsareæ Majestatis & Romani Imperii emolumento, prout verum & fidelem ejus Principem decet se operaturum.

II. Adharebit constanter & perpetuò Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio Romano uti & aliis Potentiis confœderatis.

III. Operationes bellicas composito cum Sacra Cæsarea Majestate & Fœderatis consilio instituet, omni-que opera & viribus contra Galliam ejusdemque Sociosaget fidelissimè.

IV. Obstringit se Serenissimus Dux, quod nullum neque Pacis, neque Induciarum Tractatum cum Gallia, ejusque Sociis sine præscitu & consensu Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperii inibit. Vicissim Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine pollicetur supradictus Dominus Abbas Grimani, quod altissimè memorata Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Serenissimum Ducem perpetuò defendent tam durante hoc bello cum Gallia quàm post subsecutam cum eadem, vel Pacem vel Inducias, quibus Regalis sua Celitudine semper includetur, idque spondet præscitum iri ex parte Sux Cæsareæ Majestatis constituens in verbo Imperiali ad omnium, quæ supra dicta sunt, garantiam omnes nunc temporis Confœderatos, qui etiam à Sacra Cæsarea Majestate ad Fœdus hoc cum sua Regali Celitudine specialiter ineundum, disponuntur.

V. Promittit, Sacram Cæsaream Majestatem curaturam, ut Gubernator Mediolanensis, omnibus ejusdem Ducatus viribus, dictæ suæ Celitudinî Regali assistat & præterea Classis Hispanica navalis in oris Provinciarum securitati Comitatus Nizzæ invigilet.

VI. Pollicetur similiter, quod Sacra Majestas Cæsarea omni possibili celeritate mitteret 5 à 6. millia, melioris notæ militum, conjungenda cum Serenissimo Duce, iidemque ipsamet stipendia subministrabit, nec hyberna in Pedemontio præterdet, efficiet præterea ut Barbetti & Relligionarii Gallici, uti & alia octo millia militum, qui assicurant Legato Hispanico Domino Marchione Borgomenoro, in illorum auxilium destinantur, ex composito five communicato consilio operentur & à nutibus Sux Celitudinis Regalis dependant; quoad distributionem autem militum eorundem, conjunctionem & expeditiones suscipiendas Dominus Dux Sabaudie faciliè conveniet cum Domino Gubernatore Mediolanensi, ut utrinque unanimi consilio ad commune bonum dirigantur.

VII. Sacra Cæsarea Majestas & Confœderati omnem adhibebunt operam, ut Regali Sux Celitudinî Pinerolium, vel per Tractatus vel vi armorum restituantur, sine ullo tamen præjudicio juris & possessionis, quæ Sux Celitudinî in Terris Montis Ferrati vigore Tractatus Cheruscensis cessâ & acquisita sunt.

VIII. Quoad reliqua, quæ hoc bello contra Galliam acquiruntur, Sacra Cæsarea Majestas approbat ea, quæ cum Domino Gubernatore Mediolanensi pacta sunt.

TOM. VII. PART. II.

Quæ omnia prædictus Serenissimus Sabaudie Dux & memoratus Dominus Abbas Grimani nomine & mandato speciali Sacræ Cæsareæ Majestatis sponderunt, & spondent, se inviolabiliter observaturos, Dominusque Abbas se Ratificationem Sacræ Cæsareæ Majestatis in bona forma intra unius mensis spatium procuraturum, in ejus fidem bina hujus Tractatus originalia ab utraque parte subscripta, & ab unaquaque unum asserturum est. Augustæ Taurinorum, 4. Junii, 1690.

ANNO
1690.

CCXXVII.

*Accessio CAROLI II. Hispaniarum Regis ad Fœd. 6. Junii. dux Magnum, LEOPOLDO Cæsare, paciscente. Vienna die 6. Junii 1690. Cum RATIO-
BITIONE præfati LEOPOLDI Augustissimi. Dat. Vienna 17. Junii 1690. [Copie Authentique signée & certifiée de la propre main du Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Vienne.]*

Nos Leopoldus Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Luxemburgi, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Thebæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiz, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum &c. Notum & testatum facimus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest; Quod cum vi Articuli decimi archioris Fœderis Nos inter & charissimos Amicos, & Fœderatos nostros Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum in Urbe nostra Viennæ, die duodecimâ Maii, Anni proximè præteriti per Deputatos ad id utrinque Ministros Plenipotentiariorum conclusi, postmodum ab utraque parte rati habiti, Serenissimum ac potentissimum Principem Dominum CAROLUM secundum Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hierusalem Regem Catholicum, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Nepotem Affinem, & Fratrem nostrum charissimum, ad ejus Fœderis Societatem invitaverimus, & prædictus Serenissimus Rex eidem se accedere, illudque ratum & gratum habere, & sese ad ejusdem inviolabilem observationem obligari velle, per suum ad Aulam nostram Cæsaream Oratorem Marchionem Burgomani, Aurei Velleris Equitem, nec non Galliciæ Proregem, ac Capitanum Generalem declaravit, qui peculiaris Mandati, & authenticæ Plenipotentiariorum vigore, solenne desuper Instrumentum nomine Regio conficit, nobisque decenter exhibuit tenore sequenti.

Cum inter suam Cæsaream Majestatem, & Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum Ordines amicitiz & archioris Fœderis Tractatus, in ejus Articulo decimo debere suam Cæsaream Majestatem Sux Catholicæ Majestatis Domini mei clementissimi, & dictos Generales Ordines Angliæ Regis inclusionem in ipso curare, conventum est, initus sit tenoris sequentis, videlicet: Notum testatumque sit, quod tametî Fœdus illud, quod pro paucis abhinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Cellos ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii Hagæ Comitum, in muram defensionem sancitum est, in suo adhuc vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas, quàm dicti D. D. Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam invasionem Gallicam Republicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti Fœderis leges, veteremque conjunctionem archioribus firmitioribus vinculis roborare, & de efficacioribus simul tam reducendæ, quam conservandæ Pacis & securitatis publicæ mediis rationes inire, eaque propter per utrumque ad id constitutos Plenipotentiariorum, à parte quidem Sacræ Cæsar. Majestatis per ejusdem Consiliarios Status inimos D. Leopoldum Guilielmum Comitem à Königsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris

ANNO
1690.

leris Equitem, & D. Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Cellorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium per D. Jacobum Hop, Civitatis Amitelodamensis Consiliarium, & Syndicum, nec non in Confessu eorundem D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ, & Westfrisiæ Deputatum, communitatis hinc inde Plenipotentiarum tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacr. Cæsaream Majestatem, & D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulò promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Galliæ tam Sacram Cæsaream Majestatem, quam D. D. Ordines Generales Uniti Belgii abique ulla legitima causa, seu prætextu gravissimo juxta ac iniquissimo bello superiorem adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum Defensivum, sed & Offensivum Fœdus, vi cujus ambæ omnibus viribus contra prædictum Galliæ Regem terra, marique, ejusdem Fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem se jungere noluerint, hostiliter agant, deque operationibus bellicis, in communis hostis perniciem five conjunctim five separatim utiles instituendis Consilia identidem communicent.

III. Neutri Partium fas sit ab hoc contra Galliam bello recedere, aut cum illa illiusque Adherentibus ullam Conventionem, aut Tractatum de Pace, vel Armistitio sub quocumque demum prætextu seorsim instituire, nisi volente & consentiente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax incutur, priusquam Pax Westphalica Osnabrugensis, & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus juvante DEO vindicata, & omnia juxta earundem tenorem, in Ecclesiasticis, & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis, aut Armistitii Tractatibus communicabuntur hinc inde bonâ fide ea, quæ agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præsens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacr. Cæsar. Majestatem, & Ejusdem Heredes & Successores, nec non D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii, contra sæpius memoratam Coronam Galliæ, & ejusdem Adherentes, Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax in eadem constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si verò conigerit, ut Corona Galliæ iterum unam alteramque Partem contrahentem, aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocumque id tempore fiat, tenebuntur hæc sibi vicissim, eodem quo nunc modo, terra, marique omnibus viribus fideliter assistere, & quamcumque hostilitatem, & violentiam propulsare, neque ab eo desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ Pacis normam, redintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacr. Cæsarea Majestas, omnia Jura D. D. Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacr. Cæsar. Majest. contra Coronam Galliæ, & ejusdem Adherentes omni tempore, omnibusque mediis, & viribus tueantur, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam Limitaneorum Dominiorum controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, ex per amicabilem Commissionem, aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni via facti penitus exclusâ, amicabiliter discutiantur, componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præsentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacr. Cæsar. Majestatis Corona Hispaniæ, & à D. D. Ordinibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes urriusque Partis Fœderati, quibus eidem accedere visum fuerit.

XI. Includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux, conferentque Confederati omnem operam, consilia, & vires, ut & ipse in suos avitos Ducatus Ditiones, Status, & jura plenariè restituantur.

XII. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque Parte

inter spatium quatuor Septimanarum, vel citius, si fieri potest.

In quorum omnium certitudine, ac majus fidei & sinceritatis robor, bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiaris subscripta, signataque reciproce commutata sunt.

ACTUM Viennæ 12. Maii A. 1689.

LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes à KÖNIGSEGG.

(L.S.)

T. A. HENRICUS Comes de
STRATMAN.

(L.S.)

J. HOP.

(L.S.)

Et cum Sua Sacr. Majestas Cæsar. Suam Catholicam Majestatem ad se in dicto Tractatu includendam pro conventorem, ut supra, Executione invitaverit. Ideo Serenissimus ac potentissimus D. D. Don CAROLUS Secundus DEI gratia Rex Catholicus, Castellæ, Legionis, Aragonum, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Navarræ, Granatæ, Tolleræ, Valentis, Galliciæ, Majoriciæ, Sevilis, Cordubæ, Corcege, Murcia, Jaen, Algarbes, Algeciræ, Gibilteræ, Insularum Canariæ, Indiarum Insularum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archiduci Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantis, & Mediolani, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcelonæ, Dominus Cantabriz, ac Molinæ &c. Amicitiam, correspondentiam, & Fœdus pro bono Christianitatis cum alemnemoratissimis Potentissimis, semper arctiora desiderans, cognoscensque, ut Christianitas contra publicam, juratamque tot Tractatum Pacis, & Armistitiorum fidem, à Gallia nullo alio jure, quam propriæ ambitionis, ac in omnes dominandi libidinis instinctu impulsâ, modo unum, modo alium iniquè ac barbarè opprimendo, ac Augustissimæ Cæsaris contra infideles victoriarum progressus, injustissimo quod contra ipsum eodem tempore movit, bello, in tam grave Christianæ Reipublicæ detrimentum, impediendo, impetita, ab incendiis, calamitatibus, & ruinis, quas per tot Annorum spatium passa est, & patitur, eximatur, istam Unionem, perquam convenire atque expedire nedum iustum, sed etiam perquam necessarium duxit, dicto arctiori Fœderi, à quo solo optimam firmamque Pacem, quâ quilibet Princeps, quod suum est, quiete ac pacifice frui ac possidere valeat (ad quem duntaxat finem Sua Majestas Catholica sua Arma, prout in presenti, semper movit) Christianitas sperare potest, accedere, se jungere, atque illud amplecti, eaque propter opportuno ad ipsam, in dicto arctioris Fœderis Tractatu includendam, & ad ea omnia, quæ propterea necessaria sunt faciendâ, Mandato, & Plenipotencia Nos Don Carolum Emanueleum ab Este, ex Principibus Domûs Estensis, Marchionem Burgomasterii, Porletis, & Sanctæ Christianæ, Comitem Cortelonæ, & Vicariatus Pelgioiohi &c. Aurei Velleris Equitem, ipsius Suae Catholice Majestatis à Consiliis, apud Aulam Cæsaream Oratorem, ac Galliciæ Proregem, ac Capitaneum Generalem instruxit, cujus ideo Mandati, & Plenipotentiæ vigore, Suae Catholice Majestatis nomine prædictum Tractatum laudavimus, approbavimus, gratum, & ratum habuimus, ac unâ cum omnibus singulisque ejus Articulis, laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, & nomine, quo supra, spondemus, ac promittimus, ipsam Suam Catholicam Majestatem dictum Tractatum sanctè & inviolabiliter observaturam, atque adimplenturam, nec eadem in ullo Articulo contravenituram, aut quantum in ipsâ erit, contraveniri passuram; Hoc tamen ita, ut Sua Cæsarea Majestas, ac Generales Ordines prædicti Suam Catholicam Majestatem in ipsum admittant Tractatum, & Instrumenta necessaria optima forma respectivè confecta, ipsi Suae Majestati Catholice, seu Nobis ejus nomine exhibeant, tradantque. In quorum fidem hoc Instrumentum manu nostra propria subscripsimus, proprioque nostro Sigillo munivimus. ACTUM Viennæ 6. Junii 1690.

D. CAROLUS EMAN.
March. d'ESTE.

(L.S.)

Nos præmemoratum Serenissimum Regem ad dicti
Fœ-

ANNO
1690.

ANNO 1690. Fœderis Societatem admiserimus, & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum, per Oratorem suum obligat, acceptaverimus, quemadmodum hisce admittimus & acceptamus, & Serenitatem Suam hujus Fœderis participem facimus: Astringentes nos reciproco verbo nostro Imperiali, Regio, & Archiducali, erga eandem ad præstata ea omnia, quæ in dicto Fœderis Tractatu contenta sunt, ac si cum eadem Sua Serenitate ab initio tractata fuissent. In, cujus rei fidem, & majus robur, hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniti iussimus; Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ, die decima septima Mensis Junii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo, Regnorum nostrorum Romani trigésimo secundo, Hungarici trigésimo quinto, Bohemici verò trigésimo quarto.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

LEOPOLDUS GUILIELMUS
Comes in KÖNIGSEG.

*Ad mandatum Sacri. Cæsaris.
Majestatis proprium.*

CÆSARUS FLORENTIUS
CONSRUCH.

Es Copia del Original que queda en la vec. de esta Real Embaxada, Viena onze de Febrero 1691.

D. JOSEPH DE ARCE.

CXXVIII.

6. Sept. *Traité entre FRIDERIC III. Electeur de Brandebourg & le Marquis de CASTANAGA, comme Gouverneur General des Pais-Bas Espagnols, par lequel S. A. E. promet de ne faire ni Paix ni Treves avec la France, que de concert avec les Hauts Alliez, & de maintenir son Armée aux Pais-bas, en deça du Rhyn & de la Moselle, au nombre de vingt mille hommes, moyennant quoi elle jouira d'un subside de quarante mille Patacons par Mois, & des Quartiers que l'Empereur lui avoit assignés auparavant. Fait au Camp de Lunig le 6. Septembre 1690. [Copie Manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems de CHARLES II.]*

Ces Pais se trouvant exposés à une devastation générale, & au peril de la perte de plusieurs Places importantes, après les accidens des Batailles Navale & de Fleurs, & ayant même sujet d'apprehender, que les François eussent fait passer une partie de leurs forces dans l'Empire pour y faire des progrès considerables si l'on ne les eût pas arrêté par deçà, & que d'ailleurs le Corps qu'ils avoient destiné pour la Moselle, étoit venu se joindre à l'Armée commandée par le Duc de Luxembourg; Le Seigneur Gouverneur Général de ces Pais, au nom de Sa Majesté Catholique, aussi bien que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, & le Seigneur Prince de Waldeck Généralissime de leur Armée, ont crû que les seuls expédients pour prévenir des suites si préjudiciables, étoient de requérir le Seigneur Electeur de Brandebourg de passer avec son Armée en deçà de la Meuse, afin de s'opposer aux desseins de l'Ennemi, & donner le tems à l'Armée des Seigneurs Etats de se rétablir, & se remettre en état de lui faire tête, ainsi qu'il a été fait avec assez de succès; Mais ayant été considéré que la France continûe de maintenir ses forces principales en ces Pais, si avant qu'elles surpassent en nombre celles de Sa Majesté Catholique & desdits Etats ensemble; Il a été trouvé convenir, (tant pour éviter de retomber dans les inconveniens que l'on a prévenus jusques à présent, que pour le bien général de tous les Alliez & de l'Empire) de requérir ledit Seigneur Electeur de vouloir rester avec son Armée en deçà du Rhin, pour agir & tenir ses forces unies à

celles de Sadite Majesté Catholique & de L. H. P., à quoi S. S. E. ayant bien voulu consentir, pour la part qu'elle prend aux Interêts de la Cause commune, & de tous les Alliez, l'on est convenu des Points & Articles suivans.

Que tant que cette Guerre durera S. S. E. n'entrera en aucun Traité de Paix, ou de Treve, ou de Neutralité avec la France, mais concourra & agira en deçà du Rhin & de la Moselle de concert avec leurs Majestés Catholique, & Britannique, & L. H. P., en tout ce qui sera trouvé convenir à la pluralité des voix pour le bien de la Cause commune.

Qu'à cet effet S. S. E. maintiendra son Armée sur le même pied, & au même nombre de vingt mil hommes, dont elle est composée à présent, & qu'elle la fera rester tant en hyver, que pendant la Campagne en deçà desdites Rivières du Rhin & de la Moselle, pour se trouver plus en état & plus à portée pour toutes les occasions qui se pourront présenter, sans pourtant prendre quartier dans les Provinces de Gueldres, ni de Limbourg, lesquelles Sa Majesté Catholique reserve pour ses propres Troupes & son service particulier.

Que si la raison de Guerre obligeoit à renforcer les Armées du Roi Catholique, & de l'Etat, qui agiroient ou seroient en quartier endeca de la Meuse, S. S. E. donnera ordre à ses Généraux de donner l'assistance de Troupes, que le Seigneur Gouverneur Général de ces Pais au nom du Roi, ou le Seigneur Prince de Waldeck au nom des Seigneurs Etats Généraux, leur demanderont, & il en sera usé réciproquement de la part du Roi & de l'Etat à l'égard de S. S. E. auquel effet les Généraux de part & d'autre formeront une disposition par écrit, contenant le nombre & la forme de se donner ledits secours reciproques.

Qu'en consideration de l'Interêt que S. S. E. souffre pour maintenir son Armée hors de son Pais & dans les endroits ci-dessus, où les monnoyes battues à ses coins ont beaucoup moindre evaluation que dans son propre Pais; Il a été convenu tant de la part dudit Roi Catholique, que de celui de la Grande Bretagne, & desdits Etats Généraux, que S. S. E. jouira, tant que la presente Guerre durera, d'une somme de quarante mil patacons, ou cent mil florins monnoye d'Hollande par mois, à payer règlement au bout de chaque mois, & à prendre & tirer en la forme suivante:

Savoir cinquante mil florins de ladite monnoye, sur les Contributions que Sa Majesté Catholique tire de la France; vingt-cinq mil florins de la part que L. H. P. tirent des mêmes Contributions; & les vingt-cinq mil florins restants à recevoir de Sa Majesté Britannique, & qu'à cette fin seront délivrées des Assignations sur les Comptoirs desdites Contributions pour ledits septante cinq mil florins, & donnez les Actes d'assurance nécessaires. Mais en cas que les Contributions de la France vinssent à cesser, on payera néanmoins régulièrement à S. S. E. les quarante mil patacons mentionnez ci-dessus, chacun selon sa quote part.

De plus, comme cette Armée sera employée contre la France, & pour la défense & sûreté des Etats de l'Empire entre la Meuse, la Moselle & le Rhin, & que par conséquent l'Empereur & l'Empire ne sont pas moins intéressés dans sa conservation & subsistance que les autres Alliez, S. S. E. se trouve obligée de stipuler expressement, que le secours, quoi que médiocre, qu'elle a tiré jusques ici des Assignations de l'Empereur sur certains quartiers, demeure *in integro*, & lui soit continué sans en rien retrancher.

Que par-dessus ce, ledit Seigneur Electeur jouira de la Contribution qui lui a déjà été accordée du Duché de Luxembourg & Comté de Chiny, & même Son Excellence au nom de Sa Majesté, & pour autant que lui peut toucher, consentira, si les autres Alliez en conviennent, que celle qui se pourroit tirer à l'avenir des Evêchez de Metz, Thoul & Verdun, & de la Lorraine, sera pareillement au profit de S. S. E.

Que moyennant ces avantages, S. S. E. ne formera aucune autre Prétention ultérieure à l'occasion de la presente Guerre, & n'aura aucune part dans les Contributions établies, ou à établir à la charge des Sujets de France, mais qu'au contraire elles demeureront entièrement & sans aucune reserve au profit de Sadite Ma-

ANNO
1690.

jefté Catholique & defdits Seigneurs Etats, felon les Conventions faites entre eux, à la reserve de ce qui a été ci-deffus spécialement & expreffément accordé à S. S. E.

Ce present Traité s'est fait entre S. S. E. d'une part, & Son Excellence le Gouverneur Général de ces Païs d'autre part, au nom de Sa Majesté Catholique, dans la confiance que Sa Majesté Imperiale l'agréera, mais à condition expresse que Sa Majesté Britannique & lesdits Seigneurs Etats Généraux, chacun d'eux entre respectivement dans les obligations avec Sadite Majesté Catholique selon la forme & maniere portée par le present Traité, en sorte que sans la concurrence desdites Puiffances, Sa Majesté Catholique demeurera sans obligation.

Fait au Camp de Lennik le 6. de Sept. 1690.

CCXIX.

19. Oâ. *Trattato di Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti & che si faranno dalle Truppe di S. M. CHRISTIANISSIMA, & da quelle che compongono l'Armata di S. A. R. di Savoia & de' suoi Alleati tanto di quà che di là da Monti. Fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.* [Feuille volante imprimée à Turin pour l'usage des Troupes des S. A. R. per Antonio Valletta Stampatore di S. A. R. 1691.]

NOI Gio. Luigi Evrardo Scudiere Configliere del Rè, & Commissario ordinario di guerra alla condotta, e buon governo del Regimento di Saulx, e Gio. Battista Luigi Picon Signor d'Andrezel anche Configliere del Rè, & Commissario di guerra a nome, & per parte di S. M. Christianissima, & Noi Gio. Michel Leonardi Conte di Migliandolo, Configliere di S. A. R. di Savoia, & Giuseppe Corasiofo, parimente Configliere della medema R. A. & Commissario di Guerra, habbiamo convenuto per il Cambio e ranzone de' Prigionieri di guerra fatti, & che si faranno dalle Truppe delle Armate & Guarnigioni di S. M. Christianissima, e da quelle di S. A. R. & de' suoi Alleati Pune sopra l'altre di qual si fia Nazione che possano essere, niuna eccettata, tanto di quà che di là da Monti, & habbiamo trattato in virtù dell' autorità rispettivamente conferatci (la di cui copia si è scambievolmente rimessa) nel modo che segue.

Che tutti li Prigionieri fatti, o che si faranno da una parte, e dall' altra, faranno con buona fede resi subito, o al più tardi otto giorni dopo lor prigionia per cambio di Prigionieri di simil carica, o equivalente, o altro, facendone compenfa dal più al meno; o pagando la loro ranzone conforme il stabilimento di sotto notato, qual si pagará in doppie valutate a ondi lire di Francia, o quindici lire di Piemonte caduna valutata à quindici soldi di Francia.

Et acciò non vi segua contesa, o difficoltà sopra la qualità de' gli Officiali d' ambe le parti, e sopra le ranzoni che dovranno esser pagate per caduno d' essi, si è stimato conveniente, di notar come segue le cariche, e gradi di ciascuna delle Parti, & il prezzo della ranzone d' esse.

Officiali maggiori dell' Armata di Francia, & delle sue Guarnigioni.

	Doppie
Il Generale pagará cinquecento Doppie.	500
Un Luogotenente Generale trecento.	300
Un Marefcial di Campo cento.	100
Un Brigadiere cinquanta.	50
Maggior Generale della Fanteria, o Cavalleria vinti.	20
Maggior di Brigada di Cavalleria, Fanteria, o Dragoni dieci.	10
Intendente di Giustizia, buon governo, e finanze, o dell' Armata ducento cinquanta.	250
Subdelegati della medema Intendenza cinquanta.	50
Commissario di Guerra dieci.	10

Generale della Cavalleria in titolo d'Officio trecento. ANNO

Marefcial Generale de Logis della Cavalleria vinti.	300	1690.
Suoi Aiutanti ciascuno quattro.	4	
Marefcial Generale de Logis dell' Armata dodici.	12	
Aiutanti di Campo ciascuno dodici.	12	
Intendente de viveri cento.	100	
Tesoriere dell' Armata cento.	100	
Suoi Commessi ciascuno vinti.	20	
Monitorer Generale cento.	100	
Ciafuno de fuoi Commessi sei.	6	
Gran Prevosto otto.	8	
Suoi Luogotenenti tre ciascuno.	3	
Procurator del Rè & Scrivano del Prevosto ciascuno una Doppia.	1	
Ogni Arciero meza Doppia.	$\frac{1}{2}$	
Ingegneri dieci Doppie.	10	
Per ciafuno de lor Aiutanti tre.	3	
Capitano delle Guide & Bagalii tre Doppie.	3	

Artiglieria.

Il Luogotenente Generale centocinquanta.	150
Luogotenente particolare trenta.	30
Commiffaro Provinciale trenta.	30
Commiffaro ordinario quattro.	4
Capitano di Minatori, di Cannonieri, & di Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	
Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.	

Officiali dell' Armata e Guarnigioni di S. A. R. & de' suoi Alleati.

Il Generale, e Mastro di Campo Generale pagaranno ciafcheduno cinque cento Doppie.	500
Il Generale delle Genti d'Armi; della Cavalleria del Stato di Milano; & de' Napolitani ciafuno trecento.	300
Luogotenenti Generali dell' Armata ciafuno trecento.	300
Marefcial di Campo cento.	100
Luogotenenti Generali della fudetta Cavalleria ciafcheduno cento.	100
Sargenti Generali di Battaglia di Cavalleria o di Fanteria cinquanta.	50
Commiffari Generali della fudetta Cavalleria ciafcheduno cinquanta.	50
Aiutanti del Commiffaro Generale della predetta Cavalleria ciafuno dieci.	10
Forieri maggiori di detta Cavalleria ciafuno sette.	7
Luogotenenti del Generale o del Mastro di Campo Generale ciafuno trenta.	30
Per ciafuno de fuoi Aiutanti dieci.	10
Aiutanti di Campo per Commiffioni, tanto di S. A. R. che de Generali ciafuno dodici.	12
Il Commiffaro Generale dell' Armata, & del Stato ducento cinquanta.	250
Per fuo Luogotenente cinquanta.	50
Per ciafuno de fuoi Subdelegati e Commiffari tre.	3
Commiffari di Guerra ciafuno dieci.	10
Mastro Generale cento cinquanta.	150
Il Contador Principale cento.	100
Per ogni Official del Soldo tre.	3
Il Secretaro di Guerra cento.	100
Il Secretaro di Guerra del Stato di Milano sessanta.	60
Il Secretaro della Cancellaria Secreta sessanta.	60
Intendente de viveri cento.	100
Subdelegato dell' Intendente cinquanta.	50
Tesoriere Generale cento.	100
Per ciafuno de fuoi Commessi quattro.	4
L'Auditor Generale cinquanta.	50
Ciafuno de fuoi Luogotenenti dieci.	10
Quartiere Mastro Generale dodici.	12
Suoi Aiutanti quattro.	4
Il Prevosto Generale otto.	8
Ciafuno de fuoi Luogotenenti tre.	3
Fiscale una.	1
Arcieri ciafuno meza Doppia.	$\frac{1}{2}$

ANNO 1690.	Il Provveditor Generale cento.	100
	Per ciascuno de suoi Luogotenenti sei.	6
	Monitioner Generale cento.	100
	Ciascuno de suoi Commessi sei.	6
	Capitano delle Guide, e Bagali tre.	3

Artiglieria.

Generale dell' Artiglieria ducento.	200
Ciascuno de suoi Luogotenenti trenta.	30
Luogotenente Commandante l'Artiglieria cinquanta.	50
Maggiordomo dell' Artiglieria dodici.	12
Per ogni Gentiluomo, Capitano, o Aiutante quattro.	4
Ingegneri dieci.	10
Aiutante tre.	3
Veadore, e Contadore, ch'è una sola persona, & Intendente ciascun otto.	8
Impresaro dell' Artiglieria quindici.	15
Capitano de Minatori, Cannonieri, e Bombardieri come un Capitano di Fanteria.	

Minatori, Cannonieri, Bombardieri, Operarii & altri Officiali inferiori come un Soldato di Fanteria.

Li Capitani delle Guardie del Corpo di S. A. R. come anche li Capitani delle Compagnie delle sue Genti d'armi pagaranno cento dieci Doppie.

Li Luogotenenti di dette Compagnie settanta.

Li Cornetta di dette Compagnie quaranta.

E perciò che riguarda gli Eserciti, & Marefciali di logis di dette Compagnie, li Brigadieri, Sotto-Brigadieri & altri (eccettuati li Brigadieri, & le Guardie delle quattro Compagnie della Guardia del Corpo di S. A. R.) pagheranno una metà di lor paga.

Quanto a Brigadieri, e Guardie di dette quattro Compagnie delle Guardie del corpo di S. A. R. faranno rimandati senza riscatto con lor Cafacche, e Bandoglierie, come anche quelli de Generali; E caso che S. M. Christianissima habbi nella sua Armata delle Guardie del Corpo, Genti d'arme, Cavai leggieri, o Moschettieri, essi, e loro Officiali faranno trattati nell' istessa conformità.

Quanto al Regimento di Guardie di S. A. R. li Capitani, Luogotenenti, Sotto-Luogotenenti, Alfieri, & altri, compresi anche li Soldati, pagaranno una metà di lor paga. E ritrovandogli nell' Armata di S. M. Christianissima delle Compagnie del suo Regimento di Guardia, gli Officiali, e Soldati pagheranno l'istessa ragione come quelli di detto Regimento di S. A. R. quando anche havefsero maggior paga.

Che tutti li Gentiluomini, e Scudieri attualmente servienti, Secretari de Ministri, & Generali, Commessali di detti Secretari, Domestici, Valets de pied, Staffieri, & altri che portano la livrea, tanto di S. M. Christianissima, che di S. A. R. e de Generali, & altri Officiali di ambi le Armate faranno rimandati gratis; eccettuati quelli che hauranno qualche impiego nelle sudette Armate, & in quel caso pagaranno a proportion della carica che possederanno.

Infanteria delle due Armate comprese le Militie.

Mastrì di Campo, e Colonelli pagaranno per ciascuno Doppie quaranta.	Doppie 40
Luogotenenti Colonelli venticinque.	25
Maggiori, o Sargenti Maggiori di Fanteria ciascuno otto Doppie.	8
Aiutanti Maggiori, o Aiutanti de Terzi quattro.	4
Auditori de Regimenti, & de Terzi tre.	3
Quartier Mastrì e Marefciali di logis de Regimenti quattro.	4
Forieri delle Compagnie, & gli altri Officiali inferiori come li Soldati.	
Tamburini, Piffri, & Oboè si rimanderanno gratis.	
Li Capitani otto.	8
Li Luogotenenti tre.	3
Li Sotto-Luogotenenti, & Alfieri due.	2
Per ogni Sargente una.	1
Per ogni Soldato Scudi due.	
Caporali, Lanz-Spezzeate come li Soldati.	

Cavalleria delle due Armate.

ANNO 1690.	Mastrò di Campo, e Colonello ciascuno pagará quaranta Doppie.	40
	Luogotenenti Colonelli venticinque.	25
	Maggiori, e Sargenti Maggiori vinti.	20
	Aiutanti Maggiori, & Aiutanti sette.	7
	Quartier Mastrò de Regimenti sei.	6
	Auditori sei.	6
	Capitani diciotto.	18
	Luogotenenti dieci.	10
	Cornette, & Alfieri otto.	8
	Marefciali di logis, & Sargenti cinque.	5
	Per ogni Soldato di Cavalleria quattro scudi.	
	Forieri, & altri Officiali inferiori delle Compagnie; come li Soldati d'esse; Trombetti, e Timbaleri si rimanderanno gratis.	

Dragoni delle due Armate.

Colonelli pagaranno Doppie quaranta ciascun.	40
Luogotenenti Colonelli venticinque.	25
Maggiori quindici.	15
Aiutanti Maggiori sei.	6
Capitani dodici.	12
Luogotenenti otto.	8
Cornette, & Alfieri sei.	6
Marefciali di logis e Sargenti quattro.	4
Per ogni Dragone tre scudi.	
Forieri, & altri Officiali inferiori delle Compagnie, come li Dragoni.	

Tamburini & Oboè faranno rimandati gratis.

Tutti gli Officiali servienti agli Ospedali delle due Armate, li Capellani, Elemosinieri, Medici, Speciarri, Cirurgici, Donne, Figliuoli, Servitori si rimanderanno d'ambe le Parti senza ranfione.

Tutti gli Officiali riformati non pagaranno che per la metà d'essa Caricha nella quale sono notati essendo effettivi, ovvero faranno cambiati due de medemi riformati con uno effettivo.

Incontrandosi Officiali non specificati in questo Trattato potranno le Parti darlene scambievolmente auviso, & aggiustarsene, in maniera che ciò tra loro s'accorderà dovrà pontualmente osservarsi, & s'haurà per inferto nel presente Cartello. Et essendovi in una delle Armate qualche Carica che non si è mencionata, o tasata nell' altra, si prenderà la regola da quella che si troverà dalla più uniforme alla medema.

Tutti li Soldati di Fanteria, Cavalleria, Dragoni, le di cui ranfoni si trovano eguali, hauranno per loro sussistenza, stando in prigione, una sola Ratione di pane, & li Sargenti due.

Si proibirà d'ambe le Parti il spogliare de lor abiti li prigionieri, con espresa prohibitione di servirsì di Palle di Stagno, o d'altro Metallo, che di Piombo, come anche di Palle Ramate per le partite sul piede della più cospicua Campagna.

Tutti quelli che possederanno diverse Cariche pagaranno solo la ranfione di quelle ch'eserciranno, & a proportion delle medeme faranno cambiati.

Occorrendo qualche contesa sopra la qualità del Prigioniere si aggiusterà la medema su l'Attestato che con buona fede ne spedirà il General dell' Armata, o il Governatore della Piazza di cui sarà il Prigioniere, senza che sia necessaria altra prova.

Rispetto a Volontarii d'ambe le Parti se ne aggiusterà un Articolo separato, che si haurà per inferto in questo Trattato, come anche di ciò che si regolerà per li Ministri di Stato.

Li Prigionieri fatti sopra le Truppe dell' Imperatore, che sono al servizio di S. A. R. faranno riscattati con consimile ranfione che quelli mentionati nel presente Trattato, e reciprocamente quelli che le Truppe Imperiali faranno sopra quelle di S. M. Christianissima fin esse le sudette Truppe resteranno nell' Armata di S. A. R.

Li Governatori delle Piazze d'ambe le Parti pagaranno trenta Doppie.

Li Luogotenenti del Rè & Commandanti venti.

Li Maggiori quindici.

Li Aiutanti Maggiori otto.

E caso che detti Governatori, Luogotenenti del Rè, e Commandanti, Maggiori, Aiutanti Maggiori habbi-

no

ANNO
1690.

no posseduto, o possedino una Carica più rilevante, pageranno la somma per il medesimo rilasciata.

Non si spedirà da Generali, Commandanti delle Piazze, e Truppe alcun Passaporto per andar alla Guerra gli uni contro gli altri, che non vi siano 19. Soldati a piedi, senza il lor Capo, e quindici a Cavallo, e quelli che saranno presi con l'Armi alla mano in minor numero, saranno puniti di due mesi di rigorosa prigionia, salvo siano convinti di furto o di homicidio, in qual caso saranno consegnati alla Giustizia per esser dalla medema castigati col rigore, che richiederà la qualità del delitto, di che se ne darà scambievolmente avviso con le ragioni che hauranno obligato di così fare.

Non incorreranno questa pena quelli d'una partita, che si troverà in minor numero di quello con cui si è mandata per esser stati uccisi combattendo alcuni della medema, il che si chiarirà dal Passaporto, & Arretrato del Generale, Governatore, e Commandanti da cui hauranno gli ordini.

Essendovi de Soldati di Fanteria, Cavalleria, o Dragoni prigionieri feriti, o infermi a segno che restano nelle Carceri potessero correr pericolo della vita, che però si dovessero metter in Ospedali, o altri luoghi per fargli assistere, e medicare; se guariranno si pagerà per essi, oltre la somma dovuta per la loro razione, ciò che il Sovrano dà agli Ospedali per il trattamento de gli infermi, il che si dichiarerà con buona fede d'ambe le Parti.

Gli Ufficiali che dell' una, e l'altra parte sopra lor parola faranno stati rilasciati, dovranno ritornar, e rendersi prigionj quindici giorni dopo la Ratificazione del presente Trattato, ove non habbino ancor pagata la somma per essi dovuta del lor Ritcato, e per le spese di lor sussistenza nelle Carceri, il che potranno fare senza esser obligati a ritornarvi, & servir liberamente, subito ne hauranno la quitanza.

Sarà permesso a prigionieri d'avvisar subito loro Superiori del luogo, in cui si trovaranno detenuti; a cui effetto li Signori Governatori, e Commandanti daranno le commodità, & agevolezze convenienti.

Tutti li servienti a condur Carri d'Artiglieria, viveri, e bagagli faranno rilasciati da una parte, e dall'altra, pagando la lor razione come Soldati.

Tutti li Prigionieri della qualità sudetta fatti sopra le Truppe del Rè si rimanderanno otto giorni dopo la notificazione del presente Trattato, cioè a Casale quelli fatti sul Presidio di Casale; a Pinerolo quei fatti sulla Guarnigione di Pinerolo, & all' Armata quelli fatti sull' Armata, e così rispettivamente gli altri dalle Truppe del Rè sopra quelle che compongono l'Armata di S. A. R. si rimanderanno Presidii, e all' Armata ove servivano quando son stati presi, o pure a Torino se ivi faranno chiamati.

Si rimanderanno scambievolmente senza razione li Trombetti, e Tamburini, salvo sian presi in partite coll' armi in mano, nel qual caso li Trombetti pageranno come Soldati di Cavalleria, e li Tamburini come Dragoni, o Soldati di Fanteria a misura del servizio in cui faranno.

Quelli che anderanno dimandar li prigionieri, faranno rispediti fra tre giorni, e se qualche ragion di Guerra obligasse di trattenerli più lungo tempo, la loro spesa sarà pagata da chi gl' haverà trattieneuti.

Per quello riguarda li servitori delle dette due Armate che hauranno rubato, o rubaranno, a loro Patroni, si dichiara che si farà una esatta perquisitione, acciò si restituca il furto, massime se sarà di Cavalli, Armi o dinari, il che si dovrà osservare con scambievole sincerità, e buona fede; E perciò sarà permesso a Prevosti delle Armate, e Piazze d'ambe le Parti d'andar con ogni sicurezza in traccia de Ladri un numero di quattro, fino a quindici Soldati sotto la condotta di un Brigadiere, Eiente, o dell' istesso Gran Prevosto, che non potranno esser arrestati, meno loro Armi, e Cavalli, purché sian provvisti di buoni Ordini de Generali, Governatori, Commandanti, o Intendenti delle Armate, o Piazze di lor residenza, e potranno occorrendo condur seco il Procuratore del Rè, o Secretaro per l'Instruizione del Processo delli delinquenti, il che però s'intenderà nelli luoghi della lor rispettiva giurisdizione.

Et incontrandosi in numero maggiore, o minore di quattro fino a quindici, faranno di buona presa essi, loro Armi, e Cavalli, e sottoposti alla razione specificata in questo Cartello.

Mediante le sovrafcritte conditioni si è convenuto di rimandar tutti li prigionieri immediate dopo la Ratificazione del presente Trattato, e se ne faranno de Rolli sotto de quali si stenderanno le Ricevute de Commandanti delle Piazze, ove faranno stati rimandati, e caso che da una parte, o dall' altra il numero de detti prigionieri fosse maggiore o minore, se ne terrà conto per farne compensa in dinari contanti al fin del cambio.

Il Cartello, & presente Trattato di cambio, & razione de prigionieri di guerra d'ambe le Parti haurà suo effetto dal giorno della data della Ratificazione, & ne sarà continuata invariabilmente l'osservanza durante il corso di tutta questa Guerra senza alcuna intermissione.

E per maggior sicurezza del medesimo Trattato habbiamo scambievolmente promesso di farlo ratificare tanto per parte di S. M. Christianissima, che di quella di S. A. R. fra quindici giorni dopo la data d'esso, fatto in Vigone li 19. Ottobre 1690.

Sottoscritto.

L. EVRAD,

GIO. B. L. PICON D'ANDEZEL,

GIO. M. LEONARDI Conte de MIGLIANDOLO,

GIUSEPPE CORAGIOSO.

CXXX.

Traité entre Sa Majesté le Roi de la GRANDE 20. OCT.

BRETAGNE, Leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, d'une part, S. A. R. le Duc de SAVOIE d'autre part, pour son Accession dans la Grande Alliance. Fait à la Haye le 20. Octobre 1690. Avec la RATIFICATION de S. A. R. A Turin le 20. Nov. 1690. [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont negocié & signé le Traité.]

VICTOR Amedée II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Le President de la Tour étant allé à la Haye par nôtre Ordre en Qualité d'Envoyé Extraordinaire, avec un ample Pouvoir pour traiter une Alliance avec Sa Majesté B. & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, laquelle a été conclue par le Traité signé à la Haye le 20. Octobre mil six cens quatre-vingt dix dont suit la teneur.

Comme Son Altesse Royale de Savoye après s'être déclarée pour la Cause commune ne desire rien plus ardemment que d'entrer dans l'Alliance du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-Bas, & que Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances, sont portées à concourir volontiers au générale desir d'un Prince qu'elles estiment si particulièrement, leurs Plenipotentiaires ci-bas nommez après avoir conféré ensemble ont cru ne pouvoir mieux diriger cette Alliance à la plus grande Union des Puissances confederées, qu'en agregant & associant Son Altesse Royale au Traité conclu entre Sa Majesté Imperiale & les Seigneurs Etats Généraux le 12. Mai 1689. dans lequel Sadite Majesté de la Grande Bretagne est aussi entrée, afin que comme il ne doit y avoir qu'un même esprit, & qu'un même intérêt entre les Alliez, il n'y ait aussi qu'un même Traité & qu'une même Alliance qui les unisse. C'est pour parvenir à un dessein si avantageux à la Cause commune qu'ils sont convenus de faire les Declarations suivantes, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs inferrez au bas du present.

I. Mylord Dursley Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté de la Grand Bretagne & les Sieurs Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst, grand Baillif du Comté de Zutphen, Jacques Baron de Wassenae & Duyvenvoorde, Seigneur de Duyvenvoorde, Voorskoten, Veur &c. Grand Baillif & Grand Maître des Dignes de Rhinlande, du corps des Nobles

ANNO
1690.

ANNO
1690.

bles de la Province de Hollande & Westfrise, Antoine Heinius Conseiller Pensionnaire, Garde-Sceau, & Intendant des Fiefs de la même Province, Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene &c. premier Noble & représentant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats, & au Conseil du Comté de Zelande, Jean van der Does Seigneur de Bergestein, Député de l'Ordre de la Noblesse aux Etats d'Utrecht, Jean Abraham de Schurman Bourguemaître d'Ylet & Député aux Etats de Frise, Gaspar Henri de Lemker Bourguemaître de Campen, & Jean Viglius van Heeck Sénateur de Groningue Député des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, agregent, associent & admettent Son Altesse Royale de Savoye au Traité qui a été conclu & signé le 12. Mai 1689. entre Sa Majesté Imperiale & les Seigneurs Etats Généraux dont la teneur s'ensuit.

Notum testatumque fit &c.

Entrant au nom du Roi de la Grande Bretagne & des Seigneurs Etats Généraux, à l'égard de Son Altesse Royale, dans tous les engagements sans aucune réserve ni exception dans lesquels ils sont entrés avec Sa Majesté Imperiale, obligeant, ainsi que par le présent Acte ils s'obligent, Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances à l'entière & inviolable observation dudit Traité, selon sa forme & teneur, envers Son Altesse Royale, comme si elles l'avoient de nouveau ici stipulé & contracté avec Sadite Altesse Royale.

II. Le Sieur de la Tour Baron de Bordeaux, Conseiller d'Etat de Son Altesse Royale, Président de ses Finances en Savoye, Intendant de Sa Maison & Son Envoyé Extraordinaire, aiant vû & examiné le Traité susdit l'approuve & le ratifie, reçoit & accepte ladite Association & Aggregation au nom de Son Altesse Royale, l'obligeant, ainsi que par le présent Acte il l'oblige, à l'observer & faire inviolablement observer, aux mêmes Conditions, Garanties, & Obligations qui y sont portées, & qui auront la même force que si elles étoient ici de nouveau stipulées entre les Parties.

III. Sa Majesté Britannique & Leurs Hautes Puissances voulant donner à Son Altesse Royale des marques effectives de leur affection, & de l'intérêt qu'elles prennent à sa conservation, lui établissent & promettent une Assistance de trente-mille écus par mois à commencer du jour de la signature du présent Traité, & à continuer durant six mois à venir, la moitié de ladite Somme pour être employée par Sadite Altesse Royale là où il conviendra le mieux pour repousser l'ennemi qui a envahi ses Etats, & laquelle moitié lui sera avancée pour cet effet présentement, & l'autre moitié pour être employée tant pour l'entretien de ses Troupes que pour fournir à celui des Vaudois, & Réfugiés François qui ont été armez aux frais & par les soins de Sa Majesté Britannique, & de Leurs Hautes Puissances, de laquelle Somme de trente-mille écus par mois, le Roi de la Grande Bretagne en fournira vint-mille, & les Etats Généraux dix mille qu'ils feront régulièrement & ponctuellement payer.

IV. Et comme Sa Majesté Imperiale par le Traité qu'elle a fait avec Son Altesse Royale le 4. Juin dernier, a stipulé un Article exprès touchant la Restitution de Pignerol dont la teneur s'ensuit.

Sacra Cesarea Majestas, & Confederati omnem adhibebunt operam, ut Regali Suae Celsitudinis Pinerolium vel per Tractatus, vel vi armorum restituatur, sine ullo tamen prejudicio Jurium, & Possessionis, quae Suae Celsitudinis in Terris Montisferrati vigore Tractatus Cherusensis cessa & acquisita sunt.

Sa Majesté Britannique, & Leurs Hautes Puissances entrants dans toute l'étendue de l'obligation portée par ledit Article, observeront tout son contenu & le feront exécuter ponctuellement.

V. Les Sieurs Plenipotentiaires susdits promettent l'entière & inviolable observation des Articles ci-dessus & s'obligent d'en rapporter les Ratifications en due forme dans deux mois, ou plutôt s'il le peut. En foi de quoi ils ont signé le présent Acte & à icelui apposé le Cachet de leurs armes. Fait à la Haye le vingtième Octobre 1690.

CHARLES DE BERKELEY
Vicomte de DURSLEY
(L.S.)

TOM. VII. PART. II.

Baron de WASSENAAR ANNO
DUYVENVOIRDE. 1690.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

W. DE NASSAU.
(L.S.)

J. VAN DER DOES.
(L.S.)

A. VAN SCHURMAN.
(L.S.)

H. LEMKER.
(L.S.)

VAN HEECK.
(L.S.)

Et nous étant fait lire le susdit Traité de mot à mot, nous l'avons accepté, approuvé, ratifié & confirmé en tous ses Points & Articles, comme nous l'acceptons & approuvons, ratifions & confirmons, promettans en foi & parole de Prince de le garder & observer ponctuellement, & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit; Nous relevant pourtant de faire représenter à Sa Majesté Britannique & à Leurs Hautes Puissances dedits Etats Généraux le peu de proportion du Secours qu'ils nous ont accordé avec le poids de la Guerre où nous sommes engagés, & les raisons qui doivent convier Sadite Majesté & Leurs Hautes Puissances dedits Etats Généraux à nous en établir un plus considérable durant la Guerre, espérant qu'ils y auront l'égard convenable. En foi de quoi nous avons signé la présente Ratification, fait contresigner par le Marquis de St. Thomas nôtre Ministre & premier Secrétaire d'Etat, & y avons fait apposer nôtre Sceau secret. A Turin le 20. Novemb. 1690.

Signé,

AME.
(L.S.)

Et plus bas,

SAINT THOMAS.

Article secret concernant les VAUDOIS, signé le même jour avec la RATIFICATION de Leurs Hautes Puissances. Fait à la Haye le 8. de Février 1691. Avec les PLEINPOUVOIRS du Roi de la Grande Bretagne, des Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, & de Son A. R. de SAVOYE, l'un pour traiter avec le Roi d'Angleterre, l'autre pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies. [Copie manuscrite communiquée par le même Ministre.]

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront Salut. Comme ainsi soit qu'avec le Traité d'Alliance entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne & nous d'une part, & Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part, fait & conclu ici à la Haye par les Ministres & Plenipotentiaires suffisamment autorisés & munis des Pleinpouvoirs le vingtième d'Octobre de l'année passée 1690. il a été fait en même tems un Article secret dont la teneur s'ensuit.

Article secret concernant les Vaudois, fait à la Haye entre les Ministres de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'une part, & Monsieur le Président de la Tour, Envoyé de Son Altesse Royale le Duc de Savoye d'autre part.

Son Altesse Royale qui a déjà reçu en ses bonnes grâces & remis sous sa protection Royale ses Sujets Vaudois de la Religion, & qui reçoit journellement des preuves de leur fidélité & de leur attachement à son service, déclare par le présent Article qui aura la même force & vigueur que s'il étoit inséré dans le

Am

Traité

ANNO 1690. Traité ou Acte d'inclusion arrêté aujourd'hui entre le Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'une part, & Son Altesse Royale de l'autre, qu'aux instances & à la consideration de Sa Majesté Britannique & de Leurs Hautes Puissances elle a revoqué, comme de fait elle revoque, l'Edit decreté contre ledit Vandois le 31. Janvier 1686. & tous autres Edits ou Ordres quelconques donnez en execution d'iceui, les a relevez & releve de toute contravention à iceux & leur en accorde à cet éfet, entant que besoin est ou seroit, abolition entiere & pleine, sans que jamais, ni eux ni autres qui les auroient aidez ou favorisez en puissent être recherchez en général ou en particulier de quelque maniere que ce soit. Qu'elle veut que tous les prisonniers soient mis en liberté, & tous Enfants, Garçons & Filles de quelque âge & en quelque Lieu qu'ils puissent être, rendus sans payer aucuns frais ou depens, les laissant en pleine liberté de retourner avec leurs parens, & de faire Profession de leur Religion sans qu'on puisse inquieter ni rechercher eux, ni tous autres au sujet des abjurations qu'ils pourroient avoir faites. Qu'elle remet & conserve eux, leurs Enfants & posterité dans la possession de tous & chacun leurs anciens Droits, Edits, Coutumes & Privileges, tant pour les Habitations, negoces & exercice de leur Religion, que pour toute autre chose, les rétablir & restitue dans tous leurs Biens, fonds, Maisons, Heritages, Noms, Raisons & Actions, & tous autres qui se trouveront en nature & qu'ils pourront justifier par tout genre de preuve leur appartenir avant ledit Ordre du 31. Janvier 1686. Qu'incontinent après la Ratification du principal Traité, & du present Article Son Altesse Royale fera expedier en conformité du present Article des Lettres Patentes en forme d'Edit en faveur dedit Vandois ses Sujets & autres Gens de la Religion qui se veulent établir dans les dites Vallées en prêtant le serment de fidelité accoutumé comme fideles Sujets de Son Altesse Royale, lesquelles Sadite Altesse Royale fera interiner & verifier au Senat & en la Chambre des Comptes de Turin, & par tout où besoin sera. Et finalement les Ministres de Sa Majesté Britannique & de L. H. P. seront instruits & autorisez pour regler, selon les anciens Edits, Droits, & Concessions, avec les Ministres de Son A. R. le detail des choses & ce qui pourroit rester & être omis pour la seureté dedit Vandois dans cet Article, comme aussi pour l'execution d'iceui tant à l'égard des choses concernant leur Religion, que leurs Biens, Droits & tous autres. Ledit Sieurs Plenipotentiaires ci-mentionnés, ont promis & promettent respectivement au nom de leurs Maîtres & Principaux de faire inviolablement observer le contenu du present Article, & d'en fournir les Ratifications en bonne & due forme dans deux mois, ou plutôt s'il se peut. En foi de quoi ils ont signé le present Article, & à icelui apposé le cachet de leurs armes. Fait à la Haye le 20. Octob. 1690.

Signé,

PH. DE LA TOUR.

(L.S.)

Si est-ce qu'ayant pour agreable ledit Article secret, nous l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes, prometans en bonne foi de le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, & selon sa forme & teneur, sans aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer les presentes par le President de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le 8. de Fevrier de l'an 1691.

Signé,

VAN HECK.

Par Ordonnance dedit Seigneurs
Etats Généraux.

F. FAGEL.

GUILIELMUS III. Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos presentes Litteras pervenerint Salutem. Quandoquidem communi consensu Fœderatorum omnium qui atrocissimis injuriis laceßiti ad Salutem publicam suamque propriam vindicandam Bello contra Regem Christianissimum conficti tenentur, necessarium visum fuerit, ut Ministri à singulis Fœderatorum deputandi Hagæ Com. in Hollandia congregarentur, ibidemque consulerent & convenirent de iis mediis & rationibus quæ Bello huic efficacissimè gerendo, quò maturius ad felicem exitum perducatur, salutique publicæ contra vim omnem & injurias tuendæ, Fœderique non solum conservando sed arctius etiam, si opus fuerit, constringendo utilisimæ essent; cumque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii Provinciarum alios quoque Reges Principesque rogarent, ut ipsi pariter Ministros suos eodem in loco operam suam cum in finem collatores mandarent. Nos nihil nostra ex parte deesse volumus, quo Conventus ille quàmprimùm celebraretur effectumque optatum melius consequatur. Sciatis igitur, quod nos fide, industria & in rebus gerendis dextérité nostri Caroli Vicecomitis de Dursley prædilecti & perquam fidelis Con sanguinei nostri Georgii Comitis de Bercey Filii primogeniti, plurimum confisi eundem nominavimus, fecimus & constituimus, ac per presentes nominamus, facimus & constituimus nostrum verum, certum & indubitatum Plenipotentiarum: Dantes eidem & concedentes omnem & omnimodam Facultatem, Potestatem & Auctoritatem, nec non Mandatum generale pariter ac speciale cum Plenipotentiaris five Ministris nostrorum contra Christianissimum Regem Fœderatorum, Sociorumve aliorumque Regum, Principum ac Statuum, qui eadem quæ nos & Fœderati nostri Consilia amplecti parati sunt, sufficiente ad hoc Potestate munitis conveniendi, & unà cum iisdem de & super rationibus mediisque quæ ad præsens Bellum, Deo adjuvante, proxima præsertim ætate feliciter gerendum, salutemque publicam & uniuscujusque procurandam, arctiusque etiam, si opus fuerit, Fœdus constringendum maximè pertinebunt, aut alia quoquomodo necessaria communi consilio videbuntur, consulendi, tractandi & concludendi, atque super iis Articulis, Litteras, & Instrumenta conficiendi & à Plenipotentiaris five Ministris prædictis petendi & recipiendi, reliquaque omnia necessaria & oportuna præstandi periculiendique tam amplis modo & forma ac nosmet ipsi, si interessemus, facere & prestare possemus; spondentes & in verbo Regio promittentes vi præsentium, rata ea omnia, grata & accepta omni meliori modo habituros, nec contra ipsorum aliquid aut aliqua contraveniendos, quin potius quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos; In cuius rei fidem majorem & Testimonium has Litteras manu nostra Regia signatas Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Withall. 20. Februarii 1691. Regni nostri secundi.

GUILIELMUS, REX.

PLEIN POUVOIR

Des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut. Comme Son Altesse Royale de Savoye, s'étant déclarée pour le Parti des Hauts Alliez contre la France, nous a temoigné le desir qu'elle avoit de cultiver avec nous une sincere Amitié, & d'entrer en des engagements plus particuliers pour l'avancement de la Cause commune & des Interêts reciproques; & qu'elle a autorisé le Seigneur President de la Tour Son Envoyé auprès de nous pour traiter là-dessus ainsi qu'il sera trouvé le plus convenable de part & d'autre, & que de notre côté nous ne sommes pas moins portés à ferrer avec Son Altesse Royale les nœuds d'une Amitié indissoluble, & à nous unir fortement avec elle; c'est pourquoi nous avons nommé

ANNO
1690.

& député les Sieurs Walrave de Heeckeren Baron de Netelhorst &c. Jaques Baron de Wassenar &c. Duyvenvoorde &c. Antoine Heintius Conseiller Pensionnaire de Hollande, &c. Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyck, &c. Jean Abraham de Schurman Bourguemaître d'Ylet &c. Gaspar Henri Lemker Bourguemaître de Campen &c. Et Jean Viglius van Heeck Sénateur de Groningue &c. respectivement Deputez en notre Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, de Hollande &c. Westrie, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Overijssel, &c. Groningue &c. Ommelande, pour conférer avec ledit Sieur Président de la Tour, sur les moyens qui pourront le mieux servir aux engagements, & une liaison étroite entre cet Etat & S. A. R. soit par la voye d'une nouvelle Alliance, ou bien par l'inclusion dans celles qu'on a déjà faites avec Sa Majesté Imperiale, ou quelques autres Rois, Princes ou Etats, & nous avons donné comme nous donnons par ces présentes auxdits Sieurs nos Deputez ou la plus grande Partie d'eux en cas d'absence ou quelqu'autre empêchement des autres, Pleinpouvoir & Autorité, & Mandement special à ce que de notre part, & en notre nom, ils puissent traiter, convenir, & conclure de tous les Points & Articles, qu'on trouvera bon, & convenables aux fins susdites; d'en passer des Actes en bonne & due forme, & d'en recevoir de même; & de faire généralement tout ce qu'ils trouveront nécessaire, sans qu'ils aient besoin pour cela de Mandement plus special; promettant sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable tout ce que par ledits Sieurs nos Deputez sera convenu & signé en vertu de ces présentes, & de l'agrée & ratifier en la meilleure forme. En foi de quoi nous avons fait signer ces présentes par le Président de notre Assemblée, & contresigner par notre Greffier, & y apposer notre Cachet. Fait à la Haye le 14. Sept. 1690.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec le Roi d'Angleterre.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La bonté avec laquelle le Roi d'Angleterre a bien voulu nous assurer de Sa Royale Protection, nous fait esperer que Sa Majesté aura aussi agreable de nous accorder l'honneur d'entrer en Alliance avec elle. C'est pourquoi nous avons donné au President de la Tour, comme en vertu des présentes nous lui donnons, un ample Pouvoir de traiter & conclure avec Sa Majesté Britannique, ou avec celui qui sera député par Sadite Majesté au Traité de Ligue, avec tels Pactes, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles que le present Pouvoir; Promettant en foi & parole de Prince d'observer inviolablement, & executer ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toujours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contresigner par notre premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seal de notre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 15. Juillet 1690.

Signé.

V. AMEDEE.

PLEINPOUVOIR

De Son Altesse Royale de Savoye, pour traiter avec les Etats Généraux des Provinces-Unies.

VICTOR Amedée II. par la Grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. La confiance que nous avons en l'Amitié des Hautes Puissances des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, nous persuade qu'ils nous en donneront volontiers un nouveau témoignage, concourant à l'établissement d'une Union indissoluble entre nous, qui

TOM. VII. PART II.

puisse contribuer à l'avantage de nos Interêts reciproques, & au bien commun de toute la Ligue. C'est pourquoi envoyant le President de la Tour vers leurs Hautes-Puissances, nous avons voulu lui donner le Pouvoir de traiter & conclure ladite Alliance; comme en vertu des présentes signées de notre main, nous donnons au susdit President de la Tour un ample Pouvoir de traiter & conclure avec L. H. P. des Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & avec qui sera par eux député au Traité de Ligue, avec tels Pactes, Conditions & Promesses qu'il jugera à propos, quand même ce seroient choses telles que exigeraient un plus ample, & principal Mandat que le present Pouvoir; promettant en foi, & parole de Prince, d'observer inviolablement, & executer ponctuellement, tout ce que ledit President de la Tour aura traité, conclu, fait, & promis, & de le tenir toujours pour ferme, stable, & irrevocable, & de le ratifier, comme nous le ratifions dès à present. En foi de quoi nous avons signé le present Pouvoir, fait contresigner par notre premier Secretaire d'Etat, & y avons fait apposer le Seal de notre Secret. Donné au Camp de Carignan ce 14. Juillet 1690.

VICTOR AMEDEE.

CXXXI.

Quartiers-Recess zwischen dem Kaiserlichen General-Kriegs-Commissariat, 26. Nov.
dann des Fränkischen Crayßes Depu- 6. Dec.
tirten aufgerichtet; Wodurch sich diese
mit jenem wegen übernehmung der
Völter in die Winter-Quartier /
dann auch der Portionen halber ver-
gleichen. Geschehen zu Nürnberg den
26. Nov.
6. Dec. Anno 1690. [LUNIG Teu-
sches Reichs-Archiv. Part. Special.
Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 368.
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se
trouve aussi dans FABRI Europäi-
sche Staats-Cansley. Tom. I. pag.
417.]

C'est-à-dire,

Recès conclu entre les Commissaires IMPERIAUX
de Guerre, & les Deputés du CERCLE DE
FRANCONIE pour le Reglement des Quartiers
d'Hiver qui doivent estre donnés aux Troupes, &
des Rations de leur Subsistance. A Nuremberg
le 26. Nov.
6. Dec. 1690.

Und und zu wissen sey hiermit: Nachdeme wi-
schen dem Kayserlichen authorisirt-und gevoll-
mächtigten General-Kriegs-Commissariat eines/
anderen Theils aber der Fürsten und Stände
dieses Fränkischen Crayßes Räten und Botschaften /
so wohl zu Ulm/ vermittelst dahin beschener Abfindung/
als in außsiger des Heiligen Reichs-Stadt Nürnberg/
wegen der bevorstehenden Defensions-Portierung gegen und
wider den gemeinen Reichs-Feind / dan absonderlich we-
gen der künftigen Winter-Quartier / Handlungen gey-
gen worden: Als hat man sich auf folgende Weis mu-
tuo consensu vereinbaret und vergliden: Und zwar

1. Reserviren sich Hoch-und Wohlgedachte Fürsten und
Stände vor allen Dingen / die zülänglich und genugs-
same Bedeutung von denen Kayserlichen Waffen per
modum Conditionis sine qua non, und leben der ver-
sicherten Hoffnung / Ihre Kayserliche Majestät würden
bey Dero Höhen Generalität solche Anstalten allernä-
digst zu verfügen geruhen / daß beide der Gefahr am
nächsten gelegene Fränk-und Schwäbische Crayß von
allen feindlichen Aggressionen / Contributionen / Bren-
nereyen und Landes-Bewüstungen / so viel immer mög-
lich / frey und geschüzt / mithin aber capabel bleiben mö-
gen / die übernommene sehr schwere Winter-Quartier-und

Mm 2

andc.

ANNO
1690.

andere Prästanda ferner unablässig fort leisten / und dem Publico das Ihrige / so lang diese feindliche Motus dauern / ohn-unterbrochen beytragen zu können / dagegen über / und auf widrig zwar unvorhoffenden Fall leicht zu crachten stünde / und ob zwar auf solchen durch die göttliche Schutz-Macht fortwählig zu verhüten stehenden Unglücks-Fall uns der allerniedrigste Willen über und im Rest verbleibe / jedoch allerhöchstdencklicher Ihre Kayserlichen Majestät und dem gemeinen Reichs-Wesen darmit wenig oder nichts gebietet / dem Crayß auch in talem eventum, vigore Recessus ipso facto expirantis, weiter nichts zuzumachen seyn würde; Krafft obgemeldter Trackaten aber ist ferner pro

II. Beiderseits beliebt worden / daß der Fräncische Crayß vor disjuncten 16000. Portions zu Ross und Fuß diesen Winter über / auf sechs Monat lang / als a prima Novembris, bisq. ultimam Aprilis, beides styl. nov. nach mehrer Anzeig der sub Num. 1. beigefügten Tabell, mit seinem Unterschied zu verpflegen übernehmen sollte; was demnach in effectivem Stand und gegenwärtig / dan was für jezo vacant und hiernächst zu recrouten ist / mit dem beiderseits weiter genommenen Verstand / daß unter sothanen 16000. Portionen / 5000. in der Station am Neckar und Rhein / (worvon des General-Commissarii Excellence 3000. Portiones aus der Kriegs-Cassa, 2 acht und sechs / beide Mund- und Pferd-Portionen aber zusammen / 4 vierzehn Gulden Abkriß selbst zu verpflegen / übernehmen) besag der mit Num. 2. signirten Postirungs-Tabell, und darmit auch das Neuburgische Regiment zu Fuß in Maynz und Coblenz begriffen seyn sollte / die übrigen 11000. Portionen aber werden an denen drey halben Dinewaldischen / Commercialischen und Passomptierischen Regimenten zu Pferd / (welche auf die gegen dem Kocher Jagd und Zauber vorliegende Fürsten und Stände zu logiren) dan dem neu anstehenden Kayserlichen Defingischen Regiment zu Fuß / und in einigen in vorangezogenen Schemate specificirten General-Stabs-Portionen und Recrouten zu Fuß und Pferd angewiesen. Worbey auch weiter veranlaßt worden / daß die Hochfürstliche Teutsche Meistreich / und Hochfürstl. Brandenburg-Culmbachische General-Stabs-Obrißten-Hauptmanns- und Adjutanten-Portiones, sambt selbigen Recrouten / pro rata, in Dero Landen eingenommen und verpflegt; die Dinewaldisch- und Sachsen-Weissenforsche aber anderen Fürsten und Ständen / in distictiger Repatition, nach advenant zuge-theilt werden sollen. So viel nun

III. Die Verpflegung quoad Generalia betrifft / so solle auf die Präesenten und Vacanten von zwey zu zweyen Monaten abgerechnet / und disfalls gute Richtigkeit und Ordnung unterhalten / einseitig darüber alle Controversien und Trungen zwischen denen Ständen und dem Ober-Commissariat evitirt werden; Ergöbe sich nun / daß ein oder ander Fürst und Stand sein ihm zu reparirtes Recrouten-Contingent zu Ross und Fuß / oder auch endlich an Präesenten Portionen nicht ausgeschoben / sondern einen Rest (er betreffe nun viel oder wenig) daran / wiewohl ohne Schuld / hätte aufzuwaschen lassen / so solle der oder dieselbe solchen Rest vor Endigung des Winter-Quartiers auf Waass und Weisß zur Kayserlichen Kriegs-Cassa zahlen / wie es der Allianz-Recess mit seiner Expression an die Hand giebt / und so sollen die 16000. Portionen völlig und ohne Abgang entweder mit dem natürlichen Unterhalt / da sie eingerückt seynd / oder mit der Römischen Monatlichen baaren Zahlung satisficirt und abgeführt werden. Anreichend pro

IV. Die Verpflegung quoad Specialia, so weist die sub N. 3. beigefügte Ordonnance, wie und auf was Weise dieselbe geschehen / was von Seiten des Quartiermanns præstirt / und dan anderseits von der Milice observirt werden sollte / darbey dieses insonderheit verabhandelt worden / daß die in denen beiden vorbenannten Stationen postirte Portiones auf Mund und Pferd Ordonnanz-mäßig verpflegt / und so ein oder anderer Stand dasselbe / wegen weiter Entlegenheit nicht selbst præstiren könnte / ein solches durch gewisse hierzu bestellte Lieferanten zu Werk gerichtet werden sollte. Darbey jedoch denjenigen zu Standen / die den Unterhalt ad Loca Stationis selbst verschaffen können und wollen / ihre Convenienz vorbehalten steht / und ist über diß die Stadt Halbron / das Amt Wörsbach / Wimpffen und Neckar-Ülm pro Termino ad quem, der Eiserungen halber / benennet worden; und nachdeme

V. Die vorjährige Erfahrung gezeigt / daß der so hohen und niederen Officiers / als gemeiner Soldatesca Mund-Portiones auf ein ziemliches gegen und wider den Recess erlieget / und so fort die Stände um ein merckliches beschweret worden / so hat man zu Verhütung all dessen dahin geschlossen / daß eine Mund-Portion vom General bisß auf den gemeinen Reuter und Musquetier täglich sechsden Crayß / oder monatlich mit acht Gulden Abkriß bezahlt / die Pferd-Portion aber in natura abgeliefert werden sollte / und gleichwie dem Quartiermann die Option krafft dis überlassen wird / ob er nehmlichen / erstverwehnten determinirten Anschlag nach / den Officier und Soldaten contentiren / oder aber die natürliche Verpflegung darreichen wolle / also hat das General-Kriegs-Commissariat darob alles Ernst zu halten / und die etwan dagegen laufende Excess kräftiglich zu verhüten sich anerkennet gemacht / und den Ständen so viel eingeräumt / daß sie das an ein mehrers erwungene denjenigen / so excedirt hat / an der laufenden Verpflegung / da der Excess erwischlich ist / abzugeben befugt seyn mögen. Im Fall aber in denen letzteren Monaten der Stand an denen Excedenten selbst keinen Regress nehmen könnte / so solle das Commissariat, wan der Excess, wie obsteht / liquid ist / verbunden seyn / sich solches an denen Römischen Monaten abgeben zu lassen. Den distictigen Abzug hingegen pro

VI. Belangend / hat man es darauf herkommen lassen / daß / gleichwie man vor die in der Position am Rhein- und Neckar-Ströhm stehende doppelte Portiones respective vierzehn in fünfzehn Gulden zu zahlen; als auch vor die Mund- und Pferd-Portion, ex parte der Fürsten und Stände / 8. Gulden / benanntlich für jede Mund-Portion vier / und für eine Pferd-Portion auch vier Gulden abzugeben; Bey dem innerlichen Quartier-Wesen aber / so viel die wirklich eingezogene Portiones betrifft / drey und einen halben von der Mund- und der Cavallerie / und bey der Infanterie drey Gulden und zwanzig Kreuzer / dan drey Gulden von der Pferd-Portion, an den Römischen Monaten zu defalciren und in Abrechnung zu bringen haben sollte. Obwohlen man auch

VII. In Krafft mehr angezogenen Kayserlichen Allianz-Schlusses befugt gewesen / die eigene 2. Regimente im Crayß zu hyberniren / so wollen jedoch Fürsten und Stände / daß dieselbe / nach Gestalt jezt-gesährlicher Aspeten / mit in die Station am Neckar-Ströhm gezogen werden / gesehen lassen / wan es so wohl hierin / als in mehr andern / dem Recess entgegen laufenden Dingen ohne weitere präjudicirliche Consequenz seyn / und gedachten Regimenten das ohnenrechtliche Commiss und Service von Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Pfalz ohnentsgeldlich gereicht würde / und so bedingt man ferner / daß die Mannschafft / im Fall einer feindlichen Attaque aus der Defensions-Linie beßens secundirt / und zu weiteren Reichs-Diensten aufrecht erhalten werden möge. Und demnach

VIII. Dem General-Kriegs-Commissariat bereits flagbar vor- und angebracht worden / was massen der arme Landman und Unterthan / bey so vielen sehr hart und überflüßigen Belästigung / noch absonderlich mit allerhand Fußweisen / Vorspan / Frohnen / Schanzen / Fouagiren und dergleichen hier und dar beschweret / und hierdurch an seinem Feldbau (woran er jedoch des Soldatens Unterhalt und andere Kriegs-Onera ziehen muß) gravirt werden wolle / so hat sich mehr hochgekanntes General-Commissariat, dems fiterhin omni possibili modo zu remediren / und die necessirte allergnädigste Kayserliche Garantie in so weit quocunque respectu, absonderlich aber gegen die Status armatos und Potentiores, wan sich dieselbe wider Verhossen / unterstehen sollten / an diesen Crayß einige Reichs-Abtschicks angemessene Zummuthungen / unter dem Prätext der Bedeckung / oder in andere Wege zu thun / zur Wirklichkeit zu bringen / mithin aber zu verhüten / willfährig anerbieten / daß der hochlöbliche Teutsche Ritter-Orden und andere Herren Comstarus, aus der Schwäbischen Fürsten und Stände bisshierigen Annahmung / mit Station- und Winter-Quartierung ferner nicht eigenmächtig beträngt / sondern bey der Fräncischen Crayß-Concurrenz allein gelassen werden.

In Urkund dessen ist gegenwärtiger Recess des General-Commissarii autorisirten General-Commissarii Herrn Grafen von Caraffa Excellenz eines / andern Theils aber von des Fräncischen Crayßes Ordinarj Deputation wegen / unterschrieben und gesiegelt / auch jedem Theil ein Exemplar nachrichtig zugesendet worden. Signatum Nürnberg

ANNO
1690.

ANNO berg bey noch stehwährenden Crayfs-Convent , den 26.
1690. Nov. 6. Decembr. 1690.

(L.S.) Antonio Caraffa.

(L.S.) Friedrich Edmund von Siefingen.

(L.S.) J. P. Wöhlhagen / Freyherr.

(L.S.) Johann Conrad Schmid / Lic.

(L.S.) Christoph Peller / D.

CXXXII.

29. Dec. *Traité entre Louis XIV. Roi de France, & les*
LA PROVINCES-UNIES des Pays-Bas pour l'é-
FRANCE change & rançon des Prisonniers de Guerre, du
ET LES 29. Decembre, 1690. [Feuille Volante imprimee.]
PROVIN-
CES U-
NIES.

Nous Elie Guillaume de Rochon de la Peyrouse, Seigneur de la Motte, & de Chasteau vieux, Lieutenant pour le Roi au Gouvernement de Maubeuge, & Commandant pour Sa Majesté en la Ville de Thuin, & ses Dépendances au nom & de la part de Sa Majesté : Et Jacques, Baron de Wassenae, Seigneur d'Obdam, Hensbroek, Woghmeer, Spierdijck, Zuydwijck, Kernhem, Tuikello, Lage, &c., Noble d'Hollande, General Major de la Cavalerie de l'Etat des Provinces-Unies, Gouverneur de Willemstadt, Niervart, dit la Clundert, & des Forts en dependants, au nom & de la part de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, sommes convenus de l'Echange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France & des Etats Generaux, les unes sur les autres seulement, & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs, à nous donnez, en la maniere qui ensuit.

Premierement. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre, soit dans les Batailles, prises des Places, Combats, ou autres occasions, qu'il pourroit y avoir entre les Nations, seront rendus de bonne foy quinze jours après leur detention au plus tard par échange d'autres Prisonniers de pareil poste, ou autres, en faisant compensation du plus au moins des rangons, qui sera marqué ci-après, lesquels se payeront en monnoye de France

Et afin qu'il n'arrive aucune contestation ni difficulté, tant pour le regard du Poste & Qualité des Officiers de part & d'autre, que des rangons qui devront estre payées par chacun d'eux, il a esté jugé à propos de specifier ci-après les Charges & Postes de chaque Party & le prix desdites rangons.

Les Generaux des Armées du Roy, Commandants en Chef & les Marechaux de France, seront échangez contre le Capitaine General des Etats Generaux, Commandant en Chef leurs Armées, ou payeront 50000 liv.

Capitaine General des Armées du Roi 40000.

Les Lieutenants Generaux des Armées du Roi seront échangez contre ceux qui commandent les Armées des Etats Generaux immediatement après le General, ou payeront 20000

Le Grand Maistre de l'Artilerie de France, contre le General d'Artilerie des Etats Generaux, ou payeront 4000

Les Marechaux de Camp des Armées du Roi seront échangez, ou payeront 4000

Le Colonel General de la Cavalerie sera échange contre un General de Cavalerie ou d'Infanterie des Etats, ou payeront 4000

Le Colonel General des Dragons sera échange, s'il en rencontre, ou payera 3500

Le Maistre de Camp General de la Cavalerie de France, payera 3500

Le Maistre de Camp General des Dragons, sera échange, ou payera 3000

Le Commissaire General de la Cavalerie de France sera échange, ou payera 3000

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Etats en campagne, ou payeront 5000

Leurs Subdeleguez 1500

Un Lieutenant General de l'Artilerie de France sera échange contre un Lieutenant General de l'Artilerie des Etats Generaux, ou payeront 1000

Un Lieutenant General de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangez ou payeront 1500

Les Majors Generaux de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangez contre les Generaux Majors, ou Commissaires Generaux de Cavalerie ou d'Infanterie, ou payeront 800

Les Brigadiers de Cavalerie ou d'Infanterie seront échangez, ou payeront 600

Un Major de Brigade contre un Major de Brigade, ou payeront 300

Mareschal General des Logis de l'Armée contre un Quartier-Maistre General des Logis, ou payeront 500

Aide du Mareschal General des Logis & du Quartier Maistre General seront échangez, ou payeront 100

Aides de Camp servants près la Personne du Roi, & de Monseigneur le Dauphin 500

Aides de Camp ou Adjutants servants près des Generaux en Chef, Lieutenants Generaux & Marechaux de Camp seront échangez de part & d'autre, ou payeront 300

Mareschal des Logis de la Cavalerie ou Quartier-maistre General de la Cavalerie ou Quartier-maistre General de la Cavaller'e seront échangez, ou payeront 200

Ses Aides & Adjutants seront échangez, ou payeront 100

Tresorier General de l'extraordinaire des Guerres 1500

Le premier Commis de chaque Armée 500

Les autres moindres des Armées & Places 50

General des Vivres sera échange contre le Provedidor, ou payeront 1000

Les premiers Commis des Vivres de chaque Armée payeront 500

Les autres moindres Commis & Controleurs des Vivres des Armées & Places 50

Les Commissaires des Guerres 100

Le Prevost General sera échange contre le Prevost General, ou payeront 300

Le Procureur du Roy ou Affecteur contre le Fiscal du Conseil de Guerre, ou payeront 250

Le Lieutenant du Prevost contre celui des Etats, ou payeront 100

Le Lieutenant du Prevost contre celui des Etats, ou payeront 100

Le Greffier de la Prevosté ou du Conseil de Guerre de part & d'autre seront échangez, ou payeront 80

Les autres Officiers & Soldats de la Prevosté de part & d'autre, chacun, 18

A la reserve neantmoins desdits Soldats & Archers qui seront employez à la recherche & poursuite des Voleurs, Malfaiteurs, ou contrevenans aux Ordres, lesquels pourront aller en toute sureté depuis le nombre de quatre jusques à quinze, un Brigadier, Exempt, Lieutenant, ou le Grand Prevost meisme à leur teste, sans qu'ils puissent estre de bonne prise, non plus que leurs Chevaux & Armes, étant pourvus de bons Ordres des Generaux, Gouverneurs, Commandants ou Intendants des Armées ou Provinces, & pourront mener avec eux le Procureur du Roy, le Fiscal, Affecteurs & Greffier pour instruire le Proces des Malfaiteurs, si le cas le requiert, à condition qu'ils n'approcheront point de plus près de deux Lieues les Armées ou Places Ennemies de part ou d'autre.

Et en cas qu'ils seront rencontrés au dessus ou au dessous du nombre susdit, ils seront tous de bonne prise avec leurs Armes & Chevaux, & sujets à la rançon spécifiée dans le present Cartel.

Liv.

Le Wagemaitre General contre celui des Etats Generaux, ou payeront 150

Son Lieutenant 80

Commissaire General des Batteaux 150

Les Lieutenans chacun 50

Les Conducteurs de l'un & de l'autre chacun payeront 12

Un Auditeur 25

Weghmaistre General ou Capitaine des Guides seront échangez, ou payeront 80

Mm 3 Son

ANNO
1690.

ANNO	Son Lieutenant	50
1690.	Son Cornette	35
	Guides à Cheval comme Cavaliers	20
	Les Ingenieurs en Chef, & qui ont direction sur un département, payeront	500
	Et les autres un mois de leur appointement, ce qui sera déclaré de bonne foi de part & d'autre.	

Artillerie.

L	ieutenant particulier ou Colonel d'Artillerie feront échangez, ou payeront	400
	Commisnaire Provincial ou Lieutenant Col. d'Artillerie feront échangez, ou payeront	250
	Commisnaire ordinaire ou Major d'Artillerie feront échangez, ou payeront	150
	Commisnaire extraordinaire, Gentilshommes d'Artillerie, Cadets ou Gardes, feront échangez, ou payeront	30
	Capitaines des Bombardiers, Mineurs, Pionniers, Matelots, Charrois, Pontons & autres dependants de l'Artillerie à peu près de même Poste & Qualité feront échangez, ou payeront	50
	Canonniers, Bombardiers, Mineurs, Faiseurs de feu d'Artifice, Charpentiers, Marechaux, Pionniers, Matelots, Pontgastes, Brugmaîtres & autres semblables, s'il s'en rencontre, payeront comme Soldats	7 liv. 10 f.

Gendarmerie.

L	E. Brigardier de la Gendarmerie,	Liv. 1100
	Les Capitaines des Gardes du Corps de Sa Majesté	2000
	Le Capitaine Lieut. des Gendarmes du Roi,	2000
	Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Legers,	
	Le Capitaine Lieutenant de la Garde E스코isse	2000
	Le Capitaine Lieutenant des deux Compagnies des Mousquetaires à Cheval,	
	Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes Anglois,	liv. 2000
	Le Capitaine Lieutenant des Compagnies des Gendarmes & Chevaux Legers de la Reine, de Monseigneur le Dauphin & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	
	Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orléans,	liv. 2000
	Le Capitaine Lieutenant de ses Gendarmes & Chevaux Legers,	
	Les Lieutenants des Gardes du Corps de Sa Majesté,	liv. 1000
	Le Sous-Lieutenant des Gendarmes,	
	Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers,	liv. 1000
	Les Sous-Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roy,	
	Le Sous-Lieutenant de la Garde E스코isse,	liv. 1000
	Le Sous-Lieutenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois	
	Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	liv. 1000
	Le Sous-Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orléans,	
	Le Major de la Gendarmerie,	liv. 1000
	Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,	
	L'Enseigne & Guidon des Gendarmes,	liv. 1000
	L'Enseigne de la Compagnie E스코isse,	
	L'Enseigne & Cornette des Compagnies des Mousquetaires,	liv. 1000
	L'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois	
	L'Enseigne des Gendarmes de la Reine,	liv. 1000
	Le Cornette des Chevaux Legers de la Garde,	
	Le Cornette des Chevaux Legers de la Reine,	liv. 1000
	L'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin, & de Messieurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry,	

ANNO	Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orléans,	1690.
	L'Enseigne de ses Gendarmes,	
	Le Cornette des Chevaux Legers,	
	Le Guidon des Gendarmes E스코isse,	liv. 600
	Celui des Gendarmes Anglois,	
	Celui des Gendarmes de la Reine,	
	Celui de Monseigneur de Dauphin, de Messieurs les Ducs de Bourgogne, Anjou, & de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans,	
	Le Major des Gardes du Corps,	

Et pour ce qui regarde les Exempts & Marechaux des Logis de toutes les Compagnies cy-dessus, les Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes, Mousquetaires, & autres des Compagnies cy-dessus, un mois de leur Solde, ou feront échangez s'il s'en rencontre de même Qualité & Caractere.

Et pour ce qui regarde aussi la Compagnie des Grenadiers à Cheval de la Maison du Roi, les Officiers & Grenadiers de ladite Compagnie feront échangez, ou payeront un mois de leur Solde.

Gardes Françaises & Suisses.

L	E Colonel des Gardes Françaises,	Liv. 3000
	Le Lieutenant Colonel,	1500
	Le Major,	600
	Les Capitaines,	300
	Les Lieutenants, Aides-Majors & Sous-Lieutenants, Enseignes & autres jusqu'au Soldat compris, un mois de leur solde.	
	Le Prevost, Marechal des Logis, Archers & autres de la Prevôté des Gardes Françaises, un mois de leur solde.	
	Le Colonel General des Suisses,	4000
	Les Colonel des Gardes Suisses,	3000
	Les Capitaines, Lieutenants, & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses payeront de même que les Gardes Françaises.	

Gardes du Capitaine General des Etats.

Les Officiers, Cavaliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes, à Pied ou à Cheval feront échangez, ou payeront un mois de leur solde.

Cavallerie.

M	aître de Camp ou Colonel,	Liv. 400
	Lieutenant Colonel,	250
	Major,	220
	Capitaine,	200
	Lieutenant,	100
	Aide-Major ou Adjudant,	75
	Cornette,	75
	Quartiermaître de Regiment,	75
	Marechal des Logis ou Quartier-maître de Compagnie,	25
	Brigadiers ou Caporaux,	22 l. 10 f.
	Scribes & Cavaliers,	20
	Le Regiment des Cravattes,	
	Le Regiment Royal Anglois,	
	Le Regiment Royal Piémont,	
	Le Regiment du Comte de Nassau Allemand,	
	Lesdits Regiments feront traittez comme le reste de la Cavallerie.	

Dragons.

C	olonel des Dragons,	Liv. 350
	Lieutenant-Colonel,	250
	Major,	200
	Capitaine,	150
	Lieutenant,	70
	Aide-Major ou Adjudant,	60
	Cornette,	55
	Marechal des Logis, ou Quartiermaître de Compagnie,	25
		Quar.

ANNO 1690.	Quartier-maître de Regiment fera eſchangé, ou payera, ————	50
	Brigadiers ou Caporaux, ————	20
	Dragons, ————	18

Infanterie.

C	Colonel, ————	400
	Lieutenant Colonel, ————	250
	Major, ————	150
	Capitaine, ————	100
	Lieutenant, ————	40
	Aide-Major ou Adjudant, ————	40
	Maréchal de Logis ou Quartier-maître de Regiment, ————	35
	Sous-Lieutenant ou Enseigne, ————	25
	Les Sergens, ————	15
	Soldats, ————	7 l. 10 s.
	Les Prevosts des Regiments de Cavallerie, Dragons ou Infanterie, seront eſchangez, ou payeront, ————	40
	Leurs Lieutenants, Greffiers ou Auditeurs de Regiments seront eſchangez, ou payeront, ————	20

Cadets Gentilshommes.

L	Es Capitaines de neuf Compagnies de Cadets seront eſchangez, s'il s'en rencontre de meſme Poſte ou Caractere, ou payeront --	150
	Les Lieutenants, ————	80
	Les Sous-Lieutenants ou Enseignes, ————	60
	Les Sergens, ————	20
	Les Caporaux, ————	12
	Les Cadets Gentilshommes, ————	10

Les Gouverneurs, Commandants, Lieutenant de Roy, Majors & Aide-Majors, & Capitaines des Portes, payeront un mois de leur ſolde, & ayant une autre Charge dont l'appointement eſt plus haut, payeront ſur le pied de ladite Charge.

Tous Volontaires François, qui ſeront dans les Armées du Roy, de quelque Qualité qu'ils puiſſent être, s'ils ſont du nombre de ceux qui ſont leur ſéjour ordinaire à la Cour, & qui n'ont point de Charges Militaires, ſeront eſchangez de part & d'autre, ou payeront 2000. liv.

Et les Volontaires, qui ſeront en quelque Employ, ſoit dedans ou hors de l'Armée, ſoit au ſervice de Sa Majeſté ou de Meſſieurs les Etats, ou tels autres Princes étrangers, que ce puiſſe être, ſeront eſchangez ou payeront ce à quoy ledit Employ par ce Cartel eſt réglé.

Le contenu de ces deux Articles ſera obſervé auſſi au regard des Volontaires, qui ſeront dans les Armées des Etats Généraux.

Les Aumoniers, Miniſtres, Medecins, Directeurs Généraux & particuliers, Apotiquaires, Chirurgiens & autres Officiers ſervans aux Hoſpitaux des Armées & Places de Guerre, comme auſſi les Femmes de quelle Condition, qu'elles puiſſent être, Enfans de douze ans & au deſſous, Poſtillons, Meſſagers, Domestiques & Valets ſeront renvoyez de part & d'autre ſans rançon.

Tous ceux qui exercent différentes Charges ne payeront la rançon, que de la plus haute Charge qu'ils poſſèdent, & à proportion d'icelle ſeront eſchangez ou payeront leur rançon.

Tous Officiers d'Artillerie, non compris en ce Traité, ayant les mêmes noms avec les Officiers d'Infanterie, pourront ſans aucune différence, être eſchangez pour la même rançon.

Tous Officiers reformez ne payeront que le quart de la rançon de la Charge à laquelle ils ſont mis, étant en pied.

Les Trompettes & Tambours, qui iroient réclamer lesdits Priſonniers, ſeront renvoyez dans trois jours, & ſi quelque raiſon de Guerre oblige à les retenir davantage, leur depence ſera payée par ceux qui les auront arreſté.

Tous Officiers & autres, tirans Gages, non compris en ce Cartel, & tenus de ſuivre les Armées, pourront être rançonnez en payant un mois de Gages, outre qu'il ſera licite aux Parties de ſe donner advis reciproquement des Officiers, qui pourront être

obmis dans ce Cartel, & d'en convenir entr'eux, après quoy ce qui aura été concerté, ſera ponctuellement obſervé & tenu pour interé dans ce preſent Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté, touchant la Qualité ou Gages de quelques Priſonniers, elle ſera levée ſur le Certificat, qu'en donnera de bonne foy le General de l'Armée, ou Gouverneur de la Place d'où ſera le dit Priſonnier ſans qu'aucune autre preuve ſoit neceſſaire.

Il ſera fait deſſenſe de part & d'autre d'oſter les Habits aux Priſonniers.

Tous Soldats, Cavaliers, Dragons & autres, dont les rançons ſont égales, auront pour leur Subſiſtance, pendant le temps qu'ils demeureront en Priſon, trois ſols monnoye de France, outre la ration de Pain de Munition, par jour, & les Sergens le double.

Il a été convenu de part & d'autre, de ne contraindre aucuns Priſonniers de Guerre, de prendre parti ou de ſ'enroller, & pour prévenir toute conteſtation là deſſus, on ſera obligé de faire ſigner ceux, qui veulent entrer volontairement dans le ſervice de celui qui le tient Priſonnier, comme quoy il l'a fait de bonne volonté, ſans y avoir été contraint ny forcé.

Tous les Officiers ſe pourront faire traiter ainſi qu'ils trouveront bon, & ſeront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez ſur leur parole, ſeront obligez de retourner & ſe rendre Priſonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, s'ils n'ont auparavant fait tenir leur rançon ſur le pied y ſpecifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais, par eux faits dans la priſon pour leur Subſiſtance, ce qu'ils pourront faire ſans être obligé de retourner, & ſeront libres de ſervir, ſi tôt qu'ils auront l'acquit de ceux, auxquels ils s'étoient obligé.

Quant aux mois de Solde, dont pluſieurs Articles parlent, ils ſeront reglez de part & d'autre, ſelon les Appointements par mois, que donne Sa Majeſté: excepté les Gouverneurs, Commandants, Lieutenants de Roy, Majors & Aide-Majors, Capitaines des Portes, Officiers, Cavaliers & Soldats des Gardes du Capitaine General des Armées de l'Etat, qui payeront ſuivant les appointements qu'ils reçoivent de Meſſieurs les Etats Généraux.

Moyennant les Conditions cy-deſſus, on eſt convenu, de renvoyer de part & d'autre tous les Priſonniers quinze jours après la Ratification du preſent Traité, en payant reciproquement ce qu'ils auront dépencé pour leur nourriture pendant le temps de leur Detention dont il ſera fait état, & dans les ſuites de cette Guerre, il ſera tres-exactement obſervé de rendre les Priſonniers auſſi-tôt qu'ils ſeront réclamez, en payant leur rançon, ou rendant des Priſonniers en nombre equivalent à la Charge qu'ils poſſèdent.

Et pour faciliter toutes choſes également à l'avantage des Parties, on ſ'en rendra compte de ſix mois en ſix mois, s'il eſt neceſſaire, en envoyant un état.

Chaque Partie ſera un état des Priſonniers, qu'il renvoyera & en tirera un reçu du Commandant du Lieu, où ils auront été remis, afin qu'après l'entiere delivrance des Priſonniers, celui des deux Parties, qui demeurera redevable à l'autre, aye ſoin d'y ſatisfaire ſur le pied de la rançon cy-deſſus ſpecifiée.

Tous les Priſonniers des Troupes de Cavalerie ou Infanterie, qui ſont, ou qui ont été faits depuis la Declaration de la preſente Guerre, tant par Mer que par Terre, ſeront renvoyez de part & d'autre en ſatisfaſſant aux Articles cy-deſſus, dans les Places les plus voisines de l'obſiſſance de Sa Majeſté, ou de Meſſieurs les Etats Généraux.

Il ſera tres-expreſſement deſendu de part & d'autre, de ſe ſervir de Balles d'eſtain, ou autre metal, que celui de plomb, comme auſſi de Balles ramées pour des Partis de Campagne.

Il ne ſera delivré par les Generaux, Gouverneurs, Commandans des Places aux Troupes aucuns Paſſeports, pour aller à la Guerre les uns contre les autres au deſſous de dix neuf hommes à Pied, quinze à Cheval, ſans les Partisans; ayant été convenu, que ceux, qui auront été pris les Armes à la main au deſſous dudit nombre, ſeront reputez Partis bleus & châtiez de deux mois d'une dure priſon: & en cas qu'ils ſoient convaincus de vol ou de meurtre, ils ſeront mis entre les mains de la Juſtice, pour être punis ſuivant les Ordonnances, dequoy on ſe donnera

part.

ANNO
1690.

part reciproquement, & des raisons qu'on aura eu de le faire.

Néanmoins cette peine ne pourra avoir lieu, lors qu'un des Partis, après avoir perdu quelques Hommes en combattant contre l'Ennemy, sera rencontré en moindre nombre, qu'il n'étoit sorti de l'Armée ou de sa Garnison, ce qui se vérifiera par les Passeports & Certificats des Généraux, Gouverneurs ou Commandans, dont ils auront eu leurs Congez ou Passeports, comme aussi si quelque petite Troupe a servi d'escorte à un Officier, ce qui se pourra justifier par une semblable Attestation.

Que s'il y a des Cavaliers, Dragons, & Soldats Prisonniers qui soient blessés ou malades en danger de leur vie, s'ils demeurent dans les prisons, & qu'on soit obligé de les mettre dans les Hôpitaux ou autres Lieux, pour les faire traiter ou penser, il sera payé, outre leur rançon, ce que le Roi, ou Messieurs les Etats Généraux, donnent aux Directeurs des Hôpitaux, pour l'entretien des malades, ce qui sera déclaré de bonne foy de part & d'autre.

Que si de part & d'autre, sous prétexte de bien traiter les Prisonniers, on les met dans des Cabarets ou Auberges à leur dépens ou de leurs Capitaines, il ne sera payé pour leur dépençe outre leur rançon que les trois sols de Subsistance & la Ration de Pain de Munition par jour, qu'on oblige de part & d'autre de fournir chaque jour aux Cavaliers, Cravates, Dragons & Soldats, & le double pour les Sergens.

Que les Passeports d'Espagne auront lieu & seront respectés par les Troupes d'Hollande, de quelque Nation qu'elles puissent être, dans toute l'étendue de la Frontière depuis la Mer jusqu'à la Mozelie, ayant été fournis à des François qui en seront Porteurs, comme Messieurs les Intendans, leurs Subdeleguez, Receveurs de Contributions, de Confiscations, Entrepreneurs de Fourage, Directeurs & Commis des Traités & Domaines du Roy, Courriers & Postillons, & il en sera fourni de la part de France aux Receveurs des Contributions, de Convoys, de Licents, & autres de semblables Employs ou fonctions, comme ceux nommez cy-dessus du côté de la France, si le cas le requiert, qui sont établis sur les Frontières du Pays-Bas Espagnol de la part de Messieurs les Etats, lesquels pourront de part & d'autre aller en toute seureté dans les Villes & plat Pays de ladite Frontière, sans néanmoins qu'ils puissent s'approcher plus près de deux Lieues des Places de Guerre, Ennemis de part & d'autre.

Aussi il sera permis aux Prisonniers d'avertir aussitôt leurs Supérieurs du lieu de leur detention, à quoy Messieurs les Gouverneurs ou Commandans donneront les mains, leur en facilitant le moyen.

Que les Trompettes & Tambours seront renvoyez de part & d'autre sans rançon, à moins qu'ils ne soient pris en party les Armes à la main & en ce cas les Trompettes payeront comme les Cavaliers & les Tambours comme les Soldats.

Le présent Traité aura lieu & sera reciproquement bon pour toutes les Troupes tant du Roi, que de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'elles soient à leur solde ou non, de quelque Nation qu'elles puissent être, sans exception ny exclusion quelconque, qui se trouveront aux Ordres des Princes & Généraux, qui ont ou auront directement & naturellement Commandement & Autorité sur les Armées & Troupes de Sa Majesté, & de leurs Hautes Puissances, agissant de leur part & en leur nom conjointement ou sepäremment en quels Lieux & Pays que ce puisse être, toutes lesquelles Troupes jouiront de part & d'autre du présent Traité, seront échangées ou payeront rançon, comme il a été convenu dans ce Carrel, ce que Sa Majesté promet de tenir pour bon & valable, & le fera punctuellement observer & executer, comme Messieurs les Etats s'obligent & promettent de tenir pour bon & valable le contenu au présent Article, & de le faire agréer, observer & executer punctuellement aux Princes & Généraux, ainsi qu'il est dit cy-dessus.

Le présent Traité aura aussi lieu & sera executé par Sa Majesté pendant que la présente Guerre durera, non seulement pour les Troupes qui sont à la solde du Roy, & de Messieurs les Etats Généraux, de quelque Nation qu'elles soient, mais encore à l'égard de tous les Roys & Princes, qui sont présentement en Guerre contre la France, qui dans l'espace de deux mois déclareront par un Acte en bonne forme, qu'ils veulent

bien se conformer à ce Traité, & en promettre l'execution, soit que les Prisonniers se fassent en deçà ou en delà la Mer, & Sa Majesté promet de faire executer le susdit Traité à l'égard deidits Roys, & Princes, Alliez deidits Etats Généraux, pourveu qu'entre cy & le susdit temps, ledits Alliez des Etats Généraux, qui sont présentement en Guerre contre le Roy, promettent par un Acte en bonne forme de se conformer audit Traité, pendant que la présente Guerre durera, & aussitôt que les susdits Actes auront été remis au Sieur de la Motte, pour les envoyer à Sa Majesté, elle permettra aux Prisonniers des Troupes deidits Alliez, qui auront fourni leurs Promesses, de faire aussi executer le présent Carrel, de s'en retourner en leur País, ou à leurs Troupes, en payant la rançon portée par ledit Carrel, pour la Charge, dont ils étoient pourvus, lors qu'ils ont été faits Prisonniers, & s'il se rencontroit quelque difficulté sur la difference des Charges dans les Troupes des Roys & Princes Alliez à celle de l'Etat, enoncées dans le présent Traité, il en sera donné avis audit Sieur de la Motte, pour y apporter les remedes, dont on pourra convenir de part & d'autre.

Le contenu de l'Article cy-dessus ne pourra porter aucun préjudice ny alteration au présent Traité à l'égard des Troupes de l'Etat.

Que le Carrel & présent Traité d'échange & des rançons des Prisonniers de part & d'autre, aura lieu & sera bon du jour de la date de la Ratification, & sera inviolablement continué pendant le cours de cette Guerre, sans qu'il puisse être interrompu.

Et pour plus grande assurance dudit Traité, nous avons promis reciproquement, en vertu des Pouvoirs, qui nous ont été donnez, de le faire ratifier, tant de la part de Sa Majesté, que de celle de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, dans quinze jours au plus tard de la date d'iceluy. Fait à Bouillon le vingt-neufième Decembre 1690.

Signé,

LA MOTTE DE LA
PEYROUSE.

J. B. DE WASSENAER.

Pouvoir du Roy.

LE Roy ayant été informé de la disposition, dans laquelle sont les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, de convenir d'un Traité pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits tant par les Armées de Sa Majesté, que par celles qui sont à leurs solde, si Sa Majesté avoit agréable d'y entendre; & étant bien aisé de contribuer de sa part au soulagement & à la Liberté deidits Prisonniers; Sa Majesté ayant une entiere satisfaction de la conduite, que Mr. de la Motte de la Peyrouse, son Lieutenant au Gouvernement de Maubeuge, a tenu dans le Traité, qu'il a fait & passé en son nom le vingtième Octobre dernier avec les Commissaires, deputez de la part du Roy Catholique pour un pareil Traité d'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, dans lequel il a donné des preuves de sa Capacité & de son experience; Sa Majesté l'a commis, ordonné & dépuré pour se transporter à Bouillon, & s'y rendre vers le 2. du mois de Decembre prochain, pour y étant negotier, conclure, arrester & signer en son nom, avec le Sr. Baron de Wasseaer d'Obdam, député à mesme effect par ledits Etats Généraux, en vertu d'un Pouvoir suffisant, & qui devra être en bonne forme, un Traité general d'échanges des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits depuis le commencement de cette Guerre, & pendant le temps qu'elle durera, par les Troupes de Sa Majesté & par celles deidits Etats Généraux, en quelque part que ce soit, où les Armées de Sa Majesté & celles des Etats Généraux ont agy & agiront cy-après, sans exception, & ce Homme pour Homme de même Poste & Qualité, & qu'en cas qu'il y eust un plus grand nombre de Prisonniers de Guerre d'une part que d'autre, le surplus, qui ne pourra être échangé, sera mis en liberté, moyennant les payemens des rançons, dont il sera convenu, le tout conformément autant qu'il se pourra au dernier Traité d'échange & rançon, conclu & arrêté le vingt & un May de l'Année 1675. pour les Prisonniers de Guerre, faits par

ANNO
1690.

ANNO
1690.

les Armes de Sa Majesté & celles desdits Estats Généraux, y ajoutant ou diminuant ce qui sera jugé à propos, & generalement faire par ledit Sr. de la Peyrouse, pour ledit Echange & Convention des rançons, tout ce qu'il verra nécessaire & à propos, Sa Majesté luy en ayant donné & donnant tout Pouvoir par la presente, promettant en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui aura été négocié, promiſ, arresté & signé de sa part par ledit Sr. de la Peyrouse, en vertu du présent Pouvoir, & de

le faire ponctuellement garder & observer de sa part sans difficulté; car telle est la volonté de sa Majesté. Fait à Versailles le dix-neuf Novembre. 1690.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

LE TELLIER.

Plein-pouvoir des Etats Generaux.

DE Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die het aengaen magh, *Doen te weten*, dat Wy goet gevonden hebben te committeren ende te autoriseren; gelijk Wy committeren ende te autoriseren by desen, den Heere Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, General Major ten dienste van Onsen Staet, om uyt Onsen Naem ende van Onsentwegen, met die gene, die van wegen sijne Majesteyt den Koningh van Vranckrijk ingelijcks genoegsaem sal ofte sullen wesen geauthoriseert, te tracteren ende te convenieren over het maecken van een Cartel ofte Accord, wegens de Wisselinghe ende Rantloeneringe van wederzijds Gevangenen van Oorlogh, soo die tegenwoordigh gevangen zyn, ofte naermaels gevangen sullen worden, met het geene daar van dependeert, beboovende ter goeder trouwe, voor goet ende van waerde te sullen houden, oock te sullen approberen ende ratificeren, alles wat door den gemelten Heere Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, invoegen als vooren, in Onsen Name sal wesen geconvenieert ende gearresteert. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staat, Paraphure van den Heere Presiderende in Onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffler, in den Hage den elfden December 1690.

Was geparapheert,

G. SLOOT,

vi. Onder stont,

Ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generaal.

Geteeckent,

F. FAGEL.

Ter zyden stont het boven-gemelte Cachet in rooden Wassche gedrukt, en met wit Papier overdeekt.

Traduction.

LES Etats des Provinces-Unies font savoir à tous ceux qui y ont intérêt, qu'on a trouvé bon d'envoyer, & envoyé est par la presente, le Sr. Baron d'Obdam, Major General au service des Etats, & par nostre Ordre, à ceux qui seront autorisez de la part de Sa Majesté, le Roi de France, pour negotier & dresser l'Accord du Cartel, touchant l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre de part & d'autre: tant ceux qui le sont à present que ceux qui pourront l'être à l'avenir, & ce qui en depend. Promettant sincerement de tenir pour bon, & de ratifier tout ce que ledit Sr. de Wassenauer fera en nostre nom. Fait sous nostre Cachet de l'Etat, paraphé par le Sr. President dans nostre Assemblée, & signé par nostre Greffier. A la Haye le 11. Decembre 1690.

Signé,

G. SLOOT.

Et plus-bas,

Par Ordonnance de leurs Hautes Puissances,

F. FAGEL.

Au côté le Cachet cy-dessus nommé en cire rouge couvert de papier blanc.

Ratification du Roi.

LE Roy, ayant veu & leu attentivement le Traité cy-dessus transcript, fait & passé en son Nom par le Sieur de la Motte de la Peyrouse, & au nom des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas par le Sieur Baron de Wassenauer d'Obdam, pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont été faits depuis qu'elle est declarée, & seront faits cy-après pendant qu'elle durera, par les Troupes de France & celles desdits Etats Generaux, les uns sur les autres; & Sa Majesté ayant ledit Traité bien agreable, l'a ap-

prouvé, confirmé & ratifié, approuve, confirme & ratifie; & a promis & promet en foy & parole de Roy, de l'entretenir & faire entretenir & garder de sa part inviolablement sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, ayant pour témoignage de sa volonté signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A Versailles le quatrième jour de Janvier, 1691.

Signé,

LOUIS.

Ratification des Etats Generaux.

DE Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden; Allen den genen die desen sullen sien, *Salut: Doen te weten*, Dat Wy, gesien ende ge-examinert hebbende het Tractaet, geslooten tot Bouillon den 29. December 1690. tusschen den Heere de la Motte de la Peyrouse, als daer toe specialijk geauthoriseert van Zijne Koninklijke Majesteyt van Vranckrijk, en de Heer Baron van Wassenauer, Heere van Obdam, daer

toec

Traduction.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies, Salut. Faisons savoir que Nous avons veu le Traité conclu à Bouillon le 29. Decembre 1690. entre le Sieur de la Motte de la Peyrouse, autorisé par Sa Majesté le Roi de France, & le Baron de Wassenauer, Sieur d'Obdam, autorisé de nostre part, pour faire

N n

l'échan-

ANNO toe van onsentwegen inſgelijks geauthoriſeert zijnde, over de Rantſoenen ende Verwiſſeling van wederzijds 1690. Gevangenen, ſoo als het ſelve hier voren ſtaet uygedruckt.

Ende in achtinge genomen hebbende, dat by het laeſte Articul is beloofd, dat het ſelve Traſtaet van wederzyden ſoude werden geratificeert binnen den tijdt van vijftien dagen naer den voorchreven negen en rwintigſten December, zijnde den dagh van de Ondertekeninge: *Soo is 't*, Dat Wy, in gevolge van dien, het voorchreve Traſtaet hebben geapprobeert ende geratificeert, gelijck Wy het ſelve approberen ende ratificeeren mits deſen, volgens ſijnen teneur ende inhoud, beloovende oprechtelijck ende ter goeder trouwe dat Wy het voorſz. Traſtaet, en alle de Poincten ende Articulen van dien, ſullen onderhouden ende naerkomen, ende doen onderhouden ende naerkomen, by allen ende een yeder die het aegaen magh. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Praſiderende in onſe Vergaderinge, ende de ſignature van Onſen Griffier, in den Hage den eliden January, 1691.

Was gearapbeert,

W. DE NASSAW.

vi. Onderſtondt,

Ter Ordonnantie van de-hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.

Geteekent,

F. FAGEL.

Ter zijden ſtondt het boven gemelte Cachet in rooden Waſche gedrukt, ende met wit Papier overdeekt.

l'échange des Prisonniers de part & d'autre, de la ANNO
maniere cy-joinie imprimée. 1690.

Et comme on a promis par le dernier Article que le Traité seroit ratifié dans le temps de quinze jours, après le 29. Decembre 1690. qui est le jour qu'il a été signé. Et ledit Traité ayant été bien & agreablement approuvé, confirmé & ratifié, l'approuvent, le confirment, & le ratifient suivant sa forme & teneur, promettant sincerement de tenir ledit Traité, & tous les Points & Articles qui y sont compris, & de le faire maintenir & executer. Fait sous nostre Cachet à la Haye le 11. Janvier 1691.

Signé,

W. DE NASSAW.

Plus-bas,

F. FAGEL.

CXXXIII.

1691. *Pacta Dotalitia inter Serenissimum Principem Jacobum, Joannis III. Poloniae Regis Filium natu majorem, & Dominam Hedwigem Elisabetham, Philippi Guilielmi Electoris Palatini Rheni Filiam. Quod Serenissimus Elector in Dotem Suae Filiae centum millia Florenorum Rhenensium, praefato Regi & ejus Filiae soluturum promittit; Et e contra Hic Serenissima Suae Sponsae in contra-Dotem tantundem, atque alia centum millia Titulo Doni nuptialis constituit. Actum Anno 1691. [LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abftz I. pag. 112.]*

Cum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus *Johannes III. Dei gratia Rex Poloniae, Magnus Lithuaniae Dux &c.* maturo consilio perpenderit, non solum se sibi & suis, sed toti Mundo, praecipue vero Regnis a Deo sibi concreditur vivere, Populorumque praecipue vicinorum Amicitiae, Conservationi & Libertati inter reliqua quam maxime convenire, ut per mutua Conjugia major sinceritatis & reciprocae assistentiae nexus pro stabilienda eò fortius Pace & Securitate communi, modo quo fieri potest sanctissimo firmetur; Ideò Serenissimum Filium suum natu majorem, Dominum Principem Jacobum hujus quidem propria sponte & enixissima voluntate eò destinavit, ut inter illum & Principis Serenissimi Domini *Philippi Guilielmi, Comitis Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarii & Electoris, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Ducis &c.* Filium quinto genitum, Serenissimam Dominam *Hedwigem Elisabetham Amaliae, Comitum Palatinam Rheni* (tit.) Matrimonium iniretur, utpote ad saluberrimam Regiae Poloniae Majestatis supra fatam Intentionem eò praecipue ex capite maxime proficuum, quòd antiquissimus *Domus Palatinae ad Rhenum* Splendor toti Orbi adeò illucescat, ut Serenitatis Suae radios tam per Consanguinitatis quam Affinitatis Necessitudinem in omnes fere totius Europae, Imperatoris, Regum, Principumque Familias non diffundat modo, sed & illos tot quasi novis fideri-

bus coruscare faciat, quot proles ex affinitatibus cum hac domo contractis conspiciantur, vel certò sperantur in Regnis illis, quae tanto Provinciarum luctu tandiù antehac cum orbitate luctata sunt. Certè Serenissimus Dominus Elector veteris cum inclita *Polonorum* Natione confidentis Amicitiae non immemor, insuper quod ipse ex Regia *Fagellorum* stirpe antiquissima per se Sanguinis necessitudine sibi conjuncta Conjugem habuerit Serenissimam Dominam *Annam Catharinam Constantiam*, praeterea & Filius suus Tertio-genitus, Serenissimus *Carolus Philippus*, Comes Palatinus Rheni &c. cum Celsissima *Radziwillovum* Familia pari se Matrimonii Foedere conjunxerit, tam salutari Suae Majestatis Intentioni eò promiores praebuit aures, quò Sedes Apostolica & Sacra Caesarea Majestas efficacissimè interpositis suis officiis id gratissimum sibi fore contenderunt. Verùm posteaquam Sua Serenitas Electoralis infrascripta Matrimonii Capitula exquisita censuit, Clementissimo propterea ejusdem Mandato in scripturam redacta, prius tamen quam ad perfectionem perducì potuere, jubente sic divino Numine piensissimè supremum obiit diem, ideò ejusdem Dominus Filius Primogenitus, Serenissimus Dominus *Johannes Guilielmus, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius & Elector, Bavariae, Juliae, Cliviae & Montium Dux* (tit.) pro sua parte & spe Consilium Sapientissimi sui Domini Parentis approbaturus, & quò non minus ex sua sponte suum in Regiam Poloniae Domum pro publico bono affectum testatur faceret, coeptum hunc tam salutaribus ex causis Matrimonii Tractatum perfici voluit; Igitur quod felix faustumque sit & toti Reipublicae Christianae salubre, inter Regios & Electorales Deputatos, ex parte Regis quidem Dominos N.N. ex parte Serenissimi Domini Electoris vero Reverendissimum & Illustrissimum Dominum *Ferdinandum ab Yrsch*, Dominum in Macen, Serenitatis Suae Electoralis Consiliarium intimum & supremum Aulæ Cancellarium, Cameræ Praesidem & Feudorum Praepositum, Dynastam in Reichertshofen, nec non Illustrissimum Dominum *Andream Schellerei ab & in Heidersdorf*, Sacrae Caesareae Majestatis Consiliarium Imperialem Aulicum, nec non Serenitati Suae Electorali a Consiliis intimis, in subsequentes Matrimonii Tractatus & Conditiones conventum est.

I. Itaque Serenissimus Dominus Elector *Johannes* Gui-

ANNO
1691.

Guilielmus spondet in legitimam Uxorem Serenissimam Dominam Principem *Elisabetam* &c. Dominam Sororem suam dilectissimam, Serenissimo Principi Poloniæ Regio Dn. *Jacobus* &c. Et vicissim Serenissimus Princeps Regius *Jacobus* præcedente Consensu Serenissimi ac Potentissimi Regis Patris sui, promittit, se ducturum in Uxorem prædictam Dominam Principem *Elisabetam*, prædicto Matrimonio consentientem, juxta Ritus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Catholicæ, & curaturum, ut subsequenti quemadmodum infra dicitur, Matrimonio rato, aut suis, aut Serenissimi ac Potentissimi Domini Parentis, Regis sumptibus *Neoburgo* ad *Danubium* decenter ad Suam Regiam Aulam in *Poloniam* deducatur.

II. In Dotem & titulo Dotis Serenissimæ Principi *Elisabethæ* Serenissimus Dominus Elector promittit, solvere Serenissimis Dominis Regi & Filio eorumve Hæredibus & Successoribus Florenorum Rhenensium centum millia in monetâ currenti, Florenum aut sexaginta Crucigeros computando : Prædicti autem Serenis. Rex & Regius Filius in casu Dotis prædicto restituendæ pariter illam promittunt restituere pecunia numerata & dicto jam valore præfatæ Serenissimæ Dominæ Principi, aut ejusdem Hæredibus & Successoribus, omni exceptione remota, sub Obligatione Bonorum suorum præsentium & futurorum, suorum Hæredum & Successorum omni meliori modo, juxta Ritus & Leges Regni Poloniæ, imò & cum legitimo consensu Serenissimæ Dominæ Regiæ Majestatis observando.

III. E contra Serenissimi Domini Domini, Rex & Filius Regius promittunt Serenissimæ Dominæ Neo-Sponsæ centum millia Florenorum in Contradotem, & totidem, id est, alia centum millia Florenorum monetæ sæpius jam scriptæ, Nuptialis titulo doni constituere, prout hisce fide Regia constituunt sub Obligatione Hypothecæ & consensu respective Conjugalis & materni jam antea ratione Dotis enumerata, ita ut Dos, contra-Dos & Donum nuptiale ter centum millium Florenorum Rhenensium, id supra, importent, Quorum usufructus durante Matrimonio Serenissimo Domino Principi Regio, proprietates autem pleno Jure Conjugum superstiti, ejusque Hæredibus & Successoribus remaneat, seu fatum prius in Regio Principe, seu Serenissima Sponsa prius contingat, (quod quidem divinum Numen diutissime differre dignetur) idque five post mortem alterutrius Conjugum liberi exsistant ex hoc Matrimonio, five non, qui tamen si Dei gratia ex hoc connubio existent, Jure merito directæ & naturali illorum Successioni ad prædictas Summas præfenti Contractu derogari non potest.

IV. Serenissimus ac Potentissimus Rex, ac ejus Dominus Filius Regius durante Matrimonio providebunt Serenissimæ Dominæ Principi ejusdemque Aulico & aliis necessario Ministerio à primo ad ultimum nullo excepto, de congrua & hujusmodi Regiis & Electoralibus Filiis & Filiabus decenti sustentatione quoad victum, amictum, salarium, aut quicquid horum necessarium erit, imò & Principibus tantæ Dignitatis & Familiæ decorum; De reliquo autem durante Matrimonio sine ullo alio Onere aut Conditione Serenissimæ Dominæ Principi ad liberrimam ejusdem dispositionem absque ulla retente Obligatione Rationis ex paratissimis mediis ad initium cujusque mensis quingentos Florenos Rhenenses, qui consuevit uno & quolibet anno sex millia Florenorum Imperialium Rhenensium, solvi curabunt.

V. Si Cœli dispositione contingat, ut Serenissima Princeps (quod ipsa quidem vel omnino non, vel feris saltem exoptet annis fieri) dilectissimo suo Domino Sponso supervixerit, ad vidualem ejusdem sustentationem præter antea prædicta in funestum hunc casum proprietarie ipsi competentia trecenta Florenorum millia Dotis, Contra-dotis & Doni nuptialis, assignabuntur eidem à Serenissimo Rege ejusque Regio Principe, adhuc alia ducenta Florenorum millia una cum Dote, Contra-dote & Dono nuptiali in Capitali conscientia summam Florenorum quingentorum millium, monetæ Rhenensis, quam statim ac Tabulæ istæ Nuptiales conventæ & signatæ fuerint, in numerata pecunia adhuc ante Matrimonium ratum, & Abductionem Serenissimæ Dominæ Principis Neo-Sponsæ Serenissimi respectivè Rex & Elector consignarunt in Principatibus certis in *Silesia*, juxta Declarationem Sacræ Cæsareæ Majestatis quamprimum designandis, in quibus census annuus hypothecalis quinque pro centum Serenissimis

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1691.

utrisque Neo-Sponsis tam diù dabitur & persolvetur, usque dum summa Capitalis communi contrahentium consensu non fuerit repetita & exsoluta; Cum ulteriori tamen utrinque acceptata Conditione, ut hæc ducenta Florenorum millia, quæ Serenissimæ Sponsæ ultra Dotem, Contra-dotem & Donum nuptiale pro viduali sustentatione adjicerent, non ut Dos, Contra-dos & Donum nuptiale proprietariè, sed usufructuariè tantum, & quidem non ultra ejusdem Viduitatem & Vitam, ad eandem pertineant, imò si vel vivere vel vidua esse desinat, proprietariè & plenissimo Jure ad Serenis. Sponsi Hæredes devolvatur, respectu cujus Summæ viginti millium designatæ viduitati & Successores & Hæredes Serenissimi Neo-Sponsi regressus Sacra Cæsareæ Majestatis omnimodum spondebit Securitatem, ita ut eadem Summa nemini alii nisi legitimis Serenissimi Neo-Sponsi Successoribus extrahatur.

VI. Porro cum annua Pensio mox in Article præcedenti enarratæ Summæ 500000. Florenorum ad condignam ex casibus insperatis Principibus Palatinis ex hac Domo Electorali consueta vidualem sustentationem sufficere non possit, Serenissimus Rex & Regius ejusdem Dominus Filius singuli in solidum, cum consensu Serenissimæ Regiæ legitimè præstando, eidem hisce superaddunt, in casum & durationem viduitatis, & non aliter ac ultra, alios adhuc vigesies mille Florenos Rhenenses annui redditus, singulis annis justè & omni Exceptione remota, sine ulla aut litium aut sumptuum molestia, exolvendos sub Hypotheca tam generali quàm speciali, omnium bonorum tam avitorum quàm noviter acquisitorum aut adhuc acquirendorum juxta Ritus & Leges Regni Poloniæ firmiter expedienda, ita ut nec Generalitas Specialitati, nec Specialitas Generalitati quicquam deroget, cum ulteriori hac Declaratione, si Serenissimæ Dominæ Viduæ in supra-additis hisce vigesies mille annuis Florenis persolvendis molestia, mora, aut omnino impossibilitas modo quocunque futuris temporibus injiceretur, eidem tunc ex nunc, & nunc ex tunc libertas concedatur, vel hos annuos vigesies mille Florenos Jure exigendi, vel si malit, eorum loco dicta ducenta Florenorum millia Article præcedenti usufructuariè tantum sibi ad tempus Viduitatis assignata, proprietariè sibi suisque Hæredibus retinendi, ita ut in casum non solvendorum eorum supradictorum in Polonia assignatorum 20000. Florenorum, statim ac id se velle declaraverit, ipso Jure ducentorum sæpius præfatorum millium Florenorum proprietates ad eandem ejusque Hæredes reciderit, amittat tamen etiam ipso Jure omnem ulteriorem Actionem ad illos vigesies mille Florenos supra additos.

VII. Et hæc quidem pro viduali sustentatione conventæ Summæ integræ maneat Serenissimæ Dominæ Sponsæ factorum Dispositione futuræ forsitan Viduæ, etiam si una vel plures Proles extarent, ad quarum condignam & decoram sustentationem licet ex Summis ului suo viduali servientibus præfenti Contractu necessario Serenissima Neo-Sponsa non obligetur (cùm Educatio pro Dignitate tanti Sanguinis & sustentatio primariò ad Sortem Patrimoniale[m] spectet) nihilominus materno in Prolem affectu & pietati eà Præcustoditione minime derogari debere. Quemadmodum etiam liberum erit eidem tempus Viduitatis in vel extra Poloniam transigere, quâ in re nulla eidem à quopiam molestia inferatur. Si verò præeligeret, Viduitatem suam in Polonia transigere, gratis ipsi concedenda erit condigna Habitatio, decenti in omnibus & per omnia suppellectile instructa.

VIII. Quàmprimùm Pacta dotalitia utrinque inscripta & hisce Conditionibus supra enumeratis ex parte Sacræ Cæsareæ & Regiæ Poloniæ Majestatis & Serenissimi Domini Filii Regii Jacobi Neo-Sponsi fornita, quâ juxta Leges Poloniæ deet, efficaciter & re ipsa satisfactum fuerit, Clementissimo Regiæ Majestatis beneplacito relinquatur, quando suos Legatos ad celebrandum juxta Ritus Ecclesiæ Matrimonium ratum, & ipsam etiam Serenissimam Dominam Neo-Sponsam in Regnum Poloniæ suis tamen sumptibus, ut supra, abducendam ad Serenitatis Sux Electoralis Aulam *Neoburgicam* ablegare voluerit, quos ibidem Sua Serenitas Electoralis excipi, tractari & dimitti curabit pro innata sibi generosità & decenti, qua in Serenissimum Regem fertur, Reverentia.

IX. Antequam tamen ad hujus Matrimonii Celebrationem & actualem Serenissimæ Sponsæ ex Latibus fra-

ANNO
1691.

fraternis Abductionem perveniatur, eadem juratam & solennem Renunciationem faciat, eamque in publicam Scripturam redigi curet, quod aut ipsa aut ejus Descendentes Succesores aut Hæredes per se vel per alios nullam unquam Hæreditatem aut Successionem ex Domo Palatina, quamdiu unus Comes Palatinus Rheni & Dux Bavarie Masculeus ex communi Stipite utriusque Domus per Lineam Masculinam descendens, in vivis existit & superest, in Bonis ad eandem pertinentibus tam Feudalibus quam Allodialibus, tam Mobilibus quam Immobilibus in- & extra Imperium ubicunque Terrarum sitis, acquisitis jam aut acquirendis, perpetuis temporibus nullo Juris aut facti prætextu prætereundere, & sola sibi assignata Dote contenta, de reliquis autem omnibus extantibus Masculis Agnatis ex utraque Domo Palatina & Bavarica, semper exclusa esse velit, juxta formam in Serenissima Domo Palatina observatam, & juxta Pacta in Elocatione priorum suorum respectively Augustine Imperatricis & Serenissimarum Reginarum Hispanie & Lusitanie nec non Principis Parmensis Sororum conventa.

X. Pro observantia & executione omnium & singulorum, ut supra, Conventorum Serenissimi D. D. D. Contrahentes obligant sese, suos Hæredes & Succesores & Bona omnia præsentia & futura, etiam mobilia, omni meliori modo tam Jure generalis quam specialis Hypothecæ, ita ut Generalitas Specialitati, nec Specialitas Generalitati detrahat.

XI. Et ut Procuratores infra scripti specialem à Serenissimis suis Dominis Contrahentibus Ratihabitionem præsentium Pactorum quam proximè sese commutaturus promittunt, ita in horum fidem sese sequentem in modum subscripserunt & subsignarunt.

Ex parte Serenissimi Regis &
Principis &c.

CXXXIV.

4. Mai. *Accessio ANSELMI FRANCISCI Electoris Moguntini ad Fœdus Magnum inter LEOPOLDUM Imperatorem Romanorum & Ordines FOEDERATI BELGII Generales, contra Regem GALLIÆ, die 12. Maii 1689. initum. Die 4. Maii 1691. [LONDORPII Acta publica, Part. XIV. Lib. XV. sub Cap. X. num. X. pag. 317. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches*

CXXXV.

14. Mai. *Traaet van Alliamie tusschen de Heeren Staten Generael der VEREENIGDE PROVINTIEN ter eenre, en RUDOLPH AUGUSTUS nefe ANTHONI ULRICH Hartogen van Brunswyk-Luneburg Wolfenbuttel ter andere zyde. Gesloten in den Hage den 14. Mai 1691. [Manuscrit.]*

LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
BRUNSWIC-
LUNEBOURG.

- I. *SAI tusschen de Heeren Staeten General der Vereenighde Nederlanden ter eenre, ende Haere D. D. ter anderen zyde voor altoos sijn en blyven ene bestandige Vriendschap en Correspondentie, ende sal den eenen den anderen vallen tyden gerouweleyck met raad en daet assisteren en wederzyds interessen bevorderen, mitsgaders dan haere respectieve Ministers aen de Hooven van Uytheemse Prinzen,*

Reichs-Archiv. Part. Spec. Contip. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 515.] ANNO 1691.

NOS ANSELMUS FRANCISCUS, Dei Gratia Sanctæ Moguntinensis Sedis Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Princeps Elector &c. Notum testaturoque per præsentem Literas facimus, quandoquidem Tractatus quidam Amicitie & ætioris Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum & Invidissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum, divina favente Clementia Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtembergæ, Comitum Tyrolis &c. Nec non inter Cellos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum initus & conclusus sit Vienna 12. die Mensis Maji, anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni per Leopoldum Guilielmum Comitem in Königsegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, Aurei Velleris Equitem, & Theodorum Althetum Henricum, Comitem à Strassmann, Cancellarium Aulicum, Sua Cesareæ Majestatis Plenipotentiarios & Consiliarios Status intimos, à parte Sua Cesareæ Majestatis, & per Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in Confessu DD. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum, à parte Dominorum Ordinum Generalium, qui Tractatus est sequentis Tenoris:

Notum testaturoque sit, quod &c.

Cumque Suam Cesaream Majestatem Domini Ordines Generales rogaverint, quatenus virtute Articuli decimi, ut nos in prædicti Fœderis societatem invitaremur: Nos exhortationi Cesareæ morem gerentes, cupientes etiam Cellos ac Præpotentes DD. Ordines Generales sincere nostræ Amicitie & studii in amplectendis & promovendis iis omnibus, quæ tuendæ Causæ communi & salutis publicæ conducere possunt, evidens præbere Documentum, perfectio matureque considerato prædicto Tractatu, eundem laudasse, approbavisse, gratum, acceptum, ratumque habuisse, sicut & non tantum per præsentem laudamus, approbamus, gratum, acceptum, ratumque habemus, una cum omnibus & singulis ejusdem Articulis, verum etiam sincere spondemus, ac fide Electorali promittimus, nos Tractatum istum sancte & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos, nec eidem ullo modo contraventuros, aut, quantum in nobis erit, contraveniri passuros. In cujus rei majorem fidem & testimonium Literas hæc, manu Nostra subscriptas, Sigillo majore justissimè communiri. Datum 4. Maji 1691.

CXXXV.

- Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES d'une part, & RODOLPHE AUGUSTE & ANTHOINE ULRIC Ducs de Brunswic-Lunebourg Wolfenbuttel, avec stipulation du nombre de Troupes que ledits Princes feront obligés de tenir au service de L. H. P. à la Solde de la République. Fait à la Haye le 14. Mai 1691. Avec un ARTICLE SEPARÉ du même jour concernant une augmentation de six Compagnies dedites Troupes, que le Roi de la Grande Bretagne prend à sa charge.*

14. Mai.
LES PRO-
VINCES-
UNIES
ET
BRUNSWIC-
LUNEBOURG.

- I. *IL y aura pour toujours entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'une part, & LL. SS. d'autre, une constante amitié & correspondance, & s'assisteront & avanceront en tout tems les intérêts les uns des autres, fidelement, de conseil & de fait, ensemble les Ministres respectifs qu'ils ont dans les Cours des Princes*

Estraz-

ANNO
1691.

alyaer deselve soude residere, helpen, seconderen, ende voorts alle schaedelycke nadeel afweeren, en des met effectieve secourten malkanderen byspringen, soo en in voegen, als het selve hier naer sal werden verklaert.

II. Haer D. D. en sullen in dienst van Staet van Haer Hoogh-Moogende laeten verbylyven een Regiment Paerden van vier Compagnie en twee Regimenten te voet yder van vyf Compagnie geduyrende den tydt van dit tegenwoordige Tractact.

III. Ende naerdaemael by Experientie bevonden wert, dat de voorschreve drie Regimenten den gerequirenden Dienst niet kunnen doen, ten sy deselve met twee Compagnie werden versterckt, soo sullen haer D. D. den 1. Januari 1692. nogh twee Compagnie by yder van de voorz. drie Regimenten byvoegen, ten waere sijn Majesteit van Groot-Britannie voor den Dienst van den Staet nodigh achte dat sulcx eerder geschiede.

IV. De vacante Officiers Plaetsen sullen telckens by haer D. D. werden gesuppleert, pretereerende t'allen tyden die geene die van deselve bequamljck onder de voorschreven Troupes mochten sijn, boven andere buyten deselve Troupes.

V. Deselve Troupes sullen geduyrende deese Conventie niet gerappelleert, ofte te rugh geroepen mogen werden, ten sy haer D. D. in haere Steeden ende Landen mochten werden aengegrepen en aengestaet ende deselve gestelt in een evident ofte inevitable danger of pericul, als wanneer haer D. D. daer en boven door Haer Hoog-Mogende sullen moeten werden gescouereert, als hier naer Art. 13. sal werden geseght.

VI. Haere D. D. neemen aen geduyrende deese Conventie in haere Landen op de been te houden dry duyftent Man soo te Voet als te Paert, wel geregulcerde ende gedisciplineerde Troupes.

VII. Ende in gevalle haer Hoogh-Mogende geduyrende deese Conventie door jemandt, als den Koningh van Vranckryck, waar mede de selve in den Oorlogh sijn geëngageert, den Keyser, het Ryck ende d'andere Leden van het Doorluchtighe Huys Brunswick-Lunenburg alleen uytgesondert, ofte naer het eyndigen van desen Oorlogh, ende geduyrende dese Conventie van den Koningh van Vranckryck ofte eenige anderen, sijne Keyserlycke Majesteit het Ryck ende andere Leden van het Doorluchtighe Huys Brunswick ende Lunenburg uytgesondert, als vooren mogten werden aengestaet en aengegreepen, sullen in sulken gevalle Haere D. D. een maent, naer dat daer toe sullen wesen vercoft, ten dienste van den Staet laeten marcheren vyftienhondert Man te Voet, ende twee hondert te Paert, ende de selve leveren op de frontieren van den Staet, mits voor deselve by Haer Hoog-Mogende betaelt werden een march maent voor de selve Troupes, ende die tot haeren lasten ende soldie neemen, van den tydt af, dat die op de voorschreve Frontieren sullen wesen gearriveert, nemende haere D. D. op haer al het hazard van de selve marche, uytgesondert het obtinieren van vrye Passagie van Landen, waer door die sullen moeten passeren, t'geene den Staet sal moeten versorgen, sonder nochtans haere D. D. genootzaekt sullen wesen daerom in rupture te treden met die geene die haer Hoogh-Mog. souden mogen komen t'attaqueren.

VIII. Alle die Troupen van Haere D. D. soo die tegenwoordig in dienst van den Staet sijn, als die volgens het voorgaende Art. in derselven dienst soude kunnen komen, sullen gesigneert werden op de Provincie van Hollandt, ende soo omtrent die betaclinge, als alle andere Saecten getracteert ende gehandelt werden, als die eygen Troupes van Staet, ende vervolgens in allen deselve voordelen genieten, ende in cas van verminderinge oock op de selve wyse en naer proportie van die Sterckte van Compagnie werden gerecrueteert.

IX. Ende alsoo nodigh is dat die Compagnie van de voorschreven Regimenten, mits haere groote met eenige Officieren en voor alle die te Voet yder met een tweede Luytenant werde voorsien, soo sal daer over eens ter maent betaelt werden drye hondert Rixdaclters in te gaen met den 1. January 1692.

X. Die

Etrangers, en quelque endroit qu'ils puissent resider, les y seconderont, & detourneront tout ce qui pourroit leur être dommageable & nuisible; Et à cet effect se secourront les uns les autres, comme il sera déclaré ci-après.

II. Leurs Serenitez laisseront demeurer au service de leurs Hautes Puissances un Regiment de Cavallerie de quatre Compagnies, & deux Regiments d'Infanterie de cinq Compagnies, pendant le tems de ce present Traité.

III. Et comme on a trouvé par experience que les susdits trois Regiments ne peuvent pas rendre le service requis, à moins qu'ils ne soient augmentez chacun de deux Compagnies, LL. SS. joindront encore le 1. Janvier 1692. à chacun desdits trois Regimens deux Compagnies, à moins que Sa Majesté de la Grand Bretagne ne jugeât nécessaire pour le service de l'Etat que cela se fit plutost.

IV. Les places vacantes des Officiers seront chaque fois remplies par LL. SS. préférant toujours ceux d'entre lesdites Troupes qui seront les plus capables, aux autres qui n'en seront pas.

V. Lesdites Troupes ne seront point rapellées durant cette Convention, à moins que LL. SS. ne fussent attaquées dans leurs Etats & Pays, & reduites en un danger éminent ou inevitable; & alors LL. SS. devront de plus être secourus par leurs Hautes Puissances comme il sera dit ci-après en l'Article 13.

VI. LL. SS. se chargent de tenir sur pied dans leur Pais durant le tems de cette Convention trois mil hommes tant d'Infanterie que de Cavallerie, de Troupes biens réglées & bien disciplinées.

VII. Et s'il arrivoit que durant cette Convention leurs Hautes Puissances vinsent à être attaquées & assaillies par quelque autre que le Roi de France avec qui ils sont presentement en Guerre, exceptez seulement l'Empereur, l'Empire, & les autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick-Lunbourg, ou qu'après cette Guerre finie & durant cette Convention, ils fussent pareillement attaqués par le Roi de France, ou quelques autres, exceptez comme dessus Sa Majesté Imperiale, l'Empire, & autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick & Lunbourg, LL. SS. seront marcher au service de l'Etat, un mois après qu'ils en seront requis quinze cens hommes de pied & deux cens de Cavallerie, & les livreront sur les frontieres de l'Etat, en payant par leurs Hautes Puissances un mois de Marche pour lesdites Troupes, & les prendront à leur charge & Soldé, à compter du jour qu'elles seront arrivées sur les Frontieres, prenant LL. SS. sur elles tout le hazard de ladite Marche; excepté l'obtention du passage libre sur les Pais par lesquels ils devront passer, à quoy il faudra que l'Etat pourvoye, sans pourtant qu'il faille que LL. SS. entrent en rupture avec ceux que leurs Hautes Puissances pourroient venir à attaquer.

VIII. Toutes les Troupes de LL. SS. tant celles qui sont presentement au service de l'Etat que celles qui y pourroient venir suivant l'Article précédent, seront assignées sur la Province de Hollande, & seront traitées à l'égard du payement, & des autres choses, comme les propres Troupes de l'Etat, & en consequence jouiront des mêmes avantages; & en cas de diminution, elles seront recrutées de la même manière, & à proportion de la force des Compagnies.

IX. Et comme il est nécessaire que les Compagnies des susdits Regimens, & sur tout ceux d'Infanterie soient outre leurs Officiers pourvus d'un Sous-Lieutenant ou Lieutenant en second, il sera payé pour ce une fois par mois trois cens Rixdales à commencer du premier Janvier 1692.

ANNO
1691.

X. Die voorschreven Troupes weder te rugh naer haer Landt sullende moeten marcheeren, in gevolge van 't 5. Art. sullen deselve wederen afbetaelt van alle haere achterstallige Gages, Wagen-gelden, ende het geene den Staet aen deselve foo over Recruct in het 8. Art. gemelt, als andersins soude mogen wesen verschuld, tot dat die de Frontieren van den Staet sullen quiteren.

XI. Haer Hoogh-Mogende neemen aen, indien het gevaer in het 5. Art. gemelt quam te extendeen ende haer D. D. in haere Steden ende Landen geattaqueert ende aangegrepen te werden, die voorschreven Troupes vryelyck te laten trecken, sonder daar omtrent eenige verhinderinge te brengen.

XII. Ende in gevalle Haere D. D. gedurende dese Conventie door niemant anders als den Koning van Vrankryck, waer mede de selve benevens het Ryck albereids in Oorlogh syn geëngageert, of naer het eyndigen van desen Oorlogh door den Koning van Vrankryck, ofte eenige anderen mogten werden aengetaelt, ende aengegrepen, sullen Haer Hoog-Mogende in sulken gevallen een maand, naer dat daer toe sullen wesen verlocht, ten dienste van Haer D. D. laten marcheren drie duysent Man te Voet, ende vier hondert te Paerd, mits voor deselve by Haer D. D. betaelt werdende een march-maend voor de selve Troupen, ende die tot haren laste ende soldie nemen, van den tydt af, dat die op de Frontieren van Haer D. D. sullen wesen gearriveert, nemende Haer Moog-Mogende alle het hafard van de selve marche, uytfonderd het obineren van vyre passagie van Landen, waer door die sullen moeten passeren, 't gene Haer D. D. sullen moeten versorgen, ofte sullen Haer Hoog-Mogende de selve betalen eens de somme van hondert twintigh duysent Guldens, tot keure van Haer Hoog-Mogende, sonder dat noghtans Haer Hoog-Mogende genootfaecht sullen wesen daerom in rupture te treden met die gene, die Haer D. D. souden komen te attackeren.

XIII. Edogh indien het quam te gebeuren dat de periculen soo groot waren, dat niet moghelyck was die voorzf. Troupes derwaerts te laten marcheren, ende haere D. D. te laten toekomen, dat in sulken gevallen Haer Hoog-Mogende aen Haer D. D. sullen betalen de voorschreve hondert twintigh duysent guldens in plaats van de voorschreve Troupes.

XIV. Haer D. D. genegen weseende hare Vestinge ende Fortressen in beteren staet van defensie te brengen, ende daer toe een goede somme van penningen van noden hebbende, sullen Haer Hoog-Mogende haren Ontfanger Generael autoriseren, om onder haeren Garantie, als ten opsigte van andere Princen geschied is, ende suffisante attestatie ende securiteyt, aen die syde van Haer D. D. te geven, op interest te lichten jegens 5. ten hondert in 't jaer, eene somme van 't negentigh duysent Rycksdalders ende nogh daer en boven soo veel als die march-maend sal bedragen, des dat die voorschreve 't negentigh duysent Rycksdalders weder binnen den tydt van ses jaren sullen moeten werden afgeloft ende gequeten, ende de march-maend op het vertreck van de Troupes afgercekt werden.

XV. Dit Tractaet sal duuren den tydt van ses jaren, naer dato van het selve, ende voor het eyndigen van die tydt met wederlyts bewillinge mogen werden verniet ofte gecontinueert, ende sal binnen den tydt van 4. weken naer het tekenen deses geratificeert, ende die Ratification jegens den anderen alhier in den Hage uytwisselt werden. Aldus geden, in den Hage den 14. May 1691.

Separate Articulen.

Naardemalen syne Majesteit van Groot Britanniën aengenomen heeft die twee Compagnien te Paerd ende 4. Compagnien te Voet in 't 3. Articul van de voorslaende Conventie gemelt, mitsgaders nogh vier Compagnien te Paerd, Haeren D. D. mede toebehoorende, volgens voorgaande Capitulatie van den 8. Maart 1690. tot synen laste 't onderhouden, gedurende dit lopende jaer, en Haer D. D. daer en boven nogh in 't Leger van den Staet ofte daer sulks gerequireert sal werden, de selve tydt gedurende, tot haren kosten sullen onderhouden 7. Compagnien te Voet,

ANNO
1691.

X. Les susdites Troupes, lors qu'elles devront retourner en leur pais seront payées en consequence du 5. Article, de tous leurs arriérés, gages, argent de Chariots, & tout ce que leur sera dû par l'Etat tant pour les Recrûs mentionnés en l'Article 8. qu'autrement, jusques à ce qu'elles quittent les Frontieres de l'Etat.

XI. Leurs Hautes Puissances se obligent, si le peril mentionné au 5. Art. venoit à s'augmenter, & que LL. SS. vinssent à être attaquez & assaillis dans leur Pais, de laisser retourner lesdites Troupes, sans apporter à cet égard le moindre empêchement.

XII. Et s'il arrivoit, que durant cette Convention LL. SS. vinssent à être attaquez & insultez par quelque autre que par le Roi de France avec qui ils sont déjà en Guerre, aussi bien que l'Empire; ou qu'ils vinssent à l'être après la fin de cette Guerre par le Roi de France ou quelques autres, leurs Hautes Puissances seront marcher au service de LL. SS. trois mil hommes d'Infanterie & quatre cens de Cavalerie, un mois après qu'ils en seront requis, en payant par LL. SS. un mois de marche pour lesdites Troupes, & qu'ils les prendront à leur charge & solde, dès le temps qu'elles seront arrivées sur les frontieres de LL. SS. prenant leurs Hautes Puissances sur eux tout le hazard de ladite Marche, excepté l'obtention du passage libre sur les Pais, par où lesdites Troupes devront passer, ce que LL. SS. auront soin de procurer; ou que leurs Hautes Puissances payeront une fois la somme de cent vingt mil livres, au choix de leurs Hautes Puissances, sans néanmoins que leurs Hautes Puissances soient necessitez d'entrer pour cela en rupture avec ceux qui viendront attaquer LL. SS.

XIII. Mais s'il arrivoit que le peril fut si grand, qu'il ne soit pas possible d'y faire marcher les susdites Troupes & que LL. SS. les recoivent, qu'en ce cas leurs Hautes Puissances leur payeront les susdits cent vingt mil livres, au lieu des susdites Troupes.

XIV. LL. SS. étant portez de mettre leurs Fortifications en meilleur état de difence, & ayant besoin pour cela d'une bonne somme d'Argent, leurs Hautes Puissances autoriseront leur Receveur General, en donnant de la part de LL. SS. une attestation & sureté suffisante, de lever sous leur Garantie, comme cela s'est fait à l'égard d'autres Princes, à cinq pour cent d'intérêt par an, une somme de quatre-vingt dix mil Risdales, & encore par dessus autant que ce à quoi se montera le mois de Marche; à condition que la susdite somme de quatre-vingt dix mil Risdales en principal soit rachetée & acquittée dans le temps de six années, & le mois de marche apporté en compte au depart desdites Troupes.

XV. Ce Traité durera le tems de six ans, après la date d'icelui; Et pourra être renouvelé ou continué avant que son tems expire, d'un commun consentement, & sera ratifié dans le temps de quatre semaines après la signature des presentes & lesdites Ratifications seront icy échangées à la Haye. Ainsi fait à la Haye le 14. May 1691.

Articles séparés.

Comme Sa Majesté de la Grand' Bretagne s'est chargé d'entretenir pendant cette année courante les deux Compagnies de Cavalerie, & quatre Compagnies d'Infanterie mentionnées au troisième Article de la Convention precedente, ensemble encore quatre Compagnies de Cavalerie appartenantes aussi à LL. SS. suivant la precedente Capitulation du 8. Mars 1690. & qu'outre cela LL. SS. entretiendront encore à leurs depens dans l'Armée de l'Etat, pendant ledit tems, s'il est requis, sept Compagnies d'Infanterie

ANNO 1691. Voet, die eerstdaags staen te werden gerecruteert, ende dienftig gheht werd, dat alle die Troupes van Haere D. D. too die in de voorichreve Conventie, als in dit Separaet Articul syn geroert, in een ende de selve Capitulatie werden gecomprenheert, is tuschen de gemelte Contrahenten naer voorgaende Communicatie met Hoogftedaghte syne Majesteit nader verdragen ende geacordeert, dat Haer Hoog-Mogende met die expiratie van dit lopende jaer met syn Majesteit van Groot Britanjen sodanigh fullen concerten, dat de voorschreve vier Compagnien te Paerd ende 7. Compagnien te Voet, mede tot lasten van den Staet mogen werden gebraght, 't sy by wege van verwisselinghe ofte reforme van andere Compagnien. Ende op dat die voorschreven Troupes tot voorkominge van alle inconvenien ten omtrent die tydt van betalinge op eene wyse mogen werden getraceteert, fullen Haer Hoog-Mogende by Hoogftedaghte syne Majesteit hare goede officien aanwenden, ten eynde die vooriz. Compagnien tot desselfs lasten staende, nevens die van den Staet van tydt tot tydt mogen werden betaelt, ende die voorgemelte Capitulatie naer syne forme en inhouden in alles voldaan.

II. Haer Hoog-Mogende fullen ten allen tyden, daer toe verocht wesende aen het Hoff van syne Keyserlycke Majesteit ende waer het van effect souden mogen wesen, iterative devoiren ende instantien doen aanwenden, ten eynde het employeren van seven Compagnien van Haer Doorluchtigheden in dienst van den Staet, in het voorestaende Articul vermeldt, in plaetzen van naer den Rhyn te senden, niet mogen strecken tot eenige prejudicie van Haere D. D. Aldus gedaen, &c.

Infanterie.

Staff.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Luytenant-Colonel.	-	-	131.	5
Major.	-	-	105	
Regiments Quartiermeester.	-	-	100	
Auditeur.	-	-	48	
Predikant.	-	-	45	
Adjutant.	-	-	50	
Regiments Chirurgien.	-	-	60	
Regiments Tambour.	-	-	20	
6. Pypers à 12. 5.	-	-	73.	10.
Provoost.	-	-	39	
16. Personen.			1065.	10

Lyff-Compagnien.

1. Capitain.	-	-	150	
Capitain Luytenant.	-	-	45	
Vaendrick.	-	-	40	
3. Sergeants à 24.	-	-	72	
3. Onder Officiers à 24. 10.	-	-	73.	10
1. Chirurgien.	-	-	20	
3. Corporals à 23.	-	-	69.	15
1. Schryver.	-	-	12	
2. Tambours 14. 5.	-	-	28.	10
71. Gemeene à 12. 5.	-	-	869.	15
3. Jongens à 8.	-	-	24	
108. Hoofde.			1661	
Hier by het surplus			100	
			1761	
Importeert over 7. Compagnien.			7	
			12327	

Cava-

rie qui doivent être recrutées au premier jour; & ANNO qu'il est jugé nécessaire que toutes ces Troupes de LL. SS. ram celles mentionnées dans la susdite Conventie, que dans cet Article separé soient compris dans une même Capitulation; il a été plus expressément entre lesdits Contrahans, après une communication préalable, avec sadite Majesté convenu & accordé, qu'à l'expiration de cette présente année courante leurs Hautes Puissances concerteront avec sadite Majesté, que lesdites quatre Compagnies de Cavallerie & sept Compagnies d'Infanterie puissent aussi être mises à la charge de l'Etat, soit par voye d'échange ou reforme d'autres Compagnies; Et afin que les susdites Troupes, pour prévenir tous inconveniens à l'égard du tems du payement, puissent être traitées d'une même maniere, leurs Hautes Puissances tâcheront de faire enforte par leurs bons offices auprès de Sa Majesté Britannique, afin que lesdites Compagnies, qui sont à leur charge, soient avec celles de l'Etat payées de tems en tems, & que ladite Capitulation soit executée selon sa forme & teneur.

II. Leurs Hautes Puissances employeront derechef en tout tems en étant requis, tout devoir & instance à la Cour de Sa Majesté Imperiale, & par tout où cela pourra être efficace, afin que l'employ des sept Compagnies de LL. SS. au service de l'Etat, mentionnées dans l'Article precedent, & qui doivent être envoyées dans des Places de devers le Rhin, ne tourneront à aucun prejudice de LL. SS. Ainsi fait, &c.

Infanterie.

Etat Major.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Luytenant-Colonel.	-	-	131.	5
Major.	-	-	105	
Quartier-Maitre du Regiment.	-	-	100	
Auditeur.	-	-	48	
Ministre.	-	-	45	
Aide Major ou Ajudant.	-	-	50	
Chirurgien Major.	-	-	60	
Tambour Major.	-	-	20	
6. Fiffres à 12. 5.	-	-	73.	10
Prevost.	-	-	39	
16. Personnes.			1065.	10

Compagnies des Gardes.

1. Capitaine.	-	-	150	
Capitaine Lientenant.	-	-	45	
Enseigne.	-	-	40	
3. Sergeants à 24.	-	-	72	
3. Sous-Officiers à 24. 10.	-	-	73.	10
1. Chirurgien.	-	-	20	
3. Corporaux à 23.	-	-	69.	15
1. Escrivaain.	-	-	12	
2. Tambours 14. 5.	-	-	28.	10
71. Soldats à 12. 5.	-	-	869.	15
3. Garçons à 8.	-	-	24	
108. Têtes.			1661	
Icy joint le surplus			100	
			1761	
Montant pour sept Compagnies.			7	
			12327	

Cava-

ANNO
1691.

Cavalerie.

Staff.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Luytenant Colonel.	-	-	131.	5
1. Major.	-	-	105	
1. Regiments Quartiermeeſter.	-	-	100	
1. Auditeur.	-	-	-	48
1. Predicant.	-	-	-	45
1. Adjutant.	-	-	-	50
1. Regiments Chirurgien.	-	-	-	60
1. Paucker.	-	-	-	30
1. Prevooft.	-	-	-	40

10. Hoofden. 1003

Lijff-Compagnien.

1. Ritmeeſter.	-	-	-	400
1. Capitain-Luytenant.	-	-	-	180
1. Cornet.	-	-	-	145
1. Quartier-Meeſter.	-	-	-	70
3. Corporaels à 32.	-	-	-	96
1. Chirurgien.	-	-	-	35
2. Trompetters à 35.	-	-	-	70
1. Schryver.	-	-	-	28
52. Ruyters à 28.	-	-	-	1456
1. Smith.	-	-	-	28

2508

Hier by het ſurplus op yder Compagnie 140

2648

Cavallerie.

Etat Major.

ANNO
1691.

1. Colonel.	-	-	393.	15
1. Lieutenant-Colonel.	-	-	131.	5
1. Major.	-	-	105	
1. Quartier-Maitre du Regiment.	-	-	100	
1. Auditeur.	-	-	-	48
1. Miniftre.	-	-	-	45
1. Aide Major.	-	-	-	50
1. Chirurgien Major.	-	-	-	60
1. Timbalier.	-	-	-	30
1. Prevooft.	-	-	-	40

10. Têtes. 1003

Compagnies des Gardes.

1. Capitaine.	-	-	-	400
1. Capitaine Lieutenant.	-	-	-	180
1. Cornette.	-	-	-	145
1. Quartier-Maitre.	-	-	-	70
3. Caporaux à 32.	-	-	-	96
1. Chirurgien.	-	-	-	35
2. Trompettes à 35.	-	-	-	70
1. Ecrivain.	-	-	-	28
52. Cavaliers à 28.	-	-	-	1456
1. Maréchal.	-	-	-	28

2508

Pour ſurplus icy pour chaque Compagnie. 140

2648

CXXXVI.

15. Mai. *Declaration de leurs Hautes Puissances, les États Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la Continuation du Subſide promis à ſon Alteſſe Royale de SAVOYE le 10. Mai 1691. en la Ville de Haye. [Copie Manuſcrite & ſeure.]*

L Es États Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces préſentes verront, Salut. Comme par l'Article III. du Traité conclu à la Haye le 20. Octobre dernier il a été arrêté que Sa Majeſté le Roi de la Grande Bretagne & nous, établiſſions & promotions à Son Alteſſe Royale le Duc de Savoye une aſſiſtance de trente mille écus par mois, à commencer du jour de la ſignature dudit Traité, à continuer durant ſix mois à venir, lequel Traité nous avons ratifié & confirmé; & ayans été requis par Sadite Alteſſe Royale de continuer ladite aſſiſtance juſques à la fin de la préſente Guerre; Nous avons déclaré & déclarons par ces préſentes que nous voulons fournir à Son Alteſſe Royale nôtre part de ladite aſſiſtance, c'eſt-à-dire dix mille écus par mois, & les ferons payer de trois mois en trois mois pendant tout le tems que la préſente Guerre durera & que de part & d'autre on continuera d'agir avec toutes ſes forces ſelon le contenu dudit Traité contre l'ennemi commun, pour être employez ainſi que dans ledit Article troiſième il eſt exprimé que la dernière moitié des ſix mois doit être employée, lequel payement en vertu du préſent Acte commencera dès le Jour de l'expiration des ſix mois ſuſdits.

En foi de quoi nous avons fait ſigner les préſentes par le Préſident de nôtre Aſſemblée & contrefigner par

nôtre Greffier & y avons fait appoſer nôtre cachet.
Donné à la Haye le 10. Jour de Mai 1691.

ſigné,

GYSB. CUPER.
(L.S.)

Par Ordonnance deſdits
Seigneurs États Gé-
néraux.

F. FAGEL.

CXXXVII.

Traité entre ſon Alteſſe Electorale de BRANDE-15. Mai. BOURG, & ſon Excellence le Marquis de CASTANAGA, Gouverneur Général du Pais-Bas Eſpagnol, pour la Continuation du Service de ſept Bataillons Brandebourgeois. A Bruxelles le 15. de Mai 1691. [Copie manuſcrite tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye.]

S A Majeſté Britannique ayant ſouhaité, & fait faire inſtance, afin que Sa Serenité Electorale de Brandebourg voulût, non ſeulement continuer ici les ſept Bataillons d'Infanterie qu'elle y avoit laiffé depuis la dernière Campagne, enſuite du Traité du 14. d'Octobre, mais encore y joindre deux mille Chevaux pour ſervir pendant cet été; Sa Serenité Electorale, conſiderant le préjudice qu'elle ſouffriroit par

ANNO
1691.

la separation de son Armée, & que les fraix extraordinaires, qu'elle seroit obligée de faire pour la subsistance de ses Troupes dans un Pais, où la monnoye est fort haute, & les vivres très-chers, seroient bien considérables, y avoit rencontré quelque sujet de difficulté: Néanmoins la bonne intention en laquelle elle est de contribuer tout ce qu'elle peut pour la conservation & défense de ces Pais, & son Excellence le Seigneur Marquis de Castanaga Gouverneur Général d'iceux pour Sa Majesté Catholique, ayant fait temoigner à Sadite Serenité Electorale, comme il souhaitoit de seconder les desirs & dispositions de Sa Majesté Britannique, Sadite Serenité avoit donné Pouvoir au Sieur de Dieft Seigneur de Jessinga son Conseiller d'Etat & Privé pour en traiter; Suivant quoy Sadite Excellence au nom de Sa Majesté Catholique, a fait conclure les Points & Articles ci-après déclarez.

Sa Serenité Electorale fera rendre complets les sept Bataillons d'Infanterie qui sont dans ces Pais, pour faire ensemble le nombre de quatre mille neuf cents hommes, les Officiers y compris, étans pourtant convenu qu'au regard des deux Bataillons qui ont été à Mons pendant le siege, ils auront pour se recruter trois mois à compter du jour de la reddition d'icelle Ville.

Sa Serenité Electorale joindra à cette Infanterie trois Regiments de Cavallerie de vingt trois Compagnies, & un Regiment de Dragons de sept Compagnies, qui feront ensemble deux mille cinquante hommes à Cheval, les Officiers compris.

Ce Corps sera commandé par le Veldt-Maréchal Baron de Spaen, & Sa Serenité Electorale y fera joindre d'autres Officiers Généraux & une Artillerie convenable.

Le susdit Corps ne sera pas séparé sans le consentement dudit Seigneur Général, lors qu'il sera mis en Campagne. Il fera pourtant le service à la disposition de Son Excellence, ou de celui qui commandera l'Armée en Chef, & si Son Excellence trouve convenir de laisser ou envoyer une partie dans les Garnisons, ledit Général ne fera pas difficulté d'y consentir, & en usera de telle maniere, que Son Excellence n'aura pas sujet de s'en plaindre, & concourra en toutes affaires de Guerre avec ceux de Sa Majesté, selon que son plus grand service & celui de la Cause commune pourra requérir.

Qu'en consideration du benefice que Sa Serenité Electorale fait à ces Pais, & à la Cause commune, en laissant par deça ledits sept Bataillons d'Infanterie & deux mille Chevaux, Son Excellence a bien voulu accorder, pour l'entretien dedites Troupes, la somme de trente six mille patacons, ou écus, monnoye de banque, (y compris l'Import du Traité du 7. de Sept. dernier) par mois, à commencer du 15. du mois de Mai courant, & ainsi continuer de mois à autre jusques au 15. de Novembre qui seront six mois.

Pour assurance du paiement de ladite somme, son Excellence donnera dès à present des Assignations sur le Baron de Suasso en Hollande, qui seront par lui acceptées, & payables au 10. de Juillet prochain, 10. d'Août, 10. de Sept. 10. d'Octob. 10. de Novembre, & 10. de Decembre ensuivans.

Que parmi ledit subside Son Excellence ne sera obligée de fournir aucun pain, ou autre chose, mais au regard du fourrage, Son Excellence le fera fournir sans le decompter en aucune maniere auxdites Troupes de Sa Serenité Electorale, comme à celles du Roi, lors que la Campagne n'en donnera pas; & quand la Campagne en fournira, elles se contenteront de fourrager de même que celles de Sa Majesté, & en cas que ledites Troupes viennent à être mises dans quelques Villes, l'on devra leur donner le logement de même qu'à celles du Roi.

Ledites Troupes seront obligées de tenir si bon ordre que l'on n'ait aucun sujet de s'en plaindre, tant dans les Villes qu'à la Campagne, & s'il arrivoit qu'elles fissent dommage, ou prissent plus que ce qui est convenu ci-dessus, Sa Serenité Electorale en fera decompter l'Import de leurs gages, & le paiera à Son Excellence en diminution de la somme promise par le Traité.

Sadite Excellence fera donner sur ce qui reste dû à Sadite Serenité Electorale des Traitez susdits deux Assignations, chacune de trente cinq mille patacons, ou écus monnoye de banque, l'une à payer le 10. de ce mois de Mai, & l'autre le 10. de Juin prochain, &

TOM. VII. PART. II.

S. Excellence fera payer encore en quatre termes égaux, pendant les mois de Sept. Oct. Nov. & Decembre, la somme de vingt mille patacons, & pour assurance de ce paiement, l'on donnera les Assignations, ou fonds lors que la Ratification de S. A. E. sera délivrée, moyennant quoi tous les Arrerages, tant du Traité du 2. de Sept. que de celui du 14. Octobre 1690, demeureront éteints & acquitez jusques à ce jourd'hui datte de ceste.

Par le present Traité celui du 14. d'Octob. viendra à cesser, mais celui du 1. Sept. ci-dessus demeurera en sa force & vigueur. Ainsi fait & accordé sous la Ratification de Sa Serenité Electorale (qui se délivrera dans trois semaines) le 15. de Mai 1691. en la Ville de Bruxelles.

CXXXVIII.

Associations = Recess zwischen beeden 29. Mai.
Fränk- und Schwäbischen Erensen /
worinn sie in allen Nothfall einander 8. Juni:
treulich beyzustehen / und alle feind-
liche Anfallungen abzuwenden sich ge-
gen einander verbinden. Datum Nürn-
berg den 29. May. 1691. [LUNIGS
8. Juni.
Teutsches Reichs-Archiv, Part. Spec.
Nrhil. II. pag. 346.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association entre les deux Cercles de FRAN-
CONIE & de SUABE, par lequel ils se pro-
mettent une reciproque & fidele Assistance, en
tout cas de necessité, contre les injustes Aggressions
de ceux qui pourroient les attaquer. A Nüern-
berg le 29. Mai. 1691.
8. Juin.

Wissen: Nachdem zwischen denen beeden löblichen
Fränk- und Schwäbischen Erensen vor güt-
ter Zeit die Veranlassung beschähen / bey ighen
vorschwebenden höchstgefährlichen Conjunctionen un-
ter sich eine nähere Intelligenz an- und fest zu stellen /
und das in denen heilsamen Reichs-Satzungen und der
Execution-Ordnung gegründete Reichs-Vinculum auf
ein Special-Foedus und Association, inmassen es die
mehr und mehr zunehmende feindliche Gefahr in alle
Bege erfordert / zu extendiren / auch darauf ferners er-
folget / dasz nach vorherig zwischen beiderseitigen Erensen-
Versamblungen zu Nürnberg und Ulm gepflogenen Cor-
respondenz von löblichen ernulten Schwäbischen Erensen
wegen eine Gesandtschaft auf hieher / in ersibte des
heiligen Reichs-Stadt Nürnberg / zu dem auch löblich
versamleten Fränkischen Convent, zu vornehm- und Sta-
bilierung der Associations-Tractaten abgeordnet worden /
dasz man sich beiderseits mit einander verglichen und ob-
ligirt. Und zwar soll

I. Jeder Erenss des anderen Nutzen und Wohlfart be-
fördern / die gemeinsame Interesse mutuo secundiren /
und an dem nichts unterlassen / was zu verbindlicher
Cultivierung dieser Conjunction diener. Allerforderst
aber solle man einander in allen Nothfällen treulich
beystehen und die feindliche Aggressiones communibus
Consiliis & Auxiliis abzuwenden / und junckt zu treiben /
eussertigen Fleiss und Eifer trachten: Zu Asscquirung
dieser heilsamen Effecten nun erkläret man sich an Seiten
der löblichen Erensen

II. Dabyn / dasz der löbliche Fränkische Erenss ohne
Hindernis des etwan apprehendirten hienorigen Allianz-
Recessus, welchen Ihre Kayserliche Majestät / Anno
1689. mit Fürsten und Ständen des Fränkischen Eren-
ses auf gewisse Zeit errichtet / dessen völlige Relaxation
man allerunterthänigst erwartet / mit Accession der be-
eden Würzburgischen Regimenter / welche gleicher gestalt
ohne Hindernis des mit Ihrer Kayserlichen Majestät den
15. Dec. 1688. errichteten Recessus, zu jetziger Conjunction
und Association ohne Ansehung destinnirt bleiben /
und durchaus / wie die übrige Fränkischen Erenss-Troupen
Winter und Sommer mit agiren / und diesem Asso-
ciations-Recess in allem getreuen werden / Num tausend
Mann

ANNO
1691.

Mann an 7. Regimenten / als 4. zu Fuß / 1. Curasirer- und 2. Dragoner-Regimenten / worunter erstbesagte zwey Hoch-Fürstliche Würzburgische Regimenten mit bezifferten / der löblichen Schwäbischen Creyß aber zehn tausend Mann an 9. Regimenten / als benanntlich 5. zu Fuß / 2. zu Pferd / und 2. Dragoner / zur gemeinen Müß und Rettung / unter dem Commando der utrinque zugehörigen abgesonderten Generalität / sammt anderen requisitis Bellicis, an Regiments-Stücken / Artillerie, Ketten / Munition, Compagnie-Wägen / Pferden und dergleichen ic. stellen / und darinnen bederseits nichts manquiren lassen sollen. Und wie diese Creyß-Trouppen / so in Corpore, so viel sich thun läßt / besammeln stehen und agiren werden / unter Ihrer Königlich-Kaiserlichen Majestät Ober-Direction, doch mit der Maass militäiren sollen / wie Art. 11. mit mehrer Expression verabredet / von Ihrer Kaiserlichen Majestät / auch dem löblichen Schwäbischen Creyß in Kraft des den 27. Jan. dieses laufenden Jahrs errichteten Reccelus bereits zugestanden worden; Also bleibet

III. Jedem löblichen Creyß über seine Völkern die eigene Justiz dergestalt bevor / daß jedoch was diesfalls im Reichs-Abschied de Anno 1641. geordnet / ultro citroque beobachtet werde. Das Commando aber betreffend / so sieht man bederseits nicht an / daß mit vorbehalt des / was im 12ten Punct hierunter reservirt worden / Ihre Hochfürstlichen Durchleucht dem Herrn Margrafen zu Brandenburg-Gumbach / der Königlich-Kaiserlichen Majestät bestellten General über die Cavallerie, und des Fränkischen Creyßes mit-ausschreibenden Fürsten und Creyß-Obersten / als dormalen ältesten Generalen bey bederseitigen Völkern / wenn Seine Durchleucht sich bey den conjungirten Trouppen in hoher Person befinden / das forderste Commando, wenn aber Seine Durchleucht abseyn, und Ihre Hochfürstliche Durchleucht der Herr Administrator zu Württemberg / als gleichgestalt Kaiserlicher General über die Cavallerie und mit Creyß-ausschreibender Fürst zugegen seynd / (welche neben Ihre Hochfürstliche Gnaden zu Ersaß die Direction der Schwäbischen Creyß-Miliz ex communi Concluso Circuli, und nach der im hierunter folgenden 12ten §. enthaltener Kaiserlichen Declaration, das Mit-Commando haben) nach derselben gemachten Disposition Ihre Hochfürstlichen Durchleucht dem Herrn Margrafen zu Baden-Durlach / als bestellten Kaiserlichen und des Schwäbischen Creyßes General-Feld-Marschall Lieutenanten solches Commando deferirt werde; Wegen des Rangs aber der subalternen Generalität wird die Kriegsmännliche Competenz vorbehalten / also / daß nach dem Alter der erlangten Charge, wo das Commando die Herren General-Wachmeisters / Obersten oder andere hohe commandirende Officers in gleicher Charge treffen würde / der Rang vor sie und ihre Regimenten genommen werden solle / und so fort bey allen Chargen das Fundament auf das Seniorat gesetzt / und der Rang darnach regulirt werden solle; Und obwohl

IV. Man die bederseitige Verpflegung-Ordonnanzen auf gleiche Weise und Conformität einzurichten vor gut angesehen / so hat sich jedoch dasselbe bey gegenwärtiger Enge der Zeit nicht thun wollen / sondern es ist die Sache biß auf weiteren Erfolg und mehrere Überlegung diesmal ausgesetzt worden. Und wie

V. In obersanderer weiterer Armatur die hauptsächlich Anlaß gegeben / daß zwar Ihre Kaiserliche Majestät in dem Reccelus, so den 27. Januarii 1691. mit dem Schwäbischen Creyß ausgerichtet worden / die Bedeckung selbigen Creyßes allergnädigst übernommen / die Mouvements von Orient aber und andere Conjunctionen so viel gezeiget / daß von denen / so in der Winter-Verpflegung gestanden / fast wenig in diesen Partibus verbleiben können / also / daß beide löbliche Creyße nicht allein zu ihrer eigenen Conservation, sondern um des gemeinen Bestens und des Vaterlandes Wohlfart willen sich so hoch angegriffen / und daher verpfichtet leben / daß bey sich der beiden Creyßen pro omni virium extremitate erhöhter Armatur, die sie nicht nur vor sich in obersanderer Anzahl / sondern auch firters / so lang es die Noth erfordert / beständig zu unterhalten / und fortzuführen gemeinet / niemand seyn werde / der auf die künftige Winter-Quartier / wenn schon eine mehrere Bedeckung vonnöthen / diesen beiden Creyßen etwas mehrers zuzuthun werde / inmassen Ratio ipsa und die selbstredende Unmöglichkeit den fernern neben den jetzigen Last zu tragen ausschließt: Also hat man weiter veranlaßt / an allerhöchster, Ihre Kaiserliche Majestät zu Erreichung dieses Ziels und Zwecks / ex gremio utriusque Circuli,

nächstens eine Abordnung zu thun / und hierbey alle Gehehrnisse zu beobachten / zu dem Ende dan die beiderseitige Gesandtschaften mit einander vertraulich zu communiciren / Ihre Negotiationes unitis Consiliis anzustellen / und sich de reliquo miteinander so zu comportiren und zu versehen heßen / wie es der associirten Creyße Nothdurft und Wohlfarth erfordert / der allerunterthänigsten Hoffnung gelebend / allerhöchstermännlich Ihre Kaiserliche Majestät um so ehebder hierunter allergnädigst zu condescendiren geruhen werden / als die beide löbliche Creyße auf den äußersten Grad / und wohl über Ihre abgeschwächte Kräfte / auch weit über dasjenige / was andere Reichs-Creyße dem publico zum besten der Zeit beytragen / sich angegriffen / und die Winter-Quartier nicht eben allein auf Franken und Schwaben bleiben müssen / obgleich die unglückliche Situation dero Gegend vor anderen mit der Postirung graviren; und demnach

VI. Der Finis dieser Conjunction kein anderer seyn soll / dan sich in eine mutuelle Defensions-Postur zu stellen / und einander wider allen feindlichen Einbruch auf eine tapffere einmüthig-und Patriotische Weise hülflich zu erscheinen; Als solle sie im übrigen auch keine andere Incommoda nach sich führen / gestalten zu Verhütung alles dessen die Abred auch dahin specialiter ergangen / daß die Miliz von beiden Theilen / so lang sie den Sommer durch im Feld steht / forderst mit Brod und Haber / auch dem Monath-Geld / daraus sie sich die übrige Nothdurft zu schaffen / ordentlich versorget / in Verbleibung dessen aber keine Unfath und Anlaß gegeben werden möche / daß der Soldat aus dem Vornangel der nöthigen Lebens-Mittel bemüßigt werde / die Unterthanen und Landes-Insesselen in diesem oder jenem Creyße zu belästigen / und damit schädliche Defordres vorgehen zu lassen.

Damit aber die Consumptibillen mit denen Quartieren und Postirung hiernächst nicht verfeinert und erschwert / sondern im billigen Preiß erhalten werden mögen / so versprechen allerseits Herrschaften dies und jenes Creyßes / alles Fleißes daran zu seyn / damit die Vivres und Fourage gegen des anderen löblichen Creyßes Angehörige nicht gezeigert / sondern denen Fremdbden wie den Einheimischen in gleichem Anschlag und Preiß gegen richtiger Zahlung geliefert werden mögen; Wie dan zu mehrer Erreichung dessen der Fürsten und Ständen / oder auch der hohen Creyß-Generalität abgehende Pässe für die Vivres und Fourage, so viel zu Conservation der Trouppen / an die Orth der Operationen oder die Postirung eigentlich bestellet / in beiden Creyßen respectirt / und solche Consumptions-Mittel (doch daß keine eigenmüthige Unterschleiffe mit unterlaufen / sondern der Fürsten und Stände nöthigste Anhalten für die Thyrge allein darunter begriffen seyn) Zoll-und Wankstrey passirt werden sollen.

VII. Ferner ist sich miteinander dahin verstanden worden / daß auf denen Marchen (welche vorher zu zeitlicher Einrichtung der unermädelich zu vollziehen haben der Route, denen Interessirten Fürsten und Ständen jedesmalen zu notificiren) gute Ordre gehalten / und so wohl von denen Unter-Officers / vom Wachmeister und Feldwebel anzurechnen / als den Gemeinen / Etappen-mäßig gelebet / und auf eine Mund-Portion täglich 2. Pf. Brod / 1. Pf. Fleisch 1. halb Maass Wein oder 1. Maass Bier / des Landes Arth nach / auf die Pferd-Portion aber 6. Pf. Haber / 8. Pf. Heu und eine Nothdurft Stroh zu folgen / und dagegen für die Mund-Portion 6. Krl. für die Pferd-Portion aber 5. Krl. und also zusammen 11. Krl. Rheinisch täglich bezahlt / was aber darüber genossen oder erzwungen wird / das solle in landläufigen Preiß gut gethan / hingegen was von denen höheren Officieren bis auf den Fendrich und Cornet inclusive genossen wird / gleichgestalt / dem rechten Werth nach / vergütet werden / doch daß die Officers auf Ihre Ordonnanz-mäßige Knecht und Pferd gegen obige Zahlung der Etappen mit zugewiesen haben sollten.

Esste sich aber zeigen / daß von hohen oder niederen Officieren oder Gemeinen / Excels vorgehen / und gegen dieß Disposition ein oder anderseits gehandelt / oder die Bezahlung und Ersetzung difficultirt / auch von denen commandirenden Officieren / auf angebrachte Klage / gleich nicht remedirt wurde; So solle der beständige Belauf auf vorhergehenden Beweiß von Commissariats wegen gutgehen / und denen schuldigen Theilen so viel an Sold ihnen behalten und abgezogen werden. Und weil

VIII. Jedem dieser beiden löblichen Creyßen daran gelegen / wie es der künftigen Winter-Postirung wegen

ANNO
1691.

gehal.

ANNO gehalten werden solle / bey dem allerhöchsten Orth zeitlich
1691. zu penetriren / und communi studio sich der weiteren
Prælationen / so neben so ansehnlicher Verfaß und Ver-
pfligung der Säumigen von Francken und Schwaben ohn-
möglich weiter zu gewarten / andersher zu versichern;
Als soll dasselbe durch eben die Gefandtschaft / deren
oben Art. 5. gedacht worden / nicht alleine zeitlich nego-
ziirt / sondern auch aller anderer dienlichen Orthen / con-
junctis amicitis & viribus dahin allaborirt / und / da sich
was widriges erzeiget / hierunter zeitlich zusammen gethan /
und communi studio der mehrere ohndem ohnerträgliche
last abgewendet werden. Ergäbe sich nun

IX. Daß Sedes Belli sich in den Fränkischen Creyß
ziehen / oder derselbe sonst vom Feind Noth und Unfug
leiden solle / so obligirt sich der Schwäbische Creyß Krafft
dieses Associations-Recessus zu ebennässiger Auitenz /
und allen anderen prestandis activis und passivis. wie
sich Fränkischen theils obligirt und verbindlich gemacht
worden.

X. Was sonst die auff das Tapis gebrachte Erinne-
rung wegen der beiderseits eingesessenen Reichs-Winter-
schaft concurrenz ad incolomitatem publicam, dan die
bisherige exaction, irregulirte Marchen / Reichs-Abchieds-
gemässe Zustimmung und dergleichen landverderbliche
Dinge betreffen thut / da sollen beide associirte Theile
neben gemeinder Beobachtung des ersten / die Abstellung
bey Ihrer Kayserslichen Majestät und denen Reichs-Com-
missionen nicht allein angelegentlich suchen / sondern sich auch
dagegen / zumahlen aber in solchen Vorfällenheiten kräft-
iglich schützen / und Reparationem Damnorum mit ein-
ander suchen / wan Status contra Statum sich solcherley
schädlicher / und wieder die Reichs-Constitutiones lauf-
fender Conatum gegen bessers Verhoffen weiter annas-
sen solten; So viel aber die Oesterreichische und andere
in dem Schwäbischen Creyß angelegene Orth betrifft /
behalten Fürsten und Stände des Schwäbischen Creyßes
ihre besugliche auch bey dieser weiteren Verfassung sich
absonderlich bevor. Und gleichwie

XI. Des Ober-Commando modificirung / und dessen
respectu beeder Creyßen convenabler Einrichtung / be-
zeits Art. 2. vorläufig gedacht worden: Also hat man
für gut angesehen / den Passum concernentem des vor-
allegirten mit dem Kayserslichen Hoff Schwäbischer Seits
aufgerichteten Reccellus §. 6. umd feine weitere Ambages
und Weitläufigkeit zu machen / hiehero von Wort zu
Worten zu wiederholen / die also lauten:

„ Süngegen seynd Fürsten und Stände des aller-
„ höchsten Erbtums / zu mehrer Sicherheit sohaner
„ gemeinen Defension ihre auf den Weinen habende
„ Creyß-Mannschaft in completen Stand noch ferner
„ zu erhalten / und so wohl diesen Winter durch / nach
„ gemachtem Concert, in der Posit- und Logirung sie-
„ hen / als auch künfftigen Sommer wiederum gegen
„ den Feind operiren zu lassen / solchergestalt / daß zwar
„ solche Troupen auch voriet unter dem Commando
„ der en chef commandirenden hohen Kayserslichen Ge-
„ neralität begriffen seyn / und daher auff ihren jezt
„ assignirten Posten die Ordre zu empfangen haben;
„ Wan aber Fürsten und Stände dieses Creyßes / welche
„ im übrigen sich die freye Disposition über ermelde
„ Troupen vorbehalten / entweder bey einem Creyß-
„ Convent, oder außer denselben / die Herren Creyß-
„ ausschreibende Fürsten auff erigirte Fälle für die meh-
„ rere Defension dieses Creyßes / und der etwan in be-
„ sonderer Gefahr stehenden Stände dero Creyß-Gener-
„ alität / oder dem Commandanten solcher Regimenter /
„ Special-Ordres ertheilen würden / dieselbe darwider
„ nicht aufgehalten / sondern ihnen / solcher Creyß-Ordre
„ völlig zugelehen / verstant / und weder gank noch zum
„ Theil auff auswärtige Posten / ohne Consens der Her-
„ ren Creyßauschreibenden Fürsten / oder der zu dem
„ Ende gungsam bevollmächtigter Räte / commandirt
„ werden solten.

XII. Quoad Terminum, und wie lange diese Asso-
ciation dauern solle / hat man sich letztlich beiderseitig da-
mit auff ein Jahr lang verbunden / und die Extension
auff den weiteren Erfolg / und beeder associirender Theil
künstlich in ferner weites Wollen und Gutbefinden / dan
auff der beeden Creyßen Fürsten und Ständen folgende
Ratification, welche man beiderseits zu befördern trach-
ten wird / angeschlossen.

Zu mehrer Uthrum alles dessen ist gegenwärtiger Re-
cess mutuo Consensu zu Papier gebracht / von denen 4.
Räthen des Fränkischen Creyßes eines; anderen Theils
aber von denen Schwäbischen Creyß-Gefanden vollstän-
gen und jedem Theil ein Exemplar zugesellet wor-
Tom. VII. Part. II.

den. Signatur Nürnberg den 29. May (8. Junii) ANNO
1691. 1691.

CXXXIX.

Traité entre Leurs Hautes Puissances les Etats Géné- 26. Juin.
raux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas,
& S.E. le Marquis de GASTANAGA Gouverneur
Général du Pais-Bas Espagnol pour les Contr-
ibutions. „ Fait à Bruxelles le 26. Juin 1691.
[Copie Manuscrite & authentique, tirée des
Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye
du tems du Roi CHARLES II.]

Nous Don Francisco Antonio de Agurto
Marquis de Gastanaga, Chevalier de l'Ordre
d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Ca-
pitaine Général des Pais-Bas, &c. A tous ceux qui
ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le Traité
fait le vingt quatrième d'Octobre mille six cens quatre
vingt neuf entre les Deputez du Roi nôtre Sire d'une
part, & les Commissaires des Seigneurs Etats Géné-
raux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard des Con-
tributions qui se tirent de la France à l'occasion de
la presente Guerre, étant venu à cesser par l'expiration
du Terme; il a été fait à Bruxelles un nouvel Accord
au sujet des Contributions susdites dont la teneur s'en-
suit.

Le Traité fait le 24. d'Octobre 1689. entre les Dé-
putez de Sa Majesté d'une part & ceux des Seigneurs
Etats Généraux des Provinces-Unies d'autre, à l'égard
des Contributions qui se tirent de la France à l'occa-
sion de la presente Guerre, étant venu à cesser par l'ex-
piration du Terme, l'on est convenu par nouvel Ac-
cord des Points & Articles suivans.

I. Les Contributions seront demandées par des
Envois depêchez au nom de Sa Majesté, & des E-
tats suivant le Formulaire inféré à la fin de ce Traité.

II. Les Seigneurs Etats Généraux pourront établir
en chaque Comptoir une personne de leur part, pour
regir ladite Contribution, signer les Envois ou Man-
demens & les Quittances, ensemble regler les exécutions
conjointement avec les Intendans & Receveurs
de la part de Sa Majesté, & recevoir les respectives
quottes de ladite Contribution qui se partagera à mesure
que les Contributaires la payeront.

III. Les Commis qui seront établis par les Etats pour
intervenir en chaque Comptoir, soit que l'on les qual-
ifie Intendans ou autrement, auront en la direction &
manierement de la Contribution la même Autorité &
Pouvoir que ceux de Sa Majesté, & seront exemptés
de logement, guer & gardes, & jouiront des mêmes
Privileges dont jouiront ceux de Sa Majesté à Titre des
Receveurs des Contributions.

IV. L'une des Parties ne pourra accorder des exemp-
tions ni moderer les taxes imposées au préjudice de l'autre,
ni recevoir la quote séparément, & si le cas arri-
voit, la Partie qui se trouvera grevée, pourra exécuter
les contribuables, pour en tirer son desintéressement,
& même pourra faire exécuter en son particulier le Re-
ceveur qui aura reçu la part de l'autre.

V. Les Comptoirs seront établis à Nieupoort, Gand,
Ath, Namur, & Maftricht.

VI. Bien entendu qu'à Maftricht on ne recevra que
les Contributions de toutes les Terres ennemies qui
sont situées audelà de la Meuse, aussi loin qu'on les
pourra étendre de ce côté-là, & le Receveur s'y pour-
ra faire payer ce qui resté dû de ces Contributions au
delà de la Meuse; & toutes les autres Contributions en
deçà de la Meuse qui ont été exigées ou payées à
Maftricht, seront exigées & payées à Namur, où l'on
recevra aussi les arrearages de tous les Pais en deçà de
la Meuse.

VII. De toutes lesdites Contributions Sa Majesté
profitera deux tiers, & les Seigneurs Etats Généraux
l'autre tiers.

VIII. Mais il a été stipulé expressement que comme
lesdits Seigneurs Etats Généraux jouissoient de la moitié
de ce qui se recevoit au Comptoir de Maftricht, ils
jouiront pareillement dans le Comptoir de Namur de
la même proportion pour autant que portoit ledit
Comptoir de Maftricht, & afin d'éviter les difficultez
de la liquidation de cet Import, l'on le tient fixe à la
somme de quatre vingt mille florins.

ANNO
1691.

IX. Si toutefois dans la suite l'on trouvoit, que par prise de Place, étendue de Contribution, ou autrement, il y auroit plus de facilité ou avantage d'exiger & recevoir tout le revenu dans la Ville de Mastricht, le Comptoir y sera rétabli sur le même pied & conditions portées par les Articles 2. & 3. de la Convention du 24. d'Octobre de l'année mille six cens quatre vingt neuf.

X. Le présent Traité sera pour le terme d'un an, à commencer du jour de l'expiration du précédent.

XI. La Châtellenie de Courtrai occupée par la France depuis cette Guerre, & les parties de la Province d'Hainaut, comme la Prevôté de Mons, & autres dont les François prendroient possession dans ladite Province depuis la perte de la Ville Capitale, ne seront pas comprises au présent Traité; mais demeureront comme auparavant à Sa Majesté pour en tirer par elle les aides & subsides ou quotisations, sans que les Seigneurs Etats y puissent prétendre aucune part pour le terme que durera le présent Traité, sans préjudice néanmoins desdits Seigneurs Etats Généraux, & sans conséquence pour l'avenir après l'expiration d'icelui.

XII. Tous les Mandemens extraordinaires que l'on fait par Represaille, Contre-represaille ou autre voie pour le démentèlement des exactions ou retorsions que l'Ennemi pourroit faire au dessus des Contributions ordinaires qui se font par un seul Envoi pour chaque année, qui commence au mois d'Avril ou de Mai, seront profitez par ceux à la charge de qui ledits Envois extraordinaires auroient été faits.

XIII. L'on se donnera toute l'assistance requise des Troupes pour l'établissement, la levée & l'exécution desdites Contributions.

XIV. Les frais qui résulteront de la levée, recette & exécution desdites Contributions viendront à la charge des Parties contractantes, à proportion de la quote que chacun profite.

XV. Les Sauvegards qui se donneront aux habitants des lieux qui payeront ladite Contribution, seront signées & respectées de part & d'autre, & le profit qui en résultera sera partagé à la même proportion que l'Envoi principal comme aussi le sol par livre.

XVI. Chacune des Parties pourra regler les gages de ses Officiers, & à cet effet tirera de chaque Comptoir la somme de deux mille & cinq cens florins.

XVII. La liquidation des Arrerages de la Contribution depuis le Traité du 24. d'Octobre 1689. sera faite promptement & le Boni satisfait en argent ou assignation sur la Contribution à recevoir, ensuite du présent Traité.

XVIII. Les Envois que l'une ou l'autre des Parties pourroit avoir fait pour le paiement de cette Contribution seront revokez incessamment, & s'il en a été reçu, ou s'en recevoit encore quelque chose, il sera rapporté dans la masse de cette année. Fait à Bruxelles le seizième de Juin mil six cens nonante un, sous Ratification de part & d'autre, qui se délivrera recipro-

quement éndans trois semaines, & cependant le Traité sortira son effet.

ANNO
1691.

*S'ensuit le Formulaire selon lequel seront
dépêchez les Envois.*

Messire Charles Gaillard Conseiller & Commis des Domaines & Finances du Roi & Intendant de la Province de Namur, & Theodore Van den Heuvel Commis de la part des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas à la direction des Contributions au département de Namur: Il est ordonné aux habitants de de payer dans le terme de entre les mains des Receveurs des Contributions Joseph Germain & Abraham Nislet la somme de à quoi ils ont été taxez pour cette année, prenant Quitrance desdits respectifs Receveurs, à peine de nullité de leur paiement, & d'y être contraints par les rigueurs de la Guerre. Fait à Namur le

Ces Envois seront signez par l'Intendant du Roi & par le Commis ou Intendant des Etats.

En foi de quoi nous soussignez Deputez & autorisez à cet effet tant de la part de Sa Majesté Catholique que de Leurs Hautes Puissances, respectivement, avons signé ce Traité, & y avons apposé les cachets ordinaires de nos Armes.

TIRIMONT
(L.S.)E. DE WEEDE:
(L.S.)
F. HULET.
(L.S.)

Après avoir fait examiner le Traité ci-dessus fait entre les Commissaires denommez de part & d'autre, & eu sur son contenu les avis qu'il convient, l'avons agréé & ratifié, comme nous l'agréons & ratifions par cette selon sa forme & teneur. En foi de quoi nous avons signé cette, & y fait apposer le cachet secret de Sa Majesté. Au Camp de Gemblours le sixième de Juillet 1691.

Etoit signé,

EL MARQUES DE GASTANAGA

Plus-bas estoit écrit.

Par Ordonnance de Son Excellence;

Contre-signé,

LOUIS

ANTOINE DE CLARIS

Pour Copie de l'Original

J. B. VANDORF.

CXL.

10. Juin.
L'AN-
GLETER-
RE, LE
DANE-
MARC,
ET LA
HOLLAN-
DE.

Provisioneel Traactaet tusschen Zyne Koninglyke Majesteit van Groot Britannien WILLEM DE III. En Zyne Koninglyke Majesteit van Denemarken CHRISTIAN DE V. als ook de Heeren Staten Generaal der VEREENIGDE PROVINTIEN wegens de Navigatie, Coophandel hunner Onderdanen enz. Gesloten tot Copenhagen 10. Junii 1691. [Sur une Feuille volante imprimée, partie en Hollandois, & en Allemand, avec des Traductions Françaises, partie en Latin.]

Maer

CXL.

Traité provisionnel entre GUILLAUME III. 10. Juin. Roi de la Grande Bretagne, CHRISTIAN V. L'AN- Roi de Dannemarc, & les Seigneurs Etats GLETER- Généraux des PROVINCES-UNIES des Pais- RE, LE bas, touchant la Navigation & le Commerce de DANE- leurs Sujets, soit en France, soit ailleurs. Fait MARC. à Copenhague le 10. Juin 1691. Avec SIX ET LA HOLLAN- DE ARTICLES d'Amplification, & d'Explication sur une Declaration ou Ordonnance du Roi de Dannemarc touchant la Navigation & le Commerce de ses Sujets en France. A Copenhague le . . . Decemb. 1691. S'ensuit l'ORDONNANCE même du 19. Mai 1691. Comme aussi la Formule des Serments que devront faire les Propriétaires des Vaisseaux, & des Marchandises, & les Maîtres des Navires; la Formule des Passeports, & la Specification des Marchandises de Contrebande.

Comm

ANNO
1691.

NAer dien Zijne Koninklijke Majesteit van Denemarcken goedgevonden heeft een Declaratoir of Ordonnantie te doen emaneren, waer na zijne Onderdanen omtrent de Vaert, ende het drijven van hare Commerce op Vrankrijk, haer sullen moeten reguleren en gedragen; ende het selve door Zijnen Extraordinaris Envoyé den Heer Lenthe aen haer Hoog Mogende is overgegeven, omme te konnen dienen in plaetse van eene Conventie, over de selve Vaert en Commerce tusschen hare Koninklijke Majesteit van Denemarcken en Engelandt, mitsgaders haer Hoog Mogende te maecten; Soo is op 't goedvinden van hoogstgedachte Heeren, tusschen deselver Ministers verstaen en geaccordeert, dat het voorz. Declaratoir of Ordonnantie, tot voorkoming van alle disputen, die naemals daer uyt souden konnen ontstaan, sal werden geëcluideert en geamplieert met de ses navolgende Poincten.

I. Dat voor het toekomende de Onderdanen van Syne Koninklijke Majesteit van Engelandt en haer Hoog Mogende trafiquerende en varende op de Rijkken en Landen van den Koning van Denemarcken en Noorwegen, of door den Orizond in de Oost-Zee, geene Schepen, Goederen en Effekten over geperendeerde, of by vervolg van tydt tot tydt te prenteren schade, niet sullen mogen werden aengehouden, gearresteert of jegens deselve eenige repressaille verleend, ten zy alvorens geobserveert werden de formaliteyten, breder gemelt in 't 4. Art. van 't Tractaat de Marine, tusschen Syne Koninklijke Majesteit van Sweden, en den Staat der Vereenigde Nederlanden den 12. October 1679. tot Nymegen gemaeckt en gelooten & sic vice versa in het regard van de Onderdanen van Syne Koninklijke Majesteit van Denemarcken, in de Rijkken van Zijne Majesteit van Groot Britannien, ende de Vereenigde Nederlanden.

II. Dat verder het voorz. te doene Declaratoir of Ordonnantie van hoogstgedachte Majesteit van Denemarcken sal werden geamplieert met de specificatie van Waren van Contrabande, dewijle deselve in geene voorgaande Tractaten tusschen Syne Majesteit en haer Hoog Mogende opgericht, werd gevonden, en van de Deensche zyde gefustineert, dat desen Art. tot een te maacken Commerce-TRACTAAT behoort, soo heeft inmiddels hoogstgedachte Majesteit wel willen verklaren, dat het 13. Art. des Projects van de Deensche zyde voor heenen overgegeven, sal werden geobserveert voor den tydt van acht a negen maanden, in 't vertrouwen, dat middelertyd het voorz. Commerce-TRACTAAT tot syne perfectie sal gebracht werden.

III. Dat in de Deensche Schepen geene Vyandlijke Goederen sullen werden geladen, en die van d'eene Franche Haven op de andere getransporeert of vervoert, maar geobligeert zijn, hunne Lading ingenomen hebbende, in dier voegen van de Steden en Plaatsen, resorteerende onder het gebiedt van Syne Majesteit van Denemarcken, heen en weder sullen mogen varen, op foodanigen wyse als by Syne Majesteit van Sweden, voor desen aen haer Hoog Mogende is aangeboden, en alfoo de voorz. aanbiedingh tot noch toe niet bekent is, soo heeft Syne Majesteit in 't voorz. Articul wel willen consenteren *ad interim, ut supra*, voor den tydt van acht a negen maanden; soo nochtans, dat daar door geen prejudicie aan de Vaert van Syne Onderdanen op Neutrale plaatsen werdt gegeven.

IV. Dat de Deensche Schepen ontmoet werdende van d'Engelsche en Nederlandsche Oorlogh-schepen en Commissie-Vaarders, 't zy op de Kusten, of in volle Zee, geobserveert sal werden het 20. Articul van 't voorz. Tractaat de Marine, tusschen de Kroon Sweden, en den Staat der Vereenigde Nederlanden opgerecht, en daar na men sich *verbo tenus* ten wederzyden sal reguleren.

V. Alfoo tot conservatie van eene goede Harmonie tusschen Hare Majesteit van Denemarcken en Engeland, mitsgaders haer Hoog Mogende hooghoudigh is, dat alle lorrendrayereyen en fraudes, die veeltyds werden gepleeght door naturalisatie, of het nemen van Burger-brieven, by de Onderdanen van hoogstgedachte Heeren Principalen, tot groote prejudicie van de Negocie, so heeft Syne Majesteit van Denemarcken geresolveert, dat van nu voortaan een Or-

Comme Sa Majesté le Roi de Danemarck a trouvé bon de donner une Declaration ou Ordonnance, selon laquelle ses Sujets auront à se regler & conduire à l'égard de la Navigation & de leur Commerce en France, & qu'il l'a fait donner à leurs Hautes Puissances par le Sieur Lenthe son Envoyé Extraordinaire pour servir & tenir lieu d'une Convention à l'égard desdites Navigation & Commerce d'entre leurs Majestés de Danemarck & d'Angleterre & Leurs Hautes Puissances; il a été accordé & entendu entre les Ministres desdits Seigneurs & sous leur Approbation, que lesdites Declaration & Ordonnance, pour prevenir toutes disputes qui en pourroient naître à l'avenir, seront éclaircies & amplifiées par les six Points suivants.

I. Que pour l'avenir les Sujets de Sa Majesté le Roy d'Angleterre & de Leurs Hautes Puissances trafiquans & navigans dans les Royaumes & Pais du Roy de Danemarck & Norvegue ou par le Sond dans la Mer d'Est, non plus que leurs Vaisseaux, Marchandises & Effets ne pourront pas être retenus, arrêez ni repréfailles être accordez contre eux pour Dommages pretendus ou qui dans la suite & de tems en tems pourroient l'être, à moins qu'au préalable ne soient observées les formalitez plus amplement mentionnées par l'Art. quatrième du Traité de Marine fait & conclu à Nimégue le 12. Octobre 1679. entre Sa Majesté le Roi de Suede, & l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, & ainsi viceversa à l'égard des Sujets de Sa Majesté le Roi de Danemarck dans les Etats de Sa Majesté de la Grand' Bretagne & des Provinces-Unies.

II. Que de plus la susdite Declaration ou Ordonnance à faire par la susdite Majesté de Danemarck sera amplifiée par la Specification des Marchandises de contrebande, parce qu'elle ne se trouve dans aucuns des précédens Traitez faits entre Sa Majesté, & Leurs Hautes Puissances, & qu'il est souvent de la part des Danois, que cet Article regarde un Traité de Commerce, c'est pourquoi sa susdite Majesté a bien voulu declarer, que le 13. Article du Projet fourni ci-devant de la part des Danois sera observé pour le tems de huit à neuf mois, dans la confiance que cependant le susdit Traité de Commerce sera amené à sa perfection.

III. Que dans les Vaisseaux Danois il ne sera trouvé aucune Marchandise ennemie, & sera transportée des Havres de France en d'autres, mais seront obligés, leur cargaison étant faite, de les conduire des Villes & Places ressortissimes sous la Domination de Sa Majesté de Danemarck allant & revenant, en la maniere qu'il a cy-devant été offert à leurs Hautes Puissances par Sa Majesté de Suede, & comme la susdite offre n'a pas été connue jusques à present, Sa Majesté a bien voulu consentir au susdit Article *ad interim* ut *supra*, pour le tems de huit à neuf mois; en sorte neanmoins que par li il ne sera fait aucun préjudice à la Navigation de ses Sujets pour les Places Neutres.

IV. Que les Vaisseaux Danois étant rencontrez par les Vaisseaux de Guerre & Armateurs Anglois, soit sur les Côtes ou en pleine Mer, sera observé l'Article 20. du susdit Traité de Marine, d'entre la Couronne de Suede & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas & l'on s'y reglera moi pour moi.

V. Comme pour la conservation d'une bonne Harmonie entre leurs Majestés de Danemarck & d'Angleterre, ensemble leurs Hautes Puissances, il est très-nécessaire que toutes les supercheries & fraudes qui souvent sont commises par les Sujets desdits Seigneurs Principaux par la naturalisation, ou obtention de Lettres de Bourgeoisie, au grand préjudice du Negoce; Sa Majesté de Danemarck a résolu que dès-à-present

ANNO
1691.

Ordonnantie sal doen emaneren, daar by alle Beamp- ten en Overheden sal werden geinjungeert, soo wan- neer eenige vreemde versoecken genaturaliseert, en met Burger-Brieven begunstigt te werden, sig alvoo- rens deselve te verleenen, haar by Eede fullen reserve- ren, datse ten weynighsten tien jaren aan den anderen met hunne Familie in desselfs Rijkken en Landen haar Domicilium fullen blyven houden, gelijk het Syne Majesteit van Groot Britannien, en haar Hoogh Mo- gende oock vry staat hare Onderdanen by hun vertreck uyt der selver Rijkken en Landen soodanig te oblige- ren, als Sy tot voorkominge van alle lorredrayery en fraudes fullen vinden te behooren.

VI. Syne Majesteit verobligeert sich by desen aan den Koning van Groot Britannien, en aan haar Hoog Mogende, dat geene Kaperyen, of het weghnemen van eenige Schepen op Syne Stroomen, langhs Syne Kusten, of in Syne Baeyen en Havenen, aan wie het oock zyn mach, sal toe staan; maar de selve de facto trachten te beschermen en defenderen, veel weyniger, dat soodanige op Syne Stroomen genomen Schepen, in Sijne Havens, of op Syne Reeden fullen werden ge- admitteert of geprotegeert; maar in sulcken geval be- sorgen, dat, die aldaar opgebracht, fullen werden ge- arresteert, ende de Contraventeurs van dese Syne or- dre gedetineert, ter tydt toe, sy aan hoogstgedachte Majesteit, over den schimp hem aangedaan, satisfactie fullen hebben gegeven, ende de opgebrachte Schepen aan de Eygenars kosteloos en schadeloos aanstonds geresitueert. Aldus gedaen tot Coppenhagen den 12 Junii, 1691.

Wir Untergeschriebene veroblighen Uns hiemit im Nahmen und auff Ordre Ihro Königlichen Majestät / dass was in dero Nahmen hierin versprochen wer- den/ heilig exequirt werden soll: Jedoch mit der Con- dition, dass dem ersten und vierten Artikel abseiten Ih- rer Königlichen Majestät von Engelland und der Statén General reciprocé gebührend nachgelabet werde.

(L.S.)

C. G. Z. REVENTLOW. J. JUEL. T. B. V. JESSEN.

WY ondergeschreven gesien en geexamineert heb- bende de Articulen, hier boven utgedrukt, en hoedanigh Syne Koninghlycke Majesteit van Deene- marken beloofd deselve heylighlyck te fullen naerko- men, versprecken als vooren, dat de Heeren onse Prin- cipalen den eersten en vierten Articul, conform den vierden en twintigsten Articul, in het Traactaet met Sweden gemaectt, mede heylighlyck fullen naerkomen en doen observeren.

Was geteekent,

R. MOLESWORT.

GODERT, Baron van REEDE,
Vryheer tot AMERONGEN.

pour l'avenir il fera émaner une Ordonnance par la- quelle il sera enjoint à tous Officiers & Supérieurs, que lors qu'un Etranger demandera d'être naturalisé & d'être pourvu de Lettres de Bourgeoisie, ils lui fe- ront, auparavant de les accorder, prêter serment qu'il demeurera & tiendra son Domicile au moins dix ans dans lesdits Royaumes & Pais avec sa Famille; comme il est libre à Sa Majesté de la Grand' Bretagne, & à leurs Hautes Puissances d'obliger leurs Sujets, à leur sortie de leurs Etats & Pais, à ce qu'ils juge- ront convenir, pour prevenir toute fraude & super- cherie.

VI. Sa Majesté s'oblige par ces presentes envers le Roi de la Grand' Bretagne & Leurs Hautes Puissan- ces de ne permettre le long de ses Côtes ou dans ses Bayes, Havres ou Rivières aucune piraterie ou enle- vement d'aucuns Vaisseaux à qui que ce soit, mais deffendra & protégera les Vaisseaux qui pourroient être attaqués; bien moins permettra-t-il que tels Vaisseaux pris dans ses Rivières soient admis dans ses Havres & Rades; ni qu'ils y soient protegez; mais en ce cas aura soin que l'on arrête ceux qui y seront amenez, & que les contrevenans à cette sienne Or- donnance, soient detenus jusques à ce qu'ils ayent donné satisfaction à Sa Majesté, & que les Vaisseaux qui auront été emmenez soient aussi-tôt rendus sans frais indemnisez aux Propriétaires d'iceux. Ainsi fait à Coppenhague le 12. Juin 1691.

Nous soussignez nous obligeons par ces presentes au nom & par Ordre de Sa Majesté que ce qui est cy-dessus promis sera sainement executé; mais nean- moins avec cette Condition que les premier & quatrié- me Articles seront reciproquement executez par le Roi d'Angleterre & les Etats Generaux.

Signé,

C. G. Z. REVENTLOW. J. JUELL. T. B. V. JESSEN.

Nous soussignez ayant vu & examiné les Articles exprimez cy-dessus, & comment Sa Majesté le Roy de Danemarc promet de les observer sainte- ment, prometons comme dessus, que nos Seigneurs Prin- cipaux observeront & seront saintement observer les premier & quatriéme Articles, conformément aux quatriéme & vingtiéme Articles du Traité de Suede.

Etoit signé,

R. MOLESWORT,

GODERT BARON DE
REEDE ET D'AMERON-
GUE.

Articles d'Amplification & Explication.

Quandoquidem Dominus Godardus Liber Baro de Reede & in Amerongen, Ordinis Elephantici Eques auratus, Celst. ac Præp. D. Ordinum Gen. Uni- tri Belgii Ablegatus Extraord. ad Sereniss. & Potentiss. Danicæ & Norvegicæ Regem, & post subsecutum ejus obitum ex speciali Mandato Dominus Wilbelmus de Haren, Dicafterii Biltani in Frisii Præfectus, ad Co- mitia ejusdem Provincie ex Nobilitate Ordine con- scriptus & Octovir, Academicæ Franequeranz Curator, è medio Confessus dictorum Minorum Ordinum Generalium itidem Ablegatus Extraordinarius, quos- dam supradictæ Conventionis Articulos elucidari, &

amplificari desideraverint. Nos infra nominati Sere- nissimi & Potentissimi Regis Danicæ Ministri & Com- missarii, plena hunc in finem Autoritate muniti, in se- quentes consensus elucidationes, ita ut cum ante ex- hibitas & permutatas prædictæ Conventionis Ratifica- tionum Tabulas, perfectæ & signatæ fuerint, eandem cum ipsis jam memoratæ Conventionis Articulis vim & virtutem habeant.

I. Quod Edictum seu Declaratorium ab athenemo- rato Serenissimo & Potentissimo Rege Danicæ & Norvegicæ, die 19. mensis Maji præteriti datum, cujus

ANNO
1691.

cujus mentio fit in 2. supradictæ Conventionis Articulo, hisce Præsentibus, sub finem toridem verbis adjiciatur, & ne quispiam ex prædicti Regis Subditis ignorantiam istius prætereundæ possit, intra spatium 20. dierum Magistratibus cujusvis Locis per Mandatum speciale significetur.

II. Quod idem Edictum seu Declaratorium cum enumeratione Mercium prohibitarum vulgò de *Contrebande*, amplifictur, prout istæ in Art. 13. ejusdam exempli Tractatus ante hæc à Serenissimis Regis Danicæ & Norvegicæ Ministris exhibiti, recententur, addita insuper Pice liquida, vulgò *Teer*, quæ dictis Mercibus de *Contrebande* annumerabitur.

III. Quemadmodum in dictæ Conventionis Art. 3. conventum est, quod Navibus ad Serenissimi & Potentissimi Danicæ & Norvegicæ Regis Subditos pertinentibus, non liceat Merces ullas Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ, aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Hostibus proprias, ex uno Portu Gallico in alium vehere & transferre: hisce Præsentibus insuper declaratur, dicti Art. verum & genuinum sensum esse, quod Navibus prædictis, nisi Mercibus omnis generis plane vacuæ fuerint, nequaquam licitum erit, ex uno Portu Gallico in alium navigare & transire, nisi eveniat ut integrum Navium istarum Onus in uno Portu vendendi non possit, quo casu illis liberum erit, quod de Onere hoc superest, dividendum in alium Portum transvehere & transportare.

IV. Quod dicti 3. Art. sensus ulterior fit, ut Naves Subditorum Serenissimi & Potentissimi Regis Danicæ & Norvegicæ in Galliam navigaturæ, in Portibus Jurisdictioni Imperii Romani aut Partium Bello præstanti implicitarum, subjectis, non onerentur, sed ex Portibus Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ extra Imperium, aut etiam Mari Baltico recta versus Portum destinatum in Gallia vela facere & cursum profectui, indeque recta etiam via reverti teneantur, nec eundo vel redeundo ad Partium dictarum oras appellere, ibidem morari, earumque Portus ingredi ullo modo licebit, nisi vi tempestatis manifesta ad id fuerint coactæ, & in hoc casu, sicut Merces in Galliam vehendas ibidem non onerare, ita nec è Gallia advectas ibidem exonerare poterunt, salvo semper Serenissimi & Potentissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Subditorum non solum in Mari Baltico, verum etiam aliis Locis Bello præstanti non implicitis Commercio; & sicut in hujus Commericii, ita quoque in Avocatorio Imperialium præjudicium nihil prorsus hisce præsentibus conventum esse, ubique intelligendum est.

V. Quod Sacramentum quo obstringentur dicti Serenissimi Danicæ & Norvegicæ Regis Subditi, nec non ejusdem Literæ Salvi conductus optima & maxime perspicua forma concipiantur, ita ut dolis omnibus & æquivocationibus, vero & genuino hujus Conventionis sensui contrariis, obviam eatur, & talis Juramenti prædicti forma per omnes Ditiones Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ in universum observetur.

VI. Quod nullo modo Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis Hostium, Serenissimi & Potentissimi Regis Magnæ Britannicæ & Cel. ac Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii licitum erit, Naves ad eorum Subditos pertinentes intra prospectum Terrarum Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ, multò minis in ipsis Æstuaris, Porubus aut Fluvii, nec in pleno Mari quidem, si dictæ Naves ad Portus Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ destinatæ fuerint, aut ex iis revertantur, capere, aut ullo modo molestare aut adori, easve, quomodocunque captas, earumve Merces in dicti Serenissimi Regis Portubus in totum aut ex parte dividere; & si dictæ Naves Bellicæ Navem quamcunque Nautis suis destitutam, in dictos Portus adduxerint, Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ ibidem constituti Officiales eandem statim occupare, & una cum Mercibus Navi impostis (quæ integræ servabuntur) legitimis Proprietariis quamprimum restituere tenebuntur, neque unquam dictis Navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis, fas esto, è dictis Serenissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Portubus vela solvere, postquam Navis aliqua aut Navium Classis ad Serenissimi Regis Magnæ Britannicæ aut Cel. ac Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii Subditos pertinet exinde sese Mari commiserit, nisi 24. horis prius elapsis, neque etiam anchoras tollere, aut scaphas emittere ad Naves Mercatorias Subditorum Serenissimi Regis Magnæ Britannicæ & Ordinum Generalium Uniti Belgii, quas venientes, exeuntes aut prætervehentes confexerint, prosequendas, capiendas aut spoliandas.

VII. Quod omnes supradictæ Conventionis Art. nec non Elucidationes & Amplificationes eorum, ejusdem durationis erunt, & æqualis (quoad tempus) vigoris existimentur. In quorum omnium fidem supradicti Serenissimi ac Potentissimi Regis Danicæ & Norvegicæ Ministri & Commissarii hos Articulos manibus Sigillisque suis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Hafniæ die . . Decemb. 1691.

GULDENLOW. (L.S.) C. G. REVENTLOW. (L.S.)
J. JUELL. (L.S.) T. B. JESSEN. (L.S.)

ANNO
1691.

Sequitur Edictum seu Declaratorium, de quo in Art. 1. Elucidationum mentio fit.

Christian der Fünfte von Gottes Gnaden König zu Dänemarken / Norwegen /c. Als Wir mit der Cron Engeland und den Staten der Vereinigten Niederlanden / eine Zeithero Handlung und Tractaten pflegen lassen / wie denen Plackereyen und Unterschlüssen hinführo vorgebahet werden möge / so bey der Fahrt nach Frankreich seit währenden gegenwärtigen Kriegs-Troublen / da nemlich an einer Seiten die Englische und Holländische Kriegs-Schiffe und Commissh-Fahrer bald unter diesen / bald unter einem anderen Prätext Unser Unterthanen nach Frankreich traffiquirende Schiffe weggenommen und aufgebracht / an der anderen Seiten / einige der Freyheit des Commercii in Transportation verbotener Waren zu missbrauchen / und insonderheit Frembde unter dem Nahmen Unserer Unterthanen / sich solchen Commercii zu prevaliren gesuchet / vorgegangen / und dan allersits für gut befunden worden / daß so lange gegenwärtige Krieg währet / und das Commercium nach Frankreich nicht generaliter frey gegeben und gewisset wird / zu Vorkommung vor-erwöhrter Plackereyen und Unterschlüsse / Wir Unsers Ohrts Unseren Causseleuten endlich anbefehlen lieffen / keine Pässe auszugeben / es sey dan von denen so solche erlangen vorherh mittelst eines corpöralen Eydes dargehan und erachtet worden / daß sie Unsere würckliche Unterthanen und Einwohner Unser Reichs und Länden / jedoch so

Christian Cinquième par la grace de Dieu Roi de Danemarck & de Norvegue, &c. Comme nous avons depuis quelque tems fait traiter avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas pour empêcher toutes les supercherries & intrigues, qui se pratiquoient pendant cette Guerre dans le Commerce sur Mer, où d'une part les Vaisseaux de Guerre ou les Armateurs Anglois & Hollandois ont tantôt sous l'un, tantôt sous l'autre pretexte arrêté & pris les Vaisseaux de nos Sujets, qui trafiquoient en France, & où de l'autre part quelques-uns de nos Sujets ont abusé de leur Liberté du Negoce avec la France, en y transportant des Marchandises de Contrebande, & que des Etrangers mêmes se sont servis de cette Liberté de Negoce sous le nom de nos Sujets, il a été enfin arrêté & convenu, pour prevenir ces sortes de supercherries, que, tant que la Guerre durera, & que le Commerce avec la France ne sera pas généralement permis, d'un côté nous ordonnerions sérieusement à nos Chancelleries de ne plus expedier aucun Passeport qu'à ceux, qui auront préalablement fait serment qu'ils sont effectivement Sujets & Habitans de nos Royaumes & Pays (à l'exclusion

ANNO
1691.

viel die Fahrt nach Frankreich betrifft unsere Provinzen und Staaten im Römischen Reich belegen / Krafft der ergangenen Avocarorien aufgeschloffen) auch Schiff und Ladung gleichfalls unsern Unterthanen gehörig / und unter derselben keine Contrabande Waaren / wie solche in denen zwischen uns / der Cron England / und dem Staat der Vereinigten Niederlanden aufgerichteten Tractaten specificirt worden / befandlich seynd / so dan Engländer und Holländischer Güten über die aufzulassende generale Befehle / unseren Unterthanen / gegen Vorzeigung unserer Königlichden Pässe, in ihrer Fahrt und Navigation in keine Wege hinderlich zu fallen / annoch einen jeden Schiffe / so nach Frankreich zu segeln willens / von hiesigen Englischen und Holländischen Ministris ein Schreiben gratis, und ohne aufenthalt mitzugeben / und darinnen im Nahmen ihrer Principalen denen Commandeuren / Aufselegern zur See und Commissee-Fahreren beeder Nationen injungiret werde / sich an unserer Unterthanen Schiffe / so mit unseren Pässen vorerwehnter massen versehen / keines Weges zu vergriffen / sondern dieselbe ohne einfügige molestirung / Visitation und Aufenthalt / nach dem Orth wohin sie destiniret / pass- und repassiren zu lassen / so ist hiemit unser allergnädigster Wille / daß du hinführo uns keinen Pafs, ehe und bevor der Important entweder in der Cankley / oder auch vor dem Magistrat des Orths wo er wohinhafft / obspecificirten körperlichen Eydt abgelegt / zu unterschriefft præsentirest und auffertigst / und da jemand / wer der auch sey / ohne dergleichen Eydliche Disposition einen Pafs verlangen sollte / ihn mit seinem Gesuch ab- und zurück weisest: Wie dan auch die diejenige so gegen ihren Eydt gehandelt zu haben / hier nachst befunden werden mögten / als Meyneidige an Ehr und Gut / unaussprechlich gestraffet werden sollen. Geben auff unserm Resident zu Copenhagen den 19. Maji, Anno 1691.

Sequitur Specificatio Mercium prohibitarum.

Onder de Waren van Contrabande sal werden verstaen allerhande Vuyr-wercken, en toebehoorende saecken, Canon, Musquetten, Mortieren, Pedarden, Bomben, Granaten, Saucien, Peck-kransien, Affuyten, Fourquetten, Bandelieren, Pulver, Lont, Salpeter, Kogels, Piecken, Degens, Stormhoeden, Cuirassen, Helbaerden, korte Piecken, Paerden, Sadels, Holsters, Draegbanden, Zeyl-werck, Touw-werck, Masten, Loot, Peck, Teer, Hennip, mitsgaders die tot d'Equipagie ter Zee ende te Lande dienen, sonder eenige verdere Waren, van wat natuur die zijn, daer onder te comprehenderen.

ANNO 1691.
cluyson toutefois de nos Provinces & Villes, qui sont finies dans l'Empire, & à qui le Negoce avec la France est expressement defendu en vertu des Avocatoires de l'Empire y publiés) & que le Vaisseau & la charge n'appartiennent qu'à nos Sujets, & qu'il n'y a aucune Marchandise de Contrebande spécifiée pour telle dans nos Traités faits avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces-Unies des Pays-Bas: Et que de l'autre côté la Couronne d'Angleterre & l'Etat des Provinces-Unies ordonneront non seulement en general de laisser librement naviger & trafiquer nos Sujets sur l'Exhibition de nos Passports Roiaux, mais que leurs Ministres Residentz icy donneront sans aucune taxe & sans aucun delay à chaque Vaisseau, que nos Sujets envoient avec des Marchandises en France, une Lettre patente, par où ils defendent au nom de leurs Maîtres à tous les Commandants de Vaisseaux, Armateurs, ou Commissionnaires de ne plus arrêter, résister ou empêcher un tel Vaisseau appartenant à nos Sujets & muni de notre Passeport, mais de le laisser librement passer & repasser dans sa route; ainsi nôtre volonté est, que vous ne depechiez, ni nous presentiez pour nôtre signature aucun Passeport, qu'après que ledit serment aura été prêté dans la Chancellerie ou devant le Magistrat du Lieu, où l'Impereur demeure, & si quelqu'un de quelque Condition qu'il puisse être, recherchoit un Passeport sans prêter en personne ce serment, vous lui refuserez sa demande, & vous châtierez aussi exactement par confiscation & infamie, comme parjures, tous ceux qui auront contrevenu à leur serment. Fait dans nôtre Residence de Copenhague le 19. de Mai l'an 1691.

Suit la Specification des Marchandises defenduës.

Sous les Marchandises de Contrebande sont entendus toute sorte de feux d'Artifice, & autres choses en dependantes, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Torches, Affus, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Plomb, Salpêtre, Boulets, Piques, Epées, Morions, Cuirasses, Hallebardes, Favelots, Chevaux, Hausscoucs, Bandriers, Poiles, Cordages, Mats, Mèches, Poix, Gondrons, Canure, ensemble toutes choses servant à l'équipage, tant de Mer, que de Terre, sans comprendre la dessous aucune autre Marchandise, de quelque nature qu'elle soit.

Sequitur Formula Juramenti & Salvi conductus, de quibus Art. 5. conventum est.

Formula Juramenti à Proprietario Navis & Oneris, cum unicus est, præstandi.

EGO A. B. verus Sacrae Regiae Majestatis Danicae & Norvegiae Subditus & Civitatis Hafniensis Incola (Officialis) juratus, hoc meo solemnium Juramento sancte & sincere profiteor & promitto, quæ sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum aut circiter lastarum capax tota & integra ad me solum, nec ad ullum alium revera pertineat.

II. Quod revera statuerim certumque habeam, si prædictam Navem quæ nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N. est) exinde sub ductu N. N. prædictæ Civitatis Hafniensis (aut alibi N. N.) Incolæ & Civis jurati, tanquam Navarchi, recta (in Norvegia & exinde) Burdegalam (aut ad alia Loca) in Galliam ituram, & Burdegala (aut aliis Locis) ad dictum Portum Hafniensem, aut alium quendam ad Sacrae Regiae

Majestatis Danicae & Norvegiae Ditiones extra Imperium Germanicum sitas, pertinentem, recta reverfuram, nec postquam ex Dania aut Norvegia solverit, usque dum eò denuò revertatur, ullum alium Locum, quam Galliam, nisi tempestate forsan coactam, petituram.

III. Quod nullam cum quovis Collusionem aut Contractum, directè vel indirectè, jam fecerim, nec durante hujus Expeditionis cursu cum ullo extraneo, aut partium Imperio Romano subiectarum, Cive aut Incola posthac facturus sim, de Navis supradictæ ejusve Mercium proprietate, ex toto aut ex parte, ad alium quemvis transferenda, ut nec etiam cum ullo Serenissimi & Potentissimi Regis Danicae & Norvegiae Subdito, nisi hic Subditus ad omnes præsentis Juramenti Articulos, quantum attinet rem ipsi transferendam, observandos, simili Juramento prius obstringatur.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum prædicta Expeditio absoluta fuerit, me seinte,

ANNO
1691.

te, mandante, consentiente aut connivente, posthac oneretur ex toto aut ex parte Mercibus de Contrabandis dictis, Sacrae Majestatis Danicae & Norvegiae Edicto dictae & mente dato prohibitis, aliisque illis, quam quae ad me solum, nullumque alium, absque omni fraude & collusione revera pertinent, quas solas, nec ullas alias in Galliam vehet, aut inde exportabit.

V. Nec ullas omnino Merces in Galliam vehet, quae Incolis Imperio subjectis, aliisque Bello praesenti implicitis onustae sunt, nec Merces ullas, in Gallia semel onustas, in altero Galliae Portu, aut in Locis dictis, quae Imperio subjiciuntur, aut Bello praesenti implicentur, in reditu, si forsan vi Tempestatis ad ejusmodi Loca appellere coacta fuerit, exonerabit.

VI. Quod nullum Mandatum aut Facultatem praedicto Navarcho aut ulli alii jam concessum, aut durante praedictae Expeditionis cursu, concessurus sim, quid faciendi, quod cuidam ex praedictis Articulis vel minimum adverteretur, nec tale quid a quovis, me sciente, aut connivente, fieri permittam.

*Ita me adjuvet Deus, Istiusque Verbum
Sacro-Sanctum.*

Formula Juramenti à Navarcho praestandi.

Ego N. N. supradictae Navis Navarchus, Sacrae Regiae Majestatis Danicae & Norvegiae versus Subditus, & Civitatis Hafnienensis Incola ac Civis juratus, hoc meo solemnī Juramento sancte profiteor & promitto, nihil, quod sciam, quod cuidam ex Articulis supradictis, adverteretur jam factum esse aut posthac me sciente, mandante, connivente aut directē vel indirectē consensum praebente, factum iri.

*Ita me adjuvet Deus, Istiusque Verbum
Sacro-Sanctum.*

*Formula Juramenti, à Proprietariis, cum plures
sunt, praestandi.*

Nos infra nominati Sacrae Regiae Majestatis Danicae & Norvegiae veri Subditi & Civitatis Hafnienensis Incolae & Cives jurati (Officiales) hoc nostro solemnī Juramento, sanctē & sincerē profiteamur & promittimus quae sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum circiter lastarum capax, tota & integra ad nos solos revera pertineat, ut sequitur, ad A. B. $\frac{1}{2}$, ad E. F. $\frac{1}{2}$, ad G. H. $\frac{1}{2}$, & ad I. K. $\frac{1}{2}$.

II. Quod revera inter nos conclusum sit, supradictam Navem, &c.

III. Quod nullus nostrum cum quovis Collusionem aliquam aut Contractum, directē aut indirectē, jam fecerit, aut postmodum, durante hujus Expeditionis cursu facturum sit, de dicta nostra Navis aut oneris infra nominanda portione ad alium quemvis transferenda.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum praedicta Expeditio perfecta fuerit, nobis aut aliquo nostrum scientibus, consentientibus, &c. quam quae ad nos solos, absque, &c. revera pertinent, ut sequitur, ad A. B. 10. lastae, ad L. M. 60. lastae, & ad O. P. 30. lastae, cujusmodi Merces solas nec ullas alias, &c. Reliqua ut in superiori Formula mutatis mutandis, &c.

Formula Literarum Salvi conductus.

Nos Christianus Quintus, &c. Omnibus & singulis, quibus haec Nostrae Salvi conductus Litterae exhibebuntur, notum testatumque volumus, quod Subditi Nostrae N. N. Civitatis Nostrae Regiae Hafnienensis Incola ac Civis juratus (Officialis Nostrae) humillimē Nobis exponi curaverit, Navem, cui nomen N. N. . . . Lastarum capacem, quae nunc in Portu Hafnienensi (aut alibi N. N.) est, ad se solum revera pertinere, jam vero Mercibus sibi soli propriis, Edicto Nostrae Regio 1691. dato, nequaquam prohibitis, & Hafniae, aut alibi in Regnis Nostris, uti & in Mari Baltico, aut aliis Locis praesenti Bello non implicitis (speciēntur Loca) Navi supradictae impositis, nec

TOM. VII. PART. II.

aliis onustam vel onerandam, recta ex dictis Locis Burdegalam (aut ad alia Loca) in Gallia ituram, & exinde Mercibus sibi etiam soli propriis, nec aliis onustam in Portum Hafniensem (aut ad alia Loca) Ditionum Nostrarum extra Imperium Germanicum, recta reverturam, istam verō Expeditionem sub ductu N. N. praedictae Nostrae Civitatis Regiae Hafnienensis, &c. &c. Incolae ac Civis jurati, tanquam Navarchi perficiendum esse. Quae omnia & singula cum praedicti Subditi Nostrae coram Magistratu Hafnienensi (in Cancellaria Nostra) sub Juramento, juxta formam à Nobis praescriptam, asseveraverint, memoratam Navem hisce Salvi conductus Litteris muniendam censuimus, &c. &c.

Nos Christianus Quintus, &c. (tot. tit.) quod Subditi Nostrae A. B. E. F. & alii quidam Cives & Incolae Civitatis Nostrae Regiae Hafnienensis (N. N.) humillimē Nobis exponi curaverint, nec non sub Juramento coram Magistratu Hafnienensi (in Cancellaria) asseveraverint, Navem, &c. ad se solos revera pertinere, jam vero Mercibus ad se solos etiam bona fide pertinentibus, &c. & exinde Mercibus similiter ad se solos pertinentibus, &c. Quae cum &c.

CXLI.

Theilungs-Recess über das Fürstenthum Jena/ zwischen denen Herzogen Wilhelm Ernst / und Johan Ernst zu Sachsen-Weimar / dan Johan Georg Herzog zu Sachsen-Eisenach aufgericht. Wodurch benanntes Fürstenthum zwischen Ihnen überhauvt vertheilet worden / jedoch auch einige Stücke in Gemeinshaft verblieben. Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg den 12ten Julii 1691. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Absatz II. pag. 680.]

C'est-à-dire,

Recès de Partage entre GUILLAUME ERNEST, & JEAN ERNEST Ducs de Saxe-Weimar d'une part, & JEAN GEORGE Duc de Saxe-Eisenach d'autre part. Ils y partagent en deux Portions la Principauté de Jena qui leur est échüe, à la reserve de quelques Domaines qu'ils retiennent en commun. Fait au Château de Wilhelmsbourg le 12. Juillet 1691.

WIR GEHTES Gnaden / Wir Wilhelm Ernst / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Westphalen / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark und Ravensberg / Herr zum Ravensstein / vor uns und dem Durchlauchtigen Fürsten / unsern freundschaftlichen Bruder / Herrn Johann Ernst / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Westphalen re. und von desselben Gnaden / Wir Johann George / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Westphalen / Landgraf in Thüringen / Marggraf zu Meissen / gefürsteter Graf zu Henneberg / Graf zu der Mark / Ravensberg / Sayn und Wittgenstein / Herr zum Ravensstein / vor uns / allerseits Erben und Successoren / Kraft dieses nstundten und bezeugten / Als der Allmächtige Gott / nach seinen unersprechlichen alsein weisen Rath und Willen / den Weiland auch Durchlauchtigen Prinzen / unsern respectivē geliebten Väter und Pflege-Sohn / Herrn Johann Wilhelm / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Westphalen / Christloblichen Andenkens / in der besten Blüthe seiner Jugend am 4. Novembris des nechst abwichenen 1690ten Jahres / durch einen sunstseligen Tode von dieser Welt abgeföhrt / und dadurch dero ganße Fürstliche Veranlassung an Land und Leuten / auch

ANNO
1691.

ANNO 1691. beweglichen und unbeweglichen auf uns devolviret worden/ So hat es sich zwar Anfangs ansehn lassen/ als

wolte die Sache unter uns zur grossen Weitläufigkeit kommen/ bis endlich von unsren beiderseits deputirten Rätthen / am 29. Jan. dieses Jahres in Erfurt eine Preliminar-Punctation aufgerichtet/ und vermöge derselben/ durch ersigelmelte unsere Räte die gültigen Fractaten mit allem Ernst und Eifer fort getrieben worden/ bis Wir endlich persönlich zu Weymar auf der Wilhelmsburg zusammen kommen/ und durch Gottes Gnade in den meisten und wichtigsten Punkten/ den Sonnabend vor Pfingsten / war der 30. Maji dieses Jahres/ aus Siebe zur Einigkeit/ und Erhaltung beständigen/ guten/ Fürst-Väterlichen Vernommens / ein gütlicher Vergleich unter uns getroffen und folgendes durch mühsame Handlung/ Conferenzen/ und Schiedungen unserer hiezu gebrauchten Geheimbuben-Hoffrath Cammer-Rathe / die übrigen noch unerörterten Puncta vernünftl. Götlicher Hülffe aus dem Grunde völig gehoben/ und das ganze Jemische Successions-Berck durch den Bogen völig erblich/ und unabwehrlich beygelegt und verglichen worden/ wie folget:

I. Erstlichen wollen wir nicht nur vor uns bey der von unsren Hochlöblichen Vorfahren erkanteten und bekanteten wahren Evangelischen lutherischen Religion/ wie solche in denen Schriften der Propheten und Apostelen/ so wohl in denen Libris Symbolicis / benamhentlich der ungedänderten Augspurgischen Confession/ und darzu gehörigen Apologie / Schmalkaldischen Articulen/ und Formula Concordiae enthalten / durch Gottes des H. Geistes Beystand / allerseits standhaftig bis an unser seliges Ende verbleiben/ auch unsere Fürstliche Kinder/ Erben und Nachkommen/ so wohl sämtliche Land-Stände und Unterthanen darzu ermahnen und anhalten/ Kirchen und Schulen mit Christlichen treusüßigen/ exemplarischen/ solcher reinen Religion zugehörigen Predigern und Lehrern versehen/ und in unsren Fürstenthumen und Landen nichts darinnen ändern lassen / da aber durch Götliche Verhängniß/ Zwietracht und Strungen in der Lehre oder Ceremonien unserer Kirchen einschleichen wolten/ diekeiben durch Gottes kräftigen Beystand mit Zuziehung und Einrathen unserer/ als jedes Herrn / Consistorior/ Superintendenten/ auch wohl anderer geschickten Geistlichen/ und endlich der Theologischen Facultät unserer gesambten Universität Jena/ dergestalt faren/ wie solches Gottes Wort / denen Libris Symbolicis. und unsrer Kirchen-Ordnung gemäß/ und bey unsrer glorwürdigsten Vor-Eltern Regierung in solchen Fällen gehalten worden. Im Fall aber iemand von uns/ oder unsren Erben und Nachkommen/ das doch der grundgütige GOTT in Gnaden verhüten wolle / von solcher wahren und ungedänderten Augspurgischen Glaubens-Bekänntniß abtreten/ und sich zu derrer Papisten/ Calvinisten/ oder anderer irrigen Lehre / sie selbst auch wie sie wolle/ wenden würde/ soll derselbe auf keinerlei Weise/ noch unter einigem Schein / seiner neu angenommenen Religion einiges Exercitium in Kirchen und Schulen einzuführen/ Macht haben/ sondern von dem Momenc seiner vorgenommenen Veränderung an/ der Jurium Episcopatum und deren Exercitii gänzlich verlustig/ und dieß hingegen uns bey der wahren lutherischen Kirchen beständig bleibenden Brüdern und Bettern / oder unsren Kindern und Nachkommen/ darunter jedes mahl der älteste Bruder oder Vater von derselben Linie einig und alleine die Direction führen soll / heimgefallen seyn/ Würde sich aber der abgetretene durch Götlichen Beystand widerumb zu unserer rechgläubigen Kirche begeben/ und solches mit Herken und Munde erweisen/ hätte sich alsdann derselbe des Exercitii der Jurium Episcopatum in seiner Landes-Portion hinwiderum zu erfreuen und anzunehmen / jedoch daß er dasjenige/ so mitter Zeit in Ecclesiasticis und Religions-Sachen angeordnet worden/ allerdings genem habe.

II. Zum anderen wollen Wir uns/ so viel nur immer der Zustand und Wohlstand der Lande es leiden will/ einerley Geist- und Weltlichen-Ordnungen in Consistorial-Kirchen- und Schulen-Policy- und Justiz-Sachen gebrauchen/ darüber in unsren Landen halten/ und nichts neues verhängen/ insonderheit aber mit Fleiß daran seyn/ und bey unsrer Herrn Veters zu Gorbha den Erinnerung thun/ damit die Caus dubii derrer Ehr- und Fürstlichen Sächsischen Rechten forderlichst ausgemacht/ und alsdenn unter uns die vor etlichen Jahren schon projectirte Landes- und Gerichts-Ordnungen in Richtigkeit gebracht/ zum Druck befördert / und unter jedes Herrn Nahmen publiciret werden mögen.

III. Willen vors Dritte die zwey Reichs- und Creys- ANNO 1691.
Vota nummero gerichtet werden können/ so soll hinterrückig Weimar das Weimarische alleine/ Eisenach das Eisenachische auch alleine führen/ und ieglicher Theil und dessen Carlen die jedesmahl verwilligten Reichs- und Creys-Hülffen zur Hülffe abtragen/ und an behörige Dreythe liefern / Jedoch wollen wir (1) uff Reichs-Creys-Deputation- und anderen dergleichen Tagen fleißig communiciren/ und so viel nur immer möglich/ gute Conformität auch in diesem Stücke halten / nicht weniger zu mehrer Bestädigung des unauflöslichen Bandes der Einigkeit unsers Fürstlichen Samit-Hauses jedesmahl bey der Käyserlichen Majestät/ unsrem allergnädigsten Herrn/ die Haupt-Lehn/ nach Inhalt des letzteren Käyserlichen Lehn-Briefes/ wie auch die Mitbelehnschaften uff einmahl und gleiche Kosten suchen / und empfangen lassen. Die Annahrungen (2) auf andere Lande und Herrschaften bleiben gemein. Ebenfalls haben wir (3) nützlich befunden/ daß wir entweder alle zugleich / oder nach Gelegenheit iederweder absonderlich die Last und Gefahr der Krieges-Beschwerden und Landes-Preßuren nach aller Möglichkeit / von denen Landen/ gleich als wären sie noch gesamt und ungetheilt/ abwenden beßsen/ und bey Durchzügen mit einander fleißig correspondiren/ und uns beßsen wollen / damit die Marche des nächsten Weges durch die Lande geschehen mögen/ jedoch daß kein Theil in des anderen Lande sich einiger Disposition annahme/ oder hierunter einen particular-Vortheil suche. Die Universität zu Jena (4) sambt dem Convictorio/ Schöppen-Stühle und Bibliothec soll unter uns / was die Unterhaltung/ Befestigung und Confirmation/ so wohl Visitation/ als die Jura Nuntiorum berriß / ferner gemein bleiben / Und behalten wir nochmalß Inbalt voriger Recesse beyor/ der Professoren/ als gesambter Diener/ Raths zu pflegen / Sie uff unsere Kosten zu beschreiben/ oder in Schriften zu conscribiren in Commissionibus zu gebrauchen / und nach Bestimmung wohl gar in particular-Bestellung zu nehmen/ doch alles ohnbeschadet ihrer ordentlichen bey der Universität habenden Verordnungen/ und daß solche dadurch nicht gehindert werden; Dargegen haben wir die schuldige Universität- und Hof-Gerichts-soldungen/ Deputata und Additiones, nebst denen Stipendien/ and was zu denen Frey-Rissen im Convictorio gewöhnet / so uff der Jemischen Kammer bis dahin gehaffet / nebst denen anderen beständigen Oneribus in 2. gleiche Theile / laut der hinten an diesem Recesse gehängten Specification N. I. setzen lassen / Und wollen die ohnsehbare Verfügung thun/ daß solche von unsren Kammern zu Weimar und Eisenach jährlich jedesmahl auff die geschehen Fristen richtig abgeführt werden sollen. Das Hof-Gericht (5) bleibt ferner cum commodis Oneribus in bisshiger Gemeinschafft/ und soll dessen Visitation iedertig in unsrem Nahmen mit Sachsen-Gotha verrichtet werden. Wir seynd auch (6) des Fürstlichen Erbierens/ nicht alleine dem gemeinen Hof-Gerichte seinen richtigen Lauff ungehindert noch ferner zu lassen / sondern auch in unsren Regierungen/ Aemtern Städten und anderen Gerichten / der dreyen gewöhnlichen Instanzen halber / als worauf sich unsers gesambten Ehr- und Fürstlichen Hauses zu Sachsen. von undenklichen Jahren her gehaltenes und ohnwiderrprechlich exercirtes Jus und Privilegium de non appellando ausdrücklich gründet / solche erste Anstalt zu machen/ daß sich mit Jaz niemand wegen prorahirter oder denegirter Justiz zu beschweren Ursache haben möge. Gleichwie nun (7) das mit Sachsen-Gotha gesambte Haupt- und unser particular-Archiv gemein und unter der Aufsicht der gesambten Archivarien zu Weimar verbleiben / und iedem Fürstlichen Theile die verlangten Urkunden daraus in vidimirter Copia/ oder in Originali/ gegen einen Schein/ uff eines oder des anderen Theils Begehren / bilig zu verabsolgen; Also soll auch das zu Jena verbandene Archiv vernünftl. einer richtigen Registratur nachher Weimar in unsrer particular-Archiv transferiret und gebracht / dasjenige aber / so bereits im Weimarischen Archiv vorhanden / und zu Eisenach nicht befindlich/ dahin ausgeliefert werden / die Acta, Urkunden und Documenta hingegen/ so die Aemter / Städte und andere Gerichte der Jemischen Landes-Portion betreffen/ so wohl zu der Zülbach und Filsbergischen Directorio gehören/ und vorrich/ vermöge dieses Recessl. gestellet worden/ Sie befinden sich gleich bey der Weimarischen oder Jemischen Regierung/Canzley/Cammer oder Consistorio. sollen an jedweden Ort/ wo Sie hin gehören/ verabsolget werden. Ingleichen bleibet zum (8) das Hennebergische Gymnasium zu Schleusingen noch gemein/ wie

ANNO
1691.

wie auch das Gemeinshaftliche sehn Maßbath / mit welchem es allwege bey dem in dem Haupt-Receß de Anno 1672. befindlichen §. Nicht minder ic. gelassen wird. Und obwohl zum (9) die Universität als Prälaten / mit denen hohen Juribus / wie solche in Civilibus und Criminalibus auch Consistorialibus die löblichen Vorfahren / und nach Ihnen / Unserer respectiv Groß-Herrn Vatters und Herrn Vatters Herkog Wilhelms und Herkog Bernhards Gnaden / bis auf des Hochseligen Prinzens Wtberben / über dieselben exerciret haben oder thun können / dismahl der Fürstlichen Eisenachischen Portion allene zugetheilt und erblich überlassen worden; So behält sich doch Sachsen-Weimar bevor / die Universität Jena als Prälaten idesemahl uf die Land-Täge mit zuverfördern / dahin sie auch zu folgen und solche zu besuchen schuldig seyn sollen; Es hat auch nicht die Meinung / daß durch die an Sachsen-Eisenach überlassenen hohen Jura / der Universität an Ihren Kaysrlichen Privilegien / auch von unsren Hochlöblichen Vorfahren erkangnen Freyheden einetley Weise präjudiciret / sondern vielmehr alles disfalls bey dem Herkommen gelassen werden solle. Die Dörbühnschen Schuß-Gelder (10) so wohl die Zerras-Flöße / bleiben noch zur Zeit gemein / ingleichen auch die Bergwerke / alles Inhaltes voriger Receße.

IV. Zum Bierden hat es auch bey dem hergebrachten Directorio Unsers Fürstlichen Hauses sein Bewenden / und wollen wir Herkog Johann George / und unsre Fürstliche Nachkommen insonderheit die Hülffe an denen zwey tausend acht und zwanzig Gulden Directorial-Geldern jährlich uf die 4. Quartale aus unsrer Eisenachischen an die Weimarische Kammer ohnfelbar zahlen lassen.

V. Morauß Wir vors Fürstliche zur würcklichen Erb-sonderung der Fürstlichen Jemischen Landes-Portion / und zwar wie Eingangs ermelnet worden / durch den Paßsch und Wogen geschritten / Und seynd uns Herkog Wilhelm Ernst vor Uns / und Hochgedachten Unsers Herrn Bruders Iden / erb-und eigenthümlich / auch unvuerkrüßlich zugetheilt worden.

Das Amt und Stadt Dornburg samt dem Schloß. Amt und Stadt Bürgel / sambt dem Amt-Hause und Kloster / auch dem Forverge Knießdorff.

Amt Capellendorff / sambt dem Amt-Hause.

Amt Heußdorff / sambt dem Amt-Hause.

Die beyden Voigteyen Magdala und Gschädt / Witztestadt mit dem Städtlein.

Das Dorff Döbrischsen.

Das Dorff Wiegendorff mit dem Glei.

Die Hohen über die Stadt Apolda / wie solche oon Sachsen-Gotha abgetreten worden / jedoch daß die Universität und dero Untersassen mit feinen neuen Oncribus beschweret werde.

Die Hülffe an dem Döbrischsen Schölke und Wehsfange sambt 278. Aetern anderen Schölkes / an unterschiedenen Stücken /

Unterhalb sechzehn Theile von denen Jemischen / vier sechzehner Theilen an dem Erstfürstlichen Haupt-Glei. Die Hohen und Nieder-Jagden in dem Jemischen und darzu gehörigen im Amte Leuchtenburg gelegenen Jagd-Reviere / Hierüber haben Wir Sachsen-Weimarischen Theils noch fünf und siebenzig Gulden / von denen Geistlichen Addition-Geldern / so jährlich denen Priestern im Weimarischen von Eisenach zu liefern übernommen / wie das Verzeichniß N. 2. bezeuget / Und ist darneben ausdrücklich bedungen worden / daß die bey Jena gelegene Städte und Dörffer in denen Aemtern Dornburg / Bürgel / Heußdorff und Capellendorff / auch Voigten Magdala / Dorff Döbrischsen / Wiegendorff und Stadt Apolda / wie es bey Hochgedachten Unsers Groß-Herrn Vatters und Herrn Vatters Gnaden Zeiten biß dato damit gehalten worden / und die Unterthanen es hergebracht haben / Wier in die Stadt Jena ohne sonderbare Transactiener / oder andere neue Ufsage einziehen / oder dahin verabsolgen lassen mögen.

Uns Herkog Johann Georgen bleiben ebenfalls erbeigenthümlich und unvuerkrüßlich /

Das Residenz Schloß / Amt und Stadt Jena / benebst Burga / und der Stadt Ioboda / auch dem Schloß-Garten / Regierungs-Hause / Fürsten-Keller und Jäger-Hause / Amt / Schloß und Stadt Alsfeld sambt zugehörigen Forvergen und Schäßfereyen.

Die ganze Zillbach mit Gebäuden / Schölken / Waldungen / Hohen-und Nieder-Jagden / Frohen / Rechten und Gerechtigkeiten / Reiden und Wägen / nichts davon ausgeschloffen / besglichen auch die Hennebergischen

TOM. VII. PART II.

ANNO
1691.

Schwallbunische-Hundische-und alle dero Gegend gelegene Jagden / allermassen die Heroge zu Weimar und der Hochselige Prinz zu Jena selbige bis daher besessen / genüget und gebrandet / oder nügen und brauchen mögen / jedoch wollen Wir Herkog Johann George dem Fürstlichen Weimarischen Theile jährlichen / und jedes Jahr besonders an schwarz Wildpret / zwey Renter / vier Wägen / und sechs Fische / ohne Fische- und Fange-Geld geben / und aus der Zillbach oder andern unsren Jagden verabsolgen lassen /

Die Hohen über die Herrschafft Rembda / wie solche von Sachsen-Gotha abgetreten worden / jedoch mit der Bedingung / wie oben bey Apolda /

Das Fischbergische Directorium / darzu die zu Weimar bey der Regierung / Consley und Consistorio vorhandene Acta nachher Eisenach ansgeantworet werden sollen / worbey Sachsen-Weimar sich des Fischbergischen Pachts begiebet / dafsen aber solcher an Fürstlicher Eisenachischer Seiten aufgehoben werden würde; Soll solcher Sachsen-Weimar für andern gegönnet werden / auch will Sachsen-Weimar Officia prästiren / daß der Pacht von andern Fürstlichen Interessenten dem Fürstlichen Hause Eisenach nicht ersteigert werde /

Das Forberg Schwabendorff wie auch / mit

Das Forberg Döbrischsen

aller Zugehör und Gerechtigkeiten /

Driehalb sechzehn Theile von denen Jemischen / vier

sechzehn Theile an dem Erstfürstlichen Haupt-Glei /

Der halbe Gorge Thälre-Hoff /

Die Chantzische Zinsen /

Die Hülffe an dem Döbrischsen Schölke und Wehsfange sambt 278. Aetern anderen Schölkes an unterschiedenen Stücken /

Die Saal-Flöße / darbey die Aufschung und Vertrieb des Holzes im Dornburgischen / wie auch die gewöhnliche Verwarnung der Unterthanen an dem Holze sich nicht zu vergeiffen / bedungen / und von Sachsen-Weimar bewilliget worden / jedoch daß die Straß-Patena auf Sachsen-Eisenachische Requisition in Sachsen-Weimarischen Nahmen ergehen / auch denen Unterthanen wegen des Holz-Plazes billige Satisfaction von Sachsen-Eisenach gegeben werden möge.

VI. Hierauf seynd zum Sechsen alsobalden nach Vollziehung dieses Vergleichs die Resignations-Patenta gegen einander ausgespelt worden / daß nummehr in Straß derselben ieder Fürstliche Theil die Jeme also zugetheilte Lände / Aemter / Städte / Voigteyen und andere Stücke erb-und eigenthümlich einnehmen mag / selbige zu ewigen Zeiten unvuerkrüßlich mit feinen Nachkommen zu besessen / zu genieffen und zu gebrauchen / gut Jung / Recht und Macht haben solle / und zwar alle und jede Stücke mit Ihren von Alters hergebrachten Gränken / Vermarkungen / Markungen / Ein-und Zugehörungen an Häusern / Gebäuden / Mannschafften / Zehenden / Giltten / Rechten / Schölke / Land-und Transact-Extra-Ordinar-Steuern / Forvergen / Aetern / Weinmädern / Wiesen / Schölken / Mühlen / Schäßfereyen / Reiden / Fischereyen / jährlichen Einkommen / Gefällen / Zöllen / Gleiten / Hohen-und Nieder-auch Koppel-Jagden / Wildbahnen / hohen und Erbgerichten / Obren-und Nieder-Obriegkeiten / Reife / Folge und Dienst / sambt allen andern ländes-Fürstlichen Hohen / Regalien / Herrlichkeiten und Gerechtigkeiten / wie die Nahmen haben mögen / nichts / als was extra in specie in diesen Erbvertrage gemeldet / ausgeschloffen / allermassen es von Alters her / und sonsten beständig hergebracht / gebräuet und erlangt worden.

VII. Zum Siebenden die Abtretung und Einnahme der ungethaltenen Lände Aemter und Städte / auch anderer darzu gehörigen Stücken / geschicht zwar ico alsobalden / und ist also ieder Fürstliche Theil das Reglement in Geist-und Weltlichen Sachen vor sich anzutreten befügt / die Inraden / auch land-und Transact-Steuern aber sollen aus der Jemischen ländes-Portion biß uf nechst verwirgenen Trinitatis inclusive gemein verbleiben / darauf den die Rechnungen geschlossen / zuverberst die Diener / Begräbniskosten und andere dringende Schulden / wie auch von denen Extra-Ordinar Steuern / welche biß künftigh Michaelis gemein verbleiben / die Miliz bezahlet: Was aber an Ordinar-Gefällen / land-und Transact-Steuern / nach abgehörten Rechnungen übrig bleibt / unter Uns in zwey gleichen Theilen vertheilt werden sollen.

VIII. Und damit vors Achte wegen der Untersassen derer von Adel und Kathis zu Jena / so wohl der ländes-Hohen / als darzu gehörigen land-Transact-und Extra-Ordinar

Pp 2

Ordinar

ANNO
1691.

Ordinar Steuern / wie auch präsent-Gelder halber / Gleichheit gehalten werden möge / so seynd jene in der Specification N. 3. und diese N. 4. erblich / die Ritter-Pfende / aber in der Fürstlichen Jenseitigen Landes-Portion N. 5. eintheilen aus einander geworffen worden.

IX. Gestalt dan vors Membre die unbesändigen Onera N. 6. specificiret und vertheilt / auch von beiden Fürstlichen Theilen verbindlich abgederet worden / daß alle andere / auf der Fürstlichen Jenseitigen Landes-Portion bißhero gefandene Onera / Schulden und Beschwehungen / Sie haben Nahmen wie sie wollen / zu zwey gleichen Theilen übernommen / insonderheit von jedem Fürstlichen Theile / und dero Sächsischen und Fränckischen Landen / alle Reichs- und Creyß-auch andere zu des Fürstlichen Cambr-Hausß Besien / angesehene Onera / Kammer-Ziele / im Ober-Sächsischen und Fränckischen Creyß / Besoldung des Agenten am Käyßerlichen Hoffe und Cammer-Ordre Procuroren zu Speyer / auch Advocaten zu Regensburg in der Fürstlichen Sache / Fräulein-Steuern zur Helffte von nun an getragen / und bezahlet werden sollen.

X. Im Fall vors Zehende über Verhoffen / von des Hochseligen Prinßens Schwester Herzogin zu Sachsen zc. an ihren Präsentationen etwas angesehret / erhalten oder verglichen würde / wollen beide Fürstliche Theile dafür stehen / und jeder seine Helffte daran abzugeben schuldig seyn.

XI. Dargegen behalten wir vors Eilffte die Activ-Schulden / wie solche im Inventario specificiret / in Gemeinschaft / und sollen die hierzu gehörigen Documenta im Weimarißchen Particulier-Archiv aufgehoben / vidimirte Abschriften davon beiden Theilen gegeben / und die Sachen auf gleiche Kosten ausgeführt werden.

XII. Vors Zwölffte bleiben die Jülisch-und Clevische / so wohl lauenburgische Successions-Sachen gemein / und sollen auch auf gleiche Kosten geführt / und was erhalten wird / unter uns zur Helffte getheilet werden.

XIII. Ob wohl vors Dreyzehende zu wünschten / daß iezo die Jenseitigen / Ritter-Pfende und Heimfälle derer Vassallen in denen Weimarißchen / Eisenachischen und Jenseitigen Fürstlichen Landes-Portionen / erblich vertheilt werden könnten / dieweilen aber in der Eyl unmöglich zu einem richtigen Anschlag zu gelangen / so sollen solche mit nächsten durch gewisse Commissarien untersucht / in einen richtigen Taxe gebracht und aus einander gesetzt werden / biß dahin aber sollen die Jenseitigen Vassallen nach dem Tische N. 7. Ihre Lehen bey denen Regierungen respective zu Weimar und Eisenach zu suchen / auch Recht zu nehmen und in geben schuldig seyn / deßhalber bemeldten Vassallen gesandte Notification und Anweisungen gethan werden sollen.

XIV. So viel dan zum Vierzehenden die zu dieser Fürstlichen Erbschaft gehörige Mobilia und Moventia betriffe / so hat Sächsen-Weimar uns Herzog Johann George alle in dem Residenz-Schloß zu Jena befindliche Tapeten / Spiegel / Tisch / Stühle sambt darzu gehörigen Teppichen und Überzügen / Vorhängen vor den Fenstern und Gueridons / ausgenommen / was etwa der Prinzessin Charlotten Marien davon gehören möchte / in gleichen alles hölzernen Hausz-Geräthe in dem Jenseitigen Schloß und in der Jülisch zum voraus Fremd-verkauft bewilliget / alles übrige an Meublen / Mobilien und Moventien / wie es immer mag Nahmen haben / insonderheit die acht Luxe zu Jümenau / aller Jenseitige Jagd-Zug und darzu gehörige Wagen in der Jülisch und anderen Orten / desgleichen das zu Jena vorhandene Fluß-Holz / sollen durch gewisse Deputirte mit ehesten nach den sämtlichen Inventarien in zwey gleiche Theile getheilt / und jeglichem seine Helffte gefolget werden / Was aber den übrigen Membreren und Forwergern vorhandenen hölzernen und anderen Hausztrath belanget / wird solcher billig darbey ohne Theilung gelassen.

XV. Welten vors Fünfzehende von beiden Fürstlichen Theilen bißhero aus denen Jenseitigen Cammer-Latraden an Gelde / Getraid und Wein / auch aus dem Inventario an Kutschen / Pferden und dergleichen / ein und anders gehoben worden / so sollen durch gewisse hierzu Deputirte die Jenseitigen Cammer- und Amts-Rechnungen ehestens ausgenommen / justificiret / und was ein Theil zu viel bekommen / dem anderen wieder heraus gegeben werden.

XVI. Zu Eintreibung aller Reste / wollen Wir vors Sechzehende gewisse Verordnungen verordnen / welche solche examiniren / einbringen / und teglichem seine Helffte zu den Cammern oder Cassen liefern sollen.

XVII. Damit zum Siebenzehenden bey Vertheilung der gedachten Jenseitigen Mannschafft zu Kost und Fuß richtige Gleichheit gehalten werde / so seynd solche N. 8. in zwey gleiche Theile getheilt / und werden selbige aus der Jenseitigen Castle bis Michaelis verpflegt / nach Michaelis aber hat ieder Fürstliche Theil die Seinigen zu versorgen und zu unterhalten.

XVIII. Nachdem vors Vierzehende die bißhero mit Chur-Sachsen und Gotha gehabte Allianz nach dieser Campagne zu Ende geht / so wollen wir dennoch feste / und mit allen Kräften bepfanden stehen / und eine unsrer Landen zuträglige Alliance zu treffen / allen möglichen Fleiß anstehen.

XIX. Und weil wir auch zum Neunzehenden besunden / daß bey vorigen Fürstlichen Landes-Theilungen aus der vorbeschaltene Perzequation allerhand Schwierigkeiten entstanden / Wir auch iezo uns durch den Bogen verglichen / So haben wir solche Kraft dieses gegen einander aufgehoben / und gänglich fallen lassen / iedoch daß / wie obgedacht / die Onera zur Helffte getragen werden.

XX. Was vors Zwanzigste unsere in Gdt ruhende Glorwürdige Herrn Bättere / und Wir Herzog Wilhelm Ernst / Zeit währender Jenseitigen Vormundschaften vor Donauve / Privilegia und dergleichen gethan / darbey soll es allerdings sein Bewenden haben.

XXI. Zum Ein- und zwanzigsten wollen wir unsere Fürstenthume und Lande ohne vorübergehende Communication keinesweges mit Schulden beschwehren / vielmehr iemahls verschreiben / verpfänden / oder Wiederkauffz-Weise überlassen / am allerwenigsten aber ein und ander Stück gar davon alieniren / Jedoch haben wir uns dahin vereinbaret / wan irgend einer unter uns aus höchst dringender Noth Geld aufnehmen müste / daß Wir / der andere Theil / auf vorgangene Remonstranten und Ersuchung zu solcher Geld-Aussnahme und Verpfändung Ratione dieses Unfalls bis uf sechs tausend Thaler unsren Consens ertheilen wollen / Außer dem / verpflichten wir uns nochmals gegen einander allerseits dahin zu trachten / daß wir mit dem Ertrag unsrer Lande wohl auskommen / fremder Geld-Aussnahme entzihen / Bürgschaft meiden / und unsere Fürstenthume / Lande und verarmte Unterthanen wieder in den Stand setzen mögen / wie sie vor denen verderblichen Krieges-Kaufften in Flore gewesen.

XXII. Die Gewähr der Lande / Nembt / Städte / Güter und Jurium haben wir zum zwey und zwanzigsten einander Fürstlich versprochen und zugesaget / iedoch soll ieder Fürstliche Theil diejenigen Stücke / worauf in seiner von dieser Jenseitigen Landes-Succession erhaltenen Portion Pfandschillinge oder wiederkauffliche Kauffgelder haften / vor sich einzulösen besetzt / und der andere dinstfalls einigen Beytrag zu thun nicht schuldig seyn.

XXIII. Zum drey und zwanzigsten versprechen und gereden wir / alles und jedes / so obsetzt / und uns / einen oder den anderen berührt / vor uns / unsere Erben und Nachkommen / bey unsren Fürstlichen Erben / Witwen und Wöthen / Fürstlich / aufrichtig / und unverbrüchlich zu halten / darwider heimlich oder öffentlich nichts zu handeln / oder anderen zu verflaten. Endlichen und

XXIV. Zum vier und zwanzigsten wird auch alles dasjenige / was nach dem Todes-Fall hoch-gedachtes unsres respectiv Batters und Pflege-Sohns den / bey Ergreifung der Possession / von denen Bedienten und Unterthanen vorgenommen worden / in gänzliche Vergessenheit gestellt / mit daß dessen keiner von denselben in einige Wege mit Unzaden entzelen.

Renunciiren demnach und zu solchem Ende allen rechtlichen Ausflüchten und Beschelt / so wider diesen unsren Fürstlichen Erb-Vertrag erdacht oder erfunden werden möchten / ein vor allemahl / gänglich und zu Grunde aus / in specie aber / dem unter dem dato des 26. Febr. Anno 1683. getrossenen Jenseitigen Successions-wie auch denen am 7. Juli 1685. und 1. Maji 1688. darauf folgenden Recessen / worinnen sich uf jenen berufen wird / und sollen solche Recesse hierdurch gänglich aufgehoben seyn / Jedoch soll durch diesen ickigen Erb-Vertrag / so viel darinnen nicht ausdrücklich geändert worden / unsrer Hochseligen Herrn Bättere aufgerichteten Verträgen de Anno 1662. und 1672. nichts benommen seyn.

Wurden sich aber einige Freymgen und Differentien über den Wort-Verstand dieses Recesses wider Verhoffen hervor thun / sollen solche durch unsere beiderseits Räthe untersucht / und da die Gite entsünde / nach Anweisung des Anno 1657ger Recesses abgethan werden.

172

ANNO 1691. *Urkündlich / auch zu stet-und fester unverbrüchlicher Haltung / haben Wir uns nicht alleine eigenhändig unterschrieben / und unsere Fürstliche Secreta hierunter drucken / sonderen Wir Herzog Johann George haben auch geschehen lassen / daß unser freundlich geliebter Bruder / Herr Johann Wilhelm / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engren und Westphalen etc. diesen Reces, welchen Er. den in allen Punkten und Clausulen mit beliebet / nebenst uns eigenhändig unterschrieben und dero Fürstliche Secret darauff drucken lassen / So geschehen und geben Weimar zur Wilhelmsburg den 12. Juli Anno 1691.*

Wilhelm Ernst / H. zu S.
Johann George / H. zu S.
Johann Wilhelm / H. zu S.

CXLII.

22. Oct. *Traité entre Sa Majesté BRITANNIQUE, GUILLAUME III. & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, au sujet des Vaisseaux pris & repris. Fait à Witthall le 22. jour d'Octobre 1691. [Copie Manuscrite & sûre.]*

COMME il est nécessaire de prévenir les disputes qui pourroient arriver touchant les Vaisseaux & Marchandises qui seront repris des mains des Ennemis pendant la Guerre: Il est arrêté entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, & les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'en cas que quelque Vaisseau ou Bâtiment appartenant au Seigneur Roi de la Grande Bretagne ou auxdits Seigneurs Etats Généraux ou à leurs Sujets ayant été pris par les Vaisseaux de Guerre ou armés en course appartenans à un Prince ou Etat Ennemi dudit Seigneur Roi ou dedit Seigneurs Etats, soit repris par les Vaisseaux de Guerre dudit Roi, ou Etats Généraux, ou par un Armateur ducement autorisé par ledit Roi ou ledits Etats, avant que tel Vaisseau ou Bâtiment ait été mené *intra Presidia*, c'est-à-dire dans aucun Port de l'Ennemi ou Flotte d'Icelui portant le Pavillon, tel Vaisseau avec toute sa charge, Canon & appareil sera restitué au premier Propriétaire, en payant la recompense du sauvement comme s'ensuit.

En cas que tel Vaisseau ou Bâtiment soit repris par un Armateur comme ci-dessus, l'espace de quarante huit heures après la première capture, on payera pour la recompense du sauvement la cinquième partie de la valeur du Vaisseau, & de sa charge, Canon & appareil. Et en cas que tel Vaisseau ou Bâtiment ait été quarante huit heures dans la possession de l'Ennemi, & soit repris dans nonante & six heures, la recompense du sauvement montera à la troisième partie de la valeur susdite. Et si tel Vaisseau ou Bâtiment a été nonante & six heures dans la possession de l'Ennemi, & est ensuite repris par un Armateur de la manière susdite, en ce cas-là il sera payé pour recompense du sauvement, la moitié de la valeur dudit Vaisseau, & de sa charge, Canon, & appareil.

En cas que des Vaisseaux ou Bâtiments, comme ci-dessus, soient repris par un Navire de Guerre avant que l'Ennemi les ait menés *intra Presidia*, c'est-à-dire dans aucun Port de l'Ennemi ou Flotte d'Icelui portant le Pavillon comme ci-dessus; Il sera payé pour recompense du sauvement la huitième partie de la valeur dudit Vaisseau & de sa charge, Canon & appareil, qui sera partagée entre ledit Roi & ledits Etats Généraux selon les proportions dont on est convenu par Traité entre ledites Parties en cas de prises.

La recompense qui sera faite au Capitaine & Matelots du Navire de Guerre reprenans un Vaisseau ou Bâtiment, comme ci-dessus, sera tirée du prix du sauvement en telle proportion que le Roi de la Grande Bretagne trouvera à propos quand il s'agira d'un Navire de Guerre Anglois, & selon le bon plaisir des Etats Généraux, en cas que le Navire de Guerre leur appartienne, pourvu que telle recompense soit donnée par ledit Roi ou ledits Etats des portions qui leur sont respectivement affectées de la manière susdite.

Et afin de pouvoir mieux arriver à l'estimation des Vaisseaux susdits & de leurs charges & Canons & ap-

pareils, elle sera faite par un nombre égal de Personnes, qui seront choisies pour cela, & en cas qu'elles ne puissent s'accorder là dessus, le Propriétaire fera lui-même l'estimation du Vaisseau & de sa charge, Canon, & appareil, & sera obligé de les vendre au prix qu'il y aura mis, ou bien l'estimation sera faite par le Repreneur, qui sera obligé de prendre ledit Vaisseau avec son Canon & appareil, & les Marchandises au prix qu'il y mettra.

De plus, il est convenu que si d'autres Princes ou Etats Alliés dudit Roi, ou dedit Etats Généraux veulent être compris dans cet Accord, les Vaisseaux & Bâtiments leur appartenans seront traités de la même manière comme il est ci-dessus stipulé.

En foi de quoi les Commissaires du Roi de la Grande Bretagne & les Ambassadeurs Extraordinaires des Etats Généraux des Provinces-Unies ont signé les présentes de leur Seing ordinaire, & à iceux fait apposer le cachet de leurs Armes. Fait à Witthall le 22. jour d'Octobre 1691.

CARMARTHEN.
(L. S.)

A. SCHIMMELPENINCK
VANDER OYE.
(L. S.)

HALIFAX.
(L. S.)

N. WITSEN.
(L. S.)

SCHREUWSBURY.
(L. S.)

W. DE NASSAU.
(L. S.)

NOTTINGHAM.
(L. S.)

ARNOUT VAN CIT-
TERS.
(L. S.)

TH. WHARTON.
(L. S.)

E. DE WEEDE.
(L. S.)

CXLIII.

Reces, zwischen Churfürst Johann¹⁷, Nov. Georg dem Vierden zu Sachsen / und dem löblichen Schwäbischen Ereyße geschlossen. Kraft welchen Ihro Churfürstliche Durchlaucht zu Bedeck- und defendirung besagten Ereyßes vor allen Feindlichen Gewalt / sich erkläret / die helfte seiner Armée vor Francken / und zwey drittheil der anderen helfte vor Schwaben durch den Winter herzugeben; Daentgegen versprechen Jnsien und Stände besagten Ereyßes / zu erhaltung solcher Trouppen / zu einem adjuto an statt die Verpflegung / ein hundert und funffzig tausend Gulden in sechs Monathen zu erlegen / nechst dem auch auff ein jedes Dienst-Pferd täglich acht Pfund Heu / und sieben Pfund Habern bewilligen. Geschehen zu Ulm¹⁷, Nov. 1691. [LUNIG Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. II. pag. 685.]

C'est-à-dire,

Recès entre JEAN GEORGE IV. Electeur de Saxe & le loüable Cercle de SUABE, portant que son Altesse Electorale fournira la moitié de son Armée au Cercle de Franconie, & les deux tiers de l'autre moitié audit Cercle de Suabe, pour la defense de l'un & de l'autre contre les insultes des Ennemis pendant l'Hiver; en échange dequoi

ANNO
1691.

les Princes & Estats dudit Cercle payeront 150. mille Florins en argent auxdits Troupes, & leur fourniront huit livres de foin, & sept livres d'avoine pour chaque Cheval par jour. Fait à Ulme le 17. Novembre 1691.

Zu wissen / als weyland der Durchlauchtigste Fürst und Herr / Herr Johann Georg der Dritte / Herzog zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und Westphalen / des Heil. Röm. Reichs Erzh-Marschall und Churfürst / Landgraff in Thüringen / Marggraff zu Meissen / auch Ober- und Nieder-Lausitz / Burggraff zu Magdeburg / gesessener Graff zu Henneberg / Gräff zu der Mark / Ravensberg und Barby / Herr zu Nauenstein u. Christmildester Gedächtnis / dorten im Julio durch eine Gesandtschaft einem löblichen Fränkischen Crayß zuvernehmen gegeben / wie sie zu der / gegen den Feind aus diesem und dem Schwäbischen Crayß notwendig formirenden / und den Winter durch stark bestehenden Postirungs-Linie / dero Churfürst. ganze Armee, wann es nöthig erachtet würde / zu Bezeugung Ihrer gegen das H. Röm. Reich / und vornehmlich derer / der Gefahr am nächsten liegenden Crayße und Lande sich ergebenden aufrichtigen Patriotischen Intention / hieraus sehen / und zu Abtreibung der Feindlichen Invasionen / auf gewisse Conditiones mit gebrauch lassen wolten ; welches dann auch des ietz regierenden Herren Churfürsten zu Sachsen und Burggrafen zu Magdeburg Churfürst. Durchl. nach denen rühmlichen Fußstapfen Ihres Glorwürdigsten Herren Vaters widerohlet / und dem löblichen Fränkischen Crayß die Conditiones, gegen welche höchstgedachte Ihr. Churfürst. Durchl. der gesamte Crayß hieraus lassen wolten / noch weiter durch dero Gesandtschaft vortragen / und darbey frey stehen lassen / ob der löbliche Fränkische Crayß hierunter mit dem löblichen Schwäbischen associiren Crayß causam communem machen / und einen gemeinsamen Tractat mit Ihro Churfürst. Durchl. darüber schließen wolte ; das Werk aber so schleunig simultanee nicht vollbracht werden können / und dar- aus erfolget / daß der löbliche Fränkische Crayß auf die Hülffe der Churf. Armee certis Conditionibus geschlossen / auch wegen der anderen Hülffe bey alldiesem löblichen Schwäbischen Crayß / Convent durch den zu Nürnberg gewesen / und mit einem absonderen Churfürstl. Creditiv, auch an Fürsten und Ständen dieses Crayßes legitimirten Churfürst. Legations- und Appellations-Rath / Herren Christoph Dietrich Woson eine gleiche Proposition gehalten worden / daß man darauff zu Beförderung des allgemeinen Vaterlandes Nutzen und Besten / so von Conservacion der beeden löblichen Crayß / Franken und Schwaben größten Theils dependiret / sich nicht weniger auf Seiten Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes in die Tractaten einzulassen / und noch dem / daß Ihr. Churfürst. Durchl. in Sachsen präliminariter reserviret / daß gegenwärtige Handlung dem / zwischen Kayserlichen Majestät und deroelben Glorwürdigsten Herren Vatern / Churfürsten Johann Georg dem Dritten Christmildesten Angehendens / in Torgau geschlossenen Operations-Receß, welcher gleichwohl den löblichen Schwäbischen Crayß in keinem Stück obligiret / allerdings ohne Nachtheil seyn solle / mit höchstgedacht Ihrer Churfürstlichen Durchl. sich folgender massen vergleichen : und zwar

1. Versprechen Ihr. Churfürstl. Durchl. zu Bedeck- und Sicherstellung des löbl. Schwäbischen Crayßes von deroelben ganzen Armee die Hülffe pro Franken / von der anderen Hülffe aber zwey Drittel pro Schwaben / den Winter durch / herzugeben / von welchen ietztgedachten zwey Drittheilen befindlich zwey tausend Mann an oder auf denen Gränzen des Schwäbischen Crayßes in der äußern und innern Postirungs-Linie / deren man sich fürderlich zu vergleichen / und selbe zu Ende dieses Reecesses mit anzuhängen / sehen / und auf des Feindes Dessein wachsame Obacht haben / auch mit denen anderen Allirten Troupen fleißig communiciren / und separatim so wohl als conjunctim alle Sorge dahin anwenden sollen / damit der Feind nirgends durchbrechen / und mit Brand- schätzung / Engen und Brennen / Rauben / Plündern und Verderben / dem löblichen Schwäbischen Crayß einigen Schaden zufügen könne / zu welchem Ende dann nicht nur die in der Postirung stehende / sondern auch die in dem Schwäbischen Crayß sonstigen verlegende Churfürstliche Mannschafft / ja auch die außershalb des Schwäbischen Crayßes stehende andere Hülffe der Armee / auf den Fall der Noth / und da der Feind einbrechen wolte /

zum Theil oder ganz an Det und Ende des Schwäbischen Crayßes / wo es Ratio Belli erfordern würde / und also ohne Unterschied der Districten / es seye oben / mitten oder unten / so schleunig / als es nöthig seyn wird / ohne einige Difficultät anmarchiren / und dem Feind tapfer fern Widerstand thun sollen ; Und hat es mit dem Commando solcher Churfürstlichen Troupen diese verglichene Bewandniß / daß die zwey tausend Mann / welche in der äußern und innern Postirungs-Linie stehen / unter Ihr. Kayserlichen Majestät hiraussen en chef commandirenden General-Feld-Marschalln / Herren Grafen von Caprara, oder in dessen Abwesenheit / unter eines anderen Ihrer Kayserlichen Majestät en chef commandirenden hohen Generals-Commando die verglichene Zeit durch stehen / und die Ordres von bannen annehmen / auf den Fall eines feindlichen Mouvements aber / von dem Herren General Caprara oder sonst en chef commandirenden Kayserlichen Herren Generaln, an den die Churfürstl. Armee vor iesz en chef commandirenden General Wachtmeistern / Herren Grafen von Zingenborff / oder wer an dessen Platz zu commandiren hätte / des gesamt Auszugs halber geschrieben werden solle / da dann die sämtliche Troupen an End und Orth / wohin es die Nothdurft erscheinen wird / von der Churfürstlichen Generalität also gleich beordert / und auf solchen Fall der Conjunction, oder da man sonstigen gegen den Feind zu stehen käme / diese nicht weniger / als die andere Churfürstlichen Troupen / so sich auf der Postirung befinden / obgedachter hoher Kayserlicher Generalität Ordre folgen / und unter dero Commando stehen sollen. Und ob zwar

2. Dieser Tractat vornehmlich ratione temporis nur auf die 6. Winter-Monath / als vom ersten Novembr. st. nov. an bis zu Ende des Aprilis Anno 1692. gerichtet ist ; So haben sich doch Ihr. Churfürst. Durchl. dahin erklärt / daß wann dieselbige auf anderwärtige Tractaten mit Ihr. Kayserliche Majestät / dero Armee auf fünfstufige Campagne an dem Ober-Rheinstrom allensals nicht mit agiren lassen / sondern solche anderwärts hin destiniren würden / (darüber dann zwischen Ihr. Kayserl. Majestät und seiner Churfürstlichen Durchl. sich ohne Zweifel nachstens wird vernommen werden) Fürsten und Ständen des löblichen Schwäbischen Crayßes nicht weniger zeitlich Nachricht davon zu kommen lassen wolten / und wie

3. Ihro Churfürst. Durchl. alles dasjenige / worzu dieselbe sich in kraft dieses Recessus verbindlich machen / und was Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes sich nachstehender massen conditionirt / Ihres höchsten Orthes fleiß und unerbüßlich zu halten / und gleich nach Adjutierung des Recesses die passus concernentes per Extractum dero nachgesetzten Generalität und Commandanten dero Troupen insinuiren / und darbey die nachdrückliche und gemessene Ordre ergehen lassen wolten / daß demselben durchaus nachgelebet / und darwider auf keine Weise oder Wege gehandelt / auch niemanden darwider zu thun und zu handeln gestattet / sondern gute Ordre und scharffe Kriegs-Disciplin gehalten / und die Justiz, ohne Ansehen der Person / ohnpartheyisch administriert werden solle / also / und da solches nicht geschehen / und an Ihro Churfürst. Durchl. auf dieses Crayßes Gränzen commandirende Generalität / von wegen Fürsten und Ständen des löblichen Schwäbischen Crayßes samt oder sonders einige Klagen vorgebracht würden / so solle ohne alles Hinterbringen / gleich in continenter aller Schaden und Excess repariret / und von den bewilligten Geldern innen behalten / darnach aber wider die Verächter der verglichenen Ordonnanz / und dieses mit Ihrer Churfürstl. Durchl. errichteten Tractats also verfahren werden / daß Fürsten und Stände darob ein Vergnügen haben können / zu welchem Ende dann auch die zu publiciren stehende Ordonnanz / als ob sie von Wort zu Wort hier inferiret wäre / wie sie dann ein Haupt-Stück dieser Tractaten mit ist / durchaus zu achten.

Gegen so zugesagte Defension und Bedeckung imm ver- sprechen

4. Fürsten und Stände des löblichen Schwäbischen Crayßes auf solche Churfürst. Troupen / welche zu diszeizigen zwey Drittel der anderen Hülffe in 7023. Mund- und 2886. Pferd-Portionen / oder 3. Regimenten Cavallerie / 2. Regimenten Infanterie / item 2. Compagnien Granats / und das übrige / obiger Portion nach / in dem General- Stab / Artillerie und Proviant- Amt bestehend / ansmachen / zu einem Adjuto an statt einiger Verpflegung überhaupt ein hundert und fünffzig tausend Gulden / solche in 6. monatlichen gleichen Fristen / jedoch mit Ausnahme dessen / so hier unten in eiffem Articul reserviret wird /

ANNO
1691.

ANNO
1691.

wird // und davon die erste mit fünf und zwanzig tausend Gulden / zu Eingang des bevorstehenden Monats Decembris in denen Sorten zu liefern / die in den Schwäbischen Crayß icht und siders lauffen / ohne / daß man wegen dieser bewilligten Summe auf ein oder andere in Münzwesen gemachte Veränderung zu reflectiren / sondern wie man inegemein im Crayß das Geld einnimmt und ausgiebt / also soll auch in Zahlung dieses versprochenen Adjuto es angenommen / und zu Händen des darzu von Churf. Durchl. accreditedten Commissarii alhier in ihm bezahlt werden. Weiter und zum

5. Wollen Fürsten und Stände nebenst erst benannter Summe der ein hundert und fünfzig tausend Gulden / auff die bey solcher angewiesenen Churfürstlichen Mannschafft befindliche und pastirliche Dienst-Pferde / so wohl in der Postirung (wann dieselbe nicht außershalb des Crayßes geschicket //) als in denen Quartieren / jedoch mit Exclusion der Marquetender-Pferde und übrigen Troß / an noch täglich acht Pfund Heu / ohne Entgeld liefern / des gleichen auf eine pastirliche Pferd-Portion sieben Pfund Haben / gemeinen land-Geiwichts / für welchen Haben / jedoch auf jeden Centner ein Gulden / fünf und vierzig Creuter / gegen Extradition der von jedes Orthes Officieren zu empfangen habender Quittirung bey obvermeldter Zahlung der Termin-Gelder wieder abgezogen werden sollen / wie aber weder Haben noch Heu an auswändige Orth von diesem löblichen Schwäbischen Crayß zulieffen / sondern da sich die Postirung ex ratione militari dann und wann ändern solte / die Lieferung des rauhen und glatten Futters nach der Proportion dieses Crayßes übernommen / und auf der Postirung stehender Mannschafft / demnach weiter nicht dann nach der Heilbronn zu verschaffen seyhet / von damen es ohne Kosten des Crayßes durch das Churfürstliche Commissariat. an Orth und Ende / wohin es nöthig ist / weiter zu bringen / von Seiten Ihr. Churf. Durchl. versprochen worden / Also / und da geschien solte / daß wegen des Feindes Contenance die Churf. Trouppen noch tiefer hinauf rücken müßten / daß sie solchen rauh- und glatten Futters aus dem Heilbronner Magazin sich nicht bedienen könnten / So hat jedoch der löbliche Schwäbische Crayß deswegen keine weitere Incumbenz / indem Ihr. Churf. Durchl. zu Sachsen auf solchen Fall die Erklärung dahin thun lassen / daß sich alsdann Ihre Trouppen deren Magazinein / so die Herren Franken noch tiefer angelegt / vor das ganze Corpus bedienen würden / also / daß dem löblichen Schwäbischen Crayß der Belauß davon weiter nicht / dann aus dem Heilbronner Magazin an die Fränkischen Commissarios Tausch- und Auswechslungsweiß folgen zulassen. Betreffend

6. Den Service, so in Holz / Licht / Salz und Liege-Statt bestehet / und weder auf andere Species, noch viel weniger aber auff Hausmanns-Kost / Taffel-Gelder / Discretionen oder etwas anders zu extendiren / zu genießen die Ordonnanz-mäßige Portiones / wann sie im Quartier seynd / solchen Service in natura, und haben dafür kein Geld zu erfordern / auch auf die absente und vacante durchaus / unter keinerley Nahmen / etwas zu erheben / noch die Herren Officier / wann sie commandirt seynd / dessentwegen etwas nach zu suchen / diejenige Gemeine aber / so in dem Crayß außer denen Quartieren in Commando begriffen / sollen allein an den Orth / dahin sie commandirt worden / und den Service in natura genießen können / den in dem Quartier ihme sonst zukommenden Service solcher gestalten empfangen / daß / gleichwie bey anderen / so in denen Orten / die sich näher gegen der Postirung ziehen / geschicket / also auch bey diesen commandirten in einer Haus-Waters Wiltz ihr stehen soll / das Geld dafür / und zwar Monatlich dreißig Creuter / oder so weiter es vermag / den Service in natura zuertheilen / welches ihm auch Crayßes wegen nicht ersetzt werden soll / In des Crayßes äußerster Postirungs-Linie aber / und sonst an keinem anderen anwendigen Orth / haben Fürsten und Stände auff die Mannschafft / so nach denen zwey Dritteln zu der Schwäbischen Quota und deren Proportion daselbst zu stehen kommen / Monatlich einen Gulden zu bezahlen / doch bleibt auch auf solchen Vor-Posten in des Haus-Waters Option / dem Soldaten oben benannten Service in natura, wo es seyn kan / oder das Geld dafür zu geben / doch daß es im übrigen ohne alle Consequenz bleiben / auch inclusive / von Fährndrich oder Cornet an / so fort alle Ober-Officier darvon ausgeschloffen seyn / und Zeit währenden Commando für den Service nichts fordern / sondern sich mit dem / so Ihre zurück gelassene pastirliche Pferde und Knechte Ordonnanz-mäßig zu empfangen / vergnügen sollen. Damit aber un-

ter dem Nahmen des Service weder von Officieren noch Gemeinen so weniger gesucht und erpresst werde / so solle keinen Officier / er seye von Charge und Condition, wie er wolle / in dem Quartier der Service nach seinen Portionen multiplicirt werden / sondern derselbe hat mit der einfachen Lieferung nach denen Portionen / die ihme seiner höchsten Charge nach gebühren / mit Ausschluß der übrigen / die Er bey dem Stab / prima Plana oder sonst hätte / sich gleich anderen zu vergnügen. Wie dann auch in krafft dieses Receptes, und bey der publicierenden Ordonnanz, expresse verbothen werden soll / die Hausmanns-Kost bey dem Quartiers-Mann auf einige Wege / entweder mit List oder sonst zu suchen / zu fordern / oder bis er unter dem Nahmen des guten Willens darzu gelangt / dem Hausmann und den Einigen einigen Überlast oder Tort zu thun / Zusammen auch alle Herrschaften und Obrigkeiten den Jhrigen verbieten können und mögen / daß sie auch unter dem Nahmen des guten Willens dergleichen Hausmanns-Kost dem Soldaten keinesweges geben sollen. Würden aber die Herrschaften bey monatlicher Untersuchung befinden / oder sich sonst ereigen / daß die Officier des Orts / wann es an dieselbe gebracht worden / diesen und anderen Excessen entweder nicht abgeschloffen / oder erhebliche Ursachen angezeigt werden / warum es der Unterthan an den Officier des Orths so gleich nicht bringen können / und der Unterthan würde gegen seine Herrschaft so dann auf Pflicht und Eyd nehmen / daß wider die Ordonnanz etwas gefordert / und in der That selbst genossen oder empfangen worden / so soll der Belauß dessen / so der Unterthan hergegeben / nach jedes Orths und des Genossenen Verschwendung an Geld angeschlagen / und bey der Haupt-Summe / so monatlich falls / abgeschlagen / oder da es nicht geschehen könnte / nach Disposition des eilften Paragraphi, bey denen zwey letzten Monaten inbehalten werden. Und wie

7. Die Defension und Bedeckung solle den Winter durch / und bis ad haem Aprilis Stili novi währen / und in solcher Zeit keine Churfürstliche Mannschafft / so zu Beschützung des Crayßes applicirt werden kan / an einigen anderen Ort / weder zum Theil noch völlig weggezogen / sondern durch dieselbe die einmahl gemacht und angewiesene Postirungs-Linie oder Reserva beständig besetzt / und selbige weiter nicht landwärts ein / als icht vom Anfang mit dieses Crayßes Zutun determinirt wird / extendirt / oder gar geändert / sondern dahin sorgfältig invigilirt werden solle / daß selbige wider den Feind behauptet / und nirgends gebrochen werde / also / und da Ihre Churfürstliche Durchleucht aus etwa icht ohne-müßten Ursachen oder Motiven / in noch währenden erst gedachter sechs Winter-Monat Zeit / dero Trouppen zum Theil oder gar von dem Schwäbischen Crayß abziehen wolten / (so doch obiger Zusatz nach nicht geschehen soll und wird //) so seynd Fürsten und Stände an ihr Versprechen auf keinerley Weg mehr gebunden / sondern behalten sich wegen des Schwabens / so aus einiger solchen Alteration entsünde / gegen Ihre Churfürstliche Durchleucht auf solchen ohnverhofften Fall / alle Indemnification bevor. Im Fall es and

8. Geschehe / das einige dem löblichen Schwäbischen Crayß nicht angewiesene Churfürstliche Trouppen / oder die ganze Armee auff auskommende feindliche Alarme, oder zu Vornehmung einiger Enterprisse, wider den Feind in dem Schwäbischen Crayß einrücken müssen / solle demselben dadurch keine weitere Beschwerde zugezogen werden / sondern solche Mannschafft ihre Subsistenz sich selbst anschaffen / doch / daß an Orth und Enden des Schwäbischen Crayßes / also wo man sich zusammen ziehen müßte / Nahmens der Fürsten und Stände in Schwaben / mit dem benötigten Futter und Fourage / so weit Franken selbst mit Fuhrwerk und Lieferung nicht auslangen könnte / auff einen solchen extraordinären Fall / mitlertweil an Hand gegangen werden / dessen Belauß der löbliche Fränkische Crayß / wie Ihre Churfürstliche Durchleucht Krafft dieses dem löblichen Schwäbischen Crayß die Garantie darüber leisten / gleich balden nach dem damaligen wahren Werth oder in natura zu Heilbronn an Fürsten und Stände des Schwäbischen Crayßes wiederum ersetzt werden / Wann aber auff solchen Fall ein oder anderer Stand oder Unterthan gezwungen würde / aufseicht gedachten rauhen und glatten Futter auf solche Mannschafft ohne gleich baldige baare Bezahlung etwas herzugeben / so soll es an dem versprochenen Gelds-Adjuto bey der Lieferung wirklich abgezogen / und solchen Stand für sich und die Seinige brevi manu Satisfaction gegeben werden. Was aber

9. Die Subsistenz vor Kost und Mann / auff dem Marsch

ANNO
1691.

ANNO
1691.

Marſch anbelanget / beſonders / da ſie in den Vor-Posten einander abzuwechſeln / welches doch nur einmal dieſen Winter geſchehen ſoll / ſo iſt verglichen worden / daß auf eine Wund-Portion zwölf Centner / und auf eine Pferd-Portion ſechs Centner / von wegen Ihre Churfürſtliche Durchleucht bezahlet / oder bey der Geld-Heftung abgezogen / und dafür zwey Pfund Brodt / ein Pfund Fleiſch / und ein Maß Bier / oder nach der Landes-Arth / ein halb Maß Wein auf den Mann / und auf das Pferd acht Pfund Heu / und ſieben Pfund Haber gegeben / bey hoher Straff aber weiter nichts / es ſey an Geld oder Victuallen / exigirt werden ſolle / welches alles dan auch bey dem künfftigen Abmarſch aus dieſem Crayß alſo zu halten. Weiter und zum

10. Haben Fürſten und Stände / welche mit dem Churfürſtlichen ſo genannten Retraichier-Quartier beſchwehret worden / ſich zwar vorbehalten wollen / dasjenige / was ſie diſſals gethan / und auf Koß und Mann hergeben müſſen / an dem Belauß der bewilligten ein hundert und fünfzig tauſend Gulden wieder abzugeben / Nachdem aber der Churfürſtliche Herz Abſandte / der gemachten vielfältigen Inſtanzien obgehörndt / wegen eingewandten expreſſen Befehls es nur dahin limitiret / daß allein / was ein oder anderen Orts am Geld / oder in andere Wege erpreſt und excedirt worden / (darunter aber die nothdürfftige Natural-Versorgung nicht zu verſchieden) auf vorgängige Liquidation entweder reſtituirt / oder darauf abgerechnet / und die prägravirte hoch- und löblichen Stände in ſo weit indemnificirt werden ſolten; So hat man zwar ſolches inſgemein angenommen / und ihm ſiebzehn annoch auf dem belaubten / daß / weiln die ſtarcke Geld-Practarien den erſten Novembris St. n. den Anfang nimmt / und die Fürſten und Stände die völlige Natural-Versorgung auf Koß und Mann in denen Stationen / Retraichier-Quartieren / und auf denen Marchen inmittelft hergeben müſſen / daß dan wenigſt ſolche Practatio vom erſten Novembris an / billigen Dingen nach / zu Geld gerechnet / und von gemeinen Crayßes wegen bey der erſten oder folgenden Heftung an denen Churfürſtlichen Termin-Geldern abgezogen werden mögen; Indeme aber die Churfürſtliche Geſandſchaft wegen ſolches letzten Paſſes contentiret / daß ſie darauff vor Zertheilung des Reſeſus keine Inſtruction zu erhalten getraue; ſo hat man ſolchen Paſs zu weiterer Handlung ausgeſetzt / und weilen

11. Fürſten und Stände dieſes Crayßes inſgemein / wegen oben zugeſagter Summe / der ein hundert und fünfzig tauſend Gulden / keine Garantie oder Obligation in ſolidum über ſich nehmen / ſondern ſich viel mehr verwahrt haben wollen / daß kein Stand vor den anderen ſtehen ſolle; So iſt weiter abgetret worden / daß / ſo an denen Termin-Geldern einiger Orten Mangel erſchiene / Ihre Churfürſtliche Durchleucht dennoch durch Ihre Truppen auf die Morolos oder nicht exequiren werden / biß der Herren Crayß-Auſſchreibenden Fürſten Monitor an die Saumſche vorüber gegangen / wie dann auch auf ſolchen unumgänglichen Fall der wirklich vornehmenden Execution / ſolche ohne Verſchwerde der übrigen Fürſten und Stände / und mit ſolcher Moderation vorzunehmen / verſprochen worden / daß man ſich de Exceſſu zu beſlagen nicht Urſach habe. Im übrigen / und damit Fürſten und Stände dieſes getreuen Reichs-Crayßes um ſo viel mehr geſichert ſeyn können / daß ſie um alle Exceſſe / wie auch um das / ſo nach dem letzten April in den Quartieren / oder in den Marchen ferner geſſen werden ſolte / die baare Satisfaction erhalten / ſo ſollen die zwey letzte monatliche Termin an denen hundert und fünfzig tauſend Gulden von dem Crayß ſo lang zurück gehalten werden / biß die intereſſirende Fürſten und Stände / und deren Unterthanen deſſenwegen befriediget / und die Churfürſtliche Mannſchaft aus dem Schwäbiſchen im wirklichen Abmarſchen begriffen ſeyn wird.

12. Sollen weder durch die Churfürſtliche Generalität / noch einige Hohe oder Niedere-Officer / Gemeine oder andere Kriegs-Bediente / die Unterthanen in den löblichen Schwäbiſchen Crayß-Zuſtühren / Dorfhan / Schanzen oder anderen Verrichtungen beſchreiben / am allerwenigſten aber auf den Fall der bittlich verweigerenden Partition / durch pfändliche Arreſtierung / oder gar durch militäriſche Execution ſelbige darzu angehalten werden / ſondern wann dergleichen etwas verlangt würde / ſo ſoll darumb entweder bey dem Fürſtlichen Crayß-Auſſchreib-Amt in Schwaben / oder bey dem jenigen Stand in particulari / von deſſen Unterthanen es begehret werden will / angeſucht werden / da dann zu ihrer Billkühr geſtellet bleibet ob ſie darinnen willfahren wollen / oder können;

ANNO 1691.
Bann aber wieder beſſeres Vermuthen eine dergleichen Execution vorgenommen würde / ſo ſiehet nicht allein denen Herrſchaften und Unterthanen frey / ſich darüber zu ſehen / ſondern es wollen Ihre Churfürſtliche Durchleucht auch ſolchen Conſortium der übrigen / abſonderlich / wann dergleichen de facto bewerkſtelligt werden ſolte / als einen ohnverantwortlichen Eingriff in der Fürſten und Stände Hoheiten und Gerechtigkeiten empfindlich abſtraffen / und die Satisfaction dem letztem Theil verſchaffen laſſen. Und weilen

13. Die demahlen anordnende Poſtierung nicht nur zur Defenſion der beiden löblichen Crayße / Franken und Schwaben / ſondern zugleich zu übrigen / ſo wohl in deſſenſelben gelegener / und nicht zu denen Crayßen gehörige Dörffer / abſonderlich aber zu verſchiedener hoch- und löblicher Reichs-Stände / der Geſahr eben ſo nahe / und theils näher als beider Crayße ſituirter Landen / Schutz und Rettung geſchiehet / Ihre Churfürſtliche Durchleucht aber / um Weltläufigkeit zu vermeiden / mit erſtgemeldeten beiden löblichen Crayßen die Tractaten auf den verlangten Beytrag und Adjuto allein geſchloſſen / und ſich dabey erkläret / was einige andere hoch- und löbliche Stände / oder andere Orth / hiernächſt entweder an Geld oder Naturalien / auff die Churfürſtliche Truppen verwilligen / und hergeben / daß ſolches denen beiden löblichen Crayßen durchaus zu Gute kommen / und an dem verglichenen Adjuto deſalcitret werden ſolle / mit der weiteren Erklärung / daß dieſelbige dieſe Concurrenz beſtmöglichſt beſordern / und daſerne mit dem löblichen Fränkischen / ohne Zuthun des löblichen Schwäbiſchen Crayßes / einige Tractaten von ſolchen Orten her bereits geſchloſſen und geſchloſſen wären / oder auch Nahmens Ihre Churfürſtliche Durchleucht ſelbſten noch geſchloſſen werden ſolten / den löblichen Schwäbiſchen Crayß pro dimidia Parte an allen den tractirten mit participiren zu laſſen / und daß es geſchehe / kräftig zu cooperiren / ſolche Declaration auch an Seiten des löblichen Schwäbiſchen Crayßes alſo acceptirt / und anbey von deſſenſelben noch abſonderlich reſervirt und bezeugen worden / daß deſſen Fürſten und Stände die Concurrenz derer in dieſem Crayß gelegener Ritterschafftlicher / und anderen hin und wieder in verſchiedener dieſer Stände Territoria beſindlicher immediat-Orth / abſonderlich ſich vorbehalten / angeſehen iſſigen ſo ſchwerlichen Conjunctionen ſich niemand / welcher der Defenſion mit genieſſet / unter Allegation einiger Privilegii oder Exemption entziehen kan noch ſoll; Alſo hat man auch dieſes / und daß von Ihre Churfürſtlichen Durchleucht in Sachen keine Recrouten in dieſem Crayß gemacht werden ſollen / dahin ſie ſich auch ganz deutlich erbothen / als eine mit ausgebrachte Condition in gegenwärtigen Reſeſs zu bringen für nöthig ermeſſen. Schließlichen und zum

14. Haben Ihre Churfürſtliche Durchleucht keinen Anſand / daß / gleichwie dieſe Tractaten mater der Allerhöchſten Autorität der Römischen Käyſerlichen Majeſtät ihren Anfang genommen / alſo auch Fürſten und Stände des löblichen Schwäbiſchen Crayßes über den Schluß deſſelben und gegenwärtigen Reſeſs Ihrer Käyſerlichen Majeſtät Alſtienz allerunterthänigſt ausbitten. Zu Urkund deſſen allen iſt dieſer Reſeſs / deme alſo gleich ohnervarter der Churfürſtlichen Ratification nachgelebet werden ſoll / in duplo gefertigt / und biß auff Ihre Churfürſtliche Durchleucht eigenhändige Expedition von deſſelben bevollmächtigten Geſandſchaft / und denen fünf Bänken des löblichen Schwäbiſchen Crayßes / gewöhnlicher maſſen / reſpective unterſchrieben / und mit allerſeits gewöhnlichen Piſtſchaften corroborirt worden. Darum Ulm den 17. (27.) Novembris anno ein tauſend / ſechs- und hundert / und ein und neunzig.

(L.S.) Chriſtoph Dietrich Boſe / der Jüngere.
(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CXLIV.

Traité entre le Roi de France, LOUIS XIV. & 1692.
la Ville & République de BERNE. Fait par
Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de
Gonnay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse,
à Soleure le troisième Janvier 1692. [FRÉ-
DER. LEONARD. Tom. IV.] 3. Janv.

ANNO
1692.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Ayant veü & examiné le Traité fait & signé en notre nom à Soleure le troisième des présents mois & an, par notre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de notre Hôtel, & notre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'une part: Et les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Bucher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne, d'autre; duquel Traité la teneur ensuit.

Sur les instances & représentations faites au Roi, de la part de la Ville & Republique de Berne, pour payement des sommes à elle dûes, tant en principaux qu'intérêts, Sa Majesté desirant donner des marques de sa bienveillance à ladite Republique, & acquitter les dites dettes suivant la verification portée par le Traité signé à Arau le premier Juin mille six cents cinquante-huit, il a été convenu entre tres-excellent Seigneur, Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse, d'une part: Et Messieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Bucher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne d'autre, ainsi qu'il ensuit.

Les sommes dûes par la Couronne de France à la Republique de Berne ayant été ci-devant vérifiées & liquidées par un Traité conclu & signé à Arau le premier Juin 1658. ratifié par le Roi le dix neuvième Juillet de la même année, & enregistré en la Chambre des Comptes à Paris le vint-unième Novembre mille six cents soixante-trois, & y ayant eü plusieurs payemens faits en conséquence pendant dix-huit années & trois mois, il s'est trouvé par le calcul nouvellement fait, que le dernier jour de Decembre mille six cents quatre-vint onze, il étoit encore dû à ladite Republique de Berne la somme de cinq cents cinquante quatre mille huit cents livres, en principaux portans intérêts, & la somme de quatre cents quatorze mille quatre cents soixante-deux livres en intérêts échus, & que les capitaux qui ne portoient point d'intérêts, dont il est parlé dans le Traité de 1658. ont été entièrement éteints & acquitez au moyen des payemens susdits.

Pour la satisfaction & paiement desdites deux sommes de cinq cents cinquante-quatre mille huit cents livres en capitaux portant intérêts, & de quatre cents quatorze mille quatre cents soixante-deux livres, & intérêts échus ledit jour dernier Decembre mille six cents quatre-vint onze, le Roi promet de faire fournir annuellement, & de quartier en quartier à ladite Republique de Berne, par les Fermiers des Salines de Franche-Comté, jusques à l'entier & parfait payement des deux sommes cy-dessus dites, & des intérêts qui écherront à l'avenir, la quantité de mille cinq cents boffes, & sept mille cinq cents Charges de sel; savoir la Boiffe sur le pied de vint-six livres six sols tournois, & la charge sur le pied de six livres, le premier quartier commençant le premier jour de Janvier, mille six cents quatre vints douze.

Et en échange ladite Ville & Republique de Berne promet de fournir annuellement pour ledites cinq mille cinq cents Boffes, & sept mille cinq cents charges de sel, à raison de vingt six livres six sols tournois la Boiffe, & de six livres la Charge, ce qui se monte par chacun an à la somme de cent quatre-vint neuf mille trois-cents soixante-quinze livres, aux Fermiers des Salines de Franche-Comté, par chaque quartier & à mesure de la délivrance dudit sel, des quittances de ladite Ville & Republique de Berne, pour la somme de cent quatre-vint neuf mille trois cents soixante-quinze livres, qui sera premièrement deduite sur les intérêts échus & qui écherront, & ensuite sur les capitaux, dont l'intérêt diminuera à proportion des sommes, qui seront acquittées sur ledits capitaux.

Tout le sel desdites cinq mille cinq cent Boffes, bien cuit, bien travaillé, soiffé, non trop grossièrement grainé, & reposé six semaines dans les Étuvailles de Salins, sera rendu par ledits Fermiers dans le Magasin à Iverdun; duquel Magasin les Fermiers ne payeront aucun loiauge, & ledit sel sera delivré après avoir

ANNO
1692.

reposé trois semaines, au Commis ou Directeur de ladite Republique de Berne, dans ces Boffes d'égales grandeurs & grosseurs par les fonds, & de douves d'époiffeur convenable, en sorte qu'elles soient capables de contenir seize fittins de Berne, dont la Boiffe doit estre compoée de mesure ordinaire, sans estre secouée, pressée ni foulée par force, & ledit sel déchargé de tous frais hors ceux du remplissage à Iverdun, qui se fera aux dépens de ladite Ville & Republique de Berne.

Le mesurage s'en fera à la corde dans ledit Magasin d'Iverdun par les Commis des Fermiers, en présence du Commis ou Directeur de ladite Republique de Berne, qui sera obligé, après le remplissage, de recevoir ledit sel, & d'en donner la décharge, quand il y en aura la quantité de cent Boffes & au dessus.

Et à l'égard des sept mille cinq cents charges de sel en pain, ci-dessus dites, la charge doit être de quatre côtes, chaque côte de douze, & chaque pain de deux livres & demie poids de marc, ainsi ladite charge fera cent vingt livres dudit poids, qui devra être delivré bien conditionnée par les Sauniers de Salins, à celui ou ceux de ladite Republique de Berne, qui auront ordre de le recevoir, & cette delivrance se fera de la même maniere qu'elle s'est pratiquée ci-devant envers ladite Republique, c'est-à-dire, déchargé de tous frais hors des Sauneries.

Ladite Republique de Berne promet de ne rien debiter de tout le sel hors de ses Terres, & de n'en faire aucun versement, aux conditions que ledits Fermiers de leur côté ne feront aucune contrebande directe ni indirecte, & ne permettront qu'il s'en fasse du même sel autant qu'il sera de leur pouvoir de l'empêcher, & que les loüables Cantons, & autres lieux voisins, en useront aussi de même.

Bien entendu qu'au cas qu'il y eût quelque interruption à l'exécution du présent Traité de la part de Sa Majesté, la Ville & Republique de Berne demeurera dans ses Droits pour les sommes, qui pourroient alors leur être dûes en capitaux ou intérêts.

Bien entendu aussi, que si dans les verifications & liquidations faites il se trouvoit quelque erreur de calcul, il en sera fait réciproquement raison. Et d'autant que la verification des paiemens ci-devant faits à la Republique de Berne, n'a été faite sur les comptes des Tresoriers des Lignes Suisses, s'il se trouve qu'il ait été par eux payé quelque autre somme, deduction en sera faite à l'avenir.

Il a pareillement été convenu, qu'aussi-tôt que les sommes ci-dessus dites, & les intérêts, qui en pourroient échoir pendant l'exécution du présent Traité, auront été entièrement éteintes & acquittées, ladite Ville & Republique de Berne remettra entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois Obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité de 1658. d'où sont dérivées ledites dettes, les autres titres des capitaux, qui ne portoient point d'intérêts, dont est aussi fait mention dans ce même Traité de mille six cents cinquante-huit, ayant été présentement rendus audit Seigneur Ambassadeur Amelot.

Et pour plus grand éclaircissement de ce que dessus, il demeurera attaché à l'original du présent Traité, copie du Traité de mille six cents cinquante-huit, & copie de la liquidation présentement faite jusques au dernier Decembre mille six cents quatre-vint onze.

Le présent Traité sera ratifié par le Roi, & par la Ville & Republique de Berne, & les Ratifications delivrées de part & d'autre, dans six semaines, ou deux mois au plus-tard.

En foi de quoi le présent Traité a été signé par ledit Seigneur Amelot, & par ledits Sieurs Deputez, & scellé de leurs cachets. Fait double à Soleure le troisieme Janvier mille six cents quatre-vingt douze.

Nous, ayant agreable le susdit Traité en tout ce qu'il contient, avons icelui agréé, approuvé, & ratifié, approuvons, agréons, & ratifions par ces présentes signées de notre main, promettant en foi & parole de Roi, de l'entretenir, & faire garder & observer de point en point selon la forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu. Car tel est notre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles le vingtieme Janvier l'an de grace mille six cents

ANNO quatre-vingt douze, & de nôtre regne le quarante-neuvième.
1692.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi.

COLBERT,

Et scellé.

Registré en la Chambre des Comptes, Oû & ce requérant le Procureur General du Roi, pour estre executé selon sa forme & teneur, le quatrième jour de Mars mille six cens quatre-vingt douze.

Signé,

RICHER.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le Traité cy-attaché sous le contrefiel de nôtre Chancellerie ayant été fait & passé en nôtre nom, par nôtre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel, & nôtre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'un part: & les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, Ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputés de la Republique de Berne, d'autre, Savoir faisons, qu'après avoir veû & examiné en nôtre Conseil ledit Traité, Nous l'avons approuvé, ratifié, & confirmé, approuvons, ratifions & confirmons par ces présentes signées de nôtre main, promettant en foi & parole de Roi de Poberver, & faire exécuter selon sa forme & teneur. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants nôtre Chambre des Comptes à Paris, qu'ils ayent à l'enregistrer, & cessites présentes, & que dorenavant a commencer du premier jour de la présente année, ils ayent à passer & allouer en la dépense des comptes des Gardes de nôtre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, la somme de cent quatre-vingt mille mille trois cens soixante-quinze livres, provenant du prix de la Ferme de nos Gabelles de Franche-Comté, aussi presens & avenir, en cinq mille cinq cens Bosles, & sept mille cinq cens Charges de sel qu'ils luy fourniront par chacun an, en execution dudit Traité, & conformement à icelui. Comme aussi de passer & allouer dans la recette & dépense des comptes desdits Tresoriers des Liges Suisses, à commencer de ladite présente année, ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres, en rapportant aussi par eux des quittances de ladite Republique de Berne, pour ladite somme, conformement audit Traité, avec copie desdites présentes deüement collationnées pour une fois seulement, tant & si long-tems que ledit Traité durera, moyennant quoi ils en demeureront bien & valablement déchargez. Mandons aussi ausdits Gardes de nôtre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, de tenir nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, quittes & déchargez de ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres par chacun an, tant que le Traité durera, ou de celle de quarante sept mille trois cens quarante trois livres quinze sols par chacun quartier, en leur fournissant les quittances desdits Tresoriers des Liges Suisses. Enjoignons en outre à nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, presens & avenir, de fournir à ladite Republique de Berne ladite quantité de sel, suivant & conformement audit Traité, sans aucun empêchement. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites présentes. Donnée à Versailles le vingtième jour de Janvier l'an de grace mille six cens quatre-vingt douze, & de nôtre regne le quarante-neuvième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli:

Par le Roi,

COLBERT,

Et scellées du grand sceau de cire jaune sur double queue.

Et sur le repli est écrit,

Registrées en la Chambre des Comptes, Oû & ce requérant le Procureur General du Roi, pour estre executées selon leur forme & teneur, le quatrième jour de Mars mille six cens quatre-vingt douze.

Signé,

GAMART.

CXLV.

Wienerischer Recess zwischen Ihro K^{önig}l. Majestät Leopold I. und Herzog Georg Wilhelm und Ernst Augusten zu Braunschweig und Lüneburg/ worinnen Ihro K^{önig}l. Majestät Herzog Ernst Augusten und dero Descendenten männlichen Geschlechts die Ehr- & Würde versprechen / dargegen diese 6000. Mann auf eigne Kosten gegen den Erbfeind auf 2. Jahr zu unterhalten / wie auch 500000. Reichs-Thaler subsidien-Gelder zum Türcken-Krieg an Ihro K^{önig}l. Majestät auszahlen zu lassen versprechen. Geschehen Wien den 22. Martii. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz IV. pag. 176. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XIV. pag. 313.]

C'est-à-dire,

Recès de Vienne entre LEOPOLD Empereur des Romains d'une part, & les Ducs de Brunswick-Lünebourg GEORGE GUILLAUME, & ERNEST AUGUSTE d'autre part, par lequel Sa Majesté Imperiale leur promet la Dignité Electorale pour le Duc ERNEST AUGUSTE, & pour ses Descendants mâles, en consideration de quoi ce Prince s'engage d'entretenir 6000. hommes à ses Dépens dans la Guerre contre le Turc, pendant deux Ans, & de lui fournir outre cela un subsidie de cinq cens mille Ecus pour la même Guerre. A Vienne le 22. de Mars 1692.

Se Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer K^{önig} / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs u. u. f. u. f. hiemit / demnach wir auf beschiedenes allermittelstäniges Ansuchen beider regierender Gebrüder Georg Wilhelms und Ernst Augusts Herzogen zu Braunschweig und Lüneburg / respective Fürstlichen zum Bischoffen zu Osnabrück liebden nicht allein allernachst uns erinnern / was wegen der H^{och}ren Fürstlichen Hauff zu conferirender Ehr- & Würde bey letztem Reichs-Tage zu Augsburg / von denen daselbst in Person zugegen gewesenem Ehr- & Fürsten und der abwesenden V^{or}sichtsamern und Gesandten respectiv^e vorgetragen / secundäret / und unsern allerb^öchsten Kayserlichen Willen und Gutbefinden heimgestellet worden / sonderem auch den Splendor dieses uralten Hauffs / und die sonderbare viele und erspriessliche Dinst^e / welche erwelche

ANNO
1692.

ernelte beyde Herzhogen Gebrüder liebden liebden dem heil. Römischen Reichs Teutscher Nation, der gesamten werthen Christenheit und dem gemeinen Wesen in Krieg- und Friedens-Zeiten in unverbrüchlicher Treue mit sorgfältigstem Eifer / auch mehrmaliger Darlegung ihrer eigenen Personen erwiesen / und noch ferner zu erwiesen willens seynd; nebenst verschiednen mehr andern dabey mit eintretenden sonderbaher- und triffigen Bewegungs-Ursachen / und bezuorab den gegenwärtigen Zustand des werthen Vaterlandes und der Christenheit in wohlbedachtliche und reiffe Erwegung gezogen; Als haben wir zu des heil. Römischen Reichs / und des gemeinen Wesens Nutzen und Wohlstand folgender Gestalt uns resolviret / und mit ichtgedachten beyden Herzhogen liebden liebden vereinbaret:

I. Erstlich erklären wir uns hiemit allergnädigst / und versprechen / das wir in Ansehung vorhin berührter / vieler und sonderbaher Umstände / auch von ihrer liebden durch den hierunter bemelten Succurs, um das heil. Römische Reich und die gesamte Christenheit / ferner erworbenden großen Meriten / zuvörderst aber auch in consideration der von denen Churfürsten zu Augsburg geschenechten triffigen Remonstrationen und Einräthungen bewirken wollen / das / nachdem des Herzhogen Georg Wilhelmis liebden sich gegen uns erklärt / es Dero Bröder Ernst August liebden aus freunds- brüderlicher liebe und Affection, und weiln sie seine männliche Erben haben / zu überlassen / ietzt gedachten Herzhogen Ernst August zu Braunschweig und Lüneburg liebden für sich / und dero Descendenten männlichen Geschlechts juxta ordinem primogenituræ die Chur-Würde würklich erlangen / und in die Zahl unsrer und des Reichs Churfürsten auf- und angenommen werden / gestalt wir dann darüber unser allergnädigstes Decret nicht allein ertheilet / sondern auch fernere Einstimmung der Churfürsten L. L. L. L. L. L. liebden alsfort einholen / sodann einen gewissen Terminum zur Investitur, und förderlicher Introduction ins Churfürstliche Collegium ansetzen / und darauf auch weiter die Approbation des gesamten Reichs bewirken wollen.

II. Zu dieser neunten Chur sollen des Herzhogthums Braunschweig und Lüneburg Fürstenthümer / Zelle / Calenberg und Grubenhagen / sampt denen dazu gehörigen Graffschafften Hoya und Dipholtz / auch übrigen gedachten beeder Gebrüder liebden liebden zugehörige Lande / Aempter / Stücken und Pertinentien / ewig und untrennlich solange eine männliche eheliche Descendenz von Er. Liebden Herzhogen Ernst Augusto verhanden / gehören und unter denen Landen dieser Neunten Chur sampt und sonders begriffen seyn.

III. Wie es mit den Matricular- Anschlägen / dieser Chur-Lande und denen im Fürstlichen Collegio habenden Votis, fürhin gehalten werden solle / bleibet auf der beyden hohen Reichs-Collegiorum Gutachten angezieslet. Gleichwie auch Ihre liebden liebden verlangen / das / weiln dero Lande allereits mit grossen Matricular-Anschlägen behaftet / es dabey verbleiben / dabeneben auch Ihnen in dem Fürstlichen Collegio zwey Vota wegen der Fürstenthümer Zelle und Calenberg gelassen werden möchten; also seynd auch wir gnädigst geneigt / dazu mit unsrer Officiis zu concurriren.

IV. Und weiln ferner bey jeder Chur ein gewisses Reichs-Erk-Ämpt und Reichs-Insigne gewidmet ist / so ist wegen jenes / das Ämpt des Reichs-Erk-Pannier-Hern / u. zu diesem die Reichs-Fahne von uns allergnädigst beliebt worden / dafers jedoch auf den in dem Westphälischen Friedens-Instrumento gestikten / und in Gottes Händen stehendem Fall / welchen der Allerhöchste verpfien wolle / der achte Electorat ausgehen würde / so soll an statt des vorgedachten Erk-Ämpts und Reichs-Insignis das Erk-Schatz-Meißler-Ämpt / und das dazu gehörige Insigne diesem neunten und ältesten achten Electorat zugeeignet und gewidmet seyn.

V. Es versprechen hingegen fünfstens Ihre liebden liebden / das wir sie von Ihren alten geliebten Trouppen 6000. Mann als 4500. zu Fuß / und 1500. zu Pferde an Reutern und Dragonern gegen den Erb-Feind zu Hülff schickten / dieselbe im künftigen Mayo in Hungaren stellen / die nächsten zwey Campagnen hindurch agiren und selbige nicht nur im Felde / sondern auch auff dem Mar- che und in denen Winter-Quartieren auf eigenen Kosten unterhalten / wie nicht weniger von Anfang der zweyten Campagne bis auf obige Anzahl wiederum recrutiren lassen wollen / inmassen über die mehrere Particularia forthaner Hülffschickung ein besonderer Reces errichtet werden.

TOM. VII. PART. II.

VI. Im Fall nach Ablauf der zweyten Campagnen der Krieg mit der Ottomannischen Pforte weiter fortgesetzt werden sollte / so wollen und sollen Ihre liebden 2000. Mann / und zwar in zwey Bataillo en zu Fuß / jedes zu 800. Mann / und in einem Regiment zu Pferde à 400. Mann gegen den Erb-Feind auf eigene Kosten bis zu Ende des Krieges agiren und jährlich recrutiren lassen.

VII. Dofers aber noch vor Ablauf der zweyten Campagne der Friede mit der Ottomannischen Pforte erfolgen sollte / wollen Ihre liebden liebden gedachtes Hülffs-Corps der 6000. Mann nach unser allernädigsten Disposition und Gutbefinden im Reich gegen des Reichs-Feinde / wie in Ungarn / agiren lassen.

VIII. Es versprechen auch in specie des Herzhogen Ernst August liebden ferner / das sie um ihren vor die Christenheit tragenden Eifer um so mehr zu comprobiren / uns zu Behuf gegenwärtigen schweren Tircsen-Kriegs / über und neben obervorhender Volks-Hülff / noch mit einem subsidio an Gelde von 500000. Reichs-Thaler an Hand sehen / und zwar die erste 200000. Reichs-Thaler bey der Investitur; die andere 300000. Reichs-Thaler aber ein Jahr hernach / an denen im Reich gäng- und gängigen Mühen / Sorten zu Frankfurt oder Leipzig auszahlen wollen; an welchen letzten 300000. Reichs-Thaler wir so viel abstrichen zu lassen erbitig seynd / als die im Reich bishero von dem Fürstlichen Hause genossene / und icht abzurufen habende Assignationes künftigen Winter austragen werden / mit der fernern allergnädigsten Zusage / das wir / nach verfloffenen künftigen Winter / bey continuirendem Reichs-Kriege / und wann Ihre liebden dagegen eine proportionirliche Rammenschaft unter unsere Direction stellen / ihnen solche Assignationes gnädigst wiederum zutreiben wollen.

IX. Immediat aber und Zeitwährend der vorgedachten zwey Campagnen oder Jahren wollen beyder Herzhogen zu Zell und Hanover liebden liebden an statt ihres Reichs-Contingents am Rhein / wenigstens zwey bisz drey tausend Mann / gegen die Cron Frankreich / unter unsrer andorsten commandirenden Generalen Commando stellen / es wäre dann / das mit unserm allergnädigsten Gutbefinden und vorhergegangenen Consens die ganze Macht des gesamten Fürstl. Haufs nach den Niederlanden geschickt würde; in welchem Fall (zunahl) so lang Ihre liebden liebden keine Assignationes im Reich genießten / das Fürstl. Haus von absonderlicher Stellung des Contingents ferner Landen befreiet seyn soll; Inmassen dann Ihre liebden liebden sich hiermit erklären / das sie in gegenwärtigem Reichs-Kriege sich von uns dem heil. Römischen Reich nicht separiren / sondern demselben untrennlich assistiren / und diesen Krieg conjunctis viribus & consilio, bisz zu glücklichem Ende ausführen helfen wollen / alles treulich / ohne Gefährde.

Zu dessen Urkund haben wir diesen eigenhändig unterschriebenen Reces mit unserm Kayserlichen Secrer-Siegel bekräftigen / und Ihrer liebden liebden gegen einen von ihnen unterschriebenen gleichlautenden anhängenden lassen. So geschehen in unserer Residenten-Stadt Wien / den 22. Martii Anno 1692. unsrer Reichs / des Römischen im vier und dreyßigsten / des Hungarischen im sieben und dreyßigsten / und des Böhmischen im sechs und dreyßigsten

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graff
zu Königsegg.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Caspar Florentz Conspuch.

CXLVI.

EWIGES Unions-Pactum zwischen dem 22. Mars.
Erz-Herzoglichen Hauße Oesterreich
und dem Churfürstl. Hauße Braunschweig und Lüneburg geschlossen / darinnen sie einander mit einer gewissen hülff zu succurriren / Chur-Hanover der Cron Böhmeins völlige Restitution in das Exercitium der Ihr competiren.

Qq 2

ANNO
1692.

tirender Jurium Electoralium, mit ihren suffragiis zu secundiren / und bey der Wahl eines Römischen Kayfers und Königs sein Suffragium keinem andern / als dem Primogenito der Erz-Herzoglichen Linie zu geben verspricht; Wien den 22. Martii 1692. Mit einem Separaten Articul / wodurch Herzog Ernst-Augustus von Braunschweig denen Catholischen erlaubt / zu Hannover und Zell eine Kirche und Schule bauen zu können. Geben Wien den 22. Martii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 169. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XIV. pag. 317. sub Anno 1692.]

C'est-à-dire,

Paëte d'Union perpetuelle entre la Maison Archiducale d'AUTRICHE & la Maison Electorale de BRUNSWICH-LUNEBOURG, par laquelle outre le Secours reciproquement promis dans tous les cas de necessité, la Maison Electorale de Brunswick s'engage à procurer autant qu'elle pourra à la Couronne de Boheme l'entiere Restitution de l'Exercice de ses Droits Electoraux, & à donner toujours sa Voix au Prince Ainé de la Maison Archiducale d'Autriche, pour l'Election d'un Empereur des Romains. Fait à Vienne le 22. Mars 1692. Avec Un ARTICLE SEPARÉ par lequel l'Electeur ERNEST AUGUSTE promet d'accorder aux Catholiques de Hannover & de Cell la liberté d'y bâtir des Eglises & des Ecoles. A Vienne le 22. Mars 1692.

Wir Leopold von Gottes Gnaden erwählter Römisch. Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / theilenden hiemit / demnach wir auf allerunterthänigstes Ersuchen beider regierenden Gebrüdere / des Durchleuchtig-Hochgebohrnen Georg Wilhelm / auch des Ehrwürdig-Durchleuchtig-Hochgebohrnen Ernst-August respectiv Postulanten Bischoffen zu Osnabrück / Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg / unserer lieben Oheim / Fürsten und Andächtigen / nach reifster Überlegung vieler und sonders hieby eingeeretheuten Umständen / zu des Heil. Römischen Reichs Wohlstand / auch gesamter Christenheit Nutz und Besten / auf Herzog Georg Wilhelms liebden beschefene Erklärung / nicht allein unsren allerhöchsten Kayserlichen Consens gegeben / des vorgeachten Herzog Ernst Augusti liebden vor sich und dero männlichen Descendenten die Chur-Würde zu conferiren / sonderen auch auff eingeholte und erfolgte Einstimmung der Churfürsten & c. & c. & c. liebden die würckliche Investitur zu theilen / und dabey allergnädigst versprochen / daß wir die Approbation von gangen Reich darüber kräftigst bewürken lassen wolten / daß demnach zwischen uns und beeder Gebrüder liebden / zu respective desjo mehrer Bezeugung der allerunterthänigsten und nimmer vergeßigen Dankbarkeit und treuehertsamster Devotion gegen uns / auch zu mehrer Befestigung einer beständigen Union zwischen beederseits Königlich und Erz-Herzoglichen und Churfürstlichen Häusern nachfolgende Puncta abgehandelt und beschloffen worden:

Erstlich soll zwischen uns / unsren Nachfolgern / Erben und Nachkommen / regierenden Königen zu Ungarn und Böhmen / Erz-Herzogen zu Oesterreich an einer: und vor gedachter beeder Gebrüder liebden und respective dero Descendenten Churfürsten und Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg andererseits hiemit und Kräfte dieses eine aufrichtige / beständige / ewige und unauflöschliche Correspondenz / Union und Zusammenkunft seyn / also und dergestalt / daß wir / auch unsers freund-

lich-geliebten Herren Sohns / Königs Josephs liebden ANNO
und mittels Reichs-Satzungs-mäßiger Wahl / aus unserm Erz-Herzoglichen Hause Oesterreich noch folgende 1692.
Römische Kayser und Könige Ihre liebden und dero Descendenten / in besondern Kayserl. und Königl. Gulden behalten / es stäts wohl meynen / sie bey allen und jeden gegenwärtig habenden / oder künftigt erlangenden Rechten und Gerechtigkeiten / in genere dem Jure Primogeniture kräftigst schützen und vertreten / und ihres Hauses Aufnahm und Bestes befördern wolten / dahingegen Ihre liebden und dero Descendenten nicht allein was in diesem ewigen Unions-Pacto enthalten / aufrichtig prästiren und erfüllen / sonderen auch überall in besonderer Devotion und unverbrüchlicher Treue gegen uns und obgedachte unsere Nachkommen jederzeit beständig continuiren wolten.

2. Versprechen mehr ermelder beeder Gebrüder liebden sich und dero Descendenten / daß sie mit uns und unsren Nachkommen vor einen Mann stehen / unser Bestes suchen / Schaden abwarren / verhüten und abwenden helfen / auch zu dem Ende / wann sie und deren Erben und Nachkommen / etwas in Erfahrung bringen solten / so zu unser und unsers Hauses Präjudic und Nachtheil angesehen oder gereichen konte / solches so fort getreulich eröffnen / auf Reichs- und Creys- und anderen Conventen und Zusammenkünften / in und ausserhalb Reichs / zu des gemeinen Bestens und Vaterlandes / auch unsren Landen und Unterthanen Sicherheit / Wohlfahrt / Aufnahm und Besten treulich communiciren / und mit uns / und unserm Erz-Haus / so weit es nicht wider Gott und das Vaterland / nach ihre oder ihres Hauses Jura (welches verhoffentlich nicht geschehen wird) conforme vora und consilia führen / auch keine federa haben / noch künftigt machen wolten / welche an aufrichtiger und vollkommener Erfüllung dessen / was in diesem immerwährenden Unions-Pacto enthalten und versprochen / in einigerley Weise oder Wege hinderlich seyn möchten / Allernachst wir dann vor uns und gedachte unsere Nachkommen hinwiderum versprechen / daß wir mit ihnen gleicher Massen für einen Mann stehen / ihr Bestes suchen / Schaden warnen und abwenden / mit ihnen auf Reichs- und Creys- und anderen Conventen und Zusammenkünften / zu des gemeinen Bestens und ihrer Landen Sicherheit / Wohlfahrt und Aufnahm vertraulich zu communiciren / noch auch federa haben noch machen wolten / welche diesem Pacto einiger Massen veränderlich oder entgegen seyn möchten: Diese perpetuirlche Vereinigung soll à die investiture Electoralis ihre Kraft und Wirkung haben / und darunter begriffen / auch eingeschlossen seyn / das Reich / auch die Königreiche Ungarn und Böhmen / und übrige beeden Theile ieko zusehende und innerhalb des Teutschen Reichs belegene Fürstenthümer / Lande und Provinzien / als auch welche ihnen hienächst vermittelst göttlicher Schickung durch Succession, oder auf andere Art in heil. Röm. Reich Teutscher Nation zufallen möchten.

3. Daserne demnach wir / unsere Erben und Nachkommen / Könige zu Ungarn und Böhmen / Erz-Herzoge zu Oesterreich / im Reich / oder in den Art. praeced. erwähnten Königreichen und Landen künftigt von dem Erz-Feind / oder sonst jemanden / er sey wer er wolle / feindlich angegriffen werden / sollen ihre liebden liebden und dero Descendenten nicht allein jedesmahl mit zwey Bataillons zu Fuß / jede à 800. Mann / und ein Regiment zu Pferd à 400. Mann / zu Hülf kommen / selbe auf eigene Kosten recourir und remontriren / und damit so lang continuiren / bis die Gefahr vorbey / und der etwa uns und unsren Landen zugefügte Schaden ersetzt seyn wird / sonderen auch / wann es verlangt werden solte / und man wegen billiger Conditionen sich nicht vergleichen können / noch ein größers Corpo zu unsern und des gemeinen Besten Diensten / in Kriegs- und Friedenszeiten / uns zu Hülf schicken / daserne jedoch ihre liebden liebden oder dero Descendenten etwa mehr an Cavallerie schicken wolten / solle solches in dero Wahl und Belieben stehen / und solchen Fall ein Regiment zu Pferd / gegen drey zu Fuß / gerechnet werden. Daserne auch ihre liebden liebden an statt vorgemelder 2000. Mann die Hülf mit Geld leisten wolten / solle solches (excepto praesenti bello Turcico) in ihrer Wahl dergestalt stehen / daß sie nach dem Fuß der Reichs-Matricul für einen Mann zu Fuß 4. und für einen Reuther 12. Gulden / jährlich 144000. Gulden in ganz und gütigen Sorten zahlen lassen.

4. Zu Fall ihre liebden liebden oder respective dero Descendenten in einen Reichs-Krieg dero Contingent schicken

ANNO 1692. schicken / oder auch in Krafft anderer etwas dikkfalls

errichtenden Allianzen zu beiderseits Allirten Rettung und Defension Hülff leisten / und unsere eigene Erblande zugleich angegriffen würden / oder in einer augenscheinlichen Gefahr eines nahen feindlichen Angriffs stünden / oder sonst ein Casus dieser Union sich ereignen würde / so solle dadurch dieses obversprochene Hülffs-Quantum dieser perpetuirlichen Union nicht vergeringert / sondern ein als anderen Weg zu schufft dero und Ihrer Descendenten Erb-Länder unverweigerlich und unverbrüchlich praestiret werden. Im Fall aber ihre liebden siebden / und dero Descendenten und Lande selbstn feindlich angegriffen würden / oder in gegenwärtiger augenscheinlicher Gefahr angegriffen zu werden stünden / so sollen dieselbe alsdann die stipulirte Hülff an Volk oder Geld zu schicken und zu praestiren nicht allein nicht schuldig noch gehalten / sondern auch / wann bereits die Volks-Hülff geschickt wäre / dieselbe wieder zurück / und in ihr Land zu ziehen bemächtigt seyn.

5. Wir versprechen hingegen für uns / unsere Erben und Mitbeschriebene / daß in Fall ihre liebden siebden beiderseits / oder von ihnen einer / oder auch dero Descendenten von jemand / er sey / wer er wolle / feindlich angegriffen werden solten / ihnen mit 4000. als 3000. zu Fuß / und 1000. zu Pferd / auf eigenen Kosten zu assistiren / selbige auch ebenmäßig auf eigene Kosten zu recroutiren / und zu remontiren / wie nicht weniger so lange damit zu continuiren / bis die Gefahr vorbey / und der etwa ihre liebden siebden und dero Landen zugefügte Schaden reparirt und ersetzt worden. Dahren wir aber sothane Hülff / entweder gang / oder zum theil / lieber mit Geld auf den Fuß der Reichs-Matricul 4. fl. vor einen Mann zu Fuß / und 12. vor einen Reuthey zu rechnen / geben / oder an statt des Fuß-Volcks / auf Masse und Weisz / wie Art. 4. vermeldet worden / Reutheyr stellen wollen / siehe solches nicht weniger in unserer Wahl und Belieben / gestalten dann auch / im Fall wir / unsere Erben und Nachkommen / in unsern in diesem Pacto begriffenen Landen feindlich angegriffen würden / oder in augenscheinlich gegenwärtiger Gefahr angegriffen zu werden stünden / wie so dann gleichfalls die stipulirte Hülff an Volk oder Geld zu schicken und zu praestiren nicht allein nicht gehalten / sondern auch wenn die Volks-Hülff allereits geschickt wäre / dieselbe wieder zurück zu ziehen bemächtigt seyn sollen.

6. Wegen der Particularien sothanner Hülff-Sicherung / in specie wegen des Commando / der Civil- und Criminal-Jurisdiction / Zugichung der commandirenden Officiers zu denen Kriegs-Deliberationen / und übrigen Particularien / solle es dergestalt gehalten werden / wie es bey dergleichen Conjunction und Fällen herkömmens / und es Anno 1685. mit denen von ihre liebden siebden geschickten / und darnach mit denen Chur-Bayerischen Auxiliar-Völkern in Ungarn gehalten worden u. noch gehalten wird.

7. und damit ihre liebden siebden bevorzugen uns / wegen sothanner ihrem Hause / und respective Descendenten / conferirender hoher Chur-Würde tragende höchste Verbündlichkeit / uns so mehr zu erkennen geben mögen / so versprechen dieselbe / daß / wann des ihero regierenden Königs in Spanien siebden ohne eheliche Descendenten / (welches der Allerhöchste verhüten wolle) zu verfallen kommen solten / sie auch alsdann in diesem special-casu uns und unsern Descendenten / zu Behauptung desjenigen / wie es uns oder denselben alsdann rechtmäßig zufallen wird / mit vorgedachtem Unions-Quantum der zwey tausend Mann auf eigene Kosten / jedoch nicht anders / als innerhalb der zehn Craysse des Reichs und an deren Gränzen assistiren wollen.

8. Wann auch wir / unsere Erben und Nachkommen / regierende Könige zu Ungarn und Böheim / Erb-Herzöge zu Oesterreich / gnädigst gut befinden möchten / daß die Cron Böheim in das Exercitium der Vigore Aurea Bulla nicht weniger / als denen übrigen Churfürsten competirender Juriur Electoralium völlig restituiret / und ad deliberationes &c Collegium Electorale bey Reichs- und andern Zusammenkünften mit gezogen werden solle / so versprechen ihre liebden solch unser billigmäßiges Verlangen / mit ihren Suffragis und Votis / an Ort und Enden / wo es die Nothdurfft ersodet / aufs nachdrücklichste zu secundiren / auch darauf zu halten / daß wie unsern Kayser / und König. Repräsentanten alle Præminenz gebühret / auch unsern Erb-Herzoglichen Vochschafften und Befehlen auf den Reichs-Craysse und andern Zusammenkünften / ein wenigst den Churfürstlichen / gleiches Tractament gegeben werden solle.

9. Im übrigen / gleichwie obgemelten Herzog Ernst August siebden / die in ihr Haus bringende Chur-Würde zuvörderst unsern Hulden und Gnaden zuschreiben / und davor samt dero Poiterität uns und unserm Erb-Hause ewig obligirt zu seyn sich erkläret / Also haben wir auch kräftig zugesagt und versprochen / daß zu Bezeugung ihrer liebden unermwänderen Erkenntnissen / und weilen sie zumahlen zu des Reichs Besten zu seyn befinden / sie und ihre Descendenten / künftige Churfürsten / so oft es zu der Wahl eines Römischen Kayfers und Königs kommen wird / ihr Suffragium keinem andern / als dem Primogenito unser Erb-Herzoglichen Linie geben / und diß Versprechen so wohl / als diß ganze pactum Unionis perpetue / allemahl / und so oft sie und ihre Descendenten die Investitur über ihre Chur-Länder empfangen / bey deren Ertheilung renoviren / confirmiren und bestätigen / und verbindliche Reversales ebenmäßig ausshändigen lassen / auch darauf jedesmahl die Investitur unweigerlich vor sich gehen zu lassen: Zu dessen Urkund haben wir dißes eigenhändig unterschrieben / und mit unserm Inseigel bekräftigen lassen / in unserer Stadt Wien den 22. Mart. 1692.

Separirter Artikel / wegen Freyheit der Catholischen Religion in den Chur-Braunschweig-Lüneburgischen Landen.

Wir Leopold von Gottes Gnaden / erwählter Römischer Kayser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs etc. Urkunden hiernit / nachdem wir auch bey unserer Ertheilung der allergnädigsten Resolution in puncto der Chur-Würde wegen des freyen Catholischen Religions-Exercitii allergnädigst Erwähnung thun lassen; So haben sich des Herzogen Ernst August siebden erkläret und versprochen / für sich und dero Descendenten / daß gleichwie sie in ihren Landen bisshero keinen Gewissens-Zwang versüßer oder verflattet / also auch derselbe künftigh in dero Landen nicht allein nicht eingeführt noch gelitten werden soll / sondern es soll auch zu Hannover und Zell / und zwar an dem ersten Ort von nun an / an dem andern aber / nach Absterben dero zu Zell regierenden Bruders / Georg Wilhelm siebden (welchen Fall der Allerhöchste lang verhüten wolle) denen Römisch-Catholischen eine eigene Kirche und Schule / jedoch auf dero Kosten / an einem gelegenen Ort / welchen ihre liebden oder dero Descendenten / dazu anweisen wollen / zugelassen / ihnen auch ein eigener Begräbniß-Platz in besagten Städten / und die öffentliche Bestattung und Begrabung ihrer Todten vergönnet / hierunter aber keine Stistung einiger Klöster / oder Einnehmung geistlicher Ordens-Laute / oder Regularium / noch auch öffentliche Procession / (außerhalb die öffentliche Begräbnisse) es sey zu schufft der Administration des heil. Nachtmahls über die Gassen / oder sonst / als welche ihre liebden aus denen uns in mehreren allernunverhänigst vorgestellten Ursachen / nicht zulassen zu können verneynen / verstanden werden. Gestalt dann auch im übrigen die duldende Römisch-Catholisch-Geistliche / sowohl als diejenige / welche sothanner Religion zugesthan sind / sich der in diesem Artikel beschriebenen Bergangung nicht mißbrauchen / insonderheit aber die Geistliche sich überall in gebührenden Schranken / fried- und scheidlich halten / auch denen Augspurgischen Confessions-Verwandten zugesthanen Parochiis in ihren emolumentis (außer was die Jura Stolz der Kind-Zaussen / Copulationen / Begräbnissen und dergleichen anbelangt / welche denen Catholischen Priestern allein von ihren Glaubens-Genossen zu reichen sind) keinen Abbruch thun / viel weniger sich der land-Fürstlichen hohen Vorhänigkeit und Jurisdiction in secularibus entziehen / hingegen aber ihnen / in ihren Glaubens- und Gewissens-Sachen / zu ihrer geistlichen Obrigkeit / ihrer Religions-Lehre zu folgen / den Recurs zu nehmen frey stehen.

Wie nicht weniger selbige Freyheiten und Exceptionen / deren der Augspurgischen Confessions-Verwandten Geistliche Genossen / vergünstigt werden soll. Worüber man diesen Separat-Articul / welcher nicht weniger Krafft haben / noch anders tractet werden solle / als wann er dem Haupt-Receß der perpetuirlichen Union von Wort zu Wort inserirt wäre / aufzurichten / und das von 2. Exemplaria zu verfertigen gut befinden / davon eines von uns / und das andere von Er. siebden und dero Erb-Prinzen unterschreiben / und mit unser beiderseits respective Inseigel bekräftigt werden. So

ANNO geschehen in unser Residenz-Stadt Wien den 22. Martii
1692. 1692.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm / Graf
zu Königsegg.

Ad Mandatum S. C. M. proprium.

Casp. Flor. Conspuch.

Ein anderer Separat-Articul zu dem ob-
stehenden Unions-Pacto gehörig / wor-
innen Braunschweigischer Seits man
allen Allianzen / welche wider das /
zwischen dem Kayser und denen Her-
ren General Staaten der Vereinigten
Niederlanden errichtete Foedus lauffen/
renunciiret wird. Wien den 22. Mar-
tii 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-
Archiv. Contin. II. Abtheil. IV. Ab-
satz IV. pag. 356.]

C'est-à-dire:

Autre Article separé, par lequel l'Electeur de Bruns-
wich renonce à toute Alliance qui pourroit étre
contraire à celle de l'Empereur avec les Seigneurs
Estats Generaux des PROVINCES-UNIES.
A Vienne le 22. Mars 1692.

Wir Leopold von Gottes Gnaden erwählter Kö-
niglicher Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des
Reichs &c. Urkunden hiermit / was massen
Wir bey unsern unter heutigen dato erteilten allergnä-
digsten Kayserlichen Resolution in puncto der Chur-
würde und der dabey zwischen Uns und der beeden Ge-
brüder / Herzog Georg Wilhelm und Herzog Ernst Au-
gust zu Braunschweig-Lüneburg respective postulirten
Bischoff zu Osnabrück lieb. lieb. lieb. beschlossenen
beständigen Union und Verbündnis ausdrücklich bedun-
gen / gedachte Ihre lieb. auch festiglich zugesagt und ver-
sprochen / daß Sie nicht allein zu gegenwärtigem wider
die Cron Frankreich declarirten allgemeinen Reichs-
Krieg das Reichs-Contingent von ihren Landen treulich
beytragen / und von Uns und den Reichs sich darmit
nicht separiren / sondern auch vor Empfangung der Chur-
fürstlichen Investitur / dem zwischen Uns und denen Ge-
neral-Staaten der Vereinigten Niederlanden errichteten
Foederi öffentlich beytreten wollen / inzwischten aber und
von nun an / und in Krafft dieses allen anderen Bünd-
nissen / Pacten / Obligationen / wie die Mahmen haben
möchten / im Fall sie etwa dergleichen mit ein und an-
deren in-oder ausländischen Potentaten hätten / welche
solcham Foederi zuwider ließen / oder demselben einiger
massen entgegen interpretiret werden könten / oder auch zu
Formirung einer so genannten dritten Parthey oder Zer-
trennung der gemeinsamen Zusammensetzung und Intelli-
genz Anlaß geben möchten / in genere und in specie
renunciiren / und dieselbe für null und nichtig achten ;
Gesalt darüber gegenwärtigen Separat-Articul aufzu-
richten / beliebt worden / den Wir eigenhändig unter-
schrieben und mit unserm Kayserlichen Secret-Insigel
befräftigten lassen. So geschehen Wien den 22. Martii
1692.

Leopold.

Vt. Leopold Wilhelm Graf von Königsegg.

Ad mandatum Sac. Cesar.
Majestatis proprium.

C. F. CONSRUCH.

CXLVII.

ANNO

1692.

2. Mai.

Cartell oder Tractat zwischen Ihro Kay-
serlichen Majestät LEOPOLD, und
LUDWIG des XIV. Königs in Franck-
reich Bevollmächtigten / mit Einverlei-
bung des Fräncsch- und Schwäbi-
schen Crayßes / wie auch Herzogs von
Württemberg / wegen Auswechsel- und
Ranzionirung der Gefangenen / die be-
reits eingebracht / und künftighin ein-
gebracht werden mögen / nebst Specifi-
cierung und Ansetzung der Ranzion-
Gelder über jedermänniglichen Char-
ge, Geschlossen zu Basel den 2. May
1692. [LUNIG Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Special. Continuat I. Ab-
theilung I. Absatz I. pag. 516. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi
dans FABRI Europäische Staats-
Cansley. Tom. I. pag. 388.]

C'est-à-dire,

Cartel ou Traité pour l'Echange & la Ranson des
Prisonniers de Guerre fait & conclu entre les Ple-
nipotentiaires de LEOPOLD Empereur des Ro-
mains d'une part, & ceux de LOUIS XIV.
Roi de France d'autre part; y compris aussi les
Cercles de FRANCONIE & de SUABE, &
le Duc de WURTEMBERG. On y convient
spécifiquement de la Somme que chaque Officier &
Soldat prisonnier devra payer pour sa rançon. A
Basle le 2. Mai 1692.

Wir Johann Franz / des Heiligen Römischen
Reichs Graf von Bronckhorst / zu Gronsfeld/
Gerstein und Anhalt / Freyher von Satsen-
burg und Limburg / Herr zu Hünnebell / &c. Römischer
Kaiserlicher Majestät Cammerer / General Feld-Wacht-
meister und Obrister über ein Kaiserlich auch Schwäbisch
Regiment zu Pfers / &c. und Johann Edmünd Selker /
beeder Rechten Licentiarus Römischer Kaiserlicher Majestät
General-Auditor-Lieutenant, im Nahmen Ihro
Majestät / des Römischen Kayßers &c. und wir Petrus
des Alleurs, Herr zu Alleurs, und von Pinville, auffm
Meer / Gouvernator der Städte und Schloßer von La-
nal, General-Wachmeister der Armeen Ihro Majestät
des Königs / Capitain, dessen Regiments der Fränkisch-
schen Gardien und General-Inspector der Infanterie,
&c. und Dionysius Bandanin, Ritter / Königlich Rath /
Ordinari-Kriegs-Commissarius, aniezo zu Landau / im
Nahmen Ihro Majestät des Königs in Frankreich / &c.
mit Einverleibung des löblichen Fräncsch- und Schwäbi-
schen Crayßes / auch Herzogs zu Württemberg / &c. Thun
kund / daß von wegen der Auswechsel- und Ranzionirung
der Kriegs-Gefangenen / so in gegenwärtigen Krieg schon
eingebracht worden / und firohin durch die Troupen und
Guarnisonen Ihro Kaiserlichen Majestät und der Aller-
christlichsten Majestät / auch derjenigen / so durch den löbli-
chen Fräncsch- und Schwäbischen Crayß / auch Herzoge
von Württemberg / eingebracht werden möchten / Wir in
Krafft der hebend- und einander communicirten Voll-
machten tractirt und geschlossen / nachfolgenden Inhalts:

Artic. I.

Erstlich / daß alle Gefangene / so von ein-oder dem an-
deren Theil eingebracht worden / und noch eingebracht wer-
den / es seye in Schlachten / Treffen / Eroberungen der
Besungen / Plätze / Partheyen / und anderer Gestalten /
bey Trauen und Glauben / längst 14. Tage nach ihrer
Gefangenschaft / durch Auswechselung der Gefangenen
in gleicher Qualität der Chargen / oder anderer / mit Ver-
gleichung der Geringeren mit den Größeren / ihre Ran-
zion auf folgende vorgeschriebene Maß / in Teutscher
Münze

ANNO
1692.

Münz und Fränkischer Münz / so beiderseits in den An-
grängen gangbar seyn / nahmlichen den Gulden zu 60. Kr.
oder 40. Sols de France, und ein Livre zu 20. Sols de
France, oder 30. Kreuzer bezahlen sollen.

Und damit einigen Difficultäten oder Widerreden /
wegen Qualität der Chargen und Officieren / beiderseits
zeitlich vorgebogen werde / welche ausgewechselt oder ran-
zionirt werden sollen / da man dieselbe nicht alle in
Gleichheit bringen können; So hat man für rathsam be-
funden / eines jeden Theils Chargen / und deren Werth
und Ranzionirung folgender Gestalten zu specificiren.

Artic. II.

Chargen und Officier / so sich bey der Kayserslichen
Armée und Garnisonen / auch dem Fränkisch-und
Schwäbischen Crayse / ingleichen Herzogen zu Würtem-
berg / und anderen befinden:

	Fl. oder lb.
General-Lieutenant,	2500. 5000.
General-Feld-Marchall,	1500. 3000.
General von der Cavallerie,	1000. 2000.
General-Feld-Zeugmeister /	600. 1200.
General-Commissarius,	300. 600.
General-Feld-Marchall-Lieutenant;	500. 1000.
General-Bachmeister /	150. 300.
Obrister-Kriegs-Commissarius,	100. 200.
General-Quartiermeister /	50. 100.
General-Proviantmeister /	30. 60.
Obrister-Kriegs-Commissarius,	15. 30.
Hof-Zahlmeister /	25. 50.
General-Kriegs-Zahlmeister /	15. 30.
Ober-Quartiermeister /	15. 30.
General-Adjutant,	15. 30.
Proviant-Obrist-Lieutenant,	15. 30.
Proviant-Director,	15. 30.
General-Quartiermeister-Lieutenant,	7. 14.
Andere Proviant-Commissarii oder Officiers /	5. 10.
General-Wagenmeister /	5. 10.
Sein Lieutenant,	3. 6.
Stabs-Quartier-Maistre,	5. 10.
Stabs-Quartier-Maistre-Lieutenant,	2. 5.
Capitain des Guides,	5. 10.

Artic. III.

Ihro Kayserslichen Majestät Leib-Guardie zu Pferd /
oder Hatzschießer-Compagnie /

Der Capitain, 1000. 2000.
Lieutenant, 1000. 2000.
Cornet, 500. 1000.

Die andere / so wohl Officier als Hatzschießer / zahlen
einen Monat-Sold für ihre Ranzion.

Artic. IV.

Ihro Kaysersliche Majestät Leib-Guardie zu Fuß / oder
Trabanten:

Der Capitain, Fl. oder lb.
150. 300.
Der Lieutenant, andere Officier oder Trabanten / sollen
für ihre Ranzion einen Monat Sold zahlen.

Artic. V.

Cavallerie:	Fl. oder lb.
Obrister zu Pferd /	700. 1400.
Obrister Lieutenant,	300. 600.
Obrister Bachmeister /	150. 300.
Rittmeister /	100. 200.
Regiments-Quartiermeister /	40. 80.
Regiments-Auditor,	40. 80.
Regiments-Proviant-Maistre,	15. 30.
Regiments-Wagen-Maistre,	15. 30.
Regiments-Protos,	15. 30.
Lieutenant,	40. 80.
Cornet,	30. 60.
Bachmeister-Corporal,	14. 28.
Fourier und Musterschreiber /	14. 28.

Trompeter und Pauker /
Sattler / Platner / und gemeine Reuter /

10. 20. ANNO
7. 14. 1692.

Artic. VI.

Die Regimenter und Trouppen Land-Milice, oder
Land-Ausschuß zu Pferd / Ihro Kayserslichen Majestät/
beider Crayßen und Herzoge zu Württemberg obgedacht /
so wohl Officier und Gemeine / sollen in der Auswechsl-
oder Ranzionirung / gleich mit der Cavallerie, gehalten
werden.

Artic. VII.

Husaren oder Ungaren.

Die Husaren oder Ungaren / so wohl Officier / als
Gemeine / sollen auff ebene Weiß / wie die Cavallerie,
tractirt werden.

Artic. VIII.

Dragoner und Croaten.

Der Obrister / Obrist-Lieutenant, Obrist-Bachmeis-
ter und Hauptmann / sollen ihre Ranzion auff die Maß
wie die Cavallerie zahlen; Die Officier aber unter dem
Hauptmann / bisß an den Gemeinen / inclusive, sollen ihre
Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. IX.

Die Regimenter oder Trouppen Land-Milice oder Aus-
schuß Dragoner / obgedacht Ihro Kayserslichen Majestät / be-
der Fränkisch-und Schwäbischen Crayßen / auch Herzoge
zu Württemberg / so wohl Officier als Gemeine / sollen
wie die Dragoner gehalten werden.

Artic. X.

Infanterie.	Fl. oder lb.
Obrister /	600. 1200.
Obrist-Lieutenant,	300. 600.
Obrist-Bachmeister /	120. 240.
Regiments-Quartiermeister /	30. 60.
Regiments-Auditor,	30. 60.
Regiments-Proviantmeister /	15. 30.
Regiments-Wagenmeister /	15. 30.
Regiments-Protos,	15. 30.
Capitain oder Hauptmann /	70. 140.
Lieutenant,	24. 48.
Fähnleutnant /	20. 40.
Sergent Feldwebel /	10. 20.
Corporal, Fourier, Musterschreiber /	
Trommelschläger / Pfeiffer / Fourier-Schützen und Gemeine /	4. 8.

Artic. XI.

Die Regimenter oder Trouppen Land-Miliz
oder Land-Ausschuß zu Fuß / Ihro Kayserslichen
Majestät / beider Fränkisch-und Schwäbischen Crayßen /
auch Herzoge zu Württemberg / obgedacht / so wohl Offi-
cier als Gemeine / sollen wie die Infanterie tractirt wer-
den.

Artic. XII.

Heyducken oder Tsalpatschen.

Die Heyducken und Tsalpatschen / so wohl Officier
als Gemeine / sollen wie die Infanterie gehalten werden.
Die Commissarii und andere Artillerie-Officier /
Stück-Junker / Feuerwerker / Constabler / Fuhr-Knecht /
Arbeiter / Schmitz und andere Handlanger / sollen einen
Monat Sold für ihre Ranzion geben.

Artic.

ANNO
1692.

Artic. XIII.

Artillerie.	fl. oder lb.
Oberster von der Artillerie,	700. 1400.
Oberst-Lieutenant,	300. 600.
Regt-Lieutenant,	100. 200.
Hauptmann /	70. 140.
Die Commissarii und andere Artillerie-Officier /	
Stück-Junker / Feuerwerker / Constabler / Fuhr-Knecht /	
Arbeiter / Schmidt und andere Handlanger sollen einen	
Monat Gold für ihre Ranzion geben.	

Artic. XIV.

Ingenieur.

Alle Ingenieurs, so im Haupt bey einer Armée, Bes-
tungen oder Plätze / Bedienung thun / sollen zahlen für
ihre Ranzion:

	fl. oder lb.
Die andere Ingenieurs.	75. 150.
Die Entreprenneurs,	50. 100.
	25. 50.

Artic. XV.

Minirer Compagnie.

Die Officier und Gemeine sollen einen Monat-Gold
für ihre Ranzion zahlen.

Artic. XVI.

Chargen und Officier / so sich bey der Königlichen
Französischen Armée und Guarnisonen befinden:

General d'Armée, oder Marechaux de	lb. oder fl.
France,	50000. 25000.
Capitaine-General,	40000. 20000.
Lieutenants-Generaux,	10000. 5000.
Grand Maître d'Artillerie,	12000. 6000.
Marechaux de Camp,	3000. 1500.
Colonel-General de la Cavallerie	4000. 2000.
Colonel-General des Dragons,	3000. 1500.
Meistre de Camp, General de la Caval-	
lerie,	3000. 1500.
Meistre de Camp, General des Dragons,	
	2000. 1000.
Commandant de la Cavallerie,	3000. 1500.
Commissaire-General de la Cavallerie,	
	2000. 1000.
Intendant des Armes ou Provinces,	6000. 3000.
Leurs Subdelegués,	500. 250.
General des Princes,	600. 300.
Major General de l'Infanterie,	1000. 500.
Maréchal General des Logis,	1000. 500.
Maréchal des Logis General de la Ca-	
vallerie,	200. 100.
Major de Brigade, tant de Cavallerie,	
Dragons qu'Infanterie,	300. 150.
Ayde de Camp,	300. 150.
Thresorier General de l'Extraordinaire	
des Guerres,	500. 250.
Le Principal Commis de l'Extraordinaire	
des Guerres dans chaque Armée,	300. 150.
Les autres Commis de l'Extraordinaire	
de Guerre,	100. 50.
Brigadier de Cavallerie ou Dragons,	1800. 900.
Brigadier de l'Infanterie,	1400. 700.
Commissaire de Guerre,	300. 150.
Inspecteur de l'Infanterie, Cavallerie &	
Dragons,	300. 150.
Principal Commissaire des Vivres,	300. 150.
Les autres moindres Commis & Con-	
troleurs des Vivres des Armées &	
Places,	100. 50.
Le Capitaine Wagenmaistre,	100. 50.
Le Capitaine des Guides,	100. 50.
Les Guides à Cheval de leur Com-	
pagnie seront traités, comme la Cavallerie.	

Artic. XVII.

ANNO
1692.

Gendarmerie.	lb. oder fl.
Le Brigadier des Gensd'Armes.	1100. 550.
Les Capitaine des Gardes du Corps de Sa	
Majesté.	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes.	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Chevaux Le-	
gers,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Es-	
cossoise,	2000. 1000.
Le Capiraine Lieutenant de deux Comp.	
des Mousquetaires,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Ar-	
mes Anglois,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Armes	
Flamans,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Compagn. des	
Gens d'Armes de la Reyne, de Mon-	
seigneur le Dauphin, & de Messei-	
gneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou	
& Berry,	2000. 1000.
Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le	
Duc d'Orleans,	2000. 1000.
Le Capitaine Lieutenant des Gens d'Ar-	
mes,	2000. 1000.
Le Lieutenant de la Garde du Corps de	
Sa Majesté.	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes,	
	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers	
	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant des deux Comp. des	
Mousquetaires du Roy,	2000. 1000.
Le Sous-Lieutenant de la Garde Escos-	
soise,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes	
Anglois,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes	
Flamans,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes	
de la Reyne, de Monseigneur le	
Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs	
de Bourgogne, Anjou & Berry,	1000. 500.
Le Sous-Lieutenant des Gens d'Armes	
de Monseigneur le Duc d'Orleans,	1000. 500.
Les Capitaines des Chevaux Legers de la	
Gendarmerie de la Reyne, de	
Monseigneur le Dauphin, de Mes-	
seigneurs le Duc de Bourgogne,	
Anjou & Berry, & Monseigneur le	
Duc d'Orleans,	1000. 500.
Le Major de la Gendarmerie	500. 250.
Le Sous-Lieutenant des Chevaux Legers	
de la Reyne, de Monseigneur le	
Dauphin, de Messeigneurs, les Ducs	
de Bourgogne Anjou & Berry, & de	
Monseigneur le Duc d'Orleans,	500. 250.
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,	
	1000. 500.
L'Enseigne & Guidon des Gens d'Ar-	
mes du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie Escossoise,	1000. 500.
L'Enseigne & Cornette des Mousquetai-	
res du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie des Gens	
d'Armes Anglois,	1000. 500.
L'Enseigne des Gens d'Armes Flamans,	1000. 500.
L'Enseigne de la Compagnie des Gens	
d'Armes de la Reyne,	1000. 500.
Le Cornette des Chevaux Legers de la	
Garde du Roy,	1000. 500.
L'Enseigne des Gens d'Armes de Mon-	
seigneur le Dauphin, & de Messei-	
gneurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou	
& Berry, & de Monseigneur le Duc	
d'Orleans,	1000. 500.
Les Cornettes des Chevaux Legers de	
la Reyne, de Monseigneur le Dau-	
phin, & de Messeigneurs, les Ducs	
de Bourgogne, Anjou & Berry, &	
de Monseigneur le Duc d'Orleans,	300. 150.
Le Major des Gardes du Corps du Roy	600. 300.
Les deux Aydes Majors des Gardes du	
Corps du Roy,	300. 150.

Les

ANNO 1692.	Les Aydes Majors des Gardes du Corps de chaque Compagnie.	150. 75.
	Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur, le Duc d'Orleans,	600. 300.
	L'Enseigne des Gardes & Gens d'Armes, Le Guidon des Gens d'Armes E스코ffois, Anglois, Flamans, de la Reyne, de Monseigneur le Dauphin, de Messieurs, les Ducs de Bourgogne, Anjou & Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans,	400. 200.
		600. 300.

Itzd was die Exempten und Marechaux des Logis all obiger Compagnien / die Brigadiers, Sous-Brigadiers, Gardes du Corp, Gens d'Armes, Musquetairs, und andere obbenelster Compagnien / betreffe / sollen einen Monat Sold zahlen.

Die Compagnie des Granadiers à Cheval de la Maison du Roy, die Officiers und Granadiers benelster Compagnien sollen ingleichen einen Monat-Sold zahlen.

Artic. XVIII.

Gardes Françoises & Suisses.

Le Colonel des Gardes Françoises,	3000. 1500.
Le Lieutenant Colonel,	1500. 750.
Le Major,	600. 300.
Les Capitaines,	300. 150.
Die Lieutenants, Aydes Majors, Sous-Lieutenant Enseignes, und andere bisz den Soldaten inclusive, sollen einen Monat Sold zahlen.	
Die Prevost, Lieutenant de Prevost, Marechaux des Logis, Archers und andere von der Prevosté des Gardes, sollen auch einen Monat Sold zahlen.	
Le Colonel General des Suisses,	4000. 2000.
Le Colonel des Gardes Suisses,	3000. 1500.
Die Capitains, Lieutenants, und andere Officier und Soldaten von den Schweizerischen Gardes sollen ebener Gestalten als die Französische Gardes zahlen.	

Artic. XIX.

Colonel d'Infanterie,	fl. oder fl.
Lieutenant-Colonel,	1200. 600.
Major,	600. 300.
Capitaine,	240. 120.
Ayde-Major ou Adjutant,	140. 70.
Lieutenant,	60. 30.
Enseigne ou Sous-Lieutenant,	48. 24.
Sergeants,	40. 20.
Caporaux, Anspessades, Tambours, Fiffres,	20. 10.
Haubois, & Soldats,	8. 4.
Die Prevosts des Regim. d'Infanterie, und die Marechaux des Logis, zahlen ieder	
Die Lieutenant des Prevost zahlen	
Deren Archers und Greffiers, ieder	
Die ausländische Troupen / so bey Frankreich Infanterie Estrangere genant werden / und die Regiment der Provinces ou Milice, sollen so wohl Officier als Gemeine / wie die Infanterie tractirt werden.	

Artic. XX.

Cadets Gentils-hommes:

Les Capitaines des Compagnies des Cadets sollen zahlen /	fl. oder fl.
Lieutenants /	150. 75.
Sous-Lieutenants ou Enseignes,	80. 40.
Les Sergeants,	60. 30.
Les Caporaux & Anspessades,	20. 10.
Les Cadets Gentils-hommes,	12. 6.
Les Tambours,	10. 5.
	8. 4.

Artic. XXI.

Cavallerie:	fl. oder fl.
Mestre de Camp, ou Colonel de Cavallerie,	1400. 700.

Le Lieutenant-Colonel,	900. 450.
Le Major,	300. 150.
Capitaines,	200. 100.
Lieutenants,	80. 40.
Cornette,	60. 30.
Ayde Major,	80. 40.
Marechal des Logis d'une Comp,	28. 14.
Trompette & Timbalier,	20. 10.
Brigadiers, Cavaliers, Selliers & Marechaux,	14. 7.

Le Regiment des Cravates, le Regiment Royal Anglois, le Regiment Royal Piemont, Royal Roussillon, Royal Estranger, le Regiment du Comte de Nassau, Allemand, Rotenbourg & autres Reg. sur le Pied Estranger, sollen auff obigen Fuß / als die Französische Cavallerie, so wohl Officier / als Gemeine / tractirt werden; Ingleichen die Compagnie des Carabiniers.

Alle Französische Troupen / so wohl Officier / als Gemeine / von dem Ban und Arrier-Ban und Milice, sollen gehalten werden gleich wie die Xentery / wan sie zu Pferd seynd / und wie die Infanterie / wan sie zu Fuß seynd.

Artic. XXII.

Dragons.

Le Colonel, Lieutenant-Colonel, Major & Capitaines, zahlen ihre Ranzion auff die Form / wie die Cavallerie, die andere Officier aber unter dem Hauptman / bisz auff die Gemeine inclusive, sollen ihre Ranzion zahlen / wie die Infanterie.

Artic. XXIII.

Artillerie.

Lieutenant-General de l'Artillerie de France,	fl. oder fl.
Les Lieutenants ou Commandans,	1400. 700.
Die Commissaires, und andere Officier von der Artillerie, Charons, Somniers, Bourrelliers, Conducteurs, Chartiers & Faiseurs d'Artifice, Marechaux, Canoniers, Sollen einen Monat Sold zahlen,	500. 250.

Artic. XXIV.

Bombardiers & Fusiliers.

Le Colonel, Lieutenant des Bombardiers & Fusiliers, und andere Officier und Gemeine von besagten Regimenten / sollen gehalten werden / wie die Französische Infanterie.

Artic. XXV.

Compagnie des Canoniers & Mineurs. Die Officier und Gemeine besagter Compagnien sollen einen Monat Sold zahlen.

Artic. XXVI.

Ingenieurs:

Ingenieur General de France sollen zahlen /	fl. oder fl.
Die Ingenieurs en chef des Armées, Villes & Provinces zahlen,	300. 150.
Alle andere Ingenieurs, so bey der Armée oder Garnison dienen.	150. 75.
Die Entrepreneurs der Fortification zahlen /	100. 50.
Les Piqueurs & autres Employs dans les Fortifications zahlen ieder /	50. 25.
	30. 15.

Artic. XXVII.

Die Gouverneurs, Commandanten / Lieutenants du Roy, Major, Ayde-Major, Capitaines des Ports, des Places

ANNO
1692.

Places, ein und anderer Seiten / zahlen einen Monat ihrer Besoldung.
und wann sie andere Chargen haben / darvon sie würdlich höhere Besoldung ziehen / so sollen sie nach der höheren zahlen; Dafern nun ein Gouverneur, Commandant, Lieutenant de Roy Major der Festungen / in hac Qualitate keine Besoldung hätte / so sollte doch die Ranzion auff die höchste Charge, so sie exerciren / gerichtet werden.

Artic. XXVIII.

Alle diejenige / so verschiedene Chargen exerciren / sollen ihre Ranzion auff die höchste Charge, so sie haben / bezahlen / und nach derselben sollen sie auch ausgewechselt werden / oder sollen auch obspecificirte Maß ihre Ranzion zahlen.

Artic. XXIX.

Alle andere Officiere / so in diesem Cartell vergessen worden seyn könnten / sollen entlassen werden inner Monats-Frist / gegen Bezahlung einer monatlichen Besoldung / und wann derentwegen einige Difficultät oder Wiederrede wäre / wegen der Qualität oder Besoldung des gefangenen Officiers / so kan man sich beyde seits auff ein Attestat von Generalen der Armée, oder Commandanten in einer Provinz / oder Gouverneur eines nächstgelegenen Places / rapportiren.

Artic. XXX.

Alle reformirte Officiere sollen nicht mehr als den vierten Theil ihrer Ranzion der Chargen / so sie zuvor gehabt haben / zahlen / und sollen bey ihren Ehren / die Chargen / so sie vor ihrer Reformation gehabt / zu erklären verbunden seyn.

Artic. XXXI.

Alle Volontairs, so die Personen Ihrer Majestät Majestät im Felde und der Armée folgen / sollen nicht höher Ranzion, als 5500. Fl. zu bezahlen / angehalten werden / und wann sie bey der Armée Chargen haben / sollen sie nur à Proportion derselben zahlen.

Artic. XXXII.

Alle andere Volontairs, so bey ermeldten Armeen in Abwesenheit Ihrer Majestät Majestät dienen / sollen nur als General-Adjutant zahlen / nahmentlich 150. Fl.

Artic. XXXIII.

Die Directores und Secretarii der Kayserlichen Feld-Kriegs-Cansley und Commissariats der Generalen und Intendanten / Secretarii der Zahlmeistern / Regimentter Commissarien / und andere Schreiber / Gassliche Seel-Sorger / Capellane / Postmeister / und deren Verwalter / Courier / Postillion / Medici, Apotheker / Balbierer / Directores und andere Officiere / so bey der Armée oder Spitalen den Kranken warten / die Kinder von 12. Jahren / sollen beyde seits ohne Ranzion wieder zurück geschickt werden / ohne daß erlaubt seyn soll / einige deren / so in diesem Articul enthalten / auszuphindern.

Artic. XXXIV.

Was betrifft die Damen / Damaillles, Weiber / Jungfrauen / sollen solche nicht ausgehindert werden / weniger einige Insulte begehren / und also gleich wieder ohne Ranzion zurück gelassen werden.

Artic. XXXV.

Der General-Auditor der Kayserlichen Armée, der General-Auditor-Lieutenant, Ambros-Actuarius und Schreiber / die General-Profosen / deren Lieutenanten und andere Officiere / so zu diesem Amte gehören / von ein

und anderer Armée, sollen gleicher gestalt ohne Ranzion zurück geschickt / und nicht ausgehindert werden.

ANNO
1692.

Artic. XXXVI.

Die Stallmeister / Hofmeister / Kammer-Diener / Tafelbedcker / Köche / und andere Diener und Knechte / so Liverey tragen / sollen ohne Ranzion beyde seits wieder zurück geschickt / und nicht ausgehindert werden; Betreffend andere Diener und Knecht / so keine Liverey tragen / sollen / wie ein gemeiner Knecht / à 4. Fl. Ranzion zahlen.

Artic. XXXVII.

Wann ein Knecht oder Bedienter von ein und anderer Seiten / mit Pferd / Effecten / Geld oder anderen / so er gestohlen hätte / sich zu dem Feinde retirirte / sollte man beyde seits verbunden seyn / auff die erste Requisition, so beschehen würde / süssige Inquisition zu haben / bey dem Theil / wo er sich retirirt haben wird / damit man dessen Person und ersprechte Gut habhafte werde / umb der ledigten Parthey den Dieb / samt dem Diebstahl einzuschicken.

Artic. XXXVIII.

Alle Officiere / Dragoner und Soldaten / auch andere Gefangene / so in diesem Cartell specificirt, die seyn von Qualität / wie sie wollen / so seyn oder noch gefangen werden / die Zeit durch / daß dieses Cartell gelten solle / sollen beyde seits ausgeliefert / so bald selbe abgefordert worden / unter Zahlung ihrer Ranzion oder Auswechslung anderer Gefangenen / in gleicher Zahl / oder in Compensation des grössern mit dem geringeren / mit der Charge so sie haben / und dieses längst 14. Tage nach beschenehter Gefangenschaft.

Artic. XXXIX.

Zu Folge obiger Conditionen hat man verglichen / ein und anderer Seits alle Gefangene / so vorhin schon einbracht worden / inner Monats-Frist / oder ehender / wann es seyn kan / und solches die Entfernung der Orter erleiden mag / nach Schließung gegenwärtigen Tractats / zurück zu schicken / jedoch / daß sie vom höchsten Officiere biß an den Jährlich inclusive zuvor / was sie in Zeit ihrer Gefangenschaft verzehret / bezahlen; derentwegen eine Specification der Gefangenen aufgerichtet werden solle.

Artic. XL.

Damit also hierinnen eine Gleichheit gehalten werde / so solle man beyde seits ein ander von 6. Monat zu 6. Monat / wann es die Noth erfordert / Rechnung thun und eine Specification der Gefangenen / so von dem Tag deren Gefangenschaft geschehen / als was ausgewechselt / oder ranzionirt worden / einschicken.

Artic. XLI.

Ein ieder Theil soll allezeit eine Specification der Gefangenen / so er überschickt / mitgeben / um dagegen ein Recepsisse vom Commandanten des Orts / dahin die Gefangene remittirt werden / zurück zu nehmen / damit nach deren Auswechslung der eine von beyden / so dem andern schuldig verbleibet / Sorge tragen könne / inner 3. Wochen entweder in Geld / oder Auswechslung / auf die obbeschriebene Form / Satisfaction zu verschaffen.

Artic. XLII.

Alle gefangene Cavallerie / Infanterie / Dragoner / Miliz / und andere / was Stands und Nation die seyn / so feynd / und künfftig / so lang gegenwärtiger Krieg währen wird / so wohl zu Wasser und zu Land / gefangen werden / sollen beyde seits nach obbeschenehter Entschiffung obigen Armeen / zur Armée, oder nächst und bequemst / unter Ihres Majestät Majestät Wohlwiltigkeit gelegene Orter und Plätz zurück geschickt werden.

Artic.

ANNO
1692.

Artic. XLIII.

Die Officiere von ein und anderer Seiten / so auff ihre Parolen zurück gelassen worden / oder noch künftig gelassen werden möchten / sollen verbunden seyn / wieder zurück zu kommen / und sich wieder in Gefangenschaft einzustellen; Es wäre dan / daß sie zuvor / nach obspicirter Maß / ihre Ranzion oder Auswechslung und ihre Kösten / so Zeit ihrer Gefangenschaft sie gemacht / abgefaßt hätten / und wann sie an gegebener Parole manquiren solten / sollen sie verbunden seyn / sich in ihre erste Gefangenschaft / oder zu der Person / wo sie sich obligirt gemacht hätten / 14. Tage nach der vorgesezten Zeit / wieder einzustellen / es wäre dan / daß sie eine große und wichtige Parthey Guthausung oder Dilation / von der feindlichen Parthey hätten; Unterdessen aber sie zu Dienst und Gebrauchung des Gewehrs unfähig seyn / und wann sie dargegen handelten / sie für unehrlich gehalten werden sollen.

Artic. XLIV.

Betreffend die Verpflegung der gefangenen Reuter- Dragoner- Soldaten- Miliz / und andere / so solle ihnen nichts / als das Proviant-Brodt allein gereicht werden / und sollen in ehrlche Dörter mit gutem Stroh / welches man von 8. zu 8. Tagen verfrischen solle / gelogt werden.

Artic. XLV.

Es solle beyderseitig verboten werden / die Gefangene durchgehend anzuziehen.

Artic. XLVI.

Wann ein gefangener Reuter / Croat / Hussar / Dragoner / Soldat und Land-Ausschuß / so krank und bliesir wäre / also / daß sie in der Gefangenschaft verbleiben müssen / und wann sie in Spiräler legen misse / um sie zu curiren / so solle neben deren Ranzion / die Medicamenten und deren nöthiger Verpflegung-Specien / nahmentlich 3. Groschen Teutscher Münz / und 7. Sold Französischer Münz / für jeden Tag ihrer Beschädigung oder Krankheit gut gemacht werden; Deswegen man ein ander athenische Art über die Zeit / in welcher die Gefangene krank gewesen / zuschicken solle.

Artic. XLVII.

Was hergegen die Officiere betrifft / so können dieselbe sich verpflegen lassen / nach ihrem Gutdünken / unter deren Bezahlung / jedoch wann sich ein Zwispalt wegen eines Wirths zu indicirter gemachter Zeche ereignete / solle solches durch die Commandanten des Orts nach der Equität moderirt werden.

Artic. XLVIII.

Die Trompeter und Trommelschläger / so beyderseits wegen der Gefangenen / oder anderer Ursachen wegen / von ein zum anderen Theil geschickt werden / sollen inner drey Tag mit ihrer Expedition wieder zurück gelassen werden / und wann einige Kriegs-Raison erforderte / sie länger aufzuhalten / so solle denen durch dieselbe Parthey / so sie aufhaltete / für einen Trompeter des Tages einen Gulden / und für einen Trommelschläger dreyßig Kreuzer gegeben werden.

Artic. XLIX.

In denen Dörtern / wohin die Salva-Guarden / so eine schriftliche Ordre von Generalen haben / beyderseits geletzt werden / solle niemand dieselben auff keinerley Weise beleidigen / wann aber der General von einer Armee selbe gar zu nahe bey seiner Armee zu seyn erachtete / so solle man beyderseits Macht haben / solche aufzuheben zu lassen; Hergegen die in versicherte Dörter wieder zurück zu schicken / ohne daß man ihnen einiges Leid zufüge.

TOM. VII. PART. II.

Artic. L.

Obbedachte Salva-Guarden sollen im Hin- und Zurückgehung mit ihren Bauren / die sie begehrt hätten / versehen mit einer schriftlichen Ordre von Generalen / nicht aufgehalten / noch ausgeplündert werden.

Artic. LI.

Und wenn eine Parthey eine Salva-Guarde mit Bauren und einer schriftlichen Ordre von Generalen beglückt / antreffen thäte / so solle wohl die Parthey ihn eine Zeitlang aufzuhalten Macht haben / damit sie nicht entdeckt werde / jedoch / daß man den Salva-Guarden noch den Bauren nichts Leids thum oder ausplündern solle; Dessen aber die Parthey wieder zurück gehet / und wieder in sicheren Orten ist / so solle bedachte Salva-Guarde und die Bauren wieder entlassen / und ihre Straß an Ort / so ihnen vorgeschrieben / zu gehen / gelassen werden.

Artic. LII.

Alle Marquetenter und Kauffleute zahlen ihre Ranzion / wann sie gefangen werden / für ihre Person / wie ein gemeiner Soldat.

Artic. LIII.

Alle Fuhr-Knecht / so bey dem Proviant-Befehl dienen / sollen ihre Ranzion / wie ein gemeiner Soldat zahlen.

Artic. LIV.

Bei allen Officieren und Soldaten / so man in einer Bataille / Treffen / Eroberungen der Besiungen gefangen bekommt / und ihnen Quartier gegeben / und sie ihre Parole engagirt / soll es unverbrüchlich gehalten werden / und so sich ergäbe / daß nach erhaltenen Quartier er durchginge / oder seine gegebene Parole nicht haltete / so solle er für unehrlich und infam declarirt seyn / ebener massen derselbe / so Quartier gegeben hätte / und es nicht haltete.

Artic. LV.

Den Generalen / Gouvernoren oder Commandanten der Pläß solle nicht zugelassen seyn / einigen Troupen Paß zu ertheilen / auff Parthey gegeneinander auszugehen / wann sie unter der Zahl 19. zu Fuß / oder 12. zu Pferd ohne deren Officiere / und wann man einige mit gewehrter Hand gefangen bekäme / weniger / als obgedacht / so sollen sie als Räuber gehalten seyn / und sollen mit einer Straß zwey monatlicher harten Gefangenschaft belegt werden; Im Fall aber sie Rauberey oder Todtschlags überwießen würden / sollen sie nach ihrer Missethat / denen Rechten nach / abgestraft werden / daher ein Theil dem anderen davon / und der Ursach wegen / daß man die Straß vorgekehret / Part geben solle.

Artic. LVI.

Welche Straß jedoch nicht statt haben kan / wann eine Parthey im Treffen gegen dem Feind etwelche Mannschafft verlohren hätte / und demnach unter weniger Zahl / als er von der Armée oder Guarnison erlangt / entpappet würde / welches durch ein Attestat von den Generalen oder Commandanten / von denen sie ihre Passport haben / verificirt werden misse. Ingleichen / wann eine kleine Parthey / an stat einer Convoy / zu Convoyrung eines Officiers / oder anderes / ausgeschiedet worden wäre; Ebener gestalten / wann man etwelche Fournagier von der Armée oder Plätzen ergreifte; welches alles durch ein beglaubtes Attestat bewährt werden müsse; Jedoch / daß die zusammen gerote Bauren / gemeinlich Schnapphähnen / so ohne Paß der Gouverneurs / Commandanten oder Generalen / gefangen werden / für Räuber und Mäuser gehalten werden sollen.

Artic. LVII.

Es ist auch beyderseits verglichen worden / daß einigen Kriegs-

ANNO
1692.

ANNO 1692. Kriegs-Gefangenen nicht erlaubt seyn solle / sich in andere Kriegs-Dienste / als Ihrer Majestäten / Fürsten / Crayß und Ständen / so in diesem Cartell einverleibt / oder derjenigen Churfürsten und Ständen / so nach Ratification dieses Tractats inner zweyen Monaten sich zu diesem Cartell versehen werden / einzulassen; Ingleichen solle nicht gestattet seyn / die Gefangene mit Gewalt zu zwingen / oder sonst durch weite Entführung / übel tractiren / oder sonst andere Weis / ohne ihren freyen Willen / zu Annehmung Kriegs-Diensten sollen verleißen / derowegen beyderseits reciproquer Trauen und Glauben erhalten werden solle; In dem Ende die Gefangene / so Dienste annehmen / eine eigenhändige Attestation auslieffern sollen; So sie aber Schreibens unfähig / solches beyderseits von den Auditeurs und Commissarien protocolliert werden solle.

Artic. LVIII.

Es solle beyderseits scharff bey Leib-und Lebens-Strafe verboten seyn / sich keiner Kugeln von Zinn oder anderen Metalls / als von Blei; ingleichen keiner vergifteter-oder Rast-oder anders figurirten Kugeln; weniger sich einiger unter den Christen verboten-und unzulässiger Sacke / gegen das Leben des Menschen oder Viehes zu gebrauchen.

Artic. LIX.

Denen Gefangenen solle erlaubt seyn / also gleich ihrer Obrigkeit aus dem Ort ihrer Gefangenschaft Anzeigung zu thun / zu welchem Ende die Gouverneurs und Commandanten ihnen Hand bieten sollen.

Artic. LX.

Man es sich zutrüge / daß ein Officier gefangen würde / dessen Ranzion in gegenwärtigem Cartell nicht reguliert wäre / oder darentwegen man in Wiederrede geräthet / so solle beyderseits erlaubt seyn / sich zu vergleichen / und was also verglichen würde / für inierirt in gegenwärtigem Tractat gehalten werden / nach Ausweis einiger von den Generalen der Armée oder Commandanten der Plätze gebenden Attestaten.

Artic. LXI.

Es solle beyden Theilen zu Trost der Gefangenen / so schon gar zu lang mit schwerer Gefangenschaft angehalten / erlaubt seyn / die Gefangene in Gleichheit ihrer Chargen auszutauschen / oder in Geld ranzioniren zu lassen / insonder beyde Theile sich verglichen / und diß erwartet der Ratification dieses Cartells.

Artic. LXII.

Gegenwärtiger Tractat solle Platz haben / und exequirt werden / durch Ihre Kaiserliche Majestät und Königliche Majestät / die Schwäbisch-und Fränkische Crayße / auch Herzoge zu Würtemberg / für alle und jede Troupen und Land-Volk von ein und anderer Seiten / es seye in einer Armée / und von einer Nation oder Land / wie es wolle / die mögen separatim oder conjunctim agiren / commandirt durch Ihre Majestät Majestät deren Ge-

neralen / oder der obgedachten Alliirten. Alle diese beyderseitige Troupen sollen in gegenwärtiges Cartell eingeschlossen seyn / und dessen zu gaudiren haben / und sollen ausgewechselt oder ranzionirt werden / wie oben abgeredet und geschlossen worden. Welches alles Ihre Kaiserliche Majestät versprechen für gut / kräftig / gültig und ohnverbrüchlich zu halten / zu beliben und exequiren zu lassen. Und Ihre Königliche Majestät / auch der Fränkisch-und Schwäbischen Crayße und Herzoge von Würtemberg ebener Massen versprechen diß alles für gut / kräftig / gültig und unverbrüchlich zu halten / zu beliben und exequiren zu lassen / so lange als gegenwärtiger Krieg währen wird / ohne einige Exception.

ANNO 1692.

LXIII.

Ingleichen kan dieses Cartell auch gut seyn für die Churfürsten / Fürsten und Stände des Reichs / welche sich à dato Ratificationis inner zweyen Monaten durch einen erdentlichen Act conformiren wollen / daß Sie diß Cartell beliben / und so lange gegenwärtiger Krieg währen wird / exequiren lassen wollen / denen dan von Ihrer Königliche Majestät all dieses Cartells Puncten stich / genehm und unverbrüchlich gehalten und exequirt werden solle / dafern Sie sich nur obgedacht in limitirter Zeit darzu durch ein Ihre Königliche Majestät Generalen von den Arméen / oder nächsten Commandanten / überschießenden Act conformiren / und so bald diß geschעה / beyderseits die Gefangene durch Auswechslung oder Ranzionirung / wie im gegenwärtigen Tractat einverleibt / ausgefolgt werden / um sich wieder in ihr Land / oder ihren Troupen / zu verfügen erlaubt seyn solle. Und so sich eine Difficultät oder Wiederrede wegen der sich zu diesem Cartell etwan conformirenden Churfürsten / Fürsten und Ständen des Römischen Reichs / an derer habenden Chargen wegen ereigneten / so solle denen an den Königlichen Generalen der Armée oder Commandanten der Provinzen oder Plätze / so nächst angelegen / um solchen Difficultäten / so viel möglich / vorzubiegen / und zu remediren / zuzuschreiben / und mit denen zu tractiren erlaubt seyn.

Artic. LXIV.

Zu mehrer Versicherung diesen Cartells / haben wir reciproquement die Ratification dieses Tractats inner Zeit zweyen Monaten von Ihrer Kaiserlichen Majestät und Aller-Christlichen Majestät / so Sie es für genehm halten / versprochen / in Besingung der löblichen Fränkisch-und Schwäbischen Crayße / auch Herzog zu Würtemberg / diß ohnndig haben zu conformiren / oder zu ratificiren / da Sie sich schon durch ihre Vollmachten erklären / sich mit dem / was Kaiserlicher Seiten geschlossen wird / zu conformiren.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtiger Tractat geschlossen / unterzeichnet / und mit angebornen Deuschafften von obgedachten Deputirten Ihrer Kaiserliche und Königliche Majestäten bekräftiget worden. Geben Basel den 2. Maji / 1692.

(L.S.) Johann Frantz Graf (L.S.) Des Alleurs.
zu Brunsfeld.
(L.S.) Johann Edmund Selzer (L.S.) Bandonin.
J. U. Lic.

CXLVIII.

30. Juin. *Artikelen en Voorwaarden op dewelke syn Koning-lyke Majesteit van Groot Brittanien WILLEM DE III. beoeffens de Heeren Staaten der VEREENIGDE PROVINTIEN. Van syn Hoogheit den Hertog van BRUNSWYK LUNEBURG HANOVER eenige Troupen overnemen geaccordeert in*

VER.

CXLVIII.

Articles & Conditions auxquelles GUILLAU-30. Juin. ME III. Roi de la Grande Bretagne, & les L'AN-Seigneurs Estats Généraux des PROVINCES-GLETER-UNIES des Pais-bas prennent en service un RE, LES Corps de sept mille neuf cents & quarante PROVINCES-neuf hommes de son Altesse Serenissime le Duc UNIES ET de BRUNSWICK LUNEBOURG HANO-HANO-VER.

ANNO in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.
1692. [Manuscrit.]

Syn Doorluchtigheyt de Hertogh van Hanover, aen syn Majesteit den Koning van Groot-Brittannië, en Haer Hoog-Mogende de Staeten Generael der Vereenighde-Nederlanden, bekend gemaect hebbende, de begeerte die hy heeft, om de gemene saak te assistieren, en gepresenteerd te senn een Corps auxiliaire Troupen; zoo is syn Majesteit en haer Hoogh-Mogende niet gemelde syn Doorluchtigheyt, omtrent de volgende Artickelen geaccordeert.

I. Syn Doorluchtigheyt den Hertog van Hanover zal een Corps Troupen van seven duysend negenhondert en negen-en-veertig Man, de Officiers daer onder begreepen, leveren, bestaende volgens de nevensgaende Lyste in zeven Regimenten Ruyterye, yder van 6. Compagnie, een Regiment Dragoniers van 6. Compagnien, een Esquadron Gardes de Corps, en ses Regimenten Voetvolck, zonder Artillerie.

II. Syn Majesteit en Haer Hoogh-Mogende sullen tot Amsterdams in 't begin van yder maand, in courant Hollands-geld de somme van veertigh-duysent Ryxdaelders doen betalen, te reeckenen twaelf maanden in 't Jaar, en zullen dagelycx twee derde van de Rations brood en die Troupen doen fourneren, geduyrende den ganschen tyt van 't Tractaet, en twee derde van de Rations van de Voeragie van de Campagne zullen genieten volgens de particuliere specificatie, die op haer arrivement sullen gegeven werden, op den voet der gemelten hier nevensgaende Lyste. En de Troupen zullen die selfde avantagien, als die van syn Majesteit, en de Heeren Staeten Generael geduyrende den Winter in de Spaenische Nederlanden hebben wegens Logement, Services, Vuur, en de Regimenten sullen foo dicht by malkanderen gelogeert zyn, als 't moogelyck zal wezen.

III. De betaling van de subsidie en 't Brood sullen van den eersten dagh der loopende Maand Juny, oude styl, beginnen, behoudelyck, dat de Troupen voor 't eynde der gemelde Maend arriveren.

IV. Het sal aen syn Majesteit en haer Hoogh-Mogende staen de Monistering der Troupen te doen, wanneer zy het goed zullen bevinden.

V. Het gemelde Corps der Troupen sal gecommandeert werden door den Heer Prins van Hanover, of in syn absentie door den Generael, aen wien syn Doorluchtigheyt het commando sal geven, sullende geduyrende de Campagne niet gesepareert, en oock geen andere Detachementen gedaen werden, dan van de generaele commandementen der gantsche Armée, by welke het gemelde Corps sich sal bevinden: oock sal het geen andere Justitie erkennen, dan die van den Heer Hertogh van Hanover.

VI. De Heer Prins van Hanover sal de ordres naekomen van syn Majesteit, en in desselfs absentie, die van syn Doorluchtigheyt den Keurvorst van Beyeren, en in cas dat het gemelte Corps geconjungeert zy met een Armée, als wanneer syn Majesteit, of syn Keurvorstelycke Doorluchtigheyt 't Woort in 't geschrifte sullen geslooten hebben voor den tyt van hunne absentie, soo als men daer over sal accordeeren tuschen den Prins en den Marschalck Generael, commanderende en chef de Armée van syn Majesteit, of te de gemelde Heeren Staeten, en wanneer de gemelde Prins van 't gemelde Corps absent zal syn, soo sal de geene, die 't selve sal commanderen, de ordres ontfangen van den Commandant Generael der Armée van syn Majesteit of die gemelde Heeren Staeten, die dan de opperste in charge sou mogen zyn. En 't sy dat de gemelde Heer Prins daer zy, of dat de Generaels alleen daer syn, soo sal echter 't geene gesclovert is, geexecuteert werden.

VII. De gemelde Heer Prins sal in die Krygs-Raden assisteren, als oock alle de Generaels, 't eickens als de Generaels des Konings of der gemelde Staeten van 't selfde Carac'er daer zullen beroepen zyn.

VIII. In

VER. Fait à l'Armée près de Melle le 30. ANNO
1692. Avec Un ARTICLE SECRET & 1692.
considerable touchant l'Evesché d'Osabrug du
même jour.

SA Serenité le Duc de Hanover ayant fait connoître à Sa Majesté le Roi de la Grand' Bretagne & à leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies le desir qu'il a d'assister la cause commune, & offert un Corps auxiliaire de Troupes, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont accordé avec sa susdite Serenité les Articles suivants.

I. Sa Serenité le Duc de Hanover fournira un Corps de Troupes de sept mil, neuf cens & quarante neuf hommes, les Officiers y compris, consistans, suivant la Liste cy-jointe, en sept Regimens de Cavalerie, de six Compagnies chacun, en un Regiment de Dragons, de six Compagnies, en un Esquadron de Gardes du Corps, & six Regimens de Fantassins, sans Artillerie.

II. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances payeront à Amsterdams au commencement de chaque mois, en argent courant de Hollande la somme de quarante mil Risdales, comptant douze mois pour l'an, & seront fournir journallement deux tiers de Rations de Pain aux Troupes, pendant tout le tems de ce Traité, & jouiront de deux tiers de Rations du Fourage de la Campagne, suivant les specifications particulieres, qui seront données à leur arrivée, sur le pied de la susdite Liste cy-jointe. Et les Troupes auront le même avantage que celles de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux dans les Pais-Bas Espagnols pendant l'hiver, à l'égard du logement, service, feu, & les Regimens seront logez si près les uns des autres qu'il sera possible.

III. Le payement des subsidies & le Pain, commenceront du premier jour du mois courant de Juin vieux stile, à condition que les Troupes arriveront avant la fin du susdit mois.

IV. Il dependra de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances de faire la revue des Troupes quand bon leur semblera.

V. Le susdit Corps de Troupes sera commandé par le Seigneur Prince de Hanover, ou en son absence par le General à qui sa Serenité donnera le Commandement, ne seront pas separés pendant la Campagne, & il ne s'y fera point d'autre detachement que du Commandement general de toute l'armée auprès de laquelle le susdit Corps se trouvera, & ne reconnoitra d'autre justice que celle du Seigneur Duc de Hanover.

VI. Le Seigneur Prince de Hanover suivra les ordres de Sa Majesté & en son absence ceux de sa Serenité l'Electeur de Baviere, & en cas que le susdit Corps fut conjoint avec une armée, quand Sa Majesté ou sa Serenité Electorale aura renfermé le mot par écrit pour le tems de leur absence, comme on accordera à cet égard entre le Prince & le Maréchal General, Commandant en Chef l'Armée de Sa Majesté ou des Seigneurs Etats. Et quand le susdit Prince sera absent dudit Corps, celui qui le commandera recevra les ordres du Commandant General de l'Armée de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats, qui pourroit alors être le premier en charge, & soit que ledit Prince y soit, ou qu'il n'y ait que les Generaux, sera néanmoins executé ce qui a été résolu.

VII. Le susdit Seigneur Prince assistera dans les Conseils de Guerre, comme aussi tous les Generaux, à chaque fois que les Generaux du Roy, ou des susdits Etats du même caractère y seront appelés.

Rr 3

VIII. An

ANNO
1692.

VIII. In gevalle dat tegen verwagtinge eenige swarigheyt soude ontfanen, ontrent de investiture, of introductie, van den gemelde Heer Hartog van Hanover tot het Keurvorstendom, soo belooven syn Majesteit en haer Hoogh-Mogende al hun vermoogen daer toe aen te wenden, dat het Keurvorstendom op den zelve geconferreerd worde, soo dra een algemeene Vrede sal gemaect syn.

IX. Nademaal het Doorluchtigh Huys van Bronswick Lunenburg, by nae alle syn magten, ten dienste van de gemeene Saeck, van synen Staaten verwydert, soo nemen syn Majesteit en de Heeren Staaten Generael op sich, van de Pretendenten tot de Successie van Saxon-Lauenbourg te obtineren, dat men de differenten sal verhandelen door de gemeene wegen van Justitie, en niet tot eenige feytelyckheyt te komen.

X. Indien het Doorluchtigh Huys soude mogen worden geattaquert in synen Staaten, wegens het Hertogdom van Lauwenbourg, of om eenige ander pretext, hoedanigh het oock sou mogen zyn, als oock in gevalle de Hertogh van Gottorf, of de Steden van Hambourg of Lubeck souden geattaquert worden, soo sal de gemelde Heer Hertogh van Hanover de vryheyt hebben, synen Troupen te rug te trecken.

XI. Men sal met den eersten een defensieve Alliantie tusschen synen Majesteit en de Heeren Staaten Generael, ter eene, en den Heer Hertogh van Hanover ter anderder zyde maecten, op soodanigen Conditien al men sal overeenkomen.

XII. Men sal niet gehouden zyn de Deserteurs, die sich van d'eene en d'andere kant bevinden over te leveren, wanneer de Troupen in de Nederlanden aenkomen; maar de gene die in 't vervolg zullen deserteren sullen gereclemeert, en wederzyds ter goeder trouwe weder gegeven worden.

XIII. De Heer Hertogh van Hanover sal synen Guardes du Corps weer in syn Land konnen doen komen, nae het eyndigen der Campagne, zonder dat het hem in Gelt sal gekort worden, maar in dat geval sal men de twee derde van de Rations Brood en Voeragie, die men gehouden sou zyn aen de gemelde Guardes, by aaldien sy bleven, te fournieren, aftrecken.

XIV. De Verforgers van vivres sullen gehouden syn aen de Hanoverische Troupen te leveren het derde van 't Brood en Voeragie 't welck ten koste van syn Doorluchtigheyt komt, in gevalle men sulcx begeert, op de seldse wys, en ten seldsen pryse, als sy het aen de Regimenten van syn Majesteit en de gemelde Heeren Staaten leveren.

XV. Synen Majesteit en haer Hoogh-Mogende sullen in cas van eenige operatie, de Oorlogs-ammunitie aen de Hanoverische Troupen doen leveren, even als aen hunne eygene Troupen.

XVI. Het tegenwoordigh Traetaet sal duuren, tot aen de maand April des toekomende Jaars incluyt, en indien men gedurende dien tyt niet anders veraccordeert, synen Doorluchtigheyt sal syn Troupen tegens 't eynde van de gemelde Maend mogen te rug doen trecken.

De Ratificatien sullen uytgewisselt worden binnen drie wecken, ende eerder indien het mogelyck is, en 't selve verwachtende, hebben Wy ondergeschreven, synde tot dien eynde gelast ende geauthoriseert, door synen Majesteit en Haer Hoogh-Mogende ten eene, en syn Doorluchtigheyt den Hertogh ter andere zyde, het bovenstaende Accord onderteekent, in 't Leger by Melle den 30. Juny 1692.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.

(L.S.) ED. WEEDS.

(L.S.) N. W. GORS.

Lyste der Troupen van den Hertog van Hanover volgens het Traetaet geslupleert.

6. Regimenten Infantery van 773. Man	-	4638. Man
7. Regimenten Cavallery van 378. Man	-	2646.
1. Regiment Dragonders	-	490.
De Gardes du Corps	-	175.

7949. M.
Se-

VIII. Au cas que contre toute attente il arrivât quelque difficulté, touchant l'investiture ou installation du susdit Seigneur Duc de Hanover à l'Electorat, Sa Majesté & leurs Hautes Puissances promettent de faire tout leur possible à ce que l'Electorat lui soit conféré, aussi-tôt que la Paix generale sera conclue.

ANNO
1692.

IX. Comme la Serenissime Maison de Bronswick-Lunenburg éloigne presque toutes ses forces de ses Etats, pour le service de la cause commune, Sa Majesté, & les Seigneurs Etats Generaux se chargent d'obtenir des Pretendans à la succession de Saxe-Lauenbourg que l'on traite sur ces differens par les voyes ordinaires de la Justice, & non pas qu'on en vienne à aucune voye de fait.

X. Si la Serenissime Maison de Lunenburg venoit à être attaquée dans ses Etats, à l'occasion du Duché de Lauenbourg, ou sous quelque autre pretexte, quel qu'il puisse être, comme semblablement si le Duc de Gottorf, ou les Villes de Hambourg ou de Lubeck fussent attaquées, le susdit Duc de Hanover aura la liberté de rappeler ses Troupes.

XI. On fera au plutôt une Alliance defensive entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux d'une part, & le Seigneur Duc de Hanover aux conditions qu'on conviendra.

XII. On ne sera pas obligé de rendre les deserteurs qui se trouveront d'un côté & de l'autre, quand les Troupes arriveront dans les Pais-Bas, mais ceux qui deserteront dans la suite, seront reclamez, & rendus de bonne foy de part & d'autre.

XIII. Le Seigneur Duc de Hanover pourra faire revenir ses Gardes du Corps en son Pais, après la fin de la Campagne, sans qu'on lui rabatte rien en argent, mais on rabattra en ce cas les deux tiers des Rations du Pain & de Fourage, qu'on seroit obligé de fournir ausdites Gardes si elles restoit.

XIV. Les pourvoyeurs de vivres seront tenus de fournir aux Troupes d'Hanover le tiers du Pain & du Fourage qui viennent aux frais de sa Serenité, si on le desire, de la même maniere & pour le même prix, qu'ils le fournissent aux Regiments de Sa Majesté & des susdits Seigneurs Etats.

XV. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances feront, en cas de quelque operation, fournir les munitions de guerre aux Troupes de Hanover, comme & de même qu'à leurs propres Troupes.

XVI. Ce present Traité durera jusques au mois d'Avril de l'année prochaine inclusivement, & si pendant ce tems on ne convient point autrement, Sa Serenité pourra faire revenir ses Troupes sur la fin dudit mois.

Les Ratifications seront échangées dans le tems des trois semaines, & plutôt s'il est possible, & dans cette attente nous à ce autorisez & ayant charge de Sa Majesté & de leurs Hautes Puissances d'une part, & le Duc Serenissime d'autre, avons signé l'Accord icy dessus en l'Armée près de Melle le 30. Juin, 1692.

(L.S.) GUILLAUME BLATHWAY.

(L.S.) ED. WEEDS. (L.S.) N. W. GORS.

Liste des Troupes du Duc de Hanover, stipulées suivant le Traité.

6. Regiments d'Infanterie de 773. hommes	-	4638. hom.
7. Regiments de Cavalerie de 378. hom.	-	2646
1. Regiment de Dragons.	-	490
De Gardes du Corps.	-	175

7949. h.
Ar-

ANNO
1692.

Secret Artyckel.

Article secret.

ANNO
1692.

Syne Majesteit en Haar Hoogh-Mogende fullen alles wat sy kunnen op de generale Vrede aenwenden, dat de Beurtwisselingh van 't Bisdum van Osna-brug verandert worde in een Erfelycke Successe, en fullen 't zelve van zyn Catholycke Majesteit trachten te verwerven.

Dit Artyckel was geteeckent, en sal geratificeert worden, even als het Tractaet.

(L.S.) WILLIAM BLATHWAY.

(L.S.) E. D. WEDE.

(L.S.) N. W. GORS.

Sa Majesté & leurs Hautes Puissances seront tout ce qu'ils pourront à la Paix generale que l'Alternative de l'Evêché d'Osna-brug soit changée en une succession héréditaire, & ils tâcheront de l'obtenir de Sa Majesté Catholique.

Cet Article étoit signé, & sera ratifié de même que le Traité.

(L.S.) GUILLAUME BLATWAY.

(L.S.) ED. WEED. (L.S.) N. W. GORS.

CXLIX.

CXLIX.

18. Jul. *Tractaet van Vrede tusschen MULEY ISMAEL Keyser van Marocco, ende de H. M. Heeren Staten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, door het welk, het Tractaet in den Jaere 1684. gesloten, is gehouden voor geconfirmeert, en op nieuw geratificeert. Gedaan in den Haage den 18. July 1692. [Tiré des Archives de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies.]*

18. Jul. *Traité de Paix entre MULEY ISMAEL Empereur de Maroc & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES par lequel le Traité de l'an 1684. est tenu pour confirmé, & de nouveau ratifié. Fait à la Haye le 18. Juillet 1692.*

Also synen Keyzerlycke Majesteit Muley Ismaël Keyzer van Marocco &c. een opregte genegenheit hebbende, omme met de Hoogh-Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden in Vrede en vrsndschap te blyven leven, ende ten dien eynde op nieuws te confirmeren het Tractaet van Vrede tusschen syne Keyserl. Majesteit en haer Hoogh-Mogende in den jaere 1684. gesloten, als mede te convenieren over 't lossen van eenige Nederlantische Slaven in 't gebied van syne Keyzerlycke Majesteit noch gevangen sitende. om o-ver 't een en 't ander met haer Hoogh-Mogende te spreken ende te accorderen, my ondergeschreven als synen Extraordinaris Envoyé herwaerts heeft afgesonden, SOO IST, dat haer Hoogh-Mogende aan haere zyde betuyght hebbende gelycke genegenheid om met den Keyzer van Marocco Myn Heer en Meester de Vrede te continueren, en eenige Slaven te lossen, vervolgens, naer verscheide Conferentien door de Heeren haer Hoogh-Mogende Gedeputeerden met my gehouden, is over een gekomen en geaccordeert, dat het Tractaet van Vrede in den jaere 1684., gesloten, sal werden gehouden voor geconfirmeert, en op nieuw geratificeert; Dat voorts haer Hoogh-Mogende de Nederlandische Slaven, die onder het gebied van syne Keyzerlycke Majesteit noch gevangen suten, ofte eenige van dien fullen mogen lossen, betalende voor yder Slaaf de somme van ses hondert 't zeventigh Guldens, ofte vier hondert twintigh Guldens, ende een Moorsche Slaaf, met dien verstande, dat voor den voorschreven prys vry gelaten, en aen haer Hoogh-Mogende ofte op haere ordre overgegeven fullen werden sodanige Slaven als haer Hoogh-Mogende selfs fullen opgeven. Sullende Hoogh-gemelde haer Hoogh-Mogende niet genoodsaect welen andere Slaven te lossen, als die sy self fullen opgeven en eyschen; Dat daer onder mede niet begrepen fullen welen die Slaven, dewelcke naer de Vrede in den jaere 1684., gesloten, op Zee genomen, ofte door Schipbruck ofte andersints in het gebied van den Keyzer van Marocco gekomen synde tot Slaven syn gemaect; maer dat deselve aensonds sonder enig losgeld op vrye Voeten fullen werden gestelt; Daeromme iek ondergeschreve, in den Name van Hoogtgedagte syne Keyzerlyke Majesteit belove, dat volgens dit geconvenierde het voorst. Tractaet van Vrede aen de zyde van syne Keyzerlyke Majesteit in allen zynen dele en yder Article van dien opregtelyck sal werden onderhouden ende naer gekomen

D'Autant que Sa Majesté Imperiale Muley Ismaël, Empereur de Maroc &c., a un desir sincere de continuer de vivre en Paix & en Amitié avec leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & à cette fin de confirmer de nouveau le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. entre Sa Majesté Imperiale & leurs Hautes Puissances; en outre de convenir de la Rançon de quelques Esclaves Hollandois, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Imperiale. Pour donc conférer & s'accorder avec L. H. P. sur l'un & sur l'autre point, Sa Majesté Imperiale m'a envoyé dans ces Provinces en qualité de son Envoyé Extraordinaire. A ces Causes, leurs H. P. ayant de leur côté témoigné avoir le même desir de continuer la Paix avec l'Empereur de Maroc mon Seigneur & Maître, & en consequence de racheter quelques Esclaves; après plusieurs Conférences tenues entre Messieurs les Députés de L. H. P. & moi, on est convenu & on a accordé, que le Traité de Paix conclu dans l'année 1684. sera tenu pour confirmé & ratifié de nouveau; Qu'ainsi L. H. P. pourront racheter les Esclaves Hollandois, qui sont encore prisonniers dans les Etats de Sa Majesté Imperiale, ou quelques-uns d'eux, en payant pour chaque Esclave la somme de six cens soixante-dix Florins, ou quatre cens-vingt Florins avec un Esclave More; Bien entendu aussi que suivant le susdit prix on donnera la liberté & l'on remettra à L. H. P. ou à leur ordre tels Esclaves que L. H. P. auront spécifiés & dénotés Elles-mêmes, & L. H. P. ne seront pas obligées de racheter d'autres Esclaves que ceux qu'elles nommeront & demanderont; qu'on n'y comprendra pas aussi ces Esclaves, qui après la Conclusion de la Paix de l'année 1684. ont été pris sur Mer, ou qui étant venus par naufrage ou autrement dans les Etats de l'Empereur de Maroc, y ont été faits Esclaves; mais que ceux-là seront d'abord mis en liberté sans payer aucune Rançon: C'est pourquoi je suis signé promets au Nom de Sadite Majesté Imperiale que conformément à cette présente Convention, ledit Traité de Paix sera fidèlement observé & exécuté en toutes ses parties & en chaque Article de la part de Sa Majesté Imperiale par tous & chacun que

door

que

ANNO 1692. door alle ende een iegelyck, dien het aengaen sal, ge-lyck oock dat geene, dat invoegen hier vooren vermeld, over de loffinge van Slaven is geacordeert; belovende hier op de Ratificatie van syne Keyserlycke Majesteit van Marocco te sullen nytbrengen, soo heeft het doenlyck is. Tot verseeckering van het welke, desen by my is ondertekent. Gedae in den Hage den agtienden July duytiend ses hondert twee en 't negenigh.

(Was geteekent.)

que cela pourra concerner; de même que l'Addition ANNO ci-dessus mentionnée & accordée touchant la Rançon 1692. des Esclaves; promettant en consequence de délivrer, aussi-tôt que se pourra faire, la Ratification de Sa Majesté Impériale de Maroc. En foi dequoi, la Présente a été signée par moi. Fait à la Haye le dix-huit Juillet, de l'année mille six cents quatre-vingt-douze.

(Signé)

CL.

31. O^g. *Traité entre CHARLES II. Roi d'Espagne, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, pour la fonction de leurs Flottes dans la Méditerranée. A la Haye le 31. Octobre 1692. AVEC LES ARTICLES SÉPARÉS du même jour, mois, & an. [Copie manuscrite tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.]*

COMME le Roi d'Espagne, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, se sont engagés mutuellement, d'employer toutes leurs forces, tant par mer, que par terre, contre le Roi de France leur Ennemi commun, soit conjointement, ou séparément, afin que par là on puisse procurer une Paix ferme, & durable, & que pour cet effet ils ont jugé très-nécessaire de joindre leurs forces maritimes dans la Mer Méditerranée, il a été convenu, & accordé en la manière suivante.

I. Premièrement, le Roi d'Espagne mettra en mer dans la Méditerranée une Flote au moins composée de seize grands Vaisseaux de Guerre, 4. Brulots, & vingt-cinq Galeres, avec les autres Vaisseaux, qui doivent servir à une telle Flote.

II. Lesdits Vaisseaux de Guerre seront montez de 60. pieces de Canon l'un portant l'autre, 60. bales pour chaque piece de Canon, & vingt-cinq mille livres de poudre, à proportion des 60. pieces de Canon, deux garnitures de voiles, 6. gros Cables de six vingt brasses pour chaque Vaisseau, & tous les autres Agrez selon la condition des Vaisseaux.

III. Ils seront munis des vivres, pour subsister en mer dix mois de suite, & plus long-tems si la nécessité le requiert.

IV. Et parce que la provision des vivres pour tout l'équipage desdits Vaisseaux, ne pourra point être chargée à la fois, l'on en fera un Magasin à Porto Mahon, Carthagene, ou quelque Lieu convenable à l'emploi de la Flote.

V. Le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, promettent de joindre, à ladite Flote du Roi d'Espagne, de leur part, aussi-tôt qu'il sera possible, seize Vaisseaux de Guerre de la même force, & quatre Brulots, tous garnis de toutes les necessitez de Guerre, & de bouche pour pouvoir subsister dix mois de suite, & plus si la nécessité le requiert.

VI. A condition que le Roi d'Espagne les fera servir par cinq Felouques, ou Tartanes, qui suivront les ordres des Officiers Commandans du Roi de la Grande Bretagne, & des Etats Généraux.

VII. Comme aussi que l'on donnera les Magasins auxdits Officiers Commandans pour serrer leurs provisions, dont ils trouveront à propos de décharger les Vaisseaux, & de les mettre en lieu de seureté, pour s'en servir en cas de besoin, sans qu'ils soient sujets d'en payer aucun Droit d'entrée, ni de sortie.

VIII. Lesdits Officiers auront aussi la même liberté & exemption des Droits, de tout ce qu'ils acheteront, pour la subsistance de leurs Vaisseaux, & l'équipage des Matelots, & Soldats durant leur présence dans la Mer Méditerranée aux Côtes d'Es-

pagne, & pour leur retour en Angleterre, & Hollande.

IX. Et le cas avenant, qu'ils se devoient servir des provisions des Magasins du Roi d'Espagne, Sa Majesté donnera en vertu de cette Convention, des ordres pour leur en distribuer, à condition que l'on les payera à un prix raisonnable, ou que l'on les pourra remplacer en espece, au choix de celui qui les aura reçus.

X. Les Vaisseaux de Guerre, Galeres, & Brulots se rencontreront au rendez-vous que l'on leur donnera, sans aucune Ceremonie de salut, ou de contre-salut; ce qui sera observé tout le tems qu'ils seront joints, & ils agiront ensemble, tant par la Flote entiere, que des détachemens, de quelques Vaisseaux que l'on en fera.

XI. Et à la premiere rencontre, les Officiers Commandans se verront dans le Vaisseau du premier Officier Hollandois, pour y regler les affaires, suivant la teneur des Articles séparés, qui en seront faits expressément.

XII. Tous les Vaisseaux seront commandez par les propres Officiers de chaque Nation.

XIII. Et en cas de Combat, ou par malheur de maladie, l'on recevra à terre, & l'on logera les blessés, & malades sur le pié, comme cela se pratique au Pais-bas Espagnol; A quoi Sa Majesté Catholique fera donner les ordres necessaires.

En foi de quoi les Ministres desdits Rois, & les Deputez des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé la présente & y fait apposer le sceau de leurs Armes. A la Haye le 31^{me} du mois d'Octobre 1692.

Signé,

DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.
(L.S.)

W. Baron de HEECKEREN.
(L.S.)

J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.)

A. HEINSIUS.
(L.S.)

Jo. BECKER.
(L.S.)

J. VANDER DOES.
(L.S.)

M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)

GISB. CUPER.
(L.S.)

G. GRUYS.
(L.S.)

Je soussigné Greffier de leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie, aiant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son Original.

Signé,

F. FAGEL.

ANNO
1692.

ARTICLES SEPARÉZ.

Les Officiers Commandans se rencontreront sans aucune Ceremonie de rang, à la première jonction de la Flote, au Vaisseau du premier Officier Hollandois, & concerteront entr'eux sur les ordres à observer pour faire agir la Flote contre l'ennemi, avec le plus d'apparence de succès.

Et regleront les séances au Conseil de Guerre, & pour la direction des autres affaires, qui seront de la fonction de l'Officier Commandant.

Et en cas que les Officiers des deux Rois, ne puissent accorder qui entr'eux seroit le premier de jour, pour exercer la fonction de Commandant de la Flote, ils tireront au fort pour le decider.

Le Conseil de Guerre se composera des Officiers des trois Nations, qui tous trois (pour les premiers Officiers) pourront proposer ce qui leur semblera à propos.

Et l'Officier Commandant de la Flote, ne pourra pas refuser de convoquer le Conseil de Guerre, à la requisition d'un des premiers Officiers des trois Nations, pour délibérer sur ce qu'il trouvera nécessaire de proposer.

Toutes les résolutions qui seront prises au Conseil de Guerre seront couchées en écrit, & signées par les Officiers qui ont assisté à la délibération.

Ces Articles séparés auront la même force, comme s'ils étoient insérés dans la Convention principale.

En foi de quoi les Ministres des Rois d'Espagne, & de la Grande Bretagne, & les Deputés des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisés pour cela, ont signé ledits Articles séparés, & y fait apposer le Sceau de leurs Armes. A la Haye le 31. d'Octobre 1692.

Etoit signé,

DON FRANCISCO BERNARDO
DE QUIROS.
(L.S.)

W. Baron de HEEKEREN.
(L.S.)
J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.)
A. HEINSIUS.
(L.S.)
JOHAN BECKER.
(L.S.)
J. VANDER DOES.
(L.S.)
M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.)
GISB. CUPER.
(L.S.)
G. GRUYS.
(L.S.)

Je soussigné Greffier de Leurs Hautes Puissances, atteste que cette Copie aiant été collationnée, s'accorde en tout, & par tout avec son original.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Articulos Separados.

Los Oficiales Commandantes se encontraran sin Ceremonia alguna de precedencia ala primera Junction de la Flota, en el Nauto del primer Oficial Holandes, y entre ellos convendran asia las Ordenes que se debran observar para las execuciones de la Flota contra el enemigo, con la mayor aparenca de Sucesso.

Y regularan las sesiones en el Consejo de Guerra, y para la direccion de las demas Cosas que seran de la funcion del Oficial Commandante.

Y en caso que los Oficiales de los dos Reyes, no pudieren acordarse, quel entre ellos el primer dia, debra exercer la funcion de Commandante ala Flota, se hechara la fuerte para decidirlo.

El Consejo de Guerra se compondra de Oficiales

TOM. VII. PART. II.

de las tres Naciones que todos tres (por los primeros Oficiales) podran proponer, lo que les parecera apropiato.

ANNO
1692.

Y el Oficial Commandante ala Flota no podra rehusar, de convocar el Consejo de Guerra ala requisicion, de uno de los primeros Oficiales de las tres Naciones, para deliberar sobre lo que hallara conveniente de proponer.

Todas las resoluciones que seran tomadas en el Consejo de Guerra, se pondran por escrito, y firmadas por los Oficiales que han asistido ala deliberacion.

Estos Articulos separados tendran la misma fuerza, como si estubiesen insertos en la Convencion principal.

En fe delo qual los Ministros delles Reyes de Hespania, y de la Grande Bretagna, y los Diputados de los Estados Generales de las Provincias Unidas autorizados para esto, han firmado los dichos Articulos separados y hecho poner el sello de sus Armas. Fatto en el Haya a 31. de Octubre 1692. estava firma do y sellado.

(L.S.) DON FRANCIS BERNARDO
DE QUIROS.

(L.S.) W. Baron de HEEKEREN.
(L.S.) J. Baron de WASSENAAR
DUYVENVOIRDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) JOHAN BECKER.
(L.S.) J. VANDER DOES.
(L.S.) M. VAN SCHELTINGA.
(L.S.) GISB. CUPER.
(L.S.) G. GRUYS.

Infraescrito Secretario de Estado de sus Altipotencias, certifica que esta Copia hauiendo sido cojerada, concuerda en todo y per todo con su Original.

Effave firmado,

FAGEL.

CLI.

*Traité entre l'EMPEREUR, LEOPOLD I. & 1693.
JEAN GEORGE IV. Electeur de SAXE,
traduit de l'Allemand. Fait à Dresde, le 2. de Fevr.
Fevrier 1693. Avec l'Article séparé du Roi d'An- L'EMPE-
gleterre & des Etats Généraux, en Latin Original. REUR ET
Fait à Dresde; le 2. Mars, 1693. [Manuscrit.] LA SAXE.*

Comme ainsi soit, que pour pousser tant mieux la rude présente Guerre, & pour parvenir à une Paix glorieuse, nonobstant les préparatifs que fait l'Ennemi sur le Haut & Bas Rhin, par le moyen desquels il prétend cette année penetrer jusques au centre de l'Empire, & desoler entierement les Cercles circonvoisins, l'Empereur & Roi de Hongrie, & de Boheme, a fait proposer à sa Serenité Electorale de Saxe d'employer toutes les forces que Dieu lui a mis en main, pour le bien de la Patrie qui est en un si grand danger, aussi-bien que pour la conservation de sa propre liberté & sûreté, & de celle des autres Electeurs & Etats de l'Empire: C'est pourquoi sadite Majesté Imperiale voulant montrer dans cette dangereuse conjoncture son affection inviolable, le Sieur Adolf Wratilaus, Comte de Starenberg, Conseiller Privé de Sa Majesté Imperiale, & premier Borg-Grave du Royaume de Bohême a conjointement avec les Ministres de sa Serenité Electorale conclu & arrêté à cet égard les Points & Articles suivans.

Touchant les 40000. Risdales de Subside demandez par sa Serenité Electorale, Sa Majesté Imperiale fera dépêcher une Assignation de 10000. Risdales aux Etats du Cercle de la Haute-Saxe, & 50000. Risdales à la Ville de Francfort, à la Ratification de ce Traité, & reglera la chose de telle maniere que le payement commencera, & se fera au commencement du mois de Novembre, & que le payement entier continuera dans les mois de l'Empire: & comme semblablement les Envoyez de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas qui sont ici, par une assurance dressée à part se sont obligez, & acceptez de payer 150000. Risdales des subdits Subsidés, en conséquence de ce present Traité d'entre Sa Majesté Imperiale, & sa Serenité

Ss té

ANNO
1693.

té Electorale, sçavoir 100000. Risdals à la susdite Ratification, & 50000. Risdals à Leipzig le jour de S. Michel prochain, sans aucune récompense de Sa Majesté Imperiale, & qu'il s'en faudra encore 100000. Risdals pour l'entier payement de ladite somme de 400000. Risdals, sadite Majesté Imperiale stipule de payer de son propre, & de ses revenus, 50000. Risdals à la fin de cette Campagne; mais pour les autres 50000. Risdals restans, sa Serenité Electorale de Brandebourg, la Serenissime & Electorale Maison de Brunswick & Lunebourg, & le Prince de Hesse-Cassel en donhent une assurance à sa Serenité Electorale par une Obligation faite à part, sans engagement aucun de Sa Majesté Imperiale.

Sa Serenité Electorale promet de son côté d'agir vigoureusement cette Campagne contre l'Ennemi commun avec une Armée de 12000. Combattans, & l'Artillerie en dépendante, & de se rendre pour cet effet sur la fin de Mai au lieu où se devront faire les opérations; mais sa Serenité Electorale ne peut pas encore s'ouvrir, si son état futur pourra permettre d'envoyer l'hiver prochain quelques Troupes sur les Frontières; mais comme il s'intéresse fort particulièrement en tout temps à la conservation de l'Empire Romain; il se déclarera si bien sur la fin de la Campagne que sa fidèle intention fera suffisamment remarquée.

Pour ce qui regarde le Commandement, de donner la Parole, ou l'Ordre, faire assembler ou convoquer un Conseil de Guerre, & ce qui en dépend, ensemble touchant le rang, soit que l'Armée se conjoigne entièrement, ou une partie avec Sa Serenité Electorale, on agitera, ce qui devra être observé, & comme en cela il ne veut point perdre de son Droit, il ne désirera aussi rien qui ne soit de l'usage. Quant aux lieux où se devront faire les Opérations, & ce qui sera jugé être le plus utile, on en concertera avec Sa Serenité Electorale; car comme il n'a pas pû établir de Magasin qu'en un seul Lieu, aussi lui sera-t-il difficile de s'en éloigner par trop, à moins que le Transport ne pût s'en faire par eau, & au cas que par l'assistance de Dieu tout puissant on vint à recouvrer ce que l'ennemi a en sa puissance, & que, pour cet effet, Sa Majesté Imperiale fait tout ce qu'elle peut, & contribue tout ce qui est nécessaire pour un Siège, elle rendra à son Seigneur légitime la Place qui sera reprise, avec tout ce que l'ennemi y a trouvé; mais pour le surplus il sera partagé au prorata, entre les Troupes qui auront emporté la Place.

Que si les Troupes de Sa Serenité Electorale viennent à prendre des Quartiers dans les Pais ennemi & à les garder, le Subside entier ne laissera pas néanmoins d'être payé.

Et enfin promet Sa Majesté Imperiale de dépêcher les *Requisitoriales* conformément aux Constitutions de l'Empire, afin que le Passage des Troupes soit accordé, sans qu'il nuise à personne. Sa Serenité Electorale promet de sa part de donner des Ordres si précis que personne n'ait à se plaindre du moindre excès, & veut par ce moyen espérer que les Etats que cette Marche concernera, seront jouir de quelques douceurs aux pauvres Soldats.

En témoin & sûreté dequoy ont été des présentes dressés deux Exemplaires signez & scellez de part & d'autre, & a été accordé & promis d'en faire échanger les Ratifications par S. M. I. & S. S. E. le plutôt que faire se pourra.

Signé,

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW, Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. URIGH DE GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article séparé.

Comme Sa Serenité Electorale suivant les Subsidies promis l'année 1690, a encore à pretendre un Article de 50000. Risdals consistant en décompte, comme aussi 15000. Risdals de l'année 1691. en conséquence du Recès du 30. Mars dressé par le Comte

de Dunewalt Maréchal de Camp, & ratifié par Sa Majesté Imperiale le 22. Avril ensuivant; Sa Majesté Imperiale fera payer à la fin de la Campagne le premier Article, pour ce qui en restera après Liquidation faite, & 150000. Risdals après la fin de la Guerre avec la France. Fait à Dresden le 2. Fevrier 1693.

ANNO
1693.

(L.S.) ADOLPH WRATISLAW Comte de STAREMBERG.

(L.S.) N. Baron de GERSDORFF.

(L.S.) H. E. KNOCK.

(L.S.) DIEDERICK BOOSE.

Article séparé concernant le Roi de la Grand' Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Comme l'Excellent & Illustrissime Seigneur Adolfe Wratislaus Comte de Staremburg, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller intime de Sa Majesté Imperiale & Burgrave supreme du Royaume de Bohême, auroit communiqué à Guillaume Dutton Chevalier Gentilhomme de la Chambre, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne, & au Seigneur Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst Droffard du Comté de Zutphen, Deputé à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, un Projet de Traité à faire & conclure entre Sa Sacrée Majesté, & le Serenissime Electeur de Saxe, pour envoyer dans l'Empire contre l'Ennemi commun douze mil hommes de Troupes Saxones, avec l'Artillerie à ce requise, & leur auroit en même tems fait voir la difficulté de trouver quatre cens mille Risdals, promis dans ledit Traité à l'Electeur de Saxe; C'est pourquoy les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, en consideration du susdit Traité d'Alliance, & par un motif d'Amitié dudit Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux envers Sa Serenité Electorale, & afin d'apporter de la facilité à cette affaire, veullent bien fournir cent cinquante mil Risdals, en monoye commune de cette Province, promettant au nom du susdit Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux de payer & compter de bonne foy la premiere partie de ladite Somme, sçavoir cent mil Risdals de la monnoye susdite quinze jours après la Ratification du susdit Traité, & l'autre partie, sçavoir cinquante mille Risdals à la S. Michel de cette année à Lipfic, promettant de plus Sa Susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux de fournir la Ratification des présentes dans le tems de quatre semaines: en témoin & foy de quoy lesdits Ambassadeurs ont signé ces presentes de leurs propres mains, & les ont scellé de leurs Sceaux ordinaires, fait à Dresden le 22. Fevr. de l'an 1693.

(L.S.) GUILLAUME DUTTON CALT.

(L.S.) WALRAVE BARON DE HECKEREN.

Touchant les 50000. Risdals de Brandebourg, Lunebourg & Cassel.

Sçavoir que pour suppléer aux 400000. Risdals lesquels Sa Sacrée Majesté a promis à Sa Serenité Electorale de Saxe, en conséquence des Traités faits avec lui au sujet de la conjunction de ses Troupes avec les autres Armées de l'Empire & des Alliez, comme aussi d'assurer les 50000. Risdals qui viendront à manquer, son Excellence le Comte de Staremburg, supreme Burgrave, & Conseiller intime, de present icy, & les Ministres de Sa Serenité Electorale de Brandebourg, & des Princes de Brunswick, & de Hesse-Cassel, aussi presents, après avoir communiqué & deliberé ensemble sur ce sujet, ont déclaré & promis au nom desdits Electeur & Princes Serenissimes de donner leur consentement à ladite Somme de 50000. Risdals & de garantir à Sadite Serenité Electorale de Saxe, & de faire effectivement en sorte, que six mois après la date de la Ratification du Traité principal ladite Somme soit comptée à Brunswick, ou à Leipzig en argent courant, & ont promis à cet égard la Ratification, & agrea-

ANNO 1693. agreation desdits Serenissimes Electeurs & Princes, A
Dresden le 17 Mars 1693.

(L.S.) SAMUEL DE CHROASKOCKSKI.

(L.S.) JOBST HERMAN DE JETEN.

(L.S.) FREDERIC BARON DE KELTER.

CLII.

ii. Fev. Regensburgische Union zwischen denen
Bischoffen von Münster / Bamberg /
Eychenstädt / denen Herzogen von
Sachsen-Gotha / Coburg und Alten-
burg / dem Marggrafen von Bran-
denburg-Culmbach / dem Herzogen von
Braunschweig-Wolfenbüttel / dem Kö-
nig zu Dänemark als Herzogen zu
Holstein / dem gesambten Fürstlichen
Haus Hessen / Marggraff Ludwig
Wilhelm zu Baden-Baden / wodurch
sie die Fürsten-Verein de Anno 1692.
verneuen / ferner versprechen / das ih-
nen in Instrumento Pacis Art. VIII. be-
festigte / und durch den Regensburgi-
schen Reichs-Abschied de Anno 1654.
zu einem Reichs-Grund-Gesetz aufge-
nommene Jus Suffragii festiglich hand-
zuhaben / auff die Abthnung und
Verbesserung dessen was in der Kay-
serlichen Leopoldinischen Capitulation
Ihren Juribus Belli & Pacis, Foederum,
ferendarum Legum, Proscriptionis Sta-
tuum nachtheilich / zu dringen / vornem-
lich aber die Hannoverische Thur-
gar nicht zu zulassen / sonderen con-
junctis auxiliis sich darwider zu setzen
u. Geschehen Regensburg den 17. Fe-
bruarii 1693. Mit Bischoffs Marquar-
di Sebastiani zu Bamberg Ratifica-
tion. Geben Bamberg den 2. May
1693. [LUNIGS Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag.
357.]

C'est-à-dire,

Union de Ratisbonne faite & conclue entre les Evê-
ques de MUNSTER, de BAMBERG, &
d'AICHSTADT, les Ducs de SAXE-GOTHA,
ALTENBOURG, & COBOURG; le Marc-
Grave de BRANDENBOURG-CULMBACH,
le Duc de BRUNSWICH-WOLFENBUT-
TEL, le Roi de DANNEMARC comme Duc
de HOLSTEIN, toute la Maison de HESSE,
& LOUIS GUILLAUME Marc-Grave de
Bade, pour le Renouvellement & Affermissement
de l'Union des Princes de l'an 1662. On s'y
promet un Concours unanime, & une assistance re-
ciproque pour le maintien du Droit de suffrage qui
appartient aux Princes dans les Affaires de l'Empi-
re par l'Article VIII. de l'Instrument de la Paix,
& qui a été reçu en Pragmatique Sanction par le
Recès de l'Empire de Ratisbonne; comme aussi pour
l'Abolition & redressement des choses qui ont été
insérées dans la Capitulation Leopoldine au préjudice
de leurs Droits de Guerre, de Paix & d'Al-
liance, de faire les Loix, & de proscrire les Etats
TOM. VII. PART II.

desobeissants chacun en son propre Territoire. Ils ANNO
s'y obligent en particulier à ne jamais admettre le 1693.
neufieme Electorat de Hanover, & à s'y oppo-
ser en commun de toutes leurs forces. A Ratisbon-
ne le 17. Fevrier 1693.

S On Gottes Gnaden Wir Marquard Sebastian,
Bischoff zu Bamberg / des Heil. Römischen
Reichs Fürst u. thum fund hiemit: Demnach zwi-
schen unsern und andern hiernach verordneten be-
vollmächtigten Rätthen / Botschaften und Gesandten eine
Verein und Zusammensetzung / Kraft der im Heil. Röm.
Reich wohl hergebrachten und in des Reichs Fundamental-
Gesetzen als auch dem Bespähälischen Friedens-Schluss ge-
gründeten Freyheiten / Privilegien und Gerechtsame / aus
Special-Befehl und Instruction verabredet und geschlossen
worden.

Kund und zu wissen. Nachdeme verschiedene Fürsten
und Stände des heiligen Römischen Reichs Teutscher Na-
tion bey ietzigen aller Orten gefährlich ansehenden
läufften der Zeiten sorgfältig beherzigt und erwogen / was
gestalten die von dero höchst-hohen und werthen Vorfahren
so theuer erworbene / durch viele Secula auf sie derivate /
in dem Instr. Pac. Westph. auf ewig beständige / auch von
ihnen wohl erfessene vorerfliche Jura, Hoheit-Freyheit-
und Gerechtigkeiten nach und nach bey ein und andern sich
ereignenden Occasionen feinen geringen Anstoß und Krän-
kung anstundten / und nun dieselbe solchen obschwebenden
höchstgefährlichen Begebenissen zeitlich vorzuziehen sich im
Gewissen und bey ihren Ehren verbunden erachteten / hier-
zu aber nichts heilsam-und zulänglichers / dann eine aller-
seits einmüthige Verein und Zusammensetzung erfinden
können / bevorab da dieselbe nicht nur in den allgemeinen
Reichs Grund-Gesetzen allerdinges erlaubet / sondern auch
in dem jüngsten Bespähälischen Friedens-Schluss mit
deutlichen Worten bestatigt / dergleichen auch von theils
ihrer hohen Herren Vorfahren in diesem noch für wä-
rendem Seculo verschiedentlich / und zwar noch letzten im
Jahr 1662. errichtet worden / desgleichen ein Churfürstl.
Collegium bey der ebenmäßig errichteten Verein sich wohl
und statlich zu allerseitigen Annehmen befinden; So ha-
ben Fürsten und Stände zu bloß-und alleiniger Bege-
halt-und Maintenirung ihrer alten Teutschen Freyheit /
Hoheit / Ehren / Privilegien und Gerechtsamen / auch be-
ständigen Flor dero Fürstenthum und Länden / haupt-
sächlich aber zu des Röm. Reichs höchstem Heil und Wohl-
fabrit / als dem einzigen Grund-Zweck / solchem Patrioti-
schen Exempel nicht weniger nachfolgen / und ohne jeman-
den weder in-nach außserhalb Reichs dadurch zu beleidigen /
vielweniger eine Scissur und Trennung im Reich
zu veranlassen / sich vertraulich zusammen thun / und die
in Anno 1662. aufgerichtete Fürsten-Verein hiemit unter
sich erneuern / deroelben theils accediren / und sich dar-
auff mit fernern deren Extendir-und Erweiterung de no-
vo gegen einander verpflichten / verschreiben und vereinen
wollen. Altemassen dann nachgenannte Fürsten und
Stände des Reichs nach reifflicher durch allerseitiger zu
Ende dieser Tractats unterschiedene Gesandtschafften ge-
pflogener Unterredung und Deliberation über jetzt folgen-
de Articulos sich von neuem beständigst verpflichten / ver-
schreiben und vereinen.

I. Erstlich wollen Fürsten und Stände einander in
guten / wahren / aufrechten Vertrauen und Freundschaft
meinen / haben und halten / und in denen vorbereiteten
ihre gemeinsame Gerechtigkeiten / Hoheiten und Würden
betreffenden Sachen vertrauliche Communication unter-
einander pflegen / auch die Conservation derselben sich al-
lerseits möglichst für angelegen seyn lassen.

II. Insonderheit aber und vors andere / weil sothane
der Fürsten und Stände bevorab das Jus suffragii in
den Reichs-Sachen belangende Gerechtsamen in dem
Instr. Pac. vornemlich Art. 8. mit klaren hoch verbind-
lichen Worten statlich bestatigt / solcher Friedens-Schluss
auch alles seines Inhalts durch den letzten Regensburgl.
Reichs-Abschied de Anno 1654. in Sanctionem pragma-
ticam / und zu einem Reichs Grund-Gesetz aufgenommen
worden; So wollen Fürsten und Stände vor allen
Dingen ob solchen und anderen Fundamental Reichs-
Gesetzen / und was darin denen Fürsten und Ständen zu
gut verordnet / festiglich halten / wie auch dasjenige /
was der Fürsten-Standt hergebracht / handhaben / und
deme zu gegen etwas vorzunehmen / nichts verhängen noch
gestatten.

III. Als aber drittens so wohl bey der im Jahr 1658.
vorgangener Wahl der jetzt glormüthigst regierenden Kay-
serli-

ANNO
1693.

serlichen Majestät als auch der in Anno 1689. darauf erfolgter Wahl der jetzigen Röm. Königlichen Majestät nicht allein bey der darüber gepflogenen Handlung denen Fürsten und Ständen des Reichs in dem Jure belli & pacis, foederum, ferendarum legum, proscriptiois statum und dergleichen hohen angelegenen Gerechtigkeiten nachtheiliger Eingriff geschehen/ sondern auch in denen Capitulationen selbst von erneuelter Regel des Friedens-Schlusses in vielen Dingen merklich abgegriffen/ und Fürsten und Ständen durch Schmäherung solcher Ihrer Gerechtigkeiten zu nahe getreten/ dahero dann dieselbe solchen nachtheiligen verhänglichen Beginnen zu widersprechen/ dagegen feyerlichst zu protektiren/ und daß man solche Wahl-Capitulationes, in so weit sie den Frieden-Schluss und letztern Reichs-Abchied zu wider laufen/ für keine Reichs-Satzungen erkennen/ noch dadurch gebunden seyn können und wollen/ sich vermahnen zu lassen gemüthiget worden: So wollen Fürsten und Stände nicht allein solche eingewandte protection und Verwahrung hiemit bekräftiget haben/ sondern auch embsigen Fleißes sich bemühen/ daß bey noch vornehmendem Reichs-Tag nach Verorrenung des Friedens-Schlusses und mehr beregten letztern Reichs-Abchied/ die Abhandlung einer stets-währenden Wahl-Capitulation zur Hand genommen/ zur Wahrung des Friedens/ und darin alles dasjenige/ so vorangezogener massen denen Fürsten und Ständen zu Nachtheil und Abbruch ihres zusehenden Reichthums in jetziger Kayserl. Wahl-Capitulation enthalten/ abgethan und verbessert werden möge.

IV. Gleiche Meinung hat es auch viertens/ wann ins künftige in allgemeinen Reichs-Sachen und Handlungen mehr berührtem Friedens-Abchied zu wieder/ ohne gesamter Churfürsten und Stände auf gemeinen Reichs-oder andern zu solchen Sachen gewidmeten Conventen und Zusammenkünften darüber gepflogenen Rath und beschöner Einwilligung etwas beschloffen und verordnet werden sollte/ daß nemlich Fürsten und Stände solches für keinen Reichs-Schluss erkennen/ noch sich dadurch einiger Gestalt verbinden lassen wollen.

V. Gestalt nachdeme stens ohnlängst wieder alles bessere Vermuthen Fürsten und Stände zu höchster Ihrer Befriedung erfahren müssen/ daß/ als von Seiten des Hoch-Fürstl. Hauses Braunschweig-Lüneburg-Hannover man sich nicht entgegen seyn lassen/ denen obangezogenen Reichs-Grundgesetzen und pragmatischen Sactionen & diametral zuwider über den Krafft des Westphäl. Friedens-Instr. auf künftigen Fall gänzlich und für ewig expungiren Sten Electorat noch den sten zu ambiren/ und bey dem dargu gebrauchten modo agendi das Recht/ und den in dergleichen höchsten Reichs negotiis hergebrachten auch bey der Westphälischen Friedenshandlung solenniter observirten stylum des Reichs und in specie das als ein essentielles Stück dargu erforderete prævium suffragium der Fürsten und Stände schlechterdings vorbegehen/ man ohne diese Sach vor die gesamte Reichs-Stände/ wie sich von Rechtswegen gebühret hätte/ kommen zu lassen/ solche bloßhin/ allen davor beschöneren träftigen demonstrationen ungeachtet/ vor ein Hochlöbl. Churfürstl. Collegium zu ziehen/ und darinnen auf eine ganz ungewöhnliche precipitante weise zu verfahren sich angemasset/ und ob man wohl der allerunterthänigsten Zuversicht gewesen/ Ihre Kayserliche Majestät auf die von ein hochlöbl. Fürstl. Collegio dey derselben mit tiefster Submission und allen gehörenden Respect zu mehrmalen dials beschöner alternirerthänigste Vorstellung einige allergnädigste reflexion genommen/ und solche gegen die Reichs-fundamental-Gesetze notorisch laufende ganz wichtige procedur keinesweges billigtig/ vielweniger zu dergleichen Neuerung/ bevorab extra caum insuperabilis necessitatis, extremi periculi nulla alia ratione avertendi (dergleichen durch Gottes Gnade weder gegenwärtig zu sehen noch zu besorgen) von selbst inclinirt haben würden/ noch durch jemand ambition sich auf die Gedanken führen lassen/ daß dergleichen die Reichs-Form und Grund-Gesetze angesehendes negotium ohne darüber angestellende allgemeine Reichs-Deliberation tractirt werden könne/ damoch wieder alle dials sich gemachte bessere Hoffnung zur vermeintlichen Investitur Er. Fürstl. Durchl. zu Hannover fortgeschritten und damit zum höchsten prejudiz Fürsten und Stände verfahren worden: Also befinden dieselbe sich unumgänglich genöthiget/ nach vorgestelltem Fundament dagegen einander Krafft dieses sich zu vereinen und zu verabreden/ daß sie hochermelte Er. Fürstl. Durchl. zu Hannover das Jus Electorale durchaus nicht geschehen/ noch dieselbe jemahlen vor einen Churfürsten des Reichs/ der beschöneren Declaration

nullitas zusolge/ erkennen können noch wollen/ auch da nichts beschönerer dieselbe sich solcher vermeintlich acquirirten sten Chur-Würde öffentlich anmassen/ und sich pro tal geriren/ auch wohl gar durch auswärtiger Pulsionen assistenz vi foederis sich de facto dabey zu etabliren trachten solten/ sie sich conjunctis confilias & auxiliis dargen seßen/ und durch unverzügliche Zusammenziehung ihrer bevollmächtigten bedacht seyn wollen/ ein zu längliches Defensiv-Concert zu formiren/ und mit Zuziehung mehrerer bey dem Instr. Pacis West. interessirter Stände solche träftige measures nehmen/ wodurch die Violirung der Grundgesetze und das denen Fürsten und Ständen obschwebende unerträgliches Präjudiz wird abgewendet/ hingegen die Grundweise des Reichs/ dessen bisherige Form und daran hangende Harmonie und Wohlstand defendirt und erhalten werden können/ dero Schuß auch die Hände nicht ehender sinken lassen/ bisß das denen Fürsten und Ständen des Reichs hierunter zugesigete Präjudiz wieder abgethan/ die Sachen auf den Fuß und die Norm der güldenen Bul und das Instr. Pacis Westph. gänzlich reductirt und alles hinwiederum in vorigen Stand gesetzt worden.

VI. Neben dem stens wollen Fürsten und Stände ihr Absehen dahin richten/ daß die dero Fürstl. Herkommen und Personen zusehende Ehren/ Würden/ und was demselben anhängig/ in alten hergebrachten Stand/ und durch dergleichen eine Zeithero sich den entgegen ereigneten und angemaßten Neuerungen in keine Verringerung und Abgang gerathen mögen/ einsiglich besten so wohl bey Reichs- und andern Versammlungen/ als auch an Kärstlichen/ Königlich Churfürstlichen und andern dero Mit-Ständen Höfen/ und wo es sonst die Gelegenheit mit sich bringen möchte/ über dero gewöhnlichen Stelle im Rath und Sitzen/ Titulatur/ Trachtung ihrer Gesandten und andern Ihre gebührenden Ehren und Respection/ und was sie dials an andern Höfen und Niederen zu leisten/ festiglich und beständig halten.

VII. Weil auch stens bey dem Reichs-Convent seithero einigen Jahren/ sich mehrmalen gekänker/ daß ein Chur-Mäynsl. Reichs-Directorium sein Directorial-Amt in Ansehung und Anführung dero ihm ein Nahmen eines ganzen Collegii oder dessen mehrere Stände hergebrachte Conclausorium/ oder sonst von ein und andern eingewandten gravaminum, wider alle Rechte und Willigkeit auch hergebrachte Obervanz/ zu nicht geringer Verkleinerung und defect der Reichs-Fürsten und Stände refutirt/ also soll all dergleichen Verweiger- und unternehmung/ es sey auch unter was pretext es immer wolle/ inskünftig keinesweges mehr gebuhlet/ sondern so oft das Munus Directoriale verweigert wird/ wider denselben und dessen Herren Principales mit zureichenden träftigen Mitteln so lang verfahren werden/ bisß derselbe seinen Amt ein Genügen geleistet/ und die thätige Verweigerung abgeselet habe.

VIII. Nicht weniger wollen stens Fürsten und Stände mit angelegenen Fleiß dahin seßen und trachten/ daß die vermög alten Hebringes und Krafft Kayserl. und des Reichs-Beschlüssen Ihre und anderen regierenden Landes-Fürsten über eines jeglichen Unterthanen Land und Leut zusehende obrigkeitliche Gewalt und deren anhangende Jura/ so weit solche dem gesamnten Fürsten-Stand gemein seynd/ ohngezwungen und ungekänkert erhalten werden/ und darunter einander freulich beschöner.

IX. Damit nun zum sten vorgestelltes alles zu gedeihlichem Effect gebracht werden möge/ versprechen Fürsten und Stände einander hierdurch ihre zu gemeinen Reichs- und anderen Versammlungen abschickende Räte und Gesandte dahin gemeinschaftlich zu beschlen und anzuweisen/ daß sie nicht allein auf diese beschöner Verabredung in ihren Votis und Handlungen ihr unverrücktes Absehen richten/ sondern auch aus allen vorkommenden dahin einlaufenden und der Reichs-Fürsten Gerechtsame betreffenden Sachen getreulich unter einander communiciren/ und mit einmüthigem Rath und Zusammenlegung deren genaueste Beobacht- und Erhaltung sich angelegen seyn lassen/ darwider ihres theils nichts verhänglich eingehen/ noch denselben nachsehen oder sich darunter trennen und irrig wagen lassen/ sondern da dergleichen vorgehen solle/ sich unter einander eines gleichförmigen umständlichen Berichts/ mit Anhängung ihres unvergreiflichen und allerdings unverbündlichen Bedenkens verbindaren/ und jedwederer dabselbe an seinen Herren Principales zu Erhöhung nöthigen Befehls ohnverzüglich überreichen/ immittelst aber und vor Einklangung allerorts hoher Principales resolution ihrer keiner zu Abbruch der Fürstl. Gerechtsamen einseitig verfahren solle.

X. Wann

ANNO
1693.

ANNO
1693.

X. Wann nun vors 10te außserhalb Reichs-oder ande-
ren Versammlungen merckliche der Fürsten und Stän-
den Gerechtsamkeiten betreffende Sachen vorgehen / und
einer oder anderer hievon Nachricht erlangen solte / wol-
len Fürsten und Stände nicht allein daraus mit einander
schreiblich vertraulich communiciren / sondern auch / da
es die Nothdurfft und Angelegenheit erfordern würde /
ihre vertraute Råthe an eine gelegene Mahlsatz zusam-
men schicken / und was bey solcher Begegnung in Erhal-
tung der Fürsten Recht und Gerechtsamkeiten und Ver-
sicherung alles Niedrigen / vorzunehmen / berathschlagen
und entschließen lassen.

XI. Von diesen unter sich verglichenen Puncten wollen
zum 1rten Fürsten und Stände auch anderen Reichs-
Fürsten nachrichtliche communication und Eröffnung
thun / ob sie zu schuldiger mit-Beobachtung dieser dem ge-
samten Fürsten-Stand so hoch angelegenen und durch den
Abgeschlossenen Frieden-Schluss so theuer betræffigter Lu-
rium zu concurriren gemeint / jedoch wann gleich andere
bezeugten ansehen solten / nicht weniger ihres theils da-
bey festiglich beharren.

XII. Es behalten sich aber 12tens Fürsten und Stän-
de bevor / diese zu Erhaltung des Fürsten-Standes Ge-
rechtsamkeit getroffene Abrede nach Gestalt und Gelegen-
heit der Låuffte und Sachen mit gemeinsamen Gutbefinden
und Einwilligung zu ändern / zu mehrn / oder sich ferner
und enger mit einander desfalls zu setzen / wie dann auch
expresse vorbehalten ist / daß wann nach und nach einige
mehrere Fürsten und Stände aus Liebe und Patriotischen
Eiffre zu aufrichter-Erhaltung ihrer unschätzbaren Gerechts-
amen und Libertät zu dieser heylsamen Verein accediren
wollen / selbigen es allezeit frey und bevor bleiben / Im-
mittellst aber versprechen sie einander bey Fürstlichen Ehren
und Würden / obgeschte verabredete Artikel stet / fest und
unverbrüchlich zu halten / sonder List und Gefährde.

Dessen zu Urkund ist diese Verabredung ausgefertigt /
von nachgesetzten vollmächtigen Råthen und Gesandten
eigenhändig unterschrieben / und mit ihren Personlichen
besiegelt worden / und hat ein jeder davon ein Exemplar zu
sich genommen / auch seines hohen Herren Principalen be-
nöthigte Ratification darüber innerhalb 14. Tagen be-
zubringen / und gegen einander auszuwechseln verspro-
chen / so geschæhen Regensburg den 1. (17.) Februarii
Anno 1693.

(L.S.) Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu
Münster.
Dietrich von Platenberg.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen Co-
burg ex speciali Mandato.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des Hochfürstl. Hauses Sachsen-
Gotha und Altenburg.
R. V. Schönberg.

(L.S.) Wegen Seiner Hochfürstl. Durchl. zu
Brandenburg Culmbach ex speciali Man-
dato.
D. E. Piper.

(L.S.) Wegen des Hochst. Braunschweig - Wolfen-
büttel Hauses.
J. C. S. V. Wendhausen.

(L.S.) Wegen des gesambten Hochfürstl. Hauses
Hessen u.
Adam Albrecht von der Malsburg.

(L.S.) Wegen Ihrer Königl. Maj. zu Dänemark
Nordwegen als Herzogen zu Holsstein salvo
loco & ordine.
D. E. Piper.

Obwollen vorgeschriebener Fürsten und hoher Poten-
taten pro salute & tranquillitate Imperii führende gute
Gedanken aus derenselben eigenen Declarationibus zur
Einnahme bekannt / so habe ich doch und aus Special-Ber-
rath meines gnädigsten Herren Principalen amnoch dieses
beyrücken wollen / daß bey Unterschrift dieser wohlmei-
nenden Fürstl. Union ebenfalls anders nicht intendirt
werde / als zuvorderst vermähliger von der Cron Frank-
reich androehender gemeiner Gefahr deslo kräftiger zu
resistiren / so dann nicht weniger die Fürstliche wohlbe-
gründete Jura Gerechtsamen (jedoch ohne einkünfte Ver-

wirung der Reichs-Fundamental Gesetze / mithin ohne
Verletzung deren darinn begriffener Ihro Kaiserl. Ma-
jestät competirender und hergebrachter allerhöchsten Rech-
ten und authorität) contra quoscunque eorundem tur-
batores, in Krafft der Eyd und Pflichten / womit man
dem heil. Römischen Reich zugeschan / unanimiter zu schüt-
zen und kräftigst zu maintainiren / immassen dann der-
gestalten hienit subsignire.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Bam-
berg.

(L.S.) Friedrich Etmund von Sickingen / als hierzu
specialiter vollmächtiger Gesandter / salvo loco
& ordine.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Gnaden von Eych-
stätt.

(L.S.) Johann Rudolph Freyherr von Au / als hie-
zu specialiter vollmächtiger Gesandter / salvo
loco & ordine mit der Declaration wie Bamberg.

Im Nahmen Ihrer Hochfürstl. Durchl. Heeren Lub-
wig Wilhelms Marggrafens zu Baden.

(L.S.) Johan Christoph Freyherr von Greiffen / als
hierzu specialiter vollmächtiger Gesandter / salvo loco &
ordine mit der Declaration wie Bamberg.

Daß wir solche Verein und Zusammensetzung seines
wirklichen Inhalts in allen Puncten / Clausulen und
Articlen ratificirt / approbirt und bestätiget / ratificiren /
approbiren und bestätigen auch solche hienit und in Krafft
dieses / bey Fürstl. Worten versprechende / daß wir der-
selben in allen treulich nachkommen / und in keine Weise
weder selbstn darwider handeln / noch daß es von denen
unserigen geschehe / geschehen wollen. Uthkundlich unter
unsern Fürstlichen Handzeichen und fürgedruckten Inse-
gel / geben in unserer Residenz-Stadt Bamberg den 2.
May 1693.

Marquard Seb. E. B.

(L.S.)

CLIII.

Traité entre CHARLES XI. Roi de Suède, & 17. Mars.
CHRETIEN V. Roi de Danemarck. Fait à SUEDE ET
Stockholme, le 17. Mars, 1693. [Manuscrit.] DANE-
MARC.

Q Uoi que leurs Majestez les Rois de Suede, &
de Danemarck eussent esperé qu'après avoir
conclu le 10. de Mars 1691. un Traité pour
maintenir la Navigation & le Commerce,
tant d'injustes Pirateries exercées sur leurs Sujets ces-
seroient à la fin, Elles ont pourtant appris avec déplai-
sir, que nonobstant les recherches & remontrances,
qu'elles ont fait faire de tems en tems auprès des Par-
ties engagées dans la Guerre pour les faire cesser, elles
sont plutôt accrûes & augmentées, même à un Point
qu'il est quasi impossible d'exprimer, les Prétextes, Ar-
tifices, Inventions, Violences, Chicanes, & Procès,
qui ont été mis en usage, non-seulement contre les
Vaisseaux & Biens des Sujets de L. L. M. M. mais
aussi contre leurs propres Convois, au préjudice des
Douanes, & Péages de L. L. M. M. à une Diminution
considérable de leurs Droits & Impôts, & au dom-
mage irréparable de leurs Royaumes & Provinces; dont
les Sujets ont souffert & perdu infiniment en leurs Per-
sonnes, Equipages, Vaisseaux, Biens, & Marchandises.
C'est pourquoi L. L. M. M. ont été obligés de pas-
ser à l'accomplissement & à l'exécution de leur Traité
susmentionné, & de convenir & concerter du tems
& des moyens y convenables, à quoi étant instruits,
& autorisez par L. L. M. M. les soussignez à savoir
de la part de Sa Majesté de Suede, (Tit.) Comte
Benoit Oxenstiern, (Tit.) Comte Fabian Wrede, &
(Tit.) Comte Nicolas Gillenstolpe, & de celle de Sa
Majesté Danoise, (Tit.) Baron Jens Juul, ils sont con-
venus en vertu de leurs Plein-pouvoirs de certaines
Conditions & Articles en la maniere suivante.

I. Bien que le cas des représailles dont il est fait
Sf 3 men-

ANNO
1693.

mention dans le troisième Article du précédent Traité ait existé il y a long-tems, en sorte que sans plus de délai on seroit en droit de le mettre en execution principalement puis que L. L. M. M. ont fait faire auprès de l'une & l'autre Partie assés à tems des requisiions nécessaires pour obtenir Justice, & Satisfaction, & l'ont attendu en vain bien au delà du terme prescrit: Cependant L. L. M. M. pour donner les marques de leur moderation & du desir qu'Elles ont de sortir d'affaire à l'amiable, veulent encore par leurs Ministres, qui sont dans les Cours Etrangères, faire demander, mais sans delay & dans le mois d'Avril prochain, aux Puissances engagées dans la Guerre une entière & juste Satisfaction, pour leurs Sujets, ce que chaque Ministre fera non seulement pour les Sujets de son propre Roi, mais aussi pour ceux du Roi son Allié, & ainsi la Suede pour les Sujets du Danemarck, & le Danemarck pour ceux de Suede, qui pourroient avoir été empêchés dans leur Navigation & Commerce ou dont les Vaisseaux chargez & effets ont été amenez, arrêtés, ou pris par des Vaisseaux de Guerre ou par des Armateurs, à quoi ils joindront une Liste exacte de tous les Vaisseaux dont ils auront connoissance, en se réservant tout ce qui pourroit encore leur être inconnu, ils seront en même tems instance pour que de semblables violences cessent à l'avenir & que les Vaisseaux des Sujets de L. L. M. M. ne soient plus détournez, incommodés, amenés, mais qu'on adjointe foy à leurs Passeports en bonne forme, déclarant, que s'il se trouve contre cela des fraudes L. L. M. M. auront soin d'en faire punir les coupables d'une manière qu'on en seroit satisfait: De plus ils donneront à connoître que L. L. M. M. ne feroient plus souffrir, qu'on trouble sous divers pretextes, le trafic de leurs Sujets contre les Traitez & la Neutralité, & qu'on se fasse juge des causes dont il ne leur appartient pas de juger, de sorte que si elles ne veulent pas relâcher *cum omni causa*, au plutôt & sans plus de delay les Vaisseaux encore détenus, & qui sont dans leur entier, avec tous leurs effets & payer suffisamment ceux qui sont confisquez ou échouez, dédommager de toutes les pertes, & défendre vigoureusement à l'avenir de semblables prises, empêchemens & procedures nuisibles, & le mettre effectivement en execution; en ce cas L. L. M. M. ont résolu & se sont engagées mutuellement à se faire Justice Elles-mêmes, chacun pour ses propres Sujets, aussi-bien que pour ceux de son Allié.

II. Si la prédite Requisition n'est pas promptement suivie d'une entière satisfaction, L. L. M. M. s'obligent de faire arrêter & saisir chacun chez soi pour le dédommagement de ses Sujets autant de Vaisseaux de la Nation dont on demande la satisfaction, qui suffiront pour suppléer ausdits dommages, & de n'en relâcher aucun, que L. L. M. M. n'ayent obtenu toutes deux la satisfaction requise.

III. Tous les frais nécessaires à la conservation des Vaisseaux arrêtés ou de leur charge seront aux dépens des Propriétaires, puis que L. L. M. M. n'ont point donné occasion à cet arrêt, on se remboursera de la même manière pour les frais qui auront été faits en amenant les Vaisseaux, & en les arrêtant.

IV. Et afin que les intentions de L. L. M. M. ne soient eludées par quelque artifice, Elles feront avertir & ordonner à leurs Sujets, de côté & d'autre de ne point embarquer leurs Marchandises dans des Vaisseaux de la Puissance ou de l'Etat dont on a dessein de faire arrêter les Navires, puisque s'il s'y en trouvoit on ne les regarderoit que comme appartenantes au propriétaire du Vaisseau; il ne fera pas permis non plus aux Sujets des deux Rois d'acheter, en attendant, ou de se faire transporter de semblables Vaisseaux.

V. Nonobstant que chacune de L. L. M. M. soit en liberté de traiter pour le dédommagement de ses Sujets à part. Elles promettent & s'entre assurent pourant tres-constamment que, bien que quelqu'une des Puissances qui ont pris les Vaisseaux de leurs Sujets voulut satisfaire séparément à l'une ou à l'autre pour sa part, Elles ne laisseront pas pour cela d'en retenir les Vaisseaux de la manière qu'il a été dit, jusques à ce que l'autre ait aussi obtenu une entière Satisfaction.

VI. En cas que la Puissance ou l'Etat dont les Vaisseaux pourroient être saisis ou arrêtés de la susdite manière laissent écouler le tems de trois mois, depuis l'arrêt fait, sans donner une juste Satisfaction, L. L. M. M. seront sans plus de délai vendre les Vaisseaux & leurs

charges à l'encan, & se rembourseront du provenu, en y continuant jusqu'à un accomplissement entier de tout ce qu'on peut prétendre pour les dommages soufferts & pour les frais faits. ANNO
1693.

VII. Et afin que les Parties qui sont en Guerre puissent voir clairement qu'on ne pense pas à favoriser l'une plus que l'autre, ou à témoigner quelque partialité, il a été trouvé bon que si après avoir donné satisfaction, elles laissent tranquillement jouir les Sujets des deux Rois de la Liberté du Commerce, il ne fera point permis que les Vaisseaux ou Biens des Sujets de ceux qui en auront agi ainsi & qui n'inquiètent plus les Sujets de L. L. M. M. mais laissent leur Commerce libre & sans empêchement, soient amenez & rendus par les Vaisseaux de Guerre ou par les Armateurs de leurs Ennemis, dans aucun des Ports des Royaumes de L. L. M. M. mais les Vaisseaux des Sujets de celui qui voudra persister dans de semblables injustices ci-dessus alleguées n'y pourront pas seulement être amenés, mais même vendus par leurs Ennemis, à moins que ce ne soient des prises faites à l'insu & sans la Permission de L. L. M. M. dans leurs propres Ports ou sur leurs Rivières.

VIII. Et comme les Vaisseaux propres de L. L. M. M. aussi bien que ceux de leurs Sujets n'ont pas moins souffert de dommages du Roi d'Espagne que des autres Puissances qui sont enveloppées dans la Guerre présente & que le Trafic des Espagnols en Europe est si peu considérable qu'on n'y scauroit avoir recours pour se dédommager, L. L. M. M. veulent bien faire des recherches si on pourroit découvrir de leurs effets, soit par Mer ou par Terre, ou pour cette fin faire visiter les Vaisseaux qui pourroient être arrêtés pour découvrir s'ils y auroient quelque part, comme aussi accorder à leurs Sujets endommagés des Commissions pour se rendre eux-mêmes justice par voye de Représailles, mais outre cela il a été convenu en même tems, que L. L. M. M. notifieront aux Alliés de l'Espagne, qu'en cas que cette Couronne ne leur donne sans delay, satisfaction, Elles s'en tiendront aux effets de ses Alliés, & cela à bon Droit, puisque non seulement ces Puissances sont engagées dans de mêmes Interets, mais qu'encore les Armateurs des unes & des autres s'entendent si bien par Collusions mutuelles, que l'un pourra bien répondre pour l'autre, & c'est ce que L. L. M. M. promettent reciproquement de vouloir faire exécuter, & cela en même tems qu'on est convenu à l'égard des autres.

IX. Si quelqu'une des Parties engagées dans la Guerre venoit à prendre en mauvaie part que L. L. M. M. se font obligées *in Casu denegata Justitia* de se procurer Justice, & voudroit augmenter une Injustice par l'autre, faisant pour cette fin detenir ou confisquer les Vaisseaux & les effets de Sujets de l'une ou de l'autre de L. L. M. M. ou bien les incommode autrement de quelque manière que ce fut au préjudice des Traitez & du Droit de Neutralité; en ce cas L. L. M. M. ont résolu de passer de même à d'autres expédients soit par un arrêt général sur tous les Vaisseaux, de défense de tout Commerce par Mer ou par Terre, ou par moyens semblables, le tout à mesure & de la façon que les autres y donneront occasion par leur propre exemple & d'une manière qui fasse connoître à toute la Terre que ce qu'on entreprend du côté de L. L. M. M. n'est pas moins bien soutenu, que juste, & enfin si cela arrivoit, L. L. M. M. prendront cela pour *Casu fœderis defensionis*, comme du premier Traité, & se promettent mutuellement sur leur Parole & foi Royale, d'en accomplir entièrement la teneur, & de n'en point desister que la Partie offensée ne soit dûement dédommée & satisfaite.

X. L. L. M. M. n'ayant point d'autre but en tout ceci que de parvenir à ce qui est juste & équitable & de se maintenir & leurs Royaumes & Provinces dans l'Etat de Neutralité, mais nullement de faire tort ou injustice à qui que ce soit, Elles veulent fortement tenir la main à l'execution des Alliances qu'elles ont conclu avec d'autres Puissances ou Etats, comme aussi sur les Réglemens & Ordonnances qui pourroient être jugés nécessaires pour reprimer & prévenir toute sorte de Commerce illicite ou défendu; & puisque les Pais & Provinces de L. L. M. M. qui dépendent de l'Empire sont obligés d'en observer les Constitutions & Avocataires, L. L. M. M. ne permettront pas, que des Passeports soient accordez aux Habitans de ces Pais, pour aller & venir ou trafiquer directement avec les

ANNO Pais & Villes dont les sùdits Avocats ont obtenu la défense, ni qu'aucun Etranger obtienne leurs Passports pour une telle Navigation, ou bien abuse de ceux qui sont donnez pour quelqu'autre Voyage, mais Elles feront punir tout cela par la Confiscation, chacun en son endroit: on en excepte cependant tout trafic & négoce qui se pourroit faire des Royaumes de L. L. M. M. à leurs propres Provinces ou bien réciproquement des unes aux autres, lequel L. L. M. M. faciliteront au possible.

XI. L. L. M. M. sont pareillement convenués & ont promis de faire équiper & tenir prêts un certain nombre de Vaisseaux de Guerre pour appuyer & exécuter leur Traité.

XII. L'Alliance défensive de L. L. M. M. du 1. Février 1690. de même que la Convention pour le maintien du Commerce du 10. Mars 1691. dont il a été fait mention au commencement, seront ici confirmés de nouveau; les deux Traitez aussi-bien que le présent, dureront & subsisteront non-seulement jusqu'au temps déterminé dans les deux premiers, à sçavoir jusques au 1. de Février 1693. mais encore jusqu'à la fin de la Guerre, dans laquelle les Puissances Maritimes sont engagées; présent, en cas qu'elle se trainât au delà dudit terme: & si en attendant, il arrivoit que quelqu'une de L. L. M. M. ou toutes les deux vinssent à entrer en broüillerie, avec quelqu'autre Puissance ou Etat au sujet de ce qui est contenu dans ce Traité, alors l'obligation de se maintenir, & de s'assister mutuellement demeurera en son entier & en pleine vigueur, jusques à ce que le différent soit terminé & vuide.

XIII. On est convenu que l'échange des Ratifications de ce Traité se fera en trois semaines à compter du jour de la signature.

En foi de ce qui a été ainsi arrêté & conclu, nous avons signé le présent Traité de nos propres mains, & verifié par les Sceaux de nos Armes. Fait à Stockolme, le 17. de Mars 1693.

B.O. (L.S.) F.W. (L.S.) N.C. (L.S.)

CLIV.

5. Juil. Consens derer Herzogen zu Sachsen/Bernhards/Christians/Johann Ernests/und Ernests/über die zwischen Dero Herrn Brüdern Albrechten/und dessen Gemahlin Susannam Elisabetham gebohrne Gräffin Kempinsky/Anno 1689. geschlossene Eheveredung. Geben den 5. Julii 1693.

C'est-à-dire;

Consentement de BERNHARD, CHRISTIAN, JEAN ERNEST, & ERNEST, Ducs de Saxe, sur le Contrat de Mariage fait en 1689. entre leur Frere ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, & son Epouse SUSANNE ELISABETH Née Comtesse de Kempinsky. Donné le 5. Juillet 1693.

* Voyez le cy-devant avec le Contrat de Mariage sous le 1. Mai 1689.

CLV.

5. Juil. Declaration Herzogs Fridrich Wilhelmis zu Mecklenburg-Schwerin/gegen Herzogthum Mecklenburg und den

Fürstenthümmeren Ratzeburg und Schwerin der Eventual-Erb-Euldi-gung wolte erinnern lassen / welche von den Mecklenburgischen Land-Ständen Anno 1442. den Marggrafen zu Brandenburg geleistet worden; und dieses darinn / damit erriethe Land-Stände wissen mögen / daß sie nach Abgang des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes männlichen Geschlechts den lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg für einen Rechtmäßigen Succesoren und Erb-Herrn zu erkennen haben; woben gedachter Herzog zugleich die zwischen beyden Häusern Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reverfales de Anno 1442. renoviret / und auff die Fürstenthümmer Schwerin und Ratzeburg extendiret / mit niemand zu Präjudiz der Brandenburgischen Eventual-Succession zu tractiren promittirt / salvis tamen Juribus suis & Ducum Megapolitanorum, nebst stipulirung der hinterlassenden Fürstlichen Wittib zu leistenden Unterhaltung / und der unvermählten Princezinnen Versorgung und Aufstattung. Schwerin den 5. Julii 1693. [LUNIG Grundveste der Europäischen Potenzen Gerechtsamen Part. I. Cap. III. pag. 502. & LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 278. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans l'Information vom Ursprung des Königlischen Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an den Mecklenburgischen Reichs-Leben / in Beylagen sub Lit. CC. Append.]

C'est-à-dire,

Declaration de FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin, à FRIDERIC III. Elekteur de Brandebourg, portant que lorsque les Etats Provinciaux du Duché de Mecklenbourg, & des Principautés de Swerin & de Ratzebourg lui feront l'hommage qui lui est dû, il aura soin des les avertir de l'hommage de Succession eventuelle qui fut fait en 1442. par les Etats Provinciaux de Mecklenbourg, aux Marchgraves de Brandebourg, afin qu'ils sachent, qu'en cas d'extinction de la Ligne Masculine de la Maison Ducale de Mecklenbourg, ils devront reconnoître l'Elekteur & Marchgrave de Brandebourg alors regnant pour leur vrai & legitime Seigneur Hereditaire; Son Altesse Serenissime renouvelle en outre de sa part les Reverfals passés l'an 1442. entre les deux Maisons de Brandebourg & de Mecklenbourg, & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg; avec Promesse de ne faire aucun Traité avec qui que ce soit, au prejudice de la Succession eventuelle de Brandebourg, se reservant au reste à lui & à ses Successeurs Ducs de Mecklenbourg la libre Disposition de ses autres Droits, aux Duchesses Veuves leur Subsistance, & aux Filles leur

ANNO
1693.leur Alimentation & Dotation. A. Swerin le 11.
Juillet 1693.

On Gottes Gnaden Wir Friederich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / tot. Tit. übertunden und bekennen hiermit für uns / und unsere Erben und Successores Herzoge zu Mecklenburg / daß wir uns gegen den Durchleuchtigen Fürsten / Herrn Friederich den Dritten / Marggrafen zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erb-Kammerern und Churfürsten / wegen der von Seiner kñben verlangender Erbhuldigung in den Mecklenburgischen Länden / als auch in den beyden für Wismar / Pöel und Neustadt surrogirten Fürstenthümen Schwerin und Raseburg / dergestalt Fremd-Beiderlich erklärt haben / erklären uns auch in Krafft dieses hiermit nochmals dahin / daß wir bey ersolgender Unser Landes-Huldigung nicht allein in Unseren Herzogthum / nach Maßgebung der Anno 1442. errichteten Reversalen sondern auch in den beyden surrogirten Fürstenthümen / Schwerin und Raseburg / zumahlen da Ihre Kaysersliche Majestät dem Chur- und Marggräflichen Hause Brandenburg allbereit die Belohnung und Confirmation der eventualen Succession auf die Mecklenburgische Lände / auch in specie auf die Fürstenthümer Schwerin und Raseburg ertheilt haben / diese Anzeige wollen thun lassen / daß weil wie vorgedacht / in Anno 1442. die damalige Mecklenburgische Land- & Stände in Präsenz der Herzogen zu Mecklenburg / die Eventual-Erbhuldigung gethan / Sie die Land- & Stände im Herzogthum Mecklenburg / auch in den Fürstenthümen Schwerin und Raseburg dessen erinnert werden / auf daß Sie / wann nach göttlicher Schickung der Fall des gänzlischen Aussterbens des Fürstlichen Mecklenburgischen Stammes Männlichen Geschlechtes sich ereignet / wissen mögen / an wem Sie sich zu halten / und wen Sie für einen rechtmässigen Successoren und Ihren Erbherrn / nemlich den als dem lebenden Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / und dessen Successoren zu approbiren und zu erkennen haben / darnach Sie sich zu richten.

Wir wollen auch die damaligen nemlich in Anno 1442. zwischen dem Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / und denen Herzogen zu Mecklenburg errichtete Reversalen hiermit alles Inhalts / gleich wären Sie wörtllich andero gesetzt / renovirt / und zugleich auf Unsere beyde Fürstenthümer Schwerin und Raseburg in Krafft dieses extendirt haben / in gleichen Seiner kñben das Protocol . so bey Unserem künftigen Huldigungen wird gehalten werden / einschieken / damit dieselbe sehen mögen / daß die Notification obgeschriebener massen geschehen sey / Wir zweifeln auch nicht / daß Unsere Successores an der Regierung solche Anzeige werden geschehen lassen / solte aber über Verhoffen dieselbe nachbleiben / so soll doch deren Unterlassung Seiner kñben an dero ohne dem gungsam fundirten Successions-Recht zu keinem Nachtheil gereichen.

Wir erklären uns auch gegen Seiner kñben Fremd-Beiderlich dahin / daß wir und unsere Successores an der Regierung Seiner kñben und Ihrem Chur- und Marggräflichen Hause / der obgedachten Eventualen Succession halber zum Präjudiz mit niemand uns engagiren und tractiren wollen / bedingen aber hieby / daß uns und unsere Successoren / so lange von Unserem Hause Mecklenburgische Herren im leben seyn / nach wie vor / die Landes-Regierung / freye Disposition in Unseren Herzog- und Fürstenthümen ohne Eintrag geruhig / als auch dasselbe / was uns und unseren Nachkommen / Herzogen zu Mecklenburg / als Reichs-Fürsten / vermöge der Reichs-Constitutionen und des J. gaudeant. Instrumenti Pacis Osbragenensis competiret / unbeschrenket gelassen / dan auch / daß künftigt dem letzten Landes-Herrn / Herzogen zu Mecklenburg freye Hände bleiben / von den Allodialibus zu testiren / oder sonst zu disponiren / auch die alsdan hinterlassene Fürstliche Witwen eine oder mehr / auch die unvermählte Princeßinnen zu versorgen / auch wann Standmässige Personen Sie beyrathen wollen / daß sie alsdan nach Ihrem Fürstlichen Stande ausgehuetet werden / da über das Ihnen auch die Fräulein-Steuer aus dem Lande / wie es mit den Land- & Ständen verglichen / gebühret / und gereicht werden soll / wie auch daß Unseren Land- & Ständen und Einwohnern / so wohl im Herzogthum Mecklenburg / als den beyden Fürstenthümen / Schwerin und Raseburg / Ihre Privilegia / Freyheiten / Gerechtigkeiten und wohlverbrachte Gewohnheiten beybehalten / und von den Chur-Fürsten und Marggrafen / wann dieselbe Gottes Willen zur Succession gelangen / renovirt und confirmirt werden mögen. Wie dan auch

ANNO
1693.
wir zu Ihrer kñd. das Fremd-Beiderliche Vertrauen haben / Sie werden und wollen uns in Unseren / und unser Hauses Angelegenheiten allemahl nach Recht und Billigkeit Fremd-Beiderlich assistiren.

Die Grenz-Streitigkeiten und andere Freungen / so zwischen dem Churfürstlichen Marggräflichen und Unserem Fürstlichen Mecklenburgischen Hause noch unentschieden / mögen und sollen durch gültliche Wege / inden von jedem Theile einige Räte darzu allemahl zu deputiren / abgethan / oder falls in Güte es nicht zu heben / der Weg Rechtens erwehlet und prosequirt / desfalls aber de facto zu verfahren / soll nicht verstatet werden. Übertundlich haben wir dieses mit Unserem Fürstlichen Hand-Zeichen und Inseigel corrobort und bestätigt / So geschehen auf Unser Residenz und Besung Schwerin / den 12 / 22. Jul. Anno 1693.

(L.S.)

app.

Friederich Wilhelm.

Gegen-Erklärung Ihro Churfürstlichen Durchleucht Friederich des III. zu Brandenburg / gegen Herzog Friederich Wilhelm zu Mecklenburg-Schwerin / daß Sie mit vorgehender des Herzogs Erklärung content seyn / auch dero Jus succedendi den Mecklenburgischen Landes-Fürstlichen Juribus nichts präjudiciren solle / Sie auch die stipulirte Conditiones erfüllen wollen ; Wo- bey die de Anno 1442. zwischen dem Haus Brandenburg und Mecklenburg errichtete Reversales renovirt / und gleichfalls auf die Fürstenthümer Schwerin und Raseburg extendirt / auch hochbefagtem Herzogen und Dero Haus alle vermögensame Assistenz in Ihren und Ihres Hauses und Landes-Rechts-gearindeten Angelegenheiten / zu deren Beruhigung und Conservation verheissen wird. Zu Potsdam den 11. Juli 1693. [Information von Ursprung und Verfolg des Königl. Preussischen und Marggräflichen Brandenburgischen Eventual-Successions-Rechts an Mecklenburg in Venedig. sub Lit. D.D. & apud LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 279.]

C'est-à-dire,

Declaration reciproque de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg , à FRIDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Swerin , portant que Son Altesse Electorale est contente de celle qu'il lui a faite , & qu'elle n'entend pas que son Droit de succeder aux Duchés, Territoires, & Droits de Mecklenbourg , puisse ou doive leur porter quelque prejudice ; S. A. E. y promet en outre d'accomplir toutes les Conditions , stipulées par le Serenissime Duc ; Elle renouvelle de sa part les Reversaux passés l'an 1442. entre la Maison de Brandebourg , & celle de Mecklenbourg , & les étend aux Principautés de Swerin & de Ratzebourg : Enfin elle promet toute l'Assistance possible au Serenissime Duc & aux Siens , pour la conservation & la tranquillité de Sa Maison dans ses affaires qui se trou-

ANNO
1693.veront fondées sur le Droit Provincial. A Pots-
dam le 12. Juillet 1693.

Wir Friedrich der Dritte von Gottes Gnaden /
Marggraf zu Brandenburg / des Heiligen Rö-
mischen Reichs Erbschammerer und Churfürst /
in Preussen zu Magdeburg / Cleve / Jülich / Berge / Stet-
tin / Pommern / der Cassuben und Wenden / auch in
Schlesien zu Gressen und Schwiebus Herzog / Burggraf
zu Nürnberg / Fürst zu Halberstadt / Minden und Camin /
Graf zu Hohenollern / der Mark und Ravensberg /
Herr zu Ravensstein / wie auch der Lande Lauenburg und
Bütow / 2c. Myrkunden und bekennen hienit für Uns
und Unsere Erben Successoren / Churfürsten und Marg-
grafen zu Brandenburg / Als der Durchlauchtig / Hoch-
gebohrne Fürst / unser freundlicher lieber Vetter / Herr
Friedrich Wilhelm / Herzog zu Mecklenburg / Fürst zu
Wenden / Schwerin und Rakeburg / auch Graf zu
Schwerin / der Lande Rostock und Stargard Herr / sich
gegen Uns wegen der Erbshuldigung in dem Herzogthum
Mecklenburg / auch den surrogirten Fürstenthümern
Schwerin und Rakeburg / in Erinnerung der in Anno
ein tausend vier hundert zwey und vierzig zwischen den
Churfürstlichen und Marggräflichen und denen Fürstlichen
Mecklenburgischen Häusern errichteten Reversalen / also
erkläret haben / daß wir mit Jhro Edd. befalls freunds-
betrülich content und der Zurecht seynd / Jhre Edd.
und dero Erben und Successoren werden denselben vers-
prechener massen nachkommen / daß wir demnach / für
Uns und Unsere Successoren und Nachkommen / Herzogen
zu Mecklenburg hienit versprechen und zusagen / daß das-
selbe / was vor hochgenidte Jhre Edd. in dero Uns zu-
gestellt Declaration und Erklärung sub dato Schwer-
in den 12. 22. Jul. dieses 1693. Jahres wegen der un-
geschindten Landes-Fürstlichen Regierung und Disposition
in dero Herzog-Fürstenthümern und Landen und des
Jhro Edd. und Jhren Successoren / als Reichs-Fürsten/
competirenden Fürsten-Rechts / vermöge der Reichs-Con-
stitutionen und des §. Gaudeant, Instrumenti Pacis
Omnibugentis, als auch fürstlich auf den Erledigungs-
Fall die Testir-oder Disposition wegen der nachlassenden
Allodial-Güter / Versorgung der Fürstlichen Witwen und
Princessinnen / auch deren Aussteuer / was Sie Stand-
mäßig vernahlet wurden / wie dan auch wegen Renovir-
Confirmir und Extendirung der Land-Stände Privile-
gien / Freyheiten und wohl hergebrachten Gewohnheiten /
so wohl in dem Herzogthum / als denen beiden Fürsten-
thümern Schwerin und Rakeburg / und im übrigen
ausbedingen und reservirt haben / dergestalt als wan es
wordlich anhero gescheet wäre / von Uns und Unseren
Successoren / denen Churfürsten und Marggrafen zu
Brandenburg / Jhrer Edd. und dero Successoren gesal-
ten und prästirt werden soll. Wir renoviren auch die
zwischen Unseren beiderseitigen Vorfahren und Ahn-
Heren denen Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg
und Herzogen zu Mecklenburg in denen alten Jahren /
als in Anno 1442. errichtete Vergleich und mutuelle
Reversalen / gleich wären dieselbe wordlich anhero inseri-
ret / und extendiren dieselbe auf die beide surrogirte
Fürstenthümer Schwerin und Rakeburg / wir versprechen
auch vor Uns und Unsere Erben und Successoren die
Churfürsten und Marggrafen zu Brandenburg / daß wir
Jhro Herzog Friedrich Wilhelm Edd. und dero Fürst-
liche Haus und Linie alle vermögliche Assistenz in- und
außerhalb Gerichts / in Jhren und Jhres Hauses und
Landes Rechts-gegründeten Angelegenheiten / zu deren Be-
ruhigung / Conservation und dessen erweisen wollen / des-
sen zu Urkund haben wir dieses mit Unseres Nahmens
Unterschrift und Churfürstlichen Insignel corroborirt
und bekräftiget. So geschehen und gegeben zu Potsdam
den 12. Jul. 1693.

Friedrich Churfürst.
(L.S.)

E. v. Dantzelmann.

CLVI.

CES-UNIES des Pais-Bas. Fait au Camp d'Es-
quelmes le 26. Juillet 1693. [Pièce authentique
tirée du Registre des Résolutions des Consaux
de la Ville & Cité de Tournay.] ANNO
1693.

Messieurs les Deputez des Ecclesiastiques &
Nobles des Estats & du Magistrat de Tour-
nay pour la Banlieue & Dependence de la-
dite Ville, sçavoir Dom François le Grand Abbé de
Saint Martin, Messire Noel Porrois Abbé de Saint
Nicolas Desprets, Jean Baptiste Dubois Bailly de
Rûme, Jean Scorian Bailly d'Espierres, Charles Cop-
pin Bailly de Pecq, & Robert du Jardin Conseiller
Pensionnaire desdits Estats & Pierre de Cocq Juré de
la Ville, étant deüement autorizés par lesdits Estats
& Magistrat respectivement, ont déclaré qu'en suite de
leur Pouvoir, ils sont aujourd'huy vingt-sixième de
Juillet 1693. venus se fousmettre à la Contribution
imposée de la part de Sa Majesté Catholique & des
Seigneurs des Estats Generaux des Provinces-Unies
depuis la Declaration de cette Guerre, jusques & y
compris les Mandemens du mois de May dernier qui
finiront au mois d'Avril 1694. & ayant esté recognu
que toutes les Impositions faites dans toutes leurs Es-
peces pendant le temps susdit qui est de cinq années,
importent (deduit nonante neuf mille quatre cens cin-
quante Florins pour l'Impost des quoties des Villages
qui sont par de là l'Escout & les Lignes) la Somme
de huit cens soixante trois mille huit cens vingt-quatre
Florins quinze Pattars, sur laquelle Somme Monsieur
le Comte de Bergeyck du Conseil d'Estat & Tresor-
ier General des Domaines & Finances de Sa Majesté
Catholique au Pays-bas pour la part de Sadite Majesté,
& Monsieur de Sandra Receveur & Directeur des
Contributions au District de Flandres pour la part des
Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ont
bien voulu faire une moderation de cinquante mille
Florins sous l'Aggregation tant de Son Altesse Electro-
rale de Baviere que des Seigneurs des Estats Generaux,
nous Deputez susdits nous sommes obligez, comme
nous nous obligeons par cette de payer la Somme
restante de huit cens treize mille huit cent vingt-quatre
Florins quinze Pattars dans la Ville de Gand, An-
vers, ou Bruxelles à notre choix aux Termes cy-après
declarez, sçavoir l'Impost des trois premieres années
de tous les susdits Mandemens en deux Termes par
egales portions, le premier douze jours après la date
de cette Obligation & l'autre trois semaines après, de-
duction à faire de tout ce que les Communautés des
deux Corps ont payé respectivement tant l'année 1689.
qu'à present: Et les deux années restantes pareillement
en deux Termes l'un trois mois après le dernier paye-
ment precedent, & l'autre endens les trois mois en-
suivans, sauf à augmenter ou diminuer à la susdite
Somme toute erreur de fait & de calcul.

Et pour l'assurance dudit paiement nous avons don-
né en otage les Personnes de Dom François le Grand
Abbé de Saint Martin, Jean Baptiste du Bois Bailly de
Rûme, Jean Scorian Bailly d'Espierres, Laurent du
Bus Lieutenant Bailly de Warcoin &
Bailly de Rongy pour les Estats du Tournais &
Pierre de Cocq, pour la Ville, qui volontairement ont
consenti de refter pour Ostages & assurance de ladite
Somme, avec faculté neantmoins de pouvoir renou-
veler & remplacer lesdits Ostages par d'autres Ecclesiasti-
ques & Seculiers du Corps desdits Estats & Magistrat
de la Ville en pareil nombre & de mesme Caractere, en
advertissant toutesfoies auparavant Monsieur le Comte
de Bergeyck & des Personnes par lesquelles ils voudront
remplacer ceux qui seront les premiers en Ostages, &
alors il leur sera depeché les Passeports & Sécurité
gratis pour aller & venir, & aussitot que Messieurs les
Estats du Tournais & le Magistrat de la Ville auront
donné des Securitez pour le paiement de ladite Somme
entiere, ou celle qui pourroit refter après les payemens
faits dans les Villes d'Anvers, Gand, ou Bruxelles à
leur choix, à la satisfaction toutefois de Son Altesse
Electrale, & des Seigneurs Estats Generaux des Pro-
vinces-Unies, ils seront mis en entiere Liberté, & on
leur donnera des Passeports gratis pour retourner à
Tournay.

Et parmy cette Soumission & Accord de la Contri-
bution, les Personnes tant Ecclesiastiques que Seculieres
qui sont deputez & entrent dans l'Assemblée des Estats
du Tournais, leurs Huissiers, les Baillis, Greffiers, &
T

26. Jul. Traité par lequel les Etats de TOURNAY & de
TOURNAYIS se fousmettent aux Contribu-
tions exigées par le Roi CATHOLIQUE, &
par L. H. P. les Estats Generaux des PROVIN-
TOM. VII. PART. II.

ANNO
1693.

& Collecteurs des Communautés dudit Tournes & aussi ceux de la Banlieue de la Ville pourront parmy Certificat du Greffier desdits Estats & de la Ville aller & tenir librement dans tout le Tournes, plat Pais & Places de France en toutes sortes de Voitures, avec leurs Familles, Domestiques armés contre les Voleurs & Equipage, nonobstant qu'ils resideroient dans la Ville de Tournay.

Fait au Camp d'Esquelmes le vingt-sixieme du mois de Juillet mille six cent quatre vingt-treize, signé François Abbé de Saint Martin, Noé Abbé de Saint Nicolas, J. B. du Bois, J. Scorian, Charles Coppin, du Jardin, P. de Cocq.

Nous soubfignez Comte de Bergeyck du Conseil d'Estat & Tresorier General des Domaines & Finances de Sa Majesté, & Abraham Sandra Receveur & Directeur des Contributions de la part des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, declarams d'avoir accepté, comme nous acceptons par cette l'Obligation cy-dessus en duplicat de Messieurs les Deputez des Estats de la Ville de Tournay & Tournes pour le payement de la Contribution de cinq années de cette Guerre qui finiront au mois d'Avril 1694. Et nous leurs avons ensuïte delivré les Sauvegardes pour toutes les Communautés, par lesquelles elles sont printes sous la Protection & Sauvegarde de Sa Majesté fait au Camp d'Esquelmes le 26. de Juillet 1693. Signé le Comte de BERGEYCK & ABRAHAM SANDRA.

Nous Les Estats du Bailliage de Tournay & Tournes ayant veü & examiné le Traité cy-dessus mentionné, fait & accepté le 26. de Juillet 1693. au Camp d'Esquelmes sur l'Escault entre Monsieur le Comte de Bergeyck pour le Roy Catholique & Monsieur Abraham Sandra pour les Estats Generaux d'une part, & les Sieurs Deputez de nous Estats d'autre, au sujet de cinq années de Contributions demandez sur notre Departement, avons icelui agréé, ratifié & confirmé, agreons, ratifions & confirmons en toute sa forme & teneur. Fait en notre Assemblée du jourdhuy 28. dudit mois de Juillet 1693. resmoin le Greffier desdits Estats soubfigné, signé J. DU CHAMBEY.

Nous Prevost & Jurez Mayeur & Eschevins de Tournay faïans les Consaux & Estat de ladite Ville, declarams qu'après avoir pris inspection du Traité que dessus nous le ratifions en notre esgard, & l'avons pour agreable, en foi de quoi nous l'avons fait signer de notre Greffier ce 29. Juillet 1693.

Signé,

A. L. JACQUERIE.

Après Collation faite au Registre des Résolutions de Messieurs les Consaux de la Ville & Cité de Tournay où les Actes cy-dessus se trouvent enregistrez, la presente Copie y est trouvée accorder par le Greffier Civil de ladite Ville soubfigné, son Seing cy-mis jointement le Cachet secret de la mesme Ville, le 8. Juin 1708.

(L.S.) BULFFELART.

CLVII.

DANE- Traité entre CHRETIEN V. Roi de Dannemarc,
MARC ET & la Maison de BRUNSWIC-LUNE-
BRUNS- BOURG, pour la Démolition de Ratzebourg.
WIC- Fait le 9. Octobre, 1693. [Lettres Historiques
LUNE- du mois de Novembre, 1693. d'où l'on a tiré
BOURG. cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. V. Abtheil.
IV. Absatz IV. pag. 163.]

Au nom de la Tres-sainte Trinité.

S Achent tous presens & à venir, que les Differens survenus entre Sa Majesté le Roi de Dannemarc, de Norwege, &c. & la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, Zell, & Hanover, &c. au sujet des nouvelles Fortifications de Ratzebourg & de la nombreuse Garnison qu'on y avoit mise, ont été ajustez à l'amiable de la maniere suivante, par la Médiation de l'Empire, des Rois d'Angleterre & de Suede, de l'Electeur de Brandebourg, & de Messieurs

les Etats Generaux des Provinces-Unies, qui se sont rendus Garands de ce Traité d'Accommodement.

ANNO
1693.

I. La bonne Intelligence, qu'il y a eu ci-devant entre le Roi de Dannemarc, & la Serenissime Maison de Lunebourg sera renouvelée & rétablie, & tout ce qui s'est fait de part & d'autre au sujet de leurs différens sera entierement oublié.

II. La Serenissime Maison de Lunebourg s'engage, de faire démolir les Fortifications faites à Ratzebourg, tant interieures, qu'exterieures, de commencer cette Démolition un jour après la Ratification du Traité, & de la faire continuer avec tant de diligence, qu'elle puisse être achevée dans trois semaines pour le plus tard.

III. Cette Serenissime Maison s'oblige encore de retirer ses Troupes de Ratzebourg & de leur faire repasser l'Elbe après la Démolition des Fortifications de cette Place; mais il lui sera permis de laisser deux cens Hommes dans le Duché de Saxe-Lawembourg.

IV. Le Roi de Dannemarc promet de son côté de faire rentrer dans ses Etats toutes ses Troupes, après la Ratification de ce Traité; tant celles qui sont devant Ratzebourg, que dans le reste du Pays de Saxe-Lawembourg, & de leur faire entierement évacuer ce Duché quatre jours après la Ratification du Traité, hormis deux Regimens de Cavalerie & six Bataillons, qui resteront auprès de l'Artillerie, qu'on pourra y laisser quinze jours, au cas qu'elle ne puisse être transportée plutôt: à condition que ces deux Regimens de Cavalerie, & ces six Bataillons ne pourront exiger du Pays que le Fourrage & l'utencilie, Sa Majesté Danoise s'obligeant de leur fournir le Pain & les autres Vivres dont ils auront besoin. Il sera permis aux Danois d'entrer dans Ratzebourg & d'en sortir après la signature du Traité, & leur Artillerie sera retirée des Batteries, & conduite à un mille de là immediatement après la Ratification, pour y rester avec les Troupes susdites, jusques à ce qu'elle soit voiturée hors du Pays; ce qui sera, ainsi qu'il a esté déjà dit, dans quinze jours au plus tard.

V. On est encore convenu, que toutes les Hostilités de part & d'autre cesseront dès le jour que le Traité sera signé; qu'outre les Contributions mises par le Roi au mois d'Août dernier, on n'en établira point de nouvelles, & on n'exigera absolument rien du Pays. Que les Generaux des Troupes de Sa Majesté Danoise feront observer une exacte Discipline dans leur retraite, & feront châtier severement ceux qui pourroient entreprendre de commettre quelque desordre.

VI. Sa Majesté Danoise ne se mêlera plus en aucune maniere dans la Succession de Saxe-Lawembourg contre la Serenissime Maison de Lunebourg; & ne la troublera pas non plus dans la Succession ou jouissance de ce Pays, directement, ni indirectement; mais laissera entierement cette affaire à la decision des Arbitres ou Juges choisis à cet effet.

VII. Les Hauts Mediateurs demeureront Garands de l'execution du present Traité, dont leurs Ministres Plenipotentiaires ont promis de rapporter leur Ratification dans le tems de six semaines.

CLVIII.

Tractat zwischen dem Herzog von Lön- 9. Nov.
gueville als Obristen Land-Herrn der
Graffschafft Newenburg und Valengis,
und dem Canton Lucern / wodurch
dieser letztere den ersten mit denen
Schlosseren und Städten bemelter
Graffschafft zu seinen ewigen Burge-
ren aufnimmt / und dieselbe vor allen
Gewalt zu schützen verspricht. Geschehen
auf Montag den 9. Wintermonat
nach Christi Geburt 1693. [LUNIG
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Continuat. I. Abtheilung I. Anhang
IV. Absatz / von Schweiz. pag. 303.
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve
aussi dans LEIBNITZ Mantissa Cod.
Jur.

ANNO *Jur. Gentium Diplom. Part. II. pag.*
1693. 126.]

C'est-à-dire,

Traité entre le Duc de LONGUEVILLE en qualité de Comte de NEUFCHÂTEL & de VALLENGIN, & le Canton de LUCERNE, par lequel ledit Canton le reçoit en sa Combourgeoisie, avec les Villes, Châteaux & Hommes du Comté, promettant de le secourir & défendre contre toute violence, Fait le Lundi 9. de Novembre 1693.

Es die Schuttheiß / klein und große Râth / so man nennet die hundert der Stadt Lucern / thun kund und wissen öffentlich hiemit / die weilen zwischen denen Durchleuchtig und Hochgebohrnen Fürsten / denen Herren Herzogen von Longueville / als Obersten Landfürsten der Graffschaft Neuenburg und Valendis von dieser Graffschaften wegen / under welchen Stadt und Ständen löblicher Eydgnoßschaft von sehr viel Jahren dahero eine aus- und einmüthige Vereinigung und ewiges Bürgerrecht gestanden / mit Nahmen aber entzwichen dem Weiland Durchleuchtig und Hochgebohrnen Fürsten und Herren Philippen Marggrafen zu Hochberg löblicher Gedächtnis / bey lebzeiten Marschallen zu Burgund / Grafen und Oberherren zu Neuenburg / Herren zu Kœren und Saufenburg eines / und unsren fromb- und ehrenden / lieben Regiments Vorberer anderen theils / eine solch Einung und ewig Bürgerrecht geschlossen / und auf St. Maria Magdalena Abend des funffzehnhundert und ersten Jahrs in der Stadt Lucern ordentlich verbriefet: auch nach Absterben des hochgedachten Herrn Marggrafen ein solches mit Ihro Fürstliche Durchleuchtig und nahmlichen Anno 1503. mit dessen nachgelassen Ehelicher Tochter der Frewlin Johanna / in dem nechsten Jahr aber Anno 1504. darauf mit dero Ehemann dem Herrn Ludwig von Orleans / nachmaligen Herzogen zu Longeville wiederum erneuert / und Anno 1524. umb dessen Bestätigung entzwichen der obhohgedachten Frawen Johanna / und unsren lieben Vorelteren nachmaligen Actus ausgewehlet / endlich dasselbe auch Anno 1570. von Ihro Fürstliche Durchleucht dem Herrn Leonor von Orleans Herzogen zu Longueville und Tourville, auch unsren in Gdt ruhenden Vorfahren erneuert und verschrieben worden / wie es dan die deshalb gefertigte Haupt-Briefweisen / auf welche man sich beziehet;

Deshalber und in Insehung / das eine solche gute Verstandnis und Bürgerrecht zu besanigen guten Ersprißchen wohl ausgeschlagen / und erschaffen; So haben zu Erhaltung einer so alten / und versienigen Freund- und Nachbarschaft Ihro Fürstliche Durchleucht Herr Heinrich Juli von Bourbon, Fürst von Condé, und Fürst von Königlichem Gehlich / Pair und Grand Maitre von Frankreich / Herzog von Anguien und Châteauroux &c. Ihrer Aller Christlichen Königlich Majestät zu Frankreich Gubernator und Oberst Statthalter in denen Provinzen Burgund und Breffe ic. als Ehren-Vorsteher ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von Longueville, Obersten Landfürsten der Graffschaft Neuenburg und Valendis, dieneilen obhohgedachte Ihre Fürstliche Durchleucht dem Herrn Herzogen zu Longueville und Ober-Herrn der Graffschaften Neuenburg und Valendis, erleidender stets selbs-Ohpäpßlichkeit halber / ein solches in Person zu verrichten / wie sonst es das Herkommen mitbracht hätte / ohnmöglich sallet / in dero Nahmen / und als dero ordentlicher Ehren-Vorländer durch ihre hierzu mit vollkommen Gewalt versehene Abgesandte / die hochgedachte Wohlbele / auch Eble / Gstreng / Vornehm und Waise Herren / Herrn von Affry Gubernatoren und dero General-Statthaltern in gedachter Ober-Herrschaft / wie auch die Herren Abraham Chambrier Atmeyer zu Valendis, Herrn Johann Heinrich Brun Herrn zu Olets / Canslieren der gesagten Ober-Herrschaft / Herrn Jonas Hory Vogten zu Boudry, Herrn Michel Bergson Meyeren zu Neuenburg / alle vier Standts-Râth der mehrerwehnten Graffschaft Neuenburg und Valendis; gedachte Vereinigung und ewige Bürgerrecht mit uns wiederum erneuerten / und dasselbe auf hocherwehnte ihre Fürstliche Durchleucht des Herrn Herzogen zu Longueville, dero Erben und ewigen Nachkommen in guten Treuen zu erhalten schweyren wollen /

TOM. VII. PART II.

in massen hochgedachte ihre Fürstliche Durchleucht durch gedachte mit vollkommen Gewalt versehene Abgesandte hierumb an uns gemienende Werbung thun lassen / und uns sambt unsern Städt / Land und Leuten mit Ihrer freundlichen Bewilligung zu ihren / das ist / als ihren Vorsteher / und in Nahmen oft hochgesagt ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von Longueville, und Obersten Land-Fürsten / und Herrn zu Neuenburg und Valendis, von dieser beyder Ober-Herrschaften wegen / zu ewigen Bürgern empfangen / und das obangezogene ewige Bürgerrecht mit uns erneuert und bestätiget haben; Warüber auch wir die zu Anfangs ernante / Schuttheiß / klein und große Râth / so man nennet die hundert der Stadt Lucern, aus gleichen / und denen obangezogenen Grund und Ursachen hiemit widerstlichen / und in Krafft des gegenwärtigen / das ermette ewige Bürgerrecht / wie es die alte Bürger-Brief austretten / und welche hiemit in ihren Kräften bleiben und bestât seyn sollen / bestätiget und erneuert haben / bestätigen und erneuern auch dasselbe mit gegenwärtigen / wie ein solches von Articul zu Articul hernach folget.

Namblichen / und dieneilen wir in Insehung derselben Liebe und Freundschaft obhohgedachte Ihre Fürstliche Durchleucht dem Herrn Herzog zu Longueville, als Obersten Landhern der Graffschaft Neuenburg und Valendis, dessen Erben und ewige Nachkommen / mit denen Stätten / Schloßeren Land und Leuten der Graffschaft Neuenburg und Valendis, zu unsren ewigen Bürgern auf und angenommen / sie auch hiemit wissentlich und in Krafft des Briefs zu unsren ewigen Bürgern annehmen und empfangen / also das wir dieselbe / auch dero Land und Leut in gedachten Graffschaften Neuenburg und Valendis nun / und hinnach zu recht / und vor Gewalt handhaben wollen / nach laut und Zaag unsres Statutrechts und löblichen alten Herkommen.

So bleibet noch weiters beredt / ob hochgedachte Ihre Fürstliche Durchleucht / dero Erben und Nachkommen chemist unser Raths Vorstschaffen zu brauchen nothdürftig / und die erforderen würde; alsdan wir ihnen die erlauben / und bewilligen sollen; es sollen auch wir beyde Theil / und alle die unsren uns zimlicher inländischer Rechten gegen einanderen begnügen / und was alsdan gesprochen wird / darbey zu bleiben / ohne weiter weigern / ziehen und appelliren / fürderlich / und ohne Verzug recht ergeben zu lassen / und das keinewer Theil den anderen mit frembden Ausländischen Gerichten und Rechten nit bekümmern / fürnehmen / noch beschweyren soll / angeschlossen umb Ehe und offen Bunder.

Ob sich aber begeben wirt / das Epen oder Wiederwille zwischen hochernete Ihre Fürstliche Durchleucht dero Erben und Nachkommen und uns den Schuttheissen / Râth und gemeinen unsren Bürgern auch ewigen Nachkommen auffstünde: so soll doch darumb nichts unfremdliches gehandelt und fürgenommen werden / sondern so soll jeder Theil den anderen zu. Recht und Aufstrag fürfordern / geben Biel / dahin dan nach der Erforderung der Theil / so also erfordert wird / in vierzehn Tagen den nechsten darnach kommende dem Rechten statt thun / und daselbst jedweder Theil zween ehreare aus dem Bezirt der Eydgnoßschaft errieete Männer zu den Eyänen sehen / die auch loben und schwören sollen einen Eyd zu Gdt / und den Heiligen / solch Freung / und Eyän von beyden Theilen mit Klagen und Antworten nach Nothdurfft zu hören / und demnach zu besuchen / ob sie die mit beyder Theilen Willen und Wissen / betragen und gerichten mögen / und ob das nit beschehen mag / so sollen sie dan das Recht in drey vierzehn Tagen den nechsten aussprechen / wie sie das ihr Eydt und Ehre weyßt / und wie das also von ihnen gemüthlich / oder dem mehreren Theil ausgesprochen wird / das auch dem von uns beyden Theilen gerentlich nachdangen werden solle / ohne alles weiter ziehen / weigern und appelliren.

Ob aber die zugesetzten in ihren Sprächen oder Erkantnissen zersiehend / und sich gleich theilen / so soll unser des Theils zugescher so zu Tagen erfordert wird / und des die Anspruch ist / und aus dem anderen Theil ein gemeiner Mann / der sie zu aller Sach der scheidlich und gleichest bedunet / und der das vor darum dis Briefs nit verlobt / noch versprochen hat / kiesen und nennen / und der von dem Theil / dem er zuhoert / daran genieszen und gehalten werden / sich des anzuehmen / und bey dem Eydt sich zu verbinden / solch Sach wie oblich fürderlich auszuwichen / und entweder zugesetzten gesprochene Urtheil / so ihm die besser / und gerecht sein beduncket / in so viel Reits / als vorlieb / folgen und gehalten soll / und weder Theils zugesetzten Urtheil er also gebet / und sol-

T c 2

get /

ANNO
1693.

ANNO 1693. get / das die auch dan die mehr seyn / und dero wie ob-
sieht nachgangen werden soll / ohne alles weiter weigern
und appelliren / ohne Gescheht.

Doch so behalten wir uns hierin lauter vor / den hei-
ligen Stuhl zu Rom / das heilige Römisch Reich als von
des Reichs wegen / und alle die / mit denen wir vor datum
des ersten Burger-Briefs mit Herrn Marggrafen Phi-
lippen von Hohenberg aufgerichteter / in Bündnis / Einung /
oder Verschreibung seynd / ohne Gescheht.

Wie nun Hochgedacht ihre Fürstliche Durchleucht
Herr Heinrich Juli von Bourbon, Fürst von Condé und
Fürst von Königlichem Geblüt re. als Ehren-Vorsteher
ihrer Fürstlichen Durchleucht des Herrn Herzogen von
Longueville als Obersten Landt-Herrn der Graffschaft
Neuenburg und Valendis, in dessen Namen / und von
wegen als obachtet / durch mehr wohlerannte dero Herren
Abgesandte dieses ewige Burgerrecht in Treuen und ohn-
verbrüchlich zu halten und zu erhalten / in ihaer Stadt
und zu unsern Händen öffentlich gelobt / versprochen und
geschworen haben / welches ihre Fürstliche Durchleucht
der Herr Herzog von Longueville auch selbst Persönlich-
chen in unser Stadt wurde gelobt und geschworen haben /
won von der statts anhaltenden Leids-Ompfänglichkeit ihro
ein solches nit ohnmöglich gefallen wäre / alles in der
Maas wie solches von Weiland Ihro Fürstliche Durch-
leucht dem Herrn Marggrafen Philippen von Hohenberg /
und anderen dero Herren Vorfahren lobseligen Gedäch-
tnis von wegen dero oberwehnten Oberherrschaft zu Neuen-
burg und Valendis und unsern lieben Vordereu gelobt
und geschworen worden.

So haben eben gleicher gestalten auch wir die Schult-
heis / klein und große Rätch der Stadt Lucern zu Han-
den hochgedacht Ihro Fürstlichen Durchleucht des Herrn
Herzogs von Longueville, dessen Erben und ewigen Nach-
kommen / als Obersten Landt-Herrn der Graffschaft Neuen-
burg und Valendis, auch ihrer Fürstlichen Durchleucht
des Herrn Fürsten von Condé so als Ehrenvorsteher wie
obachtet / dero Herren Abgesandten dem Herrn von Affry
Gubernatoren und General-Statthaltern zu Neuenburg
und Valendis dieses hehbedeute Burgerrecht / väst / siecht /
und ohnverbrüchlich zu halten angelobt versprochen und
geschworen / ohn alle Geschehte.

Dessen dan und obgenelter Dingen aller zu wahren
und vesten Urkundt wir an diesen Brieff unserer Statt
gewöhnlich Junssigel henden / auch von unsern Stadt-
Schreibern underzeichnet / und fünftenahl wir von oft
hochgedacht Ihro Fürstliche Durchleucht zu unsre und
unser ewigen Nachkommen Henden ein andern doch
gleichen Inhalts empfangen / deroelben zu derer / und dero
Erben auch ewigen Nachkommenen Henden diesen gegen-
wärtigen Brieff zu stellen lassen / Auf Montag den neun-
ten Wintermonat nach Christi unsers Herrn und Heilands
Geburt geht das Sechszehen hundert drey und
neunzigste Jahr.

Johann Carl Balchazar / Statthalreiber.

CLIX.

31. Nov. *Conventio inter CAROLUM XI. Regem Sueciae,
& Præpotes Ordines Generales UNITI BEL-
GII, super Navibus Mercatoriis Suecicis, per
Naves dictorum Ordinum Bellicas abductis, dam-
nisque iisdem illarum, facta Holmie die 11. Novem-
bris 1663. [Simple Copie mais sûre.]*

Quoniam à novissima 11. Novembris Anni mil-
lesimi sexcentissimi nonagesimi primi initâ
Conventione variz Mercatoriz Regni Sue-
ciae Naves, quorum Catalogus, & damni dati
æstimator hinc annexa sunt, ab Uniti-Belgii Fœderatâ
republicâ Provinciarum Bellicis, & in prædam armatis
Navibus captæ, & in earum portus abductæ fuerunt,
idcirco diversis habitis colloquiis inter Dominos Comi-
tes Sacrae Regiæ Majestatis Sueciae Senatores, scilicet
Benedictum Oxenstiernæ Regiæ Cancellariæ Præsidentem,
Fabianum Wreede, Collegiorum Cameræ Commer-
ciorum & Metallorum Præsidentem, & Nicolaum Gyl-
denstolpe, Regii Principis Hæreditarij Gubernatorem,
ab unâ, & Dominum Walravium Baronem de Hee-
keren, in Confessu Cellorum & Præpotentium Do-
minorum Ordinum Generalium è Provinciâ Geldriae
Deputatum, Ordinarium, & Eorundem apud Regiam

Majestatem Sueciae Ministrum Plenipotentiarum, ex ANNO
altera parte, hæc controversiæ via amabili, modoque 1693.
subsequenti complantæ & assopite fuerunt.

I. Naves Mercatoriz Stadenfens Margaretha, & Ro-
landus nuncupate, una cum earum onere in eo statu
reddentur & restituentur, quo tempore abductionis
fuerunt, vel si deterioris redditæ fuerint, fiet nihilomi-
nus Restitutio, cum refusione detrimenti; si autem red-
di nequeant, earum æstimator solvatur, ad summam
quadraginta sex millium, centum & sexaginta quinque
Thalerorum Imperialium, intra quatuor Menses, no-
mine Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii,
Hamburgi in Banco numerandorum; sed quoniam hæc
Naves contra Avocatoria, in Imperio Germanico pu-
blicata, egisse accusantur, supra memoratis Dominis
Sacrae Regiæ Majestatis Delegatis, ad feriam, enixam-
que prædicti Domini Baronis de Heeckeren instantiam,
declarare placuit; Quod altemenorata Regia Majestas
non tantummodo binas hæc Naves Margaretam &
Rolandum, unâ cum oneribus & mercimoniis suis,
sed insuper cunctas ejusdem naturæ ac conditionis
Naves, & Merces dictis Avocatoriis subiectas, Catalo-
goque supradicto comprehensas, in commodum Sacrae
Regiæ Majestatis, aliis ad exemplum, Fisco suo addici
curabit, quandoquidem Regia Majestatis voluntas atque
mens sit, ut Avocatoria in ejusdem Provinciis
Germanicis, juxta eorum tenorem & sensum, strictè
observentur, & executioni mandentur.

II. Porro conventum est, ut Domini Ordines Ge-
nerales Uniti Belgii, pro omnibus Præsentionibus, quæ
in annexo Catalogo reperiuntur, simul & semel, Sacrae
Regiæ Majestatis (ut damna que ejusdem Subditi per-
pessi sunt, inde resarciantur) perfolvant, intra quatuor
Menses, à die hujus Transactionis computandos, Sum-
mam septuaginta sex millium Thalerorum Imperialium
Hamburgi in Banco, de quâ tamen Summâ deduci
poterunt Naves, earumque Onera, quæ ante dictum
quatuor Mensium Terminum restituta fuerint, habitâ
ratione Pretii, tempore Restitutionis, arbitrio bono-
rum virorum utrimque nominandorum, æstimandi; si
autem præter expectationem contingat, solutionem
tardius præstari, tum usque à dicto Terminò usque
ad dimidium pro centum singulis Mensibus solvantur.

III. Ad requisitionem dicti Domini Plenipotentiarj
à Præsentionibus Sacrae Regiæ Majestatis excluduntur,
& iis quorum interest, secundum ejusque naturam,
Jus & Competentiam relinquuntur, Naves subsequen-
tes, inter reservatas in Catalogo enumeratæ, ut sunt
Onera Navis Catharinæ nuncupatæ, Onera Navis Ca-
roli, Onera Navis Spei ex Norlandiâ, Onera Navis
Principissæ Regiæ, ut & Onera Navis Angeli Gabrie-
lis; binæ insuper Stetinienfens Naves Pauli Sloteri &
Bartoli Wolff, cæteræque Naves Cervus deauratus, &
Viridis Abies, vel Tilia dictæ.

Qua ratione plenariè satisfactum erit omnibus Præ-
sentionibus, ne ullâ quidem earum reservata vel relicta,
quas secundum prædictum Catalogum, Sacrae Regiæ
Majestatis Sueciae Subditi, ex capite interrupti Com-
mercij, ad hunc usque diem ab Ordinibus Uniti-Bel-
gii rependendas postularunt. Cæterumque hæc Con-
ventionem nullatenus intelligitur mutuis Transactionibus ul-
lum afferri præjudicium, vel illis quidquam derogari,
sed è contra confirmari eos, & corroborari.

Ratihabebitur hæc Transactio utrimque, intra spa-
tium sex Septimanarum. In cujus rei fidem, eandem
nominum nostrorum, Subscriptionem & Sigillorum ap-
positionem firmavimus, Holmiæ die 11. Novemb. 1693.

(L.S.) BENEDICTUS OXENSTIERNÆ.

(L.S.) FABIAN WREEDE.

(L.S.) NIELS GYLDENSTOLPE.

(L.S.) DE HECKEREN.

CLX.

*Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLE-
MENTIS, quod pecunia Subsidiaria sibi præsent
Bello ab ORDINIBUS suppeditata, nullatenus quoad
futurum in consequentiam trahi debeat. Datum
Bonæ 1694.*

* Voyez cy-devant sous le 12. Mai 1550. Tom.
IV. P. III. p. 10.

ANNO

CLXI.

1694. *Acte de la Mise en possession & Investiture de la*
 8. Mars. *Souveraineté de NEUFCHÂTEL & de VA-*
LENGIN, adjugée à Son Altesse Serenissime
MARIE D'ORLÉANS, Duchesse de Nemours,
par les Etats de Neuchâtel le 8. Mars 1694.
 [Sur l'imprimé à Neuchâtel par ordre du
 Gouvernement.]

NOUS LOUIS GUY Bourgeois de la Ville de Neuchâtel, Conseiller d'Etat & Maire de Rochefort. Savoir faisons à tous ceux qui verront la Présente; Que par devant Nous Président en l'Assemblée des Trois Etats du Comté de Neuchâtel, convoquez expressément pour procéder à la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté de Neuchâtel & de Valengin en Suisse; Sont comparus, Très-Illustre, Très-Haute & Très-Puissante Dame & Princesse, MARIE D'ORLÉANS, Duchesse d'Estouteville, Comtesse de Saint Paul, Duinois, Tancarville, Gournay & autres Lieux; Veuve de Très-Haut, Très-Puissant & Serenissime Prince HENRI DE SAVOYE, Duc de Nemours & d'Aumale, Prince de Genevois, Pair de France, &c. Item Haut & Puissant Seigneur CHARLES ANTOINE LOUIS DE VALOIS, Chevalier d'Angoulême, premier Gentilhomme de la Chambre de Très-Illustre, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON, Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France; Agissant au Nom, & en Qualité de Procureur Général Special dudit Seigneur Prince de Conti. Et Généreux & Puissant Seigneur REINHARD, Baron de Guemmingen, Conseiller Privé & Président de Très-Illustre, Très-Haut, & Très-Puissant Prince, FRÉDÉRIC MAGNUS, Margrave de Baden-Dourlach &c. Agissant au Nom & en Qualité d'Envoyé dudit Seigneur Margrave, comme Partie Intervenante; Deplus s'est présenté Noble & Prudent Sieur HENRY CHAMBRIER, Banneret de la Ville de Neuchâtel; Agissant de la part du Petit & Grand Conseil de ladite Ville; Lequel a représenté qu'il ne pouvoit pas se dispenser de proposer par devant cette Auguste Assemblée, au Nom du Conseil & Communauté de ladite Ville. Que veu l'importance du sujet, pour lequel on avoit convoqué extraordinairement Messieurs des Trois Etats, il se voyoit obligé au Nom qu'il agissoit, de prendre garde qu'il ne se passât rien qui pût préjudicier aux Droits de tout l'Etat, dont ils font une partie considérable, ni à la Forme & Pratique des anciens Jugemens. Que s'agissant donc aujourd'hui de juger de la Succession de la Souveraineté de Neuchâtel & Dépendances; Il demandoit que, suivant le Droit & la Raison, & qu'en conformité de la Franchise, & Pratique observée en pareil cas dans ce Pais, & par tout ailleurs, les Sieges de Messieurs les Nobles fussent remplis & occupés par des Gens du Pais; comme aiant plus d'intérêt à la conservation de l'Etat, & de ses Libertez & Privilèges que des Etrangers. Qu'il ne croyoit pas qu'il se trouve personne qui pût douter de la Justice de sa Demande, puis qu'elle est fondée sur les Loix qui ont établi la Nature & la Constitution de l'Etat. Qu'elle s'accorde avec les Maximes les plus certaines de la bonne Politique; & en particulier, avec celle qui veut que les choses se maintiennent par les mêmes moyens, qu'elles ont été établies. Que comme le contentement des principaux Membres d'un Etat a été nécessaire pour donner la forme au Gouvernement, & qu'il est intervenu pour l'établissement des Loix Fondamentales, telles que sont entr'autres celles de la Succession; Aussi est-il requis, que ce même contentement ou suffrage intervienne pour les Cas qui la concernent. Pour ces raisons & plusieurs autres, qu'il omettoit pour ne pas entretenir l'Audience, il demandoit au Nom susdit, que le Siège de Monsieur le Baron de Grandcour, Conseiller d'Etat, qui avoit pris Séance au rang des Nobles, à cause du Fief Roser qu'il posséde, fut rempli par un Juge du Pais; Que ce n'étoit pourtant pas qu'il ne fût persuadé de son intégrité, & de sa futilance, & qu'il ne fût assuré qu'il seroit en cette occasion tout ce que la Justice & le Bien de l'Etat demandent; Mais comme tout ce qui s'est une fois pratiqué, se tire en conséquence, il

en pourroit arriver de grands inconveniens à l'avenir; & que pour les éviter il concluoit à ce que ledit Siège dudit Sieur Baron de Grandcour, fût remplacé par un Noble du Pais. Sur cela Monsieur BRUN Seigneur d'Oleires, Conseiller d'Etat, & Chancelier de cette Souveraineté, en Qualité de Procureur Général, dont il faisoit aussi la fonction, a dit que Monsieur de Grandcour étant Gentil-Homme, tenant Fief dans cet Etat; & d'ailleurs, le plus Ancien des Conseillers d'Etat qui jugent au rang de la Noblesse; Et que cela s'étant ainsi pratiqué en 1661. où Monsieur de Molondin tenoit en ladite Qualité le premier Siège de l'Etat de la Noblesse, ledit Sieur de Grandcour pouvoit & devoit garder son Siège, & juger dans cette Cause; Cependant qu'il n'empêchoit pas que Messieurs des Trois Etats ne rendissent une Déclaration là-dessus, ne voyant pas qu'il y eût rien de contraire aux Droits de la Souveraineté, & de l'Etat, puis qu'en tout cas il y avoit encore un Conseiller d'Etat, pour remplir son Siège. En même temps Monsieur le Chevalier d'Angoulême a produit & fait lire la Procuration suivante. Par-devant les Conseillers du Roi, Notaires à Paris soussignés, fut présent Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Monseigneur FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON, Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France, demeurant en son Hôtel à Paris, sur le Quai de Conti, Paroisse St. André, Héritier institué de son Très-Haut, Très-Illustre, & Très-Puissant Prince, JEAN LOUIS CHARLES D'ORLÉANS, son Cousin Germain, vivant Prince Souverain des Comtes de Neuchâtel & de Valengin en Suisse, & seul appelé à la possession de ses Biens, suivant son Testament du premier jour d'Octobre, mille six cents soixante-huit. Lequel a fait & constitué son Procureur Général & Special, la Généralité ne dérogeant à la Spécialité, ni au contraire: Haut & Puissant Seigneur CHARLES-ANTOINE-LOUIS DE VALLOIS, Chevalier d'Angoulême, premier Gentil-Homme de la Chambre de Son Altesse Serenissime: Auguel Mondit Seigneur le Prince de Conti a donné & donne Pouvoir & Puissance de se transporter & d'ites Souverainetés de Neuchâtel & Valengin, & là, pour & au Nom de Mondit Seigneur, prendre possession réelle & actuelle desdites Souverainetés de Neuchâtel & Valengin, & de leurs Annexes, Circonstances, & Dépendances; en requérir & prendre aussi l'Investiture, si besoin est, observer les formes en tel cas requises & nécessaires, en retirer tous Actes, & généralement faire pour raison de ladite Prise en possession, & de ladite Investiture se servir de tels moyens, & en conséquence d'icelle tout ce que ledit Procureur verra bon être, & comme Mondit Seigneur le Prince de Conti pourroit faire en Personne, comme aussi recuser tels Juges, donner tels consentements, faire toutes les Déclarations, Protestations; se servir de toutes voyes de Droit qu'il avisera; substituer un ou plusieurs, en tout ou en partie, du Pouvoir porté en ces Présentes; si ledit Procureur présentement constitué le trouve à propos; & généralement faire comme si Mondit Seigneur le Prince de Conti étoit présent en Personne. Promettant &c. Obligant &c. Fait & passé audit Hôtel de Son Altesse Serenissime, l'An mille six cents quatre-vingt quatorze, le septième jour de Mars après midi; & a Son Altesse Serenissime signé la Minute des Présentes demeurée vers l'Ange, l'un des Notaires soussignés, & est ladite Minute contrôlée; l'Original signé HENRI & L'ANGE; JEAN LE CAMUS Chevalier, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Maître des Requêtes Ordinaire de Son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prévôt, & Vicomte de Paris. Nous certifions que ledits HENRI & L'ANGE sont Notaires du Châtelet de Paris, & que foi est ajoutée en Jugement, hors icelui, aux Actes qui sont par eux expédiés. En témoins de quoi nous avons signé & fait contresigner le Présent par notre Secrétaire, & apposer à icelui le Sceau de nos Armes. A Paris, le 8. Mars 1694. Signé le CAMUS, & par mondit Seigneur GAURET, scellée en Placard. Puis le Sieur Sartory de Geneve, Avocat dudit Sieur Chevalier d'Angoulême a lu la Proteste qui suit. Messieurs, Son Altesse Monseigneur JEAN LOUIS CHARLES D'Orléans, Duc de Longueville, Souverain de cet Etat, étant décédé le 4. Février, 24. Janvier, dernier, après avoir institué par son Testament &c. son Procureur Notaire de Lion, le 1. Octobre 1668. Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conti son Cousin Germain son Héritier; Je ne suis transporté ce jour d'huy 13. Mars, Jour des six semaines dans ce Lieu, en

ANNO

1694.

ANNO
1694.

vertu de la Procuration, dont vous a été faite lecture, pour requérir la Mise en possession & Investiture de cette Souveraineté & Dépendances; Mais je suis obligé de dire, que ce Conseil n'a pas été convoqué dans les formes; une partie même de ceux qui le composent, s'il étoit question d'entrer dans ce détail, sont recusables; Monsieur le Gouverneur qui en est le Président né, sans la participation duquel il ne peut être convoqué ni tenu, est absent par la nécessité que Son Altesse Madame de Nemours lui a imposée pour favoriser ses Intérêts, quoi qu'elle ne pût le destituer, ou interdire avant qu'aurait été reconnu Souverain de cet Etat, quoi que le Conseil d'Etat fût obligé de le reconnaître pour Chef; quoi qu'il eût été délibéré sous sa Présidence, à diverses fois dans ce Conseil, qu'on ne changeroit rien dans le Gouvernement jusques à ce qu'il y eût un Souverain reconnu dans les formes; & quoy que suivant le Droit, & ce qui a été pratiqué, même lors que les Princes de la Succession desquels il s'agissoit, fussent décedez en minorité, comme en 1552. Monsieur le Gouverneur ait, pendant cette espèce d'interregne, seul présidé & représenté le Souverain. C'est ce qui fait que je ne puis reconnaître ce Conseil compétant pour recevoir les requisiions que j'étois prêt de faire, & que sans entendre me joindre à sa Jurisdiction, dont je proteste par exprès: Mais seulement pour conserver les Droits de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conty, & satisfaire à la Coutume. Je déclare à toute cette Assemblée, que je demande la Mise en possession, & l'Investiture de cette Souveraineté & Dépendances, soit aux Trois Etats légitimement assembles, soit à tel autre Conseil ou Tribunal à qui il conviendrait & appartient de la donner; avec offre, que je fais à Bourse ouverte de payer les Legs, & produire mes Titres. J'espère, Messieurs, que faisant réflexion que cette Souveraineté, comme il paroît par de solides raisons, & Titres authentiques, dont quelques-uns ont été faits avec vos Prédécesseurs, & les Illustres Cantons vos Alliez a pu être donnée à Sadite Altesse Serenissime, qu'elle lui appartient en vertu du Testament de Monseigneur JEAN LOUIS CHARLES d'Orléans qui n'a pas été rompu par un postérieur, fait dans un temps, auquel il n'étoit pas habile à tester, ainsi qu'il paroît par le Jugement du Procès ventilant à Paris, entre Sadite Altesse Serenissime, & Madame la Duchesse de Nemours; On n'ajugera à cette Princesse, qui a déjà disposé de cette Souveraineté, aucune Possession ou Investiture provisionnelle, quand même on y mettroit cette clause que dès à présent comme pour lors Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conty est aussi reconnu Seigneur provisionnel de ces Contex, après la mort de cette Princesse si elle meurt avant la décision de ce Procès; J'espère au contraire, qu'on laissera toutes choses en suspens jusques à ce que dans une Assemblée régulière, ou par devant le Tribunal Souverain de cet Etat, il ait été décidé de quelle manière la Contestation touchant cette Souveraineté sera instruite, & qui seront les Juges qui la décideront. Et au surplus, je continue de protester de nullité de tout ce qui a été fait, & de tout ce que l'on pourra faire au préjudice des Droits de Sadite ALTESSE SERENISSIME, même contre ceux qui le feront. Et les Trésoriers ou Receveurs qui délivreront des deniers, & de me pourvoir comme par raison conviendra, & de tout ce que de Droit est, & fait à protester; Je prens à Témoins tous ceux qui sont ici présents que je vous ai fait lire ma présente Protestation, & que je vous en laisse Copie par écrit, & ne reconnaissant pas ce Conseil pour Canonique, je me retire. Signé CHARLES-ANTOINE-LOUIS DE VALLOIS, Chevalier d'Angoulême. D. SARTORY.

Après la lecture de cette Proteste, ledit Sieur Chevalier d'Angoulême s'est retiré avec le Sieur de Mars, Secrétaire de Monseigneur le Prince de Conty, & ledit Sieur Sartory, sans ouvrir ni faire lire le susdit Testament, & sans laisser d'autres Ecrits que la Procuration & la Proteste susdites: Et comme ils se retiroyent, le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours, leur ayant demandé s'ils ne reconnoissoient point ce Tribunal? Le Sieur de Mars a répondu qu'ils ne le reconnoissoient point. En même tems ledit Sieur Brun d'Oleires, agissant comme Procureur Général, a contreprotesté pour la nullité de cette Proteste, demandant que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne pût point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats. Ledit Sieur Bannerer a aussi contreprotesté au Nom de la Ville, pour la nullité de ladite Proteste de Monsieur

le Chevalier d'Angoulême, demandant que par rapport à la part & à l'intérêt que ladite Ville de Neuchâtel y a, elle soit anéantie, & que Messieurs des Trois Etats pourvoyent par la Déclaration qu'ils rendront sur ce sujet, à ce qu'elle ne pût point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, ni à la compétence de Messieurs des Trois Etats. Puis il a réitéré son Instance à l'égard de Monsieur le Baron de Grandcour. Surquoi Messieurs Fequely & de Gayet, Envoyez du Canton de Fribourg, présents en l'Audience, ont dit qu'ils sont surpris qu'on prétende recuser Monsieur le Baron de Grandcour, & lui ôter son Siege, comme si les Bourgeois de Fribourg étoient étrangers; vu qu'ils sont Combourgeois & même Bourgeois avec cet Etat, comme il est à voir par les Traitez d'Alliances, qu'on a depuis peu renouvellez; Que cela ne s'est jamais pratiqué: Mais bien le contraire, comme il consiste en pareil cas; Que ce seroit une nouveauté préjudiciable à la bonne Intelligence de deux Etats si étroitement alliez; outre qu'ayant l'honneur d'être Conseiller d'Etat, & Vassal de Son Altesse Serenissime, son Siege & son Rang ne lui peuvent pas être ôtés sans autres justes Causes de Reculation: Priens pour cet effet qu'ils lui soient maintenus, & qu'on leur donne du temps pour en donner avis à leurs Seigneurs & Supérieurs; Déclarant d'ailleurs n'avoir rien à démêler avec la Ville de Neuchâtel, & protestant au cas de refus, pour la nullité de ce qui se feroit. Monsieur de Roll, Seigneur d'Emmentholz, Conseiller d'Etat, & Bourcier de la Ville & Canton de Soleurre, tant au Nom de Leurs Excellences, que du sien propre, de celui des Sieurs de Roll & Vallier ses Cousins, comme Vassaux de cette Souveraineté, a aussi représenté qu'ayant remarqué qu'on reculoit ledit Sieur Baron de Grandcour, sur le vain prétexte qu'il est Etranger, l'intérêt commun qu'ils avoient à cette affaire, (puis que si Messieurs des Trois Etats le déclaroient recusable, leur Déclaration pourroit par une conséquence nécessaire avoir le même effet contre lui, & les autres Vassaux) l'obligeoit de remonter à Messieurs des Trois Etats que c'est une pure nouveauté qu'on prétend introduire à leur préjudice, & qu'on donne atteinte au Privilège & Droit de ceux pour qui il s'agit, & des autres Vassaux, comme Messieurs de Bonferten de Berne, qui depuis passé deux ou trois cens ans, ont toujours occupé les premiers Sieges de l'Etat de la Noblesse, tant aux Audiences Générales qu'aux Etats: Qu'il seroit inutile de les faire convenir dans ce Tribunal pour juger des Procès des particuliers, & leur donner l'exclusion dans une Action si célèbre que celle dont il s'agit, où le Droit & les Privilèges de leurs Fiefs, leur donnent rang & les appellent. Que par leurs Fiefs & l'hommage qu'ils en rendent en temps requis, ils ont Feux & Serviteurs de Son Altesse Serenissime, & non point Etrangers, quand même ils ne seroient pas Alliez autant qu'ils le sont à cet Etat. Enfin qu'ils n'ont rien à démêler avec la Ville de Neuchâtel, qui n'est pas en Droit de leur ôter un Droit qui leur appartient si légitimement, devant se contenter de son rang, sans les venir troubler dans leurs Droits dont ils ont joui de toute ancienneté. Concluant qu'une affaire de cette importance ne soit point jugée & décidée, que premierement il n'ait eu le temps d'en aviser ses Seigneurs & Supérieurs; autrement il se retirera de l'Audience, suivant les Ordres qu'il en a, vu que dans cette affaire un feroit Juge & Partie; Et qu'il protestoit de nullité contre ce qui pourroit être ordonné là-dessus. Surquoi ledit Sieur Brun d'Oleires en Qualité de Procureur Général a dit, qu'il est vrai que les Vassaux de cette Souveraineté sont obligés de se trouver aux Audiences & aux Etats pour y juger quand ils en sont requis; Mais que c'est plutôt une charge pour eux, que non pas un Droit, d'autant plus qu'en 1668. Son Altesse Serenissime Monseigneur notre Souverain Prince dernier mort, ordonna que l'Etat de la Noblesse devoit être rempli par des Nobles du Pais: Et nomma même pour cela les quatre plus Anciens Conseillers d'Etat, sans que Messieurs les Vassaux s'y soient opposés, non plus qu'en 1672. D'ailleurs que s'il falloit suivre le rang que les Vassaux tenoient aux Audiences, ceux qui prétendent juger en cette occasion n'y pourroient pas être admis; Et que ceci n'a rien de commun avec les Alliances & les Combourgeoisies entre les deux Etats. Que partant il contreprotestoit pour la nullité des Protestes desdits Sieurs Envoyez & Vassaux de Fribourg, & de Soleurre; Requant Messieurs des

ANNO
1694.

Trois Etats qui par leur Declaration ils pourvoyent à ce que ledites Protestes ne puissent point porter de préjudice aux Droits de la Souveraineté : ledit Sieur Banneret a aussi contreprotesté contre ledites Protestes, au nom de la Ville & Communauté de Neuchâtel. Ensuite le Sieur Brandt, Avocat de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, a représenté au nom de Sadite Altesse Serenissime, que les démarches qui ont été faites dans cette Audience sous le nom de Monseigneur le Prince de Conti, étant injurieuses à l'Etat, contraires aux Autoritez Souveraines, & aux Loix Fondamentales du Pais, préjudiciables à l'Ordre Judiciaire pratiqué de tous tems en pareil cas, & choquant la compétence de Messieurs des Trois Etats, qui sont les Juges ordinaires, naturels, incontestables en ces sortes d'occasions. Son Altesse Serenissime demande que tout ce qui a été dit, & généralement tout ce qui a été fait de la part dudit Seigneur Prince de Conti, tant aujourd'hui que ci-devant, soit mis au néant & déclaré nul, & comme non avenu, sans qu'à l'avenir cela puisse ni doive rien valoir, ni servir contre la compétence desdits Etats du Pais, ni donner atteinte à tout ce qui a été fait, & se fera en conséquence de la Possession & de l'Investiture qui sera accordée à Son Altesse Serenissime. Concluant partant que sans prendre nul égard, & sans s'arrêter aucunement à l'incompétence proposée, ils doivent juger sur les Demandes que Son Altesse Serenissime, Madame a à faire, comme étant les Juges compétens reconnus, tant par ce qui a toujours été pratiqué ci-devant, que par le Jugement qui en fut déjà rendu l'an 1672. Après toutes ces allegations & Protestes, nous avons sur ce demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats, lesquels après avoir pris avis ensemble en Chambre de Consultation, au retour d'icelle ; Ils ont déclaré qu'ayant entendu les Propositions qu'ont faites Messieurs les Envoyés des deux Louables Cantons de Fribourg & de Soleurre, demandans du délai au sujet des reculations qui ont été faites de la part du Conseil & Bourgeoisie de Neuchâtel. Ils ne peuvent avoir ce délai ; puis que c'est aujourd'hui le Jour fatal des six semaines, sur lequel la Mise en possession & Investiture de la Souveraineté se doit demander ; Sans toutefois déroger ni préjudicier aux Prerogatives des Vassaux. Cependant aiant fait réflexion sur ce qui s'est passé en 1668. & en 1672. ils trouvent que Monsieur de Diesbach de Grandcour doit s'abstenir du Jugement, se réservans de juger sur les autres Protestations & Contreprotestations, qui ont été faites, quand les Trois Etats seront pleinement revêtus. Ensuite de cette Sentence Monsieur Brun en qualité de Procureur Général, aiant appelé Monsieur Bergeon Conseiller d'Etat, & Maire de Neuchâtel, il a pris séance en place dudit Seigneur de Grandcour ; Sur cela ledit Sieur de Roll a dit que comme il auroit remarqué par cette Sentence qu'on n'a pas eû tous les égards qu'il seroit à désirer pour les Seigneurs, & Supérieurs ; Il protestoit de relever leurs Droits, après qu'il y aura un Prince reconnu ; Que Messieurs les Affesseurs se fassent Juges & Parties, il ne pouvoit point les reconnoître pour Juges compétens ; ains étoit obligé de se retirer. Enfin qu'il réiteroit la Proteste qu'il avoit déjà faite pour la nullité de tout ce qui se passeroit, & demandoit qu'elle fût rédigée par écrit. Mondit Sieur Brun en qualité de Procureur Général, après s'être étendu plus au long, sur la contreproteste qu'il a déjà ci-devant faite, l'a réitérée sur l'allégué de Monsieur de Roll, & demandé qu'elle fût rédigée par écrit. Ledit Sieur Banneret lui a dit aussi qu'il ne doit pas trouver étrange que le Conseil & Communauté de Neuchâtel en usât de cette maniere. Que la Franchise de Jean Comte de Fribourg & de Neuchâtel porte, qu'il faut être du Comté pour juger de la Souveraineté ; Qu'il n'y eut point d'étranger pour Juge en l'an 1672. & qu'il ne paroît point qu'il y en ait eu en 1552. Qu'il usoit du Droit commun de toutes les Nations, que les différens pour la Souveraineté soient jugés dans le Pais, & par les Etats du Pais ; Que c'est un Droit des Gens, & une conclusion qui se tire si directement des Principes d'équité connus de tout le monde, & de l'intérêt commun, que toutes les Nations se sont unies en ce Point sans aucun concert. Qu'ainsi étant clair que nul Prince, & nul Etat étranger n'ont Droit de juger des différens pour la Souveraineté, & que ce Droit appartient à l'Etat même, qui a intérêt de conserver sa tranquillité, il re-

sultoit de là que les Etats du Pais qui doivent juger de ces sortes de différens, doivent être composés de Gens du Pais & des Membres de cet Etat-là. Que quant au reste, ce n'étoit pas l'intention du Conseil & Communauté de Neuchâtel, au nom de laquelle il parloit, de rien faire qui pût offenser ni Messieurs de Fribourg, ni Messieurs de Soleurre, qu'au contraire ils étoient dans de parfaites dispositions de leur donner en toutes occasions des marques, des égards de la considération, & du respect que ladite Ville, & Communauté a pour eux : Que leurs Excellences étant justes & équitables, Elle s'assuroit qu'ils ne trouveront point mauvais qu'Elle se serve de tous les moyens justes & raisonnables pour maintenir ses Droits, & empêcher qu'il ne se fasse rien au préjudice de l'Etat, dans une occasion de cette importance. Et qu'ainsi il contreprotestoit pour la nullité de la Proteste de Monsieur de Roll, demandant que sa Contreproteste soit rédigée par écrit. Et après quelques Repliques de part & d'autre, ledit Sieur Bourcier de Roll, s'étant levé, il s'est retiré. Et les Sieurs Jean Fréderic de Roll, & François-Joseph Vallier, Conseillers de Soleurre, qui ont aussi été appelés pour assister auxdits Etats, à cause de leurs Fiefs, se sont aussi retirés avec lui : Mais les autres Vassaux qui étoient présents tout demeurés dans la Chambre de l'Audience. Deplus ledit Sieur Banneret de la Ville de Neuchâtel a encore voulu recuser le Sieur Baltazar Vallier, Châtelain du Landeron ; Mais sur l'opposition dudit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général, le Droit demandé à Messieurs des Trois Etats, ils ont déclaré que ledit Sieur Vallier étant Originaire de ce Pais, Bourgeois & Châtelain du Landeron, il peut juger de cette Cause. De sorte qu'il est demeuré sur son Siège. Après tous ces préliminaires, Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours a fait lire le Certificat suivant.

Nous CLAUDE CAVE, & CLAUDE COIGNARD, Notaires Gardenottes du Roi, en la Ville & Vicomté de Rouen, Certifions à tous qu'il appartiendra, que ce jourd'hui quatrième de Février, mille six-cens quatre-vingt quatorze, sur le Mandat qui nous a été fait cedit Jour environ Midi, par ANTOINE BARON Maitre de l'Hôtel de Son Altesse Madame la Duchesse de Nemours, Nous nous sommes transportés de ladite Ville de Rouen à l'Abbaye Royale de Saint Georges, distant de ladite Ville de deux Lieues, ou environ, pour dresser notre Procès verbal de l'Etat de la Santé de Très-Haut, & Très-Puissant Prince, Monseigneur JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orléans, Prêtre, Duc de Longueville, que Von nous a dit être très-malade, en ladite Abbaye, auquel lieu étant arrivés, nous avons trouvé ledit Seigneur Duc de Longueville gisant mort dans son Lit, & nous a été attesté par les Souffigneux, qu'il étoit cedit Jour décédé sur le Midi, dans son appartement, étant au premier Etage dans l'enclos de ladite Abbaye, duquel présent Procès verbal ledit Sieur Baron, au Nom & comme Porteur des Ordres de ladite Dame Duchesse de Nemours, presomptive Héritière dudit feu Seigneur Duc de Longueville, a requis le présent Acte desdits Notaires, qui le lui ont accordé pour valoir ce qu'il appartiendra. Ce fût fait & passé en ladite Abbaye de St. Georges sur les deux heures après Midi l'An & Jour susdit. A ce presens Dom ABRAHAM JOURDAIN, Ancien Religieux de ladite Abbaye ; Dom NICOLAS du MOUSTIER, Prieur des Religieux Réformés de la Congregation de St. Maur de ladite Abbaye ; Dom FRANÇOIS QUENET Supérieur ; Dom VICTOR FIXIER, Religieux de ladite Abbaye, & Commis spécialement pour avoir la conduite de Sadite Altesse Serenissime desunt, Et discrete Personne Mre. JACQUES MAURY, Prêtre, Curé de la Paroisse de St. Martin de Bocheville, dans le diocèse de laquelle ladite Abbaye est située, Mre. NICOLAS MAURIN, Docteur en Médecine de la Faculté de Paris, & Médecin ordinaire de la Maison de Monseigneur le Prince de Condé, & Mr. PIERRE ROBILLARD, Médecin Ordinaire dudit feu Seigneur Duc de Longueville qui nous ont attesté que ledit décès est arrivé cedit Jour, à ladite heure de Midi. Et ont tous les susnommez signé à la Minute des présentes demeurée vers ledit COIGNARD Notaire. Et est ladite Minute contrôlée à Rouen au 2. Voll. Folio 202. V.N. 2. par CHARLES le 4. Février 1694. Pourquoi a été payé vingt Sols, Signé CAVE, & COIGNARD ; PIERRE le PESANT, Chevalier, Seigneur de Bosquillebert, & de Pinterville, Conseiller du Roi, Lieutenant Général au Bailliage de Rouen, & Président au Siège Présidial dudit lieu ; Attestons à tous qu'il appartiendra que Messieurs

ANNO
1694.

CLAUDE CAVE', & CLAUDE COIGNARD, aiant délivré l'Acte ci-dessus sont Notaires Gardenottes du Roi à Roïen, y demeurant, ont été reçus fait & prêt Serment audit Bailliage, exerçant journellement & passant tous Actes & Contracts dont ils font requis, auxquels l'on ajoute foi, tant en Justice que hors icelle. Pour vérité dequoi nous avons signé le present, celui fait signer de notre Greffier ordinaire, & apposer le Seel Royal audit Bailliage. Donné à Roïen, le Samedi sixième jour de Février, mille six cents quatre-vingt quatorze. Signé le PISANT, & AUZOUT. Après la Lecture de ce Certificat, le Sieur Brandt Avocat de Madite Dame a dit, que puis que Monseigneur JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orleans Duc de Longueville nôtre Souverain Prince, est mort le quatrième du Mois de Fevrier dernier stile nouveau, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son décès sur lequel la Succession de cette Souveraineté se doit reclamer par devant Messieurs des Trois Etats, suivant la Coutume de ce Pais, usitée en pareil cas. C'est pourquoi il demande au nom de Madite Serenissime Dame & Princeesse la Mise en possession de ladite Souveraineté de Neufchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes; comme étant ladite Serenissime Dame & Princeesse la Seur unique & plus proche Héritière dudit feu Seigneur & Prince JEAN-LOUIS-CHARLES d'Orleans son Frere, vivant par la Grace de Dieu Prince Souverain desdits Neufchâtel & Vallangin. Sur cela ledit Sieur Brun d'Oleires en qualité de Procureur Général a dit, que par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a fait lire & par les Lettres qu'elle a fait l'honneur d'écrire à Messieurs du Conseil d'Etat; Comme aussi par celle que Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince de Conti a écrit à Monsieur le Gouverneur d'Affry, & au Conseil d'Etat, paroissant que Mondit Seigneur nôtre Souverain Prince de glorieuse memoire est mort le quatrième de Fevrier dernier, selon le nouveau stile; Et que par conséquence, c'est aujourd'hui le jour des six semaines après son Décès, sur lequel la Mise en possession, & Investiture de cette Souveraineté se doivent demander, par devant ce Tribunal, il ne s'oppose point à la demande de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours; Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats; Lesquels étant allés en Chambre de Consultation pour prendre avis ensemble, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté par Sentence, qu'ayant vu par le Certificat que Son Altesse Serenissime Madame a produit, que Son Altesse Serenissime de glorieuse memoire est mort le quatrième du mois passé selon le nouveau stile, & que c'est aujourd'hui le jour des six semaines, ils mettent ladite Dame en possession de la Souveraineté de Neufchâtel, & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances, & annexes quelconques. Le Sieur Brandt a ensuite demandé au Nom de Madite Dame l'Investiture de la Souveraineté de Neufchâtel & de Vallangin, avec ses appartenances, dépendances & annexes, à forme de la Mise en possession que Messieurs des Trois Etats lui en ont ajugé. Sur cette demande, le Sieur Chambrier Banneret de la Ville de Neufchâtel, a protesté au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neufchâtel, que quelle Sentence qui se rende elle ne puisse en aucune façon préjudicier aux Franchises, Libertez, Usances, & Coutumes, écrites, & non écrites, ni aux Loix Fondamentales de l'Etat. Et a demandé audit Nom que ladite Proteste soit rédigée par écrit dans le Manuel des Etats. Ledit Sieur Brun d'Oleires toujours en qualité de Procureur Général a aussi protesté que quel Jugement qui se rende, il ne puisse point porter préjudice aux Droits de la Souveraineté, & en outre il a contreprotesté autant que besoin fait, contre la Proteste de Monsieur le Banneret, demandant que toutes les Protestes & Contreprotestes soient rédigées par écrit. Sur cela est intervenu Monsieur le Baron de Guemmingen, au Nom, & en qualité d'Envoyé de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Prince FRIDERIC-MAGNUS Margrave de Baden-Durlach &c. Lequel a fait proposer par son Avocat, qu'il prioit Messieurs des Trois Etats de rendre un tel Jugement entre les Parties, par lequel toute alienation soit empêchée, les Loix Fondamentales & le Droit Coutumier de cette Souveraineté, les Privilèges de Messieurs les Etats, le Bien public, le Droit de succession tant de la famille de la Serenissime Maison de Baden, qu'aussi bien des autres qui pourront avoir

le Droit de la Succession, selon les ouvertures, cas & événements qu'il plaira au Tout-puissant d'envoyer par la Divine Providence, demeurent affermis & soient conservés; Demandant que son Instance soit entegistrée, & d'en avoir Acte. Surquoi nous avons demandé le Droit & Jugement à Messieurs des Trois Etats. Lesquels après avoir pris avis ensemble, en Chambre de Consultation, au retour d'icelle, ils nous ont rapporté, qu'ayant rédigé par écrit leur Sentence en Chambre, ils nous prioient d'en faire faire la lecture par Monsieur Brun Seigneur d'Oleires, Chancelier, ce qu'il a fait à haute voix en ces termes: *Messieurs des Trois Etats, aiant mis en consideration la Loi & Coutume inviolablement observée jusques à present entre les Descendants des Princes Souverains de cet Etat, & l'Ordre de la Succession qui s'en est constamment ensuivi; Ils donnent par Sentence à Son Altesse Serenissime, Madame la Duchesse de Nemours, l'Investiture de cette Souveraineté, Appartenances & Dépendances, comme étant la Seur unique & plus proche Héritière de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Longueville, nôtre Souverain Prince dernier decédé. A l'égard de la demande de la Possession, & Investiture que Monsieur le Chevalier d'Angoulême a faite, au Nom de S. A. S. Monseigneur le Prince de Conti, en vertu d'un Testament prétendu, on n'y peut avoir aucun égard, non seulement parce qu'il n'a pas été ni ouvert ni lu; mais principalement parce que la Souveraineté ne peut être aliénée par Testament, ni autrement, suivant la nature & constitution de l'Etat, & l'usage toujours pratiqué touchant la Succession de ce Pais. Et quant à la Protestation faite par ledit Sieur Chevalier d'Angoulême, Messieurs des Trois Etats la mettent à néant, comme étant informé & irregulière, faite contre la Puissance publique & les Franchises & Libertez du Pais; préjudiciable à l'Ordre judiciaire pratiqué de tous tems, & à la Compétence & Autorité des Trois Etats, qui sont les Juges naturels & incontestables en ces sortes de cas; Ordonnant aux Trésorier, & Receveurs de Son Altesse Serenissime, de payer & délivrer suivant les Ordres de Son Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours, reconnue Souveraine de cet Etat, moyennant quoi eux & les leurs ne pourront être recherchés ni inquiétés pour ce sujet, sous quel pretexte que ce soit. Monsieur le Baron de Guemmingen au Nom de S. A. S. Monseigneur le Marquis de Baden-Durlach aiant fait instance que l'Ecrit par lui produit à Messieurs des Trois Etats fut enregistré sur le Manuel des Etats, & qu'en suite Acte lui en fut expédié. Messdits Sieurs des Trois Etats ont jugé que son Instance sera enregistrée sur le Manuel des Trois Etats, & qu'Acte lui en sera expédié. Et pour ce qui est des Protestes & Contreprotestes de Monsieur le Procureur Général au Nom de la Souveraineté, & de Monsieur le Banneret, au Nom du Conseil & Communauté de la Ville de Neufchâtel. Messdits Sieurs des Trois Etats déclarent qu'elles seront enregistrées pour servir autant que de Droit. Ensuite de cette Sentence, nous avons mis en possession & investi Sadite Altesse Serenissime Madame la Duchesse de Nemours de ladite Souveraineté de Neufchâtel & de Vallangin avec ses appartenances, dépendances & annexes, par la tradition du Sceptre que nous avons déposé entre ses mains. Enfin, Son Altesse Serenissime a fait dire par le Sr. Brandt son Avocat qu'ayant entendu l'Instance d'intervention que l'on venoit de faire de la part de S. A. S. Monsieur le Margrave de Baden, Elle vouloit bien croire que cette Instance n'est qu'à bonnes fins, & qu'elle ne tend point à préjudicier à ses Droits; Toutefois comme elle ignore quels Droits Monsieur le Margrave de Baden prétend avoir, & qu'elle ne fait pas l'usage qu'on voudroit faire de cette Instance dans la suite, ni quelle conséquence on en prétendrait tirer, Elle ne peut du moins pour la conservation de ses Droits, & Autoritez & pour éviter toute conséquence préjudiciable à l'avenir, que de faire proteste contre la susdite Instance aux fins qu'elle ne puisse nuire, ni donner aucune atteinte aux Droits de Son Altesse Serenissime, ni empêcher l'effet de la possession qu'Elle a prise, & de l'Investiture qui lui a été donnée. Et aiant demandé que la Proteste soit aussi rédigée & d'en avoir Acte, Messieurs des Trois Etats le lui ont ajugé. Ce qui a été jugé & sentence souverainement & absolument par les Nobles, Genereux, Vertueux, & Prudens Sieurs ABRAHAM CHAMBRIER, Ancien Maire de Vallangin; JEAN JACQUES SANDOL, Commissaire Général; JEAN DE MONTMOLIN, Trésorier Général; & JEAN*

ANNO
1694.

Mi.

ANNO
1694.

MICHEL BERGEON, Maire de la Ville de Neuchâtel, tous quatre Conseillers d'Etat, pour l'Etat de la Noblesse. BALTAZAR VALLIER, Châtelain du Landeron; JONAS HORY, Docteur aux Loix, Conseiller d'Etat, & Châtelain de Boudry; SIMON BRUN, Capitaine & Châtelain de Tielles, Maire de Saint Blaise; & FRANÇOIS-LOUIS DU TERRAUX, Lieutenant du Vauxtravers, pour le rang des Officiers. Et pour le Tiers Etat, les Sieurs Quatre Ministres de la Ville de Neuchâtel nommément: JEAN OSTERVOLD, Seigneur de Biolley, Maître Bourgeois en Chef; JEAN JACQUES FAVARGER; Le Capitaine SAMUEL MARVAL, & JEAN PETITPIERRE, tous Quatre du Con-

seil Etroit de ladite Ville. En présence des Nobles Gentilshommes, Vassaux, & Officiers; des Sieurs Conseillers de la Ville de Neuchâtel; des Députés de la Bourgeoise de Vallangin; des Sieurs Ministres de la Classe, des Députés de toutes les Justices & Communautés du Pais; & de plusieurs autres personnes notables, & du Peuple autant que le grand Poile en a pû contenir. Au grand Poile du Château de Neuchâtel, le huitième jour de Mars, l'An de grace, mille six cents quatre-vingt quatorze. Et recouru par mesdits Sieurs des Trois Etats, à la Chancellerie le douzième du même Mois.

ANNO
1694.

CLXII.

CLXII.

1. Juin.

L'AN-
GLETER-
RE, LES
PROVIN-
CES-U-
NIES ET
BRUNSWIC.

(1) *Traictat van Alliantie tusschen zyn Koninklyke Majesteyt WILLEM DE III. Koning van Groot-Brittannien, en de Staeten General der VEREENIGHDE NEEDERLANDEN ter eenre, ende Haere Vorstelyke Doorlucht. Heere RUDOLPHUS AUGUSTUS en ANTHON ULRICH Hertogen van Brunswyk Wolfembut-
tel ter ander zyde, gesloten den 1. Junii 1694.*

Traité entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas d'une part, & RUDOLPHE AUGUSTE, & ANTOINE ULRIC Ducs de Brunswich-Wolfembutel d'autre part, portant Ac-
cession du Roi d'Angleterre à l'Alliance faite le 14. Mai 1691. entre L. H. P. & lesdits Princes, comme aussi de nouveaux engagements d'amitié, & même de garantie de part & d'autre. Sa Majesté & L. H. P. y acceptent aussi de leurs Alteesses deux mille hommes en service, au dessus des 3000. qu'ils avoient déjà. Fait à la Haye le 21. Mai 1694. Avec un ARTICLE SEPARÉ, qui degage le Roi d'Angleterre d'une partie de ses Obligations. A Breda le 1. Juin 1694. [sur une Copie Manuscrite.]

I. Erstelyck is geconvenieert dat, in craghte van 't tegenwoordig nadere Traictat, sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien mede intreed in 't Traictat, van defensive Alliantie den 14. May 1691. gemaectt, tusschen de Heeren Staeten Generael der Vereenighde Nederlanden ende haere F. F. D. D. de Heeren Hertoghen van Brunswick-Lunenburgh, ende dat het selve Traictat by deesen werd gehouden voor geconfirméert, ende speciaelyck dat haar Hoogh-Mogende Troupes in 't voorschreve Traictat en desselfs separaat Art. gemelt, ter nombre van 5000. Man in haeren Dienst sullen behouden, geduyrende den tyt van 't voorschreeven Traictat.

II. Dat geduyrende dit Traictat, de Heeren Hertoghen haer met geene Koningen, Princen of Potentaten in enige Verbintenisse of Alliantie directelyck of indirectelyck sullen inlaeten tot nadeel of tegens de Interesten van sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien, ende van Haar Hoog-Mogende, ofte van de Hooge Geallieerden, ende speciaelyck sich niet sullen engageren, of iets ondernemen, doen of te helpen doen, om by den tegenwoordigen Oorlogh, een Vrede buyten kennisse ende goetvinden van sijn Koninklycke Majesteyt ende van Haar Hoog-Mogende te pouffieren; ende dat ook sijn Koninklycke Majesteyt van Groot-Brittannien ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, 't interest van 't Furstelycke Huys van Wolfenbuttel niet sullen verbinden of partye nemen.

III. Belooven de Heeren Hertoghen, boven de albereyts in de Nederlanden hebbende 3000. Man, noch aen sijn Majesteyt ende Haar Hoog-Mogende 2000. Man, bestaende in twee Regimenten te Voet, elck Regiment van seven Compagnien, ende elck Compagnien van 108. Man, ende een Regiment te Paardt van ses Compagnien, ende elcke Compagnien van 74. Man, ende alsoo gesamentlycke een Corps van 5000. Man

I. Premierement il est convenu qu'en vertu du present Traité le Seigneur Roi de la Grande-Bretagne soit aussi compris dans le Traité d'Alliance defensive conclu le 14. Mai 1691. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & leurs Alteesses Serenissimes les Seigneurs Ducs de Brunswick & Lunenbourg, & que le Traité soit confirmé comme il est confirmé par ces presentes, & specialement que lesdits Seigneurs Etats garderont en leur service les Troupes mentionnées dans ledit Traité & Article separé d'icelui au nombre de trois mille hommes durant le terme dudit Traité.

II. Les susdits Seigneurs Ducs n'entreront durant ce Traité en aucun engagement ni Alliance directement ni indirectement avec aucuns Rois, Princes ou Potentats, au préjudice & contre l'intérêt desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux ou de leurs Alliez, specialement ne s'engageront point, ni n'entreprendront & ne feront rien pendant la presente Guerre pour procurer une Paix, sans la connoissance & l'agrément dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, comme d'autre part lesdits Seigneurs Roi & Etats n'entreront dans aucun engagement ni dans aucun parti qui soit contre les intérêts de la Serenissime Maison de Wolfenbuttel.

III. Lesdits Seigneurs Ducs promettent outre les trois mille hommes qu'ils ont déjà dans les Pays-Bas, au service desdits Seigneurs Etats de vouloir encore livrer & laisser dans le service & à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, deux mille hommes, consistant en deux Regimens d'infanterie de sept Compagnies chacun & chaque Compagnie de cent huit hommes, & un Regiment de Cavalerie de six Compagnies, chaque Compagnie de soixante quatorze hommes, faisant ensemble un Corps de cinq mille hommes.

(2) Ce Traité fut premierement fait en Flandan entre les Provinces-Unies & les Ducs de Brunswick-Lunenbourg. Ensuite ayant été traduit en François, le Ministre du Roi de la Grande Bretagne eut ordre de le signer à Breda, en y ajoutant l'Article separé, qui pour cette raison ne paroit ici qu'en François.

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1694. Man in dienst ende verpleginge van syne Majesteit ende de Heeren Staten der Vereenigde Nederlanden respectie te stellen, ende soo langh laten ageren, als den tegenwoordigen Oorlogh sal duyren.

IV. Daar tegens belooven syne Koningh. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden die hier boven staende 2000. Man gelyck haar Hoogh-Mogende die in derselver Dienst ende Verpleginge hebbende 3000. Man, ende alsoo gesamentlyck respectie 5000. foodanige Verpleginge als Haar Hoogh Mogende eigene Troupes in allen deelen te laten genieten, soo dat het met de verpleginge, recruteringe, assignation, rappel ende met alle requisten sal gehouden werden, gelyck in den Tractaet van den 14. May 1691. is beloofd, mer dien verstaende, dat den Koning ende den Staet tot het doen van 't recruteren van yder Man, sullen geven, soo veel als aen hare eygene Troupes, ende dat de Heeren Hertoghen die Manschap uyt Duytsland daer voor sullen verschaffen.

V. Gelyck ook syn Koninklycke Majesteit ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden tot bevorderinge eenes grondelycken vergelycken inden Vorstlyken Huyse Brunswyk Lunenburg gesamentlycke Mediatie alreeds hebben geoffereert, en die ook van de Heeren Hertoghen gesamentlyck is geaccepteert, soo beloven syn Koninklycke Majesteit ende de Heeren Staten Generael, de voorstellinge foodaniger Mediatie te doen bevorderen, ende als onpartydiger Mediateurs craghtelyck helpen vermiddelen, dat het Furstelycke Huys Wolfenbuttel met Zel ende Hanover amiablement sal werden vergeleeken, daar en tusschen nemen syn Koninklycke Majesteit ende Haar Hoog-Mogende hier mede aen, het Furstelycke Huys Wolfenbuttel ingevalle het selve by syne Rechten feytelyck soude werden benadeelt, daar tegens niet alleen met goede officien by te springen, maar ook aen 't selve tegens sulcke feytelycheden eene craghtige garantie ende assistentie te presteren, gelyck als de Heeren Hertoghen beloven, gene, met de welcke sy in differenten staen soo lange dit Tractaet duyrt, met de wapenen aen te taften, noghte dat het door anderen, om voorgefeyde differenten willen gedaen werde, te verocasioneren.

VI. Sullen syn Koningh. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, by de toekomende generale Vredens Tractaten het interest van 't Furstelycke Huys Wolfenbuttel mede aen nemen, en 't selve naer 't uysterste vermogen, helpen bevorderen.

VII. Dewyle de Heeren Hertoghen tot aanwervinge ende verpleginge van de voorschreven Troupes soo veel voormaels als nu onlanghs groote onkosten, niet sonder hare incommoditeyt geempeyleert hebben, soo beloven syn Koningh. Maj. van Groot-Brittannien ende de Heeren Staten Generael daar tegens, dat de selve het Furstelycke Huys Wolfenbuttel van den tyt van de Ratificatie van desen Tractaet aen te reekenen, jaerlyks tot dat de Vrede gemaekt ende geratificeert sal syn, sullen geven 100000. Ryksdaelders, ende daar van te betalen de helft of 50000. Ryksdaelders comptant, soo heeft de Troupes soudon komen op de Frontieren van den Staet, ende de wederhelfte, ofte de verdere 50000. Ryksdaelders in gelycke termynen van maend tot maend over 't gantche jaer, ende dat synde geexpiereert, de volgende jaeren, tot dat de Vreden gemaekt ende geratificeert sal syn, alle maend een twaelfde deel van de jaerlycke beloofde 100000. Ryksdaelders.

VIII. Gelyck ook hooghgedagte syn Majesteit ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden sich by desen verbinden, om ingevalle het Huys Wolfenbuttel ter occasie van dit Tractaet van iemand soude werden benadeelt of geattaquert, dat de selve ook sal werden gehouden *pro casu Federis*, ende ver-

mes, à sçavoir trois mille hommes à la solde desdits Seigneurs Etats, & deux mille hommes à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, comme ci-dessus, lesquelles Troupes seront employées audit service, pendant tout le tems de la présente Guerre.

IV. De l'autre côté, promettent lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de faire jouir lesdits deux mille hommes de telle solde & avantages en toutes les manieres dont jouissent les propres Troupes desdits Seigneurs Etats, à quoi lesdits Seigneurs Etats s'engagent aussi à l'égard des trois mille hommes, qui sont déjà à leur service, desorte qu'à l'égard de la paye, recrues, assignations, rappel & autres choses requises, il sera fait, comme il est convenu dans ledit Traité du 14. de Mai 1691. bien entendu, que lesdits Seigneurs Roi & Etats donneront autant pour la recrue de chaque homme, qu'il sera donné aux Troupes mêmes desdits Etats & que lesdits Ducs pour cette consideration fourniront de l'Allemagne les hommes nécessaires pour lesdites recrues.

V. Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont déjà offert leur Mediation, pour l'avancement d'une ferme & stable accommodement entre tous les Princes de la Serenissime Maison de Brunsuic-Lunebourg, que lesdits Princes ont déjà acceptée, lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux promettent par les presentes de porter en avant ladite Mediation, & de faire sans partialité, les offices de Mediateurs, afin qu'il se fasse un Accommodement equitable entre la Maison de Wolfenbuttel & celles de Zell & Hanover: Et cependant lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux s'engagent qu'en cas, que ladite Serenissime Maison de Wolfenbuttel reçoit aucun prejudice dans ses Droits par voye de fait, non seulement d'y interposer leurs bons offices, mais aussi de l'assister de leur Garantie efficace & secours formel, comme aussi lesdits Seigneurs Ducs promettent de ne point attaquer par les armes, durant le terme de ce Traité, ceux avec lesquels ils sont en differant, ni même être cause qu'ils soient attaquez par d'autres à l'occasion desdits differents.

VI. S'engagent en outre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux au tems du Traité de Paix Generale futur, de contribuer de tout leur pouvoir à l'avancement & avantage des interêts de la Maison de Wolfenbuttel.

VII. Et d'autant que les Seigneurs Ducs ont fait de grosses depenses à leur grande incommodité, pour la levée & entretien des deux mille hommes susmentionnés, & qu'il est nécessaire de subvenir aux efforts extraordinaires, qu'ils s'obligent de continuer à faire contre l'Ennemi commun, promettent en cette consideration, lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de payer tous les ans à ladite Maison de Wolfenbuttel, du jour de la Ratification du présent Traité, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, la somme de cent mille Rixdalers, dont la moitié sera payée en argent comptant, aussi tôt que lesdites Troupes viendront sur les frontieres de l'Etat & l'autre moitié desdits cent mille Rixdalers, chaque mois de la presente année proportionnellement, & après l'expiration d'icelle, de payer, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, une douzième partie de ladite somme de cent mille Rixdalers tous les mois des autres années.

VIII. Comme aussi lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux s'engagent par les presentes, qu'en cas que ladite Maison de Wolfenbuttel recoive quelque prejudice, ou soit attaquée à l'occasion de ce Traité, cela sera tenu pro casu Federis, &

ANNO volgens de Heeren Staten Generael syn verpligt, omme het hooggemelde Huys de beloofde assistentie te preferen. 1694.

Aldus gedaen ende geconvenieert tusschen de ondergeschreeve gevolmagtigde Gedeputeerden van syn Konincklycke Majesteit van Groot-Brittannien, ende Haar Hoog-Mogende ende Hare F. F. D. D. ende ten oirconde desen geteekent, ende sal daar over Ratificatie-binnen den tydt van drie weecken of nogh eerder werden uytgewisselt ende de marche der Troupes binnen den selven tydt geschieden. Aldus gedaen ende getekent in 's Gravenhage den 21. May 1694.

Was geteekent,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WASSENAAR
DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

consequemment lesdits Seigneurs Roi & Etats seront ANNO obligés de fournir à ladite Maison l'assistance pro- 1694.
mise.

Fait & conclu par les soussignés Commissaires ayant Pleinpouvoir desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux & desdits Seigneurs Ducs de Wolfenbuttel, signé comme cy-dessus dont la Ratification sera échangée dans l'espace de trois semaines, ou plutôt, s'il se peut, & lesdites Troupes se mettront en marche incessamment; fait & signé à la Haye le 21. May, 1694.

Signé,

(L.S.) E. VAN ELS. (L.S.) P. DE WENDHUSEN.
(L.S.) Baron de WASSENAAR
DUYVENVOORDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WERDE.
(L.S.) W. VAN HAREN.
(L.S.) H. J. ROELINCK.
(L.S.) HENR. BOTTENIUS.

Le même Traité fut signé de la part de Sa Majesté Britannique à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY.
(L.S.) P. DE WENDHOUSEN.

Article séparé.

* C'est u- Comme il est stipulé par le Traité ci-dessus signé, ne faute, que Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne lisez le 14. entre dans l'Alliance défensive conclue le * 14. May, Mai 1691. 1694. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies & les Serenissimes Ducs de Wolfenbuttel, il est déclaré par cet Article séparé qu'il ne sera pas entendu que ni ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ni lesdits Seigneurs Ducs soient tenus au point de l'assistance actuelle, ni ne fera ledit Seigneur Roi te-

nu par la confirmation dudit Traité conclu le * 14. lisez en- May 1694. à aucun engagement, à l'égard des trois core le mille hommes y mentionnez, mais seulement pour le 14. Mai quote part des deux mille hommes qui par ledit Traité 1691. ré cy-dessus signé demeureront dans le service desdits Seigneurs Roi & Etats Generaux conjointement. Fait & signé à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L.S.) R. WOLSELEY. (L.S.) P. DE WENDHOUSEN.

CLXIII.

23. May. Tractat zwischen Ihro Römische-Kaiserliche Majestät Leopoldum, und Ihro Churfürstliche Durchleucht Fridrich August, nun König in Pohlen / wodurch der unterm Dato Dresden den 20. Februarii 1693. zwischen Ihro Kaiserliche Majestät und dem verstorbenen Churfürst zu Sachsen Johann Georg den IV. geschlossene Tractat confirmirt wird / Ihro Churfürstliche Durchleucht der grossen Allianz beizutreten auff gewisse Art versprechen / und wegen der Loslassung des Chur-Sächsischen General Feld-Markhals von Schöning tractirt wird. Dresden den 23. Maji. 1694. Nebst einem separirten Articul, worinnen Ihrer Kaiserlichen Majestät / Ihro Churfürstliche Durchleucht versprechen / die Readmission der Cron Böheim in das Chur-
2. Junii.

TOM. VII. PART. II.

kaiserliche Collegium auff alle Weise beförderen zu helfen. Sub eodem Dato. [Copie Manuscrite communiquée par un des Ministres qui ont signé le Traité.]

C'est-à-dire,

Traité entre LEOPOLD Empereur des Romains, & FREDERIC AUGUSTE, alors Electeur de Saxe, & maintenant aussi Roi de Pologne, par lequel le Traité conclu à Dresde le 20. Fevrier 1693. entre Sa Majesté Imperiale & le defunt Electeur de Saxe JEAN GEORGE IV. est confirmé, avec Promesse de la part de l'Electeur moderne d'accéder sous certaines conditions, au Traité de la Grande Alliance, & de metre en liberté le Marechal de Camp Schöning. A Dresde le 23. May 2. Juin 1694. Avec un ARTICLE SEPARÉ, par lequel le Serenissime Electeur s'engage d'appuyer par son suffrage & par ses offices la re-émission de la Couronne de Boheme dans le College Electoral. De la même Date.

Vv 2

Stad.

ANNO
1694.

Nachdem Zur genüge erinnerlich / was zwischen dero Römischen Kaiserl. auch zu Hungaren und Böheim Königl. Majestät / und der in Gott ruhenden und leichlich verstorbenen Churfürst. Durchl. zu Sachsen / vor ein Tractat in dem d. Dresden den 20. Februarii 1693. durch dero dalmals abgeschickten würdlichen geheimen Rath und Herrn Adolph Brasdianum / Graffen von Sterrenberg / bey noch continuirender Reichs-beurtheilung dalmals verlangten Assistenz halber / aufgerichtet worden / und dan Allerhöchst befagte Ihre Kaiserl. Majestät die dem Heyl. Römisch. Reich von auswärtiger gewalt abernachst bevorstehende grosse gefahren gegenwärtiger Churfürstl. Durchl. beweglich fur zu stellen / und nach dero unermüdeten Reichs-väterlichen sorgfalt / was zu rettung des beträngten Vaterlandes gereichen könne / sich hochschloßlich angelegen seyn lassen / mit dem allergnädigsten gesinnen / es wolle dieselbe nach dem Trampel dero löbl. Herren Vorfahren / ihre von Gott verliehene macht vor das nothleidende Vaterlandt fern mit an zu wenden sich nicht entziehen / so haben Ihre Churfürstl. Durchl. zu bezugung der gegen Ihre Kaiserl. Majestät tragende treue Devotion und tiebe zu dem weitem Vaterlandt / disfalls bereitwillig sich finden lassen / massen dan durch den Kaiserl. an sie abgeschickten Gesandten / Reichs-Hofrath und Cammerherren / Herren Philip Wilhelm Freiherrn von Boeneburg / und die hierzu von oft gedachter Ihrer Churfürstl. Durchl. deputirte Ministros nachfolgender gestalt verglichen worden.

I. Hat es bey dem / so in obberetem mit dem Herren Graffen von Sterrenberg aufgerichteten Tractat / wo es nicht alhier gedehret / in allen / als wann es von wort zu wort anhero wiederhohlet wäre / sein verbleiben / und wolle Ihre Churfürstl. Durchl. die darinne versprochene 12000. man / und zugehöriger Artillerie / wie daselbst enthalten / zu stellen nicht ermanngen.

II. Gleich wie Ihre Kaiserl. Majestät verlangen / das Ihre Churfürstl. Durchl. der so genannten grossen Allianz würdlich beytreten mögen / Als wolle so wohl Ihre Kaiserl. Majestät als auch die Cron Engellandt / und die Herren General Staaten / mit denen im nechst vorigen jahre versprochenen Allegationen und subsidien der vier hundert tausent thaler continuiren / und da beneden Ihres höchsten orts zu denen funfzig tausent thaleren quæstionis ein dritheil tragen / auch nicht unterlassen / bey Engellandt und Hollandt nachdrücklich und der gestalt / das der würdliche Effect erfolge / zu instilliren / damit dieselben gleichfalls zwey dritheil übernehmen mögen / welches Ihre Churfürstl. Durchl. dem als auch / wenn die prestation von Engellandt und Hollandischer setzen erfolget / acceptiret / und wolle so gleich auff dem fuß / wie von dero Herren Bruders Churfürstl. Durchl. Christl. Gedächtnis zu seipig den 2. Maji 1693. geschehen / der so genannten grossen Allianz nach beygehender Notull / bey zu treten und zu accordiren sich hiermit erklären.

III. Den rest der bißherigen subsidien belangende / so von Ihrer Kaiserl. Majestät ohnmittelbar zu erhalten / weil sich deren von unterschiedenen jahren befinden / als funfzig tausent thaler von Anno 1690. worauff et was weniges an proviant geliefert / von vorigen jahre aber de An. 1693. gleichfalls noch rüchsländige funfzig tausent thaler / welche beyde posten Ihre Kaiserl. Majest. nach endigung voriger Campagne bezahlen zu lassen durch den Herren Graffen von Sterrenberg versichert (dan was die ein hundert und funfzig tausent thaler post pacem zu vergnügen betriß / hat es bey dem Sterrenbergischen Necess sein bendenden) so wolle Ihre Kaiserl. Majestät solche zu gleich mit Ratification dieses Tractats / weil die operation darauf beruhet / zahlen / auch die Allegationes auff die Ober-Sächsischen Stände und Stadt Frankfurt zu gleich ohnsehbar einschleusen / und nach artl. wie im 4ten. Artikel des Graff Sterrenbergischen Tractats enthalten / nemlich daß der anfang des abtrags mit angehenden Nov. geschehen / und die sechs Winter-monaten erfolgen solle / einrichten / und die nöthige Requisitionales an die Reichs-Stände und Kräfte / wo die durchmarchen geschehen müssen / so fort mit überschicken lassen / dergleichen dem auch zu künftigen richmarch Ihre Churfürstl. Durchl. nach anleitung des Graff Sterrenbergischen Tractats im 6ten. Artikel von Ihrer Kaiserl. Majestät sich allerdingen versehen.

IV. Das Commando betreffend / ist zwar bekandt / daß im 3ten Artikel des Graff Sterrenbergischen Re-cellus / der sache abhandelung aufgestellt worden. Nach-

dem aber damahls das werck aus dem grunde nicht gehoben / so haben seine Churfürstl. Durchl. in der Beilage sub C. dero meinung und nöthigen vorbehalt zu eröffnen der naturfft befinden / welche Ihre Kaiserliche Majestät sich gnädigst gefallen / und Ihre Churfürstl. Durchl. hier über bey der Ratification versicherung thun zu lassen / dem unterthänigsten vertrauen / and bievoreit Allergnädigst. Kayserl. eigenen überlegung nach / nicht ansehen werden.

V. Ihre Kaiserl. Majest. wolle nunmehr den General Feldt-Marschall von Schönning hinwieder nach Dresden erlassen / wegen zum unterthänigsten Respect Ihrer Kaiserl. Majestät Ihre Churfürstl. Durchl. versprochen / Geb. Feldt-Marschall so wolle dieses jahre über / als auch so lang dieser Krieg währet / weder in Civilibus noch Militaribus / ohne Vorwissen Ihrer Kaiserliche Majestät nicht zu gebrauchen / in der gänkligen versicherung / das Ihre Kaiserl. Majest. ihne von Schönning die Aller-gnädigste versprochene Freyheit der gestalt zu ertheilen geruhen werden / daß derselbe pari passu mit der Ratification dieses Tractats anhero frey und mit genugsamer sicherheit gelangen möge / massen dan Ihre Churfürstl. Durchl. inzwischen dero im Lande noch stehende Armee zum march sich fertig zu halten / nach der eingelangen Ratification aber (welche alhier binnen 14. tagen / wo nicht eher aus zu wechseln) und erfolget völliger Freylassung des oberwehnten Feldt-Marschalls anhero / dieselbe würdlich zu marchiren beordern und befehlen werden / was endlich auch den desiderirten Schönningischen Revers anbelangt / da wolle es zwar zu Ehren Ihre Kaiserl. Majest. Ihre Churfürstl. Durchl. geschehen lassen / jedoch dabey des vertrauens kein / daß derselbe also moderiret / und eingerichtet werden möge / daß alles salva estimatione geschehen und præstiret werden könne. Istkundlich und zu dessen festhaltung sein hiewon zwey gleichlautende Exemplaria verfertigt / von beyden theilen unterschrieben und besiegelt / auch darüber Ihre Kaiserlichen Majestät und Churfürstl. Durchl. Ratificationes obgedachter massen gegen einander aus zu wechseln verglichen worden. So geschehen zu Dresden den 23. Maji 1694.

Philip Wilhelm Freiherr
von Boeneburg.
(L. S.)

Herr von Gersdorff.
(L. S.)

Friedrich Adolph von Häufigh.
(L. S.)

Christoff Dietrich Boock.
(L. S.)

Christian August von Harthausen.
(L. S.)

ARTICULUS SEPARATUS.

Demnach Ihre Kaiserl. Majest. wegen der völligen Readmission der Cron Böheim in das Churfürstl. Collegium bereits nicht allein durch den Herren Graffen von Sterrenberg auff die dalmals angebrachter massen bey in Gott ruhenden Churfürstl. Durchl. dero Consent zu ertheilen / sondern auch vor ihm abernahmen bey jetziger Churfürstl. Durchl. durch dero Abgesandten Frey-Herren von Boeneburg absonderliche instance solches beytrits halber thun lassen / und dann Ihre Churfürstl. Durchl. in demjenigen / was Ihre Kaiserl. Majest. der Cron Böheim / und ganken Erbkaiserlichen Hause von Oesterreich zu unterthänigsten Ehren und besien / mehrermeldem aufzunehmen / splendour / und wachsthum gereichen fan / an die handt zu geben / und solches nach möglichkeit zu befördern / ihren gedachten Vorfahren / welche in der gleichen sich eifrig bey allen gelegenheiten erwiesen zu haben / sich genügend informirt / und nicht nach zu geben / ja vielmehr dieselbe hierinnen zu übertreffen / gelegenheit zu haben wünsch. Als haben Ihre Churfürstl. Durchl. dessen eine probe hier durch zu geben nicht ansehen wolle / sondern versprechen / daß sie obberührte Readmission oder Reception / nicht allein Voto und Officiis secundiren / sondern auch dero Gesandtschaft bey dem Reichs-Convent zu Regensburg disfalls gemessene instruction erthei-

ANNO
1694.

ANNO 1694. ertheilen / und beehenden Ihrer Kaiserl. Majest. aller diensamer orten / möglich an die hand zu gehen / und davon nicht aussen wollen / bisz der abgezielte zweck erhoben werden möge / dergegen auch zu Ihrer Kaiserl. Majest. undt dasz dieselbe Ihre Churfürstl. Durchl. auff dero betande / und zum theil in bisshierigen Conferentien specificirte particulaire anlegenheiten / zu dero Churfürstl. Haufes conservation undt aufnehmen / Allergerädigste gewürige reflexion undt obacht zu nehmen / gnädigst werden gefallen lassen / dero absonderlich vertrauen tragen / und sich dessen gänzlich demüt versichert halten wollen. Signaturum Dresden den ^{23 Maji} 2 Junii 1694.

Philipp Wilhelm Freyherr
von Bozenburg.
(L.S.)

N. Freyherr von Serstorff.
(L.S.)

Friederich Adolph von Hauchwitz.
(L.S.)

G. Herr Knosch.
(L.S.)

Christoph Dietrich von Woofe.
(L.S.)

Christian August von Hartzhausen.
(L.S.)

CLXIV.

16. Août. Vergleich zwischen Herzog Wilhelm Ernst / undt Johann Ernst zu Sachsen-Weimar Gebrüder in puncto einiger Gravaminum, so dem jüngern besagten Herzogen beygeführter Gemeinschaftlichen Regierung begegnet: Krafft welchen demselben erlaubt wird / einen particulier-Rath zur gesambten Regierung / wie auch einen zu dem Consistorio zu bestellen / ferner auch die Ober- und Nieder-Gerichtbarkeit in denen ihm laut Väterlicher Succession zugetheilten Aemtern von dessen älteren Herrn Bruder zugelassen wird; Geschehen Weimar zur Wilhelmsburg am 16. Aug. 1692. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abfatz II. pag. 700.]

C'est-à-dire,

Accord entre les Ducs de Saxe-Weimar JEAN ERNEST, & GUILLAUME ERNEST Freres, pour le redressement des Griets du plus jeune des deux dans la communion de leur Regence; A quelle fin, on convient qu'il pourra y établir un Conseiller de sa part, comme aussi au Consistoire; & qu'il exercera seul la Jurisdiction haute & basse dans les lieux qui lui sont échus de la Succession paternelle, quoi que jusqu'à present elle eût été tenue en commun. Fait dans le Château de Wilhelmsbourg à Weimar le 16. Août 1694.

Zu wissen sey hiernit / dasz zwischen denen Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Wilhelm Ernst / und Herren Johann Ernst / Gebrüder / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Bergen / auch Engern und Westphalen it. tot tit. indem des Jüngeren Herren Herzogs Durchleuchtigkeit / als ob / beygeführter Gemeinschaft / Ihre einige gravamina begegnet / sich die Jahre hero am Kaiserlichen Hofe beklaget / und

ANNO 1694. sowohl deshalber / als insonderheit auf erfolgten Zeinischen Successions-Anfall / die gänzlichtheilung der Gemeinschaft insändig gesucht / hingegen des älteren Herren Herzogs Durchl. Ihre Nothdurft in puncto gravaminum nach und nach eingewendet / aber zur Verteilung der gesamten Lande / waten darzu noch zur Zeit keine austrächtige Fürstl. Portionen / nach dem Zustande dero Fürstl. Camt-Haufes / gemacht werden könnten / sich nicht versehen wollen / dasz demnach zu Inlegung dieser Mißbilligkeit und Errichtung besändigen Fürstl. Brüderlichen Wohlvernehmens / durch Verteilung Gottlicher Gnade vermittelst derer sowohl Gesamt- als Particulier-Gesheimbden und Hof-Näthen beider Höfen Theile unter denenselben anheute folgender Vergleich getroffen worden.

Erstlich / soll des Jüngeren Herren Herzogs Fürstl. Durchl. frey stehen / zur Fürstlichen gesambten Regierung einen Particulier-Rath / auch nach Bedenken deren zwey zu bestellen / so derselben gleich denen gesambten Regierungs-Näthen beyzuwohnen / und denen Berathungen mit obzuliegen. So wird auch deroelben an dem Fürstl. Gesambten Ober-Consistorio einen Consistorial-Rath zu halten versattet / und wie beederseits solche particular-Näthe von Ihrer Durchl. in dero besondere Pflicht genommen werden / Also sollen dieselben vermittelst eines Handschlags der Gemeinschaft zur Fürstl. Regierung und Ober-Consistorio / auf erwünschter Regierung sich verpflichten machen / welche Pflicht jedoch Ihnen keine Hinderung bringet / Ihres gnädigsten Herrn besonderes Interesse / unbeschadet der Gemeinschafts-Verfassung des Haufes / zu beobachten.

Zum Anderen / ist beederseits gut befunden worden / bey der gesanten Fürstl. Cammer / nebst dem Bedienst zu denen besändigen gemeinschaftlichen Ausgaben und Schulden Tilgung / welcher so fort in ein besonderes Verzeichniß zu bringen / eine gewisse Summa anzusetzen / davon die besändige und extraordinar-Aufwendung auf Gesandtschaften / Reisen / Correspondenz / und sonst anders füglich zu bestreiten; Was aber über solche beyderley Ausgaben und Nothdurft annoch im Besande verbleiben möchte / unter beederseits Fürstliche Herrschaften / nach abgelegten jedesmaligen Rechnungen / in gleiche Portionen zu vertheilen / und sollen die zu denen vorberührten Nothwendigkeiten beschiffte Einkünfte durch den Gesambten Cammerschreiber eingegeben und jährlich berechnet werden / deme aber des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. einen Cammerschreiber oder anderen gewissen Bedienten für sich dergestalt zuordnen mögen / dasz derselbe zwar Ihre / wegen dero eigenen Interesse verpflichtet / aber doch auch der Gemeinschaft bey Fürstlicher gemeiner Cammer / wie oben bey den particulier-Näthen gemeldet worden / durch einen Handschlag verbindlich gemacht werde. Hiernächst und

Zum Dritten / überlassen des älteren Herren Herzogs Durchl. dero Jüngeren Herren Brüdern Durchl. die bisz anhero in Gemeinschaft gehabte hohe und Niedere Gerichtbarkeit / in allen denen Ihre sowohl aus dem Zeinischen Anfall / als der Fürstl. väterlichen Succession zugetheilten Aemtern / Nemlich: In dem Amte Capellendort / und der Vogtey Magdala / Amte Hensdorf / Groffen-Brembach / Hardiesleben und Bertha / einzig und allein das Amte Weimar aufgenommen / in welchem Amte beederley Gerichtbarkeit / nach wie vor / bisz zu bey der Fürstl. Theilen anderweit-belichigen Vergleich / in der Gemeinschaft gelassen wird / jedoch sollen des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. den Zwang und Execution wegen dero Einkünften und Gefällen / in solchem Amte Weimar durch Ihren Amtsführer oder sonst einen dergleichen Bedienten zu üben befugt seyn. Wegen der hohen Gerichte aber in besagtem Amte ist sich absonderlich dergestalt vereinigt / dasz / wie Er. Fürstliche Durchl. die Gerichte und andere zu denen Ober-Gerichten gehörige Einkünfte / nach wie vor / gegen die darzu benötigte Aufwendungen verbleiben; Also hinführo sowohl in diesen als auch anderen Aemtern und in gesanten Fürstenthum / damit kein Herr für den andern mit denen Pönlichen Inkosten beschweret werde / die remissiones der Verbrechere an die Orte / wo sie delinquiret / gewöhnlicher massen geschehen / und angenommen werden sollen / auch werden die Appellationen und Berufungen von des Jüngeren Herren Herzogs Durchl. Aemtern / wie bisz her / also ferner angewendet / und an der gesambten Regierung angeführt. Was aber die Justiz-Rediente und Beamte in erwähnten Aemtern betrifft / haben des Jüngeren Herren Herzogs Hof-Fürstl. Durchl. solche hinführo nach dero Gefallen zu bestellen / und in de-

ANNO
1694.

ro besondere Pflicht zu nehmen/ wie auch sie Ihrer Dienste nach verschulden zu entsagen. Jedoch/ daß dieselbe wegen der Berufungen/ und was zur Gesamtschafft gehörig ist/ derselben an der gesamten Fürstlichen Regierung gleichfalls verpflichtet werden.

Zum fünften/ soll hinführo/ wenn des Jüngeren Herzogs Durchl. Officianten und Bedienten an dero Hof/ in hiesiger Stadt und Amt Weimar/ so viel verwickelt/ daß sie in Verhaft zu nehmen seynd/ von dem hiesigen gesamten Amtmann/ auf höchstgedachter Sr. Durchl. Befehl in Arrest oder zur Captur gebracht/ der Proceß aber bis zum Ende von gesambter Fürstlichen Regierung gleicher gestalt/ wie mit des regierenden Heren Herzogs Hoff Officianten und Bedienten beschiet/ geführt werden. So seynd auch des Jüngeren Heren Herzogs Hoch- Fürstliche Durchl. in dero Aemtern nicht weniger besetzt/ mit erwünschten dero Bedienten durch Ihre Beambte dafelbst in dergleichen ehenemassen/ wie icho gemeldet/ mit Verhaftung und Ausführung des Processes/ von der gesamten Regierung versehen zu lassen.

Gleichwie nun zum Sechsten/ des Jüngeren Heren Herzogs Durchl. bey dergestaltiger Führung der Gemeinshaft von allen Vorfällenheiten/ sowohl in profanis als Ecclesiasticeis, wie auch der gemeinen Landes-Sicherheit/ und die Militaria betreffenden Sachen/ durch die nunmehrige Bestellung derrer gesamten Collegiorum gehörige Nachricht und Communication erlangen; Also wollen des regierenden Heren Herzogs Hoch- Fürstl. Durchl. wann dero Heren Bruders Hoch- Fürstl. Durchl. bey ereigenden Befstellungen zu denen/ sowohl Oberrats Unter-Militar-Chargen, auf einiger Versehen Beförderung eine Absicht nehmen möchten/ dieselbe vor anderen in Consideration zu ziehen nicht ermangeln.

Endlich und zum Siebenben/ verbleibet es in allen übrigen/ soviel durch diesen Vergleich nicht geändert wird/ bey denen vorigen Verordnungen/ Fürst- Brüdervlichen Verträgen und Herkommen des Hauses billig; und lassen es des Jüngeren Heren Herzogs Durchl. ohne weitere Suchung der Landes- Theilung/ und mit Begebung des am Kaiserlichen Hoffe ereigten Processes/ bey der hergebrachten Gemeinshaftlichen Regierungs-Form allerdings verbleiben/ bis so lange sich zur Theilung hinfünftig durch Fürstl. Succession in gesamten Hauß ein anderweitiger Landes- Anfall begeben wird. Soll auch über die bisshero in Gesamtschafft beschene Verfügungen/ worüber sich bereits beschweret/ oder beschweret werden können/ ferner nichts gereget/ sondern es dabey lediglich gelassen/ und alles in Vergeß gesetzt seyn/ Inmassen nicht weniger an denen Ministris und Bedienten/ so ci nem oder anderen Theil beträhig oder zugethan gewesen/ sowohl auch denen Jhrigen beschalten/ wie ohne dem die Billigkeit erfordert/ das geringste nimmer geachtet werden soll.

Dessen allen zu mehrerer Uthetund und beständiger Besthaltung/ ist dieser Vergleich non beiden Höhen Fürstl. Theilen selbst eigenhändig unterschreiben/ und mit dero Fürstl. Insignen bekräftiget. So geschehen Weimar zur Wilhelmshurg am 16. Augusti Anno 1694.

Wilhelm Ernst/ H. zu S.
(L.S.)

Johann Ernst/ H. zu S.
(L.S.)

CLXV.

24. Août. *Traité de Commerce, & de bonne correspondance entre la Frontiere de BAYONNE, & Pais de LABOURT, & la Province de GUIPUSCOA d'Espagne. Fait dans l'Isle des Faisans sur la Rivière de Bidassoa le 24^{me}. du mois d'Août. 1694. Avec la RATIFICATION du Roi T. C. Donné à Versailles le 8. jour de Septembre 1694. [Imprimé à Bayonne chez Antoine Fauvet, Imprimeur du Roi Ann. 1694.]*

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: Salut: Nos Chers & bien Amés les Echevins, Jurats, Conseils & Habitans de notre Ville de Bayonne, Manans & Habitans de

ANNO 1694.
nôtre Pais de Labourt, & Lieux adjacens dépendans du Gouvernement de ladite Ville: Nous ont fait remontrer que pour éviter les actes d'hostilité qui se pourroient commettre à l'avenir sur la Frontière dudit Pais, & de la Province de Guipuscoa à cause de la Guerre ouverte qui est entre Nous, & Nôtre très-Amé Frere le Roi d'Espagne, & établir une bonne correspondance entre les deux Frontieres pour le bien commun des Habitans dudit Gouvernement de Bayonne, & de ladite Province de Guipuscoa, ainsi qu'il a été fait en pareille occasion, es années 1653. & 1668. Il auroit été proposé de part & d'autre sous nôtre bon plaisir, aux fins de ladite correspondance & de la liberté du Commerce sur lesdites Frontieres, de renouveler le Traité fait pour ledit Commerce en l'année 1653. par nôtre Cher & bien Amé le Sieur Comte de Thouloujon lors Gouverneur, & nôtre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Pais de Labourt & Lieux adjacens, & Dom Diego de Cardenas Capitaine Général pour le Roi Catholique de ladite Province de Guipuscoa, confirmé & ratifié par nos Lettres Patentes de ladite année 1653. Et encore en l'année 1668. sous le nom de nôtre très Cher & bien Amé Cousin le Duc de Gramont, Pair & Maréchal de France, lors & de present Gouverneur & nôtre Lieutenant Général en ladite Ville de Bayonne, Pais de Labourt & Lieux adjacens, par autres nos Lettres Patentes du vingt-unième Janvier de ladite année 1668. dont les Articles s'enluevent.

I. Premierement, il y aura un oubli général de tous les actes d'Hostilité qui ont été faits de part & d'autre, tant par Mer que par Terre, en quelque façon & manière que ce soit, sans que pour raison de ce les uns ni les autres dedites Habitans dudit Gouvernement de Bayonne & Province de Guipuscoa puissent ci-après en être recherchés ni faire aucune demande.

II. Que si à l'avenir il se commettoit aucunes Voleries ou Pirateries dans ledit Gouvernement de Bayonne, ou dans ladite Province de Guipuscoa, soit par Mer ou par Terre, au moyen dequoi il fût apporté du trouble au present Traité, les Habitans de mêmes Gouvernement & Province, tiendront la main de bonne foi à ce que les coupables, quelque part qu'ils puissent être trouvés, soient punis comme Perturbateurs du repos Public, comme aussi à ce que ceux qui auront reçu quelque forte de tort ou de dommage soient indemnisés.

III. Et d'autant que ce Traité se fait pour le bien commun dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa, il est important pour prévenir & lever toute difficulté de faire ici expression de l'étendue & des limites tant dudit Gouvernement de Bayonne que de ladite Province, & de remarquer que ledit Gouvernement prend son commencement du côté de la Rivière de Bidassoa par les lieux de Biriartu d'Urrugne, Hendaye, & le long de la Côte par le Port de Soccoa, & continué par Ciboure, Saint Jean de Luz, Guetary, Bidart, Biarrits, Bayonne, Capbreton, & le Vieux Boucaut qui en fait la clôture.

IV. Et pour le regard de la Province de Guipuscoa, elle commence du côté de France par la Cité de Fontarabie, les Ports du Passage, Saint Sebastien, Orio, Zerauz, Guetary, Zumaya, Dema, & Motrico qui sont tous Ports de Mer, & du côté de la Rivière de Bidassoa sont les Jurisdiccions de l'Université de Irun & d'Oranç lesquels sont à l'opposite dedites Lieux & Parroisses de Biriartu d'Urrugne, & Hendaye, & d'autant que toutes les autres Villes, Bourgs & Villages dudit Gouvernement, & de ladite Province qui sont dans la terre sont aîlés connus, ils ne feront pas spécifier ici, quoi qu'ils demeurent tous compris sous les noms dudit Gouvernement de Bayonne & de ladite Province de Guipuscoa.

V. Que tous les Navires, Barques & Pinassies des Habitans dudit Gouvernement de ladite Province qui navigeront en Marchandise ne pourront être pris par aucuns des Sujets des Rois de France ou d'Espagne, pourvu qu'ils se trouvent munis de Passeports dudit Gouverneur de Bayonne, & Capitaine Général de ladite Province, étant accordé que pour obvier à tous les inconveniens, fraudes & abus qui pourroient être commis de part & d'autre, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province seront tenus respectivement.

ANNO
1694.

tivement de déclarer les Noms des Vaisseaux & des Maîtres possédés, ensemble les Ports d'iceux & le nombre des Mitrins, Canons & autres Armes défensives, & ladite déclaration faite ledits Passeports seront expédiés aux Habitans de ladite Province de Guipuscoa, par nôtre dit Cousin le Duc de Gramont & ses Successeurs audit Gouvernement, sur les Certificats qui auront été expédiés par ledit Capitaine Général de Guipuscoa ou ceux qui le représenteront ci-après, & réciproquement pareils Passeports seront donnés aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne par ledit Sieur Capitaine Général sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne, tous lesquels-dits Passeports seront enregistrés aux lieux où ils seront expédiés.

VI. Et d'autant que ce seroit une trop grande fatigue pour les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province de prendre des Passeports pour les Barques, Pinasses, & Chaloupes, qui navigeront chacun dans son détroit, & d'un Port à l'autre avec des denrées de leur País, du Poisson de leur Pêche, ou quelque autre sorte de Marchandise: A cette cause & pour un commun soulagement, ne seront ledits Habitans desdits Gouvernement & Province obligés de se munir d'aucun Passeport, que lors seulement qu'ils iront en voyages lointains, ou des Ports dudit Gouvernement de Bayonne à ceux de ladite Province, & réciproquement de ceux de ladite Province à ceux dudit Gouvernement.

VII. En cas qu'au préjudice du présent Traité, aucuns Sujets des Rois de France & d'Espagne viennent à faire quelque prise de Vaisseaux ou Marchandises appartenans à ceux qui sont compris audit Traité, & qu'il arrive que telle prise soit conduite soit aux Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province ou en quelque autre de France, Espagne ou autres de l'obéissance de leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique, les Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, seront respectivement obligés de faire les diligences requises & nécessaires en Justice jusques en fin de cause, pour faire restituer ledits Vaisseaux & Marchandises aux Propriétaires, si ce n'est qu'en icelles prises il y eût des Gens de Guerre, munitions & Armes autres que celles qui serviroient pour la défense desdits Vaisseaux; Car cela étant ledites Armes & munitions seront de bonne prise; Mais non ledits Navires, ni les Marchandises qui seront esdits Navires conjointement avec les Armes & Munitions, ce qui s'entend seulement à l'égard des Navires dudit Gouvernement & de ladite Province, & non pour ceux qui seront d'autres Ports & Provinces, lesquels ne jouiront point de cette liberté; Ains se trouvant avec des Armes & Munitions, ledites Armes & Munitions ne seront pas seulement de bonne prise; mais aussi ledits Navires & Marchandises qui seront parmi ou avec ledites Armes & Munitions: Davantage pourront ledits Habitans dudit Gouvernement & de ladite Province, faire conduire chacun dans son détroit, & de quelque part que bon leur semblera, toutes sortes de Provisions & Denrées qui leur seront nécessaires, comme Bleds, Avoines, Fèves, Seigles, Millet, Bois, Vins, Moruës, Graisses, Raves, Sel, & généralement toutes autres sortes de Marchandises sans aucune exception, moyennant les sùldits Passeports, sans toutefois des Armes & Munitions de Guerre, comme il vient d'être dit.

VIII. A été aussi convenu que lors que les Habitans dudit Gouvernement de ladite Province seront venir des Navires, Barques, ou Pinasses, soit vuides ou avec des Marchandises ou Provisions à quelqu'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, tels Vaisseaux ne pourront être pris en Mer à la distance de quatre lieues des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province inclusivement, quand même ledits Vaisseaux ne seroient pas munis desdits Passeports, ni appartenans audit Habitans dudit Gouvernement ou de ladite Province; ce qui se doit entendre des Vaisseaux François ou Espagnols, & non de ceux des autres Nations, sur lesquels on pourra respectivement courir à la distance sùldite s'ils sont ennemis de l'une ou de l'autre des Couronnes; Mais au regard des Vaisseaux dudit Gouvernement & de ladite Province qui navigeront comme dit est avec ledits Passeports, ils pourront librement aller & venir dedans & dehors l'étendue desdites quatre lieues.

IX. Il ne sera néanmoins loisible aux Habitans dudit Gouvernement de Bayonne de faire sous prétexte du présent Traité, porter ou conduire dans les Ports ni autres Lieux de ladite Province de Guipuscoa, aucune

sorte de Marchandise de Contrebande; Ains demeureront les Edits & Déclarations faites sur ce sujet par le Roi d'Espagne en leur force & vigueur, pourront toutefois ledits Habitans dudit Gouvernement faire porter & conduire en ladite Province, tant par Terre que dans leurs Navires, Barques, Pinasses, & autres Vaisseaux, telles Denrées, Provisions & Petricheries que bon leur semblera, & faire leurs emplettes & retours, en prenant les Passeports ainsi qu'il a été dit ci-dessus, & semblablement les Habitans de ladite Province pourront avec leurs Navires & Barques, Pinasses & autres Vaisseaux porter leurs Denrées, soit par Terre ou par Mer, dans les Ports dudit Gouvernement, & faire leurs emplettes & retours en Provisions & Petricheries, en prenant des Passeports en la même manière.

X. S'il arrivoit que les Vaisseaux dudit Gouvernement ou de ladite Province, ayans ou n'ayans point de Marchandises de Contrebande fussent obligés par l'effet du mauvais tems ou quelque autre accident ou cas fortuit, de relâcher en quelqu'un des Ports dudit Gouvernement ou de ladite Province, il ne pourra en ce cas leur être méfié en façon quelconque; Ains auront ledits Vaisseaux toute liberté de continuer leurs voyages après qu'ils se seront mis en état de ce faire, sans qu'ils puissent toutefois faire décharge d'aucune Marchandise depuis qu'ils seront ainsi en état de continuer leurs routes, & ce sous peine de confiscation.

XI. Et tout ainsi que jusques à présent les Sujets des deux Rois qui ont navigé en Course ont pu faire des reprises les uns sur les autres; il a été aussi accordé que dorénavant ils pourront faire le même; comme aussi les Vaisseaux & Frégates de Course dudit Gouvernement & de ladite Province, pourront faire tous actes d'hostilité les uns contre les autres, ainsi qu'il a été pratiqué jusques à présent, sans que pour raison de ce le présent Traité demeure en aucune façon altéré ni violé.

XII. Et pour plus grande validité du présent Traité il sera réciproquement ratifié par leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique & enregistrée dans les Admirautés de France, & dans celle d'Espagne, dans les terres de l'obéissance de Sa Majesté Catholique, & cependant le Commerce & Correspondance aura cours conformément audit Traité de part & d'autre dans les limites dudit Gouvernement de Bayonne & de la Province de Guipuscoa.

Suite du Traité du Commerce & bonne Correspondance avec la Seigneurie de Biscaye.

AU nom de Dieu soit; sachent tous présents & à venir que la bonne Amitié & Correspondance ayant été de tout tems établie entre la très-Noble & très-Loyale Ville de Bayonne & Gouvernement d'icelle d'une part, & la très-Noble & très-Loyale Seigneurie de Biscaye d'autre; en sorte que nonobstant les Guerres survenues de tems à autre entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, les deux Rois ont eu la bonté d'accorder cette grace au sujet des deux Frontières pour leur donner moyen de subsister par leur Commerce, ce qui fait que les Guerres, publiées entre les deux Couronnes depuis quelques années, continuant encore présentement, la Seigneurie de Biscaye s'adressa au Roi Catholique son Souverain Seigneur, & obtint de Sa Majesté la permission de faire un Traité de bonne Correspondance le seize mois de Septembre 1693. Ce qu'ayant fait savoir au Seigneur Duc de Gramont, Pair de France, Souverain de Bidache, Sire de l'Esparre, Chevalier des Ordres du Roi, Gouverneur & Lieutenant Général pour Sa Majesté en Navarre & Bearn, Gouverneur particulier de la Citadelle de Saint Jean Pic de Port, de cette Ville, Citadelle & Châteaux de Bayonne, Pais Circonvoisins, & Commandant en Soule, il eut la bonté d'agir auprès du Roi très-Chrétien, & Sa Majesté lui envoya une Lettre de Cachet lui donnant pouvoir de permettre ledit Traité à ladite Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement, ce que ledit Seigneur ayant fait savoir à ladite Ville, il fut nommé des Députés en ladite année 1693, qui se rendirent en l'île des Faïans sur la rivière de Bidassoa lieu accoutumé aux Traitez entre les deux Couronnes, lesquels ayant conféré avec les deux Députés de ladite

ANNO
1694.

Sei-

ANNO
1694.

Seigneurie de Biscaye, ils ne pûrent convenir ensemble des moyens pour l'exécution dudit Traité également utile & avantageux aux deux Frontières, & cela provint de ce que la Patente concédée à ladite Seigneurie portoit exclusion des Articles cinquième & dixième des Traitez des années 1653. renouvellez en 1667. & 1675. après quoi ladite Seigneurie s'érant de nouveau adressée à Sa Majesté Catholique Elle a obtenu une Cédulle ou Patente le cinquième de Juillet de la présente année 1694. portant Pouvoir de renouveler ledit Traité & d'admettre les Articles cinquième & dixième, signé en Espagnol Yo EL REY, ce qu'ayant fait savoir audit Seigneur Duc de Gramont il a aussi obtenu de Sa Majesté une autre Lettre de Cachet datée du seizième du mois de Juillet dernier, Signé Louis. Et plus-bas PHELIPEAUX avec Pouvoir de permettre aux Habitans de Bayonne & du Gouvernement ledit Traité, & ledit Seigneur en ayant donné connoissance à Messieurs les Maire, Echevins & Jurats de ladite Ville de Bayonne, ceux-ci ont nommé pour Députez Maître Jean de Larre Avocat en Parlement & Clerc Affesseur de ladite Ville de Bayonne & Maître Jean François Dubrocq un desdits Sieurs Jurats, lesquels après avoir reçu les ordres dudit Seigneur Duc de Gramont par son Ordonnance du neuvième de ce mois, signé de lui, & plus-bas par Monseigneur Lamarque, s'étant transportez au pas de Behobie, & ayant conféré par diverses fois dans l'Isle des Faïans avec Dom Juan Francisco Ayasllá Prieur de l'Université de la Case de la Contratation de la Ville de Bilbao, & Dom Simon de Mendieta Deputados de ladite Seigneurie de Biscaye à l'effet dudit Traité de bonne Correspondance, comme du Pouvoir à eux baillé par ladite Seigneurie en datte du dixième de ce mois signé Diego de Ouparitcha, ils ont convenu & demeuré d'accord que le Traité conclu en ladite année 1653. renouvelé en 1667. & 1675. entre la Ville de Bayonne & Pais de Labour d'une part, & la Seigneurie de Biscaye d'autre, sera reciproquement observé de part & d'autre, & demeurera dans son entiere force & vigueur pour tout le contenu aux douze Articles, avec toutes les dépendances & circonstances comme elles y sont interées; mais comme ces deux Frontières ont trouvé par experience qu'il est survenu entr'elles des contestations qui ont donné lieu à des infractions à quelq'un desdits Articles dudit Traité, & leur ont causé de grandes pertes & de grands fraix, n'ayant pas pu prévoir des difficultez qui ont été mêlées dans la suite de part & d'autre, & desirant déclarer ce qui pourroit faire quelque difficulté, afin de sortir les moyens de contrevienir & rendre plus forte leur bonne amitié & Correspondance, Elles ont trouvé à propos sous le bon plaisir de leurs Rois d'ajouter par forme d'explication à aucuns des Articles dudit Traité ce qui s'ensuit, savoir est, au regard des Articles second & septième desdits Traitez, que si quelque Navire ou autre Bâtiment de Bayonne & Gouvernement navigant avec les Passé-ports & Dépêches nécessaires étoient pris par quelque Fregate de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets & menez en quelque Port d'Espagne, en ce cas ladite Seigneurie de Biscaye sera obligée, après une sommation, de faire à ses dépens les diligences judiciaires & extra-judiciaires qu'il conviendra faire jusques à obtenir Sentence definitive en toutes Justices & Tribunaux, & de restituer tel Bâtiment & Charge aux Proprietaires au cas qu'ils ne soient déclarez de bonne prise, sans que par droit de repréaille ni autre prétexte que ce soit tel Bâtiment puisse être arrêté, & en cas qu'on ne donne pas satisfaction de tout ce que dessus, les Proprietaires du Navire & Cargaison auront Droit de se faire payer sur tous les biens & effets des Espagnols de ladite Province de Biscaye compris dans le présent Traité soit en tems de Paix, soit en tems de Guerre, en quelque lieu de France que ce soit pardevant toutes Justices, & même par Droit de repréaille en faisant estimer la valeur du Navire & Cargaison suivant le prix qu'il aura valu au lieu de son départ, au tems qu'il sera pris, & cette obligation reciproque sera faite par la Ville de Bayonne & Lieux du Gouvernement envers les Bâtimens de ladite Seigneurie de Biscaye qui seront pris & menez aux Ports de France, & en ce qui concerne l'Article huitième dudit Traité de mil fix cens cinquante-trois qu'en expliquant icelui, s'il se trouve dans les Ports de Bayonne ou Gouvernement ou pareillement dans aucun Port de ladite Seigneurie de Biscaye des Corsaires Ennemis des deux Couronnes

avec des Vaisseaux des uns ou des autres; le Gouverneur de Bayonne ou autre qui commandera & reciproquement les Alcaldes & autres personnes ayant Pouvoir & autorité dans les Ports de ladite Seigneurie de Biscaye ne laisseront sortir les Corsaires que vingt-quatre heures après que les Vaisseaux François ou Espagnols auront été sortis des Ports où ils seront dans ledit Gouvernement de Bayonne ou dans ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, à peine de répondre des evenemens de part & d'autre, & de même pour un plus grand éclaircissement de ce que c'est que Provisions & choses comestibles, comme aussi Petrecheries, il est convenu que les Provisions & choses comestibles sont Froment, Seigle, Fève, Orge, Pois, petite Fève & toute autre sorte de Legumes, Moruë sèche & verte, Chair & Graisse de Baleine, Raves, Escabetcho; Lamproyes, Sucres, Sel, Vin, Eau de Vie, Cidre, Bœuf & Vaches, Moutons, Chandelle de Suif, Blé d'inde, Lard, & autres choses comestibles, & pour ce qui est des Petrecheries qu'elles s'entendent être Bray, Goldron, Resine, Graisse de Baleine, Suif, Olonnes, Cordages de toute sorte, Chanvre, Mûture, Ancres, Noyalles à faire Voiles & autres Petrecheries, sauf & excepté des Canons, Poudre, Balles, Mèche de toutes sortes d'Armes qui sont prohibées de part & d'autre: en outre les Parties ont demeuré d'accord qu'elles tâcheront d'obtenir de leurs Rois dans six semaines, à commencer dès ce jourd'hui, la Ratification du présent Traité, & que cependant en attendant cette Ratification, les Habitans de Bayonne & du Gouvernement d'icelle Ville, & pareillement ceux de la Seigneurie de Biscaye pourront commencer de faire ensemble le Commerce avec toute liberté, sans qu'il puisse leur mesarriever, quand même la Ratification seroit refusée par l'un des deux Rois sous les peines & conditions mentionnées dans l'explication ci-dessus faite par des Articles du présent Traité, comme aussi est arrêté que les Habitans de Bayonne & Gouvernement d'icelle, & ceux de ladite Seigneurie de Biscaye ayant des discussions les uns contre les autres au sujet de leur Commerce, il sera permis de les poursuivre de part & d'autre en Justice de même que dans une pleine Paix: finalement promettant ledits Sieurs Députez en conséquence de leurs Pouvoirs reciproquement d'observer & de faire observer de bonne foi le contenu au présent Traité, sans qu'il soit contrevenu directement ni indirectement pour quelque cause que ce puisse être & ayant les Parties déclaré que les limites, ports & lieux de ladite Seigneurie de Biscaye prend son commencement depuis la Ville de Undarrao & suit avec celle de l'Equeho peuple de Hea Surgidero de Lanchobe peupla de Mundaça Ville de Bermes, sanja de Baquir entrée de Aruceña Ville de Plasencia, playa de Algorta Ville de Portugalette, Ville de Bilbao entrée du Conseil de Sancturce, celle du Conseil de Ziobana & de Saint Julien de Musquis playa de Povenia & les autres Jurisdiccions jusques à celle de Caferes Urdiales & autres Ports, Villes & Lieux de ladite Seigneurie de la connoissance publique, & dont il n'est pas fait mention pour n'être pas fait prolixité, & seront les Pouvoirs qui ont été rapportés & exhibez de part & d'autre interés à suite des presents pour plus grande validité. Fait & passé dans l'Isle des Faïans sur la Riviere de Bidassoa, le vingt-quatrième du mois d'Août mil six cents quatre-vingts quatorze après midi, ainsi signés, de LARRE Député, & JEAN FRANÇOIS DU BROCC Député.

Lesquels Articles dudit Traité, qui est ajouté ci-devant, Nosdits Sujets du Gouvernement de Bayonne, & Pais de Labour, Nous aurioient très-humblement supplié, vouloir agréer & approuver de Notre part, pour leur donner moyen de gagner leur vie dans le Negoce: En quoi desirant les traiter favorablement; Savoir faisons que Nous pour ces causes & autres à ce Nous mouvans, & l'affaire mise en délibération en Notre Conseil, de l'avis d'iceluy, & de Notre pleine Puissance & Autorité Royale: Nous avons iceux Articles, ci-devant transcrits, & tout ce qui est en suite, agréé, ratifié, & approuvé; agréons, ratifions & approuvons par ces Présentes, Signé de Notre Main, aux conditions y contenues: Voulons & nous plaît, que le tout soit entretenu, gardé, observé & exécuté selon sa forme & teneur tant avec ledits Habitans de ladite Province de Guipuscoa, que ceux de ladite Seigneurie de Biscaye, sans y être contrevenu, en aucune maniere que ce soit, & ce nonobstant toutes Déclarations,

ANNO
1694.

ANNO
1694.

tions, Ordonnances, Défenses & autres choses à ce contraires, auxquelles pour ce regard seulement, Nous avons dérogé & dérogeons, par ces Présentes, à la charge toutefois, que tous les Navires, Barques & Pinaces de nôtres Sujets dedits Païs de Labourt, & Gouvernement de Bayonne qui navigeront en Mer, sous la foi dedit Articles seront tenus de prendre sur les Certificats dudit Gouverneur de Bayonne en la forme énoncée en l'Article cinquième ci-dessus, les Congés & Passeports accoutumés de notre Très-Cher & bien Amé Fils naturel & légitimé, le Comte de Toulouse Amiral de France, à cause de sadite Charge: Et pareillement tous Vaisseaux tant des Regnicoles que des Etrangers de payer le Droit d'Ancrage, conformément aux Ordonnances & Reglemens de la Marine. Si donnons en Mandement à Notre-dit Fils naturel, le Comte de Toulouse, de faire lire, publier & enregistrer les présentes es Sièges de l'Admirauté de Bayonne & autres que besoin sera, & icelles faire garder & observer selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contrevenu, faire faire le Procès, punir & châtier les Contrevenants, & faire réparer toutes violences & pirateries qui pourroient être faites au préjudice d'icelles. Mandons à Notre-dit Cousin le Duc de Gramont & autres qui lui succéderont audit Gouvernement de Bayonne, comme aussi à tous Capitaines, tant de Mer que de Terre, & autres nos Sujets qu'il appartiendra chacun endroit soi, que cedités Présentes ils entretiennent, gardent, observent & exécutent, fassent entretenir, garder, observer, & exécuter selon leur forme & teneur. Car tel est notre plaisir: En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Seel à cedités Présentes. Donné à Versailles le huitième jour de Septembre, l'An de Grace mil six cens quatre-vingts-quatorze, & de notre Regne le cinquante-deuxième.

Signé

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi

PHELYPEAUX,

Et scellé du Grand Sceau de Cire jaune, à queue pendante.

CLXVI.

7. Sept. Traité entre Vro Königliche Majestät in Denmark Christian den V. daim Christian Albrecht Herzog zu Schleswig-Holstein / wodurch Vro Königliche Majestät an Vro Fürstliche Durchleucht ein Regiment Dragoner auf 3. Jahr lang / so wohl zu dero eigenen Securität / als der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistentz und gemeiner Landes-Defension überlassen. Geschehen zu Copenhaagen den 7. Septemb. 1694. [Copie manuscrite communiquée par un Ministre de Danemarck peu après que le Traité fut fait.]

C'est-à-dire;

Traité entre CHRISTIAN V. Roy de Danemarck, & CHRISTIAN ALBERT Duc de Holstein-Gottorp, par lequel Sa Majesté Danoise cede pour trois ans à Son Altesse Serénissime de Holstein un Regiment de Dragons, dont elle pourra se servir tant pour sa propre defense, que pour celle de leurs Duchés communs de Sleswich & Holstein. A Copenhague le 7. Septembre 1694.

TOM. VII. PART II.

ANNO
1694.

Rund und zu wissen; Nachdem Ihre Königliche Majestät zu Denmark-Norwegen / und Ihre Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gottorp bey gegenwärtigen weit aussehenden Zeiten und allerhand gefährlichen Conjunctionen nöthig und rathsam befunden / in denen Fürstenthümern Schleswig-Holstein und deren incorporirten Länden auf guter Gnt / und sonderlich mit einer zulänglichen wohl-exercirten Mannschafft zu Pferde und zu Fuß zu Defension wohlgedachter Herzogthümer gefast und in Bereitschafft zu seyn / Ihre Fürstliche Durchleucht aber der Zeit mit Cavallerie nicht sonderlich versehen / noch selbige in zulänglicher Anzahl und kurzer Frist anwerben lassen können / dagegen Ihre Königliche Majestät deren ehtliche Regimenter in Holstein gegenwärtig auf den Reinen haben / dass mit deroelben sich Ihre Fürstliche Durchleucht wegen Überlass- und Übernehmung eines Regimentes Dragoner freywillig und wohlbedächting / auch sonder einigen Abbruch oder Schmälerung Vro Fürstliche Hobrit / Rechte und Gerechtigkeiten sich vereinbare und verglichen / wie folgt get:

I. Erstlich überlassen Ihre Königliche Majestät zu Denmark-Norwegen Vro Fürstlichen Durchleucht auf drey Jahr lang von dem ersten Julii dieses 1694. Jahres an zu rechnen / bis den 1. Julii 1697. ein Regiment Dragoner an Staats-Über-Unter-Officiers und Gemeinen / wie Ihre Königliche Majestät dasselbe jetzt unterm Commando dero Obristen des Hoch- und Wohlgebohrnen Herrn Christian Delessen Grafen zu Reventlow / in denen Herzogthümern stehende haben / umb sich dessen so wohl zu deren eigenen Securität und Diensten / als auch der in denen Unionen verglichenen mutuellen Assistentz und gemeiner Landes-Defension best-möglichst zu gebrauchen / als hiervon in folgenden 4. Artikel ein mehrers gemeldet wird.

II. Soll dieses überlassene Regiment alsbald an dem Tage / da es Ihrer Fürstlichen Durchleucht angewiesen wird / deroelben und ihrem Fürstlichen Hause mit Eyd- Pflichten / nach dem desfalls verglichenen Formular, dahin verbunden werden / dass Staats-Über-Unter-Officer und Gemeine die dreyjährige Zeit über / da sie in Ihrer Fürstlichen Durchleucht Kriegsdiensten stehen / deroelben getreu und hold auch schuldig seyn sollen / unter dero Commando zu stehen / und wie in vorhergehendem Artikel ernehmet / so wohl zu Ihrer Fürstlichen Durchleucht eigenen Securität und Diensten / als gemeiner Landes-Defension Ihrer Fürstlichen Durchleucht oder der dazu bestalten Generals-Verohn Ordres unweigerlich zu pariren und sich davon nichts abhalten zu lassen.

III. Wollen gleichwohl Ihre Königliche Majestät sich obbenckter Zeit halber reserviret und vorbehalten haben / sohanes überlassene Regiment bedürftenden Falls noch ehender und vor Ablauf der bedingenen dreyjährigen Zeit zurück zu rufen und an sich zu ziehen / und wollen auch Ihre Fürstliche Durchleucht icht gegagen falls solches innerhalb Monatsfrist nach beschener Avocation an Ihre Königliche Majestät zurück zu liefern bereit seyn / doch dass hergegen der von Ihrer Fürstlichen Durchleucht an das übergenommene Regiment versprochene Soldt und Unterhalt alsdan vom Tage der widerstlichen Zurücklieferung cessire und aufhöre; So dan wenn nebst ichtbegagter Avocation Ihre Fürstliche Durchleucht auch umb die Unions-Hülff requirirt würden / in dieselbe / so viel die Hülffs-Völcker zu Pferde betrifft / nicht also fort gedrungen werde; Doch wollen Ihre Fürstliche Durchleucht möglichst Beförderung thun / solches falls mit zulänglicher Reuterey sich wieder zu versehen / umb an der verglichenen Assistentz in natura den Unionen gemäß / nichts emangeln zu lassen.

IV. Haben Ihre Fürstliche Durchleucht sich dieser überlassenen Staats-Über-Unter-Officer und Gemeinen die bedingene Zeit über zu dero eigenen und dero Hauses Sicherheit Diensten und Behauptung dero Gerechtsamen / auch der beyden Herzogthümer nöthigen Defension, ob angeregter verglichener massen selbst zu gebrauchen / ordinaire aber umb ohne gutbefinden Ihrer Königlichen Majestät und Ihrer Fürstlichen Durchleucht soll solches Regiment aus denen Herzogthümern nicht gezogen / sondern in denselben bestaimen / jedoch nach denen von Vro Fürstliche Durchleucht ihnen darinnen allgirtzen Quartieren vertheilt werden.

Die Administration der Justiz bey diesem Dragoner-Regiment bleibt bey dem commandirenden Obristen und nachgeordneten Officieren / welche nach denen Königlichen Denmarkischen Kriegs-Articlen / worauf sie vornahmen ihren Eyd abgelegt / unpactenrissig zu verfahren: Doch

Xx

dass

ANNO
1694.

daß in Criminal- und Bluts-Sachen / die auf Leib und Leben gehen / die abgefaste Urtheil zur Approbation, Aenderung / oder auch aggravirung an Ihre Fürstliche Durchleucht remittirt / und mit der würcklichen Execution darnach verfahren werde.

VI. Wan nach bescheneher würcklichen Übernehmung offbesagten Regiments an Staats- und Ober-Officieren einige abgehen / ist beiderseits beliebt / daß an deren Stelle Ihre Fürstliche Durchleucht ein oder mehr von eben diesem oder einem anderen Königlichen Dänischen Regiment vor zu schlagen und zu denominiren haben sollen / und von Ihre Königliche Majestät in solcher Charge confirmirt zu werden.

VII. Versprechen Ihre Fürstliche Durchleucht daß sie dieses Regiments-Staats-Ober-Officieren auch Gemeinen / die Zeit über / da sie in ihren und des Fürstlichen Hauses Eyds-Pflichten und Kriegs-Diensten stehen / eben den Sold und das Tractament reichen lassen wollen / als sie bisshero in Hollstein nach Ihrer Königlichen Majestät Ordonnance, und nach Anweisung der zu Ende hierbey gestügten Verzeignuß würcklich zu gemessen gehabt; doch dieses so lange / als die Contributionen auff gegenwärtigen Fuß ohne Moderation verbleiben.

VIII. Nach Verlauff obbesagter drey Jahren soll mehr besagtes Regiment an dem Orte / wo es übergeben und angenommen worden / mit Erlassung der an Ihre Fürstliche Durchleucht geleisteten Pflicht / und in der Anzahl / als es an Köpfen Ihre Fürstl. Durchl. gestellt worden / wieder geliefert werden; massen zu solchem Ende / und damit dieses Regiment so wohl zu Ihrer Königl. Majestät als ihrer Fürstlichen Durchleucht beyderseitigen Vergnügen / und besten / in guter Disciplin, auch gehörigen Stande erhalten / und die etwa bey Officieren und Gemeinen eingeschickte Desordres in Zeiten redressirt werden mögen / ist ferner beliebt / daß solches jährlich einmahl zu vergleichender Zeit durch beyderseits hierzu ernennende Königliche und Fürstliche Commissarien gemustert wer-

den solle / doch Ihre Fürstlichen Durchleucht hie mit unbenommen / dergleichen Diminution für sich selbst gleichfalls so oft vorzunehmen und zu verrichten / als sie es nöthig finden / damit / wie vorgedacht / das Regiment jederzeit complet gehalten werden möge.

IX. Es soll auch vorgesehen falls / wan die bedungene Jahre vorbey / das übergenommene Regiment / in Kraft obangezogener 2. Articuls schuldig und verbunden seyn / auff Ihrer Fürstlichen Durchleucht Order / sonder einigen Ansschalt und Exception, noch unter Vorschickung eines andern Rechts / und an Ihre Fürstliche Durchleucht habender Forderung / die sey gegenwärtig oder zukünftig / eigen oder cedirt / aus Ihrer Fürstlichen Durchleucht Länden / und biß dahin gehaltenen Quartieren mit guter Order und ohne Hinterlassung einiger Schulden abzu marchiren / und weder bey dem Abzuge / noch vorher Ihr Fürstlichen Durchleucht unterthanen und Angehörigen auf einigerley Weise beschwerlich / sondern mit obangeregtem gewöhnlichen Tractament allerdings vergütig zu seyn / welches der Eyds-Formul fürklich zu inferiren.

Diesem allen vorgesehter massen würcklich nachzufolgen / haben Ihre Königliche Majestät und Ihre Fürstliche Durchleucht sich bey dero Königlichen und Fürstlichen Worten dazu verbunden / und seynd zu wahrer Uhr und dessen / auf dero aller-und gnädigste Befehl zwey gleichlautende Exemplaria hierüber abgefasset / deren eins von Ihrer Königlichen Majestät und das andere von Ihrer Fürstlichen Durchleucht eigenhändig unterzeichnet / und mit dero respective Königliche und Fürstliche Insiegeln authentifizirt / auch gegeneinander zu gleich ausgewechselt worden. So gesehen Coppenhagen den 7. Sept. Anno 1694.

CHRISTIAN.

(L.S.)

FORMULA JURAMENTI,

So im vorsehenden Tractat §. 2. angezogen worden.

ES geloben und geschweeren alle Officier und Gemeine des von Ihre Königliche Majestät zu Denmark-Norwegen an Ihre Hochfürstliche Durchleucht zu Schleswig-Hollstein-Gottorf auff drey Jahr lang und gewisse Conditiones überlassenen Dragoner-Regiments / daß sie dem Hochwürdigsten / Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Christian Albrechten / Erben zu Norwegen / postulirten Coadjutoren des Stiffts Lübeck / Herzogen zu Schleswig-Hollstein / Stormar und Ditmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / obgedachte drey Jahr über / da sie in ihrer Hochfürstl. Durchleucht Kriegsdiensten stehen / getreu und redlich dienen / dero oder ihres hiezu befallten Generals Commando und Order unmeiwerlich pariren / denen von ihnen vor-mahls beschworenen Kriegs-Articulen die Justiz und Kriegs-Disciplin betreffend / außersien Vermögens nachkommen / zu Ihre Durchleucht und dero Herzoglichen Hauses Securitât / Diensten und gemeiner Landes-Defen-

sion / in allen Begebenheiten mit Hindansetzung Leibes und Bluts / sich tapfer und männlich erweisen / allen Verderb und Nachtheil möglichster massen abkehren und hinterreiben / ihren vorgesehten Officieren allen Gehorsam und Respect erweisen / ihren Compagnien und Standarten in allen Occasionen herkschafft folgen / sich nicht heimlich verbergen / sondern sich allerweg / wie es getreuen / gehorsamen auch ehelichen und standhaften Soldaten gebühret und obliegt / gerne und willig gebrauchen lassen; übrigens auch mit den ihnen versprochenen Sold und Tractament allerdings vergnügt / und Ihrer Hochfürstlichen Durchleucht unterthanen darüber nicht beschwerlich seyn / und wan die bedungene 3. Jahr verlossen / oder im Fall Ihre Königliche Majestät sie auch eher / vermöge des Tractats / avociren würde / aus Ihrer Hochfürstlichen Durchleucht Länden / und denen darinnen gehaltenen Quartieren mit guter Order unmeiwerlich abmarchiren wollen.

EXTRACT

§. 7. angezogen.

Aus dem Königlichen Militair-Reglement pro Anno 94. und der gedruckten Versiegungs-Ordonnance unterm 30. Novembr. 1686. und was nach solchen des Herrn Graff Reventlows Regiment Dragoner monatlich in 32. Tagen / auch in einem Jahr oder 365. Tagen kostet:

Der Stab.		
1 Obrister	} ohne Compagnien:	
1 Obrister-Lieutenant.		
1 Major		
1 Auditeur, so zugleich die Regiments-Quartier-Meister		
Charge verrichtet	"	"
1 Feldscheerer mit Gefellen	"	"
1 Geweltiger mit den Stecken-Knack	"	"
4 Schallmey-Bläser à 5. r.		

Monatlich in 32. Tagen.		Jährlich 365. Tagen.	
Rd.	fl.	Rd.	fl.
55			
16			
9			
15			
16			
9	32		
20			

Der Stab 140		32	
1 Compagnie	-	23	
1 Capitain	-	15	
1 Lieutenant	-	7	
1 Sergant	-	18	8
3 Corporals	à 6. Rd.	5	
1 Tambour	-	40	
8 Granadier	à 5. Rd.	323	
67 Granadier	à 4½. Rd.		40
Summa, Compagne 432.			

Monath in 32. Tagen.		Jahr 365. Tagen.	
Rd.	St.	Rd.	fl.
492			
Sechs solcher Compagnien betragen sich			
über dem wird jedem Chef der Compagnie 160. Rd.			
jährlich gut gethan / dagegen die Compagnien stets			
mit Mannschaft / Montirung und Pferden complet			
seyn sollen ; so sich auff 6. Compagnien betriffet.			
Zu Medicamenten und Justiz-Kosten jährlich 30. Rd.			
thut			
8 Hiezu der Stab		30	
	140	32	
500 Summa kostet das Regiment			

nach dem Reglement 2889-14

| 32157-26½

Vorgesezte Gage genießet ieder folgender Gestalt:

1. Erstlich die Ober-Officier bekommen ihre Gage contant, weiter nichts mehr als frey Obdach.
2. Folgende aber bekommen monatlich in 32. Tagen.

	Lönung		Ober-und Unter- Muntirung		Zum Beschlagn		Zu Hart- und Rauch-Jutter		Zu Standte Quartier		Summa	
	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.	Rd.	fl.
1 Sergant.	4	16		40		16	1	6½		25½	7	8
1 Corporal.	3	16		32		16	1	6½		25½	9	
1 Tambour.	2	24		24		16	1	6½		25½	5	
1 Gran.	2	16		24		16	1	6½		25½	5	
1 Gern.	2	16		24		16	1	6½		25½	4	50

CLXVII.

19. Nov. Declaratio Electoris Colonienfis JOSEPHI CLEMENTIS, Quod Pecunie Subsidiaria presenti Bello ab ORDINIBUS sibi suppeditata, nullatenus in consequentiam contra Libertates & Privilegia eorum trahi debeant. Data Bonae Anno 1694. die 19. Novembris.

* Voyez le cy-devant sous le 12. Mai 1560.

1695.

L'EMPE-
REUR,
L'AN-
GLETER-
RE, LES
PROVIN-
CES-U-
NIES, ET
MUNS-
TER.

CLXVIII.

Traité fait entre LEOPOLD Empereur, GUILLAUME III. Roi d'Angleterre, & les PROVINCES-UNIES d'une part, & l'Evêque de MUNSTER d'autre, à la Haye le 18. Mars, 1695. [Manuscrit.]

TOM. VII. PART. II.

Primo Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis declarat se accedere, quemadmodum hoc ipso accedit Foederi duodecimo die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, concluso inter Suam Caesaream Majestatem & Celso & Praepotentes Dominos Ordines Generales, quod Foedus hic verbo tenus insertum sequitur.

Notum testatumque sit, quodd, tamen Foedus illud quod paucis ab hinc annis Sacram Caesaream Majestatem inter, & Celso ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii Hagae Comitum in mutuum Defensionem sancitum est, in suo adhuc dum vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Caesarea Majestas, quam dicti Domini Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam Invasionem Gallicam Reipublice Christianae impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint, praedicti Foederis Leges veteremque Conjunctionem arctioribus firmiteribusque vinculis roborare & de efficacioribus simul tam reducendae, quam conservandae Pacis & Securitatis publicae mediis Rationes inire, eaque propter: per

XX 2

utrin-

ANNO
1695.

utrinque ad id constitutos Plenipotentiariorum, à parte quidem Sacre Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos Dominum Leopoldum Guillelmum Comitem in Königegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, auri Velleris Equitem, & Dominum Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à parte Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in Consessu eorundem Dominorum Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum, communicatis hinc inde Plenipotentiariorum Tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & Dominos Ordines Generales Federati Belgii constans, perpetua & inviolabilis Amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulo promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cum Rex Gallie, tam Sacram Cæsaream Majestatem quam Dominos Ordines Generales Uniti Belgii absque legitima causa fœ prætextu, gravissimo juxta ac iniquissimo Bello nuperimè adortus sit, sit eo durante inter Partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum Fœdus, vi cujus ambæ omnibus Viribus contra prædictum Gallie Regem Terra Marique ejusdemque Federatos, qui quidem ad Exhortationes cum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, deque Operationibus Bellicis in communis Hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilis instituendis Consilia interdum communicent.

III. Neutri Partium fas sit, ab hoc contra Galliam Bello recedere, aut cum illa illiusve Adhærentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio sub quocunque demum prætextu seorsim instituere, nisi volente & concurrente altera Parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pirenæa communibus Viribus juvante Deo, vindicata, & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Instituti autem communi consensu Pacis aut Armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bona fide ea quæ aguntur, nec una Pars sine alterius Consensu & Satisfactione quicquam concludat.

VI. Postquam præfens Bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Federati Belgii contra sæpius memoratam Coronam Gallie, & ejusdem Adhærentes Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus Partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si vero contingeret, ut Corona Gallie iterum unam alteramve Partem contrahentem aut utramque contra eandem Pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem, quo nunc modo, Terrâ Marique omnibus Viribus fideliter assistere, & quamcumque Hostilitatem & Violentiam propulsare, neque eò desistere, donec omnia in pristinum statum juxta prædictæ Pacis normam reintegrata sint, & Parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsareæ Majestas omnia Jura Dominorum Ordinum Generalium, quam hi vicissim Jura Sacre Cæsareæ Majestatis contra Coronam Gallie & ejusdem Adhærentes omni tempore omnibusque mediis & viribus teneant, & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos Contrahentes ratione quorundam limitaneorum Dominorum Controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, ex per amicabilem Commissionem aut deputandos ab utraque Parte Ministros, omni vi facti penitus exclusa, amicablem discutiantur componanturque, neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad præfentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacre Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & à Dominis Ordinibus Generalibus Federati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque Partis Federati quibus eidem accedere visum fuerit, includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingæ Dux, conferentque Confederati omnem operam, Consilia & Vires, ut & ipse in suos avitos

Ducatus, Ditiones, Status & Jura plenariè restituatur.

XI. Rathabebitur hoc Fœdus ab utraque Parte intra spatium quatuor septimanarum, vel citius si fieri potest. In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur bina ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & à Contrahentium Plenipotentiariorum subscripta signataque reciproce commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii 1639.

(L.S.) LEOPOLDUS GUILLIELMUS Comes in KÖNIGSEGG.

(L.S.) T.A. HENR. Comes de STRATMAN.

(L.S.) J. Hop.

ANNO
1695.

Proinde promittunt & spondent Sacra Cæsareæ Majestas, Sua Regia Majestas Magnæ Britanniciæ, & Domini Ordines Generales se quæcumque in eodem Fœdere stipulata & promissa sunt, Domino Episcopo & Principi Monasteriensis præstituros, atque se omnia & singula, quæ in hoc Fœdere, & cunctis ejus Articulis continentur, sine ulla exceptione observaturos & adimpleruros, atque observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter desuper cum Domino Episcopo contraxissent.

II. Vicissim promittit & spondet sua Celsitudo se etiam reciproce Sacre Cæsareæ Majestati, Sacre Regiæ Majestati Magnæ Britanniciæ, & Dominis Ordinibus Generalibus quæcumque in supra scripto Fœdere stipulata & promissa sunt, præstiturum, atque se omnia & singula, quæ in eodem Fœdere & singulis ejus Articulis comprehenduntur, sine ulla exceptione inviolabiliter observaturos & adimpleruros, & observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter cum iisdem desuper contraxisset.

III. Ita tamen ut post finem præfentis Belli, Dominus Episcopus obstrictus non sit, durante Pace in Stipendiis habere plures Copias, quam ipse sibi conveniens esse duxerit, nisi aliter inter Partes contrahentes pacificè contigerit.

IV. Porro cum Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principi Monasteriensis nihil magis cordi sit quam ut secundum normam præscripti Fœderis, Bellum contra Regem Gallie ejusque Federatos omnibus Viribus gerat, spondet ac promittit præter & supra numerum Militum juxta Matriculam Imperii, tam pro se, quam pro Statibus Imperii, sibi à Sacra Cæsareæ Majestate assignandis debitum, qui numerus, comprehensis hi, qui Consuetudine in Præsidio sunt, ascendit ad tria millia trecentos Milites (pro quibus Assignationes à Sacra Cæsareæ Majestate extrahuntur eodem modo ac annis proximè elapsis factum est, quam primum supradictus Miles versus castra Fœderatorum moverit) citissime, & si fieri poterit in eunte mense Maji. pro proprio Generali, versus Rhenum missurum quatuor millia Militum, hoc modo numerandos: Primum una Legio Infulrioriorum sive Dragonum, divisa in octo turmas, quæ constet annueratis Præfests, sive Officialibus, sexcentis & quatuor Capitibus, 2. Una Legio Equitum, divisa in sex turmas, cujus Summa est trecentorum nonaginta sex Caputum, & 3. Quatuor Legiones Peditum, singulæ septingentorum quinquaginta, atque ita omnibus computatis, præter eos, qui Consuetudine remanebunt, in Campum educet, sex mille trecentos sexdecim Milites, additis pro more Tormentis Campestribus, Munitionibus, cæteroque apparatu necessario, qui in exercitu requiruntur, inter quæ tamen intelligenda non sunt Tormenta majora, Munitiones & Instrumenta obsidioni faciendæ necessaria, has autem Copias sua Celsitudo durante Bello suis impensis habere & alere tenebitur, easque itidem contra communem Hostem militare faciet, sub tali Sacre Cæsareæ Majestatis Duce Supremo, & loco ad tractum Rheni Superiorem, Medium, sive Inferiorem citrà & trans Rhenum, proit Sua Cæsareæ Majestas, Sacra Regia Majestas & Domini Ordines Generales pro re nata & ratione Belli, necessarium duxerint, iis etiam non nisi finita bellica Expeditione illius anni vulgo *Campagne* & cum Sacra Cæsareæ Majestatis Ducis scitu inde discedere vel se ab exercitu separare licebit, cæterum etiam Dominus Princeps Episcopus præfatum numerum Militum suis impensis, debite perfectum tenebit, & eorum defectum supplebit.

V. Quod si Sua Regia Majestas Magnæ Britanniciæ

ANNO 1695. ac Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales annuente & consentiente Sacra Cæsarea Majestate, quantum attinet cum numero Militum, qui uti superius dictum vigore Matriculæ Imperii datur, è re communi esse judicaverint, præstatum Militem sive totum cum portione Imperio debita, sive pro parte quatuor millium Mosam transire, vel in Belgium Ditionis Hispanicæ venire, Dominus Episcopus præfatus Copias illuc transire faciet, ita tamen ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quam si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis, quo ibi moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur.

VI. Et quoniam Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis hæc concludendo inter cætera etiam præcipuè sibi cordi habuerit, ut communes Confederatos magis ac magis de sincera & enixa sua voluntate eos contra Regem Gallie in hoc Bello non solum Armis juvandi, sed insuper cum his confendi quæcunque gerendo præsentis Bello, adipiscendæ bonæ, firmæ & securæ Paci, & amovendis quibuscunque impedimentis & obstaculis in contrarium conducere poterunt, certiores redderet, propterea promittit expresse & se obstringit, se cum nullo Regum, Principum vel Potestatum Fœdus vel Contractum quoque nomine facturum, qui directè vel indirectè in detrimentum causæ Fœderatorum communis vergere, vel eorum commodis contrarius esse queat; & speciatim se nullo modo obligaturum nec quicquam tentaturum separatim vel conjunctim cum aliis, nec cuicumque consilio vel opera adfuturum ad faciendam durante præsentis Bello, Pacem, nisi præcisi & consentientibus Sacra Cæsarea Majestate, Sua Regia Majestate Magnæ Britannicæ & Dominis Ordinibus Generalibus, multò minis se Societati vel Parti, ut vocant tertie, adhæsuras vel alios in ea faciendam, adiuturum, vel quicquam aliud incepturum, quod Consiliis aut Rationibus Confederatorum sive de gerendo amplius Bello sive de facienda bona, firma & securâ Pace, impedimento fit vel adversetur, sed è contra se sedulo Auxilium laturum & eos pro viribus suis tam ubi de persequendis Bello Hostibus quam ubi de stabilienda Pace agitur, adiuturum.

VII. Similiter, ac eodem intuitu promittit etiam Dominus Episcopus, se res Fœderatorum & speciatim Imperii pendente hoc Bello nullo modo turbaturum, non armaturum, non hostiliter vel via facti infesturum quemquam, quisquis ille fuerit, aut ob quascunque controversias, & speciatim si altè memorati compacientes ei, præter spem persuadere nequeant, ut Officia sua conferat, quo in nono Electoratu omnino acquiescat, in omnem eventum se in hac causa directè vel indirectè nihil hostiliter vel Armis acturum, sed è contrario intelligens tale quid ab aliis meditari vel tentandum esse, eis non modo non opem laturum, verum multò magis eos dehortaturum & strenuè operam navaturum, quo omnes bono publico contrarie collisiones avertantur, ac propterea se Satisfactionem à Sacra Cæsarea Majestate Principibus Imperii promissam expectaturum.

VIII. Hac spe fretus ut attemperati Dominorum Fœderatorum Officii omni tempore propicietur, ne sua Celsitudo vicissim à quoquam aut sub quoqueque prætextu hostiliter vel Armis agatur.

IX. Quod si tamen, præter spem & opinionem contigerit, Ditiones sue Celsitudinis re ipsa hostiliter & Armis aggressum iri à quoqueque, sub quolibet prætextu & quo tempore illud fuerit, reservat ipsa sibi facultatem, Copias suas fove omnes fove aliquas, prout necessitas postulerit, tali in casu domum revocandi.

X. Ut autem Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis ferendo dicto auxilio & exequendæ sue bonæ Intentioni reddatur aptior, Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales promittunt & spondent, se durante hoc Bello & usque ad Pacem conclusam & ratihabitam, hic Hagæ Comitibus vel Amstelodami Domino Episcopo numeraturos & soluturos singulis mensibus, quorum duodecim in Anno sunt, summam viginti millium Thalerorum Imperialium Monetæ Hollandicæ currentis, ut i primis mensis incipiat 15. hujus mensis Martii Stilo novo: tempore vero Ratificationis hujus Conventionis, in Desalcationem summæ promissæ illico solvatur, quantum duobus mensibus debetur, scilicet quadraginta mille Thaleri Imperiales & usque ad quindecim mensis

Maji, sub hac Conditione, quòd, durante Bello, dictæ copiæ contra communem Hostem uti supra conventum est, realiter militabunt.

XI. Pace conclusa, vel etiam ante Pacem conclusam, Partes contrahentes Consilia conferent, quibus mediis Pax tuenda & conservanda atque ejusque securitati & commodis maxime proficiendum erit.

XII. Instrumenta Ratificationis hujus Conventionis intra spatium quatuor septimanarum, vel citius si fieri queat, commutabuntur.

Ita actum & conclusum inter infraascriptos Plenipotentiarios & Deputatos Sacræ Cæsareæ, Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ & Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii ab una & Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis ab altera parte, Hagæ Comitibus. Die 18. Martii Anno 1695.

(L.S.) DOMINICUS ANDREAS Comes à KAUNITS.	(L.S.) CAROLUS VICOMES DURSLEY.	(L.S.) D. VAN G. V. ELS. SCHWARTZ.
---	---------------------------------	------------------------------------

(L.S.) HENRICUS CONNES de STRATMAN.	(L.S.) Baro de WASSENAER.	(L.S.) CONRADUS NORFF.
-------------------------------------	---------------------------	------------------------

(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. de NASSAUW.
(L.S.) G. van der DORS.
(L.S.) O. SMINIA.
(L.S.) A. W. BENTHEIM.
(L.S.) HENRICUS BOTHEMIUS.

Articulus Separatus.

Postquam Articulo quinto Tractatus inter Suam Cæsaream Majestatem, Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ex una, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, ex altera parte, die decima octava Martii, anni proxime elapsi initii, conventum sit, ut illa quatuor millia Militum, quæ sua Celsitudo, vigore Articuli quarti ejusdem Tractatus, ad Rhenum Superiorem, Medium, aut Inferiorem, sistere parata est, ad Mosam aut in Belgio Hispanicæ Ditionis Exercitui suæ dictæ Majestatis Magnæ Britannicæ iungant, si Sua Majestas ac Domini Ordines Generales illud è re communi esse judicaverint, ita tamen, ut de impensis, quæ, ibidem majores erunt, quam si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis quo ad Mosam aut in Belgio moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur. Articulo hoc separato ulterius conventum est, prædictum Militem cum suis Officialibus, in futurum, ad justum Suae Regiæ Majestatis illico & sine ulla dilatione ad dicta sua Castra moturum, eâ Conditione, ut à primo die suæ professionis Subsidium quinque millium Thalerorum Imperialium suæ Celsitudini promissum quinque millibus eorundem Thalerorum Imperialium sit augendum, prout præsentis Articulo augetur, utque durante ejus mansionem in Belgio, aut ad Mosam, ex Armamentario Suae Regiæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium, ei gratis extradatur illa portio panis & pabuli, quæ datur proprio illorum Militi, quæ augmentatio Subsidii quinque nimirum millium Imperialium, etiam locum habebit, & continuanda erit illis mensibus, quibus prædictus Miles in Hybernâ erit, in Ditionibus suæ Celsitudinis, ut eò aptior reddatur ad suppleendum defectum, durante æstiva Expeditione faciendum. Casu quo autem Sua Regia Majestas consultum duxerit, ut prædictus Miles post Hybernâ, denud ad Rhenum militet, redibit Subsidium menstruum à primo die Maji ad normam Tractatus, viginti scilicet millium Imperialium; militabit porro sub jussu suæ Celsitudinis Generalis, qui ut alii Generales Confœderatorum Principum, ad Consilia Bellica pariter vocabitur & summo Suae Regiæ Majestatis, aut in Ejus absentia Ejusdem Generalissimi, cui totus Exercitus suberit, imperio obedit. Articulus hic separatus hinc inde signabitur & ratihabebitur, cujusque erit valoris & roboris, ac si de verbo ad verbum Tractatus 18. Martii proxime elapsi conclusio, esset inferius,

ANNO Hagæ-Comitis die decimo Aprilis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi sexti.

(L.S.) VILLERS (L.S.) Van Els. (L.S.) J. CONRADUS
pro Rege (L.S.) A. HEIK- NORFF pro Do-
Magnæ Bri- sus. mino Episcopo &
tanniæ. (L.S.) P. Van Principe Monasterien-
HECKE. rienti.
(L.S.) J. Van der
DOES.
(L.S.) W. V. VELZELDE.
(L.S.) GOCKINGA.
Nominè Dominorum
Ordinum Generalium
Uniti Belgii.

*Ratificatio sua Celsitudinis Reverendissimi & Celsissimi
Domini Episcopi & Principis Monasteriensis.*

Nos Fridericus Christianus Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis, Burgravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckeloh, notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum scire interest, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem Dominum nostrum Clementissimum, Suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii ex una: & Nos ex altera Parte, certus quidam Tractatus sive Conventio, die vigesima tertiâ mensis Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti per utriusque Partis Legatos, Plenipotentarios & Deputatos, inita & conclusa fit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos igitur huic Conventioni satisfacere cupientes præsertim Tractatum per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, nec non Federi præfacto inter Suam Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales duodecimo die Maji Anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni inito accessimus, prout hisce approbamus, confirmamus & ratum habemus, ac dicto Federi hoc ipso accedimus: Promittimus præterea ac declaramus fide & verbo Principis; nos omnes & singulos superscriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem, & quævis contenta præfati Federis firmiter & sanctè observaturos, & adimpleturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ullo unquam tempore illis contraventuros, nec ut per alios contraveniatur passuros. In cuius rei fidem & Testimonium hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri appensione communi jussimus. Datum in Urbe nostra Monasteriensis die septima Mensis Aprilis Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.
(L.S.)

Ratificatio Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ.

Guilielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis notum testatumque facimus, quemadmodum Tractatus sive Conventio inter Sacram Cæsaream Majestatem nosmetipsos, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum ab una & Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum, & Principem Monasteriensem ab altera Parte tam de præfati Domini Episcopi in Tractatum interioris Federis, inter Cæsaream Suam Majestatem & dictos Dominos Ordines Generales duodecimo die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono Viennæ conclusum accessione & admissione, quàm de ejusdem Copiis, durante hoc Bello, contra Hostem communem militatum educendis, per Plenipotentarios & Ministros, utrinque ad hoc sufficienti Potestate mu-

nitos decimo octavo die Mensis Martii Anno 1697. ANNO inita & conclusa fit in formam sequentem. 1697.

Tractatus etc.

Nos supramemoratam Conventionem in omnibus & singulis ejus Articulis approbavimus & confirmavimus ac gratam, ratam firmamque habuimus, prout per præsentibus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris eandem approbamus & confirmamus, ac gratam, firmam, raramque habemus. Spondentes verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in ea continentur (quantum ad nos attinet) sincerè & bona fide præstituros & observaturos. In quorum majorem fidem & robur præsentibus manu nostra Regia signatas, magno nostro Angliæ Sigillo muniri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Kensington vigesimo quinto die Mensis Martii Anno Domini 1697. Regni que nostri septimo.

GUILIELMUS REX.
(L.S.)

Ratificatio Sacra Cæsarea Majestatis.

Nos Leopoldus divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wittembergæ, Comes Tyrolis, &c. notum & testatum facimus, omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod cum nos inter & Serenissimum Angliæ Regem Guilielmum Tertium, nec non Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum ex una, & Venerabilem Fredericum Christianum Episcopum Monasteriensem Principem devotum nobis dilectum ex altera, partibus, mensè proximè superiori Hagæ-Comitis per Deputatos ad id Ministros & Plenipotentarios quædam Conventio, seu Tractatus initus, conclususque sit, qui est tenoris sequentis.

Tractatus.

Nos prædictum Tractatum cum omnibus suis Articulis, punctis & clausulis confirmaverimus, ratihabuerimus & approbaverimus, quemadmodum illum per præsentibus confirmamus, ratihabemus, & approbamus, promittentes verbo nostro Imperiali, Regio atque Archiducali supra memorato Episcopo devotissimo Nos, quidquid ex hoc Federe nobis præstandum est, accuratè præstituros & adimpleturos esse. In cuius rei fidem hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus, quod dabatur in Civitate nostra Viennæ die decima quarta Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo septimo, Hungarici quadragesimo, Bohemici vero vigesimo nono.

LEOPOLDUS.

Vt. AMADEUS Comes de Windisgratz.

Ad Mandatum Sacra Cæsarea Majestatis proprium.

G. F. CONSERUCK.

Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, cum inter Sacram Cæsaream Majestatem Magnæ Britanniæ & nos, ab una, & Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem ab altera Parte Tractatus sive Conventio die

ANNO
1695.

die vigesima tertia Mensis Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti per utriusque Partis Plenipotentiarios & Deputatos inita & conclusa sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos huic Conventioni satisfacere cupientes prædictum Tractatum sive Conventionem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, prout approbamus, confirmamus & ratum habemus, vigore præsentium, promittimus & declaramus præterea sincerè & bona fide, nos omnes & singulos supra scriptos Articulos, addeque totam hanc Conventionem, & quævis in ea contenta firmiter & sanctè observavimus, & adimpleturos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios alio unquam tempore illis contraveniendos, nec ut per alios contraveniatur passuros. In quorum omnium fidem hæc Sigillo nostro majori muniti & per Confessum nostrum Præsidem signari curavimus, ac per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum Hagæ Comitum die vigesima quinta Mensis Aprilis Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

Vt. J. van der Does.

Ad Mandatum altermemoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

H. FAGEL.

CLXIX.

Mar. Frankfurtische Verein zwischen dem Bischoffen zu Münster/ denen Herzogen zu Sachsen-Coburg und Gotha/ dem Marggrafen von Brandenburg Culmbach/ dem Herzogen zu Braunschweig-Wolfenbüttel/ denen Marggrafen zu Baaden-Durlach und Baaden-Baden/ dem König in Dennemarc als Herzogen zu Holstein/ und dem Herzog von Wirtemberg/ wodurch sie sich obligiren / Ihre Fürstliche Ehre und Würde/ conjunctis animis & consiliis zu erhalten/ und bey der Kayserlichen Majestät um hemmung der Hannoverischen Ehr anzuhalten zc. Geschehen Frankfurt am Mayn/ den 22. Martii 1695. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 361.]

C'est-à-dire:

Union de Francfort entre l'Evêque de MUNSTER les Ducs de SAXE-COBOURG & GOTHHA, le Margrave de BRANDEBOURG-CULMBACH, le Duc de BRUNSCHWIG-WOLFENBÜTEL, les Marg-Graves de BADE-DOURLACH & BADE, le Roi de DANEMARC; le Duc de HOLSTEIN & le Duc de WIRTEMBERG, par laquelle ils se promettent d'agir conjunctis animis & consiliis pour la conservation de leurs Dignités & honneurs de Princes de l'Empire, & d'insister auprès de l'Empereur, pour empêcher ou retarder l'Introduction du neuvième Electorat. A Francfort sur le Mayn le 22 Mars 1695.

ANNO
1695.

Zu wissen: Als zwischen einigen des heil. Römischen Reichs so geist- als weltlichen Fürsten vor gut gefunden worden/ bey gegenwärtigen/ fast gefährlich ansehenden Conjunctionen sowohl zu Verpöbhaltung der innerlichen Ruhe und Sicherheit/ als gemeinsame Conservation der durch die intensive Einführung der 9ten Ehr-Würde anständig gekränckten Fürstlichen Jurium eine Conferenz zu Frankfurt am Mayn zu veranlassen/ über denen zu Erreichung solches so hochnöthig/ als unadelichen Haupt- & zwecks dienlichen Mitteln auch vertraute Communication und Berathschlagung verschiedentlich gepflogen worden/ daß solchem nach die anwesende unten benannte Ministri Krafft der obgehabten und extradirten Vollmachten biß auf ihrer gnädigsten Herren Principalen Ratification, unter hoffenden Access übriger hoher Herren Interessenten, folgenden Schluß gefaßt und verbindlich abgeder.

I. Obligiren sich die zu Erlangung obiger Intention correspondirende Fürsten/ Krafft dieses/ bey Fürstlichen Ehren und Würden/ conjunctis animis & consiliis dahin zu concurriren/ daß ihnen wieder ihre Jura, Dignitäten und Ansehen nichts aufgebüret/ noch selbige einiger massen gekränckert oder beeinträchtigt werden möchten. Zu dem Ende dann

II. Eine aufrichtige vertrauliche Communication ins künftige unterhalten/ und damit sowohl unter denen hohen Herren Principalen selbst/ als deren beym Reichs-Convent befindlichen Ministri continuirt werden soll.

III. Gleichwie aber das vornehmste Absehen bey dieser Correspondenz dahin gerichtet/ wie nemlich dem vermittelst gesuchter Einführung der 9ten Ehr-Würde dem Fürstlichen Collegio zugezogenen præjudiz in Zeiten begegnet/ und mithin des Fürstl. Collegii hohe Gerechtsame salvirt werden möge/ also ist

IV. Der Röm. Kayserl. Majestät bewohnender Siehe zur Gerechtigkeit mit schuldigem Dank höchstfreudlich/ bißherigen Ehr-Anmassungen selbst den Lauff zu hemmen/ und vermittelst Dero Kayserl. Declaration, die Introduction, als den vornehmsten effect der oberspirren Investitur biß nach geschehenen Vernehmen/ und völlige Satisfaction des Fürsten-Standes zu suspendiren/ allergnädigst geruhet/ und tragen demnach

V. Die sämtliche Herren Correspondirende zu dero allerhöchsten æquanimität das unwandelbare Vertrauen/ dieselbe werden nicht allein die ganze Ehr-Sache in bißherigen Stand ohnverändert bleiben/ sondern vielmehr sich allergnädigst gefallen lassen/ die quætionem An? ob nemlich ein neuenter Elector anzunehmen/ dem Reich vor-träglich? ad Comitia durch ein Kayserliches Commissions-Decret zu bringen/ und in denen zen Reichs-Collegiis darüber Deliberation pflegen zu lassen. Aller massen dann

VI. Die correspondirende Fürsten es dahin nicht kommen lassen können/ daß etwa/ gleich vornahls zu ihrer schlechten Consolation mehr geschehen/ durch eine bloße Protestation, Salvation, Assurance oder andere schriftliche Declaration ein Expediens gemacht/ und dero ibrigen Fürstlichen Stand/ Dignität/ Ehre und Ansehen neben dem circa ferendas & interpretandas Imperii Leges habenden Jure suffragii gleichsam in Zweifel und neue Contestation gezogen werde.

VII. Dieses nun zu erhalten/ hat man vor zuträglich erachtet/ bey mehr allerhöchstgeachteter Ihrer Kayserlichen Majestät deswegen glimpfliche Representation zu thun/ mit dem geziemenden Ersuchen/ sich diesen modum umb so mehr allergnädigst belieben zu lassen/ als hochnöthig es ist/ daß die biß dabey niedergelegene Reichs-Deliberationen wieder eröffnet/ und zu einmüthiger festen Zusammenkunft im Reich der Weg gebahnet werde/ und wie solches lediglich in Kayserl. Majestät Mächten und Willen beruhet; Also lassen die correspondirende Fürsten sich keine andere als diese wahre Patriotische Intention bekommen/ und können sich von dem allerhöchsten Kayserl. Ambr nichts anders versehen/ dann daß sie vor ihre dem werthen Vaterland bißher ohne einig subsidial oder ander Interesse geleistete treue Beyhilff auch fernere obgespahrte anzuwenden destinirte kaiserliche Kräfte/ hinwieder Justiz und Protection wider alle gefährliche Neuerungen und Nachtheil in ihrer wohlhergebrachten und mit Guth und Bluth theuer erpittenen Libertät und Gerechtsame erlangen/ mithin das heilige Röm. Reich in seiner Consistenz, wobey es sich von so vielen Seculis her wohl besunden/ conservirt bleiben möge.

VIII. Und nachdeme Stens Reichs-kundig/ was vor ein considerables quantum die correspondirende Fürsten zu des geliebten Vaterlandes Noheit/ Sicherheit und Defen-

ANNO
1695.

fension beytragen / und wie hoch sie daher vor andern interessirt und verbunden seyn / auf zweifelhafte Mittel zu sinnen / wodurch ders von alters her ererbte Splendor und Dignität / sowohl in als ausserhalb Reichs salviert / und die Macht des Fürstlichen Collegii ihnen nicht entzogen werde / und zu dessen Verhütung bey allgemeinen Reichs-Versammlungen von vielen Jahren her practicirt worden / dasz begehenden falls die in ihnen gerechtfahnen periclitirnde Status sich separirt / die Reichs-Deliberationes dadurch bis zu Erfindung abhelflicher massen suspendirt / auch mit denselben wieder ihren Willen in keine Weise weiter verfahren werde; So müssen und wollen die correspondirende Fürsten diesen in conformität ergriffenen Weg noch zur Zeit / so lang sie gleichsam quæstionem status leyden müssen / und da per naturam keine einmüthig-und gemeinnützige Deliberationes / nisi remoto hoc impedimento zu führen seynd / ebenmäßig insistiren / der Hoffnung / es werde die obschwebende Difficultät durch Leistung effectlicher Satisfaction forderlich gehoben / und zu mehrer disharmonie per processum ad ulteriora kein Anlaß gegeben werden. Damit aber

IX. Dergleichen Enthaltung von den Reichs-Deliberationibus hinführo nicht nöthig seye; So haben sich die Herren Correspondirende von geraumen Jahren her wohl erinnert / und begreifen / dasz darzu die Multiplication der Opinionen / von welcher die Reichs-Directoria öfters faum das Conclusum finden zu können / geklagt / ein grosses contribuire / und dasjenige Mittel auf einer wahren vertrauten Intelligenz und guter Præparation der Gemüther beruhe / dahmhero man vor das zulänglichste Expediens ermesse / dasz bey vorkommenden wichtigen Materien die jeto und künftigh in der Correspondenz stehende geist-und weltliche Fürsten vertraulich mit einander communiciren / und sich darüber vernemen / zu welchem Ende sie dann ihre Vota / so viel möglich / durch eigene Ministros beschieden / oder doch ihre Vollmachten ander in der Correspondenz stehenden Fürsten Gesandtschaften auftragen wollen / wobei es doch die Meynung nicht hat / sich von denen übrigen Gliedern des Fürstlichen Collegii zu trennen / Collegium in Collegio gleichsam zu formiren / oder im Fürsten-Rath etwas oligarchisches zu tentiren / sondern dasz nach geschehener der Eaden ohnpräjudicialer Ueberlegung mit denen übrigen Membris aufrichtige Communication gepflogen / und ein gesamntes Fürstl. Conclusum dadurch befördert / mithin der bey Reichs-Tagen hergebrachte modus deliberandi in der That beybehalten werde / und lebt nach dabey des gänzlichen Vertrauens / hierinnen und so leichter von männlichen Beyfall zu gewinnen / als ansehn- und vortreflich Ihro Käyserliche Majestät dabey interessirt / und nicht allein nebst der correspondirenden Fürsten getreuen Einrath / den Zugang einer considerablen besändigen Verfassung / ohne einige Subsidien / Allocations oder andere Beschwerde ihrer selbst / oder anderer Fürsten und Stände des Reichs / in allem Nothfall pro publico gewinnt / sondern auch den so hochnöthigen punctum securitatis publice und dahin streckender proportionirter Reichs-Verfassung / zu unvergleichlichem Vortheil und Aufnehmen Dero Käyserl. Authorität und des Reichs mercklich befördert; Geschehen dann hiebey

X. Ferner abgeredet und verglichen worden / vermittelt einer Special-Convention / nach Anleitung des heil. Röm. Reichs Constitutionen und Executions-Ordnung / solche Vorlesung zu thun / dasz zu Rettung des lieben Vaterlandes gegen den auswärtigen Feind von Seiten der correspondirenden Fürsten / alles in proportionirte gute Beistand gestellt und erhalten / zugleich aber auch inwendig des Reichs allerley zu Präjudiz der Fürstlichen Rechte gereichenden Zündigungen / Eingriffen und Beschwörungen / wie nicht weniger denen Land-verderblichen irregulirten Marenen / und darüber einkommenden Lamentationen / Klagen und dadurch einreisenden Mistraten / so viel möglich / gesteuert werden möge. Wann nun solcher gestalten die correspondirende Fürsten an der Last und Unruhe des geliebten Vaterlandes grossen Theil haben / und zu deren Ertragung nach allen eusseren Kräften concurriren: So erfordert sowohl die natürliche Billigkeit / als des Reichs Herkommen und fundabre Obervanz / dasz Fürsten und Stände / vermög des ihnen ohnlaugar zustehenden Juri Belli & Pacis / auch die zu des gemeinen Vaterlandes Gleichertung gereichende Mittel und Wege mit erfinden helfen. Dahero man

XI. Einig worden / Ihro Käyserl. Majestät von demjenigen / so man allhier verhandelt / nachdrücklich aper- tur zu geben / und dabey geeignete Instanz sowohl schriftlich / als durch eigene Abschiekung (welche / so bald man

sich der abschiekenden Personen und anderer Nothwendigkeiten halber gungsam wird vernommen haben / ihren ohn- eingestellten Fortgang haben soll / zu thun / ihres allerhöchsten Orts daran zu seyn / dasz kein voreiliger / oder Particulier-Frieden gemacht / sondern zu dessen Tractirung gewisse Zeit und Mahlsatz erwöhlet / und die so hoch interessirten Fürsten mit darzu gezogen / mithin in indicendo & finiendo Bello / zu ihrer Consolation und mehrer Aufmunterung / denen Reichs-Constitutionen gemäß eine glatte Baag und Maass gehalten werden möge / aller- massen dann die gesambte correspondirende Fürsten den Verlaß genommen / dasz sie / wann zu Eröffnung der Friedens-Tractaten sich mehrere Apparence ereignen solte / zeitlich vorher zusammen schicken / wie bey solchen Friedenshandlungen / ebenenszulänglichster Satisfaction / die Reichs-Fürstl. Höheiten zu beobachten und zu maintainen überlegen lassen / auch dieselbe nach befundender Con- venienz beschieden wollen.

XII. Sie seyn diesem allem nach in keinen Zweifel / es werde so wohl Käyserl. Majestät ob dieser ihrer wahren Patriottischen Intention ein gnädiges Gesallen tragen / als auch übrige vornehme Commembra des Reichs-Fürsten-Standes / zu einmüthigen Beytritt und subscription derselben begierig seyn / wohl erwogen / eines theils neben dem Käyserl. höchsten Respect und Retablirung einer beständigen Vertraulichkeit zwischen Haupt und Gliedern / die permission der Reichs-Constitutionen / und darauf gegründeten alten und neuen Obervanz / andern Theils aber die natürliche Liebe zu selbst eigener Conservation vor solche militiret / und nicht zu vermuthen ist / dasz ein Fürst seine wohlhergebrachte Ehren und Jura negligiren / und deren Untertrag mit eingeschlagenen Händen ansehen könne. Eschließlich ist

XIII. Verabredet / dasz denen übrigen in der Reichs-Matricul liegenden Fürsten und Ständen bevor und frey- stehen soll / dieser Correspondenz zu accediren / vor die allgemeine Ruhe / Libertät und Jura mit sorgen und rathen zu helfen / und sich deren ersprießlichen Genusses gleichfalls theilhaftig zu machen. Zu welchem Ende dann gesambte correspondirende Fürsten so wohl mittelst Ablassung angelegentlicher Invitations-Schreiben / als auch durch besondere Schickung auff gemeinsame Kosten / selbige zum Access vermögen wollen. Und wie diejenige / welche dieser untadelichen Correspondenz beyzutreten ihrer particulier- Convenienz halber Bedenken tragen / von dem daraus entspreßenden gedeylichen Effect / Nutzen und Assistenz zu participiren sich von selbst entziehen zu wollen scheinen; Also versprechen hingegen die correspondirende Fürsten und Stände hiezu nachmahls bey Teutischen Fürstlichen Glan- ben und Ehren / über dieser genommener Abrede mit Dar- freestellung aller zulänglichen Kräfte und Vermögen fest und unverbrüchlich zu halten. Geschehen dann zu mehrerer Urfund dieselbe von nachgesetzten bevollmächtigten Ministri eigenhändig unterschrieben und besiegelt / auch allseits höchster Herren Principales Ratification inner- halb 6. Wochen beizubringen und gegen einander auszu- wechseln versprochen worden. So geschehen zu Frankfurt am Mayn den 14. (24.) Martii Ao. 1695.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Gnaden zu Münster

(L.S.) Cochenheim.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Sachsen = Coburg und Sachsen = Weimungen

(L.S.) J. E. Freyherr von Bohlhogen.

Von wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Sachsen = Gotha

(L.S.) Joh. Hoff Hartmann Fischer.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Branden- burg-Culmbach Ministri J. C. Starcke.

(L.S.) DE Piper.

Von wegen Jh. Durchl. Durchl. zu Braunschweig = Wolfenbüttel

(L.S.) Woudeke.

Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baadens Durlach Ministri R. von Gemingen.

(L.S.) DE

ANNO
1695.

ANNO (L.S.) DE Piper.

1695. Ex substitutione Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Baden-Baden Ministri C. F. von Plittersdorff.

(L.S.) DE Piper.

Don wegen Ihrer Königl. Majestät zu Denmark
Norwegen/ als Herzogen zu Holstein u. salvo
loco & ordine.

(L.S.) DE Piper.

Don wegen Ihrer Hochfürstl. Durchl. zu Büttenberg/
salvo loco & ordine.

(L.S.) E. Heyland.

CLXX.

8. Août. *Renouvellement de la part des PROVINCES-UNIES, de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & lesdites PROVINCES-UNIES & leurs Alliez. Fait à la Haye, le 8. Août, 1695. Avec la RATIFICATION des Etats Generaux donnée le 6. Octobre, 1695.* [Pièce authentique tirée des Registres de L. H. P. & signée de la propre main de Mr. le Greffier FAGEL.]

Ordines Generales Uniti Belgii omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, quod cum inter Plenipotentiariorum Confederatarum Potentiarum ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum die octavo Augusti hujus anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti conventum sit, de renovatione & confirmatione Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem & Nos, duodecimo Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni conclusi ac per accessionem aliarum Potentiarum generale facti, uti plenius liquet ex ipso Renovationis & confirmationis Instrumento, quod de verbo ad verbum hic inferuntur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Federati Belgii duodecimo Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore, per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confederatarum, durante hoc Bello, contra communem hostem agere; & quæ circumspicitur, ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dictâ Pace, in terminis Fœderis Defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas, laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiariorum proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam renovationem modo dicti Plenipotentiariorum tanto magis proficuum ac necessariam existimant, quanto vel maxime interest, hunc communem hostem, non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes, aut oblationes, & per divisionem Confederatarum penitus exuere, verum etiam omnem dissidentiam, ac formidinem Tractatum separatorum & medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Federatarum Potentiarum Plenipotentiariorum vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, ante memoratum Generale Fœdus, die duodecima Maii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni initum, renovare, recognoscere ac confirmare; prout hiisce renovant, recognoscunt ac confirmant; Principales suos ad inviolabilem obier-

TOM. VII. PART. II.

ANNO 1695.
vationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clau-
sularum & obligationum in modo dicto Fœdere con-
tentarum, Obligando, non secus, quam si illud Fœdus
huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, &
noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem, & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiariorum nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusdem Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confederatos iuvicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si quidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cuiusvis Federatarum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiariorum, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos menses procurare velint.

In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comitum die octavo Augusti anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

Nos infra scripti Cælorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Federati Belgii ad hoc specialiter Deputati hæcæ subscriptissimus & Sigilla Nostra huic Instrumento apposuimus.

(Signatum erat.)

(L.S.) S. V. WYNBERGEN.
(L.S.) F. BARON DE REEDE.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) J. VANDER DOES.
(L.S.) J. AITZEMA.
(L.S.) H. J. ROELINCK.

Nos itaque idem Instrumentum & omnia, & singula in eodem contenta, approbasse, confirmasse & ratavimus; quemadmodum approbamus, confirmamus & ratavimus, vigore præsentium, promittentes sincerè & bonâ fide, Nos quæcumque in eodem Instrumento contenta sunt, quatenus ad nos attinet, observaturos & adimpleturos, nec quicquam contra facturos vel eidem ullo modo contraveniuros. In quorum fidem hæcæ Sigillo nostro majori muniti, per Consensus nostri Præsidem signari & per Graphiarium nostrum subscribi fecimus. Actum Hagæ Comitum die sexto Octobris anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti. (Signatum erat) S. V. GOCKINGA Vt. (inferius script. erat) Ad Mandatum altèmemoratorum Dominorum Ordinum Generalium (subsignatum erat) F. FAGEL.

Exemplar hoc in omnibus convenire cum suo Originali, à quo ex filo coccineo & auro pendeat Sigillum majus altissimè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium cerâ rubrâ impressum, testor Eorundem Graphiariorum.

F. FAGEL.

CLXXI.

Renouvellement de la part de FREDERIC
CHRISTIAN Evêque de Munster de l'Allian-
ce faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur,
Y y

16. Août.
L'EMPE-
REUR, LES
PROVIN-
CES-UNIES ET
MUN-
STER.

ANNO
1695. & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez.
Fait à Munster le 16. Août 1695. [Manuscrit.]

Nos Fridericus Christianus Dei gratia Episcopus & Princeps Monasteriensis, Burgravius Strombergenfis, S. Romani Imperii Princeps & Dominus in Borckeloh, notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum scire interest quod cum Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarum ad Congressum Hagæ-Comitis institutum, vi Mandatorum suorum & unanimi consensu, Ratihabitione Minorum suorum Principalium salva, die octava mensis labentis convenirent, Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, duodecimo Maii, Anni millesimi sexcentissimi octuagesimi noni, contra Coronam Gallie initum renovare, recognoscere & confirmare, modo ac tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per acceffionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quisvis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arcæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiarum proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarum tantò magis proficuum ac necessariam æstimant, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatum separatorum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarum, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenirent, antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hinc renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accefferunt, & quibus dicti Plenipotentiarum nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Acceffiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & Illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque proculsivis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ; obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarum, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu Illorum,

qui longius absunt, intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiarum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione, & Sigilli sui appositione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octavâ Augusti 1695.

(L.S.) J. CONRADUS NORFF,

Pro Reverendissimo & Celsissimo Domino
Episcopo & Principe Monasteriensis.

Nos supra memoratas Renovationis Tabulas ratas & gratas habuerimus, confirmaverimus, & approbaverimus, prout hinc ratihabemus, confirmamus, & approbamus, fide ac verbo Principis promittentes, omnia & singula in prædictis Tabulis Renovationis comprehensa fideliter & ritè, quantum Nos concernit, præstituros atque adimpleturos, nec passuros ut iis in minimo à nostris unquam contraveniantur. In cujus rei fidem præsentibus manu nostra subscriptas Sigillo nostro communiri jussimus. Datum in Urbe nostra Monasteriensi, die decima sexta Augusti, Anno millesimo sexcentesimo, nonagesimo quinto.

FRIDERICUS CHRISTIANUS.

(L.S.) (L.S.)

Copiam hanc cum Originali suo in Congressu Plenipotentiarum hodie exhibitæ per omnia concordare attestor manu propria Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1696.

J. CONRADUS NORFF.

CLXXII.

Renouvellement de la part d'ERNEST AUGUSTE, Duc de Brunswick & de Lunebourg Electeur, de l'Alliance faite en 1689. entre LEO-POLD Empereur & les PROVINCES-UNIES & leurs Alliez, Fait à Linbourg, le 18. Août 1695. [Manuscrit.]

Nos Dei Gratia Ernestus Augustus Dux Brunsvicensis & Luneburgensis S. R. I. Elector, Princeps Olnaburgensis, notum testatumque hinc facimus, quandoquidem Sacra Cæsarea Majestas nunquam satis laudato conservandæ & stringendæ magis inter omnes & singulas adversus Coronam Gallie Fœderatas Potentias Unionis zelo mota, Earundem ad Congressum Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiarum proponi curaverit, utilitati publicæ, haud parum consultum iri, si Fœdus illud, quod die 12. Maii 1689. inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii initum & per Acceffionem aliarum deinceps Potentiarum universale & generale factum, sine mora renovaretur, quem in finem certa quædam formula in dicto Congressu connata & à singulis ad id specialiter legitimatis Plenipotentiarum signata est, modo & tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per Acceffionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quisvis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arcæ, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum insti-

ANNO
1695.

1. Août.
L'EMPE-
REUR-LES
PROVIN-
DES-UN-
IES ET
HANO-
VER.

ANNO institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abs
1695. re & communi emolumento futurum, si obligationes,
quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce
contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiaris
tanto magis proficuum ac necessariam æstimarunt,
quanto vel maximè interest, hunc communem Hos-
tem non solum omni spe assequende intentionis suæ
per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes
& per divisionem Confœderatorum, penitus exuere,
verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem
Tractatum separatorum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum
Plenipotentiaris, vigore Mandatorum suorum, & una-
nimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum Ra-
tificatione, inter se convenerunt, antememoratum ge-
nerale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare,
recognoscere & confirmare, prout hîcce renovant,
recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad in-
violabilem observantiam universi tenoris ac omnium
Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo
dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam
si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum
insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum se-
paratorum, quibus multi Principes ad primigenium
illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipo-
tentiaris nihil quidquam vel detractum vel additum
volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Acces-
siones hîc renovantur, & confirmantur, cum omni-
bus stipulationibus & promissis inter Confœderatos in-
vicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram
Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus re-
quirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiri-
tur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes,
ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi
Fœderis generalis aggregent & illi, qui hucusque in eo
comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si-
quidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi
Belli ex parte Imperii Ratibonæ die 2. Februarii 1689.
contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum
aliud præ se ferens scopum, quam honestæ, genera-
lis ac securæ Pacis conjunctum adificandæ, ejusque
pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constan-
ti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se
quoque supra memorati Plenipotentiaris, quod super
hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis
Principalibus quantocius & ad plurimum respectu il-
lorum, qui longius absunt, intra duos menses procur-
rare velint. In cuius fidem unusquisque modo dicto-
rum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe
mentionatæ Renovationis propria manus subscriptione,
& Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comi-
tut die octavâ Augusti 1695.

Nos igitur eadem ratione qua antedicto Fœderi die
trigesima mensis Decembris, Anni millesimi sexcen-
tesimi nonagesimi secundi accessimus, idque laudavi-
mus & approbavimus, supra insertam quoque Renova-
tionis ejus formulam laudasse & approbasse, sicuti
vigore præsentium eam laudamus, approbamus, gratam,
acceptam ratamque habemus, spondentes & fide ac
verbo Electorali promittentes, nos illi nullo modo
contraveniuros, aut quantum in nobis est contraveniri
passuros, sed ejus tenorem in omnibus sanctè & invio-
labiler observaturos, atque adimpleturos esse.

In quorum fidem, majusque robur præsentis Literas
manu nostra subscripsimus, & sigillo nostro muniri
jussimus. Dabantur Linsburgi die 7. Augusti Anni
millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

(L.S.) ERNESTUS AUGUSTUS Elector.

Copiam hanc manus mea subscriptione, & sigilli
mei appositione roboratam Ego infrascriptus Serenitatis
sue Electoralis Brunsvicensis & Luneburgensis Consi-
liarius, ejusdem ad Congressum Confœderatorum, qui
est Hagæ-Comitum, Plenipotentiaris in omnibus ve-
ro Originali, quod in Congressus custodia est, conveni-
entem illius loco exhibui.

(L.S.) HENR. HUNEKEN.

TOM. VII. PART. II.

CLXXIII.

ANNO

1695.

22. Août.

L'EMPE-
REUR,
LES PRO-
VINCES,
UNIES,
ET BA-
VIÈRE.

Renouvellement, de la part de MAXIMILIEN
EMANUEL Electeur Duc de Bavière, de l'Al-
liance faite en 1689. entre LEOPOLD EM-
PEREUR & les PROVINCES-UNIES, & leurs
Alliez. Fait au Camp de Namur, le 22. Août,
1695. (Manuscrit.)

Nos Maximilianus Emanuel Dei Gratiâ utrius-
que Baviaræ & Palatinatus superioris Dux,
Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Im-
perii Archidapifer & Landgravius in Luchtemberg &c.
Omnibus & singulis, quorum interest, hîcce notum faci-
mus ac testamur. Postquam Sacræ Cæsareæ Majesta-
ti aliisque contra Galliam Fœderatis Potentis & Prin-
cipibus è re visum fuit, ut Fœdus illud, inter dictam
Sacram Cæsaream Majestatem Leopoldum primum ac
Cælos & Præpotentes Dominos Ordines Generales
Fœderatarum Belgii Provinciarum Viennæ die 12. Maii
1689. ab initio conclusum, cui Fœderi præter alios
& Nos quoque postmodum accessimus, nostrumque
desuper Instrumentum 3. Maii 1691. expediti fecimus:
inter utrinque Fœderatos eum maximè in finem reno-
vetur, tum ut præfatæ Coronæ Gallicæ omnis per secre-
tas machinationes assequendæ intentionis suæ spes præ-
scindatur, tum ut inter ipsos Confœderatos omnis diffi-
dentia & separationis occasio è medio tollatur: Quod
propterea Ministrum & Consiliarium nostrum Status
nobis fidelem dilectum Coibitium de Prielmeyer de
novo Hagam-Comitis ablegaverimus, eique plenam
Potestatem dederimus, ut super ejusmodi renovatio-
ne Fœderis cum aliis Deputatis ac Plenipotentiaris ibi
præsentibus conveniat, nec non ejusmodi renovati Fœ-
deris Instrumentum, unum vel plura, prout hoc de
necessitate visum fuerit, nostro nomine signet, quod
& modo, formâ ac tenore factum fuit quo sequi-
tur.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majesta-
tem & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines
Generales Fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Gal-
liam conclusum, & per Accessionem aliarum Poten-
tiarum universale ac generale factum, in suo vigore
per omnia firmum subsistat, clarissime terminis con-
tineat, qualiter quisvis Confœderatorum, durante hoc
Bello, contra communem Hostem agere, & quæ
circumspèctio ac modus in tractanda Pace, aut Armi-
stitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod
moderna Unio, etiam conclusa tandem dictâ Pace, in
terminis Fœderis defensivi persistere ac durare de-
beat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabi-
li zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis
Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum
mota, Earundem ad Congressum hîc Hagæ-Comitum
institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abs
re & communi emolumento futurum, si obligationes,
quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce
contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiaris
tanto magis proficuum ac necessariam æstimarunt,
quanto vel maximè interest, hunc communem Hos-
tem non solum omni spe assequende intentionis suæ
per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes
& per divisionem Confœderatorum, penitus exuere,
verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem
Tractatum separatorum è medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum
Plenipotentiaris, vigore Mandatorum suorum, & una-
nimi consensu salvâ tamen Principalium suorum Ra-
tificatione inter se convenerunt, antememoratum ge-
nerale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare,
recognoscere & confirmare, prout hîcce renovant,
recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad in-
violabilem observantiam universi tenoris ac omnium
Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo
dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam
si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad ver-
bum insertum, & noviter inter Partes stipulatum
foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum se-
paratorum, quibus multi Principes ad primigenium
illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipo-
tentiaris

ANNO
1695.

tentarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confoederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantoctius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 12. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantoctius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, inter duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Quibus ita factis tenore præsentium declaramus Nos hujusmodi Renovationis actum, ac ipsum respectivè Fœdus per omnia & singula approbavisse, quemadmodum hiicce approbamus & ratihabemus; verbo Principi promittentes, nos omnia & singula, in præfato Fœdere contenta sanctè & religiose observaturos, impleturos, ac sic observari & impleri curaturos, neque, quantum in nobis erit, passuros, ut à quopiam, sub quocunque demum prætextu, directè vel indirectè, violentur aut infringantur. In horum omnium testimonium, & majorem fidem præsens Ratificationis Instrumentum propria manu subsignavimus, ac Sigillo nostro Electorali communiri fecimus. Actum in Castris ad Namurcum die vigesima secunda Augusti, Anni millesimi sexcentissimi nonagesimi quinti.

MAXIMILIANUS EMANUEL Elector.

plus bas.

(L.S.)

JO. PETRUS KEMPIS.

PREILMEYER PLENIPOTENT.

(L.S.)

CLXXIV.

27. Août. *Renouvellement de la part de FREDERIC III. Electeur de Brandebourg de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Sprée le 27. Août, 1695. [Manuscrit.]*

L'EMPE-
REUR,
LES PRO-
VINCES,
ET BRAN-
DE-
BOURG.

Nos Fridericus Tertius Dei Gratia, Marchio Brandeburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector Prussiæ, Magdeburgi, Clivie, Julis, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum Vandalorumque, nec non in Silesia, Crotinæ Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstadii, Mindæ, & Camini, Comes de Hohenzolern, Marcæ & Ravensbergi, Dominus in Ravenstein, Lawenburg & Butau.

Notum facimus omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit: Postquam ad firmandum & arctius stringendum vinculum, quod inter Fœderatos præsentis Bello contra Galliam intercedit, utile & de re communi visum fuerit, Fœdus, die 12. Mensis Maii anni 1689. primo inter Sacram Cæsaream Majestatem ex una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Fœderati Belgii ex alte-

ra partibus initum, & post, Accessione aliorum Re-
ANNO
1695.
gum, Electorum, & Principum generale factum, renovare, majusque robur ei addere, eaque de re præhabita matura deliberatione inter generosum & magnificum Consiliarium nostrum Status intimum, apud prædictos Ordines & in Congressu Hagensi Ministrum Plenipotentiarium, sincerè nobis fidelem & dilectum Wolfgangum de Schmettau, nec non reliquorum Fœderatorum ibidem præsentium Ministros Plenipotentiariorum conventum fuerit formâ, modo & tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Generales Fœderati Belgii die 12. Mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat clarique terminis contineat, qualiter quisvis Confoederatorum durante hoc Bello contra communem hostem agere, & quæ circumspicere ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus actæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictatum Confoederatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiariorum proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentarii tanto magis proficuum ac necessariam existimantur, quanto vel maxime interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes oblationesque, & per divisionem Confoederatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatarum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiariorum vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere ac confirmare, prout hiicce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatarum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confoederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantoctius accedant, siquidem hæc Renovatio & confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 12. Februarii Anno millesimo sexcentesimo octogesimo nono contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantoctius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos menses procurare velint: in cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cum

ANNO
1695.

Cum ergo hæc omnia & singula per supradictum Plenipotentiarium nostrum de Schmettau, iussu & Mandato nostro ita gesta, peracta & conventa sint; Nos eadem omnia & singula cetera nostra scientia approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Electorali promittimus pro Nobis, Nostrisque & Electoratus nostri Hæredibus, Nos omnia, quæ Scripto illo continentur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, nullaque ratione vel per nos vel per alios nullo unquam tempore contraveniuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quomodoque id fieri poterit. In quorum omnium testimonium & fidem Sigillum nostrum Electorale huic Diplomati manu nostra subscriptum appendi fecimus. Dabantur Coloniæ ad Spream die 27. Augusti 1695.

FRIDERICUS Elector.

(Sigillum Electorale majus huic
Ratificationi appensum est.)

E. V. DANCKELMAN.

Copiam hanc cum Originali suo, in Congressu Plenipotentiariorum hodie exhibitæ & illic cum cæteris Ratificationibus asservato per omnia concordare attester manu propria, & appensione Sigilli mei. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1696.

W. DE SMETTAU.

CLXXV.

1. Sept. *Renouvellement de la part de CHARLES II. Roi d'Espagne de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le 1. de Septembre, 1695. [Manuscrit.]*
L'EMPE-
REUR,
LES PRO-
VINCES-
UNIES,
ET L'ES-
PAGNE.

DOn Carlos, por la gracia de Dios Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias &c. Duque de Borgoña y de Milan, Conde de Habspurg, Illandes y Tirol &c. Por quanto en Primero de Agosto pasado de este año se ha ajustado en el Haya per Don Francisco Bernardo de Quiros de mi Consejo de Castilla, mi Embaxador en las Provincias-Unidas del Pays Baxo y mi Plenipotenciario en el Congreso del Haya y todos los demas Ministros de a quel Congreso el Tratado de Renovation de la Alianza y Liga contra la Francia, que se concludy en doze de Mayo de mil seiscientos y ochenta y nueve entre El Serenissimo y Potentissimo Emperador Rey de Romanos, de Bohemia y de Ungría, y los Altos y muy Poderosos Estados de las Provincias-Unidas del Pays-Baxo, cuyo Tratado de Renovation, en Lengua Latina es el siguiente.

Quamquam Foedus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima Mensis Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universalem ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspèctio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat, nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum motu, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Foedus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum & necessariam existimant, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequende Intentionis suæ per

consuetas perniciosas machinationes oblationesque & per divisionem Confœderatarum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatarum è medio tollere.

ANNO
1695.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Provinciarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principium suorum Ratificatione, inter se convenerunt, antè memoratum generale Fœdus die duodecimo Maji anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono initum renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet, ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatarum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt. Quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confœderatos invicem contractis. Præterea etiam necessariam judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quantenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, si quidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die decima quarta Februarii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatarum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modò dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus Subscriptione, & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comitum prima Augusti anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Y havendoze visto y examinando hé resuelto aprobarle y ratificarle en todos sus puntos; por tanto en virtud de la presente le apruevo y ratifico y en tée y palabra Real prometo cumplirle; en la forma que en el se contiene. Para lo qual mando despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada de mi infraescrito Secretario de Estado. Dada en Madrid à primero de Septiembre & mil seiscientos noventa y cinco Anos: YO EL REY. Don CRISPIN GONZALES BOTELLO. Concordat cum suo Originali, quod manus propriæ subscriptione confirmo. Hagæ Comitum vigesima tertia Januarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto.

DON FRANCISCO BERNARDO DE QUIROS.

(L.S.)

CLXXVI.

Acte par lequel LEOPOLD Empereur renouvelle son Alliance conclue en 1689. avec les PROVINCES-UNIES des Pais-Bas, & leurs Alliez. Fait à Eberstorff le 12. Septembre, 1695. [Manuscrit.]
12. Sept.
L'EMPE-
REUR,
ET
LES PRO-
VINCES-
UNIES.

LEopoldus Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Croatiae, Sclavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris

Yy 3

Si-

ANNO
1695.

Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goriæ, Landgravius Alsatice, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatice, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c.

Notum testatumque facimus vigore præsentium universis, quorum interest, quod cum Nostri & Fœderatorum Nostrorum Plenipotentiarii Hagæ Comititis congregati, de renovanda obligatione Fœderis, quod anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono primum Nos inter & Uniti Belgii Ordines Generales percussum, deinde aliarum Potentiarum & Principum accessione auctum est, convenerint, desuperque Instrumenta reciproce commutaverint tenoris sequentis.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celso ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis continet, qualiter quisvis Confœderatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere, & quæ circumspicitur ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservande semper hujus artæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum ac necessariam existimaverunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas Machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verùm etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorum è medio tollere.

Ea propter supra dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium Ratificatione, inter se conveniunt antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum renovare, recognoscere ac confirmare, prouti hisce renovat, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem Observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si illud huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem presentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensum non erant, eidem quanticus accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cuiusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligat se quoque supra memorati Plenipotentiarii quòd super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quanticus & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cuius fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui apprehensione signavit. Actum Hagæ

Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

ANNO
1695.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ

Nomine Sacra Cæsarea Majestatis.

Nos salutarem hanc Fœderis Renovationem laudaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, prout hisce laudamus, approbamus & ratam habemus, universis & singulis Fœderatis nostris eandem Renovationem ratificantibus; verbo nostro Cæsareo denuò declarantes Nos ad inviolabilem dicti Fœderis omniumque Punctorum & Clausularum in eodem uti & in supra inserto Renovationis Instrumento contentarum observationem obligari, Nosque iis ex parte nostra exactè satisfacturos esse.

In cuius majorem fidem hocce Ratificationis Nostre Instrumentum manu nostra subscriptum Sigillo Nostro muniti jussimus. Datum in Arce Nostra Eberstorffii die duodecima Mensis Septembris Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum nostro- rum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadagesimo primo, Bohemici vero trigesimo nono.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt. AMADÆUS Comes de WINDISGRATZ.

Ad Mandatum Sacra Cæsarea Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSRUCK.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attestor propriæ manus subscriptione & Sigilli mei apprehensione.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ.

CLXXVII.

Renouvellement, de la part d'ELEANOR, Reine 13. Sept. Douairiere de Pologne, & Duchesse Douairiere de L'EMPE- Lorraine, de l'Alliance faite en 1689. entre LEO- REUR, POLD Empereur, & les PROVINCES-LES PRO- NIES des Pays-bas & leurs Alliez. Fait à VINCES- UNIES, Inspruck, le 13. Septembre 1695. [Manu- ET LOR- RRAINE. scrit.]

E Leonora Dei Gratia Regina Vidua Poloniæ & Ducissa Lotharingæ & Barri &c. nata Archiducissa Austriæ &c. Mater, & Tutrix charissimi Filii Nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi eadem Dei Gratia Lotharingæ Ducis, Marchisii, Ducis Calabriæ, Barri, Gueldriæ, Marchionis Dussiponti & Nomenii, Comitibus Provinciarum, Vademontis, Albimontis, Zutphanie, Salmensis, & Regens, & Administratrix Corporum, Bonorum, & Statuum predicti Filii Nostri. Omnibus & singulis præsentibus visuris & inspecturis; Notum testatumque facimus, quod cum ad propositionem Serenissimi & Potentissimi Imperatoris Domini Fratris Nostri honoratissimi Fœdus inter Suam Majestatem & Præpotentes Ordines Generales die 12. Maji 1689. initum, & postmodum per Accessionem aliarum Potentiarum factum generale ac universale, ab eorundem Plenipotentiaris Hagæ-Comitis die octava mensis Augusti proximè electi renovatum fuerit, prouti Renovationis Instrumentum nostro nomine, vigore nostræ Plenipotentie subscriptum, ab Illustri & Magnifico Domino Dominico Sacri Romani Imperii Comite à Kaunitz &c. Equite auri Velleris, Camerario & Consiliario Cæsareo intimo, nec non Sæ Majestatis Cæsareæ Oratore ac Plenipotentiariorum Hagæ-Comitis existente, hic infra de verbo ad verbum descriptum insequitur.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celso ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis con-

ANNO continet, qualiter quivis Confoederatorum durante
1695. hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ
circumspcctio ac modus in tractanda Pace aut Armi-
stitio cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod
moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in
terminis Fœderis defensivi persistere ac durare de-
beat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas lauda-
bili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis
& inviolabilis Unionis altè dictarum Confoederatarum
Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic
Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi
curavit, non abs re & communi emolumento futu-
rum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus
generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii
tanto magis proficuum ac necessariam existimant,
quânto vel maximè interest, hunc communem Hos-
tem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ
per consuetas perniciosas Machinationes oblationesque,
& per divisionem Confoederatorum penitus exuere,
verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem
Tractatum separatorum à medio tollere.

Ea propter sepe dicti Fœderatarum Potentiarum
Plenipotentiarii vigore Mandatorum & unanimi con-
sensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione,
inter se convenerunt, ante memoratum generale Fœdus
die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere,
ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt ac
confirmant, Principales suos ad inviolabilem Observa-
tionem universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clau-
sularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere con-
tentarum obligando, non secus quàm si illud Fœdus
huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & no-
viter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum se-
paratorum, quibus multi Principes ad primigenium il-
lum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipo-
tentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum vol-
unt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones
hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipula-
tionibus & promissis inter Confoederatos invicem
contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram
Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus re-
quirere, prout eadem presentibus humillimè requiritur,
quarens dignaretur omnes Electores, Principes ac Sta-
tus Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis
generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo com-
prehensi non erant, eidem quantociùs accedant, siqui-
dem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli
ex parte Imperii Ratibonæ die 4. Februarii Anno
millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, contra
Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium
præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac
secure Pacis conjunctim adificandæ, ejusque pro cu-
jusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tran-
quillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii
quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratifica-
tionem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum
respectu illorum qui longiùs absunt, intra duos Menses
procurare velint, in cuius fidem unusquisque modo
dictorum Plenipotentiariarum simile Instrumentum sepe
mentionatæ Renovationis propriæ manus subscrip-
tione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-
Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcen-
tesimo nonagesimo quinto.

Cumque necessarium sit, ut hoc renovati Fœderis
Instrumentum ratificetur, ideo nos pro parte nostra
supradicto nomine qua Mater & Tutrix charissimi Filii
nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi Ducis Lo-
tharingæ & Barri, ac pro ipsius Hæredibus & Suc-
cessoribus suis, idem præinsertum Fœderis renovati
Instrumentum per omnia, & singula approbavimus,
confirmavimus, & ratum habuimus, veluti hisce ap-
probamus, confirmamus, & ratum habemus, promit-
tentes insuper Nos nomine quo supra atque Hæredes
& Successores dicti nostri charissimi Filii, omnia &
singula in præfato renovati Fœderis Instrumento con-
tenta divina favente gratiâ bona fide præstituros &
adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nos-
tris vel aliis ullo modo violentur; in cuius rei fidem,
hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri Reginalis
appensione muniri iussimus. Datas in Aula Oenipon-

tana die decima tertia Septembris Anno Domini mil- ANNO
lesimo sexcentesimo nonagesimo quinto. 1695.

ELEONORA Regina.

(L.S.)

*Ad Mandatum Sacræ Reginalis
Majestatis proprium.*

C. F. SANTER de M. &c.
à Secretis.

Copiam hanc cum Originali suo concordare attes-
tor propriæ manus subscriptione & Sigilli mei appres-
sione.

D. A. C. à KAUNITZ/
(L.S.)

CLXXVIII.

*Renouvellement de la part de VICTOR AMÉDÉE, 21. Sept.
II. de l'Alliance faite en 1689, entre LEO-POL-LEMPER-
POLD Empereur, & les PROVINCES-UNIEES des Pais-Bas & leurs Alliez. Fait à Tu-PROVIN-
rin, le 21. Septembre, 1695. [Manuscrit.] CES-UN-
NIES ET
LA SA-
VOYE.*

Victorius Amedeus II. Dei Gratia Dux Sabau-
diæ, Princeps Pedemontii, Rex Cipri &c.
Cum nobis Instrumentum Renovationis Fœ-
deris Generalis die octavo elapsi mensis Augusti Hagæ-
Comitum initæ à Comite & Præfide de la Tour,
Nuntio nostro ibidem Extraordinario transmissum fue-
rit in formam sequentis tenoris.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majes-
tatem, & Cælos ac Præpotentes Dominos Ordines
Generales Fœderati Belgii 12. Maji 1689. contra Gal-
liam conclusum, & per Accessionem aliarum Potentiarum
universale ac generale factum, in suo vigore per
omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat,
qualiter quivis Confoederatorum, durante hoc Bello,
contra communem Hostem agere, & quæ circum-
spcctio ac modus in tractanda Pace, aut Armistitio,
cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moder-
na Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in ter-
minis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili
zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis
Unionis altè dictarum Confoederatarum Potentiarum
mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum
institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs
re & communi emolumento futurum, si Obligationes,
quæ per præmentionatum Fœdus generale reciproce
contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii
tanto magis proficuum ac necessariam existimant,
quânto vel maximè interest, hunc communem Hostem
non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per
consuetas perniciosas machinationes aut oblationes,
& per divisionem Confoederatorum penitus exuere, ve-
rum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Trac-
tatum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Ple-
nipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unani-
mi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratifi-
catione, inter se convenerunt, antememoratum generale
Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognos-
cere, & confirmare, prout hisce renovant, recognos-
cunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem
observantiam universi tenoris, ac omnium Puncto-
rum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto
Fœdere contentarum obligando, non secus quàm si
illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum
insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem &
normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum se-
paratorum, quibus multi Principes ad primigenium
illum Tractatum accesserunt & quibus dicti Plenipo-
tentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum
volunt, quinimo omnes & singulæ ejusmodi Accessio-
nes hic renovantur & confirmantur, cum omnibus Sti-
pula-

ANNO
1695.

pulationibus & Promissis inter Confederatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui huc usque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est; nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum, ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum, qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariarum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum 8. Augusti 1695.

DE LA TOUR.
(L.S.)

NOs viso & lecto dicto Instrumento Renovationis & Confirmationis memorati Fœderis Generalis, illud juxta sui seriem & tenorem approbamus, ratificamus, & confirmamus in omnibus suis Punctis, Clausulis & Articulis, promittentes bona fide, & in verbo Principis, nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & inviolabiliter observaturos quicquid in dicta Renovatione Fœderis promissum & conclusum fuit, nec unquam permissuros contra eam quovismodo directè vel indirectè aliquid fieri. In quorum fidem has præsentibus Litteras proprio pugno firmavimus & à Marchione à sancto Thoma nostri Status Administro & à secretis primario subscripsi ac Sigilli nostri secreti appensione roborari jussimus. Datum Taurini die 21. Septembris 1695.

V. AMEDEUS.

A. Sancto THOMA.
(L.S.)

Regiæ Celsitudinis Sabaudæ Ducis Alebatus Extraordinarius & Plenipotentiarius hocce Rathabitionis exemplum transcribi curavit ex Autographo ad litteram, & ad plenam fidem subscriptione sua Sigilloque munivit. Hagæ-Comitum die 15. Octobris 1695.

(L.S.) DE LA TOUR.

CLXXIX.

22. Sept.
L'EMPE-
REUR,
LES PRO-
VINCES-
UNIES,
ET ZELL.

Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg Zell, de l'Alliance faite en 1689. entre LEOPOLD Empereur & les PROVINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le 22. Septembre 1695. [Manuscrit.]

NOs Georgius Guilielmus Dei gratia Dux Brunswicensis & Luneburgensis. Notum facimus & testamur, cum de Fœderis illius architoris, primitus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Viennæ die 12. Mensis Maji 1689. initi, posteaquæ ad alios quoque Reges, nec non Electores quosdam ac Principes Imperii, & nosmetipsos, qui eidem accessere, extensi, Renovatione, auspiciis ac consilio altissimè memorata Sacre Cæsareæ Majestatis inter ejusdem & reliquarum Fœderatarum Potentiarum Hagæ-Comitis congregatos Plenipotentiarios & Deputatos actum, & prævia deliberatione conclusum sit, prout ex sequenti ab iis, salva Dominorum Principalium Ratificatione, in scripturam redacto Receptu patet.

Quoniam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maji 1689. contra Galliam conclusum, & per Accessionem aliarum Po-

tentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Fœderis defensivè persistere ac durare debeat. Nihilominus tamen Sacra Cæsareæ Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si Obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum ac necessariam existimarunt, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum Ratificatione, inter se conveniunt, antememoratum generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium Punctorum, Clausularum, & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum aut Actum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singulæ ejusmodi Accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus Stipulationibus, & Promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non sunt, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio, Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 2. Februarii 1689. contra Galliam factæ, plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum, qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariarum simile Instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis, propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ-Comitum die 8. Augusti 1695.

Nos itaque hunc Receptum amore tuendæ ac promovendæ salutis publicæ & adipiscendæ universalis ac securæ Pacis studio approbasse ratumque ac gratum habere, sicuti omnia & singula in eodem contenta vigore præsentium & approbamus rataque habemus ac promittimus Nos illa sanctè & inviolabiliter adimpleturos, & quæ à Nobis, tanquam fideli Fœderato & Principe Imperii exigi possunt, optima fide præstituros esse. In cujus rei majorem fidem Litteras hasce manu nostra subscripsimus & Sigillo nostro muniri curavimus. Ebsdorffii die 22. Mensis Septembris, Anno 1695.

GEORGIUS WILHELMUS.
(L.S.)J. SIEGEL.
(L.S.)

CLXXXI

ANNO
1695.

ANNO

1695.

18. Oct.

CLXXX.

Vergleich zwischen Herzog Johann Ernst zu Sachsen-Saalfeld / dann auch Herzog Fridrich zu Sachsen-Gotha / durch Vermittlung Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg / wegen einigen / an des ersten Landes-Portion sich ereigneten Abgang aufgerichteter. Worin demselben zu Erfüllung besagten Abgangs jährlich 5642. Gulden Meißnisch aus der Cammer zu Altenburg bewilliget / dann auch einige bißhero besagten Herzog Fridrich reservirte Cammer-Land-und Trant-Steuren überwiesen werden. Geschehen Saalfeld den 18. Octobr. 1695. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz II. pag. 703.]

C'est-à-dire.

Accord moyenné par ALBERT Duc de Saxe-Cobourg, entre JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld & FRIDERIC Duc de Saxe-Gotha, pour un Supplément de Partage Héritaire en faveur du premier; A quelle fin, une Somme de 5642. Florins de Misnie, lui seront annuellement assignés sur la Chambre d'Altenbourg; outre certaines Réserves Camérales, & Provinciales, & certains Steures ou Accises qui lui sont cédés. A Saalfeld le 18. Octobr. 1695.

Sinnach Herrn Herzog Johann Ernst zu Sachsen-Saalfeld Fürstliche Durchleucht einige Jahre her Beschreibung geführet / daß in dem Anno 1680. den 24. Febr. von dero damaligen ältesten Herrn Bruders / Herzog Friedruchs / zu Sachsen-Gotha Christliche Durchleucht mit Ihro und dero Herren Brüdern zu Römlich / Eisenberg und Hilpertshausen Fürstliche Durchlauchtigkeiten errichteten Erb-Vergleich in verschiedenen Punkten sich bey dero Landes-Portion vor denen übrigen Verloß und Abgang ereignet / indem ein Antheil der Gütle bey der Stadt leßten und denen 4. Dorfschafften / Schaderthal / Ober-loquitz / Grossen Neuen-dorff / und Reichenbach / welche Anno 1643. zu dem neu-angeworbenen Amt Zella geschlagen / und in dem Anno 1678. gefertigten Portions-Anschlag nicht von denen Nemtern Saalfeld und Gräffenthal abgezogen worden / doppelt in Anschlag kommen / benebst die Jahr-Rente bey der Stadt Saalfeld sammt denen Mannsfeldischen Steuern anßer gemeldeten Portions-Anschlag in Anschlag mit gebracht worden / auch das Amt Gräffenthal nach seinem Kauf-Prezio. und nicht nach dem Fuß der Portion-Bücher / im Anschlag sich befinde / im übrigen aber inegemein solche Ihre zugeschlagnene Nemter und Dörthe deren Situation nach also bewandt wären / daß sie denen übrigen austrägligen Landes-Antheilen nicht beykämen / bevorab auch / daß Seine Durchleucht an Land und Leuten ein wenigers / als dero übrige Herren Brüdere / erhalten / mithin einen grösseren Abgang an sonst überschüssigen Ertrag der Lande gegen die Portion-Anschläge erlitten / nicht weniger Seiner Fürstlichen Durchleucht wegen der hochgedacht Ihres ältesten Herrn Bruders Fürstliche Durchleucht vor sich und Ihren Fürstlichen Descendenten reservirten Jurium neuen Anstand bekommen / und darinne eine andere Einrichtung verlange / auch wegen dessen allen und anderen mehr geführten Gravaminum ein Kaiserliche Commission zur Güte ausgemerckt / Sachsen-Gotha aber hingegen vorgestellet / daß obervortheil in Anno 1680. aufgerichtete Haupt-Recess an und vor sich selbst verbindlich / auch durch einen anderweitigen Vergleich vom 6ten April 1682ten Jahre bekräftiget / und darinnen von Sachsen-Saalfeldischer Seiten weiteren Prætenationen nochmahls gänglich renunciret / bey beyden Handlungen auch sowohl selbst eigene als andere der Sachen verständige Räte und respective

TO M. VII. PART. II.

Fürstliche Assistentz gebraucht worden; Hiernächst dasjenige / was wegen der Nemter Anschlag vor Mängel angegeben / Sachsen-Gotha allenfalls nicht allein / sondern die sämtliche Fürstliche Interessenten mit zu gelten schuldig / auch die Saalfeldischen Jahr-Renten und Mannsfeldischen Steuern eigentlich mehr als Amtes / sondern vor besondere Cammer-Gefälle zu achten / so zur Saalfeldischen Landes-Portion nicht gehören / und daher auch dergleichen Jahr-Rente bey denen meisten anderen Nemtern in deren Portions-Anschlage nicht mit begriffen wären / hinsichtlich solche Sachsen-Saalfeld ohne Computation nicht präerendiren könnte; als hat man vor allen Dingen / da zunahl auch Sachsen-Gothaischer Seiten obgedachter Keyserlicher Commission / wegen der Austräge des Fürstlichen Hauses und sonst / widerprochen worden / sich anlegen seyn lassen / diese Beschwerden zu Vorformung schädlicher Weiterung durch zusammen geschickte Räte in der Enge zu untersuchen und abzumahn / endlich auch Herrn Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg Fürstliche Durchleucht als der Zeit ältester Herr Bruder und Vetter / auf beschriebenes Ersuchen Ihre Freund-Brüder- und Vetterliche Vermittelung zu Erhebung des Wercks mit angewendet / und darauf Herrn Herzog Friedruchs zu Sachsen-Gotha Fürstliche Durchleucht bey der gültigen Handlung und Rectablirung nöthiger Eintracht und Harmonie im gesamnten Fürstlichen Hause sich mit hochbesagten dero Herrn Veters zu Saalfeld Fürstliche Durchleucht endlich dahin vereinbaret / daß

1. Dasjenige / was dieselbe an Land und Leuten beym Amt / Stadt-und Stifft Saalfeld und denen Nemtern Gräffenthal und Zella / inclusive der obgedachten Jahr-Renten und Mannsfelder Steuern / sammt der Stadt Pöfzmet innen haben / und genießen / auff 6500. Gulden hiemit reguliret seyn und bleiben / und hierüber Sachsen-Saalfeld jährlich noch 5642. Gulden Meißnisch zu Revenuen aus der Cammer zu Altenburg zu 4. Terminen / und zwar von verfloßnen Crucis an / und also beym anstehenden Quartal Lucie zum erstenmahl den 4ten Theil zu gewarten haben solle.

2. Nicht weniger wollen deroselben Herrn Herzogen Friedruchs zu Sachsen-Gotha Durchleucht / wegen des durch obbesagten doppelten Anschlag in die 16. Jahr her erlittenen Abgangs und anderer insonderheit bey denen Nemtern Gräffenthal und Zella angegebenen Mängel / auch sonst etwa aus Irthum geschenechten Nachtheiligkeiten in ihrer Landes-Portion gegen der übrigen Fürstlichen Herren Brüdere Antheile / sowohl wegen des Steuer-Nachschusses auf die obervortheilte Cammer-Gelder / zu Abkommung dessen allen und anderer Ansprüche / die bißhero vor Sachsen-Gotha reservirte / an denen verwilligten Cammer-Hülffs-Land-und Trant-Steuren / über den vorhin habenden dritten Theil / überhaupt befähig und unwiderzusschlich cediren / und dergestalt überweisen / daß Sachsen-Saalfeld / mit deren wirklichen Genießung / mit Catharine den Anfang zu machen haben. Wegen

3. Der Vergewerke ist abgeredet / daß man deren bessere Einricht-und Erhebung sich beybereits anlegen seyn / und razione der Nützung und Administration bey dem Anno 1682. getroffenen Recesse bewenden lassen / und zu Vermeidung der Collisionen bey der Jurisdiction auf Massen / wie Zeit wärender Ober-Vormundschaft gescheneht / und Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht und dero Erben und Successoren die Aufsicht dergestalt ferner aufgetragen wolle / daß nach der Instruction / so hierüber abjuraden / der Vergewercks-Bau fortgeführt / die Jurisdiction beobachtet / die Vergewerckten in gesambter Pflicht behalten / und an Herrn Herzog Friedruchs zu Gotha Durchl. von der Vergewerke Aufstand jedesmahl fleißige Communication gethan / und deren gemüthliche Erinnerungen nachgelebet werden solle.

4. Die auswärtigen zum Stifft Saalfeld gehörige / und ohne dem Ritter-Pferdes freye Ehn zu Volckmannsdorff / Mera / Erdmannsdorff / Knaa / Culmba / Pöfzau und Wücha / sollen Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht überwiesen / wie auch

5. Die noch vorhandene Nemter-Cammer-Steuren-und Cammer-Recardaren in der Saalfeldischen sämtlichen Landes-Portion / umb solche nach Gefallen einzutreiben / überlassen werden.

6. Ob zwar Fürstlich-Saalfeldischen Theils darauf Anfangs-begehret worden / die stat präerendiret zandt und Leute angnommene Revenuen der 5642. Gulden beym ersten in Gores Händen stehenden Successions-Fall / nach dem Anschlage der Portions-Bücher mit Lande und Leuten gänglich vergütigt zu haben; so ist doch hierauf Fürstlichen Gothaischen Theils die Erklärung da-

Zz

hin

ANNO

1695.

ANNO
1695.

hin geschicket / auch von Sachsen-Saalfeldt beliebt worden / daß Sachsen-Gotha von allen ereigneten Anfällen / so viel möglich / in Anschlag derer Revenuen nach obgedachten Portions-Anschlage und bisherigen Theilungs-Principio / sambt deren zugehörigen Cammer-Steueren abgeben / oder durch Aufschaffung anderer anständigen Einnahmen Vergütung thun wollen / dagegen aber solche Cammer-Gelder pro rata jedesmal abgeben und cessiren sollen. Ratione der hohen Jurium ist zu Wehnung bisherigen / und Vorhommung künftigen Zweifels und Mißverständes abgeredet / daß

7. Sachsen-Gotha die Dirigir- und Administration derselben / wie solche im Haupt-Recess de Anno 1680. sowohl dem publico zum Besten / als auch aus anderen erheblichen Motiven verabredet und beschriben ist / über sich behalte / und dieselbe in Ihrer Fürstlichen Durchleucht zu Sachsen Saalfeldt nahmen gleichsam vigore Commissionis perpetuæ / und in Vollmacht / oder wie es von Rechts wegen am beständigen und unwiderstehlichen gegeben san und mag / mit verführe / von Sachsen-Saalfeldt darunter kein Eingriff geschehe / dagegen Sachsen-Gotha bey vorfindenden Fällen auf freundschaftliche Communication Verfügung und Remedierung thun / insgemein aber mit Sachsen-Saalfeldt in wichtigen gemeinschaftlichen seltigen mit angehenden public-civil- und militair-negotiis über denen darbey vorfindenden neuen erheblichen und bedenklichen Umständen vertraulich communiciren / und wo es Dergug leidet / dero Gedanken vernehmen / auch auf Ihre Monita (wobuch aber ohne dringende Erheblichkeit nichts schwer gemacht oder ausgeschaltet werden soll) reflectiren / dann in schleunigen unverzüglichen Expeditionen von dem / was darinnen verordnet und vorgangen / sowohl was sonst besonders notables einkommet / so bald nachrichtliche Eröffnung thun wolle / und soll / was bishero an dergleichen Commandos jurist blieben / auf speciale Angelegen noch verabsaget werden.

8. Weilen Herrn Herzogs Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht die bey Ihrer Landes-Portion vorkommende Jutiz-Sachen / in denen gesambten Landes-Collegiis zu Altenburg künftigt tractiren zu lassen gemeinet seynd / auch zu dessen Behueff ein Rath bey der Regierung und dem Consistorio dafelbst halten wollen / und daß die Befolgung von der Landschaft werde mit übernommen werden / verhoffen / so lassen sich solches Vorhaben Herr Herzog Friedrichs Durchleucht als dem Haupt-Recess gemäß / gefallen / und wollen / so viel die Befolgung betrifft / es mit geschehen lassen / auch so viel an Ihre / mit befördern / und beide Fürstliche Theile von der Landschaft sich keines Widerspruchs versehen.

9. In Appellations-Sachen sollen ad interim / und biß zu Bestellung eines Appellation-Gerichts / die Berufungen aus Fürstlichen Saalfeldischen Landes-Portion an die gesambte Regierung nach Altenburg ergehen / und die Ausfertigung darauf in der Canslar und Rache nahmen verfügert / auch besonders Siegel mit dem Sächsischen Wappen ohne Umschriß darbey gebrant werden / in Zukunft aber und bey Aufrichtung des gesambten Appellation-Gerichts / wollen Herrn Herzog Friedrichs Fürstliche Durchleucht sich nicht zugegen seyn lassen / daß dasjenige disfalls Herrn Herzogs Johann Ernsts Durchleucht auch angehehen möge / was denen sämtlichen anderen hohen Interessenten darbey zukommen wird. Und

10. Wie die Canslar und Rache auf Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht dem Haupt-Recess nach mit zu verpflichten / also soll es auch bey der Ober-Steuer-Einnahme dafelbst geschehen / sowohl nach abgehörter Rechnung daraus die verlangten Nachrichten zu benötziger Information communicirt / auch da einige erhebliche und nützliche Erinnerung darbey zu thun / solche in Consideration gezogen werden / und haben Ihre Fürstliche Durchleucht die Steuer-Unter-Einnahmer jedoch mit tüchtigen und beständigen Personen in Ihrer Landes-Portion zu benennen und annehmen / deren Verpflichtung und Caution aber soll zu des gesambten Landes Besten respective bey der Regierung und bey dem Steuer-Ober-Einnahmes-Collegio geschehen / wenn auch

11. Land-oder Ausschuss-Tage auszuschreiben nöthig / soll von Sachsen-Gotha / nach Inhalt des Haupt-Recesses / zeitige Communication deshalb gepflogen / und die Proponenda nebst behöriger Information besetzt / hierinnen auch im übrigen von beyden Theilen recht ermeltem Recces gemäß verfahren werden. Daßne sich auch

12. Ratione der Saalfeldischen Landes-Portion besondere Angelegenheiten ereigneten / die eine landschaftliche

Versammlung erforderten / so wollen Herrn Herzog Friedrichs Durchleucht auf freundschaftliche Communication darauf reflectiren / selbige nach befinden belien / und die Ausschreibung dem Recces gemäß / verfügen / sowohl

ANNO
1695.

13. Bey denen landtags-Propositionen und Verträgen / zu Lieb und Ehren dero Herrn Veters zu Saalfeldt Durchleucht / die Formu dahin einrichten lassen / daß deren zuörderst im Eingang Meldung gesan / und wie auf gepflogene freundschaftliche Communication mit deroelben die Ausschreibung eines landtags von Seiner Herrn Herzog Friedrichs Durchleucht nöthig befunden / und bewerkstelliget worden / angeführt werde / Vorwegen Herrn Herzog Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht zu Folge der Reccesse die jedesmalige landschaftliche Convente zu beschicken und die Geschäfte denen landtags-Ordnungen nach / zu befördern / mithin hierunter und sonst die gemeine Altenburgische Landes-Verfassung / gleich von dero Herrn Bruders zu Eisenberg Durchleucht geschehet / ununterbrochen erhalten zu helfen / ferner es böthig verbleiben / jedoch / daß bey denen Deliberationen / es werde die gesambte Landschaft oder der Ausschuss beschreiben / die Ihrige admittirt werden / und haben Herrn Herzog Johann Ernsts Fürstliche Durchleucht die bey jedesmaligen landes-oder Ausschuss-Tagen verwilligte Steuern alleine in Ihrer Landes-Portion auszuschreiben. Allermaßen nun wie obbeschrieben / alle bisherige Urungen / welche wegen der Erbfindung bey beyden Fürstlichen Theilen gewaltet / bezgelegt und abgethan / und es im übrigen was hierinnen nicht geändert und erläutert / bey denen Reccessen de annis 1680. und 1682. sein beständiges Bemenden haben soll / also haben sich zu gleich Herrn Herzog Johann Ernsts Durchleucht vor sich / Ihre Erben und Nachkommen / gegen obbenannte Verwilligungen und Abrede / aller ferneren Ansprüche / wegen solcheran vorgegangener Erbtheilung der Fürst-Bäterslichen erblich und wiederkauflichen Lande / auch übriger Erbthschaft an Mobilien / Morathen / Reien / Activis. Cammer-Güthern / und anderen / wie das Nahmen haben mag / beständig und ununterbrochen begeben / wollen auch sofort dieses Recces bey dem Kaiserlichen Reichs-Hof-Rath überziehen / dessen Ratification mit auswirken / liti et cause hactenus mota dafelbst und bey dem Kaiserlichen Cammer-Gericht zu Reglar beiderseits renunciren / hingegen diesen und mehr ernehmen beyden vorigen Reccessen unausgesagt nachkommen / und darwider keine neue Schwierigkeit erregen lassen / hingegen wollen Herzog Friedrichs Durchleucht vor sich und dero Nachkommen solchen 3. Reccessen nicht weniger ihres Orts nachsich / und darwider nichts verhängen / noch geschehen lassen / Und haben sich zu mehrer Fortstellung derselben / beyde Fürstliche Theile verglichen / Herrn Herzog Albrechts zu Sachsen-Coburg / und des Herrn Land-Graven zu Hessen-Cassel Fürstliche Durchleuchtigkeit / und dero Fürstliche Deicenden umh die Garantie dieses und vorigen beeden Reccessen zu ersuchen / massen sie dieselbe auch hiermit und Kraft dieses zu Ihren Garantien ernennen und belieben / und da auch künftigt einige neue Urungen ausser denen bisherigen / und was davon dependirt (als welche hiermit ganz todt und abgethan /) sich ereigneten / sollen solche vermittelst Fürstl. schriftlicher Communication oder Zusammenkunft friedliebender Getreuen / und des Fürstlichen Hauses und dessen Verfassung künftigen Rachen / auch wohl durch persönliche Zusammenkunft / oder auch eussersten Falls / wenn die Sache gar zu zweifelhaftig / durch die in Pactis Majorum und dem Fürst-Bäterslichen und respective Groß-Bäterslichen Testament auf dergleichen Fälle verordnete Austräge in aller Enge und ohne Trennung des Fürstlichen Wohlvernehmens schleunigst gehoben und ausgemacht werden / jedoch daß inmittelst und biß zum Austrag solcher Urungen / alles nach ichegen und vorigen Recces gelassen und verfähret werde / sollen auch zu beyden Theilen diejenigen Bedienten / welche mit denen bisherigen Strittigkeiten zu thun gehabt / und jeder seiner Fürstlichen Herrschaft darunter schuldige Dienste geleistet / deswegen mit einiger Ungnade oder Verdrüsslichkeit nicht angehen werden / sondern alles / was vorgegangen / gänzlich vergessen und abgethan verbleiben / hingegen unter Heren und Dienern aufrechtsetz / wahres und rechtliches Wohlvernehmen unachlässlich unterhalten / und selbiges aus keiner Ursache ferner gemindert oder getrennet werden. Und wie nun beyde Fürstliche Durchleucht Theile alle obige Punkte / reifflich / wohlbedachtig und mit Zuziehung bedenklicher sämtlicher Rache und treuen Diener wohl erwogen / und wie obgedacht / über denselben alle wege fleiß und

fiß

ANNO fest zu halten und halten zu lassen gemeinet. Als haben Sie allen Exceptionen und Beneficien tam in genere, quam in specie, wie die Nahmen haben mögen / bey Fürstl. wahren Worten / Treuen und Glauben hiemit nochmals wissentlich renunciert / und ist darüber dieser Reces in duplo versetzter und von beyden Fürstlichen Theilen vollzogen worden / So geschehen Saalsfelde den 18. Octobr. 1695.

Johann Ernst / H. zu S.
(L.S.)

Friedrich / H. zu S.
(L.S.)

CLXXXI.

18. Oct. Testament de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & Prince d'Orange. Fait à la Haye le 18. d'Octobre 1695. & ouvert au même Lieu le 8. de May 1702. [Feuille volante imprimée à la Haye en 1702. On le trouve aussi en Allemand dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung II. Abtheil. IV. Absatz II. pag. 486.]

AU Nom du Seigneur, Amen. Nous Guillaume par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, Prince d'Orange, &c. considerant l'infirmité & la mortalité de l'homme, la certitude de la mort, & l'incertitude du tems & de l'heure d'icelle, avons trouvé à propos, & resolu, avant que de sortir de ce Val Terrestre, de notre libre volonté & desir, de disposer des Biens temporels qu'il a plu à Dieu de nous donner, tant Feodaux, qu'Allodiaux, en vertu de l'Occtroi de Messieurs les Etats de Hollande & de Westfrie en date du 15. Juin 1673. Recommandant premierement notre Ame immortelle entre les mains misericordieuses de Dieu, & de notre Sauveur Jesus Christ, & notre Corps mortel à la Terre; Revoquant, cassant & annullant par ces presentes tous Testaments, Codicilles, ou autres Dispositions que nous aurions pu jamais avoir faits ou passez, ne voulant pas qu'iceux, & aucun d'eux soit suivi ou executé en aucun Point; Et ainsi disposant de nouveau, nous declaron avoir nommé & institué, comme nous nommons & institutions par ces presentes notre Héritier unique & universel dans tous nos Biens tant Feodaux qu'Allodiaux, que nous aurons delaisiez en mourant,

(1) Notre Cousin le Prince Frison de Nassau, fils aîné du Prince Casimir de Nassau, à present Stadthouder de Frise, reservant de lui instituer tels Tuteurs, que nous disposerons ci-après.

De plus nous declaron de nous reserver la Puissance de pouvoir sous notre main & Signature privée faire tels Legs particuliers, & telles Dispositions, que nous pouvons ci-après trouver à propos, voulant & desirant, que quoiqu'ils soient écrits par nous seulement & signés de nous, ou écrits par un autre & signés de nous, ils soient de même force & valeur, que s'ils étoient spécialement inferéz & exprimez dans ce notre Testament.

Nous declaron tout ce que dessus être notre Testament & dernière volonté, desirant qu'il ait & sorte son plein effet, soit comme Testament, Codicille, Donation à cause de mort, ou de quelque manière qu'il pourra le mieux avoir ou sortir son effet, non-obstant aucuns défauts ou négligence, qui pourroient y avoir été commises, ausquels nous prions que l'on supplée en la meilleure manière que se pourra.

Nommant & instituant pour Exécuteurs de ce Testament & dernière Volonté les Etats Généraux des Provinces-Unies, les suppliant qu'il leur plaise de l'accepter, & de faire exécuter ce notre Testament ou dernière Volonté. En foi de quoi nous avons fait écrire ces presentes, & les avons signées de notre main & signature, & scellées de notre Cachet. A la Haye le 18. Octobre 1695.

Etoit signé

GUILLAUME Roi.

(1) Ces lignes imprimées en Italique sont écrites de la main propre de Sa Majesté de glorieuse mémoire.

TOM. VII. PART. II.

Le Cachet de Sa Majesté étant imprimé à côté en ANNO
cire noire.

1695.

La suscription étoit ainsi:

Aujourd'hui 19. Octobre 1695. par devant Moi Adrian van Sterrevelt Notaire Public admis par la Cour de Hollande & résident à la Haye, en présence des Temoins sous-nommés, comparut Guillaume troisième par la Grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, Prince d'Orange &c. de moi Notaire connu, sain & dispos de corps, lequel exhiba à moi Notaire ce présent Papier cacheté en quatre Endroits du Cachet de Sa Majesté & coulé de Soye noire, & dit que dedans étoit contenu le Testament & dernière volonté de Sa Majesté; & que Sa Majesté desiroit, qu'il sortit ainsi son effet, quand même toutes les solemnités requises pourroient n'y être pas observées.

Ce fut fait & passé à la Haye en présence des Sieurs Guillaume Comte de Portland, & Guillaume de Schuylenbourg Temoins à ce requis, lesquels avec Sa Majesté & moi Notaire ont signé ces presentes, les jour & an comme dessus.

Etoit signé,

GUILLAUME Roi,

PORTLAND,

GUILLAUME VAN SCHUYLENBOURG.

Et plus-bas,

En présence de moi, & signé

ADR. VAN STERREVELT, Notaire.

Ayant sur les quatre coins le Cachet de Sa Majesté imprimé en Cire noire.

Et plus-bas.

S'accorde avec son Principal,

Etoit signé,

D. P. VAN ASSENDELFT.

CLXXXII.

Renouvellement de la part de GUILLAUME III. 7. Nov. Roy de la Grand' Bretagne de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROTEUR, VINCES-UNIES des Pays-Bas, & leurs ALLES PROliez. Fait à Burford, le 7. Novembre, 1695. VINCES-UNIES, ET L'ANGLSTER-RE.

Guilielmus Tertius Dei gratia Magnae Britanniae, Franciae & Hiberniae Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis praesentes Literas inspecturis, Notum testatumque facimus, quandoquidem Principibus & Potentis in praesenti Bello contra Regem Galliae Foederatis visum fuerit, per ipsorum Ministros & Plenipotentiarios ad Congressum Hagae-Comitum deputatos, Foedus inter bonum Fratrem nostrum Serenissimum Romanorum Imperatorem & Celsos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii duodecima die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & aliarum deinde Potentiarum Accessione generale factum, renovare & confirmare, prout renovatum & confirmatum est ex parte nostra per dilectum & fidelem consanguineum nostrum Edwardum Vice-Comitem de Villiers ad id sufficienti Potestate munitum in formam sequentem.

Quamquam Foedus inter Sacram Caesaream Majestatem & Celsos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii duodecima die Maji Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum & per Accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarique terminis contineat, qualiter quivis Confederatorum durante hoc Bello contra communem Hostem agere & quae circumspicio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna

Zz 2

Unio,

ANNO
1695.

Unio, etiam conclusa tandem dicta Pace, in terminis Foederis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus artæ, constantis, ac inviolabilis Unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earumdem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiaris proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si Obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuum ac necessariam existimant, quantò vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ Intentionis suæ per confectas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatum separatorum è medio tollere.

Eà propter sæpè dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu, salvâ tamen Principalem suorum Ratificatione, inter se conveniunt, ante memoratum Generale Fœdus die 12. Maji 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, quilibet Principalem suum ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium Punctorum, Clausularum & Obligationum in modo dicto Fœdere contentarum, obligando, non secus quàm si illud Fœdus huic Instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatum, Conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii, nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imò omnes & singule ejusmodi Accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus Stipulationibus & Promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratibonæ die 4. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quàm honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile Instrumentum sæpè mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & Sigilli sui appensione signavit. Actum Hagæ Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Pro Rege Magnæ Britanniæ.

VILLIERS.

(L.S.)

Nos supramemoratam Renovationem & Confirmationem prædicti Fœderis in singulis ejus Punctis & Clausulis approbavimus & ratam firmamque habuimus, sicut per Præsentes pro nobis, Heredibus, & Successoribus nostris eandem approbamus & ratam firmamque habemus, spondentes & verbo Regio promittentes nos omnia quæ in ea continentur, (quantum ad nos attinet,) sincerè & bona fide præstituros & observaturos, in quorum majorem fidem ac robur, præsentibus Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus. Dabantur in Aula Nostra Burfordiæ die sexto mensis Novembris, Anno Domini millesimo sexcente-

fimo nonagesimo quinto, Regniqve vero nostri, septimo. ANNO 1695.

GUILLIELMUS R.

Concordat cum Originali.

VILLIERS.

CLXXXIII.

Tractat zwischen Se. Churfürstl. Durchleucht Ernesto Augusto zu Braunschweig und Lüneburg / eines und Ihro. Hochfürstl. Durchl. Friderico zu Schleswig-Holstein vor sich und die Cron Schweden andern theils / wodurch Ihro Churfürstliche Durchleucht gegen Ihro Durchl. dem Herzogen zu Conservation dero Rechten und Souverainität nach allem Vermögen beuhßlich zu seyn / und im fall der noth mit einer specificirten Anzahl Volcks an Handen zu gehen; Ihro Durchl. der Herzog dagegen zu gleicher Assistenz / cooperirung der vörligen Ausmachung des Electorats und Fürstenthumbs Sachsen-Lauenburg gegen Ihro Churfürstliche Durchleucht sich verbindet. Im Monat Februario aufgericht 1696. [Copie Manuscripte & färe.]

C'est-à-dire,

Traité d'Assistance mutuelle entre ERNEST AUGUSTE Eleveur de Brunswick-Lunebourg, d'une part, & FRIDERIC Duc de Holstein-Gottorp pour lui & pour le Roi de Suede d'autre part, par lequel S. A. E. promettant au Serenissime Duc de procurer autant qu'il pourra la Conservation de ses Droits & de sa Souveraineté, & de le secourir même en cas de besoin d'un certain nombre de Troupes, S. A. S. s'engage en échange d'assister pareillement S. A. E. de toutes ses forces, en cas qu'elle vint à estre attaquée dans ses Etats, & d'apuyer ses Intérêts dans l'affaire de l'Electorat, & dans celle de la Succession de Saxe-Lauenbourg. Fait au Mois de Fevrier. 1696.

On Gottes Gnaden Wir Ernst Augustus, Churfürst zc. zc. undt Wir Friederich / Herzog zu Schleswig / zc. zc. Als des zu Schleswig-Holstein aniso regierenden Herzogs Edd. seithero dero angerethenen Regierung von der Cron Denmark in dem Exercitio der Ihr in denen Fürstenthümern Schleswig-und Holstein anstreitig zusehenden Souverainität durch allerhand gewalthätige / denen bis anhero eridireten vielen Vergleichen schynstracks zu wider laufsende / insonderheit aber dem letztern Unthunlichen Nothz allerdingz contraire Beintrachtigungen widerrechtlich turbiret / undt dannenhero gnothbringet worden / nicht allein ihre justicht zu der Cron Schweden zu nehmen / undt mit selbiger eine genare undt feste Verbundnis und Allianz durch dero gevolnmächtige Ministros vöslig abhandlen undt schliessen zu lassen / sondern auch anbey zurträglich befinden / dasz auch Wir / der Churfürst undt unser Hausz nebens der Cron Schweden in solche Verbundnisse treten / undt dadurch so woll die allgemeine Ruhe des Nieder-Sächsischen Reiches bey denen jeztmaligen ohne dem gefährlichen Conjunctionen / als auch des Herzogs Edd. privar interesse undt beschukung gegen die von der Cron

ANNO
1696.

Erohn Denemarck unternommene unbefugte Attentata besfordern helfen möchten. So haben Wir/ der Churfürst in diese/ als einer unser und unsers Hauses selbst-eigenes interesse mit betreffenden Sache/ Uns in wirkliche Tractaten einzulassen/ zwar keine bedenklichkeit befinden/ darbey aber doch nothig erachtet/ daß zu mehrer und kräftiger bestärkung dieses Tractats Hochgedachte Erohn Schweden mit des Herzogen zu Holstein Edd. zuvörderst sich dahin vereinige/ damit beide Theile/ so viel gegenwärtigen Tractat anbetrifft/ vor einen man stehen und haften/ undt demnach hierauf so wohl Hochgedachte Erohn als des Herzogs Edd. sich zu reciproquer erfüllung alles des jenigen/ so in Inhalt dieses Tractats verheissen worden/ erkläre; So versprechen Wir daher der Churfürst/ re.

I. Des Herzogs Edd. zu conservation dero Rechten undt Souverainität in dero Fürstenthümern nach allen vermögen behüßlich undt deren Majestät als unsrer selbst-eigene Uns angelegen seyn zu lassen/ wie Wir dan hierzu das äusserste an zu wenden nicht ermangeln wollen.

II. Verheissen Wir zuvörderst nicht allein vor Uns selbst/ auch zu beabachten/ sondern auch unsere Hohe Bundes-genossen/ in specie Ihre Kaiserl. Majest. die Erohn Engelandt undt Herren Staaten der Vereinigten Niederlanden unermüdeten stükts zu vermögen/ durch Dero kräftige interposition zu bewirken/ das die zwischen der Erohn Denemarck undt des Herzogs Edd. bisz anhero in communione gestandene Jura undt Pertinenzen wirklich separiret/ getheilet/ undt dadurch alle gelegenheit zu fernern zwispalt ins künfftige präcindiret undt benommen werde: Solte aber

III. Dieser zweck nicht erreicht werden/ sondern das Weck zur wirklichen Ruptur undt öffentlichen Kriege gerathen; So verbinden Wir unsz in solchem fall/ des Herzogs Edd. mit 10. Esquadrons. jede zu 120. pferde/ und 6 Bataillons. jeder zu 800 man/ auff ersehender nothdurft undt jedesmaliges Ansuchen/ innerhalb 10 Tagen auff unseren Landen zu Hülffe zu kommen; Es wären dan unsere Truppen bey erfolgender dieser Ruptur außer Landes employret undt entsernet/ in welchem fall Wir democh den halben theil/ als nemlich 5 Esquadrons undt 4 Bataillons in obbestimmter zeit der 10 Tagen stellen/ den übrigen halben Theil aber herbey zu schaffen Uns eine zeit von 6. Wochen vorbehalten wollen: und ob Wir gleich

IV. Zum Commando dieser unserer Truppen einen General-Major/ zwey Brigadiers undt übrige zum General-Stab gehörige Officiers zu verordnen entschlossen; So sollen democh dieselbige insgemein denen von des Herzogs Edd. ergehenden selbst-eigenen ordres gehörige folge zu laßen/ angewiesen undt befehligt/ es auch zwischen denen von allen dreyen zusammen haltenden Pärtheien/ absonderlich befehlen sämtlichen hohen undt niedrigen Officiieren bey wirklicher conjunction aller dreyen Truppen des Ranges undt Commando halber dergestalt gehalten werden/ daß die niedrige denen höhern/ undt unter denen so in gleichen Rang stehen/ die jüngeren denen ältern zu weichen undt zu pariren gehalten seyn: inmassen wir denen unsrerem schriftliche von uns unterschriebene Brevets undt Patenten dero behuß zu handlen stellen/ auch haben so wol die Erohn Schweden/ als des Herzogs Edd. ein gleichmäßiges/ zu beverestelligen/ undt dadurch allen Mißverständnissen vor zu kommen/ zu beliben Uns versichert. Gleich auch

V. Daß der unsere Truppen als Chefcommandirender General-Major nicht allein zu allen Kriegs-deliberationen gezogen/ undt von denen zu unternehmenden Operationen vorher adviriret werde/ sondern auch denselben/ da solche unsere Truppen über gebühr undt mehr als andere exponiret/ undt fatigiret oder sonst übel gehalten würden/ sich dagegen mit beßcheidenheit/ ihm obliegende massen/ zu sehn/ undt gehörige zu deren conservation dienliche remonstraciones zu thum/ jederzeit frey sehn undt zulässig seyn solte. Was nun

VI. Die substance insonderheit so wol die benötigte fourage/ als das gewöhnliche Commiss- brodt anbelangt/ so wollen des Herzogs Eddn. solches beydes mit erforderter exactitude undt in solcher quantität fourniren/ daß unsern zu dessen ausstellung verordneten Commissario ein solches von zeit zu zeit richtig eingeliefert/ undt durch dessen ermaangelung unsere Truppen in keinen ruin undt verderben gerathen mögen: So viel aber

VII. Deren übrige Besold- undt Verpflegung betrifft/ sind Wir erbötig/ hiernach des Herzogs Edd unsere vor dero interresse tragende vorsorge würdlich zu bezeugen/

undt gegen erlegung 17000. Rhd. Monatlicher pension. ANNO
so woll denen hohen undt niedrigen Officiern, als auch 1696.
denen gemeinen unserer Truppen/ so lange sie zur defension des Herzogs Edd. undt Dero Fürstenthümer gebraucht werden möchten/ ihre Verpflegung aus unserm Kriegs-Zahl-Ambte auff dem fuß unserer Kriegs-Ordonnance durch unsern Commissarium zu reichen/ auch anbey solche scharfe Kriegs-disciplin halten zu lassen/ daß die Fürstl. Holsteinische Unterthanen dadurch keines weges weder beleidiget noch beschädiget werden sollen. Wir wollen auch

VIII. Die Recrutirung jährlich in unseren Landen gestatten/ undt soll zu des Herzogs Edd. selbst-eigenen gefallen stehen/ ob dieselbe nach endigung einer jedweden Campagne dieser wegen absonderliche abhandlung pflegen/ oder aber auch sich über diesen punct völlig mit Uns vereinigen wollen/ da Wir dann im letztern fall Uns erbiehen/ gegen auszählung 46. Rhd. vor jedes pferde/ undt 18. Rhd. für jeden Man/ so woll zu Pferd als zu fuß die sämtliche recrutirung zu übernehmen/ undt auff unsere kosten verrichten zu lassen. Es werden auch

IX. Des Herzogen Edd. die erforderte Kriegs-Ammunition undt Pulver/ Wley/ auff Dero kosten beschaffen/ dafern aber selbe an schwerer Artillerie undt anderen Requisitis nach der hand einigen Abgang undt Mangel erleiden solten/ sind wir erbötig/ auch hierinnen/ vermittelst billigmäßiger bezahlung/ nach aller möglichkeit aufz unsern Landes-Magazinen zu assistiren. Undt wollen d- brigen

X. Um unsz als ein getreuer Bundes-genoss zu bezeugen/ des Herzogen Edd. solche unsere Hülffs-Truppen nicht allein auff so viel Campagnes als zu aufsehrung dieses Krieges vornöthig/ krafft dieses überlassen/ sondern auch Droselben/ wenn Sie/ so Gott gnädig verhöret wolle/ succumbiren undt in gefahr gerathen solten/ über die alhier verglichene Manschaft in solchem unversehnen fall mit unserer sämtlichen übrigen Macht nach außsetzen vermögen zu hülffe undt beystand kommen: Dahingegen versprechen Wir

XI. Der Herzog/ nechst völliger Approbation des vorstehenden/ daß/ wenn des Churfürstens Edd. oder Dero Hausz in dero Landen feindlich angegriffen werden solte/ selbiger so dann auff gleichmäßige Art undt Weise zu succurriren/ undt nach allen äussersten vermögen trennsichst bey zu sehn. Auch

XII. Zu gänzlich undt völliger Ausmachung des von Kaiserlichen Majestät E. Edd. conferirten Electorats so woll anisz als bey etwan erfolgenden Friedens Tractaten nach äussersten vermögen zu cooperiren/ nicht weniger

XIII. Seine des Churfürsten Edd. undt Dero Hausz so woll bey Possession des Fürstenthums Sachsen-Lauenburg/ auff E. Edd. Ansuchen/ gegen jedermännlich kräftig erhalten zu helfen/ alsz auch zu behauptung deroer seiner Edd. angeben nach selbigem an gemelten Fürstenthum zustehenden ganz kundbaren Rechten/ entweder bey denen zukünfftigen Friedens-Tractaten/ oder bey andern weitiger der Sachen vorkommender gründlichen debattirung allen vermögensamen Beytrag zu leisten.

CLXXXIV.

Declaratio LEOPOLDI Romanorum Imperatoris 30. Mars.

super admissione Principum & Statum incliti Circuli Francoici, in Fœdus inter dictum Imperatorem & Ordines Generales UNITI BELGII Vienna Anno 1689. initum, atque Haga Comitibus die 8. Augusti 1695. renovatum. Datum Vienna 30. Martii 1696. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continu. I. Abtheil. I. Absatz. I. pag. 643.]

N Os Leopoldus Divina favente clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ &c. Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Syriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. notum & testatum facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodo libet interesse potest, quod, cum Principes & Status incliti Circuli Francoici declarant, se Fœderi, quod anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono primum nos inter & Unit Belgii Ordines Generales percutsum, deinde aliarum Po-

ANNO
1696.

tentiatum & Principum Accessione auctum est, sua etiam ex parte accedere, illudque ratum & gratum habere, & ad ejus inviolabilem observationem obligari velle; Nos præmemoratos Principes & Status ad dicti Fœderis societatem & promissionem, qua nobis se ad præstationem omnium in eodem contentorum obligant, admiserimus & acceptaverimus, quemadmodum hisce admittimus, acceptamus, eosdemque hujus Fœderis juxta omnes & singulos Articulos participes facimus, adstringentes Nos reciprocè verbo Nostro Imperiali, Regio atque Archi-Ducali erga sepe dictos Principes & Status, ad præstandum illis omnia, quæ in memorato Fœderis Tractatu supra tactis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii à Nobis promissa sunt, ac si simul cum suprafati Circuli Francici Principibus & Statibus ab initio tractata & hisce Tabulis verbotenus expressa essent.

In cupis rei fidem & majus observantiæ robur hoc Instrumentum manu nostra subscriptum, Sigilli nostri Cæsarei appensione muniri jussimus. Quod dabatur in Civitate nostra Viennæ die trigesima mensis Martii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero quadragesimo.

LEOPOLDUS &c.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes
à ZEYHL.*Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.*

G. F. CONSRUCH. &c.

CLXXXV.

30. Mars. *Renouvellement de la part du Prince JOSEPH CLEMENT de Bavière Electeur de Cologne de l'Alliance conclue en 1689. entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES. Fait le 30. Mars, 1696. [Manuscrit. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. I. Abtatz I. pag. 540.]*

Ordines Generales Unitarum Belgii Provincia-
rum, omnibus & singulis, quorum interest,
aut quomodolibet interesse poterit, notum tes-
taturque facimus; Quandoquidem inter Sacram Cæ-
saream Majestatem & Nos, Viennæ 12. Maii 1689.
Tractatus ærioris Amicitiae & Fœderis, per Plenipo-
tentiarios & Deputatos, ab utraque Parte ritè constitu-
tos, initus, conclusus, & signatus sit, modo & tenore sequenti.

Notum testaturque sit, quod &c.

Cumque Reverendissimo & Serenissimo Principi, ac Domino Domino Josepho Clementi Dei Gratia Archi-Episcopo Colonienſi, Sacri Romani Imperii Principi Electori, per Italiam Cancellario, Sedis Apostolicæ Legato nato, Episcopo & Principi Leodienſi, Postulato Ratisbonenſi, Coadjutori Hildesienſi, Præposito Berchtesgadenſi, utriusque Bavarie, Superioris Palatinatus, Westphaliæ, Angarie & Bullonii Ducis, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Luchtenbergenſi, Marchioni Franchimontenſi, Comiti Lossenſi, Hornenſi &c. Visum fuerit virtute Articuli decimi in Societatem dicti Tractatus venire, eidem accedere, eundemque accessione sua corroborare, atque se ad observantiam hujus Tractatus, & singulorum ejus Articulorum obstringere, & propterea à parte suæ Serenitatis Electoralis Instrumentum debitâ formâ confectum sit, atque tam Sacra Cæsareæ Majestatis quàm Nos, Serenitatem suam Electoralem in dictum Tractatum admittendam, atque iidem Instrumenta ad eam rem necessaria conficienda esse censuerint, Nos itaque de-

clarare volumus, sicut declaramus per præsentem. Nos accessionem suæ Serenitatis Electoralis in Societatem præfati Tractatus ærioris Amicitiae & Fœderis, gram, acceptam, & ratam habere, spondentes & promittentes sincerè & bonâ fide Nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus Articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos, nec iidem Articulis, nec eorundem cuicumque contraventuros, aut contraveniri passuros, atque ad omnia & singula, quæ in dicto Tractatu ejusque Articulis contenta sunt, præstanda, hisce Nos suæ Serenitati Electorali omni meliori modo obligamus & obstringimus. In quorum fidem hoc Instrumentum majori nostro Sigillo muniri, & per Confessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Confessu nostro die trigesimâ Martii anni millesimi sexcentissimi nonagesimi sexti.

Vt. JOHAN BECKER.

Ad Mandatum altenmemoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

(L.S.) F. FAGEL.

CLXXXVI.

Articulus Separatus inter Imperatorem LEOPOLD. 10. Avril. DUM, GUILIELMUM III. Regem Angliæ, & D. D. Ordines UNITI BELGII Generales ab una, & FRIDERICUM Episcopum Monasteriensensem parte ab altera, de conjunctione armorum, atque augmento subsidii Domino Episcopo, per Tractatum inter eos anno 1695. initum, promissi. Hagæ Comitum 10. Aprilis 1696.

* Voyés le ci-devant sous le 18. Mars 1695.

CLXXXVII.

Convention entre GUILLAUME III. Roi de la 14. Mai. Grand Bretagne, & les PROVINCES-UNIES L'AN- des Pais-Bas d'une part, & le Duc de SLES- GLETER, LES WICK- HOLSTEIN-GOTTORP de l'autre. Fait à la Haye, le 14. Mai 1696. (Manuscrit.)

I. Son Altesse Sérénissime laissera au Roi de la Hol-
Grand-Bretagne, & à leurs Hautes Puissances
ces trois Régiments de Gardes à Cheval de Got-
570. Hommes & deux Régimens d'Infanterie TORP.
de 880. Hommes chacun compris les Officiers.

II. Ces Troupes se mettront en marche au com-
mencement du mois de Mai vieux stile & ainsi aussi
tôt que l'on pourra avoir connoissance de cette Con-
vention.

III. Ces trois Régimens seront joints au Corps des
Troupes que leurs Altesseſ Electorales & Sérénissime
de Brunſwic-Lunebourg ont destiné pour le service des
Alliez sur le Rhin.

IV. Son Altesse Sérénissime y fournira tout ce
qu'il faut pour leur entretien, pendant la Campagne,
pouvu que les Troupes restent sur le Rhin; mais si
le Roi & les Etats Généraux demandent de les faire
marcher sur la Meuse, le pain & le fourrage leur fe-
ra donné sans payer, & sans rien déduire du sub-
sède.

V. Le Contingent que S. A. Sérénissime doit à l'Em-
pire sera compris dans ces trois Régimens.

VI. Ces Troupes ne serviront que cette Campagne,
laquelle finie, elles seront rendues à son Altesse Sére-
nissime, ou bien on conviendra après la Campagne des
conditions pour la continuation dudit secours, pour
une autre année, ou jusques à la fin de la Guerre, si
l'on peut tomber d'accord.

VII. En cas que son Altesse Sérénissime fut en dan-
ger d'être attaquée dans ses propres Etats, ou qu'il
arrive des troubles de fait dans le Cercle de la Basse
Saxe,

ANNO
1696.

ANNO
1696.

Saxe, Elle se réserve la liberté de les rappeler, & Sa Majesté le Roi & Leurs Hautes Puissances les laisseront aller à la requisition, en deduisant à proportion les subsides.

VIII. Sa Majesté & Leurs Hautes Puissances donneront pour cela à S. A. S. soixante & quinze mille Ecus argent comptant de Hollande, payables ici à la Haye, la moitié quand les Troupes passeront l'Elbe, là où les Commissaires du Roy & de l'Etat les pourront faire passer en revêtu, & l'autre moitié le premier Septembre nouveau stile.

IX. Son Altesse Serenissime non seulement sera reçue dans la Grande Alliance immédiatement après la Signature du présent Traité, mais encore pour la plus grande sûreté de ses Etats, Elle jouira de l'appuy, & d'une Garantie particulière de Sa Majesté Britannique & de leurs Hautes Puissances contre tout ce qui lui sera intenté par voye de fait.

La Ratification de ce Traité sera faite en trois semaines, ou plutôt, s'il se peut. Fait à la Haye ce 14 de May 1696.

VILLIERS. J. VAN ESSE. A. G. HESPER.
F. B. VAN REEDE.
A. HEINSIUS.
JOHAN BECKER.
DE WEEDE.
AR. LEMKER.

CLXXXVIII.

14. Mai.
L'EMPE-
REUR-LES
PROVIN-
CES-UNIES ET
LA
FRAN-
CONIE.

Acte par lequel le Cercle de FRANCONIE donne Plein-Pouvoir à son Envoyé d'entrer dans l'Alliance conclue en 1689. & renouvelée depuis entre LEOPOLD Empereur, & les PROVINCES-UNIES des Pays-bas & leurs Alliez. Fait le 23. Mai, 1696. (Manuscrit.)

Nos Lotharius Franciscus Dei Gratia Sacre Sedis Moguntinae Archi-Episcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Elector, Episcopus Bambergensis, & Nos Dei Gratia Christianus Ernestus, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgensis in Prussia, Stetini, Pomeranorum, Castubiorum, Vandalorum, ut & in Silesia, Crossensium Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstattenium, Mindenium, & Camenensium, Comes de Hohenzollern, S. C. M. Marechallus Campetris, &c. Nostro & reliquorum inclity Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine ad id specialiter requisiti, Notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens Bellum quo Christianus Orbis affligitur, in æquum, honestum, securum, & perpetuum Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Fœdus quoddam inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Uniti Belgii Ordines Generales, eorumque Confœderatos 12. Maii 1689. initum, & nuper Hagæ-Comitis omnium Confœderatorum Ministrorum Plenipotentiariorum solemnî pactione & sancita S. R. I. Electorum, Principum, ac Statuum inibi nondum comprehensorum invitatione, ac admissione, eatenus renovatum esse, ut per futuros Tractatus, & Colloquia Pacis præmemoratus finis Partium hinc inde consensu eò facilius obtineretur, ideo pro augendo tam necessariæ Confœderationis robore eidem sincerâ fide accedere decrevimus, ac proinde consili dexteritate, experientiâ & fide Nobilibus Nobis sincerè dilectis & fidelis, respectivè Consiliarii Moguntinensis, & Bambergensis Nostri intimi, nec non Bambergensis nostræ Aulæ Marechalli, & Satrapæ in Lichtenfels Wolffgangi Philippi à Schrottenberg, Eum nominavimus, elegimus, & constituvimus Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium Nostrium, ut nostro reliquorumque prælati inclity Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine coram suprascriptis omnium & singulorum Confœderatorum Ministris Plenipotentiaris, vel ubi necessarium fuerit, nostra eorundemque desideria, ac promptam ad præmemoratum accessiorem declararet voluntatem, Tabulâque desuper, Articulos, ac conditiones ex lege & normâ in suis Instruc-

tionibus contentas cum iisdem concipiat, conficiat ac permutet, dantes & concedentes Eidem non solummodo hunc in finem, sed etiam Deliberationibus tam Ecclesiasticis, quam Politicis in negotiis vel Bellum vel Pacem, five speciales Circuli Franconici securitates & utilitates concernentibus assistendi, desuper confendi, agendi, concludendi, & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commuandi aliaque omnia, quæ ad præstatum Accessionis, & speratum Pacis negotium pertinent faciendi, plenam Potestatem & auctoritatem, cum omni Mandato ad id necessario, æquè libere, & amplè ac ipsi præsentis id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit; promittentes præterea, & declarantes fide & verbo nostro, Nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictum nostrum reliquorumque Principum ac Statuum Circuli Franconici Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium acta, conclusa, signata, ac commutata fuerint, hisceque præsentibus nos obstringentes ad expediendum Ratificationem nostrorum Instrumenta in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. Actum die 27. Maii 1696.

LOHT. FRAN. AEMEB.
(L.S.)

CHRISTIANUS ERNESTUS MB.
(L.S.)

CLXXXIX.

Accessio Circuli SUEVICI ad magnum Fœdus inter Romanorum Imperatorem LEOPOLDUM, & Generales UNITI BELGII Ordines Anno 1689. sancitum, & Anno 1695, die 8. Augusti renovatum. Datum 22. Julii 1696. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheilung I. Absatz I. pag. 643.]

Nos Marquardus Rudolphus, Dei Gratia Episcopus Constantiensis &c.

Nos Eberhardus Ludovicus, Dux Wirtembergensis & Teccensis, Comes Montispiardi, Dominus Heidenheimi &c. nostro, reliquorumque Principum ac Statuum, Inclity Circuli Suevici nomine ad hoc specialiter requisiti, notum testatumque facimus, quandoquidem inter &c. (sicut in aliis Accessionibus.)

Cumque alii Reges ac Principes huic Fœderi postmodum accesserint, & propterea Sacra Cæsarea Majestas, nunquam satis laudando, conservandæ & stringendæ magis inter omnes in præsentî Bello junctas Potentias Unionis Zelo mota; earundem ad Congressum Hagæ Comitum præsentibus Plenipotentiaris proponi curaverit, utilitati publicæ haud parum consultum iri, si hoc Fœdus. solenni pactione confirmaretur & cum ulteriori Clausula eatenus renovaretur, ut reliquorum Electorum Principum ac Statuum Imperii in illo nondum comprehensorum, invitatione & admissione omnino universale efficeretur, quo per futuros Tractatus fines hujus Fœderis, qui in honestæ, generalis & securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ studio ac cura consistit, tanto facilius felicisque obtineri possit; Quemadmodum etiam superioris Anni die 8. Augusti in hanc rem certâ quædam formula in dicto Congressu concinnata & signata est, sequenti tenore.

Inferatur Fœdus Renovationis de dato 8. Aug. 1695.

Et vero non solum Sacra Cæsarea Majestas, sed & prædicti D. D. Ordines Generales, alique, antea memorato Fœdere comprehensi Principes, vigore Articuli X. in Renovatione Fœderis sollicitè reperti, Associatos inter se Sacri Romani Imperii Circulos inclitys Franconie & Sueviæ, eorumque Principes & Status in hujus quoque Fœderis societatem & communionem omnium exinde resultantium emolumentorum invitaverint, inclitysque Sueviæ Circulus pro faciendâ isthac accessio-

ANNO
1696.

ANNO 1696. ne in Conventu Generali Decretum adornaverit, cujus virtute nos Aبلغatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios ſincere nobis dilectos & fideles, Fredericum de Dürheim, Conſiliarium Status Intimum ac Pro-Cancellarium Conſtantienſem, & Johannem Georgium de Kulpis, Conſiliarium Status Intimum, Conſiſtorique ac Senatus Eccleſiaſtici Directorem Württembergicum, perficiendo iſthoc Acceſſionis negotio, Hagam Comitum miſerimus, qui etiam declaratione, ſponſione ac promiſſione ſua, vi Mandatorum propterea acceptorum ſolemniter facta, nos reliquosque Principes & Status inſculti Circuli Suevici ad exactam omnium Articulorum in iſthoc Foedere, quatenus ab initio conſectum, & poſtea quoque renovatum, & confirmatum eſt, contentorum obſervationem promiſſorumque religioſam & inviolabilem executionem obligarunt: Nos, noſtro, reliquorumque Conſtatuum nomine, Declarationem, ſponſionem ac promiſſionem ab Aبلغatis noſtris Extraordinariis factam, per præſentes hæſce approbamus, acceptam & gratam, firmam quoque & ſtam habemus, idque eo lubentius, quo clarius Teſtimonium hoc præbeamus devotiſſimi ac perſeui noſtri, noſtrorumque Conſtatuum, erga Sacram Cæſaream Maſtatem cultus, & ſinceræ erga prædictos Dominos Ordines Generales, reliquosque Foederis Socios Amicitia, obſervantia atque ſtudii. Quare mature conſideratis antea laudaris, tum ipſius Foederis, tum Renovationis ejusdem Tractatibus, eorſdem denuo noſtro non minus, quam reliquorum Principum & Statuum Inſculti Circuli Suevici nomine, laudamus, approbamus, gratosque, acceptos & ratos habemus, atque ita eiſdem accedimus, & ad exactam obſervationem omnium & ſingularum illic contentorum Articulorum nos, cæterosque Conſtatus noſtros obligamus, omniumque inde provenientium commodorum & Jurium nos, Inſculturumque Circulum Suevicum participes reddimus; ſpondentes fideque ac verbo noſtro Principali promittentes, nos Tractatibus hæſce nullo modo contraveniuros, aut quantum in nobis eſt, contraveniri paſſuros, fed illos ipſos ſancite ac inviolabiliter obſervaturos adimpleturosque eſſe, ita ut in illum finem omnia bona fide præſtituri ſimus, quæ nobis inſculturumque Circuli Suevici Conſtatibus reliquis, tanquam Foederis hujus Sociis incumbere poſſint: Cumque de cætero non dubitemus, Sacram Cæſaream Maſtatem ac Celſos & Præpotentes DD. Ordines Generales Uniti Belgii curaturos, ut nobis ſuper hac Acceſſione, receptionis Inſtrumenta neceſſaria exhibeantur, ita & nos in hujus rei fidem Inſtrumentum hoc noſtro, reliquorumque noſtrorum Conſtatuum nomine conſectum manu noſtra ſubſcripſimus & Sigillo noſtro ſecretoſi communiſi fecimus. Datum d. 16. (26.) Julii, 1696.

(L.S.) MARQUARD RUDOLPHUS Epifcopus Conſtantienſis.

(L.S.) EBERHARD LUDOVICUS Dux Württembergienſis.

XCX.

29. Août. *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & VICTOR AMEÉE II. Duc de Savoie, par lequel Son Alteſſe Royale ſe departant de tous les Engagements qu'elle avoit avec les Hauts Alliez contre la France, Sa Maſteſte lui promet la Reſtitution non ſeulement de tout ce qu'elle avoit pris & occupé ſur elle pendant la Guerre, mais auſſi de la Ville de Pignerol & de ſon Territoire, après qu'on en aura détruit toutes les Fortifications. On y convient auſſi du Mariage de LOUIS Duc de Bourgogne, Petit-fils de Sa Maſteſte, avec MARIE ADELAÏDE Princeſſe de Savoie &c. A Turin le 29. d'Août 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi Très-Chrétien & de S. A. R. la premiere donnée à Verſailles le 7. Sept. 1696. & l'autre à Turin le 30. d'Août 1696. [FREDERIC LEONARD d'où l'on a tiré cette Pièce, qui ſe trouve auſſi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Ryſwyck, Tom. I. pag. 196. dans*

LUNIGS *Teuſches Reichs-Archiv*. Part. Spec. ANNO Contin. II. Fortſetzung II. Abſatz XII. pag. 1696. 152. dans FABRI *Europ. Staats-Cantzley* Tom. III. pag. 806. dans HERMAN. FRAN. FRED. BARONIS AB ANDLERN *Corpus Conſtit. Imperial.* Tom. I. in Append. pag. 3. en Allemand. & dans le *Theſaurum Europæum*. Tom. XV. pag. 25. en Allemand.]

LE Roi Très-Chrétien, ayant toujours conſervé pendant le cours de cette Guerre un deſir ſincere de procurer le Repos de l'Italie, & Dieu ayant auſſi inſpiré les mêmes ſentiments à Son Alteſſe Royale de Savoie, Sa Maſteſte de ſon côté a donné ſon Plein-pouvoir, Commiſſion & Mandement, au Sieur René Sire de Froullai, Comte de Teſſé Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ſes Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur d'Ypres, Lieutenant General pour le Roi dans les Provinces du Maine, & du Perche, & Commandant preſentement pour Sa Maſteſte dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, & S. A. R. de ſa part ayant pareillement donné ſes Pouvoirs, & Mandemens au Sieur Charles Viſtor Joſeph Marquis de S. Thomas, Miniſtre & premier Secrétaire d'Etat de Sadite A. R. ledits Plenipotentiaires, après s'être reciproquement donné les Originaux de leurs Pleins-pouvoirs, en vertu deſquels ils traitent, ſont convenus des Articles ſuivans.

I. Qu'il y aura doreſnavant pour toujours une Paix ſtable & ſincere entre le Roi & ſon Royaume, & S. A. R. Monſieur le Duc de Savoie & ſes Etats, comme ſi elle n'avoit jamais été troublée, & le Roi reprenant les mêmes ſentiments de bonté qu'il avoit auparavant pour Sadite A. R. comme elle l'en ſupplie, Sadite A. R. renonce par le preſent Traité, & ſe départ entièrement de tout engagement pris, & de tous Traitez faits avec l'Empereur, Rois & Princes contenus ſous le nom de la Ligue, & ſe charge d'employer tous ſes ſoins & de faire tout ce qu'il pourra, pour obtenir deſdites Puiffances, au moins de l'Empereur, & Roi Catholique la Neutralité pour l'Italie, juſqu'à la Paix Generale, par un Traité particulier qui ſera fait, ou au défaut dudit Traité par des Déclarations que ledits Empereur, & Roi Catholique feront au Pape, & à la République de Veniſe, & qui ſeront en même temps ſuivies de la retraite de toutes les Troupes que les Alliez ont preſentement en Italie, ainſi qu'il ſera marqué ci-après. Au ſurplus pour témoigner évident du retour effectif de l'amitié du Roi pour S. A. R. Sa Maſteſte veut bien conſentir, & promettre que la Ville & Citadelle de Pignerol, Forts ſainte Brigide, la Perouſe, & autres Forts en dépendans ſeront razez & démolis quant aux ſeules Fortifications, aux fraiſ du Roi, & deſdites Fortifications démolies, le tout ſera remis entre les mains de S. A. R. auſſi-bien que les Terres & Domaines compris ſous le nom de Gouvernement de Pignerol, & qui avoit appartenu à la Maïſon de Savoie devant la Ceſſion que Viſtor Amé premier Duc de ce nom en avoit fait au Roi Louis XIII. Leſquelles Ville démolie, Citadelle & Forts démolis & Territoire, ſeront pareillement remis à S. A. R. pour les tenir en Souveraineté, & en jouiſſir pleinement & à perpetuité, & elle & ſes Succéſſeurs à l'avenir, comme d'une choſe leur appartenant en propre, au moyen de laquelle preſente Ceſſion S. A. R. s'engage, & promet tant pour lui que ſes Heritiers & Succéſſeurs & ayant cauſe, de ne faire rebâtir, ni rétablir aucune des ſuldiſtes Fortifications, ni en faire conſtruire de nouvelles ſur, & dans l'eſpace des ſuldiſtes Territoire, Fonds, & Rochers, ni en quelque autre Lieu que ce ſoit, cédé par le preſent Traité, ſuivant lequel il ſera ſeulement loiſſible à S. A. R. ou aux Habitans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une ſimple clôture de muraille non terraiſſée & ſans Fortifications. Bien entendu qu'ormis dans ledit Territoire cédé par le preſent Traité, S. A. R. ſera en liberté de faire conſtruire telle Place, Places, ou Fortifications qu'elle jugera à propos, ſans que le Roi le puiſſe aucunement trouver mauvais. Qu'en outre S. M. remettra à Sadite A. R. ſes Pais, & Places conquiſes, Châteaux de Montmeïlan, de Nice, Ville-Franche, de Suze, & autres ſans exception, ſans Démolition, & dans leur entier, avec la quantité de Munitions de

ANNO de Guerre, & de Bouche, Canons & Artillerie, tout
1696. ainsi qu'elles étoient pourvûes & munies alors qu'elles
sont tombées entre les mains de S. M. sans qu'il puisse
être touché aux Bâtimens, Fortifications, augmenta-
tions & ameliorations faites par S. M. & après la
restitution desdites Places S. A. R. pourra entretenir,
& augmenter les Fortifications comme choses à lui
appartenantes, sans que le Roi sur cela le puisse in-
quêter, ni le trouver mauvais. Bien entendu que le
Roi retirera de la Ville, Citadelle & Forts de Pigne-
rol toutes les Artileries, Munitions de Guerre, & de
Bouche, Armes, & effets amovibles de quelque nature
qu'ils soient. Qu'à l'égard des Revenus de la Ville,
Dépendances, & Territoire de Pignerol le Roi les
remet à S. A. R. de la même forme & manière que
le Roi en jouit présentement, & les Dispositions que
le Roi peut en avoir faites subsisteront de la sorte por-
tée par leur Contrat, Don, Possession ou Acquisi-
tion. Que ladite Restitution des Pais, & Places de
S. A. R. & remise de Pignerol rasé & ses Dépen-
dances comme dessus se fera ensuite de la signature
du présent Traité, & seulement après que les Troupes
étrangeres seront effectivement sorties d'Italie, & se-
ront arrivées, sçavoir les Allemands, Troupes de Ba-
viere, Brandebourg, Religioneux soldoiez par l'An-
gleterre, & autres Troupes Auxiliaires seront arrivés
réellement en Allemagne, & les Espagnols, & autres
Troupes qui sont présentement à la Solde du Roi
Catholique retournées dans le Milanois, en manière
que l'Exécution d'aucun des Articles, ni Restitution
d'aucune Place n'aura lieu qu'après que ladite sortie des
Troupes telle qu'elle vient d'être exprimée, aura été
entièrement accomplie, bien entendu que ladite sortie
des Troupes étrangères sera censée entièrement accom-
plie, quoi qu'il arrivât comme cela se pourroit, que
les Espagnols en retraissent quelque petit nombre
d'hommes pour recruter les Corps, qui sont à leur
Solde, & s'il y a quelques-unes desdites Troupes qui
prennent parti, & entrent réellement dans les Etats
de la République de Venise, elles seront censées être
entrées en Allemagne dès qu'elles seront sur l'Etat Veni-
tien, & remises à ladite République de Venise. Et
après la Ratification du présent Traité, l'on travaillera
incessamment aux fourneaux nécessaires pour la Dé-
molition des sùldites Ville, Citadelle, & Forts de
Pignerol; mais au cas que S. A. R. jugerât à propos
de continuer le secret du présent Traité au delà du
Terme de ladite Ratification, il est convenu pour
éviter l'éclat que pourroit faire le travail desdits four-
neaux, qu'on ne les commencera que quand, après le
temps de ladite Ratification, S. A. R. le voudra.
Laquelle Démolition se fera, & l'on y travaillera, en
manière que deux ou trois mois après la sortie des
Troupes ci-dessus marquée, le tout soit remis à S. A. R.
sur quoi il sera loisible d'envoyer un Commissaire
pour y assister, & juger à l'exécution de ce que
dessus, S. M. veut bien pour la plus grande satisfac-
tion de S. A. R. lui faire remettre lors qu'il en re-
querrera S. M. deux Ducs & Pairs pour reffer en
Oïge entre les mains de Sadite A. R. qui les traitera
selon la Dignité de leur rang.

II. Sa Majesté ne fera aucun Traité de Paix, ni
de Trêve avec l'Empereur, ni avec le Roi Catholique
que S. A. R. n'y soit compris dans des termes con-
venables, & efficaces, & le présent Traité sera con-
firmé dans celui de la Paix Generale, aussi bien que
ceux de Querafque, de Munster, Pirenées, & Nime-
gue, tant pour quatre-cens quatre-vingt quatorze mille
écus d'or qui sont mentionnez particulièrement dans
celui de Munster, à la décharge de Son Altesse Royale,
dont le Roi demeurera toujours Garant envers Mon-
sieur le Duc de Mantouie, qu'en tout ce qu'ils con-
tiennent, qui n'est point contraire au présent, qui sera
irrevocable, & demeurera dans sa force & vigueur,
le tout nonobstant la présente remise de Pignerol, &
de ses Dépendances; Et à l'égard des autres Intérêts,
ou Prétenions qui regardent la Maison de Savoye,
S. A. R. se réserve d'en parler par Protestations, Memo-
ires, ou Envoyés, sans que ce présent Traité
puisse être préjudiciable à icelles Prétenions.

III. Que le Mariage de Madame la Princesse fille
de S. A. R. se traitera incessamment pour s'effectuer
de bonne foi, lors qu'elle sera en âge, & que le Con-
tract se fera lors de l'effet du présent Traité. Après
la Publication duquel la Princesse sera remise entre les
mains du Roi. Que dans ledit Contract de Mariage

qui sera considéré comme Partie essentielle du présent
Traité, & dans lequel ladite Princesse fera les Renon-
ciations accoutumées, avec promesse de ne rien pre-
tendre au de là de la Dote suivante sur les Etats, &
Succession de S. A. R. Sadite A. R. donnera pour
Dot à Madame la Princesse sa Fille deux cents mille
écus d'or, pour le payement desquels S. A. R. fera
une Quittance de cent mille écus, deus du reste du
Mariage de Madame la Duchesse Royale, avec les
Intérêts échus, & promis; & pour le restant le Roi
le remet, en faveur du présent Traité, S. A. R. s'obligeant
d'ailleurs de donner à la Princesse sa Fille au
tems de la celebration de son Mariage ce qu'on appelle
en Piemontois Fardel, & en François Trouffau ou
Present de nocces, & dans le Contract de Mariage
sera stipulé le Douaire que S. M. accordera suivant la
coutume de France.

IV. Que S. A. R. se departant presentement, effi-
cacement & de bonne foi, comme elle a fait ci-de-
sus, de tous les engagements qu'elle peut avoir contre
la France, espere aussi que S. M. y correspondra
avec tous les Sentimens que S. A. R. demande &
souhaite, & qu'ayant l'honneur d'appartenir de si près
au Roi & s'engageant encore dans la splendeur d'une
nouvelle Alliance, S. M. lui accorde, & promet sa
puissante protection, dont S. A. R. lui demande le
retour, & que S. M. lui rend dans toute son étendue.
Et comme S. A. R. souhaite d'entretenir une
entiere Neutralité avec les Roys, Princes & Puissances,
qui sont presentement ses Alliez, S. M. promet de
n'exiger de S. A. R. aucune contrainte dans le desir
qu'elle a de garder avec eux toutes les mesures exte-
rieures de bienfiance & libres, telles qu'il convient à
un Prince Souverain, ayant chez ces Princes des Am-
bassadeurs & Envoyés: & retenant dans sa Cour des
Ambassadeurs & Envoyés des mêmes Princes, sans
que S. M. le puisse trouver mauvais, comprenant
sous ledit mot de Princes l'Empereur, Roys, & Puis-
sances de l'Europe.

V. S. M. promet, & declare que les Ambassadeurs
de Savoye tant ordinaires qu'extraordinaires recevront
à la Cour de France tous les honneurs sans exception,
& dans toutes les circonstances que reçoivent les
Ambassadeurs des Testes Couronnées, sçavoir comme
le sont les Ambassadeurs des Rois, & que les Am-
bassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires de S. M.
dans toutes les Cours de l'Europe sans null exception,
pas même de celles de Rome & de Vienne, traite-
ront aussi ledits Ambassadeurs tant ordinaires qu'ex-
traordinaires, & Envoyés de Savoye, de la même ma-
niere que ceux des Rois & Têtes Couronnées; ce-
pendant comme cette augmentation d'honneur pour
le traitement des Ambassadeurs de Savoye, n'avoit
jamais été établie au point que S. M. l'accorde, elle
reconnoit que c'est en faveur du présent Traité & du
Contract de Mariage de Madame la Princesse sa Fille,
& S. M. promet que cette dite augmentation aura
lieu du jour que le Traité du Mariage sùldit sera signé.

VI. Que le Commerce ordinaire d'Italie se fera &
maintiendra comme il étoit établi avant cette Guerre
du tems de Charles Emanuel second, Pere de S. A.
R. & enfin, l'on observera & pratiquera en tout &
par tout, entre le Royaume & toutes les Parties de
l'Etat de S. M. & ceux de S. A. R. ce qui se faisoit,
observoit, & pratiquoit, en tout du vivant dudit
Charles Emanuel second, par le chemin de Suze, la
Savoye, & le Pont-Beauvoisin & Ville Franche, cha-
cun payant les Droits, & Douanes de part & d'autre.
Les Bâtimens François continueront de payer l'ancien
Droit de Ville Franche, comme il se pratiquoit du
tems de Charles Emanuel, à quoi il ne se fera aucune
opposition comme l'on pourroit en avoir fait dans
ce tems-là. Les Courriers, & les Ordinaires de France
passeront comme auparavant par les Etats de S. A.
R. & en observant les Reglemens, payeront les Droits
pour les Marchandises, dont ils se feront chargés.

VII. Son Altesse Royale fera publier un Edit, par
lequel elle ordonnera sous de rigoureuses peines cor-
porelles à ceux qui habitent dans les Vallées de Lufen-
ne sous le nom de Vaudois, de n'avoir aucune com-
munication par le fait de la Religion, avec les Sujets
du Roi, & s'obligera S. A. R. de ne point souffrir
des la date de ce Traité aucun établissement de Sujets
de S. M. dans les Vallées Protestantes sous couleur
de Religion, Mariage, ou d'autres raisons d'établisse-
ment, commodité, Heriitage, ni autre pretexte, &
Aaa qu'au

ANNO
1696.

qu'aucun Ministre ne vienne dans l'étenduë de la Domination du Roi, sans être rigoureusement puni de peine corporelle, & qu'au surplus S. M. n'entrera dans aucune connoissance de la maniere dont S. A. R. traitera les Vaudois, à l'égard de la Religion, S. A. R. s'obligeant de ne point fournir aucun Exercice de la Religion pretenduë Reformée dans la Ville de Pignerol, & Terres cedées, comme S. M. n'en souffrira, ni n'en souffrira dans son Royaume.

VIII. Qu'il y aura de part & d'autre un perpetuel oubli & Amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette Guerre en quelque maniere, ou en quelque lieu que les hostilités se soient exécutées. Que dans cette Amnistie seront compris tous ceux qui ont servi S. M. durant la Guerre, en quel que emploi que ce puisse être, non-obstant qu'ils soient Sujets de S. A. R. en sorte qu'on ne pourra faire aucune recherche contre eux ny les inquieter dans leurs Personnes & Biens par voye de fait ou de Justice, ou pour quelque autre pretexte que ce puisse être. Il en sera de même à l'égard des Sujets du Roi qui auront servi S. A. R.

IX. Que les Benefices Ecclesiastiques pourvus jusqu'à présent par le Roi dans les Pays de S. A. R. conquis par Sa Majesté, durant l'espace du tems que Sadite Majesté en a jouï, demeureront à ceux qui en ont été pourvus par le Roi, & par les Bulles du Pape; & qu'à l'égard des Commanderies de S. Maurice, Charges de Judicature, & Magistrature, S. A. R. n'aura aucun égard à la Nomination que le Roi en a faite pendant la possession des Etats de S. A. R. & les Provisions pour les Charges de Robbe faites par S. A. R. de ceux qui en ont abandonné les fonctions durant la Guerre demeureront fermes.

X. Qu'à l'égard des Contributions imposées sur les Terres de la Domination de S. A. R. bien qu'elles soient légitimement imposées & deues, & qu'elles se montent à des Sommes très-considerables, Sa Majesté les remet dans tous entiers à S. A. R. par un effet de sa Liberalité, en maniere que du jour de la Ratification du present Traité le Roi ne pretendra ni n'exigera aucune desdites Contributions, laissant à Sadite Altesse Royale la jouissance de ses Revenus dans tous ses Etats aussi-bien que de la Savoye, Nice, environs de Pignerol, & Suze, comme aussi Son Altesse Royale reciproquement n'exigera sur les Sujets, & Terres de la Domination du Roi aucune Contribution.

XI. Qu'à l'égard des Pretensions de Madame la Duchesse de Nemours sur S. A. R. Sa Majesté laissera entre Sadite Altesse Royale & ladite Dame de Nemours la discussion des susdites Pretensions dans la voye ordinaire de la Justice, sans s'en mêler aucunement.

XII. Qu'il sera loisible à Son Altesse Royale d'envoyer des Interdits ou Commissaires en Savoye, Comté de Nice, Marquisat de Suze, & Barcelonette, Pignerol & ses Dependances pour y regler ses Interêts, Droits, Revenus, & établir ses Douanes, & Gabelles de Sel, & autres, & lesdits Deputes seront reçus, & autorisés dans leurs fonctions après la Ratification du present Traité, après laquelle lesdits Droits seront & apartiendront à S. A. R. sans exception ni contradiction.

XIII. Que si la Neutralité d'Italie s'acceptoit, ou que la Paix generale se fit, comme un grand nombre de Troupes seroient totalement inutiles, & à charge à S. A. R. & qu'outre les dépenses excessives pour les entretenir, c'est souvent une occasion de mesintelligence que de conserver sur pied plus de Troupes qu'il n'en faut dans un Etat, soit pour la Conservation ou pour la Dignité de Souverain, Son Altesse Royale s'oblige de n'entretenir en tems de Neutralité que six mille Hommes de Pied en deça des monts, & quinze cents au delà des monts pour les Garnisons de la Savoye, & Comté de Nice, & en tout quinze cent Chevaux ou Dragons, & cette Obligation de Son Altesse Royale n'aura lieu que jusques à la Paix generale.

Nous Plenipotentiaires susdits avons arrêté & signé les presents Articles, & nous promettons, & nous obligeons de les faire ratifier & confirmer par Sa Majesté & par Son Altesse Royale, promettants aussi qu'ils seront tenus secrets religieusement jusques à la fin du mois de Septembre prochain, auquel tems, si on en fera d'autant de la même substance, & teneur, ceux-

ci seront supprimés; fait à Turin le vingt-neuf d'Août mil six-cent nonante six.

ANNO
1696.

RENE' DE FROUILLAY TESSE'. DE S. THOMAS.

Ratification du ROI TRÈS-CHRÉTIEN sur son Traité de Paix avec S. A. R. de Savoye. A Versailles le 7. Septembre 1696. [FREDERIC LEONARD.]

L OUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Ayant vû & examiné le Traité conclu & signé en nostre nom le vingt-neuvième du mois d'Aoust dernier, dans la Ville de Turin par le Sieur René de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant-General de nos Armées, Colonel-General de nos Dragons, Gouverneur de nostre Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans nos Provinces du Mayne & du Perche, & Commandant pour nostre Service dans nos Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, en vertu du plein Pouvoir que Nous luy avions donné pour cet effet, d'une part; & le Sieur Charles Victor Joseph Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de nostre Frere le Duc de Savoye, muni pareillement du Pouvoir necessaire pour regler & convenir des Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

N OUS ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les Points qui y sont contenus & declarez, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Presentes nostre Seel secret. Donné à Versailles le septième jour du mois de Septembre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-seize, & de nostre Regne le cinquante-quatrième.

Ratification de S. A. R. de Savoye. [FREDERIC LEONARD.]

V ICTOR Amé II. par la grace de Dieu Duc de Savoye, Prince de Piedmont, Roy de Chypre, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme le Marquis Charles Victor Joseph de Saint Thomas, nostre Ministre & premier Secrétaire d'Etat, en vertu du plein Pouvoir que nous luy en avons donné, a conclu, arrêté & signé le vingt-neuvième du mois d'Aoust dernier dans nostre Ville de Turin, avec le Sieur René Sire de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant-General de ses Armées, Colonel-General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant-General dans les Provinces du Mayne & du Perche, & Commandant pour le Service du Roy dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, muni du plein Pouvoir de Sa Majesté, les Articles de Paix, & pour la Neutralité d'Italie, desquels suit la teneur.

Le Roy Très-Christien, ayant &c.

N OUS ayant agreable les susdits Articles en tous & un chacun leurs Points qui y sont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi & Parole de Prince garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy nous avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel secret. Donné à Turin

ANNO 1696. Turin le trentième jour d'Aoust l'an de grace mil fix cens quatre-vingt-seize.

Signé,

V. AME'.

Et plus-bas:

DE S. THOMAS.

(1) *Acte de la Restitution des Pays, & Etats de Savoye, faite par LOUIS XIV. Roi de France à VICTOR AME' II. Duc de Savoye en vertu de leur Traité de Paix. Du 28. Septembre 1696. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck. Tom. I. pag. 211.]*

Sachent tous, & un chacun, que conformément au Traité de Paix fait & signé entre Sa Majesté Très-Chrétienne Louis XIV. Roi de France & de Navarre, &c. d'une part, & Son Altesse Royale Victor Amédée II. Duc de Savoye, Prince de Piémont, Roi de Chypre, &c. il a été ordonné par Sa dite Majesté Très-Chrétienne, à Monsieur Antoine Balthazar de Longecombe, Marquis de Thoy, Général Major des Armées de France, & Gouverneur de Savoye, de rendre entièrement à Son Altesse Royale, tous les Pays, Places, Châteaux, & Fortereffes de toute la Savoye, à la réserve de Montmelian; d'en retirer les Troupes qui y sont, conformément aux Parentes de Sa Majesté. Pour laquelle fin Son Altesse Royale y a envoyé le Marquis Charles' Thana, Capitaine de ses Gardes du Corps, Major Général de son Armée, & Gouverneur en Savoye, avec Pouvoir de recevoir au nom de Son Altesse Royale lesdits Etats & Places. C'est pourquoi le Marquis de Thoy s'étant rendu en la Chambre du Conseil de la Maison de Ville de Chambéry, & y ayant fait assembler la Noblesse, les Syndics, & les Conseillers de la dite Ville, ledit Marquis de Thana y comparut aussi, & après avoir complimenté le Marquis de Thoy, ce Marquis lui remit entièrement de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne tout le Pais & toutes les Places du Duché de Savoye, à la réserve de Montmelian, conformément au Traité de Paix. Il fit cette Restitution en ces termes; *Monsieur le Marquis de Thana, conformément à l'ordre du Roi mon Maître, & suivant le Pouvoir que vous en avez reçu de Son Altesse Royale, je remets entièrement à sadite Altesse en votre Personne, les Places, & toutes les Dependances des Etats de Savoye, à l'exception de Montmelian, & par conséquent son Altesse Royale en peut disposer, de la même manière qu'elle a fait, avant que lesdits Etats eussent été pris par les Armes du Roi.* Sur quoi le Marquis de Thana répondit, qu'il recevoit au nom de Son Altesse Royale lesdits Pays, Places & Dependances. Cela étant fait, le Marquis de Thoy repeta encore une fois ladite cession; après quoi il sortit de la Maison de Ville. De tout ce que dessus les Marquis de Thoy & de Thana en firent passer un Acte devant Notaires; qui fut signé, *Thoy de Pisseu: & le Marquis de Thana, Esve de des Charmettes, Sindic, Témoin. Perrin, Sindic, Témoin. Cagnez, Sindic, Témoin. Touce, Sindic, Témoin.* Et moi, *Gaspard Chambet, Notaire, & Bourgeois de Chambéry, ai reçu le présent Acte, de ce requis.*

Signé,

G. CHAMBET, Notaire.

CXCI.

15. Sept. *Contrat de Mariage entre LOUIS Duc de Bourgogne, Fils aîné de Monseigneur le DAUPHIN de France, & MARIE ADELAIDE Princesse de Savoye, Fille aînée de S. A. R. Monseigneur le Duc de Savoye; fait & passé à Turin le 15. Septembre 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. [Sur l'imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC LEONARD. Avec Permission & Privilège spécial du Roi ann. 1697. in 4.]*

(1) La Date manque à cette Pièce. Celle-cy est tirée du Titre qu'on y voit dans les *Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck.* (Dum.)

TOM. VII. PART II.

ANNO 1696. 15. Septembre 1696. Avec les RATIFICATIONS du Roi T. C. de Monseigneur le Dauphin, & de Monseigneur le Duc de Bourgogne. [Sur l'imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC LEONARD. Avec Permission & Privilège spécial du Roi ann. 1697. in 4.]

AU Nom de la Tres-Sainte Trinité, Pere, Fils & S. Esprit. Soit notoire à tous, Que comme le Tres-Haut, Tres-Puissant, & Tres-Excellent Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chrétien, de France & de Navarre, auroit non-seulement donné des assurances solides du retour de son estime & de son affection pour le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Amédée II. Duc de Savoye, par le Traité de Paix signé entre le Sieur Comte de Tessé, Chevalier des Ordres de Sa Majesté Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans la Province du Maine & du Perche, & Commandant dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, Plenipotentiaire de sadite Majesté, & le Sieur Marquis de S. Thomas Ministre, & Premier Secrétaire d'Etat, Plenipotentiaire dudit Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye; Mais aussi pour luy témoigner encore davantage la singuliere considération qu'Elle fait de sa Maison pour tant d'Alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs Siecles entre la Maison de France & celle de Savoye, Sa Majesté seroit convenu par l'Article III. dudit Traité, que le Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse de Savoye, Fille aînée dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoye, & de Madame Anne d'Orleans Duchesse de Savoye, se traitera incessamment, pour s'effectuer de bonne foy lors qu'ils seront en âge & que le Contrat se fera presentement; après quoy ladite Dame Princesse sera remise entre les mains du Roy. En execution duquel Article Sa Majesté auroit envoyé à Turin le Sieur Comte de Tessé, Chevalier de ses Ordres, Lieutenant General dans ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de la Ville d'Ypres, Lieutenant General dans les Provinces du Maine & du Perche, & Commandant pour sadite Majesté dans les Pais & Places de la Frontiere de Piémont, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Savoye les Articles & conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Duc de Bourgogne, & ladite Dame Princesse de Savoye. Et en consequence ce jourd'huy quinzième du mois de Septembre 1696. pardevant moi Marquis de S. Thomas Ministre & Premier Secrétaire d'Etat dudit Seigneur Duc de Savoye, & en présence & du consentement de Tres-Haute & Tres-Puissante Princesse Anne d'Orleans Duchesse de Savoye; & en présence de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoye, Duchesse Doulièriere de Savoye, de Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Emanuel Philibert Amédée de Savoye, Prince de Carignan, de Tres-Haute, & Tres-Puissante Princesse Marie Catherine d'Este Princesse de Carignan, & des Témoins cy-bas signés, ont comparu le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Victor Amédée II. Duc de Savoye d'une part, & ledit Sieur Comte de Tessé, en vertu des pleins Pouvoirs tant dudit Seigneur Roy Tres-Chrétien, que de Monseigneur le Dauphin & de Monseigneur le Duc de Bourgogne, en date du premier du mois d'Aoust de l'année courante, d'autre part. Declarant ledit Seigneur Duc de Savoye, que comme il veut répondre sincerement aux sentimens de l'affection toute particuliere & de la tres-grande estime que Sa Majesté luy témoigne & a toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il voit avec une joye tres-parfaite bien rétablie aujourd'huy entre Sa Majesté & luy, soit non seulement continuée sous le Gouvernement present, mais aussi qu'elle passe encore avec la même fermeté aux Successeurs & Descendants; Il juge que le moyen le plus efficace pour parvenir à cette bonne fin est de renouer bien étroitement cette bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, dont les Articles ont été accordez & arrestez ainsi qu'il suit.

I. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, préalablement, obtenué Dispense de sa Sainte-

Aaa 2

ANNO
1696.

te à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Duc de Bourgogne & Madame la Princesse de Savoie, si-toit, qu'Elle aura atteint l'âge de 12. ans accomplis, ils feront célébrer leurs Epousailles & Mariage par parole de present, selon la forme & en la solennité prescrite par les Sacrez Canons & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine. Et se feront ledites Epousailles & Mariage en la Cour & en presence de Sa Majesté Tres-Chrestienne, où ladite Dame Princesse de Savoie sera élevée d'une maniere convenable à sa haute Naissance. Et se fera ladite solennité des Epousailles, quand le temps de l'accomplir sera concerté & arresté entre Sa Majesté, Mondit Seigneur le Dauphin, & le Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie & Madame la Duchesse de Savoie.

II. Ledit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie promet & demeurera obligé de donner en Dot à Madame la Princesse Marie Adelaide de Savoie sa Fille aînée, en faveur du Mariage qu'Elle contracte avec Monseigneur le Duc de Bourgogne, la somme de deux cens mil Ecus d'Or ou leur juste valeur, payable de la maniere qu'il a esté convenu à part. Comme aussi de luy donner des Pierrieres & autres ornemens, ainsi qu'il sera trouvé convenable: promettant en outre de luy donner au temps de la celebration dudit Mariage son Fardel, soit Trouffseau ou Present des Noces, lequel sera estimé.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & assurera la Dot de ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie sur bonnes Rentes & sur Fonds & Assignations valables au contentement dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Duc de Savoie, ou des personnes, qu'il nommera pour cet effet. Et Sa Majesté enverra aussi-tôt à Mondit Seigneur le Duc de Savoie les Actes de ladite Assignation de Rentes. Et en cas de dissolution de Mariage & que de Droit la restitution de Dot ait lieu, elle sera rendue en comptant à ladite Dame Princesse ou à celuy, qui aura charge ou Droit d'Elle, avec son Fardel, ses Pierrieres & Joyaux, & pendant le temps qui courra, qu'on ne luy rendra point la Dot, ladite Dame Princesse, ou ses Heritiers & Successeurs jouiront des Revenus à quoy se monteront ledits deux cens mil Ecus d'Or à raison de denier vingt, qui seront payez en vertu desdites Assignations, que Sa Majesté & ses Heritiers & Successeurs seront obligez de garantir jusqu'à la juste valeur des interets au denier vingt de ladite Dot.

IV. Sa Majesté Tres-Chrestienne donnera, pour Monseigneur le Duc de Bourgogne à ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie pour ses Bagues & Joyaux, la valeur de cinquante mil Ecus d'Or sol, lesquels & tous autres qu'Elle apportera avec soy, luy apparteniront sans difficulté comme estans Bien de son Patrimoine propres à ladite Dame Princesse, ses Heritiers & Successeurs, ou à ceux qui auront son Droit & cause.

V. Sa Majesté suivant l'ancienne & loüable coutume de la Maison de France, assignera & constituera à ladite Dame Princesse pour son Douaire vingt-mil Ecus d'or sol chacun an sur des Revenus & Terres dont le principal lieu aura Titre de Duché, desquels Lieux & Terres ladite Dame Princesse jouira par ses mains, & de son autorité & de celle de ses Commissaires & Officiers, & aura la Justice, comme il a toujours esté pratiqué. Davantage à elle appartiendra la Provision de tous les Offices vacans comme ont accoutumé d'avoir les Reynes & Dauphines de France: bien entendu neantmoins que ledits Offices ne pourront estre donnez qu'à des naturels François, comme aussi l'administration & les fermes desdites Terres conformément aux Loix & Coutumes du Royaume de France, de laquelle susdite Assignation ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie entrera en possession & jouissance si-toit que son Douaire aura lieu, pour en jouir toute la vie soit qu'Elle demeure en France, ou qu'elle se retire ailleurs.

VI. Il a esté particulierement convenu que ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie seroit les Renonciations suivantes & à cet effet ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere l'a habilitée & habilité & l'a dispensé de son bas âge pour prester le serment nécessaire, estant mineure de douze ans & neantmoins proche d'achever l'onzième & eü égard principalement à la grande connoissance & au jugement au dessus de son âge dont elle est dotée, dérogeant ledit

Seigneur Duc de Savoie à toutes les Loix, Constitutions, Edits, Decrets & Usages contraires à ladite Habilitation & Dispense avec les Derogatoires des Derogatoires, d'autant, que ladite Dame Princesse reconnoît fort bien, ainsi qu'elle l'a déclaré & declare, combien avantageuse luy sera & à ses Descendans l'effectuation dudit Mariage, qui luy donne une juste esperance de parvenir au rang de Reine, & à ses Descendans de succeder à la Couronne de France, reflexissant encore que c'est principalement pour affermir la Paix, si desirée & si nécessaire & son inclination genereuse la portant aussi à vouloir conserver l'éclat de la Maison de Savoie dans la personne des Princes ses Freres qu'il plaira à Dieu de luy donner, ou des autres Princes *ses Freres mâles* quoyque plus éloignez & en Ligne collaterale & leurs Descendans mâles à l'insin pour le repos & la tranquillité des Peuples de ladite Maison de Savoie. C'est pourquoy s'est presentement constituée ladite Dame Princesse Marie Adelaide de Savoie, en presence dudit Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Victor Ame' son Seigneur & Pere, pardevant moy Marquis de S. Thomas, Ministre & Premier Secretaire d'Etat & en presence des mêmes Témoins que dessus & de l'autorité & assistance du Sieur Marquis de Bellegarde, Grand Chancelier de Savoie, nommé & élu son Curateur pour cet Acte, laquelle de son propre mouvement & libre volonté, pour les motifs cy-dessus exprimez, & principalement pour l'affermissement de la Paix & le desir qu'Elle a de voir l'éclat de sa Maison conservé dans la personne des Princes ses Freres, & leurs Descendans mâles ou des Princes en Ligne Collaterale & leurs Descendans mâles à l'insin, ayant esté informée par ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere, que sans cette Renonciation le Mariage ne se seroit point fait, ny la Paix conclüe, & en particulier par ledit Sieur Grand Chancelier, de la force, & effet de ladite Renonciation & Serment: a renoncé & renonce avec serment preste sur les Saints Evangiles entre mes mains touchez, tant par Cession, Donation entre-vifs irrevocable, & en la meilleure forme que faire se peut tant par voye abdicative, que translativie, pour elle, ses Enfants & Descendans, à tous les Droits, Noms, Raïsons & Actions personnelles, Réelles, Mixtes, Hipotequaires, & Remedes possessoires, qui pourroient luy appartenir ou à ses Descendans, soit en qualité de ses Heritiers, ou pour des raïsons propres pensées ou impreviës, aux Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Seigneuries, Jurisdicions & Fiefs & leurs appartenances & dependances, possédez & appartenans, tant deçà que delà les monts, à fondit Seigneur & Pere, & qui pourroient à l'avenir luy appartenir & à la Couronne de Savoie, afin que fondit Seigneur & Pere en jouisse & ses Descendans mâles Successeurs à ladite Couronne, & leurs Descendans mâles, & à leur défaut les mâles en Ligne collaterale de ladite Maison, & leurs Descendans mâles à l'insin, en faveur desquels ladite Dame Princesse pour Elle & les siens, a cédé, remis & transporté, cede, remet & transporte tous ledits Droits, Noms, Raïsons & Actions qui luy peuvent appartenir ou à ses Heritiers & Descendans, les mettant & constituant en son propre lieu & place, avec promesse de n'y jamais contrevenir, en quelque maniere que ce soit, directement ny indirectement, de façon que ladite Dame Princesse & ses Heritiers & Descendans restent exclus à perpetuité, & censéz, & considererez comme étrangers incapables de succeder ausdits Etats, Duchez, Principautez, Marquisats, Comtez, Jurisdicions, Fiefs & dependances sans aucune exception, encore qu'il fust nécessaire d'en faire une spécifique & individuelle mention, & même encore qu'il n'y auroit aucune Loy, Investiture, Coutume ou autre Disposition exclusive des Femelles & de leurs Descendans par l'existence des mâles, quoyque plus éloignez & en Ligne Collaterale, ledit Seigneur Duc de Savoie son Seigneur & Pere present, stipulant & acceptant pour tous ledits Princes, Descendans & Collateraux mâles nez & à naître qui pourroient y avoir Droit, avec moy Ministre & premier Secretaire d'Etat, avec Declaration pourtant & Protestation que fait ledit Seigneur Duc de Savoie, en acceptant ledites Renonciations & Cession, de ne jamais admettre que ladite Dame Princesse sa Fille aînée, & autres Princes ses Filles & leurs Descendans pussent en aucun tems, ni en aucun cas avoir aucun

ANNO
1696.

* Cet endroit est tantif. Il faut sans doute lire les autres Princes de sa Maison quoyque plus éloignés. [D v s.]

ANNO
1696.

Droit de succéder aux fufdits Eftats de la Maifon de Savoye au prejudice des mâles. En outre ladite Dame Princeffe, attendu la Conftitution dotale defdits deux cens mil écus d'Or comme deflus, reconnoiffant d'avoir une Dote fuffifante & telle qu'on a coutume de la donner aux Princeffes de la Maifon de Savoye, demeure entierement contente, & fatisfait dudit Seigneur fon Pere, l'en a quitté & quitte ledit Seigneur Duc de Savoye prefent, & acceptant pour luy & pour les Princes mâles, foit en Ligne directe ou Collaterale de fa Maifon, avec promeffe que fait ladite Dame Princeffe de ne luy en jamais rien demander, ny permettre que par autre luy en foit faite aucune demande, (a) *Paquilienne* Stipulation & l'Acceptation enfuite eftant deüement intervenüs en la prefente écriture, & de plus Elle a fait & fait une Renonciation abdicative & translatif de tous les Droits, Noms, Raifons & Actions qui peuvent ou pourroient à l'avenir luy appartenir & à fes Heritiers, Successeurs & Descendans quoyque non heritiers, comme s'ils pouvoient agir de leur propre chef en cas du decez de ladite Dame Princeffe avant ledit Seigneur fon Pere, & biens paternels, maternels, libres & allodiaux, de quelque nature, qualité & valeur qu'ils foient, fans aucune exception, foit pour caufe de Dot, avantages nuptiaux, Legitime & fupplément d'icelle, & Succession ab intestat, avec toutes Actions, personnelles, réelles, mixtes, hypothécaires, & Remedes poffeffoires. De toutes lesquelles Raifons & Actions ladite Dame Princeffe s'est deffoitie & en a invefti ledit Seigneur Duc de Savoye fon Seigneur & Pere prefent & acceptant, pour en difpofer felon fon bon plaifir: Toutes lefquelles chofes contenues tant dans la narrative & difpofitive des Renonciations cy-deflus, ladite Dame Princeffe en l'affiftance & de l'aurorité dudit Sieur Grand Chancelier fon Curateur, a affuré efre veritables, avec ferment de nouveau presté fur les Saints Evangiles entre mes mains touchez, avec lequel elle a encore promis & promet pour elle & fes fufdits Descendans, de les avoir pour agreables, de les tenir fermes & ftables, & de les observer inviolablement, fans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y foit contrevenu, fous l'obligation de tous fes biens prefens & à venir, avec la Clause de Conftitut, renonçant à cet efre avec ledit ferment réitéré à toutes Loix, Edits, Conftitutions, Couftumes, Statuts & Difpofitions à ce contraires, au benefice de la minorité d'âge, lefon enorme, & enormiffime, refstitution en entier, nullité de Contrat par défaut de folemnité, exception de chofe non dûë & fans Caufe, de dol, de crainte reverentiale ou prefumée abfolution de ferment, declarant de ne s'en vouloir fervir, au cas qu'elle vint à l'obtenir, comme nulle & inefficace, & à toute autre caufe & exception, tant penfées qu'imprevües, dont il fut befoin d'en faire une exprefse & individuelle mention: par le moyen defquelles ladite Dame Princeffe, fes Heritiers, Successeurs, & Descendans püffent contrevenir au prefent Contrat, voulant que ledites Raifons & Exceptions foient tenüs comme si elles estoient icy fpeciallement exprimées, & qu'il y fust expreflement derogé & renoncé, & que ledits fermens demeurent toüjours fermes & irrevocables, qu'ils prévalent à tout autre Acte qui se pourroit faire au contraire, & qu'ils fuppléent à tout défaut d'âge, de folemnité & autres auxquels ledit Seigneur Duc de Savoye de fon autorité abfolüe, a pareillement voulu fuppléer & fupplée, & valide ledites Renonciations en toutes leurs parties. Et comme c'est l'intention de Sa Majesté Tres-Chreftienne que ledites Renonciations aient leur entier efre, & qu'on ne püffe jamais y contrevenir: A cet efre ledit Sieur Comte de Teflé s'est personnellement établi & constitué, lequel en la fufdite qualité de Procureur, & au nom de fadite Majesté, de Monfieur le Dauphin & de Monfieur le Duc de Bourgogne, a promis & promet pour eux, leurs Heritiers, & Successeurs à la Couronne d'observer & faire inviolablement observer ledites Renonciations, comme un Article effentiel du prefent Contrat de Mariage, de ladite Paix & de n'y jamais contrevenir ni permettre qu'il y foit contrevenu en aucune maniere, de les faire ratifier, de point en point par fadite Majesté, Monfieur le Dauphin & Monfieur le Duc de Bourgogne, & de les faire entheriner au Parlement de Paris, felon la forme acoustumée, avec toutes les

ANNO
1696.

Claufes neceffaires, & enregiftré au Conseil d'Eftat de Sa Majesté & par tout ailleurs où befoin fera, fans aucune reftriction ny modification, ainfi qu'elles devront auffi efre entherinées & approuvées au Senat de Piémont. Et tout ce que deflus ledit Sieur Comte de Teflé en la fufdite qualité, a promis & promet avec ferment de garder, exécuter & observer fous l'obligation des biens prefens & à venir de fadite Majesté, de Monfieur le Dauphin, de Monfieur le Duc de Bourgogne & de la Couronne, avec la Clause de Conftitut. Le tout ainfi accordé & convenu dans ledit Traité de Paix, encore qu'il n'y foit pas fpecifiquement déclaré, & principalement à l'égard des Descendans de ladite Dame Princeffe.

VII. Sa Majesté donnera & assignera à ladite Dame Princeffe Marie Adelaide de Savoye pour la depense de fa Chambre & entretènement de fon état & de fa Maifon, fomme convenable telle qu'appartient à une Princeffe d'un fi haut rang, la luy assignant en la forme & maniere qu'on a accoustumé en France, & donnera Assignation pour tel entretènement.

VIII. Ledit Tres-Haut & Tres-Puiffant Prince Duc de Savoye fera amener ladite Dame Princeffe à les frais & dépens jufqu'au Pont de Bonvoifin avec la Dignité & appareil qu'il appartient à fi grande Princeffe, & elle fera receüe de mefme de la part de Sa Majesté.

IX. Qu'en cas que le Mariage fe diffolve entre Mondit Seigneur le Duc de Bourgogne & ladite Dame Princeffe, & qu'elle le fufvive, en ce cas il fera à la liberté de ladite Dame Princeffe ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Savoye fans aucun empêchement, ou d'aller en tel autre endroit qu'elle choifira plus convenable hors de France toutes fois & quantes que bon luy femblera avec tous fes Biens, Dot, Fardel & Douaire, Bagues & Joyaux & Veltemens, Vaiffelle d'argent & tous autres Meubles & chofes quelleconques avec fes Officiers & Serviteurs de fa Maifon, fans que pour quelque caufe que ce foit on luy püffe donner aucun empêchement, ny arrefter fon départ directement ou indirectement, empêcher la joiiffance & recouvrement de feld. Dot, Fardel & Douaire ny autres Assignations qu'on luy auroit donné ou deub donner, & pour cet efre Sa Majesté, Monfieur le Dauphin & Monfieur le Duc de Bourgogne donneront audit Tres-Haut & Tres-Puiffant Prince le Duc de Savoye pour ladite Dame Princeffe tellis Lettres de fureté, qui feront neceffaires, fignées de leur propre main, & fcellées de leur Sceau, & dès apresent comme dès lors Sa Majesté les affûte & promet pour foy & pour fes Successeurs Roys en foy & parole de Roy.

X. Ce Traité & Contrat de Mariage a efre fait avec deffein de fupplier noftre Saint Pere le Pape qu'il ait agreable de l'approuver & luy donner fa benediction Apoftolique comme auffi, d'en approuver les Articles & Capitulations qui en ont efre faites de part & d'autre, & ledit Sieur Comte de Teflé en ladite qualité de Procureur a promis & promet au nom de Sa Majesté, de Monfieur le Dauphin & de Monfieur le Duc de Bourgogne qu'ils approuveront & raifureront de point en point le prefent Contrat, & qu'à cet efre ils en fourniront leurs Ratifications en bonnes & deües formes dans un mois à compter du jour & date dudit Contrat, avec Promeffe de le faire entheriner au Parlement de Paris & enregiftré au Conseil d'Eftat de Sa Majesté fans reftriction ny modification, ainfi qu'il devra efre auffi approuvé & entheriné au Senat de Piedmont: Promettants & s'obligeants refpectivement fadite Majesté, Monfieur le Dauphin & Monfieur le Duc de Bourgogne fur leur foy & parole, tant pour eux que pour leurs Heritiers & Successeurs & ledit Sieur Comte de Teflé à leur nom en vertu des Pouvoirs cy-deflus, & ledit Seigneur Duc de Savoye auffi fur fa foy & parole, celle de Madame la Ducheffe de Savoye fon Epoufe & de la Dame Princeffe Marie Adelaide leur Fille ainée, & pour leurs Heritiers & Successeurs, de garder, accomplir & observer inviolablement les fufdits Articles & Conventions, fans jamais y pouvoir contrevenir directement ny indirectement, car ainfi l'ont promis & ftipulé. Desquelles Conventions j'ay fait deux Originaux dont l'un a efre remis entre les mains dudit Sieur Comte de Teflé, & l'autre efre demeuré entre les miennes comme Miniſtre & Premier Secretaire d'Eftat dudit Seigneur Duc de Savoye & Notaire de la Couronne.

ANNO 1696. Fait & signé à Turin ledit jour 15. de Septembre 1696.

M. ADELAIDE de Savoye.
V. AMEDE'.
ANNE.
M. J. BAPTISTE RENE' DE FROULAY-TESE'.
EM. FIO. AMO. Di Savoia.
MARIA CATTA. d'Este Savoia.
BELLEGARDE.
ALESS. ANO. Di Hercefario Tefo.
MICHEL ANTOINE Vibo Archevesque de Turin
Témoin.
D. CARLOS ISIST. d'Este, Testimo.
Le M. De PIANESSE, Témoin.

De St. THOMAS.

Ratification du Roi Tres-Chretien.

Louis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Ayant veü & examiné le Traité ou Contrat de Mariage de notre très-Cher & bien Amé Petit-fils le Duc de Bourgogne avec nostre très-Chere & très-Amée Niece la Princesse de Savoye, Fille aînée de notre très-Cher, & très-Amé Frere le Duc de Savoye qui a esté fait & conclu à Turin le 15. de ce mois par nostre Cher & bien Amé le Comte de Tessé, Chevalier de nos Ordres, nostre Lieutenant General en nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de nostre Ville d'Ypres, nostre Lieutenant General au Gouvernement de nos Provinces du Mayne, & du Perche, & Commandant pour Nous dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, tant en nostre nom qu'en celui de nostre très-Cher, & très-Amé Fils unique le Dauphin de France, de celui de nostre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne son Fils aîné, muni de pleins Pouvoirs que nous luy en avions donné à cet effet d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus. Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes signées de nostre main, Acceptons, approuvons, ratifions & confirmons pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy. Promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans aller ny souffrir qu'il soit allé directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. Voulons en consequence que ledit Traité ou Contrat de Mariage soit enregistré en nostre Cour de Parlement de Paris, & par tout où besoin sera. En témoing de quoy Nous avons signé ces Presentes, & à icelles fait apposer nostre Scel secret. Donné à Versailles le 25. jour de Septembre 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roi

COLBERT.

Et scelle.

Ratification de Monseigneur le Dauphin du Contrat de Mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne.

Louis, Dauphin de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: Salut. Ayant vu &

ANNO 1696. examiné le Traité ou Contrat de Mariage de notre tres-Cher, & tres-Amé Fils aîné le Duc de Bourgogne, avec nostre tres-Chere & tres-Amée Cousine la Princesse de Savoye Fille aînée de notre tres-Cher, & tres-Amé Frere le Duc de Savoye, qui a esté fait & conclu à Turin le quinzième de ce mois, par notre Cher & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy notre tres-Cher & tres-Honoré Seigneur & Pere, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, Colonel General des Dragons de France, muni à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient nécessaires, tant du Roy nostre dit Seigneur & Pere, que de nous & de notre dit Fils le Duc de Bourgogne, d'une part, & par nostre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité &c.

Nous, ayant agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Presentes, signées de nostre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, pour en estre la Celebration faite dans le temps & ainsi qu'il est porté par iceluy, promettant, en foy & parole de Prince, de l'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause & occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons fait mettre à ces Presentes nostre Scel ordinaire. Fait à Versailles le vingt-cinquième jour de Septembre. 1696.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Et scelle.

Ratification de Monseigneur le Duc de Bourgogne de son Contrat de Mariage.

Louis de France, Duc de Bourgogne. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. Salut. Ayant vu & examiné le Traité ou Contrat de Mariage, avec nostre tres-Chere & tres-amée Cousine la Princesse de Savoye, Fille aînée de notre tres-Cher & tres-amé Frere le Duc de Savoye, qui a esté fait & conclu à Turin le quinze de ce mois, par notre Cher, & bien-amé le Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roy notre tres-Cher, & tres-Honoré Seigneur & Ayeul, son Lieutenant General en ses Armées, & au Gouvernement de ses Provinces du Mayne & du Perche, Gouverneur de la Ville d'Ypres, son Commandant dans les Pays & Places de la Frontiere de Piedmont, & Colonel des Dragons de France, muni à cet effet des Pleins-pouvoirs qui luy estoient nécessaires, tant du Roy nostre dit Seigneur & Ayeul, que de notre tres-Cher, & tres-Honoré Pere le Dauphin de France, & de Nous, d'une part, & par notre dit Frere le Duc de Savoye d'autre, dont la teneur s'ensuit.

Au nom de la Tres-Sainte Trinité, &c.

Nous, ayans agreable le susdit Traité ou Contrat de Mariage en tous les Points & Articles qui y sont contenus: Avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes, signées de nostre main, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, pour estre executé selon la forme & teneur: Promettant, en foy & parole de Prince d'accomplir & observer sincerement & de bonne foy, sans aller directement ny indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion

ANNO 1696. cation que puisse estre, en témoin dequoy Nous avons fait mettre à celsdites Presentes nôtre Scel ordinaire. Donné à Versailles le vingt cinquième jour de Septembre mil six cens quatre vingt-seize.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par Monseigneur le Duc de Bourgogne.

COLBERT,

Et scellé.

CXCII.

7. Oct. (1) *Traité entre Sa Majesté Imperiale LEOPOLD, & Sa Majesté Catholique CHARLES II. d'une part, & S. A. R. VICTOR AMÉ II. Duc de Savoie d'autre part, pour une suspension d'Armes en Italie, entre Leursdites Majestés & la Couronne de France. A Vigevano le 7. Octobre 1696. Avec l'ARTICLE SEPARÉ, & les Ratifications de toutes les Parties. [sur l'Imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD Imprimeur Ordinaire du Roi, avec Permission & Privilège. Ann. 1697. in 4.]*

Louis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes veront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité fait à Vigevano le septième du present mois, entre le Comte de Mansfeld au nom de l'Empereur, le Marquis de Leganez au nom du Roy Catholique, d'une part, & le Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat, au nom de nostre Frere le Duc de Savoie, d'autre, en vertu des Pleins-pouvoirs qui leur ont esté donnez pour cet effet: & le Maréchal de Catinat, General de nos Armées, Gouverneur & nostre Lieutenant General en nostre Duché de Luxembourg & Comté de Chin; & du Comte de Teslé, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant General de nos Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur de nostre Ville d'Ypres, Lieutenant General dans nos Provinces du Maine & du Perche, Commandant pour nostre service dans nos Pays & Places de la Frontiere de Picmont, en vertu du plein-pouvoir que Nous leur avons donné le dix-septième du mois d'Aoust dernier, ayant promis en nostre nom de fournir nos Lettres de Ratification en bonne forme du Traité susdit, dont la teneur s'enluit.

SA Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique, ayant daigné écouter avec bonté les instances & les representations réitérées de son Altesse Royale Monsieur le Duc de Savoie & compatissans aux malheurs que son Pays a souffert durant cette Guerre, se sont enfin disposés à agréer & approuver que son Excellence Monsieur le Comte de Mansfeld Prince de Fondi, & son Excellence Monsieur le Marquis de Leganez, munis d'un plein-Pouvoir & suffisant de leurs Majestés Imperiale & Catholique, qui seront cy-bas inserez d'une part, & M. le Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secrétaire d'Etat de S. A. R. muni d'un ample Pouvoir de sadite A. R. qui sera aussi cy-bas inséré, d'autre, ayant pour l'effectuation de ce que dessus, convenu comme il suit.

I. Comme le principal objet est le soulagement de son Altesse Royale, & le repos qui en revient à ses Voisins, ces Messieurs se sont reciproquement obligez à S. A. R. & Elle à la Maison d'Autriche d'une part,

& au Roy Tres-Christien de l'autre, qu'il y aura dorénavant une suspension d'Armes jusqu'à la Paix Generale, toute hostilité cessant reciproquement du jour d'aujourd'huy & par consequent on levera au plus-tard après demain le siege de Valence.

II. Et afin que la tranquillité de ce Pays ne soit point troublée par le séjour reciproque des deux Armées, les Parties ont reciproquement promis à S. A. R. que leurs Armées & Troupes tant propres, qu'Auxiliaires, à la reserve pourtant de celles qui sont à la solde du Roy Catholique dans l'Etat de Milan, sortiront en même temps à proportion de leur nombre, pour se retirer respectivement dans leurs Pais, au moyen de quoi l'accomplissement des offres faites à S. A. R. étant assuré pour ce chef, il est juste que la France y satisfasse entierement de son côté pour la seureté commune & le repos public, sans se conserver les moyens de le troubler par l'actuelle possession de la Citadelle de Pignerol & des Châteaux de Montmelian, & de Suze, & que tout ce que dessus exprimé, s'exécute de part & d'autre dans le terme le plus court qui sera actuellement praticable. Et pour plus grande seureté qu'aucune des Parties ne contrevienne à cette Convention, & à la suspension d'armes établie jusqu'à la Paix Generale, S. A. R. du consentement des deux Parties s'oblige à s'y opposer & même à prendre les Armes contre celle qui manquera en tout ou en partie au present Traité, avec un engagement irrevocable jusqu'à la conclusion de la Paix Generale.

III. La Marche des Troupes Imperiales estant d'une grande dépense à S. M. I. & ne pouvant assigner les Quartiers d'Hyver ausdites Troupes en Allemagne, sans une trop grande incommodité, ne les tenant pas en Italie, on a conclu que les Princes d'Italie, sçavoir M. le Grand Duc de Florence, M. le Duc de Mantouë M. le Duc de Parme, M. le Duc de Modene & autres inferieurs, & la Republique de Genes devront payer conformément au repartiment fait de la somme de trois cens milles Pistoles, cent mille presentement, & deux cens mille aux termes qui seront assignez. Moyennant les dñs précautions S. M. T. C. s'oblige de ne s'ingérer directement ni indirectement en leur faveur, pour les exempter dudit payement, au contraire Elle promet de ne faire aucune opposition directement ou indirectement, aux diligences qu'ils se feront pour obliger ceux qui pourroient refuser de payer leur quote, & afin que pour cela la Marche des Troupes Imperiales, & Auxiliaires ne soit point retardée S. A. R. & M. le Marquis de Leganez, demeurent obligez de poursuivre l'effet dudit payement effectif en toute maniere jusqu'à ce qu'il ait esté executé.

IV. Attendu la saison avancée & la distance des Puissances interessees, & attendu que pour la seureté du ponctuel accomplissement de ce que dessus, on a convenu de donner, comme chacune des Parties donnera reciproquement deux Ostages entre les mains de S. A. R. laquelle s'oblige de ne les pas remettre avant ledit Accomplissement comme elle devra faire après. On commencera d'exécuter le tout le plutôt qu'il sera praticable, à tout quoy la Maison d'Autriche, sans que par cecy on puisse jamais entendre ni présumer qu'elle se soit séparée en aucune maniere de ses Alliez, les susdits Messieurs promettent de rapporter la Ratification, sçavoir son Excellence Monsieur le Prince Comte de Mansfeld, celle de S. M. I. dans un mois. Son Excellence M. le Marquis de Leganez, celle de S. M. C. dans deux mois, & M. le Marquis de Saint Thomas, celle de son A. R. dans deux jours. Donné à Vigevano le septième Octobre 1696.

(L.S.) H. F. P. F. C. D. MANSFELD.

(L.S.) LE MARQUIS DE LEGANEZ.

(L.S.) DE SAINT THOMAS.

Nous ayant agréable le Traité susdit, & l'Article ajoûté depuis à la suite, avons iceluy accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Presentes signées de nostre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons. Promettant en toy & parole de Roy de l'observer, & exécuter ponctuellement en tout ce qui nous regarde, sans y contrevénir ni souffrir qu'il y soit contrevenu. En témoin de quoy Nous avons fait apposer à celsdites Presentes nôtre Scel secret. Donné à Fontainebleau le vingt deuxième jour d'Octobre, l'an de

gra-

(1) La Copie de ce Traité qui se trouve dans les *Actes & Mémoires de la Paix de Rymisch*, Tom. I. pag. 213. & dans la premiere Edition de ce *Grand Recueil* de Hollande Tome IV. pag. 653; est entierement defectueuse & fautive. Le Preambule, l'Article séparé, & les Ratifications y manquent. [D. W. M.]

ANNO 1696. grace mil fix cens quatre-vingt seize, & de nôtre Regne le cinquante, quatrième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Ratification de l'Empereur à Vienne le 29. d'Octobre 1696.

Nous Leopold par la grace de Dieu, élu Empereur des Romains, toujours Auguste & Roy d'Allemagne d'Hongrie, Bohême, Dalmatie, Croatie & Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Styrie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg & de la Silésie supérieure & inférieure, Wurtemberg, & Tecke, Prince de la Suabe, Comte d'Halpurg, Tirol, Ferrete, Kiburg & Goritie, Landgrave d'Alsace, Marquis du Sacré Empire Romain, Burgovie & de la Lusace supérieure & inférieure, Seigneur de la Marche Slavonique, du Port-Naon & des Salines: Voulons faire sçavoir à tous ceux qu'il appartiendra, ou qu'il pourra en quelque maniere appartenir, qu'ayant esté fait & conclu à Vienne le 7. d'Octobre 1696. un Traité, entre les Illustres Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi, le Marquis de Leganez Gouverneur de l'Etat de Milan, & le Marquis de Saint Thomas, comme Plenipotentiaires à ce établis respectivement à nostre nom & à celui du Serenissime, & Tres-Puissant Roy Catholique d'Espagne, & du Serenissime Duc de Savoie pour une suspension d'Armes en Italie, & la retraite reciproque des Troupes Alliées & Etrangères en leur Pays, de la teneur suivante.

Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Catholique ayant daigné, &c.

Nous avons ledit Traité approuvé, confirmé, & ratifié en tous ses Points, ainsi que par ces Presentes Nous l'approuvons, confirmons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, d'observer & d'accomplir fermement & religieusement tout ce qui est contenu dans ledit Traité, & de ne permettre, autant qu'il dépendra de Nous, qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. En foy de quoy Nous avons signé ce Diplome, & à celui fait apposer nostre Sceau Imperial. Donné dans nostre Ville de Vienne le 29. du mois d'Octobre 1696. de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

LEOPOLD.

(L.S.) V. SEBASTIEN WNIBALDE
Comte de ZEGH. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. LUDZO DOLBERG, de ma propre main;

Article séparé avec la Ratification de l'Empereur.

Nous Leopold par la grace de Dieu élu Empereur des Romains toujours Auguste, & Roy d'Allemagne, d'Hongrie, de Bohême, Dalmatie, Croatie, Slavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Stirie, Carinthie, Carniole, & Wurtemberg, Comte du Tirol &c. Faisons sçavoir, qu'ayant esté convenu entre le Serenissime Duc de Savoie, & l'illustre Henry François Comte de Mansfeld, Prince de Fondi d'un Article séparé touchant les Fiefs Imperiaux, de la teneur suivante. Que cette suspension d'Armes & Neutralité jusqu'à la Paix Generale, s'étendra à toute l'Italie dans laquelle on n'innovera rien, ni par voye des Armes, ni par quelconque alteration de la legitime possession dont jouissent aujourd'hui les Feudataires Imperiaux, & ce, ni presentement ni à l'avenir, sans le préalable consentement de S. M. I. fermes, restant néanmoins

pour toujours les Concessions faites par S. M. I. à S. A. R. le 8. Fevrier 1690. Nous avons ledit Article approuvé & ratifié, ainsi que par ces Presentes Nous l'approuvons & ratifions, promettant en parole d'Empereur, de observer sincerement tout ce qui est contenu dans ledit Article séparé, & de ne pas permettre qu'il y soit contrevenu par qui que ce soit. Donné dans nostre Ville de Vienne le 31. Octobre 1696, de nos Regnes de l'Empire le 39. d'Hongrie le 42. & de Bohême le 41.

ANNO 1696.

LEOPOLD.

V. SEBASTIEN WNIBALDE.
Comte de ZEGH. &c.

Par le propre ordre de S. M. I. LUDZO DOLBERG, de ma propre main.

CXCIII.

Vergleich zwischen König Augusto in 1697. Pohlen und Churfürsten zu Sachsen an einem / dann Churfürst Fridrich den Dritten zu Brandenburg anderen Theils / wegen der Nembter Lauenburg / Seewenberg und Gersdorff / wie auch der Erbvogten in und außerhalb der Stadt Quedlinburg ausgerichtet; Wodurch obbenannte Nembter und die Erb-Vogten dem Churfürsten / mit dem / zuzufolge dem Münster- und Osnabrückischen Instrumento Pacis, von Ihro Käniserlichen Majestät zu einem Äquivalent, vor Dero an die Cron Schweden cedirte Vor-Pomerische Lande / abgetretenen Fürstenthum Halberstadt / eigenthumblich verbleiben / davor entgegen Ihrer Königlichen Majestät in Pohlen / Seine Churfürstliche Durchleucht dreymahl hundert tausend Thaler zu zahlen versprechen. Geschehen Anno 1697. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Absatz III. pag. 248. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 411. & dans *Europäische Staats-Engelen* Part. IV. pag. 447.]

C'est-à-dire,

Traité d'Accommodement entre AUGUSTE Roi de Pologne & Electeur de Saxe, & FREDERIC III. Electeur de Brandebourg, par lequel les Bailliages de Lavenbourg, Sevenbergue, & Gersdorff, comme aussi l'Avocatie Hereditaire dedans & dehors la Ville de Quedlinbourg sont cedez par Sa Majesté audit Electeur, en vertu de l'Instrument de Paix d'Osnabrug, & comme lui ayant été assignés avec la Principauté de Halberstadt par Sa Majesté Imperiale, en equivalent de la Partie Pomeranie cedée à la Couronne de Suede. En échange de quoi néanmoins l'Electeur promet au Roi de lui payer une Somme de 300000. Dalers. Fait l'an 1697.

3 Wissen: Demnach zwischen beyden Churfürstlichen Häusern Sachsen und Brandenburg / nach erfolgten Münster- und Osnabrückischen Friedens-Schluss / wegen der Nembter Lauenburg / Seewenberg und Gersdorff / mit aller ihrer Zugehör / wie auch der

ANNO
1697.

der Erb-Boigey mit allen ihren Rechten und Gerichten in und ausserhalb der Stadt Quedlinburg /*re. sich einige* Differenten und Irrungen hervorgehen / woraus besorg-
lich allerhand Weitläufigkeiten und Mißverständnisse
erwachsen könnten. Als haben der Durchleuchtigste Groß-
mächtigste Fürst und Herr / Herr Friedrich Augustus
König in Pohlen und Churfürst zu Sachsen / wie auch
der Durchlauchtigste Großmächtigste Fürst und Herr /
Herr Friedrich der Dritte / Marggraf zu Brandenburg/
des Heiligen Römischen Reichs Erb-Cammerer und Chur-
fürst *re.* Zu Verhütung der beyderseits gegen einan-
der herköchlich tragenden aufrechten und sonderbahren Ästim.
Affection und Freundschaft sich dieserhalb / nach zuvor
gepflogenen reiffen Rath / wissenschaftlich und wohlbedachtig /
wie folget / zu Grund aus Freund-Vetterlich verglichen
und vertragen. Nehmlich / es sollen obbenannte Kamp-
ter / Erb-Boigey / und Güter samt allen andern dazü
gehörigen Rechten und Gerechtigkeiten an in-und ausser-
halb der Stadt und Stiffts Quedlinburg / vermöge des
alten Judicati / bey dem Seiner Churfürstlichen Durchl.
zu Brandenburg / durch obgedachtes Instrumentum Pacis
von der Römischen Käyserlichen Majestät und dem Reich
zu einem Equivalent / vorhero an die Cron Schweden
abgetretene vor-Vommereiche Lande cedirten Fürstenthum
Halberstadt / zu ewigen Zeiten Erb-und Eigenthümlich
verbleiben / ferner cediren auch höchstgedachte Ihre König-
liche Majestät in Polen und Churfürstliche Durchleucht
dasjenige Recht / welches sie oderhero Gonseelige Herrn
Vorfabrer durch einer zeitlichen Abtissin Investitur oder
sonst an-in-und ausser gedachter Stadt und Stifft Qued-
linburg ehemahls acquirirt und gehabt / besitzen und ge-
nußet / oder haben / besitzen und genießen können / sollen
oder mögen / es habe Nahmen wie es wolle / nicht das
geringste davon ausgeschlossen / samt der von Alters her
zum Fürstenthum Halberstadt oder der davon releviren-
den Grafschaft Hohenstein gehörigen Erb-Boigey / wie
auch dem Schultheissen-Amt in der Stadt Nordhausen /
und allen dazü gehörigen Rechten und Gerechtigkeiten /
gleichgestalt nichts davon ausgenommen / höchstgedachter
Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg
Erb-und Eigenthümlich. Hingegen versprechen icht höchst-
gedachte Ihr. Churfürstliche Durchleucht zu Branden-
burg Seiner Königlich Majestät in Polen und Chur-
fürstlichen Durchleucht zu Sachsen alsobald bey erfolgen-
der wirklichen Tradition und Übergab / auch beschene
respective Erlaß-und Anweisung der Revidenten und Un-
terthanen baar und in einer ungetrennten Summa in
dero Churfürstlichen Cammer zu beghalen dreymahl hundert
tausend Thaler / an gang-und giebigem ein drittel

Vidim. Daß diese Copey nach fleißigen Collationiren mit dem Original gleichlantend sey / wird hiermit
attestiret.

(L.S.)

Churfürstl. Brandenburgische Geheimne Cammer-Cantley.

Nota: Dieses Documentum ist in der Europäischen Staats-Cantley Part. IV. p. 447. also befindlich.

CXCIV.

II. Janv. Associations-Recess zwischen denen Chur-
Rhein-Fränk-Bayer-Schwab-Ober-
Rhein-und Westphälischen Eblichen
Sechs Reichs-Erceisen / nicht nur zu
Kriegs-Zeiten wider alle feindliche In-
vasiones, sondern auch damit tempore
Pacis contra quosvis Turbatores &
Contraventoires ein Miles perpetuus zu
Behuf Securitatis publicæ unterhalten
werden möge. Geschehen Frankfurt
am Main den II. Januar. 1697. [*Thea-
trum Europæum*, Tom. XV. pag. 226.]

C'est-à-dire,

Recès d'Association conclus entre les six Cercles de
l'Empire, ELECTORAL DU RHYN, de
TOM. VII. PART. II.

FRANCONIE, de BAVIERE, de SUABE,
du HAUT-RHYN, & de WESTPHALIE,
pour un Armement perpetuel destiné en tems de
Guerre à la Defense de l'Empire, & particuliere-
ment des six Cercles contre toute Invasion ennemie,
& en tems de Paix au maintien de la Tranquillité
publique contre tous ceux qui la voudroient trou-
bler. A Francfort le II. Janvier 1697.

3u wissen *re.* Demnach der Hochwürdigste Fürst
und Herr / Herr Lotharius Franz / des Heiligen
Stuhls zu Mainz Erzbischoff / des Heiligen
Römischen Reichs durch Germanien Erb-Cant-
ler und Chur-Fürst / Bischoff zu Bamberg *re. re.* Theils
auf eigener reiffer Erwegung / demnach der dem lieben
teutschen Vaterlande höchst-gesellig aufeinander Con-
junctionen / indem die Feindliche Cron Frankreich durch
den in Italien erhaltenen Particular-Frieden / zu Ver-
stärkung ihrer Mannschafft in des Reichs-Landen / einen
sehr grossen Vortheil erworben / Theils auch aus dem
von verschiedenen Erceisen und Ständen / in seine Chur-
fürstliche Gnaden geschehen absonderem Vertrauen / für
eine

ANNO
1697.

ANNO
1697.

eine dem Publico höchst-nützliche Sache zu seyn erachtet hat / von tragenden Reichs-Erz-Cancellarien wegen / deren dem Rhein nechst angelegenen und der Feindlichen Gefahr vor andern exponirten Chur-Rhein-Präelector-Commissar-Ober-Rhein- und Westfälischen löblichen sechs Reichs-Erzsen Directoria und aufschreibende Herren Chur- und Fürsten / vermittelst eines nach Innhalt der Beilage sub lit. A. unterm 2. Novembris nechst vorigen Jahres abgegangenen Invitations-Schreibens / in hiesige des Heiligen Reichs Stadt Frankfurt auff dem 5. des darauff gefolgten Monats Decembr. St. Nov. zu veranlassen / um sich einer muetuellen Defension und Assistance in wahren Patriotisch- und einmüthigen Wohlvernehmen mit einander zu vereinigen und näher zu verbinden / darauff auch zu solchem Ende dersenelben abgeschickte Räte und Gesandtmächtige Gesandte zürst erscheinen / und nach vorhergegangener gnußamer Legitimation ihrer Personnen / die vom Chur-Mainischen Directorio nach laut des abschriftlichen Beschlusses sub Lit. B. am 12ten Decembr. eröffnete Proposition angehört / und so fort die Consultationes über die dem obgedachten Invitations-Schreiben begelegte Proponenda sub Lit. C. in Gottes Namen angetreten; als ist endlich / auff dero gnädigsten Herrn Principalen so wohl als der gesamten übrigen dieser sechs löblichen Erzsen Churfürsten und Ständen verhoffende Ratification und Mitgenehmhaltung / verabredet und verglichen worden / wie hernach folget / und zwar:

Erstlichen / hat man vor allem aus einem rühmlichen Eifer / zu Beförderung der gemeinen Wohlthat von allem Ceremonial abstrahirt / auch expresse bedungen / daß alles sonst ohne Prejudiz eines jeden Herrn Principalen und Erzseis competirenden Prærogativen / Rechten und Gerechtsamen / massen sich deswegen ad Protocolum allerseits verwahrt worden / seyn und verbleiben solle. So dann

Zweitens / auff die in proponendo primo & secundo vorgestellte Quæstionem: An? Willen zumahlen der Punctus securitatis publicæ bisz anhero auch keinen zuverläßigen Fuß gefestet werden / die in diesen versammelten sechs löblichen Erzsen / in subsidium der allgemeinen Reichs-Versammlung pro communi & mutua Defensione in Vorschlag gebrachte / gewisse und sichere Associationem Armorum affirmative unehelichlich resolviret und ferner bekräft / daß diese Alliance und Association dahin gemeynet seyn und abziehen solle / auff daß nicht allein diesem noch stürwährenden Krieg über / das Reich und besonders wohlgenelbte sechs Erzse / gegen alle feindliche Invasiones mit zusammen gesetzten Kräften beschützt / mit hin solcher beschwerlicher Krieg rechtschaffen ausgeführt / sondern auch tempore Pacis contra quosvis Turbatores & Contraventores ein Miles perpetuus / zu Garantieung des künftiz anstehenden Friedens in dem Reich / und sonderlich diesen sechs Erzsen / daraus formirt und solch Vorhaben aus allerhand triftigen Considerationibus / annoch durante hoc Bello je eher je besser / in allen seinen Puncten verglichen und festgesetzt werden möge: und man dahero von Seiten derer sechs Erzsen bey denen künftigen Friedens-Tractaten / dieser Armatur und Reichs-Guarantie halten sichere Præcautiones nehmen / und sich möglichst dahin bewerben und bemühen solle / daß dero in dem künftigen Instrumento Pacis vermittelst eines sonderbaren Paragraphi gedacht werde / damit solche nach derer Erzsen belieben steigende oder abnehmende Armatur von niemanden mißdeutet / geoffert oder in einen Disput gezogen werden möge. Gleichwie man sich nun auch

Drittens / über das proponendum tertium und die darinnen vorkommende Frage: Quomodo? dahin vereinigt hat / daß (1.) alles nach dem Fuß der Executions-Ordnung und andern löblichen Reichs-Constitutionen / in so weit sich dieselbe juxta modernum Imperii & Belli Statum appliciren lassen / reguliret / und dann (2.) wegen des Quantit bey der igtigen Gefahr / und so lang der gegenwärtige Krieg noch dauern wird / nicht derer Erzsen Matricular Fuß / sondern die auff dem annoch währenden Reichs-Tag zu Regensburg in Anno 1681. den 20. Augusti / durch ein förmliches Reichs-Gutachten / und die darauff den 8. Octobris besagten Jahres erfolgte Kayserliche Resolution zu einem Reichs-Schluss / mit denen darinnen exprimirten Reservationen gebührende Repartition / dergestalt beyzubehalten sey / daß das vermittelst dieser Repartition einem jeden derer sechs Erzsen zukommende Simplum anstoß / und so lang der Krieg noch dauern wird / besag der Beilage sub Lit. D. tripliret / und mithin von denen sechs Erzsen 60000.

Mann / zu zweyen drutheilen Infanterie und einem drutheil Cavallerie gerechnet / zu Friedenszeiten aber weignigens vierzig tausend Mann (jedoch nicht nach obiger Regensburger Repartition / sondern derer Erzsen eigentlichem Matricular-Fuß / worüber man sich alsdann durch eine besondere Zusammenkunft zu vergleichen / gestattet und unterhalten werden sollen. Also ist auch / so viel

ANNO
1697.

Viertens / das Commando über die Troupes, welche die sechs Erzse auff solche Weis zusammen bringen werden / betriefft / belibet worden / daß wegen desselben / man nemlich die Troupes in denen Erzsen sehen / oder wann sie ad locum Operationis zusammen geführt / und in ein Corpus formiret / ein Unterschied zu machen sey? dan gleichwie ersten Falls einem jeden Erzse über sein Contingent / nach Innhalt der Executions-Ordnung das Commando zu exerciren / ohnbenommen bleibt: Also solle hingegen andern Falls wegen des Ober-Commando, indem es hithero die Experiens / zu großem Schaden des Publici / mehr als zu viel bezeugt hat / was vor Hinderung und Nachtheil denen Kriegs-Operationen durch dessen Theilung zugezogen worden / dem in dem von beyden löblichen Erzsen / Franken und Schwaben / mit einander errichteten Associations-Recess enthaltenen modo gefolgt / die Ober-Direction sub auspiciis Caesaris geführt / und mithin das Ober-Commando und darvon dependirende Convocation / auch militärische Disposition derer Troupes, hoc tempore Belli demjenigen / welcher Namens Ihrer Kayserlichen Majestät bey der im Reich militirenden Armée, das Commando in Capite haben wird / und anstoß des Herrn Marggrafens Ludwig Wilhelm zu Baden / und Kayserlichen General-Lieutenants Hiedl-Fürstliche Durchleucht seynd / unter gewisser mit deroelben zu vergleichen habender Capitalulation, jedoch daß dadurch inmittelst die wirkliche ohnverweilte Zusammenstellung derer Troupes nicht zu hindern / aufgetragen und überlassen werden / mit dem ferneren Vorbehalt / man igtgedachte Ihre Hochfürstliche Durchleucht durch ohnverhofften menschlichen oder andern Zufall / noch vor Endigung dieses Kriegs von dem Ober-Commando abkommen wurden / alsdann man sich wegen dessen Wiederbestellung auch Seiten derer sechs Erzsen eines weitern vergleichen wolle. Indem nun nach regulärem Commando nicht minder dem Publico, und absonderlich diesen associirten sechs Erzsen daran gelegen ist / daß auch die Proviantur, Kriegs-Disciplin, mutuelle Hülffleistung / Regulierung der Marches und dergleichen / recht eingerichtet werde; So hat man sich deroentselben

Fünftens / dahin miteinander verglichen; weilen / wie obgedacht / diese gesamte Association auf den Fuß der Executions-Ordnung und übrigen Reichs-Constitutionen gegündet worden / Kraft welcher die Hülffleistung ohnentschuldig und auff des succurrirenden Erzseis allseitige Kosten geschehen solle) daß dannhero ein jeder Erzse sein Contingent an Mannschafft und Pferden / so lang solches den Sommer durch im Felde steht / aus seinen eigenen Mitteln mit dem Ordonnanz-mässigen Wod und Haber / so den dem gehörigen Geld und Monats-Geld / daranz der Soldat sich die übrige Nothdurfft anzuwaschen / versehen / und durch sein eigen Commissariat verpflegen und reichen lassen solle / damit nicht / in Entsehung dessen / dem Soldaten Unfalsch und Unsch gegeben werde / aus Mangel der nöthigen Provision und Solts / die Unterthanen und landes-Ingessene / in dieß-oder jenem Erzse zu belästigen / und unter dem Vorwand der Fouragierung allerhand Excesse zu verüben. Wie dan

Sechstens / zu mehrer Erläuterung / das land-verderbliche Fouragiren auff die Früchte im Felde / denen Dörfern / Städten und Flecken / nebens dem Cantoniren und Refraichiren gänzlich verboten seyn / das Fouragiren aber auff Grass / nicht anders als mit guter Ordnung / nach der Höhen commandirenden Generalität Umweisung geschehen solle; und hat dahero ein jeder Erzse sich in Zeiten und insonderheit bey igtiger anstehenden Feindes-Gefahr / ohnverzüglich mit nothdürfftigen Wehl-Habern und Heu-Magazinen / in einem bequemen und der Operation nahe gelegenen Orte zu versehen / als welche richtige Anordnung der fordersten Requisition in rebus bellicis eines ist. Damit aber auch von dannen das Proviant denen Regimenten jederzeit ordentlich zugebracht werden möge; So hat ein jeder Erzse bey seinen Troupes ein wohlbestelltes Proviant-Zubehör zu halten / um den landes-Unterthan mit Anschaffung ein und anderer land-Führen nicht zu beschweren / welche auch auff ein und anderen sich auferrenden veritablen Nothfall nicht

ANNO
1697.

nicht anders / als gegen Prekstrung billig-mässiger Bezahlung zu fordern / auch nicht eigenmächtig von denen Officieren oder Commissariaten zu erpressen / sondern von einem jeden Orts Magistrat oder denen Beamten mairlich zu suchen / und unter derselben machender Repartition anzuschaffen seynd. Dazß aber dem besten Craiß die Sachen desfalls nicht zu schwer fallen / so soll denselben

Siebendens / in demjenigen Craiß / dem die Hülffe zukommet / oder in denen allocirten angränzenden / auff vorhergehende gezeichnete Requisition , ein Magazins-Orth ohnentgeltlich von dem Magistrat angewiesen werden / welches jedoch ohne des Publici weitere Kosten / ohne Praeension der freyen Quartieren / oder Services vor die Commissarien / Proviant- und Magazins-Bediente / oder dazß auch freye Stallung und Futter vor die Pferde und dergleichen gesucht werde / zu versehen ist / inmassen solches alles vor Excess zu achten / die ein jeder / wiewohl er allenfalls etwas hierunter erpressen oder gemessen solte / zu bezahlen hat. Hingegen man einander reciproce versprochen / auff dazß mit denen Magazins desto besser aufzukommen / die Veranstellung zu machen / dazß die Vivres und Fourage , so etwan in der Nachbarschaft / wo die Kriegs-Operationes geschehen / einzukauffen wären / gegen des andern associirten löblichen Craißes angehörigen nicht gezeigert / sondern denen Fremden wie denen Inheimischen in gleichem billig-mässigem Preiß und Aufschlag gegen richtige Zahlung geliefert werden möge / und sollen alle solche in die Magazins nomine publico verordnete Nothdürften / jedoch damit von denen Privatis keine eigennütze unterschleisse mit unterlauffen (zu welchem Ende beglaubte Attestata, welche nach dem sub Lit. E. beygefügten Formular zu mehrer Evidenz einzurichten / zu produciren seynd) von denen Landes-Herrschaften Zoll- und Mauthfrey passiret werden.

Achtens / versteht sich alles dieses / so von der Sommer- und Campagne-Zeit disponiret worden / auch auff den Winter / wann ex ratione Belli etwas von andern Craiß-Troupes in der Position gegen den Feind misse beygehalten werden; wiewohl sonsten / so viel möglich / dahin zu trachten / da ein jeder Craiß seine Troupes nach gemüssiger Campagne / mit guter Ordnung zurück nach seinen Landen ziehen / und den Winter über bey denen daren gehörigen Churfürsten und Ständen hyberniren lassen möge / damit solcher Gestalten die Remont- und Recrutirungen / auch Anschaffung der gehörigen Nothwendigkeiten / auff künftige Campagne desto besser bezorget werden können. Alldieweil nun / bey so bewandten Dingen / ein jeder Craiß das Seinige Reichs-Constitutions-mässig pro Defensione Imperii publica gungsam practiret / So ist auch hingegen billig / dazß denselben weder einige freye Winter-Quartieren vor Fremde oder in solchen Craiß nicht gehörige Troupes, noch sonsten ein anderwärtiger weiterer Kost mit Geld-Præstationen / oder wie es immer Nahmen haben mag / zugemutet / viel weniger de facto aufgebürdet werde / Gestalten man sich dann von Seiten derer sechs Craissen dahin gegen einander verbunden / dazß man / im Fall wider besser verhoffen dergleichen Zumuthungen geschehen solten / mit Rath und That einander reciproce assistiren / und solche Zumuthungen von dem Nothleidenden Craiß abzuwenden / mithin denselben bey seiner Reichs-Libertät zu manutreniren / auff das kräftigste trachten solle und wolle. Und obwohlen.

Neuntens / eines jeden Craißes eigener Convenienz billig anheim gestellt bleibe / wie er seine Troupes an Officieren und Gemeinen mit dem Geld / auch Brod- und Haber-Portionen tractiren wolle; So erkennet man jedoch / dazß es besser wäre / wann die Verpflegungs-Dominanten in eine Conformität eingerichtet werden könnten / und dazß diejenige / so gleiche Dienste thum / auch gleiche Verpflegung zu genessen hätten; Alldieweil aber solches bey gegenwärtiger Enge der Zeit ohnmöglich ins Werk zu richten gewesen / so hat man es auff weiteren Erfolg und zu mehrerer Überlegung disjunct angesetzt. Damit man auch

Zehndens wissen muß / wie die mortuelle Hülffleistung / welches der vornehmste Zweck dieser Allociation ist / einander zu leisten; so gibt zwar darinnen die Executions-Ordnung abermalen Ziel und Maß; dazß nemlich solches Anfangs von denen nächst angränzenden und bey anwachsender grösserer Gefahr von denen ferneren Craissen geschehen solte; zu welchem Ende gewisse nähere Verbindungen hiebvor zwischen denen so genannten correspondirenden Craissen errichtet worden; Al-

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1697.
massen wie die drey Obere / Francken / Bapieren und Schwaben / also auch die drey Untere / Chur-Rhein / Ober-Rhein und Westphalen / in sothaner Correspondenz amnoch stehen / welche dann zunächst einander in Casibus subitis an Hand zu gehen / wo aber / wie bey gegenwärtigen Reichs-Krieg / die Feindliche Operationes gegen das Reich hauptsächlich an einem Orts geschehen / mit gesamter Craiß-Hülffe billig an solchen Craiß / und zwar jedesmalen auff des in Capite commandirenden Generals einlangende Ordre / in tempore zu erscheinen; Inmassen ohne dem der particular-Zufälle und Umständen / und sonderlich des erforderlichen Quanti halben / das meiste auff seßgedachter in Capite commandirenden Generalität verständigten Erweisen und Gutachten / und darüber zwischen allerseitigen Interessenten treffendes Concerto, was etwa ein und anderer Orten von dieses oder jenen Craißes Troupen zu detachiren / endlich ankommet; es wäre dann Sache / dazß ein und anderer Craiß in seinen eigenen Landen von dem Feind angegriffen / oder Sedes Belli verändert würde / auff welchen wathafftigen Nothfall ein solcher Craiß sein eigenes Contingent bey sich zu behalten / oder wann es bereits bey der Haupt-Armee sehet / von dannen zu seiner eigenen Rettung nach Beschaffenheit der Gefahr ganz oder zum Theil zu avociren befügt / auch die übrige Craiß dem Nothleidenden mit ebenmässiger möglichster Assistance an Hand zu gehen / schuldig seyn solten. Damit aber die Hülffe mit desto verlässigeren Effect geschehe / so hat

Eilftens ein jeder Craiß seine Troupes beständig in completen Stande zu erhalten / und mithin die Regimenter und Compagnien zeitlich und richtig zu reorganisiren und zu remontriren / wie dann auch / und damit kein Craiß gegen den andern widrige Gedanken zu fähren oder zu präsumiren Ursach habe / ob wären die Troupen dem betreffenden Quanto nach nicht complet, oder mit der verglichenen Zugehör nicht gungsam versehen / man allerseits beliebet hat / dazß bey würdlicher Zusammenstellung sothaner Craiß-Quantorum, durch machende Veranstellung der in Capite commandirende hohen Generalität / entweder gleich bey Anfang der Campagne, oder so bald es wegen der Feindlichen Contenance geschehen kan / die Musterungen sothaner Craiß-Troupen mit allerseitiger Zuerordnung von dem Kriegs-Commissariat vorgenommen / und die befindende Defectus so gleich und ganz ohngefähr durch denjenigen Craiß / bey welchen ein dergleichen Mangel erfinden würde / Allians-mässig ersetzt werden solten. Wiewohl einem jeden Craiß / so viel die Recrut- und Remontirung anbelanget / abtermals desfalls die Freyheit bleibet / ob er solche durch die Craiß-Stände Contingents-weise beschaffen practiren / oder vermittelst gewisser Tractaten die Completirung denen Officieren / welches die beide Fränk- und Schwäbische Craisse hiebvor mit gutem Succes gethan / überlassen wolle. Dieweil nun auch

Zwölftens zu einer reichthaffigen Gegenwehr hauptsächlich vonnöthen / dazß der Soldat mit gutem tauglichen Gewehr / und das ganze Corpo mit gehöriger Artillerie ausgerüstet sey / so hat ein jeder Craiß / auch darauff seine fleißige Reflexion zu nehmen / und die Anstalt zu machen / dazß der Miliß gutes Gewehr bey welchem die Gleichheit des Calibers so viel möglich zu observiren / gegeben / und auff den gewöhnlichen Regiments-Entfallen zu desto mehrerer Verstärkung des Craiß-Corpo eine proportionirte Feld-Artillerie , ad exemplum des Fränk- und Schwäbischen Craißes (deren jeder a zwölff-sechs- und dreyßigbüchse / zwanzig / und beide zusammen vierzig Stücke zu ihrer Mannschafft weiter beygestellt) angeschafft / auch mit der erforderlichen Munition und zugehörigen Artillerie , Officieren / Feuerwerken / Büchsenmeistern und übrigen Bedienten / nebens Mitführung eines Stankens-Gewages und dergleichen / befindenden Dingen nach / versehen werden möge. Und nachdem

Dreyzehndens / so wohl zu Beförderung der Kriegs-Operationen / wegen Führung der Schiffe und anderen Bedienen-Gewages / Anschaffung der darzu gehörigen Materialien / Schwank-Kosten und dergleichen / als bey gemeinsamen Zusammenkünften wegen abschickender Statisten und Couverts / auch pro re nata nomine communi verordnen Legationen vonnöthen ist / dazß man über dasjenige / so ein jeder Craiß vor sein Contingent der Mannschafft und deren erforderenden Requitien / aus seinen eigenen Mitteln practiret / einen gemeinsamen Fundum habe / woraus dergleichen Kosten / so diese Allociation in corpore concerniren / bestritten werden können; Als hat man die Quæstionem: An? affirmative resol-

Bbb 2

viret /

ANNO
1697.

viret / ratione Quaestionis : Quomodo? aber sich ferner mit einander verabredet / daß unter dem Titel einer allgemeinen Operations-Cassa ein solches zum Stande gebracht / und eine gewisse Summe Geldes dergestalt zusammen geschossen und damit verfahren werden solle / wie es bisß anhero bey denen löblichen Craissen Francken und Schwaben dergestalt gehalten worden : zu welchem Ende dan einem jeden Craiß in particulier zu seinem eigenen gutbefinden überlassen wird / ob er Römer-Mats-waß / oder in numero rotundo zu rechnen / vor dieselbmahl fünfzig oder hundert tausend Gulden oder Thaler / in Reichs-Constitutions-mäßigem guten Geld anschlagen / und darzu destiniren wolle. Wan nun die Craissen in den Stand gekommen / daß tempore Operationis ein solcher Fundus vorhanden / woraus die Nothdurfft mit Beobachtung eines jeden Craisses rati genommen werden könne / so soll in solchen Fällen / die ad Militaria gehören / der in Capite commandirende hohe Herr General über solche Cassam die Disposition haben / ohne welches Decret der Cassirer nichts zu zahlen hat. Was aber bey einem versammelten Congress die Staffetten-Couriers- und Legations-Kosten betrifft / darüber hat man von Congress wegen / oder wan derselbe nicht beysammen / das Chur-Majestätische Directorium auf Erforderungs-Fall zu disponiren. Ferner soll alle Jahr die Rechnung / was dßfalls von denen sechs Craissen aufgelegt worden / in ein Corpus zusammen gebracht / und Ordnungs-mäßig bey dem Congress vorläufig examiniret / so dann bey denen particular-Craiß-Zägen abgehört / auch dßfalls die weitere Beförde vor das künftige verseyt werden / inzwischen hat ein jeder Craiß über sein betreffendes Contingent einen eigenen Cassirer in dem Feld und bey der in Capite commandirenden hohen Generalität zu halten / welcher wann dergleichen Selber vonnöthen seynd / dßz Craisses ratum auff dero ergehende Decreta anschaffen könne. Ob aber die ganze Cassa mit sich ins Feld zu führen / oder Anfangs nur einige tausend Reichsthaler mitzunehmen / und der Rest in einem wohlverwahrten und der Operation nahe gelegenen Ort zurück gelassen werden solle / solches wird / wie alle übrige particular-Beranstaltungen eines jeden Craisses gutbefinden zwar überlassen / es sollen jedoch aber anbey die Dispositiones also gemacht werden / damit der dadurch intendirende Zweck nicht gehindert / sondern vielmehr auff das Beste befördert werden möge. Gleichwie aber Vierzehndens die beste Vemne einem Land mehr a charge ist / als zur Defension und Nutzen gereicht / wenn bey derselben keine scharff Manns-Zucht und Kriegs-Disciplin gehalten wird : Also solle auch darauf bey denen associirten Craiß-Troupes , nebst leistender Satisfaction gegen den laedirten Theil / mit scharffer Straffe nach dem Tenor des Articulz-Briefs von der Craiß-Generalität / oder wan die allerseitige Craiß-Troupes beysammen seyen / mit Zuehung jener / von dem in Capite commandirenden General aller Unfug abgestrafft / und mithin alles in guter Ordnung erhalten werden. Alldieweil auch

Fünffzehndens die bey dem March-Wesen bißhero vorgelassene Excessus denen Reichs-Craissen und Ständen den größten Schaden zugefügt : Als hat man sich dßfalls zu deren künftigen Abstellung / und im Gegentheil Reichs-Constitutions-mäßiger Einrichtung derer Marches , mit einander folgender massen verglichen : daß

1. Von denenjenigen Feldhern / welcher Troupes durchmarchiren sollen / vermittelst bedöriger Requisitions-Schreiben zuvor umb den Durchmarsch gehörend und zeitlich / nicht aber allertse / man die Troupes schon an oder in dem Craiß stehen / angestuft / und die Specification der durchmarchirenden Mannschafft nebst erforderlichen Brod- und Haber-Portionen beygelegt /

2. Von denen darbey interessirenden Hoch- und löblichen Craiß-Ständen / die Route dem geraden und ratione termini à quo & ad quem proportionirten Weg noch concertiret / und auch punctlich beobachtet /

3. Die Bezahlung der consumptiblen auff ein gewisses / vor Mann und Ross / nach Beschaffenheit der Pretorium antecedenter und vor der wirklichen Eintretung verglichen / auch

4. Zu Versicherung der richtigen Abstattung des Belaußs Geiselt ausgeschändigt / oder durch Deposition einer zulänglichen Summen Geldes / oder sonstigen gangbare Caution gestellt werden solle ; welches alles dan also einzurichten / daß

5. So wohl vor die Unter-Officers / vom Wachtmeister und Feldwebel an zu rechnen / als Gemeine / die Bezahlung den vergleichenden Etappen nach geschhe / bey denen

höheren Officers aber bisß den Cornet und Fendrich inclusive , das geniesende in lauffigem Preiß gut gethan werde / ausser was der hohen Officers Ordonnanz-mäßige Knechte und Pferde consumiren / welchen das Beneficium der Etappen gleichfalls zu gutem kommen mag. So ist also

6. Wegen der Vorpamm / so bey dergleichen Marches präerendirt wird / ein gewisses zu vergleichen / wo aber nichts verglichen worden / sollen auf jede Compagnie nicht mehr als höchstens zwey Wagen Vorpamm / und solche auch nicht weiter / als von einem Abstellungs-Ort zu dem anderen / genommen / auff jedes hergehende Pferd aber täglich 20. Gr. bezahlet werden. Sollte sich aber

7. Zeigen / daß von hohen oder niederen Officers Excesse vorgegangen / und gegen diese Disposition ein oder anderer Seits gehandelt / oder die Bezahl- und Erhebung difficultirt / auch von denen commandirenden Officers auff angebrachte Klage so gleich nicht remedirt worden ; So soll der beständige Belauß auff vorhergehenden Beweiß / so entweder durch Zeugen oder auch bey der Obrigkeit des Orts durch Ablegung körperlichen Eides geschehene Beschwörung / und des Magistrats / daß solches vollstreckt / ertheilende Attestation geschehen kan / entweder durch die gestellte Caution , oder wans nicht zulänglich wäre / durch des excedirenden Theils / oder dessen Feld-Herrn verordnetes Commissariat gut gethan / und dem schuldigen Theil so viel an seinem Sold innen behalten und abgezogen werden. Nachdemmal nun

Schöndens auff solche Weise das proponendum quantum auch seine Richtigkeit erlangt hat / sinitemalen auff denen Præmissis alßon erhellet / wie weit die zwischen denen löblichen Craissen Francken und Schwaben aufgerichtete Formula Associationis von denen anderen löblichen vier Craissen amplexirt worden / auch / wie es mit der mutuellen Hülffleistung / und was darzu gehörig / zu halten seye. Und dan

Siebenzehndens / es bey gegenwärtigem Congressu nur darumb zu thun gewesen / daß gleich wie in dem proponendo quinto angeführt wird / die allerseitige Chur- und Fürstliche Craiß-Ausschreib-Ämter durch ihre gewollnächste Räte und Vorschafften sich allein präliminirten und in der Generalität über dieses Associations-Werck vergleichen / und darüber einen Reces auff Ratification ihrer gnädigsten Herren Principalen und der gesaanten Reichs-Ständen aufrichteten / die particular-Beranstaltungen aber wegen Aufstell- und Einrichtung des Quanti (dessen man sich oberwehnter massen mit einander verglichen) der Disposition eines jeden Craisses und der darinnen gehörigen Ständen nach ihrem eigenen gutbefinden und belieben überlassen werden sollen / propter summum in mora periculum aber solche particular-Beranstaltungen gar keinen Anstand leyden wollen / sondern die hohe Nothdurfft erfordert / daß von denen löblichen Craiß-Ausschreib-Ämtern nunmehr in einem jeden Craiß ohne einiges Zeit-verloren die hinein gehörige Stände versammelt / und mit denselben über die dßfalls bey gegenwärtigem Congressu vorgekommene und verglichene Puncten communiciret / und zulängliche Resolutiones gefast werden mögen ; als werden die Chur- und Fürstliche Craiß-Ausschreib-Ämter daran seyn / daß ohne einigen Anstand solche particular-Craiß-Zäge würdlich aufgeschreiben / darauff die Nothdurfft bedacht / auch von dem erfolgenden Schluß also gleich höchstgedachter Ihrer Churfürstlichen Gnaden zu Maynz zc. Nachricht gegeben werde ; Auff deren Einlangung Seine Churfürstliche Gnaden mit denen übrigen Craiß-Directoris und Ausschreib-Ämtern aus der Sache in Vertrauen communiciren / die Nothdurfft beobachten / und mithin das Werck so prepariren lassen werden / daß man obgedachte Craiß-Directoria und Ausschreib-Ämter / auff höchstverwehnter Ihrer Churfürstlichen Gnaden abermalige Invitation (welche noch vor Anfang der Campagne geschehen soll) hinwiederumb anhero nach Frankfurt ihre Gewollnächste abschicken / alsdan dieses löbliche und höchstnächste Associations-Werck bermalen zu seiner völligen Perfection gebracht / und die Executio dieses Schlusses in der That gezeigt werden möge.

Schließlichen ist abgeredet und einmüthiglich geschlossen worden / daß gleichwie es jederzeit die Meinung gehabt und noch hat / daß dieses Associations-Werck sub auspiciis Caesaris aufgeführt werden solle / wie dan allerhöchstgedachter Ihre Kayserlichen Majestät von Seiner Churfürstlichen Gnaden zu Maynz zc. nicht allein gleich anfänglich und noch vor dem wirklichen Congress von denen darbey auf Seiten derer sechs Craissen führenden / wohlmeinenden patriotischen Bedanken / besage des copys-

ANNO
1697.

ANNO
1697.

lichen Beschlusses sub Lit. F. allerunterthänigste Nach-
richt gegeben; sondern auch/ als Seine Majestät in ih-
rem an Ihr. Churfürstliche Gnaden unterm dritten
nechst vorigen Monats Decembris abgelaassen und in
Copia sub Lit. G. hier begünstigtem Antwort-Schreiben/
diese Versammlung und das darbey/ zu des Reichs so
wohl gegenwärt-als künftiger Defension führende abse-
hen allergnädigst approbiret/ bey dem Congressu selbst
mit dero allhier substituiren Gesandten/ des Herrn
Graffens von Hohenlohe Excellenz jederzeit vertrauliche
Communication gepflogen und mehr allerhöchst gedachter
Ihr. Kayserslichen Majestät allsehn unterm 2ten dieses
nach Ausweis der Beilage sub Lit. H. alles und jedes
was bis dahin bey diesem Congress passiret/ allergehör-
samst hinterbracht worden; Also soll auch nunmehr Seiner
Majestät mittelfst des sub Lit. I. hier begünstigten
Schreibens gegenwärtiger Recels allerunterthänigst über-
sendet/ und nicht allein dieselbe/ auf dass sie mit dero
Kayserslichen Assistance die darinnen enthaltene gute
Consilia noch ferner favorisiren/ und dieser Association
von wegen des löblichen Oesterreichischen Craises mit ei-
nem diesem Recellu gemässen Quanto beytreten möch-
ten/ allergehörigst ersucht/ sondern auch die übrige
löbliche Reichs-Craise/ laut der sub Lit. K. beyliegenden
Schreiben/ zu einer gleichmässigen Accession invitiret/
und denselben nicht minder zu ihrer Nachricht dieser
errichtete Associations-Receles in Copia communiciret
werden; Gestalten man dan auch zu weiterer Beförde-
rung der nöthigen Defension, so wohl an Ihr. Königs-
liche Majestät von England und die Herren Generals-
Staaten der Vereinigten Niederlanden nach Lit. L. & M.
die gegenwärtige Gefahr dieses Krieges nachrichtlich
gebradt/ und um Instruktion einiger Hilffs-Bölder
geheimt angesucht/ als auch an die übrige dem Reich
näher verwandte Kronen/ so dan an diejenige armirte
Chur-und Fürsten/ welche Theils in denen übrigen noch
nicht accedirten mit Völkern oder auch denen associirten
Craisen mit einer mehreren Armatur, als ihr betreffendes
Reichs-Contingent erfordert/ versehen send/ nach Lit.
N. & O. eine gleichmässige Imploration gethan hat/
dass sie zu ihrer ohnfehligen Glorie und aus rechtschaf-
nem Eifer pro publico mit allen ihren Kräften das
periclitirnde Vatterland dergestalt zu retten sich gestellen
lassen möchten.

Zu Urkund dessen allen ist gegenwärtiger Recel sechs-
mal gefertigt/ von allerseits Bevollmächtigten Herren
Gesandten unterschrieben und gesigelt worden. So ge-
sehen zu Frankfurth am Mayn den 11. Januar. 1697.
&c. &c.

CXC.V.

20. Sept. *Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France,*
& les Seigneurs Etats Generaux des PROVIN-
CES-UNIES des Pais-Bas. Fait à Ryfwick
le 20. Septembre 1697. Avec l'ARTICLE
SEPARÉ, touchant le terme accordé à l'Empe-
reur & à l'Empire, pour acceper les Conditions
de Paix stipulées pour eux. Du même jour 20.
Sept. 1697. Et les PLEINS-POUVOIRS &
RATIFICATIONS de part & d'autre. [Feuil-
le volante imprimée à Paris, chez FRIEDE-
RIC LEONARD, avec Permission & Privi-
lege du Roi. An. 1697. in 4. On trouve
*aussi cette Piece dans les *Altes & Memoires* de la*
Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 103.
*dans le *Recueil* de divers Traitez faits depuis*
soixante ans sec. Part. pag. 500. dans HERM.
FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN
*Corp. *Constitut. Imperialium* Tom. I. in Ap-*
*pend. pag. 138. en Allemand. & dans le *Thea-**
trum Europæum, Tom. XV. pag. 199. en Al-
lemand.]

AU nom de Dieu, & de la Très-Sainte Tri-
nité. A tous presens & avenir soit notoire,
que pendant le cours de la plus sanglante
Guerre, dont l'Europe ait esté affligée depuis long
tems, il a plu à la divine Providence de preparer à la
Chrétienneté la fin de ses maux en conservant un ardent
desir de la Paix dans le cœur de Très-haut, Très-

excellent, & Très-puissant Prince Louis XIV. ANNO
par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France 1697.
& de Navarre; Sa Majesté Très-Chrétienne, n'ayant
d'ailleurs en vue que de la rendre solide & perpétuelle
par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats
Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, souhai-
tans de concourir de bonne foy, & autant qu'il est
en eux, au retablissement de la tranquillité publique,
& de rentrer dans l'ancienne Amitié & Affection de
Sa Majesté Très-Chrétienne, ont consenti en premier
lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de
Très-haut, Très-excellent, & Très-puissant Prince
Charles XI. de glorieuse memoire, par la grace de
Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales; mais
une mort precipitée aiant traversé l'esperance que toute
l'Europe avoit justement conceüe de l'heureux effet
de ses Conseils, & de ses bons Offices: Sa Majesté
Très-Chrétienne, & ledits Seigneurs Etats Generaux,
persistans dans la resolution d'arrêter au plutôt l'effu-
sion de tant de Sang Chrétien, ont estimé ne pou-
voir mieux faire que de continuer de reconnoître en
la même qualité le Très-haut, Très-excellent, &
Très-puissant Prince Charles XII. Roi de Suede, son
Fils, & son Successeur, qui de sa part a continué aussi
les mêmes soins pour l'Avancement de la Paix entre
Sa Majesté Très-Chrétienne, & ledits Seigneurs Etats
Generaux, dans les Conferences qui se sont tenues
pour cet effet au Château de Ryfwik, dans la Pro-
vince de Hollande, entre les Ambassadeurs extraordi-
naires, & Plenipotentiaires nommés de part & d'autre;
sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne le
Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur
de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller ordinaire de
Sa Majesté en son Conseil d'Etat, le Sieur Louis
Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordi-
naire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de
Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, les
deux Eglises, de Fortille, du Meuille, & autres Lieux;
& le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de
Callieres, de la Roche-Chellay, & de Gigny; & de
la part des Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs An-
toine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hol-
lande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, &
Surintendant des Fiefs de la même Province; Ever-
hard de Weede, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles,
& autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oude-
water, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de
Ste. Marie à Utrecht, Diick-Grave de la Riviere le
Rhin, dans la Province d'Utrecht; President des Etats
de ladite Province; & Guillaume de Haren, Grietman
du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats
de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker,
Députés en leur Assemblée de la part des Etats de
Hollande, d'Utrecht, & de Frise; lesquels après avoir
imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué
respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les Copies
seront inserées de mot à mot à la fin du présent Trai-
té, & en avoir deuëment fait l'échange par l'interven-
tion & l'entremise du Sieur Baron de Lillroot, Am-
bassadeur extraordinaire, & Plenipotentiaire du Roy
de Suede, qui s'est acquité de la fonction de Media-
teur avec toute la prudence, toute la capacité, &
toute l'équité necessaires; ils seroient convenus à la
gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrétienneté des
Conditions, dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissez tous Actes d'Hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & ledits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer, & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, & Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habirans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

II. Il y aura un oubli & Amnistie generale de tout ce qui a esté commis de part & d'autre à l'occasion de la dernière Guerre, soit par ceux qui estant nez Sujets de la France & engagez au service du Roy Très-Chrétien, par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estenduë de la France, sont entrez & demeurez au service des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ou par ceux qui estant nez Su-

ANNO
1697.

jets dedit Seigneurs États Généraux, ou engagez à leur service par les Emplois & Biens qu'ils possédoient dans l'estenduë des Provinces-Unies, sont entrez ou demeurent au service de Sa Majesté, Très-Christienne, & les susdites Personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Privilèges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir estre recherchez, troublez, ny inquiétez en general, ny en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de la Guerre, & en conséquence du present Traité, & après qu'il aura esté ratifié tant par Sa Majesté Très-Christienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'Abolition & de Pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle Amitié & bonne Correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans fe ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette Amitié & Correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Généraux procureront & avanceront fidellement le Bien & la Prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité ains-tôt qu'ils en auroient connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques Biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion, qu'ils puissent estre; jouiront d'iceux Biens & en prendront la possession de leur Autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes Incorporations au Fisc, Engagemens, dons en faits, Sentences preparatoires ou définitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non ouies, Traités, Accords & Transfactions, quelques Renonciations qui aient été mises esdites Transfactions pour exclure de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacun Biens & Droits, qui conformément au present Traité seront restitués, ou doivent estre restitués reciproquement aux premiers Propriétaires, leurs hoirs ou ayant cause, pourront estre vendus par lesdits Propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetier pour ce consentement particulier, & ensuite les Propriétaires des Rentes qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des Biens vendus, comme aussi des Rentes & Actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VII. Et comme le Marquisat de Bergen op Zoom avec tous les Droits & Revenus qui en dependent, & généralement toutes les Terres & Biens appartenans à M. le Comte d'Auvergne, Colonel General de la Cavallerie Légere de France, & qui sont sous le Pouvoir desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, ont été saisis & confisqués à l'occasion de

la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergen op Zoom, ses Appartenances & Dependances, comme aussi dans ses Droits, Actions, Privilèges, Usances & Prerogatives, dont il jouissoit lors de la Declaration de la Guerre.

VIII. Tous les Pays, Villes, Places, Terres, Forts, Îles & Seigneuries, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris & occupés depuis le commencement de la présente Guerre, seront restitués de part & d'autre au même état, qu'ils étoient pour les Fortifications lors de la prise, & quant aux autres Edifices, dans l'état qu'ils se trouveront, sans qu'on puisse y rien detruire ny deteriorer, sans aussi qu'on puisse pretendre aucun Dédommagement pour ce qui auroit pu estre demolì; Et notamment le Fort & Habitation de Pontichery sera rendu aux Conditions susdites à la Compagnie des Indes Orientales établie en France: Et quant à l'Artillerie qui y a esté amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces-Unies elle luy demeurera ainsi que les Munitions de Guerre & de bouche, Esclaves & tous les autres effets, pour en disposer comme il luy plaira, comme aussi des Terres, Droits & Privilèges qu'elle a acquis tant du Prince que des Habitans du Pays.

IX. Tous Prisonniers de Guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve & sans payer aucune rançon.

X. La levée des Contributions cessera de part & d'autre du jour de l'échange des Ratifications du present Traité de Paix, & aucuns Arrangés desdites Contributions demandées & accordées ne pourront estre exigés, mais toutes les Pretentions, qui pourroient rester sur ce sujet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entierement annantés de part & d'autre. Comme aussi cessiront à l'échange desdites Ratifications du present Traité toutes les Contributions de part & d'autre à l'égard des Pais des Rois Très-Christien & Catholique.

XI. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait cettui-cy, une Renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de Pretentions, tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent estre, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre, pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles diffinitions.

XII. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement; & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, Actions & Pretentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pais, & y obteir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction qui leur pourra légitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de Represailles accordées de part ou d'autre, soit avant ou après la Declaration de la dernière Guerre, elles demeureront revocquées & annulées, sauf aux Parties, en faveur desquelles elles auroient été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XIII. Si par inadvertence ou autrement il survient quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la Rupture de l'Amitié, & de la bonne Correspondence. Mais on réparera promptement lesdites Contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'Amitié ou Rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite Rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun

ANNO
1697.

ANNO empêchement ; ni proceder pendant ledit tems de
1697. neuf mois à aucune faïte de leurs effets, moins encore
à l'arrest de leurs Personnes.

XV. Le Traité de Paix entre le Roi Très-Chrétien, & le feu Electeur de Brandebourg, fait à Saint Germain en Laye, le 29. Juin 1679. sera rétabli entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Electorale de Brandebourg d'à present, en tous ses Points & Articles:

XVI. Comme il importe à la Tranquillité publique, que la Paix conclue entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Son Altesse Royale le Duc de Savoie, le 9. Août 1696. soit exactement observée, il a été convenu de la confirmer par ce present Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, reconnoissent les puissans offices que le Roi de Suede a contribuez incessamment par ses bons Conseils, & avertissemens au salut & au repos public, il a été convenu de part & d'autre, que Sadite Majesté Suedoise avec ses Royaumes soit comprise nommément dans le present Traité en la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance, seront compris de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, tous ceux qui seront nommez avant l'échange des Ratifications, & dans l'espace de six mois, après qu'elles auront été échangées.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Généraux le Roi de la Grande Bretagne, & le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications se déclareront d'accepter la Paix, comme aussi les treize louables Cantons des Liges Suisses, & leurs Alliez & Confederez, & particulièrement en la meilleure forme & maniere, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Bâle, Schaffhouse & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la République de Geneve, & ses Dépendances, la Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de S. Gall, Mulhouse & Bienne; item les Liges Grises & Dépendances, les Villes de Bremen, & d'Embsen, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, consentent que le Roi de Suede, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes, qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté, & ausdits Seigneurs Etats Généraux leurs Promesses & Obligations de Garantie de l'Execution de tout le contenu au present Traité.

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

XXII. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié, enregistré, par lesdits Seigneurs Etats Généraux, dans les Cours & autres Places, là où on a accoutumé de faire les Publications, Verifications, & Enregistrements.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cichats de nos Armes. A Rytywyck en Hollande le 20. Septembre 1697.

Etoit signé,

(L.S.) N. LILLIE- (L.S.) N. A. DE HAR- (L. S.) A.
ROOT. LAY BONNEUIL. HEYN-

(L.S.) VERJUS DE (L. S.) E.
CRECY. DE WEEDE.

(L.S.) DE CAL- (L. S.) W.
LIERES. Y. HAREN.

*S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & ANNO
Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien. 1697.*

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut; Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les Soins & la Mediation de notre très-cher & très-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même désir d'arrêter autant qu'il fera en nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la deloiation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien; scavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de notre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat; de notre bien amé le Sr. *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Sieur de Boulay, les deux Egises, du Meuillet & autres Lieux, & de notre bien amé le Sieur de *Callieres* de la Roche Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume: Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous serions & pourrions faire, si nous y estions presens en personne, encores qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cesdites presentes; promettant en foy & Parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy* & de *Callieres* ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mettre Seal à cesdites presentes. Donné à Versailles le 25. de Fevrier 1697. & de notre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le reply étoit écrit, par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

L Es Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas à tous ceux qui ces presentes verront, Salut: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que

ANNO
1697.

de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Mediation du Serénissime Roi de Suede le Lieu de Ryfwick a esté agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences; Nous par ce même desir d'arrester, autant qu'il sera en nous, la defolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de notre Etat: Et comme les Sieurs *Jagues Boreel*, Seigneur de Duynbeek, *Westhoven* & *Merresteyn*, Senateur, & Bourguemaître de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville de Oudewater, Doyen & Escolaire du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalez en plusieurs Emplois importants pour nostre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au manient des affaires; pour ces causes & autres Considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryfwick, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés, avec les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire, pour le suldit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites presentes, promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par ledits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisieme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Sceau, la paraphure du President de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

Eloit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le pli estoit écrit,
Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux.

Eloit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du grand Sceau en cire rouge.

LES Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que par les Soins & la Mediation du Serénissime Roi de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties

pour le Lieu des Conferences, nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous, la defolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet, nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de notre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jagues Boreel*, Seigneur de Duynbeek, *Westhove* & *Merresteyn*, Senateur & Bourguemaître de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Estats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à présent nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Deputé en notre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importants pour notre Service, où il a donné des marques de sa fidelité, application & adresse au manient des affaires: Pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledit Sieur *Heinsius*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & luy avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryfwik en qualité de notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne & de ses Alliez, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourra notre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec ledits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix: Et generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera necessaire pour le suldit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire si nous y estions presents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, promettant sincerement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur *Heinsius*, ensemble avec nos trois autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'il aura promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre Grand Sceau, la paraphre du President de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 5. d'Août de l'an 1697.

Eloit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le repli estoit écrit,
Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux.

Eloit signé,

F. FAGEL.

Et sellé du Grand Sceau en cire rouge.

Artis.

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Article séparé.

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrétien, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies ce jourd'huy 20. Septembre 1697. il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu, que s'il étoit inséré de mot à mot dans le susdit Traité, que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce présent Article, à l'Empereur, & à l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix, proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Très-Chrétienne, suivant sa Déclaration du premier jour du présent mois de Septembre, si Sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir avec Sadite Majesté Très-Chrétienne, & en cas, que dans ledit tems, l'Empereur & l'Empire n'acceptent point lesdites Conditions, ou n'en conviennent pas autrement avec Sadite Majesté Très-Chrétienne, ledit Traité de Paix fortira son plein & entier effet, & sera executé suivant sa forme & teneur, sans pouvoir y contrevenir par lesdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement.

En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons édicté noms signé cet Article séparé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryfwik en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre, 1697.

Esoit signé,

(L.S.) N.A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) BONNEUIL.	(L.S.) E. DE WEDE.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) W.V. HAREN.
(L.S.) DE CALLIERES.	

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne sur le Traité de Paix & d'Amitié.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Comme notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi; notre cher & bien Amé *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises de Fortille & de Meuliet; & notre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le 20. jour de Septembre dernier, à Ryfwik, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Estats d'Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant, des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & déclarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays,
TOM. VII. PART. II.

Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons le tout, promettant en foy & Parole de Roy, & sous l'Obligation & Hypoteque de tous & chacuns nos Biens presens & avenir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoy, nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de grace 1697. & de notre Regne le cinquante cinquième.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus-bas;

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

Ensuit la Ratification de Messieurs les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, sur le Traité de Paix & d'Amitié.

Les Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Ryfwik en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre de la presente Année 1697. par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne en son Conseil d'Etat, le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meuliet & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwik, au nom & de la part de Sadite Majesté: Et par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryfwik, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront delivrées de part & d'autre en bonne & deue forme dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de notre sincerité, & nous acquiter de la Parole que nos Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy, cy-dessus transcrits, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces presentes; promettant en bonne foy & sincerement le garder, entretenir & observer inviolablement de Point en Point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer les presentes par le
Ccc Presi.

ANNO
1697. Président de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre 1697.

Ensuit la Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne, sur l'Article séparé.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront: Salut: Ayant vu & examiné l'Article séparé, que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely; notre Cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sr. du Boulay, des deux Eglises, de Fortifle, & du Meuillet; & notre Cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Sr. de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryfwick, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très Chers & grand Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit,

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons icelui loué, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces presentes, signées de notre main, promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisieme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de notre regne le cinquante cinquieme.

Eoit signé,

LOUIS.

Plus bas,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

Ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur l'Article séparé.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut: Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié, fait & conclu à Ryfwick en Hollande, le vingtième jour de Septembre de la presente année 1697. il ait été fait de même un Article séparé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Très-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur

Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortifle, du Meuillet & autres lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne à l'Assemblée de Ryfwick, au nom & de la part de ladite Majesté; & par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire de Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province, *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province, *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Assemblée de Ryfwick, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs Pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable ledit Article séparé l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces presentes, de même que s'il étoit inséré dans le susdit Traité de Paix & d'Amitié, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer ces presentes par le President de notre Assemblée, contresigner par notre Greffier, & y apposer notre grand Sceau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an 1697.

CXCVI.

Traité de Commerce, de Navigation & de Mari- 20. Sept.
ne entre LOUIS XIV. Roi de France & les LA
Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-FRANCE
UNIES. Fait à Ryfwick le 20. Septembre, ET LES
1697. AVEC L'ARTICLE SEPARÉ, tou-PROVIN-
chant l'exemption du Droit des cinquante sous-ES-U-
par Tonneau qui se leve en France sur tous les Na-
vires étrangers. Fait le même jour 20. Septembre
1697. Comme aussi les PLEIN-POUVOIRS
& les RATIFICATIONS de part & d'autre.

LE Traité de Paix, qui a été conclu ce jour d'huy, entre le Roy Très-Chrétien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient altéré pendant quelque tems l'affection, que Sa Majesté a toujours eue pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & ledits Seigneurs Etats Generaux, rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont cy-devant témoigné pour la grandeur de la France, & dans les sentiments d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considerables, qu'ils en ont cy-devant reçus, Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui la peut affermir, & ledits Etats Generaux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus asseuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interets particuliers, en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens, qui pourroient affoiblir la bonne correspondance: ladite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats Generaux auroit ordonné le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat; le Sieur

Louis

ANNO
1697.

Louis Verjus, Chevalier, Comte de Greyc, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fortille, du Meillet, &c. le Sieur François de Calhieres, Chevalier, Seigneur de Calhieres, de la Roche-Chelly & de Gigny, les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la Negoriation de la Paix; & ledits Seigneurs Etats Generaux les Sieurs Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolaire du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & Guillaume de Haren, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, de conférer & convenir, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessus transcrite, d'un Traité de Commerce, de Navigation en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, jouiront reciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joui de tout temps devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer que sur la Terre, ou dans les Rivières, Rades & Eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes & Etats Ennemis deditz Sieurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de represailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiés comme Pirates; ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de Sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéissance de ladite Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvelées défenses très-expreses & très-précises, de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera exécutée severement contre les contrevenans; outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux, auxquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour 'obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertence, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignez, il a été convenu & accordé, si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente, ledites prises & les dommages, qui le seront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de Represailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra être ci-après donnée par l'un deditz Allies, au préjudice des Sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requête de celui qui demande ledites Represailles n'est communiquée au Ministre qui le trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du con-

TOM. VII. PART. II.

traire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui ANNO
1697.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de Sa Majesté être mis en action ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets deditz Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques deditz Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pais de l'obéissance de Sa Majesté, & deditz Seigneurs Etats Generaux vivront, converferont, & fréquenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Pais de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce, & le transport, n'est défendu generalement & universellement à tous tant Sujets qu'étrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de Sa Majesté & ceux deditz Seigneurs Etats Generaux pourront franchement, & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pais, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie, & Transport, ne sera défendu à tous Sujets de Sa Majesté, & deditz Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté reciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte, par aucun Privilege, Odroy ou aucune Concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, dons gratuits ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice; & sans que deditz Sujets de part & d'autre soyent tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traités autrement ou plus mal dans les Droits de contablie, d'ancreage, du sol parisis & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où deditz Droits se levent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrétien, tellement qu'il sera permis ausdits Sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant, à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François; & que ni dans l'un ni l'autre cas deditz Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets deditz Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempacement, & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & notamment ceux des 15. Juillet, & quatorzième Septembre mil six cents quatre vingt-sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France aux Places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du Sel de Brouage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mers en vracq dans des Barils, dont les dix-huit compoieront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeuront révoquez & annullez.

XI. L'on dépêchera reciproquement à la Douane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Pais des Etats
Ccc 2 Ge-

ANNO
1697.

Generaux également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation, aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ny retardement, quel qu'il puisse être.

XII. L'on fera un nouveau Tarif comme & suivant la convenance reciproque, dans le tems de trois mois, & cependant le Tarif de l'an 1667. sera executé par provision, & en cas, qu'on ne convienne pas dans ledit tems dudit Tarif nouveau, le Tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivières, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera nécessaire sans pouvoir être visités, à la charge néanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour, ny autrement, aux Gouverneurs dedites Places & Ports, auxquels les Capitaines dedites Navires feront savoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIV. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & dedites Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs Sujets qui auront été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites fur leurs Ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi ledits Navires ou ledites prises entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté ou dedites Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestés ou saisis, ny que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité dedites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux Lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines dedites Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir: Et au contraire ne sera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de Sa Majesté ou dedites Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XV. Les Sujets dedites Seigneurs Etats Generaux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement: Et leurs Heritiers, Sujets dedites Etats demeurants tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions mêmes *ab intestat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou personnes privées, pourront pareillement sans ledites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets dedites Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Traficq, sans pourtant y pouvoir acquérir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme & seront generalement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & Naturels de Sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roy dans les Pays de l'obéissance dedites Seigneurs Etats.

XVI. Les Navires chargés de l'un des Alliés, passants devant les côtes de l'autre, & relachans dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contrainds d'y decharger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles, ny tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lors qu'ils y dechargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVII. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation, & défense de l'Etat, & generalement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses, qu'on desirera d'eux, en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisis & arrests faits par ordre & autorité de la Justice, & par

les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de Droit, selon la forme de la Justice.

ANNO
1697.

XVIII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces & aussi des Ports & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir: Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'une & de l'autre dedites Parties, ou de l'un des deux en particulier sans contradiction ou detourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture dedites Places Ennemies vers un Lieu neutre, mais aussi d'une Place Ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le foyent sous des divers.

XIX. Ce Transport & ce Traficq s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-poisiez, Affûts, Fourchettes, Bandonnières, Poudre, Meche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XXI. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article precedent, & en fera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis dedites Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiégées, bloquées ou investies.

XXII. Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'il se fera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrés en quelque Havre dedites Seigneurs Etats & voulants de là passer à ceux dedites Ennemis, seront obligés seulement de monstrier aux Officiers des Havres dedites Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenant la specification de la Charge de leurs Navires, attestés & marqués du Seal & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Admirauté des Lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du Lieu, où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ni recherchés, detenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XXIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françaises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance dedites Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrants, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaion, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis dedites Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIV. Et audit cas de soupçon apparent ledits Sujets seront obligés de monstrier dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XXV. Que s'ils étoient entrés dedans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires dedites Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, ledits Navires des Provinces-Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires

ANNO
1697.

vires ou Barques Françaises, faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, afin qu'il puisse apparoir non seulement de la Charge, mais aussi du Lieu de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron; auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foy & creance, & afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune manière être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contrefaits de sadite Majesté & deditz Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Et en cas que dans ledits Vaisseaux & Barques Françaises, destinés vers les Havres des Ennemis deditz Seigneurs Etats se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus déclarées de Contrebande & défendues, elles seront déchargées, dénoncées & confiscées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confiscées.

XXVII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis deditz Seigneurs Etats, bien que ce ne fut Marchandises de Contrebande, sera confiscé avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni réserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, encore que la Charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis deditz Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents, & pour éclaircissement plus particulier de cet Article il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivants que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargées dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confiscés aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la declaration de la Guerre: Mais même quand cela sera fait après ladite declaration; pourveu que c'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Balique, ou dans celle du Nord depuis Terneuse en Norvege, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confiscés aucunement, durant les termes & dans les étendus sus-nommés à raison du Navire qui est Ennemi; ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles aient été chargées après l'expiration deditz termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoy qu'elles fussent rendus par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent Ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service deditz Ennemis.

XXVIII. Tous les Sujets & Habitans dedites Provinces-Unies jouiront reciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leurs Trafics & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de sadite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les Sujets

de Sa Majesté jouiront en ceux deditz Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; & même en cas que cy-après ledits Seigneurs fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec Rois, Princes & Etats qui deviendront Ennemis de sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Traficq & le Commerce.

XXIX. Et pour assurer davantage les Sujets deditz Seigneurs Etats qu'il ne leur sera fait aucune violence par ledits Vaisseaux de Guerre, sera fait defence à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interets soufferts & à souffrir jusques à la due restitution & reparation.

XXX. Et pour cette cause seront dorénavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des mal-versations, qu'ils pourroient commettre en leurs courtes; & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité dedites Commisions & congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets deditz Seigneurs Etats Generaux.

XXXI. S'il arrivoit qu'aucun deditz Capitaines François sit pris d'un Vaisseau chargé dedites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront ledits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliéner qu'elles n'ayent été descendues en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait dedites Marchandises trouvées dans ledits Vaisseaux, si ce n'est que ledites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la Charge, le Maître ou Patron de Navire trouva bon & agréast de livrer ledites Marchandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXII. Sa Majesté voulant que les Sujets deditz Seigneurs Etats Generaux soient traités dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que les propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrêts, Jugemens & Ordres de Justice déjà donnez & à donner, soient promptement & dûement exercez, selon leurs formes.

XXXIII. Et lors que les Ambassadeurs deditz Seigneurs Etats Generaux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, seront plainte deditz Jugemens, qui auront été rendus, Sa Majesté fera revoir ledits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenues au present Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la Raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus; & néanmoins avant le premier Jugement ni après icelui, pendant la Revision, les biens & effets, qui seront reclamés, ne pourront être vendus, ni déchargés, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le déperissement dedites Marchandises.

XXXIV. Quand procès sera nû en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interessés en icelles, & que ledits Interessés viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, ledit Jugement ou Arrêt aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'icelui, qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & breve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur

ANNO
1697.

les prises faites à la Mer, par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans les Pais l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que ledits marchez de Navires & achats de Munition se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission auxdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que ledits ennemis fussent attaquants ou aggresseurs.

XXXVI. Arrivant que des Navires de Guerre ou des Marchands étoient par tempeste ou autre accident aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, ledits Navires, Appareux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si ledites choses étant perissables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres, ayant Charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre ledits Alliez pour le Droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVII. Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pais de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les Navires déprez, comme les biens pris par ledits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de Procès restitués franchement aux Propriétaires, qui les réclameront.

XXXVIII. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi & dedit Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que ledits Juges en seront requis, & sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les Lieux, où ils seront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez, ni recherchez.

XXXIX. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les Lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XL. Sa Majesté & ledits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Rivieres, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, sadite Majesté & ledits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force, pour en faire faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XLI. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobservances ou contraventions au présent Traité de la part de Sa Majesté, ou dedit Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Correspondance, mais on en reparera promptement ledites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiés.

XLII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi &

ceux dedit Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'Amitié ou rupture entre la Couronne de France & dedit Seigneurs Etats dedit Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs Effets, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLIII. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'exécution du présent Traité, & specialement de l'Article septième, & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment repaier.

XLIV. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

XLV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit présent Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par ledits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places, là où on a coûtume de faire les publications, verifications & enregistrements.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

Louis Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de

du port de
Tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à charg-
gé de après que visitation aura été
faite de son Navire avant que partir fera fermement devant les Officiers qui exercent la juridiction des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des presentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son équipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettre au Greffe le Roole, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sçu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé; & leur fera fidel rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer notre Seing & le Seal de nos Armes, à ces presentes; & icelles fait contresigner par notre Secrétaire de la Marine à jour de mil six
cens

Signé,

LOUIS, Comte de THOULOUSE.

Et plus-bas, par

Form-

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

Nous de l'Amirauté de Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus a prêté le serment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil six cents

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

Aux Sereenissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudents Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront ou liront; nous Bourgmaître & Regens de la Ville de savoir faisons que Maître du Navire, comparant devant nous, a déclaré de serment solennel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est maître, appartient aux habitants des Provinces-Unies; ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requérons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traiter dextièrement, le souffrant sur les Droits accoutumés des peages & frais, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là, où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnaitrons; en temoin de quoy, nous y avons fait apposer le Seau de notre Ville.

En foy de quoy nous Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé ces présentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswyck le 20. jour du mois de Septembre mil six cent quatre vingt dix sept.

Etoit signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEIN-
BONNEUIL.	SUS.
(L.S.) VERJUS DE CRECY.	(L.S.) E. DE WEE-
	DE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. v. HA-
	REN.

Article séparé.

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'huy vingtième Septembre mil six cents quatre vingt dix sept, il a été encore convenu par ce present Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inséré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sous par Tonneau établie en France sur les Navires des Etrangers cessera entièrement à l'avenir, à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais estre retablie, en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront dechargez de ladite Taxe, soit que ledits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soyent chargés pour decharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'estant destinés pour prendre Charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que ledits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quel-

ques Lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il a été convenu que ny dans lesdits cas, ny dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand ledits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France, en un autre Port de France, pour les y decharger, auquel cas seulement & nullement en aucun autre les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le present Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foy dequoy nous Ambassadeurs de sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons édités noms signé cet Article séparé de nos Seings Ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryswyck en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre mil six cents quatre vingt dix sept;

Etoit signé,

(L.S.) N. A. DE HARLAY	(L.S.) A. HEYN-
BONNEUIL.	SUS.
(L.S.) VERJUS CRECY.	(L.S.) E. DE WEE-
	DE.
(L.S.) DE CALLIERES.	(L.S.) W. v. HA-
	REN.

Sensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roy Très-Chrétien.

L'Ouis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut:* Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de notre Trescher & Tres-aimé Frere le Roy de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conferences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Province, & l'effusion de tant de sang Chrétien, sçavoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidelité de notre amé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meüillet & autres Lieux, & de notre bien Amé le Sieur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos Tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais Bas, & de leurs, Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la

ANNO
1697.

ANNO
1697.

même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions présents en personnes, encorcs qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus spécial non contenu en cédites présentes; promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence de deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mettre notre Seel à cédites présentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de notre Regne le 34.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le reply étoit écrit,

Par le Roy.

Signé,

COLBERT.

S'enfuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée; & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le Lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de notre Etat: Et comme les Sieurs *Jacques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, Westhoven & Meresteyn, Senateur, & Bourgmaitre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Franeker, Deputés en notre assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalés en plusieurs emplois importants pour notre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au manient des affaires; pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryfwyck, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix: Et y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Christienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos dits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix & generalement faire, negocier, pro-

ANNO
1697.

mettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le fuidit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans ces dites présentes; promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par ledits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisieme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre grand Seau la paraphure du President de notre Assemblée, & le Seing de notre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697.

Etoit paraphé,

F. B. DE REEDE. Vt.

Sur le pli étoit écrit,

Par Ordonnance des suidits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

& sellé du Grand Sceau en cire rouge.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes verront, *Salut*: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est à présent affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le lieu de Ryfwick a été agréé de toutes les Parties pour le Lieu des Conferences, nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrétien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet nous avons déjà député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de notre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jacques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, Westhove & Meresteyn, Senateur & Bourgmaitre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province de Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à présent nous avons jugé à propos de joindre une quatrième Personne, à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Deputé en notre Assemblée de la part de la même Province, s'est signalé en plusieurs Emplois importants pour notre service, où il a donné des marques de sa fidelité, application & adresse au manient des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & député ledit Sieur *Heynsius*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & luy avons donné & donnons Plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'aller à Ryfwyck, en qualité de notre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conférer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipoten-

ANNO
1697.

tières de Sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants; & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les différents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourra notre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec ledits Sieurs Boreel, de Weede, & de Haren, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence des tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & saine Paix: Et généralement faire, négocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera nécessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire généralement tout ce que nous pourrions faire si nous y étions présents, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites présentes, promettant sincèrement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur Heynsius, ensemble avec nos autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, dans le temps qu'il aura promis en notre nom de les fournir. Donné à la Haye en notre Assemblée, sous notre Grand Sceau, la paraphure du Président de notre Assemblée, & le seing de notre Greffier, le 5. d'Aoult de l'An 1697.

Etoit paraphé,

F. B. DE REEDE, Vt.

Sur le plieg étoit écrit,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

Etoit signé,

F. FAGEL.

Et scellé du grand Sceau en cire rouge.

Ratification du Roi T. C. sur son Traité de Navigation & de Commerce avec les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas. A Fontainebleau le 3. d'Octobre 1697. [Sur l'Imprimé à Paris chez FRIDERIC LEONARD. Avec Privilege du Roi. Anno 1697. in 4.]

Louis par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre. A tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme notre amé & feal Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi: nostre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle & du Meulleit; & nostre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier, Seigneur de la Roche Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Riswyck, avec les Sieurs Antoine Heinsius Conseiller Pensionnaire des Etats d'Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs, Everard de Weede Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province &c., & Guillaume de Haren, Grietman du Bilt, Député de la Noblesse aux Etats de Frise & Curateur de l'Université de Franeker, Deputez en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qua-

TOM. VII. PART. II.

lité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, pareillement munis des Pleins-Pouvoirs; le Traité de Commerce, Navigation & Marine, dont la teneur s'enfuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Commerce, Navigation & Marine en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarer, Avons iceux tant pour nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, sous l'Obligation & Hypothèque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Présentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre scel. Donné à Fontainebleau, le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil six cens quatre-vingt-dix-sept, & de nostre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de foye bleué treffez d'or, le Sceau enfermé dans une boîte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

S'ensuit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront; Salut: Comme ainsi soit, que le vingtième jour de Septembre de la presente Année 1697. il a été fait & conclu à Riswyck en Hollande un Traité de Commerce, Navigation & Marine, par le Sieur Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat, le Sieur Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meulleit & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Riswyck, au nom & de la part de sadite Majesté: Et par le Sieur Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; Everard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Président des Etats de ladite Province, & Guillaume de Haren, Grietman du Bilt, Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Riswyck, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'enfuit:

Ddd

*Fiat*ANNO
1697.

ANNO
1697.*Fiat insertio.*

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & changées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de notre sincérité, & nous acquiter de la Parole, que nos dits Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons agréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces présentes; promettant en bonne foy & sincèrement de le garder, & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou manière que ce soit. En foy de quoy avons fait signer les présentes par le President de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le dixième Octobre 1697.

S'en suit la Ratification de Sa Majesté Tres-Christienne, sur l'Article Separé.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Ayant veu & examiné l'Article Separé, que notre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sr. de Bonneuil, Comte de Cely; notre cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & Meullier; & notre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chelley & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Ryswyck, avec les Sieurs *Antoine Heynsus*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Eberhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pareillement munis de Plein-Pouvoir, duquel Article separé la teneur s'en suit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons iceluy loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces présentes, signées de notre main, promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces présentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre, l'an de grace mil fix cent quatre vingt dix sept, & de notre regne le cinquante cinquième.

Etoit signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy,

Signé,

COLBERT.

S'en suit la Ratification de Messieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, sur l'Article separé. ANNO
1697.

LES Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, *Salut*: Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Commerce, fait & conclu à Ryswyck en Hollande, le vingtième jour de Septembre de la présente année 1697. il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de Sa Majesté Tres-Christienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meullier & autres Lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chelley & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Tres-Christienne à l'Assemblée de Ryswyck, & par les Sieurs *Antoine Heynsus*, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Eberhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputé en notre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswyck, en notre nom & de notre part, en vertu de leurs pleins-Pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'en suit.

Fiat insertio.

Nous ayant pour agreable ledit Article separé l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces Présentes, de même que s'il étoit inferé dans le susdit Traité de Commerce, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque prétexte que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer ces présentes par le President de notre Assemblée, contre-signer par notre Greffier, & y apposer notre grand Seau. Fait à la Haye le dixième Octobre l'an 1697.

Acte ou Article separé touchant la Liberté reciproque de la Pêche du Harang, & de tous autres Poissons entre les Sujets de Sa Majesté T. C. & de leurs Hautes Puissances. Au Chateau de Ryswyck le 9. Octobre 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FRIDERIG LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi an. 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. III. pag. 364.]

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Christien aux Conférences de la Paix générale, déclarons que le Roi notre Maître a consenti & accordé une Liberté entière de la Pêche tant de Harang qu'autres poissons, de quelque nature, & en quelques Lieux & Pais que ce puisse être, à tous les Sujets des Seigneurs Etats Généraux, sans attendre les délais portez par les derniers Traitez de Paix & de Commerce, signez le 20. de Septembre à Ryswyck, & qu'en conséquence de ladite Déclaration, tous Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté, Armateurs, & autres ne pourront plus désormais prendre, rançonner, inquiéter, ou molester tous ledits Sujets deldits Etats Généraux, qu'ils trouveront pêchant à la Mer, ou dans les Rivières & autres Eaux, ni en allant ou revenant, & réciproquement nous Ambassadeurs Extra-

ANNO 1697. uardinaires, & Plenipotentiaires des Etats Généraux aux Conférences de la Paix, déclarons que lesdits Seigneurs Etats Généraux nos Supérieurs ont consenti & accordé la même chose aux Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne. En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Au Château de Ryfwick en Hollande, le 9. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

DE HARLAY BONNEUIL.
VERJUS DE CRECY.
DE CALLIERES.

A. HEINSIUS.
E. DE WEEDE.
W. V. HAREN.

Ordonnance du Roi T. C. pour la Liberté du Commerce & de la Navigation en faveur des Sujets de l'Etat, des PROVINCES-UNIES, avec défense de les y troubler sur peine de la vie. Fait à Fontainebleau, le 9. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de RYSWICK. Tom. III. pag. 457.]

SA Majesté ayant accordé ses Passeports aux Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, pour

être distribuez aux Vaisseaux & Bâtimens de leurs Sujets, qui vont en Mer; Sa Majesté veut qu'ils soient reçus dans tous les Ports de Son Royaume avec une entière Liberté, & qu'ils soient traités aussi favorablement, que ses propres Sujets. Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous ses Officiers de Marine commandans les Vaisseaux de ses Sujets armez en course, d'arrêter aucun des Vaisseaux des Sujets desdits Etats, ni leur donner aucun empêchement dans leur Navigation, à peine de la vie. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Thoulouse Amiral de France, & aux Vice-Amiraux, Lieutenans Généraux, Intendans, Chefs d'Escadre, Capitaines, & autres Officiers de Marine de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance. Enjoint Sa Majesté aux Officiers des Sièges de l'Amirauté, de la faire lire, publier, afficher & enregistrer, à ce qu'aucun n'en ignore, & de la faire exécuter de Point en Point, selon sa forme & teneur. Fait à Fontainebleau, le 9. jour d'Octobre, 1697.

Signé,

LOUIS,

Et plus-bas,

PHÉLYPEAUX.

Ordinantie van Haere Hoogh Moggende de Heeren Staeten Generael der VEREENIGDE NEDERLANDEN, waerdoor sy de gesloote Vrede met de Croon Frankryk aen haere Ingezetenen bekend maecken, beneffens de Plaetsen en Termynen van 't ophouden van alle Vyandlykbeden. Haag den 15. October 1697.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden; Allen den geenien die desen sullen sien ofte hooren lesen, *Doen te weten*: Dat tot lof en ere van God de Heere Almachtigh, welstant en bevordering van het Gemeene beste van dese Vereenighde Nederlanden in het generael, ende van de goede Ingeletenen van dien in het bysonder, den twintighsten September deses loopenden jaers 1697. te Ryfwick in Hollandt gemaect en geslooten is een goede, vaste, gerouwe en onverbreecklijke VREEDE, tusschen den Koningh van Vranckryck ter eenre; ende Ons, ter andere zijde: Daer op wederlijds Ratificatie in behoortlike forma den elfden deses loopende maends October te Ryfwick voornoemt zijn uitgewisselt: Dat dien volgende soo ter Zee, verliche Wateren, als te Lande, in alle de Landschappen en Steden onder wederlijds ressort, sonder onderscheyt van Plaetsen, waer die gelegen zijn, mitgaders tusschen wederlijds Volkeren en Ingeletenen, van wat staet ofte conditie die souden mogen wesen, alle Acten van hostiliteit en vyandschap moeten cesser en ophouden, naer expiration van de respectieve termijnen, hier onder uitgedrukt; te weten, naer expiration van vier weecken, te reekenen van den een en twintighsten October selstien hondert seven en tnegentigh, zijnde den dagh van de gedane Publicatie in 's Gravenhage, en sulcks naer den achthienden van de aenstaende maent November, in de Oost en Noord-Zee, van Terneuse in Noorwegen af, tot het eynde van 't Canael; en naer den tijdt van ses weecken, en sulcks naer den tweeden December eerstkomende van het eynde van het Canael tot aen de Cap Sint Vincent; en naer den tijdt van thien weecken, en sulcks naer den dertighsten van de selve maent December, van de Cap Sint Vincent in de Middellandsche Zee, en tot aen de Linie; ende eyndelick naer den tijdt van acht maanden, en sulcks naer den een en twintighsten Juny 1698. van en over de Linie in alle Plaetien van de Werelt.

Ordonnance des Seigneurs Estats Generaux des PROVINCES-UNIES pour la Publication de leur Paix avec le Roi de FRANCE, marquant les Lieux, & les tems auxquels elle doit commencer. Fait à la Haye le 15. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick Tom. III. pag. 458. & 460.]

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou entendront lire, savoir faisons, qu'à la louange & gloire de Dieu le Seigneur tout puissant & pour le bien & l'avantage de la République des Provinces-Unies des Pais-Bas en general, & des bons Habitans d'icelles en particulier. Le vingtième Septembre de cette présente année 1697. il a été fait à Ryfwick en Hollande, une bonne, ferme, fidèle & inviolable Paix, entre le Roi de France d'une part, & Nous d'autre part. Dont les Ratifications furent de part & d'autre échangées en forme convenable à Ryfwick, le onzième de ce présent mois d'Octobre. Qu'en conséquence cesseront tant par Mer & Eaux douces, que par Terre tous Actes d'hostilitez, dans tous les Pais & Villes dépendantes du ressort de part & d'autre, sans distinction de Places, ou qu'elles soient situées, ensemble entre les Peuples & Habitans d'une & d'autre part, de quelque état & condition qu'ils puissent être, & ce après l'expiration des termes respectifs exprimez ci-dessus; savoir après l'expiration de quatre semaines, à compter du vingt & unième d'Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept, qui est le jour de la Publication à la Haye, & ainsi après le dix-huitième du mois de Novembre prochain, dans les Mers d'Est & du Nord, depuis Terneuse en Norwégie, jusqu'au bout du Canal, & après le tems de six semaines, & ainsi après le deuxième Décembre prochainement venant depuis le bout du Canal, jusques au Cap Saint Vincent, & après le tems de dix semaines, & ainsi après le treizième dudit mois de Décembre du Cap Saint Vincent, dans la Mer Méditerranée & jusques à la Ligne, & enfin après le tems de huit mois, & ainsi depuis le vingt & unième Juin 1698. depuis & par delà la Ligne dans toutes les Places du Monde.

ANNO
1697.

Derhalven lasten en beveelen wy expressielijk mits desen allen ende een yegelijcken, soo Onderdanen en Ingeletenen van de Geunieerden Nederlandtsche Provincien, die geene die onder Onse onderdanigheit en gehoorfaemheyt zijn geseten, de voorz. VREDE, in conformité van de voorz. Tractaten, onverbreeckelijck te onderhouden, sonder daer tegen yets te doen, op poene van gestraft te werden als perturbateurs van de gemeene ruste, sonder eenige genade, faveur, verdragh ofte dissimulatie. Aldus gedaen en beslooten ter Vergaderinge van de hooghstgemelte Heere Staten Generael, in den Hage den vijftienden October, seshien hondert seven en tnegentigh.

Was geparaphceert,

J. VAN DER WAYEN, ^{VL}

Onder sondt,

Ter ordonnantie van de selve.

Geteeckent,

F. FAGEL.

Zijnde op 't spatium gedrukt het Cachet van haer Hoogh Mogende op een rooden Ouwel, overdeckt met een Papieren Ruyte.

C'est pourquoi mandons & enjoignons expressément par ces présentes à tous & à chacun, tant Sujets & Habitans des Provinces-Unies des Pais-Bas, que demeurans dans notre ressort & sous notre obéissance, d'observer inviolablement ladite Paix conformément audit Traité, sans y contrevenir sur peine d'être punis comme Perturbateurs du repos public, sans aucune grace, faveur, support ni dissimulation. Ainsi fait & conclu en l'Assemblée des susdits Seigneurs Etats Généraux à la Haye le quinzième Octobre mil six cens quatre-vingt dix-sept.

ANNO
1697.

Etoit paraphé

J. VAN DER WAYEN, ^{VL}

Et plus bas étoit,

Par Ordonnance des mêmes.

Signé,

F. FAGEL,

Etant sur l'espace imprimé le Cachet de leurs Hautes Puissances sur une oublie rouge, couverte d'un carré de Papier.

Protestation faite, au nom du Comte d'EGMONT, pour la Conservation de ses Droits, sur le Duché de Gueldres, Seigneurie de Malines, Comtés d'Egmont, de Zutphen, de Meurs, de Hornes, & autres Terres & Pais possédés par le Roi Catholique, par les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES, & par l'Evêque & Prince de LIEGE. A Ryswick le 7. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 354.]

NOUS MICHEL DE GHILLET Ecuyer, Seigneur de Feppin, &c. Envoyé & fondé des Commisissions & Plein-Pouvoirs de Très-Haut, Très-Illustre, & Très-Puissant Prince, Monseigneur Procope François d'Egmont, Duc de Gueldres, &c. Comte d'Egmont, de Zutphen, Buren, Leerdam, Hornes & Meurs, Seigneur Souverain du Pais d'Arckel, des Villes & Territoire de Malines & Helstein, des Iles d'Ameland, & autres Seigneuries; déclarons qu'ayant présenté nosdits Plein-Pouvoirs & Commisissions avec les Mémoires, Déclarations & Protestations ici joints de nouveau, à son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, Vandales, &c. Médiateur pour les présens Traitez de Paix; & qu'ayant reconnu, que toutes nos Remontrances, Requisitions, & Instances ont été & sont jusqu'à présent inefficaces & inutiles aux fins des Restitutions des Etats, Domaines, Seigneuries, & autres Droits légitimement réclamez, & répétez par lesdits Actes de Déclarations & Mémoires de Mondit Seigneur le Comte d'Egmont; à ces causes, nous avons en nôtre-dite qualité, iterativement protesté, & protestons solennellement & autant que besoin est, pour la Conservation des Droits de mondit Seigneur, contre tout ce qui peut avoir été, & pourra être réglé & conclu dans les Traitez de la présente Paix, à l'exclusion de mondit Seigneur, & au préjudice de ses Droits, Rang, Dignitez & Prerogatives; laquelle Protestation nous avons prié & dûment requis, prions & réquerons Sadite Excellence Monseigneur le Baron de Lillieroot en Sadite Qualité de Médiateur, de recevoir & de faire insérer dans le Protocol de la Médiation, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme que faire fe pourra, pour valoir & servir à mondit Seigneur le Comte d'Egmont dans les tems & Lieux

où il pourra en avoir besoin. Fait à Ryswick sous nôtre Signature & le Cachet de nos Armes le septième jour du mois d'Octobre, mille six cens quatre-vingt dix-sept.

Signé,

GHILLET,

Et à côté étoit apposé le Cachet de ses Armes en Cire rouge:

Plus-bas:

Après les Collations faites à leurs Originaux écrits en parchemin, il s'est trouvé que les présentes s'y accordent, par moi Not. Publ. résident à la Haye.

Signé,

S. FAVON Not. Publ. 1697.

S'ensuit l'Acte de Legalisation.

NOUS Ecoutez, Bourguemaîtres, Echevins & Regens de la Haye en Hollande, certifions à tous qu'il appartiendra, que Samuël Favon, qui a collationné & authentiqué les Copies suscrites, est Notaire Public, juré, créé & admis par la Cour de Hollande exerçant sa fonction de Notaire dans nôtre-dite Ville, par nôtre Permission, & que foi est ajoutée à tous les Actes, Contracts, Collations, Copies Authentiques & autres qui sont reçus & faits par devant lui, tant en Justice que dehors. En foi dequoi nous avons fait sceller la présente du Seau de nôtre-dite Ville, & signer par nôtre Secrétaire, le 7. d'Octobre 1697.

Etoit signé,

ANTHONI DE VEER,

Et au bas étoit appendu le grand Sceau de ladite Ville en cire verte.

S'ensuit l'Acte de Reconnoissance & Certificat de son Excellence Monsieur le Médiateur.

NOUS certifions que Monsieur de Ghillet nous a mis entre les mains les Originaux des Actes, dont
les

ANNO les Copies collationnées sont contenues dans le présent
1697. Volume, lesquels Originaux nous avons gardé, pour
être inférez dans les Actes du Protocolle de la Média-
tion. Fait au Château de Ryfwick le septième jour
d'Octobre 1697.

Signé,

N. LILLIEROOT,

Et à côté étoit appoſé le Cachet des Armes de ſon
Excellence en cire noire.

*Commiſſion & Plein-pouvoir, donnez par Monſei-
gneur le Comte d'Egmont, à Monſieur de Ghillet
ſon Envoyé Extraordinaire à Ryfwick.*

PROCOPE FRANÇOIS D'EGMONT, par la
grace de Dieu Duc de Gueldres & de Juilliers,
Comte d'Egmont & de Zutphen, Buren, Leerdam,
& Hornes, Seigneur Souverain du Pais d'Arckel,
des Ville & Territoire de Malines & Iſſelſtein, des
Iles d'Ameland & autres Seigneuries. Quoi que les
tentatives malheureuſes faites par nos Ayeux depuis plus
d'un Siècle pour rentrer dans la poſſeſſion des États
& Domaines, qui leur ſont retenus ſans aucun Titre
légitime par Sa Maſté Catholique, leurs Hautes Puiſ-
ſances, & l'Evêque Prince de Liège, ne nous ayent
que trop appris que la raiſon n'eſt gueres écoutée ſi
elle n'eſt ſoutenue de la Force; nous avons crû néan-
moins que la conjoncture qui ſe préſente, pouvoit
nous donner de plus juſtes eſperances que jamais, d'ob-
tenir la Juſtice qui juſques ici nous a été refusée.

Comme la plupart des Puiſſances de l'Europe aſſem-
blées par leurs Plénipotentiaires à Ryfwick, ſemblent
concourir dans l'eſprit d'y établir une Paix ſolide, nous
nous ſommes flattés que l'on y pourroit faire une ſe-
rieuſe attention ſur nos intérêts. Il eſt vrai que nous
ne ſommes pas en état aujourd'hui de troubler le Re-
pos des Princes qui retiennent nos États, mais il n'eſt
pas moins certain, que la ſuite des tems peut faire
paſſer nos Droits en d'autres mains, & qu'ils pourront
toujours alors ſervir d'occaſion à une juſte Guerre, que
la Sageſſe des Princes & Puiſſances, qui travaillent
aujourd'hui à la Paix, paroît demander que l'on pré-
vienne.

Dans cette vûë & dans la connoiſſance particuliere
que nous avons du Mérite, de la Capacité, & Affec-
tion à notre Service de la Perſonne du Sieur Michel
de Ghillet Ecuyer, Seigneur de Feppin, Licencié és
Droits, Conſeiller, Intendant de nos Maïſon, Domaines
& affaires, nous avons jugé à propos de conſtituer,
députer & commettre, comme par ces préſentes
nos conſtitutions, députons & commettons pour notre
Envoyé Extraordinaire ledit Sieur de Ghillet, auquel
nous donnons Plein-pouvoir de négocier & traiter en
notre nom avec les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires
envoyés à Ryfwick par les Princes & Puiſſances qui
retiennent actuellement les Souverainetés, Domaines,
Seigneuries, & autres Droits qui nous appartiennent;
ſçavoir avec ceux de Sa Maſté Catholique pour la
Reſtitution de la Partie du Duché de Gueldres, de
la Seigneurie de Malines, des Aides de Weert, &
autres Droits dont elle jouit préſentement, ou dont
elle a diſpoſé à notre préjudice; avec leurs Hautes
Puiſſances, leurs Ceſſionnaires ou Donataires, non ſeu-
lement pour l'autre partie du même Duché de Guel-
dres, mais auſſi pour les Comtez d'Egmont, de Zut-
phen, Meurs, leurs Dépendances, & autres Terres &
Droits, de l'ancien Patrimoine de notre Maïſon, dont
ils jouiſſent actuellement; avec leurs Vauxſſaux & Sujets
pour d'autres parties de nos Biens patrimoniaux qu'ils
ſe ſont induciément appropriés; & enſin avec l'Evêque
& Prince de Liège pour le Comté de Hornes, ſes
Dépendances & annexes, qu'il occupe aujourd'hui.
Auquel Sieur de Ghillet nous avons donné & don-
nons par ces préſentes Plein-pouvoir d'accorder, ter-
miner & conclure tous différens pour raiſon de nos
Droits avec les mêmes Princes, Puiſſances, leurs Ceſ-
ſionnaires, Donataires, Vauxſſaux & Sujets, promettant
en foi & Parole de Prince, d'avoir agréable, confir-
mer & ratifier tout ce qui ſera par lui arrêté, conclu,
ou proteſté, ſans ſouffrir qu'il ſoit fait aucune choſe
en ladite Aſſemblée qui puiſſe être contraire à nos
Droits, conformément aux inſtructions que nous lui
avons données. En foi de quoi nous avons ſigné ces

préſentes de notre main, que nous avons fait contre-
ſigner de notre Secrétaire, & ſceller du ſeau de nos
Armes. Donné en notre Hôtel à Arras, le vingt &
unième de Septembre mille ſix cens quatre-vingt dix-
ſept.

Signé,

Le Comte d'EGMONT,

Plus bas par ſon Alteſſe & contreſigné,

J. GROMMEZ,

Au bas duquel étoit appendu le ſeau de mondit
Seigneur COMTE D'EGMONT, en cire rouge.

*Proteſtatio Principis FRISIAE ORIENTALIS
adverſus Inclusionem Civitatis EMBDENſIS in
Tractatu Pacis inter REGEM GALLIAE &
Ordines Generales FOEDERATI BELGII
inita. Dat. Hagae Comitris 4. Menſis Novembris
1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryſ-
wick Tom. IV. pag. 135.]*

Sereniſſimus Princeps & Dominus Chriſtianus Eber-
hardus, Friſia Orientalis, Eſenae, Stedeseorpii &
Witmundae Princeps ac Dominus, poſtquam cogno-
vit quod Urbs ejus Embdenſis Conditionibus Pacis
inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem &
Dominum Ludovicum XIV. Galliarum Regem Chri-
ſtianiſſimum, & Celſos ac Praepotentes Dominos Or-
dines Generales Foederati Belgii die XX. Septembris
nuperi pactis, Article XIX. peculiari mentione tan-
quam ſocia aut particeps comprehenſa ſit, non potuit
quin publico teſtatu faceret, quod iſti quidem Urbi
ſuae Commerciorum Libertatem & communia Pacis
illius commoda adeo non invidet, ut vel ipſe ea non
ſectis ac aliorum ſuorum Subditorum ſalutem quantum
poſſet promovere ſtudeat, eumque in ſine pro Ur-
be, ſi qua opus, & illa hoc ab eo petiſſet, ſuo loco
& tempore interceſſurus fuiſſet.

Cum autem inſcio & irrequiſito ſe Hereditario
Provinciae & Urbis Principe ac Domino, inſerſio iſta
facta ſit, atque inde quidem Conditionis Urbis ejus-
dem ignari colligere aut falſo perſuadere poſſent, libe-
ram eam & ſui Juris eſſe, quae tamen, quod nec ipſa
nec quicumque alius negare auſit, non niſi municipalis,
homagique Sacramento Principi ſuo obſtricta, imo
nec in Hanſeaticarum ſaltem Civitatum Societatem
unquam recepta eſt, cuique tanto minus ullam Jus
Foederum competi.

Idcirco laudatus Sereniſſimus Princeps publica hac
mihi demandata Proteſtatione Juribus ſuis in eam Ur-
bem, ad averſendam, quam quis ex ea admiſſione in
illa Pacta elicere velit aut poſſit, adverſam aut fini-
tram interpretationem, argumentationem, aut conſe-
cutionem, ſolemniter omnique meliori modo cavere,
ſimulque cuius conſtare voluit, ſi quid in ea Urbis
iſtius in Foedus Gallo-Belgicum ante conſectum Pacis
universalis Imperii Romani Germanici, cujus Mem-
brum eſt Principatus Oſtriſiae, negotium, adoptione
praepropere aut prepoſtere, id nec ſciente nec volen-
te ſe actum eſſe; quin &, quod fortaliſſis praetepditur,
Exemplum Paſtorum Pacis Neomagenſis inter
eundem Regem Chriſtianiſſimum & Dominos Ordines
Foederatos, qua Urbs illa etiam continetur, in exem-
plum tranſire, vel cauſe huic inſervire non poſſe,
quoniam id quoque non ſolum minori Principis a-
tate, ſed & clam Sereniſſimam ejus Matrem tunc tem-
poris Tutricem & Gubernatricem, geſtum eſt. Quan-
obrem nomine & juſſu predicti Sereniſſimi Principis.
Domini mei Clementiſſimi, Illuſtriſſimos & Excellen-
tiſſimos Dominos Legatos Mediatores Sacrae Regiae
Majeſtatis Succiae, qua par eſt, Obſervantia & Reve-
rentia majorem in modum oro & obteſtor, ut Cau-
tionem & Proteſtationem hanc benignè admittere, &
in Acta Pacificationis referre, indeque ejusdem inter-
poſitae Documentum & Teſtimonium perpetuum ſi-
dem ſacrum mihi concedere non graventur.

Scr. Hagae-Com. die 4. menſis Novembris.

Kal. Gregor. Anno 1697.

HENRIC. AVEMAN Sereniſſimi Principis Oſtriſ.
Conſiliarius intimus & Pro-Cancellarius.

Ddd 3

Ger-

ANNO 1697. *Certificatio Secretarii Legationis Mediatoria 4. Novembris 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick. Tom. IV. pag. 139.]

Quod Celsissimi Principis Frisiae Orientalis Christiani Eberhardi Plenipotentiaris Dominus Henricus Aveman Declarationem quamcumque interpretationem, argumentationem, vel consecutionem, quae contra Principis sui Jura ex eo poterit elici, quod

Urbs Embdenis in Instrumento hujus Pacis inter Regem Christianissimum & Status Generales Federati Belgii conclusae nominatim sit comprehensa, hisce attestor.

ANNO 1697.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDORFF,
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiae.

Resolutie van Haere Hoog Moogende de Heeren Staaten Generael der Vereenigde Nederlanden, dat sy den PAUS in geen ander Qualiteyt als die van een Wereltlyk Vorst in de Vreede met Vrancryk ingeslooten kunnen admitteeren, in 's Gravenhaage den 8. Janus. 1698.

Zynde ter Vergaderinge gerepresenteert en voorgedragen, dat by het 18. Articul van 't Tractaet van Vreede tusschen Zijne Majesteit van Vrancryck en desen Staet, den 20. September des voorleden jaers te Ryfwick geslooten ende geteykent, is over een gekomen dat in het voorschreeve Tractaet begreepen sullen wesen, van de zijde van Hooghtgedachte Syne Majesteit alle de geene die Syne Majesteit soude goetvinden te noemen, binnen ses maenden, naer de uytwisseling van de Ratification, en dat gevolgelyk meer Hooghtgedachte Zijne Majesteit by Acte gepasseert te Versailles den 15. November als voorleden jaers, en alhier aen de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van Syn Koninklyke Majesteit van Sweeden, als Mediateur overgelevert, ten dien eynde heeft genoemt, den Paus en alle de Prince van Italien, den Koning van Portugal en sijne Staaten, de derthien Switserse Cantons en hare Geallieerden, te weten den Abt ende de Stadt van Sint Gallen, de Republiek van Valais, de Prince en den Staet van Neufchatel, de Stadt van Geneve en haer Dependencie, de Steden Mulhausen en Bienne, en de drie Liges Grises. Is naer voorgaende deliberatie goetgevonden en verstaen, dat sal werden verklaert, soo als verklaert werd by desen, dat gelijck onder anderen alle, de Prince van Italien by de voorschreeve Acte in de Vreede, van wegen Hooghtgedachte Zijne Majesteit werden geincludeert, haar Hoogh Moogende konnen aensien, dat den Paus ook geincludeert werde, als een seculier Prins in Italien; soo als de Heeren haer Hoogh Moogende geweeft Extraordinarisse Ambassadeurs en Plenipotentiarissen tot de Vreede handelinghe, hebben gerapporteert, dat de Heeren Extraordinarissen Ambassadeurs en Plenipotentiarissen van sijne Koninklyke Majesteit van Vrancryck, aen haer hebben verklaert, ook te wesen de intentie van Hooghtgedachte Zijne Koninklyke Majesteit by de voorschreeve Acte.

Ende sal Extract van dese haer Hoogh Mogentheden Resolutie door den Agent Rosenboom gestelt werden in handen van de Heeren Extraordinaris Ambassadeurs ende Plenipotentiarissen van Zijne Koninklyke Majesteit van Sweeden, als Mediateur, met verzoek van de selve te doen infereren in haer Protocolle.

JOHAN BECKER.

Accordeert met het voorschreeve Register.

F. FAGEL.

Resolution des Estats Generaux des PROVINCES-UNIES, portant qu'ils ne peuvent recevoir l'Inclusion du Pape comprise entre celles du Roi T. C. sinon en qualite de Prince seculier. A la Haye le 8. Janvier 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV. pag. 261. & 264. en Hollandois & en François.]

Atant été representé dans l'Assemblée, que par le 18. Article du Traité de Paix, conclu & signé à Ryfwick le 20. Septembre de l'année dernière entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, on est convenu que dans ledit Traité seroient compris de la part de Sadite Majesté, tous ceux qu'Elle trouveroit bon de nommer, dans l'espace de six mois, depuis l'échange des Ratifications, & qu'en conséquence de ce, par un Acte passé à Versailles le 15. Novembre de la dernière année, & delivré ici aux Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de Suède, comme Mediateurs, Sadite Majesté a nommé à cet effet le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons Suisses & leurs Alliez, savoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, les Princes & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Geneve & ses Dependances, les Villes de Mulhausen & de Bienne & les trois Liges Grises, après une mûre délibération, il a été trouvé bon & arrêté qu'on déclareroit, comme il est déclaré par ces présentes, que comme entr'autres, tous les Princes d'Italie sont par ledit Acte compris dans la Paix de la part de Sadite Majesté, leurs Hautes Puissances peuvent regarder, que le Pape y soit aussi compris en qualite de Prince seculier d'Italie, ainsi que les Sieurs ci-devant Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de leursdites Hautes Puissances pour la Négociation de la Paix, ont rapporté que les Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France leur ont déclaré que c'étoit aussi l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne dans ledit Acte.

Et sera l'Extrait de cette Résolution de leurs Hautes Puissances remis par l'Agent Rosenboom entre les mains des Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Suédoise, avec prière de le faire insérer dans leur Protocolle.

JEAN BECKER.

Accorde avec le Registre ci-devant.

F. FAGEL.

ANNO 1697. *Protestation faite au nom des Seigneurs Etats de GUELDRÉ & de ZUTPHEN contre celle du Comte d'EGMONT, au sujet de ses Pretensions. A la Haye le 30. Janvier 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick, Tom. IV. pag. 276.]*

Nous Gouverneur Héréditaire, Conseillers & ceux de la Chambre des Comptes dans le Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen, pour cet effet spécialement autorisés par leurs Nobles Puissances Messieurs les Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen, en vertu d'une Résolution; favoir faisons à tous ceux, à qui il appartiendra, qu'étant informez, qu'un Monsieur Ghillet, se qualifiant Envoyé du Comte d'Egmont a entrepris de faire insinuer & enregistrer le 17. du mois d'Octobre dernier, *in perpetuum rei Memoriam & post conclusam Pacem*, certains Mémoires, Déclarations, & Protestations touchant la prétendue Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen dans les Actes du Protocole de la Médiation, par son Excellence Monsieur le Baron de Lillieroot Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Sérénissime Roi de Suède, Gots & Vandales; quoi que ce Ghillet ne soit reconnu, ni légitimement reçu dans l'Assemblée des Plenipotentiaires à Ryfwick, & sans qu'il ait donné la moindre connoissance, ni communication de cet Acte inouï aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la part des Seigneurs Etats Généraux, qu'après que la Paix fut signée & que les susdits Mémoires, Déclarations & Protestations furent insérées dans le Protocole de la Médiation, & qu'une Copie collationnée avec l'Original fut mise entre les mains pour s'en servir, sans que nous ayons aucune connoissance que l'on ait fait quelque mention de cette Pretension mal fondée dans les Traitez de Münster ou ceux de Nimègue; nous avons donc trouvé à propos au nom de nos Seigneurs les Etats ci-dessus, de faire une Protestation générale & particuliere contre la forme & tout ce qui est contenu dans les Mémoires, Déclarations & Protestations de Monsieur le Comte d'Egmont touchant la prétendue Souveraineté des Etats, Domaines, Seigneuries & autres Droits du Duché de Gueldres, & Comté de Zutphen; déclarant de la part desdits nos Seigneurs les Etats, tant à l'égard de leurs Personnes, que pour leur Postérité pour aujourd'hui & à jamais tout ce qui pourroit être écrit & inséré dans le Protocole de la Médiation sur ce sujet, nul & invalable; sans que nous ayons voulu pour à cette heure nous engager à refuter tous les arguments & allegations compris dans ledit volume, ne contenant que des erreurs, injures, & *in facto*, & des contreveritez palpables. Requérant au nom des Etats du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen Monsieur le Baron de Lillieroot en ladite qualité de Médiateur de recevoir & de faire insérer cette contre-Protestation dans le Protocole de la Médiation & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme, que faire se pourra. En foi dequoi nous y avons fait apposer le grand Seau du Duché de Gueldres & Comté de Zutphen.

(L.S.) J. VAN ECK.
Greffier.

W. COCK.
Secrétaire.

Certificat ou Extrait du Protocole de la Médiation de Sa Majesté le Roy de Suède, touchant la reception de la contre-Protestation ci-dessus, tenu à la Haye le 30. Janvier 1698.

Les Sieurs Jean van Effen & Sieur van Wynbergen Deputés à l'Assemblée de Messieurs les Etats Généraux ont délivré ce jourd'hui aux Actes du Protocole de la Médiation une Contre-Protestation de la part de Messieurs les Etats de la Province de Gueldre, contre celle, qui fut insinuée de la part de Monsieur le Comte d'Egmont le 7. Octobre passé, & cela conformément à la Réservation, que Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires de Leurs Hautes Puissances

avoient faite dès ce tems-là & dont il est fait mention dans le Protocole dudit 7. jour d'Octobre. ANNO 1697.
Fait comme dessus.

(L.S.) G. FRIESENDORFF.

CXC VII.

Traffatus Pacis inter LUDOVICUM XIV. Regem Gallie & GUILLIELMUM III. Regem Magnæ Britannia quò omnes Regiones, Arces, Insula & Terra durante hoc Bello hinc inde avulsa restituntur; Principatus vero Arasjionensis juxta tenorem Articuli separati Pacis Noviomagensis Regi Britannico revertitur; ac reliqua Præteritiones tam circa Loca in Sinu Hudsoni sita, quam ratione Capitulationis ab Anglis Anno 1695. factæ, mi & limitum Terrarum, Judicio Commissariorum utriusque Partis nominandorum remittuntur. Rex porro Christianissimus promittit, suum honorem oppignorando, quod nec directè nec indirectè alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Regis Magnæ Britannia auxilium dabit, nec administrabit, nec quoquomodo Conspirationibus aut Machinationibus contra prædictum Regem ubivis Locorum excitatis vel excitandis favebit. Actum in Aedibus Ryswicensibus die 20. Septembris 1697. Cum Articulo separato, de Terminando Pacem accipiendam Sacra Cæsarea Majestati Imperique concessa, eodem die & Anno 1697. [Sur l'imprimé à Paris chez FRÉDÉRIC LEONARD, avec Permission & Privilège du Roi, en 1697. in 4. Actes & Memoires de la Paix de Ryswyck Tom. III. pag. 176. en Latin, & pag. 194. en François. Recueil de divers Traitez faits depuis 60. ans. seconde Partie pag. 542. en François. HERM. FRANC. FRIDER. Baronis ab ANDLERN Corpus Conflit. Imperialium Tom. I. in App. pag. 132. en Allemand. Theatrum Europæum Tom. XV. pag. 195. en Allem.]

Guilielmus Tertius Dei Gratiâ Magnæ Britannia; Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnia & singula ad quos Literæ pervenerint: Salutem. Quandoquidem Divinâ favente Providentiâ & interveniente primum operâ Mediatoriâ Serenissimi ac Potentissimi nuper Principis Caroli undecimi, Regis Sueciæ &c. deinde Filii ac Successoris ejus Caroli duodecimi, Regis Sueciæ &c. & per Colloquia in Aedibus Nostris Ryswicensibus, de sopiendo Bello, quo Magna Pars Orbis Christiani nuper affligebatur, habita inter Nostros & Fœderatorum Nostrorum Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ab unâ, & Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici Decimi quarti, Regis Christianissimi &c. Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ex altera parte, de Pace inter Nos ac dictum Regem Christianissimum, his quæ sequuntur Conditionibus conventum fuerit.

Notum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse poterit, quod postquam Bellum infeliciter accensum, inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Guilielmum III. Dei Gratiâ Magnæ Britannia &c. Regem & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Dei Gratiâ Regem Christianissimum &c. eò perductæ res sunt permissione Bonitatis Divinae, ut ex utraque Parte restituendæ Pacis demùm spes affluerit, & cum dicta Sacra Majestas Magnæ Britannia, & Sacra Majestas Christianissima pari desiderio exoptârent effusionem Christiani Sanguinis quàm primùm sistere, communi animo consenserunt, ut præcipuè quàm gratissimè agnoscantur indefessâ studia Potentissimi, & Gloriosissimæ Memoriz, Principis Caroli XI. Regis Sueciæ &c. sed cum spes Consiliorum & bonorum ejus officiorum, quam universa Europa meritis conceperat, inopinatâ morte

ANNO
1697.

morte prærepta fuerit, Sacra Regia Majestas Magnæ Britannicæ, & Sacra Regia Majestas Christianissima crediderunt sese optime facturas, si Mediatorum opus continuandum deferrent Filio, & Successori ejus Carolo XII. Regi Suevicæ &c. qui pari studio operam suam dedit ad concludendam Pacem inter Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britannicæ & Sacram Majestatem Christianissimam in Conciliis eum in finem habitis in Ædibus Ryfvicensibus in Provinciâ Hollandiæ, inter Nobilissimos, Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios utrinque nominatos, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britannicæ, Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem Pembrocchiæ, & Montgomeriæ, Baronem Herbert de Cardiff, privati Angliæ Sigilli Custodem, à Consiliis Regis intimis, & ex excellentissimis Justiciariis & Custodibus Regni Angliæ, Dominum Eduardum Vice-Comitem Villiers de Darford, Baronem de Hoo, Angliæ Equitem Marshallum, Majestatis Sux ad Celos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Alegantum Extraordinarium, & ex Excellentissimis Justiciariis & Gubernatoribus Generalibus Regni Hiberniæ, Dominum Robertum Dominum de Lexington, Baronem de Everham, ex intimis Cubiculis Regis, Generosum, Majestatisque Sux ad Serenissimum & Invisissimum Principem Romanorum Imperatorem Alegantum Extraordinarium, & Dominum Josephum Williamson Equitem Auratum, ex Consiliis Regis intimis, & ab Archivis Status in Confessu Ordinum Regni Angliæ, sive Parliamenti Senatorem; à parte verò Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Nobilissimos, Illustrissimos, atque Excellentissimos Dominos, Dominum Nicolaum Augustum de Harlay Equitem, Dominum de Bonneuil, Comitem de Cely, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio Status, & Dominum Ludovicum de Verjus Equitem, Comitem de Crecii, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio, Marchionem de Treon, Baronem de Couvay, Dominum de Boulay, & duarum Ecclesiarum, de Fort Isle, Meuliet &c. & Dominum Franciscum de Callieres, Equitem, Dominum de Callieres, de Rochechelay, & de Gigny, qui post invocationem Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas communicatas, & ritè commutatas, quorum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbatenus inserta sunt, intervenit, & operâ Nobilissimi, Illustrissimi, & Excellentissimi Domini, Nicolai Liberi Baronis de Lilleroot, Secretarii Status Serenissimi, ac Potentissimi Regis Suevicæ, ejusdem Majestatis Legati Extraordinarii ad Celos, ac Præpotentes Ordines Generales Federatarum Belgii Provinciarum, ad Congressum eisdem Pacis Generalis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, qui munere Mediatorio pro concilianda Tranquillitate publicâ, procul à partium studio, sedulo, prudenter, plurimâque cum laude perfunctus est, ad Divini Numinis Gloriam, & Christianissimæ Reipublice salutem, in mutuas Pacis & Amicitie Leges convenierint tenore sequenti.

I. Pax sit universalis perpetua veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Gulielmum Tertium Magnæ Britannicæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Ludovicum decimum quartum, Regem Christianissimum, eorumque Hæredes & Successores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, eaque ita sincerè & inviolatè servetur & colatur, ut alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promoveat, omnique ex parte fida vicinitas, & secura Pacis atque Amicitie cultura revivescat in dies, atque augeatur.

II. Omnes Inimicitie, Hostilitates, Discordiæ & Bella, inter dictum Dominum Magnæ Britannicæ Regem, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque Subditos, cessent & aboleantur, ita ut uterque ab omni Direptione, Deprædatione, Læsione, Injuriis, ac Infestatione qualicunque, tam Terra quam Mari, & Aquis dulcibus, ubivis Gentium, ac maxime per omnes alterutrum Regnorum ac Dionum tractus, Dominia, Loca, cujuscunque sint Conditionis, temperet prorsus, & abstineat.

III. Omnes offensæ, Injurie, Damna, quæ prædictus Dominus Rex Magnæ Britannicæ ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus ejusque Subditi, durante hoc Bello, alter ab altero pertulerint, oblivioni tradantur, ita ut nec earum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu, alter alteri, aut alterutrum Subditi, post-

hac quidquam hostilitatis, inimicitie, molestiæ vel impedimenti, per se vel per alios, clam vel palam, directè vel indirectè, specie Juris aut via facti, inferant, vel inferri faciant aut pantantur.

IV. Et quoniam Rex Christianissimus nihil unquam in votis potius habuit, quam ut fiat firma & inviolabilis Pax, promittit prædictus Rex & spondet pro se & Successoribus suis, quòd nulla omnino ratione perturbabit prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ in libera Possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum, quibus in præsentia fruatur, Honorem suum idcirco oppignorans, sub fide & verbo Regis, quod nec directè nec indirectè, alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britannicæ auxilium dabit, aut ministrabit, nec quoquo modo favebit Conspirationibus aut Machinationibus, quas contra prædictum Regem ubivis Locorum, excitare aut meditari possunt Rebelles & Malevoli. Eum itaque ob finem spondet & promittit, quod non assistet Armis, Instrumentis Belli, Annona, Navigis aut Pecunia, aut alio quocunque modo, quamvis Personam aut quasvis Personas, vel Mari vel Terra, qui poterunt inopostum, sub ullo prætextu turbare aut inquietare prædictum Dominum Regem Magnæ Britannicæ, in libera & plena Possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum suorum: idem quoque vicissim spondet & promittit Dominus Rex Magnæ Britannicæ se facturum & præstiturum, erga prædictum Dominum Regem Christianissimum, & Regna, Regiones, Terras & Dominia ejus hoc itidem inviolabiliter pro se & Successoribus suis Regibus Magnæ Britannicæ.

V. Liber sit usus Navigationis & Commercii inter Subditos utriusque dictorum Dominorum, Regum; prout jam olim erat tempore Pacis & ante nuperini Belli Denunciationem; ita ut quivis eorum alterutrum Regna, Provincias, Emporia, Portus & Flumina, libere cum Mercibus suis adire, ibique versari ac negociari citra molestiam possit, omnibusque Libertatibus, Immunitatibus & Privilegiis per solennes Tractatus & vetustam Consuetudinem concessis, ibidem uti & frui.

VI. Redeat & aperiat ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrum Domini Regis, ita ut liberum sit omnibus utrique Subditis allegare & obtinere Jura, Prætenfiones & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

VII. Restituet Dominus Rex Christianissimus Domino Regi Magnæ Britannicæ omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum sitas, quas possidebant Angli ante hujus præsentis Belli Declarationem, & vice versa Dominus Rex Magnæ Britannicæ restituet Domino Regi Christianissimo, omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis Locorum sitas, quas possidebant Galli ante dictam ejusdem Belli Declarationem, atque hæc Restitutio utrinque fiat intra spatium sex mensium, aut citius si fieri possit. Et eum ad finem statim ab hujus Tractatus Ratihabitione alter dictorum Dominorum Regum alteri Domino Regi, aut Commissariis, ejus nomine, ad id delegatis, omnia Acta Cessionis, Instrumenta & Mandata necessaria, ritè & secundum debitam formam confecta tradat, aut tradi jubeat, ita ut effectus sequatur.

VIII. Constituentur ab utraque Parte Commissarii qui possint examinare & determinare Jura & Prætenfiones, quas assert uterque Dominorum Regum, in Loca in Sinu Hudsoni sita, quorum quidem Locorum à Gallis captorum, durante Pace præcedenti hoc præsens Bellum, ab Anglis vero recuperatorum durante præsentis Bello, Possessio Gallis ceditur vigore Articuli proximè Superioris. Capitulatio ab Anglis facta, die 5. Septembris 1696. observabitur secundum formam & tenorem suum, restituentur Mercimonia ibidem memorata; Præfectus Arcis ibidem captus Libertatem obtinebit, si illud adhuc non factum sit. Lites super executionem ejusdem Capitulationis ortæ & valor ibidem Bonorum perditum à dictis Commissariis ad judicabuntur, & determinabuntur. Porò dicti Commissarii immediatè post Ratihabitionem præsentis Tractatus Auctoritate sufficienti munientur definiendi Limites & Confinia Terrarum utrinque restitutarum, vigore Articuli præcedentis, commutandi quoque Terras, sicuti illud possit conducere in rem & utilitatem mutuam alterutrum Domini Regis.

Et eum ob finem dicti Commissarii nominabuntur, qui in Urbe Londini, intra spatium trium mensium proximè sequentium Ratihabitionem præsentis Tracta-

ANNO
1697.

tus convenient, & intra spatium sex mensium (post eorum primam Conventionem numerandorum) determinabunt omnes Lites, & processus qui super hac re oriri possunt. Et deinde Articuli super quos consentient Commissarii, ratihabebuntur ab alterutro Domino Rege, eandemque vim & vigorem habebunt, ac si præfati Tractatui ad verbum inserti fuissent.

IX. Omnes Literæ, tam Represaliarum quam Marcæ, & contra-Marcæ, quæ hæcenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint; nullæ, cassæ & irritæ maneant, & habeantur, nec ullæ inposterum hujusmodi Literæ ab alterutro dictorum Dominorum Regum adversus alterius Subditos concedantur, nisi prius de Juris denegatione manifestè constiterit, nisi illius qui Represalias Literas sibi concedi petit, Libellus supplex Ministri (Regis illius nomine) contra cujus Subditos illæ Literæ postulantur, ibidem degenti editus ac ostensus fuerit, ut in intra quatuor mensium spatium aut citius in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actoris quàmprimùm satisfiat, si verò Regis illius, contra cujus Subditos Represaliæ postulantur, nullus Minister ibi degat, Represalias Literæ non concedantur, nisi post spatium quatuor mensium, computandum à die quo Libellus supplex Regi contra cujus Subditos Represaliæ petuntur, aut privato ipsius Consilio, editus ac oblatas fuerit.

X. Tum ad præcidendam omnem Litis & Contentionum materiam, quæ oriri possit ex causa Restitutionis Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in Regionibus & oris longè distitis, post sanctam Pacem & antequam ibidem innotescat, captas & occupatas fuisse alterutra Pars ab altera conqueri possit. Omnes Naves, Mercēs, alique Bona mobilia, quæ post Subscriptionem & Publicationem præsentis Tractatus utrinque occupari poterunt, intra spatium duodecim dierum in Mariibus Britannicis & Septentrionalibus, intra spatium sex Hebdomadarum, à dictis Mariibus Britannicis & Septentrionalibus usque ad sancti Vincentii Promontorium, tum intra spatium decem Hebdomadarum ultra dictum Promontorium cis Lineam Æquinoctialem, vel Æquatorem, tam in Oceano, in Mari Mediterraneo, quam alibi, denique intra spatium sex mensium trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem sine ulla exceptione, vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave Restitutionis aut Compensationis ratione habenda, occupantur sint & maneat.

XI. Si verò acciderit per incogitantiam aut imprudentiam, aut aliam quamlibet causam, ut quivis Subditus alterutrius prædictorum Dominorum Regum, faciat aut committat aliquid, Terra, Mari aut Aquis dulcibus, ubivis Gentium, quò minus observetur præfens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non fortitur, hæc Pax & bona Correspondentia inter prædictos Dominos Reges, non ideo interruptur, aut infringitur, sed in pristino suo robore, firmitate & vigore manebit, sed Subditus iste solummodo de suo facto proprio respondebit, & penas persolvat, inflictas per Leges & præscripta Juris Gentium.

XII. Sin autem (quod Omen Deus Optimus Maximus avertat) sopitæ simuletur inter dictos Dominos Reges aliquando renoventur & in apertum Bellum erumpant, Naves, Mercēs ac Bona quævis Mobilia, alterutris Partis, quæ in Portibus atque in Ditione Partis adversæ hæcenus atque extare deprehendentur, Fisco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur, sed Subditis alterutrius dictorum Dominorum Regum semestris spatium integrum hinc inde concedatur, quod res prædictas ac aliud quidvis ex suis Facultatibus, quò libitum erit, citra ullam molestiam, inde avehant ac transferant.

XIII. Quantum ad Principatum Arausionensem, aliasque Terras & Dominia, quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, Articulus separatus Tractatus Neomagensis, inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, decimo die Augusti 1678. conclusi, secundum formam & tenorem suum effectum plenum fortitur, atque ita omnes Innovationes & Immutationes relaxantur, omnia Arresta, Edicta & alia Acta, cujuscumque sint generis, absque ulla Exceptione, quæ dicto Tractatui ullo modo contraria sint, aut post Conclusionem ejusdem intervenierint, pro iniectis & annihilatis habebuntur, absque omni reversione & consequentia in futurum, atque ita omnia res-

TOM. VII. PART. II.

tuerent prædicto Domino Regi eodem statu & eodem modo, quibus iis utebatur & frucebatur, priusquam de Possessione eorum dimotus esset, in tempore Belli per dictum Tractatum Neomagensis compositi, aut quibus per eundem Tractatum fuit aut uti debet, & ad imponendum finem omnibus Molestiis, Litiibus, Processibus & Casibus qui super hæc moveri possint, alteruter prædictus Dominorum Regum Commissarios nominabit, qui plena & summaria Potestate illa omnia componere & expedire possint: Et in quantum, per Auctoritatem Domini Regis Christianissimi Dominus Rex Magnæ Britanniæ impeditus fuerit, quòminus frueretur Reditibus, Juribus & Commodis tam Principatus sui Arausionensis quam aliorum suorum Dominiorum, quæ post conclusum Tractatum Neomagensis, usque ad Declarationem præsentis Belli sub Dominatione prædicti Regis Christianissimi fuerunt, prædictus Dominus Rex Christianissimus Regi Magnæ Britanniæ restituet & restitui efficiet realiter, cum effectu & cum Interesse debito, omnes istos redditus, Jura & Commoda, secundum Declarationes & Verificationes coram dictis Commissariis faciendas.

XIV. Tractatus Pacis inter Regem Christianissimum & defunctum Electorem Brandenburgicum, ad Fanum Sancti Germani in Laye 29. die Junii 1679. conclusus, restituetur in singulis suis Articulis, & in pristino suo vigore manebit, inter Sacram Majestatem Christianissimam, & Serenissimum Electorem Brandenburgicum.

XV. Cum maximè conducatur ad Tranquillitatem publicam, ut Tractatus observetur, qui inter Sacram Majestatem Christianissimam & Celsitudinem Regalem Sabaudia nono die Augusti 1696. anni, conclusus erat, conventum est, ut confirmetur idem Tractatus per præsentem Articulum.

XVI. Sub hoc præfenti Pacis Tractatu comprehendunt illi qui ante Ratihabitionem permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominabuntur; Interim tamen quemadmodum Serenissimus ac Potentissimus Princeps Guilielmus Rex Magnæ Britanniæ & Serenissimus ac Potentissimus Princeps, Ludovicus Rex Christianissimus, græte agnoscunt sincera officia, ac indefessæ studia quibus Serenissimus ac Potentissimus Princeps Carolus Sueciæ Rex, interposita sua Mediatione hoc salutare Pacificationis Opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit; ita ad testandum parem affectum communi Partium omnium consensu, sanctum & conventum est, ut altissimè memorata Sacra Regia Majestæ Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, ac Juribus huic Tractatui sit inclusa, & præfenti Pacificationi omni meliori modo comprehenda.

XVII. Deniquè hujus præsentis Pacis ac Fœderis solennes ac ritè consecræ Ratihabitiones intra trium Hebdomadarum spatium, à die Subscriptionis computandum, vel citius si fieri possit, in Domo Ryfwiceni in Provinciâ Hollandiæ utrinque exhibeantur, & reciprocè ritèque commutentur.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem, majusque robur, & ad iis donandum debitum vigorem atque plenam Auctoritatem, infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, una cum Illusterrimo & Excellentissimo Domino Legato Extraordinario Mediatore, præfens Instrumentum Pacis subscriptionibus, Sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt in Ædibus Ryfwicenis in Provinciâ Hollandiæ die 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT. PEMBROKE. DE HARLAY BON-
(L.S.) (L.S.) NEÜL. (L.S.)
VILLIERS. VERJUS DE CRECY.
(L.S.) (L.S.)
J. WILLIAMSON. N. CALLIERES.
(L.S.) (L.S.)

Articulus separatus.

PRÆter ea omnia quæ conclusa & concordata sunt per Tractatum Pacis, factum hoc præfenti die 20. Septembris anni 1697. conventum insuper est per præsentem Articulum separatum, qui eundem vigorem & effectum habebit, ac si verbo tenus in eodem Tractatu insertus fuerit, quod Rex Christianissimus pacificatur, & spondeat, sicut per præsentem Articulum patet.

Ecc

cifici.

ANNO
1697.

cificiur & spondet, quod liberum sit Imperatori & Imperio usque ad primam diem Mensis Novembris proximè sequentis, Conditiones Pacis à Rege Christianissimo nuperrimè propositas accipere, secundum Declarationem prima die hujus præsentis mensis factam, nisi aliter conventum fuerit intra Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam: & si intra præfixum tempus Majestas Cæsarea non accipiat eas Conditiones, nec alia ratione Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam conventum fuerit, prædictus Tractatus effectum suum plenum sortietur & executionem debitam habebit secundum formam & tenorem suum, nec licitum erit Regi Magnæ Britannię vel directè vel indirectè sub qualicunque ratione aut causa eidem Tractatui contravenire.

In quorum omnium fidem nos infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Sacrę Regię Majestatis Magnæ Britannię & Sacrę Majestatis Christianissimę, vigore Plenipotentiarum nostrarum præsentem Articulum separatum Subscriptionibus & Sigillis propriis muniri curavimus. Actum in Ædibus Ryswicensibus in Provincia Hollandię 20. Mensis Septembris Anni 1697.

N. LILLIEROOT. PEMBROKE. DE HARLAY BON.
(L.S.) NEÜIL. (L.S.)
VILLIERS. VERJUS DE CRECY.
(L.S.) (L.S.)
J. WILLIAMSON. N. CALLIERES.
(L.S.) (L.S.)

Ratificatio data à Rege Anglię.

NOs viso & perpenso præfatto Tractatu, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentem, pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris, eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, spondentes verboque Regio promittentes Nos omnia quę in eo continentur, sincerè & bona fide præstituros & observaturos. In quorum majorem fidem & robur hisce Præsentibus Magnum Nostrum Anglię Sigillum apponi fecimus; Dabantur in Aula Nostra apud Loo in Provincia Gueldrię die vicefimo quinto mensis Septembris Anni Domini millesimi sexcentissimi nonagesimi septimi, Regniq; Nostrī Noni.

GULIELMUS R.

G. BLATWAYT.

Procuratio Dominorum Legatorum & Plenipotentiariorum Regis Magnę Britannię.

GULIELMUS Tertius Dei Gratia Magnę Britannię, Francię & Hibernię Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentem Literę pervenerint aut ullo modo spectaverint, Salutem. Cum in præsens rerum status, eaque animorum inclinatio videatur, ut Bellum quo Magna Orbis Christiani pars jam diu graviterque affligitur, favente divinā Providentiā, Officioque Mediatoris bono Fratre Nostrō Serenissimo ac Potentissimo Rege Suecię fungente, feliciter resingui possit, spes haud mediocri affluat: Nos qui Pacis studiosi semper fuimus, semperque erimus, nihil magis in votis habentes quā ut Concordia æqua, sincera & diurna inter Principes Christianos quantocius fiat, & plurimum excolatur; Tranquillitatis publicę recuperandę occasionem oblatam haud gravatè amplectimur, cumque de Pacis Generalis Tractatu inter nos & Föderatos Nostrōs ab una, & Regem Christianissimum ab altera Parte instituenda, à Nostris & Föderatorum Nostrorum & Regis prædicti Ministris in Hollandia consensum sit, cumque ad tam pium & præclarum Opus perficiendum Viro- rum Prudentia & in rebus arduis Experientia præditorum tantoque Negotio parium operā uti necessē

fit, sciatis, quod nos Fide, Industriā, Judicio, Prudentiāque perdilectorum & perquam fidelium Confanguineorum Nostrorum, Thomę Comitiss Pembrochię & Montisommerci, Baronis Herbert de Cardiffe, &c. Privati Sigilli Nostrī Anglię Custodis, & à Consiliis nostris intimis, Edwardi Vice-Comitis de Villiers, Nostrī nunc ad Cello as Rræpotentes Dominos Ordines Generales Unitii Belgii Alegati Extraordinarii & ad Congressum Ministrorum à Confoederatis Nostris missorum, qui Hagę Comitum habebunt, Plenipotentarii, perdilecti & perquam fidelis Consilarii Nostrī Roberti Domini Lexington, Baronis de Averam ex intimis Cubiculis Nostris, Genevosi Nostrī ad Serenissimum & Invidissimum Principem Romanorum Imperatorem Alegati nunc Extraordinarii, atque dilecti Nobisque fidelis Josephi Williamson Equitis Aurati, Nobis à Consiliis intimis, & ab Archivis Status, in Confessu Ordinum Regni Nostrī Anglię sive Parlamenti Senatoris, plurimum consili expertique qua pollent in rebus transigendis scientiā usque singulari, ex negotiis muneribusque variis, quę domi forisq; jam dudum digni gesserunt, ipsosque Thomam Comitē Pembrochię & Montis Gomerici, Edwardum Vice-Comitem de Villiers, Robertum Baronem de Averam & Josephum Williamson nominavimus, fecimus, constituimus, & deputavimus, & per Præsentem nominamus, facimus, constituimus & deputamus, nostros veros, certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Ambasiatores, Commissarios, Deputatos, Procuratores & Plenipotentarios, dantes Eisdem & concedentes, & Eorum duobus quibuscvis ægroantibus vel utriusque alias absentibus, duobus alteris omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Autoritatemque, nec non Mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale specialia non deroget neque contra:)

vel alium quemcunque Locum ubi dictum Pacis Tractatum & Negotiationem institui ac celebrari contigerit, adeundi, ibique pro Nobis, ac nomine nostro, una cum Commissariis ac Plenipotentariis Confoederatorum nostrorum & cum iis quos Rex Christianissimus, ex altera Parte deputaverit, congregiendi, & colloquendi cum iis pariter, quos alii quicunque Reges, Principes, Respublicę aut liberę Civitates sufficienti Autoritate instructos, ad dictum Pacis Tractatum miserint, ad Lites Controversiasque ex occasione hujusce Belli ortas, componendas, & plene determinandas, cumque iis de Pace firma ac stabili tractandi, conveniendi, & concludendi, idque omne quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit, pro nobis & nomine nostro, signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot & qualia fuerint necessaria, conscribendi, mutuoque tradendi recipiendi, dantes ulterius & concedentes Legatis nostris supradictis Potestatem Autoritatemque Literas commeatuas aliasque qualescunque quę ad securitatem Personarum, Comitum, Servorum, atque Impedimentorum eorum omnium, qui dicto Tractatu transigendo, conscribendoque operam impendent, vel ei quovis modo inserviunt, requiri possit, de tempore in tempus videantur, signandi, concedendi & exhibendi, ac generaliter ea omnia tractandi, promittendi, stipulandi, conveniendi & faciendi, quę in & super præmissis, aut eorum quolibet quovis modo necessaria, vel quomodolibet opportuna judicaverint, in tam amplis modo & forma ac vi effectūque pari, ac nos ipsi facere possemus, si dicto Tractatu personaliter interessemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quęcunque à dictis Nostris Legatis & Plenipotentariis & Eorum duobus quibuscvis ægroantibus, vel utcunque alias absentibus, ut antedictum est, à duobus alteris, vi Præsentium transigi & concludi contigerit, grata, rata & accepta, his prorsus modo & forma, quibus conventum erit, habituros, in quorum omnium fidem majusque robur præsentem manu nostrā Regiā signatas Magno Anglię Sigillo communiri fecimus. Dabantur in Aula nostra apud Kensington, die decimo sexto Februarii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regniq; Nostrī Noni.

GULIELMUS R.

(L.S.)

Magni Anglię.

ANNO
1697.

ANNO 1697. *S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien.*

LOUÏS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est présentement affligée, & que par les Rois & la Mediation de notre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour les Conférences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, sçavoir faisons, que nous confians entièrement en l'expérience, la capacité & la fidélité de notre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, de notre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortille, du Meüillet & autres Lieux, & de notre bien Amé le Sieur de *Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de notre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettions, ordonnons & députons par ces présentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de notre Très-cher & Très-aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & de ses Alliez tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos soldits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & sûre Paix, & generally faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requit un Mandement plus special non contenu en cédites présentes; promettant en foi & Parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que ledits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Seel à cédites présentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de notre Regne le 54.

Etoit signé,

LOUIS.

Et sur le repli étoit écrit,

Par le Roy;

Signé,

COLBERT.

Ratification du Roi T. C. sur le Traité de Paix conclu entre S. M. & le Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 3. d'Octob. 1697. [Sur l'imprimé à Paris, chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilège du Roi, Ann. 1697. in 4.]

TOM. VII. PART. II.

LOUÏS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme notre Amé & feal Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Celi, notre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Troon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort Isle & du Meüillet; & notre Cher & Bien Amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Rochechellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé le vingtième jour de Septembre dernier à Riswick, avec le Sieur Thomas Comte de Pembrok & de Mongommery, Baron d'Herbert & de Cardiff, Garde du Secau Privé d'Angleterre, Conseiller ordinaire au Conseil d'Etat de notre très-cher & très-Amé Frere le Roy de la Grande Bretagne, & l'un des Justiciers d'Angleterre: le Sieur Edouard Vicomte de Villiers & de Darfort, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, & l'un des Justiciers d'Irlande, le Sieur Robert de Lexington Baron d'Evoram, Gentilhomme de la Chambre de Sa Majesté Britannique; & le Sieur Joseph Williamson, Chevalier Conseiller ordinaire de Sa Majesté Britannique en son Conseil d'Etat, & Garde des Archives de l'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre dit Frere le Roy de la Grande Bretagne, pareillement munis de ses pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

NOUS ayant agreable le susdit Traité en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declaré, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy, & sous l'obligation & hypothèque de tous & chacuns nos Biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Présentes de notre main, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisième jour d'Octobre l'an de grace mil six cens quatre-vingt-dix sept, & de notre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas:

Par le Roy,

COLBERT.

Et scellé de cire jaune sur lacs ou cordons de soye bleuë, treffiez d'or, le Secau enfermé dans une boîte d'argent: sur le dessus de laquelle sont empreintes & gravées les Armes de France & de Navarre, sous un Pavillon Royal soutenu par deux Anges.

Extrait du Protocolle de la Mediation, tenu au Chateau de Ryswick le 12. Septembre 1697. touchant une Pension de 50. mille Livres Sterling promise par GUILLAUME Roi de la Grande Bretagne pour la Reine MARIE D'ESTE. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 173.]

MESSIEURS les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, ont déclaré que le Roi leur Maître a promis que la Pension annuelle d'environ cinquante mille Livres Sterling, ou de telle somme qu'elle se trouvera établie par Acte du Parlement, scellé du Grand Seau d'Angleterre en faveur de la Reine Marie d'Este, sera payée

Ecc 2

ANNO
1697.

à l'avenir conformément audit Acte, & qu'ils consentent que Monsieur l'Ambassadeur Médiateur le fasse insérer dans son Protocole, & en donnera Copie Authentique à Messieurs les Ambassadeurs de France, en présence desquels, ainsi que de Messieurs les Ambassadeurs des Etats Généraux, ladite Déclaration a été faite.

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Extrait du Protocole de la Mediation touchant la Relaxation des PROTESTANS FRANÇOIS pris sur les Vaisseaux Anglois, & la Liberté des quatre Ministres d'ORANGE. Du 22. Septembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 174.]

Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très Chrétienne, ont déclaré que s'il se trouve que le Traité qui a été fait & signé à Breda ne soit point en François, alors ils s'engagent qu'au lieu de celui, qu'ils ont signé à présent en François, ils en fourniront un autre en Latin avant la Ratification.

Ils promettent de relâcher les Protestans François, qui ont été pris sur des Vaisseaux Anglois; comme aussi de remettre en liberté les quatre Ministres d'ORANGE.

Promesse de GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne au sujet du de la Paix faite par le Roi T. C. avec le Roi CATHOLIQUE & avec les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES portant qu'il en procurera la Ratification, mais que s'il ne parvient pas l'obtenir, celle qu'il a faite avec le Roi T. C. aura neantmoins son plein & entier effet. Fait à Loo le 21. Sept. n. s. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 280.]

Nous Guillaume III. par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, &c. approuvons le Traité de Paix fait & signé à Ryswick le 20. Septembre 1697. entre nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, & ceux du Seigneur Roi Très-Chrétien, & nous nous obligeons en foi & Parole de Roi d'en fournir dans le tems qui y est porté la Ratification pure & simple, & en bonne forme, signée de nous & scellée du Grand Scau d'Angleterre, & comme il a été fait aussi le même jour au nom dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, deux autres Traitez, l'un avec le Seigneur Roi Catholique, & l'autre avec les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, nous, en cas, qu'en vertu du Traité fait avec le Seigneur Roi Catholique, le Seigneur Roi Très-Chrétien, trouve bon de faire retirer ses Troupes des Pais dudit Seigneur Roi Catholique, tant en Flandres qu'en Catalogne, lors de la délivrance du présent Acte, promettons d'employer nos offices les plus efficaces pour faire fournir aussi en bonne forme les Ratifications pures & simples desdits deux Traitez, tant de la part dudit Seigneur Roi Catholique, que de la part desdits Seigneurs Etats Généraux dans le tems porté par lesdits Traitez; & si ledit Seigneur Roi Catholique y faisoit quelque difficulté à son égard, ou qu'il n'y voulut point satisfaire dans ledit tems, nous promettons encore que le Traité fait entre nousdits Ambassadeurs, & ceux du Roi Très-Chrétien n'en sortira pas moins son plein & entier effet. Et nous nous engageons aussi d'employer de même nos offices pour faire que le Traité de Ratification desdits Etats Généraux des Provinces-Unies soit pareillement executé de point en point, nonobstant le refus que pourroit faire ledit Seigneur Roi Catholique de la Ratification du sien. En foi dequoi nous avons signé de notre main le présent Ecrit pour servir d'assurance de notre part de tout ce qui y est contenu. Fait à Loo ce 21. de Septembre N. S. 1697.

(L.S.) WILLIAM R.

Derogation à l'Article X. du Traité de Paix entre ANNO la FRANCE & L'ANGLETERRE touchant 1697. la Cessation des hostilités par Mer, laquelle sera censée avoir commencé, ou dû commencer du jour de la signature. Fait en double à Ryswick le 21. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 376.]

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Chrétien, & du Roi de la Grande Bretagne; Déclarons qu'encore qu'il soit porté par l'Article dixième du Traité de Paix signé à Ryswick le vingtième du mois de Septembre dernier entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, que les délais prescrits par ledit Article ne commenceroient qu'après la signature & publication dudit Traité, néanmoins l'intention de leursdites Majestés est, que lesdits délais commencent du 20. Septembre, jour de la signature dudit Traité; en sorte que celui de douze jours, qui y est marqué pour les Mers Britannique & Septentrionale, doit être censé expiré dès le deuxième du présent mois, & les autres délais devant expirer à proportion. En foi dequoi nous avons signé le présent Ecrit, & à icelui fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait double à Ryswick le 21. d'Octobre 1697.

PÉMBROCK.
VILLIERS.
WILLIAMSON.DE HARLAY BONNEUIL;
VERJUS DE GREY.
DE CALLIERES.

Ordonnance de LOUIS XIV. Roi de France pour la Publication & observation de la Paix conclue entre lui, & GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne. A Fontainebleau le 22. Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 462.]

ON fait à savoir à tous, qu'une bonne, ferme, stable & solide Paix, avec une amitié & réconciliation entière & sincère, a été faite & accordée entre très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre notre Souverain Seigneur; très-Haut, très-Excellent & très-Puissant Prince, GUILLAUME III. Roi de la Grand' Bretagne; & entre notredit Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, leurs Vassaux, Sujets, & Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, & Seigneuries de leur obéissance. Que ladite Paix est générale entr'eux & leursdits Vassaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle, il leur est permis d'aller, venir, retourner, & séjourner en tous les lieux desdits Royaumes, Etats, & Pais, négocier & faire Commerce de Marchandises, entretenir correspondance, & avoir communication les uns avec les autres; & ce en toute liberté, franchise, & sûreté, tant par Terre, que par Mer, & sur les Rivières & autres Eaux, & tout ainsi, qu'il a été & dû être fait en tems de bonne, sincère, & amiable Paix; telle que celle qu'il a plu à la divine bonté de donner ausdits Seigneurs Rois & ausdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces des Pais-Bas, & à leurs Peuples & Sujets. Et pour les y maintenir il est très-expressement défendu à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'entreprendre, attenter, ou innover au contraire, ni au préjudice d'icelle, sur peine d'être punis sévèrement, comme infracteurs de Paix & perturbateurs du repos public. Fait à Fontainebleau, le 22. jour d'Octobre 1697.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

COLBERT.

Inclusio in Tractatu Pacis per Regem MAGNÆ BRITANNIÆ facta pro Rege Hispanico, Fœderat-

ANNO
1697.

DERATO BELGIO & *tredecim* CANTONIBUS HELVETICIS. *Dat. Hagæ Comitiss 18. Novemb. Stilo novo 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 176.]

dénomées, pour leur sûreté. Fait à Versailles le 17. ANNO
jour de Mars 1698. 1697.

(L.S.) LOUIS.

COLBERT.

Guilielmus Tertius Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor. Omnibus præsentibus inspecturis Salutem: quandoquidem ex Articulo decimo sexto Tractatus Pacis conclusi vigesimo die Septembris hujus præsentis Anni in *Ædibus* nostris Rylwyensibus inter nos & Regem Christianissimum per Legatos & Plenipotentiarios ex utraque Parte constitutos concordatum fuerit, quod in dicto Tractatu comprehenderentur illi, qui intra sex menses ex Rathabitionum Commutatione numerandos à nobis nominati fuerint; Nos qui studio & affectu particulari colendam & Conservandam duximus Amicitiam Serenissimi & Invictissimi Imperatoris & Sacri Romani Imperii, omniumque ejus Electorum, Principum, Statuum & Civitatum, cum etiam Serenissimi & Potentissimi Regis Hispaniarum, itemque Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Belgii Provinciarum, *tredecim* itidem Rerumpublicarum, & Cantuum Helveticorum, & specialibus Rerumpublicarum & Cantuum Evangelicorum, Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basiliæ, Schaffhufii & Abbatis-Cel læ, cum omnibus & singulis, quos inter sese habent respective Fœderatis, Republica scilicet & Urbe Genevatum, cum suis Dependentiis, Comitatu & Civitate Neocomensi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rheticiis seu Grisonibus cum suis Dependentiis, nec non Rerumpublicarum & Civitatum Lubecensis, Bremenfis & Hamburgensis, eosdem omnes Principes, Respublicas, Status & Civitates eorumque omnium Confœderatos recipimus, & comprehendimus omni meliori modo & forma. In quantum omnium Testimonium & Fidem præsentis manu nostra Regia signatas, communi nostro Sigillo muniti jussimus. Dabatur in Aula Nostra Hagæ Comitum in Provincia Hollandiæ die decimo octavo mensis Novembris, Stilo novo 1697. Regni que nostri nono.

(L.S.) GUILIELMUS REX.

G. BLATHWAYTH.

Autre Inclusion du Roi de FRANCE dans sa Paix avec le Roi de la GRANDE BRETAGNE, où le Nom du Pape est omis, & dont M. Williamon Ambassadeur de Sa Majesté Britannique fut en son content. Donné à Versailles le 17. Mars 1698. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 367.]

Comme par l'Article 16. du Traité, conclu à Ryswick le vintième Septembre 1697. par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grand' Bretagne, Sa Majesté s'est réservé la liberté de comprendre dans ledit Traité, ceux qui dans l'espace de six mois après l'échange de ses Ratifications seroient nommez de part & d'autre d'un commun consentement; Elle a déclaré & déclare, par la présente signée de sa main, au Roi de la Grand' Bretagne qu'Elle nomme tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal, & ses Etats, les treize Cantons de Liges Suisses & leurs Coaliez, favor l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la République de Valais, le Prince & Etat de Neuf-Châtel, la Ville de Genève & ses dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienné, & les trois Liges des Grisons pour être tous compris dans ledit Traité de Paix, & jouir par eux du bénéfice qui en peut revenir, aux conditions & avantages qui y sont spécifiés tant pour eux que pour leurs Terres, Pays & Etats, comme s'ils y étoient expressément nommez. En foi de quoi Sa Majesté a signé la présente, qui a été multipliée pour être distribuée tant au Roi d'Angleterre qu'à toutes les Parties qui y sont

Acte de la Protestation faite au tems de la Paix de Ryswyck par le Sieur Bouret, au Nom de MARIE D'ORLEANS Duchesse de NEMOURS pour la conservation de ses Droits sur la Principauté d'Orange, sur le Marquisat de Rothelin & sur plusieurs autres Terres, & Seigneuries. Fait à la Haye le 7. & 8. Novembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. III. pag. 470.]

LE Droit de propriété de la Maison d'Orléans de Longueville sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances, est aisé à établir.

En l'année 1504. Jeanne de Hocquebert fille unique seule Héritière de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, épousa Louis d'Orléans premier du Nom Duc de Longueville, auquel Elle apporta en Mariage entr'autres biens, le Marquisat de Rothelin avec ses dépendances.

Après la mort de Louis arrivée en 1516. Jeanne de Hocquebert son Epouse fit une Donation dudit Marquisat de Rothelin à Louis d'Orléans second du Nom Duc de Longueville, & à François d'Orléans appellé Marquis de Rothelin ses Enfants, pour en jouir entr'eux conjointement, comme ils ont fait pendant plusieurs années.

Mais les Princes de la Maison de Baden profitant des Divisions & des Guerres qui étoient alors entre le Roi François Premier, & l'Empereur Charles-Quint, s'emparèrent dudit Marquisat de Rothelin (qui est situé en la Contrée de Wisenthal près de Bâle) & ses dépendances; & Ernest de Baden s'en mit en possession de l'autorité de l'Empereur.

Depuis ce tems ils se sont conservez dans cette induë possession; quelques diligences qui aient été faites par les Princes de la Maison de Longueville, pour le faire restituer par la Maison de Baden cet ancien Patrimoine de leurs Ancêtres.

Madame de Némours qui est seule Héritière de la Maison d'Orléans de Longueville, espère qu'il plaira à Messieurs les Médiateurs d'entrer en connoissance de la justice de ses Droits; & de lui accorder leurs offices, pour la faire rentrer en la pleine & paisible possession dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances.

JE FRANÇOIS BOURRET Envoyé de son Altesse Sérénissime madire Dame Duchesse de Némours, en vertu de son Plein-pouvoir daté à Paris le trentième Août dernier; me suis adressé à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Sérénissime Roi de Suède, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale; Auxquels j'ay communiqué l'Original dudit Plein-pouvoir, & représenté les justes Droits & Prétensions de son Altesse Sérénissime, sur la Principauté d'Orange, & sur plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, venant originaiement de Jean de Châlons, Marie Desbaux, & Alix de Châlons; ensemble sur le Marquisat de Rothelin & ses dépendances venant de Jeanne de Hocquebert; Pour la preuve desquels j'ai remis à chacune de leurs Excellences, Copie des deux Mémoires cy-dessus & plusieurs Testaments, Arrêts, & autres Actes & Pièces justificatives dedit Droits, & les ai très-instamment prié d'en prendre connoissance, & d'accorder à son Altesse Sérénissime leur favorable Médiation, pour la faire rentrer en la pleine & paisible possession & jouissance dedit Principauté & Biens. Fait à la Haye le vingt-unième Octobre mille six cent quatre vingt-dix-sept.

Signé,

BOURRET.

Ecc 3

Ré-

ANNO 1697. *Reconnoissance desdits Mémoires & Déclarations.*

L'An 1697. le 29. du jour du mois d'Octobre, par devant moi Samuel Favon, Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommez, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maisons & Finances de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, & son Envoyé en l'Assemblée de la Paix générale à Ryfwick, à l'effet du contenu aux Mémoires cy-dessus: Lequel a déclaré & reconnu avoir écrit & signé de sa main lesdits Mémoires, & en avoir délivré autant dès le vingt-unième du présent mois à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suede, des Goths, des Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, aux fins qu'il leur plût prendre connoissance des Droits de son Altesse Sérénissime, & lui accorder leur Médiation, pour la faire restituer en la pleine & paisible possession & jouissance de la Principauté d'Orange & de plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, qui lui appartiennent du Chef de Jean de Châlons, Marie Desbaux, & Alix de Châlons, ensemble du Marquisat de Rothelin & ses dépendances, à Elle appartenans du Chef de Jeanne de Hocquebert; Depuis lequel jour vingt-unième du présent mois, quelques diligences & instances qu'il ait faites auprès de leurs Excellences, il n'en a pu tirer aucune réponse favorable, quoi que leurs Excellences aient reçu lesdits Mémoires & les Pièces justificatives des Droits de son Altesse Sérénissime: C'est pourquoi il est resté & nécessité de protester incessamment pour la conservation desdits Droits, & cependant de faire reconnoître présentement lesdits Mémoires. De laquelle reconnoissance & déclaration mondit Sieur Bourret audit nom m'a demandé Acte, & requis de vouloir garder comme personne publique & mettre au rang de mes Minutes lesdits Mémoires & Déclaration, & d'y attacher Copie de son Plein-pouvoir du trentième Août dernier pour y avoir recours en tout tems, à lui octroyé. Fait & passé à la Haye les jour, an, & mois que dessus, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rosier, Témoins à ce requis, lesquels ont signé avec mondit Sieur Bourret & moi Notaire en la Minute des présentes demeurée par devers moi dit Notaire. Ce que j'atteste.

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Protestation pour la Conservation des Droits de son Altesse Sérénissime Madame la Duchesse de Nemours, sur la Principauté d'Orange, plusieurs Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, du Marquisat de Rothelin, & leurs dépendances.

SACHANT Tous & soient dûement informez en vertu de cet Acte public, que l'an 1697. le 7. jour de Novembre environ sur les 10. heures du matin, par devant moi Samuel Favon Notaire Public, admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, & en présence des Témoins sous-nommez, est comparu François Bourret, Conseiller & Trésorier Général des Maisons & Finances de Très-haute, Très-puissante, & Sérénissime Princesse, Madame Marie d'Orléans, par la grace de Dieu, Princesse Souveraine de Neuchâtel & Valengin en Suisse Duchesse de Nemours & d'Estouteville, Comtesse de Dunois, Saint Pol, Gournai, Tancarville, Chaumont, Dreux, & autres lieux; Envoyé & chargé du Plein-pouvoir de Son Altesse Sérénissime, daté à Paris le 30. Août dernier, dont il a été déposé Copie dûement collationnée, mise au nombre de mes Minutes le 29. Octobre aussi dernier, & par moi fait mention dudit dépôt au pied de l'Original dudit Plein-pouvoir, qui sera transcrit tout au long à la fin du présent Acte: Lequel m'a dit & déclaré, qu'ayant présenté & remis dès le 21. dudit mois d'Octobre à leurs Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Ambassadeurs

Extraordinaires & Plénipotentiaires du Sérénissime Roi de Suede, des Goths, Vandales, &c. Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, sondit Plein-pouvoir, avec les Mémoires & Pièces pour établir la Justice des Droits de son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Nemours sur la Principauté d'Orange, & sur les Terres Harlay, Cuiël, Varennes, le Château & Ville de Condorcey, Anceonne, Saint Laurent de la Roche, Sainte Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Bealrepaire, Lorme, Pierrepertuis, Ile sous Montreal, Chavennes, Ile en Bresse, Viteal, & autres Terres & Seigneuries situées en la Franche-Comté, ensemble sur le Marquisat de Rothelin, scis en la contrée de Vienthal près Bâle, & leurs appartenances & dépendances. Il a fait tous ses efforts pour engager leurs Excellences Messieurs les Médiateurs à prendre connoissance desdits Droits, & à interposer leurs Offices & leur favorable Médiation, sur les demandes de son Altesse Sérénissime, à l'effet d'être restituée en la pleine & paisible possession desdits Principauté & biens: qui lui appartiennent à titre légitime, en qualité de seule Héritière de Jean-Louis-Charles d'Orléans, Duc de Longueville son Frere, dernier mâle de la Maison de Longueville, à laquelle ils sont dévolus, savoir ledits Principauté d'Orange & Biens de Franche-Comté, du Chef de Marie Desbaux Princesse d'Orange, seule Héritière de la Maison Desbaux, de Jean de Châlons, & d'Alix de Châlons leur Filles; dont son Altesse Sérénissime est issuë en droite ligne, & ce en vertu des Testamens de ladite Marie Desbaux du 22. May 1416, & de Jean de Châlons du mois d'Août 1417. Contre le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne Guillaume III. & tous autres qui détiennent & occupent ledits Principauté & Biens de Franche-Comté, dont Guillaume Comte de Nassau, l'un de ses Prédécesseurs, s'étoit emparé sans Titre; & dont les Comtes de Nassau ont été condamnés de laisser la possession libre à la Maison de Longueville par trois Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1553., 27. Juillet 1556., & premier Février 1657. Et à l'égard dudit Marquisat de Rothelin & de ses dépendances, du Chef de Jeanne de Hocquebert, Fille unique & seule Héritière de Philippe de Hocquebert Marquis de Rothelin, mariée à Louis d'Orléans premier du nom Duc de Longueville, dont son Altesse Sérénissime est pareillement issuë en droite ligne: contre les Sérénissimes Princes de la Maison de Baden, qui détiennent & occupent ledit Marquisat de Rothelin & ses dépendances, dont Ernest de Baden, l'un de leurs Prédécesseurs, s'étoit emparé sans titre & sans aucun prétexte légitime: Mais ledit Sieur Bourret ayant reconnu, que toutes les Remontrances, Requisitions & Instances par lui faites, pour faire restituer à son Altesse Sérénissime ledits Principauté & Biens, étoient inefficaces & inutiles, il auroit été obligé de se réduire à des protestations pour la conservation des Droits de sadite Altesse Sérénissime, & auroit dûement prié & requis leurs Excellences Messieurs les Médiateurs de les recevoir, de les faire insérer dans le Protocole de la Médiation, & de lui en accorder Acte dans la meilleure forme que faire se pourroit, pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime en tems & lieu; à l'effet de quoi il se feroit transporté plusieurs fois, tant au Château de Ryfwick où se tiennent les Conférences au sujet du Traité de la Paix générale, qu'en leurs Hôtels & Domiciles à la Haye, notamment les 25. 26. 27. 28. 29. & 30. d'Octobre dernier: Surquoi ayant plu à leurs Excellences de lui déclarer, & de lui donner pour réponse, qu'ils ne pouvoient pas recevoir lesdites Protestations, & les insérer dans leur Protocole, parce qu'à l'égard de la Principauté d'Orange, & desdits Biens de Franche-Comté, ledit Sieur Bourret ne s'étoit présenté qu'après l'échange des Ratifications du Traité de Paix d'entre la France & l'Angleterre, & pour ce qui est du Marquisat de Rothelin, cette matière n'avoit point été agitée dans les présens Traitez, & il n'en étoit fait aucune mention dans les Articles de la Médiation, ce qui les mettoit hors d'état de recevoir lesdites Protestations: C'est pourquoi ledit Sieur Bourret, sur le refus de leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, s'est vu obligé de recourir aux voyes de Droit, & de protester solennellement, comme il proteste en effet par devant moi Notaire Public, & les Témoins sous-nommez, en vertu dudit Plein-pouvoir, pour conserver à son Altesse Sérénissime madite

ANNO 1697.

Dame

ANNO
1697.

Dame Duchesse de Nemours, ladite Principauté d'Orange, lesdites Terres & Seigneuries situées en Franche-Comté, & ledit Marquisat de Rothelin avec toutes leurs appartenances & dépendances, & les autres Terres & Biens venans des Maisons de Châlons, Desbaux & de Hocquebert, en quelques lieux qu'ils se trouvent situés, ensemble tous les Droits de ladite Altesse Sérénissime: A ce que tous les Traitez de Paix, généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à son Altesse Sérénissime, les Hoirs ou ayans cause, présents ou à venir, directement ou indirectement: Déclarant qu'il n'a jamais acquiescé à ce qui a été fait, & pourroit être fait à l'avenir, au préjudice des Droits de son Altesse Sérénissime susmentionnez, qu'il n'a rien négligé pour la faire restituer en la pleine & paisible possession desdits Principauté & Biens, & qu'il en appelle à une conjoncture de tems plus favorable. Et en vertu de cette Protestation publique, il m'a requis en madite qualité de Notaire Public, & les Témoins y présents & soussignez, de lui en dresser & délivrer un Acte dans les termes ci-dessus, que je lui ai délivré pour servir & valoir à son Altesse Sérénissime madite Dame Duchesse de Nemours ce que de raison: Duquel Acte ledit Sieur Bourret m'a pareillement requis de bailler & dénoncer des Copies à leursdites Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, afin que ledit Acte en soit d'autant plus authentique & solennel, & de leur réitérer les instances & les requisiions ci-devant faites à leurs Excellences par ledit Sieur Bourret, pour l'insérer dans le Protocole de leur Médiation. Fait & passé à la Haye en l'Etude de moi Notaire, en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier, Témoins requis & priez aux fins que dessus, l'an, jour, mois & heure marquez ci-dessus; & ont ledit Sieur Bourret & les Témoins susnommez, signé avec moi Notaire, la Minute des présentes, laquelle est restée par devers moi, ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Dénonciation faite à Messieurs les Médiateurs.

Et le huitième jour de Novembre audit an 1697. environ les onze heures du matin, pour satisfaire à la réquisition de mondit Sieur Bourret, Je soussigné Notaire Public admis par la Cour de Hollande, résident à la Haye, en présence des Témoins susnommez, certifie que je me suis transporté aux Hôtels & Domiciles de leursdites Excellences Monsieur le Comte Bonde, & Monsieur le Baron de Lillieroot, Médiateurs pour les Traitez de la Paix Générale, à la Haye, où parlant au Suissé de chacun d'eux, je leur ai baillé & dénoncé séparément autant de l'Acte ci-dessus, ensemble des Copies du Plein-pouvoir dudit Sieur Bourret en date du 30. Août dernier, & des Mémoires présentés à leurs Excellences, reconnus par devant moi dit Notaire, le 29. Octobre aussi dernier, & de l'Acte de ladite Reconnaissance, & je les ai, parlant comme dessus, requis avec le respect convenable, d'insérer lesdits Actes dans le Protocole de la Médiation: lesquelles dénonciations j'ai faites en présence de Samuel Favon le jeune Clerc, & Jean Rozier Témoins à ce requis, qui ont signé la Minute des présentes avec moi Notaire, laquelle Minute est restée par devers moi, ce que j'atteste:

Signé,

FAVON, Notaire Public.

Ensuit la teneur dudit Plein-pouvoir.

MARIE, par la Grace de Dieu, Princesse Souveraine de Neuchâtel & Valengin en Suisse, Duchesse de Nemours & d'Estouteville, Comtesse de Dunois, S. Pol, Gournai, Tancarville, Chaumont, Dreux & autres lieux. A

ANNO
1697.

tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. La Principauté d'Orange, & les Terres de Harlay, Cuisel, Varennes, le Château & Ville de Condorcet, Anceonne, S. Laurent de la Roche, Ste Anne sous ledit la Roche, Geninguey, Beal Repaire, Lorme, Pierre Pertuis, l'île sous Montcal, Chavennes, Vitteal, l'île en Bresse, & autres situées en la Franche-Comté, & le Marquisat de Rothelin, nous appartenans à titre légitime, comme seule Héritière de la Maison d'Orléans de Longueville, en qualité de fille d'Henri d'Orléans Duc de Longueville Pair de France, Souverain de Neuchâtel & Valengin notre très-honoré Seigneur & Pere, & devenuë seule Héritière de Jean Louis Charles d'Orléans de Longueville, Comte de Dunois, aussi Souverain de Neuchâtel & Valengin, dernier Mâle de la Maison de Longueville: Nous avons résolu d'envoyer notre Député en l'Assemblée de Ryswick où se font les Conférences au sujet du Traité de la Paix Générale, pour y représenter nos droits & intérêts, à l'effet de nous conserver la Principauté d'Orange, & lesdites Terres situées en la Franche-Comté, & le Marquisat de Rothelin, comme lesdits Principauté & Biens nous étans dévolus par le décès de mesdits Seigneurs les Ducs de Longueville, auxquels lesdits Principauté & Biens de Franche-Comté appartiennent, du chef de Marie Desbaux Princesse d'Orange seule Héritière de la Maison Desbaux, de Jean de Châlons, & d'Alix de Châlons leur fille, desquels Marie Desbaux, Jean & Alix de Châlons, nous sommes issuë en droite ligne, & mesdits Seigneurs les Ducs de Longueville nos Auteurs, auxquels lesdits Biens ont appartenu en vertu des Testaments de ladite Marie Desbaux Princesse d'Orange, du 22. May 1416. & de Jean de Châlons, du mois d'Août 1417. & en conséquence des Arrêts du Grand Conseil des 20. Novembre 1553. & 27. Juillet 1556. obtenus par mesdits Seigneurs François d'Orléans, & Leonor d'Orléans Duc de Longueville, contre Guillaume Comte de Nassau qui s'en étoit emparé sans titre, & d'un autre Arrêt obtenu par mondit Seigneur Henri d'Orléans Duc de Longueville, contre Marie Stuart Veuve de Guillaume Comte de Nassau, tant en son nom que comme Tutrice: Par tous lesquels Arrêts les Comtes de Nassau ont été condamnés, de laisser à la Maison de Longueville la possession libre de la Principauté d'Orange, & autres Biens qui ont appartenu à Jean de Châlons & Marie Desbaux: en exécution desquels Arrêts, ont été faites différentes poursuites & diligences, même es années 1682. & 1694. A CES CAUSES savoir faisons, qu'ayans entièrement confiance en la personne du Sieur François Bourret notre Conseiller & Tresorier Général de nos Maisons & Finances, nous l'avons nommé & constitué, & par ces présentes le nommons & constituons notre Procureur Général & special, pour se transporter en ladite Ville de Ryswick, & suivant les instructions particulières que nous lui avons fait donner, représenter la justice de nosdits Droits, & demander que nous soyons restituée en la pleine & paisible possession desdits Principauté d'Orange & biens situés en Franche-Comté, à nous dévolus, & esquels mesdits Seigneurs Ducs de Longueville nos Auteurs ont été maintenus, & les Comtes de Nassau condamnés de leur en laisser la possession libre, qui s'en étoient emparés sans aucun prétexte légitime: Ensemble ledit Marquisat de Rothelin. Comme aussi donnons Pouvoir audit Sieur Bourret, en cas qu'il soit fait refus d'entrer en connoissance de la justice de nos Droits, & de nous comprendre dans ledit Traité, pour nous conserver lesdits Biens, de faire en notre nom les protestations nécessaires pour la conservation de nosdits Biens & Droits, & de tout ce qui en peut dépendre, & d'en retirer des Actes dans la meilleure forme que faire se pourra; faire à cet effet toutes les diligences nécessaires, à ce que tous les Traitez de Paix généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, nuire, ni préjudicier à Nous, nos Hoirs ou ayans cause, présents & à venir, directement ou indirectement. Et généralement nous donnons Pouvoir audit Sieur Bourret de faire en la Négociation de cette affaire & ce qui en dépend, tout ce qu'il jugera à propos pour en avoir & procurer le succès. Promettant d'avoir le tout pour agréable ferme & stable, comme si nous même y avions été en personne: en foi & témoignage de quoi, nous avons signé ces présentes de notre main, & icelles fait contresigner par l'un de nos Secrétares, & y apoint

ANNO
1697.

poser le scel de nos Armes. A Paris l'an de Grace
mil six cens quatre vingts dix-sept, le trentième jour
d'Août.

Signé,

MARIE D'ORLEANS.

Et plus-bas,

par Madame,

Signé,

DE S. AMOUR.

Et scellé. La Copie du Plein-pouvoir ci-devant transcrit a été collationnée par moi Notaire soussigné sur l'Original en papier ; & jointe aux Memoires signez de mondit Sieur Bourret, reconnus ce jourd'hui par devant moi dit Notaire & témoins, pour être gardée avec la Minute de l'Acte de ladite reconnaissance au nombre de mes Minutes ; au pied de l'Original duquel Plein-pouvoir a été par moi fait mention dudit dépôt. Fait à la Haye le vingt neuvième jour d'Octobre mil six cens quatrevingt dix-sept.

Signé,

BOURRET ET FAVON, Notaire Public.

Ce que j'atteste :

Signé,

FAVON, Notaire Public.

CXCVIII.

20. Sept. *Traité de Paix entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES II. Roi d'Espagne, par le quel toutes les Conquêtes, Occupations & Reunions faites par Sa Majesté T. C. sur Sa Majesté Catholique tant en Espagne qu'aux Pais-Bas depuis la Paix de Nimègue sont restituées, à la réserve de 82. Villes, Bourgs, & Lieux spécifiés dans une Liste séparée. Le Roi T. C. y promet aussi de remettre la Ville de Dinant à l'Evêque, & à sa Recommandation le Roi Catholique rendra l'Isle de Ponza au Duc de Parme. Fait à Ryswick le 20. Septembre 1697. Avec les PLEINPOUVOIRS & les RATIFICATIONS des deux Rois. Comme aussi l'ARTICLE SEPARÉ pour le Terme laissé à l'Empereur & à l'Empire ; avec les Ratifications. Item la LISTE ET DECLARATION des Reunions ou Occupations faites par Sa Majesté T. C. dans les Provinces Catholiques du Pais-Bas, depuis la Paix de Nimègue. Et la LISTE d'Exception des Lieux réservés par la France. [Sur l'imprimé à Paris chez FREDERIC LEONARD avec Permission & Privilège du Roi Ann. 1697. On trouve aussi cette Pièce dans les Actes & Memoires de la Paix de RYSWICK. Tom. III. pag. 219. dans le Recueil de divers Traitez faits depuis soixante ans. seconde Part. pag. 557. dans HERM. FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN Corpus Constitut. Imperialium Tom. I. in App. pag. 126. en Allemand. & dans le Theatrum Europaeum. Tom. XV. pag. 190. en Allem.]*

AU Nom de Dieu & la Très-Sainte Trinité, à tous prefens & à venir, soit notoire que pendant le cours de la plus sanglante Guerre dont l'Europe ait été affligée depuis long-temps, il a plu à la divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cœurs de très-haut, très-

ANNO 1697.
excellent & très-puissant Prince Louis Quatorzième, par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre ; & de Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Second, Roi Catholique des Espagnes ; lesquels souhaitans également de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la Tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en vûe que de la rendre solide & perpétuelle, par l'équité de ses Conditions ; leursdites Majestez ont unanimement consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince de glorieux Memoire Charles Onzième, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales : mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçue de l'heureux effet de ses Conseils, & de ses bons Offices ; leursdites Majestez persistans dans la résolution d'arrêter au plutôt l'effusion de tant de Sang Chrétien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même Qualité, Très-haut, Très-excellent & Très-puissant Prince Charles Douzième Roi de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins, pour l'avancement de la Paix entre leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique, dans les Conférences qui se font tenues pour cet effet au Château de Ryfwick dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre. Scavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat ; le Sieur Louis Chevalier Verjus, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fort Ille, du Meüillet, & autres Lieux ; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Callieres de la Rochellay & de Gigny. Et de la part de Sa Majesté Catholique, le Sieur Dom Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Supreme de Castille ; & du Sieur Louis Alexandre de Soockart, Comte de Trimont, Baron de Giesbecke, Conseiller du Conseil Supreme d'Etat des Pais-Bas à Madrid, de ceux d'Etat, & privé dans les mêmes Pais. Lesquels après avoir imploré l'Assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les copies seront insérées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir dûement fait l'échange par l'Intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lilienroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suede, qui s'est acquité de sa fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité necessaire, ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrétienté des Conditions dont la teneur s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpétuelle Alliance & Amitié entre les Rois Très-Chrétien & Catholique, leurs Enfants nez & à naître, leurs Hoirs, Successeurs & Heritiers, leurs Royaumes, Etats, Pais, & Sujets ; qu'ils s'entr'aimeront comme bons Freres, procurant de tout leur pouvoir le Bien, l'Honneur & la Reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi, & autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer reciproquement quelque dommage.

II. En consequence de cette Paix & bonne Union, tous Actes d'Hostilité cessèrent entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous Lieux où la Guerre fe fait par les Armes de leurs Majestez ; tant entre leurs Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places, & s'il y étoit contrevenu par la prise d'une, ou plusieurs Places soit par attaque, par surprise ou par intelligence, & même s'il fe faisoit des Prilonniers ou qu'il se commît d'autres Actes d'hostilité par hazard ou autrement, la Contravention sera réparée de part & d'autre de bonne foy, sans retardement ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été occupé, & delivrant les Prilonniers sans rançon ni payement de dépense.

III. Tous sujets d'inimitié ou de mesintelligence demeureront éteints & abolis pour jamais. Il y aura de part & d'autre un oubli & une Amnistie perpétuelle

ANNO
1697.

tuelle de tout ce qui s'est fait pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir, sous aucun prétexte, directement ni indirectement, en faire aucune recherche, par voye de Justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, & leursdites Majestés, ni leurs Sujets, Serviteurs & Adherants n'en pourront témoigner de résentiment ni en prétendre aucune sorte de réparation.

IV. Seront remises & laissées en la Possession, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, les Places de Gironne, Rose & Belver en l'état qu'elles ont été prises avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée dans le même temps, & toutes les autres Villes, Places, Forts, Lieux & Châtellenies généralement quelconques, qui ont été occupées pendant cette Guerre, par les Armes de Sa Majesté Très-Chrétienne, & depuis le Traité de Nimègue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne, leurs Appartenances, Dépendances & annexes seront remises en l'état auquel ils se trouvent à présent, sans en rien retenir, relayer, affaiblir ni détériorer. Sera aussi remis de même au Pouvoir, Domaine & Souveraineté de Sa Majesté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort & Fortifications en dépendants avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes Appartenances, Dépendances & annexes.

V. La Ville & Forteresse de Luxembourg, en l'état auquel elle se trouve présentement, sans y rien démolir, changer, diminuer, affaiblir, ou détériorer des Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise: ensemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny en toutes leurs Consistances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs Appartenances, Dépendances & Annexes, seront rendus & remis au Pouvoir, Souveraineté, Domaine & Possession du Roi Catholique, de bonne foi, pour en jouir par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pu faire lors & avant le Traité de Nimègue, sans en rien retenir ni réserver, si ce n'est ce qui en a été cédé à Sa Majesté Très-Chrétienne, par le précédent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charolais sera pareillement remise au Pouvoir & sous la Souveraineté, de Sa Majesté Catholique avec sa Dépendance en l'état auquel elle est à présent sans y rien rompre, démolir, affaiblir ou détériorer, de même que l'Artillerie, qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la Souveraineté, Domaine, & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Mons Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à présent, sans y rien rompre, démolir, affaiblir ou détériorer; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise, & la Banlieue & Prévoité, Appartenances, & Dépendances de la même Ville en toute sa consistance, ainsi que le Roi Catholique en a joui, ou pu jouir lors & avant ledit Traité, de même que la Ville d'Ath dans l'état où elle étoit au tems de sa dernière prise, sans y rien rompre, démolir, affaiblir ni détériorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour, ensemble la Banlieue, Châtellenie, Appartenances, Dépendances, & annexes de ladite Ville, comme elles ont été cédées par le Traité de Nimègue, à la réserve des Lieux ci-après, savoir le Bourg d'Anchoin, Vaux, Guarrin, Ramecroix, Bethême, Constantin, le Fief de Paradis, lesdits derniers étant des enclavements de Tournaisis, & ledit Fief de Paradis, en tant qu'il contribué avec le Village de Kain, Havines, Mèles, Mourcourt, Kain, le Mont de S. Audebert dit de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Hernies, Caluette, & Viers, avec leurs Paroisses, Appartenances & Dépendances restèrent, sans en rien réserver, en la Possession & Souveraineté de Sa Majesté Très-Chrétienne, la Province de Hainaut demeurant au surplus à la Souveraineté de Sa Majesté Catholique, sans préjudice néanmoins de ce qui a été cédé à Sa Majesté Très-Chrétienne, par les précédents Traitez.

VIII. Sera remise au Pouvoir, Domaine, Souveraineté & Possession de Sa Majesté Catholique la Ville de Courtray, dans l'état présent avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée au tems de la dernière prise; ensemble la Châtellenie de ladite Ville, Appartenances, Dépendances, & annexes conformément au Traité de Nimègue.

IX. Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien sera aussi res-

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1697.

tuer à Sa Majesté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Poëtes, que les Armées ont ou pourroient avoir occupé jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icelle, en quelque Lieu du Monde qu'elles soient situées, comme pareillement Sadite Majesté Catholique, fera restituer à Sa Majesté Très-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Poëtes que ses Armées pourroient avoir occupé durant cette Guerre, jusqu'au jour de la Publication de la Paix, & en quelques Lieux qu'ils soient situés.

X. Tous les Lieux, Villes, Bourgs, Places, & Villages, que le Roi Très-Chrétien a occupé & réunis depuis le Traité de Nimègue dans les Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, & autres Provinces du Pais-Bas, selon la Liste desdites réunions produites de la part de Sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negotiation, & dont Copie sera annexée au présent Traité, demeureront à Sa Majesté Catholique absolument & à toujours, à la réserve des 82. Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la Liste d'exception, qui en a été aussi fournie de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & qui sont par elle prétendus, pour raisons des Dépendances des Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cédées à Sa Majesté Très-Chrétienne, par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimègue, à l'égard desquels 82. Lieux susdits seulement dans la Liste sera pareillement annexée au présent Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment après la signature du présent Traité des Commissaires de part & d'autre, tant pour régler auquel des deux Rois lesdits 82. Villes, Bourgs, Lieux, ou Villages, ou aucun d'eux devront demeurer & appartenir, que pour convenir des échanges à faire des Lieux, & Villages enclavés dans les Pais de la Domination de l'un & de l'autre, & en cas que lesdits Commissaires ne pussent demeurer d'accord; leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique en remettront la dernière Decision au Jugement des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que lesdits Seigneurs Rois ont réciproquement consenti de prendre pour Arbitres, sans préjudice néanmoins aux Ambassadeurs Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois T. C. & Catholique, d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable, & même avant la Ratification du présent Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultez tant à l'égard desdites Réunions que des limites, & Dépendances, demeureront de part & d'autre entièrement assoupies & terminées: en conséquence cesseront toutes poursuites, Sentences, Separations, Incorporations, Commises, Decretemens, Confiscations, Réunions, Declarations, Reglemens, Edits, & tous Actes généralement quelconques donnés au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne pour raison desdites Réunions, soit par le Parlement ou Chambre établie à Mets, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commises, ou Delegations contre Sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront revuées & annulées à toujours, comme s'ils n'avoient jamais été & au surplus la Generalité desdites Provinces, demeureront à Sa Majesté Catholique, à la réserve de toutes les Villes, Places, & Lieux cédés à Sa Majesté Très-Chrétienne, par les précédents Traitez, avec les Appartenances & Dépendances.

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux, & Villages, Circonstances, Dépendances & annexes ci-dessus remis & cédés par Sa Majesté Très-Chrétienne, sans en rien réserver ni retenir, rentreront en la Possession de Sa Majesté Catholique, pour en jouir par elle & de toutes les Prerogatives, Avantages, Profits & Revenus, qui en dépendent, avec la même étendue, & aux mêmes Droits de Propriété, Domaine & Souveraineté qu'elle en jouissoit avant la dernière Guerre, lors & avant le Traité d'Aix la Chapelle & de Nimègue, & tout ainsi qu'elle en a pu ou dû jouir.

XII. La Restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien réellement, & de bonne foi, sans retardement ni difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront à ce deputez par ledit Seigneur Roi Catholique, immédiatement après la Ratification du présent Traité, sans rien démolir, affaiblir, diminuer ou endommager en aucune sorte dans lesdites Villes, & sans que l'on puisse prétendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications, Edifices publics & Batimens faits auditcs Places, ni pour le payement de

Fff

cc

ANNO
1697.

ce qui pourroit être dû aux Soldats & Gens de Guerre, qui s'y trouveront lors de la Restitution.

XIII. Le Roi Très-Christien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'Artillerie que Sa dite Majesté a fait apporter dans lesdites Villes, depuis qu'elles ont été prises, toutes les Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions qui s'y trouveront, lors qu'elles seront remises à Sa dite Majesté Catholique; & ceux que le Roi Très-Christien aura commis pour cet effet, pourront se servir pendant deux mois des Chariots & des Bâteaux du Pais: ils auront le Passage libre tant par Eau que par Terre pour faire emporter lesdites Munitions dans les Places de Sa Majesté Très-Christienne, les plus voisines. Les Gouverneurs, Commandans, Officiers, & Magistrats des Places & Pais ainsi restitués feront donner toutes les facilités qui dépendront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions; Pourront aussi les Officiers, Soldats, & Gens de Guerre, qui fortiront desdites Places, en retirer & emporter les Biens Meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans desdites Places, &c. du plat Pais, ni d'endommager les Maisons, ni d'emporter aucune chose appartenante aux Habitans.

XIV. Les Prisonniers de quelque nature & Condition qu'ils puissent être, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussi-tôt après l'échange des Ratifications, en payant leur dépense, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs légitimement devoir. Et si quelques-uns avoient été mis aux Galères de leursdites Majestés, à l'occasion & par le malheur desdites Guerres seulement, ils seront promptement délivrés & mis en liberté, sans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon ou pour leur dépense.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié les Sujets des deux côtes quels qu'ils soient pourront en gardant les Loix, Usages, & Costumes du Pais, aller, venir, demeurer, trafiquer & retourner au Pais l'un de l'autre comme bons Marchands, & ainsi que bon leur semblera, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, traiter & négocier ensemble, & seront soutenus & défendus les Sujets au Pays l'un de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les Droits en tous Lieux accoutumés, & autres qui par lesdits Rois ou leurs Successeurs seront imposés.

XVI. Tous les Papiers, Lettres, Documents concernant les Pais, Terres & Seigneuries qui seront cédés & restitués auxdits Seigneurs Rois par le présent Traité de Paix seront fournis & délivrés de bonne foi de part & d'autre dans trois mois, après que les Ratifications du présent Traité auront été échangées en quelques Lieux que lesdits Papiers & Documents se puissent trouver, même ceux qui auront été enlevés de la Citadelle de Gand & de la Chambre des comptes de l'Isle.

XVII. Les Contributions établies, ou demandées de part & d'autre, Représailles, Envois de Fourrage, Grains, Bois, Bestiaux, Utensiles, & autres espèces d'Impositions sur les Pais de l'un & de l'autre Souverain, cesseront aussi-tôt après la Ratification du présent Traité, & tous les Arrerages ou Parties qui en peuvent être deus ne pourront être reciproquement exigés, à quelque Titre & sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communautés, Universités & Colleges seront établis tant en la jouissance des Honneurs, Dignités & Benefices dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens Meubles & Immeubles, Rente à rachapt dont les Capitaux demeurent en existence, & les Rentes viagères saisies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le Parti contraire, ensemble de leurs Droits, Actions & Successions à eux venues, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des Fruits & Revenus perçus & échus pendant cette Guerre, dès le saisissement desdits biens Immeubles, Rentes & Benefices jusqu'au jour de la Publication du présent Traité.

XIX. Ne pourront semblablement rien demander ni prétendre de Dettes, Effets & Meubles qui auront été confisqués avant ledit jour, sans que jamais les

Creanciers de telles Dettes, & Depositaires de tels ANNO
Effets, & leurs Heritiers ou ayant cause en puissent 1697.
faire poursuite ni en prendre recouvrement, lesquels rétablissements, en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront suivi le Parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du présent Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi dans leurs Biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du présent Traité.

XX. Et se fera ledit rétablissement des Sujets de part & d'autre, selon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimègue, nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences Préparatoires & Définitives, données par contumace en l'absence des Parties & icelles non oïyes, lesquelles Sentences & leurs Jugemens, demeureront nuls & de nul effet & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites Parties de revenir dans les Pais, d'où elles se sont retirées ci-devant, pour jouir en personne de leurs Biens & Meubles, Rentes & Revenus, ou d'établir leurs demeures hors desdits Pais, en tel Lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte, pour ce regard; & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer ou commettre telles Personnes non suspectes que bon leur semblera, pour le gouvernement & jouissance de leurs Biens, Rentes & Revenus; mais non au regard des Benefices requérant Residence, qui devront être personnellement administrés & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. dudit Traité de Nimègue, concernant les Benefices seront exécutés, & en conséquence ceux qui ont été pourvus de Benefices par celui des deux Rois, qui au tems de la Collation possédoit les Villes & Pais où ledits Benefices sont situés, seront maintenus en la Possession & jouissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté, & entiere faculté de pouvoir vendre, changer, aliéner, ou autrement disposer, tant par Acte d'entre vifs que de dernière volonté des Biens & Effets Meubles & Immeubles, qu'ils ont ou auront situés sous la Domination de l'autre Souverain, & chacun les y pourra acheter, Sujet ou non Sujet, sans que pour cette Vente, ou Achat aucun ait besoin d'Ordroi, Permission ou autre Acte quelconque que ce présent Traité.

XXIII. Comme il y a des Rentes affectées sur la Generalité de quelques Provinces dont une Partie est possédée par Sa Majesté Très-Christienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera sa quote part, & seront nommez des Commissaires pour regler la Portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXIV. Les Rentes légitimement établies, ou dûes sur les Domaines par les precedens Traitez, & du payement desquelles il apparaitra dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les Receveurs de leurs Majestés Très-Christienne & Catholique avant lesdites Cessions, seront payées par leursdites Majestés aux Creanciers desdites Rentes, de quelque Domination qu'ils puissent être, François, Espagnols ou d'autre Nation sans distinction.

XXV. Et comme par le présent Traité il se fait une Paix bonne & ferme tant par Mer que par Terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute Hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuze en Norwege jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; au bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au delà de la Ligne & en tous les autres Endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication du présent Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme prefix seront rendus avec récompense de tous les Dommages qui en seront provenus.

XXVI. Il y aura en cas de Rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un Terme de six mois pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs Effets & Personnes où bon leur semblera, & il leur

ANNO leur sera permis de le faire en toute liberté, sans
1697. qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni
procéder pendant ledit temps à aucune saisie desdits
effets, & moins encor à l'arrêt de leurs Personnes.

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retire-
ront aussitôt après la Ratification du présent Traité
sur les Terres & Pais de leurs propres Souverains, &
dans les Places, & Lieux qui doivent réciproquement
demeurer & appartenir à leurs Majestés, après ou sui-
vant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque
prétexte que ce soit, dans les Pais de l'autre Souverain,
ni dans les Lieux qui lui doivent pareillement ci-après
demeurer ou appartenir, & il y aura aussitôt après la
signature de ce même Traité cessation d'Armes &
d'Hostilités en tous Endroits de la Domination desdits
Seigneurs Rois, tant par Mer & autres Eaux que par
Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception
des Droits, dont ledit Seigneur Roi Très-Christien est
en possession, sur tous les Pais qu'il remet ou restitue
audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusqu'au
jour de la Restitution actuelle des Places, dont ledits
Pais sont dependans, & que ce qui en restera dû lors
de ladite Restitution sera payé de bonne foi, à ceux qui
en ont pris les Fermes; comme aussi que dans le même
tems les Propriétaires des Bois confisqués dans les
Dependances des Places, qui doivent être remises à
Sa Majesté Catholique, rentreront en la possession de
leurs Biens, & de tous les Bois qui se trouveront sur le
lieu : bien entendu que du jour de la signature du
présent Traité, toutes les coupes de Bois cesseront de
part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimegue, & les precedents
seront executez selon leur forme & teneur, excepté
dans les Points & Articles, où il y aura été ci-devant
derogé, ou fait en dernier lieu quelque changement
par le présent Traité.

XXX. Toutes les Procedures faites & les Juge-
mens rendus entre particuliers par les Juges, & autres
Officiers de Sa Majesté Très-Christienne établis tant
dans les Villes & Places dont elle a jouy en vertu du
Traité d'Aix-la-Chapelle, & qu'elle a cedé depuis à
Sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent
au Roi Très-Christien en vertu du Traité de
Nimegue, ou dont il a été en possession depuis ledit
Traité, & pareillement les Arrêts du Parlement de
Tournai rendus pour raison des différens, & procès
poursuivis par les Habitans desdites Villes & de leurs
Dependances, durant le tems qu'elles ont été sous
l'obéissance de Sa Majesté Très-Christienne, auront
lieu & sortiront leur plein & entier effet, comme
si ledit Seigneur Roi demeurait Seigneur & Posses-
seur desdites Villes & Pays, & ne pourrout être ledits
Jugemens & Arrêts revoquez en doute & annulez,
ni leur Execution autrement retardée ou empêchée :
bien sera-t-il loisible aux Parties de se pourvoir par Re-
vision de la Cause, & selon l'Ordre & la Disposition
des Loix & des Ordonnances, demeurant cependant
les Jugemens en leur force & vertu, sans prejudice
de ce qui est stipulé à cet égard dans l'Article 21. du
suisdit Traité de Nimegue.

XXXI. La Ville & le Château de Dinant seront
remis par Sa Majesté Très-Christienne à l'Evêque &
Prince de Liege en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont
été occupés par les Armes de Sa Majesté.

XXXII. Sa Majesté Très-Christienne ayant témoi-
gné souhaiter que l'Isle de Ponza qui est dans la Mer
Mediterranée soit remise au Pouvoir de Monsieur le
Duc de Parme, Sa Majesté Catholique en conside-
ration des offices de Sa Majesté Très-Christienne a
bien voulu declarer qu'elle fera retirer les Gens de
Guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Isle
au Pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme,
aussitôt après la Ratification du présent Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranquillité publi-
que que la Paix conclue à Turin le 29. d'Août 1696.
entre Sa Majesté Très-Christienne, & Son Altesse
Royale de Savoye, soit aussi exactement observée, il
a été trouvé bon de la confirmer & comprendre
dans le présent Traité, & dans tous ses Points, tels
qu'ils sont contenus dans la Copie signée & scellée par
les Plenipotentiaires de Savoye & qui sera jointe au
présent Traité, pour la Manutention duquel Traité &
du présent leurdites Majestés donnent à Son Altesse
Royale leur Garantie.

XXXIV. Leurdites Majestés reconnoissans les offi-
TOM. VII. PART. II.

ces, & les soins que le Serenissime Roi de Suede a
continuellement employez pour le retablissement de
la Paix, sont convenus que Sa Majesté Suedoise, ses
ROYAUMES & ETATS seront nommément compris dans
le présent Traité, en la meilleure forme & maniere
que faire fe peut.

XXXV. En cette Paix, Alliance, & Amitié, seront
compris tous ceux qui seront nommez de part &
d'autre, d'un commun consentement, avant l'échange
des Ratifications, dans l'espace de six mois après
qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Ledits Seigneurs Rois Très-Christien &
Catholique, consentent que Sa Majesté Suedoise en
qualité de Mediateur & tous autres Rois, Princes &
Républiques qui voudront entrer dans un pareil en-
gagement, puissent donner à leurs Majestés leurs Pro-
messes & Obligations de Garantie, pour l'exécution de
tout ce qui est contenu au présent Traité.

XXXVII. Et pour plus grande feureté de ce Traité
de Paix & de tous ses Points & Articles y contenus,
fera le présent Traité publié, verifié & enregistré tant
au Grand Conseil, & autres Conseils, & Chambre
des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-
Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille
& d'Arragon, le tout suivant & en la forme conte-
nuë au Traité de Nimegue, de l'année 1678. comme
semblablement ledit Traité sera publié, verifié & en-
registré en la Cour de Parlement & en tous autres
Parlemens du Royaume de France & Chambre des
Comptes dudit Paris: Desquelles publications & enre-
gistremens seront remises & delivrées des Expéditions
de part & d'autre, dans l'espace de trois mois après la
Publication du présent Traité.

XXXVIII. Lesquels Points & Articles ci-dessus
énoncés, ensemble le contenu en chacun d'eux,
ont été traités, accordés, passés & stipulés, entre les
suisdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentia-
ires desdits Seigneurs Rois Catholique & Très-Christien,
au nom de leurs Majestés, lesquels Plenipotentiaires
en vertu de leur Pouvoir, dont les Copies seront in-
serées au bas du présent Traité, ont promis, & pro-
mettent sous l'obligation de tous & chacuns les Biens,
& Etats, présents, & avenir des Rois leurs Maîtres
qu'ils seront inviolablement observés, & accomplis,
de les faire ratifier purement & simplement sans y
rien ajouter, & d'en fournir les Ratifications par Let-
tres authentiques, & scellées, où tout le présent Traité
sera inséré de mot à autre, dans six semaines, à com-
mencer du jour & date du présent Traité, & plutôt
si faire fe peut. En outre ont promis & promettent
ledits Plenipotentiaires audit nom que ledites Let-
tres de Ratifications ayant été fournies, ledit Seigneur
Roi Très-Christien, le plutôt qu'il pourra en presence
de telle Personne, ou Personnes qu'il plaira audit Sei-
gneur Roi Catholique deputer, jurera solemnellement
sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur
son Honneur d'observer & accomplir pleinement &
réellement & de bonne foi, tous les Articles du con-
tenu au présent Traité, & le semblable fera fait aussi
le plutôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi
Catholique en presence de telle Personne, ou Person-
nes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Christien de-
puter. En témoignage desquelles choses ledits Pleni-
potentiaires ont souscrit le présent Traité de leurs
noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait
à Ryswic, en Hollande, le vingtième Septembre seize
cent quatre-vingt dix-sept.

Ainsi signé,

Sur l'Original.

LILLIEROOT.	HARLAY BONNE-	DON FRANCISCO
(L.S.)	UIL. (L.S.)	B. DE QUIROS.
		(L.S.)
VERJUS DE CRECY.		(L.S.)
		LE COMTE DE
FRANÇOIS DE CAL-		TIRIMONT.
LIERES. (L.S.)		(L.S.)

*Plein-Pouvoir de leurs Excellences Messieurs les Am-
bassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne.*

L Oüis, par la Grace de Dieu, Roi de France &
de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Let-
tres

ANNO
1697.

uns verront, *Salut*: Comme nous ne souhaitions rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrétienté est présentement affligée; & que par les soins, & la Médiation de notre Très-Cher, & Très-Amé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les Parties pour tenir les Conférences nécessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la divine Providence, la Désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de Sang Chrétien. Sçavoir faisons, que nous confiant entièrement en l'expérience, la capacité, & la fidélité de notre bien Amé & Feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien Amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, du Meullier & autres Lieux, comme aussi en celle de notre bien Amé le Sieur de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, qui est actuellement dans la Ville de Delft, par les epreuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers Emplois importants, que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. *Pour ces causes*, & autres bonne Considerations, à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné, & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres; les commettons, ordonnons, & deputons, par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné, & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Delft, en Qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs, Mediateurs respectivement receus, & agréés avec tous les Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres tant de notre Très-Cher, & Très-Amé Frere l'Empereur des Romains, que de notre Très-Cher, & Très-Amé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos Très-Chers, & grands Amis les Etats Generaux

des Provinces-Unies des Pais Bas, & de tous les autres Princes, leurs Alliés, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos seldits Ambassadeurs, & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & feure Paix, & generalement faire, & negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même Autorité que nous ferions, & pourrions faire si nous y étions present en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en celdites presentes. Promettant en foi, & Parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, ou par deux d'entr'eux, en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement aura été stipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir, car tel est notre Plaisir, en temoin dequoi nous avons fait mettre notre Seel à ces presentes. Donné à Versailles le 25. jour de Février 1697. & de notre Regne le cinquante-quatre.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli

Par le Roi,

COLBERT.

Et scellé du grand Seau de Cire jaune.

Plenipotencia de sus Excelencias los Senores Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios de España.

Don Carlos por la gracia de Dios Rey de las Españas, &c. Hazemos notorio, y declaramos, que como no hemos deseado nada con mas ansia que el que acabandose esta presente calamitosa Guerra se restituya quanto antes à la Christiandad una Paz igualmente prompta, y solida, y que por consiguiente reconocemos con la voluntad y afecto que es justo el piadoso, y loable cuidado que ha movido al Serenissimo, y Poderosissimo Principe, Hermanno, Primo y Amigo nuestro charissimo Senor Carlos por la misma gracia de Dios, Rey de Suezia, de la Gothia, y Vandalia, y su Principe Hereditario, Gran Principe de la Finlandia, Duque de Scania, Esthonia, Livonia, Carelia, Brema, Verda, Stetin, Pomerania, Casubia y Vandalia, Principe de la Rugia, Senor de la Ingria, y Vismaria, Conde Palatino del Rhin, Duque de Baviera, de Julia, Clivia, de los Puentes; &c. A encargarle del Officio de Medianero y querer aplicar sus diligencias en orden à restablezer la Tranquilidad publica, y para queno falte nada por nuestra parte, que pueda conducir à promover tan salutably intento, despues que hemos sido informados, que por parte de todos los Interesados se ha convenido en nombrar à Ryswick como lugar mas propio, y idoneo para tratarle en el la Negociacion de la Paz general, hemos sin dilacion nombrado, y constituido por nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios (como en vigor de la presente nombramos, y constituimos) à Don Francisco Bernardo de Quiros, de nuestro

Con-

Traduction du Pleinpouvoir de Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Catholique.

Don Charles par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. faisons sçavoir & declaramos que n'ayant rien souhaité avec plus de passion que de voir finir cette presente & funeste Guerre, & de voir au plutôt retablir dans la Chrétienté une Paix également prompte & solide, nous reconnissons avec l'amour & bonne volonté qui est juste les charitables & les louables soins qui peuvent avoir porté le Très-Serenissime & Très-Puissant Prince, notre Frere, Cousin, Ami, & Très-Cher Seigneur Charles par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonia, Livonie, Carelie, Brema, Ferden, Stetin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur de l'Ingrie, & Vismarie, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, Cleves, des Deuxponts, &c. à se charger de l'Office de Mediateur, & de vouloir appliquer tous ses devoirs pour établir la tranquillité publique, & afin qu'il ne puisse rien manquer pour ce qui nous regarde, qui puisse contribuer à une intention si salutaire, d'abord que nous avons été informez que l'on étoit convenue de la part de tous les interessez de nommer Ryswick, comme l'Endroit le plus propre & qui convient le mieux pour y traiter la Negotiation de la Paix generale, nous avons sans dilacion nommé & constitué pour nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires (comme nous nommons & constituons en vertu de la presente) Don Francisco Bernardo de Quiros de

notre

ANNO
1697.

ANNO 1697. Confeyo de Castilla, y nuestro Embaxador en las Provincias Unidas del Payle Baxo, y Don Alexandro Schokart, Conde de Tirimont, de los Confeyos de Estado y Pribado de nuestros Payles Baxos de Flandres para que por nuestra parte traten dicha Negociación, y teniendo entera confianza de su singular fidelidad, prudencia, y experiencia en el manejo de los negocios, les encargamos, y les mandamos especialmente, que con toda brevedad pasen al Village de Ryswick, y que en el juntamente, con los demas Embaxadores Plenipotenciarios de nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y con Intervencion de los officios de los Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios del muy alto, y muy poderoso Principe Carlo Rey de Suezia, nuestro muy charo Hermano, ô, directamente entren en las Conferencias, y Tratados de Paz con los Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios del muy alto, y muy Poderoso Principe Louys XIV. Rey Christianissimo de Francia nuestro muy charo Hermano, y Primo, que tengan Facultad legitima, y suficiente para el mismo fin; Concedemos tambien plena y entera Authoridad, y todo el poder que para ello se requiere a los dichos nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios Don Francisco Bernardo de Quiros, y Conde de Tirimont a ambos juntos, y acada uno en particular en ausencia, ô indisposicion del otro para entablar, concluir, y firmar por nos, y en nuestro nombre el Tratado de Paz entre nos, y nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y el muy alto y muy poderoso Principe el Rey Christianissimo de Francia, y assi mismo para formar, expedir, y entregar todos los Instrumentos necesarios a este efecto, y assi para generalmente haer, prometer, estipular, y concluir los Actos y Declaraciones para permutar las Convenciones, y para hazer todas demas Cosas pertenecientes a la dicha Negociación de Paz con la misma libertad, y amplitud que nos otros mismos lo pudieramos hazer si nos hallásemos presentes a un en aquellos Negocios, y Actos que pareze pudieran requerir Orden mas especial, y mas expresa que la que contiene la presente; Y todo lo que nuestros dichos Embaxadores Extraordinarios Plenipotenciarios junta, ô, separadamente en la forma ya dicha hubieren hecho, y tratado, prometido, firmado, y concluido, nos lo prometemos, aseguramos y damos nuestra fee y palabra Real que todo lo ratificaremos solemnemente en la meyor forma, y modo que se pudiere, y dentro del tiempo que de comun acuerdo se haviere convenido; En fee de todo lo qual, y para su mayor fuerza damos la presente firmada de nuestra mano sellada con nuestro sello secreto, y referendada del infraescripto Secretario de Estado; En Madrid à doze de Abril de mil seisçientos, y nuenta y siete;

Firmado,

YO EL REY.

(L.S.) DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

(Concedida con su Original.)

ANNO 1697. nôtre Conseil de Castille & nôtre Ambassadeur aux Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, & Don Alexandre Schockart, Comte de Tirimont des Conseils d'Etat & privé des Pays-Bas de Flandre, afin qu'ils traitent cette Negotiation de nôtre part, & étant bien assurez & persuadez & ayant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience dans le maneiement des affaires, nous les chargeons & leur commandons spécialement de se transporter, avec toute la brieveté possible au Village de Ryswick, & d'entrer dans les Conférences & Traitez de Paix, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Très-Haut & Très-Puissant Prince Loüis XIV. Roi Très-Chrétien de France, nôtre Très-Cher Frere & Cousin, conjointement avec tous les autres Ambassadeurs Plenipotentiaires de nos Très-Hauts & Très-Puissans Alliez, & avec l'Intervention des offices des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Très-Haut & Très-Puissant Prince, Charles Roi de Suede, nôtre Très-Cher Frere, & qu'ils ayent faculté legitime & suffisante pour cette même fin, nous leur accordons aussi pleine & entiere autorité, & tout le Pouvoir qui est requis pour cet effet à nosdits Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires Don Francisco Bernardo de Quiros & Comte de Tirimont, à tous deux ensemble, & à chacun d'eux en particulier par absence, ou indisposition de l'un ou de l'autre pour établir, conclure & signer pour nous & en nôtre nom le Traité de Paix entre nous & nos Très-Puissans Alliez, & le Très-Haut & Très-Puissant Prince le Roi Très-Chrétien de France, comme aussi pour former, expedier, & delivrer tous les Instrumens necessaires pour cet effet, & generalement pour faire promettre & stipuler, & conclure, les Actes & Declarations, pour échanger les Conventions, & pour faire toutes les autres choses appartenantes à ladite Negotiation de Paix, avec la même Liberté & Faculté que nous pourrions faire nous même si nous étions present, même dans les Affaires & Actes qui pourroient requerir un Ordre plus special & plus expres que celui que contient le present, & nous promettons, assurons, & donnons nôtre foi, & Parole Royale que nous ratifierons solemnement dans la meilleure forme & maniere que faire se pourra, & dans le tems, duquel on sera convenu d'un commun Accord, tout ce que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires auront fait, traité, promis, signé & conclu, ensemble ou séparément, dans la Forme déjà exprimée. En foi de tout ce que dessus & pour sa plus grande force, nous donnons la presente signée de nôtre main, scellée de nôtre Sceau secret, & referenciée du Secrétaire d'Etat. Souscrit, Madrid ce 12. d'Avril 1697.

Signé,

MOI LE ROI,

DON CRISPIN GONZALEZ BOTELLO.

Concordat cum Originali.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.

L'Ouïs par la grace de Dieu Roi de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres

verront: Salut. Comme nôtre Amé, & Féal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre Cher & bien Amé Louis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de

Fff 3

ANNO
1697.

de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Ille, & du Meuillet, & notre Cher & bien Amé François de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs que nous leurs en avions donné, auroient conclu, arrêté & signé, le vingtième jour de Septembre dernier à Ryſwyck, avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conſeiller de notre très-cher, & très-amé Frere le Roi d'Eſpagne en ſon Conſeil Royal & ſupreme de Caſtille, & le Sieur Louis Alexandre de Schockart Comte de Tirimont Baron de Gaesbeke, du Conſeil ſupreme d'Etat des Pais-Bas à Madrid, & de ceux d'Etat, & Privé dans les mêmes Pais, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de notre dit Frere le Roi d'Eſpagne, pareillement munis de ſes Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur ſ'enſuit.

Ici étoit inferé le Traité de Paix.

Nous ayant agreable le ſuſdit Traité en tous & un chacun les Points & Articles qui y ſont contenus, & déclarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; acceptions, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons, en foi, & Parole de Roi, & ſous l'Obligation, & Hypotheque de tous & chacuns nos Biens preſens & à venir, garder, & obſerver inviolablement, ſans jamais aller, ni venir au contraire, directement, ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin dequoy nous avons ſigné ces preſentes de notre main, & à icelles fait appoſer notre ſecl. Donné à Fontainebleau le troiſième jour d'Octobre, l'an de Grace mil ſix cens quatre-vingt-dix ſept, & de notre Regne le cinquante-cinquième.

Signé

LOUIS,

Par le Roi,

COLBERT.

Article ſeparé avec l'Eſpagne pour le delay accordé à l'Empereur à l'Empire. Avec la Ratification du Roi T. C. [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDERIC LEONARD. Avec Permiſſion & Privileges du Roi ann. 1697. in 4.]

Louis, par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Ayant veu & examiné l'Article ſeparé que notre Amé & Feal Conſeiller Ordinaire en notre Conſeil d'Etat, Nicolas Auguſte de Harlay Chevalier Seigneur de Bonneuil Comte de Cely, notre Cher & bien Amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises de Fort-Ille & du Menillet, & notre Cher & bien Amé François de Callieres Chevalier Seigneur de la Rochechellay & de Gigny Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins-Pouvoirs, que nous leur en avions donné; ont conclu, arrêté & ſigné le vingtième jour de Septembre dernier à Ryſwick avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conſeiller de notre Très-Cher & Très-Amé Frere le Roy d'Eſpagne en ſon Conſeil Royal & ſupreme de Caſtille, & le Seigneur Louis Alexandre de Schockard Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, du Conſeil ſupreme d'Etat des Pays-Bas à Madrid & de ceux d'Etat & Privé dans les mêmes Pais, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Notre-dit Frere le Roy d'Eſpagne pareillement munis de ſes Pleins-Pouvoirs, duquel Article la teneur ſ'enſuit.

Outre ce qui a eſté conclu & arrêté par le Traité de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roy Très-Chrétien & ceux du Seigneur Roy Catholique; ce jourd'huy vingtième de Septembre 1697. on eſt encore convenu par le preſent Article ſeparé qui aura la même force & vertu que ſ'il étoit inferé mot à mot dans ledit Traité; Que Sa Majeſté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce preſent Article, à l'Empereur & à l'Empire juſques au premier du mois de Novembre prochain, pour accepter les Conditions de Paix propoſées en dernier lieu par Sa Majeſté Très-Chrétienne, ſuivant ſa Declaration du premier jour du preſent mois de Septembre, ſi Sa Majeſté Impériale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une autre maniere avec Sa Majeſté Très-Chrétienne, & en cas que dans ledit temps l'Empereur & l'Empire n'acceptent point les Conditions ſuſdites, ou n'en conviennent pas autrement avec Sa Majeſté Très-Chrétienne, ledit Traité de Paix ſortira ſon plein & entier eſſet & ſera exécuté ſelon ſa forme & teneur, ſans qu'il puiſſe y eſtre contrevenu par ledit Seigneur Roy Catholique, ſous quelque pretexte que ce ſoit, directement ou indirectement; En ſoy de quoy nous Ambassadeurs de Sa Majeſté Très-Chrétienne & de Sa Majeſté Catholique, en vertu de Nos Pouvoirs reſpectifs, avons eſdits noms ſigné cet Article ſeparé de nos Seings ordinaires; & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes, au Château de Ryſwick dans la Province d'Hollande le 20. Septembre 1697.

(L.S.) DE HARLAY (L.S.) D. FRANC. BERN. DE
BONNEUIL. QUIROS.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) DE CALLIERES. (L.S.) EL CONDE DE TIRIMONT.

Nous ayant agreable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu, avons icelui loué, approuvé, & ratifié, louons, approuvons & ratifions par ces Preſentes ſignées de notre main. Promettant en ſoy & Parole de Roy, de l'accomplir, obſerver & faire obſerver ſincèrement & de bonne ſoy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe eſtre. En témoin dequoy nous avons ſigné ces Preſentes, & à icelles fait appoſer notre ſecl. Donné à Fontainebleau le troiſième jour d'Octobre 1697. Et de notre Regne le cinquante-cinquième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

Et ſcellé en cire jaune ſur cordons de ſoye bleuë treſſez d'or.

Ratification de Sa Majeſté Catholique.

Don Carlos par la grace de Dieu Roi des Eſpagnes &c. Don Francisco Bernardo de Quiros, de mon Conſeil de Caſtille, & Don Louis Alexandre de Schockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, de mon Conſeil ſupreme de Flandres, & de ceux d'Etat, & Privé des mêmes Pays, ayans concouru au Château de Ryſwick dans la Province de Hollande, avec les Miniſtres du Roi Très-Chrétien mon Très-Cher & Très-Aimé Frere, & Couſin, avec les Ordres, & Pouvoirs de l'un & de l'autre, chacun pour ce qui lui touchoit pour les Traitez de la Paix, &c.

ANNO
1697.

& l'ayant executé en la forme & maniere contenue dans le Traité qui sera ici inféré mot à mot, dont la conclusion fut ajustée, & signée par lesdits Ministres d'une & d'autre part, le vingtième de Septembre de la presente année seize cens quatre-vingt dix-sept, lequel est comme s'ensuit.

Ici étoit inféré le Traité de Paix.

L Elquel Traité ici écrit & inféré comme il est dit cy-dessus, m'ayant été envoyé par lesdits Don Francisco Bernardo de Quiros, & Comte de Tirimont, après l'avoir vu & examiné meurement mot à mot dans mon Conseil, j'approuve, & ratifie pour moi, mes Heritiers, & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux, Sujets, & Habirans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, tout le contenu en icelui, & chaque Point en particulier de ceux qu'il contient, & tiens pour bon, ferme & valable par la presente; promettant en foi & Parole de Roi, & pour tous mes Successeurs, & Heritiers, de le suivre, & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit suivi, observé, & accompli, de la même maniere que si je l'avois traité en propre Personne, sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse chose aucune au contraire, & que s'il venoit à se faire quelque Contravention au contenu dudit Traité, je la ferai reparer effectivement, sans difficulté, ni delai, châtiant, & faisant châtier les délinquents; obligeant pour l'effet de ce qui est dit ci-dessus, tous, & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, de même tous mes autres biens presents, & à venir, comme aussi mes Heritiers, & Successeurs, sans rien excepter, & pour la fermeté de cette Obligation, je renonce à toutes les Loix, Costumes, & toutes autres choses y contraires. En témoignage de ce qui est dit ci-dessus, j'ai fait dépêcher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contreignée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cent quatre-vingt dix sept.

Signé,

YO EL REY;

Et au pied

DON CRISPIN GONÇALES BOTELLO;

Ratification de l'Article séparé, par Sa Majesté Catholique.

D On Carlos par la grâce de Dieu Roi des Espagnes &c. Ayant été convenu au Château de Ryfwick dans la Province de Hollande, entre Don Francisco Bernardo de Quiros de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre Scockart Comte de Tirimont de mon Conseil de Flandres, & de ceux d'Etat & Privé dans ces Pais-là, & les Ministres du Roi Très-Christien mon très-Cher, & très-Aimé Frere, & Cousin, avec des Pouvoirs reciproques, chacun pour ce qui lui touchoit, d'un Article séparé qui sera ici inféré mot à mot, lequel est celui qui s'ensuit.

Ici étoit inféré l'Article séparé.

Et cet Article ayant été vu & examiné, j'ai résolu de l'approuver & ratifier, comme en vertu de la presente je l'approuve & ratifie dans la meilleure & plus parfaite forme que je puis. Promettant en foi & Parole de Roi l'accomplir entierement selon son contenu, auquel effet j'ai ordonné de dépêcher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contre-signée de mon Secrétaire d'Etat. Donné à Ma-

drid le huit d'Octobre seize cent quatre-vingt dix-sept. ANNO
1697.

YO EL REY;

DON CRISPIN GONÇALES BOTELLO.

Liste & Declaration des Reunions ou occupations faites par Sa Majesté Très-Christienne dans les Provinces de Sa Majesté Catholique aux Pais-Bas, depuis le Traité de Nimègue.

Province de Luxembourg.

L A France s'est emparée de la Ville Capitale de ce Nom & de trente cinq Villages & Hameaux nommez Villages du Prevost.

Comme aussi de la Prevosté de Luxembourg composée de trois Bans de Justice, à sçavoir Kundzigh ou Clemenci, Putlange & Pettingen.

De trois Landmayries, qui sont Bettembourg, Santweiles, & Reckien, & de trois Mayries, Steinfel, Linggen, Schiteringen, consistantes ensemble en septante un, tant Villages, que Hameaux.

Du Château, Bourg & Seigneurie du Rodenmacheren avec vingt Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Heiperange avec quatre Villages.

De Raville & ses dependances qui consistent en dix-sept Villages.

Du Château & Comté de Ruffy, qui contient onze Villages.

De la Seigneurie de Ruffy, avec cinq Villages.

Du Château & Ban de Justice de Putlange, consistant en quinze Villages.

Du Château & Seigneurie de Preisch, contenant deux Villages.

Du Château d'Agimont, avec ses deux Bourgs de Givet, & Hameaux en dependans.

De la Seigneurie de Vitreux Walrand.

Des Terres & Seigneuries du Comté de Rochefort avec quatre Villages.

Du Château & Prevosté d'Orcymont contenant Vienne & vingt autres Villages, & dix Seigneuries y enclavées.

Des Seigneuries de Chasse Pierre, Riviere Fontenoylle, Sainte Cecile, Lefch les Maniles, Lugnon le Bertriffe, Ban d'Orlo, Marpon, Dochamps, Herbeumont, le Ban de Butailles, Ban de Muston.

Du Comté de Montaigu avec treize Villages & Hameaux.

Du Chef-lieu & Prevosté de S. Marde avec seize Villages.

Du Château & Seigneurie de Lathour, Montquintin, la Vaux, Gommeri, Bassail, Rouette, & Villers la Loup.

De la Ville & Comté de Chiny, avec vingt sept tant Villages, Hameaux que Forges.

De la Baronnie de Jamaigne, avec cinq Villages & Hameaux.

De la Seigneurie du Neufchateau, consistante en quarante six Villages, & Hameaux.

Du Bourg, Franchife & Mayrie de Remich, avec vingt quatre tant Villages que Hameaux.

Du Bancq de Justice de Mackeren le Comté, comprenant la Ville & trente quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Wasser Billich.

De la Prevosté d'Echternach, contenant la Ville & trente trois tant Villages que Hameaux, distingué par quatre Mayries, à sçavoir Osweiler, Irrel, Crenhen & Bollendorff.

De la Ville & Prevosté de Biedbourg consistante en la Franchife de Dudeldorf, & trente quatre Villages.

De la Ville & Prevosté de Dickrick, qui comprend une Ville & vingt six tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté d'Arton consistante en la Ville & cent & vingt neuf tant Villages que Hameaux

com-

ANNO
1697.

composée de quinze Bans ou Mayries, sans y comprendre les Forges & Fournaux.
 De la Seigneurie du Pont des Oyes, qui contient deux Villages, Hameaux & Forges.
 De la Ville, Mayrie & Prevosté de Bastoigne, consistante en la Ville & cent quarante cinq tant Villages que Hameaux composée de dix Mayries.
 De la Ville, Mayrie, & Prevosté de Marche, comprenant la Ville & dix-neuf tant Villages que Hameaux.
 De la Ville & Prevosté de Durbuy qui consiste en la Ville & septante six tant Villages que Hameaux divisés en quatre Cours, & en dix-neuf Seigneuries Foncières.
 Du Comté de la Roche contenant le Château, Ville & cinquante & un tant Villages que Hameaux, partagez en quatre Mayries.
 De la Seigneurie de Beau Saint avec celle de Berthoiné & deux Villages en dependans.
 Du Comté de Salm consistant en Château, Bourg & trente deux tant Villages que Hameaux.
 Du Comté de Vianden qui comprend le Château, Ville, & quarante neuf tant Villages, que Hameaux, divisés en six Mayries, dont relevent plusieurs autres Châteaux & Terres en arrière-fiefs.
 De la Terre & Seigneurie de Saint Vith consistant en une Ville & quarante sept tant Villages que Hameaux partagés en six Cours.
 De la Seigneurie de Munster contenant vingt quatre tant Villages que Hameaux.
 De la Seigneurie de Mont St. Jean qui consiste en quatre Villages, & Hameaux avec un ancien Chateau demoly.
 Du Château & Seigneurie de Differtange & Solluer avec vingt trois tant Villages que Censés & Hameaux en dependans.
 Du Château & Seigneurie de Bertrange.
 Du Château & Seigneurie Dansembourg, avec trois Villages qui en dependent.
 Du Château & Seigneurie de Hollenfeiz, avec douze tant Villages que Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Marfch, avec quatorze tant Villages que Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Pitange, avec seize tant Villages que Hameaux.
 De la Seigneurie de Hesperange.
 De la Seigneurie d'Arloncourt avec trois Villages.
 De la Seigneurie de Meissembourg avec quinze Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Fisbach avec trois Villages.
 Du Château & Seigneurie de Linster ou Linfère, avec neuf Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Effinguen.
 De la Seigneurie de la Rochette avec les masures d'un vieux Château & quinze Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Keringen, avec deux Villages ou Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Beaufort avec onze Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Berbourg avec onze Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Herberenne & Montpach.
 Du Château & Seigneurie de Rueland avec vingt Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie d'Ouren avec six Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Clair-vaux avec quarante quatre Villages & Hameaux.
 Du Château & Comté de Wiltz, avec vingt trois Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie d'Esch ou d'Aïse, consistant en vingt deux Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Bourg-scheitè, avec douze Villages & Hameaux.
 De la Ville, Château & Seigneurie de Neuwerbourg, avec cinquante deux Villages & Hameaux.
 De la Franchise de Wafwiller.
 Du Château & Seigneurie de Brandebourg, avec six Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Kayll, avec trois Villages.
 Du Château & Seigneurie de Falckenstein, avec trois Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Bettingen, avec neuf

Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Ham, avec quatre Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Brouch, avec douze Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Malbergh, avec trois Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Rospoxté avec six Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Mirwart, avec vingt un Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Focan avec trois Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Rachampt, avec un Village & Hameaux.
 De la Seigneurie de Ayvaille, avec huit Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Harzet, avec trois Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Bafelle.
 De la Seigneurie du Chefne, avec trois Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Witry, avec quatre Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie d'Uffeldange, avec dix huit Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie d'Authel, avec six Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Girsch avec quinze Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Koerich, avec cinq Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Sept-Fontaines, avec dix Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Wirickringen, avec six Villages & Hameaux.
 De la Terre & Seigneurie de St. Hubert, avec un Bourg & six Mayries.
 De la Seigneurie de Waltingen & Lanzen.
 De la Ville, Château & Seigneurie de Schleiden, avec trente six Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Cronenbourg, avec treize Villages, & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Manderfcheit, avec les Villages en dependans.
 Du Château & Seigneurie de Schiriflet, consistant en deux Villages & Hameaux.
 De la Cour de Tommen, contenant vingt deux Villages & Hameaux.
 De Haceville, qui consiste en trois Villages.
 Du Château & Seigneurie de Meerstorff, avec trois Villages.
 Du Château & Seigneurie de Holzembourg, avec deux Villages.
 De Sterpigny.
 Du Château & Seigneurie d'Apsbourg, consistant en trente quatre tant Villages que Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Sinsfeldt consistant en quatre.
 De Scharfflichen douze Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Dome & Dentsbourg contenant quatre Villages & Hameaux.
 De Mehret Bettenfeldt.
 Du Château & Seigneurie de Sohyer.
 Du Ban Desclassin, qui consiste en trois Villages & Hameaux.
 De Redu.
 D'Esclaye.
 Du Château & Seigneurie de Beaurin, consistant en cinq Villages & Hameaux, y compris Dionvaux, quoique la France l'ait annexé à la Terre d'Agimont.
 De Han sur Lesse, contenant trois Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Houffalize, contenant trois Villages & Hameaux.
 De la Seigneurie de Wibren, avec deux Villages.
 De Humain.
 Du Château & Seigneurie de Waha, consistant en deux Villages.
 De la Seigneurie de Bande.
 Du Château & Seigneurie de Soï, consistant en six Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Diverdis.
 Du Château & Seigneurie de Jenepe.

ANNO
1697.

Du

ANNO Du Château & Seigneurie Dochain, consistant en
1697. fix tant Villages que Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Rollet, consistant en
 neuf.
 Du Château & Seigneurie de Mont Jardin.
 Du Château & Seigneurie de Javigni, qui consiste
 en six.
 De la Seigneurie de Mabompré.
 Du Château & Seigneurie de Laval en trois.
 De Villers la Loup.
 De Chefnoy.
 Du Château & Seigneurie de Cuette la Grande.
 Du Château & Seigneurie de Soigneul S. Remy
 en deux.
 De la Seigneurie de Ville Haimont, consistant en
 neuf Villages & Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Villers devant Orval.
 De la Seigneurie de S. Marie.
 De la Seigneurie d'Orval avec quatre Villages &
 Hameaux.
 Du Château & Seigneurie de Dorchereffe.
 De Vanée qui consiste en deux Villages.
 Du Château & Seigneurie de Boulogne contenant
 cinq.
 Du Château & Seigneurie de Harbeumont consis-
 tant en sept.
 Du Château & Seigneurie d'Everlange, qui consis-
 te en neuf tant Villages que Hameaux.
 De la Seigneurie de Nalioigne.
 Du Château & Seigneurie de Grune.
 De la Prevôté d'Estal, consistant en quatorze Villa-
 ges & Hameaux, divisée en trois Mayries.
 La Terre & Seigneurie de S. Hubert, consistante
 en six Mayries ou Feauté, avec plusieurs Villages qui
 en dependent.

Namur.

LA France a occupé depuis ledit Traité de Nimegue
 dans la Province de Namur:
 La Prevôté de Poilvache qui contient les Mayries,
 Bans, Terres, Villages & Hameaux suivants.
 La Mayrie de Rendarche consistante es Villa-
 ges.
 De Lustin, Malien, Lourier, avec son Château,
 Sorinne la Longue, Assesse, Jassoigne, Wauremont,
 avec son Château.
 Et es Hameaux du Château de Roncinne d'Ivoix,
 le Château d'Assesse, le Château d'Estroy, Corioul,
 Porin, d'Assesse, Brochau, Millier, les fonds de Jas-
 loigne.
 La Mayrie d'Emptines contenant les Villages d'Em-
 ptines, Emprincelle, Nattoy.
 Et les Hameaux de Francesse le Gaillard, les Fontai-
 nes, Champillou les Sarts.
 La Mayrie de Falmaigne comprenant le Vil-
 lage
 De Falmaigne, le Château de Thiry en dependant,
 qui est démolé & Hulsioniaux.
 Ban de Lignon consistant en Villages & Hameaux
 De Lignon, Chapoy, Onchipe, Ronvaux, Cor-
 bion, & Barfinable.
 Ban de Soi, savoir le Village de Soi & Mohiville
 en dependant.
 Terre & Baronnie de Gesves.
 Les Hameaux Houyoux, les Forges, fond de
 Chaumont, Pourin, Preit d'Hamide, Houde, &
 Francefqui qui dependent tous de ladite Terre de Ges-
 ves.
 Villages particuliers dependans aussi de ladite Pre-
 vôté.
 Oba & Reppe en dependant, Wallay, Halliot,
 Chatlin avec les Hameaux de Maibes & Frisée en de-
 pendans, Valin, Hour en Famine, Sorinne sur Dinant,
 Boissalle, Village & Château de Spontin, & les Hameaux
 de Durnalle, Mianoye, & Dorinne en dependant,
 Joefne, Fillec, Hodomont avec le Hameau de Juliet en
 dependant, Hargnies, les deux Bourseignes, savoir la
 neuve & la vieille, Masnil, saint Blaise, Haibes, &
 Pondrome.
 Les forêts d'Auwez, Comisse, Lache, Lerbois,
 petit & grand Fail, qui consistent en sept à huit cent
 Tom. VII. PART. II.

bonniers appartenans à Sa Majesté, comme aussi quel-
 ques censés, dîmes, rentes, cens, & autres revenus
 de son Domaine qui ont été occupez aux mois de No-
 vembre & Decemb. 1681.

ANNO
1697.

Elle s'est de plus emparée en l'an 1682. des forêts
 des haute & basse Arche.

Et vers le mois d'Avril 1680. du Prioré de Hastier
 situé sur le bord de la Meuze.

La Mayrie de Hour qui contient les Villages de
 Hour sous Poilvache, Iwar, Eurebaille, Jodinne, Li-
 foigne, Purnotte, Awaigne, & les Hameaux de
 Bauche, Jayolle, Futvoy, Venatte, Champalle, Hu-
 gomont, Bloimont, Montchavée, Frapeul, Fresne,
 Tailfer, Seignioul, & Loys, & Loyers.

La Mayrie de Bovignes qui comprend,

La Ville & Franchise dudit Bovignes, quelques mai-
 sons aux deux côtés avec la grande Censé de Metz &
 quinze ou seize maisons situées à l'opposite de ladite
 Ville du côté de Dinant.

La Mayrie d'Anthée, consistante es Villages

D'Anthée, Haut le Vastia, Riviere, Sommiere, Me-
 lin, Marinne, & Orhaye.

Et es Hameaux de la petite Censé de Metz, Grange,
 Roftenne, Ohey, Hentoir, avec son Château,
 Chestrevin, Vespén, Flun, Welin, & Serenne.

Baillage de Bovignes dit d'entre Sambre & Meuze
 qui contient les Bans, Terres, Abbayes, Châteaux,
 Villages, & Hameaux suivants.

Le Ban de Waulfoir contenant

Les Villages & Abbayes de Waulfoir, Lulme,
 Hastir, la Vaux, & Hastir par delà Gerin.

Et les Hameaux d'Ermetton sur Meuze, le Mont
 Ostemrée, Stair, & Ponrenne.

Le Ban d'Anthée contenant

Anthée, Mianoye, Morville & Fontaine avec son
 Château.

La Terre & Franchise de Biesme la Colonioise con-
 sistante es Villages de Biesme, Heverlée, Prée, Wag-
 nics, Orest, Sart, Aftache, & Gognies.

La Terre de Gerpinne qui contient le Village ou
 Bourg de Gerpinne.

Et les trois Hameaux d'Alleflage, Fromignée, &
 Imignée.

La Terre de Thy.

Qui consiste es Villages dudit Thy avec son Châ-
 teau, Sancée, Chastrier, Jourdinne, Turfinue,
 Ferouille.

Et es Hameaux de Maifnil, le Lievre, & Vouërie
 de Rabuffée.

Villages particuliers dependans dudit Bailliage de
 Bovignes.

Flavion, Rosée, avec son Hameau de Jusenne, Bies-
 merée, Ermetton sur Bierre, Stavé, Steir, Mertien-
 ne, Fontenelle, partie de Châtillon Martignol, Rom-
 rée, Feppin, Bercée avec son Château, Acos avec
 son Château, Villers la Potterie, Jonerér Fourneau,
 Serville, Aveloy, Arbre, Profonde-Ville, Lesves,
 Bioulx, Graux, Romignée, Messé, Refelle, Rosiere,
 & Bois de Villers.

Bailliage de Montaigne qui est composé des Villages
 & Hameaux suivants:

Les Mâures du vieux Château de Montaigne, Fal-
 lean, Montaigne la Ville, la Forge au Montaigne, Sa-
 let, Fain, Corbay, Henemont, Warnant, Hun, En-
 voye, Rouillon, Fournaux, Forges, & Fonderies de
 Molin & Abbaye.

Mayrie de S. Gerard qui contient le

Village de Broigne avec le Monastere.

Les Hameaux de Maifon, Gonios, Sofoye,
 Maredret, les Censés de Montigny, de Libinne, de
 Behoude & de Héraude.

ANNO
1697.*Banlieue d'entre Sambre & Meuze.***V**illage de Folz, les Hameaux de Haye, Afolz, & Wepion.

Dans l'entre Sambre & Meuze & dependances de cette Province sont aussi enclavées les Forêts de haute & basse Marlaigne qui contiennent quatre mil & trois cens Bonniers & plus, les forêts de Biert & ses dependances 1590. Bonniers, les Bois de Biefme avec Halloy, & vieux Fournau, & autres annexes, cinq cent & quarante Bonniers, & des Censés, Dixmes, Cens, Rentes & divers autres Domaines, & revenus appartenans à Sadite Majesté, avec plusieurs Fiefs relevans du Château de Namur.

La France depuis le Traité de Nimegue pour occuper la Ville de Walcourt & le Village de Bioulx, (mêmes après le Traité de Treve) a fait planter des Potteaux au Voisinage du Château de Namur, sous pretexte qu'elle auroit étendu ses occupations avant la même Treve jusques audit Village. Pour faire ôter ces Potteaux, & mettre des Limites en arriere du côté de la Pairelle, l'on a été obligé par Traité fait à Philippe-Ville le 4. Janvier 1687, de lui laisser suivre l'occupation de ladite Ville de Walcourt, & dudit Village de Bioulx, aux mêmes termes, formes, & conditions, que par ledit Traité de Treve la France est demeurée dans l'occupation de tous les Lieux qu'elle a occupés depuis le Traité de Nimegue, lequel Traité particulier fait pendant icelle audit Philippe-Ville vient à cesser par le Traité de Paix qu'on propose.

*Haynaut.***L**a Principauté & Prevôté de Chimay, avec les Villages, Hameaux & Droits en dependans, à sçavoir.

La Ville de Chimay.

St. Remy.

Forges.

Bourlez.

Boutonville.

Bailieuvre.

Villiers la Tour.

Sceloigne.

Robechies.

Bauwez.

Montmignies.

Macon.

Imbrechies.

Monceau.

Salles.

Baileux.

Vielles.

Lompret.

Estroing, la Cauchie & ses Hameaux.

Feron.

La Roulie.

La Prevôté de Beaumont avec ses appendances &

dependances qui consistent en

La Ville de Beaumont.

Berfillies.

De Leval.

Thirimont.

Solre St. Gery.

Grandrieu & Frallies.

Sivry.

Froidchapelle & Fourbechies.

Rance.

Monbliart.

Cerfontaine.

Feries les grandes.

Feries les petites.

Rosier.

Beaufort & Robechies.

Grandreng.

Rocque.

Leunies.

La Ville de Chievries.

*Villages occupez.***P**artie de la Bourgade d'Antoin, Fontenoy, Veron, Vaux Monbray, & Bramanil.

Les Villages de Maulde, Pipaix, Giffignies dans ANNO
Pipaix, Rocourt, Wermes, Paroisse de Wieres, 1697.
Ogimont, Seigneurieul, petit Quefnoy à Pottes, Bourgeon, Paroisse de Fontenay Grammetz & Paroisse de Thieulain, partie d'Anthoin reputée Terre-Franche, le Breuch à forêt, Mourcourt, Herines, Walmes, & Lignette.

La Ville de Fontaine l'Evêque, le Village de Thiverelles, & fix cent Bonniers ou environs de prairies.

Villages d'Anderlues, l'Abbaye d'Aumont & Bousfiere, avec les Fermes de Warmerieux, Forêt, & la Cense au Bois.

*Flandres.***L**a Ville de Renaix.

La Ville de Loo.

La Ville de Roulers.

Et les Villages de Meuregem, Watervliet, Vendeville, Templemars, Billau, & le Château de la Motte au Bois avec ses tenances.

Bois de Nieppe.

Bois d'Offhult.

Braband.

La Terre d'Ayseau avec ses Appendances qui consistent en plusieurs Hameaux, particulièrement en celui d'Oignies avec le Cloistre du même nom & une partie du Village de Monceau.

Le Ministre de Sa Majesté Catholique demande que Sa Majesté Tres-Chrétienne se deposite de l'occupation qu'elle a faite depuis le Traité de Nimegue de toutes, & chacune des Parties cy-dessus déclarées, & autres qu'elle peut avoir occupées depuis ledit Traité, encore qu'elles ne soient pas ici portées ou spécifiées, & que Sa Majesté Catholique soit remise en la réelle & actuelle possession d'icelles, comme elle l'étoit avant ledit Traité de Nimegue, le tout sans prejudice du Droit de Sa Majesté Catholique pour d'autres occupations faites par la France, dont n'a pas été fait cession au Roi très-Chrétien par ledit Traité de Nimegue ni aucun precedent Traité.

*Liste d'Exception des Lieux que les Ambassadeurs de France ont prétendu réserver.***L**a Ville de Chievries.

Partie de la Bourgade d'Antoin.

Fontenoy.

Vezon.

Vaux.

Maubray.

Bramanil.

Mauve.

Pipay.

Giffignies dans Pipay.

Rocour.

Wermes. Paroisse de Wieres.

Ogimont.

Seigneurieul.

Petit Quefnoy à Potes.

Bourgeon, Paroisse de Fontenoy.

Grammets.

Fermont, Paroisse de Thieulain.

Le Bréuech à forestes.

Maircourt.

Herinnes.

Wames.

Lignette.

Tiucelles & 600. bonniers ou environ de prairies.

Renaix.

La Ville de Loo.

La Ville de Roulers.

Le Village de Meuregem.

Le Bourg de Watervliet.

Le Village de Templemars.

Le Hameau de Wandeville.

Billau.

ANNO 1697. Le Château de la Motte au bois avec ses tenanciers.
Le Bois de Nieppe.
Le Bois d'Outhult.

Dépendances de Charlemont.

A Gimont.
Givet, S. Hilaire Ville.
Givets, Notre Dame.
Vofnéche.
Felaïne.
Dion le Mont.
Dion le Val.
Winenne.
Landrichamp.
Fénevaux.
Feischaux.
Ferauche.
Javeingue.
Aviette.
Charneuz.
Flobimont.
Fromelaine.
Felix Pret Abbaye de Filles.
Remethon fur Bierre.
Sevry.
Gauchenée.
Her.
Herlet.
Lificourt.
Ranfenne.
Mahoux.
Maison Saille.
Mainil St. Blaise.
Vireux le Wallerand.
Villersies.
Rienne.
Boursoigne la Vieille.
Boursoigne la Neuve.
Hargnies.
Hebbes.
Vauffors, Abbaye & les deux Hastires.
Ermeton fur Meuse.
Mattignol.
Romerée.
Bertée.
Festlin.

Lieux dépendants de la Prévôté de Manbeuge.

T Trimont.
Berillies, Abbaye.
Le Val sous Beaumont.
Cerfontaine.
Roq sur Sambre.
Estrun.
Le Feron.
La Voulie.
Beaufort.
Aumont Abbaye.
Boiffiere.

Protestatio nomine CAROLI Ducis de la Tremouille pro conservatione sui Juris pratenfi ad Regnum Neapolitanum. Actum in Palatio Ryfwick dicto die 28. Septembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick. Tom. III. pag. 329.]

EGO JOANNES GABRIEL SANGUINIÈRE DE CHARANSAC, Regis Christianissimi in sua Curia prædiali Parisiensis Senator, Plenipotentarius Celsissimi, ac Illustrissimi Principis Caroli Hollandi Belgici de la Trimouille, Tarenti, ac Talemundi Principis, Tremollæ, Thoarfy, Loduni, ac Castrieraldi Ducis, Vallis, Montisfortis, Gignarum, Jouvelle, ac Talisburgi Comitibus, Vitrei, Malileonis & Didonnæ Baronis, Rhedonum, Baifit, Brosfiæ ac Marfillei Vicecomitis, Spinæi Marchionis, Paris Franciæ ac Regis Christianissimi Ordinum Equi-
TOM. VII. PART. II.

tis torquati, nec non Nobilium Cubiculariorum Primarii.

Mortalium quotquot sunt fidem appello, & omnes ac singulos monitos volo, Testes voco, quod hæc die vigesima octava Septembris hora post meridiem quarta me contuli ad Palatium vulgo dictum Ryfwick in Hollandia situm, & sermonem dirigens ad Personam Illustrissimi & Excellentissimi Domini Nicolai Liberi Baronis Lillieroot Serenissimi Regis Sueciæ Legati Extraordinarii, & ad Tractatus Pacis universæ Mediatoris, exposui, & declaravi, me ei Libellum, cum bona venia Christianissimi Regis Domini nostri Clementissimi dedisse, quo & Instrumentis annexis, eum clare docui Jura antedicti Principis de la Trimouille, circa Regnum Neapolitanum, quod ipsi Principi, tanquam ex asse hæredi Carolæ d'Aragon, causis, & Juribus, in prædicto libello allegatis, & abunde probatis, legitime competitis, & eo quo potui studio, tam voce quam scriptis, obsecrasse, ut æquissimæ causæ cognitionem suscipiens, præstatum Celsissimum, ac Illustrissimum Principem de la Trimouille, tanquam à Friderico Neapolitano, è Solio deturbato ortum, adversus Serenissimum Principem, Carolum Secundum Hispaniarum Regem, Ferdinando d'Aragon, Neapoli intruso editum, ut est Mediatorii muneris, audiret, & audiri procuraret, manifestissimoque ejus Juri, ut par erat, optularetur; nihilominus tamen contra spem, licet Excellentissimus Dominus Mediator, dictum Libellum & Instrumenta ad causam facientia receperit, ac Mandatum Plenipotentiæ meæ, in Registris Mediationis inscribi curaverit, accidisse, ut petitioni meæ tam justæ nihil datum, officiaque mea omnia irrita, afflictæ Domus Patrocinium neglectum, & omnia juris remedia denegata fuerint. Quamobrem Ego Joannes Gabriel Sanguinière, vi Mandati supradicti protestari coactus sum, si quid sine in præsens, five in posterum, generalibus Pacis Pactis, hic vel alibi sanctis aut sancendis, quocumque modo vel prætextu inferatur, quod hæreditariis prædicti Celsissimi, ac Illustrissimi Principis de la Trimouille, liberorum ejus, aut ab eis causam habentium Juribus, Dignitatibus, Gradibus, prærogativis, ac commodis inde dependentibus, ac nominatim, Juri, illi, ejus Liberis, aut ab eis causam habentibus circa Regnum Neapolitanum competenti, directè vel indirectè derogare queat, Muneris mihi commissi ergo, per expressum Mandatum, hæc omnia melioribus quibus potui & debui verbis. Declarans coram Deo & hominibus me nunquam acquiescisse, sicut nec per iterata Mandata acquiescere potuisse, imo nihil intentatum reliquisse, ut quod attentatum fuerit, prævenirem, & vel minimum causæ mihi commissæ præjudicium amoverem, quemadmodum impræsentiarum facio, ad meliora tempora provocans, & integrum illibatamque Celsissimæ ac Illustrissimæ Domui de la Trimouille, jus, quibus potui vindictis asserens, de quibus omnibus ac singulis, publicam istam apud omnes & singulos non solum præsentem, sed absentes etiam, & posteros, Protestationem, manu mea subscriptam, & Sigillo meo munitam interpono, hancque Excellentissimo Domino Lillieroot Mediatori tradito, illumque obtestor, ut in registris Mediationis hanc Protestationem registrari dignetur. Datum die & hora supra dictis, anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, in dicto Palatio Ryfwick.

Signatum,

SANGUINIÈRE.

Locus sigilli.

Hanc superscriptam Protestationem Tabulis Protocollis Mediationis Regiæ de verbo ad verbum insertam esse attestor, in ædibus Ryfwicensibus die septima Octobris 1697.

Signatum,

LILLIEROOT.

Locus sigilli.

Protestation faite au tems de la Paix de Ryfwick de la part de FREDERIC Duc de Luxembourg pour la conservation de ses Pretentions sur

Ggg 2

ANNO 1697.

ANNO
1697.

le Duché de Luxembourg. *A Ryſwyck le 7. Octobre 1697.* [Actes & Memoires de la Paix de Ryſwyck Tom. III. pag. 312.]

NOUS PIERRE DE LA CLOSURE, Ecuyer de Gênes fondez de la Procuration ci jointe de haut & puiffant Seigneur Charles François Frideric Duc de Luxembourg, Montmorency, & Piney, Pair, premier Baron Chrétien de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en la Province de Normandie, Baillif de Rouën, &c. pour réitérer les Proteſtations faites, lors du Traité de Nimègue, avons préſenté le Mémoire ci-joint à ſon Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roi de Suède, Médiateur pour la Paix, qui ſ'eſt concluë entre le Roi Très-Chrétien d'une part, & le Roi Catholique de l'autre à Ryſwick le 20. du mois de Septembre dernier; & en conſéquence avons proteſté & proteſtons autant que beſoin eſt pour la conſervation des Droits de mondit Seigneur le Duc de Luxembourg contenus dans le Mémoire ci-joint, contre ce qui y a été réglé au ſujet dudit Duché de Luxembourg, laquelle Proteſtation avons prié & dûment requis, prions & requérons ſon Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot en ſadite qualité de Médiateur, de recevoir & faire inferer dans le Protocole de la Médiation, pour la préſente Paix, & de nous en accorder un Acte dans la meilleure forme qui ſe pourra, pour ſervir au Seigneur Duc de Luxembourg dans les occaſions & autant que beſoin ſera. Fait à Ryſwick le 7. Octobre 1697.

Signé,

LA CLOSURE, & cacheté de ſes Armes.

Nous certiſons à tous ceux qu'il apartiendra que Monſieur de la Cloſure a mis entre nos mains l'Original de la Proteſtation dont Copie eſt à l'autre côté, lequel Original nous avons gardé pour être inferé dans les Actes du Protocole de la Médiation. Fait à Ryſwick le 7. Octobre 1697.

Signé,

(L.S.) N. LILLIEROOT.

Promeſſe de MAXIMILIEN Eleſteur de Baviere, comme Gouverneur General des Pais-Bas Eſpagnols, pour le payement d'une ſomme de 472. mille Patacons, & d'une autre de 200. mille Patacons, deſſes à FREDERIC III. Eleſteur de Brandebourg. Faite à Loo le 20. Octobre 1697. Avec la GARANTIE de GUILLAUME III. de la Grande Bretagne du 20. Octobre 1697. Et celle des Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES pour le même eſſeſt. [Copie tirée des Archives de l'Ambaſſade d'Eſpagne à la Haye, du tems du Roi CHARLES II.

SA Serenité Eleſtorale de Baviere ayant eu rapport du Memoire donné ce matin par Mrs. les Miniſtres de S. S. E. de Brandebourg touchant la ſûreté de la ſatisfaction de ce qui reſte de ſubſides que de la part de S. M. ont été promis à ſadite Serenité Eleſtorale pendant le cours de cette Guerre, declare qu'il n'eſt pas dans la poſſibilité ny dans ſon pouvoir d'offrir au delà de ce qu'elle à déjà fait, ſçavoir de faire payer la ſomme de 472. mille Patacons, qui enſuite de la liquidation *ſalvo juſto* eſtant à payer deſdits, & ce de des Conceſſions ou Subſides que les Etats des Provinces qui compoſent les Pays-bas Eſpagnols, accordent annuellement à Sa Majeſté en quatre termes, & Années à raïſon de cent dix huit mille Patacons, par an, & de neuf mille huit cents trente trois Patacons, & un tiers par mois *ſalvo juſto* à commencer le premier terme du premier de Novembre de l'Année 1698. ſuivant la repartition icy jointe,

ANNO 1697.
que pour la ſeureté de ce payement Sa Serenité Eleſtorale de Baviere comme Gouverneur des Pays-bas fera expedier une obligation ſous le grand Scel du Roy pour la reconnoiſſance de cette dette, & la ſatisfaction d'icelle aux termes cy-deſſus declarés, comme celle qui a été donnée pour les quinze cents mille Florins en changeant l'Hypothèque & *cauſam debendi*, & ſans ſe ſoumettre à l'execution Militaire, & quoy que l'on n'ait pas beſoin pour la ſatisfaction de ladite ſomme des Obligations des Etats deſdites Provinces, parce que ces Conceſſions, ou Subſides étant par eux accordés, ſont entierement à la diſpoſition de Sa Serenité Eleſtorale de Baviere, neantmoins pour le plus grand appaiſement de S. S. E. de Brandebourg, ſadite Serenité Eleſtorale de Baviere s'obligera par ladite obligation de procurer l'Obligation particuliere des Etats de chaque Province compriſe dans ladite repartition, & à la reſerve de celle de Brabant, à raïſon, que l'Obligation de cette Province rencontreroit plus de difficulté, comme Meſſieurs les Miniſtres de Sa Serenité Eleſtorale de Brandebourg en ſont bien informés: Et Sa Serenité de Baviere fera delivrer des Lettres de decharge ſur les Receveurs deſdites Provinces pour chaque année, avec l'extradition de l'Obligation, & Sa Serenité Eleſtorale de Baviere priera S. M. B. & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies de vouloir bien donner à Sa Serenité Eleſtorale de Brandebourg leur Acte de garantie de l'execution de cette obligation, & du payement; & Sa Serenité Eleſtorale de Baviere donnera par deſſus l'affectation particuliere ſur les Conceſſions ou Subſides deſdites Provinces tous les Revenus de Sa Majeſté en ce Pays pour Hypothèque generale, & pour arriere-hypothèque ſpeciale les Droits d'entrée, & sortie de Sainte Marie qui ſe levent preſentement à Lilo, avec pouvoir de reſter dans la perception deſdits Droits apres la ſatisfaction des ſommes que leſdits Seigneurs Etats Generaux ont deſjà prêtées à Sa Majeſté juſques à ce que Sa Serenité Eleſtorale de Brandebourg ſoit pleinement ſatisfaite de 472. mille Patacons, *ſalvo juſto* de cette obligation. Et quant aux 200. mille Patacons que l'on a assigné ſur la quotiſation de la Prevosté de Mons au mois de May 1696. & que ſa Serenité Eleſtorale de Brandebourg a levé ſur le credit deſdits Seigneurs Etats Generaux l'on donnera entiere execution à ce qui a été alors convenu, & l'on livrera tous les Actes qui en reſultent ſpeciallement de faire reconnoiſtre cette dette par la Province de Haynaut, & un ordre irrevocable au Receveur de ſubſides d'en payer annuellement 24. mille Patacons pour les rentes & extinction du Capital. Fait à Loo le 20. d'Octobre 1697.

Et étoit ſigné,

M. EMANUEL.

Repartition.

Sur le Brabant.	-	-	-	20000. Patacons
Sur Flandres	-	-	-	40000.
Sur Gueldres	-	-	-	15000.
Sur Limbourg	-	-	-	15000.
Sur Luxembourg	-	-	-	25000.
Sur Namur	-	-	-	5000.

Aprobation & Garantie du Roi d'Angleterre.

Ayant veu & examiné l'Acte cy-deſſus écrit, nous avons trouvé à propos de l'approuver quand à nous, ainſi que nous l'approuvons par la préſente, promettant de tenir la main à l'execution de ce qu'y eſt contenu. Fait à Loo ce 20. Octobre 1697.

Etoit ſigné,

WILLIAM REX.

DEn Heer Raet Penſionaris Heinfus heeft ter Vergadering voorgedragen dat de Troupes van ſyn K. D. van Brandenburg op ſubſidien van ſyne Majeſteyt van Groot-Britannien, den Coning

ANNO 1697. ning van Spagne en desen Staet in den voorleden Oorlog aen de Mase en in de Spaense Nederlanden gedient hebbende, nae gedaene Liquidatie tot laste van hoogstgedagte Coning van Spagne, noch te preten deren hadden een somme van 472. duysent Ryxdalders, dat syne K. D. van Beyeren als Gouverneur van de Spaense Nederlanden geen middel weerende om die somme soo promptelyck op te leggen en te betalen, de voorschreve Troupen aldaer waren blijven canto neten en t'eenaemal onwillig om van daer te marche ren, ten zy haer de voorschreve somme wierde voldaan, dog dat eyndelyck door tuschenkomste van hoogstgedag te syn Majesteit de Ministers van S. K. D. van Branden burg genomen hadden contentement dat S. K. D. van Beyeren de voorschreve somme soude betalen in 4. terminen, uyt de subsidien van de respectie Pro vincien onder Spagne gehoorende, stellende tot ge nerael verband alle de Domeynen van syne Catholy ke Majesteit ende tot achterborge de incommende en uytgaende Regten van het Fort S. Marie, mitsdat syne Majesteit en haer Hoog-Moogende soudens guarenden der executie van dien en continueren in t'onsangen en percipieren van de voorschreve uytgaende en incommen de Regten na dat alle de Capitalen by haer Hoog-Moo gende daer op geligt, met de intressen van dien volcom en soudens weien voldaan, tot dat hoogstgedagte S. K. D. van Brandenburg mede volcomen soude weien betaelt van de voorschreve 472. duysent Ryxdalders of Patacons, soo als alle t' selve breder in de Acte hier voorsfaende is geexpreseert: Waer op gedelibeteert synde is goet gevonden mits desen te verclaeren, dat haer Hoog-Moogende aennemen de voorschreve gere quireerde Garantie, en hebben vervolgens haer Hoog-Moogende beloofd en beloven by desen de hand te sul len houden aen de executie van t' geene inde voor schreve Acte is gemelt, en te sul len continueren in t' ontfangen en percipieren van de voorschreve uytgaende en incommende Regten van t' Fort S. Marie, nae dat al le de Capitalen by haer Hoog-Moogende off onder de selve garantie daer opgelicht met de intressen van dien volcomen sul len weien voldaan, tot dat S. K. D. van Brandenburg mede volcomen sal weien betaelt van de voorschreve 472. duysent Ryxdalders offte Pa tacons.

CXCIX.

23. Sept. *Cessatio armorum inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & LUDOVICUM XIV. Gallia Regem in Arce Ryfwicensi die 22. Septembris 1697. Cum CONSENSU Legatorum Imperii Electorum, Principum & Statuum Hagae Comitum in eorum Consequi die 23. Septembris 1697. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. General. pag. 1069. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. II. pag. 275. en Latin & en François. Theatrum Europaeum Tom. XV. pag. 211. en Allemand.]*

N Os Sacrae Caesaris Majestatis & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Legati Extraordinarii & Plenipotentarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris, & ad instantiam Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum, quae vigesima Septembris Pacem cum Rege Christianissimo concluderunt, omnino confisi, Sacram Caesaris Majestatem & Sacram Majestatem Christianissimam haec eadem rata habituros esse, inter nos convenimus, prout convenimus, quod plena & integra cessatio esse debeat omnium cujusque generis hostilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occasione seu pretextu exerceri possent, absque ulla reservatione aut Locorum exceptione, inter Exercitus, Milites, & Subditos Imperatoris, Imperii, & Regis Christianissimi, ad primam usque Novembris proxime venturi, quodque eum in finem Sacra Caesaris Majestas, & Sacra Majestas Christianissima sine dilatione Mandata necessaria mittent super illarum militum Praefectis, aliisque, quod Conventio haec promptius ab omnibus executioni detur. In quorum fidem praesentes tabulas manibus nostris sub

scriptas sigillis nostris munivimus. In Arce Ryfwicensi 22. Septembris, 1697.

(L.S.) D. A. C. à KAUNITZ. (L.S.) DE HARLAY
(L.S.) HEN. C. DE STRATMAN. BONNEUIL.
(L.S.) J. F. B. DE SEILERN. (L.S.) VERJUS DE
CRECY.
(L.S.) DE CAL-
LIERES.

Consensus nomine Electorum, Principum & Statuum Imperii, per eorum Legatos adhibitus.

P Ostquam Sacrae Caesaris Majestatis & Sacrae Regiae Majestatis Christianissimae Legati Extraordinarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris & Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum (quae 20. Septemb. Pacem cum Rege Christianissimo concluderunt) convenerunt, quod plena & integra omnium cujusque generis hostilitatum cessatio esse debeat usque ad 1. Novembris, desuperque declarationes suas 22. Septemb. in Arce Ryfwicensi reciproce ab utraque parte extradiderunt, ante illam vero Sacra Regiae Imperii Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentarii consilia sua debito modo communicarunt, inque commune illam extraditam opinionem convenerunt, idcirco supra memoratorum Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentarii Dominorum suorum Principalium nomine, qui deputationem Imperii constituunt, haece praesentibus tabulis necesse declarare censuerunt sese Actum Armistitii ab Illustrissima & Excellentissima Legatione Caesaris per Illustrissimum & Excellentissimum Legatum Mediatoris Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Galliae exhibitum, etiam nomine aliorum dictorum Dominorum Electorum, Principum & Statuum datum oblatumque velle, seque cum ipsis plane conformare. Actum Hagae-Comitis die 23. Septembris 1697.

Ad Requisitionem.

(L.S.) M. FRIDERICUS Baro de SCHONBORN Legatus Moguntinensis.

CC.

30. Oct. *Traictatus Pacis inter LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem & Imperium Romano-Germanicum ab una, & LUDOVICUM XIV. Regem Galliae ab altera partibus; Quo, Pace Westphalica & Neomagensi pro basi & fundamento positis, Caesari, Imperio, Augustissima Domini Austriae, & omnibus Statibus Imperii quavis tam durante Bello, quam Unionum seu Reunorum Nomine Loca & Jura occupata, restitui debent. Orbs vero Argentineus, & quidquid ad eam in sinistra Rheni parte pertinet, Regi Christianissimo ceditur. Munimenta in Regione Huninga in dextera Ripa, & in Insula Rheni exstructa, nec non Munimenta Fort Louis, Trarbach, Montroyal, Kurburg, & Eberenburg, destructioni & demolitioni mandantur. Convenit est insuper Article XXVII. de Restitutione Ducis Lotharingiae in liberam & plenariam Possessionem eorum Statuum, locorum, & bonorum, quae Patris ejus Dux Carolus Anno 1670. possidebat, exceptis immutationibus Articulis sequentibus explanatis. Actum in Palatio Ryfwicensi die 30. Octobris 1697. Cum ARTICLE SEPARATO praefationem inter Electorem Palatinum & Ducissam Anhaltensem controversam concernente, eodem die 30. Octobris 1697. Sequuntur RATIFICATIONES Urisque Partis. [Sur l'Imprimé à Paris, chez FRIDERIC LEONARD, avec Permission & Privilege du Roi An. 1697. in 4. en Latin & en*

Ggg 3

Frans

ANNO
1697.

François, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les *Actes & Memoires* de la Paix de Ryswyck. Tom. IV. pag. 13. en Latin, & pag. 59. en François; dans le *Recueil* des divers Traitez faits depuis soixante ans, seconde Partie pag. 579. en François; dans P. ANTONIO FORESTI del Mapemondo Istoric. Tom. I. pag. 505. en Italien; dans le *Theatrum Europaeum* Tom. XV. pag. 211. en Allemand; dans LUNIGS *Teutsches Reichs-Archiv*. Part. General. pag. 1069. en Latin, & en Allemand; dans VITRIARIUS, à JOHAN. FRID. PFEFFINGERO *Illustratus* Lib. IV. in Append. pag. 25. dans HERM. FRANC. FRID. Baronis AB ANDLERN *Corp. Constitut. Imperialium* Tom. I. in Append. pag. 115. en Allemand.]

In nomine Sacrosanctæ Trinitatis, Amen.

Notum sit omnibus & singulis, quorum interest: cum ab aliquot jam annis ferale bellum cum multa sanguinis Christiani effusione & plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, superioris & inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. Sacrumque Romanum Imperium ab una: & Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum ab altera parte: sua Sacra Cæsarea Majestas verò & sua Sacra Regia Majestas Christianissima ad finiendam quantocyus hæc mala in perniciem rei Christianæ indes augescerent animum serius advertissent, factum Divinæ Bonitatis esse, ut anniente Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino, Domino Carolo XI. Succorum, Gothorum, Vandalorumque Rege, Magno Principe Finlandiæ, Duce Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiciæ & Vandaliciæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriciæ & Wismariciæ, nec non Comitibus Palatini Rheni, Bavarici, Juliaci, Clivici & Montium Duce, &c. inclytæ Memoriciæ, qui mox ab exortorum motuum initio Pacem inter Christianos Principes sollicitè suadere non destitit, atque dein Mediator universum receptus illam quamprimum conciliare, ad mortem usque gloriosè allaboravit, solennes ea de causâ Tractatus in Palatio Riswicensi in Hollandia instituti, post ejus autem è vivis decessum pari studio succedentis in paternis pro tranquillitate publica curas Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini Caroli XII. Succorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiciæ & Vandaliciæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriciæ & Wismariciæ, nec non Comitibus Palatini Rheni, Bavarici, Juliaci, Clivici & Montium Ducis, &c. ad finem perducti fuerint. Comparantes quippe dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, nomine quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas S. R. I. Comes à Kaunitz, hæreditarius Dominus in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrischbroun & majoris Orzechan, Eques aurei Velleris, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Camerarius & Sacri Imperii Pro-Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Straatman & Peirbach, Dominus in Orth, Schmiding, Spatenbrun & Carlsberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius: & Dominus Joannes Fridericus liber & Nobilis Baro à Seilern, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Co-

mittis Concomissarius Plenipotentarius: nomine verò ANNO
Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay, Eques, Dominus de Bonneuil, Comes de Cely, Regiæ suæ Majestatis Consiliarius in Consilio Status ordinarius: Dominus Ludovicus Verjus Eques, Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Status, Comes de Crecy, Marchio de Freon, Baro de Couvay, Dominus in Boullay, duarum Ecclesiarum, in Fortille, & in aliis Locis: & Dominus Franciscus de Callieres, Eques, Dominus de Callieres, Rupischellæ & Gigny, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Caroli Bonde, Comitibus in Björnöö; Domini in Helleby, Tyreso, Töftaholm, Gräfskeen, Gustafsberg & Reziarz, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Senatoris, & supremi Dicastarii Dorpatensis in Livonia Prædis, & Domini Nicolai Liberti Baronis de Lillieroot, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Secretarii Statûs, atque ad Celsos & Præpotes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii Legati Extraordinarii, amborum ad Pacem universalem restabiliendam Legatorum extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integrè, sedulo & prudenter persuncti sunt, præsentibus, suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii, Electorum Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiaris, post invocatum æterni numinis opem & commutatas ritè Mandatorum formulas ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ Salutem in mutuas Pacis & Concordiæ Leges conveniunt tenore sequenti.

I. Pax sit Christiana, Universalis & perpetua, veraque Amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium: Regnaque & Ditiones Hæreditarias, Clientes & Subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & Subditos ab altera parte: eaque ita sincerè servetur & colatur, ut neutra Pars in alterius perniciem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam moliat, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quoquocum nomine veniat, præstare, alteriusve Subditos Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque Pars alterius utilitatem: honorem ac commodum ferè promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus, in contrarium facientibus promissionibus, Tractatibus & Fœderibus quomodocumque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amnestia & oblivio omnium eorum, quæ quocumque loco, modove, ultro citroque hostiliter facta sunt; ita ut nec eorum nec illius alterius rei causâ vel prætextu alter alteri quicquam inimicitia aut molestia, directè vel indirectè, specie juris aut vi facti uspiam inferat, aut inferri patur, sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ & violentiæ absque omni personarum, rerum respectu ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum prætereundum possit, perpetuè fit oblivione sepultum. Gaudent etiam hac amnestiâ ejusque beneficio & effectu omnes & singuli utriusque Partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini eorum noxiæ aut præjudicio sit, has vel illas partes secutum esse, quò minus pristino, in quo ante bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona plene restituatur, reservatis tamen iis, quæ ratione Beneficiorum Ecclesiasticorum, mobilium & fructuum Articulis sequentibus speciatim definita sunt.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit Pax Westphalica & Neomagenis, eæque statim à commutatis Ratificationum formulis in sacris & profanis plenè executioni mandentur, & posthac factæ rectæ conserventur, nisi quatenus nunc aliter expressè conventum fuerit.

IV. Restituentur imprimis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, ejusque Statibus & Membris, à Sacra Regia Majestate Christianissima quævis tam durante bello & vi facti, quam Unionum nomine occupata Loca & Jura, quæ extra Allatiam sita, aut in indice Reunionum à Legatione Gallica exhibitæ expressa sunt, cassatis, quæ eâ de causâ à Cameris Metensi, & Vefontinâ, ut & Consilio Brisacensi edita sunt, Decretis, Arrestis, & declarationibus, omniaque in eum statum reponentur, quo ante illas occupationes, Uniones, seu Reuniones fuerunt, nullo deinceps tempore amplius turbanda seu inquietanda, Religione tamen Catho-

ANNO Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis in statu quo
nunc est, remanente.

1697.

V. Et quævis ex generalibus hiſce regulis facile dijudicari queat, qui & quatenus restituendi ſint, nihilominus ad aliquorum instantiam, accedentibus peculiaribus rationibus, de quibſdam cauſis ſpecialem mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expreſſe non nominati pro omniſis non habeantur, ſed pari omnino cum nominatis loco ſint, & eodem jure fruantur.

VI. Nominatim reſtituendus Dominus Eleſtor Tre-virenſis & Epicoſus Spirenſis in Urbem Trevirenſem, in ſtatu, quo nunc eſt, abſque ulteriore demolitione, ullave ædificiorum publicorum aut privatorum deterioratione, cum tormentis bellicis, quæ ibidem tempore poſtremæ occupationis reperta fuerunt; omnia quoque de occupationibus, Unionibus, & Reunionibus jam præcedenti Articulo quarto ſtatuta, in commodum Eccleſiarum Trevirenſis & Spirenſis ſpecialim repetita conſeri debent.

VII. Fruetur etiam omnibus emolumentis Pacis hujus, ejuſque aſſertione pleniffimè comprehendetur Dominus Eleſtor Brandenburgicus, cum omnibus Ditionibus, Poſſeſſionibus, Subditis & Juribus, nominatim iis, quæ ipſi ex Tractatu 29. menſis Junii Anni 1679. inito competunt, ac ſi ſingula ſpecialim relata eſſent.

VIII. Reſtituantur à Rege Chriſtianiſſimo Domino Eleſtori Palatino occupatæ omnes Ditiones, ſive ad illud ſolum pertineant, ſive cum aliis communes ſint, quocunque nomine veniant, ſpecialim verò Civitas & Præfectura Germersheimenſis, illaque comprehenſæ præpoſituræ & ſubpræfecturæ, cum omnibus Arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, Villis, fundis, feudis & juribus, prout per Pacem Weſtphalicam reſtitutæ fuerunt, omnibus etiam Documentis literariis ex Archivis, Cancellariis, Curia feudalibus, Camerâ Rationum, Præfecturis, aliſque Officiis Palatinis ablatiſ, nullo loco, re, jure, aut Documento exceptis. De juribus verò ſeu prætentionibus Domine Duciffæ Aurelianenſis convenit, ut prævia reſtitutione ſupradicta reſecondum formulam Compromiſſi à Sacra Cæſarea Majeſtate & Sacra Regia Majeſtate Chriſtianiſſima tanquam Arbitris juxta Leges & Conſtitutiones Imperii decideretur; illis verò in ſententiâ diſcordibus, Papæ tanquam Superarbitro deciderenda deferatur. Non minus tamen interea amicabileſ compoſitiones inter Partes tenentur, & donec res finem accipiat, annua ſumma ducentarum millium librarum Turonenſium ſeu centenorum millium florenorum Rhenenſium à Domino Eleſtore Domine Duciffæ Aurelianenſis eâ ratione & conditione ſolvatur, prout peculiari Articulo, ejuſdem cum Pace hæc vigoris, expreſſum eſt, utriſque Paris tam in poſſeſſorio, quam in petitorio, uti & Imperii jure undiquaque integro.

IX. Reſtituatur Sereniſſimo Suecicæ Regi, ut Comiti Palatino Rheni, Comiti Sponhemii & Veldenzie, avitus Ducatus Bipontinus liber & integer cum appertinentiis & dependentiis, iſque juribus, quibus Sacræ Regiæ Majeſtatis prædeceſſores Comites Palatini & Duces Bipontini gaviſi ſunt, aut gaudere poterunt, ad normam Pacis Weſtphalicæ: ita ut omnia ſub quocunque titulo à Coronâ Gallicæ hætenus ex toto, vel parte iſtius Ducatus prætenſa, occupata & reunita pleno jure ad Sacram Regiam Majeſtatem Suecicæ ejusque hæredes Comites Palatinos Rheni redeant. Reddantur quoque Documenta literaria, ad dictum Ducatum ſpectantia, unâ cum tormentis bellicis, quæ tempore occupationis ibidem exiſtiterunt, cunctaque alia, de quibus in favorem reſtituendorum, præcedentibus Articulis conventum eſt.

X. Quantum ad Principatum Veldenzie, & quæ ſub nomine dicti Principatus aut Lautereccenſis deſunctus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Palatinus Rheni poſſederat, reſtituantur juxta §. quartum & Indicem à Legatione Gallica exhibitum, ſalvis cujuſcunque prætendentium tam in poſſeſſorio quam petitorio juribus.

XI. Magno Ordinis Teutonici Magiſtro & Epicoſo Wormatiens, Domino Principi Franciſco Ludovico Palatino reddentur plenè ablatæ à Gallia inclito Ordini antiquitus dicatæ ſue poſſeſſe Commendæ, loca, redditus, & jura, frueturque dictus Ordo ratione Commendarum & Bonorum ſub Dominio Gallico ſitorum tam circa collationem, quam adminiſtrationem iſſdem uſibus, privilegiis & immunitati-

bus, quibus antehac juxta Statuta & Regulas ſuas gaviſus eſt, & Ordo Sancti Joannis Hieroſolymitani gaudere conſuevit. Locum etiam habebunt ratione Epicoſatus Wormatiens reliquiarumque Domini Principis Eccleſiarum, quæcunque Pace hac de reſtitutione locorum, contributionibus, aliâſve conventa ſunt.

ANNO
1697.

XII. Reddetur Domino Eleſtori Colonienſi tanquam Epicoſo & Principi Leodienſi Caſtrum & Oppidum Dinantenſe in ſtatu, quo tempore occupationis fuit, cum omnibus juribus & dependentiis, tormentis quoque bellicis & Documentis ibi tum reperiſ. Omnia porro de occupationibus, Unionibus & Reunionibus ſupra Articulo quarto ſtatuta in commodum Eccleſiarum Colonienſis & Leodienſis ſpecialim repetita haberi debent.

XIII. Reſtituatur Domus Wurtembergica & nominatim Dominus Dux Georgius pro ſe & ſucceſſoribus ratione Principatus ſeu Comitatus Mompelgardenſis in eum ſtatum, jura, prærogativas, ac in ſpecie in eam immediatetatem erga Sacrum Romanum Imperium, quâ antea gaviſus eſt, & quâ cæteri Imperii Principes gaudent, vel gaudere debent, annullatâ penitus Vaſſallagiæ recognitione, Coronæ Gallicæ Anno 1681. factâ. Fruanturque deinceps dicti Principes liberè omnibus eodem pertinentibus redditibus, tam ſecularibus, quam Eccleſiaſticis, quibus ante Pacem Neomagenſem fruebantur, non minus ac Feudis, quæ tempore detentionis Gallicæ vel aliâs iis aperta, nec ab ipſiſmet aliis conceſſa ſunt, excepto Pago Baldeheim cum appertinentiis, quem Rex Chriſtianiſſimus Commendatori de Chamlay Regiorum Caſtrorum Metatorum Generali contulit, quodque ratum manere debet, ita tamen, ut Domino Duci Wurtembergico, velut Domino directo, ejuſque ſucceſſoribus homagiū præſtare, ab eoſque Feudi hujus renovationem petere teneatur. Reſtituantur quoque in plenariam & liberam poſſeſſionem, tam Feudorum ſuorum Burgundicorum, Clereval & Paſſavant, quam Dynaſtiarum Granges, Herricourt, Blamont, Châtelôt & Clemont, cæterarumque in Comitatu Burgundiæ & Principatu Mompelgardenſi ſitarum cum omnibus juribus & redditibus, eo planè modo, prout ante Pacem Neomagenſem poſſederant, abolitiſ penitus iis, quæ quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium facta vel prætenſa fuerunt.

XIV. Gaudeat etiam Domus Marchica Badenſis omni jure & beneficio Pacis hujus, adeoque etiam Weſtphalicæ & Neomagenſis, imprimis verò Articulorum 4. & 5. hujus Tractatus.

XV. Reſtituatur eodem modo Principes & Comites Naſſovienſes, Hanovienſes, & Leiningenſes omneſque cæteri Sacri Romani Imperii Status, qui per Articulum quartum hujus Tractatus aliſve reſtituendi veniunt, in omnes & ſingulas ſuas Ditiones eoſque pertinentes proventus & redditus, aliæque omnia jura & beneficia, quocunque nomine inſignita ſint.

XVI. Cùm verò Pacis melius ſtabiliendæ ergò, placuerit Loca quædam hinc inde permutari, Sacra Cæſarea Majeſtas & Imperium cedunt Sacræ Regiæ Majeſtati Chriſtianiſſimæ ejusque in Regno ſucceſſoribus Urbem Argentinenſem & quidquid ad illam civitatem, in ſiniſtra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate & ſupremo Dominio, quod ſibi & Romano Imperio hætenus in ea competit, aut competere poterat, eaque omnia & ſingula in Regem Chriſtianiſſimum ejusque ſucceſſores transferunt, ita ut dicta Urbs cum omnibus ſuis appertinentiis & dependentiis in ſiniſtra parte Rheni ſiſis, abſque ulla reſervatione cum omnimodâ juriſdictione & ſuperioritate, ſupremoque Dominio à modo in perpetuum ad Regem Chriſtianiſſimum ejusque ſucceſſores pertineat & Coronæ Gallicæ incorporata intelligatur, abſque Cæſaris, Imperii vel cujuſcunque alterius contradictione: Ad cujuſ ceſſionis alienationiſve majorem validitatem, Imperator & Imperium vigore præſentis Tranſactionis expreſſe derogant omnibus & ſingulis prædeceſſorum Imperatorum Sacricque Romani Imperii Decretis, Conſtitutionibus, Statutis & Conſuetudinibus etiam juramento firmatis aut in poſterum firmandis, nominatimque Capitulationi Cæſaræ, quatenus alienatio omninoda bonorum & juriſ Imperii prohibetur, quibus omnibus expreſſe renuntiant, dictamque Urbem unâ cum Magiſtratibus, Officialibus, Civibus & Subditis omnibus, à vinculis & ſacramentis, quibus hucuſque Imperatoribus &

Im-

ANNO
1697.

Imperio obstricta fuerat, exsolvunt, eamque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Christianissimo ejusque Successoribus prestandam remittunt, atque ita Regem Christianissimum in plena iustaque proprietate, possessione & superioritate constituunt, omnibusque in eâ iuribus ac prætensionibus ex nunc in perpetuum renuntiant; inque hunc finem dictam Urbem Argentinensem ab Imperii Matricula expungi placet.

XVII. Liberum tamen maneat omnibus & singulis ejus Urbis & appertinentiarum Incolis, cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint, inde domicilium aliud, quocunque libuerit, unâ cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, detractioe aut exactione, intra annum à rathabita Pace, post quinquennium verò præstitis præstandis secundum conditiones in ejusmodi casibus illic olim usitatas transferre, immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se, vel per alios administrare. Eadem quoque facultas retinendi & per se, vel alios administrandi aut alienandi omnibus aliis Imperii Membris aut subditis mediatis vel immediatis maneat, qui bona, reditus, debita, actiones, vel jura in dicta Urbe, ejusque appertinentiis habent, five semper retinuerint, five durante Bello, aut ante illud confiscata seu adempta aliisque concessa fuerint, per Conventionem hanc restituant, quocunque nomine veniant, aut ubicunque degant. Salva etiam sit jurisdictio Ecclesiastica iis, ad quos antiquitus spectavit, nec eam, ejusve exercitium impedire unquam liceat.

XVIII. Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima restituit cum omnibus iuribus & dependentiis intra 30. dies à commutatis Ratificationum formulis Sacrae Cæsareæ Majestati & Imperio munimentum Kehl à se exstructum in dextra Rheni parte situm integrum. Munimentum verò de la Pille cæteraque in ipso Rheno seu Rheni Insulis exstructa intra mensem sequentem aut citius, si fieri poterit, sumptibus Regis Christianissimi solo planè æquabuntur, à neutra parte posthac reædificanda. Fluminis autem navigatio, alijsve usus utriusque Partis Subditis, aut qui alias illac commeare, navigare aut merces transvehere volent, æquè patebit: nec quicquam ab alterutra Parte illic aut alibi unquam fiet, quò Flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio alijsve usus difficilior quavis ratione reddatur, multò minùs nova telonia, portoria, aut pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, navese, quæ transeunt, ad unam magis quàm alteram ripam appellere, aut onera, five merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujuscunque arbitrio relinqui semper debet.

XIX. Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacrae Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non Fortalitium S. Petri, Fortalitium item Stellæ nuncupatum, & quæcunque alia Munimenta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel reliquum Brisgoviæ Districtum noviter erecta, aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione, cum Villis Lehen, Metzhaußen, & Kirchzarth, cumque omni jure, prout suæ Regiæ Majestati per Pacem Neomagenensem cessit aut ab illa possessa & exercita fuerunt, uti & Archivis, omnibusque Scripturis seu Documentis literariis tempore occupationis illic repertis, five ibi adhuc existent, five aliorum translata sint, Jure Diecefano alijsque iuribus & redditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

XX. Transfert similiter in Sacram Cæsaream Majestatem & Domum Austriacam Sacra Regia Majestas Christianissima Brisacum integrum in moderno statu, cum Granariis, Armamentariis, Munimentis, Vallis, Muris, Turribus, alijsque ædificiis publicis ac privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis: iis, quæ in sinistra Rheni parte sunt, interque ea Fortalitio le Mortier dicto, Regi Christianissimo relicta. Urbs tamen, quæ nova dicitur, in eadem sinistra Rheni parte sita, uti & pons, ac munimentum Insulæ Rheni inædificatum omnino destruetur & solo æquabitur, à neutra Parte ullo tempore reædificanda. Cæterum eadem libertas Brisaco migrandi hic repetita censetur, quæ ratione Urbis Argentinæ conventa est.

XXI. Præfata Loca, Urbes, Castra & Fortalitia cum omni districtu, appertinentiis & dependentiis Sacrae Cæsareæ Majestati à Sacra Regia Majestate Christia-

nissima retrocessa restituantur & tradantur absque omni reservatione, exceptione aut retentione bonâ fide & sine ulla dilatione, impedimento vel prætextu, iis, qui post rathabitas Pacis Tabulas à Sacra Cæsareâ Majestate ad id constituti & specialiter deputati fuerint, eaque de re locorum evacuandorum Præfectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia & Loca cum omnibus prærogativis, utilitatibus & emolumentis ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacrae Cæsareæ Majestatis & Domus Austriacæ redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permancant, quemadmodum antehac ad eam spectarunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hæcenus possessa fuere, nihilque omnino juris aut prætensionis in Loca præfata & eorum Districtus Coronæ Galliæ remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quidquam porro exigatur pro sumptibus & expensis in munimenta aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causâ retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à Pace rathabita executioni demandanda, adeo ut præsidia Gallica inde protinus abducantur, absque omni molestia, damno vel gravamine, Civibus, & Incolis, aut aliis quibuscunque Subditis Austriacis titulo debitorum aut prætensionum quarumlibet inferendo. Neque fas sit Militiæ Gallicæ in Locis evacuandis, aut aliis quibuscunque ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutius commorari, hyberna, vel stationes figere, sed in proprias Coronæ Galliæ Ditiones illico commigrare teneantur.

XXII. Eadem ratione reddetur Sacrae Cæsareæ Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippiburgum illæsum cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quæ tempore ultimæ occupationis ibidem exstiterunt, Episcopatus Spirensis jure undequaque reservato, atque eo nomine Articulus quartus Instrumenti Pacis Neomagensis expressè repetitus habebitur. Munimentum verò quod in sinistra ripa ædificatum est, unâ cum ponte à Rege Christianissimo post occupationem factò, destruetur.

XXIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta è regione Hunningæ in dextera ripa & in Insula Rheni exstructa, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo: pons quoque illic Rheno superstructus destruetur.

XXIV. Destruendum similiter Munimentum, quod in dextra parte Rheni ædificatum est, è regione Fortalitii, Fort-Louis nuncupati, ipso Fortalitio & Insula penes Regem Christianissimum remanentibus, solum verò Munimentum destructi Domino Marchioni Badensi cum ædificiis restituendum. Destruetur etiam ea pontis pars, quæ illuc ab Insula pertingit, à neutra parte deinceps reparanda.

XXV. Demolenda præterea à Rege Christianissimo Munimenta post Pacem Neomageniem Castro Trarbacensi addita, nec non Fortalitium Montroyal ad Mosellam, à nullo posthac reædificanda, relicta tamen in pristino statu Arcis Trarbacensi & unâ cum Urbe & appertinentiis prioribus possessoribus plenariè restituentur.

XXVI. Eadem quoque demolendi ratio obtineat in Munimentis Arci Kurburgensi à Rege Christianissimo additis: post quæ destructa, Arx hæc cum integra relicta Urbe Kirn non minùs ac reliqua ad Principem Salmensem ejusque Agnatos, Rheingravios & Wildgravios spectantia bona, nominatim etiam Principatus Salmenis, cæteraque illis reddentur, eodem omnino modo & jure possidentia, quæ ante destitutionem possederunt, & Pace hac conventum est.

XXVII. Idem etiam de destruendis novis Munimentis Arci Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjectis, eaque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus Bonis ab utraque parte reddendis cautum est.

XXVIII. Cùm Dominus Dux Lotharingæ hoc in Bello cum Sacra Cæsareâ Majestate conjunctus sit, & præfenti Tractatui comprehendi voluerit, restituetur pro se, Hæreditas & Successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, Locorum & Bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagefimo (cùm à Christianissimi Regis armis occupata fuerunt) possidebat, exceptis tamen mutationibus, Articulis sequentibus explanandis.

XXIX.

ANNO
1697.

ANNO
1697.

XXIX. Restituet imprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nancei cum omnibus appertinentiis, cumque tormentis bellicis, quæ in Urbe veteri tempore occupationis reperta fuerunt, eâ tamen conditione, ut integris relictis omnibus Vallis & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novæ, hujus Valla & Propugnacula non minis ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacræ Regiæ Majestatis solo planè aequentur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quod Dominus Dux ejusve successores Urbem novam simpliciter & æquali muro absque angulis claudere possint, quandocunque liberit.

XXX. Evacuabit quoque S. R. M. Christianissima Castrum Bitche cum omnibus appertinentiis, uti & Castrum Hombourg, destructis prius Munimentis, amplius non reparandis, ita tamen, ut ipsi Castris, & quæ illis juncta sunt, Oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illæsa conserventur.

XXXI. Suffragatur porò Domino Duci omnia de Unionibus seu Reunionibus Articulo quarto statuta, ac si hic verbatenus repetita essent, ubicunque aut quomodocunque factæ seu decretæ fuerint.

XXXII. Reservat sibi verò Sacra Regia Majestas Christianissima Fortalitium Saarlouis cum dimidiâ leuâ in circuitu à Commissariis Regiæ & Lotharingicis designandâ, cumque omni Superioritatis & supremi Domini Jure perpetuò possidendum.

XXXIII. Urbs quoque & Præfectura Longwicensis unâ cum suis Pertinentiis & Dependentiis cum omni Superioritate, supremo Dominio & Proprietate, maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque Hæredes & Successores: nihilque Juris impoſitum in iis prætere de possit Dominus Dux ejusque Hæredes & Successores: sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem Sacra Regia Majestas Christianissima aliam Domino Duci cederet, in uno ex tribus Episcopatibus ejusdem amplitudinis & valoris Præfecturam, de quâ bonâ fide inter eosdem Commissarios conveniet: eaque sic cessâ, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tam ipse Dux, quàm ipsius Hæredes & Successores fruuntur in perpetuum cum omnimodis Superioritatis supremi Domini & Proprietatis Juribus.

XXXIV. Pateat semper Regio Militi ad Loca limitanea pergenti ut inde redeunti sine obstaculo aut impedimento transitus innoxius per Ditionem Domini Ducis, præviâ tamen semper notificatione tempestivâ, & ut transiens Miles non evagetur, nec diverticula quærat, sed viâ ordinariâ & brevissimâ utatur, & iter absque morâ debite acceleret, nullam vim, nullumque damnum Locis vel Subditis Ducis inferat, annonamque ac necessariâ à Commissariis Lotharingicis subministranda paratâ pecuniâ solvat, abolitis vicissim & in potestatem Domini Ducis sine exceptione plenè redeuntibus Viis & Locis quæ Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ per Pacem Neomagensem reservata fuerunt.

XXXV. Beneficia Ecclesiastica usque ad diem præsentis Tractatûs à Rege Christianissimo collata, penes modernos Possessores, qui ea à Sacra Majestate Regia consecuti sunt, quietâ relinquuntur.

XXXVI. Sanctum præterea fuit, ut omnes Processus, Sententiæ atque Decreta lata per Consilium, Judices aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in Controversiis & Actionibus ad finem perductis, tam inter Subditos Ducatûs Lotharingæ & Barri, quàm alios, tempore, quo Rex Christianissimus hosce Status possedit, locum habeant, atque plenum integrumque suum forſiantur effectum, non secus ac si Sacra Regia Majestas eorum Possessor manifestet, neque dicat Sententiâs & Decreta in dubium vocare, annullare, aut Executionem illorum retardare aut impedire integrum erit. Partibus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem Legum atque Constitutionum confugere ad Revisionem Actorum, interim tamen Sententiæ suæ in robore & vigore maneat.

XXXVII. Restituentur mox à ratihabitâ Pace Domino Duci Archiva & Documenta literaria, quæ in Gazophylacio Nanceano & Barrensi, atque in utrâque Camerâ Computorum sive alibi locorum habeantur & ablata fuerunt.

XXXVIII. Poterit statim à ratihabitâ Pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingæ & Barri Commissarios mittere, qui rebus illius attendant, Justitiam administrent, Teloniorum, Salinarum, aliorumque Jurium

TOM. VII. PART II.

curam gerant, cursum publicum disponant, cæteraque agant, quæ ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plenè suscipiendum pertinere queant.

XXXIX. Ratione Vectigalium seu Teloniorum, eorumve Immunitatis in vecturâ salis, & lignorum, sive Terrâ, sive per Flumina, servetur status seu consuetudo anni 1670. nullâ innovatione permittâ.

XL. Maneat antiquus Usus & Libertas Commercio inter Lotharingiam & Ditionem Metensem, Tullensem & Viromandensem, mutuoque utriusque Partis beneficio impoſitum exacte servetur.

XLI. Serventur similiter in pristino suo vigore & robore Concordata illæsa inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingiæ inita.

XLII. Domino Duci, ejusque Fratribus post Restitutionem integrum erit Jus, quod sibi in diversis causis competere asserunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus Sententiis, quæ ipsi absentibus & non auditis latæ dici possint.

XLIII. In iis, quæ hic aliter expresse conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque Ditionum & Subditorum ea, quæ hoc Tractatu maxime §. *Restituentur utriusque Partis Vassalli, &c. §. Simul atque Instrumentum Pacis, &c. & §. & ut ad Subditos, &c.* cautâ sunt, ac si hic speciatim enuntiata essent.

XLIV. Dominus Cardinalis de Furstenberg restituetur in omnia Jura, bona Feudalia ac Allodialia, Beneficia, Honores & Prærogativas, quæ Sacri Imperii Principibus & Membribus competunt, tam ratione Episcopatus Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quàm Abbatiæ Staveloenſis, aliasve, fruaturque cum Agnatis seu Cognatis, qui illi adhæserunt, & Domesticis, plenâ amnestiâ & securitate omnium factorum didorumque & quorumlibet contra illum illosve Decretorum, nec ipse, illiusque Hæredes, aut Agnati sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & Domestici, ob Hæreditatem deſuncti Domini Electoris Maximiliani Henrici à Dominis Electoribus Colonienſis & Bavariz, eorumque Hæredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquam poterunt, ut nec vicissim ex illâ Hæreditate seu ob Legatâ sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & Domestici, aut causam ab iis habentes, quicquam quovis modo à Dominis Electoribus aliisque petere debebunt: omni Jure, Prætensione seu Actione personali ac reali penitus extinctâ. Eadem amnestiâ & securitate gaudebunt, eodemque omnino Jure utentur ex Canonicis Colonienſibus ii, qui partes illius secuti & Canonicatibus ac Beneficiis privati fuerunt, restituenturque cum omnibus Canonicorum, Beneficiorum & Dignitatum Juribus in eum Capituli Cathedralis & Collegiatarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerunt, ita tamen, ut Reditus penes modernos Possessores manentibus, hi æquæ ac restituti communibus Dignitatum & Beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restituti delato, fruantur, post Possessorum verò obitum aut voluntariam Resignationem, restituti soli Dignitates & reditus protinus occupent, interea quoque pro Ordine, quem inter se habent, singuli novas Præbendas proximè vacaturas, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, gratum fore nultatenus dubitatur. Hæredes quoque illorum Canonicorum, qui pariter destituti durante Bello decesserunt, quorumque Bona, reditus & jura sequestrata aut Fisco addicta fuerunt, in hisce recuperandis Beneficio §. *Restituentur omnes utriusque Partis Vassalli, . . .* plenè gaudeant eâ expresse additâ Conditione, ut Legatâ à Deſunctis ad pias causas relicta juxta eorum Dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

XLV. Amnestiâ quoque comprehendatur speciatim Landgravi Hassiæ Reinſelienſis, & in eum itatum, quoad Arcem Reinſel totumque Comitatum inferiorem Cartimellobensem cum omnibus Juribus ac Dependentiis reponatur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus Belli exiit, salvis tamen ubivis Juribus Domino Landgravi Hassio Castellano competentibus.

XLVI. Restituentur omnes utriusque Partis Vassalli & Subditi, Ecclesiastici & Sæculares, Corpora, Universitates & Collegia Honoribus, Dignitatibus & Beneficiis, quibus ante Bellum gaudebant, uti & in omnia Jura bona, mobilia & immobilia, census quoque seu reditus, etiam qui redimi possunt, & qui viâ terminantur (dummodo fors extincta non sit) tempore & occasione Belli occupata seu detenta, unâ cum Juribus,

Hhh

Actio.

ANNO
1697.

ANNO
1697.

Actionibus & Successionibus, quæ ipsi durante Bello evenierint, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque rati habitæ Pacis perceptorum, aut Pensionum cessarum petere possint. Similiter peti amplius non poterunt Debita, Merces & Mobilia tempore & ratione Belli Fisco addicta vel Autoritate publicâ in alios usus conversa, adeoque nec Creditores ejusmodi Debitorum, nec Domini eorum Mercium aut Mobilium, eorumque Hæredes aut causam ab iis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem prætereundam unquam debent. Restitutiones hæc ad eos quoque extenduntur, qui partes contrarias secuti sunt, quive eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagensem Bona, Reditus aut Jura idè quod alibi habitaverint, vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, seu pretextus ablata fuerunt, quive proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in pristina Jura & quævis Bona, qualia hæc tempore Conclusionis & Subscriptionis hujus Tractatus fuerunt. Atque omnia isthæc statim à rati habitâ Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis Donationibus, Alienationibus, Concessionibus, Confiscationibus, Commisissis, Impensis, Meliorationibus, Sententiis interlocutoriis & definitivis, ex contumaciâ, Partibus absentibus non auditis, latis, quæ Sententiæ & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente iis omnibus in Patriam, seu ad Bona ista redeundi, utque iis non minus ac censibus & redibibus, vel ipsi frui, aut alibi, ubicunque ipsi visum fuerit, domicilium figere seu morari possint, prout elegerint, omni violentiâ seu coactione penitus exclusâ. Tumque fas illis erit per Procuratores non suspectos Bona & reditus administrare, iisque uti frui, exceptis tamen Beneficiis Ecclesiasticis Residentiam requireribus, quæ personaliter administrari, & obiri debent. Omnibus denique utriusque Partis Subditis libera facultas erit, Bona Mobilia & Immobilia, census & redditus, quæ sub alterius Ditione habent, vendendi, permutandi, alienandi & transferendi, aliterve de iis inter Vivos & per ultimam Voluntatem disponendi, ita ut quilibet, Subditus vel Extraneus, ac emere seu acquirere possit, nullâ aliâ seu ulteriori permissione Superioris requirenda præter eam, quæ hoc Article continetur.

XLVII. Si aliqua Beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata, durante hoc Bello, ab unâ alterâve Parte in Terris seu Locis suis tunc subjectis juxta primæve Institutionis ac generalium vel particularium de iis factorum Statutorum legitimorum normam aut aliam quamvis à summo Pontifice canonicè factam Dispositionem & Provisionem capacibus collata fuerint, ea non minus atque illa Beneficia Ecclesiastica quæ ante præsens Bellum in Locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus Possessoribus relinquantur, ita ut nec in illorum Possessione vel legitima Administratione, nec in fructuum perceptione, à quocunque turbati aut impediti vel eorum nomine seu causâ præterita aut præsentem in Jus vocari, conveniri, aut quâvis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum Beneficiorum incumbunt.

XLVIII. Cum tranquillitatis publicæ interfit, ut Pax conclusa Augustæ Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudicæ Ducem exactè observetur, illam quoque Pace hac comprehendi & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hac vigoris sit & perpetuò maneat. Confirmantur præterea singulatim, quæ Pace Westphalicâ & Neomagenfi superius restabilita pro Domo Sabaudicâ cautâ sunt, & hic nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam Restitutionem Pinaroli ejusque Dependentiâ nullâ in parte minui aut alterari queat Obligatio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit, solvendi Domino Mantuæ Duci, quadringenta novaginta quatuor millia aureorum, in Liberationem Domini Ducis Sabaudicæ; prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fusiis declaratum est. Atque ut ea plenius & firmitus corroborentur, omnes & singuli Principes Pacis generalis consortes, quæ inter se pro majori securitate stipulantur sponsores seu Garantias, easdem Domino Duci Sabaudicæ præstant, & ab eo vicissim accipiunt.

XLIX. Redditiōe vero seu Restitutione quâcunque Locorum, Personarum, Rerum aut Jurium à Galliâ

factâ aut faciendâ, redintegratis seu redintegrandis nihil novi Juris acquiratur. Si verò aliorum contra illos Præsentiones fuerint, hæc post factam Restitutionem, quæ propterea nullatenus differri debet, loco convenienti proponendæ, examinandæ & decidendæ erunt.

L. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis cujuscunque generis Hostilitas ac Violentia, ædificiorumque, Vinearum & Sylvarum vastatio aut arborum cæsis: deducanturque illic post Rati habitationes commutatas utrinque copiæ ex Locis non munitis ad alteram partem pertinentibus. Loca verò munita ex Pace hac restituenda tradantur intra triginta dies à rati habitâ Pace, aut citius, si fieri poterit iis, qui præcedentibus Articulis nominati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui immediate ante destinationem in possessionem fuerunt, absque ullâ Munimentorum aut Ædificiorum publicorum vel privatorum destructione, aut statûs, in quo nunc sunt, deterioratione, vel quarumvis impensarum in vel ob ea factarum repetitione, ullâve Militum aut eorum nomine vel aliâ de causâ faciendâ exactione, aut rerum ad Incolas spectantium vel ex hac Pace relinquendarum ablatione. Demolitio autem quâvis destructionum, de quâ supra convenit, absque impensis & molestiâ alterius Partis, minorum quidem intra mensem, majorum verò intra duos menses, aut citius, si fieri poterit, plenè perficiatur. Reddantur præterea bonâ fide statim à Ratificationibus commutatis omnia Archiva & Documenta literaria, non ea tantum, quæ ad Loca Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperio ejusque Statibus & Membris restitunda aut relinquenda pertinent, sed & omnia illa, quæ ex Camerâ & Urbe Spirenâ, alibi in Imperio ablata sunt, est eorum mentio specialis in hac Conventione facta non sit. Captivi quoque utrinque facti ratione Belli plenè libertati absque lytro restituantur, maxime ii, qui remis addicti aut alias ad opus publicum damni fuerunt.

LI. Et ut ad Subditos utriusque Partis plenior Pacis fructus mox pervenire possit, convenit, ut quæcunque Contributiones Pecuniæ, Frumentî, Vini, Fœni, Lignorum, Pecudum, aut alterius nominis, licet alterutris Subditis jam imperatæ aut per Pacta stabilitæ fuerint, uti & pabulationes omnis generis in alterutris Ditione statim à die Rati habitationis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliisque Contributionibus, Indictionibus aut Exactionibus residuum debebitur, penitus abolitum sit & maneat, obsides etiam ex quâcunque causâ hoc Bello dati aut abducti, sine morâ absque ære reddantur, liberèque in Patriam dimittantur.

LII. Redeat quoque mox à subscriptâ Pace Commercium inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperique & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Regniq; Galliæ Subditos durante Bello prohibita, in eam, quæ ante Bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinque omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanfæaticorum Cives & Incolæ Terræ Marique plenissimâ Securitate, pristinis Juribus, Immunitatibus, Privilegiis & Emolumentis per solemnes Tractatus aut vetustam Consuetudinem obtentis, ulteriori Conventione post Pacem remissa.

LIII. Omnia per hanc Pacem conventa valeant, ac perpetua firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus sed abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, aut excogitari unquam possint, est talia sint, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio, seu annullatio nulla seu invalida dici possit videatur.

LIV. Utrique contrahentium Parti liceat Pacem hanc ejusque Observationem Federibus, Munimentis in proprio solo, extra Loca tamen superius nominata excepta, pro arbitrio extruendis & ampliandis, Præsidibus & Stationibus, atque aliis mediis ad Defensionem comparatis firmare: cum aliis quoque Regibus, Principibus & Rebus publicis, tum imprimis Sueciæ Regi, seu Mediatori, æquè ac virtute Pacis Westphalicæ eam assertere Sacræque Cæsareæ Majestatis, Imperique, & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Quarantiam præstare semper fas erit.

LV. Et cum Sacra Cæsareæ Majestas, Imperiumque, & Sacra Regia Majestas Christianissima grato animo agnoscant indefessa Studia & Officia, quæ Serenissimus Sueciæ Rex tranquillitati publicæ reducendæ impendit,

ANNO
1697.

ANNO
1697.

dit, utrinque placuit, eum cum Regnis & Provinciis suis presentem hoc Tractatu omni meliori modo nominatum comprehendere.

LVI. Porro quoque Sacrae Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine Pace hac comprehenduntur præter nominata jam Imperii Membra etiam reliqui Electores, Principes, Status & Membra Imperii, interque ea singillatim Episcopus & Episcopatus Basilienfis, cum omnibus eorum Ditionibus, Prærogativis & Juribus, tum & tredecim Helvetiorum Cantones cum eorum Fœderatis, nominatim cum Republica & Civitate Generarum & Dependentiis, Urbe & Comitatu Neocomenfi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhuse & Biennæ, tribus Ligis Rheticis seu Grisonibus, septemdecim Valesianis & Abbate Sancti Galli.

LVII. Nominæ Sacrae Regiæ Majestatis Christianissimæ comprehenduntur pariter tredecim Cantones Helvetiæ eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valesianorum.

LVIII. Includentur etiam Paci omnes illi, qui ante Permutationem Ratihabitionum, vel postea intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

LIX. Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii Deputatorumque Imperii Ordinum Plenipotentiarum ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hic mutuo placitam ratihabitionum & Ratificationum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandarum, aut citius, si fieri queat, hic reciproce commutatum iri.

LX. In quorum fidem roburque tam Cæsarei quam Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarum, una cum Electorum, Principum & Statuum Imperii ad hunc Actum deputatorum Plenipotentiarum Tabulas has propriis manibus subscriperunt & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi in Hollandiâ trigesima die mensis Octobris, anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo.

(L.S.) D. A. C. à CAU-
NITZ.(L.S.) DE HARLAY BON-
NEUIL.(L.S.) HENR. C. DE
STRATMAN.

(L.S.) VERJUS DE CRECY.

(L.S.) J. F. L. B. à
SEILERN.

(L.S.) DE CALLIERES.

Nomine Em. Elect.
Mogunt.Nomine Seren. Ba-
variae Elect.(L.S.) M. FRIDERICUS BARO
de Schonborn Legat.DE PRIELMAYER, Le-
gatus Extraordinarius
& Plenipotentiarum.
(L.S.)(L.S.) IGNATIUS ANTONIUS OTTEN Plenipotentia-
rius.(L.S.) GEORGIUS WILHELMUS MOLL, Plenipoten-
tarius.

Nomine Domûs Austriacæ.

(L.S.) FRANCISCUS RUDOLPHUS AB HALDEN Liber
Baro de Trazberg &c.

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) C. B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbipolensis.

(L.S.) JOANNES CONRADUS PHILIPPUS IGNATIUS
de Tastingen.Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
rensis ut Episcopi Spirensis.(L.S.) JOANNES HENRICUS DE KAYSERSFELD, Ple-
nipotentiarum.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Constantiensis.

(L.S.) FRIDERICUS à DURHEIM.
TOM. VII. PART. II.Nomine Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi
& Principis Hildesienfis.ANNO
1697.(L.S.) CAROLUS PAULUS ZIMMERMAN, Celsitudi-
nis sue Cancellarius, Consiliarius intimus, & Ple-
nipotentiarum.Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Colo-
nienfis tanquam Episcopi & Principis Leo-
dienfis.(L.S.) JOANNES CONRADUS NORFF, Deputatus Ple-
nipotentiarum.Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi, &
Principis Monasteriensis.(L.S.) FERDINANDUS L. B. à PLETTENBERG-EULEN-
HAUSEN, Ecclesiæ Cathedralis Paderb. Monast.
& Hildesf. respec. Decan. & Capit.Nomine Serenissimi Electoris Palatini, ut Ducis Neo-
burgici.(L.S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenipo-
tentiarum.

Nomine Serenissimi Ducis Wurtembergici.

(L.S.) Jo. GEORGIUS NOBILIS DE KULPIS. S. R.
Imp. Eques Consil. Status intimus & Consil. Di-
rector.(L.S.) ANTONIUS GUNTERUS DE HESPEN, Consili-
arius in Consilio Superiori & Plenipotentiarum
Serenissimi Domini Ducis.

Nomine Serenissimi Principis Badæ Badensis.

(L.S.) CAROLUS FERDINANDUS DE PLITTERS-
DORFF, salvo alternationis ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S.) JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN,
in Neideberg L. B. de Autenriedt Plenipotentia-
rius.

Nomine Comitum Scamni Wetteravici.

(L.S.) CAROLUS OTTO Comes à Solms.

(L.S.) F. C. AB ECKELSHAIM, Consiliarius Hanovien-
sis & Plenipotentiarum.Nomine liberæ Imperialis Civitatis Colonie
Agrippinæ.(L.S.) HERMAN. JOSEPH BÜLLINGEN, Syndicus &
Plenipotentiarum.

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIRHEIM, Ple-
nipotentiarum.

Nomine Civitatis Imperialis Francofurti.

(L.S.) JOANNES JACOBUS MÜLLER, Plenipotentiarum.
(L.S.) JOANNES MELCHIOR LUCIUS, J. U. L. Syndi-
cus & Plenipotentiarum.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

Plenipotencia Cæsarea.

Nos LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ
electus Romanorum Imperator semper Augu-
stus,

ANNO
1697.

stus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiae, Slavoniæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucenburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiae, Dominus Marchiæ, Slavoniæ, Portus Naonis, & Salinarum &c. Notum testatumque facimus, quod cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præfens Bellum, quo ab aliquot jam annis Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantocius converteri queat, atque omnibus Partibus belligerantibus placuerit, ut Tractatus & Colloquia Pacis in Loco ab iis communi consensu eligendo instituantur; ideo quidquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes; consensu fidei, Prudentiæ, & Experientiæ nostrorum & Sacri Romani Imperii fidelium dilectorum Illustris & Magnifici nostri Consilarii Statûs, Camerarii, & Sacri Imperii Pro-Cancellarii, Dominici Andreæ Comitiss à Kaunitz, Hæreditarii Domini in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrispruss, & Majoris Orzechan, Equitis auri Velleris; nec non Illustris & Magnifici nostri Consilarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici Joannis Comitiss à Stratman, Domini in Peiirbach, Orth, Schmiding, Spatenbrun, & Carlsberg; uti & Magnifici nostri Consilarii Imperialis Aulici, & in Comitiss Imperii Concommissarii Plenipotentarii Joannis Friderici Liberi Baronis de Seilero, &c. eos nominavimus, elegimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quàm primùm fieri possit, ad Locum, de quo inter Partes conventum fuerit, conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè sive interveniente operâ hinc inde recepti Mediatoris, instituant cum Serenissimi Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Franciæ Regis &c. Affinis & Fratris nostri Charissimi, Legatis vel Deputatis sufficienti Mandato ad præfens Bellum terminandum, controversiasque, quæ eo spectant, per bonam & firmam Pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni Auctoritate & Mandato ad id necessarii, supradictis nostris Legatis Extraor-

dinariis & Plenipotentariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis, nostrosque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, consiciendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertineant faciendi æquè liberè & amplè, ac si præfentes id facere possemus; Quantumvis Mandato adhuc speciali, & expressiori, quàm quod præfentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcumque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentarios trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, actum, conclusum, signatum, extraditum & commutatum fuerit, nos adstringentes hisce Præfentibus ad expediendum Ratificationum nostrorum Diplomata in decenti & solenni formâ intraque tempus, prout convenierit. In quorum fidem roborque præfentes manu nostrâ subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari iussimus. Datum in Civitate nostrâ Viennæ, die tertiâ mensis Februarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani trigesimo nono, Hungarici quadragesimo secundo, Bohemici verò quadragesimo primo.

ANNO
1697.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeyll.

Ad Mandatum Sacre Cæsareæ Majestatis proprium.

CASPARUS FLORENTINUS CONSBRUCH.

Plenipotencia Imperii.

Demnach des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten, Fürsten und Stände für rathsam bedunden/ auß dem Mittel zu erkiesen/ welche denen zwischen Ihrer Kayserlichen Majestät unserm Allergnädigsten Herrn/ und dem Reich/ auch übrigen Hohen Alliirten eines/ und der Cron Frankreich andern Theils/ auf das Fundament des Westphälischen zu Nimwegen bestätigten Friedens veranlassen Tractaten von Reichswegen bey zu wohnen/ und dessen Interesse mit zu beobachten hätten/ und dann auß dem Churfürstlichen Collegio Chur-Maynz/ Chur-Papereu/ Chur-Sachsen und Chur-Brandenburg: Auß dem Fürstlichen aber Catholischen Fürsten/ Oesterreich/ Salzburg/ Hoch- und Teusch-Weister/ Würzburg/ Speyer/ Constanz/ Hildesheim/ Lüttig/ Münster/ salvo alternationis ordine, Pfalz Neuburg/ Baaden-Baaden/ Schwäbische Prälaten; So dan A. C. Verwandten fürstl/ Magdeburg/ Schweden/ Bremen/ oder Pfalz-Zweybrücken/ Sachsen-Coburg/ Sachsen-Gotha/ Brandenburg-Culmbach/ Braunschweig-Zell/ Braunschweig-Wolfenbüttel/ Hessen-Cassel/ Wirtemberg/ salva alternatione. Holslein-Gluckstadt/ Anhalt/ Wetterauische Graffen: aus dem Reichs-Städtischen Catholischen Theils/ Cöln und Augsburg: und A. C. Verwandten Theils/ Frankfurt und Nürnberg darzu

Les Electeurs, Princes, & Etats de Sa Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entr'eux, pour veiller à leurs Intérêts, & assister de leur part aux Traitez de Paix, qui se doivent faire entre Sa Majesté Impériale, l'Empire & ses Hauts Alliez d'une part, & entre la Couronne de France de l'autre, & selon le fondement de la Paix faite ci-devant en Westphalie & confirmée ensuite à Nimègue; ont député & nommé du Collège Electoral les Electeurs de Mayence, de Bavière, de Saxe, & de Brandebourg: du Collège des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltzbouurg, le Grand Maître de l'Ordre Teutonique, de Wirzburg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liège, Munster (sauf l'ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prelats en Suabe, & d'entre les Protestans ceux de Magdebourg, de Suède de la part de Brene ou des Deux-Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg Culmbach, de Brunswick-Zell, de Brunswick-Wolfenbuttel, de Hesse-Cassel, de Wirtemberg (sauf leur alternative) de Holslein-Gluckstat, d'Anhalt, & les Comtes en Wetteravie: & finalement du Collège des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Ausbourg, & les Protestantes celles de Francfort & de Nu-

ANNO 1697. darzu erwählt und benennet worden; Als wird denen selben / von gesambten Reichs wegen / zu obgedachtem Ende / Kraft dieses vollkommene Gewalt ertheilet / auff daß sie die Träge mit geungfamer Vollmacht fürderhin an dem bestimmben Ortb / zu denen gemelten Tractaten schicken und abordnen / umb darselbst mit / und neben denen Höchst-ansehnlichen Käyserlichen Herrn Herrn Plenipotentiariis zu erscheinen / und nach Ausweis der ihnen diesfals ertheilten Instruction, dasjenige berathschlagen / und juxta Stylum Imperii tractiren / und verrichten zu helfen / was zu Widerberbringung eines ehrliden / sicheren / beständigen / und allgemainen Friedens dienen / und Beförderung der quovis modo betragten und untertruckten Reichs-Ständen und Gliedern verlangter Restitution auch recht- und billigmäßiger Satisfaction, nicht weniger gemeiner Wohlfarth und Verhütung des Vaterlands gedehen mag. Was nun mit Jhro der Cron Frankreich durch sie / oder in ein oder des andern Abwesenheit / Krankheit / oder nicht-erscheinen durch die übrigen (doch daß der abgehenden Vota zu observirung der parität seinem Religions-Verwandten Theil inmittelst accresciren sollen) nebst Höchst-Gedachter Käyserlichen Gesandtschafft / nach Anbietung obangeregter Instruction alsß gehandelt / verrichtet / und geschlossen werden wird; Solches solle / so wohl von der Deputirten Principalen / als auch von den übrigen sämtlichen Reichs-Ständen / in gewisser allerseits bestimmender und zulänglicher Zeit ratificiret / angenommen und ohnewerbrüchlich gehalten / auch die Deputirte Ständen beschwören / wie es sich in dergleichen Fällen gebühret / jedersammlt kräftig vertreten werden. Signatum Regensburg den 15. Junii 1697.

(L.S.)

Ehurfürstliche Raynische Cansley.

remberg, ausquels on donne de la part dudit Empire & en vertu de ce present Acte une pleine autorité, afin qu'ils puissent promptement envoyer leurs Ministres au lieu des Traitez, pour y assister conjointement avec les Principaux Plenipotentiaires de Sa Majesté Impériale, & en conformité de leur Instruction concourir à traiter, régler selon le stile observé dans l'Empire, & conclure tout ce qui pourra être nécessaire pour obtenir une Paix générale, sûre, honnête & perpétuelle avec le rétablissement de la tranquillité publique, comme aussi avec Restitution, & toute la Satisfaction, qui sera trouvée due à des Etats & Membres de l'Empire endommagés ou entierement opprimés. Ainsi on acceptera, ratifiera dans le tems convenu, & observera de la part de tout l'Empire aussi bien que des Etats Deputés tout ce que les Ministres de ceux-ci ou quelques uns d'entr'eux en cas d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres (où pour observer la parité les présents opineront encore pour les absents Membres de leur Religion) auront conjointement avec l'Ambassade Impériale traité, arrêté, & conclu avec la Couronne de France, & les Etats Deputés, y seront, comme de raison & de coutume toujours maintenus & puissamment soutenus. Signé à Ratisbonne le 15. de Juin 1697.

(L.S.)

La Chancellerie Electorale de Mayence.

Plein-Pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de notre Très-Cher, & Très-Aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les Parties, pour tenir les Conferences necessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter, autant qu'il sera en nous, & par l'Assistance de la divine Providence, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de Sang Chrétien; Scavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de notre bien aimé & feal le Sieur de Harlay de Bonneuil, Conseiller Ordinaire en notre Conseil d'Etat, & de notre bien aimé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Menillet & autres Lieux, comme aussi en celle de notre bien aimé le Sieur de Callieres, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans les divers Emplois importants que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Pour ces causes & autres bonnes Considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, commettions, ordonnons & deputons par ces presentes signées de notre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréés avec tous les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres, tant de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur des Romains, que de notre très-cher & très-aimé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas,

& de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos seldits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, & negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le seldit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en Personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requit un Mandement plus special, non contenu en celdites presentes; promettant en foi & Parole de Roi, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en notre nom de les fournir. Car tel est notre plaisir, en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces presentes. Donné à Versailles le vingt-cinquième jour de Février l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept & de notre Regne le cinquante-quatrième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli,

Par le Roi.

COBERT.

Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

ANNO
1697.*Articulus separatus.*

AD majorem Elucidationem Articuli: *Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino &c.*
8. Instrumenti Pacis hodie subscriptæ hic amplius statuere placuit, ut in proponendis & decidendis Domine Ducissæ Aurelianensis adversus Dominum Electorem Palatinum Prætenfionibus seu Juribus hæc servetur ratio. Ubi de Loco Congressus inter utrumque Arbitrum intra tempus Rathabitioni Pacis præfixum conveniret, Parti utrique ille Locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria Restitutione Domini Electoris Palatini juxta allegatum Articulum factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibeatur tûm illic intra mensem sequentem, à Domina Ducissâ, integra Designatio Prætenfionum, seu Petitionum adversus Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicetur. Deducantur inde & Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem tradantur, inter alios quatuor menses, eadem die ab his nominandâ, utriusque Partis Fundamenta in quadruplo; ex quibus singuli Arbitri unum exemplar penes se retinebunt, tertium ad Acta communia Arbitrii reponctur, quartum verò Partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondetur pari ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eadem die in quadruplo exhibeatur utriusque Partis responsio, partibus rursum vice mutuâ intra octiduum extradandâ. Intra quatuor subsequentes menses ad Conclusionem causæ utrinque procedatur, & Arbitrii Sententiæ simul submittantur, atque hæc Conclusio & Submissio, Partibus ad notitiam communicetur. Actaque præsentibus Partium Procuratoribus, quod dici solet, innotulentur. Viso dein & examinato utriusque Partis Jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumque Delegatis juratis in Loco Congressus Sententia secundum Leges & Constitutiones Imperii publicè feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumque Delegati in Sententiâ discordes fuerint, Acta Arbitrii communia intra bimestre spatium à die Sententiæ inchoandum, communibus Partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquam Super-Arbitro exhibeantur, quod rem iterum examinandam, Delegatis neutri Partium suspectis, & juratis intra binos menses committat, hique super Actis prioribus, nulla ulteriore deductione Partibus permittâ, intra sex menses proximè secuturos, ut dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam Sententiam proferant, nullo modo convellendam, sed absque ullâ mora aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra Pars in proponendis, deducendis aut probandis Prætenfionibus & Juribus moram fecerit, licebit nihilominus alteri Parti in Terminis constitutis, qui extendi nunquam debent, Jura sua deducere & exhibere, atque Arbitris æquè ac Super-Arbitro eâ quâ expressum est ratione procedere, Sententiamque juxta exhibita Acta, & probata pronunciare & exequi. Processu tamen hoc non obstante cum ab ipsismet Partibus tûm à Dominis Arbitris via amicabile compositionis tentetur, nihilque omittatur, quod ad terminandam amicè controversiam pertinere possit. Cum etiam Articulo Pacis jam allegato conveniret, ut donec hæc Controversia finem accipiat, annua Summa ducentarum millium librarum Turonensium, seu centenorum millium Florenorum Rhenensium, à Domino Electore Palatino, Domine Ducissæ Aurelianensis exsolvatur, ratione hujus Solutionis & Terminî, à quo inchoare debeat, porro specialiter conventum est, ut ista Præstatio tunc demum incipiat, postquam juxta tenorem dicti Articuli mentionate inibi Ditiones & Loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint. Ut autem Domina Ducissâ Aurelianensis de solutione præfate Summæ tantò securior esse possit, Dominus Elector tot ex Administratoribus seu Collectoribus Præfecturæ Germersheimensis aliorumque Locorum Palatinorum quot suffecerint, ante rathabitationem Pacem nominabit, qui eam Domine Ducissæ, vel ejusdem Mandatario Landaviæ singulis annis, dimidiâ parte quovis semestri solvendâ, præstandam in se suscipiant, quique si non satisfecerint, viâ Juris ordinariâ, & si ulterior necessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo Executione Militari ad solvendum cogi possint. Fiet autem hæc Solutio eâ Legè, & Conditione, ut ea, quæ ratione dictæ annuæ præstationis Domine Ducissæ Aurelianensis, decisione coram Arbitris pendente soluta, cum Prætenfionibus,

si quæ ab Arbitris eidem adjudicarentur, compensanda, vel si nihil, aut minus illi deberi decideretur, restituenda veniant, hæcque Compensatio vel Restitutio non minus, quàm ipsa Controversia per Sententiam arbitralem determinetur. Si verò Domina Ducissâ Aurelianensis formulæ Compromissi in exhibendâ Designatione Prætenfionum, Instructione causæ, & Responfione ad exhibita Palatina non satisfecerit, sed in morâ fuerit, cursus dictæ Præstationis annuæ pro isto solum temporis spatio hñetur, ipso causæ processu juxta eandem Compromissi formulam progrediente. Acta hæc sunt in Palatio Rîfwicensi 30. Octobris 1697.

ANNO
1697.

(L.S.) D. A. C. à KAU- NITZ.	(L.S.) DE HARLAY BON- NEUIL.
(L.S.) HENR. C. à STRAT- MAN.	(L.S.) VERJUS DE CRECY.
(L.S.) J. F. L. B. à SEI- LERN.	(L.S.) DE CALLIERES.

Nomine Em. Elect. Mogunt.	Nomine Seren. Bavariz Electoris.
------------------------------	-------------------------------------

(L.S.) M. FRIDERICUS BARO DE SCHÖN- BORN, Legat.	DE PRIELMEYER, Lega- tus Extraordinarius & Plenipotentarius. (L.B.)
(L.S.) IGNATIUS ANTON. OTTEN, Plenipotentarius.	
(L.S.) GEORGIVS WILHELMVS MOLL, Plenipoten- tarius.	

Nomine Domus Austriacæ.

(L.S.) FRANCISCUS RUDOLPHUS AB HALDEN, L. B.
de Trazberg.

Nomine Magni Ordinis Teutonicæ Magistri.

(L.S.) CAROLUS B. à LOË, Ordinis Teutonicæ Eques.

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbi-
polensis.(L.S.) JOANNES CONRADUS PHILIPPUS IGNATIUS
DE TASTUNGEN.Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
rensis ut Episcopi Spirenfis.(L.S.) JOANNES HENRICUS DE KEYSERSFELD, Ple-
nipotentarius.Nomine Celsissimi Principis & Domini Episcopi Con-
stantiensis.

(L.S.) FRIDERICUS à DÜRHEIM.

Nomine Celsissimi ac Reverendissimi Principis &
Episcopi Hildesensis.(L.S.) CAROLUS PAULUS ZIMMERMAN, Celsitudi-
nis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Ple-
nipotentarius.Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Co-
loniensis tanquam Episcopi & Principis Leo-
diensis.(L.S.) JOANNES CONRADUS NORFF, Deputatus Ple-
nipotentarius.Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi & Prin-
cipis Monasteriensis.(L.S.) FERDINANDUS L. B. à PLETTENBERG EX
LENHAUSEN, Ecclesiæ Cathedral. Paderborn.
Monast. & Hildes. respectivè Decan. & Capit.

No-

ANNO 1697. Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam Ducis Neoburgici.

(L.S.) JOANNES HENRICUS HETTERMAN, Plenip.

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

(L.S.) CAROLUS FERDINANDUS L. B. DE PLIT-TERSDORFF, salvo alternationis Ordine.

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S. JOSEPH. ANTON. EUSEBIUS AB HALDEN IN NEIDBERG L. B. DE AUTENRIEDT. Plenip.

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Coloniz Agrippinæ.

(L.S.) HERMAN JOSEPH BÜLLINGEN, Syndicus & Plenipotentarius.

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) JOANNES CHRISTOPHORUS à DIERHEIM, Plenipotentarius.

*Ratificatio Cæsareæ Pacis 30. Octobris 1697.
Ryswici conclusa.*

Nous Leopoldus (tot. tit.) norum facimus omnibus & singulis presentes Literas inspecturis, lecturis vel legi auditis aut quomodocunque infracriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad restituendum, quod ante annos aliquot exaruit grave Bellum, Congressus in Palatio Riswicensi in Hollandia institutus fuerit, Divinâ favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per destinatos ad id ab utraque Parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios Pax & Amicitia tandem conclusa sit, formâ, modo, & tenore sequenti.

(Inferatur Instrumentum.)

Cum igitur hæc omnia per nostros Legatos & Plenipotentarios supra memoratos nostro Mandato munitis, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula præhibita matura & diligenti consideratione ex certa nostra Scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute presentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ congregati memoratam Pacem vigore conclusi die 26. proximè elapsi Mensis Novembris facti, & ad manus nostras transmissi approbârunt & ratam habuerunt; nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quicquid tota hac Pacis Conventionione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandavimus, nullâque ratione, ut vel ex nostra parte vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium & testimonium & fidem Sigillum nostrum Cæsareum huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ septima Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeyhl.

Ad Mandatum Sacræ Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

*Ratificationis Cæsareæ Pacis 30. Octobris 1697.
Ryswici conclusæ separatus Articulus.*

ANNO 1697.

Nous Leopoldus (tit.) notum testatumque facimus, cum præter Instrumentum Pacis Nos & Imperium inter- & Serenissimum & Potentissimum Regem Franciæ Christianissimum conclusæ à Nobis jam rati- habitum, etiam in Articulum sequentem conventum fuerit.

(Inferatur separatus Articulus.)

Quod Nos eum pariter ratum habuerimus & confirmaverimus, prout eum hisce confirmamus, verbo Cæsareo promittentes, Nos eundem accuratè observaturos, nec unquam permitturos esse, ut illi quavis ratione contraveniatur. In quorum fidem Sigillum Nostrum Cæsareum Tabulis hisce manu nostra subscriptis appendi jussimus. Datum in Civitate nostra Vienna 7. Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS.

(L.S.)

Vt. SEBASTIANUS WUNIBALDUS Comes à Zeyhl.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. CONSBRUCH.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces présentes verront, Salut. Comme notre amé & feal Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely, notre Cher & Bien-amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille & de Menillet, & notre Cher & Bien-amé François de Calhères Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marichpruss & du grand Orzechau, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire & Chambellan de notre Tres-cher & Tres-amé Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Strattman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlsberg, Conseiller Aulique & Chambellan de notre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre Tres-cher & Tres-aimé Frere l'Empereur & les Députés Plenipotentiaires des Electeurs Princes & États du Saint Empire pareillement munis des Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'en suit.

Inferatur tenor Tractatus.

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous & en chacun les Points & Articles, qui y sont contenus & declarez avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & Parole de Roy & sous Pobligation & hypothèque de tous & chascuns nos biens présents & avenir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit. En témoin dequoy nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait apposer nô-

ANNO 1697. notre seel. Donné à Meudon le quatorzième jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de notre Regne le cinquante cinquième.

Eftoit signé.

LOUIS.

Par le Roy

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum in capsula argentea.

Ratification de l'Article séparé par Sa Majesté Très-Chrétienne.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Ayant veu & examiné l'Article séparé, que notre amé & seel Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, notre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortille, & du Menillet, & notre cher & bien-amé François de Calieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des Pleins-pouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arrêté & signé le trentième Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Sieur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischbrufs & du grand Orzechau, Chevalier de la Toifon d'or, Conseiller Secretaire, & Chambellan de notre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Straatman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun, Conseiller Aulique, & Chambellan de notre dit Frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & les Deputez Plenipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats du Saint Empire pareillement munis de Pleins-pouvoirs, duquel Article séparé la teneur s'ensuit.

Inferatur tenor Articuli separati.

Nous ayant agreable le susdit Article séparé en tout son contenu, avons iceluy, approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons & ratifions par ces presentes signées de notre main, promettans en foy & Parole de Roi de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il y soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause & occasion, que ce puisse estre, En témoin dequoi nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer notre Seel. Donné à Versailles le onzième jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-sept, & de notre Regne le cinquante-cinquième.

Eftoit signé,

LOUIS.

Par le Roy.

COLBERT.

Appendebat Sigillum magnum.

Extrait du Protocole de la Mediation portant que les Ambassadeurs de FRANCE en signant la Paix avec ceux de l'EMPEREUR & de l'EMPIRE ont accordé un terme de six semaines à ceux qui n'ont pas voulu signer, à la fin duquel ils seront obligés de se declarer. A Ryswick le 25 Octobre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwick. Tom. IV. pag. 11.]

ANNO 1697. Sur ce qui a été rapporté par l'Ambassade Impériale à Messieurs les Ambassadeurs de France, que quelques-uns des Etats de l'Empire de la Confession d'Ausbourg ne pourroient pas, faute d'ordre, signer le Traité de Paix qu'il s'agissoit de conclure, à cause de l'Article qui regarde la Religion à la fin du §. 4. dudit Traité, Messieurs ledits Ambassadeurs de France nous ont déclaré, que ce défaut de signature n'empêcheroit point la Conclusion de la Paix, & qu'ils consentoient que ledits Etats refusans ne laissent pas de jouir du bénéfice de la cessation d'Hostilités durant le terme de six semaines, convenu pour l'échange des Ratifications, pendant lequel tems ils seroient aussi obligés de déclarer ici où à Ratisbonne s'ils acceptent ou non toutes les Conditions dudit Traité. Et faute par eux de les accepter purement & simplement, ils declaroient que la Guerre continueroit contre les refusans, nonobstant même les Articles portez dans ledit Traité en leur faveur, qui en ce cas deviendroient caducs; la Paix au surplus demeurant réciproquement faite pour être exécutée à l'égard de tous les autres Etats de l'Empire, qui l'auroient signée & acceptée.

(L.S.) BONDE.

(L.S.) LILLIEROOT.

Autre Extrait du Protocole de la Mediation concernant le terme accordé par les Ambassadeurs de FRANCE, aux Ministres des Princes PROTESTANS de l'Empire pour accepter la Paix prète à signer. Le 30. Octobre 1697. Actes & Memoires de la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 166.]

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale étant entrez avec Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Chrétienne dans le Cabinet de notre appartement, où les Conférences se sont tenues ordinairement, & nous ayant fait prier de nous y rendre, nous ont dit, que Messieurs les Ambassadeurs de France ne vouloient accorder aucune des Conditions que Messieurs les Ministres des Etats Protestans demandoient, mais qu'à la requisiion de l'Ambassade Impériale ils voudroient bien permettre que ledits Ministres Protestans, signassent d'abord la Paix avec tous les autres *Sub spe rati*, ou bien fissent leur Déclaration de l'accepter soit à Ratisbonne ou ici, avant le terme de l'échange des Ratifications, & qu'en attendant ils jouiroient de la Paix, comme les autres qui alloient signer, ce que Messieurs les Ambassadeurs de France ont avoué en notre présence, & ils y ont ajouté ce qui est contenu dans l'extrait du présent Protocole qui a été extradé aujourd'hui à parti le 30. Octobre 1697.

Declaratio Plenipotentiariorum WIRTEMBERGICORUM, de Subscriptione Pacis, nec non de spatio sex septimanarum recusantibus concessio, cuius Beneficium acceptant, sibi que reservant. Daurum Haga Comitris 25. Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV. pag. 107.]

Cum plurimorum Sacri Romani Imperii Electorum & Principum Augustanæ Confessionis addictorum Legari & Plenipotentiarum ideo quod Excellentissimi Regis Christianissimi Legatio clausulam quandam Articulo IV. Religionem concernentem, super qua non instructi fuerunt, Instrumento Pacis die 25. Octobris in Palatio Riswicensi signato inferi ueris, ad ejusdem Subscriptionem concurrere recusaverint, vel ut ipsi consequenter asseverarunt, non potuerint, & ne propterea publicæ tranquillitatis redintegratio in totum proraheretur, vel incertis eventibus aliis exponeretur ab Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Cæsaribus, auctoribus Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis pro temperamento in medium allatum fuerit, ut supra dicto modo Subscriptionem recusantibus, liberum sit vel ab eadem penitus abstinere, ita tamen, ut intra spatium 6. septimanarum Ratificationi Pacis præfixum, mentem Dominorum suorum Principum de acceptis ejusdem Articulis declarant, vel hisdem jam tum sub spe & Conditione Ratificationis appone-

re,

ANNO
1697.

re, Infraſcripti Sereniſſimi Ducis Wirtenbergici Miniſtri Plenipotentiarii quo ſuum promovendæ Pacis ſtudium eò magis teſtarentur, ultimum propoſitionis membrum eligere, & ſic præſentibus hiſce Sereniſſimo Domino Principali ſuo quævis inde competentia referre veluerunt, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos Legatos Mediatores ea, qua par eſt, obſervantiâ requirerentes, ut hanc Reſervationem ad Acta recipere dignentur. Hagæ-Comitum die 22. Octobris 1697.

J. GEORGIVS DE KULPIS.
(L.S.)

A. G. DE HESPEN.
(L.S.)

Declaratio J. C. NORFF Deputati Plenipotentiarii Sereniſſimi Electoris Colonienſis & Principis Leodienſis, quod licet Pacem Caſaream & Imperii cum Rege Chriſtianiſſimo ſubſcripſerit, ipſe tamen non intendit eam approbare in puncto Derelictionis Jurium ad Eccleſiam LEODIENSEM, in Ducatum BULLIONENSEM pertinentium. Actum Ryſwici 30. Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryſwich Tom. IV. pag. 110.]

Quandoquidem Serenitas Sua Electoralis Colonienſis, ut Episcopus & Princeps Leodienſis, Deputationi ſibi ab Imperio Romano, una cum aliis Principibus & Conſtatibus ad reſtabilendam Pacem cum Corona Galliarum, delatæ, conſenſit, & ad eam perſequeſſe, Pacemque in hac Qualitate ad normam Inſtructionis Imperii die 1. Junii 1697, in Comitibus Raſtbonenſibus concluſe ſubſcribendam, infra nominatum Plenipotentiarium ſuum delegavit, ſe muneri ſui eſſe duxit præſentibus declarare, ſe imminenter Tractatum Pacis, non aliter niſi in ſupra dictâ Qualitate Delegati ſubſcripturum, neque mentem ſuam eſſe, hac ſua Subſcriptione approbare Articulum 28. Pacis Neomagenſis, quatenus hac Pace Ryſwiciſi foret confirmandus, eò quod evidenter deroget Juri Episcopatu Leodienſi ſine ulla controverſa in Ducatum Bullionenſem competentem, quoque dictæ Paci Neomagenſi, contra expreſſum Mandatum Episcopi & Capituli Leodienſis inſertus ſit, reſervando altememoratæ Sæ Serenitati & Episcopatu ulterioriſ Proſteſtationes quas pro conſervandis ſuis Juribus ſibi convenire duxerit, requirendoque Excellentiſſimos Dominos Legatos & Plenipotentiarios illuſtris hujus Congreſſus, pro dandâ ſibi benevolâ Declaratione, hanc ſuam Subſcriptionem nullum ſupramemoratis Juribus Sæ Serenitatis Electoralis adferre præjudicium, ſed ad perſiciendam Commiſſionem Imperii Serenitati Sæ Electorali delatam fuiſſe neceſſariam. Actum in Palatio Ryſwiciſi 30. Octobris 1697.

Signatum erat.

J. C. NORFF.

Proſteſtation du Baron de MEAN Ambaſſadeur, & du Sr. NORFF Plenipotentiaire du Sereniſſime Electeur de Cologne & Prince de Liege contre la Paix de l'Empereur & de l'Empire avec la France, pour autant qu'elle confirme l'Article 28. de la Paix de Nimègue, au prejudice du Droit qui appartient à l'Egliſe de Liege, ſur le Duché de BOUILLON. Fait au Château de Ryſwich le 31. Octobre 1697. Avec le CERTIFICAT du Secretaire de l'Ambaſſade de la Mediation ſur le même ſujet. A Ryſwich le 31. Octobre 1697.

Les ſouſſignez Ambaſſadeurs, & Plenipotentiaires de Son Alteſſe Sereniſſime Electorale de Cologne, Evêque & Prince de Liège ayant pluſieurs fois, avant, pendant, & après la dictature des Préliminaires du 10. Février dernier, déclaré par ordre expreſ de ſadite Alteſſe Sérénifiſſime Electorale de ne pas pouvoir prendre le Traité de Nimègue pour Baſe, & pour fondement de la Paix préſente, à cauſe de l'Article 28. qui déroge entièrement aux Droits de ſon Eglise de Liège, à l'égard du Duché de Bouillon, qui y a été intéreſſé contre les Ordres & Inſtructions de Son A. S. E. Maximilien Henri ſon Prédéceſſeur, & deſapprouvé par les Proſteſtations ſolennelles dudit Prince & du Chapitre de Liège, en date du 17. & 18. Février

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1697.

1699. avant la Ratification dudit Traité comme il conſiſte par les Actes de ladite Négociation de Nimègue, & voyant, que nonobſtant toutes Inſtances & Répreſentations jointes à celles, que Son Excellence Monſieur le Baron de Lillieroot Ambaſſadeur Médiateur & les autres Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires des Hauts Alliez ont très-ſouvent réitérées pendant la Négociation de la Paix en ce Congrès, on n'a ſû porter leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France de faire inférer au Traité de Paix fait avec l'Empire la Reſtitution du Château, Ville, & Duché de Bouillon, avec tout ce qui en dépend appartenant à ladite Eglise de Liège, ſi juſtement redemandée par Son A. S. E. après une Poſſeſſion de ſix Siècles, confirmée par les Traitez de Cambray & de Cambreſis, reconnue par les Rois Tres-Chrétiens, & même par Sa Majeſté à préſent régnante, qui a offert encore pendant cette Guerre des équivalens aux Rois de Suède, & de Dannemarc pour leſdites Ville, Château, & Duché de Bouillon, après avoir été occupé par ſes Armes dans un tems, que le Pays de Liège n'étoit point en Guerre, & qui par conſéquent, ſelon toute Juſtice, & raiſon, doivent être rendus à Son Alteſſe Sérénifiſſime, & la Poſſeſſion remiſe à l'Eglise de Liège, comme en ayant été privée par voye de fait, ils ſe trouvent obligés par ordre expreſ de leur Prince & Maître, pour la Conſervation de ſes Droits, & de ceux de ſon Eglise de Liège, de renouveler les Reclamations & Proſteſtations ci-devant faites, en proſteſtant derechef contre l'Article 28. dudit Traité de Nimègue, & contre le préſent Traité, pour autant, qu'il ſe pourroit conſiſtner dans ce Point, comme auſſi contre la déretion dudit Duché de Bouillon, qui ſe fait au préjudice dedit Droits incontestables de Son Alteſſe Sérénifiſſime Electorale, & de l'Eglise de Liège, déclarant en même tems que ledit Traité, & la déretion d'un des plus anciens Patrimoines de ladite Eglise doivent être cenſez nuls & de nul effet; & comme s'ils n'étoient jamais arrivés, & qu'ils ne pourront ni à préſent, ni à l'avenir porter aucun préjudice aux Droits & à la Poſſeſſion appartenante incontestablement à l'Evêché de Liège; n'étant point dans le Pouvoir d'aucune Puiffance qu'elle ſoit de diſpoſer, diminuer, altérer ou compromettre en aucune manière les Droits & la Poſſeſſion de ladite Eglise ſans le conſentement expreſ des Evêques & du Chapitre, ni à ceux-ci d'aliéner ou de mettre en doigte leſdits Droits, & Poſſeſſion lui appartenans, ſi clairement & ſi incontestablement; & afin qu'on ne puiſſe jamais prétexter aucune ignorance de cette Déclaration & Proſteſtation, leſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires requirerent leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs de les vouloir faire mettre au Protocole de la Médiation, Son Alteſſe Sérénifiſſime Electorale & ſon Chapitre de Liège ſe reſervant de ſ'en pouvoir ſervir en tout tems pour marque, & preuve qu'ils n'ont jamais conſenti audit Article 28. ni à tous autres Traitez qui le pourroient en ce Point confirmer, nonobſtant la ſignature que les Miniſtres Plenipotentiaires de ſadite Alteſſe Sérénifiſſime Electorale ont été obligés de faire, comme Députés de l'Empire du préſent Traité de Ryſwich, puisqu'il ne l'a ſigné que par l'obligation à l'Empire, qu'il a proſteſté contre ledit 28. Article, agréant toujours les autres Articles de ce Traité, & qu'il ſoit garanti par un Acte expreſ, de tout le préjudice qui en pourroit jamais arriver à ladite Eglise, prétendant de ſ'en faire relever en tout tems, en cas de beſoin, afin de pouvoir toujours recouvrer leſdits Château, Ville & Duché de Bouillon, avec leurs Appendances & Dependances: Fait au Château de Ryſwich en Hollande, ce 31. Octobre 1697.

L. B. MEAN.
(L.S.)

NORFF.
(L.S.)

Certificat touchant la Proſteſtation de Bouillon ou Extraict du Protocole de la Médiation tenu au Château de Ryſwich, le 31. Octobre 1697.

Monſieur le Baron de Mean, Ambaſſadeur Extraordinaire de Son Alteſſe Electorale de Cologne, & ſon Plenipotentiaire Monſieur Norff ont aujourd'hui préſenté à leurs Excellences Meſſieurs les Ambaſſadeurs Médiateurs une Proſteſtation touchant les Droits de l'Eglise de Liège ſur le Château, Ville & Duché de Bouillon, avec ſes Dependances, laquelle a été inſérée

lii dans

ANNO dans les Actes dudit Protocole, & communiquée à
1697. leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de Fran-
ce. Fait à Ryswick comme dessus.

C. G. FRIESENDOFF Secrétaire
de l'Ambassade.

*Extractus Protocolli Cancellariae MUGUNTINÆ,
Subdelegato NORFF datus ad maiorem conser-
vationem Juris Serenissimi Electoris Colonienfis ut
Episcopi Leodiensis in Ducatum BULLIEN-
SEM. Hagæ Comitiss 11. Nov. 1697. [Actes
& Memoires de la Paix de Ryswick, Tom. IV.
pag. 161.]*

Serenitatis Suae Electoralis Colonienfis Consiliarius &
Plenipotentiarius Dominus Norff, produxit nomi-
ne Clementissimi Domini sui, ut Episcopi Leodiensis,
Reservationem & Protectionem in scriptis ad Pro-
tocolum, vigore cuius declarat, Subscriptionem à se
in Instrumento Pacis tanquam Subdelegato Imperii
factam, Juribus, Serenissimo Domino Sui in Duca-
tum Bulliensem competentibus, nullatenus præjudi-
care, neque se hunc Articulum 28. Pacis Neomagen-
fis velle agnoscere, petendo desuper sibi nomine De-
putationis Imperii, Attestationem quandam tradi.
Cumque dicta Reservatio ad futuram rei memoriam
Protocollo Imperii inserta, perque conclusum Depu-
tatorum placitum sit prædictam Attestationem extra-
di; Extractus hic cum Sigillo Cancellariæ Electoralis
Moguntinæ & Directorialis Imperii, præfatus Domino
Subdelegato Norff ad maiorem conservationem Juris
Serenissimi Electoris Colonienfis, ut Episcopi Leodiensis
juxta prædictum Conclusum Deputationis Imperii in
optimâ formâ concessus est, signatum Hagæ Comitiss
11. Novemb. 1697.

Locus Sigilli Cancellariæ Moguntinæ.

Versionem hanc ex Idiomate Germanico factam
cum Originali suo per omnia concordare at-
testor.

Erat signatum.

JOANNES CONRADUS NORFF,
Serenissimi Electoris Colonienfis
ad Tractatus Pacis Sub-Deputa-
tus Plenipotentiarius.

*Ratification du Serenissime Electeur de COLOGNE,
comme Evêque & Prince de LIEGE sur la Pro-
testation faite en son nom pour la Conservation
des Droits de son Eglise sur le Duché de
BOUILLON. A Liège le 10. Decembre
1697. Avec celle du CHAPITRE de Liège
du 9. Decembre 1697. [Actes & Memoires de
la Paix de Ryswick. Tom. IV. pag. 193.]*

SON ALTESSE Sérénissime Electorale déclare d'avoir ra-
tifié, comme elle ratifie encore par cette, la Pro-
testation que son Ambassadeur le Baron de Mean &
son Plenipotentiarius Norff ont fait contre le Traité
dernier de Ryswick pour la Conservation des Droits
de son Eglise sur le Duché de Bouillon. Liège ce 10.
de Decembre 1697.

Etoit signé,

JOSEPH CLEMENT.

*Ratification du Chapitre de la Très-Illustre Cathédra-
le de Liège, touchant la Protestation faite touchant
Bouillon.*

Messieurs les Doyen & Chapitre de la Très-Illustre
Eglise Cathédrale de Liège déclarent de ra-
tifier comme ils ratifient par cette, la Protestation faite
au Château de Ryswick le 21. d'Octobre par Ordre
exprès de son Altesse Sérénissime leur Evêque & Prin-
ce, pour la Conservation des Droits de Sadite Altesse
Sérénissime & de l'Eglise de Liège, sur le Château,
Ville & Duché de Bouillon, avec ses Dépendances,
insérée dans les Actes du Protocole de la Médiation,
& communiquée à leurs Excellences Messieurs les Am-
bassadeurs de France, dont la teneur s'ensuit.

* PROTESTATION.

Donnée à Liège au lieu Capitulaire ce 9. Decembr. 1697.

Par Ordonnance de mes Très-Révérendissimes,
Très-Illustres & Généreux Seigneurs les Doyen
& Chapitre fuidits.

SCHEPERS.

* On la trouve à la pag. précédente col. 1.

*Declaratio cansarum ob quas Legati & Plenipoten-
tarii Serenissimorum Electorum & Principum
Imperii Protestantium noluerunt subscribere Pa-
cem Imperialem cum Gallia factam. Datum
Hagæ Comitiss 25. Octob. 4. Nov. 1697. [Ac-
tes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom.
IV. pag. 143.]*

ANNO
1697.

Simul ac Illustrissimi & Excellentissimi Domini Le-
gati Sacræ Cæsareæ Majestatis 29. mensis Octobris
atque ita pridie ante conclusam signatamque pacem pro-
posuerunt, Illustrissimos atque Excellentissimos Domi-
nos Legatos Gallicos, sub conditione sine qua non,
postulare, ut Article IV. Tractatus, qui de restituendis
ex capite Reunionum agit, quique totus lectus relec-
tusque, utrinque tandem approbatus fuit, sequens clau-
sula annecteretur: *Religione tamen Catholica Romana in
locis sic restituta in statu quo nunc est remanente*, Elec-
torum, Principum, ac Statuum Imperii Augustanæ
Confessionis ad Tractatus Pacis deputatorum Legati ac
Plenipotentiarii hic præsentem in unum convenerunt, &
re bene perpensa unanimiter existimant dictam Clau-
sulam adversari

I. Legibus Imperii Fundamentalibus, nimirum tam
Paci religiose de Anno 1555, quâ definitum est quod
Augustanæ Confessionis Consortes in quietâ possessione
bonorum Ecclesiasticorum & reddituum ad ipsos apper-
tinentium relinquî, & nullâ inde lites ab ipsis moveri
debeant, quam etiam imprimis Paci Westphalicæ, quæ
præsentî Tractatui, tanquam basis & fundamentum
substernitur. Hujus enim verba expressa sunt: Quod
unicum & solum restitutionis & observantiæ futuræ
fundamentum in Ecclesiasticis esse debeat annis 1624.
& respectivè in Palatinatu status, ante motus Bohemâ-
cos, donec controversiæ Religionis amicabili Partium
compositione universali definiantur.

II. Capitulationibus Cæsareæ & Regis Romanorum,
in quibus assertio Pacis Religiose, & eam insecutæ
Westphalicæ solemniter confirmatur.

III. Instructioni ab Imperio Deputatis Ejus ad præ-
sentes Pacis Tractatus datæ, quæ utriusque, tam Catho-
licis, quàm Evangelicis normam agendi præscribit. Ea-
dem etiam Instructio à Sacra Cæsareâ Majestate con-
firmata fuit, atque in hoc sensu Excellentissimam Le-
gationem Cæsaream pariter obligat: tenor illius est,
quod omnia tam in Ecclesiasticis, quam Politicis quo-
cunque modo mutata, ad normam Pacis Westphali-
cæ in pristinum statum reponi debeant. Porro,

IV. Clausula illa contraria est Instructioni particulari,
quam Deputati Augustanæ Confessionis à Corpore E-
vangelicorum acceperunt, uti etiam

V. Mandatis particularibus Principum Ipsorum ed
collimantibus.

VI. Ipsi Garantix Pacis Westphalicæ, quam Rex
Christianissimus una suscepit.

VII. Præliminariis hujus Pacis, quod fundamentum
fuit Tractatum inde secutorum, nec non

VIII. Projecto die 20. Julii & Declarationi die 1.
Septembris ab Excellentissima Legatione Gallica extra-
ditis, quæ de mutatione adeo periculosa Instrumenti
Pacis Westphalicæ, ne minimam quidem mentionem
faciant. Et cum prædicta Legatio adhuc paucos ante
signatam Pacem dies Cæsareæ Legationi optionem de-
derit, an Illud Projectum & Declarationem super Pa-
ce, prout jacent, signare vellet, vel exinde apparet, de
dicta Clausula nullum tunc temporis adhuc à Rege Chri-
stianissimo mandatum adfuisse.

IX. Contrariatur quoque dicta Clausula Article
præcedenti Tertio Pacis Ryswicenses, juxta quem Pax
Westphalica & Neomagenfis dictæ presentis basis &
fundamentum esse, & ut additum est, statim à com-
munitatis Ratificationum formulis, in sacris & profanis
plene executioni mandari, & posthac sarræ rectæ ser-
vari debent. Quod attinet ad Clausulam ibi adjunctam,
nisi quatenus aliter conventum est, illam tantum de
profanis, & nullo modo de Ecclesiasticis intelligi pos-
se, ex superius allegato & multis aliis paribus Instru-
mentis Pacis Westphalicæ manifeste deprehenditur. San-
ctum enim ibi est, & specialiter Article V. §. 9. Ins-
trumenti Pacis Onabrugenis, quod Augustanæ Con-
fessionis addicti posthac in habita vel recuperata posses-
sione nullo modo turbari, sed ab omni persecutione
juris & facti perpetuo tuti esse debeant, donec Con-
troversie Religionis compositæ fuerint.

X. Repugnat quoque allegata sæpius Clausula Arti-
culis

ANNO
1697.

culis separatis Tractatum cum Rege Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, per quos Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio liberum manet, Pacem iis conditionibus quæ in supra memoratis Projecto & Declaratione Gallica stipulatæ sunt, intra terminum inire.

XI. Talis Clausula Unionem & Vinculum concordie inter Status Imperii nimirum quantum lædit, & cum,

XII. Excellentissima Legatio Cæsarea commune Evangelicorum Monitum ad Articulum III. executionem Pacis in Imperio tantum concernens, ex hac ratione admittere recusat, quod dicta executio in Imperio nil quicquam Galliam tangat, sed unice ad Cæsarem & Imperium spectet, cum insuper,

XIII. Excellentissima Legatio Gallica non tantum monitu particulari quorundam Evangelicorum, quibus restitutioni Religionis suæ in Provinciis ad Romanum Imperium redeuntibus cavere voluerunt, tanquam superflua, Regem Christianissimum non concernentia & sub generali dispositione Articuli Tertii jam comprehensa admittere noluerit, sed etiam illud commune Evangelicorum Monitum, quo conservatio Religionis Evangelicæ in Civitate Argentinenfi ac in Alsatia ad normam Pacis Westphalicæ prospicere voluerunt, rejecerit, non apparet, quâ ratione eadem pretendere aut Legatio Cæsarea admittere possit, ut contra dictam Pacem mutatio circa statum Sacrorum in terris Imperii fiat. Denique,

XIV. Supradicti Legati & Plenipotentarii hic præfentes in sæpius citatam Clausulam, contra Mandata quæ habent, & conscientias suas consentire haud potuerunt, ne eo ipso quoque Dominis suis Principalibus ut & reliquis Pacis Westphalicæ Assertoribus & Compaciscentibus insigne præjudicium afferrent, præsertim cum etiam in lectura Instrumenti Pacis Rîwici in ipso Article signaturæ facta animadverterint in aliis quæ postibus ipsi insertis, quædam inserta alia quamvis jam placita, omnia tamen fuisse, quæ Evangelicos non leviter tangunt, de quibus etiam Relatio ad Comitiam Imperii fiet, & quamvis,

XV. Pro expediendi propositum fuerit, ut Evangelici sub spe rati Instrumentum Pacis subscriberent, hæc tamen exceptio tribus ad id per speciales rationes motis, apud reliquos Legatos & Plenipotentarios locum in casu præsentis invenire non potuit, ubi sicut dictum est, Instructiones expresse contrarium injungunt, & ubi de mutatione status circa Sacra in Terris Imperii agitur, præsertim cum Excellentissima Legatio Gallica durante Pacis Negotiatione in rebus etiam levioris momenti defectum Mandatorum Regis sui sæpius pro excusatione allegaverit, unde consultius habitum fuit,

XVI. Alterum expediens acceptare, subscriptionemque eo usque differre, donec Dominis Principalibus ea omnia referri, hique intra tempus Ratificationis hæc super re, aut hic, aut Ratisbonnæ sese declarare possint.

Quo autem de rationibus in re tam ardui momenti eo melius apud Præfentis Negotiationis, nunc & imposterum constet, Legati ac Plenipotentarii hic subscripti Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore, ut Repræsentationem hanc in Protocollo suo inferant, atque ipsi Documentum insinuationis desuper extradant, enixe requirunt, & pariter testantur Principales suos non minore zelo, quam reliquos Imperii Deputatos in Pacem ferri, & non nisi cum dolore perceptum esse, quod illa ipsorum nomine ob difficultatem minime prævisam signari non poterint.

Declarationem hanc nomine Sacri Romani Imperii, Electorum, Principum & Staruum Augustanæ Confessionis ad Tractatus Pacis Deputatorum, Eorundem Legati & Plenipotentarii hic præfentes subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Hæc Comitum die 25 Octobris, 1697.

Nomine Serenissimi
Electoris Saxonie.

Nomine Serenif. Electoris
Brandenburgi.

CHRISTOPHORUS DIETECUS BOSE Junior, Legatus.
(L.S.)

W. DE SCHMETTAU, N. B. DE DANKELMAN, Legati Extraord. & Plenipot.
(L.S.) (L.S.)

TOM. VII. PART. II.

Nomine Ducatus Palatino-Bipontini.

Nomine Serenissimi Ducis Saxo-Coburgici.

ANNO
1697.

GEORGIUS FRIDERICUS DE SNOLSKY.
(L.S.)

HENRICUS RICHARDUS LIBER BARO AB HAGEN, Plenip.
(L.S.)

Nomine Serenif. Ducis Saxo-Gothani.

Nomine Serenissimi Marchionis Brandenburgici Culmbacenfis.

ADOLF CHRISTIAN AVE-MAN, Plenipotentarius.

EZ. B. DE STEIN.

Nomine Serenif. Ducis Brunsvico-Zel-lenfis.

Nomine Serenif. Ducum Brunsvico-Guelfferbitorum.

EKLINCKGRAEF, Plenipotentarius.

JOHAN WILHELM DE MANSBERGH.

Nomine Serenif. Landgravii Hassio-Cassellani.

Nom. Ducatus Holatogluchstadenfis suo loco & ordine.

WILHELM VULTEJUS, Plenipotentarius.
(L.S.)

DETHLERUS NICOLAUS DE LEWENCRON, Plenipotentarius.
(L.S.)

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoria 4. Nov. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 156.]

Exhibuerunt eodem die Domini Legati & Plenipotentarii Sacri Romani Imperii, Deputati Electorum, Principum & Staruum, Augustanæ Confessionis addiditiorum demonstrationem scripto comprehendam de die 25 Octobr. 4 Novemb. quæ exponunt rationes, cur subscribere non poterint Instrumento Pacis die 25. Octobris conclusæ, postquam Article quarto ejusdem sequens Clausula inserta fuisset: *Religione tamen Catholica Romana in locis sic restitutis in statu quo nunc est remanente* hoc itaque scriptum ritè insinuatum esse attestor.

In fidem Protocolli.

C. G. FRIESENDOFFE.

Protestatio Legatorum Suecicorum, quod Exitus Pacis Ryswicensis ille Osnabrugensi minime respondens Regi suo non debeat imputari, præsertim in Rebus Ecclesiasticis Majestatem suam ut Sponsorem tangentibus. Datum in Palatio Ryswicensi die 25. Octobris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswick Tom. IV. pag. 8.]

Cum præfenti Pacis Tractatu, ubi Sacra Regia Majestas Sueciæ partes Mediatoris sustinuit, haud parva sit facta mutatio Pacificationum Westphalicæ & Neomagenfis, quarum utriusque sua Regia Majestas juxta cum aliis supremis Potestatibus vindex est atque assertor, sua Regia Majestas necessarium existimavit per nos infra scriptos suos Legatos Extraordinarios & Plenipotentarios declarare testatumque facere, quod alie memoratæ suæ Regiæ Majestati nihil magis cordi fuerit quam supra dictarum Pacificationum conservatio, & quod Regia Majestas continuus in hunc finem studius ejusmodi a parte Gallie procuraverit promissa quæ suæ Regiæ Majestati omnem spem fecerant per Pacis futuræ Tractatus intentione sua potiundi, sicut & constat, Regem Christianissimum tales condiciones durante hoc Pacis negotio proposuisse, quarum virtute Urbs Argentinenfis cum suis dependentiis Imperio relinqui ac servari potuisset, sed cum hæc propositiones intra præfixum tempus non acceptæ fuerint, & Gallia armorum suorum successu eas postmodum immutaverit, Pax quoque cum Fœderatis qui nunc ipsos erant, subsecuta sit, ita ut Imperator & Imperium e re sua duxerint.

ANNO
1697.

rint, potius amore Pacis in dictas mutationes consentire, quàm grave incertumque prosequi bellum. Sacra sua Regia Majestas confidit, neque in præsens, neque in posterum vel Garantiz vel Mediationis suæ officii ex hoc capite culpæ quicquam imputatum iri. Porro cum in ipsa Tractatus conclusione novi quid circa Ecclesiasticam in Instrumento Pacis Westphalicæ stabilita exortum sit, ea de re suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii & Plenipotentarii expressè sibi reservant mentem suæ Regiæ Majestatis intra terminum commutandarum Ratificationum declarare. Actum in Palatio Ryfwiceni die 22. Octobris 1697.

CAROLUS BONDE, N. LILLIEROOT.

Protestatio Comitiss BALLIANI Nuncii extraordinarii Ducis Mantuæ, contra Pacem Ryfwicensem, quod, videlicet, quicquid in ea conclusum vel decretum fuerit, quod furiis ejusdem Ducis contrariari posset, nullius præjudicii fuisse & esse deberet ipsi Domino Duci. Acta & Dominis Legatis Mediatoribus consignata die 4. Novembris 1697. Cum CERTIFICATIONE ejusdem Legationis Secretarii Baronis à FRIESENDO RFF. 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Rysswich Tom. IV. pag. 122.]

PERventus ad hunc Hagæ-Comitis Congressum infra-scriptus Comes Camillus Ballianus à Serenissimo Domino Duce Mantuæ ex propria benignitate in Nuntium extraordinarium electus, pro illius petrastrandis negotiis apud hunc præstantissimum Ryfwicensem Congressum, petiit admitti coram celebratissima fide ad exempla Commissionis sibi à Clementissimo Domino suo, Domino Duce Mantuæ pro reparandis præjudiciis omnibus, si quæ sunt & obtinendis provisionibus opportunis quæ necessariis super damnis occasione præsentis ultimi Belli passis in illius Statibus cum Mantuæ tum Montisferrati, nec non & super differentiis inter illum & Dominum Ducem Sabaudiz jamdiu vertentibus, quæ nunquam debitum finem consecutæ fuere; quæ super petitione, cum haud exauditis fuerit. Volens propere, omni quo potest meliori modo, dicti Domini Ducis indemnitati consulere, tenore præsentium declarat, atque protestatur, quicquid in præsentibus Pacis Tractatus actum, conclusum vel decretum fuerit, quod Juribus ejusdem Domini Ducis contrariari posset, nullius præjudicii fuisse & esse debere ipsi Domino Duci, utpote quod nec illius Jura intellecta fuerint, nec infra-scriptus tacitum vel expressum consensum præsterit, minusque præstare potuerit, adeo ut Jura sæpe dicto Domino Duci Mantuæ quomodo & qualitercunque competentia ac compendenda, ex causis præmissis & aliis suis loco & tempore exprimentis, illæsa semper & intacta, prout antea, perdurent temporibus quandocunque exercenda; & non aliter nec alio modo cunctanter usus, præsentis reverenter Protestationis & jurium reservationis scripturam unà cum edita in scriptis instantia, pro obtinenda enarrata audientia Illustrissimis atque Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis Suedensibus Mediatoribus ad hanc Pacem generalem sub die 24. mox præteriti mensis Octobris consignata, in illarum Protocollo & relationibus dictæ Pacis, ad perpetuam rei memoriam inseri testimonialiaque opportuna & authentica infra-scripto Comiti Balliano concedi, die 4. Novembris 1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatoriæ, super hac Protestatione. Datum Ryfwici 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Rysswich Tom. IV. pag. 125.]

Eodem die exhibuit Serenissimi Ducis Mantuæ Nuntius Dominus Comes Camillus Ballianus Protestationem scripto comprehensam super damnis Statibus Mantuæ & Montisferrati occasione præsentis Belli illatis, nec non differentis inter laudatum Dominum

Ducem & Dominum Ducem Sabaudiz, jam diu ventibus, quod ita actum esse attestor. ANNO
1697.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDO RFF.
Secretarius Legationis &
Mediationis Regiæ.

Protestatio nomine Ducis BRUNSWICO-LUNEBURGICI ex Linea GUELPHERBYTANA contra Pacem Ryfwicensem pro conservatione Juris sui in duas Præbendas Ecclesiæ Argentoratensis, juxta tenorem Instrumenti Pacis Westphalicæ. Actum Hagæ Comitis 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 126.]

ILLustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Mediatoribus, tam ex Instrumento Pacis Onabrugenis Art. XIII. §. 11. & 12., quam ex iteratis apud Excellentias suas factis representationibus notum erit, quàm liquidum sit jus, quod Serenissimis Ducibus Brunswico-Luneburgicis, Lineæ Guelpherbytanz in duas Præbendas seu Canonicatus in Episcopatu Argentoratensi competit, speraverant inde altè memorati Duces justum ipsorum petiit, ut scilicet ipsis duæ Præbende per Instrumentum Pacis Westphalicæ collatz & per Sententiam quandam à Consilio Briſacensi ablata juxta tenorem Preliminarium Pacis restituerentur, illum consecuturum effectum, ut per speciale Articulum Instrumento Pacis Cæsareo Gallico inferendum in possessionem dictorum Beneficiorum iterum immitterentur. Cum verò infra-scriptus athenememorum Serenissimorum Ducum ad Convenitum Pacis missus Plenipotentarius, animadverterit, petiti hujus in Instrumento Pacis mentionem non fieri, hinc ex speciali Mandato Serenissimorum suorum Principalium declarare voluit, se Serenissimorum Ducum juri per Instrumentum Pacis Westphalicæ titulo satis oneroso quæsito renuntiare non posse, & cum restitutio dictorum Canonicatum obtineri non potuerit, hinc in omnes illos Actus, Conventions aut Pacta, quibus Serenissimorum Ducum jus in dictas Præbendas lædi aut inverti ullo modo potest, se consentire non posse declarat, justasque athenememorum Ducum prætenſiones per Instrumentum Pacis Westphalicæ quæſitas & per Preliminaria Pacis Ryfwicensis pro parte restitutas conservare, & quævis competunt athenemematis Ducibus expressè reservare voluit, donec illi ea de re mentem suam intra terminum Ratificationis amplius exponant; Illustrissimos atque Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios Mediatores rogat, ut Protestationem hanc, per quam nihil aliud quàm Serenissimorum suorum Principalium jus ratione illarum Præbendarum competens, illæsum reservare intendit, Protocollo Mediatorio debito loco inferi & reponi jubeant. Hagæ-Comitis die 4. Novembris 1697.

FRIDERICUS à STEINBERG.

Arrêt (1) du Conseil Souverain d'Alsace ſeant à Briſac, rendu par deſaut en faveur du Chapitre de Strasbourg contre les Princes de la Maison Ducale de Brunswick-Lunebourg Wolfenbutel, & contre le Prince CHARLES GUSTAVE de Bade-Dourlach, par lequel ſesdits Princes ſont depoſſédés de la moitié du Village de Lampertsheim & de la Maiſon communement nommée Broudershof, avec tous les Droits y appartenants. Donné à la Ville neuve de Briſac le 11. Juil-

(1) Quoi que les deux Præbendes, qui ſont le ſujet de la Proſtitution du Duc de Brunswick-Wolfenbutel, ne ſoient pas de nommées en cet Arrêt, c'eſt pourtant le même en vertu duquel il ſe plaint d'en avoir été depoſſédé; & comme il ſe trouve joint pour Annexe à ladite Proſtitution dans les Actes de Ryſwich, on a crû ne devoir pas l'en ſeparer. [D u M.]

ANNO
1697.Juillet 1687. [Actes & Memoires de la Paix
de Ryfwich Tom. IV. pag. 130.]

Louis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre au premier nôtre Huissier ou Sergent Royal sur ce requis, faisons savoir que ce jourd'hui vu par nôtre Conseil Souverain d'Alsace, le défaut fait de comparoir obtenu au Greffe des présentations d'icelui, par les Prévot, Doyens, Chanoines & Chapitre de l'Eglise Cathédrale de nôtre Ville de Strasbourg Demandeurs aux fins de la Commission par eux obtenu en Chancellerie le 15. Janvier dernier d'une part, & les Princes Antoine Ulrich, Ferdinand Albert & Auguste Guillaume de Brunfwyk, Fery, & Adolphe de Mecklenbourg, & Charles Gustave de Bade-Dourlach Défendeurs & deffailans d'autre part, ladite Commission tendante à ce qu'il leur soit permis de faire assigner les Défendeurs pour se voir condamner, de se délisser & départir à leur profit de l'occupation & jouissance de la moitié du Village de Lampertsheim, située dans la basse Alsace, d'une Maison fize dans nôtre Ville de Strasbourg appelée communément de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons situées audit Strasbourg & des Rentes & Revenus consistant en bled, argent, grains, poulx appartenans & dépendans dudit Brouderhoff, à la restitution des fruits depuis leur injuste détention & leurs dommages & intérêts, & aux dépens, assignation donnée aux Défendeurs en l'Hôtel de nôtre Procureur général, attendu leur qualité d'étrangers le dix huitième du même mois de Janvier, le dit défaut obtenu contre les Défendeurs & deffailans le 2. d'Avril, suivant, demande en profit & celui avec huit pièces 7. attaches sous les Cottes A. B. C. D. E. F. G. H. favor sous les Cottes A. deux Décrets ou Mandats de l'Empereur Rodolphe, le premier du 12. Septembre 1588. adressé à tous les Bourguemaîtres, Juges, Baillifs, & Officiers de l'Evêché de Strasbourg, le deuxième du troisième Février, mil six cent, adressé aux Sieurs Herman Adolphe Comte de Solms, Ernest Comte de Mansfeld, Guilberhard Trüces & adhérens, portant injonction de rendre au Chapitre Catholique le Brouderhoff, & généralement tous les biens desquels ils s'étoient emparés, sous la Cotte B. un Extrait du Traité fait à Hagenu le douzième Novembre mil six cent quatre au sujet de la moitié du Village de Lampertsheim & ledit Brouderhoff, sous la Cotte C. une spécification des Rentes & Revenus répétés par les Demandeurs, sous la Cotte D. & le Procès Verbal par lequel il paroît que l'onzième Juin mil six cent trente trois des Députés de nôtre dite Ville de Strasbourg déposèrent les Doyens, Chanoines, & Chapitre dudit Strasbourg dudit Brouderhoff & de tous les biens en dépendans, en se saisissant de tous les titres, papiers, bled, ornemens d'Eglise, Argenterie & autres effets, qui y étoient, & défendant au Receveur de plus administrer ni faire aucune recette, sous les Cottes E. & F. font deux Missives des vingt un & vingt neuvième Novembre 1648. la première du feu François Evêque de Verdun adressée à nôtre dite Ville sous la Cotte G. & un ordre de l'Evêque de Worms, comme Prince Circulaire, du Rhin & Commissaire Deputé par Sa Majesté Impériale pour l'exécution de l'Edit à lui envoyé, concernant la restitution à faire au Chapitre de nôtre dite Ville de Strasbourg, adressé aux Magistrats de la même Ville le quinziesme Decembre de la même année, sous la Cotte H. & un Acte en forme de Protestation faite aux Magistrats de Strasbourg en date du 3. Février, mille six cent quarante neuf, par le grand Chapitre de la même Ville, de leur rendre & restituer en conformité de l'Edit ci-dessus envoyé à l'Evêque de Worms la moitié du Village de Lampertsheim, du Brouderhoff, & biens en dépendant, ensemble toutes les autres Pièces par eux produites & employées. Conclusions de nôtre Procureur Général, tout diligemment veu & examiné ouï, sur ce le rapport de Monsieur Jean Mauri, Conseiller en nôredit Conseil, a déclaré & déclare le défaut bien & valablement obtenu, & adjugeant le profit des Demandeurs de la moitié du Village de Lampertsheim, d'une Maison fize dans nôtre Ville de Strasbourg, vulgairement appelée de Brouderhoff, ensemble de plusieurs autres Maisons, situées audit Strasbourg, & de toutes les rentes & revenus en dépendans, à la restitution des fruits par eux perçus depuis leur injuste détention, aux dommages & intérêts des Demandeurs & aux dépens du défaut & de

tout ce qui s'en est ensuivi; si te mandons pour faire pour l'exécution du présent Arrêt tous exploits & autres Actes de justice requis & nécessaires, de ce faire te donnons Pouvoir: donné à la Ville Neuve de Brissack, en nôtre Conseil Souverain d'Alsace, l'onzième Juillet l'an de Grace mil six cent quatre vingt sept & de nôtre Regne le quarante cinquième. Collationé par ordre & arrêt du Conseil, JACQUIRET avec Paraph & scellé.

ANNO
1697.

Certificatio Secretarii Legationis Mediatorie. 4. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 133.]

Serenissimorum Ducum Brunfwico-Luneburgicorum Lineæ Guelpherbytanz, Plenipotentiarum generalissimum Dominum Fridericum a Steinberg Scriptum quoddam per reservando Principalibus suis jure, quod ipsi ex Instrumento Pacis Westphalicae in duas Prebendas seu Canonicatus in Episcopatu Argentoratensi competere contendunt, hodie exhibuisse attestor.

In fidem Protocolli,

C. G. FRIESENDOFF,
*Secretarius Legationis &
Mediationis Regiae.*

Declaratio Plenipotentiariorum Dominorum Comitum SCAMNI WETTERAVICI de modo & sensu quo subscripserunt Pacem Imperialem, nimirum sub spe ratificari. Datum Hagæ Comitum 25. Octobris 4. Novembris 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 141.]

Cum nuper in signatione Instrumenti Pacis die 25. Octobris in Palatio Ryfwicensi facta, quorundam Sacri Romani Imperii Statuum Augustanz Confessionis additorum Plenipotentiarum qui ad subscriptionem ejusdem concurrere nomenque suum apponere voluerunt, expresse declaraverint, id propter Clausulam Religionem concernentem, quæ Art. IV. subjuncta fuit, & super qua nemo eorum instructus esse potuit, ad eum modum quem Illustrissima & Excellentissima Legatio Cæsarea, auctoribus ipsis Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Gallicis, pro temperamento in medium attulit, nimirum sub spe & conditione ratificari & hanc suam mentem scriptis insuper testari promiserint; Nos infra scripti Illustrissimorum Dominorum Comitum Scamni Wetteravici Plenipotentiarum, ad præsentibus hijs per Actum, & Illustrissimos ac Excellentissimos Dominos Legatos Mediators, dignetur, hanc nostram declarationem ad Acta recipere, omni qua par est observantia rogatos volumus. Hagæ Comitum die 25. Octobr. 1697.
4. Novemb.

(L.S.) CAROLUS OTTO,
Comes à SOLMS.

(L.S.) FRIDER: CHRIST: ab
EDELHEIM Plenip.

Inclusio Cæsarea in favorem Regis Catholici, Regis Magnæ Britannia, & Ordinum Fœderati Belgii, in Pace cum Rege Christianissimo sancita. Dat. in Palatio Ryfwicensi 9. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag. 158.]

Cum Article 58. Pacis 30. Octobris nuperi Imperatorem ac Imperium inter & Regem Christianissimum conclusæ convenerit, ut intra præfixum illud tempus ab utraque parte comprehensi nominentur; nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii Pace istâ speciarim comprehenduntur Rex Catholicus, Rex Magnæ Britannia, & Fœderatum Belgium, cum omnibus Regnis, Provinciis, Ditionibus, Juribus, Vassallis & Subditis; Salvâ ulteriore designatione includendorum

ANNO
1697.

post hâc exhibenda. Actum in Palatio Ryfwiceni 9.
Novembris 1697.

D. A. C. à KAU- NITZ. (L.S.)	H. C. DE STRAAT- MAN. (L.S.)	J. F. L. B. à SEILERN. (L.S.)
------------------------------------	------------------------------------	-------------------------------------

Nom. Em. El. Mog.	Nom. Ser. Bay. El.	Nom. Ser. El. Saxon.	Nomine Serenif. El. Brandeb.
----------------------	-----------------------	-------------------------	---------------------------------

M. L. B. de SCHONB. Legatus. (L.S.)	DE PRIEL- MEYER Leg. Ext. & Pl. (L.S.)	CHRIST. DIE- TER. BOSE, Legatus. (L.S.)	WILHELM DE SCHMET. TAU. (L.S.) DE DAN- KELMAN. (L.S.)
--	---	--	---

(L.S.) IGNATIUS ANTON.
OTTEN Plenip.

(L.S.) GEORG. WILHELM
MOLL Plenipot.

Nomine Domus Austriacæ. Franc.

(L.S.) RUD. AB HALDEN. L. B. DE TRATSBERG.

Nomine Seren. Magni Ordinis Teutonicæ Ma-
gistri.

(L.S.) CAROL. BARO à Loë Ord. Teuton. Eques.

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Principis &
Episcopi Herbipolensis.

(L.S.) J. CONR. PHILIP. IGNAT. DE TASTUNGEN,
Consil. intimus & Aulæ Superior Mareichallus.

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevi-
rensis ut Episcopi Spirenfis.

(L.S.) JOHANNES HENRICUS DE KEYSERSFELDT.

*Uterior Inclusio Cæsarea in favorem summi PON-
TIFICIS, cæterorum Principum ITALIÆ,
& Regis LUSITANIÆ. Exhibita Hagæ Co-
mitis die 14. Decembris 1697. [Actes & Me-
moires de la Paix de Ryfwich Tom. IV. pag.
243.]*

Nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis Pace 30. Oc-
tobris 1697. cum Rege Christianissimo conclu-
sa, præter jam nominatos, ulterius comprehendantur,
summus Pontifex omnesque Principes & Respublicæ
Italiæ, tum & Rex Lusitanæ, salva ampliore inclusio-
ne intra præfixum tempus indicanda. Hagæ Comitibus
14. Decembris 1697.

(L.S.) HENR. C. DE STRAATMAN.

(L.S.) J. F. L. B. A. SEILERN.

*Reservatio per Legatos & Plenipotentiariorum nonnullorum
Electorum & Principum Imperii apud Legationem
Mediatoriam consignata, pro Conservatione fu-
rum ad ipsos in Tractationibus Pacificatoriis juxta
Stylum Imperii pertinentium. Dat. Hagæ Comitibus
die 14. Novembris 1697. [Actes & Memoires
de la Paix de Ryswich. Tom. IV. pag.
181.]*

Cum ille tractandi modus, qui tam ab initio quàm
in progressu & sine præsentium Pacis Tractatum,
inter Sacram Cæsaream Majestatem Sacrumque Ro-
manum Imperium ab una, & Sacram Regiam Ma-
jestatem Christianissimam ab altera Parte conclusorum
servatus fuit, libero, quod Electoribus, Principibus,
& Statibus Imperii competit, Suffragio, & consensu
circa Fœdera cum exteris, Imperii nomine pangenda.

in variis passibus adveniret, ac Stylo Imperii, cujus ANNO
exacta observantia ejus ad dictos Tractatus Deputatis
in Instructione seriò commendatur, consentaneus non
sit; dictorum Electorum, Principum, ac Statuum ad
Tractatus Pacis Deputatorum Legati ac Plenipotentia-
rii, contra hujusmodi tractandi modum, in quantum
is Juribus Statuum, & in specie Article 8. Instru-
menti Pacis Osnabrugensis nec non Stylo Imperii re-
pugnat, Dominis suis Principalibus & Univerfo Impe-
rio, Jura sua omni meliori modo facta testâ reservant
ne scilicet ea, quæ, uti dictum, ob injuriam aut an-
guistiam temporis, vel ob aliam quamvis rationem in
præsenti Pacis Negotio, circa tractandi modum in-
congrue facta sunt, nunc & futuris temporibus ullo
modo in præjudicium Jurium Statibus Imperii com-
petentium, allegari aut vergere possint aut debeant.
Atque ut hujus Reservationis eò major sit effectus, in-
fra subscripti Legati ac Plenipotentiarii Illustrissimos
atque Excellentissimos Dominos Legatos Mediatore,
quo illa Mediationis Protocollo inferatur, decenter re-
quirunt, eademque in Comitibus Imperii ad Acta hujus
Negotiationis cum Expositione singularium insinuant.
Signatum Hagæ Comitum die 14. Novembris anni
1697.

Nomine Serenif. Electoris Saxonæ.	Nomine Serenif. Electoris Brandeburgici.
--------------------------------------	---

CHRISTOPHORUS DIETE- RICUS BOSE Junior, Legatus.	W. DE SCHMETTAL, W. B. DE DANCKELMAN, Legati Ext. & Plenip.
--	---

Nomine Reverendissimi & Celsif. Episcopi ac Princip. Monast.	Nomine Serenissimi Mar- chionis Brandenburg. Culmbacensis.
--	--

FERDINANDUS L. B. DE PLETTENBERG.	E. L. B. DE STEIN.
--------------------------------------	--------------------

Nomine Serenissimi Du- cis Sax-Goth.	Nomine Ducatus Holsat. Gluckstadtensis.
---	--

ADOLFFUS CHRISTIAN A- YEMAN.	DETHLERUS NICOLAS DE LEWENCROON.
---------------------------------	-------------------------------------

Nomine Serenif. Landgr. Hessen-Cassel.	Nomine Serenif. Ducis Brunswico-Luneburg- Cellensis.
---	--

WILHELMUS VULTEJUS.	E. KLINCKGRAEFF.
---------------------	------------------

Nomine Ducatus Palatino- Bipontini.	Nom. Ducum Brunsw. Luneburg. Welferby- tanorum.
--	---

GEORGIUS FRIDERICUS à SNOILSKY.	M. DE MANSBERGEN.
------------------------------------	-------------------

*Incluston du Roi de FRANCE dans le Traité de
Paix avec l'Empereur & l'Empire en faveur de
ses Amis & Alliez. A Versailles le 15. No-
vembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix
de Ryswick Tom. IV. pag. 257. & 258.]*

Comme par l'Article LVII. du Traité de Paix
conclu à Ryfwick par les Ambassadeurs Extraor-
dinaires du Roi, & par ceux de l'Empereur & de
l'Empire il est porté que Sa Majesté pourra compren-
dre dans l'espace de six mois après l'échange des Rati-
fications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Ma-
jesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le
Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des
Lignes Suisses & leurs Coaliez, savoir l'Abbé & Vil-
le de St. Gal, la République de Valais, le Prince &
les Etats de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dé-
pendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les
trois Lignes des Grisons, & Elle les nomme & décla-
re qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans le-
dit Traité qui a été conclu & signé à Ryfwick le 30.
jour d'Octobre dernier en la meilleure forme & ma-
nière que faire se peut. En témoin de quoi Sa Majes-
té a signé ce présent Acte de sa main & y a fait ap-
poser

ANNO 1697. poser son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

Autre semblable (1) Inclusion du Roi de FRANCE dans sa Paix avec le Roi de la Grande Bretagne. A Versailles le 15. Novemb. 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 255. & 256.]

Comme par l'Article 16. du Traité de Paix, conclu à Ryſwick par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi, & par ceux du Roi de la Grande Bretagne, il est porté que Sa Majesté pourra comprendre dans l'espace de six mois après l'échange des Ratifications tous ceux qu'Elle jugeroit à propos, Sa Majesté a nommé le Pape & tous les Princes d'Italie, le Roi de Portugal & ses Etats, les treize Cantons des Lignes Suisses & leurs Coaliez, favoir l'Abbé & la Ville de Saint Gall, la Republique de Valais, le Prince & l'Etat de Neuchâtel, la Ville de Genève & ses Dépendances, les Villes de Mulhausen & Bienne, & les trois Lignes des Grisons, & Elle les nomme, & déclare qu'Elle a entendu les comprendre en effet dans ledit Traité qui a été conclu & signé à Ryſwick le 20 jour de Septembre dernier en la meilleure forme & manière, que faire se peut. En témoin de quoi Sa Majesté a signé le présent Acte de sa main & y a fait apposer son scel secret. Fait à Versailles le 15. Novembre 1697.

LOUIS.

COLBERT.

(1) Deux autres Inclusions de même forme & teneur furent délivrées en même tems aux Médiateurs, l'une pour l'Espagne, l'autre pour l'Etat des Provinces-Unies. [D. U. M.]

Extrait du Protocole de la Médiation au sujet de la NOBLESSE IMMEDIATE de l'EMPIRE qui n'a pas été expressément nommée dans le Traité de Paix. A la Haye le 6. Decembre 1697. [Actes & Memoires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 245.]

Monsieur le Baron de Gortz, Plénipotentiaire de son Altesse Sérénissime d'Heſſe-Cassel, a fait configner aujourd'hui à leurs Excellences Messieurs les Médiateurs, 1. Une Deduction de ce que la Noblesse immédiate de l'Empire n'avoit pas été nommée comprise dans la Paix faite dernièrement à Ryſwick, encore qu'elle l'ait été dans celle de Westphalie. 2. Une Déclaration de l'Ambassade Impériale au sujet de la Paix ainsi conclue, datée de la Haye le 10. de Novembre 1697. 3. Une pareille Déclaration de la part des Ministres Plénipotentiaires des Electeurs, Princes & Etats, & de la Députation de l'Empire assemblée ici, signée par le Seigneur Baron de Gortz. 4. Une Attestation de la Chancellerie Electorale de Mayence sur le même Point. Et tous ces Documents ont été mis aux Actes du Protocole. C'est ce que je déclare par celle-ci faite à la Haye le 6. Decembre 1697.

C. G. FRIESENDOEFF, Secrétaire de l'Ambassade & de la Médiation Royale.

CCI.

13. Dec. Protestation generale des Ambassadeurs de FRANCE contre toutes les Protestations qui pourroient avoir été faites avant ou après la Conclusion de la Paix. A Ryſwich le 13. Decembre 1697. [Actes & moires de la Paix de Ryswich Tom. IV. pag. 226.]

ANNO 1697. Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi Très-Christien déclarons au nom & par ordre exprès de Sa Majesté que, comme son intention est d'exécuter ponctuellement le Traité de Paix, que nous avons signé au Château de Ryſwick le 30. du mois d'Octobre dernier avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de l'Empereur & de l'Empire munis reciproquement des Pouvoirs nécessaires, Sa Majesté ne permettra pas qu'il soit fait aucun changement, omission, restriction ou reserve, à la teneur d'aucun des Articles dudit Traité, soit en tout ou en partie; qu'ainsi elle nous a ordonné de déclarer, comme nous déclarons par le présent Acte, que toutes Protestations, Conventions, Promesses, Lettres, ou autres Actes prétendus dérogoires, soit publics, ou particuliers, soit avant ou depuis la conclusion dudit Traité de Paix, si aucun y en a, par où on prétendit abolir, diminuer, ou affoiblir le sens & l'effet d'aucun Article dudit Traité, ou d'aucunes Clausules desdits Articles, sont & demeureront nuls & de nulle valeur, comme étant contraires aux conditions convenues, réglées & accordées pour le parfait rétablissement du repos de la Chrétienté; & afin que personne ne puisse tirer à l'avenir aucun Droit ni induction de pareils Actes, ou Ecrits, nous avons remis notre présente Déclaration à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roi de Suède Médiateurs pour les Traitez de la Paix générale, conjointement avec la Ratification pure & simple de sadite Majesté sans aucune restriction ni reserve, pour être échangée avec les Ratifications de l'Empereur & de l'Empire par les mains desdits Sieurs Ambassadeurs Médiateurs, & nous les avons requis d'insérer noiedite Déclaration dans leur Protocole & de nous en donner Acte signé de leurs mains. Fait à Ryſwick ce 13. Decembre 1697.

VERJUS DE CRECY. F. CALLIERES.
(L.S.) (L.S.)

Extrait du Protocole de la Médiation sur la Protestation Générale des Ambassadeurs de France, tenu à la Haye ce 13. Decembre 1697.

Messieurs les Ambassadeurs de Sa Majesté Très-Christienne ont aujourd'hui remis entre les mains de Messieurs les Ambassadeurs Médiateurs, une Déclaration par laquelle ils ont déclaré invalides & de nulle valeur toutes les Protestations (en cas qu'il y en eût) Conventions, Promesses, Lettres ou autres Actes prétendus dérogoires, soit en tout ou en partie, au Traité conclu à Ryſwick le 30. d'Octobre dernier; ils ont désiré que cette Déclaration fût insérée au Protocole de la Médiation, & il leur en a été donné le présent Extrait.

C. G. FRIESENDOEFF,
Secrétaire de la Médiation.

CCII.

*Renovatio & Confirmatio Fœderum, inter SUECIÆ 1698.
Coronam, & Republicam BATAVAM, ad
mutuam Defensionem, & communis Securitatis
Conservationem initorum. Holmiæ 11. Febr. 1698.
[Simple Copie, mais sûre.]*

Sacra Regia Majestas Sueciæ, atque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti-Belgii, rite reputantes, atque animo expendentis, quantum commodi atque utilitatis utrique Parti accesserit ex Fœderibus, quibus Corona Sueciæ, ad mutuam Defensionem, & communis Securitatis Conservationem invicem obstrictæ fuerunt, magni omnino ipsorum interesse existimarunt, ut in tam salutari necessitudine, & sinceræ Amicitie vinculo perseverent, ideoque occasione moxissimæ decessus Regiæ Majestatis suæ Divi Parentis gloriosissimæ Memoriz Potentissimi Domini Caroli XI. (tituli tot.) consultum & pernecessarium duxerunt, ad præcedentium omnium mutux Defensionis & Amicitie Fœderum Renovationem,

ANNO
1698.

nem, & Confirmationem utrinque certos ad id negotium Deputatos Plenipotentiariorum nominare, & constituere, nimirum ex parte Sacrae Regiae Majestatis Sueciae & ex parte Dominorum Ordinum Generalium Nobilissimum & Generosissimum Dominum Walraven, Baronem de Heeckeren (tituli tot.) qui congressi & collocuti, vi acceptorum Mandatorum, in sequentes reciprocae Declarationis conferere Articulus.

I. Pacta & Foedera, quae inter Sacrae Regiae Majestatis Praedecessores Reges, & Cellos ac Praepotentes Dominos Ordines Generales inita & conclusa fuere, videlicet Holmiae primo Septembris Anni 1640. Suderoerae die 15. Augusti Anni 1645. Elbingae 7. Septembris Anni 1656. Hagae Comitum 28. Julii Anni 1667. Noviomagi die 1. Octobris Anni 1679. & rursus Hagae Comitum die 1. Januarii Anni 1686. ita stabilita & corroborata censentur, ac si hic cum suis Articulis separatis verbotesum repetita & inserta essent: sed quoad ultimum Anno 1679. Noviomagi conclusum Navigationum & Commerciorum Tractatum, caeteraque ad Commercio spectantia, & supra nominatis Tractatibus inserta, ordinabuntur & constituentur, quemadmodum Articulo secundo sequenti continetur.

II. Cumque post conclusa Neomagi die 1. Octobris 1679. Navigationum & Commerciorum Pacta, plurimae hinc inde existerint utriusque Partis Subditorum Querelae, de dictis Pactis non satis accurate observatis vel posthabitis, promittunt sponteque Partes contrahentes, se curaturas, ut id, quicquid sit, reciproce, mediis congruis corrigatur & tollatur; atque iis, qui aliquid damni contra Pactorum tenorem perpessi sunt, debite satisfiat, se quoque, quamprimum possibile erit, certos utrimque Commissarios nominaturas, ac constituturas, qui Hagae Comitum congregiantur, atque ea, quae contra dicta Commerciorum Pacta admilla sunt, sub examen & disquisitionem revocent, eaque ordinent & statuatur, quod ratione Commerciorum in utriusque Nationis Civium commodum vergere, atque ad mutuae inter eosdem Amicitiae & bonae Correspondentiae incrementum conducere deprehendantur.

III. Proinde invicem spondent & pollicentur Regia Majestas, & Celsi & Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii, se dicta Pacta & Foedera, Articulo primo enumerata exacte & fideliter servaturos, nec passuros, quidquam contra eorundem tenorem innovari vel attentari; si vero praeter spem quidquam à quoquam vel invendi vel patrari contingat, quod eorundem tenori & scopo repugnet, se utrimque effecturos, ut id avertatur, corrigatur & reparatur, omniaque ad normam & genuinum Tractatum sensum redigantur.

IV. Hic Actus Confirmatorius idem durationis tempus sibi praefixum habebit, quod Pactis Anni 1686. definitum existat, à signatura hujus Instrumenti computandum, rati habebitur autem quantocius, ita ut Ratificationum reciproca commutatio, hic Holmiae fieri possit intra tempus quinque mensium, vel etiam citius, si fieri potest, à dicta signatura vel Subscriptione, in cuius rei fidem & certitudinem, bina hujus Actus Instrumenta nomen & Sigillorum nostrorum Subscriptione & Appositione, firmata invicem commutavimus. Holmiae die 12. Februarii 1698.

Articulus secretus.

Sacra Regia Majestas Sueciae & Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii, quamprimum apud Magnae Britanniae Regem, per utriusque Partis Ministros efficaciora sua officia adhibebunt, ut aitememoratus Rex cum aitememoratis Partibus contrahentibus, talem interioris Amicitiae & bonae Correspondentiae necessitudinem, mutuaeque Defensionis Confederationem inire velit, qualem non tantum ipsorum Contrahentium Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandae Orbis Christiani tranquillitati, super fundamento Foederum de Annis 1681. & 1683. necessariam existimabunt.

CCIII.

ANNO
1698.

Conventio inter Reges ANGLIAE & SUECIAE, & Cellos ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii, de inveniendis Foederibus, inter aitememoratos Reges antea initis Hagae Comitum die 1. Maji 1698. [Simple Copie, mais sûre.]

Cum Sacra Regia Majestas Sueciae & Celsi ac Praepotentes Domini Ordines Generales Foederati Belgii vigore Articuli separati Renovationis Foederum Holmiae, die 1. Februarii nuper conclusae convenierint, de adhibendis utrimque efficacioribus officiis, ut Sacra Regia Majestas Magnae Britanniae cum aitememoratis Partibus contrahentibus talem interioris Amicitiae & bonae Correspondentiae necessitudinem, mutuaeque Defensionis Confederationem inire velit, qualem non tantum ipsorum contrahentium Regnorum, Statuum & Ditionum Securitati convenire, sed & conservandae Orbis Christiani Tranquillitati necessariam existimaturi essent; Ad quam Confederationem & reciprocam Obligationem inveniendam aitememoratus Magnae Britanniae Rex postmodum se accedere declaravit. Ministri itaque aitememoratorum Regum & Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii plenà Potestate ad id muniti, nimirum à parte Sacrae Regiae Majestatis Magnae Britanniae Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Josephus Williamson, Eques Aaratus, praedicte Sacrae Regiae Majestatis à Consiliis intimis, ejusdemque Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius. A parte Sacrae Regiae Majestatis Sueciae Illustrissimus Dominus, Nicolaus Liber Baro de Lillieroot, Ejusdem Regiae Majestatis, atque ad Cellos & Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii, Legatus Extraordinarius & Plenipotentarius, à parte Dominorum Ordinum Generalium Foederati Belgii Nobilissimus ac Generosissimus Dominus Walraven Baro de Heeckeren (totus tit.)

cum hic Hagae Comitum institutis colloquiis atque post accuratam Deliberationem animadverterint, hanc Confederationem ita comparatam esse, ut non facile ex omni parte tam brevi tempore, quod sibi huic operi perficiendo propulerant, absolvi possit, consilium proinde duxerint vi acceptorum Mandatorum formulisque eorundem rite commutatis, ad inchoandum opus tam salutare atque pro Fundamento ejusdem, in praesens de tali Foederis Actu Generali convenire, prout Articulis sequentibus constat.

I. Si Amicitia fida sincera & constans inter Sacram Regiam Majestatem Sueciae, Sacram Regiam Majestatem Magnae Britanniae, nec non Cellos & Praepotentes Dominos Ordines Generales Foederati Belgii, qui vi hujus Foederis defensionis, in mutuum securitatis assertionem consentiunt, ad Utilitatem, Honorem & Commoda invicem promovenda sese obstringunt, deque adversis aliorum Consiliis & Machinationibus tempestive praemonere, & iis avertendis communi consilio atque auxilio se tueri promittunt.

II. Scopus hujus triplicis Foederis erit, non tantum mutua illa, pro aitememoratarum Partium Defensione & Securitate, Amicitia, sed & Pacis & Tranquillitatis contra quaecumque Aggressionem in Europà Assertio atque Conservatio.

III. Ut autem aitememorati Foederati tanto melius convenire possint de modo & mediis ad obtinendum hunc Scopum spectantibus, statutum simul est, ut quamprimum denominentur certi Plenipotentarii, qui nomine aitememoratorum Regum Emendationem & Renovationem Foederum, quae antea inter Sueciae & Magnae Britanniae Coronas, cum pro stabilienda arctioris Amicitiae necessitudine, tum circa Commercio utriusque Subditorum inita sunt, adgrediantur atque consiciant. Quae tamen Renovationes non impediunt, quominus Ministri trium Foederatorum quantocius, & sine ulla interposita morâ adsumant & promoveant Negotiationem de componendis omnibus & singulis requisitis, quae triplici huic Foederi integrè perficiendo intervenire existimabuntur.

IV. Praesens autem Conventio Generalis, seu basis solida

ANNO
1698.

solida atque incorrupta præfati Fœderis defenſivi triplicis, nunc ſtatim initium capiet, ita ut ſi everit horum Fœderatorum aliquem in Regnis, Statibus, vel Provinciis ſuis in Europa ſitis hoſtiliter invadi, eidem reliqui, abſque ulla excuſatione, morâ vel prætextu, præſenti auxilio ſuccurrant, neque ab iſto auxilio deſiſtant, antequam Parti læſæ plenariè ſatiſfactum ſit.

V. Teneantur Partes contrahentes conſilia ſua communicare, atque illas poſſimum rationes invicem inire, quibus Pax Generalis conſolidari & corroborari queat; Adeoque promittunt reipſa atque efficaciter mutuiſ auxiliis ſibi proſpicere contra quamcunque Aggreſſionem, quæ Tranquillitatem in Europa turbare poſſit.

VI. Nihil derogabitur hæc Conventione Tractatibus vel Fœderibus inter Partes contrahentes quovis tempore antehac conſuſi, ſed eadem potiùs in integro vigore ſuo permaneat.

VII. Ratihabebitur hæc Conventio & fiet Communitio formularum Hæc Comitibus intra tempus ſex ſepimanarum, à die ſignaturæ computandarum, vel citiùs, ſi ita fieri poterit.

In quorum omnium fidem & robur altememoratorum Regum; uti & Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium ſupradicti Plenipotentiarii hunc Actum Fœderis, cujus ſex Inſtrumenta conſecta ſunt, ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Actum Hæc Comitibus die 2. Menſis Maji Anno milieſimo ſexcentieſimo nonageſimo octavo.

JOSEPH WILLIAMSON.
(L.S.)

NICOLAUS BARO DE
LILLIEROOT.
(L.S.)

WALRAVEN BARO DE HEEKEREN.
(L.S.)

CCIV.

9. Juillet. (a) *Traité d'une Ligue deſenſive entre LOUIS XIV. Roi de France & CHARLES XII. Roi de Suede. Fait à Stockolme, le 9. Juillet, 1698.*

Au Nom de la tres-sainte Trinité, ainſi ſoit-il.

Q'U'il ſoit notoire à tous ceux à qui il appartient, ou pourra appartenir de quelque maniere que ce ſoit, & à chacun d'eux en particulier, qu'y ayant toujours eu une ancienne amitié entre les Rois de France & de Suede & leurs Etats, qui a encore été depuis ſelon la conjoncture des tems affermie & fortifiée par de nouveaux Traitez, & que deſirant tous deux la renouveler & l'étendre encore davantage pour l'utilité & le bien public, afin de concourir enſemble mutuellement & ſincèrement (en vertu de l'étrouite Alliance qui a été entre leurs glorieux Aïeux) à conſerver dans l'Europe la Paix & la tranquillité qui y ont été rétablies par les ſoins & la Médiation du puiffant Prince le ſeu Roi de Suede. Pour cet effet le puiffant Prince Charles XII. Roi de Suede, des Goths & des Vandales, Prince de Finlande, &c. ayant nommé pour ſes Miniſtres & ſes Commiſſaires le tres-Illuſtre & Excellens Seigneurs & Senateurs, le Comte Benoit Oxenſtiern, Chancelier Aulique, le Comte Nicolas de Guldenſtolp, le Comte Thomas Polus, & le Baron Jean de Bergenhielm apres leur avoir donné les Pleins-pouvoirs à ce néceſſaires, il leur a ordonné de conferer & traiter ſur cela avec le tres-Illuſtre & Excellent Seigneur Jean Antoine de Mémes Comte d'Avaux Ambaſſadeur Extraordinaire du Roi tres-Chrétien, reſidant ici, Seigneur de Roiffi & muni pareillement des Pleins-pouvoirs à ce requis, avec lequel apres plufieurs Conférences tenues à ce ſujet & apres s'être donnéſ reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, qui ſont joints à la fin de ce Traité, ils ſont convenus de part & d'autre des Articles ſuivants.

I. Le preſent Traité renouvelle & confirme l'an-

(a) Ce n'eſt ici que la Traduction de l'Original Latin.

cienne amitié & union qui a été entre Sa Majeſté T. C. & les glorieux Prédeceſſeurs de Sa Majeſté Suedoiſe, & il y aura à l'avenir une ſincère & inviolable amitié entre le très-puiffant Prince le Roi de France d'une part, & le très-puiffant Prince le Roi de Suede de l'autre & leurs Etats, en vertu de laquelle ils ſeront obligez d'embraffer mutuellement leurs intérêts comme les leurs propres, & de ſoutenir leur dignité, comme auſſi de repouſſer chacun ſelon ſes forces les dommages & les préjudices qu'on voudroit leur faire.

II. Et d'autant que Sa Majeſté Très-Chrétienne & Sa Majeſté Suedoiſe n'ont rien tant à cœur que de maintenir une ferme & ſolide Paix dans la Chrétienté, l'unique but & la principale fin de ce Traité ſera auſſi d'aſſurer & de conſerver le repos & la tranquillité publique; Et pour cet effet, ces deux Rois ſeront obligez de ſe communiquer chacun leurs deſſeins, & de ſonger uniquement aux moyens d'aſſeruir & de fortifier le plus qu'il ſera poſſible la Paix Generale, & de la ſoutenir contre tout ce qui pourroit la troubler.

III. Comme le preſent Traité ne tend à rien qui puiſſe bleſſer & offenſer perſonne, & qu'il ne regarde entierement que le bien public, & principalement la conſervation de la tranquillité dont joit à preſent la Chrétienté, ſ'il arrive que la Paix ſoit violée ou rompue par quelqu'un ou en contrevenant à ce dont on eſt convenu, par elle, ou par quelque autre acte d'hoſtilité, les deux Rois Alliez ſongeront auſſi-tôt à prendre les meſures qui ſeront néceſſaires pour en obtenir une reparation convenable. Ils employeront pour cela leurs offices mutuels, & ils tâcheront à détourner par des remontrances celui qui la voudroit troubler, ou qui ſeroit l'Agreſſeur, de ſemblables entrepriſes, & mettront tous leurs ſoins à empêcher que la tranquillité publique ne ſoit ébranlée, ni altérée en aucune maniere.

IV. Mais ſi leurs remontrances & leurs ſoins étoient inutiles, alors d'un commun conſentement ils courront enſemble à la ſûreté & conſervation de celui qui ſera offenſé, & ils empêcheront qu'on ne lui faſſe aucun tort, ni aucune violence dans ſes Privilèges, Droits & Dignitez, & tâcheront à réduire & faire exécuter toutes choſes ſur le pied, & ſelon la règle du Traité de Paix.

V. Et d'autant que le preſent Traité, comme on a déjà dit ci-deſſus, ne regarde que le maintien de la tranquillité & du repos public, on convient que ſi dans l'eſpace d'un an, quelque Prince ou quelque Etat deſire d'entrer dans ce Traité, on l'y admettra du conſentement mutuel des deux Rois.

VI. Quand l'un d'eux fera la Paix, ou une Trêve avec quelqu'un de ſes ennemis, il aura ſoin de faire comprendre l'autre dans le Traité qu'il fera, afin qu'en vertu de l'Alliance qui les unit, il ne puiſſe recevoir aucun dommage.

VII. Les Traitez que l'un des deux Rois aura fait juſqu'es ici avec d'autres Rois, Princes, & Nations étrangères conſerveront toujours leur même force & vigueur, entant qu'ils ne ſeront pas contraires à aucun des Articles du preſent Traité.

VIII. En vertu de ce preſent Traité, il y aura toujours un Commerce libre entre les Sujets des deux Rois, ainſi qu'il y en a eu par le paſſé, & il ſera toujours permis aux deux Nations de négocier & de commercer enſemble par Terre & par Mer, tant en tems de Paix qu'en tems de Guerre, ſans aucun obſtacle, & en payant les Droits ordinaires.

IX. Les Sujets des deux Rois pourront entrer librement dans tous les Ports, Villes, & Provinces des deux Royaumes, autant que cela ne ſera pas contraire aux Loix & Coûtumes établies dans ceſdits Royaumes; ils pourront y apporter, & vendre leurs Marchandises, & y en acheter ſemblablement & en emporter d'autres, en payant les Droits ordinaires, ſans que perſonne puiſſe leur faire aucune peine.

X. Le preſent Traité durera l'eſpace de dix années, à compter du jour de la ſignature, & pourra encore être prolongé au delà, du commun conſentement des deux Rois, ſ'ils le jugent à propos; & pendant ledit tems, ils ſe communiqueront exactement l'un & l'autre leurs deſſeins & leurs penſées, principalement en ce qui regardera le maintien & la conſervation de la tranquillité publique, & prendront enſemble des meſures pour apporter les remèdes néceſſaires & convenables

Kkk

ANNO 1698. bles contre tous les perils & les accidens dont elle pourroit être menacée.

XI. Les deux Rois ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le présent Traité dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt encore, s'il est possible, & on fera l'échange des Ratifications.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté, nous nous sommes réciproquement donné deux exemplaires de ce Traité, de la même teneur, & conçus dans les mêmes termes, signez de notre main, & où nous avons apposé le Cachet de nos Armes, à Stokolm le 9. Juillet vieux stile 1698.

(L.S.) J. A. DE MESMES
Comte d'AVAUX.

(L.S.) B. OXENSTIERN.
(L.S.) N. GULDENSTOLP.
(L.S.) T. POLUS.
(L.S.) J. BERGENHIEM.

CCV.

II. O^u. Premier Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, les Seigneurs Etats Generaux des PROVINCES-UNIES des Pais-Bas; par lequel les Royaumes de Naples & de Sicile, les Etats de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa sont destinés à LOUIS Dauphin de France; la Couronne d'Espagne, avec les Indes & les Pais-Bas, au Prince JOSEPH FERDINAND Fils aîné de l'Electeur de Baviere; & le Duché de Milan au Prince CHARLES, Archi-Duc d'Autriche. A la Haye le 11. d'Octobre 1698. Avec les ARTICLES SECRETS, portant entr'autres que l'Electeur de Baviere pourra succéder au Prince son Fils en la Succession d'Espagne. A la Haye le dit jour 11. d'Octob. 1698. Et avec les Plein-pouvoirs du Dauphin; l'Autorisation & la Ratification du Roi T. C. [Tiré & traduit d'une petite Collection Angloise, imprimée à Londres en 1701. On trouve aussi cette Pièce dans LUNIG *Tentsches Reichs-Archiv*. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 115.]

Q'U'il soit notoire à tous ceux qui ces présentes verront; Que Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi T. C. de France & de Navarre; Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. par la même grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne; & les Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant rien plus à cœur que d'assurer de plus en plus par de nouveaux engagements, la bonne Intelligence rétablie entre S. M. T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryfwick; & de prévenir par des mesures prises à tems, les événements qui pourroient causer de nouvelles Guerres en Europe; Ils ont pour cet effet donné leurs Plein-pouvoirs, pour faire un nouveau Traité; favoir de la part du Roi de France, au Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées &c. de la part du Roi d'Angleterre, à Guillaume de Bentink, Comte de Portland, Chevalier de l'Ordre de la Jarrière, &c. & au Chevalier Joseph Williamson; & de la part des Etats Généraux aux Sieurs François Verbolst, Sénateur & Bourguemaître de la Ville de Nimegue, Maître Général des Postes du Duché de Gueldres, Comté de Zurphen & autres Places; Frideric Baron de Reede Seigneur de Lier, Saint Antoine, Berlé &c. Commandeur de Buren, & de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & de Westfrise; Antoine Heinfius Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Sur-Intendant des Fiefs desdites Provinces de Hollande & de Westfrise; Jean Becker ancien Sénateur & Bourguemaître de la Ville de Middelbourg; Jean van-der Does Seigneur de Bergestein de l'Ordre de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Guillaume van Haeren Grietman du Wilt, Député pour la Noblesse des

ANNO 1698. Etats de Frise & Curateur de l'Université de Franc-cker; Arnout Lemker Bourguemaître de la Ville de Deventer, & Jean de Drewes tous Deputés dans l'Assemblée desdits Etats Généraux pour les Provinces de Gueldre, Hollande, Frise, Zélande, Utrecht, Over-Iffel, & Groningue & Ommelandes, lesquels en vertu des Pouvoirs à eux donnés sont demeuré d'accord des Articles suivants.

I. La Paix rétablie par le Traité de Ryfwick entre le Très-haut & Très-puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, Très-haut & Très-puissant Prince Guillaume III. Roi de la Grand Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Heritiers & Successeurs, & leurs Royaumes & Sujets, sera toujours ferme & constante; & leurs dites Majestés, & Etats Généraux, feront toujours réciproquement tout ce qu'ils pourront pour contribuer à l'avantage l'un de l'autre.

II. Comme le principal objet de leurs Majestés Très-Chrétienne & Britannique, & des Etats Généraux, est de maintenir la Tranquillité de l'Europe, ils n'ont pu voir, sans peine, que depuis quelque tems la fanté du Roi d'Espagne devient si languissante qu'il y a toutes les raisons du monde d'appréhender que ce Prince ne vive pas long-tems; & qu'il y a présent ils ne puissent penser, qu'avec douleur, à la perte qui en pourroit arriver à cause de la véritable & sincère Amitié qu'ils ont pour lui: Ils ont néanmoins jugé nécessaire d'en prévenir les suites, parce que Sa Majesté Catholique n'ayant point d'enfans, & la Succession venant à manquer, cela causeroit infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi T. C. vouloit soutenir ses Prétentions, ou celles du Dauphin, à toute la Succession d'Espagne, & si l'Empereur vouloit soutenir les siennes, celles du Roi des Romains, & de l'Archi-Duc son second Fils, & l'Electeur de Baviere, celles du Prince Electoral son Fils aîné, à ladite Succession.

III. Ainsi les deux Rois, & les Etats Généraux, souhaitant par dessus toutes choses la Conservation de la Tranquillité publique, & voulant empêcher une nouvelle Guerre en Europe, en accommodant les disputes & différends qui pourroient arriver au sujet de ladite Succession, & pour l'ombrage de voir de si grands & vastes Etats être unis & possédés par un seul Prince, ont trouvé à propos de prendre par avance des mesures justes & raisonnables, pour prévenir les malheurs que l'accident de la mort du Roi Catholique pourroit produire, s'il mourroit sans enfans.

IV. C'est pourquoi il a été stipulé & agréé, que ledit cas arrivant, le Roi T. C. tant en son nom, qu'en celui du Dauphin, ses Enfans Mâles ou Femelles, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître, se trouveront satisfaits, comme ils le sont par ces présentes; Que ledit Dauphin ait pour sa part en pleine propriété & jouissance, pour toutes les Prétentions qu'il peut avoir à la Succession d'Espagne & ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, pour toujours, sans être inquieré sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement de la part de l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archi-Duc Charles son deuxième Fils, ses autres Enfans Mâles ou Femelles, & descendants, leurs Heritiers & Successeurs nez ou à naître, ni pareillement de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral son fils aîné ou de ses Descendants, Heritiers & Successeurs, nez ou à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile, les Places à présent dependantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la Côte de Toscane, & les îles joignantes comprises sous les noms de St. Etienne, Porto Hercole, Orbitello, Porto Longone & Piombino, de la même maniere aussi que les Espagnols les possèdent à présent; La Ville & Marquariat de Final aussi de la même maniere que les Espagnols les possèdent; La Province de Guipuscoa, particulièrement les Villes de Fontarabie, & de S. Sebastien, situées dans cette Province & spécialement le Port du Passage qui y est compris; avec cette restriction seulement que s'il y a quelque autre Place de la Dependence de ladite Province, qu'on puisse trouver au delà des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou Biscaye du côté de l'Espagne, elles demeureront à l'Espagne, & de même s'il y a quelques Places de la Dependence des Provinces sujetes à l'Espagne qui soient en deça des Pirenées ou des autres Montagnes de Navarre, Alava ou

ANNO
1698.

ou Biscaye du côté de la Province de Guipuscoa, elles demeureront à la France, & les Passages desdites Montagnes, & ledites Montagnes qui sont entre ladite Province de Guipuscoa, Navarre, Alava ou Biscaye, à qui que ce soit qu'elles appartiennent, elles seront partagées entre la France & l'Espagne; de manière qu'il restera autant desdits Passages, & Montagnes à la France de son côté, qu'il en restera à l'Espagne du sien; le tout avec les Fortifications, Ammunitions de Guerre, Poudres, Boulets, Galeres, & Galeasses qui se trouveront appartenir au Roi d'Espagne, au tems de son décès, sans aucuns Enfans, & seront annexés aux Royaumes, Places, Isles, & Provinces qui doivent composer la part du Dauphin. Bien entendu que les Galeres, Galeasses, & autres effets appartenants au Roi d'Espagne par son Royaume d'Espagne & autres Dependances qui écherront en partage au Prince Electoral de Baviere lui demeureront, & que ceux qui sont de la Dependence des Royaumes de Naples & de Sicile appartiendront au Dauphin comme il a été dit ci-dessus. En consideration desquels Royaumes, Isles, Provinces, & Places, le Roi T. C. tant en son nom qu'en celui du Dauphin (qui a aussi donné, à ce sujet, son Plein-pouvoir au Comte de Tallard,) pour eux-mêmes, leurs Enfans Mâles ou Femelles, Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, promet & s'engage de renoncer, au tems de la susdite Succession, comme ils renoncèrent à présent par ces présentes, à tous leurs Droits & Préentions qu'ils pourroient avoir à ladite Couronne d'Espagne, & autres Royaumes, Isles, Etats, Pais, & Places, qui en dependent à présent, & qu'ils en feront expedier des Actes authentiques, pour cet effet, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, lesquels seront delivrez au tems de la Ratification de ce Traité.

V. La Couronne d'Espagne, & les autres Royaumes, Isles, Etats, Provinces & Places, qui en dependent à présent, seront donnez au Prince Fils aîné de l'Electeur de Baviere, excepté ce qui est déclaré ci-dessus, être la Part & Portion du Dauphin, en pleine Propriété & entiere Possession pour sa part, & pour toutes les Préentions qu'il peut avoir à la Succession de la Couronne d'Espagne pour lui, ses Heritiers, & Successeurs, nez & à naître, de sorte qu'il ne puisse jamais être inquieté dans ses Droits, directement, ou indirectement, sous quel prétexte que ce puisse être, soit par Cession, Appel, Revolte, ou autrement, de la part du Roi T. C. du Dauphin, ou de ses Enfans Mâles, & Femelles, & descendans, leurs Heritiers, & Successeurs nez ou à naître; ni de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses autres Enfans Mâles & Femelles, ses Heritiers & Successeurs nez ou à naître. En consideration de laquelle Couronne d'Espagne, ses autres Royaumes, Isles, Etats, Provinces, & Places, en dependants, l'Electeur de Baviere, tant en qualité de Pere que de Tuteur legitime, & Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, qu'au nom dudit Prince Electoral, & qu'en celui de ses Enfans, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, comme aussi ledit Prince Electoral de Baviere, si-tôt qu'il sera venu en âge pour lui-même, ses Enfans, Heritiers, Successeurs nez ou à naître, se tiendront contents, & satisfaits que ledit Prince Electoral ait pour sa Part & Portion ce qui a été accordé ci-dessus dans cet Article; & ledit Electeur de Baviere tant en Qualité de Pere que de Tuteur, & legitime Administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, & aussi au nom dudit Prince & en celui de ses Enfans, Heritiers, & Successeurs, nez ou à naître, renoncera, au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & ledit Prince Electoral aussi, quand il sera parvenu en âge, en fera de même, à tous les Droits & Préentions qui ont été donnez & accordez pour la Portion du Dauphin, & à ceux qui seront assignez par les Articles suivans à l'Archiduc Charles, & en feront expedier des Actes solennels, dans la plus forte & meilleure forme que faire se pourra, savoir l'Electeur de Baviere en la qualité ci-dessus au tems de la mort du Roi Catholique sans Enfans, & ledit Prince Electoral si-tôt qu'il sera en âge.

VI. On excepte de ce qui a été accordé & assigné ci-dessus, le Duché de Milan; les deux Rois, & les Etats Généraux ayant trouvé à propos & étant demeurés d'accord, qu'il seroit donné à l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils du Très-Illustre & Très-Puissant Prince Leopold élu Empereur des Romains,

pour la part & pour toutes les Préentions & Droits que l'Empereur, le Roi des Romains, l'Archiduc Charles son second Fils, tous leurs Enfans Mâles & Femelles, & Successeurs nez ou à naître, pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne, & ledit Archiduc en jouira en pleine propriété & puissance, ses Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, pour le posséder pour toujours sans y être troublé ni molesté en quelque tems que ce soit, sous prétexte de Préentions, de Droits, directement ou indirectement, par le Roi T. C. ledit Dauphin, les autres Princes ses Enfans, leurs Heritiers & Successeurs, nez ou à naître, de même que de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral son Fils aîné, ou dudit Prince Electoral, leurs enfans, descendans, Heritiers, & Successeurs nez ou à naître.

VII. En consideration duquel Duché de Milan, l'Empereur aussi tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses Enfans Mâles ou Femelles, leurs Enfans Heritiers ou Successeurs, nez ou à naître, & aussi le Roi des Romains, & l'Archiduc Charles, si-tôt qu'il sera en âge, tant pour lui que pour ses Enfans, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, seront contents, & satisfaits que l'Archiduc Charles ait pour toutes Préentions à la Couronne d'Espagne, le Duché de Milan, ainsi qu'il est dit ci-dessus, & que l'Empereur tant en son nom qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses Enfans Mâles ou Femelles, & leurs Heritiers & Successeurs & aussi ledit Roi des Romains, renoncera au tems de la mort de Sa Majesté Catholique, & l'Archiduc Charles si-tôt qu'il sera en âge, à tous les Droits & Préentions qu'ils pourroient avoir à ladite Succession d'Espagne & autres Royaumes, Isles, Etats, Provinces, & Places dependantes d'icelles, qui composent les Parts & Portions assignées, comme il est dit ci-dessus, au Dauphin & au Prince Electoral de Baviere: Et qu'ils feront expedier pour cela des Actes solennels, dans la meilleure forme que faire se pourra: savoir l'Empereur & le Roi des Romains, au tems du décès de Sa Majesté Catholique sans Enfans, & l'Archiduc Charles si-tôt qu'il sera en âge.

VIII. Le présent Traité sera communiqué à l'Empereur, & à l'Electeur de Baviere par le Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux, incontinent après que l'on en aura signé & échangé les Ratifications, & S. M. I. le Roi des Romains, & ledit Electeur seront priés de l'approuver au tems du décès de Sa Majesté Catholique sans Enfans, de même que l'Archiduc Charles & le Prince Electoral de Baviere si-tôt qu'ils seront parvenus en âge.

IX. Mais si l'Empereur, le Roi des Romains, ou le Duc de Baviere refusent d'y entrer, les deux Rois, & les Etats Généraux empêcheront le Prince, Fils, ou Frere de celui qui en aura fait refus, d'entrer en Possession & jouissance de ce qui a été assigné, & sa Part & Portion demeurera en sequestre, entre les mains des Vice-Rois, Gouverneurs, & autres Regens qui gouverneront de la part du Roi d'Espagne, & qui ne s'en dessaisiront que du consentement des deux Rois & des Etats Généraux, jusques à ce qu'ils soient convenus desdits Partages & de ce Traité; Et en cas que nonobstant cela, il vult par force prendre Possession de sa Part & Portion, ou de ce qui sera assigné à d'autres, les deux Rois, ainsi que ceux qui seront satisfaits & contents de leur Part & Portion, conformément à cet Accord, l'empêcheront autant qu'ils le pourront.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans Enfans, & le cas ci-dessus arrivant ainsi, les deux Rois & les Etats Généraux s'obligent de laisser toute la Succession, dans l'Etat qu'elle sera, sans en rien saisir, ni en tout ni en partie, directement ou indirectement, mais chaque Prince pourra se mettre en Possession de ce qui lui aura été assigné pour sa part, aussi-tôt qu'il aura accompli de son côté ce qui est mentionné dans les Articles 5. 6. 7. & 9. précédents; Et s'il s'y trouve quelque difficulté, les deux Rois & les Etats Généraux, seront leur possible pour chacun d'eux puisse entrer en Possession de ce qui lui appartient suivant le présent Traité, & qu'il air son plein, & entier effet, s'engageant de donner par Terre & par Mer, toute l'Assistance, & le Secours qui seront nécessaires pour réduire par force ceux qui s'opposeroient à l'exécution d'icelui.

ANNO
1698.

XI. Si lesdits Rois & les Etats Généraux ou aucun d'eux est attaqué par qui que ce puisse être, à l'occasion de cet Accord ou de l'exécution d'icelui, ils s'assisteront réciproquement les uns les autres de tout leur pouvoir, & se rendront Garands eux-mêmes de l'Exécution dudit Traité, & de la Renonciation qu'ils ont faite en conséquence.

XII. Tous Rois, Princes & Etats qui voudront entrer dans le présent Traité y seront admis, & les deux Rois & les Etats Généraux, ou chacun d'eux en particulier, pourra inviter tous ceux qu'il trouvera à propos d'y entrer, qui seront aussi, comme il est dit ci-dessus, Garands de l'Exécution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues.

XIII. Et pour une plus grande sécurité du Repos de l'Europe; lesdits Rois, Princes & Etats, ne feront pas seulement Garands de l'Exécution dudit Traité, & de la validité des Renonciations y contenues. Mais si aucun des Princes, en faveur de qui ledit Partage est fait, vouloir ci-après troubler l'ordre établi par icelui, & s'agrandir aux dépens des autres, sous quel prétexte que ce soit, la même Garantie du Traité sera réputée s'étendre en ce cas, de manière que les Rois, Princes & Etats qui l'ont fait seront obligés d'employer toutes leurs forces pour s'opposer à leurs entreprises & maintenir toutes choses dans l'état agréé par lesdits Articles.

XIV. Si aucun Prince, quel qu'il puisse être, s'oppose à la prise de Possession de la part qui a été assignée par ledit Traité, lesdits deux Rois, & Etats Généraux, seront obligés de s'assister l'un l'autre de tout leur Pouvoir, & si-tôt que ledit Traité sera signé, ils conviendront de ce que chacun d'eux devra contribuer tant par Mer, que par Terre.

XV. Le présent Traité sera ratifié & approuvé par lesdits deux Rois & Etats Généraux, & les Ratifications en seront échangées dans le terme & espace de trois semaines, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de la signature d'icelui. En foi de quoi nous avons signé le présent Traité, & y avons mis le Sceau de nos armes. A la Haye, le 11. Octobre 1698.

Signé,

CAMILLE D'HOSTUN Comte de Tallard.

PORTLAND,

GUILLAUME FRANÇOIS VERBOLT.

F. B. DE REEDE.

A. HEINSIUS,

JEAN BECKER,

J. VAN DER DOES.

VAN HAREN.

AR. LEMKER ET J. DE DREWES.

Articles secrets.

LE Roi Très-Christien, le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux ayant agréé le Traité de Partage qui a été fait de la Succession à la Couronne d'Espagne, pour prévenir par ce moyen les malheurs qui pourroient arriver dans l'Europe par la mort du Roi d'Espagne sans Enfants, & la plus grande & meilleure partie de ladite Succession ayant été donnée au Prince Electoral de Bavière, sans avoir pris aucunes mesures pour refondre & convenir à qui elle tombera après lui, s'il arrive qu'il meure aussi sans Enfants. Lesdits deux Rois & les Etats Généraux pour prévenir les disputes & les Guerres que cela pourroit produire, ont agréé par ces Articles secrets qui auront autant de force & de vertu que le Traité ci-dessus, auquel aussi il a relation, Que

I. S'il arrive que le Roi d'Espagne vienne à mourir sans Enfants, & que par conséquent les Royaumes d'Espagne, des Indes, & autres Pais & Etats qui ont été donnés en partage au Prince Electoral de Bavière viennent à lui échoir, l'Electeur de Bavière d'après sera Tuteur & Curateur du Prince Electoral son Fils, durant sa minorité, pendant tout lequel tems il aura le Gouvernement desdits Royaumes, Isles, Places, & Etats, qui ont été donnez audit Prince Electoral son Fils par ledit Traité.

II. S'il arrive que ledit Prince vienne à mourir sans

Enfants, Son Altesse Electorale lui succedera dans la Possession & jouissance desdits Royaumes &c. qui lui ont été donnez pour sa part & les aura en pleine propriété pour lui & pour ses Enfants Mâles & Femelles, Descendants, Successeurs, & Heritiers, nez ou à naître, de manière que si l'Empereur, le Dauphin, leurs Enfants Mâles, ou Femelles, Descendants, Successeurs, & Heritiers, ou aucun autre prétend avoir la moindre Prétention à ladite Succession; le Roi T. C. le Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux, s'engagent eux-mêmes de nouveau d'employer toutes leurs forces par Mer & par Terre, pour maintenir l'Ordre établi dans cet Article, touchant la Monarchie d'Espagne, dont ils sont unanimement demeurés d'accord, espérant par cette précaution entretenir la tranquillité de l'Europe, qui est depuis peu si bien établie.

Tous Rois, Princes & Etats qui voudront bien entrer dans ce Traité y seront admis, si-tôt qu'il sera rendu public, au tems de la mort du Roi d'Espagne, en cas qu'il vienne à mourir sans Enfants, & lesdits deux Rois & Etats Généraux ou chacun d'eux en particulier, feront prier & inviter ceux qu'ils trouveront à propos d'y entrer, qui, de même que les autres, seront Garands de ce qui est contenu dans ledit Article secret. En témoin de quoi nous, qui avons signé le Traité qui a relation au présent Article, avons aussi signé celui ci, & y avons apposé nos cachets. A la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé

TALLARD.

PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Article secret concernant le Sequestre du Duché de Milan.

LEs deux Rois & les Etats Généraux sont demeurés d'accord, qu'en cas que le Duché de Milan vint à être en sequestre, en vertu de la clause mentionnée au 9. Article du Traité conclu aujourd'hui, entre les mains du Prince de Vaudemont, qui en est à présent Gouverneur, la chose sequestrée, & conséquemment le Duché de Milan, sera administré & gouverné par le Prince Charles de Vaudemont son Fils.

Le présent Article secret aura la même force que s'il étoit inséré dans le Traité auquel il a raport. A la Haye le 11. Octob. 1698.

Signé

TALLARD,

PORTLAND, ET WILLIAMSON.

Autre Article secret.

EN explication des Articles cinquième, septième, & dixième du Traité conclu ce jourd'hui à la Haye, on est convenu, que quoi que l'Archiduc Charles ne fit pas la Renonciation avant que d'être en âge; Pourvu que l'Empereur, & le Roi des Romains aient fait les leurs, ledit Archiduc pourra entrer en Possession de sa part au tems de la mort du Roi d'Espagne, sans Enfants, quoi qu'il ne fût pas en âge; Et de même on est tombé d'accord que le Prince Electoral de Bavière, quand même il ne seroit pas en âge, pourvu que l'Electeur de Bavière en ladite Qualité de Pere, & comme Gardien legitime & Administrateur dudit Prince ait fait la sienne, ledit Prince Electoral de Bavière pourra aussi entrer en Possession de la Portion qui lui est échue, dans le tems de la mort de Sa Majesté Catholique sans Enfants, quoi qu'il ne fût pas en âge; bien entendu néanmoins que ledit Prince Electoral de Bavière fera sa Renonciation si-tôt qu'il sera en âge. Fait à la Haye le 11. Octobre 1698.

Signé,

TALLARD.

PORTLAND ET WILLIAMSON.

Plein-

ANNO *Plein-Pouvoir du Dauphin de France au Comte de Tallard; avec Renonciation expresse à la Couronne d'Espagne.*
1698.

L OUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi; à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. D'autant que nous nous sommes proposé de suivre en toutes choses l'exemple qui nous est donné par le Roi notre très-cher, & très-honoré Seigneur & Pere; & que nous voulons principalement l'imiter dans le desir sincere qu'il a de maintenir la Paix dont l'Europe jouit depuis la Conclusion du Traité de Ryswick, sa prudence lui faisant prévoir les evenemens capables de troubler le repos public, & employer les moyens nécessaires pour en prévenir les effets; Nous sacrifions aussi, avec plaisir, nos Droits legitimes pour contribuer au succès d'un Dessein si conforme à l'Interêt de la Chrétienté. C'est pourquoi notre dit très-cher & très-honoré Seigneur & Pere nous ayant communiqué les Ordres & Pouvoirs qu'il a donnés à notre Cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de ses Armées, & de la Province de Dauphiné, & Son Ambassadeur extraordinaire vers notre très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Angleterre, pour conclure & signer avec ledit Roi un Traité, dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu dispoit de nous très-cher & très-aimé Frere le Roi d'Espagne dans la conjoncture présente; nous avons, ensuite du Pouvoir, & de la Permission qui nous en a été donnée par notre très-cher, & très-honoré Seigneur & Pere, donné, comme nous donnons par ces présentes signées de notre main, Plein-pouvoir, Commission & Commandement special, audit Comte de Tallard, de renoncer en notre nom, & au nom de nos Enfans, Heritiers & Successeurs nez ou à naître, à tous les Droits qui nous appartiendront, ou qui pourrout nous appartenir legitimelement sur la Monarchie d'Espagne, en cas du décès de notre dit Frere & Oncle le Roi Catholique, lesquels nous transferons à notre cher & très-aimé Neveu le Prince Fils aîné de notre Cher & très-aimé Frere & Beau-frere l'Electeur de Baviere, & à ses Descendants; Et nous consentons qu'en cas du décès de notre dit Frere & Oncle Roi Catholique, notre dit Neveu le Prince Electoral de Baviere, puisse exercer notre dit Droit, en notre Lieu & Place, sur tous les Royaumes, Provinces & Etats dependants de la Monarchie d'Espagne, excepté ceux qui seront réservés à nous, & à notre très-cher & très-aimé Frere & Cousin l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils de notre très-cher & très-aimé Frere l'Empereur, selon les Articles & Conditions, dont conviendra ledit Comte de Tallard avec les Commissaires qui seront nommés par notre dit Frere le Roi d'Angleterre: Autorisons ledit Comte de Tallard pour promettre en notre nom, que nous ratifierons & approuverons tout ce qui sera, par lui, stipulé & convenu de notre part, & pour stipuler effectivement, demander, conclure, & signer en notre nom de la même maniere que nous le pourrions faire si nous y étions présents en Personne: quand même le cas demanderoit un Ordre plus special que celui qui est contenu dans ces présentes. Donné à Versailles le 19. Août 1698.

Signé,

LOUIS.

Et sur le reply,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Autre Pouvoir du Dauphin de France pour les Articles séparés.

L OUIS Dauphin de France, Fils unique du Roi, à tous ceux qui les présentes verront, Salut. Ensuite du Pouvoir à nous donné par notre très-honoré Seigneur & Pere; Nous avons fait dépêcher ce jourd'hui à notre très-cher & Bien aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général &c. un Pouvoir de conclure & signer, avec notre Très-cher, & Très-aimé Frere

le Roi d'Angleterre, un Traité dont l'objet principal est la Conservation de la Paix de l'Europe, si Dieu dispoit de notre Très-cher & Très-Aimé Frere, & Oncle le Roi d'Espagne. Mais comme il pourra arriver dans la Negociation à faire sur ce sujet, qu'il sera aussi trouvé nécessaire, de conclure quelques Articles secrets & séparés dudit Traité; nous avons de nouveau donné audit Comte de Tallard, & par ces présentes signées de notre main, nous lui donnons Plein-pouvoir, Commission & Commandement special de conférer, traiter, negocier, conclure & signer tels Articles & Conventions secretes & séparées, qu'on jugera convenable, & de promettre en notre nom, que nous ratifierons & approuverons tous les Articles qui auront été signés par ledit Comte de Tallard, tout ainsi & en même maniere que s'ils avoient été interésés de mot à mot dans ledit Traité; Quand même le cas demanderoit un Ordre plus special, que celui qui est contenu en ces présentes. Donné à Versailles le 19. d'Août 1698.

Signé,

LOUIS.

Et sur le repli,

Par Monseigneur le Dauphin.

COLBERT.

Pouvoir & Autorisation de Sa Majesté Très-Chrétienne pour le Dauphin.

L OUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Nous avons envoyé à notre Cher & bien Aimé le Comte de Tallard Lieutenant Général de nos Armées, & de notre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, un Pouvoir de traiter, conclure, faire & signer, avec ceux qui seront munis de pareil Pouvoir de notre Très-cher, & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, tels Articles & Conventions qu'on jugera nécessaires pour prévenir les Evenemens, qui pourroient troubler la tranquillité publique; Et afin de ne rien ômettre de ce qui dépendroit de nous, nous avons bien voulu en même tems, autoriser notre Très-cher, & Très-Aimé Fils unique le Dauphin, à donner de sa part tous les Actes nécessaires pour la même fin. A ces causes, & autres à ce nous mouvants, nous avons permis & par ces présentes permettons à notre dit Fils, de donner audit Comte de Tallard tous les Pouvoirs qui pourrout lui être nécessaires, pour traiter, & transiger, touchant son Droit & ses Prétentions, & en conséquence de cela, de faire les Renonciations qui y seront stipulées, promettant en foi & Parole de Roi de les approuver, & de consentir qu'elles soient accomplies & executées, de la même maniere, & avec ce qui se fera en conséquence du Pouvoir que nous avons donné audit Comte de Tallard. En foi de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & y avons fait apposer notre Sceau privé. Donné à Versailles le 19. Août de l'an 1698, & de notre Regne le 56.

Signé

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy.

COLBERT.

(L.S.)

Ratification du Roi Très-Chrétien.

L OUIS par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Aiant vû & examiné le Traité, que notre Cher & Bien-aimé le Comte de Tallard, Lieutenant

Kkk 3 nant

ANNO
1698.

ANNO
1698.

nant de nos Armées, & de notre Province de Dauphiné, & notre Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre, a fait, conclu & signé en notre nom à la Haye le 11. d'Octobre dernier, en vertu du Plein-pouvoir que nous lui avions donné pour cela, avec Guillaume de Bentink Comte de Portland Chevalier de l'Ordre de la Jarrière, Conseiller privé de notre Très-Cher & Très-Aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, Premier Gentilhomme de sa Chambre, & Général de Sa Cavallerie; & le Chevalier Joseph Williamson aussi Conseiller privé de notre dit Frere, & Garde des Archives, munis aussi des Pleins-pouvoirs de notre dit Frere; duquel Traité la teneur s'en suit.

Fiat insertio.

Nous agréant le susdit Traité, en tous ses Points & Articles, tels qu'ils y sont contenus & déclarés, l'avons accepté, ratifié & confirmé; & par ces présentes nous l'acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; promettant en foi & Parole de Roi de l'exécuter, observer, & faire observer, sincèrement & de bonne foi, sans faire, ou souffrir qu'on fasse rien au contraire, directement ou indirectement, pour aucune cause, ou occasion que ce puisse être. En foi de quoi nous avons signé ces présentes de notre main, & y avons fait apposer notre Secau privé. Donné à Fontainebleau le 24. Octobre l'An de notre Seigneur 1698. & de notre Regne le 56.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy,

COLBERT.

(L.S.)

NB. Les Ratifications des Articles secrets & séparés, étoient conçues dans les mêmes Termes, & de la même date; ce qui fait qu'on ne les met point ici.

CCVI.

25. Dec. *Instrumentum Turcicum Armistitii ad duos annos inter MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum & PETRUM ALEXOVICIUM magnum Czarum atque totius Russie Autocratorem inito &c. Anno Hegire 1110. [Grund und umständlicher Bericht von denen Römischen Kaiserlichen und Ottomaniſchen Groß-botschaften / wodurch der Karlowitzische Friede auf 25. Jahr beschloffen und darauf beſtätiget worden. pag 30. HERM. FRANZ. FRIDER. AB ANDLERN Corpus Conſtit. Imp. Tom. I. in Append. pag. 150. Theatrum Europæum Tom. XV. pag. 528. en Allemand.]*

Hic est Deus Maxime aperiens omnia, Potentissimus, Firmissimus.

IN Nomine Dei, misericordis, semper misericentis. Causa exarationis hujus veritate præcellens scripti, & necessitas descriptionis hujus realitate insigniti Instrumenti hæc est; incorruptibilis Domini Creatoris, & Immortalis Opificis liberrimi arbitrii Domini Dei, cuius extollatur gloria extra omnem similitudinem & paritatem æternarum confirmationum, uberitatis concessione & gratia honoratissimæ Meccæ, & lucidissimæ Medinæ Servi, & Sanctæ Hierusalem, & aliorum benedictorum locorum Defensoris & Rectoris

ANNO 1698.
binarum Terrarum Sultani, & Regis binorum Marium, Dominatoris Potentis Ægypti, & Isabellinarum Provinciarum, ac felicitis Arabiæ, & Adenensis Terræ, & Cæsareæ Africanæ, & Tripolis, & Tuneti, & Insulæ Cypri, & Rhodi, & Crete, & aliarum Albi Maris Insularum, atque Imperatoris Babylonis, & Bosstræ, & Laxe, & Bevani, & Carise, & Erzerum, & Sehresful, & Mustur, & Diarbechir, & Ricæ, & Damasci, & Halebi, & Sultani Persicæ, & Arabiæ Irachensis Regionis, & Regis Ghiurdistanæ, & Turchistanæ, & Ghiuristanæ, & Daghistanæ, & Trapezuntis, & Imperatoris Provinciarum Rum, & Zulchadrie, & Maras, Imperatoris Regionum Tartariæ, Circassæ, & Abassorum, atque Crimæ, ac Desti-Capac, Imperatoris Orientis, & Occidentis, & Anatoliæ, & Rumeliæ, Possessoris Sedis Regiæ Constantinopolis, & protectæ Prusiæ, ac defensæ Adrianopolis, & præterea Imperatoris laissimarum tot Provinciarum, totque Clamatum, & Urbium, ac Celeberrimi Dominatoris, Sultani Sultanorum, Regis Regum, Serenissimæ, Potentissimæ, Augustissimæ Domini nostri Imperatoris Refugii Musselmanismi, Sultani Filii Sultanorum, Sultani Mustafa Regis, Filii Sultani Mehmet Regis, cujus Imperium Deus perenne faciat, ac Principatum stabiliat usque in diem Judicii, Majest. Excellum Imperium inter, & Gloriosissimum inter eximios Principes Christianos, & Præclarissimum inter Magnos Dominatores Christianos, Directorem magnorum negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, chlamyde Amplitudinis & Majest. Exornatissimum, argumentis Magnitudinis & Gloriæ condecoratissimum Czarum Moscovitarum Regionum, & omnium Ruthenicarum Provinciarum Dominatorem & possessorem subjectarum illis Terrarum & Urbium, Sublimem Czarum Moscoviæ, Petrum Alexiovicium (cujus fines Deus salute & rectitudine coronet) cum intercedens ab aliquibus Annis diffidium fuerit in causa calamitatis subditorum, & subjectorum utriusque Partis, ea intentione, ut iterum in Amicitiam & benevolentiam commutetur ad bonam constitutionem rerum Civitatis, & ad reducendum in meliorem conditionem statum fervorum Dei, in Syrmio in consensu Carolovitzii, facto Congressu cum Illustrissimo & Excellentissimo inter Christianos Magnates, Domino Procopio Bogdanovitz Vosnicin, alte memorati Czari Plenipotentiario Commissario, & Extraord. Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchoviæ, ab eodem Czaroad Tractatus, & conclusionem Pacis negotii perfecta autoritate destinato & deputato, atque explemtibus Mediationis munus bonis officiis, ac diligenti opera deputatis à Gloriosissimis inter Eximios Christianos Principes, & Refugios Magnorum Dominorum ejusdem Gentis, Angliæ & Scotiæ, & Hiberniæ Rege, Wilhelmo III. & Generalibus Statibus Nederlandensibus (quorum fines Deus salute & rectitudine coronet) ad exequendam Mediationis suæ functionem ad Tractatus Pacis, Illustrissimis, & Excellentissimis inter Magnates Christianos, Wilhelmo Lord Paget, Barone de Beaufort; & Domino Jacob Coljer, etiam si ab utraque Parte adhibita sit ad Pacem & Conciliationem propensio atque inclinatio; cum tamen non esset facile brevi tempore, ut, ablati difficultatibus, omnes res convenientes Amicitiae & Vicinitati perfectæ ac debite ad bonum ordinem redigerentur, ne interrumperetur continuatio istorum aliorum Tractatum, sed ut pertractetur atque ad finem perducatur, hac utrinque intentione per mutuum consensum à die (1) *vigesimo quinto Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe a natalitio Domini Jesu Christi*, usque ad integros duos Annos terminus constitutus est, intra quem scilicet Almus iste Tractatus ad bonum ordinem reducatur, atque inter excellum Imperium, Moscoviticum Czaratum, favente Deo Altissimo, Pax, five per Inducias five perpetua coalescat & vetus amicitia renovetur.

Itaque intra statutum unanimi consensu terminum cesset

(1) Cet endroit est brouillé & corrompu. Ce n'est point la coutume des Turcs d'admettre les Dates Chrétiennes dans leurs Traitez; & s'ils le faisoient, ils auroient loin au moins de ne pas les confondre avec celles de l'Eglise comme elles le font ici. La même faute se trouvant, sans aucune différence, dans tous les exemplaires imprimés qu'on a vus, on a lieu de croire qu'elle vient de la première copie qui en fut donnée au public, après la Conclusion du Traité. On peut au reste la restituer & l'écarter en lisant *die vigesima quinta Mensis Gimaſſi-achir Anni Millesimi centesimi decimi & vigesima quinta Decembris Anni 1698, nempe a natalitio Domini Jesu Christi.* [Dum.]

ANNO cesset omne praelium & bellum. & pugna, atque conflictus & utrinque amoveantur atque tollantur hostilitates. 1698.

Moscorum Czaro subiectis à Moscovitis & Cosaccis, & aliis in subiecta Excellso Imperio Mussulmanico confinia, sive alia, sive Crimenia & loca, & subditos, nulla fiat excursio & hostilitas, nullumque damnum inferatur, neque clam, neque palam, pariterque à parte Excellsi Imperii nullius conditionis exercitus, praesertim Crimenis Chanus, & omnia genera Tartarorum Hordæ, nullam penitus excursionem faciant, nullumque damnum inferant, neque clam, neque palam, in Civitates & Oppida, subditos, & subiectos Moscorum Czaro.

Atque si qui, sive clam, sive palam, motum aliquem atque dispositionem & hostilitatem, & incursionem fecerint contra hoc Pactum, & hanc conditionem, quæ inter nos confecta est, & sese contumaces, & minus obediens reddiderint, ex cuiuscunque parte sint, deprehendantur, incarceration, & sine remissione puniantur; proinde præfata ratione colendi & observandi huius Armistitii tempore; conflictatio & hostilitas penitus amoveatur & tollatur, atque ab utraque parte perfecta propensio, & plena inclinatio adhibeatur ad conclusionem Pacis. Et Crimenis quoque Chanus juxta suam obedientiam & subjectionem ad Excellsum Imperium, adjungatur huic Paci.

Utque ab utraque parte acceptatum & observatum sit, cum alte memorati Czari Plenipotentiaris Legatus & Commissarius vigore suæ facultatis & autoritatis Moscovitico sermone descriptum, legitimum & validum Instrumentum tradiderit, nos quoque Facultatis & vicariæ nostræ Deputationis vigore, nostris manibus subscriptum, & nostris sigillis firmatum, hoc scriptum, tanquam validum & legitimum Instrumentum tradidimus. Deus favens est æquitati.

Subscriptum erat,

MEHEMED RAMI, Magno Cancellario. (L.S.)	ALESSANDRO MAURO- CORDATI DI SCAR- LATO. (L.S.)
---	--

CCVII.

25. Dec. *Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armistitii ad duos Annos inter PETRUM ALEXOVICIUM Magnum Czarum totius Russiæ Autocratorem, & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum initii, per Mediationem WILHELMII III. Regis Magnæ Britannie & Ordinum Generalium Fœderati Belgii, sub spe quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam sive per Inducias coalescat & renovetur. Actum in Congressu Carlowitz die 25. Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. [Grund-und umständlicher Bericht von denen Römisch-Kaiserlichen und Oetomannischen Groß-Vottschafften / wodurch der zu Carlowitz auf 25. Jahr aufgerichtete Frieden / beschloffen worden. pag. 29. HERM. FRANC. FRID. BARONIS AB ANDLERN. Corpus Constit. Imperialium Tom. I. in Append. pag. 151. Theatrum Europæum Tom. XV. pag. 529. en Allemand.]*

IN Nomine Domini Dei Omnipotentis in Trinitate Sancta Unius; Ejusdem Gratia Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Tzarum, & Magnum Ducem Petrum Alexievics, totius Magnæ & Parvæ & Albæ Russiæ Autocratorem, Moscoviæ, Kiovæ, Wolodimiræ, Novogardiæ, Tzarum Casaniæ, Tzarum Astrachani, Tzarum Siberiæ, Dominum Plefcoviæ, & Magnum Ducem Smolensci, Tveræ, Ingoriæ, Permæ, Viatkæ, Bolgarie & aliorum Dominiorum, & Magnum Ducem Novogardiæ,

Inferioris Terræ, Cernihoviæ, Refaniæ, Rottovæ, ANNO Jaroslaviæ, Bolegoriæ, Valoriæ, Obdoriæ, Condi- 1698.
niæ, & totius Septentrionalis Plagæ Imperatorem, & Dominum Iverienis Terræ, Cartalinum & Gruzinum Tzarum, & Kabardienis Terræ, Ciercalorum & Montanorum Ducem, ac aliorum multorum Dominiorum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionaliumque, Paternum Avitumque Hæredem, Successorem & Dominum ac Dominatorem, suam inter Majestatem, atque inter Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Sultanum Mustafæ Chanum. Filium Sultani Mechmet Chani, Dominum Constantinopoleos, Albi Maris, Nigri Maris, Anatoliæ, Vrumiæ, Romanie, honoratissimæ Meccæ & Medinæ, Sanctæ Hierusalem, Ægypti & Abyssinarum, Babylonis & Rice, & Damasci Dominatorem, Tartaricarum & Crimenium Ordarum, nec non aliorum multorum Dominiorum, Regnorum & Urbium, Insularum & Provinciarum Imperatorem; Ab aliquot annis intercedens dissidium causa fuit calamitatis subditorum & subiectorum utrique parti, ea intentione, ut rursus in amicitiam & benevolentiam ad bonam rerum civilium constitutionem, reducendumque in meliorem conditionem & statum transiret, in Syrmio ad Confinia Carlovitzi facti Congressu, cum Illustrissimis & Excellentissimis Selectissimo Domino Magno Cancellario, Reis Mechmet Effendi, & cum Selectissimo Domino ab intimis Secretis Alexandro ex Prosapia Scarlati Maurocordato, alte memoratæ suæ Sultaniæ Majestatis Plenipotentiaris, Commissariis & Extraordinariis Legatis, ad Tractatus, & constitutionem negotii Pacis, perfecta autoritate destinatis & deputatis, Mediatione vero Serenissimi & Potentissimi suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britannie; & Præpotentium Generalium Statuum Nederlandensium Hollandicorum, Illustrissimorum & Excellent: Plenipotentiariorum eorundem Extraord: Legatorum Domini Wilhelmi, Lord Paget, Baronis de Beaufort, &c. & Domini Jacobi Colser, &c. ab utraque autem parte ad Pacem, & Inducias propensio & inclinatio adhibita fuit, attamen non facile fuit intra breve tempus, subtilis difficultatibus, res universas convenientes Amicitie Vicinitati perfecte & debite in bonum ordinem redigere; sed ne interrupteretur continuatio horum aliorum Tractatum, quin imo deinceps perficeretur, ad finem deducatur, hac intentione utrinque per mutuum consensum, id est, à die vigesimo quinto Decembris, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, à nativitate Domini Dei Jesu Christi, in futuros duos integros Annos, inter alte fatos ambos Magnos Dominos fiant Induciæ, in quibus almus hiecc Tractatus in bonum ordinem educatur, atque inter suam Tzaream Majestatem Moscoviticam, & Sultanicam Majestatem Turcicam, Deo Altissimo secundante, Pax perpetua, aut in sufficientes Annos Induciæ concludatur, & vetus Amicitia restitueretur. Proinde in hoc confutro determinato unanimi consensu definit omne praelium, bellum, pugna & conflictus, & utrobique amoveantur & tollantur hostilitates, & à Subditis suæ Tzareæ Majestatis Moscovitis & Cosaccis ac aliis Confiniis Mussulmanicis & Crimenibus atque reliquis suæ Sultaniæ Majestatis subiectis Locis, & Subditis nulla incurio & Hostilitas fiat, neque clam, neque palam ullum damnum inferatur; pariter ex parte suæ Sultaniæ Majestatis adversus partem suæ Tzareæ Majestatis nullius Ordinis exercitus, potissimum vero Crimenis Chanus, & omne genus Tartarorum & Ordarum penitus ulla incuriones, faciant nec ullum damnum palam aut clam in Civitatibus & Oppidis, & Subditis subiectis suæ Tzareæ Majestati perpetrent; & si qui vel aperte motum aliquem & dispositionem, Hostilitatemque ac incursionem, contra hanc constitutionem & conditionem, quæ nos inter confecta est, fecerint, & ex quacunque demum Parte tales contumaces repententur, apprehendantur, incarceration, & sine remissione indecense puniantur: Hac itaque præfata ratione, tempore colendi & observandi huius Armistitii, conflictatio, & hostilitas absolute amoveatur & tollatur, ac ab utraque Parte ad concludendam Pacem perfecta propensio & plena inclinatio adhibeatur, & Crimenis Chanus, ex munere suæ erga Imperialem suam Majestatem Turcicam obedientie & subjectionis huic Paci adjungatur; quæ omnia, ut ab utraque Parte acceptentur & observentur, quoniam alte memoratæ suæ Sultaniæ Majestatis Plenipotentiaris Legati & Commissarii, vigore suæ facultatis & autoritatis, Tur-

cico

ANNO
1698.

cico sermone scriptum legitimum & firmum Instrumentum, ex eoque Latino sermone, propriis manibus, sigillis firmatam Copiam dederunt; Pariter & ego Facultatis & Plenipotentiæ mihi datæ vigore manu propria subscriptum, & sigillo firmatum, hoc scriptum, Ruthenico, & Latino sermone Copiam tanquam firmum & legitimum Instrumentum tradidi. Scriptum in Carlovitz, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo Octavo, mense Decembris, vigesimo quinto die.

Subscriptum erat,

Procopio Bogdanoviz Vosnicin, alte memorati Czari Plenipotentiariorum, Commissario, & Extraordinario Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Balchoriæ.

Copia Plenipotentiæ Moscovitiæ.

Notum facimus, ac testamur his presentibus, quod cum inter nos, & nostros Confederatos ex una, & Altam Portam Ottomanicam ex altera parte, ad Tractatus constituendæ Pacis via aperta sit, quod nos etiam hoc in negotio recusare volumus; Ideo nos Illustri Magni Legato Domino nostro Consiliario, ac Locumtenenti Bolchiz, Procopio Bogdanovitzo Vosnizino plenam ac absolutam Facultatem & Potestatem dedimus in constituto Congressu subscribendi, ac Sigillo muniendi concessimus, cum Ottomanica Porta idoneam, ac nobis proficuum Pacem, ac de omnibus nostris utilitatibus ac commodis, simul cum Confederatorum nostrorum Plenipotentiariorum Legatis tractandi, quicquid illius recipere confectum fuerit, & a Ministris Portæ, promittentes nostro Tzarevi Majestatis verbo, quod omne id per præfatum Plenipotentiariorum nostrum Legatum conventum ac concordatum, firmum ac ratum habere velimus ac debeamus, quodque vigore harum Literarum Sigillo nostro munitarum testamur. Scripta Imperii nostri in Aula imperante Magna Urbe Moscoviæ, Anno à condito Mundo 7206. mensis Junii 19. die, Imperii nostri 16. Anno.

(L.S.)

CCVIII.

1699.

26. JANV.
L'EMPE-
REUR,
L'AL-
LE-
MAGNE
ET CELUI
DES
TURCS.

Instrumentum Cæsareum Pacis ad viginti-quinque Annos inter LEOPOLDUM Imperatorem Augustissimum & MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum inita, GUILIELMO III. Rege Britannica & Ordinibus Fœderati Belgii Generalibus Mediantibus; in Congressu Carlovizii in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum Cæsarea PLENIPOTENTIA. Dat. Viennæ 23. Junii 1698. [Tiré des Archives de la Chancellerie Aulique de Guerre.]

Ad perpetuam rei memoriam: Notum sit omnibus & singulis quorum interest: Postquam per sedecim hucusque annos sævum, exitiale & multâ humani Sanguinis effusione cruentum addidit Bellum cum plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum Leopoldum (plen. tit.) ab una: Et Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum Sultanum Mustassâ Han Ottomanorum Imperatorem, ac Asiæ & Græciæ, ejusque gloriosos Prædecessores, ab alterâ Parte: Miserique tandem afflictæ Subditorum fortis summe dicti ambo Potentissimi Imperatores finem tantis in perniciem generis humani in dies augescens malis ponere, serio in animum induxissent, factum Divinâ Bonitate esse, ut amicitibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino Guilhelmo III., Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, uti & Cælis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Unitarum Belgii Provinciarum, solennes cā de causâ Tractatus Carlovizii in Sirmio, prope confinia utriusque Imperii instituti & ad

finem perducti fuerint. Comparentes quippe dicto Lo- co utrimque legitime constituti Legati Plenipotentiariorum: Nominie quidem Cæsareæ & Romanorum Imperatoris Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Wolfgangus, Sacri Romani Imperii Comes ab Ottingen, Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Consiliarius intimus & Consiliarius Imperialis aulici Præfès, & Dominus Leopoldus Schlik, Sacri Romani Imperii Comes in Passaum & Weiskirchen, ejusdem Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Generalis Vigiliarum Præfès & Legionis desultoriorum Equitum Tribunus, ambo ad Tractatus hosce Pacis cum Portâ Ottomanicâ Deputati Legati Extraordinarii & Plenipotentiariorum: Nominie vero Imperialis Ottomanicæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Mehmmet Effendi, Supremus Imperii Ottomanici Cancellarius, & Dominus Alexander Maurocordato, ex Nobili Stirpe de Scarlatti, intimus jam dicti Imperii Consiliarius & Secretarius, intervenit & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Guilhelmi Paget, Baronis de Beaufort, Serenissimi Magnæ Britannicæ Regis, & Domini Jacobi Colyer, Cælorum & Præpotentium Generalium Fœderati Belgii Ordinum, amborum apud Excellam Portam Ottomanicam Oratorum & ad restabiliendam Pacem Universalem Legatorum Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integrè, sedulo & prudenter perfundi sunt, post invocatam æterni Numinis opem & commutatas rite Mandatorum Tabulas, ad Divini Nominis gloriam & utriusque Imperii salutem in sequentes viginti mutuas Pacis & Concordiæ Leges conveniunt.

I. Regio Transylvaniæ, quemadmodum de presenti est in Possessione & Potestate Cæsareæ Majestatis, ita maneat in ejusdem Dominio: Et à Podolice confinio usque ad extremum Valachiæ confinium suis Montibus, qui antiqui fuerunt limites inter præfens Bellum inter Transylvaniam, ex una parte, & Moldaviam atque Valachiam, ex aliâ parte, atque à confinio Valachiæ usque ad Flumen Marusium, pariter suis Montibus, qui antiqui fuerunt Limites, circumscribatur, & sic utrimque observatis antiquis Limitibus, nec ultra nec citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

II. Provincia subjecta Arci Temisvariensi cum omnibus suis Districtibus & Interfluentibus Fluvii maneat in Possessione & Potestate Excelli Imperii Ottomanici. Atque à Parte Transylvaniæ fines ejus sint ab extremo confinio Vallachiæ usque ad Fluvium Marusium in superiori Articulo constituti Transylvaniæ antiqui Limites. Tum à parte Marusii usque ad Fluvium Tibiscum citerioribus ripis ejusdem Marusii, & à parte Tibisci usque ad Danubium citerioribus ripis Fluvii Tibisci fines ejus limitentur; quæ vero intra prædictos Limites sita sint Loca, nempe Caransebes, Lugas, Lippa, Csanad, Kiscanisia, Bertiche, Betskerck & Sabla citerius, & intra præconstitutos ante præfens Bellum Limites antiquos Transylvaniam, ac secundum prædeclaratam rationem intra Ripas Fluminum Marusii & Tibisci in Temisvariensibus Territoriis qualescunque alius similis Locus reperitur, cā conditione destruantur per Cæsareos, ut vi Pactorum amplius reedificari non possint. Et prædicta Regio Temisvariensis omnino libera relinquatur; & imposterum neque in dictis hisce Locis, neque prope ripas Fluviorum Marusii atque Tibisci alia vel majora vel minora Loca, quæ possint speciem Fortificationis exhibere, extruantur.

Fluviorum Marusii ac Tibisci inter Provinciam Temisvariensem, & Provincias Cæsareæ Potestati & Possessionii subjectas, usus sit communis Subditis utriusque Imperii, tum ad potum Pecorum omnis generis, tum ad Piscationem & alias commoditates Subditis perquam necessarias.

Cum verò onerariæ Naves à partibus superioribus subjectis Cæsareo Dominio, tum per Marusium Fluvium in Tibiscum, tum per Tibiscum in Danubium, sive ascendendo, sive descendendo ultro citroque meantes nullo obice præpediri debeant;

Navigatio Navium Germanicarum aut aliorum Subditorum Cæsareorum nullo modo possit in cursu suo ultro citroque incommodari, sed liberè atque commodissimè fiat ubique in prædictis duobus Fluvii; & si quidem reciproque Amicitie & mutue benevolentie convenientia id etiam requiratur, ut Subditi Imperiali Ottomanicæ Potestati subjecti possint usui prædictorum Fluviorum esse participes, sine impedimento Navibus Piscatoriis etiam ac cymbis utantur. Molendina-
nariz

ANNO
1699.

ANNO 1699. *nariz autem Naves in Locis tantum quibus Navigatio alterius nempe Cæsarei Domini nullatenus impedimento esse possint, communicatione Gubernatorum utriusque Domini & consensu ponantur; quoniam, ne diversione aquarum in Marusio cursus Cæsarearum Navium incommodum aliquod patiatur, nullatenus permittitur, ut, si velle Molendinorum, si velle alia occasione ex Marusio aquæ aliò deriverint, seu diducantur.*

Infule quæcunque in prædictis Fluviis, cum actu sint in Potestate Cæsarea, mancant, uti possidentur; & Subditi utriusque Domini omnino pacifice atque tranquille vivant, severissimisque Edictis ab Insolentis & Contraventione Pæctorum continentur.

III. Cum Regio inter Fluvios Tibiscum & Danubium, vulgo dicta Batska, sit in sola possessione & potestate Cæsareæ Majestatis, sic maneat deinceps etiam in præfata Potestate & Dominio Cæsareo; neque Titellum magis, quam in præfatis est, fortificetur.

IV. Ab extrema ripa citiore Tibisci opposita Titellianæ ripæ & Angulo Terræ ibidem per conjunctionem Tibisci & Danubii terminato, deducatur linea recta usque in ripam Danubii. Item è Regione citioris ripæ Tibiscianæ sita, & ulterius protrahatur pariter recta ad Moravizii ripam citiorem amnis Bosfuit; & inde ad Locum usque ubi prædictus amnis Bosfuit principali alveo in Savum elabitur; & Moravizio sine ulla Fortificatione relicto, & structisque tantum in opposita utrimque ripa apertis pagis separantur, per prædictam lineam firmatam atque distinctam siue fossis, siue lapidibus, siue palis, siue alia ratione, Imperia sequenti modo.

Regio versus Belgradinum intra modo dictos Limites permaneat sub sola Potestate Potentissimi Ottomannorum Imperatoris.

Regio verò extra prædictam Lineam sita maneat sub sola Possessione & Potestate Potentissimi Romanorum Imperatoris; & secundum prædictos Limites pariter possideantur Fluvii, qui sunt in Territoriis permanentibus in possessione utriusque Partis.

V. Ab octio annis Bosfuit in Savum effluens usque item in Savum elabens Unna Fluvii ostium, Savi altera quidem pars pertinet ad Ditionem Cæsaream possideatur ab ejus Majestate, altera vero pars possideatur ab Imperatore Ottomannorum.

Interfluvius Fluvius Savus & Infule in hoc communis Tractatu sitæ, sint communes, & usus tum ad Navigationem ultrò citroque, tum ad alias Commoditates utriusque Partis Subditis pariter communis sit, utrique religiose observantibus pacificum & imperturbatum ultrò citroque commercium.

Usque ad Unnam Fluvium Regio pertinet ad Dominium Imperialis Ottomannicæ Majestatis, qua Bosniam spectat, citioribus ripis Unnæ Fluvii definitur atque terminetur, evacuatis Novi, Dubizza, Jessenovizza, Doboy & Brod, ex parte Bosneni, & quæcunque alio simili Loco in hoc tractu existente; & deductis inde prædictis Cæsareis ista pars omnimodo libera relinquatur.

Castanoviz autem & Infule infra Terram Novi, versus Savum, cum ulterioribus ripis ejusdem Unnæ, cum sint & maneant in Potestate Romanorum Imperatoris, prædictis Limitibus hinc distinguantur.

Loca demum ultrà Unnam longe à Savo sita & ab utraque Parte prædictis conservata atque possessa, cum Terris ante præfatum Bellum ad eadem spectantibus, maneant iterum in Potestate utriusque possidentis Partis, ea conditione, ut Commissarii utrimque mox deputandi, Districtus atque Territoria singularem deductis particularibus Lineis separantes, per fossas, lapides, palos, aut alia quæcunque ratione ad evitandam confusionem posita signa, segregent atque disjungant in partibus Croatiz usque ad ultimum confinium & terminum Locorum in utriusque Domini Possessione permanentium.

Ex ea utraque Parte, si quis ausus fuerit alterare, mutare, evellere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex prædictis signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus ad exemplum aliorum severissime puniatur.

Commissariis verò ad distinctionem & positionem Limitum in isto confinio, quoad fieri poterit, quam celerissime deputandis, Regiis Edictis demandetur, ut ad tranquillitatem & securitatem Subditorum utriusque Domini sedulo animum adhibentes, sine controversia & sine quacunque particulari complacencia Ter-

TOM. VII. PART II.

ras optime separent atque manifeste distinguant.

Cum sint in altera Savi Parte (qua Dominium Imperiale Ottomannicum respicit) munimenti Brod Fortificationes, utpote recenter à Militibus Cæsareis factæ, tempore educendi præsidii Cæsarei everti debeant, Locum autem ille sit commodissimus ad Mercataram, poterit ibidem erigi cum honesto & commodo recincta Civitas, ita tamen, ut in Arcis aut Munimenti formam non redigatur.

VI. Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali Deputatorum Commissariorum separatione stabiliti, siue deinceps idoneo tempore per operam Commissariorum utrimque stabilendi confinium Limites sanctè utrimque & religiose observentur, ita ut sub nulla ratione aut pretextu extendi, transferri, aut mutari possint; Neque liceat alicui Pacificentium Parti in alterius Partis Territorium ultra statutos semel Terminos aut Lineas quidquam Juris aut Potestatis præterdare aut exercere, aut alterius Partis Subditos siue ad Ditionem, siue ad pendendum Tributum quæcunque, siue præteritum, siue futurum, siue ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactiōis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis altercatio juste amoveatur.

VII. Licitum & liberum esto utrique Partium pro confinium suorum securitate, quocunque meliori visum fuerit modo, Arces, Munimenta & Loca per præfatos Tractatus pacificè possessa, quæcunque de facto extant, reparare, munire & fortificare, exceptis illis, de quibus utrimque nominatim superius cautum est.

Ad Incolarum vero commoda Habitationes in extremis confiniis ac apertos Pagos edificare, ubique sine impedimento, & sine exceptione utriusque Partis liceat; dummodo sub hoc pretextu nova Fortalitia non erigantur.

VIII. Incurfiones hostiles & Occupationes, omnesque Insultus, clam aut ex improvviso facti, Devastationes & Depopulationes Territorii utriusque Domini omnino & severissimis Mandatis prohibite sint ac illicitæ; Transgressores vero Articuli hujus, ubicunque deprehensi, statim incarcerationum, & per Jurisdictionem Locum, ubi captivati fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta quæcunque sunt, diligentissime perquisita & adinventæ, cum omni æquitate Dominis suis restituantur. Capitanei quoque ipsimet, Commandantes & Præfecti utriusque Partis ad Justitiam nulla admissa incuria integerrimè administrandam, sub amissione Officii non solum, sed etiam Vitæ & Honoris adstricti sint atque obligati.

IX. Maneat porro etiam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum vel fomentum dare malis Hominibus, rebellibus Subditis, aut male contentis, sed ejusmodi Homines & omnes Prædones, Raptores, etiam si alterius Partis Subditi sint, quos in Ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque Pars adstricta sit; qui, si deprehendi nequeant, Capitanei aut Præfecti eorum, sicuti eos latitare compertum fuerit, indicentur, sique illos puniendi Mandatum habeant; quod, si nec hi Officio suo in punitione talium sceleratorum facisecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant, aut Officiis exuantur, aut ipsimet poenas pro Teis luant; quoque magis nefariorum hujusmodi petulantis cautum sit, neutri Partium liceat intertenere & alere Haydones, quoslibet nuncupant Magiarios, Pribek dictos, atque id genus facinororum Hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tanque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur; talesque nefarii, etiam si consecutæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam fidem mercantur, nec prope confinia tolerentur, sed ad alia remotiora Loca transferantur.

X. Cum tempore præfatis hujus Belli plures ex Hungaris & Transilvanis à subjectione Sævæ Cæsareæ Majestatis secedentes ad confinia Excelli Imperii sese receperint, atque hac in parte etiam conclusæ per Inducias inter utrumque Imperium almæ huic Paci, debitis modis, in futuram securitatem providendum sit, de prædictis ita pactum est, ut in Ditionibus antea nominati Excelli Imperii ad libitum possint locari & accommodari.

Ne tamen aliquo modo confinium tranquillitas & Subditorum quies perturbari queat, Loca ubi prædicti collocabuntur, remota sint ab omnibus limitaneis & confinariis partibus; & Uxoribus illorum dabitur

ANNO 1699.

ANNO
1699.

facultas sequendi maritos suos, iisque in Imperatorio assignato ad hoc Districtu cohabitandi.

Cumque imperpetuum inter reliquos Subditos Potentissimi Ottomannorum Imperatoris annuerandi veniant; non liceat illis à subiectione ejusdem amplius recedere; & si qui recesserint, atque ad Patriam iterum reverti voluerint, in numero & conditione Malevolorum recenscantur, neque illis à Cæsareis fomentum aut receptaculum præbeat, quin imò deprehensi Otomannicis confiniis Gubernatoribus extradantur; quò magis utrimque securitati Pacis prospiciatur.

XI. Ad tollendas penitus quasque in confiniis super aliquo Articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re impostum enascentes Controversias, Differentias, aut Discordias, ubi prompto & maturo remedio opus sit, ordinentur utrimque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avari, sed graves, probi, prudentes, experti atque pacifici; hique loco opportuno convenientes sine Exercitii cum equali pacificarum Personarum Comitiva omnes & singulas hujusmodi Controversias emergentes audiant, cognoscant, decident, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituent, quo utraque Pars suos Homines, & Subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis penis ad sinceram ac firmam Pacis observantiam compellat; quòd si verò Negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque Partis componi, & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire, & adhibere valeant, ita ut tales Controversiæ, quàm fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum resolutio ulla ratione negligatur aut protrahatur.

Cumque præterea in antecedentibus Sacris Capitulationibus Duella & mutue ad certamen Provocationis fuerint vetitæ, impostum etiam sint illicitæ, & si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut Transgressores gravissimè animadvertatur.

XII. Captivi tempore præsentis Belli ex utraque Parte in Captivitatem abacti, & in publicis Carceribus adhuc supersites, cum occasione istius almæ Pacis liberationem tandem aliquando merito sperent, nec possint sine læsione Pietatis Imperatoris & laudatæ Consuetudinis in eadem Captivitatis miseria & calamitate relinqui: Usitatis ab antiquo, vel honestioribus adhuc rationibus per Commutationem in Libertatem asserantur, & si plures aut melioris Conditionis in unâ, quàm in altera Parte inveniantur, pro reliquorum etiam liberatione, quando solennes Legati instantias afferent, gratiosa & huic almæ Paci conveniens utriusque Imperatoris Pietas nequaquam denegetur.

Cæteris verò, qui in privatorum Potestate sunt, vel apud ipsos Tartaros, licitum sit liberationem suam honesto, & quam fieri poterit mediocri lucro procurare; quod si cum captivi Domino honesta Accommodatio fieri non poterit, Judices Locorum Litum omnem per Compositionem dirimant. Sin autem prædictis viis id etiam confici haut possit, Captivi Pretiis eorum sive per Testimonia, sive per Juramenta probatis atque solutis eliberentur. Nec possint Domini aviditate majoris lucri sese Redemptioni eorum opponere, & quandoquidem à Parte Excelli Imperii Otomannici Homines non emitterentur, qui taliter eliberandis Captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Otomannos Captivos, quo empti sunt pretio sincere liquidato, Dominos illorum adstringant, atque ita sanctum hoc Opus pari utrimque pietate promoveatur.

Quousque demùm Captivi utrimque prædicta ratione eliberentur, Legati Plenipotentarii ex utraque Parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Pro Religiosis ac Religionis Christianæ Exercitio juxta Rium Romano-Catholicæ Ecclesiæ quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes Sacras Capitulationes, sive per Signa Imperialia, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Serenissimus & Potentissimus Ottomannorum Imperator impostum etiam observanda confirmabit, ita ut Ecclesiæ suas præfati Religiosi reparare atque reficere possint, functiones suas ab antiquo con-

uetas exerceant. Et nemini permiffum sit contra Sacras Capitulationes & contra Leges Divinas aliquo genere molestiæ aut pecuniariæ Petitionis eodem Religiosis cujuscunque Ordinis & Conditionis afficere, sed consueti Imperatoria Pietate gaudeant & fruantur.

Præterea Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad fulgidam Portam Legato licitum fit commissi sibi circa Religionem & Loca Christianæ Visitationis in Sancta Civitate Jerusalem existentia exponere, atque Infantias suas ad Imperiale Solum afferre.

XIV. Commercia juxta antecedentes etiam Sacras Capitulationes libera sint utriusque Partis Subditis, in omnibus Imperiorum Regnis & Ditionibus, ut autem utrique Parti utili ratione & sine fraude & dolo peragantur, inter Deputatos Commissarios rem Mercatorum bene intelligentes tempore solennium utrimque Legationum contractabitur, & sicuti cum aliis Excelli Imperii Amicis Nationibus observatum est, ita etiam Subditi cujuscunque Nationis Cæsareæ Majestatis, securitate & utilitate Commercio in Regnis Excelli Imperii idoneis modis & usitatis Privilegiis gaudebunt ac perfruantur.

XV. Quæcunque Conditiones in antiquis Sacris Capitulationibus expressæ sunt, nec prædictis Punctis hoc Tractatu suppletis, aut liberrimo judicio Possidentium Domino & Usui ejusdem adversantur, aut præjudicant, posthac etiam colantur sancte, & observentur, cassatis & annullatis iis, quæ supradictis quocunque modo repugnant.

XVI. Ut quoque tantò magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores Amicitia firmer ac coalescat, mittentur solennes utrimque Legati ex æquo usitatis Cerimonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in Locum secundæ Permutationis excipiendi, honorandi, tractandi atque proficendi, qui in Signum Amicitie spontaneum munus, conveniens tamen & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent; Et prima æstate in mense Junio iter prævia mutua Correspondentia, uno eodemque tempore, suscipiunt in Sirmienfi confinio, more jam pridem inter utrumque Imperium observato, permuatibunt.

Solennibus porro Legatis in Imperatoriis Aulis, quidquid liberè petere liceat ac permittatur.

XVII. Regula & norma Curialium in recipiendis receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultrò citroque commutantibus & commorantibus juxta usitatum prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrimque cum æquali decore secundum distinctam Characteris Missorum prærogativam observetur.

Legatis Cæsareis & Residentibus & quibusvis eorundem Homini bus pro suo arbitrio, quibuscunque placuerit vestibus uti licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit.

Ministri porro Cæsarei, sive Oratores, sive Ablegati, sive Residentis, sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum fulgidæ Portæ Amicorum Legati & Agentes Immunitatibus & Privilegiis perfruantur, eadem Libertate imò ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes.

Cursores etiam & alii eorum Homines Vienna ad fulgidam Portam, atque iterum redeunt, & ultrò citroque venientes salvo passu tuto & secure permoeant, atque ut commodè iter suum perficiant, omni favore coadiuventur.

XVIII. Pax ista quamvis secundum propositas Conditiones conclusa tùm demùm integrum omni ex parte robur Obligationis & debitæ Observantiae vinculum accipiet & inducet, cum omnia ac singula, quæ de confiniis supra recensito modo ultrò citroque promissa & acceptata sunt, tam de distinctionibus limitum, quàm de evacuationibus & demolitionibus plenariè in effectum & executionem deducta fuerint, ita ut absoluta designatione limitum in unoquoque confinio statim subsequatur demolitio aut evacuatio, quod ut quàm celerimè succedat, designentur ad Limites & Terminos confinium ponendos & distinguendos ex utraque Parte Commissarii, qui die æquinotii, scilicet vigesima secunda mensis Martii, aut duodecima secundum veterem stylium anni millesimi sexcentissimi nonagesimi noni in Locis inter Commissarios consensu Gubernatorum utriusque confinii deter-

ANNO
1699.

ANNO terminandis mediocri & pacifico comitatu conveniant, atque intra spatium duorum mensium, si possibile sit, aut etiam citius, ubi fieri poterit, confiniis Limitibus & Terminis manifestis per superiores Articulos constitutis distinguant, separent, determinent & Statuta inter Legatos Plenipotentiarios utriusque Imperii accuratissime & cunctissime exequantur.

XIX. Has verò Conditiones & Articulos ad formam hic mutuo placitam à Majestatibus utriusque Imperatoris rati habitum iri, atque ut solennia Ratificationis Diplomata intra spatium triginta dierum à die Subscriptio, vel citius in confiniis per Illustrissimos & Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciproce rectèque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibiliter præstituros obligant atque compromittunt.

XX. Duret Armistitium hocce & extendatur favente Deo ad viginti quinque annos continue sequentes à die, qua ejusdem Subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utrique Partium, si ita placuerit, Pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu quæcunque stabilita sunt Pacta inter Majestatem Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris, & Majestatem Serenissimi & Potentissimi Ottomanorum Imperatoris & Hæredes eorumdem, Imperia quoque & Regna ipsorum, Terra item Marique sitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes observentur sanctè, religiose ac inviolabiliter.

Et demandetur serid omnibus utriusque Partis gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Militibus & quibusvis in eorumdem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratæ Conditionibus, Clausulis, Pactis & Articulis sese adequatè conformantes, omnibus modis caveant, ne contra Pacem & Amicitiam hanc sub quocunque nomine aut prætextu se invicem offendant aut damificent, sed quolibet prorsus Inimicitie genere abstinendo bonam colant Vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se poenis animadvertendum fore.

Ipsæ quoque Crimenis Chanas & omnes Tartarorum Gentes quovis nomine vocatæ ad Pacis hujus & bonæ Vicinitatis & Reconciliationis Jura ritè observanda adstricti sint, nec iidem contraveniendo Hostilitates qualescunque exercent erga quasvis Cæsares Provincias earumque Subditos aut Clientes. Porro si vè ex aliis Exercituum generibus, sive ex Nationibus Tartarorum, si quis contra Sacras Imperatoris hasce Capitulationes, & contra Pacta & Articulos earum quidpiam ausus fuerit, is poenis rigorosissimis coercetur.

Incipiat vero dicta modo Pax, Quies & Securitas Subditorum utriusque Imperii à supra fata die Subscriptio, & cessent exinde atque sustollantur omnes utrimque Inimicitie, & Subditi utriusque Partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque sine & quò magis per summam curam ac sedulitatem Hostilitates inhiberi possint, transmittantur quàm celerimè Mandata & Edicta publicandæ Pacis ad omnes confiniorum Præfectos; Cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod Officiales in remotioribus præferti confinii istam conclusæ Pacis notitiam obtinere valeant, statuuntur viginti dies pro termino, post quem, si quis hostile quidpiam alterutra ex Parte admittere præsumpserit, poenis superius declaratis irremissibiliter subiaceat.

Ut demùm Conditiones Pacis viginti hisce Articulis conclusæ, utrimque acceptatæ & debito summoque cum respectu inviolatè observentur, siquidem Domini Plenipotentiarii Ottomanici vi concessæ iidem Legatis Imperatoris Instrumentum Turcico sermone exaratum & subscriptum legitimum & validum Nobis exhibuerint: Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ Nostræ propriis manibus & propriis Sigillis subscriptas hasce Pactorum Literas in Latino idiomate tanquam legitimum & validum vicissim Instrumentum extradimus. Acta hæc sunt in Congressu Carolovizii in Sirmio sub tentoriis celebrato die vigesima sexta mensis Januarii anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo nono.

WOLFGANGUS COMES
ab OTTINGEN.

LEOPOLDUS COMES
SCHLIK.

TOM. VII. PART. II.

(L.S.)

ANNO 1699. Leopoldus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatia, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. Notum testamur facimus tenore præsentium universis: Quod cum ad Tractatus Pacis Nos inter Nosrosque Fœderatos, ex una: Et Excellam Portam Ottomanicam, ex altera partibus, conciliandæ per Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britannici Regis, Ordinumque Generalium Fœderati Belgii Legatos, Mediationis causa in Turcia existentes, via patefacta sit, nos pro eo ac negotium tam salutare nostræ ex parte promovere cupimus, Illustri & Magnifico fidei Nobis dilecto Francisco Udalrico, Comiti Kinski, auri Velleris Equiti, Consilario Nostrò intimo, Camerario, & supremo Regii Nostrò Bohemiæ Cancellario, plenam & amplam Facultatem & Potestatem dederimus & concessimus, prout hisce animo bene deliberato damus & concedimus ad subscribendum & Sigillo suo munitum Declarationem, cui & Inclitæ Reipublicæ Venetæ in Aula Nostræ Legatus, ad hunc actum specialis Mandato constitutus, chyrographum apposuit, & Sigillum suum impressit, quoque dictis Legatis Mediatoribus datur potestas declarandi pro accepto & stabilito Nostrò & prædictæ Reipublicæ Venetæ nomine cum Turcis Fundamento Universalis Pacis seu Regulæ: Ut possidetis: Eiusdemque pro Fœderatis Nostris scilicet Serenissimi & Rege & Reipublica Polona: Nec non Tsaro & Magnò Duce Mosoviæ utiliter stipulandæ, eo sine & adjecta Conditione, ut simul eodemque passu similem Declarationem acceptati Fundamenti prædicti: Ut possidetis: Pro Nobis, Nostrisque Fœderatis, Porta Ottomanâ pro sua Parte faciat, & tradito pariter per Plenipotentiarios suos simili Declarationis Instrumento, quàmprimùm Loco destinato ad Congressum procedatur, in quo sub auspiciis receptæ Mediationis ejusdem Legatorum Officii per Plenipotentiarios Partium Beligerantium sufficientibus Mandatis ab utrinque instructis seu interesse, ut vocant, agatur tracteturque. Promittentes in verbo Nostrò Imperatorio & Regio, quod quicquid Declaratione ista per prædictum Plenipotentiarium Nostrum assignata continetur, id omne ratum firmumque habere velimus & debeamus. Harum vigore Literarum manu Nostra subscriptarum & Sigilli Nostrî Cæsarei appensione munitarum. Quæ dabantur in Civitate Nostrâ Viennæ die vigesima tertia Junii, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, Regnorum Nostrorum Romani quadagesimo, Hungarici quadagesimo tertio, Bohemici vero quadagesimo secundo.

LEOPOLDUS.
(L.S.)

D. A. C. à KAUNITZ.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

LUTZO DOLBERG.

CCIX.

Instrumentum Pacis inter AUGUSTUM II. REX 26. JANV. gem & Rempublicam Polonia ab una, & MU-LA POSTAPHA HAN Tharcum Sultarum ab altera LOGNE Parte initæ per Mediationem WILHELMII III. ET LA Magnæ Britannici Regis & Dominorum Ordinum TUR-FOEDERATI BELGII Generalium. In Congressu Carolovizii in Sirmio sub Tentorio celebrato die 26. JANUarii 1699. Cum PLENIPOTENTIA Regis Polonia. Dat. die 5. Septembris 1698. [Tiré des Archives de la Chancellerie Impériale Autlique de Guerre.]

LII 2

175

ANNO
1699.*In Nomine Sanctissima & individua Trinitatis.*

AD perpetuam rei memoriam, omnibus & singulis, quorum interest, notum sit, quandoquidem inter Regnum Polonicum & Excellentissimum Imperium intercedens diuturnum diffidum Serenissimo & Potentissimo Magnæ Britannia & Franciæ & Hiberniæ Rege, Wilhelmo Tertio, & Cælis & Præpotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus, sistendi humani Sanguinis, & reducendæ reciprociæ Quietis desiderio, ad procurandos hujus almæ Pacis Tractus Mediationem suam interponentibus, atque Officia & Conditiones ejusdem Mediationis diligenti opera & studio expentibus, Excellentissimis Dominis ad Fulgidam Portam Legatis Plenipotentiaris, Wilhelmo Domino Paget, Barone de Beaufort, in Comitatu Staffordienſi, ejusque Comitatus Regis Locum tenente, ex parte Majestatis Britannicæ, & Domino Jacobo Coljer, ex parte Cæsarum & Præpotentium Dominorum Generalium Fœderati Belgii Ordinum, favente Deo, receptoca utrinque inclinatione, atque propensione sopiri & penitus extingui placuerit, atque Carolovici, ad Confina Syrmii, ubi Congressus Legatorum Plenipotentiariorum ex inclytæ Mediationis dispositione institutus fuerat, initis Tractatibus de Pacis Articulis cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Mehmet Effendi, Magno Cancellario Excellsi Imperii, & Illustrissimo & Excellentissimo Domino Alexandro Maurocordato, de Nobili Stirpe Scharlati, ab intimis Secretis ejusdem Excellsi Imperii, ad tractandam Pacem Legatis Plenipotentiaris, post aliquot Sessiones, tandem, annuente Divina Clementia, Negotium hoc almæ Pacis feliciter in mutuas Leges coalescit. Itaque integerrima iterum Amicitia & Pax inter Serenissimum & Potentissimum Musulmanorum Imperatorem Soltanum, Filium Soltani Mechmeri, Soltanum Mustafa, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Augustum Secundum, Dominum meum Clementissimum, & Rempubliam Poloniarum, super undecim mutuo consensu compositis hisce Articulis perpetuo religiose inter utrumque Dominium observanda, perfecta, conclusa, restituta & renovata est. Qui Articuli subinde sigillatim describuntur.

I. Cum Excellso perpetuitati subnixo Imperio, multo abhinc tempore intercedente ope & favore Dei Altissimi sublata Hostilitate Conciliationi & bonæ Vicinitati congrua cum sinceritate antiqua Amicitia iterum coalescente, ut Hostilitates utrinque amoveantur, & Subditi pristina securitate, quiete ac tranquillitate fruantur ac stabiliantur, & Confina Provinciarum subditarum Poloniæ à Confiniſ Imperialibus, tum Moldaviæ, tum aliorum Districtuum subsectorum Excellsi Imperio, antiquis Limitibus separentur ac distinguantur, neve utrinque aut pretensio aut extensio deinceps fiat, sed Limites antiqui sine mutatione & perturbatione tanquam sacri religiose observentur atque colantur.

II. Quæcunque, sive Munimenta, sive Loca, vel majora vel minor, intra veteres Moldaviæ Limites, ante penultimum Bellum existentes, sita atque hucusque detenta sunt, à Polonis, eductis atque extractis inde Polonicis Militiis, evacuentur, & Moldaviæ Provincia maneat ex integro libera, ante postremum in quo erat, pacifico statu sit.

III. Intra veteres quoque ante postrema duo Bella versus Poloniæ Limites situm Camenici Fortalitium, eductis inde Musulmanicis Militiis, evacuetur & integrum relinquantur, & Podoliæ atque Ukrainæ Provinciarum nulla deinceps ab Excellso Imperio fiat Prætenſio, & Ukrainæ Kosacorum Hatmani nomine substitutus, qui modò in Moldavia residet Hatmanus amoveatur. Cumque Limites antiqui Poloniæ & Moldaviæ manifesti sint, si commodum fuerit tempus, ab initio futuri Martii inchoetur Evacuatio, & quàm citiſ fieri poterit, quàmprimùm Polonica Militia è Moldavia educatur, & Munimenta & Loca illius evacuentur, & Moldavia maneat libera, simulque ab initio Martii Camenecensis Fortalitii Evacuatio inchoetur, atque Evacuationis Negotium ubi prius perfici poterit, sine hæſitatione & sine tarditate ac negligentia in executionem deducatur, & Camenecensis Fortalitii Evacuatio ad summum usque in decimum quintum Menſis Maji ad finem perducatur, & quo cum facilitate & celeritate dicti Fortalitii fiat Eva-

cuatio: Ad onera imponenda & transvehenda, quoad fieri poteſt, Carribus & Jumentis Poloni Transportationem coadjuvent, & ubique Evacuationis Negotium cum securitate & salva re peragatur, in quibus Evacuacionibus Fortalitiorum & aliorum Locorum quocunque pacto munitorum è Subditis quicunque voluntarie exire velint, cum propriis rebus & suppellectili exeant tuto & secure, & quicunque remanere velint, item tuto remaneant, & utrique nullatenus impediatur. Et cum Evacuatio Fortalitiorum & Locorum utrinque à principio Martii menſis inchoari debeat, Instantiam de Tormentorum Camenici reſiſtione ſcilicet ex propriis atque ibi repertis Ablegatus Polonus quàmprimùm ad Fulgidam Portam expediendus aſſeratur ad ſolum Imperatoris.

IV. Nemo Subditorum Excellsi Imperii cuſcuſcunque Conditionis, præſertim verſus Tartari, cuſcuſcunque Gentis, ſub cuiusvis Prætenſionis & controverſiæ prætextu, in Subditos Regis & Reipublicæ Poloniæ & in Limites eorum Hostilitates exercere, Excursionis agere, Captivos rapere, Pecora abigere, aut quidquid damni inferre, neve eos offendere poſſint, expreſſis Regis Ediſtis committatur & demandetur Veſtris, Begierbeis & ſeliciffimo Crimenſi Hano Cavellaio & Noradino, & reliquis Soltanis ac Wojewodæ Moldaviæ, ut adhibita maxima ſedulitate obſervent & conſervent Confiniorum pacificam Tranquillitatem & Conciliationem atque Quietem, neve aut in Captivationibus aut Pecorum abactionibus, aut quacunque alia ratione damnis & moleſtiis aſſiciant Poloniæ Subditos, & ſeveriſſimè inquirant in Perturbatores & Tranſgreſſores Conditionum Pacis, atque habita notitia, ad exemplum aliorum in illos animadvertant, & rapti adinventi propriis Dominis reſtituantur, & ſi qui hac de re negligenter ac oſcitant agant, ſive amiſſione Officiorum, ſive privatione vitæ, prout ex Diviniſ Legibus convenit, juſte puniantur, pariterque Poloni hæſ Conditiones Pacis omninò & ſedulo obſervent atque colant, & nemo in oppoſitum quidquid audeat.

V. Cum Regnum Poloniæ ab antiquo ſit liberimum, ab Excellſo Imperio aut ſubjectis eidem Gentibus qualicunque Prætenſionis aut Expoſtulationis prætextu nulla penitus Hostilitate perturbetur, & concluſe iſtiſ almæ Pacis Pactorum vi ad tales Prætenſiones nequaquam adſtringatur.

VI. Tempore hujusce Belli Budſiacenſes & alii Tartari è propriis Locis exeuntes, atque in Terras Moldavorum ingreſſi, Hostilitates & Offenſiones hac occaſione in Moldavos & Moldaviam exercent, quod cum ſit contrarium ſacris Capitulationibus antehac conſeſſis Regibus Poloniæ, atque proinde ceſſare ac ſuſtoli debeat, à quibusque Locis & Poſſeſſionibus & Prædiis & Chymalibus in Moldavia aut occupatis, aut de novo extructis, Tartari amoveantur, & nativis propriis Locis habitent atque pacifice vivant, & nullatenus in poſterum Offenſiones faciant.

VII. Religioſi Chriſtiani Romano-Catholici, juxta conceſſa ab Excellſo Imperio Ediſta, ubicunque Eccleſias ſuas habent, conſuetas ſuas functiones ſine impedimento exercent & pacifice vivant, & ulterius ſibi commiſſas Inſtantias de Religione Extraordinarias ad Fulgidam Portam Magnus Legatus ad Imperatorium ſolum exponat.

VIII. Cum res Mercatoria è fructibus Pacis exiſtat, atque Provincias in meliorem conditionem reducat meliori forma in ordinem redaſta: Mercatores utriusque Dominii in poſterum non per occulta Loca meantes, ſed per Loca tranſitu opportuna ultro citroque euntes & redeuntes, poſtquam ſolverint juxta conſuetum ab antiquo Teloneum rerum portatarum & exportatarum, novis Exactionibus & Expoſtulationibus nequaquam moleſtentur, neve ex numerata Pecunia Teloneum exigatur, & quicunque nativi Subditi Poloniarum & Lithuanie, & aliarum ſubſectorum iſdem Nationum, ad Mercationem agendam venientes, & nullum damnum inferentes, prædicta ratione Mercaturæ & Coemptionem & Venditionem, ſicuti in antecedentibus ſacris Capitulationibus etiam declaratur, exercentes exactione Tributi dicti Haracz, & aliis inordinatis exactionibus, ne moleſtentur, verum enim verò ſi qui reſiſtis ſuis Regionibus in Imperii Regnis ſedem figant, & ſi qui alii Exteriores ſeſe Polonis immiſceant, tales ne poſſint eſſe detrimentum Reipublicæ Mercatorum Polonorum redeuntium ex Armis & Equis Jumentis & Captivis, qui liberationis ſuæ inſtrumen-

ANNO
1699.

*truite de vſm.
sub la place
et le pague*

ANNO
1699.

mentum legitimum habentes in Patriam redire voluerint, nihil exigatur, & ne quispiam impedimento sit taliter abeuntibus Captivis, verum sub isto prætextu nemini liceat sine facultate verita abducere. Præterea opibus & rebus Mercatorum utriusque Domini, quibus in aliis Regionibus mori contingat, publici Confiscatores & Partiores ne ab utralibet Parte sese immisceant, sed inter Mercatores uni, cui fides adhibetur, tradantur, ut juxta Catalogum Depositionis Hæredibus tradat; si quis autem casus acciderit inter Mercatores, inter ipsos Præpositi decisione definiatur, ipse verò, quibus debet, rationem reddat. Ad debitum sive scripto, sive Instrumento judiciario non affirmatum, solvendum, contra Divinas Leges nemo compellatur, neve Testimoniis solis conductis Lites debitorum & sponsonum dicantur aut audiantur; Instrumentis scilicet legitimis & scriptis & ante extraditis sacris Mandatis perlectis atque consideratis, iuste ac debite causæ decidantur, atque in similibus causis contenta & statuta in Sacris Capitulationibus, ut aliis Confederatis Nationibus concessa, in Polonos etiam Mercatores extendantur, & ulterius speciatim Polonis antehac concessorum, & in manibus eorundem servatorum sacrorum Edictorum sensus quoque colatur & observetur.

IX. Captivi tempore Belli abacti Pretiis illorum juxta Leges comprobatis aut datis Juramentis in manifestum productis, atque solutis, juxta antecedentem Capitulationem hac de Declarationem, eliberentur: Si verò tales Captivi multo tempore servierint, ex discretione Pretia Empnionum cum imminui debeant, si honesto & mediocri Pretio cum Domino Captivi conveniri non poterit, Judices Locorum legitime procedentes tales Differentias component. Si aliqua occasione post Conclusionem Pacis ex Regionibus Polonicis Captivi rapiantur, sine pretio dimittantur, & in Regnis Excellsi Imperii & inter Tartaros etiam ad eliberandos Polonos Captivos circumvenientes Homines quandounque pacifice res suas agerent, prætextu operæ liberationi Captivorum navatæ aut alia ratione neutiquam offendantur, quinimo offentes & detrimentum inferentes puniantur. Captivi in publicis Carceribus detenti Permutatione utrinque in Libertatem afferantur, magnus verò Poloniarum Legatus de Captivis suis Instantias ad Solum Imperiale afferre poterit.

X. Quodcumque Serenissimus Rex Poloniæ in stabilita cum Excellso Imperio Pace obtinuit firmiter permanebit, sicuti in antecedentibus Capitulationibus declaratur, Moldaviæ Wojewoda etiam ea ratione, qua ab antiquo cum Rege Poloniarum sincere sese præstitit, rursus consuetâ ratione sincere tractet, cæterum instar aliorum Subditorum Excellsi Imperii, uti prius pacati sint, & e Moldaviæ atque Valachiæ Provinciis, si qui transigerint, ne recipiantur: Si qui alia methodo in Poloniæ Dominium irreperint, ac postea Provinciam suam perturbare ac corrumpere deprehensi fuerint, similes Homines, quando perquirentur, reddantur, & Condicio ista, cum in antecedentibus Capitulationibus clarè & manifeste posita sit, observetur. Pariter ex Subditis Polonis, sive Poloni illi sint, sive Koscaci, cujuscumque Nationis extiterint, quando Perurbationem afferrent, hinc etiam neque recipiantur neque protegentur, sed retrò reddantur, & universi quicumque turbare voluerint Pacem atque Amicitiam hacce ratione utrinque conclusam, ex merito puniantur.

XI. Quæcumque Conditiones & Clausulæ, in antecedentibus Capitulationibus descriptæ atque conventæ, nullatenus adversantur de recenti conclusis Pactis neque oppositæ sunt liberis ac perpetuis Juribus utriusque Domini, deinceps etiam colantur & observentur, quæ vero contrariæ sunt, cassentur & annihilentur, favente & annuente Deo Altissimo. Quæ utrinque declaratis & exaratis Articulis perfectiori & exactiori ratione conclusa Pax & Conciliatio inter Majestates Augustissimæ & Potentissimi Musulmanorum Imperatoris, Hæredesque ejusdem, ac Serenissimæ ac Potentissimi Poloniarum Regis & Successores ejus, Poloniamque Republicam, ex Voluntate & Clementia Dei perpetua, stabili, firma & inconcussa permaneat, & conservata atque custodita sit ab omni turbatione & mutatione & confusione, violatone, & uno eodemque tenore firmissime perseveret, & constantissime continuet, & ut omnes omnino Hostilitates amoveantur atque sustollantur, quàm citissimè notitia præbetur in Confinis Prædictibus, Prælectis & Gubernatoribus, ut sibi caveant, ne in posterum Transgressiones fiant, neve altera Pars alteri damna inferat, verum enim

verò omnes utrinque sincerè & amicè sese præsentent, juxta istam aliam Pacem, ut autem omnibus cognita atque comperta sit istius alimæ Pacis Conclusio, triginta dies pro termino ponantur, post quem nullus prætextus nullaque excusatio acceptabitur, sed in eos, qui adversabuntur editis Edictis exacte obedientiam merentibus, severissime animadvertatur. Post Subscriptionem verò Instrumentorum utriusque Partis Ablegatus, prius à Polonia missus, & ad fulgidam Portam veniens, juxta antiquam consuetudinem afferat Regias publicas Literas, Ratificationem Pactorum Instrumentis declaratorum continentes, atque Literas Imperatorias Ratificationis item accipiat atque deducat. Postea verò ad solennem Confirmationem Pactorum Pacis & perfectionem reciproce sinceritatis & absolutam terminationem mutue Amicitie, & dispositionem ac digestionem reliquarum rerum, juxta laudatum veterem morem adventurus magnus Legatus, quàm primum commode fieri poterit, moveat. Ac proinde undecim numero Pactis conclusa juxta istas Conclusiones alia Pax ab utraque Parte acceptetur atque colatur, cum altè memorati Augustissimi Turcarum Imperatoris Plenipotentiarum & Commissarii existentes Legati, vi suæ Facultatis & Autoritatis Turcico sermone exaratum, legitimum & validum Instrumentum traderint; ego quoque vi Facultatis & Deputationis meæ propria manu subscriptas, & Sigillo sigillas à me Pactorum Literas, tanquam legitimum & validum Instrumentum tradidi. Acta hæc sunt in Congressu Carolovizii in Syrmia sub Tentorii celebrato die vigesimo sexto mensis Januarii anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo nono.

(L.S.)

Copia Plenipotentiarum Polonicarum.

Nos Augustus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuanie, Russiæ, Prussie, Masoviae, Samogitiæ, Kyoviæ, Volyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolentiæ, Severiæ, Czerniebowiæque; nec non Hereditarius Dux Saxonie & Princeps Elector, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest, universis & singulis, quomodo recepta intra hosce ipsos dies amica ex nexu Fœderis sacri à Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore notificatione, de reassumendo rursus eundem inter Serenissimum Imperatorem, & Nos atque Republicam Nostram alioque Christianos Federatos, ab una; & Fulgidam Portam Ottomanam, ab altera partibus, Pacis utiliter stipulande Tractatu, ea, qua potuimus, expedire celeritate, ad salutare hoc Populis disturni Belli calamitate afflictis opus, in verum ac legitimum Plenipotentiarum & Magni Legatum Nostrum destinavimus & ordinavimus Illustrem & Magnificum Conitem Stanislaum in Moszewanica Rakoray & Koskie Malachowski, Palatinum Poseniensium, Terræ Lucovienfis Castrensium & Krecowienfium Gubernatorem, uti quidem præsentibus destinavimus & ordinavimus ex Senatus Consilio. Dantes & concedentes illi plenariam & omnimodam Facultatem, Negotium hoc Pacis omni meliori modo in rem Nostram atque Republicam juxta Instructionem datam tractandi, peragendi & acceptandi; promittimus autem in verbo Nostrò Regio, Nos, quidquid per ipsum taliter gestum, actum, acceptaturus fuerit, pro rato & grato habituros esse, harum Literarum testimonio ac vigore, in maiorem fidem Sigillo publico, Manuque Nostra communitarum. Dabantur ad Castra Nostra Regia in Suburbis Leopoldi die quinto mensis Septembris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, Regni vero Nostrî secundo.

AUGUSTUS REX.

(L.S.)

STANISLAUS SZEZNA.

Referend. & Regi. Rudin.

CCX.

26. Janv.

Instrumentum Turcicum Pacis inter MUSTAPHA LA TUR-
HAN Turcarum Sultanum & Serenissimam Rem-
publi- VENISE.

LII;

ANNO
1699.

publicam VENETAM inita, non quidem Legato Veneto agente & pacificante, sed Legatis Cæsareis & Polonis Negotium sibi assumptibus, sub spe prefata Reipublica Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur & presigunt. Actum in Congressu Caroloviti die 24. Mensis Reciep Anno Hegra 1110. [Tiré de la Chancellerie Imperiale Aulique de Guerre.]

Hic est Deus omnia maxime aperiens Potentissimus Firmissimus.

In Nomine Dei misericordis, semper miserentis.

CAusa Descriptionis hujus Instrumenti, Veritate Precellentis & necessitas exarationis hujus Scripti realitate insigniti hæc est: Cum occasione Inimicitie ac malevolentie, quæ ab aliquibus annis contigit cum Excello Imperio inter Rempublicam Venetiarum, subiecti atque subditi pariuntur, ut rursus in amicitiam, & benevolentiam convertatur, & Jura vicinitatis restaurentur, Mediatione atque Commendatione gloriosissimorum inter Magnos Principes Christianos, & compositorum Magnorum Negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, Exornatissimorum chlamyde amplitudinis & honoris condecoratissimorum argumentis Magnitudinis & Celsitudinis æstimationis Anglie, Scotie, & Hibernie Regis *Guilhelmi III.*, & Statuum Generalium Nederlandiæ, quorum fines salute & rectitudine coronentur; ex commiseratione subditorum fervorum Dei, prælitia Pacis propensione & inclinatione atque facto inter Plenipotentarios utriusque Partis Carolovirzii prope confinia in Syrmio, & Illustrissimis & Excellentissimis inter Christianos Magnates Britannicæ Majestatis Extraordinario

Legato *Guilielmo Domino Paget*, Barone de Beaude-
fert, & Legato Dominorum Statuum Generalium Nederlandiæ, Domino *Jacobo Colyer*, Mediatorii muneris functionem per omnes numeros bonis officiis expientibus, atque eorundem interventu; juxta veterem consuetudinem permutatis & consideratis Plenipotentius, & initis Tractatibus & Conferentiis Pacis ex Imperiali Mandato & vigore autoritatis ac deputationis nostræ, cum præmemoratæ Reipublicæ Legatus Plenipotentarius Illustrissimus inter Christianos Magnates Dominus Eques *Carolus Ruzzini*, in multis Sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiam ad considerationem sat temporis eidem superfuisset, nihilominus propter aliquarum difficultatum occursum in conclusione Articulorum Pacis hæsitaverit, eaque de causâ Illustrissimi & Excellentissimi Majestatis Romanorum Imperatoris atque Poloniarum Plenipotentarii Legati, ex respectu debito Præliminariis Punctis, opera præmemoratorum Mediatorum Legatorum, & consensu omnium atque approbatione statutis, præsertim observata ratione per Art. III. eorundem declarata usque ad subscriptionem & permutationem Instrumentorum utriusque mutuo consensu quindecim iterum dierum data prorogationis terminus jamjam expiraturus esset, atque a prædicto Legato Veneto nulla resolutio data fuerit; ea intentione ut conclusæ per Divinum favorem Paci Veneriarum quoque Reipublica includatur & comprehendatur, controversos Articulos pro Veneta etiam Republica meliore modo tractantes, atque habitis respectu & observatione, ad fundamentale Instrumentum adinstar Præliminaris huic Pacificationi antehac inter Excellum Imperium & Cæsaream Majestatem & Rempublicam Venetiarum, tanquam validum & inviolabile statutum est; rursus eorundem Mediatorum Legatorum officiis & opera cum Excello Imperio, inter toties memoratam Rempublicam sedecim ista Pacta vicissim observanda, mutuo tandem consensu nobiscum concluderunt, quæ de verbo ad verbum sequenti modo recensentur.

I. LA Morea colle sue Città, Fortezze, Castelli, Terre, Ville, Monti, Fiumi, Laghi, Boschi, Porti, & ogni altra cosa, che si ritrova dentro la circonferenza della medesima, hora possessio della Republica di Venetia, resti pacificamente nel possesso, & Dominio dell'istessa Republica, tra i suoi Limiti del Mare, e dell' Essamiglio, ove sono gli vestigi dell' antica muraglia, così che ne dal canto di Morea si faccia veruna estensione nella Terra ferma, ne dal canto della Terra ferma si faccia alcuna estensione oltre i Limiti della Morea.

II. La Terra ferma essendo nel possesso dell' Eccello Imperio, restarà totalmente nel possesso, e Dominio dell'istesso Imperio per appunto nello stato che si trovava nel principio di questa ultima Guerra. La Fortezza di Lepanto restarà evacuata della Republica di Venetia; il Castello detto di Rumelia, nella parte di Lepanto si demolirà; si demolirà parimente la Fortezza di Prevesa, e si lascerà in quella parte la Terra ferma nel suo primiero & intiero stato.

III. L'Isola di Santa Maura, colla sua Fortezza, Capo di Ponte detto Peraccia, senza veruna estensione maggiore in Terraferma, e l'Isola di Leucade, attaccata a Santa Maura, restaranno nel Possesso, e Dominio della Republica di Venetia.

IV. L'Evacuazione di Lepanto, e la demolitione del Castello detto di Rumelia, e di Prevesa, si effeguiranno subito doppo la distinctione de' Limiti in Dalmatia, & in questo mentre, per levare tutte le hostilità, e anco l'occasione di queste, li presidii delli detti tre luoghi si conteneranno dentro, ne faranno alcun-

I. LA Morée avec toutes ses Villes, Fortereffes, Châteaux, Terres, Villages, Montagnes, Rivieres, Lacs, Bois, Ports & toutes choses généralement quelconques, qui se trouveront comprises dans toute l'étendue de la même Province, & qui sont maintenant possédés par la République de Venise, demeureront en la possession & sous la domination de la même République, dans toute la circonferance du Pais enfermé entre la Mer & l'Isthme à l'endroit où se voyent les vestiges de l'ancienne muraille, de manière qu'il ne se pourra faire aucune extension du Continent de la Morée dans la Terre ferme ni au delà des Confins de cette Province.

II. Comme la Terre ferme est sous la domination du haut Empire elle demeurera entièrement en la possession dudit Empire, dans l'état qu'elle étoit au commencement de la dernière Guerre. La Forteresse de Lepante sera évacuée par la République de Venise & le Châteaunommé Romelie sera démolit du côté de Lepante; on démolira pareillement la Forteresse de Prevesa & on laissera de ce côté-là la Terre ferme en son premier & entier état.

III. L'Isle de Sainte Maure avec sa Forteresse, le Cap du Pont nommé Peraccia, sans qu'il puisse s'étendre plus avant dans la Terre ferme, & l'Isle de Leucate, attachée à Sainte Maure resteront en la possession & Seigneurie de la République de Venise.

IV. L'Evacuacion de Lepante, & la demolition du Châteaunommé Romelie & de Prevesa, s'exccuteront incontinent après que les Limites de la Dalmatie auront été réglés; & cependant pour empêcher toutes sortes d'hostilités, & même pour en retrancher toutes les occasions, les Garnisons des trois Places susdites n'en sortiront point. Elles se contindront dans les Fortifications d'icelles, & ne feront aucunes courses dans la Terre ferme, & n'y pourront rien prétendre

ANNO
1699.

ANNO 1699. eicurione nella Terraferma, né veruna pretensione, per
qualivoglia pretesto; e gli abitanti delli sudetti luoghi
possono restare, o partire secondo che vorranno, sen-
za usarsi alcuna violenza.

V. Li Golfi che si trovano fra la Terraferma, e Morea
restaranno all'uso commune, obligandosi l'una, è l'al-
tra parte di conservarli immuni e franchi, da qualivog-
lia cattiva gente.

VI. L'Isola dell' Arcipelago, e di quelle Mari res-
taranno in quello stato ch'erano avanti il principio di
questa ultima Guerra nel possesso dell' Eccello Imperio;
né si prenderanno della Repubblica Carazzi, o sia-
no Contribuzioni, o altro introdotto nel tempo della
presente Guerra.

VII. Per l'avvenire l'Eccello Imperio non pretenderà
dalla Repubblica di Venezia per l'Isola di Zante, né dal-
li suoi abitanti alcuna pensione passata, o futura. L'Isola
di Egina con la sua Fortezza, come adiacente alla Mo-
rea e posseduta della Repubblica di Venezia rimarà col
suo presente stato nel possesso e Dominio dell' istessa
Repubblica.

VIII. Nella Dalmazia le Fortezze di Chnin, e Sing,
e Ciclut, e Gabella, essendo al presenti nel possesso e
Dominio della Repubblica di Venezia restaranno nel pa-
cifico possesso, e Dominio della medesima, ma poiche
si devano porre li limiti in tale forma, che li possessi
restino chiari, e li sudditi d'ambe le parti in quiete, e
tranquillità, né si possa venire a qualivoglia imaginabile
differenza, che possa in alcuna maniera disturbare la
tranquillità delli confini, si è accordato, che dalla For-
tezza di Chnin, alla Fortezza di Verlica, e da questa
alla Fortezza di Sing, e da questa alla Fortezza di Du-
are, detta Zadvaria, e da questa alle Fortezze di Ver-
goraz, e parimente da questa, alla Fortezza di Ciclut
e Gabella, si tirino linee rette, e si separino li confini,
si che dentro le dette Linee verso il Dominio Veneto,
e il Mare, tutte le Terre, e li Distretti, con i Castelli,
Forti, Torri, e Luoghi chiari restino nel solo possesso,
e Dominio della prememorata Repubblica, e le Terre, e
Distretti, che faranno fuori della detta linea restino nel
possesso & Dominio dell' Eccello Imperio, con i Cas-
telli, Forti, Torri, e Luoghi chiari essistenti in quel-
li, e non si permetterà per l'avvenire alcuna estension-
e, o dilatazione, o restrizione né dall' una, né dall'
altra parte, e le dette Linee secondo l'habilità delli
Luoghi si faranno chiare, e manifeste, con li termini
ò di Colli e boschi ò di Fiumi, e aque correnti, e ove
il luogo non darà Pevidenza, si poneranno segni di
foste, o pelli, o Colonne, come fra li Commissarii
d'ambe le Parti destinati a questa designazione di comun
concerto, si trovarà a proposito; e perche dette For-
tezze nel possesso della Repubblica habbiano anche in
fronte conveniente spaccio di territorio, alle Fortezze
di Chnin, Verlica, e Sing, e Duare, e Vergoraz, e
Ciclut, s'assegnarà delli Commissarii lo spatio di un ora
di Paese con rettitudine, o linea semicircolare, con-
forme lo permetterà, o lo richiederà la convenienza del
terreno, la Fortezza di Chnin haverà il suo fianco ver-
so le parti di Croatia fin al confine del Cesareo Domi-
nio, senza verun pregiudizio delli tre Dominii, che ha-
veranno in quella parte li termini delli loro confini, ma
fi

dre sous quelque prétexte que ce puisse être. Il sera **ANNO**
aussi permis aux habitans desdits lieux d'y rester ou **1699.**
d'en sortir suivant qu'ils le jugeront à propos, sans
qu'il leur soit fait la moindre violence.

V. L'usage des Golfes qui sont situés entre la Ter-
re ferme & la Morée sera commun entre les deux
Puissances, & l'une & l'autre des deux Parties s'o-
blige de les conserver francs & de les purger de toutes
sortes de brigands & de personnes nuisibles.

VI. Les Iles de l'Archipel, & de ces Mers res-
teront sous la domination du haut Empire en l'état
qu'elles étoient avant le commencement de cette der-
nière Guerre. On n'exigera des Sujets de la Répu-
blique aucuns Tributs nommez Caraches, & il ne
s'y levera aucunes contributions, ni aucuns des an-
tres Impôts qui y ont été introduits durant la pré-
sente Guerre.

VII. Le haut Empire n'exigera à l'avvenir de la
République de Venise pour l'Isle de Zante, ni de ses
habitans aucune pension ni pour le passé ni pour le
futur. L'Isle d'Egina avec sa Forteresse, étant voi-
sine & adjacente à la Morée, & présentement possédée
par ladite République demeurera en la possession d'i-
celle en l'état qu'elle est présentement.

VIII. Les Forteresses de Chnin, de Sing, de Ci-
clut, & de Gabella situées dans la Dalmatie, étant
présentement possédées par la République de Venise,
elles demeureront à l'avvenir sous la domination de
la même République pour en jouir paisiblement: mais
comme on doit fixer les Limites de cette Province si
exactement, & si clairement qu'on ne puisse plus en
douter à l'avvenir, pour la conservation du repos &
de la tranquillité des Sujets des deux Parties & pour
prévenir tous les différens imaginables qui pourroient
troubler de quelque maniere que ce pût être le re-
pos des Frontières, on est convenu que depuis la For-
teresse de Chnin, jusqu'à celle de Verlica, de celle-
ci à la Forteresse de Sing, de cette dernière à cel-
le de Duare autrement dite Zadvaria, de celle-ci
à celle de Vergoraz, & semblablement de Vergoraz
à la Forteresse de Ciclut & de Gabella, on tirera
des lignes droites pour faire la séparation des confins,
de maniere qu'entre lesdites lignes en tirant vers les
Terres de la Domination des Venitiens & du côté de
la Mer, toutes les Terres, & les Cantons avec les
Châteaux, Forts, Tours & lieux fermes seront seu-
lement possédés par la République ci-dessus nommée;
& à l'égard des Terres & Cantons qui seront hors
de ladite ligne ils demeureront en la possession & sous
la domination du haut Empire; avec tous les Châ-
teaux, Forts, Tours & Lieux fermes qui y sont
compris; & il ne sera permis en aucune maniere d'en-
dore, ni de diminuer les Frontières de part ni d'autre.
Lesdites lignes seront marquées clairement & dis-
tinctement selon la disposition des lieux, par le moyen
des Collines & des Bois, ou celles des Rivières &
des Eaux Courantes; & lorsque le lieu ne sera pas
connoître évidemment lesdites limites, elles seront mar-
quées par des Fossés, des Pieux, & des Colones,
ainsi que les Commissaires nommez par les Parties
pour regler de concert lesdites Frontières, le jugeront
à propos: & afin que lesdites Forteresses qui demeu-
rent en la possession de la République aient devant el-
les un espace de Territoire convenable, les Commis-
saires marqueront autour des Forteresses de Chnin, de
Verlica, de Sing, de Duare, de Vergoraz & de Ci-
clut une Banliène ou espace de Pais d'une heure de
chemin en droite ligne, ou en demi-Cercle, selon
que la disposition du terrain le permettra ou le deman-
dera. La Forteresse de Chnin présentera son flanc du
côté de la Croatia, jusques aux confins des Terres de
l'Empereur, sans porter aucun préjudice aux trois
Puissances dont les frontières confineront aux limites
susdites; mais on sera toujours obligé de garder in-

ANNO li haverà sempre da offervarli il jus accordato a cadaun
1699. di queſti tre Dominii per queſta univerſale Pace.

La ſudetta linea ſ'offervarà dell' una, e dell' altra parte; ma le vicino ò dentro di quella, veniſſe a reſtare qualche Fortezza dell' Eccellſo Imperio, reſtando nelle ſpalle di queſta il ſuo territorio intero, nella fronte ſemicircularmente, haverà da godere il terreno poſto dentro la circonferenza, parimente dello ſpaccio d'un ora. E per la Fortezza di Ciclur parimente nella fronte ſi darà il territorio dello ſpaccio d'un ora, e nel fianco fuori della linea lo ſpaccio di due ore di terra, tirandoſi una linea retta ſin al Mare, in queſta forma, e regola, eſſendo diſtinto il confine, e poſti i termini, e ſeparate le terre da poſſedarſi, ſi offervaranno inviolabilmente, & ſenza veruna mutatione, e ſe alcuno mai haverà l'ardire di violare qualche ſegno, ò di tranſgredire qualche termine, è gli Officiali ancora, che mancaranno nella dovuta cura, col meritato caſtigo, delli delinquenti, tanto dall' una, quanto dall' altra parte, faranno ſeveramente puniti; è ſe à caſo i Commiſſarii haveſſero, che incontro di qualche difficoltà, non poteſſero accordarſi, informaranno i loro Patroni ſinceramente e realmente, à ſinche per gl' officii delli Rappreſentanti della M. Ceſ. e Britannica, e degli altopotenti Stati Generali delle Provincie-Unite preſenti alla ſalida Porta, ſi deſignifica amichevolmente, e per ſimil, ò altra qualſivoglia differenza di confine non ſi venirà à alcuna hoſtilità, ne ſi intorbiderà la quiete delli Sudditi, ne ſi intenderà alterata la Pace conchiuſa con l'Eccellſo Imperio.

IX. Il Territorio, e li Diſtritti della Signoria di Ragufa faranno continuati con i Territorii, e Diſtritti dell' Eccellſo Imperio, levandoli ogni oſtacolo ch'inpediſce la continuatione, e la comunicazione delle Terre, della detta Signoria con le Terre del medefimo Imperio.

X. Nella vicinanza di Cattaro, Caſtelnuovo, e Riſano eſſendo attualmente nel poſſeſſo, e Dominio della Republica di Venezia, reſtino nel pacifico poſſeſſo, e Dominio della medefima Republica, con le loro Terre. E iſteſſo ſ'intenda per qualunque altra Fortezza in quella parte eſiſtente, attualmente nel poſſeſſo della medefima; e li Commiſſarii che faranno diſtinati, dall' una, & l'altra parte, ſiano d'eſperimentati probirà, à ſinche ſenza alcuna propria paſſione, giudicando realmente queſto importante affare; anco in quella parte ſeparino li Territorii, e li diſtinguano con evidenti ſegni, ſi che ſi levi l'occaſione d'ogni torbidezza, ma da quella parte ancora ſi avvertiſca, che non ſi interrompa la continuatione intiera delle Terre di Ragufa con quelle dell' Imperio.

XI. Dovendoſi cominciare la deſignatione del confine d'ambe le parti in Dalmatia, e nella parte di Cattaro, al primo tempo, che farà commodò; li Commiſſarii deputati à queſta opera, corriſpondendo con previi aviſi; faranno la loro congiunzione in luogo conveniente, con committiva di Gente Militare ben ſi; ma pacifica, e quieta d'ugual numero; e con l'aiuto d'Idio comminciaranno la loro funzione dal giorno dell' Equinoctio, cioè 21 di Marzo dell' anno corrente, ed

violabilmente il droit qui appartient à chacune des trois ANNO
Puiffances ſuſdites, ſuivant les Conventions de cette 1699.
Paix univerſelle.

Les deux Parties ſ'en tiendront également à la Ligne ſuſdite; que ſ'il arrivoit que dans le voiſinage de cette Ligne, ou dans la Ligne même, il y eut quelque Fortereſſe de la dépendance du haut Empire, le territoire ſitué derrière cette place lui reſtera tout entier, & on lui marquera de front en ligne circulaire un eſpace de terrain pris dans la circonſerence de ladite Ligne, & qui aura pareillement une heure d'étenduë. Pour ce qui regarde la Fortereſſe de Ciclur, on lui assignera ſemblablement de front une Baillié de l'eſpace d'une heure, & du côté du flanc un eſpace de deux heures de chemin hors de la Ligne, en tirant une Ligne droite juſqu'à la Mer; & lors que les limites auront été fixées, les bornes poſées & les Territoires ſéparés en la forme & maniere ſuſdite pour demeurer de cette ſorte en la poſſeſſion de l'une & de l'autre des Parties, lesdites bornes ſeront obſervées inviolablement & ſans y apporter le moindre changement; & ſi jamais il arrive à qui que ce ſoit d'avoir la hardieſſe de violer les marques deſdites frontiéres, ou de paſſer au delà des limites; & que les Officiers même manquent à remplir leur devoir & à apporter tout le ſoin néceſſaire à cet égard, en châtiât les delinquans ſelon leur merite, ils ſeront punis ſévèrement tant d'une part que d'autre. Et au cas que les Commiſſaires trouvent quelques difficultés, & qu'ils ne puiſſent ſ'accorder entr'eux, ils en informeront fidèlement & exactement leurs Maîtres, afin que ces differens ſe puiſſent terminer à l'amiable par les bons offices & la Médiation de ceux qui reſpreſentent Sa Maieſté Impériale & les Seigneurs Médiateurs à la Porte Ottomane.

IX. Le Territoire & les dépendances de la Seigneurie de Ragufe ſeront joints aux Territoires & Cantons du Haut Empire, & on levera tous les obſtacles qui empêchent la jonction & la communication des Terres de ladite Seigneurie avec les Terres du même Empire.

X. Caſtelnuovo & Riſano qui ſont dans le voiſinage de Cattaro étant actuellement en la poſſeſſion & ſous la Seigneurie de la République de Veniſe, elle demeurera dans la jouiſſance paſſible deſdites Places & de leurs Territoires. Ce qui doit ſ'entendre pareillement de quelque autre Fortereſſe que ce puiſſe être, ſituée dans ce Canton, & dont la même République eſt actuellement en poſſeſſion; & les Commiſſaires qui ſeront députés de part & d'autre doivent être choiſis entre des perſonnes d'une probité reconnue, afin que n'étant prévénus d'aucune paſſion ni d'aucun intérêt particulier, ils puiſſent décider cette importante affaire avec toute l'équité poſſible, en faiſant la ſéparation des Territoires de ce Pais, & en faiſant connoître leurs limites par des marques évidentes, de manière qu'on puiſſe retrancher toutes ſortes d'occaſions de troubles & de démêlés entre les deux Parties; mais que l'on donne encore avis de ce côté-là que la proximité des Terres de Ragufe avec celles de l'Empire Ottoman ne doit point être interrompue.

XI. Et d'autant que la fixation des limites des deux Parties doit commencer par la Dalmatie, & du côté de Cattaro, d'abord que le tems ſera favorable, les Commiſſaires députés pour cet effet, ſ'en donneront des avertiſſemens réciproques, & ſ'asſembleront dans un lieu propre & convenable à une telle Action, accompagnés de part & d'autre d'un pareil nombre de gens armés, mais toutefois paſſibles & nullement enclins à cauſer du trouble; lesdits Commiſſaires commenceront avec l'aide de Dieu leur fonction & leurs conférences le premier jour de l'Equinoxe, c'eſt-à-dire le 21 de Mars de l'année courante, & ils em-
ploie-

ANNO
1699.

ed adopereranno ogni diligenza nella distinzione dell' uno e dell' altro confine delle sudette Parti; a finche con prestezza finiscono nel termine di due mesi, o più presto se li può fare.

XII. Quanto piu è desiderata la fermezza dell' amicizia e la quiete delli Sudditi d'ambe le Parti, tanto piu devono esser ugualmente abominati quelli che portati dal reprobò loro genio, ò costume anco nel tempo di Pace, con ladronezzi, & altri hostili esercitii, intorbidano la tranquillità del confine; perciò ne dall' una, ne dall' altra parte, si darà ricetto, ò fomento, à tali forusciti, di qualsivoglia sorte, ma saranno perseguitati, presi, e consegnati, acioche ad essemplio d'altri sieno col meritato castigo puniti; e farà, per l' avvenire proibito l'appoggio, & il mantenimento di questi mali huomini.

XIII. A cadauna delle Parti sia lecito di rifarcire, riparare, & fortificare le polledute Fortezze, ma non già di fabricarne di novo, altre Fortezze apresso il confine, ò le demolite Fortezze dalla Republica di Venetia nelle sponde della Terra ferma per la commodità; però alli Sudditi sia lecito di porre Borghi, e Villaggi per tutto; osservandosi tra di loro pacificamente ogni buona corrispondenza, e vicinanza, e contenendosi nelle proprii termini; e se à caso succedesse fra loro alcuna differenza, subito convenendo li Prefetti del confine d'ambe le Parti amichevolmente, e con ogni giustitia levino l'occasione di qualsivoglia contrasto.

XIV. Tanto per la Religione, e per la Libertà, e permessa delli Schiavi, quanto per il Traffico, s'osservarà lo Stile, e tenore dell' antecedenti Capitulationi, e sarà lecito all' Ambasciatore della Republica di portarne le sue ulteriori Istanze al Soglio Imperiale. In tanto circa il Traffico sieno confirmati anco per questa Pace, li Sacri Commandamenti Imperiali concessi per avanti alla Republica, & il Traffico haverà da godere la sua forma, ch'haveva avanti questa ultima Guerra, li Mercanti della Nazione Veneta tutti li Privileggi che le sono stati concessi.

XV. Sin al giorno dell' immediate sottoscritioni fra li Plenipotentiarj dell' Eccello Imperio, e della Republica di Venetia dal giorno della sottoscrizione delli Plenipotentiarj di S. M. Cef. & di Polonia dell' accordato per la Republica, deve cessare ogni Hostilità d'ambe le Parti tanto per Terra, quanto per Mare, ed osservarsi ogni buona Corrispondenza, & afinche li Rettori d'ogni confine habbiano la Notitia di questo Armistitio, si pone per le Parti di Bosnia, & Albania, & Dalmatia, il termine di 30. giorni, e per le Parti dell' Isola di Candia, e di Morea, e gl'altri confini di quelle Parti si pone il termine di giorni 40. doppo e dentro li quali termini al possibile dal canto dell' Eccello Imperio, ò dal canto della Republica di Venetia, non si contravvenirà ad alcuno di questi Articoli, che si potranno osservare; in oltre si concede alli Sudditi una vera & universale Amnestia e qualsivoglia loro fatto, ò delitto commesso in tempo di Guerra, passando in totale obliuione, niuno d'eili, come delinquente, farà per l' avvenire castigato, ò molestato.

XVI.

ployeront tout le soin & toute la diligence possible à faire la distinction des confins des deux Parties; en sorte qu'ils en puissent achever entièrement la separation dans le terme de deux mois, ou plutôt s'il se peut.

ANNO
1699.

XII. Et comme lesdites deux Parties ont témoigné réciproquement un desir ardent de lier entr'elles une amitié ferme & constante, & de procurer la tranquillité de leurs Sujets, elles doivent avoir d'autant plus d'aversion de ces sortes de personnes, lesquelles animées d'un esprit de troubler la tranquillité des frontières par des brigandages, & par d'autres espèces d'hostilités: c'est la raison pour laquelle on ne donnera ni de part ni d'autre aucun asile, ni protection à pareils transgresseurs de quelque qualité qu'ils puissent être; au contraire ils seront poursuivis, arrêtés & emprisonnés, pour être punis selon leur merite, afin de servir d'exemple aux autres: & il sera défendu à l'avenir de donner aux autres appui ni protection à ces sortes de gens.

XIII. Il sera permis à chacune desdites Parties de rétablir, reparer & fortifier les Forteresses qui sont en leur possession; mais non pas d'en bâtir de nouvelles auprès des Frontières, ni de rebâtir celles qui ont été démolies par la République de Venise sur les confins de la Terre ferme pour sa commodité. Il sera permis aux Sujets desdites Parties de bâtir partout des Bourgs & des Villages, à condition de vivre entr'eux dans une parfaite correspondance, & comme bons voisins & amis, en se contenant exactement dans leurs propres limites: Que s'il arrive entr'eux quelque différent, les Gouverneurs des Frontières tant d'une part que d'autre en seront informez amiablement, afin qu'ils retranchent le plus équitablement qu'il sera possible toute sorte d'occasion de Dispute.

XIV. Pour ce qui regarde la Religion, la Délivrance & l'Echange des Eslaves, & en ce qui concerne le Commerce, on observera les Conditions du dernier Traité selon leur forme & teneur, & il sera permis à l'Ambassadeur de la République de faire à cet égard de nouvelles Instances au Trône Impérial. Ainsi à l'égard de la Religion, de la Délivrance des Eslaves, & du Commerce, les sacrez Edits Impériaux ci-devant accordez à la République, seront confirmés par le présent Traité de Paix; & le Trafic s'exercera de la même manière qu'il se pratiquoit avant cette dernière Guerre, & les Négocians de la Nation Vénitienne jouiront de tous les Privileges qui leur ont été accordez ci-devant.

XV. Depuis le jour de la signature faite par les Plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale, & de Pologne, de ce dont on est convenu pour la République de Venise, jusques au jour de la signature immédiate du Traité conclu entre les Plénipotentiaires du Haut Empire & de la République, toutes Hostilités cesseront tant par Terre que par Mer, & les Sujets des Parties vivront en bonne Amitié & Correspondance: & afin que tous les Gouverneurs des Frontières soient informez de cette suspension d'Armes, les Parties sont convenues d'un Terme de 30. jours pour les Provinces de Bosnie, d'Albanie & de Dalmatie; & d'un Terme de 40. jours pour l'Île de Candie & pour la Morée, & les autres Frontières qui sont du même côté; durant lequel espace de tems le Haut Empire & la République de Venise feront chacun de son côté tout leur possible, pour empêcher qu'on ne contrevienne à pas un desdits Articles qui seront exécutés, autant qu'il sera possible. De plus on accorde à tous les Sujets tant d'un côté que d'autre une sincère & générale Amnistie quelque Action & Crime qu'ils puissent avoir commis en tems de Guerre, & qui sera entièrement mis en oubli; & aucun d'eux ne sera recherché, inquiété ni châtié à l'avenir comme delinquant.

ANNO
1699.

XVI. La Duratione della presente Pace con l'Eccellso Imperio della Republica di Venetia si determinarà, quando si verrà alla stesà degli Instrumenti & alla immediata Sottoscrizione delli Plenipotentiarj d'ambè le Parti nella forma che si dichiarerà doppo questi Articoli; e parimente si tratterà degli Articoli ch'appartengono all' maggiore stabilimento dell' Amicitia, e buona Corrispondenza.

Post quæ omnia tandem jam inter nos ita conventum ac stipulatum est præiens hoc Instrumentum, ut si interea temporis quondam nos hic adfuerimus, prædictus Plenipotentiarj Venetus sese ad Acceptationem & Subscriptionem resolverit, possit ipsemet illico, & sine dilatione exarare tenorem totius Instrumenti, & propria Subscriptione, proprioque Sigillo firmare, ac nobis tradere, & compar à nobis Instrumentum nostris item Subscriptionibus & Sigillis munitum sibi traditum suscipere, ita tamen ne supra positi Articuli perturbentur aut permutentur aut restringantur, vel amplificentur, sed tantummodo quæ ad majora renovatæ Amicitie officia pertinere videntur, mutuo consensu addantur, Articulis Locorum & Limitum nequaquam immutatis.

Quod si prædictus Legatus Plenipotentiarj Reipublicæ Venetæ nobis hinc discedentibus, re sua quantum ad se, indeterminatè remaneret, permititur vi istius Instrumenti præemortuæ Reipublicæ, ut intra spatium triginta dierum à die conclusionis hujus almæ Pacis, possit ratificare hoc Instrumentum, & Ratificationem suam Mediatoribus Legatis transmittere, Articulos etiam ad Amicitia reciproca officia extendere, & præsentis Tractatus Viennæ à die adventus solennis Legati Excellsi Imperii, per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem intra spatium duorum mensium plene perficere, sin vero eadem Respublica Articulis supra recensitis minus acquieverit, item Viennæ eadem inelucta perseverante Mediatione, & præseunte uno aut altero ex Cæsaris Ministris Plenipotentiaris, Legati utriusque Partis poterunt hosce Tractatus reassumere ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut jam semel statutum mutuo consensu Partium fundamentale Instrumentum in omnibus & per omnia ex æquo utriusque religiose & inviolabiliter observetur atque colatur (neque Articuli, in hoc præsentis Instru-

XVI. La durée de la présente Paix entre le Haut Empire & la République de Venise, se déterminera, lorsqu'on sera la Délivrance des Actes du présent Traité, & que les Plenipotentiaires des deux Parties procéderont à la signature immédiate dudit Traité, en la forme & manière qui sera déclarée ensuite desdits Articles; & l'on conviendra semblablement des Conventions que l'on jugera nécessaires pour affermir de plus en plus l'amitié & la parfaite Correspondance des Parties.

ANNO
1699.

mento recensiti, in dubium revocentur, aut uni Parti magis, quam alteri adjumento sint) præterea intra spatium sex mensium à die qua solennis Legatus Excellsi Imperii Viennam advenit, juxta Conditiones toties fatis præliminaris & fundamentalis vicissim acceptati Instrumenti, debeat Legatus Plenipotentiarj Venetus Viennæ Tractatus suos absolvere, perficere, & concludere, ac permutare valida ad hoc necessaria utrique Parti Instrumenta, atque ita Respublica etiam Veneta huic almæ Paci includi, observato interea juxta rationem in Articulis supra insertis declaratam utrinque Armistitio, amotisque vicissim Terra Marique quibusvis Hostilitatibus & Offensionibus & nulla admittis Articulorum hic statutorum Contraventione. Quod si neque hoc prænominate Reipublicæ placuerit, post supra statutum Terminum incumbat eidem, rem suam sive Belli, sive Pacis per se gerere, nec propriam hac in re culpam alii, quam sibiipsum imputare; atque cum præceptis Domini Extraordinarii & Plenipotentiarj Legati Cæsaræ Majestatis ac Poloniarum, Testibus etiam Legatis Plenipotentiaris Mediatoribus, Latino sermone descriptum validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis firmatum, vigore Autoritatis & Facultatis sibi concessæ, ac Deputationis fatis nobis tradiderunt; nos quoque, vigore Facultatis, & Autoritatis, ac Plenipotentiæ, & Deputationis nostræ, validum & legitimum hocce Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis signatum extradidimus. Exaratum die vigesimo quarto mensis dicti Reciep anno 1110.

Subscriptum erat,

MEHEMET RAMI ALESSANDRO MAUROCORDATI
Magno Cancellario. di Scarlato.

(L.S.)

(L.S.)

CCXI.

26. Janv. Instrumentum Cæsareum & Polonicum Pacis inter MUSTAPHA HAN Turcarum Sultanum & Serenissimam Rempublicam VENETAM stabilienda & servanda; quò, ob defectum Legati Veneti, se excusantis, Legati Cæsari & Poloniarum Venetarum sagunt, ac nomine Serenissimæ Reipublice Conditiones Pacis ineunt, relicto eadem certo Temporis spatio, ad eas acceptandum vel rejiciendum. Actum in Congressu Caroloviti in Sirmio die 26. Januarii 1699. Cum APPROBATIONE & Subscriptione Mediatorum. Sequitur ACCEPTATIO & Ratificatio Serenissimæ Reipublice Venetæ; Data in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. [Tiré de la Chancellerie Imperiale Aulique de Guerre.]

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

Notum sit omnibus, & singulis quorum interest, quod posteaquam ad reducendam Populorum tranquillitatem ab aliquot annis Bello turbatam & renovandam Amicitiam inter Excelsum Ottomanicum Imperatorem, & Serenissimam Venetorum Rempublicam, medianibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe ac Domino Guiljelmo Tertio Magnæ Britannia, Franciæ & Hiberniæ Rege, ut & Excellis, ac Præpotentibus Generalibus Uniti Belgii Ordinibus Declaratio Pacis propolita sit, eumque in suum Congressus inter Plenipotentiarj utriusque Partis Carlowitz in Sirmio, intervenit Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Guiljelmi Paget, Baronis de Beaufort, Serenissimi Regis Bri-

tanniæ, & Domini Jacobi Coljer, Celsorum ac Præpotentium Federati Belgii Ordinum, amborum apud Portam Ottomanicam Oratorum, & ad Pacem hanc restabiliendam Legatorum Plenipotentiariorum Mediatorii muneris Officia, sedulo, ac integerrimè peragentium institutus permutatusque hinc inde Plenipotentiis continuatus fuerit. Illustrissimus vero & Excellentissimus Dominus Carolus Ruzini Eques supradictæ Reipublicæ Serenissimæ Legatus Plenipotentiarj, in multis Sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiam si ad considerationem fat temporis eidem superfuisset, nihilominus ob varias quæ sibi occurrerunt Difficultates post fatis amplum etiam temporis spatium in Tractu suo progredi non potuerit. Nos infra scripti Sacræ Cæsaræ Majestatis, & Sux Regiæ Majestatis Poloniarum Legati Extraordinarii & Plenipotentiarj extremum concessæ Prorogationis Terminum & absolvendi Tractatus necessitatem imminere videntes, ex Obligatione præliminaribus ad hunc Congressum punctis, opera antedictorum Dominorum Mediatorum, & omnium Nostrum consensu statuis, debita præsentem conservata ratione, per Articulum 3. declarata, Pacem Serenissimæ Venetorum Reipublice promovere cupientes, Tractatus pro modo fata Republica assumptus, & habito respectu, ad solenne Pacis hujus Fundamentum antehac inter Cæsaræam Majestatem, Rempublicam Venetam, & Excelsum Imperium tanquam validum, & inviolabile statutum, meliori quo potuimus modo Tractatus cum Illustrissimis & Excellentissimis Portæ Ottomanicæ Legatis Plenipotentiaris Dominis, Domino Mehmet Effendi, Supremi Imperii Ottomanici Cancellario, & Domino Maurocordato, ex Nobili stirpe de Scarlati mox dicti Imperii Consiliario, & intimo Secretario, sexdecim Articulos, eò, quò sequitur tenore & conditionibus ad finem appositis servandos mutuo consensu conclusimus.

Fiat

ANNO

1699.

Fiat insertio.

POst quæ omnia cum supramemoratis Excelli Imperii Ottomannici Legatis ulterius quoque ita conventum est, ut quamdiu jam dicti Domini Legati hic adfuerint, si Dominus Legatus Venetus sese ad Acceptationem infertorum superius Articulorum resolverit, possit illico eosdem in Instrumentum redigere, illudque propria Subscriptione Sigilloque munitum Dominis Plenipotentiaris Ottomannicis extrudere, & compar vicissim ab eisdem subscriptum signatumque recipere, ea tamen lege, ne præterquam in illis quæ ad Amicitie majoris officia pertinere videbuntur, supra recensitos Articulos quoad Limites & Loca nec alia quapiam ratione immutare, restringere, ampliare, aut permutare liceat; Quod si discedentibus hinc Dominis Excelli Imperii Ottomannici Legatis, eundem Dominum Legatum Venetum quantum interest rebus adhuc suis indeterminatis remanere contigerit, permittitur sæpeditæ Venetorum Reipublicæ ut intra spatium triginta dierum, à die conclusæ hujus universalis almæ Pacis possit ratificare hoc Instrumentum & Ratificationem suam Dominis Legatis Mediatoribus transmittere, Articulos quoque ad renovandæ Amicitie reciproca officia extendere, & præsentis Tractatus Viennæ à die Adventus solennis Legati Excelli Imperii Ottomannici per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem, intra spatium duorum mensium plene perficere.

Sin vero eadem Reipublica Articulis supra recensitis minus acqvieverit, iterum Viennæ eadem incitata perseverante Mediatione & præsentē uno, aut altero ex Cæsareis Ministris Plenipotentiaris, Legati utriusque Partis poterunt hosce Tractatus reassumere, ac dirigere, his tamen Conditionibus, ut antehac statutum mutuo Partium consensu præliminare & fundamentale Instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo religiose, & inviolabiliter observetur, atque colatur, neque rum Articuli Pacis in hoc præsentī Instrumento recensiti uni Parti magis quam alteri adjumento sint.

Præterea intra spatium sex mensium à die quæ solennis Legatus Excelli Imperii Ottomannici Viennæ advenit, juxta Conditiones toties fati præliminaris, & fundamentalis vicissim acceptati Instrumenti debeat Legatus Plenipotentiaris Venetus Viennæ Tractatus suos absolovere, ac valida desuper, & necessaria utrinque Instrumenta permutare, atque ita Reipublica etiam Venetiarum huic almæ Paci includi, observato interea juxta rationem in Articulis hic suprapositis declararam utrinque Armistitio, amotisque vicissim Terra, Marique quibusvis Hostilitatibus, & nulla admittā Articulatorum hic stabilitorum Contraventione. Quod si neque intra supra statutos Terminos prænominata Reipublica Tractatus suos potuerit ad finem perducere, incumbat soli Reipublicæ suis rebus ultro prospicere, super quibus omnibus hucusque declaratis, & concordatis ritè recteque observandis, cum prærepetitū sæpius Domini Excelli Imperii Ottomannici Legati Plenipotentiaris vigore suæ Facultatis & Auctoritatis, & Plenipotentiz, & Deputationis, validum & legitimum Instrumentum propriis Subscriptionibus & Sigillis munitum nobis tradiderint: Nosque Sacræ Cæsareæ, & Regis Poloniæ Majestatis Legati extraordinarii & Plenipotentiaris vigore Cæsareæ Majestatis & Serenissimi Regis Poloniarum generalis nostræ Facultatis, assistentibus etiam, & attestantibus Dominis Legatis Plenipotentiaris Mediatoribus præfens Instrumentum in majorem fidem, & Conditionum Pacis pro incitata Venetorum Reipublica officiis nostris promotum & supra enarrato modo conclusarum firmitatem Subscriptionibus pariter propriisque Sigillis nostris apposis corroboremus.

Acta hæc sunt in Congressu Carlovitii in Sirmio sub tentorii die 26. Januarii 1699.

WOLFGANGUS C. AB OTTING.
(L.S.)

LEOPOLDUS C.
SCHLIK.
(L.S.)

S. MATACHOUSKI. (L.S.)

Hæc præmissa coram nobis & Subscriptionē Mediatoris nostra ita acta conclusa & firmata esse,
TOM. VII. PART. II.

vigore publici muneris nostri pariter Subscriptionē & Sigillorum nostrorum appositione attestatur & firmamus, anno & die ut supra.
ANNO 1699.

GUILIELMO PAGET. (L.S.) J. COLJER. (L.S.)

Exemplar Formule adjuncta à Serenissima Repubblica Veneta pro Ratificatione Instrumenti Pacis.

SYLVESTER Valerio Dei Gratiā Dux Venetiarum, &c.
Notum facimus & attestatur, quod die 26. Januarii 1699. more Imperii, in Congressu Pacis factō Carlovitz, sancitum est Instrumentum tenoris subsequēntis.

Inseratur Instrumentum.

Conclusio.

NOs igitur Capitula sexdecim supradicta Pacis inter Serenissimum Multapha Turcarum Imperatorem & Rempublicam Nostram à Senatu Nostrō omnino rata & grata habemus, spondentes in verbo supradictæ Reipublicæ Articulos eosdem omnes & singulos inviolabiliter observare, nec pro viribus passuros ut à quopiam violentur. In quorum fidem hæc Nostræ fieri jussimus, manque nostra subscriptimus & Sigillo Nostrō Ducali corroboremus, in Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. M. V.

SYLVESTER VALERIO Dux Venetiarum.

Sigillum Ducale pensile
est in argento.

AGOSTINO BIANCHI
Secretario.

CCXII.

Successions-Vergleich zwischen Albrecht zu 6. Avril.
Coburg/ Bernhard zu Meinungen /
Heinrich zu Römhild/ Christian zu
Eisenberg/ Ernst zu Hildburghausen/
Johann Ernst zu Saalfeldt/ und Fried-
rich zu Gotha/ allerseits Herzogen zu
Sachsen/ Vermög dessen der Herzog
von Gotha verspricht/ seinen an dem
sich erledigenden Fürstenthum Coburg
habenden Antheil/ dem Herzog Bern-
hard zu Meinungen gegen Geld oder
Revenuen zu überlassen; welches auch
Römhild/ Eisenberg/ Hildburghau-
sen und Saalfeld thun sollen; darge-
gen stipulirt sich der Herzog von
Gotha/ daß Ihm die auch auff dem
Erledigungs-Fall stehende Eisenbergi-
sche und Römhildische Portiones ge-
gen Geld oder Revenuen unter ge-
wissen Bedingungen überlassen wer-
den sollen; Zu Coburg den 6. April
1699. [LUNIG Teutsches Reichs-
Archiv, Part. Spec. Abtheilung IV.
Absatz II. pag. 239, Theatrum Euro-
pæum Tom. XVI. pag. 80.]

C'est-à-dire,

Pañte de Succession entre les Serenissimes Princes Ducs
de Saxe, ALBERT de Coburg, BERNARD
de Meinungen, HENRI de Romhild, CHRIS-
TIAN d'Eisenberg, ERNEST de Hildburghau-
sen, JEAN ERNEST de Saalfeld,
& FREDERIC de Gotha, par lequel le
Mmm 2 Duc

ANNO
1699.

Duc de Gotha declare, qu'en cas de vacance de la Principauté de Coburg il cedera au Duc de Meiningen la Portion, qui lui en devoit revenir, moyennant une compensation en argent ou en Revenus, ce que feront aussi les Ducs de Römheld, d'Eisenberg, de Hildburghausen, & de Saalfeld; en consideration de quoi aussi le Duc de Gotha stipule, que si les Domaines de Römheld, & d'Eisenberg viennent vacans, les Portions des autres lui seront cedées, moyennant une semblable compensation en argent, ou en revenus. Fait à Coburg le 6. Avril 1699.

Wissen: Nachdem der Durchlauchtigste Fürst und Herr, Herr Albrecht, Herzog zu Sachsen, Jülich/ Cleve und Berg, auch Engern und Westphalen/ Land-Gräf in Thüringen/ Marggraf zu Meissen/ Gefürsteter Graf zu Henneberg/ Graf zu der Mark und Ravensberg/ Herr zu Ravensstein/ u. der Königlich Keyserlichen Majestät bestellter General-Feld-Marschal-Lieutenant, und Obrist über ein Regiment zu Fuß/ u. mit seiner Hochfürstlichen Durchlaucht, freimbl. geliebten Herren Brüdern, und respective Herren Vettern/ denen auch Durchlauchtigsten Fürsten und Herren/ Herren Bernharden zu Meiningen/ Herren Heinrichen zu Römheld/ Herren Christian zu Eisenberg/ Herren Ersten zu Hildburghausen/ Herren Johann Ersten zu Saalfeld, und Herren Friedrichen zu Gotha/ allerseits Herzogen zu Sachsen/ Jülich/ Cleve und Berg, auch Engern und Westphalen/ Land-Gräfen in Thüringen/ Marggrafen zu Meissen/ Gefürsteten Grafen zu Henneberg/ Grafen zu der Mark und Ravensberg/ Herren zu Ravensstein und resp. Donna/ u. aus tragender Sorgfalt für die Ruhe und Wohlfahrt dero gesamt Hochfürstlichen Hauses und Unterthanen/ obliegenden Seniorats und Directorii wegen/ sich Freund-brüderlich und vöterlich vernehmen/ ob dero in Gottes Händen stehenden Successions-Fälle halben/ im Fürstlichen Hause bey bermaligen Zustand desselben/ zu Verhütung aller besorgenden Fährlichkeiten und Beschwerden der Lande/ in Tragen gewisser Vergleich zu treffen seyn möchte/ und dann selches nach dem Exempel dero hochpöblichen Herren Vorfahrer auch im Reich üblichen Observanz einseitig vor gut und heilsam befinden/ auch zu dem Ende eine besondere Conferenz andero nachher Coburg veranlaßt/ und von sämtlichen vorhöchgedachten Herren Herzogen zu Sachsen Hochfürstlichen Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. Durchl. durch dero vertraute hierzu mit Instruktion und Creditiven behörig versehene Räte und Deputirte beschiet worden/ Als ist man im Namen Gottes zum Werk geschritten/ und hat nach gegessener mündlicher Handlung/ wie es bey sich ereignenden Anfall und Erledigung dero Lande mit deren possessionen-Ergriffung/ Administration und Division zu halten/ bis auf Ratification dero hohen Herren Principales/ endlich folgende Abrede genommen: Sind zwar wird es präliminariter nicht unbillig per unanimia dabey gelassen/ was dissfalls die Fürst-väterliche Disposition und Verträge des Hauses pro norma an Hand geben/ daß nehmlich die Fürstenthümer/ Herrschaften und Ämter an deren Juribus und pertinentien/ wo es sich wohl sitzet/ ungetrennt besaumen behalten/ und mit Zureichung der Gränze und Beschränkung der Lande mit fremden Oncribus keine so genaue persequation in der Theilung gesucht werde. Hiernächst ist vor jeto auf drey Fälle/ da keine Fürst-Männliche Descendenten vorhanden/ als zu Coburg/ Römheld/ und Eisenberg/ welche doch der Allerhöchste nach seiner Bernhergkeit noch lange abwenden wollte/ reflectirt worden; Da dann so viel

I. Dem Coburgischen Anfall betrifft/ Sachsen-Römheld/ Eisenberg/ Hildburghausen und Gotha/ sich hiermit dahin erklärt/ daß sie dero Ratas an selbigem ganzen Fürstenthum/ sammt allen dessen Ein- und Zugehörungen/ insonderheit des Coburgischen Reichs- und Creysz-Voti cum omni & pleno jure Regio Herren Herzog Bernhards zu Sachsen-Meinungen-Hochfürstlichen Durchl. für sich und Ihre Fürstliche Descendenten cediren/ und so viel die Theilung der Lande anlangt/ nach denen portions-Büchern hinterlassen wollen; jedoch daß ein bemeldtes Herren Herzogs Durchlaucht, und dessen Descendenten die Bestung Coburg/ nach Zufall dero/ so wohl mit dero selbst/ als Herren Herzog Albrechts Hochfürstlichen Durchlaucht. getroffenen Erb- & Theilungs-Recessen besitz/ auch vorbehaltlich der Concurrenz bey dem Privilegio, der zu Coburg binnen zweyen Jahren/ mit ges

samelter Hand zu errichtenden Academien nach eines jeglichen Fürstlichen Hauses Besugnissen. Welches alles und jedes Sachsen-Meinungen hiermit auch also vor sich und dero Fürstliche Descendenten acceptirt/ und da hingegen

II. Sich erklärt und verspricht Sachsen-Römheld und Hildburghausen/ wegen ihrer Recces-mäßigen Portionen/ mit Hennebergischen Landen cum omni onere & jure nach denen portions-Büchern/ ausgenommen des Schleisingischen Creysz-Voti und der Concurrenz bey dem Gymnasio zu Schleusing/ nicht weniger das gesammte Hennebergische Archiv zu Meinungen/ den Krimmenthal und dergleichen/ so Sachsen-Meinungen sich reservirt/ zu satisfaciren/ Sachsen-Eisenberg und Gotha aber vor ihre gleichfalls Recces-mäßige portiones gewisse nahe gelegne Reventen oder Geld/ welchen falls der Theilungs-Anschlag und Ämter wahrer Ertrag aus zwölfß bey allen dreyen Fällen auf einetley Zeit einzurichtenden Jahres-Rechnungen genommen würde/ anzuweisen/ und bis zu Abtrag des Capitals abzutreten. So lange nun bis die satisfactio mit Land und Leuten/ also auch mit Anweisung der Reventen geschehen/ bleibt jedem Theil sein jus retentionis/ und seynd obbemeldte Cedenten zu friden. Dieweilen aber die Herren Herzog Christian Durchl. des Coburgischen Anfalls wegen/ zukommende Portionen-Reventen/ dero selbst nemlich entlegen/ so wollen Herren Herzog Friedrichs Hochfürstliche Durchlauchtigkeit solche aus Freund-väterlicher Affectio von Sachsen-Meinungen übernehmen/ und hingegen höchstgedacht Herren Herzog Christian's Durchlauchtigkeit durch Abtretung gewisser nahe gelegener Land und Leute/ so viel der Eisenbergische Antheil nach denen Coburgischen Portions-Büchern/ betragen möchte/ annehmlich vergüten.

III. Bey dem Römheldischen Anfall nehmen Herren Herzog Albrechts Hochfürstl. Durchl. oder nach deren Ableben Sachsen-Gotha die Possession/ und wollen jetzt Hochsternelnde Ihre Durchl. aus sonderbarer Begierde dem Fürstlichen Hause seine Verhütung zu restituiren gegen anderweite Satisfaction, proferne selbige besonders treffender Abrede nach präskirt wird/ sich auf solchen erlebenden Fall dahin hiermit erklären/ daß sie auf dero daran zukommende Ratom. an Landen und Leuten/ das Amt Themar mit allen seinen Pertinentien/ Territorial- und andern Gerechtigkeiten/ nach dem Anschlag der Portions-Bücher/ annehmen/ zu dero Coburgischen Landen schlagen/ und sich das übrige/ was an dero Recces-mäßigen Rata ermanget/ mit Abtretung wohlgelegener Reventen oder Gelde/ nach obgemeldetem Principio regulativo eines zwölfßjährigen wahren Ertrags/ vergüten/ die übrigen Lande aber dieser Römheldischen Portion cum omni & pleno jure regio Sachsen-Gotha zur freyen Administration überlassen wollen; Nach dero in Gottes Händen stehenden Todes-Fall aber/ sie obiges Amt mit seinen Pertinentien und Juribus hinwieder an Sachsen-Gotha/ verzeßelt/ daß selbiges denen übrigen Fürstlichen Interessenten/ nach dessen wahren Ertrag/ und obigem Principio regulativo mit Reventen oder Gelde Satisfaction gebe. Sachsen-Meinungen/ Eisenberg und Hildburghausen aber cediren und überlassen hiermit/ für sich und dero Successores, dero Recces-mäßige Ratas an denen sämtlichen hinterlassenen Landen cum omni & pleno jure regio an Sachsen-Gotha/ welches hingegen verspricht/ sämtliche Cedenten/ nach eines jeden Besugniss/ mit Reventen oder Gelde/ nach obgemeldetem Principio regulativo eines zwölfßjährigen wahren Ertrags/ zu satisfaciren. Was auch bey dem Coburgischen Anfall wegen des Administration und Retention-Rechts/ bedungen/ solches wird nicht weniger bey diesem Fall unter allen allerseits hinc inde eingesandten/ und respective vorbehalten. Sollte denn der vorgeschlagene Anschlag zwischen Römheld und Saalfeld künftig hin noch geschehen/ solchensfalls wird zwar Sachsen-Gotha nach Herren Herzog Heinrichs Durchl. Ableben/ die Saalfeldische landes-portion cum omni & pleno jure regio überlassen/ und werden hingegen die anderen Fürstlichen Interessenten auf ihre Recces-mäßige Portiones mit Reventen oder Gelde/ nach dem wahren Ertrag dero abgemeldeten zwölfß Jahres-Rechnungen/ doch also/ daß die Römheldische und nicht die Saalfeldische landes-portion in Anschlag gebracht/ auch dasjenige/ was wegen der gemeinschaftlichen possessionen-Ergriffung/ welche im Saalfeldischen Sachsen-Gotha zu thun/ Administration und Retention, abgetret/ allhier gleichfalls beobachtet werde/ satisfacirt. Herren Herzog Albrechts Fürstl. Durchl. aber bekommen auf dero Ratom das Amt Krimmenthal/ mit gleichen Juribus und Conditionibus, auch bedungenen Rückfall an Sachsen-Gotha/

ANNO
1699.

ANNO Gotha / wie solches alles beym Ante Themar verabredet worden.

1699.

IV. An dem Eisenbergischen Anfall mag Sachsen-Gotha die Possession communi nomine nehmen / und erbietet sich Sachsen-Coburg gegen obbemeldete annehmliche Satisfaction, dafere selbige wirklich praestiret wird / seine Recces-mäßige Ratom an nur gemeldeten Eisenbergischen Landen und Leuten mit dero Juribus an Sachsen-Gotha / vor sich und Ihre Fürstliche Successores, über- und sich dafür mit wohlgelegenen und abzutretenden Reventen oder Geld / salvo jure retentionis bis dahin / vergütigen zu lassen. Sachsen-Weimungen / Kömhild und Hildburghausen aber haben sich / kraft dieses / mit Sachsen-Gotha auch bey diesen Eisenbergischen Anfall auf eben die Maße verglichen / gleichwie es in vorhergehenden Punkten wegen des Kömhildischen mit Cession der Lande / cum omni jure regio, dagegen bedungener Satisfaction und Retention, wie auch überlassener Administration verabredet worden.

V. Was die übrige Erbhaftes-Maßam an Cammer-Gefällen / baarem Geld / Land- und Trant- Steuern / Nachschuß-Geldern / Activ- und Passiv-Schulden / und dergleichen anlanget / werden solche nach eines jeden hohen Interessenten Bewußt / vertheilt / jedoch / daß die Land- und Trant-Steuer-Gerechtigkeit bey jeder Landes-Portion und Fürstenthum unzertrennet verbleibe.

VI. Die Versicherung der Reichs-Votum geschieht alsdann / wie bißhero / in Gemeinschafft / und wil Sachsen-Gotha / so weit es darinnen die vier jungen Fürstlichen Herren Gebiudere zu vertreten / in contextu der Vollmacht / mit der Formel: Vor Uns und Unsere freundschaftliche Herren Veneren / etc. Dero Namen hinführo exprimiren.

VII. Diejenigen / so wegen besagter dreier Anfälle denen andern / nach obigen Vergleich / an statt ihrer zugehörigen Reventen das Capital heraus zu geben haben / sollen darzu ehender nicht anzuhalten seyn / bis vorher / wosin sie wieder an Land und Leuten / dem Hause zum besten / nützlich angewendet werden / satzame Versicherung geschehen; Das Capital aber wird nach dem Fuß auf 5. pro Cento determiniret und abgetragen. Und ob gleich in denen vorhandenen Erbtheilungs-Recessen verabredet / daß / ohne Consens aller Fürstlichen Interessenten / von Land und Leuten nichts veralienirt noch verpfändet werden soll / auch / bey denen künftigen Anfällen an Landen und Leuten / oder deren Reventen / ein gleichmäßiges vor sich besorget / und fest gesetzt worden / so wurden jedoch dadurch demjenigen / so / dieser Successions-Fälle halber / obiger Abrede nach Geld heraus zu geben verbunden / unbenommen seyn müssen / zu mehrer des Werths Facilitierung / durch Aufnahme gewisser Capitalen / so viel / als in Abtragung solcher Posten nöthig seyn möchte / von Land und Leuten zu verpfänden; Zu welchem Ende dann bey begebenen Fall / auf vorher geschehene Notification allerfalls Fürstliche Interessenten / den Consens zu ertheilen hiedurch sich anerkennen.

VIII. Wann bey denen obigen Anfällen eine Fürstliche Frau Wittib hinterbleibe / so geschieht demjenigen / in dessen angefallenen Landen sie sich befindet / zu dem gebührenden Dotalität und Unterhaltung von allen Fürstlichen Interessenten / ein proportionirter Beitrag / und ist ihm deswegen satzame Versicherung durch annehmliche Reventen in Händen zu lassen.

IX. Gleichwie nun oben wegen Apprehending der Possession Abrede genommen; also soll die Obligation der Verlassenschaft an allen Orten der apert gewordenen Lande von des verstorbenen Herren hinterlassenen respectirlichen Ministri und Bedienten / mit Zuziehung eines Notarii, verrichtet / und so dann die Reliquir-Inventir- und Theilung von allerseits Fürstlichen Interessenten abzuordnenden Räten beverflichtet werden. Und weilen auch der Billigkeit gemäß / daß treuer und wohlbedienter Räte und Bedienten erwiesene nützliche Officia nicht unbezahlt bleiben; so haben sich die Fürstliche hohe Herren Paciscenten dahin gnädigst erklärt / daß sie / und zwar jeder nach seiner Rata, für diejenige Räte und Ministros, so bey Abgang eines oder des andern Fürstl. Theils in dero Diensten sich wirklich befinden / und wohl meriret gemacht / dergestaltliche Sorge tragen wollen / damit entweder durch anderwärtige Accommodierung / oder nach Befindung / durch eine erklärlliche provision ihrem Unterhalt und Subsistenz so viel thunlich / prospiciert seyn könne.

X. Möchte sich nach Gottes Willen begeben / daß Fürstliche Männliche Descendenten zu Coburg / Köm-

hild / und Eisenberg erzielet würden / sieht demjenigen / in dessen eventualiter zugehörigen Landen dieser Catus sich ereignet / frey / ob er bey vorgemeldeten Successions-Abrede gleich democh bleiben wolle; Da denn die übrige Fürstliche Interessenten daran gleichfalls verbunden / widerigens falls aber / und da jenen ein solches nicht gefällig / bißiger annulliret / und ratione successions, alles in dem Stande / wie es vor diesen Tractaten gewesen / hergestellet und restituirt werden solle. Summaßam auch

XI. Sachsen-Coburg ausdrücklich hiermit bedinget / daß ihm dieser Vergleich und was darinnen unter denen Herren Interessenten ratione Successionis pacificiret / an dem / was es sich mit Sachsen-Gotha Anno 1681. den 24. Septembris getroffenen Haupt-Vergleich §. 19. wegen dero vier jüngeren Herren Brüder Landes- und Theilen mit mehreren vorbehalt und bedungen / allerdings ohne praesudiz und Abbruch sey / jedoch / daß bey denen oben §. 3. & 4. benannten Fällen die hohen Jura gegen andere annehmliche Satisfaction an Sachsen-Gotha durch diesen Recces überlassen worden.

XII. Eslichen hat man / um mehrerer Festhaltung willen / zu Übernehmung einer Garantie, die Fürstlichen Häuser / Weimar / Eisenach / Braunshweig / Wolfenbüttel / und Hesse-Cassel belibet / und will dieselbige deswegen mit nächsten geziemend ersuchen / sich auch hiermit dahin erklärt haben / daß / weil Sachsen-Saalfeld diesen Recces mit zu unterschreiben anstanden / man hiedurch dero rechtmäßigen Befugnissen im geringsten zu präjudiciren nicht gemeynet sey.

Zu Urkund ist vorstehende Abrede in diesen Recces gebracht / und dieselbe bis auf Ratification der hohen Herren Principalen / welche binnen vier Wochen / à dato an / beizubringen / und gegen einander auszuwechseln / von denen dazu deputirten Sachsen-Coburg-Weimungen / Kömhild / Eisenberg / Hildburghausen / und Gotha'schen geheimen und anderen Räten geschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Coburg / den 6. April. im Jahr unsers Hehls 1699.

Johann Durchhard Kossler.	(L.S.)
Ferd. Adam v. Pernau / Freyherr.	(L.S.)
Joh. Christ. Freyherr v. Wolzogen.	(L.S.)
Paul Heinrich Vilmann.	(L.S.)
Ephraim Wagner / Doct.	(L.S.)
Johann Georg Zangen.	(L.S.)
Tobias Sutoris, Doct.	(L.S.)
Christ. Hieronymus Mühlspott.	(L.S.)

Erklärung und Versicherung im Namen Herzog Friedrichs von Sachsen-Gotha / Herzog Christian zu Sachsen-Eisenberg gegeben / daß Sie demselben so weil als auch dem Herzogen Von Saalfeld bey abgang der Gotha'schen Linie das Fürstenthumb Altenburg gerne gönnen / auch der Personal-Rang nach Sachsen-Gotha ihm zugestanden werde etc. Geben Eisenberg den 21. Junii 1699. Mit Herzog Friedrichs Von Sachsen-Gotha Ratification. Geben Friedenstein den 27. Junii 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 711.]

C'est-à-dire,

Declaration & Assurance donnée au Nom de FRIEDERIC Duc de Saxe-Gotha à CHRISTIAN Duc de Saxe-Eisenberg, portant qu'il n'empêche point qu'en cas d'extinction de la ligne de Gotha, le Duc d'Eisenberg & le Duc de Saalfelds puissent avoir la Principauté d'Altenbourg, & que l'Ordre ou Rang Personnel soit accordé audit CHRISTIAN Duc d'Eisenberg, après lui Duc de Gotha.

Mmm 3

etc.

ANNO
1699.

ANNO
1699.

etc. Faité à Eisenberg le 21. Juin 1699. Avec
la RATIFICATION de FRIDERICI Duc
de Getha, faite à Friedenstein le 27. Juin 1699.

Dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Chris-
tian / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und
Berg / auch Engern und Westphalen / ic. ge-
schrieben auf dero gnädigsten Verlangen die
Erklärung und Versicherung:

I. Als deroelben sowohl / als Herren Herzog
Johann Ernst Fürstl. Durchl. und deren
Descendenten / wenn auch gleich diese letztere
bereits den in Vorschlag gebrachten Umbstoß
mit der Kömholdischen Landes-Portion würden beliebet
haben / Herren Herzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl.
bey Abgang der jetzigen gänzlischen Gotha'schen Linie
(welches doch der höchste Gott in Gnaden verfühen wol-
le) das Fürstenthum Altenburg cum omni & pleno
Jure regio gerne gönnen / auch dazzu bey denen übrigen
hohen Herren Interessenten alle mögliche Officia mit an-
zuwenden geneigt seyn werden.

II. Daß Herrn Herzog Christians Hoch-Fürstl. Durchl.
der Personal-Rang nach dem Alter von Sachsen-Gotha/
in und ausser dem Hause zugestanden werde / auch selbige
dessen bey Weimar und Eisenach durch zwey mit
Herren Herzog Friedrichs Durchl. errichteten Recesse so-
wohl als selbst eigenes beym Reichs-Directorio zu Re-
gensburg überreichtes Weimar- und Eisenach'sches Schrei-
ben / worinnen das natürliche Alter zur Norm des per-
sonal-Rangs im Fürstl. Hause Sachsen expresse allegirt
und agnolcirt worden / zur Gnüge verachtet.

III. Daß nach getroffenen Vergleich mit Hilperhan-
sen und Saalfeldt wegen dieses Puncts / dem Abgesand-
ten zu Regensburg eine neue / und / dem Successions-
Recess. §. 5. gemäße Vollmacht sämtlicher Herren
Herrn / mit der formul: Von Gottes Gnaden / Wir
Friedrich / tot. tit. vor Uns und in Vollmacht Herren
Albrechts / Bernhards / Christians Herzogen zu Sachsen
ic. exprimirt / werde überschicket / und damit die vorige
Vollmacht ausgewechselt werden.

IV. Daß vermöge des von Herren Herzog Christians
Hoch-Fürstl. Durchl. zu Coburg unterm 28. Martii a.
c. gethanen Vorschlags / in denen Altenburgischen Lan-
des-Angelegenheiten / Landt-Tagen / und Ausschuss-Ta-
gen / dieser Stylus: Von Gottes Gnaden Wir Frie-
drich / tot. tit. vor Uns / und in Vollmacht des Durch-
lauchtigen Fürsten / unsers freundlich geliebten Veters
/ Herren Christians / tot. tit. wegen dero in diesem Für-
stenthumb habenden Landes-Antheils ic. sowohl in der
Proposition / als auch denen Abschieden gebraucht wer-
den sollen / worbey es zugleich die Meynung behält / daß
solcher Stylus Herren Herzog Christians Fürstl. Durchl.
weder an dero Senio noch an datan hangendem Directo-
rio präjudicialisch seyn solle.

V. Daß / wie das Haupt-Directorium mit zugehöri-
gen Prærogativen und emolumento des Amtes Abste-
hen denen Hoch-Fürstlichen Vier jüngern Herren Gebri-
dern im Erb-Vertheilungs-Recess de Anno 1680.
vorbehalten und zugestanden worden; Also auch Herrn
Herzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl. hierinnen von
sothanen Recesse und der Sachsen-Gothaischen zu Ei-
senberg unterm 12. Maji 1696. gescheneher Erklärung
abzugehen / so wenig gemeinet / als Sie vielmehr dero
sämblichen Herren Herten disfalls bey aller Ungebühr /
und widerrechtlichen Beinträchtigungen contra acta mit
Beytritt des gesamnten Fürstlichen Hauses / zu assistiren /
nach wie vor entschlossen bleiben.

VI. Daß bey denen landtschafftlichen Conventen und
nützlichen Deliberationen / auch die Sachsen-Eisenber-
gischen Deputirten / Inhalt des Saalfeldischen Recesses
de anno 1695. ohne Widerspruch zu admittiren / jedoch
dargegen auch dadurch dem Sachsen-Gothaischen Auftrag/
und deren dazugehörigen expeditionibus derer bey sol-
cher Deliberation verabredeten negotien nichts zu entzie-
hen seyn.

VII. Daß die von Hoch-Fürstl. Eisenbergischer Seite
urgirte Communication fortbin verlanger massen / und
wie es die Recesse buchstäblich sagen / geschehen werde.

VIII. Daß Sachsen-Gotha / wegen der Eisenbergischen
Nachschuß-Gelder / nach Anleitung des Haupt Recesses
de anno 1680. zu Ablegung des Capitals. auf vorherge-
hende halbjährige koststündigung sich parat werde finden
lassen / umb damit nach Gutbefinden Grund und Boden
erkauffen zu können.

IX. Daß Sachsen-Gotha / bey dem nach Gottes

Willen sich begebenden Coburgischen Anfall die Sachsen-
Eisenbergische Portion an Ländern / Vassallen und Steuern
durch gewisse Revenuen von Sachsen-Meinungen / ver-
möge des abgehandelten Successions Recesses / anzuneh-
men / und dargegen Sachsen-Eisenberg eben so viel Land
und Vassallen / nebst der Jurisdiction und Perception de-
rer bewilligten Landt- und Tranct-Steuren aus dem Al-
tenburgischen Fürstenthumb (jedoch mit Vorbehalt des
Nichtfalls an Sachsen-Gotha) abzutreten erböthig sey.

X. Daß wenn Herren Herzog Christians Hoch-Fürstl.
Durchl. durch mehrere Anfälle ein ganzes Reichs-Vo-
tum erhalten / so dann dieselbe ratione derjenigen Lande/
worinnen Sie solches Votum haben / von dem Sachsen-
Gothaischen nexu liberirt seyn sollen.

XI. Daß die Sachsen-Eisenbergische aus freundschaft-
licher Affection und Begierde zu einem aufstehen und
beständigen Vertrauen offerirt Mediation bey Sachsen-
Saalfeldt Herren Herzog Friedrichs Hoch-Fürstl. Durchl.
soviel mehr angenehm und gefällig seyn werde / als Sie
Ihres hohen Orths Ihre größste Vergnügung in Frie-
de / Liebe und guter Harmonie des Fürstl. Hauses su-
chen / auch in dero sämbtl. Angelegenheiten sich allezeit
Fürstlich / beständig / gerecht und billig zu erweisen ge-
trachtet / noch selbige niemahls von vergleichenen Christ-
rühmlichsten Intention abweichen werden. Zu Iht-
kunds dessen / und bis auf Herren Herzog Friedrichs
Hoch-Fürstliche Durchl. gnädigste Ratification und Ge-
nehmhaltung / habe ich gegenwertigen Schein eigenhän-
dig unterschrieben und besiegelt / So geschehen Eisenberg
den 21. Junii 1699.

(L.S.)
Christianus Hieronymus
Mühlpsfordt.

Fürstliche Sächsische Gotha'sche Resolution.

Von Gottes Gnaden / Wir Friedrich Herzog zu Sach-
sen / Jülich / Cleve und Berg / auch Engern und West-
phalen ic. Bekennen für Uns und unsere Fürstl. Suc-
cessores.

Demnach dem Durchlauchtigsten Fürsten / Herren Chris-
tianen / Herzogen zu Sachsen / Jülich / Cleve und Berg /
auch Engern und Westphalen / in unsern Nahmen un-
ser abgeordneter Hoff-Rath Mühlpsfordt / am 21ten Junii
nächstsehn zu Eisenberg / in 11. unterzeichneten Puncten /
bis auf unsere Ratification / eine schriftliche Erklä-
rung unter seiner Unterschrift ausgefertigt / und Wir auf
deren unterthänigen Vortrag darbey kein Bedenken /
sondern dieselbe unserer Intention und ertheilten Instruction
gemäß befunden; Als wollen Wir besagte Erklärung in
allen Puncten / hiermit in Kraft dieses ratificiret haben/
Ihrkündelich unserer eigenhändigen unterschrift und bey-
gedruckten Fürstl. Secrets. So geschehen Friedenstein/
den 27. Junii 1699.

Friedrich.
(L.S.)

CCXIII.

Tarif arrêté entre les Commissaires du Roi de 29. Mai.

FRANCE, & le Commissaire des Seigneurs E-
tats Generaux des PROVINCES-UNIES
des Pais-Bas, en execution de l'Article XII. du
Traité de Commerce conclu à Ryswick le 20. Sep-
tembre 1697. Contenant les Droits qui seront
payés tant aux Entrées du Royaume, sur les
Denrées & Marchandises du cru, pêche & fa-
brique des Sujets des Etats Generaux, qu'aux
Entrées des Provinces-Unies sur les Denrées &
Marchandises du cru & fabrique de France. A
Paris le 29. Mai 1699. Avec les RATIFI-
CATIONS de part & d'autre, & l'ACTE
pour l'execution du Tarif. [Sur l'Imprimé à la
Haye chez Paul Scheltus Imprimeur ordinaire de
L. H. P. Ann. 1699.]

ANNO 1699. **L**E Roi Très-Chrétien, & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, desirant d'exécuter l'Article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryfwik le 20. Septembre 1697, & conformément à la disposition de cet Article, faire un nouveau Tarif commun, suivant la convenance reciproque, auroient nommé des Commissaires pour y travailler, savoir, de la part de Sa Majesté, Jean Baptiste de Lagny, Conseiller Secretaire du Roi, & Directeur Général du Commerce, Jean Remy Henault, Conseiller Secretaire du Roi, Secretaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé, & Antoine Pelteret, Conseiller Secretaire du Roi: Et de la part des Etats Généraux, Guillaume Nieuport, lequel se seroit rendu pour cet effet dans la Ville de Paris, où lesdits Seigneurs Commissaires après diverses Conférences tenues pour satisfaire à l'Article douze dudit Traité, & achever de rétablir le Commerce & la Navigation reciproque entre les deux Nations, sont convenus unanimement que les Especes comprises dans les Articles suivans ne paieront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées du Roiaume, que les Droits ci-après réglés au lieu de ceux portés par le Tarif du 18. Avril 1667., & par les Arrêts postérieurs;

S A V O I R,

Baleine coupée & aprêtée, le cent pesant paiera neuf Livres, ci. 9 Liv.
Baracans, la piece de vingt-deux aunes paiera cinq Livres, ci. 5 Liv.
Beurre d'Hollande, le cent pesant paiera douze Sols, ci. 12 Sols
Bustes, Esfans & Cerfs passez en Bustes, Collets & Colins de Bustes, le cent pesant paiera vingt-six Livres, ci. 26 Liv.
Camelots à ondes & demi foye & de toutes autres fortes, la piece de vingt aunes paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Cire blanche, le cent pesant paiera onze Livres, ci. 11 Liv.
Cuirs de Bœuf tannez de toutes fortes, la douzaine paiera quatorze Livres, ci. 14 Liv.
Cuirs de Vache tannez, la douzaine paiera sept Livres, ci. 7 Liv.
Drap d'Hollande de toutes fortes & couleurs, la piece de vingt-cinq aunes paiera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou moindre longueur, à proportion.
Faons de Baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de trois cens Livres ou environ paiera vingt Livres, ci. 20 Liv.
Fer blanc, le baril de quatre cens cinquante feuilles doubles paiera vingt Livres, ci. 20 Liv.
Le Baril de simples feuilles paiera dix Livres, ci. 10 Liv.
Fromages d'Hollande de toutes fortes, le cent pesant paiera une Livre dix Sols, ci. 1 Liv. 10 Sols
Huile & graisse de Baleine & d'autres Poissons, la Barique du poids de cinq cens vingt Livres paiera sept Livres dix Sols, ci. 7 Liv. 10 Sols
Moruë verte ou Cabillaud salé, le Baril pesant trois cens Livres paiera cinq Livres, ci. 5 Liv.
Et les Barils pesans plus ou moins, payeront à proportion.
Maquereaux, le Lest de douze Barils paiera douze Livres, ci. 12 Liv.
Plumes à écrire, le cent pesant paiera quatre Livres, ci. 4 Liv.
Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines paiera cinq Sols, ci. 5 Sols
Porcelaine contrefaite ou Fayence d'Hollande, le cent pesant paiera dix Livres, ci. 10 Liv.
Rubans de fil, le cent pesant paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Ratines Drapées ou aprêtées en drap de cinq quarts, ou quatre tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes paiera cinquante-cinq Livres, ci. 55 Liv.
Et les pieces de plus grande ou de moindre longueur, à proportion.
Ratines Drapées de deux tiers de large, la piece de vingt-cinq aunes paiera vingt-sept Livres dix-sols,

ci. 27 Liv. 10 Sols
Ratines Friées de cinq aunes paiera quarante-deux Livres, ci. 42 Liv.
Ratines Friées de deux tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes paiera vingt-une Livres, ci. 21 Liv.
Soyes de Porc, le cent pesant paiera quatre Livres, ci. 4 Liv.
Savon vert, noir, mol & liquide, le cent pesant paiera deux Livres, ci. 2 Liv.
Serges de Seigneur, & Serges façon d'Alcot, la piece de vingt aunes paiera huit Livres, ci. 8 Liv.
Serges Drapées façon de Florence, Angleterre & autres Pais, blanches & teintes, la piece depuis treize jusqu'à quinze aunes paiera onze Livres, ci. 11 Liv.
Sucre raffiné en pain ou en poudre, Candis, blanc & brun, le cent pesant paiera vingt-deux Livres dix Sols, ci. 22 Liv. 10 Sols
Toiles d'Hollande fines & ouvrées, soit crues, jaunes, blanches & bisèrtes, tant fines, moyennes que grosses, la piece de quinze aunes paiera deux Livres, ci. 2 Liv.

I. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, spécifiées en la présente Convention payeront les Droits ci-devant expliqués, à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi.

II. Les Denrées & les Marchandises du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, non comprises dans la présente Convention, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce contenues dans le Tarif du 18. Avril 1667., ou dans les Déclarations & Arrêts postérieurs payeront pareillement à toutes les entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi les Droits ordonnés par ledit Tarif, & par lesdites Déclarations & Arrêts postérieurs.

III. Les Droits établis par la présente Convention, & ceux compris dans les deux Articles precedens, seront également payés dans le tems des Foires sur les Denrées & Marchandises du Cru, des Pêches, Fabrique & Commerce des Provinces-Unies, tant par les Sujets de Sa Majesté, que par ceux des Etats Généraux, ce qui sera pareillement exécuté, même à l'entrée des Ports des Villes de Dunkerque & de Marseille, le tout nonobstant toutes Franchises & Privileges, sans préjudice néanmoins de l'exécution de l'Art. IX. du Traité de Commerce de Ryfwik, pour les Marchandises de Levant.

IV. Toutes les autres Denrées & Marchandises du Cru, de la Pêche & Fabrique des Sujets des Etats Généraux, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce, qui ne sont point exprimées dans la présente Convention, ni dans le Tarif du 18. Avril 1667. ni dans les Déclarations & Arrêts postérieurs, payeront aux entrées & aux sorties les Droits portés par le Tarif du 18. Septembre 1664. par tout où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, les Droits ordonnés par les différens Tarifs, qui y sont exécutés.

V. Les Denrées, & les Marchandises dont les Droits aux sorties & aux entrées ne sont point fixés par les Tarifs de 1664. & 1667. & par les Edits, Déclarations & Arrêts postérieurs, ni par cette Convention, payeront cinq pour cent à la sortie, & cinq ou dix pour cent à l'entrée, suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'état des entrées & des sorties qui composent le Tarif de 1664., dans les lieux où il a cours; & dans les autres Provinces du Royaume, suivant qu'il est réglé par les différens Tarifs qui y sont exécutés.

VI. Les Edits, Déclarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux, par lesquels certaines Denrées, & certaines Marchandises peuvent entrer dans le Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi à l'exclusion de tous autres lieux & passages, ensemble les Edits, Déclarations & Arrêts qui descendent l'entrée dans l'étendue des Pais de l'obéissance du Roi, de certaines Denrées & Marchandises, & ceux qui descendent la sortie de quelques autres, seront exécutés selon leur forme, & teneur.

VII. Comme aussi lesdits Srs. Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, Terres & Pais de l'obéissance du Roi, ci-après déclarées, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées des Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance des Etats

ANNO 1699. Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, que les Droits ci-après.

S A V O I R,

BEurre, le cent pesant payera dix Sols, ci. 10 Sols
 Fromage, le cent pesant payera un florin quatre sols, ci. 1 fl. 4 f.
 Jambons, le cent pesant payera un florin douze sols, ci. 1 fl. 12 f.
 Melasse ou Sirop sortant du sucre, le cent pesant payera cinq florins, ci. 5 flor.
 Cidre & Poire, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tierçons, payera quatre florins, ci. 4 flor.
 Verre à faire vitres, le panier payera dix sols : ci. 10 f.
 Verres à boire payeront cinq pour cent de leur valeur.
 Verjus, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tierçons, payera quatre florins, ci. 4 flor.
 Vinaigre, le Tonneau composé aussi de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tierçons, payera deux florins, huit sols, ci. 2 fl. 8 f.
 Et parcelllement ledits Srs. Commissaires sont convenus que le Vif-argent ne payera à la Sortie des Pais, Terres & Seigneuries des Etats Généraux pour la France, Pais, Terres & Seigneuries de l'obéissance du Roi, le cent pesant que quatre florins, ci. 4 flor.
 VIII. Les Denrées & les Marchandises ci-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes fixées par la presente Convention sur chacune espece: Et à l'égard des Denrées & Marchandises du crû, Fabrique & Commerce des Sujets du Roi, non comprises dans la presente Convention, elles payeront les Droits ordonnés par les Tarifs des Provinces-Unies des Pais-bas, & ceux qui y sont présentement établis & en pratique.

IX. Tous les Articles contenus en la presente Convention, seront exécutés pendant le tems porté par l'Article XLIV. du Traité de Commerce de Ryfwick, & auront la même force & vigueur que s'ils y étoient inserés, sans au surplus déroger audit Traité; comme aussi les Ratifications en seront données en bonnes forme, & échangées, dans le tems de quinze jours, à compter de ce jourd'hui.

X. En foi de quoi, Nous Commissaires de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de nos Ordres & Pouvoirs, avons signé ces Presentes à Paris ce 29. jour de Mai 1699.

Etoit signé,

DE LAGNY. GUILL. NIEUPORT.
 HENAUT. PELETYER.

R A T I F I C A T I O N.

De Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Tarif du vingt-neuf Mai dernier, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées de notre Royaume sur les Denrées & Marchandises du crû, pêche & fabrique des Sujets de nos très-chers & grands Amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, sur les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France, fait & arrêté en execution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryfwick le 20. Septembre 1697. entre Nos amez & feaux Conseillers Secretaires, Maison, Couronne de France & de Nos Finances, Jean Baptiste de Lagni, Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henault, Secrétaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, tous trois Commis-

saire de Nôtre part; Et Guillaume Nieuport, Commissaire député pour cet effet de la part desdits Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; duquel Tarif la teneur s'ensuit.

ANNO 1699.

Fiat Inscriptio.

Nous ayant agréable ledit Tarif en tous les Points & Articles qui y sont contenus, avons icelui accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Presentes lignées de Nôtre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons: promettant en foi & parole de Roi, de l'accomplir, observer & faire observer sincèrement & de bonne foi, sans souffrir qu'il y soit allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons fait mettre Nôtre Seel à ces Presentes. Donné à Versailles le trentième jour de Juillet, l'an de grace mil six cens quatre vingt dix neuf, & de nôtre Regne le cinquante septième.

Signé,

LOUIS.

Et plus-bas,

Par le Roy:

COLBERT.

Et scellé en cire jaune sur lacs de foye bleuë & or.

R A T I F I C A T I O N

Des Seigneurs Etats Généraux.

LES Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit, que le vingt neuvième jour de Mai de la presente année 1699. entre les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & le Nôtre, est arrêté un Tarif, contenant les Droits qui seront payez tant aux entrées du Royaume de sadite Majesté sur les Denrées & Marchandises du crû, pêche & fabrique de Nos Sujets, qu'aux entrées de Nos Provinces sur les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France, duquel Tarif la teneur s'ensuit.

Fiat Inscriptio.

Si est ce qu'ayant pour agréable ledit Tarif, Nous l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces presentes, promettant sincèrement & de bonne foi, de le garder, entretenir & observer inviolablement en tous & chacun de ses Articles, sans aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer ces presentes par le Président de Nôtre Assemblée, contresigner par Nôtre Greffier, & y apposer Nôtre grand Seau. Fait à la Haye le 30. de Juillet l'an 1699.

Signé,

JEAN BECKER, Vt.

Plus-bas,

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux:

Contresigné,

F. FAGEL.

Scellé du grand Sceau en cire rouge sur lacs de foye rouge & or.

Alte

ANNO
1699.*Acte pour l'exécution du Tarif avec le premier
jour de Janvier 1700.*

PAR le Tarif arrêté le vingt-neuvième Mai mil six cents quatre vingt dix neuf, entre Nous Jean Baptiste de Lagni, Conseiller Secrétaire du Roi, & Directeur Général du Commerce; Jean Remi Henault, Conseiller Secrétaire du Roi, Secrétaire du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, aussi Conseiller Secrétaire du Roi, Commissaires nommez à cet effet de la part de Sa Majesté: Et Guillaume Nieuport, aussi Commissaire nommé de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas; il a été convenu unanimement que les Especes comprises dans les Articles qui composent ledit Tarif, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet 1699. tant aux entrées du Royaume qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, que les Droits spécifiés par ledit Tarif, au lieu de ceux portez par le Tarif du dix-huit Avril 1667. Et par les Arrêts postérieurs, & par l'Article IX. dudit Tarif, il est porté que les Ratifications en seront échangées en bonne forme, dans le tems de quinze jours, à compter de celui de la Signature: Mais comme l'échange des Ratifications n'a pas été fait dans le tems prescrit par ledit Article, & qu'il n'a pu se faire que depuis l'expiration dudit jour premier Juillet; Nousdits Commissaires de Sa Majesté & desdits Etats Généraux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs & suffisans, sommes convenus que l'exécution dudit Tarif qui devoit commencer ledit jour premier Juillet 1699. ne commencera que le premier Janvier 1700. & que la présente Déclaration aura la même force & vertu que ledit Tarif. En témoin de quoi, Nousdits Commissaires avons signé la Présente de Notre main. A Paris le septième Decembre mil six cents quatre vingt dix-neuf.

DE LAGNI. GUILL. NIEUPORT.
HENAUT.
PELETYER.

CCXIV.

17. Juillet. **Haupt-Vergleich zwischen Herrn Johann Adolph / Grafen zu Bentheim-Tecklenburg / und Herrn Wilhelm Moriz / Grafen zu Solms und Tecklenburg / wegen der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda. Geschehen Lengerich den 17. Juli 1699. Mit dem Neben-Vergleich sub eodem**

Haupt-Vergleich.

Kund und zu wissen sey hiemit / nachdeme eine geraume Zeit und über ein ganzes Seculum her zwischen dem Hochgräflichen Hausz Solms-Tecklenburg / iſo dem Hochgebohrnen Graffen und Herrn Herrn Wilhelm Moriz / Graffen zu Solms-Tecklenburg und Erbsingen / Herrn zu Mündenberg / Rheda / Wildenfels / Sonnenwald / Hüttingen Dorfweller und Beaucourt, als Klägern an Einem / und dem Hochgräflichen Hausz von Bentheim-Tecklenburg / iſo dem Hochgebohrnen Graffen und Herrn Herrn Johann Adolph / Graffen zu Bentheim-Tecklenburg / Steinfurt und Eimburg / Herrn zu Einge / Rheda / Westelghofen / Hoya / Alphen und Helffenheim / Erbvogten zu Solms re. als Beklagten an anderer Seiten / wegen der von Hochgedachten Gräflichen Solmschen Hausz prästendirter Erb-Quoten Beyland der Hochgebohrnen Graffen und Frauen / Frauen Anna / gebohrner Gräfin von Tecklenburg / und vermählter Gräfin zu Solms / an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / schwere Streitigkeiten und Processen an dem Hochpreistlichen Kayserlichen Cammer-Gericht entstanden und geschlossen seynd / welche endlich den Ausgang gehabt / daß durch verschiedene Judicata obgedachte Frau Anna / vermählte Gräfin zu Solm / gebohrne von Tecklenburg / zu and Beyland ihres Herrn Vaters / Graffen Otto des Älteren / verlassenen Graff und Herrschaft Tecklenburg und Rheda / eine rechte Mit-Erbin

TOM. VII. PART. II.

loco & die, wie auch der Final-Trans- ANNO
action zu Braunsfels den 14. Sept. 1699.
1699. unter eben dieselben geschlossen.
Nebst der Kayserlichen und des Hei-
ligen Reichs Cammergerichts Ratifi-
cation sub dato die 4. Decembris 1699.
[LUNIG Teutsches Reichs-Archiv.
Part. Spec. Contin. II. Abtheilung VI.
Absatz I. von Graffen von Bentheim
pag. 18. d'ou cette Pièce est tirée. On
la trouve aussi dans le *Theatrum Eu-
ropæum* Tom. XVI. pag. 244.]

C'est-à-dire,

*Transaction principale entre JEAN ADOLPHE
Comte de Bentheim-Tecklenburg & GUILLAUME MAURICE Comte de Solms-Tecklenburg,
touchant le Comté de Tecklenburg, & la Seigneurie de Rheda. Fait à Lengerich le 17. Juillet
1699. Avec un RECE's particulier fait au même lieu & le même jour; Comme aussi une
TRANSACTION finale faite à Braunsfels le
14. Sept. 1699. Un RECES d'ELUCIDATION fait au même Lieu le 1. Decembre
1669. Et la RATIFICATION de la Cham-
bre Imperiale de Justice du 4. Decembre 1699.*

Wir Leopold / von Gottes Gnaden erwählter
Königlicher Kayser / zu allen Zeiten Mehrere
des Reichs re. Befehlenn und thun fund je-
dermänniglich mit diesem Unserem offen-
ten Kayserlichen Brieff / bezeugend / nachdeme Unserem Kay-
serlichen Cammer-Gericht die Edele / Wohlgebohrne / Un-
sere und des Reichs liebe Geterne Johann Adolph /
Graff zu Bentheim / Steinfurt und Tecklenburg; so
dan Wilhelm Moriz / Graff zu Solms und Tecklen-
burg / Herr zu Mündenberg re. in Unterthänigkeit für- und
anbringen lassen / wie daß in dem an diesen Unserem
höchsten Gericht über ein hundert und zwanzig Jahr
recht-hängig gewesen / und endlich nach denegirter Resti-
tution und Revision zur Execution gebrachten Process,
durch Vermittelung des Westphälischen Creyses hiezu
subdelegirten Ausschreib-Amtes sie sich auff den Grund
verglichen / wie die aufgerichtete von Wort zu Wort
hernach geschriebene Neben- und Haupt-Receß sub Num.
1. 2. 3. 4. solches mit mehreren ausweisen.

declarirt; und derowegen Herr Beklagter dem Herrn Klä-
ger nicht allein gedachter Frau Gräfin Anna / davon
gebührendes Kindes-Theil / sondern auch die Halbscheid
ihrer ohne Leibes-Erben und ab intestato verstorbenen
vier Geschwistrligen / benamlich Graffen Otto des Jün-
geren / Frau Elisabeth / Ermgard und Catharina an
gedachter Graff und Herrschaft zugestandener Erb-Porti-
onen mit allen denen An- und Zubehörungen / wie sich
selbige zur Zeit Beyland Graffen Conraden von Tecklen-
burg Abiriden befinden / sammt allen à tempore litis
contestate daraus erhobenen Forderungen / vermittelst Auf-
legung ordentlichen Inventarii / oder in Ermangelung
desselben einer eydtlichen Designation abzutreten / einzuräu-
men und gut zu machen schuldig erkannt und condem-
nirt / auch nach erfolgten verschiedenen Paritorii und
Mandatis de exequendo, an des Westphälischen Creyses
hohes Directorium, endlich im Augusto und Septembri,
des hingelegeten 1698ten Jahres würckliche Immission
in obgenelt dem Herrn Graffen von Solms / als nun-
mehr Erbfolgeren obgedachter Frauen Gräfin Anna zu-
erkannte Erb-Portiones in der Graffschaft Tecklenburg
und Rheda / welche sich zusammen zu drey Achttheilen ge-
dachter Graff und Herrschaften ertragen / bewisset und
realisirt zu seinem Vergleichs-Versuch abzugeben bey dessen
Entscheidung / Anlegung der Liquidation ratione percep-
torum, eine Zusammenkunft auf den 10. Maji Styl.

Naa. cov.

ANNO nov. des laufenden Jahres in der Stadt Ofznaburg be-
1699. nahmet und veranlaßt / hernach aber selbige Conferenz
anher in dem Dorf Isengering verlegt worden / daß durch
Gottes Seggen und Zwischen-Sprach und Unterhand-
lung allerseits vertraulicher Schieds-urtheile / insonderheit
aber zu dieser Sach von einem hohen Directorio des
Nieder-Rheinisch-Westfälischen Creysßes angeordneten
Herren Subdelegirten / nach vielfältig hinc inde ge-
schenen über ein oder andern Seits nicht annehmlich er-
achteten Vorschlägen / endlich obgedachte schwere Sache fol-
gender gestalt verglichen und gütlich hingeleget worden.

Und zwar insonderheit und erstlich hat dieser Vergleich
zum Grund und Haupt-Zweck die gänztliche Hebung aller
bisherigen occasione obgedachter Processen / zwischen be-
den Hochgräflichen Häusern vorgewesener Unfreundschaft /
Widergier und Differenz / und dahingegen die Stistung
eines befähigenden und wahrhaften hochverantworlichen
Vertrauens und Vernehmens / dergestalt / daß hinführo
jenes allerdings cessiren und aus dem Wege geraumt /
und hingegen dieses / nemlich eine befähigende Vertraulig-
keit / und vereinigte / zu beeder Hochgräflichen Häuser Auf-
nehmen zieltende Correspondenz festgesetzt / auch von icki-
gen und künftigen Hochgräflichen Descendenten fortge-
setzt / und fleißig cultivirt werden solle.

Diesemnach ist zweyten verglichen / daß Seine Hoch-
gräfliche Gnaden von Solms wegen Ihres an der Graf-
schaft Tecklenburg und Herrschaft Xbda obgedachterma-
ßen habenden Erb-Rechtens und Portionen / so dann
darob adjudicirter Abnützung / die lito constetate bis
ad datum der in Anno 1698. in Augusto & Septem-
bri vollrächlich geschehener Immission respectiv erblich
behalten / und thro ferner übergeben werden sollen / num-
mehr in allen drey Theilen des Schlosses und Hau-
ses Tecklenburg cum pertinentiis nebst drey Viertheilen
der ganzen Grafschaft Tecklenburg / so dann einen Vier-
theil des Schlosses und Herrschaft Xbda / (salvo con-
sensu Seiner Fürstlichen Gnaden zu Münster / als Lehn-
Herrn / welcher man hierunter Bentheim-Tecklenburgi-
scher Seiten vorzugreifen / oder etwas gegen Dero In-
tentio zu thun nicht gemeinet) cum pertinentiis in
dem Stand / wie sie icko ist / mit allen ihren hohen und
niederen Rechten / in Specie mit denen übrigen darin er-
stündlichen Schloßstücken / Städten / Weibern / Kirchspielen /
Dörffern / Clöstern / Bauerschaften / Höfen / Mey-
ereyen / mit der Superiorität und landes-Hoheit / und
allem deme / so dem Dominio Territoriali an Geist- und
Weltscher Jurisdiction / Lehn-Rechten und sonstigen an-
hängig seyn mag / auch Reuten und Gefällen / land- und
Wasser-Jollen / Pfand- und Lehnenschaften / Borwercken
/ Gütern / landt und leutchen / Frohnen / Diensten /
Jagden / Wäldern / Wildschützen / Bassen / Teichen /
Contributio / ordinaire und extraordinäre Collecten /
Brücken / Straßen und allen anderen Nützingen / wie
solche die Graffen von Tecklenburg als ohmittelbare
Stände des Reichs von ewigen Zeiten her eingebracht
/ herbracht und genossen / oder hätten nutzen und genießen
können oder mögen /

Drittens / dahingegen verspricht obgedachter Herr Graf
von Solms-Tecklenburg hiermit vor sich und seine Er-
ben und nachkommende Herrschaften wohlbedachtam /
daß er an dem übrigen Theil der Grafschaft Tecklen-
burg und Herrschaft Xbda und obgedachtes Herrn
Graffen / Herrn Johann Adolph von Bentheim-Teck-
lenburg / so viel selbigen / seine Descendenten und deren
Güter betrifft / wegen obgedachter adjudicirten Fructuum
perceptorum keine fernere Anspruch und Forderung
thun wolle.

Viertens / bleibet dabey / daß / gleichwie wegen der
Reichs- und Creysß- und anderer gemeinen landes-Anla-
gen bisher gedachte Graff- und Herrschaften vereinigt
gewesen / und eine jede darin das Jährige nach hergebracht-
ter Proportion abgetragen / also auch auf solchen Fuß
continuirt und darunter keine Veränderung gemacht wer-
den solle.

So viel aber fünftens die künftige Regierung obge-
dachter Grafschaft Tecklenburg und Herrschaft Xbda be-
langt / von selbiger sollen beide Herrn Graffen und ihre
Nachkommen den Titel und das Wapen führen / und
gedachte Regierung / wiewohl zu obgedachter Theilen
/ dennoch gesamter Hand und pro indiviso durch belie-
bende auf untenbeschriebene Weise anordnende Räte und
Bediente (jedoch daß auch einen jeden Herrn frey seye /
auf seine eigene Kosten einen oder mehr Räte auch
Kennermeister und Empfänger / die in seinen sonderbahren
Pflichten stehen / dankensß anzuordnen und zu gebrau-

chen) bestell und verwalte / die von der landes-Regie-
rung dependirende und selbiger anklebende laufende On-
era von einem jeden zu obgedachten Theilen getragen / auch
hernächst hierüber zu allerseits Nutzen und Menage und
Beförderung des gemeinen landes-Beien unter beyden
regierenden Herren ein absonderliches gutes Reglement
und Verfassung eingerichtet werden.

Die Executions- und zu der Regierung gehörige Ver-
richtungen dieser Graff- und Herrschaft sollen schlechters
von wegen und im Namen beeder zur Zeit regierenden Her-
ren Graffen geschehen / dergestalt / daß der Aelteste in der
Regierung und gemeinschaftlich aussere und inner landes
vorgehenden Verrichtungen den Vorgang und Rang ha-
ben / Auch damit die disfalls oder sonst anderwärts her-
rührende die Herrschaft und Regierung dieses landes be-
treffende Ausschreiben ins künftige an beide Herren
Graffen eingerichtet werden mögen / dieser Vergleich ge-
hörigen Orts fund gemacht / und daß man sich darnach
richten wolle / verlangt werden soll. Worbey dan durch
Beförderung eines hohen Directorii dahin gearbeitet wer-
den solle / damit auf dem Creysß-Tag zwey Vora zuge-
standen werden mögen / dergestalt / daß alsdan beide ob-
gedachte Herren Graffen jedesmal in Führung des
Voti von einem Creysß-Tag zum anderen / bey währen-
den gedachten Creysß-Conventen aber von Tag zu Tag
alterniren / auch auf dem Reichs-Tag so wohl / als im
Fall / da das zweyte Votum in Circulo obgedachter
massen nicht zu erhalten wäre / gedachte Alternatio in
Führung des hergebrachten Tecklenburgischen Voti zu ob-
serviren seyn wird.

Siebendens solle die Bestellung der gemeinschaftlichen
Beambten / wie auch Geistliche und Schul-Beambten derg-
gestalt beschehen / daß ins künftige beede regierende Her-
ren in der Grafschaft Tecklenburg und Xbda dieselbe
alternando anordnen und vergeben / jedoch ein Herr so
wohl als der ander communicato consilio mit seinem
Mits-Herrn einher gehen / und dahin / daß keine incap-
able oder dem Mits-Herrn erheblich und kentlich niedrige
Personen angedordnet werde / seyn wird.

Achtens / was die auf obgedachten Graff- und Herr-
schaften Tecklenburg und Xbda / und deren Domainen
noch stehende Schulden und lasten betrifft / solche trägt
der Herr Graf von Solms / als weit sie tempore mor-
tis des Graffen Conrads von Tecklenburg vorhanden
gewesen / zu drey Viertheilen / zu den übrigen aber / wel-
che hernach gemacht seynd / ist er nicht verbunden / da
hingegen auch gedachter Herr Graf von Solms sein
Recht und Antheil an denen Præsentationen / welche ge-
dachter Graf Conrad gehabt / behält / die übrige aber
hernach dem Haus Bentheim-Tecklenburg anerwachsen /
und zu dieser Erbschaft nicht gehörige Præsentationen dem
Graffen von Bentheim-Tecklenburg alleine verbleiben /
Weilen aber die Herren Graffen von Bentheim sich be-
klagen / daß / wann die ganze nach Graf Conradi Zeit
aufgeschwollene Schulden-last ihnen alleine ansgewürdet
werden sollte / solche deren Antheil / welchen sie noch be-
halten / gar absorbiren und ihnen also die Subsistenz be-
nommen werden dürfte / So hat zwar der Herr Graf
von Solms sich zu Bezugung seiner Affection erkläret /
daß er zu Stand-mäßiger Subsistenz der Frauen
Gemahlin vom Herrn Graffen Johann Adolph von
Bentheim-Tecklenburg ad vitam. Dero Gräflichen Töch-
tern / so lange sie unverheyrathet / des jungen Herrn
Graffen Johann Augusten jährliches aus den Xbda'schen
Gefällen zuzuwenden / dabeneben den Punct der Schul-
den dergestalt zu überlegen und einzurichten / damit der
alte Herr Graf Johann Adolph zu seiner Stand-mäßi-
gen Subsistence ein sicheres seyn hätte / auch zu allge-
mählicher Tilgung der Schulden / durch Hülffe der land-
stände auch sonst dienliche Mittel ansuchen zu hel-
fen / und hierunter dergestalt / ob wäre es seine eigene
Sach / beprähig zu seyn. Dieweil aber dieses nicht / als
nach vorher untersuchten Statu der Schulden / geschehen
kan / als ist disfalls verglichen und ausbedungen / daß
der Status Creditorum sofort mit Zugiehung beiderseits
Bedienten untersucht und eingerichtet / demnachst auf be-
vorstehender Zusammenkunft dieser Punct reslich über-
legt / besändig regulirt und verabschiedet werden solle.

Nemmens bleiben dem Herrn Graffen zu Solms die
Gefälle / da dato der Anno 1698. geschehen Immission
von den drey Viertheilen der Grafschaft Tecklenburg
und Xbda / als weit sie von Dero Bedienten noch nicht
erhoben sind / bevor / und wird man in puncto dessen /
so der Herr Graf von Bentheim-Tecklenburg wegen der
Executions-Kosten abzutragen hat / sich bey bevorstehen-
der Versammlung vereinbaren / dergestalt / daß der ge-
dachte

ANNO
1699.

ANNO
1699.

dauchte Herr Graf die vergleichende Summ baar legen/ oder aber davor eines der privat acquirirten Gräflichen Bentheim-Tecklenburgischen Güter zu versetzen/ und pro rata bisz zur Zahlung einzuraumen schuldig seyn sollte.

Behendens ist verabschiedet/ daß der Herr Graf von Solms bey Seiner Fürstlichen Durchleucht dem Herrn Landgraffen von Hessen-Cassel/ falls dieselbe wegen Abgang eines Theils der Grafschaft Tecklenburg die Aemter Ucht und Freudenberg in Anspruch nehmen wolte/ alle Officia, um solches zu verhüten/ anwenden/ und in diesem Endt dem Hause Bentheim so/ es wäre es ihre eigene Sach/ assistiren wolte und solle.

Falls aber über alle Zuversicht Seine Hochfürstliche Durchleucht von Hessen-Cassel hierunter durch vorstellende Rechte- und Billigkeits-Gründe und offeriren nicht zu vermögen wären/ sondern den Herrn Grafen von Bentheim-Tecklenburg über kurz oder lang gedachte Aemter Ucht und Freudenberg deswegen wirklich entzogen wer-

(L.S.) Johann Adolph/ Graf zu Bentheim-Tecklenburg.

den sollten/ so ist abgeredt/ daß man sich alsdann hier- ANNO
unter näher vergleichen/ oder kein Theil an dieser Trans-
action verbunden seyn/ sondern ein jeder in seinem Rechte
1699.
sich soll.

Und da endlich einige obgedachter Puncten auf die bevorstehende Conferenz zu völliger Einrichtung verschoben seyn/ so ist abgeredt/ daß selbige Conferenz unausgesetzt fortgesetzt/ und des Ends beyderseits Herrschaften/ nebst denen Mediatoribus und ihren Räten/ je eher je lieber in künftiger Wochen nach Braunsfels/ oder wo man es des Orts gut finden wird/ erheben/ darselbst zusammen treten/ und alles zur Perfection bringen wollen; Inzwischen aber dieser Vergleich aus bewegenden Ursachen noch nicht kund gemacht/ sondern es bisz dahin in ichtigem Stand gelassen werden sollte. Zu Ucht und Freuden haben diesen Vergleich beyderseits Herren eigenhändig unterschrieben/ und mit ihren Gräflichen Insignien besigeltet/ so geschehen kaiserlich den 27. (17.) Julii 1699.

(L.S.) Wilhelm Moriz/ Graf zu Solms und Tecklenburg.

Neben-Vergleich.

Zu wissen sey hiermit/ nachdeme heute dato zwischen den Herrn Grafen von Bentheim-Tecklenburg an einer/ und dem Herrn Grafen von Solms-Tecklenburg an anderer Seiten ein beständiger Vergleich in ihrer so lange gedährter schwerer Streitigkeit durch Gottes Segen getroffen/ dabey demnoch zu Conservation der gesellschafteten Harmonie und allerseits mehrern Aufnehmen und Commodität gut gefunden worden/ in nachspecificirten Punctis ein und anders absonderlich näher zu be-rahmen und zu schließen/ inmassen dasselbe/ ob wäre es dem Haupt-Contracte einverleibt/ gehalten/ eben solche Kraft/ wie jener haben/ ja gar denselben in denen hierin näher erläuterten und veränderten Punctis derogiren sollte.

1. Weilen die Erfahrung lehret/ daß die Gemeinschaft insonderheit in Wohnungen und Häuser leicht Gelegen-heit zu allerhand Unlust geben/ die Schloßer und Häuser auch dadurch zu verfallen/ und deren Reparation verabsäumt zu werden pflegt/ insonderheit aber das Schloß Tecklenburg einer Haupt-Reparatur bedürftig ist/ So ist darüber unterredet/ und näher verglichen/ daß der Herr Graf zu Solms das ganze Schloß Tecklenburg/ nebst der Bestung Groß-Gehörs/ Hoffgarten/ und was sonst dazu gehöret/ vor sich alleine und private behalten wolle/ inmassen den hiernit einer dem anderen sein disfalls habendes Recht übergibt/ und ihn in wirklichen Besitz desselben gesetzt haben will/ Jedoch dergestalt/ daß der Herr Graf Johann Adolph von Bentheim-Tecklenburg/ als lange er lebet/ auf dem Schloß Tecklenburg nach seinem Belieben die Wohnung jederzeit behalten/ und inwischen dem Herrn Grafen von Solms frey stehen solle/ die nöthige Reparatur und was er sonst zu Conservation und Verbesserung des Schloffes gut findet/ verrichten zu lassen/ auch des Ends auff dem gedachten Schloß/ da er es nöthig achtet/ zu logiren; Wie dan auch dem Herrn Grafen Johann Augusto und dessen Erben/ wann sie in der Grafschaft seynd/ und es gut finden/ zuschicket/ suo Jure auf das Haus Tecklenburg zu kommen/ und sich alda aufzuhalten/ jedoch daß er darselbst keine feste und beständige Residenz nicht habe/ und dieses dem Herrn Grafen zu Solms und dessen Erben/ ratione des Hauses Rheda vice versa zuschicke/ von dem auf dem Hause Tecklenburg verhandenen Ge-

(L.S.) Johann Adolph/ Graf zu Bentheim-Tecklenburg.

schuß aber sechs kleinere metalline Stücke dem Herrn Grafen von Bentheim verbleiben.

2. Gleich auch zweyten in dem Haupt-Contract der Herr Graf von Solms auf seine Ansprach ratione perceptorum nicht anders als in favorem der Herrn Grafen von Bentheim-Tecklenburg/ Herrn Grafen Johann Adolphs und Johannis Augusti reuanciret/ sonst aber ohne dessfalls seine Ansprach an den übrigen Bentheimischen Häusern bevor bleibt/ inmassen er dieselbe sich jederzeit reservirt haben will/ zu dem Ende die Herrn Grafen von Bentheim-Tecklenburg an obgedachten übrigen Häusern/ ratione regressus & respectu Portionis hereditarie einen in Recht gegründeten Spruch haben; Als ist beschloffen und verglichen/ daß der Graf von Solms diese beyde Sachen auf die best dienstliche Weise in seinem oder der Herrn Grafen von Bentheim Nachmer auf seine Kosten ein- und aussühlen/ dasjenige aber/ so dadurch künftig gewonnen werden möchte/ unter beyden ichto verglichenen Parteyen/ oder ihren Erben aqua-liter theilt und dividirt werden soll.

3. Da auch drittens der eine Viertel der Herrschaft Rheda §. 2. des Haupt-Vergleichs unter Seiner Fürstlichen Gnaden zu Münster Consens/ dem Herrn Grafen von Solms zugesagt/ so wird man an Gräflicher Bentheimischer Seite zwar bona fide herunter gehen/ und nebst dem Herrn Grafen von Solms zu Erhaltung gemelten Contentas alle Officia anwenden/ dieneilen aber solchen wirklich zu prästiren/ nicht in des Herrn Grafen von Bentheim Macht steht/ als ist abgeredt/ daß derselbe hierunter nicht gefährdet/ noch weiter als ad omnia Officia verbunden/ das übrige dem Herrn Grafen von Solms/ welcher in so weit und wegen Rheda sein völlig Recht sich reservirt/ anheim gelassen werden solle.

4. Ist vereinbahret/ daß Falls über kurz oder lang ein oder ander Theil gut finden sollte/ ihre Erb-Portiones an obgedachte Grafschaften Herrschaften zu verkaufen/ der andere gegen Verlegung des billigen Pretii der Nächste dazu seyn/ auch kein Theil dem anderen durch Einlassung der Creditoren aus seinen Quoten zu schöpfen/ sondern eine gute hochvertrauliche Harmonie möglich conservirt werden solle. Urtundlichen allerseits Herren Unterschrift und vorgebrachten Gräflichen Insignien. So geschehen kaiserlich den 27. (17.) Julii 1699.

(L.S.) Wilhelm Moriz/ Graf zu Solms und Tecklenburg.

Final-Transaction.

Einmact zwischen denen hochgebohrnen Grafen und Herren/ Herrn Johann Adolph/ Grafen zu Bentheim/ Tecklenburg/ Steinfurth und Limburg/ Herrn
Tom. VII. Part. II.

zu Lingen/ Rheda/ Hoya/ Alphen und Beveringhoven an einem/ und Herrn Wilhelm Moritz/ Grafen zu Solms/ Braunsfels/ und Tecklenburg/ auch zu Erdingen/ Herrn
Nnn 2 zu

ANNO
1699.

zu Minsenberg / Rheda / Lingen / Wildensfelz / Sonnen-
wald / Püttingen / Dorfschweyer Beaucourt &c. an an-
dern Theil / über die Erbschaft und Succession an der
Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / und Per-
tinentien / nach der im verwichenen 1698. Jahr / durch
ein Nieder-Rheinisch-Bespalhällisches hohes Creysß-Directo-
rium vollstreckten Execution und Einräumung der Erb-
Portionen / ein Terminus zur Liquidation der gleichfalls
adjudicirter fructuum perceptorum auf den 10. (20.)
Maji jüngsthin nach Ohnabruß benahmet / daselbst
durch hochermelten Directorii Herren Subdelegatos denen
Hoch-gräflichen Partheyen die Güte vorgeschlagen / dar-
innen continuirte / auch ein und andere Offertes gesche-
hen / endlich zu Lengerich durch einen Haupt- und Neben-
Vergleich abgehandelt und geschlossen / und dadurch Sei-
ner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Teck-
lenburg / zu denen durch vorerwähnte Immatriculation allshon-
erhaltene drey Achtheile in der Graffschaft Tecklenburg
und Herrschaft Rheda noch drey Achtheile in der Grafs-
schaft / also zusammen drey Quart, alles mit der Landes-
Hohheit / und allen An- und Zinsbehörngen / Rechten und
Gerechtigkeiten zugelegt und abgetreten worden / wie die
daruß ausgefertigte Haupt- und Neben-Vergleiche sub
dato Lengerich den 17. (27.) Julii 1699. mit mehreren
besagen / darinnen aber abgeredet / daß / weilten der Sta-
tus Debitorum damahls nicht bey handen gewesen / man
althier nach dessen Untersuchung weiter zusammen kom-
men / und diesen Punct / auch was sonst noch übrig
seyn möchte / völlig abthun und adjustiren wolle; Als ist
nach reifler Überleg- und Bermittelung aller anwesenden
obbemelter Herren Creysß- Directorial- Subdelegatorum
ferner hiemit verglichen und fest gestellet:

Erstlich thum obgemelte Herren Transgenten die nachst
angegogene zu Lengerich aufgerichtete Haupt- und Neben-
Vergleiche vom 17. (27.) Julii krafft dieses nochmalen
confirmiren und hiemit fest stellen / dergestalt / daß solche
in allen ihren Puncten und Clausulen (außer deme /
was in diesem Final-Vergleich geändert / ab- und zuge-
setzt / und hernach gesagt wird) fest und kräftig seyn
und gehalten werden sollen / als wären selbige anhero
wörtlich wiederholt / gestalten nunmehr hiemit und in
Krafft dieses Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg / die in denen Lengerichschen Verglei-
che accordirte Portiones an die Graf- und Herrschaft
Tecklenburg und Rheda abgetreten / und in wirklichen
Besitz und Genuß übergeben und eingeräumt werden.

Dannhero zweytens bey dem 8. Seiner Hochgräf-
lichen Gnaden zu Solms-Braunfels-Tecklenburg sich zu
drey Achtheilen der alten und Groß-Elterlichen Schul-
den / und dabeneben zu einer Temporal-Alimentation
der Fürstin / und einiger Gräflichen Kinder ansehsig und
verbindlich gemacht / solches dahin geändert / daß nachst
hochgedachte Seine Hochgräfliche Gnaden gegen die im
nachfolgenden §. 3. übernommene Praestation nicht al-
lein von allen so wohl alten und vom Grafen Ortone
seniore herrühriren-als auch anderen hernach contra-
hirtten neuen Schulden / die haben Mahnen / wie sie
wollen / ganz frey und ledig seyn / und damit anders
nicht zu thun haben / noch deswegen belästiget oder be-
schweret werden sollen / als alleine Seiner Hochgräflichen
Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg / und denen übrigen
mit Rath und communibus Viribus & Juribus, welche
sich ein jeder Theil contra quoscunque Creditores zum
sorgfältigsten vorbehält / zu assistiren / zu helfen / damit
durch vernünftige Wege ein guter und vertraulicher Ver-
gleich mit denen Creditoribus getroffen werden möge /
sondern auch die specificirte Alimentations-Gelder nun-
mehr aus Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-
Tecklenburg verbleibenden Theilen an Tecklenburg und
Rheda hergenommen werden / und Solms-Braunfels-
Tecklenburg davon entlediget seyn sollen.

Dahingegen haben drißens Seine Hochgräfliche Gna-
den zu Solms-Braunfels-Tecklenburg / zu Tilg- und
allmähligem Abloßung der accordirenden und sonst auf
den Domainen habenden liquiden Schulden eingewilliget /
aus dero Antheil der Herrschaft Rheda jährlich ein
tausend fünf hundert Reichshaler / und aus der Graf-
schaft Tecklenburg so viel / zusammen drey tausend Rhalr.
herauszuschicken / und damit zwanzig fünf Jahr zu conti-
nuiren / so und dergestalt / daß selbige unter dero Di-
rection und Anordnung denen Creditoren ausgezahlt /
und dadurech die Schulden nach und nach abgetilget wer-

den. und gleichwie Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg von allen Schulden frey seyn und
bleiben; also haben dieselbe mit denselben nach Verstie-
fung der bewilligten zwanzig fünf Jahren / welche den
1. Augusti dieses laufenden 1699. Jahres den Anfang
nehmen / wann schon zu selbiger Zeit gegen geschöpfte Zu-
versicht noch einige Schulden-Posten übrig seyn möchten /
nichts zu thun / sondern seynd der jährlich anhero bewilligten
drey tausend Rhalr. wiederum los und ledig / und haben
dero Renten und Intraden in der Graffschaft Tecklen-
burg und Herrschaft Rheda völlig und frey zu genießen.

So gar / daß auch viertens / wann obgedachter massen
vor Ablauf gedachter fünf und zwanzig Jahren sich be-
finden sollte / daß die Schulden abgetilget / alsdann wann
schon die fünf und zwanzig Jahre noch nicht zum End-
der jährliche Beitrag der drey tausend Reichshaler cessi-
ren solle.

Damit aber fünffens die große Schulden-Last / welche
Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Bentheim-Tecklenburg
ohne das alleine obliegen / desto eherer getilget werden
könne; so haben dieselbe gleichfalls gewilliget und sich ver-
bunden / daß aus dero Antheil Landen und Intraden jährlich
zwey tausend Rhalr. mit Nutzen und Vortheil zu Til-
gung der Schulden angewendet / und zahlt werden sollen.

Jüngleichen ist Sechsfens verglichen / und wollen Seine
zu Bentheim-Tecklenburg Hochgräfliche Gnaden auf dero
Antheil Landes und Einkünften nachfolgende Deputata
und Alimentation reichen lassen / nemlich der Fürstlichen
Frau Gräfinn / ein tausend Rhalr. / vor dero Sohn /
Herrn Grafen August fünf hundert Rhalr. und vor die
Gräfliche Töchter / jeder zwey hundert und fünfzig Rhalr.
gestalten auch die leztebede Gräfliche Bentheim-Tecklen-
burgische Töchter aus denen gesamten Tecklenburgischen
und Rhebaischen Landen also dotirt und ausgestattet wer-
den sollen / als ob dieselbe ohnertheilt / bey einem Herrn
blieben wären.

Nachdeme auch Siebendens verglichen worden / daß /
wann über kurz oder lang einer der transgirenden Theilen
seine Erbtheile oder Erb-Portiones zum Theil oder ganz
zu verkaufen resolviren würde / daß der andere Theil den
Näherkauf / gegen Erlegung des billigen Kauf-Schillings
haben solle; Gestalten die durch den zu Lengerich getroffe-
ne und hierdurch nochmalen / wie obgemelt / confirmirte
Vergleiche Seiner Hochgräflichen Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg erblich übergeben und abgetrete-
ne drey Quart an der Graffschaft Tecklenburg cum Per-
tinentiis / so ban einen Quart an der Herrschaft Rheda /
keinem Pacto familiaris oder Fidei-commisso, wenn schon
dergleichen so vor gültig und verbindlich gehalten werden
wollen / wie doch Seine Hochgräfliche Gnaden zu Solms-
Braunfels-Tecklenburg keines weges einsehen / verhanden
wären / unterworfen / sondern hiemit und Krafft dieses
ausdrücklich davon ausgeschlossen seyn und bleiben sollen;
Wobey den stehlichen von beyden Hochgräflichen Her-
ren Pacifizanten ausdrücklich verabredet und geschlossen
worden / daß keiner dem anderen in seinem Ihne durch
Vergleich zukommenden Landes-Portionen / deren Renten
und Gefällen im geringsten vorgeiffen oder präscripiren /
sondern die Empfang- und Rechnungs-Debiten jedem
Herrn Grafen das Seinige sub Poena Execucionis in
propriis zu heffern und auszubahlen schuldig und gehalten
seyn sollen / inmassen dan die gesambte Herrschaftliche
Gefälle in der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft
Rheda / wie auch die darauf habende Schulden-Last durch
beyderseits zusammen deputirende Rätze und Debiten
forderambst aufs genaueste untersucht / und daraus ein
richtiger Status credituum & onerum forinnet werden
solle / womit also diese ganze Sache aus dem Grund ver-
glichen / und haben beyde Herren Transgenten bey Gräfl-
ichen Ehren und wahren Worten einander gelobet / zuge-
sagt und versprochen / alles / was in denen so wohl zu
Lengerich errichteten / als diesem heutigen Vergleich / wel-
che alle in vollkommenen Valor seyn und bleiben / ver-
sasset / treulich und ohnverbrüchlich zu halten und zu be-
obachten / mit Renunciation auf alle Beneficia und Ex-
ceptiones der Rechten / so diesen Vergleichen zuwider
seynnd / und erbadt werden möchten. Alles treulich und
ohne Gefährde. Dessen zu Urkund haben beyde Herren
Contrahenten diese Transaction eigenhändig unterschrie-
ben / und Ihro Hochgräfliche Secret-Zinssigel darunter
drucken lassen. So geschehen Braunfels den 14. Sept.
1699.

ANNO
1699.

(L. S.) Johann Adolph / Graff zu Bentheim-Tecklen-
burg.

(L. S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Teck-
lenburg.

Er-

ANNO

1699.

ANNO

1699.

Wir Johann Wolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg-Gesfisch und Limburg / Herr zu Rheda / Hoya / Alpen / Bessinghoven / und Wir Wilhelm Moritz / Graff zu Solms-Braunfels-Griffenstein und Hungen / auch zu Tecklenburg und Erdingen / Herr zu Müdingenberg / Rheda / Püttlingen / Dorfsweiler und Beaucourt &c. ihrtunden hiermit und bekamen vor Uns / unsere Erben und Nachkömmlinge / demnach Wir in diesen noch laufenden Jahr über den Punctum der adjudicirten Fructuum perceptorum von denen Solms-Braunfelsischen Erb-Portionen an der Graffschaft Tecklenburg und Herrschaft Rheda / durch Vermittelung und unter der Autorität einer löblichen Nieder-Rheinisch-Beschkälischen Creyß-Sublegation uns geründlich auf ewig verglichen / auch zu dessen mehrer Festhaltung die Anfangs zu längerich den 27. (17.) Jul. erdichtete Haupt- und Neben-Vergleiche / und hernach allhier zu Braunfels unterm 24. (14.) Septembr. geschlossene Final-Transaction bey dem Käyserlichen und des Reichs Cammer-Gericht confirmiren lassen / und weiter nichts übrig / als daß Wir auf solches Fundament unsere gemeinschaftliche Regierung der Tecklenburgischen und Rhedischen Länden / zu jedes in denen angeregten Vergleichen bemelten Antheilen besetzen und alles den Reccellen tunsel einzurichten / auch sofort einander aufrechtig und treulich meinen / vor einen Mann gegen den oder diejenige / welche obangeregte unsere sub Autoritate Celsare erdichtete und darauf confirmirte Transaction und Vergleiche anzusehen sich anmassen wollen / einmüthig stehen.

Daß Wir heute dato dieses alles nochmahls fleißig

(L.S.) Johann Wolph / Graff zu Bentheim-Tecklenburg.

Wann nun gedachte Grafen deren Confirmation auch bey diesem Unserem höchsten Gericht zu suchen entschlossen / zu dem Ende dan der Ehrhain / unser und des Reichs lieber Getreuer / Johann Friedrich Hoffmann / der Reichs Doctor / berühmter Unseres Käyserlichen Cammer-Gerichts Advocat und Procurator / als beyder transgierender Grafen vermög vorbrachten Original-Special-Gewalts konstituierter Anwalt / uns solthane Confirmation und Ausfolgung Document / bey diesem Unserem Käyserlichen Cammer-Gericht unterthänigst Ansuchung gethan / auch erlangt / daß heut zu Ende bemelten dato nachfolgendes Decretum ertheilt worden :

Secund obgemelte Transactiones den 7. Novembr. jüngstbin und respective heut zu unten bemelten dato, jedoch salvo Jure Tertii, hiermit confirmirt und bestätigt / auch darüber nothdürfftige Urkund erkannt in Consilio den 4. Decembr. 1699.

miteinander erwogen / und darauf einer dem anderen treulich zugesagt und versprochen / alles verglichen ohne fernern Verzug respective zu vollziehen und zu halten / auch da es sich seind hervor thut / welchergestalt durch Widdigesinnete das Fürstliche Haus Hesen-Cassel aufge-regt wird / wegen der Remter Licht und Freydenberg Anspruch zu machen / vernünftlich dadurch unsere Vergleich und Transaction einiger massen zu schwächen / uns dadurch im geringsten nicht irre machen zu lassen / sondern solchen Anspruch auf thumliche Wege zu begehen / und daneben alles zu thun und vorzutheilen / was zu beständiger Festhaltung mehrerwehnter unserer Transaction und Vergleichen gut seyn und geraden mag / altermassen Wir dan hierdurch und in Kraft dieses nochmahlen erklären / daß die offerwehnte Vergleiche und Transaction auf alle Fälle zu ewigen Tagen fest und unverrückt verbleiben / und auf keinerlei Weise / es mag seyn / oder Mahnen haben / wie oder was es wolle / auch so gar nicht durch die obgemelte Heffische Ansprache oder auch die Vindication selbsten / infringirt oder geschwächt / noch annullirt werden sollen.

Schließlichen wollen Wir allen droben gemelten Widdigen auf alle Weise communibus consiliis dergestalt entgegen stehen / damit Wir beyderseits und unsere Erben und Succesores bey diesen allen ruhiglich seyn und verbleiben mögen / alles getreulich und ohne Geschehe. Wessen zu wahrer Urtund und fester Festhaltung haben Wir diesen unseren wohlbedachtlichen aufgerichteten Erläuterungs-Recessum eigenhändig unterschrieben / und mit unseren Gräfflichen Secrer-Insigel bekräftigt. So geschehen Braunfels den 1. Decembr. 1699.

(L.S.) Wilhelm Moritz / Graff zu Solms und Tecklenburg.

Als ist ihme dieser mit unserm anhangenden größtem Käyserlichen Insigel bekräftigter Schein darüber anseferrigt / und mitgetheilt worden / so geschehen in Unser und des heiligen Reichs-Stadt Weßlar / den vierden Tag Monats Decembr. nach Christi Unseres lieben Herrn Geburt im sechzigsten hundert neun und neunzigsten / Unserer Reichs des Römischen im zwey und vierzigsten / des Hungarischen im fünf und vierzigsten / und des Böheimischen im vier und vierzigsten Jahren.

Ad Mandatum Domini Electi Imperatoris pro-prium.

Johann Adam Weickart / Käyserliche Cammer-Gerichts-Canckley-Verwalter.

Jacobus Michael Lt. Judicii Imperialis Cameræ Protototarius.

CCXY.

18. Août. Vergleich zwischen denen Commissarien Ihro Römische Käyserliche Majestät LEOPOLDI, und des Türkischen Groß SULTANS MUSTAPHA II. von wegen der Gränzscheidung besage dem Carlowitzischen Friedens-Schluss. Beschehen im Lager unweit Brod den 18. Augusti 1699. [LUNIG Deutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung I. pag. 184.]

C'est-à-dire ;

Convention entre les Commissaires de LEOPOLD Empereur des Romains & de MUSTAPHA II.

Sultan des Turcs pour le Reglement des Limites conformément à la Paix de Carlovitz. Au Camp de Brod le 18. d'Août 1699.

Es wissen allen und icken : Demnach dem ewigen und allmächtigen Gott / als dem höchsten Stifter des Friedens / gefallen hat / daß nach einem so langwierigen und blutigen Kriege / der Friede zwischen denen Großmächtigsten Fürsten und Herren / Herrn Leopoldo I. erwähltem Römischen Kayser / zu allen Zeiten Mehreren des Reichs / und dem Sultan Mustapha / der Türken Han / wiederum aufgerichtet worden ; Und auch bekannt ist / daß allerhöchstdiger Römischer Kayser / da die Friedens-Conditiones auf dem Congress zu Carlowitz fest gestellt worden / zu Bezeugung der mit dem Sultan aufrichtig-gemachten Freundschaft / alles / was er in dem Königreich Bosnien / durch seine siegreiche Waffen im jüngsten Kriege erobert / wiederum zu restituiren versprochen ; Und nun durch die Gnade Gottes die Gränze beyder Kayserthümer / dießseits der Donau / ansgenommen die Gegend Novi, nach der Niederschne des Friedens-Instruments / sind aufgerichtet worden / wie solches in

Nan 3

fei

ANNO
1699.

seinem absonderlichen Instrumento noch klärer zu sehen; So ist der Thurn Sockel / die Befestigung Dubiska und Doboy / samt der Palanka Jeszenowiz / von der Kayserlichen Befestigung evacuiert / und der Türckischen Pforte eingeräumt / auch endlich die Citadelle / so gegen Brod über / an dem Bosnischen Ufer des Sau-Flusses gelegen / samt zweyen auf der nechsten Insel gewachsenen Dämmen / nieder gerissen und der Erde gleich gemacht worden.

Wird also hiermit allen und jeden Unterthanen der beyden Kayserthümer / im Nahmen des Allerburchselandt-tigsten Königlich Kayser / und zu dessen ewigen Schatzkammer / mit drey-mahliger Verbrennung des Geschützes / Nahrung der Trommeln / stiegenden Fahnen / und im Geheuch stehender Miltiz / in Gegenwart beyder Kayserlichen Commissarien / publiciret und vor männiglich ausgerufen; dasz vorbesagte Bestimungen / die Palanka und der Thurn / nicht allein von dem Commissario des Großmächtigsten Königlich Kayser / Ludovico Ferdinando, Grafen von Marigli, an den Türckischen Commissarium, Ibrahim Effendi / sondern auch alle und jede da herum liegende Landschaften / welche in Bosnia / nach Inhalt des Friedens-Instrumentes / dem Türckischen Kayserthum einzuräumen und denselben ganz frey zu lassen sind / wiederum abgetreten / übergeben und der freyen Macht und Gewalt überlassen werden; Ausgenommen die Gegend des alten Novi, welches so lang in Kayserlicher Gewalt bleiben soll / bisz die dieser Gegend concernirende und bekante Controversien von denen Kayserlichen Ministern und den Türckischen Befehlenden gänzlich werden gehoben und verglichen seyn; Die Gegend aber des Sau-Flusses / von dem diesseitigen Ufer des Unax-Flusses an / bisz an den Dre / wo sich die Sau in den Fluß Bosatz ergießet / sollen mit allen darzwischen liegenden Inseln denen beyden Kayserthümen gemein verbleiben.

Dieses wird also männiglich zu einem ewigen Zeugnis publiciret und kund gemacht / also / dasz sich niemand mit der Unwissenheit zu entschuldigen habe / weilen Ihre Kayserliche Majestät dero Treu und der ganzen Welt bekanten / beständigen / unbesecteten und aufrichtigen Glauben in diesem so grossen Friedens-Geschäfte heilig und unverbrüchlich halten wollen. Geschehen in dem Lager unweit Brod / den 18. Augusti 1799.

CCXVI.

10. Nov. Abschied zwischen Bernhard Herzog zu Sachsen-Meiningen eines / dan auch denen Herzogen Ernst zu Sachsen-Hildburghausen / und Johan Ernst zu Sachsen-Saalfeld / anderen Theils wegen der Possess-Ergreifung an denen von Weyl. Herzog Albrecht zu Sachsen-Coburg hinterlassenen Landen bestehend, Worin der erste diese zu Compossessoren der besagten Landen erkennet / diese aber hingegen sich erklären / nach Erforderung der Affairen wieder dahin zu kehren / und die Tractaten über der Theilung salvo Jure quovis anzutreten. Geschehen zu Coburg den 10ten Nov. 1699. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absatz pag. 712.]

C'est-à-dire,

Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meiningen, ERNEST Duc de Saxe-Hild-Burghausen, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld sur la Succession du feu Duc de Saxe-Cobourg. Le premier y reconnoît les deux autres pour legitimes & indubitables Compossesseurs; & ils s'y reservent le Droit, d'en revenir à une ulterieure Convention selon l'exigence de leurs affaires, &

nommément à un Partage de ladite Succession. ANNO
Fait à Cobourg le 18. Novembre 1699. 1699.

311 wissen / Nachdem uff erfolgten tödlichen Hinterrück des Weyland Durchleucht. Fürsten und Herrn / Herrn Albrechts / Herzogs zu Sachsen / zwischen denen Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Bernharden / eines / und Herrn Ernsten / wie auch Herrn Johann Ernsten / allerselts Gebrüder / Herzogen zu Sachsen u. wegen der Possess-Ergreifung vor- & hochgemelter Seiner Hochfürstlichen Durchleucht hinterlassener Lande und Erbschaft / sich einige Irrung darüber und Weitläufigkeiten ereignen wollen; Als ist zu Vorckommung derselben / und hingegen zu Verhütung freundschaftlicher beständigen Verdrüssens und Einigkeit / unter Ihren Hoch- & Fürstlichen Durchleucht Durchleucht Durchleucht durch dero zusammen geordnete Räte und Deputirte mit gleichmässiger Zugiehung und Vermitelung derer übrigen Hoch-Fürstl. Durchl. Herren Interessenten anwesenden Bevollmächtigten / auf unterthänigsten Vortrag und Gehörhaltung folgende Abrede genommen worden; Es erklären sich nehmlich höchstermeste Herrn Herzog Bernhards Hoch- & Fürstliche Durchleucht hiermit und in Kraft dieses / dasz gleichwie sie auch höchstbesagten dero freundlich geliebten Herrn Gebrüder Hoch-Fürstliche Durchleucht an denen Ihre bey diesen Successions-Fall zukommenden Rechten etwas zu entziehen niemals gemeinet gewesen; Also auch dieselben samt und sonders pro veris & indubitatis Compossessoribus solcher Verlassenschaft / jedoch nach ihren ratis, und dar- an habenden Befugnissen / agnosciere / und Ihnen der Effectus Possessionis dergestalt zugestanden seyn solle / als ob Sie dieselbe selbst in Person oder durch die Ihrige vollständig und überall ereignen hätten / welche freundschaftliche Erklärung mehr höchstgedachte Herrn Herzog Ernsts und Herrn Herzog Johann Ernsts Hoch-Fürstliche Durchleucht Durchleucht hiermit annehmen und dargegen sich hinwiederumb freundschaftlich dahin erkläret / dasz nach dero Convenienz und zugestandener Freyheit / nach Erforderung der Affairen / wieder anhero zu kehren / und hieselbst in der Residenz in denen vorbestalteten Gemächern ohne Beschwerde der Communion und des certii Nachtheil sich aufzuhalten und zu leben / oder die ihrige auf solche Weise hier zu lassen / oder anhero zu schicken / und sich aufzuhalten zu lassen / sie sich von himen weg begeben / unmittelbar aber die von Herrn Herzog Bernhards Hoch-Fürstliche Durchleucht Ihnen offerirte gütliche Tractaten über der Theilung dieses Anfalls im Nahmen Gottes durch die Ihrige salvo Jure quovis antreten / und bisz zur Ratification fortsetzen / im Fall aber durch solche / wez zu doch von beyden Herren Theilen sich zu aller Billigkeit erbothen wird / wider Verhoffen der Zweck eines gültlichen Vergleiches nicht erreicht / noch diese Sache gehoben werden könnte / alsdann ohne suchende / ohnnothige Weitläufigkeit wegen Erweisung der auff solchen Fall vorgeschlagenen Anstrage des Fürstlichen Hauses sich weiter erklären wollen. Zu steter Verhaltung des allen haben beyderseits Fürstliche Hohe Interessenten bey Fürstlichen wahren Worten und treuen Versicherung gethan / und dieses eigenhändig unterschrieben auch dero Fürstliche Insignel bedrucken lassen / So geschehen Coburg den 10. Novembr. 1699.

Bernhardt H. J. E. Ernst H. J. E. Johann Ernst H. J. E.
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

CCXVII.

Traité entre LOUIS XIV. Roi T. C. de France, 3. Dec. & CHARLES II. Roi Cath. des Espagnes, pour le reglement des Limites, & l'Echange de quelques Lieux, en execution du Traité de Ryfwich. A l'lle le 3. Decembre 1699. [Tiré des Archives de l'Ambassade d'Espagne à la Haye, du tems du Roi Charles II.]

COMME par les Articles dix, & vingt trois du Traité de Paix conclu à Ryfwich en Hollande le 20. Septembre 1697. entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Très-Christienne, & ceux de Sa Majesté Catholique, il a été convenu qu'il seroit nommé des Com-

ANNO
1699.

missaires de part & d'autre, tant pour regler auquel des deux Seigneurs Rois, les Villes, Bourgs, Lieux ou Villages, ou aucuns d'iceux compris dans la Liste d'exception jointe audit Traité devront demeurer & appartenir, que pour faire échange des Lieux qui peuvent être enclavés dans le Pais de la Domination de l'une & de l'autre Couronne, & pour fixer la portion que chacun desdits Seigneurs Rois devra payer de Rentes affectées sur la Généralité des Provinces dont une partie est possédée par Sa Majesté Très-Christienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, les Commissaires nommez respectivement de leur part; savoir, de la part de Sa Majesté Très-Christienne, Messire Dreux Louis Dugué, Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller en son Conseil d'Etat, Intendant en Flandres; & Messire Daniel François Voisin, Chevalier, Seigneur du Mesnil, aussi Conseiller en son Conseil d'Etat: Et de la part de Sa Majesté Catholique, Messire Louis Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Conseiller d'Etat de Sadite Majesté Catholique; & Messire Hyacinthe Marie de Brouhoven, Seigneur de Spy, Conseiller d'Etat de Sadite Majesté, & Président en son grand Conseil, se font assembler en la Ville de Lille, & après plusieurs Conférences tenues en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles & Conditions qui suivent.

I. Sa Majesté Catholique se desiste de la prétention qui avoit été formée de la part lors du Traité de Ryswick; pour être remise en la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savoir, partie de la Bourgade d'Antoing, Veson, Bramesnil, Vernes Paroisse de Wieres, Bourgeon Paroisse de Fontenoil, Thivecelles (à l'exception de 600. Bonniers ou environ de Prairies compris dans l'inondation de Condé qui sont dépendans des Villages d'Harchies, Preaux, Ville & Pommereuil, Bernisart, Neuville & Henfies;) la Ville de Loo, Rouffelaer, Merville, Templemars, Vandeville, Billau, le Château de la Morteaue Bois avec ses tenances, le Bois de Nieppe, le Bois d'Ourbult, Agimont, Givets, St. Hilaire, Givets Nôtre-Dame, Landrichamp, Aviette, Charneux, Flohimont, Formelaine, Felixpret Abbaye, Gauchennée, Her, Herlet, Rancenne, Vireux le Walrand, Hargnies, Hebbes, Ermeton sur Meuse, Mattignol, Romerée, y compris le Territoire de la Maniffé, Cerfontaine, Rocq sur Sambre, Eltron, le Feron, la Roulie, Beaufort, Aumont Abbaie, Bouffiere près d'Aumont, lesquels Lieux avoient été mentionnez dans la Liste des Réunions, & Sa Majesté Catholique abandonne tous Droits, & Prétensions qu'elle y pouvoit avoir sans en rien retenir ni réserver.

II. Sa Majesté Très-Christienne abandonne à Sa Majesté Catholique la possession des Villes, Bourgs, Villages & Lieux ci-après: Savoir, la Ville de Chievres, Mandé, Pipaix, Guiflinies dans Pipaix, Roucourt, Ogimont, Seigneureuil, petit Quesnoil à Pottes, Grandmets; Fremont Paroisse de Thiculain, le Breucq à Forêt, Walmes, Lignettes, les Prairies dépendantes des Villages d'Henfies, Ville & Pommereuil, Neuville, Harchies, Bernisart, & Preaux qui sont des Prévôté de Mons & Châtelainie d'Ath (lesquelles Prairies se trouvent dans l'inondation de Condé & consistent en 600. & quelques Bonniers;) Renaix, le Bourg de Wattervliet, Vonesche, Felaines, Dion le Mont, Dion le Val, Winenne, Finevaux, Feicheaux, Ferauche, Javigne, Ermeton, Surbierre, Sevy, Mahoux, Liscourt, Maisfoncelle, Maisnil St. Blaise, Villersies, Rienens, Bourfoigne la vieille, Bourfoigne la neuve, Vaulfor Abbaye, & les deux Haistres, Bersée, Tirimont, Bersillies l'Abbaye, & le Val sous Beaumont, & Sa Majesté Très-Christienne se desiste de tous Droits, Actions ou Prétensions qu'elle y pouvoit avoir, sans en rien retenir ni réserver.

III. Le Ruissseau d'Ermeton qui tombe dans la Meuse au Village d'Ermeton sur Meuse demeurera commun & sera en cet endroit la séparation des Terres de France & d'Espagne, en sorte que s'il se trouvoit quelques dépendances d'Ermeton, au-delà du Ruissseau du côté de Vaulfor, elles appartiendront à Sa Majesté Catholique, & tout ce qui se trouvera des dépendances dudit Village d'Ermeton de l'autre côté vers Charlemont appartiendra à Sa Majesté Très-Christienne.

IV. Les Commissaires de Sa Majesté Catholique ayant déclaré que le Village de Fepin a été compris par inadvertence dans la Liste des Réunions, & que ce Village appartient à Monsieur l'Electeur de Trèves en

toute Souveraineté, Sa Majesté Catholique n'y prétendant aucun Droit de Souveraineté, ni autres, & les Commissaires de Sa Majesté Très-Christienne ayant soutenu que Sadite Majesté a sur ce Village tous Droits de Souveraineté & autres dont elle est en possession, cette prétension n'ayant pu être terminée dans la présente Conférence, elle sera réglée par les Commissaires de Sa Majesté Très-Christienne & ceux de Monsieur l'Electeur de Trèves.

V. Sa Majesté Catholique cede & transporte dès maintenant & à toujours à Sa Majesté Très-Christienne les Villages de Roufies, Fier le grand, & Fier le petit, avec leurs Territoires & Dépendances, & tous Droits de Possession, Propriété, Jurisdiction, Ressort, & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Catholique.

VI. Sa Majesté Très-Christienne fait pareillement toute cession & transport à Sa Majesté Catholique dès maintenant & à toujours des Villages & Lieux de Gefvry, Montigny St. Christophle, Wiheries près la Sambre, Hante & Neuville sur Sambre, avec leurs Territoires, & Dépendances, & tous Droits de Possession, Propriété, Jurisdiction, Ressort & Souveraineté, tels qu'ils ont ci-devant appartenu à Sa Majesté Très-Christienne, sans néanmoins que la présente cession fasse préjudice à la franchise prétendue par les Habitans d'Hante.

VII. La perception des Droits du Domaine & autres dont Sa Majesté Très-Christienne a joui jusques à présent tant dans les Villages & Lieux de Gefvry, Montigny, St. Christophle, Wiheries, Hante, & Neuville qui sont cédés à Sa Majesté Catholique, que dans ceux ci-dessus spécifiés qui doivent demeurer à Sadite Majesté Catholique du nombre des quatre-vingt deux compris dans la Liste d'exception jointe au Traité de Paix de Ryswick, sera continué au profit de Sa Majesté Très-Christienne, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, ce qui sera lors dû desdits Droits sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes & Adjudications de Sa Majesté Très-Christienne, & Sa Majesté Catholique entrera en possession immédiatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours sans autre Acte ou formalité que le présent Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres nécessaires aux Gouverneurs & Intendants de Sa Majesté Très-Christienne d'en abandonner la possession.

VIII. Sa Majesté Catholique jouira pareillement de tous Droits de Domaine & autres dans les Villages de Roufies, Fier le grand, Fier le petit, jusques au jour de l'échange des Ratifications du présent Traité, ce qui en restera lors dû, sera payé à ceux qui en ont pris les Fermes, ou qui en ont fait la regie, soit pour Sa Majesté Catholique, ou pour les Etats de Haynaut, & Sa Majesté Très-Christienne entrera en possession immédiatement après l'échange des Ratifications, & au plus tard huit jours après, sans autre Acte, permission ou formalité que le présent Traité, auquel effet seront envoyés tous Ordres nécessaires aux Gouverneur & Intendants de Sa Majesté Catholique d'en abandonner la possession.

IX. Au moyen du présent Traité, les Villages & Lieux qui composent la Terre d'Agimont, se trouvant possédés partie par Sa Majesté Très-Christienne, partie par Sa Majesté Catholique, les Rentes affectées sur cette Terre seront payées par les deux Seigneurs Rois, à proportion de ce qu'ils posséderont des lieux qui la composent, tels qu'ils sont énoncés dans le Contrat de l'acquisition qui en a été faite par l'Empereur Charles-Quint en 1555. & sera le partage des rentes qui devront être payées, réglé sur le pied du revenu, suivant les Comptes des trois dernieres années qui ont précédé l'évacuation de Charlemont faite en l'année 1680. desquelles il sera composé une année commune.

X. Pour ce qui concerne les Rentes perpetuelles & viagères affectées sur la Généralité de quelques Provinces desquelles une partie est possédée par Sa Majesté Très-Christienne, & l'autre par Sa Majesté Catholique, dont est fait mention au XXIII. Article du Traité de Paix conclu à Ryswick, les Commissaires de leurs Majestés ayant formé l'état des rentes que chacune desdites Provinces doit, il s'est trouvé que celle de Flandre suivant la vérification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pieces & Titres qui ont été représentés, est chargée annuellement de 483317. flor. 2. pat. 2. den.; savoir, sur la

ANNO
1699.

ANNO
1699.

Recette du vieil Impôt, 231262. flor. 15. pat. 1. den., sur la Recette du droit dit du Moulage, 200403. flor. 11. pat., sur celle dite des nouveaux Fouis, 42964. flor. 3. pat. 1. den.; & pour les Rentes particulières dûes au College de Miltus à Louvain, & à l'Evêque de Bruges 8687. flor.; toutes lesquelles Parties reviennent ensemble à ladite somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den. ci-dessus déclarée, le tout monoye d'Espagne de 20. pat. au flor. qui valent 25. sols monoye de France: Sur laquelle somme de 483317. flor. 9. pat. 2. den. ayant été fait deduction de celle de 34029. flor. 9. pat. 2. den. pour les Parties ci-après déclarées; savoir, 4000. flor. pour parcellle somme que les Etats Généraux des Provinces-Unies contribuent annuellement pour leur quote dans lesdites rentes, 548. flor. pour les rentes remboursées, 338. flor. 15. pat. 2. den. pour celles réputées prescrites, 17000. flor. pour le droit des Barques, 5000. flor. pour l'augmentation du revenu desdites Barques, 6542. flor. 14. pat. pour le droit de Vateghelt, & 600. flor. pour le revenu des Dignes le long du Canal de Gand à Bruges & de Bruges à Ostende, revenant ensemble à celle de 34029. flor. 9. pat. 2. den., il s'est trouvé que la somme dont la repartition doit être faite, est reduite à celle de 449288. flor.

XI. La repartition de cette somme ayant été fixée selon le Transport de ladite Province de l'année 1631. qui sert de regle pour toutes les repartitions, il a été trouvé que la partie de ladite Province de Flandre qui reste sous la Domination d'Espagne doit être chargée de 296483. flor. 5. pat. 7. den. de Rente, à raison de 65. 19. pat. 9. den. & demi en 100. flor. & la partie possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non compris Dunkerque qui n'entre point dans cette repartition, qui doit être chargée de 152804. flor. 14. pat. 5. den., à raison de 34. flor. 2. den. & demi en 100. flor. Sur laquelle somme de 152804. flor. 14. pat. 5. den. qui doit être payée par Sa Majesté Très-Chrétienne deduisant celle de 276. flor. 7. pat. 11. den. pour la quote de la Ville & Châtellenie de Bourg, Gravelines & de Mardick dans les Rentes créées par la Province de Flandres, dites des nouveaux Fouis, auxquelles ces Villes & Châtellenies ne doivent pas contribuer, attendu qu'elles avoient été cédées à Sa Majesté Très-Chrétienne par le Traité de Paix du 7. Novembre 1659. & que l'emprunt desdites Rentes, dites des nouveaux Fouis, n'a été fait que depuis ledit Traité, la quote part due par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Rentes affectées sur la Generalité de la Province de Flandres demeure fixée à la somme de 152528. flor. 6. pat. 6. den.; & celle due par les Etats de Flandres demeure aussi fixée à 296759. flor. 13. pat. 6. den.

XII. Et pour ce qui concerne les Rentes dûes par la Province de Haynaut, il s'est trouvé suivant la verification qui en a été faite tant sur les Comptes, que sur les autres Pieces & Titres qui ont été représentés, que ladite Province est chargée annuellement en Rentes heritieres ou perpetuelles sur les Recettes dites, Générale, de deux Membres & des Feux, de la somme de 176944. flor. 3. pat. 8. den., même monoye, sur laquelle somme aiant fait deduction de 1252. flor. 6. pat. 3. den. d'une part, pour la diminution des Vingtietmes de quelques Parties de Rentes qui y sont sujettes: 4706. flor. 10. pat. 10. den. & demi d'autre part, pour la reduction au denier seize des Rentes qui se sont trouvées constituées au denier douze, douze & demi & quatorze, 135. flor. pour Parties de Rentes dont l'Etat de Haynaut jouit seul, & 99. flor. 10. pat. pour autres Parties de Rentes réputées prescrites, montant lesdites sommes ensemble à celle de 6193. flor. 7. pat. 1. den. & demi, la somme dont la repartition doit être faite est reduite à celle de 170750. flor. 16. pat. 6. den. & demi pour les Rentes Heritieres; & pour les Rentes Viageres substantes, dûes par la même Province, elles se sont trouvées monter annuellement à la somme de 166023. flor. 5. pat. 11. den. & demi.

XIII. La repartition de ces sommes aiant été reglée sur le pied du Cahier des deux Vingtietmes imposées sur ladite Province en 1604. dont on est convenu de se servir pour cette repartition, n'en aiant point été de plus certain, la partie de ladite Province qui reste sous la Domination d'Espagne doit être chargée de 113410. flor. 9. pat. 7. den. de Rentes Heritieres ou perpetuelles; & de 110270. flor. 12. pat. de Rentes Viageres, à raison de 66. flor. 8. pat. 4. den. & demi en 100. flor.;

& la partie possédée par Sa Majesté Très-Chrétienne, non compris la Ville de Valenciennes que l'on est convenu de ne point comprendre dans la presente repartition, doit être chargée de 57340. flor. 6. pat. 11. den. & demi de Rentes Heritieres ou Perpetuelles, & de 55752. flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Viageres, à raison de 33. flor. 11. pat. 7. den. & demi en 100. flor.; sur lesquelles sommes de 57340. flor. 6. pat. 11. den. & demi de Rentes Heritieres, & 55752. flor. 13. pat. 11. den. & demi de Rentes Viageres, qui doivent être payées par Sa Majesté Très-Chrétienne, aiant été fait deduction, savoir de 538. flor. 17. pat. 4. den. sur les Rentes Heritieres ou Perpetuelles, & de 496. flor. 13. pat. 1. den. sur les Rentes Viageres, pour les quotes des Villes, Prevôts & Châtellenies de Queinoy, Avesnes, Landrecy, Condé, & Bouchain dans les Rentes créées depuis que chacune desdites Places, Prevôts & Châtellenies ont été soumise à l'Obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, auxquels lesdites Places, Prevôts, Châtellenies ne doivent point contribuer, la quote due par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Rentes Heritieres ou Perpetuelles est demeurée fixée à 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi; & la quote dans les Rentes Viageres à 55256. flor. 10. den. & demi; & la quote due par les Etats de Haynaut dans les Rentes Heritieres demeure aussi fixée à 113949. flor. 6. pat. 11. den.; & dans les Rentes Viageres à 110767. flor. 5. pat. 1. den.

XIV. Il a été convenu que les Rentes affectées sur la Recette dite du Charbonnage, & celles affectées sur la Recette dite de la Navigation, ne seront point comprises dans le calcul des Rentes à partager, attendu que les Etats de Haynaut en doivent demeurer seuls chargés, comme jouissans seuls de Droits sur le Charbon & ceux de la Navigation affectés au payement de ces Rentes.

XV. Pour satisfaire au payement de la somme de 152528. flor. 6. pat. 6. den. due par Sa Majesté Très-Chrétienne pour sa quote dans les rentes de la Province de Flandres, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétienne continuera de payer la somme de 69429. flor. 2. pat. 10. den. & demi aux Creanciers qu'elle a ci-devant fait payer & employer dans l'état des charges de ses Domaines, dont l'extrait concernant lesdites rentes est demeuré annexé au present Traité. Plus elle se charge de payer 11571. flor. 19. pat. 1. den. de Rentes due par les Etats de Flandres à des Creanciers Sujets de Sadite Majesté, suivant l'état qui a été fourni de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurera aussi annexé au present Traité; & d'autant que pour remplir ladite quote de 152528. flor. 6. pat. 6. den., il manque encore la somme de 71527. flor. 4. pat. 6. den. & demi, Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire le payement chaque année en la Monoye ci-dessus déclarée en la Ville d'Ipres, ou en celle de Lille, entre les mains de celui qui sera pour ce preposé par les Etats de la Province de Flandres, & à cet effet Sadite Majesté Très-Chrétienne en assignera le payement sur les Droits & impôts appelés des quatre Membres de Flandres dont Sadite Majesté jouit, & fera ladite somme employée annuellement dans l'état des charges de ses Domaines.

XVI. Et pour satisfaire au payement de la somme de 56801. flor. 9. pat. 7. den. & demi d'une part, due par Sa Majesté Très-Chrétienne pour sa quote dans les Rentes Heritieres ou perpetuelles de la Province de Haynaut, & de la somme de 55256. flor. 10. den. & demi d'autre part, pour sa quote dans les Rentes viageres, il a été convenu que Sadite Majesté Très-Chrétienne se chargera de payer 13539. flor. demi denier de Rentes Heritieres ou perpetuelles, & 18344. flor. 5. pat. 10. den. & demi de Rentes viageres qui se trouvent dues par les Etats de Haynaut à des Creanciers Sujets de Sadite Majesté, suivant les deux états qui ont été fournis de la part de Sa Majesté Catholique, & qui demeurent annexés au present Traité; & d'autant que pour remplir lesdites quotes il manque encore la somme de 43262. flor. 9. pat. 7. den. & demi pour les Rentes heritieres ou perpetuelles, & celle de 36411. flor. 15. pat. pour les Rentes viageres, Sa Majesté Très-Chrétienne en fera faire le payement chaque année en la monoye ci-dessus déclarée en la Ville de Maubeuge, ou en celle de Valenciennes entre les mains de celui qui sera pour ce preposé par les Etats de Haynaut, & à cet effet Sa Majesté Très-Chrétienne en assignera le payement sur les vingtietmes & Impôts dont

ANNO
1699.

Sadite

ANNO Sadite Majesté jouit dans le Haynaut, & sera ladite
1699. somme employée annuellement dans l'état des charges
de ses Domaines.

XVII. En faisant par Sa Majesté Très-Chrétienne le
payement de la somme de 3641 r. flor. 15. pat. qui
doit être remise aux Etats de Haynaut, ou à celui qui
sera par eux préposé pour suppléer de la quote-part
de Sadite Majesté dans les Rentes viagères, ils seront
tenus de justifier chaque année que les Creanciers aus-
quels ledites Rentes viagères sont dues, & dont l'état
est demeuré annexé au présent Traité, seront en-
core vivans, ou le jour auquel ils seront decédez; sera
en même tems donné connoissance à celui qui sera pré-
posé par les Etats de Haynaut des Creanciers des Ren-
tes viagères dont Sa Majesté Très-Chrétienne a pris le
payement à sa charge, qui seront decédez, & du jour
de leur décès, à proportion que ledites Rentes via-
gères s'éteindront par le décès des Creanciers, l'extinction
tournera au profit de Sadite Majesté & des Etats de
Haynaut, à proportion de leurs quotes dans la tota-
lité.

XVIII. Lorsque les sommes qui doivent être payées
par Sa Majesté Très-Chrétienne aux Receveurs qui
seront préposés par les Etats de Flandres & de Hay-
naut, seront remises chaque année entre les mains des-
dits Receveurs, ils seront tenus de justifier que celle
qui aura été payée l'année précédente par Sa Majesté
Très-Chrétienne aura été réellement distribuée aux
Creanciers, & que les Etats de Flandres & de Haynaut
auront payé leur quote-part des Rentes de leur Pro-
vince, à proportion de ce qu'ils en doivent, & s'il
se trouve qu'ils n'aient pas payé leur quote part en-
tière, Sadite Majesté retiendra pareille somme à pro-
portion, en sorte que si ledits Etats ont payé le tiers
moins que leur quote, Sa Majesté Très-Chrétienne
pourra tenir en surseance pareillement le tiers de ce
qu'elle doit payer audit Receveurs.

XIX. Le payement des sommes ci-dessus dont Sa
Majesté Très-Chrétienne s'est chargée tant envers les
Creanciers ses Sujets, qu'à fournir par supplément aux
Etats de Flandres & de Haynaut, ou à ceux qui seront
préposés de leur part, aura cours à commencer du 20.
Septembre 1697. jour du Traité de Ryfwick, & la
première année échue à pareil jour de l'année 1698.
sera payée un mois après l'échange des Ratifications du
présent Traité pour les Rentes Héritières ou perpe-
tuelles, & pour les Rentes viagères dans le même
tems, en satisfaisant à ce qui est porté par l'Article
XVII. dudit présent Traité, & la seconde année échue
au vingt Septembre de la présente, sera payée trois
mois après que les Etats de Flandres & de Haynaut au-
ront justifié chacun à leur égard que la somme payée par
Sa Majesté Très-Chrétienne pour la première année
aura été distribuée aux Creanciers, & que ledits Etats
auront payé la quote-part des Rentes de leur Pro-
vince de la même année à proportion de ce qu'ils en
doivent.

XX. Au moyen de ce qui a été réglé par les Articles
précédens pour le payement des Rentes dues par la
Généralité des Provinces de Flandres & de Haynaut,
il ne restera aux Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-
Chrétienne aucune action pour raison desdites Rentes
à la charge de Sa Majesté Catholique, ses Sujets de
Communauté, non plus qu'à ceux de Sa Majesté Ca-
tholique à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne &
ses Sujets, en sorte que les Actions demeureront absolu-
ment éteintes de part & d'autre à cet égard.

XXI. Les Commissaires d'Espagne aiant fortement
insisté à ce que Sa Majesté Très-Chrétienne se char-
geât de payer sa quote-part des arrerages des Rentes
qu'elle s'engage de payer tant Héritières ou perpe-
tuelles, que viagères substantielles, & même des Rentes
viagères éteintes, échues avant le Traité de Ryfwick,
& les Commissaires de Sa Majesté Très-Chrétienne
aiant soutenu au contraire que Sadite Majesté n'en étoit
point tenu, il a été convenu pour terminer toutes dif-
ficultés, que Sa Majesté Très-Chrétienne payera les-
dits arrerages du jour du Traité de Ryfwick seulement,
& en continuera le payement à l'avenir, comme il est
ci-dessus expliqué; & quant aux arrerages échus avant
ledit Traité de Ryfwick, il a été aussi expressément con-
venu que les Creanciers Sujets de France n'auront
pour raison desdits arrerages, & ne pourront exercer
aucune action, ni faire aucunes poursuites en Justice
ou autrement contre Sa Majesté Catholique, ses Pro-
vinces, Communauté ou Sujets qui peuvent avoir été

TOM. VII. PART. II.

obligez au payement desdites Rentes, comme Mem-
bres de la Généralité desdites Provinces, que même Sa
Majesté Très-Chrétienne ne leur donnera aucune aide
à cet égard, de quelque manière & en quelque tems
que ce puisse être, soit de Paix ou de Guerre, quand
même ils n'en seroient point payez, & que leur Ac-
tion demeureroit toujours sans effet, & qu'elle ne
permettra pas qu'il soit usé à ce sujet de voye de re-
tention, compensation, représaille, ou autres, à con-
dition néanmoins que les Provinces ou Communauté
de Flandre, & de Haynaut ne payeront aux Creanciers
Sujets de Sa Majesté Catholique qu'une année d'arrerages
par an échue avant ou depuis le Traité de Ryfwick.
& s'il arrive qu'ils payent deux années en un an, il a
été convenu expressément qu'en ce cas les Etats de
Flandres & de Haynaut seront aussi tenus de payer aux
Creanciers Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne une
année à compte desdits arrerages qui leur sont dûs, é-
chus avant le Traité de Ryfwick, mais si, comme il
a été dit ci-devant, il ne se paye qu'une année par
an aux Sujets de Sa Majesté Catholique, les Sujets
de Sa Majesté Très-Chrétienne ne pourront rien pré-
tendre de leurs arrerages échus avant le Traité de Ry-
fwick.

XX. Ce qui est expliqué dans l'Article précédent
n'aura pas lieu pour les deux années d'arrerages échues
depuis le Traité de Ryfwick qui pourront être payées
en une seule année en conséquence de ce qui est porté
par l'Article IX. du présent Traité, & en cas qu'elles
fussent payées en un an, les Creanciers Sujets de Sa
Majesté Très-Chrétienne ne pourront en conséquence
de ce payement prétendre d'être payez par les Etats de
Flandres & de Haynaut d'une seconde année d'ar-
rage, outre celle qu'ils recevront de Sadite Majesté Très-
Chrétienne.

XXIII. Il a été convenu que la prétention formée
tant par le Receveur des Confiscations pour Sa Majesté
Très-Chrétienne en Haynaut pendant la dernière Guer-
re, que par le Sr. de Sainte-Mons Donataire de Sadi-
te Majesté, contre les Etats de Haynaut, & le Magis-
trat de Mons, pour raison des arrerages dus à des Su-
jets de Sa Majesté Catholique, dans le tems que la Vil-
& dépendances de Mons étoient sous l'obéissance de
Sa Majesté Très-Chrétienne, demeurera éteinte & sans
effet.

Ainsi fait & arrêté sous le bon plaisir de leurs Ma-
jestés Très-Chrétienne & Catholique. A Lille le 3.
Decembre 1699.

DUGUE' DE BAGNOLS.
VOISIN.

LE C. DE TIRIMONT.
BRUCHOVEN.

CCXVIII.

- (1) *Acte de Reservation de Droit, touchant le harang, Decemb.
donné par Mr. NIEUPOORT, Commissaire de
L. H. P. au Marquis de TORCY, Ministre &
Secrétaire d'Etat du Roi T. C. dans le tems de
l'échange des Ratifications. [Copie Manuscrite
& Authentique.]*

LE sousigné Commissaire des Seigneurs Etats
Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, a
ordre de déclarer, que l'Intention desdits Etats
Généraux, en faisant la Convention sur le Tarif de
convenance reciproque le 29. Mai 1699. n'a été nul-
lement de faire aucun préjudice, ou innovation au
Droit, que les Sujets desdits Etats Généraux peuvent
ou prétendent avoir acquis par le Traité de Commerce
de Ryfwick au sujet du harang de la pêche des Sujets
desdits Etats Généraux, mais au contraire qu'ils ac-
cident de la justice, & de l'affection du Roi T. C. pour
lesdits Etats Généraux, que ledit harang ne pourra pas
être chargé au delà de ce que porte le Tarif de
1664. & que Sa Majesté aura la bonté de faire exa-
miner, si selon le VII. Article dudit Traité, il peut
être chargé en aucune façon, davantage que le harang
de la pêche des Sujets de France. Fait à Versailles
ce ... Decembre 1699.

GUILL. NIEUPOORT.
Trac-

(1) Cet Acte appartient au Tarif arrêté entre le Roi de France &
les Etats Généraux, & inséré ci-dessus sous le 29. Mai de cette An-
née 1699.

ANNO
1699.

CCXIX.

12. Dec. *Traſſatus inter AUGUSTUM II. Regem Polonia nomine ſuo atque totius Regni & Magni Ducatus Lithuania ab una, & FRIDERICUM III. Electorem Brandenburgensem ab altera parte, de Retraditione per dictum Electorem ad Coronam Polonicam Civitatis Elbingæ, & ſolutione per dictam Coronam Sereniſſimo Electori 300. millium Thalerorum in vim reſtutionis Hypothecæ Elbingenſis, ſub certis conditionibus ibidem ſtipulatis. Varſavia die 12. Menſis Decembris 1699. Cum Regis AUGUSTI RATIFICATIONE data Dreſde die 9. Januarii 1700. [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abſ. III. pag. 249. & page 200.]*

Nos Auguſtus ſecundus, DEI gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniae, Ruſſiæ, Prusiæ, Maſſoviæ, Samogitiæ, Kiuviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachia, Livoniæ, Smolenciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, nec non Hæreditarius Saxonie, Julii, Cliviæ, Montium, Angriæ & Weſtphaliæ Dux, Sacri Romani Imperii Archi-Marchallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Miſniæ, tum ſuperioris ac inferioris Luſatiæ, Burgravius Magdeburgenſis, Comes Princeps Hennebergenſis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominus in Ravenſtein. Notum facinus univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit. Cum Populorum ſalus ſuprema lex ſit, cui parere, regnare eſt, & a nobis merito cenſetur: Saluti vero baſis inconcuſſa ſtet publica pace atque inviolata, tum interna, tum externa tranquillitate; Hinc eſt ut ad Regimen Regni Noſtri, Divino nutu ductuque evecti, nihil antiquius habeamus, quam pacato celeſti ope intrinſecus regno, perpetuo Paci & quieti, ac mutue benevolentie cum vicinis Principibus, uti nominatim cum SERENITATE ELECTORALI BRANDENBURGICA ſervandæ, ſtudeamus. Quapropter, naſcentis nuper diſſidiis flammis, occasione occupatæ Elbingæ, propediem erupturis, opportune occurrentes, Noſtris ac Reipublice, ex Conſilio, per legem publicam designato, Commiſſariis Plenipotentiariis, omnimodam facultatem dedimus & conceſimus, cum Miniſtris SUE SERENITATIS conveniendi, remque amicaliter diſcutiendi, & pro Jure & dignitate, ut par eſt, componendi. Qui ad infra ſcriptas conditiones & puncta unanimiter devenerunt, omniaque & ſingula utrinque firmarunt, in hunc, qui ſequitur modum.

Traſſatus Retraditiæ Elbingæ.

In Nomine Domini Amen.

Notum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit. Fœdus perpetuum atque Amicitia Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Dominum AUGUSTUM SECUNDUM, DEI gratia Regem Poloniæ, Magnum Ducem Lithuaniae, Ruſſiæ, Prusiæ, Maſſoviæ, Samogitiæ, Kiuviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachia, Livoniæ, Smolenciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, nec non Hæreditarium Saxonie, Julii, Cliviæ, Montium, Angriæ & Weſtphaliæ Ducem, Sacri Romani Imperii Archi-Marchallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Miſniæ, tum ſuperioris ac inferioris Luſatiæ, Burgravium Magdeburgensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominum in Ravenſtein, atque Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuaniae inter, & Sereniſſimum Principem Dominum FRIDERICUM TERTIUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Electorem, in Pruſſia, Magdeburgi, Stedini, Pomeranie, Caſſubiorum, Vandalorumque, necnon in Sileſia, Croſnæ Ducem, Burgravium Norimbergensem, Principem Halberſtadii, Mindæ & Camini, Comitem de Hohenzollern, Dominum in Lauenburg & Bürau: inſpirata nuper occasione, occupatæ per SUAM SERENITA-

TEM Elbingæ, in tanto inſenſus proruperat diſſidium, quanto minus hæc olim præviſa erant. Iſſet procul dubio ardens mali ſenſus in flammam atrocis Belli, ni divina bonitas, vicibus meriti vel demeriti Regnis pacem ac tranquillitatem adimens & reſtituens, prius mediatórias Vicinorum & Amicorum Principum auctoritates, mox Conſilia generalia Regni Comitiorum interjeſſiſſet, iſſique moderamen ad res amice aſſopendias, permiſſum fuiſſet, ac tandem à ſua Serenitate Electorali, admiſſio Miniſtrorum ejus, ad dandas rationes explicatorias, prætenſæ læſæ Reipublicæ indemnitati conſtanter expetiſſa fuiſſet. Ii demum, poſtquam aſſenſu ſacræ Regiæ Majeſtatis hic Varſaviæ, redintegrandæ Amicitie ſincera declaratione, quod non animo lædendi, nec offendendi Reipublicam, præmiſſa facta fuerint, nomine Principalis Sui compariſſent, debite ad id inſtructi, Literisque Mandati muniti, atque ultimariam nuper congregati Reipublicæ Conſilii declarationem, à SUA SERENITATE ELECTORALI acceptatam eſſe declararent, Conſilium Senatus & Ordinis Equeſtris Regni & Magni Ducatus Lithuaniae, Lege publica generalium Regni Comitiorum, proxime præteritorum, designatum, facultateque à SACRA REGIA MAJEſTATE præmunitum, in abſentia ejusdem de Regno, ſub ſeſſici directione Sux Ceſtitudinis Primatialis, Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi in Chriſto Patris, Domini Michaelis Cardinalis Radziejowski, Archi-Epiſcopi Gneſnenſis, Primatis Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniae, convocatum, cum iisdem Miniſtris, upote, Illuſtri & Magnifico Joanne Dieterico, Libero Barone ab Hoverbeck, in Eichmedien, Baroneve, Damkau & Geyerwalde, Electoratus Brandenburgeniſis Dapiſero Hæreditario, Conſiliario Status intimo, atque Alegato Extraordinario, & Generoſo ac Magnifico, Godcfredo Werdero, Conſiliario Aulico & Reſidente in Polonia SUX SERENITATIS ELECTORALIS, in ſequentes deſcendit & conceſſit Tabulas.

I. Poſt factam modo præmiſſo mutæ amicitie reintegrationem, omnis apprehenſæ Elbingæ emanatorumque quorumvis inde ſcriptorum & exacerbationum ab utrinque aboletur memoria; Fœdus verò perpetuum atque firma & ſincera amicitia ad terminos tum vererum tum recentium Velaviſium Paſtorum integrè ac inviolabiliter indiſſolubili nexu & vinculo ſervanda reducit & reſtituitur.

II. Civitas Elbingenſis, prout recenter occupata, integrè, ſine quavis Demolitione repertorum ibidem mœniorum ac fortificationum, quovis deinceps Jure & prætenſione hypothecæ Elbingenſis aliſiue inde emergentibus in perpetuum abolitis, evacuato milite, retradenda erit, die prima Menſis Februarii Anno Domini 1700. præſentibus Commiſſariis ad id muneris designatis, ſine ulla diſſicultate & ſine quavis negotii exequendi protractione.

III. Præſidarii Sux Serenitatis Electoralis omnia tormenta, mortaria, ſclopeta, bombardas, aliaque bellica Inſtrumenta, tam munitiones quascunque proprias in Civitatem importatas, liberè & abſque cujuſvis prædicatione aſportabunt & avehent; quæcunque vero ad Civitatem pertinent, nullo prætextu inde amovebuntur.

IV. Viciniſſi à Sacra Regia Majeſtate & Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lithuaniae neglecta quovis caſu ſumma Trecentorum millium Thalerorum Imperialium, in vim reſtutionis hypothecæ Elbingenſis Quadringentorum millium Thalerorum Imperialium, inde omnium emergentium, fide bona Sux Serenitati Electorali poſt Comitiâ Deo dante immediatè proxima finita vel non finita, elabente Trimeſtri realiter hic Varſaviæ exſolvenda declaratur, atque in majorem fidei publicæ ſecuritatem certa Clenodia ex Theſauro Regni, ſub Sigillis ejusdem Conſilii atque Miniſtrorum Regiſtro, in vim Reverſalium authenticè ſpecificato, loco pignorſ poſt evacuationem Elbingæ inchoatam, poſtera die in manus Commiſſarii Sux Serenitatis Electoralis ad id Plenipotentiam habentis, jure ſolemnis Depoſiti concedenda & tradenda erunt. Quæ quidem Clenodia integrè ac ſub ſigillis ſpecificatis juxta Regiſtrum Reverſale, quamprimum ſumma præſcripta exſoluta fuerit, abſque omni mora, prætextu, vel quaſi imaginabili pro ſe aut quapiam alia prætenſione veluti ſolenne Reipubl. Depoſitum, totaliter reſtituenda erunt.

V. Quod ſi ſtato tempore ab aliquos caſus ſumma prædicta exſoluta non fuerit, facultas permittitur Sux Serenitatis

ANNO
1699.

Serenitati Electorali, integrum Territorium *patronymicum* Civitatis Elbingensis, pacifice sine quovis impedimento una cum usufructu solito ejusdem Territorii occupandi, illudque, tamen sine quavis innovatione aut quocunque colore, Fortitii exstruktionem, verum in statu quo, una cum Clendisi tamdiu possidendi, donec summa sepedicta 300000. Thalerorum exsoluta fuerit. Quamprimum vero eadem exsolvetur, tam dictum Territorium integrum, quam & memorata Clenodia sub eadem ut supra cautela, nullam sc. humanitus excogitandam injiciendo difficultatem, inviolabiliter restituenda & reddenda erunt ad manus ad id à Rep. Deputatorum.

VI. Trajectum super Vistulam uti & certa per suam Serenitatem Electoralem exactio *Strungeld* dicta commissione mutua, si & in quantum contraria Pactis, examinanda & sopienda.

VII. In majorem affectus erga Regiam Majestatem & Remp. reificationem à sua Serenitate Electorali summa quævis, quocunque titulo apud Remp. ex Ca-

ANNO
1699.

pite Serenissimi olim Domini Principis de Croje præsentia vel prætendenda indeque emergentia perpetuo cassantur & annihilantur, nil Juris inde sibi aut cupiam, nunc & posterum reservandi.

VIII. Testimoniales suæ Serenitatis Electoralis pro Hetichero valituz ad ipsius debitam exculpationem & libertatem in proximis Deo favente Comitibus omni meliori respectu in manus Suæ Celsitudinis Primatialis depositæ acceptantur.

IX. Reliqua omnia sublati ab utrinque prætensionibus, in vigore veterum & recentiorum Pactorum Velaviensium constituta firmiter permaneant, amicitia vera & indissolubilis ad mutua Partium utrarumque commoda perpetuo colatur & augeatur; Et super hæc omnia Ratificatione tam sacræ Regiæ Majestatis, quam Suæ Serenitatis Electoralis mutuz pro termino evacuationis comportabuntur, in quorum fidem duo Exemplaria ejusdem tenoris confecta & ad invicem commutata manibus propriis subscripta & Sigillis communita sunt. Varlaviz die 12. Mens. Dec. 1699.

M. CARDINALIS RADZIEIOWSKI,
Primas Regni & M. D. Lithuan. (L.S.)

NICOLAUS SWIEZICKI, Episcopus
Posnaniens. (L.S.)

ANDREAS ZATUSKI, Episc. Var-
miensis & Sambienfis. (L.S.)

GEORGIUS ALBRACHTUS à DEN-
HOFF, Episcop. Præmyslensis,
supremus Regni Cancellarius S.
R. I. Princeps. (L.S.)

S. JABLONOWSKI, C. C. E. R. P.
Dux supremus (L.S.)

JOSEPHUS BOGUSLAUS STUZA,
Castellanus Villnensis, M. D.
Lith. Dux Campestris. (L.S.)

GEORGIUS JOVIANSKI, Castella-
nus Lancienfis. (L.S.)

FRANCISCUS GRZYBOWSKI, Ca-
stellanus Juniladisl. (L.S.)

STEPHANUS DE RYCHTY HU-
MIECKI, Dapifer Podoliz Co-
lon. R. M. (L.S.)

LUBOMIRSKI, Supremus
Regni Poloniz Mar-
schalcus. (L.S.)

STANISLAUS SZUKA, Pro-
cancellarius M. D. L. (L.S.)

BENEDICTUS SAPIEHA,
Thesaurarius Supre-
mus, M. D. Lithan. (L.S.)

MICHAEL DE KOZIELSKO
PUZYNA, Vilnenfis Verb-
kovien. Capitaneus. (L.S.)

FRANCISCUS LOSKI POCILL
ZACZOCYM, Judex & Vi-
ce-Capitaneus Varlavi-
ensis. (L.S.)

JOHANNES DIETERICUS Liber Ba-
ro ab HOWERBECK, Serenissimi
Electoris Brandenburgici Ablega-
tus Plenipotentiarius. (L.S.)

GODOFREDUS WERNER, Sere-
nissimi Electoris Branden-
burgici Residens Plenipo-
tentiarius. (L.S.)

Ad firmandam itaque eandem Pacem & tranquillitatem, inter NOS, *Regnumque nostrum ac Magnum Ducatum Lithuaniz, atque Suam Serenitatem*, veteremque & sinceram Amicitiam stabiliendam, tum bonam Viciniratem conservandam; hos omnes & singulos memoratos Articulos, in præinserto retradendæ Elbingæ Tractatu actos, condictos & conclusos, in omnibus & singulis eorum Punctis, Clausulis & Continentiis acceptamus, ratificamus, approbamus & confirmamus. Promittentes verbo nostro Regio, pro Nobis ac Successoribus nostris, Regibus Poloniz ac Regno nostro, Magnoque Ducatu Lithuaniz, NOS omnia supra scripta, in præinsertis Literis atque Articulis condictis & conclusis, expressa, firmiter & inviolabiliter observare, exequi & adimplere, neque illis quoquomodo contravenire, omni fraude & dolo penitus seclusis. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur & testimonium, præsentem Literas manu nostra propria subscripsimus, illasque Sigillo Regni communiri mandavimus. Dabantur Dresdæ die IX. Mensis Januarii Anno Domini M. D. C. C. Regni vero nostri Anno III.

AUGUSTUS REX.

VENCESLAUS FRANCISCUS TRZEINSKI,
*Pincerna Raven. S. R. M. Secreta-
rius.*

TOM. VII. PART II.

CCXX.

Fœdus inter GUILLIELMUM III. Magnæ 1700.
Britannia Regem, CAROLUM XII. Sueciæ 11 Janv.
Regem, & Oraines Generales UNITI BELGII.
cum ARTICULIS SEPARATIS secretis.
Hagæ-Comitum die 11. Januarii Ann. 1700.
[Feuille Volante.]

Quandoquidem Sacra Regia Majestas Sueciæ; Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniz, & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Federati Belgii, eo Tractatu, qui 4. Maji 1698. Hagæ-Comitum conclusus & signatus fuit, mutuz defensionis Confederationem inierint, tam ad præstendam Regnis, Statibus, & Ditionibus Partium contrahentium securitatem, quam ad conservandam in Orbe Christiano pacem & tranquillitatem; cumque vigore Articuli tertii ejusdem Tractatus nominandi fuerint ab unâquaque parte Ministri & Plenipotentiarii, ad promovendam & componendam omnia & singula, quæ integrè perficiendo eidem Fœderi inferire possent existimarentur. Propterea atque eum in finem Sereniss. & Potent. Princeps & Dominus Carolus XII., Dei Gratia Succorum, Gothorum, Vandalorumque Rex &c. &c. &c. Sereniss. & Potent. Princeps & Dominus Gulielmus III. eidem Dei Gratia, Magnæ Britanniz, Franciæ & Hiberniæ Rex &c. &c.

Ooo 2

ANNO
1700.

&c. &c. atque Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii, nominaverunt & constituerunt Plenipotenciarios suos; scilicet Rex Sueciæ Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Nicolaum Librum Baronem de Lillienroth &c. Rex Magnæ Britanniae Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Josephum Williamson, Equitem Auratum, &c. Et Domini Ordines Generales, Dominos Johannem ab Essén, &c. Franciscum de Breedenhof, &c. Antonium Heinsum, &c. Gulielmum de Nassau, &c. Everhardum de Weede, &c. Gulielmum de Haaren, &c. Arnoldum Lemker, &c. & Ludolphum Gockinga, omnes in Consessu eorundem Deputatos, qui, vi Potestatis ipsi concessæ, & Mandatorum suorum, in sequentes Fœderis Leges convenerunt.

I. Primo maneat in vigore suo Tractatus Confœderationis die 2^æ Maji 1698. conclusus, & vi præsentium confirmetur, eodem modo ac si de verbo ad verbum hic inferus esset.

II. Idem integra & in vigore suo maneant cuncta Fœdera, tam inter altissimè memoratos Reges invicem, quam inter singulos eorundem cum altissimè memoratis Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii inita, unum quodque secundum tempus durationis eisdem præfixum.

III. Hæc autem Fœdera locum habeant, non solummodo in casibus inibi comprehensis & determinatis, verum etiam speciatim si contingeret unum vel plures jam nominatorum Fœderatorum & Contrahentium invadi, occasione hujus Fœderis, sub quocumque colore vel prætextu id fieri possit.

IV. Ideoque suprà memorati Contrahentes sponsonem, & garantiam reciprocam in se suscipiunt Regnorum, Statuum, Provinciarum, Ditionum & Terrarum suarum in Europâ, seque invicem omni meliori modo contrâ aggressiones, inestrationes, vel oppressiones hostiles quacunque rueri promittunt; quamprimum itaque unus Confœderatorum læcessus fuerit, ambo reliqui concurrant ad eum defendendum, secundum Leges Tractatum cum eodem initorum, ut & ex Legge hujus Fœderis communis; quod si auxilia per hocce Tractatus promissa, non suffecerint, omnes vires possibiles & necessariæ adhibeantur ad defendendum eum, qui provocatus fuerit, & ad ei procurandum iustam satisfactionem.

V. Quoniam autem altissimè memorati Fœderati existimaverunt securitatem Regnorum, Statuum, Provinciarum, Ditionum, & Terrarum suarum magnam partem constitutam esse in conservatione Pacis generalis inter Principes Christianos, & illorum magnopere interit, ne per oppressiones & aggressiones etiam alibi factas, eorum Regna, Status atque Provincie tractu temporis ruerentur, & cum aliis bello involvantur, propterea sibi invicem promiserunt & hîc promittunt, se tuturos & vindicatos speciatim Tractatus sequentes.

VI. Scilicet Pacem Osnabrugensem, Monasteriensem, Ao. 1648. & Pacem Neomagensem, Ao. 1678. & 1679. ut & Tractatum Pacis inter Imperatorem & Imperium atque Regnum Galliae, Ryswici die 20 Octobris Ao. 1697. conclusum, quatenus hic non discrepat à Tractatibus Pacis Osnabrugensis, Monasteriensis & Neomagenis.

VII. Sicuti & Tractatus Pacis Ryswici conclusus 20. Septembris 1697. inter Regem Magnæ Britannie & Regem Galliae, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii.

VIII. Ut autem hæc sponso five Garantia efficaciam & effectum suum sortiatur, altissimè memoratæ Partes contrahentes omnem operam impendant, ut Pacta superioribus Articulis recensita absque ullâ violatione facta tecta maneant, sin autem quocumque modo infringi vel violari contigerit, separatim atque conjunctim, viâ & mediis amicabilibus annitentur ad obtinendam reparationem factæ violationis & infractions eorundem Tractatum Pacis; Verum si hi conatus & Officia inutiliter caderent, vel si bellum excitaretur, antequam Partes conciliari possent, singuli Fœderatorum ad præstandam modo dictam sponsonem five Garantiam, & ad obtinendam reparationem violationis & infractions memoratorum Tractatum Pacis, dabunt sex mille Milites, quantocius unus Fœderatorum eos postulare rit, vel id necessarium ductum fuerit, idque donec violationes & infractions factæ, fuerint reparatæ, & Pax restituta fuerit.

IX. Ita tamen ut hi sex mille Milites non nisi se-

mel à quovis Confœderatorum in auxilium exigi poterunt, adeo ut si uni Fœderatorum missi fuerint virtute hujus Fœderis communis, præterea alii mittendi non sint, sed Confœderati inter se convenient de loco ubi iis maxime necessarium erit.

X. Quod si quis Fœderatorum, casu exigente, alteri præstiterit auxilia, Pactis peculiaribus stipulata, five in totum, five ex parte, tunc non tenebitur eidem Fœderato præstare auxilia ex capite hujus Fœderis communis, nisi residuum ejus, quod superet numero auxiliorum ex Fœdere communi, numerum in Fœdere peculiari determinatum excedat.

XI. Sed si contigerit hæc auxilia non sufficere ad stabiliendam Pacem, vel si prænominati Fœderati, vel eorum aliqui Bello etiam involvatur, eò casu agent Fœderati inter se de augendis auxiliis, secundum ea quæ contenta sunt in Articulo quarto hujus Fœderis.

XII. Obstringunt etiam se Fœderati, se non duros auxilia, vel opem laturos hostibus eorum, vel illius, qui Bello implicatus fuerit, sed è contrario se incubituros in hoc ut ejus vires diminuantur, cumque in finem Fœderati consilia conferent; an non Commercio cum hostibus Fœderatorum, vel Fœderati, prohiberi, vel alio modo tales hostes debilitari, & omnis accessio virium eorum impediri possit.

XIII. Casu eveniente, quo antedicta auxilia certum in locum mittenda sint, Fœderati simul operam navabunt ad facilem & securum reddendum Militum transitum, ad quem obtinendum officia adhibebunt apud Principes, quorum terræ transcurrere erunt.

XIV. Memoratæ Copiæ militares in auxilium missæ, quemadmodum jam dictum est, sint sub Imperio Ducis vel Generalis Fœderati requisiti, manebunt quoque in uno eodemque exercitu junctæ, quatenus ratio belli tulerit, Dux autem jam dictus Præfecto vel Generali Requireritis parere tenebitur.

XV. Hi Confœderati, qui Bello implicabuntur, sincerè & fideliter omnia quæ geruntur invicem communicabunt, nec ullam Negotiationem suscipient, nec Inducias aut Pacem facient, absque mutuo consensu.

XVI. Conferent itidem de omnibus cum eo Fœderatorum qui bello involutus non fuerit, cumque etiam comprehendent in Tractatu Pacis future, & interea cum eo communicabunt de modo, quo auxilia missa maxime utilia effici queant.

XVII. Licitum sit aliis Regibus, Principibus & Statibus ad præsens Fœdus accedere, quatenus illorum accessu ad promovendam & afferendam tranquillitatem publicam conducere, communi Confœderatorum consensu, utilis judicabitur.

XVIII. Duret hoc Fœdus in annos octodecim: & permutablebuntur Tabule Ratificationum Hagæ-Comitum intra spatium duorum vel trium mensium, vel citius, si fieri poterit.

In quorum fidem Nos supramemorati Plenipotentiarii præsens Fœdus, cujus sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & sigillis Nostri munivimus, scilicet Ego Nicolaus Liber Baro de Lillienroth pro Rege Sueciæ, Hagæ-Comitum die 22^æ Januarii Ao. 1700. Ego Josephus Williamson pro Rege Magnæ Britanniae, Londini die 22^æ Januarii Ao. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, Hagæ-Comitum die 22^æ Januarii Ao. 1700.

(L.S.) N. LILLIEN-
ROTH.
(L.S.) J. WILLIAM-
SON.

(L.S.) J. V. ESSEN.
(L.S.) FR. V. BREEDENHOF
VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS.
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GOCKINGA.

Articuli Separati Secreti.

Quandoquidem hodie Fœdus defensivum conclusum sit inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, Sacram Majestatem Magnæ Britanniae, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, atque è re communi visum fuerit, eidem quodam addere Articulus, qui ejusdem sint valoris, ac si in ipso Tractatu expressi forent, itaque conventum est tenore sequenti.

I. Tunc-

ANNO
1700.

ANNO I. Tueantur & vindicent altissimè memorati Fœderati non solum Pacem & Tractatus, quorum mentio facta in Articulis 6. & 7. Fœderis Principalis, sed etiam præterea Tractatum Pacis inter Reges Gallie & Hispaniarum die 20. Septembris 1697. Ryswici conclusum.

II. Si Rex Magnæ Britannie & Domini Ordines Generales adacti fuerint bellum suscipere pro vindicatione sive Garantia Pacis Ryswicensis, eo casu, Rex Suecie obligatus erit, loco sex mille Militum, in Articulo octavo Tractatus Principalis memoratorum, iis auxilium præbere decem millia Militum, bene vestitorum, & benè armatorum, cum adjunctis Tormentis campatribus necessariis, nec quicquam Rex Magnæ Britannie aut Domini Ordines Generales solvet: pro horum delectu & transmissione, sed is, qui has Copias auxiliares requisiverit, ab eo tempore, quo ex Stationibus Pomeranie & Brehmæ exierint, ad iter ingrediendum, eosdem sustentabit, & stipendia iisdem præbebit, secundum normam & modum in solutione militie Dominorum Ordinum Generalium usitatum; & liberum erit his Copiis omni tempore supplementa legere in Regnis & Terris Sacræ Regiæ Majestati Suecie subiectis.

III. Nullus Fœderatorum obligatus sit promissa auxilia mittere in Italiam, Hispaniam, vel in alia loca æquè aut longius remota, sed si requirens ibidem suppetitis opus habuerit, aliundè easdem accerter, interim autem uti poterit præfatis auxiliariis Copiis in Terris magis vicinis vel propriis, tam ad hostem devitandum, quam ad sui & Fœderatorum fuorum defensionem.

IV. Quemadmodum etiam altissimè memoratis quàm maximè cordi est tranquillitas in Septentrione, cumque eum in finem singuli separatim jam antehac fœ Fidei iustores & Vindices constituerint Tractatus Altenoensis inter Regem Danie & Ducem Holatiæ-Gottorpiensis conclusi, atque existiment ab observatione huius Tractatus magnâ ex parte pendere modò indigitatam tranquillitatem in Septentrione, itaque consilium esse duxerunt, hoc ipso de novo se fœ invicem obstringere ad Vindicationem sive Garantiam dicti Tractatus Altenoensis, & hæc Vindictio live Garantia pro statu præfenti locum habebit contra quamcunque aggressionem & viam facti, remittatur autem Controverfia inter Regem Danie & Ducem Holatiæ-Gottorpiensem ad Negotiationem Pinnenbergensem, ut ibi terminetur quantocius fieri possit.

V. Huic Fœderi accedere poterunt, si ita Ipsis visum fuerit, Imperator & Rex Hispanie, tanquam ii ad quos Vindictio live Garantia Pacis Ryswicensis non minimâ ex parte pertinet, & cum iis de conditionibus conveniatur.

VI. Rex Magnæ Britannie & Domini Ordines Generales spondent, fœ omnem diligentiam & operam adhibebituros, ut Rex Hispanie Regi Suecie solvat, quantum debebitur propter Naves Suecie, bellis præcedentibus, à Subditis Regis Hispanie injustè captas.

In quorum fidem Nos Infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regum Suecie & Magnæ Britannie, & Deputati Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, nominati in Tractatu Principali, Articulos hos separatos, quorum sex Instrumenta confecta sunt, subscriptionibus & Sigillis Nostris munivimus, scilicet. Ego Nicolaus Liber Biro de Lillienroth, pro Rege Suecie, Hagæ-Comitum die 11 Janua A o 1700. Ego Joseph. Williamton pro Rege Magnæ Britannie. Londini die 12 Januarii A o. 1700. & Nos Deputati Dominorum Ordinum Generalium pro iisdem, etiam Hagæ-Comit. die 11 Januarii 1700.

(L.S.) N. LILLIEN-ROTH.
(L.S.) J. Williamson.

(L.S.) J. v. ESSEN.
(L.S.) FR. v. BREEDENHOFF
VAN OOSTHUYSEN.
(L.S.) A. HEINSIUS,
(L.S.) W. DE NASSAU.
(L.S.) E. DE WEEDE.
(L.S.) W. VAN HAAREN.
(L.S.) AR. LEMKER.
(L.S.) S. L. GOCKINGA.

CCXXI.

13. Mars. Second Traité de Partage pour la Succession d'Espagne, fait & conclu entre LOUIS XIV. Roi

de France, GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des PROVINCES-UNIES du Pais-bas; par lequel, les Royannes de Naples & de Sicile, les Places situées sur la Côte de Toscane avec les Isles, le Marquisat de Final, & la Province de Guipuscoa, sont destinés à LOUIS Dauphin de France, avec les Duchés de Lorraine & de Bar; Le Duché de Milan, à LEOPOLD JOSEPH CHARLES Duc de Lorraine, en échange de ses Etats; & la Couronne d'Espagne avec les Indes & les Pais-bas au Serenissime Archi-Duc CHARLES, second Fils de l'Empereur LEOPOLD. A Londres le 13. Mars N. S. & à la Haye le 25. du même Mois 1700. [Copie tirée des Archives de l'Ambassade d'Espagne, du tems du Roi Charles II.]

QU'il soit notoire à tous ceux qui verront les présentes. Que le Serenissime & très-puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France &c., & le Serenissime & très-puissant Prince Guillaume III. aussi par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, n'ayant rien plus à cœur que de fortifier par de nouvelles liaisons la bonne intelligence rétablie entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Généraux, par le dernier Traité conclu à Ryfwick, & de prévenir, par des mesures prises à temps, les événements qui pourroient exciter une nouvelle Guerre dans l'Europe; ont donné pour cet effet leurs Pouvoirs pour convenir d'un nouveau Traité; savoir Sa Majesté très-Chrétienne au Sieur Camille d'Hofstun, Comte de Tallard, Lieutenant Général des Armées du Roi en sa Province de Dauphiné, Ambassadeur Extraordinaire de France en Angleterre, & au Sieur Gabriel Comte de Briord, Marquis de Senosan, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas; Sadite Majesté Britannique au Sieur Guillaume Comte de Portland, Vicomte de Cirencester, Baron de Woodstock, Chevalier de l'Ordre de la Jarretière, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & au Sieur Edouard Comte de Jersey, Vicomte de Vilers, Baron de Hoo, Chevalier Maréchal d'Angleterre, Premier Secrétaire d'Etat, & Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & les Seigneurs Etats Généraux à Jean van Essen Bourguemaitre & Senateur de la Ville de Zurfphen, Curateur de l'Université de Harderwic; Frid. Baron de Rheede St. Antoine &c., de l'Ordre de la Noblesse de Hollande & Westfrise, Antoine Heinsius, Conseiller Pensionnaire, Garde du Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs des mêmes Provinces; Guillaume de Nassau, Seigneur d'Odyck, Cortugene &c., & premier Noble, représentant la Noblesse dans l'Assemblée des Etats de Zelande; Everard de Weede Seigneur de Dyckvelt, Rateles &c., Seigneur Foncier d'Oudewater, Scholastre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, Dyckgraef de la Rivière du Rhin dans la Province d'Utrecht, & Président des Etats de la même Province; Guillaume van Haren, Député de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker. Arnold Lemker Bourguemaitre de la Ville de Deventer, & Jean de Hekke, Senateur de la Ville de Groningue, tous Deputez dans l'Assemblée des Etats Généraux, de la part des Etats de Guedre, de Hollande & de West-Frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, Groningen, & Ommelandes, lesquels, en vertu de leurs Pouvoirs, sont convenus des Articles suivans.

I. La paix rétablie par le Traité de Ryfwick entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, sera ferme & constante, & leurs Majestés & les Etats Généraux feront réciproquement tout ce qui pourra contribuer à l'avantage & à l'utilité de l'un & de l'autre.

II. Comme le principal but que Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Généraux se proposent, est celui de maintenir la tranquillité generale de l'Europe, ils

O o o 3 n'ont

ANNO
1700.

n'ont pû voir sans douleur que l'Etat de la santé du Roi d'Espagne soit depuis quelque tems venu si languissant, qu'il y a tout à craindre de la vie de ce Prince, quoi qu'il ne puissent tourner leurs pensées du côté de cet événement sans affliction, par l'amitié sincère & véritable qu'ils ont pour lui. Ils ont cependant estimé qu'il étoit d'autant plus nécessaire de prévoir que Sa Majesté Catholique n'ayant point d'Enfans, l'ouverture de la Succession exciteroit infailliblement une nouvelle Guerre, si le Roi très-Christien soutenoit ses prétentions, & celles de Monseigneur le Dauphin ou de ses Descendants sur toute la Succession d'Espagne, & que l'Empereur voulut aussi faire valoir ses prétentions, celles du Roi des Romains, & de l'Archiduc Charles, son second fils, ou de ses autres enfans, mâles ou femelles, sur ladite Succession.

III. Et comme les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, desirant sur toutes choses la conservation du repos public, & d'éviter une nouvelle guerre dans l'Europe, par un accommodement des disputes & différens qui pourroient survenir à cet effet de ladite Succession, ou par l'ombrage de trop d'Etats réunis sous un même Prince, ils ont trouvé bon de prendre par avance des mesures nécessaires pour prévenir les malheurs que le triste événement de la mort du Roi Catholique sans Enfans pourroit produire.

IV. Pour cet effet il a été accordé & convenu que si le fustit cas arrivoit, le Roi très-Christien, tant en son propre nom qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfans mâles ou femelles, Héritiers & Successeurs, nez & à naître, comme aussi mondit Seigneur le Dauphin, pour soi-même, ses Enfans, mâles ou femelles, Héritiers ou Successeurs, nez ou à naître, se tiendront satisfaits, comme ils le tiennent satisfaits par le présent. Que Monseigneur le Dauphin ait pour son partage en toute propriété possession & plénierie, en extinction de toutes ses prétentions sur la Succession d'Espagne, pour en jouir, lui, ses Héritiers Successeurs, Descendants mâles ou femelles, nez & à naître à perpétuité, sans pouvoir jamais être troublé, sous quelque prétexte que ce soit, de droit ou de prétention, directement ou indirectement, même par Cession, Appel, Revolte ou autre voye que ce puisse être, de la part de l'Empereur, du Roi des Romains, du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses, & de ses autres Enfans, mâles ou femelles, Descendants, ses Héritiers & Successeurs nez & à naître; les Royaumes de Naples & de Sicile en la manière que les Espagnols les possèdent présentement; Toutes les Places dépendantes de la Monarchie d'Espagne, situées sur la côte de Toscane, & Isles adjacentes, comprises sous le nom de Santo Stefano, Porto Hercole, Orbitello, Talamone, Porto Longone, Piombino, en la manière aussi que les Espagnols les tiennent présentement; la Ville & le Marquiat de Final, de la manière pareillement que les Espagnols les tiennent, la Province de Guipuscoa, nommément la Ville de Fontarabie & de St. Sebastien, situées dans cette Province, & spécialement le Port du Passage, avec ce qui y est compris, avec cette restriction seulement, que s'il y a quelques lieux dépendans de ladite Province qui se trouvent situés au delà des Pirenées, & autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye du côté d'Espagne, ils resteront à l'Espagne; & s'il y a quelques lieux pareillement dépendans des Provinces soumises à l'Espagne, qui soient en deça des Pirenées ou autres Montagnes de Navarre, d'Alava ou de Biscaye, dans la Province de Guipuscoa, ils resteront à la France; & les trajets desdites Montagnes, & lesdites Montagnes qui se trouveront entre lesdites Provinces de Guipuscoa, Navarre, Alava & de Biscaye, à qui elles appartiennent, seront partagées entre la France & l'Espagne; en sorte qu'il restera autant desdites Montagnes, & trajets à la France de son côté qu'il en restera à l'Espagne du sien. Le tout avec ses fortifications, munitions de guerre & de bouche, poudre, boulets, Canons, Galères & Chiourmes qui se trouveront appartenir au Roi d'Espagne, lors de son décès sans enfans, & être attachés aux Royaumes, Places, Isles & Provinces qui doivent composer le partage de Monseigneur le Dauphin: bien entendu que les Galères, Chiourmes, & autres effets appartenant au Roi d'Espagne par le Royaume d'Espagne, & autres Etats qui tombent dans le partage du Serenissime Archiduc, lui resteront; celles qui appartiennent au Royaume de Naples & de Sicile, devant revenir à Monseigneur le Dauphin, ainsi qu'il

est dit ci-dessus. De plus les Etats de Monseigneur le Duc de Lorraine, assavoir les Duchés de Lorraine & de Bar, ainsi que le Duc Charles IV. de ce nom, les possédoit & tels qu'ils ont été rendus par le Traité de Ryfwick, seront cédés & transportés à Monseigneur le Dauphin, ses Enfans & Héritiers & Successeurs mâles, nez & à naître, en toute propriété & possession plénierie, en la place du Duché de Milan qui sera cédé & transporté en échange audit Duc de Lorraine, ses Enfans mâles & femelles, Héritiers, Descendants, Successeurs nez & à naître, en toute propriété & plénierie possession, lequel ne refusera pas un parti si avantageux. Bien entendu que le Comté de Bitche appartiendra à Mr. le Prince de Vaudemont, qui rentrera dans la possession des Terres, dont il a joui ci-devant qu'il lui ont été, ou dû être rendus en exécution du Traité de Ryfwick. Moyennant lesquels Royaumes, Isles, Provinces & Places ledit Roi très-Christien, tant en son propre nom qu'à celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfans mâles ou femelles, Héritiers & Successeurs nez & à naître, lequel a aussi donné son Pleinpouvoir pour cet effet au Sieur Comte de Tallard, & au Sieur Comte de Briord, promettent & s'engagent de renoncer, lors de l'ouverture de ladite Succession d'Espagne, comme en ce cas ils renoncent dès à présent par celle-ci, à tous les Droits & Prétentions sur tous les autres Royaumes, Isles, Etats, & Places qui en dépendent présentement, à l'exception de ce qui est énoncé ci-dessus pour son partage. Et de tout cela ils feront expédier des Actes solennels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra, qui seront délivrés au tems de l'échange de la Ratification de ce présent Traité, au Roi de la Grande Bretagne & aux Seigneurs Etats Généraux.

V. Toutes les Villes, Places & Ports situés dans les Royaumes & Provinces qui doivent composer le partage dudit Seigneur Dauphin, seront conservées, sans pouvoir être démolies.

VI. Ladite Couronne d'Espagne & les autres Royaumes, Isles, Etats, Pais & Places que le Roi Catholique posséde présentement tant dedans que dehors l'Europe, seront données & assignées au Serenissime Archiduc Charles, second fils de l'Empereur (à l'exception de ce qui a été énoncé dans l'Article IV. qui compose le partage de Monseigneur le Dauphin, & du Duché de Milan en conformité dudit Article IV.) en toute propriété & possession plénierie, en partage & extinction de toutes les prétentions sur ladite Succession d'Espagne, pour en jouir lui & ses Héritiers, Successeurs, nez & à naître à perpétuité, sans pouvoir jamais être troublé sous quelque prétexte que ce soit de Droits & Prétentions, directement ou indirectement, même par Cession, Appel, Revolte ou autre voye, de la part du Roi très-Christien, de mondit Seigneur le Dauphin ou de ses Enfans mâles ou femelles, ses Héritiers Successeurs, nez ou à naître. Moyennant laquelle Couronne d'Espagne & autres Royaumes, Isles & Etats, Pais & Places qui en dépendent, l'Empereur tant en son propre nom, qu'en celui du Roi des Romains, du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses ses Filles, ses Enfans, leurs Enfans, mâles ou femelles, leurs Héritiers, Descendants ou Successeurs nez ou à naître, comme aussi le Roi des Romains pour lui, & le Serenissime Archiduc Charles dès qu'il sera majeur pour lui-même, leurs Enfans Héritiers & Successeurs, mâles ou femelles, nez & à naître, se tiendront satisfaits que le Serenissime Archiduc Charles ait en extinction de toutes leurs prétentions sur la Succession d'Espagne, ladite Cession faite ci-dessus. Ledit Empereur tant en son propre nom qu'en celui du Roi des Romains, & du Serenissime Archiduc Charles, son second fils, des Archiduchesses ses Filles, ses Enfans mâles ou femelles & ses Héritiers & Successeurs; comme aussi le Roi des Romains en son propre nom, renonceront lors qu'ils entreront en ce présent Traité & qu'ils le ratifieront, & l'Archiduc Charles dès qu'il sera majeur, à tous autres Droits & Prétentions sur les Royaumes, Isles, Etats, Pais & Places qui composent le partage & les portions assignées ci-dessus à Monseigneur le Dauphin & à celui qui aura le Duché de Milan par échange de ce qui sera donné à mondit Seigneur le Dauphin. Et que de tout cela ils feront expédier des Actes solennels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra; favor l'Empereur & le Roi des Romains quand ils ratifieront le présent Traité, & le Serenissime Archiduc

ANNO
1700.

ANNO
1700.

Archiduc dès qu'il sera majeur, lesquels seront delivrez à Sa Majesté Britannique & aux Seigneurs Etats Généraux.

VII. Immédiatement après l'échange des Ratifications de ce présent Traité, il sera communiqué à l'Empereur, lequel aura invité d'y entrer; mais si trois mois après, à compter du jour de ladite communication & de ladite invitation, ou le jour que Sadite Majesté Catholique viendra à mourir, si c'étoit avant ledit terme de trois Mois, Sa Majesté Imperiale ou le Roi des Romains refusoient d'y entrer & de convenir du partage assigné au Serenissime Archi-Duc; les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Généraux, conviendront d'un Prince, auquel ledit partage sera donné. Et en cas que nonobstant la présente Convention ledit Serenissime Archi-Duc voulut prendre possession de la portion qui lui sera échue, avant qu'il eût accepté le présent Traité, ou de celle qui seroit assignée à Monseigneur le Dauphin, ou à celui qui aura le Duché de Milan par échange, comme il est dit ci-dessus, ledits Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux, en vertu de cette Convention, l'empêcheront de toutes leurs forces.

VIII. Le Serenissime Archi-Duc ne pourra passer en Espagne, ni dans le Duché de Milan, du vivant de Sa Majesté Catholique, que d'un commun consentement & point autrement.

IX. Si le Serenissime Archi-Duc vient à mourir sans enfans, soit avant ou après la mort du Roi Catholique, le partage qui lui est assigné ci-dessus par l'Article VI. de ce Traité, passera à tel enfant de l'Empereur, mâle ou femelle, hors le Roi des Romains, que Sa Majesté Imperiale trouvera bon de designer: & en cas que Sa Majesté Imperiale vint à deceder sans avoir fait ladite designation, elle pourra être faite par le Roi des Romains; mais le tout à condition que ledit partage ne pourra jamais être réuni, ni demeurer à la personne qui sera Empereur ou Roi des Romains, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contract de Mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou autre voye; & de même le partage du Serenissime Archi-Duc ne pourra jamais revenir ni demeurer en la personne qui sera Roi de France ni Dauphin, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par Succession, Testament, Contract de mariage, Donation, Echange, Cession, Appel, Revolte ou quelque autre voye que ce soit.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans Enfans, & aussi le fuidit cas arrivant, ledits Seigneurs Rois, & Etats Généraux, s'obligent de laisser toute la Succession dans l'état, comme alors elle se trouvera, sans s'en saisir en tout ni en partie, directement ni indirectement, mais chaque Prince pourra d'abord se mettre en possession de ce qui lui est assigné pour son partage, dès qu'il aura satisfait de sa part aux Articles IV. & VI. precedans celui-ci, & s'il y trouve de la difficulté, les deux Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Généraux feront tout leur devoir possible, afin que chacun soit mis en possession de sa portion selon cette Convention, & qu'elle puisse avoir son entier effet, s'engageant à donner par terre & par mer le secours & assistance d'hommes & de vaisseaux nécessaires pour contraindre par la force ceux qui s'opposeroient à ladite Convention.

XI. Si ledits Seigneurs Rois ou les Seigneurs Etats Généraux étoient attaquez par qui que soit, à cause de cette Convention ou l'exécution qu'on en fera, on s'assistera mutuellement l'un l'autre, avec toutes ses forces, & on se rendra Garand de la ponctuelle execution de ladite Convention, & Renonciation faite en conséquence.

XII. Seront admis dans le présent Traité tous Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, & il sera permis aux deux Seigneurs Rois & aux Seigneurs Etats Généraux & à chacun d'eux en particulier de requérir & inviter dans le présent Traité, & d'être semblablement Garands de l'exécution du Traité & des Renonciations qui y sont contenues.

XIII. Et pour assurer encore davantage le repos de l'Europe ledits Rois, Princes & Etats, feront non seulement invitez d'être Garands de ladite execution du présent Traité, & de la validité desdites Renonciations comme ci-dessus; Mais si quelqu'un des Princes, en faveur desquels les partages sont faits, vouloit dans la suite troubler l'ordre établi par ce Traité, faire de nouvelles entreprises à icelui contraires, & ainsi s'aggraver

aux dépens les uns des autres, sous quelque prétexte que ce soit; la même Garantie du Traité sera censée devoir s'étendre aussi en ce cas; en sorte que les Rois, Princes & Etats qui la promettent, seront tenus d'employer leurs forces pour s'opposer aux dites entreprises, & pour maintenir toutes choses dans l'état convenu par ledits Articles.

XIV. Que si quelque Prince que ce soit s'oppose à la prise de possession des partages convenus, ledits Seigneurs Rois & les Etats Généraux seront obligez de s'entraider l'un l'autre contre cette opposition, & de l'empêcher de toutes leurs forces: & l'on conviendra d'abord après la signature du présent Traité de la portion que chacun doit contribuer tant par Mer que par Terre.

XV. Le présent Traité & tous les autres Actes faits en conséquence ou qui y ont rapport, & nommément les Actes solennels que Sa Majesté Très-Chrétienne & Monseigneur le Dauphin sont obligez de donner en vertu de l'Article IV. ci-dessus, seront enregistrez au Parlement de Paris, suivant leur forme & teneur, & l'usage ordinaire, pour avoir lieu aux conditions qui y sont portées, dès que l'Empereur sera entré dans le présent Traité, ou au bout des trois mois qui sont donnez pour cet effet, s'il n'y entre pas plutôt. Et pareillement Sa Majesté Imperiale sera tenue quand elle entrera dans le présent Traité, de le faire approuver & enregistrer avec tous les Actes solennels, que Sa Majesté Imperiale, le Roi des Romains, & le Serenissime Archi-Duc seront obligez de donner en vertu de l'Article VI. ci-dessus, en son Conseil d'Etat, ou ailleurs, suivant les formes les plus authentiques du Pais.

XVI. Les Ratifications des deux Seigneurs Rois, & des Seigneurs Etats Généraux seront toutes trois échangées en même tems à Londres, dans l'espace de trois semaines, à compter du jour que ledits Seigneurs Etats Généraux auront signé, & plutôt, si faire se peut. Fait & signé à Londres le 13. Mars nouveau stile 1700. & à la Haye le 25. dudit mois de Mars 1700. par nous Plenipotentiaires de France, d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Généraux, étant convenu que la signature de ce présent Traité le seroit de la sorte. En foi de quoi nous avons signé le présent Traité de notre main, & fait apposer le Cachet de nos Armes.

Signé,

TALLARD. PORTLAND.
ET BRIORD. ET JERSEY.

JEAN VAN ESSEN.
F. B. VAN RHEEDE.
A. HEINSIUS,
W. DE NASSAU.
EV. DE WEEDE.
W. VAN HAREN.
A. LEMKES.
VAN HEKKE.

CCXXII.

Articles preliminaires, conclus à Odesbohl le 18. 18. Juil. Juillet 1700. pour procurer la Paix entre Sa Majesté DANOISE & son Altesse S. de HOLSTEIN GOTTORP. [Copie communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

I. SA Majesté le Roi de Dannemarc consent de faire traiter non seulement avec S. A. S. de Schleswig-Holstein-Gottorp, mais aussi avec Sa Majesté le Roi de Suede, & la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, Hanover & Zell, sur les differends qu'ils peuvent avoir ensemble.

II. Les Plenipotentiaires des Parties qui seront choisis pour travailler à la Paix seront nommés & se rendront à Hambourg (sans que le choix de ce lieu puisse tirer en conséquence) en deux jours après l'échange de la présente Convention, sauf pourtant qu'il sera libre aux deux Parties d'y ajouter ensuite tels autres Ministres qu'ils jugeront à propos.

III. On procedra sincerement & de bonne foi de tous côrez à l'ajustement des differends, & sur tout on

fera

ANNO
1700.

sera son possible pour convenir en peu de jours du gros de l'affaire, & des principaux Articles qui peuvent être en question; & pour cet effet les Alliez remettront, deux jours après l'échange de cette Convention, leurs *Postulata* entre les mains de celui qui sera chargé de ceux de Sa Majesté le Roi de Danne-marc; bien entendu que comme dans l'éloignement où se trouve le Roi de Suede, il n'est pas possible de savoir si-tôt ses prétentions, il lui sera libre de les proposer le plutôt que faire se pourra.

IV. Pour mettre le Traité en train, les Parties consentent à une cessation d'armes, & de tous actes d'hostilité au Pais de *Schleswig & Holstein*, & sur l'*Elbe*, pour huit jours, à commencer un jour après cette Convention.

V. Les Armées des deux côtés resteront dans leurs Camps où elles sont presentement.

VI. Le chemin de *Stegen* à *Barcken*, & de *Barcken* à *Segneberge* servira de limites aux fourageurs. Ni les uns ni les autres des deux Armées ne passeront ledit chemin.

VII. Pendant le Traité les Postes & Couriers auront liberté entiere d'aller & venir, pourvu qu'ils se tiennent à une demie lieue, au moins, des Camps, & qu'ils touchent de leurs Cornets quand ils approchent.

VIII. La présente Convention signée des Ministres des Alliez sera mise entre les mains de Mr. Fabricius Ministre d'Etat de S. A. S. de Brunswick-Lunebourg, à Hambourg, pour être échangée avec celle qui sera signée des Ministres de Sa Majesté le Roi de Danne-marc. Fait à Oldeslooh ce 18. Juillet 1700.

CCXXIII.

18. Août. *Friedens-Tractat zwischen Seiner Königl. Majestät zu Dänemark Frederico IV. und Seiner Hochfürstlichen Durchleucht Herzog Friedrich zu Holstein-Gottorf / durch Ihro Kaiserlichen Majestät und Ihro Churfürstlichen Durchleucht Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg Mediation geschlossen / wodurch die zwischen beyden Theilen entstandene Feindseligkeiten beygelegt / und wegen der gemeinschaftlichen Regierung / Pragmativ-Defension, des Exercitii Juris Armorum & Fortalitiorum, Stifte Lübeck / Ersetzung der Schäden / Zölle u. transigiret wird. Travendahl den 18. Aug. Anno 1700.* [Feuille volante imprimée, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuât. II. Fortsetzung II. Abtheilung IV. Absas X. pag. 244. dans *Actorum publicorum* der zu mehreren Begriff der Schleswig-Holsteinischen Affären dienlicher Stücke. Fascicul. X. pag. 60. dans *Fabri Europäische Staats-Gangley* Tom. V. pag. 693. dans le *Theatrum Europæum* Tom. XV. pag. 772. dans THUCELIUS in *Actis publicis* S. R. Imp. Part. II. pag. 833. Lat. & dans *Relationis Histor. Franc.* Contin. Vernal. anni 1700. pag. 81.]

C'est-à-dire:

Traité de Paix entre FREDERIC IV. Roi de Danne-marc, & FREDERIC Duc de Holstein

Gottorp, par la Mediation de Sa Majesté Impériale, & des Serenissimes Electeurs de Saxe & de Brandebourg. Les anciennes inimitiés y sont déposées. Et l'on y convient de tout ce qui regarde la commune Regence, & de défense de l'Exercice du Droit des Armes & des Forteresses; l'Evêché de Lubeck, la Compensation des Dommages, les Impositions &c. A Travendahl le 18. d'Aout 1700.

In Mahnen der Heiligen Dreyfaltigkeit, Kund und zu wissen sey hiemit jedermännlich; Demnach seit Anno 1675. zwischen Königl. Majestät zu Dänemark / und des Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf Durchleucht verschiedene beschwerliche Mißverständnisse und Dissiden entstanden / und obgleich dieselbe durch die in Anno 1679. zu Fontainebleau / und ferner Anno 1689. zu Altona errichtete Frieden-Schlüsse und Vergleich componiret worden / solche dennoch occasione der über den eigentlichen Verstand und Interpretation ein und anderen in dem Altonaischen Vergleich enthaltenen Articuls abererinst entstandenen Zwistigkeiten von neuen rege gemacht / und es endlich / ohnerachtet der an Seinen Ihro Kaiserlichen Majestät und Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Sachsen und Brandenburg bey der Sache interponirten hohen Mediation, auch der hohen Garands gedachten Altonaischen Vergleichs angewandten vielfältigen Bemühungen darüber zu Thätlichkeiten und einen offensentlichen Kriege zwischen beyderseitigen regierenden Ihro Königl. Majestät in Dänemark / Norwegen u. und des Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf u. durchleucht und Dero hohen Herren Allirten und Garands ausgeschlagen. Man aber nicht allein von Seiten Ihro Kaiserlichen Majestät und Seiner Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg noch immerhin und bis ans Ende continuiret / als len möglichsten Fleiß und Bemühung dahin anzunehmen / daß solche entstandene Kriegs-Ännohe in Zeiten wieder gedämpffet / und der Ruhe- und Friedens-Stand in diesem Nieder-Sächsischen Ertzth und denen benachbahrten Nordischen Quartieren / durch einen billigmässigen Frieden reabilliret / mithin ein völliges und beständiges gutes Vernehmen zwischen Ihro Königl. Majestät in Dänemark und des Herrn Herzogen zu Holstein-Gottorf Durchleucht wieder gestiftet werden möchte / sondern auch folglich andere hohe Puncten ihre Officia darunter mit angewandt. Daß demnach auf die zwischen beyder kriegenden Theilen und Dero respectiv Allirten und Garands dazzu bevollmächtigten Ministris gepflogene mißfame Tractaten und von Aller- und Höchst-erwelter Herren Mediatoren Abgesandten und Ministris dabey angewandten ernstlichen Bemüh- und Vermittelung / oberwehnte Mißverständnisse / Differentien und Streitigkeiten / gütlich componiret / und darüber nachfolgender Tractat und Vergleich verabredet und geschlossen worden:

I. Soll alles dasjenige / was bey diesen Irrungen und Kriege von einem Theil gegen den anderen und dessen Angehörige zu Wasser und Lande wideriges geschehen / durch diese Amnestie völlig aufgehoben und abgethan seyn / und nimmer weiter gedacht / vielweniger gegen jemand deswegen weiter einige Ausspruch oder Prætenention gemacht werden. In specie sollen auch dieser Amnestie mit genießen die Städte Lübeck und Hamburg und alle deren Einwohner und Angehörige / und selbigen / wegen alles dessen / so bey und occasione dieser Troublen passirt seyn könnte / nimmer einig Leid zugefügt / noch jemanden deswegen die geringste Quæstion moviret werden.

II. Werden hiemit die zwischen dem Reich Dänemark / Norwegen / und deren gesambten Eingefessenen an einem / und denen Herrn Herzogen zu Schleswig-Holstein und deren incorporirten Landen anderen Theils errichtete Uniones de Annis 1533. und 1623. (außer was wegen Aufheben des Vassallgallii und erlangten Souverainität in den Nordischen Friedens-Schlüssen de Annis 1658. und 1660. stipuliret) auch alle bis ad Annum 1675. errichtete Pacta und Verrträge / die Westphälische-Nordische-Fontainebleausche-Altonaische Friedens- auch Glückstädtsche Recesse hiemit nochmalen bestätiget: Jedoch / daß gesagt Uniones als Foedera perpetua nicht weiter als nach ihren wörtlichen Inhalt expliciret werden sollen / und zwar / daß die etwa künftiglich zwischen beyden regierenden Herzogen entstehende Irrungen / entweder per amicabilem compositionem unter sich / oder durch Vermittelung dazzu erwählender Punctanc abgethan werden sollen.

ANNO
1700.

III. Die über Prälaten / Ritterschaft und gewisser Massen über einige Städte bisher geführte gemeinsame Regierung in Communio wird (wiewohl ohne Präjudiz der in dem Nordischen Frieden stipulirten / und nachgehends in dem Glückstädtschen Reces bestätigten Disposition, wegen Theilung gedachter Prälaten und Ritterschaft) continuirt: Jedoch mit diesem expresse Bedinge / daß kein Theil über solche zur gemeinschaftlichen Regierung gehörende Personen / Dörfer und Güter / das geringste in Kriegs- und Friedenszeiten ohne des andern Consens und Mißbilligen vornehm und disponire / es sey in Administration der Justiz / Geboten / Patenten / Executionen / oder wegen Einquartierung / Contribution oder andern Aufträgen / wie die auch Maßnahmen haben mögen: Massen alles was darunter nicht gesambter Hand geschehen würde / an sich ungültig und von keinen Kräften seyn soll. Und wie nun Prälaten und Ritterschaft so / wie sie in der Landes-Matricul gesetzet / so wohl in Civilibus als Ecclesiasticis, auch der Collecten wegen / unter gemeinsamer Regierung und Jurisdiction ohne einige Exception und Exemption, und daneben bey ihren Privilegiis und Juribus verbleiben / also hingegen hat in denen übrigen schon getheilten Länden / Aemtern und Städten / als dem Seinigen jeder Theil die souveraine und hohe Landesfürstliche Gewalt und daraus hervorstießende Jura ganz allein und privat zu exerciren / und soll von dem andern Theil unter dem Prätext einiger Communio, oder was Vorwand sonst seyn möchte / zu keiner Zeit daran einige Behinderung noch Eintrag geschehen.

IV. Damit künftighen allen Streitigkeiten und darzu findenden Prätexten und so mehr vorgebaut werden möge / ist in genere damit nachmahls fest gesetzet worden / daß / wie in denen beyden Fürstenthümern beyde Theile vermöge der alten Verträge und Observanz allerdings in völliger Aequalität stessen / und Paria Jura genießen / und genießen sollen. Also auch Ihre Majestät in Denemarck und dero Succesores als regierende Herrscher zu Schleswig-Holstein in- und rations der Fürstenthümer Schleswig-Holstein / keinen Vorzug und Prærogative in einigen Jure, außer was rations ordinis hergebracht ist / vor Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorf und dero Succesores, als auch regierenden Herrscher zu Schleswig-Holstein / sich annehmen noch pretendiren / sondern bey der völligen Parität und gleichen Rechten unter beyden Theilen es unveränderlich bewenden lassen wollen.

V. Was die Defension des Schleswig-Holsteinischen Landes betrifft / so wird / wenn dem ganzen Lande / und also beyden pacificirenden Theilen von Answärtigen etliche Gefahr zufließen sollte / von selbigen auch billig mit zusammen gesetzten Kräften und communi consilio solche abzuwenden getrachtet werden / und die Nothdurft und erforderliche Mittel auf gemeinen Land-Tagen der alten Observanz nach zu besorgen seyn. Jedoch soll unter dem Vorwand solcher gemeinen Defension kein Theil schuldig seyn / sich in Sachen impliciren zu lassen / deren derselbe sich annehmen nicht nöthig hat / und worin der eine Theil etwa ohne des andern Miß-Guthunden und Bewilligung sich eingelassen hätte: Vielweniger soll in solchen Fällen ein Theil vor dem andern von denen Landes-Collecten sich etwas arrogiren.

Was aber einen jeden Theil absonderlich betrifft / nachdemahlen die jehige Trennung hauptsächlich wegen des Exercitii Juris Armorum, und in specie Fortalitiorum, und was davon dependiret / mithin über den eigentlichen Verstand des Altonaischen Vergleichs entstanden. So ist / und künftighen sollen alle von ihnen / hiemit declarirt und fest gesetzet worden / daß höchstgedachter Seiner Durchleucht und deren Succesoren ohne alle Dispute verbleiben soll das Plenum & Liberum Jus Armorum, Armandiæ, Foederum & Fortalitiorum, und was davon dependiret / und dessen freyes Exercitium. Wobey aber von beyden Theilen beliebt worden / daß (1.) kein Theil Befestungen erbauen soll / näher als auf zwey Meilen Weges an denen von dem andern Theil besitzenden Befestungen / (2.) auch überall nicht näher als auf eine Meile von und an des andern Territorio (worunter jedoch die gemeinschaftliche Dörfer nicht mit zu begreifen) etwas fortificiren / (3.) soll auch kein Theil näher als auf eine Meile-Weges an denen ordinären Straßen und Passagen von Flensburg nach Ribensburg / und von da nach Jeshoe / Glückstadt und Hamburg / Befestungen bauen / (4.) damit auch von einem Theil dem andern durch eine gar zu große Armatur und in denen Fürstenthümern zu haltende Anzahl Volcks keine Ombrage und Jalousie gegeben werden möge / So ist verglichen / daß außer die

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1700.

ner ganz evidenten Nothwendigkeit (als wenn von auswärtigen Einbruch künftbare Gefahr vorhanden / oder Ihre Königliche Majestät zu Denemarck dero Allürten aus dero Königreich Denemarck / einige Hülfen zu leisten hätten / als welchen falls derselben die Passage durch dero Antheil der Fürstenthümer billig frey bleiben muß) kein Theil mehr als 6000. Mann zu Pferde und Fuß in die Fürstenthümer Schleswig-Holstein / bringen noch halten / selbe auch zu keiner Zeit zu Unterdrückung oder Verge- waltigung des andern Theils gebrauchen soll. Willen aber Seine Durchleucht zu Holstein-Gottorf mit einer solchen Anzahl Volcks nicht allemahl versehen seyn möchte / und dero Gelegenheit nicht erleydet / solche beständig auf den Weinen zu halten / So bleibt Derselben allemahl frey / wenn Sie es nöthig finden / von dero Fremden und Allürten aus dem Römischen Reich und Nieder-Sächsischen Erbsitz / bis auf 3000. Mann einzunehmen / und zu dero Sicherheit in die Fürstenthümer zu bringen und zu verlegen.

Wenn Sie auch von fremden Herren einige Troupen / so in dero Dienste / Eyd und Pflichten treten / und voriger Pflichten erlassen werden / erhalten können und annehmen wollen / sieht solches (weil dergleichen Leute nicht anders als Gottorffsche eigene Troupen zu consideriren seyn) um so mehr und zwar auch ultra numerum der gedachten 3000. und bis auf die obgedachte Zahl der 6000. Mann / zu Hochgedachter Seiner Durchleucht freyen Willen und Disposition: jedoch / daß von einer Poissance allein auch solcher gestalt keine geößere Anzahl als 3000. Mann zu übernehmen seyn wird. Etwas wird auch verwahrt / daß bey denen Durchmärschen der Troupen / kein Theil des andern Angehörigen und Unterthanen mit Nacht-lagern und Einquartierungen beschweren soll: Es wäre dan / daß im Nothfall / auf speciale Requisition, ein Nacht-lager concedirt würde / Welches falls dan alles / so genossen wird / bezahlt / und ganz exacte disciplina gehalten werden soll. Der bloße Transitus aber soll auf gehörige Requisition nicht verweigert werden.

VI. Der Altonaische Vergleich soll innerhalb 6. Wochen nach Aufhebsung der Ratificationen ad literam, in specie auch mit Restitution des Gutes Gottes-Gabe an Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorf / zu völliger Execution gebracht werden: Jedoch in alle Wege dem Fürstlichen Hause Holstein-Plön sein Regels in salvo bleiben.

VII. Als von wegen Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorf auch vorgeschiet worden / wie aus der Bestimmung Christianapries oder Friederichsfort / dero Aemtern und Angehörigen / insonderheit aber der Stadt Kiel / vielfältige Beschwerden und Schaden zugegangen wären / gegen den Inhalt des Glückstädtschen Reces. Daher Seine Durchleucht die Instances machen lassen / daß gesagt Bestimmung demolirt werden möchte.

So ist von wegen Ihre Königlichen Majestät zu Denemarck versprochen / daß denen Gottorffischen Beschwerden auch in diesem Punct nachdrücklich und vollkommen remediret / dem Glückstädtschen Reces zu Kriegs- und Friedenszeiten auch darunter allerdings nachgegangen / die Gottorffische angehöre / in specie die Stadt Kiel / dagegen und überall aus gedachter Bestimmung künftighen nicht graviret werden sollen: Massen dan auch auf allen unverhofften Fall der Contravention, und da solche auf erfolgendes Ansuchen innerhalb sechs Wochen nicht repariret würde / Seine Durchleucht rations des in mehrgedachten Glückstädtschen Reces, solr Conditione wegen dieser Bestimmung ertheilten Consens, ihre Nothdurft und Jura salva & integra sich reservirt haben wollen.

VIII. Wegen des Pacti, so Anno 1647. mit dem Capitulo zu Lübeck an Seiten Holstein-Gottorf wegen der Bischoflichen Wahl / auf sechs Generationen errichtet worden / wollen Ihre Königliche Majestät zu Denemarck / es bey dem Glückstädtschen Reces de Anno 1667. und darin beschriebenen Verträgen allerdings bewenden / und solchem auf keine Weise directe noch indirecte entgegen handeln lassen.

IX. Als von wegen Ihre Durchleucht zu Schleswig-Holstein-Gottorf / so wohl der hohen Mediation als Ihre Königlichen Majestät zu Denemarck-Vermegen ic. selbst in mehreren vorgeschiet / in was grossen Schaden und Verderb Ihre Haus und Lande / durch die passirte Trennungen geset worden / So haben Ihre Königliche Majestät aus freyem Väterlicher Affection und Genogenheit gewilligt / daß Sie Ihre Durchleucht zu Holstein-Gottorf / die Summa von zwey hundert sechzig tausend Reichsgulden an guten vollständigen Dänischen Cronen / (welche innerhalb 12. Tagen à dato dieses / in

Ppp

Ham

ANNO
1700.

Hamburg in Banco, oder bey sicheren guten Kauffleuten versichert und angewiesen / und dem Gottorffischen Bevollmächtigten solche Versicherungen ausgeliefert werden sollen) und zwar solche Summen zwischen hier und künftigen Kiebler-Umschlag Anno 1701. in Octavio trium Regum, zu Hamburg ohnschuld bezahlen lassen wollen. Hingegen lassen Ihre Durchlauchte zu Holsstein-Gottorff alle andere / wegen einiger Schadeloshaltung aus diesen Kriege bereits movirte oder amnoch zu movirende Praetensionen schwinden und fallen. Nicht weniger wird an Seiten Ihre Durchlauchtigkeit hienit renunciiret (1.) Denen in Anno 1697. von der Königlichlichen Milice verursachten Kosten. (2.) Der ratione der bekandten Persequation dem Hoch-Fürstlichen Hause Gottorff zusehenden Praetension, davon in dem Tractat von Anno 1661. und dem Glückstädtschen Reces Erwehnung geschehen / und (3.) Demjenigen / so nach dem 23ten Junii 1689. von Königlichlichen Seiten aus dem Fürstlichen eingetrieben. Hingegen wollen Ihre Königlische Majestät allen aus diesem Kriege etwa habenden Schadeloshaltungs-Praetensionen ebenfalls hienit renunciiret haben.

Hiebey ist ferner verglichen / daß / was an Domainen-Gefällen in den Herzogthümern Schleswig-Holstein etc. von ein oder anderen Theile in des andern Länden biß auf den 14ten Augusti inclusive eingetrieben und erhoben seyn möchte / solches demselben Theil / welcher es genossen / verbleiben: Was aber weiterhin und von dem 15ten Augusti inclusive an / erhoben seyn würde / solches bona fide innerhalb 4. Wochen restituiret werden soll.

Wie dan auch die von beyden Theilen in des andern Länden / Compiren und Städten ausgeschriebene Contributionen, welche nicht gedachten 14. dieses oder vorher vürstlich bezahlet seyn / cessiren und nicht eingetrieben werden / nicht weniger auch die von denen Städten wegen der ausgeschriebenen extraordinairn Schätzung extradirte Obligationes oder gegebene Cautiones hienit cessiren und annulliret seyn sollen. Die bey Prelaten und Ritter-schafft aber bereit ausgeschriebene und intimirte Contributiones sollen biß zu Ende dieses Monats bezahlet und exequiret werden.

X. Weilen man bekunden / daß (1.) die im Umte Gottorff nahe bey Schleswig belegene zwey Königlische Dörffer Brezel und ulsenis / dan auch (2.) das in Norder-Dümarfschen belegene Dorff Jedding / zu allershand Difficultäten und Trungen offters Anlaß gegeben; So haben Ihre Majestät auf beschhenes Ansuchen hienit verwilliget und versprochen / daß Sie solche Dörffer gegen ein Equivalent aus den Schleswigischen Capituls-Gütern oder andern Ihre bequemen Dörfern permuiren / die Proportionen nach sechs-jährigen Registriren ausfinden / und diese Sache innerhalb 4. Monaten zum Stande bringen lassen wollen. Derselben dan in dem Königlichlichen Antheil sich Fürstliche Unterthanen oder Markt-Güter finden / so Ihre Majestät gelegen wären / werden Seine Durchlauchtigkeit mit dergleichen Permutation Derselben auch gerne willfabren.

XI. Wegen des zu Hoff im Ampte Lunderen vor Jahren von Königlichlichen Seiten angelegten Zolles / ist abgeredet worden / daß selbiger von denen Fürstlichen Schleswig-Holstein-Gottorffischen Unterthanen überall nicht / (2.) auch von denen Kauffmanschaften und Wahren / so directe aus der See nach der Stadt und Umte Lunderen / oder von da in die See gehen / nicht gehoben; sondern selbige davon allerdings befreiet seyn / und ohne einige Abgiffen von Zollen oder sonst / wie es immer Nahmen haben mag / gelassen werden sollen.

Alle übrige Gravamina sollen durch beydesseits darzu zusammen zusiehende Räte in Hamburg innerhalb sechs Wochen à la Ratificationis dieses Tractats / bona fide abgethan und gänzlich gehoben werden.

XII. Als bey diesen Tröubeln von Ihre Durchlauchte zu Braunschweig-Lüneburg-Elbe eine Schanze auf die vor dem Hamburgischen Hafen in der Elbe gelegene Insel der Brevenhoff genandt / gelegen worden; So ist von Derselben / daß solche Schanze so fort nach der Ratification dieses Tractats / evacuiret und rasiret werden soll; hingegen aber auch an Seiten Ihre Königlische Majestät zu Dänemark-Norwegen etc. hienit versprochen worden; daß die Erbauung dieser Schanze nimmer zu jemand prajudic allegiret / noch von der Insul des Brevenhoffs / und was alda noch ferne sich ansetzen möchte / der Schiff-Fahrt einige Hemmung noch Hinderniß geschehen soll.

XIII. In diesen Frieden und Amnetie werden mit eingeschlossen die hohen Garands des Altonaischen Vergleichs / dero Successores, Reiche / Lände und Angehörige / und soll alles dasjenige / so von selbigen zu Wasser

und Lande gegen ein-und anderen Theil geschehen / in ewige Vergessenheit gestellet / und in Ungedenk nimmer weiter gedacht werden.

ANNO
1699.

Insunderheit wollen Ihre Königlische Majestät zu Dänemark-Norwegen etc. vor Sich und Dero Successores hienit versprochen haben / daß Sie wegen dessen / so bißhero vorgegangen / noch unter was Praetext es sonsten seyn möchte / gegen Ihre Königlische Majestät zu Schweden / oder das Durchlauchtigste Haus Braunschweig-Lüneburg-Gellund-Hannoverschen Theils / weder selbst etwas Thätliches vornehmen / noch anderen / die solches thun oder thun möchten / inwiehn dero Feinden und Widerwärtigen auf feindley weise mit Racht und That / Hülffe noch Vorstuh / directe noch indirecte leisten / sondern vielmehr ohnangesehen alles dessen / so biß anno ro verhandelt / vorkommen und passiret / mit denselben / und zwar was in specie Ihre Majestät und die Cron Schweden belanget / nach Inhalt der zwischen beyden Nordischen Königen und Reichen vor dem errichteten Pacten und Friedens-Schlüssen ein beständiges gutes Freund-nachbärtliches Vernehmen unterhalten wollen. Hingegen wollen Ihre Königlische Majestät in Schweden und Hochgedachtes Durchlauchtigstes Haus sich auf gleicher Weise gegen die Cron Dänemark betragen / und an aller guten Freund-Verker-und Nachbärtlichen Correspondenzen und Freundschaft mit Ihre Königlische Majestät es ihrer Seits auch nicht ermangeln lassen.

XIV. Die Königlische Käyserliche Majestät und fibrige hohe Puissances, so sich bißhero der Garantie des Altonaischen Vergleichs angenommen; nicht weniger auch Ihre Königlische Majestät in Frankreich und die Ehur- und Fürsten des Reichs / zu welchen ein oder ander Theil darunter ein Vertrauen haben möchte / welche dan innerhalb 2. Monaten zu benennen / sollen invitiret werden / beyden Theilen die Garantie dieses Tractats und der dabey errichteten Neben-Articulen zu leisten.

XV. Die Ratificationes über diesen Tractat sollen in 7. Tagen à dato, und eher da möglich / gegen einander in Seeberg ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen seyn dieses Vergleichs zwey Instrumenta verfertigt / von denen ab beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministren unterschrieben / und mit ihren Putschaften besiegelt worden. So geschehen zu Travendahl den 18. Augusti, Anno 1700.

Johann Hugo von Lente. Magnus von Wedderkop.
(L.S.) (L.S.)

Christoph Blome. Vincier von Königstein.
(L.S.) (L.S.)

Sechs separirte Article des vorhergehenden Travendahlischen Friedens / deren jeder sub eodem Dato & Loco geschlossen / und der erste von der Sicherheit des Herzogen zu Holsstein-Ploen; der zweyte den Almarisch der Schwedischen Truppen auf Dänemark; der dritte die Dänische Hypothec auf 260. tausend Rthlr. der vierte die Jura superioritatis der Stadt Lübeck über gewisse Dörffer / der fünfte die Dänische Praetension der 120. tausend Rthlr. an das Stifft Lübeck / und endlich der sechste / die Schleiffung der so genandten Hittler-Schanz betrifft. [Copie manuscrite communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

C'est-à-dire;

Six ARTICLES SÉPARÉS du precedent Traité; le premier touchant la sûreté du Duc de HOLSTEIN PLOEN; le second pour la sortie des Troupes Suédoises hors du DANNEMARCK; le troisième pour l'Hypothèque des 260. mille Rixdallers, promis par le IX. Art. du Traité; le quatrième

ANNO
1700.

trichs en faveur de la Ville de LUBECK & de sa Superiorité sur certains lieux. Le cinquieme touchant une Pretension du Roi de DANEMARC de 120. mille Ecus, sur l'Evêché de LUBECK. Et le sixieme touchant la Demolition demandée du Fort de l'Elbe, nommé Hütler Schantz.

Es Herrn Herzogen zu Holstein Mden Durchleucht Dero Erben und Nachkommen / sollen gegen die mit Ihrer Königlichen Majestät zu Denmark und des Herrn Herzogen zu Schleswig Holstein in Gotorff Durchleucht errichtete Verträge und Reccesse in keinen Wege turbiret und berührt / sonder bey ihren darin erlangten und sonst habenden Juribus und besidenden Herrschaften / Kemberen und selbigen incorporirten Gütern gerühig gelassen / und hinfünftig von niemandt / wer der auch seyn möchte / daggens angefochten / jedoch dadurch dem Altonaischen Vergleich nicht präjudiciret werden. Dieser separar Articulus soll eben die Krafft und Wirkung haben als wenn er dem Haupt-Tractat von Vortzen zu Vortzen inseriret wäre / und seynd davon drey Originala verfertigt / von denen beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben / und mit ihren Pitschaften bekräftiget worden. So geschehen zu Travendahl den 18ten Augustus Anno 1700.

Articulus separatus 2.

Es versprechen und übernehmen Ihre Durchleucht zu Schleswig Holstein-Gotorff bey ihrer Königlichen Majestät zu Schweden / durch ihre Officia und Instantz zu erhalten und zu wege zu bringen / daß Dieselbe sich gefallen lassen werden / daß 1. in Seelandt und denen Königlichen Denemarschen Insulen alle Hostilitäten / Contributions und Exactiones den Tag hernach wann der von Seiner Durchleucht diesen Abend abzufertigender Courier, so Ihrer Königlichen Majestät in Schweden die Nachricht von dem Schluß dieser Tractaten bringen sollte / ankommen wird / gleich mögen aufhören / und was solchen Tag der Ankunfft des Couriers inclusive nicht wirklich gehoben seyn wird / weiter nicht exigiret / denn auch 2. Die Königliche Schwedische Völcker so gleich und ohne Verzug / nachdem bey Ihrer Majestät oder dero Generalität in Seelandt die Nachricht einlauffen wird / daß die Ratificationes über den Friedens-Tractat wirklich aufgereicht seyn / aus dem Königreich Denemarc wan nur Wind und Wetter nicht contrair seyn / abzuführen werden sollen. Zu Urkund ist diese Declaration von Ihrer Durchleucht zu Schleswig-Holstein unterschrieben und mit Dero Insiegel befestiget. So geschehen zu Segeberg den 11. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus. 3.

Wir in denen unter dem Heutigen dato in dem 9. Articulus benannten 14. Tagen / die Einfrierung der Versicherung auf zwey hundert sechzig tausend Reichthal. nicht geschehen würde / So soll so fort die Harde-Bredtsiedt oder Morges-Harde mit allen Rechten / Pertinentien und Superiorität / als ein Hypothecue an Gotorff tradiret werden / und es selber als denen in Possession zu nehmen befugt seyn / woben Ihre Durchleucht versprochen in eventum nichts weiter / als die von solchem Capital gebührende Zinsen ohne alle weitere Erhöhung der Contributionen oder anderen Einkünften à 5. pro cento zu genießen / worin Sie auf keine Weise sollen gehindert werden / zu mehrer Versicherung ist dieser separar Articulus von beyderseits bevollmächtigten Ministris signiret / und eigenhändig unterschrieben / und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräften seyn. Actum Travendahl den 18. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus 4.

Nitz von denen alhier bey diesen Tractaten von wegen Ihrer Majestät in Schweden / Ihrer Churfürstlichen Durchleucht zu Brandenburg und dem Durchleuchtigen Hauße Braunschweig-Lüneburg anwesenden Ministris ins

ständig verlangt und recommandiret worden / daß Ihre Majestät zu Denmark gerühig wöllen / der Stadt Lübeck die Jura superioritatis über die Dertzer Weynlingen / Niendorff / Kefe / Städteldorff / Morie / Eckhorst / Dunkelndorff und Drenthorst ohne ferneren Streit zu lassen / So hoffen die Königliche Dänische Herren Bevollmächtigte zu wege zu bringen / daß Ihre Majestät zu Denemarc dero guten Willens gegen ihre benachbarte Kreyß-Ständen / und in regard der eingewandten Intercession dem mehrgedachter Dertzer wegen am Keyserlichen Hoff erfolgenden Rechtspruch ohne Aufschub statt geben / immittelst aber auch / dessen unermartet / wenn die Stadt Lübeck an Ihre Majestät durch eine Abschiebung es suchen wird / derselben das Gut und Dorff Neusslingen und alle dero Pertinentien so fort cum omni Territorii Jure übergeben und lassen werden. Zu Urkund ist dieser separar Articulus von denen Königlichen Denemarschen bevollmächtigten Ministris unterschrieben / und mit deren Pitschaften bekräftiget worden. Actum Travendahl den 18. Augusti 1700.

Articulus separatus 5.

Auf das von dieses Nieder-Sächsischen Kreyßes und dessen Hohen Herren Directoren / wegen von Seiten der Königlichen Schwedischen / Chur-Brandenburgischen und Braunschweig-Lüneburgischen bevollmächtigten Herren Ministrorum beschickenes Anhalten / daß ihre Majestät zu Denmark gerühig wöllen / die an das Stifft und Capital zu Lübeck aus gewissen Keyserlichen Assignationen gemachte Forderung auf ein hundert zwanzig tausend Reichthal. demselben zu erlassen / ist von wegen Ihrer Majestät zu Denmark die Erklärung ertheilet / daß sie an besagtes Stifft und Capital ein mehrs / als was nach denen Reichs und Kreyß-Gesetzen / und nach dem Fuß der Matricul selbigen oblihen und zukommen / auch nach Abzug des bereits von Ihrer Majestät genossenen restiren kan / nicht fordern / auch nach der Liquidation innerhalb 6. Wochen die Sache zur Rechtigkeit bringen / auch mit mehrgedachtem Stifft und Capital nach aller Billigkeit handeln / und demselben was einigen anderen Ständen geschähen / wiederfahren lassen wöllen.

Urkundlich ist dieser separar Articulus von beyderseits bevollmächtigten Ministris signiret und eigenhändig unterschrieben / und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräften seyn. Actum Travendahl den 18. Augusti Anno 1700.

Articulus separatus 6.

Auf die bey gegenwärtigen Tractaten beschickene Instantz daß Ihre Majestät zu Denmark Dierwegen dem Elb-Commercio zum Heßen / die in solchen Strohm belegene so genannte Hütler-Schanke weghin und demoliren zu lassen / sich gefallen lassen wöllen / hat man an fäthen Hochschadachte Ihrer Königlichen Majestät sich dahin erkläret / daß sie solchen Punkt dem Arbitrio Ihrer Majestät von Groß-Britannien und Herrn General Staten der Vereinigten Niederlanden / als Guarants und darneben Ihrer Majestät von Frankreich / überlassen / und innerhalb zwey Monat Zeit nach dem Ausspruch / so dem ein Genügen leisten wöllen. Urkundlich ist dieser separar Articulus von beyderseits bevollmächtigten Ministris signiret und eigenhändig unterschrieben / und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräften seyn. Actum Travendahl den 18. Augusti Anno 1700.

Johan Hugo von Lente.
(L.S.)

Christoph Blome.
(L.S.)

Acte wegen der Garantie des 12ten Articuls in dem vorhergehenden Travendahlischen Vertrag. Segeberg den 13. Aug. 1700. [Copie Manuscrite communiquée par un des Ministres de la Negociation.]

C'est-à-dire,

Acte pour la GARANTIE du XIII. Article du Ppp 2 Traité

ANNO
1700.

Traité de Travendaël. A Segeberg le 13. d'Août
1700.

Nachdemahlen / vermöge des 13. Artikuls des heute daro
zwischen Ihrer Majestät in Dänemark / und Herrn
Herzogen zu Schleswig-Holstein-Gottorf Durchleucht
geschlossenen Friedens-TRACTATS an seinen Höchstgedach-
ter Ihrer Majestät unter andern versprochen worden /
dass sie Ihrer Majestät in Schweden Feinden und wie-
drigen auf keinerley Weise mit Racht noch That Hülffe
noch Vorschub / directe noch indirecte leisten wollen / und
aber die von Ihrer Majestät zu Schweden zu diesen
TRACTAT bevollmächtigte Herrn Ministri dabey declarirer /
dass solches auch in specie von Ihrer Majestät in Po-
len / Churfürsten zu Sachsen / als von welcher die Cron
Schweden in kriegsstand ohnallends öffentlich feindlich an-
gegriffen worden / verstanden werden müste / darauf dan die
Königliche Dänemarcische Herren Ministri sich gegen
Nochbemeide dahin erkläret / dass Ihre Majestät zu
Dänemark Norwegen / in specie auch ratione des Kö-
nigs in Pohlen und Churfürsten zu Sachsen / dem In-
halt des vorgedachten Artikuli 13. bona fide ein Genti-
gen : und währenden ichtigen Kriege gegen Ihre Maje-
stät zu Schweden / zu Wasser noch Larde / directe noch
indirecte Seiner Königlichen Majestät in Pohlen und
Churfürsten zu Sachsen / einige Hülffe nach Vorschub lei-
sten wollen noch würden / welches dan von Königlicher
Schwedischer Seiten also angenommen worden : So ha-
ben wir / zu Beförderung des Friedensschlusses nicht allein
dass obiges alles vorgangen und geschehen / hiemit attesti-
ren / und gegenwertige Acte darüber aufstellen / sonderen
auch uns erboten / und hiemit versprochen wollen / uns-
rer allerseits Hoben Herrschafft und Principalen Guarantie
in specie über diesen Punkt / innerhalb 6. Wochen /
die Ratification aber diese Acte innerhalb 4. Wochen zu
bringen. So geschehen / Segeberg den 13. Au-
gusti 1700.

JACOBUS CHRIST.
(L.S.)

IS. HAERSHOLTE.
(L.S.)

NB. Die Braunschweig-Lüneburgische Ministri haben
Ihre Acte gleiches Lautes à part aufgesetzt.

Ihro Königlichen Majestät FRIDERI-
CI IV. in Dänemark Versicherung/
der Hypothec auf die Landschaft
Brechtstadt oder Norgensharde / wegen
der dem Herrn Herzog von Holstein-
Gottorf im Travendahlischen Frieden
versprochener 260000. Thaler. Col-
dingen den 26. Aug. Anno 1700. [L-
UNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part.
Spec. Continuat. II. Abtheilung IV.
Absatz X. pag. 250.]

C'est-à-dire ;

Lettres d'Hypothèque, données par FRÉDÉRIC
IV. Roi de Dannemarck, au Sérénissime Duc de
HOLSTEIN-GOTTORP sur la Terre de
Brechtstett, auvrement Norgensharde, pour seureté
des 260 mille Ecus promis par la Paix de Tra-
vendaël. Données à Coldingen le 26. Août 1700.

Wir Friedrich der Vierdte / von Gottes Gnaden
König zu Dänemark / Norwegen / der Wen-
den und Gothen / Herzog zu Schleswig-Hol-
stein / Stormarn und der Dänemarcen / Graff zu Ol-
denburg und Delmenhorst / ic. thun kund und bekennen
hiemit für uns und unsere Erb-Successores an der Re-
gierung ; Als wir in dem zwischen uns und dem Durch-
lauchtigsten Fürsten unseren freundlich-lieben Vettern Herrn
Friedrichen / Erben zu Norwegen / Herzogen zu Schles-
wig-Holstein Stormarn und Dänemarcen / Grafen zu Ol-
denburg und Delmenhorst / ic. am 13. dieses errich-
ten Vergleich nebst anderen Punkten / aus Fremd-ver-
zerrlicher Affection und Gewogenheit versprochen / Ihro

ANNO
1700.
Ihoben auf nachstkhünftigen Umschlag 260000. Thlr. zah-
len zu lassen / entzwischen aber binnen vierzehnen Tagen
entweder in Banco zu Hamburg oder bey sicheren guten
Kaufleuten deshalben Versicherung zu stellen / und man
solche Versicherung in so kurzer Zeit zu beschaffen diffi-
cultirte findet ; So haben wir an deren statt so wohl zu
Bezeugung unserer bey der Sache führenden sinneren In-
tention / als zu ihrer liebden völligen Seiderheit derges-
ben in unsern Landschaft Brechtstätt oder Norgensharde /
zunahen solche Landschaft Ihro ohne dem dieser Gelder
halber zu einer Hypothec verschrieben worden / ein con-
stitutum Possessorium hiemit verordnen / und einräumen
wollen ; Thun solches. auch Kraft dieses dergestalten und
also / dass Seiner liebden von nun an ein Constitutum
Possessorium in vorgemeldter unsern Landschaft haben / auch
unsere Deambie und gemeine Unterthanen daselbst in even-
tum der auff nachstkhünftigen Umschlag nicht erfolgenden
Zahlung alsdenn ohne weitere Solennität unserer Psich-
te erlassen / und an Seiner liebden auf die in obbemelten
Vergleich stipulirte Conditiones übergewiesen / Seiner
liebden auch solchenfalls auf bestirre Umschlags-Zeit die
müceliche Possession erwelter Landschaft mit allen im
TRACTAT exprimierten Juribus eigenen Gefallens zu ergrei-
fen / und bis die verschriebene 260000. Rthlr. völlig ab-
getragen / ruhig zu continuiren wohlbedachtigt und be-
mächtiget seyn sollen ; Gestalten wir dem zu dessen zu-
verlässiger Gewissheit für uns und unsere Erb-Succes-
sors an der Regierung solches ohne alle Gegen-Rebe und
Hinderung geschehen / und Seiner liebden und Dero Er-
ben in den Besitz der Hypothec / den getroffenen Ver-
gleich gemäß / bis zu präctirter richtiger Zahlung der
offtged. 260000. Rthlr. ruhig verbleiben zu lassen / hiemit
bey unseren Königlichen Worten versprochen. Uthundlich
unter unserm Königlichen Handzeichen und vorgedrucktem
Insiegel ; So geschehen auff unserm Schloß Coldingen/
den 26. Aug. 1700.

Friedrich Rex.

(L.S.) K. Thott. G. V. Breytenau.

Neben-Vergleich über den Travendahl-
schen Frieden zwischen Ihro Königl-
chen Majestät in Dänemark FR I-
DERICO IV. und Herzogs Frie-
drichs zu Schleswig-Holstein Hoch-
fürstliche Durchleucht / wegen Bezah-
lung derer im erwelnten Frieden von
Ihro Königliche Majestät an gemel-
ten Herrn Herzogs Durchleucht ver-
sprochenen 260000. Rthlr. woben sich
dan Ihro Königliche Majestät ver-
schiedenes stipulirte. Hamburg den 12.
Juli 1701. [LUNIG Teutsches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat.
II. Abtheilung IV. Absatz X. pag. 21.
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se
trouve aussi dans le Theatrum Euro-
pæum Tom. XVI. pag. 175. & dans
THUCELIUS in Actis publicis Part.
II. pag. 829.]

C'est-à-dire ;

Recès particulier conclu entre FRÉDÉRIC IV.
Roi de Dannemarck, & FRÉDÉRIC Duc
de Holstein-Gottorp, touchant le payement des 260
mille Ecus promis par la Paix de Travendaël, sur
quoi Sa Majesté Dannoise fait quelques stipula-
tions. Hambourg le 12. Juillet 1701.

In wissen : Nachdeme Ihre Königliche Majestät zu
Dänemark Norwegen / ic. in dem gen Art-
icul des zu Traventhal aufgerichteten Tractats ver-
sprochen / an des Herrn Herzogen zu Schleswig-
Holstein Durchleucht 260000. Reichsthaler zahlen zu
lassen /

ANNO
1700.ANNO
1700.

lassen / solche Gelder auch zu diesem Behuff in bestimmter Zeit zu Hamburg parat gestanden / wegen derer wirklichen Auszahlung aber sich um deswillen einige Difficultäten hervor gethan / weilen Ihre Königliche Majestät eine Reciproque Execution befristeten Tractats erfordert / und deshalb gewisse Gravamina anführen lassen: als seynd solche durch gültige Vermittelung folgender Massen verglichen und abgethan worden: Erstlich restituiren Ihre Durchleucht denen Herren Herzogen zu Nürnberg das jüngsthin occupirte Gut Gottesgab mit allen darauf vorgefundenen Mobilien und Vieh / so nicht gestorben / oder zum Nutzen des Guts angewandt: evacuirend solches 14. Tage nach Vollziehung dieses Reccessus, begeben sich auch für sich und dero Successoren alles Anspruchs / welchen dieselbe so wohl gegen Ihre Königliche Majestät als das gesammte Haus Pfalz aus dem 2. Artikel des Altenaischen Tractats oder sonst auf berührtes Gut Gottes-Gabe haben möchten. Nachdem auch ferner von Seiten Ihrer Königlichen Majestät aus denen alten Erbtheilungen / Lebens-Documenten und anderen Fundamentis erwiesen worden / daß die ganze Inful Arroë, einseitlich auch die darauf belagere 4. Güter ein inthraltes Dominial zum Herzogthum Schleßwig gehöriges Lehen-Gut sey / und in den Erbtheilungen der Königlichen Portion zugelegt worden: So lassen sie Ihre Durchleucht zu Schleßwig-Schlesien-Gottorf hiebei bewenden / und wollen auff solche Inful für sich und dero Nachkommen keinen fernern Anspruch führen / ohne was die Succession betrifft.

Zweytens: Willen in dem Traventhalischen Tractat verheßen / daß kein Theil dem andern in den zugetheilten Länden / Nemtern und Städten zu keiner Zeit einige Behinderung oder Eintrag thun solle: So haben Ihre Durchleucht auch deshalb für sich und dero Successores de praeterito & in futurum sich allen Anspruchs wegen des Halbscheids der gemeinschaftlichen Contributionen / die in der Landes-Matricul benannte Nemter und Städte / und auf Arroë befindliche 4. Güter betreffend / so den Fürstlich-Sonderburg-Pfalz-Norburg-und Glücksburgischen Häusern zugehören / begeben / weilen solche aus dem Königlichen Antheil hergekommen und abgegeben seyn. Ihre Durchleucht behalten sich aber eventualiter den in Gottes Handen stehenden auf diese Lände lebigen Anfall bevor / so weit sie alsdan darzu berechtigt seyn werden. Was aber alle übrige von denen Herren Herzogen zu Sonderburg / Norburg und Glücksburg / auch andern Particuliren dapselb anjeko besitzende und in der Landes-Matricul sich befindende Adliche Güter betrifft: so bleiben selbste unter gemeinsamer Jurisdiction und Collection. Hingegen renunciiren Ihre Königliche Majestät für sich und dero Successoren in der Regierung der Præntation von 103. Pflügen aus dem Peraquations-Recess de Anno 1663. welche deroßelben zu Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in denen Pflügen beigelegt / also daß jeder Herr die Hume darin zugelegt damals besitzende und angerechnete Güter einzig und allein ohne des andern Gegenebe collectire. Ingleichen renunciiren Ihre Königliche Majestät allen Præntationen / welche sie vermög des Glückstädtischen Reccessus und sonst auf die vornahms durch Wasserfluch überschwemmte / nachgehends aber von Jahren zu Jahren durch Legung neuer Deiche wieder gewonnener Landereyen des Fürstlich-Gottorfischen

Antheils / wegen / da sie ad commune Catastrum provinciale hätten gebracht werden sollen / des Halbscheids der Contributionen machen können; Gestalt dan von Ihrer Königlichen Majestät und Hochfürstlichen Durchleucht ferner beliebet / daß Inhalt Traventhalischen Friedens nicht allein solche und andere bereits eingetrichte Landereyen / sondern welche noch eingetricht werden können / es seye in Nord-Strand / Ländischen / Eyderstädtischen / Brechtstädtischen / Dürmarischen / oder sonstigen jedem Herrn allein und privative so collectiren / zusehen und verbleiben / ohne daß er gehalten / deswegen das geringste ad commune catastro zu bringen.

Als auch Drittens in dem Traventhalischen Tractat stipulirt / daß alles / was nach dem 14. Augusti an Contributionen erhoben seyn würde / bona fide restituirt seyn sollte: So verprechen Ihre Hochfürstliche Durchleucht daß zugleich / und wan die Auszahlung der 260000. Rthlr. geschieht / auch die aus denen Staßfurter Oldenburg und Delmenhorst durch Königliche Schwedische Auxiliar-Troupen eingetribene Contributions-Gelder dero Antheils wieder gut gethan werden sollen.

Als auch Viertens Ihre Königliche Majestät verschiedene Fürstliche Obligaciones ex causa onerosa in solutum & pro Satisfactione annehmen müssen / und deshalb vorhin verglichen gewesen / daß 260000. Rthlr. in deposito bleiben sollen: so wollen Ihre Königliche Majestät deshalb auch nachgeben / und die ganze Summa der 260000. Rthlr. so fort nach Ratification gegenwertigen Reccessus auszahlen lassen / jedoch mit Vorbehalt / daß sie wegen obgemeldter Hochfürstlichen Obligaciones ihre Jura salva & integra behalten: und nicht gehalten seyn wollen / inzwischen / und biß es wegen vorgedachter Obligaciones zur völligen Nichtigkeit geschehet / die vor einige Fürstliche Ministros und Bediente vermög des Altenaischen Vergleichs noch rückständige Capitalien zu bezahlen.

Obwar auch im übrigen und fünftens Ihre Königliche Majestät vermög des Glückstädtischen Anno 1667. aufgerichteten Reccessus die von denen Fürstlichen Unterthanen aus der Stadt und Amte Hufum, auch Eyderstätt restituirende Verzollung einer starken Anzahl Viehes möchte erlegt werden / und deshalb vor Auszahlung der 260000. Rthlr. Vergütung geschähen: so ist doch / zumahlen anmoch einige Zeit erforderlich würde / solche Sache zu völliger Nichtigkeit zu setzen / beyderseits beliebet / daß sie ad Gravamina verweisen / und dapselb Inhalten vorbelegten Reccessus abgethan werde. Damit jedoch diese und andere mehr an beyden Theilen führende Gravamina in keine weitere Verzögerung gebracht / besondern zu ihrer völligen Erledigung eßig gelangen mögen: Als ist Königlich-und Fürstlicher Seiten beliebet / sothane gesammte Gravamina, und was darzu noch möchte geschehen werden / so fort nach Vollziehung dieses Neben-Vergleichs ohne weiteren Aufschub durch beyderseits hierzu committirte vollmächtige Ministros und Räthe vornehmen / und innerhalb 2 / Monaten a dato Ratificationis gegenwertigen Reccessus völlig erörtern und schließen zu lassen.

Zu wahrer Urkund und dessen seynd wegen dieses Neben-Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria auf beyderseits Herren Principalen erfolgender Ratification versertiget / unterschrieben und besiegelt worden. So geschähen zu Hamburg dan 12. Julii 1701.

Johann Hugo von Lente.
(L.S.)Pincier von Königslein.
(L.S.)J. G. Banier.
(L.S.)

CCXXIV.

2. & 5. Testamento cerrado de D. CARLOS II. Rey Catolico de España, por el quel declara FELIPE Duque de Anjou en su Successor universal de todos los Estados de la Corona de España assi en España misma como en Italia, por los Payes Baxos o en las Indias, y en todos los derechos de ellos dependien; dexando a la Casa de Austria por satisfacion de sus derechos & razones, la esperanza de poder casar una de sus Arce-Duquesas con el dicho Duque de Anjou. Hace despues quantidad de Legados pios, y establece una Juma provisional, que gobierne asta la llegada del Successor, y ordena en favor de la Reyna su Esposa che non solo se le

paghe su dote entera, pero que a mas gozera durante su viua des los alimentos de quatro cientos mil Ducados al año, y que todas la joyas que no se hallaran vinculadas le seron entregadas y le apartiendran en propriedad. Hecho en Madrid a dos de Octubre 1700. Con un Codicilo que contiene entre otras cosas que si la Reyna lo quisiere, podra passar al Gobierno de uno de los Reynos de Italia, o de Flandes. En Madrid a 5. de Octubre 1700. [Sur l'imprimé à Madrid por Juan Garcia Infancon Impressor de la Santa Cruzada anno 1700. in 4. Et à Paris chez Frideric Leonard, Imprimeur Ordinaire du Roi avec Privilege in 4. ann. 1700. en Espagnol, & en François.]

ANNO
1700.

EN el nombre de la Santísima Trinidad, Padre, Hijo, y Espíritu Santo, Tres Personas distintas, y un solo Dios verdadero, y de la gloriosísima Virgen María, Madre del Hijo, y Verbo Eterno, y Señora nuestra, y de todos los Santos de la Corte Celestial. Yo Don Carlos por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Cerdeña, de Sevilla, de Cordova, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas, y Tierras firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, de Milán, de Athenas, y de Neopatria, Conde de Alsurg, de Flandes, de Tyrol, y Barcelona, Señor de Vicaya, y de Molina. Conozco, que como mortal no puedo escapar de la muerte, pena en que todos incurrimos por el pecado de nuestro primer Padre; y hallandome, como me hallo enfermo en la cama, de enfermedad que Nuestro Señor ha sido servido de darme; Por tanto hago mi Testamento, ordeno, y declaro mi última voluntad, por esta Escritura, estando en mi libre, y sano juyzio, qual Nuestro Señor fue servido que le tuviese.

1 Primeramente suplico à Jesu-Christo Nuestro Dios, y Señor verdadero, Dios, y Hombre, que por los meritos de su Pasión, y Sangre use conmigo, el mayor de los pecadores, de su misericordia, y clemencia; y aunque le he sido tan desagradecido, que no le he servido como debo, ni reconocido los singulares beneficios, y mercedes que me ha hecho, espirituales, y temporales; obedeciéndole, y cumpliendo en todo su Santa Ley, y amándole con el amor à que tan aventajados, y extradiarios favores me obligan, me dè su gracia, para que como he vivido siempre en su Santa Fe, muera en ella, y en la obediencia de la Iglesia Católica Romana, y así lo protesto, y quiero hazer, como fiel hijo de ella.

2 Y para que me duela de mis pecados, con verdadero dolor que quisiera, y desearia tener para remedio de mis culpas, con la virtud, y gracia de los Sacramentos, que para bien, y remedio nuestro, con piedad de Dios instituyó en su Iglesia, suplico à la Santísima Virgen María su Madre, que como Abogada de los pecadores, y mía para todo el tiempo que me quedare de vida; y especialmente al fin de ella, me socorra, y ayude con su intercesion, para que su precioso Hijo me conceda su divino favor, y gracia. Siempre la he tenido por Señora, y Abogada con especial devocion, quanta he podido con mi flojedad, y flaqueza; y espero en su misericordia, y clemencia la usará conmigo en todos tiempos, y mayor en el aprieto de la muerte; y particularmente por la devocion, y afecto que siempre he tenido al Soberano, y extraordinario beneficio que recibí de la poderosa mano de Dios, preservándola de toda culpa en su Inmaculada Concepcion, por cuya piedad he hecho con la Sede Apostolica todas las diligencias que he podido para que así lo declare, y en mis Reynos he deseado, y procurado la devocion de este Misterio; y en conformidad de lo que ordenó el Rey mi Señor, y mi Padre, la he mandado llevar en mis Estandartes Reales, como empressa; y si en mis dias no pudiere conseguir de la Sede Apostolica esta decisio[n], ruego muy afectuosamente à los Reyes que me sucedieren, continúen las instancias que en mi nombre se huvieren hecho, con grande aprieto, hasta que lo alcancen de la Sede Apostolica. Tambien suplico à los Bienaventurados San Miguel Arcangel, y Angel, y Angeles Santos de mi guarda, y à los Santos Apóstoles San Pedro, San Pablo, Santiago, Patron de España, San Carlos, y San Felipe, Santo Domingo, San Benito, San Francisco, Santa Teresa (de quien me he mostrado con tan particulares demostraciones devoto) Santos mis Abogados, y à todos los demás de la Corte Celestial, intercedan por mí con mi Dios, y Señor al mismo fin; y para que me dè gracia eficaz para que yo me duela de mis pecados de todo corazón, y con todas veras de él, ame à este Señor, y Dios mio, que tanto merece ser amado.

3 Mando que despues de mi fallecimiento, mi cuerpo sea llevado con la menor pompa que mi estado Real permite, al Monasterio de San Lorenzo el Real, y allí sea sepultado en el Panteon deputado para los cuerpos de los Señores Reyes mis Predecesores, y

para mis Sucesores; y el mio se ponga en el lugar que le corresponde, segun la orden que el Rey mi Señor, y mi Padre dexó dada para la colocacion de los cuerpos Reales quando feneció esta obra.

4 Y por quanto de mi orden se han hecho algunas fundaciones en dicho Monasterio, y para ello señaladas algunas rentas, mando se conserve en la misma forma que lo he dispuesto en sus mismas fundaciones, y dotaciones.

5 Mando à los Reyes mis Sucesores, que tengan muy especial cuydado de la conservación de este Real Monasterio, en la forma, y con la mayor grandeza que le fundó, y dotó el Señor Rey Don Felipe Segundo mi Visabuelo.

6 Mando que el dia de mi muerte todos los Clerigos, y Religiosos del Lugar donde muriere, digan Misa por mi alma; y en los Altares privilegiados se digan todas las que se pudieren dezir por tres dias; y quiero que demás de esto se digan por mi alma, à cumplimiento de cien mil Misas; y es mi intencion, que las que por la misericordia de Dios no tuviere necesidad, se apliquen por mis Padres, y por los demás Predecesores; y en caso que tampoco las ayan menester, se apliquen à las Animas del Purgatorio mas necesitadas, segun mi intencion; y mis Testamentarios encargarán à los que las huvieren de dezir, las digan, y apliquen conforme à esta intencion, y ellos tambien señalarán la limosna que por ellas se huviere de dar.

7 Y por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre mandó situar tres mil ducados de renta (que con efecto se situaron) en el servicio de los ocho mil Soldados que el Reyno concedió por menor en esta Villa de Madrid, y su Provincia, con consentimiento de ella, para redimir Captivos, casar Huérfanas, y sacar pobres de la Carcel, y despues aumentó dichos tres mil ducados à seis mil de renta en cada un año, situados en el mismo servicio de los ocho mil soldados; y sino cupiesen en él, se situasen en las rentas mas ciertas, y seguras que huviese desembarazadas, y fuesen vacando, ó vacasen despues de sus dias; y que estos seis mil ducados de renta se empleasen, los dos mil de ellos en redimir Captivos, prefiriendo los que huviesen servido en sus Exercitos, y Armadas; y en defecto de estos, se redimiesen otros sus Vasallos, prefiriendo los niños, y mugeres, y los que estuviesen en mayor peligro espiritual. Otros dos mil ducados de renta se empleasen en casar huérfanas, hijas de criados de las Casas Reales; y los dos mil ducados restantes, en sacar pobres de la Carcel, dexando la eleccion de las personas en todos los dichos generos (en lo que no fuese contrario à lo dispuesto de los Captivos) al arbitrio, y voluntad de los Reyes mis sucesores, y de de su Confessor, y Limosnero Mayor, que avian de proponer las mas necesitadas, y en quien concurriesen las mayores causas para gozar de esta limosna, prefiriendo en todo sus Criados, y los de los Reyes, y Reynas, que por tiempo fuesen, y ante todas cosas el pagar las deudas de su Magestad. Declaro, y es mi voluntad, que esto se observe, cumpla, y execute, puntual, y literalmente, como está dispuesto.

8 Por lo mucho que debo à Dios Nuestro Señor, y por lo que deseo el bien espiritual del que me sucediere legitimamente en estos mis Reynos, y Señoríos, le ruego, y encargo afectuosamente, que como Principe Católico, para bien suyo, y de sus Reynos, sea muy zeloso de la Fe, y obediente à la Sede Apostolica Romana, viva, y proceda en todas sus acciones, como ternofo de Dios, observante de su Santa Ley, y Mandamientos, procurando en todo la divina gloria, y exaltacion de su nombre, propagacion de su Fe, y aumento de su servicio; honre mucho à la Inquisicion, la ayude, y favorezca, por lo que zela, y guarda la Fe, cosa tan necesaria, especialmente en estos tiempos, en que tanto se han derramado las heregias; honre, y amparé el Estado Eclesiástico, y le guarde, y haga guardar sus exempciones, é inmunidades: honre, y favorezca las Religiones, y procure con veras su reformation en lo que la huviere menester: administre en sus Reynos justicia con igualdad; ame à sus Vasallos, y con entrañas, y amor de Padre los procure re-
 levar, y en todo cuyde de su bien, y prosperidad, y con esto tendrá el corazón de todos; y nuestro Señor con particular providencia le asistirá, y ayudará à la medida de la caridad con quemirare por ellos; y en

ANNO
1700.

par-

ANNO
1700.

particular le encargo ze le mucho, y vele fobre los Ministros, no consintiendoles defecto alguno en la parte de la enterereza, è incorruptibilidad, aun en las mas minimas cosas, por fer el daño mayor que puede padecer el gobierno, y por aver sido, yo tan enemigo de semejante abuso.

9 En todos mis Reynos, Señorios, y Estados se ha guardado, y guarda la Religion Catolica Romana, y mis gloriosos Predecesores la han guardado, y mantenido, y gastado, y empeñado en defenfa de ella el Patrimonio Real, anteponiendo la honra, y gloria de Dios, y de su Santa Ley à todas las cosas, y consideraciones temporales; y porque esta es la primera obligacion de los Reyes, ruego, y encargo à mis Sucesores, que cumpliendo con ella, hagan, y executen lo mismo; y si (lo que Dios no quiera, ni permita) alguno de mis Sucesores professare alguna Secta, ò Heregia de las condenadas, y reprobadas por nuestra Santa Madre Iglesia Catolica Romana, y se apartare, y separare de esta unica, y verdadera Sagrada Religion; por el mismo hecho le doy, y declaro por incapaz, è inhabil para la governacion, y regimiento de todos los dichos Reynos, y Estados, y de qualquiera de ellos, y del Oficio, y Dignidad de Rey, y le privo de la sucecion, posesion, y derecho de ellos, abrogo, y derogo, y doy por ningunas qualquiera Leyes, Fueros, y Ordenanças que lo puedan impedir, y me conformo con las leyes Canonicas, y de los Santos Concilios, y disposiciones Pontificias, que privan à los Hereges, y Apostatas de los Dominios temporales, usando (como para esto uso) de la plenitud de potestad, con cierta Sciencia, y con todas las fuerzas, y clausulas necesarias, para que lo que aqui contenido se cumpla, guarde, y execute, y tenga fuerza de ley, como si fuera hecha, y publicada en Cortes, con las Solemnidades que son necesarias en cada uno de mis Reynos, y Estados.

10 Tambien ruego, y encargo à mis Sucesores, que por tiempo fueren, gobiernen mas las cosas por consideraciones de Religion, que no por respeto del Estado Politico. Que con esto obligarán à Dios nuestro Señor à que con particularidad los ayude, y asista, poniendo las comodidades proprias al servicio, y exaltacion de su Fe. Y yo en las cosas grandes que se han ofrecido, tuve por mejor, y mas conveniente, faltar à las razones de Estado, que dispensar, y disimular un punto en materia que mire à la Religion.

11 Item, mando, y encargo à todos los Sucesores de esta Corona, que por quanto en reconocimiento, y obsequio de la suprema veneracion, que todo fiel Christiano debe tener al soberano Myfterio de el Santissimo Sacramento, y yo en especial, por la mas estrecha, y singular que le reconozco, y toda la Augustissima Casa de Austria, dispulse, que para merecer mayor favor suyo, y consuelo mio, se colocasse en la Real Capilla de Palacio, se continúe para siempre, como yo lo fio, y espero de mis Sucesores; y tambien les encargo, y mando se continúe la solemnidad de las Quarenta Horas que en cada principio de mes está fundada, haziendose con toda aquella devocion, y autoridad, que mas se pudiere executar; y que asimismo se continúen los Oficios Divinos en la dicha Capilla, con el mismo cuydado que hasta aquí lo he procurado, y mas, si mas puede fer; y para este fin se conserven todos los Ministros, y Oficiales de dicha mi Capilla Real, assi de Musica, como de Instrumentos, y de Vozes, y los demás Asistentes que se hallan de presente, y fueren sucediendo en sus vacantes; para lo qual tengo hecha dotacion en diferentes medios, y rentas, que para este fin están aplicados.

12 Si Dios por su infinita misericordia me concediere hijos legitimos, declaro por mi universal heredero en todos mis Reynos, Estados, y Señorios, al hijo, varon mayor, y à todos los demás, que por su orden deben suceder; y en falta de varones, las hijas, en conformidad de las Leyes de mis Reynos; y no aviendose dignado Dios, al tiempo de hazer este Testamento, de hazerme esta merced; siendo mi primera obligacion mirar por el bien de mis Subditos, disponiendo se conserven todos mis Reynos en aquella union que les conviene, guardandose por ellos la debida fidelidad à su Rey, y Señor natural; no dudando de la que siempre han professado, se arreglaran à lo mas justo, corroborando con la suprema autoridad de mi disposicion.

13 Y reconociendo, conforme à diversas Consultas

de Ministros de Estado, y Justicia, que la razon en que se funda la renuncia de las Señoras Doña Ana, y Doña Maria Teresa Reynas de Francia, mi Tia, y Hermana, à la sucecion de estos Reynos, fue evitar el perjuizio de unirse à la Corona de Francia; y reconociendo, que viniendo à cessar este motivo fundamental, subsiste el derecho de la sucecion, en el Pariente mas inmediato, conforme à las Leyes de estos Reynos; y que oy se verifica este caso en el hijo segundo del Delfin de Francia. Por tanto arreglandome à dichas Leyes, declaro ser mi Sucesor (en caso que Dios me lleve sin dexar hijos) el Duque de Anjou, hijo segundo del Delfin, y como à tal le llamo à la sucecion de todos mis Reyes, y Dominios, sin excepcion de ninguna parte de ellos; y mandó, y ordeno à todos mis Subditos, y Vassallos de todos mis Reynos, y Señorios, que en el caso referido de que Dios me lleve sin sucecion legitima, le tengan, y reconozcan por su Rey, y Señor natural, y se le dè luego, y sin la menor dilacion la posesion actual, precediendo el Juramento que debe hazer de observar las Leyes, fueros, y costumbres de dichos mis Reynos, y Señorios; y porque es mi intencion, y conviene assi à la Paz de la Christiandad, y de la Europa toda, y à la tranquilidad de estos mis Reynos, que se mantenga siempre desunida esta Monarquia de la Corona de Francia; declaro configuientemente à lo referido, que en caso de morir dicho Duque de Anjou, ò en caso de heredar la Corona de Francia, y preferir el goze de ella al de esta Monarquia; en tal caso deba passar dicha sucecion al Duque de Berri, su hermano, hijo tercero de el dicho Delfin, en la misma forma; y en caso de que muera tambien el dicho Duque de Berri, ò que venga à suceder tambien en la Corona de Francia; en tal caso declaro, y llamo à la dicha sucecion al Archiduque, hijo segundo del Emperador mi Tio, excluyendo por la misma razon, è inconvenientes contrarios à la salud publica de mis Vassallos, al hijo primogenito del dicho Emperador mi Tio; y viniendo à faltar, dicho Archiduque, en tal caso declaro, y llamo à la dicha sucecion al Duque de Saboya, y sus hijos; y en tal modo es mi voluntad que se execute por todos mis Vassallos, como se lo mando, y conviene à su misma salud, sin que permitan la menor desmembracion, y menoscabo de la Monarquia, fundada con tanta gloria de mis Progenitores. Y porque deseo vivamente que se conserve la Paz, y Union que tanto importa à la Christiandad entre el Emperador mi Tio, y el Rey Christianissimo; les pido, y exorto, que estrechando dicha Union, con el vinculo del Matrimonio del Duque de Anjou con la Archiduquesa, logre por este medio la Europa el sosiego que necesita.

14 Y en el caso de faltar yo sin Sucecion, ha de suceder el dicho Duque de Anjou en todos mis Reynos, y Señorios, assi los pertenecientes à la Corona de Castilla, como la de Aragon, y Navarra, y todos los que tengo dentro, y fuera de España, señaladamente en quanto à la Corona de Castilla, Leon, Toledo, Galicia, Sevilla, Granada, Cordova, Murcia, Jaen, Algarves de Algecira, Gibraltar, Islas de Canaria, Indias, Islas, y Tierra-Firme del Mar Occidental, de el Norte, y del Sur, de las Filipinas, y otras qualquiera Islas, y Tierras descubiertas, y que se descubrieren de aqui adelante, y todo lo demás, en qualquier manera tocante à la Corona de Castilla. Y por lo que toca à la de Aragon en mis Reynos, y Estados de Aragon, Valencia, Cataluña, Napoles, Sicilia, Mallorca, Menorca, Cerdeña, y todos los otros Señorios, y derechos, como quiera que sean, pertenecientes à la Corona Real del; y asimismo en mi Estado de Milan, Ducados de Brabante, Limbourg, Luxembourg, Geldres, Flandes, y todas las demás Provincias, Estados, Dominios, y Señorios, que me pertenezcan, y puedan pertenecer en los Payes Baxos, derechos, y demas acciones, que por la sucecion de ellos en mí han recaído; y quiero que luego que Dios me llevare de esta presente vida, el dicho Duque de Anjou, se llame, y sea Rey, como *ipso facto* lo será de todos ellos; no obstante qualquiera renunciacion, y actos que se ayan hecho en contrario, por carecer de justas razones, y fundamentos; y mando à los Prelados, Grandes, Duques, Marqueses, Condes, y Ricos Hombres; y à los Priores, y Comendadores, Alcaides de las Casas Fuertes, y Llanas, y à los Cavalleros, Adelantados, y Merinos, y à todos los Concejos, y Justicias, Alcaldes, Alguaciles, Regidores, Oficiales, y Hom-

ANNO
1700.

ANNO
1700.

Hombres buenos de todas las Ciudades, Villas, y Lugares, y Tierras de mis Reynos, y Señoríos, y à todos los Virreyes, y Gobernadores, Castellanos, Alcaydes, Capitanes, Guardas de las Fronteras de aquende, y allende el Mar, y à otros qualquiera Ministros nuestros, y Oficiales, assi de la Governacion de la Paz, como de los Exercitos de la Guerra en Tierra, y en Mar, assi en todos nuestros Reynos, y Estados de la Corona de Aragon, y Castilla, y Navarra, Napoles, y Sicilia, y Estado de Milan, Payles Baxos, y en otra qualquier parte à Nos perteneciente, y à todos los otros nuestros Vassallos, Subditos naturales, de qualquiera calidad, y preheminençia que sean, donde quiera que habitaren, y se hallaren, por la fidelidad, lealtad, fugecion, y vassallage que me deven, y son obligados, como à su Rey, y Señor natural, en virtud del Juramento de fidelidad, y omenage que me hizieron, y debieron hazer, que cada, y quando que pluguiere à Dios llevarme desta presente vida, los que se hallaren presentes, luego que à su noticia viniere, conforme à lo que las Leyes destes dichos mis Reynos, Estados, y Señoríos, en tal caso disponen, y en este mi Testamento està establecido, ayan, tengan, y reciban al dicho Duque de Anjou (en caso de faltar yo sin suçesion legitima) por su Rey, y Señor natural propietario de los dichos mis Reynos, Estados, y Señoríos, en la forma que vâ dispuesta. Alzen Pendones por él, haciendo los actos, y solemnidades, que en tal caso se fueren, y acostumburan hazer, segun el estilo, uso, y costumbre de cada Reyno, y Provincia, presten, exhiban, hagan prestar, y exhibir toda la fidelidad, lealtad, y obediencia, que como Subditos, y Vassallos, son obligados à su Rey, y Señor natural; y mando à todos los Alcaydes de las Fortalezas, Castillos, y Casas Llanas, y à sus Lugares-Tenientes de qualquiera Ciudades, Villas, y Lugares, y despoblados, que hagan pleyto omenage, segun costumbre, y fuero de España, Castilla, Aragon, y Navarra, y todo lo que à ello les toca, y en el Estado de Milan, y à los otros Estados, y Señoríos, segun los estilos de la Provincia, y parte donde seran por ellos al dicho Duque de Anjou, y de los tener, y guardar para su servicio, durante el tiempo que se les mandare tener, y despues entregarlos à quien por él les fuere mandado, de palabra, ó por escripto; lo qual todo lo que dicho es, cada una cosa, y parte della, les mando, que hagan, y cumplan realmente, y con efecto, sò aquellas penas, y caos feos en que caen, è incurrer los Rebeldes, è inobedientes à su Rey, y Señor natural, que violan, y quebrantan la lealtad, fee, y pleyto omenage.

15 Si al tiempo de mi fallecimiento no se hallare mi Sucesor dentro destes Reynos, conviniendo la mayor, y mas autorizada providencia al gobierno universal de todos ellos, y la mas conforme à sus Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres; segun lo considerò el Rey mi Señor, y mi Padre, mientras dicho Sucesor pueda por si dar providencia al gobierno; Mando, que luego que yo falte, se forme una Junta, en que concurren el Presidente, ó Governador del Consejo de Castilla, el Vice-Chanciller, ó Presidente del de Aragon, el Argobispo de Toledo, el Inquisidor General; un Grande, y un Consejero de Estado, los que yo dexare nombrados en este mi Testamento, ó Codicilo, que yo hiziere, ó papel firmado de mi mano; y el tiempo que la Reyna, mi muy cara, y amada muger se conservare en estos Reynos, y Corte, suego, y encargo à su Magestad asista, y autorize dicha Junta, la qual fe tenga en su Real presencia, en la Pieza, y parte que su Magestad señalare, tomando el trabajo de intervenir en los negocios, y en ellos tenga voto de calidad, de modo, que siendo iguales los votos prefiera la parte donde el voto de su Magestad se arrimare, y en todo lo demás fe este à la mayor parte; y que este gobierno dure mientras mi Sucesor, si estuviere en la mayor edad, pueda proveer de gobierno sabido mi fallecimiento.

16 Y en caso que mi Sucesor sea de menor edad, tocandome (como me toca) por Padre universal de todos mis Vassallos, dar la mejor governacion que sea posible à mis Reynos, y la mas conforme à sus Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres, nombrando Gobernadores, naturales de ellos, para que segun mi Alta, y Real disposicion, y en nombre de mi Sucesor, gobiernen dichos mis Reynos, en toda Paz, y Justicia, provean à su defensa, de modo, que mis Subditos se conserven en aquella quietud, è in-

munidades, que por las Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres de cada uno deben gozar, y en la lealtad à su Rey, y Señor natural, en que tanto fe han esmerado. Nombro por Tutores de dicho mi Sucesor, durante su menor edad, hasta los catorze años, à los mismos, que dexo nombrados en la dicha Junta, para que gobiernen, en caso que mi Sucesor se hallare fuera destes Reynos, al tiempo de mi fallecimiento hasta que venga à ellos, à los quales nombro por tales Tutores, y Curadores, durante la menor edad de mi Sucesor, usando para ello de toda la Potestad, y arbitrio, para que en su nombre gobiernen dichos Reynos, en la misma forma que yo viviendo lo pudiera hazer, ó mi Sucesor, llegando à la mayor edad, guardando la forma, que adelante se dirà en el modo de la Governacion, y à todos los dichos Tutores los relevo de la obligacion de dar fiança, y quiero que con solo este nombramiento, y Juramento que han de hazer, y prestar, puedan gobernar, y gobiernen, sin otra Aprobacion, Confirmacion, ni diligencia; para cuyo nombramiento uso de toda mi Real Potestad, lo mas ampliamente que puedo, dispensando, como dispuso, en caso, que sea necesario, qualesquiera Leyes, Pragmaticas, Fueros, y Costumbres, como en caso extraordinario, y necesario al mayor bien de mis Dominios, y Vassallos, y que esto sea por esta vez, atendiendo à todas las Circunstancias que ocurren, y obligan à dar esta Providencia, evitando los daños que de otras pudieran sobrevenir.

17 El Vice-Chanciller à quien dexo nombrado por Tutor en la Junta, lo ha de ser, y yo le nombro por Tutor especial, y particular, por lo tocante al Reyno de Aragon, en aquellos casos, y negocios que fuere necesario; y en conformidad de sus Fueros, y Privilegios, para que administre la Tutela de mi Sucesor en aquel Reyno; y si el que presidiere en el Consejo de Aragon, no pudiere serlo, conforme à ellos; dexando (como deseo) ajustar mi disposicion à solo lo que puedo, como Señor natural de aquel Reyno, sin derogar, ni alterar lo que no pudiere dispensar, y dispensando en todo lo que puedo, y cabe en mi suprema Potestad, nombro, por Tutor de mi Sucesor al Regente mas antiguo Togado de los dos Naturales de aquel Reyno, que al tiempo que yo muera, si despues fiviere en el Consejo de Aragon, para que como tal Tutor, tenga la Administracion, y Autoridad que yo le puedo dar, y doy, en aquellas cosas, y caos, que conforme à los Fueros, y Privilegios fueren necesarios; teniendo entendido, que en las materias, y negocios de Estado, Guerra, Gobierno, Gracia, y Provision de Oficios, no se ha de hazer novedad, y han de correr por los Consejos de Estado, Guerra, y Aragon, como hasta aqui fe ha hecho, y haze; y las Consultas que por los dichos Consejos se hizieren, fe llevaràn à la Junta de los Tutores, para que en ella fe tome resolucion, en la forma que ordeno en los demás negocios; y en caso de morir, ó faltar al exercicio el Regente mas antiguo del dicho Reyno, nombro por tal Tutor al que se le sigue; y assi sucesivamente iran subintrando en la Tutela del dicho Reyno de Aragon, hasta qui mi Sucesor gobierne; y relevo al dicho Tutor de la obligacion de dar fianças, y de todo lo demás que yo puedo dispensar, y fuere dispensable, en virtud de mi Soberania, y plenitud de Potestad, para que con este nombramiento, y Juramento pueda el Regente à quien tocare administrar la dicha Tutela por la forma que dexo.

18 El dicho Regente que fuere Tutor ha de residir en esta Corte, y servir su plaça en el Consejo, y asistir en la Junta de los demás Tutores, por lo que conviene fe halle con las noticias universales, y en la misma Junta darà las particulares, por lo que tocare al Reyno de Aragon, para que oyendo à los demás Tutores, y conformandose con la mayor parte, se encaminen, y dispongan los negocios de aquel Reyno, como mas convenga al servicio de Dios, y de mi Sucesor, mejor administracion de la Justicia, Bien, Paz, y sosiego de aquel Reyno.

19 A todos los Ministros, y personas que dexo, ó dexare nombrados, doy el poder, autoridad, y facultad, que como Padre, Rey, y Señor de mis Vassallos, les puedo dar, y el mismo que les dà las Leyes, Fueros, Constituciones, y Costumbres de mis Reynos, sin disminucion alguna, y toda la que fuere necesario, para que en el tiempo de la menor edad de mi Sucesor, puedan gobernar en Paz, y en Guerra, hazer leyes,

ANNO
1700.

ANNO
1700.

proveer los Oficios, y Cargos menores, y mayores, así en lo Político, como en lo Militar, presentar las Prelacias, Obispos, Abadías, y demás Dignidades Ecclesiásticas, en la forma que yo lo hago, y puedo hazer, exerciendo el Oficio de Tutores, y disponiendo en nombre de mi Sucesor todas las cosas, como ellas pudiera disponer, siendo mayor; y para el dicho efecto los discernir, y he por discernida la dicha Tutela, con que antes de exercer ayan de hazer todos, y cada uno de ellos el Juramento de fidelidad à mi Sucesor, y guardar su vida, procurar su provecho, y el bien de mis Reynos, y Vassallos, y apartar de mi Sucesor todo mal, y daño, y hazer todo lo que tales Tutores están obligados à hazer, y que en todos los negocios darán su parecer, con atención al mayor servicio de Dios, y exaltacion de su Santa Fè, execucion de la Justicia, y Administración de ella, y de obedecer à mi Sucesor, y que guardarán secreto de todo lo que se tratare en la Junta, y este Juramento ha de hazer el Presidente, ò Gobernador del Consejo, en manos de los demás de la Junta, despues que cada uno de ellos lo aya hecho en manos del mismo Presidente, ò Gobernador.

20. Los dichos Tutores que nombro, y dexaré nombrados, han de administrar juntos, y no los unos sin los otros; y para esto se han de juntar en una Pieza de Palacio todos los dias, y horas que sea necesario à ver, y conferir las Consultas, y negocios, así de oficio, como de partes, prefiriendo aquellos à estos, haciendo relacion de ellos el Secretario que me asistiere en el Despacho Universal, à quien nombro para que continúe en la misma ocupacion; y siempre que la Reyna mi muy cara, y amada Muger se manuvriere en estos Reynos, que (como và dicho) ha de intervenir en dicha Junta, se hará en la Pieza de Palacio que su Magestad señalare, y se votará cada negocio, y se executará lo que resolviere la mayor Parte; y à los enfermos, y ausentes se les ha de pedir su parecer en los casos arduos, si pareciere à la mayor Parte.

21. Todas las Consultas que hizieren los Consejos, se entregarán en la Secretaria del Despacho Universal al Secretario que lo fuere de él, las quales se abrirán en la Junta, dándose su parecer en ellas, en la forma dicha; apuntará el Secretario de el Despacho la resolucio, que por la mayor parte quedare resuelta, y al dia siguiente las traerá puestas; sino es que necesitare la brevedad de que baxe luego; y esta resolucio se rubricará, asistiendo la Reyna mi muy cara, y amada Muger, como dicho es, por su Magestad en el lugar que yo lo hago, y mas abaxo por dos de la Junta; y en caso de no asistir su Magestad, se rubricará por todos los que asistieren en la Junta, segun las precedencias en que se hallaren, contando que à lo menos sean quatro los que rubriquen; y que por los que tocan al Consejo de Aragon, lleven siempre la rubrica del Vice-Chanciller, ò Regente mas antiguo, que asistiere en la Junta, y en la remision de los negocios, así de oficio, como de parte à los Consejos, y Ministros, se executará por Decretos rubricados en la misma conformidad, que las Resoluciones de las Consultas, ò por papeles firmados del Secretario del Despacho, uno, y otro, segun lo resolviere la Junta.

22. Y en los Despachos que yo firmo, así de mi Real mano, como de estampa, se firmarán por la Reyna, mi muy cara, y amada Muger, en el lugar que yo firmo, y por todos los demás de la Junta, en inferior, lugar; y si estovieren impedidos algunos, firmarán por lo menos quatro de ellos, con tal, que por los que toca à Aragon, lleven siempre la firma del Vice-Chanciller, ò Regente mas antiguo del Consejo de Aragon que asistiere en la Junta, y los Secretarios de Estado los referendarán en el lugar que lo executan; y los demás pondrán. Por mandado de su Magestad; pues todos los Despachos deben empezar con el nombre de mi Sucesor Reynante, ò de su Real Dignidad; y todos ellos quiero con toda Potestad Real, que para el bien de mis Subditos debo, y puedo usar, sean obedecidos, como Cartas, y Cédulas del Rey, y Señor natural de estos Reynos, y los que no las obedecieren, sean castigados por ello, con las penas que corresponden, à quien no obedece las Cartas, Cédulas, y Despachos de su Rey, y Señor natural.

23. Y porque la Junta, no solo ha de despachar

TOM. VII. PART. II.

ANNO
1700.

lo que viene representando por los Consejos, sino proveer à todo aquello que tuviere por mas conveniente à mi Sucesor, y al bien universal de mis Reynos, y Vassallos; si alguno de la Junta diere alguna noticia, ò hiziere alguna proposicion en orden à esto, se votará tambien en la Junta, y resolviere lo que por mayor parte de votos se acordare.

24. En caso de aver igualdad de votos, por no asistir la Reyna mi muy cara, y amada Muger, ò por otro accidente, se ha de llamar al Presidente del Consejo à quien perteneciére la materia que se tratare, ò al Decano del mismo Consejo, en caso de no tener Presidente, ò que concurra en la Junta el que lo fuere. Y si el Decano fuere de la Junta, se ha de llamar al siguiente en grado.

25. La hora mas conveniente para la Junta, será todas las mañanas à la que se fale de los Consejos; y los dias de Fiesta se continuará, empezando una hora antes, y sino pareciere bastante para el despacho este tiempo, se señalará alguna tarde menos ocupada entre semana; y ofreciendole à qualquiera hora negocio grave, de que se dará quenta inmediatamente al Secretario del Despacho, ò por los Ministros de la Junta, ò los Presidentes de los Consejos, subirá el Secretario à dar quenta à la Reyna mi muy cara, y amada Muger; que comunicando la al Presidente del Consejo, resolviere, si se necesita de convocar luego la Junta, para dar Providencia en la tal materia. Y en caso de ausencia de su Magestad, lo comunicará el Secretario del Despacho al Presidente del Consejo, y al Vice-Chanciller, ò Presidente de Aragon, y resolviendo estos se convoque la Junta, se executará; y en lo que pidiere prompta providencia dentro de la Corte, lo executará el Presidente, ò Gobernador del Consejo, dando quenta despues à la Junta (si fuere caso que lo pida por su gravedad.)

26. Encargo à los de la dicha Junta, conserven la mayor union por lo que esto importa al buen Gobierno, y bien de estos Reynos, y aunque espero de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, que por su parte los encaminará à este buen fin dandoles exemplo, por cumplimiento de mi obligacion, ruego, y encargo à su Magestad que así lo execute.

27. La mayor importancia para el bien de estos Reynos, es la presencia de mi Sucesor en ellos, y así en caso de hallarse en mayor edad, le ruego, y encargo venga à ellos con la mayor brevedad posible; y en caso de estar en la menor edad, mando, y encargo à la Junta lo solicite, como cosa de tan grande consideracion, y conveniencia, atendiendo à la seguridad, y brevedad de que llegue à estos Reynos.

28. En caso que mi Sucesor esté en la mayor edad, luego que llegue à esta Corte se le dará por la Junta quenta del estado de todos los negocios, y de los que por su gravedad mereciere estar noticioso de averle executado en su ausencia.

29. Y en caso que mi Sucesor sea de menor edad, quiero, y es mi voluntad, que segun la edad de mi Sucesor, se le dé quenta de los negocios que se tratan en la Junta, así porque se reconozca reside en su persona la suprema Potestad, como para que se vaya instruyendo, dexando para mejor estimacion de la Junta la forma que en esto se deba guardar; y por los mismos fines, llegando à la bastante edad, segun la estimacion de la Junta, para oir la Consulta ordinaria del Consejo de Castilla, se la hará el Consejo en la misma forma que à mi, por ser acto de la suprema Regalia que deben reconocer mis Vassallos reside en su Real Persona, à unque por su menor edad la administren los Tutores, y Curadores que dexo nombrados; y mientras no pudiere executar esto, se observará por el Consejo de Castilla la Consulta ordinaria lo que se executa quando yo esto y ausente, ò por algun impedimento no lo oygo.

30. Declaro, que en la Junta que dexo nombrada, así tanto por la ausencia de mi Sucesor, estando en la mayor edad, como para su Tutoria, y gobierno de estos Reynos, mientras no ha llegado à ella, deben suceder en los quatro puestos de Presidente, ò Gobernador del Consejo, Vice-Chanciller, ò Presidente de Aragon, Arçobispo de Toledo, y Inquisidor General, para entrar en dicha Junta, en caso de faltar alguno dellos por muerte, ò otra justa causa, los que entren en sus mismos Oficios, y que sucediendo esto despues de mi fallecimiento, se deven proveer dichos Oficios en el tiempo de la menor edad de mi

Q 99

Su-

ANNO
1700.

Suceſſor, por los miſmos de la Junta, y por la mayor parte de los votos. Y en quanto al Grande, y Conſejero de Eſtado, ſi yo no dexare papel eſcrito de mi mano, declarando los que deben ſuceder, en falta de los primeros nombrados por mi; (que ſi eſto yo dexare hecho, quiero que ſe obſerve invariablemente tambien) ſe eligen por la Junta en caſo de vacante, en la miſma conformidad que va dicho, atendiendo mucho en el nombramiento del Grande à la gran repreſentacion de la Nobieza de mis Reynos, por cuya eſtimacion, y aprecio, que ſiempre han hecho della mis Predeceſſores, y yo, he querido, y diſpuſto, que eſte tan eſtimable Gremio, tenga parte tan principal en el gobierno de todos mis Reynos; y por lo que mira al Conſejero de Eſtado, ſe atenderà à que ſea perſona de toda inteligencia, y practica en los negocios de Eſtado, como conviene à quien en eſta Junta repreſenta aquel Conſejo, de quien mis Predeceſſores, y yo hemos hecho tanta eſtimacion.

31 En los Lugares que deben ocupar en la Junta, ſiguendo las ordenes que ay para eſto, y lo que ſe obſervò en mi menor edad. Declaro deben ſentarse en la forma que los nombro, y deſpues el Grande, y Conſejero de Eſtado, conforme el que primero llegare entre los dos; y en caſo de ſer Cardenal de la S. Igleſia, precederà en el aſſiento ſolo el Preſidente del Conſejo, y Vice-Chanciller de Aragon; y hallandose preſente la Reyna mi muy cara, y amada Muger, ſe le pondrà ſilla, y en el votar ſe obſervarà la forma de Junta, y no de Conſejo de Eſtado.

32 Los Tribunales que yo dexo en mis Reynos ſe conſervaràn indefectiblemente en la miſma forma que oy tienen ſus manejos, para lo qual les comunico de nuevo toda aquella autoridad que oy exercen, uſando para ello de toda mi Regalia; y los Miniſtros que concurrirèn en ellos al tiempo de mi fallecimiento, y todos los Virreyes, y Gobernadores, y otros qualquiera que exercen Jurisdiccion, ſe mantendràn en ella, haſta que por mi Suceſſor, ò por la Junta, que dexo nombrada, ſegun los motivos, que tuvieren, hagan novedad, ſegun la Poteſtad que les dexo; y para que exerczan dichos Oficios, les doy toda la que debo, y puedo darles; y mando à mis Reynos, y Subditos les obedezcan en la miſma conformidad, que lo hazian haſta dicho caſo.

33 Por lo que conviene todo eſto para el bien, y deſenſa de mis Vaſſallos, y que vivan en Paz, y Juſticia, à lo qual deben atender tanto, aſſi la Junta, como à quien pertenecerà eſpecialmente la Governacion de mis Reynos, como todos los Tribunales, y Miniſtros; y aſſi ſe lo encargo de nuevo, muy eſpecialmente, y que cuyden mucho de que ſe obſerven todas las Leyes, Diſpoſiciones, y Providencias que yo dexare dadas, para la mejor adminiſtracion, y autoridad, de la Juſticia, y buen gobierno de mis Vaſſallos; y porque la forma, y diſtribucion de Tribunales que oy corre, y ſe conſerva, ſe ha hallado la mas util por mucho tiempo para el gobierno de eſta Monarquía, por los grandes, y diverſos Reynos, cuyo gobierno ſe expide mas juſta, y facilmente con eſta planta, uſando bien della, encargo à mis Suceſſores la mantengan con los miſmos Tribunales, y forma de Gobierno, y muy eſpecialmente guarden las Leyes, y Fueros de mis Reynos, en que todo ſu Gobierno ſe adminiſtre por Naturales de ellos, ſin diſpenſar en eſto por ninguna cauſa, pues ademàs del derecho, que para eſto tienen los miſmos Reynos, ſe han hallado ſumos inconvenientes en lo contrario.

34 Mando, que à la Reyna, Doña Maria-Ana, mi muy cara, y amada Muger, ſe reſtituya todo lo que huviere recibido de Dote, y ſe le pague por mi Suceſſor, y Teſtamentarios todo lo demàs à que yo eſtuviere obligado, y demàs de eſto, durante ſu Vida, y Viudedad, deſde el dia en que yo falleciere, ſe la den quatrocientos mil Ducados cada año por ſus alimentos.

35 Y por la voluntad que he tenido, y tengo à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, la dexo todas las joyas, bienes, y alhajas que no quedaran vinculados, y otros qualquiera derechos, que tenga, y pueden pertenecer me; y mando à todos mis Vaſſallos, reſpeten, veneren, y ſirvan à la Reyna mi muy cara, y amada Muger, para que en el amor, y reverencia de todos, halle alguna parte del conſuelo, que yo holgarà poder dexarla; y à mi Suceſſor en eſtos Reynos, ruego muy aſectuoſa, y encarecidamente encargo,

que en caſo que la Reyna mi muy cara, y amada Muger por ſu voluntad, ò mayor reſiſto ſuyo, guſtare de paſſarſe à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, ſe dedicare à gobernarle, lo diſponga mi Suceſſor, dandole los Miniſtros que para ello fueren mas condecorados, y de mayores experiencias; y ſi quiſiere vivir en alguna Ciudad deſſos Reynos, ſe la darà el Gobierno della, y de ſu tierra con la Juſdicion; y eſto lo cumpla qualquiera de los Suceſſores.

36 Si al tiempo de mi fallecimiento ſe hallare mi Suceſſor en la menor edad, mando que ſe conſerve mi Real Caſa, en la forma que oy eſtà, para que ſirva à mi Suceſſor en los miſmos Oficios que oy tiene, ò entonceſ tuviere, por la grande repreſentacion, y ſervicios, que concurren en los de ſu primera Gerarquía, por lo que ſe debe atender à lo que han ſervido, y razones que concurren en los demàs que la componen; y ſi mi Suceſſor ſe hallare en mayor edad, le encargo atienda à eſtas eſtimables, y dignas razones para elegirlos, y conſervarlos en los Oficios que oy tienen los de primera Eſfera, por el luſtre que la miſma Caſa Real conſervarà aſſi, y ſe ſervirà de los demàs, ſegun ſus Oficios, por la ſatisfaccion que han dado en ellos.

37 Quiero que à los criados, aſſi de mi Real Caſa, como de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y de la Sereniſſima Reyna mi Señora mi Madre (que eſtà en gloria) ſe mantengan los gozes, raciones, y demàs emolumentos que les eſtuvieren ſeñalados, con el empleo, y exercicio de cada uno por todos los dias de ſu vida; caſo que alguno ſe hallare impoſſibilitado de continuar ſirviendo en ſu empleo à mi Suceſſor, quando llegue el caſo de poderlo hazer, porque deſde entonceſ ha de ſer de ſu obligacion, y quenta ſatisfacerlos.

38 Por quanto mi noble Guarda de Corps, ſe formò con la precia ordenança de ſervir à la Real Perſona del Rey actual, y no à otra; mando, que ſi yo faltare ſin dexar Suceſſion, la dicha Guarda ſe levante, y quite ſu Cuerpo de Guardia de Palacio, pero manteniendose en el miſmo numero de Soldados con ſu Capitan, ò Gobernador, y demàs Oficiales que tuviere, haſta que pueda continuar el ſervir à mi Suceſſor; y el Gobierno de ella, y provision de ſus plazas ha de correr en la miſma forma que haſta aquí.

39 Las Guardas Eſpañolas, y Alemanas continuarán ſu Aſſiſtencia en Palacio como haſta aquí, para ſu mayor decoro, y ſervicio de la Reyna mi muy cara, y amada Muger, y llevar los Pliegos que ſe dirigieren por la Junta, y Secretaria del Deſpacho, como lo han obſervado viviendo yo.

40 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas, y anexas à la Corona la Flor de Lis de Oro, con muchas Reliquias, que fue del Señor Emperador Carlos Quinto mi Reviſabuelo, y ſus antepaſſados, y el Lignum Crucis, que unas, y otras eſtàn en el Relicario de la Real Capilla, y en la Guardajoyas, conformandome con eſta Diſpoſicion, mando ſe obſerve, y cumpla en la miſma conformidad que ſu Mageſtad lo mandò.

41 Por quanto el Rey mi Señor, y mi Padre dexò vinculadas otras alhajas, que aſſimifſimo eſtàn en la Guardajoyas de eſte Palacio de Madrid, y varios adornos de pinturas, y buſetes que ay en dicho Palacio, mandando, que à ſus acreedores ſe les dieſſe ſatisfaccion por la Corona, haſta la concurrente cantidad, por juzgar de la decencia de la miſma Corona las dichas alhajas, conformandome en eſta diſpoſicion, mando ſe obſerve, y cumpla en la miſma conformidad que ſu Mageſtad lo ordenò.

42 Por quanto aſſi en el dicho Palacio, que tengo en eſta Corte, como en los demàs Alcazares Reales que eſtàn dentro, y fuera de ella, y en otras Ciudades, Villas, y Lugares, mando que todas las pinturas, Tapicerías, Eſpejos, y demàs menage con que eſtàn adornados, quede todo vinculado, como deſde luego lo vinculo, con todas las fuerças, y firmezas, que diſpone el Derecho, y de que para ello uſo, para mi Suceſſor, y Suceſſores en eſta Corona; y deſde luego, y para ſiempre los privo de que puedan dar, ni enagenar en manera alguna los dichos Alcazares, y Caſas Reales, ni ninguna de las coſas que quedaran en ellas; para cuyo cumplimiento, mando, que dichas alhajas ſe reconozcan por los inventarios que huviere en las miſmas Caſas, y ſe formen de nuevo, añadiendo las que en ellos no eſtuvieren pueſtas, y en ſus Oficios

da

ANNO
1700.

ANNO
1700.

de Veeduría, y Contaduría, y en los de mi Real Casa, se pongan copias autorizadas de ellos, con inserción de esta cláusula, para que en todo tiempo conste están vinculados, y que no se han de dar, ni en manera alguna enagenar por mi Sucesor, y Sucesores, fino es que en caso de que para la defensa de nuestra Sagrada Religión, y de mis Reynos necesiten valerle de los medios que las dichas cosas puedan producir para tan principales fines; para cuyos casos dexo en la calidad de libres todas aquellas alhajas de que sea necesario valerle para los efectos referidos, y no otro alguno, por urgente, y grave que sea; esto por quanto he gastado por mi parte algunas sumas considerables en diferentes obras, y adornos, y porque tambien mis Reynos, y Vassallos me han dado muchas de ellas, por hazerme este servicio, y complacerme; y por quanto estas alhajas que he añadido, pueden ser afectas à mis deudas, mando se tasen, y pague su precio à mis acreedores por la Junta de Descargos.

43 El Rey mi Señor, y mi Padre, me dexo à mi, y à mis Sucesores en el Reyno, un Santo Crucifijo, que tiene muchas Indulgencias, y està en mi Guardarropa, con el qual murió el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demás Reyes hasta su Magestad, y yo espero hazer lo mismo, conformandome con esta disposición, le dexo à mi Sucesor, y Sucesores en la Corona, por esta tan piadosa devoción, y memoria.

44 Declaro, que yo he deseado hazer siempre Justicia à mis Vassallos, nunca he tenido animo, ni voluntad de agraviar à nadie; pero caso que alguno, ò algunos ayan tenido quexa, ò pretensión, por resolución, ò disposiciones mías, mando se les dè satisfaccion enteramente, y de la misma manera, se pague todo lo que pareciere que yo debo à mis Criados, como à otras Personas; y ruego, y encargo à mi Sucesor, y à los demás que en su caso goviernaren en menor edad, suplan lo que faltare de mi Real hacienda, hasta la verdadera, y cumplida satisfaccion de mis deudas, y de los agravios, y daños que pareciere aver yo hecho.

45 Ruego, y encargo à mis Sucesores, segun que por tiempo tuvieron el Gobierno de estos mis Reynos, procuren con todo cuydado escusar gastos superfluos, y relevar los Reynos de Tributos, è imposiciones, porque aunque voluntariamente sirven con ellos, el ruego, y voluntad de los Reyes, siempre aprieta à los Vassallos, y no se pondrian, ni pueden llevar si los Reyes tuvieran con que acudir al remedio, y socorro de sus necesidades, por urgentes, y precisas que fuesen; y segun esto, quando quiera que les cesaren las necesidades han de cesar los Tributos.

46 Igualmente encargo à mis Sucesores legitimos en mis Coronas, y Señorios, que por tiempo los poseverren, honren à sus Reynos, y se desvelen en su conservación, y aumento; honren, favorezcan, y amparen à sus Vassallos, por lo que merecen, y aunque esto es general en todos los Reynos, en particular les encargo el amor, y cuydado de los Reynos de España, y muy especialmente de la Corona de Castilla, que es notorio las fuerzas de gente, y dinero que hemos sacado de esta Coroná, en tiempo de los Señores Reyes mis Abuelos, en el del Rey mi Señor, y mi Padre, y en el mio, para las Guerras de Flandes, Alemania, Francia, Italia, y otras partes, y los servicios, y deramamiento de sangre, que en todo han hecho, y hazen cada dia en defensa de la Religion Catolica.

47 Item, que à todos los dichos mis Reynos, y Señorios, Vassallos, y personas de ellos, les administren, y hagan administrar justicia con igualdad, sin respeto humano alguno, y que esto sean Padres, y amparo de los huérfanos, viudas, y personas necesitadas, y miserables, para que no sean oprimidas, ni bexadas de los poderosos, y ricos, que este es proprio Oficio de Rey, para que à cada uno se le guarde su derecho, y todos vivan en paz, y quietud, amor, y obediencia à su Rey.

48 Encomiendo muy particularmente à mi Sucesor, y Sucesores, el favorecer, y amparar à todos los Vassallos forasteros, y fiar de ellos, como de los mismos propios de Castilla, por ser este el medio eficaz para conservarlos en amor, donde falta nuestra presencia Real.

49 Y por quanto he hallado estos Reynos muy cargados de tributos, y aunque de algunos les he aliviado, no han permitido las Guerras, y necesidades de mi tiempo hazer en esto todo lo que quisiere en beneficio

TOM. VII. PART. II.

de mis Subditos, y ser muy conveniente à la misma Corona el darles estos alivios; Mando à mis Sucesores, que dando lugar à ello las necesidades publicas, procuren quitar lo mas que pudieren estos Tributos; y que de estos subsidios, y rentas, y del Patrimonio, no gasten, ni consuman en mercedes, ni rentas voluntarias, ni un solo real, que no se puede, ni se debe, por ser sangre de tales Vassallos, que solo la defensa, y causa de la Religion puede justificar la incomodidad que en esta parte se les haze; y para conseguirlo mejor, procuren por todos los medios posibles desempeñar las mismas rentas.

50 Conformandome con las Leyes de mis Reynos, que prohiben la enagenacion de los bienes de la Corona, y Señorios de ellos, ordeno, y mando à mi Sucesor, y à otro qualquier Sucesor, que por tiempo fuere, que no enagenen cosa alguna de dichos Reynos, Estados, y Señorios, ni les dividan, ni partan, aunque sea entre sus propios hijos, ni en otras personas algunas; y quiero, que todos ellos, y lo que à ellos, y à cada uno de ellos pertenezca, ò pudiere pertenecer, y qualquiera otros Estados, y que por tiempo me tocare la sucesion, y à mis herederos despues de mi, anden, y esten siempre juntos, como bienes indivisos, è impartibles en esta Corona, y en las demás de mis Reynos, Estados, y Señorios, segun que al presente lo estàn, y quando por grande, y urgente necesidad, grandes, y loables servicios, enagenaren algunos Vassallos, lo harán de consejo, y voluntad de las personas interesadas, y contenida en la Ley que hizo el Señor Rey Don Juan el Segundo, porque de pacto, y concierto en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quatrocientos y quarenta y dos, que despues confirmaron, y mandaron guardar los Señores Reyes Catolicos Don Fernando, y Doña Isabel mis Predecesores, el Señor Emperador mi Revisabuelo en las Cortes que tuvo en Valladolid, año de mil quinientos y veinte y tres, y ultimamente mi Visabuelo, y Aubuelo, y el Rey mi Señor, y mi Padre por sus Testamentos, y yo de nuevo los confirmo, quiero, y mando se guarde, y cumpla.

51 Por quanto la Señora Reyna Doña Isabel, y despues de ella el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demás Señores Reyes sus Sucesores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, dexaron dispuesto en sus Testamentos, que de todos los Grandes, y Cavalleros de estos Reynos, y Señorios, se cobren las alcavalas, tercias, pechos, y derechos pertenecientes à la Corona Real, y Patrimonio de mis Reynos, y Señorios, yo tambien lo dispongo, y mando en la misma manera.

52 Y porque por las grandes ocupaciones de Paz, y Guerra, y negocios graves, y arduos que me han ocurrido en tiempo de mi Reynado, no lo he podido executar por ende, porque los dichos Grandes, y otras personas, à causa de dicha tolerancia, y dissimulacion que avemos tenido, y tuviéremos de aqui adelante, en qualquiera manera, no puedan dezir, ni alegar que tienen uso, y costumbre, ni que se aya seguido, ni caudado prescripcion alguna que pueda perjudicar al derecho de la Corona, y Patrimonio Real, ni à los Reyes que despues me sucedieren en los dichos mis Reynos, de mi proprio motu, cierta sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, como Rey, y Soberano Señor, no reconociendo en lo temporal superior en la tierra, revoco, caso, anulo, y doy por de ninguno, y de ningun valor, ni efecto la dicha tolerancia, y qualquiera dissimulacion, permiso, ò licencia que aya concedido, y concediere de palabra, y por escrito, y qualquiera transcurso de tiempo, aunque fuese luengo, luenguissimo, y aunque sea de cien años, y tal que no huviese memoria de hombres en contrario para que no les pueda aprovechar, y siempre quede el derecho de la Corona ileso, y pueyado, y los Reyes que despues me sucedieren en dichos mis Reynos, reincorporar en la Corona, y Patrimonio Real de ellos las dicha Alcavalas, Tercias, Pechos, y Derechos, como quiera à ellos pertenecientes, como cosa anexa à la dicha Corona, y que de ella no ha podido, ni puede, ni podrá apartarse, por alguna tolerancia, permiso, ò dissimulacion, ò transcurso del tiempo, ni por expresa licencia, ò concesion que huviere de Nos, y de los Reyes nuestros Predecesores, en fuerza, y observancia de lo que dexaron dispuesto la Señora Reyna Doña Isabel, el Señor Emperador mi Revisabuelo, y los demás Señores Reyes sus sucesores hasta el Rey mi Señor, y mi Padre.

Q99 2

53 De-

ANNO
1700.

ANNO
1700.

53. Declaro, que siempre he tenido cuydado, que de mis Sotos, y Bosques que tengo en diferentes partes de mis Reynos, no reciban daño los Vasallos en sus haciendas, y heredades, mas si al tiempo de mi fallecimiento, no se huvieren dado satisfacion á los lugares, que huvieren recibido daño con las Monterias; mando, que mi Montero Mayor ajuste el interés, y por lo que él dixere, sin otra averiguacion, ni diligencia, se dé satisfacion luego.

54. Asimismo declaro, que las obras que he mandado hazer, assi en el Buen-Retiro, Palacio, y demás Casas de Campo, que no corren por ordenes de la Junta de Obras, y Bosques, he consignado los gastos de ellas, por mis Reales gastos Secretos, distribuyendolo, por mano de Joseph del Olmo, Maestro mayor de las Obras Reales; y porque será posible se continúen estas Obras por la misma mano, à de el Maestro Mayor que le sucediere, quiero, y es mi voluntad fe le satisfaga, lo que por sus relaciones juradas constare deberseles de las referidas obras, por aver sido para mayor adorno, y conveniencia de las mismas Casas Reales; y pudiendo tambien por esta razon, tener suplicas algunas cantidades, assi Don Felipe de Terres, mi Secretario de Camara actual, como el que le sucediere; por entrar en su poder las meladas del Bolsillo, y otras partidas, mando se esté à lo que dixeren, respecto de la confianza, y experiencia que tengo de estos Criados.

55. Mando se paguen todas mis deudas, en la mejor, y mas breve forma que sea posible, concurriendo todos los Testamentarios que dexo nombrados en Junta, que para esto fe tenga con el Secretario de Descargos, dandose las providencias convenientes, para lo que instare mas, y fuere con especialidad del cargo de mi Real conciencia.

56. Y porque en los Testamentos de los Señores Reyes mis predecesores, ay varias Clausulas, que se han ido repitiendo hasta el Rey mi Señor, y mi Padre, en orden al descargo de sus conciencias, que por los accidentes, y estrechez de los tiempos no se han podido executar, y à este fin, desde el Señor Emperador, se han situado varias rentas de la Corona, que corren por la Junta de Descargos, mando que estas fe administren en la misma forma, añadiendo à ellas, las que diputó el Rey mi Señor, y mi Padre, para que con su producto se vayan satisfaciendo estas deudas, sin que lo aplicado à la Testamentaria, se minore nunca, ni haga baxa, ni dequento, sino que sea integro, y efectivo, pagandose siempre muy puntualmente, en cuya disposicion son tan interesados los Reyes Sucesores en la Corona, para que se observe lo mismo con las que ellos dexaren.

57. Y en el remanente de todos mis bienes, derechos, y acciones que en qualquiera manera me puedan tocar, y pertenecer, cumplido, y pagado enteramente este mi Testamento en todo, y por todo, como en él fe contiene, y vâ expreso; dexo, y nombro por mi heredero al dicho Sucesor de mis Reynos, para que con la benedicion de Dios, y esta mi voluntad los herede.

58. Para la breve execucion de este mi Testamento, y ultima voluntad, nombro por mis Albaceas, y Testamentarios universalmente en todos mis Reynos, Estados, y Señorios, assi los que son dentro de España, como los que están fuera de ella, en qualquiera parte, y forma à la Reyna mi muy cara, y amada Muger; al que fuere Sumiller de Corps, y no le aviendo al Gentilhombre de Camara mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere mi Mayordomo Mayor, y no le aviendo al Mayordomo mas antiguo, hasta que le aya; à mi Cavallero Mayor, el que lo fuere, ò hiziere su oficio; à mi Limosnero Mayor; à mi Confesor, y al que le sucediere en este empleo; al que fuere Prefidente, ò Gobernador del Consejo del de Castilla, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Vice-Chanciller de Aragon, y no le aviendo, al que fuere mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Inquisidor General, y no le aviendo al mas antiguo del Consejo de Inquisicion, hasta que le aya; al que fuere Presidente de Indias, y en falta de él al mas antiguo, hasta que le aya; al que fuere Prior de San Lorenzo el Real; y quiero, y mando, que los dichos mis Testamentarios puedan hazerfe informar, y cometer los que governaren en qualquier parte de mis Reynos, y Señorios, dentro, y fuera de España, y otros Ministros, y personas residentes en ellos, lo que vieren convenir para la buena execu-

cion, y cumplimiento de este mi Testamento.

59. Es mi voluntad, y mando, que esta mi Escritura, y todo lo en ella contenido valga por mi Testamento, y ultima voluntad, en la mejor forma, y manera que pueda valer, y mas util, y provechoso sea, y pueda ser, y si alguna mengua, ò defecto tuviere este mi Testamento, ò falta de solemnidad, por grande que sea; yo de mi proprio motu, cierta Sciencia, y poderio Real absoluto, de que en esta parte quiero usar, y uso, la suplo, y quiero, y es mi voluntad que se aya por suplado, algo, y quito del todo obstatulo, ò impedimento, assi de hecho, como de derecho; y quiero, y mando, que todo lo contenido en este mi Testamento, se guarde, y cumpla, sin embargo de qualquier Leyes, Fueros, y Derechos comunes, y particulares de los dichos mis Reynos, Estados, y Señorios, que en contrario de esto sean, ò ser puedan, y cada cosa, y parte de lo en este mi Testamento contenido, y declarado; quiero, y mando, que sea avido, y tenido por Ley, y que tenga fuerza, y vigor de Ley, hecha, y promulgada en Cortes generales, con grande, y madura deliberacion, y no lo embarace Fuero, ni derecho, ni otra disposicion alguna; por que es mi voluntad, pue esta Ley que aqui hago, derogue, y abroge, como postrera, qualquiera Fueros, Leyes, y Derechos, Costumbres, Estatutos, y otra disposicion, qualquiera que la pudiere contradecir en manera alguna; y por este mi Testamento, revoco, y doy por ninguno, y de ningun valor, ni efecto, qualquiera otro Testamento, Codicilo, ò Codicilos, ò otra qualquiera postrera voluntad que antes del aya hecho, y otorgado, con qualquier Clausulas derogatorias, en qualquier forma que sea, los quales, y cada uno de ellos, que parezcan, quiero, y mando, que no hagan fee en juicio, ni fuera del salvo este, que hago aora, y otorgo, qui es mi ultima voluntad, con la qual quiero morir, y vâ escrito en cinquenta y dos hojas, todas en papel de pliego entero de esta letra, y de papel comun, y tres, y media en blanco, en testimonio de lo qual Yo el Rey Don Carlos le otorgo, y lo firmo en la Villa de Madrid à dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

COPIA DE EL CODICILO.

YO Don Carlos, por la gracia de Dios, Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, &c. Conde de Flandes, &c. Digo, que hallandome con la enfermedad, que Nuestro Señor fue servido de darme; pero con mi entendimiento natural, otorgué Testamento cerrado en tres de Octubre del año de mil y setecientos, ante Don Antonio de Ubilla y Medina, Cavallero de el Orden de Santiago, de mi Consejo, mi Secretario de Estado de la Negociacion de Italia, y del Despacho Universal, Notario publico en todos mis Reynos, y Señorios, y de los Testigos que en él fe expressan.

1. Y porque una de las Clausulas que contiene, es la de mandar que si la Reyna Doña Mariana mi muy cara, y amada Muger, después de mi fallecimiento gustare por su voluntad, ò mayor retiro suyo, passarse à alguno de los Reynos de Italia, y por bien del que eligiere, se dedicare à gobernarle, lo disponga mi Sucesor, dandole los Ministros que para ello fueren mas decorados, y de mayores experiencias; y si quisiere vivir en alguna Ciudad de estos Reynos, se la dé el gobierno de ella, y de su tierra con la Jurisdiccion; y aora para mas extension de la dicha clausula, y satisfacion de la Reyna, y à mayor abundamiento, quiero que si tuviere por de su mayor decoro, conveniencia, y gusto retirarse à vivir en los Estados que yo tengo en Flandes; y si tambien fe dedicare à gobernarlos, se la dé por mi Sucesor en la misma forma el mando, y gobierno de ellos, como se haria para qualquiera de los Reynos de Italia que eligiese, en virtud de la clausula del dicho mi Testamento, señalandola los Ministros mas aporposito para ello.

2. Mando, que la obra que por mayor decencia, y culto al Santísimo Sacramento, se empezó en la Capilla de Palacio, que yo tengo en esta Villa de Madrid, y de quenta mia se pagavan los gastos de esta obra, y los adornos de ella, se concluya por mi Sucesor, hasta poner la en forma, siguiendo en todo las plan-

ANNO
1700.

ANNO 1700. plantas, y conciertos que están executados, y se adelante quanto fuere posible, para que buelva à colocarse en ella con la debida solemnidad el Santísimo Sacramento.

3 Mando à los Conventos Reales de las Descalças Franciscas, al de la Encarnacion, Agustinas Recoletas; al de Santa Teresa, y al de Santa Ana, Carmelitas Descalças, una alhaja à cada uno para su adorno, la que eligiere la Reyna mi muy cara, y amada Muger, à qui en ruego, y encargo lo cumpla así.

4 Item, quiero, y es mi voluntad, que el Convento de Religiosas Carmelitas Descalças, intitulado San Joseph, en Avila, se incorpore, y agregue al Patronato Real, señalando para ello la cantidad, ó cantidades que se necesitaren, disponiendo se todo por la Camera de Castilla, en la forma que se acostumbra.

5 Ordeno, y mando, que quando se satisfagan las deudas que yo dexare, se pague tambien todo lo que estuviere debiendo, hasta el dia de mi fallecimiento la Reyna mi muy cara, y amada Muger, de cuya orden se presentará relacion de ello.

6 Aviendo deseado toda mi vida terga el Compatronato de mis Reynos de España la Gloriosa Santa Teresa de Jesus, por la especial devocion que la tengo, encargo à mi Sucesor, y à mis Reynos, lo dispongan, como tan importante para sus mayores beneficios, que debe esperar por la interposicion de esta Santa.

7 Y para que así tenga cumplimiento lo prevenido aqui, hago este Codicilo, que quiero que valga, como si todo ello se huviesse insertado en el dicho mi Testamento cerrado, el qual dexo en todo su vigor, y fuerza, en lo que no fuere contrario à lo que aqui ordeno, y mando, y quiero que valga; y que quando se abra, con la solemnidad del Derecho, se haga lo mismo con este Codicilo, y se ponga con el, para que tenga el mismo valor, y firmeza; y vâ escripto en quatro foxas con esta; y paro otorgarle cerrado, lo firmè en la Villa de Madrid à cinco dias del mes de Octubre de mil y setecientos.

YO EL REY.

COPIA DEL PAPEL QUE CITA EL
Testamento.

Nombro à Don Rodrigo Manuel Manrique de Lara, Conde de Frigiliana, Gentil Hombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, para que como Ministro de él, concorra en la Junta que he diputado por mi Testamento, para el gobierno de mis Reynos, en el interin que puede tenerle mi Sucesor en ellos; y aviendo de concurrir tambien en la dicha Junta un Grande, por representacion de la Nobleza; nombro à Don Francisco Casimiro Pimentel, Conde de Benavente, mi Sumiller de Corps; y para que así se execute, lo firmè en Madrid à dos de Octubre de mil y setecientos años.

YO EL REY.

CCXXIV.

23. Nov. Heydenheimischer Associations-Recess derer beeden löblichen Fränk- und Schwäbischen Creysse/ die Sicherheit und Conservation derselben betreffend/ geschehen Heydenheim den 23. Novembr. 1700. [LUNIG Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung II. pag. 372. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le *Theatrum Europæum* Tom. XVI. pag. 2. & dans THUCELIUS in *Actis Publicis* Part. I. pag. 640.]

C'est-à-dire,

ANNO

Recès d'Association entre les Cercles de FRANCONIE & de SUABE pour leur commune sécurité & conservation. A Heydenheim le 23. Novembre 1700.

1700.

3 II wissen: Nachdem die beede löbliche Fränk- und Schwäbische Creysse nicht nur von geraumer Zeit in guter Correspondenz und Einverständniß mit einander gestanden/ sondern auch solche durch gewisse Anno 1691. & Anno 1692. errichtete Tractaten mehrers stabilirt und sich in ein auf die Reichs-Sakungen und Executions-Ordnung gegründetes Specialoedus und Association mit der Condition eingelassen/ daß solches so lange dauern sollte/ bis die damalige hochschwerliche Conjunctionen sich milderten/ und zu einem sichern reparirlichen Frieden anliesen/ da man so dann/ der utrinque befindenden Convenienz nach/ sich mit einander weiter zu vernehmen hätte/ und nun zwar durch Gottes Gnade noch in Anno 1697. und mit Ausgang selbigen Jahrs der Frieden zu Nysswid erfolgt/ dadurch aber diese obere Reichs-Creysse und Lande des wüthenden Kriegs erlittenen grossen Schadens und Ruins halber keines wegs ergötzt/ sondern mehrers als vorhin exponirt gelassen/ und zu äussersten Gränzen des Reichs gemacht worden/ die damalige Conjunctionen auch mißlich und weit auffgehend/ daß man mehr als jemahln Ursache hat/ sich in beeden löblichen Fränk- und Schwäbischen Creysen/ zu Beybehaltung des so theuer erworbenen Reichs-Standes wohl mit einander zu versehen/ und dieweil freulich zusammen zu halten: als ist nach verschiedenen hinc & inde hierüber gepflogenen münd- und schriftlichen Communicationen eine Zusammenschickung beeder löblichen Creysse Hoch-Fürstl. Ausschreib-Venier und der darzu bevollmächtigten Gesandtschaft anhero nach Heydenheim veranlaßet/ und sich daseits auf gesamter Fürsten und Stände bey der löblichen Creysse hienächstige Ratification folgender Puncten mit einander verglichen worden. Und zwar wird

Primò hieher all dasjenige wiederholt/ was in beeden beeden vornehmlichen Recessen von 29. Maji. (8. Jun.) 1691. und 29. Febr. (10. Martii) 1692. von mutuelier Beförderung des gemeinsamen Friedens und Befens/ auch eines jeden Creyses Ansehen/ Sicherheit und Conservation enthalten/ und ist dasselbe/ als wann es hier verbotenus wieder inserirt worden wäre/ zu consideriren/ vornemlich aber alles dahin zu richten/ daß

Secundo der Ruhestand in diesen beeden Creysen durch nichts troublirt/ noch dessen Fürsten und Stände in neue Motus, welche/ die obshwebende Zeiten und Läufe zeitlich nach sich ziehen dürfften/ eingestochen/ sondern in ihrer Consistenz, ohne jemandes Hinderniß verbleiben/ und darbey ruhiglich gelassen werden mögen/ dannenhero

Tertio zu Errichtung dieses ganz innocenten Abschieds haben beede löbliche Creysse sich vereinbaret/ einander mit Rath und That getrenlich an Hand zu stehen/ und aller gehörigen Orten mit Schicken und Schreiben das darzu dienliche conjunctim aufs nachdrücklichst- und beweglichste vorstellen zu lassen/ auch

Quarto zu dessen kräftiger Manutention/ nicht aber zu einigen Menschen Ofsension, noch ferner beede löbl. Creysse eine Proportionirte Militarische Besatzung von 14200. Mann dergestalt beyzubehalten/ daß

Quinto der löbl. Fränkische Creysß eine dormalige 5. Regimente als Creysa/ Schneblin und Schönbeek zu Fuß/ jedes in 1600. und Baprenth zu Pferd/ und Fußsäß. Dragoner/ jedes von 600. Köpfen/ also zu sammen 6000. Mann/ der löbliche Schwäbische Creysß aber seine 7. Regimente/ als Baaden-Baaden/ Baaden-Durlach/ Fürstenberg und Würz zu Fuß/ jedes gleichfalls von 1600. und Erb-Prinz Württemberg und Stauffenberg zu Pferd/ und Zollern Dragoner/ jedes von 600. Köpfen/ also zusammen 8200/ Mann/ an guten geworbenen Leuten/ effectiv auf den Weinen haben/ und was noch ein oder andern Orts daran abgehen möchte/ förderlichst aufstelle/ auch nach ersigedachter Proportion bey ereigneter Necessität/ dieselben augmentire/ und darinnen jedesmal de concerto zwischen beeden löbl. Creysen verfahren werde. Allein

Sexto die Eintheilung der Compagnien/ wie auch die Verpflegung der Mannschaft/ und desfalls erredende Ordinance, bleibt unsers jeden löbl. Creyses Convenienz

ANNO
1700.

anheim gestellt / doch dass / so viel möglich / auch hietinnen eine Gleichheit gehalten / und dadurch / denen sonst bey erheblicher gleichen Diensten / aus der Ungleichheit entstehenden Klagen und Confusionen / vorgebogen werden möge. So bleibt auch

Septimò die Justitia über seine Dilecter einem jeden löbl. Creyß dergestalten bevor / wie respective in dem Dritten und Fünfften §. vorerwehnten Reccesse enthalten / nach welcher sich auch

Octavò in dem Rang der Generalität / Obristen und Regimenter / dergleichen dem gemeinen Concerto beym Kriegs-Recht / in allen wichtigen Vorfällenheiten zu reguliren. Belangend aber

Nonò das Commando, so hat ein jeder löbl. Creyß / mann beyderley Trouppen nicht besammnen sichen / solches durchaus allein und zu freyer Disposition, wann aber eine Conjunction beeder Creyß / rouppen bestche / ist deme sich gemäss zu bezeigen / was die Executionis-Ordnung desfalls mit sich führt: Nach Massgab deren auch

Decimò bey sich eräussernder Gefahr / dem nothleidenden Creyße alle Assistentz mit zusammen gesehenen Kräften zu leisten / und alle der gemeinen Ruhe zu wider lauffende und schädliche Segveln nach sich ziehende Zusammenhungen Coniunctis viribus abzuwenden / welches auch

Undecimò auf die land-verderbliche March, Remarchen / Still-lager und Quartier zu versehen / und hietrinn denen respective 2. und 4ten §. mehrerührter Reccesse nachzugehen / und so wohl beeder löbl. Creyße eigen / als anderen Trouppen zu beobachten. Nicht weniger

Duodecimò bey benötigter Coniunction und Mutuellen Succurrirung denjenigen nachzukommen / welches in denen 5. 6. und 7ten §. des Frankfurtschen Associationis-Reccesse de Anno 1692. in passibus habilibus enthalten. Wie es dann

Tredecimò da bey wirklicher Coniunction noch ein und andere mehrere Erläuterung erforderet / solle dasselbe durch glückliche Zusammenetzung geschehen / und auch sonst in allen eine verteilte Correspondenz zwischen beeden löbl. Creyßen gepflogen / dergleichen sich von seinem Theil / ohne Vorwissen des andern / in weitere Associationis-Tractaten mit einander eingelassen / noch einzeln hietrinn etwas alterit / oder davon absque præsente & Consensu beeder Theilen abgemeynt werden / und ist dessen allen zu Urkund / mit Vorbehalt Eingangs erwehnter beeder löbl. Creyßen Fürsten und Stände Ratification gegenwärtiger Recces zu Pappier gebracht / und von beiderseitig Hochfürstl. aufstehenden hier anwesenden Befandtschafften subscribirt worden / auch jedem Theil davon ein Exemplar zugesellet worden. So geschehen Heydenheim den 23. Novembr. 1700.

J. L. Scharff. J. E. Stand.
Fried. von Diehm. J. Bachmeister.

CCXXV.

Decemb. Lettres Patentes de LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, pour conserver à PHILIPPE Duc d'Anjou son Petit-Fils, & tous ses Descendants Mâles, les Droits entiers de leur Naissance & particulièrement celui de pouvoir succéder à leur tour à la Couronne de France, nonobstant leur élévation à celle d'Espagne, & leur résidence actuelle hors du Royaume. Données à Versailles au Mois de Decembre 1700. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 217. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans une Brochure in 4. imprimée à Londres en Anglois, & en François l'an 1723. chez Benj. Tooke par Authorité publique.]

LOUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A tous présens & à venir, Salut: Les prosperitez dont il a plu à Dieu de Nous combler pendant le cours de notre Regne, sont pour Nous autant de motifs de Nous appliquer non

seulement pour le tems présent, mais encore pour l'avenir, au bonheur & à la tranquillité des peuples dont sa divine Providence Nous a confié le gouvernement. Ses jugemens impénétrables Nous laissent seulement voir que nous ne devons établir notre confiance, ny dans nos forces, ny dans l'étendue de nos Etats. ny dans une nombreuse posterité; & que ces avantages que nous recevons uniquement de la bonté, n'ont de solidité que celle qu'il luy plaist de leur donner. Comme il veut cependant que les Rois qu'il choisit pour conduire ses peuples, prévoient de loin les évènements capables de produire les désordres & les guerres les plus sanglantes; qu'ils se servent pour y remédier, des lumières que la divine sagesse répand sur eux; Nous accomplissons ses desseins, lors qu'au milieu des réjouissances universelles de notre Royaume, Nous envisageons comme une chose possible, un triste avenir, que nous prions Dieu de détourner à jamais. En même tems que Nous acceptons le Testament du feu Roy d'Espagne, que notre très-cher & très-ami Fils le Dauphin renonce à ses droits légitimes sur cette Couronne en faveur de son second Fils le Duc d'Anjou, notre très-cher & très-ami Petit-Fils, institué par le feu Roy d'Espagne son Héritier universel; Que ce Prince connu présentement sous le nom de Philippe V. Roy d'Espagne, est prest d'entrer dans son Royaume, & de répondre aux vœux empressez de ses nouveaux Sujets. Ce grand événement ne nous empêche pas de porter nos vœux au de-là du tems présent; Et lorsque notre Succession paroit la mieux établie, Nous jugeons qu'il est également & du devoir de Roy & de celui de père, de déclarer pour l'avenir notre volonté, conforme aux sentimens que ces deux qualitez Nous inspirent. Ainsi persuadez que le Roy d'Espagne notre Petit-Fils conservera toujours pour Nous, pour la Maison, pour le Royaume où il est né, la même tendresse & les mêmes sentimens, dont il nous a donné tant de marques; que son exemple unissant les nouveaux Sujets aux nôtres, va former entr'eux une amitié perpétuelle, & la correspondance la plus parfaite; Nous croirions aussi lui faire une injustice, & nous sommes incapables, & causer un préjudice irréparable à notre Royaume, si nous regardions désormais comme étranger, un Prince que nous accordons aux demandes unanimes de la Nation Espagnole. Pour ces causes & autres grandes considérations, à ce Nous mouvans, de notre grâce spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, Voulons & Nous plaist, que Notre Très-cher & Très-Amé Petit-Fils le Roy d'Espagne conserve toujours les Droits de sa naissance, de la même manière que s'il faisoit sa résidence actuelle dans notre Royaume; ainsi Notre Très-cher & Très-Amé Fils unique le Dauphin étant le vray & légitime Successeur & Héritier de notre Couronne & de nos Etats, & après lui Notre Très-cher & Très-Amé Petit-Fils le Duc de Bourgogne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaist, que notre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne vienne à mourir sans Enfans mâles, ou que ceux qu'il auroit en bon & loyal Mariage décèdent avant luy, ou bien que ledits Enfans mâles ne laissent après eux aucuns enfans mâles nez en légitime Mariage. En ce cas notre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, usant des Droits de sa naissance, soit le vray & légitime Successeur de notre Couronne & de nos Etats, nonobstant qu'il fût alors absent & résidant hors de notre Royaume; & immédiatement après son décès, ses Hoirs mâles procréez en loyal mariage, viendront à ladite Succession, nonobstant qu'ils soient nez & qu'ils habitent hors de notre dit Royaume: Voulant que pour les causes susdites, notre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne ny ses Enfans mâles, ne soient censés & réputés moins habiles & capables de venir à ladite Succession, ny aux autres qui leur pourroient échoir dans notre dit Royaume. Entendons au contraire que tous Droits & autres choses généralement quelconques, qui leur pourroient à présent & à l'avenir competer & appartenir, soient & demeurent conservées saines & entieres, comme s'ils résidoient & habitoient continuellement dans notre Royaume jusques à leur trépas, & que leurs Hoirs fussent Originaires & Regnicoles, les ayant à cet effet en tant que besoin est ou seroit, habilité & dispensé, habilions & dispensons par celdites présentes. Si donnons en MANDEMENT à nos Amez & Fauxs Conseillers, les Gens tenants notre Cour de Parlement & Chambre de nos Comptes à Paris, Pré-

ANNO
1700.

ANNO 1700. Présidens & Trésoriers Généraux de France au Bureau de nos Finances étably audit lieu ; & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils fassent registrer , & du contenu en icelles jouir & user Nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, les Enfans & Descendans mâles en loyal Mariage, pleinement & paisiblement, nonobstant toutes choses à ce contraires, ausquelles de nos mêmes graces & autorité que dessus, nous avons dérogé & dérogeons. CAR TEL EST NOTRE PLAISIR ; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours Nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites Présentes. DONNE' à Versailles au mois de Décembre, l'an de grace mil sept cens, & de nôtre Regne le cinquante-huitième.

Signé,

LOUIS.

Et sur le réply :

Par le Roi.

PHELYPEAUX.

Et à côté, *Visa* PHELYPEAUX.

Et scellé du grand Sceau, en cire verte sur lacs de soye rouge & verte. ANNO 1700.

Registrées, ouy & ce réquerant le Procureur Général du Roy, pour être executées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le premier Fevrier mil sept cens-un.

Signé,

DONGOIS.

Registrées en la Chambre des Comptes, Ouy, & ce réquerant le Procureur Général du Roy, pour être executées selon leur forme & teneur, les Bureaux assemblez, le 1701.

Signé,

RICHER.









